CIHM Microfiche Series (Monographs)

ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

(C) 1994

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographi-uses en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or disto:tion elong interior margin/ Le reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines peges blanches ajoutées lors d'une restauration appeareissent dans le texte, meis, lorsque cela était possible, ces peges n'ont pas été filmées. Pagiantion 1 as follows: [1]-x111, 3185-921 p. This item is filmed et the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction ratiogé ci-dessous.	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration appareissent dans le texte, meis, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Pages détached/ Pages détached/ Pages détached/ Pages détached/ Coloured nik (i.e. other than blue or black)/ Cuuslité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison Titre page of issue/ Titre de départ de le livraison Masthead/ Générique (périodiques) de la livreison Additionel comments:/ Commentaires supplémentaires: This item is filmed et the reduction ratio checked below/	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Showthrough/ Transparence Coloured plates end/or illustrations/ Quality of print veries/ Qualité inégale de l'impression Bound with other materiel/ Relié evec d'autres documents Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Title on header taken from: / Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison Caption of issue/ Titre de départ de le livraison Masthead/ Générique (périodiques) de la livreison Additionel comments: / Pagfantion 1s as follows: [1]-xi11, 3185-921 p.	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Coloured maps/ Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Showthrough/ Transparence Coloured plates end/or illustrations/ Pages détachées Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Coloured plates end/or illustrations/ Qualité inégale de l'impression Bound with other materiel/ Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these heve been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration appareissent dans le texte, meis, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Caption of issue/ Titre de départ de le livraison Masthead/ Générique (périodiques) de la livreison	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appeer within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines peges blanches ajoutées lors d'une restauration appareissent dans le texte, meis, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées. Pages décachées Showthrough/ Transparence Cuuelity of print veries/ Qualité inégale de l'impression Continuous pegination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison Masthead/	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appeer within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches sjoutées lors d'une restauration appareissent dans le texte, meis, lorsque cela était possible, ces pages n'ont Pages déctachées Pages détachées Pages détachées Coulitus of print veries/ Qualité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Le titre de l'en-tête provient: Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration appereissent dans le texte, Coloured maps/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détachées Cuelity of print veries/ Qualité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these heve been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détachées Cuality of print veries/ Qualité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient: Title page of issue/ Page de titre de le livraison	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Continuous pagination/ Pagination continue Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Blank leaves added during restoration may appear	
Le titre de couverture manque Coloured mape/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Continuous pagination/ Relié evec d'autres documents Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le distorsion le long de la marge intérieure Pages décolorées, tachetées ou piquées Chaulité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue Includes index(es)/ Comprend un (des) index Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient:	
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured maps/ Pages détached/ Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Showthrough/ Transparence Coloured plates end/or illustrations/ Quelity of print veries/ Qualité inégale de l'impression Bound with other material/ Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion elong interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de le	
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured maps/ Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Showthrough/ Transparence Coloured plates end/or illustrations/ Qualité inégale de l'impression Bound with other material/ Continuous pagination/ Pagination continue Tight binding may cause shadows or distortion Includes index(es)/ Comprend un (des) index	
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Continuous pagination/ Relié evec d'autres documents Includes index(es)/	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Relié evec d'autres documents Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détached/ Pages détachées Showthrough/ Transparence Cuelity of print veries/ Qualité inégale de l'impression Continuous pagination/ Pagination continue	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Bound with other material/ Continuous pagination/	
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Pages détachées Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Plenches et/ou illustrations en couleur Qualité inégale de l'impression	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Coloured plates end/or illustrations/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Coloured plates en couleur Coloured plates end/or illustrations/	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. eutre que bleue ou noire) Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détached/ Pages détachées Showthrough/ Transparence	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détachées Showthrough/	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages détachées	
Le titre de couverture manque Coloured maps/ Pages décolorées, tachetées ou piquées Pages décolorées, tachetées ou piquées	
Le titre de couverture manque Pages décolorées, tachetées ou piquées	
Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée Pages restaurées et/ou pelliculées	
Couverture endommagée Pages endommagées	
Covers damaged/	
Couverture de couleur Pages de couleur	
Coloured covers/ Coloured pages/	
ci-dessous.	
checked below. dans la méthode normale de filmage sont indiq	
of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are bibliographique, qui peuvent modific rune ima reproduite, ou qui peuvent exiger une modific	•
may be bibliographically unique, which may alter any exemplaire qui sont peut-être uniques du point	
copy aveilable for filming. Features of this copy which lui e été possible de se procurer. Les détails de	cet

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

Netionel Library of Canede

The images appearing here ere the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriete. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever epplies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction retios. Those too lerge to be entirely included in one exposure ere filmed beginning in the upper left hand corner, left to right end top to bottom, es many frames as required. The following diagrems illustrate the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Ceneda

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de le condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité evec les conditions du contret de filmage.

Les exemplaires origineux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier piet et en terminent soit per la derniàre page qui comporte une empreinte d'impression ou d'iliustration, soit per le second piet, seion le cas. Tous les autres exempleires origineux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'iliustration et en terminent per la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivents eppereîtra sur la dernière image de chaque microfiche, seion le ces: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, planchen, tableeux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents.
Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à pertir de l'angle supérieur geuche, de gauche à droite, et de heut en bes, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diegrammes suivents lilustrent le méthode.

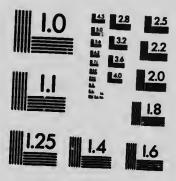
,		
1	2	3

1	
2	
3	

1	2	3
4	5	6

MICROCUPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





PPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 (716) 482 - 0300 - Phone USA

(716) 288 - 5989 - Fax



A TREATISE

ON

THE SYSTEM OF EVIDENCE IN TRIALS AT COMMON LAW

VOLUME IV.



TREATISE

ON THE SYSTEM OF

EVIDENCE

120

TRIALS AT COMMON LAW

INCLUDING

THE STATUTES AND JUDICIAL DECISIONS OF ALL JURISDICTIONS OF THE UNITED STATES, ENGLAND, AND CANADA

BY

JOHN HENRY WIGMORE

PROFESSOR OF THE LAW OF EVIDENCE IN THE LAW SCHOOL OF NORTHWESTERN UNIVERSITY

IN FOUR VOLUMES
VOLUME IV.

CANADIAN EDITION

TORONTO: CANADA LAW BOOK COMPANY BOSTON: LITTLE, BROWN, AND COMPANY 1905 KF8931 W54 Sol V.4

Copyright, 1905,
BY JOHN H. WIGMORE

All rights reserved

VOLUME IV.

List of Latest Statutes and Reports Con	nsulted
Topic B Privil	EGED COMMUNICATIONS.
	ER LXXIX.
	AL COMMUNICATIONS IN GENERAL.
§ 2285. General Principle of Privileged Communications.	§ 2286. Sundry Confidentiel Communications not privileged; Cierks, Trustees, etc. § 2287. Same: Telegrams.
CHAPT	BR LXXX.
Sub-Topic II Communication	IS RETWEEN ATTORNEY AND CLIENT.
§ 2290. History.	
9 2291. Policy. 9 2392. General Principle; Statutory Definitions.	§ 2312. Communications to Opponent or his Attorney, or in Opponent's Presence;
1. "Where legal advice of any kind is songht,"	\$ 2313. Identity of Client or Durant
2294. Privilege is irrespective of The	9314. Execution of a Will or Deed. 9315. Same: Attorney as Attesting Witness.
doctrine doctrine distory of the	5. " By the client,"
\$ 2295. Same: General Principle and Pattern	§ 2317. Privilege not applicable to Knowledge
9 3307. Same: Advice for Non-Legal Purposes, ing. 9 2306. Same: Advice in Conveyancing or Draft-ing. 9 2306. Same: Advice in a Criminal or Franchise	§ 2317. Privilege not applicable to Knowledge acquired from Other Persons, unless as Agents of the Client: Who are Agents. Documents of the Client existing before Communication; General Liability to Discovery, distinguish
THE ATMINISTRION.	covery distinguished Limitity to Dis-
2. "From a professional legal adviser in his capacity as auch,"	Dies ilinstrated of the foregoing Princi-
9 2300. Persons having Legal Knowledge has	§ 2320. Communications by the Attorney to the
Admitted to Practice. Attorneys' Clerks and other Agents.	6. "Are at the client's thetenes
2002. Client's Belief in the Atternation.	
2304. Time of Consultation: Polestick.	nor the Party's : Who not the Attorney's,
The of Manual of	
3. "The communications relevant to that purpose,"	§ 2323. Protection continues, though Reletion of Client and Attorney be ended.
\$ 2306. Communications, distinguished from	7. "From disclosure by himself on hear
Acts; Client's Conduct and Appearance. Same: Production of the Client's Docu-	
§ 2308. Same: Testimony to Contents of D	torney.
§ 2309. Same: Testimony to Possession, Exist-	§ 2325. Indirect Disciosure by the Attorney. Third Persons overhearing.
§ 2310. Relevancy or Necessity of the Communi-	8. "Except the olient waive the protec-
4. "Made in Confidence,"	§ 2027. Waiver, in general; Voluntary Testimony as a Waiver. § 2028. Waiver by Joint Climan A
7 4011. Communications must be con-	
Presence of a Third Person; Sundry Applications of the Principle.	§ 2329. Waiver by a Deceased Client's Representative.
V	

CHAPTER LXXXI.

	BUR-TOPIC III COMMUNICATION	A BETWEEN HUSBAND AND WIFE.
\$ 2332. \$ 2333. \$ 2034.	Policy. Maritel Discussification and Automatical Discussification	§ 2338. Exceptions and Distinction

2. Scope of the Tectimony Privileged. § 2336. Knowledge obtained in Confidence, Ex-press or Implied.
§ 2337. Communications, not Acts.

d Butitled.

§ 2330. Third Persone overhearing: Documente obtained by Third Persone.
§ 2340. Who may Ulaim the Privilege: Waiver.

4. Cessation of the Privilege.

§ 2341. Death; Diverce; Separation; Invalid Marriage.

CHAPTER LXXXII. SUB-TOPIC IV. -- COMMUNICATIONS BY AND TO JUBORS. § 2345. General Principles involved. § 2385. (d) Mistake in Recording or Delivering the Verdict.
§ 2386. Same: Explaining the Verdict's Meaning; Mistake as 10 its Legal Effect; Retiring to Reconsider. A. PETIT JURY. 1. Privileged Communications Rule. \$ 2346. Scope of the Principle. 3. Arbitrators' Awards. 2. Paroi Evidence Rule. § 2355. Foregoing Principles applied to Arbitrators' Awards. § 2348. 2349. General Principle.
(a) Ju: :rs' Motives, Beliefs, Misunder-standings, Intentions, and the like, ac fummeterial B. GRAND JURT. 1. Privileged Communications Ruie. Same: Examining the Jury before Dis-charge, to ascertain the Grounds of Ver-6 2350. 2300. Illetory and General Principle.
2301. (a) Privilege of Grand Jurora; Secrecy of Vote and Opinion.
2302. (b) Privilege of Witnessee before Grand Jury; General Principle.
2303. Same: Instances of Cessation of Privilege. dict.

(é) Issues of the Trial, as Material.

(c) fregularities and Misconduct, as Material: Jurors Impeaching their Verdict; History of the Rule.

Same: Policy of the Rule.

Same: State of the Law in Varions Jurisdictions; Qualifications of the Rule. 2351. § 2353. § 2354.

2. Parol Evidence Rule.

§ 2364. Grounds for Indictment; Iliegal Evidence; Required Number of Votes, etc.

CHAPTER LEXXIII.

SUB-TOPIC V. - STATE SECRETS AND OFFICIAL DOCUMENTS.

ime: Ambassadors, Conenie, Judges.) Irremovahility of Official Records.) Privilege for Communications by former to Government) Privilege for Secrete of State and ficial Communications. me: Who determines the Necessity for trecy.
) H

CHAPTER LXXXIV.

Sub-Topic VI. - Communications between Physician and Patient.

Consultation Same: (2) Professional Character of the Same: Walver	the Privilege; Claim of rance from Claim. n of the Privilege; Death.
§ 2384. (c) Information, Active and Pession.	hy Bringing Snit; hy Former Walver.

Sun-Topic VII. - Communications retween Priest and Penitert.

§ 2304 History; No Privilege at Common Law. § 2306. Policy of the Privilege.

CHAPTER LXXXV.

PART IV. - PAROL EVIDENCE RULE (CONSTITUTION OF LEGAL ACTS).

(CONSTITUTIO	N OF LEGAL ACTS).
INTRODUCTION.	OF LEGAL ACTS).
§ 340). Parol Evidence Rule, not a Rule exidence. § 3401. Parol Evidence Rule, a group of Rule defining the Constitution of Legal Acts Four Subdivisions of the Rule.	1. Integration of Unilateral Acts. § 2427. Official Documents (Surveys, Appointments, Assessments, etc.)
4. CREATION OF LEGAL ACTS. § 3404. General Principle; Intent and Expression Subject, Tenor, and Delivery. § 1405. History of the Principle. 1. Subject, Tenor, Delivery, in General. § 3406. (a) Subject must concern Legal Relations; Transactions of Jest, Friendship, Charity, and Pretence. § 3407. (a) Terms must be Definite; Terms implied from Conduct; Document Void for Uncertainty. § 3408. (c) Act must be Final; (1) Delivery, as applied to Deeda; Couditions Precedent; Escrews. § 3409. Same: (2) Delivery, as applied to Negotiable Instruments. § 3410. Same: (3) Delivery, as Applied to Contracts in general; Conditions Precedent and Subsequent; Assent of Third Persons; Blanks t Dates. § 3411. Same: (4) Publication as applied to Wills. § Intent and Mistake, as Affecting Subject, Tenor, and Delivory. § 3413. Intention and Mistake in General;	\$ 2429. No integration at all; Casual Memoranda. Partial Integration: General Test for Applying the Rules; "Collateral Agreements." \$ 2431. Samet Incorrect Testa; (a) "Varying the Terms of the Writing;" (b) "The Writing la the Sole Criterion;" (c) Fraud, in Pennaylvania. \$ 2432. Receipts and Releases; Bills of Lading. Receipts and Releases; Bills of Lading. \$ 2433. Receipts and Releases; Insurance Warrantles. \$ 2435. Agreements to Sue, or not to Enforce, or to hold Conditional only. \$ 2436. Agreements of Counterclaim, Set-off, Reusewal, or Mode of Payment. \$ 2437. Agreement to hold a Deed Absolute as Conditional only; Agreement to hold a Ped Absolute as Conditional only; Agreement to hold as Agreement to hold in Trust. \$ 2438. Agreement to hold as Agent or Surety only. \$ 2439. Fraud. \$ 2440. Trade Usage and Custom. \$ 2441. Novation, Alteration, and Walver; Subsequent Agreements.
2416. (A) Intent not to be Bound at all. 2416. (B) Terms of an Act; (a) Signing a Completed Documeut; (1) individual Mistake, not known to or induced by the Second Party. 2416. Same: (2) Individual Mistake known to or induced by the Second Party. 2417. Same: (3) Mutual Mistake; General Principle. 2418. Same: Mutual Mistake as affecting Bona Fide Holders for Value. 2419. Same: Mutual Mistake as affecting Bona Fide Holders for Value. 2419. Same: (b) Signing a Document having Blanks or Capable of Alteration; Writing one's Name not as a Signature. 2420. (C) Delivery of a Document; Facrow; Deeds or Negotiable Vastruments delivered to Bona Fide Holders, contrary to Intent of Maker. 2421. Unilateral Acts; Foregoing Principles applied to Willis and Ballots. 3. Voidable Acts. 3. Voidable Acts. 42423. Motive as making an act Voidable; Mistake, Fraud, Duress, Infancy, and	\$ 2443. Rnle applled to Negotiable Instruments; \$ 2444. Same: (a) Agreements affecting the Express Terms of the Document. \$ 2445. Implied Terms. \$ 2446. Rule binding upon the Parties to the Document only. \$ 2447. Burden of Proof; Who must Produce the Document. 3 Integration Required by Law. 4 2450. At Common Law: (1) Judicial Records. 3 Megotiable Instruments. 4 2451. Same: (2) Corporate Acta and Records; 4 2452. Under Statutes; (1) Wills; (2) Ballots; 5 2453. Conclusive Certificates, distinguished. C. SOLEMNIZATION OF LEGAL ACTE. 2455. Same: Discharge and Alteration of Granticians.
2 S. INTEGRATION OF LEGAL ACTS (VARVING THE TRANS OF AN INSTRUMENT). 2 3425. General Theory of the Rule against Varying the Terms of an Instrument.	2456. Other Formalities than Writing; Signature, Seal, Attestation, Registration, Stamp. D. INTERPRETATION OF LEGAL ACTA. 2458. General Nature of Interpretation; Standard and Sources of Interpretation.

\$ 245	9. Same: "Intention" and "Meaning," distinguished.	§ 2467. Same: (2) Wills.	
\$ 246; \$ 246; \$ 2463 \$ 2464. \$ 2465.	Popniar, Local, Matual, Individual. Rule against "Disturbing a Plain Meaning." or, Forbidding Explanation except of Ambiguities: History and General Principle. Same: Application of the Rule to Wills, Deeds, etc. Usage of Trade or Locality, when to apply. Parties' Mutual Understanding: fdentifying a Description	Latent Ambiguity. § 2473. Sama: Blanks and Patent Ambiguities. § 2474. Same: (2) Exception for Erroneous Description. § 2475. Same: (3) Exception for Rabutting an Equity (Legacles and Advancements). § 2476. Falsa Demonstratio non Nocet; General Principle. § 2477. Same: Application to Deeds and Wills. § 2478. Sundry Rulas; Interpretation of Statutes.	
		Twee	

CHAPTER LXXXVI.

BOOK II. - BY WHOM EVIDENCE MUST BE PRESENTED (BURDEN OF PROOF; PRESUMPTIONS).

TITLE I.-GENERAL THEORY.

	0/00 7		THEORI.
	2483. Production of Evidence by the Parties. 2484. Evidence songht by the Judge ex mero mote; Questions to Witnessee hard	§ 2492.	
	Judge.	§ 2493.	Same: Conflicting December
	M85. Burden of Proof; (1) First Meaning: Risk of Non-persuasion.	§ 2494.	ter Presumptions; Conn-
§ 2	1480. Same: Test for this To		Evidence for the Jury: Scientific and clent
	liarly within a Particle Facts pecu-	§ 2495.	Same: Direction of a Trans.
	Duty of Producing Estate and Meaning:		a Nonsuit, and Demurrer to Evidence, distinguished.
		§ 2496.	Same: Waiven of Mari
	190. Presumptions: Legal Freet	§ 2497.	Introduction of Evidence. Measure of Permasion: (1) Process
§ 24	91. Same: Presumptions of I		Measure of Persuasion; (1) Proof beyond a Reasonable Doubt; Rula for Criminal Cases.
	sumptions of Fact.	§ 2493.	Sanie: (2) Proof by Preponderance of Evidence; Rula for Civil Cases.
			Evidence; Rula for Civil Cases.
	CHAPTED	LYV	

CHAPTER LXXXVII.

TITLE II. - BURDENS AND PRESUMPTIONS IN SPECIFIC ISSUES.

§ 2500. Sanits: (1) Texter with AND PRI	ESUMPTIONS IN SPECIFIC ISSUES.
\$ 2500. Sanity: (1) Testamentary and other Civil Causes; Suicide. \$ 2501. Sama: (2) Criminal Causes. Undue Influence and Fraud: (1) Testamentary Causes.	5 2518. Same: (2) Possession of Instrument.
\$ 2503. Same: (2) Confidential Relations of	\$ 2520. Same: (2) Execution of Deeds (Delivery, Date, Seal).
Creditors. Creditors.	\$ 2522. Sama: (4) Lost Grant or other Docu-
or Ceremony.	§ 2523. Same: (5) Lost Will (Contents and Revo- cation). § 2524. Sama: (6) Spoileston of D.
§ 2507. Negligence and Accident: (1) Contribu-	§ 2524. Sama: (6) Spollation of Documents. § 2525. Same: (7) Alteration of Documents. § 2526. Gifts (Wife's Separata Estate, Child's
9 2508. Same: (2) Loss by Bailce. 9 2509. Same: (3) Defective Machine	9 2527. Legitimacy. 9 2528. Chastity Child bearing
\$ 2510. Same: (4) Death by Violence. \$ 2511. Crimes: (1) Innocence, Malice, Guilt,	2530. Continuity; (1) in general.
\$ 2512. Same: (2) Self-Defence, Alibi.	2533. Seawortbiness. 9 2534. Regularity: (1) Post-
tion, Coverture) \$ 2515. Ownersbip: (1) Pressering of V	§ 2534. Regularity; (1) Performance of Official Duty and Regularity of Proceedings. § 2535. Same: (2) Appointment and Authority of Officers.
Personalty. Same: (2) Possession of Negotiable fn- strument.	9 2536. Similarity of Foreign Law. § 2537. Contracts.
§ 2517. Paymant: (1) Lapse of Time.	§ 2538. Statute of Limitations. § 2539. Malicions Prosecution.
v iii	

CHAPTER LXXXVIII.

BOOK III. - TO WHOM EVIDENCE MUST BE PRESENTED (LAW AND FACT; JUDGE AND JURY).

GE AND JURY). 56. Construction of Documents. 57. Criminal Intent. 58. Foreign Law. 59. Local Law.
5

CHAPTER LXXXIX.

BOOK IV. -OF WHAT PROPOSITIONS NO EVIDENCE NEED BE PRESENTED.

TITLE I. - JUDICIAL NOTICE.

	1. General D	DICIAL	NOTICE.
\$ 2567. \$ 2568. \$ 2569. \$ 2570.	Theory of Judicial Notice. Anomalous Meanings. Effect of Judicial Notice; (1) not Conclusive. Same: (2) Notice must be requested; Pleading a Statute. Same: (3) Judge may investigate. Judicial Notice by the Jury's own Knowledge.	§ 2574. § 2575. § 2576. § 2576. § 2577. § 2578.	Political Facts: (1) International Affairs; Seais of State. Same: (2) Domestic Political Organiza- tion; Boundaries, Capitals, etc. Same: (3) Domestic Officials, their Iden- tity and Authority; Gennineness of Offi- cial Docume.ts. Same: (4) Elections, etc. Judicial Proceedings: (1) Officers and Rules of Court.
3 2012.	Laws: (1) Domestic Statutes and Ordinances.		merce and Industry
§ 2573.	Same: (2) Foreign Law.	3 4001.	Same: /9: Communication
	(-) - orangu TWA.		Science. Same: (3) Sundries.

CHAPTER XC.

TITLE II. - JUDICIAL ADMISSIONS.

§ 2592.	Distinction between Judicial Admissions, Pleadings, and Estoppels. Effect of Judicial Admissions: (1) Conclusive npon the Party making. Same: (3) Exclusive of Evidence by the	§ 2593. § 2594. § 2595. § 2596.	Same: (4) Effect on Subsequent Trials. Form and Tenor of the Admission; Who is anthorized. Sundry Classes of Admissions: (1) Gene
TABLE	OF STATUTES CITED		

TABLE	OF OF	STATUTES CASES.	CITED				•													
INDEX			• • •	•	•	٠							Ť	•	•	•	•	•	•	3633
	•	• • • •	• • •	•		•				•	•	•	•	•	٠	•	•	•		3671
										·	•	•	•	•	٠	•	•	•		3845



LIST OF STATUTORY COMPILATIONS AND LATEST REPORTS AND STATUTES CONSULTED.

I. STATUTES.

The titles and dates of the compilations of statutes referred to in this work, and the years of the latest session laws consulted in its preparation, are shown in the table below. In a few jurisdictions new official revised compilations have been made since the material was originally collected for this work, but the usual (and culpable) lack of a table of cross-references in the new revision to the former numbering has made it impracticable in this work to insert the new numbering in every instance; for Massachusetts, however (where a perfect table is published), and for South Carolina, the citations to the revisions of 1902 have been added. The large number of statutory citations (some nine thousand in all) made any further collation of the new num' ring impracticable; and the examination of the session laws, to date of printing, ma. the legislative changes would all be represented, under one or reasonably certain that other form of citation:

Jurisdiction.	Title and Date of Compilation Used.	Date of Lates Session Lawe Examined.
CAMADA:		1903
Dominion		1 200
British Columbia	Revised Statutes 1886	
Manitoba	Revised Statutes 1897 Revised Statutes 1902	1902
New Brunswick	Revised Statutes 1902 Consolidated Statutes 1877	1903
Newfoundland	Consolidated Statutes 1877 Consolidated Statutes 1899	1903
Northwest Townisania		1903
Nova Scotia		1903
Ontario	Parised Statutes 1900	1903
Prince Edward Island	Revised Statutes 1900 . Revised Statutes 1897	1903
NITED STATES: 1		1903
Alabama		190%
Alaska	Code 1897	
	Carter's Laws of Alaska too	1901
Arizona	3 and June 6) Revised Statutes 1887: Penal Code 1999	•
Arkansas	Revised Statutes 1997 7	1903
California	Sandols and Hitle Discout 1007	1903
California	Codes 1879 Description Statutes 1894	1903
Colorado	edition of 1901 2 Cappionents 1889, Pomerov's	1300
,	Mills' Apportated States	1902
Palamet	Code of Civil Procedure 1896, and	4 304
Columbia (District)	Abert and Loveing C.	1902
lan	1901 (II S St 100) Statutes 1894; Code	1902
	General Statutes 1000	1903
elaware	Revised Statutes 1893	1903
	ation have and an arrangement of the state o	1903

¹ There being no compilation here, and the Evidence Act of 1889 having codified most of the ruies, no complete search was made for statutes prior to 1889, except that those of 1873 and 1887, and the ruies in most States meet hiennially, so that the laws of 1902 were in such cases and anote on the validity of the Commission's amendments of 1901 will be found in \$488.

A note on the validity of the Commission's amendments of 1901 will be found in § 488.

LIST OF COMPILATIONS CONSULTED.

	Jurisdiction. Title and Date of Compilation Used.						
UNITED STATES:		Examined.					
Florida	Revised Statutes 1892 . Code 1895 ; Van Eppel Sunda						
Georgia	Code 1895 . Ven Famile						
Hawaii	Penal Laws 1907. Des Supplement 1900.	1903					
Idaho . Illinois	Revised Statutes 1897	1903					
Zummerg	Revised Statutes 100 1899	1903					
Indiana	Revised Statutes 1874, Hurd's edition of 1898 Thornton's Revised Statutes 1894.						
Indian Territory,1	1037	1903					
Iooa .	Ebersole's Annotate to a	1903					
Kansas Kentusius	Webb's General Statutes 1897 Carroll's Statutes 1899 and Cate	1909					
Kentucky.	Carroll's Statutes 1899 and Cal	1908					
Louisiana	inal Procedure room, and Codes of Civil and Crim	1900					
- Demonstrate	Saunders' Revised City Co	1902					
	vised Code of Deadle 1000; Garland's Re-						
Maine	Wolff's Davissay v						
Maryland	Public Statutes 1999	1902					
Massachusetts	Poe's Public Come apprendit 1895	1903					
Michigan .	Public Statutes 1900	1909					
Minnesota	Miller's Compiled 7	1903					
Mississippi	Wanzell Tene	1903					
	Inompson, Dilland and Contract Statutes 1894	1903					
Missouri .	1 1892 Annotated Code	-500					
Montana	Revised Statutes and	1902					
Nebraska	Danders' Codes and C.	1903					
Nevada	Brown and Wheeler's Compiled Statutes 1899 Baily and Hammond's General Statutes 1899	1903					
New Hampshire	Baily and Hammond's General Statutes 1899 Public Statutes 1891	1903					
New Jersey .	Public Statutes 1891 meral Statutes 1896	1903					
New Mexico	meral Statutes 1896 ompiled Laws 1897	1903					
New York	ompiled Laws 1897 Birdseye's Revised Statutes 1898	1903					
North Carolina	Birdseye's Revised Statutes 1896 Code 1883 : Long and J	1903					
North Dakota	Code 1883; Long and Lawrence's Amendments 1897.	1908					
Ohio	Revised Codes 1895 Bates' Annotated Revised Statutes 1899	1903					
Oklahoma	Bates' Annotated Revised Statutes 1898	1903					
regon I	Statutes 1893 Hill's Codes and General Laws 1899	1903					
ennez lvania	Hill's Codes and General Laws 1892.	1903					
	'epper and Lewis' Digest 1896	1903					
orto Rico.		1903					
hode Island G	angual Towns						
outh Carolina . R	eneral Laws 1896 .						
		1903					
mnessee Si	rantham's Statutes 1893; Code 1902	1903					
ras	nannou's Annotated Code 1896	1903					
***	ovised Civil Statutes 1895; Penal Code 1895; Code of Criminal Procedure 1895	1903					
ited States Re	of Criminal Procedure 1895; Penal Code 1895; Code vised Statutes 1878 Species						
zh Re	vised Statutes 1878, Supplements 1891, 1895	1903					
mont Sta	vised Statutes 1898, Supplements 1891, 1895 tutes 1894	1903					
ginia Coo	tutes 1894	1903					
shington Bal	lie 1897, Supplement 1898	1902					
et Virginia . Cod	linger's Aunotated Codes and Statutes 1897.	1903					
San	hown and m	1903					
oming San	born and Berryman's Statutes 1898 ised Statutes 1887	1903					
		1903					

¹ Governed by Federal and Arkansas statutes, and by Indian law, not here considered.
5 These laws are not here considered, being chiefly of Spanish origin.

LIST OF LATEST REPORTS CONSULTED.

II. REPORTS.

Most of the citations of decisions rendered since 1893 have been taken from the reports published in the National Reporter System, as they appeared in weekly numbers. For all decisions reported since the beginning of that System, the duplicate citation has been added, to include both the Official Report and the National Reporter, - most of these duplicate citations being furnished through the conrtesy of the West Publishing Company, the remainder added by the anthor from the Blue Books. As the printing progressed, the duplicate citations of the Official Reports appearing from time to time were obtained from the Third Labels and Inserted in the proof. Thus it happens that in the earlier parts of the book most of the citations of decisions of 1903 are to the National Reporters only.

The printing of these present volumes began in January, 1904, and occupied a full year; It was therefore desirable to set a definite point of time for the ending of citations (instead of inserting current late cases in the latter portions of the book only), in order that those who use the book may know where to begin in hringing the later citations down to the date of their consultation. The point taken was therefore that volume of the different National Reporters which ended nearest to January, 1904; this ranged (dating by the weekly issues) hetween November, 1903, and March, 1904. Substantially, then, the citations come down to the heginning of 1904. The latest volumes of Reporters consulted

Atlantic Reporter, vol. 55. Federal Reporter, vol. 125. Northeastern Reporter, vol. 68. Northwestern Reporter, vol. 96. Pacific Reporter, vol. 73.

Southern Reporter, vol. 35. Southeastern Reporter, vol. 45. Southwestern Reporter, vol. 76. Snpreme Court Reporter, vol. 23.

and of Official Reports not covered by the National Reporter System :

District of Columbia Appeals, vol. 21.

Hawaii, vol. 13.

The latest volumes of English and Canadian Reports consulted were as follows:

England, Law Reports 1903. Canada (Dominion), vol. 32. British Columbia, vol. 10, pt. 1. Manitoba, vol. 12. New Brunswick, vol. 34.

Newfoundland, vol. 5. Northwest Territories, vol. 5, pts. 1, 2. Nova Scotia, vol. 35. Ontario, Law Reports, vol. 5. Prince Edward Island, vol. 2.

The reports of the Appellate (intermediate) Courts in Colorado, Illinois, Indiana, Kansas, New York (Supreme Court), and Texas, have not been cited, except on interesting matters for which there is scanty authority; partly because their rulings are not final, and partly because in some jurisdictions they are expressly made not binding as precedents. The trial rulings of Federal Pistrict Courts since the creation of the Circuit Court of Appeals have also been left unnoticed to a similar extent.

III. CITATION OF THIS TREATISE.

Citations of other parts of this treatise are made herein by number of section (§) and number of note. The notes are numbered continuously within each section.

Between the charters, and between main subdivisions of each chapter, there are from one to five (occasionally more) numbers omitted; so that the series of numbers does not read consecutively at those points. This is not an inadvertence, nor a sign of materials omitted; hut merely a mechanical expedient which became indispensable in working upon a bulky manuscript. In the course of inserting the cross-references (some ten thousand), a great number of the references ohviously had to be made, during the progress of the work, to portlons of the text yet nuwritten; and it therefore became necessary to give to these topics reference-numbers beforehand. In order to allow for occasional additions of topics in the course of the work, these blanks were left in the series. A reference to the California Codes will show that this expedient is not without precedent.



EVIDENCE

IN

TRIALS AT COMMON LAW.

PART III: RULES OF EXTRINSIC POLICY.

TITLE II, SUB-TITLE III (continued): TESTIMONIAL PRIVILEGE.

Topic B: PRIVITEGED COMMUNICATIONS.

SUB-TOPIC I: CONFIDENTIAL COMMUNICATIONS IN GENERAL.

CHAPTER LXXIX

§ 2285. General Principle of Privileged Com- | not Privileged : Clerks, Trustees, Bankers, Newsnnications.
§ 2286. Sundry Confidential Communications | papers, etc.
§ 2287. Same : Telegrams.

§ 2285. General Principle of Privileged Communications. Looking back at the principle of Privilege, as an exception to the general liability of every person to give testimony to all facts inquired of in a court of justice, and having in view that preponderance of extrinsic policy which alone can justify the recognition of any such exception (ante, §§ 2192, 2197), four fundamental conditions may be predicated as necessary to the establishment of a privilege against the disclosure of communications between persons standing in a given relation. (1) The communications must originate in a confidence that they will not be disclosed; (2) This element of confidentiality must be essential to the full and satisfactory maintenance of the relation between the parties; (3) The relation must be one which in the opinion of the community ought to be sedulously fostered; and (4) The injury that would inure to the relation by the disclosure of the communications must be greater than the benefit thereby gained for the correct disposal of litigation.1

These four conditions being present, a privilege should be recognized; and not otherwise. That they are present in most of the recognized privileges is plain enough; and the absence of one or more of them serves to explain

3185

^{1 1851,} Wigram, V. C., in Russell v. Jackson, 9 Hare 387, 391 ("The rule does not rest simply npon the confidence reposed; . . . it seems to rest, not npon the confidence itself, but upon the necessity of carrying it out"). VOL. IV .- 1

why certain privileges have failed to obtain the recognition sometimes demanded for them. In the privilege for communications between Attorney and Client, for example, all four are present; and the doubt which Bentham has raised as to the policy of that privilege fixes upon the only condition therein open to dispute, namely, the fourth. In the privilege for communications between Husband and Wife, all four conditions are again present; and the chief variance of judicial opinion in defining the privilege (i. c. in holding, as some do, that the protection extends to all communications, or, as others do, to confidential communications only) is due to a question as to the fulfilment of the first condition. In the privileges for communications between Jurors and between Informer and Government, the four conditions are clearly present. In the privilege (denied at common law) for communications between Physician and Patient, the fallacy of recognizing it lies in the incorrect assumption that the second condition is generally present. In the privilege (also denied at common law) for communications between Priest and Penitent, the objection to its recognition has probably lain in a tacit denial of the third condition. In the privilege (sometimes urged) for communications sent by telegraph, the reluctance to recognize it has apparently been due to a perception that no one of the four conditions is thoroughly fulfilled. These four conditions must serve as the foundation of policy for determining all such privileges, whether claimed or established.

§ 2286. Sundry Confidential Communications not privileged; Clerks, Trustees, etc. In general, then, the mere fact that a communication was made in express confidence, or in the implied confidence of a confidential relation, does not create a privilege. This rule is not questioned to-day.1 No pledge of privacy, nor oath of secrecy,2 can avail against demand for the truth in a court of justice:

1888, Parnell Commission's Proceedings, 103d day, Times' Rep. pt. 28, pp. 19 ff.; Mr. John O'Connor, M. P., once an active Fenian, was under examination as to his transactions in 1879 with various persons concern. in the Fenian brotherhood; in refusing to speak upon those matters, he said in explanation: "I may as well tell you that I do not intend to admit to you who were associated with me in these transactions. I was bound to these people by an obligation that they accepted in good faith, and I am not going to betray them." . . . Counsel. "Did you see Devoy at the end of 1878 or the beginning of 1879?" Witness: "I must decline to answer"; Counsel: "I submit, my lord, that I have a right to press this question"; President Hannen: "I have explained several

with the following cases should be compared those cited ante, §§ 2211-2215, involving disclosures of secret topics, irrespective of communications: 1811, Berkeley Peerage Trial, Sherwood's Abstract, 41 (general principle); 1838, Greenlaw v. King, 1 Beav. 137, 145 ("persons in the most closely confidential relation are bound to disclose communications, made to them."). to disclose communications made to them"); 1867, Hopkinson v. Burghley, L. R. 2 Ch. App. 447 (letter to defendant, with confidential commnnication from a third person, held not privi-leged): 1881, Jessel, M. R., in Wheeler v. Le Marchant, L. R. 17 Ch. D. 675, 681 (general

principle); 1897, Cox v. Montagne, 24 C. C. A. 364, 78 Fed. 845 (general principle).

2 1834, R. v. Shaw, 6 C. & P. 373 (communication under oath of secrecy to a fellow-prisoner in jail); 1836, R. v. Thomas, 7 id. 346 (confession under a promise of secrecy); 1898, Owens v. Frank, 7 Wyo. 457, 53 Pac. 282 (communication made in confidence between members of the Masonic order) The rule that a confession obtained by fraud is nevertheless admissible (ante, § 841) also illustrates the principle.

times that these excuses which are made for not giving evidence are not for a moment tenable in a court of justice. That a man has bound himself by an illegal oath in connection with an illegal association cannot of course be recognised as an excuse. But we have a delic me task to perform, and I do not propose at present to take the measures which are in my power." After a subsequent refusal to answer other questions, Counsel: "What is your objection"? Witness: "It is an objection to break my oath. It is a regard for an obligation that I respect, even though others may not respect it"; President Hannen: "Are you a Protestant or a Roman Catholic?" Witness: "A Roman Catholic"; President Hannen: "Do you mean to assert that your Church justifies a refusal to give evidence on the ground that you have taken the illegal oath of an illegal society?" Witness: "I have not studied the theology of the matter"; President Hannen: "Nor the morality?" Wilness: "I know what my code of honor is, my lord, and I intend to adhere to it."

Accordingly, a confidential communication to a clerk, to a trustee, to a commercial agency,5 to a banker,6 to a journalist,7 or to any other person not holding one of the specific relations hereafter considered, is not privileged from

But this was not always so. In the trials of the 1600s, the obligations of honor among gentlemen (and the English bench and bar were peculiarly

honor among gentlemen (and the E. \$ 1824, Webb v. Smith, 1 C. & P. 337 (an articled clerk, held compellable to disclose a matter learned in the employer's bnsiness, but not "specially entrusted as a matter of secrecy"; 1809, Corpe v. Robinson, 2 Wash. C. C. 388 (the bead clerk of the defendant, compelled to testify to confidential matters; "it has never been considered an objection which the witness can make"). Contra: Ia. Code 1897, \$ 4608 (privilege established for a "stenographer or confidential clerk of any person, who obtains such information by reason of his employment"; the amendment, which practically abolishes this, is quoted post, \$ 2292). Compare the privilege for trade secrets, i.e. for the facts of the business, as distinguished from communications (ante, \$ 2212).

Sones v. Manchester, quoted infra. Compare Mr. J. Buller's two statements, quoted infra. But a trustee, so far as identified with a party, was privileged from discovery, before modern legislation: ante, \$ 2218.

1894, Shaner v. Alterton, 151 U. S. 607, 114 Snp. 442.

1826, Loyd v. Freshfield, 2 C. & P. 325, 329 (clerk of a banker compelled to state the figures of a depositor's balance); 1897, Hannum v. McRae, 17 Ont. Pr. 567, 18 Id. 185 (bank man-

(cierk of a banker compensed to state the ngures of a depositor's balance); 1897, Hannam v. McRae, 17 Ont. Pr. 567, 18 ld. 185 (bank manager must attend with the bank's books on subposna; even the English statute allowing a supposa; even the English statute allowing a party to prove them by copy—quoted ante, \$1223—does not create a privilege not to disclose the accounts of enstomers; though that statute is not in force in Ontario; good opinion

statute is not in force in Untario; good opinion by Maclennan, J.).

7 1888, Parnell Commission's Proceedings, 52d day, Times' Rep. pt. 14, p. 18 (ruled that a newspaper had no privilege to withhold the name of a contributor); 1895, U.S. v. Edwards, U.S. v. Shriver, D. C., reported, with Senator Edmands' brief, in Smith's Digest of Precedents of Privilege of Congress. 1894, pp. 828, 848, 856 of Privilege of Congress, 1894, pp. 828, 848, 856 ("Such a rule [of privilege] would be in viola-

tion of a sound public policy"): 1897, People v. Durrant, 116 Cal. 179, 48 Pac. 75 ("Considering that Miss C. was a newspaper reporter, . . . the claim scarcely merits comment"): 1897, Exparte Lawrence, ib. 298, 48 Pac. 124 (reporter's refusal to disclose information to a legislative committee, beld improper).

The following enactment, as detestable in substance as it is crude in form, will probably remain unique: Md. St. 1896, c. 249 ("No person engaged in, connected with, or employed on a newspaper or journal shall be compelied to disclose in any legal proceeding or trial, or before any committee of the Legislature or elsewhere, the source of any news or information

disclose in any legal proceeding or trial, or before any committee of the Legislature or elsewhere, the sonrce of any news or information procured or obtained by him for or published in the newspaper on and in which he is engaged, connected with or employed").

The following statutes are anomalous:
Mich. Comp. L. 1897, \$\frac{5}{5}\$ 8612, 8615 (where an numarried woman is with child or has "lived with a man and has been considered as his wife," "or for other good reason . . . deemed to be sufficient by the judge of probate, desires to keep the exact date of the marriage a secret, to protect the good name of berself and the reputation of ber family," the probate judge may lesse "without publicity a marriage license," and "all knowledge of any facts" about it coming to the judge, officials, physicians, and witnesses "shall be deemed to be privileged communications"); Can. Rev. St. 1886, c. 93, \$ 17 (bridge company's return of bridge-casnalties, to be privileged communications, and shall not be evidence in any court whatsoever"). For a taxpayer's return of property to the assessor, see post, \$ 2374, ander the head of communications to Government, with which perhaps the above Canadian statutes might be classed.

dominated by that standard) were often put forward as a sufficient ground for maintaining silence. By the middle of the 1700s it seemed as though this notion would prevail, at any rate in certain worthy cases. 10 The same point of view is also plain at that time in the treatment of the privilege for attorney and client, which was then supposed to rest upon the honorable obligations of the attorney, rather than upon objective considerations of policy (post, § 2290). But a stricter view of justice finally dominated, and in the notorious Duchess of Kingston's Case the older point of view was definitely abandoned and the new one thoroughly promulgated:

1776, Duckess of Kingston's Case, 20 How. St. Tr. 586; bigamy; trial by the House of Lords; to prove the first and disputed marriage, the question was asked of Lord Barrington, an oid friend of the accused: " Did you ever hear from the lady at the bar that she was married to Mr. Hervey "? Lord Barrington: "If anything has been confided to my honor, or confidentially told me, I do hold, with humble submission to your lordships, that as a man of honor, as a man regardfui of the laws of society, I cannot reveal it." Then the Duchess released Lord Barrington from every obligation of honor; and the Solicitor-General, not to be outdone, declared that he would ask no more questions; but several iords insisted on their right to continue the questioning; Lord Camden: "I hope that your iordships, sitting in judgment on criminal cases — the highest and most important that may affect the lives, liberties, and properties of your lordships - that you shall not think it besitting the dignity of this high Court of justice to be debating the etiquette of honor at the same time when we are trying lives and liberties. My lords, the laws of this land — I speak it boidly in this grave assembly — are to receive another answer from those who are called to depose at your bar, than to be told that in point of honor and of conscience they do not think that they acquit themseives like persons of that description

9 1613, Countess of Shrewshnry's Case, 12
Rep. 94 (before a council, including the Chancellor, Chief Justices, and Chief Baron; the
Countess, being "required to declare her knowledge" concerning the escape of Lady Arabella
Stuart, refused, for one reason, because "she
had made a rash vow that she would not declare
anything in particular touching the said points";
hut she was adjudged in contempt, since "rash
and illegal vows make not an excuse"; and the
snhject's very oath of allegiance hinds her
"without being demanded, to reveal to the king
what she knows concerning the premises, npon
which great mischief may happen to the king
and the realm"; possihly in a civil case the
conclusion might have been different); 1673,
Jones e. Countess of Manchester, I Ventr. 197
(the Eari of Manchester, brother to the plaintiff, Jones v. Countess of Manchester, I Ventr. 197 (the Eari of Manchester, brother to the plaintiff, had the key of a box, held hy a stranger, and containing her deeds; the box was in conrt, hnt the earl refused to surrender the key, being a trustee for his sister, claiming that "it would be a hreach of the trust reposed in him, which he held sacred and inviolable"; hnt Lord Hale told him, though they conid not compel him there to do it, yet the law required it; "for though it is against the duty of a counsellor or solicitor, etc., to discover the evidence which he who retains him acquaints him with, yet a trustee may and onght to produce writings, etc."). Lord Kenyon's allusion (in Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 758) to the testimony of Lord Howard against Lord Russell, in 1683 (9) How. St. Tr. 611), as an example of compelling How. St. Tr. 611), as an example of compelling

the revelation of confidences, seems not to be founded on anything in the report of the trial.

19 1676, Bulstrod v. Letchmere, Freem. Ch. 5 ("the Lord Chancellor made it a doubt if a thing were revealed under the condition of secrecy to one that was not a barrister, whether or no he would oblige him to answer"); 1682, Lord Grey's Trial, 9 How. St. Tr. 127, 175 (information against several persons for carrying off and debanching Lady Henrietta Berkeley; Lady Henrietta testified for the defendant that she left her parents' house voluntarily; on being asked who was with her, she answored, "I shall not give any account of that, for I will not betray anybody for their kindness to me; ... I will not hreak my vow to them"; Mr. J. Dolben: "If they ask you of anybody in the information, ... you must teil if it were any of them, but you are not bound to tell if it were any one else"; L. Heurietta: "No, it was none of them"); 1722, Layer's Trial, 16 id. 93, 245 (Lord North and Grey: "It is a little hard for a man of honour to betray conversation, what passed over a bottle of wine in disconree; but since your lordship requires it, I must snhmit"); 1767, Builer, Trials at Nisi Prins, 284 (a naked since your lordship requires it, I must suhmit "); 1767, Builer, Trials at Nisi Prins, 284 (a naked 1767, Builer, Trials at Nisi Prius, 284 (a naked trust does not disqualify the trustee as interested; "however, a trustee shall not be a witness to betray the trust"; citing a ruling of L. C. J. Hoit's that a hroker of officee should not be received to testify to the occasion of giving a bond, "because it appeared he was privately entrusted to make the bargain by both parties, and to kean it ascent.")

X

d

e

i Ä

when they deciare what they know"; Duks of Richmond: "I do not look on a witness at the bar to be the witness of the connsei or of the prisoner, but the witness of the House"; Lord Barrington still refusing, the Lords adjourned to discuse the point of law, and it was announced to him that "it is the judgment of this House that you are bound by law to

1777, Hotham, B., in Hill's T lal, 20 How. St. Tr. 1362 (to the jury, commenting on the testimony of an informer who disclosed the defendant's secrets): "The defendant certainly thought him his friend, and he [the defendant] therefore did disclose all this to him. Gentlemen, one has only to say further, that if this point of honor was to be so sacred as that a man who comes by knowledge of this sort from an offender was not to be at liberty to disclose it, the most atrocious criminals would every day escape punishm and therefore it is that the wisdom of the law knows nothing of that point of honor. If the man is a legal witness, you are bound to receive his testimony, giving it, however, that weight only which you think it deserves."

The "point of honor" thus disappeared forever as a motive for recognizing a privilege. But its expiry was undoubtedly viewed with reluctance by many; 11 and traces of its later survival across the water were to be noticed for some time thereafter.12

§ 2287. Same: Telegrams. That the relation between the telegram-transmitter and the telegram-sender, and the confidence of the communication as between them, are sufficient to establish a privilege against the operator's disclosure has been supported by a few distinguished judicial names:

1874, Bramwell, B., in the Stroud Election Case, 2 O'M. & II. 107, 112: "I really think that for the public good there ought to be no power of compelling the production of these documents. It is the necessary consequence that persons who correspond by telegram are obliged to repose confidence in the Crown, and I believe it will be for the public good if it is found that that is a confidence that the Crown cannot be compelled to violate. Inconvenience might arise in many cases. It might arise in the case of a confidential communication between attorney and client, or husband and wife; therefore we must look to

1890, Cooley, J., Constitutional Limitations, 6th ed., p. 371, note: "The telegraph is used as a means of correspondence, and as a valuable and in many cases an indispensable substitute for the postal facilities; and the communication is made, not because the party desires to put the operator in possession of facts, but because transmission without it is impossible. It is not voluntary in any other sense than this, that the party makes it rather than deprive himself of the benefits of this great invention and improvement. The reasons of a public nature for maintaining the secrecy of telegraphic communication are the same with those which protect correspondence by mail; and though the operator is not a public officer, that circumstance appears to us immaterial. He fulfils an important public function; and the propriety of his preserving inviolable secrecy in regard to communications is so obvious that it is common to provide statutory penalties for disclosure. If on grounds of public policy the operator should not voluntarily disclose, why do not the same considerations forbid the Courts compelling him to do so?"1

11 1792, Wilson v. Rastali, 4 T. R. 753, 759 (Buller, J.: "The privilege is confined to the cases of connsel, solicitor, and attorney; . . . it is indeed hard in many cases to compel a friend to disclose a confidential conversation; and I should be glad if by law such evidence could be excluded").

be excined ').

13 1782, Morris v. Vanderen, l Dall. 64 (testimony of a clerk, who acted as scrivener of deeds for his employer, offered, but withdrawn

on objection made); 1792, Mills v. Griswold, 1 Root 383 ("what the defendant had told him in confidence," held subject to discioner; the distinction being between "communications which are voinntary" and those which are "necessary in the course of business, as of a client to his attorney"); 1796, Calkins v. Lee, 2 id. 363 (similar).

1 See also the learned inrist's more elaborate exposition in his article (1879) on Inviolability

These arguments have been adequately met in the following passages:

1600, Dublin Election Case, 1 O'M. & H. 270, 271 : "Mr. Sanger, the telegraph-officer, when called as a witness to produce the telegrams, said, 'My lord, before I produce these telegrams, I must object to their production. We have always looked npon a telegram as sacred, and we think that this decision of your lordship will shake the confidence of the public in the telegraph.' Mr. Justice Keogh said that the opinion of the telegraph company as to this could make no difference. The telegrams were preduced. . . . Mr. Justice Keogh in his judgment said further as to this: 'Telegrams are nothing but electric letters, written by the candidates or their agents to electors. If such letters were in the pockets of the electors, or if copies of them were in deeks of the candidates, the petitioners of course would have a right to insist upon their production; and there is no reason why, because they are transmitted along a wire instead of being written on paper with pen and ink, they should have any greater protection."

1851, King, P. J., in Henislaw v. Freedman, 2 Pars. Eq. Cas. 274: "If we adopt this [alloged] construction of the law, the telegraph may be used with the most absolute security for purposes destructive to the weil-being of society, -- a state of things rendering its absointe usefulness at least questionable. The correspondence of the traitor, the murderer, the robber, and the swindler, by means of which their crimes and frauds could be the more readily accomplished and their detection and punishment avoided, would become things so sacred that they never could be accessible to the public justice, however deep might be the public interest involved in their production. For the resuit of the principle contended for is that the seal of secrecy is placed on all telegraphic communications, as well in courts of justice as elsewhere, and that they are to be classed with privileged communications, such as those between husband and wife, connsel and oilent. The law is jealous of extending the circle of persons excused or interdicted from giving testimony. Parents are required to testify against children, children against parents, brothers against brothers, friends against friends. Communications by letter, made under the deepest obligations of friendship, affection or honor, still must be produced, if deemed necessary to the ascertainment of the truth and the administration of justice by the public tribunals. To this great end of social organization, all secondary causes are required to give way." \$

1879, Mr. Henry Hitchcock, in The Inviolability of Telegrams, 5 South. L. Rev. N. s. 478, 491: "The offence which this section [of the postal statutes] proscribes is not the discioenre of the contents, nor even primarily the opening or reading of private letters. It consists in taking out of the mail, before its delivery to the person to wbom directed, any letter, postal-card, or packet. . . . It is evident, therefore, that the intent and policy of the postal statutes is to protect and assure, not so much the secrecy of private correspondence, as the due fulfilment of a trust voluntarily undertaken by the government in respect of its safe and prompt delivery. It has undertaken this mode of serving the public, and invites the public confidence in such service; therefore it will punish any violation of the confidence so invited, any interference with its execution of that trust, not sanctioned by iaw. But, in respect of telegrams transmitted by private companies, the United States bave undertaken no trust or duty, nor invited any confidence whatever. The postal statutes, therefore, not only do not protect the secrecy of telegrams, directly or by intendment, but they are founded on reasons which, so far as the government is concerned, furnish no argument, even by analogy, for their protection. . . . The argumeut from the confidential character of telegrams as between the parties to them, and the expressed or implied pledge of secrecy by the telegraph companies, is still iess satisfactory. It assumes that the law respects as privileged, without regard to their contents or reievancy to the pending issues, all communications which the parties to them intend

of Telegraphic Correspondence, 18 Amer. Law C. J., in State v. Litchfield, 58 Me. 267, 270 (1870). Reg. N. S. 65.
Similar reasoning is used by Appleton,

shall be secret or confidential. It must amount to this, or to nothing. But it is perfectly well settled that no communication, however confidential, or growing out of personal, social, or business relations however intimate, is for that reason protected from disclosure on the witness-stand, unless it fall within one of the special and limited classes which the law itself makes privileged for reasons of public policy. In truth, all these arguments amount simply to the claim that private telegraphic messages, as such, without reference to their contents, constitute a new class of privileged communications. . . . How can it be said that if A, wishing to communicate with B, chooses to transmit his thoughts by siectric telegraph instead of hy oral or written message, he thereby creates or enters into a relation with B which it is the paramount interest of society itself to protect, hy making privileged and inviolable every communication transmitted in that manner, without reference to its contents, even at the expense of the regular administration of justice? Such a rule, if prescribed at all, must be uniform; every communication sent by telegraph must be privileged, as is every communication between attorney and client, or husband and wife. But why should a given message, which, if orally communicated or delivered through the mail, would be subject to compulsory disclosure, become a privileg:d communication if sent by telegraph? This would be discriminating, not in the interest of the parties concerned, or of society at large, but of the business of the telegraph companies. Public policy, in respect of what communications shall be privileged, has nothing to do with the mode of their transmission, nor with the motive of its seiection, nor with the desire of either or both parties for secrecy, hut solely with the consequences to society at large of permitting or prohibiting their disclosure in aid of justice. In order, therefore, to support the claim that telegraphic messages, as such, should be heid privileged communications, it must be shown that unless they are, the electric telegraph cannot be generally made available as a medium of communication, and also that this consequence would be more injurious to society than the denial to the Courts of this means of attaining the truth. But the former proposition is untrue, as experience demonstrates; and as to the latter, the unquestionable danger of abuse is to be met hy applying, not hy perverting, sound legal principles. On the other hand, the immensely increased facilities for er .me, and the grave obstructions to public justice which would resuit from placing telegraphic messages, as such, on the list of privileged communications, are forcibly stated by the Court in the cases already cited, of the State v. Litchfield

A sufficient answer, when all is said, to those who advocate this privilege. in that the very first condition of a privilege (ante, § 2285) is lacking, namely, the intention to keep the message secret in the hands of the transmitter. It is given to him for the sole purpose of being delivered to some one else; and that some one else is not only compellable to disclose it in court, but (for aught that appears) may freely and honorably publish it to others at any time. In short, there is no ultimate and absolute confidentiality in a telegram, but only a mediate and relative secrecy. Since the law need not respect its privacy in its ultimate state, there is no reason for respecting the intermediate stage. Were the telegram addressed to an attorney, in whose hands it would become privileged, the situation would be different; but there the doctrine of agency, as applied to the client's privilege, suffices to protect,3 without creating a new privilege.

In England, the privilege for telegrams was at first repudiated, but after

^{**}Post, § 2301.
4 1869, Toventry Case, 1 O'M. & H. 97, 104
(privilege denied for telegrams sent by a prisupra).

**vate company); Bridgewater Case, ib. 112, 114;
Dublin Election Case, ib. 270, 271 (same; quoted)

the Government's assumption of telegraphic service in 1868,5 it was for a while conceded. Subsequently, this attitude was abandoned, and now no privilege appears to be recognized.7 In Canada and the United States, no Court has yet given any recognition to the privilege.

It may be added that precisely the same considerations apply to the transmission of messages by letter-post. But the Governmental conduct of that service has seemed to complicate that question, and it can better be considered in connection with the privilege for other communications to the Government (post, § 2375).

\$ 1868, St. 31 & 32 Vict. c. 110, § 20 (for-bids disclosure of telegrams hy officials); 1869, St. 32 & 33 Vict. c. 73, § 23 (provides that nothing shall relieve an officer of the post from any liability which before existed for telegreph company to produce communications ln a court

company to produce communications in a court of law when duly required).

* 1874, Taunton Case, 2 id. 16, 72; Strond Case, ib. 107, 110 (production not required, partly because of lack of power, because the documents "are in the custody of her Majesty," and partly because of policy; quoted supra; Bolton Case, ib. 138, 140 (here required only because the contents had been otherwise disclosed).

Bolton Case, ib. 138, 140 (nere regions)
because the contents had been otherwise disclosed).

7 1880, Harwich Case, 3 O'M. & H. 61, 62,
44 L. T. N. s. 187 (Lnsh, J., treated the Bolton case as overrhing the prior two, and thought that when the Legislatnre "transferred the telegraphs to the Post-Office, they intended that the public should be just as well off as they were before"); 1881, Re Smith, L. R. Ir. 7 Ch. D. 286 (order for production of telegrams by the Post-Office anthorities, granted).

8 Can.: 1861, Re New York, Newf. & L. Tel. Co., 2 Morris Newf. 575 (telegraphic mesages in the hands of the operator are not privileged in spite of his oath under the statute forbidding disclosure); 1862, Waddell's Case, 8 Jur. N. s. 181 (Newfoundland; telegraph operator, not privileged from disclosing dispatches, even under a statute for idding their wilful disclosure); 1888, Re Dwight v. Macklam, 15 Ont. 148, 154 (careful opinion by Boyd, C.); 1870, Leslie v. Hervey, 15 Low. Can. Jnr. 9 (a telegraph company is not privileged to withhold dispatches received, in spite of a statute forhidding disclosure; "the right of this third party to compel the disclosure of all facts bearing on the subject-matter of the suit takes pre-

cedence, for the time, of the general right, subject to the law's limitations, which belongs to every man to prevent his private affairs being enquired into hy others"); U.S.: 1880, Woods v. Miller, 55 Ia. 168, 7 N. W. 484 (a statute prohibiting the disclosure of telegraphic incessages does not prevent their production as evidence under an order of court); 1870, State v. Litch-field, 58 Me. 287 (p. televisia) field, 58 Me. 267 (a telegraph company is not privileged to withhold dispatches received); 1880, Ex parte Brown, 72 Mo. 83, 91 (telegrams privileged to withhold dispatches received); 1880, Ex parte Brown, 72 Mo. 83, 91 (telegrams in possession of a telegraph company, not privileged); 1851, Henislaw v. Freedman, 2 Pars. Eq. Cas. 274, Pa. Com. Pl. (a telegraph company held not privileged to withhold messages received hy it, even nnder a stante expressly forbidding its operators to disclose dispatches without the consent of sender or receiver; quoted supra); 1876, Kehoe's Trial (Molly Magnires), Pa., West's Rep. 128 (statnte construed not to privilege telegrams); 1876, Dec. 20, Lonisiana Elections, Congressional Record, 44th Cong. 2d sees. vol. 5, pt. 2, pp. 325-330 (the House adopted the following resolution: "That there is nothing in the law rendering a communication transmitted by telegraph any more privileged than a communication made orally or in any other manner whatever"); 1877, Barnes' Cl.se, ih. pp. 452-455, 602-608, 678; 694 (rule applied to enforce production of telegrams in the hands of a telegraph operator at New Orleans); 1882, U. S. v. Hnnter, 15 Fed. 712 (relevant telegrams must be produced); 1874, National Bank v. National Bank, 7 W. Va. 544, 546 (telegraph company not privileged to withhold telegrams from defendant; the whole privilege repudiated).

A statute forhidding disclosure unless "law-

to withing telegrams from derendant; the whole privilege repudiated).

A stainte forhidding disclosure unless "lawfully directed" (c. g. Can. Rev. St. 1886, c. 134, § 3) obviously does not create a privilege.

TOPIC B (continued): PRIVILEGED COMMUNICATIONS.

SUB-TOPIC II: COMMUNICATIONS BETWEEN ATTORNEY AND CLIENT.

CHAPTER LXXX

\$ 2290. History of the Privilege. \$ 2291. Policy of the Privilege. \$ 2292. General Principie; Statntory Definitions.

1. "Where legal advice of any kind is sought"

\$ 2294. Privilege is irrespective of Litigation begun or contemplated; History of the Doctrine. \$ 2295. Same: General Principle and Policy. \$ 2296. Same: Application to Advice sought for Sundry Non-Legal Purposes; Consultation with Prosecuting Attorneys.
\$ 2297. Same: Application to Advice in Conveyancing.

yeyancing. \$ 2298. Same: Application to Advice in a Criminal or Fraudulent Transaction.

"From a professional legal adviser in his capacity as such,"

§ 2300. Persons having Legal Knowledge, hat not admitted to Practice.
§ 2301. Attorney's Clerks and other Agents.
2302. Client's Belief in the Attorney's

\$ 2303. Consultation in Attorney's Capacity. \$ 2304. Time of Consultation; Rejection of Retainer by Attorney.

3. "The communications relevant to that purpose,"

§ 2306. Communications, distinguished from Acts; Client's Conduct, Appearance, Abode,

§ 2307. Same: Production of the Client's

§ 2308. Same: Testimony to Contents of

§ 2309. Same: Testimony to Possession, Existence, and Execution of Documents.
§ 2310. Relevancy or Necessity of the Com-

4. "Made in confidence"

§ 2311. Communications must be Confidential; Confidentiality not presumed; Presence of a Third Person; Sundry Applications of the Principle.

§ 2312. Communications to the Opponent or his Attorney, or in Opponent's Presence; Joint

Attorney, § 2313. Identity of Client or Purpose of Snit. § 2314. Execution of a Will or Deed; Temporary Confidentiality. § 2315. Same: Attorney as Attesting Wit-

5. "By the client,"

§ 2317. Privilege not applicable to Knowledge acquired hy the Attorney from Third Persons, nuless as Agents of the Client; Who are

nuless as Agents of the Client; who are Agents, § 2318. Documents of the Client existing before Communication; General Liability to Production by Discovery, distinguished. § 2319. Same: Conflict of the foregoing Principles, illustrated. § 2320. Communications by the Attorney to the Client.

6. "Are at his instance permanently protected

§ 2321. Privilege is the Client's, not the Attorney's, nor the Party's; Who may Claim.
§ 2322. Inference from Claim of Privilege;
Judge to determine Privilege.
§ 2323. Protection continues, though Relation of Client and Attorney be ended.

7. "From disclosure by himself or by the legal adviser,"

§ 2324. Testimony by the Client or by the Attorney.

§ 2325. Indirect Discloenre by the Attorney.

§ 2326. Third Persons overhearing.

8. "Except the client waive the protection."

§ 2327. Waiver in general; Voluntary Testimony as a Waiver. § 2328. Waiver by Joint Clients, Agents,

Assignees, § 2329. Waiver by a Deceased Client's Rep-

§ 2290. History of the Privilege. The history of this privilege goes back to the reign of Elizabeth, where it already appears as unquestioned; 1 and it

2 1577, Berd v. Lovciace, Cory 88 (solicitor 1580, Dennis v. Codrington, ib. 143 (on a mo-exempted from examination touching the canse); tion to examine one Oldsworth, "touching a

is therefore the oldest of the privileges for confidential communications. Inasmuch as the testimony of witnesses (in the modern sense) did not come to be a common source of proof in jury trials till the early 1500s (ante, § 1364), and as testimonial compulsion does not appear to have been generally authorized until the early part of Elizabeth's reign (ante, § 2190), it would seem that the privilege could hardly have come much earlier into existence; for there could have been but little material for its application. It thus appears to have commended itself, at the very outset, as a natural exception to the then novel right of testimonial compulsion.

But the theory of its exclusion, in those days, was very different from that of modern times. It was an objective, not a subjective one, - a consideration for the cath and the honor of the attorney, rather than for the apprehensions of his client. How significant the "point of honor" was, until the end of the 1700s, in almost securing other exemptions from testimonial disclosure, has been already seen (ante, § 2286). Clearly the attorney and the barrister are under a solemn pledge of secrecy, not less binding because it is implied and seldom expressed. "The first duty of an attorney," it has been said, "is to keep the secrets of his clients." If the "point of honor" was to be recognized at all as a ground for exemption, then surely the attorney fell within this exemption. And no doubt this was, in the beginning, and so long as any countenance was given to that general doctrine, the theory of the attorney's exemption.

That doctrine, however, finally lost ground, and by the last quarter of the 1700s, as already noticed (ante, § 2286), was entirely repudiated. The judicial search for truth could not endure to be obstructed by a voluntary pledge of secrecy; nor was there any moral delinquency or public odium in breaking one's pledge under force of the law. Doubtless the attorney's exemption would have fallen at the same time with the others of like origin, had not a new theory, ample to sustain and even to enlarge it, by that time come to be recognized. That new theory looked to the necessity of providing subjectively for the client's freedom of apprehension in consulting his legal adviser (post, § 2291), and proposed to assure this by removing the risk of disclosure by the attorney even at the hands of the law. The new theory begins to appear

matter in variance, wherein he hath been of counsel, it is ordered he shall not be compelled hy suhpœna or otherwise to be examined npon any matter concerning the same, wherein he the said Mr. Oldsworth was of counsel, either by the indifferent choice of both parties or with either of them by reason of any annuity or fee"); 1580, Kelway v. Kelway, ih. 127 (solicitor of plaintiff to be examined for defendant, "upon any interrogatory which shall not be touching the secrecy rogatory which shall not be touching the secrecy of the title or of any other matter which he knoweth as solicitor only"); 1642, Onhie's Case, March pl. 136 ("a lawyer who was of counsel may be examined upon oath as to the matter of agreement, not to the validity of an assurance, or to matter of counsel"; 1654, Roll, C. J., in Waldron v. Ward, Style 449 ("He is not bound

to make answer for things which may disclose the secrets of his clyent's canse"); 1664, Sparke
v. Middleton, 1 Keb. 505 (counsel required in
testifying to tell only "such things as he either
knew before he was of counsel or that came to his knowledge since by other persons"); 1673, Legard v. Foot, Rep. temp. Finch 82 (attorney privileged); 1693, Anon., Skinner 404 (counsel privileged).

A few other rulings of the 1600s will be

found in the ensuing sections.

a 1836, Gaselee, J., in Taylor v. Blacklow,
Bling. N. C. 249. This conservative character
is said to have been the original of Dickena'
jndicial fossil, Mr. Juetice Stareleigh, who presided in Bardell v. Pickwick.

in the early 1700s, coexists with the older one for half a century,3 and then, upon the latter's disappearance, begins for the first time to be much dwelt upon and thoroughly developed. One consequence of this tardy origin was that the detailed rules of this privilege (oldest though it really was) were still in the formative stage in the first half of the 1800s. Another and most unfortunate one was that, by reason of the inconsistency of the two theories, in some of their practical applications, the older notion, so far as represented in precedents, struggled along for some time by the side of the newer one, like two powerful streams debouching into the same channel; and until the domination of the newer one was finally established throughout its boundaries, a turbid and confused volume of rulings abounded. Probably in no rule of evidence having so early an origin were so many points still unsettled until the middle of the 1800s.

The history of the changes of detailed rule that were made necessary by the supervention of the never theory can better be followed under their separate heads. But it is sorth while to sum up here the chief marks of difference. (1) In the first place, under the original theory, the privilege did not at all exempt the client himself. The pledge of secrecy had not been taken by him, and therefore the "point of honor" was not his to make.4 This, to be sure, was a consequence of little practical moment, except in answering a bill of discovery in chancery; for all through that period the party was privileged in common-law courts from testifying in the trial of civil cases (ante, § 2217). As the newer theory developed, the client began to be exempted from making discovery of communications relating to the very case at bar; but in this stage the matter still stood as late as the first quarter of the 1800s.5 Even up to that period it had to be insisted from the bar that "the privilege is that of the client and not of the attorney." The earliest judicial pronouncement in this form appears to have been made before 1700; but it passed unheeded. Mr. Justice Buller, about 1767, repeats that "it is the privilege of the client and not of the counsel or attorney," but complains that "it is mistaking it for the privilege of the witness that has sometimes led judges into the suffering of such a witness to be examined." Then, when Lord Eldon, in 1801, declares it to be "the privilege of the client and the public,"8 the new theory begins to bear fruit.9

The following passage shows the mingling of the two: Ante 1726, Gilbert, Evidence, 136: "After the retainer, they are considered as the same person with their clients, and are trusted with their secrets, which without a breach of confidence cannot be revealed, and without much sate of confidence there could be without such sort of confidence there could be no trust or dependence on any man, nor any transacting of affairs by the ministry or mediation of another; and therefore the law in this case maintains such sort of confidence inviolable."

Post, § 2294. The much-cited opinion in Greenough v. Gaskell, in 1833, which to-day seems to declare nothing but commonplaces,

was in that generation a leading case because of

was in that generation a leading case because of its bearing on this stage of development.

6 L. C. J. North, in Lea v. Wheatley, 1679, cited in 20 How. St. Tr. 574, note.

7 Trials at Nisi Prius, 284.

6 Wright v. Mayer, 6 Ves. Jr. 281.

7 The persistence of the older notion is seen as late as 1826; Alexander, C. B., in Preston v. Carr, 1 Y. & J. 175, 178: "I cannot accede to the proposition which has been contended for, that the privilege of an attorney is the privilege that the privilege of an attorney is the privilege of the client, to the extent that the client himself of that privilege to avoid discovering communications which have passed between him and his solicitor."

(2) In the next place, the attorney's exemption was by the original theory limited to communications received since the beginning of the litigation at bar and for its purposes only. The point of honor would protect him thus far; but it was gradually falling into disfavor as the 1700s progressed (ante, § 2286), and it would not be recognized further than could be helped. "When the cause is ended," says Chief Baron Bowes in 1743, "he is then only to be considered, with respect to his former employer, as one man to another; and then the breach of trust does not fall within the jurisdiction of this Court; for the Court can't determine what is honor, but what is law." 10 Under the influence of the newer theory, an extension of the attorney's exemption of course took place, to include communications made, first, during any other litigation, 11 next, in contemplation of litigation, next, during a controversy but not yet looking to litigation, and, lastly, in any consultation for legal advice, wholly irrespective of litigation or even of controversy. But this gradual extension occupied (in England, at least) nearly a hundred years of judicial annals; and the shackles of the earlier precedents were not finally thrown off until the decade of 1870.12 (3) It followed also, under the original theory, that the privilege could be waived by the attorney. Since only the attorney's honor is involved, the Court would not always attempt to judge its standards or to enforce them, if the attorney himself was willing to risk his conscience and his reputation. "The Court can't determine what is honor," said Chief Baron Bowes, in 1743.18 Sir John Strange, Master of the Rolls, a decade later,14 when pressed to exclude an attorney's deposition, "who ought not to betray the secrets of their clients," left it to the attorney to do as he pleased; "it is a very right rule; but as he himself has not objected to it, the Court has nothing to do with it." Such liberty, no doubt, was seldom exercised by attorneys; but they clearly had it, under the older theory; and this also took some time in disappearing.

It is plain, then, that the newer theory met the older one at several points of conflict; and it is no wonder that the development of the new and the ousting of the old came to be a process of many decades, and brought a residuum of trouble and confusion into the precedents of the 1800s.

§ 2291. Policy of the Privilege. The policy of the privilege has been plainly grounded, since the latter part of the 1700s, on subjective considerations. In order to promote freedom of consultation of legal advisers by clients, the apprehension of compelled disclosure by the legal advisers must be removed; and hence the law must prohibit such disclosure except on the client's consent. Such is the modern theory. In short, all four of the ele-

¹⁰ Annesley v. Anglesea, 17 How. St. Tr.

The cases of DuBarré v. Livette, Peake N. P. 77 (1791) and Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753 (1792) seem to have been the first to recognize this. Wilson v. Rastall is another of the cases which meant a great deal to their generation, but are now landmarks of forgotten atruggles.

¹³ In 1873, in Minet v. Morgan, L. R. 8 Ch. 361, 366, L. C. Selborne said, in commenting on counsel's citation of the earlier rulings, "The law has now attained to a footing which made me a little aurprised to hear the matter reopened now."

now.

18 Quoted supra.

14 Winchester v. Fournier, 2 Ves. Sr. 445,

447.

ments already noted (ante, § 2285) as essential to such a privilege are here deemed to exist. The policy has been expounded and defended from all points of view in the following passages:

1743, Annesley v. Earl of Anglesea, 17 How. St. Tr. 1225; Mr. Recorder (arguing for the privilege): "My lord, formerly persons appeared in court themselves; but as business multiplied and became more intricate and titles more perplexed, both the distance of places and the multiplicity of business made it absolutely necessary that there should be a set of people who should stand in the place of suitors, and these persons are called attornles. Since this bas been thought necessary, all people and all courts have looked npon that confidence between the party and attorney to be so great that it would be destructive to all business if attornies were to disclose the business of their clients. In many cases men hold their estates without titles; in others, by such titles, that if their deeds could be got out of their hands, they must lose their fortunes. When persons become purchasers for valuable considerations, and get a deed that makes against them, they are not obliged to disclose whether they bave that deed. Now, if an attorney was to be examiued in every case, what man would trust an attorney with the secret of his estate, if he should be permitted to offer bimself as a witness? If an attorney had it in his option to be examined, there would be an entire stop to business; nobody would trust an attorney with the state of his affairs. The reason why attornies are not to be examined to anyto their clients or their affairs is because they would destroy the confidence that is necessary to be preserved between them. This confidence between the employer and the person employed, is so sacred a thing, that if they were at liberty, when the present cause was over that they were employed in, to give testimony in favour of any other person, it would not answer the end for which it was instituted. The end is, that persons with safety may substitute others in their room; and therefore if you cannot ask me, you cannot ask that man; for everything said to him, is as if I had said it to myself, and he is not to answer it." Mounteney, B.; "Mr. Recorder hatb very properly mentioned the foundation. . . . that an increase of legal business, and the inabilities of parties to transact that business themselves, made it necessary for them to employ (and as the law properly expresses it, ponere in loca suo) other persons who might transact that business for them; that this necessity introduced with it the necessity of what the law hath very justly established, an inviolable secrecy to be observed by attornies, in order to render it safe for clients to communicate to their attornies all proper instructions for the carrying on those causes which they found themselves under a necessity of intrusting to their care."

1833, L. C. Brougham, in Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 98, 103: "The foundation of this rule is not difficult to discover. It is not (as has sometimes been said) on account of any particular importance which the law attributes to the business of legal professors, or any particular disposition to afford them protection (though certainly it may not be very easy to discover why a like privilege has been refused to others, and especially to medical advisers). But it is out of regard to the interests of justice, which cannot be npholden, and to the administration of justice, which cannot go on without the aid of men skilled in jurisprudence, in the practice of the courts, and in those matters affecting rights and obligations which form the subject of all judicial proceedings. If the privilege did not exist at all, every one would be thrown upon his own legal resources. Deprived of all professional assistance, a man would not venture to consult any skillful person, or would only

1876, Jessel, M. R., iu Anderson v. Bank, L. R. 2 Cl. D. 644, 649: "The object and meaning of the rule is this: That as, by reason of the complexity and difficulty of our law, litigation can only be properly conducted by professional men, it is absolutely necessary that a man, in order to prosecute his rights or to defend himself from an improper claim, should bave recourse to the assistance of professional lawyers, and it being so absolutely necessary, it is equally necessary, to use a vulgar phrase, that he should be able to make a cleau breast of it to the gentlemau whom he consults with a view to the prosecution of

his claim, or the substantiating his defence against the claim of others; that he should be able to place unrestrice d and unbounded confidence in the professional agent, and that the communications... to makes to him should be kept secret, unless with his consent (for it is his privilege, and not the privilege of the confidential agent), that he should be enabled properly to conduct his litigation. That is the meaning of the rule."

1833, Shaw, C. J., in Hatton v. Robinson, 14 Pick. 416, 422: "This principle we take to be this; that so numerous and complex are the laws hy which the rights and duties of citizens are governed, so important is it that they should be permitted to avail themselves of the superior skill and learning of those who are sanctioned hy the law as its ministers and exponnders, both in ascertaining their rights in the country, and maintaining them most safely in courts, without puhilishing those facts, which they have a right to keep secret, but which must be disclosed to a legal adviser and advocate, to enable him successfully to perform the duties of his office, that the law has considered it the wisest policy to encourage and sanction this confidence, by requiring that on such facts the mouth of the attorney shall be forever sealed."

1895, Emery, J., in Wade v. Ridley, 87 Me. 368, 32 Ati. 975: "An order of men, honorable, enlightened, learned in the law, and skilled in legal procedure, is essential to the beneficent administration of justice. The aid of such men is now practically indispensable to the orderly, accurate, and equitable determination and adjustment of legal rights and duties. While the right of every person to conduct his own litigation should be scrupniously respected, he should not be discouraged, but rather encouraged, in early seeking the assistance or advice of a good lawyer upon any question of legal right. In order that the lawyer may properly perform his important function, he should be fully informed of all facts possibly bearing upon the question. The person consulting a lawyer should be encouraged to communicate all such facts without fear that his statements may be possibly used against him."

1837, Anon. ("C."), in The Law Magazine, XVII, 68, Production of Cases prepared for the Opinion of Counsel: "[1] One great object of our legal system is that the rights of all persons shall be suhmitted with equal force to our courts of justice. . . . Let the person be who he may, strong or weak, learned or nnlearned, wise or foolish, a man of infinence and invested with authority, or destitute of means and utterly helpless, his claims are equally to be laid before the judge with all the power of advocacy of which they are susceptible. To accomplish this object, the first indispensable requisite is, that the client shall state to his legal advisers all the facts of his case. Very few clients can perceive wherein their strength lies. They must state the whole to the legal adviser, and leave him to form his own judgment. By this means the balance is adjusted. The weakness of the cuent finds a compensation in his lawyer's strength: the looseness of thought, carelessness and inaccuracy of the one, in the precision and subtlety and judgment of the other; and thus every man's case is brought with nearly equal ability and chance of success under the consideration of the judge. But how will a client venture to lay before his connsei a statement of aii the facts of his case, if that very statement may hereafter be evidenced against him? There will be an end to equality, if one person has an advantage over another, because he is sufficiently cunning in the law to know what may, and what may not, be safely revealed to counsel. Such equality never can exist, unless client and counsel are completely identified, and their communications heid to be as impervious to judicial investigation, as if they never had been uttered. [2] It is a received axiom, that every man knows the law. The axiom works hut little injustice, because every man can ascertain the law by consulting a lawyer. But then the condition, upon which this power of ascertaining the law will rest, is, that he may make the inquiry without incurring any danger. The communication must be privileged to the utmost extent, or it will not be made. Thus it will be one consequence of the rule, that the law will he in no way open to the community at large; to them it will be a sealed book; and this axiom, from which every decision, in a greater or less degree, derives its justification in point of morality, will work very grievous injury. . . . [3] We would ask whether the advocates of this ruie

have seriously considered the fearful relation which it will oreate between a lawyer and his client. We are not so ntopian as to suppose that, in the long lists of our profession, names will not be found of lawyers treacherous to their clients, of men who 'scire volunt secreta domus atque inde timeri.' Such lawyers, if this rule is to prevail, will have their clients at their mercy, and may at any moment contrive their ruin. . . . Many of our readers will recollect the passage in Mr. Bentham's work upon 'Judicial Evidence,' in which he maintains the propriety of compelling lawyers to disclose the secrets of their clients. In the note upon this passage in Mr. Dumont's very pertinent remark: 'Admlt this opinion of Mr. Bentham, it is said, and the accused have no longer counsel; they are surrounded by agents of justice and the police, against whom they ought to be so much the more upon their guard, as no man of a nohle or elevated mind would stoop to such an employment. They are so many spies and informers placed round the accused. This is to suppress the defence entirely, . . . [4] Our limits confine us to only one more argument bearing upon the subject before us. Mr. Preston once said, that out of thirty questions submitted for his consideration, not more than one found its way into a court of justice. Indeed, the adjustment of disputes by the opinion of counsel takes place so far more frequently than hy a suit or trial, that it may be said to form in this country the practical administration of civil justice. . . . 'The greatest trust,' says Lord Bacon, between men and men, is the trust of giving conusel. For in other confidences men commit the parts of life; their lands, their goods, their children, their credit, some particular affair; but to such as they make their counsellors they commit the whole, hy how much the more they are obliged to all faith and integrity.' The condition upon which alone this counsel can be given requires particular attention. The lawyer must have the whole of his client's case, or he cannot pretend to give any useful advice. Upon a partial statement of facts he may judge correctly, and yet give his opinion in favour of a claim, which, if he had known all the circumstances, he would have perceived to be unjust, and which a court of justice upon full investigation at once overthrows. That the whole will not be told to counsel unless the privilege is confidential, is perfectly clear. A man who seeks advice, seeks it because he believes that he may do so safely; he will rarely make disclosures which may bo used against him; rather than create an adverse witness in his lawyer, he will refuse all private arbitration, and take the chance of a trial. We submit, that any rule shich tends to prevent the settlement of quarrels hy such arbitration will work an enormous evil. Onr judges ought to pause before they sanction the received rule upon the production of cases, which, as it interferes with the communication between client and counsel, renders it dangerous to adopt this course, so easy and so safe, so free from vexation, and satisfactory to all honourable minds."1

Can these plausible reasonings be questioned? Is there lacking no one of those four essential elements (ante, § 2285) for a privilege against disclosing communications? Rarely indeed has any question been made of the soundness of this privilege. Nevertheless, how much there is to be said in answer can hardly be appreciated until we have heard the incisive arguments of Bentham, who stands out, with Lord Langdale and Chief Justice Appleton, as the only eminent names enrolled in our annals in radical opposition to

1827, Mr. Jeremy Bentham, Rationale of Judiciai Evidence, h. IX, pt. IV, c. 5 (Bowring's ed., vol. VII, pp. 474 ff.): "When, in consulting with a law adviser, attorney or advocate, a man has confessed his delinquency, or disclosed some fact which, if stated in court,

(Works, ed. 1872, I, 459-467), in a passage which, next to the one last quoted, is perhaps the best of all treatments of the subject.

¹ The reasons in favor of the privilege have also been set forth, impartially but forcefully, by Edward Livingston (circa 1823), in his Introductory Report to the Code of Evidence

might tend to operate in proof of it, such law adviser is not to be suffered to be examined as to any such point. The law adviser is neither to be compelled, nor so much as suffered, to betray the trust thus reposed in him. Not suffered? Why not? [1] Oh, because 'to betray a trust is treachery; and an act of treachery is an immoral act.' . . . If the law adviser, of his own motion, the law neither commanding nor forbidding him, were to offer his testimony for the purpose of promoting the conviction of his client, the imputation of treachery would have, if not a good ground, at any rate a better, a more plausible ground. But the question is not, whether the lawyer shall thus offer his testimony; but, whether the law shail command it, or authorize him, nay force him, to refuse it. . . [2] But if such confidence, when reposed, is permitted to be violated, and if this be known (which, if such be the iaw, it will be,) the consequence will be, that no such confidence will be reposed. Not reposed? Weii; and if it be not, wherein will consist the miechief? The man by the supposition is guity; if not, by the supposition there is nothing to betray: iet the law adviser say everything he has heard, everything he can have heard from his client, the client cannot have anything to fear from it. That it will often happen that in the case supposed no such confidence will be reposed, is natural enough: the first thing the advocate or attorney will say to his client, will be, 'Remember that, whatever you say to me, I shall be obliged to tell, if asked about it.' What, then, will be the consequence? That a guilty person will not in general be able to derive quite so much assistance from his law adviser, in the way of concerting a false defence, as he may do at present. . . . [3] 'A counsel, solicitor, or attorney, cannot conduct the cause of his client, (it has been observed) 'if he is not fully instructed in the circumstances attending it; but the client' (it is added) 'could not give the instructions with safety, if the facts confided to his advocate were to be disclosed.' Not with safety? So much the better. To what object is the whoie system of penal law directed, if it be not that no man shail have it in his power to flatter himself with the hope of safety, in the event of his engaging in the commission of an act which the iaw, on account of its supposed mischievousness, has thought fit to prohibit? The argument employed as a reason against the compelling such disciosure, is the very argument that pleads in favour of it. . . . [4. It has been argued 2 by a defender of this privilege that the guilty are entitled to be protected to a certain extent; that supposed policy has been thus phrased:] 'Even in the few instances where the accused has intrusted his defender with a full confession of his crime, we hold it to be clear that he may still be lawfully defended. The guilt of which he may be conscious, and which he may have so disclosed, he has still a right to see distinctly proved upon him by legal evidence. . . . Hnman beings are never to be run down like beasts of prey, without respect to the laws of the chase. If society must make a sacrifice of any one of its members, let it proceed according to general rules, npon known principles, and with clear proof of necessity; "iet us carve him as a feast fit for the gods, not hew him as a carcas. ... r the hounds.", . . . In reading the above declaration, one is at a loss to discover what it is which the writer is aiming at. Does he really think that, all other things being the same, a system of procedure is the better, for affording to criminals a chance of escape? If this be his serious opinion, there is no more to be said; since it must be freely admitted that, reasoning upon this principle, there is no fault to be found with the rule. If it be your object not to find the prisoner guilty, there cannot be a better way than refusing to hear the person who is most likely to know of his guilt, if it exist. The rule is perfectly well adapted to its end; but is that end the true end of procedure? This question surely requires no answer. But if the safety of the innocent, and not that of the guilty, be the object of the reviewer's solicitude, - had he shown how an innocent man could be endangered by his lawyer's teiling all he has to teil, he would have deliver 1 something more to the purpose than any illustration which the subject of carcasses and

² By Mr. (later L. C. J.) Denman, in the Edinburgh Review, March, 1824, reviewing the original French edition of Mr. Bentham's treatise. The answering argument, following the above

quotation, is by Mr. J. S. Mill, who edited his master's treatise, but is conceived in the best Benthamic spirit and is worthy of the context.

hounds could yield. If he can be content for one moment to view the question with other than fox-hunting eyes, even he must perceive that, to the man who, having no guilt to disciose, has disclosed none to his lawyer, nothing could be of greater advantage than that this should appear; as it naturally would if the lawyer were subjected to examination. . . . The dennnciation which follows against hunting down human beings without respect for the laws of the chase, is one of those proofs which meet us every day, how little, as yet, even instructed Englishmen are accustomed to look upon judicature as a means to an end, and that end the execution of the law. They speak and act, every now and then, as if they regarded a criminal trial as a sort of game, partly of chance, partly of skill, in which the proper end to be almed at is, not that the truth may be discovered, but that both parties may have fair play: in a word, that whether a guilty person shall be acquitted or punished, may be, as nearly as possible, an even chance. . . Whence all this dread of the truth? Whence comes it that anyone loves darkness better than light, except it be that his deeds are evil? Whence but from a confirmed habit of viewing the law as the enemy of innocence - as scattering its punishments with so ill-directed and so unsparing a hand, that the most virtuous of mankind, were all his actions known, could no more hope to escape from them, than the most abandoned of malefactors? Whether the law be really in this state, I will not take upon myself to say; sure I am, that if it be, It is high time it should be amended. But if it be not, where is the cause of alarm? In men's consciousness of their own improbity. . . . [5] Thus much in vindication of the proposed rule [abolishing the privilege]. As for its advantages, they are to be sought for not so much in its direct, as in its indirect, operation. The party himself having been, as he ought to be, previously subjected to interrogation, his lawyer's evidence, which, though good of its kind, is no better than hearsay evidence, would not often add any new facts to those which had already been extracted from the lips of the client. The benefit which would arise from the abolition of the exclusionary rule, would consist rather in the higher tone of morality which would be introduced into the profession itself. A rule of law which, in the case of the lawyer, gives an express licence to that wilful concealment of the criminal's guilt, which would have constituted any other person an accessary in the crime, plainly declares that the practice of knowingly engaging one's self as the hired advocate of an unjust cause, is, in the eye of the law, or (to speak intelligibly) in that of the lawmakers, an innocent, if not a virtnous practice. But for this implied declaration, the man who in this way hires himself out to do injustice or frustrate justice with his tongue, would be viewed in exactly the same light as he who frustrates justice or does injustice with any other instrument. We should not then hear an advocate boasting of the artifices by which he had trepanned a delnded jury into a verdict in direct opposition to the strongest evidence; or of the effrontery with which he had, by repeated insults, thrown the faculties of a bona fide witness into a state of confusion, which had caused him to be taken for a perjurer, and as such disbelieved. Nor would an Old Bailey counsel any tonger plume himself upon the number of pickpockets whom, in the course of a tong career, he had succeeded in rescuing from the arm of the law. The professional lawyer would be a minister of justice, not an abettor of crime."

1844, Lord Langdale, in Flight v. Robinson, 8 Beav. 22, 36: "I own that it is difficult for me to comprehend how it is possible to apply to such cases the rules which are applied to cases totally different. An innocent man, falsely accused of frand, will scarcely be desirous of concealing the facts, which he may have stated to his legal adviser for the purpose of ohtair ng legal protection to which he is justly entitled. A man engaged in a scheme of frs 1 will be very unwilling to disclose the statement of facts, which he may have made to his legal adviser for the purpose of better enabling him to conceal or to secure and enjoy the fruits of his frand; and it is a question, which I would willingly submit to the consideration of those who have to decide upon cases of this kind, whether the interests of society and of justice, or the honour and utility of the legal profession, which are

Mr. Bentham's arguments will be found Chief Justice Appleton of Maine, Evidence, c. X, paralleled in the treatise (1860) of his disciple, p. 161.

so closely bound up with those interests, are more or less likely to be promoted, by the author of the fraud being compelled to disclose, or permitted to conceal, the fact of his own admissions contained in such a statement of facts."

At first sight the Benthamic argument seems irresistible. It always comes back to this, that the deterring of a guilty man from seeking legal advice is no harm to justice, while the innocent man has nothing to fear and therefore will not be deterred. In answer to this, nevertheless, three suggestions are to be made, the least weighty of which may be first noticed:

(1) There is in civil cases often no hard-and-fast line between guilt and innocence, which will justify us as stigmatizing one or the other party and banning him from our sympathy. In land-titles, for example, the one claimant has perhaps bought in good faith a title resting on a chain of conveyances reaching back to a Government grant, which itself involves a Mexican alcalde's authority; while the other claimant has bought from an occupier who has apparently gained title by adverse possession. The decision of the contested right will depend on some abstract rule of law which produces its effect far back in the tangle of documents, and is wholly irrespective of the personal merits of the claimant's conduct. There is no moral right or wrong, in a concrete sense, for either of them. Such was, and still is to some extent, the status of all land-litigation in England, where registration of deeds was practically not observed. We are therefore not necessarily abetting crime or other moral delinquency when we permit the concealment of the party's admissions to his attorney.

(2) Even assuming that the party against whom the law would decide is, by virtue of the illegality (technical or otherwise) of his cause, not to be considered as worthy of aid or encouragement, nevertheless, in a great part of civil litigation, it does not happen that all the acts and facts on one side have been wholly right and lawful and all of those on the other wholly wrong and unlawful. There is more commonly a mixture of these qualities, in infinitely varying proportions. Hence we cannot assume that the operation of the supposed deterrent influences upon the client's mind will be as simple as is supposed in Bentham's abstract argument. In other words, it does not commonly happen that A, by reason of the state of his case, will have no fear at all of disclosure, while B, by the same reason, will have all the fear. In a large proportion of cases, each will have something to fear. The consequence would be (if the quantity of unfavorable data in his case be large enough to exercise an influence) that a person who has a partly good cause would often be deterred from consultation by virtue of the bad part or of the part that might possibly (to his notion) be bad. Now the abstinence from seeking legal advice in a good cause is by hypothesis an evil which is fatal to the administration of justice; and even Bentham does not go so far as to question this hypothesis. It should be added that the client's attitude in criminal cases (where we may assume that, if guilty, he is wholly and indivisibly guilty) need not be taken as justifying Bentham's argument in that class of cases; because the communications will there be in effect selfملط

89

is

m

đ

•

8

criminating admissions; and, if they could be obtained from the attorney, the same evils would follow which, as has been seen (ante, § 2251), constitute the chief reason for forbidding compulsory self-crimination, - namely, the tendency of the prosecution to degenerate into a reliance upon that mode of proof to the neglect of others. Moreover, it seems more likely that, if the privilege were abolished, guilty persons would no less than before seek legal aid, but would merely refrain from self-criminating confidences; so that the prosecution would not gain at all thereby, while the defendant's adviser would lose the opportunity of exercising that discretion which he sometimes has.

(3) Even assuming, for civil cases, the negative of the foregoing argument - i.e. assuming that in any cause one party case is wholly right and the other's wholly wrong -, still, so far as the wrongdoer is consequently deterred from seeking legal advice, that result is not, as Bentham would have it, an unmixed good; for it does not follow that "a guilty person would not in general derive quite so much assistance from his law adviser, in the way of concerting a false defence, as he may do at present." This does not follow except on the assumption that every legal adviser invariably proceeds, on request, to assist, by litigation or otherwise, the unjust causes that may be laid before him by his clients. How far this assumption is true varies no doubt with the individual and the locality. But there are at least many fraternities of the bar among whom are many practitioners who do not pursue such a course. Either they decline the cause utterly, in heinons cases (and even the privilege as it exists would not protect them if they consented to concert with the client a frand or a crime), or they persuade the client that the cause is hopeless to support, or they secure a settlement with the opponent in which the client's interests are satisfied to the extent that there is any moral justice in them. To guarantee for clients of unjust causes a freedom of consultation with legal advisers cannot be deemed an evil except to the extent that the bar is unprincipled; and in that condition more radical

(4) The consideration of "treachery," so inviting an argument for Bentham's sarcasms, is after all not to be dismissed with a sneer. It is impalpable and somewhat speculative; but it has a validity nevertheless. It is well emphasized by M. Dumont.4 If the counsellor were compellable to disclose, "no man," says that very disciple of Bentham, "of a noble or elevated mind would stoop to such an employment." 6 Certainly the position of the legal adviser would be a delicate and disagreeable one; for it must be repugnant to any honorable man to feel that the confidences which his relation naturally invites are liable at the opponent's behest to be laid open through his own testimony. He cannot but feel the disagreeable inconsistency of being at the

uneasiness and suspicion and fear, into those communications which must take place, and which, unless in a condition of perfect security, must take place naclessly or worse, are too great a prize to pay for truth itself."

In the passage above quoted.

V. C. Knight-Bruce, in Pearse v. Pearse,
DeG. & Sm. 25: "And surely the meanness and the mischief of prying into a man's confi-dential consultations with his legal adviser, the general evil of infusing reserve and dissimulation,

same time the solicitor and the revealer of the secrets of the cause. This double-minded attitude would create an unhealthy moral state in the practitioner. Its concrete impropriety could not be overbalanced by the recollection of its abstract desirability. If only for the sake of the peace of mind of the counsellor, it is better that the privilege should exist.

After all, the loss to truth is comparatively small, in modern times. It was much greater in the period when the civil party's own privilege of silence was still in force; for then his admissions to his attorney would have constituted a distinct and substantial addition to the available sources of proof. But now that he can be freely interrogated and called to the stand by the opponent and made to disclose on oath all that he knows, it is evident that the disciosure of his admissions made to his attorney would add little to the proof, except so far as the client is a person capable of perjuring himself when interrogated in ourt.

Nevertheless, the privilage remains an anomaly. Its benefits are all indirect and speculative; its obstruction is plain and concrete. Even the answers to Bentham's argument concede that it is accurate and well-founded in its application to a certain proportion of cases. It is worth preserving for the sake of a general policy; but it is none the less an obstacle to the investigation of the truth. It ought to be strictly confined within the narrowest possible limits consistent with the logic of its principle.

§ 2292. General Principle: Statutory Definitions. The phracing of the general principle, so as to represent all its essentials, but only essentials, and to group them in natural sequence, is a matter of some difficulty. The following form seems to accomplish this: (1) Where legal advice of any kind is sought (2) from a professional legal adviser in his capacity as such, (3) the communications relevant to that purpose, (4) made in confidence (5) by the client, (6) are at his instance permanently protected (7) from disclosure by himself or by the legal adviser, (8) except the client waives the protection. These various parts will be taken up in the above order.

It may here be noted that the privilege has in many jurisdictions been embodied in statutes. These have seldom helped to settle any mooted point;

6 1828, Best, C. J., in Broad v. Pitt, 1 M. & M. 233, 3 C. & P. 518 ("The privilege is an anomaly, and ought not to be extended"); 1831, Shaw, C. J., in Foster v. Hali, 12 Pick, 89, 97 ("This rule of privilege, having a tendency to prevent the full disciosure of the truth, ought to be construed strictly").

1 Eng.: for a discussion of the attorney's privilege as affected by the Bankruptcy Act of 1883, see Mr. G. W. Edwards' article in 33 Law Journ. 489 (1898); Alaska C. C. P. 1960, § 1036 (like Or. Annot. C. 1892, § 712, par. 2); Ariz. Rev. St. 1887, § 2039 (like Cai. C. C. P. § 1881); Ark. Stats. 1894, § 2916 (5) ("an attorney, concerning any communication made to him by his client in that relation, or his advice thereon, without the client's consent," is incompetent); Cal. C. C. P. 1872, § 1881 ("There are particular relations in which it is the policy of the law

to encourage confidence and to preserve it inviolate; therefore a person cannot be examined as a witness in the following cases: . . 2. An a attorney cannot, without the consent of his elient, be examined as to any communication made by the client to him, or his advice given thereon in the course of professional employment"; amended by the Commissioners in 1901 by adding: "nor can an attorney's secretary, stenographer, or clerk, be examined, without the consent of his employer, concerning any fact the knowiedge of which has been acquired in anch capacity; but no communication is privileged under this subdivision when the same was made with the intention that it should be communicated 'o any person having an interest adverse to the client, or when the same was made in furtherance of a crime or fraud then being perpetrated or in contemplation"); § 1882, added by amendX

ıla

C-

C-

nd

It coni-

dr

but on the other hand they have seldom chanced to disfigure the common-law rule or to unsettle its logical development. Their phraseology is commonly

ment of the Commissioners in 1901 ("Consent to the giving of such testimony as is mentioned in section 1881 is conclusively implied in the following cases: 1, When the person who made any communication mentioned in that section testifies, without objection on his part, as to such communication or any part thereof, the person to whom such communication was made may be assumed fuily, in the same action or proceeding, as to such communication; 2, When a person employs an attorney to prepare his will, the attorney may, in any proceeding for the probate or revocation of probate of such will, testify, as to the contents of such will if lost or destroyed, and as to all information and instrucdestroyed, and as to all information and instruc-tions received by him from the testetor, in the destroyed, and as to all information and instructions received by him from the testetor, in the course of the preparation or execution of such wiii, and relating thereto; 8. When a husband or wife has become incompetent or is dead, the other spouse may, in an action or proceeding to which the guardian or personal representative of such incompetent or deceased person is a party, and with the consent of such guardian or personal representative, testify as to communications made by such ircompetent or deceased person, but must not be compelled to so testify; 4. In an action hrought by the beneficiary to recover on a policy of life insurance, taken ont by the person whose life was insured, a physician or surgeon may, with the consent of the beneficiary, testify as to any information acquired by him in attending the deceased, but must not be compelled to so testify. Nothing in this section contained affects the right of the Court to admit sup of the festimony mentioned in section 1881, when no objection is seasonably interposed thereto, or when the Court finds, as an inference from proper evidence, that the consent mantloned in that section has been given or lumplied"; for the validity of these amendments, see ante, § 488; Colo. Annot. Stata. 1891, § 4824 (like Cai. C. C. P. § 1881); § 4825 (waiver hy consent, allowed, quoted ante, § 488); Ga. accided); § 5199 ("communications to any attorney, or his clerk, to be transmitted to the pation thereof," are inadmissible; "so the attorney cannot disease the little of the content of the pation thereof," are inadmissible; "so the atattorney, or his ciera, to be transmitted to the attorney pending his employment, or in antici-pation thereof," are inadmissible; "so the at-torney cannot disclose the advice or connect he torney cannot disclose the advice or connsei he may give to his client, nor produce or deliver np title-deeds or other papers, except evidences of deht left in his possession hy his client; this rule does not exclude the attorney as a witness to any facts which may transpire in connection with his employment "); § 5271, Cr. C. § 1011, par. 5 ("No attorney shall be competent or compeliable to testify in any court in this State, for or against his client, to any matter or thing, knowledge of which he may have acquired from his client, by virtne of his relations as attorney, or hy reason of the anticipated employment of or hy reason of the anticipated employment of him as attorney, but shall be both competent and compellable to testify, for or against his client, as to any matter or thing, knowledge of

which he may have acquired in any other menner"; as to an attorney's testimony in general, under this statute, see the cases clied ante, § 1911); §§ 3947, \$238 (a witness need not discions" it has advice of his professional advisers, nor his consultation with them"); Ides. Rev. St. 1887, § 5958 (like Oal. C. C. P. § 1881); Id. Rev. St. 1897, § 507 ("Attornays, as to confidential communications made to them in the course of their professional business, and as to advice given in such cases," shall not be competent); Id. Code 1897, § 4608 ("No practicing attornay, connector, physicism, surgeon, or the attornay, connector, physicism, surgeon, or the attornay, and information by reason of his which he may have acquired in any other man attornay, connector, physicism, and person, stenographar or confidential cierk of any person, who obtains anch information by reason of his employment, minister of the gospel or priest of any denomination, shall be allowed, in giving testimony, to disclose any confidential communication properly intrusted to him in his professional capacity, and necessary and proper to enable him to discharge the functions of his office according to the usual course of practice or discipline. Such prohibition shall not apply to cases where the party in whose favor the same is discipline. Such prohibition shall not apply to cases where the party in whose favor the same is made waives the rights conferred "); amended hy St. 1900, 28th Gen. Ass. c. 125, § 1 (by inserting the word "such" before "person"); Ky. C. C. P. 1895, § 606, par. 5 ("No attorney shall testify concerning a communication made to him, in his professional character, by his client, or his advice thereon, without the client's consent"); La. Rev. Civ. C. 1888, § 2283 ("No attorney or connsellor at law shall give avidence of anything that has been confided to him hy his client, without the consent of such client"); Minn. Gen. St. 1894, § 5662 ("There are particular relations [atc., as in Cal. Code]... Second, An attorney cannot, without the con-Second, An attorney cannot, without the con-sent of his cilent, be examined as to any comsent of his cilent, be examined as to any com-monication made by the client to him, or his advica given thereon, in the conres of profes-sional dity"); amended by St. 1895, c. 31 (hy adding "nor can any employee of anch attorney be axamined without the consent of such client as to any such communication or advice"); Mo. Rev. St. 1889, § 8925 1 ("The following persons shall be incompetent to testly:... third, an attorney, concerning any communicathird, an attorney, concerning any communica-tion made to him by his client in that relation, tion made to him by his client in that relation, or his advice thereon, without the consent of anch client"); Mont. C. C. P. 1895, § 3163 (2) (like Cal. C. C. P. § 1881); Nobr. Comp. St. 1899, § 5902 ("The following persons shall be incompetent to testify: . . . fourth, an attorney, concerning any communication made to him by his client during that relation or his advice thereon, without the client's consent in open court or in writing produced in court"): 6 5907 thereon, without the client's consent in open court or in writing produced in court"); § 5907 ("No practicing attorney, counsellor, physician, surgeon, minister of the gospel, or priest of any denomination, shall be allowed, in giving testimony, to disclose any confidential communication, properly in meted to him in his professional capacity, and necessary and proper to enable him to discharge the functions of his

ignored by the Courts, as being merely an attempt to name and to embody the common-law privilege.

1. "Where legal advice of any kind is sought"

 $\S~2294$. Privilege is irrespective of Litigation begun or contemplated; History of the Doctrine. Under the original theory of the privilege (ante, § 2290) the confidences of the client were respected only when given for the purpose of securing aid in litigation, and in the very litigation in which they were

office seconding to the usual course of practice or discipline"); § 5908 (preceding prohibition not to apply "to cases where the party in whose favor the respective prohibitions are enacted waives the rights thereby conferred"); Nev. Gen. St. 1885, § 3404 (substantially like Cal. C. C. P. § 1881); N. Y. C. C. P. 1877, § 835, as amended by Laws 1896, c. 564 ("an attorney or counselor-ar-law shall not be allowed to disclose a communication made by his client to or counselor-x-law chall not be allowed to disclose a communication made by his client to him, or his advice given thereon, in the course of his professional employment; [L. 1896] nor shall any clerk, stenographer, or other person employed by such attorney or counselor be allowed to disclose any such communication or advice given thereon"); § 836, as amended hy L. 1877, c. 416, L. 1891, c. 381, L. 1892, c. 514, L. 1893, c. 295, L. 1899, c. 53 ("The last three sections apply to any examination of a person as witness unless the provisions thereof are expressly waived upon the trial or examination by the . . . client; . . . But nothing herein contained shall be construed to disqualify an attorney in the probate of a will heretofore executed or offered for probate or hereafter to be executed or offered for probate from becoming a witness or offered for probate from becoming a witness as to its preparation and execution in case such attorney is one of the subscribing witnesses thereto. . . . The waivers herein provided for must be made in open court on the trial of the action or proceeding and a paper executed hy a party prior to the trial providing for such waiver shell be insufficient as euch a waiver. But the ansii de insumeisant as euch a waiver. But the attorneys for the respective partiee may prior to the trial etipulate for such waiver and the same shall be eufficient therefor"); N. C. Cods 1883, § 1349 (on a charge of "fraud upon the State," no unswer shall be refused "because he came into the possession of such evidence or information by his position as coupsel or extension by his position as coupsel or extension by the position of t tion by his position as counsel or attorney before the consummation of such fraud "); N. D. Rev. C. 1895, \$ 5703 (like Cal. C. C. P. § 1881); \$ 5704 ("If a person offers himself as a witness," it is a consent to his attorney's examina-tion "on the same subject"); Oh. Aunot. Rev. St. 1898, § 5241 ("The following persone shall not testify in certain respects: 1. An attorney, concerning a communication made to him hy his client in that relation, or his advice to his client; or a physician, concerning a communica-tion made to him by his patient in that relation, tion made to mm by his patient in that relation, or his advice to his patient; but the attorney or physicism may testify by express consent of the client or patient; and if the client or patient voluntarily testify, the attorney or physician may be compelled to testify on the same sub-

ject"); Okl. Stats. 1893, § 335 ("The following persons shall be incompetent to teetify:
Fourth, an attorney, concerning any communication made to him by his client in that relations and the state of tion, or his advice thereon, without the client's consent; . . . provided that, if a person offer himself as a witness, that is to be deemed a connimees as a witness, that is to be deemed a consent to the examination; also, if [of i] an attorney, clergyman or priest, physician or surgeon, on the same subject, within the meaning of the last three subdivisions of this section"; Pa. act three succivisions of this section"); Pa. St. 1887, Pub. L. 158, § 2, P. & L. Dig., Witnesses § 5 ("Nor shall counsel be competent or permitted to testify to confidential communications made to him by his client, or the client be compelled to disclose the same, unless in either compelled to disclose the same, unless in either case the privilege be waived npon the trial hy the client"); S. D. Stats. 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); § 6545 (like N. D. Rev. C. § 5704); Tenn. Code 1896, § 5785 ("No attorney or counsel shall be permitted, in giving testimony against a client or person who consulted him professionally, to disclose any communication made to him as attorney hy such person, during the pendency of the suit, before or afterwards, to his injury"); Tex. Pen. C. 1895, § 773 ("[All other persone are competent,]... except that an attorney at law shall not disclose a communication mads to him hy his client during the existence of that relationship, nor dising the existence of that relationship, nor dis-close any other fact which came to the knowledge of such attorney by reason of such relationship")

Utah Rev. St. 1898, § 3414 (like Cal. C. C. P. § 1881; adding "nor can an attorney's secretary, etenographer, or clerk be examined, without the consent of his employer, concerning any fact the knowledge of which had been acquired in euch capacity"); Vt. St. 1894, § 5273 (officer of euch capacity"); Vt. St. 1894, § 5273 (officer of prison is not to teetify to a communication between prisons and counsel concerning preparation for trial); Wash. C. & Stats. 1897, § 5994 (like Csl. C. C. P. § 1881, inserting "or counselor"); Wis. Stats. 1898, § 4076 (like N. Y. C. C. P. § 835); Wyo. Rev. St. 1887, § 2589 ("The following persone shall not testify in certain respects: First, an attorney, concerning a communication made to him by his client; or a physician, concerning a communication made to him relation, or his savice to his chent; or a physician, concerning a communication made to him by hie patient in that relation, or his advice to hie patient; but the attornsy or physician may testify by express consent of the client or patient; and if the client or patient voluntarily testify, the attorney or physician may be compelled to testify on the same subject").

given. It is obvious, however, that this limitation would be wholly inconsistent with the modern theory of the privilege (ante, § 2291). That theory, however, was slow in making its logic felt. Even after it had become the acknowledged basis of the privilege, the abolition of the earlier limitations was not attained (in England, at least) until after nearly a century of rulings, in the course of which the expansion was gradually taking place.

(1) The first stage of expansion consisted in e tending the privilege to the attorney's testimony concerning confidences made in some other lit.gation, now ended and not at bar. Up to the end of the 1700s these nad generally been regarded as without the privilege,1 although the broader view had begun to make headway.2 It was next seen that the principle applied equally to communications made in contemplation of a suit, 3 or even after dispute arisen though not directly with a view to litigation.4 Meantime, and while this was still the extreme limit of the orthodox view, it had been ruled that communications made in seeking legal advice for any purpose were within the principle of the privilege. Within a short time after Lord Tenterden's death this final step was judicially accepted, and has never since been doubted to be the law.6

(2) But this expansion had thus far affected only the compulsion of the attorney. The rule for the client himself was passing more tardily through an independent though parallel development. Originally, as already noticed (ante, § 2290), the privilege did not protect the client himself from the usual

¹ See the remarks of Bowes, C. B., in 1743, in Annesley v. Angleses, quoted supra, § 2290. In the cases of the 1600s, there quoted, the plain inference is the same. In 1792, L. C. J. Kenyon, in Duffin v. Smith, Peake N. P. 108, referred to the privilege as covering only corp. referred to the privilege as covering only communications "for the purpose of his defence." In 1799, the same jndge, in Sloman v. Herne, 2 Esp. 696, refused to compel an attorney to disclose a communication from clients in another Esp. 696, refused to compet an actorine of close a communication from clients in another cause, "the parties were virtually the same" being his ground of decision.

2 It had been advanced in 1743 by Dawson, The first

B. It had been advanced in 1743 by Dawson, B., in Annesley v. Anglesea, supra. The first rulings seem to be the following: 1791, Du Barré v. Livette, Peake N. P. 77 (communications excluded, though the suit had ended); 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 759 (Buller, J.: "In such a case it is not sufficient to say that the cause is at an end; the month of such a person is closed forever").

cause is at an end; the month of such a person is closed forever").

a 1809, Gainsford v. Grammar, 2 Camp. 9 (communications before suit begun, privileged); 1819, Wadsworth v. Hamshaw, 2 B. & B. 5, note, Abbott, C. J. (communications as to a dissolution of partnership, not, privileged, but only solution of partnership, not privileged, but only those "related to a cause existing at the time of those "related to a cause existing at the time of the communication or then about to be commenced"); 1824, Williams v. Mndie, 1 C. & P. 168, Ry. & Mo. 34 (Abbott, C. J., held that "whatever is communicated for the purpose of bringing or defending an action is privileged, but not otherwise; . . I have considered the anbject a great deal, and my mind is made np upon it "); 1828, Broad v. Pitt, 3 C. & P. 518, 1 M. & M. 233, Best, C. J. (communications not

"made for the purpose of a suit or proceeding intended or apprehended," not privileged; here, the time of a deed's execution).

1830, Clark v. Clark, 1 Mo. & Rob. 3 (L. C. J. Tenterden (Abbott) further expounded his right by accounting the privilege for concept.

his view by recognizing the privilege for consultations "with respect to a matter then in dis-

pute and controversy, although no cause was in existence with respect to it").

1820, Cromack v. Heathcote, 2 B. & B. 4, Dallas, C. J. (communications as to drawing a dead an included the board of the deed, privileged; "I know of no such distinction as that arising from the attorney being employed or not employed in the cause'

or not employed in the cause").

§ 1833, Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K.

§ 101 (L. C. Brougham declared that, for attorneys, "it does not appear that the protection is qualified by any reference to proceedings pending or in contemplation"); 1833, Moore v. Terrell, 4 B. & Ad. 870, 876 (Parke, J., declared that Tindal, C. J., Lyndhurst, L. C. B., and himself, were consulted by Brougham, L. C., in deciding Greenough v. Gaskell, and approved of it); 1833, Doe v. Harris, 5 C. & P. 592 (Parke, J., declared the limitation of Williams v. Mudie it); 1833, Doe v. Harris, 5 C. & P. 592 (Parke, J., declared the limitation of Williams v. Mudie to have been recently repudiated by the Chancellor, consulting with the Chief Justices and Chief Baron; meaning the case of Greenough v. Gaskell); 1846, Pearse v. Pearse, 1 DeG. & Sm. 12, 25, 11 Jur. 52 (V. C. Knight-Bruce: "I suppose Cromack v. Heathcote to be now universally acceded to; . . . as far as any discovery by the solicitor or counsel is concerned, the question of the existence of any suit. claim. the question of the existence of any suit, claim, or dispute, is immaterial ").

methods of discovery in equity. As the 1700s drew to a close, it came first to be conceded that "the privilege was that of the client." By this time, a recognition began to be given to the logical consequence that he could not be interrogated as to communications made for the purpose of the litigation at bar; yet the tradition was apparently still to the contrary. The case of Preston v. Carr, in 1826, was the last effort to preserve this tradition.* It was thereafter immediately settled, by a series of nearly simultaneous rulings, that communications relative to the cause at bar, or even in contemplation of it, were protected from discovery by the client himself.9 The question then came to be whether communications made for other litigations were also to be privileged. At first even Lord Brougham hesitated to take this step; 10 but Lord Abinger,11 and then Lord Lyndhurst and his Vice-Chancellor,12 made the advance. The further extension of the privilege to communications made in contemplation of any litigation was then speedily conceded.13 Here, however,

The early case of Radeliffe v. Furaman, in The early case of Radcine v. Fursman, in the House of Lords, in 1730 (2 Bro. P. C. 514), much relied upon for the narrower view, is obscurely reported as having compelled the client's discovery of admissions "stated in some case for the opinion of some counsel"; hut it was apparently treated by Lord Eldon as practically imposing the privilege for the client. 1801. was apparently treated by Lord Eldon as practically ignoring the privilege for the client: 1801, Wright v. Mayer, 6 Ves. Jr. 280 (L. C. Eldon refused to compel the attorney to produce cases and opinions placed confidentially with him hy the client, but intimated that hy a motion for production on a bill of discovery against the client himself they could be produced, being "in her power, if in the custody of her attorney"; 1812, Richards v. Jackson, 18 id. 472 (L. C. Eldon on a hill of discovery compelled the client to produce his case stated, though not the counsel's opinion, following Radcliffe v. Fursman reluctantly; and said that in his experience that had been the practice).

• 1826, Preston v. Carr, 1 Y. & J. 175 (Alexander, C. B.; the Exchequer compelled the production of two cases stated, apparently for the very litigation in hand).

ander, C. B.; the Exchequer compensation of two cases stated, apparently for the duction of two cases stated, apparently for the very litigation in hand).

• 1827, Highes v. Biddulph, 4 Riss. 190, L. C. Lyndhurst (letters passed between solicitor and client "in the progress of this cause, and with reference to this cause previously to its being instituted," held privileged); 1827, Vent v. Pacey, ih. 193, same judge (letter to a solicitor "with a view to taking the opinion of counsel inpon the matter in question and which matter afterwards became the subject of the suit," privileged); 1830, Garland v. Scott, 3 Sim. 396 (privilege held to cover communications" passed in the progress of this cause, or with reference to this cause previously to its being instituted"); 1833, Bolton v. Liverpool, 1 Myl. & K. 95, 98, L. C. Brongham (a case protected when "laid before counsel in reference to or in contemplation of or pending the suit or action for the before counsel in reference to or in contempla-tion of or pending the suit or action for the purpose of which the production is sought"; preceding cases examined, Hnghes v. Blddulph approved); 1833, Whithread v. Gurney, 1 Younge 541 (L. C. B. Lyndhurst applied the rule in Bolton v. Liverpool); 1837, Nias v. R.

Co., 3 Myl. & Cr. 355 (L. C. Cottenham; case

Co., 3 Myl. & Cr. 355 (L. C. Cottenham; case and opinion concerning the very litigation, but made before hill filed, held privileged).

10 1833, Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 83, 101, L. C. Brongham ("the authorities are that he [the client] must disclose the casee he has laid before counsel for their opinion, unconnected with the cuit itself"; while as regards attorneys, "it does not appear that the protection is qualified by any reference to proceedings pending or in contemplation"; though the distinction "seems Inconsistent"); 1836, Meath v. Winchester, 10 Bligh, N. 8. 375 (Lord Brougham, referring to his ruling in Greenough v. Gaskell, spoke of the practice theretofore obtaining as "the inveterste and not now to be changed practice in courts of equity," and said that only the case of Radcliffe v. Fursman, a ruling of the House of Lords, prevented the overthrow of an illogical limitation now felt by all the judges to be utterly repnganant.

a ruling of the House of Lords, prevented the overthrow of an illogical limitation now felt hy all the judges to be utterly repngnant).

11 1836, Knight v. Waterford, 2 Y. & C. Ch. 22, 31, 41 (L. C. B. Abinger disapproved of the ruling in Bolton v. Liverpool in so far as it refused the privilege for cases stated in litigation prior to or other than the pending one; here intimating that the privilege extended to a hrief filed in a suit in 1683).

12 1842, Herring v. Clobery, 1 Phil. Ch. 91 (L. C. Lyndhurst'e principle, quoted infra, § 2295, went this far); 1842, Combe v. London, 1 Y. & C. Ch. C. 631, 650, Shadwell, V. C. (cases prepared and opinious taken for litigations with other parties were protected, the issues being the same or related); 1843, Hughes v. Garnous, 6 Beav. 352 (correspondence in another suit, indirectly Involved, held privilleged); 1844, Holmes v. Baddeley, 1 Phil. Ch. 476, L. C. Lyndhurst (cases and opinions given for another suit with another party concerning the same property, and possibly raising a similar issue, held privileged; overruling Lord Langdale's decision below in 6 Beav. 521).

13 1842, Herring v. Clobery, supra; 1842, Clagett v. Phillips, 2 Y. & C. Ch. C. 82, Knight-Bruce, V. C. (communication privileged, if a dispute had arisen which "might terminate in 08

a stand was made by Lord Langdale, Master of the Rolls, the determined opponent of the privilege; he, with Vice-Chancellor Wigram, succeeded for a short space in restricting it at most to communications made after dispute arisen, though irrespective of litigation contemplated.14 But Lord Chancellor Lyndhurst was already on record, in Herring v. Clobery, as favoring the final and broadest expansion to communications seeking any legal advice under all circumstances.15 For another twenty years this final step remained arguable.16 But logic prevailed; and after Minet v. Morgan there was no pretext for doubt as to the law in England.17 Thereafter, for the client and for the attorney the broad boundaries of the privilege were the same.

In the United States this lengthy controversy seems never to have found echoes. With the exception of one or two early rulings observing some of the original English limitations, 18 the Courts seemed to gravitate naturally to the largest interpretation of the privilege.19 Mr. Justice Selden, of New

a suit"); 1844, Flight v. Robinson, 8 Beav. 22, 38, Lord Langdale, M. R. (cited infra). The supposed authority of Radcliffe v. Fursman, and the limitation, hitherto obtaining up to the 1830s, in tradition and practice, to consultations consequently the litigation in hand was carefully 1830s, in tradition and practice, to consnitations concerning the litigation in hand, was carefully discussed and strongly deprecated in 1837 and 1843, in two articles in the London Law Magazine (vol. 17, p. 51, and vol. 30, p. 107) which must have had much influence on professional

opinion.

14 1843, Walsingham v. Goodricke, 3 Hare
122, 125 (Wigram, V. C., after noting that prior
decisions recognized the privilege for those communications only which were had after dispute
though not in contemplation of litigaarising, though not in contemplation of litigation, apparently declined to recognize it for those had "before any dispute arose"); 1843, Woods v. Woods, 4 id. 83 (Wigram, V. C., repeated his views as expressed in the prior case); 1844, Flight v. Rohinson, 8 Beav. 22, 38 (Lord Langdale, M. R., restricted the privilege to communications taking place "either in the progress of the snit, or with reference to the auit previously to its commencement"); 1845, Carpmael v. Powis, 9 Beav. 16, 20 (Lord Langdale, as to his former denial of the privilege where "no litigation was contemplated," conceded that "this doctrine has been overruled"); 1845, Reece v. Trye, lb. 316 (Lord Langdale conceded that the protection was not confined to communications in contemplation of litigation; reluctantly acknowledging that his own arising, though not in contemplation of litigato communications in contemplation of linga-tion; reluctantly acknowledging that his own view "has not been approved"); 1848, Penrud-dock v. Hammond, 11 id. 59 (similar to Reece

dock v. Hammon, 11 Id. v. Trye).
v. Trye).
15 1842, Herring v. Clobery, 1 Phil. Ch. 91
(quoted infra, § 2295). This view had been advanced many years before, in a ruling little noticed: 1821, Walker v. Wildman, 6 Madd.
47 (Leach, V. C.; privilege held to apply not merely to "communications pending an action," hut to every communication "for professional assistance").

hut to every communication for proteosition assistance").

18 1846, Pearse v. Pearse, 1 DeG. & Sm. 12,
25, 11 Jur. 50 (V. C. Knight-Bruce declared that it was "not a disputable point" that "the

question of the existence or non-existence of any anit, claim, or dispute, is immaterial"; Herring v. Clobery declared to state the rule correctly); 1855, Manser v. Dix, 1 K. & J. 451, 453 (Page-Wood, V. C., was perplexed by the prior rulings, and was inclined to draw the line at communications made with reference to a dispute, including possible as well as actual disputes, and therefore held as privileged a communication made regarding a supposed defect on the title, as being a consultation "against all possible claimants who may hereafter dispute the title,"); 1859, Lawrence v. Campbell, 4 Drew. 485 (Kindersley, V. C., declared that "it is not now necessary, as it formerly was, . . that the communications should be made either during or relating to an actual or even to an exquestion of the existence or non-existence of any

the communications should be made either during or relating to an actual or even to an expected litigation"); 1866, Jenkyns v. Bushby, L. R. 2 Eq. 547 (case and opinion, prepared for defendant's predecessor for litigation as to the same property, held privileged).

17 1873, Minet v. Morgan, L. R. 8 Ch. 361, 366 (L. C. Selborne reviewed the cases, and approved the hroad principle of Pearse v. Pearse; "the law has now attained to a footing which made me a little surprised to hear the matter reopened now"); 1889, Lowden v. Blakey, L. R. 23 Q. B. D. 332 (Minet v. Morgan approved); 1891, O'Shea v. Wood, Proh. 287 (modern doctrine approved).

23 Q. B. D. 352 (Minet v. Molgan approved).

1891, O'Shea v. Wood, Proh. 287 (modern doctrine approved).

In Canada, the douht in English practice was reflected in a contemporary ruling: 1865, Macdonald v. Putman, 11 Grant Ch. 258, 264 (communications from the client, held not privileged if not made pending or anticipating litigation; otherwise of the attorney; here the then English cases and their uncertainty were considered); 1874, Hamelyn v. White, 6 Ont. Pr. 143 (Minet v. Morgan followed; Macdonald v. Putman practically repudiated).

18 1829, Dixon v. Parmelee, 2 Vt. 185, 188; 1845, March v. Lindlum, 3 Sandf. Ch. 35, 49 (Sandford, V. C., recognizes the privilege as applying "where there is a dispinte," though no litigation actual or contemplated).

19 Besides the following rulings, the doctrine is of course now assumed in almost every opinion 09

York, alone raised his voice in opposition.²⁰ The reasons for this contrast, and for the easy acceptance of the broader rule with us, may be guessed without much risk of error. In the first place, there was not the same strong body of direct tradition to be overcome. The profession of the attorneys was in many of our colonies for a long time unrecognized; and there can hardly have been any inheritance of the old principle to stand in the way of the logic of the newer theory. But, more than this, the functions of counsel and attorney not having been with us maintained in separation, the chief occasion for the long-drawn-out English controversy was lacking, - namely, the existence of a complete written statement of facts by the party himself, available against him as an admission, in the form of a "case made for counsel," customarily presented to the latter by the attorney for an opinion before venturing on litigation. This it was which, in English practice, formed the objective eagerly sought after by bills of discovery, and was only protected from dis losure by the bulwark of the present privilege. Most of the rulings in the ang list already examined were concerned with demands for the production by the client of this key to his case; and under the rules of discovery (ante, §§ 1846, 1857, 2219) most of its parts must have been demandable except as they might fall within the present privilege.21 It is no wonder that the loss of such an advantage was so stubbornly contested by inquisitive opponents. In the United States, however, no "case" needed to be stated in this written form; for counsel and attorney were one. The client's admissions to his adviser were likely to be made orally; and the chance of extracting from him a repetition of the same admissions by answers to interrogatories was of little value, compared to the opportunity of inspecting the unchangeable writing which he was obliged, in English practice, to commit to the counsel's hands. All that was to be obtained by discovery, under the other practice, was the preëxisting documents of title or obligation, and these were not to be protected by the attorney-privilege.21 There was thus no appreciable motive for raising the distinctions which marked the successive stages of development in England, nor for struggling so long at each successive outpost in the extension of the privilege. The progress of its logic was unimpeded.

discussing the privilege at large: 1845, State v. Marshall, 8 Ala. 302, 306; 1860, Bobo v. Bryson, 21 Ark. 387; 1899, Brown v. Bntler, 71 Conn. 576, 42 Atl. 654 (Instructions as to drawing a hill of sale, excluded): 1856, Johnson v. Sullivan, 23 Mo. 474, 479; 1831, Foster v. Hall, 12 Pick. 89, 97 (see quotation infra, \$2295); 1833, Hatton v. Rohinson, 14 id. 416, 421; 1848, Bank of Utica v. Mersereau, 3 Barh. Ch. 523, 592, Walworth, C.; 1859, Williams v. Fitch, 18 N. Y. 546, 551 (conversation relating to an affidavit for reducing an assessment, held privi-18 N. Y. 546, 551 (conversation relating to an affidavit for reducing an assessment, held privileged; as to the supposed limitation to judicial proceedings, "it appears to be now settled otherwise, and we think with great propriety"); 1871, Britton v. Lorenz, 45 id. 51, 57 (rule confirmed); 1874, Yates v. Olmsted, 58 id. 632 (same); 1881, Root v. Wright, 84 id. 72, 76

(the rule "extends to communications in reference to all matters which are the proper subject of professional employment"); 1834, Beltzhoover v. Blackstock, 3 Watts 20, 27 ("It is sufficient in the proper subject of professional employment, and the proper subject of professional end of the proper subject of professional employees the proper subject of the proper subject of professional employees the professional em v. Blackstock, 3 Watts 20, 27 ("It is sufficient if the witness were consulted professionally and acted or advised as counsel"); 1891, Alexander v. U. S., 138 U. S. 353, 359, 11 Sup. 350; 1832, Durkee v. Leland, 4 Vt. 612; 1856, Coon v. Swan, 30 id. 6, semble; 1873, Earle v. Grout, 46 id. 113, 125, semble; 1814, Parker v. Carter, 4 Munf. 273, 287.

20 Qnoted post, § 2295. 31 So far as the documents in such a "case" were not created for the purpose of communicating with the attorney, the limits of privilege still are important; they are examined post, § 2318.

§ 2295. Same: General Principle and Policy. It has been hitherto assumed that the logic of the modern theory of the privilege (ante, § 2290) leads inevitably to the broad scope of rule just noticed. But is this its inevitable result? Does the policy of securing subjective freedom of consultation for the client require us to guarantee that freedom as well for non-litigious as for litigious consultation? To argue that every right and obligation is potentially the subject of litigation is natural; but this, though abstractly true and sufficient, is hardly tangible enough to support so broad a claim of expansion. The case against expansion, from this point of view, has been made the most of in the following passage:

1864, Selden, J., in Whiting v. Barney, 30 N. Y. 330, 332: "As law-suits multiplied, and the modes of judicial proceeding became more complex and formal, it became necessary to have these suits conducted by persons skilled in the laws and in the practice of the courts. This necessity gave rise, at an early day, to the class of attorneys; to facilitate the husiness of the courts, it was important that these men should be employed. But as parties were not then obliged to testify in their own cases, and could not be compelled to disclose facts known only to themselves, they would hesitate to employ professional men, and make the necessary disclosures to them, if the facts thus communicated were thus within the reach of their opponent. To encourage the employment of attorneys, therefore, it became indispensable to extend to them the immunity enjoyed by the party. . . . If this was the true foundation of the rule, it would follow, that the protection is confined to communications made with a view to the conduct of a suit, or some judicial proceeding, and it goes most forcibly to confirm and strengthen the direct anthority to which I have referred, that in the earlier cases, and while the origin of the rule was most likely to be kept in view, the doctrine would seem to have had this application. . . . But, unfortunately, there is another class of cases, still more numerous, which indicate a different doctrine, viz., that the privilege has no special relation to suits in court or judicial proceedings of any kind, but extends to every case where a member of the legal profession is consulted or employed professionally. . . . It seems to me, that enough has been addreed, to make it clear that the privilege in question is not founded upon any idea of the sacredness of confidential communications, whether made to an attorney or to any other person; nor upon any particular policy of the law which distinguishes the general husiness of an attorney from that of any other class in the community; but it was the result of that rule of the common law, which excused parties from testifying in their own cases, and of the necessity, for the convenience of the public, as well as the benefit of suitors, of having the business of the courts conducted by professional men. Whether, therefore, the recent legislation in this State, compelling parties to testify as witnesses in their own suits, shall be deemed to have removed the whole foundation of the rule, and terminated all necessity for its continuance or not, which may admit of some donbt, it follows, from the views here expressed, if correct, that the protection should only be held to extend to such communications as have relation to some suit or other judicial proceeding, either existing or contemplated."

The true answer to Mr. Justice Selden's argument is found by recurring to the basis of all privileges for communications (ante, § 2285). Their object is to protect the perfect working of a special relation, wherever confidence is a necessary feature of that perfect working. Now it cannot be denied that professional legal advice is as often needed for avoiding litigation as for carrying it on; still less can it be denied that the avowed ideal of the law, and the prudent custom of the profession, is to diminish litigation by so ordering

the affairs of clients that litigation is not needed to correct their plight. It is a truism that much of litigation is due to the very failure of clients to seek legal advice until a resort to the courts cannot be avoided. Thus the relation of client and legal adviser, and the freedom of entering into it, are of at least equal importance for matters that are still in the non-litigious stage; and the promotion of the relation in that stage tends to prevent its necessity in the further and less desirable stage. The best judicial opinion, therefore, when not opposed (as Lord Langdale was) to the privilege as a whole, has not hesitated to accept the reasoning which leads to the broad rule now universally accepted:

1833, L. C. Brougham, in Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 98, 102: "If the protection were confined to proceedings begun or in contemplation, then every communication would be unprotected which a party makes with a view to his general defense against attacks which he apprehends, although at the time no one may have resolved to assail him. But, were it allowed to extend over such communications, the protection would be insufficient if it only included communications more or less connected with judicial proceedings; for a person oftentimes requires the aid of professional advice upon the subject of his rights and liabilities with no reference to any particular litigation, and without any other reference to litigation generally than all human affairs have in so far as every transaction may by possibility become the subject of judicial inquiry."

1831, Shaw, C. J., in Foster v. Hall, 12 Pick. 89, 98: "We are of opinion that although this rule of privilege, having a tendency to prevent the full disclosure of the truth, ought to be construed strictly; yet still, whether we consider the principle of public policy npon which the rule is founded, or the weight of authority hy which its extent and limits are fixed, the rule is not strictly confined to communications made for the purpose of enabling an attorney to conduct a cause in court, hut does extend so as to include communications made by one to his legal adviser, whilst engaged and employed in that character, and when the object is to get his legal advice and opinion as to legal rights and ohligations, although the purpose be to correct a defect of title hy obtaining a release, to avoid litigation hy compromise, to ascertaiu what acts are necessary to constitute a legal compliance with an ohligation, and thus avoid a forfeithre or claim for damages, or for other legal and proper purposes not connected with a suit in court."

§ 2296. Same: Application to Advice sought for Sundry Non-Legal Purposes; Consultation with Prosecuting Attorneys. Men do not gather grapes of thorns, nor figs of thistles; yet they may enter one and the same field and find diverse fruits. A lawyer is sometimes employed without reference to his knowledge and discretion in the law, - as where he is charged with finding a profitable investment for trust funds. So, too, one not a lawyer is sometimes asked for legal advice, - as where a policeman or a clerk of court is consulted. It is not easy to frame a definite test for distinguishing legal from non-legal advice. Where the general purpose concerns legal rights and obligations, a particular incidental transaction would receive protection, though in itself it were merely commercial in nature,1 — as where the financial condition of a shareholder is discussed, in the course of a proceeding to enforce a claim against a corporation. But apart from such cases, the most that can

^{1 1855,} Mass v. Bloch, 7 Ind. 202 (one part of a conversation being privileged, the rest not, the whole was held protected).

be said, by way of generalization, is that a matter committed to a professional legal adviser is prima facie so committed for the sake of the legal advice which may be more or less desirable for some aspect of the matter, and is therefore within the privilege, unless it clearly appears to be lacking in aspects requiring legal advice. Obviously, much depends upon the circumstances of individual transactions.²

The difficulty of drawing the line is noticeable in the case of complaints made to prosecuting attorneys. Under our system of criminal prosecution, the injured person does not usually, as in England at common law, employ the counsel, nor became liable for the costs; he may be obliged to make oath to the complaint, but he is in the criminal procedure no more than an informer and a witness. There is, therefore, nominally, for him no cause at issue and no need for legal advice. On the other hand, he may become liable for malicious prosecution, and may therefore desire legal advice before incurring any risk. His application to the prosecuting attorney will therefore usually not involve a request for legal advice in his own interest; yet conceivably it may:

1846, Lockwood, J., in Granger v. Warrington, 8 Ill. 299, 308 (malicious prosecution the defendant, being plaintiff in a suit for the taking of a horse, had gone to the prosecuting attorney of the county and made complaint preparatory to appearing before the grand jnry; the attorney advised him that no indictment would lie): "The relation of client and attorney must exist. The party must consult the attorney in a matter in which his private interest is concerned, and make his statements to him with a view to enable the attorney correctly to understand his cause, so that he may manage it with greater

2 Various Instances are as follows: England:
1821, Walker v. Wildman, 6 Madd. 47 (Leach, V. C.; privilege held not applicable to employment "in matters not professional, as in a treaty for the purchase of an estate"); 1824, Bramwell, v. Lucas, 2 B. & C. 745 ("a question for information as to a matter of fact, as to a communication the attorney has made to others, where the communication might have been made by any other person as well as an attorney and where the character or office of attorney has not been called into action," is not privileged; here, a question hy a bankrupt whether the state of things was such that he could attend his creditor' meeting without the prospect of arrest); 1836, Turquand v. Knight, 2 M. & W. 98 (consultation of an attorney for procuring a loan, held privileged); 1837, Doe v. Watkins, 3 Bing. N. C. 421 (communications by a person desiring to obtain a loan and seeking an attorney C., acting for a lender, held privileged; "C. was to assist professionally in raising the morey for the applicant"); 1842, Jones v. Pugh, 1 Phil. Ch. 96 (bill by a judgment creditor against P and his mortgagee, a solicitor; the solicitor, having taken mortgages for his clients in his own name, as an "ordinary part of a solicitor's duty to lay ont money for his clients," was not compelled to disclose the names of his cestuis quetrusten!; United States: 1899, Turner's Appeal, 72 Conn. 305, 44 Atl. 310 (conversations in regard to the amount receivable from an estate,

etc., not privileged); 1895, Freeman v. Brewster, 93 Ga. 648, 21 S. E. 165 (the contents of an insurance policy, the collection of the money, etc., as attorney, held privileged); 1904, State v. Gosey, 111 La. —, 35 So. 786 (consultation during trial, between a co-indictee, not on trial, and his conusel, as to the former's consenting to take the stand, held privileged); 1823, Wilson v. Troup, 2 Cow. 195, 205, 242 (privilege held applicable to an attorney, acting as a general business agent, so far as the communications concerned professional legal services; here, the foreclosure of a mortgage); 1862, Flack v. Neill, 26 Tex. 273, 276 (a "voluntary narrative of the circumstances attending a past transaction," held not privileged on the facts); 1800, Heister v. Davis, 3 Yeates 4 (privilege held not to cover the vendor's delivery of a bond to the attorney of the vendee and the latter's statement that he was satisfied with the security); 1849, Moore v. Bray, 10 Pa. St. 519, 523 (conversation in regard to a confession of judgment to cover liabilities, and a dispute arising therefrom, held privileged); 1896, Mutal Life Iua. Co. v. Selby, 19 C. C. A. 331, 72 Fed. 980 (consultation with an attorney in applying for a pension, excluded); 1900, Burraston v. Bank, 22 Utah 328, 62 Pac. 425 (attorney employed to "atraighten out an account" by a man who could not read; statements not privileged).

skill; or if legal advice only is wanted, to enable the attorney the better to connsel him as to his legal rights. Did, then, Granger employ Curtiss as an attorney, either to investigate a question of law, in which his private interests were concerned, or to commence or to defeud a sult in which he was a party? He clearly had no such object. He had no personal interest in the result at which Curtiss should arrive, and he did not expect to compensate him for his advice. Consequently the relation of client and attorney did not arise; and consequently the conversation was not privileged from being disclosed by Curtiss as a witness. Granger can be considered in no other light than a witness on the part of the people, communicating to the law officer of the government, his knowledge in relation to the commission of a supposed crime, and inquiring of that officer whether the facts thus communicated amounted to an offer.). We think that no considerations of public policy require that the conversations between Granger and the State's attorney should be regarded as confidential and privileged." *

§ 2297. Same: Application to Advice in Conveyancing. A deed or other conveyance is drafted sometimes by the parties, sometimes by a real-estate broker, sometimes (as on the Continent, and formerly in England) by a notary or scrivener, and sometimes by an attorney-at-law. Though it necessarily affects rights and obligations, there is not necessarily a contribution of legal advice in its preparation. It is conceivable, therefore, that an attorney may be asked to draft a deed of a certain tenor, without any express reference to his knowledge of the law. On the other hand, he will undoubtedly use that knowledge, and his employer impliedly requests him to use it, in phrasing the instrument. The question thus arises whether the communications then made by his employer, although they may not in terms concern legal aspects of the transaction, are to be regarded as communications made in the course of an employment for legal advice.

This question has naturally received conflicting answers.1 The tendency at first in England was to make a sharp distinction between services as a con-

8 The following rulings deal with this situation: 1846, Granger v. Warrington, 8 Ill. 299, 308 (injured party's consultation of a prose-308 (injured party's consultation of a prose-cuting attorney, with a view to complaint and indictment, held not privileged; quoted supra); 1873, Oliver v. Pate, 43 Ind. 132. 139 (consultation with a county prosecuting attorney, for instituting a prosecution, held privileged; the Court's reasoning, however, is substantially upon the principle applicable by privileged; the Court's reasoning, nowever, is substantially upon the principle applicable between informers and government officers, post, § 2374); 1877, State v. Van Buskirk, 59 Ind. 384, 388 (witness' testimony before a grand jury, in the presenting attorney's presence, held not a privileged communication to the latter); 1811, Pierson v. Steerts, I. Morris Le. 134 (compulsation). a privileged communication to the latter); 1021, Pierson v. Steortz, I Morris Ia. 136 (consultation with an "acting magistrate," who "frequently gave advice and connsel" and "usually did the business of the defendant," held not privileged; here it concerned an alleged theft of timber); 1898, Cole v. Andrews, 74 Minn. 93, 76 N. W. 1898, Cole v. Andrews, 74 Minn. 93, 70 N. w. 962 (consulting a county attorney as public prosecutor to institute a prosecution; not privileged); 1884, Vogel v. Gruaz, 110 U. S. 311, 314, 4 Sup. 12 (an injured person's consultation with a State's attorney with reference to securing an indictment, held privileged, but partly on

the ground of an informer's privilege, post, § 2374). Compare the privilege for communications between government and informer (post, § 2374), which is often here applicable, and the privilege for communications between scriptures. privilege for communications between witness and grand jury (post, § 2362).

The early cases dealing with "scriveners"

¹ The early cases dealing with "scriveners" are hardly of any significance, inamuch as the general principle of privilege tended at that time to include all confidential communications (ants, § 2286), and as the occupation of "scrivener," as distinguished from attorney-at-law, was then more common: 16—, Morris and Clayton's Case, cited Freem. Ch. 5 ("that they, being but scriveners, should not have that privilege"); 1675, Harvey v. Clayton, 2 Swanst. 221, note (discovery of a mortgage; plea, that defendant "is a scrivener and trusted with men's estates," allowed, "for it may be a ruin to the defendant in his trade to discover it, for no man hereafter in his trade to discover it, for no man hereafter will employ him"): 1693, Anon., Skinner 404 (L. C. J. Holt: "It seems to be the same law of a scrivener, . . . for he is a connsel to a man, with whom he will advise, If he be intrusted and educated in such way of practice; otherwise of a gentleman, parson, etc.").

veyancer and services as an attorney-at-law.² But this was probably due in part to the original limitation of the privilege to communications for the purpose of litigation (ante, § 2294); and since this limitation disappeared, the inclination has been to take the larger view of the privilege in the present respect also.8 In the United States, the drafting of a will has almost always been assumed (and naturally) to bring the testator's communications within the privilege.4 But for deeds and other instruments the privilege has been strictly construed, and where no legal problem has been expressly brought forward by the client, his communications concerning the mere drafting of the instrument have commonly been admitted.5 The circumstances of each

2 1730 (*), South Sea Co. v. Dolliffe, cited in 2 Atk. 524; L. C. King (attorney axamined concerning the alteration before execution of a

2 Atk. 524; L. C. King (attorney examined concerning the alteration before execution of a covenant drawn by him; denurrer overruled, "for that what he knew was at the conveyancer only"; 1743, Vaillant v. Dodemead, 2 Atk. 524, L. C. Hardwicke (attorney compelled to answer "concerning the proving of the deed of assignment"); 1792, Duffin v. Smith, Peaka N. P. 108 (attorney compelled to testify to tha consideration of a bond and mortgage, since it "does not come to his knowledge in the character of an attorney").

2 1820, Re Aitkin, 4 B. & Ald. 47 (Abbott, C. J.: "Inasmuch as a conveyance requires knowledge of law, tha trust is reposed by the client [in employing him for a conveyance] in the party in respect of his being an attorney "); 1828, Broad v. Pitt, 3 C. & P. 618 (Best, C. J.: "A man is not acting as an attorney when he is consulted abont a deed"); 1833, Doe v. Harria, 5 ld. 592, 594 (Parke, J., held that "an application to draw a deed" was a professional consultation); 1846, Carpinale v. Powis, 1 Phil. Ch. 687, 692 (L. C. Lyndhirst; communications in regard to praparing a conveyance, fixing blds, etc., held privileged; "It is impossible to split the duties in that manner without getting into inextricable confusion; I consider them all parts of one transaction, the sale of an estate, and that a transaction in which solicitora are ordinarily employed by their clienta"); 1889, Lowden v. Blakey, L. R. 23 Q. B. D. 332 (comordinarily employed by their clients"); 1889, Lowden v. Blakey, L. R. 23 Q. B. D. 332 (communication in regard to the drafting of an advertisement stating the result of a lawsnit,

held privileged).

The cases are more conveniently examined post, § 2314, under another aspect of the principle.

2 Ala.: 1845, State v. Marshall, 8 Ala. 302,

3 Ala.: 1845, State v. Marshall, 8 Ala. 302, 306 (application by a negro to an attorney to draw up a petition to the Legislature for freedom, held to be "such as did not require legal skill in its execution," and therefore nct privileged); Colo.: 1873, Machette v. Wanless, 2 Colo. 169, 179 (conversation with an attorney "simply asked to prepare a mortgage," held not privileged); 1887, Caldwell v. Davis, 10 ld. 481, 492, 15 Pac. 696 ("the only employment of L. by D. was to draw the release and deed"; conversation held not privileged); Ill.: 1861, DeWolf v. Strader, 26 Ill. 225, 230 (an attorney "acting as scrivener, merely to draw a deed,"

and not "consulted as connsel or asked for a legal opinion on a state of facts," held not privileged); 1883, Smith v. Long. 106 ld. 485, 488 (similar); 1886, Hollenback v. Todd, 119 id. 543, 546, 8 N. E. 329 (sn attorney who drew the client's assignment and was asked and gava his opinion thereon, held privileged); Ind.: 1860, Borum v. Fonts, 15 Ind. 50, 53 (consultation of an attorney as scrivener, to draw notes and a boud and to reckon interest, held not privileged); 1887, Hanlon v. Doherty, 109 ld. 37, 44, 9 N. E. 782 (preceding case approved); Kan.: 1893, Sparks v. Sparks, 51 Kan. 195, 201, 32 Pac. 892 (a mere scrivener of documents, though professionally an attorney, not privileged); 1903, Grimehaw v. Kent, 67 ld. 463, 73 Pac. 92 (a lawyer drafting a contract; privilege though professionally an attorney, not privileged; 1903, Grimahaw v. Kent. 67 ld. 463, 73 Pac. 92 (a lawyer drafting a contract; privilege not applied); Ky.: 1892, Carter v. West. 93 in attorney. Was the legal adviser of the party, and not a mere acrivener; she was relying on him to see that she got a good title, and the privilege was applied); Md.: 1882. Crane v. Barkdoll, 59 Md. 534, 538 (here the client "employed the attorney to draw the deed and sought his professional advice in reference to it"; held privileged); Mass.: 1833, Hatton v. Robleson, 14 Pick. 416, 423 (an attorney drawing a conveyance, held not privileged; quoted supra); Mo.: 1856, Johnson v. Sullivan, 23 Mo. 474, 479 (communicatione to one "employed! In his professional capacity to draft a deed," and to one employed "to prepare insolvent papers," held privileged); Mont.: 1899, Smith v. Caldwell, 22 Mont. 331, 56 Pac. 590 (a person was attorney, juetlee of the peace, and notary; a communication by one seenring his services in drawing a deed, and not consulting him for legal advice, held admissible); N. Y.: 1881, Root v. Wright, 84 N. Y. 74, 76 (privilege held applicable to the drawing of a contract where the attorney's advice was songht as to its terms); Pa.: 1888, Goodwin G. S. & M. Co.'s Appeal, 117 Pa. 514, 523, 537, 12 Atl. 736 ("a legal acrivener does not become the repository of confidences within the rule of the law," and la not privileged); Tex.: 1891, Stallings v. Hullum, 79 Tex. 421, 15 S. W. 677 (communicatione as to a deed's consideration, made to an attorney employed solely as an abstracter of title, held not privileged; U. S.: 1839, Linthicum v. Remington E. C. C. S. attorney employed solely as an abstracter of title, held not privileged); U. S.: 1839, Linthicum v. Remington, 5 Cr. C. C. 546 (facts stated to the attorney at the time of drawing

case must affect the result; but in general a strict construction is the proper one, especially in those cases where attorneys combine the occupation of real estate and insurance brokers or act also as executive officers of a corporate business. The following opinion is typical of the judicial attitude:

1833, Shaw, C. J., in Hatton v. Robinson, 14 Pick. 116, 422: "There are many cases, in which an attorney is employed in transacting business, not properly professional, and where the same might have been transacted by another agent. In such case the fact that the agent sustains the character of an attorney, does not render the communications attending it, privileged; and they may be testified to by him, as by any other agent. . . . We cannot perceive that the communications were made to [the attorney, Mr. Ames,] by Winch with the purpose of instructing him in any cause, or engaging him in the conduct of any professional business, or of obtaining any legal advice or opinion. If the disclosure of his views and purposes, in the conveyance of property proposed to be drawn, was not, as stated in some of the books, a mere gratis dictum, the only purpose seems to have been to satisfy Mr. Ames' mind, and remove any scrupic that he might entertain, as to the character of the transaction, and to convince him, that whatever might be the legal character of the act, it was not intended with moral turpitude. It did satisfy him that he was not to be engaged in a conspiracy to cheat, and induced him to consent to draw the deed. Here was no legal advice asked, no opinion requested as to the effect and operation of such a conveyance in point of law, and none given. We are therefore necessarily brought to the conclusion, that either these disclosures were made without any particular motive, or if there was a purpose, connected with the proposed draft, it was to satisfy Mr. Ames' mind, upon a point of fact, not for the information of his own in point of law, and in either event they are not to be deemed privileged communications, which the witness was prohibited from disciosing."

Assuming that legal advice is in fact being expressly sought, as it commonly is, in connection with the drafting, and that the client's communications are therefore within the privilege, the question then arises whether the contents and the execution of the instrument, thus coming to the attorney's knowledge by his own vision, are privileged from disclosure. This question depends upon another aspect of the principle (post, §§ 2308, 2309).

§ 2298. Same: Application to Advice in a Criminal or Fraudulent Transaction. It has been agreed from the beginning that the privilege cannot avail to protect the client in concerting with the attorney a crime or other evil enterprise; and for the logically sufficient reason that no such enterprise falls within the just scope of the relation between legal adviser and client. But the difficulty has been to define the boundaries of this limitation. It has not always been kept in mind that the privilege, in its very fundamentals, presupposes what Bentham so drastically censured, — the furnishing of legal advice to the culpable client, as well as to the worthy one, i.e. to a client who, if the law were duly enforced, would lose in the litigation.

a deed as "attorney, counsellor, and conveyancer," held privileged); Va.: 1811, Clay v. Williams, 2 Munf. 105, 113, 121, per Roane, J. (privilege held applicable to an attorney drafting a bond and advising as to its legal effect); 1814, Parker v. Carter, 4 ld. 273, 275, 280, 285 (communications made to an attorney employed to draw such a deed as would settle slaves on hla daughter to be exempt from creditors, held

privileged); Wis.: 1877, Getziaff v. Sellger, 43 Wis. 299, 302 (an attorney giving legal advice in the drafting of a mortgage, held subject to the privilege, though he claimed that he was "acting as a notary and not a externer."

[&]quot;acting as a notary and not as attorney").

The casea dealing with the mere fact of execution of the instrument, apart from conversations at the time, are examined post, § 2309.

X

er

al

te

in nd

he

d-

o

ot

8-

a,

o

ı,

n

0

d

How, then, can the privilege continue to exist at all, if any exception is to be made by which the confidences of the guilty are to be disclosed? It is possible, of course, to take merely the practical point of view, and to declare that the privilege must at least cease to be a cloak for criminal conspiracy, regardless of its logic, and to contrive an arbitrary limit for this exception. But it seems hardly necessary thus to do violence to the theory of the privilege. Looking at the reasons of policy upon which it rests (ante, § 2291), they appear by their natural limits to end with the same conclusion. They predicate the need of confidence on the part not only of injured persons, but also of those who, being already wrongdoers in part or all of their cause, are seeking legal advice suitable for their plight. The confidences of such persons may legitimately be protected, wrongdoers though they have been, because, as already noticed (ante, § 2291), the element of wrong is not always found separated from an element of right; because, even when it is, a legal adviser may properly be employed to obtain the best available or lawful terms of making redress; and because the legal adviser cannot habitually be placed in the position of an informer. But these reasons all cease to operate at a certain point, namely, where the desired advice refers not to prior wrongdoing, but to future wrongdoing. From that point onwards, no protection is called for by any of these considerations.

Upon this much there has been a fair consensus among all who have declared themselves upon the subject. But certain minor points of detail still remain, if a practical rule for disclosure is to be settled upon. (1) Must not the advice be sought for a knowingly unlawful end? (2) Must not that unlawfulness be either a crime or a civil wrong involving moral turpitude? (3) Must not the attorney have so far abandoned his professional attitude as to have become, by assent to the design, a partaker in the client's intended wrong? The judicial attitudes on these questions may be gathered from the following passages:

1743, Annesley v. Earl of Anglesea, 17 How. St. Tr. 1229; 1 Serjeant Tisdall (arguing): "If he is employed as an attorney in any unlawful or wicked act, his duty to the public obliges him to disclose it; no private obligations can dispense with that universal one, which lies on every member of the society, to discover every design which may be formed, contrary to the laws of the society, to destroy the public welfare. For this reason I apprehend, that if a secret, which is contrary to the public good, such as a design to commit treason, murder, or perjury, comes to the knowledge of an attorney, even in a cause wherein he is concerned, the obligation to the public must dispense with the private obligation to the client." Mr. Harward (arguing): "I take the distinction to be, that where an attorney comes to the knowledge of a thing that is malum in se, against the common rules of morality and honesty, though from his client, and necessary to procure success in the cause, yet it is no breach of trust in him to disclose it, as it can't be presumed an honest man would engage in a trust that by law prevented him from discharging that moral duty all are bound to, nor can private obligation cancel the justice owing by us to the public." Mounteney, B.: "For God's sake then let us consider, what will be the consequence of the doctrine now laid down [by the defendant] and so earnestly contended for, that such a declaration made by any person to his attorney ought not by that

The facts of this celebrated case will be found stated post, § 2310.

attorney to be proved? A man (without any natural call to it) promotes a prosecution against another for a capital offence; he is desirous and determined, at all events, to get him hanged; he retains an attorney to carry on the prosecution, and makes such a declaration to him as I have before mentioned (the meaning and intention of which, if the attorney hath common understanding about him, it is impossible he should mistake); he happens to be too honest a man to engage in such an affair; he declines the prosecution; but he must never discover this declaration, because he was retained as attorney. This prosecutor applies in the same manner to a second, a third, and so on, who still refuse, but are still to keep this inviolably secret. At last, he finds an attorney wicked enough to carry this iniquitous scheme into execution. And after all, none of these persons are to be admitted to prove this, in order either to bring the gulity party to condign punishment, or to prevent the evil consequences of his crime with regard to civil property. Is this law? Is this reason? I think it is absointely contrary to both. . . . The declaration now offered to be proved is of that nature, and so highly criminal, that, in my opinion, mankind is interested in the discovery; and whoever it was made to, attorney or not attorney, lies under an obligation to society in general, prior and superior to any obligation he can lie under to a particular individual, to make it known."

1844, Bronson, J., ln Coveney v. Tannahill, 1 IIIII N. Y. 83, 85, 41: "It is the privilege of one who is charged with a wrong, either public or private, to speak unreservedly with his counsel in preparing for his defence; but he should not be allowed to stop the mouth of one who was present when the wrong was done, npon the allegation that he was retained as counsel to see, or ald in the transaction. Indeed, I think there can be no such relation as that of attorney and client, either in the commission of a crime, or the doing of a wrong by force or frand to an individual. The privileged relation of attorney and client can only exist for lawful and honest purposes. . . . Now, if the plaine if consulted counsel beforehand as to the means, the expediency, or consequences of committing such a fraud, his communications may, perhaps, be privileged; and they are clearly so, as to what he may have said to counsel since the wrong was done. But the attorney may, I think, be required to disclose whatever act was done in his presence towards the perpetration of the fraud. One who is charged with having done an injury to another, either in his person, his fame, or his property, may freely communicate with his counsel, without the danger of having his confidence betrayed through any legal agency. But when he is not disclosing what has already happened, but is actually engaged in committing the wrong, he can have no privileged witness.'

1891, Green V. C., In Matthews v. Hoagland, 48 N. J. Eq. 455, 469, 21 Atl. 1054: "In order that it wile may apply, there must be both professional confidence and professional emp. ... at; but if the client has a criminal object in view in his communications with his solicitor, one of these elements must necessarily be absent. The client must either conspire with his solicitor or deceive him. If his criminal object is avowed, the client does not consult his adviser professionally, because it cannot be the solicitor's business to further any criminal object. If the client does not avow his object he reposes no confidence, for the state of facts, which is the foundation of the supposed confidence, does not exist. The solicitor's advice is obtained by a fraud. As I understand the case, the rule, in its different phases and the reasons, may be thus stated: If the client consults the lawyer with reference to the perpetration of a crime, and they cooperate in effecting it, there is no privilege, for it is no part of an attor sis duty to assist in crime; he ceases to be counsel and becomes a criminal. If he refuses to be a party to the act, still there is no privilege, because he cannot properly be consulted professionally for advice to aid in the respetration of a crime. In the case of a frand, if it is effected by the cooperation of the attorney, it fails within the rule as to crime, for their consultation to carry it out is a conspiracy, which, on its accomplishment by the commission of the overt act, becomes criminal and an indictable offence."

Looking at the reasons for the privilege, and construing it as strictly as

XX

00-

he

n;

als 10, rh re h-Î. 9-

٦. st.

possible, the first of the above three questions should be answered in the affirmative, but the second and the third in the negative. The decisions apparently reach this general result, except in the second respect, where there is an inclination to mark the line at crime and civil fraud.2 Yet it is diffi-

** England: 1672, Rothwell v. King, 2

Swanet. 221, note (bill charging the suppression of a will: discovery compelled, "for the trust of couns. lose not axtend to the suppression of dieeds or wills"); 1699, R. v. Warden of the Fleet, 12 Mod. 337, 341 (an obscura passage, concerning the limits of the privilege for criminal accreto); 1833, Doe v. Harria, 5 C. & P. 592, 594 (conveyance in fraud of creditors; the question being proposed, as preliminary to the 594 (couveyance in fraud of creditors; the question being proposed, as preliminary to the artainment of ths privilege, whether the insolvent had "asked his advice for a lawful or an unlawful purpose," Parke, J., would not allow the question; unsound); 1838, R. e. Avery, 8 id. 596 (consultation for the purpose of raising monsy on a forged will; the privilege was denied, hut not on this ground); 1846, R. e. Hayward, 2 C. & K. 234, 2 Cox Cr. 23, a. e. R. e. Joues, 1 Den. Cr. 166 (documents sent to an attorney for advice, including a forged will, with the intent that the attorney should see it and act on it; on a presecution for forgery, production was compolled); 1846, R. e. Farley, 2 C. & K. 313, 2 Cox Cr. 82, 1 Den. Cr. 197 (forgery of a will; the defendant's wife had taken another forged will to a solicitor to obtain an advance will; the defendant's wife had taken another forged will to a solicitor to obtain an advance of money; this was compelled to be produced); 1846, Reynell v. Sprye, 10 Beav. 51, 56, 11 Beav. 618 (s letter p. cured by defendant to be written by his solicito: to show to plaintiff, held not privileged, as being a part of a plan to deceive; the solicitor "acting as particeps crimins, and not in the true relatiouship of solicitor and client"); 1848, R. v. Tylney, 1 Den. Cr. 319 (forgery of a will; the document had been placed by the defendant in a solicitor's hands to "euforce her rights under it"; production was required, the question being reserved but never to "enforce her rights under It"; production was required, the question being reserved but never decided); 1850, Foliett v. Jefferyes, 1 Sim. N. s. 3, 17 (Lord Cranworth, V. C.; communications respecting an attempt to dispose of property in evasion of creditors, held privileged; "such an act per se is no frand, if the disposition is one which the law allows"); 1851, Russell v. Jscksou, 9 Hare 387, 391 (Wigram, V. C., referring to a testamentary purpose forhidden by law: "The contriving of a fraud is no part of his duty as solicitor, and I think it can as little be said that it is part of the duty of a solicitor be said that it is part of the duty of a solicitor to advise his client as to the means of evading to advise his client as to the means of evading the law"); 1863, Charlton v. Coombs, 32 L. J. Ch. N. e. 284 (the attorney must be privy to the fraud, in order that the privilege should ecase; nnsound); 1873, R. v. Castro, and Tichborne v. Lushington, Report of Case, III, 92381, 5211, quoted in L. R. 14 Q. B. D. 162 (general principle affirmed); 1884, R. v. Cox and Railton, L. R. 14 Q. B. D. 153, 164 (conspiracy to defraud creditors; communication preparatory to the conspiracy, the solicitor acting in good faith and without knowledge of the fraud, held not privileged): 1887, Pestlethwaite

made with intent to evade succession taxes,

be made with intent to evade succession taxes, held not privileged).

Canada: 1864, Mackenzie v. Mackenzie, 9

Low. Can. Jur. 87 (testimony as to the client's money or goods in the attorney's hands, held not privileged, where the issue was whether they had been there placed to evade the law); 1878, Ethier v. Homier, 18 id. 83 (the privilege does not apply where the advocate is "not only adviser, but also party to the transaction"; here an attorney was compelled to testify whether an attorney was compelled to testify whether he wrote a libellous letter at the ellent's

instance),
United States: 1884, State v. Barrows, 52
United States: 1884, State v. Barrows, 52 Conn. 323, 325 (the client's statement that she intended to testify differently from what she had already said, held not a confession of inhad already said, need not a concession of in-tended perjury, and therefore without the rule; general principle expressly reserved from de-cisicn; 1902, Supplies v. Hall, —id. —, 52 Atl. 407 (validity of a mortgage as against creditors; questions to the mortgager's attorney as to information acquired in consultations contemplating "some conduct which might render him ing "some conduct which might render him liable to a civil action hy reason of actual or constructive frand," held privileged); 1893, 8tate v. Kldd, 89 la. 54, 56 N. W. 26" (sending a false copy of a jury's findings to the attorney, with intent to deceive himself and the Court, held not privileged); 1861 Medically a Long. with intent to deceive himself and the Court, held not privileged); 1851, McLellan v. Longfellow, 32 Me. 494 (conversations while seeking advice for the drafting of a bill of sale, heid privileged); 1870, Higbee v. Dresser, 103 Mass. 523, 526 ("a mere suggestion of fraud, in general terms," is not sufficient); 1903, State v. Fsulkner, — Mo. —, 75 S. W. 116 (communication after the crime was complete; "to assist one criminal in requiring or indusing his munication after the crime was complete; "to assist one criminal in requiring or inducing his confederate in crime to disgorge the price of his crime," held not privileged); 1891, Matthews v. Hoagland, 48 N. J. Eq. 455, 465, 21 Ati. 1054 (quoted supra; privilege held applicable to a contemplated freud, as well as a crime, for which the attorney's advice is sought; "it fails within the rule as to crime"; Bank v. Mcrereau, N. Y., declared to be founded on unsatisfactory snthority; R. v. Cox and Railton, Eug., approved); thority; R. v. Cox and Railton, Eug., approved); 1848. Bank of Utica v. Merseresu, 3 Barb. Ch. 528, 598, Walworth, C. (privilege held appli-cable to communications concerning a proposed fraud upon creditors; the exception extending only to "a felony or other crime which was maken in se"; but "I admit I should have

cult to see how any moral line can properly be drawn at that crude bonndary, or how the law can protect a deliberate plan to defy the law and oust another person of his rights, whatever the precise nature of those rights may be. The law, in its endeavor to maintain abstract fundamentals, is already sufficiently callous to concrete failures of justice, and needs rather to cultivate greater sensitiveness in such matters.

2. "From a professional legal adviser in his capacity as such"

§ 2300. Persons having Legal Knowledge, but not Admitted to Practice. There is no ground for encouraging the relatiou of client and legal adviser except when it is formed with one who has been formally admitted to the office of attorney or counsellor as duly qualified to give legal advice. That the person consulted is in fact practising, without formal sanction of the Court, is certainly not sufficient. On the other hand, where a distinct sanction is required for the several grades of Courts within the same sovereignty, a practitioner admitted for a lower Court only is clearly within the privilege for the purpose of litigation before that Court. So, too, a duly admitted practitioner, while acting for a client belonging to his jurisdiction, is within the privilege in whatever other jurisdiction it may be invoked.3 In the few jurisdictions still maiutaining the self-stultifying rule that every citizen, even though not possessing any specific qualifications, is entitled to practise at the bar, it may be supposed that a de facto professional practice suffices.3 Finally, a mere student of law, aspiring to future entrance to the profession, is without the privilege, however much legal skill he may possess in comparison with some of those who are within it.4

been much better satisfied if I had found this question an open one"); 1841, Coveney v. Tannahill, 1 Hill N. Y. 33, 35, 41 (privilege held not to cover the execution of an Instrument held not to cover the execution of an instrument in fraud of creditors; quoted supra); 1858, M'Msnnus v. State, 2 Head 213, 216 (questiona as to "a contemplated crime," held not privileged); 1891, Alexander v. U. S., 138 U. S. 353, 357, 11 Snp. 350 (communication with regard to a crime or fraud, held privileged otherites than in the trial "for the crime in further. wise than in the trial "for the crime in further-ance of which the communication was made"; ance of which the communication was made"; this distinction is groundless, upon either principle or precedent, and seems to have been due to a confusion of the old controversy (ante, § 2294) as to communications for other litigation); 1875, People v. Mahon, 1 Utah 205, 208 (communications relating to a contemplated forgery, held not privileged); 1854. Dudley v. Beck, 3 Wis. 274, 283 (fraud; question reserved, whether the mere disclosure of a fraud and the request for aid therein is privileged; but here a fraudulent agreement between client but here a fraudulent agreement between client and attorney to act together was held not

and attorney to act together was lived her privileged).

1 1880, Slade v. Ticker, L. R. 14 Ch. D. 824, 827 (communications to a pursuivant of the Herald's College, assisting in a pedigree protest, held not privileged); 1859, Sample v. Frost, 10 Ia. 266 (consultation with one who

"was receiving husiness to transact as an attorney and expecting to be admitted and was admitted at the next term," held not privileged); 1879, Scales v. Kelley, 2 Lee 706 (licensed practitioner before justices of the peace and the county court, held within the privilege); 1854, Brayton v. Chase, 3 Wis. 456 (privilege held not applicable to one not licensed as an attorney, though practiaing before a instince of attorney, though practiaing before a justice of the peace). Contra: 1887, Benedict v. State, 44 Oh. St. 679, 688, 11 N. E. 125 (consultation with one who practised before justices of the peace, but was not admitted to the bar, held privileged; hut the Court's remark that nothing was lacking "except the mere form of the admission of the adviser to practice in courts of record" shows a singular notion of the guarantees im-

shows a singular notion of the guarantees implied in the professional status).

2 1859, Lawrence v. Campbell, 4 Drew. 485 (the privilege applies to a Scotch solicitor, residing in London, and acting for a Scotch client resident in Scotland).

3 1829, Bean v. Quimby, 5 N. H. 94, 97 (communication to one not an admitted attorney, int acting as attorney and legal adviser, held privileged, under a statute permitting any citizen to appear as attorney).

or clerk, not privileged); 1890, Schubkagel v.

7

1

e

n

K

of e, 10 ia.s

n-

nt 97

en **11** -

nt

§ 2301. Attorney's Clerks and other Agents. It has never been questioned that the privilege protects communications to the attorney's clerks and his other agents for rendering his services.1 The assistance of these agents being indispensable to his work, and the communications of the client being often necessarily committed them by the attorney or by the client himself, the privilege must include all the persons who act as the attorney's

§ 2302. Client's Belief in the Attorney's Status. The theory of the privilege (ante, § 2291) clearly requires that the client's bona fide belief in the status of his adviser as an admitted attorney should entitle him to the privilege. No doubt an intention to employ only such a person is necessary, as well as a respectable degree of precaution in seeking one; but from that point onwards he is entitled to peace of mind, and need not take the risk of a deception, or of a defective professional title.1

§ 2303. Consultation in Attorney's Capacity. An attorney may often be brought into a discussion upon the law, without any purpose of treating his expression of opinion as a service rendered professionally. Such a conversation is not privileged, because the reason of the privilege designs to secure only the freedom of resort to attorneys where some appreciable interest of the client is to be protected and the advice is sought and given with a view to its protection. On the other hand, an attorney may render his services without charge, if he pleases, and hence the mere circumstance that the advice is given gratuitously does not nullify the privilege. In view of the frequency with which some persons seek to obtain informally and gratui-

Dierstein, 131 Pa. 46, 54, 18 Atl. 1059 ("A law student is in this respect on no higher plane than a blacksmith retained in a like service"); 1816, Andrews v. Solomon, 1 Pet. C. C. 337, 359 (Washington, J.: "Not one of these reasons [for the privilege] apply to the student"); 1850, Holman v. Kimball, 22 Vt. 555 (a law student having an office of his own, but not yet admitted to the bar; privilege denied).

1825, Taylor v. Forster, 2 C. & P. 195; 1831, Bowman v. Norton, 5 id. 177; 1829, Eicke v. Nokea, 1 M. & M. 303, semble; 1881, Lyell v. Kennedy, L. R. 27 Ch. D. 1, 19 ("such ageuts as every solicitor's clerk may be said to be" are privileged); 1855, Landsberger v. Gorham, 5 Cal. 450 (the privilege held applicable to "a person acting in the capacity of an attorney," and apparently an attorney's clerk); 1857, Sibley v. Waffie, 16 N. Y. 180, 183, per Bowen, J. Compare the rule as to mere students of law (ante, § 2300).

The amendments to certain of the statutes (ante, § 2202) artending the privilege to the

The amendments to certain of the statutes The amendments to certain of the statutes (ante, § 2292), extending the privilege to the attorney's "clerk, stenographer, or other person employed," were therefore unnecessary. The irresponsible presumption of some who undertake to instruct the profession is shown in a certain editorial remark, when pointing ont one of these amendments, that it made "a notable change in the law." change in the law."

For the case of communications to third

persons in the attorney's presence, see post, \$§ 2311, 2812. For the distinction between clerks and witnesses or other volunteers, see

38 2311, 2312. For the distinction between clerks and witnesses or other volunteers, see post, § 2317.

1 Besides the following cases, compare the doctrine as to the client's belief in the relevancy of his communication (post, § 2310), and as to the admissibility of a confession procured by trick (ante, § 841): Admitted: 1807, Fonntain v. Yonng, 6 Esp. 113 (here the person was in fact only a elerk in Newgate): 1890, Hawes v. State, 88 Ala. 38, 7 80. 302 (said obiter): 1859, Sample v. Frost, 10 Ia. 266 (one who was just about to be admitted to the bar): 1851, Barnes v. Harris, 7 Cush. 576 (student in a law office). Excluded: 1886, People v. Barker, 60 Mich. 277, 297, 307, 27 N. W. 539 (confession made to a detective, frandnlently pretending to be an attorney, held privileged); 1892, State v. Russell, 83 Wis. 330, 53 N. W. 441 (communication by a woman in prison to the district attorney and his agent, pretending to be her counsel, held privileged); 1856, Coon v. Swan, 30 Vt. 6, emble.

The following ruling seems peculiar: 1890, Hawes v. State. 88 Ala. 38, 7 So. 302 (com-

The following ruling seems peculiar: 1890, Hawes v. State, 88 Ala. 38, 7 So. 302 (communications made "to an attorney in ignorance of his professional character," excluded).

1 1878, Andrews v. Simms, 33 Ark. 771, 773; 1850, Reed v. Smith, 2 Ind. 160; 1897, Davis v. Morran, 19 Mont. 141, 47 Pag. 793,

Davis v. Morgan, 19 Mont. 141, 47 Pac. 793.

tously valuable legal advice, and the lamentable frequency with which attorneys weakly submit to such an imposition, especially in rural communities, it is often difficult to determine whether the consultation is a professional one, within the privilege. The local habits of life, and the circumstances of the case, must largely determine the ruling.2 The case of a consultation of the opponent's attorney seems rather to fall under another head (post, § 2312), as also the case of a consultation by one person not on his own behalf but as the agent of another (post, § 2317).

§ 2304. Time of Consultation; Rejection of Retainer by Attorney. It follows that a communication to an attorney, not in his capacity as such, is without the privilege if made before the relation was entered into or after it was ended.1 An interesting question, however, arises when the communication is made pending negotiations for the retainer. Here it would seem plain, by the reason of the privilege, that, since the would-be client cannot certainly predict the attorney's acceptance of the employment, the former must be protected in his preliminary statements when making the overtures, even if the overture is refused. It would further be immaterial that the refusal was due

* Various instances are as follows: Eng.: 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 758 (let-**S Various instances are as follows: Eng.:

1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 758 (letters handed to an attorney, but not in his character as a professional adviser, held not privileged); 1838, Greenlaw v. King, 1 Beav.

137, 145, Lord Langdale, M. R. (correspondence with a solicitor, but only as "agent and confidential friend," not privileged); Can.: 1839, Rudd v. Frank, 17 Ont. 758, 764 (communications as to a friend, held not privileged); U. S.: 1893, Patten v. Glover, 1 D. C. App. 466, 476 (consultation as a friend, not privileged); 1387, Brown v. Matthews, 79 Ga. 1, 4 S. E. 13 (consultation held not privileged) is 1387, Brown v. Matthews, 79 Ga. 1, 4 S. E. 13 (consultation held not privileged) present or prospective, not of taking or expecting to take the fruits of such a relation without forming it"); 1898, O'Brien v. Spalding, 102 id. 490, 31 S. E. 100 (consultation as a friend, not privileged); 1902, Harkless v. Smith, 115 id. 350, 41 S. E. 634 (one who prepared a deed without compensation and in his own interest, held not the legal adviser of the parties): 1852, Goltra v. Wolcott, 14 Ill. 89 (consultation as a friend, not privileged); 1895, McDonald v. McDonald, 142 Ind. 55, 41 N. E. 343 (attorney consulted as a friend by a widow about her husband's affairs, held not privileged); 1896, State v. Swafford, 98 Ia. a widow about her husband's affairs, held not a winow about her instants analy, near hoppivileged); 1896, State v. Swafford, 98 Ia. 362, 67 N. W. 284 (a friendly consultation between the defendant and the then prosecutrix's attorney, to contrive means for helping her to attorney, to contrive means for helping her to attorney. attorney, to contrive means for helping her to get occupation, held not privileged); 1895, Wade v. Ridley, 87 Me. 366, 372, 82 Atl. 975 (consultation held professional, on the facts); 1903, People v. Pratt, — Mich. —, 94 N. W. 752 (communication to a judge, before examination by the grand jury, with the object of consulting "some one that I have confidence in," held privileged; Grant and Hooker. JJ., dias.); sulting "some one that I have confidence in," held privileged; Grant and Hooker, JJ., diss.); 1886, Romberg v. Hughes, 18 Nebr. 579, 26

N. W. 351 (consultation as a friend, not privileged); 1895, Basye v. State, 45 id. 261, 63 N. W. 311 (consultation held not professional, on the facts); 1848, Beeson v. Beeson, 9 Pa. St. 279, 301 (consultation as a friend, not privileged); 1903, Sargent v. Johns, 206 id. 336, 55 Atl. 1051 (aimilar); 1858, M'Mannus v. State, 2 Head 213 (questions as to "abstract legal opisions," without reference to "some act past, or right or interest in existence," held not privileged); 1856, Thompson v. Kilborne, 28 Vt. 750, 757 (friendly consultation, held, npon the facts and the local custom, not to be a professional consultation; Chief Justice Redfield rebukes the local profession for their lax habits in conversing without formal retainer upon legal subjects); 1856, Coon v. Swan, 80 id. 6 (legal advice given merely "as a neighbor," held not protected); 1873, Earle v. Grout, 46 id. 113, 125 (aimilar); 1861, Dunn v. Amos, 14 Wis. 106, 109, 114 (legal advice held not a professional consultation on the facta); 1873, Orton v. McCord, 33 id. 205, 211 (legal advice held professional, on the facts); 1900, Bruley v. Garvin, 105 Wis. 425, 81 N. W. 1038 (communication at a casual consultation on a railway train, excluded on the facts). N. W. 351 (consultation as a friend, not privi-

105 Wis. 625, 81 N. W. 1038 (communication at a casual consultation on a railway train, excluded on the facts).

1 Eng.: 1664, Sparke v. Middleton, 1 Keb. 505 (cited ante, § 2290); 1678, Cnts v. Pickering, 1 Ventr. 197; 77. S.: 1868, Chillicothe F. R. & B. Co. v. Jameson, 48 III. 281, 283; 1870, People v. Barker, 56 id. 299; 1895, Jennings v. Sturdevant, 140 Ind. 641, 40 N. E. 61; 1895, Harless v. Harless, 144 id. 196, 41 N. E. 592; 1901, State v. Herbert, 63 Kan. 516, 66 Pac. 235; 1894, Brady v. State, 39 Nebr. 529, 532, 58 N. W. 1614 (even though the same as one made during the relation); 1896, Home Ins. Co. v. Berg, 46 id. 600, 65 N. W. 780; 1816, Yordan v. Hess. 13 John. 492, 494; 1895, Turner's Estate, 167 Pa. 609, 31 Atl. 867; 1901, State v. Snowden, 23 Utah 818, 65 Pac. 479.

to a disagreement as to fees and to the client's own withdrawal by reason of the fee demanded; for upon none of these matters could he predict the result until his preliminary statement had been made. Obviously, too, if the retainer is accepted, the privilege covers the preliminary statement. On the other hand, if the client continues his communication after the attorney's refusal to act for him, or if the client knowingly attempts to retain one who is already retained by the opponent, he does not need or deserve the protection of the privilege.2

3. "The communications relevant to that purpose,"

§ 2306. Communications, distinguished from Acts; Client's Conduct, Appearance, Abode, etc. Does the privilege cover only that knowledge of the attorney which is obtained from hearing the client's utterances, or also that which comes from seeing the client's acts? This question has given rise to a difference of opinion more apparent than real. It is sometimes discussed as if the word "communications" were synonymous with "utterances of words." That is, those who favor its largest answer repudiate the limits of the word "communications," as if it included no more than "utterances"; and yet it is of course conceivable that an act or a bodily condition may be voluntarily disclosed and wittingly made known to the attorney by the client without any utterance of words. The problem is also sometimes discussed, from the point of view of the attorney, as involving the inquiry whether the privileged knowledge of the attorney is restricted to that which he obtains by the sense of hearing only, or includes also that which he learns by seeing; and this mode of statement corresponds more clarely to the distinction be-

The rnlings are not entirely harmonious, but the above applications of the principle are fairly borne ont: 1894, Denver T. Co. v. Owens, 20 Colo. 107, 125, 36 Pac. 348 (preliminary statement of the case with a view to employing, privileged); 1872, McLean v. Clark, 47 Ga. 24, 45, 69 (3. made a proposition to the plaintiffs attorney, declaring that, if it was accepted, S. would employ the attorney; held, that the latter was not S.'s attorney so as to create a privilege in S.'s favor); 1893, Peek v. Boone, 90 id. 769, 17 S. E. 66 (consultation with a view to the attorney's employment, whether or not the attorney is ultimately retained, held privileged; here the attorney had declined the employment); 1877, Thorp v. Goewey, 85 Ill. 611, 615 (consultation for litigation, the attorney finally not being employed because of a disagreement as to his fee, held privileged; 1891, Theisen v. Dayton, 82 Ia. 74, 47 N. W. 891 (statements to an attorney to seemer his employment to "keep a mortgage alive." the attorney declining the employment. 74, 47 N. W. 891 (statements to an attorney to secure his employment to "keep a mortgage alive," the attorney declining the employment, held not privileged); 1854, Sargent v. Hampden, 38 Me. 581, 584 (conversations with a view to a retainer, even though it be afterwards declined, said to be privileged); 1857, Alderman v. People, 4 Mich. 414, 422 (privilege applies to communications to "an attor-

ney in fact by a party under an impression that ench attorney had consented or agreed to act," "although the attorney himself may not have so understood the agreement"); 1848, Crisler v. Garland, 11 Sm. & M. 136 (communications while seeking to retain the attorney, who declined employment, held privileged); 1872, Cross v. Riggins, 50 Mo. 385 (communication to an attorney, seeking advice, the attorney declining to give an opinion, held privileged); 1897, Farley v. Peebles, 50 Nebr. 723, 70 N. W. 231 (excluded, where the attorney had already refused to accept the employment); 1849, Heaton v. Findlay, 12 Pa. St. 304, 310 (communications "preliminary to his engagement as connsel," made in satisfying the counsel of the propriety of his retainer, held not privileged); 1875, Strong v. Dodds, 47 Vt. 348, 353 (communication see'.ing to retain an attorney, who then declines to bring suit, held privileged); 1886, Tucker v. Finch, 66 Wis. 17, 21, 27 N. W. 817 (communications seeking to retain an attorney, who declined because of a prior retainer on the other side, held not privileged) are the counsel of the propriety of his retainer, held privileged; 1886, Tucker v. Finch, 66 Wis. 17, 21, 27 N. W. 817 (communications seeking to retain an attorney, who declined because of a prior retainer on the other side, held not privileged. 21, 27 N. W. 817 (communications seeking to retain an attorney, who declined because of a prior retainer on the other side, held not privileged); 1887, Plano Mfg. Co. v. Frawley, 68 id. 577, 584, 32 N. W. 768 (communications after an attorney has given notice that he is retained on the other side, held not privileged).

tween utterances and acts of the client. In the following passages the various judicial attitudes are represented:

Ante 1767, Buller, J., Trials at Nisi Prius, 284: "[The privilege does not cover] a fact of his own knowledge, and of which he might have had knowledge without being counsel or attorney in the cause; as, suppose him witness to a deed produced in the cause, he shall be examined to the true time of execution; so, if the question were about a raznre in a deed or a will, he might be examined to the question whether he had ever seen such deed or will in other plight, for that is a fact of his own knowledge; but he ought not to be permitted to discover any confessions his client may have made to him on such head."

1803, Ellenborough, L. C. J., in Robson v. Kemp, 5 Esp. 52, 55: "The act [of destroying a power of attorney] cannot be stripped of the confidence and communication as an attorney, the witness being then acting in that character. One sense is as privileged as another. He cannot be said to be privileged as to what he hears, but not to what he sees, where the knowledge acquired as to both has been derived from his situation as an attorney."

1833, L. C. Brougham, in Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 98, 104: "[The privilege does not exist] where there could not be said, in any correctness of speech, to be a communication at all,—as where, for instance, a fact, something that was done, became known to him from his having been brought to a certain place by the circumstance of his being attorney, but of which fact any other man if there would have been equally cognizant."

1857, Brown v. Foster, 1 H. & N. 736; Pollock, C. B.: "A legal adviser may give evidence of a fact which is patent to his senses"; Martin, B.: "With respect to matters which the connsel sees with his eyes, he cannot refuse to answer."

1841, Bronson, J., in Coveney v. Tannakill, 1 Hill N. Y. 33, 35: "This privilege of a client does not extend to every fact which the attorney may learn in the course of his employment. There is a difference in principle between communications made by the client and acts done by him in the presence of the attorney; . . . I will not undertake to say how far the distinction between the communications and the acts of the client may extend"; apparently holding that the execution of a document is an act.

1861, Woodward, J., in Daniel v. Daniel, 39 Pa. 191, 210 (permitting the question, to an attorney, why he could not have had with the testator, his client, any conversation worth repeating): "Communications made to a counsel are privileged; but if a client is too imbecile to make any communications, I never before heard that that fact was incompetent testimony on account of the professional relation, — no more than the shape of the client's head, which is the subject of the next bill. If a lawyer learns from professional visits that he has a fool for a client, whether he acquires the knowledge by the want of intelligent answers, or by study of phrenological developments, the fact is competent evidence in a proper case, and no rule of law forbids the lawyer from delivering it."

The marked contrast is between the statement of Lord Ellenborough, in Robson v. Kemp, and that of Baron Martin, in Brown v. Foster. Can they be reconciled? And is either of them consistent with Mr. Justice Bronson's distinction between a communication and an act? The truth is that each is right, under some circumstances, and all are harmonious, when the proper allowance is made. Looking back at the reason of the privilege, it is seen to secure the client's freedom of mind in committing his affairs to the attorney's knowledge. It is designed to influence him when he may be hesitating

This statement is clearly correct on the ground that the request to attest makes the act non-confidential (post, § 2315); but its association of the principle were apparently not quite clear.

between the positive action of disclosure and the inaction of secrecy. There is, therefore, by hypothesis, always some voluntary act of disclosure, - some removal of that secrecy which would otherwise have existed as between the client and the attorney. In short, there must be some deliberate communication. On the one hand, then, those data which would have come to the attorney's notice in any event, by mere observation, without any action on the client's part - such as the color of his hat or the pattern of his shoe -, and those data which become known by such acts as the client would ordinarily have done in any event, without any purpose of communicating them to the attorney as his adviser - such as the style of his handwriting or the amount of money in the roll of bills from which he pays his retainer -, these are not any part of the communications of the client; in the language of Lord Chancellor Brougham and Mr. Justice Buller, they are "facts of which any other man if there would have been equally cognisant." On the other hand, almost any act, done by the client in the sight of the attorney and during the consultation, may conceivably be done by the client as the subject of a communication, and the only question will be whether, in the circumstances of the case, it was intended to be done as such. The client, snpposedly, may make a specimen of his handwriting for the attorney's information, or may exhibit an identifying scar, or may show a secret token. If any of these acts are done as part of a communication to the attorney, and if further the communication is intended to be confidential (post, § 2311), the privilege comes into play.

Ordinarily, then, it is true, as Chief Baron Pollock said, that "a legal adviser may give evidence of a fact which is patent is senses"; that is, of anything which he either sees or e hears, so patent, - in other words, is not the subject of a volur .y communication. as it is otherwise Yet, in a given case, any of these things may be committed to the attorney in such a way as to be within the privilege. It is to be noted, however, that many such acts, which thus become the subject of a communication, may still not be confidentially committed to the attorney, and thus be not privileged (post, §§ 2311-2314); and some of the rulings now to be noticed in the ensuing sections can perhaps be attributed to that consideration. Obviously no fixed form of rule can be stated for the present application of the principle. In the ordinary case, it is only the expressed communications of the client that will be privileged.2

oi a consultation); 1868, White v. Bird, 20 La. An. 188 (attorney held compellable as garnishee to disclose whether he has assets belonging to to disclose whether he has assets belonging to the client, unless he cannot do so without disclosing matters confided to him by the client); 1861, Danlel v. Danlel, 39 Pa. 191, 211 (attorney's opinion of his client's sanity, held not privileged; quoted supra); 1894, Turner v. Warren, 160 id. 336, 343, 28 Atl. 781 (fact of delivery of papers, date, person, and condition, held not privileged); 1896, State v. Fitzgerald, 68 Vt. 125, 34 Atl. 429 (whether the client was intextented when seen in the isil with B., admission. intoxicated when seen in the joil with B., admis-

³ Sundry examples are as follows: Eng.: 1790, Hooper v. Hisroonet, 1 H. Bl. 534 (after indigenent, an attorney was held not compellable to disclose his client's abode for the purpose of his being taken on execution; the application "came too late after verdict"); 1817, Parkins v. Hawkshaw, 2 Stark. 239 (to prove the Identity of defendant with the obligor of a bond, the defendant's attorney was not allowed to testify to "communications which he had had with the defendant"); U. S.: 1898, Wicks v. Dean, 103 Ky. 69, 44 R. W. 397 (attorney may speak of the client's mental condition as learned at the time

§ 2307. Same: Production of the Client's Documents. The application of the foregoing principle to the case of documents delivered or shown to the attorney is not without difficulty. But, before examining it, a superficially related question, dependent upon other principles, must be disposed of. Is the attorney compellable to produce in court, by subpœna or bill of discovery, the documents placed in his possession by the client? This is not a question of compelling the disclosure of the attorney's knowledge; he may know nothing of the contents of the document, nor is he asked to testify about them. Whether the package contains a diamond or a deed is immaterial. But must he produce it?

(1) The answer depends upon the other privileges of the client irrespective of the present privilege. The attorney is but the agent of the client to hold the deed; if the client is compellable to give up possession, then the attorney is; if the client is not, then the attorney is not. It is merely a question of possession, and the attorney is in this respect like any other agent. There is, to be sure, the added consideration of policy, namely, that if the attorney were not compellable when the client was, then the client's obligation to produce could always be evaded in very simple fashion by placing the deed with the attorney; and such a quibble could not be tolerated by any practical system of law. But, apart from this, the doctrine of agency is ample to justify the result. The extent of the client's obligation to produce must therefore be taken as determining the present question; and that obligation has undergone radical change in the history of our law. In the first place, at common law, the client who was a party opponent in the suit was not obliged to produce, either at or before the trial, except so far as the rule of profert and over extended; but in equity he was obliged to produce any document (except that before trial he could not be obliged to discover the documents affecting his own case alone); and under modern statutes the equitable rule has been made available by motion or subpœna to produce in common-law proceedings (ante, §§ 1857-1859, 2219). In the next place, the client who was a third person was at common law bound to produce upon subpoena, except when the document was a deed supporting some title of his own (ante, §§ 2193, 2211). In the third place, the client was and is in any instance not bound to produce a self-incriminating document (ante, § 2264).

It follows, then, that when the client himself would be privileged from production of the document, either as a party at common law, or as a third person claiming title, or as exempt from self-crimination, the attorney having possession of the document is not bound to produce; and such has invari-

sible, since the attorney saw "nothing that was not observable by B. and by all other persons who saw him during the time of his alleged intoxication"); 1882, State v. Douglass, 20 W. Va. '70, 779 (trytimony that a pistol produced had been received from the defendant's counsel, held admissible; but the counsel's statement, at the time of delivering it, that he had obtained it in consequence of a communication from the defend-

ant, and the counsel's testimony that he had so obtained it, held not admissible; careful opinion by Green, J.).

For rulings as to disclosing the identity of the

client, see post, § 2313.

For rulings as to the disclosure by an attorney drafting a will as to the testator's vanity or undue influence, see post, §§ 2314-2316.

ably been the ruling.¹ On the other hand, if the client would be compellable to produce, either by motion or by subpæna or by bill of discovery, then the attorney is equally compellable, if the document is in his custody, to produce under the appropriate procedure.²

produce under the appropriate proces

**England*: 1765, R. v. Dixon, 3 Burr. 1687
(attorney not required to produce vouchers of his client before the grand jury on a charge of forgery); 1797, Bothomly v. Usborne, Peaks Add. Cas. 99, 101 (attorney not compellable to produce the client's documents nor to prove their contents, when the client is privileged as a party to the cause); 1821, Laing v. Barclay, 3 Stark. 38, 42 (attorney of defendant not required to produce bankraptcy proceedings confidentially deposited with him); 1822, Harris v. Hill, ib. 140 (attorney in possession of a privileged third person's document, not compellable to produce); 1831, Nixon v. Mayoh, 1 Mo. & Rob. 76 (attorney not compelled to produce the party cepponent's document); 1834, Mills v. Oddy, 6 (C. & P. 728, 731 ("the attorney is not to produce bis client's title-deeds nor to disclose their contents"; here the client was not a party); 1834, Bate v. Kinsey, 1 (r. M. & R. 38 (attorney in possession of documents of the plaintiff, beld and to compellable to produce them or to disclose their contents); 1834, Doe v. Seaton, 2 A. & E. 271, 181 (attorney holding a deed for both venador and vendee; deed beld privileged as to the vender and vendee; deed beld privileged as to the vender and vendee; deed beld privileged as to the vender and vendee; deed beld privileged as to the vender and vendee; deed beld privileged as to the vender contents); 1840, Doe v. Ross, 7 M. & W. 102, 182, semble (attorney possessing the title-deed of a third person is not compellable to produce; to otherwise, if his client is called and waives the privilege); 1849, R. v. Hankins, 2 C. & K. 823, Co. Cr. 434 (perjury in swearing to the aigus. otherwise, if his client is called and waives the privilege]; 1849, R. v. Hankins, 2 C. & K. 823, 3 Cox Cr. 434 (perjury in swearing to the aignature of an account; the account being in the possession of the attorney, who had a lien thereon, Coltman, J., declined to compel production); 1850, Newton v. Chaplin, 10 C. B. 356 (production of a corporate minute-book, placed in the attorney's hands for legal advice by W. C., not a party to the cause, held not 356 (production or a corporate placed in the attorney's hands for legal advice by W. C., not a party to the cause, held not compellable, W. C. refusing nnder his privilege to allow production; Maule, J.: "The privilege of W. C. as to the book was the same in the hands of F., [the attorney,] as if he bad kept the book in his own hands"); United States: 1807, Lynde v. Judd, 3 Day 499 (attorney not compellable to produce the client's document); 1817, Jackson v. Bnrtis, 14 John. 391, 399 (documents left with the attorney by the client's (documents left with the attorney by the client's agent, beld not demandable on subpons); 1830, agent, beld not demandanie on sunpœns); 1830, Jackson v. Denison, 4 Wend. 558 (counsel held not bound to produce a client's deed); 1831, McPherson v. Ratbbone, 7 id. 216 (peper delivered by the client to the attorney, held not demandable from the attorney by subnognal; 1841. mandable from the attorney by subprena); 1841, Bronson, J., in Coveney v. Tannahill, 1 Hill N. Y. 33, 35 (quoted post, § 2308); 1801, State v. Squires, Tyler 147 (sttorney held not amenable to compulsory process for the delivery of w. squires, Tyler 14/ (attorney need not amount able to compalsory process for the delivery of notes, alleged to be forged by his client, which were deposited with him as attorney; "in conthe client"); 1832, Durkee v. Leland, 4 Vt.

612, 615, semble (see citation infra); 1889, Seldan v. State, 74 Wis. 271, 275, 42 N.W. 218 (letters of husband to wife, deposited by her with her attorney for divorce, not producible). For the question who is to determine whether the document is privileged as claimed, see post, 2229

§ 2322.

§ England: 1803, Pearson v. Fletcher, 5 Esp.

90 (L. C. J. Ellenborough, on facts similar to those in Bateson v. Hartsink, infra, compelled the solicitor to produce the proceedings); 1815, Copeland v. Watts, 1 Stark. 95 (like Cohen v. Templar, infra); 1816, Corsen v. Dubois, Holt 239 (attorney compelled to produce a bankruptcy commission which was not privileged for bis clients the assignees); 1817, Coben v. Templar, 2 Stark. 260 (attorney compellable to produce the commission which was not privileged for bis clients the assignees); 1817, Coben v. Templar, 2 Stark. 260 (attorney compellable to produce the document of a third person having no privilege); 1822, Lowe v. Firkins, 11 Price 455, 461, 464 (steward of plaintiff, held bound to answer as to documents of his master in his possession; and also bound to produce them on a hill of discovery, though not on a subpona d. t. inasmuch as his custody was the plaintiff s); 1824, Hawkine v. Howard, Ry. & Mo. 64 (books of assignees, not parties, held producible by their attorney); 1839, Doe v. Thomas, 9 B. & C. 288, 293 (lease placed with the attorney by the party; the attorney held bound to produce on auhpona); 1848, Doe v. Langdon, 12 Q. B. 711, 719 (like Cohen v. Templar, supra); 1853, Volant v. Soyer, 13 C. B. 231 (attorney held not bound to produce a title-deed of his client; Jervis, C. J., donbted whether the rule of professional confidence covered documents of the client in general, since the statutory sanction for motions to comdence covered documents of the client in general, since the statutory sanction for motions to compel a party's production of documents; Maule, J., placed the ruling on the ground of professional confidence; this ruling was made just after the statutory reform, and illustrates both supects of the rule; Canada: 1863, Livingstone of Gartshore, 23 U. C. Q. B. 166, semble (like Cohen v. Templar, supra); United States: 1900, Allen v. Ins. Co., 72 Conn. 693, 45 Atl. 955 (production required, where the answer of the client admitted its possession); 1860, Andrewa v. R. Co., 14 Ind. 169, 174 ("the party himself might have been compelled under the etatute to produce the receipts on the trial; he could not might have been compelled under the etatute to produce the receipts on the trial; he could not defeat that production by passing it into the hands of his attorney," and the attorney was held compellable to testify to contents; 1842, Travis v. Jannary, 3 Rob. La. 227, 230 ("the attorney may be as properly called on to produce the naners and documents necessary to establish attorney may be as properly called on to produce the papers and documents necessary to establish the rights of the adversary . . . as his client himself could be nnder our laws "); 1861, Mitch-ell's Case, 12 Abb. Pr. 249, 262 (attorney must produce the party's documents where the party has no privilege; good opinion by Daly, J.); 1902, Jones v. Reilly, 174 N. Y. 97, 66 N. E. 649 ("The privilege was that of the client, not

(2) So much as precedes is the rule for documents independently pre-existing. But where the document is itself the client's written communication, coming into existence merely as a communication to the attorney, the situation is obviously different. This communication itself is not to be disclosed, whether it was made by the client by word of mouth or by writing. Where the document already had an independent existence, the communication consists in bringing its contents to the attorney's knowledge, and that knowledge is not to be disclosed by his testimony, as will be seen (post, § 2308); but the physical possession of the document is distinct from that knowledge, and to compel production of the document is not to compel the disclosure of the communication (supra, par. 1). But since a document which is itself a communication is wi'hin the privilege, the test is whether the document first came into existence as a part of a communication to the attorney. For example, a client obtains his foreman's report as to an injury in the factory, together with the card of instructions furnished to the injured employee when he first came into the service, and sends these to the attorney, with a letter of his own stating the circumstances of the injury as ascertained by him. Of these, the second is clearly without the privilege, the third is clearly within it, while the first may or may not be.

The application of this distinction is sometimes difficult enough in a particular case. But the situation is often further complicated by two other considerations. In the first place, a communication to the solicitor by an agent of the client or by an agent of the solicitor is protected by the present privilege, while a communication by a mere stranger is not (post, § 2317). Thus the application of the above doctrine, as to documents coming into existence for the purpose of communication to the attorney, becomes particularly difficult when the actual maker of the document is some person other than the client himself, and can only be solved by a ... serence to the rule as to agents. For this reason the precedents may better be considered in connection with the latter subject (post, § 2319). In the second place, the party is not obliged to disclose, by discovery before trial, the testimony of his prospective witnesses (ante, §§ 1856, 1857, 1859); and hence, on grounds wholly independent of the present privilege, it may become necessary to distinguish between the written information given beforehand by a witness as such and that furnished by the party's employee as his agent. These various principles so

of the counsel; and when, hy change in the law, the client could be compelled by suhpoena to produce documents in his possession, the rule that the attorney could not be forced to produce them when in his possession necessarily fell"); 1827, Rhoades v. Selln, 4 Wash. C. C. 715, 718 (attorney compellable to produce papers which the client himself was compellable to produce). to produce).

Contra, but unsound: 1801, Bateson v. Hart-sink, 4 Esp. 43 (L. C. J. Kenyon; the solicitor of third persons, the assignees in bankruptcy of the present defendant, was held not compellable to produce the proceedings of the assignees; here

they were otherwise obtainable hy motion against the assignees; this ruling was virtually repndiated in the later English ones). 1877, Dover v. Harrell, 58 Ga. 572 (ejectment; deed placed in the attorney's possession by the defendant for preparing his defence; the attorney held not compellable to produce; this is expressly sanctioned by the local Code, quoted ante, § 2292); 1889, Stokoe v. R. Co., 40 Minn. 545, 42 N. W. 482 (attorney is not compellable to produce his client's documents); 1897, Davia v. R. Co., 70 ld. 37, 72 N. W. 323 (documents "intrusted" to the attorney hy the client, held privileged).

intermingle in their application that an examination of the precedents can better be made elsewhere (post, § 2318).

§ 2308. Same: Testimony to Contents of Documents. The client's disclosure of the contents of a preëxisting document will almost always be an act of communication (ante, § 2306), i.e. a part of the matters voluntarily committed to the notice of the attorney. It is impossible, in the language of Mr. Justice Bronson, to perceive "any solid distinction between the oral statement of a fact to counsel and a communication of the same fact by delivering to him a deed or other written instrument." Unless, therefore, a particular communication of this sort is not confidential (post, § 2311), it is within the privilege, and the testimony of the attorney on the stand cannot be required.2 Nor does it here make any difference that the client would have been compellable

1 Coveney v. Tenuahiil, N. Y., infra. Sundry sxamples are as follows: England:
1676, Relatred v. Letchmere, Freem. Ch. 5
("the defendant being a counsellor at law shall ("the defendant being a counsellor at law shall not be bound to answer concerning any writings which he hath seen, nor for anything which he knoweth in the cause as counseilor"); 1693, Anon., Skinner 404 (attorney who had "drawn an indenture of agreement," not compellable "discover the matter of it"); 1797, Bothomiy v. Usborne, Peake Add. Cas. 99, 101 (citesi ante, & R. 726 (the attorney held mortgage deeds of H., not a party, who claimed his privilege; the attorney was therefore forhidden to testify to their contents, "because the whole of those contents were a confidential communication between attorney was therefore formidgen to testify to their contents, "because the whole of those contents were a confidential communication between a client and his attorner"); 1834, Bate v. Kinsey, 1 Cr. M. & R. 30 (cited ante, § 2307); 1834, Marston v. Downes, 6 C. & P. 381, 1 A. & E. 31 (attorney of a third persou cannot prove the contents of the client's title-deeda); 1836, Wheatley v. Williams, 1 M. & W. 533 (attorney not allowed to testify whether a paper shown in consultation bore a stamp; "all that appears on the face of such document is a part of the confidential communication"; the pasage in Bullier's Nisi Prius, ante, § 2306, interpreted); 1837, Doe v. Watkins, 3 Bing, N. C. 421 (like Marston v. Downes, supra); 1842, Herring v. Ciobery, 1 Phil. Ch. 91, L. C. Lyndhurst (testimony as to the client's suggestions of siteratious and her execution of the deel with knowledge of its contents, heid privileged); of siterations and her execution of the deed with knowledge of its contents, heid privileged); 1848, Hibberd v. Knight, 2 Exch. 11 (Maraton v. Downes, supra, approved); 1842, Davies v. Waters, 9 M. & W. 608, 412 (attorney held privileged from testifying to a deed read by him at a consultation with counsel; to do otherwise "would be in fact seeking to have in evidence what occurs at a consultation between the dence what occurs at a consultation between the dence what occurs at a consultation between the parties"); Canada: 1857, Lynch v. O'Hara, 6 U. C. C. P. 259, 265 (he must disclose possession and identity, but not contents); United States: 1834, Crawford v. McKissack, 1 Port. 433 (an indicator) and the head in action had been indersement on the bond in action had been obliterated; the piaintiff's attorney heid not compeilable to state its tenor): 1867, Donald v. Mitchell, 43 Ili. 40, 45 (whether a prom-

issory note, when handed to the attorney for hringing suit, was indorsed, heid privileged); 1811, Anon., 8 Mass. 370 (the Conrt refused to compel the attorney to disciose a document handed to him by the client for nse in ities, it is in the keeping of his client as much as if it were in his own pocket"); 1869, Gray v. Fox, 43 Mo. 570 (testimony of the attorney as to the condition of notes when placed in his hands for litigation, held privileged); 1833, Brown v. Payson, 6 N. H. 443, 448 ("the situation and contents of a paper, delivered to an attorney for inspection in the course of employment as attorney," held privileged); 1891, Matthews v. Hoagiand, 48 N. J. Eq. 455, 464, 21 Atl. 1054 (whether a certificate, obtsined from the client, was indorsed when the attorney aw it, held privileged); 1841, Coveney v. Tannahili, 1 Hill N. Y. 33, 35 (qnoted ante, § 2306); 1832, Durkee v. Leland, 4 Vt. 612, 615 (a sattute made parties compeliable to produce, but no notice had been given; held, that the attorney of the party was not compellable to produce, nor, semble, to testify about it): 1892, Arbuckle v. Templeton, 65 id. 205, 208, 25 Atl. 1095 (action on a note; the defendant had shown the note to the attorney for advice about it; whether the note then bore an indorsement, privileged). (action on a note; the defendant had shown the note to the attorney for advice about it; whether the note then bore an indorment, privileged). Contra: 1767, Buller, Triais at Nisi Prius, 284, semble (quoted supra, § 2306); 1857, Brown v. Foster, 1 H. & N. 736 (an accountbook was produced in court, and counsei aud magistrate examined it; the counsei held not privileged for testimony to an item therein; quoted supra, § 2306); 1834, John v. John, Wright 584, 586 (action on a note; the note was in defendant's possession, hut no notice to produce had been given; hy statute a party conid notify the opponent to produce documents and produce had been given; ny statute a party conid notify the opponent to produce documents and the Conrt could compei production or give judgment hy defauit; the attorney had the notes in court, but refused to produce, whereon the Conrt obliged him to testify to their contents; here the ruling was wrong, in that it treated his discissure as uot a violation of the privilege; hat the result was right, because notice in court was sufficient, where the documents were aiready there (ante, § 1204), and hence production was compellable).

to produce the deed, in chancery or otherwise; for he is also compellable to tell what he knows on other subjects, and yet his communications about them, made to the attorney, are privileged. The communication of the document is distinct from the document itself. It is, however, worth noting that if the communication were made as a part of an expedient to avoid production (as, if the client should show the document to the attorney and then destroy it), the privilege ought not to be conceded.

§ 2309. Same: Testimony to Possession, Existence, and Execution of Documents. The existence, the execution, or the place of custody of a document, may be a part of a communication to the attorney, in the sense already noted (ante, § 2306), and may also be a confidential one (post, § 2312). But ordinarily it will be neither. The signing, for example, of a release or a note in the attorney's presence is not usually intended as an act of disclosure to him, or, if it is, as a confidential one. For lack of both of these elements, then, the Courts have usually declared the attorney's testimony to these acts not to be within the privilege. 1 Upon which ground these rulings have been intended

Additional cases, concerning the execution of wills, are for convenience sake collected post, \$2314: England: 1712, Lord Say & Seal's Case, \$ 2314: England: 1712, Lord Say & Seal's Case, 10 Mod. 40 (attorney compelled to testify to a deed's ante-dating; "the time of executing a deed could not be called the secret of his client; it was a thing he might come to tha knowledge of without his client's acquainting him"); 1776, Duchess of Kingston's Trial, 20 How. St. Tr. 613 (Lord Mansfield: "Even if he swears to an answer in Chancery, he cannot protect himself answer in Chancery. he cannot protect himself from swearing whether that is his client's hand or not, or to his having sworn it, or the execution of a deed; it does not come within the objection of a deed; tion of a deed; it does not come within the objection to an attorney revealing the secrets of his client"); 1793, Sanford v. Remington, 2 Ves. Jr. 189 (L. C. Loughborough, compelled an attorney "to disclose all that did pass In his presence at the execution of the deed, as a witness; so, his having been sent by his client with orders to put the judgment into execution; that is an act; but he is not to disclose the private conversation as to the deed with regard to what was communicated as to the reasons for making it, etc."); 1803, Robson v. Kemp, 5 Esp. 52, 55 (circumstances of destruction of a deed, privileged, if known to the witness as attorney; quoted ante, § 2306); 1804, Brard v. Ackerman, ib. 119 (existence and description of a certain hill in the attorney's possession by professional hill in the attorney's possession by professional confidence, held privileged); 1824, Hurd v. Moring, 1 C. & P. 372 (sttorney compelled to testify to the handwriting of a bill, though his browledge rested colors of a solely to defend the testify to the handwriting of a bill, though his knowledge rested solely on seeing the defendant sign the bail-bond, while engaged in the cause); 1828, Bevan v. Waters, M. & M. 235 (like Dwyer v. Collins, infra); 1834, Bate v. Kinsey, 1 Cr. M. & R. 38 (attorney need not disclose whether he has a document in his possession); 1852, Dwyer v. Collins, 7 Exch. 639 (action on a hill of exchange; the defendant wished the hill in of exchange; the defendant wished the hill in proving his plea, and in order to lay a founda-tion for a copy, asked the plaintiff e counsel if

ha had the bill with him; the objection of "breach of professional confidence," as an excase for not answering, was overruled); Canada: 1848, James v. Mills, 4 U. C. Q. B. 366 (whether the attornry has the document in court; not decided); 1857, Lynch v. O'Hara, 6 U. C. C. P. 259, 265 (cited ante, § 2308); United States: 1888, Chapman v. Peeblea, 84 Ala. 283, 4 So. 273 (that the attorney wrote a note in the client's presence, that the latter signed it, and that money was then paid, held not privileged, being "acta, not communications signed it, and that money was then paid, held not privileged, belng "acts, not communications in professional confidence"): 1878, Cole v. Cheovanda, 4 Colo. 17, 21 (like Dwyer v. Collins, supra); 1877, Raefle v. Moore, 58 Ga. 94, 100, 104 (the date of signing certain notes, made on the attorney's advice, held privileged); 1842, Travis v. January, 3 Rob. La. 227, 290 (attorney may be compelled to state whether he has documents of the client and what he has done with them); 1876, Brown v. Jewett, 120 Mass. 215 (connsel compelled to testify to the signature (connsel compelled to testify to the signature of client on a note, so long as he did not disclose confidential communications nor base his close confidential communications nor base his testimony thereon); 1889, Stokoe v. R. Co., 40 Minn. 545, 42 N. W. 482 (attorney must state whether he possesses the client's document, when the foundation for using a copy is to be iaid); 1820, Brandt v. Klein, 17 John. 385, 339 (in showing notice to produce a will, it became necessary to prove that the will was at the place of trial; the opponent's attorney was held comnecessary to prove that the will was at the place of trial; the opponent's attorney was held compellable to testify whether it was in his possession; this not being a fact "communicated as a secret" nor involving "any confidential communication between them "; 1820, Jackson v. M'Vey, 18 id. 330 (same); 1841, Coveney v. Tannahili, 1 Hill N. Y. 33, 35 ("The attorney may be called to prove the existence of a paper Tannahili, 1 Hili N. Y. 33, 35 ("The attorney may be called to prove the existence of a paper and that it is in his possession, for the purpose of enabling the other party to give parol evidence of its contents"); 1878, Rundle v. Foster, 3 Tenn. Ch. 658 (disclosure of the date of a bill

to stand is not always clear; and the circumstances of each case must be 1 2310 considered. But the principle is not doubtful. It should be noted, however, that where the attorney is an attesting witness to the document, the transaction is not a confidential one, and therefore, in another aspect of the principle (post, § 2315), he may be called to testify.2

§ 2310. Relevancy or Necessity of the Communication. The Courts have not always used consistent language in answering the question whether the privilege is limited in some way to communications necessary or material or relevant to some purpose of the consultation. In the following passages, the two typical attitudes are represented:

1748, Annesley v. Earl of Anglesea, 17 How. St. Tr. 1229; it was proposed to show that the defendant, by supporting a criminal prosecution for murder against the plaintiff, who ciaimed the defendant's cetate and peerage, had tried to put the plaintiff out of the way, and had expressed such plans in an interview with Mr. Giffard, a solicitor; this solicitor had often been employed by the defendant, but for six months had had no affairs of his in hand, and did not expect to be employed again; on May 1 the plaintiff had killed a person, — by accident, as he claimed; on May 2, the defendant, hearing of it, sent for Mr. Giffard and told him to go and conduct the prosecution, not disclosing the defendant's name, and incidentally made certain remarks, now offered in evidence, as to being easy in his title and willing to give £10,000 if the plaintiff could be hanged for the murder; Mr. Prime Sergeant Malone (for the defendant): "The mutual confidence between ciient and attorney requires the preservation of secrecy; and as the ciient cannot be supposed to be qualified to distinguish what is, or is not necessary to his cause, if he should be mistaken, and entrust his attorney with what the attorney should be of opinion was nunecessary, yet surely his attorney ought not to reveal it. As clients are not versed in law affairs, they must be informed by their attorney, for which purpose they must tell them their whole case, and this necessity creates a confidence between them. . . . There seems to be no difference whether the conversation relates to the principal cause in which the attorney is concerned, or to a collateral action, in which he is not; it is in either case grounded on the confidence that arises from the attorney's being employed, and therefore onght not to be disclosed." Bowes, L. C. B.: "Now, admitting the policy of the law in protecting secrets disclosed by the client to his attorney, to be, as has been said, in favour of the client, and principally for his service, and that the attorney is in loco of the client, and therefore his trustee, does it follow from thence, that everything said by a client to his attorney falls under the same reason? I own, I think not; because there is not the same necessity upon the client to trust him in one case as in the other; and of this the

of sale drawn for the client by the attorney, held compellable, as being not a communication at an act); 1832, Durkee v. Leland, 4 Vt. 612, 615 (attorney must disclose whether the document exists and where he last saw it); 1897, Stanhilber v. Graves, 97 Wis. 515, 73 N. W. 48, semble (date of execution of a mortgage in

his presence, held not privileged).

Compare the cases ante, § 2297, where the consultation of an attorney as a conveyancer is sometimes held not to be within the privilege; nuder such rulings, not even the express com-munications of the party are privileged; but under the rulings in the present section it is assumed that the privilege applies to express communications, and the only question is as to the act of execution or the like.

The cases of wills are placed post, § 2315;

the following are cases of deeds: 1793, Sandford v. Remington, 2 Vec. Jr. 189, quoted supra; \$2315; 1841, Mackenzie v. Yeo, 2 Curt. Eccl. 866, 868.

In Robson v. Kemp, supra, as again reported in 6 Esp. 233, 236, Lord Ellenborough is made to say that an attorney "from his situation is bound to prove the execution of a deed"; but bound to prove the execution of a deed"; but this is inconsistent with other statements of this in the report in 5 Esp. 52, as quoted ante, \$ 2306. The two reports appear to represent the same trial; but in any event the document was the same, and was attested by the attorney; so that the remark reported in 4 Esp. was plainly made of that "situation," and was in that application correct.

Court may judge, from the particulars of the conversation. Nor do I see any impropriety in supposing the same person to be trusted in one case as an attorney or agent, and in another as a common acquaintance. . . . But where the client talks to him at large as a friend, and not in the way of his profession, I think the Court is not under the same obligations to guard such secrets, though in the breast of au attorney "; Mounteney, B.: "If this original principle be kept constantly in view, I think it cannot be difficult to determine either the present question or any other which may arise upon this head; for upon this principle, whatever either is, or by the party converned can naturally be supposed, necessary to be communicated to the attorney in order to the carrying on any suit or prosecution in which he is retained, - that the attorney shall inviolably keep secret. On. the other hand, whatever is not, nor can possibly by any man living be supposed to be, necessary for that purpose, that the attorney is at liberty, and in many cases — as particularly, I think, in the present case — the attorney ought to disclose." Deceson, B.: " Nothing that came properly to the knowledge of the attorney in defence of his client'e cause ought to be revealed. I will suppose an unknowing man to have twenty deeds by him, and he delivers them all to his attorney to see which were relative to the suit; he looks them over, and finds not haif of them to be relative thereto. I apprehend the attorney is not compellable to disclose the contents of any one of those deeds; neither do I think it necessary; . . . and I think the Court must in this case be satisfied, first, that what came to this man's knowledge was not necessary to his client's affairs; and in the next place, that the client could not think it necessary. . . . The motive for carrying on the prosecution against the plaintiff is said to be, because he has a right to the estate the defendant was in possession of. Can any man think that this was necessary to tell the attorney, or that the defendant could have thought it so? What was necessary, or what a man might have thought necessary, ought not to be disclosed. But if the defendant in this case has gone anything further, he has trusted him, not as an attorney, but as an

1849, Bell, J., in Moore v. Bray, 10 Pa. St. 519, 524: "It seems, however, to have been thought [by counsel here] that, because the facte disclosed, in reference to the consideration of the assignment of the mortgage, were nnessential to the conduct of the suit, and the communications regarded by the counsel in the light of casual couversations, they are not entitled to protection. But this is a mistake. It is true, the rule does not embrace the disclosure of collateral facts, made during accidental conversations, held irrespective of the professional character of the recipient. But the circle of protection is not so narrow as to exclude communications a professional person may deem unimportant to the controversy, or the briefest and lightest talk the client may choose to indulge with his legal adviser, provided he regards him as such, at the moment. To found a distinction on such a ground, would be to measure the safety of the confiding party by the extent of his intelligence and knowledge, and to expose to betrayal those very anxieties which prompt those in difficulty to seek the ear of him in whom they trust, in season and ont of season."

It should be clear, on the one hand, that the actual necessity of making a particular statement, or the materiality to the cause of a particular fact, cannot determine the answer; for the client cannot know what is necessary or material, and the object of the privilege (ante, §§ 2291, 2302) is that he should be unhampered in his quest for advice. On the other hand, when he knowingly departs from that purpose and interjects other matters not relevant to it, he is in that respect not seeking legal advice and the privilege does not design to protect him (ante, § 2296). The test is, therefore, not whether the fact or the statement is actually necessary or material or relevant to the subject of the consultation, but whether the statement is made as a part of the

purpose of the client to obtain advice on that subject. Some such rule would seem to have been in the minds of all the judges, in spite of the occasional apparent inconsistency of their utterances.1

4. "Made in confidence"

§ 2311. Communications must be Confidential; Confidentiality not presumed; Presence of a Third Person; Sundry Applications of the Principle. The privilege assumes, of course, that the communications are made with the intention of confidentiality. The reason for prohibiting disclosure (ante, § 2291) ceases when the client does not appear to have been desirous of secrecy. "The moment confidence ceases," said Lord Eldon, "privilege ceases." This much is universally conceded.³ No express request for secrecy, to be sure, is necessary; but the circumstances are to indicate whether by implication the communication was of a sort intended to be confidential; and the mere relation of attorney and client does not raise a presumption of confidentiality.4

tion of attorney and client does not ra

1 The rulings ere as follows: England: 1748,
Annesley v. Anglesca, 17 How. St. Tr. 1229
(quoted supra); 1791, Cobden v. Kenrick, 4
T. R. 431 (after the ettorney had accured a settlement, though before it was paid, the client said to him that "he was glad it was settled, for he had only given £10 in cash, etc."; this was held not privileged; the difference is "whether the communications were made by the client to his ettorney in confidence as instructions for conducting his cause, or a mere gratic dictum"); 1840, Gillard v. Batea, 6 M. & W. 547 ("The test is, whether the communication is necessary for the purpose of carrying on the proceeding in which the attorney is employed"; United States: 1877, State v. Mawherter, 46 Ia. 88, 93 (consultation with an attorney respecting a suit with H.; threats against H.'e life, made during the consultation, held not privileged, since they "in no manner pertained to the business of the professional consultation"); 1847, Aiken v. Kilburne, 27 Me. 252, 262 (the privilege "does not depend npon the importance or materiality of the communications in the defence of thet suit"); 1833, Snow v. Gould, 74 id. 840, 543 ("The privilege does not concern extraneous or impertinent communicatione"); 1901, National privilege does not concern extraneous or imperiment communications"); 1901, National Bank v. Delano, 177 Mass. 362, 58 N. E. 1079 (privilege applies to statements made to the attorney as such as a second statement of the attorney as such as a second seco (privilege applies to statements made to the attorney as such, even as to facte not expressly made the subject of the request for advice); 1892, Liggett v. Glenn, 2 C. C. A. 286, 51 Fed. 381, 4 U. S. App. 438, 474 (questions as to a fee-contract with the attorney, excluded; if the relation of legal adviser exists, the communications need not concern precisely the topic of advice); 1849, Moore v. Bray, 10 Pa. St. 519, 524 (incidental or nunecessary parts of a consultation are equally privileged; quoted supra).

supra).

Whether the privileged and the apprivileged whether the privileged and the apparated, for parts of a conversation can be separated, for the purpose of proving the latter alone, must depend upon the circumstances of each case:

1895, McDoneld v. McDoneld, 142 Ind. 55, 41 N. E. 343 (where the last part of e conversation was held separable).

1819, Parkhurst v. Lowten, 2 Swanst, 194,

216.

2 1633, Greenough r. Gaskell, 1 Myl. & K.

96, 104 (not privileged "where the matter communicated was not in its neture private, and could in no sense be termed the subject of a confidential disclosure"); 1865, Hager v.

8hindler, 29 Cal. 47, 63; 1884, Johnson v.

Patterson, 13 Lea 626, 649 (principle enforced, even under a statute not expressly naing the word "confidential"). This is apparently accepted even under those estatutes (aud., § 2292) which, like the California Code, describe the privilege without naing the word "confidential."

3 1839, Wheeler v. Hill, 16 Me. 829, 333 (it is not necessary that there should have been "any particular circumstances or injunctions of secrecy").

"any particular circumstances or injunctione of secrey").

Eng.: 1878, Gardner v. Irvin, L. R. 4 Exch.
D. 49, 53 ("It is not sufficient for the effidavits to say thet the letters are e correspondence between a client and his solicitor; the letters must be professional communications of a confidential character for the purpose of getting legal advice"); 1891, O'Shea v. Wood, Prob. 237, 286 (foregoing passage approved; "letters are not necessarily privileged because they pass between solicitor end client; in order to be privileged, there must be a professional element in the correspondence"); Can.: 1874, Hamelyn v. White, 6 Ont. Pr. 143 (that it is a communication between solicitor and client, held sufficient); 1897, Hoffman v. Crersr, 17 id. 404 (preceding case iollowed, with hesitation); 1901, Clergue v. McKay, 3 Ont. L. R. 478 (Hoffman v. Crerar repudiated; the communication must lea be stated to be "confidential and of a v. Crerar repudiated; the communication must also be stated to be "confidential and of a professional character"; modern English cases reviewed).

Add the following, which seem reasonable: 1870, People v. Atkinson, 40 Cal. 284 (the privilege is presumed, if the attorney fails to

These circumstances will of course vary in individual cases, and the ruling must therefore depend much on the case in hand. One of the circumstances, by which it is commonly apparent that the communication is not confidential, is the presence of a third person, not being the agent of either client or attorney.6 Here, even if we might predicate a desire for confidence by the client, the policy of the privilege would still not protect him, because it goes no further than is necessary to secure the client's subjective freedom of consultation (ante, § 2291), and the presence of a third person (other than the agent of either) is obviously unnecessary for communications to the attorney as such, - however useful it may be for communications in negotiation with

recollect whether the specific communication was during confidential relations); 1881, Carroll v. Sprague, 59 id. 655, 660 (same; provided it is shown that the confidential relation

roll v. Sprague, by Id. odd, odd (saine; provided it is shown that the confidential relation villed it is shown that the confidential relation actually existed for the transaction in question).

**England*: 1797, Bothomly v. Usborne, Peake Add. Cas. 99, 101 ("the preparation of the agreement was not an act of confidence"; and the drafting attorney was allowed to prove the contents); 1829, Eicke v. Nokes, 1 M. & M. 303 (receipt of a copy of a bill, held not privileged); 1849, Doe v. Hertford, 13 Jur. 632 (map given by the owner to an attorney employed to effect a sale, held not privileged; "he is authorized to show the map to all the world"); United States: 1865, Hager v. Shindler, 29 Cal. 47, 62 (the attorney being hy arrangement a grantee for the purpose of raising money for the client, the latter's communications for this independent purpose were held not privileged. as being "foreign to the object for which the attorney was retained"); 1896, Rniz v. Dow, 118 id. 490, 45 Pac. 867 1896, Rniz v. Dow, 113 id. 490, 45 Pac. 867 (instructions regarding the delivery of a deed, admitted); 1886, Todd v. Munson, 53 Conn. 579, 4 Atl. 99 (an instruction to an attorney to prepare a deed expressing a trust, beld not privileged; otherwise, of a parol declaration of trust); 1874, Burnside v. Terry, 51 Ga. 186, 191 (instructions to an attorney, intended for communication to the opponent as the basis of a contract, and by the latter accepted as such, held not privileged); 1873, Burnham v. Roherts, 70 III. 19, 21 (bill in chancery, aworn but never filed, excluded, as a communication by the client; unsound); 1885, Scott v. Harris, 113 id. 447, 455 (communications directing the 113 id. 447, 455 (communications directing the attorney to make certain statements to legatees interested, held not privileged): 1863, Mulford v. Mueller, 3 Abb. App. Dec. 330 (that S. acted under C. s direction in collecting a judgment, and that C. directed him to pay to X. and not to M., held not privileged); 1892, Rosseau v. Bleau, 131 N. Y. 177, 183, 30 N. E. 52 (delivery of a deed by the client to the attorney, for the purpose of the latter's delivery to another person, held not privileged); 1849, Heaton v. Findlay, 12 Pa. St. 304, 310 (communication of facts to be embodied in a letter sent to the sheriff, held not privileged); 1884, Henderson sheriff, held not privileged); 1884, Henderson v. Terry, 62 Tex. 281, 285 (communication to a third person, made through the attorney, held

not privileged); 1892, Aultman v. Ritter, 81 Wia. 395, 398, 21 N. W. 569 (receipt of a check from the client, with which to pay certain charges, held not privileged); 1893, State v. Kidd, 89 Ia. 54, 56 N. W. 263 (copy of special findings of a jury, and letter of request to return, sent to the attorney, held not confidential); 1894, Toma v. Reebe, 90 id. 612, 58 N. W. 925 (couversation held not privileged, under the Code wording); 1895, Caldwell v. Meltveldt, 93 id. 730, 61 N. W. 1090 (collection of a note and execution of deed to reconvey mortgaged property, held not privireconvey mortgaged property, held not privi-loged); 1882, Lange v. Perley, 47 Mich. 353, 857, 11 N. W. 193 (communications with a county attorney, one of a committee of three to ohtain a settlement with a defaulting official's aureties, held not privileged on the facts); 1900, Lorimer v. Lorimer, 124 id. 631, 83 N. W. 609 Lorimer v. Lorimer, 124 id. 631, 83 N. W. 609 (consultation as to a provision for a woman now claiming as wife, held privileged); 1851, Fraser v. Sutherland, 2 Grs Cb. 442, 446 (communications to the solicium, intended to be laid before creditors, held not privileged).

6 1889, Sharon v. Sharon, 79 Cal. 633, 677, 22 Pac. 26, 131 (communication "on a public street and in the presence of and mostly with

6 1889, Sharon v. Sharon, 79 Cal. 633, 677, 22 Pac. 26, 131 (communication "on a public street and in the presence of and mostly with a third party," held not privileged); 1859, Goddard v. Gardner, 28 Conn. 172 (consultation in the presence of the attorney's son, who was in no way assisting in the cause; the son held compellable); 1880, Pulford's Appeal, 48 ld. 247, 249 (principle approved); 1877, Hartford F. Ins. Co. v. Reynolds, 36 Mich. 502, 504 (presence of a third person, held to destroy the privilege); 1886, House v. House, 61 Mich. 69, 27 N. W. 858, semble (similar); 1895, People v. Buchanan, 145 N. Y. 1, 39 N. E. 846 (similar); 1876, Bowers v. State, 29 Oh. St. 542, 546 (presence of the mother of the prosecutrix in a rape case, during the consultation, held not to destroy the privilege); 1897, Hummel v. Kistner, 182 Pa. 216, 37 Atl. 815 (by a client to the attorney during the drawing of a deed and in the grantee's presence, held not privileged). Contra: 1899, Butler v. Fayerweather, 33 C. C. A. 625, 91 Fed. 458 (that others were present at the execution of a will does not take away the privilege of the drafting attorney as to the at the execution of a will does not take away the privilege of the drafting attorney as to the contents and execution then communicated to him; unsound'

the third person.7 It follows, of course, a priori, that communications to the third person in the presence of the attorney are not within the privilege.8

§ 2312. Communications to Opponent or his Attorney or in Opponent's Presence; Joint Attorney. There may be a relative, not an absolute, confidence. The chief instance occurs when the same attorney acts for two parties having a common interest, and each party communicates with him. Here the communications are clearly privileged from disclosure at the instance of a third person.1 Yet they are not privileged in a controversy between the two original parties, inasmuch as the common interest and employment forbade concealment by either from the other. On the other hand, a communication to the opposing party's attorney, as such, is clearly without the privilege, since no confidence is reposed, nor, if reposed, could be accepted. But between these two extremes occur a number of situations, shading into each other. It is necessary to examine these situations separately, with their

The distinction, sometimes taken, that in in the distinction, sometimes taken, that in such cases the attorney alone is still bound to secrecy is nasound: 1892, blount v. Kimpton, 155 Mass. 378, 29 N. E. 590 (here the plaintiff and defendant were present with the attorney was prevented from testifying to the former's communications; "as between the client and attorney they are still confident. to the former's communications; "as between the client and attorney, they are still confidential, though made in the presence or hearing of a third party"); 1899, Hartness v. Brown, 21 Wash. 655, 59 Pac. 491 (the presence of a third person does not render the attorney compellable to disclose).

1863, Gallagher v. Williamson, 23 Cal. 331 (communicatione between the client and other persons present, held not privileged; otherwise, of confidential communications directly to the or consideratal communications directly to the attorney at the same meeting); 1892, Hanson v. Bean, 51 Minn. 546, 53 N. W. 871 (communication to a third person in the attorney's presence, held not privileged); 1841, Coveney v. Tannahill, 1 Hill N. Y. 33, 37 ("What was done and said between the plaintiff and Tannahill in the way of husiness cannot be turned into hill in the way of husiness cannot be turned into a confidential communication between attorney and client merely because the plaintiff had an attorney present to hear and see what took place.

attorney present to hear and see what took place. No secret was confided to him"). For the compellability of a third person overhearing the communication to disclose it, see post, § 2326.

This is universally conceded: 1803, Robson v. Kemp, 5 Esp. 233, 235 (an attorney who had prepared a deed from father to son, acting for both, was not compelled to disclose, for the assignees in bankruptcy of the father, adversary to the son); 1837, Doe v. Watkins, 3 Bing. N. C. 421 (attorney for borrower and lender); 1881, Root v. Wright, 84 N. Y. 72, 76; 1886, Kant v. Kessler, 114 Pa. 603, 610, 7 Atl. 586; 1889, Harris v. Dangherty, 74 Tex. 1, 11 S. W. 921 (conversations with a joint attorney, declared privileged as against third persons; but here the attorney was held to be acting for one party only). only).

a Offers of compromise may of course be ex-

cluded, but not by reason of any privilege : ante,

§ 1061.

The rolings, however, cannot well be arranged unit the appropriate heads, inasmuch as their reading is often loosely or obscurely stated; they are as follows: England: 1778, Captain Baillie's Trial, 21 How. St. Tr. 1, 359, 386 (Mr. Murphy declined to relate a confidential conversation had by him, as counsel for the defendant, with the opposite party; but the opposite party waived objection, and the witness was ordered to testify; in fact, Mr. Murphy's motives for refusing seem not to Murphy's motives for refusing seem not to have been above suspicion); 1806, Spenceley v. Schulenhnrgh, 7 East 357 (the defendant'e attorney, held compellable to testify to the contorney, held compellable to testify to the contents of a notice served on him by the plaintiff; "in the disclosure of this there could be no breach of confidence"); 1833, Griffith v. Davies, 5 B. & Ad. 502 (conversation between the plaintiff and the defendant, at which the defendant's attorney was present, held not privileged); 1833, Ripon v. Davies, 2 Nev. & M. 310 (conversation between the defendent and his attorney, and the plaintiff, after action begun, held not privileged); 1834, Marston v. Downes, 6 C. & P. 381, 382 (the mortgagor's conversation with the niorigages'e attorney, the former having hie own 381, 382 (the mortgagor's conversation with the mortgagee'e attorney, the former having hie own attorney for the raising of the money, held not privileged); 1838, R. v. Avery, 8 id. 596, 598 (forgery of a will, with intent to defraud W.; the defendant having applied to S., a solicitor for W., to act as solicitor in raising the money, pattern. I. with some doubt compelled S. to Patteson, J., with some doubt, compelled S. to disclose the communication); 1838, Desborough v. Rawlins, 3 Myl. & Cr. 515 (communication hy an agent representing an adverse interest to the solicitor and his client, held not privileged); 1843, Shore v. Bedford, 5 M. & Gr. 271 (defendant'e communication in the plaintiffe presence to the plaintiffe attorney, held not privileged); 1846, Reynell v. Spryc, 10 Beav. 51, 55 (case and opinion procured hy the defendant and the plaintiff, both heing interested in an estate, admitted); 1847, v. Rawlins, 3 Myl. & Cr. 515 (communication being interested in an estate, admitted); 1847,

(1) First, then, a communication by A to X as the common attorney

of A and B, who afterwards become party opponents, is not privileged, as

Tugwell v. Hooper, ib. 348 ("This gentleman, who had become a trustee for two parties, could not act separately as the solicitor for one against the other having an opposite interest" and then acquire information in the trust matters and concess it from one contain in the present of being acquire information in the trust matters and conceal it from one cestus on the pretext of being solicitor for the other); 1847, Weeks v. Argent, 16 M. & W. 817 (attorney for the payee, held compellable to disclose the consideration for a note signed by the maker in the presence of the payee and their two attorneys); 1848, Chant v. Brown, 7 Hare 79, 88 (a solicitor having afterwards become devisee and thus a party to the snit, the privilege did not cesse as to prior communications made to him as solicitor, and discovery of them could not be obtained from him covery of them could not be obtained from him covery of them conid not be obtained from him as a party; apparently nnsonnd); 1851, Gore v. Bowser, 5 DeG. & Sm. 30, 34 (communication by a solicitor with the opposite party, not privileged); 1852, Cleave v. Jones, 7 Exch. 421, 426 (action for money advanced by the attorney; the client's account, rendered to the attorney, held privileged against the latter; unsound); 1865, Talbot v. Marshfield, 2 Dr. & Sm. 549 (certain cases and opinions taken by trustees under a will, held in part privileged, in mart not as 1865, Talbot v. Marshfield, 2 Dr. & Sm. 549 (certain cases and opinions taken by trustees under a will, held in part privileged, in part not, as against the residuary legatees); 1869, Ross v. Gibbs, L. R. 8 Eq. 522, 524 (communications between mortgagor and mortgagee and an attorney acting on their joint behalf, held not privileged for the latter against the former, if made before litigation was begun by the former); 1883, Mason v. Cattley, L. R. 22 Ch. D. 609 (action by exsuss against trustees; the latter's communications before action brought, held not privileged; 1900, Ainsworth v. Wilding, 2 Ch. 315, 320 ("a mere record of what takes place in chambers, in the course of a hostile action, in the presence of parties on both sides, is not privileged").

United States: Ala.: 1846, Brazier v. Fortune, 10 Ala. 516 (incidental remark, made during a consultation in the presence of the opposing attorney also, held privileged, by a majority; masonnd); 1856, Pariah v. Gates, 29 id. 254, 260 ("by selecting the same attorney, and making their communications in the presence of each other, each party waived" the confidence); Cal.: 1839, Bauer's Estate, 79 Cal. 304, 312, 21 Pac. 759 ("When two persons address a lawyer as their common agent," the privilege ceases as between them); 1896, Murphy v. Waterhonse, 113 id. 467, 45 Pac. 866 (conversations between the parties where a lawyer is present as the adviser of one or of both, not privileged as between them); 1902, Harris v.

sations between the parties where a lawyer is present as the adviser of one or of both, not privileged as between them); 1902, Harris v. Harris, 136 id. 379, 69 Pac. 23 (communications with the opponent, not privileged); D. C. 1894, Olmstead v. Webb, 5 D. C. App. 38, 51, 55 ("The object of the ruie ceases . . when the client or his representatives charge him [the attorney], either directly or indirectly, with fraud attorney], either directly or indirectly, with fraud or other improper or nnprofessional conduct"); Ga.: 1858, Corbett v. Gilbert, 24 Ga. 454, 459 (conversation between the plaintiff and the de-

fendant in an attorney's presence, admitted); Ill.: 1873, Burnham v. Roberts, 70 lll. 19, 21, semble (bill in chancery made by the attorney for a while also attorney for B, excluded); 1886, Lynn v. Lyerle, 113 id. 128, 134 (communications when "both parties were present and what each said was communicated to the other as well as to the attorney," heid not privileged); 1888, Tyler v. Tyler, 126 id. 525, 541, 21 N. E. 616 (similar); 1888, Griffin v. Griffiu, 125 id. 430, 17 N. E. 782 (similar); 1900, Funk v. Mohr, 185 id. 395, 57 N. E. 2 (an attorney allowed to testify to the construction put by him on a contract made by him for one party with the other); Ind.: 1859, Mave v. Baird, 12 Ind. 318 (privilege not applicable where the storney is smed by the client for negligent management and disobedience of instructions); 1863, Bowers v. Briggs, 20 id. 139 (privilege heid applicable where C and D, as sureties on a note by B, consulted the attorney of A, who had begun snit on the note, to inquire as to confessing jndgment; the consmitation being independent of A and vet suited the attorney of A, who had begun snit on the note, to inquire as to confessing jndgment; the consultation being independent of A and yet with a view to advise in the interest of C and D); 1875, Scranton v. Stewart, 52 id. 68, 79 (the wife's consultation of the husband's ettorney regarding personalty purchased by the proceeds of her realty, held to make him her attorney); of her realty, held to make him her attorney); 1887, Hanion v. Doherty, 109 id. 37, 44, 9 N. E. 782 (conversation with a joint attorney, both parties being present, held not privileged); 1888, Coit v. McConnell, 116 id. 256, 19 N. E. 106 ("When both parties are present," there is no privilege); fa.: 1895, Wyland v. Griffith, 96 Ia. 24, 64 N. W. 673 (an agreement between plaintiff and defendant, made in the presence of the latter's attorney, not privileged); Kan.: 1893, Sparks v. Sparks, 51 Kan. 195, 201, 32 Pac. 892 (an attorney drafting a deed for both parties and in the presence of both; not privileged); Ky.: 1901, Taylor v. Ronlstone, — Ky.—, 61 S. W. 354 (joint attorney; communications not privileged as between the parties); —, 61 S. W. 354 (joint attorney; communications not privileged as between the parties); 1902, Smick v. Beswick, — id. —, 68 S. W. 439 (statements by the clients of a joint attorney; in each other's presence, in a controversy between them, held admissible); Mass. 38, 62 N. E. Thompson v. Cashnan, 181 Mass. 36, 62 N. E. 976 (communication to a joint attorney, not privileged, as between the parties); Mich.: 1886, Cady v. Walker, '2 Mich. 157, 28 N. W. 805 (communication with a joint attorney in each other's presence, held not privileged); Minn. : 1901, Shove v. Martine, 85 Minn. 29, 88 N. W. 254 (communications to a joint attorney, not privileged as between the parties); Mo.: 1858, Huii v. Lyon, 27 Mo. 570, 576 (consultation by M., under whom the defendant claimed, with the common attorney of M. and plaintiff, both parties being present, heil privileged as against the plaintiff; no precedent cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr. 530, 26 N. W. 240 (common cited); Nebr.: 1886, Clay v. Tyson, 19 Nehr.: 1886, Clay munication to an attorney already employed in adverse interests, and nevertheless knowingly employed by the plaintiff, held not privileged;

X

ey

au

); 11,

6,

.

at

ì

between A and B; since there was no secrecy between them at the time of \$ 2312 communication. (2) A communication by A to X as A's attorney, X afterwards becoming A's party-opponent (as, in a suit for fees or for negligence) is not privileged; since there was no secrecy as between them at the time of communication.4 (3) A communication by A to X as A's attorney, X being then also the attorney of B, now become the party-opponent, is ordinarily privileged, because of the relation of X towards A. Nor does the fact of A's knowledge that X is already B's attorney, nor the fact of B's being already adversely interested, destroy the privilege; for, although X ought not to undertake to act for both in any matter where there is a possibility of adverse interests, none the less is A protected by reason of the relation. In practice, difficulty often will arise here in distinguishing this situation from that of (1) supra and that of (5) infra, in either of which the privilege exists. For example, when a cestui employs the attorney for the trustee to report upon the investments, does the case fall under (1) or (3)? Again, a mortgagor communicates with the mortgagee's attorney, who has threatened to foreclose, in regard to obtaining a second mortgage; does the case fall within (3) or (5)?6 (4) In the foregoing case, if A consults X as his attorney, with the express purpose of inducing him, while B's attorney, to act adversely to B, the communication would clearly cease to be privileged; for, by a former part of the principle (ante, § 2298), the privilege cannot cover communications designed to achieve a fraud. (5) X being the attorney of B, the partyopponent, A consults X as B's attorney (as, when B is suing A upon a note, and A comes to ask for delay); here, the privilege clearly does not exist, for there is no relation of legal adviser on X's part to A. (6) In the same situa-

hnt here the employment was merely to close np accounts, and not for litigation); 1891, Nelson v. Becker, 32 id. 99, 48 N. W. 962 (communication) v. Becker, 32 id. 99, 48 N. W. 962 (communication to one already employed, unknown to the client, by the opponent, held privileged); 1898, David Adler & S. C. Co. v. Hellman, 55 id. 266, 75 N. W. 877 (communications with both parties present, not privileged); 1903, Jahnke v. State, — id. —, 94 N. W. 158 (communication hy one of two joint defendants under arrest, to their joint attorney, held privileged); Nev.: 1895, Livingston v. Wagner, 23 Nev. 53, 42 Fac. 290 (communications to attorney of both parties, not privileged); N. J.: 1884, Gulick v. Gulick, 38 N. J. Eq. 402, 39 id. 516 (communication to an attorney who was the joint adviser of both parties, held not privileged); 1896, Roper s. State, 58 N. J. L. 420, 33 Atl. 969 (an interview between the plaintiff and the defendance. Roper v. State, 58 N. J. L. 420, 33 Atl. 1909 (an interview between the plaintiff and the defendant, the former's counsel being present, held not privileged for the defendant; N. Y.: 1864, Whiting v. Barney, 30 N. Y. 330, 343 ("Both parties being present, there was nothing confidential in the communication"; three judges dimenting on various grounds): 1871. Britton v. ndential in the communication"; three judges dissenting on various grounds); 1871, Britton v. Lorenz, 45 ld. 51, 57 ("Where the communications are made in the presence of all partles to the controversy, they are not privileged . . . as to either of these parties"); 1877, Hehbard v. Haughian, 70 ld. 54, 61, semble (an attorney not

privileged as to directions given him at a transaction with both parties); 1891, Hurlburt v. Hurlburt, 128 id. 420, 424, 28 N. E. 651 (like Britton v. Lerenz); 1901, Doheny v. Lacy, 168 id. 213, 61 N. E. 259 (communications to a joint id. 213, 61 N. E. 259 (communications to a joint attorney, not privileged as between the parties); N. C.: 1838, Michael v. Foil, 100 N. C. 178, 6 S. E. 264 ("a communication made to counsel by two defendants is not privileged from disclosure in a subsequent anit between the two"); Pa.: 1888, Goodwin G. S. & M. Co.'s Appeal, 117 Pa. 514, 522, 537, 12 Atl. 736 (conversations with a joint attorney, in each other's presence, held not privileged); 1898, Kremer v. Kiste—id.—, 40 Atl. 1008 (an agreement between parties and counsel at a former trial regarding the verdict, held not privileged); Tex.: 1873, the verdict, held not privileged); Tex.: 1873, Allen v. Root, 39 Tex. 589, 593, 597 (a company in the suit held Allen v. Root, 39 Tex. 589, 593, 597 (a communication from the opponent in the suit, held not privileged); Va.: 1888, Hall v. Rixey, 84 Va. 790, 6 S. E. 215 (a conversation with the opponent held not privileged).

4 Chant v. Brown, Cleave v. Jones, Eng., a Tugwell v. Hooper, Mason v. Cattley, R. v. Averv. Eng., Scranton v. Stewart, Ind., supra.

Avery, Eng., Scranton v. Stewart, Ind., supra.

Marston v. Downes, Ross v. Gibbs, Eng.,
Bowers v. Briggs, Ind., Clay v. Tyson, Nehr.,

tion, B is also present; this is also not within the privilege, for the additional reason of lack of confidentiality (ante, § 2311). So, too, if A's attorney Y be also present, the case is no different. (7) X being the attorney of A, and the opponent B being also present, A's communication to X is not privileged, for the reasons already noted (ante, §2311).

Of these various situations, those of (6) and (7) are the commonest subject of rulings. Upon these there can be no doubt or practical difficulty, for the

principle of confidentiality (ante, § 2311) disposes of them.

§ 2313. Identity of Client or Purpose of Suit. The identity of the attorney's client, or the name of the real party in interest, will seldom be a matter communicated in confidence; for the procedure of litigation ordinarily presupposes a disclosure of these facts. Furthermore, so far as a client may in fact desire secrecy and may be able to secure action without appearing as a party to the proceedings, it would be improper to sanction such a wish. Every litigant is in justice entitled to know the identity of his opponents. He cannot be obliged to struggle in the dark against unknown forces. He has by anticipation the right, in later proceedings, if desired, to enforce the legal responsibility of those who may have maliciously sued or prosecuted him or fraudulently evaded his claim. He has as much right to ask the attorney "Who pays your fees?" as to ask the witness (ante, § 966), "Who maintains you during this trial?" Upon the analogy of the principle already examined (ante, § 2298), the privilege cannot be used to evade a client's responsibility for the use of legal process; and if it is necessary for that purpose to make a plain exception to the rule of confidence, then it must be

On the other hand, the litigant is not entitled to ask any more than serves to fix the client's identity. A communication as to the nature of the title claimed, or the capacity in which suit was brought, or the ultimate motive of the litigation, is equally protected with others, so far as any policy of the privilege is concerned. Here, however, as always, there may have been in the nature of the communication nothing confidential, - as where the claim put forward in former litigation is inquired of; and in such cases the privilege falls away. Such seems to be the correct distinction for this much-mooted class of cases. There is not entire harmony in the rulings; but no doubt much ought to depend upon the circumstances of each case.1

defendant's conduct, the fact that he had on a certain day applied to connsel to retain him was held privileged); 1829, Levy v. Pope, 1 M. & M. 410 (who was the party employing him, held not privileged); 1834, Beckwith v. Benner, 6 C. & P. 681, 682 (an attorney allowed to be asked whether the defendants, charged as executors, hed amployed him in that charged as executors, hed amployed him in that charged as executors. ntors, had employed him in that character); 1841, Jones v. Jones, 9 M. & W. 75, Parke, B. (an attorney may disclose the client's name for

a fact easily cognizable to the witness and to many other persons, without any confidence on the subject being reposed in him "); 1824, Foots v. Hayne, 1 C. & P. 545, 546 (in proving the defendant's conduct, the fact that he had on a subject being reposed in him "); 1824, Foots v. (the attorney for the plaintiff was summoned to produce his client, where the defendant claimed that the client was fictitious); 1740, R. s. Wat-kinson, 2 id. 1122 (a solicitor not compelled to kinson, 2 id. 1122 to sometime at signing an anspeak to the identity of a client signing an answer in chancery; but the reporter adds, "quære, swer in chancery; but the reporter adds, "quere, for this was to a fact in his own knowledge and no matter of secrecy committed to him by his client"); 1776, Duchess of Kingston's Trial, 20 How. St. Tr. 613 (contra to the preceding case; cited arts. 5 2000) How. St. Tr. 613 (contra to the preceding case; cited ante, § 2309); 1823, Studdy v. Sanders, 2 Dowl. & R. 347 (testimony to the identity of parties in two causes, not privileged, "because it was

XX

nal

be

the

for

ect

he

DT-

er

10-

88

h.

A. [e

le d e o

8

8

§ 2314. Execution of a Will or Deed; Temporary Confidentiality. It has already been noticed (ante, § 2309) that the fact of execution of a deed has commonly been declared to be without the privilege, partly because it was not a subject of communication at all, and partly because, if a communication, it was not impliedly a confidential one. On the other hand, the contents of the deed are generally within the privilege (ante, § 2308). No further examination of the principle as applied to deeds is here necessary.

But for wills a special consideration comes into play. Here it can hardly be doubted that the execution and especially the contents are impliedly desired by the client to be kept secret during his lifetime, and are accordingly a part of his confidential communication. It must be assumed that during that period the attorney ought not to be called upon to disclose even the fact of a will's execution, much less its tenor. But, on the other hand, this confidence is intended to be temporary only. That there may be such a qualification to the privilege is plain. That it appropriately explains the client's

ideutification); 1855, Forshaw v. Lewis, 1 Jur. N. S. 263 (letters merely showing "the existence of the relation of attorney and client," held not privileged); Canada: 1848, Beamer v. Darling, 4 U. C. Q. B. 249 (trespass for causing an arrest under a writ; the attorney compelled to testify who employed him to sue ont the writ); Ont. Rules of Court 1897, § 143 (a solicitor must on demand disclose the name and abode of the demand disclose the name and abode of the plaintiff); Man. Rev. St. 1902, c. 40, Rule 178 (every solicitor of record for a claimant shall ou (every solicitor of record for a claimant shall ou demand disclose "the profession or occupatiou and the place of abode" of the plaintiff); United States: 1880, Mohile & M. R. Co. & Yeates, 67 Ala. 164, 168 (whether auits were defeuded on inatructious from M., held not privileged); 1869, Satterlee v. Bliss, 36 Cal. 489, 507 (disclosure of "the character in which the client employed him," held compellable; doubting Chirac v. Reinicker, U. S., infra); 1857, Martiu v. Andersou, 21 Ga. 301, 308 (an attorney held compellable to answer whether A. was his client in the cause, or had given him instructions to compensance to answer whether A. was the circumstance in the cause, or had given him instructions to ane, or was dead, or was a fictious person); 1867, Stephens v. Mattox, 37 id. 289, 291 (ejectment; the plaintiff's attorney held compellable to state whether the plaintiff had employed him, to state whether the plaintin had employed him, but not to atate whether the employment was to sue for the plaintiff individually or as administrator); 1898, Alger v. Turner, 105 id. 178, 31 S. E. 423 (whether he had authority from A. as client to begin a suit, not privileged); 1828, Cormier v. Richard, 7 Mart. N. S. La. 177 (that the estatement was amployed to resist a claim on a the attorney was employed to resist a claim on a certain ground, held "not a secret confided to the attorney, since he was to spread the oppo-sition on the record"); 1860, Shanghnessy v. Fogg, 15 La. An. 330 ("the attorney may be interrogated as to who is his client; he may also interrogated as to who is his client; he may also be asked through whose agency or in what manner and at what time he was retained"); 1839, Wheeler v. Hill, 16 Me. 329, 333 (discloenre hy the attorney "that B. employed him," held compellable, but nothing as to the purpose of instituting the suit); 1841, Gower v. Emery,

18 id. 79, 83 (disclosure compelled of the fact of employment hy B. aud S.); 1882, Aldeu v. Goddard, 73 id. 345, 348 (the privilege does not forbid testimony to the client's signing a bill in equity, in which he stated his place of residence); 1833, Brown v. Payson, 6 N. H. 443, 448 ("there is no right in any one to employ an attorney in court and say that the attorney is privileged from disclosing who sent him there"); 1878, Harriman v. Jones, 58 id. 328 (similar); 1846, Levers v. Van Buskirk, 4 Pa. St. 309, 316 (privilege held not applicable to the attorney's testimony that the same title was in St. 309, 316 (privilege held not applicable to the attorney's testimony that the asme title was in question in a former trial); 1848, Beeson v. Beeson, 9 id. 279, 281, 301 (an attorney held conpell hle to teatify who as the real party in interest employed him); 1853, Miller v. Weeka, 22 id. 39, 92 (an attorney held not compellable to testify that the plaintiff was a mere trustee for W. & Co. who were the real hringers of the suit; no precedent cited); 1826, Chimac v. Reiuicker, 11 Wheat. 280, 294 (trespass for mesue profits; to prove the real party in interest in the prior ejectment suit, a question as to the defendant's to prove the real party in interest in the provi-ejectment suit, a question as to the defendant's retainer, as laudlord of the premises, of certain counsel, was held privileged, as involving "a disclosure of the title and claim set up"; though a question merely as to the fact of retainer was intimated to be without the privilege); 1901, U. S. v. Lee, 107 Fed. 702 (au attorney compelled to disclose the name and residence of one who had retained him for the defence, but not that person's interest in the defence); 1852, that person's interest in the determination as Wetherbee v. Ezekiel, 25 Vt. 47 (information as to two actions being "commenced for the same Wetherbee e. Ezekiel, 25 Vt. 47 (information as to two actions being "commenced for the same cause of action," held privileged); 1901, Williams v. Binmenthal, 27 Wash. 24, 67 Pac. 398 (the authorization of the attorney to settle a claim, held not privileged); 1881, Moats v. Rymer, 18 W. Va. 642, 645 (the fee agreed to be received by the attorney, being material to affect his credit as a witness for his client, held not privileged).

1 1883, Snow c. Gonld, 74 Me. 540, 543 ("That which may be private at a time may

relation with an attorney drafting a will seems almost equally clear. It follows, therefore, that after the testator's death the attorney is at liberty to disclose all that affects the execution and tenor of the will.2 The only question could be as to communications tending to show the invalidity of the will, i. e. from which a circumstantial inference could be drawn that the testator was insane or was unduly influenced. It may be conceded that the testator would not wish the attorney to assist in any way the overthrow of the will. But the answer is that such utterances were obviously not confidentially made with reference to the secrecy of the fact of insanity or undue influence, for the testator of course did not believe those facts to exist and therefore could not possibly be said to have communicated them.³ As to the tenor and execution of the will, it seems hardly open to dispute that they are the very facts which the testator expected and intended to be disclosed after his death; and, with this general intention covering the whole transaction, it is impossible to select a circumstance here or there (such as the absence

not be private at an after-time"; holding that a client's letter to an attorney instructing divorce proceedings was not privileged, after divorce ohtained, in a controversy between the attorney and the client concerning compensation).

Is 1851, Russell v. Jackson, 9 Hare 387, 392 (Wigram, V. C., held that "in the cases of testamentary dispositions, the very foundation on which the rule proceeds seems to be wanting"; here allowing discloence of a secret trust in devisees); 1901, Nelson's Estate, 132 Cal. 182, 64 Pac. 294 (the attorney drawing a will, admitted to testify to his instructions; testator's employment of him operating as a waiver); 1894, employment of him operating as a waiver); 1894, Olmstead v. Wehh, 5 D. C. App. 38, 50 (the at-torney drafting a will, allowed to testify that he conformed to the testator's instructions; Russell v. Jackson followed); 1898, O'Brien v. Spalding, 102 Ga. 490, 31 S. E. 100 (probate of a will; the attorney drawing it may after the testator's death testify to "what passed between her when he read over to her" the will; the statute of 1887. Code § 5271, does not change this); 1892, Doherty v. O'Callaghan, 167 Mass. 90, 31 N. E. 726 (the testator's instructions to the attorney for drawing the will, held not privileged, since after the testator's death "the case does not fall within the reason of the rule"); conformed to the testator's instructions; Rusdoes not fall within the reason of the rule"); 1836, Graham v. O'Fallon, 4 Mo. 338 (the atcorney drawing a will, allowed to testify to the drafting, the reading over, and the contenta; no principle stated); 1861. Daniel zo Daniel zo Paniel, 39 Pa. 191, 211 (quoted ante, § 2306); 1865, Blackburn v. Crawfords, 3 Wall. 175, 184, 192 (legitiburn v. Crawfords, 3 Wall. 175, 184, 192 (legitimacy and inheritance; a testator's statementa to his attorucy, in the preparation of a will, concerning the children's legitimacy, the will describing them as natural children, held not privileged, partly because the protection of the client under the privilege was not affected hy corroboration of the will, and partly because the assertions in the will indicated that the statements were not confidentially intended; statements were not confidentially intended; Clifford, J., diss.); 1898, Fayerweather v. Ritch, C. C., 90 Fed. 13, semble (an attorucy prepar-

ing a will may testify to its contents as executed, because otherwise perhaps "the whols object of a testator's action would be destroyed"); s. c. on appeal, 1899, Bntler v. Fayerweather, 33 C. C. A. 625, 91 Fed. 458 (an attorney compellable at common law, semble, to disclose the contents of a lost will and the fact of due execution, where he drew hnt did not attest it; 1903, Downing's Will, 118 Wis. 581, 95 N. W. 876 (attorney drafting a will, held not privileged as to the facts of execution). Contra: 1893, Gnrley v. Park, 135 Ind. 440, 442, 35 N. E. 279 (testimony to sanity, hy the attorney drawing the will, privileged); 1888, Loder v. Whelpley, 111 N. Y. 239, 248, 18 N. E. 874 (the attorney drafting a will under instructions from the testator, held privileged as to conversations bearing on the issue of under influence, etc.; "he acts in that capacity, although, askdisclose the contents of a lost will and the fact sations bearing on the issue of undne influence, etc.; "he acts in that capacity, although, asking no questions and without advising, he does nothing more than to reduce those directions to writing"); 1898, Fayerweather v. Ritch, C. C., 90 Fed. 13 (under N. Y. St. 1893, c. 295, which amended the Code, quoted anie, § 2292, in consequence of the ruling in Coleman's Will, cited post, § 2315, the privilege still does not apply to the testimony of the drafting attorney to the execution and contents of a will, even where he is not an attesting witness, because the document "ceased to be confidential when it was executed"; overruled on appeal); s. c. on appeal: 1899. Rutler, Exercent. ment "ceased to be confidential when it was executed"; overruled on appeal); s. c. on appeal: 1899, Butler v. Fayerweather, 33 C. C. A. 625, 91 Fed. 458 (an attorney not attesting the will, but drawing it, held not compellable nuder the N. Y. Code as amended, to disclose the contents or execution of a lost will).

Still other rulings reach the conclusion stated above, in the text, on the ground that either executor or heir has the right of waiver on behalf of the deceased: poet, § 2329. Some of the rulings above cited meant perhaps to proceed on

that principle.

This is pointed ont in Daniel v. Daniel,

X

1-

to

of

e e

ıf -

d

B

of one witness in another room) and argue that the testator would have wanted it kept secret if he had known that it would tend to defeat his intended act. The confidence is not apportionable by a reference to what the testator might have intended had he known or reflected on certain facts

§ 2315. Same: Attorney as Attesting Witness. When the attorney is made a witness to attest the execution of a document (and not merely to draft it), there is no confidence contemplated, and therefore no privilege for the occasion when the attorney is called upon to fulfil the function thereby assumed. He cannot be an attesting witness and yet not attest:

1803, Ellenborough, L. C. J., in Robson v. Kemp, 5 Esp. 52, 54: "If an attorney puts his name to an instrument as a witness, he makes himself thereby a public man, and no

1888, Ruger, C. J., in Coleman's Will, 111 N. Y. 220, 226, 19 N. E. 71: "An examination of the will itself, as well as the evidence of all of the witnesses present on the occasion of the execution, concur in establishing the fact that the testator requested both Hughes and Northrup to sign the attestation clause of his first as well as of his second will, as witnesses thereto. That request implies not only information as to the necessity of such signatures to the validity of the instrument executed, but also knowledge of the obligations which they assumed in respect to the proof thereof after his death. He must have been aware that his object in making a will might prove to be ineffectual unless these witnesses could be called to testify to the circumstances attending its execution, including the condition of his mental faculties at that time. . . . It cannot be doubted that, if a client in his lifetime should call his attorney as a witness in a legal proceeding, to testify to transactions taking place between himself and his attorney, while occupying the relation of attorney and client, such an act would be held to constitute an express waiver of the seal of secrecy imposed by the statute, and can it be any less so when the client has left written and oral evidence of his desire that his attorney should testify to facts, learned through their professional relations, upon a judicial proceeding to take place after

Accordingly, it has always been held that an attorney who signs in attestation of a deed is compellable to testify.1 The same consequence ensues for a will,2

2 Eng.: 1778, Doe v. Andrews, Cowp. 845 ("by attesting an instrument, a man pledges himself to give evidence of it, whenever he is called npon"); 1793, Sandford v. Remington, 2 Vec. Jr. 189 (deed; clted ante, \$ 2309); 1803, Robson v. Kemp, 5 Esp. 52 (destroyed power of attorney; the attorney's attestation requires disclosure of "all that passed at the time respecting the execution of the instrument; but not what took place in the concoction and preparation of the deed"); 1830, Grindall v. Grindall, K. B., Butterworth'a Rep. 63, Lord Tenterden, C. J.; 1833, Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 98, 104 (not privileged "where the attorney made himself a anbecribing witness and thereby assumed another character for the occasion, and adopting the duties which 2 Eng.: 1778, Doe v. Andrews, Cowp. 845 for the occasion, and adopting the duties which it imposes became bound to give evidence of all that a subscribing witness can be required to prove"); 1841, Mackensie v. Yeo, 2 Curt. Eccl. 866, 868 ("the witnessing the execution of a deed being no part of the duty of a solicitor," he is

not privileged for what he knows as witness); U. S. 1848, Bank of Utica v. Mersereau, 8 Barb. Ch. 528, 596 (an attorney attesting a power of attorney, held compellable to testify to matters connected with the execution of the instrument, but not to conversations as to the purpose of the judgment to be confessed by

pnrpose of the judgment to the power).

2 1895, Wax's Estate, 106 Cal. 343, 347, 39

Pac. 624; 1895, Mullin's Estate, 110 id. 252,
42 Pac. 645; 1898, O'Brien v. Spalding, 102

Ga. 490, 31 S. E. 100 (repudiating the theory
of waiver, Code § 5271 prohibiting a waiver);
1894, Taylor v. Pegram, 151 Ill. 106, 114, 37

N. E. 337 (an attorney also drawing the will;
allowed to apeak as to undne influence); 1893, allowed to apeak as to uudne influence); 1893, Pence v. Wangh, 135 Ind. 143, 153, 34 N. E. 860 (an attorney also drawing the will; not privileged as to proof of the will, including sanity); 1900, Kern v. Kern, 154 id. 29, 55 N. E. 1004 (contents of a lost will, in an issue between heirs and devisees, the attorney being

not only as to the tenor and the act of execution, but also as to the circumstances affecting sanity and influence; for, since the intention at large negatives confidence, no discrimination can be made, as already noticed (ante, § 2314), for particular facts which now turn out to invalidate the will. It may be added that this generally accepted result can hardly be reached through predicating a waiver by the testator, for there cannot be a waiver of that which never came into existence; the true explanation is that no confidence was intended to be instituted. On the other hand, if it could be assumed that there had been a confidence and therefore a privilege, it could then still be maintained, in testamentary contests, that both executor and heir have the right of waiver (post, § 2329).

5. "By the client"

§ 2317. Privilege not applicable to Knowledge acquired by the Attorney from Third Persons, unless as Agents of the Client; Who are Agents. 1. The privilege is designed to secure subjective freedom of mind for the client in seeking legal advice (ante, § 2291). It has no concern with other persons' freedom of mind, nor with the attorney's own desire for secrecy in his conduct of a client's case. It is therefore not sufficient for the attorney, in invoking the privilege, to state that the information came somehow to him while acting for the client, nor that it came from some particular third person for the benefit of the client.1

a subscribing witness, held not privileged; distinguishing Gnrley v. Park, ante, § 2314); 1894, Denning v. Bntcher, 91 Ia. 425, 434, 59 N. W. 69 (attorney also drawing the will; not privileged as to "all facts and circumstances attending its execution," including sanity); 1901, Coates v. Semper, 32 Minn. 460, 35 N. W. 217 (attorney drafting and witnessing a will, allowed to be asked whether he made the contents known to testatrix): 1888. Coleman's Will. 111 N. V. to testatrix); 1888, Coleman's Will, 111 N. Y. 220, 226, 19 N. E. 71 (an attorney attesting a will, held not privileged as to the testator's conduct and conversation at the time of execution, dnet and conversation at the time of execution, on the theory of waiver; quoted supra;; 1889, Alberti v. R. Co., 118 ld. 77, 35, 23 N. E. 35 (preceding case approved); 1893, McMaster v. Scriven, 85 Wis. 162, 167, 55 N. W. 149 (the attorney who had also drawn the will, allowed to speak of "any matter in relation to the will and its execution," including the maker'e mental condition). tal condition).

** As suggested in Mullin's Estate, Cal., Coleman's Will, N. Y., infra.

** England: 1806, Spenceley v. Schnlenburgh, 7 East 357 (L. C. J. Ellenborough said that the privilege extended only "to confidential communications from his client, and not to communications from his client, and not to communications." privilege extended only "to confidential communications from his client, and not to communications from collateral quarters"); 1885, Sawyer v. Birchmore, 3 Myl. & K. 572 (Pepys, M. R.; letters communicated to the solicitor "from collateral quarters," held not privileged); 1860, Marsh v. Keith, 1 Dr. & Sm. 342, 348, 6 Jur. N. s. 1182 (Kindersley, V. C.; plea that

the knowledge had been acquired "by virtua of the solicitor's employment as solicitor," held ln-anfficient, since it might have been obtained "without any communication from or consulta-tion with the client"); 1863, Ford v. Tennant, 32 Beav. 162, 168 (Romilly, M. R., held the privilege to cover communications with "all other persons with whom the solicitor must com-municate in order to conduct the cause," but not to "information derived from third parties. mnnicate in order to conduct the cause," but not to "information derived from third parties, from strangers, or from the opponents of the client"; repudiating the obiter dictum in Greenough v. Gaskell covering all communications "either from a client or on his account or for his benefit"); United States: 1854, Patten v. Moor, 29 N. H. 163, 166 (an attorney present at the execution of a mortgage by M. and C. to the client P., the latter not being present, held compellable to testify to the execution, alnce the facts were "not communicated or confided to him by his client, although he became fided to him by his client, although he became acquainted with them while engaged in his profeesional dry as the attorney or connect of his client"); 1803, Baker v. Arnold, 1 Caines 258, 266, semble; 2831, Johnson v. Daverne, 19 John. 135 (an attorney held compellable to testify to his client's signature, if he "became acquainted with it in any other way (then by the client's his client's signature, if he "became acquainted with It in any other way [than by the client's communication], though it was subsequent to his retainer"); 1834, Bogert v. Bogert, 2 Edw. Ch. 399, 403: 1844, Crosby v. Berger, 11 Paige 377, Walworth, C. ("information derived from other persons or other sources, although such

XX

um-

gante,

It

hed

of

on-

88-

uld

nd

67

he in

ns'

lis in m

7-

of ed ait,

A

2. On the other hand, the client's freedom of communication requires a \$ 2318 liberty of employing other means than his own personal action. The privilege of confidence would be a vain one unless its exercise could be thus delegated. A communication, then, by any form of agency employed or set in motion by the client is within the privilege. This of course includes communications through an interpreter,2 and also communications through a messenger or any other agent of transmission, as well as communications originating with the client's agent and made to the attorney.4 It follows, too, that the communications of the attorney's agent to the attorney are within the privilege, because the attorney's agent is also the client's sub-agent and

§ 2318. Documents of the Client existing before Communication; General Liability to Production by Discovery, distinguished. At this point it is necessary to recall certain principles of discovery, otherwise established, which complicate the application of the foregoing principle as to agents'

information is derived or obtained while acting as attorney or connect, is not privileged"; 1832, Rogers v. Dare, Wright 136. Contra: 1894, Freeman v. Brewster, 93 Ga. 649, 21 S. E. 165 (the privilege held to cover not only all statements by the cliant, but also "all facts knowledge of which he obtained concerning his client's case pending his employment"; Code § 5271 seems not literally to justify this).

The question soho is the client arises here, hat is usually a question of fact: 1851, Warde v. Warde, 15 Jnr. 758; 1859, Shean v. Philips, 1 F. & F. 449; 1858, Allen v. Harrison, 30 Vt. 219 (information given by one who was a nominal party only, held not a professional consultation on the facts). Compare the cases cited ante, § 2312. information is derived or obtained while acting

§ 2312.

§ 1791, Du Barró v. Livette, Peaka N. P. 77

(conversation had through an interpreter with
the attorney, the client being a Frenchman and
the attorney not understanding French, held the attorney, the client being a Frenchman and the attorney not understanding French, held privileged; the interpreter was here the prohib-ited witness); 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 756 (L. C. J. Kenyon said, "In Madam Du Barré'a case, I said at the trial that the Inter-preter was the overn of the attorney": 1814

Du Barré'a case, I said at the trial that the Interpreter was the organ of the attorney"); 1814, Parker v. Carter, 4 Munf. 273, 287.

3 1821, Walker v. Wildman, 6 Madd. 47 (tha privilege held applicable to communications "through the intervention of a third person"); 1834, R. v. Brewer, 6 C. & P. 363, 365 (Park, J.; a letter hy an accused in jail, requesting a friend to consult a solicitor, held not privileged); 1839, Bunhury v. Bunbury, 2 Beav. 173 ("The necessity which arises of transmitting such communications through another party renders it aity which arises of transmitting such com-munications through another party renders it privileged"; but here the communication was heid not "professional or confidential"): 1849, Reid v. Langiois, 1 McN. & G. 627, 638 (letters by the defendant to his agent for communica-tion to the legal adviser, held privileged, irre-spective of the necessity of employing an agent): 1851, Glyn v. Canlfield, 3 ld. 463, 473 (preced-ing case approved): 1862, Hooper v. Gnmm, 2 ing case approved); 1862, Hooper v. Gnmm, 2

J. & Hem. 602, 606 (simllar); 1876, Anderson v. Bank, L. R. 2 Ch. D. 644, 649 (Jessel, M. R.: "He may employ a third person to write tha letter, or he may send the letter through a measurer.")

measenger", or ne may give a verbai measage to a measenger "1845", Carpmael v. Powis, 9 Beav. 16, 20, on appeal in 1 Phil. Ch. 687 (communication "from the hrother of the client as representing her," and as the medium of communication, held maintained. "from the hrother of the client as representing her," and as the medium of communication, held privileged; nor, so far as the solicitor is concerned, is it essential that an agent was a necessity under the circumstances); 1851, Russeli v. Jackson, 9 Hare 387, 391 (the privilege is the same for the agent's communications "as If had with the principal"); 1862, Hooper v. Gmmn, 2 J. & Hem. 602, 606 (agent's letters to the solicitor, protected); 1887, Fire Ass'n v. Flemming, 78 Ga. 733, 3 S. E. 420 (client's agent's correspondence, protected); 1855, Mass v. Bloch, 7 Ind. 202 (client's agent's conversation with the attorney, held privileged); 1891, Bingham v. Walk, 128 Ind. 164, 27 N. E. 483 (husband as the agent of the wife to cousnit; privilege recognized); 1895, Frank v. Morley's Estate, 106 Mich. 635, 64 N. W. 577 (where M. employed the attorney on F.'s behalf to draw a petition for F., a communication hy M. in F.'s presence was held not privileged); 1879, Scales v. Kelley, 2 Lea 706 (communications by the client's wife and danghter seeking to engage counsel for the client. held privileged). and daughter seeking to engage counsel for the

and dangater seeking to engage counsel for the cient, held privileged).

a 1844, Steele v. Stewart, 1 Phil. Ch. 471,
475 (communications by the solicitor's agent to the client, and also to the solicitor, held privileged; here there was a necessity, the witnesses leged; here there was a necessity, the witnesses being in India and an agent being sent to collect evidence; 1850, Goodall v. Little, 1 Sim. N. s. 155, 163 (letters between the solicitor and an attorney, in a local jurisdiction, employed by the solicitor, heid privileged); 1863, Ford v. Tennant, 32 Beav. 162, 168 (cited supra); 1876, Jessel, M. R., in Anderson v. Bank, L. R. 2 Ch. D. 644, 649.

communications. The principles of discovery are those already considered in detail (ante, §§ 1856-1859, 2219).

(a) In the first place, a document of the client existing before it was communicated to the attorney is not within the present privilege so as to be exempt from production (ante, § 2307). But a document which has come into existence as a communication to the attorney, being itself a communication, is within the present privilege (ante, § 2307). Documents of the latter sort are therefore exempt from production under a bill of discovery; 1 while documents of the former sort are not exempt from production under a bill of discovery or the modern statutory motion to produce,2 although at common law the party as such would not have been compellable to produce. That is to say, at common law, he was protected in the first instance as party and in the second instance as client; while in chancery and under statutes he has ceased to be protected as party but is still protected as client. Only those documents, therefore, which he has created as a communicating client are now privileged. The application of this distinction would in any case lead obviously to certain fine discriminations; but when the principle of agent's communications (ante, § 2317) additionally comes into play, it will be seen that the various documents which may be made by agents on behalf of clients present infinitely varied openings for the doubt whether or not they came into existence in the ordinary course of the client's affairs or only with the intention of furnishing information to the attorney. Of this difficulty, the cases of reports of accidents by railway officers are a typical instance.

(b) Secondly, the ordinary rule of discovery, by which a party, by answers to interrogatories, must disclose all facts on a bill of discovery, is subject to one limitation, namely, that the party need not before trial discover the names of his witnesses, nor the tenor of their testimony proving the facts of his own case (ante, § 1856). A prospective witness' communication may therefore be exempt from discovery before trial on this ground,4 while it would not be exempt merely as a communication to the attorney.5 The application of this distinction also may lead in particular cases to some doubt.

§ 2319. Same: Conflict of the foregoing Principles, illustrated. The result, in England, of the combined application of the foregoing principles (ante, §§ 2317, 2318) has led often to confusion of judicial language, in the follow-

exclude certain notes of interviews with expected

witnesses, experts, etc.).

3 1886, Chadwick v. Bowman, L. R. 16 Q. B.
D. 561 (copies, procured by a solicitor from third persons, of letters written by the client, held not privileged, the originals not baving "come into privileged, the witnesses of the action".

into existence for the purposes of the action ").

E. g. Woolley v. R. Co., post, § 2319; Lyell v. Kennedy, ib., is the great modern case.

1826, Preston v. Carr, 1 Y. & J. 175 (letters

from witnesses, not compelled to be discovered).

8 Cases cited ante, § 2317. 1 The rulings are as follows: England: 1831, Whitbread v. Gurney, 1 Younge 541, Exch.

^{1 1852,} Cleave v. Jones, 7 Exch. 421, 426 (an account made out by the client for the attorney account made out by the chent for the attorney a nase in preparing a case for counsel, held privileged); 1878, Southwark & V. W. Co. v. Quick, L. R. 3 Q. B. D. 315, 318, 323 ("If a document comea into existence for the purpose of being communicated to the solicitor with the object of obtaining his advice or of enabling him either to prosecute or defend an action, it is privileged, because it is something done for the purpose of serving as a communication between the client and the solicitor," even though the latter did not suggest its preparation, and even though he did not ultimately receive it; here applied to

(1) In applying the privilege for communications of clients and their agents or their attorneys' age its, the more clearly the communicator is a stranger

(L. C. B. Lyndhnrst; letters between the parties themselves, with reference to their defence, heid not privileged); 1833, Greenough v. Gaskell, 1 Myl. & K. 98, 102 (excluding bookentries, letters, and papers, made and received as solicitor acting for e client); 1835, Curling v. Perring, 2 id. 380 (Pepys, M. R., held that letters hy a solicitor of the defendant to a person not a party hut a material witness were privileged); 1836, Storey v. Lord Lennox, 1 Myl. & Cr. 525, 537 (documents obtained hy the party himself in correspondence with third persons preparatory to litigation; L. C. Cottenham declined to express an opinion); 1840, Dartmonth v. Holdsworth, 10 Sim. 476 (soliciham declined to express an opinion); 1840, Dartmonth v. Holdsworth, 10 Sim. 476 (solici-Dartmonth v. Holdsworth, 10 Sim. 476 (solicitor's letters to a witness, held not privileged, anless shown to have been confidentiai); 1841, Smith v. Feil, 2 Curt. Eccl. 667, 670 (couverationa hy B. with F.'s solicitor, in F.'s presence and at F.'s request, relating to B.'s information on the matter for which the solicitor wes employed, held privileged); 1841, Mackenzie v. Yeo, 2 Curt. Eccl. 866, 870 (memorendum of a communication by a subscribing witness to the solicitor, had before litigation begun but after legal advice sought, held not privileged; "there is no confidence between him end his client in this matter"; but letters from another attorney is no confidence between him end his client in this matter"; but letters from another attorney to the same solicitor, both being employed about the same cause, were held privileged); 1844, Maden v. Veevers, 7 Beav. 489 (documents made "in contampiation of litigation," but not for or by a legal adviser, not privileged); 1850, Balguy v. Broadhnrst, 1 Sim. N. a. 111 (documents procured by the solicitor for the purpose of defence, heid not privileged on that ground merely); 1850, Goodail v. Little, ib. 185, 161 (Lord Creuworth, V. C.; letters written by one co-defendant to another, with a view to enable the addressee to consult the solicitor upon them, heid not privileged); 1851, Giyn v. Csuifield, 3 McN. & G. 463, 473 (L. C. Truro; letters written after anit begun, by and to the defendants, shareholdere in a company, to and by other ten after anit begun, by and to the defendants, ahareholdere in a company, to and by other shareholdere and directors, for the purpose of being communicated to legal advisers, heid not privileged; Goodall v. Little approved); 1853, Wright v. Vernou, 1 Drew. 344, 350 (Kindersley, V. C.; extracts from a parish register "obtained by the defendants to anahie them to conduct their defence," not privileged; but a estatement of the anpposed pedigree, made for instruction of counsel, held privileged); 1857, Lafone v. Faikland Isiands Co., 4 K. & J. 34 (Page-Wood, V. C.; report of an agent of the (Page-Wood, V. C.; report of an agent of the defendant, made in consequence of the solicitor's instructions to procure evidence, heid privileged, instructions to procure evidence, neid privileged, as "procured for the purpose of being communicated to the solicitor" and to be used as evidence): 1857, Betts v. Menzies, 3 Jur. x. s. 885 (Page-Wood, V. C.; correspondence between codefendants, heid not privileged); 1858, Coiman v. Trueman, 3 H. & N. 871 (breach of contract of rais: correspondence between the vendors. of saie; correspondence between the vendors, their hroker, and their consignors, after the

alleged breach, held not privileged; yet, per Poilock, C. B., "it would be monatrous if an attorney could not write to a strenger for information respecting the enit, without being lishle to have his correspondence called for "); 1859, London Ganiight Co. v. Chelsea, 6 C. B. N. a. to have his correspondence called for ") 1 1859. London Ganight Co. v. Chelses, 6 C. B. N. a. 411, 424 (dispute as to gas anpply; the defendants' officers' reports and records of consumption, etc., heid not privileged, as not being "mers proofs collected by the defandants' attornay for the purpose of establishing their defence"); 1862, Jenkyas v. Bushby, L. R. 2 Eq. 547 (Kindersley, V. C.; letter hy one defandant to another, with directions to send it on to their solicitor, held privileged); 1863, Walsham v. Stainton, 2 Hen. 4 M. 1, 4 (Page-Wood, V. C.; "Where the colicitor, in order to enable himself to advise on the matter, calls in some other person to assist and give his opinion," tis privilege eppiies; here applied to schednles made by en accountant); 1863, Ford v. Teunant, 32 Heav. 162 (cited ante, § 2317); 1863, Chartered Bank v. Rich, 4 B. & S. 73 (letters between the plaintiff and its agenta abroad, after dispute arisen, referring to the evidence and other information affecting proceedings egainst the defendant, haid privileged, as "matters which would have been done by en attorney but for the distance of the place occasioning the necessity of employing an agent"); 1865. Nichoil v. Jones, 2 Ham. & M. 588, 596 as "matters which would have been done by en attorney but for the distance of the place occasioning the necessity of employing an agent"; 1865, Nichoil v. Jones, 2 Ham. & M. 588, 596 (shorthand notes, taken by the defendant, in prior litigation between the defendant and other persons, held not privileged; except as to "observations and notes made thereon"); 1867, Baker v. R. Co., L. R. 3 Q. B. 91 (reports by a medical agent and another, after visiting the injured person at the defendant's request, he's apparently before claim filed, held not privileged); 1869, Ross v. Gibbs, L. R. 8 Eq. 522 (Stuart, V. C.; reports from an agent of defendant, sent to coliect evidence for the anit, held privileged, though the agent was not a legal adviser); 1869, Wooliey v. R. Co., L. R. 4 C. P. 602, 608 (reports as to an accident, made by the defendant in inspector in the course of his duty, heid privileged, irrespective of litigation begun or anticipated; otherwise of reports from accientific men consulted as to the causes of the socialent "with a direct view to litigation". acientific men consulted as to the causes of the accident "with a direct view to iitigation"; cosey v. R. Co., 5 id. 146 (a medical officera report, made to the defendant after claim filed hy an injured person, and in consequence thereof, held privileged, as made "with a view to litigaheid privileged, as made "with a view to litigation or impending litigation"); 1872, Fenner v. R. Co., L. R. 7 Q. B. 767 (reports made by a freight manager of the defendant, after ciaim for injury filed, and in consequence thereof, ieid not privileged); 1872, McFarlan v. Rolt, L. R. 14 Eq. 580 (documents passing between the defendant's solicitor and D., a person said to be "acting on behaif" of the defendant, iefore dispute arising, heid privileged); 1874, Skinner v. R. Co., L. R. 9 Exch. 298 (a medicai officer's

to the parties, the more plainly he falls without the privilege; while the more markedly the relation of agent appears, the clearer the privilege is. On the

report, made to the defendant after claim by an lajured person end in consequence thereof, held privileged; otherwise for a report made in the ordinary course of daty, "whether hefore or after action brought"; approving (coasey v. R. Co.); 1875, Hutchinson v. Glover, L. R. 1 Q. B. D. 141 (letters between the defendant and a third person, relating to information as to claims against the defendant, end written in consequence of letters of complaint from the plaintiff attorney, held not privileged); 1876, Bustros v. White, lb. 423 (letters between the plaintiffs end their agents, relative to the plaintiffs on their agents, relative to the plaintiffs of their agents, relative to the plaintiffs of their documents obtained by a party or his solicitor with a view to and in contemplation of litigation either pending or anticipated, are protected "); 1876, Pacey v. R. Co. L. R. 2 Exch. D. 440 (report of the defendant's medical officer, made after claim filed but before action hrought, and besed on an inspection consented to, held privileged); 1876, Anderson v. Bank, L. R. 2 Ch. D. 644, 647 (Jeesel, M. R.; report by the defendant's agent, to the defendant on the latter's request, without any suggestion to the former that it was for submission to a logal adviser, held not privileged; approved an appeal; Ross v. Gibbs repudiated; L. J. James declared that all that had been written as to the reason for the privilege would be "puerile nonsense if there had been written as to the reason for the privilege would be "puerile nonsense if there had been that law you that any communication read here the second of the privilege would be "puerile nonsense if there had been that law you that any communication read here the privilege would be "puerile nonsense if there had been that law you that any communication read here the privilege would be the privilege would be the privileged that all that the privilege would be the privileged that all that the privilege would be the privileged that all that the privileged that all that the priv James declared that all that had been written as to the reason for the privilege would be "puerile nonsense if there had been that law . . . that any communication made by a person with a view to litigation, whoever the person is must be protected"; L. J. Mellish discriminated between information from tha defendant's own agent, as here, and information from indifferent agent, as here, and information from indifferent persons as prospective witnesses); 1877. Friend v. R. Co., i. R. 2 Exch. D. 437 (report of a medical man, examining an injured plaintiff under an order of Court obtained by the defendant, held privileged, as being made for the information of their solicitor); 1878, The Theodors Körner, L. R. 3 P. D. 162 (reports of surveyors of shipping, made to the plaintiff in order to prepare for making a claim against tha ship for an injury to goods, held privileged; 1878, Sonthwark & V. W. Co. v. Quick, L. R. 3 Q. B. D. 315 (cited ante, § 2318); 1881, Wheeler v. Le-Merchant, L. R. 17 Ch. D. 675, 681 (documents hy third persons are protected "where they hy third persons are protected "where they have come into existence after litigation com-menced or in contemplation and when they have een made with a view to such litigation, either been made with a view to such intigation, either for the purpose of obtaining advice as to such litigation or of obtaining evidence to be used in such litigation or of obtaining information which might lead to the obtaining of such evidence might lead to the obtaining or such evidence; but not, as here, a report from a enveyor as to the state of property, asked by the solicitor as preliminary to legal advice, but not with reference to litigation or actual dispute; in short, that "communications between a solicitor end

s, the clearer the privilege is. On the athird person in the source of his advising his client." or not as such privileged; 1882, Nordon v. Defrica, L. R. S. Q. B. D. 508 (shorthend notes, taken by the defendant in enother action between the same parties touching the same outlect, and in part for the purpose of informing counsel in subsequent litigation, held privileged; approving M Corquadele v. Bell); 1863, The Palermo, L. R. S. P. D. 8 (copies of depositions of the crew of the plaintiff e ship, taken at the lastance of the sollcitor for the purpose of litigation, held privileged;; 1883, Kennedy v. Lyell, L. R. 23 Ch. D. 387, 402, 407, 27 id. 1, 26; e. c. on appeal, Lyell v. Kennedy, L. R. App. Cas. 31, 57, 93 (tha party: knowledge or belief, darivel from reading a briaf of facts or other report of facts ascertained by the solicitor and furnished to the party, held privileged; "as soon as you say that the particular premises are privileged and protected, it follows that the mera opinion and belief of the party from those premises should be privileged and protected also ";" as men ought not to be called apon to estate what hie belief is, founded apon information, which information is privileged"; furthermore, documents obtained by a defendent, "at the instigation of a solicitor," "for the purpose of defending himself against various claimants," and placed in his solicitor's hands, are privileged; "a collection of records may be the result of professional knowledge research and skill; . . . it le the solicitor's mind, if that be so, which has selected the materials; you cannot have disclosure of them without asking for the key to the labor which the solicitor has bestowed in obtaining them "; here, copies of hurial certificates and other records, of inscriptions on tombutones, and photographa of houses, were held privileged; 1885, Pearce v. Foster, L. R. 16 Q. B. D. 50 (cited ente, § 2818); 187, Robson v. Worswick, L. R. 38 Ch. D. 370 (shorthand notes taken by the defendants and other persons, held not (shorthand notes taken by the defendants, in prior litigation between the defendants and other prior hightion netween the derendants and other persons, held not privileged, because taken in open court); 1887, Young v. Holloway, L. R. 12 P. D. 167 (letters sent to the client hy third persons to be communicated to her solicitor to help the cause, held privileged; also anonymous letters sent to the solicitor, "with a view to the conduct of the action," but not on his express

other hand, in applying the rule of discovery exempting prospective witnesses' statements (ante, § 2318, b), the more clearly the person is an indifferent witness, the more plain is the exemption from discovery; while the more marked his capacity as a mere agent of the party, the plainer the liability to disclose. The two principles thus pull in opposite directions. What helps to apply the one exemption will tend to disfavor the other. Whether the judicial intention is to invoke the one or the other is not always plain to see. A ruling which is sound enough from the one point of view would be unsound from the other; and it becomes difficult to determine whether the rulir. harmonizes or conflicts with either principle.

(2) Furthermore, under both of these principles, the circumstance that litigation has begun, or not, is commonly important. That is, whether under the one principle (the exemption from discovery) the person is to be deer and to have written as prospective witness will often be determined by the encumstance that litigation has begun or not; and whether under the principle (the privilege for communications to an attorney) he deemed to have written as the client's agent for communicate a . the attorney, will also often be dependent on the same circumstance. But, on the other hand, the privilege at large was (in England) until 1870 in a state of controversy involving the very same circumstance (ante, § 2294), i. A. whether the privilege was restricted to litigious communications or not. Thus the rulings which helped to repudiate that restriction for the privilege at large helped at the same time to confuse the discussion of it in its present relation to the boundaries of ordinary discovery.

request or inquiry; Bowen, L. J., thought that the solicitor's employment was an implied invitation on his client's behalf to send information); 1893, Learoyd v. Hallfax J. S. B. Co., 1 Ch. 687 (shorthand writer's notes of a private mination of witnesses by the solicitor, at the same of the plaintiff, a trustee in bankruptcy, th a view to possible litigation, held privileged; Anderson v. Bank and Wheeler v. Le-Marchant discussed); 1895, & Strachan, 1 Ch. 439, 444 (the privilege does not extend to docu-Marchant discussed); 1895, Re Strachan, 1 Ch.
439, 444 (the privilege does not extend to documents filed with a master in lunacy); 1898, Calcraft v. Guest, 1 Q. B. 759 (documents prepared for formar litigation over the same right, privileged; "Wheeler v. LeMarchant was right, and Minet v. Morgan [ante, § 2294] was right too"); 1990, Ainsworth v. Wilding, 2 Ch. 315, 322 (notes made by a solicitor pending sultippinion not clear); 1900, R. v. Bullivant, 2 Q. B. 163 (Wheeler v. LeMarchant followed).

Canada: B. C.: 1896, Van Volkenburg v. Bank of B. N. A., 5 Br. C. 4 (letters between bank managers; Anderson v. Bank, supra, fol-

bank managers; Anderson v. Bank, supra, followed); Ond.: 1875, Toronto G. R. Co. v. Taylor, 6 Ont. Pr. 227 (expert oplnions on a patent, lor, 6 Unt. Fr. 227 (expert opinions on a patent, not procured in contemplation of the present litigation, not privileged); 1876, Merchants' Bank v. Moffatt, ib. 348 (correspondence between Dank v. Monatt, 10. 346 (correspondence netween the plaintiff'a agenta, written at the advice of the solicitor, held privileged); 1883, Gnelph C. Co. v. Whitehead, 9 id. 509 (documents procured by

the dafendant's solleitor from third persons, for nee in the cause, held privileged); 1883, Canada C. R. Co. v. M'Laren, 8 Ont. App. 564 (railway engine-driver's report in a repairs-book; question not decided); 1887, Betts v. Grand Trunk R. Co., 12 Ont. Pr. 86, 634 (report of an investigation made by the defendant'e officera Immediately after the accident, held not privileged; following Wheeler v. LeMarchant, supra); 1892, Ponahue v. Johnston, 14 ld. 476 (correspondence between the defendant and a third person, written at the advice of the defendant'e solicitor to obtain informatiou, after litigation son, written at the advice of the defendant's solicitor to obtain informatiou, after litigation threatened by the plaintiff, held privileged); 1895, Hunter v. Grand Trunk R. Co., 16 id. 385 (similar reports, made for the benefit of the defendant's solicitor in the snit, held privileged); 1902, Platt v. Buck, 4 Ont. L. R. 421 (lettern between the solicity of the design of the solicity of the design of the between P. and his attorney, given to the defendant by P.'s executor, and plaintiff and defendant both claiming title under P.; held not privileged).

privileged).

The cases of Storey v. Lord Lennox, Mackenzie v. Yeo, London Gaslight Co. v. Chelsea, Ross v. Gibbs, Woolley v. R. Co., and Anderson v. Bank, supra, illustrate this.

Balguy v. Broadhurst, Goodall v. Little, Cossey v. R. Co., Anderson v. Bank, and Wheeler v. LoMarchant, supra, illustrate this. As late as 1898, an English judge (in Calcraft v. Guest, supra) thought it worth while to explain that

(3) Finally, the proper limits of the principle of agents' communications (ante, § 2317) are withal apparently too intricate to permit of a definite rule which will solve all concrete cases. In 1835, in Curling v. Perring, the Master of the Rolls applies the privilege to a solicitor's correspondence with a witness; in 1841, in Mackenzie v. Yeo, the contrary is done; forty years later, in Anderson v. Bank and Wheeler v. LeMarchant,4 the same inconsistency prevails, and the line between a mere witness and an agent of the solicitor appears to be ignored. Young v. Holloway and Learoyd v. Halifax Co., ten years later, leave the distinctions still unsatisfactory. Certainly, the exact bearings and effect of all the different principles involved have not yet been clearly stated by any judge. Whenever such a statement shall have been made and generally sanctioned, the proper course will be to leave its application to the trial judge. As it is, the long series of reported precedents has accomplished little in the way of definition.

In the United States, it is noticeable that these bearings of the privilege have received very little development, - probably in part for the reasons elsewhere noted (ante, § 2294).5

§ 2320. Communications by the Attorney to the Client. That the attorney's communications to the client are also within the privilege was always assumed in the earlier cases, and has seldom been brought into question. The reason for it is, not any design of securing the attorney's freedom of expression, but the necessity of preventing their use as constituting admissions of the client (ante, § 1071), or as leading to inferences of the tenor of the client's communications, - although in this latter aspect, being hearsay statements, they could seldom be available at all (ante, § 1063).

6. "Are at his instance permanently protected"

 $\S~2321$. Privilege is the Client's, not the Attorney's, nor the Party's; Who may Claim. Under the original theory of the privilege, it was the attorney's, not the client's (ante, § 2290). But under the modern theory (ante, § 2291),

"Wheeler v. LeMarchant was right, and Minet v. Morgan [ante, § 2294] was right too."

4 The proposition of Jessel, M. R., that for third persons communications to solicitors the test is whether they are made after litigation begun or contemplated seems nusonnd; for it ignores the necessity of a papeat, implied on

begun or contemplated seems nasonnd; for it ignores the necessity of a r uest, implied or expressed, sufficient to make the person the solicitor's agent; compare Yonng v. Holloway.

a 1880, Pulford's Appeal, 48 Conn. 247, 249 (bill of particulars, prepared for the party by O., and handed by him to the attorney; O. and the party held compellable to produce it); 1877, Williams v. Young, 46 Ia. 140, 143 (attorney not privileged as to his deposit of the client's money with a third person); 1901, State v. Herbert, 63 Kan. 516, 66 Pac. 237 (testimony by a witness in the county attorney's hearing is not privileged); 1874, Re Aspinwall, 7 Ben. 433 (the privilege extends to information received on behalf of the client from persons to whom

the client has referred the attorney for such information); 1898, Lalance & G. M. Co. v. Haberman M. Co., 87 Fed. 563 (while communications with a witness are not privileged, a scientific expert engaged to help in presenting the case is in effect an assistant counsel; and the case is in effect an assistant counsel; and the privilege exists for communications between legal counsel and himself, so long as he does not become a witness; the opinion clearly ex-plains the reasons); 1899, Hartness v. Brown, 21 Wash. 655, 59 Pac. 491 (deed by W. to the plaintifi; W. consulted an attorney about the deed, and the attorney sent for the plaintiff; communications by the plaintiff excluded, be-cause made to W.'s attorney about a matter of ioint interest). joint interest).

1 Ante, § 2294.

1 Ante, § 2294.

1 Ante, § 2294.

2 1840, Jenkinson v. Andrews, 5 Blackf. 465 (whether the attorney had informed the client of the meaning of an affidavit, held privileged).

0.8 te

h

18

t-

è t

e

it is plainly the client's, not the attorney's; and this is now a commonplace,

But it is as client, not as party to the cause, that he is entitled; for the reason of the privilege applies to all clients as such, whether or not they are parties when the disclosure is sought from them. Hence, the privilege equally forbids disclosure by the attorney of a client not in any way concerned in the cause.1 Conversely, when the client is not a party, then on general principles (ante, § 2196) the party cannot invoke the privilege; and, if the privilege is erroneously refused, the party cannot appeal on the ground of this error.

§ 2322. Inference from Claim of Privilege; Judge to determine Privilege. If a client-party claims the privilege, no inference should be drawn against him as to the unfavorable nature of the information sought.1 Whatever the reasoning may be for other privileges (ante, §§ 2243, 2272), it is plain that here the drawing of such an inference would virtually disclose the communication, and it is this very disclosure against which the priv-

The claim of privilege being made, the trial judge determines whether the facts justify the allowance of the claim.2 This follows from the general principle of the judicial function (post, § 2550). Its application is usually of no difficulty, except sometimes in determining what weight to give to the party's oath in answering a bill of discovery.8

§ 2323. Protection continues, though Relation of Client and Attorney be ended. The subjective freedom of the client, which it is the purpose of the privilege to secure (ante, § 2291), could not be attained if the client under-

1 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 760, per Buller, J.; 1811, R. v. Withers, 2 Camp. 578, L. C. J. Ellenborough (communications by a third person, privileged, "although he be not in any shape before the court"); 1848, Bank of Utica v. Mersereau, 3 Barb. Ch. 528, 596; 1880, Bacon v. Frisbie, 30 N. Y. 394, 400 (nor, when the client objects, can the communication be disclosed under instructions to use it only against a party not the client); 1376, Bowers v. State, 29 Oh. St. 542, 546 (prosecutrix in a rape case, held privileged as to consultations with her attorney).

S 1826, Merle v. Moore, 2 C. & P. 275 (Best, C. J.; action by an assignee in bankruptcy against the debtor's frandulent vendee; the bankrupt's attorney being called by the plaintiff, it was held that the defendant could not invoke the privilege, since the bankrupt alone

invoke the privilege, since the bankrupt alone could object); 1899, McCooe v. R. Co., 178
Mass. 117, 53 N. E. 133 (connect may not object Mass. 117, 53 N. E. 135 (conneel may not object for the party, even where the client is the party in the case); 1890, Dowie's Estate, 185 Pa. 210, 19 Atl. 936 ("It is the privilege of the client to object, and not of a stranger, [though he be the party to the cause,] even if the testimony objected to was a privileged communication"). Contra: 1880, Bacon v. Frisbie, 80 N, Y. 394, 401.

For this general principle as applicable to all privileges, see ante, § 2196.

3 1847, Weeks v. Argent, 16 M. & W. 817, per Parke, B. Contra: 1884, State v. Barrows, 52 Conn. 323, 326. Compare the cases cited

ante, § 2196.

1 1864, Lord Chelmsford, in Wentworth s.

1 1864, Lord Chelmsford, in Wentworth v. Lloyd, 10 H. L. C. 591. Contra: 1899, McCooe v. R. Co., 173 Mass. 117, 53 N. E. 133.
2 1895, McDonald v. McDonald, 142 Ind. 55, 41 N. E. 342; 1901, Press Publishing Co. v. Lefferts, 67 N. J. L. 172, 50 Atl. 342; 1901, Press Publishing Co. v. Lefferts, 67 N. J. L. 172, 50 Atl. 342; 1901, Preople's Bank v. Brown, 50 C. C. A. 411, 112 Fed. 652 (and the witness may "by way of preliminary investigation be subjected to such interrogation as may be necessary").

liminary investigation be subjected to such interrogation as may be necessary").

* 1853, Volant v. Soyer, 18 C. B. 231 (the attorney's statement that a document is privileged should ordinarily suffice); 1881, Lyeil v. Kennedy, L. R. 27 Ch. D. 1, 21 (per Cotton, L. J.; in answers to interrogatories of discovery, "the Court must be satisfied, clearly satisfied, either from admissions or from other documents. elther from admissions or from other documents, that the oath of the defendant by which he claims his protection cannot be really available trains his protection cannot be really available for the purpose for which he puts it forward"); 1842, Reynolds v. Rowley, 3 Rob. La. 201, 204 (the Court may refuse to accept the attorney's

stood that, when the relation ended, or even after the client's death, the attorney could be compelled to disclose the confidences; for there is no limit of time beyond which the disclosures might not be used to the detriment of the client or of his estate. It has therefore never been questioned, since the domination of the modern theory, that the privilege continues even after the end of the litigation or other occasion for legal advice, and even after the death of the client. It follows, also, on another aspect of the principle (post, § 2324), that even after the death of the attorney the client could not be compelled to disclose the communications. The doctrine of waiver belongs in another place (post, § 2327).

7. "From disclosure by himself or by the legal adviser"

§ 2324. Testimony by the Client or the Attorney. The privilege being for the protection of the client in his subjective freedom of consultation (ante, §§ 2291, 2321), it would plainly be defeated if the disclosure of the confidences, though not compellable from the attorney, was still obtainable from the client. Accordingly, under the modern theory, it has never been doubted that the client's own testimony is equally privileged.2

That the attorney himself is prohibited, whether he is willing or not, is of course the fundamental assumption of the modern theory.3

§ 2325. Indirect Disclosure by the Attorney. Clearly the privilege could not permit an evasion by receiving the voluntary extrajudicial disclosures of the attorney. Supposing them to be somehow admissible in spite of the Hearsay rule, they would be equally a violation of the privilege with his voluntary disclosures on the stand. If his disclosure has taken the form of handing a confidential document to a third person, the objection is equally forcible and the question is not complicated with the Hearsay rule. On the other hand, the attorney must be credited with some authority for negotiating with the opposing party, and in the course of such negotiations it becomes necessary to make communications and to deliver documents or copies which, apart from the rule as to compromise-admissions (ante, § 1061), may afterwards with propriety form the subject of proof as part of the transactions between the parties; indeed, to refuse to examine them would often

¹ Under the original theory, as already noticed in § 2290, the privilege might be thought to end with the ending of the relation.

2 1815, Cholmondeley v. Clinton, 19 Ves.
Jr. 261, 268, per L. ('. Eldon; 1878, Bullock v. Corry, L. R. 3 Q. B. D. 356 ("The rule is, once privileged, always privileged"); 1885, Pearce v. Foster, L. R. 15 id. 114, 118; 1899, Struckmeyer v. Lamb, 75 Minn. 366, 77 N. W. 987.

The doctrine of varieer is examined post, § 2327.

^{\$ 2327.}

For the question of professional ethics, whether an attorney will be restrained from going over to the service of the opponent, see the following: 1815, Earl Cholmondeley v. Lord Clinton, 19 Ves. Jr. 261, and notes to Sumner's

edition; 1821, Beer v. Ward, 1 Jac. 77; 1821, Bricheno v. Thorp, ib. 300. 1 But not under the earlier theory: ante,

^{3 1898,} Birmingham R. & E. Co. v. Wildman, 119 Ala. 547, 24 So. 545; 1877, State v. White, 19 Kan. 445; 1856, Hemenway v. Smith, 28 Vt. 701, 707; and the cases cited ante,

^{§ 2319,} assume this.

Distinguish the question whether it is allowable for him to testify, at the client's request, on behalf of the client (ante, § 1911). In the Georgia Code that question and the present privilege are confusedly dealt with in the amms personnel. the same paragraph.

X

he

it

of

ne er

10 le

ot

38

T

n

f

be to sanction the breaking of faith with the opponent. How can these opposing considerations be reconciled?

The judicial rulings are in confusion, and no clear appreciation of the significance of the dilemma is shown. The following distinctions may perhaps furnish a solution: (1) Since the attorney has implied authority from the client (ante, § 1063) to make admissions and otherwise to act in all that concerns the management of the cause, all disclosures (oral or written) voluntarily made to the opposing party or to third persons in the course of negotiations for settlement, or in the course of taking adverse steps in litigation (e. g. in serving notices), are receivable, as being made under an implied authority to disclose the confidences when necessary in the opinion of the attorney; unless it appears that the attorney has acted in bad faith towards the client. (2) All other voluntary disclosures are inadmissible, except so far as the special circumstances show an implied authority of disclosure from the client over and above the general authority to conduct litigation. (3) All involuntary disclosures, in particular, through the loss or theft of documents from the attorney's possession, are not protected by the privilege, on the principle (post, § 2326) that, since the law has granted secrecy so far as its own process goes, it leaves to the client and attorney to take measures of caution sufficient to prevent the overhearing of third persons; and the risk of insufficient precautions is upon the client. This principle applies equally to

§ 2326. Third Persons Overhearing. The law provides subjective freedom for the client by assuring him of exemption from its processes of disclosure against himself or the attorney or their agents of communication. much, but not a whit more, is necessary for the maintenance of the privilege. Since the means of preserving secrecy of communication are entirely in the client's hands, and since the privilege is a derogation from the general testimonial liability and should be strictly construed, it would be improper to

in confidence); 1898, Calcraft v. Gnest, 1 Q. B. 759 (copy of a privileged document obtained by accidental 'crassfer of possession, admitted); United States: 1899, Southern R. Co. v. White, 108 Ga. 201, 33 S. E. 952 (letter to a party's attorney, handed by the latter to the opponent's attorney, excluded); 1887, Tays v. Carr, 37 Kan. 141, 14 Pac. 456 (letter from a client to the attorney, produced by a third person, held not privileged); 1892, Liggett v. Glenn, 2 C. C. A. 286, 51 Fed. 381, 4 Ü. S. App. 438, 472 (the communication being a letter or other writing, although it may pass, by loss or otherwising, although it may pass, by loss or otherwisinto a third person's or the adversary's hands, it cannot be used); 1888, Hicks' Estate v. Manchard, 60 Vt. 673, 15 Atl. 401, action on a note; the defendant not allowed to use a copy of the specifications of claim obtained from the plaintiff's attorney). In Perry v. State, 4 Ids. 224, 38 Pac. 658 (1895), where the attorney's exelamation, when found digging up money, "That is my client's money," was admitted as "part of an act," the opinion is confused and useless. in confidence); 1898, Calcraft v. Guest, 1 Q. B.

¹ England: 1833, Cocks v. Nash, 6 C. & P. 154 (a deed was not producible, being in a trustee's hands for the plaintiff and therefore privileged; but a copy furnished by the trustee to the defendant and proved correct by the trustee was admitted); 1842, Lloyd v. Mostyn, 4 Dowl. Pr. N. s. 476 (the attorney refusing to produce by claim of privilege, proof was allowed by a copy already made by the attorney and furnished to the opponent under a judge's order; semble, Parke, B., declared the same rule applicable to a copy of a document stolen from the attorney); 1852, Enthoven v. Cobb, 17 Jnr. 81 (communication of a privileged document to another party cation of a privileged document to another party and a solicitor, having a common interest, held "not made to allow an unlimited communica-"not made to allow an unlimited communica-tion"); 1868, R. v. Leverson, 11 Cox Cr. 152 (letter to the prosecutrix' attorney, coming some-how to the hands of the defendant's attorney, not allowed to be read); 1880, R. v. Downer, 14 id. 486, 487 (solicitor's letter to a railway company. naking claim for lost articles, held company, naking claim for lost articles, held not privileged as involving facts communicated

extend its prohibition to third persons who obtain knowledge of the communications. One who overhears the communication, whether with or without the client's knowledge,1 is not within the protection of the privilege.2 The same rule ought to apply to one who surreptitiously reads or obtains possession of a document in original or copy (ante, § 2325).

8. "Except the client waive the protection."

§ 2327. Waiver in general; Voluntary Testimony as a Waiver. The privilage is designed to secure the client's confidence in the secrecy of his communications (aut., § 2291); hence, the privilege is not violated by receiving such disclosures as the client by his own wall permits to be made. There is no analogy whatever between a rule of conditional exclusion in the nature of privilege (ante, § 2196) and an absolute rule of disqualification (ante, § 427). Yet the common juxtaposition of the two classes of rules in statutory enactments - due in part to the indiscriminate use of the term "competent," long ago denounced by Bentham - has from time to time made it necessary for the Bench to correct this elementary misunderstanding on the part of the Bar. In respect to the present privilege, it has always been recognized that a waiver may be made; 1 although only since the domination of the modern theory (ante, § 2290) has it been perfectly plain that the waiver, like the privilege, belongs solely to the client (ante, § 2321), and not to the attorney.2

What constitutes a waiver by implication? Judicial decision gives no clear answer to this question.3 In deciding it, regard must be had to the double

¹ The fallacious distinction, here sometimes taken, that when the third person is present to the client's knowledge, that person may disclose, hnt not the attorney, has been already noticed

the elient's knowledge, that person may disclose, that not the attorney, has been already noticed (ants, § 2311).

2 1889, Cotton v. State, 87 Ala. 75, 6 So. 396 (conversation between the accused and his attorney, in the jailer'e presence, held not privileged, as to the jailer'e testimony); 1894, Denver T. Co. v. Owens, 20 Colo. 107, 125, 36 Pac. 840, semble; 1895, Perry v. State, 4 Ida. 224, 38 Pac. 668 (third person overhearing); 1885, State v. Sterrett, 68 la. 76, 25 N. W. 936 (third person overhearing); 1895, Hoy v. Morris, 13 Gray 519 (a "mere bystander," casually overhearing, and not an agent of the attorney, held not within the privilege; good opinion); 1895, Basye v. State, 45 Nebr. 261, 63 N. W. 811 (third person, known to the client to be present); 1829, Jackson v. French, 3 Wend, 337 (third person going with the client); 1874, Cary v. White, 59 N. Y. 336, 338; 1899, Bntler v. Frayerweather, 33 C. C. A. 625, 91 Fed. 458 (execution and contents of will).

Fayerweather, 33 C. C. A. 625, 91 Fed. 408 (execution and contents of will).

1778, Captain Baillie's Trial, 21 How. St. Tr. 1, 341, 360, 408; 1826, Merle v. Moore, Ry. & Mo. 390; 1883, Passmore v. Passmore's Estate, 50 Mich. 626, 16 N. W. 170. In Georgia, where the attorney is disqualified on behalf of the client, as well se privileged, the client of

course cannot waive the disqualification : ante, § 1911.

§ 1911.

In 1816, in Fenwick v. Reed, 1 Meriv. 114,
122, L. C. Elden was undecided whether the
attorney's executor could waive; but this douht
would not arise to-day.

Some of the Codes cited ante, § 2292, lay
down a rule. Judicial decisions are as follows:
Eng.: 1654, Waldron v. Ward, Style 449 (connsel in the cause, being examined to prove a death, Eng.: 1654, Waldron v. Ward, Style 449 (connsel in the cause, being examined to prove a death, was not allowed to be examined by the opponent ou privileged matters); 1841, Mackenzie v. Yeo, 2 Curt. Eccl. 866, 876 (a direct examination to matters within the privilege is a waiver permitting cross-examination on those matters); Can.: 1868, Forsyth v. Charlebois, 12 Low. Can. Jur. 244, calling the attempts as a witness 264, semble (calling the attorney as a witness amounts to a waiver for all matters tonched on in the direct examination); U. S.: 1873, Rowland v. Plummer, 50 Ala. 182, 194, semble (the client's taking the stand, held a waiver as to the attorney's testimony to those facts); 1897, Lonisville & N. R. Co. v. Hill, 115 id. 334, 22 So. 163 (hy using the same conversation for his own purposes, the client was held to waive the privilege); 1855, Landsberger v. Gorham, 5 Cal. 450 (direct testimony held on the facts not to amount to a waiver on a certain subject); 1884, State v. Barrows, 52 Conn. 323, 325 (witness' voluntary testimony to a preliminary statement

n-

15

i-

13

e

e,

1-

5

t

A

0

n

8

elements that are predicated in every waiver, i. c. not only the element of implied intention, but also the element of fairness and consistency. A privileged person would seldom be found to waive, if his intention not to abandon could alone control the situation. There is always also the objective consideration that when his conduct touches a certain point of disclosure, fairness requires that his immunity shall cease, whether he intended that result or not. He cannot be allowed, after disclosing as much as he pleases, to withhold the remainder. He may elect to withhold or to disclose, but after a certain point, his election must remain final. As a fair canon of decision, the following distinctions may be suggested:

(1) The client's offer of his own testimony in the cause at large is not a waiver, for the purpose either of cross-examining him to the communications or of calling the attorney to prove them; otherwise the privilege of consultation would be exercised only at the penalty of closing the client's own mouth on the stand. (2) The client's offer of the attorney's testimony in the cause at large is not a waiver so far as the attorney's knowledge has been acquired casually as an ordinary witness; but otherwise it is a waiver; for, considering that the attorney ought in general not to be used as a witness (ante, § 1911), the client ought to be discouraged from utilizing his attorney in double and inconsistent capacities, and if he has seen fit to furnish him knowledge as a witness, he should deny himself the right to invoke the attorney's function as an adviser. (3) The client's offer of his own testimony as to specific facts about which he has happened to communicate with

to her attorney, held not a waiver for the whole consultation); 1897, Takamori v. Kanai, 11 Haw. 1 (malicious prosecution; advice of counsel as furnishing probable cause; the client's calling the counsel, held a waiver); 1878, Bigler v. Reyher, 48 Ind. 112 (the client's taking the stand, held not to be a waiver, for the purposeither of calling the attorney or of cross-examineither of calling the attorney or of cross-examining the client); 1873, Oliver v. Pate, ib. 182, 142 (similar; but voluntary testimony to the 142 (similar; but voluntary testimony to the communication is a waiver, permitting the attorney to be called); 1874, Barker v. Kuhn, 38 Ia. 392, 395, semble (like State v. White, Kan., infra); 1877, State v. White, 19 Kan. 445, 447 (the client's taking the stand is not in itself a waiver of the privilege); 1878, Wilkins v. Moore, 20 id. 538, 540 (same); 1869, Wohurn v. Henshaw, 101 Mass. 193, 200 ("If the client sees fit to be a witness, he makes himself liable to full cross-examination like any other witness"): 1874. cross-examination like any other witness"); 1874, Montgomery v. Pickering, 116 Mass. 227, 231, 237 (calling the attorney is not in itself a waiver 237 (calling the attorney is not in itself a waiver of the privilege; nor is the client's own testinony); 1892, Blount v. Kimpton, 155 id. 378, 29 N. E. 590 (same, on the first point); 1857, Alderman v. People, 4 Mich. 414, 423 (accomplice taking the stand for the State under promise plice taking the stand for the State under promise of immnity waives his privilege; "he should be allowed no privileged communications; these he has voluntarily surrendered"): 1839, People v. Gallagher, 75 id. 512, 515, 42 N. W. 1063 (an accomplice, testifying for the State, waives

"all privilege as regards the crime in question"); 1890, State v. Tall, 43 Minn: 276, 45 N. W. 449 (the client's testimony to a specific fact is a waiver of the privilege as to the communication of that fact to his attorney); 1888, Jones v. State, 65 Mins. 179, 3 So. 379 (taking the stand is not in general a waiver; but here an accomplice, who had become State's evidence, was held to have waived and to be subject to cross-examination to his statements to counsel); 1860, King v. Barrett, 11 Oh. St. 261, 263 (Code applied; in a civil case the client's voluntary testimony is a waiver of the privilege untary testimony is a waiver of the privilege on the same subject); 1877, Duttenhofer v. State, 34 id. 91 (in a criminal case the acqued's State, 34 id. 91 (in a criminal case the accused's voluntary testimony is not a waiver; the Code provision not being applicable to criminal cases); 1888, Hunt v. Blackburn, 128 U. S. 464, 470, 9 Sup. 125 (privilege held waived by "entering npon a line of defence which involved what transpired between herself and Mr. W. [the attorney]"); 1871, Chahoen v. Com., 21 Gratt. 822, 835 (one of three joint defendants, by taking the stand at the instance of the State and testifying to a communication between counsel ing the stand at the instance of the State and testifying to a communication between counsel and another defendant, held not to waive the privilege by implication); 1881, Tate v. Tate, 75 Va. 522, 533 (the client's testimony, not relating to the "privileged matter," held not a waiver, even where on cross-examination the communications were testified to).

the attorney is not a waiver, for the same reason as in (1), supra; but his offer of the attorney's testimony as to such specific facts is a waiver, for the same reason as in (2), supra. (4) The client's offer of his own or the attorney's testimony as to a specific communication to the attorney is a waiver as to all other communications to the attorney; for the privilege of secret consultation is intended only as an incidental means of defence, and not as an independent means of attack, and to use it in the latter character is to abandon it in the former. (5) The client's offer of his own or the attorney's testimony as to a part of any communication to the attorney is a waiver as to the whole of that communication, on the analogy of the principle of Completeness (ante, § 2113).

§ 2328. Waiver by Joint Clients, Agents, Assignees. A waiver at one stage of a trial should be final for all further stages; 1 and a waiver at a first trial should suffice as a waiver for a later trial, since there is no longer any reason for preserving secrecy. Where the consultation was had by several clients jointly, the waiver should be joint for joint statements, and neither could waive for the disclosure of the other's statements; yet neither should be able to obstruct the other in the disclosure of the latter's own statements.2 Where the consultation was had by an agent of the client, it is ordinarily the client alone who may waive; but it has been already noticed that for certain extrajudicial purposes the attorney himself must be regarded as authorized to waive secrecy on behalf of his client (ante, § 2325). Where the client's interest has been assigned, it seems proper to say that the privilege is transferred to the assignee, for the purpose of waiver, so far as the communications affect merely the realization of the transferred interest; but it remains with the client so far as they affect any liability or right remaining in him.4

§ 2329. Waiver by a Deceased Client's Representative. That an executor or administrator may exercise authority over all the interests of the estate left by the client, and yet may not incidentally have the right, in the interest of that estate, to waive the privilege of concealing confidential communications affecting it, would seem too inconsistent to be maintained under any system of law. It has, indeed, seldom been maintained for the present privilege; but the denial of this waiver in another field, by some

^{1 1902,} Green v. Crapo, 181 Mass. 55, 62

^{1902,} Green e. Crapo, 181 Mass. 55, 6?

N. E. 956 (waiver for a hearing before the Probate Court prevents claim of privilege on a hearing before a Supreme Court justice).

There are few rulings: 1848, Bank of Utica v. Mersereau, 3 Barb. Ch. 528, 596 ("Where the privilege belongs to several clients, I do not think any one of them. Or aven a resimite contraction." any one of them, or even a majority, contrary to the expressed will of the others, can waive the privilege "); 1871, Chahoon v. Com., 21 Gratt. 822, 835 (C. J. S., and R. S., being jointly indicted for conspiracy, met for consultation with counsel; each had a counsel, but C. a was absent; L. was counsel for R. S.; at the trial, R. S. having testified to a statement of C. at the meeting, C. called L. to testify to C.'s statement;

but L. claimed the privilege; held, that I. could not testify without a waiver by all three, J. S. having in fact made no waiver; this seems unsound).

unsound).

3 1891, Bingham v. Walk, 128 Ind. 164, 27
N. E. 483 (here the agent was deceased).

4 The few rulings on this point do not take this distinction: 1831, Bowman v. Norton, 5
C. & P. 177 (similar facts to Merle v. Moore, § 2321, supra; Tindal, C. J., would not allow the assignees, as such, to waive the privilege on the bankrupt's behalf); 1838, Benjamin v. Coventry, 19 Wend. 353 (waiver may be by the client A. 19 Wend. 353 (waiver may be by the client A even though by assignment A's interest in the cause has passed to B; Bronson, J., diss.).

8

e

8

•

a

Courts (post, § 2391), demands here the more emphatic repudiation of such a fallacy:

1851, Turner, V. C., in Russell v. Jackson, 9 Hare 887, 893: "In the cases of testamentary dispositions, the very foundation on which the rule proceeds seems to be wanting; and in the absence, therefore, of any illegal purpose entertained by the testator, there does not appear to be any ground for applying it. . . That the privilege does not in all cases terminate with the death of the party, I entertain no doubt. That it belongs equally to parties claiming under the client as against parties claiming adversely to him, I entertain as little doubt; hut it does not, I think, therefore follow that it belongs to the executor as against the next of kin, and in such a case as the present. In the one case the question is whether the property belongs to the client or his estate, and the rule may well apply for the protection of the client's interests. In the other case the question is to which of two parties claiming under the client the property in equity belongs, and it would seem to be a mere arbitrary rule to hold that it belongs to one of them, rather than to the other."

1889, Collins, J., in Layman's Will, 40 Minn. 372, 42 N. W. 286: "There is an abundance of anthority for saying that, upon the decease of the only persou who could, in his life-time, exercise the privilege of waiver, the rule should not be so perverted by a strict adherence to it as to render it inconsistent with its objects, and thus hring it into direct conflict with the reason upon which it is founded. The object of the rule, so far as it relates to this class of communications, being the protection of the estate, there remains no reason for continuing it when the very foundation upon which it proceeds is wanting. The testimony called for was quite necessary in order to determine the weight which ought to be given the witness' opinion as to the mental condition of the testator, and his disclosures in no way reflected upon the character or reputation of the deceased. The testimony when given served to protect the estate, and tended to aid in a proper disposition of it. The issue in the case was as to the mental soundness of a person under whom each litigant claimed, and, whatever the result, the interest and the estate of the deceased were not prejudicially affected. It is not an action in which the success of an adverse third party must prove detrimental to the property. Neither of these litigants can be permitted to invoke the rnle respecting privileged communications for the purpose of excluding material and important evidence of the character above described upon the only question involved in the dispute, namely, the sanity of the deceased."

1900, Barker, J., in Brooks v. Holden, 175 Mass. 187, 55 N. E. 802: "To allow the executor or administrator of the deceased client to waive the privilege, and to call the attorney to testify as to a privileged communication, in a suit involving the client's estate, no more militates against the principle of public policy involved, than to allow the client himself to waive the privilege. Nor does it tend to weaken the protection which the rule gives for the benefit of the client as an individual. The executor or administrator acts with reference to the question of waiver as the personal representative of the deceased client, and solely in the interest of his estate."

This view is accepted with practical unanimity. It is further generally agreed that in testamentary contests the privilege is divisible, and may be waived by the executor, the administrator, the heir, the next of kin, or the legatee.

Can.: 1893, Magee v. R., 3 Exch. Can. 304, 327 (he must disclose "all that passed at the time relating to such execution"): U. S.: 1865, Fossler v. Schriber, 38 Ill. 173 (the "only heir" of the client, held competent to waive the privilege; and even if there were other heirs not parties, "the Conrt would presume their concurrence"); 1885, Scott v. Harris, 113 id. 447, 454, semble (in a controversy between legatees and

¹ Eng.: 1849, Doe v. Hertford, 13 Jur. 632 (waiver by heir and executors, against third persons, held proper, per Erle, J.); 1851, Russell v. Jackson, 9 Hare 387, 392 (in a contest between the next of kin and devisees, the privilege was held to belong to neither as against the other; quoted supra); 1838, Greenlaw v. King, 1 Beav. 137, 145, semble, per Lord Langdale, M. R. (waiver by the executor, allowable);

grantees, the privilege ceases); 1897, Winters v. Winters, 102 Ia. 53, 71 N. W. 184 (an heir, devises, or other representative, but not a stranger, may waive; and hence, in a will contest, either party in interest may waive); 1900, Brooks v. Holden, 175 Mass. 187, 55 N. E. 802 (representative of a deceased client may waive; quoted supra); 1889, Layman's Will, 40 Minn. 372, 42 N. W. 286 (the attorney who prepared a will, permitted to testify as to the testator's sanity, in pro-

bate proceedings; quoted supra); 1897, Glover v. Patten, 165 U. S. 394, 17 Sup. 411 (privilege ceases "between devisees under a will," "between heirs or next of kin"). Contra: 1885, Westover v. Ins. Co., 99 N. Y. 56, 50, 1 N. E. 104 (neither an executor, nor any one slee, may waive the privilege after the party's death; said obiter).

Compare the testamentary cases decided on other grounds, ante, §§ 2314, 2315.

Toric B (continued): PRIVILEGED COMMUNICATIONS.

SUB-TOPIC III: COMMUNICATIONS BETWEEN HUSBAND AND WIFE.

CHAPTER LEXEL

1. In general.

§ 2332. Policy of the Privilege. § 2333. History of the Privilege. § 2334. Marital Disqualification and Anti-Marital Privilege, distinguished; Statutory En-

2. Scope of the Testimony Privileged.

§ 2336. Knowledge obtained in Confidence, Express or Implied.

2337. Communications, not Acts. 2338. Exceptions and Distinctions.

3. Persons Prohibited and Intitled. § 2339. Third Persons Overhearing; Docu-ents obtained by Third Persons. § 2340. Who may Claim the Privilege; Waiver.

4. Coccation of the Privilege. 2341. Death; Divorce; Separation; Inralid Marriage.

1. In general.

§ 2332. Policy of the Privilege. The policy which should lie at the foundation of every rule of privileged communications (ante, § 2285) is amply satisfied in the present privilege. The communications originate in confidence; the confidence is essential to the relation; the relation is a proper object of encouragement by the law; and the injury that would inure to it by disclosure is probably greater than the benefit that would result in the judicial investigation of truth. There seems therefore to be no reason for objecting to the recognition of the present privilege:

1853, Commissioners on Common Law Procedure, Second Report, 13: "The question how far communications of married persons inter se should be matter of testimony in courts of justice stands on a very different ground [from that of compelling one to testify to facts against the other]. So much of the happiness of human life may fairly be said to depend on the inviolability of domestic confidence that the alarm and unhappiness occasioned to society by invading its sanctity and compelling the public disclosure of confidential communications between husband and wife would be a far greater evil than the disadvantage which may occasionally arise from the loss of light which such revelations might throw on questions in dispute. . . . [Hence,] all communications between them should be held to

1871, Freeman, J., in State v. McAuley, 4 Heisk. 424, 432: "If this could be permitted. it would tend to destroy that bond of mutual confidence and unquestioning trust that is essential to the peace and happiness of the most sacred of all domestic relations. No man would be willing to have his wife called on in a court of justice to detail the facts of which she gains a knowledge by reason of the fact that she is the companion of his privacy and has unlimited freedom of access to all the occurrences that transpire in his home

1898, Taylor, C. J., in Mercer v. State, 40 Fla. 216, 24 So. 154: "Society has a deeplyrooted interest in the preservation of the peace of families, and in the maintenance of the sacred institution of marriage; and its strongest safeguard is to preserve with jealous care any violation of those hallowed confidences inherent ln, and inseparable from, the marital status. Therefore the law places the ban of its prohibition upon any breach of the confidence between husband and wife, by declaring all confidential communications between

them to be incompetent matter for either of them to expose as witnesses. The reason of the old rule for rendering interested witnesses incompetent to testify at all in any case to which they were parties was because their interest was supposed to be such a strong incentive to perjury, and, where husband or wife was interested in a cause, both of them were excluded as incompetent witnesses for any purpose, because of their unity of interest; they, in the eye of the law, being regarded as one person, and whenever either was interested both were considered to be equally interested; and the incentive to perjury from such interest was considered to be as strongly operative upon the one as upon the other. But the reason of the rule for excluding the confidences between husband and wife as incompetent matter to be deposed by either of them, though they may be competent witnesses to testify to other facts, is found to rest in that public policy that seeks to preserve inviolate the peace, good order, and limitless confidence between the heads of the family circle so necessary to every well-ordered civilized society."

§ 2333. Mictory of the Privilege. The privilege for communications between husband and wife is apparently, in time of origin, the second of such privileges to be enforced at common law, and yet the last to be definitely recognized and distinguished. In the second half of the 1600s an instance of its application is found; 1 and yet the explicit statement of the privilege, as a distinct one from any other rule, did not come in England until the statutory reforms of the Common Law Procedure Act, just as the second half of the 1800s was beginning.2 The explanation of the paradox is that until that time the present privilege for communications between husband and wife had not been plainly separated from the other privilege of husband or wife not to testify to any facts against the other. This latter privilege was fully established by the end of the 1600s (ante, § 2227). But among the various reasons advanced for its support was the policy of protecting domestic confidence by prohibiting their mutual disclosures (ante, § 2228). In other words, the true policy of the present privilege was perceived, and yet it was not enforced in the shape of any rule distinct from the old-established privilege of each not to testify against the other as a party or interested in the suit. That the two are distinct is plain; for the privilege not to testify against the other is broader in the respect that it excludes testimony to any adverse facts even though they have been learned wholly apart from marital confidence, and is narrower in the respect that it applies only to testimony adverse in its tenor and adverse to a party to the cause or to one in an equivalent position. Nevertheless, the privilege against adverse testimony remained for a long time alone in its recognition; and not unnaturally, for two reasons. In the first place, in the great majority of instances in which it was desired to make a wife reveal her husband's communications, he was an adverse party, and and long-established privilege against her adverse testimony served equally to protect him against that sort of her adverse testimony as against any other. In the second place, the other instances where it might be desired that she should reveal his communications would ordinarily be those in which he himself desired her

² 1684, Lady Ivy's Trial, 10 How. St. Tr. 555, 628 (a husband's oath to the wife's request to him to commit forgery, not admitted against her as witness).

As late as 1852, Mr. J. Erle, in Stapleton

r. Crofts, 18 Q. B. 367, 274, believed that "as no protection was given to conjugal confidence in respect of the wives of witnesses not parties," the rule must be regarded as "not yet established."

testimony in his behalf, and this was of course prevented by her disqualification (ante, § 600). Thus there remained only one situation, and that the least common one, in which the two existing rules of disqualification and privilege did not already suffice to dispose of the evidence, namely, the situation in which the husband was not a party but an indifferent person and yet his communications to his wife were material to the cause and were offered to be proved by her. In view of the rarity of this situation under the system of married women's disabilities then prevailing, it is not to be wondered that at common law the question was not forced upon the consideration of the judges, and that the recognition of the present privilege as a rule independent of any other was so belated. Not until the marital disqualification and the marital privilege against adverse testimony were proposed to be abolished or modified did the existence of this third aspect of the subject begin to be perceived.8 Accordingly, when the legislators in the various jurisdictions took the first steps, in the period from 1840 to 1870, to reform the other two rules, by abolishing or restricting the disqualification and the other privilege, they invariably preserved by express enactment the present privilege for communications. So this privilege, hitherto existing rather in principle than in rule, practically begins its existence and is defined in its terms by the legislation of that period.

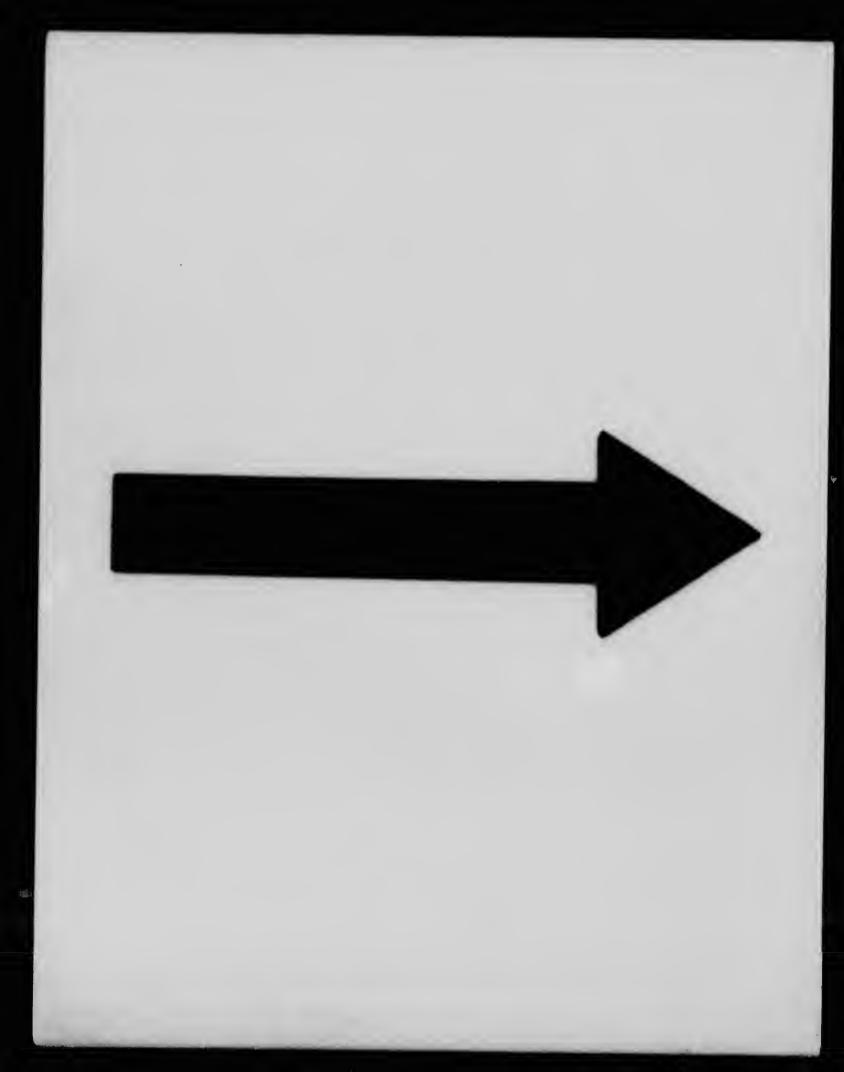
§ 2334. Marital Disqualification and Anti-Marital Privilege, distinguished; Statutory Enactments. (1) That the disqualification of husband and wife to testify the one on the other's behalf (ante, §§ 600-620) is distinct from the privilege of either against the other's disclosure of communications ought to be plain enough. The judicial confusion of them is nevertheless frequent; and the occasional legislative commingling of them in the same sentence of the same enactment has given rise to much of this confusion. Perhaps the commonest error is to ignore the husband's right to waive the privilege (post, § 2340), i.e. when he offers the wife to prove his communications to her, the errone. :s tendency is to treat the disclosure as absolutely prohibited in spite of his consent. A disqualification, of course, cannot be waived; but it is of the essence of this privilege (as of every privilege) that it may be; and yet the communications, when offered by the privileged person, are even yet repeatedly excluded, in apparent ignorance of the distinction. Another practical difference is that the disqualification affects only a party's or interested person's husband or wife (ante, § 607), while the privilege is equally valid for the communications of a husband or wife not a party nor interested.1 Still another difference is that the disqualification may cease upon the death or divorce of the husband or wife (ante, § 610), while the present privilege cannot (post, § 2341).

(2) The distinction between the present privilege for communications and the privilege against adverse marital testimony in general (ante, §§ 2227-

S Compare Mr. J. Erle's remark, supra.

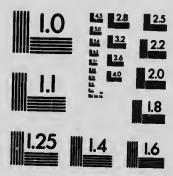
1878, Winchester F. Ins. Co. v. Foster, 90
Ill. 121, 125. Contra (but the words of the 383.

extraordinary Illinois statute permit of this ruling): 1877, Galbraith v. McLain, 84 Ill. 379, 383.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA (716) 482 ~ 0300 ~ Phone

(716) 288 - 5989 - Fax

2245) has already been noticed in dealing with the history of the rules (ante, § 2333). One of the practical differences between them is that the former applies only where the testimony is adverse, i. e. where the other spouse is either a party or in an equivalent position (ante, § 2234), while the latter may be invoked by any spouse however indifferent to the cause.2 Another difference is that the former may cease with the death or divorce of the spouse against whom the testimony may be offered (ante, § 2237), while the latter is perpetual (post, § 2341). Another and still more important difference is that the former prohibits the spouse's adverse testimony regardless of the source of knowledge, while the latter covers only knowledge obtained through the confidence of the marriage relation. The two privileges have practically nothing in common, either in policy or in rule; and their complete separation needs repeated emphasis before the possibility of confusion can be cleared away.3

The statutory enactments dealing with the present privilege are commonly united in the same enactment with the marital disqualification and the other marital privilege, and their interpretation cannot be always accurately made without comparing the entire enactment.4 The ensuing examination of the present privilege is made with reference to these statutes.⁵ In a few instances the phrasing of the local statute is peculiar and determining; but certain types of enactment are common to many jurisdictions, and in only one or two respects do the different types represent any substantial difference of policy or rule.

2. Scope of the Testimony Privileged.

§ 2336. Knowledge obtained in Confidence, Express or Implied. essence of the privilege is to protect confidences only. This is inevitably required by the very nature of this class of privileges (ante, § 2285). The purpose is to insure subjectively the free and unrestrained secrecy of communication, divested of any apprehension of compulsory disclosure; and if the communication is not intended to be a secret one, the privilege has no application to it. The chief question must be, for the present privilege, merely whether confidence or secrecy is to be presumed to have been intended, in all marital communications, until the contrary appears, or whether the burden of showing the intention of secrecy should be upon the person claiming the privilege. It would seem proper to hold that all marital communications are by implication confidential, and that the contrary intention must be made to

 ^{1873,} Moore v. Wingate, 53 Mo. 398, 409;
 1878, Willis v. Gammill, 67 id. 730, 731.
 See the opinion of Taylor, C. J., in Mercer

v. State, Fla., partly quoted ante, § 2332.

The statutes have therefore been collected in one place (ante, § 488).

In the following cases, sundry interpretations are made of the effect of the local statutes: 1897, People v. Warner, 117 Cal. 637, 40 Pag. 241 (privilege applies to opining cases). 49 Pac. 841 (privilege applies to criminal cases);

^{1900,} Hyde v. Gannett, 175 Mass. 177, 55 N. E. 991 (privilege still obtains in offering evidence under St. 1896, c. 445, quoted ante, § 1576, admitting certain hearsay evidence); 1897, Hopkins v. Grimshaw, 165 U. S. 342, 17 Sup. 401 (the privilege is not abolished by the statute; yet the dictum that the last proviso in § 877 merely qualifies the preceding section, and applies only to spouses who are parties, seems unsound).

appear by the circumstances of any given instance. Looking at the habits of married persons and the infrequency of express injunctions of secrecy, this implication of confidence seems more consonant with the facts of life. Such is practically the general judicial attitude, in spite of apparent differences of phrasing:

1830, Carr, J., in Robin v. King, 2 Leigh 140, 144: "Snppose it proved that the declarations were so made [in the family's presence] and no secrecy enjoined; would it follow that the husband wished or expected they should be divulged? Are we to say that every word spoken in the thoughtless, careless confidence of the domestic circle is free for public disclosure unless secrecy be enjoined? Is not the converse of this proposition true? And would it not have a most mischievous effect, would it not seriously break in upon that confidence which is the charm of domestic life, if men should from our decisions have cause to fear that after they were in their graves their reputation might be injured and their children ruined by the declarations they had made in the bosoms of their families? This freedom from restraint or apprehension in the intercourse of one's own fireside seems to me so necessary to the quiet and repose of society that I am fearful of trenching upon it in the slightest degree."

1833, Daniel, J., in Hester v. Hester, 4 Dev. 228, 230: "The sanctity of such [confidential] communications will be protected. Persons connected by marriage tie have, as was said at the bar, the right to think aloud in the presence of each other. But the question remains, what communications are to be deemed confidential? Not those, we think, which are made to the wife to be by her communicated to others; nor those which the husband makes to the wife as to a matter of fact upon which a thing is to operate after his death, when it must be the wish of the husband that the operation should be according to the truth of the fact as established by his declaration. Suppose a husband to disclose to his wife that he has given to one of their children a horse, can she not after his death prove that as against the executor? . . . The same reason equally applies when from the subject of the conversation it is obvious he did not wish it concealed, but on the contrary must have desired to make it known, and through her, if he found no other means of doing so."

1872, Sargent, J., in Clements v. Marston, 52 N. H. 31, 38 (allowing the wife to testify to the expenditures made by her for her husband on account of the defendant's intestate and to conversations in her presence between the latter and the husband): "This violation of marital confidence must be something confided by one to the other simply and specially as husband or wife, and not what would be communicated to any other person under the same circumstances. In this case the wife acted as the husband's agent and kept his money and knew how it was expended; but all the communications made to her were made to her as such agent, just as he would have made the same communications to any other agent doing the same business. There was no confidential communication between them as husband and wife, but simply the ordinary communications between principal and agent; and the communications would be no more confidential than those between any other principal and agent. . . Allowing the wife to testify for or against her husband, in any case where a stranger would have been a competent witness, seems to be the rule now; and, in that view of the case, nothing should be excluded except something that is strictly confidential, and not only so but communicated in strict marital confidence."

1878, Green, President, in White v. Perry, 14 W. Va. 66, 80: "Where there is not even a seeming confidence, when the act done or declaration made by the husband, so far from being private or confidential, is designedly public at the time, and from its nature must have been intended to be afterwards public, there is no interest of the marriage relation or of society which in the absence of all interest of the husband or wife requires the latter to be precluded from testifying between other parties to such act or declaration not affecting the character or person of her husband."

The circumstances which will negative this implication of secrecy must of course vary with the particular case. Commonly, the presence of a third person within hearing will negative a marital confidence; so, too, the intended transmission of the communication to a third person. But fixed rules are scarcely possible.

1 The following citations include those rulings which construe the statutes expressly making a requirement of confidentiality, as well as those which apply the principle of confidentiality to various situations; the statutes are collected anle, § 488: Alabama: 1874, Sumner v. Cooke, 51 Ala. 521 ("the line of separation . . . is incapable of expression definite enough for a rule"); 1881, Gordon v. Tweedy, 71 id. 202, 220, (certain deed-transactions, allowed to be dis-closed); 1885, Owen v. State, 78 id. 425, 432 ("any transaction or communication between husband and wife which does not on ita face appear to have been inteuded to be public or to become so," is privileged); Arkansas: 1874. Spivey v. Platon, 29 Ark. 603, 607 (a wife'a testimony to sundry transactions by the husband with third parties, admitted); 1884, Nolen v. Harden, 43 id. 307, 815 (a wife admitted to testify to the delivery by her husband of a bag of gold to a bailee and the bailee's delivery to her); Connecticut: 1888, Spitz'a Appeal, 56 her); Connecticut: 1888, Spitz'a Appeal, appear to have been intended to be public or to of gold to a bailee and the bailee's delivery to her); Connecticut: 1888, Spitz'a Appeal, 56 Conn. 184, 187, 14 £ 2. 776 (promises made hy the husband on borrowing money from the wife, held "no more privileged than a promissory note would have been"); Rlinois: 1871, Reeves v. Herr, 59 Ill. 81, 85 (the privilege is not confined to "subjects which are confidential in their nature"; hat includes "any matter which came to her knowledge in consequence of the came to her knowledge in consequence of the family relation"; here, an admission by the opponent in conversation with the husband); Indiana: 1872, Mercer v. Patterson, 41 Ind. 440, 444 (the husband's statements to a third 440, 444 (the husband's statementa to a third person in the wife's presence, not privileged); 1873, Griffin v. Smith, 45 id. 366 (same); 1876, Denbo v. Wright, 53 id. 226 (same); 1878, Floyd v. Miller, 61 id. 224, 235 (same); 1881, Smith v. Smith, 77 id. 80, 82 (the husband's intervision part within the privilegel. 1889. toxication, not within the privilege); 1882, Schmied v. Frank, 86 id. 250, 257 (statements made between them in .egard to a purchase hy one as agent, not privileged; "the authority given hy the wife to the husband to transact her business is not confidential nor intended to be private; . . it is intended to be known, and would be worthless unless known"); 1883, Sedgwick v. Tucker, 90 id. 271, 281 (wife's testimony to agreements with the husband as to property interests, admitted); 1886, Beitman v. Hopkins, 109 id. 177, 9 N. E. 720 (privilege not applied to the wife's testimony to the husband's agreement to convey land to her); 1887, Stanley v. Stanley, 112 id. 143, 13 N. E. 261 (a wife allowed to testify to the husband's intoxication, not being under the circumstances a confidential not being under the circumstances a confidential fact); 1897. Reynolds v. State, 147 id. 3, 46 N. E. 31 (the privilege not applied to statements made in a third person's presence, after a robbery, as to the identity of an assailant); Iowa:

1883, State v. Middleham, 62 Ia. 150, 17 N. W. 446 (exclamations to others in the defendant's presence, as to the defendant's murder of his stepson, admitted, as not made to the defendant); 1897, Allbright v. Hannah, 103 id. 98, 72 N. W. 421 (conversation between the wife and her 421 (conversation between the wife and her father, in the husband's presence, admitted); 1901. Hertrich 114 id. 643, 87 N. W. 689 (the statute excludes "any" communication); Wright v. Wright, — id. —, 87 N. W. 709 (communications "explanatory of transactions," held admissible); Kansus: 1893, Chicago K. & N. R. Co. v. Ellis, 52 Kan. 41, 47, 33 Pac. 478 (agreement of conveyance between Chicago K. & N. R. Co. v. Ellis, 52 Kan. 41, 47, 33 Pac. 478 (agreement of conveyance between husband and wife, excluded); 1899, Eagon v. Eagon, 60 ld. 697, 57 Pac. 942 (communicationa are privileged, even though not confidential); Kentucky: 1841, McGnire v. Maloney, 1 B. Monr. 224 (the wife's testimony to the executions of the state of the street of Monr. 224 (the wife's testimony to the execution of an instrument with attesting witnesses, admitted; the transaction being "designedly public at the time, and from ita nature must have been intended to be afterwards public"); 1899, Hilbert v. Com., — Ky. — , 51 S. W. 817 (dying declaration to the spouse, admissible); 1903, Arnett v. Com., — id. — , 71 S. W. 635 (a hnsband's dying declaration to his wife may be proved by her, as not being confidential, under Civ. C. § 608); Maine: 1859, Walker v. Sanborn, 46 Me. 470, 473 (the privilege does not cover an agreement between the has-Walker v. Sanborn, 46 Me. 470, 473 (the privilege does not cover an agreement between the hnsband and a third person made in the wife a presence); Massachusetts: 1861, Dexter v. Booth, 2 All. 559 ("private conversations," held to include the husband's ratification, in private, of a purchase made by wife); 1866, Bliss v. Franklin, 18 id. 244 (the privilege applied to communications by the wife as agent, showing good faith in 'the husband's prosecution of the defendant); 1873, Jacobs v. Hesler, 113 Mass. 157, 160 (conversation in the presence of their young fendant); 1873, Jacobe v. Hesler, 113 Mass. 157, 160 (conversation in the presence of their young children not paying any attention, held "private"); 1874, Raynes v. Bennett, 114 id. 424, 427 (similar to Dexter v. Booth, supra); 1875, Drew v. Tarbell, 117 id. 90 (similar); 1876, Brown v. Wood, 121 id. 137 (conversation promising to repay money borrowed, excluded); 1881, Fay v. Guynon, 131 id. 31, 33 (conversation in the presence of the wife's sister, who heard a part, admitted); 1887, Com. v. Jardine, 143 id. 567, 10 N. E. 250 (exclamations of pain made in the wife's presence, admitted); 1887, Com. v. Hayes, 145 id. 289, 293, 14 N. E. 151 (a wife's instructions to the husband as agent, excluded); 1890, Com. v. Cleary, 152 id. 491, 25 N. E. 834 (a husband's prohibition to the wife to sell liquors, excluded); 1891, Lyon v. Pronty, 154 id. 489, 28 N. E. 908 (the privilege not applied to the husband's communication to his wife in to the husband's communication to his wife in the presence of a daughter fourteen years old,

In many jurisdictions this fundamental element of confidence is not expressly named in the statutory enactment; it privileges "any communica-

who was not shown to have beard it); 1900, Fulier v. Fuller, 177 id. 184, 58 N. E. 588 (the privilege applied to an ordinary private conversation); Michigan: 1874, Herrick v. Odeil, 29 Mich. 47, 49 (the privilege does not cover admissiona by the hasband to a third person, in the wife's presence); 1884, Hunt v. Eaton, 55 id. 362, 366, 21 N. W. 429 (the privilege does not cover contracts between them as to separate property, when the partles are competent in cover contracts between them as to separate property, when the partles are competent in that class of litigation); 1896, Hagerman v. Wigent, 108 id. 192, 65 N. W. 756 (delivery of a mortgage hy a wife to her husband, with instructions to deliver it to the plaintiff after her death, admitted, because involving "an expectation on her part that the communication. death, admitted, because involving "an expectation on her part that the communication would be disclosed"); 1897, McKenzie v. Lautenschlager, 113 id. 171, 71 N. W. 489 (alienation of the wife's affections; testimony by the husband excluded); 1903, Chaddock v. Chaddock, — id. —, 95 N. W. 972 (deed transaction; no point decided); Minnesota: 1886, Leppla v. Tr.bune Co., 35 Minn. 310, 29 N. W. 127 ("communication," ln the statute, includea "ali conversations between husband and wife, "ali conversations between husband and wife, "ali conversations between husband and wife, though on subjects not confidential in their nature"); 1895, Newstrom v. R. Co., 61 id. 78, 63 N. W. 253 (same; "except perhaps those which from their very nature were evidently intended to be communicated to others"); Mississippi: 1870, Whitfield v. Whitfield, 44 Miss. 254, 262 (a widow allowed to testify to her husband's management of slaves, as "facts not in their nature confidential"); 1895, Saffold v. Horne, 72 id. 470, 18 So. 433 (conversations between the husband and the deceased opponent, admitted); Missouri: 1874, Darrier v. Darrier, 58 Mo. 222, 234 (letter from a husband to the wife on a matter of husiness unspecified, beld wife on a matter of husiness unspecified, beld not a "confidential communication"); 1899, Long v. Martin, 152 id. 668, 54 S. W. 473 Long v. Martin, 152 id. 668, 54 S. W. 473 (communications in a third person's presence, admitted); New Hampshire: 1848, Pike v. Hayes, 14 N. H. 19, 22 ("facts which came to her knowledge from other sources, and not hy means of her situation as a wife," admissible); 1859, Aiken v. Gale, 37 id. 494, 500 (knowledge acquired "through confidential communications from her husband," inadmlssible); 1872, Clements v. Marston, 52 id. 31, 38 (quoted supra); New Jersey: 1876, Wood v. Chetwood, 27 N. J. L. 311 (busband and wife as trustees; their New Jersey: 1876, Wood v. Unetwood, 21 N. J.
L. 311 (busband and wife as trustees; their
communications respecting the trust property,
heid not confidential; a trustee "can have no
secrets or confidences respecting the trust property"); New York: 1838, Ratcliff v. Wales, 1
Hill 63 (criminal conversation; like the next Hill 63 (criminal conversation; like the next case); 1861, Chamberlsin v. Peopie, 23 N. Y. 85, 89 (divorce; ibe wife's testimony to her interconrse with a third person, not privileged); 1888, Parkhnrst v. Berdell, 110 id. 886, 393, 18 N. E. 123 ("not all communications made between husband and wife when alone" are included; but only such as are "expressiy made confidential" or are "of a confidential nature or

induced by the marital relation"); North Caro-lina: 1833, Hester v. Hester, 4 Dev. 228 (the husband's remarks of dissatisfaction with his will and of an intention to call in neighbors to help him revise it, beld not confidential; quoted supra); 1851, Gaskill v. King, 12 Ired, 2.1, 215 (a wife's testimony to the husband's handing her a deed and telling her to record lt for A. when she pleased, admitted); 1893, Toole v. Toole, 112 N. C. 152, 156, 16 S. E. 912 (communi-112 N. C. 102, 105, 16 S. E. 912 (communication in a third person's presence, admitted); 1895, State v. Brittain, 117 id. 783, 23 S. E. 433 (confession of incest by a wife to a husband, exciuded); Ohio: 1849, Cook v. Grange, 18 Oh. 526, 531 (the privilege covers all matters, whether confidential or not; here held to cover a contract made between the husband and a third person): 1855, Stoler v. McCarter 4 Oh. a contract made between the husband and a third person); 1855, Stober v. McCarter, 4 Oh. St. 513, 523 (preceding case ilmited to a divorcee's testimony; the survivor may testify to non-confidential facts, other than conversations; the rule for conversations left undecided); 1877, Dnvai v. Davey, 32 id. 604, 609 (the statute does not excinde the husband's testimony to defensatory words attered to the wife in his statute does not excinde the husband's testimony to defamatory words nttered to the wife in his presence); 1878, Bean v. Green, 33 id. 444, 447 (the wife's testimony in action for loss of support hy furnishing liquor to the husband, admitted); 1881, McCague v. Miller, 36 id. 595 (a spouse may testify to the "known presence, hearing, or knowledge of such third person"); 1881, Stevenson v. Morris, 37 id. 11, 19 (s wife's testimony to the husband's directions, when alone with her, as to a trespass, excluded); 1883, Sessions v. Trevitt, 39 id. 259, 267 (testimony admissible, where a third person was 1953, Sessions v. Trevitt, or id. 20v, 20v (cesti-mony admissible, where a third person was present, even though he has died!); Pennsyl. vania: 1846, Cornell v. Vanartsdalen, 4 Pa. St. 364, 374 ("the rule is the same, in its spirit and extent, as that which excludes confidential comextent, as that which excludes conudential com-munications made by a client to an attorney"; here admitting the wife's testimony to the hus-band's transactions with a tenant); 1867, Hit-ner's Appeal, 54 id. 110, 111, 117 (reconciliation being a fact sufficient to avoid a deed of sepa-ration, a widow was not allowed to testify to schabilistion with the decased lineared stream separation; Thompson and Agnew, JJ., diss.); 1868, Peiffer v. Lytle, 58 id. 386, 392 (commu-1868, Peiffer v. Lytle, 58 id. 386, 392 (communications about an advancement, admitted); 1881, Rohb's Appeal, 98 id. 501, 503 ("ordinary business transactions and conversations in which others have participated," not included); 1887, Brock v. Brock, 116 id. 109, 113, 9 Atl. 486 (certain husiness communications, excluded); 1887, Adams v. Bleakley, 117 id. 283, 292, 10 Atl. 884 (certain transactions, admitted); 1895, Seitz v. Seitz, 170 id. 71, 32 Atl. 578 (an avowal by the husband to the wife of his marital misconduct and of his intention to persist in it, ad. conduct and of his intention to persist in it, admitted); 1898, Dnmbacb v. Bishop, 183 id. 602, 39 Atl. 38 (transactiona between the wife, husband, and a third person, received); Rhode Island: 1879, Campbell v. Chace, 12 R. I. 333 (privilege held applicable to communications

Some Courts, however, have construed this phrase in the spirit of the correct principle, and have implied a limitation to confidential communications. Others have literally applied the words of the statute, which is thus allowed to create an intolerable anomaly in the law of privileged communications. No justification for such an extension of the privilege has ever been attempted, and it must be supposed that this broad statutory phrasing originated in inadvertence. It is proper enough to maintain (as already noticed) that all marital communications should be presumen to be confidential until the contrary appears; but if the contrary appears, there is no reason for

made in the presence of a third person); South Carolina: 1868, Moseley v. Eakin, 15 Rlch. 324, 339 (the former statute of 1866 excluding "communications," held to "preserve the principles of the common law" and to mean "conficential communications"): Tensesse: 1851, Rrawer research 11 Humph 565 (the 1866 (the 1869)) Brewer v. Ferguson, 11 Humph. 565, 566 (the widow of the testator not admitted for conwidow of the testator not admitted for con-testants of his will to prove his "conduct and conversation" evidencing insanlty; "the law will presume the trust and confidence from the restion"); 1858, Kimbrough v. Mitchell, 1 Head 539 (a wife not admitted to prove a hus-band's ill pages leading to the cupant with Head 539 (a wife not admitted to prove a husband's ill-usage leading to his quarrel with a third person); 1860, Queener v. Morrow, 1 Coldw. 123, 128 (a wife's statements to her husband in a third person's presence, admissible); 1866, Allison v. Barrow, 3 id. 414, 416 (same); 1869, Gerunan v. German, 7 ld. 180, 181 (unspecified "statements and conversations," excluded); 1871, State v. McAuley, 4 Heisk. 424, 432 (transactions between the husband and a third party, held not provable hy the wife who had been present; preceding cases not cited); third party, held not provable hy the wife who had been present; preceding cases not cited); 1878, Patton v. Wilson, 2 Lea 101, 112 (the wife's testimony that she saw documents and money in the husbend's possession, excluded); 1879, Orr v. Cox, 3 id. 617, 921 (privilege confined to "facts coming to their knowledge through the mutual relation"); after the trial of this case the statute of 1879, Code 1896, \$ 5596, was enacted; 1882, Washington v. Bedford, 10 id. 243, 246 (the wife's testimony to the husband's giving her money, etc., excluded); 1895, Phœnix Ins. Co. v. Shoemaker, 95 Tenn. 72, 31 S. W. 270 ("all secret confidential disclosures and communications between the husclosures and communications between the husclosures and communications between the hus-band and wife, the publication of which would betray conjugal confidence and trust and tend to produce discord in the family are prohibited" from disclosure, and "all trensactions and con-versations had between the husband and wife in versations had between the nusband and wife in relation to their own affairs, not in the presence of some third person," are also prohibited; yet "matters and conversations that occur between husband and wife and third persons or in the presence of third persons, and are not intended to be secret or of a confidential character," are admissible; and, further than this, the facts of each case must largely control; here excluding conversations and payments alleged to concern a resulting trust, and the delivery of a deed by

and a chattel, but admitting it as to her husband's statements to third persons concerning the title); Texas: 1891, Mitchell v. Mitchell, 80 Tex. 101, 116, 15 S. W. 705 (the meaning of "confidential" must be determined "by the snbject-matter of he communication, or hy the circumstances under which it is made, or by both"; here, certain letters were excluded); United States: 1839, Steln v. Bowman, 1: Pet. 209, 221 (a husband's admissions to the wife that he had committed perjury, excluded); Utah: 1903, Van Alstine's Estate, 26 Utah 193, 72 Pac. 942 (the communication must be confidential); Virginia: 1830, Robin v. Kiug, 2 Leigh 140 (a widow not admitted to prove the husband's disclaimers of title, "made in the presence of the family"; quoted supra); 1873, Murphy v. Com., 23 Gratt. 160, 965 (assault; the injured person's admission to his wife that the defendant struck in defence only, excluded, though the two were then living apart); Tersubject-matter of he communication, or hy the the defendant struck in defence only, excluded, though the two were then living apart); **Zermont.* 1835, Williams ** Baldwin, 7 Vt. 503 (a husband's possession of a letter, and its contents, provable by the wife); 1855, Smith **n Proctor, 27 id. 304, 308 (services rendered by a third person to the husband; the wife almitted); 1895, Wheeler **v. Campbell, 68 id. 98, 34 Atl. 35 (a wife may testify to conversatious between 35 (a wife may testify to conversatious between the husband and a third person); Washington: 1901, Sackman v. Thomas, 24 Wash. 660, 64 Pac. 819, semble (the statute does not apply to Pac. 819, semble (the statute does not apply to conversations on basiness matters, but only to confidential communications); West Virginia: 1878, White v. Perry, 14 W. Va. 66, 80 (the wife admitted to prove certain transactions of sale by the husband; quoted supra); Wisconsin: 1870, Cook v. Henry, 25 Wis. 569, 571 (authority to the wife to sell honsehold goods, not a confidential communication); 1890, Bigelow v. Sickles, 75 id. 427, 429, 44 N. W. 761 (the husband's testimony to the wife's conduct with an adulterer, admitted); 1890, Smith v. Merrill, ib. 461, 462, 44 N. W. 759 (note written by a wife to an adulterer in the husband's presence, but kept by her; his testimony to it, excluded); 1897, Lanctot v. State, 98 id. 136, 138, 73 N. W. 575 (letters from a husband to the wife, revealing his identity, excluded). the wife, revealing his identity, excluded).

§ 2337. Communications, not Acts. The privilege has for its object the security from apprehension of disclosure, - a security in consequence of which confidences will be freely given and not withheld. The protection therefore extends only to communications, i.e. alterances, not acts, —the reasoning being analogous to that which establishes a similar limitation for communications between attorney and client (ante, § 2306). Nevertheless, the statute in some jurisdictions extends the privilege to "transactions," or to knowledge of any fact acquired in the marital relation, and there is at first sight some plausibility in this extension. The confidence, it may be argued, which the husband or wife desires, and the freedom from apprehension which the privilege is designed to secure, must be supposed to be equally as desirable for conduct as for utterances. For example, a husband intending a secret journey must be equally desirous to prevent the disclosure of his preparations of accoutrement as of his communications of plan. To be obliged, under pain of disclosure by legal process, to remain dumb as to his destination is no more incongruous with marital confidence than to be obliged to conceal his valise and his railroad-ticket and his travelling garb from the wife's inspection. Must not the confidence be as desirable for the latter as for the former? And is not every act of domestic privacy, equally with every utterance, done in reliance upon a supposed confidence in the maintenance of that privacy? In short, in the preposterously extreme logic of one Court, must not the law "assume that no husband will commit a crime in the presence of his wife except in the confidence induced by the marital relation?" 1 The difficulty with this argument is that it proves too much. It requires quite as effectually that the same privilege be extended to the testimony of a son or a brother or a parent or a servant. It amounts merely to this, that every man would of course much prefer that no member of his family should, without his consent, be allowed to disclose the private doings of the household. This is natural enough; but it is not at all what the principle of privileged communications has ever assumed as its goal (ante, § 2285). The privilege concerns solely the relation of husband and wife; it cares nothing for the family as such, - nothing for parent and child, nothing for brother and sister, nothing for master and servant. It is the peculiar interest of the marital relation, and of that alone, which requires unrestricted confidence; and therefore that relation alone is protected and those confidences alone which spring from that relation are protected. Domestic conduct, the refore, may doubtless be private and confidential, but the confidence is towards the family at large, and not towards the wife in particular. It is only so far as there has been a special confiding of it to the wife (or husband) that it comes within the privilege.

It follows, therefore, on the one hand, that the privilege does not apply to domestic conduct as such. On the other hand, it is equally true that any particular act or conduct may in fact become the subject of a special con-

¹ Ross, C. J., in French v. Ware, 65 Vt. 338, 347, 26 Atl. 1096. 3265

fidence in the wife alone, i.e. may become a communication to her. For example, the husband, bringing home a package of valuables, and calling his wife's attention, "Note that I place this in the fourth desk-drawer," in effect communicates to her not only the words but also the act of placing the package. While his domestic acts are ordinarily not to be treated as communications, nevertheless it is always conceivable that they may by special circumstances be made part of a communication. To formulate a precise test would perhaps be impracticable. It is clear, however, that the mere doing of an act by the husband in the wife's presence is not a communication of it by him; for it is done for the sake of the doing, not for the sake of the disclosure. There must be something in the way of an invitation of the wife's presence or attention with the object of bringing the act directly to her knowledge. Except in such cases, the privilege cannot cover anything but an utterance of words, spoken or written. One of the many aspects of this principle is illustrated in the following passage:

1882, James, J., in U. S. v. Guiteau, 12 D. C. 498, 547: "The exhibition of sanity or insauity is not a communication at all, in the sense of the rule which protects the privacy and confidence of the marriage relation, any more than the height or color or blindness or the loss of an arm of one of the parties is a communication. The rule which is supposed to have been violated was established in order that the conduct, the voluntary conduct, of married life might rest secure upon a basis of peace and trust, and relates to matters which the parties may elect to disclose or not disclose. It was provided in order that matters should not come to the light which would not do so at all without a disturbance and disregard of the bond of peace and confidence between the married pair. Therefore it has not been applied to any matter which the husband for example has elected to make public, by doing or saying it in presence of third persons along with his wife; and it cannot be applied to that which, whether he will or no, he inevitably exhibits to the world as well as to his wife. Some diseases a husband may conceal, and he may choose whether to reveal them or not. . . . But sanity or insanlty are conditions which are not of choice; and when the disease of insanity exists, the exhibition of it is neither a matter of voluntary confidence nor capable of being one of the secrets of the married relation."

Apart from the statutes above mentioned, whose wording requires a broader scope, the privilege is commonly accepted as applying to utterances only.²

2 Compare also some of the rulings cited ante, § 2236: California: 1898, Ponlsou v. Stanley, 122 Cal. 655, 55 Pac. 605 (delivery of a deed, not a "communication"); District of Columbia: 1882, U. S. v. Guitean, 12 D. C. 498, 547 ("whether in yonr association with him you ever saw anything that would indicate that he was a mau of nusonnd mind," allowed; quoted supra); Georgia: 1869, Williama v. Phillips, 39 id. 597, 605 (aimilar to the next case); 1869, Jackson v. Jackson, 40 Ga. 150, 153 (privilege covers "any fact which came to her knowledge by reason of the confidential relation of husband and wife"); 1869, McIntve v. Medlerim, ib. 490, 491 (similar); 1872, Davis v. Weaver, 46 id. 626, 629 (similar); 1878, Goodrum v. State, 60 id. 509, 511 (a husband not allowed to testify that a wife did not complain to him of an assanlt; "the wife ought to feel . . . as secure that her ailence will not be disclosed, to ler

detriment or disadvantage, as that what she says will not be repeated "): 1879, Stanford v. Marphy, 63 id. 411, 416 (testimony by the wife to a note deposited with her by the hasband, excluded; the privilege covers "facts ascertained by reason of such confidential intercourse"); Illinois: 1896, Griffith v. Griffith, 162 Ill. 368, 44 N. E. 820 (acts of self-abuse by the hasband, observed by the wife, held privileged); Indiana: 1882, Perry v. Randall, 83 Ind. 143 (action for money lost by the plaintiff in the defendant's house and found and kept by the defendant; the defendant's wife not admissible to testify to the defendant'a conduct in dealing with the money in her presence); 1893, Polson v. State, 137 id. 519, 524, 35 N. E. 907 (the fact of imparting a loathsome disease, not privileged); 1897, Beyerline v. State, 147 id. 125, 45 N. E. 772 (that the wife, testifying, had been taken by the neck by the husband and

§ 2338. Exceptions and Distinctions. (1) Under a few statutes, by express words or by construction, the communications may exceptionally be disclosed, commonly in cases involving the commission of an injury by one spouse upon the other.1

(2) At common law, where exceptions were recognized to the rule forbidding one spouse to testify against the other, i.e. in the case of certain injuries done by one to the other (ante, § 2239), it would seem that the present rule suffered also an exception, and properly.

(3) At common law, before any statutory recognition of the present privilege had taken place, the wife's correspondence with the husband was always admitted in actions for criminal conversation (ante, § 1730). So far as it was admitted for the plaintiff, the husband's offer of it might be treated as a waiver; but so far as admitted for the defendant, it must have implied the recognition of an exception, and properly.2

compelled to forge a signature, admitted, partly se not a communication, partly because not because not a communication, partly because not confidential, partly because a crime); Indian Territory: 1899, German-American Ina. Co. v. Paul, 2 Ind. T. 625, 53 S. W. 442 (that his wife had given him property, admitted); Iowa: 1861, Romans v. Hay, 12 Ia. 270 (the privilege does not cover the fact of desertion); 1882, Hanks v. Van Garder, 59 ld. 179, 182, 13 N. W. 103 (the privilege does not cover a husband's transfer v. Van Garder, 59 Id. 179, 182, 13 IV. W. 103 (the privilege does not cover a husband's transfer of a claim to the wife); Kanaus: 1900, State Bank v. Hutchinson, 62 Kan. 9, 61 Pac. 443 (iasne whether a wife's mortgage was executed in fear of threats to prosecute her husband; her testimory that she had heard that he was threatand admissible though the senges of her hear. ened, admissible, though the source of her hearing was a communication from the husband); Kentucky: 1871, English v. Cropper, 8 Bush Kentucky: 1871, English v. Cropper, 8 Hush 292 (the privilege does not cover facts known "from other means of information than such as result from the marriage relation"); 1877, Elswick v. Com., 13 ld. 155, 156 (same); 1890, Com. v. Sapp, 90 Ky. 580, 585, 14 S. W. 834 (same; a wife admitted to testify to the husband's attempt to poison her); Massachusetts: 1868, Baldwin v. Parker, 99 Mass. 79, 83 (the fact of a communication, not merely its tenor, is fact of a communication, not merely its tenor, is fact of a communication, not merely its tenor, is privileged); Missouri: 1880, Holman v. Bachus, 73 Mo. 49, 51 (the privilege covers an act of payment which might be explained by the conversation accompanying); 1893, McFadin v. Catron, 120 id. 252, 274, 25 S. W. 506 (preceding case approved); 1895, Harlan v. Moore, 132 id. 483, 492, 34 S. W. 70 (the privilege does not cover mere "acts" of a spouse); 1897, Shanklin v. McCracken, 140 id. 348, 41 S. W. 898 (testimony of the wife, that M. handed her husband a package, which he opened and handed back to M., and that she saw that it contained deeds, admitted); New Hampshire: 1899, Noyes v. to M., and that she saw that it contained deeds, admitted); New Hampshire: 1899, Noyes v. Marston, 70 N. H. 7, 47 Atl. 592 (in Pub. St. § 20, the restriction of "violation of marital confidence" applies to "statement, etc.," ss well as to "any matters," in spite of the lack of a comma after "matter"); Ohio: 1849, Cook v. Grange, 18 Oh. 526, 531 (the privilege covers "all transactions which occurred during mar-

riage"); 1855, Stober v. McCarter, 4 Oh. St. 513, 523 (preceding case limited to a divorcee's 513, 523 (preceding case limited to a divorcee's testimony; the survivor'a testimony may include facts, other than conversations, occurring during coverture which do not violate deceased's confidence or injure his reputation); 1834, Hoitz v. Dick, 42 ld. 23, 26 (husband allowed to testify to wife's handwriting); Ulah: 1903, Van Alstine's Estate, 26 Utah 193, 72 Pac. 942 (condition of the husband as to intoxication in his wife's presence, held not a communication): Ver. tion of the husband as to intoxication in his wife's presence, held not a communication); Vermont: 1893, French v. Ware, 65 Vt. 338, 344, 26 Atl. 1096 (battery; complaints by the injured husband as to bodily palus, the fact of his lnability to labor, and a perusal of accounts with others; the first held privileged, the others not; confidential are "matters of confidence" and "transactiona affecting the character," including "direct testimony to the act of a crime": cluding "direct testimony to the act of a crime"

clading "direct testimony to the act of a crime"; ophnion unsound); Wisconsin: 1897, Lanctot v. State, 98 Wis. 136, 73 N. W. 575 (adultery; to prove the defendant's name and identity, letters to his wife bearing the name J. L., and signed as husband, were excluded).

1 Ind.: 1883, Doolittle v. State, 93 Ind. 272 (criminal cases "where the wife is the injured party"; based on a comparison of Rev. St. § 1889, par. 2, "the party injured by the offence committed," with the general provision making the rules in criminal cases the same as in civil cases); 1895, Jordan v. State, 142 id. 422, 424, 41 N. E. 817 (same); Mo.: 1889, Henry v. Sneed, 99 Mo. 407, 12 S. W. 663 ("in the present case, S. attempted to take advantage of a legal technicality as to conversations between a legal technicality as to conversations between husband and wife, to prevent the full extent of his fraud from being unearthed," and an exception to the privilege was recognized for fraud); 1896, Moeckel v. Heim, 134 id. 576, 38 S. W. 1896, Moeckel v. Heim, 134 id. 576, 36 S. W. 226 (fraud; the husband, as alleged, having persnaded his wife to sign a note, the conversations between them were testified to); 1902, Rice v. Waddill, 168 id. 99, 67 S. W. 605 (a husband's letters to his wife, showing a fraudulent scheme, to denvive her of property admitted scheme to deprive her of property, admitted

against his grantees).

2 1896, Horner v. Yance, 93 Wis. 352, 67

(4) The wife's statements in her husband's presence are receivable against him as his admissions implied by silent assent (ante, § 2232); yet if the interview was private, the present privilege seems to forbid this; for, even regarding the statements as adopted and made by him, they are still private and confidential.

3. Persons Prohibited and Entitled.

§ 2339. Third Persons Overhearing; Documents obtained by Third Persons. (1) A third person overhearing a confidential communication may testify to it,1 for the same reason recognized in the privilege for a client's communications with his attorney (ante, § 2326).

(2) For documents of communication coming into the possession of a third person, a distinction should obtain, analogous to that already indicated for a client's communications (ante, §§ 2325, 2326); i. c. if they were obtained from the addressee by voluntary delivery, they should still be privileged (for otherwise the privilege could by collusion be practically nullified for written communications); but if they were obtained surreptitiously or otherwise without the addressee's consent, the privilege should cease.2

§ 2340. Who may Claim the Privilege; Waiver. (1) The privilege is inten 'd to secure freedom from apprehension in the mind of the one desiring to communicate (ante, § 2332); it thus belongs to the communicating one, and the other one — the addressee of the communication -- is therefore not

N. W. 720 (but It is difficult to reconcile this

with the local statute, § 4072).

\$ 1871, R. v. Hilditch, 12 Cox Cr. 131, Cox,
J. ("what a wife says in the presence of ber
busband is admissible, and what she writes to him, if received and recognized by him, is equivalent to a statement made verbally by her in

alent to a statement made verbally by ner in his presence"; a letter found on his person, here doubtingly beld admissible).

1 1834, R. v. Simons, 6 C. & P. 540; 1889, Gannon v. State, 127 Ill. 507, 518, 21 N. E. 525; 1900, State Bank v. Hutchinson, 62 Kan. 9, 41 Day 448: 1872. Com. v. Griffin, 110 Mass. 525; 1900, State Dank v. Rhtchinson, 52 Ran. v. 61 Pac. 443; 1872, Com. v. Griffin, 110 Mass. 181; 1862, State v. Center, 35 Vt. 378, 382, 386 (proved by a police-officer who was in the

next room).

The rulings are not harmonious; compare The rulings are not harmonious; compare the rulings on confession obtained by trick (ante, § 341): 1872, R. v. Pameuter, 12 Cox Cr. 177 (letter to a wife, given to a constable to post, but retained by bim, excluded); 1902, Ward v. State, 70 Ark. 204, 66 S. W. 926 (a defendant, in jail, gave to his wife a letter, partly to ber and partly to N., and the letter was taken from ber; held, that the part to her was inadmissible, and, by a majority, that the part to N. was admissible; 1880, State v. Hoyt, 47 Conn. 540 (letters of the defendant to his wife, admitted from one who had obtained possession of them); from one who had obtained possession of them); 1898, Mercer v. State, 40 Fla. 216, 24 So. 154 (a husband's letter to bis wife, obtained somehow by the defendant; excluded, regardless of the persons by whom it was possessed); 1893, Wilkerson v. State, 91 Ga. 729, 738, 17 S. E.

990 (a letter from a husban.' to the wife, given by 0 (a letter from a husben. to the wife, given by ber to her paramour, excltudd); 1878, State v. Buffington, 20 Kan. 599, 612 (a letter from the defendant to bis wife, handed by her to the prosecuting witness, admitted; 'It is privileged only while it remains in their custody and control, or while it remains within the custody and control, of their agents or represents and control, or while it remains with in the custody and control of their agents or representatives"); 1893, Scott v. Com., 94 Ky. 511, 23 S. W. 219 (a letter by a husband to the wife, obtained from her by a third person, whether by force or otherwise, privileged); 1892. State v. Ulricb, 110 Mo. 350, 364, 19 S. W. 656 (a husband's letters to the wife produced from her custody, excluded); 1877, Geiger v. State, 3 Nebr. 545, 549 (a letter from a busband to the wife, found by a third person in the husband's honse, admitted; "the Court will not take notice how they are obtained"): 1902. People v. Truck, 170 N. Y. 203, 63 N. E. 281 (the defendant's wife permitted to prove her receipt from him in jail of two letters, and her mailing of them, the wife not being aware of the contents or of the addresses); 1887, Bowman v. Patrick, 32 Fed. 368 (letters from a husband to Partick, 32 Fed. 368 (letters from a husband to a wife, found among bis papers by the busband's administrator, and by him delivered to the party, excluded); 1889, Selden v. State, 74 Wis. 271, 274, 42 N. W. 218 (letters by a busband to a wife, deposited by her with her attorney for a divorce, held not producible by the latter in a prosecution of the bushand for perjury; addresses and pastmarks on the appelores. addre addresses and postmarks on the envelopes, equally excluded).

entitled to object; 1 unless, as already noticed (ante, §§ 2338, par. 4), the latter's silence is desired to be treated as an assent and an adoption of the statement, which thus makes it doubly a communication and doubly

(2) The spouse possessing the privilege may of are waive it. The waiver may be found in some extrajudicial disclosure,2 or 1. some act of testimony which in fairness places the person in a po ition not to object consistently to further disclosure, - for, as already noted (ante, § 2327), the principle of waiver cannot depend solely upon the interpretation of conduct implying

Nevertheless, in a few Courts the doctrine of waiver appears to be ignored entirely.4 This confusion of a disqualification with a privilege has been already adverted to (ante, § 2334); it is entirely unjustifiable (except as required by the express words of some perversely-phrased statute), and is so radical an error of principle that no further argument would cure such

4. Cessation of the Privilege.

§ 2341. Death; Divorce; Separation; Invalid Marriage. The privilege is intended to secure such a guarantee against apprehension of disclosure as will induce absolute freedom of communication; and this can only be attained by continuing the protection in spite of the termination of the marital relation:

1859, Stephens, J., in Lingo v. State, 29 Ga. 470, 483: "Communications between husband and wife are protected forever. This is necessary to the preservation of that perfect confidence and trust which should characterize and bless the relation of man and wife. Each must feel that the other is a safe and sacred depository of all secrets; and the protection which the law holds over the dead is the very source of greatest security to all the living."

(1) Hence, it has always been conceded that the death of the person communicating does not terminate the privilege. In this respect, the present

1900, Derham v. Derham, 125 Mich. 109,
 83 N. W. 1005; 1888, Stickney v. Stickney,
 131 U. S. 227, 237, 9 Snp. 677, semble (cited post, § 2341). Contra (that the privilege belongs to both): 1890, People v. Mullings, 83 Cal. 138, 143, 23 Pso. 229; 1891, People v. Wood,
 126 N. Y. 249, 271, 27 N. E. 362, semble. Undecided: 1882, Perry v. Randall, 83 Ind.
 143. 146. semble.

Undecided: 1802, Perry v. Indicate, 60 and 143, 146, semble.

1894, People v. Hayes, 140 N. Y. 484, 495, 35 N. E. 951 (letters from a wife to a husband, given by him to his mistress and by her to the district attorney, not privileged for

the husband).

The statutes cited ante, § 488, sometimes provide for this: 1898, Driver v. Driver, — Ind. -, 52 N. E. 401 (divorce; husband's use of his own communications to the wife, treated as a waiver of privilege as to his letters on the same subjects); 1897, Kelley v. Audrews, 102 Ia. 119, 71 N. W. 251 (presence of the wife in Conrt at

a former trial when the hasband disclosed the communications in question, not a waiver of the privilege for the second trial); 1898, Nichols v. Nichols, 147 Mo. 387, 48 S. W. 947 (examina-Nichols, 147 Mo. 387, 48 S. W. 947 (examination of wife by opponent as to communications waives the privilege as to such communications); 1899, Rose v. Mitchell, 21 R. I. 270, 43 Atl. 67 (alienation of wife's affections; whether pla_utiff's testimony to wife's language to him is a waiver, allowing her to testify to similar matters, nndecided).

The following ruling is nusonnd; compare

The following ruling is musoned; compare \$2276, ante: 1891, Connolly v. Murrell, 14 Ont. Pr. 187 (the husband may at any time claim the privilege, even after making partial disalgance)

disclosnre).

4 1877, Chapman v. Holding, 60 Ala. 522,
533, **aemble; 1900, Robinson v. Robinson, 22
R. I. 121, 46 Atl. 455. Undecided: 1882,
Perry v. Randall, 83 Ind. 143, 146, **sevible.

2 1824, Doker v. Hasler, Ry. & Moo. 198

privilege differs not only from the marital disqualification (ante, § 610) but also from the marital privilege against adverse testimony (ante, § 2237), so that, even where those two have been terminated by death or have been abolished by statute, the present privilege remains for enforcement. (2) In the same way, the privilege does not terminate with divorce or separation. (3) But the application of the privilege to a communication made between husband and wife living in separation, or between persons living in unlawful cohabitation,4 cannot be conceded; for here the policy of the privilege does not apply (ante, § 2332), since the relation is not one in which the law need seek to foster confidence, and no privilege ever came into existence.

(a widow not admitted to provs a conversation between herself and the testator); 1895, Emmons v. Harton, 109 Cal. 662, 669, 42 Pac. 303; 1879, Brooks v. Francia, 10 D. C. 109; 1852, Farmeri Bank v. Cole, 5 Harringt. 418; 1859, Lingo v. State, 29 Ga. 470, 483; 1869, Jackson v. Jackson, 40 ld. 160, 153; 1895, Goelz v. Goelz, 157 Ill. 33, 41, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 157 Ill. 33, 41, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 157 Ill. 33, 41, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 157 Ill. 33, 41, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 157 Ill. 33, 41, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 167 Ill. 34, 41 N. E. 756; 1895, Goelz v. Goelz, 167 Ill. 35, 41, 41 N. E. 623; 1872, Mercer v. Pattyrson, 41 Ind. 440, 444; 1873, Griffiu v. Smith, 45 id. 866; 1900, Shuman v. Supreme Lodge, 110 Ia. 480, 81 N. W. 717 (statute applied); 1901, Hertrich v. Ilertrich, 114 id. 643, 87 N. W. 689; 1841, McGuire v. Malouey, 1 B. Mour. 224; 1858, Short v. Tinsley, 1 Metc. Ky. 897, 401; 1890, Com. v. Sapp, 90 Ky. 580, 584, 14 S. W. 834; 1901, Mnrphyv. Murphy, — Ky. —, 65 S. W. 165 (privilege held uot applicable to a widow'a testimouy to the testator's declarations in a will contest; Du Relle, J., diss.); 1902, Manhattan L. I. Co. v. Beard, 112 id. 455, 66 S. W. 86 (privilege held applicable to a willow's testimouy in a enit ou the husband's inaurance policy); 1903, New York Life Ius. Co. v. Johnsou, — id. —, 28 W. 762 (widow's testimony in favor of the deceased's estate, excluded); 1859, Walker v. Sanborn, 46 Me. 470, 472; 1861, Dexter v. Booth, 2 Ali. 559; 1886, Mayaard v. Vinton, 59 Mich. 139, 152, 26 N. W. 401; 1895, Newstrom v. R. Co. 61 Minn. 78, 63 N. W. 253; 1895, Buckingham v. Roar, 45 Nsbr. 244, 63 N. W. 398; 1842, Babcock v. Booth, 2 Hill N. Y. 181, 187; 1842, Osterhout v. Shoemaker, 8 ld. 518, 519; 1874; 1871, 18tate v. McAuley, 4 Heisk. 424, 432. In some of the above cases the testimony was excluded even when it favored the deceased, northy because of the erroueous view already (a widow not admitted to prove a conversation between herself and the testator); 1895, Emmons

In some of the above cases the testimony was excluded even when it favored the deceased, partly because of the erroneous view already noticed (ante, § 2334, par. 1), partly because of a too etrict view of the principle of waiver

lege ever came into existence.

(ants, §§ 2229, 2340); a correct solution is seen in the following cases: 1888, Stickney v. Stickney, 181 U. S. 227, 237, 9 Sup. 677 (a widow held to be "at liberty, though not compellable, to etate the directions given by her to her husband respecting the investment of her money"); 1897, Smith v. Cook, 10 D. C. App. 488, 492; Posey v. Hansou, ib. 497, 509 (the widow allowed to disclose communications with the deceased husband in a suit against her involving the title to property).

**1885, Owen v. State, 78 Ala. 425, 428; 1888, Loug v. State, 86 id. 36, 41, 5 So. 443; 1890, People v. Muilings, 38 Cal. 138, 143, 23 Pac. 229; 1886, Griffith v. Griffith, 162 Ill. 363, 44 N. E. 820 (divorced wife not allowed to testify for the plaintiff in an action by the second wife for divorce); 1898, Geer v. Goudy, 174 id. 514, 51 N. E. 628; 1882, Perry v. Randall, 33 Iud. 143; 1901, Evans' Estate, 114 Ia. 240, 86 N. W. 283; 1872, Anderson v. Anderson, y. Kan. 112, 115; 1890, Com. v. Sapp, 90 Ky. 580, 584, 14 S. W. 834; 1888, Hitchcock v. Moore, 70 Mich. 112, 116, 37 N. W. 914; 1886, Leppla v. Tribune Co., 85 Minn. 310, 29 N. W. 127; 1900, State v. Kodat, 158 Mo. 125, 59 S. W, 78; Ratcliff v. Wales, 1 Hill N. Y. 63; 1861, Chamberlain v. People, 23 N. Y. 85, 89; 1849, Cook v. Grange, 18 Oh. 520, 529; 1887, Brock v. Brock, 116 Pa. 109, 113, 9 Atl. 486; 1900, Robinson v. Robinson, 22 R. I. 121, 46 Atl. 455; 1858, Kimbrough v. Mitchell, 1 Head 539, 540; 1870, Cook v. Henry, 25 Wie. 569, 571.

**Contra: 1884, Holtz v. Dick, 42 Oh. 8t. 23, 26 (a wife's lettera to a husband, while living separate from him, admitted ou commonlaw principles; "that rule has not been limited by the present legislation, but enlarged").

**A 1831, Wells v. Fisher, 1 Moo. & Rob. 99 (bere the man was a second husband, but tha first husband, who had been supposed dead, had returned from foreign parts).

Topic B (continued): PRIVILEGED COMMUNICATIONS.

SUB-TOPIC IV: COMMUNICATIONS BY AND TO JURORS.

CHAPTER LEXXII.

\$ 2345. General Principles involved.

A. PRTIT JURY.

1. Privileged Communications Rule. \$ 2346. Scope of the Principie.

2. Parol Evidence Rule.

2. Parol Evidence Rule.

§ 2348. General Principle.
§ 2349. (a) Motives, Heliefs, Misnuderstandings, or Intentions of Jurors, as immaterial.
§ 2350. Same: Examining the Jury before Discharge, to ascertain the Grounds of Verdict.
§ 2351. (b) Issues of the Trial, as material; Judge's Instructions, as considered by the Jury.
§ 2352. (c) Irregularities and Misconduct, as material; Jurors Impeaching their Verdict; History of the Rule.
§ 2353. Same: Policy of the Rule.
§ 2354. Same: State of the Law in Various Jurisdictions; Qualifications of the Rule.
§ 2355. (d) Mistake in Recording or Announcing the Verdict.

§ 2356. Same: Explaining the Verdiet's Meaning; Mistake as to its Legal Effect; Retiring to Reconsider.

8. Arbitrators' Awards.

§ 2358. Foregoing Principles applied to Arbitrators' Awards.

B. GRAND JURY.

1. Privileged Communications Rule.

§ 2360. History and General Principie. § 2361. (a) Privilege of Grand Jurors; Secrecy of Vote and Opinion. § 2362. (b) Privilege of Witnesses before the Grand Jury; General Principie. § 2363. Same: Instances of the Cessation of the Privilege.

2. Parol Evidence Rule.

§ 2364. Grounds for Indictment; Illegal Evidence; Required Number of Votes; etc.

§ 2345. General Principles involved. The doctrine of privilege for confidential communications, when applied to jurors in their deliberations, found itself side by side with two other and totally distinct doctrines. To the natural risks of entanglement, add that one of these doctrines is not a principle of evidence at all, and that the other is a now discarded principle which at one time had great vogue in other relations; and it is easy to see that much obscurity of rule has resulted, together with much difference of judicial opinion. As the common formula has run, "a juror's testimony or affidavit is not receivable to impeach his own verdict." But this rule of thumb is in itself neither absolutely correct as a statement of the acknowledged law, nor at all defensible upon any principle in this unqualified form. It is a mere shibboleth, and has no intrinsic signification whatever. It resembles the popular notion in times of stringency that "the country needs more money," or the old tradal fallacy that a people's money ought to be spent within its own borders and not paid to foreign merchants for foreign goods, - both of which have a certain plausibility, and yet can only be exposed by a consideration of independent and fundamental economic principles which combine under certain circumstances to produce the facts that give plausibility to the popular dogmas. The dogma that a juror may not impeach his verdict is, then, in itself neither correct in law nor reasonable in principle; but it has reference to a group of rules deducible from three general and independent principles, which must be examined separately:

1. Privileged communications. The juror's subjective freedom of expression in consultation must be guaranteed. Hence the evidential principle of privileged communications (ante, § 2285) genuinely applies to the deliberations of a jury, so as to forbid any one of them to reveal the communications of another during retirement, without the latter's consent.

2. Parol evidence (Integration). The verdict of a jury is a written act, like a will or a contract or a judgment reduced to writing, and the "parol evidence" rule (post, § 2401) governs it, in a special application adapted to its circumstances. The results of this principle's application fall under four heads: a. The negotiations and motives preceding and leading up to the final act of uttering the verdict are immaterial and cannot be used to vary or set aside the verdict as uttered; b. The precise scope of the issues upon which the verdict is founded is always open to ascertainment; c. The failure to observe those forms of behavior which are essential to the validity of jurors' actions is always open to establishment; d. The incorrectness of the foreman's declaration or of the clerk of court's record, in not representing the actual terms of the verdict as finally assented to by the jury as a body, may always be established, for the purpose of correcting the record, by proceedings taken at a proper time; provided always that this permissible process is to be distinguished from the things prohibited by the rule of (a), above.

3. Self-stultifying testimony. In so far as the rule of 2, c, above, is attempted to be carried out by using a juror's testimony to prove his own misbehavior, this would be forbidden by the principle nemo turpitudinem suam allegans audietur (ante, § 525), if there were any such principle. But that principle of evidence has long ago disappeared from every other part of our law, and it should not survive for the present purpose.

The foregoing principles have application as well to grand jurors as to petit jurors, but naturally with some differences of result. The chief difference is that under the principle of 1, above (privileged communications), the communications of witnesses to the jurors, as well as of the jurors among themselves, are included, and a special development of the principle becomes necessary.

So also the award of arbitrators is governed by the same principles, the chief difference occurring in the application of 2, b, above, because of the arbitrators' combination of the functions of judge and jury.

A. PETIT JURY.

1. Privileged Communications Rule.

§ 2346. Scope of the Principle. The requirements of the general principle of privileged communications (ante, § 2285) are fully satisfied for communications between jurors during retirement. The communications originate in a confidence of secrecy; this confidence is essential to the due attainment of the jury's constitutional purpose; the relation of juror is clearly entitled to the highest consideration and the most careful protection; and the injury from

disclosure would certainly overbalance the benefits thereby gained. It has therefore always been assumed and conceded that a juror is privileged not to have his communications with a fellow-juror disclosed upon the witness-stand against his consent.2

Nevertheless this principle has in practice not played a frequent part, and for three reasons: (a) The communications between jurors are seldom relevant in any way upon another trial; 3 (b) even when they are desired to be used on motions for a new trial, they are usually excluded by virtue of the parol evidence rule in some aspect; when they are not so excluded, they are still usually without the privilege because they involve misconduct, which is perhaps not protected by the principle of the privilege; 4 (c) even when the privilege would apply, the juror himself waives it by making voluntary affidavit.

It remains, however, to notice the practical differences between the application of the present principle, i. c. the genuine privilege, and the ensuing one, i.e. the parol evidence rule: (1) Under the parol evidence rule, the juror's testimony is excluded only when it is offered to prove facts nullifying the verdict, on a motion for a new trial. But under the privileged communications rule, the juror's testimony would be excluded for any purpose whatever, - for example, where upon another trial he was a witness and his bias was offered to be shown by his expressions during retirement with the former jury. Thus the genuine privilege may have a larger scope than the parol evidence rule. (2) Under the parol evidence rule, the juror's testimony is excluded (by the prevailing rule) in proving either his own misconduct or a fellow-juror's; but under the privileged communications rule the former is obviously not excluded, where the juror makes voluntary affidavit. Contrariwise, in the few jurisdictions which do not accept the rule prohibiting proof of misconduct, the juror might still be prevented from disclosing a fellow-juror's communications unless the latter consented. (3) Under the parol-evidence rule, the prohibitions, so far as they exist at all, are absolute and independent of the juror's consent; but under the privileged communications rule there is nothing left to prohibit if the privileged juror once consents.

2. Parol Evidence Rule.

§ 2348. General Principle. The principle of the Parol Evidence rule (the constitution of legal acts) is later examined in detail (post, §§ 2400-2478);

1 1834, Johnson, J., iu M'Kain r. Love, 2 Hill S. C. 506 ("We know from experience that, in questions admitting of any doubt, the only

in questions admitting of any doubt, the only possible means of arriving at nnanimity of opinion amongst many is by a free interchange of thought, and to deny it to a jury would be to defeat the object of trial by jury").

2 1873, R. v. Kahalewai, 3 Haw. 465, 470 (rule applied); 1824, State v. Powell, 7 N. J. L. 244, 248 (knowledge of the condition of the body, acquired as a coroner's juror upon the same death, not privileged).

In 1757, Admiral Byng having been condemned to death by a court-martial, whose deci-

demned to death by a court-martial, whose deci-

siou many thought harsh, a hill was presented to release from their oath of secrecy the members of the court-martial, so that an investigation might be had; this bill Lord Mansfield and Lord Hardwicke both opposed, and their arguments are analogous to those urged against the disclosure of a jury's deliberations and reasonings (Cohbett's Parl. Hist. 803-822, Campbell's Lives

of the Chancellors, VI, 273).

They might be relevant to impeach the juror as a witness in a later trial; e. g. as attempted in Phillips v. Marhlehead, 148 Mass. 326, 330, 19 N. E. 547 (1889).

4 Post, § 2354.

and a jury's verdict is one of the most important acts illustrating the application of that principle. To consider its application here is to separate the subject from its natural place, but is unavoidable.

That principle is that where the existence and tenor of a legal act — i. e. an utterance to which legal effects are attached - are in issue, the outward utterance as finally and formally made, and not the prior and private intention, is taken as exclusively constituting the act (post, §§ 2404, 2425); and therefore where the act is required (as judicial proceedings are) to be made in writing, the writing is the act (post, § 2450). But this assumes that there was an act; nothing therefore prohibits the investigation of the circumstances to determine whether an act of the alleged tenor was consummated by the will of the parties (post, § 2408). Moreover, if any formalities are essential to the validity of the act, their absence may of course be shown (post, § 2456). Finally, even when an act of the tenor alleged appears to have been done by written utterance, the failure of the written utterance to correspond with the private intention is good ground, in a proper proceeding, for judicial revision and correction of the writing, so far as there is no impolicy in unsettling the transaction and risking controversial uncertainty (post, §§ 2413, 2417).

In applying this principle to a jury's verdict, the subject naturally falls under four heads:

a. The jurors' deliberations during retirement, their expressions, arguments, motives, and beliefs, represent that state of mind which must precede every legal act and is in itself of no legal consequence. The verdict, as finally agreed upon and pronounced in court by the jurors, must be taken as the sole embodiment of the jury's act. Hence it stands, irrespective of what led up to it in the privacy of the jury-room, - precisely as the prior negotiations of the parties to a contract disappear from legal consideration when once the final agreement is reduced to writing and signed. The difference is that the parties need not have reduced their transaction to a single memorial (i. e. by integration) unless they wished to, while the law requires the verdict thus to be made; but the effect is the same, when the act is once done.

b. The issues submitted to a jury must be known before the scope of the verdict can be completely determined, because a general verdict purports only to state the net fact of a decision pro or con, and the subject of law and fact, upon which the decision is given, must still be sought in the pleadings, the testimony, and the instructions, - precisely as a written contract may by the parties' express intention cover only a part of a transaction and leave the rest to be determined from other materials (post, § 2430). Hence, properly, the issues covered by a verdict may always be established, in order to determine the scope of the judgment, and by a juror's testimony, if needed. Here, however, certain discriminations, as will be seen, come into play.

c. The jury's failure to obey essential formalities of conduct may invalidate the verdict, - just as the parties' failure to observe the required formality of recording a deed or attesting a will or stamping a contract (under the revenue

law) or making a memorandum (under the statute of frauds) may invalidate a transaction otherwise perfect (post, §§ 2454-2456). The transgression of these rules of formality may therefore of course be established as a ground for invalidating the verdict. What these formalities shall be is determined by the policy applicable to jury-trials, and is in no sense a question of evidence. There is, however, a rule of evidence, now generally but improperly accepted, that the fact of informality, so far as it involves improper conduct by the jurors, shall not be proved by one of the jurors themselves. This rule has nothing to do, in principle, with the trial rules of informality, nor with the parol evidence rule permitting informalities to be established.

d. The correction of a mistake in the jury's uttered verdict, occurring between the time of the act of voting or assenting in the jury-room and the final entry of the verdict by the clerk in court, may properly be made, upon the same principle that a deed may be reformed in equity for mutual mistake, so as to make it correspond with the expressed agreement of the parties as informally reached before the execution that a judgment-roll may be corrected nunc pr tune to correspond with the proceedings as originally contained in the pleadings or the clerk's minutes (post, § 2450). This process, however, has constantly to be distinguished from the improper attempt to violate the principle of (a) above by giving effect to the motives or beliefs of the jurors leading up to their final act of

From the general principle of the parol evidence rule, therefore, may be adequately deduced all the detailed rules that control the methods of correcting or setting aside the jury's verdict. So far as the privileged communications rule incidentally forbids anything which the parol evidence rule would permit, its effect will be noticed under the appropriate head. The effect of the supposed rule against self-stultification (nemo turpitudinem * am) will also thus be noticed. The rules defining the informalities fatal to a verdict will be assumed to be already prescribed by the law of trials.

 $\S~2349.~(a)$ Jurors' Motives, Beliefs, Misunderstandings, Intentions, and the like, as Immaterial. For the reason already stated (ante, § 2348, par. a), the verdict as uttered is the sole embodiment of the jury's act, and must stand as such without regard to the motives or beliefs which have led up to their act. The policy which requires this is the same which forbids a consideration of the negotiations of parties to a contract leading up to the final terms as deliberately embodied in their deed, namely, the loss of all certainty in the verdict, the impracticability of seeking for definiteness in the preliminary views, the risk of misrepresentation after disclosure of the verdict, and the impossibility of expecting any end to trials if the grounds for the verdict were allowed to effect its overthrow:

1872, Cleasby, B., in Duke of Buccleuch v. Metropolitan Board, L. R. 5 E. & I. App. 418, 434:1 " As soon as the award is made, it must speak for itself. It must be applied, as

¹ This opinion is dealing with an arbitrator's jurors' verdicts, and it contains the soundest award, but its reasoning is expressly applied to statement of the principle.

in other cases, hy extrinsic evidence to the subject-matter, hut cannot be explained or varied or extended by extrinsic evidence of the intention of the person making it. There appear to me to be the strongest objections against allowing the umpire to be examined for the purpose of shewing what he intended to be included in the award. In the first place it is (and, indeed, must be) a written instrument, and the general rule is applicable, that its effect must be collected from the instrument itself. . . . The award taken hy itself is something certain and fixed, and settles the rights of the parties; hut if evidence be admitted of the intention and state of mind of the umplre when he made it, its certainty is destroyed, and its effect depends upon his memory, clearness of intellect, and perhaps upon his views and wishes taken up afterwards. Surely it would be a most dangerous thing, after an award has been made which becomes of itself the foundation of a right, to allow any one to retain the power of explaining it away, or even of defeating it. We can properly investigate the acts of a judge or arhitrator in prosecuting a particular inquiry, and his judgment founded upon it; hut how can we investigate his secret thoughts or lutentions? He is the only master of them, and what he says must be conclusive, as there is nothing which can contradict or explain it. The objection to such evidence would be more striking if, instead of the umpire being appealed to, two arbitrators had joined in an award. Could each have been questioned as to the composition of the award? Although they had agreed as to the result and amount of the award, it would not at all follow that they agreed in the steps by which it was arrived at. Indeed, we know that agreement in such a result is often only arrived at by some concession and compromise, and in a case of a difference in the evidence of what was intended, which is to govern and influence the award. Or it may be farther illustrated hy supposing the case, instead of going to arhitration, to go to a jury. There is an assessor who presides, and he directs the jury to reject certain heads of claim and to compensate for others. The jurymen giva a general verdict. Could the twelve jurymen be called as witnesses to shew to what e...... they had severally acted upon the direction given, or against it, so as to vitiate the .er ot hy shewing that some jurymen included in it matters they could not properly include? I submit not, and that the verdict must speak for itself. . . . The state of the arhitrator's or judge's mind is of no importance, except so far as it is embodied in some judicial act done by him. His mind may fluctuate and change more than once until the decision is delivered, and then, whether it be upon an interlocutory or final matter, the case is so far bound."

1802, Tyler, J., in Robbins v. Windover, 2 Tyl. 11, 13: "The common law requires that the twelve jnrors shall unite in a verdict. Whoever considers the variety and intricacy of causes they have to determine, the difficulty of hringing twelve persons of different habits and modes of thinking, and of unequal abilities, fortuitously elected, to concur in opinion, will perceive the wisdom of the Legislature in directing that their deliberations should be secret; for it was to be expected, that in bringing about a union of sentiment in the panel, the subject under consideration would be presented in various lights; that futile objections would be met with inconclusive arguments, theory opposed to practice, and legal science to common sense; that the reputations of witnesses would be scanned, the character of parties too often adverted to, and the whole investigation illustrated hy relations of what each juror had heard or known in cases supposed similar; that the warmth of dehate would excite an obstinacy of opinion, and a reluctant and tardy assent to the verdict, perhaps drawn from some one, which, on after reflection, might leave in the juror's mind a doubt of its rectitude. It would be of dangerons tendency to admit jurors by affidavit to detail these deliherations of the jury room, to testify to subjects not perfectly comprehended at the time, or hut imperfectly recolicated. From a natural commiseration for the losing party, or a desire to apologize for the discharge of an ungrateful duty, after the juror had been discharged from office, he would be too apt to intimate, that if some part of the testimony had been adverted to, or something not in evidence omitted, his opinion would have been otherwise, whilst others of the panel, with different impressions or different recollections, might testify favourably for the prevailing

party. This would open a novel and alarming source of litigation, and it would be difficuit to say when a suit was terminated."

1836, Turley, J., in Hudson v. State, 9 Yerg. 407, 410: "To establish the principle that jurors may file affidavits showing upon what particular parts of testimony they may have found their verdict, with a view of granting new trials if the Court shall be of opinion that the testimony thus made the basis of the verdict was not legal, and therefore ought not to have been received, would be casting obstacles in the way of criminal trials that would render it aimost impossible ever to bring them to a conclusion."

1839, Shaw, C. J., in Murdock v. Sumner, 22 Pick. 156: "The general rule is that affidavits of jurors will not be received to prove any mistake of the evidence or misapprehension of the law on the part of the jury. Different jurors, according to their different degrees of intelligence, of attention, and habits of thought, may entertain different views of the evidence and of the instructions of the Court in point of iaw. But the verdict, in which they ail concur, must be the best evidence of their beilef both as to the fact and the law, and therefore must be taken to be conclusive."

Accordingly, it is to-day universally agreed that, on a motion to set aside a verdict and grant a new trial, the verdict cannot be affected, either favorably or unfavorably, by the circumstance that one or more jurors misunderstood the judge's instruction, or were influenced by an illegal paper or by an improper remark of a fellow-juror, or assented because of weariness or illness or importunities, or assented under an erroneous belief that the judge would use clemency or have the legal right to vary the sentence, or had been influenced by inadmissible evidence, or had decided upon grounds which rendered newly-discovered evidence immaterial, or had omitted to consider important evidence or issues, or had miscalculated accounts by errors of fact or of law, - or that any other motive or belief, leading to their decision, had existed prior to their final assent and vote.2

Eng.: 1754, Canning's Trial, 19 How. St. Tr. 283, 669 (the jury having brought in a verdict of "guilty of perjury, but not wilful and corrupt," and the Court refusing to receive it, corrupt," and the Court relusing to receive it, the jury retired and hrought in a verdict of "guilty of wilful and corrupt perjury"; and, npon a motion for a new trial, based on two jurors affidavits, the foreman of the jury "was sent for hy the Court," and stated that two of the jury would not consent to the second war. sent for ny the court, and stated that two the jurors would not consent to the second verdict unless the jury recommended the accused for mercy, whereon they all agreed on that basis; and the motion, being argued before five basis; and the motion, being argued before two of the superior judges among others, was over-ruled); 1770. R. v. Almon, 5 Burr. 2686 (a juror's affidavit, that he had understood the judge's direction to be that certain evidence was conclusive, and that "if he had apprehended that the input were at liberty to everying their conclusive, and that "if he had apprehended that the jury were at liberty to exercise their own judgment, he would have sequitted the defendant," was excluded; Aston, J.: "A jnryman's affidavit with regard to his sentiments in point of law, at the trial, ought not to be admitted"); 1832, Ramsdge v. Ryan, 9 Bing. 333, 338 (a juror having been charged with expressions of bias before the trial, the foreman's affidavit that "the verdict was not occasioned by the practice of that individual" occasioned by the practice of that individual" was excluded, the Court "observing that the

affidavits on the other side applied only to the conduct of the juror before he entered the jury-box"); Can.: 1900, Fraser v. Drew, 30 Can. Sup. 241 (misunderstanding the evidence); Ark.: 1881, St. Louis I. M. & S. R. Co. v. Cantrell, 37 Ark. 519, 523, 527 (inverse affidavite at the the 37 Ark. 519, 523, 527 (juror's affidavit as to the effect of the Court's Instruction upon his vote, excluded); Cal.: 1854, Amsby v. Dickhouse, 4 Cal. 103 (juror's affidavit that he was disquaded) A Cal. 103 (juror's affidavit that he was discussed from a contrary verdict by a fellow-juror's improper conduct, excluded); 1860, People v. Wyman, 15 id. 70, 75 (that the verdict was not "a fair expression of the opinion of the jury," excluded); 1865, People v. Hughes, 29 id. 258, 263 (that two jurors would not have agreed to a verdict hnt for fear of being shut up over night, excluded); Colo.: 1890, Knight v. Fisher, 15 Colo. 176, 25 Pac. 78 (jurors' affidavits not received to show "improper arguments advanced by their fellow-jurors"): 1891, Wray v. Carpenter, 16 id. 271, 27 Pac. 248 (jurors' affidavits as to the "theory or ground upon which they rendered their verdict," exupon which they rendered their verdict," excluded); Conn.: 1852, Haight v. Turner, 21 Conn. 593, 596 (juror's affidavit that the jury had considered certain evidence contrary to the Court's instruction, excluded); Fla.: 1878, Coker v. Hayes, 16 Fla. 368, 392 (juror's affidavit not received to show that he assented to

The following discriminations, however, must be made: (1) Many Courts reach this result by merely pronouncing the shibboleth that "a juror cannot

the verdict "because of the discontent of many the vertice "because of the discontent of many of the jurors at his not agreeing with them"); Aa.: 1850, Bishop v. State, 9 Ga. 121, 125 (juror's affidavit that he was induced to agree by the persuasion of his fellow-jurors and by their misrepresentations as to the effect of the verdict," excluded); 1853, Clark v. Carter, 12 id. 500, 503 (juror's affidavit that he misuuderid. 500, 503 (juror's affidavit that he misuuderstood the case in arriving at his verdict, excluded); 1855, Mercer v. State, 17 id. 146, 174 (juror's admissions that he yielded to the verdict only "because he could not control the rest of the jury," excluded); 1859, Coleman v. State, 28 id. 78, 84 (similar); 1867, Rutland v. Hathorn, 36 id. 380, 384, 386 (similar); 1873, King v. King, 49 id. 622 (similar); 1885, Coleman v. Slade, 75 id. 61, 72 (like Clark v. Carter, expra); Hav. . 1859, Howland v. Jacobs, 2 Haw. 155 (juror's affidavit as to fellow-jurors' improper reasons for the verdict, excluded); improper reasons for the verdict, exciuded); 1873, R. v. Kahaiewai, 3 id. 465, 469 (affidavits of jurors and third persons as to the language of 1873, R. v. Kahaiewai, 3 id. 465, 469 (affidavits of jurors and third persons as to the language of jurors during deliberation, indicating bias, excluded); Ill.: 1841, Smith v. Eamea, 4 Ill. 76, 81 (jurors' affidavits as to their understanding of the judge's instructions, excluded); 1878, Niccoils v. Foster, 89 id. 386 (jurors' affidavits not admitted to show "what the jury thought and did in their retirement"); Ind.: 1846, Ward v. State, 8 Blackf. 102 (juror's affidavit as to his "particular view of the testimony," excluded); 1858, Eliott v. Milis, 10 Ind. 368, 371 (jurors' statements that they "unintentionally overlooked" a credit in defendant's favor, excluded); 1864, Hughes v. Listner, 23 id. 396 (jnror's affidavit that he yielded his verdict only to avoid further confinement, excluded); 1872, Withers v. Fiscus, 40 id. 131 (jurors' affidavits not admissible to show that they had made a mistake in calculating the interest); Ind. T.: 1903, Langford v. U. S., — Ind. T. —, 76 S. W. 111 (juror's affidavit as to his reason for consenting, excinded); Ia.: 1849, Lloyd v. Mc. Ciure. 2 G. Gr. 139 142 (jurors' affidavits not senting, excinded); Ia.: 1849, Lloyd v. Mc-Ciure, 2 G. Gr. 139, 142 (jurors' affidavits not admitted to show "what items they had allowed and what rejected," in an action on an account); and what rejected," in an action on an account); 1851, Abel v. Kennedy, 3 id. 47 (not admitted to show that "the reading of the deposition [after retirement] did not influence their verdict"); 1856, Cook v. Sypher, 3 Ia. 484, 486 (juror's affidavit that "the verdict was not voluntary on his part," excluded); 1859, Butt v. Tuthili, 10 id. 585 (obscurely reported); 1863, Davenport v. Cummings, 15 id. 219, 228 (juror's affidavits that they understood by an instruction that "a preponderance of evidence was not required," excluded); 1863, Jack v. Naber, ib. 450, 452 (juror's affidavits that they "misunderstood the testimony," excluded); 1866, Wright v. Tei. Co., 20 id. 195, 212 (principle of the prior cases approved; quoted post, § 2353); 1871, Cowles v. R. Co., 32 id. 515, 518 (juror's affidavit that he found his verdict upon certain evidence alone, excluded); 1877, Brown v. Cole, evidence alone, excluded); 1877, Brown v. Cole, 45 id. 601 (juror's athidavit that he had assented

soiely because of ilineas, excluded); 1878, Ward v. Thompson, 48 id. 558, 594 (jurors' affidavita as to their misunderstanding of the ruie of damages, excluded); 1878, State v. McConkey, 49 id. 499, 504 (jurors' affidavits that they erroneously rejected evidence before them, excluded); 1884, Fox v. Wunderich, 64 id. 187, 20 N. W. 7 (juror's affidavit that he assented to the verdict in order to shorten his confinement, excluded); 1885, Wilkins v. Bent, 66 id 531, 24 N. W. 29 (jurors' affidavits that they erro-24 N. W. 29 (jurors' affidavits that they erroneously deducted a certain amount, excluded); 1894, State v. Beste, 91 id. 565, 60 N. W. 112 (juror's affidavit that another juror argued that the defendant ought to have taken the stand, excluded): 1895, State v. Landerbeck, 96 id. 258, 65 N. W. 158 (like sundry prior cases); 1896, State v. Whalen, 98 id. 662, 68 N. W. 554 (jurors' affidavits as to the influence upon them of an illegal reading of law books by another than the standard of the s 554 (jurora affidavits as to the innuence upon them of an illegal reading of law books by another juror, excluded); 1896, Kassing v. Watter, — id. —, 65 N. W. 832 (jurora affidavits that they erroneously reckoned interest, admitted for the purpose of argument); 1898, Christ v. Webster City, 105 id. 119, 74 N. W. 743 (jurora affidavits as to a misunderstanding of instrucster City, 105 id. 119, 74 N. W. 743 (jurors' affidavits as to a misunderstanding of instructions, excluded); Kan.: 1874, Perry v. Bailey, 12 Kan. 539, 544 (juror's affidavit not admissible to show "a matter resting in the personal consciousness"; quoted post, \$2358); 1885, State v. Burweil, 34 id. 312, 8 Pac. 470 (foreman's affidavit that he "would not have signed the verdict had he known its real meaning," excluded); 1895, State v. Clark, ib. 289, 8 Pac. 528 (jurors' affidavits that documents illegally read by them influenced the verdict excluded); 1895, State v. Plum, 49 id. 679, 31 Pac. 308 (jurors' affidavits that they consented only to avoid a lung jury, excluded); Ky.: 1808, Taylor v. Giger, Hardin 595, 598 (jurors' affidavits not admissible "to explain the trein of reasoning or the grounds either of law or fact assumed by them"; here, to show an improper consideration of future damage by a continuing trespass); 1826, Doran v. Shaw, 3 T. B. Monr. 411, 415 (preceding rule applied to exclude proof of being infinenced by the sheriff's directions); La.: 1860, State v. Millican, 15 La. An. 557 (juror's testimony not received to show the jury's misunderstanding of the judge's charve): 1876, State v. France 28 id 657 affidavits as to a misunderstanding of instruc-An. 557 (juror's testimony not received to show the jury's misunderstanding of the judge's charge); 1876, State v. Frugé, 28 id. 657 (juror's testimony that a juror had used falla-cions arguments, excluded); 1879, State v. Wailman, 31 id. 146 (juror's testimony that he had consented only in the belief that a petition had consented only in the belief that a petition for ciemency would secure a commutation of sentence, exciuded); 1886, State v. Bird, 38 id. 497 (similar); 1886, State v. Bates, ib. 491 (similar); 1889, State v. Morris, 41 id. 785, 6 So. 639 (juror's affidavit and statements that he consented only because of illness and a desire to be released, held inadmissible); Me.: 1831, Bishop v. Williamson, 8 Me. 162, semble (juror's testimony as to misunderstanding the evidence, held inadmissible); 1868, Heffron v. 78

impeach his verdict," and do not appreciate the vital distinction between impeaching it in the manner of the present rule and impeaching it in the manner

Gallupe, 55 Me. 563, 566 (jurors' depositions as to the influence of a paper illegally introduced before them, excluded); 1874, Greeley v. Mansnr, 64 ld. 211, 213 (juror's affidavit that hy reason of lllness he did not understand the deliberations in the jury-room, excluded); Md.: 1766, Bladen v. Cockey, 1 H. & McH. 230, 235 (juror's testimony that "he gave his verdict because the witness A gave such evidence as he 235 (juror's testimony that "he gave his verdict because the witness A gave such evidence as he credited," said to be improper, because parol proof should not be used "to lessen the weight of the record"); 1831, Bosley v. Ins. Co., 3 G. & J. 450, 478 (jurymen's depositions that they charged the plaintiff with Interest to a certain time in estimating damages, excluded); Mass. (here the rule of Pierce v. Wodward, infra, was afterwards repudiated in Hannum v. Belchertowu): 1809, Whitney v. Whitman, 5 Mass. 405 (the Court refused to examine jurors as to whether they had been infinenced hy a paper illegally delivered to there "the Court must be governed by the tender, of the paper apparent from the face of it"); 1827, Hix v. Drury, 5 Pick. 296, 302 (jurors not examinable to the effect of papers accidentally delivered; Drury, 5 Pick. 296, 302 (jurors not examinable to the effect of papers accidentally delivered; "although the jury may think that they were not influenced by such paper, it is impossible for them to say what effect it may have had on their minds"); 1828, Pierce v. Woodward, 6 Pick. 206 ("Where the judge is surprised by the verdict, it is not unusual to ask the jury noon what 206 ("Where the judge is surprised by the verdict, it is not unusual to ask the jury npon what principle it was found"; new trial granted because "the principle [of damages upon which they proceeded was incorrect"]; 1829, Ferrill v. Simpson, 8 Pick. 359 (juror's testimony admitted to show "that a misapprehension at the trial, in regard to a certain line, had no influence mitted to snow that a missipprenension at the trial, in regard to a certain line, had no influence upon the verdict"; the Court's discretion being invoked); 1830, Parrott v. Thacher, 9 id. 426, 431 ("Where there are distinct grounds moon than the same property of the course of the which the verdict may be given, perhaps it is not improper to ascertain which they adopted, as there may be little or no evidence upon one and sufficient upon another; and if it appears that smitient npon another; and if it appears that they did not agree [unanimously] upon either of the grounds, I do not see how their verdict can stand"); 1832, Dorr v. Fenno, 12 Pick. 520, 526 (preceding case and its language, approved; "this is, however, a discreting try power, which the Court will exercise very y-pairingly and with great caution"; here the principle was held to permit an inquiry into the jury's principle of permit an inquiry into the jury's principle of computing interest; but an inquiry into their mode of agreeing npon damages hy striking an average was treated as involving an act of misbeaverage was treated as involving an act of misser-havior and therefore not ascertainable through the jurors themselves); 1837, Hannum v. Belchertown, 19 Pick. 311 (jurors' depositions not admitted to show that they had obeyed the rule permitting double damages; Dorr v. Fenno approved, but its principle impliedly repudiated); 1839. Murdock v. Sumner, 22 id. 156 (jurors) affidavits not admitted to show that they made a mistake of law in believing themselves bound to accept the opinion of an expert witness;

quoted supra): 1854, Boston & Worcester R. Co. v. Dana, 1 Gray 83, 91, 105 (jurors' affidavita not admitted to show that they had averaged damages, on the principle of Dorr v. Fenno): 1867, Bridgewater v. Plymouth, 97 Mass. 382, 390 ("the affidavits or testimony of a part of the jury cannot be received to show that they misunderstood the instructions of the judge or misunderstood the instructions of the judge or that they were induced by mlsapprehension to assent to the affirmation of the verdict"; preassent to the affirmation of the verdict"; preceding cases not noticed; moreover the principle
laid down in Hannum v. Belchertown, supra,
was there applied even to the entire jury's unanimous testimony); 1871, Woodward v. Leavitt,
107 id. 458, 459, 471 (jurors' affidavits held not
admissible to show that a juror B., alleged to
have been prejudiced, did not take part in the
discussion nor vote on the side of the alleged
hias; Dorr v. Fenno and Ferrill v. Simpson disapproved, in this respect; yet their doctrine is hias; Dorr v. Fenno and Ferrill v. Simpson disapproved, in this respect; yet their doctrine is accepted so far as it allows a questioning as to the grounds of verdict by the judge before the final delivery and affirmanco of the verdict); 1887, Warren v. Spencer Water Co., 143 ld. 155, 165, 9 N. E. 527 (jnror's subsequent declarations, or even his testimony, to the reasons for and manner of arriving at a verdict, held inadtlous, or even his testimony, to the reasons for and manner of arriving at a verdict, held inadmissible); 1893, Harrington v. R. Co., 157 id. 579, 580, 32 N. E. 955 (Woodward v. Leavitt approved); Minn.: 1868, Knowlton v. McMahon, 13 Minn. 386 (jurors' affidavits not received to show that the officer in charge "sought to, and did, influence the verdict"); 1870, State v. Stokely, 16 id. 249, 255 (jurors' affidavit that had not his health compelled his release from confinement, excluded); Mo.: 1883, State v. Fox, 79 Mo. 109, 112 (some one threw a rope with a connement, excinacity; Mv.: 1800, State v. rox, 79 Mo. 109, 112 (some one threw a rope with a hangmau's noose into the jury-room; jnror's testimony as to the effect of this incident, excluded); 1893, State v. Schaefer, 116 id. 96, 22 S. W. 447 (jurors' affidavita that the evidence was misunderstood by them, excluded); 1896, State v. Burk, 132 id. 363, 34 S. W. 48 (jurors' affidavits that they consented to the verdict on the underthat they consented to the verdict on the understanding that the Court would reduce the sentence, excluded); Mont.: 1895, Fitzgersld v. Clark, 17 Mont. 100, 42 Pac. 273 (juror's affidavit that he consented to the verdict because he was ill and desired to be released, excluded); Nebr.: 1888, Harris v. State, 24 Nebr. 803, 40 N. W. 317 (jurors' affidavits not admissible to N. W. 317 (jurors' affidavits not admissible to impeach a verdlet in a matter "which essentially inheres in the verdict itself"; following the rule in Wright v. Tel. Co., la.); N. H.: 1827, Tyler v. Stevens, 4 N. H. 116 (jurors' affidavits that they had "misunderstood the directly had that they had "misuuderstood the directions by the Court," excluded); 1829, Page v. Wheeler, 5 id. 91 (following Whitney v. Whitman, Mass.); 1833, State v. Hascall, 6 id. 352, 363 ("They state generally that they were influenced by nothing except the law and evidence given at the trial; but this we cannot consider"); 1850. State v. Pike. 20 id. 344 (juror's affidavit 1850, State v. Pike, 20 id. 344 (juror's affidavit that the absence of a certain paper, improperly

of rule c (post, § 2352). (2) In consequence of the foregoing indiscrimination, a few Courts have occasionally received testimony of the juror's state of mind

withheld, did not affect the jury's opinion of its contents or affect, admitted; State v. Hascall not cited); 1852, Folsom v. Brown, 25 id. 114, 123 (like Griffin v. Anburn, infra; jurors' affidavits here excluded); 1855, Leighton v. Sargont, 31 id. 119, 122, 137 (jurors' affidavits as to their consultations and how they determined the amount of damages, excluded); 1856, Walker v. Kennison, 34 id. 257 (jurors' affidavits that a fellow-juror pr'argonaented the testimony etc. fellow-juror in represented the testimony, etc., excluded); 18/9, Griffin v. Auburn, 59 id. 286 (jurors' admissions, after verdict, as to having excluded); 1879, Griffin v. Auburn, 59 id. 286 (jurors' admissions, after verdict, as to having considered the question of costs, excluded); N. J.: 1792, Randall v. Grover, 1 N. J. L. 151 (juror's affidavit stating the "insufficiency of the evidence to justify the verdict," excluded); 1798, Jessup v. Cook, 6 id. 434, 439 (juror's affidavit that the jury divided a debt between the partners, offered to show that new evidence was material; Court equally divided); 1872, Hutchinson v. Consumers' Coal Co., 36 id. 24 (jurors' affidavits "to explain the reasons or motives of the jurors, or any of them, for giving or consenting to the verdict," inadmissible); N. Mex.: 1895, U. S. v. Biens, 8 N. Mex. 99, 42 Pac. 70 (juror's affidavit that the verdict was based upon the testimony of one L. subsequently convicted of perjury, apparently held admissible; the true solution here would have been to grant a new trial on the sole fact of L.'s perjnry, if on a material point, without regard to its probable influence on the jnry); N. C.: 1878, State v. Smallwood, 78 N. C. 560 (like State v. Best, infra); 1884, State v. Royal, 90 id. 755 (juror's affidavit that the verdict was influenced by the defendant's failure to call his son as a witness, excluded); 1887, Jones v. Parker, 97 id. 35, 2 S. E. 370 (jurors' affidavits that they did not excluded); 1887, Jones v. Parker, 97 id. 35, 2 S. E. 370 (jurors' affidavits that they did not understand the judge's charge and did not con-cur in the verdict, excluded); 1998, Johnson v. Allen, 100 id. 131, 5 S. E. oc. 670 (affi-davits head on inversions). v. Allen, 100 id. 131, 5 S. E. o. 670 (affidavita based on jurors' statements as to the mode of reckoning damages, excluded); 1892, State v. Best, 111 id. 638, 15 S. E. 930 (jurors' affidavits that they assented only on the snpposition that a recommendation to mercy would save from the death pensity, excluded); 1896, Purcell v. R. Co., 119 id. 728, 26 S. E. 161 (like Johnson v. Allen, supra); Oh.: 1858, Holman v. Riddle, 8 Oh. St. 384, 339 (jurors' affidavits that they misunderstood the judge's charge, excluded); R. I.: 1850, Handy v. Ins. Co., 1 R. I. 400 (jurors' affidavits that they misunderstood the judge's charge, excluded; "the proper time . . . is immediately after the verdict is returned, while the jury may be polled"); 1859, Tucker v. South Kingston, 5 id. 558, 560 (similar affidavits, excluded); S. C.: 1855, Smith v. Culbertson, 9 Rich. L. 106, 111 (juror's affidavit "that his assent was forced, or was given under some misconception," said to be inadmissible); 1890, State v. Senn, 32 S. C. 392, 11 S. E. 292 (jurors' affidavits as to "the manner in which the verdict was reached," held inadmissible); 1894, State v. Bennett, 40 davits based on jurors' statements as to the mode

id. 308, 18 S. E. 886 (juror's affidavit that he cousented only on the erroneous supposition that the recommendation to mercy would seenre pardon or commutation, excluded); 1897, State v. Aughtry, 49 id. 285, 26 ds. E. 619, 27 S. E. 199 (jurors' statement of their misunderstanding of the charge, not received); Tens.: 1821, Crawford v. State, 2 Yerg. 60 (two jurors' affidavits admitted, that they had consented to a verdict of guilty for the sole reason that they belisved that a new trial would be granted or that the Governor would by pardon act upon the recommendation to mercy which they made a condition of assenting to the verdict); 1836, Hudson v. State, 9 id. 407 (juror's affidavit that he had founded his verdict upon a fact Improperly presented to the jury by a witness re-example. id. 308, 18 S. E. 886 (juror's affidavit that be he had founded his verdict upon a fact Improperly presented to the jury by a witness re-examined in open court after the trial, excluded; in effect repudiating Crawford v. State on this point; quoted supra); 1842, Norris v. State, 3 Humph. 333, 335 (preceding case approved; jurors affidavita that they had misunderstood the judge's charge as to believing a witness, held not admissible); 1844, Sannders v. Fuller, 4 id. 514 (same ruling on similar facts); 1847, Cochran v. State, 7 id. 544, 547 (similar to Crawford' v. State, supra); 1850, Nelson v. State, 10 id. 518, 532 (jurors' affidavits that they supposed a verdict of murder in the second degree to carry a possibility of sentence less they supposed a vertice of muruer in the second degree to carry a possibility of sentence less than death, received on the facts, in consequence of the trial judge's conduct); 1856, Larkins v. Tarter, 3 Sneed 681, 686 (jurors' affidavits as to the influence of improvementations. the influence of improper remarks of connest, excluded); 1869, Galvin v. State, 6 Coldw. 283, 286 (juror's affidavit that he consented to the 286 (juror's affidavit that he consented to the verdict only on the erroneous supposition that the Court could fix a punishment less than death, excluded; Nelson v. State treated as exceptional); 1872, Wade v. Ordway, 1 Baxt. 229, 234 (jurors' affidavits that they misunderstood the judge's statements, excluded); 1873, Dunnaway v. State, 3 id. 206, 208 (affidavita of the entire jury as to basing their verdict npon a state of facts not in issue, excluded); 1875, Richardson v. McLemore, 5 id. 586, 589 (juror's affidavit as to the influence of part of the charge, excluded); 1880, Roller v. Bachman, 5 Lea 153, 159 (jurors' affidavits as to misunderstanding the charge and miscalculating the statutory period 159 (jurors' affidavits as to misunderstanding the charge and miscalculating the statutory period of limitation, excluded); 1891, Scruggs v. State, 90 Tenn. 81, 15 S. W. 1074 (juror's affidavit not received to show a misunderstanding of the judge's charge); Tex.: 1846, Campbell v. Skidmore, 1 Tex. 475 (juror's affidavit as to the influence of the judge's charge, excluded); 1856, Kilgore v. Jordan, 17 id. 342, 346 (jurora' affidavits that they misapprehended the law, excluded); 1855, Little v. Birdwell, 21 id. 597, 602, 612 (jurora' affidavits that evidence withheld from them would have influenced their verdict, excluded); 1865, Johnson v. State, 27 id. 758, 769 (jurora' affidavits that they misconstrued the judge's charge, excluded); 1888, Wills Point Bank v. Bates, 72 id. 137, 10 S. W. 80

in support of the verdict, - applying that part of the rule of thumb (rule c) which receives jurors' testimony to disprove misconduct and thus to support the verdict.8 There is of course no justification for this; the principle of the present rule accepts the jury's utterance as the final and exclusive expression

348 (jnrors' affidavits as to their nnderstanding of the facts, excluded); 1895, McCulloch v. State, 35 Tex. Cr. 268, 33 S. W. 230 (similar to Johnson v. State; "this practice is getting entirely too common, and the lower courts should take occasion to correct it"); 1903, Blackwell v. State, — id. — , 73 S. W. 960 (that the jnrors misunderstood the testlmony, excluded); U. S.: 1806, Ladd v. Wilson, 1 Cr. C. C. 305 (jurors' affidavits that "s mistake was made by the foreman in calculating upon the principles agreed on by the jury," said to be "dangerous," and the practice of receiving them not to be sanctioned); 1890, Glaspell v. R. Co., 43 Fed, 900, 907, Thomas, J. (jnrors' affidavits as to their method of reckoning the damages, offered to show that an erroneous instruction was not followed and was therefore harmless, excluded); 1890, Fuller v. Fletcher, 44 id. 34, 39 (jurors' affidavits not admissible to show that they were or were not influenced by certain motives). 1892 Matter v. H. S. 146 U. S. 146. 39 (jurors' affidavits not admissible to show that they were or were not influenced by certain motives); 1892, Mattox v. U. S., 146 U. S. 140, 142, 147, 13 Snp. 50 (rule of Perry v. Bailey, Kan., and Woodward v. Leavitt, Mass., spproved; quoted post, § 2352); Utak: 1891, People v. Flynn, 7 Utah 378, 26 Pac. 1114 (jnrors' affidavits not admitted to show a misnuderstanding of the indge's charge): V2.: 1866 Sheldon pie v. Flynn, 7 Utan 3/8, 20 Fac. 1118 (Jarora affidavita not admitted to ahow a misnuderstanding of the jndge's charge); V2.: 1865, Sheldon v. Perkins, 37 Vt. 550, 557 (juror's affidavit, after separation, that a verdict was based on a particular ground, excluded; if the ground of the verdict is material, "the proper course is to suggest it to the Court so that it may be learned from the jnry in open court while they are together and under the control and direction of the jndge"); Va.: 1791, Cochran v. Street, 1 Wash. 79 (jurora' affidavits that four of them were opposed to the verdict, but yielded in the belief that they were legally bound to abide by the majority's view, admitted and a new trial ordered; the ensning cases practically overrule this); 1822, Shobe v. Bell, I Rand. 39 (jurora' affidavits that they yielded only in order to avoid further detention, not considered); 1849, Harnsbarger v. Kinney, 6 Gratt. 287, 300 (jurora' affidavits that they misunderstood the 1849, Harnsbarger v. Kinney, 6 Gratt. 287, 300 (jurors' affidavits that they misunderstood the judge's instruction, excluded); 1854, Koiner v. Rankin, 11 id. 420, 431 (similar; "they will not readily be received to invelidate the verdict"); 1857, Bull v. Com., 14 id. 618, 626 (jurors' affidavits that one of them agreed to the verdict only on the understanding that all should unite in a request for a pardon, excluded); 1872, Read v. Com., 22 id. 924, 947 (affidavits of admissions of two of the jurors that they had decided because of the defendant's failure to explain certain evidence, excluded); 1879, Dandecided because of the defendant's minre to ex-plain certain evidence, excluded); 1879, Dan-ville Bank v. Waddill, 81 ld. 469, 482 (like Harnsbarger v. Kinney, supra); 1879, Steptoe v. Flood, ib. 323, 343 (two jurors' affidavits that the jury did not pass upon a document's genu-

ineness, contrary to the wishes of these two, who were "persuaded against our judgments to agree to the verdict," excluded); 1899, Street v. Broaddna, 96 Va. 823, 32 S. E. 466 (jinror's affidavits that certain elements of damage were not allowed for, excluded); W. Va.: 1872, Lewis v. McMillin, 5 W. Va. 582 (juror's affidavit that the verdict would have been for defendant, if certain evidence had been believed, excluded); 1883, Reynolds v. Tompkins, 23 id. 229, 234 (jurors's affidavits that they misunderstood the indge's charge, excluded); 1884, Probst v. Bravenlich, 24 id. 356, 360 (jurors' affidavits as to the items of claim entering into their considto the items of claim entering into their consideration, excluded); 1892, State v. Harrison, 86 W. Va. 729, 15 S. E. 982 (juror's affidavit that W. Va. 729, 15 S. E. 982 (juvor's affidavit that his absence from the jury-room did not influence his verdict, not received); 1895, State v. Cobbs, 40 id. 718, 22 S. E. 310 (juvors' affidavits that they misnuderstood the law as to the effect of a verdict of murder in the first degree, in respect to the Court's discretion in sentencing, excluded); Wis.: 1891, Schultz v. Catlin, 78 Wis. 611, 614, 47 N. W. 946 (juror's affidavits that they misunderstood the judge's charge, excluded).

excinded).

** 1892, Fnlton Co. v. Phillips, 91 Ga. 65,
16 S. E. 260 (jurora' effidevita admitted to "snstain the verdict," by showing that they did not
read and were not influenced by a verdict in a read and were not influenced by a verdict in a former case contained in the pleading); 1903, Davis v. Huber Mfg. Co., 119 fa. 56, 93 N. W. 78 (sflidavit as to the items of claim silowed); 1894, Ewers' Adm'r v. National I. Co., 63 Fed. 562, Paul. J. (jurors' affidevits admitted to show 1894, Ewers' Adm'r v. National I. Co., 63 Fed. 562, Paul, J. (jurors' affidevits admitted to show that a fellow-juror's prejudice hed no influence on them); 1877, Zickefoose v. Kuykendell, 12 W. Va. 23, 27, 35 (that the juror could not have been biassed because he voted et first against the party for whom he was said to be biassed, allowed; this would probably not be followed, since State v. Cartwright, post, § 2353). In California the cases originally exhibiting this view have been overruled: 1888, People v. Goldenson, 76 Cal. 352, 19 Pac. 161 (juror's affidavit that a paper did not influence him, held admissible); 1890, People v. Murray, 85 id. 350, 361, 24 Pac. 666 semble (same); 1892, People v. Murray, 94 ld. 212, 29 Pac. 494 (preceding cases approved; De Haven and Harrison, JJ., diss.; Garoutte, J., concurred in the judgment); 1894, People v. Stokes, 103 id. 193, 87 Psc. 207 (preceding cases repndiated; "A juror is not sllowed to say, 'these matters hed no influence upon my mind when casting my vote in the jury-room'; . . there ere intimetican [1] in the cases of People v. Goldenson end vote in the jury-room; . . . there ere intimetions [!] in the cases of People v. Goldenson end People v. Mnrray tending to oppose the fore-going views, but they do not express the lew"); 1895, People v. Azoff, 105 id. 632, 39 Pac. 59 (approving the preceding case).

of their views and declines to investigate for any purpose their prior and preliminary states of mind. (3) The jurors' motives or beliefs, as ineffective to control the uttered verdict, are to be distinguished from the facts that may properly be considered under rules b and d, post; though the distinction is sometimes a subtle one. (4) Where the jurors' belief is offered as material for any other purpose than that of controlling the verdict upon a motion for a new trial, it may be considered, so far as no other rule of evidence prevents,—as, for example, on a prosecution for corruptly rendering a verdict contrary to his belief. (5) Where the jurors' belief is so embodied in their inquiries to the judge, and in his answers, that a case of misinstruction by the judge is presented, this can of course be made a ground for invalidating the verdict; but here it is not because of their belief, but because of his instructions.

§ 2350. Same: Examining the Jury before Discharge, to Ascertain the Grounds of Verdict. The reasons for the foregoing rule, namely, the dangers of uncertainty and of tampering with the jurors to procure testimony. disappear in large part if such investigation as may be desired takes place before their discharge and separation, or before the recording of the verdict. Accordingly, some Courts, chiefly in New England, concede the propriety of examining the jurors while still in their box, after verdict pronounced, and of ascertaining the particular issues on which a general verdict is founded or the detailed propositions of fact or of law which entered into the verdict; so that it may then and there be set aside if for the issue upon which it rested there is not in the judge's opinion sufficient evidence, or if they proceeded on a palpable mistake of law.1 This process of making more precise the details of their finding has the same purpose as the expedient of a special verdict or a special finding on interrogatories, and is related in principle to rule b, post. There can be no doubt that in the traditional English practice this was common,2 and it doubtless continues there. Under the system in the United

The following ruling is therefore erroneous, for the Opinion rule (ante, § 1963), upon which it was made, would present no obstacle: 1861, Hatch v. Lewia, 2 F. & F. 467, 475 (action against attorneys for negligent management of the plaintiff a case wherehy he was convicted; to show that the conviction would not have occurred had the defendant called certain witnesses, the jurymen at the former trial were not allowed to be asked what verdict they would have rendered, on the ground of the Opinion

have rendered, on the ground of the Opinion rule).

The first of the New York rulings infra is apparently erroneous: Wis.: 1892, McBean v. State, 83 Wis. 206, 53 N. W. 497 (the jury sent to the trial judge a message, "If we hring in a verdict of guilty, can we depend on the clemency of the Court!" to which the judge answered "Yes," on which a verdict of guilty was brought in; this was allowed to be shown, the judge's answer being equivalent to an instruction in open court, and therefore an error demanding a new trial); N. Y.: 1825, Sargent v. —, 5 Cow. 106, 120 (affidavits of two jurors, that the jury considered, and supposed

that the judge had so permitted them, in estimating damages for seduction, the expense of maintaining the child, admitted, on the theory that "this is in effect equivalent to a misdirection of the judge," misleading the jurors; but this decision was reached "not without some hesitation"); 1826, Ex parts Caykendoll, 6 ld. 53 (jurors' affidavits as to a mistake in reckoning damages, arising from a misreading of the written contract, excluded; preceding case distinguished, as "equivalent to a positive misdirection of the judge," the counsel having there laid down in his argument a rule of law which the judge did not expressiy deny); Tenn.: 1850, Nelson v. State, 10 Humph. 518 (cited ante, § 2349).

ante, § 2349).

Parrott v. Thacher, Woodward v. Leavitt,
Mass., and cases in N. C., R. I., and Vt., supra,
6 2340

Thayer, Preliminary Treatise on Evidence, pp. 145, 155, and the following later case: 1697, Ash v. Ash, Comberh. 357 (Holt, C. J.: "The jnry were very shy of giving a reason of their verdict, thinking they have an absolute despotio power; but I did rectify that mistake, for the

States, in which the judges tend to degenerate into mere umpires, it is not likely to be often seen; but there is no reason why such a control of the verdict should not be exercised, for it merely assumes to remedy the verdict's aberrations before it has become a recorded finality and before the crucial line has been passed which must somewhere always be recognized in order that there may be an end of controversy. At the same time, this expedient is practically not of frequent utility, because the misapprehensions vaich it is designed to cure can seldom become the subject of suspicion at investigation by the parties until the jurors after their discharge have by public conversation disclosed the nature of the mistake.

§ 2351. (b) Issues of the Trial, as Material; Judge's Instructions, as considered by the Jury. (1) The tenor of the issues at the trial, as submitted to the jury, may be material for the purpose of ordering a new trial in the same cause. These issues will be ascertainable in part from the pleadings, which of course speak for themselves, and in part from the judge's instructions. An erroneous statement of the issue by the judge, or of the law applicable to the issue, being sufficient to justify a new trial, by the rules of new trials, may of course be proved; and there is no reason why it may not be proved by the testimony of one or more of the jurors. This will not be a frequent case, for other materials for proof are usually at hand; but there is no objection to it in principle, for the fact to be proved is separate from the jury's deliberations upon the issue, and the process does not consist in putting their deliberations in conflict with their verdict. The line between this and the preceding principle may be seen closely drawn in the distinction already noted (ante, § 2349,

(2) The tenor of the issues as submitted to the jury may also become important, upon a different trial for a related claim, as determining the scope of matters adjudicated at the first trial. Our system of general verdicts does not adequately provide for the precise statement of details of claim covered by the jury's award. In cases of continuing trespasses, of consequential damages, of repeated libels, of running accounts, and the like, the matters actually included in the verdict depend as much upon the instructions as upon the pleadings, and do not always even then become precise. In particular, an affirmative finding, i. c. for the plaintiff, may leave it uncertain whether the jury has in fact passed at all upon some of the items of the plaintiff's claim. In such a case it is therefore proper to prove what issues were submitted to the jurors; and, as a part of the criteria of definition, the judge's instructions limiting the matter for their consideration may be proved, and of course by jurors as well as by any one else who heard them. In so doing, the offer sometimes is to show that the jury did or did not "consider" a certain item. This offer, though incorrect in form, may practically be sufficient; for though the jury's belief and reasoning upon the issues, as distinct from the Court's

jury are to try causes with the assistance of the 1 In revising an arbitrator's award the same question arises, though the solution is slightly different (post, § 2358). judges, and ought to give reasons when required, that if they go upon any mistake, they may be

definition of the issues, is immaterial, upon the principle already examined (ante, § 2349), yet where no attempt is being made to overthrow the original verdict, the jury's understanding of the issues is merely a convenient though loose mode of ascertaining the issues as actually submitted.²

§ 2352. (c) Irregularities and Missonduct, as material; Jurors Impeaching their Verdict; Eistory of the Rule. The deliberations of a jury must be conducted with strict regard to certain formalities of conduct during retirement, - formalities which, though not vital in a particular case, yet are indisputably wholesome as requirements of general policy. They are mere outward marks or conventions, but they are the more technically strict because the impossibility, under the principle already examined (ante, § 2349), of regarding jurors' actual motives and reasonings, makes it the more necessary to depend upon the conventional canons of behavior for confidence in the verdict. Like the analogous formalities of other legal acts, already mentioned (ante, § 2348, par. c; post, § 2456), they are not inherent logical elements, but formal marks of precaution. A particular will may have been genuine and deliberate, though not executed in the presence of attesting witnesses; but the propriety of attestation as a fixed general rule cannot be doubted. So a particular jury's verdict may be a just and well-reasoned one, when the jurors during retirement have separated or talked with the parties or drunk intoxicating liquors; yet as a general rule it is proper to invalidate verdicts marked by

Now the law of trials in general, and of verdicts in particular, must prescribe these requisite formalities of conduct for the jurors, and define those informalities and irregularities which per se invalidate the verdict. What those shall be is thus elsewhere in the law predetermined. The principle of the

cited sate, § 2349, par. 5, and poel, § 2358 (arhitrators' awards); N. H.: 1870, Smith v. Smith, 50 N. H. 212, 219 (jarors' statements that they did not include in the formar verdict in trespass, excluded; but here the judge's instructions were not offered to be shown, and the offar also included other donhtful matters; moreovar the Court held that "it appears here that the whole matter was in point of fact submitted to the jury; . . . thus it appears that the issues presented by the declaration were in fact tried"); N. Y.: 1848, Brownell v. McEwen, 5 Denio 387 (affidavits of individual jurors, pro and con, as to having considered, in an action for seduction, the breach of promise of marriage and other ciaims as covered by the amount awarded, held inadmissible; hut the Court further deciared that proof of their nuanimous consideration of the point would have been admissible); Pz.: 1817, Haak v. Breidenbach, 8 S. & R. 204 (continuing trespass hy overflow; a former verdict for the same trespass being picaded, and the pisintiff replying that the former verdict was confined to a different period, the testimony of one of the prior jarors was received that "the jury was directed by the Court not to

include that period of time in estimating the damages, and that they therefore only included the damages anbeguently to the 4th August, 1786"); 1841, Leonard s. Leonard, 1 W. & S. 342 (account rendared; plea, former judgment for the defendant in assumpsit for the same claim; the plaintiff was then allowed to prove by a prior juror that "the verdict was given in pursuance of the instruction of the Contextuality on the ground that the agreement was frandulant, and that the respective claims of the parties were not considered"); 1873, Follanshee s. Walker, 74 Pa. 306, 309 (assumpsit by F. and W.; plea of former judgment for the defendants on a suit by F. for the same promise; replication, that the former snit alleged a promise by F. alone and that the defendant there claimed that the promise if any was to F. and W. jointly, and that the judge charged the jury, ou this preliminary issue, that if they believed the defendant's allegation the vertict mnat be for the defendant and another action mnat be brought on the promise to F. and W. jointiy; on this issue, testimony of the prior jurors was admitted that that jury "decided only on the preliminary question submitted by the Court, whether the transaction was with the firm of W. and F.").

parol evidence rule (ante, § 2346, par. e; post, § 2456) then exters and doclares that the lack of such formalities, for this as for every other legal act (whatever the respective required formality may be), is always proper to establish as a ground for declaring the act void. Whatever misconduct of the jury, therefore, is an irregularity fatal to the verdict may always be proved.

But by whom? Naturally, by one or more of the jurors themselves, who will commonly be the sole witnesses,—at least to misconduct during retirement. Should the misconduct consist in improper utterances, the privilege proper (ante, § 2346) would apply, if the juror to be informed against should claim it. But if he does not, and if he is even willing by affidavit to avow his utterance, all question of privilege ceases. In that case, and in all cases, of misconduct other than utterances, what is there to prevent the use of world, except a curious doctrine of evidence once and temporarily in vogue, long ago discarded in every other relation, and now here persisting through the sponsorship of Lord Mansfield's great name,—the doctrine that a witness shall not be heard to allege his own turpitude; nemo turpitudinem suam allegans audietur.

The gradual appearance of this doctrine in the early 1700s, and its rapid spread under the earnest patronage of Lord Mausfield in the last quarter of the 1700s, has already been traced in another connection (ante, § 525). Its chief application was to forbid the drawer of commercial paper from proving usury or other illegal consideration, and to forbid similar occasional sorts of testimony; but, after two generations of controversy, these important aspects of it, together with the principle at large, were utterly repudiated, both in England and America (ante, §§ 525-531). Besides this, however, it led in Lord Mansfield's hands to the rule prohibiting married parents to wettify to non-access in proof of bastardy (ante, § 2063); and here, the relation of the original principle having been early lost sight of, the rule survived. Furthermore, however, it received application, at his hands, to the present subject, the testimony of a juror to his own misconduct. Here it thrived, - apparently because new supposed reasons of policy were found, which buoyed up Lord Mansfield's rule long after the general repudiation of that favorite maxim, which had for him served apparently as its only justification.

The curious feature of his doctrine is that it came, in all these three of its chief applications, as an innovation upon the prior practice. Having no sound basis of policy (as its modern repudiation now testifies), it had also no basis of precedent. This appears abundantly for the other two rules already mentioned (ante, §§ 525, 2063). It is also true for the present rule. Up to Lord Mansfield's time, and within half a decade of his decision in Vaise v.

^{1 1785,} Vaise v. Delaval, 1 T. R. 11, K. B. (two jurors' affidavits of a decision based upon chance were rejected; L. C. J. Mansfield: "The Court cannot receive such an affidavit from any of the jurymen thamselves, in all of whom such conduct is a very high misdemeanor;

but in every such case the Court must derive their knowledge from some other source, such as some person having seen the iransaction through a window or by some such other means").

Delaval, the unquestioned practice had been to receive jurors' testimony or affidavits without scruple. There were of course variances of ruling as to the sufficiency of this or that misconduct to invalidate a verdict; but the proof of it was received equally from jurors and others, without discrimination.2 If corroboration were needed, it is found in the early American practice, where many rulings were made upon the jurors' affidavits of misconduct.8 But Vaise v. Delaval, with the prestige of the great Chief Justice, soon prevailed in England,4 and its authority came to receive in this country an adherence almost unquestioned.

² Ia Prior v. Powers, infra, the sole case of doubt, the affidavit was not actually rejected; moreover, the last clause of the ruling is incon-Metcalfe v. Deane, Cro. El. 189 (complaint having been made to the judge of the jury's having re-summoned one of the witnesses during retirement, "he examined the inquest, who confessed ment, "ne examined the inquest, who confessed all the nintter," and a new trial was awarded); 1595, Vicary v. Farthing, ib. 411 (foregoing case cited, in dealing with a jury'e inspection of a written document handed them by the party); 1623, Heylor v. Hall, Palmer 325 (the solicitor having handed certain depositions to the jurors when about to ratio they were avening the content of the party when about to ratio they were avening the content of the party when about to ratio they were avening the content of the party when about to ratio they were avening the content of the party of the when about to retire, they were examined on oath whether more bad been read to them after retirement than had been read in court, and how they had been inclined to give their verdict before reading the depositions; apparently the verdict was held bad); 1865, Prior v. Powers, 1 Keb. 811 (a new trial, on the ground that the verdict was obtained by lot, was denied, "because it appeared only by pumping a jurymaa, who con-fessed all; but, being against himself, it was not much regarded; also the Court cannot grant not much regarded; also the Court cannot grant not much regarded; also the Court cannot grant new trial without punishing the jury, which cannot be 'hy this confession against themselves''); 10.5, Lord Fitzwater'e Case, Freeman K. B. 415 (verdict set aside because determined hy lot; the jurors' affidavits must have been received, but no question was made); 1696, Deat v. Hertford, 2 Salk. 645 ("a uew trial was granted upoa affidavit that the foreman declared the plaintiff should never have a verdict, whatever witnesses he produced"); 1719, Mellish v. Arnold, Bunhury 51 (new trial granted because damages were determined by lot; the affidavits "were made by persons who heard the juryumen talk of the matter, and the jurymea did not think fit to make any affidavit to clear themselves"); 1734, Parr v. Seames, Barnes, 3d ed., 438 (on a motion to set aside a to clear themselves); 170s, Fart v. Seames, Barnes, 3d ed., 438 (on a motion to set aside a verdict because determined by "hustling half-pence in a hat," "this matter not appearing apon the oath of any of the jurors, but by affiapon the oath of any of the jurors, but by affi-davit that two of them had confessed the same," the Court stayed judgment "to give plaintiff an opportunity to procure affidavits from some of the jurors"); 1735, Philips v. Fowler, ih. 441, Comyns 525 ("it being disclosed to defendant hy two of the jurors" that lots bad been cast, "de-fendant moved to set saids the wardist three and fendant moved to set aside the verdict upon an affidavit of the fact made by the two jarors";
"the fact as to the jurors determining by chance

being undisputed, the verdict was set aside"); 1744, Norman v. Beamont, Willes 484, 487 (in admitting an affidavit of a juror as to his disqualification, the Court added: "In cases of the sort where the objection could not appear of record, we always admitted of affidavits, —as in respect to a miabehaviour of any of the jury, or any declaration made by any of them either before any declaration made by any of them either before or after the verdict to show that a juryman was partial"); 1779, Aylett v. Jewel, 2 W. Bl. 1299, C. P. (new trial not granted on the affidavit of the attorney that "some of the jury had confessed to him" that the verdict had been reached by left of the properties of the sound of the properties of the pr tessed to num that the vertice had been reached by lot; "there being no affidavit by the jurymen, or any other that was cognizant of this transaction, but merely this hearsay affidavit, the Court, absence De Grey, C. J., thought it too daagerous to call a verdict in question that had been so deliberately given more as loose.

too daagerous to call a verdict in question that had been so deliberately givea, npon so loose and elight a suggestion").

3 1793, Talmadge v. Northrop, 1 Root 522 (cited infra); 1792, Bradley v. Bradle, Pa., 4 Dall. 112 (jurors' affidavits "that the jury had mishelaved by bearing testingny which was Dall. 112 (jurors' affidavits "that the jury had misbehaved by hearing testimony which was not delivered in open court," admitted); 1805, Smith v. Cheetham, 3 Caines 57 (conatable's affidavit, based partly on jurors' admissions, that damages had been reached by average, admitted; general principle of receiving jurors' affidavits to show misconduct, sanctioned; Kent, C. J., diss.); 1805, Grinnell v. Phillips, 1 Mass. 530, 542, per Sewall, J. (jurors' testiniony admissible to prove "overt acts which may be the subject of legal inquiry," such as "gross misbehavior or legal impropriety of conduct sufficient to destroy the credit of a verdict"; semble, Thacher, J., contra). Compare also the early

cient to destroy the credit of a verdict"; semble, Thacher, J., contra). Compare also the early cases ia New York, Virginia, and elsewhere, admitting such affidavits even in casee under the principle of § 2349, ante.

1807, Owen v. Warburton, 1 B. & P. N. R. 326 (juror's affidavit, not receivable to show a decision by lot; quoted post, § 2353); 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 223, 4 M. & W. 721 (juror'e affidavit that a verdict was reached by tossing up, held inadmissible; Alderson, B. 'It is entirely against policy to allow a juryman to make an affidavit of anything which passee in agreeing to a verdict"; quoted post, § 2353); 1843, Burgess v. Laagley, 5 M. & Gr. 722 (affidavit of the attorney as to declarations in open court, hy one juror in the others' hearing, just court, hy one juror in the others' hearing, just after verdict rendered, that they had reached a verdict hy lot, excluded; Creaewell, J.: "Had

§ 2353. Same: Policy of the Rule. What is to be said in support of this supposed rule, which distinguishes so sharply between the testimony of the juror himself and that of any other person? The question, it is to be remembered, is not whether certain conduct constitutes a fatal irregularity, or whether it can be proved at all, but whether a juror alone is to be forbidden to prove it:

1807, Mansfield, C. J., in Owen v. Warburton, 1 B. & P. N. R. 326, 329: "The affidavit of a juryman [to the jury's misconduct] cannot be received. It is singular indeed that almost the only evidence of which the case admits should be shut out; but considering the arts which might be used if a contrary rule were to prevail, we think it necessary to exclude such evidence. If it were understood to be the law that a juryman might set aside a verdict by such evidence, it might sometimes bappen that a juryman, being a friend to one of the parties, and not being able to bring over his companions to his opinion, might propose a decision by lot, with a view afterwards to set aside the verdict by his own affidavit, if the decision should be against him."

1830, Straker v. Graham, 4 M. & W. 721; an attorney's affidavit that a juror had admitted the drawing of lots for a verdict was offered: Serjt. Atcherley (for admission): "The affidavit of the juryman himself is rejected because the conduct which he admits is such as would render him liable to punishment"; L. C. B. Abinger: "No; it is because otherwise no verdict would be safe"; Parke, B.: "When the jury have openly concurred in a verdict in open court, which ought to be their binding decision on the case, it would be most dangerous and lead to the greatest fraud and abuse to set it aside on such statements as that which is made in this case."

1811, Yeates, J., in Cluggage v. Swan, 4 Binn. 150, 155: "I frankly confess that I feel the atmost repagnance to such testimony, although I am fully aware, that I thereby exclude almost the only evidence, which the case naturally admits of. But, by admitting it, I as readily perceive that I should open a door to the exercise of the most pernicious arts, and tampering with jurors; and that the practice would be replete with dangerous consequences. Jurors, who would have been sworn or solemniy affirmed to give a verdict according to evidence, come with a bad grace into a tribunal of justice to prove their own dishonorable conduct, and affix a stigma on their companions who may be unheard in their defence. Besides, in the language of some of the cases, I cannot see how such testimony could be heard by the Conrt, without proceeding against the jurors criminally. Should this happen, will it not justly be deemed entrapping the jurors whose affidavits have been used? And will it not expose others implicated in the charge, to the temptations naturally incident to persons in a state of accusations? But above all, I greatly fear that the practice, if adopted, would tend to an inquisition over the consciences of jurors, as to the grounds and reasons of their verdict, and bring questions of fact more frequently before the Court for their decision than is consistent with sound policy. I am opposed to penetrating into the recesses of a jury-room, through the instrumentality of jurors, who are kept together until they have agreed upon their verdict."

As to these various reasons, it is unnecessary to refute the argument drawn in Owen v. Warburton from a fantastic imagination of what an occasional scheming juryman might conceivably try to do. As well abolish appeals, because a wicked judge might give a wrong reason for a decision against a party whom he favored, so that there might be a new trial. Nor need

the statement made in the affidavit come from the officer who had charge of the jury we might have attended to it; but it has long been decided that the affidavit of a juryman as to the

mode in which the jury arrived at their verdict cannot be received ').

This of course was not Lord Mansfield

(Murray), but a judge of the next generation.

the original notion of Lord Mansfield, rejecting self-stultifying testimony, be further noticed. Of the remaining arguments, this much can be said, that they prove, if anything, much more than the rule in question. That is, they prove that certain facts of misconduct, such as the casting of lots or the communication of a juror's personal knowledge, should not as facts be considered at all, for the purpose of overturning the verdict, but should rather be regarded, under the principle already examined (ante, § 2349), as part of the motives and methods of deliberation leading up to the verdict, and therefore as immaterial. So far as any argument can be founded on the uncertainty that results from investigating the jury's deliberations, it rests virtually on the assumption that their methods or grounds of decision should be ignored, and that is another principle entirely. Whether a given piece of conduct during retirement should be classed as a formal and fatal irregularity (which may be proved) or as an erroneous ground of the verdict (w) not be proved) is often an arguable question (as noticed post, § 23. that is very different from the question whether, conceding that it is a fatal irregularity, the juror alone is to be prohibited from proving it. Finally, it must be pointed out that while Lord Mansfield's own statement of the rule obliged the proof of the misconduct to depend solely on the testimony of "some person having seen the transaction through a window or by some such other means," his successors have committed an absurdity which he would hardly have condoned. A bailiff or other court officer, who may have been present at the jury's deliberations, may by universal concession (post, § 2354) prove their misconduct, though it is a gross breach of duty (except in one or two jurisdictions) for him to attend or overhear. Thus, not only does the rule tempt the parties to seduce the bailiffs to tricky expedients and surreptitious eavesdroppings; but the law, furthermore, while with one hand it sanctimoniously puts away the juryman who reports his own misconduct done during the privacy of retirement, yet with the other hand it inconsistently invites to the same witness-stand the bailiff whose shameless disregard of his duty, in intruding upon that privacy, forms his only qualification as a witness and the sole tenor of his testimony. If there cannot be any principle in this rule, it should at least possess logic.

In the following passages, its defects have been sufficiently exposed:

1805, Livingston, J., in Smith v. Cheetham, 3 Caines 57, 59: "With proper submission to his lordship [Mansfield], it appears the best and highest evidence of which the case admits. If a man will voluntarily charge himself with a misdemeanor, why should he not be indulged? Are not criminals in England every day convicted and even execute? on their own confession? And is not our State prison filled in the same way? . . . If we ask for stronger proofs, and at the same time adopt Lord Mansfield's rule of shutting the mouths of the jurors, we may as well at once close the door on all inquiries of the kind, and leave them to act and decide as they please."

1821, Whyte, J., in Crawford v. State, 2 Yerg. 60, 67: "[The observation of Chief Justice Mansfield in Owen v. Warhurton, is] 'It was singular indeed that the only evidence the case admits should be shut ont,' and yet that decision excluded it. It might be added, that it is also the best evidence the case admits of; the jury from their recluse and retired situation are not subject to inspection, nor their proceedings to observation, at least of

that kind to admit of a correct account to be given of them by an indifferent person. 2353 They themselves are alone adequate to a development of their own conduct and proceedings. In Vaux v. Delavel, Lord Mansfield says, the Court must derive their knowledge from other source? The law contemplates their seclusion; the only alternative is the ignominious eavesdropper. Snrely the jurors who fill this important office are not to be put on a level with those who by their own conduct have debased themselves. But it is said in the argument, the receiving the affidavit of jurors is against public policy; it would expose them to the being tampered with, the effect of which would be numerous applications to set aside verdicts. The like objection applies to every witness — the posslbility of being practiced upon. But this does not produce the effect; the danger is imaginary; jurors iu general are above attacks of this kind; and for the honor of human nature, I think there are few that would be found capable of making the attempt. Again, it is said, public policy forbids that a man should attempt to invalidate what he has himself done; a juror to defeat, to contradict, to Impeach the verdict he has given. We have seen that this was not the public policy of the period of our law before the time of Lord Mansfield, . . . and in En and at this day a man may come forward as a witness in all the above cases [of alleged turpitude], except as a juror to impeach his verdict, which we have seen does not constitute the rule here; and which is not the better opinion in my humble judgment, as it is in opposition to all the other analogies of law. . . . A verdict under such circumstances is to be approached with great cantion and great circumspection; bnt it is not altogether iutangible, and beyond the reach of the redressing power of the Conrt; if it were, I for one would think it a defect in the administration of the justice of

1866, Cole, J., in Wright v. Telegraph Co., 20 In. 195, 210: "While we do not feel entirely confident of its correctness, nor state it without considerable hesitation, yet we are not without that assurance which, under the circumstances, justifies us in laying down the following as the true rule: That affidavits of jurors may be received for the purpose of avoiding a verdict, to show any matter occurring during the trial or in the jury room, which does not essentially inhere in the verdict itself, as, that a juror was improperly approached by a party, his agent, or attorney; that witnesses or others conversed as to the facts or merits of the cause, ont of court and in the presence of jnrors; that the verdict was determined by aggregation and average, or by lot, or game of chance or other artifice or improper manner; but that such affidavit to avoid the verdict may not be received to show any matter which does essentially inhere in the verdict itself,2 as, that the juror did not assent to the verdict; that he misunderstood the instructions of the Court, the statements of the witnesses, or the pleadings in the case; that he was unduly influenced by the statements or otherwise of his fellow-jnrors, or mistaken in his calculations or judgment, or other matter resting alone in the juror's hreast. That the verdict was obtained by lot, for instance, is a fact independent of the verdict itself, and which is not necessarily involved in it. While every verdict necessarily involves the pleadings, the evidence, the instructions, the deliberation, conversations, dehates, and judgments of the jurors themselves; and the effect or influence of any of these upon the juror's mind, must rest in his own breast, and he is and cught to be concluded thereon by his solemn assent to and rendition of the verdict (veredictum—a true declaratiou). To allow a juror to make affidavit against the conclusiveness of the verdict by reason of and as to the effect and influence of any of these matters upon his mind, which in their very nature are, though untrue, incapable of disproof, would be practically to open the jury room to the importunities and appliances of parties and their attorneys, and, of course, thereby to unsettle verdicts and destroy their sanctity and conclusiveness. But to receive the affidavit of a juror as to the independent fact that the verdict was obtained by lot, or game of chance, or the like, is to receive his testimony as to a fact, which, if not true, can be readily and certainly disproved by his fellow-inrors; and to hear such proof

would have a tendency to diminish such practices and to purify the jury-room, by rendering such improprieties capable and probable of exposure, and consequently deterring jurors from resorting to them. . . . While it is certainly illegal and reprehensible in a juror, to resort to lot or the like to determine a verdict, which ought always to be the result of a deliberate judgment, yet such resort might not evince more turpitude tending to the discredit of his statement than would be evinced by a person not of the jury, in the espionage indicated by Lord Mansfield and necessary to gain a knowledge of the facts to enable him to make the affidavit. At all events the superior opportunities of knowledge and less liability to mistake, which the juror has over the spy, would entitle his statement to the most credit. And if, as is universally conceded, it is the fact of improper practice, which avoids the verdict, there is no reason why a Court should close its ears to the evidence of it from one class of persons, while it will hear it from another class, which stands in no more enviable light and is certainly no more entitled to credit. Nor does the consideration of the affidavits of jurors, for the purposes stated, contravene sound public policy. It is true, however, that public policy does require that when a juror has discharged his duty and rendered a verdict, such verdict should remain undisturbed and unaffected by any subsequent change of opinion upon any fact or pretext whatever; aud, therefore, a juror should not be heard to contradict or impeach that which, in the legitimate discharge of his duty, he has solemnly asseverated. But when he has done an act entirely independent and outside of his duty and in violation of it and the law, there can be no sound public policy which should prevent a Court from hearing the best evidence of which the matter is susceptible, in order to administer justice to the party whose rights have been prejudiced by such unlawful act. In other words, public policy protects a juror in the legitimate discharge of his duty, and sanctifies the result attained thereby; but if he steps aside from his duty, and does an unlawful act, he is a competent witness to prove such fact, and thereby prevent the sanction of the law from attaching to that which would otherwise be colorably lawful."

1874, Brewer, J., in Perry v. Bailey, 12 Kan. 539, 544: "As to all those matters lying ontside the personal consciousness of the individual juror, those things which are matters of sight and hearing, and therefore accessible to the testimony of others, and subject to contradiction, - 'overt acts,' as the Massachusetts Court expresses it, - it seems to us that the interests of justice will be promoted, and no sound public policy disturbed, if the secret of the jury-box is not permitted to be the safe cover for the perpetration of wrongs upon parties litigant. If the jury has been guilty of no misconduct, no harm has been done by permitting their testimony to he received. If the jury has been guilty of misconduct, but such misconduct was not of such a nature as to prejudice the rights of the parties, the modern rule is to let the verdict stand, and simply punish the offending juror. But if such misconduct has wrought prejudice, not only should the juror he punished, hnt the verdict also should be set aside. Public policy forbids that a matter resting in the personal consciousness of one juror should be received to overthrow the verdict, because, being personal, it is not accessible to other testimony. It gives to the secret thought of one the power to disturb the expressed conclusions of twelve. Its tendency is to induce bad faith on the part of a minority; to induce an apparent acquiescence with the purpose of subsequent dissent; to induce tampering with individual jurors subsequent to the verdict. But as to overt acts, they are accessible to the knowledge of all the jurors. If one affirms misconduct, the remaining eleven can deny. One cannot disturb the action of the twelve. It is useless to tamper with one, for the eleven may be heard."

§ 2354. Same: State of the Law in Various Jurisdictions; Qualifications of the Rule. The doctrine of Lord Mansfield was so rapidly accepted that most of the Courts had committed themselves upon the subject long before the opinion of Mr. Justice Cole of Iowa, in 1866, was delivered. The exposition of Mr. Justice White, in Tennessee, in 1821, which had accurately pointed

out the true nature of the innovation, seems to have received no considera-\$ 2354 tion from other Courts. Except in six jurisdictions, where the rule of Iowa is accepted, the rule of Lord Mansfield seems now too firmly settled in most jurisdictions to be repudiated by judicial decision.2

I Iowa, Kansas, Nabraska, Tannesses, Taxas (criminal cases), and Federal Courts; in Ohio there is some doubt; in nearly a dozen Codes

there is one sxpress exception. The various rulings and statutes are as folows; certain distinctions made in some of them lows; certain distinctions made in some of them are noticed later in the text above: Arkenses: 1353, Stanton v. State, 13 Ark. 317, 319 (juror's affidavit as to a fellow-juror's absence from the room, said to be "subject to many serious ohjections"); 1855, Pleasants v. Heard, 15 ld. 403, 408 (jurors' affidavits that damages were datermined by average, held inadmissible, as well as jurors' admissions out of doors after verdict); Gantta Dig. § 1971, Manafield'a Dig. § 2298, Sandels & Hill's Dig. 1894, § 2269 ("a juror annual be examined to eatablish [in criminal annual annual argument of a new trial, except it be to establish as a ground for a new trial, except it be to establish as a ground for a new trial that the State, 29 id. 293, 298 (statute applied to exclude jurors' testimony as to a balliff'a undus influence); 1879, Fain v. Goodwin, 35 ld. 109, 113 (accounts applied to exceptions) lows; certain distinctions mads in some of them influence); 1879, Fain v. Goodwin, 35 ld. 109, 113 (statute applied to exclude an affidavit as to jurors acting upon personal knowledge); 1887, Ward v. Blackwood, 48 id. 396, 3 S. W. 624 (juror's affidavit that damages were determined by drawing lots, excluded, following Pleasants v. Heard, supra); 1894, Smith v. State, 59 id. 132, 26 S. W. 712 (juror'a affidavit not received to ahow the taking of evidence after retirement); California: 1854, Amahy v. Dickhouse, 4 Cal. 103 (juror'a affidavit as to improper remarks during retirement, excluded); 1855, Wilson v. Berryman, 5 id. 44, 46 (computing damagea by average; jurors' affidavits excluded); 1862, Practice Act, § 193, C. C. P. 1872, § 657 (where "any one or more of the jurors have been induced to assent" to a verdict by "a 113 (statute applied to exclude an affidavit as (where "any one or more of the jurors have been induced to assent" to a verdict by "a resort to the determination of chance, such misconduct may be proved by the affidavit of any one of ths jurors"; 1863, Donner v. Palmer, 23 Cal. 40, 47 (statute applied to a verdict based "pon guessing the facs of a coin); 1864, Turner v. Water Co., 25 ld. 398, 401 ("as the law now stands, there are certain irregularities fatal to a stands, there are certain irregularities fatal to a stands, there are certain irregularities intain to a verdict which may be proved by the affidavits of the jurors, and certain other irregularities equally fatal which can only be proved in the manner authorized by the common law"; here, the reckening of demarges by average was held the reckoning of damagea by average was held improper, but not a "chance verdict," and thereimproper, but not a "chance verdict," and therefore not provable by jurors' affidavita; 1864, Boyce v. Stage Co., ib. 460, 474, 477 (preceding opinion approved and the same ruling made; the history of the above statuts explained); 1882, People v. Gray, 61 id. 164, 183 (jurors' affidavits aa to intoxication, excluded); 1891, People v. Deegan, 88 id. 602, 26 Pac. 500 (same); 1893, Dixon r. Pluns, 98 id. 384, 33 Pac. 268 (jurors' affidavits admitted to show determination of damages by average; Turner v. Water tion of damages by average; Turner v. Water

Co., supra, repudiated on this point); 1893, Weinhurg v. Somps, lb., 33 Pac. 341 (anne); 1895, People v. Azoff, 105 id. 632, 39 Pac. 59 [Jurors' affidavits that papers were illagally transmitted to them, sxcluded); 1901, Siensen v. Electrio R. Co., 134 id. 494, 66 Pac. 672 (jurors' affidavits to prove misconduct in visiting the premises in question, excluded); Colorado: C. C. P. 1895, § 217 (jurors' affidavit receivable to show a "determination by chance"); 1890, Knight v. Fisher, 15 Colo. 176, 25 Pac. 78 (jurors' affidavits offered to show a determination of damages by average; question reserved); 1895, Heller v. People, 22 id. 11, 43 Pac. 124 (jurors' affidavits not received to show intoxication and other misconduct of fellow-jurors); (jurors' affidavita not received to show intoxication and other misconduct of fellow-jurors); Connecticut: 1824, State v. Freeman, 5 Connecticut: 1824, or an interior of personal knowledge on a fact not in evidence and not admissible, excluded; repudiating the sarlier local practics to the contrary, as indicated in Taimadge v. Northrop, 1 Root 522, in 1793); 1824, Meade v. Smith, 16 id. 346, 356 (foregoing case approved); 1844, 1 Koot 522, in 1793); 1824, Meade v. Smith, 16 id. 346, 356 (foregoing case approved); 1844, State v. Fasset, ib. 457, 466 (rule applied to grand jurors' testimony as to illegal testimony before them); Delaware: 1881, Crossdale v. Tantum, 6 Houst. 218 (jurors' affidavita not resisted to show a determination of demagns by Tantum, 6 Houst. 218 (jurors' affidavits not received to show a determination of damages by a average); Florida: 1897, Kelly v. State, 39; Fla. 122, 22 So. 303 (general principle against impeachment, applied); Georgia: 1811, State v. Doon, R. M. Chartt. 1 (Lord Mansfield's doctrine in Vaise v. Delaval, approved obiter); 1850, Bishop v. State, 9 Ga. 121, 125 (general principle that jurors cannot "impeach their own verdict," conceded obiter); 1859, Clark v. Carter, 12 id. 500, 503 (same); 1859, Brown v. State, 28 id. 199, 200, 217 (juror's affid vit that a fellow-juror gave private testimony to them, excluded); 1860, McElven v. State, 30 id. 369, 871 (same); 1867, O'Barr v. Alexander, 37 Id. 195, 200, 203 (juror's affidavit as to the jurora' drinking of whiskey, excluded); 1869, Hoye v. State, 39 id. 718, 723 (like Brown v. State, supra); 1877, Moughon v. State, 59 id. 308 (juror'a affidavit to a fellow-juror's improper bias during retirement, excluded); 1877, Oatis v. Frowo, ib. 711, 717 (like Brown v. State, surva); 1893, Hill v. State, 91 id. 153, 16 30, 9-6 (like Moughon v. State, supra); 1893, McT-rier v. State, ib. 254, 18 So. 140 (apparently aimilar); 1895, Cornwall v. State, ib. 277, 18 So. 154 (apparently aimilar); 1895, Carr v. State, 96 id. 284, 22 So. 570 (juror's affidavits that newspaper reports were read, excluded); 1897, Bolden v. R. Co., 102 id. 558, 27 S. E. ceived to show a determination of damages by State, 96 id. 284, 22 So. 570 (jurors' affidavits that newspaper reports were read, excluded); 1897, Bolden v. R. Co., 102 id. 558, 27 S. E. 664 (general principle affirmed); Haccaii: 1882, Kapohaku v. Koa, 6 Haw. 326 (juror's affidavit as to another juror's conversation with an officer during the deliberations, admitted); Idaho: Rev. St. 1887, § 4439, aubdiv. 2, Code Civ. Pr. 1901,

It mains to notice certain discriminations and qualifications.

(1) What kinds of misconduct of jurors shall constitute an irregularity sufficient to avoid the verdict is to be determined by the law of jury-pro-

§ 3524, anbdlv. 2 (like Cal. C. C. P. § 657); 1893, Flood v. McClure, 3 Ida. 587, 32 Pac. 254 (jurors' affidavits that damages were determined by average, beld admissible under the statute, such a verdict being a "determination of chance"; the California rulings upon the like statute, repudiated): 1895, Griffiths v. Montandon, 4 id. 377, 39 Pac. 548 (rule of the California Code, as adopted in the Idaho statutes, § 4439, and interpreted in Boyce v. Stage Co., Cal., applied, notwithstanding erroneous punctuation and interpreted in Boyce v. Stage Co., Cal., applled, notwithstanding erroneous punctuation in the Idaho Code; here applled to miscondnet in taking a private view); **Plinois.**: 1820, Sawyer v. Stepbeuson, 1 Ill. 24 (juror's affidavit of personal knowledge communicated by another juror safter retirement, admitted; no question raised); 1823, Forester v. Guard, lb. 74 (similar facts, affidavit excluded); 1860, Martin v. Ehrenfels, 24 id. 187, 189 (unspecified misconduct; jurors' affidavits excluded); 1863, Reins v. People, 30 id. 256, 266, 274 (similar to Forester v. Guard, supra); 1867, Allison v. People, 45 id. 37, 39 (jurors' affidavits, and others' affidavits founded on jurors' statements, not admitted to show misconduct in permitting the constable to join on jurors' statements, not admitted to show misconduct in permitting the constable to join in their discussions); 1868, Peck v. Brewer, 48 ld. 54, 62 (like Martin v. Ebrenfels, supra); 1871, Cbicago v. Dermody, 61 ld. 481, 435 (general principle affirmed); 1873, Bertholf v. Quinlan, 68 id. 297, 303 (similar); 1878, Reed v. Thompson, 88 id. 245, 247 (similar; applying it to the determination of damages by average); 1885, Roy v. Golngs, 112 ld. 656, 687 (similar, forbidding a questioning of the jurors upon rendering the verdict); 1898, Sanitary District v. Cullerton, 147 id. 885, 389, 35 N. E. 723 (jirors' affidavits of unspecified misconduct, excinded); Indiana: 1840, Drummond v. Leslle, 5 Blackf. 453 (affidavit or admission of jurors that damages were determined mission of jurors that damages were determined by average, excluded); 1846, Dnn v. Hall, 8 id. 32, 34 (same); 1851, Bennett v. State, 3 Ind. 167, 170 (jurors' affidavits not received to show 107, 170 (Jurors amdavits not received to show an improper agreement as to the balloting); 1861, McCray v. Stewart, 16 id. 377 (general principle affirmed); 1867, Haun v. Wilson, 80 id. 296, 298 (like Drummond v. Lealie, supra); 1876, Stanley v. Sutberland, 54 id. 339, 356 (iurors, attempte or affidavits as to fallow: (jurors' statements or affidavits as to fellowjurors' communication of personal bellef, ex-cluded); 1883, Jones v. State, 89 id. 82, 87 cinded); 1853, Jones v. State, 59 1d. 52, 87 (jurors' affidavits that a book bad been improperly read, beld iuadmissible); 1884, Loug v. State, 95 id. 481, 485 (similar); 1887, Taylor v. Garnett, 110 id. 290, 11 N. E. 309 (jurors' affidavits excluded, as in Stanley v. Sutherland, supra; prior doctriue confirmed in a careful opinion by Zollars, J.); 1890, Honk v. Allen, 126 ld. 569, 25 N. E. 897 (jurora' affidavits that a verdict was obtained by majority-agreement, excluded);

Iowa: 1851, Abel v. Kennedy, 8 G. Gr. 47

(jurors' affidavits, held inadmissible, when alone
offered as the basis of the motion, to prove their

6

misconduct): 1856, Forshee v. Abrams, 2 Ia. 571, 578 (jurors' affidavits as to misconduct in determining damages by average, apparently held admissible nuder Code § 1310; but jurors held not compellable to make affidavits; 1856, Cook v. Sypber, 3 id. 484, 486 (jurors' affidavits sald obiter to be inadmissible in general to Impeach their verdict): 1857, State v. Grady, 4 id. 461 (like Forsbee v. Abrams, supra, on the point of non-compellability); 1858, Manix v. Malony, 7 ld. 81, 83 (juror's affidavit held admissible to sbow a determination of damages by average); 1858, Rnble v. McDonald, lb. 90 (same, for a verdict reached by lot); 1859, Schanler v. Porter, dict reached by lot); 1859, Schanler v. Porter, ib. 481 (like Manix v. Malony, supra); 1860, Stewart v. R. Co., 11 id. 62, 65 (inrors' affidavita held admissible to show the reading of a paper illegally in their hands); 1860, State v. Accola, ib. 246 (similar); 1861, Crumley v. Adkina, 12 id. 863 (like State v. Grady, supra); Adkina, 12 id. 863 (like State v. Grady, supra); 1863, Sbepherd v. Brenton, 15 id. 84, 89 (preceding cases approved); 1866, Wright v. Tel. Co., 20 ld. 195, 212 (jurors' affidavits held admissible to prove misconduct and irregularity; quoted supra); 1873, Blugbam v. Foster, 87 id. 839 (jurors' affidavits that fellow-jurors gave personal testimony during retirement, excluded; erroneously applying the rule in Wright v. Tel. Co., supra); 1874, Dunlavey v. Watson, 38 id. 398, 402 (similar); 1888, Griffin v. Harriman, 74 id. 438, 88 N. W. 189 (similar); 1896, State v. Whalen, 98 id. 662, 68 N. W. 554 (jurors' affidavita that a law-book was unlawfully read and exponnded by a juror, admitted; this is and exponnded by a juror, admitted; this is correct, but of course inconsistent with the precorrect, but of course inconsistent with the preceding three rulings); Kansas: 1874, Perry v. Bailey, 12 Kan. 539, 548 (jnror's affidavit to show overt acts of miscondnet in general, held admissible; here, to show a fellowjuror's intoxication; quoted supra); 1879, Johnson v. Husband, 22 id. 277, 285 (jurors' affidavits admitted to show a determination of damages by average); 1886, State v. Clark, 34 Ksn. 289, 8 Pac. 528 (jurors' affidavita that certain documenta were illegally read and considered by the jnry, admitted); 1889, Atcbison T. & S. F. R. Co. v. Bayes, 42 id. 609, 22 Pac. 741 (jurors' affidavits admitted to show another juror's improper statements of personal knowl-741 unrors amounts admitted to show another juror's improper statements of personal knowledge); 1896, State v. McCormick, 57 id. 440, 46 Pac. 777 (like the preceding case); 1898, Wichita v. Stallings, 59 id. 779, 54 Pac. 689 (jurors' affidavits admitted to show a determination of demand by examples. Pages C. J. tion of damage by averaging; Doster, C. J., diss., on the ground that "the method by which a conclusion of fact is reached by the jury" a conclusion of fact is reached by the jury is not within the principle); Kentucky: 1808, Taylor v. Giger, Hardin 595, 597 (jurors' affidavits not admissible to show "misobeavior in themselves and their fellow-jurors"); 1826, Doran r. Shaw, 3 T. B. Monr. 411, 415 (preceding rule approach); 1821, Stealer & Lorence ing rule approved); 1821, Steele v. Logan, 8 A. K. Marsh. 394, 396 (jurors' affidavits that a

cedure; given such irregularities, and the present rule applies. Of this sort, plainly, are the acts of intoxication, separation, private view, consultation of

fellow-juror gave personal testimony during retirement, excinded, on the principle that they were inadmissible to prove "anything which may have transpired in the jury-room whilst consilting of their verdict"); 1830, Johnson v. Davenport, 3 J. J. Marsh. 390, 393 (preceding rule approved); 1896, Pittshurg Coal Co. v. Withers, — Ky. —, 37 S. W. 554 (jurors' affidavits of nnspecified tenor, excinded); Louisians: 1823, Campbell v. Miller, I. Mart. N. s. 514, 518 (juror's affidavit not admitted to show a fellow-juror's communication of personal evia fellow-juror's communication of personal evi-dence after retirement): 1877, Hawkins v. Pubtishing Co., 29 La. An. 134, 139 (juror's affidavit to his receipt of a hribe, through the court crier, during the jury's presence in court, apparently treated as admissible, but not "decided authoritatively"); 1878, State v. Beatty, 30 id. 1266 (juror's statements as to a fellow-juror's offer of a bribe during retirement, excluded); 1880, State v. Nelson, 32 id. 842 (juror's testimony to misconduct, apparently in reading law books, excluded); 1883, State v. Chretien, 35 id. 1031 excluded); 1883, State v. Chretien, 35 id. 1031 (general principle affirmed that jurors may not impeach their verdict); 1890, State v. Richmond, 42 id. 299, 7 So. 459 (juror's affidavit as to improper aeparation, excluded); 1903, State v. Riggs, 110 La. 509, 34 So. 655 ("an overt act can be shown by the testimony of a juror"; here, intimidation of a juror; following Mattox v. U.S., Fed., and Perry v. Bailey, Kan.); Maine: 1867 Heffron v. Gallupe, 55 Me. 563, 566 (juror held not admissible to prove irregularity or misheld not admissible to prove irregularity or misheld not admissible to prove irregularity or misconduct during the jury's deliberations; except perhaps "such gross misconduct" as a party's attempt to bribe, etc.); 1876, State v. Pike, 65 id. 111, 117 (juror's affidavit that a legal report was read to the jury, excluded); 1890, Shepherd was read to the jury, excluded); Massachusetts; mony that he communicated personal knowledge during retirement, excluded); Massachusetts; 1832, Dorr v. Fenno, 12 Pick, 520, 525 ("The rule is now perfectly well-settled in both countries, and may be laid down to be that the testimony of jurors is inadmissible to ahow their timony of jurors is inadmissible to ahow their own misbehavior, but may be received to explain or contradict other evidence tending to impeach or contradict other evidence tending to impeach their conduct"; here not received to show a determination of damages hy averaging); 1837, Hannum v. Belchertown, 19 id. 311, 313 (same; Hannum v. Belchertown, 19 id. 311, 313 (same; doubling damages under a statute requiring donble damages); 1852, Cook v. Castner, 9 Cush. 266, 278 (like the next case); 1853, Folsom v. Manchester, 11 id. 334, 337 (mi onduct of a juror in stating his personal knowledge privately to the others; excluded); 1854, Boston and Worcester R. Co. v. Dana, 1 Gray 83, 91, 105 (like Derr v. Fenno); 1855, Chadbourn v. Franklin, 5 ld. 312, 315 (taking a private view of the locality in Issue; excluded); 1885, Rowe v. Canney, 139 Mass. 41, 29 N. E. 219 (unspecified improper ntterance by one juror to snother; 6. Canney, 100 states. 21, 20 N. E. 219 (duspected improper atterance by one juror to snother; excluded); 1888, Com. v. White, 147 id. 76, 80, 16 N. E. 707 (juror's testimouy to another's expressions of opinion during trial and to threats

by him and the foreman, excluded; the rule applying equally to misconduct out of the court-room, if during the pendency of the trial); 1892, Com. v. Meserve, 156 ld. 61, 30 N. E. 166 (jurors' affidavita, and testimony of others as to Com. v. Meserve, 156 ld. 61, 30 N. E. 166 (jurors' affidavita, and testimony of others as to admissions out of court, about a juror's giving of personal testimony during retirement, excluded); Michigan: 1896, Merriman's Appeal, 168 Mich. 454, 462, 66 N. W. 372 (jurors' affidavits to their own misconduct, excluded; here the misconduct was unspecified, except that it included expressions of hias); Minnesota: 1853-7, St. Martin v. Desnoyer, 1 Minn. 156, 159 (jurors' affidavits not admitted to show damages determined hy average); 1879, State v. Mims, 26 ld. 183, 2 N. W. 494, 683 (unspecified misconduct; jurors' affidavits excluded); 1880, Bradt v. Rominel, ib. 505, 5 N. W. 680 (similar); 1891, State v. Lentz, 45 id. 177, 47 N. W. 720 (jprors' affidavits as to the reading of newspaper reports and the misstatements of a jnror as to the law, excluded); 1897, Rush v. R. Co., 70 id. 5, 72 N. W. 733 (general principle applied); Mississippi: 1839, Prussel v. Knowles, 4 How. 90, 95 ("the rule is well settled that a juror shall not impeach hie verdict:"); Missouri: 1862, Pratte v. Coffman, 33 Mo. 71, 77 (jurors' testimony to missonduct, held generally inadmissible, with exceptions for serious casee where a foundation has been laid by other evidence; here, not received to show the improper reading of law-books); 1866, Sawyer v. casee where a foundation has been laid by other evidence; here, not received to show the improper reading of law-books); 1866, Sawyer v. R. Co., 37 id. 240, 263 (juror'a affidavit that the damages were determined by average, excluded); 1867, State v. Coupenhaver, 39 id. 430 (similar ruling, as to a verdict by majority cluded); 1867, State v. Coupenhaver, 39 id.
430 (similar ruling, as to a verdict by majority
vote); 1877, State v. Branetetter, 65 id. 149,
156 (jurors' affidavits that a sentence was determined by average, excluded; repudiating the
qualification intimated in Pratt v. Coffman,
supra); 1877, State v. Alexander, 66 ld. 148,
163 (juror's affidavit as to his improper coumunication with the judge, excluded); 1878,
Philips v. Stewart, 69 id. 149 (juror's affidavit
that damages were determined by average, excluded); 1883, State v. Dunn, 80 id. 681, 694
(principle applied to misconduct in the manner
of reaching the verdict); 1884, State v. Cooper, (principle applied to misconduct in the manner of reaching the verdict); 1884, State v. Cooper, 85 id. 256, 261 (principle applied to misconduct in giving personal testimony during retirement); 1888, State v. Rnsh, 95 id. 99, 8 S. W. 221 (like the preceding case); 1892, Easley v. R. Co., 113 id. 236, 20 S. W. 1073 (principle applied to misconduct in taking a private viev); 1894, State v. Wood, 124 id. 412, 27 S. W. 1114 (like State v. Branstetter, svpra); Montana: C. C. P. 1895, § 296, eubdiv. 2 (like Cal. C. C. P. 657); 1893, Gordon v. Trevarthan, 13 Mont. 387, 34 Pac. 185 (statute applied to admit jurors' affidavits that damages were determined jurors' affidavits that damages were determined by average; Turner v. Water Co., Cal., supra, not followed in its interpretation of "determination of chance"); Nebraska: 1888, Harris v. State, 24 Nebr. 803, 40 N. W. 317 (juror's misconduct in procuring law-books, etc., and

witness or party, acceptance of bribes, and reading of illegal documents. But there are some kinds of behavior which, though commonly classed as mis-

reading from them, allowed to be proved by other jurors' affidavits; rule in Perry v. Bailey, Kan., followed, as "much more reasonable and promotive of justice"); 1892, Johnson v. Parrotte, 34 id. 26, 51 N. W. 290 (jurors' admissions that he had given personal testimony and that he was prejudiced, excluded); 1895, Gran v. Houston, 45 id. 813, 64 N. W. 245 (jurors' affidavits as to conversations in the jury-room showing prejudice and improper motives, excluded); 1993, Falls City v. Sperry, — id. — , 94 N. W. 529 (expressions of personal knowledge); New Hampshire: 1827, Tyler v. Stevens, 4 N. H. 116 (general principle of exclusion laid down); 1851, State v. Ayer, 23 id. 301, 321 (same); 1879, Dodge v. Carroll, 59 id. 237 (jurors' affidavits that demages were determined by average, excluded); 1882, Knight v. Epsom, 62 id. 356, 361 (like the preceding case); 1890, Palmer v. State, 65 id. 221, 19 Atl. 1003 (general principle held to exclude a juror's expressions of hias); New Jersey: 1790, Brewster v. Thompson, 1 N. J. L. 32 (a juror's affidavit that the verd t was reached by lot, excluded); 1823, Den v. M'Allis-Jersey: 1790, Brewster v. Thompson, 1 N. J. L. 32 (a juror's affidavit that the verd. t was reached hy lot, excluded); 1823, Den v. M'Allister, 2 id. 46, 51 (jurors' affidavits stating a communication to them of private knowledge by a fellow-juror, excluded, becanse "it is a high misdemeanor" and "criminates the jurors themselves"; Rossell, J., diss.); 1842, Kennedy v. Kennedy, 18 id. 450, 454 (principle affirmed); 1849, Deacon v. Shreve, 22 id. 176, 181 (jurors' affidavits as to a private meeting with the parties, held inadmissible, as also testimony to the jurors' admissions of the fact during a recease of court, otherwise, if the juror's statethe jurors' admissions of the fact during a recess of court, otherwise, if the juror's statement had been "part of the transaction and while the alleged payment was being made"); 1893, Peters v. Fogarty, 55 id. 386, 26 Atl. 855 (general principle affirmed); New York: 1809, Dana v. Tucker, 4 John. 487 (damages determined by average; "the better opinion is, and such is the rule adopted by the Court, that the affidavits of jurors are not to be received to and such is the rule adopted by the Court, that the affidavits of jurors are not to be received to impeach a verdict"; Smith v. Cheetham, ante, § 2352, not mentioned; Kent, C. J., who there dissented, was still on the bench, and Livingston, J., the champion of the contrary view in the earlier decision, had retired); 1825, Sargent v. —, 5 Cow. 106, 120 (Dana v. Tucker approved; Smith v. Cheetham treated as overruled); 1843, Clum v. Smith, 5 Hili 560 (jurors' affidavits not received to show miscouduct in ruled); 1843, Clum v. Smith, 5 Hill 560 (jurors affidavits not received to show miscouduct in separating and ohtaining information outside); 1875, Williams v. Montgomery, 60 N. Y. 648 (jurors' affidavits of unepecified misconduct, excluded); North Carolina: 1821, State v. M'Leod, 1 Hawks 344 (unspecified misconduct; jurors' affidavits excluded); 1883, State v. Brittain. 89 N. C. 481, 504 (jurors not allowed to be tain, 89 N. C. 481, 504 (jurors not allowed to be examined to show undue influence by the deputy-sheriff); 1886, Lafoon v. Shearin, 95 id. 391, 394 (juror's affidavit that he gave personal

testimony after retirement, excluded); North Dakota: Rev. C. 1899, § 5472, par. 2 (like Cal. C. C. P. § 657); Ohio: 1841, Hulet r. Barnett, 10 Oh. 459 (jurors affidavits that the jury took C. C. P. § 657); Ohio: 1841, Hulet r. Harnett, 10 Oh. 459 (jurors' affidavits that the jury took evidence from the constable after retirement, excluded); 1853, Farrer v. State, 2 Oh. St. 54, 73, 77 (jurors' affidavits held admissible to show misconduct in reading newspapers, etc., hut only in an "exceptional case," and after a foundation isid "by other means than the affidavits of the jurors themselves"); Oregon: 1853, Cline v. Broy, 1 Or. 89 (juror's affidavit that damages were determined by average, excluded); Pennsylvania: 1811, Cluggage v. Swan, 4 Binn. 150, 155 (juror's affidavit that the verdict was reached by lot, held inadmissible, per Yeates, J.; Tilghman, C. J., and Brackenridge, J., expressing no opinion; quoted supra); 1821 Ritchie v. Holbrooke, 7 S. & R. 458 (juror's affidavit of another juror's having admitted consulting privately with a party to the canse, held admissible; Tilghman, C. J., distinguishing Cluggage v. Swan as involving the juror's own misconduct); 1835, White v. White, 5 Rawle 61, 63 (jurors' affidavits "ars inadmissible to inculpate their fellows or themselves"; here, to prove damages real and the average); 1893, Smallav v. Morris, affidavits 'ars inadmissible to inculpate their fellows or themselves"; here, to prove damages reckoned by average); 1893, Smalley v. Morris, 157 Pa. 349, 27 Atl. 734 (preceding cases approved); 1900, Stall v. Stull, 197 id. 243, a7 Atl. 240 (verdict reached by lottery; jurors' affidavits excluded); Rhode Island: 1891, Luft v. Linganie, 17 R. I. 420, 22 Atl. 942 (jurors' affidavits not received to show determination of damages by average); South Carolina: 1814. affidavits not received to show determination of demages by average); South Carolina: 1814, Price v. M'Ilvain, 3 Brev. 419 [jurors' declarations or affidavits not receivable to prove a fellow-juror's statement of personal knowledge and expression of hias after retirement); 1834, M'Kaln v. Love, 2 Hill 506 [juror's testimony to a fellow-juror's statement of personal knowledge and expression of hias after retirement); 1834, M'Kaln v. Love, 2 Hill 506 [juror's testimony to a fellow-juror's statement after retirement. to a feliow-juror's statement, after retirement, of personal belief as to a witness' character, adpersonal belief as to a witness character, admitted, but on the ground that ench communication of personal belief was not improper in respect to a witness's character); 1855, Smith v. Culbertson, 9 Rich. L. 106, 111 (jurors' affidavits that the verdict was reached by lot, hald jundmissible; good oninion by Wardlaw. sindayis that the verticit was reached by 10t, held inadmissible; good opinion by Wardlaw, J.), 1856, State v. Tindall, 10 id. 212 ("We never listen to the sffidavit of a juryman ascribing misconduct to himself or fellows in the jury-room"; here, the reading of papers improperly before them during retirement); South Dakota: Stats. 1901, \$6306, par. 2 (like Cal. C. C. P. \$657); 1891, Gainee v. White, 1 S. D. 434, 441, 47 N. W. 524 (unspecified misconduct; statute applied): 1891, Ulrick v. Dakota L. & T. Co., 2 id. 265, 294, 49 N. W. 1054 (jurors' affidavits that damages were determined by average excluded: following Boyce the jury-room"; here, the reading of papers 1054 (jurors' amdavits that damages were determined by average, excluded; following Boyce v. Stage Co., Cal.); 1897, Thompson Co. v. Junderson, 10 id. 42, 71 N. W. 764 (jurors' affidavite not received to show an improper amazute not received to snow an improper separation); Tennessee: 1821, Crawford v. State, 2 Yerg. 60 (jurors' affidavits admissible "to ex-hibit to the Court matter for setting aside the

conduct constituting an irregularity, ought perhaps rather to fall under the head of methods of reasoning and grounds of verdict, and thus to be governed by the other principle (ante, § 2349):

(a) The determination of a verdict by lot or other chance, and the estimation of damages by average, seem to be of this sort.3 Under the rule of Lord

verilict they themselves have rendered"; quoted supra); 1833, Booby v. State, 4 ld. 111 (juror's affidavit that a feliow-juror had stated his own supra); 1833, Booby v. State, 4 ld. 111 (juror's affidavit that a feliow-juror had stated his own knowledge after retrement, admitted); 1836, Hudson v. State, 9 id. 407, 411 (preceding case approved on this point); 1839, Elledge v. Todd, 1 Humph. 43 (juror's affidavit that the verdict had been reached hy averaging, held admissible); 1842, Norris v. State, 3 id. 333, 337 (preceding cases approved on this point); 1872, Wade v. Ordway, 1 Baxt. 229, 236, 244 (juror's affidavit that another jnryman had taken a private view and communicated his observations, admitted); Texas: 1846, Mason v. Russell, 1 Tex. 721, 726 (jurora' affidavits, not admitted to show nnspecified "irregularities of their proceedings, while out and considering of their verdict"); 1848, Cannon v. State, 3 ld. 31 (same general principle affirmed); 1852, Burns v. Paine, 8 id. 159 (same principle implied); 1852, Handleigh v. Leigh, ib. 129 (like the next case); 1888, International & G. N. R. Co. v. Gordon, 72 ld. 44, 11 S. W. 1033 (juror'e affidavit that damages were determined by average, excluded); C. Cr. P. 1895, § 317, par. 8 (new trial allow-nhle "where from the misconduct of the jury the Court is of opinion that the defendant has not received a fair and impartial trial, and it shall be competent to prove such misconduct by the voluntary affidavit of a juror; and a verdict received a fair and impartial trial, and it shall be competent to prove such misconduct by the voluntary affidavit of a juror; and a verdict may in like manner in such cases be sustained by such affidavit"); 1895, Mitchell v. State, 36 Tex. Cr. 278, 33 S. W. 367, 36 S. W. 456 (jurors' affidavits that fellow-jurors had stated their personal knowledge after retirement, admitted); 1896, Ray v. State, 35 ld. 354, 33 S. W. 869 (similar); United States: 1851, U. S. v. Reid, 12 How, 361, 362, 366 (inrors' affidavits S. W. 369 (similar); United States: 1851, U. S. v. Reid, 12 How. 361, 362, 366 (inrors' affidavita that they read a newspaper report of the evidence during rethrement hut were not infinenced hy it; question not decided; "It would perhaps hardly be safe to lay down any general rule npon this euhject"); 1890, Hyman v. Eames, 41 Fed. 676, Hallett, J. (jurors' affidavits as to a fellow-juror'e etatements of personal knowledge during retirement, admitted, to corroborate evidence of prejudice expressed before trial); 1890, Fuller v. Fletcher, 44 id. 34, 39, Gray, J. (jurors' affidavits admitted to el-w that a paper was not read by them); 1892, el w that a paper was not read by them); 1892, M ttox v. U. S., 146 U. S. 140, 142, 147, 13 p. 50 (inrors' affidavits that newspaper comments were read to them during retirement and that the bailiff made statemente concerning the canse, admitted; rule of Woodward v. Leavitt, Mass., and Perry v. Bailey, Kan., approved); 1893, Consolidated I. M. Co. v. Trenton H. I. Co., 57 Fed. 898. Green, J. (juror's affidavit not admitted to show a determination of damages by average); Utah: Rev. St. 1898, § 3292, par. 3 (like Cal. C. C. P. § 657); 1893, Homer v.

Inter Monntain A. Co., 9 Utah 193, 33 Pac. 700 (jurors' affidavits not received to show the jurors' improper reading of a book of accounts); 1895, People v. Ritchie, 12 Id. 180, 42 Pac. 209 (juror's testimony "cannot be received to defeat his own verdict," — here, hy showing an unauthorized view; the statute not applying to criminal cases, nor permitting self-impeachment other than on the specified charge of resorting to chance); 1903, Black v. R. M. B. Tel. Co., 26 Id. 451, 73 Pac. 514 (preceding case approved); Vermont: 1802, Robbins v. Windover, 2 Tyl. 11 (jnror's affidavit that fellow-jurors "related certain matters and things, in relation to the issue, to others of the panel after the lated certain matters and things, in relation to the issne, to others of the panel after the canse was submitted to them, not witnessed on the trial of the cause in court," excluded; 1865, Sheldon v. Perkins, 37 Vt. 550, 557 (jurors' affidavits not admissible to show "any impropriety. In the conduct of the inpre-1865, Sheldon v. Perkins, 37 Vt. 550, 557 (jurors' affidavits not admissible to show "any impropriety in the conduct of the jury or improper mode of arriving at the verdict"); 1893, Carpenter v. Willey, 65 ld. 168, 26 Atl. 488 (jurors' affidavits that damages were determined by average, excluded); Virginia: 1812, Com. v. McCaul, 1 Va. Cas. 271, 275, 302 (juror's affidavit as' to his separation from the jury, admitted; no question raised on this point); 1851, Thompsou v. Com., 8 Gratt. 637, 650 (jurors' affidavits as to determining a sentence by average; not decided, "because it has never yet been so maturely considered and solemnly adjudged in Virginia . . as to render it a settled question in causes either civil or criminal"); 1884, Moses v. Cromwell, 78 Va. 671, 675 (jurors' affidavits that damages were determined hy average, not admitted); 1889, Elam v. Commercial Bank, 86 ld. 92, 9 S. E. 498 (juror's affidavits as to unspecified misconduct, excluded); 1893, Taylor v. Com., 90 id. 109, 17 S. E. 812 (general principle affirmed); West Virginia: 1876, Cheaspeake & O. R. Co. v. Patton, 9 W. Va. 648, 662 (juror's affidavit that damages were determined hy average, excluded); 1889, Bartlett v. Patton, 33 ld. 71, 10 S. E. 21 (jnrors' affidavits that a fellow-juror gave personal testimony after retirement, excluded); Wisconsin: 1864, Edmister v. Gar-71, 10 S. E. 21 (inrors' affidavits that a fellow-juror gave personal testimony after retirement, excluded); Wisconsin: 1864, Edmister v. Garrison, 18 Wis. 594 (jurors' affidavits to nnepeclified misconduct, excluded); 1867, Shaw v. Fisk, 21 id. 368 (jurors' affidavits that they were incompetent hy ignorance of English, and had to have an interpreter in the jury-room, excluded on the latter point); 1894, Peppercorn v. Black River Falls, 89 id. 38, 61 N. W. 79 (jurors' af-River Falis, 89 id. 38, 61 N. W. 79 (jurors' affidavits that they took a private view, admitted, the rule applying only to "matters taking place during their retirement"); Wyoming: 1895, Bunce v. McMahon, 6 Wyo. 24, 42 Pac. 23 (jurors' affidavits that a paper was illegally introduced and read in the jury-room, excluded).

3 They were so considered by Baron Parke, and the state of the state of

Mansfield, the result is of course the same in either class of cases; but under the Iowa rule the effect would be to exclude under the other principle (ante, § 2349) what would otherwise be admissible under the present one. The curious oircumstance is that the single exception made to the prohibitive rule by the Codes following the California Code is directed to this kind of misconduct, i.e. the very one of all upon which no exception should exist. Moreover, of the usual rule (excluding jurors' testimony upon this point) it may be said that since a determination by lot can hardly ever be established by other than jurors' testimony, it becomes a mere pretence to declare a certain irregularity fatal and yet to exclude all practical means of proving it; 4 so that the franker plan would be to decline to recognize it as falling under the class of irregularities of conduct. The only substantial reason for treating it as such is that it virtually signifies that the jury never deliberated at all, - which however is seldom the fact.

(b) The communication of a juror's personal knowledge during retirement is of course improper, since the juror ought to offer himself upon the stand as a witness (ante, § 1800). Nevertheless, his use and his fellows' use of that information during their deliberations is rather to be regarded as affecting the grounds of their verdict, and thus as falling under the other principle (ante, § 2349).

(2) Under the Iowa rule, a juror's expressions of personal knowledge and of bias, uttered during retirement, are provable. But the genuine privilege for confidential communications (ante, § 2346) ought to exclude them, when offered from any one but the juror himself voluntarily. The object of the privilege is to enable the jurors to speak out freely; and if a juror has stated that he knows the plaintiff to be a villain or that he will always vote against a money-lender like the defendant, surely it is precisely such statements which he is entitled to prevent from being afterwards disclosed without his consent. The only opposing argument could be that the privilege ought not to cover statements by the juror involving his own breach of duty; yet there is no such limitation for the other classes of privileged communications, and none should exist here.

(3) The usual rule of exclusion, on Lord Mansfield's theory of forbidding self-stultification, (a) ought equally to prohibit his own affidavit of his own expressions of disqualifying bias uttered before entering or after leaving the panel; 5 and (b) it ought equally to prohibit his own proof of his misconduct during the trial but outside the jury-room 6 and (c) it ought equally to prohibit a juror's proof of similar misconduct in a fellow-juror, since the prin-

in Straker v. Graham, and by Chlef Justice Doster, in Wichita v. Stallings (Kansas).

1894, Field, C. J., in Wright v. Abbott, 1894, Field, C. J., in Wright v. Either the law that a verdict must be set aside if determined by lot is nugatory, because the fact cannot be proved; or there must be a possible means of Proving lt").
1851, People v. Baker, 1 Cal. 404, 406

⁽juror's affidavit that he had expressed an opinion before trial, excluded).

⁶ Contra: 1868, Heffron v. Galluje, 55 Me. 563, 566 (juro's obtaining evidential papers from a party by calling at his house, admitted); 1901, Pierce v. Brennan, 84 Minn. 422, 86 N. W. 417; 1901, Hempton v. State, 111 Wis. 127, 86 N. W.

ciple regards the jurors as a single body and the shibboleth of "impeaching the verdict" applies equally to the impeachment of a fellow-juror's conduct.

(4) On the other hand, the same usual rule ought to admit a juror's testimony in support of a verdict attempted to be impeached by other testimony, whether the juror's testimony goes to deny or explain expressions of bias before the trial, or to deny or explain misconduct during retirement. The Iowa rule leads to the same result. Moreover, this object of disproving bias alleged to have existed before trial may be attained by showing the juror's expressions and conduct during retirement, as an evidential fact relating back and negativing the supposed prior bias.10 But where the object is to determine the grounds or motives of the verdict as in themselves important for sustaining it (for example, to show that a certain illegal paper or erroneous charge did not influence the verdict), here the other principle (ante, § 2349) applies to forbid this.11 The distinction is that in the former case the juror's expres-

to forbid this. II The distinction is that

1841, Cain v. Cain, 1 B. Monr. 213 (juror's
affidavit of a fellow-jnror's expressions of bias
since the finding, excluded),
1853, Irvin v. State, 19 Fla. 372, 890;
1866, Hughes v. People, 116 Ili. 380, 337, 6
N. E. 55; 1867, Spice v. People, 122 id. 1,
264, 12 N. E. 865, 17 N. E. 896; 1824, Haskeii v. Becket, 3 Me. 92; 1824, Taylor v.
Gresley, ib. 204; 1871, Woodward v. Leavitt,
107 Mass. 453, 459, 471.

Ark.: 1853, Stanton v. State, 18 Ark. 317,
319; 1855, Pleasants v. Heard, 15 ld. 403, 408;
Cal.: 1888, People v. Goidenson, 76 Cal. 352,
19 Pac. 161; 1892, People v. Minray, 94 id.
212, 29 Pac. 494; 1894, People v. Stokes, 103
id. 193, 37 Pac. 207, samble; 1895, People v.
Azoff, 105 id. 632, 89 Pac. 59; III.: 1871,
Chicago v. Dermody, 61 Iii. 431, 435; 1878,
Reed v. Thompson, 88 id. 245, 247; Ind.:
1827, Barlow v. State, 2 Blackf. 114; 1865,
Alexander v. Thomas, 25 Ind. 268; 1867, Hann
v. Wilson, 28 id. 296, 298; 1883, Jones v. State,
39 id. 82, 86; IV.: 1902, Howard v. Com.

— Ky. — , 69 S. W. 721 (juror's affidavit ''may
always be received to custain the verdict '';
La.: 1898, State v. Favre, 51 La. An. 434, 25 89 id. 82, 58; My. 1902, Howard v. Com.,
— Ky. — , 69 S. W. 721 (juror'a affidavit "may
always be received to sustain the verdict");
La.: 1898, State v. Favre, 51 La. An. 434, 25
So. 93 (juror'a disqualification by a previous bet
on the trial); Mass. : 1827, Hix v. Drury, 5
Pick. 296, 302; 1871, Woodward v. Leavitt,
107 Mass. 453, 459, 466; Minn.: 1853-7, St.
Martin v. Desnoyer, 1 Minn. 156, 160; Mo.:
1874, State v. Underwood, 57 Mo. 40, 52 (tampering by ontsiders); 1888, State v. Ruch, 95 id.
99, 8 S. W. 221; Mont.: 1896, State v. Gay,
18 Mont. 51, 44 Pac. 411; N. Mr.: 1833, State
v. Hascall, 6 N. H. 352, 362; 1843, Tenney v.
Evana, 18 id. 462 (jurors' affidavits received,
"in exculpation of themselves and in support
of the verdict," where evidence has been introduced aliands to impeach the verdict"; here
the affidavits to rebut bias etated that the juror
in question had expressed no opinion on retirethe annuavate or report ones stated that the jurisdistance in question had expressed no opinion on retirement antii after the others; good opinion); 1845, State v. Howard, 17 id. 171, 187 (to repel evidence of bias expressed before trial, jurors affidavits were admitted that they had at first during retirement, proposed a finding of muric.

that in the former case the juror's expresr's in the second degree, instead of the verdict for
the first degree as flually reviered); 1851, State
v. Ayer, 23 id. 301, 303, 321 (juror's testimony
denying and axplaining alleged expressions of
bias, held admissible); 1864, Boynton v. Trum
bull, 45 id. 408 (reaching a verdict by lot);
1852, Knight v. Epsons, 62 id. 356; 1890,
v. Palmer v. State, 65 id. 221, 19 Atl. 1003;
t. N. J.: 1842, Kennedy v. Kennedy, 18 N. J. L.
450, 453 (juror's affidavita received to disprove
a determination of damages by average); Nevina
and Elmer, JJ., diss.); N. V.: 1808, Hackley
t. Haetic, 3 John. 252; 1809, Dana v. Tacker,
d. 4id. 487 (damages determined by average);
S. D. 42, 71 N. W. 764; Tax.: 1848, Cannon v.
State, 8 Tax. 81; U. S.: 1799, U. S. v. Frica,
d. 3 Dall. 515, 517 (juror admitted to disprove
expressions of prejudice alleged to have been
nttered after being enmmoned); V.: 1857,
Downer v. Baxter, 30 Vt. 467, 475; 1882,
State v. Cartwight, 20 W. Va. 32, 41 (jurors'
affidavita in exculpation said to be inadmissible
both in "reason and the theory of criminat
proceedings"; yet "the practice has been "to
receive them); 1882, State v. Robinson, ib. 713,
756 (jurors' testimony admissible "to disprove
or explain any such separation, misconduct, or
irregularity; but their testimony will not be
received to show by what motives they were
actuated, or that any admitted fact, misconduct,
or irregularity had no influence or effect npon
their minds in producing the verdict"); 1892,
State v. Harrison, 36 W. V. 200, 200, 200. actuated, or that any admitted fact, misconduct, or irregularity had no influence or effect npon their minds in producing the verdict"); 1892, State v. Harrison, 36 W. Va. 729, 15 S. E. 982. Contra: 1822, Coster v. Merest, 3 B. & B. 272, C. P. (to rebut affidavits that prejudicial papers had been seen by the jury, affidavits of all the intrymen, denying that they had seen them, were rejected; no authority cited).

18 As in Tenney v. Evana, State v. Howard, N. H., supra, note 9, on the principle of §§ 387, 950, ante.

950, ante.

11 Yet a few Courts, misunderstanding the principle, have admitted this; the rulings are noted ante, § 2349. Compare State v. Robinson, W. Va., supra, note 9.

sions are not considered in their aspect as establishing motives for the verdict, but merely as part of his whole conduct going to determine the question of

- (5) The usual rule, upon Lord Mansfield's theory of forbidding self-etultification, (a) does not exclude the juror's testimony to the misconduct of a purty or a court officer; 12 though a few Courts, taking literally the phrase about "impeaching a verdict" have reached a contrary conclusion; 18 and it is true that, so far as the third person's misconduct involves also the juror's own misconduct, the latter would be prohibited. (b) Nor does the rule of thumb interpose to prohibit a court officer from testifying to the juror's misconduct,14 - in spite of the plain inconsistency of principle, already noted (ante, § 2353). But, apart from that inconsistency, it would seem that the genuine privilege for confidential communications (ante, § 2346) should suffice to protect juro. completely against the disclosure of their utterances by a third person present at their deliberations, especially when his presence is unlawful.
- (6) So far as any of the foregoing facts may be proved at all by jurors, they should be proved by the juror's own testimony under oath, either by affidavit or on the stand, and not by his heareay statements reported by
- § 2355. (d) Mistake in Announcing or Recording the Verdict. The act of assent to the terms of a document is constituted by the act of signing. The act of assent to a verdict is constituted by the express answer to the clerk at the polling in open court, or by the silence which implies an assent.1 This outward act is final. Just as the act of the party to a deed is judged and determined by his outward conduct, so the act of a juror is judged and determined by the jury's polling, irrespective, on the one hand, of motives or beliefs which may have led up to the verdict's terms (post, § 2413), and, on the other hand, of the deliberations and utterances of the juror during retirement (post, § 2425). The very purpose of the formality of

18 1895, Heiler v. People, 22 Colo. 11, 43
Pac. 124 (baiiff a misconduct); 1858, Sparck v. Crook, 19 Iii. 415, 426 (juror may testify to improper conduct of the party in furnishing evidence after the hearing in court or to other acts of corruption or improperity by the party); 1858, Knowlton v. McMahon, 13 Minn. 386 ("perhaps" they are admissible to show "the misconduct of the prevailing party"); 1850, J., dias.; officer'a misconduct).

13 1893, Sanitary District v. Cullerton, 147 iii. 385, 392, 85 N. E. 723 (officer's misconduct); 1891, Gardner v. Minea, 47 Minn. 295, 50 N. W. 199 (bailiff's misconduct); 1883, State v. Brittain, 89 N. C. 481, 504 (jurors not allowed to be examined to show the depnty-sheriff's nudue influence).

14 1855, Wilson v. Berrymen, 5 Cal. 44, 46 (sheriff); 1890, Honk v. Allen, 126 Ind. 569, 25 N. E. 897; 1894, Wright v. Abbott, 160
Mass, 395, 36 N. E. 62 (deputy-sheriff); 1880, 413; 1903, Smith v. Panl, 133 N. C. 66, 4208

Bradt v. Rommel, 26 Minn. 505, 5 N. W. 680 (aheriff); 1864, Boynton v. Trumhull, 45 N. H. 408 (officer).

19 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 399; 1891, Cain Bros. Co. v. Wallace, 46 Kan. 138; 26 Pac. 445; this is universally accepted. Whether the juror is orally examinable in court is sometimes said to lie in discretion; 1903, State v. King, 88 Minn. 175, 92 N. W. 965.

State v. Brittain, 89 N. C. 481, 504 (jurors not allowed to be examined to show the depnty-sheriff's nudue influence).

14 1855, Wilson v. Berrymen, 5 Cal. 44, 46 (sheriff); 1864, Boynton v. Trumhull, 45 N. H. 408 (officer).

18 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 399; 1891, Cain Bros. Co. v. Wallace, 46 Kan. 408 (officer).

18 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 399; 1891, Cain Bros. Co. v. Wallace, 46 Kan. 408 (officer).

18 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 299; 1893, Cain Bros. Co. v. Wallace, 46 Kan. 408 (officer).

18 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 299; 1893, Cain Bros. Co. v. Wallace, 46 Kan. 408 (officer).

18 1839, Straker v. Graham, 7 Dowl. Pr. 228; 2

polling is to afford an opportunity for free expression, unhampered by the fears or the errors which may have attended the private proceedings:

1805, Sewall, J., in Grinnell v. Phillips, 1 Mass. 530, 542 (rejecting an affidavit "that he thought it his duty to coincide with the rest of the jury, but in his mind he had never approved of the verdict or consented to it "); "He is not to be believed or heard. The record of a verdict implies a unanimous consent of the jury, and is conclusive and incontrovertible evidence of the fact. Besides, the secret or mental act of a juror can never be a subject of legal inquiry; and, from the necessity of the case, his conduct before the court is the best and only evidence that can be admitted of his assent to a verdict deliv-

(1) Hence, the fact that the verdict as delivered was by one or more individual jurors not assented to by them in the jury-room, or is different from the one there informally assented to by them, is no ground for later correcting or setting aside the verdict. Much less is the fact that the juror in his own mind was mistaken or unwilling in the assent which he confessedly gave in the jury-room; for here he has doubly committed himself to the verdict as delivered.2 It may be added that this principle is to be discriminated from

s The rulings seldom disting ish between the above two cases; but the principle is best illustrated and tested by the former of the two. above two cases; but the principle is but all instrated and tested by the former of the two. The rulings are meanimous: 1753, Lawrence v. Boswell, Sayer 100 (at the rendering of the verdict in open court, no objection was made by any juror; held, that five of them "shall not now be received to say that they did not acquiesce"); 1876, Torque v. Carrillo, 1 Ariz, 336, 25 Pac. 526 (jinor's shidavit that he "did not agree to the verdict," excluded, where the verdict had been read aloud hy the clerk and the jury had replied that it was their verdict); 1844, Meale v. Smith, 16 Coun. 346, 351, 356 (the foreman, before delivering the verdict, handed to the judge a paper stating that "the jury have agreed on a verdict handed in; the minority, however, desiring to have it understood that they the judge a paper stating that "the jury have agreed on a verdict handed in; the minority, however, desiring to have it understood that they come in allent"; the vardict was then read alond and no diasent made by any juror; the juror's affidavita were excinded, and the facts were further held not to avoid the verdict); 1853, McCombs v. Chandler, 5 Harringt. 428 (juror's affidavit that he "did not agree to the verdict and did not answer when polled," excinded); 1811, State v. Doon, R. M. Charlt. 1 (two jurors' affidavits that they "did not in fact agree to the verdict which was rendered," excluded); 1880, Hill v. State, 64 Ga. 453, 466 (juror held to have signified his assent, when polled; his "affidavits that the findings "were not assented to by all of the jury," excluded); 1871, Garretty v. Brazell, 84 Ia. 100, 1895, Hallenbeck v. Garst, 96 ld. 509, 65 N. W. 417 (juror's affidavits that the findings "were not assented to by all of the jury," excluded); 1895, Hallenbeck v. Garst, 96 ld. 509, 65 N. W. 417 (juror's affidavit that his ballot for "plaintiff" was wrongly read out as "defendant" by the foreman in the jury-room, not admitted, alnce he did not there dissent and did afterwards answer for the defendant with the others when nolled in court): 1830. Johnson v. Davenwards answer for the defendant with the others when polled in court); 1830, Johnson v. Daven-port, 3 J. J. Marsh. Ky. 390, 392 (jnror'a affida-

vit that he did not consent to the verdict, though on the calling of the clerk "So say you all," he made no dissenting expression, held not admissible); 1837. Cire v. Rightor, 11 La. 140 (the inrors were polled and answered "verdict for Rightor"; affidavit of two inrors, "that they were mistaken in their verdict, that when they rendered it they were under the impression it were minimum in their vertice, that when they rendered it they were under the impression it granted the land to the plaintiffs," excluded; ; 1848, State v. Caldwell, 3 La. An. 485 (and dayled to the control of the co 1848, State v. Caldwoll, 3 La. An. 485 (affidavit of two jurors "that they were overawed by
abuse and threats from other jurors and forced
to render a verilet contrary to their jindgment,"
excinded; 1851, State v. Bretta, 6 id. 652, 657
(preceding case approved); 1885, State v. Price,
37 ld. 215, 218 (apparently like State v. Caldwell, supra); 1805, Grinnell v. Phillipa, 1 Mass.
530, 542, per Sewall, J. (affidavit that "he
thought it his duty to coincide with the rest of
the jnry," but had not really approved the
verdict, excluded; quoted supra); 1817, Bridge
v. Eggleaton, 14 ld. 245, 247 (similar); 1890,
State v. McNamara, 100 Mo. 100, 13 S. W. 938
Ginror's affidavit that he intended to find a
verdict of carrying concealed weapons, and not (jnror's affidavit that he intended to find a verdict of carrying concealed weapons, and not of shooting with intent to kill, excinded); 1819. Clark v. Read, 5 N. J. L. 486 ("Some time after the jury was dismissed, one of the jnrors swore that he was not agreed to the verdict, previous to judgment being rendered"; excluded); 1805, Suttrell v. Dry, 1 Mnrph, 94 (juror's affidavit "that he did not consent to the verdict," excluded); 1888, State v. Harper, (uror's amount that he did not consent to the verdict," excluded); 1888, State v. Harper, 101 N. C. 761, 7 S. E. 780 (certain jurors' "surrender of convictions" to the majority, not "surrender of convictions" to the majority, not allowed to be shown, where at the polling in court they were nnanimona); 1858. Boetge v. Landa, 22 Tex. 105, 107 (on the polling of the jnry, one juror denled his assent; the jnry then retired again, and npon returning to court, this juror assented with the others when polled; his subsequent affidavit that he had been corred his subsequent affidavit that he had been coerced

that of certain cases under the prior principle (ante, § 2349) about the grounds of a verdict (though the result is the same) for there the assent is conceded and the motive for the assent is the fact offered to be shown, while here the assent itself is desired to be negatived.

(2) But where the error at the time of announcement of the verdict is a unanimous one, by all the jury, the situation is a different one. When the verdict as announced or delivered is different unanimously from the verdict as assented to in the jury-room at the time of voting, the case is the same as that of a deed which by mutual or common mistake does not conform to the original agreement as avowedly made by the parties to the deed. Just as such a deed may be reformed in equity, upon satisfactory proof of the error (post, § 2417), so such a verdict may be corrected to represent the verdict actually agreed upon by the jury as a whole. The same reasons of policy here also permit a departure from the general rule that formal acts of assent are conclusive; for a unanimous or mutual error can safely be inquired into and easily established, while an individual error opens a wide door for vacillation and uncertainty. As individuals, they must be judged by their open acts; but as an entire jury they may be trusted to correct that which is merely an error in the transmission of their act from the jury-room to the court-room:

1839, Trotter, J., in Prussel v. Knowles, 4 How. Miss. 90, 96 (action of trespass against the defendant and six others, including Allen and McDonald; verdict for the plaintiff; after verdict announced and entered, when all but one juryman had left the court, he stated, on suggestion from the counsel and the judge, that the jury had intended not to include in their finding either Allen, who was dead, or McDonald, who was not concerned; "the Court then directed the verdict to be changed so as to correspond with this statement; immediately after this, the whole panel came into court and confirmed the statement of the juror"; this alteration was approved on appeal): "[In a case cited] it was decided that the Court might send the jury hack to re-consider their verdict, if it appears to be a mistaken one. This is constantly done; sometimes npon an intimation from the judge and more frequently from a suggestion of one of the parties or his connsel. It is highly conducive to justice to suffer mere slips of the jury to be remedied. Can there be any distinction in principle, between the case at bar, and that of seuding the jury hack before they are divested of the case by a manual delivery of the papers to the clerk? Does the naked fact of their separation before the discovery of the error deprive the Court of this salutary power? . . . In the case before us, the jury had a right to find some of the defendants guilty, and others not; and if they thought McDonald not guilty, he was entitled to the benefit of their verdict, and ought not to be deprived of it by a mistake which occurred at the time of delivering it. Nor was the Court bound to

1860, Bigelow, C. J., in Capen v. Stoughton, 16 Gray 364 (admitting the jurors' testimony to show that "after agreeing on a verdict for the petitioners and filling up a hank form accordingly, the jury hy mistake signed the form of verdict for the respondents"): "The evidence of the jurors is offered only to show a mistake, in the nature of a clerical error, which happened after the deliberations of the jury had ceased, and they had actually agreed on their verdict. The error consisted, not in making up their verdict on wrong principles or on a mistake of facts, but in an omission to state correctly

to assent was excluded); 1891, Letcher v. of certain jurors that the verdict was reached Morrison, 79 id. 240, 14 S. W. 1010 (affidavits by a majority only, excluded).

in writing the verdict to which they had, hy a dne and regular course of proceeding, honestly and fairly arrived. . . . No considerations of public policy require that the nucontradicted testimony of jurors to establi in an error of this nature should be excluded. Its admission does not in any degree infringe in the sanctity with a nich the law surrounds the deliberations of juries, or expose their vertices to be set and through improper influences, or upon grounds which might prove d. agerous to the pur ty and steadiness of the administration of public justice. On the contrary, it is a case of manifest mistake, of a merely formal and clerical character, which the Court ought to interfere to correct, in order to prevent the rights of parties from being sacrificed by a blind adherence to a rule of evidence, in itself highly salutary and reasonable, but which upon principle has no application to the present case."

It has occasionally been said that this correction must be claimed before the jury are discharged; 8 but this seems unsound, because such errors are seldom ascertained until after the jury have separated and conversed out of court; and if the error is satisfactorily established, there can hardly be any fixed time to limit its correction. Subject to this qualification, it is universally conceded that a unanimous error of the jury in delivering the verdict as already unanimously agreed on in the jury-room may be shown for the purpose of correcting it to correspond, or, when this is not safely to be done, of ordering a new trial.4

a 1835, Bridgewood v. Wynn, 1 Harr. & Woll. 574 (affidavits of two of the jnrors that the verdict was by mistake given for the defendant instead of the plaintiff, the jnry being "misled by the circumstance of the defendant beginning the case" and thinking that they were finding for the plaintiff, held not sufficient, "the jury as such being now separated"): 1853, Breck v. Blanchard, 27 N. H. 100, 103 (the jury having rendered a signed and written hut informal verdict, and having been discharged with the understanding that the foreman should afterwards draw up a formal verdict, a further afterwards draw up a formal verdict, a further inquiry of the jurors, and the affidavits of some of them, as to their non-assent to the verdict as first signed and read aloud, was refused; "there must be a limit fixed, beyond and after which no such inquiry can be made; and we think that time is well settled to be the time when the

that time is well settled to be the time when the verdict is recorded ").

**England: 1731, Parker v. Thornton, 21
Vin. Abr. 484, "Trial," T, g, pl. 12 (new trial granted "upon an affidavit of eleven of the jury that they had agreed on a verdict for the plaintiff, and 5s. damages, but hy mistake the foreman gave a verdict for the defendant"); s. c., p. Baker v. Milea. Cooke 66 (98): 1757, man gave a vergice for the detendant /, v. v. s. v. Baker v. Miles, Cooke 66 (98); 1757, c. c. Baker v. Burr. 383, L. C. J. Mansfield and others (there being two different issues, and the foreman having given in a "general verdict for the defendant upon both issues," verdict for the defendant npon both issues," affidavits of eight of the jury were received that "it was the meaning and intention of the whole jury" to find the former issue for the defendant, and the latter for the plaintiff, and that this mistake was discovered by them an hour afterwards, hut not till the jndge was gone to his lodgings; the Conrt holding, first, that the intent of the whole jnry was sufficiently proved, and, next,

that it indicated "a mistake, arising from the jury's being nnacquainted with business of this nature, and from the associate's omission in not jury's being nnacquainted with obsiness of this nature, and from the associate's omission in not naking the jury particularly how they found each respective issue and in not making the jury fully understand their own finding"); 1845, Bentley v. Fleming, 1 C. B. 479 (the judge's substitute having failed to take the answers separstely to three issues submitted by the judge, and the colloquy in court showing that the verdict recorded for the plaintiff was probably a misrepresentation of the jury's findings, a new trial was ordered); United States: 1808, Taylor v. Giger, Hardin Kv. 595, 597, semble (jurors' affidavits admissible to show "that there was in truth no verdict," as hy a mistaken announcement); 1830, Johnson v. Davenport, 3 J. J. Marsh. 390, 394 (preceding case apparently donhted); 1822, Little v. Larrabee, 2 Me. 37 (jurors' affidavits that they had "misunderstood the legal terms in which they had drawn up their verdict and that they had separand a verdict for the demandant instead of had drawn np their verdict and that they had returned a verdict for the demandant instead of one for the tenant, which last was their sole intention," admitted; the verdict was not corrected, hnt a new trial granted); 1860, Capen v. Stoughton, 16 Gray 364 (a mistake of the entire jury in filling up the wrong hlank form, allowed July in mining up the wrong mana form, allowed to be shown; quoted supra); 1839, Prussel v. Knowles, 4 How. Miss. 90, 95 (jurors' testimony admitted to correct a mistake in the delivery of the verdict; quoted supra); 1893, Petera v. Fogarty, 55 N. J. L. 386, 26 Atl. 855 (jurors depositions as to a mistaken announcement by the foreman of a verdict for the defendance when it is the supraction of the defendance with a supractical supractic s ment by the foreing a vertices for the desendant, "the jury having agreed upon a verdict for the plaintiff," admitted; procedure for correcting the record, explained); 1875, Dalrymple v. Williams, 63 N. Y. 361, 363 (jurors' affidavite

(3) It follows, for the same reason, that an error in the clerk's entry of the verdict, making it to appear different from the verdict as actually pronounced by the foreman and assented to by the other jurors, may be shown,

that "the verdict as agreed npon hy them was in favor of defendant W. and against the other defendant, . . . and that the announcement of the foreman [against both defeudants] was made through mistake and inadvertence," admitted; 'it is in the nature of an attempt to correct a clerical mistake"); 1824, Cohen v. Dubose, Harp. Eq. 102 (the foreman wrote a verdict for "two hundred and four dollars with interest," the agreement having been for \$244 with interest; the jurors discovering the error in omitting the word "forty," the verdiet was rewritten with the correct sum, but this time the words "with interest" were inadvertently omitted, this was allowed to be heart interest. the words "with interest" were inadvertently omitted; this was allowed to be shown by jurors' testimony, on a bill to correct the verdict); 1890, Murphy v. Murphy, 1 S. D. 316, 320, 47 N. W. 142 (inrors' affidavits offered that they had agreed on a verdict for the defendant for \$2, but though a misundaritarding as to the words. had agreed on a verdict for the defendant for \$\mathbb{Z}\$, hut through a misunderstanding as to the proper form of stating their verdict, due to the existence of set-off claims, they handed in a verdict for \$690 "over and above the amount claimed in the complaint," believing that this would not \$2 for the defendant; excluded, on the words of the statute: the Court nevertheless admitting that the plaintiff's purpose was in fact admitting that the plaintiff's purpose was in fact to correct a formal error, and was 'just and to correct a formal error, and was "just and right and highly salutary and reasonable"; this case falls fairly on the line between the present principle and that of \$2356, post, hut it also illustrates the nnfortunate effect of patchwork statutes); 1885, Burlingame v. Central R. Co., 23 Fed. 706, Wheeler, J. (a verdict for \$3500 was allowed to be corrected to \$3500 with Interest. hy reassembling the jurges on the Interest, hy reassembling the jurors on the second day after the verdict and ascertaining from their unanimous answers that the original from their unanimous answers that the original verdict as handed in did not represent their consensus); 1896, l'elzer Mfg. Co. v. Hamburg-Bremen F. I. Co., 71 Fed. 826, Simonton, J. (jurors' testimony that "the jury, with the full purpose and intsution to find a verdict upon both policies set out in the complaint, inadvertently and by mistake brought in their verdict upon one policy only," held admissible, the case being that the jury had actually voted and case being that the jury had actually voted and agreed and the error came in reducing the verdict to writing; Capen v. Stoughton, Mass., followed; 1896, Hamburg-Bremen F. Ins. Co. v. Pelzer Mfg. Co., 22 C. C. A. 283, 76 Fed. 479 (allowing the correction of a clerical error by the forement in amonganing the wardist). Confer the foreman in annonncing the verdict). Contra: 1889, McKinley v. Bank, 118 Ind. 375, 21 N. E. 1889, Mckiniey v. Bank, 110 ind. 3/5, 21 M. E. 36 (answers to interrogatories by special findings; after verdict and before judgment, jnrors' affidavits were offered to show that "by inadvertence and mistake the word 'yes' was written and returned as the answer," instead of "no"; excluded, on the ground that it was an im-peachment of the verdict; clearly unsound; Elliott, C. J., diss.).

Distinguish the case of a directed verdict,

where the jury's nawillngness to assent to it is immaterial: 1828, Saville v. Farnham, 2 Man. & R. 216 (the judge having directed a verdict for the defendant, a juror's affidavit that "the jury gave no verdict at all" was excluded); 1898, Turney v. Barr, 75 ia. 763, 38 N. W. 550 (jurora' affidavit that they did not deliberate on their verdict, but merely aigned a written verdict by order of the Court, excluded, partly on the present principle, but partly also because the offer was made on an application for habeas corpus and not a motion for a new trial).

**England: 1599, Madox v. Dawson, Cro. El. 678 (the "note given hy the jury to the clerk" was resorted to for amending a verdict erroneous in form "by the mis-entry of the clerk"); 1634, Eliot v. Skypp, Cro. Car. 338 (the clerk returning the postes with a verdict for the plaintiff in 10s. and for the defendant in 19l., the return was amended "because that issue was tried before Justice Berkley and he well remembered that the jury found" for the plaintiff in 10s. of freehold rent, etc.); 1751, R. v. Simons, Sayer 35, 19 How. St. Tr. 680, 684 (the jnry having found a verdict of guilty, a new trial was asked upon affidavits of the twelve jurors, substantially coinciding, that they had agreed to find the defendant guilty of "pnttwelve inrors, substantially coinciding, that they had agreed to find the defendant guilty of "putting the said three ducats into the prosecutor's pocket," and that "the deponent apprehended that he and the rest of the jury had given such a verdict," "but the deponent hath since been informed that the verdict recorded finds the defendant guilty on the third count in the indictment," which alleged a pattle indict. dictment," which alleged a putting into the pocket with intent to make it believed that the prosecutor had robbed the defendant, "whereas prosecutor had robbed the defendant, "whereas the deponent and the rest of the jury did not find that the same was done with such intent or any intent whatever"; these affidavits were considered by the King's Bench, no douht of their propriety being expressed, and a new trial granted; which was said to be the first precedent of a new trial for a criminal offence; 1841, Roberts v. Hughes, 9 M. & W. 399 (juror's affidavit received as to "what passed on the delivery of their verdict," to show a mistaken entry of it; "the rule does not exclude jurymen from swearing to what took place in their private room only as to what took place in their private room only as to what took place in their private room only as to what took place in their private from on the grounds upon which they found their verdict"); United States: 1855, Castro v. Gill, 5 Cal. 40, 42 (affidavits of several jurors, held not sufficient to overthrow the correctness of the record of the verdict); 1818, Jackson v. Dickenson, 15 John. 309, 317 (affidavits of five jurors, admitted to show that a mistake in recording the verdict was made, in omitting the answer to a question by the Court).

The following ruling is not law, in its limitation of time: 1818, Davis v. Taylor, 2 Chitty 268 (affidavits based on conversations with jurymen that "the verdict was entered by mistake,

just as any judicial record may be corrected nunc pro tunc (post, § 2450). Whether the verdict as entered should be corrected, or a new trial be ordered, would depend on whether under the circumstances the precise tenor of the verdict as pronounced could be satisfactorily ascertained.

 \S 2356. Same: Explaining the Verdict's Meaning; Mistake as to its Legal Effect; Retiring to Reconsider. (1) When the jury brings in its verdict, the judge, in his just and usual control of the proceedings, may refuse to accept it as final, and may require the jury to retire again to make the verdict more specific or more clear. This procedure is a traditional part of jury-trial (ante, § 2350); and in principle it is equivalent to holding the first utterance of the foreman as tentative and informal only. It is not that the jury adds explanations to the verdict; there is no verdict as yet; and they retire to restate it and to give it a final form:

1832, Morton, J., in Dorr v. Fenno, 12 Pick. 520, 526: "It sometimes happens that the verdict first returned by the jury is not entirely certain, or does not precisely meet the issue joined, or some of the issues do not appear to be definitely found; in such cases, before the verdict can be drawn in form, it is not only proper but necessary to ascertain from the jury the real meaning of their finding, that when the verdict is affirmed it may with certainty express the intent of the jury, or that the jury may again be sent out for further deliberation if any material question appears not to have been determined by

No doubt this practice of questioning upon the delivery of verdict might be abused, for the purpose of browbeating a jury out of their sincere verdict. This was sometimes done in the older days, notably in Erskine's celebrated scene:

1784, R. v. Dean of St. Asaph's, 18 How. St. Tr. 1203, 1230; seditious libel; the great legal controversy at this time was whether the jury could lawfully find, not only upon the fact of publication, but also upon the fact of criminal intent, and here Mr. Justice Buller had charged the jury that they could not find upon the latter; the jury returned a verdict of "Guilty of publishing only"; then the judge endeavored to have the jury withdraw the word "only," on the theory that it went beyond their function, which concededly they did not intend to do; Buller, J.: "You say he is guilty of publishing the pamphlet, and that the meaning of the innuendoes is as stated in the indictment?" A Juror: "Certainly." Mr. Erskine: "Is the word 'only' to stand as part of your verdict?" A Juror: "Certainly." Mr. Erskine: "Then I insist it shall be recorded." Buller, J.: "Then the verdict must be misunderstood. Let me understand the jury." Mr. Erskine: "The jury do understand their verdict." Buller, J.: "Sir, I will not be interrupted!" Mr. Erskine: "I stand here as an advocate for a brother citizen, and I desire the word 'only' may be recorded." Buller, J.: "Sit down, sir! Remember your dnty, or I shall be obliged to proceed in another manner." Mr. Erskine: "Your lordship may proceed in what manner you think fit. I know my duty as well as your lordship knows yours. I shall not alter my conduct." In the end, the jury accepted the judge's statement of what

But there is nowadays, in this era of judicial self-abnegation, no likelihood of the abuse repeating itself.

excluded; "it must be whilst the jury are to- Miss. 90, 95; 1885, Cattell v. Dispatch Pub. 1 Accord: 1839, Prussel v. Knowles, 4 How. Co., 88 Mo. 356.

(2) After the verdict, however, has once been pronounced by the jury and accepted by the judge, it is final, as regards its meaning and effect; and no statements by the jurors, whether on affidavit or on examination, either unanimously or individually, can be resorted to for explaining or changing its meaning or legal effect. This must be so by virtue of the general principle that a legal act is to be construed by the words used in it, and not by the private meaning or intention of the person uttering them (post, § 2413). To resort to the jurors' motives, beliefs, or intentions, would be to violate the general principle already examined (ante, § 2349); and would be equally improper for the purpose of altering the uttered terms of the verdict (as here) as for the purpose of repudiating it altogether (as there). In the former application of the principle (ante, § 2349), the motive or ground of decision was sought to be shown as an improper one, invalidating the whole verdict; in the present application, though preserving it, yet as changing its effect; but, in either case, principle requires that the verdict as uttered be a finality in its terms. It may be so uncertain or inconsistent as to be incapable of application, and therefore void. But in any case its meaning and effect must be drawn from its terms alone:

1770, Mansfield, L. C. J., in R. v. Woodfall, 5 Burr. 2661, 2667 (the jury brought in a verdict, on a charge of seditious libel, of "guilty of the printing and publishing only"; on a se bequent motion to omit the word "only" and enter up a verdict of guilty, a juror's affidavit of what he intended by the verdict was rejected). "Where there is a doubt, upon the judge's report, as to what passed at the time of bringing in the verdict, there the affidavits of jurors or bystanders may be received, upon a motion for a new trial or to rectify a mistake in the minutes; but an affidavit of a juror never can be read as to what he then thought or intended. . . . No argument can be urged for omitting the word 'only' which does not prove that it can have no effect though inserted; and therefore it is a question of law upon the face of the verdict. . . . The question is whether any meaning can be put upon the word 'only,' as it stands upon the record, which will affect the verdict. . . . It is impossible to say with certainty what the jury really did mean. Probably they had different meanings. If they could possibly mean that which, if expressed, would acquit the defendant, he ought not to be concluded by the verdict. If a doubt arises from an ambiguous and unusual word in the verdict, the Court ought to lean in favor of a venire de novo."

This principle has ever been conceded; 2 although its application is sometimes difficult to distinguish from that which permits the correction of a unauimous mistake in delivering or recording the verdict (ante, § 2355).

2 England: 1738, Palmer v. Crowle, Andrews 382 (the defendant having paid 23t. 7s. into court, and the lsw being that this was regarded as part payment received, a verdict for 23t. 17s. was rendered; the jurora affidavits that the jury by mistake gave that verdict, intending only to give 10s. over and above the 23t 7s. were held oy matake gave that verdict, intending only to give 10s. over and above the 23l. 7s. were held insufficient to call for a correction or a new trial); 1772, Clark v. Stevenson, 2 W. Bl. 803 (action against an executor; the jnry rendered a verdict for \$1,000; hnt "after some interval," to a question by the judge, gave an answer of fact inconsistent with this verdict; a new trial was refused, "for the danger that might happen

if a subsequent declaration of the jury might be let in to explain a general verdict given upon full consideration"; 1788, Jackson v. Williamson, 2 T. R. 291 (trespass for personalty; a verdict having been rendered and entered for £30, the antice increase a £30, when the they want this the entire jury's affidavits that they meant this to be for damages additional to the value of the goods, and that they had snpposed that the clerk would add the two together, were excluded; the Court holding that "if any doubt had arisen, as to the meaning of the jury, if they had found a aum inadequate to the value proved, the proper time for requiring an explanation was at the trial; it was too late now"); 1855,

(3) From the foregoing principle must be distinguished also that by which 1 2358 the precise scope of the issues submitted to the jury may be investigated in order to determine whether a particular issue is res judicata (ante, § 2351). In such cases it is sometimes said that the jurors may testify to the matters which they considered and intended to include; but this loose form of statement, which is in apparent violation of the present principle, signifies properly nothing more than that certain issues were in fact submitted to

3. Arbitrators' Awards.

§ 2358. Foregoing Principles applied to Arbitrators' Awards. The arbitrator appointed to make an award includes in his functions that of a jury; he hears evidence, and investigates and determines the facts in issue. But he has also a judge's function, in that he determines the rules of right governing his decision. Furthermore, in combining these functions, his procedure makes more difficult the discrimination between the two. To his function as jury, the foregoing principles apply, subject to such modifications as are involved in the peculiar nature of his authority:

Raphael v. Bank of England, 17 C. B. 161 (the questions being put hy the judge to the jury on an issue of bona fide purchase of a bank-note, whether the purchaser had been notified and had the many of knowing that it was each bank. whether the purchaser had been notified and had the means of knowing that it was stolen, had these questions being answered in the affirmative, jurymen's affidavits that they did not suppose that these answers, as given in open court, were to be taken hy the judge as equivalent to a verdict for the plaintiff and that they would not have concurred in such a verdict, were held inadmissible, chiefly on the ground that they amounted in effect to stating that the jury were prepared to disobey the rule of law as that they amounted in effect to stating that the jury were prepared to disobey the rule of law as coutained in the instructions of the jndge relative to the meaning of bona fides); United States: 1872, Anderson v. Green, 46 Ga. 361, 374, 375 (jnrors' affidavits, or their examination after verdict returned, as to whether "they intended to find defendant individually liable," held improper; "to justify such a course, the verdict must at least be so amhiguous as to convey no definite meaning upon one or more of the verdict must at least be so amhiguous as to convey no definite meaning npon one or more of the issues involved"); 1856, Couner v. Winton, 8 Ind. 315 (verdict "for the plaintiff one cent, and costs to the defendant"; juror's affidavit that the verdict meant the defendant to pay costs, excluded); 1860, Sinclair v. Roush, 14 id. 450 (similar); 1888, Alexander v. Humber, 36 Ky. 565, 6 S. W. 453 (a verdict finding "for the plaintiff, \$1000, jointly"; jurors' testimony and affidavits that the effect of this was mistaken, in that they intended to sever the damages and amdavits that the effect of this was mistaken, in that they intended to sever the damages and charge \$500 against each defendant, excluded); 1880, Stevens v. Montgomery, 27 Minn. 108, 6 N. W. 456 (testimony of all the jury, through the foreman, two days after discharge, that a verdict for \$27.50 was intended to be a verdict for the full claim of \$11.84 less a connected in for the full claim of \$91.84 less a counterclaim of \$27.50, excluded; hnt apparently this was merely a case of mistaken announcement, falling under § 2355, ante); 1852, Folsom v. Brown,

25 N. H. 114, 123 (jurors' affidavits not admissible to show a misapprehension as to the effect of the verdict npon the costs); 1808, Schenek v. Stevenson, 2 id. 386 (affidavit of one of a jury of inquiry, as to the "items allowed by the jury," excluded, as being "nothing less than calling on the juror to disclose to this Court the ground and foundation of the verdict"; Rossell, J., diss.); 1879, Lindauer v. Teeter, 41 id. 255, 259 (juror's affidavit, in replevin, with a verdict for the plaintiff and damages for \$225, not admitted to show that they intended to find that "of the goods in dispute, so much of them as mitted to show that they intended to find them as "of the goods in dispute, so much of them as were of the value of \$225 only, belonged to the plaintiff"); 1828, People v. Columbia Common Pleas, I Wend. 297 (jurors' affidavits that their readiot finding a frandulent judgment was sup-Pleas, 1 Wend. 297 (jurors' affidavits that their verdict finding a frandnlent judgment was supposed by them to have the effect of allowing recovery for a limited snm and not of denying recovery entirely, not received); 1833, Hntchiuson v. Sandt, 4 Rawle 234 (an inquisition of lunacy found H. unsound in mind "for the space of five years last past and npwards"; at a trial in ejectment, the inquisition having been admitted, two members of the jury of inquest admitted, two members of the jury of inquest were offered to prove that "at the time of signing the inquisition they did not mean overing the inquisition they did not mean to over-reach the period of five years"; excluded); 1898, Smalley v. Morris, 157 Pa. 349, 17 Atl. 734 (inrors' affidavits, as to a verdict for \$1500 on a note, that they all snpposed that they were awarding a sum eqnal to the amount of the note in suit less a credit of \$1500, excluded); 1888, Tarbell v. Tarbell, 60 Vt. 494, 15 Atl. 104 (five jurors' affidavits that they had disallowed cer-tain Items, intending to deduct them, but did not deduct them, as appeared in the special not deduct them, as appeared in the apecial verdict, excluded); 1871, Howard v. McCall, 21 Gratt. 205, 212 (affidavita of six inrors that they intended the verdict to entitle the defendant to the allowance of a certain credit,

1970, Blackburn, J., in Duke of Buccleuch v. Metropolitan Board, L. R. 5 Exch. 221, 229: "An award is the decision of one having a limited authority to determine those matters submitted to him by the parties, or, as in the present case, by a statute, and no other. And from this it follows that if that limited authority has not been pursued and the arbitrator has awarded something beyond the authority, the award is pro tanto vold, and If the vold part is so mixed up with the rest that it cannot be rejected, the award is void altogether, otherwise those against whom the award is made would be compelled to fulfil the void part. And I think, both on authority and principle, this is a matter which may be pleaded as a defence to an action. In old times the only way of enforcing an award was by action upon it, and the only mode of resisting the enforcement of the award was by pleading to that action, and consequently all the old authorities, to the effect that an award is void for an excess of jurisdiction, are authorities that it may be shewn in evidence at the trial under a proper plea. . . . Now, in cases where an award is good on the face of it, but the arbitrator has made a mistake either of law or fact, if that mistake has been as to a matter within the arbitrator's authority, then, inasmuch as there is no court of appeal from the arbitrator, the mistake cannot be remedied; nor can the Court, even in the exercise of its equitable jurisdiction, set aside the award, unless it can be shown there was misconduct or some other equitable ground for interference; and in the case of the verdict of a compensation jury, inasmuch as the certiorari is taken away, there is no remedy at law at all unless there be excess of jurisdiction. But if the mistake has been as to the extent and nature of the arbitrator's authority, leading him to exceed it, then, lnasmuch as an excess of authority by mistake is just as much an excess as if it had been in co. sequence of a wilful disregard of the limits of the authority, the award may be impeached as being made without jurisdiction. Were this otherwise, no one who submits to a reference of one thing could be safe from having an award put upon him as to anything else. . . Of course any attempt to annoy an arbitrator by asking questions tending to shew that he had mistaken the law [upon matters within his authority], or found a verdict against the weight of evidence, should be at once checked, for these matters are irrelevant. But where the question is whether he did or did not entertain a question over which he had no jurisdiction, the matter is relevant, and nobody can be better qualified to give testimony on that matter than the umpire. I wish to guard against being supposed to express an opinion that a juryman might be asked on what grounds he and his fellows gave their verdict; that involves very different considerations.

In applying the foregoing principles of the Parol Evidence rule, mutatis mutandis, the following results would be reached:

a. The evidence and the facts forming the grounds for the award are immaterial and cannot be used to invalidate the award, and this upon the general principle (ante, § 234?). Thus, the arbitrator's mistake of fact or improper consideration of evidence, or his misapplication of the law, or his motives or intentions, in deciding the facts, are immaterial. Moreover, his errors of law, in framing as judge the law to be applied by himself as juror, are immaterial, because there is by the nature of the proceeding no appeal from him in his capacity as judge.

(quoted ante, § 2349); 1895, Re Christie & T. Junction, 22 Ont. App. 21, 33, per ^ler, J.); 1845, Withington v. Warren, 10 Met. 431, 433 ("he could not be received thus by his parol testimony to contradict his formal award in writing"); 1849, Bigelow v. Maynard, 4 Cnsh. 317, 321; 1902, Corrigan v. Rockefeller, 67 Oh. 354, 66 N. E. 95 (arbitrator's written statement of reasons for award, excluded).

¹ 1800, Habershon v. Troby, 3 Esp. 38 (arbitrator held not examinable to the evidence before him, in a suit for malicious arrest in the proceeding which had been submitted to arbitration; partly because "the arbitrator might have proceeded to cut the knot, rather than to unloose it according to the strict rules of law, from a wish to do complete justice between the parties"); 1868, Duke of Bnccleuch v. Metropolitau Board

b. The scope of the issues submitted to him defines the limit of his authority to award; hence, the award as made may always be invalidated by the circumstance that it exceeds that scope. In a jury trial, this is ascertainable from the pleadings and the judge's instructions; and the scope of a verdict and a judgment may always be examined in that respect (ante, § 2351). In an award, the terms of the contract of submission serve in part the corresponding purpose. But, furthermore, since the judge's and jury's functions are united in the arbitrator, and since he does not by distinct instructions to himself define the issues which he submits to himself, the ascertainment of the issues which he has actually investigated and decided may have to be made by inquiring of him whether he considered certain issues, in order to learn whether those issues, as considered, are within the scope of his authority. Such inquiries, however, must be distinguished from an inquiry as to the grounds of fact believed by him, within the scope of the issues actually submitted; for the latter inquiry would fall within the prohibition of a, above. This distinction between the scope of authority assumed by him and the grounds of belief reached by him is plain enough; but, the similarity of the concrete questions put to the arbitrator, properly for the one purpose and improperly for the other, has naturally led to some confusion of judicial language and an apparent conflict of rulings.2

c. That an arbitrator's misconduct is material to invalidate the award cannot be doubted. Whether he himself can be received to prove his own misconduct depends upon the same principle applicable to jurors. The sound doctrine (ante, §§ 2352-2354) admits them to testify.8 That there is, in the arbitrator's function as judge, nothing which should make it improper to testify (apart from the question of impeaching his award) has been elsewhere noticed (ante, § 1912).4

d. That the arbitrator by inadvertence incorrectly stated the award as reached by him could properly be shown, on the same principles as for verdicts (ante, §§ 2355-2356), and with the same limitations, mutatis mutandis.

The principles applicable to arbitrators might be equally applicable to other officials exercising similar functions. But the arbitrator is to be distinguished

The opinion of Lord Blackburn (above quoted) sufficiently clears up the principles involved. The following cases illustrate them: 1868, Re Dare Valley R. Co., L. R. 6 Eq. 429 432, 435 (damages for land taken; Giffard, V. C. held the arbitrator's testimony admissible "if there is a mistake in point of subject-matter." there is a mistake in point of subject-matter,— that is, if a particular thing is referred to an arbitrator and he has mistaken the subject-matter on which he ought to make his award, or if there is a mistake in point of legal principle going directly to the basis on which the award is founded"; and admitted the arbitrator's graper of reasons for his award"! 1869-1871 paper of reasons for his award "); 1868-1871, Duke of Bucclsuch v. Metropolitan Board, L. R. 3 Exch. 307, 314, 324, 327, 329 (damages for laud taken; held that the arbitrator's testimony was admissible to show that the "sum awarded includes an amount for something over which he

had no jurisdiction"; Bramwell, R., diss., with hesitation); 5 id. 221, 225, 229, Excb. Ch. on appeal (Blackburn, J., delivered an opinion collating prior cases and approving the ruling below; quotad marra); on appeal, L. R. 5 E. & L. low; quoted supra); on appeal, L. R. 5 E. & I. App. 418, 421, 433, 442, 449, 457, 462; 1858, Spnrck v. Crook, 19 111. 415, 426 (arbitrators may testify that certain svidence was given or that "certain matters were or were not examined or acted upon by them or that there is a mistake in the award"). Compare Morse on Arbitration (1872), cc. X and XXI.

8 But, as with jurors, their hearsay admissions will not suffice: 1891, Whiteley and Roberts' Arbitration, 1 Cb. 558, 567.

For the once supposed privilege of an arbitor not to be harassed by questions as to his trator not to be harass award, see post, \$ 2372.

1889, Phillips v. Marblehead, 148 Mass.

from the referee (from whose rulings an appeal may lie),6 from the master in chancery, and from the officer known in New England practice as auditor. It is sufficient here to note that differences of function and procedure may produce differences of result in the application of the Parol Evidence rule.

B. GRAND JURY.

1. P-ivileged Communications Rule.

§ 2860. History and General Principle. That the proceedings of the grand jury, in taking testimony and in deliberating, must be held in privacy, has been the customary practice from early times. The traditional and peculiar form of oath administered to the grand jurors testifies to this:

"The foreman, by himself, lays his hand on the book, and the marshal administers to him the following oath: 'My lord, or sir (as the foreman's name may be), you, as the foreman of this grand inquest for the body of the county of A, shall diligently inquire and trne presentment make of all such matters and things as shall be given you in charge; the king's connsel, your fellows', and your own, you shall keep secret; You shall present no one for envy, hatred, or malice; but you shall present all things truly as they come to your knowledge, according to the best of your nuderstanding: So help you God.' The rest of the grand jnry, by three at a time, in order, are sworn in the following manner: 'The same oath which your foreman hath taken on his part, you and every of you, shall well and truly observe and keep on your part: So help you God."1

But the legal privilege of the jurors to hold their inquiries and deliberations in secret seems not to have been established until a comperatively late period. Under the last Stuart, attempts were frequently made to control the verdicts of petit juries in political causes, - though in this respect the efforts were rather survivals of the earlier Tudor and Stuart methods than original innovations.2 As a part of this general effort, the control of the grand jury of indictment, by requiring the publicity of their proceedings, was also attempted, and for the time successfully. The colloquy on this notable occasion is interesting as expounding the reasons which were then advanced to justify the grand jury's privacy of investigation:

1681, Earl of Shaftesbury's Trial, 8 How. St. Tr. 759, 771; Sir F. Withins moved, after the charge to the grand jury, that the evidence be heard in conrt; and L. C. J. Pemberton declared that he would grant the motion; the jury then desired to have a copy of their oath, which was given them, and they withdrew; after returning shortly, the following colloquy ensued: Foreman: "My lord Chief Justice, it is the opinion of the jury that they ought to examine the witnesses in private, and it hath been the constant practice of our ancestors and predecessors to do it; and they insist upon it as their right to examine in private, because they are bound to keep the king's secrets, which they cannot do if it be done in court"; L. C. J. Pemberton: "Look ye, gentlemen of the jury, it may very

326, 330, 19 N. E. 547 (board of selectmen, con-

demning land).

1899, Story v. De Armond, 179 Ill. 510, 53
N. E. 990.

1 8 How. St. Tr. 771. In 1616, L. C. J. Coke, when the grand jury did not satisfy him in his effort to indict for premunire those persons who went to Chancery

to prevent the enforcement of common-law judgments, "caused them to be called by the poll, and perceiving that 17 of the 19 were agreed to return ignoramus, seemed much offended, and said . . he would have a more sufficient jury, and evidence given openly at the bar" bell's Lives of the Chancellors, II, 363).

probably be, that some late usage has brought you into error that it is your right; but it is not your right in truth. . . . What you say concerning keeping your connseis, that is quite I another nature, that is, your debates, and those things, there you shail be in private, for to consider of what you hear publicly. But certainly it is the best way, both for the king, and for you, that there should, in a case of this nature, be an open and plain examination of the witnesses, that all the world may see what they say "; Foreman: "My iord, if your iordship pieases, I must beg your iordship's pardon, if I mistake in anything, it is contrary to the sense of what the jury apprehend. First, they apprehend that the very words of the oath doth bind them, it says, 'That they shall keep the counsei's, and their own secrets:' Now, my lord, there c n be no secret in public; the very intimation of that doth imply, that the examination should be secret; besides, my lord, I beg your lordship's pardon if we mistake, we do not understand anything of law "; Mr. Papillon [a juror]: "If it be the ancient custom of the kingdom to examine in private, then there is something maybe very prejndicial to the king in this public examination; for sometimes in examining witnesses in private, there come to be discovered some persons guilty of treason, and misprision of treason, that were not known nor thought on before. Then the jury sends down to the court, and gives them intimation, and these men are presently secured; whereas, my lord, in case they be examined in open court publicly, then presentiy there is intimation given and these men are gone away. Another thing that may be prejudicial to the king, is, that all the evidences here, will be foreknown before they come to the main trial npon issue by the petty jury; then if there be not a very great deal of care, these witnesses may be confronted by raising up witnesses to prejudice them, as in some cases it has been. Then besides, the jury do apprehend, that in private they are more free to examine things in particular, for the satisfying their own consciences, and that without favour or affection; and we hope we shall do our duty;" L. C. J. Pemberton: "The king's counsel have examined whether he hath cause to accuse these persons, or not; and, gentlemen, they understand very well, that it will be no prejudice to the king to have the evidence heard openly in court; or else the king would never desire it;" Foreman: "My lord, the gentiemen of the jury desire that it may be recorded, that we insisted upon it as our right; but if the Court overrnie, we must submit to it."

This attempt was never repeated, and the investigations of grand jurors were thereafter invariably made in privacy. But, owing perhaps to this ruling and to the earlier uncertainty of the law, the inviolability of the proceedings, when their disclosure was sought upon some later occasion, appears to have remained without defined limits in English precedents for a century or more. At some early period in our own practice, the principle received a tacit though firm acceptance. In most of the statutes regulating criminal

s 1613, Scarlet's Case, 12 Co. 98 (indictment for fraudulently procuring himself to be sworn on the jury with malicious intent to indict innocent men; it appeared that the judges had discovered the fraud through noticing the number of "honest men" indicted and demanding then of the jurors on what testimony they had proceeded; whereon Scarlet's testimony appeared to have been the foundation); 1641, Dr. Micklethwart's Case, Clayt. 84, pl. 140 ("The judge would not suffer a grand inryman to be produced as a witness to swear what was given in evidence to them, because he is sworn not to reveal the secrets of his companions. See, if a witness is questioned for a false oath to the grand jury, how it shall be proved if some of the jury be not sworn in each case"); 1641, Mass. Body of Liberties (Whitmore'e ed.).

§ 61 ("No magestrate, juror, officer, or other man, shall be bound to informe present or reveale any private crim or offence, wherein there is no perill or danger to this plantation or any member thereof, when any necessarie tye of conscience binds him to secresie grounded npon the word of God, unlesse it be in case of testimony lawfully required"; repeated in the revisions of 1660 and 1672, under "Jurors"); 1817, Watson'e Trial, 32 How. St. Tr. 107 (Mr. Solicitor-General: "My lord, I apprehend it is not competent for my learned friend to ask him what he deposed before the grand jury"; Mr. Wetherell: "I ask him only to facts, — the day of his attendance, and whether he produced the note [of the speechea]"; Ellenborough, L. C. J.: "On that enbject I have a considerable doubt").

procedure it was recognized; though the statement of · s limitations is found to have various phrasings.4

The following list does not inclinde statutes which merely prescribe that the invors must keep secret their proceedings, for those to not have direct bearing on the rule of svider e; nor the statutes providing that the juror "shall not be questioued for auything he may say" during deliberation, for those refer to a civil or criminal liability for his utterances 1 Ale. Code 1897, § 4805 (a grand invormay testify that a witness privileged against prosecution for an offence testified to before the grand jury has so testified); Alaska C. Cr. P. 1900, § 27 (like Or. Annot. C. 1892, § 1257); Ariz. P. C. 1887, § 1418 (grand juror may be examined to a witness' testimony to secertain "whether it is consistent with that given by the witness before the contt," or on The following list does not include statutes to secretain "whether it is consistent with that given by the witness before the conrt," or on the charge of a witness 'perjury'; Ark. Stats. 1894, \$ 2055 (disclosure compellable of the testimony of an examined witness "for the purpose timony of an examined witness" for the purpose of ascertaining its consistency with the testimony given by the witness on trial" or on a charge of the witness perjury); Cal. P. C. 1872, \$ 926 ("Every member of the grand jury must keep secret whatever he himself or any other grand juror may have said or in what manner he or any other grand inner may have retain. juror may have said or in what manner he or any other grand inror may have voted on a mat-ter before them; but may, however, be required by any Court to disclose the testimony of a wit-ness examined before the grand jury, for the purpose of ascertaining whether it is consistent with that given by the witness before the Court or to disclose the testimony given before them hy any person upon a charge against such perby any person upon a charge against such person for perjury in giving his testimony or upon trial therefor"); Pla. Rev. St. 1892, § 2813 (a grand juror is not allowed "to etate or testify in any court in what manuer he or any other member of the jary voted on any question before member of the jury voted on any question before them, or what opinion was expressed by any juror in relation to such question"); § 2814 (a grand juror is compellable to testify whether a witness' testimony "is consistent with or different from the evidence given by such witness before such court," and also to disclose testimony fore such court," and also to disclose testimony on a charge of perjury); Ga. Code 1895, § 5198, par. 3, § 5199 (communicatione "among grand jurors," excluded, but they "shall disclose everything which occurs in their service, whenever it becomes necessary"); Ill. Rev. St. 1874, c. 38, § 412 ("No grand juror or officer of the court or other person shall disclose that an indictment for felony is found or about to be found against any nerson not in custady or under reagainst any person not in custody or under re-cognizance, except by issuing process for his arrest, until he is arrested; nor shall sny grand juror state how any member of the jury voted or juror state how any member of the jury voted or what opinion he expressed on any question before them"); Ind. Rev. St. 1897, § 1754 (a grand juror may be required to disclose a witness' teetimony "for the purpose of ascertaining whether it is consistent with that given by the witness before the court," or on his trial for perjury); Ia. Code 1897, § 5267 ("Every member of the grand jury must keep secret the proceedings of that body and the testimony given

before it, except as provided in the next section, nor shall any grand juror or officer of the court disclose the fact that an indictment for a felony disclose the fact that an indictment for a felony has been found against a person not in custody or ander b.ll, otherwise than by presenting the sams in court or issuing or executing process thereon, until such person has been arrested"); § 5268 (disclosure of a witness' testimony may be made to ascertain its consistency or to prove perjury); § 5269 ("No grand juror shall be questioned for anything he may say or any vote he may give in the grand-jury room relative to a matter legally pending before it," except for perjury); Aan. Gen. St. 1897, c. 102, §§ 110, 111 (a grand juror shall not disclose the evideuce or name of a witness except when lawfully required as a witness; he may be required to testify whether testimony of an examined witness testify whether testimony of an examined witness "is consistent with or different from the evi-"is consistent with or different from the evidence given by such witness before such court," and to disclose such testimony on a charge of perjury); § 112 (he is not obliged or allowed to disclose the vote or expressed opinion of any grand juror); St. 1901, c. 283 (no person shall disclose any evidence or witness' name, in an inquisition in liquor cases, "except when lawfully required to testify as a witness in relation thereto," until the person charmed has been arfully required to testify as a witness in relation thereto, "until the person charged has been arrested); Ky. C. Cr. P. 1895, § 113 (almilar to Tran. Code § 7043); La. Rev. L. 1897, § 2141 (a graud juror may testify to another's neglect of duty); C. Pr. 1894, §§ 530, 531 (the vote of a sick or deceased juror after adjournment may be ascertained by the testimony of himself or another juror); Me. Pnb. St. 1883, c. 184, § 8 (no grand juror or court officer shall disclose an indictance that after arreat, "nor shall any grand juror state how any member of the jury voted, or what opinion he expressed, on any grand juror state how any member of the jury voted, or what opinion he expressed, on any question before them "); Mass. Pub. St. 1882, c. 213, § 13, Rev. L. 1902, c. 218, § 13 (a grand juror is not allowed to state "iu what manner he or any other member of the jury voted" or "what opinion was expressed in relation to ench question" before them); Mick. Comp. L. 1897, § 11887 (a grand juror may be required to testify "whether the testimony of a witness examined before such jury is consistent with or different from the evidence given by euch witness before such court," and also his test mony on a charge of perjury therein; but not to disclose the vote of perjury therein; but not to disclose the vote of expression of opinion of any juror); Minn. Gen. St. 1894, § 7216 (may be required by Court to disclose testimony "for the purpose of accretaining whether it is consistent with that certaining whether it is consistent with that given by the witnesses before the court," or on a perjury charge); Miss. Annot. Code 1892, § 2381 (a grand juror, "except when called as a witness in court," shall not disclose the proceedings; "nor chall any grand juror disclose the name or testimouy of any witness who has been before it"); Mo. Rev. St. 1899, § 2500 (grand juror compellable to disclose whether a witness' testimony "is consistent with or different from the evidence given by such witness

What those limitations ought to be must depend upon the reasons for the principle; and these reasons find exposition in the following passages:

1846, Ruffin, C. J., in State v. Broughton, 7 Ired. 96; "By the policy of the law, grand juries act in secret; and, with a view of sustaining that policy, it is prescribed that a grand juror shall, amongst other things, swear, that 'the State's counsel, your fellows', and your own, you shall keep secret.' The whole sense in which those words are to be received, or the duration of the secrecy imposed, we do not find accurately stated by any ancient writer on the common law. There are some reasons for the rule, which are obvious enough; and as far as the public interests can be subserved by it, the secrecy ought to be kept, not only while the grand jury continues empanelled, but it ought also to be subsequently observed. The principal ground of policy is, no doubt, to inspire the jurors with a confidence of security in the discharge of their responsible duties, so that they may deliberate and decide without an apprehension of any detriment from an accused or any other person, but be free 'true presentment to make.' Therefore it is clear, that at no time nor upon any occasion ought a graud juror to make known who concurred in or opposed the presentment; as the power to do so would or might in some degree impair that perfect freedom from external bias, which a grand juror ought to feei. It is probable, likewise, that another ground is, that it might lead to the escape of criminals, if their friends or others on the grand jury were at liberty to make known the institution and progress of an inquisition iuto their guilt. But as that reason can operate only while the accused is at large, it would seem, that, as far as the rule depends on that, it would not be obligatory after his arrest. We think, too, that, in furtherance of justice, the law may have intended to forbid a grand juror from giving aid to one indicted, and thus found to be probably guilty, in his efforts to defeat the prosecution, by publishing the evidence before the grand jury, and thus enabling him to counteract it, perhaps by foui means, after he knew where the case pinched. That would be betraying 'the State's connsel,' which is necessarily opened to the grand jury. But that is the immunity of the public, and not the privilege of the witness; and, therefore, it would seem that the rule should create an obligation on the conscience of the juror and be

before such court," or to disciose testimony on charge of perjury); \(\frac{2}{3} 2507 \) (a grand juror is not compeilable nor aliowable to disciose votes or opinions expressed); \(Mont. P. C. 1895, \frac{2}{3} 1789 \) (like Cal. P. C. \frac{2}{3} 926); \(Nex. Gen. St. 1885, \frac{2}{3} 4095 \) (like Cai. P. C. \frac{2}{3} 926); \(N.M. Comp. L. 1897, \frac{2}{3} 988 \) (a grand juror may be required to disciose testimony to ascertain "whether it is consistent with that given before them, by any other person, upon a charge against him for perjury, or in giving his testimony, or upon his trial thereof"); \(N. Y. C. Cr. P. 1881, \frac{2}{3} 266 \) (disciosure is compeliable of the testimony before grand jury, to ascertain its consistency with testimony in court or to prove perjury of the witness); \(N. D. Rev. C. 1895, \frac{2}{3} 8021, 8022 \) (like Cai. P. C. \frac{2}{3} 926); \(Oh. Rev. St. 1898, \frac{2}{3} 7205 \) (a grand juror is not to testify to the tenor of vote or expression of opinion of any juror); \(Okl. \) Stats. 1893, \(\frac{2}{3} 8057, 5058 \) (like Cal. P. C. \frac{2}{3} 926); \(Or. Annot. C. 1892, \frac{2}{3} 1257 \) (substantially like Cal. P. C. \frac{2}{3} 926, \frac{2}{3} \) (substantially like Cal. P. C. \frac{2}{3} 926, \frac{2}{3} \) (code 1896, \(\frac{2}{3} 7043 \) (a grand juror may be examined as to a witness' testimony to "ascertain whether it is consistent" with his testimony at trisi, or to prove testimony charged as perjured); \(Tex. C. Cr. P. 1895, \frac{2}{3} 404 \) (the grand juror's oath is to be: "The State's counsei,

your feiiows', and your own, you shail keep secret, unless you are required to disclose the same in the course of a judicial proceeding in which the truth or falsity of evidence given in the grand-jury room in a criminal case shall be under investigation"); Utah Rev. St. 1899, § 4721 (like Cai. P. C. § 926); Wash. C. & Stats. 1897, § 6820 ("No grand-jury juror shall be allowed to state or to testify in any court in what manner he or any member of the jury voted on any question before them, or what opinion was expressed by any juror in relation to such question, or what question was before them"); Wis. Stats. 1898, § 2553 (no grand juror or court officer shail disclose an indictment before strest, if the Court so order); § 2554 ("No grand juror shall be allowed to state or testify in any court in what manner he or any other member of the jury voted on any question before them, or what opinion was expressed by any juror in relation to such question"); § 2555 (grand jurors" may be required by any Court to testify whether the testimony of a witness exsmined before such jury is consistent with or different from the testimony given before them by any person upon a complaint against such person for perjury or upon his trial for such offense"); Wyo. Rev. St. 1887, § 3234 (like Oh. Rev. St. § 7205).

enforced by a Court, when the public justice may be advanced by it, and that it cannot be arged by the witness himself, when it would defeat justice, and thus encourage witnesses before that body to commit perjury, by false statements or the suppression of the truth. For it is obvious, that if grand jurors are, through all time and to all purposes, prohibited from disclosing and proving the testimony of witnesses before them, there is a perfect exemption from temporal penalties of perjury before a grand jury. The consequences of each a doctrine would be alarming; for, besides the danger of tempting the witnesses to commit so great a crime without the fear of punishment, grand jurors would have no credible evidence on which to act, on the one hand, and the citizen, on the other, would be deprived of one of his most boasted and valuable protections against arbitrary accusations and arrests. It would be extraordinary were witnesses thus enabled to per-

jure themseives without responsibility."

1849, Thacker, J., in Sands v. Robinson, 12 Sm. & M. 704, 710: "It would certainly be a great breach of duty for a grand juror, while the inquest was in session, to disclose the business of that body, by means whereof persons accused and not yet arrested, might make their escape, or take other measures to defeat the course of public justice. Indeed, in a certain state of case, a grand juror might thereby render himself liable to a criminal charge as an accessory, after the fact, in the commission of a crime. So, as many charges are confided to that body against individuals, which, for want of sufficient proof, or from want of foundation in fact, do not mature to a presentment or indictment, common prudence and charity, and a regard for the peace of society, and innoceut men's reputations, imperatively should close the months of grand jurors, as to their proceedings, after the expiration of their session. It is the interest of all good citizens to observe this rule, in order to seenre freedom of deliberation and opinion, which would be to a great extent impaired if the occurrences of a session were afterwards made the subject of comment and loose and malicious conversation. Indeed, thus a grand juror might well subject himself to an action of slander. But the policy of the law was never designed to injure or punish the innocent, or to obstruct the course of justice; nor can that rule be upheld, by which a grand-jury room shall be converted into an occasion for the safe and irresponsible utterance of false and malicious siander against upright and honorable citizens. Hence it will be seen that so much depends upon time and circumstances, that the competeucy of a grand juror to testify is peculiarly a matter of discretion with the Court to

1858, Bigelow, J., in Com. v. Mead, 12 Gray 167: "The reasons on which the sanction secrecy which the common law gives to proceedings before grand juries is founded are aid in the books to be threefold. One is that the utmost freedom of discloenre of alleged rimes and offences by prosecutors may be secured. A second is that perjury and subor. nation of perjury may be prevented by withholding the knowledge of facts testified to before the grand jury, which, if known, it would be for the interest of the accused or their confederates to attempt to disprove by procuring false testimony. The third is to conceal the fact that an indictment is found against a party, in order to avoid the danger that he may escape and elude arrest upon it, before the presentment is made."5

These reasons are obviously fourfold in their bearing. (a) The grand jurors themselves are to be secured in f...dom from the appreliension that their opinions and votes may be subsequently disclosed by compulsion. (b) The complainants and the witnesses summoned are to be secured in freedom from the apprehension that their testimony may be subsequently disclosed by compulsion, and this in order that the State may secure willing witnesses. (c) The guilty accused is not to be provided with such clues as will enable

For another exposition of the reasons for secrecy, see Edward Livingston's Introductory (Works, ed. 1872, I, 870). 3312

him to flee from arrest or to suborn false testimony or tamper with witnesses. (d) The innecent accused, who is charged by complaint before 'he jury, but is exonerated by their refusal to indict, is entitled to be protected from the compulsory disclosure of the fact that he has been groundlessly accused.

Of these four classes of reasons, the third and the fourth disappear practically from consideration as a ground of privilege for witnesses. (c) The third disappears, in regard to the accused's opportunity of escape, as soon as he either escapes or is arrested, and cannot therefore h .ve any bearing upon later stages of the proceeding. It affects merely the grand jurors' obligation not to give extrajudicial information between the times of their session and of the arrest. This reason also disappears, in regard to the accused's opportunity of tampering with the witnesses or suborning others in defence, as soon as the indictment is returned; for the indictment must bear the witnesses' names indorsed. Modern criminal procedure disregards the danger of subornation, and acknowledges that the accused is in fairness entitled to know before trial who are to be the witnesses against him (ante, §§ 1850-1854). (d) The fourth reason aims chiefly to prohibit the grand juror's extrajudicial disclosure of the details of the charges against persons found innocent. It can have little or no application to compulsory disclosure in court; first, because the bill is returned "ignoramus" or "not found," and thus the fact of the charge is necessarily published upon the records, and, secondly, because the only mode in which such a disclosure would practically be relevant would be an attempt to impeach a witness who testifies to the person's innocence by his former testimony before the grand jury to the person's guilt, and this implies that the person's doings have become so far a relevant matter of public investigation that it would be vain to secure any further technical privacy for the charges.

Thus the only reasons which remain as the possible foundation of any privilege in subsequent testimony are the first and the second. The effect of these may now be examined.

§ 2361. (a) Privilege of Grand Jurors; Secrecy of Vote and Opinion. The necessity for securing to the grand jurors an absolute freedom of deliberation and decision, immune from apprehensions of injury from the persons charged by them, demands a guarantee that by no legal process will the disclosure of their votes and expressions of opinion in the jury room be compelled.1 This rests upon precisely the same footing as the privilege of petit jurors (ante, § 2346) or that of husband and wife (ante, § 2332). It forbids that any grand juror shall be compelled to disclose his own utterances or permitted to disclose the utterances of his fellows. On principle, this privilege, like all others (ante, § 2196), may be waived by the person entitled to it. In practice, the privilege has little occasion to be exercised, because the utterances protected by it can seldom be relevant upon any issue.

^{1 1884,} Ex parts Sontag, 64 Cal. 525, 2 Pac.
402; 1870, Elbin v. Wilson, 33 Md. 135, 144
(witness not allowed to be impeached by questions as to his conduct as grand juror in endeav.

 \S 2362. (b) Privilege of Witnesses before Grand Jury; General Principle. The witnesses and complainants appearing before the grand jury must be guaranteed temporarily against compulsory disclosure of their testimony and complaints, because otherwise the State could not expect to secure ample quantity of evidence for the information of the grand jury. The secrecy is the State's inducement for obtaining testimony. The policy is analogous to that of the privilege for informers in general (post, § 2374). The privilege, therefore, is not the grand juror's; for he is merely an indifferent mouthpiece of the disclosure. Nor is it the State's; for the State's interest is merely the motive for constituting the privilege. The theory of the privilege is that the witness is guaranteed against compulsory disclosure; the privilege must therefore be that of the witness, and rests upon his consent.

But obviously the secrecy that is guaranteed is only temporary and provisional. Permanent secrecy would be more than is necessary to render the witness willing. Moreover, it would go too far by creating an opportunity for abuse; since a corrupt witness would be able to utilize it for perjured

charges. This much is now universally conceded:

1858, Bigelow, J., in Com. v. Mead, 12 Gray 167: "But when these purposes [as above quoted] are accomplished, the necessity and expediency of retaining the seal of secrecy are at an end. Cessante ratione, cessat regula. After the indictment is found and presented, and the accused is beld to answer and the trial before the traverse jury is begun, all the facts relative to the crime charged and its prosecution are necessarily opened, and no barm can arise to the cause of public justice by no longer withholding facts material and relevant to the issue, merely because their disclosure may lead to the development of some part of the proceedings before the grand jury. On the contrary, great hardsbip and injustice might often be occasioned by depriving a party of important evidence, essential to his defence, by enforcing a rule of exclusion, baving its origin and foundation in public policy, after the reasons on which this rule is based have ceased to exist. The case at bar furnishes a good illustration of the truth of this remark. No possible injury to the interests or rights of the government that we can see could happen by a disclosure of the testimony given by the witness before the grand jury. . . . Ou the other band, it is clear that the rights of the accused might be greatly affected and his peril much increased, if he can be sbut out from showing the fact that an important witness against bim is unworthy of credit, or that bis testimony before the jury of trials is to be taken with great caution and doubt, because on a previous occasion, when called to testify on oath, he had given a different account of the same transaction from that which he has stated in his evidence at the trial."

1898, McSherry, J., in Izer v. State, 77 Md. 110, 26 Atl. 282: "If witnesses who testify falsely before the grand jury are free from all the penalties of perjury merely because of the juror's oath of secrecy, the object designed to be effected by that clause of his oath would be perverted, and a measure intended to promote the public welfare would be transformed into a means to defeat the ends of justice. The law does not permit the obligation of secrecy which has been imposed for one purpose to be availed of for a totally different one. The grand juror's oath of secrecy cannot, therefore, be interposed

to obstruct the administration of justice."

But what are the limits of this temporary secrecy? The answer is, on principle, that it ceases when the grand jury has finished its duties and has either indicted or discharged the persons accused. (1) Supposing the grand

jury to indict J. S. on Doe's testimony, it is plain that secrecy is no longer of any avail, for Doe will be summoned as a witness at the trial and will be compellable to testify. If he tells the truth, and the truth is the same as he testified before the grand jury, the disclosure of the former testimony cannot possibly bring to him any harm (in the shape of corporal injury or personal ill-will) which his testimony on the open trial does not equally tend to produce. If, on the other hand, he now testifies falsely, or if he testifies truly but formerly falsely, he is in no way a person who ought to have any privilege. The privilege therefore has no longer any reason to exist. (2) Supposing, on the contrary, that the grand jury, after hearing Doe's testimony, nevertheless discharge J. S., there may now be a motive for Doe to desire secrecy, — as when on a subsequent trial it is desired to impeach Doe as a witness by showing his biassed utterances against J. S. before the grand jury. But here the privilege ought also to cease, for another reason, namely, that the chance that such a disclosure will be called for is too small a contingency to have any effect a priori in rendering Doe unwilling to make complaint or give testimony before the grand jury. Doe naturally will have expected that J. S. would be indicted. Moreover, when Doe is summoned on a civil trial involving the same matters as the criminal charge, and it is desired to impeach him by his former testimony, all motive for secrecy ends, for the same reasons noted in par. (1), supra. Furthermore, in the other rare contingencies in which his testimony before the grand jury might become relevant (post, § 2363, par. 2), justice requires in any case that Doe should not be exempted from disclosure.

There remain, therefore, on principle, no cases at all in which, after the grand jury's functions are ended, the privilege of the witnesses not to have their testimony disclosed should be deemed to continue. This is, in effect, the law as generally accepted to-day. It is, however, not usually stated in such a broad form. The common phrase is that disclosure may be required "whenever it becomes necessary in the course of justice." Disregarding a few local exceptions, this is in practice no narrower a rule than the one above deducible from principle.

§ 2363. Same: Instances of the Cessation of the Privilege. The instances in which the privilege ceases to operate, by virtue of the foregoing reasons, may be grouped according to the purpose for which the testimony is offered

(a) Using the testimony as a self-contradiction in impeachment of the witness. It is now universally conceded that a witness may be impeached, in any subsequent trial civil or criminal, by self-contradictory testimony (ante, § 1017) given by him before the grand jury. In the same way, a party to

106 Mass. 75; 1899, Com. v. Chance, 174 id. 245, 54 N. E. 551; Mich.: 1895, People v. O'Neill, 107 Mich. 556, 65 N. W. 540 (applying the statute); Mo.: 1889, State v. Thomas, 99 Mo. 235, 255, 259, 12 S. W. 643 (statute applied); N. H.: 1873, State v. Wood, 53 N. H. 484, 487, 498; N. F.: 1847, People v. Hulbut, 18

To the statutes cited onte, § 2360, add the following cases: Eng.: 1842, R. v. Gibson, Car. & M. 672 (cross-examination of a witness to his Md.: 1896, Kirk v. Garrett, 84 Md. 883, 35 Atl. 1089; Mass.: 1858, Com. v. Mead, 12 Gray 167 (control of control of contr 167 (quoted supra); 1870, Way v. Butterworth,

the cause, not taking the stand as a witness, may be impeached by his admissions (ante, § 1048) made in testifying before the grand jury.2 The occasional statutory sanction for the former of these uses cannot be construed to prohibit the latter, which goes upon the same reasoning. Nor should any of the ensuing legitimate purposes of disclosure be considered to be obstructed by the statutory omission to mention them, -- else the integrity of common-law principles would tend to be diminished in direct ratio to the ignorance or unskilfulness of the Legislature which attempted in any respect to make a declaratory statute.

(b) Perjury. A witness' testimony before a grand jury may always be used upon a prosecution for perjury therein.3

upon a prosecution for perjury therein

4 Denio 133 (statutory rule confirmed); Or.:
1887, State v. Moran, 15 Or. 262, 14 Pac. 419;
1895, State v. Brown, 28 id. 147, 41 Pac. 1042;
1U.: 1846, Granger v. Warrington, 8 Ill. 299,
310; 1886, Bressler v. People, 117 id. 422, 436,
8 N. E. 62 (after an accused is put on trial,
there is no reason against publicity "if the ends
of justice require it"); Ind.: 1838, Burnham v.
Hatfield, 5 Blackf. 21 (plaintiff's admissions,
when before the jury); 1853, Perkins v. State,
4 Ind. 222 (witness' corroborative statementa
before the jury); 1873, Burdick v. Hnnt, 43 id.
381, 389 (witness' self-contradiction); 1877, State
v. Vau Bnskirk, 59 id. 384, 388 (preceding cases
approved); Ia.: 1901, State v. McPherson, 114
1a. 492, 87 N. W. 421 (disclosure by the clerk
of the grand jury, as to prior teatimony of a
witness, in impeachment, held admissible, on
common-law principles); Me.: 1874, State v.
Benner, 64 Me. 267, 282 (disposing of the prior
contrary intimation in State v. Kuight, 43 id.
1, 128); Pa.: 1879, Gordon v. Com., 92 Pa.
216, 219; Tax.: 1901, Wooley v. State, —
Tex. Cr. —, 64 S. W. 1054 (referring to prior
cases); Va.: 1874, Little v. Com., 25 Gratt.
921, 930, semble.

The early Connecticut doctrine was very strict;
this was the more absurd because the local prac-

221, 930, semble.

The early Connecticut doctrine was very strict; this was the more absurd because the local practice of permitting the accused's presence at the grand jury's sessions ntterly unlified the ground of the privilege seems always to have been denied, and would certainly to-day be denied: 1844, State v. Fasset, 16 Conn. 457, 467 (grand juror not admitted to prove certain evidence given to them); 1838, State v. Coffee, 56 ld. 410, 16 Atl. 151 (preceding opinion doubted as to the nnqualified nature of its expressions).

The following early doubt in New Jerney would to-day be repudiated: 1800, Imlay v. Rogers, 2 N. J. L. 347 (two judges pro, and two judges con).

Rogers, 2 N. J. L. 347 (two junges pro, and two junges con).

§ 1895, Jenkins v. State, 35 Fla. 737, 18 So.

182 (accused's testimony as a witness before the jury; admitted, under a statute in part like the Missouri statute, though the accused had not taken the stand at the trial; the statutory specified cases for permitted use "do not exclude an inquiry in other cases sanctioned by the law"); cined cases for permitted use "do not exclude an inquiry in other cases sanctioned by the law"); 1897, Hinshaw v. State, 147 Ind. 334, 47 N. E. 158 (disclosure of the testimony of the defendant, who had not taken the stand, allowed; R. S. 1894, § 1731, not excluding any nees before recognized, but confirming and adding others); 1899, Steele-Smith G. Co. v. Potthast, 109 Ia. 413, 80 N. W. 517 (party's admissions); 1890, New Hampehire F. I. Co. v. Healey, 151 Mass. 537, 24 N. E. 913 (perty's admissions); 1846, State v. Broughton, 7 Ired. 96 (accused's testimony before the grand jury as a witness, making criminating statements; quoted ante, § 2360); 1813, U. S. v. Charles, 2 Cr. C. C. 76, semble (an accused's coufessions when a witness);

making criminating statements; quoted ante, § 2360); 1813, U. S. v. Charles, 2 Cr. C. C. 76, semble (an accused's coufessions when a witness); 1887, U. S. v. Kirkwood, 5 Utah 123, 13 Psc. 234 (accused's confessions in testifying before the jury; the statute held not to contain any express prohibition of this); 1892, People v. Reggel, 8 ld. 21, 28 Pac. 955 (simllar).

In Connecticut the usual result is reached, but is attainable on peculiar grounds due to local practice: 1888, State v. Coffee, 56 Conn. 410, 16 Atl. 151 (the accused by local practice being permitted to attend the session of the jnry, his confession to some of the jnrors, made informally, was allowed to be proved by them, as not being "a part of the secrets of the canse," nor obtained by them as "a part of their duty"). The ruling in Missouri would presumably be contrary to the sound doctrine: 1855, Tindle v. Nichols, 20 Mo. 326 (cited infra, note 6). The present law in Texas seems to be sound: 1898, Gutgesell v. State, — Tex. Cr. —, 43 S. W. 1016 (the Code exception is exclusive of others; harms and contract of the canse of the code exception is exclusive of others; 1016 (the Code exception is exclusive of others; hence, an accused's testimony as a witness before hence, an accused's testimony as a wituess before the grand jury cannot be used against him as an admission, if he is not a witness on his trial; unsonnd); 1900, Spangler v. State, 41 ld. 424, 55 S. W. 326 (preceding case approved); 1901, Wisdom v. State, — id. — , 61 S. W. 926 (admitting testimony to a confession, and repudiating any limitations "sfter the hearing before that body has been terminated"; explaining Gutgeaell v. State, suppose, and prior cases; Hen. Gutgesell v. State, supra, and prior cases; Hen-

Gutgesell v. State, supra, and prior cases; Henderson, J., diss.); compare the peculiar rule in this State for confessions (ante, §§ 852, 1039).

This is usually declared in the statutes (ante, § 2360). Add the following rulings: 1844, R. v. Hughes, 1 C. & K. 519, 528, Tindal, C. J. (perjury before the grand jury; another witness before them admitted to prove the defendants' testimony; "it is for the purposes of public justice"); 1867, People v. Young, 31 Cal. 563;

2363 (c) The mere fact that a certain person was a witness or a complainant 5 before the grand jury may always be used, for the simple reason that the names of witnesses and of complainants are necessarily given publicity in the usual procedure of finding or rejecting indictments.

(d) Where a plaintiff seeking redress for defamation or malicious prosecution desires in his proof the testimony of witnesses, other than the defendant, before the grand jury, the privilege should not apply.6 Where the suit is for defamation uttered by the defendant in the course of testimony before the grand jury, much less should the privilege apply;7 for otherwise the right of action would be a vain pretence of the law, the sole means of establishing it being denied. It may be, however, that the utterance is privileged from liability by the substantive law of torts; in that event it is the substantive law, and not the law of evidence, that forbids its proof.

(e) Where the witness is sought to be impeached at a subsequent trial upon other issues, by expressions of bias in his testimony before the grand jury, the privilege does not necessarily apply. But here, if anywhere after the gr nd jury's session is ended, the privilege may conceivably be held to continue.

(f) So far as the privilege exists and continues, it prohibits disclosures, not only by the grand jurors themselves, but also by the State's officers and others who may be present, lawfully or unlawfully, at the private sessions; for the witness has no control over these persons' presence and their secrecy is as essential as that of the grand juners to his security.8

1893, Izer v. State, 77 Md. 110, 26 Atl. 282; 1838, Crocker v. State, Meigs 127.

4 1886, Ex parte Schmidt, 71 Cal. 212, 12 Pac. 55 (like the next case); 1888, People v. Northey, 77 id. 618, 19 Pac. 865, 20 Pac. 129 ("The fact that a person was called, sworn, and examined as a witness before a grand jury does not come within the rule of secrecy; if it did, it is violated whenever an indictment is redid, it is violated whenever an indictment is redid, it is violated whenever an indictment is returned with the names of the witnesses indorsed on it or inserted at its foot"); 1853, Com. v. Hill, 11 Cush. 137, 140 (to prove that no variance between the indictment and proof existed, a grand juror was allowed to testify, in impeachment of one who testified to his prior testimony before the grand jury, that he was not a witness ment of one who testined to his prior testimony before the grand jury, that he was not a witness at all before that jury); 1903, Re Archer, — Mich.

—, 96 N. W. 442 (grand jurors' report to the judge that a witness on appearing refused to exhibit his books, held not privileged, in proceedings for contempt) ceedings for contempt).

* 1823, Freeman v. Arkell, 1 C. & P. 135 (that a certain person was the prosecutor on a hill ignored by them); 1846, Granger v. War-rington, 8 Ill. 299, 310 (malicious prosecution; name of the complainant required to be dis-closed; hnt the Court offer the unsound reason that no oath of secrecy was then locally required of grand inrors); 1834, Huidekoper v. Cotton, 3 Watts 56 (malicious prosecution, the hill having been returned "ignoramus"; "so far is our been returned "ignoramus"; "so lar is our law from forbidding the grand jury from dis-closing the name of the prosecutor that it is provided that . . . if they return that the prosecutor shall pay the costs, they shall name who is the prosecutor"). Such atatutes exist in many jurisdictions, requiring a prosecutor to be

6 1879, Hunter v. Randall, 69 Me. 183, 189 "1879, Hunter v. Kandall, 69 Me. 183, 189 (malicious prosecution; plaintiff allowed to prove what witnesses testified before the grand jnry on the then complaint against the plaintiff for perjury). Contra: 1855, Tindle v. Nichols, 20 Mo. 326 (under a statute permitting the jnry to testify in contradiction of a witness or on his trial for the contradiction of a witness or on his trial for the contradiction. tify in contradiction of a witness or on his trial for perjnry, and forbidding them "except when lawfully required," the disclosure is forbidden in all other but the specified cases; here, in an action for slander charging the plaintiff with perjury before the jury, on a piea of truth; this is clearly nusound, as well as unjust; compare par. (a) survan; 1858, Beam v. Link, 27 id. 261 (similar raing, in an action for malicious prosecution by procuring the plaintiff to be in prosecution by procuring the plaintiff to be indicted; but here the local substantive law would apparently have exempted the defendant from liability in any case).

7 1849, Sands v. Rohinson, 12 Sm. & M. 704,

711 (a grand juror allowed to testify to ntterances by a witness before them, in an action against the witness for defamatory ntterances, the previous disclosure of the topic not making it necessary to preserve secrecy, and the ntterances not being absolutely privileged from snit). Com-pare the rulings upon an informer's privilege

(post, § 2374).

1844, State v. Fasset, 16 Conn. 457, 470 (disclosure by "others who were present and

2. Parol Evidence Rule.

§ 2364. Grounds for Indictment; Illegal Evidence; Required Number of Votes; etc. The finding of an indictment by the grand jury, like the verdict of a petit jury, is a legal act and a part of a judicial record; and the Parol Evidence rule therefore applies to all attempts to invalidate it. The principles upon which depends the application of that rule to verdicts have been already examined (ante, §§ 2348-2356); and it will be sufficient here to note briefly, under the same heads, the effect of those principles mutatis mutandis, upon the grand jury's legal act of finding an indictment.

(a) The motives, reasons, and grounds upon which the indictment was based cannot be availed of to invalidate it (ante, § 2349). This much is generally conceded.1 But suppose that there is a limitation of the grand jury's sources of investigation in the shape of a rule that they may receive only such kinds of evidence as would be receivable on a trial before a petit jury. Such a rule is a plain obstruction of justice, reprehensible in policy. But if it exists, it logically obliges the Court to permit the indictment to be invalidated by the fact of the jury's reception of illegal evidence. In an ordinary trial, the record of proceedings, containing the exceptions, furnishes the means of establishing the fact, and the fact, when established, may be used to invalidate the verdict. But in the grand jury's proceedings, if the rule is to be enforced at all, as it is for petit juries, the fact must be allowed to be shown by the grand jurors or others present. If, then, any community is willing to accept so deleterious a rule of criminal procedure, its enforcement in the only feasible way must be permitted by showing the facts.3 Upon the recognition of such a rule the various jurisdictions are divided.

have not taken this oath," not permitted); 1895, Jenkins v. State, 35 Fla. 737, 18 So. 182 (State's attorney); 1836, McLelian v. Richardson, 13 Me. 82, 36 (county attorney); 1899, Peopie v. Thompson, 122 Mich. 411, 81 N. W. 344 (prosecuting attorney's stipulation as to testimony, not admitted on pies of abatement to indictment); 1839, Clark v. Fieid, 12 Vt. 485 (State's attorney). Contra, but unsound: 1877, State v. Van Buskirk, 59 Ind. 384, 388 (prosecuting attorney held not subject to the grand jurors' rule, because he "is not bound hy any such oath of secrecy"; yet here, where he was allowed to impeach a witness, a juror would equally have been allowed); 1874, Little v. Com., 25 Gratt. 921, 931 (third person present).

1 1902, Hall v. State, 134 Aia. 90, 32 So. 750 (jurors' testimony not admissible to show that the grand jury were hrought to find a true hill only after several contrary votings, followed by repeated urgings of the prosecuting attorney

1 1902, Hall v. State, 134 Aia, 90, 32 So. 750 (jurors' testimony not admissible to show that the grand jnry were hrought to find a true hill only after several contrary votings, followed by repeated urgings of the prosecuting attorney and the judge); 1895, Owens v. Owens, 81 Md. 518, 32 Atl. 247 (inquiry of the foreman of a grand jnry why a bill was dismissed, not allowed); 1847, Peopie v. Hulhut, 4 Denio 133 (iligal iiquor-selling, on an indictment in five connts charging five offences; grand jurors not allowed to testify that only one offence was testified to before them, mainly on the theory

that the indictment "like other records, imports absointe verity," and cannot be disputed "nniess it be done upon motion" to quash or to strike ont counts).

In Pennsylvania an nawise rule as to the jary's methods of investigation has ied naturally to a variation from the present principle: 1889, Com. v. Green, 126 Pa. 531, 17 Ati. 378 (grand jaror's testimony admitted, on a motion for quashing the indictment, to show that the indictment was founded on testimony of witnesses and not on their own "knowiedge and observation," a procedure which under the local law was forhidden and constituted "a breach of privilege on the part of the grand inw.")

was forhidden and constituted "a breach of privilege on the part of the grand jnry").

2 1881, U. S. v. Farrington, 5 Fed. 343, Wallace, J. (for quashing an indictment, the proceedings may be inquired into with reference to the sufficiency or legality of the evidence; "whenever it becomes essential to ascertain what has transpired before a grand jury, it may be shown, no matter by whom; and the only limitation is that it may not be shown how the individual jurors voted or what they said during their investigations").

their investigations").

See the following typical cases: 1871, State v. Beebe, 17 Minn. 241; 1871, U. S. v. Brown, 1 Sawyer 531; 1902, State v. Comer, 157 Ind. 611, 62 N. E. 452.

(b) Where the question is as to the issues covered by the indictment (as when a former conviction for the same offence is pleaded), it may be necessary to ascertain the precise charge made by the testimony before the grand jury, so as to define the charge covered by the indictment. This is permissible on the general principle (ante, § 2351).4

(c) Where the misconduct of the jurors, or the irregularity of their proceedings, constitutes by the law of criminal procedure a ground for invalidating the indictment, the fact may properly be proved by the testimony of a grand juror, on the general principle (ante, § 2352); though a Court acknowledging the rule against a petit juror's impeaching his own misconduct should equally

apply it here.

(d) That less than the required number assented to the verdict of a petit jury cannot be shown (ante, § 2355). Does the same consequence follow for a grand jury's indictment? For the petit jurors, the reason is that their outward assent, express or implied, at the time of polling, is the sole effective conduct constituting assent. This act of assent is in reality individual as well as joint, whether there is an individual polling or not. But the grand jurors are not polled; nor do they individually subscribe the indictment; nor is the tenor of each indictment brought home to them individually by public reading, as is that of a petit jury's verdict. There is, to be sure, some opportunity of dissent, but hardly a practical one. There is no formal outward act of assent in the sense in which there clearly is for petit jurors. Virtually, then, the time of the act of assent is carried back to the time of voting in the jury room. It is therefore consisten principle to allow the absence of such ascent by the requis. . number to shown.6 Some Courts are found to maintain the opposite view, following the analogy of a petit jury's verdict.7 So long as the present procedure is followed, the former view seems inevitably sound. But the proper course would be to poll the grand jurors . indictment after the manner of a petit jury, and thus to satisfy the requirements of principle, for it is undeniably poor policy to hold out any inducement (as the present rule does) to ferret among the grand jurors and ascertain the tenor of their votes, and to make necessary the quashing of an indictment which ought never to have been received in the beginning.

4 1859, Rocco v. State, 37 Miss. 357, 369 (on a plea of former conviction for he same offence of illegal liquor-selling, a grand jnror's testimony to the parties and evidence before them on the

indictment was received, applying a statute).

2 1858, Shattuck v. State, 11 Ind. 473, 477 1858, Shattuck v. State, 11 Ind. 2/3, 2// (propriety of the indictment with reference to irregularities of proceeding before the grand jury; grand inror's testimony held admissible); 1815, U. S. v. Coolidge, 2 Gall. 364 (testimony of controfficers that a witness before the grand inry

conrt officers that a witness before the grand jnry was not duly aworn, admitted).

The leading opinion, fully expounding the principle and policy, is found in Low's Case, 4 Me. 439 (1827). To this add the following: 1838, State v. Coffee, 56 Conn. 410, 16 Atl. 151 (suggested as "one possible exception"); 1878,

People v. Shattnek, 6 Ahb. N. C. 33 (on a motion to quash, the number of votes may be

shown).
7 1702, Colonel Bayard's Trial, 14 How. St.
Vont /hare the counsel for the Tr. 478, New York (here the counsel for the defendant makes a good argument); 1878, Spigener v. State, 62 Ala. 383, 386 (neither Spigener v. State, 62 Ala. 383, 386 (neither jnrors' testimony, nor that of others, admitted to show that less than twelve jurors assented to the bill; good opinion by Stone, J.); 1902, Hall v. State, 134 id. 90, 32 So. 750 (like Spigener v. State, supra); 1867, State v. Oxford, 30 Tex. 428 (that an indictment was not found by the requisite twelve can be shown only by the records of the court, and not by the testithe records of the court, and not by the testi-mony of the jnrors; "our Code but follows the principles of the common law").

Topic B (continued): PRIVILEGED COMMUNICATIONS.

SUB-TOPIC V: STATE SECRETS AND OFFICIAL DOCUMENTS.

CHAPTER LEXXIII.

§ 2367. Several Principles discriminated. § 2368. (a) Tortious Non-Liability of the Executive.

§ 2369. (b) Constitutional Exemption of the Executive from Judicial Process. § 2370. (c) Testimonial Privilege of the Ex-

ecutive not to be a Witness.
§ 2371. (d) Testimonial Privilege of the Executive and Subordinate Officers, not to attend Court.

§ 2372. Same: Ambassadors, Consuls, Judges. § 2373. (c) Irremovability of Official Records.

§ 2374. (f) Privilege for Communications by Informers to Official Prosecutors.
§ 2375. (g) Privilege for Secrets of State and

§ 2375. (g) Privilege for Secrets of State and Official Communications.
§ 2376. Same: Who determines the Necessity for Secrecy.

§ 2367. Several Principles discriminated. The principle of privilege which protects from disclosure, through the testimony of governmental officers, the secrets of State and communications of informers to official prosecutors, is in practice superficially related to certain other principles, not resting upon testimonial privilege in general or upon this kind of privilege in particular. In order to discriminate the precise scope of these different principles, it is necessary to consider them together here. The necessity is the greater because some of them, being plainly valid, have in some courts been misused to give an unwarrantable scope to the present privileges for State secrets and informers' communications. By comparing their boundaries, the true and limited scope of the testimonial privileges can best be understood.

There are, then, seven distinct principles which in superficial features tend often to be counfounded. (a) There is a doctrine of the substantive law, that the chief Executive and subordinate executive officers are in some respects exempt from liability for torts of violence and defamation. (b) There is a question of constitutional law, whether the chief Executive is corporally exempt from the legal process of the Judiciary for any purpose whatever. (c) There is a question of testimonial privilege at large, whether the Executive is exempted from the ordinary duty to give testimony; this is usually united with the preceding question, yet is distinct in theory. (d) There is a question of testimonial privilege of attendance in court, whether executive and other officers are exempted from the general duty to attend, though still liable testimonially to give evidence by deposition while remaining at their offices. (e) There is a doctrine, analogous to the foregoing privilege, that official records are irremovable and cannot be required to be taken, in the original, from their place of official custody to the court-room. (f) There is a genuine communications-privilege, permitting secrecy for communications by informers to official prosecutors. (g) There is a genuine topical privilege for facts constituting secrets of State, and this, by improper extension, has often been made to include a bastari communications-privilege for communications between officials of the government.

These various doctrines may now be examined in the above order.

§ 2368. (a) Tortious Non-Liability of the Executive. The chief Executive and subordinate executive officers have unquestionably some exemptions from liability for harm done in the course of their official acts. A sheriff, for example, is not liable for the death of a person hanged by him in pursuance to a lawful order of execution. In general, two classes of officials are distinguished in applying this principle. A subordinate or ministerial official, i. c. one who acts under the orders of a superior official, is absolutely exempted from liability if the harm done by him is done solely in the implicit obedience of an order lawful upon its face; conversely, he is not exempt, if he varies from the order, though in good faith. A superior official, i. c. one who is given by the law a discretionary authority and exercises his judgment independently and without looking higher for orders, is exempted from liability, because the nature of his responsibility requires that he should exercise his judgment free from apprehension of the harassment of subsequent litigation. Some Courts exempt such an official only when he has acted in good faith; but sound policy requires an absolute exemption, not in order to protect the malicious official, but in order that the upright official may be exempted from the burden of defending himself from a charge of malice. In the following passage this doctrine is exemplified:

1888, Chief Justice Cooley, Torts, 2d ed., * 376: "If we take the case of legislative officers, their rightful exemption from liability is very plain. Let it be supposed that an individual has a just claim against the State which the Legislature ought to allow, but neglects or refuses to allow. In such a case there may be a moral wrong, but there can be no legal wrong. The Legislature has full discretionary anthority in all matters of legislation, and it is not consistent with this that the members should be called to account at the snit of individuals for their acts and neglects. Discretionary power is, in its nature, independent; to make those who wield it liable to be called to account by some other authority is to take away discretion and destroy independence. . . . If we take next the case of executive officers, the rule will be found to be the same. The governor of the State is vested with a power to grant pardons and reprieves, to command the militia, to refuse his assent to laws, and to take the steps necessary for the proper enforcement of the laws; hnt neglect of noue of these can make him responsible in damages to the party suffering therefrom. No one has any legal right to be pardoned, or to have any particular law signed by the governor, or to have any definite step taken by the governor in the enforcement of the laws. The Executive in these particulars exercises his discretion, and he is not responsible to the Courts for the manner in which his duties are performed. Moreover, he could not be made responsible to private parties without subordinating the executive department to the judicial department, and this would be inconsistent with the theory of republican institutions. Each department, within its province, is and must be independent. Taking next the case of the judicial department, the same rule still applies. For mere neglect in judicial duties no action can lie. A judge cannot be sued because of delaying his judgments, or because he fails to bring to his duties all the care, prudence, and diligence that he ought to bring, or because he decides on partial views and without sufficient information. His selection for his office implies that he is to be governed in it by his own judgment; and it is always to be assumed that that judgment has been honestly exercised and applied. . . . For all duties the time, manner, and extent of the performance of which are left to the wisdom, integrity, and judgment of the officer himself, it is conceded that, as a general rule, the only iiability of the officer is to the criminal law, in case he shall wrongfully and maliciously negiect to perform his duties, or shall perform them improperly. Duties of this nature are usually spoken of as duties in the exercise of discretionary and judicial powers, and it is deemed a conclusive answer to any private action for an injury resulting from neglect or unfaithful performance to say that where a matter is trusted to the discretion or judgment of an officer, the very nature of the anthority is inconsistent with responsibility in damages for the manner of its exercise, since to hold the officer to such responsibility would be to confer a discretion and then make its exercise a wrong."

The foregoing principle of substantive law comes, at two points, into apparent contact with the ensuing principles here to be considered. In the first place, a chief Executive who has ordered a trespass — for example, a Governor who has ordered the military to fire upon a mob - may appeal to the foregoing principle to exempt him from civil or criminal liability. At the same time and in the same litigation the question may arise whether he is constitutionally subject to judicial process compelling him to appear (post, § 2369), and whether he is privileged from testifying at all (poet, § 2370), and, if not, whether he is privileged from attendance at court (poet, § 2371). All of these questions are independent of each other; yet they have sometimes been confused. In the second place, an officer who has in an official report made a libellous statement may appeal to the principle of substantive law to privilege him from liability. If he is thus legally exempt and pleads his exemption, no question of testimonial privilege arises. Yet some Courts have preferred to attain the same end, not by recognizing a plea of substantive law, but by declaring a privilege of testimonial secrecy (post, § 2375), - thus defeating the a: in indirectly by suppressing the means of proof. Yet the testimonial and the tortious privileges should be strictly discriminated.

§ 2369. (b) Constitutional Exemption of the Executive from Judicial Process. Whether the apportionment of functions between Executive and Judiciary, in coordinate independent supremacy, signifies that the Executive can never be corporally subjected to the compulsory process of the Judiciary, is an interesting question, but solely one of constitutional law. The distinction between this question and the foregoing one (of exemption from tortious liability) is obscured when it is sought (for example) to sue the Governor of a State for a trespass done by the military under his order and at the same time to summon or to enjoin him by subposns or to arrest him upon execution-process. But in a suit against him after expiration of his office, his supposed exemption from judicial process has clearly disappeared, and yet a proper plea claiming exoneration from tortious liability for executive acts would present that question nakedly and plainly, and would still defeat the action.

Whether, then, he has during office, as Executive, a constitutional immunity from compulsory process, after the analogy of the sovereign of a monarchy, is a large question independent of all others. Chief Justice

² Compare the following opinions: 1774, Mansfield; 1841, Hill v. Bigge, 3 Moore P. C. Mostyn v. Fabrigas, Cowp. 161, 175, L. C. J. 465, 4 St. Tr. N. s. 723, Lord Brougham.

Marshall, in Aaron Burr's trial,1 raising the question in connection with the process of subpoena, noted that "a difference of opinion may exist with respect to the power to compel the same obedience to the process as if it had been directed to a private citizen," but did not attempt to force the issue. Since his time, the theory has received some attention, with differing judicial views, in determining the judicial power to enforce by mandamus the performance of ministerial duties by the Executive.2 In the following passage the principle has been convincingly expounded, in its application to testimonial process:

1877, Agnew, C. J., in Hartranft's Appeal, 85 Pa. 433, 455: "The first point to be noticed is the argument that he is exempt from a subposna because he is a coordinate branch of the State government. What is coordination or equality of rank, under the Constitution? It is not the absointe independence of each. If it were, the end would be disorder, conflict, and finally disorganization. It is not absolute superiority each over the others, for then they would not coexist in unity, as essential parts of the same common whole. . . . From the very nature of coordination in one and the same government, and the distribution to each branch of its appropriate functions, each is necessarily supreme in its own department, for neither can freely exercise its proper functions if it can be obstructed by the other. For example, the Judiciary cannot control or interfere with the discretion of the Governor in the exercise of an executive function. And for the same reason the legislative and executive branches cannot control the appropriate functions of the judicial. If the Legislative or Executive can oppose or obstruct the exercise of an appropriate judicial power the purpose of separation is defeated; a practical union takes place in them, and the surrender by the judiciary is effected. One of the appropriate and exclusive functions of the judiciary is the detection, trial, and punishment of offenders against the law. On the true principles of constitutional coordination, therefore, the Gover or cannot obstruct this function, and must yield obedience to the indicial branch in this respect as the appropriate and superior repository of the power conferred by the people themseives. . . . The appropriate function of the Judiciary being the detection, trial, and punishment of offenders, and the inquiry for this purpose by witnesses being the constitutional and legal mode of procedure, it is equally clear that the Governor, just as any other citizen, being subordinate to the judicial power in this respect, must yield his obedience to the process necessary for the exercise of this judicial function. Good government and the weifare of the people demand this."

§ 2370. (c) Testimonial Privilege of the Executive not to be a Witness. The public (in the words of Lord Hardwicke) has a right to every man's evidence.1 Is there any reason why this right should suffer an exception when the desired knowledge is in the possession of a person occupying at the moment the office of chief Executive of a State? There is no reason at all. His temporary duties as an official cannot override his permanent and fundamental duty as a citizen and as a debtor to justice. The general principle (ante, § 2192) of testimonial duty to disclose knowledge needed in judicial investigations is of universal force. It does not suffer an exemption

Note that a foreign ambassador, as his sover-oign's personal representative, and, by treaty sometimes, a consul also, is exempt from process: poet, § 2372.

Ante, § 2192.

¹ Quoted post, § 2371.
2 The following anthorities exhibit the arguments: 1878, People v. Governor, 29 Micn. 320; 1888, Martin v. Ingham, 38 Kan. 641, 17 Pac. 162; Merrill on Mandamus, ed. 1892, 85 02-96.

which would be irrespective of the nature of the person's knowledge and would rest wholly on the nature of the person's occupation. This duty, and its equal application to the Executive and subordinate officers, has perhaps never been doubted. But it tends to become confused with three other distinct principles.

In the first place, the amenability of the Executive to compulsory process (just examined) is a different question. It may be held that the person is thus exempt, and yet that the duty exists. That the enforcement of it is constitutionally impossible is still consistent with its existence. Indeed, the specific or direct enforcement of it is never possible, for if a subpœnaed witness be willing to lie in jail perpetually for contempt, no judicial power can actually effect any testimonial utterance. Neither the corporal nor the constitutional impossibility of enforcing the performance of the duty prevents us from recognizing and declaring its existence. Such, in effect, was the attitude of Chief Justice Marshall and Chancellor Zabriskie in their dealings with this problem. Such is presumably the attitude of the Department of State in its definition of a consul's duty, under a treaty expressly exempting consuls from compulsory process but not exempting them from testimonial duties.²

In the second place, this testimonial duty to disclose one's knowledge may coexist with exemption from attendance in court as a witness,—the duty to testify (ante, § 2192) and the duty to attend for the purpose of testifying (ante, § 2204) being plainly separable. The official's exemption from attendance is later examined (post, § 2371).

In the third place, this general testimonial duty of disclosure is compatible with definite exceptions to it for certain official topics, upon which secrecy may be preserved. The scope of this exception, by way of testimonial privilege, is elsewhere examined (post, §§ 2174-2176).

Let it be understood, then, that there is no exemption, for officials as such, or for the Executive as such, from the universal testimonial duty to give evidence in judicial investigations. The exemptions that exist are defined by other principles.

§ 2371. (d) Testimonial Privilege of the Executive and Subordinate Officers, not to attend Court. That an exemption from attendance in court may be sometimes properly recognized has already been noticed in its general principle (ante, § 2204). This exemption is conceded sometimes on the ground of illness, sometimes on the ground of the excessive inconvenience of travelling a long distance (ante, §§ 2205-2207). Whenever it applies, the testimonial duty at large — i. e. to disclose one's evidential knowledge — nevertheless continues, and may be exacted and performed by the taking of a deposition, which is then admissible on the ground of necessity (ante, §§ 1401-1418), instead of oral testimony.

The question now is whether the requirements of official business, demanding continual presence at the seat of office, bring within this principle

the chief Executive or subordinate executive officers. That the principle does apply to exempt them, within certain limits, cannot be doubted. Such an exemption was at common law in England conceded to the monarch, though to no other person; and the dignity of the position seems here to have been a sufficient reason (apart from the monarch's immunity from compulsory process). In the United States the exemption must be placed upon grounds of public convenience, — a more inclusive consideration. In Chief Justice Marshall's notable exposition of the principle, it will be observed that his concession of this mere exemption from attendance does not involve any concession of an exemption from the Executive's general testimonial duty to furnish evidence or of a judicial inability to enforce the performance of that duty:

1807, Agron Burr's Trial, Robertson's Rep., I, 121, 127 ff., 136, 131, 255, on motion for a subparas duces tecum to the President of the United States to attend and bring certain correspondence with General Wilkinson, material to aid the defence, the connsel for the prosecution did not deny that the President was "as amenable to that process as any other oltizen," but claimed that "if his public functions disable him from obeying the process, that would be a satisfactory excuse pro hac rice," and that the papers here asked for were State secrets and Irrelevant; in granting the motion, and holding the papers relevant and not State secrets, the general principle of the President's amenability to process ad testificandum was thus expounded by Marshall, C. J.: "The exceptions [to the accused's right to process] furnished by the iaw of evidence, with one reservation, so far as they are personal, are of those [persons] only whose testimony could not be received. The single reservation alluded to is the case of the King. Aithough he may, perhaps, give testimony, it is said to be incompatible with his dignity to appear under the process of the Court. Of the many points of difference which exist between the First Magistrate in England and the First Magistrate in the United States, in respect to the personal dignity conferred on them by the constitutions of their respective nations, the Court will only mention two. (1) It is a principle of the English Constitution that the King can do no wrong, that no biame can be imputed to him, that he cannot be named in debate. By the Constitution of the United States, the President, as well as every other officer of the government, may be impeached, and may be removed from office on high crimes and misdemeanors. (2) By the Constitution of Great Britain the crown is hereditary, and the monarch can never be a subject. By that of the United States, the President is elected from the mass of the people, and, on the expiration of the time for which he is elected, returns to the mass of the people again. How essentially this difference of circumstances must vary the policy of the laws of the two countries, in reference to the personal dignity of the executive chief, will be perceived by every one. In this respect, the First Magistrate of the Union may more properly be ilkened to the first magistrate of a

1 1613, Conntess of Shrewsbury's Case, 12 Co. Rep. 94 (before a Conneil including the Chancellor, Chief Justices, and Chief Baron; the Countess being required to declare her knowledge concerning Lady Arabella Stuart's escape, declined, for one reason, on the ground of her "privilege of nobility, s., to answer only when she was called judicially before her peers"; the Council denied that nobility had "anch privilege as is alledged," and the iisbility of a peer to be examined in Chancery, common-law Courts, and the Star-Chamber, was pointed out); 1854, Parke, P., in Attorney-General v. Radioff, 10 Exch. 84, 94 ("It is clear that the Sovereign cannot be a witness, because there is no means of

compelling her attendance"); 1861, Willes, J., in Ex parte Fernandez, 10 C. B. N. s. 3, 39 ("Every person in the kingdom, except the sovereign," is bound to give evidence). In L. C. J. Campbell's Lives of the Chancellors, III, 215, 4th ed., the learned author sets forth the anthorities. Compare also the cases cited ante, § 1674 (certificate of the King).

In Lady Daburgaveny's Case, cited 6 Co. Rep. 53 a, it would seem that there had been a

In Lady Daburgaveny's Case, cited 6 Co. Rep. 53 a, it would seem that there had been a ruling that peers were not subject to examination upon oath, at least as parties in wager of law. Distinguish also the question whether a peer was obliged to take an oath or could mereiy affirm (ante, § 1825).

State, -- at any rate, under the former Confederation ; and it is not known ever to have been doubted but that the chief magistrate of a State might be served with a subpana ad testificandum. If in any court of the United States it has ever been decided that a subposna cannot issue to the President, that decision is unknown to this Court. If upon any principle the President could be construed to stand exempt from the general provisions of the Constitution, it would be because his duties as chief magistrate demand his whole time for national objects. But it is apparent that this demand is not unremitting; and, if it should exist at the time when his attendance on a court is required, it would be sworn on the return of the subposna, and would rather constitute a reason for not obeying the process of the Court than a reason against its being issued. In point of fact, it cannot be doubted that the people of England have the same interest in the service of the executive government -- that is, of the cabinet council -- that the American people have in the service of the Executive of the United States, and that their duties are as arduous and as unremitting; yet it has never been alleged that a subpossa might not be directed to them. It cannot be denied that to issue a subporna to a person filling the exalted station of the Chief Magistrate is a duty which would be dispensed with more cheerfully than it would be performed; hut, if it be a duty, the Court can have no choice in the case. If then, as is admitted by the counsel for the United States, a subposna may issue to the President, the accused is entitled to it of course; and, whatever difference may exist with respect to the power to compei the same obedience to the process as if it had been directed to a private citizen, there exists no difference with respect to the right to obtain it. The guard furnished to this high officer to protect him from being harassed by vexatious and unnecessary subpoenss is to be looked for in the conduct of a Court after those supposnes have issued, - not in any circumstance which is to precede their being issued." To this subpoens, President Jefferson responded, without attendance, by a letter to the procecuting counsel, in which he offered to be examined at Washington by deposition, but explained his non-attendance at Court as follows: "As to our personal attendance at Richmond, I am persuaded the Court is sensible that paramount duties to the nation at large control the obligation of compliance with its summons in this case; as it would, should we receive a similar one to attend the trials of Biennerhasset and others [co-conspirators] in Mississippi Territory, those instituted at St. Louis and other piaces on the western waters, or at any piace other than the seat of government. To comply with such calls would leave the nation without an executive hranch, whose agency nevertheless is understood to be so constantly necessary that it is the sole hranch which the Constitution requires to be always in function. It could not, then, intend that it should be withdrawn from its station by any coordinate anthority."

1871, Zabriskie, C., in Thompson v. R. Co., 22 N. J. Eq. 111, 113: "The subposna was directed to the Governor by his individual nar. e, and not as Governor. Every person, whatever his office or dignity, is bound to appear and testify in courts of law when required to do so by proper process, nniess he has a lawful excuse. The official engagements and duties of the higher officers of the government may be, and in many cases are, a sufficient excuse. The dignity of the office, or the mere fact of official position, is not of itself an excuse, and whether the official engagements are sufficient must be determined from the circumstances of each case. . . . There is no reason why the Governor should not be called upon to testify as to the time when the engrossed hill was delivered to him. . . . But I will make no order on him for that purpose. . . . Such order ought not to be made against the Executive of the State, because it might bring the Executive in conflict with the Judiciary. If the Executive thinks he ought to testify, in compliance with the opinion of the Court, he will do it without an order; if he thinks it to be his official duty, in protecting the right and dignity of his office, he will not comply, even if directed hy an order; and in his case, the Court would hardly entertain proceedings to compel him hy adjudging him in contempt. . . . If the Governor, without sufficient or lawfni reasons, refuses to appear and testify, he is, like all other citizens, liable to respond in damages to any party injured hy his refusal."

That this exemption from attendance exists for the chief Executive of a State cannot be doubted. Perhaps also it exists for members of Congress during sessions. Whether it exists for subordinate executive officials may be doubted.² By statute, in a few jurisdictions, specific officials have been exempted, - presumably those whose official duties are most likely to be seriously interfered with by frequent calls for attendance to give evidence.

That the Court should determine whether a proper excuse exists in each case seems the sounder rule, for the reasons elsewhere noted (post, § 2376), though they do not apply as strongly to this exemption; and Chief Justice Marshall apparently reserves this power. But no decisive judicial opinion has here been expressed.4 For any officer other than the chief Executive, it seems hard to believe that a Court would abdicate its normal authority to determine all questions of privilege.

³ In the following rulings, the distinctions of \$\frac{1}{2}\$ 2368, 2369, 2370, and 2371, ante, are not always observed: 1871, Thompson v. R. Co., 22 N. J. Eq. 111 (a Governor is liable to attend; but no process of compusion will issue; quoted supra); 1815, Gray v. Pentland, 2 S. & R. 23, 28, 32 (whether a Governor is competiable on subposma d. f. to attend and produce a paper in 26, 32 (wastner a Governor is compensione on subpens d. t. to attend and produce a paper in his official custody, not decided); 1877, Hart-ranft's Appeal, 35 I'a. 433 (grand jnry's subpensa to the Governor and other officers, to altend and testify as to a riot; on a written suswer aileging that public duties elsewhere prevented their attendance, an attachment was refused. and testify as to a riot; on a written snawer aileging that public duties elsewhere prevented their attendance, an attachment was refused, partly on the ground that the Governor could not be summoned, partly on the principle of Thompson v. R. Co., supra; the opinion is confused; Agnew, C. J., and Sterrett, J., diss.); 1800, U. S. v. Cooper, Whart. St. Tr. 659, 660 (Peters, J., acceded to a request to address a letter to the Speaker requesting him to have process served on a member of Congress; but Chase, J., refused, and "ordered process without such letter," but declared that if compulsion became necessary he would continue the case till the session of Congress was over; nitimately the attendance appeared to have taken place by waiver; Peters and Chase, JJ., "refused to permit a subpoma to issue directed to the President of the United States"; no reasons were given); 1803, Marbury v. Madison, 1 Cr. 137, 142, 144 (cierks of the department of State, and the Attorney-General, held liable to attend on a subpoma); 1806, Smith's and Ogden's Trial, Lloyd's Rep. 2, 7, 13, 89 (a subpoma having issued for James Madison and two other heads of Federal departments, who responded that the President had signified to them that their Issued for James Madison and two other heads of Federal departments, who responded that the President had signified to them that their "official duties cannot at this juncture be dispensed with," the Conrt of two judges divided, without reasons given, as to issuing an attachment); 1807, Burr's Trial, Robertson's Rep. I,

121 (quoted supra).

• Can.: B. C. St. 1899, c. 62, § 22 (no land registrar need attend as a witness, but may be examined on commission): Man. Rev. 8t. 1902, c. 148, § 21 (a district registrar of land titles need not attend as witness without the town,

except after certain notice); U. S.: Ida. St. 1899, Feb. 10, § 6 (attendance "cannot be anforced" of a "State or county officer or judge" at a trial in other than the county of rediance); Ind. Rev. St. 1897, § 432 (a State or county officer, judge, practising physician, or attorney-at-law, cannot be compelled to attend); Ky. Stats. 1899, § 235 (commissioners, officers, and servants, of State charitable institutions may teatify at trials without the county by disposition, without attendance); Tenn. Code 1896, §§ 5624, 5628 (privileged not to attend Court are the following: an officer of U. S., an officer of this State or of a county, a cierk of another Court of record, a member of General Assembly in session or clerk or officer thereof, a practising physician or attorney, a jailer or prison-keeper in session or clerk or officer thereof, a practising physician or attorney, a jailer or prison-keeper of another county); Vs. Code 1887, § 418 (no officer or employee of the treasner, auditor, or second auditor is compellable to leave his office to testify as to the gennincuess of compon tendered in payment of State dues); Wask. C. & State, 1897, § 2658 (a superintendent of a State insane hospital is not required to attend as witness in a civil suit; nor in a criminal case, nniess the judge of the court of trial shall as witness in a civil suit; nor in a criminal case, nniess the judge of the court of trial shall require his attendance "upon being satisfied of the materiality of his testimony"); Wis. Stats. 1898, § 582 (a superinteudent of a Stata insane hospital is not compellable to attend, except on certain specified couditions).

Add also the statutes exempting custodians of oficial records, post, § 2373. For attorneys at law, see ante, § 2206.

The possibilities of abuse that lie in conceding to the officer himself the determination of the necessity are suggested in the following

ceding to the omcer himself the determination of the necessity are suggested in the following passage from the opinion of Agnew, C. J., in Latranft's Appeal, cited supra, n. 2 (loc. cit. p. 457): "The argument ab inconveniente that it is necessary the Governor should always be at a cost of government, is meanwaterons in view. necessary the Governor should always be at a seat of government, is preposterous, in vier frequent visits elsewhere, of business, courtesy, and pleasure. The absence of the Governor in the Rocky Mountains, on the way to California, at the time of these riots, is an apposite example."

§ 2372. Same: Ambassadors, Consuls, Judgee. (1) An ambassador, being the personal representative of the foreign sovereign, is concededly immune from compulsory process; but this immunity rests also on a sound public policy, and is therefore by common custom of international law extended to ministers and (to some indefinite extent) to the persons of their official households. As a practical consequence, such officers are also exempt from attendance in court as witnesses.1

(2) A consul, not being a diplomatic officer, does not by common custom of international law possess this immunity from compulsory process. But by treaty it has in many instances been expressly conceded.2 Distinguish, however, first, this exemption from process or attendance and the duty to furnish evidence; for the two may properly coexist, and are recognized as coexistent for consuls abroad in the instructions of the Department of State;

1 1663, Eari of Ciarendon's Trial, 6 How. St. Tr. 291, 340 (the House discussing the sources of certain information, it was objected, "possibly a foreign ambassador, and no oath can be given bim"); 1856, Dubois Case, Wharton, Digest of International Law, I, 668, Lawrence's Wheaton's International Law, 393, Dana's Wheaton, \$226, note 129 (the Netherlands minister held exempt from sumons; see Sen. Exec. Doc. 21, 34th Cong. 3d Sess.); 1881, Guiteau's Trial, I, 136 (Sr. Camacho, the Venezuelan minister, testified to what be saw of the murder; and the District Attorney announced that, although the minister was "entitled under the law governing diplomatic relations to be relieved from service by subpens or sworn as a witness in any case," yet supposes or eworn as a witness in any case," yet his Government had "instructed him to waive hla righta").

For the admissibility, under the Hearsay rule, of an ambassador's deposition, see ante,

§§ 1384, 1407. 1854, Re Dillon, 7 Sawyer 561 (the consul of France was summoned by snbpcena d. t. in favor of a defendant in a criminal case; the treaty of 1853 with France, art. 2, provided for immunity of consuls from appearance in court as witnesses; held, that the constitutional proas witnesses; neid, that the consultational pro-vision entitling an accused to compulsory process did not override the treaty provision, the Cou-stitution having given merely the same right to process which had before existed for the prosecution only, and therefore having given it snbject to the established exemption for foreign ambassadors; and the subsequent addition of consuls to the exempt class, by treaty, was no new exemption but merely an enlargement of the class already exempt; official documents in a consular office were beld privileged, here trader express provision of the treaty of 1853 with France; the party summoning must show that the desired document is not an official one); 1854, Dillon's Case, Whartou's Digest of International Law, I, 665 (Mr. Marcy, Secretary of State, opposed the privilege in the preceding case, on the ground that the constitutional right was subject to such exemptions only as existed specifically at the Constitution's adoption, and the treaty exemptions of consuls were thus not

included); 1855, Portuguese Consul's Case, Wharton, supra, I, 775 (a Portuguese consul, assuming that the most-favored-nation clause gives him that the most-favored-nation clause gives him the French treaty-privileges, is exempted from process as a witness, except when required by an accused in a criminal case; per Marcy, Secretary; 1362, Hanoverian Consul's Case, Wharton, supra, I, 776 (a tradiug consul of Hanover beld not exempt; per Seward, Secretary; no reason stated); 1867, Janssen's Case, Wharton, supra, I, 777, Sen. Ex. Doc. 1, spec. sess. 1867 (consul's exequator may be revoked for failure to obey summons, when be is not privileged by treaty); 1891, U.S. v. Trumbull, 48 Fed. 94 (the Chil' n vice-consul, under the existing treaty the chile wice-consul, under the existing treaty with bili, which by the most-favored-nation clause secured the immunity for consuls under the treaty of 1853 with France, beld exempt from compulsory process as witness on behalf of the prosecution; the constitutional guarantee invoked in Dillon's case not being applicable; bere the testimony was asked against persons charged with violating the neutrality laws by aiding the insurrectionary party which by the time of the trial had become the lawful Government represented by the witness); 1894, Mason's Case, U. S. For. Rel. 1899, p. 304 (U. S. consul in Germany aummoned; held, not privileged, unless by the most-favored-nation clause of Treaty 1871, art. V, the U. S. obtains the benefit of other treaties by Germany); 1899, Gnenther's Case, ib. 302 (similar); 1899, Clancy's Case, ib. 566, 583 (similar; Nicaragua treaty of 1867, art. X, applied; but "information which came to inim in his official capacity" is privileged); 1899, Baix v. Malo, 27 N. Y. Miscell. 685 (under treaties with Colombia giving most-favored-nation privileges, the French treaty-provision with the United States applies and exempts consuls from attendance): 1900, Bruni's Case, U. S. For. Rel. 1900, p. 705 ("a consul engaged in business [in Guatemala] is amenable to summons, etc., only for causes apart from his official unless by the most-favored-nation ciause of mons, etc., only for causes apart from his official functions; he cannot be summoned to give evidence of any matter of his consular business, nor to produce to the Court any part of the consular archives").

secondly, a genuine privilege of secrecy (even where no exemption from attendance exists by treaty) for the official archives of the consulate 4 and the official facts known to the consul; for the privilege for secrets of State (post, § 2375) may well be deemed to apply (in the absence of international courts of justice) to all matters of international concern.

(3) A judge of a superior court seems to have been regarded as exempt from attendance at common law. But the exemption cannot be put upon any broader ground, so as to negative either the general duty to furnish evidence (ante, § 2270) or the amenability to compulsory process (ante, § 2371). Whether, on grounds other than privilege, a judge should be prohibited (not merely exempted) from testifying in the very cause over which he is presiding, is a distinct question, elsewhere examined (ante,

§ 2373. (c) Irremovability of Official Records. On the general principle of the public inconvenience and danger involved in removing official records from their usual place of custody (ante, § 2182), the Court may refuse to compel the production of the originals in evidence:

4 1894, Mason's Case, U. S. For. Rei. 1859, p. 304 (charges of under-valuation filed in U. S. consul's office in Germany; treaty provision of 1871, art. V, that consular archives shall be inviolable, applied); 1899, Gnenther's Case, U. S. For. Rel. 1899, p. 302 (similar; U. S. consul in Nicaragua; consular archives heid inviolable, irrespective of treaties; hnt "personal books and papers of the counsel "are not privileged); 1900, Bruni's Case, U. S. For. Rei. 1900, p. 705 (quoted supra); 1903, Kessler v. Best, C. C., 121 Fed. 439 (documents being "part of the archives of the German consulate," privileged; no authority cited).

ity cited).

Clancy's Case, Bruni's Case, supra.

1620, Declaration of Grievances, Cobbett's Pari. Hist. I, 1206 (the Lords having sent for several members of the Commons to testify in the investigation into abuses of royal patents, it was objected in the Commons that the members were virtually judges upon the grievances, and therefore not lishle to be aworn; Sir E. Coke arguing that "the judges of the Common Pieas, or of any court, are never aworn as witnesses in arguing that "the judges of the Common Pieas, or of any conrt, are never aworn as witnesses in any case, albeit they know of something concerning it and can testify in it; but if their knowledge be asked, they answer it without an oath; that no judge of the Star Chamber can be served with a subposna ad testificandum in that court"; but finally the members volunteered their oaths out of courtesy); 1692, Knowles Trial, 12 How. St. Tr. 1179 ff. (Holt, C. J., and Eyre, J., having quashed au indictment against a person ciaiming to be a peer, were summoned before the Honse of Lords to explain their reasons, the proceeding being hy express vote not regarded as charging them, but only for information; they declined to make any explanation at that piace, as being privileged); 1838, R. v. Gazard, 8 C. & P. 595 (perjury; the grand jury inquired whether they "onght to examine" the chairman vol. IV. — 10

of the quarter sessions to prove the testimony, the chairman "having expressed a desire not to be examined as a witness"; Patteson, J.: "It is a new point, but I should advise the grand jury not to examine him. He is the president of a court of record, and it would be dangerous to allow such an examination as the index of Face. aliow such an examination, as the jndges of England might be cailed upon to state what occurred before them in court"; an amicus curiæ having referred to a contrary inatance, Patteson, J., replied: "I think it is wrong, and that it ought not to be done"); 1858, R. r. Harvey, 8 Cox Cr. 99, 103 (Byies, J., said that he should refuse to appear if subpœnaed to produce his notes of testimony, but that the rule did not apply to inferior magistrates); 1880, Anon., 24 Sol. J. 398 (master of the Supreme Conrt, anmmoned to prove testimony before him on a charge of perjury; objection waived); Tex. C. Cr. P. 1896, \$779 ("When it is proposed to offer the testimony of a judge in a canse pending before him, allow such an examination, as the judges of Engmony of a judge in a canse pending before him, he is not required to testify if he declares that there is no fact within his knowledge important in the cause"). The admissibility of a judge's socies, under the Hearsay rule, is still another question : ante, § 1666.

It was at one time thought that an arbitrator had some auch privilege: 1808, Ellis v. Saltau, 4 C. & P. 327, note (an arbitrator being called to prove that he had exceeded the iimits of his suhmission, "Mansfield, C. J., told the witness that he need not be examined unless he chose it, thinking that an arhitrator was not to be afterwards worried as a witness"). But this notion was entirely unfounded. It is now thoroughly understood that an arbitrator is not, hy reason of that office, either disqualified or privileged (ante, § 1912); and that the only prohibitions applicable concern the facts which may be preved as to his award, these facts being determined by the principles of the paroi-evidence rule as applied to awards (ante, § 2358).

1794, Per Curiam, in Delaney v. Philadelphia, 1 Yeates 403 (refusing a subpoena d. t. against the snrveyor-general): "We ought not to issue a subposua with such a clause in the present instance; otherwise the surveyor-general, or any other public officer, might be obliged to take any original public papers from his office to the farthest counties in the State, and the same papers might be demanded in different counties at the same

This rule of the common law has been supplemented in some jurisdictions by express statutes.2

Distinguish, however, (1) the illegality of removing such records; for this of itself is no ground for refusing to receive them (ante, § 2183); (2) the propriety of receiving an original always, in preference to a copy; for, apart from the prohibition of the present rule (which leaves much to the Court's discretion) the original of a document is always receivable (ante, § 1186);

¹ Accord: England: 1788, R. v. King, 2T. R. 234 (application for an information against assessing-officers; the rule that, in granting an information against magistrates for miscoudnet, there should be a production of their proceedings before the Court was conceded; but, by exception, on the score of "public Inconvenience," the order to bring the assessment books by certiorari was quashed; "every person is entitled to take copies, so that no injury can arise to the party from our refusing a certiorari; but on the contrary very great public Inconvenience would ensue from permitting it to issue"); 1788, Atherfold v. Beard, 2 T. R. 610 (action on a wager as to the collection of taxes; revenue officers treated as not bound to produce the 1 Accord : England : 1788, R. v. King, 2T. R. officers treated as not bound to produce the officers treated as not bound to produce the public books, chiefly on the ground of inconvenience); United States: 1887, Stevenson v. Moody, 85 Ala. 33, 35, 4 So. 595 ("except in special cases," a public record's original cannot be required for production; here said of probate record-book); 1886, Re Lester, 77 Ga. 143 (a mayor, who was ex officio the presiding judge of a Court of record; held not subject to subpoena d. t. to bring his docket to be used as evidence); 1870. Dunham v. Chicago. 55 111. 387 ("books d. t. to bring his docket to be used as evidence); 1870, Dunham v. Chicago, 55 Ill. 357 ("books and documents, public records, in the custody of public officers"; the Court has power to order production, but will not do so where certified copies will answer as well; "public convenience and safety" being the reason); 1901 Delaware Surety Co. v. Layton, — N. J. Eq. — 50 Atl. 378 (Secretary of State enjoined from removing official documents ont of the State): 50 Atl. 378 (Secretary of State enjoined from removing official documents ont of the State); 1832, Peney v. Gilliand, Wright Oh. 38 (jnstice's docket; "strong circnmstances must be shown to induce a Court to order the removal of the book"); 1794, Delaney v. Philadelphia, 1 Yeates 403 (subpena d. t. to the surveyorgeneral to bring official papers, refused; quoted supra); 1840, Devling v. Williamson, 9 Watta 311, 317 ("To permit a person other than [the enstodian] . . . to trke them [out of the office] is a most dangerons and pernicious practice"; they should be taken out only by a custodian they should be taken out only by a custodian upon subpana or special order); 1879, Corbett v. Gibson, 16 Blatchf. 334 (production of official documents in custody of a major-general, not

required, aince copies could be obtained and

In a few cases the Court has exercised Its power to require production: 1815, Treasurer v. Moore, 3 Brev. 550 ("A sheriff's books are public property, and whoever may be in possession of them is bound to produce them when called of them is bound to produce them when called for by legal authority, even though as evidence against himself"); 1856, Bashford v. Barstow, Wis., Pamph. Rep. p. 289 (the Court required the Secretary of State to bring original election returns, bearing evidence of forgery, from another room in the same building).

8 Cal. C. C. P. 1872, § 1950 (no record of any sort of which a transcript is receivable may be removed from the office of custody, except on

be removed from the office of custody, except on order of Conrt "in cases where the Inspection of the record is shown to be essential to the just of the record is shown to be essential to the just determination of the cause or proceeding pending, or where the conrt is held in the same building with such office"); Kan. Gen. St. 1897, c. 97, § 2 ("no public officer herein named," viz., a probate judge, county clark, county treasurer, register of deeds, clerk of the district court, justice of the peace, police judge, or other public officer, or "other custodian of public records shall be compelled to attend any public records shall be compelled to attend any public records shall be compelled to attend any court, officer, or tribunal sitting more than one mile from his office" with the records in his custody); N. Y. C. C. P. 1877, § 866, Laws 1895, c. 946 (regulation of the use of rocords, by a qualified prohibition of removal); Oh. Rev. 8t. 1898, § 5250 (the custodian of Irremovable official documents is not compellable to attend, on certain conditions); Ohl. Stats. 1893, § 4278 (no public officer or other custodian of public records is to be compelled to attend with official records "more than one mile from his office"); records it more than one mile from his office");
Pa. St. 1823, Pub. L. 233, § 1, P. & L. Dig.,
Evidence, 29 (documents in the offices of the secretaries of the Commonwealth and of the landoffice, of the surveyor-general, auditor-general, and State treasner, are producible on proper process); Wash. C. & Stats. 1897, § 5996 ("no public officer having the possession or control of public records or papers which are required by law to be kept in any particular office or place shall be compelled to produce the same").

(3) the admissibility of copies, whenever the original is not removable; for this raises the question whether a specific kind of record is required to be produced in the original (ante, § 1218); the few instances of such required production - for example, on a plea of nul tiel record - are thereby made exceptions to the present rule.

§ 2374. (f) Privilege for Communications by Informers to Official Proscontors. A genuine privilege for communications, on the fundamental principle of privilege (ante, § 2285), must be recognized for the communications made by informers to official prosecutors, because such communications ought to receive encouragement, and because that confidence which will lead to such communications can be created only by holding out immunity from a compulsory disclosure of the informant's identity:

1794, Hardy's Trial, 24 How. St. Tr. 8; the witness had reported the existence and doings of secret political societies: "I did not do it of myself, hnt hy advice; a gentleman recommended me by all means to make a report. It was not to a magistrate"; Mr. Erskine: "Then to whom was it?" Objection was made. "I suhmit he must state the name of the remon to whom he communicated it; then have I not a right to suhpœna that person? I will then ask [this witness], When did you tell it him? At what place? Who were present? Then I ask that person, Is it true? . . . And if he were to say, I never saw his face [the witness'] till I saw him in court, would not that shake the credit of the witness with any man of understanding? I apprehend it would." Mr. Attorney-General [opposing]: "What is the principle upon which the Court says, You shall never ask where he got that information? . . . A court of justice does not sit to catch the little whispers or the huzzas of popularity; it proceeds upon great principles of general justice. It says that individuals must suffer inconveniences rather than great public mischief should be incurred; and it says that if men's names are to be mentioned who interpose in situations of this kind, the consequence must be that great crimes will be passed over without any information being offered about them, or without persons taking that part which is always a disagreeable part to take but which at the same time it is necessary should be taken for the interest of the public. . . . Nobody will deny hut that it is a hard case; but it has become a settled rule, because private mischief gives way to public convenience "; Eyre, L. C. J.: " It is perfectly right that all opportunities should be given to discuss the truth of the evidence given against a prisoner; but there is a rule which has universally obtained on account of its importance to the public for the detection of crimes, that those persons who are the channel by means of which that detection is made should not nunecessarily be disclosed. . . . [As to (1) the person reported to,] I cannot satisfy myself that there is any substantial distinction between the se of this man's going to a justice of the peace or going to a magistrate superior to a justice of the peace, or to some other person who communicated with a justice of the peace. . . . [As to (2) the person above advising a report,] I am of opinion the principle extends to that question, because the disclosing who the friend was that advised him to go to a magistrate is a thing which puts that friend in a situation into which he ought not to be ---, and into which it is inconvenient to general justice that he should be put. . . . My apprehension is that, among those questions which are not permitted to be asked, are all those questions which tend to the discovery of the channels hy whom the disclosure was made to the officers of justice; that it is upon the general principle of the convenience of public justice not to be disclosed; that all persons in that situation are protected from the discovery; and that, if it is objected to, it is no more competent for the defendant to ask who the person was that advised him to make a disclosure than it is to whom he made the disclosure in consequence of that advice, [or] than it is to ask any other question respecting the channel of communication or all that was done under it"; Buller, J.: "My lord chief

justice and my lord chief baron both say the principle is that the discovery is necessary for the purpose of obtaining public justice; and if you call for the name of Informer in such cases, uo man will make a discovery, and public justice will be defeated. Upon that ground, therefore, it is that the informer for the purpose of a public prosecution shall not be disclosed."

1888, Parnell Commission's Proceedings, 20th day, Times' Rep. pt. 6, p. 28; the Times had charged the Irish Laud League with complicity in crime and agrarian outrage; part of its case was that, in spite of the League's avowedly peaceable purpose, there were inner circles of conspirators who used the League to advance criminal purposes; one of the police inspectors had testified that there was such an iuner circle of criminals; on cross-examination he was asked by Mr. Reid: "You now say that you obtained this information from an informer?" A. "Yes." Q. "Give me the name of the informer." A. "I will not." Q. "I must press you." A. "I repeat to my Lords that I canuot do any such thing." A. L. Smith, J.: "I always understood that a police-constable is not bound to state the name of a person from whom he received information"; Mr. Reid: "We are wanting to get to the bottom of this matter. Here is a police-constable who states that the Laud League has an inner circle, according to his information. I am entitled to find ont who gave him the information, otherwise we are at the mercy of an anonymous luformer whom we are not allowed to ascertain, whose uame even we are not allowed to find out. We may be able to prove him to be the greatest liar in the three kingdoms. I submit that I am entitled to have the uame." Sir H. James (opposing): "My lords, we have to ask you to consider the entire question. I gather we may assume that Inspector Davis has some good reason for refusing to give this information. This man's life might not be safe." President Hannen: "When this sort of question arose before, I suggested that the question raight be asked why the witness refused to give an answer. . . . It will be for us to say whether the excuse he gives will be a sufficient reason ln our opinion, and whether we should or should not exercise the power we have of calling upon the witness to answer the question."

1872, Gray, C. J., In Worthington v. Scribner, 109 Mass. 487, 488: "It is the duty of every citizen to communicate to his government any luformation which he has of the commission of an offence against the inws. To euconrage him in performing this duty without fear of consequences, the law holds such information to be among secrets of State, and leaves the question how far and under what circumstances the names of the informers and the channel of communication shall be suffered to be known to the absolute discretion of the Government, to be exercised according to its views of what the interests of the public require. Courts of justice therefore will not compel or allow the discovery of such information, either by the subordinate officer to whom It is given, by the Informer himself, or by any other person, without the permission of the Government."

This privilege is well established, and its soundness cannot be questioned. But it is subject to certain limitations, inherent in its logic and its policy:

he came over to Ireland, even on cross-examination); 1845 (?), R. v. Candy, cited 15 M. & W. 176 (the witness was allowed to be asked whether he was the informer; Rolfe, B.: "That was tried before me; the principle was rather followed than violated by asking that question of B., because it was perfectly clear and admitted that he was the informer, and it went to exclude the notion of anybody else being an informer"); 1346, Attorney-General v. Briant, 15 M. & W. 169 (information for pensities; the question, "Did you give the information?" was not allowed; "in a public prosecution a witness cannot be asked such questions as will disclose the informer, if he be a third person; . . . the

¹ England: 1790, R. v. Akers, 6 Esp. 126, note (information for obstructing a customs officer; the defendant not allowed to inquire the name of the person informing of the smuggling); 1794, Hardy's Trial, 24 How. St. Tr. 8 (quoted supra); 1817, R. v. Watson, 2 Stark. 116, 135, 32 How. St. Tr. 102 (a shorthand reporter of seditions speeches, not allowed to be asked as to delivering his notes to the Under-Secretary of State; L. C. J. Ellenborongh "said that a communication to a member of the Government was a communication to Government"); 1845, R. v. O'Connell, 1 Cox Cr. 403, 5 State Tr. N. s. 1, 208 (a witness for the Crown was not allowed to ask "at whose suggestion"

(1) The privilege applies only to the identity of the informant, not to the contents of his statement as such, for, by hypothesis, the contents of the communication are to be used and published in the course of prosecution. Much less does the privilege apply to prevent merely the proof of contents which have already been de facto disclosed, - as in an action against the informant for libel. To deny production in such a case is in effect to declare that the libel is privileged from liability. If that is indeed the judicial belief and the law, it should be frankly declared; if not, the action should not be defeated by an evasion which pretends to keep secret that which is not

(2) If the identity of the informer is known and admitted, then there is

principle of the rule applies to the case where a witness is asked if he himself is the informer"); 1843, R. v. O'Brien, 7 State Tr. N. s. 1, 123 (an informer was told by some one, not an official, to attend a treasonable meeting, but refused to name him on account of supposed danger of assassination; not compelled); 1888, Parnell Commission's Proceedings, 20th day, Times' Rep. pt. 6, p. 28 (quoted supra; another instance occurs on the 35th day, pt. 9, p. 241); 1890, Marks v. Beyfus, L. R. 25 Q. B. D. 494, 498 (malicions prosecution; on testimony by the director of public prosecutions that the original proceeding had been instituted by himself, he was held privileged from naming his informants or producing their written statements; following Attorney-General v. Briant, supra); Canada: was held privileged from naming his informants or producing their written statements; following Attorney-General v. Briant, supra); Canada: 1884, Bradley v. McIntosh, 5 Ont. 227, 232 (libel; an anonymous letter sent by the defendant to the Attorney-General concerning the plaintiff was refused production by the head of the department; production not compelled); 1893, Humphrey v. Archibald, 20 Ont. App. 267 (police-officer sned for malicious prosecution, and refusing to disclose his luformants, held privileged; "it is not the privilege of the witness, but is adopted on the grounds of public policy on account of its importance to the public"); United States: 1899, Smith v. Smith, 2 Penue. (Del.) 365, 45 Atl. 348 (communications by a citizen to a letter carrier as to addresses and other matters relating to mail delivery, not protected); 1839, State v. Soper, 16 Me. 293 (larceny of logs; questions as to the employees giving Information to the owner, leading to a search by him, excluded on the facts; the Informants being in fear of mobiolence in case of disclosure); 1872, Worthington v. Scribner, 109 Mass. 487 (action for falsely informing the U. S. Treasury that the plaintiff was a fraudulent impostor; Interrogatories to the defendant as to his giving such information, held privileged from answer; quoted supra); 1900, Shinglemeyer v. Wright, 124 Mich. 230, 28 N. W. 887 (alander; defendant's communications of his susplicions to detective officers, not admitted to show malice, because privileged; in cations of his suspicions to detective officers, not cations of his suspicions to detective officers, not admitted to show malice, because privileged; this seems unsonnd); 1839, Howard v. Thompson, 21 Wend, 319, 335 (libel, for a letter by a postmaster to the Secretary of the Treasury charging with find the plaintiff a customs inspector; intimated obiter that the letter was

privileged; Gray v. Pentland, infra, approved); 1816, Gray v. Pentland, 2 S. & R. 23, 28, 32 (libel, for a deposition made by defendant before a justice, charging the defendant, clerk of a court, with unfitness, and forwarded to the Governor; on a subpoena d. t. to the Governor Governor; on a subpoena d. l. to the Governor and Secretary, they refused to attend, and evidence of the document's contents was offered; held lnadmissible, since to allow such proof "would be a check on representations to the competent anthority"; this is nusound, because both the name and the contents were already disclosed. 1887 Voter a Sanno 6 Watte 1864 both the name and the contents were already disclosed); 1837, Yoter v. Sanno, 6 Watts 164, 166 (preceding ruling approved); 1807, Burr's Trial, Robertson's Rep., II, 508, 520, 525 (a motion was made that "a communication confidentially made to the President, respecting the conduct of certain persons holding places of trust and conudeuce, but who have not hitherto been prosecuted or even suarsected, should be been prosecuted or even suspected, should be produced"; Chlef Justice Marshall in this ln-stance ordered production of the letter, because it did not appear that the President abjusted to produced; Chief sustice marshall in this instance ordered production of the letter, because it did not appear that the President objected to production; but the Chief Justice, while recognizing a privilege, did not indicate the limits of it, nor whether it here rested on the present ground or on that of State secrecy; the arguments of counsel pro and con are useful); 1827, U. S. v. Moses, 4 Wash. C. C. 726 ("the officer who apprehended the prisoner is not bound to disclose the name of the person from whom he received the information which led to the detection and apprehension"); 1884, Vogel v. Gruaz, 110 U. S. 311, 316, 4 Snp. 12 (Worthington v. Scribner, supra, followed, in holding a communication privileged when made to a State's attorney with reference to seenring an indictment); 1902, King v. U. S., 50 C. C. A. 647, 112 Fed. 988 (answers as to an accomplice-witness' im-988 (answers as to an accomplice-witness' immunity from prosecution under a promise from munity from prosecution ninger a promise from the government attorney, held not privileged as involving State secreta); 1816, Morris v. Creel, 2 Va. Cas. 49 (anbpoena d. t. upon the clerk of the Executive Council, for "a certain memorial to the Executive," anomitted "for public purposes, to enable the council to determine upon the conduct of executive of Scare". poses, to enable the council to determine upon the conduct of executive officers"; attachment refused, because the clerk ought not to produce without the Council's order).

s For this reason Gray v. Pentland, supra, seems erroneous.

reason for pretended concealment, and the privilege of secrecy would be merely an artificial obstacle to proof.3

(3) The privilege applies to communications to such officers only as have a responsibility or duty to prevent public wrongs, and not to officials in general.4

(4) The privilege applies only to communications concerning third persons' misdoings. For example, a person's own statement of his own taxable property 5 or his own unfinished inventiors, to the proper official, may be protected by some express statute (based, to be sure, on an analogous principle), but not as an informer's disclosure under this rule.

(5) Even where the privilege is strictly applicable, the trial Court may compel disclosure, if it appears necessary in order to avoid the risk of false testimony or to secure useful testimony; the reasons for this qualification have been thus set forth:

1863, R. v. Richardson, 3 F. & F. 698; murder by poison; a policeman, having testified to finding poison on a search of defendant's premises in consequence of information received, refused under police regulations to give the names of his informants; Cockburn, C. J., "ordered him immediately to answer the question, observing that in this case it was most material to the ends of justice that it should be stated"; and it then appeared that the informants were "two girls who were not called as witnesses for the prosecution"; the Chief Justice afterwards commenting strongly on the failure to produce them; the Reporters add: "Though in this particular case it was not so, yet it might be in similar cases that the information was given by or derived from the really guilty party with a view to divert suspicion from himself and fix it on an innocent person; or again, it might be (and in this case it was so) that the information was derived from the accused herself and was accompanied by a statement showing her innocence. . . . The effect of applying the supposed rule in such cases, it is manifest, would be to enable prosecutors or policemen to produce such portions of evidence as they might piease, and to withhold the witnesses the whole of whose evidence might demonstrate the innocence of the accused. It is extraordinary that it should ever have been supposed that (in ordinary cases at ali events) there ever was such a rule; and the latest writer on the subject, Mr. Best, entirely ignores it except in political cases. And it may deserve consideration whether ever in such cases it applies where the question is asked, not merely with a view to elicit the name for purposes of observation or credit, etc., but when (as in the present instance) the party who gave the information must have been in a position to disclose something further as to the facts of the case."

⁸ R. v. Candy, supra, illustrates this.

Note that a communication not protected by this privilege may be protected by the privileges for communications to an attorney (ante, § 2363), and

vice versa,

\$ 1900, Re Joseph Hargreaves, Limited, 1 Ch.

347 (financial misdoings of a corporation; the
corporation balance-sheets, filed with the income-tax commissioner, were refused production by that officer, on the ground of public policy and also of the prohibition of disclosure in his osth required by the income-tax statute; held privileged from discovery on the facts; Wright, J.: "It seems to me it must be a matter of public concern that persons should have confidence in the secrecy of that procedure [of the Inland

Revenue Board]"); 1902, Bowman v. Mont-calm Circuit Judge, — Mich. —, 89 N. W. 334 (in a proceeding to lower an assessment, the taxpayer may not compel the disclosure of the sworn assessment-lists of other persons; the statmet providing that "no such statement shall be used for any other purpose" than enforcing the act).

U. S. Rev. St. 1878, \$4902 (caveat of an incomplete invention "shall be filed in the confidential archives of the office and preserved in nucerial archives of the office and preserved in secrecy, and shall be operative for the term of one year from the filing thereof"); 1891, Edison El. L. Co. v. U. S. Ei. L. Co., 45 Fed. 55, 59 (statute held not applicable to an ordinary application pending. Compare the rulings upon trade secrets (ante, § 2212).

1890, Lord Esher, M. R., in Marks v. Reyfus, L. R. 25 Q. B. D. 494, 498: "I do not say it is a rule which can never be departed from; if upon the trial of a prisoner the judge should be of opinion that the disclosure of the name of the informant is necessary or right in order to show the prisoner's innocence, then one public policy is in conflict with another public policy, and that which says that an innocent man is not to be condemned when his innocence can be proved is the policy that must prevail."

 $\S~2375.~(g)$ Privilege for Secrets of State and Official Communications. What, then, yet remains, in the shape of official privilege? Eliminating the foregoing principles, is there still a genuine testimonial privilege which is to protect public officers from the disclosure of certain kinds of facts or communications received through their official duties? Some such privilege undoubtedly exists. But the scope of that privilege has not yet been defined with certainty.

So far as the tenor of the precedents has gone, they may be grouped into several classes. First, several rulings (all of them in England), in actions against an official for defamation contained in an official report, privilege the defendant from producing the defamatory writing, i.e. practically accord to him an exoneration from liability by refusing the means of proof.1 Next,

⁷ 1893, Burton, J., ln Hnmphrey v. Archibald, 20 Ont. App. 267, 269 (aimilar to Marks

bald, 20 Ont. App. 267, 269 (similar to Marks v. Beyfus, supra).

1 1816, Wyatt v. Gore, Holt 299, 302 (libel against the lieutenaut-governor of Upper Canada, by the surveyor-general thereof; the defendant's consultation with the attorney-general, held privileged; Gibbs, C. J.: "No office of this kind could be executed with safety, if conversations between the governor of a distant province and his attorney-general, who is the only person npon whom such governor can lean for advice, ware suffered to be disclosed"; 1820, Home v. Bentinek, 2 B. & B. 130, 134 (leading case; libel by a lieutenant-colonel, who was engaged in a mining company, against one of a court of inquiry appointed by the commander-in-chief to inquire into the plaintiff's conduct in the mining adventure and reporting his misconduct; the military iuto the plaintiff a conduct in the mining adven-ture and reporting his misconduct; the military secretary of the commander was held privileged, for the defendant, not to produce the minutes of the court of inquiry containing the alleged libel, nor was a copy obtained from the commander's office received; on the ground that the report was made under lawful orders, was confidential, and contained the names of witnesses and tenor and contained the names of witnesses and tenor of their evidence, and thus was privileged as an informer's report); 1822, Earl v. Vass, 1 Shaw 229, 236 (libel, for a letter by H. to the customs commissioners and the Treasury Office, in relation to the first service of the commissioners. commissioners and the Treasury Office, in relation to the fitness of the plaintiff, nominee to a customs comptrollership; the commissioners were held privileged not to produce the correspondence; the application was exparte, the opinion by L. C. Eldon, citing Home v. Bentinck; the Scotch Court had ordered production by a vote of 3 to 2); 1832. Blake v. Pilfold, 1 Mo. & Rob. 198 (libel of a post-office employee; defendant's letter of complaint to the secretary of the postmaster-general, offered as the libellous statement, held not privileged, because not writ-

ten by a public officer); 1860, Beatson v. Skene, 5 H. & N. 838, 853 (leading case; libel on an army-officer; letters to the Secretary of War and 5 H. & N. 838, 853 (leading case; libel on an army-officer; letters to the Secretary of War and minntes of a court of inquiry, the Secretary of War having been subpensed to produce but having attended and objected on the ground of "prejudice to the public service," held privileged on that ground); 1863, Gugy v. Maguire, 13 Low. Can. 33, 49 (libel, for a communication to the Government by the defendant, a police superintendent; on a subpense d. t. to the provincial secretary for the document, in order to prove the plaintiff's case, and on objection on the ground of "injury to the public service," production was held not compellable, because "the disclosure is to divulge inter arcans impersis, which no judge can dare to undertake"; Mondelet, J., diss.; an absurdity was given to the ruling by the fact that the secretary had already sents a copy of the document to the plaintiff); 1864, M'Elveney v. Connellan, 17 Ir. C. L. 55, 69 (libel, for a report by defendant as inspector-general of prisons to the Lord Lieutenant of Ireland; motion to produce the report and the minutes of testimony taken before defendant. of reland; motion to produce the report and the minutes of testimony taken before defend-ant, not granted, the Lord Lieutenant having stated that "in his opinion it would be injuri-ous to the public service to produce the report"; the principle covering "official communications, or communications made to an official person in the displacements and his date, whenever it is plain the discharge of a public duty, whenever it is plain that the dnty in compliance with which they that the dnty in compliance with which they have been made requires an unreserved communication in relation to the matter of it"); 1869, Stace v. Griffith, L. R. 2 P. C. 420, 428, 428 (libel for a letter of complaint to the colonial secretary of St. Helena; Lord Chelmsford said obiter that in Anderson v. Hamilton, infra, n. 2, "the rule is correctly laid down"); 1873, Dawkins v. Rokeby, L. R. 8 Q. B. 255, 267 (leading case; libel, for testimony against the plaintiff by the

several similar precedents (all but one in England), in actions against officials for other kinds of wrong done to the plaintiff by official acts, have protected the defendant from disclosure of his acts or his written admissions, - thus again indirectly effecting his exoneration in substantive law by refusing the means of proof.³ Again, several precedents (representing England, the United States Federal Court, and two State Courts) have declared a privilege of secrecy in general for official documents in an officer's possession, particularly (so far as any definition has been attempted) for communications between officials; and in these precedents no question whatever of international politics or military defence was involved.8 Besides these, an occasional precedent has applied

defendant, his general, at a military court of inquiry; held, that the proceedings and testimony were privileged; the opinion confusing the two questions of defamation-privilege in the ambetantive law and evidence-privilege); 1838, Hennessy v. Wright, L. R. 21 Q. B. D. 509 (libel by the governor of Manritius; dispatches, etc., between the governor or royal commissioner and the Secretary of State for Colonies or between the first two, directed by the Secretary of by the governor of Manritius; dispatches, etc., between the governor or royal commissioner and the Secretary of State for Colonies or between the first two, directed by the Secretary of State not to be produced "on the ground of the interest of the State and of the public service," held privileged, approving Beatson v. Skane, supra; the personal appearance or affidavit of the Secretary to claim privilege not being here necessary). Contra (but practically repudiated by the foregoing cases): 1804, Robinson v. May, 2.J. P. Smith 3 (libel; defendant's letter of information to the Admiralty Commissioners, produced); 1859, Diekson v. Wilton, 1 F. & F. 419 (libel, for a letter by defendant as colonel reporting to the field-marshal about the plaintiff, and inclosing the report of a court of inquiry and other documenta; "a clerk from the War Office was called to produce the letter, but submitted on behalf of the Secretary of War whether the proceedings ought to be produced"; Campbell, L. C. J.: "You must produce the letter," and both letter and documents were produced; that the Secretary did not attend to object personally is not mentioned as the ground of the ruling, and the distinction of this ruling on that ground in subsequent decisions does not affect the meaning of this ruling when made).

1816, Anderson v. Hamilton, 2 B. & B. 156, note (action for imprisonment against the Governor of Heligoland; correspondence between the Governor and the Secretary of State for Colonies, with the plaintiff's letter to the Secretary giving rise to the correspondence, held privileged, first, because "it might be pregnant with a thousand facts of the numest consequence respecting the state of the government, the connection of parties, the state of politics, and the

with a thousand facts of the ntmost consequence respecting the state of the government, the connection of parties, the state of politics, and the suspicion of foreign powers with whom we may be in alliance"; secondly, because no extract material alone to the case could be received, "for the plaintiff must be entitled to the whole or none"—a ruling abourd in two respects, first, because it was not shown or even claimed that international secrets were in fact mantioned that international secreta were in fact mentioned in the letters, and secondly, in that even the in-nocuous and separable parts were held inadmis-

e, an occasional precedent has applied sible); 1817, Cooks v. Maxwell, 2 Stark. 183 (action for arrest of person and destruction of property in Africa; ples, that the plaintiff was illegally trading in slaves and desendant had acted as governor nuder the law; to prove the defendant's responsibility, the plaintiff called the military officer who had acted, and asked whether the defendant had given him the orders; npon objection that public policy prevented discioure, Bayley, J., apparently agreed, but allowed oral testimony to the fact of the order; "the law will not work injustice"; this was indeed beating the devil around a stump); 1875. The Beilerophon, 44 L. J. Adm. 5 (action for injury by collision with a Government vessel; it acommander's report to the Admiralty Office, held privileged, foilowing Beatson v. Skene, supra). The following ruling is practically of this sort: 1877, Hartranft's Appeal, 35 Pa. 433 (grand jury's subpeens to the Governor, Secretary, Adjutant-General, General, and Major, to testify as to a riot; on application for attachment, the respondenta answared that their knowledge was obtained by official communications and its disclosure would be "detrimental to the public service"; the testimony was held privileged, approving Beatson v. Skene; the opinion lnextricably confuses the present subject with the privilege against attendance; Agnew, C. J., and Sterrett, J., disa., quoted ente, § 2369).

**England: 1723, Bishop Atterbury's Trial, 16 How. St. Tr. 495 (the Crown having obtained trasonable letters, imputed to the defendant, by intercepting the mails under a strute, it was resolved to be "inconsistent with the public safty," to allow any inquiry as to the special warrants issued for the purpose or the methods used in obeying them; many Lords dissenting; it was also resolved that a elerk of the Secretary's office, asked as to the skill of a fellow-clerk in unscaling letters and re-sealing with counterfeit seals, abould not be examined "touching any trans-cition any way relating to the go

seals, abould not be examined "touching any transaction any way relating to the government, which came to his knowledge by reason of his being employed in the secretary'e office"); ib. pp. 494, 543, 587, 629, 672 (the key by which Crown detectives deciphered alleged cipher letters was not allowed to be disclosed, as "tending to the discovery of their srt," and thus destroying their nesfulness); 1839, R. s. Russell, 7 Dowl. Pr. 693 (papers "of a public nature and in the possession of Lord John Russell in his

the privilege to refusing disclosure of matters involving "secrets of State" in military or international affairs.4 Furthermore, the supposed rule of these

public character as Secretary of State," held not producible); 1841, Smith v. East India Co., 1 Phill. 50, 11 L. J. Ch. 71, L. C. Lyndhrst (bill for freight; correspondence on the enhject between defendant's directors and the royal commissioners, held privileged on account of the company's governmental duties; without ench a privilege "the effect would be to restrain the freedom of the communications and to render them more cautious, guarded, and reserved"); them more cautions, guarded, and reserved"); 1856, Wadeer v. East India Co., 25 L. J. Ch. 345, 8 DeG. M. & G. 182, 187, 190 (hill for delivery of notes of Governor-General of India; delivery of notes of Governor-General of India; delivery of notes of Governor-General of India; discovery refused of political communications between defendant and ite Indian governmente; privilege held to cover "State papers, dispatches, minntes, or documents of any such description which relate to the carrying on of the government and ere connected with the transaction of public affaire"; placed on the usual ground of the possibility of their affecting "the question of peace or war"; decided by L.L. J. Turner and Kuight-Bruce, overruling the contrary decision of Romilly, M. R., who had said that "official documents in many cases are privileged, but in some cases they are not"; New Jersey: 1871, Thompson v. R. Co., 22 N. J. Eq. 111 (subpossa d. t. npon the Governor for the engrossed copy d. t. npon the Governor for the engroe d. l. npon the Governor for the engrossed copy of a private statute; held that he might withhold "any paper or document in his possession, or any part of it, if in his opinion his official duty requires him to do so"; here the Governor did place the document at the Chancellor's disposal); United States: 1800, U. S. v. Cooper, Whart. St. Tr. 659, 662 (libel on the President; production of maspecified official documents, not compelled); 1872, U. S. v. Six Lots of Ground, 1 Woods 234, 236 (correspondence between the attorney-general and a district attorney as to dismissing a writ of error, held confidential); 1895, R. Hnttman, 70 Fed. 699 (Federal deputy collector of internal revenue not compellable to testify in a State court to statements mede by testify in a State court to statements mede by an applicant for a liquor-dealer's tax-stamp, the statements being made for record in the office; on the ground that a State court in a prosecution on the ground that a State court in a procedured number a State law has no jurisdiction to compel a Federal officer's disobedience to a Federal regulation, equivalent to law. forbidding such disnlation, equivalent to law. forbidding such disclosure; on this point compare the principle of jurisdiction, ante, § 6); 1896, Re Hirsch, 74 id. 928 (nnlawful liquor-selling by C.; the payment of a liquor-tax being admissible to show an intent to sell liquor, the deputy-collector of Federal internal revenne was ordered to produce a document in his custody in which C. applied for a license and declared his Intention of selling liquor; held, that no privilege existed, in the absence of statute, requiring the secrecy of euch declarations); 1897, Re Waska, 82 id. 729 (habeas corpus for a U. S. collector imprisoned for contempt in refusing to produce evidence for the Court of Vermont as to the payment of a liquor-tax by a defendant in that court; on being asked whether X, had paid him for obtaining a tax-

stamp, he replied that he could not remember but had the meane of ascertaining, "whereupon stamp, he replied that he could not remember but had the meane of ascertaining, "whereupon he was asked to ascertain and etate the fact, which he refused to do because his meane of which he refused to do because his meane of which he refused to do because his meane of which he refused to do because his meane of conficial capacity," and because his snperior's instructions forbade disclosure; held, that although by law the official records were open to public impection, the official could not be compelled to give evidence; "the Federal government." cannot be required to provide evidence for the State Courts"); 1899, Re Comingore, 96 id. 552 (a Treasury regulation forbade revenue-collectors from producing records or furnishing copies; held, in a State action for taxes against a distiller, that his reports to the Federal collector were privileged not to be disclosed by the latter, on the grounde partly that the State could not control a Federal official, partly that the document was an official "quasi-confidential" document designed solely to aid in the collection of Federal revenue; 1900, Boske v. Comingore, 177 U. S. 456, 20 Sup. 701 (the preceding ruling affirmed on appeal); 1903, Re Lamberton, Ark. Dist., 124 id. 446 (deputy collector of internal revenue, held privileged from testifying whether he had seen a Federal license to sell liquor public posted in a certain house; applying the principle of Boske v. Comingore); Vermont: 1859, Redfield, J., in Clark v. Field, 12 Vt. 485 ("I apprehend that the true doctrine, in regard to requiring a witness to disclose State accrets, is that the Conrt will exercise its discussions." that the true doctrine, in regard to requiring a witness to disclose State secrets, is that the Conrt witness to disclose State secreta, is that the Court will exercise its discretion in each particular case"); 1902, Nye v. Daniela, 81 ld. 75, 53 Atl. 150 (a postmaster held privileged not to disclose whether the plaintiff sent a registered letter, on the theory that a postal regulation prohibiting ench a disclosure had the force of law; the fallacy of the Court eppears in the provise of the U. S. Rev. St. § 161, authorizing such regulations provided they be "not inconsistent with law").

For rulings under statutes conserving greats.

For rulings under statutes concerning assess-ment-lists and unfinished inventions, see ante,

§ 23/4.

4 1817, R. v. Watson, 2 Stark, 116, 148
(sedition; a clerk of the War department, after
testifying that a plan found in defendant's possession was a plan of the interior of the Tower
of London, was asked on cross-examination session was a plan of the interior of the Tower of London, was asked on cross-examination whether another plan, printed and purchasable, was a correct plan of the Tower, but "the Conrt held that it might be attended with public mischief to allow an officer of the Tower to be examined as to the accuracy of ench a plan"); 1807, Aaron Burr'e Trial (cited post, § 2376; here the correspondence desired might have involved international relations with Spain and France); 1875, Totten v. U. S., 92 U. S. 105 (no action can be maintained on a contract with the Government for secret service as a with the Government for secret service as a spy during war; "the secrecy which ench con-tracta impose precludes any action for its en-forcement").

foregoing precedents has been embodied in broad form in several statutes, by legislators who perhaps did not perceive the possible scope of their phrasing. To these classes must be added the rulings refusing to compel disclosure of the votes or speeches of a member of the House of Commons or of Congress, or to compel disclosure of the proceedings of the House of Commons; the former being in effect (like the rulings in libel actions) virtually an indirect enforcement of the member's non-liability for his utterances, and the latter resting merely on a traditional fiction of secrecy once much cherished by the British House. Finally, there are a few rulings (none of them important, except perhaps Marbury v. Madison) in which the existence of a privilege in the large scope predicated by the modern English rulings is negatived.

large scope predicated by the modern large scope predicated by the modern of the large documents in the official possession, custody, or power of a member of the Executive Council or the head of a department of the public service of this province," and the officer having the documents is called as a witness, "he shall be entitled, acting herein by the direction and on behalf of such member of the Executive Council or head of the department, to object to produce the documents on the ground that they are privileged,"; the objection to have the same effect as if the superior officer had made it; p. R. f. St. 1889, § 29 (like Ont. R. S. 1897, c. 78, § 27); Cal. C. C. P. 1872, § 1881, par. 5 ("A public officer cannot be examined as to communications made to him in official coundence, when the public interests would suffer by the disclosure"); Colo. Annot. St. 1891, § 4824 ("A public officer shall not be examined as to communications made to him in official confidence, when the public interests with disclosure"); Ga. Code 1895, §§ 3947, 5288 ("official persons" cannot be called on "to disclose any State matters of which the policy of the State and the interest of the community require concealment"); Ida. Rev. St. 1887, § 5958 (like Cal. C. C. P. § 1881); Ida. Code 1897, § 4609 (like Cal. C. C. P. § 1881); Now. Gen. St. 1894, § 5662 (like Cal. C. C. P. § 1881); Now. Gen. St. 1894, § 5662 (like Cal. C. C. P. § 1881); Now. Gen. St. 1895, § 5703 (like Cai. C. C. P. § 1881); Now. Gen. St. 1895, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); Now. Gen. St. 1895, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1899, § 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881); S. D. State 1

A ...

1804, Plunkett v. Cohbett, 5 Esp. 136 (libel on plaintiff's conduct in perliament in Ireland; a witness called to prove the plaintiff's expressions in parliament, heid privileged from disclosing the tenor of the speeches, though not from stating the fact of speaking there; 1852, Chnbb v. Salomons, 3 C. & K. 75 (Poilock, C. B., after consulting the other judges of the Exchequer, refused to compel a member of the House of Commons to relate whether the defendant voted in the House, without the perdefendant voted in the House, without the per-mission of the House that he might testify; an

officer of the House was then examined, the House having given permission); 1822, Law v. Scott, 5 H. & J. 438, 458 (slander; testimony to a vote in the Senate rejecting the plaintiff nomination; question apparently not decided).

Y 1818, Commone Journal, vol. 73, p. 389, May 26, quoted in 8 C. & K. 77 (in consequence of the case of R. v. Mercerou, 2 Stark. 366, in which the shorthand reporter of the House had been examined without its leave, "Received, that sill witnesses examined before this House or any committee thereof are entitled to the protection of this House in respect of anything that may be said by them in their evidence"): 1839, Stockdale v. Hansard, 9 A. & E. 1, 212, per Patteeon, J. (Commone proceedings are in theory secret until the House permits publication); 1865, Wason v. Walter, L. R. 4 Q. B. 73, 95, semble, per Cockburn, C. J. (similar). Compare the following: Can. Rev. St. 1886, c. 11, 25 5-3.

**Sup.: 1775, Maharajah Nundocomar's Trial, 20 How. St. Tr. 1057 (records of the Governor and Council of the East India Company, required to be produced, though the "safety of the State" was urged in opposing production); 1813, Lee v. Birrell, & Camp. 337 (defendant for penaity; to prove the defendant a coliector of the property tax, the commissioners' clerk was animmoned to produce the records; on objection that he had taken an official eath of secrecy, L. C. J. Elienborough, said that the giving of evidence in court was an implied exception to the eath, and compelled production); U. S.:
1843, Capt. McKenzle's Case, 2 Pars. Eq. Cas. 227, Pa. Com. Pi. (letters regatory in an action for fibel; testimony by officers of a courtmartial to the votes given for and against the plaintiff therein charged, held not privileged; the Court, however unwilling "to establish a precedent which might in any way weaken the naval arm of the government, saw in all thie no legal har to the adduction of evidence to which naval arm of the government, saw in ali this no legal bar to the adduction of evidence to which Marbury v. Madison, 1 Cr. 137, 143 (mandamns to the Secretary of State to deliver commissions to justices of the peace; the commissions were alleged to have been duly made out and sealed, but unlawfully withheld. but unlawfully withheld; cierks of the department of State being summoned to prove the fact, they claimed a privilege not to disclose the

It may be said, then, that the extent to which this privilege has gone (beyond "secrets of State" in the military or international sense) is by no means clearly defined; and, furthermore that it has not become a matter of precedent or even of debate in more than a few jurisdictions. Its scope and bearing are therefore open to careful examination in the light of logic and policy. What are the reasons which have been advanced for this privilege, and how do they bear testing? They are sufficiently represented in the following passages:

1640, Earl of Strafford's Trial, 3 How. St. Tr. 1427, 1441; Parliament was now striking at Charles I hy prosecuting his chief political adviser; Sir Henry Vane having testified, as a member of the King'e Courcii, that the defendant Strafford "did say at the Council Board" that he would help ute Majesty Charles I with force to reduce the kingdom, if Parliament remained obstinate, Lord Clarendon remarks: "The ruin that this iast act [of producing this testimony] brought to the King was irreparable; for . . . it was matter of horror to the counsellors to find that they might be arraigned for every rash, every inconsiderate, every imperious expression or word they had used there; and so made them more engaged to service applications. It banished forever all future freedom from that board and those persons from whom his Majesty was to expect advice in his greatest streights; all men satisfying themselves 'that they were no more ohliged to deliver their opinions there freely, when they might be impeached in another place for so doing'; and the evincing this so useful doctrine was without donht more the design of those grand managers [of the prosecution] than any hope they had of receiving further information thereby."

1820, Dallas, C. J., Home v. Bentinck, 2 B. & B. 130, 162: "What is the ground upon which these cases [of informers] stand, except it be the ground of danger to the public good, which would result from disclosing the sources of such informations? For no person would become an informer if his name might be disclosed in a court of justice and if he might be subjected to the recentment of the party against whom he had informed. Does not this reasoning apply closely to the case now before us - [a report hy a court of inquiry to a commander-in-chief] - on the hroad rule of public policy and convenience, that these matters, secret in their natures and invoiving delicate inquiry and the names of persons, stand protected? Now what is this proceeding but consulting with those who are bound to give the advice which is required as to the exercise of a public dnty? And whether the case be that of the attorney-general of a province advising a governor, or an officer present at a court of inquiry directed to be held by the commander-in-chief, it is equally a case of advice and information given for the regu-

1860, Pollock, C. B., in Beatson v. Skene, 5 H. & N. 838, 858: "We are of opinion that it cannot be laid down that all public documents, including treaties with foreign powers and all the correspondence that may precede or accompany them, and all commnnications to the heads of departments, are to be produced and made public whenever a suitor in a court of justice thinks that his case requires such production. It is manifest, we think, that there must be a ilmit to the duty or the power of compelling the production of papers which are connected with acts of State. As an instance, we would put the case of a British minister at a foreign Court writing in that capacity a letter to the Secretary of State for Foreign Affairs in this country, containing matter injurious to the

transactions of the office, and the Attorney-General being summoned for the same purpose made erai being summoned for the asine purpose made the same claim; held that they must answer, the facts not being confidential; the Court said, "they had no doubt he ought to answer; there was nothing confidential required to be dis-

ciosed. If there had been, he was not required to answer it. . . But the fact whether such commissions had been in the office or not could not be a confidential fact; it is a fact which all the world have a right to know"; good argument by Mr. Lee).

reputation of a foreigner or a British subject; can it be contended that the person referred to would have a right to compei the production of the letter in order to take the opinion of a jury whether the injurious matter was written maliciously or not? We are of opinion that, if the production of a State paper would be injurious to the public service, the general public interest must be considered paramount to the individual interest of a suitor in a court of justice."

1888, Field, J., in Hennessy v. Wright, L. R. 21 Q. B. D. 509, 512: "There are two aspects of this question. First, the publication of a State document may involve danger to the nation. If the confidential communications made by servants of the Crown to each other, by superiors to inferiors or by inferiors to superiors, in the discharge of their duty to the Crown, were liable to be made public in a court of justice at the instance of any suitor who thought proper to say 'flat justitia rust calum,' an order for discovery might involve the country in a war. Secondly, the publication of a State paper may be injurious to servants of the Crown as individuals; there would be an end of all freedom in their official communications if they knew that any suitor, that as in this case any one of their own body whom circumstances had made a suitor, could legally insist that any official communication, of no matter how secret a character, should be produced openly in a court of justice."

Of these reasonings three things are to be said:

(1) The brunt of the argument is that an official should be secured from liability based on his official communications made in the course of duty. Nobody can dispute this general principle. But it signifies nothing for the law of evidence. It signifies an exoneration from tortious or criminal liability. Whether and how far such exoneration should be conceded is a question of substantive law, and is now solved by that law liberally in favor of officials. But wherever that law has declined to concede an exoneration, and has predicated liability, all this reason for protection ceases, by hypothesis. It is a mockery to reserve, against righteous claims, a privilege of testimonial secrecy. This much seems plain. All the argument based upon hardship to officials may therefore at once be conceded; but for the purpose of testimonial privilege all such cases are irrelevant, being duly safeguarded by other means.

(2) The remainder of the argument consists in invoking secrecy for acts of pending international negotiations or military precautions against foreign enemies. This, too, may be conceded. There ought to be a protection for "secrets of State," in this narrow sense. But, this done, what remains? In only three or four of the precedents has there been even a pretence that the matters actually preserved from disclosure concerned international facts of negotiation or defence. If they do not, then this reason is insufficient; for it is vain to claim secrecy on the ground that something else might have been asked for, which is in fact not asked for.

(3) The question is then reduced to this, Whether there are any matters of fact, in the possession of officials, concerning solely the internal affairs of public business, civil or military, which ought to be privileged from disclosure when material to be ascertained upon an issue in a court of justice? Most emphatically, there are not. In any community under a system of representative government and removable officials, there can be no facts

which require to be kept secret with that solidity which defies even the inquiries of a court of justice. "To cover with the veil of secrecy," said Patrick Heary, "the common routine of business, is an abomination in the eyes of every intelligent man and every friend to his country." Such a secrecy cannot even be legitimately desired. It cannot be desired for any but the purposes of partisan politics or personal self-interest. The responsibility of officials to explain and to justify their acts is the chief safeguard against oppression and corruption. Whether it is the relation of the Tourse ury to the Stock Exchange, or the dealings of the Interior Department with government lands, or the orders of the War Department in colonial dependencies (and in all of these departments, in the last generation, an tances susceptible of such a claim of privilege have occurred) to facts must constitutionally be demandable, sooner or later, on the concede to them a sacrosanct secrecy in a court of j e is to attribute to them a character which for other purposes is never maintained. — a character which appears to have been advanced only when it happens to have served the interests of some individual to obstruct investigation into facts which might fix him with a just liability.

It is urged, to be sure (as in Beatson v. Skene), that the "public interest must be considered paramount to the individual interest of a suitor in a court of justice." As if the public interest were not involved in the administration of justice! As if the denial of justice to a single suitor were not as much a public injury as is the disclosure of any official record! When justice is at stake, the appeal to the necessities of the public interest on the other side is of no superior weight. "Necessity," as Joshua Evans said,10 "is always a suspicious argument, and never wanting to the worst of causes." What is the necessity for secrecy in such matters? To justify a privilege, it must be, on settled principles (ante, §§ 2192, 2285), a secrecy indispensable to induce freedom of official communication or efficacy in the transaction of official business, and it must further be a secrecy which has remained and would have remained inviolable but for this compulsory disclosure. In how many transactions of official business is there ordinarily such a secrecy? After guaranteeing to official communications and acts an immunity from liability to civil or criminal consequences, and after further eliminating those acts and communications which are in no sense secret from their inception, what remains of real and intrinsic secrecy of transaction? If there arises at any time a genuine instance of such otherwise inviolate secrecy, let the necessity of maintaining it be determined upon its merits. But the solemn invocation, in the precedents above chronicled, of a supposed inherent secrecy, has commonly been only a canting appeal to a fiction. It seems to lend itself naturally to mere sham and evasion. The leading case of Beatson v. Skene is a sufficient example, ex quo disce omnes. The plaintiff, Skene, was a general of cavalry; at the close of the Crimean war he was superseded in command, and resigned; an investigation into the state of the corps was made by General Shirley,

Billiot's Debates, III, 170.

¹⁰ Arguing in Home v. Bentinck.

whose secretary and commissioner the defendant Beatson was; the defendant reported to his superior that the plaintiff had stirred up mutiny in the corps, and afterwards so testified as a witness before a military court of inquiry held to investigate General Shirley's alleged libel on the plaintiff; for this testimony the plaintiff's suit for libel was brought, and he sought production, in his proof, of the court's minutes of the defendant's testimony, and of the plaintiff's own letters to the Secretary of War. Now a plea of privilege in the substantive law might immediately have disposed of the matter. Since it did not, the case placed the defendant in the position of having uttered an unjustifiable libel on the plaintiff. To refuse the production of the desired documents was therefore virtually to deprive the plaintiff of his means of proving a just claim. And yet to protect the defendant, as the Court did, by placing this refusal on the ground of the secrecy of State affairs was to lay hold of the merest fiction, - first, because the topic involved was only one of the plaintiff's personal conduct in his own cavalry corps; next, because the whole subject and its details had long and notoriously been the theme of military and public gossip, and was in its inception known to scores of persons; and, again, because the very Court which appealed to this inviolable secrecy for withholding the notes of the testimony permitted a person who had been present at the military court to prove publicly the same oral testimony of the defendant which was recorded in the suppressed minutes! With such pharisaic shams and resounding incongruities is the rule replete in almost every instance.11 Rested upon such fictions, and applied in such a spirit, it tends to become merely a technical advantage on the side of that party who happens to be interested as an official and to be in possession of important proof. Let John Doe sue a neighbor for encroaching on his boundary line, and he may compel the neighbor to produce the documents which vindicate Doe's just claim. But let him sue a colonial officer of the Philippine Islands for exploiting his land or imprisoning his person, -let him sue a postmaster for destroying his business by refusing the use of the mails, or a revenue collector for the illegal impounding of goods, - let him be the complainant against any government official for any oppressive conduct, and the same discovery of the facts is refused by law, provided only that the wrongdoer is sufficiently strong in interest with his superiors to induce them to invoke the privilege of official secrecy. The time has not yet come, with us, when such deliberate combination for the oppression of citizens by officials is rife. But the possibilities of such abuse are plainly latent in this supposed privilege. There is needed only the willingness to exercise them. The liquor-tax cases show how simple the expedient would be, mutatis mutandis, in a thousand cases, and how effective as an obstruction to justice and a refuge for cowardly oppressors. Rules of law much more innocent in appearance have been made to serve evil purposes upon a large scale. "No nation" (in the words of a great American

¹¹ E. g., Gugy v. Maguire, Hartranst's Appeal, and other cases ante, especially those of the Federal liquor-tax receipts.

jurist 15), "ever yet found any inconvenience from too close an inspection into the conduct of its officers; but many have been brought to ruin, and reduced to slavery, by suffering gradual imposition and abuses which were imperceptible only because the means of publicity had not been secured." The menace which this supposed privilege implies to individual liberty and private right will justify us in repudiating it before it is too solidly entrenched in precedent. More than once have plain warnings been given us of the potency of its abuse for partisan and selfish ends:

1807, Mr. Botts, arguing, in Aaron Burr's Trial, Robertson's Rep. II, 517: "I can never express, in terms sufficiently strong, the detestation and abhorrence which every American should feel towards a system of State secrecy. It never can conduce to public utility, though it may furnish pretexts to men in power to shelter themselves and their friends and agents from the just animadversion of the law, — to direct their malignant plots to the destruction of other men while they are themselves secure from punishment. In a government of responsibility like onrs, where all the agents of the public must be responsible for their conduct, there can be but few secrets. The people of the United States have a right to know every public act, every thing that is done in a public way by their public functionaries. They ought to know the particulars of public transactions in all their bearings and relations, so as to be able to distinguish whether and how far they are conducted with fidelity and ability; and with the exception of what relates to negotiations with foreign nations, or what is called the diplomatio department, there ought to be nothing suppressed or concealed. . . . I will again predict that, if a secret inquisitorial tribunal be established by your decision now, . . . if you determine that we be deprived of the benefit of important written or oral evidence by the introduction of this State secrecy, you lay, without intending it, the foundation for a system of oppression. If these things be established, to go down to posterity as precedents, the inevitable consequences will be that, whenever any man in the United States becomes an object of the vengeance or jealousy of those in power, he may easily be ruined. A wicked executive power will have nothing to do to effect his destruction but to foment divisions in this country, to encourage and excite accusations by its officers, to deny the use of all public documents that may tend to the justification of the accused, or to render the attainment of exculpatory evidence dependent on the arbitrary whim of its prosecuting officers, and he will be condemned to sink without the smallest effectual resistance."

1863, Mondelet, J., in Gugy v. Maguire, 13 Low. Can. 33, 38 (upon a Provincial Secretary's refusal to produce the report of a superintendent of police); "It has been pretended, as in the case of Home v. Bentinck, that it is necessary for the interest of the public that secrecy should be had in such and similar matters. . . . I cannot, I ought not, for a moment, as a judge living and administering justice under constitutional institutions, admit such a monstrous doctrine, - a doctrine which prostrates to the ground that liberty, that protection to life, honour, property, and to civil and religious liberty, which this country has so much right to boast of, too valuable to be thus thrown away and scattered to the four winds of Heaven! A doctrine which reduces the judge on the Bench to an automaton, who, like the statue of Don Juan, will bend at the bidding of any reckless politician, whatever shade of politics or party spirit it may be his misfortnne to be tainted with, or of any unprincipled member of society, whoever he is or may be, who is desirons of, or has interest in being screened, or of screening others, from the responsibility his misdeeds have subjected them to. If that doctrine be law, or rather, were law, it would be appalling. It would be such that no one would feel himself secure. I cannot, I must not assent to it. It is not law. It is unconstitutional. It is tyrannical. It is monstrous. And it must more glaringly appear so, when we come to reflect that an

attempt is made to give it currency, and to fasten it on the judges of the land, under constitutional responsible government. Such a pretension reminds me of what was so often done in France, under the old régime, by means of the maxim then looked npon as sacred by the government. The following will, much better than I could myself, illustrate this branch of the subject: 'Vainement ies Parlemens et les antres Cours souveraines élevaient nne voix courageuse contre cet intolérable abus; la Cour ne répondait qu'en iançant de nouvelles iettres de cachet, on par cette maxime, "qu'il ne faut pas soumettre à l'inspection des tribunaux ie secret de l'administration et l'exécution des ordres du roi ''; d'où i'on concluait qu'ii n'existait ancnn recours contre les ordres donnés par ses ministres.' . . . I never can, and I trust never shall acknowledge as a true one, the paradoxical proposition, that under the protection of the freest and best constitution in the world, and the most solemn imperial statute guaranteeing our rights, an action may be instituted against any one who has caused damage to his fellow subject, but that it wili be in the power of a secretary, or of any member of the government, to deprive the injured of the evidence which he may adduce to entitle him legally to a verdict or a judgment. . . . [It is] a dangerous, monstrous pretension."

1877, Agnew, C. J.. in Hartranft's Appeal, 85 Pa. 433, 458: "There were fearful crimes committed on the 21st and 22d of July. These are the undoubted subjects of jndicial inquiry in the mode prescribed by law, — to wit, through a grand jury. In that nnknown and vast multitude of citizens and soldiers, who were guilty? Who were innocent? By the 22d section of the Declaration of Rights, it is declared that the 'military shall in all cases, and at all times, be in strict subordination to the civil power.' The military took many lives - the multitude some. Did the military act under the anthority of the civil power? This is one of the first points of inquiry by a grand jury, for it involves the question, whether their acts were murder, manslaughter, excussble or justifiable homicide. Thus the evidence of civil authority becomes essential to the inquiry. Did the Governor, as commander-in-chief, command their presence, and aid in quelling the violence of the mob? Or was his authority assumed by unanthorized persons? These are questions which the Governor alone, as a witness, might be able to answer satisfactorily, by competent testimony in a common-law proceeding. They are not State secrets, but acts of anthority in their very nature public, and cannot be concealed from the inquiry of the law. The rights of life and public safety are too sacred to be subordinated to any right to conceal the anthority by which they are destroyed or jeoparded. If the executive authority was duly given, he neither can nor onght to withhold the knowledge which acquits of crime the military acting under his own orders. Indeed, from the character of our excellent Governor, he would not for a moment refuse to come to their rescue, if he believed his dnty demanded it. On the other hand, if his anthority was unlawfully assumed, or was simulated, or was exercised at the bidding of persons without right - an inference which his absence in California very naturally raises - and the military have been involved in an unlawful act, his duty and the rights of the people demand his testimony, that the parties who have thus misled them may be reached. This is no State secret as to them, but its concealment is a crime against society, which no one who knows the Governor would attribute to hlm, if aware of his duty. . . . In every respect of personal and official duty, the State has a right to the disclosure. A contrary doctrine strikes at the essential and fundamental principles of a free government as set forth in the Declaration of Rights."

§ 2376. Same: Who determines the Necessity for Secrecy. So far as the privilege has any legitimate scope, it raises the question how the existence of the facts which make it applicable is to be determined. If it extends only (as its just limits prescribe) to matters involving international negotiations or military precautions against a foreign enemy, the presence of such matters in the documents or communications sought to be disclosed must by some

authority be predetermined, before the privilege can be deemed applicable. If it extends to the larger scope indicated by the English rulings, still the existence of a necessity for secrecy must be in each instance declared. Who shall make this determination? Obviously, and by analogy with other privileges, the Court (ante, §§ 2193, 2271, 2322, post, § 2550). But the judge, urges the learned incumbent of that office, in Beatson v. Skene,1 "would be unable to determine it without ascertaining what the document was," - surely an unavoidable process; "which inquiry," however, it is added, "cannot take place in private," - a singular assumption. It would rather seem that the simple and natural process of determination was precisely such a private perusal by the judge. Is it to be said that even this much of disclosure cannot be trusted? Shall every subordinate in the department have access to the secret, and not the presiding officer of justice? Cannot the constitutionally coordinate body of government share the confidence? It is ludicrous to observe a chief magistrate, as in Beatson v. Skene, solemnly protesting his incompetence to share the knowledge of a fact which had never been secret at all and had for months been spread abroad by the hundred tongues of scandal. By the doctrine of judicial notice, to be sure, he could not judicially know anything that was not already notorious; by a sarcastic perversion of that doctrine, the perusal of the documents in Beatson v. Skene might have been urged upon the Court.

The truth cannot be escaped that a Court which abdicates its inherent function of determining the facts upon which the admissibility of evidence depends will furnish to designing officials too ample opportunities for abusing the privilege. The lawful limits of the privilege are extensible beyond any control, if its applicability is left to the determination of the very official whose interest it is to shield his wrongdoing under the privilege. Both principle and policy demand that the determination of the privilege shall be for the judge:

1807, Aaron Burr's Trial, Robertson's Rep. I, 121, 127, 186, 255; II, 536, treason; a snhpæna duces tecum was issued by Chief Justice Marshall to President Jefferson, to attend and bring certain correspondence with General Wilkinson said to be material to the defence; as to the argument that reasons of State might forhid the disclosure, Marshall, C. J., said: "There is certainly nothing before the Court which shows that the letter in question contains any matter the disclosure of which would endanger the public safety; . . . if it does contain any matter which it would be imprudent to disclose, which it is not the wish of the Executive to disclose, such matter, if it be not immediately and essentially applicable to the point, will of course be suppressed. . . . Everything of this kind, however, will have its due consideration on the return of the suhpæna. . . . I admit, in such a case, much reliance must be placed on the declaration of the President; . . . perhaps the Court ought to consider the reasons which would induce the President to refuse to exhibit such a letter as conclusive on it, seless such letter could be shown to be absolutely necessary in the defence. The President may himself state the particular reasons which may have induced him to withhold a paper, and the Court would unquestionably allow their full force to those reasons." President

¹ Anie, § 2375, note 1.
2 He also held (II, 513, 536) that the President's delegation of discretion to the prosecuting counsel was not lawful.

Jefferson, while forwarding the desired letter, added the following: "With respect to papers, there is certainly a public and private side to our offices. To the former belong grants of land, patents for inventions, certain commissions, proclamations, and other papers patent in their nature. To the other belong mere executive proceedings. All nations have found it necessary that for the advantageous conduct of their affairs some of these proceedings at least should remain known to their executive functionary only. He, of conrse, from the nature of the case, must be the sole judge of which of them

1863, Mondelet, J., in Gugy v. Mogaire, 13 Low. Can. 33, 38 (npon a provincial secretary's refusal to produce the report of a superintendent of police): "[Conceding that the privilege may exist,] are you to compare the discretion, the unbiassed mind, the position of the judge who is alike independent of the Crown and of the People, who is free from party spirit, who knows or should know no one, to the biassed mind — naturally, necessarily, blassed mind - of a politician, not independent as the judge is, but dependent npon a party, who knows or must know, the contending parties, and may have the most cogent reasons for supporting one party, in preference to another; who has to bear, and does bear the external pressure which the judge is or should be inaccessible to; whose interest it may be, under the flimsy pretence, under the transparent veil of pretended public interest, to screen some petty minion in office? The comparison cannot hold for a moment. In the case of the judge, you have sacred guarantees; in that of a politician, you have none. External pressure will curb down the politician, whilst you will behold the judge more erect than ever, calmly and firmly resisting and baffling its baneful influence. Clearly then, manifestly, should it be left to the judge on the Bench, in his discretion, to determine the question, instead of allowing a secretary, or any member of the government, to silence him, to interfere with the administration of justice, and to become the judge? . . . This very case, this very flimsy, unfounded pretence, this nnjustifiable refusal of the honorable secretary to prove the letter, which, through the instrumentality of the assistant provincial secretary, one of the acknowledged channels of communication with the department of the secretary, and actually, in most cases of importance, the medium of such communication, has been made public, shews up, in its true light, the danger, were it even legal or constitutional (which it is not), of the exorbitant pretension now set np. The honorable Judge, who presided at the trial, had it in his power, and at a mere glance at it, with his well known clear mind and sound judgment, had he thought proper to do so, might have seen through the transparency of the objection raised by the honorable secretary and the respondent. Such a letter, if proved, injurious to the public service! In what respect? How could the fact that the respondent had libelled the appellant, supposing he has, be injurious to the public service? . . . It is manifestly laying down the rule, that a secretary, or other public functionary, member of the government, will be at liberty to say that white is black, and that he must be

Hennessy v. Wright, L. R. 21 Q. B. D. 509, 515, 521 (disapproving Beatson v. Skene, on this point); 1884, Bradley v. McIntosh, 5 Ont. 227, 232, 236 (the officer determines). Compare some remarks by the jndges in Re Joseph Hargreaves, Limited, 1900, 1 Ch. 347.

³ What the English ruling to-day would be is nncertain: 1860, Beatson v. Skene, 5 H. & N. 838, 853 (the executive officer's claim of injury to public interests determines the recognition of the privilege; nnless perhaps where he merely sends a subordinate to make objection without such explanation; Martin, B., diss.); 1888,

TOPIC B (continued): PRIVILEGED COMMUNICATIONS.

CHAPTER LEXELY.

SUB-TOPIC VI: COMMUNICATIONS BETWEEN PHYSICIAN AND PATIENT. § 2387. (f) Termination of the Privilege;

§ 2380. History and Policy; Statutes. § 2381. (a) Confidentiality of Communications; (1) Implied Confidence; Burden of Proof; Third Persons' Testimony.

§ 2382. Same: (2) Profe al Character of the Consultation. § 2383. (b) Communications Necessary for

§ 2383. (a) Communications Necessary for Prescription.
§ 2384. (c) Information, Active and Passive.
§ 2385. (d) Criminal Cases; Maipractice.
§ 2386. (a) Whose is the Privilege; Claim of Privilege; Inference from Claim.

Death.
§ 2388. Same: Waiver, in general; Express and Implied Waiver.
§ 2389. Same: Waiver by Bringing Suit; by Testifying; by Former Waiver.
§ 2390. Same: Waiver by Calling the Physician; by using "Proofs of Death."
§ 2391. Same: Waiver by Deceased Patient's Representative. SUB-TOPIC VII: COMMUNICATIONS BETWEEN PRIEST AND PENITENT.

§ 2394. History: No Privilege at Common § 2395. Statutes recognizing the Privilege. § 2396. Policy of the Privilege.

Sub-topic VI: COMMUNICATIONS BETWEEN PHYSICIAN AND PATIENT.

§ 2380. History and Policy; Statutes. It was early understood, in the precedents of English law, as soon as the secrecy of private confidence in general was finally settled to be no justification for a legal privilege (ante, §§ 2286, 2290), that confidences given to a physician stand upon no better legal footing than others:

1776, Duckess of Kingston's Trial, 20 How. St. Tr. 573; bigamy; Mr. Hawkins, a physician, who had attended the accused and her alleged husband, was asked: "Do you know from the parties of any marriage between them?" Ans.: "I do not know how far anything that has come before me in a confidential trust in my profession should be disclosed, consistent with my professional honor." L. C. J. Mansfield: "If all your lordships will acquiesce, Mr. Hawkins will understand that it is your judgment and opinion that a surgeon has no privilege, where it is a material question in a civil or criminal cause to know whether parties were married or whether a child was born, to say that his introduction to the parties was in the course of his profession and in that way he came to the knowledge of it. . . . If a surgeon was voluntarily to reveal these secrets, to be sure, he would be guilty of a breach of honor and of great indiscretion; hut to give that information in a court of justice, which by the law of the land he is bound to do, will never be

This has ever since been accepted by English judges 1 (in spite of an occasional and proper dispensation by courtesy2); and would probably have

1 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 760, 1 1792, Wilson v. Rastall, 4 T. R. 753, 760, per Buller, J. ("It is much to be lamented that the law of privilege is not extended" to medical persons; this judge's views on the subject were anachronistic, as noted ante, \$ 2285); 1822, Garrow, B., in Falmouth v. Moss, 11 Price 455, 470; 1823, R. v. Powell, I. C. & P. 97, Parke, B. (a surgeon attending an accused indicted for the murder of her bastard child, held not entitled to refuse testimony to

her confession); 1838, Greenlaw v. King, 1 her confession); 1838, Greenlaw v. King, 1
Beav. 137, 145, per Lord Langdale, M. R.;
1851, ln Russell v. Jackson, 9 Hare 387, 391, per
Wignam, V. C.; 1876, Jessel, M. R., in Anderson v. Bank, L. R. 2 Ch. D. 644, 650, obiter;
1881, the same judge in Wheeler v. Le Marchant, 17 id. 675, 681, obiter.

2 1825, Gardner Peerage Case, Le Marchant's Rep. 65, 88, 133 (names of women whose
periods of contation were testified to).

periods of gestation were testified to).

been acknowledged as a common-law principle in every American court. But in New York in 18284 came a statutory innovation, establishing a privilege; and the legislation of other States, accepting in this respect (as in so many others) the model constructed by the distinguished leaders of legal reform in that epoch-making movement in New York, embodied the privilege in other statutes -, Missouri following next in 1835; until at the present day in one half of our jurisdictions the privilege is a settled part of the law.

3 1793, Sherman v. Sherman, I Root 486

a 1793, Sherman v. Sherman, 1 Root 486 (divorce for adultery; a doctor's testimony compelled, though "all he could testify came to his knowledge in confidence").

A. V. Rev. St. 1828, II, 406 (Part III, c. VII, art. 9, § 73); in the second edition, in 1836, in an Appendix to the Revisers' Reports, vol. III, p. 737, is found their reasoning in instification, quoted post. In 1849 the Commissioners on Practice and Pleadings embodied the rule in the new Code of Civil Procedure (§ 1710, part 4).

the rule in the new Code of Civil Procedure (§ 1710, part 4).

** Alasks C. C. P. 1900, § 1038 (like Or. Annot. C. 1892, § 712, par. 4, omitting "regular," and substituting for "without the consent," "against the objection"); Aris. St. 1899, March 16, No. 65 ("A physician or anregeon practising under the laws of the Territory of Arizona cannot without the consent of his restiant he examined in civil or criminal cases as patient be examined in civil or criminal cases as to any information acquired in attending the patient which was necessary to enable him to prescribe or act for the patient"; Rev. St. 1901, § 2535, par. 6 ("A physician or surgeon cannot be examined, without the consent of his patient, as to any communication made by his patient, as to any communication made by his patient with reference to any physical or enpposed physical disease or any knowledge obtained by personal examination of anch patient; provided that if a person offer himself as a witness and voluntarily testify with reference to such communications, that is to be deemed a consent to the examination of such physician or attorney"; see also P. C. § 1111, par. 4); Ark. Stats. 1894, § 2919 ("No person anthorised to practice physic or surgery shall be compelied to disclose any information which he may have acquired from his patient while attending him disclose any information which he may have acquired from his patient while attending him in a professional character, and which information was necessary to enable him to prescribe as a physician or do any act for him as a aurgeon"); Cal. C. C. P. 1872, § 1881, par. 4 ("A licensed physician or surgeon cannot, without the consent of his patient, be examined in a civil action as to any information acquired in attending the patient which was necessary to enable him to prescribe or act for the patient"; amended by the Commission of 1901 by adding: "but this subdivision does not apply in an action between a physician or surgeon and his action between a physician or surgeon and his patient in which the treatment of the patient by the physician or surgeon is in issue; and pro-vided that in an action brought under sections 373 and 377 [for death by wrongful act] a physician or eurgeon is competent to testify as to the cause of the death of the deceased"; for the validity of this amendment, see ante, § 488);

vilege is a settled part of the law.

§ 1882 (implied walver; quoted cate, § 2292);
Colo. Annot. Stata. 1891, § 4824 ("A physician or angeon duly antherized to practice his profession under the laws of this Stata shall not, without the consent of his patient, be examined as to any information acquired in attending the patient, which was necessary to enable him to prescribe or act for the patient "); § 4825 (waiver by consent; liks Or. Annot C. 1892, § 713); D. C. Code 1901, § 1073, U. S. St. 1896, c. 245, May 25 ("In the Courts of the District of Columbia no physician or angeon shall be permitted, without the consent of the person afflicted, or of his legal representatives to disclose any information, confidential in its nature, which he shall have acquired in attending a patient in a professional capacity and which was necessary to enable him to act in that capacity; provided, that this section shall not apply to evidence in criminal cases where the accused is charged with causing the death of or inflicting injuries upon a human being, and the disclosure shall be required in the interest of public justice"); Hawasis Civil Laws 1897, § 1418 ("No physician or surgeon shall, without the consent of his patient, divulge in any civil snit, action, or proceeding (nuless the sanity of the patient be the matter in dispute) any information which he may have acquired in attending the patient, and which was necessary to enable him to prescribe or act for the patient"); Ida. Rev. St. 1887, § 5958 (like unamended Cal. C. C. P. § 1881); Ind. Rev. St. 1897, § 507 ("Physicians, as to matter communicated to them, as such, by their patients, in the course of their professional business, or advice given in such cases," shall not be competent); Ida. Code 1897, § 4008 (quoted ante, § 2292); Kam. Gen. St. 1901, § 4771, par. 6 (like Okl. Stats. § 335); Mich. Comp. L. 1897, § 10181 ("No person duly anthorized to practice physic or surgery shall be allowed to disclose any information which he may have acquired in attending any patient sary in order to enable him to prescribe for such patient as a physician or to do any act for him as a surgeon"); Minn. Gen. St. 1894, § 5662 ("A regular physician or surgeon cannot, without the consent of his patient, be examined in a civil action, as to any information acquired in attending the patient, which was necessary to enable him to prescribe or act for the patient"); Mo. Rev. St. 1889, § 8925 ("The following persons shall be incompetent to testify: . . . fifth, a physician or surgeon, concerning any information which he may have acquired from any patient 48

What is to be said in favor of such an innovation upon the common law? The privilege has been supported, in the home of its origin, in the following

1836, Commissioners on Revision of the Statutes of New York, III, 737: "The ground on which communications to counsel are privileged, is the supposed necessity of a fuli knowledge of the facts, to advise correctly, and to prepare for the proper defence or prosecution of a suit. But surely the necessity of consulting a medical adviser, when

while attending him in a professional character, and which information was necessary to enable him to prescribe for such patient as a physician, or do any act for him as a surgeon"); Mont. C. C. P. 1895, \$ 3163 (4) (like nnamended Cal. C. C. P. \$ 1881); Nev. Gen. St. 1885, \$ 3406 (like unamended Cal. C. C. P. \$ 1881, omitting "in a civil action," and adding: "provided, however, in any suit or prosecution against a physician or surgeon for malpractice, if the patient or party suing or prosecuting shall give such consent, and any such witness shall give testimony, then anch physician or surgeon, defendant, may call any other physicians or surgeons as witnesses on behalf of defendant, without the consent of such patient or party suing or prosecuting"); N. Y. C. C. P. 1877, \$ 834 ("a person duly anthorized to practice physic or surgery shall not be allowed to disclose any information which he acquired in attending a patient in a professional capacity and which was necessary to enable him to act in that capacity"); \$ 836 (including amendments added hy St. 1897-1899; the preceding section not to apply if "expressly waived npon the trial or examination" by the patient; moreover, except for "confidential communications and such facts as would tend to disgrace the memory of the natient," express waiver hy the personal reprewhile attending him in a professional character, and which information was necessary to enable as would tend to diagrace the memory of the patient," express waiver by the personal repre-sentative of the deceased suffices, or, in testasentative of the deceased suffices, or, in testamentary controversies, by the executor, surviving husband, widow, heir, or next of kin; quoted in full, ante, § 2292); N. C. Stat. 1885, c. 159 ("No person duly anthorized to practice physic or surgery shall be required to disclose any information which he may have acquired in attending a patient in a professional character and which information was necessary to enable him to prescribe for such patient as a physician or to to prescribe for such patient as a physician or to enable him to do any act for him as a surgeon; provided that the presiding judge of a superior court may compei such disciosure if in his opinion the same is necessary to a proper administration of justice"); N. D. Rev. C. 1895, § 5703 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended, omitting "in a civil action" and "licensed"); § 5704 ("If a person offers himself as a witness, it is a consame subject"); Oh. Annot. Rev. St. 1898, § 5241 ("The following persons shall not testify a 241 ('Ine ionowing persons anali not testify in certain respects: . . a physician, concerning a communication made to him by his patient in that relation, or his advice to his patient; but the attorney or physician may testify by express consent of the client or patient; and if express consent of the chent of patient, and if the client or patient voluntarily testify, the attorney or physician may be compelled to tes-tify on the same subject"); 1908, Metropolitan

Life Inc. Co. v. Howle, 68 Oh. 614, 68 N. E. 4 (statute applied); Okt. Stata. 1893, § 335 ("The following persons shall be incompetent to testify: . . Sixth, a physician or surgeon concerning any communication made to him by his patient with reference to any physical or supposed physical disease, or any knowledge obtained by a personal examination of any such patient; provided, that if a person offer himself as a witness, that is to be deemed a consent to the examination; (sic!) also, if [also of I] an attorney. ness, that is to be deemed a consent to the examination; (sic!) also, if [also of ?] an attorney, clergyman or priest, physician or surgeon on the same subject, within the meaning of the last three subdivisions of this section"); Or. Annot. C. 1892, § 712, par. 4 (like Cal. C. C. P. § 1881, nuamended); § 713 ("If a party to the auit, action, or proceeding offer himself as a witness, that is to be deemed a consent to the examination also of a wife, husband, attorney, clergyman, physician, or surgeon, on the same clergyman, physician, or surgeon, on the same subject, within the meaning of subdivisions 1, 2, 3, and 4 of the last section"); Pa. St. 1895, 2, 3, and 4 of the last section"); Pa. St. 1895, June 18, Pub. L. 195, § 1 ("No person anthorized to practice physics or sargery shall be allowed, in any civil case, to disclose any information which he acquired in attending a patient in a professional capacity, and which was necessary to enable him to act in that capacity, which shall tend to blacken the character of the sary to enable him to act in that capacity, which shall tend to blacken the character of the patient, without his consent"); S. D. Stata. 1899, \$ 6544 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended, omitting "licensed"); \$ 6545 (like N. D. Rev. C. § 5704); U. S.: 1884, Connecticut L. Ins. Co. v. Union Truat Co., 112 U. S. 250, 254, 5 Sup. 119 (the privilege given by the New York statute is to be applied in trials in the Federal Courts in New York); Utah Rev. St. 1898, § 3414 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended, omitting "licensed"); Wash. C. & Stats. 1897, § 5994 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended, substituting "reguiar" for "licensed"); § 6940 ("[Witnesses are competent in criminal as in civil casea;] but no regular physicians or surgeons, clergymen or priests], physicians or surgeons, clergymen or priest[s], shali be protected from testifying as to conshall be protected from testifying as to confessions, or information received from any defendant, by virtue of their profession and character"; W. Va. St. 1897, c. 44 (quoted ante, § 488); Wis. Stats. 1898, § 4075 ("No person duly authorized to practice physic or surgery shall be compelled to disclose any information which he may have avanished in extend mation which he may have acquired in attend-ing any patient in a professional character, and which information was necessary to enable him to prescribe for such patient as a physician or do any act for him as a surgeon"); Wyo. Rev. St. 1887, § 2589 (like Oh. Rev. St. 1898, § 5241).

life itself may be in jeopardy, is still stronger. And unless such consultations are priviieged, men will be incidentally punished by being oblige' to suffer the consequences of injuries without relief from the medical art, and without conviction of any offence. Besides, in such cases, during the struggle between legal duty on the one hand, and professional honor on the other, the latter, aided by a strong sense of the injustice and inhumanity of the rule, will, in most cases, furnish a temptation to the perversion or concealment of truth, too strong for human resistance."

1871, Miller, J., in Edington v. Ins. Co., 67 N. Y. 185, 194; "It is a just and useful enactment introduced to give protection to those who were in charge of physicians from the secrets disclosed to enable them properly to prescribe for diseases of the patient. To open the door to the disclosure of secrets revealed on the sickbed, or when consulting a physician, would destroy confidence between the physician and the patient, and, it is easy to see, might tend very much to prevent the advantages and benefits which flow from this confidential relationship."

To test these arguments, let us refer to the fundamental canons which must be satisfied by every privilege for communications (ante, § 2285). The questions must be asked: Does the communication originate in a confidence? Is the inviolability of that confidence vital to the due attainment of the purposes of the relation of physician and patient? Is the relation one that should be fostered? Is the expected injury to the relation, through disclosure, greater than the expected benefit to justice? A negative answer to any one of these questions would leave the privilege without support. In truth, all of them, except the third, may justly be answered in the

(1) In only a few instances, out of the thousands daily occurring, is the fact communicated to a physician confidential in any real sense. Barring the facts of venereal disease and criminal abortion, there is hardly a fact in the categories of pathology in which the patient himself attempts to preserve any real secrecy. Most of one's ailments are immediately disclosed; the few that are not openly ascertainable are at least explained to intimates. No statistical reckoning is needed; these facts are well enough known.

(2) Even where the disclosure is actually confidential, it would none the less be made though no privilege existed. People would not be deterred from seeking medical help because of the possibility of disclosure in court. If they would, how did they fare in the generations before the privilege came? Is it noted in medical chronicles that, after the privilege was established in New York, the floodgates of patronage were let open upon the medical profession, and long-concealed ailments were then for the first time brought forth to receive the blessings of cure? And how is it to-day in those jurisdictions where no privilege exists, - does the medical profession in one half of the Union enjoy, in a marked way, an afflux of confidence contrasting with the scanty revelations vouchsafed in that other half where no privilege protects? If no difference appears, then this reason for the privilege falls away; for it is undoubted that the rule of privilege is intended

Mr. Wm. A. Purrington, in Hamilton and ed., I, 625-632, expounds the supposed reasons Godkin's System of Legal Medicine (1900), 2d for the privilege.

IA

vi-

of

ce.

nd OF

(ante, § 2285), not to subserve the party's wish for secrecy as an end in itself, but merely to provide secrecy as a means of preserving the relation in question, whenever without the guarantee of secrecy the party would probably abstain from fulfilling the requirements of the relation.

(3) That the relation of physician and patient should be fostered, no one will deny. But (4) that the injury to that relation is greater than the injury to justice — the final canon to be satisfied — must most emphatically be denied. The injury is decidedly in the contrary direction. Indeed, the facts of litigation to-day are such that the answer can hardly be seriously doubted. Of the kinds of ailments that are commonly claimed as the subject of the privilege, there is seldom an instance where it is not ludicrous to suggest that the party cared at the time to preserve the knowledge of it from any person but the physician. From asthma to broken ribs, from ague to tetanus, the facts of the disease are not only disclosable without shame, but are in fact often publicly known and knowable by every one except the appointed investigators of truth. The extreme of farcicality is often reached in litigation over personal injuries, - in the common case, ? person injured by a street-car amid a throng of sympathizing onlookers. Here the element of absurdity will sometimes be double; in the first place, there is nothing in the world, by the nature of the injury, for the physician to disclose, which any person would ordinarily care to keep private from his neighbors; and, in the second place, the fact which would be most strenuously secreted and effectively protected, when the defendant called the plaintiff's physician and sought its disclosure, would be the fact that the plaintiff was not injured at all! Upon such a foundation of vain imaginations is the privilege reared. The injury to justice by the repression of the facts of corporal injury and disease is a hundred fold greater than any injury which might be done by disclosure. And furthermore, the few topics - such as venereal disease and abortion - npon which secrecy might be seriously desired by the patient come into litigation ordinarily in such issues (as when they constitute cause for a bill of divorce or a charge of crime) that for these very facts common sense and common justice demand that the desire for secrecy shall not be listened to.

There is but one form in which the argument for the privilege can be put with any semblance of plausibility, and in that form it doubtless commonly presents itself to the view of medical men jealous for their profession. This argument is that, since the secrets of the legal profession are allowed to be inviolable, the secrets of the medical profession have at least an equal title to consideration. This, to be sure, is no more than analogy; and nothing is more fallible than an argument from analogy. But, leaving aside the consideration that the privilege for communications to attorneys stands itself on none too firm a foundation (ante, § 2291), and leaving aside the primary tests (just examined) by which every privilege must be judged, and answering the argument as it is put, - the answer is that the services of an attorney are sought primarily for aid in litigation, actual or expected, while those of the

physician are sought for physical cure; that hence the rendering of that aid would result directly and surely in the disclosure of the client's admissions, if the attorney's privilege did not exist, while the physician's curative aid can always be rendered irrespective of making disclosure; and, finally, that thus the absence of the privilege would convert the attorney habitually and inevitably into a mere informer for the benefit of the opponent, while the physician, being called upon only rarely to make disclosures, is not consciously affected in his relation with the patient. The function of the two professions being entirely distinct, the moral effect upon them of the absence of the privilege is different.

Certain it is that the practical employment of the privilege has come to mean little but the suppression of useful truth, - truth which ought to have been disclosed and would never have been suppressed for the sake of any inherent repugnancy in the medical facts involved. Nine-tenths of the litigation in which the privilege is invoked consist of actions on policies of life insurance, where the deceased's misrepresentations of his health are involved; actions for corporal injuries, where the extent of the plaintiff's injury is at issue; and testamentary actions, where the testator's mental capacity is disputed. In all of these the medical testimony is absolutely needed for the purpose of learning the truth. In none of them is there any reason for the party to conceal the facts, except to perpetrate a wrong upon the opponent. In the first two of these, the advancement of fraudulent claims is notoriously common; nor do the culpable methods of some insurance or railway companies, whatever they may have been or still are, justify the infliction of retaliatory punishment, indirectly and indiscriminately, by means of an unsound rule for the suppression of truth.7 In none of these cases need there be any fear that the absence of the privilege will subjectively hinder people from consulting physicians freely; the actually injured person would still seek medical aid, the honest insured would still submit to medical examination, and the testator would still summon physicians to his cure. There is nothing to be said in favor of the privilege, and a great deal to be said against it. The adoption of it in any other jurisdictions is earnestly to be deprecated.

§ 2381. (a) Confidentiality of Communications; (1) Implied Confidence; Burden of Proof; Third Persons' Testimony. In the foregoing privileges for communications, the fundamental assumption has been that the communications, in order to deserve protection, must be confidential in their origin. This principle obtains equally for the present privilege.

When the confidential nature of the communication has been expressly stated at the time of making it, the application of the privilege is plain. But is confidentiality to be implied from the mere relation of physician and patient? Or is it to be implied only according to the circumstances of each

See the comment of Earl, J., in Renihan v.
 Dennin, 103 N. Y. 573, 580, 9 N. E. 320.
 Mr. Albert Bach, in the Medico-Legal forcibly the objections to the privilege.

case, including the nature of the ailment and the occasion of consultation? The latter solution seems the natural one. Some Courts, however, have declared that the mere relation of physician and patient implies a confidentiality for all communications; 1 and this assumption is tacitly made in other Courts. Nevertheless, there is a general and sound doctrine, occasionally enforced, that the claimant of the privilege has the burden of establishing in each instance all the facts necessary to create the privilege; 2 and it would seem to be a consequence of this that the circumstances indicating confidentiality must also be established.

As with the other privileges, however, the privilege forbids compulsory disclosure by that person only to whom the confidence was extended. It therefore does not exempt a third person, overhearing the communication, from testifying to it; sexcept so far as the third person is an agent of the physician.

§ 2382. Same: (2) Professional Character of the Consultation. The confidence which is protected is that only which is given to a professional physician during a consultation with a view to a curative treatment; for it is that relation only which the law desires to facilitate.

Hence, the person consulted must be a professional physician, in the usual sense of the word. This does not include a veterinary surgeon; 1 nor a pharmacist; 2 nor a dentist, 2 although the modern recognition of dental science as strictly a branch of medical science might here have justified the opposite conclusion. A practitioner of any branch or school of medical science, recognized as such by the reputable medical profession, is included; some of the statutes define the privileged class as "licensed" practitioners. A surgeon is in any case within the definition. How far the class should be extended, in these days of pretentious and successful quackery, may become difficult

The consultation with such a person must be had in his professional character at the time. A consultation, therefore, for some purpose other than that of ultimate curative or alleviative treatment is not privileged; 4 nor is a

² 1381, Masonic M. B. Ass'n v. Beck, 77 Ind. 208, 210; 1902, Munz v. R. Co., — Utah —, 70 Pac. 852 (physician sent by a railroad company to the injured person; privilege held applicable; Rolapp, J., diss.).

² 1902, Wheeler v. State, 158 Ind. 687, 68 N. E. 975; 1879, Edington v. Ætna Life Ins. Co., 77 N. Y. 564, 571 (the proponent of the evidence is not required to negative the privilege; 'the party objecting must in some way make it appear, if it does not otherwise appear, that the information is within the statutory evidence is not required to negative the privilege; 'the party objecting must in some way make it appear, if it does not otherwise appear, that the information is within the statutory exclusion"); 1887, People v. Schuyler, 106 id. 298, 304, 12 N. E. 783 (preceding case approved); 1902, Griffiths v. R. Co., 171 id. 106, 63 N. E. 308; 1902, Green v. R. Co., ib. 201, 65 N. E. 958.

3 1894, Springer v. Byram, 137 Ind. 15, 36 N. E. 361 (undertaker's employees, allowed to testify to a conversation with the physician in the ambulance).

4 1884, Raymond v. R. Co., 65 Ia. 152, 21

N. W. 495 (a physician attending with his partner, not allowed to disclose the patient's statement made to his partner); 1856, Reinham v. Dennin, 103 N. Y. 573, 578, 9 N. E. 320 (a physician called in for consultation by the regular physician is within the privilege).

1 1898, Hendershot v. Tel. Co., 106 Ia. 529, 76 N. W. 828 (treating a horse),

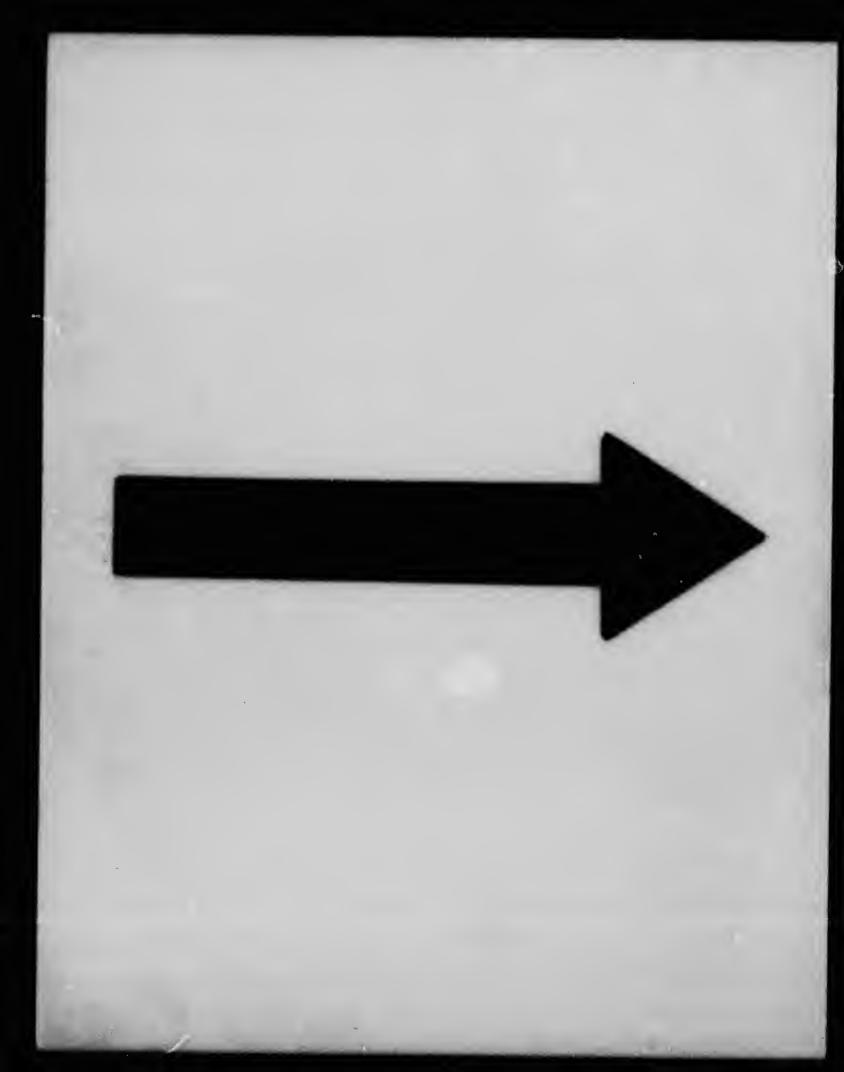
2 1877, Brown v. R. Co., 66 Mo. 597 (a drug-clerk, asked what medicines he had sold the plaintiff).

planting.

\$ 1875, People v. De France, 104 Mich. 563,
62 N. V. 709.

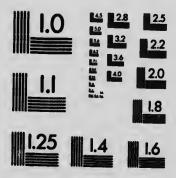
6 18st5, Bower v. Bower, 142 Ind. 194, 41
N. E. 523 (admitted, where the physician called

N. E. 523 (admitted, where the physician called poon the patient for a money matter); 1889, Hoyt v. Hoyt, 112 N. Y. 493, 515, 20 N. E. 402 (physician's testimony as to interviews had with a testator to ascertain his opinion of his daughter's mental condition, held not privileged). 1870 Edinston v. Ætna Life Ins. Co. leged); 1879, Edington v. Ætna Life Ins. Co., 77 N. Y. 564, 570 (that "the witness attended



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA

(716) 482 - 0300 - Phone (716) 288 - 5989 - Fax

communication made at some time when the professional relation is not pending.⁵ An autopsy after decease is of course not privileged.⁶

A communication made to a physician invited to the inspection or consultation at the opponent's instance is not privileged, because it is not usually made for the purpose of curative treatment, and because a confidence cannot be implied in the absence of an invitation on the part of the communicating

 \S 2383. (b) Communications Necessary for Prescription. The privilege is intended (and by most statutes is declared) to protect only those communications which are necessary for obtaining the benefits of the professional relation, - in other words, for enabling the physician to prescribe remedies.1 No doubt the patient's belief of what was necessary should be the test. The burden of showing necessity should in any case be upon the claimant of the privilege.2

the assured for some disease" does not raise a the assured for some disease" does not raise a presumption "that be discovered that disease or learned its nature while sttending him professionally"); 1880, Grattan v. Ins. Co., 80 id. 281, 296 (professional character, found on the facts); 1899, Bruendl's Will, 102 Wis. 45, 147, 78 N. W. 169 (examination of patient with reference to ber mental competency as being fit for release from guardianship, held not within the statute).

5 1901, Herries v. Wa'crloo, 114 Ia. 374, 86 N. W. 306 (opinion ' ad on information acquired when not employed as physician, not

N. W. 306 (opinion of on information acquired when not employed as physician, not privileged); 1903, Patterson v. Cole, 67 Kan. 441, 73 Pac. 54; 1897, People v. Koerner, 154 N. Y. 355, 48 N. E. 730 (communications during trial, but after the relation of physician had

6 1897, Harrison v. R. Co., 116 Cal. 156, 47

Pac. 1019.

7 1892, Freel v. R. Co., 97 Cal. 40, 45, 31 V 1892, Freel v. R. Co., 97 Cal. 40, 45, 31 Pac. 730, semble (a physician sent by the opponent to examine, held not privileged); 1894, Nesbit v. People, 19 Colo. 441, 461, 36 Pac. 221 (examination by a physician agreed on between the defendant and the prosecution, beld not privileged); 1902, State v. Height, 117 Ia. 650, 91 N. W. 935 (information obtained by a physician examining the defendant, while in physician examining the defendant, while in jail, for the prosecution, held not within the privilege); 1888, People v. Glover, 71 Mich. 307, 38 N. W. 874 (rapo; a physician's examination of the defendant in jail, at the district attorney's instance held not privileged 1. 1890 roney's instance, held not privileged); 1890, People v. Kemmler, 119 N. Y. 580, 585, 24 N. E. 9 (a physician's or cion of an accused's mental condition, obtained by watching him in mental condition, obtained by watching him in jail at the instance of the district attorney, held not privileged); 1893, People v. Sliney, 137 id. 570, 33 N. E. 150 (a physician sent by the district attorney to examine the defendant for insanity; the defendant's admissions not privileged); 1896, People v. Hoch, 150 id. 291, 44 N. E. 977 (an examination of the defendant for insanity, made by the witness as an expert for the prosecution, held not privileged).

1 1877, Collins v. Mack, 31 Ark. 693 (by a woman after a childbirth, that the father had

never promised to marry her, held not privi-leged); 1897, Redfield's Estate, 116 Cal. 644, 48 Pac. 794 (mental condition learned while treating for consumption; may be "necessary," etc.); 1901, Black's Estate, 132 ld. 392, 64 Pac. 695 (testamentary capacity; preceding case approved); 1890, Pennsylvania Co. v. Marion, 123 Ind. 415, 23 N. E. 973 (incidental facts, not necessary to be disclosed for the purpose of the treatment, held privileged); 1884, Raymond v. R. Co., 65 Ia. 152, 21 N. W. 495 (injured per-son's statement that he "stepped off the car while it was in motion and thus fell," held privi-leged; this seems unsound); 1895, Kausas C. F. while it was in motion and thus fell," held privileged; this seems unsound); 1895, Kausas C. F. S. & M. R. Co. v. Murray, 55 Kan. 336, 40 Pac. 646 (injured person's statements as to the facts leading up to the injury, held not privileged); 1890, Briesenmeister v. Supreme Lodge, 81 Mich. 525, 531, 45 N. W. 977 ("all disclosures by the patient . . respecting his ailments" are privileged, whether they are necessary for prescribing or not; said obiter); 1891, Cooley v. Foltz, 85 id. 47, 48 N. W. 176 (patient's statements about the litigation, held not privileged); 1897, People v. Cole, 113 Mich. 83, 71 N. W. 455 (by the complainant in a bastardy action, to the attending physician, as to the father of the the attending physician, as to the father of the child); 1874, Harriman v. Stowe, 57 Mo. 93, 95, semble (plaintiff's statement to the physician that she had fallen through a trap-door left in-secure, held admissible); 1839, Hewitt v. Praine, 21 Wend. 79 (seduction; defendant's admission, when asking for drugs for an abortion, that the when asking for drugs for an abortion, that the woman was the plaintiff's daughter, held not privileged); 1898, Nelson v. Oneida, 156 N. Y. 219, 50 N. E. 802 (a disease discovered while treating for another disease, beld privileged); 1902, Green v. R. Co., 171 id. 201, 63 N. E. 958 ("information of how the accident happened," bell not necessary for surgical treatment; there beld not necessary for surgical treatment; three judges diss.); 1897, Kenyon v. Mondovi, 98 Wis. 53, 78 N. W. 314 (statute applied).

1878, Campan v. North, 39 Mich. 606, 609; 1894, Lincoln v. Detroit, 101 id. 245, 249, 50 N. W. 617 (claimant of the privilege must

59 N. W. 617 (claimant of the privilege must show the necessity); 1876, Edington v. Mutual Life Ins. Co., 67 N. Y. 185, 194 (evidence of

\$ 2384 § 2384. (c) Information, Active and Passive. subject of the protection. But communication may be made by exhibition, or by submission to inspection, as well as by oral or written narration or utterance. The invitation to the physician to prescribe assumes that he will first obtain the data for the prescription; and since the usual method of obtaining these involves the physician's own observation as well as the patient's narration, the invitation to prescribe is an implied communication of all the data which the physician may by any method seek to obtain as necessary for the prescription.1 It is therefore well settled that the data furnished passively, through submission to inspection, are equally within the privilege, - and this whether the patient was himself aware or not of the existence of the specific data discovered. It might be doubtful whether the data of insanity are thus privileged, where the physician is called for another purpose, because here the foregoing principle - that the data must be necessary for prescription - would seem not to be satisfied; but so far as the present principle is concerned, they fall within it.2

the "necessity," is not required, "as it must be the "necessity," is not required, "as it must be assumed from the relationship existing that the information would not have been imparted except for the purpose of aiding the physiciau in prescrihing"); 1879, Edington v. Ætna Life Ins. Co., 77 id. 564, 570 (the Court must be able "upon the evidence to say that such information was necessary"; the mere relation does not suffice; preceding ruling not noticed): 1887. not suffice; preceding ruling not noticed); 1887, People v. Schuyler, 106 id. 298, 300, 12 N. E. 783 (foregoing ruling approved); 1889, Feeney v. R. Co., 116 id. 375, 380, 22 N. E. 402 (first

v. R. Co., 116 id. 375, 380, 22 N. E. 402 (first Edington case approved; second one ignored). The Court ought ultimately to determine (ante, § 2322) whether a necessity existed: Contra: 1903, State v. Kennedy. 177 Mo. 98, 75 S. W. 979 (in general, the physician must be the judge of the necessity; except as to matters "apparent to the ordinary observer").

Compare the same question in other privileges (ante, §§ 2306, 2337).

**Cal.: 1901, Nelson's Estate, 132 Cal. 182, 64 Pac. 294 (capacity to make a will; attend-

64 Pac. 294 (capacity to make a will; attending physician's testimony inadmissible); Ind.: 1881, Masonic M. B. Ass'n v. Beck, 77 Ind. 203, 210 (like Heuston v. Simison, infra); 1883, Excelsior M. A. Ass'n v. Riadle, 91 id. 84, 22 (came under a revised physician of the stat. 205. 210 (like Heuston v. Riadle, 91 id. 34, 1838, Excelsior M. A. Ass'n v. Riadle, 91 id. 34, 88 (same, under a revised phrasing of the statute); 1834, Penn M. L. Ins. Co. v. Wiler, 100 id. 92, 100 (same); 1887, Williams v. Johnson, 112 id. 273, 13 N. E. 872 (same); 1888, Heuston v. Shopson, 115 id. 62, 17 N. E. 261 (the statute applies "whether the knowledge is communicated by the words of the patient or is gained hy observation"); 1889, Morris v. Morris, 119 id. 343, 21 N. E. 918 (same; applied to insanity); 1893, Gurley v. Park, 135 id. 440, 442, 35 N. E. 279 (sanity, in a will case, privileged); 1902, Aspy v. Botkins, 160 id. 170, 66 N. E. 462 (vacuum-ray photograph taken hy the physician in the course of treatment, excluded): Ia.: 1895, Prader v. Accident Ass'n, 95 Ia. 159, 63 N. W. 601 (privilege covers all information

obtained hy observation); Mich.: 1870, Briggs v. Briggs, 20 Mich. 34, 41 (privilege includes "whatever was disclosed to any of his senses and which in any way was brought to his knowledge for that purpose"); 1879, Fraser v. Jennison, 42 id. 206, 225, 3 N. W. 882 (same; applied to a testator's mental condition); 1901, Rose v. Supreme Court, 126 id. 577, 85 N. W. 1073 (oninion based on the patient's appearance 1073 (opinion based on the patient's appearance alone, excluded); Mo.: 1882, Gartside v. Ins. Co., 76 Mo. 446 ("information acquired by a Co., 76 Mo. 446 ("information acquired by a physician from inspection, examination, or observation of the person of the patient," is equally privileged; leading opinion by Norton, J., with a good argument by Mr. Jacob Klein), N. Y.: 1871, Sloan v. R. Co., 45 N. Y. 125, 128 (existence of a disease, held within the privilege); 1876, Edington v. Mutual Life Ins. Co., 67 id. 185, 194 (the statute includes "such knowledge as may be acquired from the patient himself, from the statement of others who may surround him at the time, or from observation of his appearances and symptoms"); 1879, surround him at the time, or from observation of his appearances and symptoms"); 1879, Edington v. Ætna Life Ins. Co., 77 id. 564, 571 (the exclusion affects only "such information as a physician may acquire of secret ailments by an examination of the person"; hut not of the fact that the patient "has a fever or a fractured leg or skull or is a raving maniac"; the remaining judges apparently did not concur in the details of the opinion); 1880, Grattan v. Ins. Co., 80 id. 281, 297 ("though the patient had been dumb, it would make no difference; the communication to his sense of sight is within the communication to his sense of sight is within the statute, as much so as if it had been oral and the statute, as much so as if it had been oral and reached his ear "; the first Edington case cited, and the second ignored on this point); 1883, Grattan v. Ins. Co., 92 id. 274, 287 (preceding case approved); 1886, Renihan v. Dennin, 103 id. 573, 579, 9 N. E. 320 (Grattan case approved); Wis.: 1900, Shafer v. Eau Claire, 105 Wis. 244, 81 N. W. 409 ("all that he discovered by examination of her person," held privileged).

But it is the tenor only of the communication that is privileged. The mere fact of making a communication, as well as the date of a consultation and the number of consultations, are therefore not privileged from disclosure, so long as the subject communicated is not stated.8

§ 2385. (d) Criminal Cases, Malpractics. The privilege, in general, applies as well in criminal as in civil cases; unless the statute expressly limits it to the latter.1 But in two classes of instances the privilege, though apparently applicable, exhibits its inherent impropriety so plainly that Courts have sometimes sought, by main force, to set limits and prevent its evil effects, namely, in cases where the physician is himself a partaker in the criminal transaction, and in cases where the physician has acted on behalf of the victim of a crime. Courts have chosen various methods, more or less reasonable, of escaping from the dilemma.2 All that can be said is that an ill-advised initial principle is sure to tempt judges, sooner or later, to do violence to it.

³ In.: 1900, Nelson v. Ins. Co., 110 Ia. 600, 81 N. W. 807 (that he was consulted and that he prescribed; not privileged); Mich.: 1887, Brown v. Ins. Co., 65 Mlch. 306, 316, 32 N. W. 610 (the fact of the physician's treatment for typhoic fever, held not privileged, under the particular circumstances); 1890, Briesenmeister v. Supreme Lodge, 81 id. 525, 532, 45 N. W. 977 ("the fact that he attended the Insured professionally, and the dates and number of his 977 ("the fact that he attended the Insured professionally, and the dates and number of his visits," held uot privileged); 1891, Cooley v. Foltz, 85 id. 47, 48 N. W. 176 (similar to the preceding case); 1893, Dittrich v. Detroit, 98 id. 248, 57 N. W. 125 (same); 1897, Lammiman v. R. Co., 112 id. 602, 71 N. W. 153 (for what disease he had treated the party, excluded); 1899, Jones v. P. B. L. Assur. Co., 120 id. 211, 79 N. W. 204 (that the person had consulted a physician for a certain illness, excluded); Minn.: 1903, Price v. Standard L. & A. Ins. Co., — Minn. —, 95 N. W. 1118 (the fact of treatment and number of visits, admissible; "this doctrine, looking at the question in a logical doctrine, looking at the question in a logical way, comes very near trespassing on the stat-nte"; Ne.r.: 1902, Sovereign Camp v. Gran-don, 64 Nebr. 39, 89 N. W. 448 (the fact that a physician was called is not within the privi-lege); N. Y.: 1892, Patten v. Ins. Ass'n, 133 N. Y. 450, 452, 31 N. E. 342 (whether P. was a patient of the doctor and was attended as such and was sick, and how many times and when he and was sick, and how many times and when he attended P., held not privileged); Wis. 1899, McGowan v. Supreme Court, 104 Wis. 186, 80 N. W. 603 (that he treated the person for s dis-

This distinction is often of some practical significance; for example, in life insurance cases, the insured's allegation of complete health during a certain period may be disproved by the fact that a physician was often consulted; and in personal injury casea, the fact that a certain physician was consulted may give rise in effect to an unfavorable inference because he was not called for the plaintiff, although no inference could technically have been drawn from the plaintiff's claim of privilege if the defendant

had sought to call and examine the physician (post, § 2386).

1 1894, People v. Lane, 101 Cal. 513, 516, 36 Pac. 16; 1895, People v. West, 106 id. 89,

39 Pac. 207.

**Ind.: 1897, Hank v. State, 148 Ind. 238,

**Ind.: 46 N. E. 127, 47 N. E. 465 (a disclosure by a physician attending a miscarriage, allowed in a prosecution for the abortion, the privilege not being intended "to shield one who is charged with perpetrating an unlawful act upon the patient"); 1903, Seifert v. State, 160 id. 464, 67 N. E. 100 ("a request to a physician to commit a crime is not privileged"; applied to a woman consulting for an abortion); Ia.: 1882, Guptill v. Verback, 58 Ia. 99, 12 N. W. 125 (the act of producing a miscarriage in order to Guptill v. Verback, 58 Ia. 99, 12 N. W. 125 (the act of producing a miscarriage in order to save the mother's life being not criminal, a physician's advice as to the best means of "getting rid of a child" was held presumahly "made for a lawful purpose"; this ruling, as regards the presumption, is unsound); 1896, State v. Smith, 99 id. 26, 68 N. W. 428 (causing a miscarriage; privilege applied); 1901, State v. Grimmell, 116 id. 596, 88 N. W. 342 (murder hy abortion; the privilege does not apply to the testimony of a privilege does not apply to the testimony of a physician, called hy the prosecution, who attended the deceased just before her death; tended the deceased Just before her death; whether a formal waiver is necessary, and hy whom, not stated; compare § 2382 ante); N. Y.: 1880, Pierson v. People, 79 N. Y. 424, 432 (murder hy poisoning; a physician's information acquired while attending the deceased for the region admitted for the region admitted for the region. mation acquired while attending the deceased for the poison, admitted for the prosecution, as not within the spirit of the privilege; hut no "general rule applicable to all cases" was ventured); 1886, People v. Murphy, 101 id. 126, 4 N. E. 326 (abortion; testimony of the physician attending after the operation, not admitted); 1893, People v. Harris, 136 id. 423, 437, 448, 33 N. E. 65 (defendant, a physician, told a physician attending the deceased that he had twice performed operations for abortion on her; not privileged, the statutory privilege not being intended to "shield a person charged with the murder of his patient").

The same temptation exists to save an innocent physician who, when charged with malpractice, might otherwise be stifled by the privilege; 3 but the doctrine of waiver (post, § 2389) usually assists him here.

§ 2386. (e) Whose is the Privilege; Claim of Privilege; Inference from The privilege is plainly that of the patient, not of the physician; and the latter therefore cannot claim it if the patient abandons it. Although in the first instance it is commonly the physician who as witness declines to answer, still the claim of privilege must formally be made, in analogy to the other privileges (ante, § 2196) by the patient, if he is before the Court; if he is not, then technically he should be given an opportunity to claim before the examination is proceeded with. The privilege, furthermore, is that of the patient as such, not of the party; hence, the claim should be made by the patient himself, in accordance with the analogy of other privileges (ante, §§ 2270, 2321),—though this rule is seldom observed in practice. The privilege, furthermore, may be claimed by the representative of a deceased patient, as his personal successor; 2 but not by a mere assignee of a contract-interest.3

When the privilege is claimed by a patient who is a party, no inference as to the facts suppressed can be drawn,4 - following here the analogy of the other privileges (ante, §§ 2272, 2322).

§ 2387. (f) Termination of the Privilege; Death. The object of the privilege is to secure subjectively the patient's freedom from apprehension of disclosure; it is therefore to be preserved even after the death of the patient,1 following the analogies of the other similar privileges (ante, §§ 2323, 2341).

§ 2388. Same: Waiver, in general; Express and Implied Waiver. The privilege may be waived, like all other privileges. It is astonishing to find that this question could ever have been regarded as debatable. Nothing but a confusion of fundamental ideas could ever create any doubt.2

³ 1900, Cramer v. Hurt, 154 Mo. 112, 55 S. W. 258 (action for loss of a wife's services by the defendant's malpractice; the defendant allowed on the facts, as of necessity, to testify for himself). Contra: 1903, Aspy v. Botkius, 160 Ind. 170, 66 N. E. 462 (action for malpractice; the plaintiff held privileged to withhold the testimony of other physicians attending her after the defendant; the ground of the ruling does not appear; hut it is at any rate a mockery of insticul

the allowed"; Newman, J., diss.). Compare the theories of attorneys' privilege (ante, § 2290).

**Contra: 1876, Edington v. Mutusl Life Ins. Co., 67 N. Y. 185, 194 (assignee of an insurance policy may assert the privilege of the insurance).

4 1901, Brackney v. Fogle, 156 Ind. 535, 60 N. E. 303; 1890, McConnell v. Osage, 80 Ia. 293, 45 N. W. 550 (refusing to allow the question on cross-examination whether the patient

was willing to let the physician speak); 1899, Lane v. R. Co., 21 Wash. 119, 57 Pac. 367. Perhaps it is sound to distinguish between

failing to call the witness and claiming the priv-Issling to call the witness and claiming the privilege when the opponent calls him: 1891, Cooley v. Foltz, 85 Mich. 47, 48 N. W. 176 (plaintiff's failure to produce her physicians, held "a legitimate fact for the jury").

1876, Edington v. Ins. Co., 67 N. Y. 185, 194; 1880, Grattan v. Ins. Co., 80 id. 281, 298; 1835, Westover v. Ins. Co., 99 id. 56, 1 N. E. 104: 1900. Davis t. singreme Lodge. 165 id. 159

1835, Westover v. Ins. Co., 99 id. 56, 1 N. E. 104; 1900, Davis t. Supreme Lodge, 165 id. 159, 58 N. E. 891 (physician's certificate of death, recorded with the board of health, excluded on the ground of privilege); 1903, Beglin v. Ins. Co., 173 id. 374, 66 N. E. 102 (Davis v. Supreme Lodge followed). Ladge followed).

1879, Grand Rapids & I. R. Co. v. Martin, 1379, Grand Kapius & L. R. Co. v. Bartin, 41 Mich. 667, 671, 3 N. W. 173; 1879, Scripps v. Foster, 4 ib. 742, 748, 3 N. W. 216; 1884, Groll v. Tower, 85 Mo. 249, 255 (repudiating the Groll v. Tower, 85 Mo. 249, 250 (repudiating the apparently contrary assumption in Harriman v. Stowe, 57 id. 93); 1886, Carrington v. St. Louis, 89 id. 212, 1 S. W. 240; 1886, Blair v. R. Co., ib. 337, 1 S. W. 367.

a Compare the theory of Privilege (ante, 88 9199 9198 9107)

That the waiver must be in cxpress language is not necessary, upon any principle. But this is sometimes by statute required.3 Distinguished, however, this statutory waiver, which is valid only with'n certain limits, and the ordinary principle that a rule of evidence will not be enforced if the opposing counsel fails to make objection when the witness is examined (ante, § 18); thus, whether or not the statutory waiver was permitted to be made by the attorney for the witness or party before or during trial,4 still the counsel's failure to object to the compulsion of the witness' answer would render futile any exception to the answer.5

That a waiver may be irrevocably made by contract before litigation begun has generally been conceded by the Courts.6 It should certainly be sanctioned, unless made under conditions of duress or fraud which would have rendered the contract in other respects voidable.

Coming now to waivers implied from conduct, it is to be noticed that these depend, as already observed for other privileges (ante, §§ 2327, 2340), on two considerations — the interpretation of the actual conduct, and the fairness of the situation created by that conduct. A waiver is to be predicated, not only when the conduct indicates a plain intention to abandon the privilege, but also when the conduct (though not evincing that intention) places the claimant in such a position, with reference to the evidence, that it would be unfair and inconsistent to permit the retention of the privilege. It is not to be both a sword and a shield (in Lord Mansfield's phrase concerning an infant's exemption from liability). The question then arises, What sorts of conduct, by inference or by fairness, should be treated as a waiver of the privilege to keep secret the communications to a physician?

§ 2389. Same: Waiver by Bringing Suit; by Testifying; by Former Waiver. (1) In the first place, the bringing of an action in which an essential part of the issue is the existence of physical ailment should be a waiver of the privilege for all communications concerning that ailment. The whole reason for the privilege is the patient's supposed unwillingness that the ailment should be disclosed to the world at large; hence the bringing of a suit in which the very declaration, and much more the proof, discloses the ailment to the world at large, is of itself an indication that the supposed repugnancy to disclosure does not exist. If the privilege means anything at all in its

^{*} E. g., in New York, hy the amendment of 1891.

 ⁴ E. g.: 1889, Alberti v. R. Co., 118 N. Y.
 77, 23 N. E. 35.
 3 This dictinction was ignored in the following case: 1589, Hoyt v. Hoyt, 112 N. Y. 493,

ing case: 1889, Hoyt v. Hoyt, 112 N. Y. 493, 515, 20 N. E. 402.

6 1902, Keller v. Ins. Co., 95 Mo. App. 627, 69 S. W. 612 (waiver in a policy held valid, and effective also against "all who come within its terms," — here, a beneficiary); 1876, Edington v. Mutnal Life Ins. Co., 67 N. Y. 185, 194 (undecided); 1896, Foley v. Royal Arcanum, 151 id. 196, 45 N. E. 456 (an express waiver, in an insurance-application, as to the testimony of ar surance-application, as to the testimony of ar

attending physician, sanctioned, on the theory that a waiver of the statutory right is not against public policy); 1900, Holden v. Ins. Co., 165 id. 13, 58 N. E. 771 (stipulation of waiver by the insured in his application, held not sufficient the instruction in the application, field first state of 1891); 1901, under the state of Pythiss, 129 N. C. 318, 40 S. E. 65 (waiver in an insurance application, held hinding on the beneficiary); 1888, Adreveno r. Mntnal R. F. L. Ass'n, 34 Fed. 870, Veno v. Minnai R. F. L. Assii, 32 Fed. 670, Theyer, J. (waiver of the privilege by the insured in a policy is valid, and binds also one claiming under him after death). Compare such a waiver for another privilege (ante, § 2275).

origin, it means this as a sequel. By any other conclusion the law practically permits the plaintiff to make a claim somewhat as follows: "One month ago I was by the defendant's negligence severely injured in the spine and am consequently unable to walk; I tender witnesses A, B, and C, who will openly prove the severe nature of my injury. But, stay! Witness D, a physician, is now, I perceive, called by the opponent to prove that my injury is not so severe as I claim; I object to his testimony because it is extremely repugnant to me that my neighbors should learn of my injury, and I can keep it forever secret if the Court will forbid his testimony." If the utter absurdity of this statement (which is virtually that of every such claimant) could be heightened by anything, it would be by the circumstance (frequently observable) that the dreaded disclosure, which the privilege prevents, is the fact that the plaintiff has suffered no injury at all. In actions for personal injury, the permission to claim the privilege is a burlesque upon logic and justice. In actions upon insurance policies, where fraudulent misrepresentations as to health are in issue, the insured's initial conduct in volunteering a supposedly full avowal of his state of health has put him in the position of abandoning any desire to be secretive towards the insurer on that subject, and of giving the insurer in fairness the right to ascertain the truth; and a waiver should be predicated by the nature of the action. Yet here the injury to justice by denying a waiver is not so considerable; for in fairness (that is, to honest applicants, who have nothing to fear) the insurer ought immediately to make his extrinsic investigations among prior attendant physicians (which commonly he does not do), instead of waiting till more premiums have been paid and the insured has left the world; 1 so that here the moral inequities are mora nearly balanced, and no particular harm is done by the privilege - except to the logic of the law. In testamentary causes, there is ordinarily no conduct amounting to waiver, - although it is otherwise unsound (ante, §§ 2381 2384) to treat the data of sanity and insanity as having been consciously confided, in any sense of the word, to the physician. So far as judicial rulings go, only actions against a physician for malpractice have been deemed

(2) The party's own voluntary testimony, on trial, to his physical condition in issue, should be a waiver of the privilege for the testimony of a physician who has been consulted about the same physical condition in issue; the reasons here being merely somewhat stronger than those above noted.8 Courts have rarely conceded this; 4 though statutes have often en-

2 This is recognized by the insurers in the now frequent issuance of policies which are made incontestable after a short period; i. c. the insurer virtually has to make his inquiries within the policies which are made incontestable after a short period; i. c. the insurer virtually has to make his inquiries within the product of the p surer virtually has to make his inquiries within that period or not at all. But so far as these policies are contestable (e. g. for "wilful misrepresentations"), the statement still applies.

3 1894, Beckwell v. Hosier, 10 Ind. App. 5, 37 N. E. 58C (patient's action for malpractice, held a waiver permitting the defondant to test.

beld a waiver, permitting the defendant to testify); 1900, Cramer v. Hurt, 164 Mo. 112, 55 S. W. 258 (an action by a wife for personal in-

jury hy malpractice by a physician is a waiver of privilege as to professional confidence; but not an action by a hasband for loss of services of the injured wife). Compare the cases cited ante,

3 1891, Lane v. Boicourt, 128 Ind. 420, 27 N. E. 1111 (malpractice on the plaintiff's wife; the plaintiff's use of the testimony of himself,

his wife, and her mother, held a waiver).

• Contra: 1887, Williams v. Johnson, 112
Ind. 273, 13 N. E. 872 (the plaintiff's testimony that she had called Dr. H. and he had "pre-

acted it.5 Certainly it is a spectacle fit to increase the layman's traditional contempt for the chicanery of the law, when a plaintiff describes at length to the jury and a crowded court-room the details of his supposed ailment and then neatly suppresses the available proof of his falsities by wielding a weapon nominally termed a privilege.

(3) A waiver at a former trial has been held not to affect the privilege at a later trial.6 This is clearly unsound; for the original disclosure takes away once for all the benefit aimed at by privilege; to enforce it thereafter is to seek to preserve a privacy which exists in legal fiction only.7

§ 2390. Same: Waiver by Calling the Physician. (1) To request a physician to attest one's will is by implication to request him to bear testimony, if called on, to all facts affecting the validity of the will, and is therefore a waiver. 1 (2) To call a physician to the stand, and examine him as a witness to one's physical condition as formerly communicated to him, is a waiver of the privilege in regard to his knowledge of the physical condition asked about; 2 no reasoning could pretend to maintain the contrary. (3) To call a physician as a witness to one's physical condition is a waiver of the privilege as to the knowledge acquired by other physicians of the same condition. This is generally not conceded in the judicial rulings; 3 but it cannot be escaped, if regard is had to the foundation of the privilege. What further

scribed for her back and side," held not to permit the opponent to call Dr. H. to testify that he had found no injury; this was a gross error; it practically permitted the plaintiff to invoke the physician's credit falsely, with a guarantee against the exposure of her lie); 1890, McConnell v. Osage, 80 Ia. 293, 45 N. W. 550 (plaintiff of the control of t tiff's direct testimony to her previous condition of health and sickness, naming her physician, held not a waiver permitting the calling of the physician to contradict her); 1901, Burgess v. Sims Drug Co., 114 id. 275, 86 N. W. 307 (testifying on cross-examination to the subject of the desired teatimony of the physician is not a waiver, because not voluntary); 1902, Green v. Nebagamain, 113 Wis. 508, 89 N. W. 520 (a party's own teatimony to the same injury, held

party's own teatimony to the same injury, held not a waiver).

* Ante, § 2380.

• 1901, Burgess v. Sims Drug Co., 114 Ia. 275, 86 N. W. 307 (testifying to the same subject, or calling the same physician, at a former trial, held not a waiver); 1883, Grattan v. Ins. Co., 92 N. Y. 274, 288 (questioning the physician on a former trial, held not a waiver).

* 1887, McKinney v. R. Co., 104 N. Y. 352, 355, 10 N. E. 544 (contra to the preceding ruling; "after its publication no further injury can be inflicted upon the rights and interests which the statute was intended to protect; . . . the consent, having been once given and acted the consent, having been once given and acted

npon, cannot be recalled").

1 1895, Mullin's Estate, 110 Cal. 252, 42

1893, Wheelock v. Godfrey, 100 Cal. 587, 35 Pac. 317 (calling the physician, held on the facts a waiver); 1897, Lissak v. Crocker Est.

Co., 119 id. 442, 51 Pac. 688 (calling the physician to testify to an examination, held a waiver); 1902, Sovereign Camp v. Grandon, 64 Nebr. 39, 89 N. W. 448 (cross-examination of the physician to the injury; held a waiver). Statutes (ante, 5, 2000) after dealers this intermediate. § 2380) often declare this in terms.

8 1884, Penn. Mutual L. Ins. Co. v. Wiler, ** 1884, Penn. Mutual L. Ins. Co. v. Wiler, 100 Ind. 92, 102 (calling physician A is not a waiver of the privilege as to the same subject for physicians B and C); 1897, Baxter v. Cedar Rapida, 103 Ia. 599, 72 N. W. 790 (several physicians having examined the plaintiff, the calling of one does not waive the physician as to calling of one does not waive the privilege as to the others); 1885, Dotton v. Albion, 57 Mich. 575, 577, 24 N. W. 786 (the calling of one physician to prove the plaintiff's good health before the injury, held not to permit the calling of the injury, held not to permit the calling of the injury, held not to permit the calling of other physicians to negative her good health before the injury); 1891, Mellor v. R. Co., 105 Mo. 455, 16 S. W. 849 (plaintiff's calling of C, who attended him for the injury, held not to permit the calling of S., who had preceded C. in attending for the same injury); 1883, Hope v. R. Co., 110 N. Y. 643, 17 N. E. 873, 40 Hnn 438 (calling one of three physicians who had 438 (calling one of three physicians who had visited the plaintiff at separate times for the same injury; held not a waiver as to the other same injury; held not a waiver as to the other two; Earl and Finch, JJ., diss.); 1895, Morris v. R. Co., 148 id. 88, 42 N. E. 410 (where two physicians were called in attendance for a joint physicians were called in attendance for a joint examination, the plaintiff, by putting one on the stand, also waived the privilege as to the other; in effect overruling Record v. Saratoga Springs, 120 id. 646, 24 N. E. 1102); 1902, Metropolitan St. R. Co. v. Jacobi, 50 C. C. A. 619, 112 Fed. 924 (following Hore v. B. Co.) 619, 112 Fed. 924 (following Hope v. R. Co.).

reason is there for secrecy, if the patient has thrown it aside by permitting one physician to testify? The unfairness of allowing a party to play fast and loose with medical testimony in this shifty manner is obvious to the untechnical intelligence. (4) The sending of a physician's certificate, as part of the "proofs of death," by the beneficiary of a contract of life insurance or the representative of the insured, is a voluntary disclosure of the physician's knowledge though made in pursuance of contract, and is therefore a

§ 2391. Same: Waiver by Deceased Patient's Representative. personal representative of the deceased may waive the privilege. One who is entrusted with the management of the deceased's property may surely be trusted to protect the memory and reputation of the deceased, in so far as it is liable to injury by the disclosure of his physical condition when alive. It is incongruous to hold that the person who manages the litigation of the deceased's property-interests has no power to waive rules of evidence for the purpose of advancing those interests. The power of an heir may also be conceded, if we remember that the heir, first, is at least equally interested in preserving the ancestor's reputation, and, secondly, has an equal moral claim to protect the deceased's property-rights from unwarranted diminution. The futility, under the circumstances, of predicating any privilege is the more apparent when (as in the usual case) the issue turns, upon the fact of insanity, which is so bruited publicly in the litigation that the pretence of preserving secrecy is a vain one. Except in two or three jurisdictions, it is usually agreed that the deceased's representative (and probably also the heir) may waive the privilege.2

4 1900, Nelson v. Ins. Co., 110 Ia. 600, 81 N. W. 807 (physician's affidavit, sent with proofs of death, received as an admission of the beneficiary); 1891, Ruffalo L. T. & S. D. Co. v. Knights T. & M. M. A. Ass'n, 126 N. Y. 450, 454, 27 N. E. 942 (physician's certificate of cause of death, sent with proofs of death, receivable as the party's admission).

Distinguish the following ruling: 1900, Davis v. Snpreme Lodge, 165 N. Y. 159, 58 N. E. 891 (physician's certificate of death, required by law, excluded; N. Y. City Charter, Laws 1897, c. 378, § 1172, making admissible the records of the board of health, does not repeal the Code section; Gray and Landon, JJ., diss.); 1903, Beglin v. Ins. Co., 173 ld. 374, 66 N. E. 102 (preceding case followed). (preceding case followed).

For the question how far these "proofs" may be used as admission or otherwise, see ante,

1 Cal.: 1893, Flint's Estate, 100 Cal. 391, **Cal. : 1893, Fint's Estate, 100 Cal. 391, 395, 34 Pac. 863 (no waiver, following the N. Y. construction: here, not for an heir as against a devisee); 1897, Harrison v. R. Co., 116 id. 156, 47 Pac. 1019 (following the New York rulings); 7a.: 1900, Shiman v. Supreme Lodge, 110 Ia. 480, 31 N. W. 717 (contest between beneficiaries of insurance: the wrivillege held to apply: company the wrivillege held to apply the wrivillege held t 480, 81 N. W. /1/ (contest between behavioral of insurance; the privilege held to apply; compare the Iowa cases infra); N. Y.: 1885, Westover v. Ins. Co., 99 N. Y. 56, 1 N. E. 104;

1888, Loder v. Whelpley, 111 id. 239, 246, 18

N. E. 874.

1 Ind.: 1881, Masonle M. B. Ass'n v. Beck, 77 Ind. 203, 210 (sald obiter; waiver by deceased's representative, allowable); 1884, Penn. M. L. Ins. Co. v. Wiler, 100 id. 92, 101 (same; M. L. Ins. Co. v. Wiler, 100 id. 92, 101 (same; beneficiary of an Insurance policy, held to have the right of waiver); 1889. Morris v. Morris, 119 id. 343, 21 N. E. 918 (administrator allowed to waive); In.: 1894, Denning v. Butcher, 91 Ia. 425, 436, 59 N. W. 69 (waiver by an executor allowable; here, by calling as a witness); 1897, Winters v. Winters, 102 id. 53, 71 N. W. 184 (a physician may testify to the deceased's mental condition; whether on the ground that either heir or alleged devisee has the right to waive the privilege as representative, or that the statute does not apply where the proceedings are not adverse to the estate, as in a will contest, is statute does not apply where the proceedings are not adverse to the estate, as in a will contest, is expressly not decided, both grounds being approved); Mich.: 1879, Fraser v. Jennison, 42 Mich. 206, 225, 3 N. W. 882 (testamentary contest; waiver by an executor allowed); Mo.: 1884, Groll v. Tower, 85 Mo. 249, 255 (personal injury; waiver by a representative, pleased); 1889, Thompson v. Ish, 99 id. 160, 12 S. W. 510 (testamentary contest; a residuary legatee allowed to waive; "all claiming under the deceased" may waive). ceased" may waive).

Sub-topic VII: COMMUNICATIONS BETWEEN PRIEST AND PENITENT.

§ 2394. Ristory; No Privilege at Common Law. It is perhaps open to argument whether a privilege for confessions to priests was recognized in common-law courts during the period before the Restoration. The only available data appear to be an indecisive incident in the Jesuit trials under James 1,1 and a statute of much earlier date and of ambiguous purport,3 together with the general probabilities to be drawn from the recognition of Roman ecclesiastical practices prior to Henry VIII.3 But since the Restoration, and for more than two centuries of English practice, the almost unanimous expression of judicial opinion (including at least two decisive rulings) has denied the existence of a privilege.4 A single judge, to be sure, distinctly declared for the privilege; and several took occasion to avow that in their

¹ 1606, Garnet's Trial, 2 How. St. Tr. 218, 255 (Garnet was Superior of the Jesuits, and on his trial refused certain answers because " was bound to keep the secrets of confession";
"whereupon the earl of Nottingham asked him,
if one confessed this day to him that to-morrow
morning he meant to kill the king with a dagger,
if he must conceal it! Whereunto Garnet answered that he must conceal it"; but the questioners did not attempt to compel a disclosure

of the confessional's scerets).

St. 9 Edw. II, c. 10 (Articuli Cleri); quoted and commented on in 2 Co. Inst. 629.

Mr. Badeley's pamphlet, written about 1860 (a copy of which has not been accessible), rested (a copy of which has not been accessible), rested the privilege on the supposed demonstration that it was recognized directly in the canon law, and implicitly in the English anthorities of the 1600s; but his data seem to have been adequately explained away by Mr. Hopwood, in his learned article on Confessions in Criminal Canses (1865). Unidical Society's Papager 111, 120, 1871. learned article on Confessions in Criminal Canses (1865; Juridical Society's Papers, III, 129, 137). The arguments of Mr. Badeley are in part reproduced in a note to R. v. Hay, 2 F. 4. F. 4. 6. 1693, Anon., Skinner 404 (L. C. J. Holt declared communications with an attorney or

scrivener were with the protection of a counsellor; or he is counsel to a man, with whom he will advise, if he be intrusted and educated in such auvise, if he de intrusted and educated in such way of practice; otherwise, of a gentleman, parson, etc."); 1791, R. v. Sparkes, cited in Peake N. P. 77 (the confession of a papist to a protestant clergyman was admitted by Builer, J.); 1792, Builer, J., in Wilson v. Rastali, 4 T. R. 753, 759 ("I take the distinction to be now well settled that the privilege extends to these three settled that the privilege extends to those three settled that the privilege extends to those three enumerated cases [of connsel, solicitor, and attorney] at all times, but that it is confined to these cases only "); 1802, Butler v. Moore, Ire., McNaily, Evidence, 253 (title to property under a will; on the question whether the testator by having conformed to the Roman church had bea will; on the question whether the testator by having conformed to the Roman church had become incapable of devising his estates, a Roman clergyman was asked by the heir "what religion did Lord Dunbeyne profess at the time of his death!"; Smith, M. R., declined to recognize the privilege claimed by the witness on the ground of "confidential communications made

to him in the exercise of his clerical functions"); to him in the exercise of his clerical functions"); 1823, R. v. Radford, cited by Mr. Moody, arguing in R. v. Gilham, Moo. Cr. C. 197 (confession to a clergyman, excluded; but probably not because of the privilege, but on the principles of confessions); 1828, R. v. Gilham, ubi supra (confession to a mayor, made after exhorations by a clergymau, admitted); 1828, Broad v. Pitt, 3 C. & P. 518, Best, C. J. ("The privilege does not apply to clergymen, since the decision the other day in the case of Gilham. I for one will never compel s, clergyman to disclose communinever ampel a clergyman to disclose communications nade to him by a prisoner; but if he chooses to lisclose them, I shall receive them"); cations laide to him by a prisoner; but if he chooses to isclose them, I shail receive them"); 1838, Granlaw v. King, 1 Beav. 137, 145, obiter, per Lord Tangdale, M. R. (privilege denied); 1851, Wignan, V. C., in Russell v. Jackson, 9 Hare 387, 331, otiter (privilege denied); 1860, R. v. Hay, 2 F. & F. 4 (a Catholic priest objected to reveal from whom he received the watch charged at a lolen, claiming that he "received it in connection with the confessional"; Hill, J.: "You are not saked at present to disclose anything saved to you in the confessional"; and committed the witness for contempt, on his continued refusal to answer); 1865, Nash's Life of Lot. Westbury, II, 104 (Lord Westbury, in the comproversy over the Road Murder," declared that no such privilege existed); 1876, Jessel, M. R., in Anderson v. Bank, L. R. 2 Ch. D. 644, 651, obiter (privilege denied); 1881, the same plake in Weeeler v. LeMarchant, 17 id. 675, 681, obiter (same); 1893, Normanshaw v. Normanshaw, 69 1. T. Rep. 468, Jeune, P. J. (divorce for adultery; an answer compelied as to the respondent's admissions to the vicar: "each case of confiden in answer compelied as to the respondent's admissions to the vicar; "each case of confiden iai communication should be dealt with on its own merits, but . . . it was not to be supposed for a single moment that a clergyman had any right to withhold information from a court of

law").

8 1846, Alderson, B., iu Attorney-General v.
Briant, 15 L. J. Exch. 265, 271 (on R. v. Gii-ham being cited: "That case was not well argued; there was a statute upon the subject, which was not referred to; I think the words are: 'Let confessors beware that they do not

discretion they would not compel disclosure in practice. But the privilege cannot be said to have been recognized by the common law, either in England

§ 2395. Statutes recognizing the Privilege. In two jurisdictions of Canada and in more than one half of the juristictions of the United States the privilege has been sanctioned by statute.1 In the application of these statutes, it

disclose that which they receive from prisoners, excepting in treason'; the exception proves tha rule'; this statute's meaning is explained by Mr. Hopwood, in the article cited supra); 1853, R. v. Griffin, 6 Cox Cr. 219, Alderson, B. (the chaplain of a workhonse, who had vialted the accused "as her spiritual adviser to administer the consolations of religion" was held privileged, on the ground that by analogy to the attorney's privilege, which secures "proper legal assistance," so the accused should have "proper spiritual assistance"; yet the judge added: "I do not lay this dc m as an absolute rule; but I think that such evidence onght not to be I think that such evidence ought not to be

given").

6 1828, Best, C. J., In Broad v. Pltt, quoted supra, n. 1; 1874, R. v. Castro (Tichborne Case), Charge of C. J., I, 648 (a priest refused to disconfession, and was not

Charge of C. J., 1, 648 (a priest refused to dis-close subject-matter of a confession, and was not compelled to speak).

7 It was early denied in Massachnsetts: 1818, Com. v. Drake, 15 Mass. 161 (lewdness; defend-ant's penitential confessions to fellow-members of his church, admitted); but was recognized in an inferior court in New York: 1820 circa, People v. Philips, 1 West. L. J. 109, Anthon's

Law Student, 217.

1 Newf. Consol. St. 1892, c. 57, § 5 ("A clergyman or priest shall not be compellable to clergyman or priest shall not be compellable to give evidence as to any confession made to him in his professional character"); Que.: C. C. P. (ed. 1886) § 275 ("(A witness] cannot be compelled to declare what has been revealed to him confidentially in his professional character as religious or legal adviser"); Alaska C. C. P. 1900, § 1037 (substantially like Or. Annot. C. 1892, § 712. par. 3); Ariz. Rev. St. 1901. 1892, § 712, par. 3); Ariz. Rev. St. 1901, § 2535, par. 5; P. C. § 1111, par. 3 (like Cai. C. C. P. § 1881, unamended); Ark. Stats. 1894, § 2918 ("No minister of the gospel or priest of any denomination shall be assumed to the state." any denomination shall be compelled to testify in relation to any confession made to him in nis professional character, in the course of discipline enjoined by the rules or practice of such denomination"); Cal. C. C. P. 1872, § 1881, par 3 ("A clergyman or priest cannot, without the consent of the person making the confession, be examined as to any confession made to him in hls professional character in the course of discipline enjoined hy the church to which he belongs"; amended hy the Commission of 1901 by adding: "nor as to any information obtained by him from a person about to make such confession and manual in the course of confession of the course of confession and manual in the course of confession of the course of confession and confession of the course of confession of the confession by nim from a person about to make such confession and received in the course of preparation for each confession"; for the validity of this amendment, see ante, § 488; § 1882 (implied waiver; quoted ante, § 2292); Colo. Annot. Stats. 1891, § 4825 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended); § 4825 (waiver hy consent; quoted

ante, § 2380); Hawaii Civii Laws 1897, § 1118 ("No clergyman of any church or religious denomination shall, without the consent of the person making the confession, divuige in any action, snit, or proceeding, whether civil or crimiosi, any confession made to him in his professional character, according to the name of the crimios!, any confession made to him in his professional character according to the nees of the church or religious denomination to which habelongs"); Ida. Rev. St. 1887, \$ 5958 (like Cai. C. C. P. § 1881, unamended); Ind. Rev. St. 1897, \$ 507 ("Clergymen, as to confessions or admissions made to them in course of discipline enjoined by their respective churches," shall not be competent); Ia. Code 1897, \$ 4608 (quoted ante, § 2292); Kan. Gen. St. 1901, § 4771, par. 5 (like Okl. Stats. § 335); Ky. C. C. P. 1895, § 606 (5) ("Nor shall a ciergyman or priest testify to any confession made to him, in his professional character, in the course of discipline enjoined by the church to which he belongs, with to any confession made to him, in his professional character, in the course of disciplina enjoined hy the church to which he belongs, without the consent of the person confessing"); in the course of the gospel or priest of any denomination whatsoever shail be allowed to disclose any confessions made to him in his professional character, in the course of discipline enjoined by the rules or practice of such denomination"); Minn. Gen. St. 1894, \$ 5662 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended); Mo. Rev. St. 1889, § 8925 ("The following persons shall be incompetent to testify:

. fourth, a minister of the gospei or priest of any denomination, concerning a confession made to him in his professional character, in the course of discipline enjoined by the rules of practice of such denomination"); Mont. C. C. P. 1895, § 3163 (3) (like Cal. C. C. P. § 1881, nnamended); Nobr. Comp. St. 1899, § 5902 (". The following persons shall be incompetent to testify:

. The following persons shall be incompetent to testify:

. The following persons shall be incompetent to testify:

. fifth, a clergyman or priest, concerning any confession made to him in his professional character in the course of discipline enjoined hy the church to which he beiongs, without the consent of the person making the confession"); § 5907 (quoted ante, § 2292); Nev. Gen. St. 1885, § 3405 (like Cal. C. C. P. § 1881, unamended); N. Y. C. C. P. 1877, § 833 ("a clergyman or other minister of any religion shall not be allowed to disclose a confession made to him in his professional character in the course of discipline enjoined hy the rules or parctice of the minister of acter in the course of discipline enjoined character in the course of paracter in the course of discipline enjoined character in the course of paracter in the course of paracter in the course of discipline enjoined character in the course of paracter in the course of discipline enjoined character in the course of discipline enjoined character in the course of discipline enjoined character in the co confession made to him in his professional charconsession made to nim in his professional character in the course of discipline et 'ned by the rules or practice of the religious body to which he beiongs"); N. D. Rev. C. 1895, § 5703 (like Cal. C. C. P. § 1881, uuamended); § 5704 ("If a person offers himself as a witness," it is a consent to the priest's examination "on the same subject"); Oh. Annot. Rev. St. 1898, \$ 5241 ("The following persone shall not tearly in certain paragraphs." in certain respects: . . 2. A clergyman or pricet, concerning a confession made to him in

has been held, following the dictates of principle, that the privilege applies only to communications made in the understood pursuance of that church discipline which gives rise to the confessional relation, and, therefore, in particular to confessions of sin only, not to communications of other tenor; that it includes only the communications, and not information otherwise acquired; and that it exempts the penitent also, as well as the pricet, from disclosure.

§ 2396. Policy of the Privilege. Even by Bentham, the greatest opponent of privileges, this privilege has, in the following argument, been conceded, to justify recognition:

1827, Mr. Jeremy Bentham, Rationale of Judicial Evidence, b. IX, pt. II, c. VI (Bowring's ed. vol. VII, pp. 367 ff.): "To form any comparative estimate of the bad and good effects flowing from this institution, belongs not, even in a point of view purely temporal, to the design of this work. The basis of the inquiry is, that this institution is an essentlal feature of the catholic religion, and that the catholic religion is not to be suppressed by force. . . . I set out with the supposition, that, in the country in question, the catholic religion was meant to be tolerated. But with any idea of toleration, a coercion of this nature is altogether inconsistent and incompatible. In the character of penitenta, the people would be pressed with the whole weight of the penal branch of the law; inhibited from the exercise of this essential and indispensable article of their religion; prohibited, on pain of death, from the confession of all such misdeeds as, if judicially disclosed, would have the effect of drawing down upon them that punishment; and so, In the case of inferior misdeeds, combated by inferior punishments. Such would be the consequences to penitents; to confessors, the consequences would be at least equally oppressive. To them, it would be a downright persecution, if any hardship, inflicted on a man on a religious account, be susceptible of that, now happily odlous, name. To all individuals of that profession, it would be an order to violate what by them is numbered amongst the most sacred of religious duties. In this case, as in the case of all conflicts of this kind, some would stand firm under the persecution, others would sink under it. To the former, supposing arrangements on this head efficient and consistent, It would have the effect of imprisonment — a most severe imprisonment for life. . . . The

his professional character, in the conrec of discipilue enjoined by the church to which he belongs"); Okl. Stats. 1893, \$ 335 ("The following persons shall be incompetent to testify: Fifth, a ciergyman or priest concerning any confession made to him in his professional charcharacter in the course of discipline enjoined by the church to which he belongs, without the consent of the person making the confession . . . provided that, if a person offer himself as a witness, that is a be described.

by the party confessing"); Wyo. Rev. St. 1887, § 2589 (like Oh. Rev. St. 1898, § 5241).

8 1895, State v. Brown, 95 Ia. 381, 64 N. W. 277 (the defendant met the minister on the train, and communicated his story without any train, and communicated his story without any purpose of obtaining advice or assistance; held not privileged; 1835, People v. Gates, 13 Wend. 311, 323 (admissions "not in the course of dis-cipiine," held not privileged). 3 1877, Gillooley v. State, 55 Ind. 182; 1901, Hills v. State, 61 Nebr. 589, 85 N. W. 836 (bigamy; defendant's memorandum of instruc-tions given to a clargyman who was travers.

tions, given to a clergyman, who was to com-municate to the first wife the reasone stated therein for influencing her to abandon the proseention, admitted).

4 1880, Toomes' Estate, 54 Cal. 509, 515 a 1880, Toomes' Estate, 54 Cal. 509, 515 (a priest's testimony to a testatrix' mental condition just before death, admitted, because covering, not a confession, hut only the testatrix' "proper condition of mind to make a confession"). Compare R. v. Hay, 2 F. & F. 4, cited ante, § 2394.

8 1880, Masse v. Rohillsrd, 10 Rev. Légale 527 (under the statutory privilege in Quebec, the penitent himself cannot be compelied to disclose the communications of the priest).

disciose the communications of the priest).

advantage gained by the coercion - gained in the shape of assistance to justice - would be casual, and even rare; the mischief produced by it, constant and all-extensive. Without reckoning the instances in which it happened to the apprehension to be realized, the alarm itself, intense and all-comprehensive as it would be, would be a most extensive as well as afflictive grievance. . . . If in some shapes the revelation of testimony thus obtained would be of use to justice, there are others in which the disclosures thus made are actually of use to justice under the assurance of their never reaching the ears of the judge. Repentance, and consequent abstinence from future misdeeds of the like nature, repentance, followed even by satisfaction in some shape or other, satisfaction more or less adequate for the past, - such are the well-known consequences of the institution; though in a proportion which, besides being everywhere unascertainable, will in every country and in every age be variable, according to the degree and quality of the influence exercised over the people by the religious sanction in that form, and the complexion of the moral part of their character in other respects. But, without any violation of this part of his religious duty, and even without having succeeded so far as to have produced in the breast of the misdoer any permanent and efficacious repentance, modes are not wanting in which it may be in the power, as it naturally will be in the inclination, of a conscientious and intelligent confessor, to furnish such information as shall render essential service to the interests of justice. I mean, by ministering to the prevention of such individual misdeeds as, though :aeditated, are as yet at a stage short of consummation; or of such others as, though as yet not distinctly in contemplation, are in a way to present themselves to the same corrupted mind. Who the misdoer is, the confessor knows better than to disclose; as little will be give any such information as may lead to the arrestation of the delinquent, under circumstances likely to end in his being crushed by the afflictive hand of the law. But, without any such disclosure, he may disclose what shall be sufficient to prevent the consummation of the impending mischief. . . . Warnings of this kind, if I understand aright, have not unfrequently been given, - warnings, which might have been given and would have been given in better times, — might (had they been given) have operated as preventives to the most grievous public calamities." 1

The propriety of the privilege may be tested by the four canons already laid down for privileged communications (ante, § 2285). (1) Does the communication originate in a confidence of secrecy? It is so commonly understood. The ecclesiastical rules, to be sure, do provide in some measure that the penitent cannot obtain absolution unless he makes reparation, which may involve an open repetition of the confession; and this, it may be argued, indicates that ultimate secrecy is not an assumption of the confessional. Whether in theory or in practice such is the case, must be a question of fact as to actual ecclesiastical rules. In any event the ultimate disclosure in that manner must be supposed to rest upon the priest's discretion according to the needs of each case. Thus, in effect, it may be assumed that a permanent secrecy, subject only to an optional variation by the priest, is an essential of any real confessional system as now maintained. In so far as it may not be, in the discipline of any particular church, the privilege cannot apply. (2) Is confidentiality of communication essential to the relation? In other words, would penitential confessions, under such a system as the above, continue to be made if they were liable to be demanded for disclosure in a court of justice when needed? In so far as such confessions concern crimes and wrongs, they

¹ In the following place also the arguments Introductory Report to the Code of Evidence are considered: circa 1823, Edward Livingston, (Works, ed. 1872, I, 467).

would certainly, in some indefinite but substantial measure, be discontinued, and the penitential relation be to that extent annulled. (3) Does the penitential relation deserve recognition and countenance? In a State where toleration of religions exists by law, and where a substantial part of the community professes a religion practising a confessional system, this question must be answered in the affirmative. Historically, the failure to recognize the privilege during three centuries in England has probably been due to a reluctance to concede this affirmative answer. The disabilities of adherents of the Roman Church in England and Ireland — the only church actually enforcing a confessional system — also involved a disfavor to that system. In the United States these disabilities and that disfavor do not exist; they have now disappeared in their original home. The privilege therefore satisfies this canon. (4) Would the injury to the penitential relation by compulsory disclosure be greater than the benefit to justice? Apparently it would. The injury is plain; it has been forcibly set forth by Bentham. The benefit would be doubtful. Even assuming that confessions of legal misdeeds continued to be made, the gain would be merely the party's own confession. This species of evidence, as already noticed in other connections (ante, §§ 2251, 2291), ought in no system of law to be relied upon as a chief material of proof; for it tempts prosecutors to lack of diligence and thoroughness in the investigation of the entire case against an accused. In criminal cases, it would be impolitic to encourage a resort to this too facile channel of confessions. In civil cases, the ordinary process of discovery upon oath would be a sufficient On the whole, then, this privilege has adequate grounds for recognition.

PART IV: PAROL EVIDENCE RULE (CONSTITUTION OF LEGAL ACTS).

CHAPTER LXXXV.

INTRODUCTORY.

§ 2400. Parol Evidence Rule, not a Rule of Evidence.

2401. Parol Evidence Rule, a group of Rules defining the Constitution of Legal Acts; Four Subdivisions of the Subject.

A. CREATION OF LEGAL ACTS (VOIDNESS AND VOIDABLENESS).

§ 2404. General Principle; Snbject, Terms, and Delivery; Intent and Expression. § 2405. History of the Principle.

1. Subject, Terms, Delivery, in general.

§ 2406. (a) Snbject must concern Legal Relations; Transactions of Jest, Friendsbip, Charlty, and Preteuce. § 2407. (b) Terms must be Definite; Terms Implied from Conduct; Document void for Un-

§ 2408. (c) Act must be Final; (1) Delivery, applied to Deeds; Conditions Precedent; Escrow

§ 2409. Same: (2) Delivery, as applied to Negotiable Instruments.

Regotable Instruments. § 2410. Same: (3) Delivery, as applied to Contracts in general; Conditions Proceedent and Subsequent; Assent of Third Persons; Blanks;

§ 2411. Same: (4) Publication, as applied to

2. Intent and Mistake, as applied to Subject, Terms, and Delivery, of an L &

§ 2413. Intent and Mistake, in general; Modern Test of Reasonable Consequences, applied to Expressed Intent.

\$ 2414. (A) Jural Subject of an Act; Intent not to be Bonnd.
\$ 2415. (B) Terms of an Act; (a) Signing a Completed Document by Mistake; (1) Individual Mistake not Known to or Induced by the

Second Party. § 2416. Same: (2) Individual Mistake Known to or Iudneed by the Second Party.
§ 2417. Same: (3) Mutual Mistake; General
Principle.

§ 2418. Same: Mntual Mistake as affecting

Bona Fide Holders for Valne. § 2419. Same: (b) Signing a Document having Blanks, or capable of Alteration; Writing one's Name not as a Signature.

§ 2420. (C) Delivery of a Document; Escrow Deeds or Negotiable Instruments delivered to Bona Fide Holder contrary to Intent of Maker. § 2421. Unilateral Acts; foregoing Principles applied to Wills and Ballots.

3. Voidable Acts.

§ 2423. Motive as making an Act Voidable; Mistake, Fraud, Duress, Infancy, and Insanity.

B. INTEGRATION OF LEGAL ACTS (VARYING THE TERMS OF A DOCUMENT).

§ 2425. General Theory of the Rule against Varying the Terms of a Writing. § 2426. History of the Rule.

Integration of Unilateral Acts.

§ 2427. Official Documents (Surveys, Appointments, Assessments, etc.).

2. Integration of Bilateral Acts.

§ 2439. No Integration at all; Casual Memoranda

oranda.

§ 2430. Partial Integration; General Test for Applying the Rule; "Collateral Agreements," § 2431. Same: Incorrect Tests; (a) "Varying the Terms of the Writing"; (b) "The Writing Is the Sole Criterion"; (c) Frand, in Pennsylvania

§ 2432. Receipts and Releases; Bills of Lad-

ing. § 2433. Recital of Consideration in a Deed. § 2434. Warranty in a Sale; Insurance War-

§ 2435. Agreements not to Sue, or not to Enforce, or to hold Conditional only.
§ 2436. Agreements of Connter-claim, Setoff, Renewal, r Mode of Payment.
§ 2437. Agreement to hold a Deed Absolute as Security only; Agreement to hold in Trust.
§ 2438. Agreement to hold as Agent or Surety

§ 2438. Agreement to bold as Agent or Surety only.

only.

§ 2439. Fraud.
§ 2440. Trade Usage and Constom.
§ 2441. Novation, Alteration, and Waiver;
Subsequent Agreements.
§ 2442. Miscellaneous Applications of the
Rule, to admit or exclude "Collateral" Agree-

§ 2443. Rule Applied to Negotiable Instruments; General Principle. § 2444. Same: (a) Agreements affecting the Express Terms of the Document.

Same: (b) Agreements affecting the Implied Terms. \$ 2446. Rule binding upon the Parties to the Document only. § 2447. Burden of Proof; Who must Produce the Document.

3. Integration required by Law.

§ 2450. At Common Law: (1) Judicial Rec-

§ 2451. Same: (2) Corporate Acts and Records; (3) Negotiable Instruments.
§ 2452. Under Statutes: (1) Wills; (2) Bal-

lots; (3) Insurance Policies. § 2453. Conclusive Certificates, distinguished.

C. Solemnization of Leoal Acts.

2454. Writing as a Formality; Statute of Frauds. § 2455. Same: Discharge and Alteration of

Speciaities, etc. § 2456. Other Formalities than Writing; Signature, Seal, Attestation, Registration, Stamp.

D. INTERPRETATION OF LEGAL ACTS.

§ 2458. General Name of Interpretation; Standard and Sonrces (Interpretation. § 2459. Same: "Intention" and "Meaning," distinguished.

1. Standard of Interpretation.

§ 2461. General Principie; Fonr Standards, - Popular, Local, Mntual, Individual.

§ 2462. Rule against "Disturbing a Plain Meaning," or, Forbidding Explanation except of Ambignities; History and General Principle. § 2463. Same: Application of the Rule to Wills, Deeds, etc. § 2464. Usage of Trade or Locality, when to

§ 2465. Parties' Mntual Understanding; Identifying a Description. § 2466. Individual Party's Meaning; (1) Deeds and Contracts.

§ 2467. Same: (2) Wills.

2. Sources of Interpretation.

§ 2470. General Principle; Aii Extrinsic Circumstances may be Considered. § 2471. Exception for Declarations of Inten-

tion. § 2472. Same: (1) Exception for Equivoca-tion or Latent Ambiguities.

§ 2473. Same: Blanks and Patent Ambigui-

§ 2474. Same: (2) Exception for Erroneous Description. § 2475. Same: (3) Exception for "Rebutting an Equity" (Legacies, Advancements, and Dis-

§ 2476. Falsa Demonstratio non Nocet; General

§ 2477. Same: Application to Deeds and

§ 2478. Sundry Rules; Interpretation of Statntes.

INTRODUCTORY.

§ 2400. Parol Evidence Rule, not a Rule of Evidence. wrote Professor Thayer, "are darker than this, or fuller of subtle difficulties"; and this condition of the law all members of the profession will concede. Two circumstances appear to be responsible for it, - first, an inherent necessity for certain distinctions, simple in themselves but subtle and elusive in their application, and, secondly, the unfortunate prevalence of a terminology in which the subject cannot possibly be discussed with entire accuracy and lucidity. With these two features as marked as they are, it is not strange that the so-called parol evidence rule is attended with a confusion and an obscurity which make it the most discouraging subject in the whole field of Evidence. Rather is it surprising that, in spite of these obstacles, so much has actually been achieved of consistency and of definiteness in the law as it stands. What is chiefly needed to-day, for clarifying the subject and rendering manageable its mass of rules, is, first of all, a systematic arrangement of all the connected principles in their due relation, and, secondly, a simple and accurate nomenclature which shall replace the present absurdly incorrect usage and thus make intelligible discussion possible. No one can attempt to re-state the law, except with a due sense of temerity. But the present condition of the subject is beyond endurance; unless improved, it threatens within a generation to result in an irrational and incurable chaos. In the following

treatment the object will be, while preserving as much as possible the language \$ 2400 of present usage, to set forth the rules systematically and to discuss them in their proper terms, and thus to assist the future development to proceed

But at the outset certain discriminations must be kept in mind:

(1) First and foremost, the rule is in no sense a rule of evidence, but a rule of substantive law. It does not exclude certain data because they are for one or another reason untrustworthy or undesirable means of evidencing some fact to be proved. It does not concern a probative mental process, - the process of believing one fact on the faith of another. What the rule does is to declare that certain kinds of fact are legally ineffective in the substantive law; and this of course (like any other ruling of substantive law) results in forbidding the fact to be proved at all (ante, § 2). But this prohibition of proving it is merely the dramatic oct of the process of applying the rule of substantive law. When a thing not to be proved at all, the rnle of prohibition does not become a rule or evidence merely because it comes into play when the counsel offers to "prove" it or "give evidence" of it; otherwise, any rule of law whatever might be reduced to a rule of evidence; a ruling (for example) that on a plea of self-defence, in an action of battery, no evidence of the plaintiff's insulting words is to be received, would become the legitimate progeny of the law of evidence. This employment of terms of evidence for rulings of substantive law, by reason of the constant dramatic presentation of the latter in the course of a trial, is an old and natural failing of the profession, and has been already noticed at the outset of the general subject of Evidence (ante, § 2). But in the present department it has risen to a dominating influence of confusion, because there existed in this branch of the law no systematic terminology capable of holding its ground against the usurpation. Let us dismiss, then, once for all, any notion that the parol evidence rule, in any of its aspects, is concerned with any precautions or limitations based on probative value, or indeed with any regulation of evidence in the legitimate sense of that word. This must be the first step to a clear understanding of the working of the rule.2

(2) Next, the matter excluded by the rule is not inherently or even most commonly anything that can be properly termed "parol." That word (in spite of its numerous other derived applications) signifies and implies essentially the idea "oral," i. e. matter of speech, as contrasted with matter of writing.3 Now, so far as the phrase "parol evidence rule" conveys the impression that what is excluded is excluded because it is oral — because somebody spoke or

¹ Except, perhaps, the statute of frands and the rule for interpreting hy declarations of in-

the rule for interpreting hy declarations of intention, where there is a possible question.

2 1903, Archbald, J., in Pitcairn v. Hiss
Co., 125 Fed. 110 ("According to the modern
and better view, the rule which prohibits the
modification of a contract hy parol is a rule,
not of evidence, but of substantive law.

The writing is the contractual set of which these The writing is the contractual act, of which that

which is extrinsic, whether resting in parol or in other writings, forms no part"). Compare Professor Thayer's exposition, in his Preliminary

Professor Tnayer's exposition, in his Fremminary Treatise, p. 390.

3 It is necessary to abandon the improper use of "verbal" as synonymous with "oral." The former signifies "relating to words," whether written or oral; the latter signifies "spoken," whether words or sentences.

acted other than in writing, or is now offering to testify orally —, that impression is radically incorrect. When the prohibition of the rule is applicable, what is excluded may equally be written as oral, — may be letters and telegrams as well as conversations; and where the prohibition is applicable on the facts to certain written material, nevertheless for the very same transaction certain oral material may not be prohibited. So that the term "parol" not only affords no necessary clue to the material excluded, but is even positively misleading. It must be understood to be employed in a purely unnatural and conventional sense.⁴

(3) There is no one and undivided parol evidence rule. There are at least four distinct principles or bodies of doctrine. They concern a common subject - legal acts -, but their content and details are separate and distinct. The case lies very much as if we possessed one term "action" for all the various forms of remedial procedure. It is true enough that they all may be looked upon as mere species of the general notion of a remedy, but it would be by all conceived impossible to discuss the details of mandamus, certiorari, injunction, capias, replevin, bill in chancery, action on the case, scire facias, subpana, and the rest, with no better word-materials than the one word "action." Yet this is not far from the impossible task which has been attempted with the term "parol evidence rule." There is no one generaliedion for that rule, - at least none which has any practical consequence. The four general groups of doctrine which go to make up the whole have each a separate set of rules; the chief problem in their application is to ascertain which kind of rule is involved in the case in hand, and to keep one from being mistaken for another.

(4) The parol evidence rule is not the only rule which concerns the use of written things. There are several other rules, with which it has nothing to do, that have also something to say about writings,—the chief of which are the rule about Producing Documentary Originals (ante, §§ 1177-1282) and the rule about Authenticating Documents (ante, §§ 2129-2169). These are rules of Evidence in the genuine sense, and the term "parol" is often naturally employed (especially with the former) in discussing them. But they are of no kith or kin with the Parol Evidence rule proper, as here involved, i. e. the rule of substantive law. Their difference from the present rule is plain enough; but the false nomenclature of the latter has sometimes caused a relation between them to be suspected.

(5) Finally, it needs to be insisted, in opposition to the popular and natural view which tends to thrust itself forward at trials, that a writing has no efficacy per se, but only in consequence of and dependence upon other circumstances external to itself. The exhibition of a writing is often made as though it possessed some intrinsic and indefinite power of dominating the situation and quelling further dispute. But it needs rather to be remembered that a writing is, of itself alone considered, nothing, — simply nothing. It

⁴ How unnatural it is may be seen from the phrase "written parol contract," used in contract, sealed contract," in Briggs v. Partridge, 64 N. Y. 357.

must take life and efficacy from other facts, to which it owes its birth; and these facts, as its creator, have as great a right to be known and considered as their creature has. Granting that there is a writing before us: Has it been brought home to anybody as his act? Was it meant to supersede other materials? Was it essential to the transaction? What external objects does it apply to? These are questions which cannot be answered without looking away from the writing to other data; and until they are answered the efficacy of the writing is merely hypothetical. There is no magic in the writing itself. It hangs in mid-air, incapable of self-support, until some foundation of other facts has been built for it. So far as the parol-evidence rule is concerned with writings at all, it concerns these questions of the relation between the writing and other data, and it points out what other data are essential and available for the proper use of the writing. It conduces, then, to a sound understanding of the rule if we dispel wholly that natural notion which falsely attributes to a writing some mystic independence and automatism.

In short, then, (1) the parol-evidence rule is not a rule of evidence; (2) nor is it only a rule for things parol; (2) nor is it a single rule; (4) nor is it all of the rules that concern either parol or writing; (5) nor does it involve the assumption that a writing can possess, independently of the surrounding circumstances, any inherent status or efficacy.

§ 2401. Parol Evidence Rule, a group of Rules defining the Constitution of Legal Acts; Four Subdivisions of the Subject. What, then, is the Parol Evidence rule? It concerns the constitution of legal acts. This requires a brief notice of the nature of legal acts.

Only a small part of conduct is legal conduct, i. e. conduct having legal effectiveness. The nature and effect of such conduct as will be given legal effect is therefore a question of general consequence in all departments of the law. Leaving aside the field of crimes (which deal with the relation between State and individual) and of torts (which deal with irrecusable or involuntary civil relations), we are here concerned with voluntary relations, i. e. those relations which may be created, defined, transferred, or extinguished by will of the parties. The conduct which is allowed to have such effect is a legal

For the purpose of specific varieties of legal effects -- sale, contract, release, and so on -, there are specific requirements, varying according to the subject. But there are also certain fundamental elements, common to all, and capable of being generalized. These elements present problems which run through all

^{1 &}quot;There is a very important class of acts in which the legal result follows because that result was itself contemplated and desired as one of the consequences of the act. From the fact that legal results are in contemplation in this class of acts, the Germaos call them Rechtsgeclass of acts, the Germaos call them actes juridiques. schäfte, Frenchmen call them actes juridiques. Schäfte, Frenchmen call them actes juridiques. The terms 'juristic acts' and 'acts in the law' have been suggested "(Markby, Elements of Law, 3d ed., § 235); "It has been

defined, by a high authority [Puchta], as an 'act the intention of which is directed to the production of a legal result,' . . . A better definition [by Wiodscheid] is 'a manifestation of the will of a private individual directed to the origin termination or alteration of rights.' the origin, termination, or alteration of rights.' A juristic act has also been well described [by Ihering] as 'the form in which the subjective will developes its activity in creating rights, within the limits assigned to it by the law" (Holland, Jurisprudence, 3d ed., c. 8).

the varieties of legal acts, and must therefore be analyzed and discussed in union. Their principles, when applied to specific kinds of acts, usually give substantially similar results; and, when they do not, it is merely because special circumstances call for local variances. It is therefore impossible to solve these problems adequately as a peculiarity of any one kind of act, since they do not peculiarly belong there, and do not take their significance from any one variety. For example, whether a mistake due to signing a document unread can avoid the effect of the document is not a question solvable separately for deeds, wills, simple contracts, and negotiable instruments; it is a question common to all, and solvable only in comparison. So, too, the question whether an oral promise to give money, made at the same time with a written one, is legally effective, is not essentially one question for deeds, another for promissory notes, and another for wills; whatever variation there is must be a variation from a common principle underneath all. Again, whether the word "dollars" may be considered to signify the lawful money of the United States or the money of the unlawful Confederate States, is the same kind of a question for bills of exchange, for ordinary contracts, and for wills, - a question of some general principle of interpretation. Even when the answer is different for different kinds of acts, it appears in all cases as a variation from some general doctrine. What has to be done, therefore, is to compare under one head the principles common to all legal acts, and to take account of the specific variations for specific kinds of acts. This is what the "parol evidence" rule does in our law.

These principles fall into four groups, marking the four possible elements of every legal act: (A), The Enaction, or Creation, of the act; (B), its Integration, or embodiment in a single memorial, when desired; (C), its Solemnization, or fulfilment of the prescribed forms, if any; and (D), the Interpretation, or application of the act to the external objects affected by it. Of these four, the first and the fourth are necessarily involved in every legal act; the second and the third may or not become practically important, but are always possible elements.

A. The Enaction, or Creation, of an act is concerned with the question whether any legal act at all, ir a legal act of the alleged tenor, has been consummated; or, if consummated, whether the circumstances attending its creation authorize its avoidance or annulment. Under the first head arise the questions whether a writing is anything more than a preparatory draft, whether it has been completed by delivery, whether its tenor is to be judged by its actual words or the intended words, and the like. Under the second head arise the questions whether it can be avoided because of mistake, fraud, or duress, affecting the motive leading to its enaction.

B. The Integration of the act consists in embodying it in a single utterance or memorial, - commonly, of course, a written one. This process of integration may be required by law, or it may be adopted voluntarily by the actor or actors; and, in the latter case, either wholl or partially. Thus the question in its usual form is whether a particular document is the one deemed

by law to be the sole memorial of the act, or how far a particular document was intended by the parties to cover certain subjects of transaction between them and therefore to deprive of legal effect all their other utterances.

C. The Solemnization of the act concerns the forms which are required by law to attend it in order to give it legal effect. This always becomes a question of some particular subject in the law, because there is no universal formality required in common for all acts. Thus the formalities of attestation, seal, registration, and the like, are essential for some but not for other acts. Writing is naturally the most important and most common instance of a required formality. The resort to writing may sometimes be an instance of Integration and sometimes of Solemnization, but either may exist without the other.

D. The Interpretation of an act is the application of it to external objects, in the process of defining and enforcing the right or obligation affected by its terms. The words of a legal act are merely the symbols by which the actor indicates the external objects which the act is expected to affect - a parcel of land or a barrel of sugar or John Doe the legatee. The connection between these words and their possible objects must be judicially established before the terms of the act can be given the effects expected by the parties. In this process of Interpretation, the main questions concern the standard of meaning to be adopted and the data which may be used in determining that meaning.

For these four elements in the act, the principles are independent of each other, - so independent, indeed, that they sometimes appear to be contradictory; and the chief inherent difficulty in their application arises from the necessity of distinguishing which element and which principle is really

In the present exposition, it is impossible to do more than trace the general principles into their main details. Not only is the subject properly one of substantive law, instead of evidence; but it involves logically an application to many particular branches of the substantive law. Nothing short of separate treatises would suffice for a complete collection of precedents. example, the statute of frauds, with its myriad rulings, is involved; and the doctrine of collateral agreements as applied to negotiable instruments, the doctrine of mistake and misrepresentation as a motive for a deed or contract, the doctrine of judicial records as unimpeachable, — these and numerous other applications of the principle, would require for their complete exposition far more scope than is appropriate in a treatise upon the law of evidence. The purpose in this chapter is to collect in systematic form the various applications of the principles and to examine in as much detail as is necessary those particular topics which have hitherto been commonly discussed as a part of the law of evidence and not of the substantive law.2

² No attempt has been made to collect all of the precedents on any of the topics; but in those topics commonly appropriated to the law are believed to be here collected.

A. CREATION OF LEGAL ACTS (VOIDNESS AND VOIDABLENESS).

§ 2404. General Principle; Subject, Terms, and Delivery; Intent and Expression. A legal act — that is, here, an act regarded as capable of having legal effects in civil relations other than tort - may be analyzed from two points of view. With reference to its tenor, it involves three elements, its Subject, its Terms, and its Stages of Utterance. With reference to the mental condition of the actor himself, it involves two elements, Volition and Expression.

1. In the former aspect, it is clear that each of these three elements raises its own set of questions. (a) The act must be jural, as to its subject. Thus, on the one hand, an act which concerns merely relations of courtesy, or duties of morality, or other non-jural subjects, will receive no legal effects. On the other hand, acts which concern transactions prohibited by some policy of law - such as gambling or cheating - will equally be left without legal effects. (b) The act must be definite as to its terms. This excludes all acts whose terms are so uncertain or unintelligible that they are incapable of enforcement. Within these limits, the terms of the act will be whatever the actor (c) The act must be final in its'utterance. It does not come into existence as an act until the whole has been uttered. As almost all important transactions are preceded by tentative and preparatory negotiations and drafts, the problem is to ascertain whether and when the utterance was final; because until there has been some finality of utterance, there is no act. The necessity for a delivery of a document, and the nature of a delivery, are here the most usual questions in practice. - These three elements, then, are all essential to any legal act, and no others are essential to all legal acts.

2. In the sec 1 aspect, it is clear that there must be both Volition and Expression; for an unexpressed volition would receive no legal effect, and an expression without some sort of volition would be equally ignored. But the volition and the expression may not correspond, and thus the usual problem is to define the relation that must exist between volition (or intention) and expression, in each one of the three elements of (1), above, in order to make the act legally effective. For example, Doe and Roe go through the form of marriage, Doe secretly intending it in jest, but Roe seriously; here the subject is jural in Doe's expression, but not in his volition; which shall prevail? Again, Doe by mistake of absent-mindedness writes in a contract "\$100," instead of "\$10," and hands it to Roe; here the terms, in expression, are different from the terms in volition; which is to prevail? Again, Doe writes a check payable to bearer and places it in his desk, and the check is stolen and handed to Roe; here, in expression — that is, in outward appearance — there has been finality of utterance, but not in Doe's volition; shall the former or the latter be decisive? This is the world-old legal problem, inevitably faced in the history of every jurisprudence, - the problem of the competition between the external and the internal standards, the objective and the subjective

points of view. It is useless to prescribe either that the internal will alone or that the external expression alone shall be decisive. Probably no developed system of law has ever practically enforced either the one or the other standard exclusively. It is rather a question of the relation between the two elements, i. c. not whether the legal act shall be only as willed or only as expressed, but what sort of volition is sufficient in order to make the actor responsible for a given expression; and this must depend more or less on varying experience in different epochs and communities and in different kinds of transactions. The modern test, for bilateral acts, will be found, with fair uniformity, to predicate some relation of reasonable consequence (judged by the community's standard) between the outward expression and the inward volition; because in bilateral acts the just reliance of the other party to the transaction upon the first party's outward expression must be the salient consideration. For unilateral acts - chiefly wills - more of a concession can be made, and is made, to the actual volition, so far as it is ascertainable.

Such, then, are the elements and the problems with which we are concerned in defining the creation of legal acts in general.

§ 2405. History of the Principle. The two chief problems that have most commonly occupied practical jurisprudence have been that of the finality of the utterance (ante, § 2404, (1) c) and that of the correspondence between intent and expression (ante, § 2404 (2), i.e. how far a formal delivery of a document is essential and decisive, and how far an unexpressed intent can be allowed to overthrow the outward act.

As might have been expected, the progress has been from a strict formalism to a liberal and flexible practicality. The mark of primitive legal standards, throughout all, is formalism, - a characteristic already noted here in its effects upon other parts of the law (ante, §§ 2032, 575, 1815). It must be kept in mind, for appreciating the traditions against which the modern law has had to struggle:

1885, Professor Andreas Heusler, Institutions of Germanic Private Law, I, 70, 74: "Without such formalism the [primitive] people could not perceive their law; it would be to them but a buried treasure; and thus to them form is itself law. They resort to form for its own sake, and because in it alone is law perceived. To us, because we cannot in thought put ourselves back to that stage of intellectual development, this stiff domination of form is too apt to appear as an intolerable fetter of the free exercise of the will. But, when these things prevailed, there was no such attitude towards them. . . . The Frankish period is the flourishing period of this symbolism. Thus, in the process of commendation, the act of placing the clasped hands of the ward or the vassal in the opened hands of the lord symbolizes the submission to the wardship or the suzerainty; the acts of pointing and crooking the fingers in the Saxon release ("digitis incurvatis abnegationem facere''), symbolizes the surrender of claim to the transferred property; the handing of twig and turf, the delivery of seisin of land; the grasping of altar-cloth or bell-rope, the taking possession of church and chapel; the widow's act of laying the house-key or the cloak on the bier or the tomb of the deceased husband, her surrender of the entire marriage-estate to the husband's creditors; the handing over of a lock of hair from head and beard, the transfer into honsehold service; the delivery of hat or glove, the transfer of ownership; the lending of staff, scepter, spear, or pennon, the granting of a fief. . . . But by the time of the [Germanic] codes [1200-1300] this symbolism is already in decay.

Writing is the sworn enemy of all symbolic representation. A people who do not write feel the need of making the law visible by external and perceivable symbols, and thereby of providing expression for acts and volitions as legal acts and legal volitions. But as soon as acts come to be put into writing, this formalism becomes first a luxury, then a burden, and finally is repudiated entirely."

The persistence of this formalism, however, even under the regime of writing, is equally notable in the first stages of Anglo-Norman history. In its present relations, it has left its mark in the technical rule concerning delivery of a deed:

1895, Sir F. Pollock, and Professor F. W. Maitland, History of the English Law, II, 83-86, 190: "[In Bracton's time] a livery of seisin either on the land or within the view was necessary. Until such livery had taken place there was no gift; there was nothing hut an Imperfect attempt to give. . . . But this change of possession and the accompanying declaration must be made in very formal fashion. . . . A knife is produced, a sod of tarf is cut, the twig of a tree is broken off; the turf and twig are handed by the donor to the donee; they are the land in miniature, and thus the land passes from hand to hand. Along with them the knife also may be delivered. . . . When, under Roman Influence, the written document comes into use, this also can be treated as a symbol. It is delivered In the name of the land; the effectual act is not the signing and sealing, but the delivery of the deed, and the parchment can be regarded as being as good a representative of land as a knife or a glove would be. Just as of old the sod was taken up from the ground ln order that it might be delivered, so now the charter is laid on the ground and thence it is solemnly lifted up or 'levied' (levatio cartæ); Englishmen hereafter will know how to 'levy a fine.' . . . The written document, which few have the art to manufacture, is regarded with mystical awe; it takes its place beside the festuca. The act of setting one's hand to it is a stipulatio; it is delivered over as a symbol along with twig and turf and glove."

Thus it comes down to the succeeding centuries that the technical and unvarying symbol of finality is a delivery of the deed. "Delivery," says Chief Baron Gilbert, in the early 1700s,\(^1\) "is necessary to the essence of a deed, and the deed takes effect from the delivery; so that unless the delivery be proved, there is no perfect proof of the deed." The first signs of flexibility are seen in the concession that a prepared deed (an "escrow," or mere scroll), placed in the hands of a second person for subsequent handing to the grantee, is not yet effective.\(^2\) Yet even here the formalism—now becoming dead bark—encases the rule, and the requirement of delivery is merely made abstract, so as not to have inherent connection with the maker's own hand. This concession, moreover, is still refused for a draft deed placed directly in the grantee's hands in anticipation of some future event which shall make it effective; there can be no escrow to a grantee, it was said.\(^3\) At the same

I deliver a deed [to a second person] to be delivered to another [third person] as my deed, then if he takes it [from the second person] without delivery, though he has the deed, he will have no action; for in these cases the act which

makes them perfect was not accomplished nor performed").

performed").

3 1612, Thoroughgood's Case, 9 Co. Rep.
137 ("If A makes a writing to B and seals it
and delivers it to B as an escrow, to take effect
as his deed when certain conditions are performed, it has been adjudged to be immediately
his deed; for the law respects the delivery to
the party himself, and rejects the words which

¹ 5th ed., p. 99.
² 1432, Y. B. 10 H. VI, 25. Later, the rule comes to be analyzed and philosophized: 1523, Y. B. 14 H. VIII, 17, 6 and 7 (Brudnel, J.: "If I deliver a deed [to a second person] to be delivered to another [third person] as my deed then

time there had already begun an effort to refine this technicality, and to deny effectiveness to a manual transfer even to the grantee himself, if it purported to be, no. a true delivery, but only a draft or escrow.4 But the authority and vogue of Coke's and Sheppard's writings obscured and suppressed prematurely this progressive conception; and it has been reserved for very modern times to repudiate this last relic of primitive formalism.

Passing to the problem of intent as competing with e pression, it is equally plain that the primitive legal conception was strictly to malistic:

1885, Professor Andreas Heusler, Institutions of Germanic Private Law, I, 60: "A strictly formal system of law knows no contrast between the will and the ntterance, and no possibility of a contradiction between the two. This is thoroughly the conception of the Germanic law. The atterance is the law's embodiment. No more, and yet no less, than what is uttered can bind or loose. Hence the minute precision with which obligations of debt were written ont. . . . Hence the legal proverbs, 'one man one word,' 'the word stands,' 'words make the bargain,' and the like. A necessary result is that mistake in contractnal relations receives but scanty consideration. . . Ail that a man does is judged alone by its external manifestations and its objective effect, not by his inward motive. The law concedes nothing either to good or to bad faith, as iong as it is concerned with the legal consequences of conduct."

In the field of legal acts the application of this notion to writings plays but a small part until the rise and spread of the seal, in the 1100s and 1200s; for until then the contents of the document seldom enter into the inquiries of a trial.6 But it is amply illustrated by the formalism of all oral transactions and pleadings:

1892, Professor Heinrich Brunner, Germanic Legal History, II, 847: "Plea and answer of the parties were, in the formalism of legal procedure, bound to legal forms. Their utterances must contain the precise formal catchwords. Every assertion of the parties is treated on the principle of strict and literal interpretation. . . . The party is bound to the spoken word. If he has made some faulty utterance, still he cannot correct his

1892, Mr. Henry C. Lea, Superstition and Force, 4th ed., 78-9: "[In Lille, until 1631,] the minntest regulations were enforced as to this ceremony [of the oath of denial]. . . The slightest error committed by either party lost him the snit irrecoverably. The royal ordinance [abrogating the older rules] deciares that the oath was 'in strange language and peculiar words, not easy to remember or to pronounce,' and yet that if either party 'failed in form or words, or by weakness of tongue misspoke or forgot his words, or lifted his hand more than required by the regular manner, or did not hold firmly his sack in his paim, or failed to preserve and follow various other trifling and vain things and rules belonging to the oath, according to the trial mode of the city when done by parol, he

1895, Sir F. Pollock and Professor F. W. Mailland, History of English Law, I, 190: "The old procedure required of a litigant that he should appear before the court in his own person and conduct his own cause in his own words. . . . The extreme captionsness of the

("There is not any difference where it is delivered to the party himself as an escrow and where to a atranger; . . . when it is first delivered as

will make the express delivery to the party npon the matter no delivery "); Sheppard, Touchstone, IV, p. 58.

an escrow, though to the party himself, it is clear that it is not his deed until it be perfectly portable. It is not his deed until it be perfectly portable. apoken by the obligor purport that it shall not be his deed, it is clear it is not

The authorities are examined post, § 2408. See post, § 2426.

VOL. IV .- 13

old procedure is [in the 1100s] defeating its own end, and so a mac is allowed to put forward some one else to speak for him, — not in order that he may be bound by that other person's words, but in order that he may have a chance of correcting formal blunders and supplying omissions. What the litigant himself has said in court, he has said once for all, and he is bound by it; but what a friend has said in his favor he may disavow. . . . Perhaps the main object of having a [professional] pleader is that one may have two chances of pleading correctly."?

This strictness of spirit is slow in changing. The chief statutes of jeofails, removing by degrees the primitive crudities which made difficult the amendment of pleadings, are strewn along the statute-book from 1341 to 1711,8 and did not even then cease to be needed. The persistence of the older notions, in their application to oral utterances, is seen markedly in the struggle against the modern doctrine of interpretation, for the "meaning" of words and the "intent" of the speaker were not distinguished, and both alike were supposed to be determinable from the uttered words alone. "The sense and signification of the words must be expounded by the law," 10 and " the intent of a man is uncertain, and a man should plead such matter as is or may be known to the jury." 11 With regard to its present application to the mistaken use of words, modern policy confirms primitive tradition in binding a man, irrespective of his mistakes, to those precise utterances which another party has taken at their face value; but this is a rationalized rule, and falls far short of the early formalism which inexorably and invariably pledged the man upon his spoken word.

If this was the strictness of formalism for acts contained in winged words, it might be assumed to have been at least as marked for written acts. But in one aspect the history seems to have begun to change at an early stage, - namely, the doctrine of mistake as applied to the contents of the writing. That a man who could not read had sealed a document which had been incorrectly read over to him, was recognized, before the 1400s, as sufficient to relieve him from liability.18 When it is remembered that as yet the mass of the community could not read, this rule is seen to be almost the normal rule, to which the contrary case would be the exception; indeed the rule is in form laid down for "lay people," that is, those who were not

This general feature has been elaborately demonstrated by Professor Brunner In his Wort demonatrated by Professor Brunner in his wort and Form in aitfranzbelachen Prozess, 1868 (Sitzungsber. d. K. Akad. d. Wiss. b. Wien, vol. 77, p. 655; translated, in 1871, in the Revne critique de légisiation et de jurispru-dence, vol. 21, pp. 22 ff.; reprinted in Brun-ner's Forschungen z. Geschichte des dentschen u. französischen Rechts (1894), 260, 266; Pro-fessor Hausler, in his Institutionen des dentschen u. franzosischen Rechts (1884), 200, 200); Pro-fessor Heusler, in his Institutionen des deutschen Rechts (1885; I, 45) has also acuteiy analyzed it; see also Professor Siegel's Deutsche Rechtsgeschichte (1895), p. 545.

Blackstone, Commentaries, III, 407.

<sup>Post, § 2462.
Anie 1726, Gilbert, Evidence, 4th ed., 79.
11 1465, Y. B. 4 Edw. IV, 8, 9.
13 1371, Y. B. 44 Ass. 30 (here the general</sup>

principle appears to be already conceded); 1374, Y. B. 47 Edw. III, 3, 5 ("To every deed there ought to be writing, seal, and delivery, and when a thing is to pass from those who have no understanding except by hearing, there ought to be a reading to them; . . . It would be very unfair if the [other] party's own deceit should help him, for it is a principle of our law, fraus et dalus namini natrocinantur. . . and for help him, for it is a principle of our law, fraus et dolus nemini patrocinantur; . . . and for the resson that the law does not favor fraud or trickery, it wishes also that no one shail be prejudiced by his ignorance and error in his deed, for in the one party was bona fides, and in the other dolus nalus"); 1422, Y. B. 9 H. V. 15, 3; 1494, Y. B. 9 H. VI, 59, 8 (here Strange, J., seema to have doubted, on the ground that "he has acknowledged the delivery into the hands of the person").

"clerks" and therefore not skilled in reading. How did such an anomalous rule develop? The course of it would seem to have been somewhat as follows: At the time of the Conquest, the form of most transactions still lay "in pais," i. c. livery of seisin or the like. Comparatively few transactions were in writing.18 When writing was used, the terms were none the less orally stated, to be proved, if need arose, by the witresses called in for the transaction; the witnesses' oath controlled, and the terms of the writing played only a minor part.14 It was thus not a question likely to arise whether the party could read the writing, or whether it had been read over to him beforehand; it could not be so rend over to him, considering that by the traditional procedure the words were not written on the parchment by the scribe till after formal delivery of it by the maker.15 But, by the 1200s the seal comes into general use, for authenticating documents; legal writings become more common; and the other rule develops, that the terms of a sealed writing shall be indisputable as representing the actual transaction. This development, however, begins while the great mass of the community are still illiterate. They have seals, and can now bind themselves indisputably by affixing the seal, yet they cannot read what they have called. They are even bound by a seal stolen and used by the thief. 17 This combination of rules immediately raises the present problem, and presents itself as an intolerable consequence. Hence, almost at the very outset, comes the rule that a layman, not being a "clerk," is not bound by a document sealed by him but erroneously read over to him by another person. The present part of the parol evidence rule thus appears as a natural alleviation and a practically contemporary consequence of the other part of that rule (post, 1 2425) making the terms of the document indisputable as to the actual transaction. Had printing come into use a century earlier than it day, and had the mass of the community thus earlier ceased to be illiterate, the present rule might not have arisen. As it was, the rule appears almost full-fledged by the 1400s. Perhaps in the earlier cases, the inclination was to restrict it to instances of fraud by the other party to the document, and the Latin maxims used by the judges suggest that they had borrowed something from an alien and more advanced system. But by the 1500s it appears to be conceded that a false reading by a stranger is equally fatal to the deed; and the only controversy then remaining is whether the deed may be valid as to the part correctly

53 "To all appearance, writing has hardly been used for any legal purpose [in 1066] except when land is to be conveyed or a last will made. . . When making a feoffment, it was possible for the giver to impose conditions or to establish remainders, and all this by word of mouth; it remainders, and all this by word of mouth; it is probable, however, that a charter was executed if anything elaborate was to be done "(Poliock & Maitiand, Hist. Eng. Law, II, 191, 195).

14 Post, § 2426, where this part of the history is examined.

15 1877, Brunner, Die frankisch-romanische Urkunde als Wertpapier, Zeitschr. für Handeisrecht, XXII, 64, 505, 530, republished in his

Forschungen z. Geschichte d. deutschen n. französischen Prozess (1894), 524, 612 ("im juristischen Sinue erfoigt das scribere cartulam nach der Uebergabe des Pergaments"). So aiso Brunner, Dentsche Rechtsgeschichte, 1, 397; compare Bresslan, Urknndeniehre, 778; Posse,

Privaturkunden, 135.

16 This part of the rule is examined post, \$ 2426.

17 Schroeder, Deutsche Rechtsgechichte, 701; Schuitze, Urkundan beweis (cited post, § 2426), 118; 1187-89, Glanvil, X, 6, § 8; Hoimes, Common Law, 272. By the time of Britton (65 b), about 1300, this is relaxed read while void as to the part falsely read.18 For literate persons, there seems never to have been any doubt; and the doctrines of mutual mistake and the like (post, § 2417) are the product of equity and modern rationalism.

1. Subject, Tenor, Delivery.

§ 2406. (a) Subject must concern Legal Relations; Transactions of Jest, Friendship, Charity, and Pretence. Conduct which is to be given legal effects must be jural in its subject (ante, § 2404, par. (1) a), i. e. must concern legal relations, not relations of friendship or other non-legal relations. The father who promises to bring home a box of tools for his boy is not bound in contract. though the same promise to his neighbor may be binding. The friend who promises to come to dinner is not legally liable, though he who agrees with a restaurant-keeper to dine there is under a contract of liability. Barristers could not, as late as Blackstone's time, recover for their fees, because the client's payment was theoretically "quiddam honorarium," 2 i. e. the transaction was looked upon as outside of the field of legal relations. In all such cases, therefore, the conduct is legally ineffective, or void. In the traditional phraseology of the parol evidence rule. then, it may always be shown that the transaction was understood by the parties not to have legal effect.

Ordinarily, the bearing of this principle is plain enough on the circumstances. It has been judicially applied to household services rendered by a member of the family,3 and to a writing representing merely a family understanding.4 It is of course also applicable to the signature ci an attesting witness.5 When the document is to serve the purpose of a mere sham, this principle in strictness exonerates the makers; but a just policy would seem to concede this only when the pretence is a morally justifiable one (as, to calm a lunatic or to console a dying person),6 and not when it is morally

^{18 1523,} Y. B. 14 H. VIII, 25, 7; 1582, Thoronghgood's Case, 2 Co. Rep. 9; 1615, Pigot's Case, 11 id. 27.

1 1811, Lord Stowell, in Dalrymple v. Dalrymple, 2 Hagg. Consist. 54, 105 ("It is said they [marriage engagements] must be serious; so surely must all contracts; they must not be the sports of an idle hour, mere matters of pleasantry and hadinger never intended by the pleasantry and badinage, never intended by the parties to have any serious effect. . . [But] it is not to be presumed a priori that a man is sporting with such dangerous playthings as

marriage engagements").

Commentaries, III, 28. 3 1870, Bundy v. Hyde, 50 N. H. 116, 122 ("The relationship of dehtor and creditor depends upon the simple question whether the parties understood that relationship to exist").

^{4 1972,} Earle v. Rice, 111 Mass. 17 (husband and wife signed a document providing that her land should be sold and the proceeds handed to trustees for her life and then for her children; her land having been sold and the proceeds given to trustees, it was allowed to be shown, for the wife, that this document was made between husband and wife merely as a memo-

randum of moral ohligation, not as a legal

 ^{1892,} Tomhler v. Reitz, 134 Ind. 9, 14,
 33 N. E. 789 (that a name indorsed on a note was signed as witness only, allowed to be shown); 1898, Isham v. Cooper, 56 N. J. Eq. 398, 37 Atl. 462, 39 Atl. 760 (parol evidence admitted to show that initials were signed to a paper, not as a party to the contract, hut merely to attest an interlineation); 1844, Garrison v. Owens, 1 Pinney 473 (that a name has been signed as attesting witness, admitted).

For the case of a surety, see post, § 2438.

1896, Church v. Case, 110 Mich. 621, 58

N. W. 494 (a moretycase for \$6,000 circus by

N. W. 424 (a mortgage for \$6,000 given hy a son who had received the land in return for sn agreement to support the mother; a showing allowed that no consideration had been received for the mortgage, and that it was given as a mere form, to satisfy the jealons relatives, and to safeguard the interests of the grantor; the mortgage decreed void); 1900, McCartney r. McCartney, 93 Tex. 359, 55 S. W. 311 (the plaintiffs wife was losing her mind, and importnned him to execute deed to her, which he did
"to satisfy her mind"; he then retained it

beyond sanction. In all these cases a common understanding for all parties is here assumed to exist; when the intent of one party is different from his outward act as understood by the other, the question becomes a different one, and involves the other part of the principle (post, § 2414).

Conduct, furthermore, will be denied legal effect when it falls within a class of facts prohibited by some policy of the law. The act is then commonly said to be void on grounds of public policy,—for example, trading with an enemy in war, selling public offices, engaging to render champertous legal services, stifling a public prosecution, ousting a court's jurisdiction, wagering, restraining trade, and scores of other transactions. Such acts are jural, but not lawful. These prohibitions, however, concern the validity of particular kinds of acts, and not legal acts in general or uniformly, and therefore need be referred to here only to note their place in the theory of legal acts.

§ 2407. (b) Terms must be Definite; Terms implied from Conduct; Document void for Uncertainty. It is clear that the terms of the act need not be in express words; the terms may be implied from conduct, as in the case of the commoner contracts of service. Usage may thus by implication furnish the terms, — subject to the limitations of another principle (post, § 2440).

When express words are employed, they must be in themselves definitely intelligible, so that the act may be capable of enforcement (ante, § 2404, par. (1), b). It is common learning that a deed or a will is often held void for uncertainty. Lord Bacon, giving his classical instance of a grant to "J. D. et J. S. et heredibus," calls this a "paten' ambiguity . . . by matter within the deed," such as "shall make the deed void for uncertainty." So, too, Mr. Elphinstone's example, "I give my dog Ranger to my nephew John or Thomas," illustrates the same kind of uncertainty. A blank, an illegible word, an unknown language, — these various instances show how an act which is impossible to comprehend and therefore to enforce cannot be deemed a legal act. This doctrine is more particularly involved in dis-

without recording, and later it was taken from his papers without his knowledge and recorded; this was allowed to be shown to defeat it).

Sometines, the illustrations of this principle, that a transaction which is a sham is without the scope of legal acts, are hard to distinguish from those cases where the transaction is in substance a legal one but the understanding is that it shall be merely nominal: here, in effect, one party agrees to hold the other party harmless, and this involves rather the rule about varying a document's terms; these cases are collected post, § 2435, but the following will serve as an example: 1896, Gunz v. Giegling, 108 Mich. 295, 66 N. W. 48 (that the defendant W. indorsed a note given to the plaintiff or a debt of the defendant G., on the plaintiff or induce G. to pay, and that no claim should be made upon the defendant W.; treated as involving

the principle of § 2443, post, and not allowed to exonerate the defendant).

v 1900, Southern St. R. Adv. Co. v. Mfg. Co., 91 Md. 61, 46 Atl. 513 (instrument of advertising contract, allowed to be shown to have been signed merely for exhibition to other advertisers to induce them to pay the stated rates; this seems unsound); 1856, Conner v. Carpenter, 28 Vt. 237, 240 (written contract of sale and hire of horses; that it was "understood to be a sham, and to be only to keep off the creditors of the plaintiff from attaching the property," held not sufficient to permit the party "to thus escape from his contract"); 1898, Grand Isle v. Kinney, 70 id. 381, 41 Atl. 130 (that a party was not to pay anything nuder a contract signed to deceive the State engineer, excluded).

1 Juridical Soc. Papers, III, 266.

tinguishing it from the interpretation of "latent ambiguities" (post, § 2472); it is enough here to notice its correct place in the theory of legal acts.2

So, far, then, as concerns the precise terms of an act, they will be - if intelligible — whatever the actor has made them. There are no other requirements. When, however, the terms as expressed do not correspond to the terms as intended, we are brought to the other question, - that of Intention (post, § 2415).

 $\S~2408.~(c)$ Act must be final; (1) Delivery, as applied to Deeds; Conditions Precedent; Escrows. A legal act does not come into existence as such until its utterance is final and complete (ante, § 2404, par. (1) c.). All transactions require an appreciable lapse of time for their fulfilment; most important transactions in writing are consummated only after successive inchoate acts of preparation, drafting, and revision. Moreover, the written terms may be prepared with a precision which leaves nothing ter (as it turns out), and still may be for a while retained for reflection or submitted for suggestion, without as yet any final adoption. Until some finality of utterance takes place, there is no legal act. Whenever, therefore, certain conduct or writing is put forward against a party as his purporting act, no principle prevents him from showing that there never was a consummation of the act.2

(1) But where shall the line be drawn? The earlier law (ante, § 2405) drew the line formally for deeds - i.e. sealed instruments - at the stage technically known as "delivery." The mark of finality was the delivery of the deed. But it is clear that there can be no fixed and invariable mark of finality; or, in the older phraseology, what amounts to a delivery depends upon the circumstances of the case. No specific manual act is decisive. On the one hand, it is well accepted that the handing of the deed to a third person is not necessarily final; the document may still be withdrawn, or (less correctly) "revoked." On the other hand, the maker's retention of the document does not necessarily negative the act's finality; this, too, may be deemed unquestionable law since Mr. Justice Blackburn's masterly exposition.4 Again, that specific variety of delivery to a third person which con-

Mr. Justice Holmes' classification (Common Law, 310) of certain contracts under this head seems doubtful; "suppose that A agreed to buy and B to sell 'these barrels of mackerel,' and that the barrels turn out to contain salt; that the barries turn out to contain salt;... the promise is meaningless;... two of its essential terms are repugnant, and their union is insensible." On the contrary, the words are in themselves certain in meaning; it is only in their application to external objects that they become impossible, and the question is not as to a mistake or uncertainty in the terms of the contract but as to the restargility of a security. contract, but as to the materiality of an assumption of fact exterior to the contract, i. e. a condition rendering it void or voidable, and falling under the principle of § 2423, post.

1 For a German statement of the theory, see

Schultze, Urkundenbeweis (cited post, § 2426), pp. 70, 88, 104.

2 1866, Wilde, P. J., in Guardhouse v. Black-

burn, L. R. 1 P. & D. 109 ("The truth is that the rules excluding parol evidence have no place in any inquiry in which the Court has not got before it some ascertained paper binding and of full effect"); 1871, Dixon, C. J., in Walker v. Ebert, 29 Wis. 194, 197 ("It must always be competent for the party proposed to be charged upon any written instrument to show that it is not his instrument or obligation").

not his instrument or obligation").

Sompare the following cases: 1847, Merrills v. Swift, 18 Conn. 257; 1813, Maynard v. Maynard, 10 Mass. 456; 1849, Blight v. Schenck, 10 Pa. 285; 1857, Cook v. Brown, 34 N. H. 460; 1901, Fred v. Fred, — N. J. Eq. —, 50 Atl. 776. The case of an escrow is one variety of this sort of delivery.

A Eng.: 1826, Doe v. Knight, 5 B. & C. 671 (the question "whether when a deed is duly signed and sealed and formally delivered with

signed and sealed and formally delivered with apt words of delivery, but is retained by the

sists in naming a condition precedent to be performed, and making the act final except for the happening of the condition - the usual meaning of "escrour" -, has long been recognized as leaving the act incomplete; 5 though here it may well be that the document cannot be withdrawn, since nothing but the condition remains to complete the act. A conditional delivery in escrow to the grantee, however, has come down to us traditionally as a complete act, the condition being deemed vain.7 But this is an arbitrary distinction; no reason and no policy justifies it. In England, the older rule, as handed down in Coke's treatises, has for more than two generations been repudiated.8 In the United States, it has been generally trenched upon so far as to recognize an escrow to a co-obligor as incomplete.9 In other respects, it is maintained

party executing it, that retention will obstruct the open n of the deed," was answered in the the oper n of the deed," was answered in the negative), 1856, Gndgen v. Besset, 6 E. & B. 986 (action for rent; whether indebitatus assumpsit or covenant was the proper action depended on whether a written and sealed lease in the plaintiff's possession was in force; the understanding between the parties that the tens in the plaintiff's possession was in force; the understanding between the parties that the tennant should go into possession but that the lease as signed and sealed and nominally delivered should be kept by the leasor till the payment of a certain sum of money was held to have prevented the operation of the document); 1866, Xenos v. Wickham, 2 H. L. C. 296 (insurance policy, signed by the defendant-insurer, but left policy, signed by the defendant insurer, but left in his custody according to trade usage; held that it was not "essential that the deed should be given out of the defendant's possession in order to its perfect delivery as an operative instrument"; Blackhurn, J.: "No particular technical form of words or acts is necessary to render an instrument the deed of the party sealing it; the mere affixing the seal does not render it a deed; but as soon as there are acts or words sufficient to show that it is intended or words sumcient to show that it is intended hy the party to be executed as his deed pres-ently binding on him, it is sufficient"; L. C. Chelmsford: "The question is one more of fact than of law"; Cam.: 1899, Zwicker v. Zwicker, 31 N. Sc. 333, 29 Can. Sup. 527, 532 (following Lord Blackburn, in Xenos v. Wickham); U. S.: 1861, Stavana v. Hatch, & Minn. 34 (19): 1869. 1861, Stevena v. Hatch, 6 Minn. 64 (19); 1869, Fisher v. Hall, 41 N. Y. 416.

Distinguish the much-mooted but wholly Distinguish the much-mooted but wholly separate question whether the grantee's assent is necessary for the passing of title: 1866, Xenos v. Wickham, supra; 1847, Merrills v. Swift, 18 Conn. 257; 1860, Welch v. Sackett, 12 Wis. 243; 1880, Jones v. Swayze, 42 N. J. L. 279.

Whather delivery is necessary for the gift,

Whether delivery is necessary for the gift, pledge, or sale of a chattel is a question, not of legal acts in general, but of the requisites of a specific kind of act.

specific kind of act.

Ante, § 2405.

Cases cited supra, note 3. As to the time of an excrow's taking effect by relation, see the following opinions: 1809, Belden v. Carter, 4 Day 66; 1841, Foster v. Mansfield, 3 Metc. 412; 1848, Hall v. Harris, 5 Ired. Eq. 303; 1860, Welch v. Sackett, 12 Wis. 243.

Ante, § 2405. This technical rule does not

apply except where the deed's delivery is made dependent on a specific condition; the mere manual handing of a finished writing to the manual manual manual of a ministed withing to the grantee does not of itself invoke this rule: 1898, Curry v. Colhum, 99 Wis. 319, 74 N. W. 778 (that a deed was handed to the grantee to take to his attorney for inspection, allowed to be shown).

Eng.: 1821, Johnson v. Baker, 4 B. & Ald. 440 (delivery of a deed of covenant hy a dehtor to a creditor, on condition of ohtaining other creditors' signatures, held invalid); 1829, Hndson v. Revett, 5 Bing. 368 (deeds of lease and release and of trust for the benefit of creditors, signed, sealed, and delivered by the dehtor in prison to the cleditors' agent, with a blank for the amount of a certain claim, which was afterwards filled in, according to the understanding, by the creditors' agent; Best, C. J.: "This position about delivery as an escrow is merely a technical suhtlety; . . . I decide the case on this, that either it was no deed all until the sums were written in, and that then the jury were warranted in presnmiag a delivery to make it a deed; or, if it were a deed, it was delivered only to have operation from the time that those snms were written in which were to give it all its effect"); 1843, Bowker v. Burdekin, 11 M. & W. 128, 146 (conveyance in fraud of creditors, by one partner to take effect upon the execution by the other two partners; Parke, B.: "I take it now to be settled, though the law was otherwise in ancient times, as appears by Sheppard's Touchstone, that in order to constitute the delivery of a writing as an escrow, it is not necessary it should be done by express words, but sary it should be done by express words, but you are to look at all the facts attending the execution"); 1856, Gudgen v. Besset, supra, note 4; 1866, Xenos v. Wickham, supra, note 4; 1875, Watkins v. Nash, L. R. 20 Eq. 262; Can.: 1882, Confederation L. Ass'n v. O'Donnell, 10 Can. Sup. 92 (policy forwarded to the agent on conditions, and handed by him to the agent on conditions, and handed by him to the applicant to read, without countersigning or exacting the conditions; held not valid on the

facts; two jndges diss.).

1808, Pawling v. U. S., 4 Cr. 219, 222 (a bond delivered as an escrow by a surety to the obligor, conditioned on the signatures of others, is not valid if the condition is unperformed).

by the authority of the older decisions in most jurisdictions.10 But it is being gradually cut away, sometimes by subtly re-casting the definition of a delivery; 11 and the solid establishment of the contrary rule (post, § 2410) for contracts and writings in general (i.e. other than sealed instruments - bonds and land-deeds) will ultimately efface this last tradition of formalism.12

There is, therefore, no invariable mark of finality for a deed, - whether it be the act of writing,12 or of sealing, or of manually delivering, or of publicly recording.14 Subject to certain usual presumptions of conduct, the circumstances of each case must control.15

§ 2409. Same: (2) Delivery, as applied to Negotiable Instruments. The English custom of merchants, in respect to the rules for written instruments, represented the advanced ideas of Mediterranean, Flemish, and Hanseatic mercantile law. As early as the 1200s and 1300s, when the common law of the King's courts was still dealing with the raw material of the more primitive Germanic system of a feudal, pastoral, and agricultural life, the mercantile notions were already in a more modern stage, and furnished some of the lessons for the progress of the former.1 Thus it happened that no formal rule about delivery or escrow-delivery found a place in the law of negotiable instruments, when that law came into the ordinary courts for recognition. In particular, for the acts of making, drawing, or accepting, no one formal piece of conduct has been deemed invariably necessary or decisive.² So also, for the act of indorsement, a manual transfer may, on the one hand, be decisive even without writing,3 while, on the other hand, it may not be in it-

¹⁰ Cases cited in Jones, Real Property (1896),

<sup>§ 1303.

11 1888,</sup> Price v. Hndson, 125 Ill. 284, 287, 17 N. E. 817 (Shope, J.: "It is not competent to control the effect of a deed by parol evidence to control the effect of a deed by parol evidence when it has once taken effect by delivery; but it is always competent to show that the deed, although in the grantee's hands, has never in fact been delivered; nuless the grantor, or those lact been delivered; inness the grantor, or those claiming under him, are estopped in some way from asserting the non-delivery of the deed"); 1896, Stanley v. White, 180 id. 605, 43 N. E. 729 (a deed manually placed with the grantee, on condition that it should not take effect until all the heirs of M. S. signed it, would be ineffective until the condition was fulfilled; but where the manually understood intention was to where the mutually understood intention was to give title immediately on delivery, subject to the condition subsequent that other heirs should sign, the non-performance of the condition can-not be set up to defeat the absolute terms of the not be set up to deteat the absolute terms of the deed. Of course, a condition subsequent is not effective: post, §§ 2410, 2435.

12 The effectiveness of an escrove against one ignorant of the condition raises the question of Intention (post, § 2420).

13 For the case of a blank, to be filled later, and seal £ 2410.

see post, § 2410.

16 Even registration or recording does not of itself and invariably complete the act, though it is of course a strong circumstance of presumption; compare the following opinions: 1862, Derry Bank v. Webster, 44 N. H. 264; 1854,

Mitchell v. Ryan, 3 Oh. St. 377; 1859, Smith v. Sonth Royalton Bank, 32 Vt. 341.

Whether an instrument is a deed or a will depends upon the intent of the maker as to the time of its operation; whether this intent goes to the existence of the instrument and therefore depends on conduct of the maker exterior to the instrument, or whether it is a part of the terms of the grant and must therefore be determined by the contents of the instrument, is an interesting question; the former view is accepted in Pollock v. Glassell, 2 Gratt 439, 455 (1846), in a useful opinion by Baldwin, J., collecting

precedents.

1 The history is more fully noticed post,

<sup>§ 2426.

2 1822,</sup> Bayley, B., in Cox v. Troy, 5 B. & Ald. 474 (with reference to the completion of an Ald. 4/4 (with reference to the completion of an acceptance, "I have no difficulty in saying, from principles of common sense, that it is not the mere act of writing on the bill, but the communication of what is so written, that binds the acceptor"; holding void a bill on which the drawee's signature had been placed and then crased by him before return to the prayed.

drawes's signature had been placed and then erased by him before return to the payee's agent); and cases cited in Ames' Cas. so Bills and Notes, I, 185, note, 157-166, 207 ff.

3 1861, Harrop v. Fisher, 10 C. B. N. s. 196 ("If by mistake, accident, or frand, a bill has been omitted to be indorsed upon a transfer, had a transfer to the control of the when it was intended that it should be, the party may be compelled by a court of equity to make the indorsement").

self decisive, even when coupled with the writing.4 Furthermore, a manual delivery to a third person on a condition precedent may leave the instrument incomplete; s and the doctrine that a deed-escrow to the grantee is binding, in spite of the condition (ante, § 2408), never found any orthodox place in this part of the law, though in some jurisdictions the analogy of deeds has naturally been given recognition.7 For purchasers for value without notice, the principle of Intention may affect these results (post, § 2420).

§ 2410. Same: (3) Delivery, as applied to Contracts in general; Conditions Precedent and Subsequent; Assent of Third Persons; Blanks; Dates. Sealed instruments — otherwise known as deeds — were the chief legal documents, in the earlier history of our legal system, and for a long time the only ones whose contents were indisputable.1 Other writings thus came down to us without the tradition of delivery as a formal and arbitrary mark of the finality of the act. It has therefore long been well understood, for other writings, that the finality of the writing as a legal act depends upon the circumstances of each case; that it may be left to depend on a third person's assent or upon any other precedent condition, and, in particular, that this is so whether the writing (or escrow) is provisionally handed to the grantee himself or to any one else. The case of Pym v. Campbell, in England,2 is commonly taken as the leading one. In the United States, the

4 1836, Brind v. Hampshire, 1 M. & W. 365 (indorsement is effected, "either hy the actual delivery . . . or by some binding engagement"); 1841, Marston v. Allen, 8 id. 494 (indorsement followed hy a placing in the custedly of the indorser's agent, not sufficient).

tody of the indorser's agent, not sufficient).

1875, Chipman v. Tucker, 38 Wis. 43 (that a note was delivered to a third person with an a note was delivered to a third person with an agreement not to deliver to the payee unless a certain vote of mortgagors took place, and that the custodian delivered it without such a vote,

the cuatodian delivered it without such a vote, allowed to invalidate the note).

**Eng.*: 1840, Adams v. Jones, 12 A. & E. 455 (hill accepted hy the defendant for F. as payee, and indorsed in hlank and delivered hy F. to the plaintiff as agent for R. only; defendant's plea denying title in the plaintiff, held good); 1848, Beli v. Ingestre, 12 Q. B. 317 (indorsement of bills sent hy mail to plaintiff, on the express condition that certain other hills should be returned hy post, but they were not; on the express condition that certain other mills should be returned by post, but they were not; "they were delivered to them as mere trustees"; "on a plea traversing the indosement of a bill, its delivery with intent to transfer an interest is put in issue"); U. S.: 18'98, Burns & S. L. Co. v. Doyle, '71 Conn. '42, '3 Atl. 483 (acceptance of a bill delivered with the condition that it should not operate until a cottage was completed and money became due. adtion that it should not operate until a cottage was completed and money became due, admitted); 1899, Mehlin v. Mutual R. F. L. Ass'n, 2 Ind. Terr. 396, 51 S. W. 1063 (handing of a note to payee's agent, to be delivered to payee on certain conditions orly; allowed); 1893, Robertson v. Rowell, 155 Mass. 94, 32 N. E. 898 (agreement to leave a note with payee as incomplete until iudorsement hy a third person; admitted); 1895, McCormick Co.

v. Faulkner, 7 S. D. 363, 64 N. W. 163 (condition enforced that notes should not become operative till signed hy a third person); 1894, Burke v. Dulaney, 153 U. S. 228, 234, 14 Sup. 816 (admitting proof of an agreement that a note was left in the payee's hands "to become an absolute obligation of the maker in the event of his electing, npon examination or investiga-tion, to take the stipulated interest in the prop-

erty in question").
7 1877, Stewart v. Anderson, 59 Ind. 375; and cases cited pro and con in Ames' Cases on Bills and Notes, II, 99, note.

The question w ether a conditional acceptance

is valid (i. e. an acceptance, final as such, hnt expressly subject to the contingency of a condition subsequent) is a different one; see Ames' Cases on Bills and Notes, Il, 152-154.

Cases on Bills and Notes, II, 152-154.

1 Post, § 2426.

2 1856, Pym v. Campbell, 6 E. & B. 370 (pnrchase of an invention; a writing formally complete and signed, and delivered to plaintiff, was offered by the plaintiff; the defendant was allowed to show that, npon a meeting of all persons concerned except A., "it was then proposed that as the parties were all present, and posed that, as the parties were all present, and might find it troublesome to meet again, an agreement should then be drawn np and signed, agreement should then be drawn up and signed, which, if A. approved of the invention, should be the agreement, hut, if A. did not approve, should not be one; A. did not approve of the invention when he saw it"; Erle, J.: "If it be proved that in fact the paper was signed with the express intention that it should not be an agreement, the other party cannot by it as an agreement upon those signing. The distinction in point of lsw is that evidence to vary the

doctrine is not only completely accepted,3 but has even been applied to sealed instruments other than deeds of land 4 in jurisdictions still bound by precedent to the older rule for deeds (ante, § 2408). The only opportunity for doubt arises, not from any question as to the correct theory, but from the difficulty of distinguishing in practical application the present principle and that other one (post, § 2435), also a part of the parol evidence rule, which denies validity to any oral part of an act when the act has been reduced completely to writing. By the other principle, a condition subsequent, which of course forms a part of the act which it qualifies, must be contained in the writing, in order to be enforced, and an oral one is therefore ineffective. But by the present principle, the act is not an act until the final moment

terms of an agreement ln writing is not admissible, hut evidence to show that there is not an agreement at all is admissible"); 1856, Davis v. Jones, 17 C. B. 625 (agreement for a lease, allowed to be invalidated by the fact that by agreement no obligation was to arise until reagreement no obligation was to arise until repairs had been completed and then a date inserted in the instrument); 1861, Wallis w. Littell, 11 C. B. N. s. 369 (similar ruling for agreement of assignment of a lesse, conditioned on the landlord's assent; Erle, C. J.: "It is in analogy with the delivery of a deed as an escrow; it neither varies nor contradicts the writing, but suspends the commencement of the obliges. It neither varies nor contradicts the writing, but suspends the commencement of the obligation"); 1897, Pattle v. Hornibrook, 1 Cb. 25 (allowing proof that the plaintiff signed a lease as lessee, and subsequently the defendant signed it, but handed it to his solicitor and told him "not to complete" until two additional persons

"not to complete" until two additional persons signed as responsible lessees).

\$ 1899, Hnrlbart v. Dusenbery, 26 Colo. 240, 57 Pac. 860 (agreement not to be effective until a third person advanced money, admitted); 1896, Stanley v. White, 160 Ill. 605, 43 N. E. 729 (cited ante, § 2408); 1902, Sutton v. Griebel, 118 Ia. 78, 91 N. W. 825 (agreement of eubscription; an agreement that the defendant might withdraw, if he eubstituted another subscriber, before the meeting of the subscribers for final arrangement, allowed to be shown); 1881, Wilson v. Powers, 131 Mass. 539 (document by the payee of a note, purporting to extend time the payee of a note, purporting to extend time to the maker, and thus to discharge the sureties, allowed to be shown to have been delivered to the maker with a condition to become binding the maker with a condition to become binding only npon assent of the cureties; 1902, Nichols v. Rosenfeld, 181 ld. 525, 63 N. E. 1063 (effect of a temporary custody of finished documents before final delivery, discussed); 1897, Cleveland Ref. Co. v. Dunning, 115 Mich. 238, 73 N. W. 239 (that an order was given condition. land Ref. Co. v. Dunning, 115 Mich. 238, 73 N. W. 239 (that an order was given conditionally on the consent of a third person which was not given, allowed); 1900, Ada Dairy As'n v. Mears, 123 id. 470, 82 N. W. 258 (that a contract was eigned, hut not to be binding until the signer had seen a third person and verified a statement of the promisse's agent, admitted); 1873, Benton v. Martin, 52 N. Y. 570, 573 (general principle etated, in a clear opinion hy Folger, J.); 1894, Blewitt v. Boorum, 142 id. 357, 37 N. E. 119 (the present doctrine and

that of deeds, distinguished); 1893, Kelly v. Ollver, 113 N. C. 442, 18 S. E. 698 (that an agreement signed by defendant was not to hind until the plaintiff had procured twenty other signaturers admissible); 1895, Manufacturers' Furn. Co. v. Kremer, 7 S. D. 463, 64 N. W. 528 (contract delivered to the promises on condition that it should not be hinding till other signatures were obtained): 1888. Ware v. Allen. signatures were obtained); 1888, Ware v. Allen, 128 U. S. 590, 595, 9 Sup. 174 (contract to pay money; the fact that "before the paper was signed or agreed upon, it was distinctly understood that it was to be of no effect, unless upon consultation with H. or A. or both of them the defendants were assured that the proceeding was lawful," and that H. and A. were consulted aud did not assure them but declined to approve, held to invalidate the instrument): 1898. Tug signatures were obtained); 1888, Ware v. Allen, dld not assure them but declined to approve, held to invalidate the instrument); 1898, Tug R. C. & S. Co. v. Brigel, 30 C. C. A. 415, 86 Fed. 818 (that an agreement ehould not be binding until approved by the eigner's attorney, admissible); 1901, Reiner v. Crawford, 23 Wash. 669, 63 Pac. 516 (contract to sell stock, delivered on condition that the seller's agent at S. had not sold it before the bnyer'e arrival at S.; condition allowed to be shown): 1897, Gill. S.; condition allowed to be shown); 1897, Gilman v. Gross, 97 Wis. 224, 72 N. W. 885 (etock subscription; agreement that it should not be hinding till a certain number subscribed, admissible).

Curiouely, the only Court that insists on adopting here, for writings in general, the analogy of the old escrow-rule for deeds is a Court which had already repndiated that rule (ante, § 2409, infra, note 4) for notes and bonds: 1903, Findley v. Means, — Ark. —, 73 S. W.

101. 4 1893, State v. Wallis, 57 Ark. 64, 73, 20 S. W. 811 (agreement that a bond should not S. W. 311 (agreement that a bond should not bind until another person signed, admitted); 1894, Blewitt v. Boorum, 142 N. Y. 357, 37 N. E. 119 (contract under seal, delivered not to be binding till the plaintiff had acquired the interest of a third person; admitted, distinguish-ing between this and the special probibition of ing between this and the special probibition of escrow of deeds to the grantee).

The principle seems also to be generally accepted for insurance policies: 1897, Joyce, Insurance, I, §§ 90-102; and cases cited ante, § 2408.

appointed, and that moment may by the parties be made to depend upon some future event, which thus becomes a condition precedent to the legal existence of the act. Theoretically, these two things are entirely distinct, but in particular negotiations it may become difficult to determine judicially which of them the parties were providing for. In such cases, opposite results may turn upon an apparently trifling difference of phrase.5

It follows, from the present principle, that a writing signed and delivered, but left with a blank part, may or may not be i' al, according to circumstances; and that whether the filling up of the blank by a third person completes the instrument and makes it effective depends upon whether this circumstance was agreed upon beforehand as the decisive one.6 It also follows that the date of a document's execution may be established by proving the actual time of the conduct, regardless of any statement of date contained in the writing; 7 because the time of finality of the utterance, as a legal act. is something essentially independent of and exterior to the writing itself. It may also be suggested that the much-mooted questions, in the specific field of contracts, whether the acceptance of a contractual offer,8 or the revocation of such an offer,9 must be communicated, are dependent (in part, at least) upon this principle that the finality of an act varies according to circumstances and cannot be prejudged by any invariable test.

§ 2411. Same: (4) Publication, as applied to Wills. The formal rule of delivery was never applied to wills, - partly, no doubt, because their history was distinct from that of other written acts, and partly because the notion of delivery does not naturally suggest itself for unilateral acts. Yet the element of finality of utterance must somehow be marked, and the term "publication" came to be used for that purpose. But this test, concededly, was flexible. Apart from the statutory formality of attestation, no arbitrary or uniform mark of finality was ever fixed upon in the law of wills. Thus, for all wills between the statute of Henry VIII (1540) and the statute of Charles II (1678), and for wills of personalty from the latter date until the

The cases of doubt are placed post, § 2435. Compare the instructive case of Stanley v. White, 160 Ill. 605, 43 N. E. 729, cited ante,

<sup>§ 2408.

• 1829,</sup> Hudson v. Revett, 5 Bing. 368 (a deed may be prepared leaving a blank, and prescribing this to be filled by a specified person, and will then have effect from the time when the blank is filled in a quoted ante. § 2408). and will then have effect from the time when the hlank is filled in; quoted ante, § 2408). The following ruling is 'herefore unsound: 1811, Weeks v. Maillardet, 14 East 568 (contract to sell certain machinery "as per schedule annexed"; the parties signed, sealed, and delivered duplicate originals, lacking any schedule, and separated; held, that a schedule afterwards written in by one G. P., a subscribing witness, in accordance with the understanding and expectation of the parties, was no part of the

in accordance with the unuerstanding and expectation of the parties, was no part of the deed).

7 1804, Hall v. Cazenove, 4 East 477, 482 (date of delivery); 1866, Reffell v. Reffell, L. R. 1 P. & D. 139 (a will's date of 1855, shown to

be a mistake for 1865; thus effecting a revo-cation of a will of 1858); 1898, Lambe v. Manning, 171 III. 612, 49 N. E. 509 (date of execution of undated paper attached to a deed) 1892, Saunders v. Blythe, 112 Mo. 1, 6, 20 S. W. 319 (deed); 1893, Vaughan v. Parker, 112 N. C. 96, 100, 16 S. E. 908 (deed); 1895, Moore v. Smead, 89 Wis. 558, 62 N. W. 426 (deed).

⁽deed).

8 1879, Household F. & C. A. Ins. Co. v. Grant, L. R. 4 Exch. D. 216; 1857, Hallock v. Ins. Co., 26 N. J. L. 268; 1871, White v. Corlies, 40 N. Y. 467 ("A mental determination not indicated by speech, or pnt in course of indication by act to the other party, is not an acceptance which will hind the other; nor does an act which in itself is no indication of an accentance become such because accompanied by acceptance become such because accompanied by

an nnevinced mental determination").

1880, Byrne v. Van Tienhoven, L. R. 5
C. P. D. 344; 1887, Coleman v. Applegarth, 68 Md. 21, 11 Atl. 284.

statute of Victoria in England (1837) and the corresponding statutes in the United States, the problem constantly arose whether a particular testamentary writing had been finally acted upon by the decedent; and this question depended entirely upon the circumstances.1 But under the statutory solemnity of attestation (post, §§ 2421, 2456) this question practically disappeared; for the attestation serves as an unquestionable mark of finality.2

2. Intent and Mistake, as applied to Subject, Terms, and Delivery, of

§ 2413. Intent and Mistake, in general; Modern Test of Reasonable Consequences, applied to Expressed Intent. The elements of an act, in themselves considered, being its subject, its terms, and its final utterance (ante, § 2404, par. 1), it is obvious that these must all be preceded and brought into being by some sort of volition or intent.1 The result, however, that is thus brought into outward being does not always correspond with the inward intent; and the problem thus arises (ante, § 2404, par. 2) how far either the expression or the intent shall be treated as legally paramount the one to the other. The primitive law (ante, § 2405) looked only at the expression. Juristic speculation of the metaphysical sort tended in modern times at first to regard the intent as vital. But in truth neither can be exclusively the standard; it is a question of adjusting the due relation between the two; and this is the trend of the last half-century in law and in juristic thought.

In order to solve the problem, it is indispensable that the different possible meanings of the words "intent" or "intention" be kept apart, and that the distinction between "volition" and "intention," in the proper sense of the words, be established:

Circa 1832, Mr. John Austin, Jurisprudence, Campbell's ed., Sect. XVIII, XIX, §§ 602-617: "In order that we may settle the import of the term 'intention,' it is necessary to settle the import of the term 'will.' For, although an intention is not a volition, they are inseparably connected. . . These expressions, and others of the same import, merely signify this: Certain movements of our bodies follow invariably and immediately our wishes or desires for those same movements. . . . For example: If I wish that my arm should rise, the desired movement of my arm immediately follows my wish. There is nothing to which I resort, nothing which I wish, as a mean or instrument wherewith to attain my purpose. But if I wish to lift the book which is now lying before me, I

1 1814, Nichols v. Nichols, 2 Phillim. 180 (a paper drawn merely as an example of conciseness in testamentary language was held not to be a will); 1853, Boling v. Boling, 22 Ala. 826 (certain unfinished papers, held not a will of personalty; "the final action, the settled purpose of mind to pass his property, did not then exist"; here the paper was olographic, but undated and unsigned).

a Temp. Geo. II, circa 1730, Allen v. Hill, Gilbert 257, 261 ("The design [of the statute requiring attestation] was that the will may appear to be compleat, and not a preparation only; for by taking the names of the witnesses

to his paper, the testator has shown that he has compleated his will ").

1 1568, Brett v. Rigdon, Plowd. 340, 343 ("The making of a testament consists of three parts, as do all other human acts which are done with discretion [i. e. sound mind], viz., inception, progression, and consummation.

But there is one same thing annexed to each of these parts, and that is the intent of the party, for every one who does any act with discretion has an intent in the inception of it, . . in the progression and consummation of it the same intent also subsists; so that one same intent runs through all the parts and continues in the doing of them ").

wish certain movements of my bodily organs, and I employ these as a mean or instrument for the accomplishment of my ultimate and. . . . Our desires of those bodily movements which immediately follow our desires of them, are therefore the only objects which can be styled volitions. And as these are the only volitions, so are the bodily movements, by which thay are immediately followed, the only acts or actions properly so called. . . . Most of the names which seem to be names of acts, are names of acts coupled with certain of their consequences. For example: If I kill you with a gun or pistoi, I shoot you. And the long train of incidents which are denoted by that brief expression, are considered (or spoken of) as if they constituted an act, perpetrated by me. In truth, the only parts of the train which are my act or acts, are the muscular motions by which I raise the waapon, point it at your head or body and pull the trigger. These I will. The contact of the flint and steel, the ignition of the powder, the flight of the bail towards your body, the wound and subsequent death, with the numberless incidents inciuded in these, are consequences of the act which I will. I will not those consequences, although I may intend them. But in common language the words 'wiii' and 'intend' are often confounded. . . . To desire the act is to will it. To expect any of its consequences is to intend those consequences. The act itself is intended as well as willed. For every voiition is accompanied by an expectation or belief that the bodily movement will immediately follow the wish. And hence (no doubt) the frequent confusion of will and intention. Feeling that will implies intention, numerous writers upon jurisprudence (and Mr. Bentham amongst the number) employ 'will' and 'intention' as synonymous or equivalent terms. They forget that intention does not imply wili."

It may be assumed, then, that there must at least be a volition of some sort preceding every legal act. But it is also apparent that the act, as expressed and apprehensible to the world at large, or to the other party in particular, may not be such an act as was intended. In those cases, then, where a volition was exercised, but the outward consequences were not produced according to intention, are we to say that because there was a volition, the person is necessarily to be fixed with all the consequences, of whatever sort they be? Or are we to say that, because there was no intention of certain consequences, the person is necessarily not to be fixed with them? We are to accept neither solution in this absolute form. The latter solution is not fair to the community dealing with the person. The former solution is not fair to the person himself. No practical system of law could be content with either, applied in rigid uniformity. The established doctrine of tortious responsibility suggests an analogy and provides a solution. We are to fix the person with such expressed consequences as are the reasonable result of his volition. In other words, the act as legally effective will be determined, in respect to the three elements of subject, terms, and finality, by that expression of it which results, to the other person in the transaction, as the consequence, reasonably to have been anticipated under all the circumstances, of the volition of the actor. This avoids on the one hand the impracticality of the merely external standard, so far as it would have held the person liable for an apparent act which was not the reasonable consequence of his conduct; and, on the other hand, it avoids the impracticality of the merely internal standard, so far as it would have exonerated the person from an unintended consequence which he ought to have foreseen and might have avoided. In short, it adapts, to the general doctrine of legal acts, the test of negligence, i. e. responsibility

resting on a volition having consequences which ought reasonably to have been foreseen.

Such, without doubt, is the general principle of the modern law. Whatever may happen to be said, here and there, broadly declaring an actual and precise intent either to be necessary or to be immaterial, nevertheless, whenever the precise problem is presented, modern judicial good sense has usually accepted this median rule, for all sorts of legal acts;

1886, Professor T. E. Holland, Jnrisprudence, 3d ed., 99: " It was laid down by Savigny that, in order to the production of a juristic act, the will and its expression must be in correspondence. This view is in accordance with the prima facie interpretation of most of the relevant passages in the Roman lawyers, and is still predominant in Germany, but certainly cannot be accepted as universally true. An investigation into the correspondence between the inner will and its ontward manifestations is in most cases impossible, and where possible is in many cases undesirable. . . . Is it the case that a contract ie not entered into uniess the will of the parties are really at one? Must there be, as Savigny puts it, 'a nnion of several wills to a single, whoie, and undivided will?' Or should we not rather say that here, more even than elsewhere, the iaw looks, not at the wili itself, but at the will as volnntarily manifested? When the law enforces contracts, it does so to prevent disappointment of well-founded expectations, which, though they usually arise from expressions truly representing intention, yet may occasionally arise otherwise. for instance, one of the parties to a contract enters into it, and induces the other party to enter into it, resolved all the while not to perform his part under it, the contract will surely be good nevertheless. Not only will the dishonest contractor be nuable to set up his original dishonest intent as an excuse for non-performance, but should he, from any change of circumstances, become desirous of enforcing the agreement against the other party, the latter will never be heard to establish, even were he in a position to do so by irrefragable proof, that at the time when the agreement was made the parties to it were not really of one mind. . . . The language of systems of positive iaw upon the point is generally ambiguous, nor is this to be wondered at. The question is practically a new one. The process of giving effect to the free acts of the parties to a contract, rather than to the fact that certain rigidly defined formalities have been complied with, has iasted so long that legal speculation has only recently begun to analyse the free act itself into its two factors of an inner will and an ontward expression, and to assign to one or to the other a dominant place in the theory of contract. Just as the Romans used, without analysing them, the terms 'velle,' 'consensus,' 'sententia,' so the modern Codes, though some appear to look rather to the inner will, others rather to its outward expression, as a rule employ language which is capable of being interpreted in either direction. The same may be said of the English cases. In these one constantly meets with such phrases as 'between him and them there was no consensus of mind,' 'with him they never intended to deai'; but one also meets with much that supports the view of the question which we venture to hope may ultimately commend itself to the Courts as being at once the most logical and the most favourable to the interests of commerce. . . . In other words: * the legal meaning of such acts on the part of one man as induce another to enter into a contract with him, is not what the former really intended, nor what the latter really supposed the former to intend, but what a 'reasonable man,' i. e. a judge or jury, would put upon such acts. This luminous principle at once sweeps away the ingenious speculations of several generations of moralists, while it renders needless iong lists of subtle distinctions which have been drawn from decided cases."

³ For tortious responsibility, its phrasing was first broadly given in the epoch-making book of Mr. Justice Holmes, The Common Law (pp. 110, 151).

This principle is here put forward by the learned author for contracts only.

1850, Pollock, C. B., ln Cornish v. Abington, 4 H. & N. 549, 585 : "The word 'wilfully,' in the rule as laid down in Pickard v. Sears, means nothing more than 'voluntarily.' Lord Wensleydale, percelving that the word 'wllfully' might be read as opposed not merely to 'involuntarily' but to 'unintentionally,' showed that if the representation was made voluntarily, though the effect on the mind of the hearer was produced unintentionally, the same result would follow. If a party uses language which, in the ordinary course of business and the general sense in which words are understood, conveys a certain meaning, he cannot afterwards say he is not bound if another, so understanding it, has acted upon it. If any person, by a course of conduct, or by actual expressions, so conducts himself that another may reasonably infer the existence of an agreement or license, whether the party in inds that he should do so or not, it has the effect that the party using that language, or who has so conducted himself, cannot afterwards galusay the reasonable inference to be drawn from his words or conduct."

1871, Blackburn, J., in Smith v. Hughes, L. R. 6 Q. B. 597, 607: "I apprehend that if one of the parties intends to make a contract on one set of terms, and the other intends to make a contract on another set of terms, or as it is sometimes expressed, if the parties are not ad idem, there is no contract, unless the circumstances are such as to preclude one of the parties from denying that he has agreed to the terms of the other. The rule of law is that stated in Freeman c. Cooke. If, whatever a man's real intention may be, he so conducts himself that a reasonable man would believe that he was assenting to the terms proposed by the other party, and that other party upon that belief enters into the contract with him, the man thus conducting himself would be equally bound as if he had intended to agree to the other party's terms."

1840, Denman, L. C. J., in Trueman v. Loder, 11 A. & E. 588 (action on a contract of sale in the name of one Higginbotham; the plaintiff was allowed to show that H., though carrying on business in his own name, had been held out by the defendant as his agent, so that the business was virtually the defendant's, done in H.'s name): " Some cases were quoted in which the question whether an agent or a partner bound himself only, or his principal or firm, has been held to depend on his intention to deal for himself or for the principal or partnership. But on examining all those cases, it will be found that the contracting party was carrying on two different concerns, one for himself, the other for his principal or his firm. The world would know him in two different characters; and each party dealing with him was bound to inquire ln which he appeared on any particular occasion. But here is the case of one exclusively an agent for another, and in that light only regarded by the customer. Having full authority so to represent himself, he forms the design in his own mind to divert one of his numerous contracts from its expected destination to some purpose of his own. But that design cannot operate to oust the opposite party of those rights against the principal, which both the principal and agent had by their conduct concurred in persuading him that he possessed. Suppose a landed proprietor to send his steward habitually to the neighboring faire and markets to make sales and purchases for him in matters connected with the management of his estate; that the steward makes all these contracts in his own name, but that he is universally known to have no land of his own, and to be acting solely for his employer, by his direction and on his credit; could his intention to make himself the owner of articles bought on one particular occasion in the course of the same dealing deprive the vendor of his reconrse against the master? Certainly not."

1884, Elliott, J., in Indianapolis v. Kingsbury, 101 Ind. 201, 213: "We fully agree with connsel for the appelless that an essential element of dedication is the intent of the owner to devote his land to a public purpose, and we unhesitatingly affirm that without such an intention it is impossible that there should be a valid dedication. But the intention to which Courts give heed is not an intention hidden in the mind of the landowner, but an intention manifested by his acts. It is the intention which finds expression in con-

duct, and not that which is secreted in the heart of the owner, that the law regards. Acts indicate the intention, and upon the intention clearly expressed by open acts and visible conduct the public and individual citizens may act. Nor is it to mere secret agreements or arrangements unknown to public officers and to purchasers of lots that Courts are to look. What they do look to, and what good conscience and fair dealing require they should regard, is the conduct of the landowner; that is open to the scrutiny and knowledge of the community and its members." &

The foregoing principle, it will be noticed, throws useful light on " : timehonored but misused distinction between void acts and voidable acts. The voidness of an act (or, more correctly, of conduct which has never become a legal act) is seen to be a quality purely relative, i. e. an instrument may be void, as against the grantee or payee, yet valid as against the indorsee or the gra. tee's grantee. It may even be valid as against one of two grantees, though void as against the other, or valid for one clause and void for the next, - consequences thoroughly accepted in the modern judicial rulings (poet, \$\$ 2415-2420, passim). The conception, so often met with, that voidness, when conceded for one person, necessarily involves voidness in the absolute sense, i. e. for every other person, is therefore unfounded and unpractical, since the test of reasonable consequences will differ for different persons affected by the conduct.

As a part of the same erroneous conception, the relative quality of an act, as valid for one person while invalid for another, has been associated exclusively with the term voidable. But this is the confounding of two separate ideas in the same term. A voidable act is one which may be annulled at the actor's option (post, § 2423), but is valid till annulled; while a void act u. A itself null, and requires no further act exercising an option, - the practical differences being, first, that the voidable act remains valid if the option is

The following opinions further illustrate this principle: 1898, Fox v. R. Co., 70 Conn. 1, 38 Atl. 871 (transfer of bonds; the transferor was not allowed to be asked, "Was it your intention to convey the coupons?" because it called for "the actual, secret, unmanifested intention of H., which under the circumstances was of no legal significance; the real question was as to his manifested intention, and this could be ascertained only from the contract, read in the light of the circumstances under which it was made"); 1880, Stoddard v. Ham, 129 Mass. 383 (the plaintiff sold goods to L., belleving without good ground that he was only agent for the defaulant, and the defendant bought the goods from L.; the defendant was held not liable; "a party cannot escape the natural and reasonable interpretation which must be put on what he says and does, by showing be put on what he says and does, by showing that his words were used and his acta done with a different and undisclosed intention");
1893, Hobbs v. Massasoit W. Co., 158 id. 194,
33 N. E. 495 ("the general principle that conduct which imports acceptance or assent is acceptance or assent in the view of the law, whatever may have been the actual state of mind of the party"; per Holmes, J.); 1854, Lennig v. Ralston, 23 Pa. 137 (under a statute giving

extra damages for dishonor of a bill drawn in Pennsylvania upon a foreign drawes, the defendant was held liable upon a bill bearing the word "Philadelphia" but actually completed hy the defendant's partner in England; "It bore the dress of a bill of exchange drawn in Pennsylvania, and, upon the principle thet every one is presumed to intend to produce all the consequences to which his acts naturally and the presumention is that the the consequences to which his acts naturally and necessarily tend, the presumption is that the defendanta intended that the purchasers should receive it under the belief that it was a bill drawn in Philadelphia"). For the state of juristic opinion in Germany, see Der Irrthim bei nichtigen Verträgen, Rudolf Leonhard, Berlin, 1882, passim; and the references in Holland, Jurisprudence, 3d ed., c. 8, p. 101, note 1.

E. g.: 1824, Parker, C. J., in Somes v. Brewer, 2 Pick, 184, 191: "Between the grantor and the grantee in such cases, the technical dif-

and the grantee in such cases, the technical dif-ference between 'void' and 'voidable' is wholly ference between void and voidable is waitly immaterial. Whatever may be avoided may in good sense, to this purpose, be called void.

But in regard to the consequences to third persons the distinction is highly important, because nothing can be founded npon a deed which is absolutely void; whereas from those which are only voidable fair titles may flow."

never exercised, and, secondly, that its invalidity must be pleaded affirmatively. Now the relative quality—i. s. of affecting one person though not another—is concededly true of voidable acts. But that it is not their inherent mark may be perceived from two circumstances; on the one hand, that a voidable act may continue to be voidable in the hands of a third person, so far as he is a transferoe with notice (i. e. the voidability, like the voidness, may absolutely affect the act under certain circumstances), and, on the other hand, that some acts ordinarily voidable are by modern doctrine (e. g. the contracts of a lunatic) valid for even the immediate promisee, if he did not and could not know of the avoiding circumstance.

The result is, then, that the distinction between relative and absolute validity must be separated from the idea of voidness and voidableness. The only place for the former contrast is between acts permitted and acts prohibited by public policy (ante, § 2414). So long as an act does not fall within the classes absolutely prohibited and made null, its validity is always relative, depending on the foregoing principle of reasonable consequences as governing intent.

The application of that principle is now to be examined. It comes to be applied under each of the three elements (ante, \$2404) of a legal act, namely. (A) its subject, (B) its terms, and (C) its finality.

§ 2414. (A) Jural Subject of an Act; Secret Intent not to be Bound. The result of the foregoing principle, as applied to the requirement that an act must be jural in its subject (ante, §§ 2404, par. (1), a, § 2406) is plain. When the first party has so conducted himself that the natural outward import of his act is a legal transaction, it is immaterial what his own actual intent was, — whether to jest, or to do a charity, or otherwise to be without legal consequences. This rule has been applied to marriage ceremonies, to household services, and to a variety of transactions.

In the other aspect (ante, § 2406), however, in what concerns the prohibitions of public policy against transactions of certain kinds, making them void, this is obviously independent of the will of the parties. They cannot

⁷ 1765, Zouch v. Parsona, 3 Barr. 1794, 1805 (L. C. J. Manefield: "An infant, or they who stand in his place, cannot plead "non extractum" and give the infancy in evidence; but they must plead the infancy specially, to avoid the deed").

S1892, Imperial Loan Co. v. Stone, 1 Q. B.

^{* 1892,} Imperial Loan Co. v. Stone, 1 Q. B.

599; Harriman, Contracts, \$ 409.

**Eng. 1727, Osborn v. Guy's Hospitsi, 2 Str.

728 (services as a friend, not as a broker, in transacting stock affairs); 1813, Taylor v. Brewer, 1 M. & S. 290 (a promise that "such remnneration shail be made as shall be deened right"; this was held "merely an angagement of honor," "throwing the piaintiff upon the mercy" of the defendant); U. S.: 1876, Day v. Caton, '19 Mass. 513 ("The circumstances of each case would necessarily determine whether silence, with a knowledge that another was doing valuable work for his benefit and with the expectation of payment, indicated that consent which you is the state of the consent which the state of the consent which you is the consent when you is the consent which yo

would give rise to a contract"); 18d3, Keller v. Holderman, 11 Mich. 248 (check for an oid watch, given as a jest); 1870, McClurg v. Terry, 21 N. J. Eq. 225, 227 (marriage in jest); 1851, Perkins v. Hersey, 1 R. I. 493 ("It is not necessary for you to consider that there was an express promise made and accepted in terms; but if his conduct was such as to induce her to believe that he intended to marry her, and she acted upon that belief, ... that will raise a promise"); 1890, Henderson Bridge Co. v. McGrath, 134 U. S. 260, 275, 10 Sup. 730 (an assurance to "do what was right"); 1845, Andrus v. Foster, 17 Vt. 556 (household services of a child; "it is incumbent upon her to show that at the time it was expected by both parties that she should receive such compensation, or that the circumstances under which the services were performed were such that such expectation was reasonable and natural").

be allowed to control or evade the prohibition in any manner; hence, the nature of the transaction, as being usurious or the like, may always be shown, and the parol evidence rule interposes no obstacle.²

 $\S~2415.~(B)$ Terms of an Act; (a) Signing a Completed Document by Mistake; (1) Individual Mistake not known to or induced by the Second Party. In applying the general principle (ante, § 2413) to the second element of an act, namely, its terms or contents (ante, § 2404, par. 1, b), the doctrine of reasonable consequences calls for several important distinctions in order to solve the various forms of practical problems. In the first place, a distinction may arise between negotiable instruments and other documents, for in the former a new person, entering posterior to the original circumstances, may by the law acquire original rights; and thus the rule may have a different result according as the second party is the immediate or the subsequent holder of the instrument. Furthermore, specific kinds of contracts are in experience often accompanied by inattention or by imposition - such as bills of lading and insurance policies -, and the principle of reasonableness may be affected by this feature of practical life. In the second place, and running through all kinds of legal acts, a distinction is necessary (based on the principle of reasonable consequences) between individual and mutual mistake (i.e. by one party alone and by both parties), and also between unilateral mistakes which are known to the second party and those which are not known to him. In the third place, a distinction is necessary between signing a specific and complete document under mistake as to its actual terms, and signing a paper which is blank or unfinished or is capable of being al-These various distinctions are to be noted separately under each tered. head.

(a) Signing a Completed Document by Mistake; (1) Individual Mistake, not known to or induced by the Second Party. Where a legal act is executed by signing a specific and complete document, the second party has a right to treat the signed contents as representing the terms of the act. The principle of reasonable consequences plainly requires this result. That the signer did not intend to execute such terms is immaterial; and whether the lack of intent was due to a failure to read it over, or to some other cause, is immaterial. In other words, his individual innocent mistake or deliberate secret dissent cannot be shown. Such may be taken to be the general rule. As

rance [of the contents] was due to his own negligence"); 1884, Black v. R. Co., 111 Ill. 351, 358 ("When a party of mature years and sound mind, being able to read and write, without any imposition or artifice to throw him off his guard, deliberately signs a written agreement without informing himself as to the nature of its contents, he will nevertheleas be bound"; whether here the plaintiff was misled by the defendant's representations that a release of liability was a free pass, held a question of fact); 1894, State National Bank v. Butler. 149 id. 575, 36 N. E. 1005 (defendant held iable as partner, to the payee of a partnership note, the

² 1767, Collins v. Blantern, 2 Wils. 347 (usury); 1781, Lowe v. Waller, 2 Doug. 736 (usury); and cases cited in Ames' Cases on Bills and Notes, I, 400, note, 416, note, 464, note, 574 uste.

^{574,} note.

¹ Eng.: 1860, Lewis v. R. Co., 5 H. & N. 867 (Pollock, C. B., sanctioned a ruling "that if a person signs a contract [without reading], and will not venture to deny that he was aware it was a contract, and that he saw the "conditions," and there is no evidence to detract from the apparent result, he is bound by it"); U. S.: 1903, Georgia Med. Co. v. Hymau & Co., 117 Ga. 851, 45 S. E. 238 ("that igno-

exceptions to this rule, there may be two classes of cases. 1. Where a docu-\$ 2415 ment was drafted and prepared by the second party, and contains also parts which physically constitute virtually a separate document and are not included in the scope of the first party's signature, it may be proper, in order to protect against imposition to exonerate had if he misunderstood the extent of the terms to which his signature apparently applied. This may be the case for an insurance a plication.2 2. Where a person is illiterate, or blind, or ignorant of the alien language of the document, his case, again, is to be tested by the doctrine of reasonable consequences as applied to the circumstances. In other words, he is of course uot bound as against the second party if that party himself misrepresented the contents (post, § 2416), nor is he bound against a transferee of a chose in action, who can be in no better position; but if the instrument is negotiable, and has come to the hands of a bona fide holder for value, then the signer is liable if under the circumstances he had not taken proper precaution to ascertain the contents, i.e. if he was

partnership agreement having been signed by the defendant in ignorance of its contents and in reliance npon the statements of her brother, who liance npon the statements of her hrother, who was a partner); 1903, Johnson v. Richardson, 67 Kan. 521, 73 Pac. 113 (release of liahility for injuries); 1858, Diman v. R. Co., 5 R. I. 130 (the defendant, being solicited to increase or renew his subscription to stock of the plaintiff railroad company, having formerly been a subscriber to 10 shares of a total value of \$1000, took the subscription book from the agent, intook the subscription-book from the agent, in-tending to renew his old subscription, and wrote 20 shares and \$2000, and handed the book to the agent; on later discovering his mistake, to the agent; on later discovering his mistake, the subscription as written was held hinding; "grant that he designed, and at the time expressed his design, of renewing only his old subscription, . . and permitted his hand to write what his will did not direct," yet this "necessarily imported, in such a personal act, negligence or carelessness on his part"); 1896, Coates v. Early, 46 S. C. 220, 24 S. E. 305 (the plaintiff sent the defendant a sample card of needles containing 25, and a hlank order for "needle cards"; the defendant filled out an order for five thousand needle cards; held, that the defendant could not show that he thought the defendant could not show that he thought that he was ordering five thousand needles, in-stead of five thousand cards of needles).

For individual mistake as a bar to specific

For individual mistake as a oar to specific performance, see post, § 2417.

1895, Yoch v. Ins. Co., 111 Cal. 503, 44
Pac. 189 (application for insurance, containing the words "less than 15 rooms," and signed by the insured; the insured was allowed to testify that he did not read the explication per beauty. that he did not read the application nor know that the words were there; the ordinary rule was held not to apply where "the instrument contains no words of obligation and the clause invoked hy the signer does not purport to be a to him"); 1875, Hartford L. Ins. Co. v. Grsy. 80 ill. 28, 31 (insurance application; the signature being proved, "it affords prima facie

evidence that the contents of the instrument were known to the subscriber, and that it is his were known to the subscriber, and that it is his act, and hence that the hurden is upon those who assert the contrary"); 1903, Gwaltney v. Provident S. L. Assur. Co., 132 N. C. 925, 44 S. E. 659 (insurance policy landed to the insured on the street; failure to read, allowed to be shown). The following opinion collects numerous cases: 1902, Bostwick v. Ius. Co., 116 Wis. 392, 89 N. W. 538, 92 N. W. 246 (insurance policy signed without reading).

ance policy signed without reading).

The earlier rule, as laid down in Thoroughgood's Case (ante, \$ 2405), seems to have made it a formal test whether the illiterate demanded a a tornal test whether the initerate demanded a reading and obtained a false one; but the modern rule is more flexible: Eng.: 1869, Foster v. Mackinnon, L. R. 4 C. P. 704 (when a document is falsely read one). Mackinnon, L. R. 4 C. P. 704 (when a document is falsely read over to a blind or illiterate person, "then, at least if there be no negligence, the signature so obtained is of no force"); U. S. .: 1871, Puffer v. Smith, 57 Ill. 527 (similar to Walker v. Ebert, Wis., infra); 1896, Green v. Wilkie, 98 Ia. 74, 66 N. W. 1046 (note signed hy an illiterate person on false representations that it was a note of an entirely different tenor from the one agreed, held invalid resentations that it was a note of an entirely different tenor from the one agreed, held invalid in the hands of a bona fide holder for value; "the rule we apply is not the usual one in which innocent holders of negotiable paper are protected against fraud in the inception of a note; in such cases there is a note but the bona fide. tected against fraud in the inception of a note; in such cases there is a note, but the bona fides of it is questioned; in this case the note has never existed in the sense of the minds of the parties meeting, and there is no negligence to render the defendant liable on other grounds"); 1881, Tramhly v. Ricard, 130 Mass. 259 ("The fact that the plaintiff was an unlettered person, who could not read and write, is of controlling who could not read and write, is of controlling importance; . . . a party who is ignorant of the contents of a written instrument, from inthe contents of a written instrument, from in-shility to read, who signs it without intending to, and who is chargeable with no negligence in not ascertaining the character of it, is no more bound than if it were a forgery"); 1903, New

Where the document has been not signed, but merely taken into possession -as a bill of lading or a notice -, it is less easy to fix upon a definite test. For formal bills of lading, there is a tendency to lay down a general rule that the shipper's acceptance of the manual custody of the document from the carrier is conclusive; though even here it is in Illinois always left to the jury as a question of fact in each case. But for tickets, receipts, and notices, the circumstances of each case are usually investigated (as a question of law, however), and the decision turns upon varying considerations of good sense and experience.6

 $\S~2416$. Same: (a) Signing a Completed Document; (2) Individual Mistake known to or induced by the Second Party. Where the party's error as to the contents of his signed document is known to the second party, the first party may, of course, by the general principle (ante, § 2413), insist upon the terms as supposed by him, because these are identical with those which he appeared to the second party to be intending to utter. In other words, the actual and therefore the reasonable consequence of his volition to express him elf in certain terms was precisely what the second party understood to be that expression. 1. The ordinary instance is that of fraudulent misrepresentations of the document's terms by the second party; and, in

York C. & H. R. R. Co. v. Difendaffer, — C. C. A. —, 125 Fed. 893 (contract eigned by an illiterate person, without seeking explanation from the other party or from third persons, held binding); 1871, Walker v. Ebert, 29 Wis. 194, 196 ("the party whose signature to such paper is obtained by fraud as to the character of the paper itself, who is ignorant of euch character and has no intention of aigning it, and who is gullty of no negligence in affixing his signature or in not ascertaining the character of the instrument, is no more bound by it than if it were a

ment, is no more bound by it than if it were a total forgery, the signature included").

4 1868, Grace v. Adams, 100 Mass. 505 (a consignor of a package held to asseut to the terms of a bill of lading taken hy him without reading; "it was his duty to read it; the law presumes, in the absence of fraud or imposition, that he did read it, or was otherwise informed of the contents and was willing to assent to its that he did read it, or was otherwise informed of its contents and was willing to assent to its terms without reading it; . . the defendants have a right to this protection, and are not to be deprived of it by the wilful or negligent omission of the plaintiff to read the paper").

In Illinois, the mere acceptance of the hill

In Illinois, the mere acceptance of the hill of lading, or even the reading of it, is treated as per se inconclusive: 1873, Anchor Line v. Dater, 68 Ill. 369 ("the ehipper had no alternative hut an acceptance of it, and his assent to its conditions cannot be inferred from that fact alone"); 1895, Chicago & Alton R. Co. v. Davis, 159 id. 53, 42 N. E. 382; 1893, Wabash R. Co. v. Harris, 55 Ill. App. 159, 162 ("It was uecessary to show that he accepted it with a full understanding on his part of the condition or limitation, and actually intended to assent to it; and these were questions for the jury").

* 1848, Rice v. Mfg. Co., 2 Cush. 80 (regula-

tions for mill hands, given to an applying employee, who thereupon went to work; held that the plaintiff was bound "if she had read the regulations, or if she had received from the operatives in the mill or from other sources general information as to their contents, and was content to waive further inquiry"); 1891, Fon-seca v. Cunard S. Co., 153 Mass. 553, 27 N. E. 665 (the plaintiff held to have assented to the conditions of a passenger ticket, printed on two conditions of a passenger ticket, printed on two large quarto pagee, received hy him but not signed nor read, the circumstances being such that "the passenger taking it should have understood that it was a contract containing etipnlations"; the case of a check or pasteboard ticket distinguished, because it does not "purport to be a contract"); 1870, Blossom v. Dodd, 43 N. Y. 264 (a passenger held not to have assented to terms printed in small type on the face of a baggage receipt given to him at a time and of a baggage receipt given to him at a time and place which made it illegible and given without oral notice of its tenor).

oral notice of its tenor).

1 1896, Bank of Gnntersville v. Webb, 108
Ala. 132, 19 So. 14 (as between the parties, a
deposit-elip signed without reading, upon the
faith of misrepresentatious by the other party as
to the contents, ie not binding); 1879, Kilmer
v. Smith, 77 N. Y. 226 (conveyance containing v. Smth, 77 N. Y. 226 (conveyance containing an undertaking to pay a mortgage debt; the partiee not having orally understood this as a term, and the defendant having inserted it deliberately with the intent of deceiving the plaintiff, though the plaintiff eigned it without noticing the clause, the clause was struck out); 1881, Albany C. S. Inetit. v. Bnrdick, 87 id. 40 (facts and ruling similar to Kilmer v. Smith,

supra).

particular, a false reading to a person illiterate, blind, or alien.2 Where the instrument is negotiable, and a bona fide holder later receives it, the question becomes one of negligence at large, i. e. whether, with reference to the possible consequences to people in general of signing documents, the person signing used such caution as was reasonable; and this principle will be the same for illiterate 3 as for literate 4 persons, though the decision of it might be different in the two cases. 2. Where the first party's error is merely known to the second party, without fraudulent means by the latter, the result is still the same, for the latter cannot claim that the first party's expressed words were reasonably so accepted by him; the only difference ought to be that in this case the first party should be satisfied with having the document reformed, while in the case of fraud he ought to be entitled to repudiate the entire transaction, by way of penalty upon the trickster. 3. Where the first party's error was not known to the second party, but was induced by the latter's own conduct, here also the first party may not be bound; for in such case it may well be that the terms actually expressed did not come to be expressed as the natural consequence of the first party's volition, but were due rather to the second party's own conduct. In that event the latter is not entitled to charge the former with them; in the contrary event the case becomes the ordinary one of individual mistake, which is immaterial (ante, § 2415). This distinction in practical application may lead, of course, to

² Cases cited ante, § 2415, note 8, and the following: 1900, Pioneer Cooperage Co. v. Romsnowicz, 186 Ill. 9, 57 N. E. 864 (release of right of action hy a workman): 1901, Cameron v. Estahrooks, 73 Vt. 73, 50 Atl. 638.

³ Cases cited ante, § 2415, note 8.

⁴ 1869, Foster v. Mackinson, L. R. 4 C. P. 704 (C. hrought to the defendant, who was aged, a hill of archange, stating that it was a guarantee.

704 (U. brought to the defendant, who was aged, a hill of exchange, atating that it was a guarantee, and the defendant, seeing only the back of the paper, and believing it to be a guarantee of a sort formerly signed, wrote his name; an instruction that the defendant was not liable to a bone fide half and the signed it on franchise. that the defendant was not liable to a bona fide holder if he signed it on frandment representations "in the belief that it was a guarantee and if the defendant was not guilty of any negligence in so signing the paper," was held correct; "it was not his design, and, if he were guilty of no negligence, it was not even his fault, that the instrument he signed turned out to be a hill of exchange; it was as if he had written his name strument he signed turned out to be a nill of exchange; it was as if he had written his name on a sheet of paper for the purpose of franking a letter, or in a lady's alhum").

3 1885, Loomis v. Day, 52 Conn. 483 (the plaintiff was held entitled to the correction of contains the plaintiff was held entitled to the correction of the plaintiff was held

certain bonds whose terms made them redeemcertain bonds whose terms made them redeemable in 20 years, instead of in 10 years as hy the vote of the town-meeting; the plaintiff's treasurer having signed the bonds without reading them, but the defendant knowing of the error; good opinion hy Loomis, J.); 1883, Shelton v. Ellis, 70 Ga. 297 (the plaintiff printed eome schedules of railroad-fares, in which by mistake a certain fare was printed as \$21.25 in-

stead of \$36.70; the defendant, knowing of the error, bought from an agent of the railroad a quantity of tickets at the erroneous price; the plaintiff was held entitled to have the tickets impounded); 1888, Keister v. Myers, 115 Ind. 312, 17 N. E. 161 (aimilar cituation for a mortages. gage; "a party who admits that an instrument which a court of equity is asked to reform does not set forth the agreement as it was sctually made, and as the other party believed it did, will not be heard to say that he intentionally brought about or silently acquiesced in the discrepancy about or sherrly acquiesced in the discrepancy between the instrument and the agreement as made"); 1903, Story v. Gaumell, — Nehr. —, 94 N. W. 982; 1890, Wanner v. Landis, 137 Pa. 61, 20 Atl. 950 (the plaintiff signed a deed on the representation that its contents affected only a tenancy in common, but it in fact included a release of dower; the defendant purchased at a public sale, but after notice of the error given by the plaintiff; the deed was held invalid as to the dower).

held invalid as to the dower).

6 Eng.: 1869, Mackenzie v. Coulson, L. R. 8
Eq. 368 (the defendants, desiring to secure an insurance against particular average by rust, engaged F. to secure insurance; F., acting through H., who acted through S., whose clerk W. negotiated, procured from the plaintiffs a memorandum which expressly excepted particular average, but in filling out the policy this clause was inadvertently omitted, and the plaintiffs signed the policy without reading it or knowing of the omission, without reading it or knowing of the omission, and the policy on being transmitted to the defend-ants was accepted by them as being in accordance

 $\S~2417.$ Same: (a) Signing a Completed Document; (3) Mutual Mistake; General Principle. Concerning mutual mistake and its effect on the terms of the legal act, it is necessary at the outset to exclude two questions which do not involve the present principle. In the first place, the question what sort of mistake - including individual mistake - will suffice to bar a bill for specific performance, is a distinct one; it involves merely the choice of remedies, not the terms of the valid act.1 In the next place, the question whether an act may be avoided for a mistaken assumption of fact external to the contract, is a distinct one, belonging under the principle of avoidability (poet, § 2423). This kind of question arises for all varieties of acts, - for example, a will or a gift is made to a younger son on the erroneous assumption that the elder one is deceased; or a deed is made of land seen by the parties and accurately described in the deed, on the erroneous assumption that it contains forty acres, though in fact it contains only thirty acres; or a deed attempting merely to release dower employs, by error of law, terms which effect a transfer of the wife's estate sole.2 In all such instances the present principle is not involved. This is to be seen in three respects; for one thing, the terms of the act itself are not the subject of error; they are precisely as intended, and the error is as to a fact exterior to the instrument; for another thing, there is no variance between the oral understanding and the subsequent document; the question would be precisely the same had no writing been used, - as when a horse,

with their intention; held, (1) that the policy as signed and sent hy the plaintiffs was a mere proposal, and became a contract only when acproposal, and became a contract only when accepted; (2) that the defendant was not responsible for the erroneous transcription by S.'s clerk; and (3) that the plaintiffs' own carelessness made them responsible for the terms of the instrument as transmitted by them and accepted by the defendant); U. S.: 1887, Palmer v. Ins. Co., 54 Conn. 438, 9 Atl. 248 (the parties having agreed to renew a policy of insurance, the defendant wrote into the new policy, without calling the plaintiffs attention. a new clause of ing the plaintiff's attention, a new clause of co-insurance, and the plaintiff signed it without reading; "the rule of law that no person shall be permitted to deliver himself from contract ohligations hy saying that he did not read what he signed or accepted is subject to this limitation, namely, that it is not to be applied in behalf of any person who hy word or act has induced the omission to read"); 1896, Marshall v. Westrope, 98 Ia. 324, 67 N. W. 227 (defendant and plaintiff, negotiating for a sale, differed as to the medium of payment; the defendant, having said that he would consider the matter and said that he would consider the make a final proposition, sent by mail a draft-contract signed by himself containing his original terms, which the plaintiff after reading has the the terms represigned, in the supposition that the terms repre-sented his own original terms; held, that the only agreement made "was the one expressed in writing," and that even if the plaintiffs wished to cancel it, "their own negligence in signing the contract would seem to be a bar"); 1878, Moran v. McLarty, 75 N. Y. 25 (plaintiff held not en-

titled to the reformation of an Instrument containing a guaranty clause, which was to have been a part of the agreement by the defendant's

nderstanding hut not by the plaintiff's, the plaintiff having partially read the instrument and then signed it without noticing the clause).

1746, Joynes v. Statham, 8 Atk. 388;
1794, Rich v. Jackson, 6 Ves. Jr. 334, note (L. C. Hardwicke: "Parol evidence of the conduct of the practice. duct of the parties, the manner of conducting the transaction, the nnfairness and hardship, the transaction, the unfairness and hardship, may afford a good ground to leave the party in the condition in which he puts himself at law, to make what he chooses to make of it; but ought not to make this Court give him any aid"); 1801, Townshend v. Stangroom, 6 Ves. Jr. 328, 888 (L. C. Eldon; holding it not true "that because parol evidence [of unilateral mistake] should not be admitted at law, therefore it shall not be admitted in equity upon the ones. shall not be admitted in equity upon the ques-tion whether, admitting the agreement to be such as at law it is said to be, the party shall have a specific execution"); compare the cases and citations in Ames' Cases on Equity Jurisdic-

and citations in Ames
tion, 374 ff.

The following cases will serve as examples:
1871, Stockhridge Iron Co. v. Hudson Iron Co.,
107 Mass. 290, 318 (where the mistake is only
as to the legal effect of intended words, reformation will not be granted; 1889, Newton v.
Tolles, 66 N. H. 136, 19 Atl. 1092; 1875, Bush
v. Hicks, 60 N. Y. 298, 301 (a deed reformed in
which the descriptive words of the boundaries which the descriptive words of the boundaries were the intended ones, but the description cov-

ered more land than was intended).

sold orally, proves to have been dead at the time of the sale; and, finally, in these cases the problem varies for different kinds of acts, for the rules about materiality of error as applied to the case of a testator or donor are different from those which apply to deeds and contracts.

The kind of mutual mistake involved in the present principle is purely a mistake as to the actual words intended to form part of the act, just as in the cases of individual mistake already considered (ante, §§ 2415-2416). This sort of mutual mistake can rarely occur in oral acts, but it is common enough in written acts. The case is the simple one of an oral agreement which, when reduced to writing for signature, contains terms varying from the actual understanding of the parties, but is nevertheless signed by them both in ignorance of the variance. No one appears ever to have doubted that in such cases the instrument should be judicially amended to represent the actual agreement.³ The only uncertainty has been in the theory of this proceeding. The important aspect of theory is that the amendment ought not to be conceived as a change or correction of the actual agreement. The erroneous instrument itself is not the actual agreement; that is found in the parties' common supposition of what the instrument contained, because, on the general principle (ante, § 2413), the terms of the act, for either party, are such as were reasonably caused by him to be apprehended by the other, and these clearly the instrument itself does not represent. "Neither party," in the language of Mr. Justice Holmes, "has purported or been understood to express assent to the conveyance as it stands." 4 Hence the frequent emphasis of judicial opinion upon this theory of the process:

1869, James, V. C., in Mackenzie v. Coulson, L. R. 8 Eq. 368: "Courts of equity do not rectify contracts; they may aud do rectify instruments purporting to have been made in

1858, Ames, C. J., in Diman v. R. Co., 5 R. I. 130: "A court of equity has no power to alter or reform an agreement made between parties, since this would be in truth a power to contract for them; but merely to correct the writing executed as evidence of the agreement, so as to make it express [to all the world] what the parties actually agreed to. It follows that the mistake which it may correct in such a writing must be, as it is usually expressed, the mistake of both parties to it; that is, such a mistake in the draughting of the writing as makes it convey the intent or meaning of neither party to

1879, Rapallo, J., in Whittemore v. Farrington, 76 N. Y. 452: "The jurisdiction to reform written instruments in cases free from fraud is exercised only where the instrument actually executed differs from what both parties intended to execute and supposed that

1894, Torrance, J., in Park Bros. & Co. v. Blodgett & C. Co., 64 Conn. 28, 29 Atl. 133: "The written agreement certainly fails to express the real agreement of the parties in a material point; it fails to do so by mutual mistake; . . . and the instrument, if corrected,

The doctrine goes back to the beginnings of modern equity: 1750, Baker v. Paine, 1 Ves. Sr. 456 (bill for account on a sale of goods, with a deduction for certain charges; but "it appeared by the minutes and the calculations made here." by the minutes and the calculations made by themselves at the time that this was contrary to the intent and a mistake by the drawer"; L. C.

Hardwicke held that "these minutes must be taken to be the agreement of the parties, and if any material variation (as is admitted by the defendant), the articles must be rectified "). 4 1891, Goode v. Riley, 153 Mass. 585, 28

will place both parties just where they intended to place themselves in their relations to each other."

There is therefore an insidious fallacy in the language of an early and much quoted decision 5 which places this doctrine upon the ground of enforcing specific performance of contracts, i. e. of assuming that there are two acts of contract, the prior one including by implication an oral agreement to reduce the oral transaction to written form. But written contracts are not necessarily preceded by oral ones; the moment of assent, and thus of the beginning of obligation, to the terms as finally settled upon may be the moment of signature of the writing, - as in numerous negotiations by mail; and in such instances it is equally possible (though not common) for an erroneous term to be inserted in the draft at the last moment. The correction of erroneous instruments therefore does not rest necessarily upon any assumption that a prior completed oral contract is being enforced. This fallacious assumption has, however, led practically, in a few jurisdictions, to the anomalous doctrine that a term omitted from the writing by mutual mistake (as distinguished from a term inserted by mistake) cannot be inserted in amendment, if the contract is one required by the statute of frauds to be in writing.6 If it had been appreciated that the process of reformation consists in making the instrument state what the parties supposed that it represented - in short, in making it represent what they are doing, not what they have already agreed to do, this anomaly would not have been accepted. For example, if the parties, for the first and last time, met and signed a document in ink which proved to be a disappearing ink and became straightway invisible, the Court could undoubtedly cause the terms to be indelibly restored according to the parties' understanding of what the paper contained; here the process is in effect precisely the ordinary one known as "reformation," and yet there is no writing as required by the statute. The theory of reformation is that the instrument already is subjectively — i. e. to the parties — what they supposed it to be, and therefore that the statutory requirement of writing is, subjectively at least, satisfied; and that the "reformation" is needed only to make the instrument appear to all the rest of the world as it appeared (and therefore legally was) to the parties when they signed it.

The really complicated and troublesome questions concerning mutual mistake, as commonly so called, are those of the character first mentioned, namely, questions as to the materiality of some expressed term or unexpressed assumption. These are questions common to all contracts, written or unwritten, and involve the theory of avoidability (post, § 2423).

knowledged jurisdiction sfford relief in the one case as well as in the other, by compelling the delinquent party fully to perform his agreement according to the terms of it and to the manifest intention of the part s."

^{** 1825,} Washington, J., in Hunt v. Rorsmanier, 1 Pet. 1: "The execution of agreements, fairly and legally entered into, is one of the peculiar branches of equity jurisprudence, and if the instrument which is intended to execute the agreement be from any cause insufficient for thst purpose, the agreement remains as much unexecuted as if one of the parties had refused altogether to comply with his engagement; and a court of equity will in the exercise of its ac-

^{6 1869,} Glass v. Hulbert, 102 Mass. 24 ("From the oral agreement there can be derived no legal right, either to have performance of its stipnistions or written evidence of its terms").

 $\S~2418$. Same: (a) Signing a Completed Document; (3) Mutual Mistake, as affecting Bona Fide Holders for Value. The theory of reformation is to make the instrument state, objectively and in appearance to others, what it did subjectively state to the parties themselves. The one party is not bound to the other by the purporting tenor of the act, because the other party shared the error. But as against third persons, who are not sharers of the same supposition, and who are authorized by the substantive law to rely upon the instrument as defining the rights acquired by it, the tenor of the instrument controls, as a necessary result of the general principle (ante, § 2413) that the actor is responsible for the reasonable consequences of his act. In other words, an instrument may be reformable as against one person, but not as against another; the only condition being, in the latter case, that the transaction is one by which subsequent transferces may acquire rights not wholly dependent on the title (i. e. the legal acts) of their transferors. This will of course be the case with commercial paper. It should also be recognized for deeds.1 The theory of the law is well illustrated in the circumstance that the same deed may at the same time be reformable as against one of the original parties to it, though not as against another.2

 \S 2419. Same: (b) Signing a Document having Blanks, or ospable of Alteration; Writing One's Name not as a Signature. (1) When a document as signed contains a blank space, and the blank is afterwards filled in by another person, the liability of the maker to be charged with the terms thus filled in is determined by the general principle of reasonable consequences (ante, § 2413). As against the person filling the blank, the maker is of course chargeable for such terms as accord with his own authority or consent,1 and is not chargeable with any other terms. But even against third persons who may by substantive law rely on the instrument as the foundation of their rights, the maker may be chargeable, by the test of reasonable consequences; because an improper insertion by the immediate transferee may be (in the circumstances) a consequence which a prudent man might well have apprehended. For negotiable instruments,2 as well as for deeds, this principle

^{1 1862,} Garrard v. Frankel, 30 Beav. 445 (the plaintiff and the defendant agreed for a lease by the former to the latter at 280%, but the plaintiff, in filling ont the blanks, wrote hy mis-take 130% for 230%; the defendant signed the lease with knowledge of the discrepancy; held, (1) that the defendant might give up the lease, but if she retained the lease, could do so only at a rent of 230l.; but (2) that B., who had advanced money to the defendant on an assignment of the lease, was to be treated as a pur-chaser for value without notice and have a lien on the honse for the amount of the advances, whether the defendant retained or gave up the lease); 1891, Holmes, J., in Goode v. Riley, 153 Mass. 585, 28 N. E. 228 ("As things stand, a purchaser without notice could hold him to the words which he has used ").

worts which he has used).

3 1862, Garrard v. Frankel, supra; 1876,
Wilcox v. Lucas, 121 Mass. 22 (W. sold his

share of mining land to L. and A., and, by misshare or mining rand to L. and A., and, by mas-take in supposing certain ore land not to be within the share, an intended reservation of rights was omitted; reformation was ordered as to L., who shared the mistake, "to prevent him from relying on the grant," hut not as to A., who did not share the mistake).

^{1 1829,} Hudson v. Revett, 5 Bing. 363 (quoted

ante, § 2408).

1853, Montague v. Perkins, 22 L. J. C. P.
187 (defendant held liable on an acceptance in hlank, filled np and negotiated by the payes twelve years later: "he must be taken to have intended the natural consequence of his act"); and cases cited in Ames' Cases on Bills and Notes, I, 526, note.

Notes, I, Dzo, note.

1890, State v. Matthews, 44 Kan. 596, 25
Pac. 36 (the grantor executed a deed with a hlank for the grantee's name, and left it with M. to negotiate with a proposed grantee; M. filied

seems to have settled into a rule of thumb, where the blank is expressly left for the purpose of later completion and the document is handed away. But where the document, though expressly left incomplete, is retained by the maker and later leaves his custody without his consent,4 or where the blank is a mere superfluous space left uncancelled in an otherwise complete instrument,5 the act is treated as not negligence per se, and the question turns upon the circumstances of each case.

- (2) Where after execution a document has been altered and is acquired by a third person in its altered condition, the same principle serves as a test; here the question seems always to be open upon the circumstances of each
- (3) Where the person charged had not signed any document at all, but had written his name alone, i. e. for some other purpose than as a signature to a preceding written statement, it is natural to find the Courts holding him not responsible, as a matter of law.7 Only rarely could the circumstances here justify leaving the question of negligence to the jury.

in his own name, and recorded the deed, then mortgaging the land to T., on the faith of the record; T. was held to obtain a good title); 1889, Dobbin v. Cordiner, 41 Minn. 165, 42 1889, Van Amringe v. Morton, 4 Whart.

82 (a deed executed by a married woman without reading it, on her husband's faise representations, was left hlank as to grantee and description of property, and the husband filled it with a grantee's name and a description of the wife's property; 'he bona fide grantee was held to obtain a good title, on the ground of the wife's "culpable negligence").

8 1839, Van Amringe v. Morton, 4 Whart.
882 (a deed executed and acknowledged, with a blank for the grantee's name, locked by the grantor in a drawer of which the key was given to his brother, who abstracted the deed, filled out the name of a grantee and delivered it, was held not effective, there being no negligence or default in the maker).

8 1827, Yonng v. Grote, 4 Bing. 253 (defend-

1827, Yonng v. Grote, 4 Bing. 253 (defendant held liable for checks signed by him in hlank, left in his wife's custody, and so filied out by her direction that a blank space before the amount could be filled in to make 50l, into 350l, "we decide here on the ground that the banker has been misied by want of proper caution on the part of his customer"; "the checks, left by him part of his enstomer"; "the checks, left by him to be filled up by his wife, when filled up by her become his genuine orders"); 1854, Barker v. Sterne, 9 Exch. 684 ("whether the better ground for supporting that decision is that the drawer is responsible for his negligence... or that the rest of the world mnst judge of the anthority to fill it up by the paper itself and not by any private instructions, it is unnecessary to inquire"); 1875. Halifax Union v. Wright. I. R. 10 Exch. 1875, Halifax Union v. Wright, L. R. 10 Exch. 183 (the ruling in Young v. Grote approved, as "perhaps only an application of one of those general principles . . . that a man cannot complain of the consequences of his own default against a person who was misled hy that default without any fault of his own ").

6 Eng.: 1859, Ingham v. Primrose, 7 C. B. N. s. 82 (defendant held liable on an acceptance delivered to M. without consideration to be discounted, returned to the defendant hy M. after fajiing to obtain discount, then torn in two fajiing to obtain discount, then torn in two pieces by the defendant and thrown into the street, and picked up by M. in the defendant'a presence, and afterwards negotiated by M.; "the case appears to turn on the question whether the act of tearing the hill in two pieces, being manifest on the face of it, is such an act as prima facie ought to have indicated to the plain-tiff that it had been withheld or withdrawn from circulation : . . . it was properly a question for the jury whether the bill exhibited appearances which would have led a man of ordinary intelligence to the conclusion that it had been torn for the latter purpose"); U. S.: 1870, Wait v. Pomeroy, 20 Mich. 576 (defendant held not lia-hle on a note from which, before indorsement to the plaintiff, had been detached a memorandum a machine; "no one is bound to guard against every possibility of felony"); 1870, Harvey v. Smith, 55 Ill. 224 (similar note, bearing the condition in pencil which was aread before condition in pencil, which was erased before transfer; the defendant heid guilty of "gross carelessness," and an instruction that he was liahle if the erssure could have been made "without leaving any trace which could be detected by a prudent and careful man," held proper); 1875, Brown v. Reed, 79 Pa. 370 (defendant signed an agreement to pay over the proceeds of machines sold hy him as agent, the words being so printed that, on separating the paper vertically, one half bore the signature and a form of promissory note; "whether there was negligence in the maker was clearly a question of fact for the jnry").

7 1869, Foster v. Mackinnon, L. R. 4 C. P. 704 ("It was as if he had written his name on a sheet of paper for the pursees of franking.

a sheet of paper for the purpose of franking a letter, or in a lady's album"); 1870, Caulkins v. Whisler, 29 Ia. 495 (the defendant wrote his

§ 2420. (C) Delivery of a Document; Deed or Negotiable Instrument de-**\$ 2420** livered to Bona Fide Molder contrary to Intent of Maker. The third element of every act, its finality of utterance (ante, § 2404, par. 1, c, § 2408) — usually marked by the delivery of the instrument — is equally governed, in respect to the competition between intent and expression, by the principle of reasonable consequences (ante, § 2413). Whether the act has been completed, or delivered, is nor to be determined by the actual intention of the actor, but by the inquiry whether his conduct produced as a reasonable consequence the appearance of finality to the other person.

Where the other person is an immediate party to the transaction, and the mutual understanding is that the document has not yet been finally issued and delivered, there is no difficulty; in such cases, the first party is of course not to be charged with the document. But where the other party is a subsequent transferee in good faith, and the document is of that sort which permits third persons to acquire independent rights under it, the conduct of the first party, in so dealing with it that as a reasonable consequence it appeared to have been delivered, may charge him, even when he has not actually intended to consummate its delivery. For commercial paper there is no doubt, whether the document has been manually handed away subject to a condition,2 or whether it has been retained after preparation but unlawfully abstracted from the maker's custody; though in the latter case it would of course be rare that the conduct would be deemed negligent, while in the former case the manual transfer would as a rule be made at peril. For deeds, an escrow to the grantee would be treated as absolute, by the Courts accepting the modern doctrine (ante, § 2408), if the grantee was reasonably led to suppose that the delivery was absolute, in spite of the grantor's private intent to the contrary; 4 and even in those Courts which preserve the traditional arbitrary

name upon a hlank piece of paper and gave it to S. to be sent to S'a employer so as to identify the defendant'a aignature when orders for machines were sent to them bearing his name as saleswere sent to them bearing his hame as sales agent; S. filled in with the words of a note; the defendant was held not liable, because not "so far in fault in the transaction that he ought to be required to bear the loss resulting from the crime

The cases in §§ 2408-2410, ante, illustrate this.

* 1841, Marston v. Allen, 8 M. & W. 494 (indorsed bill placed in the custody of the indorser's agent and hy him transferred in fraud, held binding); 1860, Fearing v. Clark, 16 Gray 74 (defendant held liable on a note wrongfully negotiated by the custodian in escrow; "it is essential that there should have been a delivery of the note by the maker, to take effect as a contract; ... hnt this rule is qualified and limited as between the maker and a bona fide holder"); and cases cited in 'ames' Cases on Bills and Notes, I, 573, note.

3 1878, Baxendale v. Bennett, 3 Q. B. 525 (the defendant held not liable on a bill of exchange, written hy him, with an acceptance to his own order, but without a drawer's name,

this being then stolen from his deak and negowell, L. J.: "The defendant here has not well, L. J.: "The defendant here has not voluntarily pnt into any one's hands the means, or part of the means, for committing a crime; or part of the means, for committing a crime; . . . I confess I think he has been negligent, . . . hut then this negligence is not the proximate or necessary cause of the frand; a crime was necessary for its completion"; Brett, L. J.: 'I twas not negligence, for two reasons, first, he did not own any duty to any one, and, according did not owe any duty to any one, and, secondly, he did not act otherwise than in a way which an ordinary careful man would act"); 1870, Burson v. Huntington, 21 Mich. 415, 431 (holding invalid a note which had been signed by the maker left on a table randing the obtaining of maker, left on a table pending the obtaining of maker, left on a table pending the obtaining or a surety and the delivery of the payee's deed, and thence taken forcibly by the payee and transferred to the plaintiff).

a 1856, L. C. J. Campbell, in Gudgen v. Besset, 6 E. & B. 986, 992 ("I should attach no weight whatever to what the grantor might think or intend when he delivered the instru-

think or intend when he delivered the instru-ment, unless I thought that it was intended and agreed hy both parties that the delivery should operate only as the delivery of an escrow").

rule making absolute an escrow to the grantee (ante, § 2408), there is a tendency to rest the result on the ground of negligence, where a bona fide third party's interests are involved. Where the escrow has been made to a third person, the principle of reasonable consequences, and the analogy of all the preceding rules, require that the grantor should be bound, to one subsequently holding it, by a delivery made without observance of the condition and contrary to his intent; and such is the rule of most Courts to-day. But the metaphysical error that a specific actual intent is an indispensable feature of every act (ante, § 2413), and the failure to perceive (what the foregoing topics amply illustrate) that the very same conduct may constitute a valid legal act as against one person, though at the same time not as against another person, i.e., that nullity is a relative term only, has induced some Courts to refuse to accept this rule, and to deny title to the subsequent holder.

§ 2421. Unilateral Acts; foregoing Principles applied to Wills and Ballots.

(1) A will is a unilateral act, i.e. there is no second party who acts upon the faith of it as a part of the transaction. Is there then the same reason to require the enforcement, for wills, of the general principle of intent (ante, § 2413), namely, that the terms of the act shall be such as were by the actor caused to be expressed as a reasonable consequence to the other party dealing with him? It would seem not. (a) So far as the terms of the will are concerned, it is clear that the law does not attempt to apply that principle in its stringency. The signing of a specific document as a will does not, as it does with bilateral acts (ante, § 2415), conclude all consideration of the signer's intent to enact those terms into the will; the question of intent is still open. Nevertheless, since the maker is deceased, and the ascertainment of his actual intent is always an elusive and jeopardous inquiry, some practical rule of thumb must if possible be adopted, taking some tangible circumstance of outward conduct as the mark of intent. Such a circumstance, for one, is the

struments; they are not what they purport to be; they purport to be instruments which have been delivered, when in fact they have not been delivered; . . they are capable of being used to deceive innocent purchasers, and the makera of such instruments cannot fall to foresee that they are liable to be so need; . . [tha maker] ought to be responsible for the use that may in

^{** 1879,} Ordinary v. Thatcher, 41 N. J. L. 403 (guardian's bond delivered to the connty surrogate as agent for the probate indge, the ohligee; a delivery in escrow, conditionally on another surety's signature, held absolute; though the old doctrine was invoked, the opinion proceeded upon the ground that "If the matter is left in douht as to the character of the delivery of this instrument, such douht should be resolved in favor of the innocent person to secure whom the bond was given, rather than to the advantage of these defendants, whose carelessness has at all events produced this situation").

** 1849, Blight v. Schenck, 10 Pa. St. 285, 294 (escrow delivered by the third person without performance of conditions prescribed by the grantor, held effective in favor of a bong tide

^{1849,} Blight v. Schenck, 10 Pa. St. 285, 294 (escrow delivered by the third person without performance of conditions prescribed by the grantor, held effective in favor of a bona fide grantee, "who acts on the presumption that the records of the county are not intended to mislead, hnt speak the truth, that the acts and declarations of the grantor are such as they purport to be"); 1892, Huhberd v. Greeley, 84 Me. 340, 24 Atl. 799 ("Escrows are deceptive in-

to deceive innocent purchasers, and the makers of such instruments cannot fall to foresee that they are liable to be so used : . . [tha maker] ought to be responsible for the use that may in fact be made of it."].

7 1903, Mays v. Shlelds, 117 Ga. 314, 45
S. E. 68 (yet modifying the doctrine to some extent on lines of negligence); 1859, Smith v. Sonth Royalton Bank, 32 Vt. 341 (Bennstt, J.: "The deed not having been delivered, it was a nullity and vold, or, more properly speaking, never existed; . . . there is a radical distinction, as it respects the rights of a bona fide purchaser or assignee without notice, between a void and a voldahle instrument; . . let the principle be as it may in regard to commercial paper, on question can be made as to a void deed"). The anthorities are collected in Jones, Real Property, §§ 1815 ff.

reading over of the will to or by the testator; and there may be other circumstances which mark his knowledge of the document's contents. Given his knowledge and his ensuing act of signature, and further inquiry must cease, - subject only to those varying circumstances of fraud which may here and there arise. Such apparently is the judicial attitude to-day:

1800, Wilde, P. J., in Guard'house v. Blackburn, L. R. 1 P. & D. 100: "The following propositions commend themselves to the Court as rules which, sluce the statute, ought to govern its action in respect of a duly executed paper: First, that before a paper so executed is entitled to probate, the Court must be satisfied that the testator knew and approved of the contents at the time he signed it. Secondly, that except in certain cases, where suspicion attaches to the document, the fact of the testator's execution is sufficient proof that he knew and approved the contents. Thirdly, that although the testator knew and approved the conteuts, the paper may atill be rejected, on proof establishing, beyond all possibility of mistake, that he did not intend the paper to operate as a will. Fourthly, that although the testator did know and approve the contents, the paper may be refused probate, if it be proved that any fraud has been purposely practised on the testator in obtaining his execution thereof. Fifthly, that, subject to this last preceding proposition, the fact that the will has been duly read over to a capable testator on the occasion of its execution, or that its contents have been brought to his notice in any other way, should, when coupled with his execution thereof, he held conclusive evidence that he approved as well as he knew the contents thereof. Sixthly, that the above rules apply equally to a portion of the will as to the whole." 1

(b) So far as concern the finality of the act — that which corresponds to delivery in deeds - the question was once an open one, as already noticed (ante, § 2411); whether an intent to consummate execution existed, was a question of the circumstances of each case. But the formality of attestation has indirectly put such questions at rest; for this formality, indispensable to almost all wills, effectually marks the final adoption of the document as a testamentary utterance; and no one has ever suggested that such a thing as an attestation in escrow would be judicially sanctioned. Only for holographic wills, so far as these are still recognized, can the question of finality

(2) Ballots of election furnish the only other important type of unilateral act. Here again, theoretically, the general principle (ante, § 2413) does not

1 Accord: 1873, Harter v. Harter, L. R. 3 P. & D. 11; 1891, Boehm's Goods, Prob. 247; 1901, Garnett-Botfield v. same, Prob. 335; 1896, Sheer v. Sheer, 159 Iil. 591, 43 N. E. 334 (the testator had personally requested the witnesses to sign the document he produced as his will; the Court listened to evidence as to its non-conformity with the instructions and as to his probably not having read the final draft; but decided that the presumption arising from his act of signing was not overthrown); 1834, Downey v. Mnrphy, 1 Dev. & B. 82 ("It should have been left to the jury to say whether . . . the presumption, from execution, that the party knew the contents of the paper, understood them, and assented to them, was in fact rebutted by the state of his mind and heaith at the time the will was prepared and executed, by

its contents, and by the circumstances reifed on by the defendant").

Consequently, words inserted by mistake may be struck out, though (perhaps inconsistentiv) words omitted by mistake will not be inserted: 1891, Boehm's Goods, supra (bequest of 10,000/. each to two daughters F. and G.; the name of F. having been inserted by mistake instead of G. it was struck out though the Construction. G., it was struck out, though the Court would not replace it by the name of G.); 1901, Garnett-Botheid v. same, supra; 1991, Schott's Goods, Prob. 190; 1902, Brisco v. Bailite Hamitton, Prob. 234; 1902, O'Connell v. Dow, 182 Mass. 541, 66 N. E. 788.

a See the quotation ante, § 2411.

But the actual date of a will is always open to inquiry (ante, \$ 2410).

necessarily govern, and the voter's intent - for example, in voting by mistake for an unintended person - might be open to inquiry. But the difficulties of investigation and the possibilities of cajolery and fraud are too great to permit this. Practical needs oblige us to take the written expression of the ballot as the sole and definite element of the voter's act:

1863, Selden, J., in People v. Peace, 27 N. Y. 72, 84: " It is proper to ask him for whom he intended to vote; not however, on the ground that his intention as an independent fact could be material, but on the ground that it was a circumstance tending to raise a presumption for whom he did vote; Denie, C. J.: "It is only the intention of the voter as expressed by the ballot - interpreted, if necessary, as all written evidence may be - by proof of the concomitant circumstances - which can be taken into consideration on the trial. If the elector who deposited the vote should swear ever so strongly that he intende it to be for a particular candidate, it could not be allowed to him, unless it appeared upon the other competent evidence that his name was actually written or printed upon it."

3. Voidable Acts.

§ 2423. Motive as making an Act Voidable, Mistake, Fraud, Duress, Infancy, and Insanity. The distinction between acts void and voidable is well enough established, and the specific conditions of avoidability are for the most part settled in the law. It is here necessary merely to ascertain the part played by this doctrine in the so-called parol evidence rule.1

That an act is voidable assumes that it is an act, - in other words, that all the requirements of an act, as already examined, are satisfied. So far, then, as an act is held to be voidable, it must be for some other reason than one of the foregoing elements, that is, some reason which concedes that the act is jural and lawful in its subject, intelligible and definite in its terms, and final in its utterance, and that in all these respects there existed in the actor an intention to do the act, or a volition having consequences equivalent to intention. The inquiry, therefore, is, What is the distinction between these elements, the lack of which leaves the act void, and those other elements which merely make the act voidable?

The other elements are all reducible finally to a single consideration, namely, that of motive, - i. c. the relation between the actor's state of mind and some fact external to himself and his act.2 This consideration of Motive falls under three general heads:

1. When the fact creating the motive is somewhere mentioned in the terms of the act, it is commonly spoken of as a Condition. Conditions may be

Accord: 1875, Beardstown v. Virginia, 76 lll. 34, 48 (that a ballot was cast by mistake, held inadmissible); 1898, Tutt v. Hawkins, 53 Nebr. 367, 73 N. W. 692 (that ballots were improperly printed in distinguishing between full and unexpired terms, excluded); 1896, State v. Steinborn, 92 Wia. 605, 66 N. W. 798 (a voter's intent to vote for a different person, excluded).

How an *ambiguous ballot* may be interpreted is a different question (post, § 2461). Whether the ballots, not the election officer's certificates,

are the ultimate subject of inquiry is another

question (ante, § 1351).

3. Whether an act may be void or voidable as to one person, but not to another, has already been considered (ante, § 2413).

2 "It is not true, then, as it is sometimes

said, that the law does not concern itself with the motives for making contracts. On the contrary, the whole scope of fraud outside the contract is the creation of false motives and the removal of true ones" (Holmes, The Common Law, 326).

established by express stipulation in the act, or by implication of law. Of the latter sort may be, for example, in contracts, a varranty of a horse's pedigree; in deeds, a description of land as containing specified buildings; in wills, a recital (incorrectly) of the death of an elder son as the reason for devising to a younger one.8

2. When the fact creating the motive is not mentioned in the terms of the act, the recognized grounds of avoidance are of two general sorts, Error and Compulsion. (a) Error may exist eithe. by the inducement of the second party, or without it. (1) Error induced by the second party may involve a fact misrepresented fraudulently or innocently. In both cases, the fact must have been material as a motive to induce the act; but the right to avoid is much narrower in scope in the latter case than in the former. In both cases, however, the avoidance is due to a fact external to the legal act itself,4 and this marks the distinction between void and voidable acts. (2) Error not induced by the second party will involve either mutual or individual mistake. Where the mistake is mutual — for example, where the parties agree to buy and sell a specific lot of land, supposing it to contain forty acres, and in fact it contains thirty-four acres only, but the price is made proportionate to forty acres, and the terms of the deed do not mention the area -, the question is whether this mistaken mutual motive will authorize either the total avoidance of the act, or at least its judicial reformation on equitable lines. This is one of the chief sources of controversy in the so-called doctrine of mutual mistake; and it has been already noticed (ante, § 2417) that this is entirely distinct in its problem from the doctrines of mutual mistake as to the actual contents of a document signed. So, too, a mutual erroneous assumption as to the legal effect of words intentionally used belongs under the present head. The practical problem here is a difficult one, and the rules are by no means uniform in acceptance; but in nature it is a problem common to all legal acts, whether oral or written. Where the mistake is individual only — for example, in the above case, if one party alone entertained the mistake as to area -, it is generally conceded that the act cannot be avoided. (b) Computsion, or duress, so far as it means a coercion to choose between the signing of a document and the suffering of some harm, whether corporal or otherwise, signifies that the act has been consummated because of the motive of fear of

sumption of the external correctne sential term, and is therefore voidable.

• 1751, Pitcairn v. Ogbourne, 2 Ves. Sr. 375 ("The present evidence [of frand] is offered not to contradict the import of the bond on the face of it; . . . it is admitted the written instrument is as it was designed to appear at the origi-

nal transaction").

For ordinary paroi contracts, but little recognition seems to be given to such mntnal mistake as a ground of avoidance (Harriman on Coutracts, 2d ed., § 418). But in equity the term "mutnal mistake" is so often employed without discrimination that the legitimate doctrine as to the terms of the writing (ante. § 2417) has often the terms of the writing (ante, § 2417) has often been used to extend to the present cases.

³ Under this head fails Mr. Justice Holmes' well-known lllustration (Common Law, 310) of a sais of "this barrel of mackerel," the barrel turning out to contain salt. Here the question is merely whether the mackerel contents are by is ineresty whether the macketer contents are by implication an easential term and therefore a condition, just as when land is described by metes and bounds and by area and the two are inconditions. metes and bounds and by area and the two are inconsistent. In both cases the terms of the inconsistent. In both cases the terms of the contractual act in themselves are perfectly intelligible and valid, and it is only in application to the external objects that they prove inaccurate; hence it seems not the real explanation to hold (Common Law, 311) that the act is "meaningless," and therefore void; rather, it is sensible and valid, but it re.ts upon the analysis.

that harm. Since motive alone is thus involved, it follows that compulsion, like fraud, merely makes the act voidable. In fact, then, compulsion is always of this nature, and there is no clear distinction of principle between "equitable" and "legal" duress so-called. The only conceivable case in which duress could go to deny the very existence of the act is that of the physical seizure of the person's hand, and a forcible movement of his pen, by another person, for there the first person's volition (ante, § 2413) is lacking.

3. A peculiar variety of the foregoing doctrine is found in the avoidability of acts of infants and lunatics. Here a rule of thumb is adopted, by which the person's age or disease serves of itself virtually to raise a fixed presumption of fraud or compulsion, and thus to create the option to avoid, regardless of any inquiry whether there was in the individual case deceit or duress. The general probability of it is regarded as sufficient. At the same time there has always been a tendency, in one or another court, to break from the fixed rule, and to treat such persons' contracts, especially after performance on one side, as voidable then only when in fact there was in the particular case fraud or duress. It may be added that the earlier doctrine that a lunatic's contracts are void, not merely voidable, is referable to the natural opportunity for doubting whether his mental condition, as respects legal acts, is that of total absence of real volition or merely of an unintelligent apprehension of the proper motives of his conduct; for, if the former be the case, it is logical to treat his act as void. — The voidness of a married woman's acts at common law was a pure anomaly; either it had no reason at all (as modern legislation practically pronounces), or it was based on an apprehension of imposition, in which view the rule of voidability should have been applied. The invalidity of acts ultra vires of a corporation does not involve the present principle, but rather that of prohibited acts (ante, § 2414); for the law's prohibitions of such acts by corporations are of the same nature as its prohibition of gaming or trading contracts by natural persons.

. B. INTEGRATION OF LEGAL ACTS (VARYING THE TERMS OF A DOCUMENT).

§ 2425. General Theory of the Rule against Varying the Terms of a Writing. When parties negotiate at a distance, by letters and telegrams, — first an offer, then a declination, then a revision of the offer, then a halt upon an important term, afterwards an offer of its concession in return for the concession of some prior term now to be changed, and finally an acceptance of

8408

* 1887, Fairbanks v. Snew. 145 Mass. 153, 13 N. E. 596 (Holmes, J.: "No doubt, if the defendant'a hand had been forelbly taken and compelled to hold the pen and write her name, and the note had been carried off and delivered, the signature and delivery would not have been her acts; . . . there sometimes still is ahown an inclination to put all cases of duress upon this ground; but . . it is well settled that where, as usual, the so-called duress consists only of threats, the contract is only voldable;

. . . the ground npon which a contract is voidable for dnress is the same as in the case of fraud, and is that, whether it aprings from a fear or a belief, the party has been subjected to an improper motive for action; but if duress and frand are so far alike, there seems to be no sufficient reason why the limits of their operation ahould be different"). Compare the article of Professor J. B. Ames, Specialty Contracts and Equitable Defences, 1895, Harvard Law Review, IX, 49.

this concession, and thus an end of the negotiations, — where are the terms of this contract to be found? Obviously, in this congeries of letters and telegrams, as mutually modifying and complementing each other. The whole of the contract is not in any one document. Nor, on the other hand, does the whole of any one document (probably) represent a part of the contract, because some of its terms have been impaired and replaced by other documents in the series. Nor can it be said that there is a series of legal acts, each one independent, successively modifying the preceding ones; for each letter and telegram is merely tentative and preparatory, and there exists no legal act (ante, §§ 2401, 2404) until the final assent is given. That assent, when it comes, adopts and vivifies the entire mass, which until then was legally inchoate only. The process is not unlike the fall of cards in the play of a trick at whist; the total effect cannot be determined till the last card has fallen, and no one card exhibits in itself the effect of the trick; yet, when all are played, the second card may prove to be the decisive factor and may remain unimpaired by any later play.

On the other hand, if instead of leaving the net effect of the negotiations to be gleaned from the mass of writings, a single document is finally drawn up to replace them and to embody their net effect, and is signed or otherwise adopted by the parties, this document will now alone represent the terms of the act. Instead of leaving the wheat mingled with the chaff, the wheat has been definitely selected and set apart in a single mass. The wheat existed there, no less before than now, but it has now been placed in a single recep-

This process of embodying the terms of a legal act in a single memorial may be termed the Integration of the act, i. e. its formation from scattered parts into an integral documentary unity. The practical consequence of this is that its scattered parts, in their former and inchoate shape, have no longer any legal effect; they are replaced by a single embodiment of the act. In other words: When a legal act is reduced into a single memorial, all other utterances of the parties on that topic are legally immaterial for the purpose of determining what are the terms of their act.

This principle, perfectly well settled in our law, has several aspects which it is necessary here to notice:

(1) In the first place, it is not a rule of evidence, because it has nothing to do with the probative value of one fact as persuading us of the probable existence of another fact (ante, § 2). It is a rule of substantive law, because it deals with the question where and in what sources and materials are to be found the terms of a legal act (ante, § 2401). This understanding of the rule is plain enough in the modern judicir. I utterances, in spite of the frequent loose employment of the word "evidence" — a faulty habit, but easily enough succumbed to when applying the rule at trials:

1813, Gibbs, J., in Pickering v. Dowson, 4 Taunt. 779, 786: "I hold that if a man brings me a horse and makes any representation whatever of his quality and soundness, and afterwards we agree in writing for the purchase of the horse, that shortens and corrects the representations; and whatever terms are not contained in the [written] contract do not bind the seller, and must be struck out of the case."

1824, Abbott, C. J., in Kain v. Old, 2 B. & C. 627, 634: "Where the whole matter passes in parol, all that passes may sometimes be taken together as forming parcel of the contract (though not always, because matter talked of at the commencement of a bargain may be excluded by the language used at its termination). But if the contract be in the end reduced into writing, nothing which is not found in the writing can be considered as a part of the contract."

1846, Parke, B., in Knight v. Barber, 16 M. & W. 66 (the plaintiff and the defendant had made an oral agreement for the sale of shares; on the same afternoon the defendant signed a memorandum, which was then handed to the plaintiff, reciting the sale, the price, etc.; it was held that this memorandum should have borne a stamp): "With respect to the first point made by Mr. Baines [for the plaintiff], that there was a distinct parol contract between these parties before the memorandum was signed, if that memorandum was afterwards made and signed by the defendant, and was intended to contain the terms of the contract and to be acted upon by the plaintiff, it became, when it was so acted upon, the real contract between the parties. The parol agreement goes for nothing, if it was intended that it should be reduced into writing and this is afterwards done."

1875, Blackburn, J., in Angell v. Duke, 32 Law T. Rep. x. s. 320: "It is a most important rule that, where there is a contract in writing, it should not be added to, if the written contract is intended to be the record of all the terms agreed upon between the parties. Where there is a collateral contract, the written contract does not contain the

1880, Van Fleet, C., in Van Syckel v. Dalrymple, 32 N. J. Eq. 283: "What was said during the negotiation of the contract or at the time of its execution must be excluded, on the ground that the parties have made the writing the only repository and memorial of the truth, and whatever is not found in the writing must be understood to have been waived and abandoned."

(2) In the next place, this rule has no necessary relation to any rule of law requiring acts to be done with a particular formality, such as writing. On the one hand, a contract may be entirely in written form, prescribed by law, and yet the terms may be scattered through many writings and not integrated in a single document; for example, a will of personalty under the statute of Charles II (against frauds and perjuries) had to be in writing, and yet the ecclesiastical Courts constantly dealt with valid wills which were made up from numerous separate writings of all sorts. On the other hand, even where no form of writing is prescribed, the rule of integration applies if the parties have in fact embodied their act in a single memorial.

¹ In the following passages the theory is concisely stated: 1781, L. C. Thnrlow, in Irnham v. Child, 1 Bro. Ch. C. 92 ("The rule is perfectly clear that where there is a deed in writing, it will admit of no contract that is not part of the deed"); 1859, Pollock, C. B., in Harris v. Pickett, 4 H. & N. 1, 7 ("The rule relied on by the plaintiffs only applies where the parties to an agreement reduce it to writing and agree or intend that that writing shall be their agreement"); 1859, Martin, B., in Langton v. Higgins, 4 H. & N. 401, 408 ("Where two parties enter into a contract and put it into [a single] writing, that writing determines the terms of the bargain"); 1861, Hoar, J., in Kelly v. Cun-

ningham, 1 All. 478 ("The writing is the contract of the parties, in the view of the law, and supersedes all the previous parol agreements"); 1878, Depne, J., in Franklin F. Ins. Co. v. Martin, 40 N. J. L. 568, 581 ("The written contract shall be regarded as the sole repository of the intentions of the parties").

Martin, 40 N. J. L. 568, 581 ("The written contract shall be regarded as the sole repository of the intentions of the parties").

See the cases cited post, § 2454.

See the cases cited post, § 2454.

M. & W. 614, 618 ("Whatever be the value of the goods sold, whether it be such as calls for a memorandnm in writing, under the statute of frands, or not, if there has been a memorandnm in writing, it cannot be altered by extrinsic evidence").

(3) As a consequence of the same principle, it is to be noted that, in theory, the rule of Integration would apply equally to an act embodied in oral form, i. e. to a single oral pronouncement. Such a transaction is entirely unlikely in fact; it can be imagined, perhaps, in a contract by heliograph or by unwritten electric telegraph. But it serves to illustrate and emphasize the principle that the essence of the present rule is the embodiment of the act in a single utterance, and that the rule applies to acts as acts, independently

(4) Finally, the notion of Integration is not that any additional terms are involved in that process, but merely that the terms are contained in a different material or embodiment; and therefore the act is complete and binding when finally assented to before integration, even if it is an agreed condition that the act shall be so reduced or integrated.5

§ 2426. History of the Rule. Looking back to find the origin and development of this rule, the precise inquiry, then, is this: The modern rule being that when the parties have embodied a transaction in a single document, the writing is indisputable as to the terms of the transaction, how far back in our history does this rule go, and what were the circumstances of its origin

It might have been supposed that this great principle of our law had come down to us as a continuous tradition from the earliest days. The indisputability of the terms of a wr ting seems to harmonize with that rigid formalism of primitive days which is elsewhere in the law constantly observable (ante, § 2405). Resting though it does now on a rational foundation of experience and policy, did it not nevertheless exist, even at the very beginning, as a natural part of the earlier system? Curiously enough, its history is quite the contrary. Our primitive system knew it not. Only towards the end of the middle ages does it come into being; and only in fairly modern times does it gain complete recognition. Its history falls, by a rough division, into three periods: I, from primitive times till the vogue of the seal, in the 1200s; II, then, on English soil, till the statute of frauds and perjuries, in 1678; III, and thence, its modern recognition.

I.1 In the primitive Germanic notions, at the time of the barbarian inva-

^{4 1854,} Mr. (later Justice) Blackburn, arguing, in Brown v. Byrne, 8 E. & B. 703 ("It may be convenient first to answer a question, put from the Bench, as to whether there is a distinction between written and verbal contracts. There is a difference; but in this respect there is none. If the parties met for the first and last time, and made a contract entirely by [oral] words, these words would, if proved, have precisely the same construction as if they had been written down"; 1885, Mnlkey, J., in Gilbert v. McGinnis, 114 Ill. 28, 28 N. E. 382 ("The rule here stated [as to interpolating a usage] is equally applicable to a verbal contract, where the terms of it are definitely fixed, as they are in the present case").

8 1894, Sanders v. Pottlitzer B. F. Co., 144

N. Y. 209, 39 N. E. 75 (defendant and plaintiff hal settled by letters and telegrams upon the terms of their contract, and had mutually assented, the intention being also to embody the terms thereupon in a single document; the defendant than refused to exacute the document defendant then refused to execute the document nnless a new condition was inserted; held, that the understanding that the contract should be embodied in a single document did not involve the addition of any substantive terms to the obligation, and that the contract could therefore be enforced in splte of its not having been so

emonuea;.

1 The materials for this first part of the story are to be gleaned from the following works:
1877-8, Ficker, Beiträge zur Urknndenlehre;
1885, Heusler, Institutionen des dentschen Pri-

sions and under the Merovingian and Carlovingian monarchies, there was certainly no notion of the indisputability of the terms of a document. This is explained, and was indeed predetermined, by the character of the civilization of those peoples. When the Germanic tribes spread west and south, and absorbed the Roman territories in Gaul, Spain, and Northern Italy, they brought with them two marked traits, —an ignorance of letters, and a legal system of formal oral transactions. They found writing in use among the Romanized peoples, and (in Italy at least) an advanced habit of transaction by notarial documents; and this they in part fell in with. But it remained alien to their own ideas; and after the dissolution of the Carlovingian empire and the subsidence of Romanesque influence (say, by the 900s), the alien element that had found entrance was excised, and the development of their native system proceeded on its own main lines.2 The document, then, even in its most definite type (carta), is in the Germanic system merely one of the symbols that entered into the formalism of the transaction and, like the wand, the glove, and the knife, has an efficacy independent of its written tenor, - which indeed could mean nothing to the parties who employed it:

"In the legal affairs of a people who, from the lowest churl to the great Emperor Charles, were unakilled alike in reading and in writing, the written document could have but a precarious position, and its acceptance into legal practice was opposed by all sorts of obstacles, - in particular, by an almost ineradicable distrust of everything written, which they feared with the fear of a man who stands weaponless and helpless. For us moderns a written document is quite another thing than for the Germanic tribes, confronted with it yet not comprehending it. Nowadays, our documents of debt, or the like, we write ourselves, or at least sign them after perusal; we are masters of them, and we know that the thing we have written or signed is precisely what it is, and no fearsome mysterious thing. Quite otherwise with the Germanic peoples, confronted with the alien practice of legal writings, npon their invasions of Roman regions. The grantor of land, the borrower of money, could neither read nor write the document which might be executed in his name; he could but mark his cross at the bottom, and hope that all was right. Thus we hear, even in the early 1200s, a certain bailiff of the abbey of Pruem, in a litigation with the abbey before Henry IV, accornfully protesting, when the abbey produces a royal charter against him, that a partisan scribe could indite whatever he might please to

vatrechts; 1887, Posse, Die Lehre von Privaturkunden; 1889, Bresslau, Handbuch der Urkundenlehre für Dentschland nnd Italien, I, 476-555; 1887-92, Brunner, Dentsche Rechtzgeschichte (based upon earlier separate essays by the same author, especially his Rechtsgeschichte der römischen und germanischen Urkunden); 1903, Brunner, Grundzüge der dentschen Rechtsgeschichte (confirming his earlier results); 1895, A. S. Schnltze, Zur Lehre vom Urkundenbeweise, Zeitschrift für das privat- und oeffentliches Recht, XXII, 70; 1898, Déclareuil, Les preuves judiciaires dans le droit franc du V- an VII* siècle, Nouv. revue hist. da droit fr. et etrang., XXI, 220, 747, 757 (independently reaching results in harmony with the German scholars); 1902, Schroeder, Lehrhuch der dentschen Rechtsgeschichte, 4th ed., 361, 698. All these scholars are in substantial agreement upon the historical facts to be referred to; Ficker and

Bresslan having contributed most to establish the correct story of the great fact, the relation of the seal and the attesting witnesses to the effect of the document. Pertile (Storia del diritto italiano, ed. 1900, VI, pt. 1, pp. 417-419) is in accord as to most points, yet does not notice the importance of the seal; but in Italy the early vogue of notaries gave a different turn to the story of its local law. Stouff (Etnde snr la formation des contrats par l'écriture dans le droit des formules du V° an XII- siècle; Nonvelle revue hist, de droit, XI, 249; 1887) ignores entirely the historical place of the seal; hut Bresslau and Posse had not at that date published their researches copiously confirming Ficker's.

Ficker, I, 83-88; Brunner, R. G., I, 399, Il, 420; id., Grundz., 41, 119; Pollock & Maitland, 11, 88-190.

invent ('irridens testamenta, dicens quod penna cuiuslibet quelibet notare posset, non ideo suum jus amittere deberet'). So too, in even a later age, there was an almost proverbial verse which ran, 'On parchment, scribes may place with ease Exactly what their own minds please.' It is, in short, easy to imagine the mistrust which must in those days have attached itself to the written document. . . . The truth is that the legal value of the carta consisted in this, that by means of it the legal transaction was completed. . . . The grantor of a piece of land could transfer it in the ancient national form of sale and vestitura, or he could now accomplish the transfer by means of the document (per cartam venditionis), and the traditio per cartam effected the transfer of ownership, just as before this the sale had done. . . . Thus the traditio cartæ was itself a formal act. The act of delivery of the document was performed by the maker grasping the still blank parchment, lifting it from the earth (in land transfers at least, by Frankish usage), calling upon the witnesses to grasp it with him, handing it to the scribe to fill out the writing, and, after

In this stage, then, the carta merely plays a convenient part, first, by enabling the formal delivery of the land to be made symbolically away from the premises, and, next, by preserving against future forgetfulness the names of the witnesses. The important and unquestionable fact is that the tenor of the writing does not legally and bindingly establish anything.6 If the truth of its statement is disputed - the amount of money loaned, the area of land conveyed, the conditions of tenure annexed -, the terms of the transaction may and must be proved by calling the witnesses to it, regardless of any contradiction of the writing.7 The attendant witnesses continued to be, as they had been, the main reliance for the proof of a disputed transaction. The procedure for disputing b 'he witnesses' oaths the correctness of the ttled, and its ultimate settlement might turn upon a wagen battle. L status of the document, and how continuous the connection between Germanic long was the persistence of this subsidiary usage and early Anglo-Norman legal ideas, may be see m the following record of English litigation two hundred years after the Co. , uest:

1292, Anon., Year Book 20 Edw. I, 258 (Horwood's ed.): "A brought the mordancester against B, on the death of his father, for tenements in C; and he prayed the assise. B. 'There ought not to be an assise: for see here your father's charter, by which he enfeoffed us and put us in good seisin. Judgment if there ought to be an assise.' - A. I admit perfectly that the charter is the deed of my father; but I teli you that he gave you the tenements by that charter upon these terms, viz., that you should hold it for one month, and that at the end of the month you should espouse his danghter Emma; and that if you did not, the iand should revert to him and his heirs. Now, he died within the month, and at the end of the month you would not marry his daughter; therefore we pray judgment if there ought not to be an assise.' - B. 'You have admitted the charter, which is simple and unconditional. Judgment if there ought to be an assise.' - A. 'Whatever the words of the charter may be, such was the covenant between my father

⁸ Konrad von Würzburg, Schwanritter, l. 571.

⁴ Heusler, I, 86.

^{*} Heusler, I, 85.

* Ficker, I, 85; Bresslau, I, 729, 730.

* Ficker, 82 ff.; Posse, 63; Brunner, R. G., I, 393, II, 420; id., Grundz., 76, 119, 159; Heusler, I, 91; Déclareuil, 757; Bresslau, 483, 500, 700. Schultza, 101; Schradar, 361, 698; 500, 799; Schultze, 101; Schroeder, 361, 698;

Pertile, I, pt. 1, p. 417, pt. 2, p. 192; Glasson, Hist. du droit et des inst. de la France, III,

<sup>503.

7 &</sup>quot;That the probative value of a document may be gathered from lay only in its witnesses may be gathered from the fact that the word urkunde meant nothing else than 'witness'": Schroeder, 361; so Brun-

and his friends and your friends; ready, etc.' - B. 'The reverse. - Therefore to the country.' - The Jurors said that such was the contract even as A said; and that his father died within the month. — They were asked if he died seised in his demesue as of fee. — The Jurors. 'We pray your assistance.' — The Justice. 'And inasmuch as it is found that the estate of B was conditional, which condition was not specifically performed, by reason of the default of B, and therefore his seisin was null." "

II. The rise of the seal brings a new era for written documents, not merely by furnishing them with a means of authenticating genuineness (ante, § 2161), but also by rendering them indisputable as to the terms of the transaction and thus dispensing with the summoning of witnesses. The vogue of the seal and of the transaction-witness wax and wane, the one relatively to the other. This legal value of the seal was the result of a practice working from above downwards, from the King to the people at large. It is involved, in the beginning, with the Germanic principle that the King's word is undisputable. Who gives him the lie, forfeits life. The King's seal to a document makes the truth of the document incontestable. This leads, along another line, to the modern doctrine of the verity of judicial records, to be noticed later. Here, for private men's documents, its significance is that the indisputability of a document sealed by the King marked it with an extraordinary quality, much to be sought after. As the habitual use of the seal extends downwards, its valuable attributes go with it. First, a few counts and bishops acquire seals; and then their courtesies are sought in lending the impress and guarantee of their seal to some document of an inferior person, as serving him in future instead of witnesses.10 Finally, the ordinary freeman comes usually to have a seal; and his seal too makes a document indisputable - at least, by himself. This extension of the seal begins in the 1000s, and is completed by the 1200s.11 Thus the old regime of proof by transaction-witnesses disappears by degrees; by the 1300s they are almost superfluous.12 This means that when a transaction has been made by writing, the parties rely for their future proof no longer on witnesses called in at the time of the transaction, but on the opponent's seal found affixed to the document, which thereby makes its terms indisputable by him as representing the actual terms of the transaction between the parties.13

^{*}Another case of a similar sort is cited by Professor Thayer (Preliminary Treatise on Evidence, 105) from Forsyth, who cites from Jocelyn de Brakelonde. About the 1300s, the following passage also is found: Mirror of Justices, whi infra, pp. 75, 115, 152, 163 ("a charter is vicious if it testifies that a gift has been made, whereas as yet there has been no delivery of seisin").

Ficker, I, 94, 95, 106, 107, 115; Bresslau, 510-549; Brunner, R. G., I, 393, II, 420, 523.

10 Ficker, 94; Posse, 130; ande, § 2161.

11 Ficker, 91, 97; Posse, 129; Bresslau, 534 ("hy the second half of the 1200s even ordinary burgers seal their documents"); Holmes, The Common Law, 272; Pollock and Maitland, II, 221 ("at the date of the Couquest the Norman duke has a seal, and his cousin the late King of

duke has a seal, and his cousin the late King of

England had a seal; . . . before the end of the thirteenth century the free and lawful man usually had a seal ").

13 Floker, 95-97; Bresslau, 545. The course of thought is seen in the attribution of the qualities of a witness to the seal as in a much

qualities of a witness to the seal, as in a much

qualities of a witness to the seal, as in a much quoted passage of the Schwabenspiegel, c. 34, § 2: "Hilfet ein toter gezinge [i. e. die briefe] als wol dir als ein lebendiger "(Schultze, 119).

13 Ficker, 82-91; Bresslan, 546 ("there is therefore no counter-proof allowable against the statements of fact [den sachlichen Bericht] in a sealed document"); id. 539 ("as a first principle of the law for documentary proof in Germany after the 1200s, it may be considered... [exceptlons excepted] that the sealing was an indispensable requirement for the legal evidential force of a document, no matter who was its

The tool for shaping the new doctrine had now been supplied; and it remained to develop and extend the doctrine. Here it must be remembered that in Anglo-Norman times people are still, on the whole, unfamiliar with writing, and that the chief varieties of transaction — namely, those affecting land — are still practised with oral forms; 14 the essential, working conception is the livery of seisin, not the charter. Whatever virtue there is in the writing is testimonial only. It furnishes one sort of proof; but it is not a necessary kind of proof, and the main thing is something done apart from the writing. "This indenture" merely "witnesseth"; and the now time-worn phrase was once the actual conception.15

So long as this notion of the operative element of transactions persisted, it must oppose a constant obstacle to the progress of the idea of an indisputable sealed document. Since the writing is not the vital thing, why yield to its terms? And so for two centuries or more the extension and adaptation of the new idea is slow. For mercantile contracts, the advance seems to have been settled by the 1300s.16 But for land-transactions there was more tardy progress. By that time, charters (i. e. deeds) were becoming necessary accompaniments; 17 but they were not yet indisputable in every respect. For example, Littleton, about 1466, tells us 18 that where the deed is in terms absolute but the livery of seisin was made with an oral condition, still the condition is enforceable, because "nothing of the tenements passeth by the deed, for that the condition is not comprised"; and again, that though, for a condition attached to the transfer of a freehold, some writing must be shown, yet "a man may be aided upon such a condition by the verdict of twelve men taken at large," 19 — just as the twelve men, in the case (above cited) of two centuries before, aided the plaintiff by a verdict directly contradicting the deed.20

anthor"); Schroeder, 701; Schultze, 103, 118. This was long ago noted by Mr. Justice Holmes for English law: 1881, The Common Law, 272. Space does not suffice to note the very interesting stages of progress, pointed ont by Ficker and Bresslan, by which this result was reached. The Indenture or chirograph of the Anglo-Saxons was one of the intermediate expedients for securing gennineness and conclusiveness. But the seal proved its superiority for the latter purpose, and finally prevailed.

16 Pollock & Maitland, II, 83, 93, 202, 217 (quoted ante, § 2405).

14 Pollock & Maitland, II, 83, 93, 202, 217 (quoted ante, § 2405).

15 The word urkunds signified, hy etymology, "witness": note 7, supra. This was the usual conception still in the 1300s and 1400s; see the citation supra, n. 12, infra, n. 19; and the following: Circa 1300, Mirror of Justices, b. II, c. 27, Seld. Soc. Pub. VII, 75 ("escritz tesmonials de contracts," i. e. deeds); h. III, c. 23, lb. 107, 152 ("hy way of aid for men's memory are writings, charters, and mnniments very necessary for to ("iny way of aid for men a memory are writings, charters, and mnniments very necessary for to testify the conditions and the points of contracts"); 1466 (!), Littleton's Tennres, sect. 365, 371 ("innescript sonth seale provent meame la condition"); 1881, Holmes, The Common Law, 270 ("a writing was a more general way

of establishing a deht in Glanvill's time than witnesses; . . . [it was] only another, although more conclusive, mode of proof"); and it persists as a phrase to the time of Sheppard's Touchstone, in the 1600s: c. IV. p. 50 ("a deed is a writing or instrument, written on paper or parchment, sealed and delivered, to prove and testify the agreement of the parties whose deed it is to the things contained in the deed"). whose deed").
deed").
18 1368, Y. B. 41 Edw. III, 10, 6 (quoted

infra, note 30). 17 Pollock & Maitland, II, 82, 91.

18 Pollock & Maitiand, 11, 02, 31.

18 Tenures, sect. 359.

19 Ihid., sect. 366. Compare the following, in 1523: Y. B. 14 H. VIII, 17, 6 and 7 (Brudnel, J.: "Such things as pass by parol, are as well hy parol as written on condition; for every grant of a chattel is good on condition without well hy parol as written on condition; for every grant of a chattel is good on condition without writing; for a deed is nothing but a proof and testimonial of the agreement of the party, — as a deed of feofiment is nothing hut a proof of the livery, for the land passes hy the livery; hut when the deed and the livery are joined together, that is a proof of the livery").

that is a proof of the livery ").

10 In a later day, this tradition is thus expounded: Ante 1726, Gilbert, Evidence, 84

On the other hand, Littleton in the very same treatise 21 is mentioning as "common learning" that a plea of condition, except in some special cases, shall not defeat a freehold "unless he showeth the proof in writing." The 1400s were evidently a transition period. By the time of Coke's commentary upon Littleton and of Sheppard's Touchstone - by the 1600s, on the whole - the modern rule of indisputability is established for all transactions affecting realty.22

No doubt by that time the surrounding circumstances had facilitated, and judicial reflection and conscious policy had stimulated, the natural growth of the newer rule. In the first place, the community had become more generally lettered, and this in its turn had resulted from the spread of the printing process in the late 1400s. Reading and writing were no longer the mysterious arts of a few. It was natural to hold that a man was bound by his written version of the transaction, when he might easily guard himself against the writing's being deficient in some of the agreed terms; 28 and it was the more natural to rely wholly upon the writing since the dying out of old methods (due in part to jury-trial) had made transaction-witnesses not commonly available. In the second place, mercantile custom had already pointed the way in advance. The Lombards in London (and doubtless also - somewhat later — the Flemings and the Hansas) were employing the commercial forms which had developed with the revival of commerce in the preceding three centuries. These mercantile documents of debt had already invented the device of indisputability, - to some extent, no doubt, preserving in tradition the expedients of the advanced Roman law. Such models can be seen to have had some influence upon English ideas.24 In the third place, the rigid

("Things that I" in livery may be pleaded without deed; . . . so a man may plead a demise, without deed, and give the indenture in evidence, for the indenture may be used as an evidence of the contract that would be good whether there were any indenture or not. . . . [Livery of seisin] is a fact a man cannot impeach or deny, and this is from the notoriety of the ceremony, . . . therefore if the defendant pleads the livery and seism of the plaintiff, the plaintiff the livery and seism of the plaintiff, the p cannot reply that the livery was conditional, without showing the deed, inamuch as the plaintiff is estopped to defeat his own livery by a naked averment and parol evidence only. But the jury are not estopped on the general issue from finding such a conditional feoffment, for the jury are men of the neighborhood that are supposed to be present at the solemnity . and by consequence may exhibit the condition on the feofiment. But since the use of the solemnities before men of the country hath ceased . . . therefore the statute of frande and perjuries hath enacted that no . . [estates] shall be assigned, granted, or surrendered unless it be by deed or note in writing").

31 Sect. 365.

28 Yet, even in Sheppard'e day, relics remain, as where he says (c. IX) that if the words of livery are to one effect and the deed to another effect the deed is void; though if the livery is

secundum formam chartæ, any additional words

of oral livery are void.

So E. g., Babington, J., in 1430, Y. B. 8 H.

VI, 26, 15, repudiating proof of an oral condition to qualify a deed: "And it will be adjinged." my own folly that I did not wish to have it written in." The contrast between this effect of the spread of letters, and the effect on the doctrine of intention or mistake (ante, § 2405), is worth noticing; in the latter aspect, it bound a man to what was in the deed; in the present

aspect, it kept ont what was not in the deed.

As early as the 1200s, this leaven is seen working; "Note that by the law merchant a man cannot wage his law against a tally ": 1222, man cannot wage his law against a tally ": 1222, Y. B. 20 Edw. I, p. 68; and the same rule for a sealed confession of debt is pnt forward as late as 1460 as a "custom of London": Y. B. 39 H. VI, 34, 46, cited in Thayer, Preliminary Treatise, 394. Further iliustrations are furnished in Pollock & Maitiand, II, 212, 222. For this doctrine of the foreigners' commercial law, see Baldns, Consilia I, no. 48 ("Stabiles et firme debent esse scripture mercatorum, — juxta iliud vuigare dictum 'quod scripei scripei,' quia scriptura mercatorum et campsorum habetur prosententia et sua fide transit in rem judicatam"). sententia et sua fide transit in rem judicatam quoted in Goidschmidt, Handh. des Handels-rechts, (1891) 3d ed., I, l, p. 389, note; see also ih. 306; Franken, Das Französische Pfand-

control of the jury influenced the judges, indirectly, by leading them to keep from the jury all alleged oral transactions which might be misused by them to overturn the words of the writing. The safety of written proof was supposed to be at stake. If the parties were allowed to put in averments extraneous to the writing, it must go to the jury, and there was no telling what the jury might do; but if the judges took exclusive charge, they could better control the situation. This reasoning is not much reported till later times, but it was plainly there.26 Finally, a general policy of regard for the trustworthiness of writing, as against the shiftiness of mere testimonial recollection, was beginning to be consciously avowed, irrespective of any discrimination against the jury. This is a distinctly modern attitude, but it emerges as one of the considerations that finally tended to fix the rule. "Thus you would avoid a matter of record by simple surmise," says Paston, J., in 1430.27 Coke, of course, furnishes such reflections in plenty, by the time of the 1600s; "it would be full of great inconvenience that none should know by the written words of a will what construction to make or advice to give but it should be controlled by collateral averments."28 Thus a judicial legislative policy comes

But, meantime, what of the theory of the rule? At the outset, in the Anglo-Norman times, as already noticed, it arises merely as a testimonial rule; the writing replaces the transaction-witnesses as a mode of proof. But in its modern shape it is a constitutive rule (ante, § 2425). The writing itself is operative; the writing is the act, not merely one of the possible ways of proving the act. By what sequence of ideas was this transition of theory

(1) At first, the new principle appears merely as a waiver of ordinary proof, permitting the substitution of another. The man who has sealed a document is not allowed to bring his transaction-witnesses or his compurgators to prove what the transaction really was; he has in advance waived this right. Such was the notion on the Continent; 29 and such was the first con-

recht (1879), 258; Pertile, VI, pt. 1, 421. The part played by foreign mercantile custom in developing other aspects of our law is well illustrated in Mr. Hazeltine's essay on The Gage of Land in Medisval England (1904, Harvard Law Review, XVIII, 36, 43).

So The examples cited supra, note 8, show how the earlier juries might make short work of deeds. A passage in Thayer, Prelim. Treat, 105, further illustrates this. It must be noted, too, as indicated in the quotation from Gilbert,

too, as indicated in the quotation from Gilbert, supra, note 20, that "the use of the solemnities of livery before men of the country" was dying out, and that so long as the vital thing had been was dying this livery, the matter might well be left to them; but there was no reason for considering

a transaction of writing as within their province.

20 1610, Altham's Case, 8 Co. Rep. 155 ("It was resolved that the said foreign or collateral averment out of the said deed setting up a prior inconsistent agreement). prior inconsistent agreement] was not of any

force or effect in the law. For every deed consists upon two parts, scil., matter of fact, and upon the construction in law; matter of fact is npon the construction in law; matter of fact is to be averred by the party and triable by the jurors; the other, being matter in law, is to be discussed by the judges of the law"; 1659, Lawrence v. Dodwell, 1. Lutw. 734 (Powell, J.: "The averment should be gathered from the words of the will; it is not safe to admit a jury to try the intent of a testator"); 1708, Strode v. Russell, 2 Vern. 621 (in chancery; "We will consider how far it shall be allowed and how far not, after it is read; and this is not like the consider now far it shall be allowed and how far not, after it is read; and this is not like the case of evidence to a jnry, who are easily biased by it, which this Conrt is not").

37 Y. B. 8 H. VI. 26, 15.

38 1591, Lord Cheyney's Case, 5 ('o. Rep. 68a; 1605, Countess of Rutland's Case, ib. 26 (quoted infra. note 38).

(quoted infra, note 38).

ception in England. This waiver is commonly spoken of as an "estoppel." i. c. a conception which concedes that the truth might be as alleged, and that ordinarily the party would have a right to prove it in the usual way, but that here he is "stopped" from that proof, by his own sealed act. "It does not lie in your mouth to say the obligation is not good." The merely subjective effect of the seal in this respect is well illustrated by a controversy surviving in Littleton's time; some lawyers thought, where a feoffment had been made, and a deed-poll given (i. c. in the single name of the feoffor, not sealed by both and indentured), naming a condition to the feoffment, that the feoffor could not take advantage of the condition; that is, because it could be used only by way of estoppel, and the feoffee was not estopped by a deed which he had not sealed; the effect being to refuse efficacy to the condition though named in the deed.

(2) Alongside of this theory, but playing gradually a more important part, was the theory that a transaction of one "nature" cannot be overturned by anything of an inferior "nature." This is the real lever which helps on the progress to the modern idea. But it appears early, and apparently as a borrowing from the Roman law.28 It has broad aspects, and is responsible for some other rules, now mostly abandoned, - such as the rule that the oral payment of a bond is no discharge. But in its present relations it serves to introduce and emphasize the operative notion of a writing. Once concede the possibility that a sealed document may be indisputable, and then this other idea will expand and reënforce the former in every direction. In particular, the sealed instrument will "discharge" and "determine" any prior transactions, whether really separate and distinct in time, or practically contemporaneous. In other words, the sealed instrument will not merely prove the transaction, but rather, by replacement, will now be the transaction. This theory was struggling for ascendency in the 1400s. For example, in 1422, where the plaintiff sues for money given on account, and the defendant asks for profert of the deed of acknowledgment given by him, and argues that the deed superseded everything else, just as a bond for 201. would have discharged a prior simple contract for the same, the plaintiff, replying, concedes

26 1368, Y. B. 41 Edw. III, 10, 6. So also in 1460: Y. B. 39 H. VI, 34, 46: "If I bring a writ of debt, and count that the defendant bought of me a horse for 10\(\ell\), and he wishes 10 wage his law, I may estop him by the speciaity proving the said contract; the same iaw of a receipt,—if he wishes to plead, 'never received,' and tenders his law, he will be estopped of his law by the speciaity proving the receipt," but some were of contrary opinion. In the neat phrase of Mr. Justice Holmes (The Common Law, 262), "if a man said he was bound, he was bound."

33 Tenures, sect. 375.
32 This notion of estoppel is illustrated in Pollock & Maitland, II, 205-222, passim. It is still seen in Sheppard's day: Touchstone, c. 14 (in deeds, "an estoppel doth bar and conclude either party to asy or except anything against anything contained in it").

28 It has been noted, in Pollock & Maitland, Il, 219, as occuring in Bracton and elsewhere, e. g. Y. B. 33-5 Edw. I, pp. 331, 547 (1306). In the Digest, it appears in de solutionibus, id, 3, 30, and also in de diversite regulié, 50, 17, 35 (Ulpian: "Nihil tam naturale est quam eo genere quidque dissolvere quo colligatum est; ideo verborum obligatio verbis tollitur; undi consensus obligatio contrario consensu cullitur."

consensus obligatio contrario consensu tollitur").

24 1542, Waberley v. Cockerel, Dyer 51 (payment of a boud is no discharge; "although the truth be that the plaintiff is paid his money, still it is better to suffer a mischief to one man than an inconvenience to many, which would subvert a law; for if matter in writing may be so easily defeated and avoided by such surmise and naked breath, a matter in writing would be of no greater authority than a matter of fact").

the case put, "for the contract and the bond are two different contracts, and 1 2426 by the greater I am discharged from the less; but in the case of this receipt of money, and the deed which proves its receipt, there is but one contract," i. e. a contract by delivery of the money, the deed being merely evidence. Again, in 1460, "if I make a contract [of loan] by deed indented, I shall not be compelled to count on the indenture; for the contract is not 'determined' by the indenture, but continues [as independent], and a man may elect how he will bring his action," * - although if he had chosen to bring it on the deed, its terms could not have been disputed.* Here appears plainly enough the idea of the indisputability of the document coexisting with the idea that the transaction is something independent of the document and is merely proved by it; and yet the notion that the document "determines" and merges the whole transaction is winning its way. For two centuries to come this mode of speech — that the writing "dissolves," "discharges," "determines," or "destroys" all other prior or coexisting transactions — is predominant in expounding the theory of the rule. The way is thus prepared for the modern idea of operativeness, forming the third stage of the rule's history.

III. However, one step still remains to be taken. As yet -- say, in the 1500s — this theory is applicable to "matter of a higher nature," i. e., specialties, sealed documents, and not to writings as such. How and when did

The Statute of Frauds and Perjuries, in 1678, seems to note the modern epoch's full beginning. The result was predetermined by the influences already mentioned; this statute appears, of course, as the mark rather than the cause of the final development. But still its literal scope was limited, as to the kinds of transactions and documents; and it had a really causal influence of its own, as a plain example leading the Courts to complete the process by expanding and familiarizing the general idea for all writings whatever.

That example was furnished by the first and third sections, in which the estate was spoken of as "put in writing" and as "assigned, granted, or surrendered, . . . by deed or note in writing." Here were two notable features,

²⁶ Y. B. I H. VI, 7, 81; cited in Thayer, Prelim. Treat. 394.

86 Y. B. 39 H. VI, 34, 46; cited in Thayer,

³⁷ Again: 1439, Y. B. 18 H. VI, 17, (where a lease is by deed, and action brought on it, "the foundation of my action, which is a specialty, is so high in its nature that it cannot

specialty, is so high in its nature that it cannot be destroyed by anything except a thing of as high a nature as it is, such as a release").

18 1605, Countess of Rutland's Case, 5 Co. Rep. 26 ("every contract or agreement ought to be dissolved by matter of as high a nature as the first deed; . . also it would be inconvenient that matters in writing made hy advice and on consideration, and which finally import the certain truth of the agreement of import the certain truth of the agreement of the parties should be controlled by averment of the parties to be proved by the uncertain testimony of slippery memory "); Circa 1610; Burglacy v. Ellington, Brownl. 191 (title to

land by deed of bargain and sale, alleged to be void for usury; plea that the huyer orally agreed that the seller could keep the rents; the counsel for the deed's validity "put that maxim that everything must be dissolved by that hy which it is bound, and his whole argument depended upon that"; notice that he was evidently relying on the phrase of Hillian countries. It is bound, and his whole argument depended upon that "; notice that he was evidently relyling on the phrase of Ulpian, quoted supra, note 33); 1696, L. C. J. Holt, in Falkland v. Bertie, 2 Vern. 334, 339 ("the last will... must be admitted sufficient to repeal all former wills, and much more to control all parol declarations"); ante 1726, Gilbert, Evidence, 279 (a release under seal is a good discharge of an account, for "any deceit or mistake in former payments is but matter in pais and therefore payments is but matter in pais, and therefore not of as high a nature as the deed; and in giving evidence, everything must be contradicted by a matter of the same notoriety as that wherehy it is proved").

practically novel in this relation. The legal act was to be constituted, not merely proved, by the document, and the document might be an ordinary writing, not necessarily a "deed," i. e., under seal. It is true that these features were not absolutely without precedent. There had been already two other statutes, - one in 1535, requiring a transfer by bargain and sale to be "made by writing," so and the other in 1540, permitting freedom of devise of lands by "last will and testament in writing." 40 But the former statute had required the writing to be a deed, "indented and sealed," so that in this respect it involved no novelty; and the latter statute was as yet so little conceived from the modern point of view that in its construction the Courts had preserved rather the old testimonial idea, and had virtually treated the testator's oral utterance as merely evidenced by the writing.41 The contrast between this attitude of the 1500s and the attitude of a century later is seen in the corresponding provision (sect. 5) of the statute of frauds, which requires devises of land to "be in writing and signed, . . . or else they shall be utterly void and of none effect." The lingering of the old, also, and its meeting with the new, are to be seen in the same statute's provisions about trust estates; for the creation of these (by sect. 7) "shall be manifested and proved by some writing signed, . . . or else they shall be utterly void and of none effect," while their assignments (by sect. 9) "shall likewise be in writing signed, . . . or else they shall likewise be utterly void and of none effect." The contrast between the two ideas is further apparent in the phrases of sect. 4 (" unless the agreement, . . . or some note or memorandum thereof, shall be in writing"), which distinctly signified that the contract and the writing might be separate things.

The significance of the statute for the present purpose, then, was in the main, first, that it abolished the practice of creating estates of freehold by oral livery of seisin only, and, secondly, that it permitted the required document (for leases) to be a writing without seal.42 By the former, it emphasized the constitutive (as opposed to the testimonial) nature of the document; by the latter, it extended the conception of constitutive documents beyond sealed ones to include all writings. The scope of these provisions was limited; but their moral and logical influence was wide and immediate. The statute now began to be appealed to, in all questions of "parol evidence," as setting an example and typifying a general principle.48

The important consequence was that for that great mass of transactions

St. 27 H. VIII, c. 16.
St. 32 H. VIII, c. 1, § 1.
Sheppard's Tonchstone, 406 ("If the notary do only take certain rude notes or directions from the sick man, which he doth agree unto, and they be afterwards written fair in his life-time, and not showed to him sgain, or not written fair until after his death, these are good testaments of lands ").

⁴ These effects have been clearly analyzed in Mayberry v. Johnson, 3 Green N. J. Eq. 116, 45 E. g.: 1696, Falkland v. Bertie, 2 Vern. 833 (proof of the testator's parol intention con-

trary to the legal effect of his will was excluded; L. C. J. Holt said that "the great uncertainty there is of proof in this case shows how necessary it was to make the statute against frands and perjuries"); 1708, Strode v. Russell, 2 Vern. 621 ("No parel proof or declaration ought to be admitted out of the will to ascertain it; to be admitted out of the wint to ascertain it;
. . . and now since the statute of francis and perjuries, this is stronger, because by that statute all wills are to be in writing"). Compare also Chief Baron Gilbert's remarks, about the same period, quoted supra, note 20.

which were not affected by the statute, but were none the less put in writing voluntarily by the parties, though not sealed - i. c. transactions for which by the older idea the writing would merely have been "evidence" -, the writing now came to be treated and spoken of as the constitutive thing. The modern view had come into complete existence; and the period of this seems to be about the end of the 1600s.44 There are still recurring traces of the older theories; 45 but the modern result is practically achieved. The Chancellor's Court seems to have been slow to accept the full doctrine, - partly. no doubt, because of the older idea that it had something to do with the untrustworthiness of juries,46 but also partly because that Court was still invoked as having a discretionary power to relieve against fixed rules of law.47 But this inconsistency of practice soon disappeared; and the transition-period of four hundred years was accomplished. A legal transaction when reduced in writing was now to be conceived of as constituted, not merely indisputably proved, by the writing. — and this whether the writing was a requirement of law or merely voluntary, and whether it was scaled or unscaled. The reminiscence of the older idea, in the use of the term "parol evidence," to designate that which was legally inoperative, still persisted as a convenient term of discussion; but the correct legal theory, whenever it has been forced into consideration, has not failed to be avowed.

It remains to notice the development of the older conception in one other direction but to the same end. The King's word, it has been seen, was incontestable, and this quality attached itself to his sealed sanction of documents.40

44 1719, Lilly's Practical Register, 48, as quoted in Vinar's Abridgment, "Contract," G. 18 ("If an agreement made by paroi to do anything be afterwards reduced into writing, the parol agreement is tharehy discharged; and if an action be brought for the non-performance of this agreement, it must be brought upon the agreement reduced into verting, and not upon the narol agreement: for both cannot stand to the parol agreement; for both cannot stand together, because it appears to be but one agreement, and that shall be taken which is the latter and

and that shall be taken which is the latter and reduced to the greater certainty by writing; for vox emissas volat litera scripta manat").

As in the passages from Lilly and Gilbert, supra, and in Benson v. Beliasis, infra.

See Strode v. Russeli, supra, note 26.

To 1673, Tyler v. Beversham, Rep. temp. Finch 30 (deed of conveyance of a farm; the orai agreement was much considered, and aporai agreement was much considered, and aporai agreement was much considered, and apparently became decisive); 1673, Feiider v. Studiey, ib. 90 (covenaut in deed, not enforced); 1673, Cheek v. Lisie, ib. 98; 1674, Garnan v. Fox, ib. 172; 1681, Fane v. Fone, i Vern. 30 ("One may aver a trust of personal estate," here many tastimony to the testator's intention). here upon testimony to the testator's intention); 1681, Lee v. Heniey, ib. 37 (a scrivener's mistake in a settlement of laud, in the nature of a will, was not allowed to be corrected); 1684, Beachinail v. Beachinail, I Vern. 246 (a deed of marriage-aettiement, proved to have been "not drawn according to the agreement," was ordered

by L. C. Nottingham to be "left ont of the case"; but this decree was reversed by L. Keeper Guilford, to the extent of letting the deed be "given in avidence" at the trial at iaw); 1681-5, Bensou v. Bellasis, 1 Vern. 15, 369 (deed of marriage-jointure; a paroi agreement "made ou the marriage" was set np; L. C. Jeffries said that "the jointure-deed is an evidence that all the preordent treaties and agreements were resolved into that"; but afterwards he increased the jointure "ou evidence of her father and uncle that B., [the husbaud,] when he proposed the treaty of marriage, offered to actile £500 per annum jointure; . . . hut note, there was no [written] covenant or agreement proved whereby he bound himself to make a jointure of that value"; 1686, Harvey v. Harvey, 2 Ch. Cas. 180 (similar agreement of marriage-actilement allowed to overtarn a deed); 1689, Towers v. Moor, 2 Vern. 98 (a testator'a instructions were not received to show a mistake in a wiii: "wa cannot go against the act of 1689. Towers v. Moor, 2 vern. 98 (a testator'a instructions were not received to show a mistake in a wiii; "we canuot go against the act of Parliament"; hut in case of a surreuder made [ou the roii] by a steward of a copyhoid, "if there be any mistake there, t is only a matter of fact, and the Courts of lan iii iu that case admit an appropriate that there is a mistake attention. admit an averment that there is a mistake, etc., either as to the lands or uses"); 1706, Hill v. Wiggett, ib. 547 (good example of the over-turning hy parol of such a copyhoid-transfer). 48 Supra, note 10.

But, long before this, it was also conceived to sanction the indisputability of his judges' reports of their judicial doings. Their recordatio (recollection or relation), oral though it be, is made indisputable. The progress of this doctrine is traced in the following passage:

1895, Sir F. Pollock and Professor F. W. Maitland, History of the English Law, II, 666: "The distinction that we still draw between 'courts of record' and courts that are 'not of record' takes us back to very early times when the King asserts that his own word as to all that has taken place in his presence is incontestible. This privilege he communicates to his own special court; its testimony as to all that is done before it is conclusive. If any question arises as to what happened on a previous occasion, the justices decide this by recording or bearing record (recordantur, portant recordum). Other courts, as we have lately seen, may and, npon occasion, must bear record; but their records are not irrefragable; the assertions made by the representative doomsmen of the shire-moot may be contested by a witness who is ready to fight. We easily slip into saying that a court whose record is incontrovertible is a court which has record (habet recordum) or is a court of record, while a court whose record may be disputed has no record (non habet recordum) and is no court of record. In England, only the King's court — in course of time it becomes several courts — is a court of record for all purposes, though some of the lower courts 'have record' of some particulars, and sheriffs and coroners 'have record' of certain transactions, such as confessious of felony. In the old days, when as yet there were no plea rolls, the justices when they bore record relied upon their memories. From Normandy we obtain some elaborate rules as to the manner in which record is to be borne or made; for example a record of the Exchequer is made by seven men, and, if six of them agree, the voice of the seventh may be neglected. In England at a yet early time the proceedings of the royal court were committed to writing. Thenceforward the appeal to its record tended to become a reference to a roll, but it was long before the theory was forgotten that the rolls of the court were mere aids for the memories of the justices; and as duplicate and triplicate rolls were kept there was always a chance of disagreement among them. A line is drawn between 'matter of record' and 'matter in pays' or matter which lies in the cognizance of the country and can therefore be established by a verdict of jurors."

As the art of keeping the written records developed, and the practice of indisputability became trite, it might have been supposed that the constitutive feature of these writings would have developed early. But it is late in appearing; the record is usually said to "import absolute verity"; 50 but no further progress is for a long time made. And naturally enough; for any other theory, however necessary, is here palpably artificial. When a seller orally names a price and then writes it in a contract, it is easy to conceive of the writing as displacing the oral utterance and constituting alone the act. But when a counsel files a pleading or makes a motion, or a jury renders a verdict, it is plain that the clerk's act of writing is an actually separate thing from any of these. Only for the utterances of the judge himself is it entirely

"Ne contre recort ne puet en riens fère").
1628, Coke upon Littleton, 260 a ("Recordum is a memoriall or remembrance in rolles of parchment of the proceedings and acts of a

Court of justice. . . . And the rolles, being the records or memorialls of the judges of Courts of record, import in them such incontrollable credit and veritie as they admit no averment, plea, or procfe to the contrarie; . . and the reason hereof is apparent, for otherwise [as our old authors say, and that truly] there should never be any end of controversies, which should be inconvenient").

Brunner, Schwurgerichte, 189; Rechtsgeschichte, II, 523; Wort and Form im altfranzösischen Prozess, republished in his Forschungen z. Geschichte des deutschen und französischen Prozess, 269 (quoting the maxim, "Ne contra recort no met an riene for ")

natural to think of the record as per se his own act. Nevertheless, in the end, the most practical and easily handled notion is that which identifies the record with the proceedings. This theory has finally prevailed, and the notion of a constitutive writing is now extended to include the record of a

1. Integration of Unilateral Acts.

§ 2427. Official Documents (Surveys, Appointments, Assessments, etc.). The reduction of an act to a writing, so as to bring it under the present rule (ante, § 2425), may be made as well for a unilateral act (i. e. an act involving a single party only) as for a bilateral act (i. e. an act involving two or more parties). In either case, it is a question of the nature of the act and of the party's intention to embody it solely in the writing.

Of ordinary acts of private persons, there are few that are integrated. A notice or demand would be a not uncommon instance; for example, if orally a party should give notice of a lease's termination or forfeiture, or should demand a payment, and then should follow this by the same notice in written form, the latter would presumably merge and replace the former, and the terms of the writing sould be decisive, so far as concerned the sufficiency of the act of notification. Other instances are rare.2

Of acts of officials, there are occasional instances of integration, though they come infrequently into litigation. It may be said that where the act is not by law required to be integrated, the Courts are not inclined to discover a voluntary integration. For example, the appointment of a sheriff's deputy 3 or the enlistment of a recruit have been allowed to be proved as oral acts, even though a writing was also made. On the other hand, the levy of an assessment has been treated as embodied solely in the book-entry.5

Both the foregoing classes of cases must be distinguished from cases involving the application of two other principles, superficially similar, namely, compulsory integration (post, § 2453) and conclusive testimony (ante, § 1345):

(1) Where by law an act is required to be done in writing, i. e. is ineffective

Randall, Cowp. 17 ("The minutes of the judgment are the solemn judgment itself"); 1846, Nisbet, J., in Bryant v. Owen, 1 Ga. 355, 367 ("The record is tried by inspection; and if the judgment does not there appear, the conclusion is that none has been rendered").

The history of the two other chief instances of the application of the principle, negotiable in-

of the application of the principle, negotiable instruments and records of corporate proceedings,

is beyond the present purview.

1 Though so far as concerned the state of mind of the party notified, both sources of his information would be equally material.

³ The following is an example: 1820, Thistle-wood's Trial, 33 How. St. Tr. 757 (high treason; inquiry was made as to certain proclamations prepared hy the defendant; the latter dictated the words to H., who wrote them down, but owing to a difference of opinion as to the phrasing, the writing was not completed; the Court doubted as to the propriety of any inquiry as to the words spoken in dictation, and intimated that the contents of the document alone were to

be regarded).

3 1895, Pentecost v. State, 107 Ala. 81, 18
So. 146 ("It was like a receipt").

4 1869, Wilson v. McClure, 50 Ill. 366 (that

substitutes were received into the service of the army; the officer's entry of it not necessary to

be proved).
1903, Allen v. McKay, 139 Cal. 94, 72 Pac.
1903, Allen v. mcKay, 139 Cal. 94, 72 Pac. 713 (the assessment-roll, completed and certified by the assesser, "is the only evidence of his acts and intentions"); 1897, Dresden v. Bridge, 90 Me. 489, 38 Atl. 545 (assessment v. "S. J. B., Est. of"; evidence of the assessor'a intention to assess the tax to the executor, excluded).

unless so done, the writing is of course the only permissible subject of proof. It is immaterial what the person intended; his act must be in the writing and must be judged by the writing alone (post, § 2453).

(2) Certain official documents are sometimes made preferred conclusive testimony, and it is difficult to distinguish whether that principle or the present one is involved.6 For example, the question may be whether a sheriff's record of prisoners received is conclusive,7 or whether a State auditor's books are conclusive, and here the mere principle of conclusive testimony is concerned. But when the question is whether an official survey is conclusive as to boundary lines," it is in fact an inquiry as to the terms of the government's grant as defined by the grantor's agent; the written survey therefore constitutes the surveyor's act, and is not merely a testimony to some independent fact. In general, then, where an official writing represents the act itself of the officer, it is an instance of the present principle of integration; but where the official writing states another person's acts or some external happening, it is an instance of testimony; how far, in the latter case, it is preferred and is made conclusive has been already examined under that head (ante, §§ 1345-1353). The practical differences in the effect of the two rules have also been there pointed out (ante, § 1346), but may here be compared. (a) If a conclusive testimonial writing never was made, then the fact to be proved may be otherwise evidenced, - for example, where an officer's jurat (or certificate of an oath made before him) has not been recorded on the document, the fact of the swearing may be otherwise evidenced; 10 though if the written jurat had been the sole embodiment of an official act, the failure to write it would be the failure to act at all, and hence no other proof could have been made. (b) If a conclusive testimonial writing was made but is lost, its preferential nature is at an end, and any other testimony to the fact in issue may be received in its stead; 11 but if a written legal act is lost, the proof must be of its contents, because the very fact to be proved is the writing itself. Thus, while these marked differences result, there remains the common feature that, by both principles, the oral utterance of the official cannot be proved, nor can the terms of the writing (if available) be

Compare the additional cases cited ante,
 1335, 1339, 1345-1352.
 1898, Goodrich v. Senate, 92 Me. 243, 42

Atl. 409 (sheriff's calendar of prisoners kept, not conclusive).

^{6 1878,} State v. Newton, 33 Ark. 276, 284 (action on an official bond; the State Auditor's

books held not conclusive nnder a statute making them "eufficient evidence".

1814, Ringgold v. Galloway, 3 H. & J. 451, 461 (an official survey being lost, a junior surv 401 (an ometal survey peing lost, a junior survey of the same estate was admitted; in the absence of loss, the former would be conclusive); 1897. Carter v. Hornback, 139 Mo. 238, 40 S. W. 898 (U. S. survey, held conclusive as to "the actual locations of the boundary lines of sections," etc.); 1895, Reusene v. Lawson, 91 Va. 226, 21 S. E. 847 ("Snch [extrinsic] declarations of the survey."

veyor are not admissible, because the policy of the law forbids that hie solemn acts, done in the discharge of his official duty, should be annulled

by his subsequent doclarations").

Whether a ship-survey is conclusive is a question of contract.
16 1895, Bantley v. Finney, 43 Nebr. 794, 62

^{12 1855,} People v. Clingan, 5 Cal. 389 (a certificate of election being lost, testimony was admitted both of its contents and of the fact of election as known to others); 1847, Dutchess Co. Bank v. Ibbotson, 5 Denio 110 (a notary's certificate of demend and notice, made evidence by statute ; if lost, its contents cannot be proved ; the notary's testimony in some other form must be obtained); 1846, Lloyd v. McGarr, 3 Pa. St. 475, 482 (similar).

contradicted by his oral utterance; yet this is due in the one instance to the conclusiveness of the written testimony, and in the other instance to the operative character of the writing as an act.

2. Integration of Bilateral Acts.

§ 2429. No Integration at all; Casual Memoranda. The mere circumstance that some writing has been made by parties, for the better recollection of the terms of their transaction, does not of itself make that writing the sole memorial of the transaction, even to the extent covered by the writing. There may have been no integration at all, in spite of the written notes; i.e. no attempt to make the writing embody the transaction or any part of it (ante, § 2425), but merely to furnish an aid to the writer's recollection or a written admission for the other party's satisfaction. The essential idea remains for it, that the writing is something distinct from the transaction itself. There can hardly be any precise test; the circumstances of each case, as indicating the parties' intent, must control.1

§ 2430. Partial Integration; General Test for applying the Rule; "Collateral Agreements." The most usual controversy arises in cases of partial integration, i. e. where a certain part of a transaction has been embodied in a single writing, but another part has been left in some other form. Here obviously the rule against disputing the terms of the document will be applicable to so much of the transaction as is so embodied, but not to the

It is of course incorrect to assume that what was not so embodied was in truth a part of that same transaction; it may have been a totally distinct transaction, merely coinciding in time. For example, a banker, at an interview with a promoter, who comes from a distant city and compresses all their affairs into a short interview, may within the same half-hour sign articles of incorporation, authorize an overdraft, assign a mortgage, and join in a committee's report to stockholders. Or a purchaser of land, negotiating with a broker, may at the same sitting accept a deed of grant of one piece of land and appoint the broker his agent to sell another piece. In such instances,

¹ Eng.: 1803, Dalison v. Stark, 4 Esp. 163 (action for goods sold; the plaintiff called his selling agent, who had taken the order, and it appeared that "the order was given to Lim verbally by the defendant, and that he had put it down in writing to assist his own recollection, marely as a mamorandum; it was not made by down in writing to assist his own recollection, merely as a memorandum; it was not made by the buyer, nor was his name signed "; held, that the writing was not the contract); 1814, Ramsbottom v. Tunbridge, 2 M. & 3. 434 (a memorandum of a lease handed to a purchaser by an anotioneer after the knocking down; held, not an integration); 1820, Doe v. Cartwright, 3 B. & Ald. 326 (a memorandum of tenancy, drawn np and assented to, but conditional on drawn np and assented to, but conditional on getting a surety, and never signed; held, not controlling); 1835, R. v. Wrangle, 2 A. & E. 514 (employer and employee went to a clerk,

who entered the terms of hiring in writing, which however was not read or shown to them which newever was not read or shown to them or signed by them; held not integrated); 1838, Allen v. Prink, 4 M. & W. 140 ("Bought of G. P. a horse for the sum of 71. 22. 6d., G. P.," held to be intended "merely as a memorandum of the sum of t of the transaction or an informal receipt for of the transaction or an informal receipt for money, not as containing the terms of the contract itself"); U. S.: 1900, Atwater v. Cardwell, — Ky. —, 54 S. w. 960 (a mere temporary memorandum, held not indisputable); 1895, W. 249 (a "mere informal memorandum," held vot indisputable); 1897, Burditt v. Howe, 69 Vt. 563, 33 Atl. 240 (a series of lettera, held not to have been made the sole memorial of the to have been made the sole memorial of the contract).

the transactions are so clearly distinct, that each one, if integrated, will certainly be embodied in a writing wholly distinct from the others and regardless of whether the others are reduced to writing at all; and no controversy can plausibly arise. But in those instances in which a negotiation concerns one general subject - such as the purchase of a single lot of land having buildings on it - and yet several more or less separable features of bargain, the relation between the writing and the whole bargain is usually difficult to ascertain, and forms a perpetually recurring controversy. To say that the question is whether the parties intended to embody "the whole of the transaction" or only a part, is therefore hardly correct; because by hypothesis the writing does represent the whole of what was finally done on the subject covered by it; and because to assume that the subject not covered was a "part" of the transaction covered would be inconsistent, and would involve holding that the writing which embodies the transaction does not embody that "part" of it. More correctly, the inquiry is whether the writing was intended to cover a certain subject of negotiation; for if it was not, then the writing does not embody the transaction on that subject; and one of the circumstances of decision will be whether the one subject is so associated with the others that they are in effect "parts" of the same transaction, and therefore, if reduced to writing at all, they must be governed by the same writing.

In searching for a general test for this inquiry, three propositions at least are capable of being generally laid down:

(1) Whether a particular subject of negotiation is embodied by the writing depends wholly upon the intent of the parties thereto. In this respect the contrast is between voluntary integration and integration by law (post, § 2450). Here the parties are not obliged to embody their transaction in a single document; yet they may, if they choose. Hence it becomes merely a

question whether they have intended to do so. (2) This intent must be sought where always intent must be sought (ante, §§ 42, 1714, 1790), namely, in the conduct and language of the parties and the surrounding circumstances. The document alone will not suffice. What it was intended to cover cannot be known till we know what there was to cover. The question being whether certain subjects of negotiation were intended to be covered, we must compare the writing and the negotiations before we can determine whether they were in fact covered. Thus the apparent paradox is committed of receiving proof of certain negotiations in order to determine whether to exclude them; and this doubtless has sometimes seemed to lower the rule to a quibble. But the paradox is apparent only. The explanation is that these alleged negotiations are received only provisionally. Although in form the witnesses may be allowed to recite the facts, yet in truth the facts will be afterwards treated as immaterial and legally void, if the rule is held applicable. There is a preliminary question for the judge to decide as to the intent of the parties, and upon this he hears

This intent must of course be judged by an external standard : ante, § 2413.

evidence on both sides; his decision here, pro or con, concerns merely this question preliminary to the ruling of law. If he decides that the transaction was covered by the writing, he does not decide that the excluded negonevertheless legally immaterial. If he decides that the transaction was not intended to be covered by the writing, he does not decide that the negotian did take place, but merely that if they did, they are legally effective, and he then leaves to the jury the determination of fact whether they did conduct and other data which are at first resorted to evidentially on the question of intent are usually identical with the conduct that may subsequently vital differences are, first, that they are looked at for different purposes, and secondly, that they may be dealt with by different branches of the tribunal.

(3) In deciding upon this intent, the chief and most satisfactory index for the judge is found in the circumstance whether or not the particular eleit is mentioned, covered, or dealt with in the writing, then presumably the
writing was meant to represent all of the transaction on that element; if it
of the negotiation. This test is the one used by the most careful judges,
whether the alleged extrinsic negotiation contradicts the terms of the

§ 2481. Same: Incorrect Tests; (a) "Varying the Terms of the Writing"; (b) "The Writing is the Sole Criterion"; (c) Fraud, in Pennsylvania. (a) It is not uncommon to speak of the present rule as a rule against "varying the terms of the writing." No doubt that is precisely the effect of applying the rule. But it can never serve as a test to determine in the first instance whether the rule is applicable. The applicability and the effect of the rule are distinct things. To employ this phrase as a test is to reason in a circle; for it is to attempt to decide whether something conceded to be different from the writing ought to be excluded, by showing that it is different. All the

that particular. If, however, it specifies any of those terms, we must then go by the lease alone"); 1851, Maule, J., in Dickson v. Zizinia, 10 C. B. 602, 610 ("We should not by inference insert in a contract implied provisions with respect to a subject which the contract has expressly provided for"); 1892, Bretto v. Levine, 50 Minn. 168, 52 N. W. 525 (deed of land and store, including "all the shelving in the building"; an agreement to sell part of the stock also, admitted; "if the clause had mentioned one or more articles of personal property, as chairs, of such a nature that there could be no doubt that they constituted a part of the realty so as to pass under a deed of the property, the result would probably be different").

² Of course, not always in form; but he considers the data pro and con. Sometimes, hut erroneously, the question of intent is left to the

jury.

The following will serve as examples: 1815, Yeats v. Pim, Holt 95 (sale of bacon, warranted to be prime singed; a custom to claim a breach at the time of inspection or waive it, excluded; "by requiring a warranty, he is to be understood as excepting against all terms hut such as are stipulated in the bargain"); 1819, Bayley, J. in Webh v. Plummer, 2 B. & Ald. 746, 750 ("Where there is a written agreement between the parties, it is naturally to be expected that it will contain all the terms of their bargain. But if it is entirely silent as to the terms of quitting, it may let in the custom of the country as to

phrases about transactions that "vary," or "contradict," or are "inconsistent," involve the same futility. The fundamental question is as to the intent of the parties to restrict the writing to specific elements or subjects of negotiation (ante, § 2431, par. 3); and if that intent existed, then the other subjects of negotiation can be established, even though they be (as they always are) different from the writing:

1854, Mr. (later Justice) Blackburn, arguing, in Brown v. Byrne, 3 E. & B. 703: "The parties may by express words or by implication agree to exclude the incident which the general law would annex if they were silent; and it is exactly the same where the incident is annexed by custom or local law. . . . Then the question is, not whether the custom if admitted will vary or be inconsistent with the contract as it would stand without the custom; but whether it is impliedly excluded by the tenor of the instrument. The other mode of enunciating the proposition has been used by high authorities, but evidently is inaccurate. No one ever did or ever will seek to annex an incident by proof of a custom except for the express purpose of varying the contract from what it would be if the custom were not proved." Coloridge, J. (for the Court): "Merely that it varies the apparent contract is not enough to exclude the evidence; for it is impossible to add any material incident to the written terms of a contract without altering its effect more or less."

1878, Grove, J., in Hutchinson v. Tatham, L. R. 8 C. P. 482, 488: "In one sense the contract must always be varied by the admission of the evidence of custom, inasmuch as the effect of the contract would not be the same without the parol evidence, or else the parol evidence would itself be unnecessary."

(b) It has occasionally been laid down that, in ascertaining, in the first instance, the parties' intent to embody or not in the writing certain subjects of negotiation, "the writing is the sole criterion," i. e. no search for data of intent can be made outside the four corners of the document:

1892, Depue, J., in Naumberg v. Young, 44 N. J. L. 331: "In what manner shall it be ascertained whether the parties intended to express the whole of their agreement in the written contract? . . . The only safe criterion of the completeness of a written contract as the full expression of the terms of the parties' agreement is the contract itself. . . . If the written contract purports to contain the whole agreement, and it is not apparent from the writing itself that something has been left out to be supplied by extrinsic evidence, parol evidence to vary or add to its terms is not admissible."

Such a proposition, however, is untenable, both on principle and in practice. Its fallacy is indicated by what has been already noticed (ante, § 2430). The problem being to ascertain whether the parties intended a certain writing to cover certain subjects, the relation between the writing and those subjects and their conduct is necessarily involved; and all these matters must be considered. When two parties are found playing a game of chess, it cannot be told whether this is the sole and decisive game, or merely one of

² So also, but less rigid in statement, the following exposition: 1901, Potter v. Easton, 82 Minn. 247, 84 N. W. 1011 (Start, C. J.: "In considering whether or not a particular writing is an incomplete contract, within the rule stated, the controlling question is whether it appears upon the face of the writing that the parties intended it to be the exclusive evidence of their

agreement. While the writing itself is the only criterion by which the intention of the parties is to be ascertained, yet it is not necessary that the incompleteness of the writing should appear on its face from a mere inspection of it, for it is to be construed in the light of its subject-matter and the circumstances under which and the purposes for which it was executed").

a series, by watching that particular game. Whether a piece of land which \$ 2432 we see a surveyor marking out is the entirety of the owner's estate cannot be determined by looking merely at the boundaries of that piece; if we look far enough, we may find that it is only a part of a larger survey. Whether a certain box of cards represents the whole catalogue of a man's library cannot be determined by the mere contents, nor by the circumstance that they are all in one box, nor yet by the circumstance that they are arranged alphabetically and include titles from A to Z; for perhaps he has also a separate catalogue of French and German books, or perhaps he has separate catalogues for law books and for general literature, or possibly he has taken out all the cards for books sent to the bindery. The conception of a writing as wholly and intrinsically self-determinative of the parties' intent to make it the sole memorial of one or soven or twenty-seven subjects of negotiation is an impossible one. The odd feature of it is that it is never enforced in practice by its theoretical advocates.2

(c) In Pennsylvania, the application of the rule seems to be governed by a test so anomalous that it may almost be said to destroy the essence of the rule in that jurisdiction. That test is fraud; although it would seem that every attempt knowingly to invoke the letter of a writing against the actual oral understanding of the parties (however different from the written terms) could properly be considered as fraudulent:

1884, Pazzon, J., in Phillips v. Meily, 106 Pa. 536, 548: "The English rule that parol evidence is inadmissible to vary the terms of a written instrument does not exist in this State; . . . the cases in this State in which parol evidence has been allowed to contradict or vary written instruments may be classed under two heads: "1st, where there was fraud, accident, or mistake in the creation of the instrument itself; and 2d, where there has been an attempt to make a fraudulent use of the instrument in violation of a promise or agreement made at the time the instrument was signed and without which it would

The application of the general principle to various specific kinds of transactions and documents may now be examined.

§ 2432. Receipts and Releases; Bills of Lading. A receipt — i. e. a written acknowledgment, handed by one party to the other, of the manual custody of money or other personalty -, will in general fall without the line of the rule; i. e. it is not intended to be an exclusive memorial, and the facts may be shown irrespective of the terms of the receipt. This is because usually a

See a good illustration of this in Naumberg v. Young, the case quoted supra.

A cine to the numerous rulings in Pennsylvania may be found in the following cases: 1886, Thomas v. Loose, 114 Pa. 35, 45, 6 Atl. 326; 1902, Sutch's Estate, 201 id. 305, 50 Atl. 943; and cases cited post, § 2442, note 1. The development and present state of the Pennsylvania rule has been carefully examined in an article by Mr. Stanley Folz, "Oral Contemporancous Inducing Promises to affect Written Instruments in Pennsylvania," 1904, American Law Register, LII, 601.

¹ Eng.: 1788, Buller, J., in Straton v. Rastall, 2 T. R. 366, 371 ("Equity distinguishes between the persons who join in a receipt and him who actually receives the money; and the him who actually receives the money; and the receipt is not conclusive against him [the defendant], as he was only a surety and in fact received no part of the consideration-money"); 1832, Singleton v. Barrett, 2 Cr. & J. 368; U. S.: 1898, Gravlee v. Lamkin, 120 Ala. 210, 24 So. 756; 1902, Starkweather v. Maginnis, 196 Ill. 274, 63 N. E. 692; 1897, Monnee v. Kurtz, 101 Ia. 192, 70 N. W. 119; 1896, Missouri P. R. Co. v. Lovelace, 57 Kan. 195, 45

receipt is merely a written admission of a transaction independently existing, and, like other admissions, is not conclusive (ante, § 1058). But where the writing is itself the very act, as where it grants a discharge or release of a claim, or embodies a new obligation, it obviously falls within the rule, and its terms cannot be overthrown:

1832, Fenterden, C. J., in Graves v. Key, 3 B. & Ad. 313 (admitting the circumstances of payment of a bill, so as to show an indorsed receipt not to be a satisfaction): "A receipt is an admission only, and the general rule is that an admission, though evidence against the person who made it and those claiming under him, is not conclusive evidence (except as to the person who may have been induced by it to alter his condition). A receipt therefore may be contradicted or explained."

1836, Cowen, J., in M'Crea v. Purmert, 16 Wend. 460, 473: "A release cannot be contradicted or explained hy parol, because it extinguishes a preëxisting right. But no receipt can have the effect of destroying per se any subsisting right; it is only evidence of a fact. The payment of the money discharges or extinguishes the deht; a receipt for the payment does not extinguish the deht; it is only evidence that it has been paid. Not so of a written release; it is not only evidence of the extinguishment; but it is the extin-

1897, Buck, J., in Ramsdell v. Clark, 20 Mont. 103, 49 Pac. 591: "Whether a receipt possesses any contractual feature or not must often be determined from its entire language, and also, at times, from the language in connection with the circumstances under which it was given. If A, to whom B is indehted in the undisputed sum of \$200, is paid by the latter \$100, and signs a receipt for the snm, of \$200, or, mentioning the snm paid, acknowledges payment in full of the debt, nevertheless A, in an action against B for the unpaid balance, without showing any frand, mistake, or other excuse for having signed the receipt, can contradict it hy extrinsic evidence, and show that only \$100 was paid. It would only be evidence of B's having paid the debt, just as an oral admission proved against A would be. If, however, B has been indehted to A on an account the amount of which has been in dispute between them, a receipt hy A definitely specifying the entire account, and acknowledging a sum received as payment in full of the same, would possess a contractual feature; and, in order to contradict or vary the terms of it by extrinsic evidence in so far as it would be a contract, A would be required to observe the rules of law applicable to contracts, and could not treat it in evidence against him as if it were of no greater weight than a mere oral admission on his part."

Which of these characters a given document possesses must of course depend on the particular case; but it is well understood that a document which is a receipt may in some instances be indisputable as being also in effect a release or a contract.2

Pac. 590; 1897, Equitable Secur. Co. v. Talbert, 49 La. An. 1393, 22 So. 762 (even when acknowledged notarially); 1897, Joslin v. Giese, 59 N. J. L. 130, 36 Atl. 680; 1903, Konp v. Raymond, 175 N. Y. 102, 67 N. E. 113; 1896, Keaton v. Jones, 119 N. C. 43, 25 S. E. 710 ("have this day settled all accounts"); 1830, Keene v. Meade, 3 Pet. 1, 7 (entry in a cashbook, acknowledging an advance of pac sy, held not to exclude proof of the payment by parol); 1893, Riddle v. Hudgins, 7 C. C. A. 335, 58 Fed. 490, 19 U. S. App. 144, 150.

The following utterance may therefore be

The following utterance may therefore be regarded as overruled: 1808, Alner v. George, 1 Camp. 392 (L. C. J. Ellenborough: "A receipt

in full, where the person who gave it was under

in full, where the person who gave it was under no misapprehension and can complain of no frand or imposition, is hinding npon him").

8 1884, Goss v. Ellison, 136 Mass. 503 (a re-ceipt for \$51 "as full payment, as per claim," held conclusive, because equivalent to a "set-tlement and satisfaction of the claim" for tort thus discharged. 1807. Paymedall a Clark thus discharged); 1897, Ramsdell v. Clark, 20 Mont. 103, 49 Pac. 591 (qnoted supra); 1880, Goodwin v. Goodwin, 59 N. H. 548 (a receipt for \$2,500, "in consideration of which I herehy waive all right to contest said will or the proof thereof and all claim I have or might have as heir of said deceased" was held to exclude the oral agreement concerning the precise claims re-

§ 2433. Recital of Consideration in a Deed. By an application of principle similar to the foregoing, a recital of consideration received, when it occurs in a deed of grant, is usually intended merely as a written acknowledgment of the distinct act of payment, being there inserted for convenience. Hence it is not an embodiment of an act per se written, and may be disputed like any other admission (ante, § 1058). But the statement of a consideration may, on the other hand, sometimes be itself au operative part of a contractual act, - as when in the same writing the parties set out their mutual promises as considerations for each other; here the word "cousideration" signifies a term of the contract, and hence the writing alone can be examined:

1895, Cooper, C. J., in Baum v. Lynn, 72 Miss. 932, 18 So. 428 (in a deed I. recited that, whereas L's guardian had loaned money to I., I., in consideration of a full release from such loans, and of ten dollars paid in hand, conveyed, etc.; the fact that a release of the guardian's ilability to L. was also a part of the consideration was excluded): "Judge Robertson [in a case cited] iliustrates his own views by noting the difference between the mere statement of a fact (e. g. the admission of the receipt of the purchase price) and the vesting, creating, or extinguishing a right (e. g. by the execution of a release), in the following ianguage: 'A party is estopped by his deed. He is not to be permitted to contradict it. So far as the deed is intended to pass a right, or to be the exclusive evidence of a contract, it concindes the parties to it. But the principle goes no further. A deed is not conciusive evidence of everything it may contain. For instance, it is not the only evidence of the date of its execution, nor is its omission of a consideration conclusive evidence that none passed, nor is its acknowledgment of a particular consideration an objection to other proof of other and consistent considerations; and, by analogy, the acknowledgment in a deed is not conclusive of the fact. This is but a fact, and testing it by the rationality of the rule we have iaid down, it may be expiained or contradicted. It does not necessarily and andeniably prove the fact. It creates no right; it extinguishes none. A release cannot be contradicted or explained by proof, because it extinguishes a preëxisting right. But no receipt can have the effect of destroying per se any subsisting right. It is only evidence of a fact. The payment of the money discharges or extinguishes the debt. A receipt for the payment does not pay the debt. It is only evidence that it has been paid. Not so of a written release. It is not only evidence of the extinguishment, but is the extinguishment itself.' The deed now under examination contains, as is clearly to be seen, no mere recital of a consideration paid or to be paid. Its recitai is only of the facts necessary to be stated to intelligently apply the contract of the parties to the subjectmatter. Having set ont the relationship of debtor and creditor, and the history of the transaction from which it arose, the deed then proceeds to state what the parties agreed, contracted, and did in reference to the dissolution of the relationship. Mrs. Irving did something. She conveyed the land to Mrs. Lynn. Mrs. Lynn did something. She released the debt to Mrs. Irving. One transferred a right; the other released a right. If it be said that the release was a mere recited consideration for the conveyance, it may with equal accuracy be replied that the conveyance was a mere recited consideration for

leased thereby); 1898, Jackson v. Ely, 57 Oh. 450, 49 N. E. 792 (receipt for money, with statement of settlement in full, treated as a mestatement of settlement in full, treated as a memorial not to be varied); 1898, Cassilly v. Cassilly, ib. 582, 49 N. E. 795 (receipt for money, including release of a claim in an estate, not variable by parol); 1897, Allen v. Mill Co., 18 Wash. 216, 51 Pac. 372 (receipt, held not explainable on the facts). The presumption of payment arising from a receipt is another question (post, § 2518). tion (post, § 2518).

The application of the above doctrine to a bill of lading may be seen in the following cases: 1871, The Delaware, 14 Wall. 579; 1898, Tallassee F. M. Co. v. R. Co., 117 Ala. 520, 23 So. 139; McClain, Cases on Carriers, 233-248. Its application to a massenger fields, may be seen in the cation to a passenger ticket may be seen in the following: 1893, Mann B. C. Co. v. Dupre, 4 C. C. A. 540, 54 Fed. 646; Hutchinson, Carriers, §§ 568 ff.; Professor J. H. Beale, Tickets, Harvard Law Review, I, 17.

the release; and therefore, if one of the terms of the contract may be varied by parol, because it is a consideration, so also may the other for the same reason, and by this process a solemn and executed written contract would be totally eaten away. The true rule is that a consideration recited to have been paid or contracted for may be varied by parol, while the terms of a contract may not be, though the contract they disclose may be the consideration on which the act or obligation of the other party resta."

In general, then, it may be said that a recital of consideration received is, like other admissions, disputable so far as concerns the thing actually received; 1 but that, so far as the terms of a contractual act are involved, the writing must control, whether it uses the term "consideration" or not.

§ 2434. Warranty in a Sale; Insurance Warranties. When a document embodies terms of a sale, it is the more natural to suppose that the document would cover such warranties, if any, as accompanied the sale, because the warranty is certainly a part of the contract and not a separate obligation. But when obviously only some of the terms of the bargain are represented in the document, and there must have been others - such as the time of delivery - left anembodied in it, it is possible to regard a warranty as equally without its purview. The decision will thus depend almost entirely on the circumstances of each transaction; and generalizations can hardly be made. In most instances, however, Courts are found treating the writing of sale as

1 Some of the rulings, of course, may be open to argument: 1789, R. v. Scammonden, 3 T. R. 474 (panper settlement; the deed of purchase to argument: 1789, R. v. Scammonden, S.T. R. 474 (panper settlement; the deed of purchase reciting a consideration of 23L, it was allowed to show that 30L was in fact the amount received); 1896, Hendon v. Morris, 110 Ala. 106, 20 So. 27; 1892, Gnidery v. Green, 95 Cal. 630, 635, 30 Pac. 786; 1881, Felts v. Walker, 49 Conn. 93 (the plaintiff's assignor, B., haying land, had it conveyed to the defendant's name, and took a bond and mortgage from the defendant for \$3,250, the sole consideration for the bond being the land thus conveyed to the defendant for E.; held that the bond could be enforced only to the extent of appropriating the land in satisfaction); 1897, Droop v. Ridenhour, 11 D. C. App. 224, 238; 1895, Recee v. Strickland, 96 Ga. 784, 22 S. E. 323; 1897, Thompson v. Cody, 100 id. 771, 28 S. E. 669; 1895, Stewart v. R. Co., 141 Ind. 55, 40 N. E. 67; 1893, Hill v. Whidden, 158 Mass. 267, 274, 35 N. E. 526; 1902, Galvin v. R. Co., 180 id. 587, 62 N. E. 961 (release of claim for personal injury, reciting a meansy consideration; a promise of employment. 961 (release of claim for personal injury, reciting 961 (release of claim for personal injury, reciting a money consideration; a promise of employment by the releasee, allowed to be proved); 1880, Strohauer v. Voltz, 42 Mich. 444, 4 N. W. 161; 1895, Fitzpatrick v. Hoffman, 104 id. 228, 62 N. W. 349; 1897, Ford v. Savage, 111 id. 144, 69 N. W. 240; 1895, Squier v. Evans, 127 Mo. 514, 30 S. W. 143; 1836, M'Crea v. Purmort, 16 Wend. 469, 467 (animning up the cases in England and the United States; nointing out 16 Wend. 469, 467 (summing up the cases in England and the United States; pointing out that the acknowledgment of a consideration is merely a receipt); 1895, Baird v. Baird, 145 N. Y. 659, 40 N. E. 222; 1898, Marcom v. Adams, 122 N. C. 222, 29 S. E. 333; 1892, Velten v. Carmack, 23 Or. 282, 289, 31 Pac. 658 (considerance).

station in a deed to a married woman, shown to Wheeler v. Campbell, 68 Vt. 98, 34 Atl. 35; 1896, Van Lehn v. Morse, 16 Wash. 219, 47 Pac. 435; 1897, Don Yook v. Milling Co., ib. 459,

1896, Van Lehn v. Morse, 16 Wash. 219, 47 Pac. 435; 1897, Don Yook v. Milling Co., ib. 459, 47 Pac. 964.

2 1902, Arnold v. Arnold, 187 Cal. 291, 70
Pac. 23 (deeds of transfer by one partner to and other, containing mutual covenants as a part of the consideration; other consideration excluded); 1895, Sandage v. Mfg. Co., 142 Ind. 148, 41
N. E. 380 (rejecting the fact that for a supplementary contract dealing with a prior contract buying a patent the consideration was a release of the guaranty in the prior one); 1900, Schrimper v. E. Co., — Ia. —, 32 N. W. 916; 1897, Thompson v. Bryant, 75 Miss. 12, 21 So. 655 (the sammption of the seller's share of his liability as partner for firm debts, excluded as contractual); 1887, Parker v. Morrill, 98 N. C. 232, 3 S. E. 511 (agreement of accounting between a ward P. and her guardian B., hy which in consideration of one dollar to us paid hy B., the receipt of which is hereby seknowledged," the ward grants to B. the sum of money due, and "do forever release and discharge said B. from his bond, the money to be applied by B. to certain named uses; the plaintiff ward offered to show an oral agreement by which B. additionally promised to devise property to the ward, and to prove that "only upon this promise and agreement did the plaintiff agree to sign the written agreement"; excluded, as "a consideration not mentioned or referred to in it"); 1900, Kahn v. Kahn, 94 Tex. 114, 58 S. W. 825; 1881, Hei v. Heller, 53 Wis. 415, 10 N. W. 620 (sale of land, in consideration of

the sole memorial of the transaction as to warranties; 1 occasionally, on the circumstances, tuey permit extrinsic warranties to be valid.3 The enforcement of an implied warranty of fitness seems to involve a similar question.

mortgage and bond; a further consideration of certain personalty, excluded).

Note that as between "good" and "valuable" consideration, on which the line of descent may depend, it is said that the nature of it cannot be determined by oral facts, though the amount of it may be: 1902, Groven v. Groves, 65 Oh. St. 442, 62 N. E. 1044.

2 Mg.: 1305, Hodges v. Drakeford, 1 B. & P. N. R. 270 (action on a warranty that the trade of a shop bought by the plaintiff reached a certain amount; the writing of assimment held to control); 1310, Powell v. Edmunds, 12 East 6, 10 (sale of timber described by 'umber and kind of tree; en oral warranty as to the East 6, 10 (sale of timber described by umber and kind of trees; en oral warranty as to the weight excluded); 1813, Pickering v. Dowson, 4 Taunt. 779, 785 (warranty of a ship, excluded); 1814, Meyer v. Everth, 4 Camp. 22 (boughtnots of a sugar sale, naming "50 hogsheads of H. sugar loaves, at 155 c. free on board of a British ship, acceptance at 70 days"; an oral warranty of quality like sample, excluded); 1815, Gardiner v. Gray, lb. 144 (similar); 1824, Kain v. Old, 2 B. & C. 627 (bill of sale of ship, containing warranties of title and of further assurance: a parol warranty of copper-bolting, excluded); ing warranties of title and of further assurance:
a parol warranty of copper-holting, excluded;
1831, Bradshaw v. Bennett, 5 C. & P. 43, 49
(sale of property held on three lives; the auctioneer's etatement at the sale that one of the persona was dead, semble, not admissible); 1838.
Chanter v. Hopkins, 4 M. & W. 599 (sale of a smoke-consuming furnace; oral warranty of suitability for a brewery, excluded); Can.: 1897.
Saults v. Eaket, 11 Man. 597 (warranty of a binder, excluded on the facts); U. S.: 1898, Hills v. Farmington, 70 Conn. 450, 39 Atl. 795 (building contract in great detail; oral warranty Hills v. Farmington, 70 Conn. 450, 39 Atl. 795 (building contract in great detail; oral warranty of the architect's plans, excluded); 1897, Maxweil v. Willingham, 101 Ga. 55, 28 S. E. 672 (agreement to buy a tract of "about 150 acree"; oral warranty by seller that it contained no more than 150, excluded); 1398, Barrie v. Smith, 105 ld. 34, 31 S. E. 121 (oral warranty of the moral quality of Balzac's works, excluded); 1903, Bullard v. Brewer, 1d. —, 45 S. E. 711 (sale of a horse); 1839, Conant v. Bank, 121 Ind. 324, 22 N. E. 250 ("We will furnish the following machinery for a 100-barrel mill, of 24 hours, set 22 N. E. 250 ("We will furnish the following machinery for a 100-barrel mill, of 24 hours, set up in your mill building"; warranty of grade, excluded); 1898, Younie v. Walrod, 104 Ia. 475, 73 N. W. 1021 (written agreement to buy land, vendor to furnish abstract, etc.; oral agreement as to time of furnishing abstract, etc., excluded); 1902. Ehraam v. Bruwn. 64 Kan. 466, 67 Pac. as to time of furnishing abstract, etc., excluded): 1902, Ehraam v. Brown, 64 Kan. 466, 67 Pac. 867 (machinery: warranty excluded): 1894, McCray R. & C. S. Co. v. Woods, 99 Mich. 269, 58 N. W. 320 (refrigerator sale; oral warranty excluded; prior cases distinguished): 1895, Zimmerman Mfg Co. v. Dolph, 104 id. 281, 62 N. W. 339 (oral warranty, additional to the written warranty, excluded): 1885, Thompson v. Libby, 34 Minn. 374, 26 N. W. 1 (bill of sale of logs; warranty excluded): 1896, Miller v. Elec.

tric Co., 133 Mo. 205, 34 S. W. 585 (a contract for boilere of a certain horse-power; collateral oral agreement excluded); 1896, Quinn v. Mose, 45 Nebr. 614, 63 N. W. 831 (a guarantee that cigars sold should be "union mada," excluded); 1882, Nanmberg v. Young, 44 N. J. L. 331 (lease of a building for the purposes of a button factory, an engine and boiler passing as fixtures; oral guarantee that the engine and boiler were in thorough repair, excluded); 1890, DeWitt v. Berry, 134 U. S. 312, 10 Sup. 536 ("If a contract of sale is in writing and contains no warranty, parol evidence is not admissible to add a warranty "); 1891, Seltz v. Refrig. Co., 141 id. 510, 12 Sup. 46 (sale of refrigerating machine, mentioning only size and price; warranty excluded); 1892, Van Winkle v. Crowell, 146 id. 42, 48, 13 Sup. 13 (machinery furnished; oral warranty excluded); 1892, Wilcox v. Cate, 65 Vat. 473, 26 Atl. 1106 (boiler-engine lease; oral warranty excluded); 1894, Milwaukee B. Co. v. Duncan, 87 Wis. 120, 125, 58 N. W. 232 (boiler-sales; oral warranty excluded); 1894, Milwaukee B. Co. v. Duncan, 87 Wis. 120, 125, 58 N. W. 232 (boiler-sales; oral warranty as to quality of wheels; an oral warranty as to manner of securing epokes in hnbs rejected); 1896, Caldwell v. Perkins, 93 id. 59, 67 N. W. 29 (contract to sell fixtures and stock of merchandise; agreement to include furniture and tools, excluded).

Where the written warranty, whose existence is disputed, is said to have been lost, the oral transaction may of course, on another principle (ante, § 102), be used as evidence of its existence and terms: 1897. Ingram v. Musio House, 51 S. C. 261, 28 S. E. 396.

Can. 1395, Gordon v. Waterous, 36 U. C. Q. B. 331, 332 (oral warranty here admitted); 1884, Ellis v. Abell, 10 Ont. App. 226, 242, 246 (cond oninlon by Burton, J.; oral warranty) here

⁶ Can.: 1395, Gordon v. Waterous, 36 U. C. Q. B. 321, 332 (oral warranty here admitted); 1884, Ellis v. Abell, 10 Ont. App. 226, 242, 246 (good opinion by Burton, J.; oral warranty here held admissible by a divided court); U. S.: 1879, Chapin v. Dobeon, 78 N. Y. 74 (written sale of machinery described; oral guarantee that It chould work attisfactorily and, if not, might be returned, admitted; "It is one thing to agree to sell or furnish machines of a specific kind, as of such a patent or of a particular designation. to sell or furnish machines of a epecific kind, as of such a patent or of a particular designation, and another thing to undertake that they shall operate in a particular manner"); 1885, Eighnie v. Taylor, 98 id. 288 (transfer of lease of oil welle; warranty of capacity offered; "If upon inspection of the writing, read, it may be, in the light of surrounding circumetances in order to its proper understanding and interpretation, it its proper understanding and interpretation, it appears to contain the engagement, . . It constitutes the contract between them. . . If Chapin v. Dobson be near the border line in the application of the exception to the facts, there can be no question of the soundness of the doctrine").

doctrine ").

1814, Meyer v. Everth, 4 Camp. 22 (cited supra, note 1); 1895, Case Plow Works v. N. & S. Co., 90 Wis. 590, 63 N. W. 1013 (a written

The insurer's oral waiver of the insured's written warranty is also commonly determined upon the same principle.

§ 2435. Agreements not to Sue, or not to Enforce, or to hold Conditional only. (a) Where an obligation is embodied in a single document, the very essence of the obligation is its validity and enforcement. Hence an agreement, alleged to have been a part of the transaction, that the obligation should not be used as binding or enforceable can never be permitted to be shown, for the writing necessarily determines that very subject to the contrary; in the ordinary phrase, it is necessarily inconsistent with the writing. But here some distinctions are necessary. (1) By the general principle of legal acts (ante, § 2406), no legal obligation is created by a document which concerns merely transactions of friendship or the like. Hence a difficulty to determine whether that or the present principle should control, i. e. whether the understanding not to enforce the document signifies that it never became a legal act at all, or that it was a legal act which is still not to be observed in its terms; the former sort of agreement can be established, the latter not.1 (2) Where the obligation is a negotiable instrument, different considerations may control; these are separately examined (post, § 2443). (3) Where an agreement not to sue is made subsequent to the original and written agreement, it is of course an independent transaction and may be established (post, § 2441). But such an independent agreement could not in a common-law trial defeat the claim; it could only create a separate cause of action for its breach, to be pursued by a separate suit. If, however, the damages in such a separate suit would be precisely equivalent to the amount recovered in the present suit, a Court of chancery, to avoid circuity of action, would enjoin the present suit; and that situation would be presented when the agreement was to refrain forever from suit, but not when it was to refrain for a limited time. In the former instance, therefore, the independent subsequent greement could be availed of in chancery for that purpose, or in the original suit at law wherever equitable defences are permissible in common-law actions.2

(b) An extrinsic agreement providing a condition qualifying the operation of a written obligation is of course equally ineffective; for an obligation

warranty of wheels "against defects in material and workmanship" excludes an implied warranty of anitability for the purposes intended; distinguishing Herriam v. Field, 24 Wis. 640).

4 1872, Dewees v. Ins. Co. 35 N. J. L. 366 (atipulation in an insurance policy that the property shall not be used for any other purpose than that described; the insurer's knowledge of such actual use at the time of the contract, excluded); 1878, Franklin Ins. Co. v. Martin, 40 ld. 568, 574 (asme; leading case, dealing with the further question of reforming the policy in equity); 1895, Knudson v. Grand Council, 7 S. D. 214, 63 N. W. 911; 1903, Manpin v. Scottish U. & N. I. Co., 53 W. Va. 557, 45 S. E. 1003.

1 Examples are found in the following cases, which should be commared with the cases cited.

Examples are found in the following cases, which should be compared with the cases cited ante, § 2406: 1898, Western Mfg. Co. v. Rogers, 54 Nebr. 456, 74 N. W. 849 (sale of goods with

note; oral agreement that buyer took on commission only, excluded); 1897, Ellison v. Gray, 55 N. J. Eq. 581, 37 Atl. 1018 (a promise that a certain requirement in a contract was "all right," meaning that it would not be binding, axcluded); 1857, Towner v. Lucas, 13 Gratt. 705 (oral agreement between obligee and surety of a bond, to alsatain from enforcement of it and to give a written indemnity, excluded); 1896, Lowenfeld v. Cartia, — C. C., — 72 Fed. 105 (a clause in a theatrical contract as to the prior aubmission to the play-owner of the personnel of the cast; the fact that the aubmission was not intended to be required.

not intended to be required, excluded).

8 Harriman on Contracts, 2d ed., \$508, citing
Ford v. Beech, 11 Q. B. 852; Guard v. Whitehouse, 13 Ill. 7; Chleago v. Babcock, 143 ld.

358, 32 N. E. 271.

absolute is plainly exclusive of a condition. So far as the present principle is concerned, there is no doubt. But by the general principle of delivery (ante, § 2410), no conduct becomes effective as a legal act if its consummation is suspended until the happening of a condition precedent; and hence such a condition, precedent to the existence of the obligation, may always be established, and has the effect of destroying the apparent obligation of the writing embodying the draft of the act. The difficulty is to distinguish whether, in a given case, the condition is such a precedent one, or whether it is a subsequent one such as the present pranciple forbills recognizing. Here some subtlety of construction may be require 14

§ 2436. Agreements of Counter-Claim, Sat-out, Response, or Mode of Payment. For the same reason as in the foregoing plass of cases, an againment concerning the mode or medium of payment of in obligation course be established, where the document in any res coal, with that subject; but can be laid down. An agreement of a way, though a might be construed as virtually affecting the length of term of an oblig it on, 2 seems really to concern a new and different obligation. An agreement of counter-claim or set-off, provided it is not in form or essence a mere qualification of the mode of payment specified in the document, may properly to established, for it

§ 2437. Agreement to hold a Deed Absolute as Security only; Agreement to hold in Trust. When a document of transfer of property is absolute in its terms, may an extrinsic contemporary agreement to hold the property as security only be established? This question has generally been answered in the affirmative; 1 though in one or two jurisdictions the contrary view is

a Compare with the following the cases cited ante, \$\frac{3}{2}\$ 240, 2410, especially the Illinois ruliugs: 1890, Beard v. Boylan, 59 Conn. 181, 22 Atl. 152 (action for a debt; the defendant setting up a composition agreement with creditors, signed by the plaintiff, the plaintiff was not allowed to show that the writing was signed on an agreement that "it should be void nnless so signed by all the creditors etc.," this being treated by the Court as a condition subsequent); 1898, Ryan v. Cooke, 172 Ill. 302, 50 N. E. 218 (sealed contract to manufacture; oral agreement on delivery that it was to be binding only on (sealed contract to manufacture; oral agreement on delivery that it was to be binding only on condition that the promisor obtained a city contract, excluded); 1898, Houck v. Wright, — Miss. —, 23 So. 422 (written contract for a piano; oral condition that the order might be countermanded within 30 days in case of a flooring countermanded within 30 days in case o piano; oral condition that the order might be countermanded within 30 days in case of e flood, etc., excluded); 1896, Nebraska Expos. Ass'n v. Townley, 46 Nehr. 893, 65 N. W. 1062 (condition to liability on a stock-subscription contract, excluded); 1830, Van Syckel v. Dalrymple, 32 N. J. Eq. 233 (mortgage payable April 1, 1873; agreement thet "the mortgage ehonld not be due and payable during the mortgagor's life, provided the mortgagor kept the interest paid up and put the property in repair end kept it so," excluded); 1896, Taylor v. Hunt, 118 N. C.

^{168, 24} S. E. 359 (agreement that if a deht was not indulged a lease should be vold, excluded); 1898, Shea v. Leisy, 85 Fed. 243 (bond and mort-

^{1895,} Shea v. Leisy, 85 Fed. 243 (bond and mort-gage to pay in four years; agreement to cancel on a leaser payment npon conditions, excluded).

1819, Campbell v. Hodgson, Gow 74 (agreement between acceptor and payee that the latter should not demand payment if he should reimburse himself from tha effects of J., excluded; otherwise, so far as the reimbursement amounts to navment). Compare also the cases ofted safe to payment). Compare also the cases cited ante, 2435, and, for negotiable instruments, post,

^{8 1902,} Armington v. Stelle, — Mont. —, 69 Pac. 115 (agreement of renewal of a lease, excluded). For the renewal of negotiable instru-

ments, see post, § 2443.

*Contra: 1846, St. Louis Perp. Ins. Co. v.

Homer, 9 Metc. 39 (agreement that a sum found to be due under an insurance policy should be set off and applied in astisfaction of a note, excluded); 1837, Eaves v. Henderson, 14 Wend. 190 (agreement that a book account and the purchase of goods should serve as a set-off to a note for \$28.84, excluded). For negotiable instru-

menta, see post, § 2443.

These cases apply their conclusion alike to transfers of realty and of personalty: Can.:

maintained,2 and though in any event the terms of a particular document may require the contrary result.8 But the theory upon which the prevailing view rests has varied decidedly. By some Courts it has been placed on the ground (post, § 2439) of fraud,4 by others on the doctrine (ante, § 2433) of consideration, or both of those; and again it is said to involve merely the "object" of the parties," - whatever that may signify. Still others suggest a distinction between chancery and law, and between a proceeding in ejectment and other remedies.9 But none of these theories seem to be adequate, -for one reason, to name no others, because the rule of exclusion may sometimes become applicable on the facts of a given case.10 The apparent obstacle, which invokes the rule, is the absolute terms of the transfer, together with the circumstance that the traditional form of mortgage at common law - a condition of defeasance - seems to be plainly at war with the terms of such a deed. But that traditional form is a form merely, not recognized in modern law as literally valid. The essence of a security is an

1852, Le Targe v. De Tuyil, 3 Grant U. C. 369 (best opinion, by Blake, C.); 1852, Holmes v. Matthewa, ib. 379, 384; 1892, McMicken v. Ontario Bank, 20 Can. Sup. 548, 575; U. S.: 1898, Hieronymus v. Glass, 120 Ala. 46, 23 So. 674; 1895, Ahern v. McCarthy, 107 Cal. 382, 40 Pac. 482; 1903, Clark v. Ducheneau, — Colo. — ,72 Pac. 331 (that a note was given only as security for performance of another contract, allowed); 1893, Shad v. Livingston, 31 Fla. 89, 97, 12 So. 646; 1888, Okuu v. Kaisikawaha, 7 Haw. 34 (in a common-law court); 1894, Helbreg v. Schumann, 150 Ill. 12, 21, 37 N. E. 99; 1896, Trogdon v. Trogdon, 164 id. 144, 45 N. E. 575; 1895, Bever v. Bever, 144 Ind. 157, 41 N. E. 944 (a reservation of a life estate shown to have been intended as a mortgage); 1895, Libby v. Clark, 38 Me. 32, 33 Atl. 657; 1872, Campbell v. Dearborn, 109 Mass. 130; 1895, Riley v. Bank, 164 id. 482, 41 N. E. 679 (stock-shares); 1897, Dixon v. Ina. Co., 168 id. 48, 46 N. E. 436 (insurance policy); 1868, Bowker v. Johnson, 17 Mich. 42; 1896, Finch v. Willard, 108 id. 204, 66 N. W. 42; 1896, Finch v. Willard, 108 id. 204, 66 N. W. 42; 1896, Finch v. Willard, 108 id. 204, 73 N. W. 230; 1898, Germain v. Lumber Co., 116 id. 245, 74 N. W. 644; 1893, Winters v. Earl, 52 N. J. Eq. 52, 588, 28 Atl. 15; 1898, Vanderhoven v. Romaine, 56 id. 1, 39 Atl. 129; 791, Barry v. Colville, 129 N. Y. 302, 29 N. E. 307; 1896, Stith v. Peckham, 4 Okl. 254, 46 Pac. 664; 1898, Weischam v. Hocker, 7 id. 250, 54 Pac. 464; 1898, Weischam v. Hocker, 7 id. 250, 54 Pac. 464; 1898, Weischam v. Hocker, 7 id. 250, 54 Pac. 464; 1898, Weischam v. Hocker, 7 id. 250, 54 Pac. 464; 1898, Weischam v. Hocker, 7 id. 250, 54 Pac. 464; 1898, Weischam v. Hocker, 7 Gettelman v. Assur, Co., 97 Wis. 237, 72 N. W. 627 (insurance policy).

** 1894, Eckford v. Berry, 87 Tex. 415, 28 W. 937; 1897, Goon Gan v. Richardson, 16

v. Assur. Co., 97 Wis. 257, 72 N. W. 627 (insurance policy).

a 1394, Eckford v. Berry, 87 Tex. 415, 28

S. W. 937; 1897, Goon Gan v. Richardson, 16

Wash. 373, 47 Pac. 762. So, too, apparently,
in Kentncky, after much vacillation: 1824,
Thompson v. Patton, 5 Litt. 74; 1830, Edrington v. Harper, 3 J. J. M. 353; 1839, Thomas v.
McCormack, 9 Dana 108; 1898, Mnnford v.

Green, 103 Ky. 140, 44 S. W. 419 (repudiating the remark in Sciler v. Bank, 86 id. 131).

3 1891, Thomas v. Scutt, 127 N. Y. 133, 27 N. E. 961 (sale of logs; that the transfer was merely in satisfaction of a chattel mortgage and the vendee was to pay only what remained after the debt and expenses were deducted, excluded on the facts)

on the facts).

• 1895, Baird v. Baird, 145 N. Y. 659, 40
N. E. 222 ("The rule which excludes evidence of parol negotiations or conditions, when offered to contradict or substantially vary the legal import of a written agreement, does not prevent a vary to the agreement in an action between the party to the agreement, in an action between the parties, from showing by way of defence the existence of a contemporaneous oral agreement, made at the time the writing was executed and delivered, which would render the use of the written instrument, for any purpose contrary to or inconsistent with the oral stipulation, dishon-

or inconsistent with the oral supulation, disnon-est or frandulent ").

§ 1888, Colt v. McConnell, 116 Ind. 249, 19
N. E. 106 (Elliott, J.: "The facts pleaded do not impeach the conveying qualities of the mort-gage; they simply impeach its consideration"); 1886, McMillan v. Bissell, 63 Mich. 66, 70, 29
N. W. 787 ("The agreement for the defeasance, whather written or newritten is no more them whether written or nawritten, is no more than one of the conditions npon which the deed was given, and therefore constitutes a part of the con-

sideration for the conveyance").

• 1851, Russell v. Southard, 12 How. U. S.

139, 148 (said by Curtis, J., to involve in effect

"both frand and a vice in the consideration").

• 1878, Brick v. Brick, 98 U. S. 514 (transfer

of shares of stock, shown to be a pledge only; "the rule does not forbid an inquiry into the object of parties in executing and receiving the instrument").

Considered in the following cases: 1865, Newton v. Fay, 10 All. 505, 507; 1896, German Ins. Co. v. Gibe, 162 Ill. 251, 44 N. E. 490.

German Ins. Co. v. Gibe, Ill., supra.

Thomas v. Scutt, N. Y., supra.

t

g

0

8

agreement to deal with the property so as to extinguish a certain debt, and \$ 2438 no otherwise. In other words, the act of transfer and the user of the property transferred are distinct legal ideas; or, put still differently, the kind of estate - according to the category of fee simple, life estate, and the like is a different thing from the quality of the estate, i. c. trust or security. The simple question is, then, whether the parties, under all the circumstances, appear to have intended the document to cover merely the kind of estate transferred, or to cover all possible aspects of the transfer, including that of the quality of the estate, i. e. its subjection to an equity of redemption; in the latter case, no extrinsic agreement can be considered.

By the same reasoning is to be determined the question whether an extrinsic agreement to hold in trust can be established. So far as the present rule is concerned, there would seem to be no objection; and this would be so also for agreements equivalent to a trust, for example, an agreement to reconvey on demand.11 But by the statute of frauds (post, § 2454) such an agreement not in writing may be unenforceable; and thus, for a different reason, the agreement may still be unavailable; unless the doctrine of resulting trusts be held to remove the objection of the statute of frauds.12

§ 2438. Agreement to hold as Surety or Agent only. (1) Where a document is executed by A and B, apparently as equal principals, B may of course establish, as against A, an extrinsic agreement that between themselves B should be surety only, because the document does not embody the transaction between A and B, but only the transaction between them and the obligee.1 But may B avail himself of an extrinsic agreement between himself and the obligee to treat B as surety only? On the analogy of the foregoing doctrine (ante, § 2437), it would seem that he may.2 It is true that the execution is general and not limited in form; yet it may be said that the agreement does not dispute the existence and tenor of the obligation, but merely affects the use to which it may be put by the holder.

(2) Where a document is executed by "A, agent for B," or by "A, treasurer of B. Co.," whether A or B shall be liable, and whether A may avail himself of an agreement not to hold him personally, seems to be essentially a question of the proper interpretation of the terms used.3

(3) Where, however, a document is executed by A without any indication of agency in the document, and it is desired to establish an agreement between A and B that B shall as undisclosed principal be a party, for the purpose either of charging or entitling B or of exonerating A, the applica-

^{11 1885,} Hutchins v. Flutchins, vo A. 1.

56, 63,

12 The cases are cited in Ames' Cases on Trusts, let ed., pp. 291, 295-320.

1 The cases are cited in Brandt, Suretyship, 2d ed., \$\$29, 30.

2 The following cese is opposed: 1897, Hobbs v. Batory, 86 Md. 68, 37 Atl. 713 ("J. B. has rented his farm . . . to the said T. A. H. and S. R. H. for one year"; an agreement that

^{11 1885,} Hutchins v. Hutchins, 98 N. Y. S. R. H. was to be surety only, not admitted

against the lessor).

The agreement must of course, on the principle of § 2415, ante, be one known to and shared by the party holding the obligation. Where the document is a negotiable instrument, apecial considerations apply: post, § 2443.

3 1893, Mathews v. Mattrass Co., 87 Ia. 246, 54 N. W. 225; and cases collected in Wambaugh, Cases on Agency, 658-664, 723-728, and Cook, Corporations, 4th ed., 1898, § 722.

bility of the present rule is directly involved. Here several distinctions have been taken. (a) In the first place, where the unnamed principal is unknown to the obligee, it is proper to give force to the contract between principal and agent for the purpose of charging or entitling the principal, though not of exonerating the agent; unless in the particular case the document plainly was intended to deal otherwise with the transaction. (b) In the second place, where the unnamed principal was known to the obligee but nevertheless not named in the document, the rule may here equally permit the agreement to be available for the former purpose above mentioned; yet the ordinary inference will be that the named parties intended the document to be exclusive of all other parties, unless a contrary intention be made to appear. The general state of the law is sufficiently outlined in the following passage:

1896, Wolverton, J., in Barbre v. Goodale, 28 Or. 465, 38 Pac. 67, 43 Pac. 878: "The question is here presented whether it is competent to show by parol testimony that a contract executed hy and in the name of an agent is the contract of the principal, where the principal was known to the other contracting party at the date of its execution. There are two opinions tonching the question, among American anthorities, - the one affirming, and the other denying; hat the case is one of first impression here, and we feel constrained to adopt the rule which may seem the more compatible with the promotion of justice, and the exaction of honest and candid transactions between individuals. The English authorities are agreed that parol evidence is admissible to show that a written contract executed in the name of an agent is the contract of the principal, whether he was known or nnknown; and the American authorities are a unit, so far as the rule is applied to an unknown principal, hut disagree where he was known at the time the contract was exeented or entered into hy the parties. All the anthoritles, both English and American, concur in holding that, as applied to such contracts executed when the principal was uuknown, parol evidence which shows that the agent who made the contract in his own name was acting for the principal does not contradict the writing, but simply explains the transaction; for the effect is not to show that the person appearing to be bound is not bound, hnt to show that some other person is bound also. And those authorities which deny the application of the rule where the principal was known do not assert or maiutain that such parol testimony tends to vary or contradict the written contract, but find support upon the doctrine of estoppel; it being maintained that a party thus dealing with an agent of a known principal elects to rely solely upon the agent's responsibility, and is therefore estopped to proceed against the principal. The underlying principle, therefore, upon which the anthorities seem to diverge, is the presumption created by the execution of the contract in the name of the agent, and the acceptance thereof hy a party, where the principal is known. Is this presumption conclusive, or is it disputable? Without attempting to reconcile the decisions, we believe the better rule to be that the presump-

party is not ench, would be to allow parol evidence to contradict the written agreement").

8 1848, Humble v. Hunter, 12 Q. B. 310 (rule

^{4 1841,} Higgins v. Senior, 8 M. & W. 834, 844 (Parke, B.: "[To allow an nnnamed principal to be entitled or charged] in no way contradicts the written agreement; it does not deny that it is hinding on those whom, on the face of it, it purports to hind, but showe that it hinds also another, hy reason that the act of the agreement in signing the agreement in pursuance of hie authority is in law the act of the principal. But, on the other hand, to allow evidence to be given that the party who appears on the face of the instrument to be personally a contracting

^{1848,} Humble v. Hunter, 12 Q. B. 310 (rule not applicable to a charter-party wherein the alleged agent described himself as "owner" of the shlp). The following further distinction seems sound: 1871, Fleet v. Murton, L. R. 7 Q. B. 126, 130 (broker's contract expressly achroker for undisclosed principal; custom to undertake personal liability in case the principal is not disclosed, admitted); 1873, Hutchinson v. 1 ham, L. R. 8 C. P. 482, 486 (similar).

tion thus created is a disputable one, and that the intention of the party must be gathered from his words, and the various circumstances which surround the transaction, as its practical effect is to promote justice and fair dealing. — The principal may have reconrse to the same doctrine to bind the party thus entering into contract with his agent. Parol evidence, however, is not admissible to discharge the agent, as the party with whom he has dealt has his election as to whether he will hold him or the principal responsible."

§ 2439. Fraud. The doctrine of extrinsic fraud as sufficient to make a legal act voidable has already been considered (ante, § 2423). But what is the bearing of the present rule? When a transaction has been reduced to a single document, how is it that fraud can be established extrinsically? A simple answer seems to be that since the present rule depends (ante, § 2430) on the intent of the parties to embody one or more subjects of transaction exclusively in the document, it is impossible to suppose that the subject of fraud was intended thus to be covered, since by hypothesis the party upon whom the fraud is practised does not know of it and therefore could not have had such an intent. But, if this be true, what becomes of that other application of the rule, well established for most transactions (ante, § 2434), that warranty-representations extrinsic to the document cannot be availed of? Fraud is always a matter of false representations; and how is it that extrinsic representations are as warranties to be ignored but as fraud to be admitted? The explanation seems to be that the vital additional element in fraud is the party's state of mind, which neither can be nor is intended to be embodied in the written document, and that hence the rule does not forbid considering it wherever it is the vital element of the claim. In other words, in an action of deceit, or in a proceeding of rescission of contract wherever this by the law depends upon the promisor's conscious falsity, the present rulc interposes no obstacle; although in an action of contract upon an alleged warranty as a part of it, or in a proceeding of rescission for breach of warranty or innocent misrepresentation, the same representations could not be

It may be added that the term "fraud" must here be understood in its legitimate narrow sense. i. e. a misrepresentation of a present or past fact; for, although a much looser significance has been occasionally intimated,2 yet it is obvious that an intent not to perform a promise (i. e. a misrepresentation as to a future fact), or a subsequent failure knowingly to perform an extrinsic agreement not embodied in the writing, cannot in strictness be legally included in the term "fraud." It seems to be a disregard of this distinction

The authorities are collected in Wambaugh, Cases on Agency, 627-657, 673-723. tinction sometimes made between sealed contracts and simple contracts (Research and simple contracts (Briggs v. Partridge, 1876,

and simple contracts (Driggs v. Partinge, 2017), 64 N. Y. 357) ought to have no place here.

1514, Meyer v. Everth, 4 Camp. 22 (deceit); 1889, State v. Casa, 52 N. J. L. 77, 18 Atl. 972 (frandulent representations as to speed, in the sale of a horse; "as an additional warranty, sale of a horse; "as an additional warrenty, that is, an addition to the contract, the present representations were clearly inadmissible; so soon, however, as they displayed such features

as went to show that through them the contract had been fraudulently induced, and so was unenforceable for that reason at the election of the

enforceasie for that reason at the election of the defrauded party, the rule excluding parol testimony to enlarge a written contract became inoperative").

2 1840, Story, J., in Bottomley v. U. S., 1 Story 135, 152 ("I know of no case where parol evidence is not admissible to establish fraud, even in the most solemn transactions and conveyances").

that is in part responsible for the anomalous attitude of the Pennsylvania Court (ante, § 2431) towards the general rule.³

§ 2440. Trade Usage and Custom. Where the parties have not intended to make the document embody the transaction upon a particular topic, its terms may be as well supplied by implied extrinsic agreement as by express extrinsic agreement. In other words, that usage or custom of a trade or locality, which would otherwise by implication form a part of the transaction, will equally form a part when the transaction has been embodied in a document, provided the document was not intended to cover the topic affected by the custom. The test is on principle the same as for express extrinsic agreements; except that in the case of the custom the ordinary presumption is in favor of its implication, because the topics covered by the writing will usually be those which do not concern some known and usual term but vary in each particular transaction:

1836, Parke, B., in Hutton v. Warren, 1 M. & W. 466, 475: "[The inclusion of customs into written contracts] has been done upon the principle of presumption that in such transactions the parties did not mean to express in writing the whole of the contract by which they intended to be bound, but a contract with reference to those known usages."

1854, Coleridge, J., in Brown v. Byrne, 3 E. & B. 703: "In all contracts, as to the subject-matter of which known usages prevail, parties are found to proceed with the tacit assumption of these usages; they commonly reduce into writing the special particulars of their agreement, but omit to epecify these known usages, which are included however, as of course, by mutual understanding; evidence therefore of such incidents is receivable. The contract in truth is partly express and in writing, partly implied or understood and unwritten."

1837, Story, J., in The Schooner Reeside, 2 Sumn. 567: "I own myself no friend to the almost indiscriminate habit, of late years, of setting up particular usages or customs, in . almost all kinds of business and trade, to control, vary, or annul the general liabilities of parties under the common law, as well as under the commercial law. It has long appeared to me, that there is no small danger in admitting such loose and inconclusive usages and customs, often unknown to particular parties, and always liable to great misunderstandings and misinterpretations and abuses, to outweigh the well-known and well-settled principles of law. And I rejoice to find, that, of late years, the Courts of law, both in England and in America, have been disposed to narrow the limits of the operation of such usages and customs, and to discountenance any further extension of them. The true and appropriate office of a usage or custom is, to interpret the otherwise indeterminate intentions of parties, and to ascertain the nature and extent of their contracts, arising, not from express stipulations, but from mere implications and presumptions, and acts of a doubtful or equivocal character. It may also be admitted to ascertain the true meaning of a particular word, or of particular words, in a given instrument, when the word or words have various senses, some common, some qualified, and some technical, according to the subject-matter to which they are applied. But I apprehend that it never can be proper to resort to any usage or custom to control or vary the positive stipulations in a written contract, and, a fortiori, not in order to contradict them. An express contract of the parties is always admissible to supersede, or vary, or control a usage or custom; for the latter may always be waived at the will of the parties. But a written and express contract cannot be controlled, or varied, or contradicted by a usage or custom; for that would not only be to admit parol evidence to control, vary, or contradict written contracts, but it would be

³ The unsoundness of that theory of fraud is well expounded in an opinion by Allen, \(\Gamma\), in Towner v. Lucas (1857), 13 Gratt. 705, 716.

ia

d

ts

M 1

n,

l-

2 n

y

h

t

8

S

e a

1

to allow mere presumptions and implications, properly arising in the absence of any positive expressions of intention, to centrol, vary, or contradict the most formal and deliberate written declarations of the parties."

The application of the rule in a given instance depends entirely on the nature of the transaction and the terms of the particular document, and precedents are of little service.1

§ 2441. Novation, Alteration, and Waiver; Subsequent Agreements. The general rule now under consideration rests on the assumption that a specific

The following will suffice as examples; distinguish the cases cited post, \$5 2462, 2464 (usage to interpret the words in a document): Eng: 1779, Wigglesworth v. Dallison, 1 Doug. 201 1779, Wigglemorth v. Dallison, 1 Doug. 201 (lease for 21 years; custom for the tenant to take crops sown before expiration of the lease, admitted); 1800, Ougier v. Jennings, 1 Camp. 505, note (policy on a ship from Newfoundland to Portugal "beginning the adventure from the loading thereof"; usage admitted to include an intermediate loading before the voyage to Portugal); 1808, Vallance v. Dewar, 1 Camp. 503 (policy on a ship "at and from any port or ports in Newfoundland"; usage admitted to include an intermediate voyage after arrival in Newfoundland and before starting homeward); 1816, Yates v. Pym, 6 Tannt. 446 (written sale of bacon; trade usage requiring inspection of defects before trade usage requiring inspection of defects before a certain time, excluded); 1832, Blackett v. Ins. Co., 2 Cr. & J. 244, 249 (policy on a ship, tackle, Co., 2 Cr. & J. 244, 249 (policy on a ship, tackle, apparel, etc.; a usage of underwriters not to pay for boats hung ontside the ship on the quarter, excluded, since the policy was "npon the face of it, npon the shole ship, on all her furniture, and all her apparel"; 1838, Bottomley v. Forbes, 5 Bing. N. C. 121 (a charter-party provided for the payment of freight on cotton, "ectton to be calculated at 50 cubic feet per ton"; cotton after unloading expands so that the cubic measurement at loading and unloading differ greatly; a usage to measure at the shipdiffer greatly; a usage to measure at the shipper's warehouse was admitted; 1843, R. v. per's warehouse was admitted); 1843, R. v. Stoke-upon-Trent, 5 Q. B. 303 (contract to work "from the 11th day of November next until the 11th November 1817"; a custom in that branch of manufacturing "to allow holidays at certain fixed times of the year," on the ground that "its notoriety makes it virtually part of the contract"); 1848, Syers v. Jonas, 2 Exch. 111, 116 (usage in the tobacco trade that sales should be conditioned on correspondence with sample, ad. (usage in the tobacco trade that sales should be couditioned on correspondence with sample, admitted; "sach usage is admissible whenever it is not expressly or impliedly excluded by the tenor of the written instrument"); 1844, Brown c. Byrne, 3 E. & B. 703 (hill of lading agreeing to pay "freight \$\frac{1}{2}\$ d. per pound, with \$\delta\$ per cent primage, and average accustomed," and saying nothing about time of payment or discount; a local custom to allow 3 mos. discount. admitted); local custom to allow 3 mos. discount, admitted); local custom to allow 3 mos. discount, sdmitted); 1859, Martin, B., in Langton v. Higgins, 4 H. & N. 401, 408 (sale of goods in writing, and issue as to time of delivery to pass title; "they cannot add to the writing by ahowing that at the time the contract was made they had been accustomed to do something further"); U. S.:

697 (custom as to alteration of coal prices, excluded); 1841, Kilgorev. Bulkley, 14 Conn. 362, 391 (note falling due on a date which was Sunday; local usage admitted to show that in such cases the note was payable on the Saturday before; clear opinion by Storrs, J.; 1885, Gilbert v. McGinnis, 114 lll. 28, 28 N. E. 382 (sale of committee of the same "advances" of money; a custom among grain merchants to make such an advance only upon neronants to make such an arrange devanced, a note by the seller for the amount advanced, excluded); 1890, Scott v. Hartley, 126 Ind. 239, 25 N. E. 826 (sale of grain at "501 net"; a custom to deduct freight paid by the consignee, excluded); 1893, Destrehan v. Lumber Co., 45 La. An. 920, 924, 13 So. 230 (custom of measur-14a. An. 920, 924, 13 So. 230 (custom of measuring, etc., allowed, to supply the contract on matters not covered by the writing); 1900, Menage v. Rosenthal, 175 Mass. 368, 56 N. E. 579 (salesman's contract to travel "throughout the New England States"; custom to stay and work in New York "whenever trade is in terms." work in New York "whenever trade is in town, work in New York "whenever trade is in town," excluded); 1898, Germain v. Lumber Co., 116 Mich. 245, 74 N. W. 644 (cuatom as to taking away logs, not admitted on the facta); 1895, Fairly v. Wappoo Mills, 44 S. C. 227, 22 S. E. 112, 114 ("sold 2000 tons, seller paying brokerage at 10 cente per ton"; evidence of a custom to pay brokerage on only the amount delivered, not the amount contracted for was rejected). not the amount contracted for, was rejected); 1895, Richards Co. v. Hiltebeitel, 92 Va. 91, 22 S. E. 806 (a contract specifying the prices for laying bricks; local usage admitted as to the method of ascertaining the quantities laid); 1897, Hansbrough v. Neal, 94 id. 722, 27 S. E. 593 (custom admitted to fix the value of services).

From the foregoing rule are to be distinguished three other classes of questions in which usage becomes material: (a) The question of contract, whether a particular neage may be implied into a contract, aupposing it not to have been reduced to writing; and the doctrine that a local custom will not be added by implication alone to the terms of a contract, where a definite rule of law obtains to the contrary (Barnard v. Kellogg, 1870, 10 Wall. 383); (b) The question of standard of interpretation, whether a term used in a transaction, written or oral, is to be interpreted by a usage not known to both parties (post, § 2464); (c) The further question of interpretation, whether a usage adopted by both parties can be allowed to displace the general meaning of a word when con-trary to the usage (post, § 2462); the cases involv-ing this question are often apt to be confused 1903, Withers v. Moore, 140 Cal. 591, 71 Pac. eration about varying the terms of a document. with cases involving the rule here under consid-

transaction has been embodied exclusively in a single document. All distinct and separate transactions may therefore be established and availed of, whenever they are in themselves valid. Now a transaction subsequent in time must always be a separate transaction. The rule of exclusion can only apply to negotiations contemporaneous in time, or prior but incomplete. Where a document, for example, is executed on July 1, it may be held to embody the final and exclusive result of negotiations before and up to the time of execution; but a transaction on August 1 must be a separate one and therefore can never be excluded, so far as the effect of the document of July 1 is concerned. It may be that some rule of form (post, § 2454) will sometimes make the transaction of August 1 invalid in itself (as when a writing is required by the statute of frauds, or where a parol release will not discharge a sealed contract); but the present rule can interpose no obstacle. In particular, any subsequent agreement altering, waiving, discharging, or otherwise novating a prior transaction is not excluded by reason of the prior transaction having been reduced to writing:

1833, Denman, C. J., in Goss v. Lord Nugent, 5 B. & Ad. 58: "By the general rules of the common law, if there be a contract which has been reduced into writing, verbal evidence is not allowed to be given of what passed between the parties, either before the written instrument was made, or during the time that it was in a state of preparation, so as to add to or subtract from, or in any manner to vary or qualify the written contract; but after the agreement has been reduced into writing, it is competent to the parties, at any time before breach of it, by a new contract not in writing, either altogether to waive, dissolve, or annul the former agreements, or in any manner to add to, or subtract from, or vary or qualify the terms of it, and thus to make a new contract; which is to be proved, partly by the written agreement, and partly by the subsequent verbal terms engrafted upon what will be thus left of the written agreement. And if the present contract was not subject to the control of any act of Parliament, we think that it would have been competent for the parties, by word of mouth, to dispense with requiring a good title to be made to the lot in question, and that the action might be maintained. But the Statute of Frauds has made certain regulations as to contracts for the sale of lands."

The application of this principle varies in practice according to the nature of the particular legal right and the actual separation of the transactions in time.¹

§ 2442. Miscellaneous Applications of the Rule to exclude or admit "Collateral" Agreements. It does not seem possible to generalize further than on

1 The following rulings will serve as examples: 1773, Militou v. Edgworth, 5 Bro. P. C. 313 (the rate of interest ou a mortgage loan made iu writing may be reduced by subsequent oral agreement); 1892, Guidery v. Green, 95 Cal. 630, 634, 30 Pac. 786 (oral agreement that another instrument should be substituted for the one in question, admitted); 1892, Chicago B. & O. R. Co. v. Dickson, 143 Ill. 368, 32 N. E. 380 (agreement not to ride in stock-car; a practice of the railroad to permit it, admitted as a waivor); 1837, Earse v. Henderson, 14 Weud. 190 (though a coutemporary agreement to apply other claims in set-off of a note was excluded, a subsequent agreement to accept them

in payment was admitted); 1896, Harris v. Murphy, 119 N. C. 34, 25 S. E. 708 (contract for work and labor in raising a barge; a subsequent alteration admitted); 1896, Dunklee v. Goodnough, 68 Vt. 113, 34 Ati. 427 (subsequent agreement relating to the mode of payment; admitted); 1899, Keating v. Pacific S. W. Co., 21 Wash. 415, 58 Pac. 224 (the plaintiff signed shipping-articles as seaman; on boarding the vessel, he found a sail unsuaworthy; he had then the right to abandon the voyage, and a parol agreement by the ship not to use the defective sail was a new contract which could be availed of).

the preceding topics. The application of the rule, resting as it does upon the parties' intent, can be properly made only after a comparison of the kind of transaction, the terms of the document, and the circumstances of the parties. Even in the foregoing classes of transactions, it is rarely that the circumstances of a particular case cannot justify a special result contrary to the ordinary one. Such is the complexity of circumstance and the variety of documentary phraseology, and so minute the indicia of intent, that one ruling can seldom be of controlling authority or even of utility for a subsequent one. The opinions of judges are cumbered with citations of cases which serve no purpose there except to prove what is not disputed, - the general principle. Other than in relation to some of the foregoing topics which have broad and uniform bearings, individual rulings can have little value as precedents unless the entire detail of the documents and circumstances is set forth; and an abbreviation of them is therefore more likely to mislead than to profit. The application of the rule should in almost all instances be left (ante, § 16) to the trial judge's determination.1

1 The following citations may serve to illustrate the variety of application of the rule: England: 1769, Preston v. Mercan, 2 W. Bl. 1249 (in an action for rent on a house-lease "for 21 years at 26!. per annum," the lessor, who owned the house only, was not allowed to prove a further agreement by the defendant to pay the ground rent of 2!. 12s. 6d. a year); 1806, Higglason v. Clowes, 15 Ves. Jr. 516 (anction-sale in writing of lots of land, the purchaser "to take the timber at a fair valuation"; the anctioneer's oral statement at the sale that the timber of each lot was to be valued separately, excluded); 1836, Ellis v. Thompson. 3 M. & W. 445, 452 (sale of lead, "deiiverable in the river Thames"; "the question of reasonable or not reasonable time is collateral to the contract"); 1845, Eden v. Blake, 13 id. 614 (at an anction sale the catalogue described an article as silver, but the auctioneer before selling announced publicly that it was only plated; the defendant bought but refused to accept; held, that the oral declaration of the anctioneer could be received, subject to the jury's finding that the catalogue was understood by the buyer not to oral declaration of the anctioneer could be received, subject to the jury's finding that the
catalogue was understood by the buyer not to
be the exclusive basis of the purchase; "the sole
question is, what were the terms upon which
this article was sold? Are they in writing?
. It is for the jury to say whether the contract existed in the printed particulars alone or
partly in them and partly in parol"); 1371,
Morgan v. Griffith, L. R. 6 Exch. 70 (iease of
grass land; oral agreement by the landlord to grass land; oral agreement by the landlord to destroy the rabbits, held "collateral to the lease") 1875, Angeil v. Duke, 32 Law T. Rep. lease") 1875, Angell v. Duke, 32 Law T. Rep. N. s. 320 (lease of premises, with the furniture on the premises; an agreement by the lessor to put in more furniture, excinded); 1894, Grimston v. Chunlingham, 1 Q. B. 125 (written agreement to employ an actor; oral agreement to give him certain parts, excluded); United States: Ala.: 1897, Brewton v. Glass, 116 Ala. 629, 22 So. 916 (written agreement to huild waterworks. So. 916 (written agreement to huild waterworks, etc.; oral agreement to give bond for faithful

performance, excluded); Ark.: 1896, Rector v. Bernaschina, 64 Ark. 650, 44 S. W. 222 (written agreement to board "three persons"; oral agreement specifying the three, excluded); Cal.: 1897, Bradford S. Co. v. Jooet, 117 Cal. 204, 48 ment specifying the three, excinded); Cal.:
1897, Bradford S. Co. v. Joost, 117 Cal. 204, 48
Pac. 1083 (agreement as to the use of collateral
security); 1897, Wolters v. King, 119 id. 172,
51 Pac. 35 (written agreement for commissions;
oral agreement as to time of payment received);
Colo.: 1896, United States M. A. Asa'n v. Kittenring, 22 Colo. 257, 44 Pac. 595 (oral agreement different from terms of policy; excluded);
Fla.: 1897, Chamberlain v. Lealey, 39 Fla. 452,
22 So. 736 (papers not purporting to contain
the whole agreement; other evidence admitted);
Ida.: 1897, First Nat'l Bank v. Bews, 5 Ida.
678, 51 Pac. 777 (mortgage of bnilding, etc.;
oral agreement of mortgages to insure for
\$25,000, excluded); Ind.: 1855, Noble v. Epperly, 6 Ind. 468, 471 (repievin; written agreement between the parties affecting an alleged
partnership; their true intent in making the
agreement allowed to be shown, on the facts);
1859, Draper v. Vanhorn, 12 id. 352 (treated as
similar); 1859, Williams v. Dewitt, 12 id. 309,
312 (writing containing terms of arhiteration) 1859, Draper v. Vanhorn, 12 id. 352 (treated as similar); 1859, Williams v. Dewitt, 12 id. 309, 312 (writing containing terms of arhitration, held exclusive); 1896, Smith v. McClain, 146 id. 77, 45 N. E. 41 (the fact rejected that a quitclaim deed transferring the interest of heirs to an estate was intended merely as a partition, and therefore merely severed unity of possession without conferring additional sitle; 1896, Lowry v. Downey, 150 id. 364, 50 N. E. 79 (exchange of land by deeds; oral agreement by one party to pay off an incumbrance on the land conveyed, admitted); Ia.: 1894, Lerch v. Times Co., 91 Ia. 750, 60 N. W. 611 (written lease; oral agreement to put in a steam-heating ap-Co., 91 Ia. 750, 60 N. W. 611 (written lease; oral agreement to put in a steam-heating apparatus, excluded); 1897, Beeson v. Green, 103 id. 406, 72 N. W. 555 (deed containing assumption of mortgages; grantes not all: ved to deny the agreement); Kan.: 1899, Mil th v. Packing Co., 60 Kan. 229, 56 Pac. 1 (contract between next of kin and one charged with

§ 2443. Rule applied to Negotiable Instruments; General Principle. The general principle of Integration (ante, § 2425)—in other words, the rule

deceased's death, the former releasing and agreeing to procure a release from another, the latter agreeing to pay; parol agreement by the latter to employ the former, excluded); Ky.: 1898, Satton v. Lamber Co., — Ky..., 44 S. W. 88 (written agreement for hauling lumber; agreement to furnish right of way, excluded); 1898, Vansant v. Runyon, — id. — , 44 S. W. 949 (lumber-contract; agreement as to mode of advances, excluded); Me.: 1898, Gonld v. Excelsior Co., 91 Me. 214, 39 Atl. 555 (written agreement for cutting, peeling, and as to mode or advances, excinded); Me.: 1898, Gonld v. Excelsior Co., 91 Me. 214, 39 Atl. 555 (written agreement for cutting, peeling, and driving popular timber; oral agreement as to who should scale it, received); Md.: 1900, Hawley Down-Draft Furnace Co. v. Hooper, 90 Md. 390, 45 Atl. 456 (defendant bought of plaintiff a furnace with the written guaranty that it "will save 12 per cent in cost of fuel over present method of making steam"; oral agreement that the "saving of 12 per cent" was to be determined by a comparative test "measured by the number of tons of coal consumed before the Hawley furnace was put in with the coal consumed after it was put in "held admissible); Mass.: 1843, Brockett v. Bartholomew, 6 Metc. 396 (the understanding of all the parties to a lease, that the amounts payable included the price for the stock of goods agreed by the writing to be purchased, excluded); 1876, Carr v. Dooley, 119 Mass. 294 (deed of land; oral agreement by the vendor to pay for an adjacent sewer in the course of construction, admitted); 1867, Graffam v. Pierce, 143 id. 386, N. E. 212 (deed of two houses and lease of land; oral agreement by the vendor to pay for an adjacent sewer in the course of construction, admitted); 1887, Graffam v. Pierce, 143 id. 386, 9 N. E. 819 (deed of two houses and lease of a hall, hy defendant to plaintiff; an oral agreement by defendant to pat hard-pine flooring into the hall, admitted); 1888, Ayer v. Mfg. Co., 147 id. 46, 16 N. E. 754 (asle of soap; vandor's agreement to advertise it, admitted); 1892, Durkin v. Cobleigh, 156 id. 108, 30 N. E. 474 (deed of land described as bounded on a street; the vendor's oral agreement to build the street, and to put in water connections, admitted as "an independent collateral agreement which need not be included in the deed"); 1896, Rackemann v. Impr. Co., 187 id. 1, 44 N. E. 990 (agreement hy a vender of land not to sell adjoining lots at a less price, admitted); Mich. 1894, Adams v. Watkins, 103 Mich. 431, 61 N. W. 774 (sale of land; agreement to return one third of the proceeds of the crop, excluded); 1895, Hutchison Mf'g Co. v. Pinch, 107 id. 12, 64 N. W. 725, 66 N. W. 340 (agreement to pay for machinery when the mill "gives good results"; parol condition as to the power of the machinery, sucladed); 1896, Harrison v. Howe, 109 id. 476, en N. W. 527 (a lease allowed sub-leasing for "business purposes"; an agreement no to sub-lease for a saloon, excluded); 1897, Patek v. Wapies, 114 id. 669, 72 N. W. 995 (written stipulation for discontinuance without costs; oral agreement to pay counsel fees, admitted); Minn.: 1896, Hand v. Ryan Drng Co., 63 Minn.: 539, 65 N. W. 1091 (a contract to give similar 539, 65 N. W. 1081 (a contract to give a credit on specified terms; agreement to give similar credits on other terms held admissible); Miss.:

1898, Maxwell v. Chamberlin, — Miss. —, 23 So. 266 (written agreement conveying property subject to a lien; oral agreement by the grantee to assume the debt seenred, excluded); Nebr.: 1898, Sylvester v. Paper Co., 35 Nehr. 621, 75 N. W. 1092 (agreement concerning personal services in a printing establishment); N. J.: 1896, McTague v. Finnegan, 34 N. J. Eq. 454, 35 Atl. 542 (agreement as to inheritance and support); N. Y.: 1897, Emmett v. Penoyee, 151 N. Y. 564, 45 N. E. 1041 (a contract of sale of stock and fixtures contained nothing about the price, except the figures "\$2500"; extrinsic agreement as to the price, admitted); Oh.: 1895, Tuttle v. Burgett, 53 Oh. St. 498, 42 N. E. 427 (in a contract in covenant form to furnish support, an agreement that the promises would live at a certain piace was excluded); S. D.: 1896, Roberts v. Machine Co., 8 S. D. 579, 37 N. W. 607 (commission-agent's contract); Tenn.; 1898, Hines v. Wilcox, 96 Tenn. 148, 33 S. W. 914 (memorandum of lease dealing only with the ohligations of the tenant; oral promise of the landlord to put in repair, admitted); 1896, Lewis v. Tumley, 97 id. 197, 38 S. W. 272 (deed of sale; provision for the transfer of insurance policies, admitted); Tex.; 1895, Jones v. Risley, 91 Tex.; 1, 32 S. W. 1027 (hnilding contract; agreement as to the vesting of title of a vessel, the construction-agreement being silent, admitted); 1895, Harman v. Harman, 17 C. C. A. 479, 70 Fed. 894, 898 (lease of land in writing; parol agreement by the lesson to devise the lands to the lessees on his death, on condition that they improved the land end paid an annual rent, admitted); 1897, Godkin v. Monahan, 27 id. 410, 83 Fed. 116 (written agreement to cut, bank, and deliver timber; oral agreement for reduction of price in case of a fall in the market, excluded); 1998, Reid v. Diamond P. G. Co., 29 id. 110, 85 Fed. 193 (written agreement for reduction of price in case of a fall in the market, excluded): 1902. Sun P. & P. Asa'n v. Edwards, cined); 1995, note v. Diamous T. C., 20, id. 110, 85 Fed. 195 (written agreement for sale at a certain price; oral agreement for reduction of price in case of a fall in the market, excluded); 1902, Sun P. & P. Ass'n v. Edwards, 51 id. 279, 113 Fed. 445 (contract of employment of a superintendent of printing, mentioning salary and powers, held to exclude an additional oral agreement by the appointee to furnish compositors and other employees); Utah: 1897, Moyle v. Congreg. Soc., 16 Utah 69, 50 Pac. 806 (agreement as to the effect of an assignment of a contract, excluded); Vt.: 1897, Pictorial Leegue v. Nelson, 69 Vt. 162, 37 Att. 247 (contract to send cuts, etc.); Va.: 1895, Witz v. Fite, 91 Va. 446, 22 S. E. 171 (whether the giving of a higher security merges other securities); W. Va.: 1895, Long v. Parine, 41 W. Va. 314, 23 S. E. 611 (sale of frait-land; oral agreement to allow the haver to take frait oral agreement to allow the hayer to take finit from adjoining land of the seller till the trees bonght should bear fruit, excluded); 1895, Wilfong v. Johnsen, ib. 283, 23 S. E. 730 (agreement to farnish support, as a consideration for a conveyance); Wis.: 1897, Oliver v. Hail, 95

he

le

); quad rio ici 5,7

P-10 6, V.

hof 6, de y,;;;;

ele ; Olioyt, Line - 9 en -

Ó

·

against "varying the terms" of a document — takes on an altogether peculiar aspect when applied to agreements collateral to a negotiable instrument.

The first characteristic feature of such a document, as being the embodiment of an obligation capable of transfer without hindrance, is, not merely that all the essential terms of the obligation - persons, amount, and time, must be therein contained in writing (post, § 2451), but that certain others than these essential terms must not be. The advantages of unhindered transfer, due to the certainty and precision of its terms and the independence of a transferee's rights, can be attained only by limiting the scope of the obligation to a few elemental attributes. Its contents therefore are both predetermined and limited, if it is to possess the character of negotiability at all:

1780, Eyre, L. C. B., in Minet v. Gibson, 2 H. Bl. 569: "Everything which is necessary to be known, in order that it may be seen whether a writing is a bill of exchange, and as such by the custom of merchants partakes of the nature of a specialty and creates a debt or duty by its own proper force (whether by the same custom it be assignable, and how it shall be assigned, and whether it has in fact been assigned agreeable to the custom) appears at once by the bare inspection of the writing; with the circumstance, in the case of a bill payable to bearer, of that bill being in the possession of him who claims title to it. The wit of man cannot devise anything better calculated for circulation. The value of the writing, the assignable quality of it, and the particular mode of assigning, are created and determined in the original frame and constitution of the instrument itself; and the party to whom such a bill of exchange is tendered has only to read it, need look no further, and has nothing to do with any private history that may belong to it. The policy which introduced this simple instrument demands that the simplicity of it should be protected, and that it should never be entangled in the infinitely complicated transactions of particular individuals into whose hands it may happen to come."

1846, Gibson, C. J., in Overton v. Tyler, 3 Pa. St. 846: "A negotiable bill or note is a conrier without lnggage. It is a requisite that it be framed in the fewest possible words, and those importing the most certain and precise contract; and, though this requisite be a minor one, it is entitled to weight in determining a question of intention. To be within the statute, it must be free from contingencies or conditions that would embarrass it in its course; for a memorandum to control it, though indorsed on it, would be in-

That it must contain some things is therefore not so important for the present purpose as that it must not contain other things.

The other important consideration, tending to affect the present principle, is that the largest part of the terms of the obligation of a negotiable instru-

Wis. 364, 70 N. W. 346 (time of payment, excluded); 1397, Morgan v. S. M. L. V. Co., 97 id. 275, 72 N. W. 372 (conveyance subject to mortgage; grantee's agreement to pay mort-gage, allowed to be shown).

gage, allowed to be shown).

The peculiar Penasylvania rule (ante, § 2431) is illustrated in the following cases: 1895, Dixon-Woods Co. v. Glass Co., 169 Pa. 167, 32 Dixon-Woods Co. v. Glass Co., 169 Pa. 167, 32
Atl. 432 (written contract to give the plaintiff
possession of defendant's premises for the purpose of building; parol agreement at the time
to provide certain room for storage, excluded);
1897, Dickson v. Mfg. Co., 179 id. 343, 36 Atl.
246 (agreement as to time, the original contract
of employment being silent, excluded);
34

Beaver v. Slear, 182 ld. 213, 37 Atl. 991 (a note Beaver v. Slear, 182 ld. 213, 37 Atl. 991 (a note for one day not mentioning interest, but legally subject to interest after maturity; an agreement as to the payment of interest duri ig life, admitted); 1898, Myerstown Bank v. R lessler, 186 id. 431, 40 Atl. 963 (agreement not to assign a mortgage in a certain way, admitted). For proving a document's date erroneous, see ante, § 2410.

For proving the parties' "understanding" as to the terms of a contract, see ante, § 1971 (Opinion rule) and post, § 2465 (Interpretation). For the use of an account stated, as embody-

For the use of an account stated, as embodylng an agreement, see ante, § 1071.

ment is answed to it by the law, without expression in the document. The rules of presentment and demand, of acceptance and dishonor, of transfer of title and obligations by indorsement, of primary and secondary liability—all of the terms, except the individually variant ones of person, amount, time, and perhaps place, are prescribed and annexed by the law. Moreover, they

form a systematic whole, and are implied as a whole if at all.

What is the situation, then, of parties who wish to employ a negotiable instrument for the sake of some one or more specific attributes, but wish also to modify for their own case some of the other generic consequences ordinarily implied as a part of the whole? They cannot specify these modifications in the instrument without destroying all its negotiable qualities, including those which they desire to secure.1 On the other hand, by making no specific modification, they will be fixed with consequences which they do not desire. For example, A is desirous of obtaining the use of B's credit in buying from C, but B owes nothing to A; if B draws a bill of exchange on A, payable to C, and A accepts it, this will secure the purpose of adding B's credit and liability to the obligation and C will consent to receive it; then if A fails to pay at maturity, and B is obliged to pay, the normal consequence, by implication of law, is that B recovers the amount from A. Here no modification of the law's annexed incidents is necessary for carrying out all parts of their desired transaction. But suppose that C will not consent to receive A as the primary obligor, but insists on having B in that relation; then this purpose can be accomplished by drafting the bill in A's name as drawer and B's name as drawee and acceptor, or by drafting a note in B's name as maker, with A's name as payee and indorser. But in these two cases, if B, the primary obligor. is compelled by C to pay, there remains to him, as acceptor or maker, no claim for reimbursement by A, or, if A is compelled to pay C, then A as indorser or drawer has a claim for reimbursement against B, —at least so far as the law's annexed incidents prescribe. Here, then, an a recement by A to reimburse or not to sue B must be made, and this agreement can find no place in the document, though it modifies the fixed implications of the instrument. Will the parol evidence rule refuse to recognize that agreement as enforceable? It is a platitude of the law that it will not; an accommodation bill or note is never allowed to be used against the accommodating party by the accommodated one.

The law, then, it is place has recognized the dilemma. It perceives that parties must constantly wish to employ a negotiable instrument for the sake of one or more of its special attributes while discarding others; it concedes that commercial transactions are variant in their exigencies, while the normal incidents of a negotiable instrument are fixed; and it does not force parties into the alternative of employing either all or none of them. It therefore

The importance of this consideration is seen in an analogous situation under a statute requiring a certain document to cover named terms and no others: 1860, Chapman v. Callis, 2 F. & F. 161 (written bill of sale of a ship, nuder

the Merchant Shipping Act 1854, neld not to displace a prior agreement to assume the vendor's liabilities; "the parties conid not have put this term of their agreement in the bills of sale").

he

of 11

øy

le

80

ly in

ıg

10

ot

A,

'a

n

e,

i-

ts

78 is

d

r,

18 T

it

t

18

t

n

8

9

q

concedes that by special agreement the parties may discard or alter a specific implied incident, so far as its operation would affect themselves.

But the applicability of the present rule in a given case is always a question of the parties' intention (ante, § 2430). Now, while the extent of this agreement to discard or modify would thus ordinarily be a mere question of fact as to intention, still the parties' choice of a negotiable instrument necessarily signifies the adoption of some essential implied feature of such an instrument, - else they would have used some other form of document; hence, they cannot be allowed to avail themselves of an agreement which would render that choice practically meaningless. Moreover, the written tenor of the obligation — as to person, time, and amount — varies with each document as the parties choose; hence the writing is clearly the final embodiment of the obligation in these respects. For testing the application of the rule, therefore, the following two canons may be laid down:

(a) As regards the variable, or expressed, terms of the obligation in the document, no extrinsic agreement can be availed of to avoid their enforcement; but, (b) As regards the fixed, or implied, terms of the obligation, an extrinsic agreement can be availed of, if the transaction in hand is such, as a whole, that for one purpose of it the form of a negotiable instrument, or some particular feature of it, would be essential or peculiarly convenient, while for another and separate part of the transaction a different contract would be

These two canons may now be applied to the kinds of agreements most commonly arising, - the purpose here being not to consider the state of the law in detail, but merely to illustrate the application of the general principle

§ 2444. Same: (a) Agreements affecting the Express Terms of the Document. (1) An extrinsic agreement as to the mode of payment,1 or the amount of payment,2 must be, by the foregoing test, ineffective, since the parties have expressly dealt with those matters in the instrument; and although an agreement to concede a credit or counter claim, as offsetting the obligation of the instrument, would be a separate transaction and therefore valid, yet the distinction between the two may sometimes be hard to draw.3

(2) An extrinsic agreement as to the time of payment is for the same reason . ineffectual,4 although an agreement of renewal, which may practically be

² See a note collecting the authorities, appended to American Gas & V. M. Co. v. Wood, (1897) 90 Me. 516, 38 Atl. 548, in 43 L. R. A.

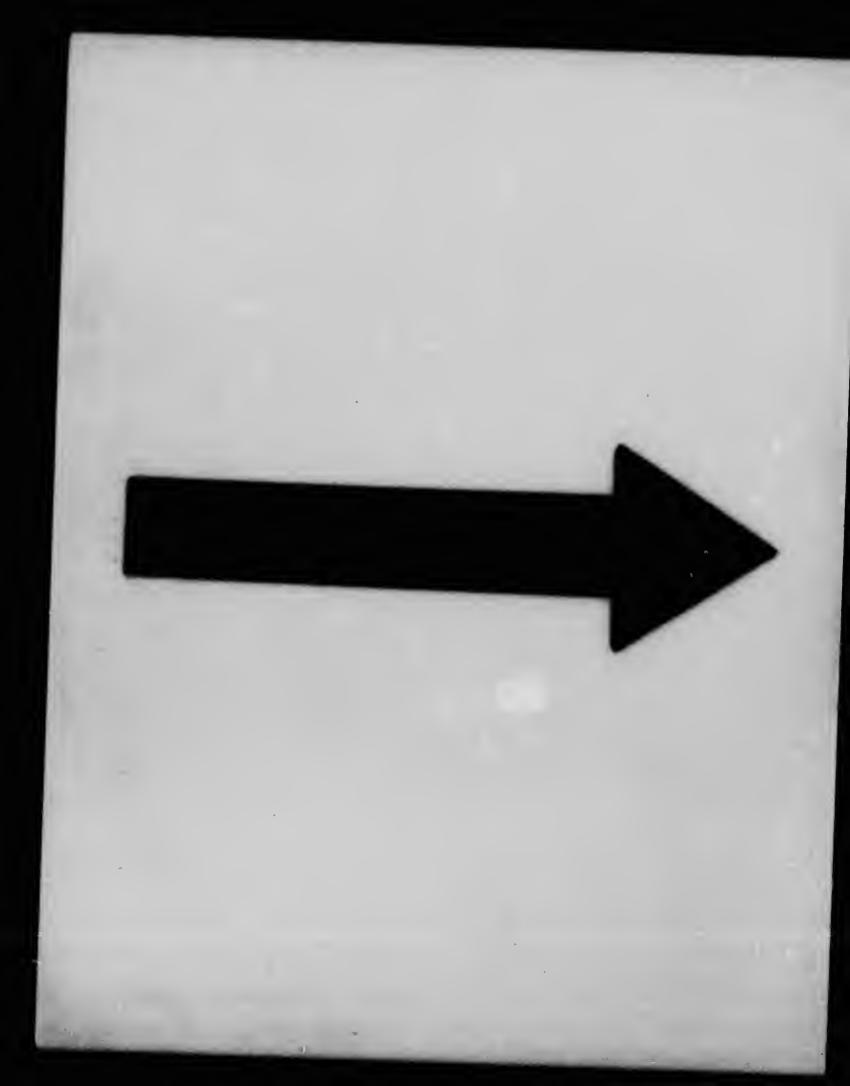
^{1 1896,} Stein v. Fogarty, 4 Ida. 702, 43 Pac. 681 (agreement that a promissory note should be payable in labor, excluded): 1895, Mumford v. Tolman, 157 Ill. 258, 41 N. E. 617 (excluding a parol agreement that a note was payable only out of certain dividends).

a 1895, Loudermilk v. Loudermilk, 93 Ga.
443, 21 S. E. 77 (agreement not to collect more than a limited sum on a note, excluded).

1897, Phelps v. Abbott, 114 Mich. 88, 72

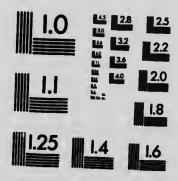
N. W. 3 (agreement to credit on a note a sum to be found due the maker, excluded); 1902, Roe v. Bank, 167 Mo. 406, 67 S. W. 303 (agreement that any deposit made in the payee bank by the maker should be credited against the note, held admissible); 1896, Bennett v. Till-mon, 18 Mont. 28, 44 Pac. 80 (agreement that should be paid by an account counterclaim,

^{1819,} Woodbridge v. Spooner, 3 B. & Ald. 233 (agreement between maker and payee that a note payable on demand should not be payable till the death of the maker, excinded); 1895, Getto v Binkert, 55 Kan. 617, 40 Pac. 925



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA

(716) 482 - 0300 - Phone (716) 288 - 5989 - Fox equivalent, is in theory an agreement for an independent transaction and should be recognized.⁸ An agreement subjecting the obligation of the instrument to any condition or contingency, whether in time or otherwise, is ineffective, because the terms of a negotiable instrument are expressly unconditional; ⁶ if it be said that the law would not permit the condition to be inserted and that thus it must be extrinsic if at all, the answer is (according to the second canon above stated) that there would then have been no peculiar necessity for resorting to the form of a negotiable instrument.

(3) An agreement not to enforce or sue upon the instrument at all must be equally ineffective; 7 the only doubt here arising from the necessity of dis-

(agreement fixing a different time of payment, excluded); 1894, Van Etten v. Howell, 40 Nehr. 850, 59 N. W. 389 (that a note due in a certain time should not be collected till a certain snit was decided, excluded); 1857, Brown v. Wiley, 20 How. 442, 447 (bill of exchange payable May 1, 1855; agreement between the parties that it should not be presented for acceptance until a certain other draft had been provided for, excluded). Contra: 1808, Dow v. Tnttle, 4 Mass. 414 (note payable one year from Feb. 16, 1804; an agreement that "payment should not be demanded until the expiration of five years," held to be "a collateral promise" and actionable, and said to be "in chance" a sufficient ground for infunction").

for injunction").

Contra: 1811, Hoare v. Graham, 3 Camp. 57 (agreement by indorsees with indorsers that the note should be renewed when due, excluded, as an "incongruous parol condition"); 1898, New London Cred. Syndicate v. Neale, 2 Q. B. 487 (agreement to renew a bill of exchange if not paid at maturity, excluded). Cases pro and con are cited in Ames' Cases on Bills and Notes,

11, 124, note.

6 Eng.: 1817, Free v. Hawkins, Holt N. P. 550, 8 Tannt. 92 (agreement, between plaintiff as indorsee and defendant as indorseer of a note indorsed as scenrity for the tasker, not to enforce payment till after the sale of the maker's effects, held not receivable); 1830, Moseley v. Hanford, 10 B. & C. 729 (note payable on demand; stipnlation that the note should not be payable till the payee delivered possession of premises and rendered account, excluded); 1835, Foster v. Jolly, 1 C. M. & R. 703 (action by the payee gaginst the maker, on a note payable 14 days after date; agreement that it should not be enforced in case the plaintiff's principal obtained a verdict against the defen unt's brother-in-law, excluded; L. C. B. Abinger: "The maker of a note payable ou a day certain cannot be allowed to say, 'I only meant to pay you upon a contingency'"); 1836, Adams v. Wordley, 1 M. & W. 374 (action hy the drawer against the maker of hills payable in 6 and 12 months; agreement that until the plaintiff should recover on a certain note he should not require payment of the bills, excluded; Parke, B.: "You seek by a parol contemporaneous agreement to alter the absolute engagement entered into by the bille"); U. S.: 1853, Harlow v. Boswell, 15 Ill. 56 (note payable 12 months after date" or as soon as I can sell \$50 worth" of goods; an oral agree-

ment that the note should not become dne nntil \$50 of goods were sold was excluded); 1896, Murchie v. Peck, 160 id. 175, 43 N. E. 356 (agreement that payment of a note be dependent upon the sale of property hy the maker, excluded); 1895, Northern Trust Co. v. Hittgen, 62 Minn. 361, 64 N. W. 909 (excluding an agreement that a note should not be valid if the maker performed a certain contract); 1894, Wilson v. Wilson, 26 Or. 251, 38 Pac. 185 (agreement that a note should not be paid except on a specified condition, excluded); 1902, Levy & Cohn M. Co. v. Kanffman, 52 C. C. A. 126, 114 Fed. 170 (oral agreement that an acceptance of a draft be on condition that the payee should advance other money to other parties, excluded); 1895, Gnrney v. Morrison, 12 Wash. 456, 41 Pac. 192 (an agreement that notes given for the benefit of a corporation to be formed should not be binding after its formation, excluded). Other cases are cited in Ames' Cases on Bills and Notes, II, 133, note. Contra: 1899, Quin v. Sexton, 125 N. C. 447, 34 S. E. 542 (that a note for 12 months was not to be paid until a note of K. was paid, allowed to be shown).

The only doubt in these cases can arise from the occasional necessity of distinguishing the principle of § 2409, ante, which permits a condition precedent to the existence of the ohligation, i. e. an escrow, to be valid.

Sometimes an agreement to hold the instrument as security (which by the principle of § 2437, ante, would be valid) presents in appearance an agreement resembling the present sort: 1897, Clinch Co. v. Willing, 180 Pa. 165, 36 Atl. 737 (notes given for the purchase of land; an agreement that the land held as seenrity should first be sold and the proceeds applied before proceeding against the maker, enforced).

7 1874, Davis v. Randall, 115 Mass. 547, 551

7 1874, Davis v. Randall, 115 Mass. 547, 551 (agreement between an indorsee and an acceptor for accommodation that the indorsee would not enforce payment, excluded; "the acceptance of the defendant was an absolute promise to pay"); 1895, First Nat'l Bank v. Foote, 12 Utah 157, 42 Pac. 205 (that a note was signed on the assurance that it would not be enforced, excluded). Contra. 1858, Norman v. Norman, 11 Iud. 288 (agreement to hold merely as a receipt a note given by the defendant's son to his father's executrix for money received by the former as an advancement, admitted, as an agreement which would have "entitled in equity to a cancellatiou of the instruments"). This

tinguishing between this rule and another rule (ante, § 2406), which concedes that a document intended merely as a friendly memorandum is without legal effect. On the other hand, an agreement by an accommodated party, who appears on the face of the document as the obligee (e.g. the payee of a note), not to enforce it against the nominal obligor who accommodates him, is of course effective.8 The distinction between the two is apparent from what has been already said (ante, § 2443). In the former instance, there being no purpose of further negotiation of the obligation, the form of a negotiable instrument was wholly unnecessary, if the transaction had been what the defendant claims, for a receipt or some other memorandum would have served equally well. But in the latter instance, the essential purpose being to negotiate the obligor's credit with other parties, a negotiable instrument was indispensable, and the transaction between the original parties was necessarily extrinsic to that instrument. It may be added that the explanation, advanced by high authority, that the avoidance of circuity of action is the ground of this distinction,9 seems not to suffice, for it serves only to determine whether a valid agreement which would secure an injunction in equity would suffice as an equitable defence in a common law suit, and it leaves undetermined the question whether the agreement can be recognized at all under the parol evidence rule, even in equity.

(4) An agreement between one co-maker and the payee, to hold the former as surety only, seems at first sight to be a mere condition qualifying the face of the instrument, and therefore ineffective; but, as in the case or accommodation paper, it may be that the negotiation of the instrument requires several parties having primary liability; hence the surety would have to appear as co-maker and not as a drawer, and the suretyship agreement would have to be extrinsic. Such an agreement is generally given effect.10

(5) The question whether one who signs as "agent" 11 or "president" 12 or "guardian" 18 is personally liable seems to be mainly a question of interpretation; for if no such word had been inserted, the agreement would be in-

ruling, as well as a few similar ones cited in Ames' Cases on Bills and Notes, II, 99, note, are probably due to a misapplication of the distinction above-mentioned in the text.

1836, Thompson v. Clubley, 1 M. & W. 212 (indorsee's accommodation; the agreement that "no claim or demand should at any time be made against the defendant" was objected to as "contradicting the written contract of acceptance, which purported to be an absolute engage-ment to pay the hill"; hut it was held a "collateral agreement, and not part of the original contract").

ntract ").

Professor Ames, in his Cases on Bills and

Notes, Summary, II, 804.

10 1809, Leeds v. Lancashire, 2 Camp. 205 as between the original parties, two signers of a promissory note were allowed to show that they signed merely as gnarantors of the maker); 1849, Bank v. Mnmford, 6 Ga. 44, 52, 61, 66 (Nlsbet, J., disa); 1863, Ward v. Stout, 32 Ill. 399, 409; 1870, Rose v. Williams, 5 Kan. 483, 489 ("It is simply pleading and proving a fact

ontside and beyond the terms of the contract"); 1838, Harris v. Brooks, 21 Pick. 195 ("It is not to affect the terms of the contract, hnt to prove a collateral fact and rebut a pre-sumption"); 1845, Garrett v. Ferguson, 9 Mo. snmption"); 1845, Garrett v. Ferguson, 9 Mo. 125; and cases cited in Brandt, Suretyship, 1891, 2d ed., §§ 29, 30. Contra: 1895, McCollum v. Boughton, 132 Mo. 601, 30 S. W. 1028, 33 S. W. 476, 34 S. W. 480 (a married woman pledged land to pay a note signed by her husband and others; the fact that they were agreed to be sureties only, and that she knew it, was excluded, on the ground of the pledgor being a married woman; three judges dissenting).

11 1850, Hicks v. Hinde, 9 Barb. 528; 1893, Frankland v. Johnson, 147 Ill. 520, 523, 35 N. E.

Frankiand v. common, 147 In. 320, 323, 33 A. 48, 480, and cases cited in Ames' Cases on Bills and Notes, II, 224, note. Cumpare § 2438, ante. 13 1847, Kean v. Davis, 21 N. J. L. 633, 688; Cook, Corporations, 4th ed., 1891, § 722. 13 1901, Andras v. Blazzard, 23 Utah 233, 63 Pac. 888.

effectual, as totally destroying the validity of the instrument; while if the signature had been of the principal, ward, or company, "by" the representative, the representative would not have been liable; the question thus becomes one of the construction of the document.

It may be added that by the principle of novation (ante, § 2441), any of these agreements which when contemporaneous with the instrument's execution are ineffective, may of course be effective when made subsequently, as a separate transaction; and further, that by the nature of negotiable instruments, these extrinsic agreements, so far as recognized at all, are effective, naturally, against only the parties assenting to them, and not against helders for value without notice before maturity.

§ 2445. Same: (b) Agreements affecting the Implied Terms of the Instrument. The application of the rule to cases falling under the second class above-mentioned (§ 2443) may now be considered.

(1) An extrinsic agreement not to transfer an instrument payable "to order" cannot be effective; for the term "to order" imports negotiability, and there is no purpose which the term could serve if that element were discarded.

(2) An extrinsic agreement, between drawer and payee, not to enforce the drawer's secondary liability on the bill, is plainly a discarding of the implied terms of a drawer's contract. Nevertheless, since there are several varieties of transactions for which such a form of draft would be peculiarly appropriate without involving the nominal drawer's liability—such as payment by a seller's agent to his principal, or payment by a buyer's agent to the seller, or assignment of a claim without guaranty of the amount collectible—, the agreement ought to be given effect.²

(3) For the same reason, an extrinsic agreement between indorser and indorsee, cutting down the indorser's implied liability, either by denying recourse altogether, or by placing both as co-sureties for a prior party, or by limiting liability to a warranty of genuineness of prior signatures, is effective; because the act of indorsement is necessary for the purpose of trans-

¹ 1903, Black v. Bank, 96 Md. 399, 54 Atl. SS (agreement with a payee not to negotiate notes, excluded); 1895, Waddle v. Owen, 43 Nebr. 489, 61 N. W. 731 (agreement between drawer and payee of a bill to the payee's order that the payee should merely collect and not negotiate it, excluded; "baving deliberately inserted words importing negotiability, the drawer cannot be beard to urge a contemporaneous oral agreement contrary to the plain terms of the bill".

"

2 1840, Roberts v. Anstin, 5 Whart. 313 (payment by a buyer's agent to the seller); 1850, Hicks v. Hinde, 9 Barb. 528 (similar); 1896, Montgomery v. Page, 29 Or. 320, 44 Pac. 689 (agreement between maker and indorser to be co-sureties only). Contra: 1895, Bryan v. Duff, 12 Wash. 233, 48 Pac. 936 (the defendant being Indebted to the plaintiff, and H. being indehted to the defendant, the latter drew a bill on H. to the plaintiff's order; an agreement between the

plaintiff and the defendant that the former would not hold the latter liable for the drawee's default, excluded; Dunbar, J., diss., on the ground that this was virtually an agreement to take the bill in absolute payment of the plaintiff's claim). Other cases pro and con are cited in Ames' Cases on Bills & Notes, II, 218, 224,

note.

3 1828, Pike v. Street, M. & M. 226 (oral agreement that the indorsee should not sue the defendant as indorser, received); and cases pro and con cited in Ames' Cases, id., II, 135, note; 1870, Penton v. Peters, L. R. 5 Q. B. 475 (agreement by an indorsee to hold merely as agent for collection); and cases cited in Ames' Cases, id., II, 185, note; 1870, Ross v. Espy, 66 Pa. 481 (agreement between the plaintiff indorsee and the defendant indorser, that they should be merely sureties for the maker, admitted as a defence, the defendant having paid into Court one half of the Chount; "the agreement . . . was a

ferring title, and yet the transfer of title may be only one feature of several transactions, the remaining features of which cannot be embodied in the instrument without impairing its credit, -- such as a purchase of a claim on speculation as to the obligor's credit, or a transfer to an agent for collection. A distinction, however, is in some jurisdictions here taken between an indorsement in full and an indorsement in blank; and in the latter case the agreement, either when denying recourse,4 or when limiting the liability to that of guarantor,5 is treated as invalid; but it is difficult to see what ground there is on principle for this distinction.

(4) The extrinsic agreement made with an anomalous indorser - i. e. one who, not being the maker, drawer, drawee, or payee, writes his name upon the back of a negotiable note before delivery to the payee or before indorsement by him - should on the same principle be given effect; and this is generally

§ 2446. Rule binding upon the Parties to the Document only. It is commonly said that the parol evidence rule, in the present aspect, is binding upon only those persons who are parties to the document. This form of statement suffices in most instances to reach correct results; but it is not sound on principle. The theory of the rule is that the parties have determined that a particular document shall be made the sole embodiment of their legal act for certain legal purposes (ante, § 2425). Hence, so far as that effect and those purposes are concerned, they must be found in that writing and nowhere else, no matter who may desire to avail himself of it. But so far as other effects and purposes are concerned, the writing has not superseded their other conduct, nor other persons' conduct, and it may still be resorted to for any other purpose for which it is material, either by other persons or by themselves. For example, where the issue is as to title by adverse possession of a right of way, and the deed has not reserved such a right, a conversation between grantor and grantee, the former conceding the way, would be available as affecting the permissory nature of the grantee's possession; because the deed embodied only the title as constituted by grant, and did not cover the act of permissory user. So, too, a creditor, attacking a mortgage-deed as

flat bar to Espy's right to recover more than the one-half of the money"); and cases cited in Ames' Cases, id., II, 245, note.

The further question may then arise whether, on an indorsement expressly made without re-course, an extrinsic waiver even of the implied warranty of genuineness may be effective: 1902, Carroll v. Nodine, 41 Or. 412, 69 Pac. 51.

4 1865, Harrisou v. McKim, 18 Ia. 485 (lcading opinion, by Wright, C. J.; Cole, J., diss.); 1895, Iowa V. S. Bank v. Sigstad, 96 id. 491, 65 N. W. 407 (rule applied to a blank Indorsement of a note containing a full indorser's contract on the face of it); 1881, Martin v. Cole, 104 U. S. 30 (leading opinion, by Matthews, J.). Contract 1895, True v. Bullard, 45 Nebr. 409, 63 N. W.

824. 6 1872, Beattie v. Browne, 64 Ill. 360 ("It cannot be a parol contract where the payee in-

dorses a note in blank, for there is in legal contemplation vritten over his name the extent and character of his undertakir."); 1896, Hately v. Pike, 162 id. 241, 44 N. E. 441 (indorsement in blank; oral agreement to sign as guarantor not admitted; explaining prior cases, and disnot admitted; explaining prior cases, and distinguishing the contrary rule for a stranger's indorsed signature); 1856, Prescott Bank v. Caverly, 7 Gray 217 (agreement by indorsee with indorser that the latter signed only as guarantor of identity, not received); and cases cited pro and con in Ames' Cases, id., II, 233, note.

§ 1875, Boynton v. Pierce, 79 III. 145; 1895, Richardson v. Foster, 73 Miss. 12, 18 So. 573;

Richardson v. Foster, 73 Miss. 12, 18 So. 573; 1903, Elliott v. Moreland, — N. J. L. —, 54 1903, Elliott v. Moreland, — N. J. L. —, 54
Atl. 224; and cases cited in Ames' Cases on
Bills and Notes, I, 269, note.

1 1855, Ashley v. Ashley, 4 Gray 197.

fraudulent, may establish the debtor's fraudulent extrinsic agreement with the mortgagee,2 because the agreement is here invoked not as effecting a transfer but as constituting fraud; for a creditor claiming under the deed could not avail himself of the agreement to enlarge the terms of the transfer. Again, an oral promise by an employer to concede certain moneys to an employee could not be availed of to enlarge the employee's rights, where a written contract covered the subject; but in a prosecution for embezzlement, where the employee's criminal intent in taking the money is the issue, the extrinsic agreement of the employer may be availed of as affecting the employee's honest belief that he was entitled.3 Again, to overthrow the words of a will, the testator's extrinsic declarations of testamentary intent cannot be used, because here the object is to give testamentary effect to that which the will has superseded for that purpose; but if the object be merely to use these declarations evidentially as indication of the testator's plan, to prove the probable contents of a lost will, they may be usal for this distinct purpose.4 The truth seems to be, then, that the rule will still apply to exclude extrinsic utterances, even as against other parties, provided it is sought to use those utterances for the very purpose for which the writing has superseded them as the legal act.

Nevertheless, owing to the inaccurate phrasing of the doctrine as commonly laid down - that the rule does not apply to others than the parties to the document - the precedents are often arbitrary and confused, and cannot be reconciled by any general distinctions.6

be shown); 1895, Libby v. Land Co., 67 N. H. 587, 32 Atl. 772 (garnishor sgainst a stock-subscriber as gathichee, whose parol agreement to pay 25% only of face value of stock was not received); 1893, Plainfeld F. N. Bank v. Dunu, 52 N. L. 404, 27 Atl. 606 (wilcommission) 58 N. J. L. 404, 27 Atl. 908 (action against indorser; oral agreement with J, not a party to dorser; oral agreement with 3, not a party to the written agreement, to extend time of pay-ment, admitted); 1897, Hankinson v. Vantine, 152 N. Y. 20, 46 N. E. 292 (mechenic's lien for labor done by the plaintiff npon a building owned by the defendant and leased by R.; the lease of R. containing a clause against altera-tions without the leasur's consent on penalty of tions without the lessor's consent, on penalty of for feiture, the defendant gave a written con-sent; held, that since the sole purpose of this writing was to avoid the lessee's forfeiture, it did not exclude the oral transactions at the time relative to the defendant's consent, for the purretailve to the derendant's couseut, for the purpose of determining whether the statutory consent to the plaintiff's labor had been given; a good example of the principle); 1902, Pacific Biscuit Co. r. Dugger, 42 Or. 513, 70 Pac. 523 (action for goods sold to defendant through her agent S., the issue being whether S., was general selling-agent or not: the plaintiff having intro-S., the issue oring whether S., was general sening-agent or not; the plaintiff having introduced a bill of sale of the store from S. to defendant, in which defendant appointed S. to remain as general selling-agent, the defendant was allowed to show that the sale was a mortgage only, and thus S. remained owner; unsound, because the document was offered as creating the plaintiff's right; the Court erro-neously saying that it was "not offered for the

² 1894, Jewett v. Suudback, 5 S. D. 111, 119, 58 N. W. 20.

8 1898, Walker v. State, 117 Ala. 42, 23 So.

Cases cited ante, §§ 1735-1737.
 1848, Re Clapton, 3 Cox Cr. 126 (embezzlement of funds by a servant; the memorandum of agreement covering the nature of his duties, required to be produced); 1896, Dunu v. Price, 112 Cal. 46, 44 Pac. 354 (agreement of sale; between assignees of buyer and seller, not claiming nuder them, an oral agreement admitted); 1895, Roof v. Pulley Co., 36 Fla. 284, 18 So. 597 (assignee of property and note); 1900, Dickey v. Grice, 110 Ga. 315, 35 S. E. 291; 1901, Central Coal & C. Co. v. Good, — Ind. T. —, 64 S. W. 677 (breach of contract to pay for lumber furnished for a railroad; defendant claimed that plaintiff had failed to perform and had thus caused him damage; testimony by another contractor as to the past of the contractor as to the past of the contractor. caused him damage; testimony by another contractor as to the part of the construction to be done by him, held admissible, irrespective of the terms of this contract); 1903. Livingston v. Heck, — Ia. —, 94 N. W. 1098 (action against the purchaser from T. of cattle sold to T. by the plaintiff, and mortgaged back to the plaintiff; the oral agreement between T. and the plaintiff, permitting a sale free from the mortgage. admitted): IS99. Gould v. Leavitt mortgage, admitted); 1899, Gould v. Leavitt, 92 Me. 416, 43 Atl. 17 (mortgage from S. to defendant, expressly excluding intoxicating liquors, and an assignment of the mortgage hy defcudant to plaintiff; that the transaction in truth covered intoxicating liquors, allowed to

§ 2447. Burden of Proof; Who must Produce the Document. If a docament has by the parties' intent been made the sole embodiment of the transaction, then all proof of the transaction involves proof of the document (ante, § 2425); and proof of the document involves a production of the original document or an accounting for its absence (ante, § 1179). But obviously the latter requirement depends upon the assumption first above made, namely, that the parties have embodied the transaction in writing. The question then arises, On whom is the burden of proof to show that they have or have not done so? This question, in turn, has two branches.

(1) In an action on a contract, for example, must the plaintiff show that the contract is not a written one, or must the defendant rather show that it is a written one? The practical difference will be, when it is a written one, that the plaintiff must produce or account for it, in the former view; while in the latter view, the defendant must produce or account for it, in order to prove its terms, and this requirement may be difficult to fulfil. The correct solution here seems to favor the plaintiff. In other words, there is no presumption that the transaction was reduced to a single document; therefore if the plaintiff does not involuntarily disclose such a document as a part of his case, the opponent must raise the objection and establish the fact, if he wishes to invoke the operation of the rule. The practical justification for this is that, though some document may exist, it remains uncertain whether the documents covered the precise transaction in issue, and until the opponent, by production, has demonstrated that it does, it is fairer that no assumptions

1818, Burrough, J., in Stevens v. Pinney, 3 B. & Ald. 349, 355 (action for work and labor): "The distinction in this case turns on the proof of the existence of the original agreement having been given by the defendant's witness instead of the plaintiff's. The latter had fully made out his case [by evidence of oral hiring], and nothing whatever was proved as to whether there had been such an agreement or not. It was therefore incumbent on the defendant to show that there had been a legal instrument of that description, or to give the plaintiff notice to produce it."1

purpose of asserting any rights thereunder"); 1901, Myers v. Taylor, 107 Tenn. 364, 64 S. W. 719 (plaintiff claimed lumber nuder a sale from 719 (plaintiff claimed lumber under a sale from M., who claimed by purchase of it from defendant's land, and this purchase was denied by defendant; M. was rot allowed to testify to his contract irrespective of the writing; this ruling seems nusound); 1896, Johnson r. Portwood, 82 Tex. 235, 34 S. W. 596, 787 (agreement of sale on terms; a third person claiming a lien on the vendee's interest was allowed to show other oral terms for the sale): 1901. O'Shea r. R. Co., 44 terms for the sale); 1901, O'Shea v. R. Co., 44 C. C. A. 601, 105 Fed. 559 (the plaintiff was injured by the joint negligence of defendant and C., and executed an instrument to C. in form acknowledging satisfaction; held, that as against the defendant, though a joint tortfeasor, the plaintiff might show that the instrument was understood to be merely a covenant net to sue C.); 1903, Carmack v. Drum, 32 Wash. 236, 73 Pac. 377 (a landlord suing for rent was allowed to show, in spite of his deed transferring

the premises, an oral agreement with the grantee that the grantor should retain the right to the

¹ Eng.: 1818, Stevens v. Pinney, 3 B. & Ald. 349, 8 Tannt. 327 (work and labor; on the defendant's side it appeared that there was a writing covering the subject; held, that it was for the defendant to prove; therefore, he should have given notice to produce, before proving the contents, i. e. before being able to invoke its controlling effect); 1827, Littledale, J., in Reed v. Deere, 7 B. & C. 261 ("If indeed a plaintiff gets through his case without giving the defendant any opportunity of mentioning the written instrument, the latter must produce it"); 1840, Magnay v. Knight, I Man. & G. 944 (action for services; general rule applied; production required of the defendant, and the defendant held not to cure his position by having given notice; ing covering the subject; held, that it was for not to cure his position by having given notice; since the document being unstamped was nn-available); 1860, Cox v. Couveless, 2 F. & F. 139 (the cross-examination may be interposed,

(2) But may not this rule be modified where the fact of a writing appears from the plaintiff's own witnesses? In other words, if, even before the defendant has proved the precise terms of the writing, it appears that there was some writing connected with the transaction, may it not then be presumed against the plaintiff that this writing covered the transaction in issue, so as to shift to him the burden of showing, by production, that it does not cover the transaction? Here a distinction is to be taken between the direct and the cross-examination. It is generally conceded that, when the fact of writing appears on direct examination, the plaintiff must produce or account for it before he can go any further. But whether the same rule will be applied where the same fact has been made to appear by the defendant on the cross-examination of the plaintiff's witness has been the subject of variant rulings and much controversy in English practice. The argument against applying the same rule has been thus stated:

1829, Tindal, C. J., in Fielder v. Ray, 6 Bing. 332: "It has been argued that if it be shown that a contract is evidenced by writing, it is immaterial whether this appear on cross-examination of the plaintiff's witnesses or in the course of the defendant's evidence. But there is this difference in the case, — that if it appear by the [direct] testimony of the plaintiff's witness, the absence of the writing is an inherent defect in his cause which it is incumbent on him to get over; whereas if it appears from the defendant's witness, it is an objection which the defendant must substantiate by the production of the instrument in the regular way. Otherwise this incouvenience might follow, that the plaintiff might, on a mere assertion of the defendant, be non-suited for the non-production of a written instrument, which if it had been produced might turn out not to apply to the contract in question."

This reasoning does not seem adequate, although a few rulings have accepted it.³ To place the burden on the plaintiff equally in such cases seems

and, on denial of any writing, evidence of its existence may be offered by the opponent, to prevent the proponent from proving the transaction orally; U.S.: 1866, Patterson v. Mining Co., 30 Cal. 350, 365 (allegation by the defendant of a sale; on the defendant's evidence, the sale appeared to be in writing; production by him required); 1867, King v. Randlett, 33 ld. 318, 321 (same, the plaintiff alleging a sale); 1895, St. Louis A. & T. H. R. Co. v. Baner, 156 Ill. 106, 40 N. E. 448 (testimony as to a railroad rule; the opponent was required to object and discover whether it was in writing, before the rule would be applied). Contra: 1823, Allen v. Potter, 2 McC. 322 (assumpsit for the value of articles bonght but not delivared, etc.; in the defendant's evidence, it appeared that a bill of sale existed; production required from the

² Eng.: 1818, Steveus v. Pinney, 2 J. B. Moore 349 (action for work and labor; held, that if a writing had appeared, as a part of the plaintiffs case, to cover the matter, the plaintiff must produce it; but where he proved his case without involving it, then it was for the defendant to show its existence and give notice to produce it); 1824, Sinclair v. Stevenson, 1 C. & P. 532 (negotiations for a lease or sale); 1825, Cot-

terill v. Hobby, 4 B. & C. 465 (case, for injury to a reversioner's interest, the plaintiff's evidence of his interest referring to a written agreement; held, that he should produce it); 1842, Partou v. Cole, 6 Jnr. 370 (but here the jndge first looked at the document); Can.: 1855, Doe v. Blanche, 3 All. N. Br. 180 (written agreement for possessiou); U. S.: 1877, Com. v. Goodwin, 122 Mass. 19, 34 (whether a building was insured; production not required because no written contract was mentioned); 1867, Hatch v. Pryor, 42 N. Y. 441, 443 (agreement to pay a note); 1842, Eubanks v. Harris, 1 Speer 183, 192 (agreement as to a boundary).

192 (agreement as to a boundary).

3 1810, Doe v. Morris, 12 East 237 (action of ejectment, turning upon whether the landlord had a right to end the lease; on cross-examination of the plaintiff's witness, it appeared that there was a lease in writing; held, that it was for the defendant to put it in, not the plaintiff); 1810, Doe v. Pearson, ib. 239, note (ejectment against a tenant, turning upon the time of notice to quit; the plaintiff's witness disclosed that there was a written agreement; held, that the plaintiff was not bound to produce it); 1829, Reid v. Batte, M. & M. 413 (assumpsit for an entablature put on the front of a house; on cross-examination it appeared that there was a

more satisfactory, because his own witness' testimony has sufficed to show that there was some writing, and because a distinction between the direct and the cross-examination would tend to increase petty manœuvring and the suppression of facts. Such was the view of the majority of English judges.4

Here certain questions may properly be distinguished: (a) When the document is void for want of a legal stamp, or does not fulfil the requirement of the statute of frauds, it may be ineffective as a legal act, and therefore the party who is bound to produce it if he relies upon it may fail (post, § 2456); and thus the incidents of the burden of proof may indirectly have other consequences. (b) Where the plaintiff desires to prove a fact independent of the document - as when he relies upon a person's acts and not upon his written appointment, to prove his agency or official incumbency 5-, there is of course no burden of producing the document; whether the purpose in hand is really the proof of the document or of the independent fact depends upon the principle of documentary originals, already examined (ante, §§ 1242-1250). (c) Where the parties have by mutual consent waived the resort to the written transaction and agreed to rest upon the oral facts, the question arises whether by stipulation or judicial admission a rule of substantive law or of evidence may be waived (post, § 2592).

3. Integration required by Law.

§ 2450. At Common Law; (1) Judicial Records. The integration of a transaction (ante, § 2425), i. e. its reduction to a single document, is either voluntary or compulsory. In the former instance it may or may not be made, as the party or parties to the act may choose; but when made, the legal consequences already noticed will follow, and the document supersedes all other In the latter instance - compulsory integration - the law insists, independently of the parties' choice, that the transaction be embodied in a single document, and when this is done, the same legal consequences attach.

written contract for the inside work on the house, but that the present claim was sued on as an extra; held that the plaintiff need not

as an extra; held that the plaintin need not produce the contract).

* Eng.: 1800, Brewer v. Palmer, 3 Esp. 213 (action for use and occupation; on cross-examination, it appeared that there had been an agreement in writing; Eldon, C. J., said that "the plaintiff was bound to show what that contract was; it might contain some clanses which might prevent the plaintiff from recoverwhich he had a right to have produced"); 1816, which he had a right to have produced"); 1816, Jeffery v. Walton, 1 Stark. 267; 1828, Vincent v. Cole, M. & M. 257 (assumnit for building a party-wall; on cross-examination it appeared that there was a written contract for the bnildthat there was a written contract for the building of the house hnt that the party-wall claim was sned on as extra; held, that the plaintiff must first produce the document, so that it could be seen whether it covered the claim in question]; 1828, R. v. Rawden, 8 B. & C. 708 (in proving a tenancy, the cross-examination)

showed a written instrument to have been made; showed a written instrument to have been made; the prover held bound to produce it); 1832, R. v. Padstow, 4 B. & Ad. 208; 1844, Buxton v. Cornish, 12 M. & W. 426 (Abinger, L. C. B.: "The practice has prevailed in Westminster Hall ever since I have known it, and before every indee for the last curery of a contrary." every jndge for the last quarter of a centry"; re.: 1841, Bridge v. M'Carthy, 4 Ir. L. R. 157; 1845, Thunder v. Warren, 8 id. 181 (re-157; 1845, Thunder v. Warren, 8 td. 181 (requiring the plaintiff to give notice to produce); Can.: 1873, Bette v. Venning, 14 N. Br. 267, 269 (on cross-examination, here); 1852, Farley v. Graham, 9 U. C. Q. B. 438; U. S.: 1826, Boone v. Dyke, 3 T. B. Monr. 530, 531; 1868, Littlejohn v. Fowler, 5 Coldw. 284, 286 (contract for entring timher; the existence of a Littejonn v. Fowler, 5 Coldw. 284, 286 (contract for cutting timber; the existence of a writing appearing on cross-examination of the plaintiff's witness, other testimony was excluded). The following ruling stands hy itself: 1854, Campbell v. Moore, 3 Wis. 767 (peculiar facts; Conrt's discretion discussed).

5 For example: 1895, Newhy v. Security Co., 110 Ala. 663, 17 So. 940.

The instances of compulsory integration are few. At common law the only instances appear to be those of judicial records, corporate records, and negotiable instruments. By statute have been added testaments and a few miscellaneous documents.

(1) The theory of judicial records is that the judgment roll, as finally made up, embodies in itself alone the entirety of the controversy as adjudicated, and thus supersedes the miscellaneous mass of oral and written pleading, motions, and orders, which have gone to make up the proceedings. The history of this theory has already been examined (ante, § 2426). Its principle is to-day well established in the law:

1814, Ellenborough, C. J., in Ramsbottom v. Buckhurst, 2 M. & S. 565, 567: "The judgment roll imports incontrovertible verity as to all proceedings which it sets forth; and so much so that a party cannot be admitted to plead that the things which it professes to state are not true. . . . Every part of the record, as iong as it remains on the files of the Court, must be taken to speak absolute verity."

1842, Hubbard, J., in Sayles v. Briggs, 4 Metc. 421, 423 (in an action for malicious prosecution, to show the acquittai in the previous proceeding, the plaintiff produced the written complaint only, and wished to show orally the issuance of warrant, the arrest, the arraignment, and the discharge; no record or minutes had been made): "A record is a memorial or history of the judicial proceedings in a case, commencing with the writ or complaint, and terminating with the judgment; and the design is, not merely to settle the particular question in difference between the parties, or the proposition and the subject, hut to furnish fixed and determinate rules and precedents for all future like cases. A record, therefore, must be precise and clear, containing proof within itself of every important fact on which the judgment rests; and it cannot exist partly in writing and partly in parol. Its allegations and facts are not the subject of contradiction. They are received as the truth itself, and no averment can be made against them nor can they be varied by paroi. . . . It is argued that this testimony should be received from necessity, as there is no way hy which the plaintiff can obtain redress, and that this is the best evidence which now exists. But in my judgment it will be productive of far iess mischief for an individual to suffer from the neglect or misfortune of an officer is not making a judicial record than to establish a precedent that the record itself or a part of it may be proved hy parol, - that it may speak one language to-day and another to rorrow, depending on the different witnesses who are called or on their changing recoilections. And without prescribing a rule for a case where a magistrate might by the act of God be deprived of the opportunity of making even any minutes of proceedings before him from which a record could be made (if such a case should ever occur), we are of opinion that the want of a judicial record cannot be supplied by paroi evidence; and that the rules which apply to the admission of testimony to prove the contents of a lost record, or to the introduction of minutes hy which the record may be extended, have no real bearing on a case like the present, where no such loss ever took place and no such minutes ever were made. A party who is to be affected by the record will in the exercise of ordinary care see that it is correctly made up; and if the officer should neglect or refuse to perform his duty, he can be compelled hy mandamus to make a true record."

1854, Merrick, J., in Wells v. Stevens, 2 Gray, 115, 119: "It has been argued in behalf of the plaintiff [offering to show orally a claim of appeal not in the record] that the evidence offered hy him should have been received, because otherwise he can obtain no redress for the loss of the right of which he complains that he has been unjustly deprived; and also because a magistrate ought not to be allowed to shield himself from responsibility for au act of wrong or oppression by an additional violation of duty in neglecting or wilfully refusing truly to record the proceedings of a case tried before him. But the rejection of

ly

18

ı

.

such evidence is an obvious and inevitable consequence of the incontrovertible venty \$ 2450 which the law, for reasons lying (as it has been said) at the foundation of all wellordered jurisprudence, attaches to judicial records. Ju 'ges and magistrates are responsible to the government from which they derive then. thority, but not to individuals, for the negligent performance or wilful violation of off "al duty."

It is not within the present purview to trace in detail the state of the law of records, involving as it does a separate body of law, contained in a mass of variant statutes and local differences of practice. But it is worth while to notice the logical consequences of this general principle as applied at common

(a) In the first place, the record being the sole embodiment of the judicial proceedings, no other materials or utterances, oral or written, can be set up in competition with it. In other words, but less correctly, the record is conclusive. This is so even ti ough the record has not been made up; 2 for herein appears the compulsory nature of the rule, as distinguished from voluntary integration (ante, § 2430). It must be made up; and if it is not, then in legal theory there is yet no judgment or other proceeding; and it is always in the power of litigating parties to prevent hardship by compelling the proper officer to make up the record. Furthermore, if the record has been made up and is then lost or destroyed, the proof of the proceedings consists in proof of the contents of the record, - though if copies are unavailable, other materials may be resorted to.4 Finally, though the record is in the sole embodiment of the transaction, yet in an appropriate proceeding the Court may amend it so

1 1874, Ex parts Gillehrand, re Sidebotham, L. R. 10 Ch. App. 52 (when they "purport to contain a full record of what took place at the trial, they must be taken as the sole materials on which the Court of Appeal can proceed," nuless hy agreement); 1863, Michener v. Lioyd, 16 N. J. Eq. 38, 40 (order of a Court directing payment; oral evidence of "what passed at the time of making the order," excluded); 1841, People v. Gray, 25 Wend. 465 (minntee or other record of a criminal trial, not contradictable as to the plea entered); 1846, Ward v. Saunders, record of a criminal trial, not contradictable as to the plea entered): 1846, Ward v. Saunders, 6 Ired. 382, 385 (theoretically, the enrolled memorial of all the documents in a cause is the record, not the original documents themselves; here an objection to the originals' not having been enrolled was held waived by consent to use the originals): 1869, Coyne v. Sonther, 61 Pa. 455, 457 (entry of satisfaction of jndgment in docket by clerk, conclusive in favor of purchaser at sheriff's sale).

The principle that a judgment is conclusive upon the parties is a different thing (ante, § 1347). The present question is not what external facts are established by the jndgment, but what were the actual terms of the jndgment itself.

8 1842, Kendall v. Powers, 4 Metc. 553 (a record cannot be affected by parol; in an action for false imprisonment, the defendant justice was not allowed to show that a wriver of appeal, not in the record, had been made); 1842, Sayles v. Briggs, ib. 421, 423 (proceedings in a prosecution alleged as malicious; quoted supra);

1854, Welis v. Stevens, 2 Gray 115 (trespass against a magistrate for committing to prison without allowing an appeal; the plaintiff not allowed to show orally that he claimed an appeal, no claim being contained in the record of the magistrate; quoted supra); 1863, Hackett v. King, 6 Ali. 58, 60 (warrant and arrest, not provable hy parol); 1866, Fleming v. Clark, 12 id. 191, 196 (whether a trial Conrt had refused to allow exceptions: an agreement of counsel. id. 191, 196 (whether a trial Conrt had refused to allow exceptions; an agreement of counsel, for a habeas corpus hearing, as to this fact, excluded; "the rulings of the Superior Conrt can appear only hy its own records"); 1841, People v. Gray, 25 Wend. 465 (original minutes of a trial during session, not made np as required hy statute, are not the record).

3 1843, Gore v. Elweli, 9 Shepl. 442, 444 (lost wit and return are to be proved by evi-

(lost wit and return are to be proved by evi-(lost w 't and return are to be proved by evidence of the record's contents, not of the parol acts); 1894, Briden v. Taylor, 124 Mo. 12, 22, 27 S. W. 349 (tax-collector's testimony to supply want of recitals of proceedings in a tax-deed only the record of the proceedings, or copies of them where destroyed, receivable); 1876, Mandeville v. Reynolds, 68 N. Y. 528, 533 (where a judgment roll is lost, the proof is to be of the contents of the lost roll, and semble not of anything but its contents).

contents of the lost rou, and semble not of anything hut its contents).

1859, Conger v. Converse, 9 Ia. 554, 557 (lost execution; docket-entries as preferred to oral evidence; question not decided); 1821, Cook v. Wood, 1 McC. 139 (on the loss of content of Count its intended them. records of Conrt, its journals were received).

as to remove errors; 5 and thus the theory is preserved while practical injus-

(b) Of the various books kept in a court, which of them is deemed to be this record? Here the practice and the phraseology have come to vary so much in different jurisdictions that uniformity of ruling is not attainable. But on principle there is one final and comprehensive document, termed the judgment-roll, for each litigation; in this are set forth all the proceedings from beginning to end; and this is theoretically the record:

1768, Sir William Blackstone, Commentaries on the Law of England, III, 317: "The record is a history of the most material proceedings in the cause, entered on a parchment roll, and continued down to the present time; in which must be stated the original writ and summons, all the pleadings, the declaration, view or oyer prayed, the imparlances, pies, replication, rejoinder, continuances, and whatever farther proceedings have been had, all entered rerbatim on the roll, and also the issue or demurrer and joinder therein." *

This roll then is primarily the record, and supersedes all intermediate books of docket, minutes, entries, and the like, as well as the original papers containing the pleadings of the parties.7 If however the time has not yet elapsed when the roll can be made up, the clerk's temporary minutes and entries, together with the original papers of the parties, constitute the record ad interim; s this relaxation being conceded to practical necessity. Moreover, in inferior courts - typically, that of a justice of the peace - in which by tradition (ante, § 2426) the doctrine of incontrovertible records never

The following cases exemplify the rules on this subject: 1856, Weed r. Weed, 25 Conn. 337, 343 (where the analogy with reformation of deeds in chancery is noted); 1862, Frink v. Frink, 43 N. H. 506, 514; 1897, Jacks v. Adamson, 56 Oh. 397, 47 N. E. 48 ("all sources of information, that formation that are competent under general

formation that are competent under general rules"; here the testimony of the ex-jadge of probate to the fact of an order of sale); 1897, State v. Fiester, 32 Or. 254, 50 Pac. 561; 1873, Ex parte Lange, 18 Wall. 163, 167.

Examples of records set ont in full are given in the Commentaries, Appendix to Book III.

1807, Ayrey v. Davenport, 2 B. & P. N. R. 474 (the book of entries of jadgments is now evidence of a jadgment); 1805, Lee v. Mescock, 5 Esp. 177 (a day-book from the judgment-office, containing copies of the entries of jadgments, etc., not admitted; "an office copy of the jadgment ought to be produced," if not the docket itself; 1901, Baxter v. Pritchard, 113 Ia. 422, 85 N. W. 623 (record book, not jadgment docket, is the judicial record).

But this strictness of the common law is not always observed; compare the following opinions: 1897, Simmons v. Threshonr, 118 Cal. 100, 50 Pac, 312 (whether the jndgment-book suffices instead of the jndgment-roll); 1849, Browning v. Flanagin, 22 N. J. L. 567, 573 (clerk's "sealing-docket"; its nature well explained); 1902, Amundson v. Wilson, 11 N. D. 193, 91 N. W. 37 (whether a judgment-docket suffices to establish a judgment, instead of the record book).

6 1839, Pruden v. Alden, 23 Pick. 184, 187 (the clerk first records the dolngs briefly "In a minute-book, called the docket, from which a full, extended, and Intelligible record is afterwards to be made np; hut nutil they can be made np, these short notes must stand as the record"); 1848, Read v. Sutton, 2 Cush. 115, 123 ("The docket is the record until the record is fully extended, and the same rules of presumed verity apply to it as to the record"; excluding testimony of the clerk and the judge as to the non-making of an order of judgment); as to the non-making of an order of indgment); 1861, McGrath v. Seagrave, 2 All. 443 ("minutes may be introduced when the record has not been drawn ont in extenso, as containing the elements drawn out is extense, as containing the contents of a record, and in truth for the time being constituting the record itself"; here a docket entry, together with the original papers, was received where "every essential fact appears . . . with

ont resorting to parol proof").

How much depends on local custom may be seen by the following case: 1850, Willard v. Harvey, 24 N. H. 344, 348 (the custom in this State held have State had been not to extend the record of a judgment from the minutes and original papers judgment from the minutes and original papers netial a resort to the judgment in another proceeding was needed, and then the clerk made a copy "of the record supposed to exist in legal intendment, and certified as such [copy], without the labor of first making an original"; so that "the record thus extended is deemed by the Conrt an original record," and is conclusive; corrections can be made only by process sive; corrections can be made only hy process

of amendment).

obtained, the final enrolment was never customary at common law. Hence the justice's docket or minutes, with the original papers, represent in the first instance the proceedings; and though the legal theory persevered that these courts do not possess records at all, in the strict sense, 10 yet the practical features of a record are usually attributed to these books, so as to exclude proof of oral transactions. 11

(c) What are the transactions which in legal theory form part of the record? Obviously many things are said and done, and many documents used, not only out of court but in court, which do not in strictness form a part of the proceedings in the controversy, and hence do not need to appear in the record, - hence may be established without regard to the contents of the record. This involves the whole theory of trials and appeals. It is enough to note that the application of the present principle is dependent on that theory; 22 for example, whether the date of a writ or declaration is disputable depends on the theory of terms of court and times of filing of pleadings,18 and further to note that so far as the purpose is not to rely on the judicial proceeding and therefore on the record, but to prove the parties' conduct in other aspects, the record is not involved and therefore does not

It remains to distinguish some other principles often invoked in the proof

9 1880, State r. Bartlett, 47 Me. 398, 401 (original complaint and warrant with return, admitted); 1882, Folsom v. Cressey, 73 id. 270 (citation and return, etc., in poor-debtor's Court; thunch infarior Courts are not required to make "sucb inferior Courts are not required to make ap full and formal records, and their doings may be shown by their minutes and the original papers, or certified copies"); 1825, Com. v. Bolkom, 3 Pick. 281, 282 (a Court of Sessions Installation of the company of the company of the court of Sessions. licensing innholders does not act indicially; its incensing immoders does not not judiciarly; its minutes are therefore admissible); 1836, Davidson c. Slocomb, 18 id. 464, 485 ("the minutes of the justice [of the peace] are not technically a material that the material parts. record; but they contain all the material parts record; but they contain all the material parts which the record would comprise if it were made up at large and in the usual form "; here used because the justice had died before extending them); 1897, State v. Rice, 49 S. C. 418, 27 S. E. 452 (conviction of a crime; the trial instical's book admitter, as the record)

justice's book admittee as the record).

16 1824, Dyson v. Wood, 3 B. & C. 449 (for a conrt not of record, the judgment must be pleaded or deuled as a fact, and not the memorandum or docket that may have been kept; while for a court of record, though the record itself is pleaded or deuied, it merely "imports,"

or not, a judgment).

11 1772, Fisher v. Lane, 2 W. Bl. 834 (minute-book of the Mayor's Court of London; in proving its judgment on foreign attachment, in defence to an action, the omission in the minutes of a record of summons, etc., held fatal,

and semble not to be supplied by parol); 1833, Boomer v. Lane, 10 Wend. 525 (parol evidence of a justice's judgment, not admissible).

13 The following rulings will show the scope of the inquiry: 1878, Williams v. Goodell, 60 Ga. 482 (that a notice had not been served; the

opponent's testimony excluded, the record of proceedings being the proper source); 1897, Pritchett v. Davis, 101 id. 236, 28 S. E. 686 ("hotaestead papers," not the record in the Court, are the original, in proving the setting-apart); 1831, Frost v. Shapleigh, 7 Greeul. 236 (writ of attachment never returned and thus not (writ of attachment never returned and thus not matter of record; the attachment proved orally); 1824, Craufurd v. State, S. H. & J. 231, 234 (a bond filed in the Orphan's Conrt; uon-delivery allowed to be shown); 1893, Munro v. Meech, 94 Mich. 596, 54 N. W. 290 (that the former suit was not tried on its merits, admitted); 1893, Judge of Probate v. Hriggs, 3, N. H. 309 suit was not tried on its merits, admitted); 1825, Judge of Probate v. Briggs, 3 N. 11 309 (Probate Court; record held conclusive as to the filing of a claim); 1850, Brackett v. Hoitt, 20 id. 257, 260 (the case made by the presiding judge for determination on appeal is a part of the record); 1826, Wolfe v. Washburu, 6 Cow. 281, 265 (minutes of a instice as to a claim of 281, 265 (minutes of a justice as to a claim of set-off, held no part of the records and therefore contradictable).

1781, Morris v. Pugh, 3 Burr. 1242 (whether a writ in trover was dated before the demand and refusal; the msi prius record spoke of it as "of Easter term"; held, that the presumption that it was filed on the first day of the term could be rebuted by the writ itself); 1826, Granger v. George, 5 B. & C. 149 (the declara-tion's statement of the time of action begun is tion's statement of the time of action begins is disputable); 1828, Lester v. Jenkius, 8 ld. 339 (so also for a writ); 1826, Johnston v. Darrah, 8 N. J. L. 282, 285 (the time of recording an execution may be shown).

14 1832, Loury v. Cady, 4 Vt. 504, 505 (the fact of attachment may be proved, between sheriff and receipters, by the receipt; the attachment-writ itself not required).

of records, - genuinely principles of evidence. (1) The doctrine about producing the original of a document, or accounting for its absence, permits copies to be used when the original is not obtainable; the application of this to the production of the original judicial record is elsewhere dealt with (ante, §§ 1215-1217). (2) The copy thus used must be verified by a witness; but the hearsay verification of the official custodian, in the shape of a certified copy, may be used, under an exception to the Hearsay rule, without calling the officer to the stand in person (ants, §§ 1677-1681). (3) The doctrine of the completeness requires in many cases that the whole of a document be produced (ante, § 2110). (4) The rules of authentication often have a special application in the proof of genuineness of a judicial record (ante, §§ 2158-2164). (5) The conclusiveness or admissibility of a sherif's return involves sometimes the present principle and sometimes certain distinct ones (ante, §§ 1347, 1664).

§ 2451. Same: (2) Corporate Acts and Records; (3) Negotiable Instruments. (2) Whether the acts of a corporation must at common law be integrated in a written record is a question which has given rise to a great variety of opinions and of practice, though the modern tendency is to apply no different rule to corporate than to natural persons.2 Whether the proceedings of a corporate meeting are subject to the same rule is a distinct question, and the analogy of judicial records here makes for preserving the same compulsory rule; but again the modern tendency is to leave the transaction without legal restriction.4 Where such a record is made, the principle of voluntary integration (ante, § 2430) may of course be applied, and the record made to control.5

It may be added that for corporate records analogous subordinate questions arise as for judicial records, --- for example, concerning the particular book or

the rule has been broken in npon in a vast varithe rule has been broken in npon in a vast variety of cases, in modern times, and cannot now as a general proposition be supported; . . . we do not admit as a general proposition that the acts of a corporation, although in all other respects rightly transa. .ed, are invalid merely from the omission to have them reduced to writing unless the statute creating it makes such writing indispensable as evidence or to give them and indispensable as evidence or to give them an obligatory force"; Marshall, C. J., dissents at

Scases cited in Cook, Corporations, 1898, 4th ed., §5 721, 725.

1824, Taylor v. Henry, 2 Pick. 397, 401 (an adjournment, not provable orally; narecorded adjournment, not provable orally; "if a fact of this kind can be proved by parol evidence, it is difficult to see why the election of officers may not be proved in the same manner; this goes to the foundation of onr system of civil society"); 1827, Manning v. Fifth Parish 6 id. 6, 16 (agreement as to church property; a vote of a parish corporation, not provable in parol); 1896, Dennis v. Mfg. Co., 19 R. I. 666, 36 Ati.

^{129 (}parol proceedings not admissible; hnt an exception to the rule is conceded). For a learned opinion to the contrary, see that of Story, J., in Hank v. Dandridge, supra, 12 Wheat. 64, 82; Marshall, C. J., dissents at 113.

4 1896, Boggs v. Ase'n, 111 Cal. 354, 43 Pac. 1106 (if no record is kept, the parol proceedings suffice); 1897, Zalesky v. Ins. Co., 102 Ia. 512, 70 N. W. 187, 71 N. W. 433 (similar); 1901, Green v. Lancaster Co., 61 Nehr. 473, 85 N. W. 439 (county board's administrative acts—here, an accord and satisfaction of a claim—need not be by written record) 1892, Winnepesankee C. M. Ass. v. Gordon, 67 N. H. 98, 29 Atl. 412 (religious camp-meeting: acts provable hy parol, no charter, rule, or vote to record them being shown); and cases cited in Cook, Corporations, shown); and cases cited in Cook, Corporations,

^{§ 714.} 5 1897, State v. Main, 69 Conn. 123, 37 Atl. 80 (destruction of trees having a contagious SU (destruction of trees having a contagious disease; to show that certain alleged regulations of the State Board of Agriculture had not been adopted, evidence that the record of their adoption had been subsequently interlined was rejected); 1894, Roland v. District, 161 Pa. 102, 106, 28 Atl. 995, 1007 (school-directors; the record must be used, if there is one).

8

paper which constitutes the record,6 and the correction of records nunc pro

(3) A negotiable instrument is by common-law custom required to be integrated into a single document. The only feature in which this appears to have been left doubtful at common law was the acceptance, which (even though distinguished from a promise to accept) was by some thought to be effective though not contained in the bill; but this anomaly was cured by statute.8 The peculiarity of the general rule in its application to negotiable instruments is that it not only requires the essential features of the negotiable obligation to be included, but also requires the exclusion of other terms of the transaction. Hence the peculiar aspect of the rule of voluntary integration when applied to the remaining parts of the transaction, as already examined (ante, §§ 2443-2445). Whether, as a matter of theory, those consequences should be deemed to belong under the present head, as due to the element of compulsory integration, may be open to argument.

§ 2452. Under Statutes: (1) Wills; (2) Ballots; (3) Insurance Policies. (1) By the statute of Henry VIII (post, § 2454), a will of land was required to be in writing, and by the statute of frauds of Charles II a will of personalty was practically (through the restrictions of section 19 on nuncupative wills) required also to be in writing. But under neither of these provisions was any integration required, i.e. any reduction of the testamentary acts into a single document. Hence, wills of land, from 1540 to 1678, and wills of personalty, down to 1837 in England, might be contained in several writings, more or less fragmentary and inconsistent, and yet valid as written testamentary utterances taking effect as a single will upon the testator's death. In the practice of the ecclesiastical Courts up to the last moment of this régime might be found frequent instances of the lack of any rule of

Nor was the change effected by any express legislative statement. But the formality of attestation, indirectly but practically, produced an equivalent result. By the st: te of frauds (in 1678) wills of land, and by the statute of wills (in 1837) all kinds of wills, were required to be executed with the formality of attestation. This formality ousted the earlier loose practices, and in effect compelled testators to place all their testamentary provisions in a single document:

1866, Wilde, P. J., in Guardhouse v. Blackburn, L. R. 1 P. & D. 109: "The Wills Act [of 1837, requiring signature and attestation] has worked a great change in the testamen-

^{6 1876,} Fraser r. Charleston, S S. C. 318, 337 (transfer-book of a corporation is secondary to the share-certificate, in showing the fact of a transfer); 1869, Iowa & M. R. Co. v. Perkins, 28 Ia. 281, 283 (corporation subscription-book, not the memoranda containing the actual signatures, treated as the original contract, the officer being

the agent to prepare it).
1897, Everett v. Deal, 148 Ind. 90, 47 N. E.

^{219 (}town board's records).

Cases cited in Ames' Cases on Bills and

Notes, I, 168, 186, notes; 1704, St. 3 & 4 Anne, c. 9, \$\$ 4, 5; 1821, St. 1 & 2 Geo. IV, c. 78, \$ 2; 1878, St. 41 & 42 Vict. c. 13, \$ 1; Crawford, Negotiable Instruments Law, \$\$ 220-233; 1875, Schdder v. Union Nat'l Bank, 91 U. S. 406, 410.

2 1793 Rlackwood v. Damar, 3 Phillim Ecci. Scndder v. Union Nat'l Hank, 91 U. S. 406, 410.

1 1783, Black wood v. Damer, 3 Phillim. Ecci.
458, note; 1830, Taylor v. D'Egville, 3 Hagg.
Eccl. 202; 1830, Bragge v. Dyer, ib. 207; 1830,
King's Proctor v. Daines, ib. 218, 221 (showing
the looseness of practice then obtaining in the
ecclesiastical Court).

tary law, as administered by the ecclesiastical Courts on this head. Under that [prior] law, a testamentary paper needed not to have been signed, provided it was in the testator's writing; and all papers of a testamentary purport, if in his writing, commanded the equal attention of the Court, save so far as one, from its date or form, might be manifestly intended to supersede or revoke another, as a will superseding instructions, or a subsequent will revoking a former." 2

Under this requirement, to be sure, the document containing testamentary act need not be a physically single and undivided paper; but the physically separate pieces must at least form a single grammatical or literary structure.3 Nevertheless, it remains true in theory that no statute compels the testator to integrate in a single document; if the formality of attestation is observed, he may have any number of documents. The only aspect in which the theory can have any practical consequence is in the difference between a will and a codicil. In effect, a codicil is a document, separate perhaps in existence and time, which is made appurtenant to a will, and goes to modify it and to make up with it one entire testamentary act. A will, on the other hand, is an independent document complete in itself, superseding and integrating all other testamentary acts.4 Hence, for example, a document which is strictly a will must be held to revoke by implication all parts of a prior will, though a codicil would revoke only such parts as were inconsistent with it. Possibly, however, this aspect of the distinction may better be explained by denominating each codicil a separate testamentary act, altering or novating the prior act, - as contracts are novated (ante, § 2441), and this would leave it practically true in every aspect that the formality of attestation has in effect compelled the integration of testamentary acts.

(2) By statute an electoral ballot is now almost universally required to be integrated into a single document; although even under the system of the common law there was seldom any opportunity of casting a written vote ,in any other way.5

(3) By statute in several jurisdictions all parts of a transaction of insur-

² So also in this country: 1895, Barnewall r. Murrell, 108 Ala. 366, 18 So. 831 (under modr. Murrell, 108 Ala. 366, 18 So. 831 (under mod-ern statntes, "the true inquiry is not as to the completeness of the paper, but as to the finality of the intent and purpose of the testatrix, mani-fested by the observance of the formalities of

feeted by the observance of the formatties of execution required by the statute").

3 1801, Smart v. Prujean, 6 Ves. Jr. 560, 565 (L. C. Eldon: "The rule of law is that an instrument properly attested, in order to incorporate another instrument not attested, must describe it so as to be a manifestation of what the paper is which is meant to be incorporated, in such a way that the Conrt can be under no mistake. . . The true question is, if these papers were found in the bureau with the will, can I say, from the contents of the will, these can I say, from the contents of the will, these two papers are the papers referred to?"); 1830, Dillon v. Harris, 4 Bligh. N. s. 321, 358 (will devising property to a son so long as he keeps a certain "solemn engagement, . . . which engagement signed by him I have pnt into the hands of my said trustees"; a certain engagement not admitted, because not sufficiently identified); 1858, Alleu v. Maddock, 11 Moore P. C. 427; 1881, Gonld v. Lakes, L. R. 6 P. D. 1; 1894, Garnett's Goods, Prob. 90; 1895, Barnewall v. Mnrrell, 108 Ala. 366, 18 So. 831 ("The validity of the instrument as a will is unaffected because of the fact that it is composed of or

because of the fact that it is composed of or written on several separate sheets, if they are connected and coherent in sense and by an adaptation of the several parts"). Compare Burge v. Hamilton, 1884, 76 Ga. 568, 619.

4 1799, Arden, M.R., in Croebie v. Macdonal, 4 Ves. Jr. 10 ("There is a great distinction between wills and codicils in this respect. If there are two separate papers, both called wills, inconsistent with each other, it is not the rule to prove both, in the Ecclesiastical Court; the last is the will; from the nature of the instrument it revokes the other. . . But if it does purport to revokes the other. . . . But if it does purport to be coupled with another instrument, it is as much a part of that instrument as if it was written upon the same paper").
Compare §§ 1967, 2421, ante.

ance must be embodied in a single document; 6 and the construction of this type of statute illustrates neatly the distinction between the doctrine of Integration (ante, § 2425) and that of Written Formality (post, § 2454); because even written parts of the transaction not embodied in the policy will by this rule be ignored.7 It is also to be noted that these statutes go further than any other application of the rule, in that they require a physical, and not merely (as for wills) a grammatical or literary integration.

§ 2453. Conclusive Certificates, distinguished. The principle of Integration, by which the document becomes the very embodiment of the transaction, must be distinguished from the principle of Conclusive Testimony (ante, §§ 1345-1353), by which a particular person's written report is taken as conclusive and no contrary testimony is allowed to overthrow it. The common result of both principles, though 1 ifferent reasonings, is that the terms of the writing are decisive. But t. practical difference between the two principles appears when the writing self is lost and cannot be produced; for here, by the former principle, the terms of the writing must nevertheless be proved (ante, § 2450) because it is the sole embodiment of the transaction; while by the latter principle the conclusive testimony is merely preferred to others, and therefore when it becomes unavailable the

preference ceases, and other testimony may be used (ante, § 1346).

There are but few genuine instances, of the principle of conclusive testimony, and these not universally conceded; the chief of these are a magistrate's report of testimony at a preliminary examination (ante, § 1349), the enrolled copy of a legislative act (ante, § 1350), and the election-judges' certificate of votes (ante, § 1351). There are a few other instances (ante, § 1352) in which the principle is involved in appearance only; for e- mple, the conclusiveness (in some jurisdictions) of a notary's certificate of a married woman's voluntary acknowledgment of a deed at a privy examination is in reality an instance of the binding effect of a judicial proceeding, and depends upon the law of judgments. In all the foregoing cases, the difference between the rule of conclusiveness of testimony and the rule of judicial records is seen in this feature, that the judicial record represents and is in legal theory the transaction itself of the Court, while in the former instances the certificate is the officer's report of somebody else's doing or of some external happening. Obviously, in such instances the theory of integration cannot apply, because the writing of the officer cannot be the embodiment of the act of some other person, but can only be testimony about it. In the case of a deposition, on the other hand (ante, § 802), the written deposition signed by the deponent is the embodiment of his testimony, while the caption-certificate is the officer's report of what happened in his presence.

⁶ Mass. St. 1894, c. 522, § 73 (every insurance policy must have the application attached thereto, and unless so attached the same shall not be considered a part of the policy or received in evidence"); 1897, Joyce, Insurance, I, §§ 186-187, 190 (citing other statutes).

^{7 1896,} Considine v. 1ns. Co., 165 Mass. 462, 43 N. E. 201 (both the unattached application and the insured's oral utterances, excluded); 1902, Albro v. Ins. Co., C. C., 119 Fed. 629 (Considine v. Inc. Co. followed).

Further to be distinguished are statutory rules of substantive law which, in the guise of rules of conclusive evidence, practically declare certain facts legally immaterial, — for example, the rule that a tax-officer's recitals, in his deed, of the due performance of certain prior proceedings shall be conclusive evidence of these facts (ante, § 1353). Such a rule, so far as constitutionally valid, is no rule of evidence, but merely a rule declaring certain facts legally immaterial to avoid or produce a certain result.

C. SOLEMNIZATION OF LEGAL ACTS.

§ 2454. Writing as a Formality; Statute of Frauds. When it is required that a transaction, to have legal effect, must be in writing, the requirement is one of form or solemnity. The principle of solemnization differs from the two preceding ones in that it does not inquire whether the act was done at all, nor whether it was embodied in a single utterance, but merely whether its form of utterance was sufficient. Stamp, seal, attestation, writing,—all these are different varieties of formality; but the fundamental and most common one, in all modern systems of law, is writing.

That the rule of Written Formality is independent of the rule of Integration, job examined, is plain. For example, a will of land, during the century after was first required to be in writing (ante, § 2452), was in all that time not acquired to be in a single document. So, too, of insurance applications under modern statutes (ante, § 2452). On the other hand, when the parties have reduced their transaction to a single writing, the rule of Integration applies (ante, § 2425), although the transaction might have been valid without any writing. Whenever, then, the question is whether a transaction, to be valid, must be in writing, not merely oral, it is a question of Written Formality. This question is presented when the parties have used no writing, and is a distinct one from that which arises after the transaction has been done in writing, i.e. from the question of "varying the writing" already dealt with.

What transactions, then, are required by law to be done in writing, as a condition of legal validity? At common law, none, it would seem. The historical surroundings of the common law in its origins were unfavorable to such a requirement (ante, § 2426). Even for dealings with land, livery of seisin persisted for centuries as a sufficient formality; and only where livery was impossible, namely, for incorporeal rights, was the requirement of a written deed of grant developed, and even here some sort of symbolic seisin, in the way of attornment or view or the like, was needed to complete the title.¹ Judicial records, another example of the modern necessity of writing, began as the mere recollection of the judge (ante, § 2426); and negotiable instruments, the one full and indubitable instance of compulsory writing, were a distinct borrowing from international mercantile custom. In modern times, numerous local statutes have insisted on the formality of writing for

Pollock and Maitland, History of the English Law, II, 82, 93, 139.

specific miscellaneous transactions.2 Yet it may be said that, in general, apart from statutes, and apart from one special doctrine (post, § 2455), no legal act was required to be in writing.3

Even among statutes, there are few of wide scope. These date back to the innovating provisions of the 1500s, by which bargains and sales,4 as well as wills,5 of land must be in writing. The next and greatest measure of this kind was the statute of frauds and perjuries, in 1678, which extended the formality of writing to the remaining most important transactions in land and to many classes of contracts and of dealings with personalty.6 This is

³ The following will serve as examples: 1800, White v. Wilson, 2 B. & P. 116, 119 (the statute requiring agreements for wages of crews to be in writing, and the articles in this case having noted the wages of the mate at 6. a month, a further oral agreement that the mate should have the contract of the status of the sta have the average price of a negro slave sold on the ship's account was excluded, because the statute required writing); 1814, St. 54 Geo. III, c. 144, §§ 3-5 (contracts of marine insurance to c. 144, \$9 5-b (contracts of marine insurance to be in writing); 1851, Greeley v. Quimby, 22 N. H. 335, 338 ("As the law required that the return of the selectmen laying ont the road should be in writing, no other proof can be substituted for it, so long as it is in existence and within the power of the party to produce."). within the power of the party to produce"); 1826, Fox v. Lambeon, S. N. J. L. 275, 276 (mannission being required to be done in writing, etc., other evidence of mannission was

1900, Johnson v. Griswold, 177 Mass. 34, 58 N. E. 157 (where no statute controls, an official resignation may be oral); and cases cited ante, 2427. The case of corporate records (ante,

§ 2427. The case of corporate records (ante, § 2451) was perhaps an exception.

6 1835, St. 27 H. VIII, c. 16 ("no manors, lands, tenements, or other bereditaments, shall pass, alter, or change from one to another, by reason only of any bargain and sale thereof, except the same bargain and sale be made hy writing indented, sealed, and inrolled in one of the kine's courts of record . . . ").

writing indented, sealed, and infolied in one of the king's courts of record . . .").

1540, St. 32 H. VIII, c. 1, § 1 (gives liberty to devise all lands "as well by his last will and

to devise all lands "as well by his last will and testament in writing, or otherwise by any act or acts lawfully executed in his life"): 1603, Molinenx v. Molinenx, Cro. Jac. 144 ("a will cannot refer to words only, without writing; hut it ought to be a will in writing for all").

1673, St. 29 Car. II, c. 3, § 1 ("all leases, estates, interests of freehold, or terms of years, or any nucertain interest of, in, to, or ont of any messuages, manors, lands, tenements, or hereditaments, made or created by livery and selsin only, or by parol, and not put in writing and signed by the parties so making or creating the same, or their agents therennto lawfully anthorized by writing, shall bave the force and effect of leases or estates at will only, and shall not either in law or equity be deemed or taken to have any other or greater force or effect ..."); § 3 other or greater force or effect . . . "); § 3 ("no leases, estates, or interests . . [in land] ("no leases, estates, or interests . . . [in land] shall . . . be assigned, granted, or surrendered, unless it be by deed or note in writing, signed by the party so assigning . . "); § 4 ("no action

shall be brought whereby to charge any executor or administrator npon any special promise to answer damages ont of his own estate, or whereby to charge the defendant npon any special promise to answer for the debt, despecial promise to answer to the fault, or miscarriages of another person, or to charge any person npon any agreement made npon consideration of marriage, or npon any contract of sale of lands, tenements, or hereditaments, or any interest in or concerning them, or nion any agreement that is not to be performed within the space of one year from the making thereof, unless the agreement upon which such within the space of one year from the maning throof, unless the agreement upon which such throof, unless the agreement upon which such the state of any land of a state of a state of any land or note thereof, shall be in writing, and signed by the party to be charged therewith, or some other person thereunto by him lawfully authorized"); \$ 5 ("all devises and bequests of any lands or tenements . . . shall be in writing, and signed by the party so devising the same, or by some other person in his presence and hy his express directions, and shall be attested and subscribed in the presence of the said devisor hy three or four credible witnesses, or else they shall be interly vold and of none effect"); \$ 7 ("all declarations or creations of trusts or confidences of any lands, tenements, or bereditaments, shall be manifested and proceed by some writing signed by the party . . . , or else they shall be utterly void and of none effect"); \$ 9 ("all grants and assignments of any trust or confidence shall likewise be in writing signed by the party granting or assigning of any trust or confidence shall likewise be in writing signed by the party granting or assigning ... or else shall likewise be utterly void and of none effect"); § 17 "no contract for the sale of any goods ... shall be allowed to be good, except the buyer shall accept part of the goods so sold, and actually receive the same, or give something in earnest to bind the bargain, or in part of navment, or that some note or memorandum in payment, or that some note or memorandum in writing of the said bargain be made and signed by the parties to be charged by such contract, or their agents thereunto lawfully authorized"); § 19 ("no nunenpative will shall be good...") that is not proved by the oaths of three witnesses (at the least) that were present at the making (at the least) that were present at the making thereof, nor nnless it be proved that the testator at the time of pronouncing the same did bid the persons present, or some of them, bear witness that such was bis will, or to that effect"); § 20 that such was bis will, or to that effect"); § 20
"after six months passed from the speaking of
the pretended testamentary words, no testimony
shall be received to prove any will nuncempative,
except the said testimony, or the substance
thereof, were committed to writing within six
days after the making of the said will").

not the place to follow out in detail the requirements of this statute and those which have adopted its provisions in the United States. But it is necessary here to examine its provisions so far as they bear on the theory of the parol evidence rule, and to discriminate its relation to the principles already considered.

The provisions of the statute fall into two classes, - those of Sections 1, 3, 5, 7, and 9, and those of Sections 4 and 17. (a) The terms of the first group deal plainly with the formality of the act. It must be "put in writing," and otherwise it "shall be utterly void." Such a transaction, then, if not in writing, is of no legal effect. The writing is constitutive, not merely evidential. But if it is put in writing, according to the statute, is the writing the exclusive memorial of the transaction, - in other words, is there compulsory integration, under the principle already considered (ante, §§ 2450-2452)? Not necessarily, — that is, not in consequence of the statute. The requirement of signature, in all those five sections, will tend to induce parties to reduce their transaction in its entirety into a single document, but this is only an indirect consequence of the statute, - as already noticed in the case of wills (ante, § 2452). The embodiment in a single writing is voluntary, not compulsory. For example, if the owner of a farm by a single negotiation makes leases and crop-contracts of various parts of it,7 the statute would be apparently satisfied by a series of signed letters between the parties.8 Furthermore, if the transaction covered matters both within and without the statute, such as a lease of land and a sale of tools, and the former was embodied in a single writing, there is nothing in the statute to render the latter part of the transaction invalid; and if a Court should refuse to give effect to the oral part, it would be solely because of the principle of voluntary integration, leading the Court to believe that by the intent of the parties the document was the sole memorial of the entire transaction.9 Thus, so far as the Sections 1, 3, 5, 7, and 9, of the statute are concerned, the question whether the transaction satisfies the statute by being "in writing" is essentially distinct from the further question whether by the other rule (of integration) the transaction has been so embodied in a single document as to exclude other writings or oral utterances which passed in the course of the negotiations.

(b) The terms of the second group - Sections 4 and 17 - differ radically in theory of formality, but their relation to the principle of integration is the They differ, in theory of formality, from Sections 1, 3, 5, 7, and 9, because they equire only a "note or memorandum in writing" of the "agreement" or "bargain." In other words, the writing is not the contract, but is distinct from it and is merely the party's admission that such a contract was

The case of a transfer of freehold estates would be different, because a sealed deed is there

required: Browne, Statute of Frauds, 5th ed., § 6.

This point does not appear to have been decided, so far as the citations in Browne, ubi supra, show.

A good example of this is seen in Bretto

v. Levine, 50 Minn. 168, 52 N. W. 525 (1892), cited ante, § 24'0. Compare also Lowrey v. Downey, Ind., Brockett v. Bartholomew, Carr v. Dooley, Dnrkin v. Cobleigh, Mass., Harman v. Harman, U. S., Long v. Perine, W. Va., cited ante, § 2442.

ηď

of 88

3,

3t t-

if

y

e 8

e, e

0

y

e a

f

made. This difference is plain, and is generally conceded, 10 and shows its practical results in various ways. For example, the written admission may be made subsequently to the contract; 11 it may even in terms attempt to repudiate the contract; 12 it may be a letter to a third person. 18 Practically, to be sure, the effect is the same, so far as the necessity of a writing is concerned; for it must mention and cover all the essential terms, if not all the terms whatever, of that part of the transaction covered by the statutory requirement; 14 and these terms so written, of course, cannot be overthrown or varied by other written or oral utterances; 15 so that the parties are in this respect in the same plight practically as under Sections 1, 3, 5, 7, and 9, in spite of the difference of theory. But what of the rule of integration? Is there any difference in that respect? By no means. For example, under Sections 4 and 17, a series of letters or other documents will suffice to satisfy the statute, and yet the terms of the transaction may be scattered through the negotiation and not embodied in a single document. B Again, if a transaction includes matters both within and without the statute, the satisfaction of the statute for the former may be made, and then the remainder though not in writing may be enforced.17 In short, the parties may satisfy the statute without embodying their entire transaction in a single writing, or with embodying the statutory part of it in writing and the remainder orally. Thus the question whether any particular writing is the sole embodiment of their transaction is a distinct one, and depends upon the intent of the parties. Here, then, as under the other Sections of the statute, the principle of Integration is found to be independent of the principle of Written Formality.

§ 2455. Same: Discharge and Alteration of Specialties, etc. (1) Although writing was in general at common law no necessary formality to any transaction (ante, § 2454), yet in one respect it was made necessary by the application of a peculiar doctrine, whose Roman origin and mediæval vogue have been already noticed (ante, § 2426), namely, the doctrine that an act of a higher "nature" cannot be altered or annulled by anything of an "inferior nature." The result of this was that where the parties had chosen to adopt the "higher" form in their original transaction, a form equally "high" could alone suffice to diagrams as seen in the rules that a sealed covenant could not be discharged by a transaction in pais,1 and that an assumpsit was dischargeable by parol, unless broken, and then only by sealed deed,2 and in the controversies whether payment before maturity could dis-

Browne, ubi supra, §§ 115 a, 135, 136, 344;
 1852, Leroux v. Brown, 12 C. B. 801, 824 (oral contract made in France, and there valid, not enforced in England, since the 4th section did enforced in England, since the 4th section und not make contracts void, but only affected the remedy by requiring a specific kind of evidence); 1883, Maddison v. Alderson, L. R. S. App. Cas. 467, 474; 1902, Vaughan Williams, L. J., in Re Holland, 2 Ch. 360, 375 "The statute of frands does not deal with the validity of the agreement; it deals only with the avidance to prove the it deals only with the evidence to prove the agreement"); 1875, Townsend v. Hargreaves, 118 Mass. 325, 334.

¹¹ Browne, ubi supra, § 352 a.
12 Ib. § 354 a.
13 Ib. § 354 a.
14 1904 Wain w Washam

^{14 1804,} Wain v. Warlters, 5 East 10, 19; 1878, Grafton v. Cummings, 99 U. S. 100;

Browne, ubi supra, §§ 331 ff.

18 Browne, ubi supra, §§ 417, 418.

16 Ib., § 348. Compare the cases cited in Ames' Cases on Trusts, 2d ed., p. 179, note.

¹⁷ Ib. §§ 117, 117 a.

18 1606, Blake's Case, 6 Co. Rep. 43 b.
18 1676, Milward v. Ingram, 2 Mod. 43.

charge a bond,3 and whether a parol extension of time to the principal of a bond would discharge the surety.4 Most of these questions are now governed by a rational policy irrespective of the scholastic technicality of the traditional maxim.5 It is enough here to note the place they hold in the general theory of legal acts.

(2) Under the statute of frauds, a not dissimilar question arises, when a transection covered by the statute is duly made in writing and then an oral alteration is afterwards made. This oral alteration makes a new transaction together with the terms of the original transaction. Yet the result is that the new transaction as a whole is no longer in writing as required by the statute, but is partly oral and partly written; and thus, although the mere alteration is in itself not expressly required to be in writing, yet the transaction as a whole is now unenforceable.6

Neither of the foregoing doctrines involves the rule of Integration. By that rule, as already noticed (ante, § 2441), the reduction of a transaction to a single document makes it exclusive and controlling for that transaction only, and hence any subsequent transaction of discharge, novation, or alteration may be availed of to vary the original document.7 Whatever there is, therefore, to prevent the parties from availing themselves of the subsequent transaction is the result of one of these rules of Written Formality, and not of the rule of Integration.

§ 2456. Other Formalities than Writing; Signature; Seal; Attestation; Registration; Stamp. It remains here to note, for the sake of completeness, the remaining formalities receiving the sanction of modern law.1 These formalities, so far as required, take their place with the rule for writing, in some of the sections of the statute of frauds, as an inherent element of form in the validity of ti. transaction. Like all other requirements of form, they are arbitrary, in the sense that the act may be sufficient in its terms (for example, to constitute a contract or a release), and may be fully proved by evidence, and yet remains legally ineffective. Nevertheless, they are not arbitrary, to the extent that they rest on a conscious policy of avoiding certain general dangers or abuses, and that they enforce a rigid rule merely for the sake of this policy.

(1) A signature is required by the statute of frauds, for all of the transactions in which writing is required; and obviously the signature is a formal requirement over and above that of writing alone.2 A signature, however, was not required at common law for a deed.3

³ 1790, Sturdy v. Arnand, 3 T. R. 599. 4 1821, Davey v. Prendergass, 5 B. & Ald. 187.

<sup>187.

8</sup> Compare the cases cited in Professor Ames'
Cases on Trusts, 2d ed., p. 128, note, and his
article on Specialty Contracts in the Harvard
Law Review, IX, 49, 55 (1895), and in Professor
Williston's article on Discharge of Contracts, in
the Columbia Law Review, IV, 455 (1904).

8 1833, Goss v. Lord Nugent, 5 B. & Ad. 58;
1840, Marshall v. Lynn, 6 M. & W. 109, 114;

^{1895,} Browne, Statute of France, 5th ed., §§ 410 ff.

⁷ Goss v. Lord Nugent, quoted ante, § 2441.

1 An interesting exposition of the development of formalism in primitive and modern Germanic law will be found in Hensler, Institutionen des dentschen Rechts, I, 68 ff.

^{2 1895,} Browne, Statute of Frands, §§ 10,

^{1698,} Cromwell v. Grunsden, 2 Salk. 462; 1845, Parks v. Hazelrigg, 7 Blackf. 536.

(2) A seal was essential at common law for the chief sorts of documents. The origin of the significance of the seal, in its relation to the use of writings, has already been noticed (ante, § 2426). What the form of a seal should be was long a subject of elaborate discussion.

(8) The attestation of a document was originally not a formality to the validity of the document, but merely a precaution desirable for securing testimony to the transaction (ante, § 2426); the noting of the names of the witnesses on the document was thus only a memorandum for future usefulness. But the statute of frauds (ante, § 2454) introduced, for wills, the act of attestation as a formality. This formality includes two things, first, the presence of the witnesses at the act of signature by the testator, and, secondly, the signature of the document by the witnesses. The two together thus constitute an intrinsic element in the validity of the document.⁶ It may be noted that whatever questions are thus raised - for example, whether the document must bear a written recital of the witnesses' presence, or whether, if their signatures are borne, the fact of presence may be otherwise established? do not involve the principle of integration (ante, § 2425), but only the

(4) The registration of a document may be made an essential formality of its validity, apart from and additionally to its service as a constructive notice of the document's validity. But this quality is seldom attributed to it unless by express statutory declaration.³ Under the modern (or Torrens) system of registration of title, no doubt this is the actual result.9 It may be noted that by this modern system the document of title would seem also to furnish one of the rare instances (ante, § 2452) of a compulsory integration.

(5) A stamp has by some legislation been made formally necessary to the validity of a document; the policy of such laws being to compel indirectly the payment of a tax. So far as a rule of evidence may be involved, the subject has been elsewhere briefly examined (ante, § 2184). It may be here noted that in one respect the rule of integration is affected by the stamprequirement; for, though a transaction has been embodied in writing, yet the writing if unstamped cannot be given any legal effect, either as superseding the oral transaction or as altering a previous written one, and consequently the party on whom lies the burden of proof of integration (ante, § 2447) must fail in the establishment of that part of his case.10

e

e

ņ

6

n

⁴ Poilock and Maitland, History of the English Law, 1I, 218-222.

lish Law, II, 218-222.

3 Eng.: 1871, Re Sandilands, L. R. 6 C. P.
411; 1886, National Provincial Bank v. Jackson, L. R. 33 Ch. D. 1; U. S.: 1810, Warren v. Lynch, 5 John. 239, Kent, C. J. 1851, Pillow v. Roberts, 13 How. 472; 1845, Corrigan v. Trentou D. F. Co., 1 Halst. Ch. 52; 1865, Bates v. R. Co., 10 All. 251; and a note in Gray's Cases on Real Property, III, 644.

See ant. §§ 1287, 1292, for its relation to the rule of evidence requiring the calling of an attesting witness.

attesting witness.
7 1846, Pollock v. Glassell, 2 Gratt. 439, 463 (examining the cases upon wills and powers).

⁸ 1835, Doe v. Ford, 3 A. & E. 649 (annuity deeds on premises of less than a certain value being by statute void unless registered, the defendant was allowed to plead the non-registration in avoidance, although a covenant in the deed declared the premises to be of a value sufficient to satisfy the statute); Jones, Real

Property, § 1382.

See the treatises of Olmstead, Niblack, and Sheldon, and articles in the Harvard Law Review, VI, 302, 369, 410; VII, 24.

19 1818, Stevens v. Pinney, 8 Taunt. 327 (Dallas, J.: "It turned ont to be nustamped, and therefore inadmissible in evidence, and consequently not amounting to an agreement": sequently not amounting to an agreement";

D. INTERPRETATION OF LEGAL ACTS.

§ 2458. General Nature of Interpretation; Standard and Sources of Interpretation. The process of Interpretation is a part of the procedure of realizing a person's act in the external world. It is, in a sense, the completion of the act; for without it the utterance, whether written or oral, must remain vain words. If a person could be content with proclaiming his contracts at the top of a mountain, or nailing his deeds to the garden gate, he would not need to be concerned with the process of interpretation. But deeds and contracts and wills, if they are not to remain empty manifestoes, must be enforced. They must be applied to external objects. Somewhere possession must be yielded, or goods delivered, or money transferred; and in order that the law may enforce these changes in external objects, the relation between the terms of the legal act and certain specific external objects must be determined, as an indispensable part of the process. In short, the interpretation of the terms of a legal act is an essential part of the act considered as capable of legal realization and enforcement. The only difference is that the actor alone creates the terms of his act, while the interpretation of it, being a part of the enforcement, comes into the hands of the law.

The process of interpretation, then, though it is commonly simple and often unobserved, is always present, being inherently indispensable. The method of it consists in ascertaining the actor's associations or connections between the terms of the act and the various possible objects of the external world. Those terms may be dramatic or verbal. The lantern of Paul Revere, and the twenty-one guns of a warship's salute, are as much the subject of interpretation as the words of a will. In all cases, the process is that of applying the symbol or word to external objects. Since men cannot go forth and instantaneously transform, with the presto of a magician, the existing to the desired state of things, they must embody their desire in marks which will serve to point out the effects desired, and then wait for the law, or for some one's voluntary obedience to it, to produce the realization of the effects thus pointed out in advance. The process of interpretation may be compared to a wireless telegraph station. A vessel approaches the coast and

Park, J.: "It was not in fact an existing agreement"); 1829, Fielder v. Ray, 6 Bing. 332 (action for work and labor in printing; the defendant offered to show that there was an agreement in writing, but as it was unstamped, it could not be used, and the objection was held to fail). Contra: 1827, Reed v. Deere, 7 B. & C. 261 (the plaintiff sned on a written agreement to arbitrate; when it appeared that a later agreement had been made, held that the fact that it put an end to the first could be considered, though it was itself not admissible to sne upon because unstamped).

^{1 1789,} Answer of the Judges to the Honse of Lords, 22 How. St. Tr. 301 ("Your lord-shlps ask us, 'whether the sense of the letter be matter of law or matter of fact?' We find a difficulty in separating the sense of the letter from the letter. The paper without the sense is not a letter").

² Such remarks as the following illustrate the occasional perversity on this subject: Hartford I. M. Co. v. Cambria M. Co., 80 Mich. 491, 499, 45 N. W. 351 (1890): "There should be interpretation only when it is needed."

O of

n. ıl, ig

n

D.

8-

e

perceives the station-pole standing straight above the cliffs. Until the current can be intercepted, it is but a dumb rod of metal; it sends no message and accomplishes no purpose. It may have any one of various attunements; and it will tell nothing until a similar attunement be established by the vessel. To ascertain that attunement, the particular country where it is fixed must be known, and then the authorized records of its meth s and signals must be consulted. Not until then can the station's message be made actual

Such is the process of interpretation. The analogy of the telegraph-station illustrates the important distinction between the two great divisions of the process. The first question must always be, What is the standard of interpretation? The second question is, In what sources is the tenor of that standard to be ascertained? Sometimes one or the other of these questions may interpose no difficulty; but both must always be settled.

(1) The standard of interpretation, as involved in legal acts, is the personality whose utterances are to be interpreted. There are practically four different available standards. First, there is the standard of the normal users of the language of the forum, the community at large, represented by the ordinary meaning of words. Next, there is the standard of a special class of persons within the community, - the followers of a particular trade or occupation, the members of a particular religious sect, the aliens of a particular tongue, the natives of a particular dialect, who use certain words in a sense common to the entire class, but different from that of the community at large. Thirdly, there is the standard of the specific parties cooperating in a bilateral act, who may use words in a sense common to themselves and unknown to any others. Finally, there is the standard of an individual actor, who may use words in a sense wholly peculiar to himself; and here the question will naturally arise whether he may insist on his individual standard in the interpretation of the words of a contract, or even of a unilateral act such as a will. The first inquiry in interpretation, then, is to determine which of these standards is the proper one for the particular act to be interpreted; and for this purpose certain working rules have to be formulated.

(2) The sources for ascertaining the tenor of the standard form the second object of inquiry. Since interpretation consists in ascertaining the associations between the specific terms used and certain external objects, and since these associations must be somehow knowable in order to proceed, the question is where they are to be looked for. So far as the standard of interpretation is solely the normal one of the community, the inquiry is a simple one; the usage of the community (as represented in dictionaries and elsewhere) is But that standard (as will be seen) is rarely the exclusive one. The mutual standard of parties to a bilateral act, and for wills the individual standard of the testator, is constantly conceded to control; and it then becomes necessary to search among the prior and subsequent utterances of the party or parties to ascertain their usage, or fixed associations with the terms employed. In resorting to these data, the question then

arises whether there is any prohibitive rule of law which limits the scope of search and forbids the use of certain data. These rules, if any, form the second part of the law of interpretation.

Before proceeding, however, to these two parts of the subject in their order, it is necessary to fix upon a terminology and to avoid misunderstanding in the use of words. When we seek to ascertain the standard and sources of interpretation, and thereby to discover the actor's association of words with external objects, what is the term, in one word, which describes the object of the search? Is it the person's "meaning"? Or is it his "intention"? Over this difference of phraseology has persisted an endless controversy, which, like that of the two knights and the shield at the cross-roads, is after all resolvable mainly into a difference of epithets only.

§ 2459. Same: "Intention" and "Meaning," distinguished. The distinction between "intention" and "meaning" is vital. The distinction is independent of any question over the relative propriety of these names; for there exist two things, which must be kept apart, yet never can be unless different terms are used. The words "will" and "sense" may be taken as sufficiently indicative of these two things and free from the ambiguity of the other terms.

Will and Sense, then, are distinct. Interpretation as a legal process is concerned with the Sense of the word used, and not with the Will to use that particular word. The contrast is between that Will, or volition to utter, which, as the subjective element of an act, makes a person responsible for a particular utterance as his, and that Sense or meaning which involves the fixed association between the uttered word and some external object. It has already been seen (ante, § 2413) that by the general canon of legal acts, the person's actual will or intent to utter a given word can seldom be considered for legal purposes. If he has exercised a volition to utt-r something, then he is responsible for such utterance as is in external appearance the utterance he intended, - whether or not he actually intended it. On the other hand, the sense of his word as thus uttered — his fixed association between that symbol and some external object — may usually be given full effect, if it can be ascertained. The rules for the two things may be different. The law has thus constantly to emphasize the contrast between the prohibitive rule applicable to the creation of an act (ante, § 2413), and the present permissive rule applicable to its interpretation. Judges are desirous, when investigating the sense of the words as uttered by the person, of emphasizing that they do not violate the rule against inquiring whether he

The word "meaning" has been favored by Mr. Nichois, in his article on Extrinsic Evidence in the Interpretation of Wills (Juridical Society Papers, II, 352), and before him by V. C. Wigram, in his treatise on Extrinsic vidence in Aid of the Interpretation of Wills (who however) ram, in his treatment Extrinsic Evidence in Au
of the Interpretation of Wills (who however
often uses the words interchangeably). The
word "intention" has been favored by Mr.
Hawkins, in his article on Principles of Legal Interpretation (Jurid. Soc. Pap. II, 298, re-

printed in Thayer, Prelim. Treat. on Evidence, App. C.), who declares the opposite usage to invoice "a fallacy of no small importance." Mr. Phipson has compared the views of these and other writers in the Law Quarterly Review for July, 1904. Professor Thayer's treatment of the subject is found in his Preliminary Treatise, pp. 412, 480.

2 Examined ante, § 2413.

of

he

Dr.

he

Pe

r-

10

er

h. 11

10

8

0

0

e

t

actually intended to utter those words. Hence the reiteration of the contrast between "intention" and "meaning":

1780, Kenyon, L. C. J., in Hay v. Coventry, S T. R. 83, 86: "We must collect the meaning of the testator from those words which he has used, and cannot add words

1833, Parke, J., in Doe v. Gwillim, 5 B. & Ad. 122, 129: "In expounding a will, the Court is to ascertain, not what the testator actually intended, as contradistinguished from what his words express, but what is the meaning of the words he used."

1833, Denman, L. C. J., in Rickman v. Carstairs, 5 B. & Ad. 663: "The question . . . is not what was the intention of the parties, but what is the meaning of the words they

The common terminology of these judicial explanations is unfortunate, because " meaning " has a suggestion of the state of the person's mind as fixed on certain objects, and "intention" bears the same suggestion. The constant exclusion of the state of the person's mind in one aspect, and yet its consideration in another aspect, are thus apparently contradictory and irreconcilable. But the terms "will," or "volition," and "sense," serve to avoid this ambiguity. They emphasize the distinction that the will to utter a specific word is one thing, and the fixed association of that word is another thing. Thus the Creation of the act and its Interpretation as created are kept

The analogy of other symbols than words will best illustrate how common and fundamental is this difference in other affairs, and how instinctively it is appreciated and applied. Suppose a foreign vessel to be coasting the shore and entering various harbors where the Government maintains a uniform system of harbor-buoys in various colors and shape, indicating respectively channels, sandbars, sunken rocks, and safe anchorages; here the significance of each kind of buoy is known to be the same in every harbor under Government control. But suppose the vessel to enter a harbor or inlet under the control of an individual or a city having a peculiar and different code of usage for the buoys; here it is immaterial whether a red buoy under the Government system signifies a channel or a sandbar; the vital question for the vessel now is what a red buoy signifies under the code of the local authority, and all other systems of meaning are thrown aside as useless. This illustrates that though, in interpreting a person's (for example, a testator's) words, we are concerned with his individual meaning, as distinguished from the customary sense of words, still we are not dealing with his state of mind as to volition, but with the associations affixed by him to an expressed symbol as indicating to others an external object. That is to say, the local harbor authorities may have "intended" to put a green buoy instead of a red buoy, or to have put the red buoy at another spot; they may have made a "mistake," just as the testator may have intended to use other words; but in both cases the state of mind as to volition, or mistake, is a wholly different thing from the fixed association, according to that individual's standard, between the expressed symbol and some external object. To illustra

another aspect of the subject, suppose a game of chess to be played by B with his guest A. If the two are of the same nation, their standards of interpretation - for example, as to the character of each chessman, the allowable moves, and the effect of a move - will be the same. But some nations differ from others in one or more of these respects; so that if, for example, B's national rules allowed a rook to threaten diagonally on the board, A as guest would accept and accommodate himself, as best he might, to this standard of operation. But, though this much might be conceded to B as host, in the adoption of his standards for giving meaning to his acts of moving the chessmen, yet it would remain true that his private intent or volition, as distinguished from the significance of his acts of moving, would be immaterial; so that, for example, his intent to have touched and moved a different piece, or to have placed the piece on a different square, would not be taken into consideration. So, again, if A and B engage in a shooting match, with two targets of 100 yards' and 500 yards' distance, it may be that, after the shooting, A and B will discover that they have not agreed which prize is to be associated with which target, or whether the victory at the 500-yard target is to count for more than the victory at the 100-yard target, and they may have to repeat the match after coming to a common understanding. But in no case would A think of claiming that B, who has hit the 100-yard bull's-eye, could not win because he was really aiming at the 500-yard target and hit the other by mistake only; nor cc ld A have a second trial, on missing the 500-yard target, because by mistake he shot at the 100-yard target.

A person, then, who wills to utter words is like a man placing a buoy, or moving a chessman, or shooting at a target. His will or intent or volition as to the terms of the particular utterance is one thing; his sense or meaning attached to the terms actually uttered is a different thing. Whatever may be the rules for the former element of his act, the rules for the latter element are independent of them.

1. Standard of Interpretation.

§ 2461. General Principle; Four Standards, — Popular, Local, Mutual, Individual. The standard of interpretation, which forms the first part of the inquiry (ante, § 2458), is the association between words and objects considered with reference to the persons fixing that association. It has already been noted (ante, § 2458), that the possible standards fall roughly into four classes, — the standard of the community, or popular standard, meaning the common and normal sense of words; the local standard, including the special usages of a religious sect, a body of traders, an alien population, or a local dialect; the mutual standard, covering those meanings which are peculiar to both or all the parties to a transaction, but shared in common by them; and the individual standard of one party to an act, as different from that of the other party or parties, if any. These standards, from the

first-mentioned to the fourth, increase in intension (as the logicians have it), while they decrease in extension. The possible meanings are more and more; for the local and the mutual and the individual standards each add to the one or a few normal meanings; while the number of persons involved

The main question is, of course, whether one or more of these standards is exclusive of the others, or whether they are all available at the same time. The answer is, first, that, in general, they are all available coincidently; and, secondly, that where the transaction involves more than one party, the standard must be common to all.

In the first place, then, all the standards are provisional only, and therefore each may in turn be resorted to for help. The search is for the sense of a word or phrase as used, and the object is therefore to find the standard actually employed by the party. Now, as a member of the community, he presumably uses words in the normal sense of the community; this standard will therefore be prima facie accepted. But if it appears that, as a resident of a special village, he used the sense of that village, then this local standard may be substituted for the other. Still further, if it appears that the parties to a specific contract have a special mutual sense, or that a testator has a special individual sense, the mutual or the individual standard may replace the normal or the local standard. Thus for any particular word or phrase one standard, provisionally applicable, may be finally replaced by another; and for a given document, its various wats may be interpreted by different standards. The single condition is that before the standard prima facie applicable can be replaced, it must be made to appear probable that the party was actually using the other standard. No one standard, then, is abso-

In the second place, no person taking part in a transaction can invoke a standard which is not at least common to all parties.1 For example, the contract of a person dealing with a wheat broker and using words in the normal sense cannot be judged by the usage of the wheat trade, unless that standard appears to have been adopted by him as well as by the other party. Or a person issuing a negotiable instrument, and understanding its terms in a mutual sense with the payee, cannot expect to enforce it against a holder for value without notice. So, too, in a purely bilateral transaction, the private sense of one party cannot be imposed upon the other party. The standard, then, must at least be common to all parties to the transaction, and here the nature of the transaction in the substantive law will control.

Before following the application of this general principle, however, it is necessary to dispose of a supposed rule which, if valid, would seriously qualify the first part of the principle above stated; namely, the rule against "disturbing a clear meaning," - in other words, a rule which forbids de-

¹ Compare the theory as stated by Mr. Justice Holmes, in The Theory of Legal Interpretation, 12 Harv. L. Rev. 417 ("Each party to a contract has notice that the other will words are taken in that sense").

parting from the normal standard even where it can be proved to have been not the standard actually employed.

§ 2462. Rule against "Disturbing a Clear Meaning," or, Forbidding Explanation except of Ambiguitiee; History and General Principle. The history of the law of interpretation is the history of a progress from a stiff and superstitious formalism to a flexible rationalism. The marked features of primitive formalism have been already noticed in other aspects (ante, \$ 2405). The word of a man is in itself almost a magic formula. The wrong word produces its evil effects in spite of the good will of the party; without the right word, nothing will move, however plainly he seek to express himself.1 When the brother of Ali Baba forgot the word "sesame," he was powerless to open the door of safety. This inherent potency of words w primitive minds, as it now is for children, no mere fairy tale, but a reality of life. These notions come down into Coke's time shorn of their first crudeness. But they explain nevertheless the scholastic technicality of those later days. A word was still a fixed symbol. Its meaning was something inherent and objective, not subjective and personal. A man who wrote a document dealt with words as he might deal with a blunderbuss or a carpenter's tool. They had their uses; and he must understand and choose the proper word for the purpose in hand, just as he must take the risk of not handling the gun or the adze in the proper fashion. "Rerum enim vocabula immutabilia sunt, homines mutabilia," sufficiently illustrates the attitude of the times.2

This attitude was of course, from the point of view of intellectual development, bound to change gradually. But progress was retarded, in the English judicial world, by three circumstances (with others) particular to that sphere. One of these was the prejudice (for such it may be termed) in favor of the legal heir, - an instinct naturally strong in a nation whose greatest and most explanatory fact was its dependence upon landed wealth and a system of primogeniture. When a will was to be construed, its effective interpretation was no great matter of concern to the judges, for they would rather than not that its provisions should fail. Until the middle of the 1500s, there was not even liberty to alienate land at all by will; and, for long after this period, the will, as an instrument of disinherison, continued to be judicially disparaged.4 Thus in one way, through the lack of a liberal and sympathetic search for testators' meanings, the spirit of rational interpretation was hindered. Another circumstance was the tendency of the judges to keep the construction of writings out of the jury's hands and reserve it for themselves; for, though as a practice this dated far enough back, still it came to be justified consciously, and was thought to be a safeguard against the

¹ Compare the passages in Brunner and Heusler, cited ante, \$\$ 2426, 2456.
2 This is from Dig. XXXIII, 10, 7, \$ 2, de sup. leq.; but appears transmogrified by Coke as nomina sunt mutabilia, res autem immobiles"

⁽⁶ Co. Rep. 65 a).

St. 32 H. VIII, quoted ante, § 2454. 4 1599, Wild's Case, 6 Co. Rep. 16 b; 1814,

Doe v. Dring, 2 M. & S. 448, 454 (L. C. J. Ellenborough, construing "all my effects" to signify only personalty: "The rule of law is peremptory that the heir shall not be disinherited, nnless by plain and cogent inference arising from the words of the will"; though "such a decision may and perhaps will disappoint" the testator's intention).

fate of a deed with the jury, "who might construe or refine upon it at pleasure." 5 Still a third consideration was the practice and the interests of con-This branch of the profession had accumulated a store of esoteric learning, which labelled each word and phrase with its traditional meaning. This learning would lose half of its mystery and its value if the rigidity of these terms should disappear. The instinct was to treasure the shibboleths of conveyancing; and the pressure of this body of practitioners against any liberality of interpretation must have been heavy.6

At the period of the end of the 1700s, then, there is found in the law a settled tradition, bolstered up in artificial survival by considerations such as the above, that the words of a legal document inherently possess a fixed and unalterable meaning. The law had prescribed it. No man, in a document, could think himself entitled to mean what he pleased. Some of the judicial utterances seem now obstinate enough in their blindness:

1554, Brook, J., in Throckmerton v. Tracy, Plowd. 160 (after hearing Saunders lay down three rules for deeds, of which the third was: "The words shall be construed according to the intent of the parties, and not otherwise," he proceeds to repudiate this heresy in the following ingennous utterance): "The party ought to direct his meaning according to the law, and not the law according to his meaning; for if a man should bend the law to the intent of the party, rather than the intent of the party to the law, this would be the way to introduce barbarousness and ignorance and to descroy all learning and diligence. For if a man was assured that whatever words he made use of, his meaning only should be considered, he would be very careless about the choice of his words, and it would be the source of infinite confusion and uncertainty to explain what

This notion was barely beginning to give way by the end of the 1700s. Interpretation by local usage, for example, to-day the plainest case of legitimate deviation from the normal standard, was still but making its way.7 The individual usage of a testator was in the eyes even of Hardwicke and Thurlow, and of course of Kenyon and Eldon (those reactionaries and mainstays

Ante, § 2426; and the following, said ln 1736, of parol evidence to construe deeds and wills: "A distinction has been taken between evidence that may be offered (1) to a jury and (2) to inform the conscience of the Conrt [of equity], namely that in the first case no such evidence should be admitted, because the jury might be inveigled thereby, but that in the second it could do no hnrt" (Bacon's Ahridg-

ment, II, 309).

6 1821, L. C. Eldon, in Smith v. Doe, 2 B. & B. 473, 599 ("The greatest men who have sat in Westminster Hall, I am personaded, in many instances, if matters had been res integre, would have pronounced decisions very different from have pronounced decisions very different from those which they thought proper to adopt, if they had not taken notice of the practice of conveyancers as anthority"); Lord Redesdale, ib. 612 ("I do conceive it is of the ntmost importance that your lordships should guide your judgment by that criterion, whenever it can be spplied; for otherwise, my lords, all property must be in hazard").

7 1592, Wing v. Earle, Cro. El. 267 (" If one sells land and is obliged that it contain 20 acres, this shall be according to the law, and not according to the custom of the country"); 1692, Lethnlier's Case, 2 Salk. 443 (""warranted") to depart with convoy' must be construed acto depart with convoy must be construed according to the usage among merchants"; hut Holt, C. J., was contra, for "we take notice of the laws of merchants that are general, not of those that are particular usages"). In 1795, in Withhell v. Gartman, 6 T. R. 388, 395, 397, it with the contract of the co was argned, though unsuccessfully, that "no nsage can be let in to explain a private deed"; has been been to explain a private deed, but in the same year it was laid down by Lawrence, J., in St. Cross v. Walden, 6 T. R. 338, 344, interpreting the term "quarters of wheat," that "when a word is used having a legal meaning, it must be understood to be used in its legal acceptation"; here a bushel was by statute prescribed to contain 8 gallons, but a local measure contained 9 gallons.

of conservatism), heretical enough. One of the judicial contemporaries of the great Tory Chancellor was strongly of opinion that to seek a testator's actual meaning would be "a very dangerous rule to go by, because it would be to say that the same words should vary in construction."9 As late as 1821 the Chief Justice of the Common Pleas conceded frankly that "if not in a majority of wills, yet certainly in a great number, the construction is contrary to the probable intent." 10 And yet to give effect to a more flexible principle was to threaten the "landmarks of property," as the Bar was repeatedly warned.11

But the law of England was merely passing through the same stages as the law of Rome.18 It was impossible that it could remain perpetually immovable in the old ruts. And so it emerged into the 1800s with a growing spirit of liberality which could not help conceding something, yet was hampered by the stern tradition. It now conceded that the sense of words is not fixed by rules of law; that the extreme of the old rule had disappeared. But it insisted that when the meaning is "plain" — that is, plain by the standard of the community and of the ordinary reader -, no deviation can be permitted. That is, it preserved the old theory to the extent of legally fixing the meaning for the party, however wrongly, unless the wrongness was glaringly plain on the face of the case:

1833-48, Tindal, C. J., in Attorney-General v. Shore, 11 Sim. 592, 615: "The general rule I take to be, that where the words of any written instrument are free from ambiguity in themselves, and where external circumstances do not create any doubt or difficulty as to the proper application of those words to claimants under the instrument, or the subjectmatter to which the instrument relates, such instrument is always to be construed according to the strict, plain, common meaning of the words themselves; and that, in such case, evidence dehors the instrument, for the purpose of explaining it according to the surmised or alleged intention of the parties to the instrument, is utterly inadmissible. If it were otherwise, no lawyer would be safe in advising upon the construction of a written instrument, nor any party in taking under it; for the ablest advice might be controlled, and the clearest title undermined, if, at some future period, parol evidence of the particular meaning which the party affixed to his words, or of his secret intention in making the

Ante 1726, Gilbert, Evidence, 80 ("for the operation and effect of a contract cannot be determined but by the rules of law; ... and without such stated rules in every society, no man could be certain of any property, for then the sense of the contract must be at the mercy of the judge or jury, who might construe or refine npon it at pleasure"); 1749, L. C. Hardwicke, in Goodinge v. Goodinge, 1 Ves. Sr. 231 ("though it has been allowed to ascertain the person or thing, as where two were of the same name, yet not to show that the testator meant to use general words in this or that particular sense"); 1784, L. C. Thurlow, in Shelburne v. Inchiquin, 1 Bro. P. C. 338, 342 ("If the words themselves are intelligible, there is no instance where parol evidence has been admitted to explain them into a more valgar sense. . . . If words have in themselves a positive precise sense, I have no idea of its being possible to change them "); 1795, L. C. J. Kenyon, in Lane

v. Stanhope, 6 T. R. 345, 354 ("Where certain words have obtained a precise technical meaning, we onght not to give them a different meaning; that would be, as Lord King and other jndges have said, removing landmarks").

**Le Blanc, J., in Doe v. Dring, 2 M. & S. 448, 455, 183(4)

<sup>448, 455 (1814).

16</sup> Dallas, C. J., in Pocock v. Lincoln, 3 B. & B. 27, 46. "On one occasion the counsel asserted B. 27, 46. "On one occasion the counsel asserted that it was the duty of the Court to find out the meaning of the testator. 'My duty, sir, to find ont his meaning!' exclaimed Lord Alvanley, 'Suppose the will had contained only these words, "Futum funnidos tantarahoo"; am I to find out the meaning of his gibberish?'" (Law and Lawyers, II, 74).

11 Le Blanc, J., in Doe v. Lyford, 4 M. & S. 550, 556 (1816); Kenvon, L. C. J., in Lane v. Stanhone. supra

Stanhope, supra 12 The same versy is seen in Dig. XXXIII, 10, 7, 12, de sup. leg.

instrument, or of the objects he meant to take benefit under it, might be set up to contradiet or vary the plain language of the instrument itself. The true interpretation, however, of every instrument being manifestly that which will make the instrument speak the intention of the party at the time it was made, it has always been considered as an exception, or, perhaps, to speak more precisely, not so much an exception from, as a corollary to, the general rule above stated, that, where any donbt arises upon the true sense and meaning of the words themseives, or any difficulty as to their application under the surrounding circumstances, the sense and meaning of the language may be investigated and ascertained by evidence dehors the instrument itself; for both reason and common sense agree, that by no other means can the language of the instrument be made to speak the real mind of the party. Such investigation does, of necessity, take place in the interpretation of instruments written in a foreign language; in the case of ancient instruments where, by the lapse of time and change of manners, the words have acquired, in the present age, a different meaning from that which they bore when originally employed; in cases where terms of art or science occur; in mercantile contracts, which, in many instances, use a peculiar language, employed by those only who are conversant in trade and commerce; and in other instances in which the words, besides their general common meaning, have acquired, by oustom or otherwise, a well-known peculiar, idiomatio meaning, in the particular country in which the party using them was dwelling, or in the particular society of which he formed a member, and in which he passed his life. . . . But I conceive the exception to be strictly limited to cases of the description above given, and to evidence of

1862, Lord Chelmsford, in Beacon L. & F. Ass. Co., 1 Moore P. C. N. s. 73, 98: "In order to construe a term in a written instrument where it is used in a sense differing from its ordinary meaning, evidence is admissible to prove the peculiar sense in which the parties understood the word; but it is not admissible to contradict or vary what is plain."

1871, Maline, V. C., in Kilvert's Trusts, L. R. 12 Eq. 183, 186: "There is one rule without exception in construing a will, - which is that wherever a bequest, whether made to a person or a charity, is perfect and nnequivocai in ali its parts, no paroi evidence is

1839, Catron, J., in Bradley v. Steam Packet Co., 13 Pet. 89, 105: "To control an instrument's construction by orai proof of the objects of the contracting parties and the purposes of the contract would lead to the dangerous resuit of construing every writing not by its face, not by the language employed, but by matters extrin ic, variant in each case, as human testimony should make it."

1891, Holmes, J., in Goode v. Riley, 153 Mass. 585, 28 N. E. 228: "You cannot prove a mere private convention between the two parties to give language a different meaning from its common one. It would open too great risks, if evidence were admissible to show that when they said five hundred feet they agreed it should mean one hundred inches, or that Bunker Hill Monnment should signify the Old South Church. An artificial construction cannot be given to piain words by express agreement." 18

Such is the rule still surviving to us, in many Courts, from the old formalism, namely, the rule that you cannot disturb a plain meaning.

As to this position, the answer, of course, must consider both theory and policy. (1) That the theory of it is unsound, ought not to be doubted. There can be, in the nature of things, no absoluteness of standard in interpretation. An advanced communism might conceivably bring men to such a level of intellectual uniformity that their thoughts would be expressed in invariably identical symbols. But till that day comes, the varieties of indi-

¹⁸ The learned justice later repeated his Law Review 417, 420 (The Theory of Legal view, in 1899, in an acute essay, in 12 Harvard Interpretation). 3479

vidual expression and sense must be unquenchable. So long as men are allowed to grant and contract freely, and so long as the law undertakes to carry out those acts by enforcement, just so long must the standard of interpretation continue to be mobile, subjective, and individual. Mr. Justice Brook once thought it "barbarous" that a man should be "assured that whatever words he made use of, his meaning only should be considered." But as the law of to-day has broken with his premise, so it must break with his conclusion. The ordinary standard, or "plain meaning," is simply the meaning of the people who did not write the document. The fallacy consists in assuming that there is or ever can be some one real or absolute meaning. In truth, there can be only some person's meaning; and that person, whose meaning the law is seeking, is the writer of the document:

1696, John Locke, Letter to the Bishop of Worcester (Works, IV, 85): "Your lordship says, 'Peter, James, and John are all true and real men.' Answer: Without donht, supposing them to be 'men,' they are true and real men, i. c. supposing the name of that species belongs to them. And so three bobaques are all true and real bobaques, supposing the name of that species of animals belongs to them. For I beseech your lordship to consider, whether in your way of arguing, hy naming them Peter, James, and John, names familiar to us, as appropriated to individuals of the species 'man,' your lordship does not at first suppose them 'men' and then very safely ask, whether they be not all true and real 'men'? But if I should ask your lordship, whether Weweena, Chuckerey, and Cousheda, were true and real men or no? your lordship would not be able to tell me, until I have pointed out to your lordship the individuals called by those names. . . . Your lordship, in your fore-cited words, says, 'here lies the true idea of a person'; and in the foregoing discourse speaks of 'nature,' as if it were some steady, established being, to which one certain precise idea necessarily belongs to make it a true idea : whereas, my lord, in the way of ideas, I begin at the other end, and think that the word 'person' in itself signifies nothing; and so, no idea belonging to it, nothing can be said to be the true idea of it. But as soon as the common use of any language has appropriated it to any idea, then that is the true idea of a 'person,' and so of 'nature.' But because the propriety of language, i. e. the precise idea that every word stands for, is not always exactly known, but is often disputed, there is no other way for him that uses a word that is in dispute, but to define what he signifies hy it; and then the dispute can be no longer verbal, hut must necessarily be about the idea which he tells us he puts it for."

1827, Jeremy Bentham, Rationale of Judicial Evidence, h. IX, pt. VI, o. IV (Bowring's ed., vol. VII, p. 556, note): "The refusal to put upon the words used by a man in penning a deed or a will the meaning which it is all the while acknowledged he put upon them himself, is an enormity, an act of barefaced injustice, unknown everywhere hut in English jurisprudence. It is, in fact, making for a man a will that he never made; a practice exactly upon a par (impunity excepted) with forgery. Lawyers putting upon it their own sense? Yes, their own sense. But which of all possible senses is their own sense? They are as far from agreeing with one another, or each with himself, as with the body of the people. In evident reason and common justice, no one will onght to be taken as a rule for any other: no more than the evidence in one cause is a rule for the evidence

to different facts in another cause."

(2) As to the argument of *policy*, the case is somewhat different. There is much to be said for the traditional rule, — though not all that is said is sound. For example, Chief Justice Tindal, in his apprehensions that under any other rule "no lawyer would be safe in advising upon the construction of

a written instrument, nor any party in taking under it," 14 apparently assumes that under the traditional rule an ideal facility and certainty of interpretation can be had. He retires (in Professor Thayer's words) "into that lawyer's Paradise, where all words have a fixed, precisely ascertained meaning, and where, if the writer has been careful, a lawyer having a document referred to him may sit in his chair, inspect the text, and answer all questions without raising his eyes. Men have dreamed of attaining for their solemn muniments of title such an absolute security." But it is a dream of the impossible; and the dominance of either the old or the new rule will make little practical difference in the certainty of a given instrument. In the very case of Lady Hewley's Charities, for which Chief Justice Tindal laid down his rule of exclusion, even the admitted data were so voluminous and complex that the excluded material was comparatively a trifle. The real strength of the argument is rather found in the practical statement of Mr. Justice Holmes 14 that "it would open too great risks [i. e. of incredible pretences] if evidence were admissible to show that when they said 'five hundred feet' they agreed that it should mean one hundred inches, or that Bunker Hill Monument' should signify the Old South Church." Now the interesting feature of this illustration is that in important instances the very opposite fact is daily and hourly illustrated, - in the private cipher-codes of commercial houses. By these agreements words are employed in a sense totally alien, and sometimes exactly opposite, to the ordinary meaning. In one of the printed cable codes now in use, for example, "Innovate" is made to mean "Do this only as a last resort"; and "Invective" is made to mean "We all unite in sending you our heartiest congratulations"! No doubt some brokers who are particularly apprehensive of the interception of their messages are accustomed to agree that "buy" shall mean "do not buy." There are, then, abundant instances in which not only there is no "great risk," but there is an absolute necessity, of accepting proof of these private conventions; and these instances shatter the whole argument for the rule as a rule. The fallacy of the person who declared that "He was open to conviction, but he would like to meet the person who could convince him," is here reversed; for the judicial attitude thus illustrated is that "We are not open to conviction, because we are afraid that somebody will sometimes convince us." The truth is that whatever virtue and strength lies in the argument for the antique rule leads not t a fixed rule of law, but only to a general maxim of prudent discretion. In the felicitous alliteration of that great judge, Lord Justice Bowen, it is "not so much a canon of construction as a counsel of caution." 18 The distinguished Master of the Rolls, Sir George Jessel, once declared to counsel that "nobody could convince him that black [selvedge] was white"; and yet the Court of Appeals reversed his judgment because they were after all convinced of that precise proposition.16 To say that it

 ¹⁴ Quoted supra.
 18 1890, Re Jodrell, L. R. 44 Ch. D. 590; quoted infra.
 18 1890, Mitchell v. Henry, cited post, § 2463.

would be difficult to convince him, and upon the evidence to fail to be convinced, would have been a rational attitude. But that is very different from an arbitrary rule declaring a priori that the judicial mind is legally not open to conviction.

There is, then, neither in theory nor in policy any basis for an absolute rule declaring that when a word has a "plain meaning," i.e. by the popular standard, neither the local nor the mutual nor the individual standard can be substituted. Such a rule is still maintained by many utterances like those above quoted. But its vogue is disappearing. Before examining the state of the decisions on the subject, it is worth while to notice the utterances of judges who have plainly championed the modern and more liberal rule:

1854, Coleridge, J., in Brown v. Byrne, 3 E. & B. 703: "Neither, in the construction of a contract among merchanta, tradeemen, or others, will the evidence [of a local usage] be excinded because the words are in their ordinary meaning unambiguous; for the principle of admission is that words perfectly unambiguous in their ordinary meaning are used by the contractors in a different sense from that. What words more plain than 'a thousand,' a week,' a day'? Yet the case, are familiar in which 'a thousand' has been held to mean 'tweive hundred,' a week' a week only during the theatrical season,' a day' a working day.''

1860, Blackburn, J., in Myers v. Sarl, 3 E. & E. 306 (admitting trade usage): "I do not think that it is necessary, in order to render such evidence admissible, that there should be any ambiguity on the face of the phrase which has to be construed. . . . I take to be the true rule of law npon the subject that when it is shown that a term or phrase in a written contract bears a peculiar meaning in the trade or business to which the instrument relates, that meaning is prima facie to be attributed to it; unless npon the construction of the whole contract enough appears, either from express words or by necessary implication, to show that the parties did not intend that meaning to prevail. The consequence is that every individual case must be decided on its own grounds."

1890, Lindley, L. J., in Re Jodrell, L. R. 44 Ch. D. 590, 609, 614: "I do not propose to deal with decided cases at all. It may be that there were expressions in the documents then before the Court which made the judges come to conclusions which I cannot arrive at when I come to look at the will and codicils with which I have to deal. I do not consider that a decision which is more or less at variance with other cases is wrong because it is so at variance. Cases of construction are useful when they lay down canons or rules of construction, and they are useful when they put an interpretation on common forms whether in deeds, wills, or mercantile documents. They may be valuable guides; but when I am told that because something occurs in one wili I am to give a precisely similar effect to a similar expression occurring in another will dealing with a different property and in another context, I object aitogether to do it. The only principle that I know of is that which has been expressed before. Look at the words, avail yourseif of such evidence as is iegitimately admissible, and see what the testator has said, and expound it as best you can with reference to what is legitimately before you." Bowen, L. J.: "It seems to me that the only weight one can give to such language [as the so-called rule against disturbing a clear meaning] is to treat it not so much as a canon of construction as a counsei of caution, to warn you in dealing with such cases not to give way to guesses or mere speculation as to the probabilities of an intention, but to act only on such evidence as can lead a reasonable man to a distinct conclusion. But I protest, that as soon as you see upon the wili, read by the light of such extrinsic circumstances as you may survey, what the true construction is, and what the true intention expressed by the testator is, then your journey is performed. You require no more connsciiors to assist you; and after once arriving at the journey's end, to pause in giving effect to the true interpretation because,

forecoth, the language has not been framed according to some measure or standard of correct expression, which is supposed to be imposed by judges out of regard for social or other reasons, appears to me to be using the language of such learned judges, not as laying down canons for construing a will, but as justifications for misconstruing it. As soon as you once arrive at your journey's end, you have no more to do than to give effect to the true construction as you see it." 17

1880, Doe, C. J., in Tilton v. American Bible Society, 60 N. H. 377, 382 (dealing with a bequest to "the Bible Society"); "The question is not whether a plea of misnomer of a party is sustained by proof, nor whether there is a variance between the evidence and the name of a third person set forth in pleading. The question is not by what name any Bibie society was known to others, but which one of several Bibie societies was intended by the testator. . . . Evidence showing what name was given to a Bible society in its charter, what name it used or recognized as its own, and by what name or names it was known to others, tends to prove a name by which the legatee might bave been known to the testator, and a name which be might have used in his will to express his intention. But the society intended by him, and identified by competent evidence, is the legatee, by whatever name described in the will, and notwithstanding any other name or names by which it may bave been invariably or usually known to others. . . . A person known to a testator as A. B., and to all others as C. D., may take a legacy given to A. B."

§ 2463. Same: Application of the Rule to Wills, Deeds, Contracts, etc. The traditional rule is found in application almost side by side with the liberal rule. The former is nowadays perhaps less frequently enforced in England. In the United States it is often invoked under the guise that no peculiar and individual meaning can be shown unless there is an "ambiguity." There are nevertheless abundant instances of the liberal rule's

(1) In wills, the traditional rule has found application chiefly to proper names of places and persons and to such terms as "estate" and "money." 1

17 1902, Miles v. Wilson, 1 Ch. 138, 142 (approving the similar language of L. C. Halshury in Re Jodreii).

hury in Re Jodreii).

England: 1816, Doe r. Chichester, 4 Dow 65, 93 (devise of "my estate of Ashton," Ashton being a parish; the testator had inherited from his mother and his father different properties, that from his mother lying chiefly in Ashton parish and also in others, and that from his parish and also in others, and that from his father in Youlston; the testimony of his steward father in Youiston; the testimony or his steward and others that the testator "used in speaking of his property which he had derived from his father to call it his Youiston estate, and that in father to call it his Youlston estate, and that in describing the estate derived by him from his mother he used to designate that by the general name of his Ashton estate," and certain accounts tendered to him, entitled "J. Cieave's account for Ashton estate," including properties in other parishes than Ashton, were excluded); 1820. Cholmondelev v. Clinton, 2. Jac. & W. 1 1820, Cholmondeley r. Clinton, 2 Jac. & W. 1, 76, 81, 111 (limitation "to the use of the right heirs of S. R. forever"; held to be ambiguous, is applicable equally to right heirs at the time of the remainder created or at the time of its taking effect, and therefore to permit resort to other indications, in the deed or the circumopinion by Plumer, M. R.); 1847, Reynolds r. Whelan, 16 L. J. Ch. 434 (bequest to "W. R.,

one of my farming men"; there were two persons named W. R., one an ordinary farming servant, recently employed, the other a man of servant, recently employed, the other a man of all work, forty years in the testator's service; K. Bruce, V. C., held that the latter could be accurately described as a "farming man" and took the bequest; otherwise, if he could not be so described); 1854, Mostyn v. Mostyn, 5 H. L. C. 154 (there were five children, R. H. M., J. H. M., S. J. M., T. M., and M. D.; after bequests to "R. M.," and "J. H. M.," there was a bequest over to "S. M., J. M., and M. D., all of them late of Calcott Hall"; heid that the name "J. M.," could not be applied to the fourth child T. M.; no clear principle stated); United States: 1877, Dunham principle stated); United States: 1877, Dunham v. Averili, 45 Conn. 61 (bequest to the "Amer-lean and Foreign Bible Society"; there was a society so named and also an American Bible Society; declarations of intent to give to the Society; declarations of intent to give to the former, which was called hy him hy the name in the will, excluded); 1843, Tacker v. Seaman's Aid Society, 7 Metc. 188 (bequest to "the Seaman's Ald Society"; in fact there was in Boston a "Seaman's Ald Society" and a "Seaman's Friend Society"; the circumstances that the testator was well acquainted with the latter and was Ignorant of the former, and that he had used the term "Seaman's Aid Society"

A special form of it occurs for words having in the law of inheritance a precise meaning, such as "child " or " son." In Coke's day, the rule had been that a devise to a "son" named could be taken by a bastard, if the person had been reputed by that name.3 Later, the rule seemed to form that whenever a word of relationship was used, the law's meaning could be overthrown when a different sense clearly appeared from the will and when there were no persons who corresponded exactly to the law's meaning. The individual opinions of Lord Justice Bowen and others have in later times practically repudiated these two qualifications; but the English decisions cannot be said to have fully accepted this result; they must at any rate be viewed as a developing series, and not as a consistent whole.8

on the honest representation of one B., the draftsman, who knew only of the former and who gave its name to the testator on the errowho gave its name to the testator on the erroneous supposition that the testator had the former society in mind, were held insufficient to give the bequest to the latter; the Seaman's Friend Society "cannot take, because the name and description are not those by which they have ever acted or been known or designated; and heaves the Seaman's Aid Society is the and because the Seaman's Aid Society is the one precisely named and described in the will this ruling is erroneous, but may be accounted for by the apparent reliance of the Friend Society claimant on the declarations of intention. which were as such clearly inadmissible); 1864, American Bible Society v. Pratt, 9 All. 109 (be-quest of deposit in the "Dedham Bank"; there existed a Dedham Bank and a Dedham Instituexisted a Dedham Bank and a Dedham Institution for Savings, the latter commonly known as
the Dedham Savings Bank; that the testator had
a deposit in the latter, excluded; the ruling
markedly illustrates the impropriety of the
snpposed rule); 1814, Mann v. Maun, 1 John.
Ch. 231, 236 (bequest of all the rest of the
"moneys," held to mean cash only, and not
notes, honds, and mortgages).

** 1607, Sir Moyle Finch's Case, 6 Co. Rep.
65 a ("If a grant be made to a bastard by the
sirname of him who, as is supposed, begot him,
it is good, if he be known by such name; so if
a remaluder be limited 'Rich. filio Rich. Marwood,' it is good although he be a bastard, if in

wood,' it is good although he be a bastard, if in vulgar reputation and knowledge he be known by such a name"); 1737, Rivers' Case, 1 Atk. 410 (devise to "his two sons Charies and James

410 (devise to "his two sons Charles and James R."; though illegitimate, they were given the estate; "auything that amounts to a designatio persone is sufficient").

** England: 1778, Green v. Howard, 1 Bro. C. C. 31 (L. C. Thurlow, refusing to apply a bequest to "my own relations" to include second consins: "The sense of the words, as fixed by legal authority, is not to be altered by the language held on any occasion by the tea. the language held on any occasion by the testator, or by his behavior"); 1800, Cartwright v. Vaudry, 5 Ves. 530 (a testator had four daughters; one of them was Illegitimate, but at the time this was known to none but himself; L. C. Loughborough declined to include her nuder a devise to "childreu," though he had "no doubt of the intention"; the special circumstances made this ruling au outrage ou the name of

jnstice); 1812, Wilkinson v. Adam, 1 Ves. & B.
422, 457; 1818, Beachcroft v. Beachcroft, 1
Madd. Ch. 430 (good opinion by V. C. Plumer);
1831, Fraser v. Pigott, 1 Younge 354; 1836,
Blackwell v. Bull, 1 Keen 176, 181 (Langdale,
M. R.: "The word 'family' is capable of so many applications that if any one particular construction were attributed to it in wills, the intention of testators would be more frequently defeated than carried into effect"); 1870, Grant v. Grant, L. R. 5 C. P. 727 (devise to "my nephew, J. G.;" there were two relations of that name, one the sou of a brother, the other of a wife's brother, and the term "nephew" "nephew was held not to be necessarily restricted to the former class of persons); 1873, Hill v. Crook, L. R. 6 E. & I. App. 265, 282 (general principle approved; the gift was here applied to illegitimate children, because the terms of the will were held to describe the second of the secon held to describe them as such; the absurdity of the doubt in this case was that the parties had been formally married, but the wife was a deceased wife's sister and the nnion technically illegal); 1875, Dorin v. Dorin, L. R. 7 E. & I. Illegal); 1875, Dorin v. Dorin, L. H. 7 E. & I. App. 569 (power to a woman to dispose of property "amongst our children"; the testator had two illegitimate children by her, then married her, made this will the day after the marriage, had no other children, and treated these two as his; held, that "children" was to be interpreted as "legitimate children" and could not be applied to the above children; a miling which plied to the above children; a ruling which plied to the above confiden; a runing which shames common sense, and, to the perversity of the English law deuving legitimation by subsequent marriage, adds the harshness of preventing the parent from supplying by will the deficiencies of the law); 1878. Ellis v. Honstonn, L. R. 10 Ch. D. 236, 240 (Malins, V. C., applied the rule summing on the authorities; only the rule, summing up the anthorities; only where no legitimate children appear can illegitimate ones take under the term "children" as to Dorin v. Doriu, supra, he admitted that as to Dorin v. Doriu, supra, ne admitted that "in common with most persons, it is a result which anybody may regret"); 1887, Re Horner, L. R. 37 id. 695 (bequest to "my sister Charlotte, the wife of Thomas Horner," and after her death "amougst her children"; C. was only cohabiting with T. H., as the testator knew; held that "children" signified the illegitimate children of C. "van are to ascertain the sense children of C.; "you are to ascertain the sense in which the testator used the words which you find there"); 1890, Re Jodrell, L. R. 44 id. 590

The liberal rule, on the other hand, has been applied even to the extreme of principle, and the results show how practical and just it can be.4 Moreover, in its application to words of relationship, it would seem to be the commoner one to-day in the United States.5

(bequeet to "relatives," held to include "all those the testator had before treated as relatives," whether legitimate or not; "you may put yourself as much as you can into l...: position, and diving so into the mind of the person who has made the instrument"; quoted ante, § 1362); 1894, Re Fish, 2 Ch. 83 (gift to his "nicce Elisa Waterhouse"; there was no nicce E. W., but there was a legitimate and au illegitimate graudniece, each named E. W.; no evidence to show testator's meaning was admitted, and the clause was applied to the legitimate E. W. as the one nearest described; the mate E. W. as the one nearest described; the opinion shows insufficient acquaintance with the opinion shows insufficient acquaintance with the precedents and is wholly unsound); 1902, Miles v. Wilson, 1 Ch. 138, 142 (cited ante, § 2462). Canada: 1849, Doe v. Tayior, 1 All. 525, 534 ("my grandson"); United States: 1829, Gardiner v. Heyer, 2 Paige 11 (bequests to the testator's children; he had only illegitimate children; held that, there being no legitimate children, the term could be applied under the circumstances to the illegitimate ones); 1895, Flora v. Anderson, 67 Fed. 183, 188 ("issue," not allowed to be interpreted to include illegitimate issue).

**England: 1791, Parsons v. Parsons, 1 Ves.

England: 1791, Parsons v. Parsons, 1 Ves.
Jr. 266 (annuity to a brother "Edward P.," and then to his children; at the date of the will, a brother Samuel P. alone survived, with children is the samuel P. alone survived, with children is the samuel P. alone survived. dren, but a brother Edward P. had already died without children; since the "testator had been in the habit of calling his brother Samuel by the name of 'Edward' and 'Ned," the annuity was given to Samnell; 1801, Druce v. Denison, 4 Van. In San (heavest of May reasonal arteta". was given to Samnel); 1801, Druce v. Denison, 6 Ves. Jr. 385 (bequest of "my personal estate"; a paper drawn up hy him at the time, indicating that be included in that term certain choose in action of his wife, was admitted by L. C. Eldou); 1825, Doe v. Jersey, 3 B. & C. 870 (devise of "all that my Briton Ferry estate"; held that these words "denote a property or estate known to the testatrix by the name of ber B. F. estate, and not an estate locally altrate in a parish or and not an estate locally situate in a parish or township of B. F.," and that for determining its scope the stewards' accounts, rendered to the testatrix, of the lands therein entered as "B. F. estate" should be considered): 1841-1848, Bluudeli r. Gladstone, 11 Sim. 467; on appeal, 1 II. L. C. 778, 1 Phillips 279 (to "the second son of Edward Weld, of Lulworth"; there was no such person as E. W. of L., but J. W. was in such person as E. W. of L., hut J. W. was in possession of L., and there had been a hrother E. W.; J. W. had two sons, E. J. W., commonly called E. W., and T. W.; held, that on the evidence the description should be applied to the second son of J. W. and not the second son of E. I. W., Patteson, J.: "It was conto the second son of J.W. and not the second son of E. J.W.; Patteson, J.: "It was contended... that where one person, and one only, fully and accurately answers the whole description, the Conrt is bound to argue the will to that person. Such may be concluded to be a general rule of law and of construction,... but it has exceptions"); 1844, Lee v. Pain,

4 Hare 201, 251 (i. a bequest to "Mra. and Miss Bowien, of H., widow and daughter of the late Rev. Mr. Bowden"; there were no such persons as ordinarily known; hat there were Mrs. Washbourne, formerly Miss Bowden, and her daughter, Miss Washburne, and the testatrix "had been repeatedly known, when speaking of the claimants, to call them by the uame of Bowden, and on the mistake being poluted out, she acknowledged it"; the legacy was given to Mrs. and Miss W.; 2. a bequest to "Miss Sarah Jameson, of Clapham Common"; there was a Mrs. S. J. of that place, and also a daughter named Frances Anne J., who after the testatrix's death married Mr. who after the testatrix's death married Mr who after the testatrix's death married Mr. Winter; the testatrix knew both mother and danghter; the legacy was given to the daughter); 1847, Ryall v. Hannum, 16 Beav. 536 (bequest to "Elizabeth Abbott, a natural daughter of Elizabeth Abbott, of the parish of G. single woman, and who formerly lived in my service"; this was given to the natural sou Johu of a certain Elizabeth Abbott, who had by marriage another name at the time of the will, service"; this was given to the natural sou Johu of a certain Elizabeth Abbott, who had by marriage another name at the time of the will, on proof that the father of the child was reputed to be the testator's son, that the testator had not heard that it was a daughter, and that he had shown an interest in lt; United States; 1883, Smith v. Kimball, 62 N. H. 606 (bequest to the "Meredith Institution," given to the Kimball Union Academy of Meriden, on proof that the testator's relatives had gone to that school, that he had shown great interest, and that he had said, at the time of execution, that the Meredith Institution was at Meriden; see the quotation ante, § 2462); 1820, Thomas v. Stevens, 4 John. Ch. 607 (bequest to "Cornelia Thompson" given to "Caroline Thomas," on proof that the claimant was a favorite of the testatix, and "was the person intended," and that no person named Cornelia Thompson had made claim); 1790, Powell v. Biddle, 2 Dall. 70 (bequest to a friend "Samuel Powell (son of Samuel Powell, of the city of Philadelphia, carpenter"); on proof that a person named William Powell was the son of the testator's penter"); on proof that a person named William Powell was the son of the testator's deceased daughter hy one Samnel Powell a carpenter, that he was well known to the testator and that "the testator named the "the testator" named the "the testator tator, and that "the testator usually, by mistake tator, and that "the testator usually, by mistake or hy way of ulckname, called him Samuel," the bequest was given to William, though the same carpetter had also a son named Samuel, the sou of a second wife and not acquainted with the testator).

with the testator).

8 1902, Kohl v. Frederick, 115 Ia. 517, 88
N. W. 1055 ("iuherit," shown to be used in a non-legal sense); 1891, Robb's Estate, 37 S. C. 19, 28, 39, 16 S. E. 241 (devise to "such persons as shall be entitled under the law"; illegitimacy prevented the inheritance by certain related persons idealerations of the testator, speaking of sons; declarations of the testator, speaking of sisters and nieces, received, as showing his usage of the terms in the will).

(2) In deeds and contracts, the traditional rule finds constant and dominant application in excluding the mutual standard, i. e. the agreement of the parties themselves upon a special sense for their words.6 It has been sometimes, in early cases, allowed to exclude even the local standard, i. c. the usage of a trade or locality.

The liberal rule, on the other hand, is to-day conceded, practically every . where, to permit resort in any case to the usage of a trade or locality, no matter how plain the apparent sense of the word to the ordinary reader; and

**England: 1827, Taylor v. Briggs, 2 C. & P. 525 (the "e-vection being whether "cotton in bales" meant. 'n ordinary bag or a enbical compress, the local mage was admitted, but not "what was said at the time" between the parties; Abbott, C. J.: "That sort of evidence is of too dangerous a nature to be relied on "); 1847, Caine v. Horsfall, 2 C. & K. 349 (contract between a merchant and a captain in the African trade to pay the latter "8 per cent on the net proceeds of the homeward eargo"; the plaintiff claiming that the defendant should not deduct bad debts in reckoning net proceeds, Rolfe, B., ruled that "evidence might be admissible to prove their meaning, not in this partic-Rolle, B., ruled that "evidence might be admissible to prove their meaning, not in this particular contract, hat in all mercantile dealings or to show that they have a different meaning when used in the African trade"); Canada: 1993, Troop v. Union Inc. Co., 28 N. Br. 135, 140 (marine policy); United States: 1895, Balfons v. Freeno C. & I. Co., 109 Cal. 221, 41 Pac. 876 (general principle applied to a contract): 1800. general principle applied to a contract); 1900, Adame v. Turner, 73 Conn. 38, 48 Ati. 247 ("new and useful improvements," in a patent contract, not allowed to be shown by mutual nuderstanding to include later inventions); 1897, Ilarrison v. Tate, 100 Ga. 383, 28 S. E. 227 notes for title to land; the parties' construction excluded, because no ambiguity appeared; 1901, Ralya v. Atkins, 157 Ind. 331, 61 N. E. 726 (contract for the sale of a patent; collecting the anthorities; the parties' construction is adminishly 16 the same are embiguing. the anthorities; the parties' construction is ad-missible if the terms are ambiguous); 1895, Hamill v. Woods, 94 In. 246, 62 N. W. 735 ("When the language of a guarantee is not so clear as to indicate its meaning conclusively, parol evidence is admissible to show the circum-stances... to the end that the intent of the parties to it may prevail"; collecting the an-thorities); 1891, Goode v. Riley, 153 Mass. 585, 28 N. E. 228 (unoted ante. 6 2482): 1893, Rev. thorities); 1891, Goode v. Riley, 155 Mars. 55, 28 N. E. 228 (quoted ante, § 2482); 1893, Reynolds v. Boston. Rubber Co., 160 id. 240, 245, 35 N. E. 877 ("When the description of granted premises is clear, extrinsic evidence is not admissible to control it; but when it is nncertain, such evidence may be reserted to, and the acts of adjoining owners showing a practical construction adopted and acted npon are of great weight"); 1899, Violette r. Rice, 173 id. 82, 53 N. E. 144 (evidence of a particular sense of words hy particular parties, not admitted, to determine the sense of the word "services" in a chartral contract. 1900. Manager Breenthal theatrical contract); 1900, Menage v. Rosenthal, 175 id. 358, 56 N. E. 579 (parties' conduct or admissions, receivable only when the meaning of the contract is donhtful); 1890, Hartford I. M. Co. v. Cambria M. Co., 80 Mict. 491, 45

N. W. 351 (mining location lavolving the "cast half" and "west haif" of a lot; "the circumstances of the case held not to alter the regular meaning of "half" from its signification of quantity merely, there hoing "no possible ambiguity about these descriptions"); 1897, Brown v. Schiappacaseee, 115 id. 47, 72 N. W. 1096 (lease with license; circumstances not received to show that the lease was incidental only to the license): 1895. Armstrong v. Granite Co., 147 license); 1895, Armstrong v. Granite Co., 147 N. Y. 495, 42 N. E. 186 (that the parties used the term "minerals and ores" in a limited the term "minerals and ores" in a limited sense, not admitted, except for the purpose of reforming the instrument); 1902, Uihlein v. Matthews, 172 id. 154, 64 N. E. 792 (intention of the parties to a quit-claim deed not to release a party-wall restriction established by a prior deed, not allowed to be shown; Bartlett, J., diss.); 1900, Abraham v. R. Co., 37 Or. 495, 60 Pac. 899 (conveyance "for all legitimate railroad purposes"; parties' understanding that this inclinded the purpose of a hotel or estinghouse, excinded); 1898, First National Bank of Nashville v. R. Co., — Tenn. — 46 S. W. 312 (promise to use bonds to pay "for the floating debt seenred by pledge of income bonds"; that the promisor used these words as applying to certain holders of the debt, excluding others, not admitted); 1897, Barber v. R. Co., 166 U. S. 83, 17 Snp. 488 (circumstances may be consulted not admitted); 1897, Barber v. R. Co., 166 U. S. 33, 17 Snp. 488 (circumstances may be consulted "to explain ambiguities of description," but not "to control the construction or extent of devises therein"); 1903, Dennis v. Slyfield, 54 C. C. A. 520, 117 Fed. 474 (an option to ship "any or ali of this lumber," not allowed to be made an obligation to ship all of it, by the parties understanding); 1903, Ocean S. S. Co. v. Ætna Ius. Co., 121 Fed. 882 (applied to marine insurance contracts); 1898, Owen v. Honderson, 16 Wash. 39, 47 Pac. 215 (the "west half" of a lot; a special alignment, as shown by former transspecial alignment, as shown by former transactions of the parties, excluded). Compare the

actions of the parties, excinded). Compare the cases cited post, § 2485.

7 1856, Signworth v. McIntyre, 18 Ill. 126, 129; 1884, Allen v. Kingsbury, 18 Pick. 238 (deed calling for a boundary "to an oak-tree marked, thence on the heirs of J. K. to another oak-tree marked"; the commissioners' practice to follow a curved line conforming to the contour of the land and marked by monuments. tour of the land and marked hy monnments, excluded; "evidence of uage is never to be received to overturn the clear words of a deed"; 1807, Winthrop v. Ins. Co., 2 Wash. C. C. 7, 10 ("usage can only be resorted to where the law is doubtful and nasettled"); and the early Euglish cases cited ante, § 2462.

some of the extreme instances are persuasive to demonstrate the fallacy of ignoring the purely relative meaning of words and the injustice of attempting to enforce a supposed rigid standard. Furthermore, the notion, so frequently observed in the interpretation of wills, that the ordinary legal definition of a word cannot be superseded, is seldom insisted upon in the face of commercial usage.9 Yet the liberal rule is seldom so far conceded as to allow the parties' special mutual sense to be considered; 10 perhaps the

as to allow the parties' special mutual is a lease of a rabbit warrea, "that at the expiration of the term they the plaintiffe would leave on the warren 10,000 rabbits or conies, the defendant paying 60! per thousand for the same, and for any more than that number at that rate, the h imber to be estimated by two indifferent persons"; hreach, that the plaintiff left 19,300 rabbits, but the defendant would not pay for them; it appeared that the appraiser's estimate was 1600 dozen, and the defendant was allowed to prove that by the customary meaning of the locality, "the term 'thousand,' as applied to rabbits, meant '100 dozen'"); 1856, Bold v. Rayner, I. M. & W. 346 (sale of goods on shipboard; the sale notes interchanged by the parties read, the one "from the Speedy or Charlotte," the other "ex. Speedy and Charlotte"; the Speedy was lost, but the Charlotte arrived; a mage that, where two vessels are named, the goods may be delivered from either at seller's option was admitted; counsel objected that by the soid note both must arrive; I Tarke, B.: "Yes, if you read it strictly and; but the evidence was that custom reads it or"; L. C. B. Abinger: "The Court must look at each contract, and say whether in its whole spirit and meaning and did not mean or in the naderatanding of the parties"); 1846, Grant v. Maddox, 15 id. 757 (theatrical engagement for "three years at a salary of 5.6, and 7 pounde per week in those years respectively"; the professional mage that "actors were never paid during the time of vacation," admitted as interpreting the term "years"); 1860, Myers v. Sari, 3 E. E. 306 (building contract, providing for a "weekly account of the work done"; trade unage admitted to show that "weekly account "was restricted to a particular part of the work, even though "the words have a plain (general meaning"; quoted ante, § 2462); 1880, Mitchelle, Henry, L. R. 15 Ch. D. 181, 24 Sol. J. 690 (trademark infringement; the plaintiff's registered description named a worsted having a "white selvage"; part of the words hav convince him that hlack was white," declined to give effect to the plaintiff's testimony that the plaintiff's selvage "was what was perfectly well known in the trade as a white selvage"; on appeal, this was reversed, on the ground that "the question is not whether the selvage is white, but whether it is what the trade know as a white selvage"; United States: 1895, Leavitt v. Kennicott, 157 Ill. 235, 41 N. E. 737 (a theat-

irical contract employing "at a weekly salary of \$40 per week"; usage admitted to show that "per week" signified the weeks of the theatrical season only, not of the calender year]; 1898, McChesney v. Chicago, 173 id. 75, 50 N. E. 191 ["Sec. 23,256, 14," interpreted by usage to mean "range 36, township 14"]; 1896, Coniter Mfg. Co. v. Grocery Co., 97 Ia. 616, 66 N. W. 275 ["prices guarantied against market price to date of shipment"; neage admitted, even though the words were not apparently obscure or technical]; 1696, Brody v. Chittenden, 106 id. 524, 76 N. W. 1009 (whether certain jewelers' tools' etc., were included mader a morigage of "farniture"; usage of the trade allowed; 1666, Com. v. Hobbs, 140 Mass. 443, 5 N. E. 158 ("The fact that the white arsenic was colored with lemp-black was immaterial; it still remained the substance known as white arsenic, though no longer white in appearance"; 1697, Brown v. Doyle, 69 Minn. 543, 72 N. W. 614 (warranty of a horse as "sure foal-getter," received; here, 60 per cent); 169; Farnam v. R. Co., 66 N. II. 569, 29 Ati. 541 (anthority for "noiseless eteam motor"; technical application of that term to motors not operating without certain noise, held admissible); 1843, Hinton v. Locke, 5 Hill N. Y. 437 (contract. motors not operating without certain noise, held admissible); 1843, Hinton v. Locke, 5 Hill N. Y. admissible); 1843, Hinton v. Locke, 5 Hill N. Y.
437 (contract to pay 12s. per day for labor;
trade neage admitted to show that "day" signified "ten hours"); 1691, Reed v. Tacoma Ass'n,
2 Wasb. 198, 26 Pac. 252 (deed running a line
"west"; the custom of the government eurveyors, who had surveyed this land, to run lines
not due west, hat a little north of west, was
admitted to show the meaning of "west").

1668, Thorington v. Smith, 6 Wall. 1 (a
contract to pay in "dollars" may be construed
on the facts to mean dollars of the nnlawful
Confederate Government); 1898, Higgins v.

on the facts to mean dollars of the unlawful Confederate Government); 1898, Higgins v. Cal. P. A. Co., 120 Cal. 629, 52 Pac. 1060 (a contract to pay "fifty cente per ton for each and every gross ton" of asphaltum, etc., the statute providing that "twenty hundred weight constitute a ton;" the trial Court found that the parties used "gross ton" as meaning 2240 pounds; good opinion by Tempie, J.).

For examples of the earlier contrary rule in For examples of the earlier contrary rule in

For examples of the earlier contrary rule in the 1700s, see ante, § 2462.

10 1790, Calverley v. Williams. 1 Ves. Sr. 210 (anction sale of "the lands in the possession of Groombridge"; the bnyer, having taken the seiler's schedule and tallied the land described in its completed the propoless. Into it was then in it, completed the purchase; hut it was then discovered that seven acres more were in fact "in the possession of G."; held, that" the understanding of these parties applied to the lands

only settled instances are those of a secret cipher, 11 and of the designation of a party to a deed by a surname misused or misspelled according to the ordinary standard.12 The reason for this hesitation is twofold, and is appreciable enough. In the first place, the existence of a special trade usage is much more credible and more definitely provable than a special usage of the parties to a specific trausactiou; the use of a regular cipher-code is almost the only instance of a tangible usage of the latter sort. In the second place, the parties' mutual "understanding" as to the sense of particular words or phrases is perilously akin to an "understanding" that certain terms not written shall prevail in place of the written terms, and this would be plainly a violation of the rule, already considered (ante, §§ 2430, 2442), against "varying the terms of the writing." Hence a judicial tendency to confuse the two rules. But neither of these is a sufficient reason for erroneously stating the present principle (ante, § 2462). Rather let the principle be acknowledged that the sense to be enforced is the special sense, if any, which the parties have fixed upou; but let there be the most convincing proof that they have distinctly and mutually so agreed, and let this process of interpreting their actual words not be made a cloak for evading the other rule against substituting their extrinsic for their written terms.

It may be added that the same considerations often apply to interpretation by the special usage of a trade or locality. So far as this usage merely interprets a particular word or phrase existing in the document, the present principle permits this (as indicated above). But so far as the usage endeavors to intrude into the document, or set up in rivalry with it, additional terms, it may violate the other rule against varying the written terms (ante, § 2440). The precedents, therefore, under that and the present rule are sometimes hard to distinguish.

§ 2464. Usage of Trade or Locality, when to apply. The usage of a trade or locality or sect or dialect being always eligible to supersede the ordinary or popular sense of words (ante, § 2463), it remains merely a question for the par-

specifically described" in the schednie, and that the buyer therefore was not entitled to the seven acres). Cases contra are cited supra, note 6

note 6.

For instances where the parties' understanding is allowed, there being an "ambiguity," see

ing is allowed, there being an "ambiguity," see post, § 2465.

11 N. Br. St. 1881, c. 14, § 3 (a telegraphic word or term agreed upon "as meaning between them some other word" etc., or as having "any other than the ordinary or apparent meaning," shall be taken "to be the word" etc. so agreed); 1899, Penn Tobacco Co. v. Leman, 109 Ga. 428, 434 S. E. 679 ("O. K." in a contract, allowed to be explained, because the parties agreed "these letters should have definite meaning as between themselves"; 1902, Powers v. Com., — Ky. —, 70 S. W. 644 (military officer's telegram, "all right," allowed to be shown by him to have a special meaning according to a secret code previously agreed moon).

npon).
18 1896, Hicks r. Ivey, 99 Ga. 648, 26 S. E.

68 (a grant to "Pulling"; deed from "Pullen"; the identity of persons allowed to be shown); 1895, De Cordova v. Korte, 7 N. M. 678, 41 Pac. 526 (that the grantee's name in a deed, being "H. K."; was nsed to indicate a partnership doing business under that name, ailowed to be shown); 1815, Jackson v. Hart, 12 John. 77, 84 (a State land patent being in issue, "peroi evidence would be admissible to prove that 'George Honseman' and 'George Honseman' are the same person; but certainly it is not explaining a latent amhiguity to prove that a grant to 'George Houseman,' a real person, was intended for another person of the name of 'George Hossmer'"); 1893, Marmet Co. v. Archibald, 37 W. Va. 778, 788, 17 S. E. 299 (corporation extracting by an assumed name); and additional instances cited post, § 2529 (presumption of identity of person from identity of name).

Compare the doctrine as to a bill or note in a fictitious or wrong name: cases clied in Ames' Cases on Bills and Notes, I, 347, note; ib. 428, note.

ticular case whether the parties hav in fact spoked according to that standard. Where all the parties are members of the same and or other circle of persons, little difficulty can arise; the only requirement is that the special sense alleged should be in fact a usage, or settled habit of expression, and not merely the expression of a few persons or of casual occasions. But when one of the parties is not a member of the trade or other circle, his acceptance of the standard must be made to appear. For this purpose, his actual knowledge of the particular sense as applicable to the transaction would suffice; otherwise it must appear to be so generally known in the community that his actual individual knowledge of it may be inferred.2 The application of the general principle will then be a mere question of the probabilities of meaning for each case.3 Where the usage is not that of a trade, but of a locality, the form of it may be common reputation 4 or commonly-used documents.5 When initials or other abbreviations are to be interpreted, the local usage or repute is of course receivable, even for electoral ballots; though 2 For the mode of proving usage, see note 9, N. E. 612 (contract for elm strips of specified

¹ For the mode or proving usage, see note s, infra.

2 1863, Russian Steam-Nav. T. Co. v. Silva, 13 C. B. M. s. 610, 617 ("where the performance has reference to a particular trade, [it] necessarily involves an obligation on the party to make himself acquainted by due inquiry with the usages of that trade"); 1881, Holt v. Collyer, L. R. 16 Ch. D. 718, 721 ("beerhouse") as need in an ordinary lease, not interpreted by Collyer, L. R. 16 Ch. I). 718, 721 ("beerhouse" as need in an ordinary lease, not interpreted by trade meaning): 1896, Wheelwright v. Dyal, 99 Ga. 247, 25 S. E. 170 (inmber trade nsage beld not broad enough); 1872, Howard v. Ins. Co. 109 Mass. 385 (warranty in a New York policy not to load above a certain quantity of "coal" at Cardiff; certain "patent fuel "having been so loaded, held that the usage not to include it under the term "coal" must be "known bevond Cardiff, and known so generally that the yond Cardiff, and known so generally that the your carum, and anown so generally that the parties may fairly be presumed to have made their contract in view of its existence"); 1896, Eaton v. Gladwell, 108 Mich. 678, 66 N. W. 598 Eaton v. Gladwell, 108 Mich. 678, 66 N. W. 598 (excluding a custom among carpenters not so general as to be probably known to the opponent); 1872, Walls v. Bailey, 49 N. Y. 463, 473 (collecting the cases); 1895, Armstrong v. Granite Co., 147 ld. 495, 42 N. E. 186 (excluding nasge as to the meaning of "minerals" "about there," i. e. in the C. valley, as not a settled one for the region); 1895, Rickerson v. Ins. Co., 149 ld. 307, 43 N. E. 356 (insnrance of premises "No. 160 Mott St." containing two buildings; custom to describe a rear huilding specifically when intended, rejected); 1864, Lowe v. Lebrman, 15 Oh. St. 179, 185 (good opinion hy Weich, J.); 1899, Shores Lumber Co. v. Stitt, 102 Wls. 450, 78 N. W. 563 (actual knowledge is not necessary).

102 Wis. 450, 75 N. W. 505 (acsual anowinge is not necessary).

3 The following rulings will illustrate the application: 1811, Unde v. Walters, 2 Camp. 16 (policy of Insurance to any port "In the Baltic"; evidence admitted of the nantical and managed and anomalies and amenaged to Include the Culf of mercantile understanding to include the Gulf of finland in the Baltic, though geographers name finland in the Baltic, though geographers name them as distinct); 1836, Clayton v. Gregson, 5 A. & E. 302 ("level" in a mining contract); 1903, Rastetter v. Reynolds, 160 Ind. 153, 66

dimensious; a usage to determine measure-ments at the time of sawing, held binding); ments at the time of sawing, neid binding); 1900, Wood v. Allen, 111 Ia. 97, 82 N. W. 451 ("dry goods"); 1857, Ford v. Tirrell, 9 Gray 401 (contract to build a stone wall at 11 cents a 401 (contract to build a stone wall at 11 cents a foot; to determine whether the inner or the outer face should be taken as the basis, neage was considered); 1896, St. Panl & M. Trust Co. v. Harrison, 64 Minn. 300, 66 N. W. 980 ("breeder" in a stallion-warranty); 1898, Cambers v. Lowev. 21 Mont. 478, St. Pag. 215 (min. bers v. Lowry, 21 Mont. 478, 54 Pac. 816 (minbers r. Lowry, 21 Mont. 478, 54 l'ac. 816 (minlng nsage employed to Interpret a lease); 1899,
Halsey r. Adams, 63 N. J. L. 330, 43 Atl. 708
(trade meaning of "rednce" iu an Insurrance
contract); 1872, Walls r. Bailey, 49 N. Y. 463,
468 (contract for plastering at a price "per
square yard"; local usage admitted to determine
whether "yard" included space actually plastered or total superficial area of walls including tered or total superficial area of walls including tered or total superficial area of walls including windows and doors); 1864, Lowe r. Lehman, 15 Oh. St. 179, 184 (contract to furnish brick at \$6.25 "per thousand"; whether this signified the number furnished or need or the like, allowed to be shown by trade usage); 1870, Hearn v. Ins. Co., 3 Cliff. 318 ("at and from the port," in a marine lnsurance policy).

4 1895, Sullivan r. Collins, 20 Colo. 528, 39 Pac. 334 (the fact that certain property described in a tax list was well known by that

Pac. 334 (the fact that certain property described in a tax list was well known by that description and in common understanding applied to specific property, admitted).

1894, Hanlon v. R. Co., 40 Nebr. 52, 58, 58 N. W. 590 (maps in accepted use by community at time of deed, received to interpret an

munity at time of deed, received to interpret an

4 1897, Smith v. Brackett, 69 Coun. 492, 38 4 1897, Smith v. Brackett, 69 Coun. 492, 38
Atl. 57 (insolvency docket); 1898, State v. Howard, 91 Me. 396, 40 Atl. 65 (record of taxpayers; "R. D. M. L." etc., explainable by interpretation); 1897, Maurin v. Lyon, 69 Minn. 257, 72 N. W. 72 (technical ahhreviations of the wheat trade); 1898, State v. White, 70 Vt. 225, 39 Atl. 1085 (record of tax-payers; "R. L. 1)." and "\$25," interpreted by usage of office).

7 1879, Clark v. Board, 126 Mass. 282, 286 (the application of ballot-names, by interpreta-

here the real doubt, if any, apparently involves the question whether in point of form (ante, § 2454) the terms of the vote or other act have been sufficiently embodied in writing.

Whether a usage, instead of interpreting the document's words, introduces additional terms into the transaction and thereby violates the rule against varying a written transaction, is a different question (ante, § 2440), as also the question of implied contract whether a usage has been so adopted as to form a term of the transaction.⁸ So, too, the question must be distinguished whether and when expert opinion may be availed of to prove the technical meaning of a word (ante, § 1955).⁹

§ 2465. Parties' Mutual Understanding; Identifying a Description. There is no reason, in the nature of things, why the individual parties to a transaction may not employ words in a particular sense, irrespective of the ordinary or popular sense; because what we are seeking, in interpretation, is their actual standard, and the popular standard is merely taken provisionally. as presumably theirs (ante, § 2461). It can thus be, in theory, only a question of fact in each case whether the parties were using a special mutual sense. But in practice two rules intervene to obstruct the simple application of this principle. One is the rule against varying the terms of a contract by setting up other terms in competition with it (ante, §§ 2430, 2442). This rule makes it often difficult to accept the parties' understanding as a source of interpreting the written words without virtually substituting extrinsic terms.1 The other is the supposed rule against disturbing a "plain meaning" by any other meaning, or, as sometimes phrased, against using extrinsic evidence unless the terms are ambiguous. This rule, as affecting the present sort of data, has already been considered (ante, § 2363); and its policy, though unsound, is often deemed controlling. But, assuming these two rules to be not obstructive in a particular case, the general principle has full sway:

tion, to particular persons, as when the initial only is thereon marked, may be made by the proper trihunal, hnt not by a board of ministerial election officers); 1868, People v. Cicott, 16 Mich. 283, 308, 309, 317 (contra, on the first point; but Christiancy, J., and Cooley, C. J., approve the orthodox rule; "it has the merit of harmonizing with the rules applied to other written instruments, which I think is no slight recommendation; it is always objectionable and mischievous to lay down different rules for classes of cases which all come within the same reasons"). Compare the application of the Oninion rule only \$1967.

Opinion rule, anie, § 1967.

The following ruling illustrates the distinction: 1892, Richmond & D. R. Co. v Hissong, 97 Ala. 187, 190, 13 So. 209 (custom of hrakemen in coupling, as varying from a rule of contract; not available nuless acted on hy both so as to alter the contract).

For other rules as to the mode of evidencing a usage, see ante, §§ 379, 1954 (number and kind of instances) and § 2053 (number of witnesses).
 The following rulings illustrate the dis-

tinction: 1840, Doe v. Webster, 4 Perry & D. 270, 274 (deed of land "with the appartenances"; a certain lot was an appartenance, but the original offer of sale had expressly excepted it; the purchaser's admissions, after the sale, that he had not bought it were excluded; "this evidence went to contradict the deed, not to apply the words of it to any particular thing"); 1872, McCormick v. Huse, 66 Ill. 319; 1876, Black v. Bachelder, 120 Mass. 171 (advertising contract, "payable as convenient"; an understanding that this signified "payable after sales made through the circulation of the advertisement," excluded, as a "construction of the contract in direct violation of its terms"); 1903, Trustees v. Jessup, 173 N. Y., 84, 65 N. E. 949 (contract to make "a roadway; "the parties' understanding that the roadway should be of wooden plers, not a solid embankment, excluded).

wooden plers, not a solid embankment, excluded).
Similarly, the parties' understanding cannot avail to evade the effect of an ohligation in point of law: 1843, Brockett v. Bartholmew, 6 Metc. 396 (whether certain payments were applicable only to the rent of premises).

1868, Wells, J., in Stoops v. Smith, 100 Mass. 63 (the defendant having agreed to pay the plaintiff "for inserting husiness card in 200 copies of his advertising chart," the defendant, refusing to pay, offered to show that the chart, as understood between them, meant a chart of cloth, to be posted up in two hundred public places near Worcester, and that no chart had been so made and posted): "The purpose of all such evidence is, to ascertain in what sense the parties themselves used the amhiguous terms in the writing which sets forth their contract. If the previous negotiations make it manifest in what sense they understood and used those terms, they furnish the best definition to he applied in the interpretation of the contract itself. The effect must be limited to definition of the terms used, and identification of the subject-matter. If so limited, it makes no difference that the language of the negotiations relates to the future, and consists in positive engagements on the part of the other party to the contract. Their effect depends, not upon their promissory obligation, but upon the aid they afford in the interpretation of the contract in suit. They are not the less effective for the purposes of explanation and definition because they purport to carry the force of ohligation. The contract in suit may illustrate this principle in a point that is not in dispute. The defeudant agrees to pay fifty dollars 'for inserting husiness card,' etc. In applying this stipulation, if the defendant had a husiness card distinctively known and recognized as such, there would be no difficulty in giving effect to the contract. But the identification of that card would involve the whole principle of admitting parol evidence for the interpretation and application of written contracts to the subject-matter. It could be done only by the aid of parol testimony. Snppose he had several husiness cards, differing in form and contents, but one was selected and agreed upon for the purpose at the time the contract was signed; or that one had been prepared specially for the purpose. Clearly parol testimony would be competent to identify the card so selected or prepared, and to prove that the parties assented to and adopted it as the card to which the contract would apply. Suppose, thirdly, that no such card had been selected or prepared, but its form, contents and style had been described verbally and assented to, and the plaintiff had agreed to insert it as so described. Such evidence may be resorted to, not for the promise it contains, but for the aid it affords in fixing the meaning and applying the general language of the written contract. The same considerations render the evidence offered by the defendant competent for similar purposes. The term 'his advertising chart' requires to be practically applied. The representations of the plaintiff are in the nature of a description of the vehicle by which the publication of the husiness card was to be effected; and his account of the disposition he proposed to make of the charts was a description of the extent and the sense in which it was to be an 'advertising chart.'"

The application of the principle has long been seen in the interpretation of descriptions in decds,3 because there is there always some concrete and

"hlock B"); 1895, Calloway v. Henderson, 130 Mo. 77, 32 S. W. 34 (a farm described as "the farm known as the property of the late G. R.," allowed to be identified); 1896, Diggs v. Knrtz, 132 id. 250, 33 S. W. 815 ("lot No. 312"; no boundaries named and no plot referred to; oral boundaries named and no plot referred to; oral agreement as to boundaries, admitted); 1897, Axford v. Meeks, 59 N. J. L. 502, 36 Atl. 1036 ("my place at Riverside," interpreted by considering the facts of the "place"); 1816, Jackson v. Goes, 13 John. 518, 524 ("The identity of the green as a well as of the third remarked. the grantee, as well as of the thing granted, must generally speaking partake more or less of a latent ambiguity, explainable by testimony dehors the grant. It cannot be that this inquiry is restricted to the single case of ambignity occasioned hy there appearing to be two persons bearing the name of the patentee"); 1839, Fish v. Hnbbard, 21 Wend. 651 ("A location on

² See also a good opinion by Barbour, J., in Bradley v. Steam Packet Co. (1833), 13 Pet. 89,

³ Eng.: 1787, Buller, J., in Doe v. Burt, 1 T. R. 701, 704 ("Where there is a conveyage in general terms of all that acre called Blackacre, everything which belongs to Blackacre acre, everything which belongs to Blackacre passes with it. . . . But whether parcel or not of the thing demised is always matter of evidence"); Can.: 1849, Doe v. Pitt, 1 All. N. Br. 385 ("all those certain pieces of marsh land"); U. S.: 1896, Derrick v. Sams, 98 Ga. 397, 25 S. E. 509 ("land purchased by H. of D."identified hy evidence); 1893, Thompson v. Smith, 96 Mich. 258, 267, 55 N. W. 886 (mortgage of "block B"; that the mortgagor told the mortgage that certain lands were not to be included gagee that certain lands were not to be included was excluded; hut other deeds etc., were admitted to show their nsage as to the term

local object, fully known to the parties but unknown to the Court, and in every such case it is obvious that "the words used must be translated into things and facts";4 the parties to the deed almost always use terms of description which are peculiar to themselves.

But the universal application of the principle to contracts and other documents has also gradually been perceived. There is no transaction whatever in which, for some idea or other, the parties do not use words in a sense of their own. Having themselves locked up the idea in the words. themselves must furnish the key to unlock it. The antiquated notion (post, § 2470) that a document must be construed solely within its four corners, no matter how puzzling the problem, served for a time to retard the full appreciation of sound doctrine. But it was well settled by the middle of the 1800s in England; the case of Macdonald v. Longbottom, in which "your wool" was to be interpreted, served to mark the period of full conviction. In the United States the principle has also received ample sanction and illustration.6

application of the description of parcels must always be made by evidence aliunde"); 1897, Salmer v. Lathrop, 10 S. D. 218, 72 N. W. 570 (facts to identify a grantee "I. C. McDowell" with one "Thomas C. McDowell," admitted).

4 Holmes, J., in Doherty v. Hill, 144 Mass. 468, 11 N. E. 581.

1778, Cooke v. Booth, Cowp. 819 (whether a clause "nnder the same rents and covenants" should be construed inclusive or exclusive of the clause of renewal; Aston, J.: "As there have been four successive renewals, the lessor himself has put his own construction npon the covenant, has put his own construction upon the covenant, and therefore is bound hy it"); 1816, Birch v. Depeyster, 1 Stark. 210 (contract mentioning a captain's "privilege"; conversation between the parties beforehand, admitted "to show in which sense it was used on the present occasion"; 1821, Smith v. Doe, 2 B. & B. 473, 597 (marriage settlement containing a power to make leases which should include "a power of re-entry for non-payment of the rent"; the issue was whether leasest made in alleged. leases made in alleged pursuance of the settle-ment were valid, their powers of re-entry being not absolute, but conditional on extension of time for payment and on inability to distrain; held, by a majority, that the usual and accus-tomed form of the leases of that estate could be considered in construing the clause in the settlement); 1839, Doe v. Benjamin, 9 A. & E. 644, 652 (whether a document agreeing to "take a lease" was a mere agreement or a present lease; Coleridge, J.: "The Courts have come to some inconsistent conclusions in cases of this kind; but from the main body of them the principle results that we must look to the intention of the results that we must look to the intention of the parties, and that by considering the terms of the particular instrument, with reference, I agree, to the state of facts existing at the time"); 1846, Smith v. Jeffryes, 15 M. & W. 561 (sale of "60 tons of ware potatoes"; there were two qualities, "Regent's wares" and "kidney wares," and the seller offered to deliver the latter; the parties' express understanding that "Regent's wares" were signified was excluded;

this case really rests on a misapplication of the principle of § 2466, post); 1859, Macdonald v. Longbottom, 28 L. J. Q. B. 297, 1 E. & E. 977 (pnrchase of "yonr wool"; a prior conversa-tion admitted to interpret this phrase as used by the parties; L. C. J. Campbell: "Where there is a contract for the sale of a specific subject-matter, oral evidence may be received, for the purpose of showing what that subject-matter was, of every fact within the knowledge of the parties before and at the time of the contract"); 1859, Symonds v. Lloyd, 6 C. B. N. S. 691, 696 ("In order to ascertain the intention of the nation in the nation of the nation o tion of the parties, it is necessary to look to that which was the subject of the communication at the time or which was afterwards done 1859, Mnmford v. Gething, 7 C. B. N. s. 305, 321 (contract "in consideration of my entering your employ"; the circumstances and under-standing of the parties were received, showing that the employee was already a clerk in the employer's warehouse and had now additionally employer's warehouse and had now additionally been employed as salesman to take the Midland district, and that "your employ "thus applied to the latter service only; Erle, C. J.: "[It was admissible] for the purpose of showing the circumstances under which such wide words were used, and of applying them according to the intention of the parties"); 1900, Bank of New Zealand v. Simpson, App. Cas. 182 (Macdonald v. Longbottom approved); 1902, Re Huxtable, 2 Ch. 793 (bequest of 4000l. to C., "for the charitable purposes agreed upon between us"; testatrix agreement with C., admitted to define the charitable purposes; though not to establish that the income alone was to be given to such purposes).

priposes).
Compare the cases cited supra, note 1;
1895, Solary v. Webster, 35 Fla. 363, 17 So. 646
(bond reciting the settlement of previous claims; identification of the claims, permitted); 1896, Maynard v. Render, 95 Ga. 652, 23 S. E. 194 ("cords" of wood; mntual understanding of the length of a cord, admitted); 1899, Kentucky Cit. B. & L. Ass'n v. Lanrence, 106 Ky. 88, 49

§ 2466. Individual Party's Meaning; (1) Deeds and Contracts. When a person takes part in a bilateral act - i. e. a transaction in which other persons share - he must accept a common standard; he cannot claim to enforce his individual standard of meaning (ante, § 2461). The other party or parties are entitled to charge him with the common standard. This was long ago discussed and worked out as a general principle of casuistry:

1785, Dr. William Paley, Principles of Moral and Political Philosophy, b. III, pt. I, c. V, "Promises": "Temures promised the garrison of Sebastia, that if they would surrender, no blood should be shed. The garrison surrendered; and Temures buried them all

S. W. 1059 (agreement to assume liabilities of a company "as shown by their books"; evidence received to show what "books" were dence received to show what "books" were meant); 1896, New England D. M. & W. Co. v. Standard Worsted Co., 165 Mass. 328, 43 N. E. 112 (though hy the statute the goods sold must be designated in the memorandum, the Interpretation of such a phrase as "2000 lbs. F. C." is merely an application of the words to a specific chief and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words and many be shown by the application of the words are the same applications. object, and may be shown by the understanding of the parties); 1897, Clark v. Lowe, 113 Mich. 352, 71 N. W. 638 (guarantee of an undivided third of indebtedness; agreement as to the third of Indebtedness; agreement as to the exact amount, admitted); 1895, Pfeifer v. Ins. Co., 62 Minn. 536, 64 N. W. 1018 (indorsement cancelling a policy on two horses, so as to "cover one horse only"; evidence admitted as to which horse was actually understood); 1896, Ripon College v. Brown, — id. — , 68 N. W. 837 (deed subject to certain mortgages N. W. 837 (deed subject to certain mortgages "which . . . agrees to assume"; the ambiguous "which" interpreted by the parties' understanding); 1902, Gill v. Ferrin, 71 N. H. 421, 52 Atl. 558 (circumstances of the parties, admitted to show their meaning by the word "incumbrances" in a warranty-deed); 1894, Streppone v. Lennon, 143 N. Y. 526, 37 N. E. 638 (agreement to "do brick-work"; usage and the parties' v. Lennon, 143 N. Y. 626, 37 N. E. 638 (agreement to "do hrick-work"; usage and the parties' language, admitted to show whether this meant to inclinde providing the hricks); 1895, Brady v. Cassidy, 145 id. 171, 39 N. E. 814 (goods on hand," interpreted by the parties' nuderstanding); 1896, Lupton v. Lupton, 117 N. C. 30, 23 S. E. 184 ("one-half of boat" in a sale; circumstances identifying the boat, admitted); 1857, Barnhart v. Riddle, 29 Pa. 92, 97 ("Conrts take the language employed and apply it to 1837, Barnhart v. Riddle, 29 Fa. 92, 97 ("Conrts take the language employed and apply it to the surrounding circumstances, exactly as they believe the parties applied it"); 1898, Cooper v. Fotts, 185 id. 115, 39 Atl. 824 (assignment of "all money due or to become due by M"; parties' understanding as to claims covered, received); 1902, Mnrray v. Northwestern R. Co., 64 S. C. 520, 42 S. E. 617 (contract to erect a 64 S. C. 520, 42 S. E. 617 (contract to erect a "freight and passenger depot"; circumstances considered for determining the mutual meaning); 1877, Reed v. Ins. Co., 95 U. S. 23 (insurance of a vessel, "the risk to be suspended while vessel is at Baker's Island loading"; held, that "a reference to the actual condition of things at the time as they appeared to the parties "a reference to the actual condition of things at the time, as they appeared to the parties themselves," was allowable in interpreting these words, and that their sense included the case of being at the Island with the purpose of loading, though before the loading had actually begun); 1893, Lonergan v. Buford, 148 id.

581, 588, 13 Sup. 684 (contract reserving "2000 steers heretofore sold"; the previous contract seers heretofore sold"; the previous contract of sale admitted to identify them); 1896, Sanders v. Munson, 20 C. C. A. 581, 74 Fed. 649 (shipping contract; "about April 10th"; parties' prior conduct, admitted); 1898, The Barnstable, 84 Fed. 895 (agreement to pay "the insurance on the vessel"; that the sense of this, as covering all kinds of risks, was communicated to the on the vessel ; that the sense of this, as covering all kinds of risks, was communicated to the maker hy the broker beforehand, admitted); 1901, American Bonding & T. Co. v. Takahashi, 49 C. C. A. 267, 111 Fed. 125 (contract for pay-49 C. C. A. 267, 111 Fed. 125 (contract for payment of money to a certain person as "trustee"; attendant negotiations considered, to interpret and apply the term); 1902, Snn P. & P. Ase'n p. Edwards, 51 id. 279, 113 Fed. 445 (contract to employ in a printing establishment; prior conversations admitted to Interpret "what kind of a printing establishment, was contemplated. of a printing establishment was contemplated by the contract"); 1896, Bartels v. Brain, 13 Utah 162, 44 Pac. 715 (a lease exempting from lnjnry by "reasonable nse"; declarations of the parties admitted to show what nses were understood): 1898, Brown v. Markland, 16 id. 360, 52 Pac. 597 (conveyance of mining property 360, 52 Pac. 597 (conveyance of mining property snhject to claims; circumstances resorted to for Interpreting); 1895, Coffrin v. Cole, 67 Vt. 226, 31 Atl. 313 (a conveyance of "all right" posessed by the grantor, interpreted by the facts); 1896, Richardson v. Bank, 94 Va. 130, 26 S. E. 413 (a receipt for property "left" by H., explained by the circumstances); 1897, Anderson v. Jarrett, 43 W. Va. 246, 27 S. E. 348 ("the old fence between" F. and S.; Brannon, J.: "Yon have a right to use oral evidence to apply old fence between "F. and S.; Brannon, J.:
"Yon have a right to use oral evidence to apply
this hill [reciting the agreement], like a deed,
physically to the ground "j; 1897, Waldheim v.
Miller, 97 Wis. 300, 72 N. W. 869 (guaranty of
"account of B."; evidence that this meant a
finture account only admitted). The followfuture account only, admitted). The following illustrates an occasional aberration: 1896, Holman v. Whitaker, 119 N. C. 113, 25 S. E. 793 (mortgage of a "one-horse wagon"; the mortgagor had four such; evidence that the mortgagee was working for the mortgagor and driving such a wagon of the latter's, and did not know that he had others, excluded).

Distinguish such a case as the following: 1889, Fudge v. Payne, 86 Va. 306, 309, 10 S. E. 7 (sale of lands "generally known as 'the loop'"; semble, a mutual understanding, different from the "generally known" sense would ent from the "generally known" sense would not be enforced; this is an instance of the parties having themselves expressly excluded their own sense of the words).

alive. Now Temures fulfilled the promise in one sense, and in the sense too in which he intended it at the time; but not in the sense in which the garrison of Sebastia actually received it, nor in the sense in which Temures himself knew that the garrison received it; which last sense, according to our rule, was the sense in which he was in conscience bound to have performed it."

The principle is applicable, not only to deeds and contracts, but also to all bilateral transactions, including notices and demands, — though not of notices having a purely individual significance, to which rather the principle for wills (post, § 2467) would apply.

There is, however, a qualification to be made. The person using words is to be treated from the point of view of the reasonable man, not only in determining the actual tenor of his act (ante, § 2413), but also in interpreting it. As a reasonable man, he must be charged with knowing that the standard to be applied is the mutual one, because he has willed to take part in a bilateral transaction. As a reasonable man, however, he may have good reason to believe that the specific mutual meaning - i. e. of the other party as well as himself - is one thing, whereas in fact it is a different thing. The common instance is that of a name corresponding to two objects, one of which is signified by the one party and the other by the other party. Here each party is entitled to be charged with only that sense of the word which under the circumstances he had good reason to believe was employed by the other party. As in the "Peerless" case, if the seller is ignorant that there is a second "Peerless," and could not reasonably be expected to know it, he is entitled to be charged with the "Peerless" in his own sense; and so of the other party; and thus, the senses of promise and consideration being different, the contract fails. But if the seller had known of the second "Peerless"

* 1837, Lawless v. Grogan, 1 Dru. & Walsh 53, 64 (L. C. Planket: "When a notice is relied upon for the purpose of forfeiture, . . . [it must appear] that the intention of the landlord to insist on the forfeiture, and the information as to the facts which were peculiarly within the knowledge of the landlord, were fully hrought home to the tenant"); 1877, Locke v. R. Co., 46 Ia. 109, 111 (whether the plaintiff conductor

was negligent in running the train over a weak hridge; the sense of a notice received hy him from the superintendent was held to be, not that which the latter meant, hut "what did the dispatch mean when read hy the conductor in the light of the surrounding circumstances").

1803, Holsten v. Jumpson, 4 Esp. 189 (trover for honsehold furniture, taken by the defendant on execution against the plaintiff's mother, and claimed by the plaintiff as her own; the defendant having put in a written demand by the mother for all the articles "belonging to her which had been seized," the plaintiff was allowed to show that this demand "was made of the effects of the mother herself, and were not those for which the action was brought").

4 1864, Raffles v. Wichelhaus, 2 H. & C. 906

a 1864, Raffles v. Wichelhaus, 2 H. & C. 906 (the plaintiff sold to the d'endant cotton to arrive "ex Peerless from 1 mbay"; the defendant refusing to accept, it appeared that there were two ships Peerless from Bombay, the plaintiff meaning the one to sail in December and the defendant the one to sail in October, and neither apparently knew that the other meants a different ship; a plea by the defendant alleging that the defendant meant the October ship, and that no cotton was delivered from that ship, was held good). Compare the explanation of this case in Holmes, Common Law, 309.

and also known that the buyer was aware of it, he might be charged with a sale of that cargo, if in fact the buyer was using that sense. The general principle of reasonable consequences (ante, § 2413) governs the interpretation

§ 2467. Individual Party's Meaning; (2) Wills. A unilateral act may be interpreted by the individual standard of the actor (ante, § 2461); that is, after resorting to the ordinary sense of words, and the local sense of words, for provisional assistance, we are still entitled to supplant all these by the individual usage, if it appears to have been different from the others. The will is the typical and almost the only instance of a unilateral act. The sense of the testator is therefore to be the ultimate criterion of interpretation:

1870, Blackburn, J., in Grant v. Grant, L. R. 5 C. P. 727, 729 (quoting a passage from his own treatise on Sales): "The principles of the rules of law regulating the admissibility of extrinsic evidence to aid the construction of wills, and of contracts required to be in writing, seem to be the same. But, in applying them, it seems necessary to bear in mind that there is a distinction between the two classes of instruments. The will is the language of the testator, soliloquizing, if one may use the phrase, and the Court in construing his language may properly take into account all that he knew at the time, in order to see in what sense the words were used."

This principle is to-day universally conceded. Only two particulars need to be noted as corollaries in its application. (a) The sense of the words must be sought in a usage or habit of the testator, for it would be impossible to attempt to ascertain the momentary or casual meanings which might have occurred to him. Hence, although all the circumstances and utterances of

*Examples are as follows: Eng.: 1846, Alderson, B., in Smith v. Jeffryes, 15 M. & W. 561 ("If I hay 60 tons of potatoes, snrely the soller may deliver me kidney [i. e. oue of several grades] potatoes"); 1900, Folck v. Williams, App. Cas. 176 (cipher cahlegram; where a measage is fairly ambiguous the party seeking to charge the other one fails, because the former cannot show his interpretation to be the only reasonable one); U. S.: 1869, Kyle v. Kavanagh, 103 Mass. 356 (contract for the sale of land" in Waltham on Prospect Street"; there being two Prospect streets in Waltham, and each party signifying a different one, the huyer was held not bound); 1895. Stoddard Mg. Co. v. Miller, 107 Mich. 51, 64 N. W. 948 (an order reading "Please ship me wone rite stele weel for a drill Two square feeting schafts. 4 ten models were valuable, the tools for modelling models were valuable. for a drill Two square feeting schafts. 4 tel hoe drills also some note hlanks for drills" hoe drills also some note manns for urins; the sender was allowed to show that he meant "shafts for 10-hoe drills"); 1832, Hazard v. Ius. Co., 1 Sumner 218 (in a marine insurance policy the parties lived respectively in Boston and New York, and the term "coppered ship" and New York, and the term "coppered ship" had a different meaning in the two places; Story, J., ruled that if neither party knew of the difference of sense of the word in the other place, neither would be bound, and that the jury were to determine the fact).

1856, Kell v. Charmer, 23 Beav. 195 (bequest "to my son W. the sum of i. x. x.; to my son R. C. the sum of o. x. x."; the testa-

all the circumstances, inclinding the remainder of the will, it was held that this description was not meant to apply to a next of kin who had hy license changed his name from "Smith" to "Leigh"; 1829, Gohlet v. Beechy, 3 Sim. 24 (a sculptor bequeathed all his "marhles, busts, and models" to P. D. and B.; hy a codicil he bequeathed his "tools in the shop, bankers, mod tools for carving," to the plaintiff; the models were valuable, the tools for modelling were not; Shadwell, V. C., held "mod "to mean "models," npon the testimony of a sculptor that he "understood it to be a contraction of the word 'models," and of three sculptors that "in their opinion the testator hy the word 'mod 'meant "models'"; 1903, Reformed Presh, Chnrch v. McMillan, 31 Wash. 643, 72 Pac. 502 (bequest to the "Society for Disabled Ministers of the Reformed Preshyterian Church of North America, General Synod," which had a fund for disabled ministers). Numerous additional examples are collected ante, 6 2463. ministers). Numerous additional examples are collected ante, § 2463.

the testator may be searched (post, § 2470), as forming a mass of data in which the habit will appear, yet no one utterance can be emphasized as the sole and decisive embodiment of his usage. (b) The time of the usage must be the time of the will's final sanction; for the will is in fact a standing expression from the date of its formal execution to the date of the testator's death without revoking it; hence a broad range of search. But where a will is in effect left with blanks at the time of execution, any subsequent document is virtually an addition of terms to the will, not an interpretation of existing terms, and hence, if not formally executed, cannot be considered.4

But three other rules, which constantly operate to obscure the full application of this principle, must be distinguished. (1) The rule against disturbing a plain meaning (ante, §§ 2462-2463), so far as it is recognized, will of course prevent the resort to the testator's individual meaning.5 (2) The rule against express declarations of intention (post, § 2471) operates to limit the sources of investigation to some extent. (3) The ignoring of the rule

five residences, two of them only occupied by the persons mentioned; the scrivener's testi-mony as to "what the testator said about the mony as to "what the testator said about the two cottages" was excluded; L. C. J. Campbell: "This was not confined to an inquiry into the meaning which the testator usually affixed to the expression 'his two cottages,' hnt was calculated to hring ont an answer, which could not be admissible evidence, with regard to his intentions in making the will intention in the said of the said intentions in making the will intention in the said of the said intentions in the said of the said intention in the said of t intentions in making the will, irrespective of the language of the will itself"). Compare the principle of the rule post, § 2471, against dec-larations of intention.

1871, Castle v. Fox, L. R. 11 Eq. 542, 550 (devise of "all my mansion and estate called Cleeve Court"; the testator had bought additional court of the court of t Cieve Court; the testator had congut additional lands, apportenant thereto, between the execution of the will and his death, and these were held to pass; Malins, V. C.: "The question is, not what was known hy that name when he made his will, but what was known hy that he made his will, nut what was known by that name and treated by him as coming under that description at any time during his life; . . . [the Wills Act] enacts that every will shall be construed, with reference to the real and personal estate comprised in it, as if it had been executed immediately before the death of the

executed immediately before the death of the testator, nnless a contrary intention should appear").

4 1844, Clayton v. Nngent, 13 M. & W. 200 (will containing a list of devisees indicated by the letters K, L, M, N, etc., and stating that a "key and index to initials is in my deek"; the will was deted 1820 and a key dated 1828 and will was dated 1820, and a key dated 1828 and found in the desk, was excluded). Compare

Kell a Charmer, supra, note 1.

That rule was the foundation of some of the opinions in the case of Lady Hewley's Charities, though it was not involved; 1833-1843,

devise of "ail those two cottages or tenements, the one occupied hy my son J. H., the other occupied hy my granddanghter"; there were two cottages which had been subdivided into the cottages of the cott ance of "poor and godly preachers of Christ's holy gospel," etc.; the trustees having become Unitarians at a later period, a hill was filed to remove them and order the trust's administraremove them and order the trust's administration for the benefit of persons described in the
deed; for this purpose evidence of the fonnder's
personal belief on points of theology was excladed, hy apparently all the judges, but evidence of the theological tenets of the sect to
which she belonged, and of the usage of that
sect, was admitted, hy a majority of the judges;
the case as a whole is an extreme example of
poor indicial treatment; for the opinions though
lengthy are obscure, and such is their confusion
and indefiniteness of views that the decision
settled no principle, and even its actual tenor
has been variously stated hy commentators). A
similar question was presented in the following
case: 1885, Hinckley v. Thatcher, 139 Mass.
477, 480, 1 N. E. 840 (bequest to "the Authorized Agents of the Home and Foreign Missionary Societies"; testator's religious opinions, as
involved in "his acts in connection with churches
and religious societies and the usages of those involved in "his acts in connection with churches and religious societies and the usages of those churches and societies," considered; whether they could have been considered, apart from such acts and usages, not decided). In neither of the foregoing cases should there have been any hesitation. Compare the following case: 1835, Attorney-General v. Pearson, 7 Sim. 290, 308 (grant of land, in 1701-1726, for a meeting-honse, hy Preshyterians, for "the worrhip and service of God"; the trustees and the majority of the congregation having later ceased to be Trinitarian in belief, a hill to restrain the nse of the land for non-Trinitarian tenets was brought. the land for non-Trinitarian tenets was brought, asking a decree of inquiry as to the tenes of the founders, for interpreting the terms of the trust, and the "tenets in general" of the founders were considered, hy Shadwell, V. C.).

n e t falsa demonstratio non nocet (post, § 2476) sometimes prevents the testator's

2. Sources of Interpretation.

§ 2470. General Principle: All "Txturusic Circumstances may be Considered. It was a part of the stiff formalism of earlier interpretation, not only that the law should fix the meaning of words and phrases (ante, § 2462), but also that all aids to the meaning must be found in the document itself. It is the document that "speaks," and if the document does not speak for itself, we cannot make other things speak instead of it, - such was the notion. The purely relative nature of words — their necessary association with external objects — was as yet not conceived. They were tangible tools, which must do their own work or remain ineffective. The writing fixed the will of the writer, and to look away from the writing was suggestive only of deviation and uncertainty. "The construction of wills," says Lord Coke,1 "ought to be collected from the words of the will in writing, and not by any averment [i. e. circumstances] of evidence out of it," and then he recurs to the old apprehension (ante, § 2462) of uncertainty for legal advisers and landed estates, "for it would be full of great inconvenience that none should know by the written words of a will what construction to make or advice to give, but it should be controlled by collateral averments out of the will." A hundred years later, Lord Holt, a conservative by nature, protests in like strain against the newer spirit: "If we once travel into the affairs of the testator, and leave the will, we shall not know the mind of the testator by his words, but by his circumstances; so that if you go to a lawyer, he shall not know how to expound it. Men's rights will be very precarious upon such construction. We must not depart from the will to find the meaning of it in things out of it." Holt was here dissenting, and his extreme ideas were already becoming obsolete. But even after another century had passed, and the antiquated notions had been thoroughly discredited, the echo of conservatism is heard in Lord Eldon's remark that, "generally speaking, you must construe instruments by what is found within their four corners."

The stages of progress may be marked off somewhat as follows: (1) Even in Coke's time it was conceded that in case of an equivocation (post, § 2472) or double-meaning description, outside data could be sought, because "no inconvenience can arise if an averment [of extrinsic data] in such case be taken; for he who sees such will cannot be deceived by any secret invisible averment, for he ought at his peril to inquire."4 This was at first the sole

 ^{1591,} Lord Cheyney's Case, 5 Co. Rep. 68 a.
 1702, Cole v. Rawlinson, 1 Salk. 234, 2 Ld. Raym. 831.

Raym. 831.

1821, Smith v. Doe, 2 B. & B. 473, 602.
So, too, in 1801, Rooke, J., in Coker v. Guy, 2
B. & P. 565, 569: "Every agreement must receive its construction from its own terms, without the introduction of any evidence dehore

the instrument, unless there be some latent

ambiguity."

Lord Cheyney's Case, supra. In 1708, in Strode v. Russell, 3 Ch. Rep. 169, Lord Cowper put it that "where the words stand in equilibric and are so doubtful that they may be taken one than the other than it is proper to have eviway or the other, there it is proper to have evi-dence read to explain them."

(2) Little by little it begar to be seen that there might be other necessary instances of resort to "things extrinsical" (in Lord Holt's phrase). Lord Cowper and Lord Hardwicke were breakers of new ground in this respect. Their work was continued by Lord Thurlow, whose ruling in Fonnereau v. Poyntz was considered a dangerous innovation; it not only cost himself much intellectual perturbation, but was for some time afterwards regarded by many as discreditable to his reputation, and was explained away as imperfectly reported. As late as the beginning of the 1800s there were judges who still thought that the only proper exception was an equivocation,7 and there was a reactionary ruling which refused to recognize even that much relaxation for a sealed instrument. But in general, by that time, the weight of opinion conceded what Lord Thurlow had laid down, not that only for an equivocation, but also for any real and insurmountable uncertainty of meaning, resort to extrinsic circumstances for light was permissible.9 The commonest case, of course, was that in which the words of the document turned out not precisely or naturally to fit any external object over which the testator had disposal; and consolation was here obtained, for the apparent stretching of principle, by a plausible play upon words: "If you go to parol evidence to raise the ambiguity, you cannot well refuse it to explain such ambiguity.10 This conjuring phrase, which appears again and again in a defensive spirit, helped to liberalize the practice, and thus to prepare the way for a broader

8 1749, Lord Hardwicke in Goodinge v. Goodinge, 1 Ves. Sr. 231 ("That rule is laid down much too large by Holt; for in several cases it is admitted it must be allowed,— namely, where the description or thing is uncertain (not only where two of the same name), it must be admitted to show that the testator certain (not only where two of the same name), it must be admitted to show that the testator knew such a person and used to call her hy a nicknams"). But even he was nuwilling to advance rapidly, and he ouce criticised his predecessor, Lord Cowper, who had occasionally generalized too liberally; "I was never satisfied with this rule of Lord Cowpers, of admitting parol evidence in doubtful cases" (Ulrich v. Lichfield, 2 Atk. 372).

parol evidence in doubling the Litchfield, 2 Atk. 372).

§ 1785, Fonnerean v. Poyntz, 1 Bro. C. C. 472 (bequest of "the sum of 500%, stock in long annuities"; this expression would ordinarily signify an income of 500%, per year; hat L. C. Thurlow allowed the value of the estate to be considered, whence it appeared that she had considered. considered, whence it appeared that she had only 120% a year long annuities, and the bequest was therefore heid to meau 500% capital laid ont in such stock; the ruling was treated as an in-road upon the rule "which will not admit of an road upon the rule "which will not admit of an instrument being construed aliunde," and which prescribes that "where the words used hy a testator are sensible, they must be taken as they stand"; "the ouiy question is, how to preserve the law, and yet to decide according to the intention of the testatrix," and was justified hy Lord Thurlow "because the words she had used in the description are when the whole of the sent in the description are upon the whole of the context nucertain"). There were hy this time some sufficient precedents for such a statement

of the rule, — for example, iu 1750, Hampshire v. Pierce, 2 Ves. 216, hy Strange, M. R.

7 1816, Doe v. Chichester, 4 Dow 65, 93 (Gihhs, C. J.: "The Courts of law have been jealous of the admission of extrinsic evidence to explain the intention of a testator; and I know of only one case in which it is permitted, that is, where an ambiguity is introduced by extrinsic circumstances").

circumstances").

1821, Doe v. Benson, 4 B. & Ald. 588 (lease hy parol from "Lady-day"; the local usage to siguify "oid Lady-day," instead of the new or legal Lady-day, a.e. March 25, was admitted; hut Doe v. Lea, 11 East 312, was approved, because "there the lettin, was hy deed, which is a solemn instrument, and therefore parol evidence was inadmissible to explain the expression 'Lady-day' there used, even supposing that it was equivocal").

1822, Plumer, M. R., in Colpoys v. Coipoys, Jacoh 451, 456 ("The admission of extrinsic circumstances to govern the construction of a

circumstances to govern the construction of a written instrument is in all cases an exception to the general rule of law, which excludes every-thing dehors the instrument. . . . It must be the case of an amhiguity which cannot otherwise be

case of an amhiguity which cannot otherwise be removed, and which may by these means be ciearly and satisfactorily explained").

18 L. C. Thurlow, in Shelburue v. Inchiquin, 1 Bro. C. C. 338, 341; Plumer, M. R., ubi supra, declaring that "where there is a latent ambiguity raised by extrinsic circumstances, it may be got rid of in the same manner." Bacon had already resorted to this phrase in his Maxim (XXV) on Amhiguities; "nam quod ex facto oritur ambiguum verificatione facti tollitur."

principle. Meantime the same progress and conflict was reflected in the judicial opinions in the United States.11

(3) The truth had finally to be recognized that words always need interpretation; that the process of interpretation inherently and invariably means the ascertainment of the association between words and external objects; and that this makes inevitable a free resort to extrinsic matters for applying and enforcing the document. "Words must be translated into things and facts." 12 Instead of the fallacious notion that "there should be interpretation only when it is needed," 15 the fact is that there must always be interpretation.14 Perhaps the range of search need not be extensive, and perhaps the application of the document will be apparent at the first view; but there must always be a travelling ont of the document, a comparison of its words with people and things. The deed must be applied "physically to the ground."18 Perhaps the standard of interpretation will limit our search; perhaps the obligation (as some Courts maintain) to enforce the ordinary standard as against the mutual or the individual standard (ante, § 2462), or to enforce the mutual as against the individual standard (ante, § 2466), will render certain data immaterial. But these restrictions are independent of the present principle. Once freed from the primitive formalism which views the document as a self-contained and self-operative formula, we can fully appreciate the modern principle that the words of a document are never anything but indices to extrinsic things, and that therefore all the circumstances must be considered which go to make clear the sense of the words, - that is, their associations with things. In the field of wills, where there is none but the individual standard of meaning to be considered, this principle is seen in unrestricted operation; and its full sanction has often been judicially

1831, Sir James Wigram, V. C., Extrinsic Evidence in Aid of the Interpretation of Wills, Proposition V: "For the purpose of determining the object of a testator's bounty, or the subject of disposition, or the quantity of interest intended to be given by his will, a Court may inquire into every material fact relating to the person who claims to be interested under the will, and to the property which is claimed as the subject of disposition, and to the circumstances of the testator and of his family and affairs, for the purpose of enabling the Court to identify the person or thing intended by the testator, or to determine the quantity of interest he has given by his will. The same (it is conceived) is true

^{11 1839,} Bradley v. Steam Packet Co., 13 Pet. 89, 99 (question as to the length of validity of a contract "for the use of the steamboat Franklin, contract "for the use of the steamoust Frankin, nntii the Sydney is placed on the route to Potomac Creek"; the circumstances preceding the contract were admitted: Barbon, J.: "The rule which admits extrinsic evidence for the purpose of applying a written contract to its proper subject matter extends beyond the mere designation of the thing on which the contract operates, and embraces within its scope the circumstances under which the contract concerning the thing was made, when without the aid of such extrinsic evidence such application of the written contract to its proper subject matter could not be made"; four judges dissenting).

¹⁸ Hoimes, J., quoted ante, § 2465.
18 Quoted ante, § 2458.
14 1835, Coieridge, J., in Doe v. Hoitom, 4
A. & E. 76, 82 ("Some extrinsic evidence is A. & E. 76, 82 ("Some extrinsic evidence is necessary for the explanation of every wiii; if the word 'Blackacre' be used, there must be evidence to show that the fleid in question is Blackacre"; 1893, Jenne, J., in Paton v. Ormerod, 66 Law T. Rep. 381 ("Parol evidence of existing facts and circumstances ontside the will is admissible, and in truth is in every case necessarily, though informally, admitted in order will is autimentic, and in truth is in every case necessarily, though informally, admitted in order to apply the terms of the will to that to which they are intended to refer ").

15 Brannon, J., in Anderson b. Jarrett, cited

of every other disputed point, respecting which it can be shown that a knowledge of extrinsic facts can, in any way, be made ancillary to the right interpretation of a testator's words."

1833, Parks, J., in Doe v. Martin, 4 B. & Ad. 770, 785: "It may be laid down as a general rule that all facts relating to the subject matter and object of the devise... are admissible to aid in ascertaining what is meant by the words used in the will."

1842, Sugden, L. C., in Atterney-General v. Drummend, 1 Dr. & W. 356 (interpreting a deed containing the words "Christian" and "Protestant dissenter"): "The Court is at liberty to inquire into all the surrounding circumstances which may have acted upon the minds of the persons by whom the deed or will (it matters not whether it was one or the other) was executed. . . The Court therefore has not merely a right, but it is its duty to inquire into the surrounding circumstances, before it can approach the construction of the instrument itself."

1886, Blackburn, J., in Allgood v. Blake, L. R. 8 Exch. 160: "The general rule is that in construing a will the Conrt is entitled to put itself in the position of the testator, and to consider all material facts and circumstances known to the testator with reference to which he is to be taken to have used the words in the will, and then to declare what is the intention [i. e. sense] evidenced by the words used, with reference to those facts and circumstances which were (or ought to have been) in the mind of the testator when he used those words. As said in Wigram on Extrinsic Evidence, 'The question in expounding a will is, not what the testator meant—as distinguished from what his words express,—but simply, what is the meaning of his words.' But we think that the meaning of words varies according to the circumstances of and concerning which they are used."

1898, Professor James Bradley Thayer, Preliminary Treatise on Evidence, 445: "It had become possible for Wigram to lay it solidly down, over seventy years ago, that, with the exception of direct statements of intention, no extrinsic fact, relevant to any legitimate question arising in the interpretation of writings and admissible under the general rules of evidence, could be shut out."

It remains now to notice whatever qualifications there may be of this general principle.

§ 2471. Exception for Declarations of Intention. When the search is made for data which will exhibit the sense in which a word is used in a particular writing, not only the external objects (property, persons, localities, and the like) will assist, but also the other utterances of the party as embodying his usage. Just as a collation of various passages in the epistles of Paul will serve to expound his sense of the word "faith," so a collation of any person's utterances is useful and necessary for determining the sense of his words in a particular document,—as ir "Doe v. Jersey," where the sense of the words "my Briton Ferry estate" was ascertained by examining the testator's rental-books, in which were entered under that name the lands which he so termed. This kind of data is common and natural enough; but it is worth while emphasizing that among the "circumstances" to be investigated are included, not only the corporal objects surrounding the party, but also his utterances, written and oral, as applied to those objects.

Among this latter class, however, there is one forbidden variety, namely, expressions of intention dealing with the subject of the document. For example, if there is a devise to "Benjamin Franklin, of Boston, my nephew,"

and there is no nephew but one John Franklin, a letter of the testator to that nephew, declaring an intent to devise to him his property, would not be considered. This rule has never been questioned. What is the reason for it? The reason is certainly not to be found in any prohibitory rule of evidence, for such declarations are admissible under the Hearsay exception (ante, §§ 1725, 1735). Nor is it that these declarations are not useful, for together with others they would certainly help to throw light on the question whether (as in the above example) the name "Benjamin Franklin" was by the testator habitually applied to designate the nephew. The true reason is found in another rule, already considered, - the rule which prohibits setting up any extrinsic utterance to compete with and overthrow the words of a document which solely embodies the transaction (ante, § 2425). The effect of that rule is to deny any legal effect to just such declarations.8 It is true that where the act is required by statute to be in written form — as, a will — there is the additional reason that the oral utterance would fail to fulfil that formality.4 But, even without such a statutory requirement, the other rule would be adequate to prohibit. When a transaction has been even voluntarily embodied in a single document, no other utterance of intent or will on the same subject can be given legal effect. Hence, such a declaration is excluded from consideration even in the process of .nterpretation, not because it would not for that purpose be useful, but because it would be improper for the other purpose. There being two conceivable purposes for which it could be used, the one proper, the latter improper, it is excluded because of the fear that the latter would dominate and that the temptation to abuse would be too strong. This conclusion might have been declined; and certainly the rule as it stands does not obey the principle (ante, § 13) that a fact relevant for one purpose but not for another may still be received for the former. Nevertheless, the rule is intelligible and its policy rational. It rests on an attempt to insure an observance of the Integration rule (ante, § 2452) even at the cost of losing some useful data for the process of Interpretation.⁵ This explanation of it was long ago made clear in the following passage:

1860, Mr. F. M. Nichols, Extrinsic Evidence in the Interpretation of Wills, Juridical Society Papers, II, 352: "There is a kind of evidence to which both of these reasons [securing certainty of title and preventing fraudulent proof], and the analogy of the law requiring the will to be in writing, must strongly apply; I mean, of course, the species

r'e

re

H

0P

ta

e-

is

г,

20

ie d

.

ţ.

5

t

t

truth have established a verbal will contrary to

the written words").

6 1568, Brett v. Rigdon, Plowd. 340 ("No will is within the statute but that which is in writing, is within the statute but that which is in writing, which is as much as to say that all which is effectual and to the purpose must be in writing, without seeking aid of words not written.").

Professor Thayer has said (Preliminary Treatise on Evidence, 444) that "while it partakes of the character of both for rule of con-

takes of the character of both [a rule of construction and a rule of interpretation], it must hold its place as a rule of evidence." But this statement hardly represents its true foundation.

It may be noted that, through the loose meaning of "intention," a judge who is referring only to the present exception appears sometimes to be contradicting the general principle of 2470, ante; e. q., Woods, J., in Patch v. White, 117 U S. 210, 6 Snp. 617 (1886): "If there is any proposition settled in the law of wills, it is that extrinsic evidence is inadmissible to show that extrinsic evidence is inadmissible to show the [sc. declarations of] intention of the testator, unless it be necessary to explain a latent ambiguity."

3 1850, Patteson, J., in Doe v. Hinbard, is

Q. B. 227, 243 (such declarations "would in

of evidence which we have called direct evidence of intention; and which, if admitted, would consist for the most part of declarations and informal written memoranda of the testator, and of instructions given by him to the persons employed in the preparation of the formal instrument. Evidence so nearly allied in character to that furnished by the will itself, presents an aspect of rivalry to the will, which raises a prejudice against its reception. It may be fairly presumed to be the intention of the anthor that the solemn instrument, in its complete and final form, should supersede and extinguish all the informal and deliberative expressions of intention which preceded or accompanied its making. Again, evidence of this kind presents peculiar facilities to fraud. It may be easily imagined or invented, and when fraudulently produced is difficult of detection. If a witness swears that a deceased testator, in a private interview, explained to him the sense in which he wished some clause of his will to be understood, such evidence, however false, cannot possibly be disproved. The same policy of the law which preciudes such evidence from directly governing the rights of the parties ought, it may be argued, to prevent it from indirectly influencing those rights by means of interpretation. On the other band, it cannot be denied that testimony of this kind presents the most obvious, and possibly in some cases the only satisfactory, means of ascertaining the true meaning of an ambiguous or obscure expression. The practice of our own law has, nevertheless, made us familiar with its exclusion in all but some exceptional cases; and it can scarcely be said that this prohibition leads to any great inconvenience or hardship."

The application of the rule is a matter of little difficulty. In its ordinary form, for wills, what it does is to exclude the fact that the draftsman made a mistake, i.e. it prevents the testator's oral or written instructions, or other expressions of intent, from being set up to overthrow or replace the words of the will. In short, it excludes everything that would be excluded by the rule of Integration already considered (ante, §§ 2425-2447). Its difficulties, if any, arise only under its exceptions.

§ 2472. Same: (1) Exception for Equivocation, or Latent Ambiguity. The foregoing exception to the general rule has itself an exception, namely, that declarations of intention, though ordinarily excluded from consideration, are receivable to assist in interpreting an equivocation,—that is, a term which, upon application to external objects, is found to fit two or more of them equally. This rule dates at least as far back, in recognition, as Lord Coke's time; the only difference being that it was then the sole permissory exception to a general prohibitory rule against looking at any extrinsic circumstances (as noticed ante, § 2470), while now it is a permissory exception to a prohibitory rule which is itself an exception (ante, § 2471) to a general permissory rule.

Defreese v. Lake, 109 Mich. 415, 67 N. W. 505 (the expressed intention of the testator, excinded for construing the kind of estate given); 1896, Emery v. Haven, 67 N. H. 503, 35 Ati. 940 (whether a wife's will was intended by her to be an execution of a power left her by her hnshand; an express subsequent written statement that it was not, excinded); 1814, Jackson v. Sill, 11 Join. 201 (devise "to my wife the farm I now occupy"; declaration of intent not asimitted to show that this included seven acres actually occupied by S. nuder a lease); 1896, Fuller v. Weaver, 175 Pa. 182, 34 Atl. 634 (a deed-description of premises).

^{6 1832,} Miller v. Travers, 8 Bing. 244 (devise of estates "in the county of Limerick and in the city of Limerick"; the testator had no estate in that county, hat considerable estates in the Connty of Clare; his draft will, containing the words "counties of Clare and Limerick," and the scrivener's mistake in changing this, were not allowed to be proved; "the only mode of proving the intention of the testator is by setting up the draft of the will against the executed will itself," and this would be improper); 1896, Jackson v. Alsop, 67 Conn. 249, 34 Atl. 1106 (the words of a devise being unambiguous, expressions of intentiou were excluded); 1896,

The reason for the present exception to that exception is plain enough. The original prohibitory exception is based on the risk of allowing an extrinsic utterance of intent to come into competition with the terms of the document on the same subject, and perhaps to prevail against them (ante, § 2471). Now in the case of an equivocation this risk does not exist. Since the term of the document describes equally two objects, and since it was used to designate one only, there can be no competition with the words of the document by declarations which merely expand and make more specific those words. The sense of the words can be interpreted without restriction, because the data offered cannot be used for any purpose but that of interpretation. Hence the reason for the original prohibitory rule falls away, and the general principle of interpretation resumes its full range:

1836, Parks, B., in Doe v. Needs, 2 M. & W. 129: "The characteristic of all these cases is that the words of the will do describe the object or subject intended; and the evidence of the declarations of the testator has not the effect of varying the instrument in any way whatever; it only enables the Court to reject one of the subjects or objects to which the description in the will applies, and to determine which of the two the devisor understood to be signified by the description which he used in the will."

The typical illustration of the present exception is found in the much-quoted passage of Lord Coke:

1591, The Lord Cheyney's Case, 5 Co. Rep. 68 a: devise to his son H. and the heirs of his body, and then to T. C. and the heirs male of his body, on condition "that he or they or any of them" shall not alienate; proof by witnesses that it was "the intent and meaning of the testator" to include nnder "he or they" his son H., as well as T. C., was excluded; "he should not be received to such averment out of the will"; "but if a man has two sons, both baptized by the name of John, and conceiving that the elder, who had been long absent, is dead, devises his land by his will in writing to his son John generally, and in truth the elder is living, —in this case the younger son may in pleading or in evidence allege the devise to him, and if it be denied, he may produce witnesses to prove his father's intent, that he thought the other to be dead, or that he at the time of the will named his son John the younger, and the writer left out the addition of the

This exception finds frequent application. The only point of controversy which it may present is whether a particular term is on the facts an equivocation, i.e. whether, in applying it to external objects, the two (or more) which appear to correspond must precisely fit the description in the document, in order to invoke this exception. Here there is room for either strict or liberal construction; and the rulings do not differ except in exemplifying one or the other attitude. It may be added that the exception is applicable not only to wills, but also to deeds and contracts; but in the latter kinds of

he

of

he

te

T-

g.

ly

10

¹ So also: 1833, Parke, J., in Richardson v. Watson, 4 B. & Ad. 787, 800 ("Such evidence is admissible to show, not what the testator intended, but what he understood to be signified by the words used in the will").

tenged, but wast he understood to be signified by the words used in the will ").

² England: 1750, Hampshire v. Pierce, 2
Ves. 216 (bequest of 100/. to "the four children

of my late cousin E. B.," and of 300% to "the children of my late cousin E. B."; in fact, E. B. had six children, two by one hasband P., and four by another hasband B.; evidence that "the testatrix meant the four children by the last husband B." was admitted to interpret the former bequest, but not the latter; the former

documents, since the standard of interpretation must be a mutual one (ante, § 2466), it is naturally less frequent to find a mutual declaration of intention available for the purpose.³

It is the subject of the present exception which Lord Bacon designated by his much-abused term "latent ambiguity." He also terms it by its more specific name "equivocation," but, with the exception of a single application (post, § 2474), the two were to him synonymous. By the standard of his time, this was the only exception for which any extrinsic circumstances

being amhiguous, hat not the latter); 1750, Jones v. Newman, 1 W. Bl. 60 (devise to "John Ciner of Calcot"; there appearing to be two persons, father and son, of that name, "parol evidence that the testatrix intended to leave it to J. C. the son" was admitted); 1820, Doe v. Westlake, 4 B. & Ald. 57 (gifts to a hrother Thomas W., to the daughter of a hrother Richard, and then a devise to "Matthew W., my hrother, and to Simon W., my hrother's son"); each of the three hrothers had a son Simon; declarations of the testator that he Intended the devise for Simon the son of Richard were exdevise for Simon the son of Richard were exdevise for Simon the son of Richard were excluded; hat this seems erroneous, for "my brother" was not exclusively applicable to Matthew, even on the face of the wiii); 1836, Doe r. Needs, 2 M. & W. 129 (devise to "George Gord, the son of Gord"; there were two Gords, John and George, each having a son George, and each of these sons was elsewhere explicitly named in the will; the devisor's declarations of intention were admitted); 1240 Doe n. Allan 12 A. & E. 451 (devise to visor's declarations of intention were admitted); 1840, Doe v. Allen, 12 A. & E. 451 (devise to "John A., the grandson of my said hrother Thomas," the property to be charged with payments to "each and every the brothers and sisters of the said John A."; there were two grandsons of Thomas named John; one had three brothers and four sisters, the other had one brother and one sisters, at the time of the one hrother and one sister, at the time of the will's making; the testatrix' declarations of intention were admitted, on the ground that the statement of the numbers of hrothers and sisters was "not part of the description of the devisee"; hnt the correct ground would have been that the statement, though certainly part of the descrip-tion, did not imply the present existence of pinral brothers and sisters but included equally pinral brothers and sisters hat inclineed equality a person who might thereafter have more than one of each); 1870, Grant v. Grant, L. R. 5 C. P. 727 (devise to "my nephew Joseph Grant"; there were two relations of that name, one being the son of the testator's hrother, the other the son of his wife's hrother, the testator being ignorant of the former's existence and being in the habit of terming the latter his nephew; declarations of intention were offered, nepnew; dectarations or intention were onered, hat were expressly not passed apon, the Coart having donhts; hat these donhts were unnecessary); 1877, Re Woiverton Mortgaged Estates, L. R. 7 Ch. D. 197 (bequest to be void apon marriage with "Thomas Fisher, of Bridge Street, Bath"; there was at the time in Bridge Street, Bath "; there was at the time in Bridge Street a Thomas Fisher, married, and his son Henry Tom Fisher, unmarried and "often at his father's honse"; the legatee having married the latter, evidence of the testator's intention

was admitted as for an amhiguity, because "there appear to be practically two Thomas Fishers living in Bridge Street"); United States: 1882, Chambers v. Watson, 60 Ia. 339, 14 N. W. 336 (devise of "60 acres, 8e 25, toon 7; 40 acres, se 24, toon 6," not naming any range; the testator's declarations at the time of exemtion, admitted); 1864, Bodman v. American Tract Society, 9 All. 447 (bequest to "the American Tract Society, 9 All. 447 (bequest to "the American Tract Society, 9 All. 447 (bequest to "the American Tract Society, 1895, Schlottman v. Hoffman, 73 Miss. 188, 18 So. 893 (figures in a will which might mean \$5.00 or \$500, allowed to be explained by the testatrix' instructions); 1879, Bartlett v. Remington, 59 N. H. 364 (bequest "in trust for Sarah," shown to be intended for Sarah Sturce); 1880, Tiiton v. American Bible Society, 60 id. 377 (bequest to "the Bible Society"; claims being made by the New Hampshire Bible Society and the American Bible Society, It was treated as a latent amhiguity).

as a latent ambiguity).

3 Not all of these rulings distinctly declare declarations of Intention admissible; a clear appreciation of the distinction between "intention," or meaning, and declarations of intention, is indeed often wanting; 1893, Hallidy v. Hees, 147 Ill. 588, 35 N. E. 380 (deed describing land by bounds, and terming it "section 8"; there being in the county several sections 8 in the various townships, "paroi evidence" was admitted; 1894, Tewksbury v. Howard, 138 Ind. 105, 37 N. E. 355 (deed describing land as the S. E. ½ of S. 36, T. 25, R. 11, without county or State mentioned; parol evidence admitted; 1854, Sargent v. Adams, 3 Gray 72, 79 (lease of "the Adams House"; issne whether it passerithe five stores in the hnilding so known; heid, a latent amhignity, npon which the intention of the parties could be resorted to); 1897, Illinois C. R. Co. v. Le Blanc, 74 Miss. 650, 21 So. 760 ("fractional 38 acres in said S. E. ½ of N. E. ½, assessed to J. J. Carter"; other deeds, etc., admitted to identify the section, township, and range in which Carter owned 38 acres); 1898, Ladnier v. Ladnier, 75 id. 777, 23 So. 430 (deed omitting State and connty of land in description; extrinsic facts admitted). The foliowing case is therefore erroneons: 1901, Mndd v. Diilon, 186 Mo. 110, 65 S. W. 973 (deed of "80 acres of the E. ½ of the N. E. of Sec. 13," not mentioning any township or range; heid, a patent amhiguity, void for nucertainty, and not aidable hy parol; the opinion is apparentiv Ignorant of the principle applicahie).

te,

on

by

n

is

08

nedig, 7; none none; i. s

0 r - 1, 1, 1

e e whatever could be consulted (ante, § 2470). When he allowed, in case of equivocation, an averment (i. e. extrinsic proof) of "intention," he was plainly using this word as signifying "meaning" or "sense," and not as specifically confined to "declarations of intention." Nevertheless, as the scope of interpretation expanded, and the use of words changed, his exposition came to fit in well enough with the modern exception to the exception against declarations of intention. It has thus served as a frequent authority; and though it has rightly been termed an "unprofitable subtlety," and has unnecessarily confused the subject with artificial distinctions, its tenor must be kept in mind, as explaining much in modern opinions:

Circa 1597, Sir Francis Bacon, Maxims, rule XXV (Works, Spedding's ed., 1861, vol. XIV, p. 273): "There be two sorts of ambiguities of words; the one is ambiguitas patens and the other is ambiguitas latens. Patens is that which appears to be ambiguous upon the deed or instrument; latens is that which seemeth certain and without ambiguity for anything that appeareth upon the deed or instrument, but there is some collater.. matter ont of the deed that hreedeth the ambiguity. Ambiguitas patens is never holpen by averment, and the reason is, because the law will not couple and mingle matter of specialty, which is of the higher account, with matter of averment, which is of inferior account in law; for that were to make all deeds hollow and subject to averments, and so, in effect, that to pass without deed, which the law appointeth shall not pass but by deed. Therefore if a man give land to I. D. et I. S. haredibus, and do not limit to whether of their heirs, it shall not be supplied by averment to whether of them the intention was the inheritance should be limited. . . . But if it be ambiguitas latens, then otherwise it is. As I grant my manor of S. to I. F. and his heirs, here appeareth no amhiguity at all npon the deed; but if the truth be that I have the manors both of South S. and North S., this ambiguity is matter in fact; and therefore it shall be holpen by averment, whether of them it was that the parties intended should pass. . . . Another sort of ambiguitas latens is correlative unto this: for this ambiguity spoken of before is, when one name and appellation doth denominate divers things; and the second is, when the same thing is called hy divers names. As, if I give lands to Christ-Church in Oxford, and the name of the corporation is Ecclesia Christi in Universitate Oxford, this shall be holpen by averment, because there appears no ambiguity in the words: for the variance is matter in fact. But the averment shall not be of the intention, because it does not stand with the words. For in the case of equivocation the general intent includes both the special, and therefore stands with the words: but so it is not in variance; and therefore the averment must be a matter that doth induce a certainty, and not of intention; as to say that the precinct of 'Oxford' and of 'the University of Oxford' is one and the same, and not to say that the intention of the parties was that the grant should be to Christ Church in the University of Oxford."

§ 2473. Same: Blanks and Latent Ambiguities. A document may be void for intrinsic indefiniteness of terms (ante, § 2407); or it may be, though definite, impossible to enforce extrinsically, because there are no objects existing upon which its terms can operate. These are simple principles, well established in their sphere; but in concrete application both of them require discrimination from the foregoing principle concerning equivocations.

(1) Is a blank space an equivocation? It certainly fits two or more objects equally; and where it represents merely an insufficient term in an at-

⁴ Thayer, Preliminary Treatise on Evidence, 424; the learned author examines the history of vol. iv.—21 3505

tempted description it may be treated as an equivocation; because the writer has fixed upon an object, but his words do not carry the description far enough. On the other hand, where a blank space represents a failure to make a final expression of will, the act is incomplete; to supply declarations of intention would be to set up a rival will; there can be no interpretation, for there is nothing to interpret. It therefore depends on the particular document whether a blank space is an equivocation.

(2) Where the words and phrases of a document are in themselves indeterminative (as where a devise is made of "one of my seven houses"), there is again a case of failure to make a final expression of will; the actor has failed to make his selection, and his act is incomplete. On the general principle of legal acts (ante, § 2407), the document is (in the part in question) ineffective and void for uncertainty. This is Lord Bacon's amiguitas patens; 2 it cannot be interpreted, for there is nothing to interpret. But the terms may in effect indicate a final expression of will by leaving to some other person an election to take whichever object he wishes, - as in a devise of "any one of my seven houses"; here there is certainty of expression, and the act of another person is made a condition precedent.4 Where the words are

act of another person is made a condition of the latent person is made a condition of the testator, where there is only a hlank," excladed); 1790, Hnnt v. Hort, 3 Prec. Ch. 311 ("my other pictures to become the property of Lady "; L. C. Thurlow declined to "anpply a hlank hy parol evidence"); 1799, Price v. Page, 4 Ves. Jr. 679 (bequest to "Price the son of Price"; declarations of intent to give to a particular Price, admitted; "this is only that the testator did not know the Christian name"); 1877, De Rossa' Goods, L. R. 2 P. D. 66 (an executor named as "Percival of Brighton, Esq., the father"; applied to William Percival Hoxall, who answered the description); U. S.: 1897, Marske v. Willard, 169 Ill. 276, 48 N. E. 290 (lease of "lot No. — in assessor's subdivision of Whiting's block No. S"; the Identity of the lot provable by parol, since "it is perfectly clear from the lease, considered within Itself, that certain particular premises had been selected by the particular premises had been selected by the particular premises had been selected hy the particular premises had been selecte devised it after her death without naming any person; evidence of the testator's intention to devise it to his son F. E. was excluded).

The following curious case, which seems to belong here, should be compared with the citations in \$2467, ante: 1897, Dennis v. Holsapple, 148 Ind. 297, 47 N. E. 631 ("Whoever shall take good care of me, and maintain, nurse, clothe, and furnish me [etc.]... during the time of my life yet when I shall need the same, shall have all of my property." etc.: a letter of the teatstation. life yet when I shall need the same, shall nave all of my property," etc.; a letter of the testatrix to H., calling her to come and care for the testatrix and referring to the above provision in her will, admitted to show the testatrix'

intention).

See the quotation cate, § 2472. This is the problem satirized in Alexander Pope's Re-

"See the quotation ane, y 2-12. It is the problem satirized in Alexander Pope's Report of the Case of Stradling v. Styles, wherein it appeared that the testator had bequeathed "all my hlack and white horses" and the question was whether his six pyed horses passed (Works, Elwin & Conrthouse's ed., X., 430).

3 1802, Doe v. Joinville, 3 East 172 (devise to "my hrother and sister's family"; held void for nncertainty); 1901, Hanna v. Palmer, 194 Ill. 41, 61 N. E. 1051 (deed granting a part of the "west half of the northest quarter... containing one acre more or less," held void for nncertainty); 1896, Wilkins v. Jones, 119 N. C. 95, 25 S. E. 789 (description of land in a deed, held not too vague).

held not too vague).
So, too, a case of apparent a nivocation may, 50, too, a case of apparent e, nivocation may, after declarations of Intention are considered, turn out to be a case of failure to make a definite choice; 1833, Richardson v. Watson, 4 B. & Ad. 787 (devise of "the close in K. aforesaid now in the occupation of the said J. W."; the declarations of intention showed that the testator apparent to make a definite choice; the testator apparent to the testator appare posed that he had but one such close, but in fact he had two; the devise held vold for uncertainty, and not subject to election).

and not subject to election).

So, too, the terms may be void for repngnancy, or one repngnant term may override the other: 1839. Saunderson v. Piper, 5 Bing.

N. C. 425 (a hill of exchange read "two hundred pounds," and in the place for figures, "£245"; held, as against the acceptor, that his declarations indicating an Intention to accept for £245 were lnadmissible, on the theory of patent ambignity, and that the verdict should patent ambignity, and that the verdict should be for £200; Coitman, J., diss.); and cases clted post, § 2477, note 8.

Bacon, Maxim XXV (in a part of the pasage not quoted supra); 1900, Re Cheadle, 2 Cb. 620.

on the face of the document not final, but the extrinsic facts happen to make them certain — as where the devise is to "one of the children of A," and A has but one child -, the terms would seem to be void for uncertainty, whether the devisor knew the facts or not.5

(3) Where the terms of the document are definite, but the extrinsic facts make them impossible of execution — as where a devise is of "my house on Cedar street," and in fact the testator has no such house -, the act is again void, - not however for lack of finality in expression, but merely for impossi-

(4) Where the terms of a document contain an erroneous description, and under the principle of falsa demonstratio (post, § 2476) some part of it can be ignored as non-essential, the remainder may still become too vague and thus be void for uncertainty, on the principle of (2) above; for example, where a devise is made of "the house No. 19 Cedar street," and there is no house at No. 19 Cedar street, but only at No. 13 Cedar street, it might be possible to ignore the number as non-essential, but what remains would then be too uncertain, "the house on Cedar street"; whereas if there had been an additional term of description, "the house which my son lives in at No. 19 Cedar street," the remainder, ignoring the number, would have been sufficiently

§ 2474. Same: (2) Exception for E: meous Description. Does the exception for equivocations extend also devise is made to "J. S., el 3 at son of R. isdescriptions? For example, a whom fulfils one part but not the whole . the description, one person being and there are two persons, each of the eldest son of R. S., though not named J., and the other being a son of R. S. and named J., but not the eldest son; are declarations o. proper to consider? There are among the earlier rulings some which can be wrested into precedents upon this point. But the attitude towards inter-

B Wigram, Extrinsic Evidence, § 79, saggests the contrary solution, where the testator knows the facts; "it is the form of expression only, not the intention, which is amhignous." The following case shows the distinction between this and equivocation. 1887, Phelan v. Slattery, 19 L. R. Ire. 177 (tequest to "my nephew," there being at least five snech persons; the testator's instructions to his solicitor, admitted, because "the description is alike applicable to not only T. D. but to one or more other nephews").

er

ar

to

18

n,

LP

S

1

8

В

cable to not only T. D. but to one or more tween nephews").

6 1818, Beaumont v. Field, 2 Chitty 275 (deed of all the lands "now in the occupation of the widow K. and son"; at the time no lands were so occupied, the widow K. having been dead two years; held, that a verdict refusing to enforce the deed for uncertainty was good); 1834, King v. Badeley, 3 Myl. & K. 417 (devise over in case "certain contingent property" should vest in his children; there being no contingent interests in the children, the testator's declarations of his meaning were excluded).

7 Examples of this are given in §\$ 2476, 2477, post.

¹ Bacon's Maxim (quoted *onte*, § 2472) seems at first sight to deal with lt, ln the concluding at first sight to deal with it, in the concluding passage, but his notion is really a distinct one. Omitting some intervening cases, the course of rulings in the half-century before Miller v. Travers was as follows: 1790, Bangh v. Read, i Ves. Jr. 256 (similar to Selwood v. Mildmay, in/ra, the actual stock here being not so much as described; per L. C. Thurlow: "where a testator nese certain words which prima facie give a clear account, the same fact that enables yon to prove that there is a latent amhiguity enables yon to prove what was his intention"); 1792, Delmore v. Robello, i Ves. Jr. 412 (bequest to "all the children of his two sisters Reyne and Estrella"; before the date of the will, a sister named Reyne had become a nnn and lived at Genoa, and another sister Rebecca living at named regne had become a min and fived at Genoa, and another sister Rebecca living at Leghorn, with Estrella, had children; declara-tions of intention that he meant to provide for tions of intention that he meant to provide for the children of his sisters at Leghorn were ex-clinded, on the theory that this was not a latent ambiguity): 1796, Thomas v. Thomas, 6 T. R. 671 (devise "to my granddaughter Mary Thomas of Lleechlloyd in Merther parish"; one M. T.

pretation by extrinsic circumstances was down to the end of the 1700s so different from the modern attitude (ante, § 2470), and the rule for equivocations then held a relation to the rest of the law so different from its present one (ante, § 2472), that it is hardly possible to build up any doctrine to-day from the earlier rulings. However, in 1932, in the much-considered case of Miller v. Travers, the doctrine was plainly laid down that such a second exception existed:

1832, Tindal, C. J., in Miller v. Travers, 8 Bing. 244: "The cases to which this construction [Ambiguitas verborum latens verificatione suppletur] applies will be found to range themselves into two separate classes. . . . The first class is, where the description of the thing devised, or of the devisee, is clear upon the face of the will; but upon the death of the testator it is found, that there are more than one estate or subject-matter of devise, or more than one person whose description follows ont and fills the words used in the will. As where the testator devises his manor of Dale, and at his death it is found that he has two manors of that name, South Dale and North Dale; or where a man devises to his son John, and he has two sons of that name. In each of these cases respectively parol evidence is admissible to show which manor was intended to pass and which son was intended to take. The other class of cases is that in which the description contained in the will of the thing intended to be devised, or of the person who is intended to take, is true in part, but not true in every particular. As where an estate is devised called A., and is described as in the occupation of B., and it is found, that though there is an estate called A., yet the whole is not in B.'s occupation; or where an estate is devised to a person whose snrname or Christian name is mistaken; or whose description is imperfect or inaccurate; in which latter class of cases parol evidence is admissible to show what estate was intended to pass, and who was the devicee intended to take, provided there is sufficient indication of intention appearing on the face of the will to justify the application of the evidence."

Such being the language of the opinion in Miller v. Travers — a ruling which appears neither then nor subsequently to have met with anything but approval —, it was a singular fate which led to the repeal of the second part of the rule by the citation of the authority of the very case itself. An eagle pierced with an arrow winged by its own pinion, — such was the treatment of

was in fact only a great granddaughter and lived in another parish, and one Elinor Evans, elsewhere named in the will, was a granddaughter and lived in M. parish; though the devise was ultimately held vold for uncertainty, yet declarations of the testator were admitted, made on reading the will, that there was an anead to rectify it, as the place of abode would suffice to describe the devisee; the jury found that no such mistake in fact had been made); 1797, Selwood v. Mildmay, 3 Ves. Jr. 306 (bequest of "part of my stock in the 4 per cent. annuities of the Bank of England"; the testator had sold his 4 per cents and at the time of execution owned only "long" annuities; the attorney's testimony was received that the testator's instructions were based on the wording of a former will executed before selling the 4 per cents); 1797, Walpole v. Cholmondeley, 7 T. R. 134, 145 (the testator made a will in 1752, and another in 1756, and a third hy codicil in 1776; In the third he confirmed "his last will and testament dated Nov.

23, 1752"; It was offered to be shown by the scrivener of the third will that npon asking for the testator's prior will the testator referred him to M., who produced that of 1752; that the codicil of 1776 was then drafted by the scrivener in the belief that the will of 1752 was the last one, and that the recital of its date was not read over to the testator, etc., etc.; this was excluded, on the ground that there was no latent ambiguity); 1815, Stockdale v. Bushhy, 19 Ves. Jr. 381 (bequest to "my namesake Thomas S., the second son of my hrother J. S., over and above his equal share with his hrothers, 1000 l."; there was no son Thomas, hut the second son was William, and was given the legacy; the testator's declarations of Intention to give the second son 1000l. more than the others being admitted); 1821, Still v. Hoste, 6 Madd. 192 (bequest to "Sophia Still, danghter of P. S."; there were two danghters, neither of them named Sophia; the scrivener's testimony to the testator's instructions and a mistake in copying them was admitted).

Miller v. Travers in the closely ensuing case of Doe v. Hiscocks.² The latter ruling rested, of course, on some misconception of the former one, — though how this could arise is incomprehensible. Doe v. Hiscocks was thereafter followed almost implicitly, and may be said to represent the law of England to-day; though some judges have expressed their dissatisfaction with the result. In the United States, the question has seldom been raised, and no distinct rule can be predicated, — chiefly because of the frequent ignoring of the distinction between "intention" or meaning, as a general canon of interpretation, and "declarations of intention" as a specific subject of exception.

That the principle of the exception should include this class of cases can hardly be doubted. The description applies in part only to each object, and yet one of the two (or more) is obviously signified; there is no danger in receiving declarations of intention, because the precise words of the document cannot be literally applied in any event, and there is thus no competition between the words and the extrinsic utterance; it is simply a question which words shall be ignored as the un-essential part of the description:

**Biss, Doe v. Hiscocks, 5 M. & W. 363 (devise to "my grandson John H."; in fact, there were two sons, Simon, the oldest hy a first marriage, and John, the oldest hy a second marriage; held that this was not an equivocation, hat a misdescription, since J. fulfilled the name hat not the relationship, and S. vice versa, and that the testator's instructions and declarations were not admissinstructions and declarations were not admissingly one of this view, it was added that "these cases seem to us at variance with the decision in Miller v. Travers, which is a decision entitled to great weight," and "we are prepared on this point, the polut in judgment in Miller v. Travers, to adhere to the anthority of that case "). The facts excinded in Miller v. Travers have been already noted (ante, § 2471, n. 6). The error in Doe v. Hiscocks consisted in not perceiving that the facts excluded in Miller v. Travers had been there offered for a very different purpose from that of the facts offered in Doe v. Hiscocks; the opinion excluding the facts in Miller v. Travers expressivy sanctioned the purpose sought by the offers in Doe v. Hiscocks.

ΚV

80

na

ne

ay

186

nd

on-

he he

OF

ill.

188

on

to

of

rt.

ed

ret irin ed on

ch

rt le

of

he

m

he

er st id, ir.

e

18

ŀ

c- gg2

ď

expressiy sanctioned the purpose sought by the offer in Doe v. Hiscocks.

1846, Lindgren v. Lindgren, 9 Beav. 358 (similar to Selwood v. Mildmay, sspra, n. 1; the latter held not to have been overruled by Miller v. Travers or Doe r. Hiscocks); 1853, Bernasconi v. Atkinson, 10 Hare 345 (devise to "my first consin Vincent B., the son of my late nucle Peter B."; there existed a George Vincent B., son of another nucle Joseph B., and a Frederick B. son of the nucle Peter B.; the former visited the testator, but the latter did not; the Court considered the circumstances and habits of the persons, to ascertain the essential part of the description, hut would not consider declarations of intent; following Doe v. Hiscocks); 1860, Drake v. Drake, 8 H. L. C. 172 (a description fitting two persons, each in part only; the testator's instructions to the draftsman, excluded); 1874, Charter v. Charter, L. R. 7 H. L. 364 (the

facts are stated post, § 2477; declarations of intention were conceded by all the judges to be inadmissible, on the anthority of Doe v. Hiscocks, Bernasconi v. Atkinson, and Drake v. Drake, though Lord Selborne added, "why the law should be so, . . when evidence of the same kind is admitted in what Lord Bacon describes as cases of equivocation, I am not sure that I clearly understand").

that I clearly nuderstand ").

1894, Chappeli's Goods, Proh. 98 ("declarations of the testator . . . are probably not admissible ").

* 1874, Lord Selborne, In Drake v. Drake, supra; 1877, Hannen, J., in De Rosaz' Goods, L. R. 2 P. D. 66, 71.

* 1887, Decker v. Decker, 121 Ill. 341, 12

N. E. 750 (quoting with approval the above language of Tindal, C. J.); 1889, Ehrman v. Hoskins, 57 Miss. 192 (devise of "property deeded to B. hy Knox," with a description of bounds, etc., and afterwards a devise of the testator's "present home hy this will devised"; the former description in one point, and the phrase "present home hy this will devised"; the former description in one point, and the phrase "present home being partly on each, and the testator living in the part on the F. lot; declarations of Intention were excluded); 1897, Gordon v. Bnrris, 141 Mo. 602, 43 S. W. 642 (bequest to "Lncy May Gordon, granddanghter"; there was a granddanghter Mary Jane Gordon; evidence received of a conversation between the testatrix and the scrivener in which the former insisted that a granddanghter named May was intended); 1902, Willard v. Darrah, 165 id 660, 68 S. W. 1023 (quoted sapral; 1899, Van Nostrand v. Board, 59 N. J. Eq. 19, 44 Atl. 472 (bequest to "the Domestic Missionary Society" given to the "Board of Domestic Missions of the Reformed Church in America," on consideration of testator's membership in that church, his hahltnal use of "the Domestic Missionary Society" in referring to that Board, and his expressed intent; treated as an equivocation).

1902, Brace, P. J., in Willard v. Darral, 168 Mo. 660, 68 S. W. 1023 (the devise was to "my well-beloved nephews J. and W. W."; the testator had two grandnephews so uamed and also two grandsons so named, the latter being his intimates and the former being personally unknown to him; evidence of his repeated declarations that he had bought this land for them and that he had instructed the scriveuer in their favor was admitted). "The devise is 'to my well-beloved nepbews John and William Willard'; and it is found from the indirect paroi evidence that there are two sets of brothers, each named John and William Willard, — the plaintiff and his brother, 'well-beloved' grandsons of the testator, and two grandnephews, not 'well beloved' of him, and having no legal or moral claim on 1 is bounty. As to each of these sets of brothers the description contained in the will is partly correct and partly incorrect. It is correct as to the Christian and surnames of each set. It is correct as to neither in the superadded description of relationship to the testator, as the word "nephew," simpliciter, canuot be held to include graudnephews and the inapplicability in this case is re-enforced by the word 'beloved' prefixed thereto. So that the description in the will, when it comes to be applied to those only who can possibly have been intended, is just as equivocal in point of fact as if these additional words of description had been omitted, as in the first case supposed. The description of the persons is partly correct and partly incorrect, leaving something equivocal. The description does not apply precisely to either of these two sets of brothers, but it is morally and legally certain that it was intended to apply to one or the other, thus bringing the case within the rule established by the second class of cases, in which direct or extrinsic parol evidence, including expressions of intention, is admissible. Such evidence was therefore admissible in this case, in order to solve a latent ambiguity produced by extrinsic evidence in the application of the terms of the will to the objects of the testator's bounty, to prevent the fourth clause of the will from perishing, and obviate a partial intestacy of the testator. Its effect is not to establish an intention different in essence from that expressed in the will, but to let iu light by which that intention, rendered obscure by ontside circumstances, may be more clearly discerned, and the will of the testator, in its entire

§ 2475. Same: (3) Exception for "Rebutting an Equity" (Legacies, Advancements, and Disinheritance). Wherever in the interpretation of a will, a certain term or legal effect is implied by a general rule of law (and not as a matter of inference from the specific words or phrases of a particular will), the source of such an implication is something external to the will; therefore the reason for excluding declarations of intention (ante, § 2471)—namely, their rivalry with the words of the will, and the risk of their abuse—falls away, and the declarations may be considered. For example, when a testator names an executor, the rule of presumption, that the residue of personalty is by implication bequeathed to him, is a general and artificial rule independent of the particular will. So, too, the counter-presumption that a specific legacy to the executor negatives the implication of a bequest of the residue. Hence, if the rule is to be merely a presumption—i.e. if a contrary intent may be established—, the ascertainment of the actual intent may include all useful data, including the testator's circumstances and declarations:

1821, Plumer, V. C., in Hurst v. Beach, 5 Madd. 351: "Where the Court raises the presumption against the intention of a double gift, by reason that the sums and the motive are the same in both instruments, it will receive evidence that the testator actually intended the double gift he has expressed; in like manner, evidence is received to repei the presumption raised against the executor's title to the residue from the circumstance of a

legacy given to him; and to repel the presumption that a portion [for a child] is satisfied

Accordingly such has long been the practice in dealing with the artificial rules as to a bequest of the residue to an executor, a gift of advancement to a child 2 or a husband, 3 and is capable of application to any general and artificial rule of inference as distinguished from a specific inference founded on a

In more recent times an analogous situation has come to be presented under that class of statutes which requires that a child's intestate share be distributed to him, in spite of a testamentary disposal to other persons, unless it is made to appear that the child was "intentionally omitted" from the will. Here the rule of the statute is again merely one of presumption, artificially raised for all wills, independently of a particular document, and corresponding precisely (though reversely in tenor) to the rule which took the residue from the next of kin and gave it to the executor, unless a contrary intent appeared. Hence, unless the statute expressly requires the intent to be ascertained from the will alone, the testator's declarations may be considered with the other data.

§ 2476. Falsa Demonstratio non nocet; General Principle. It is not necessary, and it is not humanly possible, for the symbols of description, which we call words, to describe in every detail the objects designated by the symbols. The notion that a description is a complete enumeration is an instinctive fal-'acy which must be got rid of before interpretation can be properly attempted (ante, § 2458). For example, a devise of "the house owned by me at No. 19 Cedar Street, Millville, Massachusetts," is obviously a mere shorthand indication of some simple but essential attributes of the house. How many stories, rooms, doors, windows, closets, has it? What is the color of paper on the respective walls, the kind of wood in the floors, the number of steps on each stair-flight, the pattern of the window frames? These and a hundred

XV

us to

med ing

this

ed). and

and

tor, aim

will

of the

OW

eto.

rho

ad-

de-

cal. t is

ing

rin-

VAS

in-

B'TC tes-

hat

nt-

ire

10in

er

he re

ly,

lls

or

is

nt ey æ,

ul

70

ıe

^{1 1723,} Rachfield v. Careless, 2 P. Wms. 158; 1734, Brown v. Selwin, Cas. t. Talbot, 242; 1791, Nonrse v. Finch, 2 Ves. Sr. 344, 357; 1794, Clennell v. Lewthwhite, 2 Ves. Jr. 465, 644. The earlier doctrine about executors was changed by

sariler doctrine about executors was changed by St. 1 W. IV, c. 40. Compare the following: 1816, Langham v. Sanford, 2 Meriv. 6; 1891, Re Anplebee, 3 Ch. 422, 428.

1790, Ellison v. Cookson, 2 Ves. Sr. 100, 107; 1997, Finch v. Garrett, 102 Ia. 381, 71 N. W. 429; 1894, Palmer v. Culbertson, 143 N. Y. 213, 38 N. E. 199.

1790, Clinton v. Hooper, 2 Ves. Sr. 173,

^{1790,} Clinton v. Hooper, 2 Ves. Sr. 173,

⁴ Compare the following: 1897, Wentworth v. Read, 166 Ill. 139, 46 N. E. 777 (intent to v. Read, 166 III. 139, 46 N. E. 777 (intent to charge legacies on realty; no extrinsic declarations admissible); 1898, Ingersoli v. Hopkins, 170 Mass. 401, 49 N. E. 623 (will in contemplation of marriage; extrinsic facts excluded; St. 1892, c. 118, construed).

3 As in Michigan: 1898, Carpenter v. Snow, 117 Mich. 489, 76 N. W. 78.

6 1897, Hawhe v. R. Co., 165 Ill. 561, 46 N. E.

^{240; 1899,} Re O'Connor, 21 R. I. 465, 44 Atl. 591; 1889, Coulam v. Douil, 133 U. S. 216, 231, 10 Sap. 253 ("Since under the statute that evidence opens np a question as to the testator's intention which but for the statute could not intention which but for the statute could not have arisen, and which by the statute is not required to be determined by the will, we cannot perceive wby the disposal of it should be so limited"; applying the Colorado statute, and examining prior cases); 1886. Atwood's Estate, 14 Utah 1, 45 Pac. 1036. Contra: 1895, Re Salmon's Estate 107 Cal 514 40 Pac. 1030. mon's Estate, 107 Cal. 614, 40 Pac. 1030.

Distinguish the following question, arising under such a statute: 1998, Callaghan's Estate, 119 Cal. 571, 51 Pac. 860 (will leaving property in A. to grandchildren; the Code, § 1307, would allow them to have an arrange laborated in the will allow them to have an equal share if in the will the testator had "omitted to provide" for them; to show that they had in effect been omitted, evi-dence that the testatrix did not own or claim any property in A. at the time of making the will, excluded, because there was an express

other details would go to fill out the description. Without them, it is imperfect, in an absolute sense. Yet no one would insist that the devise was void for uncertainty, for lack of the addition of these details. Why? Because the features mentioned do happen to suffice to fulfil the purpose of interpretation, namely, to enable us to find the object designated, and to select it with fair certainty from others. Certainty, in other words, is a relative term; it signifies that the few terms employed are the essential ones for the purpose. Had they not been in themselves sufficient, we might even have looked at extrinsic declarations of intention (ante, § 2472).

Conversely, then, an excessive description is not inherently fatal, if the essential terms of it can be ascertained. A devise of "my yellow house at No. 19 Cedar Street" may lead us to a white house at that place; and if we can surely believe, under all the circumstances, that the street number of the house, not the color of the paint, is the essential term, we are to apply the devise to that house. Just as we found that the omitted terms were not essential to applying the description, so we may find that some of the inserted terms are not essential. Each description of a single object must be conceived of as a single utterance, — just as one cipher cable word may represent a message of forty words. We are doing it no violence by ignoring the nonessential terms; for neither the omission nor the insertion of non-essential terms alters its essence as a whole. By conceiving clearly the singleness of each description as a symbol of a single object, we appreciate that the imperfections of either omission or insertion do not destroy its character as a single effort at the designation of a single object. And so we come to the maxim Falsa demonstratio non nocet.

The practical problem in a particular case of course is to ascertain which specific term is the essential one. But the important point of principle is that the process of ascertaining it, and then of ignoring the others in the application of the description, is entirely consistent with the general process of interpretation. Ever since the time of Bacon (to go no further back) this has been understood and accepted:

Circa 1597, Sir Francis Bacon, Maxims of the Law, XXIV (Works, Spedding's ed., voi. XIV, p. 267): "Præsentia corporis tollit errorem nominis, et veritas nominis tollit errorem demonstrationis. There be three degrees of certainty, - presence; name; and demonstration or reference: whereof the presence, the law holdeth of greatest dignity; the name, in the second degree; and the demonstration or reference, in the lowest; and always error or falsity in the less worthy shall not control nor frustrate sufficient certainty and verity in the more worthy. And therefore if I give a horse to I. D. being present, and say unto him, I. S. take this; this is a good gift, notwithstanding I call him by a wrong name; but so had it not been if I had delivered the horse to a stranger to the use of I. S. where I meant I. D. So if I say noto I. S., Here I give you my ring with the ruby, and deliver it with my hand, and the ring bear a diamond and no ruby; this is a good gift notwithstanding I named it amiss. . . . Now, for the second part of this rule, tonching the name and the reference; for the explaining thereof it must be noted what things sound in name or in demonstration, and what things sound in demonstration or addition; as first, in lands the greatest certainty is, where the land hath a proper name and cognizance; as, 'the manor of Dale,' Grandfield,' etc. : the next is equal to that, when the land is set forth by

id

Ю

8-

h

it

A.

16

0.

n

e

d

đ

8

1

f

ounds and abuttals, as 'a close of pasture abutting on the east part upon Emeden 4 2476 Weed, on the south upon, etc.' . . . Therefore it I grant my close cailed Dale, in the parish of Hurst, in the county of Southampton; and the parish likewise extendeth into the county of Berkshire, and the whole close of Dale fieth in the county of Berkshire; yet because the parcel is specially named, the falsity of the addition hurteth not; and yet this addition did sound in name; but, as was said, it was less worthy than a proper

1861, Caton, C. J., in Myers v. Ladd, 26 Ili. 415, 417: "If I give a bill of sale of my black horses, and describe them as being now in my barn, I shall not avoid it by showing that the horses were in the pasture or on the road. The description of the horses being sufficient to enable witnesses acquainted with my stock to identify them, the locality specified would be rejected as surplusage. Nor ie this rule confined to personal property. It is equally applicable to real estate. If I sell an estate, and describe it as my dwelling house in which I now recide, situate in the city of Ottawa, I shall not avoid the deed by showing that my residence was outside the city limits. So if a deed describe lands by its correct numbers, and further describe it as being cituated in a wrong county, the latter is rejected. The rule is, that where there are two descriptions in a deed, the one, as it were, anperadded to the other, and one description being complete and sufficient of itself, and the other, which is subordinate and superadded, is incorrect, the incorrect description, or feature or circumstance of the description, is rejected as surplusage, and the complete

In applying the principle there is no inherent difficulty. The process consists in looking at all the circumstances (ante, § 2470) that can throw light on the sense of the words of description and their relative essentiality; and the terms thus found to be the essential ones are applied, unless they are too uncertain (ante, § 2473) and therefore void. But the superficial bearing of other rules has tended often to create confusion, and to obstruct the full operation

(1) The supposed rule against disturbing a "plain meaning" (ante, § 2462). When the present rule is to be applied, a part of the description being found erroneous but non-essential, three situations may be distinguished. First, only one object may be eligible to answer the description; this is the common case (illustrated above by Bacon's examples), about which no difficulty can arise. Secondly, two or more objects may be eligible, the description being in one part imperfect for one, in another part for the other; this is a frequent case, and the rule is equally well settled. Thirdly, two or more objects may be eligible, one of which perfectly answers the description, the others imperfectly in some respects. Now in this situation the rule against disturbing a plain meaning (if such a rule be recognized) will of course oblige us to apply the description to the first object, even though it could be made to appear that a part of the description was non-essential and that the essential terms of it were actually used to designate one of the other objects. So far, then, as such a rule is recognized, it prevents the due operation of the

(2) The rule against overthrowing the terms of a document by reason of a

The easy question here is whether declarations of intention may be considered: ante, \$2462; see especially Tucker v. Seaman's Aid Society, Mass.

mistake (ante, § 2421), or, what is the same thing, by declarations of a contrary intention (ante, § 2471), is a legitimate one, and must be observed. Hence, if a devise is of "my white house at No. 19 Cedar Street," and it is proposed to show that the word " white " was by mistake inserted for "green," this proposal must be rejected as improper. Now, in many of the instances of this sort, that has been the form of the proposal, and the Court's necessary rejection of it has therefore seemed to be a discountenancing of the present principle that falsa demonstratio non nocet. By approaching the problem from the wrong point of view, the party has prevented the document from being rightly dealt with. The words cannot be overthrown from within (as it were), by attacking the terms of the document; but, taking them as they are, they can be interpreted from without, and the imperfect surplusage of description will not prevent the application of its essential terms. Hence, in such cases as above, if the attempt is made to interpret the description by looking at the testator's circumstances, and if the circumstances are that he had one house only on Cedar Street, that it was numbered 19, and that it was in former days painted white, we may then be willing to conclude that the color-term in the description is entirely subordinate and non-essential, and that the now green house at No. 19 Cedar Street is the identical object which the testator was attempting to describe in the words " my white house at No. 19 Cedar Street." In so doing, we make no assumptions whatever as to how the word "white" came into the will, whether by a draftsman's mistake or otherwise; we merely interpret what is found in the document, and we conclude that the description as a whole was used of a particular house. The occasionally improper method of approaching the problem, then, explains most of the rulings in which the present principle seems to be inoperative.

(3) When, in applying the present principle, the imperfect surplusage is ignored, the remainder must of course be sufficiently definite to be capable of application; else it would be void for uncertainty (ante, § 2473). The question, then, often arises whether, in a will, a term may be implied which would be necessary, and also sufficient, to remove that uncertainty. For example, in a devise of "a four-story house at No. 19 Cedar Street," it may appear that the testator owns no house at No. 19, but does own a four-story house at No. 219 on that street; assuming, then, that the house-number is non-essential, the remaining terms are "a four-story house on Cedar Street"; but this is obviously by its vagueness incapable of application. Now it may be assumed that the testator would not have devised a house not owned (or believed by him to be owned) by himself; but the fact remains that the terms of a will are merely "a" four-story house. Is there, then, any stretch of reasoning by which, though not directly inserting the words "owned by me," we may construe the word "a" or "house" as signifying "one of mine," or the like? This is the point of controversy on which many rulings turn; and the general

Particularly in Kurtz v. Hibner, Ill., cited Instit. II, 20, 4: "Non solum antem testatoris vel heredis res, sed et aliena legari potest; ita post, § 2477.

In Roman custom, on the contrary, this increct mode of gift was not uncommon: Just.

vel heredis res, sed et aliena legari potest; ita ut heres cogatur redimere eam et præstare, vel, si non potest redimere, æstimationem dare."

opinion is that no such implication is permissible. Such rulings, however, do not involve any doubt of the principle falsa demonstratio non nocet; they merely decline to imply into the will, for the purpose of being interpreted,

§ 2477. Same: Application to Deeds and Wills. (a) In its application to deeds of land, the foregoing principle has long been recognized without hesitation; and numerous presumptive canons of interpretation have been formed, as to the prevalence of monuments over distances, and the like, for those parts of a description which deal particularly with the metes and bounds. The principle is also frequently exemplified in other kinds of descriptive terms.1 Probably the reason why there has not here been the confusion which has marked some of the testamentary cases is that, with deeds, no one would ordinarily think of proposing to overturn its words on the ground of individual mistake, the standard necessarily being a mutual one (ante, § 2466); and thus the problem is usually approached from the proper point of view.2 The principle is of course equally applicable to contracts and all bilateral

1 1898, Cowen v. Truefitt, 2 Ch. 551 (deed of rooms on 2d floor of Nos. 13 and 14, Old Bond St., with free ingress "through the staircase and passage of No. 13"; there was a staircase in No. 14 hnt none in No. 13; held that the words "of No. 13" might be rejected as fulsa demonstratio, and the deed made effectual by the only staircased: 1897. Gordon v. Kitrell.—Miss. stratio, and the deed made effectual by the only staircase); 1697, Gordon r. Kitrell, — Miss. — 21 80. 922 (an assessment of "east fractional section 12, township 6, range 6, W," and a deed of "lot 6, McLeod's snbdivision, west side of river, section 12, township 6, range 6, W," identity of the two parcels shown); 1844, Hathaway r. Power, 6 Hill N. Y. 453 (a deed of "all that certain tract or parcel of land situate in township number 11 in the third range of townships, ... it being 160 acres of land, in lot number 14," held to convey all of lot 14, though it contained 185 acres; "the number of acres ... can only be regarded as an attempted designation of quantity which turns out to be errocan only be regarded as an attempted designation of quantity which turns out to be erroneous"); 1896, Higdon v. Rice, 119 N. C. 623, 26 S. E. 256 (example of erroneous courses, distances, etc., applied); 1896, Davidson v. Shuler's Heirs, ib. 582, 26 S. E. 340 (to locate a chestnut-Heirs, ib. 582, 26 S. E. 340 (to locate a chestnut-tree corner, evidence of the one actually marked, admitted, although the description "a chestnut, S. E. corner of G. W.'s lot" became erroneous, and read "N. E. corner, elc."); 1900. Wiseman y. Green, 127 id. 288, 37 S. E. 272 (Furches, J.: "The deed contains the following calls: 'Begin-ning on the sontheast bank of Toe river, two rods below the mill house, and runs west north. rods below the mili house, and rans west, north, east, and south, to the beginning, so as to include the mill and site and two acres of land, it being the mini and site and two acres of land, it being and inclinding the land sold as the excess of the homestead of A. Wiseman. It appears from the survey and the evidence in the case that the land contained in the calls of this deed does not include the saw mill, nor the grist mill, nor the mill site. But, if the first call 'west' is reversed, and read 'east,' instead of 'west,' the description in the deed, 'beginning on the southeast bank of

the Toe river, two rods below the mill house, will include both the saw and grist mill and mill site.

. It seems to us that common sense, justice, law, and the precedents of this Court sustain the ruling of the Court, and the finding of the justy that west was a mistake, and should have been written 'sast.' This being so, the Court does not change the deed, but only puts a legal construction upon it, which creates no new rights, nor does it affect the rights of others"); 1900, Silliman v. Whitmer, 196 Pa. 363, 46 Atl. 489 (deed describing land erroneously as to county, admitted); 1895, Scates v. Henderson, 44 S. C. 548, 22 S. E. 724 (where the fourth side of a lot was said to be bounded by a lot owned by C. H. C., and this, on being shown incorrect, was rejected, and a lot owned by K. and F. taken as boundary); 1858, Fancher v. DeMontegre, I Head 40 (deed-land described as "Grant No. 4795 to J. R."; that the grant was really No. 4794 to T. B. E., held immaterial, the land being otherwise eufficiently identified); 1892, Rushton v. Hallett, 8 Utah 277, 30 Pac. 1014 (deed reserving "the street heretofore deeded to said city"; a street had been laid off but not (deed reserving "the street heretofore deeded to said city"; a street had been laid off but not deeded; the description was applied to that street, the error being "matter of description only").

only "."

For cases involving the use of an erroneous surname of a person, see ante, § 2465.

3 The foliowing case illustrates how a Court may be misled in this way: 1899, Donehoo v. Johnson, 113 Ala. 126, 21 So. 70, 2 . 886 (deed; described by a line "to a star. At the northwest corner," etc.; the fact that there was a stake at the northeast corner but none at the northwest corner, and that the word "northwest" had by mistake been inserted instead of "northeast," excluded).

3 1891, New York Life Ins. Co. v. Aitkin, 125 N. Y. 661, 26 N. E. 732 (D. and his wife mortgaged to the plaintiff; then D. conveyed to G., who covenanted to pay the mortgage; then

(b) Many early English rulings upon wills recognize the principle, and some of them show a surprising approximation to the modern attitude; 4 in the cases of later times there seems to have been a consistent observance of the principle.⁵ But in the rulings in the United States there has occurred, in

G. and his wife conveyed to the defendant, who covenanted to pay "a certain mortgage made and executed by the party of the first part to the N. Y. Life Ins. Co. bearing date the 3d day of December, 1868, to secure the sum of \$4000''; the defendant being charged with the mortgage made by 1D. and his wife, the description in the defendant's covenant was applied under the circumstances to D.'s mortgage, in spite of the error of describing it as G'el.

detendant's covenant was applied inner are circumstances to D.'s mortgage, in spite of the error of describing it as G.'s).

4 1607, Sir Moyle Finch's Case, 6 Co. Rep. 65 b (a deed held good, for "although the grantor's christian name was mistaken, yet for asmuch as there was a sufficient certainty to ascertain the name of the grantor, sc. Abbot of W., for that reason the grant was adjudged good; for in this lease it is true nikil facit error nominis cum de corpore constat; hut otherwise it is of a writ"); 1629, Chamberlaine v. Turner, Cro. Car. 129 (devise of "the house or tenement wherein W. N. dwelleth, called The White Swan, in Old street"; it appeared that W. N. occupied only the entry and three rooms, while other persons occupied the remainder; the devise was held to pass the entire house); 1636, Blague v. Goid, Cro. Car. 447, 473 (devise of a house "called the Corner-House, in Andover, in the tenne of B. and H."; in fact the corner-house was; held, that the corner-house passed; "and the addition 'in tenura H.,' although it be not in his tenure and is a mistake, yet it is hut surplusage, and although false, shall not vitiate the devise").

the devise").

5 1723, Beanmont v. Fell, 2 P. Wms. 141 (bequest of 500% to "Catherine Earnley"; Gertrude Yardlev claimed it, and the facts were that the testator had usually called her "Gatty" and of course would prononnee her surname "Yarnley," that he spoke so low that the drafteman could hardly understand, and finally that he had declared that he would do well for her in his will; the Master of the Rolis declared that this would not have been considered, for a devise of land, hat being a chattel bequest "makes it a different case," even "after making the statute of frands, provided there is a will in writing"); 1749, Door v. Geary, 1 Ves. Sr. 255 (bequest to the wife of "£700 capital East India stock in which he was then interested, possessed of, or intitled nnto"; he had no East India stock, but had in his name £700 of Bank stock which had belonged to the wife; L. C. Hardwicke applied the bequest to the latter; "why is this a greater mistake than the devise of a biack, having only a white horse, where the word 'black' should be rejected?"); 1784, Thomas v. Steward, 7 T. R. 140, note (devise of "Thomas Thomas, dead before the making of the will, and a second son Richard; on hearing evidence of the circnmstances as known to the testatrix,

a verdict was given for Richard); 1812, Garrey v. Hibbert, 19 Ves. Jr. 125 (bequest to "the three children of D. D., the snm of 600 l. each"; D. D. had four children, all born before the date of the wili; and the bequest was applied to all; "the ground on which the Court has proceeded is that it is a mere slip in expression; the meaning is all children, or all servants; and the Conrt conceiving the intention to be to give to each child so much, strikes out the specified nnmber"); 1813, Goodtitle v. Sonthern, 1 M. & S. 299 (devise of "all that my farm, lands, and hereditaments called Trognes-farm, situate within the parish of Darley in the county of Derhy, now in the occupation of A. Clay"; two of the closes of Trogues-farm were not in the of the closes of Trogues-farm were not in the occapation of Clay, but were held to pass; "the defective description of the occapation will not alter the devise"); 1820, Doe v. Hnthwaite, 3 B. & Aid. 632 (devise to "G. H. eldest son of J. H.," and in defanit, etc., to "S. H. second son of J. II.," and in defanit, etc., to "J. H. third son of J. H.," and in defanit, etc., to "C. H. yonngest son of J. H."; in fact, S. H. was the third son, and J. H. was the second son; issue directed to ascertain whether the name or the relative ages of the daviseace was the capacital. issne directed to ascertain whether the name or the relative age of the devisees was the essential pa. of the description); 1844, Newboit v. Pryce, 14 Sim. 354 (bequest to "John N., second son of Rev. W. S. N., vicar of S."; there was a W. R. N., vicar of S., and he had three sons, G. D. N., R. H. N., and John P. N., the last being the third; the bequest was given to John P. N.; and the fact of the testatrix' "hahit of calling one of the sons by the name of John" was held admissible); 1844, Lee v. Pain, 4 Hare 201, 249 (bequest to "the three Pain, 4 Hare 201, 249 (bequest to "the three sisters of the late Miss J. S."; she had four sisters surviving; Wigram, V. C., held that "where a legacy is given to the three children of A, A having four, five, or any larger number of shiding at the date of the mill the Country of the side of of th of A, A having four, five, or any larger number of children at the date of the will, the Court will reject the word 'three' npon the presumption of mistake, and all the children of A will be entitled"); 1853, Bernasconi v. Atkinson, 10 id. 345 (cited ante, § 2474); 1856, The Clergy Society, 2 K. & J. 615 (bequest to "The Clergy Society . . . in London"; several societies considered, but none found to be the precise probable chiests of the testatrix' words: the money sidered, but none found to be the precise probable objects of the testatrix' words; the money therefore distributed by the Court npon its own scheme cy pres); 1874, Charter v. Charter, L. R. 7 H. L. 364 (appointment of "my son Forster Charter, as the executor," and devise of "all my messuages" to him, he to allow maintenance to the testator's wife "as long as they reside together in the same house"; the circumstances were that an elder son, William Forster C., and a younger son, Charles C., survived, and that the former had had disputes with his father and lived 100 miles away, and was known as "William," while the latter lived in his father's house on intimate terms; the in his father's house on intimate terms; the

a few jurisdictions, more or less apparent confusion of precedents, due chiefly \$ 2477 to one or another of the three considerations already noted (ante, § 2476). In particular, the case of Kurtz v. Hibner, in Illinois, has been the centre of much discussion, and serves well enough to illustrate both the principle and the misunderstandings about it.6 On the whole, a sound result is reached in

probate to William Forster having been reprobate to William Forster naving voked, this decree was sustained by an evenly divided vote, one half of the law lords appartial that the term of description ently believing that the term of description resides in the same house" was essential and

"resides in the same house" was essential and prevailed over the name).

§ 1870, Kurtz v. Hibner, 55 Ill. 514 (devise to E. of the "W. 1 of the S. W. 1 of Sect. 32, T. 35, R. 10, containing 80 acres," and to J. of the S. 1 of the E. 2 of the S. 1 Sect. 31, in T. 35, R. 10, containing 40 acres "; the circumstances were excluded that the testator owned no so. acre tract in S. 32, but did own such in 80-acre tract in S. 32, hut did own such in S. 33, and that he owned a 40-acre and in S. 32, htt — presumably — not in S. 32 and that E. had been long in occupation of the further that the draftsman of the will had hy mistake inserted 32 for 33, and 31 for 32; the mistake inserted as for 55, and 51 to 55, and 52 to 53, and 52 to 53, and 54 to 55 t declarations of intent and the mistaken drafting, on the principle of §§ 2421, 2471, ante; and the opinion intimates that, had the will contained any other term of description identifying it, as in Riggs v. Myers, Mo., "my estate" or the like, the case could have been treated as one of misdescription and the erroneous term omitted; the opinion having been criticised by Redifield, C. J., the editor, in a note in 10 Am. Law Reg. K. J., the editor, in a note in 10 Am. Law Reg. s. s. s3, it was defended by Caton, J., not the writer of the opinion, in ib. 353, and was justiwriter of the opinion, in 10. 333, and was justified expressly on the above-named ground, that "if in this case the word 'my' had been need, instead of 'the,' in connection with the description, then indeed there would have been sometion, then indeed there would have been some tiou, then indeed there would have been something in the will to construe. . . an additional description by which the Court might have determined the subject of the devise after having eliminated '32'; . . . the fundamental error of the editor consists in his assuming that necessarily the testator designed to devise land to which he had a present existing title"; the ruling in Kurtz v. Hihner, thus explained, therefore stands for two propositions. (1) that if a ruling in Kurtz v. Hihner, thus explained, therefore stands for two propositions, (1) that if a description does not fit any object exactly, the circumstances may be considered and any part of the description which appears erroneons and nneasential may be ignored; (2) that, in settling what is the description to be taken for this purpose, the words "being my property" cannot be read into the will by implication; on the first point, all the later cases in Illinois, except sppareutly Bishop v. Morgan, are in accord; on spparently Bishop v. Morgan, are in accord; on the second point, they all assume the same doctrine, but seem not expressly to meet the question; see further a comment by Julius Rosenthal, Eaq., in the Chicago Legal News,

Mar. 18, 1871).

Mar. 18, 1871).

**Illinois: 1876, Bishop v. Morgan, 82 III.

351 (devise of "S. E. ‡ of Sec. 10, . . . contain-

ing 40 acres more or less," the testator really owning only the S. E. \(\frac{1}{2} \) of the N. E. \(\frac{1}{2} \); the fact of his ownership of the latter, excluded, on the supposed anthority of Knrtz v. Hibner; Dickey, J., and Sheldon, C. J., diss., on the ground that the clanse "containing 40 acres" supplied a sufficient description; the dissent is clearly correct): 1878. Emmert v. Haves. 89 id. 16 (devise rect); 1878, Emmert v. Hayes, 89 id. 16 (devise rect); 1878, Emmert v. Hayes, 89 id. 16 (devise of "my estate of 195 acres in T. 3. etc.," the testator not owning anything in the section named; this fact was admitted and the devise applied; "where there are two descriptions, one superadded to the other, and one description being complete and snfficient of itself and the other subordinate and superadded, incorrect. other, subordinate and superadded, incorrect, the incorrect feature is rejected as surplusage"; this ruling follows ont the implication of Knrtz this ruling follows ont the implication of Knrtz v. Hibner; the above language is reproduced from the opinion in Myers v. J.add, Ill., quoted ante, § 2476); 1885, Bowen v. Allen, 113 id. 53 (devise of "my house and lot in the town of P. Ill., the north § part of lot 19 hlock no. 10, railroad addition"; held, that if the fact appeared that the testatrix owned no house and lot in lot 19, hnt did own one in lot 12, the description would be annied: "in Knrtz v. Hihner. had the 19, hnt did own one in lot 12, the description would be applied; "in Knrtz v. Hilmer, had the will described the property as his farm in the tewnship and he had held no other in the tewnship, then a different result would have been reached"); 1887, Decker v. Decker, 121 id, 341, 12 N. E. 750 (devise of "my real estate," including "30 acres off the W. 10 of the N. E. 10 of the N. E. 10 of the N. W. 10 of the N. E. 10 of the N. W. 10 of the N. E. 11 of the N. W. 10 of the N. E. 11 of the N. W. 10 of the N. E. 11 of the N. E. 11 of the N. E. 11 of the N. E. 12 id. 214, 31 N. E. 13 (devise of "70 acres off the S. side of the N. 10 of the N. W. 10 of the N. T. 5, R. 6," the testator really owning only the S. W. id. 214, 31 N. E. 13 (devise of "70 acres off the S. side of the N. ½ of the N. W. ½ of S. 16, T. 5. R. 6," the testator really owning only the S. W. ½, not the N. W. ½; this fact, and the error of the draftsman in not following the instructions, excluded; though "if the description, after rejecting the repngnant element, were sufficient to describe accurately the land, it might be adopted"; practically following Knrtz v. dilner exactly, and not inconsistent with the three immediately foregoing cases; the error of the opinion consists in expressly reviving the anthority of Bishop v. Morgan, which had practically been overruled by the three cases anceeding it); Indiana: 1865, Cleveland v. Spillman, 25 Ind. 95 (devise of "my land, being the S. ½ of the N. E. ½, T. 36, R. 3, S. 12," but the testator owned only the N. W. ½; the davica was applied to that land, by treating the erroneous part of the description as immaterial); 1881, Judy v. Gilbert, 77 id. 96 (devise of "N. E. ½ of the S. E. ½ of T. 29, R. 37, S. 11"; hut the testator owned only the N. E. ½ of the

From the foregoing class of cases should be distinguished those in which an insufficient description (as in a deed naming a section, without range or

S. W. \(\frac{1}{2}\); the mistake of the draftsman, not allowed to be shown); 1885, Funk v. Davis, 103 id. 281, 2 N. E. 739 (devise of "N. W. \(\frac{1}{2}\) of T. 27, R. 28, S. 3," the testator owning only the N. E. \(\frac{1}{4}\); 6. E. 4: these facts were considered and the description applied to the latter piece); 1897, Hartwig v. Schiefer, 147 id. 64, 42 N. E. 471, 46 N. E. 75 ("my life insurance policy amounting to \$1000"; there was only one policy, payable to the wife, and, if dead, to her children; the wife was dead; facts admitted to identify it as having bear tracted. the wire was deau; racts admitted to identify it as having been treated by him as his, though rnnning to his children); 1899, Whiteman v. Whiteman, 152 id. 263, 53 N. E. 225 (will reciting a former will of Oct. 18, 1890, and purporting to be a codicil thereto; the fact that no such former will existed, except one of Feh. 1890, destroyed after being incorporated in the no such former will existed, except one of Feh. 1890, destroyed after being incorporated in the codicil, admitted, on the theory of "latent ambiguity"); Iowa: 1873, Fitzpatrick v. Fitzpatrick, 36 Ia. 674 (devise of "W. ½ of the N. E. ½ of S. 23 in T. M. township," the testator owning only the E. ½; declarations of intention excluded; "in all the cases... the language of the will, after rejecting the false description, has been sufficient to show what property or person was intended: ... we can description, has been sufficient to show what property or person was intended; ... we cannot presume that the testator intended to assert his ownership of the thing bequeathed"; Eckford v. Eckford, infra, seems to ignore the tendency of the first quotation above!; 1887, Christy v. Badger, 72 id. 581, 34 N. W. 427 (devise of "a small farm in Wayne Co., Ia., near the Missouri line"; rule of Fitzpatrick v. Fitzpatrick, supra, followed); 1887, Covert v. Sebern, 73 id. 564, 35 N. W. 636 (devise to "my stepson H. S. Covert"; there was only a stepson named John Harvay C.: the mistake of the serimental lines. Covert"; there was only a stepson named John Harvey C.; the mistake of the scrivener allowed Harvey C.; the initiate of the scrivener and well to be proved, to identify the devisee); 1892, Eckford v. Eckford, 91 id. 54, 58 N. W. 1093 (devise of "S. E. \(\frac{1}{2} \) of T. 14, R. 98, S. 17," in a will beginning "I own the following estate"; the testator in fact owning only the S. W. \(\frac{1}{2} \) in the testator in fact owning only the S. W. \(\frac{1}{2} \) in the testator in fact owning only the S. W. \(\frac{1}{2} \) in the testator in fact owning only the S. W. \(\frac{1}{2} \) in the second of the second o that section; held, that to omit the erroneous item of description was here impossible, because "there must be a sufficient general description in the will to lead to an identification after the particular description is written out"; the ruling is unasound in its application of the principle); Kansas: 1898, Wilson v. Stevens, 59 Kan. 771, 51 Pac. 903 ((1) a will giving to a

child Ollie; the fact was received that a daughter Viola was called Ollie in the family; (2) a will giving to a child "Florence Stevens," living "at Wichita"; the fact was received that there was a son living sonth of Wichita, and that the son's name Alonzo might have been the word anderstood by the scrivener as "Florence"); 1900, Zirkle v. Leonard, 61 id. 636, 60 Pac. 318 ("Ali the land I now have in the N. W. 3 of S. nnderstood by the scrivener as "Florence"; 1900. Zirkle v. Leonard, 61 id. 636, 60 Pac. 318 ("All the land I now have in the N. W. \ 2 of S. 20, T. 13, R. 17, containing about 72 acres"; he owned only in the S. W. \ 2; the description was applied to the latter); Missouri: 1855, Riggs v. Myers, 20 Mo. 997 (devise of "my estate," naming "the S. W. \ 2 of S. 4, in T. 60, of R. 38, in Holt Co., Mo., with the privilege of using the water of the Big Spring"; the facts being that the testator owned no land in T. 60, but did own quarter-sections in T. 59, the land in T. 59 was given, being sufficiently identified hy the terms "my estate" and "Big Spring"); 1897, Gordon v. Bnrris, 141 id. 602, 43 S. W. 642 (bequest to "Lncy May Gordon, granddanghter"; the fact was received that there was a grand-daughter Mary Jane G., called "May" by the testatrix); New Hampshire: 1855, Winkley v. Kaime, 32 N. H. 268 (devise of "36 acres more or less in iot 37 in the 2d division in Barnstead," the testator really owning only lot 97; the description was applied to the latter; "hy Rame, 32 N. H. 265 (devise of "36 acres more or less in ict 37 in the 2d division in Barnstead," the testator really owning only lot 97; the description was applied to the latter; "hy rejecting the words and figures 'in lot 37,' it will stand '36 acres in the 2d division in B., being the same I purchased of J. P.'"); 1883, Smith v. Kimball, 62 id. 606 (cited ante, § 2462); New Jersey: 1899, Congregational Home Missionary Soc. v. Van Arsdale, — N. J. Eq. —, 42 Atl. 1047 (plaintiff allowed to take a bequest to the "Home Missionary Society of America"); 1900, Kerrigan v. Conelly, —id.—, 46 Ati. 227 (bequest to "Woodstock College in Howard Co., Md.," applied to W. College in Maryland); Pennsylvania: 1903, Amberson's Estate, 204 Pa. 397, 54 Atl. 484 (bequest to "the Foreign Missionary Society," held to signily "the Missionary Society of the Methodist Eliscopal Church"); United States: 1886, Patch v. White, 117 U. S. 210, 6 Snp. 617, 710 (will "touching worldly estates wherewith it has nleased Almight Gdd to hless me in this Patch v White, 117 U. S. 210, 6 Snp. 617, 710 (will "touching worldly estates wherewith it has pleased Almighty God to hless me in this life," and disposing "of the same" hy a devise of "lot no. 6, in square 403," with improvements, in Washington; the testator owned lot 3 in square 406, hat not lot 6 in square 403, and the former had improvements, hat the latter not, and all his other lots were otherwise disposed of in the will: heil. a case of felse deposed of in the will; heid, a case of false description, so that the lot could be identified by scription, so that the lot could be identified by omitting the erroneous numbers; four judges diss.); Virginia: 1897, Wildberger v. Cheek's Ex'r, 94 Va. 517, 27 S. E. 441 ("all the residue . . . among all my nicess and nephews; they are the following": naming several, hut omitting some; the testator's feelings towards the omitted ones, received to see whether the "all" should be regarded on the amountain.) West should be regarded, or the enumeration); Washington: 1899, Gorkow's Estate, 20 Wash. 563,

township) creates an equivocation (ante, § 2472); those in which the misdescription suffices merely to deprive of the right to the remedy of specific performance; and those in which the misdescription arises on the face of the document, through inconsistencies or uncertainties which require to be reconciled or qualified as between each other.8

§ 2478. Sundry Rules; Interpretation of Statutes. (1) In the course of judicial experience, numerous presumptive rules have naturally developed themselves, concerning the probable meaning of various words, phrases, and grammatical constructions. They are in effect definitions of that ordinary usage of language which, by the general principle (ante, § 2461), is always the first to be applied, as representing the probable usage of the writer. These specific rules vary with the nature of the document and the transaction. In a complete treatise on Interpretation, they would find a place; but they are not included in the present purview.

(2) A statute is an act of expression by a legislative body; and, as a legal act, it presents the same problems as to intention, integration, form, and interpretation, as other legal acts. In general, the foregoing principles and problems recur, mutatis mutandis; 1 but the subject cannot be dealt with in

56 Pac. 385 (bequest to "Otto, the child of Martha K.," held to app., to Arthur K.); West Virginia: 1896, Ross' Ex'r v. Kiger, 42 W. Va. 402, 26 S. E. 193 (bequest to "the M. E. Chnrch school situated in Buckhannon"; also to "the M. E. Chnrch Foreign Missionary Society"; the facts were admitted, (1) as to the first, there being no such-named institution in B., hat one known as the "West Virginia Conference Seminary at B.," that the testatrix had frequently given money to the latter, that it was controlled nary at B.," that the tostatrix had frequently given money to the latter, that it was controlled by Methodist Epiacopalians and was often spoken of as "the Methodist school at B.," and that there was no other Methodist school there; (2) as to the second, there being no such-named society, hut one known as the "Missionary Society of the M. E. Church," that the testatrix was a member of the M. E. Church and had contributed to its support); Wisconsin: 1872, Sherwood, 45 Wis. 357 (devise of "lot 9 in block 20 in Oshkosh"; the correct principle conceded, but here, there being no other words "being my land," or the like, in the will, the devise was ineffective; otherwise,

if the will had said "my lot 9," or "the lot which I purchased of B.").

**E. g.: 1833, Doe v. Galloway, 5 B. & Ad. 43 (deed of "all that part of the park called or known by the name of Blenheim or Woodstock leak situate and being in the country of Outlood Park, situate and being in the county of Oxford, Park, situate and being in the county of Oxford, and now in the occupation of Richard Smallbones, in a direct line across the said park etc."; held, that the land passing was not merely the part in the occupation of R. S.); 1895, Lassing v. James, 107 Cal. 348, 40 Pac. 534 (where the terms of a covenant were contradictory, evidence of a mistake in not assiking 534 (where the terms of a covenant were contradictory, evidence of a mistake in not striking ont one of them was considered). Compare the rule as to applying the written part of a policy when it conflicts with the printed part; e.g., 1845, Alasger v. St. Katherine's Dock Co., 14 M. & W. 794; 1839, Sannderson v. Piper, 5 Bing, N. C. 425 (cited ante. & 2473, note 3).

This illustrated in Enclich, Interpretation of Statutes, 1885, §4 28-30, 357-371, 507-510.

The question of the conclusiveness of the enrolled copy of a statute has been dealt with

enrolled copy of a statute has been dealt with

BOOK II: BY WHOM EVIDENCE MUST BE PRESENTED (BURDEN OF PROOF, AND PRESUMPTIONS).

TITLE I: GENERAL THEORY.

CHAPTER LXXXVL

§ 2483. Production of Evidence by the Parties. § 2484. Evidence sought by the Judge ex-mero mots; Questions to Witnessee by the Judge. § 2485. Burden of Proof: (1) First Meaning:

§ 2485. Burden of Proof: (1) First Bleaning: Risk of Non-persuasion of the Jury.
§ 2486. Same: Test for this Burden: Negative and Affirmative Allegations; Facts peculiarly within a Party's Knowledge.
§ 2487. Burden of Proof: (2) Second Meaning: Duty of Producing Evidence to the Judge.
§ 2488. Same: Test for this Burden.
§ 2489. Shifting the Burden of Proof.
§ 2499. Presumptions: Legal Effect of a Presumptions:

§ 2490. Presumptious; Legal Effect of a Pre-

§ 2491. Same: Presumptions of Law and Presumptions of Fact.

§ 2492. Same: Conclusive Presumption.

§ 2493. Same: Conflicting Presumptions; Counter Presumptions. § 2494. Same: Prima facie Evidence; Sufficient Evidence for the Jury; Scintilla of Evi-

§ 2495. Same : Direction of a Verdict, Motion for a Nonsuit, and Demurrer to Evidence. § 2496. Same: Waiver of Motion by subse-

quent Introduction of Evidence.

§ 2497. Measure of Persuasion; (1) Proof beyond a Reasonable Doubt; Rule for Criminal

§ 2498. Same: (2) Proof by Preponderance of Evidence; Rule for Civil Cases.

§ 2483. Production of Evidence by the Parties. The apportionment of the task of producing evidence is one of the most characteristic features of the Anglo-American system. It is placed wholly upon the parties to the litigation; it is not required or expected of the judge. In this respect the emphasis is in contrast to the Continental system. Whether the political notions of self-help, self-government, and laisez faire have ultimately here a common source and analogy would be an interesting question. The Anglo-American feature shows itself, in other aspects, in its frequent relegation of the judge to the position of an umpire (ante, § 1845), in its abstinence from rules for preferred kinds of witnesses (ante, § 1286), and in its reliance upon cross-examination by the opponent (ante, § 1367). The Continental feature shows itself in its exaltation of the trial judge's function (as Untersuchungsrichter or juge d'instruction), and in its multiplication of artificial rules of measurement for aiding the judge in estimating the evidence (ante, § 2032, post, § 2490). Certainly the vital importance of the burden of proof means something very different for the parties, in our system of procedure, from its meaning in the other. It is this feature, together with that of the jury, which is responsible for the peculiar double aspect of the burden of proof (post, § 2487).

§ 2484. Evidence cought by the Judge ex mero motu; Questions to Witnessee by the Judge. So extreme has been the emphasis upon this feature of the production of proof, that even the judge's right to call forth evidence

has been at times questioned by the Bar. That he has no burden of doing so is plain in the law; but that he has no right to cause the evidence produced by the parties to be supplemented, where he believes this necessary, has never been conceded, - and never will be, so long as the Bench retains a true conception of its constitutional function and a due sense of self-respect:

1794, Mr. Edmund Burke, Report of Committee on Warren Hastings' Trial, 31 Pari. Hist. 848: "It is the duty of the Judge to receive every offer of evidence, apparently material, suggested to him, though the parties themseives through negligence, ignorance, or corrupt coliusion, should not bring it forward. A judge is not placed in that high situation merely as a passive instrument of parties. He has a duty of his own, independent of them, and that duty is to investigate the truth."

1894, Lord Esher, M. R., in Coulson v. Disborough, 2 Q. B. 316, 318: "If there be a person whom neither party to an action chooses to call as a witness, and the judge thinks that that person is abie to elucidate the truth, the judge in my opinion, is himself entitled to call him; and I cannot agree that such a course has never been taken by a judge before,"

The trial judge, then, may call a witness not called by the parties, I or may consult any source of information on topics subject to judicial notice,2 or may put additional questions to a witness called by the parties,3 - without derogating from the general principle that the risk and burden of producing evidence is upon the parties themselves.

§ 2485. Burden of Proof; (1) First Meaning; Risk of Mon-Persuasion of the Jury. Since, then, the risk and burden of producing evidence falls upon the parties themselves, how is it to be apportioned between them? In short, which party has the "burden of proof"?1

In every attempt to explain the principles of the law as to burden of proof and presumption, two things at least present themselves for consideration, --the general process, logical and legal, involved in determining the parties by whom evidence is to be produced, and the significance and usage of various terms employed and the incidental problems of each part of the process. The difficulties of such an attempt, almost insuperable,2 arise not so much from the intrinsic complication or uncertainty of the situation as from the lamentable ambiguity of phrase and confusion of terminology under which

1 1894, Coulson v. Disborongh, 2 Q. B. 316 (quoted supra); 1886, Selph v. State, 22 Fla. 537, 548 (a judge may "of bis own accord, when the interests of justice demand it." call and examine witnesses; the word "not" is apparently omitted hy error in the printed oplnion); 1852, Hoskins v. State, 11 Ga. 92, 97 (the trial judge's right of "directing the necessary proofs to be adduced," conceded); 1898, Fullerton v. Fordye, 144 Mo. 519, 44 S. W. 1053 (here, a physician who had made an examination nnder order of Conrt previously made on motion). So, order of Court previously made on motion). too, where he sits without a jury: 1883, Badische A. & S. Fabrik v. Levinstein, L. R. 24 Ch. D. 156, 167 (under Ord. 56, Rules of 1883, under Ord. 56, Rules of 1883,

quoted ante, \$ 1674).

2 Post, \$ 256°
2 1877, Sparks v. State, 59 Ala, 82, 87 (distinction drawn between the right to propound

questions openly to a witness and the impropri-ety of privately consulting a witness to discover or suggest further testimony); 1884, Littleton v. Clayton, 77 ld. 571, 575; and cases cited ante, § 784.

1 For an acute and comprehensive examina-

tion of the subject of this chapter, see chapters 8 and 9 in Professor Thayer's Preliminary Treatise on Evidence, the publication of which may truly be regarded as epoch-making. Professor Austin Ahbott's article in the University Law

Review, II, 59, is also enlightening.

The following remark will be thought singular, in view of the condition of the preceder's on this subject: "Every student of the precedent's on this subject: "Every student of the law finity understands the exact import of the phrase hurden of proof." (1897, State v. Thornton, 10 S. D. 349, 73 N. W. 196).

our law has so long suffered. At the outset, then, it will be more satisfactory to analyze the logical and legal situation considered in itself and independently of the various usages and terms that chiefly cause the confusion.

(1) Burden of Proof; Risk of Non-persuasion. Whenever A and B are at issue upon any subject of controversy (not necessarily legal), and M is to take action between them, and their desire is, hence, respectively to persuade M as to their contention, it is clear that the situation of the two, as regards its advantages and risks, will be very different. Suppose that A has property in which he would like to have M invest money, and that B is opposed to having M invest money; M will invest in A's property if he can learn that it is a profitable object, and not otherwise. Here it is seen that the advantage is with B, and the disadvantage with A; for unless A succeeds in persuading M up to the point of action, A will fail and B will remain victorious; the burden of proof, or, in other words, the risk of non-persuasion, is upon This does not mean that B is absolutely safe though he does nothing, for he cannot tell how much it will require to persuade M; a very little argument from A might suffice; or, if M is of a rashly speculative tendency, the mere mention of the proposition by A might without more effect M's action; so that it may be safer in any case for B to say what he can on his side of the question; and thus in fact he, as well as A, has more or less risk, in the sense that there are always chances of A's persuading M, no matter how trifling his evidence and argument. But nevertheless the risk is really upon A, in the sense that if M, after all said and done, remains in doubt, and therefore fails to pass to the point of action, it is A that loses and B that succeeds; because it is A who wishes the action taken and needed as a prerequisite to accomplish the persuasion of M. The risk of non-persuasion, therefore, i. e. the risk of M's non-action because of doubt, may properly be said to be upon A. This is the situation common to all cases of attempted persuasion, whether in the market, the home, or the forum. So far as mere logic is concerned, it is perhaps questionable whether there is much importance in the doctrine of burden of proof as affecting persons in controversy.3 The removal of the burden is not in itself a matter of logical necessity. It is the desire to have action taken that is important. In the affairs of life there is a penalty for not sustaining the burden of proof, — i. c. not persuading M beyond the doubting point, - namely, that M will not take the desired action, to which his persuasion is a prerequisite.

Thus, in practical affairs generally, the burden of proof (in the sense of risk of non-persuasion) signifies that upon a person desiring action from M will fall the penalty of M's non-action unless M can be persuaded beyond

on any one to prove an assertion, — other than any wish he may feel to set an inquiring mind at rest or to avoid the imputation of empty boasting. It is a natural law alone with which we are here concerned, — the law that an unsupported assertion may, for all that appears, be either true or false" (Professor Alfred Sidgwick, Fallaciea, 163).

^{3 &}quot;In Logic, then, when we speak of the burden of proof, we are not speaking of some merely artificial law, with artificial penalties attached to it. . . No penalty follows the misplacement of the burden of proof, except the natural consequence that the assertion remains untested, and the audience therefore (if inquiring) unconvinced. . . There is no 'obligation'

177

ac-

de-

at

to

ide

rds

rty

to

nat

aner-

on

ng,

u-

he

n;

of

he

W

on

ic-

-9

n,

be

ed re

r-

is

re

M

f

1

d

the doubting-point as to the truth of the propositions prerequisite to his action. What, then, is the difference, if any, between this risk of non-persuasion in affairs at large and the same risk in litigation? In litigation, the penalty is of course different; the action which is desired of M is the verdict of the jury, the decree, order, or finding of the judge, or some other appropriate action of the tribunal. But so also the action differs in other affairs, according as M is an investor with money to lend, or an employer with a position to fill, or a friend with a favor to grant. Is there no other and more radical difference? The radical difference in litigation, as distinguished from practical affairs at large, is as to the mode of determining the propositions of persuasion which are a prerequisite to M's action. In affairs at large, these are determined solely by M's notion of the proper grounds for his action, depending thus on the circumstances of the situation as judged by M. In litigation, these prerequisites are determined, first and broadly, by the substantive law, which fixes the groups of data that enter into legal relations and constitute rights and duties, and, secondly and more in detail, by the laws of pleading and procedure, which further group and subdivide these larger groups of data, and assign one or another sub-group to this or that party as prerequisites of the tribunal's action in his favor. Thus, if A were endeavoring to persuade M to assist him with money because M's brother B had cruelly assaulted and beaten A, M might conceivably exact of A that the latter first prove to him — i. e. persuade him — not merely that B had beaten A, but further that B had not done this in self-defence or by A's consent or in ejecting A from B's premises or otherwise for some reason, legally justifiable or not. In a legal tribunal, on the other hand, the substantive law will define and limit, in the first place, the reasons to be regarded as justifiable, and will thus narrow the total of facts that can in any event be involved; and, in the second place, the law of pleading will further subdivide and apportion these facts. It will inform A that he need persuade the tribunal of two facts only, namely, that A was beaten and it was B who beat him; 4 and that, upon persuading the tribunal of these facts, its action will be taken in his favor, and A's risk of the tribunal's non-action will thereupon cease. It will inform B that at this point the risk of non-action will turn upon him, in the sense that he needs the tribunal's action in order to relieve himself from the consequences of its previous action, and that this action (by way of reversing its provisional action in A's favor) will depend upon his persuading the tribunal as to certain specified facts by way of excuse or justification. Perhaps the same law of pleading may further apportion to A a third set of facts to be the subject of a replication, in case B succeeds in obtaining action in his favor on his plea.

But the groupings defined by the substantive law and the further subdivision by the law of pleading do not necessarily end the process of apportionment by law. Even within a single pleading there are instances in which

⁴ Assuming, of course, that there is no conis a proper subject for the general issue or for troversy as to whether inadvertence or the like an affirmative plea.

the burden of proof (in the sense of a risk of non-persuasion) may be taken from the pleader desiring action and placed upon the opponent. In criminal cases, for example, though there is no affirmative pleading for the defence, it is put upon the defendant, in some jurisdictions, to prove the excuse of self-defence; in many jurisdictions in which payment need not be affirmatively pleaded to a contract-claim, the burden of proving payment is nevertheless put upon the debtor; and so in many other instances. The difference of effect between an apportionment under this method and an apportionment by requiring a pleading is merely that, in the latter method, all questions of burden of proof might conceivably be disposed of before trial or the entering into evidence; while by the other method the apportionment is not made until the trial proper has begun. The other method is less simple in the handling; but it has come more into vogue under the loose modes of pleading current in modern times in many jurisdictions.

§ 2486. Same; Test for this Burden; Megative and Affirmative Allegations; Pacts peculiarly within a Party's Knowledge. The characteristic, then, of the burden of proof (in the sense of a risk of non-persuasion) in legal controversies is that the law divides the process into stages, and apportions definitely to each party the specific facts which will in turn fall to him as the prerequisites of obtaining action in his favor by the tribunal. It is this apportionment which forms the important element of controversy for legal purposes. Each party wishes to know of what facts he has the risk of non-persuasion. By what considerations, then, is this apportionment determined? Is there any single principle or rule which will solve all cases and afford a general test for ascertaining the incidence of this risk? By no means. It is often said that the burden is upon the party having the affirmative allegation. But this is not an invariable test, nor even always a significant circumstance; the burden is often on one who has a negative assertion to prove; 2 a common instance is that of a promisee alleging non-performance of a contract. It is sometimes said that it is upon the party to whose case the fact is essential. This is correct enough, but it merely advances the inquiry one step; we must then ask whether there is any general principle which determines to what party's case a fact is essential.

The truth is that there is not and cannot be any one general solvent for all cases. It is merely a question of policy and fairness based on experience in

⁶ Though in practice not usually at the present time; see Langdell's Discovery under the Judicature Acts, Harvard Law Review, XI, 15%, one.

The result is that what were properly questions of pleading are often discussed in terms of the burden of proof; e. g. 1896, Hopeon v. Caswell, 13 Tex. Civ. App. 492, 36 S. W. 312 (indexed nnder "Burden of Proof"; it is said, of a plea in abatement, "the burden of snataining the plea was upon the defendant"); 1895, Goodell's Ex'rs v. Gibbons, 91 Va. 608, 22 S. E. 504 (where the question of pleading affirmatively the statute of limitations is discussed indiffer-

ently in terms of pleading and of burden of

proof).

1 1842, Greenleaf, Evidence, § 74; Ga. Code
1895, § 5160 (on the party "asserting or affirming a fact and to the existence of whose case or
defense the proof of such fact is essential";
1898, People v. Boo Doo Hong, 122 Cal. 606, 55
Pac. 402 (unlawful practice of medicine; the
burden placed on the defendant to show a license;
citing Greenleaf).

² R. g., Carmel N. G. & I. Co. v. Small, 150 Ind. 427, 50 N. E. 476 (action to recover money from an officer not legally elected).

XXVI

aken

ninal ence,

se of

rma-

everence

ment

ns of

ring

nade the

ead-

ons; the

ver-

tely

pre-

por-

1865.

ion.

lere

en-

t is

on.1 ce;

non

t is

ial.

ust

hat

all

in

of

nde m-

or ");

55 the

M4;

50

the different situations. Thus, in most actions of tort there are many possible 1 2486 justifying circumstances, - self-defence, leave and license, volenti non fit injuria, and the like; hut it would be both unfair and contrary to experience to assume that one of them was probably present, and to require the plaintiff to disprove the existence of each one of them; so that the plaintiff is put to prove merely the nature of his harm, and the defendant's share in causing it; and the other circumstances, which would if they existed leave him without a claim, are put upon the defendant to prove. Nevertheless, in malicious prosecntion, on the one hand, the facts as to the defendant's good faith and probable cause, which might otherwise have been set down for the defendant to show in excuse (as the analogous facts in an action for defamation are reserved for a plea of privilege), are here put upon the plaintiff, who is required to prove their non-existence; because as a matter of experience and fairness this seems to be the wiser apportionment. So, on the other hand, in an action for defamation ("false words," in the old nomenclature), it might have been supposed on other analogies that to the plaintiff it would fall to prove the falsity of the defendant's utterance; yet as a matter of fairness, it has in fact been put upon the defendant to prove the truth of his utterance. Thus, no one principle will serve in torts as a guiding rule for the various cases. In criminal cases, the innovation, in some jurisdictions, of putting upon the accused the hurden of proving his insanity has apparently also been based on an experience in the abuses of the contrary practice. In claims based on written instruments, experience has led in most jurisdictions to a statutory provision, requiring the execution hy the defendant to be specially traversed or else taken for admitted, - a step which stops short of changing the burden of proof, but well illustrates the considerations affecting its inci-The controversy whether a plaintiff in tort should be required to prove his own carefulness, or the defendant should be required to prove the plaintiff's carelessness, has depended in part on experience as to a plaintiff being commonly careful or careless, in part on the fairness of putting the hurden on one or the other, and this in part on the consideration which of the parties has the means of proof more available.

This last consideration has often been advanced as a special test for solving a limited class of cases, i. e. the hurden of proving a fact is said to be put on the party who presumably has peculiar knowledge enabling him to prove its falsity if it is false. But this consideration furnishes no working rule; if it did, then the plaintiff in an action for defamation charging him to be living in adultery should be required to prove that he is lawfully married. This consideration, after all, merely takes its place among other considerations of fairness and experience as one to be kept in mind in apportioning the hurden

There is, then, no one principle, or set of harmonious principles, which afford a sure and universal test for the solution of a given case. The logic of the situation does not demand such a test; it would be useless to attempt

³ 1842, Greenleaf, Evidence, § 79; 1896, Lehman v. Knapp, — Ala. —, 20 So. 674.

to discover or to invent one; and the state of the law does not justify us in saying that it has accepted any. There are merely specific rules for specific cases, resting for their ultimate reasons upon broad and undefined reasons of experience and fairness.

2487. Burden of Proof; (2) Second Meaning; Duty of producing Bvidence to the Judge. So far as concerns the principles examined above, the matter may have come before any kind of tribunal. The inquiry peculiarly concerns the procedure in legal controversies; but the settlement of it was not affected by the nature of the tribunal. The tribunal might be a judge, or a jury, or both, so far as regards apportioning the risk of non-persussion. Nothing has been said, or need be, about a distinction between judge and jury. But we come now to a peculiar set of rules which have their source in the bipartite constitution of the common-law tribunal. Apart from the distinction of functions between judge and jury, these rules need have had no existence. They owe their existence chiefly to the historic and unquestioned control of the judge over the jury, and to the partial and dependent position of the jury as a member of the tribunal whose functions come into play only within certain limits.1 The treatment of the situation, and the operation of the rules, can best be comprehended by keeping this consideration in mind, namely, that the opportunity to decide finally upon the evidential material that may be offered does not fall to the jury as a matter of course; that each party must first with his evidence pass the gauntlet of the judge; and that the judge, as a part of his function in administering the law, is to keep the jury within the bounds of reasonable action. In short, in order to get to the jury on the issue, and bring into play the other burden of proof (in the sense of the risk of nonpersuasion of the jury), both parties alike must first satisfy the judge that they have a quantity of evidence fit to be considered by the jury, and to form a reasonable basis for the verdict. This duty of satisfying the judge is peculiar in its operation, because if it is not fulfilled, the party in default loses, by order of the judge, and the jury is not given an opportunity to debate and form conclusions as if the issue were open to them. It operates somewhat as follows:

(a) The party having the risk of non-persuasion (under the pleadings or other rules) is naturally the one upon whom first falls this duty of going forward with evidence; because, since he wishes to have the jury act for him, and since without any legal evidence at all they could properly take no action, there is no need for the opponent to addrce evidence; and this duty thus falls first upon the proponent (a term convenient for designating the party having the risk of non-persuasion). This duty, however, though determined in the first instance by the burden of proof in the sense of the risk of non-persuasion (ante, § 2485), is a distinct one, for it is a duty towards the judge, and the judge rules against the party if it is not satisfied; there is as yet no opportunity to get to the jury and ask if they are persuaded. The judge, then,

² Post, § 2550; Thayer, Preliminary Treatitled "Two Burdens of Proof," in the Harvard

tise, c. 5.

See on this part of the subject a useful article by the late Professor Austin Abbott, en-

Law Review, VI, 125, and his article cited ante, § 2485.

XVI

s in

cific s of

Byl-

the

uly

not

ra

th-

ry.

bi-

ion

ce.

of

iry

er-

es,

ly,

be

rst

art ds

nd

nat

T.

ar er

n-

. 2

OF

r-

n,

n,

s

g e

d

430

requires that at least enough evidence be put in to be worth considering by

(b) Suppose, then, that the proponent has satisfied this duty towards the judge, and that the judge has ruled that sufficient evidence has been introduced. The duty has then ended. Up to that point the proponent was liable to a ruling of law from the judge which would put an end to his case. After passing this point he is now before the jury, bearing only his risk of non-persuasion (ante, § 2485). There is now no duty on either party, with reference to any rule of law in the hands of the judge, to produce evidence. Either party may introduce it, and dorbtless both parties will do so; but there is nothing that requires either to do so under penalty of a ruling of law against him. The proponent, however, still has his burden of proof in the sense of the risk of non-persuasion of the jury; i.e. should the jury be in doubt after hearing the evidence of the proponent, either with or without evidence from the opponent, the proponent fails to obtain their verdict upon that issue, and the opponent remains successful. In this second stage of the trial, with the evidence before the jury, the only burden operating is that which concerns the jury, - the risk of non-persuasion; and not that which

concerns the judge, - the duty of producing evidence.

(c) Suppose, however, that the proponent is able to go further and to adduce evidence which if believed would make it beyond reason to repudiate the proponent's claim, - evidence such that the jury, acting as reasonable men, must be persuaded and must render a verdict on that issue for the proponent. Here the proponent has now put himself in the same position that was occupied by the opponent at the opening of the trial, i.e. unless the opponent now offers evidence against the claim and thus changes the situation, the jury should not be allowed to render a verdict against reason, - a verdict which would later have to be set aside as against evidence. The matter is thus in the hands of the judge again, as having the supervisory control of the proof; and he may now, as applying a rule of law, require the opponent to produce evidence, under penalty of losing the case by direction of the judge. Thus, a duty of producing evidence, under this penalty for default, has now arisen for the opponent. It arises for the same reasons, is measured by the same tests, and has the same consequences as the duty of production which was formerly upon the proponent. There are, however, two ways in which it may be invoked by the judge, differing widely in terms and in appearance, but essentially the same in principle. (c') In the ordinary case, this overwhelming mass of evidence, bearing down for the proponent, will be made up of a variety of complicated data, differing in every new trial and not to be tested by any set formulas. The judge's ruling will be based on a survey of this mass of evidence as a whole; and it will direct the jury on that issue to render a verdict on that mass of evidence for the proponent. The propriety of this has sometimes been doubted by Courts who do not believe the process to be precisely analogous to that of directing a nonsuit for the proponent or

The detailed rules for determining this sufficiency of evidence are examined post, \$\$\frac{2}{5}\$ 2494, 2495.

of enforcing a presumption, as shortly to be explained (post, § 2495); but the better authority gives ample recognition to this process. (e") Another mode under which this process is carried out employs the aid of a fixed rule of law, i.e. a presumption, applicable to inferences from specific evidence to specific facts forming part of the issue, rather than to the general mass of evidence bearing on the proposition in issue. If it is a part of the proponent's case, for example, to prove that a person is deceased, and he has offered evidence that the person has been absent, unheard from, for seven years or more, and there is no other evidence on the subject, then the proponent may ask that the jury be directed, if they believe this fact of absence, to take as true the proposition that the person is deceased; if that, moreover, were the only proposition at issue, then the direction would be to find a verdict for the proponent if this fact of absence were believed. The result is the same as in the preceding form of the process (c'), i. c. the opponent loses as a matter of law, in default of evidence to the contrary; in other words, the presumption creates for the opponent a duty of producing evidence, in default of which he loses as a matter of legal ruling, the matter not being open for the jury, and the risk of non-persuasion, which applies only to the jury's deliberations, having ceased to affect the proponent. This particular form of the process, however (e''), happens to have become known as a "presumption." The term " presumption " has been the subject of much confused usage. The particular ambiguity which we need here to guard against is the confusion between the inference itself - i.e. the propriety of making the inference from the evidence to the factum probandum - and the effect of the inference in the hands of the judge. So far as "presumption" means anything for the present purpose, it signifies a ruling as to the duty of producing evidence. "The essential character and operation of presumptions, so far as the law of evidence is concerned, is in all cases the same, whether they be called by one name or the other; that is to say, they throw upon the party against whom they work the duty of going forward with the evidence; and this operation is all their effect, regarded merely in their character as presumptions."

(d) Keeping in mind, then, that a presumption signifies a ruling of law, and that to this extent the matter is in the judge's hands and not the jury's, what is the effect upon the legal situation of the opponent if he does respond to this duty and comes forward with other evidence against the fact presumed? When he has thus fulfilled his duty under the ruling of law, he puts himself out of the hands of the judge and his ruling, and finds himself back again in the hands of the jury. He is precisely where the proponent was in the first place when he fulfilled the duty, then his, of producing evidence and succeeded in getting from the judge to the jury. The case is now open again as to that specific issue, i. s. free from any liability to a ruling of law against either side, and is before the jury, where the original proponent (as ever, when the issue is open

This is one of the earlier uses of "presumption"; it is in effect an equivalent of "inference (ante, §§ 25, 38)." Such are Coke's by "presumptions, whereof there be three sorts, and light or temerary" (Co. Litt. 6, 8). This is what is usually meant by "presumption of fact "(post, §§ 2490, 2491).

Thayer, ubi supra, 339.

to the jury) has the burden of proof in the sense of the risk of non-persuasion \$ 2487 of the jury. The important thing is that there is now no longer in force any ruling of law by the judge requiring the jury to find according to the presumption. "All is then turned into an ordinary question of evidence, and the two or three general facts presupposed in the rule of presumption to ke their place with the rest, and operate, with their own natural force, as a part of the total mass of probative matter. . . . The main point to observe is and her he of presumption has vanished;"s because its function was as a legal rate to settle the matter only provisionally, and to cast upon the or-ponent. In eduty of producing evidence, and this duty and this legal rule he has sausfied.

(e) Are there any further stages in this possible shifting of the duty of preducing evidence? It is conceivable that the property other presumptions, though this is not common "ver while t involve nent go further than to produce evidence sufficient to remove the presumpo may not the oppotion? May he not only get the issue opened before the jury again, by also go further and raise what may be termed a counter-presumption in his favor, so that the proponent will find himself in his original position at the opening of the trial, namely, subject to the duty of producing sufficient evidence to go to the jury, under penalty, in case of default, of suffering a ruling against him by the judge as a matter of law? This result is possible in principle, and there are instances of it, though rare. For example, a plaintiff, in an action for the burning of his property by the defendant railway-company's negligence, created a presumption of negligence by showing the setting of the fire by sparks from the defendant's locomotive; the duty of producing evidence was thus put upon the defendant, who not only removed it, producing evidence sufficient to go to the jury, but by showing the proper construction, equipment, and inspection of the locomotive was held to have raised a presumption that it had not been negligent, and thus to be entitled to a ruling by the judge against the plaintiff, taking the case from the jury.

The important practical distinction between these two senses of "burden of proof" is this: The risk of non-persuasion operates when the case has come into the hands of the jury, while the duty of producing evidence implies a liability to a ruling by the judge disposing of the issue without leaving the question open to the jury's deliberations.

7

lo

20

8,

d

e

Thayer, whi supra, 346.
The following passage from Professor Abbott's article, already mentioned, will serve to illustrate the general situation involved in this duty of producing evidence: "To use a homely illustration, a civil jury trial may be compared to a game of shuffle-board. The first and nearest to the player is the field of mere scintillas: est to the player is the field of mere scintillas; if the plaintiff's evidence halts there, he is lost. The next, or middle, field is that of balancing probabilities: if his evidence reaches and reets probabilities: if his evidence reaches and rests there, he gets to the jnry; but they alone can decide the came, and they may decide it either way, or may disagree. The third and last field is that of lamb conclusion: if his evidence can be pushed into that division, he is entitled to

his victory at the hands of the judge, and the jury cannot draw it into doubt; but before the judge can do so, the defendant has a right to give evidence, and that evidence may bring the plaintiff's evidence back into doubt again, and leave the case in the field of balancing probabilities."

probabilities."

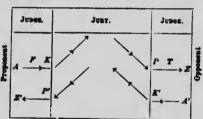
8 1895, Menomenie R. S. & D. Co. v. R. Co., 91 Wia. 447, 65 N. W. 176; the opinion particularly distinguishes previous cases in which the defendant had merely removed the presumption against him by evidence sufficient to go to the jury, hat had not raised a counter-presumption requiring a ruling of the judge in his favor.

8 The various possible stages in the foregoing process may be illustrated by a dingram; the

§ 2488. Same: Tests for ascertaining this Burden. The term "burden of proof" is used commonly as applying equally to the two preceding kinds of situations, and often is applied in both senses in the same judicial opinion, Apart, therefore, from the difficulty of some of the problems of law germane to each situation, peculiar confusion is added by the unfortunate ambiguity of the terms of discussion. There is at this day a fairly widespread acceptance and understanding, in judicial utterances, of the distinction between the two things themselves, the risk of non-persuasion of the jury, and the duty of going forward with evidence sufficient to satisfy the ruling of the judge. The law which regulates respectively this risk and this duty is in most respects either generally settled or is the subject of local differences of decision whose lines of dispute are not difficult to discern. The main source of difficulty lies in the interchangeable use of the term "burden of proof," which forces the judges from time to time to distinguish, explain, and even repudiate former judicial utterances employing analogous language but dealing with distinct situations; and thus there is an appearance (and to some extent, a reality) of confusion in the precedents on the subject.

As to the tests for determining this second burden of proof, it has already been pointed out that (a) for the one burden (the risk of non-persuasion of the jury) the substantive law and the pleadings, primarily, serve to do this, and, subsidiarily, a rule of practice, within the stage of a single pleading, may

particular nasfulness of the graphic method being that it shows in small compass the relation of the stages and the vital distinction between the judge's and the jury's situation for the two kinds of burdens :



Let A = the starting-poin1 of the proponen1 having the risk of non-persuasion on a given issue :

A' = the starting-point of the opponent on the issue:

Z = the point of complete persuasion or proof for the proponen1;

for the proponent;

Z = the corresponding point for the opponent. The proponent then finds, as soon as he begins his production of evidence, that at any point between A and K he is subject to a ruing of the judge defeating him for lack of sufficient evidence. After reaching K, and obtaining a judicial ruling in his favor as to sufficiency of evidence, he is now free from his duly of producing evidence to the judge, and has only his risk of non-persuasion of the jury. But he may

be able to reach with his evidence the point P, be able to reach with his evidence the point P, and invoke again the control of the judge, thus shifting to the opponent the duty of producing evidence. This may be done either by some general rule of presumption that is applicable, or by a specific ruling of the judge upon the mass of evidence addneed. If the duty is thus or by a specific ruing of the indge upon the mass of evidence addneed. If the duty is thus created for the opponent, he starts from point A' to sustain it. Until he has by soms evidence reached point K', he is liable to a indicial ruing defeating him on that issue. If he can reach point K', the duty and liability of satisfying the judge disappears, and he is in the field of the jury again. Here, however, the risk of non-persuasion of the jury is still, as before, upon the proponent for that issue; but neither party has any duty to satisfy the judge. Further, however, the opponent may succeed in reaching point P, at which the judge, either by a general rule of counter-presumption or by a specific ruling on the mass of evidence, will order a verdict for the opponent, unless the proponent comes forward with more evidence. Thus the proponent again has the liability to produce some evidence, and must again attain point K, in order to come into the field of the jury once more. The process, however, seldom reaches these advanced stages.

If the parties cease all production of evidence while the case is between points K and P or K' and P', i.e. when the risk of non-persuasion of the jury comes to be the only and final stage, there are ruies for the jury's guidance, namely, the ruics for preponderance of evidence and rea-

there are rules for the jury's guidance, namely, the rules for preponderance of evidence and rea-

sonable doubt (post, \$\$ 2497, 2498).

ıf

e

y

f

further apportion the burden; but this apportionment depends ultimately on broad considerations of policy, and, for individual instances, there is nothing to do but ascertain the rule, if any, that has been judicially determined for that particular class of cases. (b) For the other burden (the duty of going forward with evidence to satisfy the judge) there is always, at the outset, such a duty for the party having the first burden, or risk of non-persuasion, until by some rule of law (either by a specific ruling of the judge upon the particular evidence, or by the aid of an appropriate presumption, or by matter judicially noticed) this line is passed. Then comes the stage in which there is no such duty of law for either party (although, if the proponent has invoked some presumption, this stage is immediately passed over). Then, either by a ruling on the general mass of evidence, or by the aid of some applicable presumption, the duty of law arises anew for the opponent. Finally, it may supposably, by similar modes, be later re-created for the proponent. There is therefore no one test, of any real significance, for determining the incidence of this duty; at the outset the test is furnished by ascertaining who has the burden of proof, in the sense of the risk of non-persuasion of the jury, under the pleadings or other rules declaring what facta probanda are the ultimate facts of each party's case; a little later, the test is whether the proponent has by a ruling of the judge (based on the sufficiency of the evidence, or a presumption, or a fact judicially noticed) fulfilled this dnty; later on, it will be whether the proponent, by a ruling of the judge upon a presumption or the evidence as a whole, has created a duty for the opponent; and still later, whether, for the purposes of the judge's ruling, the opponent has satisfied this duty. It has been suggested I that "the test ought in strict accuracy to be expressed thus, namely: which party would be successful if no evidence at all, or no more evidence (as the case may be), were given?" But it is obvious that this is not a test, in any sense of being a useful mode for ascertaining the unknown from the known; it is simply defining and re-stating in other words the effect of this duty of producing evidence; it says "the burden of proof, in this sense, means that the party liable to it will lose as a matter of judicial ruling if no evidence or no more evidence is given by him"; and this does not solve the main problem of determining in a given case which is the party thus liable to these consequences.

§ 2489. Shifting the Burden of Proof. (a) The first burden above described - the risk of non-persuasion of the jury - never shifts, since no fixed rule of law can be said to shift. The law of pleading, or, within the stage of a given pleading, some further rule of practice, fixes beforehand the issuable facts respectively apportioned to the case of each party; each party may know beforehand, from these rules, what facts will be a part of his case, so far as concerns the ultimate risk of non-persuasion. He will know from these rules that such facts, whenever the time comes, will be his to prove, and not the other party's; and that they will not be sometimes his and sometimes the other's, or possibly his and possibly the other's. The other

party and himself will of course have their turns in proving their respective facta probanda (though under a strict system of pleading these turns of proof will be more clearly fixed before trial, and may occur at different stages and not the same stage of the cause); and the putting-in of evidence may therefore "shift" in the sense that each will take his turn in proving the respective propositions apportioned to him. But the burden does not "shift" in any real sense; for each may once for all ascertain beforehand from rules of law the facta probanda apportioned to him, and this apportionment will always remain as thus fixed, to whatever stage the cause may progress.

(b) The second kind of burden, however - the duty of producing evidence to satisfy the judge, - does have this characteristic referred to as a "shifting." It is the same kind of duty for both parties, but it may rest (within the same stage of pleading and upon the same issue and during one burden of the first sort) at one time upon one party and at another time upon the other. Moreover, neither party can ascertain absolutely beforehand at what time it will come upon him 1 or cease to be upon him, or by what evidence it will be removed or created, - except so far as a presumption has by a rule of law been laid down as determining the effect attached to certain facts. Moreover, in a distinctive sense, this kind of burden "shifts" and the other does not, in that during the unchanged prevalence of the first kind of burden for one party, the second kind may be shared in turn by one and the other, though the first -the risk of non-persuasion of the jury, should the case be left in their hands - has not come to an end.2

§ 2490. Presumptions; Legal Effect of a Presumption. The whole situation is complicated, quite apart from any ambiguity of terms, by the operation of presumptions upon specific fragments of the issue under a single pleading, in combination with the established practice of leaving to the jury for a general verdict the whole of the issues under a pleading. For example, suppose that the whole of the plaintiff's case and the whole proposition as to which he has the burden of proof in the first sense and the whole of the issue under the pleedings is that A is dead without heirs; suppose that the plaintiff has offered testimony that A has been for seven years absent from home and unheard from, and that there is also testimony in contradiction of these facts from the defendant and also testimony from both sides as to the existence of heirs. Here it is obvious that the case is not in the hands of the judge to order a verdict for the plaintiff, first, because the death of the plaintiff, assuming the presumption from absence to determine this, is not the only proposition essential to the plaintiff's case, and, secondly, because he cannot pass upon the truth of the plaintiff's contradicted testimony as to absence and therefore it cannot then be known whether the fact exists on which the presumption operates; and thus the case is still in appearance in the hands of the jury.

² Except that it comes first npon the proponent having the burden of proof in the former ² The following opinion explains the distinction: 1884, Zollars, J., in Carver v. Carver, 97 Ind. 497, 510.

Nevertheless, the matter is still in the hands of the judge (in theory of law, at least) as much as it ever was; that is to say, the presumption or rule of law still operates, so that the fact of absence for seven years unheard from is to be taken, by a rule of law independent of the jury's belief, as equivalent to death, in the absence of any explanatory facts to the contrary from the defendant. This rule of law is still applied, notwithstanding the additional elements in the case; for the judge will instruct the jury that if they find the fact of absence for seven years unheard from, and find no explanatory facts to account for it, then by a rule of law they are to take for true the fact of death, and are to reckon upon it accordingly in making up their verdict upon the whole issue. The situation here is even simpler than it is in perhaps the majority of issues in litigation; so that the theoretical effect of presumptions as legal rulings affecting the duty of producing evidence tends to be lost sight of, in that the issue does go to the jury and the case of the opponent of the presumption is apparently not brought to an end by a ruling of the judge. Nevertheless, in theory this legal effect is merely postponed, and will have due place if the jury understands the instructions and does its duty.1

§ 2491. Same: Presumptions of Law and of Fact. The distinction between presumptions "of law" and presumptions "of fact" is in truth the difference between things that are in reality presumptions (in the sense explained above) and things that are not presumptions at all. A presumption, as already noticed, is in its characteristic feature a rule of law laid down by the judge, and attaching to one evidentiary fact certain consequences as to the duty of production of other evidence by the opponent. It is based, in policy, upon the probative strength, as a matter of reasoning and inference, of the evidentiary fact; but the presumption is not the fact itself, nor the inference itself, but the legal consequence attached to it. But, the legal consequence being removed, the inference, as a matter of reasoning, may still remain; and a "presumption of fact," in the usual sense, is merely an improper term for the rational potency, or probative value, of the evidentiary fact, regarded as not having this necessary legal consequence. "They are, in truth, but mere arguments," and "depend upon their own natural force and efficacy in generating belief or conviction in the mind." 1 They have no significance so far as affects the duty of one or the other party to produce evidence, because there is no rule of law attached to them, and the jury may give to them whatever force or weight it thinks best, - just as it may to other evi-

way or the other as they may be impressed by the testimony. In the one case the law draws a conclusion from the state of the pleasings and evidence, and in the other case the jury draw it. An inference is nothing more than a permissible deduction from the evidence, while a premise-tion is compulsory and cannot be disregarded by the jury."

Greenleaf, Evidence, § 44.

^{1 1903,} Walker, J., in Cogdell v. R. Co., 132 tached to it. The jury, in the case of an infer. N. C. 852, 44 S. E. 618: "The Court was reence, are at liberty to find the ultimate fact one quested to charge that there was a presumption that the deceased had exercised care, which the that the deceased had exercised care, which the Court refused to give, but charged the jury that there was an inference that due care was exercised. The presumption has a technical force or weight, and the jury, in the abaseoe of sufficient proof to overcome it, should find according to the presumption; but, in the case of a mere inference, there is no technical force at-

dence. There may be a preliminary question whether the evidence is relevant and admissible as having any probative value at all; but, once it is admitted, the probative strength of the evidence is for the jury to consider. So long as the law attaches no legal consequences in the way of a duty upon the opponent to come forward with contrary evidence, there is no propriety in applying the term "presumption" to such facts, however great their probative significance. The employment here of the term "presumption" is due simply to historical usage, by which "presumption" was originally a term equivalent, in one sense, to "inference"; 2 and the distinction between presumptions of fact and of law was a mere borrowing of misapplied Continental terms. There is in truth but one kind of presumption; and the term "presumption of fact" should be discarded as useless and confusing.

Nevertheless, it must be kept in mind that the peculiar effect of a presumption "of law" (that is, the real presumption) is merely to invoke a rule of law compelling the jury to reach the conclusion in the absence of evidence to the contrary from the opponent. If the opponent does offer evidence to the contrary (sufficient to satisfy the judge's requirement of some evidence), the presumption disappears as a rule of law, and the case is in the jury's hands free from any rule:

1771, R. v. Almon, 5 Burr. 2686, 2688 (purchase of a libel imprinted with the defendant's name and bought in his shop); Lord Mansfield: "This being prima facie evidence of a publication by the master himself, it stands good till answered by him; and if not answered at all, it thereby becomes conclusive so far as to be sufficient to convict him. . . . [It] must stand till contradicted or explained or exculpated by some other evidence, and if not conclusive. . . . If it be sufficient in point of evidence sufficient or tantamonnt to conclusive. . . . If it be sufficient in point of law, and the juryman believes it [i.e. the fact of purchase], he is bound in conscience to give his verdict according to it"; Mr. Justice Aston "laid down the same maxim as being fully and clearly established, 'that prima facie evidence (if believed) is binding till contrary evidence be produced.'"

It is therefore a fallacy to attribute (as do some judges) an artificial probative force to a presumption, increasing for the jury the weight of the facts, even when the opponent has come forward with some evidence to the contrary. For example, if death be the issue, and the fact of absence for seven years unheard from be conceded, but the opponent offers evidence that the absentee, before leaving, proclaimed his intention of staying away for ten years, until a prosecution for crime was barred, this satisfies the opponent's duty of pro-

as to throw the burthen of proof upon the person claiming right to freedom?).

* See Thayer, ubi supra, p. 343.

* 1846, Smith v. Asbell, 2 Strobh, 141, 147

² Ante, §§ 25, 38; compare the passage from Coke, cited ante, § 2487, n. 4; so Abbott, C. J., as late as 1820, in R. v. Burdett, 4 B. & Ald. 161: "A presumption of any fact is properly an inferring of that fact from other facts that are known; it is an act of reasoning." Compare Professor Thayer's account (p. 317 ff.) of the progress in various instances from the mere suggestion of such inferences to the creation of rules of law attached to them. The following case shows the word in the correct sense: 1810, Davis v. Curry, 2 Bibb 238, 239 ("Two questions are presented by this case; first, whether color and possession afford such a presumption of slavery

^{* 1846,} Smith v. Asbell, 2 Strobh. 141, 147 ("Presumptions... are artificial rules which have a legal effect independent of any belief, and stand in the place of proof until the contrary be shown").

^{**}Storm**, 1899. Sturdevant's Appeal, 71 Conn. 392, 42 Ati. 70 (where such language to the jury is justified as necessary to explain the case to a jury); 1900, Johnson v. Johnson, 187 Ill. 86, 58 N. E. 237.

ducing evidence, removing the rule of law; and when the case goes to the jury, they are at liberty to give any probative force they think fit to the fact of absence for seven years unheard from. It is not weighed down with any artificial additional probative effect; they may estimate it for just such intrinsic effect as it seems to have under all the circumstances.6 This much is a plain consequence in our mode of jury trial; and the fallacy has arisen through attempting to follow the ancient Continental phraseology, which grew up under the quantitative system of evidence (ante, § 2032) fixing artificial rules for the judge's measurement of proof.

§ 2492. Same: Conclusive Presumptions. In strictness, there cannot be such a thing as a "conclusive presumption." Wherever from one fact another is conclusively presumed, in the sense that the opponent is absolutely precluded from showing by any evidence that the second fact does not exist, the rule really provides that, where the first fact is shown to exist, the second fact's existence is wholly immaterial for the purpose of the proponent's case; 1 and to provide this is to make a rule of substantive law, and not a rule apportioning the burden of persuading as to certain propositions or varying the duty of coming forward with evidence.2 The term has no place in the principles of evidence (although the history of a "conclusive presumption often includes a genuine presumption as its earlier stage 3), and should be discarded.

§ 2493. Same: Conflicting Presumptions; Counter-Presumptions. Presumptions are sometimes spoken of as "conflicting." But, in the sense above examined, presumptions do not conflict. The evidentiary facts, free from any rule of law as to the duty of producing evidence, may tend to opposite inferences, which may be said to conflict. But the rule of law which prescribes this duty of production either is or is not at a given time

6 1901, Sharpe, J., in Alabama G. S. R. Co. v. Taylor, 129 Ala. 238, 29 So. 673 (repudiating instruction that the jnry must find negligence if the fire was set by the defendant's locometive: "In actions of thic kind the communication of fire to the property of another by an engine of a defendant railroad company is, when nothing appears to the contrary, urasumed an engine of a defendant railroad company in, when nothing appears to the contrary, presumed to have been the result of negligence on the part of the defendant. The presumption so arising is not a conclusive one, so as to preclude the defendant to rebut it; nor does it take the place of actual evidence of negligence further than to cast upon the defendant the burder of showing by evidence that at the time of the occurrence it was in the exercise of ordinary care in respect to the construction, equipment, and management of in the exercise of ordinary care in respect to the construction, equipment, and management of the engine. When, by proof, it has so repelled the presumption, the burden shifts to the plaintiff, who must go forward anew with actual evidence to disprove that of the defendant, either directly or inferentially, by showing that a carefully constructed, comped, and managed engine would not have set fire to the property. When there is no evidence of negligence other than that supplied by the presumption referred to,

and the presumption has been, to its full extent, repelled by undiscredited evidence, the jury should find for the defendant, if they believe the should find for the defendant, if they believe the evidence, and the Court should so charge, if requested in writing to do so"); 1878, Baker, J., in Graves v. Colwell, 90 Ill. 612, 616 ("[When conficting evidence has been introduced and the conflicting evidence is being weighed by the jury], in this latter process the presumption of law loses all that it had of mere arbitrary power, and must necessarily be regarded only from the standpoint of logic and reason, and valued and given effect only as it has evidential character").

given effect only as it has evidential character ").

1870, Willard, A. J., in State v. Platt, 2
S. C. 150, 154 ("Where several independent s. c. 150, 104 ("Where several independent acts are required to be performed in order to accomplish a given result, to say that proof of the performance of one of them shall be admitted as conclusive proof of the performance of the other, is to say in effect that one alone is really requisite."

The verious wass of the town have here.

The various uses of the term have been examined in detail ante, \$\$ 1345-1354 (conclusive testimonial preferences).

3 Post, § 2522.

1

å

upon a given party. If it is, and he removes it by producing contrary evidence, then that presumption, as a rule of law, is satisfied and disappears; he may then by his evidence succeed in creating another presumption which now puts the same duty upon the other party, who may in turn be able to dispose of it satisfactorily. But the same duty cannot at the same time exist for both parties, and thus in strictness the presumptions raising the duty cannot conflict. There may be successive shiftings of the duty, by means of presumptions successively invoked by each; but it is not the one presumption that overturns the other, for the mere introduction of sufficient evidence would have the same effect in stopping the operation of the presumption as a rule of law. This shifting of the duty of production of evidence, by reason of the successive invocation of different prosumptions, may create a complicated situation difficult to work out; but it can more properly be spoken of as a case of successive presumptions than of conflicting presumptions; and the ultimate key to the situation is very often found by ascertaining the incidence of the burden of proof in the other sense, i. c. the ultimate risk of non-persuasion.1

A counter-presumption is merely that presumption which is available for the opponent when he has not only fulfilled the duty of producing evidence against a presumption, but has gone further and evidenced additional facts which create a new presumption in his favor, and thus restored to the original proponent the duty of producing evidence. This situation is of rare occurrence.2

§ 2494. Same: Prima Facie Evidence; Sufficient Evidence for the Jury; Scintilla of Evidence. The term "prima facie evidence" or "prima facie case" is used in two senses, and it is often difficult to detect which of these is intended in the passage in hand. (1) In discussing presumptions, the term "prima facie" is sometimes used as equivalent to the notion of a presumption, even in the strict sense of a ruling of the judge putting upon the opponent the duty of producing evidence. In other words, the term is thus applied to the stage of the case already noted in a preceding section (ante, § 2487) as (c') and (c''), namely, where the proponent, having the burden of proving the issue (i. e. the risk of non-persuasion of the jury), has not only removed by sufficient evidence the duty of producing evidence to get past the judge to the jury, but has gone further, and, either by means of a presumption or by a general mass of strong evidence, has entitled himself

¹ Compare the presumption of innocence (post, § 2511) and the presumption of marriage (post, §§ 2505, 2506), which furnish the chief field for "conflicting" presumptions. Some good instances of these situations are worked out by Professor Thanks. by Professor Thayer, ubi supra, pp. 343-350.

Compare the example cited ante, § 2487,

¹ E. g.: 1883, Bowen, L. J., in Abrath v. R. Co., L. R. 11 Q. B. D. 440, 455, 32 W. R. 50, 53 ("If he [the plaintiff] makes a prima facic case, and nothing is done by the other side to answer it, the defendant fails"); 1810, Mans-

field, C. J., in Banbury Peerage Case, 1 Sim. & St. 153 ("In every case in which there is prima facie evidence of any right existing in any person, the onus probandi is always upon the person or party calling such right in question"); 1849, Best, Evidence, § 273 ("The burden of proof is shifted . . by every species of evidence strong enough to establish a prima facic case against a party "); 1895, State v. Sattley, 131 Mo. 464, 33 S. W. 41 ("the prima facic case is sufficient and conclusive, unless rebutted by the other evidence case. dence in the case").

VI

ri-

8;

eh.

18

18

le

of

8,

e

to a ruling that the opponent should fail if he does nothing more in the way of producing evidence. Though this usage for the term is less usual, and being ambiguous, is objectionable, yet it serves to subsume under one name the similar legal effects (c') and (c'') produced by a specific presumption or by a ruling on the mass of evidence in the particular case.

(2) But the phrase "prima facie" is also, and clearly enough, found used in a very different sense, representing the stage already noted (ante, § 2487) as (a), namely, where the proponent, having the first duty of producing some evidence in order to pass the judge to the jury, has fulfilled that duty, satisfied the judge, and may properly claim that the jury be allowed to consider his case. This sufficiency of evidence to go to the jury (the significance of which is that the proponent is no longer liable to a nonsuit or to the direction of the verdict for the opponent) is also often referred to as a prima facie case.2 In this sense the phrase is used to emphasize the insufficiency of evidence which is indeed admissible, so far as the various rules of evidence might have excluded it, but yet, being all the evidence offered by the proponent, is not enough in quantity to be worth submitting to the jury.3 The difference between the two senses of the term is practically of the greatest consequence; for, in the latter sense, it means merely that the proponent is safe in having relieved himself of his duty of going forward, while in the former sense it signifies that he has further succeeded in creating it anew for his opponent.4 Some of the chief occasions of its use, and therefore of an unfortunate obscurity in the significance of the rulings, are in the proof of execution of attested documents,5 or of the identity of the person signing them,6 or of the authentication of ancient writings,7 where it is often difficult to determine whether the effect of the ruling is merely that the document may be read or amounts to directing the jury to take it for genuine.8

Morris, 6 Pet. 598, 621 (referring to evidence of a deed: "Whenever evidence is offered to the jury which is in its nature prima facie proof, ... whatever just influence it may derive from that character, the jury have a right to give it; ... the law has submitted it to them to decide for themselves"). In the following Irish case, the obscurity of the legal phrase was brought out by a question from an intelligent juror: 1848, R. v. O'Doinerty, 6 State Tr. N. s. 831, 873 (Pennefsther, B., charging the jury, in a prosecution for publishing an article with seditions intent: "The publishing them is certainly prima facie evidence against him, as being the regis-For example: 1832, Story, J., in Crane v. facie evidence against him, as being the registered proprietor [of the newspaper]"; a juror:
"There is a difference of opinion among the jurors; some hold that, from your lordship stating there being prima face evidence of the prisoner's guilt, we should at once go to find him oner a guitt, we amound at once go to find him guilty; others receiving the phrase thus, that your lordship dld not mean to convey that it was sufficient [to require that finding]"; Pennefather, B.: "I did not mean, gentlemen, to direct you or tell you that in point of law, because he was the publisher and proprietor of the paper. The therefore measured to the contract of the paper. paper, he therefore necessarily knew the con-

tents. I did not mean to convey that. told you that it was evidence that he did know the contents, and that you were to form your judgment upon the whole of the case, reading the documents and the evidence

documents and the evidence").

As in Benoit v. R. Co., 154 N. Y. 223, 48 N. E. 524 (1897), where it was ruled, the plaintiff having to show the defendant's accenter of a horse's numanageable disposition, that a single instance of its having run away, though admissible evidence, was not sufficient evidence to go

to the jury.

The following opinion notices the distinct Honking Honking tion: 1876, Cushing, C. J., in King v. Hopkins, 57 N. H. 334, 359.

- Post, § 2520. Post, § 2529. Post, § 2521.

Y Post, § 2521.

8 The following case has been greatly responsible for the confusion of nasge; its language is of no service nowadays: 1820, R. v. Burdett, 3 B. & Aid. 717-758 (arguments of counsel); 4 id. 95-183 (opinions of the judges); Best and Hoiroyd, JJ., nase the term "presumptive evidence" as equivalent to "circumatantial evidence," and their ruling is merely that there was sufficient. their ruling is merely that there was sufficient of it to go to the jnry; Bayley, J., heid that

The question is thus presented, in determining this sufficiency of evidence to go to the jury, whether there are any detailed tests to control or to guide the judge in his ruling. The ruling will, in truth, depend entirely on the nature of the evidence offered in the case in hand; and it is seldom possible that a ruling can serve as a precedent. It has been ruled, for instance, that to show a scienter of a horse's unmanageable disposition, a single instance of its having run away is, though admissible, not sufficient evidence for the jury; mere identity of name has been thought both sufficient and insufficient evidence of identity of person; 10 but even these can hardly be taken as fixed precedents. There is no virtue in any form of words. There was an old phrase that a "mere scintilla of evidence" was sufficient; 11 but this has been abandoned by most Courts,12 Other varieties of phrasing have sometimes been attempted.18 In some Courts it is said that the test for the ruling is the same as it would be on a motion after verdict to set aside the verdict as being against the overwhelming weight of evidence.14 Even if this were so,

"in order to warrant a presumption, a prime facic case must at least be made out," meaning the same as above, but on the facts he thought that there was not here sufficient evidence, adding "if they did draw that presumption, they acted, not upon justifiable inference, but npon unwarrantable conjecture"; Abbott, C. J., used the same meanings; "a presemption of any fact is, properly, an Inferring of that fact from other facts that are known; it is an act of reasoning; . . . if the [jury's] conclusion is a reasonable Inference from the premises, we ought not to disturb their verdict".

9 1897, Benolt v. R. Co., 154 N. Y. 223, 48 N. E. 524. So also: 1899, Creamer v. McIlvain, 89 Md. 343, 43 Atl. 935 (like Benoit v. R. Co.); 1899, Weigand v. Refining Co., 189 Pa. 248, 42 Atl. 132 (one former kick by a mnle, not anficient evidence of viciousness, on the facts).

10 Past, § 2529.

Atl. 132 (one former kick by a mine, not sumcleint evidence of viciousness, on the facts).

19 Past, \$ 2529.

11 The phrase is mentioned, to be repudiated,
in the 1800s: 1857, Toomey v. R. Co., 3 C. B.
N. S. 146, 150; 1857, Wheelton v. Hardisty, 8
E. & B. 232, 262, 277; 1868, Ryder v. Wombweil, L. R. 4 Exch. 32; but it is difficult to
find any prior time when It was ever a recognized test in England.

12 1898, James v. Crockett, 34 N. Br. 540,
548; 1887, Bartelott v. International Bank, 119
Hi. 259, 269, 9 N. E. 398; 1898, Offint v.
Expos. Co., 175 id. 472, 51 N. E. 650 (scintilla
ruie disapproved; evidence "tending to prove"
suffices; Bartelott case approved); 1899, Laidiaw v. Sage, 188 N. Y. 73, 52 N. E. 679; 1900,
Schoepflin v. Coffey, 162 id. 12, 56 N. E. 562;
1901, Cogdeil v. R. Co., 129 N. C. 398, 40 S. E.
202; 1873, Philadelphia & R. R. Co. v. Yeager,
73 Ps. 121, 124; 1876, Commissioners of Marion
Co. v. Clark, 94 U. S. 278, 284: 1897, Taft, J.,
in Ewing v. Goode, 78 Fed. 442 ("The preliminary question for the Court to settle in this
case, therefore, is whether there is any evidence
unfleient in law to sustain a verdict that defendcase, therefore, is whether there is any evidence sufficient in iaw to sustain a verdict that defendant was unskillful or negligent, and that his want of skill or care caused injury. in the

Courts of this and other States the rule is that if the party having the burden of proof offer a mere scintills of evidence to support each necessary element of his case, however overwhelming the evidence to the contrary, the Court must enbmit the issue thus made to the jury, with the power to set aside the verdict, if found against the weight of the evidence. In the Federal Courts this is not the rule. According to their practice, if the party having the burden submits only a scintilla of evidence to sustain it, the Court, instead of going through the useless form of submitting the issue to the jury, and correcting error, if made, by setting aside the verdict, may in the first instance direct the inry to return a verdict for the defendant. Hence our inquiry is: Does the case now submitted show more than a scintilla of evidence tending to show want of skill or care by defendant, or lajinry caused thereby?"); 1903, New York C. & H. R. R. Co. v. Diffendaffer, — C. C. A. —, 125 Fed. 393 (Marion County v. Clark followed). There is a collection of authorities for varions jurisdictions in Thompson on Triais, §§ 2246 ff. The opinion of Brannon, J., in Ketterman v. R. Co., 48 W. Va. 606, 37 S. E. 683 (1900) is a valuable one.

28 1893, Catlett v. R. Co., 57 Ark. 461, 468, 21 S. W. 1062 ("evidence legally sufficient to warrant a verdict"); 1993, Ohio & M. R. Co. v. Dunn, 138 Ind. 18, 27, 36 N. E. 702, 37 N. E. 546 ("evidence from which when undisputed" a finding would be justified); 1897, State v. Couper, 32 Or. 212, 49 Pac., 959 (either "no competent evidence from which when nodisputed," or "so weak that a verdict against the subject," or "so weak that a verdict against the defendant and the subject," or "so weak that a verdict against the defendant against the defendant and the subject," or "so weak that a verdict against the defendant against t Courts of this and other States the rule is that

State v. Couper, 52 Or. 212, 49 Pac. 959 (either "no competent evidence at ail bearing upon the subject," or "so weak that a verdict against the defendant would necessarily be attributable to passion, prejudice, or partiality"); 1898, Josée v. Irvine, 91 Tex. 574, 44 S. W. 1059 (must be more than to raise "a mere sarmise or suspicion"); 1900, Ketterman v. R. Ca., 48 W. Va. 666, 37 S. E. 683.

14 1874, Brett, J., in Bridges v. R. Co., L. R. 7 H. L. 213; 1894, Fornes v. Wright, 91 Ia. 392, 59 N. W. 51; 1893, Market & F. N. 38

VI

ice

ide

he

ble

at

of

he

m-

25 ld

en

18

LO

0,

at

n

n

it would not afford any more concrete and tangible guide. But it seems unsound, so on principle, to assert such an identity, for two reasons, — in the first place, because the mass of evidence in the two situations is very different (for after verdict the defendant's evidence has to be considered with the rest), and in the next place, because the setting aside of a verdict leads merely to a new trial, while the ruling of insufficiency leads usually to the direction of a verdict for the opponent (post, § 2495), and therefore a total quantity of the proponent's evidence which would justify the former might be more than would justify the latter.16 Perhaps the best statement of the question is this: "[The proposition] cannot merely be, Is there evidence? . . . The proposition seems to me to be this: Are there facts in evidence which if unanswered would justify men of ordinary reason and fairness in affirming the question which the plaintiff is bound to maintain?" 17

§ 2495. Same: Direction of a Verdict, Motion for a Monauit, and Demurrer to Evidence. It remains to ask what shall be the form and effect of this ruling of the judge that the proponent's evidence is insufficient to go to the jury? It is commonly said that he "ought to withdraw the question from the jnry, and direct a nonsuit or a verdict for the defendant if the onus is on the plaintiff, or direct a verdict for the plaintiff if the onus is on the defendant," i. s. decide against the proponent having the risk of non-persuasion on that particular issue, whether he be plaintiff or defendant. There are, however, three distinct forms of ruling, which raise different questions.

1. The nonsuit, which has several other applications, may be employed for the present purpose. Its marked feature is that it does not lead to a judgment against the proponent, and (in England) that the proponent's consent is necessary. But the local rules for nonsuit have been so widely varied by modern statutes and practice that generalizations are hardly possible as to its service for the present purpose.2

Bank v. Sargent, 35 Me. 349, 351, 27 Atl. 192; 1893, Haines v. Trust Co., 56 N. J. L. 312, 814, 28 Atl. 796; 1393, Holland v. Kindregan, 155 Pa. 156, 160, 25 Atl. 1077 (scintilla rule; but treated as equivalent to the Federal rule); 1893, Evans v. Chamberlain, 40 S. C. 104, 106, 18 S. E. 213 ("any pertinent evidence"); 1887, Northern Pa. R. Co. v. Bank, 123 U. S. 727, 733, 8 Snp. 266; 1893, Elliott v. R. Co., 150 id. 245, 246, 14 Sup. 85; 1892, Monroe v. Ins. Co., 3 C. C. A. 280, 52 Fed. 777; 1893, Colorado C. C. M. Co. v. Turck, 4 id. 313, 54 Fed. 262; 1894, Laclede F. B. M. Co. v. Hartford Co., 9 id. 1, 60 Fed. 351 (not merely if "some evidence"); 1896, Monnt Adams & E. P. I. R. Co. v. Lowery, 20 id. 596, 74 Fed. 463 (containing a full survey of casea).

1. K. Co. v. Lowery, 20 id. 596, 74 Fed. 463 (containing a full anrevy of cases).

18 Accord: 1899, Series v. Series, 85 Or. 289, 57 Pac. 634 (citing cases): 1897, Wright v. Express Co., 80 Fed. 85. See a useful article in the Western Reserve Law Jonrual for October, 1898

16 1862, Chapman, J., in Denny v. Williams,
5 All. 1, 5; 1871, Brooks v. Somerville, 106
Mass. 271, 275 (approving Denny v Williams).

17 1874. Brett, J., in Bridges v. R. Co., L. R. 7 H. l. 218.

7 H. l. 213.
Other examples of rulings are as follows:
1900, Granby v. Ménard, 31 Can. Snp. 14; 1895,
Howard v. State, 108 Ala. 571, 18 30. 813;
1891, Ambler v. Whipple, 139 Ill. 311, 822, 28
N. E. 341; 1902, Kanass C. F. S. & M. R. Co.
v. Perry, 65 Kan. 792, 70 Pac. 870; 1897, Fitzgerald v. R. Co., 154 N. Y. 263, 48 N. E. 514;
1897, State v. Satterfield, 121 N. C. 558, 28
S. E. 491.
Distinguish here the questions whether the evidence is sufficient under the present rule and whether it is anfficient under the rule of

and whether it is anfficient under the rule of conditional relevancy (ante, § 1871); on this point, compare Reed v. Clark, 47 Cal. 194, 200

1 1878, Lord Biackburn, in Dublin, etc. R.

2 1878, Lord Biackburn, in Dublin, etc. R. Co. v. Slattery, L. R. 3 App. Cas. 1155.

The following opinions are useful for the orthodox theory: 1853, Willard, J., in People v. Cook, 8 N. Y. 67, 74; 1892, Magruder, C. J., in Joliet A. & N. R. Co. v. Velie, 140 Ill. 59, 23 N. E. 706. The following cases illustrate some of the considerations that may enter:

2. The direction of a verdict is the appropriate and most usual form of the ruling.³ Two main questions here arise: (a) Is there any reason why an order directing a verdict for insufficiency of evidence may not be made in favor of the opponent (i. e. usually, the defendant)? (b) Is there any reason against making it in favor of the proponent (i. e. usually, the plaintiff)?

(a) It is almost universally conceded that the direction of a verdict for the opponent is in general a proper form of ruling. That much, and no less, is the very thing that is signified by this part of the judge's function in the trial.4 In making the decision, however, the truth of the proponent's testimony must be assumed; 5 for only the jury could have the right to decide to the contrary upon that material. Moreover, the sufficiency of evidence which will defeat such a motion may be found in the opponent's own evidence (which he himself cannot gainsay), just as the insufficiency of facts which will justify such a direction may be found in the opponent's evidence, provided it is undisputed.7

(b) That a verdict may also be directed for the proponent is accepted by the majority of Courts, though it is more plausibly open to dispute.8 The usual situation is that of a plaintiff who has produced a mass of evidence sufficient to throw upon the defendant the liability of producing some evidence to the contrary, and if this duty is not sustained, it is the judge's function to make the decision (ante, § 2487). The only objection here can be that the judge must not reach his decision by assuming the plaintiff's testimony to be true (because that is the jury's province); yet where the testimony is undisputed, or where in some other way that assumption is unnecessary, this objection disappears. A less common situation is that of a defendant having an effirmative plea (for example, payment of a note, or contributory negligence in personal injury); but here also a verdict may be ordered for the defendant, provided the result can be reached upon undisputed testimony of the defendant, or upon testimony of the plaintiff, which

1898, Williams v. R. Co., 155 N. Y. 158, 49 N. E. 672 (where the testimony at a second trial was so different that it appeared to be manufactured to suit the decision in the former appeal, a non-suit was held improper); 1898, Foskett & B. Co. v. Swayne, 70 Conn. 74, 38 Atl. 893 (applied to a cause tried by a judge without a jury).

3 This has an equivalent, in some of 2nd Sonthern States and elsewhere, in a motion to exclude all of the evidence, — an anomalous and misleading term.

misleading term.

'I'he leading case is usually regarded to be Commissioners of Marion Co. v. Clark, 94 U. S.

Commissioners of Marion Co. v. Clark, 94 U. S. 278, 284 (1876; oplnion by Clifford, J.).

The contrary rule in a few States is based on some misapprehension of the jury's function; c. g.: 1868, Littlejohn v. Fowler, 8 Coldw. Tenn. 284, 288; 1898, Gannon v. Gaslight Co., 145 Mo. 502, 46 S. W. 968; 1903, Dalton v. Poplar Bluff, 173 id. 89, 72 S. W. 1068. This fallacy is dealt with in the following opinions: 1896, Norris v. Clinkscales, 47 S. C. 448, 25

S. E. 797; 1900, Ketterman v. R. Co., 48 W. Va.

606, 87 S. E. 683. 8 1885, Meadows v. Ins. Co., 67 In. 57, 24

N. W. 591. 1898, Gagnon v. Dana, 69 N. H. 264, 39

Atl. 982. 7 1900, Lonzer v. R. Co., 196 Pa. 610, 46

v 1900, Lonzer v. R. Co., 196 Pa. 610, 46
Atl. 937.

\$ 1899, Brown v. Drake, 109 Ga. 179, 34
S. F. 309; 1900, Marshall v. J. Grosse C. Co.,
184 Ill. 421, 56 N. E. 807; 1853, People v.
Cook, 8 N. Y. 67, 74; 1890, Delaware L. & W.
R. Co. v. Converse, 189 U. S. 469, 472, 11 Sup.
569; 1894, Union P. R. Co. v. McDonald, 152
id. 232, 284, 14 Sup. 619; 1903, Leach v. Burr,
188 ld. 510, 23 Sup. 393 ("the power of a Court
to direct a verdict for one party or the other
is undorbted "). Contra: 1897, Anniston National Bank v. Committee, 121 N. C. 109, 28
S. E. 134; 1897, Eller v. Church, ib. 269, 28
S. E. 364. Perhaps Neal v. R. Co., N. C.,
infra, displaces these.

the latter must concede to be true.9 It is maintained by most Courts that in a criminal case there can be no direction of a verdict for the prosecution; 10 and this conclusion is supposed (but erroneously) to follow from the rule of persuasion beyond a reasonable doubt (post, § 2497).

3. The demurrer to evidence is a form of raising an objection of law, which has a history of its own in its original nae.11 But the term and the form came to be used, in some American jurisdictions, as the practical equivalent for the foregoing process, - the motion to direct a verdict for insufficiency of evidence. The chief effect of this has been to introduce a certain confusion into the rulings which deal with the subject of waiver, now to be

§ 2496. Same: Waiver of Motion by Subsequent Introduction of Evidence. When an opponent, at the close of the proponent's case in chief, has made a motion asking in effect for the direction of a verdict, how is the opponent's situation affected by his subsequent conduct, with respect to a waiver of the motion? (1) In the first place, the opponent cannot claim a ruling by the judge, as a matter of right, if he makes the motion at the close of the proponent's case in chief without then resting his own case. At that point, he is only invoking the Court's discretion; not until the entire evidence is closed may he demand a ruling as of right. (2) In the next place, it follows that the opponent waives no right by going on to put in his own evidence after the judge's refusal to rule against the proponent for insufficiency of evidence at the close of the proponent's case in chief. The opponent may therefore renew the motion at the close of the whole case on both sides, and is entitled to the benefit of the ruling, if in his favor at that time.2 (3) Conversely, however, he cannot take advantage of the judge's original erroneous refusal to direct a verdict for insufficiency at the time of the first motion, if he does not renew the motion at the close of all the evidence, or if at the time of the

9 1900, Neal v. R. Co., 126 N. C. 634, 36 S. E. 117 (contributory negligence; Douglas and Clark, JJ., dias.); this case therefore quali-fies the following ruling: 1898, Cable v. R. Co., 122 ld. 892, 900, 29 S. E. 377 (contributory negligence). The following cases illustrate the distinction: 1900, Haven v. Mo. R. Co., 155 Mo. 216, 55 S. W. 1035 (case of contributory negligence not taken from the jury where plain-tiff and another witness teatified to facts which if true sustained her case); 1896. American Exthe and another witness testified to facts which if true sustained her case); 1896, American Exchange Bank v. N. Y. B. & P. Co., 148 N. Y. 698, 43 N. E. 168 (where the person having the burden proves his facts by a cross-examination of the opponent's witness, the judge may direct the issue to be found for the former. because the the issue to be found for the former, because the only question that can arise is that of the credibility of the witness, and the opponent cannot

bility of the witness, and the opposite that),
is 1399, People v. Warren, 122 Mich. 504,
18 1399, People v. Warren, 122 Mich. 504,
18 N. W. 360 (collecting cases); 1895, Sparf v.
U. S., 156 U. S. 51, 177, 15 Snp. 273. Contra:
1873, Com. v. Magee, Pa., 12 Cox Cr. 549.
Compare the following: 1897, Agnew v. U. S.,
165 U. S. 36, 50, 17 Sup. 35 ("In criminal St.

cases, the burden of establishing guilt rests on the prosecution from the beginning to the end of the trial. But when a prima facis case has been made ont, as conviction follows unless it be rebutted, the necessity of adducing evidence then devolves on the accused"); 1902, Mc-Knight v. U. S., 54 C. C. A. 358, 115 Fed. 972; 1902, U. S. v. German, 115 Fed. 987; and the cases cited post, \$\frac{4}{5}\$ 2501, 2512-2514.

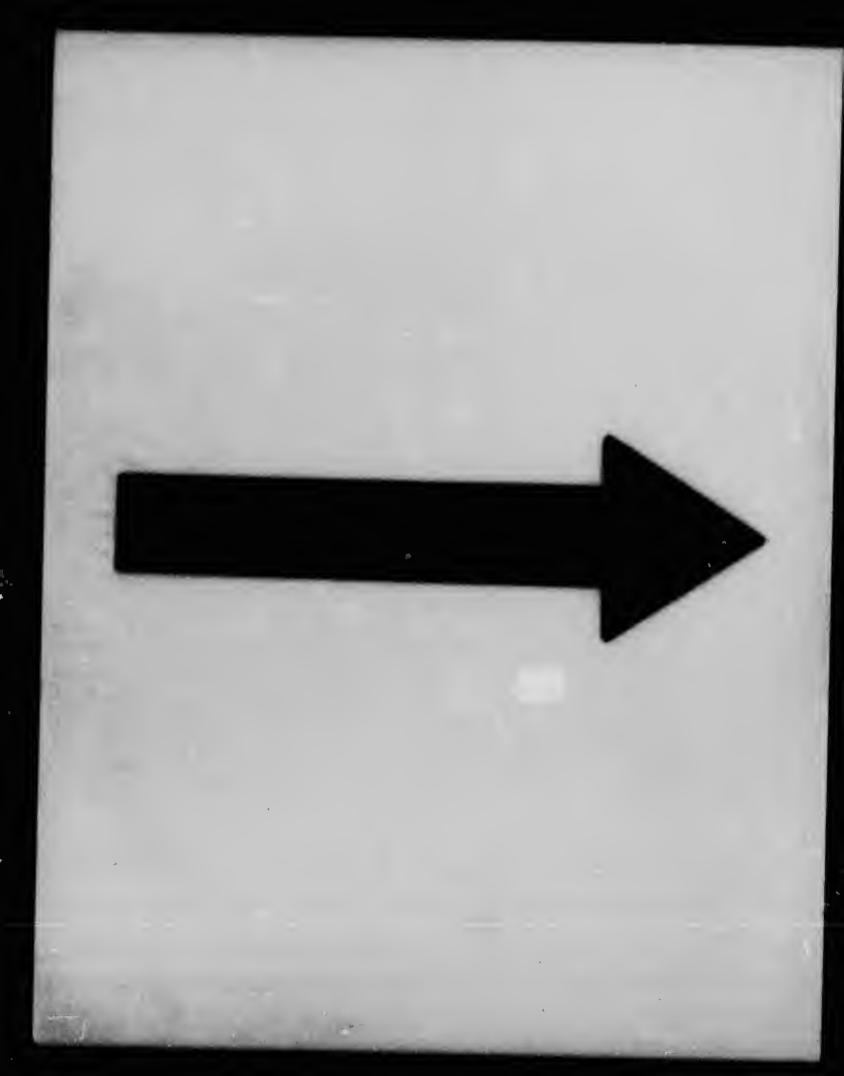
11 1793, Gibson v. Hunter, 2 H. Bl. 187; 1873, Trout v. R. Co., 23 Gratt. 619; Thayer, Preliminary Treatise, 234.

\$\frac{1}{1}\$ 1892, Columbia & P. S. R. Co. v. Hawthorne, 44 U. S. 202, 12 Sup. 591.

8 1889, Weber v. Kansas City C. R. Co., 100 Mo. 194, 12 S. W. 804, 13 S. W. 587.

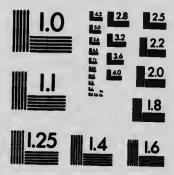
In a few States this right of the opponent to proceed to introduce his own evidence, after the

proceed to introduce his own evidence, after the proceed to introduce his own evidence, after the motion refused, was formerly denied, probably on the analogy of a demurrer to evidence; but this has usually been changed by statute; e. y., Rarabasz v. Kabat, Md., infra; 1896, State v. Groves, 119 N. C. 822, 824, 25 S. E. 819; 1898, Purnell v. R. Co., 122 id. 832, 835, 29 S. E. 953; compare N. C. St. 1899, c. 131.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





PPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14 (716) 482 - 0300 - Phone 14609 USA

(716) 288 - 5989 - Fax

final motion the ruling correctly refuses to order a verdict for insufficiency; 3 the Court is at that time entitled to decide upon a survey of the whole evidence; and this survey naturally renders any prior error immaterial. This is sometimes put upon the ground of waiver; but it is rather a necessary consequence of the discretionary nature and limited scope of the first ruling.

§ 2497. Measure of Persuasion: (1) Proof beyond a Reasonable Doubt; Rule for Criminal Cases. After the tribunal having the function of deciding upon facts, i. e. the jury, has retired to reach and frame its decision, a question arises as to the nature or degree of its persuasion. Here, it is to be noticed, we are no longer concerned with the incidence of the duty or burden of proof as between the parties to the cause, but merely with the tribunal's own duty and conduct as to its standard of persuasion.

Now the logical notion involved in the situation is that the tribunal must be persuaded to believe the affirmation of the burden-bearer before it can be asked to act as desired, but that this persuasion or conviction in the mind of the tribunal may have more than one degree or quality of positiveness; and an attempt is made by the law to define the degree of positiveness of persuasion which must exist in order to justify action in the shape of a verdict for the burden-bearer. The attempt to define these qualities of persuasion has great difficulties; and many useless refinements and wordy quibbles have marked the countless and more or less unsuccessful attempts.

In crimal cases a rule has grown up that the persuasion must be beyond a reasonable doubt.1 This precise distinction seems to have had its origin no earlier than the end of the 1700s, and to have been applied at first only in capital cases, and by no means in a fixed phrase, but in various tentative forms. "A clear impression," "upon clear grounds," "satisfied," are the earlier phrases; and then "rational doubt," "rational and well-grounded doubt," "beyond the probability of doubt," and "reasonable doubt" come into use. Then, in Mr. Starkie's classical treatise, "moral certainty, to the exclusion of all reasonable doubt," is given vogue.2 From time to time, various ill-advised efforts have been made to define more in detail this elusive and undefinable state of mind. One that has received frequent sanction and has been quoted

(coustruing a statute; the original error may be

Iu Illiuois, there is a local question whether the motion to direct a verdict must be in writthe motion to direct a verdict must be in wruing, under a statute requiring instructions to
the jury to be in writing: 1893, Ames & Frost
Co. v. Strachurski, supra (undecided); but it is
plain that the two are different things.

1 In Georgia alone, it seems, this test does
not obtain: Ga. Code 1895, § 5145, Cr. C. § 987
(in criminal cases. "A greater strangth of manual

(iu criminal cases "a greater strength of mental conviction" thau preponderauce of testimony is

necessary). Becessary).

For the historical data above summarized, see an article by Judge May of Bostou, in the American Law Review, X, 642, 656, the author of the treatise on Criminal Law, and Thayer's Declaring March 1998, 551-558 Preliminary Treatise, pp. 551-558.

^{** 1892,} Joliet A. & N. R. Co. v. Velie, 140
Ill. 59, 63, 26 N. E. 1086; 1893, Ames & Frost
Co. v. Stracburski, 145 id. 192, 195, 34 N. E.
43; 1900, Barabasz v. Kabat, 91 Md. 53, 46
Atl. 337 (good opinion by Pearce, J.); 1901,
New York P. & N. R. Co. v. Jones, 94 id. 24,
50 Atl. 422; 1889, Weber v. Kansas City C. R.
Co. Mo. 201972, 1903, Klockaubricky P. Co. 50 Atl. 422; 1889, Weber v. Kansas City C. R. Co., Mo., supra; 1903, Klockeubrink v. R. Co., 172 id. 678, 72 S. W. 900; 1902, Sigua Iron Co. v. Brown, 171 N. Y. 488, 64 N. E. 194; 1892, Columbia & P. S. R. Co. v. Hawthorne, U. S., supra; 1894, Uuion Pacific R. Co. v. Daniels, 152 id. 684, 687, 14 Sup. 756; 1902, McCrea v. Parsons, 50 C. C. A. 612, 112 Fed. 917; 1903, Walton v. Wild Goose M. & T. Co., 60 C. C. A. 155, 123 Fed. 209. Contra: 1898, Purnell v. R. Co., 122 N. C. 832, 29 S. E. 953

innumerable times is that of Chief Justice Shaw of Massachusetts, on the trial of Dr. Webster for the murder of Mr. Parkman: 3 " [Reasonable doubt] is that state of the case, which, after the entire comparison and consideration of all the evidence, leaves the minds of jurors in that condition that they cannot say they feel an abiding conviction, to a moral certainty, of the truth of the charge. . . . The evidence must establish the truth of the fact to a reasonable and moral certainty, - a certainty that convinces and directs the understanding, and satisfies the reason and judgment. . . . This we take to

Many others, in varying forms, convey the same notion in more or less well-chosen words; and each Court has its stores of precedents of instructions approved and disapproved.4 Nevertheless, when anything more than a

³ 1850, Com. v. Webster, 5 Cusb. 295, 320. Another is this: 1875, Gray, C. J., In Com. v. Costley, 118 Mass. 1; "Proof 'beyond a reasonable donbt' is not beyond all possible or imaginary donbt, but snch proof as precludes every reasonable bypothesis, except that which it tends to support. It is proof to a 'moral certainty,' as distinguished from an absolute certainty. As applied to a jndicial trial for crime, the two phrases are aynonymous and conjugatent. the two phrases are aynonymous and equivalent; the two phrases are aynonymous and equivalent; each bas been used by eminent judges to explain the other, and each signifies anch proof as satisfies the judgment and consciences of the jury, as nes the Jungment and consciences of the July, as reasonable men, and applying their reason to the evidence before them, that the crime charged has been committed by the defendant, and so

KVI

y; a

evihis

ary

ng. bt;

ing

esbe len

l's

ust

be of nd erct

on es

rd. 10 in re r-

ρ.

đ

reasonable men, and applying their reason to the evidence before them, that the crime charged has been committed by the defendant, and so satisfies them as to leave no other reasonable conclusion possible."

4 The following list represents almost all the jurisdictions; from Alahama is given the material of two or three years' rulings, merely to illustrate what a futile grist of profuse jargon is permitted by some Courts to be ground out annually in the name of truth and instice: 1895, Jackson v. State, 106 Ala. 12, 17 So. 333; Thomas v. State, ib. 19, 17 So. 460; Bonner v. State, 107 id. 97, 18 So. 226; Howard v. State, 108 id. 571, 18 So. 813; 1896, Peazler v. State, 110 id. 11, 20 So. 363; Allen v. State, 111 id. 30, 20 So. 490; Barnes v. State, ib. 56, 20 So. 565; Crawford v. State, 113 id. 661, 21 So. 214; 1897, Mitchell v. State, 114 id. 1, 22 So. 71; Yarbrongb v. State, 115 id. 92, 22 So. 534; Pickens v. Itate, ib. 42, 22 So. 551; Newell v. State, ib. 54, 22 So. 572; Koch v. State, ib. 99, 22 So. 471; 1898, Bryant v. State, ib. 99, 22 So. 471; 1898, Bryant v. State, ib. 16, 23 So. 77; Bones v. State, ib. 138, 23 So. 138; Walker v. State, ib. 42, 23 So. 149; Burks v. State, ib. 140, 23 So. 592; Dennis v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88, 32 S. W. 81; 1896, Lewia v. State, 61 Ark. 88,

307; 1896, Burney v. State, 100 id. 65, 25 S. E. 911; 1897, Campbell v. State, ib. 267, 28 S. E. 71; 1898, Spalding v. People, 172 III. 49, 49 N. E. 993; 1897, Reynolds v. State, 147 Ind. 3, 46 N. E. 31; 1897, Hauk v. State, 148 id. 238, 46 N. E. 127; 1898, Shielda v. State, 149 id. 395, 49 N. E. 351; 1898, McIntosh v. State, 151 id. 251, 51 N. E. 354; 1897, State v. Van Tassel, 103 Ia. 6, 72 N. W. 497; 1897, State v. Debolt, 104 id. 105, 73 N. W. 499; 1898, State v. Marshall, 105 id. 38, 74 N. W. 763; 1899, State v. Novak, 109 id. 717, 79 State, 101 R. 201, v. 101, v. 1897, Van Tassel, 103 Ia. 6, 72 N. W. 497; 1897, State v. Debolt, 104 ld. 105, 73 N. W. 499; 1898, State v. Marshall, 105 id. 38, 74 N. W. 763; 1899, State v. Novak, 109 id. 717, 79 N. W. 465; 1898, Stevens v. Com., — Ky. — , 45 S. W. 76; 1898, State v. Bazile, 50 La. An. 21, 23 So. 8; 1898, People v. Swartz, 118 Mich. 292, 76 N. W. 491; 1896, Webb v. State, 73 Miss. 456, 19 So. 238; 1897, Powers v. State, 74 id. 779, 21 So. 657; 1898, Cherry v. State, — id. — , 20 So. 887; 1897, Powers v. State, 74 id. 779, 21 So. 657; 1898, Lipscomb v. State, 75 id. 559, 23 So. 210; Herman v. State, ib. 340, 22 So. 872; 1896, State v. Blue, 136 Mo. 41, 37 S. W. 796; State v. Gofortb, ib. 111, 37 S. W. 801; 1898, State v. Duncan, 142 id. 456, 44 S. W. 263; 1899, State v. Garrison, 147 id. 548, 49 S. W. 508; 1898, State v. Gleim, 17 Mont. 17, 41 Pac. 298; 1898, State v. Clance, 20 id. 498, 52 Pac. 267; 1895, Collins v. State, 46 Nobr. 37, 64 N. W. 432; 1896, Barney v. State, 51 id. 301, 70 N. W. 934; 1897, Jourson v. State, 51 id. 515, 68 N. W. 636; 1897, Davis v. State, 51 id. 301, 70 N. W. 934; 1897, Morgan v. State, 51 id. 672, 71 N. W. 788; 1897, Johnson v. State, 51 id. 103, 73 N. W. 463; 1898, Carrall v. State, ib. 431, 73 N. W. 939; Whitney v. State, ib. 431, 73 N. W. 939; Whitney v. State, ib. 336, 54 Pac. 516; 1896, Ferr. v. Lermo, 8 N. M. 566, 46 Pac. 16; Terr. v. Padilla, ib. 510, 46 Pac. 346; 1897, People v. Barker, 153 N. Y. N. C. 793, 26 S. E. 142; 1903, State v. Wilcox, 182 id. 1120, 44 S. E. 625; 1898, Patzwald v. U. S., 70kl. 232, 54 Pac. 458; 1897, State v. Wilcox, 182 id. 1120, 44 S. E. 625; 1898, Patzwald v. L. S., 70kl. 232, 54 Pac. 458; 1897, State v. V. State, 95; 1997, State v. Cusbing, 17 Wasb, 544, 50 Pac. N. W. 484; Frank v. State, 94 id. 211, 68 N. W. 657; 1897, Hoffman v. State, 97 id. 576, 43

simple caution and a brief definition is given, the matter tends to become one of mere words, and the actual effect upon the jury, instead of being enlightenment, is rather confusion, or, at the least, a continued incomprehension. In practice, these detailed amplifications of the doctrine have usually degenerated into a mere tool for counsel who desire to entrap an unwary judge into forgetfulness of some obscure precedent, or to save a cause for a new trial by quibbling, on appeal, over the verbal propriety of a form of words uttered or declined to be uttered by the judge. "No man can measure with a rule he does not understand; neither can juries determine by rules obscure in themselves and made yet more obscure by attempted definition." 5 The effort to perpetuate and develop these unserviceable definitions is a useless one, and serves to-day chiefly to aid the purposes of the tactician. It should be wholly abandoned.6 Yet its defence has been attempted by an able judge:

1899, Marshall, J., in Buel v. State, 104 Wis. 132, 80 N. W. 78: "Much discussion is found in the adjudged cases as to whether any attempt to explain it does not tend to confuse rather than to enlighten the jury. It is said that scholastic attempts to explain the meaning of such words, which are more easily understood than explained, are liable to lead such men as commonly make up our juries to think that the ordinary processes of reasoning, by which they are accustomed to come to conclusions in the ordinary affairs of life, are not suitable to the jury room in a criminal case, but that some other process of reasoning is to be adopted which they are to gather from the language of the trial judge, and that they are thereby really weakened in their ability to come to a just conclusion; that it would be better to leave them to exercise their own intelligence in regard to language so plain that it is not easy to make it plainer by explanation. Mr. Justice Newman said, in Hoffman v. State: 7 'It needs be a skil.ful definer who will make the meaning of the term ("beyond a reasonable donbt") more clear by the multiplication of words,' while the writer expressed the view, in Emery v. State, that the due administration of justice in many cases requires a careful explanation of the term to be given to the jury, and that without it justice is liable at times, through ignorance, to be defeated, and the efficacy of the law to protect society, and its administration by courts, discredited. In State v. Sauer, Mitchell, J., expressed the opinion that 'most attempts at explaining the meaning of a "reasonable doubt" are made by the use of expressions that themselves need explanation more than the term sought to be explained by them, and that the better v/ay is to omit such attempts, but that if such attempts be indulged in it would be better to adopt those definitions that have received general approval by Courts.' In People v. Stubenvoll,10 Champlin, J., speaking for all the members of the Court, said: 'We do not think that the phrase "reasonable doubt" is of such unknown or uncommon signification that an exposition by the trial judge is called for. Language that is within the comprehension of persons of ordinary intelligence can seldom be made plainer by further defining or refining. All persons who possess the qualifications for jurors know that a doubt of the guilt of the accused, honestly entertained, is a reasonable doubt.' In Judge

⁷³ N. W. 52; 1899, Emery v. State, 101 id. 627, 78 N. W. 145.

Judge May, in the article above cited, which contains some just remarks upon the doctrine.

The following is a model treatment of the

The following is a model treatment of the The following is a model treatment of the subject: 1901, Lenert v. State, — Tex. Cr. —, 63 S. W. 563 ("The jnry sent word to the Conrt... that they desired an additional charge upon the meaning of 'reasonable doubt.' ... Thereupon the Court told the jury verbally 'that the two words "reasonable doubt" were cords of common use and the jury words of common use and the jury words. words of common use, and the jury could under-

stand them as easily as the Court, and the Court had a reasonable doubt as to whether or not he could nuder the law charge them as to their We see no error in this action of the meaning.' trial Court calculated to injure the rights of

that court calculated to injure the rights of the appellants").

7 97 Wis. 576, 73 N. W. 52.

8 101 Wis. 627, 78 N. W. 145.

8 28 Minn. 438, 38 N. W. 355; this was one of the great judicial minds of the passing generation.

^{16 62} Mich. 329, 28 N. W. 883.

177

me

en-

ion.

ne-

nto

by

or

he

m-

to

 \mathbf{nd}

be

is

he to

of

ra

88

al

n. rd

ce

10

n

3-

0

g

Thompson's work on Trials,11 it is said that 'all the definitions are little more than metaphysical paraphrases of an expression invented by the common-law judges for the very reason that it was capable of being understood and applied by men in the jury box.' Many more instances might be given we'ere judges of appellate Courts and text writers have discouraged all attempts at explanation of what is a reasonable doubt, from the standpoint of a juror. Nevertheless the fact remains that trial judges, at least in important criminal trials, generally take great pains to explain the term so that the commonest understanding can grasp its meaning. The practice in that regard has grown up from frequent observations of the necessity of it. It is considered here that it is proper in all cases to make a careful explanation of the term, and that where the prosecution relies wholly on circumstantial evidence it is the better practice to do so, taking the utmost care, however, to use only expressions that have been approved, particularly by this Court."

It is generally and properly said that this measure of reasonable doubt need not be applied to the specific detailed facts, but only to the whole issue; 12 and herein is given opportunity for much vain argument whether the strands of a cable or the links of a chain furnish the better simile for testing the

 $\S~2498$. Same: Proof by Preponderance of Evidence; Rule for Civil Cases. In civil cases it should be enough to say that the extreme caution and the unusual positiveness of persuasion required in criminal cases do not obtain. But it is customary to go further, and here also to attempt to define in words the quality of persuasion necessary. It is said to be that state of mind in which there is felt to be a "preponderance of evidence" in favor of the demandant's proposition. Here, too, moreover, this simple and suggestive phrase has not been allowed to suffice; and in many precedents sundry other phrases - "satisfied," "convinced," and the like - have been put forward as equivalents, and their propriety as a form of words discussed and sanctioned or disapproved, with much waste of judicial time.1

But the chief topic of controversy has been whether in certain civil cases the measure of persuasion for criminal cases should be applied. Policy sug-

So. 135; 1897, Louisville & N. R. Co. v. Hill, ih. 334, 22 So. 163; 1898, Morrow v. Campbell, 118 id. 330, 24 So. 852 ("clear and convincing proof," not required). 1808, Morrow Wilson, Wilso 118 id. 330, 24 So. 852 ("clear and convincing proof," not required); 1898, Moore v. Heineke, 119 id. 627, 24 So. 374; 1896, Murphy v. Waterhouse, 113 Cal. 467, 45 Pac. 866 ("convince the minds" of the jury, held improper"; 1898, Sams A. C. Co. v. League, 25 Colo. 129, 54 Pac. 642; "Code 1895, \$\$ 5144, 5145 (phrase defined); 1896, Taylor v. Felsing, 164 Ill. 331, 45 N. E. 161 (not a "clear preponderance"); 1896, French v. Day, 89 Me. 441, 36 Atl. 908 ("clear preponderance and convincing proof," ("clear preponderance and convincing proof," held too strong, as understood by "the common mind"); 1898, Sanborn v. Gerald, 91 id. 366, 40 Atl. 67; 1898, First National Bank of 366, 40 Atl. 67; 1898, First National Bank of Onaha v. Goodman, 55 Nebr. 409, 75 N. W. 846; 1896, Moore v. Stone, — Tex. Civ. App. —, 36 S. W. 909 ("by a preponderance of proof to your reasonable satisfaction," held improper); 1898, Sigafus v. Porter, 28 C. C. A. 443, 84 Fed. 430; 1898, Cnrran v. Stange Co., 98 Wis. 598, 74 N. W. 377; 1898, Knopke v. Ins. Co., 99 id. 289, 74 N. W. 795.

¹¹ II, § 2469. 18 1893, Jamison v. People, 145 Ill. 357, 380, 34 N. E. 486; 1896, Keating v. People, 160 id. 480, 43 N. E. 724; 1897, Williams v. People, 166 id. 132, 46 N. E. 749; 1899, Kossakowski v. People, 177 id. 53, 563 N. E. 115; 1902, Henry v. People, 198 id. 162, 65 N. E. 120; 1897, Hinshaw v. State, 147 Ind. 334, 47 N. E. 158, 1895, State v. Gleim, 17 Mont. 17, 41 Pac. 998; 1897, Morgan v. State, 51 Nebr. 672, 71 N. W. 788; 1903, Horn v. State, — Wyo. — 73 Pac. 705 (good opinion by Potter, J.). Contra: 1899, State v. Cohen, 108 Ia. 208, 78 N. W. 857; 1902, State v. Flemming, 130 N. C. 683, 41 S. E. 549; 1900, State v. Young 9 N. D. 165, 82 N. W. 420. 18 1893, Jamison v. People, 145 Ill. 357, 380,

N. D. 100, 82 N. W. 420.

The general rule for reasonable doubt ought to apply equally to misdemeanors: 1894, Vandevelter v. State, 38 Nebr. 592, 595, 57 N. W.

<sup>397.

1 1896,</sup> O'Connor M. & M. Co. v. Dickson,
112 Ala. 304, 20 So. 413; 1896, American Cak
Extr. Co. v. Ryan, ib. 337, 20 So. 644; 1897,
11. R. Co. v. Marcus, 115 id. 389, 22

gests that the latter test should be strictly confined to its original field, and that there ought to be no attempt to employ it in any civil case.2 Nevertheless, the effort has been made (though usually without success) to introduce it in certain sorts of civil cases where an analogy seems to obtain. (1) It is sometimes said that, in general, wherever in a civil case a criminal act is charged as a part of the case, the rule for criminal cases should apply; but this has been generally repudiated.⁸ (2) Nor is such a doctrine better established for individual kinds of cases. It does not apply to an action for a statutory penalty; 4 nor to a plea of truth to an action for a defamatory charge of crime; s nor to a plea of arson by the insurer in an action on a policy of fire insurance; onor in disbarment proceedings; nor in an action for support charging the defendant as the father of a bastard; 8 nor in an action for seduction, nor a proceeding for divorce on the ground of adultery; 10 nor in proceedings for contempt 11 or for an injunction.12 But a stricter standard, in some such phrase as "clear and convincing proof," is commonly applied to measure the necessary persuasion tor a charge of fraud; 18 for the existence and contents of a lost will; 14 for an agreement to bequeath by will; 15 for mutual mistake sufficient to justify reformation of ar instrument; 16 and for a few related classes of cases.17

Compare Judge May'a article, above cited, in which the rule for civil cases is judiciously

³ 1897, Brown v. Tourtelotte, 24 Colo. 204 50 Pac. 195 (forgery); 1894, Grimes v. Hillary, 150 Ill. 141, 146, 36 N. E. 977 (left undecided; though previous rulings in this State had adopted the criminal rule; prior decisions apparently donbted; but the criminal rule held not applicable to a defendant's majicipus denot applicable to a defendant's ma'icious destruction of a note, the malice not being essential to recovery); 1897, Nebraska Nat'l B'k v. Johnson, 51 Nebr. 546, 71 N. W. 294 (action to recover the proceeds of money stolen by the defendant).

4 1900, Campbell v. Burus, 94 Me. 127, 46 Atl. 812; 1891, Sparta v. Lewis, 91 Tenn. 370, 374, 23 S. W. 182 (municipal ordinance forbidding battery).

1898, Hearne v. DeYonng, 119 Cal. 670, 52 Pac. 150; 1893, Atlanta Journal v. Mayson, 92 Ga. 640, 18 S. E. 1010; Ind. Rev. St. 1897, 1878, 1879, \$ 378; 1872, Ellis v. Buzzell, 60 Me. 209, 218 (leading case); 1897, Finley v. Widner, 112 Mich. 230, 70 N. W. 433. The snpposed doctrine contra is criticised by Jndge May in 10 Amer. Law Rev. 642.

Amer. Law Rev. 642.

6 1895, Blackburu v. Ins. Co., 116 N. C. 821,
21 S. E. 922; 1898, First National Bank v.
Commercial Assnr. Co., 33 Or. 43, 52 Pac. 1050.
Contra. 1852, Darling v. Banks, 14 Ill. 46; 1856,
McConnels v. Ins. Co., 18 id. 228. The contra
cases are criticised by Judge May in 10 Amer. Law Rev. 642.

1 1899, Re Wellcome, 23 Mont. 450, 59 Pac. 445. Contra: 1900, Re Evans, 22 Utah 366,

62 Pac. 913. 61900, Bell v. State, 124 Ala. 94, 27 So. 414; 1372, People v. Christman, 66 Ill. 162; 1870,

Knowles v. Scribner, 57 Me. 495 (leading case); 1893, Dnkehart v. Caughman, 36 Nebr. 412, 414, 54 N. W. 680.

1894, Nelson v. Pierce, 18 R. I. 589, 28

Atl. 806.

10 898, Lenning v. Lenning, 176 Ill. 180, 52 N. E. 46; 1896, Lindley v. Lindley, 68 Vt. 421, 35 Atl. 349.

11 1896, Drakefold v. Adams, 98 Ga. 722, 25

S. E. 833 (proceedings by a receiver for contempt for not turning over moneys).

for not turning over moneys).

12 1895, State v. Collins, — N. H. — , 44
Atl. 495 (injunction against a liquor-nuisance).

12 1897, Kansas M. O. M. Ina. Co. v. Ram. melsberg, 58 Kan. 581, 50 Pac. 446 (requiring something more than a mere preponderance); 1900, Conner v. Groh, 90 Md. 674, 45 Atl. 1024 1900, Conner v. Groh, 90 Md. 674, 45 Atl. 1024 ("convincing," not merely preponderating); 1896, Lalone v. U. S., 164 U. S. 255, 17 Snp. 74 (pension application); 1897, U. S. v. American Bell Tel. Co., 167 id. 224, 17 Sup. 809 ("clear, nnequivocal, and convincing"; revocation of a patent for frand); 1897, Dohmen Co. v. Niagara F. Ins. Co., 96 Wis. 38, 71 N. W. 69 ("clear and satisfactory evidence"). Contra: 1897, Nelms v. Steiner, 113 Ala. 562, 22 So. 435 (overruling Claffin Co. v. Rodenberg, 101 id. 213, 13 So. 272). " convincing,

14 The cases are collected ante, \$\frac{9}{2}\ 2052, \frac{2106}{2}\].
14 The cases are collected ante, \$\frac{9}{2}\ 2052, \frac{2106}{2}\].
15 1875, Mundy v. Foster, 31 Mich. 313, 322

16 should be proved in the clearest manner and the characteristics.

("snould be proved in the clearest manner and the evidence ought to be above enspicion").

18 1871, Stockbridge Iron Co. "Hudson Iron Co., 107 Mass. 290, 317; 1900, Seitz Brewing Co. v. Ayres, 60 N. J. Eq. 190, 46 Atl. 535; 1892, Southard v. Curley, 134 N. Y. 148, 31 N. E. 330 (collecting many forms of phrasing).

17 1901, Rowe v. Hiberuia S. & L. Soc., 134 Cal. 403, 66 Pac. 569 (identifying saperste property).

Cal. 403, 66 Pac. 569 (identifying separate prop-

The application of the phrase "preponderance of evidence" is apt to lead the judicial discussion close to the danger line of the fallacious quantitative or numerical theory of testimony (ante, § 2033).18 Although that theory has been generally repudiated in our law, yet there is often a lurking recurrence to it in the statement that an uncontradicted witness must be believed,19 i. e. his testimony constitutes per se a preponderance. The unsoundness of this conception has already been noticed (ante, §§ 1013, 2033, 2034).20

erty acquired after marriage); 1903, Gritten v. Dickerson, 202 Ill. 372, 66 N. E. 1090 (impeaching a notary's certificate of acknowledgment; see other cases cited ante, \$1347, 1352); 1899, Seymonr v. Alkire, 47 W. Va. 302, 34 S. E. 953 ("clear, convincing, beyond reasonable controversy," required for correcting a mistake in a decree).

VI

nd

he-

it

ne-

red

as

for

ry

of re rt or in

d, to

ce

Or

or

28 0,

4

take in a decree),

18 E. g.: 1902, West Chicago S. R. Co. v.

Lieserowitz, 197 III, 607, 64 N. E. 718; 1896,

People v. Tnczkewitz, 149 N. Y. 240, 43 N. E.

People v. Tnczkewitz, 149 N. Y. 240, 45 N. E. 549 (though not in a criminal case).

19 1890, Qnock Ting v. U. S., 140 U. S. 420,
11 Sup. 734 ("Undoubtedly, as a general rule,
positive testimony as to a particular fact, uncontradicted by any one, should control the

decision of the Court; but that rule admits of many exceptions"): 1902, Ray, J., in U. S. v. Lee Hnen, 118 Fed. 442, 457 ("The general rule is that uncontradicted evidence, free from inherent improbability, when given by disinterested witnesses, and in no way discredited, is conclusive"; yet in the very same opinion the Court inconsistently but correctly says: "It is impossible to prescribe any fixed rule by which the credibility of the witness is to be tested or which shall bind the conscience of the Court as to the conclusiveness of the evidence in a given to the conclusiveness of the evidence in a given

case").

So For the relative value of circumstantial and

Instrument

or Receipt.

TITLE II: BURDENS AND PRESUMPTIONS IN SPECIFIC ISSUES.

CHAPTER LXXXVII.

2499. Introductory. 2500. Sanity: (1) Testamentary and other Civil Causes; Suicide. § 2501. Same: (2) Criminal Causes. § 2502. Undue Influence and Fraud: (1) Testamentary Execution.

§ 2503. Same: (2) Confidential Relations of Grantee or Beneficiary. § 2504. Same: (3) Frandulent Conveyances against Creditors. § 2505. Marriage: (1) Consent, from Cohabi-§ 2505. Marriage: (1) Consent, from Conabitation or Ceremouy.
§ 2506. Same: (2) Capacity, as affected hy Intervening Death, Divorce, or Marriage.
§ 2507. Negligence and Accident: (1) Contributory Negligence.
§ 2508. Same: (2) Loss hy a Bailee.
§ 2509. Same: (3) Defective Machines, Vehicles and Apparetus. cles, and Apparatus.

§ 2510. Same: (4) Death by Violence.

§ 2511. Crimes: (1) Iunocence, Malice, Iutent, etc. § 2512. Same: (2) Seif-Defence, Alihi. § 2513. Same: (3) Possession of Stolen Goods. § 2514. Same: (4) Capacity (Infancy, Intoxication, Coverture). § 2515. Ownership: (1) Possession of Land and Personalty. § 2516. Same: (2) Possession of Negotiable

§ 2517. Payment: (1) Lapse of Time. § 2518. Same: (2) Possession of Instrument

meuts: il) Letters and Telegrams.
§ 2520. Same: (2) Execution of Deeds (Delivery, Date, Seal, Consideration).
§ 2521. Same: (3) Aucient Documents.
§ 2522. Same: (4) Lost Grant; Lost Documents. ments in General. § 2523. Same: (5) Wili (Execution and Revocation) \$ 2524. Same: (6) Spollation or Suppression of Documents. § 2525. Same: (7) Aiteration of Documents. § 2526. Gifts (Wife's Separate Estate, Chiid's Advancement, Chiid's Services). § 2527. Legitimacy. § 2528. Chastity; Chiid-bearing. 2529. Identity of Person (from Name, etc.). is 2530. Continuity; (1) in general (Ownership, Possession, Residence, Insanity, etc.).
 2531. Same: Life and Death. 2532. Same: Survivorship. 2533. Seaworthiuess. § 2534. Regularity; (1) Performance of Official Duty and Regularity of Proceedings.
§ 2535. Same: (2) Appointment and Anthority of Officers, Incorporation. § 2536. Similarity of Foreign Law. § 2537. Contracts.

2538. Statute of Limitations. 2539. Malicious Prosecutiou.

2540. Sundry Presumptions and Burdens.

§ 2519. Execution and Contents of Doen-

§ 2499. Introductory. In applying the foregoing principles to the different kinds of propositions presented for proof in litigation, it will be found that the rulings are constantly ambiguous in the language, in dealing with the three chief questions arising under those principles. Sometimes the ruling involves the first "burden of proof," i. e. the risk of non-persuasion of the jury (ante, § 2485); this is, in strictness and usually, a question of Pleading rather than of Evidence. Sometimes the ruling involves the second "burden of proof," the duty of producing evidence to the judge, in its initial aspect, i. e. whether there is sufficient evidence to satisfy that duty and enable the party to go to the jury (ante, § 2494). Sometimes it involves the same burden in its ulterior aspect, i. e. whether there is a presumption, which shifts

most of the ruings on the topics of the present Chapter turn on minute and voluminous details of the particular case, and the judicial ianguage is often ambiguous and dangerous to state concisely; some years of additional labor would be required for a complete presentation of the materiai.

¹ EXPLANATORY NOTE. In this Chapter, the preceding one, and the three ensning ones, no attempt has been made to secure all the anthorities, for the reasons already stated in the Preface. The subjects are on the border line between Evidence and Procedure, and would rebetween Evidence and Procedure, and would require constant excursus into the latter field;

ES.

en.

De-

cn-

on

d's

ıt

g

the duty to the opponent to come forward with evidence (ante, § 2487). Any topic of proof may give rise to all three of these questions; and it is often impossible to determine which effect the ruling is intended to have, except after a detailed analysis of the whole opinion, - and sometimes not even then. Moreover, many rulings, though using the language of presumptions, do not mean to do anything more than declare the admissibility of circumstantial evidence (ante, § 2491). This difficulty of interpretation must be kept in mind in any consideration of the precedents.

 \S 2500. Sanity: (1) Testamentary and other Civil Causee; Suicide. (a)It seems to be generally conceded that the burden of proof as to a testator's sanity is on the proponent of the will,1 in the sense that, when the case goes to the jury, he has the risk of non-persuasion; the testator's sanity is a fact essential to the proponent's claim. But there is a difference of views as to the duty of going forward with evidence. According to one view, the evidence of execution with due formalities, introduced by the proponent, may suffice to raise a presumption of sanity, so as to require the opponent to introduce evidence of insanity. By another view, the evidence of execution does not raise this presumption, and the proponent therefore has the duty of coming forward, as in any other case, with some evidence (it may be but slight) of his factum probandum, i. e. sanity.2

Except in Indiana.

The subject is further complicated, in many jurisdictions, by the variety of modes of trial for a will's validity, and by the presumptive effect sometimes given to the preliminary finding, on a later contest in the nature of an lng, on a later contest in the nature of an appeal, in a chancery or a jnry court, as also by the prima facie effect occasionally given to the oath of the attesting witnesses: Eng.: 1857, Suttou r. Sadler, 3 C. B. N. s. 87 (leading case); Can.: 1883, Doe v. Gilbert, 22 N. Br. 576, 581; 1890, Hsrrison's Will, 30 id. 164, 184; 1890, Doe v. Savoy, lh. 227, 231; 1856, Brocklebank's Will, 2 Morris Newf. 88, 92; Conn.: 1893, Barber's Appeal, 63 Conn. 393, 27 Atl. 973 (evidence of execution shifts the burden to the contestant; subject, however, to the peculiarity dence of execution shifts the burden to the contestant; subject, however, to the peculiarity that the attesting witnesses must be called by the proponent sud asked as to capacity: III. 1894, Tsylor v. Pegram, 151 III. 106, 118, 37 N. E. 837 (the harden is on the contestant, provided the attesting witnesses have subken to vided the attesting witnesses have spoken to capacity); 1897, Harp v. Parr, 168 ld. 459, 48 N. E. 113 (the introduction of proper subscribing-witness testimony to execution is sufficient to shift the burden; here one subscribing witness and the scrivener were called, and a certifiness and the scrivener were called, and a certificate of testimony at the probate was presented); 1898, Slingloff v. Bruner, 174 id. 561, 51 N. E. 285; 1895, Egbers v. Egbers, 177 id. 82, 52 N. E. 255 (hill to set aside probate; the burden of non-persuasion is said to be on the complainant-contestants, and yet the first duty of production to be on the will's proponents; the opinion is confused); 1899, Entwistle v. Meikle, 180 id. 9, 54 N. E. 217; 1900, Johnson v. Johnson, 187 id. 36, 58 N. E. 237 (the prima facie case made

out hy the sttesting witnesses' testlmony does not fail when one of the witnesses la impeached; "credlble," under the atatute, meaning nerely "competent"); 1901, Huggins v. Drury, 192 id. 528, 61 N. E. 652; 1901, Thompson v. Bennett, 194 id. 57, 62 N. E. 321; 1903, Bsker v. Baker, 202 id. 595, 67 N. E. 410 (spproving Egbers v. Egbers); Ind.: 1896, Blough v. Parry, 144 Ind. 463, 43 N. E. 562 (treating Kenworthy v. Williams, 5 ld. 375, as overruled, and disapproving the dictum in Durham v. Smith. 120 id. proving the dictum in Durham v. Smith, 120 id. 465; the burden is on the contestant, but may 465; the burden is on the contestant, but may shift); 1896, Yonng v. Miller, 145 id. 652, 44 N. E. 754 (the contestant has the burden of establishing insanity; monomsnia, if ahown, raises a presumption of general incapacity and makes a "prima facie case"; but when the evidence is closed on both sides, the contestant still has the risk of establishing incapacity, and an instruction requiring a prenonderance of eviau instruction requiring a preponderance of evidence from the contestee is erroneous); 1898, Roller v. Kling, 150 ld. 159, 49 N. E. 948 (action to set aside a probated will; the hurden of tion to set aside a probated will; the hurden of convincing the jury by preponderance of evidence is on the applicaut, though evidence of prior persistent insanity may raise a presumption in hls favor); 1901, Morell v. Morell, 157 id. 179, 60 N. E. 1092; Ky.: 1893, Johnson v. Stevens, 95 Ky. 128, 23 S. W. 957; La.: 1894, Bey's Snecession, 46 La. An. 773, 787, 15 So. 297; Mass.: 1854, Crowninshield v. Crowninshield, 2 Gray 524 (leading case); 1902, Richardson v. Bly, 181 Mass. 97, 63 N. E. 3; Mich.: 1892, Prentis v. Bates, 38 Mich. 567, 50 N. W. 637, 93 id. 234, 53 N. W. 153, 17 L. R. A. 494 (leading case); 1896, Moriarty v. Moriarty, 108 id. 249, 65 N. W. 964; Miss.: 1896, Sheehan v. 49

(b) For deeds, however, it is common to find the fact of insanity treated in the nature of an affirmative plea of avoidance, placing the ultimate risk of non-persuasion on the contestant, though the duty to produce evidence may shift.8

(c) Suicide is generally conceded to be a circumstance from which (with others) insanity may be inferred (ante, § 228); but it ought not to create a presumption or shift the duty of producing evidence, though the judicial

language is here sometimes ambiguous.

§ 2501. Same: (2) Criminal Causes. In proving the commission of a crime, the criminal intent being material, the accused's sanity is, by the orthodox view, a part of the case of the prosecution; and the burden of proving it, in the sense of the risk of non-persuasion (ante, § 2485), is on the prosecution; the measure of persuasion required being, as in other elements of a crime, persuasion beyond a reasonable doubt (ante, § 2497); and, as an incident of this view, the general presumption of sanity suffices for the prosecution's dnty to produce evidence, and the duty of producing evidence of insanity is thrown upon the accused. A variation of this view, held by a few Courts, fixes a mere preponderance of evidence as the measure of persuasion required, instead of persuasion beyond a reasonable doubt. But another view, based on judicial experience in dealing with the issue of insanity in criminal trials, and adopted by an in reasing number of Courts, is that the accused has the burden of proving instalty, in the sense that he has the risk of persuading the jury to that effect, at least by a preponderance of evidence, and also, of course, has the duty of producing evidence.1

Kearney, — Miss. — , 21 So. 46 ("Now, when the proponent of a will offers the will and the record of Ita probate, a presumption is thereby raised that the alleged testator had testamentary capacity, and this presumption satisfies the burden of proof in that respect; and the contestant must fail unless he overcomes this by proof on his part. But there is no shifting of the burden of proof, properly understood"); Mo.: 1892, Maddox v. Maddox, 114 Mo. 85, 46, 21 S. W. 499; 1897, Gordon v. Burris, 141 id. 602, 43 S. W. 642 (after proof of execution, the contestant must produce "substantial evidence" of the invalidating ground in order to get to the contestant must produce "substantial evidence of the invalidating ground in order to get to the jnry); 1898, Fnibright v. Perry Co., 145 ld. 432, 46 S. W. 955 (proponent raises a presumption of sanity by testimony to execution and by that of the subscribing witnesses to sanity); Nebr.: 1896, Murray v. Hennessey, 48 Nebr. 608, 67 N. W. 470 (the burden of establishing capacity state on the proponent of the will for propage rests on the proponent of the will for probate, and also a preliminary duty to offer some evidence of this; after opposing evidence, the general burden of establishing remains on the proponent); N. H.: 1894, Patten v. Cilley, 67 N. H. 520, 42 Atl. 47 (burden of non-persuasion is on the executor, no matter how specific the issues, and carries the right to close in argument); N. Y.: 1862, Delafield v. Parish, 25 N. Y. 9, 29, 73, 97; Or.: 1903, Mendenhall's Will, 43 Or. 542, 73 Pac. 1033; U. S.: 1903, Leach v.

Bnrr, 18t U. S. 510, 23 Sup. 393; Va.: 1903, Gray S. Rumrill, — Va. — , 44 S. E. 697; Wash.: 1902, Higgins v. Netherby, 30 Wash.

239, 70 Pay. 489. 1867. Myat. v. Walker, 44 Ill. 485; 1896,

1867. Myat. v. Walker, 44 Ill. 485; 1896, Taylor v. Buttrick, 165 Mass. 547, 43 N. E. 507; 1893, Jones v. Jones, 137 N. Y. 610, 612, 33 N. E. 479; 1893, Artrip v. Rasnake, 96 Va. 277; 31 S. E. 4; 1903, Eakhr v. Hawkins, 52 W. Va. 124, 43 S. F. 211.

4 Compare the following: 1838, Duffield v. Morris, 2 Harringt. 3, 5, 382 ("it stands as a fact, together with all the other acts of the deceased's life," but creaks no presumption); 1897, Grand Lodge v. Wieting, 168 Ill. 408, 48 N. E. 59 ("the act of self-destruction, the manner and mode thereof, and all attending circumstances" may be considered; 1901, Brashears v. Orme, 93 Md. 442, 49 Atl. 620. Brashears v. Orme, 93 Md. 442, 9 Atl. 620; 1901, Brashears v. Orme, 93 Md. 442, 9 Atl. 620; 1901, Modern Woodmen v. Kozak, 63 Nebr. 146, 88 N. W. 248; 1898, Connecticut M. L. Ins. Co. v. Akens, 150 U. S. 468, 475, 14 Sup. 155 (death by self-destruction being shown, the plaintiff is "entitled to the benefit of the measurable of the manufacture of the man sumption that a sane man would not commit snicide"): 1875, Hathaway's Adm'r v. Ins. Co., 48 Vt. 336, 353 (admissible): 1894, Bachneyer v. M R. F. L. Assoc., 87 Wis. 325, 340, 58 N. W. 399 Cases are collected in a note to 59 Cases are collected in a note to 59 Am. Dec. 496.

These different views are represented re-

IIV

ted

isk

306

ith

.

ial

he

of he

its

an

·O-

of 2 a-

er in he ٩k

e.

G

§ 2502. Undue Influence and Fraud; (1) Testamentary Execution. In the proof of undue influence, negativing the capacity of a testator, there is a difference of judicial opinion, ex in the case of insanity (ante, § 2500), but here it goes back to the mair burden of persuasion; i. e. by one opinion, the voluntariness of the testator's ac' is a part of the proponent's case, and with the jury he has the rick of nex-persuasion; by the other view, the fact of undue influence is treated as in the nature of a defensive plea of the contestant, and therefore to be proved as a part of his case.1

§ 2503. Same: (2) Confidential Relations of Grantee or Other Beneficiary. Where the grantee or other beneficiary of a deed or will is a person who has maintained intimate relations with the grantor or testator, or has drafted or

spectively in the following cases, although their language is not always precise:

(1) First view: 1896, Jones v. People, 28 Colo. 276, 7 Pac. 275 (the duty of going for-Colo. 276, 7 Pac. 270 (the duty of going forward is on the defendant, but the general hurdan of persuasion is on the State); 1897, State v. Lee, 69 Conn. 186, 37 Atl. 75; 1892, Armstrong v. State, 30 Fla. 170, 196, 11 So. 613; 1896, Ford v. State, 78 Miss. 734, 19 So. 666 (but the Count case the again, pressured on set. 1896, Ford v. State, 73 Miss. 734, 19 So. 665 (but the Contracys the samity-presumption suffices if the defendant does not offer, not "any testimony," but "sufficient to raise a reasonable doubt"); 1898, Coffey v. State, — id. —, 24 So. 315; 1898, Sulder v. State, 56 Nebr. 309, 76 N. W. 574 (presumption of sanity ceases when any evidence to the contrary is offered): 1892, Faulkner v. Terr... 6 N. M. 444, 34 offered); 1892, Fanlkner v. Terr., 6 N. M. 464, 36 Pau. 905 (harden of persuasion is on the prosecution, but of producing evidence on the defendant); 1895, Davis v. U. S., 160 U. S. 469, 16 Sup. 353 (leading opinion, by Harlan, J.; "Strictly speaking, the hurden of proof, as those words are understood in criminal law, is never upon the accused to establish his inno. never upon the accused to establish his innocence, or to disprove the facts necessary to establish the crime for which he is indicted. It is on the prosecution from the beginning to the end of the trial, and applies to every element necessary to constitute the crime. Given to the prosecution, where the defense is insanity, the prosecution, where the defense is insanity, the benefit in the way of proof of the presumption in favor of sanity, the vital question, from the time a plea of not guilty is entered until the return of the verdict, is whether, upon all the evidence, by whatever side adduced, guilt is established beyond reasonable doubt. If the whole avidence, including that empy!ed by the whole evidence, including that empp'ed by the preaumption of sanity, does not exclude beyond reasonable donbt the hypothesis of insanity, of which some proof is addneed, the accused is satisfied to an equitable the accused is entitled to an acquittal of the specific offense

entitled to an acquittal of the appendix charged").

(2) Second view: 1896, Nino v. People, — N. Y. —, 43 N. E. 853; 1897, People v. Koerner, 154 id. 355, 48 N. E. 730.

(3) Third view: 1893, People v. Bemmerly, 98 Cal. 299, 304, 38 Pac. 263; 1897, People v. Allender, 117 id. 81, 48 Pac. 1014; 1898, People v. Barthleman, 120 id. 7, 52 Pac. 112; 1855, Grahad v. Com., 16 B. Monr. 587 (leading opinion, hy Stites, J.); 1895, Phelps v. Com.,

— ld. —, 32 S. W. 470; 1898, Portwood v. Com., 104 id. 496, 47 S. W. 339; 1897, State v. Scott, 49 La. An. 253, 21 So. 271, Breaux, J., v. Scott, 49 La. An. 253, 21 So. 271, Breaux, J., diss. (overruling prior precedents, in which the defendant had been required to prove beyond a reasonable doubt); 1896, Genz v. State, 58 N. J. 482, 34 Atl. 816; 1897, Clawson v. State, 59 id. 434, 36 Atl. 886; 1898, Winters v. State, 59 id. 434, 36 Atl. 886; 1898, Winters v. State, 51 ld. 613, 41 Atl. 220; 1896, Kelch v. State, 55 Oh. St. 146, 45 N. E. 6 (same; disapproving a charge which required the jury to be "sati ded" of the insanity, and treating this as requiring more than a mere "preponderance" making insanity probable bnt leaving it open to donbt); 1895, Com. v. Berchine, — Pa. —, 32 Atl. 110; 1892, King v. State, 91 Tenn. 617, 647, 20 S. W. 169.

Compare also the following: 1897, Scheerer v.

647, 20 S. W. 169.

Compare also the following: 1897, Scheerer v. Agee, 113 Ala. 383, 21 So. 79; 1897, Ryder v. State, 100 Ga. 528, 28 S. E. 246; 1903, State v. Shnff, — Ida. —, 72 Pac. 664; 1392, Hornish v. People, 142 Ill. 620, 626, 32 N. E. 677; 1896, State v. Wright, 134 Mo. 404, 35 S. W. 1145; 1896, State v. Lewis, 136 id. 84, 37 S. W. 807; State v. Bell, ib. 120, 87 S. W. 892

823.

1 The following cases represent both views:
1838, Barry v. Butlin, 2 Moore P. C. 480; 1896,
McLellan's Estate, 28 N. Sc. 226; 1892, Bulger
v. Ross, 98 Ala. 267, 271; 1903, Latour's Estate, 140 Cal. 414, 73 Pac. 1070; 1901, Mallow
v. Walker, 115 Ia. 238, 88 N. W. 452; 1902,
Marshall v. Hanby, ib. 318, 88 N. W. 801;
1897, King v. King, — Ky. —, 42 S. W. 347; Marsani v. Handy, 10. 318, 88 N. W. 801; 1897, King v. King, — Ky. —, 42 S. W. 347; 1897, Bueh v. Delano, 113 Mich. 321, 71 N. W. 628 (repudiating the language in Maynard v. Vinton, 29 id. 139, 26 N. W. 401, and Severance v. Severance, 50 id. 417, 52 N. W. 292); 1896, Sheehan v. Kearney, — Miss. —, 21 So. 41 (Whitheld, J.: "It is not only necessary that the testator shall have testamentary councer. that the testator shall have testamentary creacity, but that capacity shal. e exercised areely and voluntarily. If either its existence or the freedom of ite exercise is wanting, the instru-ment is not the alleged testator's will. Both are essential perts of the proponent'e case. The and essential peris of the proponent e case. The issue is single, — will or no will"): 1896, Morton v. Heidorn, 135 Mo. 608, 37 S. W. 504; 1897, McFadin v. Catron, 138 id. 197, 38 S. W. 932; 1898, Salter v. Ely, 56 N. J. L. 357, 39 Atl.

advised the terms of the instrument, a presumption of undue influence or of fraud on the part of the beneficiary has often been applied. But it is not possible to say that any single circumstance or group of facts is the invariable mark of such a presumption, or that there is any uniform rule capable of application apart from the facts of each case.1

§ 2504. Same: (3) Fraudulent Conveyances against Creditors. Conveyances by debtors are attended by circumstances which are often said to raise a presumption of an intent to defraud creditors; but here the distinction between circumstances constituting per se a fraud under the substantive law and circumstances merely evidential of fraud makes the subject inseparable from the whole law of fraudulent conveyances. It is to be noted that at least three distinct presumptions may be involved: (a) the presumption of the grantee's title, from his possession (post, § 2515), (b) the presumption of the debtor's fraudulent intent, from his retention of possession, and (c) the presumption of the buyer's good faith, from his payment of value.2

§ 2505. Marriage; (1) Consent, from Cohabitation or Ceremony. The conduct of a man and a woman as husbaud and wife, i. e. their "habite" or cohabitation, together with their local repute as married, are not only admissible in evidence (ante, §§ 268, 1602, 2083), but also are regarded as sufficient to create a presumption that a marriage took place, - whether by mere consent or by ceremony, according as the local law requires.1

¹ Cases illustrating the various situations are as follows: Eng.: 1838, Barry v. Butiin, 2 Moore P. C. 480 (leading case); 1894, Tyrreil v. Painton, Prob. 151 (commenting on Barry v. Butiin); Can.: 1895, Adams v. McBeath, 3 Br. C. 513; 1884, McEwan v. Mine, 5 Out. 1991, Californ, Killey, 1 Out. L. R. 503. 100; 1901, Coilina v. Kiiroy, 1 Ont. L. R. 503; U. S.: 1891, Little v. Knox, 96 Ala. 179, 11 So. 443 (attorney purchasing from an estate managed by bim); 1892, Garrett v. Heflin, 98 id. 615, 618, 18 So. 326 (residnary legatee who wrote the will himseif); 1898, Coghill v. Kennedy, 119 id. 641, 24 So. 459 (drafter of a wiii); 1901, McQueen v. Wilson, 131 id. 606, 31 So. 94. 1903, Harramay 186 id. 409 1901, McQueen v. Wilson, 131 id. 606, 31 So. 94; 1903, Harraway v. Harraway, 136 id. 499, 34 So. 836 (husband and wife); 1890, Richmond's Appeal, 59 Conn. 226, 22 Atl. 82 (wiii); 1901, Lewis v. McGrath, 191 lii. 401, 61 N. E. 135 (gift); 1901, Blanchard v. Bianchard, ib. 450, 61 N. E. 481 (deed); 1902, Michaei v. Marshali, 201 id. 70, 66 N. E. 273 (wiii); 1896, Teegarden v. Lewis, 145 Ind. 98, 44 N. E. 9 (action by an administrator for money of the (action by an administrator for money of the deceased received as a gift, through undne in-finence, hy the defendants, his daughter and son-iu-law, hy whom be was supported and with whom is lived; held, that "one who challenges the mental capacity of a testator or donor has the mental capacity of a testator or uonor has the hurden of establishing the absence of the particular capacity in issue," and that though ordinarily a presumption of undue influence would be created in the plaintiffs favor by a fiduciary position of the defendant, yet the caretaking by a child of the parent does not create that presumption, and did not here, although the father was aged, feehie, and of unsound

mind); 1898, Siayback v. Witt, 151 id. 376, 50 N. E. 389 (parent and child; this relation ordinarily overturna the presumption); 1901, Good v. Zook, 116 Ia. 582, 88 N. W. 376 (cleri-cal adviser); 1893, Hili v. Miller, 50 Kan. 659, cal adviser); 1893, Hili v. Miiler, 50 Kan. 659, 663, 32 Pac. 354 (a brother in fiduciary relations with aged and infirm grantor); 1897, Bush v. Delano, 113 Mich. 321, 71 N. W. 628 (the hurden of persuasion is on the contestant, hut the iegatee's drawing of the will shifts the duty of going forward); 1862, Delafield v. Parish, 25 N. Y. 9, 35 (wiii); 1893, Barnard v. Gautz, 140 id. 249, 256, 35 N. E. 430 (deed of an aged woman to a son and son-in-law); 1898, Ten Eyck v. Whitbeck, 186 id. 341, 50 N. E. 963 (deed); 1901, Doheny v. Lacy, 168 id. 213, 61 N. E. 255; 1898, Barney's Will, 70 Vt. 352, 40 Ati. 1027 (confidential relations by a bene-40 Ati. 1027 (confidential relations by a beneficiary drawing the will and excluding "near, needy, and deserving relatives"; the burden on the beneficiary-proponent to disprove undue influence).

1 1898, Giimore v. Swisher, 59 Kan. 172, 52 Pac. 426; 1893, First National Bank v. Lowrey, 36 Nebr. 290, 293, 54 N. W. 568; 1886, Bindiey v. Martin, 28 W. Va. 778, 789. Compare

\$ 1086, ante.

\$ 1895, Peterson Co. v. Steiner, 108 Ala.

\$ 29, 18 So. 688: 1893, Treusch v. Ottenburg,

4 C. C. A. 629, 54 Fed. 867.

The opiniou of Pigott, J., in Finch v. Kent,

24 Mont. 268, 61 Pac. 653 (1900), contains a

useful analysis.

The cases already cited in the sections above noted aimost all declare this; the following also emphasize the rule of presumption: VII

r of

not

in-

rule

ces

e a

be-

aw

ble

at

of

ion

the

on-

118-

ffi-

ere

76.

lon

01, eri.

59.

lainh

he

3110 ty 25

tz,

61 2. e. Ir,

en ue 52 y, d.

18

(2) Where one of the parties to a cohabitation was at its inception incapable (for example, by existing coverture) of a valid marriage, and the impediment is subsequently removed, and the parties continue to cohabit, in a jurisdiction where a ceremonial marriage is not required, the renewal of marriage co went as husband and wife may be presumed; although there has here been occasionally an unjust and quibbling hesitation in some Courts, based on refinements of speculation as to the party's knowledge of the removal of the impediment, and the like.3

(3) Where a ceremonial marriage is essential, the performance of the ceremony with the appearances of validity may create a presumption as to the lawfulness of the form, the authority of the celebrant, the issuance of a license, and the like; although here much may turn on the circumstances of each case and the additional evidence offered or available.

§ 2506. Same: (2) Capacity, as affected by Intervening Death, Divorce, or Marriage. Supposing a party to a marriage to appear to have leen a party to a former marriage with another person, the validity of the later marriage will depend upon whether the prior marriage had been in the meantime somehow dissolved, or whether it was itself void; this will raise the question, for example, whether there has been a death or divorce intervening, or whether the other party to the prior marriage was incapable. In thus determining the validity of the later marriage, will one or another of the above facts be presumed to have existed, so as to throw upon the opponent of the later marriage the burden of producing evidence (or even the risk of non-persuasion) of the non-existence of those facts? In issues of bigamy and of legitimacy, there is a special temptation thus to aid the later marriage. The situation may be additionally complicated by the invocation of the so-called presumption of innocence (post, § 2511) and of the presumptions of death or of life

1876, De Thoren v. Attorney-General, L. R. 1 1876, De Thoren v. Attorney-General, L. R. 1
App. Cas. 686; 1898, Moore v. Helneke, 119
App. Cas. 686; 1898, Moore v. Helneke, 119
Ala. 627, 24 So. 374 (presumption here removed
by a subsequent separation); Cal. C. C. P.
1872, § 1963, par. 30; 1903, Ferrell v. State,
— Fla. — , 34 So. 220; 1896, Griffeth v.
— Griffeth, 162 Iil. 368, 44 N. E. 320; 1853,
Nossaman v. Nossaman, 4 Ind. 648, 651 (presumption rebutted by the absence of a record of
ill ense in the proper office, such a record being samption rebutted by the absence of a record of il. ense in the proper office, such a record being required); 1843, Young v. Foster, 14 N. H. 114; 1397, Stevens v. Stevens, 56 N. J. Eq. 488, 38 Atl. 460; 1850, Clayton v. Wardell, 4 N. Y. 230; 1397, Durning v. Hastings, 133 Pa. 210, 38 Atl. 627; 1902, Rhode Island H. T. Co. v. Thorndike, 24 R. I. 105, 52 Atl. 873; 1896, State v. Sherwood, 68 Vt. 414, 85 Atl. 352 (to show a previous marriage, relied upon to 352 (to show a previous marriage, relied upon to show a later one no bigamy, the presumption

show a later one no bigamy, the presumption was not applied).

Some of the cases on both sides are as follows: 1867, The Breadalbane Case (Campbeli v. Campbeli), L. R. 1 Sc. App. 182 (leading case): 1876, De Thoren v. Attorney-General, L. R. 1 App. Cas. 686; 1898, Poole v. People, 24 Colo. 510, 52 Pac. 1025; 1876, Blanchard v. Lambert. 43 Ia. 228; 1894, Barnes v. chard v. Lambert, 43 Ia. 228; 1894, Barnes v. VOL. IV. -- 24

Barnes, 90 id. 282, 57 N. W. 351; 1398, Reed v. Moseley, 76 Miss. 1, 23 So. 451; 1890, Collins v. Voorhees, 47 N. J. Eq. 315, 555, 20 Atl. 676, 22 Atl. 1054 (leading case); 1899, Atlantic C. R. Co. v. Goodin, 62 N. J. L. 394, 42 Atl. 333; 1902, Adger v. Ackerman, 52 C. C. A. 568, 115 Fed. 124, 129 (Breadalbane Case followed).

3 With the following, compare the cases cited ante, § 1644 (certificate of marriage), ante, § 2085 (proof by eye-witnesses), and post, § 2535 (presumption of office): 1849, Piers v. Piers, 2 H. L. C. 331; 1817, Warner v. Com., 2 Va. Cas. 95 (good opinion); 1897, Lanctot v.

2 Va. Cas. 95 (good opinion): 1897, Lanctot v. State, 98 Wis. 136, 73 N. W. 575.

In still other issues a rnie of presumption relating to marriage may be recognized: 1861, Erakine v. Davis, 25 Ili. 251, 256 (ejectment, by one showing a deed from H. C., said to be a feme sole; proof of her singleness, held sufficient to raise a presumption of continuance, not overto raise a presumption of continuance, not over-come by proof of coverture six years later; obscure); 1893. Sturbridge v. Frankiin, 160 Mass. 149, 35 N. E. 669 (necessaries furnished to wife; plaintiff must prove not only the mar-riage but also the separation without fault of the wife). Compare the citatious ante, § 382, note 7.

(post, § 2531). Whether the successive shiftings of the burdens should be worked out with mathematical nicety according to the various presumptions applicable, or whether all should be merged in a general presumption in favor of the later marriage, is a knotty question; and no successful generalization is yet accepted.1 But it may be noted that the peculiar force of a presumption as merely affecting the opponent's duty to produce some evidence (ante, § 2490) is not always observed in the judicial discussion of the problem.

§ 2507. Negligence and Accident; (1) Contributory Negligence. The fact of contributory negligence, sufficient in law to defeat a plaintiff, is regarded by the orthodox rule as a part of the defendant's burden (or risk of nonpersuasion), except in a few important jurisdictions; like so many other instances of that burden, however, this is in reality a question of pleading (ante, § 2485). Yet even by the orthodox rule, the second burden, or duty of producing evidence, may be shifted by facts which raise a presumption of negligence, and these facts may appear (ante, §§ 2489, 2490) from the testimony adduced by the plaintiff himself, or even from the allegations of his declaration, especially under the modern looseness of pleading. Hence it happens that even in the jurisdictions maintaining the orthodox rule, the burden is sometimes said to be upon the plaintiff in certain exceptional cases of the above sort, — the distinction between the two burdens not being strictly observed.1

¹ Some of the more complicated and interesting cases are as lollows: 1848, Lapsley v. Grierson, 1 H. L. C. 498; 1881, R. v. Willshire, L. R. 6 Q. B. D. 366; 1891, Banks v. State, 96 Ala. 78, 11 So. 404 (adultery of a woman; after the defendant's proof of a formal merriage to the man, it is for the prosecution to show his to the man, it is for the prosecution to show his prior marriage and her knowledge); 1896, Hnnter v. Hnnter, 111 Cal. 261, 43 Pac. 756, (the defendant married M. in 1858, being then a minor; was taken away after a few days hy her parents; ou July 3, 1862, married the plaintiff; in 1863 heard that M. was living, and procured in 1894 a jindgment hy default annulling the marriage with M.; in 1894 hrought hnt afterwards dismissed an action against the now plaintiff to have the second marriage declared roid; in the present suit for the same purpose plaintiff to have the second manage transported and the present suit for the same purpose by the plaintiff (the judgment of divorce and the defendant's ection against the plaintiff being held not to be conclusive as to the fact of M.'s being her lawful husband at the time of the second marriage), held, that as the second marriage during M.'e coverture involved a crime or riage during M. e coverture involved a crime or wrong, the hurden was upon the pleintiff to show that the first marriage had not been ended in 1862 hy M. e death or divorce); 1892, Erwiu v. English, 61 Conn. 502, 23 Atl. 753; 1893, Schmisseur v. Beatrie, 147 Ill. 210, 35 N. E. 525 (bill for partition; issue whether defendants were legitimate children of N. B., hy M. H., married in 1876; N. B. had in 1872 married B. A., and had separated, B. A. being alive in 1876; held, that the second marriage raised a preeumption of divorce from the first; and that the petitioner's evidence sustained their harden and

restored it to respondent to give avidence of the divorce); 1903, Potter v. Clepp, 203 id. 592, 68 N. E. 81 (collecting the Illinois cases); 1874, Squire v. State, 45 Ind. 459 (higamy); 1895, Wenning v. Teeple, 144 id. 189, 41 N. E. 600; 1876, Blanchard v. Lambert, 43 Ia. 228; 1895, Leach v. Hall, 95 id. 611, 64 N. W. 791; 1903, Casley v. Mitchell, — id. — , 96 N. W. 725; 1859, Harrison v. Lincoln, 48 Me. 205; 1881, Hyde Park v. Canton, 130 Mass. 505; 1890, State v. Plym, 43 Minn. 385, 45 N. W. 848 (higamy; whether there was a duty for the prosecution directly to evidence the first wife's continued life; leading opinion, hy Mitchell, J.); 1901, Alabama & V. R. Co. v. Beardsley, 79 Miss. 417, 30 So. 660; 1898, Rash's Estate, 21 Mont. 170, 53 Pac. 312 (action for a widow's share of an estate; the plaintiff married the share of an estate; the plaintiff married the intestate in 1858, left him in 1864, married X in 1872; the Intestate married Y in 1894, and in 1872; the intestate married Y in 1892; and died in 1895; the last marriage was presumed legal, and the plaintiff required to prove it illegal hy showing that no prior divorce existed; 1899, Reynolds v. State, 58 Nehr. 49, 78 N. W. 483 (higamy; the defendant married F. in 1895 and C. in 1897; F. wee previously married to P.; hald no preparation of law as to the input. and C. in 1897; F. wee previously married to P.; held, no presimption of law as to the innocence of F. and therefore as to P.'s death); 1900, Palmer v. Palmer, 162 N. Y. 130, 56 N. E. 501; 1899, Moore v. Moore, 102 Tenn. 148, 52 S. W. 778.

Some of the illustrative cases under both rules ere as follows: 1886, Wakelin v. London & S. W. R. Co., L. R. 12 App. Cas. 41 (orthodox rule); 1894, Morrow v. Canadian P. R. Co.. 21 Ont. App. 149 (orthodox rule); 1894,

Co., 21 Ont. App. 149 (orthodox rule); 1893,

VII

be

ons

vor

ion

np-

nte,

act

ded

on-

her

len.

90)

gang. lox

ep-

not

the , 68 374, 395,

00;

395,

03, 25; 81,

848 the

fe's |.);

w's the X

gal d); W.

to nob); 56 nn.

oth Ion

bo∙

R. 93. § 2508. Same: (2) Loss by a Bailee. Where goods have been committed to a bailee, and have either been lost or been returned in a damaged condition, and the bailee's liability depends upon his negligence, the fact of negligence may be presumed, placing on the bailee at least the duty of producing evidence of some other cause of loss or injury; but the application of this presumption cannot be said to have received definite phrasing for the different kinds of bailees. Where the bailee is a common carrier, acting

Sonthern P. R. Co. v. Tomlinson, 33 Pac. 710 (orthodox rule); 1877, Railroad Co. 33 Fac. 710 (orthodox rule); 1877, Railroad Co. v. Kenney, 58 Ga. 485, 489 (Bleckley, C. J.: "Concerning one class of cases, viz. that class in which, as In the instance before us, the injured party shared directly in the act which resulted in his own wounding, the rule as to the hurden of proof is as follows: After proving the fact and of proof is as follows: After proving the fact and degree of the injury, if the plaintiff will show himself not to hlame, the law then presumes, nmile the contrary appears, that the company was to hlame; or if he will show, on the other hand, that the company was to hlame, the law then presumes, until the contrary appears, that he was not to hlame. So that In order to make a prima facie case, and change the onus, he need not so further than to show by avidence one one not go firther than to show by evidence one or the other of these two propositions,—either that he was not to hlame, or that the company was. The company, taking at this stage the hurden of reply, can defend successfully by disproving either proposition"); 1895, Johnston v. R. Co., 95 id. 685, 22 S. E. 694; 1891, North Chicago St. R. Co. v. Louis, 138 Ill. 9, 27 N. E. 451 (burden is on the plaintiff); 1893, Gincinnatl I. St. L. & C. R. Co. v. Grames, 136 Ind. 39, 42, 34 N. E. 714 (hurden is on the plaintiff); 1895, Engrer v. R. Co., 142 id. 618, 42 N. E. 219; 1895, Baltimore Traction Co. v. Appel, 80 Md. 603, 31 Atl. 965 (orthodox rule); 1861, Gahagan v. R. Co., 1 All. 187 (hurden is on the plaintiff); 1893, Lillstrom v. R. Co., 53 Minn. 464, 468, 55 N. W. 624 (same); 1894, Union S. Co. v. Conoyer, 41 Neb. 417, 625, 59 N. W. 950 (same); 1896, Onverson v. Grafton, 5 N. D. 281, 65 N. W. 677 (same); 1893, Baker v. Gas Co., 157 Pa. 593, 601, 27 Atl. 789 (same); 1896, Stewart v. Nashville, 96 Tenn. 50, 33 S. W. 613 (same; except that "whenever plaintiff's own case, or the evidence of the defendant or of both, raises a presumption of negligence on his part, the burden of renelling it is at once placed on not go firther than to show hy evidence one or the other of these two propositions, -elther the evidence of the defendant or of both, raises a presumption of negligence on his part, the burden of repelling it is at once placed on him"; as here, where the plaintiff was hliud and unattended and knew of the dangerous place; good opinion hy Beard, J., on the policy of the rale; 1895, Gulf, C. & S. F. R. Co. v. Shieder, 88 Tex. 152, 30 S. W. 904 (Denman, J.: "To the general rule imposing upon the defendant the hurden of proof on the issue of contributory negligence there appear to be, in of contributory negligence there appear to be, in the very nature of things, two well-defined ex-ceptions: First, Where the legal effect of the facts stated in the petition is such as to establish prima facie negligence on the part of plaintiff as a matter of law, then he must plead and prove such other facts as will rehnt such legal pre-

gacts which, as a matter of law, establish his contributory negligence, he has made a prima facts which, as a matter of law, establish his contributory negligence, he has made a prima facie defense to his cause of action which will be accepted as true against him, both on definition and a sevidence on the trial, unless he pleads and proves such other facts and circumstances that the Court cannot, as a matter of law, held him guilty of contributory negligence. When he has done this, he has made a case which must be submitted to the jury. For instance, if plaintiff's petition shows that he was injured hy defendant's cars while on the track, under circumstances which in law would make him a trespasser prima facie, then the law would raise a presumption of contributory negligence against him, for which his petition would be bad on demnrrer; and it would be necessary for him to plead some fact or circumstance rehnting such presumption,—such as that he was, after going upon the track, stricken down by some providential canse,—in order to save his petition, and on the trial the hurden would be upon him to establish such canse. Second, When the undisputed evidence adduced on the trial establishes prima facie as a matter of law contributory negligence on the part of plaintiff, then the burden of proof is upon him to show facts from which the jury upon the whole case may find him free from negligence; otherwise the Court may instruct a verdict for defendant, there being no issue of fact for the jury"); 1893, Washington & G. R. Co. v. Harmon's Adm'r, 147 U. S. 571, 580, 13 Sup. 557 (hurden on the defendant remains the same, though the plaintiff's evidence may disclose facts tending to help the defendant's burden); 1893, Texas & P. R. Co. v. Volk, 151 ld. 78, 78, 14 Sup. 239; 1893, The Charles L. Jeffrey, 5 C. C. A. 246, 55 Fed. 685 (in admiralty, the burden is on the plaintiff's evidence may disclose facts tending to help the defendant's burden); 1896, Hig.

In the following illustrations, it will be seen that there may be a further variance as to successive shiftings of the burden: 1896, Higman v. Camody, 112 Ala. 267, 20 So. 480 (after the bailor shows the loss, the bailee mnst show vis major or the like, and then the bailor must show a negligence In not avoiding the vis major); 1898, First Nat'l Bank of B. v. First Nat'l Bank of B. v. First Nat'l Bank of N., 116 id. 520, 22 So. 976 (loss of certificates left with a bank; showing the loss raises a presumption of negligence); 1822, Nicholls v. Roland, 11 Mart. La. o. s. 190; 1897, Buswell v. Fuller, 89 Me. 600, 36 Atl. 1059 (the risk of non-persuasion is on the bailor to show culpahle loss, but proof of demand and

925

under the customary exemptions as to vie major and the like, or under express contractual exemptions, it is generally conceded that the carrier has even the first burden (or risk of non-persuasion) of establishing the fact constituting the exemption; but this involves the analogy of the contract-rule

(post, § 2537).

§ 2509. Same: (3) Defective Machines, Vehicles, and Apparatus. With the vast increase, in modern times, of the use of powerful machinery, harmless in normal operation, but capable of serious human injury if not constructed or managed in a specific mode, the question has come to be increasingly common whether the fact of the occurrence of an injury (unfortunately now termed "accident," by inveterate misuse) is to be regarded as raising a presumption of culpability on the part of the owner or manager of the apparatus. "Res ipsa loquitur" is the phrase appealed to as symbolizing the argument for such a presumption. In England, a rule of that sort has for a generation been conceded to exist, for some classes of cases at least.1 In the United States, the presumption has spread rapidly, although with much looseness of phrase and indefiniteness of scope; as against a common carrier, the presumption against a bailee (ante; § 2508) has perhaps helped to confirm the rule where injury to goods or passengers is involved.2 What its final

refusal without explanation of the loss shifts to the bailee the duty of producing evidence); 1897, Knights v. Piella, 111 Mich. 9, 69 N. W. 92 (the risk of non-persuasion is on the bailor p2 (the risk of non-persuasion is on the bailor throughout; hut proof of failure to deliver ahifts to the bailee the dnty of offering evidence); 1897, Davis v. Printing Co., 70 Minn. 95, 72 N. W. 814 (book-plates); 1896, Donlan v. Clark, 23 Nev. 203, 45 Pac. 1; 1871, Collins v. Bennett, 46 N. Y. 490 (horse); 1900, Hildebrand v. Carroll, 106 Wis. 324, 82 N. W. 145.

* 1896. Shes v. R. Co. 63 Minn. 298 65

brand v. Carroll, 106 Wis. 324, 82 N. W. 145.

8 1895, Shea v. R. Co., 63 Minn. 228, 65
N. W. 458 (the carrier must show no negligence, although the loss occurred from an excepted cause); 1893, The Beeche Dene, 5 C. C. A. 207, 55 Fed. 525 (hill of lading with exceptions; vessel libeled for damage to cargo; vesselowner must prove the case to be within an exception, after the fact of damage is shown); 1897, The Majestic, 166 U. S. 375, 17 Sup. 597 (the carrier must show vis masion).

the carrier must show vis major).

¹ Eng.: 1863, Byrne v. Boadle, 2 H. & C.

722 (passer-hy injured hy a barrel falling from a shop-window; Pollock, C. B.: "There are many accidents from which no presumption of negligence can arise"; but on the facts the occurrence was held "prima facis evidence of negligence"); 1865, Scott v. London & St. K. Docks Co., 3 H. & O. 596 (injury to a passer-hy, from the falling of goods from a grant. Figh. from the falling of goods from a crane; Erle, C. J.: "There must be reasonable evidence of negligence; hnt where the thing is shown to be under the mausgement of the defendant or his servants, and the accident is such as in the ordinary course of things does not happen if those who have the management use proper care, it affords reasonable evidence, in the absence of explanation by the defendants, that the accident arose from want of care"; Black-

burn, J.: "Is not the fact of the accident sufficient evidence to call upon the defendants to cient evidence to call upon the defendants to prove that there was no negligence?"); 1870, Kearney v. London B. & S. C. R. Co., L. R. & Q. B. 411, 6 ld. 759 (injnry to a passer-hy from the fall of a brick from a bridge; it was held "incumbent on the defendants to give evidence rebutting the inference"; hnt perhaps the actual decision was merely that the fact was "some evidence to go to the jury"). Can.: 1892, Dnbé v. R., 3 Exch. Can. 147, 151 (railway accident).

Some of the cases are as follows: Ark.: 1893, Arkansas Tel. Co. v. Ratteree, 57 Ark. 429, 435, 21 S. W. 1059 (falling of a telephone wire so as to frighten a horse); Cal.: 1892, Bush v. Barnett, 96 Cal. 202, 204, 31 Pac. 2 (common carrier); 1898, Dixon v. Plnns, 98 ld. Bush v. Barnett, 96 Cal. 202, 204, 31 Fac. 2 (common carrier); 1893, Dixon v. Plnns, 98 ld. 384, 388, 33 Pac. 268 (falling of a workman's chisel from a scaffold); 1895, Judson v. Giant Powder Co., 107 id. 549, 40 Pac. 1020 (powder explosion; cases cited fully); 1901, Foerst v. Kelso, 131 ld. 376, 63 Pac. 681 (street railway); 1903, Kahn v. Triest-Rosenberg Cap. Co., 139 id. 340, 73 Pac. 164 (boiler explosion); Conn.: 1895, Donovan v. R. Co., 65 Conn. 201, 32 Atl. 352; Ga.: 1898, Augusta South R. Co. v. McDade, 105 Ga. 134, 31 S. E. 420; 1903, Chenall v. Palmer B. Co., 117 ld. 106, 43 S. E. 443 (fall of a brick arch; leading opinion, by Lamar, J.); Ill.: 1901, Springer v. Ford, 189 Ill. 430, 59 N. E. 953 (hreaking of a passenger-elevator appliance); 1903, Chicago City R. Co. v. Carroli, 206 id. 318, 68 N. E. 1087 (passenger on a street railway); Ia.: 1897, Faust v. R. Co., 104 Ia. 241, 73 N. W. 623 (owner riding with his stock; ordinarily there is no presamption, int where he rode in another car, it was apound to show that the destroying fire presumption, hat where he rode in another car, it was enough to show that the destroying fire

VII

ex-

has

on-

rule

ith

rm-

on-

be

un-

ded

ger ool-

iort

st.1

ıch

ier,

rm nal uffito 370, L. 5 rom teld eviaps fact 15Î k.: rk. one 92, id. ant der v. 39 32 03, by 89 erю. n-0. er

no re

accepted shape will be can hardly be predicted. But the following considerations ought to limit it: (1) The apparatus must be such that in the ordinary instance no injurious operation is to be expected unless from a careless construction, inspection, or user; (2) Both inspection and user must have been at the time of the injury in the control of the party charged; (3) The injurious occurrence or condition must have happened irrespective of any voluntary action at the time by the party injured. It may be added that the particular force and justice of the presumption, regarded as a rule throwing upon the party charged the duty of producing evidence, consists in the circumstance that the chief evidence of the true cause, whether culpable or innocent, is practically accessible to him but inaccessible to the injured

In some jurisdictions the s a rule of substantive law to be distinguished for some classes of injuries. For example, the setting of fire to adjacent property by the emission of sparks from a railway locomotive may be deemed to raise a presumption, by the present rule (either under statute or by judicial decision); but it may also be made per se a cause of action, irrespective

was not caused by himself); Kan.: 1900, St. Louis & S. F. R. Co. v. Burrows, 62 Kan. 89, 61 Pac. 439 (passenger); Ky.: 1902, Davis v. Padneah R. & L. Co., — Ky. —, 68 S. W. 140; La.: 1902, LeBlanc v. Sweet, 107 La. 355, 81 So. 766 (passenger); Me.: 1851, Church v. Cherryfield, 33 Me. 460 (highway-defect); Md.: 1894, Howser v. R. Co., 80 Md. 146, 80 Atl. 906 (passer-by injured by the fall of ties from a freight-car; leading case; useful opinions by Roberts, J., and hy McSherry, J., diss.); Mass.: 1894, Uggla v. R. Co., 160 Mass. 851, 35 N. E. 1126 (breaking of ear and guy used by electric railway); 1894, Carmody v. Gaslight Co., 162 id. 589, 39 N. E. 184; 1903, Wadsworth v. R. Co., 182 id. 572, 66 N. E. 421 (aswdnst falling from an elevated railway structric; 1903, Cassedy v. Old Colony St. R. Co., — Mass. —, 68 N. E. 10 (explosion of electric railroad fuse); Mo.: 1895, Och v. R. Co., 130 Mo. 27, 81 S. W. 962 (passenger; useful opinion); Nebr.: 1893, Union P. R. Co. v. Porter, 38 Nehr. 226, 235, 56 N. W. 808 (here a statute makes the carrier absolntely liable for injury to a passenger, irrespective of the former's negligeuce); 1895, Spears v. R. Co., 48 id. 720, 62 N. W. 68 (finding a person dead on the railroad); 1896, Lincoln R. Co. v. Cox, 48 id. 807, 67 N. W. 740; 1899, Chicago R. I. P. R. Co. v. Young, 58 id. 678, 79 N. W. 556 (passenger); N. J.: 1894, Excelsior Co. v. Sweet, 57 N. J. 2494, Excelsior Co. v. Sweet, 57 N. J. 2494, Excelsior Co. v. Sweet, 57 N. J. 294, 30 Atl. 553; 1897, Trenton P. R. Co. v. Cooper, 60 id. 219, 37 Atl. 730 (escape of electricity from street-railway rails); 1898, Newark E. L., & P. Co. v. Ruddy, 62 id. 505, 41 Atl. 712 (broken wire in highway); N. Y.: 1901, Griffen v. Manice, 166 N. Y. 188, 59 N. E. 925 (passenger-elevator accident by the falling of the weights); N. C.: 1894, Haynes of the series of N. E. 925 (passenger-elevator accident by the falling of the weights); N. C. 1894, Haynes v. Gas Co., 114 N. C. 203, 207, 19 S. E. 344 (guy-wire of electric light, hanging from a tree

and charged from a trolley-wire); Oh.: 1896, Pennsylvania Co. v. McCann, 54 Oh. 10, 42 N. E. 768 (under statute); Or.: 1902, Chaperon v. Electric Co., 41 Or. 89, 67 Pac. 928 (contact with an electric wire); Pa.: 1892, Herstine v. R. Co., 151 Pa. 244, 252, 25 Atl. 104 (shock by careless coupling); 1893, Fleming v. R. Co., 158 id. 180, 27 Atl. 858 (rock falling on a train); 1895, Shafer v. Lacock, 168 id. 497, 82 Atl. 44; 1897, O'Connor v. Traction Co., 18° 444, 86 Atl. 866; 1899, Alexander v. Steel Co., 189 id. 582, 42 Atl. 286 (workman on a scaffolding); 1902, Baron v. Reading Iron Co., 202 id. 274, 51 Atl. 979 (boiler explosion); S. C.: 1899, Steele v. R. Co., 55 S. C. 889, 33 S. E. 509 (passenger); S. D.: 1894, Saunders v. R. Co., 6 S. D. 40, 60 N. W. 148; Tenn.: 1898, Mitchell v. N. C. & St. L. R. Co., 100 Tenn. 329, 45 S. W. 337 (blowing a whistle); Tex.: 1894, Mexican C. R. Co. v. Lanricella, 87 Tex., 277, 28 S. W. 277; 1895, Gulf, C. & S. F. R. Co. v. Shieder, 88 Tex. 152, 30 S. W. 902; U. S.: 1897, Pittshurg & W. R. Co. v. Thompson, 27 C. C. A. 833, 82 Fed. 720 (Ohio statute applied, regarding defective railway cara); 1897, The Joseph B. Thomas, 31 Fed. 578 (injury at a ship's hatchway); 1902, Bradford Glycerine Co. v. Kizer, 51 C. C. A. 524, 113 Fed. 894 (explosion of nitroglycerine); W. Va.: 1897, Snyder v. Electr. Co., 43 W. Va. 661, 28 S. E. 733 (falling of a wire); Wis:: 1889, Koenig v. Arcadia, 75 Wis. 62, 67, 43 N. W. 734 ("there can be no proof so conclusive that the hole was a dangerous defect as that it did actually cause injury"; this is unsonnd; whether it was the cause may be the disputed question); 1884, Cummings v. Fnrnaec Co., 60 id. 603, 18 N. W. 742, 20 N. W. 665 (highway); 1898, Carroll v. C. B. & R. Co., 99 id. 399, 75 N. W. 176 (applying the Cummings case rule to the fall of a window).

of actual negligence; and the course of legislation in the different jurisdictions has to be discriminated.4 So, too, the killing of live-stock by a railroad train has been the subject of statutory rules.6

§ 2510. Same: (4) Death by Violence. Where a person is found dead by violent injury, two questions of presumption as to his conduct may be raised. (a) If the death has been caused (for example) by a railway train, may it be presumed, where no other circumstances appear, that he was exercising due care at the time of the injury? 1 This presumption will be of most consequence in those jurisdictions (ante, § 2507) which place on the plaintiff the first burden of proof (risk of non-persuasion) as to contributory negligence. (b) If death by any cause but suicide or extreme negligence has been insured against, where is the burden of proof as to the accidental nature of death? Here, on the contract-principle (post, § 2537), it would seem that the first burden of proof (risk of non-persuasion) is on the insurer to show the excepted cause.2

§ 2511. Crimes: (1) Innocence, Malice, Intent, etc. (a) The "presumption of innocence" is a term which has been the subject of two special fallacies, namely, (1) that it is a genuine addition to the number of presumptions, and (2) that it is per se evidence. 1. As to the first of these fallacies, it is to be noted that the "presumption of innocence" is in truth merely another form of expression for a part of the accepted rule for the burden of proof in criminal cases, i.e. the rule that it is for the prosecution to adduce evidence (ante, § 2487), and to produce persuasion beyond a reasonable doubt (ante,

3 That anch statutes are constitutional is noticed ante, § 1354. For the rule as to the admissibility of other fires, see ante, § 454.

Some of the illustrations are as follows: Ala.:

*Some of the illustrations are as follows: Ala.: 1896, Lonisville & N. R. Co. v. Malone, 109 Ala. 509, 20 So. 33; 1902, Lonisville & N. R. Co. v. Marburg L. Co., 132 id. 520, 32 So. 745; Conn. Gen. St. 1887, § 1096 (injury by locomotive fire; communication of fire by locomotive is prima facie evidence of negligence); Ga.: 1892, East Tennessee V. & G. R. Co. v. Heakers, 90 Ga. 11, 15 S. E. 828 (under Code § 3033); 1892, East Tennessee V. & G. R. Co. v. Heakers, 90 Ga. 11, 16 S. E. 91 (same); 1897, Gainesville J. & S. R. Co. v. Edmondson, 101 id. 747, 29 S. E. 213 (that the fire was set by the defendant must first be proved); Ill.: 1903, Cleveland C. C. & St. L. R. Co. v. Hornsby, 202 Ill. 138, 66 N. E. 1052 (applying Rev. St. c. 114, § 123); Ia.: 1897, Hemmi v. R. Co., 102 Ia. 25, 70 N. W. 746; Mina.: 1895, Solum v. R. Co., 63 Minn. 233, 65 N. W. 443; N. C.: 1898, Hygienic P. I. M. Co. v. R. Co., 122 N. C. 881, 29 S. E. 575; 1902, Raleigh Hosiery Co. v. R. Co., 131 id. 238, 42 S. E. 602; N. D.: 1897, Mathews v. R. Co., 7 N. D. 81, 72 N. W. 1085; 1899, McTavish v. R. Co., 8 id. 333, 79 N. W. 448 (in spite of the overthrow of the presumption by wridence of proper construction the fact of vertical control of the coverthrow of the presumption by gridence of proper construction the fact of vertical control of the coverthrow of the presumption by gridence of proper construction the fact of vertical control of the coverthrow of the presumption by gridence of proper construction the fact of vertical control of the coverthrow of the presumption by 1896, Louisville & N. R. Co. v. Malone, 109 Ala. McTavian v. R. Co., 8 id. 353, 70 N. w. 448 (in spite of the overthrow of the presumption by evidence of proper construction, the fact of repeated fires may suffice for going to the jury):

Tex.: 1899, Gulf C. & S. F. R. Co. v. Johnson, 92 Tex. 591, 50 S. W. 568; U. S.: 1900, McCullen v. C. & N. W. R. Co., 41 C. C. A.

365, 101 Fed. 66; 1900, Garrett v. Sonthern R. Co., ib. 237, 101 Fed. 102; Va.: 1896, Patteson v. R. Co., 94 Va. 16, 26 S. E. 398 (repudiating Bernard v. R. Co., 35 id. 792); 1897, Kimball v. Borden, 95 id. 203, 28 S. E. 207.

3 1892, Birmingham M. R. Co. v. Harris, 98 Ala. 326, 330, 13 So. 877 (analyzing preceding rulings and the statutory changes); 1895, Savannah F. & W. R. Co. v. McConnell, 94 Ga. 352, 21 S. E. 568; N. C. Code 1883, § 2326 (killing or injnry of live-stock by railroad engines or cars, raises a presumption of negligence).

21 S. E. 568; N. C. Code 1853, § 2372 (Killing or injury of live-stock by railroad engines or cars, raises a presumption of negligence).

For the question whether a presumption applies in the case of an injured employee, see the following cases: 1892, Hoosier Stone Co. v. McCain, 133 Ind. 231, 237, 31 N. E. 956; 1898, Hesse v. C. S. & H. R. Co., 58 Oh. 167, 50 N. E. 354; 1897, Peirce v. Kile, 26 C. C. A. 201, 30 Fed. 865.

¹ The following illustrate the question: 1886, Wakelin v. London & S. W. R. Co., L. R. 12 App. Cas. 41; Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 4 (it is presumed "that a person takes ordinary care of his own concerns"); 1903, Cogdell v. R. Co., 132 N. C. 852, 44 S. E. 618; 1896, Sullivan v. R. Co., 175 Pa. 361, 34 Atl. 798. 1903, Baltimore & P. R. Co. v. Landrigan, 191 U. S. 461, 24 Snp. 187. Compare the doctrine of judicial notice by the jury (post, § 2570), where a related question arises.

³ 1900, Jenkin v. Ins. Co., 131 Cal. 121, 63 Pac. 180; 1893, Sutherland v. Ins. Co., 87 Ia. 505, 508, 54 N. W. 453; 1894, Keene v. Acc. Ass., 161 Mass. 149, 150, 86 N. E. 891.

Ass., 161 Mass. 149, 150, 86 N. E. 891.

II

ic-

ad

by

 ed .

be

46

30-

he

ce.

ed

h?

rst

he

m

ės,

nd

be

m

m-

ce

te,

R.

on

at-

98

ing

52,

ng

18,

ies w-

ln,

v. 4; 55. 36,

v. 96,

91

ne

la.

§ 2497). As to this latter part, the measure of persuasion, the "presumption" says nothing. As to the former part, the "presumption" implies what the other rule says, namely, that the accused (like every other person on whom the burden of proof does not lie) may remain inactive and secure, until the prosecution has taken up its burden and produced evidence and effected persuasion; i.e., to say in this case, as in any other, that the opponent of a claim or charge is presumed not to be guilty is to say in another form that the proponent of the claim or charge must evidence it. But in a criminal case the term does convey a special and perhaps useful hint, over and above the other form of the rule about the burden of proof, in that it cautions the jury to put away from their minds all the suspicion that arises from the arrest, the indictment, and the arraignment, and to reach their conclusion solely from the legal evidence adduced. In other words, the rule about burden of proof requires the prosecution by evidence to convince the jury of the accused's guilt; while the presumption of innocence, too, requires this, but conveys for the jury a special and additional caution (which is perhaps only an implied corollary to the other) to consider, in the material for their belief, nothing but the evidence, i.e., no surmises based on the present situation of the accused, — a caution particularly needed in criminal cases. 1 So far, then, as the "presumption or innocence" adds anything, it is merely a warning not to treat certain things improperly as evidence. 2. As to the second fallacy, it seems to have been mainly propagated by the passage of Professor Greenleaf, declaring that "this legal presumption of innocence is to be regarded by the jury, in every case, as matter of evidence, to the benefit of which the party is entitled." But it cannot be regarded as "matter of evidence." No presumption can be evidence; it is a rule about the duty of producing evidence (ante, § 2490). This is, in itself, only a matter of the theory of presumptions, and to that extent may be regarded as a mere question of words, - of the way of phrasing a rule upon the substance of which there is no dispute. But when this erroneous theory is made the ground for ordering new trials because of the mere wording of a judge's instruction to a jury, the erroneous theory is capable of causing serious harm to the administration of justice.3

^{1 1877,} Scintilles Juris, 28: "The truth is that, although the law pays a prisoner the compliment of supposing him to be wrongly accused, it nevertheless knows very well that the probabilities are in favor of the presentor's accusation being well founded. . . Those who think thus fithat a prisoner is more likely to be acquitted than a civil defendant, because of the reasonable-doubt rule] have failed to notice that it is more important to a man to look innocent than to be prima facis thought so. No [civil] defendant is brought through a hole in the floor; he is not surrounded by a barrier, nor guarded by a keeper of thieves; he is not made to stand up alone while his actions are being judged; and his latest address is not presumably the jail of his county." Compare Stephen, History of the Criminal Law, 1, 397.

a A glaring instance of this fault is to be found in the decision of Coffin v. U. S., 156 U. S. 432, 162 ld. 664, 15 Sup. 394, 16 Sup. 943 (1896), where the opinion of the Court, proceeding upon the above phrase of Greenleaf as a leading enthority, declares this "presumption" to be "evidence ln favor of the accused." This opinion received apparent sanction in the later case of Allsn v. U. S., 164 ld. 492, 7 Sup. 154 (1896). But in Agnew v. U. S., 165 id. 36, 51, 17 Sup. 235 (1897), its particularly objectionable sentence declaring that "legal presumptions are treated as evidence" is referred to as "having a tendency to mislead"; in this case the trial Court had refused to give an offered instruction copying that sentence, and the refusal was held proper; so that the Agnew decision may perhaps be taken as a recantation to this extent of the unfortunate heresy put forward in the Coffin

(b) The various acts constituting the outward part of a crime are sometimes said to constitute a presumption of malice or criminal intent. But most of these instances are to-day understood to be either "conclusive presumptions," i.e. rules of substantive law defining the criminal act (ante, § 2492), or else mere inferences of fact (anti, § 2491) not affecting the accused with a duty to produce evidence.4

§ 2512. Same: (2) Self-defence, Alibi, etc. It is generally said that in criminal prosecutions the burden of proof is on the prosecution for all the facts that are material to the crime; so that, whether or not a particular fact is one which would in a civil action be of the nature of an affirmative excuse, it is nevertheless in a criminal prosecution a part of the burden (in both senses) for the prosecution. The absence of any affirmative pleadings by the accused, and the general policy of caution in favor of accused persons, seem to have been the theoretical and practical reasons for this result. Nevertheless, some inroads have of recent times been made upon this ortho-

case. It is to be observed that the opinion in the Agnew case (in 1897) was published subsequently to a notable lecture on the Presumption of Innocence, apropos of tha Coffin case, delivered by Professor Thayer, at Yale University (in 1896), in which the histor; of the presumption was carefully examined, its meaning aentely expounded, and the fallacles of the opinion in the Coffin case exposed in detail; this lecture was reprinted in the learned lecturer's Preliminary Treatise on Evideuce (1898), Appendix B. p. 551.

reprinted in the learned lecturer's Preliminary Treatise on Evideuce (1898), Appendix B, p. 551.4 The fallacy of Coffin v. U. S. is substantially repudiated in the following cases: 1899, State v. Soper, 148 Mo. 217, 49 S. W. 1007 (there is not a "two-ply presumption" in favor of one who is charged with wife-murder; repudiating State v. Leab. 34 id 1891, 1900. State v. Kannedy 184 Leabo, 84 id. 168); 1900, State v. Keunedy, 154 id. 268, 55 S. W. 293 (refusal to Instruct on the presumption of Innocence is not error where an instruction on reasonable doubt has been adequately given); 1896, People v. Ostrander, 110 Mich. 60, 67 N. W. 1079 'similar'). The com-Mich. 60, 67 N. W. 1079 'wimllar). The common phrase about the presnuption of innocence is illustrated in the following cases: 1898, Bryant v. State, 116 Ala. 445, 23 So. 40; 1897, People v. Winthrop, 113 Cal. 85, 50 Pac. 390; 1899, Emery v. State, 101 Wia. 627, 78 N. W. 145. The following series of rulings shows the infinence of the Coffiu case: 1898, Bartley v. State, 53 Nebr. 310, 73 N. W. 744 (the phrase sanctioned; but au instruction omitting it is not held erroneons): 1898, Bartley v. State, 55 ld. held erroneous); 1898, Bartley v. State, 55 ld. 294, 75 N. W. 832 (the Coffin case noted; question left undecided); 1899. McVey v. State, 57 id. 471, 77 N. W. 1111 (following Bartley v.

If a legitimate presumption is raised, so as to create a duty for the accused to produce some evidence to the contrary, and he does not do so, there is no reason why the jury may not be required to find according to the presumption (ante, § 2495);
e. g., 1897, Agnew v. U. S., 165 U. S. 36, 17 Sup.
235 (frandulent intent presumed from false accounts, in the absence of evidence to the contrary sufficient to raise a reasonable doubt). But if the

accused does adduce some evidence, and thus the case comes into the hands of the jury free from the presumption, the rule about persuasion beyond a reasonable doubt (ante, § 2497) is In force throughout for measuring their bellef, and they

che presumptiou, the rule about persuasion beyond a reasonable doubt (ande, § 2497) is in force throughout for measuring their belief, and they must be so persuaded, in spite of the rule of presumption; this is sometimes incorrectly expressed by saying that the presumption of innocence overcomes presumptions against the accused: 1903, Walton v. State, — Ark. —, 75 S. W. 1 (seduction; chastity being presumed, "the presumption of lunocence of the defendant overcomes the presumption of chastity"); 1896, People v. Sanders, 114 Cal. 216, 46 Pac. 153 (overcoming the presumption of regularity of official acts); 1897, Dunlop, v. U. S., 165 U. S. 486, 17 Snp. 375 (the rule does not apply where the other presumption "coustitutes a liuk in the chain of evidence against the defendant"). Other examples are found under the presumption about marriage (ands. § 2506).

a Cases illustrating a presumption of malice from the use of a deadly vecapon: 1892, Gilbert v. State, 90 Ga. 691, 16 S. E. 652; 1878, Farris v. Conn., 14 Bush 362, 868; 1845, Com. v. York, 9 Metc. 93, 103; 1855, Com. v. Hawkina, 3 Gray 463 (leading opinion, by Shaw, C. J.); 1893, People v. Wolf, 95 Mich. 625, 630, 55 N. W. 357; 1898, Herman v. State, 75 Miss. 340, 22 So. 372; 1896, Territory v. Lucero, — N. M. —, 46 Pac. 18; 1676, Thomas v. People, 67 N. Y. 218, 224; 1892, State v. Whitson, 111 N. C. 695, 699, 16 S. E. 332; 1873, State v. Patterson, 45 Vt. 308. Cases illustrating a presumption of felonious intent from the taking of goods: 1902, Long v. State, — Fla. —, 32 So. 870; 1898, State v. Judd. 20 Mont. 420, 51 Pac. 1033. These and analogous rules can only be disentantive law of the crime in question. stantive law of the crime in question.

There is no real presumption of guilt from flight; compare the cases cited ante, § 276, and the following: 1899, Smith v. State, 106 Ga. 673, 32 S. E. 851; 1898, State v. Adler, 146 Mo. 18, 47 S. W. 794.

 \mathbf{II}

8-

e.

18

n

зŧ

h

n

dox principle, and in many jurisdictions it is accepted that the burden of proof may for certain sorts of facts be upon the accused. Certainly, the second burden, i. e. the duty of producing some evidence (ante, § 2487), ought in many instances to be upon the accused. The absence of affirmative pleadings in defence is no insuperable objection to such a result. The judicial experience with certain issues on criminal trials has seemed to justify such exceptions; and the fixing of a particular fact on this or that party as a part of his case is in general only a question of sound policy as based on experience (ante, § 2486).

(a) A few Courts seem in general to place on the accused some sort of burden of proof for any fact in the nature of excuse or mitigation. 1 (b) A few Courts seem to place upon the accused the burden of showing that he acted in self-defence.2 (c) It is generally conceded that the accused does not have the burden of proving an alibi. (d) In sundry other instances, a naturally affirmative defence is sometimes apportioned to the accused's

² For example: 1899, Brown v. State, 62 N. J. L. 666, 42 Atl. 311 (risk of non-persuasiou of guilt is always on the prosecution, but the defeudant has a duty to produce evidence of any detendant has a duty to produce evidence of any justification; the oplulon is not entirely clear); 1897, State v. Byrd, 121 N. C. 684, 28 S. E. 353 (hurden is on the defendant to show excess 553 (hurden is on the detendant to show excuse or mitigation). Contra, to some extent: 1898, Appleton v. People, 171 Ill. 473, 49 N. E. 708 (under Cr. Code § 155, It is not necessary for a defeudant to "satisfactorily establish his defeuce"); 1898, Herman v. State, 75 Miss. 340, 22 So. 872 (the burden of proving an excuse is not on the defendant).

3 The judicial language is seldom entirely

³ The judicial language is seldom entirely clear as to the nature of the burden. The folclear as to the nature of the burden. The following cases illustrate both views: 1892, Roden v. State, 97 Ala. 54, 57, 12 So. 419 (assault with intent; the hurden is on the defendant); 1898, Bouldeu v. State, 102 id. 78, 83, 15 So. 841 (similar); 1895, Dent v. State, 105 id. 14, 17 So. 94 (the burden is on the prosecution); 1896, Scheerer v. Agee, 113 ld. 383, 21 So. 79 (the risk of non-persussion beyond reasonable doubt is in the prosecution); 1898, People v. Milner, 122 Cal. 171, 54 Pac. 833 (the hurden is on the defendant); 1898, State v. Shea, 104 Ia. 724, 74 N. W. 687 (the hurden is on the prosecution, nor has the defendant a duty of producing evinor has the defendant a duty of producing evidence); 1899, Tucker v. State, 89 Md. 471, 43 Atl. 778 (the hurden ls on the defendant to per-Atl. 778 (the hurden is on the defendant to persaade by a prepondersnee); 1897, Strother v. State, 74 Miss. 447, 21 So. 147 (the burden is on the prosecution); 1897, King v. State, ib. 576, 21 So. 235 (same); 1894, Gravely v. State, 38 Nehr. 371, 57 N. W. 751 (the hurden is on the prosecution, without shifting); 1894, State v. Barringer, 114 N. C. 840, 19 S. E. 275 (the defendant must prove it "to the satisfaction of the jury"); 1895, Ccm. v. Mika, 171 Pa. 273, 33 Atl. 65 (if a killing by the defendant is proved, the prosecution has the burden of raising it to the first degree, and the defence that ing it to the first degree, and the defence that of reducing it below the second degree); 1899,

State v. Yokum, 11 S. D. 544, 79 N. W. 835 (the burden is on the defendant); 1903, Rutherford v. Foster, 60 C. C. A. 129, 125 Fed. 187 (In a civil case, the burden is on the defendant); 1894, Vance v. Com., — Va. —, 19 S. E. 785; 1894, Myers v. Com., 90 Id. 705, 19 S. E. 881; 1895, State v. Zeigler, 40 W. Va. 593, 21 S. E. 763 (douhtful).

** 1896, Towns v. State, 111 Ala. 1, 20 So. 598 (the defendant must produce evidence, but the prosecution has the risk of non-persuasion beyond reasonable doubt); 1897, Pickens v. State, 115 Id. 42, 22 So. 551; James v. State, ih. 33, 22 So. 565; 1898, Schultz v. Terr., — Ariz. —, 52 Pac. 352 (the defendant has no burden); 1898, People v. Roberts, 122 Cal. 877, 55 Pac. 137 (the burden is on the prosecution); 1899, People v. Winters, 125 id. 325, 57 Pac. 1067 (the defendant must introduce evidence, but need not persuade by preponderance); 1897, McNamara v. People, 24 Colo. 61 48 Pac. 541 but need not pernade by preponderance); 1897, McNamars v. People, 24 Colo. 61, 48 Pac. 541 (the burden is on the prosecution); 1897, State v. Ardoin, 49 La. Au. 1145, 22 So. 620 (similar); 5. Ardoin, 49 La. Au. 1145, 22 So. 020 (alminar); 1895, State v. Harvey, 181 Mo. 339, 32 S. W. 1110 (similar); 1899, State v. Spotted Hawk, 22 Mont. 33, 55 Pac. 1026 (the duty of production, Mont. 33, 55 Pac. 1026 (the dnty of production, but not the risk of non-persnasion, is on the defendant); 1897, Beck v. State, 51 Nehr. 106, 70 N. W. 498 (the defendant need not persuade by a preponderance); 1898, Peyton v. State, 54 id. 188, 74 N. W. 597 (burden of proof remains on prosecution throughout); 1896, Borrego v. Territory, 8 N. M. 446, 46 Pac. 349 (the defendant need not persuade by a preponderance); 1897, Wright v. Terr., 5 Okl. 78, 47 Pac. 1069 (the hurden is on the prosecution); 1897, State v. Thornton, 10 S. D. 349, 73 N. W. 196 (the defendant has the duty of producing evidence; defendant has the duty of producing evidence; but the prosecution's case must still be made out to the jury beyond a reasonable doubt).

For example, in the illegal sale of liquor, the defendant must prove a license: 1896, Hornberger v. State, 47 Nehr. 40, 66 N. W. 23; 1897, Durfee v. State, 53 ld. 214, 73 N. W. 676 (the

§ 2513. Same: (3) Possession of Stolen Goods. One of the most troublesome and fruitless controversies has been whether under certain circumstances the accused's possession of stolen goods raises a presumption that he was the thief. It had long been customary in England to use the language of presumptions for such a situation; 1 but whether the language was intended merely to mean that the specific fact alone was sufficient evidence on which the jury might reach a conviction if they desired (ante, § 2494), or whether it meant that the specific fact alone created a presumption, i. e. placed on the accused a duty of producing evidence, so that if he failed to do so (that is, to offer any "explanation") the jury must convict (ante, § 2490), was seldom made clear. This obscurity has continued in the judicial rulings in the United States; 2 but among the numerous precedents most seem to repudiate any rule of presumption in the strict sense.8

mere possession, irrespective of axplanation, raises a presumption of guilt, and shifts the "burden . . . to establish" lawful possession); 1898, Parker v. State, 61 N. J. L. 308, 39 Atl. 651; 1897, State v. Shelton, 16 Wash. 590, 48 Pac. 258. In some cases, the burden is clearly stated to be merely the second kind, i. e. the duty of producing evidence: 1897, State v. Lee, 69 Conn. 186, 37 Atl. 75 (under a statute making an abortion criminal, unless necessary to save life, the necessity must be evidenced by the defendant). defendant).

¹ 1836, R. v. Cockin, 2 Lew. Cr. C. 235, and

1836, R. v. Cockin, 2 Lew. Cr. C. 235, and note by the Reporter; 1845, R. v. Dredge, 1 Cox Cr. 235; 1854, R. v. Jurton, Dears. Cr. C. 282; 1860, R. v. Harria, 8 Cox Cr. 333; 1866, R. v. Exall, 4 F. & F. 225 (leading case); 1878, R. v. Hnghes, '1 Cox Cr. 223.

1902, 'Veaver, J., in State v. Brady, — Ia. —, 91 N. W. 801: "The use of the terms 'presumption of guilt' and 'prima facts evidence of guilt' with reference to the possession of stalen goods has nerhans been too long inof stolen goods has perhaps been too long in-dulged in by Courts and text-writers to be condemned; but we cannot resist the conclusion that, when so employed, these expressions are that, when so employed, these expressions are infortunate, and often misleading. In a civil proceeding, when a plaintiff makes a prima faciscase, the burden is shifted, and, in the absence of any countershowing, he is entitled to recover as a matter of law. This rule is understood by the average intelligent layman as well as by those learned in the law; and when, in a criminal case an interpretion is given that the abswing of case, an instruction is given that the chowing of a specific fact is prima facie evidence of guilt, inrors may very naturally conclude that the establishment of such fact has the effect to cast approximation of such as that has the effect to east upon defendant the birden of proving his innocence of the charge against him... 'Presumptions' of guilt and 'prima facie' cases of guilt in the trial of a party charged with crime when no more than that from the proof of one mean no more than that from the proof of cer-tain facts the jury will be warranted in convict-ing the accused of the offense with which he is

charged."

The following cases illustrate the bearings

timediations: compare of the question in most jurisdictions; compare the cases cited ante, § 152; Ala.: 1898, Bryant

r. State, 116 Ala. 445, 23 So. 40; 1899, Hale v. State, 122 ld. 85, 26 So. 236; 1902, Smlth v. State, 123 ld. 145, 31 So. 806; Aria.: 1901, Taylor v. Terr., — Ariz. — 64 Pac. 423; Cal.: 1898, People v. Luchetti, 119 Cal. 501, 51 Pac. 1898, People v. Luchetti, 119 Cal. 501, 51 Pac. 707 (an explanation entitles the matter to be left to the jnry); 1901, People v. Jay, 135 id. xix, 66 Pac. 964; 1902, People v. Wilson, lb. 331, 67 Pac. 322; Colo.: 1897, Brooke v. People, 23 Colo. 375, 48 Pac. 502 (the defendant must explain, but not as a rule of going forward; and the prosecution's general burden remains); 1899, Van Straaten v. People, 26 id. 184, 56 Pac. 905; Fac. 1985, Lealie v. State. 35 Fig. 171, 17 So. the prosecution's general inrien remains); 1899, Van Strasten v. People, 26 ld. 184, 56 Pac. 905; Fla.: 1895, Leslie v. State, 35 Fla. 171, 17 So. 555; 1899, Williams v. State, 40 id. 480, 25 So. 143; Ga.: 1892, Cornwall v. State, 91 Ga. 277, 281, 18 S. E. 154; 1895, Brooks v. State, 96 id. 353, 23 S. E. 413; 1898, Davidson v. State, 104 id. 761, 30 S. E. 946; 1898, Jones v. State, 104 id. 649, 31 S. E. 541; 1991, Threer v. State, ib. 588, 31 S. E. 541; 1991, Threer v. State, 114 id. 45, 39 S. E. 863; Ida.: 1901, State v. Sanford, — Ida. —, 67 Pac. 492; Id.: 1896, Keating v. People, 160 Ill. 480, 43 N. E. 724; 1902, Williams v. People, 196 id. 173, 63 N. E. 681; 1903, Watts v. People, 204 id. 233, 68 N. E. 563; Ind.: 1866, Doan v. State, 26 Ind. 495 (it is not his failure to explain "where it is in his power to do so," because if he was able to explain innocently, though he did not choose to, by hypothesis he is not guilty; but his ability to explain if he were innocent and his then failure); 1897, Pfan v. State, 148 id. 539, 47 N. E. 608. to explain if he were innocent and his then failine; 1897, Pfan v. State, 148 id. 539, 47 N. E.
26; 1898, Campbell v. State, 150 id. 74, 49
N. E. 905 (it is a "strong presumption of fact,"
i.e. in the absence of satisfactory explanation,
"the jnry were legally bound to find him
guilty"; but the Conrt erroneously declares
that a "strong presumption of fact" would have
the same effect as a rebuttable presumption of that a "strong presumption of fact" would have the same effect as a rebuttable presumption of law; the preceding authorities reviewed); Ind. T.: 1896, Oxier v. U. S., 1 Ind. T. 85, 38 S. W. 331; Id.: 1895, State v. LaGrange, 94 Ia. 60, 62 N. W. 664; 1899, State v. Miner, 107 id. 656, 78 N. W. 679; 1903, State v. Williams, 120 id. 38 64 N. W. 978; 1903, State v. Williams, 120 id. 36, 94 N. W. 255; 1903, State v. King, — id. — , 96 N. W. 712; Kan.: 1894, State v. Hoffman, 53 Kan. 700, 708, 37 Pac. 138 ("if

711

le-

ces

he

re-

led

ich

: it

he

to

nm

he

ate

ale v. 01,

ac.

id.

ib.

ple, ust 99, 05; So.

80. 77, 104

114 an-02, 81; 495 in

: to to, ity ail-

E 49

on, im

res SVE of d):

la. 107 ms,

If no rule of presumption is to be accepted, specific limitations are hardly of any consequence, for the sufficiency of the evidence to go to the jury will usually depend on the variant circumstances of each case. But the following considerations have been emphasized, from the point of view of a definite rule: (a) The possession must be unexplained by any innocent origin; (b) the possession must be fairly recent; 5 (c) and the possession must be exclusive. Furthermore, if there is any rule at all, it is generally conceded to apply also on a charge of knowing receipt of stolen goods, and of burglary or the like.

In many additional instances, by statute, a rule of presumption or of "prima facie evidence" has been declared against persons found in possession of forbidden articles, such as game or liquor; but these rules involve closely the substantive law of the respective crimes.

nnexplained, may be anticient "); 1899, State v. Powell, 61 ld. 81, 58 Pac. 968; 1902, State v. Harron, 64 ld. 863, 67 Pac. 861; La.: 1898, State v. Kelley, 50 La. An. 597, 23 So. 548 (nonemaging of recently stellar property. (possession of recently stolen property, not accounted for, raises the presumption); Mass.: 1869, Com. v. Bell, 102 Mass. 165; 1875, Com. v. Randall, 119 ld. 107; Mo.: 1897, State v. Wilson, 137 Mo. 592, 89 S. W. 80; Nev.: 1898, State v. Mandich, 24 Nav. 386, 54 Pac. 516; N. D.: 1900, State v. Rosangrans, 9 N. D. 163. State v. Mandien, 24 NSV. 350, D4 Fac. D10; N. D.: 1900, State v. Rosencrans, 9 N. D. 163, 32 N. W. 422; Okl.: 1897, Johnson v. Terr., 5 Okl. 695, 50 Pac. 90; 1898, Douthit v. Terr., 7 ld. 55, 54 Pac. 812 (lt is "a circumstance" only); Or.: 1896, State v. Pomeroy, 80 Or. 16, 46 Pac. 797 (lt depends on "the character of the property, the nature of the possession and 46 Pac. 797 (It depends on "the character of the property, the nature of the possession, and its proximity in time with the theft"); U. S.: 1901, Considine v. U. S., 50 C. C. A. 272, 112 Fed. 842; Vi.: 1898, State v. Peach, 70 Vt. 283, 40 Atl. 782 (unexplained possession may be considered); Wash.: 1893, State v. Walters, 7 Wash. 246, 257, 34 Pac. 938, 1098 (no presumption; but the Court whimsically treat a charge calling such possession "a criminating circumstance tending to show" guilt as if it laid down a rule of law; this is strange distortion of words); 1902, State v. Bliss, 27 id. 463, 68 Pac. 87; Wyo.: 1903, Younger v. State, — Wyo. 73 Pac. 551.

This is noted in many of the cases supra.

1836, R. v. Cockin, 2 Lew. Cr. C. 285 (aacks stolen in February were found in the defendant's possession some twenty days after; Coleridge, J.: "If I was now to lose my watch, and in a few minntes it was to be found on the person of one of you, it would afford the strongest ground for presuming that you had stolen it. But if a month hence it were to be found in But if a month hence it were to be found in your possession, the presumption of your having stolen it would be greatly weakened; because stolen property usually passes through many hands"); 1845, R. v. Hall, 1 Cox Cr. 231 (possession of a shirt, six months after it was missed; Pollock, C. B., and Coleridge, J.: "There is a certain period after which I should think it very unfair to assume theft from mere think it very unfair to assume theft from mere possession, even where the property is proved aliunde to have been stolen"); 1898, State v. Foulk, 59 Kan. 775, 52 Pac. 864.

• 1896, Moncrief v. State, 99 Ga. 295, 25 S. E. 735 (the possession of tha house must be exclusive); 1892, State v. Owsley, 111 Mo. 450, 455, 20 S. W. 194 (goods found in a house of the defendant's wife where he did not live; not sufficient). Compare the following: 1900, Sparks v. State, 111 Ga. 830, 35 S. E. 654 (what con-stitutes possession, gramined).

of State, 111 On. 600, 60 S. A. 600 (What constitutes possession, examined).

7 1864, R. v. Langmead, Leigh & C. 427
(Black burn, J.: "I should have said that recent

stitutes possession, examined).

7 1864, R. v. Langmesd, Leigh & C. 427
(Blackburn, J.: "I should have said that recent
possession was evidence either of stealing or
receiving according to circumstances. . . When
It has been shown that property has been stolen
and has been found recently after its loss in tha
possession of the prisoner, he is called upon to
account for having it, and, on his failing to do
so, the jury may very well infer that his possession was dishonest, and that he was either tha
thief or the receiver, according to the circumstances"); 1899, State v. Onlid, 149 Mo. 870,
50 S. W. 909 (overruling State v. Bulla, 89 ld.
595, 1 S. W. 764).

6 1898, Roberson v. State, 40 Fla. 509, 24
So. 474 (If a breaking and entering at the time
of taking is shown); 1899, Lester v. State, 106
Ga. 371, 32 S. E. 335 (admissible, if the fact of
breaking and entering is first shown); 1902,
State v. Brady — Ia. — , 91 N. W. 301 (burglary; local rulings reviewed); 1902, State v.
Brundige, 118 id. 92, 91 N. W. 920 (breaking
and entering with intent to steal); 1903, State
v. Moore, 117 Mo. 395, 404, 22 S. W. 1086;
1898, State v. Hodges, 144 id. 50, 45 S. W. 1098
(forged articles); 1902, State v. Yandle, 166 id.
589, 66 S. W. 532; 1897, Johnson v. Terr., 5
Okl. 695, 50 Pac. 90; 1896, Wilson v. U. S.,
162 U. S. 613, 16 Sup. 895 (fruits of any crime;
here money and clothes of the deceased); 1500,
Henderson v. Com., 98 Va. 794, 34 S. E. 881.
Compare the foliowing: 1894, People v. Hart,
10 Utah 204, 207, 87 Pac. 880 (mere recent
possession with no other circumstance, insufficient, on a charge of burglary; misspplying the
rule of § 2278, sate, that failure to testify
rule of § 2278, sate, that failure to testify possession with no other circumstance, insum-cient, on a charge of burglary; misapplying the rule of § 2278, ente, that failure to testify creates no inference); 1897, Kibler v. Com., 94 Va. 804, 26 S. E. 858 (no presumption from possession of the fruits of a crime).

* E. g. : Mass. Pub. St. 1882, c. 94, § 4 (possession of timber with the marks cut ont, etc.,

§ 2514. Same: (4) Capacity (Infancy, Intextoation, Coverture). Capacity is naturally a part of the first burden of proof for the prosecution, although the second burden might well be aided, in the appropriate classes of cases, by a presumption of capacity (ante, § 2487). For infancy, the so-called conclusive presumption of iucapacity of criminal inteut under the age of seveu is of course genuiuely a rule of substantive law that the infant "cannot be guilty of felouy," as Blackstone correctly puts it.1 The rule that incapacity is presumed between the ages of seven and fourteen, for sundry crimes, and for rape in particular, is more correctly stated as a presumption of capacity above the age of fourteen. For insanity, the incidence of the burdeus has already been considered (ante, § 2501). For intoxication, no doubt the second burden (of producing some evidence) is on the accused; 4 though the first burden (or risk of uon-persussion) remains on the prosecution.5 For coverture, the coercion of the husbaud, which in Blackstone's correct phrase may be "an excuse for crimical misconduct" of the wife, may be presumed from the husband's presence; this theu creates for the prosecution a duty of adducing evidence of the wife's willing participation; the risk of uon-persussion remaining throughout upon the prosecution.6

§ 2515. Ownership; (1) Possession of Land and Personalty. Where title to land becomes material, the fact of present possession alone may serve to create a presumption of ownership; 1 the emphasis being ou the occupation, or appearance of ownership, and not on the documentary sources of claim; 2 and the rule serving merely to shift to the opponent the second burden, or duty of producing some evidence to the contrary.3 The same rule serves in

raises a presumption of the possessor's unlawful enting). For instances of the admissibility of this class of evidence, see sate, §§ 149, 153, 154.

1 Commentaries, III, 23. For rape and kindred crimes, the age of fourteen was taken: 1839, R. v. Philips, S C. & P. 736; 1839, R. v. Jordan, 9 id. 118; but a distinction may be made as to assault with intent: 1824, Com. v. Green, 2 Pick. 380.

2 1848, State v. Goin 6 Hamph, 174

1648, State v. Goin, 9 Humph. 174.
 1893, Sutton v. People, 145 Ill. 279, 286,
 N. E. 420 (rape; defendant must offer evidence that he is under 14 years of age).
 1894, State v. Hill, 46 La. An. 27, 14 So.

 294.
 1898, Davis v. State, 54 Nebr. 177, 74
 N. W. 599 (burden of proof remains on prosecution throughout).

1886, Com. v. Flaherty, 140 Mass. 454, 5
N. E. 258; 1887, Com. v. Hill, 145 id. 305, 307, 14 N. E. 124; 1891, State v. MaFoo, 110 Mo. 7, 19 S. W. 222; 1880, Goldstein v. People, 32 N. Y. 231; 1886, Franklin's Adm'r's Appeal, 115 Pa. 534, 538, 6 Atl. 70.

The inference rests on the general principle of Relevancy examined ante, § 148. To the following cases, add those cited ante, § 1789, where this presumption comes into play: Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 11, 12 (it is presumed "that things which a person possesses are owned by him," and "that a person is the owner of prop-

erty, from exercising acts of ownership over it, or from common reputation of his ownership"); 1903, Cahill v. Cahill, 75 Conn. 522, 54 Atl. 201 (land); 1898, Teass v. St. Albans, 38 W. Va. 1, 22, 17 S. E. 400 (land); Sedgwick & Wait, Trial of Title to Land, § 717.

Distinguish the presumption of a lost grant.

Trial of Title to Land, § 717.

Distinguish the presumption of a lost grant from long-continued possession (post, § 2522).

\$ 1897, Hewes v. Glos, 170 Ill. 436, 48 N. E.
922 (deed from grantor, without possession by grantor or grantee, raises no presumption of ownership); 1899, Glos v. Hney, 181 id. 149, 54 N. E. 905 (similar); 1895, Newcastle v. Haywood, 68 N. H. 179, 44 Atl. 182 (similar).

\$ This is connected with other rules of substantive law such as the rule that in sizetment

stantive law, such as the rule that in ejectment the claimant must recover on the strength of his own title and not the weakness of his opponent's.

There are also occasional rules as to the shifting of the second burden in evidencing the various elements under an adverse possession:
1842, Brown v. King, 5 Metc. 173 (writ of entry;
a title by disseisin being set up, held, that mere
possession by the claimant did not suffice to put the burden of proof on the titular owner to show that possession to be permissive; the burden of showing adverseness was on the claimant throughout); 1894, Skinner v. Skinner, 38 Nebr. 756, 766, 57 N. W. 534 (the exclusive possession of land with the titular owner's knowledge may create a presumption of his permission); 1866,

the evidencing of ownership of personalty, particularly in cases of larceny or robbery, where a real dispute of ownership is rare.4

§ 2516. Same: (2) Possession of Megotiable Instrument. Subject to some discriminations, the same presumption may be applied to the possession of a negotiable instrument, especially to one indorsed in blank or to bearer.

§ 2517. Payment: (1) Lapse of Time. The scharge of a claim by payment is often said to be presumed after a lapse of time depending on the circumstances of the particular case; the inference being based on the principle of Relevancy already examined (ante, § 159). But the multiplied statutes of limitation have reduced the occasions for invoking any other rule, and it is not frequent that a real rule of presumption is intended to be laid down.1

§ 2518. Same: (2) Possession of Instrument or Receipt. A receipt is only an ordinary admission of payment, and is therefore not conclusive (ante, § 2432); but it is of course the strongest evidence, and some Courts seem to give it the force of a real presumption. The obligor's possession of the instrument after maturity is usually said to raise a presumption of payment;

Leport v. Todd, 32 N. J. L. 124 (a plaintiff in ejectment resting on adverse possession has the burden of showing that a possession originally

 7Π

itv

gh

by

lu-

be

ity

nd

ity

105

he

or

186

led

of

er-

tle

to

on. ; 3 OF

lt, "); 201

by 49, ay-

nbent his

iftthe 018 : ry ;

ere put

WO

len ant br. ion

burden of showing that a possession originally permissive became adverse).

6 Add some of the cases cited ante, § 1739: 1396, People v. Oldham, 111 Cal. 648, 44 Pac. 312 (rohbery or larceny); 1901, Howard v. People, 193 Ill. 615, 61 N. E. 1016 (robbery); 1867, Snilivan v. Goldman, 19 La. An. 12 (presumptions of a horse capations of a horse capations of a horse capations of a horse capations of a horse capations. Shillyan v. Goldman, 19 La. An. 12 (presumption of plaintiff continued ownership of a horse, held not overturned by presumption of ownership from defendant's possession); 1866, Vining v. Baker, 53 Me. 544 (trover); 1851, Magee v. Soott, 9 Cush. 148; 1865, Currier v. Gale, 9 All. 522; 1892, Com. v. Blanchette, 157 Mass. All. 522; 1892, Com. v. Blanchette, 157 Mass. 486, 489, 32 N. E. 658 (obtaining goods by false protences); 1900, Liscomb v. R. Co., 70 N. H. 312, 48 Atl. 284 (gift of decedent); 1877, Rawley v. Brown, 71 N. Y. 35 (replevin).

For the application of this rule to property in possession of Ausband or wife, see the following cases: 1893, Farwell v. Cramer, 38 Nebr. 61, 66, 56 N. W. 718; 1896, Kingsbury v. Davidson, 112 Pa. 383, 4 Atl. 33.

Sometimes a reverse presumption way be by

Sometimes a reverse presumption may be invoked, of possession from enemeratip: 1396, Edgeworth v. Wood, 58 N. J. L. 463, 33 Atl. 940 (that a wagon was owned hy defendant shows prima facie that his servant was in control).

1 The following cases illustrate the acope of the rule: 1894, National Bank v. Emmitt, 52 Kan. 603, 35 Pac. 213: 1897, Jones v. Jones, 102 Ky. 450, 48 S. W. 412 (rule not applied to an unindorsed nota held adversely to the payer's

102 Ky. 450, 43 S. W. 412 (rule not applied to an unindorsed note held adversely to the payee's representatives); 1901, Battersbee v. Calkins, 128 Mich. 569, 87 N. W. 760; 1898, Saunders v. Bates, 54 Nehr. 209, 74 N. W. 578; 1898, New England L. & T. Co. v. Rohinson, 56 ld. 50, 76 N. W. 415; 1893, Halsted v. Colvin, 51 N. J. Eq. 387, 398, 26 Atl. 928.

^a Examples of the use of each a term are as follows: 1786, Oswald v. Leigh, 1 T. R. 270

(the defendant showed that he "had an estate in the plaintiff'a neighborhood, and was constant and regular in all his payments"); 1829, Sellen v. Norman, 4 C. & P. 30 (presumption of wages paid, "If a servant has left a considerable time"); 1864, McCormick v. Evana, 33 Ill. 328 (after twenty years; here, money den ander a contract to convey); 1879, Locks v. Caldwell, 91 ld. 417, 421 (presumption not raised for a mortgage debt, where the statutory time of limitation had not run); 1398, Hollenbeck v. Ristina, 105 Ia. 488, 75 N. W. 355 (account stated); 1877, Jarvia v. Albro, 67 Me. 310, 313 (mortgage); 1394, Cox v. Brower, 114 N. C. 422, 423, 19 S. E. 365 (legacies; nor is it material that the legatees were non-residents, the domestic Courts being open to them; 1397, Young v. Doherty, 183 Pa. 179, 38 Atl. 587 (action on a note; the plaintiff's failure to mention it in the defendant's testator's lifetime, though "given to boast-(the defendant showed that he "had an estate plaintiff's failure to mention it in the defendant's testator's lifetime, though "given to boasting of his means and the people in his debt," and his failure to hring suit on it, not received to show a presumable payment); 1898, Devereux's Estate, 184 ld. 429, 39 Atl. 225 (the insolvency of the dehtor alone does not rebut the presumption); 1893, King v. King, 90 Va. 177, 17 S. E. 894 (after twenty-seven years, a tender being originally made, and the parties living near each other).

near each other).

1897, Ramsdell v. Clark, 20 Mont. 103,
49 Pac. 591; 1872, Gnyette v. Bolton, 46 Vt.
228, 234. Contra: 1897, Terryberry v. Woods,
69 Vt. 94, 37 Atl. 246 (on a plea of payment,
proof of a receipt does not shift the duty of going forward).

Such a presumption is sometimes applied to include prior instalments of the same obligation. Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 10 (it is presumed "that former rent or installments have been pald when a receipt for later is produced "); 1853, Hodgdon v. Wright, 36 Me. 326. 336, semble; 1823, Brewer v. Knapp, 1 Pick. 337.

the inference being based on the principle of Relevancy already considered (ante, § 156); but there are various limitations laid down, in particular, concerning the obligor's opportunity of surreptitious access to the obligee's papers,"

§ 2519. Execution and Contents of Document: (1) Letters and Telegrams. The act of writing a letter or sending a telegram, and the addressee's receipt of the letter or telegram, give rise to questions both of the admissibility and the sufficiency of evidence. The same evidence is also sometimes said to raise a presumption. It is probable that no real presumption is meant to be predicated in the majority of these instances. For example, the receipt by Doe of an answer, through the mail or the telegraph, to his prior communication to Roe, is usually treated as sufficient evidence of Roe's authorship of the answer (ante, §§ 2153, 2154); and the mailing or depositing of Doe's letter or telegram to Roe is usually treated as sufficient evidence of Roe's receipt of it (ante, § 95); but it is seldom, except in the latter class of cases, that a burden of proof is deemed to be affected.1

§ 2520. Same: (2) Execution of Deeds (Delivery, Date, Seal, Consideration). (a) In view of the importance, in early times, of the formality of delivery for a deed (ante, \$\$ 2405, 2408, 2426), it was natural that the evi-

With the following examples compare the cases cited ands, § 156: 1816, Gibbon v. Featherstenhaugh, 1 Stark. 225 (drawee's possession of a bill, held to be sufficient evidence); 1816, Brembridge v. Oeborne, ib. 874 (possession of a note, said to "turn the scale"; 1816, Shepherd v. Currie, ib. 454 (possession of an order to deliver goods to bearer, held to shift the burden); 1894, Excelsior Mfg. Co. v. Owens, 58 Ark. 556, 563, 25 S. W. 868 (presumption applied to a note possessed after maturity); Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 9, 13 (it is presumed "that an obligation delivered up to the debtor has been paid," and "that a person in possession of an order on himself for tha payment of money, or the delivery of a thing, has paid the money or delivered the thing accordingly"); 1894, Grimes v. Hilliary, 150 Ill. 141, 149, 86 N. E. 977 (maker having access to payee's papere 1894. Grimes v. Hilliary, 150 Ill. 141, 149, 86 N. E. 977 (maker having access to payee's papere as member of the family; no presumption); 1893, Erhart v. Dietrich, 118 Mo. 418, 428, 24 8. W. 128 (son taking care of demented pavee-father; presumption not applied); 1893, Smith v. Gardnar, 36 Nebr. 741, 55 N. W. 246 (maker's possession of a note does not raise a presumption, but is merely anfficient evidence); 1832, Aivord v. Baker, 9 Wend. 323 (like Shepherd v. Currie, supra); 1898, Poston v. Jones, 122 N. C. 536, 29 S. E. 951 (presumption applied to a note); 1902, Vann v. Edwards, 130 id. 70, 40 S. E. 853 (bond found after the death of the payee's administrator in the maker's possession, pre-853 (bond found after the death of the payers administrator in the maker's possession, presumed paid); 1893, Coilins v. Lynch, 157 Pa. 246, 256, 27 Ati. 721 (joint occupation of land by hasband and wlfe; presumption not applied); 1899, Wilkinson's Eat., 192 id. 117, 43 Atl. 466 (check and note of deceased husband found in a wife's possession; that she was executrix, held

to raise no presumption that she had taken them from his possession after death and therefore

to raise no presumption that ane had taken them from his possession after death and therefore that they were paid); 1898, Bates v. Cain's Estate, 70 Vt. 144, 40 Atl. 36 (possession of a note by a joint promisor is not presumptive of sole payment by him); 1893, First National Bank v. Harris, 7 Wash. 139, 143, 34 Pac. 466 (presumption applied to a maker's possession of a note after its issue late circolation).

The cases are collected in tha places above cited. Compare also § 2185, suite (anthentication as a rule of presumption). The following cases illustrate the judicial looseness of language: 1828, McCourry v. Suydam, 10 N. J. L. 246 (mailing a notice of trial raises a presumption and "stands for proof" of service; but an affidavit of non-receipt "destroya the presumption"); 1897, State v. Howell, — id. — , 38 Atl. 748 (notice of claim; the above language quoted, with the extraordinary addition: "Of course, if there is such a presumption as is ascourse, if there is such a presumption as is as-sumed, it is one of fact for the jury," and then declining to hold that a refusal to charge such a presumption is erroneous, but recommending at-tention to "the foregoing deliverance in this Conrt"; if they had recommended a page from the Sibyiline books, they could not have left the trial judge in greater perpiexity); 1899, Fairfield P. Co. v. Ins. Co., — Pa. — , 44 Ati. 317 (n presumption of receipt ordinarily from the mailing of a letter; but the opinion inconsistently says that (1) there is no presumption except for notices of commercial paper, and (2) there is no presumption for a notice of insurance loss, if there is rebutting evidence; is there then a presumption, or no presumption, where there is no rebutting evidence 1).

VII

red

lar.

ee's

ipt

ind to

be

by ni-

of

e's

e's

les,

78-

of

vi-

lem lore

n's

f a

166 of DYC

ing 45 op M. 38 of Of

nis m

ld

il. iy

dence of it should be strictly insisted on. But there came gradually to be conceded some sort of rule of sufficiency or presumption, based on evidence of the signing only; the inference being based on principles of Relevancy already considered (ante, §§ 92, 102). But the diminished importance of delivery as a formality has also been marked by other rules, more genuinely rules of Presumption, and resting on a somewhat different principle of Relevancy (ante, §§ 148, 157); the grantee's possession may raise a presumption of delivery, and the registration of the deed may also raise it.4

(b) The date of the signing may be presumed from the purporting date of the document, as also the date of the delivery; though this might not always be made a rule of presumption.

(c) The official seal on a document is not only evidence of the authenticity of the seal and the authority of the person affixing it, but is commonly held to create a presumption of these facts (ante, §§ 2161-2169), and sometimes even an official signature alone is given the same effect (ante, § 2167). Whether a certified copy of an official or registered document can raise a presumption that the original bore a seal is a question which has led to difference of judicial opinion (ante, § 2108).

(d) Whether a negotiable instrument raises a presumption of a consideration, and whether a subsequent recorded deed raises a presumption of purchase for value without notice of a prior unrecorded deed, are questions which are inextricably entangled with the substantive law.

§ 2521. Same: (3) Ancient Documents. The authentic evocution of a

¹ Ante, 1726, Gilbert, Evidence, 99 ("nnless tha delivery be proved, there is no perfect proof of the deed, and there is no proof of the delivery but by a witness who saw the delivery").

² 1792, Grellier v. Neale, Peake 146 (proof of handwriting raises a presumption of sealing and delivery; 1840, Burling v. Paterson, 9 C. & P. 570, 572 (the witness could recollect seeing the signing only; an inference of sealing and delivery was allowed). This was applied also to an act of criminal publication: 1839, R. v. Lovett, 3 State Tr. 1177, 1131 (seditions libel; proof of handwriting is precumptive evidence of publication). Conversely, a forging may be presumed from an intering; 1899, State v. Williams, 152 Mo. 115, 53 S. W. 424.

² Compare with the following the cases cited ante, § 157: 1893, Campbell v. Carrith, 32 Fla. 264, 271, 18 So. 482; 1896, Rohr v. Alexander, 57 Kan. 381, 46 Pac. 699; 1897, Jones v. N. Y. L.

Kan. 381, 46 Pac. 699; 1897, Jones v. N. Y. L. Ins. Co., 168 Mass. 66, 47 N. E. 92 (life Insurance policy found among the intestate's papers, evidence of valid delivery). Contra: 1897, Bergere v. U. S., 168 U. S. 66, 18 Sup. 4 (possession of papers of grant by a grantee, held not to raise a presumption of delivery by the official having anthority to grant

raise a presumption of genvery by the training anthority to grant).

• 1897, Davis v. Improvement Co., 118 Cal.

45, 50 Pac. 7; 1901, Egan v. Horrigan, 96 Me.

46, 51 Atl. 246. Compare the cases cited ante,

§ 1654 (admissibility of the registry of a deed);
the substantive law, and statutory regulations, are here much involved.

S. E. 244; 1898, Flynn I. Sullivan, 24

40 Atl. 136.

§ 1834, Smith v. Battens, 1 Moo. & R. 341;
1834, Hnnt v. Massey, 5 B. & Ad. 902; 1837,
Goodtitla v. Milbnrn, 2 M. & W. 853; 1838,
Sinciair v. Baggaley, 4 id. 312 (leading opinion);
1840, Anderson v. Weston, 6 Bing. N. C. 800;
Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 23 (it is presumed "that a writing is truly dated"); 1898,
McFarlane v. Louden, 99 Wis. 620, 75 N. W.
393. Compare the rule for indorsements of payment as statements against interest (ant., § 1466),
McFarlane v. Louden, 99 Wis. 620, 75 N. W.

391. Compare the rule for indorsements of payment as statements against interest (ante, \$1466).

1898, Conley v. Finn, 171 Mass. 70, 50
N. E. 460 (though acknowledged later); 1895, Kendrick v. Dellinger, 117 N. C. 491, 23 S. E. 438; 1878, Smiths v. Shoemaker, 17 Wall. 630, 637 (rule held not applicable to a letter whose admissibility depended on its actual date of delivery.

delivery).

7 1881, Ames' Cases on Pills & Notes, II,
641, note 2; 1887, Perley v. Perley, 144 Mass.
104, 10 N. E. 726. The presumption of consideration from a seal is of course only a rule of substantive law: 1895, Ames, Speciaity Contracts and Equitable Defences, Harvard Law Review, 1X, 49; 1901, Harriman, Contracta, 2d ed., § 142.

1897, Gratz v. Land R. f. Co., 27 C. C. A.

805, 82 Fed. 381,

specific document produced is also to be evidenced by the antiquity and custody of the document. With certain conditions, this is universally regarded as sufficient evidence for the jury (ante, §§ 2137-2146); and the language of presumption is also frequently applied by Courts to the same group of circumstances.1

§ 2522. Same: (4) Lost Grant; Lost Documents in general. (a) When a specific document not produced is offered to be proved by copy, the fact of loss may be evidenced in various ways, and occasionally the force of a pre-

sumption is attributed to some of them (ante, § 1196).

(b) When a title to land is to be proved, the execution, contents, and loss of the appropriate document of grant may be presumed from certain circumstances; the inference resting on a principle of Relevancy already considered (ante. §§ 148, 157). Those circumstances are the long-continued possession of the land (or an appurtenant right) by a party claiming as owner, the non-claim of possible opponents, and such other varying circumstances of the particular case as increase the probability of an origin of grant for the situation as a whole.1 The situation is in essence the same as that for which the statutes of limitation have been provided. But these statutes did not wholly obviate the occasion for such a presumption, partly because they were at first limited in the scope of rights barred by them and were extended only by gardual stages, and partly because their originally lengthy periods still left room for a presumption based on a shorter period of possession. For appurtenant rights (such as easements or fisheries), and rights transferable at common law by deed of grant without livery, this presumption had formerly a great vogue; and it remained supplementary to statutes of limitation. But the systematic extension of the principle of acquisition by limitation, the reduction of the required possession to short periods, and (in the United States) the practice of compulsory registration of deeds of conveyance, have left little scope for the presumption. How far it had progressed as a rule of presumption is not always clear; in some opinions it appears as merely a rule of sufficiency of evidence for the jury (ante, § 2494), in others it is a genuine presumption (ante, § 2490), and in still others it is apparently a rule of substantive law equivalent to a statute of limitation. Its bearings in a given jurisdiction are more or less dependent on the analogies of the local statutes.2

1 The cases are collected at the place above

cited.

2 1818, Johnson, J., in Howell v. House, 2
Mill Const. 80, 85 ("It has been shown that a
title may be presumed from length of possession
alone; and why? Because it is improbable that a man of common sense and prudence would set down upon and improve lands to which he had no title, and more so that he who was the right. ful owner would quietly stand by and see such a wrong done to himself").

(surrender of a term); 1867, Bryant v. Foot, L. R. 6 Q. B. 161 (customary marriage fee; leading opinions, by Blackburn, J., and Cockburn, C. J.); 1903, Brocklebank v. Thompson, 2 Ch. 344, 350; Can.: 1879, Pugaley v. Ring, 2 Pugs. & B. 303, 316; U. S.: 1899, Gage v. Eddy, 179 Ill. 492, 53 N. E. 1008; 1830, Melvin v. Whiting, 10 Pick. 294 (fishery); 1839, Valentine v. Piper, 22 Pick. 85, 93 (shore land; leading opinion by Shaw, C. J.); 1867, Nichols v. Boston, 98 Mass. 39, 41 (shore land); 1892, Claffin v. R. Co., 157 id. 489, 499, 32 N. E. 659 (easement to cross a railway); 1894, Brown v. The following cases will illustrate its treatment by different Courts: Eng.: 1774, Eldridge v. Knott, Cowp. 214, Mansfield, L. C. J.: 1799, Roe v. Reade, 8 T. R. 118 (conveyance of a trust estate); 1829, Doe v. Cooke, 6 Bing. 174

Doston: A state v. Alas v. 12 (assement to cross a railway); 1894, Brown v. Oldham, 123 Mo. 621, 630, 27 S. W. 409; 1844, New Boston v. Dumbarton, 15 N. H. 201 (town charter); 1879, State v. Wright, 41 N. J. L.

III

18-

ed

ge

of

en

of

re-

088

m-

red

of

im

lar

8 8

tes

ate

ted

ual

LUT

ant

aw

ue;

tic

the

ice

for

not

of

ion

aw are

oot, fee ;

ock-

son,

ing,

o v. Mel-

839. nd;

hols

892,

659 n v. 844,

OWIL

§ 2523. Same: (5) Will (Execution and Revocation). (a) The execution of a will may be evidenced by the testimonial assertion of the attesters, implied from their signatures, even when they themselves cannot be brought to the stand (ante, §§ 1511, 1512). This is often spoken of as a presumption, though probably no more than a rule of sufficiency of evidence is intended.1

(b) The revocation of a will by destruction may be inferred, on a principle of Relevancy already considered (ante, § 160), from the fact that it once existed but cannot be found at the testator's death. Whether this circumstance, with or without others, should create a rule of presumption, or of sufficiency of evidence, has been much debated.2 Other inferences, or rules of presumption, concerning an implied intention to revoke, are closely connected with the substantive law of revocation.3

§ 2524. Same: (6) Spoliation or Suppression of Documents. The opponent's spoliation or suppression of evidential facts (ante, § 278), and particularly of a document (ante, § 291), has always been conceded to be a circumstance against him, and in the case of a document, to be some evidence that its contents are as alleged by the first party. But that a rule of presumption can be predicated is perhaps doubtful.1

§ 2525. Same: (7) Alteration of Documents. It used to be sometimes said that an alteration (i. e., by erasure or interlineation), if apparent on the face of an instrument, placed on the offering party the burden of explanation by evidence. It was also (but inconsistently) said by some that the alteration was to be presumed innocent, i.e. made before execution, unless particular circumstances of suspicion were apparent. For wills, again, it was sometimes maintained that, by exception, alterations should be presumed to have been made after execution. But the modern tendency is to avoid stating the problem in the form of such rules with exceptions, and, in particular, to abandon the so-called presumption against fraud and in favor of innocence, by which the alteration of a deed is presumed to have been made before execution; and to raise no genuine presumption in that regard (ante, § 2485). The

478 (tax exemption); 1875, Carter v. Tinicum Fishing Co., 77 Pa. 310, 315 (fishery); 1818, Howell v. House, 2 Mill Const. 80, 85 ("I know of no rule which has been established in this State fixing the minimum"); 1820, Duncan v. Beard, 2 N. & McC. 400, 406; 1849, Stockdale v. Young, 3 Strobh. 501 (land); 1860, Marr's Heirs v. Gilliam, 1 Coldw. 488, 501 (pointing out the distinction between this rule and a statute of limitations); 1893, Dunn v. Eaton, 92 Tenn. 743, 753, 23 S. W. 163; 1822, Ricard v. Williams, 7 Wheat. 59, 109 (opinion by Story, J.); 1859, Townsend v. Downer's Adm'r, 32 Vt. 183, 191, 204 (leading opinion, by Aldis, J.).

The cases are collected at the place above cited.

The following cases illustrate the different views: 1858, Brown v. Brown, & E. & B. 876; 1868, Sprigge v. Sprigge, L. R. 1 P. & D. 608; 1900, Allan v. Morrison, App. Cas. 604; 1901, Scott v. Maddox, 113 Ga. 795, 39 S. E. 500; 1886, Re Page, 118 Ill. 576, 580, & N. E. 852; 1895, Boyle v. Boyle, 158 id. 228, 233, 42 N. E. 140; 1903, Hamilton v. Crowe, — Mo. —, 75 S. W. 389; 1903, Williams v. Miles, — Nebr. —, 94 N. W. 705; 1830, Betts v. Jackson, 6 Wend, 173 (leading opinion, by Walwarth C. V. 1908. 173 (leading opinion, by Walworth, C.); 1903, McElroy v. Phink, — Tex. —, 76 S. W. 758; and a note to Re Augur (1899), 9 Yale Law Jour nal 259.

* For the mode of proof of a lost will, see

ante, §§ 2052, 2106.

The cases are c es are collected in the places above cited. The following illustrate the use of language of presumption: 1895, Fox v. Mining Co., 108 Cal. 369, 41 Pac. 308 (the method of a trespasser's dealing with ore wrongfully mined was held not to be such as to raise this presumption against him so as to entitle the plaintiff to reckon the value by a particular standard); 1857, Thompson v. Thompson, 9 Ind. 323, 331 (presumption not conclusive); 1856. Hunt v. Collins, 4 Ia. 56, 62; 1896, Hay v. Peterson, 6 Wyo. 419, 45 Pac. 1073 (books of account).

first burden would thus be determined by the pleadings; and the question would usually go to the jury, upon all the evidence, whether the party claiming a specific tenor for the document has proved his case; although the second burden (ante, § 2487), i. e., of producing evidence, might be shifted by particular circumstances, under the ruling of the judge as to a sufficiency of evidence or a presumption.¹

¹ The following cases Illustrate the rules; the older forms of statement are now seldom found; for the older law, now generally modi-fied or abolished, that any material alteration found; for the older law, now generally modified or sbolished, that any material alteration of an instrument, by any person whatever, after its execution, made the instrument void, see the exhaustive citations in Professor Williston's article, Discharge of Contracts hy Alteration, 1904, Harv. L. Rev., XVIII, 105: England: 1818, Johnson v. Dnke of Marlborongh, 2 Stark. 313 (date of a hill of exchange); 1844-6, Cooper v. Bockett, 4 Moore P. C. 419, 449 (will; leading opinion, hy Lord Brongham); 1851, Doe v. Catomore, 16 Q. B. 745 (deed); 1851, Doe v. Palmer, ih. 747, 755 (will); 1861, Simmons v. Rndsll, 1 Sim. N. s. 115 (will); 1860, Williams v. Ashton, 1 Johns. 4 Hem. 116 (will; good opinion by Page-Wood, V. C.); 1868, Cadge's Goods, L. R. 1 P. & D. 543 (will); Canadas: 1874, Doe v. Daniel, 15 N. Br. 372 (will); 1893, Re Lawson, 25 N. Sc. 454 (will); 1870, Northwood v. Keating, 17 Grant U. C. 347, 18 id. 643 (mortgage); 1899, Graystock v. Barnhart, 26 Ont. App. 545 (registered deed); United States: Alex: 1898, Ward v. Cheney, 117 Ala. 238, 22 So. 996 (assignment used by the plaintiff to show title; whether inused hy the plaintiff to show title; whether interlineations were apparent and suspicions were sufficiently explained, held a question for the trial Court); Cal.: C. C. P. 1872, § 1982 ("The party producing a writing as gennine which has been altered, or appears to have been altered, after its assention in a party material to the after its execution, in a part material to the question in dispute, must account for the apquestion in dispute, must account for the appearance or alteration. He may show that the alteration was made by another, without his concurrence, or was made hy the consent of the parties affected hy it, or otherwise properly or innocently made, or that the alteration did not change the meaning or language of the instrument. If he do this, he may give the writing in evidence, hnt not otherwise "); Colo.: C. C. P. 1891, § 357; Conn.: 1872, Hayden v. Goodnow, 39 Conn. 164 (the party producing does not necessarily account for alterations; each case depends on its own circumstances): D. C. case depends on its own circumstances); D. C.: 1894, Peugh v. Mitchell, 3 D. C. App. 321 (action to annul a deed for alteration, the material tion to annul a deed for alteration, the material alterations being in a different hand and ink; not presumed made before execution); Ga.: 1892, Bedgood v. McLain, 89 Ga. 793, 796, 15 S. E. 670 (defeudant claiming under sheriffs deed interlined by the sheriff; presumed to exist before execution); 1893, Westmoreland v. Westmoreland, 92 id. 233 (deed offered to show color of title; alterations recognized. color of title; alterations presumed prior to ex-ecution, on the facts); 1896, Winkles v. Gren-ther, 98 id. 472, 25 S. E. 527 (Code § 3835 applied); 1903, Heard v. Tappan, 116 id. 930,

43 S. E. 375; *Haw.* 1890, Kahai v. Kamai, 8 Haw. 694; *Ida.*: 1897, Mulkey v. Long, 5 Ida. 213, 47 Pac. 949 (held anfficient to show that 210, 47 FEC. 948 (1884) annivers to show that the alteration in a note had not been made since it came into the offeror's hands); 721.: 1899, Catlin Coal Co. v. Lloyd, 180 Ill. 398, 54 N. E. 214 (deed offered in a chain of title; no presumptior des to time of alterations; the 214 (deed offered in a chain of title; no presumptior desto time of alterations; the question ne of fact, and the party producing the ment being called n. in to explain; precedents reviewed); 1901, Merritt v. Boyden, 191 id. 136, 60 N. E. 907; Ia.: 1890, Hagan v. Merchants' ins. Co., 81 la. 321, 46 N. W. 1114 (action on an insurance policy; held that the mere fact of alteration furnished no presumption as to the time of making it or the anthority for it, and that the harden of resembles of the second the anthority for lt, and that the hurden of pro-ducing evidence that it was made after delivery was on the defendant); 1895, McGee v. Allison, 94 id. 527, 63 N. W. 823 (the horden is on the party attacking the instrument); 1903, Rambousek v. Supreme Conneil, 119 id. 263, 93 N. W. 277. Mars. 1840. Device a Leave J. M. de J. Peris of Leave J. Peris of bousek v. Snpreme Conncil, 119 id. 263, 93 N.W. 277; Mass.: 1840, Davis v. Jenney, 1 Metc. 221 (bill of exchange); 1850, Wilde v. Armsby, 6 Cnsh. 314 (contract of guarantee); 1856, Ely v. Ely, 6 Gray 439 (mortgage; good oplnion by Dewey, J.); Mich.: 1873, Comstock v. Smith, 26 Mich. 306 (deed; good opinion by Graves, J.); Mo.: 1898, Kelly v. Thuey, 143 Mo. 422, 45 S. W. 300 (specific performance of an agreement to sell land; burden placed on the plaintiff); Nobr.: 1894, Courcamp v. Weber, 39 Nehr, 533, 537, 58 N. W. 187 (foreclosnre with a note bearing material alterations: plaintiff required to ing material alterations; plaintiff required to show their authenticity); 1896, Stongh v. Ogden, 49 id. 291, 68 N. W. 516 (the question is "in the end, one of fact for the jury, npon all of the widness additional". the end, one of fact for the jury, npon all of the evidence adduced"; here, an action on a note according to the altered form); 1903, Brown v. Kennedy, — id. —, 93 N. W. 1078; Nev. Gen. St. 1885, § 3450; N. H.: 1840, Hills v. Barnes, 11 N. H. 395 (note); N. J.: 1871, Hunt v. Gray, 35 N. J. L. 227 (the mere fact that a writing of a content that a writing of a wri that a writin, of contract shows a change does that a writh, 'of contract shows a change does not of itself create a presumption of alteration after execution); 1802. Ward v. Wilcox, 64 N. J. Eq. 303, 51 Atl. 1094 (will; the burden is on the contestant); N. Y.: 1884, Crossman v. Crossman, 95 N. Y. 145 (will); Pa.: 1893, Nesbitt v. Turner, 155 Ps. 429, 436, 26 Atl. 750 (action against a woman as bond-surety; the date was altered from time during coverture to time after coverture: the lurgen placed on the time after coverture; the burden placed on the plaintiff to show alteration before execution); S. D.: 1897, Moddie v. Breiland, 9 S. D. 506, 70 N. W. 637 (after proof of signature, the duty of producing evidence that the alteration was before delivery rests on the maker, and, semble, also the burden of persuasion); 1897, FoleyXVII

stion

aim-

the

d by

cy of

nai, 8 Ida.

that

since

N. E. pre-; the

pro-

o extt v.

1890. 1, 46 licy;

ished it or

pro-

ison, the

Ram-

r.W.

fetc. Ely

n by aith,

J.); nent iff);

533. eari to

den,

"in note

own Nev. 8 V. 871. fact

loes

tion

64

den

nan 393.

750 the

n);

06, utv

WAS ble,

ey-

§ 2526. Gifts and Trusts (Wife's Separate Estate, Child's Advancement, Child's Services, etc.). The pecuniary transactions between members of a family are sometimes made the subject of presumptions, based on the probable motive and intent. It can hardly be said that these rules are uniform, or are universally recognized. Examples of them are the presumption of a gift (instead of a trust) of separate estate handed by a wife to her husband; 1 of an advancement (in anticipation of succession after death) in a transfer from a parent to a child; of a gift, or mere performance of duty, in services rendered by a child to a parent; 8 of community-ownership of property acquired during marriage; 4 of intent to defraud creditors in a transfer to a wife by an insolvent husband; 5 and of fraudulent concealment by a husband in an ante-nuptial agreement barring dower.6

§ 2527. Legitimacy. That a child born of a married woman during wedlock is presumed to be the child of her then husband is uniformly conceded. The only doubt has been whether and how far this presumption is conclusive; i.e., to what extent it is a fixed rule of substantive law defining the legal quality of legitimacy. Here there have been stages of doctrine.1 At the outset of the law, it appears to have allowed no dispute, except by the fact

Wadsworth Co. v. Solomon, ib. 511, 70 N. W. 639 (apparently the same, but putting it that the alteration — here in a contract — is presumed to be made before execution, unless there are to be made before execution, unless there are circumstances of suspicion; opinion by a different jindge); Tex.: 1896, House v. Robertson, — Tex. —, 84 S. W. 640 (alteration in a deed, presumed to be before execution, under Civ. Stats. § 2257); U. S.: 1826, U. S. v. Amedy, 11 Wheat. 392, 408 (certified copy of an act of incorporation); 1896, Rosenberg v. Jett, 72 Fed. 90 (bill to foreclose a mortgage: claim of home-90 (bill to foreclose a mortgage; claim of home-stead set up; the burden placed on the defend-ant to show that the words "and homestead," ant to anow that the words "and homestead," interlined in the mortgage, were inserted after execution); Utah: Rev. St. 1898, § 8411; Va.: 1902, Consumers' Ice Co. v. Jennings, 100 Va. 719, 42 S. E. 879 (contract); Wash.: 1893, Wolferman v. Bell, 6 Wash. 84, 82 Pac. 1017 (action on a page, no presumention of burden per Wolferman v. Bell, 6 Wash. 84, 82 Pac. 1017 (sction on a note; no presumption or burden prescribed); 1893, Yakima N. Bank v. Knipe, ib. 848, 33 Pac. 834 (action on a note bearing an alteration; received, the defendant to show change since execution); 1990, Blewett v. Bash, 22 id. 536, 61 Pac. 770; Wis.: 1896, Klatt v. Lumber Co., 92 Wis. 622, 66 N. W. 791 (the possibility of alteration of a document since original signing does not exclude it: compare possionity of alteration of a document since original signing does not exclude it; compare \$ 2134, ante; 1897, Rollins v. Humphrey, 98 id. 66, 73 N. W. 831 (alteration held not suspicions); 1899, Maldaner v. Smith, 102 id. 30, 78 N. W. 140 (settion by the assignee of a mortgage to foreclose; "or order" was interlined in the dead; presumption of imposence applied)

gage to foreclose; "or order" was interlined in the deed; presumption of innocence applied).

1.1893, Clark v. Patterson, 158 Mass. 388, 391, 33 N. E. 589 (bonds); 1892, Bennett v. Bennett, 87 W. Va. 396, 406, 16 S. E. 638.

1892, Culp v. Wilson, 133 Ind. 294, 296, 32 N. E. 928 (conveyance); 1894, Phillips v. Phillips, 90 Ia. 541, 543, 58 N. W. 879; 1895,

West v. Beck, 95 id. 520, 64 N. W. 599 (paying a son's d'bt); 1897, Finch v. Garrett, 102 id. 381, 71 N. W. 428 (deed). So, also, in a transfer to a nominal purchaser for a consideration, paid by a pear relative. Areas Cases on ation paid by a near relative: Ames, Cases on Trusts, 1st ed., 276-286, 293.

Trusts, 1st ed., 276-286, 293.

2 1893, Donahue v. Donahue, 53 Minn. 560,
55 N. W. 602; 1893, Kle'. v. Martin, 55 Nebr.
554, 76 N. W. 168; 1892, Mrich v. Ulrich, 136
N. Y. 120, 123, 32 N. E. 606.

1896, Boody's Estate, 113 Cal. 682, 45 Pac.
859 (with a requirement for clear evidence to

1898, Stockslager v. M. L. & S. Institution, 87 Md. 232, 89 Atl. 742.

87 Md. 232, 89 Atl. 742.

1897, Hessick v. Hessick, 169 Ill. 486, 48
N. E. 712 (bill for partition by heirs, making the widow a defendant and alleging an antenputial agreement as barring dower, etc.; held, that on proof by the defendant that the sum accepted was disproportionately small, the presumption of fraudulent concealment is raised, and the husband must show knowledge by the and the husband must show knowledge by the wife of his estate's extent).

The large subject of resulting trusts, presumed where a transfer is made without consideration, nnder certain circnmstances (Ames, Cases on Trusts, 1st ed., 262, 291), belongs also in this

place.

1 These have been carefully examined, for Englaud, in an exhaustive treatise by Sir H. Hubback has also considered them in his treatise (1840) on Succession, part II, c. 5, and Mr. Hargrave, in his Note 189 to Coke on Littleton.

The best opinions on the policy of the - 'a are those of Lord Erskine, in the Banbury Feer. age Csse, infra (at pp. 466, 470), and of Martin, J., in Matthews' Estate, N. Y., infra. of the husband's absence "beyond the four seas" of England during the appropriate period: but after a gradual relaxation during five centuries the conclusive feature has in English law been almost entirely removed, so that it seems now to occur only when actual intercourse of the husband has been established; i.e., the fact of "non-access" may always be disputed.2 In the United States, the Courts have probably not all reduced the rule to this attenuated form.

§ 2528. Chastity; Child-bearing. It is sometimes said that there is a presumption of chastity, or of chaste character.1 But commonly in such cases the result is really determined by the incidence of the first burden of proof (ante, § 2485); for example, it falls to a party impeaching a witness' or complainant's character for chastity to prove the unchastity, and it falls to a party alleging the seduction of a woman of chaste character to prove that character.2

There is in the law of real property a rule by which, for the purpose of dealing with estates of remainder and the like, a woman past some limit of age (usually fifty years or more), is regarded as incapable of bearing children, or before that age will not be considered as incapable; it is often spoken of as a conclusive presumption; but no fixed age is taken as the standard.

² The following are the leading modern English cases: 1810, Banbury Peerage Case, in App. to LeMarchant's Gardner Peerage Case, 435, 489; 1825, Gardner Peerage Case, Le Marchant's Rep. 232; 1827, Morris v. Davies, 3 C. & P. 215, 217; 1903, Gordon v. Gordon, P. 141 (the passage from Nicolas approved, and said 'to represent accurately the law').

³ Besides the following cases, compare the rules of a vidence as to the parentage of a bastaged.

rules of evidence as to the parentage of a bastard (ante, §§ 137, 166, 2063); a collection of cases is made in a nute to 56 American Decisions 451: made in a note to 56 American Decisions 451: 1892, Bullock v. Knox, 96 Ala. 195, 198, 11 So. 339 (white wife and husband, child a mulatto; legitimacy may be questioned); Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 31; 1859, Baker v. Baker, 13 Cal. 87, 99; 1902, Mills' Estate, 187 id. 298, 70 Pac. 91; 1833, Hopkins v. Chung Wa, 4 Haw. 650; 1889, Orthwein v. Thomas, 127 Ill 554, 562, 21 N. E. 430; 1902, Bethauy Hospital Co. v. Hale, 64 Kan. 367, 67 Pac. 348; 1395, Scanlon v. Walshe, 81 Md. 118, 31 Atl. 498; 1897, Rabeke v. Baer, 115 Mich. 328, 73 N. W. 242 (action against B. for the seduction of plaintiff, who married R. before the child was born; B.'s admission of his paternity, received); of plaintin, who married as, before the crimin was born; B.'s admission of his paternity, received); 1839, Randolph v. Easton, 23 Pick. 242, 243; 1897, Matthews' Estate, 153 N. Y. 443, 47 N. E. 901 (decree of Surrogate's Court as to "children" entitled to share; H. S. having been proved a child, the burden was upon those opposing her interest to show illegitimacy); 1899, Bell v. Terr., 8 Okl. 75, 56 Pac. 853 (non-access must be proved by "distinct, strong, aatisfactory, and conclusive evidence"); 1891, Robh's Estate, 37 S. C. 19, 33, 16 S. E. 241 (recognition by parents, with other facts, may after lapse of time raise the presumption without specific evidence of marriage); 1902, Adger

v. Ackerman, 52 C. C. A. 568, 115 Fed. 124; 1903, Banel v. O'Day, 125 Fed. 303; 1886, Pittsford v. Chittenden, 58 Vt. 49, 52.

In Louisiana, the rule has an independent history: 1895, MoNeely v. MeNeely, 47 La. An. 1321, 17 So. 928 (holding that the provision of Code Arta. 188, 191, allowing the presumption of legitimacy to be contested where the child is born 800 days after separation, merely fixes the extreme period which must elapse before the presumption becomes disputable at all; and for children born later it is essential for the disputability that suit be brought; so that If the parent dies without beginning suit the presumparent dies without beginning suit the presumption continues indisputable).

parent dies without beginning suit the presumption continues indisputable).

1 1894, Bradshaw v. People, 153 Ill. 156, 38
N. E. 652; 1895, State v. Banerkemper, 95 la. 562, 34 N. W. 609; 1873, People v. Brewer, 27 Mich. 134, 138. Contra: 1901, Harvey v. Tei.., 11 Okl. 156, 65 Pac. 837.

2 Compare the rules of evidence applicable where chastity becomes material (ante, \$\frac{2}{3}\$ 75, 79, 205-213, 924, 2061).

3 1864, Groves v. Groves, 9 L. T. R. N. s. 583; 1881, Re Taylor's Trustees, 21 id. 795 (here fifty-two years, and during twenty-fonr a widow); 1871, Re Widdows' Trusta, L. R. 11 Eq. 408 (a widow of fifty-five years four months); 1872, Re Millner's Estate, L. R. 14 Eq. 245 (a wife of forty-nine years nine months, never having borne children, married twenty-six years, presumed childless by that marriage); 1876, Maden v. Taylor, 45 L. J. Ch. 569, 573 (a spinster over sixty); 1881, Davidson v. Kimpton, 18 Ch. D. 213, 217 (a spinster of fifty-forr years); 1896, Re Hocking, 2 Ch. 567; 1901, Re White, 1 Ch. 570 103, Ricards v. Safe Deposit & T. Co., —

711

he

he

nat

en

he

nis

re-

es

юf

m-

A.

at

of

of

m,

of

36,

ent

ild

108 or he p-38

)5 1

;

a 7-}n

§ 2529. Identity of Person (from Name, etc.). In regard to the supposed presumption of identity of person from identity of name, three things are to be premised. (a) "A concordance in name alone is always some evidence of identity; and it is not correct to say with the books that, besides proof of the facts in relation to the persons named, their identity must be shown, implying that the agreement of name goes for nothing; whereas it is always a considerable step towards that conclusion." 1 (b) In the greater number of cases the ruling is merely that identity of name, with or without other evidence, is or is not sufficient evidence to go to the jury or sufficient to support a verdict, on the general principle of sustaining the duty of producing evidence (ante, § 2494). The oddness of the name, the size of the district and length of the time within which the persons are shown to have coexisted, and other circumstances, affect this result differently in different cases. (c) Often a genuine presumption is enforced by the Courts, in the sense that the duty of producing evidence to the contrary is thrown upon the opponent (ante, § 2487). But these rulings cannot be said to attach a presumption to a definite and constant set of facts; they apply the presumption upon the circumstances of the particular case.

It is thus necessary, in ascertaining the state of the law in a given jurisdiction, to examine the facts in each case. There is, moreover, some difference in the strictness with which the evidence of identity is treated for different sorts of documents or persons. There was perhaps a greater traditional strictness shown in dealing with the identity of a person named as the signer of an answer or affidavit in chancery,2 or as the object of a conviction for

pray were you examined before any of the judges as to that matter? Carty: No. my lord, never in my life. Sol.-Geu.: Never in his life. There is no proving it hut by my lord chief-justice, and to prove that this is the msu; for a man may come in the name of another person and swear, and the man he personates know nothing of the matter. Court: . . . If the person does not own it now, it must be proved upon him"); 1729, Anou., 3 Mod. 116 (perjury; whether the return of commissioners in chancery that the person named made oath is sufficient with other evidence of identity; the Court was divided); 1761, R. v. Morris, 1 Leach 3d ed. 60 (evidence of the handwriting of the answer being the defendant', with proof of the jurat, sufficient); 1809, Salter v. Turner, 2 Camp. 87 (an answer

not allowed to be investigated, on the ground that "it would be exceedingly unsafe to permit property-rights to depend upon so precarious a basis"; "the single fact to which the law looks is death"); 1883, Apgar's Case, 37 N. J. Eq. 502 (collecting the cases in a note).

1840, Hubback, Succession, 444. This principle of Relevancy has already been considered (ante, §§ 411-413); other instances are found under the Hearsay rule (ante, §§ 1494, 1791).

England: 1701, Hurly's Trial, 14 How. St. Tr. 433 (the deposition of a witness Carty before L. C. J. Pyne was offered, but its antheuticity was denied: "Court: Calaghau Carty, pray were you examined before any of the judges case of au actiou for malicious prosecutiou; in other cases it is sufficient to produce an examined copy of the answer without proving the handwriting of the party"); 1813, Hodgkinson v. Willis, 3 Camp. 401 (answer in chaucery; "some evidence of the identity" was required, but nothing as to handwriting, etc.); 1817, Heuuell v. Lyou, I B. & Ald. 185 (Ellenborough, L. C. J., receiving prima facie an answer sworn in another suit by oue Charles Lyou, alleged to be the present defendant: "It is said that the evidence wants a further link to connect it with evidence wants a further link to counect it with the defendant, and that it ought to be shown the detendant, and that it ought to be shown that the Charles Lyou in the answer is the present litigant. I do not know any way by which that circumstance can be supplied, but hy the description in the answer itself, which tallies in almost every particular. Still, however, it may be shewn that he is not the same person. The convenience then is whether public convenience. question then is, whether public convenience requires that the proof should be given by the plaintiff or the defendant; and I rather think that public convenience is in favour of the admissibility of this proof. missibility of this proof. . . . Such appears to

crime, or as a party to a marriage evidenced by a register or certificate. But where an identity of names is found in deeds, letters, negotiable instruments, or the like, or in tracing title from ancestors and grantors, the Courts

have been the the general practice, except in criminal cases"); 1823, Studdy v. Sanders, 2 Dowl. & R. 347 (answer in chancery, offered hy copy, the names of the signer and the defendants apparently corresponding; no further; roof of identity needed; following Hennell v. Lyon); 1824, Burnand v. Nerot, 1 C. & P. 578 (an office copy of an answer in chancery rejected, on the trial of an issue in the Common Pleas ordered hy the Vice-Chancellor: because the office copy the Vice-Chancelior; because the office copy the Vice-Chancellor; Decause the omce copy does not prove the identity of the party); Ireland: 1847, Garvin v. Carroii, 10 Ir. L. R. 323, 830 (affidavit in Chancery hy "John Garvin"; the name with other evidence, held sufficient, even when offered hy copy); United States: 1796, Ellmore v. Mills, 1 Hayw. 859 (deposition; John Archelaus Elmore and John Ellmore, presumed the area parent)

sumed the same person).

Compare the statutes cited ante, § 1270, which sometimes include this point: England: 1843, R. v. Tissington, I Cox Cr. 51 (a certificate of former conviction of one G. L. being offered against the defendant, the circumstance that the defendant was in the jail during the exact term reactioned was held and and selected the second term of the sec detendant was in the jail during the easet serin mentioned was held not sufficient); 1858, R. v. Levy, 8 id. 73 (identity of the defendant with a person alleged to have been convicted of an offence; identity in all particulars of the magistrate's certificate of conviction of that person and of the warrant of commitment, by the same magistrates, under which the defendant was held, admitted); United States: 1882, People v. Rolfe, 61 Cal. 540, 543 ("Frank H. Rolfe") v. Rolfe, 61 Cal. 540, 543 ("Frank H. Rolfe" shown to be a person formerly convicted as "Frank Rollins"); 1897, Bayha v. Mnnford, 58 Kan. 445, 49 Pac. 601 ("ordinarily" iu a record of conviction, identity of name euflices); 1885, State v. McGuire, 87 Mo. 642 (former conviction of crime; sameness of name is prima facie smffelent); 1896, Eifert v. Lytle, 172 Pa. 356, 83 Att. 572 (the issue being whether a witness had been sent to the penitentiary for a witness had been sent to the penitentiary for a certain offence from a certain county, evidence was received that a person of the same name had been sent for the same offence, that the witness "was missing for about a year" thereafter, and that he was the only one of that name in the

6 Compare the cases on the admissibility of such documents (ante, \$\$ 1644, 1677) and the rule for proof by eye-witnesses (ante, § 2082); England: 1718, Draycott v. Talbot, 3 Bro. P. C. 564, 567 (register-entries of a marriage being shown, the mere correspondence of names must be followed by other evidence of identity, etc., to show marriage); 1779, Birt v. Barlow, 1 Doug. 171 (if a register-entry is used, as being the hearsay testimony of the ceichrant, some evidence of identity of the persons named in it and the parties in the cause must be additing and the parties in the cause must be additionally offered; but "whatever is sufficient to satisfy a jury is good evidence of this," as the payment of the beli-ringere by these parties,

their presence at a wedding-dinner, the identity of their handwriting, the woman being thereafter called hy the man'a name, etc.); 1784, Hemmings v. Smith, 4 id. 83 (to show that the woman debanched hy the defendant was the plaintiff's wife, the fact that fourteen years before a marriage had been ceichrated between the plaintiff and a certain woman, and that she was still living with him as wife five years before, was held sufficient to go to the jury); 1830, R. v. Drake, 1 Lew. Cr. C. 116, 125 ("on an indictment for higamy, proof must be given that the person who the prisoner la alieged to have married was in fact anch person"); 1848, Parke, B., in Sayer v. Glossop, 2 Exch. 409, 411 ("James Glossop"; name held sufficient); 1878, R. v. Weaver, L. R. 2 C. C. R. 85 (child named "Jane Watkins" in a hirth-register; the name and other circumsticity. United States. stances, anfficient to identify); United States; 1831, Wedgwood's Case, 8 Greeni. 75 (adultery; besides the certificate of marriage of the person ramed other evidence of identity le necessary). besides the certificate of marriage of the person named, other evidence of identity is necessary); 1882, Peopie v. Broughton, 49 Mich. 339, 13 N. W. 621 ("possibly not sufficient by itself in a criminal case"); 1886, Durfee v. Abbott, 61 id. 471, 475, 28 N. W. 521 (baptism record; other evidence is necessary); 1871, Morrissey v. Ferry Co., 47 Mo. 521, 525 (identity of the plaintiff with a person whose birth-entry was offered; identity must be established); .875, State v. Moore, 61 id. 276, 278 (marriage; sameness of name of the woman married and the ness of name of the woman married and the woman in court, sufficient; 1838, State v. Wallace, 9 N. H. 515 (adultery; other evidence is necessary).

is necessary).

a Compare the principles for authentication of documents (arte, §§ 2130, 2156); this question is usually presented in that relation:

ENGLAND: 1800, Barber v. Hoimes, 8 Esp. 190 (to show J. H. iiving, the eccurrence of a J. H. on the muster-roil of a frigate "proves nothing as to the fact of whether J. H. whose name is there found" was the one is issne); 1813, Smith v. Fuge, 3 Camp. 456 (shipping-register purporting to be granted on F.'s oath as owner; rejected, because identity of the oath-taker was not shown); 1814, Middleton v. Sandford, 4 id. 84 (the attesting witness knew only that a per-84 (the attesting witness knew only that a person calling himseif T. S. had signed; held, "some evidence of identity was indispensably the state of necessary"); 1816, Hughes v. Wilson, 1 Stark.
179 (entry in a custom-house book of a copy of a hill said to have been made by the plaintiff. not received without evidence to show that it was "made or precented" hy him or his agent); 1817, Nelson v. Whittall, 1 B. & Ald. 19 (to prove execution, identity of name, with the fact that defendant was present in the room at the time, was held sufficient); 1824, Bulkeley v. Butier, 2 B. & C. 434 (to prove the genuineness of an indorsement hy "Edward Shanahan" of a hill payable to such a person, evidence that it

VII

ite.4

ru-

irts

ty of liter

lemthe the

ears reen

she cars y); 125 be is

per-

юp, me

. 2

mes:

ry;

13

tt, d;

15. ie-

he Ce

an

is

are more frequently found enforcing a genuine presumption. Beyond this no

was indersed by a person calling himself E. S., bringing the bill, and presenting a letter of introduction for E. S. signed by proper persons, was held sufficient to go to the jury); 1833, Whitelocke v. Musgrove, 1 Cr. & M. 522 (Bayley, B.: "I quite agree that it is not necessary to prove the handwriting of the defendant; but if you do not prove that, you must prove some. if you do not prove that, you must prove something else to connect the party sued with the instrument. . . In most cases you can either show strument... In most cases you can either show some acknowledgment, or prove that the party from his residence or other circumstance answers the description on the face of the note, or you can establish the identity of the party in some other mode"; 1838, Corfield v. Parsons, 1 Cr. & M. 730 (to prove that certain statements were the defendant's, the fact that a clerk went to the plaintiff's residence and had the conversation with a person in a dressing-rown who tion with a person in a dressing-gown who opened the door, was held not erroneously rejected; evidence being given, in opposition, that the plaintiff was then out of town and that his hrother also lived there part of the time and wore a dressing gown); 1889, Warren v. Ander-son, 8 Scott 384 ("J. C. Anderson" as acceptor of a bill; evidence that a person calling himself "Sir J. C. A., Bart." had entered his name as "J. C. A." at a banking-honse, of a similarity of handwriting, and of the drawing of cheeks so signed, held sufficient to go to the jump. 1941 signed, held sufficient to go to the jury); 1841, Simpson v. Dinamore, 9 M. & W. 47 (to identify an apothecary's license, the fact that the plain-tiff was in that husiness, bearing the same surtill was in that nusiness, bearing the same surname and christian name, was held sufficient for the jury); 1841, Jones v. Jones, ib. 75 (mere coincidence of the name "High Jones," held not sufficient to charge the defendant as maker of a note, where the name "Hugh Jones" was of a note, where the name "Hugh Jones" was a common one in the region; semble, that the additional coincidence of residence would have sufficed; and that, if the name had not been common in the neighborhood, the coincidence of name alone would have sufficed); 1841, Greenshields v. Crawford, ib. 314 (to identify "C. B. Crawford," an acceptor of a hill directed to "Charles Banner Crawford, East India Honse," the fact of the signature being that of a person the fact of the signature being that of a person of that description, without any further evidence to connect it with the present defendant, was held sufficient); 1842, Smith v. Henderson, ib. 798 (action against W. H., a pilot; a msn rose in Court who answered to the name of H., and was a pilot on board the ship in question; and was a pilot on board the ship in question; sheld snfficier. to justify a finding of identity; Parke, B.: "Similarity of name and residence, or similarity of name and trade, will do"); 1843, Sewall v. Evans, 4 Q. B. 626, 632 (Lord Den-man, L. C. J.: "In cases where no particular circumstance tends to raise a question as to the party being the same even identity of name is something from which an inference may be drawn. If the name were only John Smith, drawn. If the name were only John Smith, which is of very frequent occurrence, there might not be much ground for drawing the conclusion"; Williams, J.: "That it is a person of the same name is some evidence till another

party is pointed out who might have been the acceptor'); 1844, R. v. Dalmas, 1 Cox Cr. C. 96 (conversations between the deceased and one alleged to be the defendant were received, after alleged to be the defendant were received, after "a correspondence in dress and in general appearance" had been shown); 1844, R. v. O'Connell, ib. 405 (to prove against "C. G. Duffy, late of the Rathmines," an admission in writing of the suthorship of a newspaper signed by "C. G. Duffy of the Rathmines and Trinity-street," it was held that "some evidence of identity must be given"; hut under St. 6 & 7 Wm. 1V, c. 76, \$ 8, concerning newspaper publishers, the admission was subsequently held receivable without such proof).

receivable without such proof).

CANADA: Man.: 1894, Simpson v. Stewart, 10 Manit. 176, 181 (grantee and testator); Ont. . 1859, Wilson v. Thorpe, 18 U. C. Q. B. 448 (affidavit in malicious arrest); 1861, Nicholson v. Burkholder, 21 id. 108 (grantor and grantee); 1870, Brown v. Livingstone, 29 id. 520 (grantee and ancestor); 1878, Wallbridge v. Jones, 33 id. 613 (grantee and ancestor); 1875, Gallivan v.

613 (grantee and ancestor); 1875, Gallivan v. O'Donnell, 86 id. 250 (same).

UNITED STATES: Ark.: 1899, Driver v. Lanier, 66 Ark. 126, 49 S. W. 816 ("Felix R. Lanier," in two actions, presnmed the same person); Cal.: C. C. P. 1872, § 1963, par. 25 ("identity of person from identity of name" is presumed); 1897, Lee v. Murphy, 119 Cal. 364, 51 Pac. 549 (mortgagee and notary, "W. H. Lee," in the same county, presumed the same); 1900, Woolsey v. Williams, 128 id. 552, 61 Pac. 670 ("William Frederick Williams"; two persons presumed the same, on the facts); D. C.: 670 ("William Frederick Williams"; two persons presnmed the same, on the facts); D. C. 1893, Scott v. Hyde, 21 D. C. 581, 535 (grantee and ancestor; John Willis, presumed the same, there being no evidence of another person); 1902, Crsudall v. Lynch, 20 D. C. App. 74, 84 (deeds); Ga.: Code 1895, § 5178 ("concordance of name alone" is some evidence of identity); 1883, Mullery v. Hamilton, 71 Ga. 720 (identity 1883, Mullery v. Hamilton, 71 Ga. 720 (identity) of a legatee said to have survived the testatrix; sameness of name, his conversation and knowledge of family affairs, etc., held sufficient under the circumstances); 1890, Swicard v. Hooks, 85 id. 580, 11 S. E. 863 (deed); III.: 1864, Brown v. Metz, 33 III. 339 (identity of name of grantor and succeeding grantee; identity of person presumed); 1884, Heacock v. Lubukee, 108 id. 641 (a plaintiff relying on a title established in a former suit; identity shown by a correspondence of all the other features of the suits except that the name of the plaintiff was "Lubeke" sameness of name, his conversation and knowlthat the name of the plaintiff was "Lubeke" instead of "Luhukee"; Ind.: 1883, Aultman v. Timm, 93 Ind. 158 (identity of a maker of a b. 71mm, 93 Ind. 158 (identity of a maker of a note and an intestate whose property the defendants had received; correspondence of name held prima facie sufficient); 1896, Mode r. Beasley, 143 id. 306, 42 N. E. 727 (the presumption not held to apply where J. S. testified that he had not signed a petition which bore his name, but two or three thousand in all had signed and they were not so classified as to signed and they were not so classified as to "reduce the probability of any persons of the same name"); Ia.: 1889, Gilman r. Sheets, 78

general rules or tendencies seem traceable; except that where the two persons

Ia. 499, 502, 43 N. W. 299 (identity of name of grantee and next grantor, prima facie sufficient); Ky.: 1805, Nicholas v. Landale, Litt. Soi. C. 21 (to show the identity of S. N., a plaintiff, said to be dead, the fact of the death of one S. N. who had sailed from Baltlmore and died in Madagascar, was held insufficient); 1847, Cobb v. Haynes, 8 B. Monr. 187, 138 (William Haynes, defendant and surety on a bond, presumed the same on the facts); 1820, Cates v. Loftna. 8 A. K. Marsh. 202 (two land-certificates Loftus, 8 A. K. Marsh. 202 (two land-certificates in the same name; identity presumed); Mass.: 1862, Webber v. Davis, 5 All. 393, 396 (magistrate's surname with initials of the first names, trate's surname with initials of the first names, anfficient); 1899, United States N. Bank v. Venner, 172 Mass. 449, 52 N. E. 543 ("United States National Bank" and "United States National Bank of New York, N. Y.," sufficiently shown the same; 1899, Dolan v. M. R. F. Life Ase'n, 173 id. 197, 53 N. E. 398 (identity of name, with description of person, prima facis evidence of identity of person; Mich.: 1881, Campbell v. Wallace, 46 Mich. 320, 9 N. W. 432 (foreig. indgment; identity of names sufficient); Minn.: 1888, State v. Sannerud, 38 Minn. 229, 86 N. W. 447 ("Bert Samrud" and "Bernt Sannerud," in a liquor license, sufficient evidence on the facts); Mo.: Samrud" and "Bernt Sannerud," in a liquor license, sufficient evidence on the facts); Mo.: 1833, Birch v. Rogers, 8 Mo. 227 (assignment of a note; "Charles E. Rogers" and "C. R. Rogers," some evidence of identity); 1853, Flournoy v. Warden, 17 id. 485, 441 (title-deed of "John Smith"; sameness of names sufficient to go to the jnry, and sufficient to create a presumption, semble, if no evidence is opposed; the mere fact that there is another person of the same name in the region does not present the question. in the region does not prevent the question from going to the jury); 1853, Gitt v. Watson, 18 id. 274, 276 (title-documents; sameness of 18 id. 374, 270 (true-documents; sameness or names puts on the opponent the duty of "showing" that they are not the same); 1885, Long v. McDow, 87 id. 197, 202 (grantee and ancestor, "Ira Nash" and "H. San Ari," presumed the same on the facts); Nebr. 1892, Rupert v. Penner, 35 Nebr. 587, 594, 53 N. W. 598 ("Arch. T. Finn" and "Architald T. Finn," in a dead presumed the same). N. H. 1840 in a deed, presumed the same); N. H.: 1849, Jones v. Parker, 20 N. H. 31 (action on a contract; there were two persons of the name of the promisor; the correspondence of the de-fendant's name, and other circumstances, heid sufficient to "put the burden on the defendant" and sustain a verdict for the piaintiff); 1854, Mooers v. Bunker, 29 id. 420, 432 (title; "a jnry is not at liberty to presume that a person of even so pecniar a name as Timothy Mooers is the same person as a man of the same name"); New Jersey: 1849, West v. State, 22 N. J. L. 212, 238 (whether a witness' name was forged; testimony that the ''C. S." was not the writing of a certain C. S., received, its weight depending on the enbsequent evidence of identity); 1899, Green v. Heritage, 63 id. 455, 43 Atl. 698 (indgment debtors, presumed the same); New York:
1816, Jackson v. Goes, 13 John. 518 (iand-patent
to "Peter Schultze," said to be the plaintiff'e

lessor; the sameness of name taken as prime facie evidence of identity of person, semble; evidence admitted to show that the patent was really given to another than the plaintiffe lessor); 1825, Jackson v. King, 5 Cow. 287 (land-patent to "William Appel," said to be the ancestor of the plaintiffe lessor; per Curiam: "I have never known a case where a plaintiff having the name of a retaintee or graptes was "I have never known a case where a plaintiff having the name of a patentee or grantee was required to go farther than the production of his deed or patent"; the defendant having "the burthen of disproving" identity; samble, that to show the existence of another person of the same name would lift the defendant's burden of going forward); 1828, Jackson v. Cody, 9 id. 140, 148 (iand-patentee "William Patterson" and grantor "William Petterson," presumed the same, no other person of the same name and description being shown to exist; so also for "John Blanchard"; but an intimation is made that mere identity of name creates a presumption, which stands till another person of that name is shown not only to have existed but tion, which stands till another person of that name is shown not only to have existed but to have been the patentse); 1830, Jackson v. Christman, 4 Wend. 278, 283 (an obligor of a bond and a subscribing witness, of the same name, not pressumed identical); 1838, Kimball v. Davis, 19 id. 437, 442 ("Francis Leggo," natentee and granter, pressumed the same). b. Davis, in it. 201, 422 ("Francis Legge, patentee and grantor, presumed the same); 1839, Cunningham v. Bank, 21 id. 561, semble (here the name was "S. A. Cunningham" in New York City, and the defendant was Samuei A. Cunningham of that place; the lack of other persons of the name must be shown); 1840, Brown v. Kimball, 25 id. 259 (same as Kimbail v. Davis, supra, on error from the Supreme Court; judgment reversed, 11 to 9, apparently on the ground that while the sameness of name raises a presumption, yet suspicious circum-stances about the documents, or other evidence, may remove the presumption, and that in this case there was not sufficient evidence of identity to sustain the burden of proof); 1858, Hatcher v. Rocheleau, 18 N. Y. 87, 92 ("Joseph Rocheleau, 18 N. Y. 87, 92 (lean," defendant in the case and in a foreign judgment, preanmed the same person, in the absence of evidence of two such persons); Or.: C. C. P. 1892, § 776, par. 25 (like Cal. C. C. P. § 1963, par. 25); Pa.: 1845, Sailor v. Hertzogg, 2 Pa. St. 182 ("Jacob Sailor," said to be the defendant's grantor; Gibson, C. J.: "Identity of name is ordinarily, but not always, prima facie evidence of personal identity"; and because of the iapse of time, and in spite of the oddness of .e name, he required "some preliminary evidence, however email," for going to the jury); 1854, Balbec v. Donaldson, 2 Pa. 459 ("Mrs. Eliza Braceland," said to be the plaintiff's mother-in-iaw; case given to the jury with lean," defendant in the case and in a foreign Eliza Braceland," said to be the plaintiff's mother-in-iaw; case given to the jnry with additional evidence, and no rule laid down); 1865, Philadelphia v. Milier, 49 Pa. St. 440, 448 (evidence for the identity of assessed land); 1866, Burford v. McCne, 53 id. 427, 431 ("Patrick O'Neil" and "R. P. O'Neil" as granuee and grantor; the identity held not sufficiently evidenced to go to the jnry); 1867, Lyman v.

0

ns

he

ne o, be or de

nt

11

n el

er

e

of the same name are father and son, the name is commonly presumed to

The identity of objects or persons from clothes, features, marks, and the like, may become the subject of a real presumption, though rarely. What is usually signified is either that the evidence is on the whole sufficient to go to the jury (ante, § 2494), or that specific facts are admissible.

§ 2530. Continuity: (1) in general (Ownership, Possession, Residence, Insanity, etc.). It is often said that when a person, or object, or relation, or

Philadelphia, 56 ld. 488, 499, 503 (llka Philadelphia v. Miller); 1868, Glass v. Gllbert, 58 id. 266, 290 (sama; the question how uncertain a description must be to avoid an assessment is the main one in these preceding three cases); 1871, McConeghy v. Kirk, 63 ld. 200 ("John J. Kirk" as indorser of a note to "J. J. Kirk"; the correspondence held prima facie avidence of identity); 1871, Brotherlina v. Hammond, 69 ld. 128, 133 ("Danlel Kladder" and "Daniel Kritler"; the identity not sufficiently evidenced to so to the involutions. Ritter"; the identity not sufficiently evidenced to go to the jury); 1884, Sitler v. Gehr, 105 id. 577, 601 ("Conrad Gehr," claimed as identical with the defendant's ancestor in 1789; the rule with the defendant's ancestor in 1739; the rule in Sailor v. Hertzogg, supra, approved; here the lapse of time was held to require additional evidence before going to the jury); 1895, Mason F. J. Co. v. Paine, 166 kl. 352, 31 Ati. 98 (one uttering an admission must be identified); R. J. 1852, Kinney v. Flynn, 2 R. I. 319 ("Bridget Flyun," said to be the defendant's wife; mere sameuess of name not sufficient to show that the nerson was unavailable through interest); sameness of name not sufficient to show that the person was nnavailable through interest); 1897, Liscomb v. Eldredge, 20 ld. 335, 38 Ati. 1052 ("Harriet Richmond Eldredge," presumed identical with "Harriet R. Eldredge"); V. S. 1892, Tauasiga Ex'rs v. Glenn, 2 C. C. A. 314, 51 Fed. 351 (identity of a stock subscriber); Vt.: 1857, Bogue v. Bigelow, 29 Vt. 179, 182 ("Aaron I. Boge," said to be the plaintiff's ancestor "Aaron Jordan Bogue"; Redfield, C. J.: "In tracing titles . . . It is always regarded as prima facts evidence of identity, while in cases involving charges of crime . . . some further involving charges of crime . . . some further proof is required"); 1878, Cross v. Martin, 46 id. 14, 18 (grantee and grantor, E. G., but living ln different States and thirty years apart; "parties in auccessive deeds constituting a chain of the same name are presumptively of title, of the same name, are presumptively the same person"; Va.: 1847, Pollard v. Lively, 4 Gratt. 73, 76 ("Benjamin Pollard," Lively, 4 Gratt. 73, 76 ("Henjamin Pollard," grantee and ancestor, presumed the same; evideuce of the existence of two persons, received in rebuttal); W. Va.: 1897, Sweetland v. Porter, 43 W. Va. 189, 27 S. E. 352 ("John S. Sweetland" and "J. S. Sweetland," presumed the same); Wis.: 1902, Sandberg v. State, 113 Wis. 578, 89 N. W. 505 ("probably neither rule is nniversal").

18 inniversal).

18 184v, Stebbing v. Spleer, 8 C. B. 827
(promissory note payable to J. H., and indorsed by J. H. to the plaintiff; plea, that J. H. did not indorse it; there were two persons, father and son, of that name; the indorsement was by the son, upon the question whether the real by the son; upon the question whether the real payee was the father or the sou, held that the

defendant could employ the presumption that it was the father, and the plaintiff had the burden of giving evidence that it was the son, but that there was some evidence to go to the jury npon that point); 1878, Graves v. Colwell, 90 Ill. 612, 615 (ejectment by ona claiming through T. C. Sr. against one claiming through T. C. Jr., the grantee in the deed being described as T. C.; held, that the presumption gave the plaintiff a prima facic case, that the defendant had removed it by counter-evidence, and that the case was properly before the jury, but in their doubt the legal presumption should prevail); 1838, State v. Vittum, 9 N. H. 519 (Indictment for adultery with L. W.; the father presumed). Similarly, the following rule has

prevail); 1838, State v. Vittum, 9 N. H. 519 (Indictment for adultery with L. W.; the father presumed). Similarly, the following rule has been declared: 1873, Cross v. Martin, 46 Vt. 14, 18 (grantor and grantee of a deed, E. G., and E. G., Jr., presumed to be father and son).

V. The following are not all genuinely rullings of presumption: 1858, R. v. Britton, 1 F. & F. 354, Watson, B. (highway robbery; correspondence of boot-impressions, being "the main evidence," held not sufficient); 1853, Campbell v. State, 23 Ala. 44, 43, 68 (that shoes taken from the feet of the horse ridden by the defendant on the morning of the killing "seemed to fit in every particular" the tracks near the place of killing, admitted); 1867, Com. v. Bentley, 97 Mass. 552 (Identity of a bottle of liquor sent and a bottle received and testified to; similarly as to size, wrappings, seal, label, and time of sending, held sufficiently shown to authenticate the bottle testified to); 1876, Com. v. Tolliver, 119 id. 312, 316 (Identity of bank bills charged as stolen; partial correspondence with bills found on the defendant, held sufficient to go to the jury); 1883, Com. v. Nefus, 135 id. 634 (in anthenticating a cipher-letter alleged to have been written by the defendant, the fact that his cipher-key fitted it, and that it contained expressions peculiar to the defendant. the fact that his cipher-key fitted it, and that it contained expressions peculiar to the defendant and his situation, were regarded as sufficient; 1889, Com. v. Finnerty, 148 id. 165, 19 N. E. 215 (authenticallng beer-bottles found in a yard as the defendant's; similarity of marka to those of bottles within her building, and absence of liquor in adjacent houses, sufficient); 1895, People v. Cleveland, 107 Mich. 367, 65 N. W. 216 (the condition and doings of one of A. W. 210 (the condition and doings of one of three robbers, of whom defendant was alleged to be one, sfter the robbery, admitted as a means of identifying the defendant). The rules of admissibility of evidence of Identity have been already considered (ante, as 410-416)

state of things, is shown to have existed at a given time, its continuance is presumed. In reality, however, a genuine rule of presumption is seldom found; the rulings usually declare merely that certain facts are admissible,1 or that they are sufficient evidence for the jury's finding (ante, § 2494).

§ 2531. Same: (2) Life and Death. It is not possible to say that there is a genuine presumption of life, with a uniform application. The state of the pleadings will show whose duty it is to prove life at a certain time; and upon his showing life at a preceding time, the Court will usually leave it to the jury to say whether he has proved his case, but may sometimes apply a genuine presumption, shifting the duty of producing evidence, upon the circumstances of the particular case.1

The rulings plainly of this sort are placed under the various topics of Relevancy (ante, \$\$ 51-464).

The following are instances under different

aubjects:

Demership (compare § 382, ante): 1894, Brown v. Castellaw, 83 Fla. 204, 214, 14 So. 822 (title by tax-deed, presumed to continus two years later): 1898, Coleman & Burden Co. v. Rice, 105 Ga. 163, 81 S. E. 424 (title somev. Rice, 105 Ga. 163, 81 S. E. 424 (title some-time previous to a judgment, presumed to con-tinne); 1901, State v. Dexter, 115 la. 678, 87 N. W. 417 (personalty; ownership not pre-sumed at an earlier time); 1893, Lind v. Lind, 53 Minn. 48, 54 N. W. 934 (ownership of land in 1874, presumed to continue to death in 1863); 1893, Chapman v. Taylor, 186 N. Y. 663, 32 N. E. 1063 (ownership of bonds, pre-sumed to continue from 1881). eumed to continue from 1881).

Possession (compare § 382, ante): 1893, Hollingsworth v. Walker, 98 Ala. 543, 13 So. 6 (possession of land, presumed to continue dur-

ing a gap of two years).

Authority (compare § 877, ante): 1898,
Hensel v. Mass, 94 Mich. 563, 563, 54 N. W.
881 (authority as agent to sell land six months

resammed to continue).

381 (authority as agent to sell land six months before, presumed to continue).

Insanity (compare §§ 233, 1671, ante): 1895, Peopie v. Schmitt, 106 Cal. 43, 39 Pac. 204 (different phrasings cited); 1892, Armatrong v. State, 30 Fla. 170, 204, 11 So. 618 (permanent insanity, presumed to continue); 1894, Taylor v. Pegram, 151 Ill. 106, 119, 87 N. E. 837 (similar); 1903, Kirsher v. Kirsher, 120 Ia. 837, 94 N. W. 846; 1896, Rodgers v. Rodgers, 56 Kan. 483, 43 Pac. 779 (the presumption of insanity from an adjudication for commitment in 1883, heid overthrown in 1886 by the other evidence); 1815, Lessee v. Hoge, 1 Pet. 183 evidence); 1815, Lessee v. Hoge, 1 Pet. 183 (general insanity, presumed to continue).

Residence (compare §§ 89, 94, 377, 382, ante): 1893, Botna V. S. Bank v. Silver C. Bank, 87 Ia. 479, 54 N. W. 472 (residence persumed to continue; here, for nine days); 1872, Ripiey v. Hebron, 60 Me. 379, 398 (in establishing a continuous residence of a pauper for five years, as legally required, an interval of some weeks absence appeared; held, that the burden of explaining this absence remained on the party alleging the settlement); 1841, Kilburn v. Bennett, 3 Metc. 199 (assumpsit for

taxes; residence before the assessment date being shown, it was the defendant's duty to show a enown, it was the detendant's duty to enow a removal before the date arrived); 1893, Price v. Price, 156 Pa. 617, 626, 27 Atl. 291 (domicile presumed to continus fifteen years till death); 1877, Rixford v. Milier, 49 Vt. 319 (plea of Statute of Limitations; reply, nou-residence of defendant; evidence offered of non-residence at the time of origin of the cause of action; the duty heid to fail on the defendant to show cessation of non-residence).

cessation of non-residence).

Sundry instances (compare § 437, ante); 1840,
Scales v. Key, 11 A. & E. 819, 822 (a custom of
election shown to exist in 1889, presumed in
law to continue, there being no evidence to the
contrary); Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 82
(it is presumed "that a thing once proved to
exist continuee as long as is usual with a thing
of that nature"); 1863, Murphy v Orr, 32 Iil.
489 (a decree of chancery presumed to continue
in force, until shown to be overturned); 1898,
McCraw v. McGraw, 171 Mass. 146, 50 N. E. McCraw v. McGraw, 171 Mass. 146, 50 N. E. 526 (divorce; confirmed habits of intoxication Mulen v. Pryor, 12 Mo. 307 (action by an indorse against an indorser, alleging insolvency of the maker of the note; npon a showing of insolvence against an indorser, alleging insolvency of the maker of the note; npon a showing of insolvence at marking the insolvence of the note; npon a showing of insolvence at marking the insolvence of the note; npon a showing of insolvence at marking the insolvence of the note; npon a showing of insolvence at marking the insolvence of the note; npon a showing of the note of the note; npon a showing of the note of the note of the note; npon a showing of the note of insolvency at matnrity, the presumption of con-

1802, Wilson v. Hodges, 2 East 313 (death of a debtor before return of the capies: Elienborough, L. C. J., said that "where the issue is upon the life or death of a person once shown to be living, the proof of the fact lies on the party who asserts the death "); 1869, Phené's Trusts, L. R. 5 Ch. D. 139 (whether N. P. M., a legatee, had survived the testator, F. P., so as to be entitled to share in the estate; F. P. died on Jan. titied to share in the estate; F. P. died on Jan. 5, 1861, and N. P. M. was last heard of in New York on Jane 16, 1860; held that the burden of proving N. P. M.'s life on Jan. 5, 1861, was on his representative, and was here not anstained); 1867, Whiting v. Nicholl, 46 lil. 230 (instructive case; apparently sanctioning a real presumption); 1900, Chicago & Aiton R. Co. v. Keegan, 185 id. 70, 56 N. E. 1088 (deed by E., of June 15, 1865, under power of attorney from A. date! 15, 1865, under power of attorney from A. dated April 3, 1860; A. presnmed to have been alive at the former date); 1844, Gilleland v. Martin, 3 McLean, 490 (deciaring a real presumption upon proof of life within seven years).

VII

is:

om

le,1

e is

the

and

t to

y a the

eing w a

icile

th);

of of at the bow 340, n of

32 to

ing nue

198, E, ion 48. an ncy of

ath len-

1 to rty sts, tee,

enan. lew a of on d):

uc-

npan, une te: in.

But there is a genuine presumption, of long standing and of universal acceptance, to aid proof of death. It is generally said to arise from the fact of the person's continuous absence from home, for seven years, unheard of by the persons who would naturally have received news from the absentee. The phrasings differ, however; sometimes the absence is stated to be from the jurisdiction; sometimes the element of non-receipt of news is not noticed; moreover, the practice is not uniform in defining the precise point, or combination of facts, at which the burden of producing evidence shifts to the opponent. But the general presumption is unquestioned.3 The rule of the

As in some of the statutes infra. The early history of the presemption is given in Thayer's Prelimhary Treatise, 319.

England: 1765, Rowa v. Hasland, 1 W. Bl. 404, Lord Mansfield, C. J. (ejectment; to prove a branch of a family to be axtinct, avidence was received, as to a person alive sixty years before, that he "has not been heard of for many years"; that he "has not been heard of for many years"; which would be sufficient "to put the opposite party npon proof that he still exists"); 1802, Bailey v. Hammond, 7 Vas. Jr. 590 (bequest of money on the death of a hrother, who had not been heard of for twanty years; bequest paid over); 1805, Doe v. Jesson, 6 East 80, 84 (ejectment; the plaintiff's lessor claimed under a decessed brother; she was required hy law to enter within ten years of his death and the removal of her disability; he was last heard from in 1778: within ten years of his death and the removal of her disability; he was last heard from in 1778; the presumption of death applied in 1785; her disability ceased in 1702; thus an ejectment in 1804 was too late; hnt it was apparently not held necessary for the jury to apply the pre-eumption; the case at most decides that the hunder of conviction, not the dark of some for sumption; the case at most decides that the burden of conviction, not the dnty of going forward, was on the lessor; there was "fair ground for the jury to presume" death after seven years from being last heard of, in the absence of later evidence of life); 1821, Doe v. Deakin, 4 B. & Ald. 433 (ejectment; T., born in 1759, had been absent from his relatives from 1787 to 1804, when he returned and shortly departed again; when he returned and shortly departed again; since then he had not been seen in the neighborsince then he had not been seen in the neighborhood; the jury were toid that this was "prima facie evidence from which they might presume T.'s death"; the defendant contended "that this was not even prima facie evidence"; per Curiam: "The evidence nnanswered was sufficient to found a presumption of T.'s death," approving the seven-year presumption laid down in Doe v. Jesson); 1844, Watson v. Engiand, 14 Sim. 28 (a young person abroad, not prein Doe v. Jesson); 1844, Watson v. Engiand, 14 Sim. 28 (a young person abroad, not presumed dead after seven years); 1844, Dowley v. Winfield, ib. 277 (presumption in a similar case, apparently enforced); 1877, Prudential Assurance Co. v. Edmonds, L. R. 2 App. Cas. 487 (presumption applied; the eiement as to "not being heard from," examined).

United States: Ark. Stats. 1894, § 2903 (absence "for five years anccessively" raises a presumption); Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 26 (it is presumed "that a person not heard from in seven years is dead"); 1897, Posey r. Hanson, 10 D. C. App. 27, 506; Dei. Rev. St. 1893, c. 82, § 6 (on sence from the State "for

seven years together, and no evident proof be made of his life in any inquest," "he shall be accounted dead"); 1898, Watson v. Adams, 108 Ga. 733, 30 S. E. 574; 1867, Whiting v. Nicholl, 46 Iii. 230 (dower); 1897, Hitz v. Algreen, 170 ld. 60, 48 N. E. 1068 (mers absence is not sufficient; dilliment inquire at the last place of regions. ld. 60, 48 N. E. 1068 (mers absence is not sufficient; diligent inquiry at the last place of residence and among those likely to hear from him is necessary); 1897, Hoyt v. Beach, 104 Ia. 257, 73 N. W. 493; Ky. Stats. 1899, § 1639 (the fact of a resident's leaving the State and not returning for seven successive years, raises a presumption of death; compare id. § 1609); 1900, Mutual B. L. I. Co. v. Martin, 108 Ky. 11, 55 S. W. 694 (the seven years dates from the last hearing from the person); 1831, King v. Fowier, 11 Pick. 302 (writ of right, one ciaiming under S. K. produced deeds from one of the six children of S. K., and offered evidence that the other five had not been heard of for over seventy years; the jury were instructed that the plainother five had not been heard of for over seventy years; the jury were instructed that the plaintiff was "entitled to recover"; heid, that "the legal resuit was such as the jury have found," "especially as there was no avidence to rebut that evidence," on the part of the defendant); 1840, Loring v. Steineman, 1 Meto. 204, 211 (administration of an estate); 1881, Bowdltch v. Jordan, 131 Mass. 321 (a plaintiff proving title through D.; evidence that D. sailed for foreign parts in 1840, and nothing had since been heard of the vessel, "justified and required the inference of her death"): Miss. Annot. Code 1892, \$ 1737; 1896, Manley v. Patterson. 73 Miss. 417, 19 So. 236 (rule held not to apply to children of seven years and under who were children of seven years and under who were children of seven years and under who were nuder the control of adults and had not volition as to their movements); Mo. Rev. St. 1899, §§ 265, 3144; N. Y. C. C. P. 1877, § 341 (remaining without the United States or shearing \$\\$265, \$144; N. Y. C. C. P. 1877, \\$841 (remaining without the United States, or absenting himself anywhere, for seven years together, is sufficient); N. D. Rev. C. 1895, \\$5701; 1897, Francis v. Francis, 180 Pa. 644, 37 Atl. 120 (W. had gone to live in a colony in Patagonia, and was there heard from in 1876, but not since; held the content of the held, that no absence from his iast known domiheid, that no absence from his last known domi-ciie was shown, and thus a party claiming that his wife in Pennsylvania in 1884 was single, at the time of making a will, had raised no ine-sumption); S. D. Stats, 1899, \$ 6543; 1903, Latham v. Tombs, — Tex. Civ. App. — , 73 S. W. 1060 (absence of news is essential); 1894, Scott v. McNeal, 154 U. S. 34, 41 (here the pre-aumption was not allowed to prevent the over. sumption was not allowed to prevent the over-throw of a probate decree based on it, where the

presumption, however, extends merely to the fact of death from and after the end of the period; it is not understood to specify anything further, - for example, the time of death within that period,4 or the celibate or childless

condition of the person at the time.5

On similar considerations of experience, the loss of a ship, in insurance cases or the like, may become the subject of a presumption or a prima facis ruling, after a long absence from port without news.6 Morec.er, there is a distinct presumption of death from lapse of lifetime, - not reducible to a fixed period, but exempt from any requirement as to absence from home or lack of news.7

lack of news. 7

snpposed decessed afterwards returned alive); 1.02, Fidelity Mntual L. Ase'n v. Mettler, 185 id. 308, 23 Sup. 662; Va. Code 1887, § 3373 (the departure from the State and failura to return within seven successive years, by a person residing in the State, raises a preenmption of death); W. Va. Code 1891, c. 130, § 44 (like the Virginia statute); 1898, Bogge v. Harper, 45 W. Va. 564, 31 S. E. 943; 1900, Wieconsin Trust Co. v. Wisconsin M. & F. I. Co. Bark, 105 Wis. 464, 81 N. W. 442.

1837, Nepean v. Knight, 2 M. & W. 894 (ejectment, for property held by long adverse possession, the plaintiff claiming nuder M. K.; the question being whether the plaintiff is seemer had begun the action, under St. 3 & 4 W. IV, c. 27, within twenty years since his right accrued, 6. e. aince the death of M. K., it was held that the plaintiff had the burden of evidencing this; M. K. having gone to America in 1806 or 1807, and being last heard from hy a letter received in May, 1807, and the suit having been begun on Jan. 18, 1834, less than seventeen years later, it was held that there was no presumption that M. K. died not before the end of the seven years, or died at any apecific time; and that the plaintiff's burden had therefore not been austained); 1880, Corbishley's Trusts, L. R. 14 Ch. D. 846; 1902, Re Benjamin, 1 Ch. 723; 1848, Doe v. Strong, 4 U. C. Q. B. 510, 518, 8 id. 291 (good opinions); 1897, Schamb v. Griffin, 84 Md. 557, 36 Atl. 443 (property went by S.'s will in remainder to his four children; one of them C., married K., and had a son, who disappeared in 1881, C. dying in 1886; C.'s administrator was sued by the other three children for her share, their inheritance depending on whether her son sued by the other three children for her share, sued ny the other three children for her sale, their inheritance depending on whether her son predeceased her; held, that the burden of show-ing his predecease rested on the plaintiffs, a part of whose case it was; that the seven years' preammption had not begun to operate; and that, thus there was no aid to be had from it in determining that the son had died at any particuiar time, so that the dnty of producing evidence of snrvivai did not shift to the defendant); 1878, Davie v. Briggs, 97 U. S. 628, 634 (leading opinion, hy Harlan, J.).

So, also, in an action for death by wrongful act, the burden of showing the death to have been within the statutory period in said to be on the ciaimant: 1903, Poff v. N. E. Tel. & Teleg. Co., — N. H. — , 55 Atl. 891. 1812, Doe v. Griffin, 15 East 293 (eject-

ment; the plaintiff e isseer, who claimed through the same collateral ancestor as the defendent, was held to have the burden of proving that the ancestor had died without issue, but was held to have placed upon the defendant the duty of going forward by evidence that the ancestor had going forward by evidence that the ancest had never been heard of as married); 1897, Still v. Hinto, 48 S. C. 415, 26 S. E. 718 (no presumption that a man, numarried when last heard from,

died childiess).

9 1777, Green v. Brown, 2 Str. 1199 (insur-"1777, Green v. Brown, 2 Str. 1199 (insurence; a ship sailing to America in 1739 had never been heard from; the defendant objected "that as captures and seizures were excepted" from the policy, "it lay upon the assured to prove the loss happened in the particular manner declared on," i. e. by foundering; but "the Chief Justice said it would be unreasonable to expect certain evidence of nuch class," and left to the intern't 1800 ("member c. Cawin, 2 expect certain evidence of such a low," and left it to the jury); 1809, 'wembor or Oswin, 2 Camp. 85 (insurance; a ship sailing from Liverpool April 14, 1807, to the Gulf of St. Lawrence and thence to Hayti; evidence that she had not been heard from up to March 1, 1809, was sdmitted, but held not sufficient); 1815, Watson w. King, 1 Stark. 121 (trover; a ship carrying M., one of the owners, lest seen in a hurricane on March 7, 1814, near Jamaica, sailing from England; several others of the fleet foundered England; several others of the fleet foundered, and this one had never been heard from np to Dec. 14, 1815; Elienborough, L. C. J., told the jury "it might be assumed that at that time M. was dead; but that it was for their consideration was dead; hut that it was for their consideration whether he was dead on the 8th of June, 1814," when his shere of the ship was sold); 1816, Honstman v. Thornton, Holt N. P. 242 (insurance; a ship leaving Havana in August, 1816, bound to Holland or Flanders; np to Easter, 1816, she had not been heard from; Gibbs, C. J., "There is no fixed rule of law upon this subject"; and he left the case to the jury, expressing an orinion that the ship was lost: 1826. Koster v. rom Leghorn to Lisbon in April, 1821; evidence that she never arrived; held, that the fact that she had been summed of as foundaries and the fact that ahe had been rumored of as foundered was equivalent to "never having been heard of," and that in any case there was sufficient evidence to go to

the jury).
7 1901, Young v. Shulenberg, 165 N. Y. 385,
59 N. E. 135 (a person acknowledging a deed in
1817, presumed dead).
In evidencing the lack of news, under the

he

for

ess

ace

icid

. .

.

OF

ugh ant,

the

of had

li v.

mp-

our- ,

eted

l to

the

e to left

1, 2

vernce

not adtson

ying

ane

rom red, tha M. tion

816, sur-315, ter, J., g an

r v, ence that

nivthat

385. d in

the

§ 2532. Same: Survivorship. Where two or more persons have perished in the same calamity, there is no presumption of law that either survived the other, or that all perished at the same time.1 The burden of proving that one survived another will commonly be on any claimant for whom that fact is essential to his own chain of title.2 If there is evidence, from the age, sex, or physical condition of the persons who perished, or from the nature of the accident and the manner of death of the parties, which tends to show that some one did in fact survive the others, the whole question is one of fact, to be decided in each case by the jury, according to the incidence of the first burden of proof (ante, § 2485); but without any rule of presumption.

But in escaping the artificial rules prescribed by the Continental law, and by a few of our own Codes, our Courts have left many difficulties unsolved, and have created new artificialities capable of doing inordinate violence to a testator's intentions. For example, the supposed logic which has sometimes permitted the identical devisee of two co-perishing testators to be, after all, judicially deprived of the estate is as unnecessary in legal principle as it is shocking to good sense; 4 and a fairer solution for this frequent problem is a present desideratum in the law.5

§ 2533. Seaworthiness. In actions on insurance policies, the insurer will usually have the first burden of proof (ante, § 2485) of the unseaworthiness of the vessel, though the circumstances of the loss may afford prima facis evidence (ante, § 2494), or even raise a presumption, of the fact of unseaworthiness.1 Yet there may be issues in which the vessel-owner will have the first burden of proof of seaworthiness.2

above rules, the use of rumors or reports, or their absence, is not a violation of the Hearsay rule: 1858, State v. Wentworth, 37 N. H. 217 (the

1858, State v. Wentworth, 37 N. H. 217 (the fact that on inquiry no one in a certain neighorhood knew of a man whose axistence was material); and cases cited ente, § 1789; the doubt axpressed in Nehring v. McMurrian, 1900, 94 Tex. 45, 57 S. W. 943, was nunecessary.

1860, Wing v. Angrave, 8 H. L. C. 183; 1866, Hartshorna v. Wilkins, 6 N. Sc. 276; 1902, Middake v. Balder, 198 Ill. 590, 64 N. E. 1002 (coilecting cases); 1897, Schamb v. Griffin, 54 Md. 557, 36 Atl. 448; 1878, Neweii v. Nichola, 75 N. Y. 78; 1897, Re Wilbor, 20 R. I. 126, 87 Atl. 634, 51 L. R. A. 863; 1903, Young Women's Christian Home v. French, 187 U. S. 401, 23 Sup. 184.

401, 23 Sup. 184.

The various classes of cases, and the special modifications of principle, have been elaborately treated by Professor C. B. Whittier, in an article which make further and the special modifications of principle, have been elaborately treated by Professor C. B. Whittier, in an article which make further and principles. which makes further examination of them here unnecessary: "Problems of Snrvivorship," 1904, Green Bag, XVI, 237; the precedents are there fully collected.

E. g., Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par.

As in Wing v. Angrave and Neweli v. Nichols, supra. The decision in Young Women's Christian Homa v. French, supra, is a commendable instance of a refusal to accept such

mendable instance of a return to accept such a result.

8 In view of these ainister possibilities of judicial decision, and of the contingencies created by the transmarine voyage annually taken by thousands of families, it may be suggested that the only safe form of will, for a married pair having identical testamentary wishes, must consist in a devise to a trustee, in trust, first, to accumulate the income for six months, next, to transfer the

devise to a trustee, in trust, first, to accumulate the income for six months, naxt, to transfer the estate to the wife (or husband) if living at the expiration of the six months, and next, if not then appearing to be living, to the desired secondary davisees.

3 1878, Picknp v. Thames Ins. Co., L. R. 8 Q. B. D. 594 (insurance poincy; a direction to the jury that a speedy return to port would shift tha burden of proof by raising a presumption, held improper; "as a matter of reasoning and inference" only, the jury might so concluda); 1900, Alian v. Morrison, App. Cas. 362; 1898, Broadnax v. R. Co., 157 Pa. 140, 150, 27 Atl. 412 (the burden of persuasion is on the party affirm-

the borden of persuasion is on the party affirming noseaworthiness; speedy return to port, etc., raises a presumption thereof).

1894, The Edwin I. Morrison, 158 U. S.
199, 210, 14 Snp. 823 (action for goods icet, on a warranty of seaworthiness; the burden is on the owner to prove seaworthiness).

§ 2534. Regularity: (1) Performance of Official Duty and Regularity of Proceedings. The general experience that a rule of official duty, or a requirement of legal conditions, is fulfilled by those upon whom it is incumbent has given rise occasionally to a presumption of due performance. This presumption is more often mentioned than enforced; and its scope as a real presumption is indefinite and hardly capable of reduction to rules. It may be said that most of the instances of its application are found attended by several conditions; first, that the matter is more or less in the past, and incapable of easily procured evidence; secondly, that it involves a mere formality, or detail of required procedure, in the routine of a litigation or of a public officer's action; next, that it involves to some extent the security of apparently vested rights, so that the presumption will serve to prevent an unwholesome uncertainty; and, finally, that the circumstances of the particular case add some element of probability.¹

The same principle has sometimes been extended to acts which ought to have been done by a private person in the course of business; but this seems unlikely to be common. Furthermore, it has been often extended to include the truth of an official certificate or other assertion; but although

1 The following are illustrations: Cal. C. C. P. 1872, § 1963, par. 15; 1893, American M. Co. v. Hill, 92 Ga. 297, 18 S. E. 425 (a verdict as the foundation of a judgment, the minutes being lost; regularity presumed); 1840, Eyman v. People, 6 Ill. 4, 8 (use and recognition of a highway; presumed duly laid ont); 1840, Nealy v. Brown, ib. 10, 13 (same); 1875, Goldie v. McDonald, 78 ld. 605, 607 (defendant's residence in the county, as affecting service of process, presumed); 1827, Hathaway v. Clark, 5 Pick. 490 (notice of adjudication of insanity, not presumed, the record of it being lacking and the papers apparently entire); 1893, State v. Lord, 118 Mo. 1, 23 S. W. 764 (regularity of an indictment, presumed); 1894, State v. Hoyt, 123 id. 348, 355, 27 S. W. 382 (correctness of a tax-bill, presumed); 1895, State v. David, 131 id. 380, 33 S. W. 28 (corroer's mode of taking a deposition; regularity presumed); 1896, Green v. Barker, 47 Nebr. 934, 66 N. W. 1632 (chairman of a city board of trustees; his dnty as to matters preceding a conveyance, presumed done); 1826, Bishop v. Cone, 3 N. H. 513, 516 (legality of a town meeting, presumed); 1895, Fisher v. Kaufman, 170 Pa. 444, 33 Atl. 137 (correctness of an old survey in a land-office, presumed); 1895, Altoona v. Bowman, 171 id. 307, 33 Atl. 187 (a requirement that municipal ordinances shall not be passed to enactment on the day of introduction or reporting; regularity not presumed); 1896, Harkrader v. Carroll, 76 Fed. 474 (proceedings of the land-office in issning a patent, presumed); 1901, New River Mineral Co. v. Roanoke C. & C. Co., 49 C. C. A. 78, 110 Fed. 343 (that an undated sheriffs return was made within the due period, presumed).

The regularity of a tax-title has been a frequent field of controversy under this presumption, depending more or less on the requirements of the local statnte: 1894, Clarke v. Mead, 102 Cal. 517, 519, 36 Pac. 862 (tax-deed; presumption made by statutes of regularity of steps in prior proceeding); 1826, Waldron v. Tnttle, 3 N. H. 340, 344 ("Very few of those sales have been found to be legal; the presumption is in fact against their validity; . . in all cases enough of the proceedings should be shown to render it not improbable that the proceedings may have been regular," and this, with possession, may auffice); 1889, Blackwell, Tax Titles, 5th ed., \$\$ 1098, 1140.

** 1802, Ellenborough, L. C. J., in Williams v. E. I. Co., 3 East 199 ("Where any act is required to be done on the one part, so that the party neglecting it would be guilty of a criminal neglect of duty in not having done it, the law

** 1802, Ellenborough, L. C. J., in Williams v. E. I. Co., 3 East 199 ("Where any act is required to be done on the one part, so that the party neglecting it would be guilty of a criminal neglect of duty in not having done it, the law presumes the affirmative, and throwa the burthen of proving the contrary — that is, in such case, of proving a negative — on the other side"; here, in an action by a ship-owner against a charterer for placing an explosive on board without notice, the burden was placed on the plaintiff to show the defendant's failure to give notice).

** 1885, Patterson v. Collier, 75 Ga. 419, 428

** 1885, Patterson v. Collier, 75 Ga. 419, 428 (an executive certificate that a person is not justice of the peace is "conclusive," "without rebutting evidence"); 1898, Peyton v. Morgan Park, 172 Ill. 102, 49 N. E. 1002 (the commissioners' certificate of benefit under Rev. St. 1874, c. 24, § 147, raises a presumption); 1896, Albany Co. S. Bank v. McCarty, 149 N. Y. 71, 43 N. E. 427 (a certificate of acknowledgment creates a presumption, under C. C. P. § 935, when nothing more is offered, of the truth of the facts stated; when disputed by evidence, the jury is to decide; here the qu stion was whether the deeds were in fact signed or executed; the opinion collects the cases); 1898, Rogers v. Pell, 154 id. 518, 49 N. E. 75 (a certificate of acknowless)

IIV

of

Te-

nt re-

eal

ay

by

in-

or-

a

of

an

ar-

to

lis

to

ζħ

02

p-in

Ve

in es

to

gs

08 e-

al

n

e,

ŀ l-8

this consideration serves in part to justify for such statements the exception to the Hearsay rule (vate, § 1630), it is only occasionally (as in a certificate of acknowled ment) that the force of a real presumption can be

§ 2535. Same: (2) Appointment and Authority of Officers; Incorporation. There is a rule of substantive law that for some legal purposes a de facto incumbency of a public office suffices; the de jure appointment would then not be in issue. But supposing that it is, the rule of evidence, requiring production of documentary originals (ante, § 1178), would call for the original document of appointment; unless, under that rule, an exception can be found for them. Such an exception, for reasons already noticed (ante, § 1228), is recognized for many classes of cases.1

Assuming, then, that the de jure incumbency of office by a particular person is to be shown, and that the document of appointment need not be produced, there may then come into play a well recognized presumption of incumbency, based on the person's prior notorious action as such officer. In strictness, there are here two elements, the course of action and its notoriety; 2 but the former alone is commonly mentioned. For public officers, the scope of the presumption depends more or less on the issue of substantive law involved, because other evidence may be demanded where the title to the office is the essence of the controversy; moreover, the rule of the sufficiency in substantive law of a de facto incumbency (above noted) tends to be confused with the present evidential rule of presumption.8 Occasionally the rule is

edgment, on the fact of ite venue, goes to the jnry "against evidence in rebuttal, whatever it may be"); 1903, Pine Tree L. Co. n. Fargo, -N. D. --, 96 N. W. 357 (a city treasurer)

credit of assessment-receipts, presumed correct).
Compare the cases cited ante, \$\$ 1347-1344
(conclusive documents) and \$\$ 1630-1684 (amissibility of official documents), where the etatutes often declare anch a rule for those documents.

often declare anch a rule for those documents.

1 1789, R. v. Gordon, 2 Leach 3d ed. 581 (murder of a conetable; production of the appointment not needed); 1805, Kirwan v. Cockburn, 5 Esp. 233 (appointment in the army; the commission itself ehould be produced); 1883, James v. State, 41 Ark. 451, 453 (road-overseer; production not required); 1881, Hall v. Bishop, 78 Ind. 370, 372 (deputy auditor and assessor; production not required); 1899, State v. Haskiue, 109 Ia. 656, 80 N. W. 1063 (production not required).

not required).

The latter is nearly the same as using a reputation of appointment (ante, § 1626); the former rests on a principle of Relevancy (ante, § 270).

former rests on a principle of Local Science (\$272).

** Examples are as follows: England: 1791, Berryman v. Wise, 4 T. R. 366 (action of elander by an attorney); 1796, Cross v. Kaye, 6 id. 663 (attorney as defendant); 1826, Pearce v. Whale, 5 B. & C. 38 (attorney suing for services); 1833, Butler v. Ford, 1 Cr. & M. 662, 669 (police officers); 1835, Cannell v. Curtis, 2 Bing. N. C. 228 (assistant overseer of a parieh); 1836, M'Gahey v. Allstou, 2 M. & W. 206 (veetry-clerk's 35)

action on a bond); 1845, Doe v. Young, 8 Q. B. 63 (commissioners of land-tax; Coleridge, J.:
"It is an admitted point that acting in an office "It is an admitted point that acting in an office is proof of being officer. . . . The inference may be carried upwards as well as downwards"; L. C. J.: "If it was within a reasonable time of the act done, that is sufficient"); 1846, Doe v. Barnes, ib. 1037, 1042 (chnrch-wardens and overseers of a parish; Patteson, J.: "The fact [of acting] does not of itself prove any title, but only that the person fills the office"; but Denman, L. C. J., and Williams, J., rather take the view that the course of action indicates a title); only that the person fills the office"; but Denman, L. C. J., and Williams, J., rather take the view that the course of action indicates a title); United States: Ark.: 1859, State v. Stroope, 20 Ark. 202 (road-overseer indicted); 1866, Hardage v. Coffman, 24 id. 256 (trover; plea of taking while army-officer; notorious action as such, sufficient); Cal. C. C. P. 1872, \$ 1963, par. 14; 1903, Monterey v. Jacks, 139 Cal. 542, 73 Pac. 436 (city trustees); Ga.: 1857, Allen v. State, 21 Ga. 217, 219 (constable); Code 1895, \$ 5168 (an "officer de facto may be proved by his acts," without producing his appointment); Ill.: 1883, Golden v. Bressler, 105 Ill. 419, 428 (trusteee of a bank appointed by the Governor); Ia.: 1855, Gonrley v. Hankins, 2 Ia. 75, 77 (as between third persone, a de facto showing enflices); 1870, Londegan v. Hanmer, 30 id. 508, 515 (juttice of the peace); Kan.: 1889, State v. Crowder, 41 Kan. 101, 112, 21 Pac. 208 (government detective); La.: 1847, Planters' Bank v. Bass, 2 La. An. 430, 437; Me.: 1852, Hntchings v. Van Bokkelen, 34 Me. 126, 132 (arrest by a lieuten-88

applied to prove a private authority, 4 but usually only in connection with the authentication of documents (ante, § 2124). By an extension of the principle the due incorporation of a company is often presumed from its course of action as such, together (in some cases) with a notoriety or repute; 5 and the statutory admissibility of reputation alone (ante, § 1625) would probably be deemed also to create the force of a presumption.

It may be added that many instances, in which this presumption might be brought into question, are otherwise disposed of through the rule of authentication of documents under seal, presuming the incumbency of the sealing

ant); 1867, New Portland v. Kingfield, 55 id. 172, 174 (overseers of the poor, furnishing pauper-supplies); Mass.: 1862, Webber v. Davis, 5 Ali. 393, 396 (magistrate); 1871, Com. v. Kane, 108 Mass. 423 (indictment for assault upon a police officer); 1893, Com. v. Wright, 158 id. 149, 157, 33 N. E. 82 (illegal resistance to the person) over testimony tables. police; the person's own testimony to his office, without evidence of public acting; nndecided); Mich.: 1843, Scott v. D. Y. M. Society, 1 Doug. 119, 152 (reputation and acting, sufficient; here, of jndges); Mo.: 1837, Hart v. Robinett, 5 Mo. of Jages); and . 1601, that v. acousts, o soil, 11, 16 (constable and deputy; acting is sufficient); 1858, Eads v. Woodbridge, 27 id. 251 (district school trustee; acting is sufficient); 1885, State v. Holcomb, 86 id. 371, 377 (murder and accomplising are sufficient); 1885, State v. Holcomb, 86 id. 371, 377 (mnrder of a policeman; action and recognition are enfficient); 1890, State v. Findley, 101 id. 217, 222, 14 S. W. 185 (tax-collector; acting is enfficient); N. H.: 1872, State v. Roberts, 52 N. H. 492, 495 (collector of taxes); N. J.: 1798, Gratz v. Wilson, 6 N. J. L. 419, 420 (judge of the Federal Supreme Court); N. Y.: 1830, Wilcox v. Smith, 5 Wend. 231, 234 (constable; "there must be some color of an election or appointment, or an exercise of the office, and an acment, or an exercise of the office, and an ac-quiescence on the part of the public for a length of time which would afford a etrong length of time which would afford a etrong presumption of at least a colorable election or appointment"); 1831, Ring v. Grout, 7 id. 841, 344 (repute and conduct; applied to school-trustees; the repute being as to the de facto and not the de jure exercise of office); 1832, McCoy v. Curtice, 9 id. 17 (same); N. C.: 1844, Burke v. Elliott, 4 Ired. 355, 359 (besides the de facto exercise, there must be "at least some colonrable election and induction into office ab origine, or so election and induction into office ab origine, or so long an exercise of the office and acquiescence long an exercise of the office and acquiescence therein of the public anthorities as to afford to the individual citizen a presumption strong "of appointment; here, a constable); Tems.: 1809, State v. Manley, 1 Overt. 428 (acting is sufficient, except where the officer justifies or snee as each); Tex.: 1902, De Lucenay v. State, — Tex. Cr.—, 68 S. W. 796 (county judge); U. S.: 1819, Sawyer v. Steele, 3 Wash. C. C. 464, 468 (officers of a revenue cutter, suing for renality; acting as Sawyer v. Steele, 3 Wash. C. U. 464, 468 (officers of a revenue cutter, suing for penalty; acting as such is enfficient); 1821. Jacob v. U. S., 1 Brockenb. 520, 528 ("acting notoriously" suffices; here, a revenue collector); 1827, Bank v. Dandridge, 12 Wheat. 64, 70 (cashler of the U. S. Bank, acting and recognized as such, assumed to be properly appointed); 1830, Ronkendorff v. Taylor, 4 Pet. 349, 359 (assessors; action under

anthority is sufficient); Vt. : 1827, Adams v. anthority is sumcient); Vt.: 1827, Adams v. Jackson, 2 Aik. 145 (constable); 1856, State v. Abbey, 29 Vt. 60, 64 (justice performing a marriage); 1862, Briggs v. Taylor, 35 id. 57, 67 (deputy sheriff); 1898, State v. Taylor, — id. —, 39 Atl. 447 (constable making an arreet).

4 1837, Campbeli v. Bank, 2 Iil. 423 (anthorial and the statement of the same anneadage bond).

ity of an attorney to give a supersedeas bond); 1871, Druse v. Wheeler, 22 Mich. 439, 444 (trustees of a church, in an action for trespass).

(trustees of a church, in an action for trespess). Contra: 1853, Bryan v. Waiton, 14 Ga. 185, 192 (not applicable to a private trust, e. g. a guardian); 1857, Gilbert v. Boyd, 25 Mo. 27, semble (private trustees; rule not applicable).

The foliowing ruling perhaps belongs here: 1898, Baxter v. Camp, 71 Conn. 245, 41 Atl. 803 (whether the defendant's cancellation of his signature to a contract was anthorized; his admission of the cancellation, held not to put on him the duty of producing syldence of put on him the duty of producing evidence of authority).

authority).

S Compare the cases on judicial notice of charters (post, § 2575); Del.: Rev. St. 1893, c. 107, § 12 (bank's incorporation, provable in criminal proceedings by reputation or by the issuance of notes as a bank); Ill.: 1858, President, etc. of Mendots v. Thompson, 20 Ill. 197 (here a peculiarly strict rule; the production of the charter, and proof of acts done under and in conformity with it, suffices); 1884, Lonisville N. A. & C. R. Co. v. Shires, 108 id. 617, 625 (similar); Rev. St. 1874, o. 38, § 486, St. 1889, June 3 (user is to be prima facie evidence of corporate existence, in criminal prosecutions); Mass.: 1876, Merchants' National Bank v. Giendon Co., 120 Mass. 97 (banking corporation, in an action on a note); N. H.: Pub. St. 1891, c. 274, § 7 (offences involving counterfeit bank. c. 274, § 7 (offences involving counterfeit bank-notes; carrency of the notes, "or other proof," is sufficient to show the bank's establishment); Tenn.: 1900, State v. Missio, 105 Tenn. 218, 58 S. W. 216 (larceny; example of the doctrine of S. W. 216 (larceny; example of the doctrine of the sufficiency in substantive law of a de facto corporation); U. S.: 1827, Bank of U. S. v. Dandridge, 12 Wheat. 64, 71, per Story, J.; Vt.: 1834, Barnes v. District, 6 Vt. 388, 393 (organization of a school district, proved by action as ench and reputation); Wash.: 1893, Yakima Nat'l Bank v. Knipe, 6 Wash. 348, 350, 33 Pac. 884 (national bank).

The incumbancy of a corporate officer will

The incumbency of a corporate officer will sometimes be noticed: 1870, State v. Cleavland, 6 Nev. 181, 185 (forgery); 1827, Bank of U. S. v. Dandridge, 12 Wheat, 64, 70, per Story, J.

officer (ante, §§ 2161-2169), and by the doctrine of judicial notice of public

§ 2536. Similarity of Foreign Law. Whether a foreign rule of law is to be adopted as applicable to any part of the litigation before the Court, depends upon principles of substantive law. Supposing the foreign rule to control, then it is to be noted, with reference to ascertaining the terms of the foreign rule, that the Court does not know it judicially,1 and that it must therefore be proved like any factum probandum,2 and that in aid of such proof a presumption may within certain limits be resorted to. (1) If it is the law of a State possessing the English common law as the foundation of its system, in particular, one of the United States, it is generally said to be presumed to be the same as that of the forum; seven if it involves the existence of a statutory enactment, the same rule is often applied,4 though many Courts draw a distinction here and confine the presumption to the common or judicially-declared law.⁵ (2) If the foreign State is not one whose system is

For the rule of presumption as to the incumbency of the celebrant of a marriage, see ante, § 2505; the question is complicated by two additional oues, namely, whether a de facto cler-yyman sufficed at common law, and whether the pponent hy his conduct has admitted the legality of the celebrant's appointment.

VII

the

rinirse

and

bly

; be

ntiing

. v.

e v. nar-

67

· id.

). hor-

d); 444

85,

7. 8 27,

ere:

Atl.

of ed; of

in the 197 of

ud lle 25 89, of

B);

n

in

1, k-f,''

58 cto v.

93

Jpponent hy his conduct has admitted the legarity of the celebrant's appointment.

1 Post, § 2573.

2 Whether to the Court or to the jury is another question (post, § 2558).

3 Ga.: 1895, Pattillo v. Alexander, 96 Ga. 60, 22 S. E. 646 ("as to such matters concerning which there is no such recognized variance ... as will afford a basis for judicial cognizance of such difference"; here the nature of an indorser's contract); Ia.: 1896, Goodwin v. Assurance Soc., 97 Ia. 226, 66 N. W. 157; Nobr.: 1894, Fitzgerald v. F. & M. C. Co., 41 Nehr. 374, 472 (rate of interest); 1897, East Omaha St. R. Co. v. Godola, 50 id. 906, 70 N. W. 491; 1902, People's Building L. & S. Ass'n v. Backus, id., 98 N. W. 315 (usury); 1903, Staunchfield v. Jutter, id., 96 N. W. 642 (waste hy mortgagee of property); Pa.: 1896, Musser v. Stanffer, 178 Pa. 99, 35 Atl. 709; S. D.: 1897, Morris v. Huhbard, 10 S. D. 259, 72 N. W. 394; Tex.: 1895, Tempel v. Hunter, 89 Tex. 69, 33 S. W. 222.

Sometimes the rule is applied even to the law of Louisiana: 1868, Simma v. Express Co., 38 Ga. 129, 132.

of Louisiana: 1805, Simina v. Express Co., to Ga. 129, 132.

4 Cal.: 1895, Cavallaro v. R. Co., 110 Cal. 348, 42 Pac. 918; Ga.: 1903, Wells v. Gress, — Ga. —, 45 S. E. 418 (warranty of a chattel's quality; the sale being made in Wisconsin, and the Georgia Code sanctiouing an implied warranty, it was held that, even supposing that the common law did not imply such a warranty, warranty, it was held that, even supposing that the common law did not imply such a warranty, yet "the legal presumption is that the lex loci is the same as our own"); Ia.: 1903, Barringer v. Ryder, 119 Is. 121, 93 N. W. 56 (dower rule); Kan.: 1901, Woolacott v. Case, 63 Kan. 35, 64 Pac. 965; 1903, Poll v. Hicks, 67 id. 191, 72 Pac. 347 (Ohio judgment; Ohio statute presumed the same, as to a supergulas band). sumed the same, as to a supersedeas bond); VOL. IV. - 26

1903, Heim B. Co. v. Gimber, ib. 834, 72 Pac. 859 (contributory negligence, while injured in Missouri; neither decision nor statute of Mis-Missouri; neither decision nor statute of Missouri judicislly noticed, i. e. they were presumed to be the same); Mo.: 1898, Burgess v. Tel. Co., — Mo. —, 46 S. W. 794; Nebr.: 1893, Scroggin v. McClelland, 37 Nebr. 644, 646, 56 N. W. 208 (period of limitation); 1899, Fisher v. Donovan, 57 id. 361, 77 N. W. 778 (law of beneficiary corporations); Pa.: 1903, Adams Paper Co. v. Cassard, 206 Pa. 179, 55 Atl. 949 (contract of a wife made in New York; the contract being void by statute if made in Penn. (contract of a wife made in New York; the contract being void by statute if made in Pennsylvanis, "the Court will presume the wife's adjustility is the same in New York as here"); Wis.: 1903, Second Nat'l Bauk v. Herman and Smith, 118 Wis. 18, 94 N. W. 664 (sufficiency of notice of dishonor).

The apparent ruling in New Jersey (1902, Coler v. Tacoma R. Co., 64 N. J. Eq. 117, 53 Atl. 680; 1903, Dittman v. Distilling Co., ih. 537, 54 Atl. 570) that a statute of snother State will be presumed the same is really a ruling that a corporation chartered in one State may exercise its powers in another State unless the other State expressly prohibits it, and hence the hurden of proving this exceptional prohibition is on

the party who would profit by it.

**Ala.: 1897, Louisville & N. R. Co. v.
Williams, 113 Ala. 403, 20 So. 938; 1899, Birningbam Waterworks Co. v. Hume, 121 id. 168, 25 So. 806; Ark.: 1893, Brown v. Wright, 58
Ark. 20, 22 S. W. 1022 (but the nawritten law is not presumed to be the same when the law is not presumed to be the same where the comis not presumed to be the same where the common law of England was not the foundation of jurisprudence, as in Texas); Ga.: 1898, Pattillo r. Alexander, 96 Gs. 60, 30 S. E. 644; IU.: 1893, Miller v. Wilson, 146 III. 523, 531, 34 N. E. 1111 (statute of frauds, not presumed); 1899, Schlee v. Guckenheimer, 179 id. 593, 54 N. E. 302 (assumpsit on contract made in Ohio, but legal in Illinois: presumed valid as at com-N. E. 302 (assumpert on contract made in Onio, hut legal in Illinois; presumed valid as at common law in Ohio); La.: 1895, Roehl v. Porteous, 47 La. An. 1582, 18 So. 545; Mass.: 1894, Kelley v. Kelley, 161 Mass. 111, 112, 36 N. E.

founded on the common law the presumption will probably not be made, unless the principle involved is one of the law merchant common to civilized countries.6 It has been suggested that in reality there is no presumption, and that the true process is merely that of refusing to recognize a presumption that the foreign State has a different law; 7 and no doubt this will sufficiently describe the situation in many cases; but the ordinary mode of stating the question seems correct enough in most instances. The proper phrasing depends upon the state of the burden of proof in the case in hand; though the doctrine of judicial notice of law (post, § 2573) tends to be here confused.

§ 2537. Contracts. In evidencing the issues of fact arising under a contract right or liability, the first burden of proof (ante, § 2485) is almost always determined by the rules of pleading, or is directly deducible therefrom; the chief class of questions here, the performance of a condition, is included plainly, in common law tradition, within the sphere of pleading; though in more recent times, under looser methods of procedure, the relaxation of boundaries between affirmative and negative pleas has tended to obscure the old landmarks of discussion. So, too, under the second burden of proof (ante, §§ 2487, 2494), so far as there are rules of prima facie sufficiency or of presumption, relieving or shifting the duty of producing evidence, they seldom concern facts peculiar to the domain of contracts alone; and any of the preceding presumptions may become applicable.2

§ 2538. Statute of Limitations. The first burden of proof (ante, § 2485), affecting the loss of a right by limitation, was at common law usually placed upon the plaintiff, i.e. to show that the period of limitation had not elapsed

837 (divorce jurisdiction); *Minn.*: 1898 Pardoe v. Merritt, 75 Minn. 12, 77 N. W. 552; N. Y.: 1894, Vanderpoel v. Gorman, 140 N. Y. 563, 568, 35 N. E. 932 (assignment by corporation); 1898, First National Bank v. Broadway N. Bank, 156 id. 459, 51 N. E. 398 (statutory states of the states of the

N. Bank, 156 id. 459, 51 N. E. 398 (statutory change in another State not presumed); S. D.: 1898, Meuer v. R. Co., 11 S. D. 94, 75 N. W. 823; Tex.: 1899, Blethen v. Bonner, 93 Tex. 141, 53 S. W. 1016 (semble); V.: 1897, State v. Shattuck, 69 Vt. 403, 38 Atl. 81.

6 Compare with the following some of the cases cited supra, notes 3-5, on the law of Texas and Louisiana: 1899, Aslanian v. Dostnmian, 174 Mass. 328, 54 N. E. 845 (common law merchant, if it applies in Turkey, must be shown to do so, by the party wishing to prove it); 1901, Mexican C. R. Co. v. Glover, 46 C. C. A. 334, 107 Fed. 356 (Mexican law as to employers' liability, presumed the same as that of ployers' liability, presumed the same as that of Texas). The presumption of continuance (ante, § 2530) is sometimes here invoked: 1880, Hynes v. McDermott, 82 N. Y. 43, 57 (whether the law of France, as proved for 1862, would be presumed to continue until 1871, not decided).

7 1898, Corson, P. J., in Meuer v. R. Co., 11 S. D. 94, 75 N. W. 823. Compare Story, Conflict of Laws, 8th ed., 1883, § 637, note by Professor Bigelow.

² The following are examples of the com-

moner problems of this sort: Warranties or moner problems of this soft: Wattunies or conditions in an insurance policy: 1902, Hennessy v. Ins. Co., 74 Conn. 699, 52 Atl. 490; 1903, Supreme Teut v. Stensland, 206 Ill. 124, 68 N. E. 1098 (life); 1896, Penn. M. L. Ins. Co. v. M. S. B. & T. Co., 19 C. C. A. 286, 72 Fed. 418, 441 (the burden is on the insurer to show materiality and frandulent intent of a false representation; nor does knowledge of the fal-eity of the same representation in another policy raise a presumption as to knowledge on this occasion); Exemptions in a baile's contract: ante, § 2508; Reservations in a deed: 1897, Harman v. Stearns, 95 Va. 58, 27 S. E. 601 (deed with reservations; the claimant must prove that the land claimed is not within the reservations).

² The following are some of the rare instances: Shipper's assent to the terms of a bill of lading received: 1896, Chicago & N. W. R. Co. v. Simon, 160 Ill. 648, 43 N. E. 596 (the carrier must show that limitations of his common-law liability are brought to the shipper's notice); 1866, Boorman v. Express Co., 21 Wis. 152, 158 delivery to the shipper raises a presumption of assent); Partnership books: 1897, Wilson v. Potter, — Ky. —, 42 S. W. 836 (partnership books are presumed correct; and in attacking them the matter of the partnership books. them the specific items must be pointed out beforehand),

n_

ed

n.

p-

fi-

of

er

in

to

n-

l-

a;

 \mathbf{b}

in

ı-f

d

e-

m

9-

d

d

0

e

between the accrual of his right and the institution of his suit; 1 this seems to have been due to the peculiar wording of the earliest statutes, whose analogies were afterwards repeated. But the more natural and just view is to treat the fact as one of defeasance, like a release, and thus to place on the opponent the burden of establishing it; this is the result accepted in probably most jurisdictions to-day, either by statute 2 or at common law; 3 in any event, it is in strictness a question of the law of pleading, not of evidence. Where the plaintiff's declaration exhibits in itself the lapse of the barring period, a further question arises (not necessarily dependent on the rule for burden of proof) as to the mode of taking advantage of this admission; in some cases a demurrer, or its equivalent, may suffice; 4 in a jurisdiction where the burden is on the defendant, it would be proper to raise thereby a presumption in his favor, shifting to the plaintiff the duty of producing evidence of some exception; 5 though here again the rules of pleading should furnish the proper mode of determination.

§ 2539. Malicious Prosecutica. In an action for malicious prosecution, the plaintiff is anomalously required to plead and to prove facts which are otherwise regarded as matters of excuse or privilege, i. c. the termination of the prior proceeding in his favor, the lack of probable cause for it, and the malice; 1 this being prescribed for him by the rules of pleading. In the course of sustaining this first burden (ante, § 2485), he may sometimes avail himself of rules of presumption or prima facie sufficiency (ante, §§ 2487, 2497) or be met by counter-presumptions for the defendant; for example, by a rule that the magistrate's discharge,2 or the suffering of a nousuit, is prima facie evidence, or raises a presumption, of lack of probable cause, or that the defendant's receipt of advice from counsel is sufficient evidence of probable cause. But in these and other instances the rule is frequently intended to be one of substantive law, i. e. that the fact in question is or is not per se probable cause; and the details of substantive law thus become inextricably mingled with the rules of presumption.

§ 2540. Sundry Burdens and Presumptions. In sundry multifarious cases, more or less casual, rules of presumption have been recognized; 1 and experi-

^{1 1817,} Hurst v. Parker, 1 B. & Ald. 92 (trespass to a mine); 1837, Nepean v. Knight, 2 M. & W. 894 ("the onus is also cast on the lessor & W. 894 ("the onus is also cast on the lessor of the plaintiff of showing that he has commenced his action within twenty years after his right of entry accrued"); 1897, Leigh v. Evans, 64 Ark, 26, 41 S. W. 427 (administrator's account); 1897, Graham v. O'Bryan, 120 N. C. 463, 27 S. E. 122.

2 Cal. C. C. P. 1872, § 458; 1896, Thomas v. Glendinning, 13 Utah 47, 44 Pac. 652 (under Comp. L. 1888, § 3244).

3 1895, Goodell's Ex'rs v. Gibbons, 91 Va. 608, 22 S. E. 504; Wood on Limitations, 1901, 3d ed., by Gould, § 7.

4 1879, Hutchinson v. Hntchlnson, 34 Ark. 164 (provided also the facts in the complaint

^{164 (}provided also the facts in the complaint negative any ground of avoidance); 1876, Peo-ple v. Herr, 81 Ill. 125 (but not ln an action on

a penal statute); 1895, Fulton v. Northern III. College, 158 id. 333, 336, 42 N. E. 138; 1879, Lewis v. Alexander, 51 Tex. 578, 588.

§ 1879, Hines v. Potts, 56 Miss. 346, 352; 1895, Gross v. Disney, 95 Tenn. 592, 32 S. W. 632; Wood on Limitations, ubi supra.

§ 1883, Abrath v. Northeastern R. Co., L. R. 11 Q. B. D. 440; 1858, Barron v. Mason, 31 Vt. 189 (leading opinion, by Redfield, C. J.).

^{189 (}leading opinion, by Redfield, C. J.).

**Contra: 1860, Israel v. Brooks, 23 1ll. 526

^{[575];} accord: 1893, Barhight v. Tammany, 158 Pa. 545, 28 Atl. 135.

^{3 1902,} Cohn v. Saidel, 71 N. H. 558, 53 Atl. 800 (collecting the cases pro and con).

¹ The following are illustrations: 1897, Kansas City, F. S. & M. R. Co. v. Becker, 63 Ark. 477, 39 S. W. 358 (a common employment of plaintiff and the defendant's servant having been shown, a presumption arises that they were fel-

ence will doubtless and justly continue to develop new ones. The various burdens of proof of the first class fall properly within the domain of the rules of pleading (ants, § 2486).

low-servants); 1895, Levy v. Chicago N. Bauk, 158 Ill. 88, 28 N. E. 179 (when things are doue on the same day, they are presumed to have been done at the same time); 1897, Crane v. People, 188 id. 395, 48 N. E. 54 (Bev. St. o. 38, § 12, relating to adultery, applied); 1896, Mutual Life Ins. Co. v. Wiswell, 56 Kan. 765, 44 Pac. 996 (the taking of morphine by the insured's own hand does not create a presumption of suicide, and the hurden of proof to show suicide remains on the insurer); 1848, Brown v. Burnham, 28 Me. 38 (procedure in taking a deposition); 1839, Raudolph v. Easton, 23 Pick. 242 (a panper woman's settlement in E. being shown, the defendants showed a marriage; held, that the burden was still upon them to show that the husband had a sottlement elsewhere than at E., and not on the plaintiffs to show that he was

settled at E.); 1896, State v. Mitchell, 119 N. C. 784, 25 S. E. 783; State v. Rogers, ib. 793, 26 S. E. 142 (the aworn examination of a bastard's mother raises a presumption); Cook v. Guirkin, ib. 13, 25 S. E. 715 (payment admitted by payee; application of it to other lawful debts alleged in defence; the duty to produce evidence is on the payee); 1897, Foster v. Crawford, 80 Fed. 911 (levy of execution on sufficient assets raises a presumption of satisfaction); 1901, U. S. v. Chun Hoy, 50 C. C. A. 57, 111 Fed. 899 (under St. May 5, 1892, § 3, a Chinese person has the hurden of showing his right to remain in the United States); 1895, Witz v. Fite, 91 Va. 446, 22 S. E. 171 (where a higher security is given for the same debt, there is a presumption of merger).

П

18 18

d-

er to

er on c-7,

BOOK III: TO WHOM EVIDENCE MUST BE PRESENTED (LAW AND FACT; JUDGE AND JURY). 1

CHAPTER LXXXVIII.

§ 2549. Functions of Judge and Jury; General Principles.

2550. Admissibility of Evidence. 2551. Sufficiency of Evidence.

2552. Negligence. 2553. Reasonablen

2554. Same: Malicions Prosecution.

§ 2555. Facts Judicially noticed; Trial by Inspection; Nul Tiel Record. § 2556. Construction of Documents. § 2557. Criminal Intent.

2558. Foreign Law. 2559. Local Law.

§ 2549. Punctions of Judge and Jury; General Principles. As a part of the larger procedure of jury trial, the question arises, To whom must evidence be presented for persuasion? To the judge, or to the jury? Before examining the answer to this question, certain principles, superficially related, must be discriminated. (a) The judg's control over the burden of proof. As a part of the rules regulating the burden of proof, the party on whom rests for the time being the duty of coming forward with evidence may be required to offer not merely any evidence whatever, but a sufficient amount to be worth considering, before he is regarded as satisfying this rule; in other words, he cannot go to the jury unless his evidence is sufficient, by this test; and it is the judge that applies the test. In this sense, then, the judge may be called upon to rule whether the evidence is sufficient, i. e. sufficient to go to the jury; if it is, they then solely determine whether it is sufficient, i. e. to convince them. This has been already examined (ante, §§ ?487, 2494). (b) The judge's discretion, or final determination of a question either of fact or of law (ante, § 16). The ruling of a trial Court on preliminary questions of fact relating to admissibility is often held to be not subject to review, i. e. the trial Court is said to have "discretion"; the instances have been mentioned under the various heads of evidence. (c) The judge's application of a rule defining the legal consequences of a fact. So far as the substantive law gives certain facts per se a legal consequence (as when it makes, for example, the consultation of counsel per se sufficient for good faith, in an action for malicious prosecution), the judge applies the rule, and the case is in this respect beyond the control of the jury. This principle becomes especially important in issues of negligence (post, § 2552). (d) Finally, the present subject, i. e. the respective functions of judge and jury, in the ultimate decision of the different issues that arise; upon this apportionment of function depends the question, To whom is the evidence to be regarded as offered by the parties?

¹ Explanatory Note. The explanations made ante, § 2499, note 1, apply to this Chapter also.

Taking up the last question, then, we find it usually said that questions of fact are for the jury; or in the Latin phrase employed by Coke, Ad quastionem facti non respondent judices, ad quæstionem juris non respondent juratores. But this cannot be taken as a trustworthy guide to the solution of any particular controversy on the subject:

1898, Protessor James Bradley Thayer, Preiminary Treatise on Evidence, 185, 202: "Courts pass upon a vast unmber of questione of fact that do not get on the record or form any part of the issue. Courts existed before juries; juries came in to perform only their own special office; and the Courts have always continued to retain a muititude of functions which they exercised before ever juries were heard of, in ascertaining whether disputed things be true. In other words, there is not, and never was, any such thing in jury trials as an allotment of all questions of fact to the jury. The jury simply decides some questions of fact. . . . The allotment to the jury of matters of fact, even in the strict sense of fact which is in issue, is not exact. The judges have always answered a multitude of questione of ultimate fact, or facts which form part of the issne." \$

It is therefore of little service to seek for guidance as to the limits of these questions by defining "law" and "fact"; the inquiry is rather as to the kinds of questions of fact which are to be determined by the judge. Moreover, this inquiry in effect concerns the respective division of functions between judge and jury, - a larger subject, and one not so much a part of the law of evidence as of the law of trial-procedure in general; and the matter is thus complicated by other inquiries as to the general powers of the judge in supervising and controlling the jury, - inquiries which must be distinguished from the specific one whether the evidence on a certain point is to be addressed to the judge or to the jury as the functionary immediately concerned with its determination. It is here possible only to indicate the trend of some of the main subjects of controversy or difficulty.

§ 2550. Admissibility of Evidence. The admissibility of a given piece of evidence is for the judge to determine. This general principle is not disputed; its application to the various kinds of evidence - qualifications of witnesses, absence of a hearsay deponent, voluntariness of a confession, condition of a dying declarant, and so on - has already been considered under the various heads of evidence. It follows that, so far as the admissibility in law depends on some incidental question of fact — the absence of a deponent from the jurisdiction, the use of threats to obtain a confession, the sanity of a witness, and the like — this also is for the judge to determine, before he admits the evidence to the jury.1 This principle, one of the foundation-stones of our

Bulstr. 314.

Son the whole subject of this chapter, the reader should consult the masteriy historical and analytical survey by Professor Thayer, in his Preiiminary Treatise, c. 5, pp. 183-262; or his Law and Fact in Jury Trials, Harvard Law

Review, IV, 147.

1 1843, Bartlett v. Smith, 11 M. & W. 483 (whether a document is inadmissible through defauit of stamps; leading case); 1847, Doe v.
Davies, 10 Q. B. 314, 323; 1881, Fairbank v.
Hughson, 58 Cal. 314 (qualifications of an

s 1613-14, Isaack v. Clark, Rolie, I, 132, 2

alstr. 314.

S On the whoie subject of this chapter, the der should consult the masteriy historical d analytical survey by Professor Thayer, in Preliminary Treatise, c. 5, pp. 183-262; or may in short be stated as a universal rule that the Court always decides whether there has the Court aiways decides whether there has been any evidence upon a particular point, when there exists a legal necessity to produce such evidence in order to warrant the introduction of evidence upon some other point; to this extent the Court decides questions of fact"; here said of an overt act, preceding evidence of

Ш

of

18-

nt

of

2:

OF ly

of

er

he

is

e

18

r.

d

ď

law, has countless applications under the various rules of admissibility.2 In more recent times, however, a heterodox practice has appeared, in places, of leaving some questions of admissibility to the jury.3 No doubt the judge, after admitting evidence, leaves it to the jury to give it what weight they think fit, for they are the triers of the credibility and persuasive sufficiency of all evidence which is admitted for their consideration (post, § 2551). But to leave the fact to them, to be rejected or accepted according to some legal definition, and not according to its intrinsic value to their minds, is to commit a grave blunder. It is an error of policy (as well as a deviation from orthodox principle) for several reasons; in the first place, it is a needless abdication of the judicial function, - of which humility we have already too much; furthermore, it adds another to the exceptions to the general rules; and finally, it cumbers the jury with legal definitions and offers an additional opportunity for quibbling over the tenor of the instructions.

In the appurtenant corollaries of this function of the judge, it may be noted that he may of course hear evidence on both sides for determining the facts on which the rule of admissibility turns; that during this process the jury may be retired out of hearing; and that the judge's determination on this question ought to be final, beyond review by appeal, and is so by the wholesome rule of a few Courts.

§ 2551. Sufficiency of Evidence. When evidential facts are once admitted by the judge, their individual and total weight or probative value is for the jury. This signifies, first, that there are no rules of law to bind them on the subject, though Courts occasionally attempt to formulate some, 1 and, secondly, that the judge's own view of the weight of the evidence is not to be stated to the jury; though the latter rule (which obtains by Constitution or

the deceased's threats); 1898, Semple v. Callery, 184 Pa. 65, 89 Atl. 6 (good faith of a release of

interest).

The detailed applications of it are more conveniently considered under the various rules; conveniently considered nnder the various rules; in particular, compare the following places: ante, § 487 (testimonial qualifications in general), § 497 (insanity of a witness), § 508 (infancy), § 561 (expertness), § 587 (interest), § 861 (confessions), § 1192 (production of documentary origicals), § 1385 (cross-examination), § 1451 (dying declaration), § 1820 (capacity to take an oath), § 1383 (order of evidence), § 2020 (genular ness of handwriting-specimens), § 2060 (accomplice a corroboration), § 2771, 2322 (privilege). § 1877, Hartford F. Ins. Co. v. Reynolds, 36 Mich. 502, 504 (the trial Court allowed to leave to the jury to exclude communications if they

Mich. 502, 504 (the trial Conrt allowed to leave to the jury to exclude communications if they believed that the relation of legal adviser existed; "It does not properly belong to a indge to decide npon the truth of matters which have come ont during the examination of witnesses who conflict"); 1856, Bartlett v. Hoyt, 33 N. H. 151, 165 ("whether a witness la interested upon this or that given state of facts is a question of law for the Court; whether the facts exist as claimed by one party or the other is a question of fact, which, when presented in

the form of the preliminary inquiry as to the competency of witness, may be determined by competency of witness, may be determined by the Court, or, in the exercise of their discretion, by the jnry"). Other examples may be seen in the various passages cited supra, note 2, especially in §§ 487, 497, 587, 861, 1385, 1451.

4 1852, Parke, B., in Cleave v. Jones, 7 Exch. 421, 425; and cases cited ante, § 497 (Insaulty), § 861 (confessions), § 1385 (cross-axamination).

1893, State v. Shaffer, 23 Or. 555, 558, 32

1893, State v. Shaher, 25 Ur. DDD, DDS, 32 Pac. 545 (dying declarations); and cases cited ante, \$\frac{4}{5}\) 861, 1451, 1808.

1844, Foster v. Mackay, 7 Metc. 531, 587; 1888, Com. v. Robinson, 146 Mass. 571, 16 N. E. 452; and cases cited ante, \$\frac{4}{5}\) 16, 496, 507,

N. E. 452; and cases cited ante, §§ 16, 496, 507, 561, 862, 1194, 1312.

The rule of reasonable doubt (ante, § 2497) has here no possible application; though euch a notion has been advanced: 1898, Lipscomb v. State, 75 Miss. 559, 23 So. 210 (the facts must be proved to the judge beyond reasonable doubt; said here as to dyiog declarations, but the majority do not entirely agree on the doctrine); contra: 1838, Com. v. Robinson, Mass., supra.

¹ This question has been considered ante, §§ 29, 1013, 2033, 2034, 2498, in various aspects.

statute in almost every State, but not in the Federal Courts 3) is an unfortunate departure from the orthodox common-law rule, and has done much to introduce fruitless quibbles and to impair the general efficiency of jury trial as an instrument of justice.

§ 2552. Wegligence. The application of the general principle (ante, § 2549) suffers a few apparent or real exceptions in certain kinds of issues; and in

particular, in an issue of negligence.

When the question is whether a person has been guilty of negligence, i. c. whether he has used due care under the circumstances, or has acted as a prudent man would have acted, or whatever the form of phrase may be, the evidence is to be addressed to the jury, as upon other issues, because the question is for them to determine. But from this rule must be distinguished three kinds of judicial utterances, closely connected in practice, and superficially though not in truth involving an inconsistency with this principle or a limitation of it. (a) Where for the kind of case in hand a definite rule of law, more precise and concrete, has been framed for determining the effect of the person's conduct, this rule of law may, in the hands of the judge, conclude the question, and it may cease to be a question of fact for the jury to the extent that the rule of law applies. Thus, a defendant's conduct in carrying a loaded gun on his shoulaer in a city street may be ruled by the Court to be "negligence per se," or, in a common phrase, he may be held to have acted "at peril" of answering for the harmful consequences; so that the question of fact for the jury is merely whether he carried the gun in that way, and the question whether he acted with dne care ceases to be a question for them, because it is covered by a specific and concrete rule of law. Similar rules are constantly laid down for various situations, - leaving a horse unhitched in a street, running a train at a speed in excess of a statutory limit, storing gunpowder in a populous quarter, and the like. So, also, a concrete rule of this sort may be laid down for a plaintiff whose contributory negligence is pleaded, and it may be ruled that his conduct in thrusting his head out of a railway car-window, or in failing to stop, look, and listen at a railway crossing, is "negligence per se." Whether such a rule should be laid down is a question of the detailed substantive law appropriate to the situation; and, wherever such a rule of law appears, the matter ceases, as of course, to that extent, to be a question of fact for the jury. (b) In pursuance of the rules regarding the burden of producing evidence, and of the judicial function thus called into play (ante, §§ 2487, 2494), it is in every case for the Court to say whether there was sufficient evidence to go to the jury; and so also in a case of negligence. Thus the Court has constantly, in revising the results of a trial, to ask whether there was any evidence of negligence proper to be left to a jury;

^{8 1886,} Vicksburg R. Co. v. Putnam, 118 U. S. 545, 553, 7 Sup. 1. The veteran Chief Justice Ruffin, in State v. Moses, 2 Dev. 452, 458 (1830), comments on this degenerate rule with his usual keenness; it seems to have

originated in his State. Compare the remarks in Thayer's Preliminary Treatise, 188.

¹ The nature of such rules is explained in Holmes, Common Law, 150, 152; and in an article on An Analysis of Tort Relations, Harvard Law Review, VIII, 389.

Ш

or-

to

rial

19)

he

88-

er-

or

0f

of

de

X-

. be

be

n 18

n,

m

8 1-

is

y

n

0

and occasionally a more detailed test is attempted for thus exercising this power of revision and determining whether the party has fulfilled the duty of producing sufficient evidence.2 (c) Another form of utterance, sometimes and properly treated as another way of phrasing the preceding principle, but often treated as if independent of it and as if forming an exception to the first general principle above stated, is that the question of negligence goes to the jury unless the facts are undisputed and fair-minded or reasonable men could draw but one inference from them. So far as this phrase (almost universally used, in one form or another) is intended to mean that the Court would, if the above condition were fulfilled, either declare the evidence of negligence insufficient to go to the jury (if that were the Court's interpretation of the conduct), or set aside, as against the weight of evidence, a verdict finding no negligence and order a new trial or even cause a new verdict to be entered (if that were the Court's interpretation), the phrase is in effect only a more detailed statement of the test to be adopted by the Court in its supervisory right, just alluded to, to say whether there is or is not sufficient evidence for the jury or whether a verdict is or is not against the weight of evidence (ante, § 2494). But so far as the phrase is intended to mean that, if the specified condition is fulfilled, the Court will take the question into its own hands and say, as a matter of fact to be decided by the Court itself, that there was or was not negligence, upon facts undisputed and inferences alone conceivable, then the result seems to be in effect an exception to the general principle first above stated, i. e. it defines an excepted case in which the question of negligence is to be determined, for that litigation, by the judge and not by the jury. It is often difficult to ascertain what is the precise nature of the principle involved in this phrasing.6

§ 2553. Reasonableness. There are many situations in which the issue of reasonableness of conduct presents itself; and in general it is recognized as an issue of fact for the jury.1 There has been a more or less definite change

2 1894, Gerdes v. Iron & F. Co., 124 Mo.

^{\$} See the citations in the next notes. R. Co., L. R. 7 H. L. 213.

This is sometimes expressed in the diagram of the dia

innctive, i. c. facts undisputed or open to one

^{111; 1897,} White v. R. Co., 121 id. 484, 27 S. E. 1002; 1898, Ward v. Odell Mfg. Co., 123 id. 248, 31 S. E. 495; 1893, Gates v. R. Co., 154 Pa. 566, 572, 26 Atl. 598 (omitting the second clause); 1898, Boyle v. Mahanoy City, 187 id. 1, 40 Atl. 1093; 1888, Kane v. R. Co., 128 U. S. 91, 9 Sup. 16; 1891, Delaware L. & W. R. Co. v. Converse, 139 id. 469, 11 Sup. 569; 1893, Washington & G. R. Co. v. Harmon's Adm'r, 147 id. 571, 580, 13 Snp. 557; 1893, Richmond & D. R. Co. v. Powers, 149 id. 43, 45, 13 Snp. 748; 1893, Gardner v. M. C. R. 1893, Richmond & D. R. Co. v. Powers, 149 id.
43, 45, 13 Snp. 748; 1893, Gardner v. M. C. R.
Co., 150 id. 349, 361, 14 Sup. 140; 1893,
Northern P. R. Co. v. Peterson, 5 C. C. A. 338,
55 Fed. 940; 1897, Pyle v. Clark, 25 id. 190,
79 Fed. 744; 1892, Hanley v. Huntington, 37
W. Va. 378, 16 S. E. 807; 1893, Salladay v.
Dodgeville, 85 Wis. 318, 328, 55 N. W. 696
(omitting the first clause); 1893, Hart v.
R. Co., 86 id. 483, 490, 57 N. W. 91 (omitting
the second clause); 1897, Morrison v. Madison,
96 id. 452, 71 N. W. 882.

1 1894, Gerdes v. Iron & F. Co., 124 Mo.

from an earlier attitude of the Courts, when such questions were usually treated as questions of law, in the sense that the judge determined whether the conduct under all the circumstances was reasonable, or gave instructions to be applied by the jury to the facts that might be found by them; and instances of this older treatment are to be found to-day.² Moreover, an inte. mediate form appears, reserving the question for the judge where the facts are undisputed. But from these real variations in the attitude toward the present subject are to be distinguished the instances of the Court's resort to the two other principles already noted in speaking of the question o' negligence; (a) the question may, by the development of the substantive law, have ceased to be a broad and open one of reasonableness and have become reduced to detailed and concrete rules of thumb, - as in several instances in the law of negotiable instruments; here there is a rule of law, more or less definite, and the jury are to that extent limited in their inquiry; (b) the Court's supervisory right, upon the present issue as upon others, to declare that there is not evidence sufficient to go to a jury or that a verdict is against evidence (ante, § 2494), may be exercised by ordering a nonsuit or setting aside a verdict, without denying the general question to be one of fact for the jury.

§ 2554. Same: Malicious Prosecution. The question whether a defendant in a case of malicious prosecution or false arrest had "reasonable and probable cause" for the suit or arrest, although it may be in the broader sense a question of fact, has nevertheless been retained in the hands of the Court as a matter for its determination.\(^1\) The Court should properly instruct the jury "in the concrete and not in the abstract," by instructions adapted to cover the possible findings of fact.\(^2\) It is sometimes said that the question is for the judge if the facts are undisputed and are open to but one inference;\(^3\) but this fails to recognize the right of the judge, even

347, 25 S. W. 557 (obstructions to highway by merchandise for an unreasonable time); 1896, Chesterfield v. Ratiiff, — S. C. —, 30 S. E. 593 (diacharging firearms "without a reasonable excuse"); 1897, White v. Pease, 15 Utah 170, 49 Pac. 416 (delivery of goods within a reasonable time under a sale in traind of creditors).

able time under a sale in hand of creditors).

3 1824, Facey v. Hurdom, 3 B. & C. 218 (reasonable time; here left to the jury); 1832, Melitah v. Rawdon, v. sing. 416 (Tindal, C. J.: "whether there has been, in any particular case, reasonable diligence used, or whether unreasonable delay has occurred, is a mixed question of law and fact, to be decided by the jury, acting under the direction of the judge, upon the particular circumstances of each case"; 1843, Burton v. Griffiths, 11 M. & W. 817 (reasonable time; here left to the jury); 1810, Chesapeake Ins. Co. v. Starke, 6 Cr. 268, 278 (whether an abandonment of a vessel was within a reasonable time is for the jury under the Court's direction); 1894, Joyner v. Roberts, 114 N. C. 389, 392, 19 S. E. 645 (whether a register of deeds made reasonable inquiry as to age before giving a marriage license is for the Court).

1896, Comer v. Way, 107 Ala. 300, 19 So.
 966 (time); 1892, Earnahaw v. U. S., 146 U. S.
 60, 67, 13 Sup. 14 (notice); 1896, Americau
 Surety Co. v. Pauly, 18 C. C. A. 544, 72 Fed.
 470 (time of sending notice)

470 (time of sending notice).

480, too, in other subjects; c. g.: 1868, Ryder v. Wombwell, L. R. 4 Exch. 32 (necessaries for an infant).

saries for an Infant).

1 1841, Pauton v. Williams, 2 Q. B. 169;
1870, Lister v. Perryman, L. R. 4 H. L. 521;
1894, Olsen v. Lantalum, 32 N. Br. 526; 1896,
Kirk v. Garrett, 84 Md. 383, 35 Atl. 1089;
1893, White v. McQueen, 96 Mich. 249, 254, 55
N. W. 843 (facts conceded; taken from the
jury): 1893-94, Filer v. Smith, lb. 347, 102 id.
98, 55 N. W. 999, 60 N. W. 297; 1897, Hess v.
Oregon G. B. Co., 31 Or. 503, 49 Pac. 803;
1892, Mahaffey v. Byers, 151 Pa. 92, 96, 25 Atl.
93; 1893, Sanders v. Palmer, 5 C. C. A. 77, 55
Fed. 217.

Fed. 217.

8 Hess v. Bank, supra.

9 1895, Diers v. Malion, 46 Nebr. 121, 64
N. W. 722; 1891, Wass v. Stephens, 128 N. Y.
123, 28 N. E. 21.

where the facts are disputed, to submit instructions appropriate to the possible findings.

§ 2555. Facts Judicially noticed; Trial by Inspection; Hul Tiel Record. (a) On such matters as the Court notices judicially (post, § 2567), it would seem that the judge's ruling does not determine the matter, and the jury need not take it from him as a dec ded point, unless it concern something that would otherwise not come to them as matter of fact.

(b) There was once recognized a form of trial by inspection, i. e. by the judge's own observation of the fact in court. But this is rather to be considered as a survival, in distorted form, of some of the earlier methods of proof prevailing before jury-trial; and no recognition would probably be given to it to-day, except in the ensuing instance.

(c) A judicial record, when its existence in a certain tenor is denied, was said to be tried by inspection of the judge, on production of the alleged original record before him; and the plea of nul tiel record was coextensive with this class of cases. A foreign judgment, however, being evidenced by copy

§ 2556. Construction of Documents. The construction of all written instruments belongs to the Court.1 It may become necessary to hear evidence of the surrounding circumstances that fill out the meaning of the words, as well as of any local or commercial meanings attached to particular words by usage (ante, §§ 2461-2478); and the ascertainment of this is for the jury.2

1894, Schattgen v. Hoinback, 149 Ili. 646,
 652, 36 N. E. 969 (if there are disputed facts, it

П

ly er

0.8

n-

16 to

W,

18

38

10

sŧ g

d

25 of

y

15 ıt 0 n

652, 36 N. E. 969 (if there are disputed facts, it is to be submitted under instructions).

3 1768, Blackstone, II, 331 ("Trial by inspection . . . [is when the issue] being evidently the object of sense, the judges of the Court, upon the testimony of their own senses, shall decide the point in dispute; . . . when the fact from its nature must be evident to the Court, either from ocular demonstration or other the fact from its nature must be evident to the Conrt, either from conlar demonstration or other irrefragable proof, there the law departs from its usual resort, the verdict of twelve men, and relies on the jndgment of the Conrt alone"; the instances given being non-age of an infant, iife and identity of a party alleged to be dead, idiocy on appeal to the chancellor, mayhem, and a date as appearing in the almanacl: so for

and noestity of a party anegot to be designated indiction on appeal to the chancellor, mayhem, and a date as appearing in the almanac); so for non-age: Co. Litt. 380 b.

3 Thayer, Preliminary Treatise, 19-24.

3 1831, Morton v. Fairbanka, 11 Pick. 368, 370 (whether certain things were shingles or mere chips; "it was ruled that, as the point was clear upon inspection, it was to be decided by the Court"; ruling held improper.) One of the rare instances is the following, which however falls rather under the principle for documents (post, § 2556): 1836, Cromwell v. Tate's Ex'r, 7 Leigh 301, 303 ("the existence or non-existence of the seal [on a deed] is to be ascertained by an appeal to the senses; and when that is the case, the judges of the Court shall decide"; citing Biackstone).

4 1628, Co. Litt. 260 a ("If such a record be alleaged, and it be picaded that there is no such

alleaged, and it be pleaded that there is no such

record, it shall be tried only by itselfe"); 1768, Bisckstone, Commentaries, III, 330 ("Where a matter of record is pleaded in any action—as, a fine, a judgment, or the like—and the opposite party pleads nut tid record, . . . the trial therefore of this issue is merely by the record; . . . it shall not receive any trial by witness, jury, or otherwise, but only by itself"); jury, or otherwise, but only by itself"); accord: 1824, State v. Graton, 3 Hawks 187; 1824, State v. Isham, ib. 185; 1833, Adams v.

1824, State v. Isnam, 10. 180; 1808, Adams v. Bets, 1 Watts 425, 427.

1778, Walker v. Witler, 1 Dong. 1, 7, per Bniier, J. ("It is to be tried by the country . . . and not by the Count"); 1804, Collins v. Mathew, 5 East 473; 1820, Baldwin v. Hale, 17 John. 279

17 John. 272.

The exception for judgments of another of the United States "proved the rule": 1818, Mills v. Duryee, 7 Cr. 481, 485 (under the constitutional clause requiring full faith for a judgment of another of the United States, nut tien record becomes the proper plea of denial; "it may be proved in the manner prescribed by the Act, and such proof is of as high a nature as an inspection by the Court of its own record"; Johnson, J., diss.): accord: 1828, Hall v. Wil. Johnson, J., disa.); accord: 1828, Hall v. Wil-itams, 6 Pick. 232, 237 (nsefni opinion); contra: 1836, Carter v. Wilson, 1 Dev. & B. 362. 1 1806, Stammers v. Dixon, 7 East 200, 209; 1866, Lyle v. Richards, L. R. I H. L. 222, 241: 1873, Betta v. Venning, 14 N. R. 267.

241; 1873, Betts v. Venning, 14 N. Br. 267, 270; 1889, Hamilton v. Ins. Co., 136 U. S. 242,

255, 10 Snp. 945. 1903, State v. Brown, 171 Mo. 477, 71

But, subject to the amplification or precision of the meaning thus ascertained, it is the duty of the jury to take the construction of the instrument from the Court.² Where a contract is entirely oral, or partly in writing and partly oral, it is usually said that its terms, if disputed, are to be tried by the jury as a question of fact, subject to instructions as to the legal effect of the words.4

§ 2557. Criminal Intent. In the definition of crime, certain more detailed rules have from time to time been laid down, as rules of law, defining the nature of malice and of the other states of mind that are to be taken as constituting that criminal intent which is one of the elements of the offence. So far as limited by these rules, the question of intent ceases to be one of fact and is one of law.1 A chief controversy, which in the course of this development brought into competition and collision the respective functions of judge and jury, was the question whether, in a criminal prosecution for libel, the malicious or seditious intent was an inference of law to be made from the words published and the averments and innuendoes, as found by the jury and spread upon the record, or whether it remained as an inference of fact to be found by the jury. The practice of the English judges in the eighteenth century had not been entirely consistent in maintaining the former view,2 and the latter view was finally after much popular agitation sanctioned by the Legislature.3

S. W. 1031 ("the interpretation of writings is S. W. 1031 ("the interpretation of writings is always for the Conrt except when they are ambiguous"); 1898, Rioketts v. Rogers, 53 Nebr. 477, 73 N. W. 946; 1894, Meeks v. Willard, 57 N. J. L. 22, 25, 29 Atl. 318; 1879, West v. Smith, 101 U. S. 263, 270 (whether a letter amounted to an admission; "where the effect of the instrument depends not merely on its construction and meaning, but npon collateral facts and circnmstances, the inferences of fact to be drawn from the paper must be left to the be drawn from the paper must be left to the inry"); 1898, M'Names v. Hnnt, 30 C. C. A. 653, 87 Fed. 298; 1903, Rankin v. Fidelity Ins. T. & S. D. Co., 189 U. S. 242, 23 Snp. 553 ("Although [the question of] the construction of written instruments is one for the Court, of written instruments is one for the Conrt, [yet] where the case turns upon the proper conclusions to be drawn from a series of letters, particularly of a commercial character, taken in connection with other facts and circumstances,

connection with other facts and circumstances, it is one which is properly referred to a jury ").

3 1839, Hntchison v. Bowker, 5 M. & W.
535, 541 (meaning of the words "fine barley" and "good barley"; Parke, B.: "The law I take to be this, that it is the duty of the Conrt to construe all written instruments; if there are to construe all written instruments; if there are peculiar expressions used in it, which have in particular places or trades a known meaning attached to them, it is for the jury to say what the meaning of these expressions was, but for the Court to decide what the meaning of the contract was"); 1845, Alderson, B., in Robertson v. Showler, 13 M. & W. 609, 612 ("The jury are only to find facts and leave the Court jury are only to find facts, and leave the Conrt to indge of their meaning"). 1896, Nash v. Classen, 163 lll. 409, 45

N. E. 277 (a document forming part of a series of acts alleged to indicate an agency-relation); 1893, Enreka F. Co. v. B. C. S. & R. Co., 78 Md. 179, 188, 27 Atl. 1035; 1896, Gassett v. Glazier, 165 Mass. 478, 43 N. E. 193 ("where a contract is to be gathered from talk between the parties, and especially from talk between the parties, and especially from talk of more than one occasion, the question what the contract was, if controverted, must usually be tried by the jury as a question of fact"); 1891, Spragins v. White, 108 N. C. 449, 18 S. E. 171 (shealths or conditions) of the contract was a conditional of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a conditional of the contract of the contract was a contract was a contract when the contract was a co (absolute or conditional effect of an oral agreement to deliver).

For the practice in determining the meaning of a libel, see Capital & Counties Bank v. Henty,

L. R. 7 App. Cas. 741 (1882).

1 Diatinguish here such legal definitions of "malice," etc., from ordinary presumptions affecting the production of evidence (ante,

§ 2511).

The arguments and opinions in the great
Trial of the Dean of St. Asaph's, 21 How. St.
Tr. 946, 968, 978, 1039, 3 T. R. 428 (in which
Erskine was of counsel for the defendant, and
Lord Manafield delivered the opinion), contain the data on both sides; the answer of the Judges to the Lords, in 1789, 22 How. St. Tr. 296, 301, finally dealt with the matter.

3 1792, St. 32 G. III, c. 60, known as Fox's Libel Act. For the law in the United States, cost Thompson on Trials, § 2025; 1885, Shaw, C. J., in Com. v. Anthes, 5 Gray 185 (giving the history in England); 1902, Jones v. Murray, 167 Mo. 25, 66 S. W. 981. Distinguish here, also, however, the question (ante, § 2494) whether in a civil case there is any evidence

 \mathbf{II}

d,

he

ly

ry

he

 \mathbf{d}

he

R.S

e.

of

18

or le

ce

10 10

v.

re

d

B-

f

t

§ 2558. Poreign Law. In only a few instances has it been thought that a matter of the sort strictly termed "law" should be left with the jury for determination. It is more generally held that a foreign law is a matter of "fact," i.e. its existence is to be determined by the jury. But the better view is that it should be proved to the judge, who is decidedly the more appropriate person to determine it.1

§ 2559. Local Law. The doctrine has obtained in a few jurisdictions that the jury, in dealing with the *local law* applicable to the case, have a legal right to repudiate the instructions of the judge and to determine the law for themselves; 1 but this ill-advised doctrine, defiant of the fundamentals of law, has only a narrow acceptance.

upon which a jury might find a libei: 1882, Capital & Counties Bank v. Henty, L. R. 7 App.

Cas. 741.

The decisions seldom lay down either rule absolutely, owing in part to the desire to retain the principle of the Conrt's construction of documents (ande, § 2556) while recognizing the jury's function of crediting the evidence; but there is no necessity for here conceding anything to the latter; with the foliowing rulings compare those cited post, § 2573 (judicial notice of foreign law), and ante, § 1271, 1953 (expert testimony to foreign law) is 1868, Kline v. Baker, 99 Mass. 253 (foreign law is matter of fact, except for the construction and effect of a written document forming the entire evidence); 1887, Gibson v. Ins. Co., 144 id. 81, 10 N. E. 729 (same); 1898, Hancock Nat'l Bank v. Ellis, 172 id. 39, 51 N. E. 207 (a question of law when consisting entirely of statutes or decisions; of fact, where decisions are conflicting or inferences of fact are to be drawn); 1901, Cook v. Bartiett, 179 id. 76, 61 N. E. 266 (the tenor of the law is a question of fact, but the construction of the language in statutes and decisions not conflicting is for the Conrt); 1857, Charlotte v. Choutean, 25 Mo. 465, 473 (for the Donrt, so far as it is a statute, or decisions, experts, or writers resorted to for interpretation; but perhaps for the jury

where it is merely unwritten); 1862, Chariotte v. Chouteau, 33 id. 194, 200, 201 (unwritten law proved to the jury; English decisions, e?c., read to them); 1852, Pickard v. Bailey, 26 N. H. 152, 169 (for the Court, where merely preliminary to the legality of a document); 1902, Mexican N. R. Co. v. Slater, 53 C. C. A. 239, 115 Fed. 593, 606 (expert testimony to the construction of a foreign statute, heid to be "addressed to the judge to aid him in his ruiings"); 1888, Lycoming Ins. Co. v. Wright, 60 Vt. 522, 12 Ati. 103.

1 For the jurisdictions in which this view is taken, see Thompson on Trials, §§ 2132-2148; for a vindication of its orthodoxy and an examination of the rule in the various jurisdictions, in the various jurisdictions.

1 For the jurisdictions in which this view is taken, see Thompson on Trials, §§ 2132-2148; for a vindication of its orthodoxy and an examination of the ruie in the varions jurisdictions, see the opinion of Gray, J., in Sparf v. U. S. (1895), 156 U. S. 51, 110, 15 Sup. 273; for an examination of its probable origin, see Thayer, Preliminary Treatise, 253; ieading opinions are the foilowing: 1838, Best, C. J., in Levi v. Mylne, 4 Bing. 189, 195; 1835, Story, J., in U. S. v. Battiste, 2 Sumn. 243; 1846, Shaw, C. J., in Com. v. Porter, 10 Metc. 263; 1869, Doe, J., in State v. Hodge, 50 N. H. 510, 522; 1902, Hamersly, J., in State v. Gannou, 75 Conn. 206, 52 Atl. 727; and the earlier authorities are collected in Mr. Hargrave'a note 276 to Co. Lit. 155 b.

Knowledge.

BOOK IV: OF WHAT PROPOSITIONS NO EVIDENCE NEED BE PRESENTED.

TITLE I: JUDICIAL NOTICE.

CHAPTER LEXXIX

1. General Principles.

2565. Theory of Judicial Notice.

2566. Anomalous Meanings. 2567. Effect of Judicial Notice; (1) not

§ 2568. Same: (2) Notice must be requested; Pleading a Statute.

§ 2569. Same: (3) Judge's Private Knowledge; Judge may Investigate.
§ 2570. Judicial Notice by the Jury's own

2. Specific Facts Noticed.

§ 2572. Laws: (1) Domestic Statutes and Or-§ 2573. Same: (2) Foreign Law.

§ 2574. Political Facts: (1) International Affaire; Seals of State. § 2575. Same: (2) Domestic Political Organization; Boundaries, Capitals, etc. § 2576. Same: (3) Domestic Officials, their

Identity and Authority; Genuineness of Official

§ 2577. Same: (4) Official Acts; Elections, Census, Legislative Proceedings, etc. § 2578. Judicial Proceedings: (1) Officers and

Rules of Court.

§ 2579. Same: (2) Records of Proceedings.

§ 2580. Notorious Miscellaneous Facts: (1)
Commerce, Industry, History, Natural Science,

§ 2581. Same: (2) Times and Distances. § 2582. Same: (3) Meaning of Words; Names of Intoxicating Liquors.

1. General Principles.

§ 2565. Theory of Judicial Notice. Of the propositions involved in the pleadings, or relevant thereto, proof by evidence may be dispensed with in two situations: (1) where the opponent by a solemn or infra-judicial admission has waived dispute, and (2) where the Court is justified by general considerations in assuming the truth of the proposition without requiring evidence from the party. The former is considered under the head of Judicial Admissions (post, §§ 2588-2596). The latter is the process most commonly meant by the term Judicial Notice.

There are various senses in which the term Judicial Notice is used. In the orthodox sense above noted, it signifies that there are certain facta probanda (ante, § 2), or propositions in a party's case, as to which he will not be required to offer evidence; these will be taken for true by the tribunal without the need of evidence. This general principle of Judicial Notice is simple and natural enough. As to the scope of such facts, they include (1) matters which are so notorious that the production of evidence would be unnecessary; (2) matters which the judicial function supposes the judge to be acquainted with, either actually or in theory; (3) sundry matters not exactly included under either of these heads; they are subject for the most part to the consideration that though they are neither actually notorious nor

¹ The most learned discussion of the subject, and its history, is found in Professor J. B. Evidence, c. 7. 3598

bound to be judicially known, yet they would be capable of such instant and unquestionable demonstration, if desired, that no party would think of imposing a falsity on the tribunal in the face of an intelligent adversary. It is hardly feasible, however, in enumerating these matters, to follow strictly this or any other classification.

§ 2566. Anomalous Meanings of the Term Judicial Notice. The term Judicial Notice has many applications, distinct from those peculiar to the present purpose. Some of these are traditional, and therefore perhaps not to be termed incorrect; others are merely loose ways of naming some process or rule already properly known under another name. The essential thing is to distinguish these applications from the chief one, here involved, i.e. the acceptance of a matter as proved without requiring the party to offer evidence of it.

(1) A usage extending far back in our annals is to apply the term where the question is whether a certain pleading, or a certain averment in a pleading, or greater particularity of averment, is necessary. (2) Whether a Court, for the purposes of ordering a new trial or otherwise, may give effect to a matter capable of being judicially noticed—i.e. assumed without evidence—but not referred to in the record, or falsely alleged in the pleading, is a question of the power and duty of the Court; but this term has been applied to it. (3) Whether a Court will take judicial notice of the existence of a foreign state is really a question whether, as a matter of substantive law and judicial functions, a foreign State will in domestic Courts be treated as existing only so far as the Executive so treats it; here it is conceded that the Executive's recognition is the determining element. (4) Certain rules of evidence, usually

1 Thayer, ubi supra, pp. 281-286; 1899, Nichols v. Bardwell Lodge, 105 Ky. 168, 48 S. W. 426, 1091 (nnder C. C. P. § 119 and Rev. St. c. 35, § 1); 1897, Wikei v. Board, 120 N. C. 451, 27 S. E. 117 (declaring nnnecessary a supplemental plea alleging the repeal of an act); 1897, Donglass v. K. & M. R. Co., 44 W. Va. 267, 28 S. E. 705 (holding it unnecessary to allege the defendant to be a corporation;

allege the defendant to be a corporation.

In such cases, a ruling that no averment is necessary would usually imply a judicial notice of the fact if it were averred in pleading, and in the ensning topics are instances of this; hut it does not follow that a ruling requiring an feet ment implies that the fact would not be noticed

ment implies that the lact would not be shall if duly avered.

2 Thayer, whi supra, pp. 283, 288; 1897, Steenerson v. R. Co., 69 Minn. 353, 72 N. W. 713 (the Supreme Court, reviewing a finding of the Railroad Commission as to reasonable rates, conceded some weight to the experience of the Commission; Canty, J.: "[The Commission] should be thoroughly familiar with the many financial and economic problems which enter into the husiness of constructing and operating railroads. How is a judge, who is not supposed to have any of this special learning or experience, and could not take judicial notice of it if he had it, to review the decision of commissioners, who should have it and should act upon

it? It seems to us that such a judge is not fit to act in such a matter. . . . We see no way of disposing of this question except to hold that on appeal from the commission the Courts should, to the best of their ability, take judicial notice of all such technical learning, knowledge, and information of a general character as should be known and understood by the commission?

known and understood by the commission").

* 182S, Taylor v. Barclay, 2 Sim. 213 (where a pleading alleged that a certain government was recognized by H. M. government, and the Coart treated this as incorrect; "notwithstanding there is this averment in the hill [demurred to], I am bound to take the fact as it really exists, and not as it is averred to be"); 1897, People v. Oakland Water-Front Co., 118 Cal. 234, 50 Pac. 305 (declaration alleging title in certain lands; demnrrer; a statute incorporating a city declared its title to lands alleged in the declaration as the plaintiff's; the Court took "jndicial notice" that this allegation was incorrect; hat either it was a question of law, in which case a demurrer does not admit propositions of law, or it was a question whether certain statutory boundaries incinded the plaintiff's private land, in which case the ruling seems wrong as a matter of indicial notice).

of judicial notice).

* England: 1894, Mighell v. Sultan of Johore, 1 Q. B. 149, 158 (certificate of the Secretary of State for Colonies as to defendant's being an in-

known under other names, are frequently referred to in terms of judicial notice. Thus, the admissibility of almanacs is mainly a question whether an exception to the Hearsay rule can be made in their favor; but a Court occasionally makes this exception by saying that the almanac is to be judicially noticed; although the term is properly applicable only where the Court declares the day of the month, or other fact, not to need evidence, and then consults the book to inform itself; the practical difference being that in the former case it goes to the jury, but in the latter not.7 Again, it has been said that judicial notice will be taken of the correctness of the photographic process; 8 which is merely another way of saying that properly verified photographs are admissible evidence.9 In the same way, to take notice that "mere pasturage upon these western lands is very slight evidence of possession," 10 is to measure evidence; and the so-called judicial notice of certain seals 11 is merely a rule that the production of something purporting to be a seal shall be in these cases sufficient evidence of genuineness to go to the jury or shall suffice to raise a presumption of genuineness. Whether a Court will take judicial notice of the contents of legislative proceedings may be properly a question of the present sort; 12 but the same form of expression is also occasionally used where the real inquiry is whether, as evidence of the statute's terms, or of its passage, the journals are to be preferred to the official certifi-

dependent sovereign power; "this letter is conclusive"); 1900, Foster v. Giobe Venture Synd., 1 Ch. 811 (boundary of a foreign State); in Tayior v. Barclay, supra, note 3, it was decided merely that the allegation in a declaration that a certain foreign State was recognized as such by the King could be found untrue by reference to the Foreign Office; in Yrisarri v. Ciement, 1825, 2 C. & P. 223, 225 ("If a foreign State is recognized by this country it is not recognized. to the Foreign Office; in Yrisarri v. Ciement, 1825, 2 C. & P. 223, 225 (" If a foreign State is recognized by this country, it is not necessary to prove that it is an existing State; hat if it is not so recognized, such proof becomes necessary"), the latter clause seems misleading; United States: the doctrine of the foilowing cases is that a foreign State will or will not be so considered by the Conrt according as it is or is not recognized by the Executive: 1817, U. S. v. Hntchings, 2 Wheel. Cr. C. 543; 1808, Rose v. Himeiy, 4 Cr. 241, 272; 1818, Gelston v. Hoyt, 3 Wheat. 246, 324; 1891, The Nueva Anna, 6 id. 193; 1839, Williams v. Suffoik Ins. Co., 13 Pet. 415, 421; 1852, Kennett v. Chambers, 14 How. 35, 51; 1889, Re Bais, 135 U. S. 403, 431, 10 Sap. 854; 1890, Jones v. U. S., 137 id. 202, 212, 11 Snp. 30 (concinsive); 1897, Underhill v. Hernandez, 168 id. 250, 18 Snp. 83; 1891, U. S. v. Trumball, 48 Fed. 99, 104; 1893, The Itata, 56 id. 505, 510; Story on the Constitution, II, §4 1566, 1567. In U. S. v. Palmer, 3 Wheat. 610, 634 (1818), 'he ruing seems mereiy to concede (and properly) that a defendant denying a piratical intent may piesd the anthority of a revointionary government having a colorable existence, in which case its actual recognition is immaterial.

** The following instances show the correct The following instances show the correct stances sho

treatment: 1792, Attorney-General v. Cast plate Glass Co., post, § 2569; 1898, Lonisville & N. R. Co. v. Brinckerhoff, 119 Ala. 606, 24 So. 893 (here the Court intimated that an almanac, offered to show the time of sunset, was not improperly excluded, as there was no need of evidence).

So also mortality tables are sometimes said to be judicially noticed: 1894, Lincoln v. Power, 151 U. S. 436, 441, 14 Sup. 387 (notice taken of Cariisle Tables, in estimating length of life, whether offered in evidence or not); although in strictness they are evidence admissible under an exception to the Hearsay rule (ante, § 1698); the following case shows the correct treatment: 1901, Western & A. R. Co. v. Hyer, 113 Ga. 776, 39 S. E. 446 (on exceptions, a statement in the hrief of evidence that a mortality table was introduced does not authorize the Court to notice it, though it is stated to have been published in a voiume of official reports; Simmons, C. J., and Lewis, J., diss.); furthermore, it seems equally incorrect to notice the duration of life without some evidence from tables or the like, but this was done in Nelson v. Bradford L. So also mertality tables are sometimes said to iike, hut this was done in Nelson v. Bradford L.

& W. Co., 75 Conn. 548, 54 Atl. 308 (1903).
Again, certain official interest tables are some times made evidence by statute (ante, § 1672); hnt this does not signify that they are to be judicially noticed: 1886, Camp v. Randie, 81 Ala. 240, 2 So. 287.

\$ 1874, Uddersook v. Com., 76 Pa. 340, 352.

⁹ Ante, § 792. 16 1897, Whitney v. U. S., 167 U. S. 529, 546,

17 Sup. 857.

11 Ante, §§ 2161-2169.

12 Post, § 2577.

cate appended to the enrolled act. 18 (5) Other loose applications of the term, sometimes dealing with matters of substantive law,14 sometimes with matters of procedure, will occasionally be found. It is unfortunate that the phrase should be so often loosely employed, especially as the legitimate doctrine "is an instrument of great capacity in the hands of a competent judge, and is not nearly as much used, in the region of practice and evidence, as it should be." 15

§ 2567. Effect of Judicial Notice; (1) not Conclusive. (a) That a matter is judicially noticed means merely that it is taken as true without the offering of evidence by the party who should ordinarily have done so. But the opponent is not prevented from disputing the matter by evidence, if he believes it disputable. It is true that occasionally a Court is found declaring a thing judicially noticed and at the same time refusing to listen to evidence to the contrary; 2 but usually this is in truth laying down a new rule of substantive law by declaring certain facts immaterial; whenever a Court forbids the production of evidence, it removes the subject from the realm of the law of evidence properly so called.

(b) The process of taking judicial notice often may imply incidentally a ruling as to the respective functions of judge and jury. Does it signify that the settlement of the matter rests with the judge and not with the jury, that the jury are to accept the fact from the judge, and that so far as any further investigation is concerned, it is for the judge alone? Such is the view sometimes found, in decisions 3 as well as statutes.4 Yet it seems rather that the jury are not concluded: at the process of notice is intended chiefly for expedition of proof; and since the fact is disputable by the opponent (supra, par. u), it remai. possible for the jury to negative it. In those

¹³ Ante, § 1350. 14 E. g.: 1896, Sonthern R. Co. v. Covenia, 100 Ga. 46, 29 S. E. 219 (the declaration in an action for loss of a child's services alleged

¹⁰⁰ Ga. 46, 29 S. E. 219 (the declaration in an action for loss of a child's services alleged the services specifically, and gave the age of the child as 1 year, 8 months, and 10 days; the Cont took "indicial cognizance of the fact that a child of this tender age is incapable of rendering anch services" as justify recovery).

18 Thayer, whisupra, p. 309.

1896, People v. Mayes, 113 Cal. 618, 45 Pac. 860: and this seems implied throughout, particularly by the doctrine of \$ 2569, post.

Since indicial notice is an expedient for hastening the trial and eliminating superfluities, it would be proper to prevent the party in whose favor the fact is noticed from offering evidence of it: 1898, State v. Chingren, 105 La. 169, 74 N. W. 946 (that it is customary to mark up the price of land to be sold, not noticed).

2 E. g.: 1889, Com. v. Marzynski, 149 Mass. 68, 72, 21 N. E. 228 (indictment for illegally selling cigars on Sunday; "the Conrt has indicial knowledge of the meaning of common words, and may well rule that guns and pistols are not drugs or medicines, and may exclude the opinions of witnesses who offer to testify that they are").

⁸ Conn.: the first case is presumably now not law; 1841, L. v. Bulkley, 14 Conn. 362, 387 (conflicting sions in another State, snb-mitted to the jnry); 1843, Hale v. N. J. S. N. Co., 15 ld. 539, 549 (by statute, reports of decisions in other States are to be jndicially noticed; a Court therefore may hold the law to be as therein decided without submitting it to the jnry); 1847, Lockwood v. Crawford, 18 id. 361, 370 (same); 1897, State v. Main, 69 id. 123, 37 Atl. 80 (excluding from the jnry's consideration certain evidence as to a contagious tree-disease; certain evidence as to a contagious tree-disease; leading opinion, by Baldwin, J.); Minn.: 1893, Thomson-Houston El. Co. v. Palmer, 52 Minn. 174, 177, 53 N. W. 1137 (proof of foreign law; official copies of decisions of foreign Conrt not varied the constitution hairs for the County.

Onciar copies of decisions of foreign contr. nor received, the question being for the Court).

Alaska C. Cr. P. 1900, § 156 (like Or. Annot. C. 1892, § 1374); C. C. P. § 233 (like ih. § 242); Cal. C. C. P. 1872, § 2102 (whenever the knowledge of the Court is hy this code made evidence of a fact, the Conrt is to declare such knowledge to the jury, who are bound to accept it "); Or. Annot. C. 1892, § 242 (like Cal. C. C. P. § 2102, adding, "as conclusive"); § 1374 (same); Utah Rev. St. 1898, § 3479 (like Cal. C. C. P. § 2102).

classes of facts, however, in which the judge has the function of decision and not the jury (ante, §§ 2549-2559), it would be true, so far as any such facts were capable of notice, that the judge's determination is exclusive; but this would not be by virtue of the doctrine of judicial notice.

§ 2568. Same: (2) Notice must be requested; Pleading a Statute. Judicial notice being a dispensation of one party from producing evidence, it would seem that the party must, in point of form, make a request for it.1 Upon this request, the Court is bound, it is sometimes said, to declare the fact noticed,2 or at least to make that investigation (post, § 2569) which it deems necessary. No doubt, in most instances, the rule of law has the plain consequence of compelling the judge to declare the dispensation; not to do so would be to err, precisely as under any other rule of law. But it must not be supposed that this is universally true; the decisions demonstrate that there are numerous topics, near the line of doubt in their feature of notoriety, of which the Court may, but not must, take notice. No definite distinction is recognized; but it is plain that many of the rulings merely authorize the Court to notice a fact, without requiring it.8

§ 2569. Same: (3) Judge's Private Knowledge; Judge may Investigate. (a) There is a real but elusive line between the judge's personal knowledge as a private man and his knowledge as a judge. The latter does not necessarily include the former; as a judge, indeed, he may have to ignore what he knows as a man, and contrariwise.1 The dilemma sometimes thus presented has given rise to much discussion over extreme cases, - particularly the celebrated problem once put by a King of England, whether a judge could lawfully respite a convicted person whom he personally knew to be innocent.2 But it

Thus most of the above rulings in n. 3 are referable rather to the doctrine (ante, § 2558) that

foreign law should be evidenced to the Court.

2 1902, Amundson v. Wilson, 11 N. D. 193, 91 N. W. 37.

⁹¹ N. W. 37.

Distinguish the question (ante, § 2566) whether the party must have pleaded the fact; this arises frequently for the case of a statute; e. g., 1898, Nichols v. Bardwell Lodge, 105 Ky. 168, 48 S. W. 426, 1091.

3 1899, State v. Magers, 35 Or. 520, 57 Pac.

^{197 (}time of snneet).

**E. g.: 1889, Hunter v. N. Y. O. & W. R. Co., 116 N. Y. 615, 621, 23 N. E. 9 ("Conrts are not bound to take indicial notice of matters of fact. Whether they will do so or not depends on the nature of the subject, the issue involved, and the apparent justice of the case"); 1902, Re Osborne, 52 C. C. A. 595, 115 Fed. 1 (a cont's own records; the Court is not obliged to notice

them).

The following joke of Lord Eldon's illustrates this: 1782 (?), Lord Eldon, in Twiss' Life, I, 130: "We had an amusing case at York. Stakes for a race had been deposited in the hands of one party, to be paid to the owner of the horse that won; but then there was a condition that each horse was to be ridden by a 'gentleman'; and it was disputed whether the horse that did win was ridden by a 'gentleman'

or not. This action was to ascertain this point.

... Well, we had a great deal of evidence, and then we came to the summing up of the judge, who addressed the jury in these words: 'Gentlewho addressed the jury in these words: 'Gentlemen of the jury, when I see you in the box, I call yon "gentlemen," for I know you are such; custom has anthorized me; and from your office there I know yon are entitled to be called "gentlemen." But, ont of that box, I do not know what may be deemed the requisites that constitute a "gentleman"; therefore I can give you no direction.' The jury returned a verdict that he was not a 'gentleman.' Well, the next morning he challenged both Law and me, who were conducting the cause against him, for saywere conducting the cause against him, for saying that he was no gentleman; we sent him this answer, that we could not think of fighting one

who was pronounced by a solemn verdict of twelve of his countrymen to be no gentleman." 2 1406, Y. B. 7 H. IV, 41, pl. 5 (in arguing a question as to the duty of the Court not to have rendered a certain jndgment, connsei put this case: "Sir, let us put the case that one this case: Sir, her me pure and the man kills another in your presence, you observing it, and another who is not guilty is indicted before you and is found guilty so as to incur the penalty of death; you ought to respite the indgment against him, for you are knowing to the contrary, and should make further report to the King, to give him pardon; no more should

X

ıd

ts

al

d

n

et

8-

O

e

١f

is now well enough understood that there is here no impracticable dilemma. If the judge, as a man and an observer, has any personal knowledge, he may (and sometimes morally must) utilize it by taking the stand as a witness and telling in that capacity what he knows (ante, § 1909); this solves the dilemma without either injuring justice or violating principle.3 It is therefore plainly accepted that the judge is not to use from the bench, under the guise of judicial knowledge, that which he knows only as an individual observer.4 The former is in truth "known" to him merely in the peculiar sense that it is known and notorious to all men, and the dilemma is only the result of using the term "knowledge" in two senses. Where to draw the line between knowledge by notoriety and knowledge by personal observation may sometimes be difficult, but the principle is plain.

(b) But the subjects of knowledge which raise the foregoing problem are obviously those "facts," in the ordinary sense, which are ascertainable by personal observation; belonging as they do to the jury's ultimate determination, it is obvious that the judge must in their regard be merely an ordinary witness to the jurors. There are, however, facts of "law" which are for the judge's own ultimate determination, - such as the tenor of foreign or local law (ante, §§ 2558, 2559) and the meaning of a document (ante, § 2556).

yon give judgment in this case, before causing those to appear hy whose hands the King was paid "; Gascoigne, C. J.: "Once the King himself asked of me the very case that yon have put, and asked me what was the law, and I told him just as yon say it, and he was well pleased that the law was so"); 1578, Plowden's Commentaries, Partridge v. Strange, Plowd. 83 (mentioning, in Saunders' argument, the case in 7 H. IV with apparent approval); 1588, Coke, as connsel in Marriot v. Pascal, I Leon. 159, 161 (re-stating the case from the Year-book: "The judge he ongh not to carry himself according to his private knowledge which he hath of the said fact, scil, to acquit the prisoner, but all that he can do is to respite judgment"; it may be noted that Coke mistranslates the word ceitant in the original, and the story has been may be noted that Coke mistransiates the word secant in the original, and the story has been sometimes mistold, through him). Professor Thayer (Preliminary Treatise, 291)

has an interesting note on the earlier literature

has an interesting note on the earlier literature of this problem.

3 1696, Sir John Fenwick's Trial, before the House of Commons, 13 How. St. Tr. 663, 667 (Mr. Hawles, Sol. General, on Mr. Newport having cited the above story of Gascoigne: "It is said, though a judge do think in his conscience a person guilty, yet he onght not to make use of that private knowledge; and a case was quoted out of Henry IV. But I think that judge might have behaved himself something better than he did; and sure I am, now he would be than he did; and sure I am, now he would be hlamed. I do not say that a judge npon his private knowledge onght to judge; he ought not. But if a judge knows anything whereby the prisoner might be convicted or acquitted (not generally known), then I do say he ought to be called from the place where he sate, and go to the har and give evidence of his knowledge; and so the judge in Henry IV's time ought to

have done, and not to have suffered the prisonerto have been convicted and then get a pardon for him; for a pardon will not always to the

husiness").

4 1851, Fox v. State, 9 Ga. 373, 376 (refusing a continuance; the jndge's personal knowledge of a witness' lack of credit, held improper to be used; good opinion, by Nisbet, J.); 1854, State r. Edwards, 19 Mo. 675, 676 (conviction of a witness before the same indge in another county; notice not taken); 1809, Rosekrans v. Antwerp, 4 John. 239 (a statute forbade az appearance by attorney in a justice's conrt, nnless the party was prevented by sickness or hy absence from the county, of which proof was to be made; "the justice cannot act from his own knowledge and call that knowledge proof"); 1870, State v. Horn, 43 Vt. 20, 23 (marriage certificate by a justice in another domestic State; jndge's own knowledge of law of that State not to be nsed); 1900, Shafer v. Ean Claire, 105 Wis. 239, 31 N. W. 409 (a witness to a bridge's bad condition was excluded by the trial jndge, because the offer was "contrary to what I know to be the fact from my own personal knowledge"; held erroneous). 1851, Fox v. State, 9 Ga. 373, 376 (refusing

held erroneous).

Occasionally, however, this is allowed to slip in: 1880, Wisconsin Central R. Co. v. Cornell Univ., 49 Wis. 162, 164 (condemnation of right of way; the trial judge'e "great familiarity with that portion of the State," considered in not reversing the judgment); 1881, Halaska v. Cotahansen, 52 id. 624, 9 N. W. 401 (action for services as counsel, tried before a judge; the judge's observation of the services as he "maw and knew" them, allowed to be used). The following statute is peculiar: Conn. Gen. St. following statute is peculiar: Conn. Gen. St. 1887, \$ 689 (instice of peace's "personal knowledge" of commission of offences of drunkenness, etc., sufficient).

Since these are to be decided by the judge, he is at liberty to investigate the facts for himself, in addition to receiving the evidence which the parties may offer. This is done, however, not by virtue of the doctrine of judicial notice, but by virtue of the judge's exclusive function, as against the jury, to try the fact (ante, § 2549). These investigations are frequently to be observed in rulings upon the recognition of a foreign State, the tenor of foreign law. and the meaning of words.7

(c) Finally, there is a process of investigation by the judge prior to a ruling of fudicial notice upon a question of fact determinable by the jury. For example, when the Court is asked to dispense the party from evidencing the fact that the Mississippi joins the Missouri above the city of St. Louis, or that the first of January, 1904, fell on a Friday, i. e. to take judicial notice of these facts, he may resort to a map or a calendar, before making the ruling. This process is common enough; but it is distinct from the two preceding ones. It is not a search for evidence to establish the fact; because the fact is plainly of a kind within the province of the jury, not of the judge. Nor is it a contribution of personal testimony, for the judge does not know it by his own observation, nor need he take the stand to testify. It is merely an occasional measure, taken in discretion, to satisfy the judge that he is justified in making the desired ruling for dispensing with evidence. He perceives that the fact probably cannot need evidence; he merely seeks to define the precise tenor of the fact about which he will make his ruling. The fact will still be in theory disputable before the jury (ante, § 2567); the judicial investigation is made, not in order to establish the fact in their stead, but to make a ruling dispensing one party from offering to them evithe fact. This process, moreover, though permissible, is not compulsory upon the judge,9 inasmuch as judicial notice at large is itself more or less optional (ante, § 2568).

* 1828, Taylor v. Barclay, 2 Sim. 213 ("In consequence of the arguments in this case, I have had communication with the Foreign Office, and I am anthorized to state that the Federal Republic of Central America has not been recognized"); 1900, Foster v. Giobe Venture Synd., 1 Ch. \$11 (boundaries of a foreign State); 1897, Underhiil v. Hernandez, 168 U. S. 250, 18 Sap. 83 (the Court may consult the Department of State for information as to the Executive recognition of a foreign civil war the Executive recognition of a foreign civil war and de facto government, and may find the fact npon such information).

* 1998, Barranger v. Baum, 103 Ga. 465, 30 S. E. 524 (extradition); 1903, Weils v. Gress, — id. — , 45 S. E. 413 (iaw of another of the United States); and cases cited ante, \$ 2567,

of Lords, 22 How. St. Tr. 302 (jndges may resort to grammars and lexicons); 1792, Eyre, C. B., in Attorney-General v. Cast-plate Glass Co., 1 Anstr. 39, 44 ("On demurrer, a judge may well inform himself from dictionaries or books on the particular subject concerning the meaning of any word. If he does so at aisi

prius, and shews them to the jury, they are not to be considered as evidence, but only as the grounds on which the judge has formed his opinion"); 1902, Hilton v. Raylance, 25 Utah 129, 69 Pac. 660 (certain works on the Mormon religion having been excluded in the trial below, the Court held that it was entitled to refer to them nevertheies, as a matter of indicial knowledge, "to ascertain the particular meaning" of the Mormon doctrine of "sealing"); and instances cited ante, § 2556 (construction of documents) and §§ 1699, 1700 (dictionaries, etc., in

8 1896, People v. Mayes, 113 Cal. 618, 45 Pac. 861 ("he is anthorized to avail himself of any source of information which he may deem any source of information which he may deem anthentic, either by inquiring of others, or by the examination of books, or by receiving the testimony of witnesses"); and many instances passim, post, §§ 2572-2582.

• E. g.: 1853, Littlehale v. Dix, 11 Cush. 364 (magistrate's certificate that a deponent lived more than thirty miles from the place of trial and proportions and the contrave avidages.

triai, and no contrary evidence; the Conrt heid not bound to learn what the distance was).

§ 2570. Judicial Notice by the Jury's Own Knowledge. In general, the jury may in modern times act only upon evidence properly laid before them in the course of the trial. But so far as the matter in question is one upon which men in general have a common fund of experience and knowledge, through data notoriously accepted by all, the analogy of judicial notice obtains to some extent, and the jury are allowed to resort to this information in making up their minds. This doctrine, of course, has several aspects. From the point of view of the jury's duty, it appears as an exception to the rule that they must act only upon what is presented to them at the trial. From the point of view of the Hearsay rule, it may also be thought of as a partial exception to that.1 But additionally it must be considered from the present point of view, for it authorizes the party to ask the jury to refer to their general knowledge upon the matter in question, and thus in effect and to that extent makes it unnecessary for the party to offer such

But the scope of this doctrine is narrow; it is strictly limited to a few matters of elemental experience in human nature, commercial affairs, and every-day life.3 Thus, the natural instincts of human conduct, with reference to care or negligence at the time of danger, may be considered, the dangerousness of smoking a pipe in a barn near the straw,4 the conditions affecting the

1 Ante, § 1900 (inrors having personal knowledge must take the stand and state it publicly

IX

he

ay

he

in

٧,4

y.

ng

OT

of

g.

ng is

it

ın

8-

r-18

10

18 ir

1or

W,

to ρf D-Bu 15

m

edge must take the stand and state it publicly as witnesses subject to cross-examination). Distinguish, however, the propriety of knowledge acquired at a view (ante, § 1168).

In the palmy days of special juries (Thayer, Preiminary Treatise, pp. 94-97) this class of facts must obviously have been of broad range. But their gradual disues seems to have been marked by a judicial inclination to disparage a resort to even that special knowledge for which they were first sought: 1836, R. v. Rosser, 6 C. & P. 648 (value of a watch; Vanghan, J.: "Any knowledge you may have on the subject you may use; some of you perhaps may be in the trade"; Parke, B.: "If a gentleman is in the trade, he must be sworn as a witness. That general knowledge which any man can hring to the subject may be used without; but if it

to the subject may be used without; but if it depends on any knowledge of the trade, the gentleman must be sworn ").

*With the following cases, compare the presumption of carefulness (ante, § 2510): 1874, Bridges v. R. Co., L. R. 7 H. L. 213 (Poilock, B.: "It appears to me that the jnrors were entitled to assume that prima facie the deceased would conduct himself with ordinary prudence and discretion"): 1902, Chicago & E. I. R. Co. v. Beaver, 119 III. 34, 65 N. E. 144 (jury may consider the natural instinct to preserve life and avoid danger); 1894, Hopkinson v. Knapp Co., avoid danger); 1894, Hopkinson v. Knapp Co., 92 Ia. 328, 60 N. W. 633 (jary may consider the natural instinct to avoid danger); 1899, Ellis v. Leonard, 107 id. 487, 78 N. W. 246 (the natural instinct of salf-manuration from denominations). instinct of self-preservation from danger is not to be considered, if the plaintiff himself testi-fies); 1385, Chase v. Maine Central R. Co., 77

been instructed that they might consider their knowledge of "the habits of thought and mind and the natural instincts of men" to preserve themselves from injury, held, that on the facts the idea was "presented too prominently"); 1896, Manning v. R. Co., 166 Mass. 230, 44 N. E. 135 (injury hy the fall of a trolley; to the objection that there was no evidence of negligence, it was said "the jury were at liberty to say, from their experience as men of the world, that under such circumstances such an accident that under such circumstances such an accident commonly does not happen, unless the stick is carelessly handled; that it is in the power of the holder to see that he does not submit it to such holder to see that he does not submit it to such a strain as to make it possible that it should be torn from his hands; and to infer from those general propositions of experience that there was negligence in the particular case"); 1897, Lamoureux v. R. Co., 169 id. 338, 47 N. E. 1009 (ordinary conduct at a railroad crossing may be noticed); 1899, Leary v. Fitchharg R. Co., 173 id. 373, 53 N. E. 817, semble ("common experience" as to the mode of alighting from cars, proper to be considered); 1890, Huntress v. R. Co., 66 N. H. 185, 34 Ad. 154 (loe, C. J.: "When there is no evidence of insanity, intoxication, or suicidal purpose, and no evidence ication, or suicidal purpose, and uo evidence on the question of his care, except the instinct provided for the preservation of animal life, it may be inferred from this circumstantial proof that, for some reason consistent with ordinary care and freedom from fault on his part, his attempt to cross was due to his inadequate understanding of the risk".

4 1898, 1.illibridge v. McCann, 117 Mich. 84

fies); 1885, Chase v. Maine Central R. Co., 77
Me. 288 (fire set in a barn by smoking a pipe in the straw; no evidence of dangerousness needed).

various kinds of values, the intoxicating nature of a certain liquor, and even (though this illustrates how local conditions may affect the application) that a game played with bone-counters was played for money; but such a matter of private and variable belief as the character of a particular witness cannot be so taken into consideration by the jury.8 The range of such general knowledge is not precisely definable; but in these days when too much

With the following cases compare those cited ants, § 1168 (jury's knowledge acquired at a view): 1881, Green v. Chicago, 97 Ill. 370, 372 (jury's "own knowledge of values" may be considered); 1998, Springfield C. R. Co. v. Hooffner, 175 id. 634, 51 N. E. 864 (damages for personal injuries; general knowledge allowed to be used); 1900, Rock Island & E. I. R. Co. v. Gordon, 184 id. 456, 56 N. E. 810 (value of land; "your nwn general knowledge of matters and affairs," being struck from the instruction, was beld to be mere anrplusage); 1893, Chicago K. & W. R. Co. v. Parsons, 51 Kan. 406, 410, 32 Pac. 1083 (personal knowledge as to value of land is not to be considered); 1834, Parks v. Boston, 15 Pick. 198, 209 (eminent) to value of land is not to be considered); 1884, Parks v. Boston, 15 Pick. 198, 209 (eminent domain; in judging damages, the jury should "take counsel of their own experience and knowledge of like subjects"); 1839, Murdock v. Smmner, 22 id. 156 (value of goods converted; Shaw, C. J.: "The jury may properly exercise their own judgment and apply their own knowledge and experience in regard to the general subject of inquiry"); 1888, Bradford v. Cnnard (Co., 147 Mass. 55, 16 N. E. 719, semble ("common experience" is usable in finding values); 1902, De Gray v. N. Y. & N. J. Telephone Co., 68 N. J. L. 454, 53 Adi. 200 (jurors' experience as to the detriment of telephone structures to the value of property, not allowed to be conthe value of property, not allowed to be considered); 1681, Head v. Hargrave, 105 U. S. 45. sidereal; 1001, fleat v. liargrave, 100 U. C. 40, 49 ("their own general knowledge and ideas" are available in weighing expert testimony to value); 1818, Cummings v. Com., 2 Va. Cas. 128 (larceny of a bank-note; the defendant's passing it off in payment relieved from any further evidence of value); 1884, Washburn v. R. Co., 59 Wis. 364, 371, 18 N. W. 326 land damages; the jury may use their general knowledge of "the elements affecting the assessment,"

edge of "the elements allecting the assessment, but their verdict must be supported by the testimony; leading opinion, by Lyon, J.).

1854, Com. v. Peckham, 2 Gray 514.

1840, Stevens v. State, 3 Ark. 85 (gamhling; though there was no evidence that the play was for value, yet the jury was allowed to use its "experience" to infer that the bone-counters

"experience" to infer that the bone-counters represented money).

1895, Jenney Electric Co. v. Branbam, 145 Ind. 314, 41 N. E. 448 (jnrors may use general experience in judging of witnesses' credibility; good opinion, by Hackney, J.); 1854, Schmidt v. Ins. Co., 1 Gray 529 (jnrors may act on information which may "fairly be supposed to be within the common knowledge of all the jnrors"; hut "any particular knowledge of any facts, such as respecting the general infamous character of any of the defendant's witnesses. . . . not being open to comment on the nesses, . . . not being open to comment on the part of the defendant's connsel or to instruction

on the part of the Court, but which was in possession merely of some one or more, but not the whole of the jnry, could not fairly be taken into view by the jury"); 1878, Wharton v. State, 45 Tex. 2, 4 (the jnry asked the trial judge: "Can we judge a witness just by what he says on the stand, and not by what we know of him privately?" held, that the answer should have been in the affirmative); 1895, Johnson v. R. Co., 91 Wis. 233. 64 N. W. 753 (the jury's knowledge of character of a particular witness is not to be used).

In Georgia, this result was at first not accepted: 1651, Anderson v. Tribble, 66 Ga. 585, 589 (a charge that a witness' character for veracity, if they knew it, might be considered, was approved); 1881, Head v. Bridges, 67 id. 227, 237 (same; the ruling defended in an able opinion by Crawford, J.); 1884, Howard v. State, 73 id. 63 (same ruling); 1892, Chattanoogs R. & C. R. Co. v. Owen, 90 id. 285, 284, 15 S. E. 853 (preceding cases overruled; similar charge diapproved); 1694, Collins v. State, 94 id. 394, 19 S. E. 243 (same).

In South Carolina the earlier theory of a jury's knowledge long persisted: 1834, M'Kain v. Love, 2 Hill 506 (the jury may act, "in some degree, from their own knowledge of the character of the parties and their witnesses; it is for this reason that the jurors are drawn from the vicinage").

**The following illustrate its further scope: 1652, Houston v. State, 13 Ark. 68 (larceny of a horse; though there was no evidence of its value, the jury's knowledge and experience "was held on the part of the Court, but which was in pos-

home; though there was no evidence of its value, the jury's "knowledge and experience" was held to justify inferences that the defendant wild not have borrowed it, as alleged, if valueles, etc.; 1834, Parks v. Boston, 15 Fick. 198, 199, 209 (a fact personally known must be testified to; but this does not include the knowledge obtained by a view, nor the common experience of indicial notice); 1698, McGarraban v. R. Co. 171 Mass. 211, 50 N. E. 610 (the inry may employ "their knowledge and experience of affairs"); 1897, Illinois Centual R. Co. v. Greaves, 75 Min. 360, 20. 20. 20. 4 minds a characteristic of the control of the con 75 Miss. 360, 22 So. 792 (principle acknowledged; but a general instruction, without specifying the matter so to be known, was held improper); 1898, Wills v. Lance, 28 Or. 371, 1mproper; 1896, while a meteorological wind-record should be believed, against numerous eye-witnesses; jurors may use "such general practical knowledge as they may have upon the

The following ruling would probably not be accepted to-day: 1816, R. v. Sntton, 4 M. & S. 532, 537, 542 (riots against weaving machines; the judge told the jury that they might refer to their personal knowledge of the riotous acts; beld not improper, because he "did not advise X

at

1h

ok

8 v.

4

W

10

e-5,

emphasis is placed, in the selection of jurors, on the blankness of their mental tablets, there can be no harm in the liberal application of the present principle. As a natural part of its doctrine, of course, these matters may be referred to by counsel in their arguments.10

2. Specific Pacts Noticed.

§ 2572. Laws: (1) Domestic Statutes and Ordinances. A Court may be expected to dispense with evidence of the law of its own sovereignty; for it must be credited with a knowledge of it, or at least with the most competent knowledge where to search for it. No evidence of it need therefore be offered; and the counsel's reference during a trial to the text, or a copy, of the statute, for informing the judge, must be regarded as a judicial license to counsel to employ that evidence which the judge (ante, § 2569) would in theory seek

There are, however, certain natural limitations, by which Courts customarily abdicate their responsibility of knowing or of seeking for themselves:

(a) In the first place, the doctrine applies in strictness to public or general statutes of the Legislature only.2 But the distinction between a public or general act and a private or special act is, in the United States at least, not always easy to make. It may be said that a restriction of locality does not prevent an act from being public, provided the law is general in its application to persons; e. g., a law regulating within certain districts the right of fishing,3 or the right of navigation, or the lumber trade, or the sale of liquor. Acts incorporating municipal corporations, even by special charter, are usually regarded as public,7 as also acts incorporating State banks,8 and acts incorporating railways by general provisions, though not by special charter. 10 Moreover,

them to rely on that as a source of information on which they were to found their verdict, but only that it might make the proof more satis-factory to their minds if they knew what had passed").

passed").
10 1895, State v. Lingle, 126 Mo. 525, 31
S. W. 20; 1896, State v. Marsh, 70 Vt. 288, 40
Atl. 837 (counsel allowed to call the jury's at-

Att. 507 (counse) anowed so call the jury's attention to inquest methods, etc.).

1840, Baron Parke, in Frost's Trial, Gnraey's Rep. 168, to connsel: "For the fature, it would save time if, when you founded an objection upon an Act of Parliament, you had the Act here, for though we are appropriate to keep Act here; for, though we are supposed to keep the statutes in our heads, we do not." For the authentic text of a statute, when its

For the authentic text of a statute, when its contents are disputed, see ante, § 1350 (enrolled copy preferred to legislative journals).

§ 1900, State v. H. & C. Turnpike Co., 65 N. J. L. 97, 46 Atl. 700; 1832, Jeland v. Wilkinson, 6 Pet. 317, 319 (proceedings of the Legislature on petitions for relief by individuals, not to be noticed or read as public laws).

§ 1809, Burnham v. Webster, 5 Mass. 266, 269.

1853, Hammond v. Inloss, 4 Md. 138, 172.
 1832, Pierce v. Kimball, 9 Greenl, 54, 56.
 1855, Levy v. State, 6 Ind. 281, 283; 1888,
 State v. Cooper, 101 N. C. 688, 8 S. E. 134.

 7 1677, Albrittin v. Hnntsville, 60 Ala. 466,
 492; 1650, Alderman v. Finley, 10 Ark. 423,
 428; 1860, Payne v. Treadwell, 16 Cal. 220,
 232; 1678, Doyle v. Bradford, 90 Ill. 416 (statement) 232; 1675, Doyle v. Bradford, 90 Ill. 416 (statnte applied, on special facts); 1694, Jones v.
Lake View, 151 id. 663, 675, 36 N. E. 638;
1862, Macey v. Titcombe, 19 Ind. 135, 137;
1875, Stier v. Oskaloosa, 41 Ia. 353, 355; 1671,
Prell v. McDonald, 7 Kan. 426, 446; 1888,
State v. Sherman, 42 Mo. 210, 214; 1835, Briggs
v. Whipple, 7 Vt. 15, 19; 1864, Swain v. Comstock, 13 Wis. 463, 468; 1901, Davey v. Janesville, 111 id. 626, 87 N. W. 813 (the adoption
of a general charter law by a particular city,
noticed, as well as amendments thereto).

8 1860, Davis v. Bank of Fulton. 31 Ga. 69:

8 1860, Davis v. Bank of Fulton, 31 Ga. 69 1862, Gordon v. Montgomery, 19 Ind. 110; 1855, Bank of Newbury v. R. Co., 9 Rich, L. 495; 1861, Bnell v. Warner, 33 Vt. 570, 578.

495; 1861, Bnell v. Warner, 33 vt. 570, 578.

1861, Heaston v. R. Co., 16 Ind. 275, 278.

10 1876, Perry v. R. Co., 55 Ala. 413, 426;
1839, Ohio etc. R. Co. v. Ridge, 5 Blackf. 78;
1872, Atchison T. & S. F. R. Co. v. Blackshire, 10 Kan. 477, 487. Contra: 1866, Wright v. Hawkins, 28 Tex. 452, 471.

The principle is often liberally treated 1898, Miller v. Matthews, 87 Md. 464, 40 Atl. 176 (notice taken of a statute chartering a company to be sole surety on official bonds. But

an act declared by the Legislature itself to be deemed a public act will be so treated; 11 and of course an amendment of a private act by a public one, 12 or any amendment of a public one,18 will be noticed. Occasionally, too, statutes require all private acts to be noticed.14

(b) The ordinances and regulations of local boards and councils are not noticed.16 The regulations of executive departments or bureaus are sometimes,

but not always, noticed.16

§ 2573. Same: (2) Poreign Law. The laws of other nations and States not being laws of the forum at all, except by casual adoption - will not be

noticed. But here some further discriminations are necessary:

(a) Relatively to each other, the States of the United States are independently sovereign, and for the present purpose foreign; hence their laws, equally with the laws of other nations, will not be noticed by the Courts of any one of the United Statea.2

in theory no private corporate charter need be noticed; 1846, Winnipiscogee Lake Co. v. Young, 40 N. H. 420, 428 (corporate name). 13 1834, Beaumont v. Mountain, 10 Bing. 404; 1896, Missouri, K. & T. R. Co. v. Colburn, 90 Tex. 230, 38 S. W. 1531 1830, Beaty v. Knowler, Phys. 152 187

A. Pet. 152, 187,
 181, 180, Lavalle v. Peopie, 6 Ill. App. 157,
 1843, Parent v. Walmsiy's Adm'rs, 20 Ind.
 82, 88, 1879, Belmont v. Morrili, 69 Me. 314,

14 E. g.; Conn. Gen. St. 1887, § 1067 ("private or special acts"); 1878, Doyle ». Bradford,
 30 Ill. 418; 1861, Eel River D. Ass'n v. Topp,

18 Ind. 242.

18 1857, Case v. Mobile, 30 Ala. 538 (city); 19 1857, Case v. Mobile, 30 Ala. 538 (city); 1899, Moore v. Jonesboro, 107 Ga. 704, 33 S. E. 435 (city); 1857, Indianapolie & C. R. Co. v. Caldweil, 9 Ind. 397 (county board); 1859, Garvin v. Wella, 8 Ia. 288 (city); 1899, Watt v. Jones, 60 Kan. 201, 58 Pnc. 18 (city, in civil cases); 1901, Horne v. Mehler, — Ky. —, 64 S. W. 918 (city); 1852, Hassard v. Municipality, 7 La. An. 495 (city); 1895, Shanfelter v. Baltimore, 80 Md. 483, 31 Atl. 439 (city); 1896, Field v. Malster, 86 id. 591, 41 Atl. 1067; 1876, Winona v. Burke, 23 Minn. 254 (city); 1854, Mooney v. Kenuett, 19 Mo. 52., 555 (city); 1877, Porter v. Waring, 89 N. Y. 250, 254 (city); 1898, Stittgeu v. Randle, 99 Win. 78, 74 N. W. 538. But the following distinction seems sound: 1899, Scranton v. Daneubann, — Ia. —, 80 N. W. 221 (a municipal Court must notice municipal ordinance).

-, 80 N. W. 221 (a municipal Court must notice municipal ordinance).

18 1893, Com. v. Crane, 158 Mass. 218, 33 N. E. 388 (internal revenue regulations as to oleomargarine, not noticed); 1893, Campbell v. Wood, 118 Mo. 198, 202, 22 S. W. 798 (surveyor general's instructions to deputies, noticed); 1902, Larson v. First Nat'l Bank, - Nebr. -, 92 N. W. 729 (regulations of the Indian bureau in the Interior Department, noticed); 1809. in the Interior Department, noticed); 1899, U. S. v. Gumm, 9 N. M. 811, 58 Pac. 398 (In-terior Department regulations for ilcense to cut timber, noticed); 1894, Caha v. U. S., 152 U. S. 211, 221, 14 Sup. 513 (Interior Department regulations for land-office suits, noticed); 1898, Dominici v. U. S., 72 Fed. 46 (Treasury

Department regulations, etc., noticed); 1893, The Clara, 5 C. C. A. 390, 55 Fed. 1021 (marine luspectors' regulations, not noticed); 1899, Smith v. Shakopes, 38 C. C. A. 617, 97 Fed. 974 (regula-tions of Federal lighthouse board, not noticed); 1901, Whitney v. Spratt, 25 Wash. 62, 64 Pac. 919 (rules and decisions of U. S. land-office, noticed).

ticed).

1 1718, Fremoult v. Dedire, 1 P. Wms. 429 (Holland) | 1884, Board v. Estrelia, 5 Haw. 211, 214 (iaw of Portugal); 1852, Strother v. Lucas, 6 Pet. 763, 768; 1872, The Pawashick, 2 Lowell 142; 1875, Dainese v. Hale, 91 U. S. 13, 18.

But Admirally law, so far as in effect luternational and common to all, may be noticed; 1801, Talbot v. Seeman, 1 Cr. 1, 37 (French 1801, Tallos v. Seeman, 1 Cr. 1, 37 (French marine decrees as to neutral commerce, noticed as iaws); 1871, The Scotia, 14 Wall. 170, 188; 1899, The New York, 175 U. S. 187, 20 Sup. 87 (Canadian statute adopting Revised International Regulations for Navigation, noticed). Contra: 1872, The Pawashick, 2 Lowell 142, ann. 1872.

By statute sometimes the rule is changed: W. Va. Code 1691, c. 13, § 4 (foreign law, "statutory or other" is to be noticed).

³ In some Courts, a distinction is made between statute and common law; Ala.: 1889, between statute and common law; Ata.: 1889, Insurance Co. v. Forcheimer, 86 Ala. 341, 5 So. 870; Ark.: 1901, Lonisiana & N. W. R. Co. v. Phelps, 70 Ark.: 17, 65 S. W. 709 (but here a statute of 1899 changed the law); Cal.: 1854, Cavender v. Gniid, 4 Cal. 250, 253; Calo.: 1886, Polk v. Butterfield, 9 Colo. 328, 12 Pac. 218; Polk v. Butterfield, 9 Colo. 328, 12 Pac. 218; Conn.: 1823, Brackett v. Nortou, 4 Conn. 517, 520; 1827, Hempstead v. Reed, 8 id. 460, 486; 1837, Dyer v. Smith. 12 id. 384, 390; 1843, Hale v. S. N. Co., 15 id. 539, 549; Fla.: 1893, Sammis v. Wightman, 31 Fia. 10, 30, 12 No. 528; 1898, Duke v. Taylor, 37 id. 64, 19 So. 172 (here the law of organization of corporations); Ga.: 1868, Simms v. Express Co., 38 Ga. 129; Ill.: 1860, Chumasero v. Gilbert, 24 Hi. 293; 1895, Ferris v. Bank, 158 id. 237, 41 N. E. 1118 (the anthority of a foreign notary to administer an oath); Ind.: 1859, Johnson v. Chambers, 12 Ind. 102, 105; Ind. T.: 1900, Hockett v. Alston, Ind. T. -, 58 S. W. 875 (law of Cherokee

(b) The Federal laws of the United States are equally the laws of each State, and hence the Courts of one of the United States notice them, whether ordinary public acts of Congress 5 or treaties; 4 and they are of course noticed

(e) Since the judicial powers of the Federal Courts extend to many cases arising under the laws of the various States of the Union, such State laws are for the purpose in hand part of the law of the Federal Courts, and will therefore be noticed by them; though the Federal Supreme Court, on the somewhat scholastic theory that it cannot know on appeal what the Court below could not know, declines, on writ of error to a State Supreme Court, to notice what the latter could not notice, i. c. the law of a sister State. Extending this principle, it has been held by State Courts that in cases where appeal may be made to the Federal Courts on questions of Federal law, - e.g. the effect of a judgment in another State Court, - the law of such other

(d) So far as by subdivision or amalgamation the former laws of another sovereignty have to any extent become a part of the law of the forum, such former law of the other sovereignty may properly be noticed. This principle

Indian tribes in the Territory, not noticed); 1909; Sass v. Thomes, — id. —, 69 S. W. 893 (Chickasaw law); 1903, Rowe v. Henderson, — id. —, 78 S. W. 250 (suit between Chickasaw Indians concerning land in the Chickasaw Indians concerning land in the Chickasaw Nation; the Chickasaw law not noticed); Kan. 2 1900, Alexandria A. & F. S. R. Co. v. Johnson, Al. Kan. 417, 59 Pac. 1963; Law 1969, Rush v. Nation; the Chickasaw law not noticed); Adn. 1900, Alexandria A. & F. S. R. Co. v. Johnson, 61 Kan. 417, 59 Pac. 1063; Lan.: 1902, Rash v. Landers, 107 La. 549, 32 So. 95; Md.: 1867, Baltimore & O. R. Co. v. Glenn, 28 Md. 287, 323; Mass.: 1868, Kline v. Baker, 99 Mass. 253; 1893, Chipman v. Pesbody, 159 id. 420, 423, 34 N. E. 563; Minn.: 1901, Crandall v. R. Co., 83 Minn. 190, 68 N. W. 10; Mo.: 1857, Charlotte v. Chouteau, 25 Mo. 465, 473; N. J.: 1868, Condit v. Blackwell, 19 N. J. Eq. 193, 196; N. C.: 1857, Hooper v. Moore, 5 Jones L. 130, 132; Okl.: 1900, Greensville N. Bank v. Evans, S. B. Co., 9 Okl.: 353, 60 Pac. 249 (laws of Arkansas, as extended by Federal Act to Indian Territory, not noticed; leading opinion); R. I.: 1898, Taylor v. Slater, 21 R. I. 104, 41 Atl. 1901; Tex.: 1859, Anderson v. Anderson, 23 Tex. 639; Vr.: 1859, Mortey v. Allen, 71 Vt. 377, 45 Atl. 752; Vu.: 1817, Warner v. Com., 2 Va. Cas. 95, 98.

In Canada, the intercolonial laws are by statute to be noticed: Dom. St. 1893, c. 31, § 7 (specifical binds of Rritish imperial provincial)

statute to be noticed: Dom. St. 1893, c. 31, § 7 statute to be noticed: Dom. St. 1893, c. 31, § 7 (specified kinds of British imperial, provincial, and colonial iaws, to be noticed; B. C. Rev. St. 1897, c. 71, § 8 (like Can. St. 1893, c. 31, § 7); Man. Rev. St. 1902, c. 57, § 7 (like Can. St. 1893, c. 31, § 7, specially mentioning "this Province").

Sometimes a similar statute has done the aame for noticing the laws of others of the United States: 1854, Bates v. McCuily, 27 Miss. 584; 1895, Lockhead v. B. S. W. & I. Co., 40 W. Va. 553, 21 S. E. 1031.

A statute sometimes regulates the mode of evidencing: Tenn. Code 1896, § 5586 (a statute

read in evidence in a lower Court will be noticed

read in evidence in a lower Court will be noticed in a Superior Court, without transcription).

9 1873, Morris v. Davidson, 49 Ga. 361; 1832, Checapeake & O. Canai Co. v. B. & O. R. Co. 4 G. & J. 1, 63; 1872-3, Mims v. Swarts, 37 Tex. 15; 1871, Bird v. Coin. 21 Gratt. 800, 808, 4 1860, Carson v. Smith, 5 Minn. 76 (Indian treaty); 1884, Montgomery v. Deciey, 3 Wis. 709 (Ashburton treaty).

1850, U. S. v. Reynes, 9 How. 127, 147 (Louisiana treatice of cession); 1896, Callson v. Hope, 75 Fed. 758, 781 (the Treaty of cession of Alaska, March 30, 1867, the protocol of transfer, and the inventories and map attached).

1835, Owings v. Hali, 9 Pet. 607, 824; 1888, Liverpool & G. W. S. Co. v. Ins. Co., 129 U. S. 397, 445, 9 Sup. 489; 1893, Loree v. Ahner, 6 C. C. A. 302, 57 Fed. 159 (Pennsylvania before 1788); 1894, Merchants Exch. Bank v. McGraw, 8 C. C. A. 420, 59 Fed. 972 (Wisconsin); 1894, Western & A. R. Co. v. Roberson, 9 C. C. A. 646, 61 Fed. 592 (Georgia and Tennessee); 1901, Barry v. Snowden, 106 Fed. 571. Contra: 1898, Wilson v. Owens, 30 C. C. A. 257, 86 Fed. 571 (notice of the law of the Chickasaw nation in the Indian Territory, not taken).

taken).

7 1885, Hanley v. Donoghue, 118 U. S. 1, 8

1863, Butcher v. Bank of Brownsville, 2 Kan. 70 (Pennylvania judgment): 1871, Shot-weil v. Harrison, 22 Mich. 410, 414 (certified copy of a Massachusetts deed): 1856, Ohio v. Hinchman, 27 Pa. 479, 482 (Ohio judgment; ieading opinion, by v. odward, J.): 1876, Paine v. Schenectady Ins. 11 R. I. 411, 415 (New York indement): 1940 Tenephridge v. Spin-York indement); 1900, Trowbridge v. Spinning, 23 Wash. 48, 52 Pac. 124 (jurisdiction of a city contt of St. Lonis, Mo., noticed); 1867, Jarvis v. Robinson, 21 Wis. 523 (Michigan

has been applied to the laws of another of the United States from which that of the forum was formed by subdivision, to the laws of Mexico, to the laws of the British colony of Pennsylvania,11 and to the laws of England before the American Revolution; but is, of course, not applicable to the laws of England since that time.12

But in many instances where the law of another of the United States is involved, the presumption of similarity of the foreign law (ante, § 2536) may render assistance. The Courts have failed to work out a theory of the relation between that presumption and the present principle of judicial notice.18 There is much apparent inconsistency, and yet both principles have a legitimate bearing.

§ 2574. Political Facts: (1) International Affairs; Seals of State. The external political facts of international affairs, as distinguished on the one hand from the common international law (ante, § 2573) and on the other hand from the domestic political facts of the forum of the Court (post, § 2575), cannot be said to be made the subject of judicial notice. In the chief instance likely to come into litigation, namely, the existence of a particular foreign State as independent among nations, the Court follows the action of the Executive of the forum; it recognizes that action, not as an international fact, but as a domestic political fact (ante, § 2566, par. 3). In another instance sometimes considered to fall under this head, namely, the authenticity of a purporting seal of a foreign State or judge, the process is in truth one of presuming genuine the specific seal-impression offered (ante, §§ 2163-2166); for although it might be possible to predicate judicial knowledge of a seal's design, it is preposterous to say that a judge can know whether a specific impress is genuine or who affixed it. Still another fact sometimes here classed, namely, the existence or effect of a foreign judgment is either a question of substantive law, not of evidence (ante, § 1347), or a question of proving the foreign record by ordinary means (ante, § 1681).

§ 2575. Same: (2) Domestic Political Organization; Boundaries, Capitals, etc. So far as the facts of political organization and operation of the State are determined in the law, they are judicially noticed as a part of the law (ante, § 2572). The chief difficulty comes in distinguishing between what is contained solcly and abstractly in the law, and what depends more or less on specific official acts done under the law or upon the application of the descrip-

^{9 1822,} Henthorn v. Doe, 1 Blackf. 157, 161, 163 (printed statute book of Virginia judicially noticed as of a State originally sovereign

In Iudiana).

10 1895, U. S. v. Chaves, 159 U. S. 452, 16

Mexico Snp. 57 (the laws and regulations of Mexico pertaining to land-grants made prior to the cession of 1848).

^{11 1893,} Loree v. Ahner, 6 C. C. A. 302, 57 Fed. 159 (statutes of the colony of Pennsylvania and of the State under the articles of Confederation)

^{12 1888,} Liverpool & G. W. S. Co. v. Ins. Co.,

supra, note 8.

18 For a good exposition of the distinction

between noticing the domestic law, proving the foreign law, and presuming it, see Hooper v. Moore, 5 Jones L. 132.

¹ Except such facts as fairly fall within the Except such takes as fairly tail within the principle of common notoriety (post, § 2580) or Executive action (aste, § 2586); e. g., a state of war: 1797, Maclane's Trial, 26 How. St. Tr. 797; 1805, Dolder v. Lord Huntingfield, 11 Ves. Austria," not noticed; otherwise of being at war with England); 1814, R. v. De Berenger, 4 M. & S. 67, 69 (Ellenborough, L. C. J., said there were so many statules which spoke of a war with France that it was impossible for the judges not to take indicial notice of it").

t

8

e e

ī

t,

e

n

9

0

tive terms of the law to concrete things. Courts are apt to be extremely liberal in drawing the line so as to favor judicial notice.

In regard to the territorial descriptions in political law—boundaries, capitals, surveys, roads, and the like—, it is difficult to make any generalization; in the liberal application of the principle, exact consistency is hardly possible.

¹ The following are illustrations: Eng.: 1731, Fasakerley v. Wiltshire, I Stra. 462, 469 (per Eyre, J.: "We must take notice of the extents of ports"); 1821, Deybel's Case, 4 B. & Ald. 242, 346 ("the general division of the kingdom into counties," noticed); 1842, Brunt v. Thompson, 2 Q. B. 789 (that a certain part of the Tower of London was within the boundary of the city of London not noticed); 1856, Cooke of the city of London was within the boundary of the city of London, not noticed); 1856, Cooke v. Wilson, I C. B. M. s. 153, 163 (that the color of Victoria is out of England, noticed); Ala., 1857, King v. Kent's Adm'r, 29 Ala. 542, 552 (the location within the State of certain lands defined by statute noticed); 1858, Louis and defined by statute noticed no (the location within the State of certain lands defined by statute, noticed); 1858, Lewis v. Harris, 31 id. 689 (that lands of F. Co. were held nuder U. S. government title, noticed); 1872, Smitha v. Flournoy's Adm'r, 47 id. 345 (that Eufanla is a city, in Barbour Co., etc., noticed); 1898, Waters v. State, 117 id. 189, 23 So. 28 (location of a control of the cont So. 28 (location of a le lic road in H. Co., not So. 28 (location of a rice road in R. Co., not noticed); Ark.: 1895, L. independence Boulevard — Ark. — , 30 S. W. 773 (limits of a municipality, noticed); 1900, St. Louis Iron M. & S. R. Co. r. Cady, 67 id. 512, 55 S. W. 929 (that "Glenwood" was in a certain county, not no-R. Co. r. Cady, 67 Id. 512, 55 S. W. 929 (that "Glenwood" was in a certain county, not noticed); 1900, St. Louis I. M. & S. R. Co. r. Magness, 68 id. 289, 57 S. W. 933 (that a certain county, noticed); Cal.: 1893, People v. Etting, 99 Cal. 577, 579, 34 Pac. 1893, Feople v. Etting, 99 Cal. 577, 579, 34 Pac. 237 (that a certain town is within a county and is its county-seat, noticed); 1894, Rogers v. Cady, 104 id. 288, 38 Pac. 1 (government survey, noticed); 1895, DeBaker v. R. Co., 106 id. 257, 39 Pac. 610 (the course of a river frequenty mannioned in statutes and the boundary of a mentioned in statutes, and the boundary of a city, noticed); 1895, Schwerdtle v. Placer Co., 108 id. 589, 41 Pac. 449 (that certain land is los id. 589, 41 Pac. 449 (that certain land is within the public domain, not noticed); 1895, Diggius v. Hartsborne, id. 154, 41 Pac. 283 (that a mapped space is correctly located, i.e. that boundaries actually run at a given spot, not noticed); 1896, People v. Faust, 113 id. 172, 45 Pac. 261 (that a town is a county seas noticed); and the second results are noticed. Pac. 261 (that a town is a county seat, noticed); Conn.: 1856, State v. Powers, 25 Coun. 48 (that Ga.: 1901, Perry v. State, 113 Ga. 336, 39 S. E. 315 (on evidence that a town is in the State, the county of its location will be noticed): III.: 1832, Rose v. Reddick, 2 Ill. 73 (the boundaries of a county, noticed); 1873, Gooding v. Morgan, 70 id. 275 (similar); 1876, Gardner v. Eberhart, 82 id. 316 (the subdivision of town and city property into blocks and lots, etc., noticed); 1897, Sever v. Lyon, 170 id. 395, 48 N. E. 926 (a homestead covering more than one iot; notice taken of the block and iot subdivision); notice taxen of the nicek and iot subdivision); 1898, Giibert v. Nat'l C. R. Co., 176 id. 288, 52 N. E. 22 (that an incorporated town is in a given county, noticed); 1900, McCov v. World's Colambian Exposition, 186 id. 356, 57 N. E. 1043 (iocation of the Exposition in Chicago, noticed); 1901, Gunning v. People, 189 id. 165,

59 N. E. 494 (that the "Reitance Building" is located in the town of South Chicago, not noticed); Ind.: 1877, Steinmetz v. Vermilles & O. Turnpike Co., 57 Ind. 457 (that a road between Turnpike Co., 57 Ind. 457 (that a road between two towns would lie within a conuty, noticed); 1877, Murphy v. Heudricks, ib. 593 (Congressional survey of Northwest Territory, noticed); 1897, Board v. State, 147 id. 476, 46 N. E. 998 (the area and boundaries of a county, noticed); Me.: 1855, Ham v. Ham, 39 Me. 263 (county lines and the force changin noticed); 1865 lines, and the towns therein, noticed); 1863, Martin v. Martin, 51 id. 366 (that a town is Martin v. Martin, 51 id. 36e (that a town is within a certain county, noticed); 1897, State v. Simpson, 91 id. 33, 39 Atl. 287 (the town of Waterville, noticed to be in the county of Waterville, Mass.: 1869, Com. v. Desmoud, 133 Mass. 445 (that Suffolk county is a county of Massachusetts, noticed); 1894, Com. v. Wheeler, 162 id. 429, 38 N. E. 1115 (the county within which a town lay, not noticed); Mich.: within which a town lay, not notices; Mich.: 1864, Chmmings v. Stone, 13 Mich. 70 (that not all of the St. Clair river is in Michigan, noticed); Minn.: 1888, Quinn v. Champagne, 38 Minn. 323, 37 N. W. 451 (the general system of governmental surveys, noticed); 1896, Banmann v. Trust Co., 66 id. 27, 68 N. W. 1074 (location of a city within a cityan county noticed): 1898 Trust Co., 66 id. 227, 68 N. W. 1074 (location of a city within a given county, noticed); 1898. Kretzechmar v. Meehan, 74 id. 211, 77 N. W. 41 (that a piece of land is in a certain county, not noticed); Mo.: 1894, State v. Pennington, 124 Mo. 388, 27 S. W. 1106 (county-seat, noticed); N. H.: 1860, Wiunipiseogee Lake Co. v. Yonng, 40 N. H. 420, 429 (counties and towns, noticed); N. C.: 1896, State v. Snow, 117 N. C. 774, 23 S. E. 322 (county-names, noticed as such); R. I.: 1855, State v. Dunwell, 3 R. I. 127 (the boundaries of the State as claimed by it, recognized, but not the boundary claimed by it, recognized, but not the boundary de jurc); Tex: 1856, Wright v. Hawkins, 28 Tex. 452, 472 (county-boundaries, noticed); 1880, Solyer v. Romanet, 52 id. 562, 568 (that the site of Calmert is in the source of Calmert 1880, Solver v. Romanet, 52 id. 562, 568 (that the city of Galveston is in the county of Galveston in Texas, noticed); 1896, Hambel v. Davis, 89 id. 256, 34 S. W. 439 (that a town is the county-seat, noticed); Whitner v. Belknap, ib. 273, 34 S. W. 594 (same); U. S.: 1824, The Apolion, 9 Wheat. 362, 374 ("public facts and geographical positions" are to be noticed); 1833, Peyroux v. Howard, 7 Pet. 324, 342 (that the port of New Orieans was within the jurisdiction, as depending on the ebb and flow of tide at that point, noticed); Utah: 1898, McMaster v. Morse, 18 Utah 21, 55 Pac. 70 (that a certain city was surveyed into lots, blocks, and streets, noticed); Va.: 1902, Auderson v. Com., 100 va. 860, 42 S. E. 865 (unincorporated town, not noticed); Wis.: 1859. Atwater v. Schenck, Wis. 160 (the legal subdivisions of public

lands, noticed).

Distinguish the question we ether the fact will be noticed that there is only one town of a given name in existence or in a particular country:

§ 2576. Same: (3) Domestic Officials, their Identity and Authority; Genuineness of Official Documents. It is the law that creates certain offices, and attributes certain duties and authorities to the incumbents; but whether the incumbent at a given time and place is a specific person depends on external political action, sometimes recorded or notorious, but sometimes neither. Courts have solved this application of the principle by considerations of practical good sense and convenience; which are, however, difficult to reduce to a definite rule. All that can be said is that the incumbencies of the more important and notorious offices are judicially noticed, and that many of the lesser and local ones are not.¹

But the field for the present principle, applied without other complications, is after all limited. In the first place, the authentication of official documents involves usually the additional element of the presumption of genuineness of the seal or signature; this has been elsewhere dealt with (ante, §§ 2161-2167); the pure question of judicial notice arises here only when the signature or seal is otherwise evidenced and the incumbency of the person remains alone to be proved. Again, the presumption of office from a notorious acting of a person in the office (ante, §§ 2168, 2535) does not rest on the present principle; it is invoked only when the present principle fails to aid the purpose.

§ 2577. Same: (4) Official Acts; Elections, Census, Legislative Proceedings, etc. It can seldom happen that the doing of an official act can properly

1819, Kearney v. King, 2 B. & Ald. 301 (bill of exchange, declared on as drawn and accepted at Dublin for £542; the question being whether it was drawn for Irish or English money, the Conrt declined "to take judicial notice that there is only one Duhlin in the world"; this was correct; hat the Conrt should have presumed that a bill purporting to be in Jublin was in the Duhlin of Ireland, on the same principle as the presumption of dating (ane, § 2520); this result is plain, and it is curious that the Court could not find a principle on which to reach it); 1849, Andrews v. Hoxie, 5 Tex. 171, 182 (promissory note payable in New Orleans; that this was in Louisians, probably not noticed; here the proper solution was the same as in the preceding case).

here the proper solution was the same as in the preceding case).

1 To the following cases add most of those cited ante, \$\$ 2163-2168, where the same principle is involved; some of the following cases belong there also, but are here placed as illustrations of the usage: 1705, Elderton's Case, 2 Ld. Raym. 978, 980, semble (the authority of certain officers as justices of the peace, noticed); 1809, R. v. Jones, 2 Camp. 131 (the signatures being proved, the incumbency of persons signing as lords Commissioners of the Treasnry was presumed); 1855, Ingram v. State, 27 Ala. 17, 20 (sheriffs of the several counties, noticed); 1874, Thielmann v. Burg, 73 Ill. 293 (jurat of a notary public, without seal; his incumbency noticed); 1900, Crawford v. State, 155 Ind. 692, 57 N. E. 931 (whether a person was a deputy of the attorney-general, not noticed); 1842, Walden v. Canfield, 2 Rob. La. 466, 469 (Edward Living-

ston's office as Senator, etc., noticed); 1857, Lindsey v. Attorney-General, 33 Miss. 508, 528 (changes in the governorship, noticed); 1900, State v. Mason, 155 Mo. 486, 55 S. W. 636 (number of members of the Legislature, noticed); 1866, Wells v. Jackson I. M. Co., 47 N. H. 235, 260 (that D. L. M. was governor in 1826, noticed); 1827, Bennett v. State, Mart. & V. 133, 135 (that T. B. C. was attorney-general, noticed); 1854, Major v. State, 2 Sneed 11 (the incumbency of one signing as clerk of conrt, noticed, as being a public officer); 1347, State v. Evans, 8 Humph. 110 ("John P. Campbell, attorney-general"; notice taken of the district for which he was officer; also that N. B. had resigned that office before the term ended, and that J. P. C. had been appointed); 1849, State v. Cole, 9 id. 626 (venire signed "B. H. G."; notice taken that he was clerk of the issuing county); 1874, Currey v. State, 7 Baxt. 154, 156 (that J. M. T., signing an indictment, was attorney-general, noticed); 1870, Dewees v. Colorado Co., 32 Tex. 570 (that H. was Governor of the State, noticed); 1857, York & M. R. Co. v. Winans, 17 How. 30 (the incumbency of the acting commissioner of patents, noticed); 1899, Smyth v. New Orleans C. & B. Co., 35 C. C. A. 646, 93 Fed. 899 (signature of the government secretary of the Spanish colony of Louisians, noticed); W. Va. Code 1891, c. 130, § 3 (the signature of any domestic judge or of the governor is to be noticed); 1865, Ward v. Heury, 19 Wis. 76, 81 (the incumbency of a deputy marshal, not noticed).

be judicially noticed; it must usually be evidenced in the ordinary ways. Perhaps an Executive proclamation should be noticed.2 All Courts take notice, in one or another aspect, of facts concerning public elections,3 though this often involves rather the use of official reports as evidence (ante, §§ 1351, 1672). The acts of the census officials, in returning the data of population, are commonly said to be judicially noticed; 4 though this is almost always a misnomer for their admissibility in evidence (ante, § 1671). The proceedings of the Legislature, as shown in its journals, are by some Courts noticed; but this is an artificial theory; on principle, the proceedings as contained in the journal are evidenced by a printed copy or by a certified copy (ante, §§ 1662, 1680, 1684).6

§ 2578. Judicial Proceedings: (1) Officers and Rules of Court. Under the general principle for domestic officials (ante, § 2576), notice is taken of the incumbency of other officers of Courts; although here, as there, some uncertainty exists as to the extent to which this will include the inferior and more numerous officers, particularly justices of the peace and attorneys.

1 In particular, by the official's statements (anie, §§ 1630-1684).
2 But this usually involves rather the offer

of the proclamation as evidence to a fact recited

(ante, § 1662).

3 1897, State v. Downs, 148 Ind. 324, 47 N. E. 670 (that at a recent election a "Republican Ticket" was submitted, noticed); 1901, Re Denny, 156 id. 104, 59 N. E. 359 (number of Denny, 156 id. 104, 59 N. E. 359 (number of vote cast for a constitutional amendment, noticed); 1863, State v. Minnick, 15 Ia. 123, 125 (that a general election was held on a certain date, and that certain officers were to be voted for, noticed); 1873, Ellis v. Reddin, 12 Kan. 306 (similar); 1895, Whitman v. State, 80 Md. 410, 31 Atl. 325 (the result of a local-option election, not noticed); 1898, State v. Stearns, 72 Minn. 200, 75 N. W. 210 (reference had to election returns, etc.. to determine whether a proper Minn. 200, 75 N. W. 210 (reference had to election returns, etc., to determine whether a proper majority voted for a law); 1896, Jackson Co. v. Arnold, 135 Mo. 207, 36 S. W. 662 (the date of election to be held for President of the United States, noticed); 1898, Kokes v. State, 55 Nebr. 691, 76 N. W. 467 (result: of State and county elections, noticed); 1893, Thomas v. Com., 90 Va. 92, 95, 17 S. E. 788 (that a certain district voted against licensing the sale of liquor, noticed).

* 1883, People v. Williams, 64 Cal. 87, 91 (Federal census results); 1890, Worcester National Bank v. Cheney, 94 Ill. 430 (county population by the census, noticed as not being within

tional Bank v. Cheney, 94 III. 430 (conney population by the census, noticed as not being within the first class); 1898, Huntington v. Cast, — Ind. —, 48 N. E. 1025 (the Federal census, as determining a city's population); 1893, State v. Braskamp, 87 Ia. 588, 54 N. W. 532 (the population of a county as shown by the last pational Braskamp, 87 Ia. 588, 54 N. W. 532 (the population of a county as shown by the last national census); 1898, Bennett v. Marion, 106 id. 628, 76 N. W. 844 (population of a city by the Federal census); 1895, State v. Marion Co. Court, 128 Mo. 427, 30 S. W. 103 (Federal census); 1893, Brown v. Lutz, 36 Nebr. 527, 530, 54 N. W. 550 (that a city is of the account class as to population of the account class as to population of the account class as to population. 860 (that a city is of the second class as to population); 1898, Kokes v. State, 55 id. 691, 76 N. W. 467 (the Federal census and the State

achool census); 1900, Stratton v. Oregon City, 35 Or. 409, 60 Pac. 905 (population of a city hy

35 Or. 409, 60 Pac. 905 (population of a city by the Federal census).

• 1895, State v. Hocker, 36 Fla. 358, 18 So. 767; Ga. Code, 1895, \$ 5210 (legislative jonrals, recognized without proof); 1899, Dane Co. v. Reindahl, 104 Wis. 302, 80 N. W. 438. Contra: 1867, Illinois C. R. Co. v. Wren, 43 Ill. 17; 1867, Date of the Contral of the Bedard v. Hall, 44 ld. 91; 1867, Groh v. Cushman, 45 id. 119, 125; 1856, Coleman v. Dobbins, 8 Ind. 156, 161 (the legislative journals will not be searched by the Court, int must be laid before the court of the co

8 Ind. 156, 161 (the legislative journals will not be searched by the Conrt, hnt must be laid before the Conrt like any other record); 1884, Burt v. R. Co., 31 Minn. 472, 477 (they must be pnt in evidence in order to overthrow the enrolled statnte); 1856, Green v. Weller, 32 Miss. 650, 686, 711 (Smith, C. J., diss.); 1890, Re Duncan, 139 U. S. 449, 457, 11 Snp. 573.

The question usually arises in determining whether the journals overthrow the enrolled act (ante, § 1350).

1 1705, Elderton's Case, 2 Ld. Raym. 978 (cited ante, § 2576); 1737, Skipp v. Hooke, 2 Stra. 1080 (that Sir John Willes was Chief Justice of the Common Bench; apparently not decided); 1845, Van Sandan v. Turner, 6 Q. B. 773, 786 (that Sir G. R. was a judge of the Conrt of Review in Bankraptcy; not decided); 1858, Exparte Peterson, 33 Ala. 74 (resignation of a circuit judge, noticed); 1899, McCarver v. Herzberg, 120 ld. 523, 25 So. 3 (notice taken that T. G. W. was prohate judge of P. Co.); 1898, Clark v. Morrison, — Ariz. —, 52 Pac. 985 (notice not taken of attorneys of a district Court not members of the Supreme Court har); 1899, Wahh r. Kelsav. 66 Ark. 180, 49 S. W. 819 (notice not taken of attorneys of a district Court not members of the Snpreme Court har); 1899, Webh v. Kelsey, 66 Ark. 180, 49 S. W. 819 (justice of the peace, noticed); 1892, San Joaquin Co. v. Budd, 96 Cal. 47, 61, 30 Pac. 967 (the acts of judges, noticed; hut not the identity of a defendant having the same name as a judge); 1898, People v. Ebanks, 120 id. 626, 62 Pac. 1078 (notice taken that a person had ceased to be judge of a Snperior Court); 1898, State v. Travelers' Ins. Co., 70 Conn. 690, 40 Atl. 465

Under the general principle for domestic laws (ante, § 2572), notice is commonly taken of the various elements of jurisdiction as fixed by law,² of the terms of Court,³ and perhaps in general of the rules of superior Courts, though not those of inferior Courts.⁴

§ 2579. Same: Records of Proceedings. The proceedings in a Court are constituted by the record, and this record originally took its name from the judicial memory (recordari) which could be appealed to for recalling those prior proceedings. Nevertheless, it seems to-day unreasonable, having regard to the general principle of judicial notice (ante, § 2565), to predicate an actual judicial knowledge of the proceedings in specific prior litigations (for they are commonly neither notorious, nor within the judge's duty of knowledge),

(whether a party is a citizen of the U.S., not noticed); 1867, Graham v. Anderson, 42 Ill. 514 (the justices of the peace in the county where the Court is sitting, noticed); 1895, People v. McConnell, 155 id. 192, 40 N. E. 608 (resignation of a circuit judge, noticed); 1895, Ferris v. Bank, 158 id. 237, 41 N. E. 1118 (that a person appearing as attorucy is regularly licensed, noticed); 1898, Gilbert v. Nat'l C. R. Co., 176 id. 288, 52 N. E. 22 (justice of the peace in the same county, noticed); 1880, Kennedy v. Com., 78 Ky. 447 (that S. E. D. was a circuit judge, noticed); 1825, Despan v. Swindler, 3 Mart. x. s. 705 (magistrates of the parishes, noticed); 1842, Follain c. Lefevre, 3 Hob. La. 13 (N. J., noticed as not being the name of any associate judge of a city Court); 1824, Ripley v. Warren, 2 Pick. 592, 596 ("It is at least questionable whether we have any judicial knowledge of the fact" that J. M. W. was not the first justice of the Common Pleas Court); 1890, Davis v. McEnaney, 150 Mass. 451, °3 N. E. 221 semble (that E. B. G. was cler.' of the Police Court of H. at the time of complaint filed, not noticed); 1858, Kilpatrick v. Com., 31 Pa. 198 (that neither J. R. L. nor J. A. was president of the Court of Common Pleas, notleed; leading opinion, hystrong, J.); 1900, Barnwell v. Merion, 58 S. C. 459, 36 S. E. 818 (hat a judge was in a certain judicial circuit, that he was assigned to a certain session, that a certain day was the first day of the session, and that a county was in the circuit, noticed); 1898, Sinton v. R. Co., 98 Wis. 157, 3 N. W. 993 (notice not taken that an attorney had removed from the State).

Compare the cross-references noted ante,

§ 2576.

2 1697, Tregany v. Fletcher, 1 Ld. Raym. 154 (that "the Exchequer in Wales is a Conrt," noticed); 1835, Chitty v. Dendy, 3 A. & E. 319, 324 ("that the Connty Conrt had no anthority to give leave to plead donhle," noticed); 1851, March v. Com., 12 B. Monr. 25 (city ordinances, as affecting the jurisdiction of a City Conrt, exceptionally noticed, because the case came np for review on a writ of error); 1830, Newell v. Newton, 10 Pick. 470 (jurisdiction of a foreign Court, not noticed on a plea of abatement for lis pendens; otherwise, of a Conrt of the same government); 1896, Chicago, B. & Q. R. Co. v. Hyatt, 48 Nehr. 161, 67 N. W. 8 (boundaries of a judicial district, noticed).

3 The following facts were noticed, except as otherwise noted: 1874, Rodgers v. State, 50 Ala. 103 (that the fall term of the Circuit Court of L. Co. begins on the fourth Monday of October and may last three weeks, etc.); 1852, Ross v. Anstill, 2 Cal. 183, 191 ("the times and places of holding the Conrts," noticed, in particular aspects); 1877, Dorman v. State, 56 Ind. 454 (that a grand jnry drawn for the January term was also for the preceding September term); 1877, Spencer v. Curtis, 57 id. 221, 227 (that the March term of a trial Court began on Mar. 1 and ended on Mar. 20); 1893, Rogers v. Venis, 137 id. 221, 223, 36 N. E. 841 (that the first day of the September term of a circuit Court in 1891 was Sept. 7); 1893, Anderson v. Anderson, 141 id. 567, 40 N. E. 131 (the time of a circuit Court term); 1858, Kidder v. Blaisdell, 45 Me. 461, 470 (that a session of Court before which a deposition was returnable was a Court of the proper county and State); 1859, Fahyan v. Russell, 38 N. H. 84 (attendance fees; the number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of days of a Court's session at each number of the District Court was held in Victoria Co. on the third Monday of Fehruary, etc.); 1893, Thomas v. Com., 90 Va. 92, 94, 17 S. E. 788 (that a Jnne term is not a quarterly term); 1894, Ibonovan v. Terr., 3 Wyo, 91, 2 Pac. 532 (that the first day of a term of a connty Court was Sept. 17, 1883, and that a jnry-drawing on that date conid have taken place in that Court on the state of the conid hav

only).

1845, Van Sandan v. Tnruer, 6 Q. B. 773, 784 (even assuming that the practice and rules of the long established Courts are to be noticed, held that the rules of a Court of Review in Bankruptcy, recently created by statute, would not be noticed); 1897, Kindel v. LeBert, 23 Colo. 385, 48 Pac. 641 (rules of a district Court, not noticed); 1897, Coruelieson v. Foushee, 101 Ky. 257, 40 S. W. 680 (rules of a circuit Court, not noticed); 1860, Scott v. Scott, 17 Md. 78, 90 (that a canse was not regularly set for hearing under the rules of a circuit Court; the rules not

¹ Ante, § 2426, p. 3422, § 2450; Poliock & Maitland, History of the English Law, II, 666.

or to expect the Court to make its own researches into the mass of the records for the purpose of informing itself. Accordingly, it may be said generally that a Court is not by any rule bound to take notice of the tenor of any legal proceedings (other than those transacting at the moment in its presence). Indeed, this much is assumed in the conceded rules of law which require the original of a judicial record to be produced in proof, and define the exceptions by which a copy is allowed to to be used instead (ante, §§ 1215, 1216).

However, for reasons of convenience, where controversy is unlikely and the expense of a copy would be disproportionate, Courts are often found taking notice of the tenor or effect of some part of a judicial proceeding, without requiring formal evidence. Since this dispensation is not obligatory on the part of the Court, and since it must depend more or less on the practical notoriety and certainty of the fact under the circumstances of each case, little uniformity can be seen in the instances. It is often done for a part of the record in the same proceeding, or in a prior stage of the same controversy; less often for the record of a distinct litigation, especially when in another Court.²

§ 2580. Notorious Miscellaneous Facts: (1) Commerce, Industry, History, Natural Science, etc. Applying the general principle (ante, § 2565), especially in regard to the element of notoriousness, Courts are found noticing, from time to time, a varied array of unquestionable facts, ranging throughout the data of commerce, industry, history, and natural science. It is unprofit-

2 1866, Lake Merced W. Co. v. Cowles, 31 Cal. 215 (petition for land-condemnation; notice not to be taken of the pendency of another petition in the same Conrt by another party for the same land); 1894, Lester v. People, 150 Ill. 408, 37 N. E. 1004, semble (in contempt proceedings arising out of a civil case, the record of the original cause, if properly incorporated, may be considered on appeal); 1899, Bailey v. Kerr. 180 id. 412, 54 N. E. 165 (application to compel execution of a deed hy an assignor for benefit of creditors; notice taken of an order approving the sale); 1899, Crawford v. Dnekworth, — Ind. T. —, 53 S. W. 465 (that the defendant had in another proceeding in a Federal Conrt been declared not a Cherokee citizen, noticed); 1862, Baker v. Mygatt, 14 Ia 131, 133 (that an affidavit offered was dnly executed, as known to the judge hy its filing in another snit not between these parties; not noticed); 1899, Lawless v. Stamp, 108 id. 601, 79 N. W. 365 (recitals in a deed of a receiver appointed in another snit, not noticed); 1877, National Bank of Monticello v. Bryant, 13 Bush 419 (litigation over a judgment; the records of other connected snits, not noticed); 1876, State v. Bowen, 16 Kan. 475 (new trial, with plea of former jeopardy; the prior proceedings, noticed); 1860, Pagett v. Curtis, 15 La An. 451 (title to slaves; an order of Court pertaining to them, noticed); 1897, Anderson v. Cecil, 86 Md. 490, 38 Atl. 1074 (petition for a receiver against a hayer under judicial sale; the record in the snit for sale, not noticed); 1899, Olson Co. v. Brady, 76 Minn. t. 8, 78 N. W. 864 (garnishment proceedings; 1

the jndgment against the principal defendant, noticed); 1875, Banks v. Bnrnam, 61 Mo. 76 (specific performance of a contract; a former suit for its rescission, not noticed); 1897, State v. Electric Co., 61 N. J. L. 114, 38 Atl. 818 (contempt for disregarding a stay implied in a certiorari writ; notice not taken of the writ or other proceedings in certiorari, the present proceeding being "quasi-criminal"); 1900, State v. Bates, 22 Utah 65, 61 Pac. 905 (proceedings in the same cause, noticed).

1 Some of these instances, in which notice was taken, are to be accounted for hy their close was taken, are to be accounted for hy their close was taken, are to be accounted for hy their close

Some of these instances, in which notice was taken, are to be accounted for hy their close approximation to facts of law (ante, § 2572); compare also the instances of a jury's indicial notice of matters of common knowledge (ante, § 2570): Eng.: 1761, Edie v. East India Co., 2 Bnrr. 1216, 1228 (the custom of merchants is to be noticed, so far as it is "part of the law," per Wilmot, J.; but here the question was whether a special usage amounted to law); 1846, Brandao v. Barnett, 3 C. B. 519, 530 ("The general lien of hankers is part of the law merchant, and is to be judicially noticed, — like the negotiability of hills of exchange, or the days of grace allowed for their payment. When a general neage has been judicially ascertained and established, it becomes part of the law merchant, which Courts of justice are bound to know and recognize. Such has been the invariable understanding and practice in Westminster Hall for a great many years"); 1902, Edelstein v. Schuler, 2 K. B. 144, 155 (negotiable character of certain bonds, in trade usage, noticed); A'a.: 1867, Modawell v. Holmes, 40 Ala. 391, 405 (depreciation of the

able, as well as impracticable, to seek to connect them by generalities and distinctions; for the notoriousness of a truth varies much with differences

currency during the war, not noticed); 1870, Buford v. Tucker, 44 id. 89, 91 (that contracts were made generally, at a certain period, with were made generally, at a certain period, with reference to Confederate currency, noticed); 1898, Mohile & O. R. Co. v. Postal T. C. Co., 180 id. 21, 24 So. 408 (that a telegraph lins of a certain sort is a public improvement, noticed); Cal. 355, semble (mining cuazoms, not noticed); Cal. 355, semble (mining cuazoms, not noticed); 1873, Goldsmith v. Sawyer, 46 id. 209 (rules of tha San Francisco board of stock-brokers, not noticed); 1893, Benson v. R. Co., 98 id. 45, 48, 32 Pac. 809 (the usual speed of trains, away from towns, noticed); 1895, Fox v. Mining Co., 108 id. 369, 41 Pac. 308 (the nature of the relation between broker and customer in a certain class of transactions as shown by frequent class of transactions as shown by frequent decisions, noticed); 1898, Scanlan v. R. Co.,
id. —, 55 Pac. 694 (the art of menaration as applied to railroad embankments, noticed);
Colo.: 1874, Snillvan v. Hense, 2 Colo. 424, 429 Coto.: 1874, Shilivan v. Hense, 3 Coto. 424, 429 (miulng rules and customs, anectioned in mass by a statute, not noticed); 1893, Atchison T. & S. F. R. Co. v. Headland, 18 id. 477, 483, 33 Pac. 185 (custom of separation of passenger and freight trains, noticed); Conn.: 1897, State v. Main, 69 Coun. 123, 37 Atl. 80 (that "peach vallows," was a treadisease of a hangful and vallows," was a treadisease of a hangful and Main, 69 Coun. 123, 37 Atl. 80 (that "peach yellows" was a tree-disease, of a baneful and contagious nature, noticed); 1899, Knowiton v. R. Co., 72 id. 188, 44 Atl. 8 (that the railroad between New Haven and New York was opened by Jan. 1, 1849, noticed as an "historic fact"); D. C.: 1894, Metropolitan R. Co. v. Snashall, 3 D. C. App. 420, 433 (that passengers are commoniy allowed to ride on the platform of a street-car, noticed); Ga.: 1897, Southern R. Co. v. Hagan, 103 Ga. 564, 29 S. E. 760 (notice not taken of the duties of a railway apperintendent 9. Hagan, 103 Cha. 30e, 29 S. B. 100 (auto-auto-taken of the duties of a rail way amperintendent in a particular town); Ill. 1898, Cleveland C. C. & St. L. R. Co. v. Jenkins, 174 Ill. 398, 51 N. E. 811 (notice taken of a railroad custom in N. E. 511 (notice taken of a Fairtoni custom in regard to clearance-card); Ind.: 1867, Neader-houser v. State, 28 Ind. 257, 267 (the naviga-hility of the Ohio River, etc., noticed); 1892, Matchett v. R. Co., 132 id. 334, 31 N. E. 792 (a hrakeman's duties in general); Ky.: 1827, Feemster v. Ringo, 5 T. B. Monr. 336 (the value of paper of the State bank at a particular time, not noticed); Md.: 1894, State v. Fox, 79 Md. 514, 528, 29 Atl. 601 (that glanders is for human beings contagions, not noticed); Mass.: 1889, Com. v. King, 150 Mass. 221, 224, 22 N. E. 905 (that the Connecticnt river at a certain place was not a navigable water under Federal jurisdiction, noticed); St. 1895, c. 419, § 2 (notice allowed of the methods of various specified iot-teries and gambling businesses); Mich.: 1897, Haines v. Gibson, 115 Mich. 131, 73 N. W. 126 (notice not taken that certain lake navigation would be closed on April 1); Minn.: 1899. Rosted v. R. Co., 76 Minn. 123, 78 N. W. 971 (that exposure to cold is likely to cause in-flammatory rhenmatism, noticed); Miss.: 1854, Turner v. Fish, 28 Miss. 306, 311 (the Choctaw enstom as to family headship, not noticed);
Mo.: 1893, Atkeson v. Lay. 115 Mo. 538, 557,

22 S. W. 481 (that a newspaper is published in a certain county, not noticed); Nobr.: 1899, Shiverick v. Gunning Co., 58 Nobr. 29, 78 N. W. Shiverick v. Gunning Co., 58 Nobr. 29, 78 N. W. 450 (destruction of a sign-painting of a bull; notice not taken that it was so indecent as to be a nnisance); 1901, Erickson v. Schmill, 62 id. 368, 87 N. W. 166 (that gestation may exceed 280 days, not noticed); 1902, Meyers v. Menter, 63 id. 427, 88 N. W. 662 (that potatoes, sugarbeets, and turnips are not the spontaneous product of the soil, noticed); N. J.: 1894, Meyer v. Kranter, 56 N. J. L. 696, 29 Ati. 426 (that rolley-lines had not in 1884 or 1885 superseded horse-cars, noticed); N. Y.: 1889, Hunter v. New York O. & W. R. Co., 116 N. Y. 615, 621, 23 N. E. 9 (injury at a tunnel; that the sitting height of a man could not be four feet seven height of a man could not be four feet seven inches, noticed); 1893, Rowland v. Miller, 139 id. 93, 34 N. E. 765 (that the husiness of an 1d. 93, 34 N. E. 765 (trast the numbers of an undertaker in a certain locality was offensive, noticed); 1898, Baxter v. McDonnell, 155 id. 83, 49 N. E. 667 (the legal nature and powers of the Holy Roman Catholic Church, not noticed); N. D.: 1897, Mathews v. R. Co., 7 N. D. 81, 72 N. D.: 1897, Mathews v. R. Co., 7 N. D. S1, 72 N. W. 1085 (notice taken of a general custom to pasture on unsurveyed public lands): Okl.: 1898, Goodson v. U. S., 7 Okl. 117, 54 Pac. 423 (that in certain Indian reservations there are no resident freeholders qualified as jurors, noticed); Or.: 1880, Lewis v. McClure, 8 Or. 273 (local customs as to irrigation, given the force of law in mass by Federal statute, not noticed); R. I. 1893, State v. South Kingston, 18 R. I. 258, 273, 27 Atl. 606 (that many Seventh Day Baptists lived in a town S. H., and that they would not 27 Atl. 606 (that many Seventh Day Baptists lived in a town S. H., and that they would not vote at an election held on Saturday, noticed); Tenn.: 1898, Austin v. State, 101 Tenn. 563, 48 S. W. 305 (that tobacco in cigarette form is deleterions for smoking, noticed; they "are inherently bad, and had only"); 1898, Kerns v. Perry, — id. —, 48 S. W. 724 (that certain iowiands were overflowed by freshets, noticed); U. S.: 1875, Brown v. Piper, 91 U. S. 37 (patent for a freezing mixture to preserve fish; the method used in an ice-cream freezer, noticed, as "a thing in the common knowledge and nee of the people throughout the country"); 1893, of the people throughout the country"); 1893, Lyon v. U. S., 5 C. C. A. 359, 55 Fed. 964 (the usual existence of hair along with sheep fleece, noticed); 1897, Railroad & Tel. Cos. v. Board, 85 Fed. 302, 308 (notice taken of an assessors custom to rate property at a percentage of actual value); 1898, Von Mnmm v. Wittemann, 85 Fed. 966 (notice taken that labels of champagne, as ordinarily served from a cooler, disappear before the bottle is shown to the customer); 1899, Smyth v. New Orleans C. & B. Co., 35 C. C. A. 646, 93 Fed. 899 (existence noticed, as a matter of history, of a certain ancient Spanish land-register); 1899, Cnshman P. B. M. Co. v. Goddard, 37 C. C. A. 221, 95 Fed. 664 (notice taken of the state of an art of mannfacturing, on a matter of general interest, as shown hy the Court's prior records); 1899, United States v. Rio Grande D. & I. Co., 174 U. S. 690, 19 Snp. 770 (that the Rio Grande

X

bı

19, V.

l; bod. d.

P-

0

at at

19 IN.

e, đ.

of

; 0

3

0

w

ä 8

of period and of place. It is even erroneous, in many if not in most instances, to regard them as precedents. It is the spirit and example of the rulings, rather than their precise tenor, that is to be useful in guidance.

§ 2581. Same: (2) Times and Distances. Among the common instances, under this miscellaneous class, are the facts of time or season 1 and of distance; 2 though here also the quality of notoriousness will naturally vary with the place and the epoch, as well as with the greater or less accuracy involved in the facts desired to be noticed.

§ 2582. Same: (3) Meaning of Words; Intoxicating Liquors. Another common class of instances, subject to the foregoing general considerations (ante, § 2580), is that of the meanings of words and phrases and written symbols. So far as these are notorious and unquestioned, they are constantly found noticed. Here, too, the local circumstances and the usage of the time must more than ever control the ruling. The popular familiarity with the fable of the Frozen Snake, and therefore the general understanding of the meaning of that epithet, may well be noticed in one period and community, yet not in another. So much of special usage in commerce, religion, and

river at a particular place ceased to be navigable, not noticed); 1900, Austiu v. Teunessee, 179 id. 343, 21 Sup. 132 (contra to Austiu v. State, Teun., supra); Wash.: 1896, Mullen v. Sackett, 14 Wash. 100, 44 Pac. 136 (tiast there are always taxes remaining unpaid, noticed); 1896, Bartholomew v. Bank, 18 id. 683, 62 Pac. 239 (notice not taken of the presence or absence of a bank in a town); 1899, Prescott Irrig. Co. v. Flathere, 20 id. 454, 55 Pac. 635 (that ordinary sagebrush soil needs irrigation to produce crops, noticed); 1899, Hill Estate Co. v. Whittlesey, 21 id. 142, 57 Pac. 345 (vestry powers in the Protestant Episcopai Church, not noticed); W. Va.: 1876, Simmons v. Trambo, 9 W. Va.: 388, 364 (that Confederate notes were currency in the Sonth during the war, that they were hut little depreciated at a certain time, and were never made legal tender by the Confederacy, noticed); Wis.: 1899, Katzer v. Milwankee, — Wis. — , 79 N. W. 745 (rules of the Catholic Church, not noticed).

1 In some of these instances, the evidential In some of these instances, the evidential admissibility of the record of the official meteorological bureau (ante, § 1639), or of histories and almanacs (ante, §§ 1698, 1699), was the real effect of the ruling: 1705, Harvy v. Broad, 2 Salk. 636 (that the calendar day for a writ being returnable fall on Sunday noticed): 1705, Dayies. Salk. 636 (that the calendar day for a writ being returnable fell on Sunday, noticed); 1705, Davies v. Salter, ih. 626 (similar); 1859, Sprowi v. Lawrence, 33 Ala. 674, 684 (that the first Monday of August, 1853, was August 1, noticed); 1876, Tomlinson v. Greenfield, 31 Ark. 557 (that a crop of cotton named in a mortgage of January could not have been planted or in being at that time, noticed); 1896, People v. Mayes, 113 Cal. 618, 45 Pac. 860 (time of moon-rising, noticed); 1879, State v. Morris, 47 Conn. 179 (coincidence of days of the month and week, noticed, hy refreshment of memory from the almanac); 1851, Dawkins v. Smithwick, 4 Fla. 158, 162 (that a day of the month fell on Sunday, noticed); 1903, Dorough v. Equitable M. Co., — Ga. — 45 vot. 1v. — 28

S. E. 22 (coincidence of the days of week and month, noticed); 1866, Dixon v. Niccolis, 39 Ill. 372, 385 (the time of maturity of grain crops in a certain region, not noticed); 1877, Ross v. Boswell, 60 Ind. 235 (that the use of a farm in Boswell, 60 Ind. 235 (that the use of a farm in cropping season is more valuable than in winter, uoticed); 1881, Mclutosh v. Lee, 57 Ia. 358, 10 N. W. 895 (that March 10, 1878, was Sunday, uoticed); 1853, Sasscer v. Farmers' Bauk, 4 Md. 409, 420 (that Dec. 26 fell ou Sunday, and that hy commercial mage the day of payment of a note is lu such cases anticipated, noticed); 1881, Philadelphia, W. & B. R. Co. r. Lehman, 56 id. 209, 226 (that July 28, 1878, was Sunday, noticed); 1894, Morgan v. Burrow, — Miss. —, 16 So. 432 (day of the mouth, noticed); 1879, Reed v. Wilson, 41 N. J. L. 29, 32 (that the day of a note's maturity feil on Sunday, noticed, and also the iaw merchant as to days of grace); 1901, Payne v. McCormick Harvesting M. Co., 11 Okl. 318, 66 Pac. 287 (time of pianting and harvest-318, 66 Pac. 287 (time of pianting and harvest-

318, 56 Pac. 287 (time of pianting and harvesting annual crops, noticed).

3 1893, Pettit r. State, 135 Ind. 393, 34 N. E. 1118 (that East Portland, Oregou, is distant 2398 miles from Crawfordsville, a place of trial in Indiana, noticed); 1893, Mutnal Ben. I.. Ins. Co. v. Rohison, 7 C. C. A. 444, 58 Fed. 723 (that the distance between Duhuqne, Ia., and Asheville, N. C., exceeds 100 miles, noticed); 1895, Blumenthal r. Meat Co., 12 Wash. 331, 41 Pac. 47 (the distance between two towns noticed). 47 (the distance between two towns, noticed); 1876, Siegbert v. Stiles, 39 Wis. 533, 536 (that two towns in the State were separated only by a river and were mutually accessible across the

ice, noticed).

1 1848, Hoare v. Silverlock, 12 Q. B. 624 (defamation for applying to the plaintiff the "fahie of the Frozen Suake"; held, that no innuendo was necessary, and that, in arrest of judgment, the jury might justiy attribute a libellous sense; per Erle, J., that their well-known application in a libelious sense could be noticed).

industry, and of social life in general, is involved in the meanings of words, that no generalizations are practicable. The rulings must depend upon good sense rather than upon precedent.3

A difficult case is presented when the word in question is used in more than one notorious meaning, particularly when it has by custom come to be applied artificially or evasively to objects not strictly entitled to it. Common instances of this sort are the names of intoxicating liquors. The true solution here is rather to be found in the theory of presumptions (ants, § 2490); first, because judicial notice becomes inappropriate as soon as a fact is in any manner practically dubitable, and, next, because the fact really sought in many such instances is the meaning or use in a concrete instance which could not be notorious. Of various possible meanings, one may be presumed to apply. There is naturally some variance of ruling. Apart from particular local circumstances, it would seem to be proper to hold that "whiskey" or "gin" may be assumed to signify an intoxicating liquor, and that a liquor termed "brandy" is intoxicating,4 and even that "wine," or malt or hop liquors,6 are intoxicating. But "beer" is a term applied to so many non-intoxicating drinks that evidence of its qualities in a given instance may well be required.7

The following are examples: 1809, Clementl c. Golding, 2 Camp. 25 (it was held that "book" in a copyright act might apply to a single printed sheet); 1861, Moseley's Adm'r v. Mastin, 37 Ala. 216, 221 (that "adm'r" signified "admlnistrator," noticed); 1893, Edwards v. Puhlishing Soc., 99 Cal. 431, 435, 34 Pac. 128 (that "sack," in discussing electoral corruption, means a corruption-fund, noticed); 1895, Sinnott v. Colombet, 107 Id. 187, 40 Pac. 329 (meaning of "kindergarten" in a resolution of a school-board); 1898, Hines v. Miller, 122 Id. 517, 55 Pac. 401 (meaning of "shafts," "tnnnels," etc., noticed); 1867, Hill v. Bacon, 43 Ill. 477 (that the S. E. forty of a quarter-section signified one of four forties, noticed); 1877, Hart v. State, 55 Ind. 599, 601 (that "hills" testified to were bank-bills, not presumed; on the theory that one of four forties, notleed); 1877, Hart v. State, 55 Ind. 599, 601 (that "hils" testified to were bank-bills, not presumed; on the theory that the Court would notice the existence of other kinds of "hills"); 1827, Jones v. Overstreet, 4 T. B. Mour. 547 ("money," noticed); 1838, Com. v. Kneeland, 20 Pick. 206, 239 (the meaning of "hiasphemy," examined); 1879, State v. Johnson, 26 Minn. 316, 3 N. W. 982 (the orthography or pronnuciation of Polish names, not noticed); 1902, Martin v. Eagle Creek D. Co., 41 Or. 448, 69 Pac. 216 (technical meanings are not noticed); 1849, U. S. v. Burns, 5 McLean C. C. 23 ("fiftycent pieces," etc., noticed).

The rules about expert opinion of the meaning of words (ante, § 1955) and about the use of dictionaries in evidence (aniv. § 1699) serve to dispose of many of these questions.

3 1877, Schlicht v. State, 56 Ind. 173, 176 (whiskey); 1854, Com. v. Peckham, 2 Gray 514 (giu); 1901, Peterson v. State, 63 Nehr. 251, 88 N. W. 549 (whiskey).

4 1893, State v. Tisdale, 54 Minn. 105, 55 N. W. 903 (that California brandy is intoxicat-

ing, noticed); 1893, Thomas v. Com., 90 Va. 92, 94, 17 S. E. 788 (that apple-brandy is intoxicat-

ing, noticed). 1901; Caldwell v. State, 43 Fla. 545, 80 So. ** 1901; Caldwell v. State, 43 Fla. 545, 80 So. 514 (that wine is intoxicating, noticed); 1897, Starace v. Rossi, 69 Vt. 303, 37 Atl. 1109 (Italian "sour wine," notleed as Intoxicating). Otherwise, where the description implies different ingredients: 1898, Loid v. State, 104 Ga. 726, 30 S. E. 949 (that home-made hlackberry wine is intoxicating, not noticed).

***Contra: 1877, Shaw v. State, 56 Ind. 188 (malt liquors); 1894, People v. Rice, 103 Mich. 350, 61 N. W. 540 ("hop pop").

***JDiffering views have been indictally expressed, but usually decilining notice: 1876, Adler v. State, 55 Ala. 16, 23 (that lager beer is a malt liquor, noticed); 1892, Bell v. State, 91 Ga. 227, 231, 18 S. E. 288 (that rice-beer is Intoxicating, not noticed); 1902, Dn Vall v. Augusta,

227, 231, 18 S. E. 288 (that rice-beer is Intoxicating, not noticed); 1902, Dn Vall v. Augusta, 115 ld. 813, 42 S. E. 265 (that beer is Intoxicating, not noticed); 1886, Hansberg v. People, 120 Ill. 21, 23, 8 N. E. 857 (similar); 1883, Kerkow v. Baner, 15 Nebr. 150, 155, 18 N. W. 27 (that beer is Intoxicating, not noticed; except so far as defined by statista. 1911. Paterna v. Statista. as defined by statute); 1901, Peterson v. State, 63 ld. 251, 88 N. W. 549 (that whiskey and beer are intoxicating, noticed); 1889, Blatz v. Rohrbach, 116 N. Y. 450, 22 N. E. 1049 (that beer is intoxicating not noticed). Intoxicating, not noticed; Bradley, J., diss.): 1877, State v. Goyette, 11 R. I. 592 (that lager bier is a malt liquor, noticed); 1881, State v. Beswick, 13 ld. 211, 220 (that beer is intoxicating not noticed). ing, not noticed); 1894, State v. Sionx Falls Brewing Co., 5 S. D. 39, 45, 58 N. W. 1 (that beer is a malt or intoxicating liquor, not noticed; because there are many sorts); 1894, State v. Church, 6 id. 89, 60 N. W. 143 (that lager beer is intoxicating, noticed).

XIX

ords. good

nore

o be

mon tion

90);

any

any

not

ply. ocal

in " med

DTB.

ting

red.7

ticat-

So. 897,

lian

thert in-

6, 30 te is

lich.

dier

is a

Ga. oxi-

ısta,

icat 120

kow

that far ate,

beer ohr-

r is w.): ger catails hat ed; eer

TITLE II: JUDICIAL ADMISSIONS.

CHAPTER XC.

Estoppels.
§ 2590. Effect of Judicial Admissions: (1)
Conclusive upon the Party making.
§ 2591. Same: (2) Exclusive of Evidence by
the Party benefiting.
§ 2592. Same: (3) Validity as a Waiver of
Unconstitutionality or other Illegality.

\$ 2594. Form of the Admission; Who is § 2595. Avoiding a Continuance by Indicial Admission; Testimony of an Absent Witness of Admission; the Opponent. § 2596. Admissions of the Gennineness of a

\$ 2593. Same: (4) Effect on Subsequent

Document.

§ 2588. Theory of Judicial Admissions. An express waiver, made in court or preparatory to trial, by the party or his attorney, conceding for the purposes of the trial the truth of some alleged fact, has the effect of a confessory pleading, in that the fact is thereafter to be taken for granted; so that the one party need offer no evidence to prove it, and the other is not allowed to disprove it. This is what is commonly termed a solemn - i. c. ceremonial or formal - or judicial admission, and is, in truth, a substitute for evidence, in that it does away with the need for evidence.1

This judicial admission is sharply marked off from the ordinary or quasiadmission, - which indeed does not deserve to bear the same name. The latter is merely an item of evidence, available against the party on the same theory on which a self-contradiction is available against a witness. The distinctions between the two have already been examined (ante, §§ 1048, 1057). It is enough to note that, as to the effect, the latter is not conclusive; while as to its form, it may be either implied or express, and need not be either written or made in open court.

§ 2589. Distinction between Judicial Admissions, Pleadings, Demurrers to Evidence, and Estoppels. The effect which a judicial admission produces is of course an effect shared in common with certain other legal acts. In the first place, a pleading may by confessing a fact place it beyond the range

1 Aste 1726, Gilbert, Evidence, 103 ("The consent of the parties concerned must be sufficient and concluding evidence of the truth of such fact, for they [the jnry] are only to try the truth of such facts wherein the parties differ"); 1896, Prestwood v. Watson, 111 Ala. 604, 20 So. 600 (Brickeii, C. J.: "Agreements of this character, intelligently and deliberately made, — whether made by the parties in person, or by their attorneys or solicitors of record, — are encouraged and favored. Their purpose, generally, is to save costs, and to expedite trials, by relieving from rules of practice which in the particular case are deemed mere hin-1 Ante 1726, Gilbert, Evidence, 103 (" The in the particular case are deemed mere hin-drances, or the dispensation with mere formal proof, or, as in the present case, the admission

of uncontroverted facts, of the existence of which the parties are fully cognizant"); 1855, Com. v. Desmond, 5 Gray 80, 82 (Thomas, J., Com. v. Desmond, 5 Gray 80, 82 (Thomas, J., referring to the prosecuting attorney's admission on trial that a witness was an accomplice: "Admissions made in the conrse of indicial proceedings are substitutes for, and dispense with, the actual proof of facts"). In Louisiana the Continental iaw has left its mark: La. Rev. Civ. C. 1888, § 2291 ("Judicial confession is the declaration which the party, or his special attorney in fact, makes in a judicial proceeding. It amounts to full proof against him who has made it. It cannot be divided against him. It cannot be revoked," unless made through cror of fact, but not for error in iaw). error of fact, but not for error in iaw).

either of needing evidence or of permitting dispute; and an omission to plead in denial may have the same consequence. The distinction between a pleading and a judicial admission seems to consist in the circumstances that the latter may be made after issues joined or trial begun, and may thus counteract or diminish the effect of a pleading; that it is not a part of the required statements defining the parties' issues; and that it is therefore not subject to the rules of time, form, amendment, and the like, which govern the allegations of pleading.

Furthermore, a demurrer to evidence, the object of which is to raise a question of law, will like other demurrers have the effect of admitting the facts conclusively (ante, § 2495). It has the further common feature, frequent in a judicial admission, that it is made after issues formed and trial begun; but nevertheless it is in this respect, like a motion to arrest judgment, merely a postponed pleading.

Finally, an estoppel has the similar effect of concluding all dispute of the fact. But here the distinction is that the estoppel is an obligation made by a rule of substantive law, of the same general class as contracts and representations; 1 that it requires some additional act of detriment on the part of the obligee; and that it is absolute as regards the permanent legal relations of the parties, and not merely hypothetical or relative to the procedure of a particular litigation between them.

§ 2590. Effect of Judicial Admissions; (1) Conclusive upon the Party making. The vital feature of a judicial admission is universally conceded to be its conclusiveness upon the party making it, i. e. the prohibition of any further dispute of the fact by him, and of any use of evidence to disprove or contradict it.1 In view, however, of the commendable purpose which leads (or ought to lead) to the voluntary making of admissions, it is always

¹ Harriman on Contracts, 2d ed., § 618.

¹ Cases cited ants, § 2588, and the following: 1896, Prestwood v. Watson, 11 Ala. 604, 20 So. 600 (Brickell, C. J.: "Such agreements are sometimes made to avoid continuances, or for some specific purpose, and, hy their terms, are limited to the particular occasion or purpose, and, of course, iose all force when the occasion has passed, or the purpose has been accomplished. But if hy their terms they are not limited, and are unqualified admissions of facts, the limitation is not implied, and they are receivable on any subsequent trial between the parties. And when made in open court, and reduced to writing, intended to be used, and used, as an instrument of evidence, and is withont limitation as to time or occasion, it cannot be withdrawn or retracted at the mere will of either party. The presence of witnesses to prove the facts stated is waived. If the witnesses had been produced and testified, and they died, or became insane, or removed without the jurisdiction of the court, on a subsequent trial evidence of their testimony would be admissible. The admission of the facts dispensing with evidence, if it could be disregarded by either party on any subsequent trial, in the event of inability

to produce witnesses to establish them, won'd often convert such admissions into instruments of frand and injury. When they are made deliberately and intelligently, in the presence of the Court, and reduced to writing, they are of the best species of evidence; and parties cannot be permitted to retract them, as they are not permitted at pleasure to retract admissions of fact made in any form. If they are made improvidence and mistake be clearly shown, the Court has a discretion to relieve from their consequences,—a discretion which should be the Court has a discretion to relieve from their consequences,—a discretion which should be exercised sparingly and cantiously"); 1868, Palgo v. Willet, 38 N. Y. 28, 31 ("A party who formally and explicitly admits hy his pleading that which establishes the plaintiff's right will not be suffered to deny its existence or to prove any state of facts inconsistent with that admission"); 1880. Occanyon a Array Constant any state of facts inconsistent with that admis-sion"); 1880, Oscanyon v. Arms Co., 103 U. S. 261, 263 ("Any fact, bearing upon the issue involved, admitted hy connsel, may be the ground of the Court's procedure equally as if established by the clearest proof"; here the counsel's opening statement of the issues was taken as sufficient for directing a verdict for the defendant) the defendant).

XC

to

een COS

hus

the

not

ern

108-

icts

in

but

y a

the

by

re-

t of

ons

of a

rtv ded ny ove ich ays mid ents a ie nce are ties hey nis are the wn, heir be

68. rho

ing will

. S.

the s if the

for

and properly said that the trial Court may in discretion relieve from this

§ 2591. Same: (2) Exclusive of Evidence by the Party benefiting. A fact that is judicially admitted needs no evidence from the party benefiting by the admission. But his evidence, if he chooses to offer it, will even be excluded; 1 first, because it is now as immaterial to the issues as though the pleadings had marked it out of the controversy (ante, § 2); next, because it is superfluous and merely cumbers the trial (ante, §§ 1863, 1904); and furthermore, because the added dramatic force which might sometimes be gained from the examination of a witness to the fact (a force, indeed, which the admission is often designed especially to obviate) is not a thing which the party can be said to be entitled to

§ 2592. Same: (8) Validity as a Waiver of Unconstitutionality or other megality. The effect of an admission being to remove the fact from controversy, precisely as if no plea or demurrer had raised the issue, it follows that any fact whatever may be the subject of an admission, provided only that the fact does not require the Court to violate those rules of public policy which even a contract could not override or displace.1 Consequently, the admission may relate to a fact proved by evidence otherwise inadmissible (by virtually waiving objection to it); 2 or to a fact which the Court might have

S Prestwood v. Watson, Ala, supra, note 1;
Seely v. Cole, Oh., post, § 2594, note 2.

Under the Louisiana Code, quoted ante, § 2588, the rule may be different: 1842, Kohn v. Marsh, 3 Rob. La. 48, 49 (consent to an order appointing experts; opinion not clear).

1890, Dean v. State, 89 Ala. 46, 8 So. 38 (absent witness' testimony). Contra: Me.: 1897, Dunning v. M. C. R. Co., 91 Me. 87, 39 Atl. 352 (Savage, J.: "It does not lie in the power of one party to prevent the introduction of relevant evidence by admitting in general terms the fact which such evidence tends to prove, if the presiding justice, in his discretion, deems it proper to receive it. Parties, as a general rule, are entitled to prove the essential facts, —to present to the jury a picture of the syents relied npon. To substitute for such a picture a maked admission might have the effect to roh the evidence of much of its fair and legitimate weight"); Mass.: 1849, Com. v. Milley, 3 Cush. 243, 250 (other forged notes, to show guilty knowledge, the knowledge being admitted); 1876, Com. v. Coastello, 120 Mass. 358, 364, 369 (an admission in Court of the fictitions nature of a name on an appeal bond); 1896, Stetson's Will, — Id. —, 44 N. E. 1065 (admission of particular facts" was to be enforced; and generally, all stipation, such subulations not nureasonahie, not against moty, and even constitutional rights; ... all show, and even constitutional rights; ... all show, and even constitutional rights; ... all show, and even constitutional rights; ... all show; and even constitutional rights; ... all show, and even constitutions on the risplations not nureasonahie, not against good morals or sound public policy, and even constitutions or interpolations not nureasonahie, not against such particular for conduct or the control of the courts. ... So it is not true that parties cannot enter into stipulations on true for the control of the Courts. ... So it is not true that parties for the good morals or nature of a name on an appeal bond); 1896, Stetson's Will, — ld. —, 44 N. E. 1085 (admission of a will's execution does not prevent the calling of the subscribing witnesses as such); 1898, Whiteside v. Lowney, 171 ld. 431, 50 N. E. 930 (in the trial Court's discretion the evidence

In Shaw v. Roberts (1818), 2 Stark. 445, Abbott, C. J., acknowledged that an "admission of particular facts" was to be enforced; his further remark, that "it was the husiness of the Court to guard against the reception of or the Court to guard against the reception or improper evidence, independently of any admis-sions whatever, and it was the daty of the Court to reject illegal evidence, although the parties ou both sides should agree to it," was ill-worded or ill-reported; what he meant was that one counsel's introduction of improper avidence was not such an acknowledgement of 930 (in the trial Court's discretion the evidence may be excluded).

If admitted, however, it may of course not be sufficient ground for a new trial: 1898, Davis r. Emmons, 32 Or. 389, 51 Pac. 652.

1 1885, New York, L. & W. R. Co.'s Petiton, 98 N. Y. 447, 453 (atipulation as to commissioners of valuation; Earl, J.: "Farties by 3621 evidence was not such an acknowledgment of its propriety as disentitled hlm to object to further inquiries on that subject; i. e., the prin-

noticed as non-existent; s or to a rule of evidence constitutionally sanctioned for the benefit of the waiving party; 4 or to some other rule constitutionally protected, in particular, to the failure to observe the requirements for legislative proceedings in a statute's enactment. Any other result would seem to be inconsistent with the general spirit and practice of our litigation, which judicially leaves to the parties the framing of their pleadings and issues and determines no objection not expressly raised by one of them. Moreover, unless the admission is expressly rejected at the outset by the opponent, the judicial refusal to recognize it would often permit unseemly breaches of faith by counsel who have agreed to the admission.

§ 2593. Same: (4) Most on Subsequent Trials. Whether a judicial admission continues to have effect for a subsequent part of the same proceedings, including a new trial, has been the subject of some opposition of rulings, although the orthodox English practice plainly answered in the affirmative.1

although the orthodox English practic

3 Cours: 1887, Attorney-General v. Rice,
64 Mich. 385, 391, 31 N. W. 203 (admission that
a mere title, with no bill, was introduced cannot
avail if the Court sees the fact to be contrary).

Cases cited post, § 2395, note 5.

6 1892, Norman v. Kentucky Board, 93 Ky.
537, 547, 563, 20 S. W. 901 (by demurrer;)
Pryor, J., disa.). Contra: 1873, Happel v.
Brethauer, 70 lll. 186 (etipulation for trial, that
a statute was not constitutionally passed); 1899,
State v. Aloe, 152 Mo. 446, 54 S. W. 494 (similar); 1884, Passaic Co. v. Stevenson, 48 N. J. L.
173, 186, 193 (admission of lack of notice of a
hill, as making an act unconstitutional, not
received); 1895, Carr v. Coke, 118 N. C. 223,
239, 23 S. E. 18 (admission of fraud in enrolment, not received); 1901, Commissioners v.
De Rosset, 189 id. 275, 40 S. E. 43 (legislative
journals); 1833, Allen v. McKean, 1 Samner
278, 314 (Story, J.: "The people have a deep
and vested interest in maintaining all the constitutional limitations upon the exercise of legislative powers; and no private arrangements
between such parties can supersede them ";
treating as null the acquisecence of a board of
trustees in an unconstitutional act). It would
seem that in such a case the Court does not
have to commit itself to a ruling of unconstitutionality; it can merely ignore the statute for

have to commit itself to a railing of unconstitu-tionality; it can merely ignore the statute for the case in hand. Compare the cases on the con-clusiveness of enrolled statutes (ante, § 1350). Judicial admissions are of course equally effective in criminal cases as in civil cases (apart from such questions as the waiver of jury trial): 1901, Com. v. McMurray, 198 Pa. 51, 47 Atl. 952; the contrary has been declared: 1878, Clayton v. State, 4 Tex. App. 515, 519; but this is carrying tenderness for criminals too far.

far.

England: 1832, Elton v. Larkins, 1 Mo. & Rob. 196 (Tindal, C. J., reserved the point, but thought that such an admission "applies to every trial which may take place by direction of the Court"); 1835, Doe v. Bird, 7 C. & P. 8 of the Court 1; 1635, Dee v. Bird, 7 C. & F. 8 (receivable on a new trial, unless there was a limitation to the particular trial); 1838, Langley v. Oxford, 1 M. & W. 508 (debt on a bond, with a new special plea; the prior admission as

to handwriting, received, the issue as to handwriting being not altered; "the admission is to be used on the trial of the cause, whenever the trial takes place; no matter whether it be the first or the second trial"); Canada: 1884, McDenald v. Murray, 5 Ont. 559, 575 (copy agreed to be used instead of the original, admitted on a second trial, per Wilson, C. J.); United States: 1896, Prestwood v. Watson, 111 Ala. 604, 20 So. 600 (usable on a new trial; quoted ante, § 2590); 1873, Perry v. Simpson W. M. Co., 40 Conn. 313 (admitted on a second trial; yet allowed to be disputed by denying their correctness); 1897, Luther v. Clay, 100 Ga. 238, 28 S. E. 48 (an agreed statement of facts used at a former trial; admissible, unless otherwise expressiy provided; hut conclusive only for the trial in hand); 1896, King v. Shepard, 105 id. 473, 30 S. E. 634 (usable on the second trial, but not binding); 478, Holiey v. Young, 68 Me. 215 (the adm. v. m binds for a new trial, unless the judge sees fit to relieve; "it would be wiser to adopt some rule hy which more admissions could be obtained, than to allow parties at their own will and pleasure to withdraw the few now made"); 1960. Central B. Co. v. Lowell, 15 Gray 106, 128 (an agreement for the use of cert-in compatations by an expert accountant, heli to apply by intention to a second trial); 1801, Gallagher v. McBride, 66 N. J. L. 360, 49 Atl. 582 (stipulation as to the manner of payments for property, effective on a second trial); 1805, New York, L. & W. R. Co.'s Petition, 98 N. Y. 447, 453 (stipulation as to commissioners of valuation, enforced for a new appraisal after an appeal reversing the original award); 1902, Cutler v. Cutler, 130 N. C. 1, 40 S. E. 889, semble (excluded on a second trial); but bere the admission had been conditioned on another fact, which no longer existed); 1899, Consolidate 8. & W. Co. v. Burnham, 8 Okl. 514, 58 Pac. 844 (agreed had been conditioned on another fact, which no longer existed); 1899, Consolidated S. & W. Co. v. Burnham, 8 Okl. 514, 58 Pac. 654 (agreed statement of facts, effective for a second trial); 1900, Acme Mfg. Co. v. Reed, 197 Pa. 359, 47 Atl. 203 (stipulation as to a deposition, not hinding in a second action after a non-suit in the first); 1898, Scaife v. Land Co., 33 C. C. A. 47, 90 Fed. 238 (admission in a hill of excep1

d

It is true that the pleadings of the parties continue to be binding (subject only to the usual rules for amendment); but the very distinction between pleadings and judicial admissions is that the latter are not subject to the fixed requirements of the former (ante, § 2589). On the other hand, a regard for fairness of practice indicates the opposite result; for after the case of the party benefiting by the admission has been exposed at the first trial, the party making the admission may discover that the proof of the fact would have been difficult or onerous, and 1 withdrawing the admission he may thus obtain a factitious advantage which the law headly contemplates as the consequence of a new trial. Moreover, the ignorance who is may have led to an ill-advised admission is no more a cause for revoking it at the second trial than at the first; and in any event the jud en discretion new event relief (ante, § 2590) in the one instance as well as the other. It would wem, having regard to the voluntary and contrasature of the got that the duration of its effect, no less than its scope, we made, where an, en the intent of the parties; that this implied intent may very with the circumstances; and that where no special circumstances indicate the contrary the intention should be implied to extend the effect of the admission to all subsequent parts of substantially the same litigation between the same parties, including a new trial.2 Such seems to be the general trend of the ruling.

§ 2594. Form of the Admission; Who is Authorised. (1) It is sometimes declared, in statute, court-rule, or decision, that all agreements between attorneys or counsel, including presumably judicial admissions, must be in writing, in order to obtain enforcement from the Courts; 1 and no doubt, for admissions made out of court, or at least prior to trial and out of court, the rigid policy of the law should look only at written admissions, even though professional honor could not suffer such a distinction. But that policy need not apply to admissions made in court, where the memory of the judge and the presence of other members of the bar could be trusted for verification in

tions in a former trial, received); 1800, Pearl v. Allen, 1 Tyl. 4 (admission of execution on a former trial," when not attached to the record,"

former trial," when not attached to the record, insufficient).

Whether, though not binding, they are at least receivable as ordinary admissions (as laid down in some of the rulings above) depends on the general principles applicable to the use of piesdings as ordinary admissions (aste, §§ 1063–1067).

Soft course the admission would not bind between other parties: 1847, Holman's Heirs v. Bank of Norfolk, 12 Ala. 369, 408 (admission by stipulation of the present complainant's connecl.

stipulation of the present complainant's counsel in a prior suit over the same mortgage on a bill in a prior ant over the same mortgage on a bill by other parties against the present compiain-ant, beld not binding bere; "it would be a most alarming doctrine that an admission made by counsel in the progress of a cause was proof of the fact so admitted through all future time"); 1863, Wilkins v. Stidger, 22 Cal. 231, 238 faction for madical sarvices to an injured 238 (action for medical services to an injured person; defendant's attorney's admission of the

correctness of the plaintiff's bill, in an action by the defendant against the tortlessor before arbitrators for the injury, excluded).

The following ruling seems unsound: 1867, Thompson v. Thompson, 9 Ind. 323, 333 (conclusiveness not given to those made "pending the snit," but only to those "made in court for the purposes of the trial").

Cal. C. C. P. 1872, § 283 ("An attorney or connssior shall have anthority to bind bis client in any of the steps of an action or proceeding.

in any of the steps of an action or proceeding by bis agreement filed with the clerk or entered apon the minutes of the court, and not other-wise"); 1878, Hoiley v. Young, 68 Me. 215 ("reduced to writing or incorporated into a record of the case"); Mass. Rev. L. 1902, c. 173, § 70 ("All agreements of attorneys relative to an action or proceeding shail be in writing ").

The authentication of the attorney's signature may be aided by principles already considered (ante, §§ 2167, 2578).

case of misunderstanding and the oral habit of the proceedings is inconsistent with such an exception.2

(2) It is of the nature of an admission, plainly, that it be by intention an act of waiver, relating to the opponent's proof of the fact, and not merely a statement of assertion or concession, made for some independent purpose; in particular, a statement made for the purpose of giving testimony is not a judicial admission.4

(3) Judicial admissions are usually made by the party's attorney or counsel. It is settled that the general authority to conduct the trial implies the authority to make such admissions.6

§ 2595. Avoiding a Continuance by Judicial Admission; Testimony of an Absent Witness of the Opponent. When a continuance, or postponement, of the trial is applied for on the ground of the present impossibility of securing the attendance of a material witness, the granting of the application, by orthodox practice, lies in the Court's discretion, i. s. subject to no mandatory rules, provided certain fundamental conditions exist as to materiality, diligence, and the like. Assuming, however, that they exist, and that the Court would by them be justified in ordering the continuance, the opponent may attempt to remove these grounds for granting it, by making a judicial admission either that the witness would if present testify as affirmed by the applicant, or that the tenor of the desired testimony is true. The earlier practice

8 1896, Prestwood v. Watson, 111 Ala. 604, 20 So. 600 (Brickell, C. J.: "That the agreement was not signed by the parties or by the connsel was not of importance. Their signatures were the property of the private of was not of importance. Their signatures were not necessary to impart to it validity. Private agreements between parties or their attorneys, relating to the proceedings in a pending cause, relating to the proceedings in a pending cause,—
agreements not made in the presence of the
Court,—the rules of practice require, shall be
in writing, and signed by the party to be bound
thereby. The rule has never been supposed to thereby. The rule has never teen supposed to have any application to agreements or admissions made in the presence of the Court. Upon such agreements or admissions, made verbally, every court is necessitated to act daily. The refusal to recognize and act upon them would delay the transaction of busin delay the transaction of pusiness, and entant upon connecl and parties much unnecessary labor. The purpose of the rule is to relieve such admissions or agreements from the infirmative considerations attaching to mere oral admissions of facts imputed to the one party or the ess, and entail sions or facts implied to the nuscemity wrangles, other, and to avoid the nuscemity wrangles, disputes, and contradictions which would ensue if they rested only in memory. Where the disputes, and contradictions which would ensure if they rested only in memory. Where the agreement or admission is made in the presence of the Court, it is without the purpose or reason, if not without the letter, of the rule"); 1834, Seeiy v. Cole, Wright Oh. 681 (an oral admission, made in court on the opponent's offer of a retreated unless by witness, not allowed to be retracted unless by leave of Court). An admission made in the counsel's statement of the case is always treated as binding: 1895, Lake Erie & W. R. Co. v. Rooker, 13 Ind. App. 600, 41 N. E. 470 (the incidental statement of connsel, in opening, that he intended to prove the fact in question); 1880,

Oscanyon v. Arms Co., 103 U. S. 261, 263 (cited ante, § 2590). Sometimes a larger scope may be conceded: 1892, Smith v. Whittier, 95 Cal. 279, 287, 30 Pac. 529 (an oral stipulation, not filed or entered under C. C. P. § 283, supra, is nevertheless binding if it has been so acted upon

never necess and ng it is ness seen so acree upon that it would be inequitable to disregard it).

9 1901, Cramer v. Truitt, 113 Ga. 967, 39
S. E. 459 (admission of attorney in private conversation with the judge out of Court, not

sufficient).

4 1900, Owen v. Palmour, 111 Ga. 885, 36 "1900, Owen v. Framour, 111 Ga. 853, 30 S. E. 969 (a party testifying at a former trial, the brief of evidence therein having been agreed to by connsel and approved by Court, is not estopped from testifying contrary thereto); 1895, Smith v. Olsen, 92 Tex. 181, 46 S. W. 631 (answer by way of discovery). Contra, but nnsonnd, 1901, Feary v. R. Co., 162 Mo. 75, 62 S. W. 452 (a statement made on the stand while

sonnd, 1901, Feary v. R. Co., 162 Mo. 75, 62 8. W. 452 (a statement made on the stand while testifying, held concinsive; Valliant, J., diss.). That the "preofs of loss," in insurance, are indicial admissions has sometimes been argued, but not with good reason (ante, § 1073).

The payment of money into court was formerly a common type of indicial admission, more allied to a pleading; it is briefly noticed ante, § 1061, and more fully in Greenleaf, Evidence, § 205; statutes and rules of court often regulate it.

late it.

Cases cited ante, § 1063; 1859, Rosenbanm v. State,33 Ala. 361; 1847, Greenles v. McDoweli, 4 Ired. Eq. 481, 484.

A change of attorneys does not abrogate an admission originally binding: 1892, Smith v. Whittier, 95 Cal. 279, 289, 30 Pac. 529.

KC

nt

an

8

a

el.

18

In

nf

ng

y ry irt y

i-9

ot n

19

seems for a time to have left in the Court's discretion the propriety of recognizing this as sufficient to avoid the continuance. But statutes have now come, in most jurisdictions, to prescribe a rule, declaring that one or the other kind of these admissions will per se avoid the continuance, and (sometimes) that, conversely, an application based on specified grounds shall be granted unless one or the other of these admissions is made.

For the opponent of such an application, i.e. the party making the admission, the difference between the two kinds (so far as concerns the rules of evidence) is that the first kind still leaves it open to him to impeach the credit of the absent witness, just as he could that of a deponent,2 except that the rule for self-contradictions raises here a special problem; but the second kind obviously precludes him from any impeachment of credit, since

¹ The following list is not exhaustive; typical statutes are set ont in full: Arz. Rev. St. 1887, §§ 752, 753; Ark. Stats. 1894, § 5797; Cal. C. C. P. 1872, § 595, as amended by St. 1880 ("The Court may require a moving party, where application is made on account of the absence of a material witness, to state npon affidavit the evidence which he expects to obtain; and if the adverse party therenpon admits that such evidence would be given, and that it be considered as actually given on the admits that each evidence would be given, and that it be considered as actually given on the trial, or offered, or overruled as improper, the trial must not be postponed"); Colo. C. C. P. 1891, § 177; D. C. Comp. St. 1894, c. 55, § 120; IM. Rev. St. 1845, Rev. St. 1874, c. 110, § 43 (in In. Rev. St. 1845, Rev. St. 1874, C. 110, § 43 (In asking a continuance "on account of the absence of testimony," the party's or his agent's affidavit stating the facts expected to be proved thereby, etc., must be offered); § 44 ("if the other party will admit the affidavit in evidence, the cause shall not be continued"); § 45, Laws 1867, p. 157 ("When the affidavit is concerning the avidance of a witness the narry admiring anche. evidence of a witness, the party admitting such affidavit shali be heid to admit only that if the absent witness were present he would testify as alleged in the affidavit, and such admission shall have no greater force or effect than if such absent witness were present and testified as alleged in the affidavit, leaving it to the party admitting such affidavit to controvert the stateadmitting such amidavit to controvert the statements contained therein, or to impeach said witness, the same as if such witness were present and examined in open cont"); c. 38, § 428 α , St. 1835, June 26, p. 73 (on such affidavits in a criminal case, neither party shall be "required to admit the absolute truth of the matter set up in the affidavit for continuance, hat only that in the amdavit for continuance, but only that such absent witness, if present, would testify as alleged in the affidavit; and if it is a admitted, no continuance shall be granted, but the case shall go to trial, and the party admitting the evidence shall be permitted to controvert the statements contained in such affidavit by other evidence, or to impeach such absent witness the same as if he had testified in person; provided that the Court may in its discretion require the opposite party to admit the truth absolutely of any such affidavit when, from the nature of the case, he may be of opinion that nature of the case, he may be of opinion that the ends of instice require it"; the act not to apply to applications at the same term of Court

when the indictment, etc., is found); Ind. St. 1881, Rev. St. 1894, § 413 (civil cases; if "the adverse party will consent that on the trial the facts shall be taken as true, if the absent evidence is written or documentary, and, in case of a witness, that he will testify to said facts as true, the trial shall not be postponed for said cause; and in such case the party against whom such evidence is need shall have the right to impeach such absent witness, as in case where such evidence is used shall have the right to impeach such absent witness, as in case where the witness is present or his deposition is used"); § 1850 (criminal cases; if "the prosecuting attorney will admit the truth of the facts which the defendant in his affidavit for a continuance the defendant in his amount for a continuance alleges that he can prove by the absent witness, or by the written or documentary evidence therein specified and described, the trial shall not be postponed for that cause"); § 1851 ("If the defendant will admit that the facts which the prosecutor states he expects to prove are true, the trial shall not be postponed for that cause"; I own Code 1897, \$ 3665 (if an application for continuance is sufficient, "the can cation for continuance is sumcient, the cause shall be continued, unless the adverse party will admit that the witness, if present, would testify to the facts therein stated, in which event the cause shall not be continued, but the party may read as evidence of such witness the facts held read as evidence of such witness the facts held by the Court to be properly stated"); La. St. 1894, No. 84, Wolff's Rev. L. p. 277, Code Pr. 1894, § 466; Mo. Rev. St. 1899, § 687, 3980; Nev. Gen. St. 1885, § 3182; N. M. Comp. L. 1897, § 2986, 2987; Utah Rev. St. 1898, § 3133, 3712; Wyo. Rev. St. 1887, § 3397.
Distinguish those statutes by which a con-

Distinguish those statutes by which a continuance is granted on condition that the applicant assent to the taking and using of depositions of witnesses now present for the opponent; e.g. Cal. C. C. P. 1872, § 596; Utah Rev. St. 1898, s 3134; these merely avoid the necessity of notice and other conditions precedent ordinarily to the use of the deposition (ante, §§ 1378, 1415).

8 1881, Powers v. State, 80 Ind. 77 (the truth

of an absent witness' testimony admitted by the of an absent witness' testimony admitted by the prosecution to avoid postponement; impeachment forbidden; hut not in civil cases, where merely the fact of testifying is admitted); 1878, State v. Milier, 67 Mo. 604, 608 (hy statute); 1878, State v. Thomas, 68 id. 605, 615. The statutes frequently declare this expressiv.

3 The anthorities are collected ante, § 1034.

the facts to be testified to are judicially admitted.4 But he cannot be forced to make either kind of admission (by an order directing the trial to proceed and receiving in evidence the applicant's statement of the testimony or the facts); for this would be to deprive the opponent of his right to crossexamination.5 The opponent, however, even though a defendant in a criminal case, may of course waive this right, by a voluntary admission of the testimony or the facts.

For the applicant, who is refused a continuance when the opponent makes one of these admissions, the difference between the two kinds is obviously a radical one. Whether the Court should require the more stringent of the admissions, i. e. of the facts as established, not merely of the testimony as uttered, and should, in default of it, as a rule of law grant a continuance otherwise sufficiently grounded, has been one of the controverted questions in judicial opinion. Regarded as a matter of common-law practice or of legislative policy, it seems to rest ultimately on local experience. If either rule is found, in a particular community, to work detriment to the safety of innocent accused persons in general or of the State's justice in general, it should be abandoned. Thus far the common experience has been that the requirement of an admission of facts, not merely of testimony, has served to add a powerful weapon of chicanery to the armory of unscrupulous counsel defending hardened villains.8 The constitutional objection, it is true, has been raised against the use of the less stringent form of admission, i. c. the objection that to refuse a continuance, if the prosecution admits merely that the proposed testimony would have been given, would deprive the accused of his right (ante, § 2191) to compulsory process for his witnesses. In spite of the sanction given by some Courts to this objection, it seems to be totally devoid of grounds.9 The constitutional provision for compulsory process, as the history of that right shows, was designed merely to give equally to the accused (beyond the power of legislative change) the aid of the State's subpœna. The contrast marked by that right is that, without it, the accused must depend (as at common law) solely on his own persuasion and the witness' choice, for securing his witnesses' attendance, but that, with it, the accused, like the prosecution and like civil parties, may invoke the State's compulsive power, whatever that may avail. But the constitutional provi-

Supra, note 2.

^{**}Supra, note 2.

**Ante, § 1384; 1882, Wills v. State, 73 Ala.

362 (leading case). This would be equally true in civil cases; unless a statute prescribed a contrary rule; for no constitutional clause would

Prevent such a statute.

1884, State v. Fooks, 65 Ia. 452, 21 N. W. 773; 1875, U. S. v. Sacramento, 3 Mont. 239; 1903, State v. Mortensen, 26 Utah 312, 73 Pac.

^{1903,} State v. Morrensen, 20 Utan 312, 73 Fac. 562, and cases cited ante, § 1398, note 9.

1856, Peopie v. Diaz, 6 Cal. 248; 1871, Van Meter v. People, 60 Ill. 168; 1866, Wassels v. State, 26 Ind. 30; 1855, Trulock v. State, 1 Ia. 515, 519; 1896, Adkins v. Com., 98 Ky. 539, 73 S. W. 948 (leading case); 1902, State v. Fairfe., 107 La. 624, 31 So. 101; 1887, State v. Berkley,

⁹² Mo. 41, 4 S. W. 24 (leading case); 1901, Russell v. State, 62 Nobr. 512, 87 N. W. 344; 1827; People v. Vermilyea, 7 Cow. 369, 388, 394, 399 (leading case); 1867, DeWarren v. State, 29 Tex. 464, 481.

Of course an admission of the truth of the Of course an admission of the truth of the facts would suffice: 1889, Pace v. Com., 89 Ky. 204, 207, 12 S. W. 271 (leading case); 1857, Browning v. State, 33 Miss. 47,71. Contra, but anomalous: 1838, Goodman v. State, Meigs 195.

The opinion of Grace, J., in Adkins v. Com., supra, forcefully shows this for Kentucky. In Illinois and Indiana the same stages of experience have developed.

The opinion of Grace, J., in Adkins v. Com., Ky., supra, best exponnds this.

sion does not have anything to say about the time of holding trial; which is the only question here involved. Much less does it pledge absolutely to the accused the presence of all desired persons, or any other superhuman feat. The Constitution cannot raise witnesses from the dead, nor spirit them from beds of illness or kennels of concealment. To interpret the Constitution into any such pledge is to invent (as experience has shown) a guarantee that no determined offender shall be tried for his crime until he himself pleases. Whether the one or the other kind of admission should be required may depend on the circumstances of each community and each case; but it is impossible to regard the constitutional clause as being in any way involved.

§ 2596. Admissions of the Genuineness of a Document. In probably most instances where a document is material under the pleadings, or is evidentially used, its genuineness is not doubtful. Yet the proof of that genuineness may be onerous and expensive. The opponent's admissions, judicial or extrajudicial, are receivable for the purpose (ante, §§ 2131, 2132), and may suffice; but it is only casually and seldom that they would be available to the party desiring to make the proof; and for lack of them at common law, the usual evidence must be resorted to, however needless. It would therefore be the part of common sense to recognize the needs of the situation by some expedient for facilitating the proof. The appropriate remedy seems naturally to lie in securing some sort of judicial admission, by rule of pleading or otherwise, where the circumstances justify it. It was Bentham (as usual, one might say) who seems first to have proposed this measure.1 Almost immediately his proposal bore fruit in one of the Hilary Rules of 1834. By this Rule the opponent was made to take the risks of paying the costs of proof, if after having a prior opportunity to satisfy himself he declined to admit judicially in writing the document's genuineness.2 This rule was preserved in later English legislation,3 and furnished one of the two chief types for statutes in the United States.

The other common expedient, now in vogue in perhaps the majority of jurisdictions of the United States, takes the form of a rule of pleading,4 by

C

d

d

8-

n

8

a

10

e

18 f

7 ıf

it

e O

ı

3 e

d

e

8

e

d

е

е

8

^{1 1827,} Bentham, Rationale of Judicial Evidence, b. VII, c. V. (Bowring's ed., vol. VII, pp.

dence, D. VII, C. V. (Bowring's etc., Vol. VII, pp. 185-188).

Rules of Practice, Hilary Term, 4 Wm. IV (set out in 10 Bing. 456), No. 20 ("Either party, after ples pleaded, and a reasonable time before trial, may give notice . . . of his intention to addree in evidence certain written or printed dearmagnets and unless the advance party shall addnce in evidence certain written or printed documents; and unless the adverse party shall consent, by indorsement on such notice, within forty-eight hours, to make the admission specified," the offering party may move that the opponent show cause, and "the judge shall, if he think the application reasonable, make an order that the costs of proving any document specified in the notice, which shall be proved at the trial to the satisfaction of the judge or presiding officer, shall be paid by the party so required, whatever may be the result of the cause"; provided that the judge "may give time for inquiry or examination of the documents invended to be

offered in evidence, and give such directions for inspection and examination, and impose the terms npon the party requiring the admission, as he shall think fit"; and no costs of proving a document shall be allowed "to any party who shall have adduced the same in evidence on any party and party and the state of the same in evidence on any party. trial, nnless he shall have given such notice as trial, nnless he shall have given such notice as aforesaid, and the adverse party shall have neglected or refused to make such admission "or the judge have indorsed the application as not reasonable to be granted); 1841, Rutler v. Chapman, S. M. & W. 388 (Rule 20 held to apply to any document, and not merely one in the possession or power of the party seeking to offer it).

1853, Report of the Commission on Common Law Procedure, I, 44; 1852, St. 15 & 16 Vict. c. 76, §§ 117-119; 1854, St. 17 & 18 Vict. c. 125, § 25; 1883, Rules of Court, Order 32, rule 2.

It is sometimes miscalled a rule of evi-

requiring a special denial on oath (either in the formal plea or in a separate affidavit) of the genuineness of the document; in default of this denial the genuineness cannot be put in issue. This form is adapted especially to documents named in the pleadings as a foundation of the claim or defence; the other is applicable to any document whatever. In a few jurisdictions, both measures have been separately recognized; in others, the statute combines features of bath.6

There are also occasional other expedients for applying the principles of pleading or of judicial admissions to facilitate the proof of documents, but they are of only local vogue or narrow scope.6 There is still room for

dence; e.g., 1867, Joynes, J., in James R. & K. Co. v. Listlejohu, 18 Gratt. 33, 76.

The following ilst is not exhaustive; typical statute are set out in full: Ala. Code 1897, § 1801; Ariz. Rev. St. 1887, § 1877; Ark. Stats. 1894, § 2929; Cal. C. C. P. 1872, § 447, as amended by St. 1874 ("When an action is househ a name a written instrument and the amended by St. 1874 ("When an action is brought upon a written instrument, and the complaint contains a copy of such instrument, or a copy is annexed thereto, the genuineness and due execution of such instrument are deemed admitted, unless the answer denying the same be verified"); § 448 ("When the defense to an action is founded on a written instrument, and a copy thereof is contained in the answer, or is annexed thereto the genuineness and due avec. annexed thereto, the genuineness and due execution of such instrument are deemed admitted, unless the plaintiff flie with the clerk, within ten days after receiving a copy of the answer, an affidavit denying the same, and serve a copy thereof on the defendant"); § 449, as amended by St. 1880 ("But the execution of the instrument mentioned in the two preceding sections is not deemed admitted by a failure to deny the same under oath, if the party desiring to contre-vert the same is noon demand refused an inspec-tion of the original. Such demand must be in tion of the original. Such demand must be in writing, served by copy non the adverse party or his attorney, and filed with the papers in the case"); Colo. C. C. P. 1891, § 62; Fla. Rev. St. 1892, § 1073; Ill. Rev. St. 1874, c. 189, § 84, Rev. St. 1845, p. 415, § 14 "No person shall be permitted to deny, on trial, the execution or assignment of any instrument in writing, whether sealed or not, npon which any action may have been brought, or which shall be pleaded or set up hy way of defense or set-off, or is admissible ander the pleadings when a copy is filed, unless the person so denying the same shall, if defender under the pleadings when a copy is filed, unless the person so denying the same shall, if defendant, verify his plee by affidavit, and if plaintiff shall file his affidavit denying the execution or assignment of such instrument; provided, if the party making such denial be not the party alleged to have executed or assigned such instrument, the denial may be made on the information and belief of such party"; Ind. Rev. St. 1897, § 491; Kan. Gen. St. 1897, c. 95, § 379; La. C. Pr. 1834, § 324; Mass. Pub. St. 1882, c. 167, § 21, Rev. L. 1902, c. 173, § 86 ("Signatures to written instruments declared on or set forth as a cause of action, or as a ground of defence to written instruments declared on or set form as a cause of action, or as a ground of defence or set-off, shall be taken as admitted, unless the party songht to be charged thereby files in Court. within the time allowed for an answer, a special

denial of the gennineness thereof, and a demand that they shall be proved at the trial"); Miss. Annot. Code 1892, §§ 1797-1800; Mo. Rev. St. 1899, § 742 (for any material paper); §§ 746, 6762 (for an instrument on which pleading is founded); Nebr. Comp. St. 1899, § 5967; Nev. Gen. St. 1885, § 3557; N. M. Comp. L. 1897, § 2685, sub-sec. 123, §§ 2977, 2984; N. Y. C. C. P. 1877, § 735 ("The attorney for a party may, at any time before the trial, exhibit to the attorney for the adverse party a paper material.

§ 2685, sub-sec. 123, §§ 2977, 2984; N. Y.
C. C. P. 1877, § 735 ("The attorney for a party may, at any time before the trial, exhibit to the attorney for the adverse party a paper material to the action, and request a written admission of its genniueness. If the admission is not given, within four days after the request, and the paper is proved or admitted on the trial, the expenses, incurred by the party exhibiting it, in order to prove its genuineness, must be ascertained at the trial and paid by the party refusing the admission; nucless it appears, to the satisfaction of the Court, that there was a good reason for the refusal"); N. D. Rev. C. 1895, § 5643; Okl. Stats. 1893, § 427; S. D. Stats. 1899, § 6481; Tex. Rev. Civ. Stats. 1895, § 2318; Utah Rev. St. 1893, § 427; S. D. Stats. 1899, § 6481; Tex. Rev. Civ. Stats. 1898, § 4184, 6122; Wyo. Rev. St. 1887, § 2636.

9 In Minnesola, a statute which in literal reading declares a genuine presumption of authentication (ante, § 2130, 2132) has been judicially construed apparently into one of the above sort: Minn. Gen. St. 1894, § 5751 ("Every written introment parporting to have been signed or executed by may person shall be proof that it was so signed or executed hali deny the signature or execution of the same hy his oath or affidavit"; except where the parporting person "shall have died previous to the requirement of such proof"); 1860, Pennsylvania Ins. Co. v. Murphy, 5 Minn. 36, 40 (statute applied to articles of partnership); 1862, Turrell v. Morgan, 7 id. 368, 372 (held not to apply to unsigned indorsements on a note); 1878, Brayley v. Kelly, 25 id. 160 (printed notice in plaintiff's name; gennineness not presumed); 1885, Mast v. Matthews, 30 id. 441, 16 N. W. 155 (che statute applies only in actions against the maker of the instrument or to defences or counterclaims against him); 1897, Moore v. Hohmes, 68 id. 108, 70 N. W. 872 (distinguishing this rule from that which requires a specific traverse of execution in order to put execution in issue; Canty, J., specific traverse of execution in order to put execution in issue; Canty, J., diss., on the ground that the signature purported to be by an

improvement and expansion. Here, as everywhere, the time has hardly come when the law can afford to consider as closed that great period of rational advance which owed its first marked impulse to the caustic preaching of Bentham.

agent, and that the authorizy of an agent could not be presumed); 1898, Fingsendt v. English, 73 id. 266, 76 M. W. 22 (does not apply where the alleged signer is dead or is not a party).

In Georgia and in Texas a statute forbids the use of deed-copies from the registry if an affidavit denying the original's gammenase is made; but this is construed as still permitting a forgery to

THE END.



TABLE OF STATUTES CITED



TABLE OF STATUTES CITED

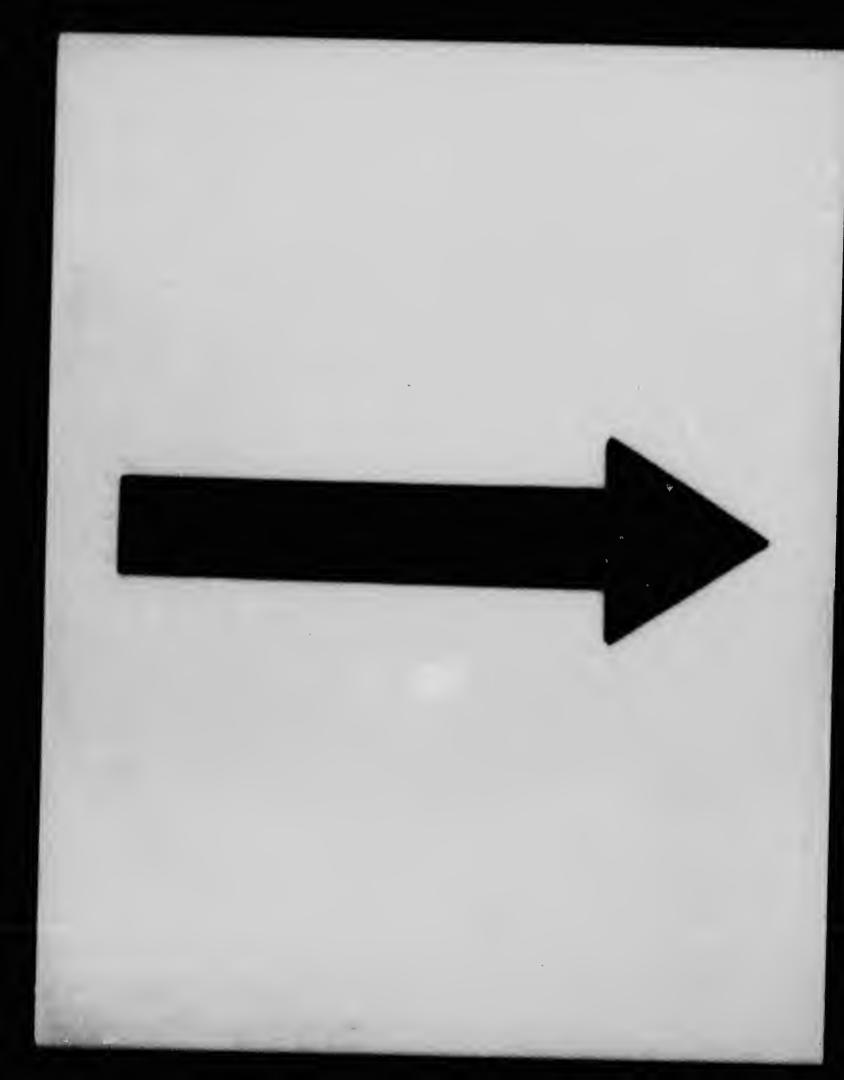
[The full descriptive title of the editions of codes and compilations consulted will be found in the List of Statutory Compilations prefixed to each Volume. In the following list, the citations made in the foregoing pages from earlier codes or compilations are not represented, where they are duplicated by corresponding sections in the later editions here cited; except in a few instances, where they have historical or practical importance. All single enactments not embraced in the regular numbering of a code or compilation are here placed under the common heading of Session Laws; a session iaw amending a specific codesection, and printed in the later code-edition here referred to, is usually not represented in the list of Session Laws. A list of latest session laws consulted will be found prefixed to each Volume.]

ENGLAND.	1				
Chatatan at 2	3 Car. I, c. 4	Section			Bection
Statutes at Large.	113 " 6.9	151 203		III, c. 144	2454
Const. of Clarendon, c. 4	c. 12	225		c. 170	488
13 Edw. I, Westm. Second,		151	R LEE CH	o. IV, c. 24	
C. II	c. 10	225		c. 78	2451
Edw. II. c. 10	· 1 C. 11	225	0 4	" c. 78	1650
3 H. IV, c. 15 998		571		" c. 50	1644 1163
4 0.8 995		9030		" c. 64	848, 1326,
C. O RY	13 414 " c. 28	2350, 2268			1374, 1375
2 II. V, c. 7 5 Rich, II, 2d sess., c. 5 225	1 29 " c. A. A.1	1364 2484		" c. 14	1466
		2454		c. 84	618
25 II. VIII, c. 14 2256	7 7 7	2454	4 W us.	V, c. 22	1374, 1380,
C. 19 9067 906	1 1 1	2049, 2454		c. 1	1411
21 C. 4 9030	7 .	2154	384"	c. 42	1850 488, 576
c. 18 1650, 2426,	17	2454		c. 49	1828
9454	19	2454		c. 82	1828
100 11	890	9050, 2454 9050, 2454		c. 76	2061
C. 1, 3 1 2420, 2404,	1 W. & M. c. 18, 5	14 2032	647"	c. 76	2150, 2529
35 " c. 18 9462		19 9039		c. 86	1644
1 Ed. VI, c. 12, § 22 818, 1364.	nd sees.,	c. 2 2250		c. 111 c. 114	196
Out oaki	844 " c. 11	2032		114	575, 579,
546" c. 11 618, 1864.	7 W. III, c. 3	1644			865, 1962, 1364, 1850
6000	1 W. 111, C. 8	575, 818,	Rules of	Practice, H	11_
1 & 2 P. & M. c. 8 2250		1364, 2036,	ary Ter	rm, 4 Wm. I	V.
c. 8 2950	c. 7	2038, 2190 2036	NO. 201		2596
e. 10 \$18, 1364,	849 " c. 96	2036	1 4 2 Vic		1828
c. 11 9036	1 Anne, c. 8	575, 1825,		c. 94 c. 105	1680, 1681
e. 11 2036 e. 13 848, 1336	0.00	2190	344 "	c. 26	1828
1874 9950	248" c.4	1650		c. 92	488 1644
2 & 3 " c. 10 848, 1326,	4 " c. 18	2451	546 "	c. 39	2281
1 774, 2250	546 " c. 18	1163		c. 81	2036
	6 " c. 35	1650 1650	847 "	c. 22	8, 1828
2036, 2067,	7 " c. 90	1650	748 "	c. 85	488, 986
c. 20 2250	c. 21	1847, 1851	849 "	c. 101	2061
5 " c. 9 1364, 2190,	10 " c. 18	1224, 1650		c. 16 c. 118, § 1	1074
2901	3 Geo. II, c. 25	1168		. 110,	2162
C. 14 1850	96 '' c. 6	1650		Į į	2102 1684
10 " C. 1 9000	21 Geo. III, c. 53	1644	9 4 10 "	c. 95	488, 577,
2250	26 " c. 57	1644			602
35 " 69	32 " c. 60	1312 1 2657	11 & 12 "	c. 12	2036
43 11 0 4 2000	38 " c. 78	2150		c. 42	1374, 1375,
4 Jac. I. c. 1	10 " c. 98	2036		c. 42, § 17	1406
7 " c. 13 1818	C. 08	2066		U. 24, 9 1/	1326, 1413,
C. 19 9997	C. 11	1644		6 18	1667 848, 1326,
C. 97	ю " с. 37	2223, 2252,		3 20	1667
8 Car. I, c. 1 2250	18 " c. 197	2954 1644		§ 19	1885
VOL. 1V 20				6 27	

ENGLAND (centinued).	30 4 33 Vict. c. 06	Bestles 488, 677,	. 20. 4 104	Section 1474 1400
19 & 13 Viet. c. 60, § 16 846 14 & 16 " c. 90, § 14 846 c. 90, § 1 486, 677 9 480, 600,		2000	e. 80, } 111	1674, 1664 1684 1925
6. 60, 11 486, 677	, , ,	206	o. 61, 6 36 ff.	1925 1674
§ 3 488, 608, 9216	48	ans. 488,	0. 00, 30 0. 73, 31 0. 74, 110	100n 1641
§ 6 488, 802,	- 11	1898	e. 90 e. 100, 4 90	9904 990
54 400	83 & 34 " c. 97 34 & 35 " e. 112, 4 ;	9184	114	420
6 1860, 2219 7 1680, 1681,	34 4 36 " e. 119, 6 1 36 4 36 " c. 83, 6 19	9 306	e. 107, 11	194 1674
\$168 \$11 6, 2102	0. 65, 5 4	9061 os of	e. 118, 6 98-48 e. 118, 14	1000
§ 13 1970	Procedure, No. 36	1300	1 1 17	1080 1083 1074
1681	36 & 30 Vict. c. 77, § 17 40 & 41 ' c. 14 41 & 42 ' c. 13, § 1	1800 486	e. 119, 47	1074
e. 76, 58 1177.	41 & 42 " c. 13, 4 1 49 & 43 " c. 11, 4 8	486 9451 1299, 1619	e. 134, 6 e. 186, 94	2266 2162
1800 4.84 1880	14	1919	c. 186, 94 96 90	1411
§ 114 1163	45 & 46 " c. 9, 4 9 46 & 47 " c. 89, 4 17 48 & 49 " c. 69	1084	108	1380 1411
c, 83, 4 49 1869	45 & 46 " c, 9, 4 9 46 & 47 " c. 89, 4 17 48 & 49 " c. 69	1406, 1828 1, 6 2044,	c. 158, 9	1411 2281
16 & 17 " c. 85, §§ 1-8 486	96 1	1, 6 2044, 2061		2281
4 4 602	54	488, 1628, 2061, 2066	61	2066
17 & 16 " c. 104, § 107 1647 §§ 260, 265 1641 § 826 1200	51 4 52 " c. 46, 65 1 52 4 53 " c. 44, 5 6	. 3. 5 1838	Criminal C	ada 1898
c. 195 1856	52 4 53 " c. 44, f 6	488, 1828, 2061	4 500	1326
92 900, 906 93 1028	53 4 54 " c. 71, 4 27 54 4 55 " c. 39, 4 14	9261	6 501 6 645	848, 1326
\$ 24 1266, 1268 § 25 1270,	56 4 57 " c. 23, 4 6	1672	655	1851 1851
§ 25 1270,	57 4 58 " c. 16, 3 57 4 58 " c. 60, 21	9 1841	658 676 683	1851 196
2506 \$ 95 1990 \$ 27 1993.	60 & 61 " c. 37, first schedule,	4 6 9990	683 684	1800, 1411 2006, 2042,
4 27 1993, 9016	61 4 69 " c. 65	1850	6 686	2044
\$\$ 47, 48, 80 1880 \$ 58 1161,	C. C.	488, 602, 865, 986, 2252, 2276		488 , 1828, 20 61
1163,			686 687	1380, 1411 1378, 1380,
1862 \$ 103 986 \$ 104 9016	Rules of Court		4 688	1411 1387
19 4 90 14 c. 113 6	Ord. XXII, R. 22 Ord. XXX, R. 7	1061 1519	Lagu	848
21 " c. 25 1644 22 " c. 20 6	Ord. XXXI R. 19, 14, 1	1864	691 692 692	2167 1339
23 4 23 " c. 61 488	K. 144	2124	£ 694	341 2167
c. 63 6, 564, 1674	Ord. XXXII, R. 2 Ord. XXXIII, R. 7	2124 2506 1519	695	966, 1270 1290
24 & 25 " c. 11 6, 564, 1674	Ord. XXXV1, R. 37 R. 38	1411	3 008	2016
c. 66 1898	Ord. XXXVII	966 1390	\$ 600	
25 4 26 4 c. 39 2281 1074	R. 5	1411 1883 2908	700 701	1263 1028
96 4 96 '' c. 89 1074 96 4 97 '' c. 29 2281 98 4 29 '' c. 18, § 1 1270, 2016	R. 9 R. 18	2208 1411	707 a	150 150
35 & 39 " c. 18, 1 1270, 2016 3 906 5 1263	R. 90	1380 1380	716	226
6 986	Ord. XXXVIII Ord. XXXIX, R. 6	91	717 722	326 1163
" c. 63, 2, 6 6, 16*0,	Ord. L, R. 6	445, 1163, 1869, 2290 1163, 2290	§ 746	91
\$ 6 6, 16°0, "184	Orc. LV1	1163, 2220 2484	Evidence Act (S	. 1893, c. 31).
c. 104, § 34 9267	Ord. LV1 Ord. LXV, R. 27 Rules of Nov. 1893, R. 1 R. 1	2903 1061	53	488
30 4 31 '4 e. 35, § 9 1411 61 1875,)	R. 1	2 1856	11	488, 2272 850, 2223,
British Worth America Act	CANADA		6.6	2281 488, 611
1867, 5 18 \$ 56, 91, 92, 94 6 143 1680	Dominion.		17	9573
143 1680	Revised Statutes	1886.	8	1680, 1684 1680, 1684
31 & 32 Vict. c. 37 6 5 2 1080, 1684	. 0 4 20	2281	10	1681 1680, 1684
\$ 2 1680, 1684 c. 110, \$ 20 2287 c. 119, \$ 26 2220	c. 10, 69 c. 11, 66 5—8	2281 2375	§ 12	1223, 1680, 1693
	8634	2010		6601

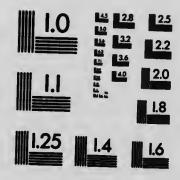
ENGLAND - CANADA.

§ 18	Best	lon j	Boo	elen I		
18 14 16 18 17	10	c. 71, 44	1	290 e. 8	7. 1 5	Bortion 400
18	1430, 14	67 c. 78 4 81 64 c. 111, 5 48	1225, 1	681 681	li.	1000, 1004
18	1925, 164 1630, 166		1044, 10	176	io	1600, 1664 1600, 1684
§ 81	180	0, c. 190, 3 91 6 c. 181, 36	1644, 10	180	lii .	1600 1601
94	180 180				Į iš	1090, 1094 1998, 1000,
130	488, 189		m Laws,		1 15	1680
See	sion Laws.	0, 69, 1 99		67	18 17 18	1936, 1651
1800 e. 27 4 1		49	98 21 81	62	19 20	1000
1806, c. 88 c. 84 1900, c. 46	18 1898, 906 9933, 298 996 282, 1396	111		17	i ii	1630, 1651,
1900, c. 46	222, 1390 1511	1900, c. s, s 3		01	4.00	1003, 1850
1901, c. 36 c. 48, 5 2	184	0 64	486, 90 486, 90 90 90	15	94 95 98 97	1681 1681
1900, c. 9	2201 136 1906	C. 18, 6 89	90	16	38	1681, 1898 1923, 1850
		1901, c. 8, 5 38 1902, c. 22, 5 2	1828, 906	16	1 20-20	1223, 1869 1675
	COLUMBIA. Statutes 1897.	6.4	1228, 160 189 1819, 171	4	T 00	1271, 1684, 1708
c. 83, § 95 c. 82, § 192		1:	986, 189	0	37	1828
6 194	1850, 2219					488, 2064 2162
1124	1644, 1680 1850, 9219 1856, 9218 1380, 1411	Mani Revised Sta		c. 62,	78 78	1710
c. 56, 55 c. 62, 27	1411	c. 6. 6 g	1674	c. 68, c. 71, c. 76,	7 94	1680 1674
	488, <u>9259</u> 1411	c. 11, 19 c. 15, 35 c. 81, 18	1225, 1651 1681		8	1680 1680 2206
c. 67, \$ 102	7411 2015	c. 81, 6 18 c. 28, 6 18	1674	c. 96, c. 101,	45 86	2206 1684
290 290 201	9261 9361	c. 30, 5 77 c. 34, 5 59	1674 1680 1683 9961	c. 101,	902 904	9981
c. 71, 5	290 1 928 1 488	c. 86, 8 c. 88, 185	1990 1674		906 918	1680 1680 2167
17	488 488	c. 40, Rule 164	1380, 1411, 1519, 1710	c. 104, c. 111,	814 19	196 1680
9	1690, 1684 1690, 1684	178	9312	c. 111,	88 87	1674
10 11 11	1681	387 392-396 405-407	1854, 2218 1859, 2219	c. 116,	88 887 871	1684 1680 1674
11 19 18	1680, 1684 1923, 1680, 1683	406-495 402	1859, 2219 1710		871 678	1680 1684
14 15 16 17 18	1680 1680	464	1300, 1411	c. 123,	786 12	488
17	8167	469 470	1380, 1411	c. 198	14 25	1680 1680 1681
118	1639, 1684 1639, 1680 1225, 1651	471	78	c. 131,	28	1674, 1680,
§ 20	1639, 1680 1925, 1681 1630, 1681, 1680, 1681,	480 485 484	1681 1411	e. 134, c. 138, c. 138,	56	1674, 1683
§ 28	1828	492 496	1 (1880)	c. 136, c. 138, c. 140,	110	1680 1680 1674
25	1828, 2066 1828		1411, 1480 1837 1881	c. 140, c. 141,	18	1690
90	1828 1828	563 564 561 582 894	1837 1881	c. 142,	11 18	1680 1684
30	488, 1828 1263	582	1163, 1862	c. 144, c. 145,	29 98 100	1684 1680
39	1098		1869		100	1683 1688
33 34	986, 1270 900, 906, 907 1681	41, 5 8 58 50	1710	. 147,	61	1684 1680
\$ 23 25 26 27 29 30 31 32 32 33 34 35 37 38 40 41	1681, 1859	79	1411		eal Property)	2371
38	1681 c.	52, 989 57, 53	1674	1	46 50 18	2211 2211
§ 41	1651, 1859 1228, 1859	15	488, 2272 2223, 2281	31	526	2162 2162
		8685		3 /	161	1295, 1651



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA (716) 482 - 0300 - Phone

(716) 288 - 5989 - Fax

).	1070 . 07 60			Bection
pacrion	18/8, C. 27, 2		c. 57, 5 90	986, 1970
1651, 1676				1290 2016
1225, 1651	6.2			1225, 1651
1651	1881, c. 14, 4 1			2065
1651	• • • •		\$ 27	2065
1680, 1684,		2463		1672
	c. 15, 1	1680, 1684	c. 80, § 23	1681
1844 1490				1466
1644, 1680			0 109 8 11	1680 1680
	1887, c. 5, 5 18	1644, 1680	c. 110, 6 24	1880
2281	1888. c. 8	1225, 1651	c. 133, 6 9	1644, 1680
	1889. c. 9	1681		
aws.	c. 11, 5 6		Session	Laws.
150	1892, C. 11, 9 2		1897. c. 15. 6 49	1160
1684	1030, C. 29, 9 1	1490 1950	c. 21	1223, 1519, 1683
	1 -	1000, 1000	1901, c. 10, § 2	1828
SWICK.	c 11	1680		
4 1 OWN	c. 20, § 31	1681	NORTHWEST T	ERRITORIES.
uuies 1877.	32	1681	α	
2162	§ 34			Imances 1898.
2162			c. 9, § 23	1680
	1 52	1651 1676	c. 14, § 20	1644, 1680
	59	1225, 1651	c. 21, R. 191-200	1859, 22 19
1390 1397	•		201-225	2218
	§ 60	1925, 1859	207	1859, 2219
1380	§ 61	1681		1859, 2219 1856
1411				2124
	1890, C. 16		260	986
	1997 c 10	1844 1890	263	1380, 1411,
488, 2318,	c. 11	1925, 1651		1710
	c. 29	488	267	1411
	1898, c. 22, § 1	2281		1380
488	52	488		1380
1273, 1680	c. 35, § 39	1310, 1320		1710
2109	1901, C. 8	1044, 1680		1710
1225, 1651	1902, C. 18, 9 11	900, 2202	400	1674
1080, 1081	N		c. 23, § 25	1680
1647 1680	NEWFOUND	LAND.	c. 43, § 30	1225 , 1651
1680, 9110	Consolidated St.	stutes 1809	C. 44, 9 9	1225 , 1651
2167	Consultation Di	Mus 100%.	0. 78 5 8	1680 150
1828	c. 2, 5 5	1684	8 11	1680
900, 905,	C. 5, 9 107	2215	c. 89, \$ 105	196
1000 0107	100	325I 9991		
1050, 2101	3	1690	Session.	Laws.
986, 1270	6 147		1900. c. 22. 6.5	150
1290, 1301	c. 13, § 3	1680	1901, c. 10. 6 1	488
2016	c. 50, Rules of Court		1902, c. 5, 5 1	2124
1387	28	1856, 1859	32	1669
1413, 1666	00	2210, 2410	1903, c. 8, § 1	1669
	29		37.	0
1599, 2219			NOVA	DCOTIA.
1710	33	1380, 1387, [Davised Con	utas 1000
		1411, 1881, 1		uces 1500.
1411		1710	c. 3, § 32	1684
1674		43 1710, 2162	c. 5, § 82	2215
1519	C. 57, 1	488, 916	\$ 113	2281
1380, 1411	9.2	488, 2252	C. 6, 9 36	2281
		499 9041	0. 19, 9 01	1680 1326
		2000	C. 43	1028
	6	1680, 1681	c. 44, 6 10	1674
	\$ 7	2162	c. 78, 5 63	1680
1680	§ 8	1647, 1680	c. 99, 127	1680
1684		1680	§ 204	122 3, 1683
•		488	§ 214	1223 , 1683
		DAM DAM		2286
2108.	§ 17	900, 905,	\$ 307	
		907	c. 100, § 121	1326
2108. 1675 488	§ 17 § 18 § 19	907 1028 1263	c. 100, § 121 § 155 § 163	
	## Rection 1651, 1676 1228, 1651 1651 1650, 1684, 2167 1644, 1680 1684 1684 1684 1684 1684 1684 1684 1684	1878, c. 37, \$ 2 3 1878, c. 37, \$ 2 3 1851, 1676 1861 1661 1661 1661 1661 1661 1674 1680 1684 1680 1684 1889, c. 9 1882, c. 27 1887, c. 5, \$ 18 1889, c. 9 1888, c. 8 1889, c. 9 1893, c. 24, \$ 1 1893, c. 24, \$ 1 1894, c. 8, \$ 47 c. 11 c. 20, \$ 31 1895, c. 16 1895, c. 16 1895, c. 16 1895, c. 17 1897, c. 10 1898, c. 22, \$ 1 1899, c. 10, \$ 1 1899, c. 10	1851, 1676 1235, 1651 1651, 1651 1650 1654 1650 165	1878, c. 27, \$ 2

CANADA.

c. 100, § 164	Section 48		Bec			Section
c. 128, 47	107	• 1		163 c. 73, 6 54		1290
c. 158, 18	168 131		1	163 c. 90, 6 10		2016
c. 159, § 41	1380, 141	1 Crown Rules 5		102 c. 184, 5 9		1875, 1411 1825, 1573,
c. 163, 4 3	1680, 168		1	10		1651, 1662,
4.5	1680, 168.	L Sessi	ion Laws.	c. 138, § 1	.00	2105, 2143 1651
67	1680, 168	St. 1866. c. 18	§ 11	c. 138, § 1 c. 146, § 4 c. 148, § 2		1466
§ 8	2167 2167	Or. 190% C. 31		81 c. 191, 6	8	1225, 1651 1223, 1683
19	1680) n		8 70	6	1074
10 11	1684 1223, 1680,		TARIO.	c. 207, 5 44 c. 228, 6 20	00	1223, 1683
	1683	Revised &	statutes 1897.	§ 2	55	2215 2281
§ 12 § 13	1874	C Q E 180	22		34	1680
₫ 14	1639, 1680 1680	c. 11, 5 26	22	81 67	85 10	1680 1880
§ 15	1647, 1681.	6 53	14 22:			196
§ 18	2110 1681	c. 12, 5 63 c. 28, 47	168	84 6 10		1680
§ 17	1680	c. 28, 47 c. 59, 429	168	0 611	14	1680 2187
5 18 6 19	2162	c. 60, § 141	141 141			1680
₫ 20	1680 1225, 1651	§ 142 § 143	141	1		1387
§ 21	1225, 1651 1225, 1651,	144	1380, 141 141	1 Rule	s of Court 1.	897.
§ 22	1681 1681	§ 148	1519, 171	0 94		1674
§ 23 24	1651	c. 61, § 131 § 132	116 116	3 9 14		2313
£ 25	1225, 1651 1651	§ 133	116	3 66 4	48-459	1856, 2218 1859, 2219
\$ 26	1676	c. 73, \$ 135	116	3 5 48	1, par. 1	2124
§ 27 § 28	1225, 1651	§ 3	48 48		3	2124
§ 29	1675 1675	5 5	488, 2218	5 469	3	2124 2220
\$ 30 \$ 31	1236, 2154	6	488, 2061	99 46	3-477 1	879, 2219 856, 2218
6 32	1680 1290	§ 7	488, 986	9 480	18	80, 1411,
33	2016	4.8	2276		. 1	710, 1856
1 34 35	468	§ 9	488 488			880, 1411 73
	488, 2065, 2218	\$ 10 \$ 11	2065	§ 490		916
§ 36 § 87	488	§ 12	2065 1828		1-504	1681
§ 38	488, 2252 488	§ 13 § 14	1828	\$ 505		1380 1828
§ 41 6 42	1411	16	1828 2218	507 547	10	811
6 43	900, 907 905	§ 17	1263	5 549	10	137, 1869 1681
3 44	1983	§ 18 § 19	1028	570		1163
\$ 45 \$ 46	988, 1270	₫ 20	988, 1270 900, 905,	\$ 571 \$ 1096	11	63, 1862 5, 1163,
£ 49	1828 2162	5 21	907			1862
c. 167, § 8	1466	22 23	1684 1680, 1684		ssion Laws.	
Rules of Cou	wt \$000	§ 23	1680, 1684	1892, c. 11 1900 c. 17 &	19	2220
Ord. 22, R. 17		24 25	2167 1684	1000, 0. 11,	27	2065 2281
Ord. 30, R. 1	1856, 2218	§ 26	1223, 1680,	1900, c. 17, § c. 26, § c. 27, §	7	1680
1 ff.	185R	§ 27	1683		181	4, 1674, 84, 2162
12-22 23	1859, 2219	\$ 28 29	1839, 1680	1902, c. 12, §	80	2281
Ord. 32, R. 3	2124 1519	\$ 29 \$ 30	1680	c. 15	29	1828
Ord. 34, R. 30 31	73	§ 31	2167 1681	c. 27, §	14	1908 2167
20	986 1163	\$ 32	1225, 1651	c. 33, §	186	2281
Ord. 35, R. 1	1411, 1710	§ 34 § 35	1675	ž.	187 197	1680 198
3 3 B	1681	38	1875 2162	1903, c. 18, §	71	1680
4	1380 1411	§ 40 § 41	2167	c. 19	200	1680
10 17	1380	\$ 42 .	1681, 1859 1681	6 5	255	2215 2281
24	1411 1387	6 48 6 46	1859	5 7	711	488
Ord. 36, R. 1	1387	47	1225, 1651 1225, 1651,	PRINCE E	DWARD 18LA	ND.
QE	1710					
Ord. 37, R. 6	1710 21, 445,	5 50 5 51	1225, 1651		c. 9 (Evidence	Act).
	1862	, 02	1223, 1683, 1859	3 4	•	488
		2627		• •		488

119, 1683

PRINCE EDWARD ISLAND (cont'd).	Code	1897.	Section
§ 5 488	§ 31	Section 5 3234 1710 5 3265	1674 1674, 1680
6 488, 2252 7 488, 2061 8 488	1 79	1680, 1681 4 8780	1674
7 488, 2061 8 488	973 9209	1680 5 3797 1710 5 8807	1674
19 488	§ 380	1680, 1684 3860	1640, 1680 1874, 1680
\$ 10 \$ 11 2065	395 992	1672, 1680 \$ 5895	1665
§ 12 2065	A nag	1225, 1651, 4088 1676 4265	1640, 1680
1828	\$ 995	1995, 1678 4 4978	2051 1804, 1310,
§ 15 900, 905,	§ 1018	1225, 1676	1320
§ 16 907 1028	§ 1906 § 1943	1680 § 4277 1680	1310, 1312,
§ 17 1263	\$ 1841	2201 6 4281	1320 1681
\$ 18 986, 1270 \$ 19 1290	1449 1491	1874, 1680 4282	1681
§ 20 2016	1544	2067 4300 1825, 1651 4805	1413
§ 21 1680, 1681	1758	1674 6 5235	2281, 2360 1326
92 1644, 1680 23 1681	\$ 1794 \$ 1705	488, 2218 4 5289	1411
6 25 9169	5 1795 5 1796	488, 987 5290 1270 5291	1382
§ 26 1647, 1680	4 1797	1299, 1301 5292	1411 1411
27 1680 28 1680	1798 1801	665 5293	1382 , 1411
29 2375	\$ 180£	2596 5297 1710 5298	488, 2272
30 1680, 1684	§ 1808	1519 5299	488 1800
31 1680 32 2167	1809 1810	1519 5300	2056
33 1664	1811	1704 \$ 5301 1644, 1680, \$ 5302	488
34 1684		1644, 1680, 5302 1683, 2167 5503	488 2061
\$ 35–37 1675 38 2162	§ 1812 § 1813	1939 (=001
42 1995 1851	1614	1239, 1680 1680	Session Laws.
3-) TXX9' 1998 I	1815		b. 1, No. 241 1225.
44 1925, 1651 45 1925, 1651	1818	1680	1676
46 1925, 1651	1817 1818	1680 1680	ALASKA.
47 1676	1819	1690 ~	iminal Procedure 1900.
48 1223, 1859 49 1225, 1651	1821 1822	1680, 1684	
50 1676	1823	1680, 1884 § 27 1672 § 30	2360 1851
52 1519	1825	2207 5 137	1873
53 9167 9150	1833 1834	1411 4 145	488
1681	1835 1836	1382 § 146 1382 § 149	488
56 1411, 1681		1382	488, 189 0, 2272, 2 276
57 1913 1 58 1907	1846 1847	1411 5 150	488
120/	1850	1411 5 158 2218 5 155	2056
Other Session Laws.	§ 1850-1858	1856 6 156	2061 2567
53, c. 12, § 1 1859, 2219	1857	918, 2210 \$ 278 1859, 2219 \$ 311	1326
9 1859, 2219	1859 1860	1859, 2219 311 1859 312	1326
73, c. 21, 24 1304, 1310, 1320 c. 22, 107	1863	1888 \$ 314	852 1837
4 244 1856, 1859, 2219	1864	1383 315	1326
\$ 945 1R56 1850 9918 F	1866 1867	1710 \$ 335 1367, 1389, \$ 338	1326
246 1856, 1859 247 1856, 1859 248 1856, 1859		1419 371	1326 1326
947 1856, 1859 948 1856, 1859	1870	1383 4 666	1890
§ 252 1183, 1862 1	1671 1872	1389, 1419 1419 C:-	
87, c. 4, 5 2 1380 2	1878	1383 Cit	ril Code 1900.
§ 4 1380 7	1874	1412 § 94	1676
90, c. 3, § 35 9281 }	1879 1974	1672 5 99	1225, 1651
98, c. 3, § 1 1680 2	2341	. 1680 5 106 1710 5 108	1925, 1651 1925, 1651
	2483	1674 \$ 110	1239
00, c. 3, 5 15 196	\$ 2647 ff. 2679	1660 § 116	1651
	2679 2681	1681 § 151 1411 § 167	1681 2051
UNITED STATES.	2848	1644, 1680	2031
ALABAMA.	2847 9890	1644, 1680 Code of C	ivil Procedure 1900.
9	2889	10/4	
Constitution 1972	duzai	1678 1680 2 167	
Constitution 1878. rt. I, § 7 1397, 2191, 2252 19 2039	3029 3030 8051	1678, 1680 § 167 1675 § 188	187 3 1163

CANADA - UNITED STATES.

1674 | 1680 | 1674 | 1680 | 1674 | 1680 | 1674 | 1680 | 1680 | 1680 | 1680 | 1681 | 1310 | 1312 | 1312 | 1312 | 1313 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 1411 | 14

225,

5 490 630	Becti 1859, 32	19	Revised Statutes 1887.		RKANSAS.
638	99 17:	A 759	Section 2598		itution 1874.
640	17:	10 7 193	2698	To	Section
644	17: 14:	929	1878 1679	11 20	2191 2259
646	18	9 9 931	1660	\$ 10	1397
650 652	138	2 9 978	1904 1910 1999	26	2039
653	138	984	1304, 1310, 1320 1411	111, \$ 9	1828 2281
656 657	138	9 9 997	2052	XIX, § 1	1828
6 658	1382, 141 1387, 189	6 1359	1411 1389	St.	h.t. #00.4
659	186	7 7 1010	488	£ =01	lutes 1894,
662 662	183	7 7 1049	488	§ 721 5 722 724	1905 1951
664	781, 190 77	1831	2201 916	6 724	1225, 1651 1239
665 666	73	9 1834	1382	5 726 5 756	1225, 1851, 1678
667	905 90	1836	1382 1382	757 758	1326 1326
§ 668	905, 90 1877, 1896	\$ 1835 \$ 1836 \$ 1837 \$ 1839	1382	§ 758 § 1995	1374
6 669	180	3 1998	1383, 1387,	1996	1837 1837
670	923, 987, 127(1028, 1263	§ 1849 § 1850	1412 1389	1997	1326
671 672	42, 110	2 1000	1411	\$ 2055 \$ 2072	2360
873	1861 285, 1008,	1856	916 916	§ 2113	1851 2207
§ 674	2034, 2056 2201, 2210	§ 1858 § 1863	916	§ 2117 § 2118	1382
6 675	987 9910	5 1864	488, 516 488	5 2224	1411 1873
	987, 2210, 2223, 2252,	1865	488	2225 2230	1163
§ 676	2270	§ 1866 § 1867	1828	2231	2056 2071
683	781, 9210 1062	1868	1684 1680	§ 2511	2067
§ 684 6 685	2067	\$ 1869 \$ 1870	1680, 1681	\$ 2874 \$ 2875	1684
§ 890	1383 1387, 1412	1871	1678, 1681 1675, 1680	§ 2875	1684 4680
694	1828	1872	1680 }	§ 2877 § 2878	1681
§ 695 § 696	1828 1828	\$ 1873	1225, 1851,	2879	1681 1239
\$ 1033	488, 966, 987	§ 1874	1876 1681	§ 2880	1680
§ 1034 § 1035	488	\$ 1875 \$ 1877	1680, 1681	§ 2881 § 2882	1680
§ 1036	488 2292	1878	2596 1275	2883	1674, 1680 1680
\$ 1037	2395	\$ 1879	1678	2884 2885	1675
§ 1038 § 1039	2380 1680	\$ 2037	488, 935, 966, 987, 1828	2886	1675 1680
§ 1040	1680	\$ 2038	488	2887 2888	2109
		§ 2039 § 2040	488, 2292	2889	1680, 1684 1680
AR	ZONA.	2113 2556	488, 2272, 2276 488, 2067	2890	1680
Penal C	Code 1887.	2556 2561	1275	2891 2892	1680
§ 14	9281	5 3144	1660 1225	2898	1680 1519
§ 361 § 545	2281	3145 3184	1665	2894 2895	1519
1111, par. 3	2281 2395	3238	1681 2050	\$ 2896-2900	1519 1859, 22 19
\$ 1111, par. 4	2380	3184 3238 3248 3251	2051	2901 2903	1859
§ 1270 § 1345	1326 1326	1 9291	1881	2906	2531 1625, 1684
1346	1837	Ret	rised Statutes 1901.	2907	1825, 1684
§ 1347 § 1356				2908 2909	488 488
§ 1418	1326 2360	\$ 820 \$ 2528 \$ 2534 \$ 2535, pa	1856, 2218	2910	488, 2272
§ 1643 § 1652	1878	9 2004 6 2535, no	2218	2911 2912	488
§ 1656	0000	Da	r. 6 2396 9	2913	488 488
\$ 1657	1339, 1825	§ 2555	1859, 2219	2914	488, 9218
§ 1659 § 1660	9044 2056		Session Laws.	2915 2916	488 488
§ 1669		1889. Ma-	8	2916 (5)	2292
§ 1870 § 2054	1800	ISVS. Mar	6. No. 4 1412 1880	2917 2918	488
§ 2069	2207 1382	1895, Mar	. 11, No. 20, § 8 2281	2919	2395 2380
§ 2075	1889, 1411	1899, Mar	8, 5 50 2152 8 16, No. 85 2380 25 1326, 1375, 4	2920 2921	1828
\$ 2091 2097	1389 1389, 1411	1903, No.	25 1826, 1375,	2921 2922 2923	1828 1828
	4000, 1411		1387, 1418 6		1050

ARKANSAS (contin	wed). Bection	6 702	Section 1904			Section
§ 2924	1828		1820 1890	1798 1829		1674 1178
\$ 2929 \$ 2940	9596	367	1837	1830		1178
2940	9207 9201	868	1837	1839		2100
2954	1867	882	1326, 1346 1885	1844		9034 667
2955	781 1908	926	1889 2360	6 1847		928
\$ 2957 \$ 2958	770, 773, 914 905, 907, 917 923, 987, 1270 1028, 1263	943	1851			1082
6 2959	923, 987, 1270	1003	· 1873, 2277	1850 1852		1750 1480
9 2960	1028, 1263	1099	488, 2279			1455
2961	1104	§ 1100	488	1354		2113
\$ 2962 \$ 2963	1876, 1896 1837	\$ 1101 \$ 1109	2279	1855		1213, 1225, 1230,
2964	2199	1103	488, 1008 9039	6 1863		1 269, 12 75 202 5
2965	1909, 1910 1861, 1883	1106	2085	1870	par. 3	1072
§ 2966 § 2971	1861, 1883 1710	\$ 1107 \$ 1108	1339, 1625		par. 4	1480, 1455,
2972	1710	1110	2061 2044		par. 8	1480
5 2973	1411	§ 1111	9056		par. 9	1387, 1413 2016
§ 2980 § 2984	1411, 2207	1112	2056		par. 10	689, 1938
2985	2162 2162	\$ 1117 \$ 1119	1356		par. 11	1480, 1597,
2986	2162	\$ 1120	1163 1800		par. 12	1605 1597
5 2987 ff., 2999	1382	6 1204	1411		par. 13	1480
§§ 3017 ff. § 3022	1383 1387, 1412	§ 13. 5 § 1323	488	5 1375		2162
\$ 3023	1681	4 1020	488, 2252, 2272, 2276	§ 1375 § 1879 § 1880 § 1881		488, 1828
4496	2162	§ 1330	1107	1881		488, 2063 488, 2241,
55 5778 ff. 5 5820	1856	1338	1382			2292
5821	1873 1168	\$ 1339 \$ 1345	1382		par. 3	2395
\$ 7393	2051	1346	1389, 1411 1411		par. 4 par. 5	2380 2375
§ 7394	2051	1346 1353	. 1382	§ 1882	parit	488, 2292,
5 7404 5 7414	2050	1362	1389, 1411			2380
6 7415	1382, 1411 1310, 1320		Chill C. J. some	§ 1883 § 1884		1909, 1910
§ 7416	1310, 1320 1304, 1310,		Civil Code 1872.	\$ 1893		1225, 1680
§ 7425	1320	§ 130	2067	8 1900		1684
7427	1411 1681	\$ 297 1207	1680	\$ 1901 \$ 1902 \$ 1903		1680
§ 7445	2106	1289	1225, 1651 2050	6 1903		1271, 1703 1352, 1662
		1290	9250	§ 1905		1681
Session 1	Laws.	§ 1293 § 1307	2051	1906		1681
1895, Apr. 9, No. 83	1710	§ 1307 § 2059 § 2471	2475 1674	§ 1907		1273, 21 10,
1899, Feb. 28, No. 2 1901, Feb. 27, No. 2 1903, No. 81	2 2239	\$ 2471	1639, 1680,	§ 1918		2158 1680, 1684
1901, Feb. 27, No. 2	4 1354		1710	\$ 1919		1001, 1080
1900, 140. 01	2239	§ 2484	1710	1920 1921		1639
CALIFOR	WIA.	Code	of Civil Procedure 1872.	6 1922		1681 1681
				\$ 1922 \$ 1923		1677, 1680,
Constitution	1879.	§ 273 § 283	1669 2594			1681
Art. I, § 4	1828	447	2594 2596	§ 1925 § 1926		1239 1639
§ 13 1	397, 2191, 2252	6 448	2596	1935		1292
9 20	2039	449 454	2596	\$ 1936		1597
Political Cod	1870	458	1848 2538	\$ 1937		1188, 1230, 1234, 1267
		595	2595	§ 1938		1234, 1267 1206, 1207,
304 795	987, 2281	596	2595	•		1208
1117	1675 1640, 1680	607 610	1873	1939		2125
2214	2220	657	1163 2354	\$ 1939 \$ 1940 \$ 1941		1997 1998
3769	1710	997	1062	, 1041		1297, 1298, 1302
3789	1640, 1680	1000	1859, 2219	§ 1942		2132, 2137, 1300, 1301
Penal Code	1970	1307	797, 1185,	£ 1042		1300, 1301
	10/2.	1308	1810, 2019 1304, 1310	§ 1943 § 1944		701 1 693 , 20 16
89 232	987, 2281	1308 1315				2017, 2137
334	2281		1320	\$ 1946		1455, 1519,
675	48R	1316 1317	1387, 1413 797, 1185,	§ 1947		1639
686	1887, 1897, 1		1310	1948		1519, 1521 1676
	1898 1411,	1323 1339 1379	1681	\$ 1950		2373
688	1413 2252	1339	2052	§ 1951		1186, 1225,
		1010	1674			1651, 1675

ARKANSAS - COLORADO.

& 1954	Bection		Lang		Section
1984 1963	285 1684, 1705			\$ 3176	1869
par. 4	2510		Bectio	n § 3287	1678
par. 6	287	1 A'11. n. 198	166		1828
par. 9	2518	1893, p. 26, 4 32	228 228		1826
par. 10	2518	1893, p. 26, § 32 1897, c. 74	165		1680
par. 11 par. 12	2515		200,	3706	488
par. 13	1887, 2515	Colorat	0.	3738	28 3, 1679 1679
par. 14	2518 2535			3741	2162
par. 15	2534		1876.	3752	197s
par. 23	2520			\$ 3758	1660 1705 1705 1705
par. 24	95		1828 2039		1705
par. 24	1213	§ 16	1397, 1398,	3756 3761	1705
par. 25 par. 26	2529 2531		2191	3762	1705
par. 30	2531	§ 17	1382, 1397.	6 2771	1706
par. 81	2505 2527	§ 18	1398, 1411 2252	3786	1610, 1674 1674
par. 32	2530	Art. VII, § 9	2252		1874
par. 34	2137		2281		1674
par. 40	2532	Annotated Statut	1001	§ 3876 § 3910	1674 1674
§ 1968 par. 40	1073			6 399A	1674
1982	2039, 2042	§ 15 6 175	1672	6 3979	1640, 1680
§ 1987	2525		1710 488	\$ 4240	1680 150
§ 1989	2201 2207	185 216	488	\$ 4251	150, 1680
€ 1990	2199	226	150	\$ 4316	1680
§ 1997 § 2009	1411	6 384	1326	4397	1680
2009	1710	6 444	1225 1661	4449	1680, 1684
§ 2010 § 2015	1710	§ 447	1671, 1680 1225, 1651 1225, 1851.	4670	1304
2020	2162		1678	\$ 4671	1304 2050
\$ 2021	1411, 1856	§ 457 § 467	1275	\$ 4679	2052
\$ 2024	1382	\$ 502	1681	§ 4674	1411
5 2028	1389	504	1680	4676	1310, 1320
\$ 2031	1382	§ 838	1680 1225, 1651,	4679	1411, 1881
§ 2032 § 2033	1411, 1856		1680	§ 4785 § 4807	488
\$ 2034	1382	§ 874	1326	4816	1680
3 2002	912, 1387,	§ 914	1685	\$ 4817	488 1519
§ 2042	1389 1867	\$ 922 \$ 1168	1680	4818	488
§ 2043	1837	§ 1170	488	4819	488
\$ 2044	781, 1908	1171	488, 2272	§ 4820	488
2046	770	5 1172	488	§ 4821 § 4822	1828
§ 2047	736, 745,	1178	488	3 1028	488, 935,
	736, 745, 748, 753, 759, 761	1267	1625		966, 987, 1270, 1828
§ 2048	773, 914,	1268 1312	1339	§ 4823	488
	1890	1317	2281	§ 4824	488, 2292
§ 2049	900, 905,	1325	2085 2061		2375, 2380,
§ 2050	907	1460	1851	§ 4825	2395
8 2000	1877, 1896,	1678	1851 2261	3 2020	488, 2292, 2380, 2395
§ 2051	1898 923, 987,	1746	1684	§ 4827	1710
	1270, 1985	1747 1748	1681	4833	1382
§ 2052	1270, 1985 1028, 1263	1749	1239, 1678 1680	§ 4834	1411
\$ 2053	64, 1104	1759	1680		
§ 2054	64, 1104 1263, 1861,	1753	1710	Code of Civil	Procedure 1891.
9 2061	1883	1756	1239, 2167	§ 81	2281
par. 2	1013	1759	1195	62	2596
par. 3	2034 § 1008 §	2065 2206	1270	152	1848
par. 4	2056	2404	1674, 1680	177	2595
par. 6, 7	2272	2406	1680	187	1873
§ 2065	987, 2210, 6 2223, 2252	2414	1710 1859, 2219	188 217	1163
§ 2068	2223, 2252	2426	1387	281	2854
2078	781, 2210	2548	1680	336	1062 1828
	1062 8 2067 8	2650	1411	341	1411
§ 2084	1383	2651 2780	1411	342	1382
§ 2088	1387, 1389,	2796	488	343	1389, 1411
6.0004	1412 6	2981	1680 6 1681 8	344	1387
§ 2094	1828 8	2985	1680	349 354	1382
§ 2095 § 2098	1828 8	3003	1644, 1680	355	1382
§ 2098 § 2097	1828	3147 3181 3164	1680 8	356	1859, 22 19 1230, 1680
	1828	9181	1880, 1710		
§ 2102	2567 I	2164	1862	358	2525

COLORADO (contin	ued).	c. 70, § 30	Section 2050		Section
§ 359	1681	61	2050	\$ 1002	1383 1387
360	1881, 2156	6 33	1382, 1411	§ 1084	1678
\$ 361	1684	c. 71, 1	486, 2218	1086	1680
\$ 364 \$ 366	1862 1383	123	486, 2252	1087	1684, 9579
870	1887, 1389,	12	1828 1828		1703 1680
	1419, 1681	5 5	488, 516		1680
§ 422	1680	5 6	2381	\$ 1001	1680
427 929	1835	57	488, 516	1092	1680 1273
1102	1681 1661	8 19	488, 2272 1411	1093 5 1094	1273
2300	1382	25	1411	3 709-8	488, 1387, 1466, 1576
2650	1382	6 27	1382	6 1095	1576
\$ 2651	1382	28	1382		2509
Ø		§ 29	1382	\$ 1097 \$ 1098	488
Session .	Laws,	0-4	. 1001	\$ 1009	488, 966. 967, 1828
1891, p. 166, 4 42	2281		e 1901.	§ 1099	488, 916,
p. 171, 8 p. 274, 92	2281	§ 131	1304, 1310,		1856, 2218
p. 274, § 2 p. 367, § 1	1239	£ 19a	1320	1207	1141
p. 897. 4 2	1684 1680	§ 132	1304, 1310, 1 32 0, 1882	\$ 1500 \$ 1622	2281
1893, p. 78, § 1	1163	§ 194	1326	6 1623	2044 488, 2272
p. 90, § 1	1074	§ 1056	1828	\$ 1694	2281
p. 116, § 1 p. 127, § 3	1851 488	\$ 1058 \$ 1059	1382, 1411	\$ 2011	1326
p. 239, § 16	2054	1060	2901, 2207 1382, 1411	\$ 2016 \$ 2106	1637
	1698	1063	488, 2218	1 2270	1674 1672, 1680
p. 264, § 1	2016	\$ 1064	488	6 2532	2281
p. 261, § 1 p. 264, § 1 p. 303, § 1 p. 420, § 15 p. 426, § 18 p. 431, § 2 1894, p. 53, § 6	1062	1065	1387, 1413	§ 2561	9281
p. 420, 9 15	1674 1674	\$ 1066 \$ 1067	488	§ 2618	1674
p. 431, 62	1710	A 1001	468, 987, 1970	6 2620 6 2659	1674
1894, p. 53, § 6	1225, 1651,	§ 1068	488	2788	1674 1644
	1674	1069	488	\$ 2997	2281
p. 74, § 8 1899, Mar. 1, c. 95	1874, 1680	1070	1680, 1681	§ 2983	1680
Apr. 6, c. 149.	§ 19 916	§ 1071	1225, 1651, 1681	\$ 3076 \$ 3108	1681
Apr. 6, c. 142, 1902, Mar. 14, c. 1,	§ 16 1639	§ 1072	1859	3107	1326, 2281 238
		§ 1073	2380	4 3117	1674, 1680
COLUMBIA (D	ISTRICT).	1073 a	905	\$ 3190	1680
0-240.				\$ 3436	1680
Compiled State	ites 1894.	CONWE	CTICUT.	5 3445 5 2898	1680 1 225 , 1651
c. 11, 6 14 c. 14, 6 2 c. 15, 6 77 c. 16, 6 20	1675	Constitut	tion 1875.	\$ 3960	1680
c. 14, § 2	1326 1680				
c. 16, 5 11	2281	Art. I, § 9	1397, 2191,	Session Las	ws.
38	488	Art. IX, § 4	2252 2039	1893, June 14, c. 198	987
c. 20, § 2	1682	, , .	-	1895, May 7, c. 116	1405, 1413,
14	1411	General Sta	atutes 1887.		1669
6 7	1383			1897, Mar. 3, c. 16	64
48	1383 1412	§ 157 § 313	1326 1680	June 9, c. 224	1680
§ 11	1383	440	1681	Day	_
§ 14 1	388, 1387, 1412	§ 450	1215, 1681	DELAWAR	E.
5.17	2207	545	1710	Constitution 1	831.
§§ 18 ff. § 23	1680 1660	689 707	2569 1681		
§§ 23 ff.	1681	738	1669	Art. I, § 7	1397, 2191, 2252
§ 24	1660	§ 742	1669	VI, § 18	1397
5 29	852, 2281	§ 766	1669		
§ 30 § 31	1859, 2219	768	781	Revised Statutes	1893.
32	1859, 2219 1680, 1681	842 1060	2281 1556, 1859,	c. 33, § 4	
\$ 36	1225, 1681	5000	2218, 2219	C. 50, 9 4	1326, 1374. 1413
5 34	1676	§ 1061	1856, 1859,	c. 35, § 10	1225 , 1651,
c. 30, § 18	1644, 1680		2219		1680
c. 55, § 120	2067 2595	§ 1072	1856, 1859,	c. 39, § 7 c. 56, § 2	1644, 1683
§ 155	1908	§ 1066	2219 2201	c. 56, 9 3	1383, 1387,
		§ 1068	1882, 1411,	c. 75, & 8	1412 2067
c. 70, § 17	1225		1676	c. 75, § 8 c. 77, § 15	1141
§ 16	1681	§ 1069	1411	16	1375, 1411
§ 26	1004	1070 1074	803	\$ 16 c. 82, \$ 6 c. 83, \$ 14	2531 1225, 1651
§ 28					

COLORADO - GEORGIA.

	Bect	ion	Section	wa I	
c. 63, § 15 c. 84, § 8	10	676 \$ 1121	901	8 4 2022	floction
7	10	881 6 1192 881 6 1193	184	8 3981	2509
l i	10		141	1 5 3282	1304 1310, 1320
c. 89, 6 50	16	181 1194 180 1199	138	2 3989	2052, 2106
c. 89, 50 c. 97, 16	1326, 13	75. 4 1132	80	3 3290	1681
	14	113 4 1184	141		1661
c. 107, § 4	488, 8	10 1138	138		1681
5	16	84 6 1141	1387, 1412, 168	3 § 3302 1 § 3803	1681
6		84 6 1142	141	1 4 3610	1681
17		84 1148	136	7 4 3611	2187, 2141
I i		71 1818	141		1660
lii	16		162	8 8630	1651 1225
6 12	15 25		205	1 3772	1503
13	1859, 22	35 1799 19 1805	2050	0 6 3836	2525
14	1680, 169	81 6 1908	1304, 1411	3893	1415
c. 108, 5	16:		488, 1290	3947	2252, 2292,
16	189	28 6 1904	1680		2378
\$ 7	18	28 4 1962	1879 2084	2 55 3953-3957	1656
c. 109, 5 20	189	28 \$ 1979	2159	1954 3957	9216
C. 100, 9 80	116		150	4 3961	987, 2252 1383, 1387,
Ø		2058	1844		1412
Session	Laws.	\$ 2059	1710	§ 3963	1367
1859, Feb. 18	221	8 \$ 2321	1680	3966	1412
c. 598, § 1	488. 91	6 2322	488		2282
52	488, 91 48	8 \$ 2470	488		2498
\$3	498, 96	7 6 2813	1074		2497, 2498
1873, c. 550, \$ 10	48	8 6 2814	2360 2360		966
1881, c. 536	201	6 \$ 2863	488, 2245	\$ 5148 \$ 5150	2162
c. 537, § 1 1893, c. 777, § 1	48	8 \$ 2905	488	5155	9137
1895, c. 121,	488, 227		468	5156	1073
c 900 £ 0	185		2039	3 0.00	2039, 2042,
1897. c. 578. 5.3	167- 165		1339	6 5159	2056 64
c. 309, § 2 1897, c. 578, § 3 1903, c. 394, § 6 § 76	168		1710	5160	2486
6.76	168		1411	\$ 5163	285
§ 198	1680) K 901-	1382	\$ 5166	1174
132	1680	8 2919	1411	5167	1681
		2917 2918 3018	1163	5168	2535
FLORI	DA.		1326	\$ 5169 \$ 5170	1698
		Session L		\$ 5179	1214
Constitution	1887.		anes.	5173	1192
Declaration of Righ	ts, § 5 1828	1891, c. 4029	488, 2245	5 5173	1233 1269
	11 1397,		1828	5174	1189
	2101	1895, c. 4400 § 2	1028	5 5177	1480
	§ 12 2252		246, 488, 2252, 2272,	5 5178	2520
	12 2252 23 2039		2252, 2272,	\$ 5179	1750, 1758
		1897, c. 4552	2276, 2277	5180	1455, 1487
Revised Statu	tes 1892.	- AREA	1680 1354	5181	1400
1039		1899, c. 4719, § 1	9990	\$ 5182 \$ 5183	1519
1078	1859, 2219	1 2	2220 2220	5184	1597
1082	2596 1882	c. 4727, § 2	1000		2137
1087	1163	1899, c. 4719, § 1 c. 4727, § 2 1901, c. 4950	1275	5 186	1597 1330, 1387, 1418, 2098 499, 815, 1062
1095	460	C. 4001	1859, 1705		1418 9008
1098	488, 987, 1270 488, 923, 1270	c. 4966 \$5 2-7	1705	§ 5194	499, 815.
1097	488, 923, 1270	C. 4500	488, 987, 1270		1062
1101	900, 905	1903, c. 5122, § 5	1270	\$ 5195 5 5196	1072
1102	1028, 1037	2000, C. 0122, 50	1669	9 5196 9 5198	2113
1105	1684	0-			488
1106 1107	1684	Georgi	١.	par. 2	2292
1108	1703	Constitution	1000	8 5100 par. 3	2360
1109	1271		10//.	6 5210	2360
1110	1681	Art. I, § 1, par. 2	2039	\$ 5199 \$ 5210 \$ 5211	1684, 2577
	1681 125, 1651, 1680	par. 5	1397, 1851,	17.8	1225, 1851, 1681, 1880,
1112	1674		2191		1878
1113	1874	раг. 6	2252	5212	1225, 1680
1114	2162			5213	1681
1114	1859, 2219	Code 189	5.	5214	1681
1115	4	§ 484	1000	5918	1680
1115 1116	1856, 2218	9 201			
1115 1116 1117	1856, 2218 2218	6 1005	1665	5219	1225, 1651
1115 1116 1117 1119	2218	§ 1005	9071	5220	1269
1115 1116 1117	2218	\$ 1005 \$ 1033 \$ 2430	9071		

GEORGIA (continued)	Section	§ 991	Section 9030, 2086	6 1491	990, 908, 907
5 5238	1680, 1681	\$ 991 \$ 993 \$ 998	64	1423	1028
5235 5236	1678	998	1780	6 1492	1263
1 5937	1223, 1683 1680, 1681	1000	1990 1997	1494 1425	2167
5237 5238 5239	1680		1330, 1387, 1413, 9098	1496	1290 2016
5239	1194	1003 1004 1006 1007 1008 1010 1011	1072	1497	#016 #31
5941	2113	1004	2113	1848 1849 1864	1676
5243 5244	1997 1991, 1994,	1006	831	1849	1925, 1651
1 0344	1990, 1301	1007	831, 840, 841	\$ 1864 \$ 1866	1678
	1299, 1301, 1310, 1311 1310, 1320	1010		1000	1675 2067
\$ 5245	1310, 1320	1011	488, 2252	1929 1984 1988	2067
5246	093		488	1955	488
5247 5 5248-5254	2018 1859, 2219	par. 8	2292 1837		
5254	1205	1017 1013	770 773		Laws 1897.
5 255	9900	3 1024	905	531 655 678	2039
5256	2200 1212, 2200	1026	1021, 1028,	655	196
5957 5258	1212, 2200 2205	£ 1000	1108	979	1387
5261	2201	1968	1326	3 212	1326
5268	88, 935, 1828	P	Laws.	4.	
5 5269	488, 2218				tion Laws.
\$ 5270	488	1799, Judiciary A	ct, § 6 1859	1896, No. 50,	19 1644, 1680
\$ 5271	1911, 2292, 14, 2315, 2317	1799, Júdiciary A 1850, p. 46 1859, p. 18 1866, p. 18	1911 1911		
6 5272	488	1866 p. 138	1911		idano.
6 5273	488	1887, p. 30	1911	Count	itution 1889.
§ 5274	488	1896, p. 87	1911 2261 488 1698 1672, 1680 2239 488	Art. I, § 4	tution 1689.
\$ 5278	488	1897, p. 53	488	Art. I, § 4	1828
5276	488 1828	p. 87	1698	13	2039 2191, 2252
5279 5280	1837	1800 p. 107	1073, 1680	\$ 10	3191, 3202
5281	2210	1900, p. 87	488		Statutes 1887.
5282	1890			Ateviora	
5283	1890 770, 778,	HAW	TAIL.	§ 149	987, 2281
6 5284	1564 736			1 1525	1675 1710
5285	1981, 1978	Civil La.	vs 1897.	1558	1640
5286	713	§ 1094	2215	\$ 2471	2067
5287	1978	1368	2201	\$ 149 \$ 290 \$ 1535 \$ 1586 \$ 2471 \$ 2585 \$ 4900	1680
5288	987, 2252, 2292, 2375	1374	4444	4209 4383	1848
4 5289	949	\$ 1094 \$ 1368 \$ 1374 \$ 1375 \$ 1879 \$ 1380 \$ 1381 \$ 1388 \$ 1388 \$ 1388	2199 1382	4386	1873 1163
5290	905, 916	1380	1882	4489, subdiv.	2354
5292	1021, 1028, 1038, 1108,	1881	.389	4780 4870	1681
	1038, 1108,	1389	1882	4870	1062
6 5293	1263 923, 987,	1388 1890	1387	4871	2219
1 0204	988, 1111,	1392	1383 1889, 1412	5306	1859 1304
	1985	1393	1577	5306	1804, 1310,
§ 5995	1006, 1013	1398	186.		1320
5296	1835	1396	1859, 2218	§ 5319	1413
\$ 5297 \$ 5299-5301	1411, 2206 1382	§ 1397 § 1398	2218	\$ 5326 \$ 5403	2052
5303	803	1 1000	1690, 1681, 2162	6 5000	1678 2162
5306	2206	§ 1899	1239	5956	488, 923,
5818	1382, 1411	1400 1402	1647, 1680	•	946, 1828
5337	1800	1402	2182, 2167	§ 5957 § 5958	488
5678, Court Rule 42 5674	1225 1239	1408 1404 1405 1406	1680 1684	3 9999	488, 2292, 2375,
5601	783	6 1405	1684	6 5959	2380, 2395 1909, 1910
		1406	1681	5966	1680
Criminal Code	1895.	1407	1234, 1280	5969	1684
	1000	1406 1407 1409 1410 1411 1412	1681	5 5970	1680
8 9	1851 2252	1410	1681 1828	9 5971 1 5074	1271, 1703 1681
104	488	1419	488	\$ 3974 \$ 5975	1681
£ 114			488, 1828	5 5976	2158
§ 181			488, 1828 488, 2218	5977	1680, 1684
404	2281	1414 1415 1416	488, 2276	5 5978	1651 , 1680
910 911	488, 1326	1416	488, 2252, 2272	5 5979	1639
\$ 911 \$ 945	1326 1851	1417	2880, 2395	9 098U	1681 1681
987	2497	1417 1418 1419 1420	987, 2271	5 5959 5 3969 5 3969 5 3971 5 3974 5 3976 5 3976 5 3977 5 3978 5 3979 5 3980 5 3981 5 3982 5 3982	1680, 1681
989	285	1420	987, 2271 987, 1270	8 5983	1239
		864			

GEORGIA - ILLINOIS.

5064 5990	8ectio 163 1597, 169	1899	Feb. 5, 5 Feb. 10, 1	7	lection 226	0 81	§ 18		Sertic S, 168
5991	1206, 1207, 120		Feb. 10, §	1411,	3906		17	****	100
5002 5003	212		4.1	18	2071 801		18	1000	197
5004	129 130			18	804 1387		4 21	1800	193
5994 5995 5996	1300			8 1367,	1384		99		123
5097	1455, 1519, 1680		l'eb. 14, l'eb. 16, p. 223,	1044,	1000		£ 94		123
§ 5998	1925, 1651, 1676 1908, 1925, 1930 1969, 1680, 1681 2039, 2042	1903	l'eb. 16, p. 223,	7	1680		25 26 27 26 30	1809	138
\$ 5000	1908, 1925, 1930		h. 220, 4 d	,,	1008		1 20	1302	1. 141
§ 6008	2030, 1680, 1681		IL	LINO'S.			26		138 138
6037	2201	R					30		167
6039	2207	1	C GHOSTERI	lion 1870.			24		80x
6 6053	1710	Art.	10	1900	1828	1	\$ 89-44 46 48		138
6061 6066	1382		10	1397,	3375		1 46	1367, 1412,	
6067	1007								1387
6069	1399 1382		Revised St	atules 1874.		e. 53,	6	2259,	228
\$ 6079	1389	c. 3, 4	56	1679.	1881	c. 79,	10	2259 , 1639,	1680
6075 6077	1837		60		9065	c. 79, c. 88, c. 88,	16		1647
§ 6075	71.0 736	c. 15,	16			1	4		1710
6079	773, 1690	c. 19,	Revised St 86 60 66 60 10 11 65 12 90 21 29 31 33 35 41 5 123	1939,	1239	c. 89, c. 95,	12	1644, 1925,	1680
6081	900, 905, 907 1677, 1896 923, 987, 1279	- 04	111	1939,	1680	c. 99,		1575,	1651
§ J082	923, 987, 1279	c. 30.	1 12	2000,	1004	e. 99, e. 100,	11	30.0,	1719
6083	1026, 1263		90	1681,	1664 1676	c. 191,	17		1828
6085	1861 1992		1 21		1651		l i	2162,	1826
6090	2201, 2210		lii		1278 1651	e. 103,	9		1878
\$ 6091	64, 1104 1861, 1883 2201, 2210 967, 2210, 2223, 2252		23		1681	e. 109,	111	1925, 1225, 1859,	1651
§§ 6117-6119	1383		35	1925, 1651,	1876	c. 110,	11 20	1859	2219
6121	1383 1387, 1389		41	1225,	1651		# #		2596
§ 6126-6131 6308	1828	c. 31,	8		1239 1680 1326		lä		2595 2595
8670	9281 1387	c. 32,	18 128	1	326		A AR		2595
8716		c. 38,	6 29		987	c. 114, e. 116,	123		2600
§ 6852 § 7356	2281			9	085	e. 110,	6-4		1660 1275
§ 7383	2252 1326		35 137	488, 2272, 2	281		11		1975
7816	1326		264		039		113	1660, 1	1706
7574 7578	1837 1837		137 264 320 348	1	396		22		1798 1978
§ 7576	1326		348 412 421 426	1	326		14 22 26 29	1968, 1 1705, 1	1705
7588 7855	1382		421	1	360 851	c. 121,	179	1705, 1	1859
7861	1673 488		426	488, 968, 9 1979, 2	67,	c. 122,	965		1239
7862	486		428 a	1979, 2	972 595		965 966	1	239
786 7 786 8	2085	- 1	428 a 473 474		196	c. 124,	7		680
7869	1339, 1825 9061	1	474	10	881		11	i	1684 1975
7879	2044	- 4	491	488, 9	380	. 125,	1	1	1680
§ 7871 § 7878	2056	}	525	20	061	. 126, . 130,	5	1	406
7879	1163	e. 40, §	6		167	. 188,	7	1665, 1 1665, 1	680
8141 8142	460	- 4	9	20	067 065 e	. 139,	10 112	1665, 1	680
8143	489 0070	47, 51,	9	11		. 148. 6	2		804
8152	488, 2272 2207	. 91, 9	1	488, 9	86.		3	ī	204
8163 8169	1382	- 5	2	967, 19	88	1	3 4 5 6 7 9 10 11	1382, 1	411
8182	1389 1382	İ	3	18	19	I	6	1304, 1: 1519, 1: 1387, 1:	390
8189	1389	ı	š		88	•	7	1387, 14	413
8382	1326	- 4	5	488, 916, 18	56.	1	10	41	001
Session La	****		,	488, 916, 18; 2218, 22	19	- 1	ii		681 681
980 Inn 10			6	- 4	88	•	13 15	18	304
890, Feb. 10, 4 2	1890 1382	- 5	9	18	59 c	. 761	10		060 887
681	1382	1	10 11	16	84				101
897, None 10 8 34	1681	- 1	1 2 13	16 16			Session .	Laws.	
889, Jan. 10 890, Feb. 10, 5 2 891, Feb. 3, 5 34 891, Feb. 3, 5 34 897, mar. 12, 5 3	1705, 1859	6	13			861, p. 1	9	91	165
	** VV. 100F				00 .				

1680

1828 2039 2252

ILLINOIS (continued).				,	
	Bection	4 513	Section 486	4 5686	feetion 1993, 1682
1807, July 15 1809, p. 119	1273, 1706 196	6 514 6 515	488	1 & B706	1223, 14 ₄ 1680
1880, p. 119 1891, June 11, p. 206 1898, June 17	2261	§ 818	480	5750	1225, 1651
June 20, 4 7	9065	\$ 517 \$ 518	9909 935, 1998	5764	1995, 1681
June 20, 5 7 1887, May 1, 3 87	2001 1676	\$ 519	966, 987	6599	1925, 1651 1674
39	1995, 1851 1995, 1651	590	966, 967 900, 906, 907 1047 2318	7818	1680, 1710
July 1, p. 206,	7 9381	1 522	1007 2218	7849 7660	1644, 1680 1835, 1651
July 1, p. 206, (1800, April 24 1901, May 12, § 3 1903, May 28, p. 118	488, 2085	523	1856	§ 7811	1680
1903, May 28, p. 118	1651	525 527 528	918 1062	7930 8000	1680 1680
		528 552	1062	1 2 9038	1674
Indiana	۱.	1004	1163 1326, 1413	8027	2167 1680
Constitution .	1881.	1000	1387, 1413	8196	1880
Art, I. § 7	1828	1024	1681 2067, 2281	8324	1326 1220, 1651
18	1898	6 1001	1411	8428	1875
l ii	1397, 2191 2252	§ 1255-1294 1272	1363, 1412	9129	1680
₫ 20	2039	1280	1383, 1412	9228	1680 1680
Dawland Cart	. 1007	1343 1730	1275		
Revised Statute		1784 1763	2079 2360		Statutes 1894.
\$ 378 \$ 428	2498 1382	1763 1766	1851 1681	4 413	2595
429	1382	1878	1397	1731 1850	2363 2805
430	1382 1411, 2206.	1888	2201	1861	2598
	2371	1889	488, 2272 2281	6	
6 434 6 438	1411 803	1891	2281		tion Laws.
441	1411	1892 1893	1339, 2026, 2044 831, 2071	1861, p. 59 1899, c. 74	1382
449	1387	1894	928	c. 239,	2085, 2088
451	1383 1383	1895	488 1411	1903, c. 89 c. 127	488 1674
484	1681	1896 1898	2061	C. 187	10/4
455	1387, 1412 1680, 1681	1901	2039 2281		Iowa.
464	1680	1907	2281	Const	itution 1857.
465	1880, 1684	1906 1914	1639		
468	1681	4 1918	1873 1800	Art. I, 4	488, 1828, 2218 1397, 2191
489 471	1875, 2185 1225, 1651.	1919	1183 1681	10 18	2039
	1680	2504	1681	C	de 1897.
\$ 478 \$ 474	2107 2107	2667 2805	1710		
§ 475	1239, 1680	4 2806	1304, 1310, 1320 1310	\$ 75 \$45 a (Suppl	. 1902) 1669, 2048
\$ 477 \$ 479	1939, 1680 1993, 1710	2810 2830	1681 2062	520 538	1326
§ 480	1680	2831	1387, 1413	1298	1665, 1680 2201
481 489	1239, 1680	2975 3371	1680	\$ 1451 \$ 2080	1680
§ 483	1680	6 3434	1680 1651	2131	7 2281
\$ 484 \$ 485	1881 1684	3435 3439	1925, 2143 1225, 1651	\$ 2197	1644
486	1710	3500	1225, 1651	2399 2422	2281 257
\$ 480 \$ 490	1271,1703	3570	1680	\$ 3007	1680
§ 491	1271 2596	\$ 3590 \$ 3602	1674 1684	\$ 3148 \$ 3285	1644 1411
492 493	1859, 2219	3696	1874	3286	1681
484	1859, 2219 1710	§ 4131 § 4138	1684 1680	3536 3587	1710 2281
F1/2	2201	4335	1680	3593	408
503 505	2201 2201	4619 4622	1223 1680	4 3689 4 3665	7 2595
507	1828, 2292, 2380, 2395	4871	1874	\$ 3700	783, 187 3
§ 507 (8)	2380, 2395	5 4918 5 4971	1674	\$ 8710	1163
§ 508	811	4995	1680 1674	§ 3719 §§ 3817-3819	1879 1062
\$ 509 \$ 510	488 488	5073 5189	1680	4078	2281
\$ 511	488	5 5285	1674 1680	\$ 4567 \$ 4601	2125 488
§ 512	488	5618	1680	4602	488, 966, 987
		3	646		

ILLINOIS - KENTUCKY.

1 4003	Rection 481	6 4 4379	Bectio 187	n e. 101 4 49	Section
4004	481	6 6 8373	188	984	2961 2201
4007	481	A381	116 180		1617
§ 4008	\$284, \$292 \$380, \$390	8457	206	1 4110	1396 2360 4360
6 4600	3580, 2390 2371	5484	488, 9379	1 111	1300
4410	1906	5486	488, 927(906) 2084	1119	2360
4611	222	8.480	2066	160 171	1411 1382, 1411
4612	987, 228; 967, 1270	\$ 5491	9071	911	1800
4614	99/	S	dan V	917	488, 966, 968
4618	9113		tion Laws.	223	488, 2272 1625
4619	1597, 1693 1309		1669, 2090	1 294	2281
4690	2016	1900, c. 125,	1 488 1 8999	4 224	1349, 2044
4/121	1486 1810		-	964	1163 488
4692 4693	1488, 1519 1519	K	ANSAS.	300	1800
4624 4629	1675, 1680, 2165	Const	tution 1859.	c. 110, 12	1304 1310
4630	1676 1925, 1651			17	1681
4633	1920, 1001	Bill of Rights,	7 1828 10 1397, 2191	6 22	1413
4634	1239 1710 1680		13 9039 17 9262	24	1681 1681
4636	1680 1651		17 2252	c. 120, 217	1091
4639	1275, 1680		0		•••
4640	1678		Statutes 1897.	Ge.eral S	latules 1899.
4641	1651, 1678 2167	c. 97, 141 c. 95, 330	1326	\$ 5315 \$ 5348	1881
4044	1681	c. 95, 330 331	488, 966, 987 488	\$ 5348	1851
4645	1681	332	2218		
4648	1681 1681	333	488		tatules 1901.
4649 4650	1684	\$ 334 \$ 340	488 2207	§ 4771, par. 5	2395
4650	1680, 1684	841	2201	par. 6	2380
4652	1094	342	2201	Section	n Laws.
4658	1271, 1680, 1703 1680, 1684 1859, 2219	351 355	1828 1710		
4654	1859, 2219	357	1411	1901, c. 124 c. 125	1651 1710
4658 4656	1859, 9919 1856	361	803	c. 233	2360
4660	2207	363	1382 1382 1411	1903, c. 387	488, 1067
4661	2203	875	1411	c. 388	488, 2007
4662 4677	2201	376	1387	Kews	TUCKY.
4678	171 0 1710	378 379	1519 2596		
4679	2162	4 380	1859, 2219	Constitut	tion 1891.
4680 4681	1710 1710	381	1859	\$ 5 \$ 11	1828
6 4684	1411	385	1383 1383	§ 11	1397, 2191,
4687	1260	387	1887, 1889, 1412	§ 229	2252 2039
4689	1879, 1382 1382	c. 96, 59	488, 2067	•	2000
4693	1382	c. 97, 1	2067, 2085 1684	Statute	a 1899.
4694 4695	1382	1 2	1995, 1651,	§ 218	2281
4696	1382 1382		1680, 2373 1225, 1651, 1680, 1681	§ 235	2371
5 4697	1382	3.	1225, 1651,	479 519	1675
4698	1382	5.4	1681	530	1225, 1651 1326
4709	1382 1411	16	1684	1130	196
4718-4720	1383	lá	1684 1939	§ 1180 § 1241 ▲	488
4723	1887, 1389, 1412	10	1680	1598	2281 2281
§ 4726 § 4870	2039	§ 11	2167	1594	2044, 2281
\$ 4944	1389, 1625 1620	§ 13 § 14	1939 1671, 1680	1625 1626	2167
5003	1620	§ 17	1684	1627	1684 1680, 1681
5 5222 5 5224	1382	§ 18	1271, 1703	4 1629	1680, 1683
5 5225	1411 1837	\$ 19 \$ 20	1680	1630	1681
5226	1837	6 21	1681 1710	§ 1681 § 1632–1634	1674 1275
\$ 5227 \$ 5239	1326	22	1680, 1684	1635	1681
5 5267	1326 2360	23	1644	1635 1636	1680
5 5268	2360	. 100, 4 36 269	1633, 1710 2061	6 1637 6 1638	1680 1925, 1651, 1680, 1681
5 5269	2360		20,001	- 196B	INNA ISSI

KRNTUCKY (co	Section	6 611	Bection 1383, 1387	4 3943	Section 2301
1630	2531	618	1419	3944	1909
1640 1642	1271, 1708 1680, 1684	\$ 640	1062	\$ 3959	2207
1644	1684			§ 3960	2207
1645	488, 9272		Session Laws.	D	J O D
6 1646	488, 1869	1880, Ma	ır. 4 21	Revised Co.	de of Practice 1894.
1648 1649	488	1894, Ma	r. xa 580	§ 184	2201
1734	2016 2201	1897, Ma	y 20, c. 20, § 10 2281	§ 138	1411
1973	488, 2281	1909. c.	488 85, § 7 2281	§ 139 § 140	1154, 1163 1859, 2219
\$ 2119	2046, 2066, 2067	2000, 01	201	141	. 2200
2255	1800		LOUISIANA.	§ 142	1651, 2200
\$ 2419 \$ 2579	1684			143	2200
6 2581	2281 1644		Constitution 1879.	\$ 324 \$ 325	2596 701 , 2016
2582	1644	4.6	2252	6 247	1656
2589	1644, 1680	\$ 6 \$ 8 \$ 151	1397, 2191	\$ 347 \$ 349	2206, 2216
3723	1680	§ 151	2039	\$ 351	2207
3795 3796	1675		Constitution 1898.	\$ 352 853	1411, 2207
4648	1675 1387, 1296,			\$ 356	2124 2113, 2124
•	1387, 1396, 1413, 1669	2 11	1897	66 423-439	1411
4838	488	6 0 6 11 6 162	2252 2039	425	1382
4855	1382, 1411 1411	11 162 184 216	2261	\$ 426	1382
3 1000	1411	§ 216	9281	§ 427 § 428	1382 1882
Code of Crimin	al Procedure 1895.	D	and Chill Code 1000	§ 429	1382
			sed Civil Code 1888.	430	1382
1 62	1837 1837	\$ 6	1639, 1674	§ 438	1382
64	852	9284 9285	1651	§ 440 § 462	1383, 1412 2203
113	2360	2236	1651 1651	473	1859, 2219
151	2201, 2207	2245	2016	§ 474	2200
§ 153 § 224	1889, 1411 1678	4 2248	1519, 1557	§ 476	1828
6 234	580	2251 2253	1651	§ 479 § 482	1828 488
236	1163	2203	1651 1651	6 484	1878
\$ 240	2071 2066	2257	1651	\$ 530	2360
\$ 241	2056	\$ 2258	1225	\$ 531	2360
318 340	1803 21	2259	1925	586	1413
1 010	31	\$ 2260 \$ 2261	1651	\$ 599 \$ 698	1413 1651
Code of Civil	Procedure 1895.	2267	1651 1651	§ 752	1681
		9 2268	1225, 1651	\$ 753	1661
§ 149 § 317	2207 1873	2269	1651	\$ 933	1304
318	1163	2270	1651	§ 943 § 1042	1413 1413
534	2207	2277	2054 1225	3 1049	1410
536	2201	2279 2279	1195	See	sion Laws.
554 556	1411 1411	§ 2281	488		
566	1382	2282	600, 966 1911, 2292	1870, No. 143	1681 9908 9907
567	1382	2283	1911, 2292 2588	1884. No. 19	2206 , 2207 2203
568	1382	1	2000	1877, No. 103 1884, No. 19 1886, No. 29,	1 488
569	1382	Re	vised Laws 1897.		2 488, 1890,
592 593	1873 781				2202, 2212,
595	770, 773, 1890	615 617	1382, 1411 1389, 1411	1888 NA 80	2276 488
596	905, 907, 917	621	1389, 1411 1382	1888, No. 59 No. 140	1681
597	905, 907, 917 923, 987, 1270	§ 662	1326	No. 140 1894, No. 67	1908
598	1020, 1200	694			2595
599 600	1104 1877, 1896	§ 1191	488, 600	1696, No. 124 1896, No. 190 1902, No. 185	1382, 1411
601	1837	\$ 1436 \$ 1437	2162 1665	1895, No. 190	488 486
602	2199	1438	488	1902, 140. 189	980
603	1909, 1910	1439	1875, 1413,	14	faine.
604	1263		1672, 1681		ALF B.
605 606	488	1440	1684	Consti	tution 1819.
par. 4	488, 617	4 1445 1455	1939		1397, 2191, 2252
par. 5	1869 2299, 2395	2141	1651 2360	I, § 6 § 12	2039
par. 7	1519	9282	488	,	2008
par. 10	2218	3080	1651	Public S	Statules 1883.
607 608	488	3192	1909		
609	488 488	3941 3942	1411, 2907 1411, 2906	c. 18, 9 80	1163 1605
	100	-	1911, 3200	41, 7 45	1000

KENTUCKY — MASSACHUSETTS.

. 40	• • •		rtion		Sec		5.	
c. 46, c. 49, c. 60,	111	1	680 9	0, 4 20	1 1	680 189	8, c. 478 2, c. 495	Section 1680 488
c. 64,	\$ 3	1	411 2	7. 6 131	1	883 281	MASSACH	UARTTS.
- 70	. 7	1967, 1	304 8 304 8	2, 5 a, 24 5, 1	10	374	Constitution	
c. 70, c. 71, c. 74,	27	1	681 8. 710	5, 1	488, 2	18 Dec	l. of R., Art. 10	2192
c. 74,	18 19	9	050 050	1 3	488, 29 488, 11 488, 20	16.	12	1397, 2191,
c. 81, c. 82,	100 69	10	166	5.4	2001, 22	72	14	2252 2264
0. 02,	82	11	37 <u>9</u> 163	§ 5	966, 9	87,	Body of Li	hautiaa
	92 93	935, 18	28	16	1290, 20 1382, 14	70 16 § 26		2217
	94 97	488, 966, 25 488, 25	52	15 18	1382, 14 1382, 14	11 5 45		2250
	98 99	4	16 88	19	1382, 14	11 § 61		2032 2250, 2360
- 1	103	18	88 28	25	13 14	11	Colonial L	
	104 105	18	28	\$ 81	1878, 13: 13:	33 " Inn	keenes "	0000 0000
Í	106	488, 9 22 16	01	\$ 36 \$ 38	1925, 165	Il " Pre	sidents and E	2032, 2250 ms '' 1818
Ţ	107 108	16: 16:	81 84	6 39	168		nishment," "Ju	1364, 2032
ş	109 110	1971, 170 1925, 16	0.3	40	167 167	6	D. III. G.	
į	112 113	168	30	\$ 43 6 44	171	0	Public Statute	
- 6	114	1887, 1418, 151	18	48	171 168	4 c. 26.	§ 15	1840 1667
	10 2	48	18 [49	168 168	1	\$8 \$11	1275
	6	116 114	1	5 50 5 L	168 1225, 1275	D c. 49	∮ 48	1275 1163
c. 104, 6 c. 107,	41	116 141	3	6 52	210	7 c. 51.	\$ 86 6	1183 1163
	5	188	2	58 54	193: 193:	c. 82, c. 94,	1 7	1851
•	7	188 138	2	5 54 5 55	1886	c. 145,	\$ 29	2513 1844
	8	138 138	2	56 57	1680 1680)	\$ 31	1644 2085
į	14 17	1879	9 (§ 58	1680 1881		\$ 3 \$ 51	2201
- 1	19	141 188	7	59 60	1681, 2110	c. 187.	§ 28	1672 1856
	22 27	1384 1384		8	1681 1681		§ 49-56 § 75	1856 1064
	1 9	2039	75	80	1710 1856		5 76	1062, 2124
c. 120, \$	18	2039 318		81 8	1856	c. 189,	\$ 79 \$ 3	406 2201
c. 133 &	6 1 2	2201 1326		9	1710 1882, 1411		\$ 17 \$ 20	935
	8 15	9360 9201	93,	8	1678, 1710 1680		6 21 6 24	916 900
	19	488, 1411,		54 86	1681		§ 25	1411 1382
55	23	2252, 2272 1163	1	119	1681 1681		§ 31 § 84	803
c. 139, § 7		1826	1	312 331	2051 1304		43	1411 1382
	Session La	1108.	1	334 335	1804, 1310		6 47 5 50	1383 1412
1864, c. 26	30	579	-	376	1681, 1710		54 82	1383
1000, C. OL	of Court,	No. 42 1911 1411	\$	837	1310, 1320, 1710	0 190	64	1383 1387, 1412
1887, c. 47	7	1644, 1680		838 839	1681	c. 170, c. 180,	43	1163 1163
	MARYLAN	TD.		400	1881	c. 190, s	13 15	1163
C	onstitution .			Session L	aws.		18	1466 1466
Decl. of R	Art. 21		1837, c. 25 1864, c. 38		1675	c. 201, §	44	1397, 2039 330
	22	1397, 2191 2252	1874, c. 38 1890, c. 31	6	1620 1126	c. 212, §	57 41	1074
	36 39	1828 1828				c. 213, §	34	1413 2201
Public	General La		1892, c. 81		1804, 1310,	c. ¥14, §	11	1163
- 4016	-cherui La	w# 1888.	- *0		1320	Z	Panisad Fam. 4	
Art. 13, & a	1	9.05	c. 504		1310	41	evisea Laws Is	302.
Art. 13, § 6 18, § 6	r. — 30	1675 1680	1896, c. 249 1898, c. 349	Š	1310 2286 1664	c. 3, § 15 § 17	Revised Laws 19	90 2. 1680

MARKA	CHUSETTS	(continued). Bection	c 175	£ 70	Soc	tion 290	899	B.	1710
. 5. §	4	1680	c. 175,	9 71	1	681	959		1681
e. 5, § e. 11, §	252	2281		73		680	1046		1270
- 1	313	2281		74	1	680	1142		3281
. 13,	57	1710		75 76	1271, 1	684 703	1956 1970		1681 1939
	60	1710 1710	c. 191,	51	12/1, 1	837	1971	1225,	
. 23,	68 9	1680	c. 198,	6	1	710	1805	,	1680
. 29,	20	1 644, 1680		48		710	1877		1239
. 32,	8	1837	c. 202,	19	1	466	1405		2162
. 56,	42	1674	- 000	18 . 4	1	466	1708 2129		1680 1681
. 69,	52 18	1674 1710 1680	c. 206, c. 208,	29	9	039 281	2333	,	1680
. 70, . 78,	3	1680	c. 209,	ii	ī	839	2365		1680
. 78.	13	1675	,	12	ī	710	2871		1680
. 70, 9	24 26	1021	c. 212,	7		044	9511 9619 9635 2638	1665,	1680
76,	26	1674	c. 217,	30		326	2019		1665
. 78,	4	1225, 1651 1141, 2261	c. 218,	49	1	413	2000		1675 1680
82, 100,	16 6 67	1674	c. 210,	13	g	851 360	2692		1680
110,	6 21	1680		6 54	î	851	2758		1674
111,	6 67 6 21 6 46 5 54	1680		56		851	2759		1680
113,	54	1710					2915		1710
. 115,	§ 4	1680		Session .	Laws.		2915 2928 2932	1680,	1681
. 116, . 119,	38	1710 1680	1701 3			14,	2937	1244,	2105 1710
119,	13	1680	1785, M	107 E Q		141 406	2963		1680
126, 128,	6 46	1225, 1651	1862	107, § 2 223, § 3		671	3087		1674
120,	104	1995 1651	1869. C.	420		028	3088		1680
. 135,	15	2281	1883, c.	188	1	382 4	3240	1680,	1681
. 186,	5 2	2281 1304, 1710	1885, c.	188 844, 6 6 318, 5 8	1	665 674	8242		1674
. 139,	\$ 2	4110	1886, c.	318, 5 6	1	674	3244 3369	1244,	
146,	\$ 15	1710	1887, c.	920 5 2		238	8372	1665,	1710
151,	§ 83 § 37	1710 1644	1000 -	836, § 3		665 432	8386	1665.	1680
191,	38	1644	1894, c.	317. 4.42	î	223	8387	1655, 1665,	1680
	6 39	2085	C.	508, 6 67	1	291	3394		1680
155,	5 39 27	1681	C.	317, 5 42 508, 67 522, 73 355, 5 5 419, 2	2	291 452	3407		1674
. 155, . 163,	§ 10	1681	C.	355, 5 5		987	3413	1944,	
. 165,	\$ 24	1681	1895, c.	419, § 2	2	580	3427		$1680 \\ 1674$
149	85	1669 1659, 2219		496, § 12	,	238 8	3476 3541		1674
. 173.	6 6 22	1859, 2219	1896 C	445		576	3729		2215
	6 29	1859	1896, c. 1897, c. 1899, c.	444, § 21	î	644	3871		1674
	6 35	1856, 1859,	1899, c.	123		382	3879		1680
	•	2219	1903, c.	437, § 13 § 30 § 58	1	680	3922	1640,	1674
	§§ 37-63 §§ 57-63	1856		§ 30	1	680	4032		1674
	§§ 57-63	1859, 2218,		\$ 58	1	680	4239 4264	1490	1680
	§ 70	2219 2594					4977	1680, 1674,	1680
	85	1064		Місні	gan.	- 18	4279	1680,	1710
	6 86	2596		Constitutio	m 1850	- 1	4541		1680
	§ 87	1062					4548		406
	§ 88	2218	Art. IV	, § 41	1	826	4612		2252
100	6 89	1064	AR. V	, 9 35	1397, 1	835, 191	4617	1644,	1680
175,	6 15	1828 1828		8.30	9	1039	4772 5108		1680
	§ 16 § 17	1828		\$ 30 \$ 82 \$ 34	9	252	5140		1680
	6 16	1828		\$ 34	1	828	5230		1680
	6 19	1828		•			5273 5304		1680
	£ 20	488, 2272		Compiled La	aun 1897.	- 1	5304		1680
	21	488, 987 905, 907, 1028		•			5831 d	1680,	1710
	₹ 24	905, 907,	c. 282 (original nur	nbering)	828	5425 5428		1680 1680
	£ 04	1028		93 96		828	5997		1680
	§ 26 § 27	1382		99	488, 966	987	5998		1680
	\$ 33	803		100	488, 966, 488, 968, 9	272	6006		1680
	36	1371, 1411		102		488	6007		1680
	§ 43	1382	\$ 48 (ed	litor's numb	ering) 1	674	6025		1680
	\$ 45	1382	68 68 74			1680	6092		1680 1074
	66 48-62	1388	74			674 1828	6134 6140		1680
	§ 51 § 52	1383 1412	94 95			828	6159		1680
	63	1383	101			488	6178		1074
	64	1387, 1412	6 441		1	488 1680	6181		1680
	66	1576	648 802		1	1691 2	6203 6220		1680
	68	1669	5 aug			2201	0000		1223

MASSACHUSETTS — MINNESOTA.

£ 4004	Rection		Section	,	
6294 6295	1680 1680		1697	A 11147	Section 1710
6297 6234	1680	6 8611	1644, 1686 1680	1 4 11880	1889
6254	1680 1680	8612	9286	11669 11685	1710 1680
6954 6397 6487 6468	1680 1680	8652 8964	9286 9286 488, 9046, 9067	\$ 11796 \$ 11801	1397
6468	1680	4968	1225, 1651 1225, 1651	11801 11823	1326 1326
6481 6510	1680 1680	4 8984	1020	1 2 110re	1335, 1837
6516	1680 1680	8990 8995	1225, 1651, 1676 1225, 1651 1225, 1651	11873	1826 1835
6524	1680 1680	8996	1225, 1651	11883 11887	1851
6654	1680	8996 6997 8999	1275 1275	11887 5 11893 5 11902	2360 1851
6687	1680 1680	9000 9004	1975	11934	2201 1851
6768	1680	9006	1995 1651	§ 11984 § 11952	1163
6918	1680 1680	9031	1275 1225, 1651 1275	Sania	
6918 6925 6949	1680	9041	1225, 1651 1674	Session 1	
6961	1680 168^	19042 1048	1001	1893, No. 408	488 1835
6982	166	eU46	1925, 1651	1887, No. 82 1893, No. 408 1897, No. 212 1901, No. 239	488
7000	1680, 1710 ;	9047 9050	1225, 1651, 1681	2002, 240, 209	488
\$ 7031 \$ 7034	1680	y 9052	1925, 1651 1925, 1651, 1681 1925, 1651, 1681 1925, 1651 1925, 1651	Circuit Court	Rules 1884
9 7035	1680 1680	9100 9178	1/10	Rule 40	1859
§ 7045 § 7058	1680	9266	1680 1310	40-46 43	2219
7089	1680 1680	9279 9280	1304, 1681 1810, 1320 1680	46	1859 1859
\$ 7071 7098	1680	9459	1810, 1820	48	1856, 2218
7098 7130	1680 1680	9471 9476	1681	Circuit Court I	Pulsa sons
7135 7145	1680	9528	1680 1651	No. 50	
7159	1680 1680	9635 9660	1651	210. 00	1859
§ 7165 § 7169	1680	10018	2281 1672	MINNESO	TA.
§ 7186	1223, 1710 1680	10019 10074	1680	Constitution	
7188 7195	1680 6 1680 6	10136	1859, 2219 803, 1382, 1411 1383, 1412 1387, 1411	I. 6 6	
7233	1680 ! &	10140 10142	1383, 1412	I, 6 6 5 7 5 9 5 17	1397, 2191 2252
7964 7982	1680	10145	1681	17	2039 1828
7334	1680 1680 1680	10146 10147 10146	2158 1681		
7379 7418	1680 / 6	10146 10162	2201	General Statut	es 1894.
7436 7446	1880 5	10168	1710 1710	381 386	1672
7501	1680 § 1680 §	10164 10165	1680, 1710 §	887 f	1672 2162
7536 7621	1680 6	10166	1710	389 c 391 c	9991
\$ 7637	1680 5	10168 10169	1680 6 1676 5	392	2281 1672
§ 7656 § 7672	1680 ()	10170	1680 6 1678 6	893 899	1672
7698	1680 5 1680 5	10171 1017 2	1681	642	1672 488
7736 7745	1680 \$	10178	1684 6 1684 6	671 697	1680
7753	1680 1680 1	1017 4 1017 9	1703 6	699	1665 1665
§ 8141 § 8159	1680 5	10180	2223, 2252 5 2395 5	849 881	1326
8163		10181 10189	2380 6	1065	1680 1680
8185 8186	1680 \$ 1	0192	1519 6	1079 1090	1710
8173	1680 § 1	0193 0197	1680, 1684	1107	1710 1680
8259 8398	1680 5 1	0198 0199	1239 6 1680 6	1107 1115 1157 1191	1680
8429	1680 § 1 1680 § 1	0199 0201	1290	1191	1710 488
8435 8439	1680 \$ 1	0202	1706	1907 1215	1680
8439	1710 § 1	0211 025 6	1856 9918 E	10/16	1680 1710
8458 8466	1680 \$ 1	0415	1163 5	1338 1350	1680
8471 8480	1680 § 1	0715 0776	1710 6	1703	1680 1680
8498	1090 3 10	0818	1651 § 1 1681 § 1	1338 1336 1703 1751 1782 1820	1680 1680
	1680 § 10	0846	1681 § 1	1820	1680

MINNBOOTA (00	ntinued). Beetles	§ 5686	Bestion 1389	§§ 7823-7884	Section 168
§ 1844	Bertion 1639 165	5686 5690 2694 5697 5701	1411	7675 7749 7893	130 171 166
1876	1965 488, 516	1 5004	1997 1410 1991	7749 1 7903	171
9007 2188	2281	5701	1387, 1412, 1681 1383		168
2216	488	5704	1887, 1419	7844	168
2245	1674	5706	1681		
1 2974	1675, 1680	3707	1684	Session	Laws.
2975 4 2319-2329	1675	5706 5700	1984 1684 1684	1895, c. 27	48
9391	1665, 1680 1710	5711	1684	c. 31	229
2324	1710	5713	1684	c. 39	. 168
9 2339	1710	5715	1684	c. 145, § 2	168
\$ 9397 \$ 9400	1679, 1680 1679, 1680 1680	5716 5717	1271, 1703 1680	1899, c. 284	166 214
9403	1680	5718	1271	1901, c. 116 1908, c. 227	48
2405	150, 1674	5719	1684	,	
9418	150	5790	1710	Missis	SIPPI.
\$ 2416 \$ 2418	1647, 1680	5791 5799	1680, 1710		
2492	1647, 1680 1680	5728	1710	Constitut	ion 1890.
2561	488	5794	1710	Art. III, § 10	903
6 3038	1680, 1710	5725 5726	1680	Art. III, § 10	1397, 219
3056	1710	5726	1680 1680 1676		225
3057 3096	1680, 1710 1681	5727 5782	1676 1678		O. 1. 4544
3152	1672, 1680	5733	1680	Annotated	Code 1892.
3268	1000	5734	1680	59	168
3298	1680 1660 2044 1639, 1680 1239, 2162	5738 5739 5740	1519	4 992	120
3394 3525	1680	2 5789	1519 1519	\$ 253 \$ 257	141
3802	1639 1680	5741	1185, 1519	\$ 539	114 216
3963	1239, 2162	5749	1185	§ 677	185
4135	TEED! 1001	5743	1681	823	132
4151	1225, 1651	5744	1681	997	1859, 221
4198	1651 1304	5745 5746	1681 1681	§ 1298 § 1430	206 228
4437	1310, 1320	5747	1681 1681	4 1482	228
4442	1310, 1320 1267	5748	1681	1488	228
4448	2052	5749	1681	1571	48
4445 445 9	2050 1681	5750 5751	1859, 2219 2596	1177	488, 966, 221
4616	1681	5752	1466	6 1739	48
4701	1681	5753	1239	§ 1740	48
4715	1681	5 5754	1239 1239	\$ 1741	488, 227
4739 4754	1681	5758	1678 1239	5 1749	182
4976	1674	5756 5758	1000 1001 1070	1871 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1744 1746	48i 182i
4984	1859	5750	1225, 1651, 1676	1746	966, 987, 1270
5005	1411	5760	1644, 1680		2210, 22 55
5246	1848	5762	1225, 1655, 1676 1225, 1651, 1676 1644, 1680 2085 1339	9 1747 E 1749	141
5372 5405	1163 1062	578 3 57 64	1710	\$\$ 1750 -1764	141: 138:
5406	1062	5766	881, 2071	1751	141
5547	2203	5767	2056	\$ 1754	800
5548	2201	5769	2067	\$ 1747 \$ 1748 \$ 1750-1764 \$ 1751 \$ 1754 \$ 1756 \$ 1759 \$ 1761 \$ 1762 \$ 1763 \$ 1764 \$ 1767-1771 \$ 1775 \$ 1777	911, 141
5595 5641	2201 1828	6047 6048	1710 1680	1709	1411 1856
5849	1828	6356	2281	6 1762	1856, 2218
5643	1828	6495	2281	§ 1763	1411
5658	488, 935, 966,	6669	2281 2281	\$ 1764	1411
****	967, 1828, 2272 488, 916, 2218	6839	2281	95 1767-1771	1383
5659 5660	488, 916, 2218	6841 6916	488, 987, 1270 2281	1777	1387, 1412, 1681
5661	488	6957	2281	,	1225, 1651, 1676 1680, 1681
5662	488, 2292, 2375.	7145	1837	§ 1778	1680, 1681 1225, 1651, 1676 1225, 1651, 1676
	488, 2292, 2375, 2380, 2395	7146	1326	6 1779	1225, 1651, 1676
5663	1828	7916	2360	9 1780	1681
5664 5665	1828 1828	7990 7993	1851 1851	\$ 1789	1681 1239
5666	1828	7234	1851	\$ 1783	1680, 1681
5668	1411	7278	1851	1784	1239
§ 5669-5678	1382	7324	486	\$ 1785	1680
5676	808	7325	488	1786	1665
5679 5681	1411 1387	7329 7330	1800 1163	\$ 1778 \$ 1779 \$ 1780 \$ 1761 \$ 1782 \$ 1783 \$ 1784 \$ 1785 \$ 1786 \$ 1787 \$ 1788 \$ 1789	1681 1674
-004	1382	7830 7476	1681	£ 1700	1644, 1690

MINNESOTA - MISSOURI.

7, 2191,

§ 1790	Section	1	Section	0 1	Section
1791	1681 1680	985	165	1 6 2100	1226
§ 1792	1681	941	1225, 165 107	1 3199	1710
\$ 1798 \$ 1794	1015 1001	\$ 1037 \$ 1059	168 168	8133	1710 1710 1856
§ 1795	1215, 1681 1678	1208	168	0 5 3134	1710, 1856 1675, 1856 1661, 1703
1796	2169	6 1247	168 168	0 \$ 3135 0 \$ 3137	1661, 1703
\$ 1797 \$ 1798	2596 2596	\$ 1290 \$ 1412	1686	0 5 0138	1681 1681
§ 1799	2596	1437	1680	8139	1681
1800 1802	2596	§ 1508	1680 150		1644, 1680
1803	1675, 1680	1861	9088	8142	1651, 1676 1225
1804	1710 1710	\$ 2174 \$ 2206	167, 1154 2281, 228 2	8148	1647, 1680
§ 1807 § 1809	1275	\$ 2345	2281	\$ 8144 \$ 8145	2581
1816	1304, 1310, 1320	2350 2454	1706	6 8146	1710 2143
§ 1817	1710	9477	1726 1851	6 3147	1225, 2143
5 1619 5 2023 a	1185, 1411	\$ 9506	2360	\$ 8148 \$ 3149	1684
2070	2201 1674	2507 2517	2360	4 3356	1668 1710
2245	1411	\$ 2566	1851 2901		2281
\$ 2381 \$ 2382	1411 2360	9 2567	1411	\$ 3660	1681
2391	1851 1163	\$ 2568 \$ 2569	1411	6 4196	1680 1684
§ 2571	1879	2615	1411	1000	966, 2276
\$ 2657 \$ 2791	987, 2281	\$ 2627	1800, 1910 59, 1873	64 4820 64 4828_4821	1644
2792	1705	2630 2631	2039	65 4528-4531 \$ 4540	1383 1387, 1389
\$5 2793-2804	1705	2634	2061	1	1387, 1389, 1412, 1661
\$ 3912 \$ 3918	1660 1674	2635	1625, 1684 488	§ 4551 § 4557	13953
3924	1674	2636 2637	488		1387, 1419, 1680, 1681
6 3938	1672	2638	488, 1890 486, 2272	§§ 4560-4565	1680
4315 4492	1672	2851	1681	\$ 4563 \$ 4564	1710
3 4502	2050	2877	1411	\$ 4569	1680 1681
Session	Laws.	§ 2833-2891 2902	1382 1382	§ 4617	1411
1894, c. 62	15	2904	1411	\$ 4619 \$ 4620	1304, 1320 1304, 1310, 1320
1896, c. 99	1163 488	3084 3085	1684	6 4621	1326
c. 102	1651	3086	1684	4625	1411
1900, c. 97	1859	3087	1680 1684	§ 4626 § 4632	2050
Mana		3088 3089	1680	4635	1681 1481
	OURI.	8090	1684 1684	4652 4653	488, 1619 1859, 2219 488, 2218 488, 2252
Constituti	ion 1875.	3091	1684	4654	1859, 2219
Art. II, 5 5 5 18 6 22	1828	3093 3094	1680	4655	488, 2252
§ 18	2039 &	3095	1680 1680	§ 4656 § 4657	486
6 23	1397 8 2252 8	3096	1680	6 4659	2281 488
Art. III, § 22	2191 8	3097 3098	1684	4660	2223
	I I	2000	1680 1680	4668	2201
Revised Sta	itutes 1899.	3100	1680, 1684	§ 4679 § 4680	488, 987, 1270
35	1681	3101 3109	1223, 1644, 1688 1683, 1710	§ 4691	1710
85 89	1672	8104	1683, 1710 1 23 9	\$ 4939 \$ 5074	1674
195	1710 6	3100 3101 3102 3104 3105 3106 3107 3108	1239	9 507 1 5 5399	1225, 1651
200	1710 6 1710 6	3108 3107	1676	5458	1674 1680
265 290			1225, 1239, 1651 1651	5521	1680, 1684
463	1680 6	3109	1225, 1651	§ 5540 § 5645	1680
687	1675 5 2595 6	8110	1225	5664	1640 1674
787	1859, 2219	8111 3113 8114	1680	5670	1710
788 789	1859, 2219	8114	2143 2143	5686 5694	1674
740	1859, 2-210 1	3115 3116	1998 0149	5848	1680, 1684 1674
741	1859, 2219 4	3119		5870	1680
742 746	2596	3121	1651, 2143 1239	5887 5891	168 0
751		81 99	1239	5893	1674 1674
752		8193 8194	2143	5970	1674
929 932	1275	3125	1680 1680	3986 6016	1674
988	1651, 1676	3126	1680	6020	1674 1674
	1920 \$ 5	127	1680	6074	1680

Section 167 167 171 167	4 4 1431	29t 135	8 4 3188	1909, 1910
171 167	0 4 1670		A 2 9100	
167	A 1 2 TOLO	183	7 [4 2189	1684 1680
	4 6 1679	188	7 4 3190	1271, 1708
167 167		139		1681
171	4 1784	1882, 141	1 3194	1681
167	4 1769	936	1 8195	2158
1710	0 4 1813	185	1 3907	1680, 1684 1651
1680, 168-		185	1 4 3908	1639
1080	2 2070		3 5 3209	1681
1680	9076	48		1681 1239
1660	9079			1239
1680	9082		9 6 3227	1639
		208	5 3229	1597, 1693 1206, 1907, 1208
1880	2084		5 4 3230	2105
1680	9084	1008 100	1 3232	1302
1825	1 4 9080	905	1 2004	1800
1828	\$ 2097	1163, 180	3235	701 20 16
1828	\$ 2098	1800	0 6 3236	2017
966 918 991e	1 2440	480	3937	1455, 1519, 1639
2292, 2380, 2395	2449	488 000 000	3239	1676
1925, 1651	6 2443	400, 500, 22/2	2 9950	1995, 1651
2281	F STRY		3266	1163 285
	5 2453	1389	\$ 3266, par. 34	2137
		1889, 1411	3271	2089, 2042
1975	8501	1411	∮ 3302	2201
1640	2506	1389	3 3304	2207
1680	\$ 2518	1889, 1411	2331	1710 1710
	\$ 2795	1326	1 9 4442	1680
1875			8349	1411, 1856
1680	Civil	Code 1895.	3354	1382
1680	5 407	1690	2 3360	1389
2281	§ 1697	1881	3369	1411, 1856 1889
	§ 8244	1680, 1710	\$ 3363	1882, 1387
ion Laws.			3371	1837
1651	Code of Civi	Procedure 1895.	\$ 3372	781, 1908
	§ 296, par. 2	9254	9 3374 £ 9975	770
1651	877		3376	786 1890
2277	1080	1673	\$ 3377	900, 905, 907
488, 987	9 1061	1163	§ 7378	1977 1900
1100	1610	1862	\$ 8379	923, 987, 1270 1028, 1263 64, 1104
1705, 1710	£ 2380	1000, 2219	5 3380	1028, 1263
1705, 1710	2843	1304, 1310, 1320	1 3389	64, 1104
	\$ 2344	1418	8 3390	1861 1008
NTANA.	\$ 2371	2052	3400	22 01
	2 2101		\$ 3401	987, 2210, 2259
unon 1889,	6 3193		\$ 3402	781, 22 10
2191	3126		2 3412	1062
1828	3198	1480	6 8421	2067 1383
2039	\$ 3129	1455	3425	1887, 1889, 1412
1397	3130	2113	§ 3431	1828
9259	6 2140	000#	5 3432	1828
	\$ 3146	1507 9016	9 3433	1828
Code 1895.	par. 4	1430, 1455, 1480		1828
	8	1387, 1413	Sessi	ion Laws.
987, 2281		689, 1938	1897, p. 245	488
9901	19	TIOU	1988, D. 149	1651
	§ 8150		1901, p. 166	2281
Code 1895.	8160	488	2.7	100
8004	3161	488	NEI	BASKA.
047 9991	3162	488	Constit	ution 1875.
2281	Der 0	488		
9981	3	9304	ATL 1, 9 4	1828
488, 987, 1970	4	2380	6 19	1397, 2191 2252
1397	5	2375	1 14	2039
	1711 1680, 168- 1680, 168- 1680 1680 1680 1680 1882 18828 18828 906 918, 2218 2202, 2305, 2305 1225, 1651 1644 1239 1275 1640 1680 1680 1680 1680 1680 1680 1680 168	1716 1813 1813 1814 1815 1815 1815 1816 18	1880 2906 29076 48 29083 29083 29083 29083 29084 1339, 183	1073 1074 1075 1076 1077 1076 1710 1077

MISSOURI - NEVADA.

Compile	d Statutes 1899.	A 5070	Section		Section
	Section		1710	\$ 2704	1326
758	150	5982	1710 1680	9705 9 9733	2052
970	1680, 1684 1680, 1684	5964 5985	1676	9739	1710 1 68 1
E 1272	1680, 1684	5986	1239		1876, 1710
1416	1680, 1684 1680, 1684 1680, 1684 1680, 1684	5987	2167	3004 3182	2050
1601 1603	1680, 1684	5968	1681 1661	3396	2595 488, 966,
1791	1680	5989 5990	1681		968, 987
1903 2353	1680	5991	1661	§ 3399	488, 989,
9 2353	1680	5992	1680, 1684 1684	6 3401	1828, 2218
\$ 2641 \$ 2642	1810	5993	1684		468 488
	2050 1304	\$ 5994	1271 , 1680,	4 3403	488
2655 2656	1310, 1320	4 5996	1703 13 8 3		2292
2866 2898	488	6000	1387, 1412	3406	2395
3277	9067 1411	6128	2281	8407	2380 2375
§ 3502	2281	6157 7026	1062	\$ 3408	1909, 1910 2901, 2207
3635 365 6	150, 1680	5 7187	1837	\$ 3410 \$ 8418	2201, 2207
3657	1644	§ 7199	1382 488, 968,	\$ 3416	2210
4 3853	1680 1675	§ 7200	987, 2272		987, 2210, 2228, 2252
4054	2281	7901	488	5 3422	1411
6 46. 6 4105	9281	7000	2061 2039	§ 3429 § 3430	1411, 1856
4114	1 225 , 1651, 1676	7904 7906 7318	1873	§ 3431	1389, 1411
6 4115	1681	7200	1163	6 3432	919, 1887, 1389
4133	1939	1 1010	1851	§ 3433 § 3434	1411
\$ 4155 \$ 4158	1239	Seeni	on Laws.	\$ 3439-3149	1382
1386	1705, 1859 1680			6 3443	1383 1681
4734	516	1903, c. 17, § 11 c. 58		§ 3444	1387, 1389, 1412, 1681
\$ 5017 \$ 5343 d	1680	0.00	150	5 3446	1412, 1681
5590	9261 1684	N=	VADA.	\$ 3447	1628 1826
5856	1163			8448	1850 0010
\$ 5302	488, 516,	Constitu	tion 1864.	\$ 3449	1908, 1223, 1225,
6 5903	2292, 2395	Art. I, § 4 § 8 § 19	1828	§ 3450	1908, 1223, 1225, 1230, 1680
5904	488 966	9 8		3451 3452	2525 1681
5905	488	À 12	2039	§ 3452	1681
5 5906 5 5907	488	General S	atutes 1885.	8453 8454	1681
5908	2292, 2395 486	204		8455	2158 1684
5909	2375	304 311	1275, 1680	3557	2596
\$ 5910	2223 (322	1275, 1680 1680, 2162	§ 3910	1382, 1387, 1397,
§ 5911 § 5912	987, 2252	342 463	1680, 2162 1644, 1680	6 3912	1411, 1413, 1680 2259
\$ 5913	987, 1270 2113	163 599	1644, 1680	3920	1326
5916	1897, 1693 1302, 1310	682	2061 1681	3922	1326
55917 55918	1302, 1310	706	1684	3988 4038	1326
5919	2016 4 1455, 1519 4	758 761	150, 1680	4041	1326, 1389, 1413 1326
§ 5920	1519	804	150	4043	1837
\$ 5921	1676	900	1680 2281	4044 4056	1837
5992 5923	1909	935	2154	4095	1326, 1382
5928	1675 \$ 2207 \$	936 937	2154	4235	2360 1873
5929		950	2154	4241	488
5939	1828	1110	1640, 1680	4242 4245	488
\$ 5944 \$ 5946	1710 \$	1265	2281	4257	2056
\$ 5950	1411 6 803 6	1487 1695	1639	4259	1163 1800
55 5952-5954		1816	1674 1690	4426	2207
\$ 5957 \$ 5960	1387 5	2213	1674, 1680 §	4431 4438	1411
\$ 5967	1411	2246	1675, 1680 \$	4450	1382
\$ 5968	2596 6 1859, 9219 6	2262 2598	1396 Z	4561	1411 150
5 5969	1859, 9219	2649	1925, 1651, 1676	4562	488
§ 5970	1271, 1684, \$	2665	1651 & 1651 &	4563 4576	488, 2272
\$ 5973	1703, 2125	2685	1304 1310 2	4577	488, 2281
§ 5974		2687 2688	1304, 1310 6		488 1826
5 5975	1950 8	0000	1304, 1310 6 1310, 1320 6 1326, 1413 6 1631 5	4600	2281
§ 5977	1710 \$	2692	1631	4646	1625
		368	55	2030	1339

NEVADA (continues	Section		16	480	stion	Disordani	Pagener.	
\$ 4708 \$ 4734	2901	e. 225,		486,	411	Evidence	Persons,	18 488 488
4929	1826, 2281			1	1382		19	488
4930	1896, 2281			1	389		4.8	400.
6019	1684		1		808		14	
		4 1	8	i	411		1:	
Compiled La	ws 1900.	1 51		i	411 389		1;	
5 4194	1881	c. 226, §	8-5	1	383		4.8	
4234	1881	c. 227,		1215, 1	387		50	
4240	1851		9	1	672		10	
Session L	4100.	c. 245, § 4	3	ĝ	281		111	488,
1865, c. 408	488	c. 252, 47		1	396		£ 10	2016,
1881, c. 83	488	16		1	163 281 398 396 396		90	1
c. 54	486	l li	1	11	827		22	1
1897, c. 106	1320	c. 260, 1		2	837 281 326		1 94	1163, 1
1 19	1304, 1310	c. 262, 1	2	18	326		\$ 25	808, 1
5 26	1304, 1310 2052	c. 272, 4 4 c. 274, 7			056		94 25 30 38	1
1899, c. 35, § 1	1644	0. 2. 4, 4		34	35		42	
1901, c. 6 1903, c. 6	1644		Session La			1	& a1	1
1000, C. O	1810, 1710						58	
Name II.		1791, Feb.	11	11	141		58 54 57	
NEW HAMP	PRIEE.	1857, c. 19 1899, c. 41	74, 7 1		188		57	
Constitution	1793.	1901, c. 104	, § 1		51		§ 58	1995, 16 51, 1680, 1
Biil of R., Art. 13			\$ 5		51		§ 59	er, 1000, 1
15	2192 1397, 2191,						60	1
••	2252	1	NEW JEROS	T.			61	1
		C	nstitution 1	0.4	- 1		63	1
Public Statute	1891.		mattenation 1	144.			65	10
. 15, 5 5	1670	Art. I, 54		18	28		66	i
16, 4 3	1675	14		13	97		67 69	14
. 15, 5 5 . 16, 5 3 . 26, 5 8	1680	3 10		20	39		69	10
97, 18 43, 44	1925	Cono	ral Statutes	1000			78 75	25
56, 17	1225					euces, § 1		16
. 57	1710 1680	Banking ar	d Insurance		1	udgments,	§ 19	16
61. 67 .	1680, 1710	Dept. §§ Bar Assoc.	3, 6	16	90 J	udgments, uries, § 31		11
104, 5 9	1672	Bastards, &	16	160 131		32		11
112, § 25	238	Bastards,	19	14		,	urts, § 88	11
184, 18	9281	Benef. Soc. Cities, § 137 § 148	§ 55	168	30 i		187	18
143, 4	1710 1580	Cities, 5 137	1	160	4		6 160	18
154, § 23	1680	Clarks of Co	perts. etc.	1680, 168 168		easehold E	etate, § 8	16
164, 3 8	1674	Clerks of Co Couveyance	0, 6 3	214	. 7	ortenere	. & D. 9 88	1644, 16
167, 6 8 173, 10				167	6	ortgages,	32	16 16
174, \$ 14	1644, 1680		§ 7.	167	'6 I		56	16
16	1644 2085		15	1325, 165	5 8 0'	unic. Corp	or. § 6	16
17	2085 2085		29	165 1225, 165	TIO	rphans' Co	erts, 5 8	16
186, 6 16 187, 6	2051		§ 31	122	5		1 22	16 16
6 12	1304			165	1		§ 24	16:
190. 6 1	1310 2281		\$ 50-57 86	167			6 140	168
201, \$ 27	2281		90	1995 165	9		947 946	168
224, § 5	2201		100	1225, 165 167	8		946	168
§ 10	2201		109	214	8 P	artition, §	10 4 200	168 116
§ 10 § 11	1828 1828		114	168	1 10	10F, 4 37		168
§ 12	1828		1115	168	1 Pr	actice, § 1	57	1859, 221
§ 18	488, 2218		\$ 116 \$ 161	168 197		1,1	150 100	1859, 221
§ 14	488, 2218 1856, 1859		189	165		13,	15 9-166 83	1856, 221
\$ 15	916		§ 194	1573		i	83	91 180
5 16 5 17	488		§ 236	168	1	§ 30	2	168
16	488 C	oroners, § 1 orporations,	4 10	1320	Pr	omissory l		747, 1673
§ 19	488 C	orporations, ourts, § 77	A 12	1680 1661)			168
£ 90	488 C	rimes, 158		2281	80	tuter &	otate, § 8	169 168
\$ 22 \$ 23 122	1948	\$ 159	·	2281	Ü	cretary of stutes, § \$1 ury, § \$		228
9 23 1225 5 24	, 1651, 1680	£ 904		0001		IIIB, 9 11		2050
5 25	488, 2272 D	riminai Pro	cedure, 11	5 2281 1710		19		2050
	-vvi ee i a 10	CALLY, CLU. I'I						2050

NEVADA -- NEW YORK.

	Session La	tes.	n 6 2361		Section		Section
1855, April 1894, May 1896, c. 202 1898, c. 232	8, 5 6 9, c, 163	185	9 2364		1995, 168 165	1 820	488, 2918 488
1896, c. 202	55 00 04	222	2500		182 182		1387, 1389,
1000, 0. 202	86	1670 165	2 2000, 800-90	et. 84 69	1856, 221	9 6 881	1418, 1869
	86 86 87 88 64	1651 2141		190 121	291	0 4 833	488, 987, 1270 2398
	50	214		199	291 291	834	2080
e. 237	100	2141 2141	3 § 9977	188	291 250 250	836	1411, 2292, 2380
c. 207	87	1851 488	L 9084		1856 2596	ARR S	2223, 2252 916
	77 136	1163 21			2598	6 845	2531 1828
1900, c. 180	1	488	2990		783, 1878	846	1828
	18	488 488			488, 1828	6 848	1828 1828
	8 4 5 6	488 488	\$ 3016		488, 935,	850	1828 488, 1828
	9 7	488	€ 3017		966, 987 488, 9218 9252	\$52 \$66	2201
	**	488, 1270. 2218	3018 3019		2252 488	867 868	2373 2200
	111	1387, 1669	3020		488	\$ 869	2200 2200
	19	2220 2016	5 3023		389, 2918 1268	\$ 870 ff. \$ 871	1856 1856
	91 22	1675	3094 3095		1028, 1037 987, 1270	\$72 \$78	1856
	1 22	1675 1684	\$ 3096		987, 1270 900, 908,	881 882	2220 1387
	94 25 26 27 28 30 31 38	1684, 1885 1703	§ 8027 § 3028		923, 1028 1680	\$ 896	1411 1382
	97	1680	\$ 3029		1680 1680	\$ 899 \$ 911	1382
	30	1644 1163	3030 3031		1644, 2137 1519	5 921	1389 1678
	31 .	1382 1382	\$ 3035 2036		1856	922 923 926	1874, 1680, 1710 1678
	45 51	1882	66 2037-3040		1411 1382	926 927	1710
1901, c. 18	A 01	1411 1644	3048		1389 1411	928	1710 1644, 1680
1902, c. 135 1903, c. 98		1382 1651	\$ 3050-3085 \$ 3064	1980	1383	981	1213 1273
c. 216		488	§ 8191	1057	, 1412, 1681 1680	982	1684
c. 217 c. 247,	140 142	1676 1856	\$ 3201 \$ 3379		488, 2065 1326	934	1680, 1681 1680
	144	1859 1856	\$ 3384 \$ 3394		1837	§ 986	1225, 1651, 1676 1225, 1651
	158	1800	8431 8439 3765		488, 2272	938 939	1681 1681
37	W MEXICO		3765		1397, 2252	940 941	1681
			3934 3964		1705	9 942	1680, 1684 1684, 1703
	ed Laws 18	397.	3965 4160		1225, 1681 1640, 1680	948 944	1681 1630 1680
5 54 5 57		150 150	1 4100		1640, 1680	945 946	1995 1881
§ 120 § 121		1859		n Laws.		947 948	1225, 1651 1225, 1651
122 215		1009	1901, c. 58 c. 85		488	949	1681 1681
220		1639, 1680 1411	C. 80		9281	950 952	1186
§ 416 § 447		1680	New	YORK.		953 955	1681 2158
5 449 5 792		1680 1680	Constitu	tion 189	5.	956	1668 1680
§ 988		1665, 1680 2360	Art. I, § 8		1828	957 1659	1225, 1680, 2182
§ 993 § 1047		1851	Art. XIII, § 3		2252 2281	1753 1865	1163 2067
1178 1179		1339	1 4		488 2281	1914	2052 1859
6 1422		1710				2398 2460	1710 2281
1523 1688		1680 1680 &	Code of Civil	Procedu	re 1877.	2539 2540	1310
1950 1962	1904	9080	432 523		1680 2281	2618	1304, 1310
	1804, 1	310, 1320, & 326, 1413 &	535		406	2619 2620	1310, 1320
§ 1989		1681	\$ 802-809	1	2596 § 859, 2219 §	0400	1681
				57	,		1681

	(continued), Beetle	1861, c. 13	1 23	Bootle 167	A 1800 a 340 f c	Gestion 1999
§ 9631	100 100	1 1884, c. 400), 1	171 161	4 1800, c. 340, 5 8-	17 1898
2651	186	7 1888, e. JST	, , ,	101	D a. 259	1807, 1800
₹ 2653 a	1387, 141	1847, c. 400	. 6 4	168	1 1900, c. 638 1908, c. 479	1807, 1800 1881 1881
9708 9704	168	1 1858, c. 547		144		1001
\$ 5180	168 168 238	1867, c. 400 1 1868, c. 547 1 1964, c. 418 1 1869, c. 500	1	168	1 NORTH	CABOLINA.
	Friminal Procedure	1870, c. 291	6.13	165 166 167 5 188	4 Constitu	tion 1875.
out y	1881.	1010, 0. 00		1874, 168 1678, 168	0 Art. I. 6 11	1907, 9258
10	1375, 1411, 1410		tit. 8,	7 167	41	1850
87	488, 2259 1896	1875, c. 350	tit. 8, §	16 168	4	1883.
908 904	1937		4.1	14-7:	6.40	0001
5 904 5 219	1396	1877. c. 811	, § 1	1680	0 49	9981 1675
266	1300, 1411 9360	c. 418	6 21	220		1674 1660
4 971	1861	1878, c. 49, c. 290	'li'	188k 186	1 6 428 6 579	1978
368 302 308	1873	c. 200	i	1674	4 4 579	1880, 2219 1656
2 302	489, 9066 488, 9979	1679, c. 542		2200	500	1850, 9213
4 295	831, 852, 9071	1880, c. 36,	14	9016 9016		1856 1856
399	2066	c. 184,	44	2281	4 682	916, 1656
1 411 413	1163 1800	c. 533,	10	180	584	1856
513	196	1881, c. 145, 1886, c. 340	13	1686 129, 1154, 2290	584 585 586	486, 1856 488, 1856
542	21	c. 360		2056	1 4 807	488, 1856 488, 1656
631	1890, 1411	1883, c. 195,	11	1990	6 588	486, 2231
687	1262 1360 1326	c. 205, c. 375,	16	1680		486
776	1326	1884, c. 336,	li'	929, 1154 1680 5189 1680	1 501	488
§ 864	1413	c. 376,	∮i .	8189	591	1518, 1519 1519
		1885, c. 135,	11	1680	503	1519
Penal	Code 1881.	c. 342, 1886, c. 21,	lia	1680 1674	3 402	1680
§ 41 r	2361 2361 2201	1887, c. 36, 1888, c. 555 1890, c. 863	11	1880		1680 1326
145	2381	1888, c. 555		2016	§ 1148	1837
4 i61	9061	1890, c. 563, c. 565,	167	1674 1680	\$ 1150 \$ 1187	1326
941	2201	c. 569,	57	1674	1178	1878, 1413 1651
283	9061		100	1678	1192	486
316	2961 2061 2061 2061 2981	1891, c. 294 1892, c. 488,		1674	§ 1218	486 2281
469	2281	c. 682,	40	2281 1350	1951 1953 1968	1225, 1651 1225, 1651
714	488, 987, 1970		41	1674	1968	1225, 1681
7 110	488	c. 683 ,	89	1674, 1676	1988	1225, 1651 486, 2067
Romin	ed Statutes.		88	1676, 1680	1 1337 1 1330	1225
		c. 688,	110	1679	1.000	1871 , 1680, 1884 , 1703
I, 94, 5 18 173, 5 24	2258 1674	c. 689,	4	1680	§*1389	1684
6 28	1674	c. 690,	115	488 1680	6 1340 6 1341	1680, 1684
664, 4 90	2281		39	1672	6 1342	1215, 1680, 1681
II, 64, 442 132, 55	9061	1893, c. 295		9314	1348	1681
199, 4 21	2281 2061 2062 1859	c. 661,	5 5	1680 1669 1644 2230	\$ 1344	1925, 1651, 1681
5 22	1859		22	1644	1349 1350	2281, 2292 488
738, 5	2380	c. 721		2220	§ 1351	488, 2216
738, § 8	1661	1894, c. 338,	1	1565	1352	1898
Rules of the	Suprema Court.		15	1680 2381	\$ 1358 \$ 1354	488, 9379, 2276
		c. 556, t	it. 1, § 8	1680	£ 1857	488, 2252 803, 1382
1830, No. 28 1895, Nos. 14-1	7 1859 7 1859	1895, c. 589, c. 927,	2 2	1665	1358 1368 2136	1411
1000, 1100, 14-1	1999	1696, c. 376,	6	1679, 1680	1368	2201
Seas	ion Laws.		62	1674 291	2148	2051
		c. 545, c. 908,	73 128	1639		1304, 1310, 1320, 2050
1891, c. 19 1630, c. 179, § 6	1396 2361	c. 908,	128	1674	\$ 2156	1681
1833, c. 279, § 4	1651	1897, c. 104, c. 603		1413 1681	\$ 2157 \$ 2175	1681
1837, c. 150, § 1	7 1225, 1651	c. 604		1681	2176	1681 2051
c. 430, 5 2 1844, c. 396, 5 8		c. 605		1681	§ 2161	1681
1000, 0. 030,		c. 622 1699, c. 99		1639	\$ 2182	1681
1848, c. 162, § 8	1680	c. 340, §	645	1671 1828	\$ 2326 \$ 3309	2509 1828
					4 2000	1828

NEW YORK - OHIO.

3310 3311	Section 181	\$ 5002 Section 168					
1 8000 1 8786	197		1710		0 Cons	titution 1851.	
	Laws.	5606 5607	1226, 1	166 1651, 167	1 Art. 1, 4 7	1896 1897, 2191, 2204	
1868-66, c. 30, § 1 1868, c. 189 1860, p. 429 1801, p. 422	167	4 3 0000		163 163		evised Statutes 1898.	
1860, p. 429	230	5700		680, 168	1 6 5		
1806, c. 150, 4 56	00.000	5701 5702		253 160	1 6 83	1690 987	
1806, c. 180, § 86 1807, p. 85 c. 185	950	1 0 0703	8	9375	100	1639, 1680 1639, 1680 1674, 1680	
1800, c. 181	216 240	\$ 5704 \$ 5708		, 2375 2500, 2396 292, 2386 909, 1916	971 528 a 906	1674, 1680 1660	
Nonth I	DAROTA.	5706	•	107.	F 6 SH37	1278	
Constituti	on 1889.	\$ 5709 5711	18	1383 87, 1380	907 a	1275 1275	
	1836	\$ 5862	1	187, 1389 612, 1681 1680	1058	1000	
Art. I, § 4 13 19	2252, 2191 2039	6295	•	1304	A 1180	1665 1383	
Revised Co		6997	a.	304, 1310 1310	§ 1188	1680	
4 70	1004	6297 6296 6299 6891		2052 1320	6 1191	1412, 1665 1383	
294 469	1639, 1674, 1680 1675, 1680 1680	6891		9281 488	1195	1665	
470	1675, 1680 1680	7014 7140		2281	\$ 1221	1680 1326	
1538 1540	1680 150	7236		9281 2981 9281	\$ 1506 \$ 1688	1680 2281	
1976	1680	7359 7484		2281 2281	1899	1680, 1684	
9020	1326 1665	\$ 7711 \$ 7767		2281	\$ 2200	1710 1680	
2168 2276	1680 1680	7958 7959		1398 1837	\$ 2304 2621	1680, 1710 1660	
2417 2730	1680, 1684 1644, 1680	§ 7961		1837 1326	9624 9668	1665, 1680	
9757 9870	9047	8021 8022		2360 2360	\$ 2966, par. 51	1674, 1680 9281	
4 aoas	1680 9981 1679	\$ 8084 \$ 8082		1651	§ 3238 53	2281 1680	
3044 3080 3933	1672 1680	6175 8188		1651 1873	3392 3447	1225, 1651 1680	
3933 4 3597	1680	6189		488	8718 4115	1680	
3644	1928 9050	8193	44	18, 2272 2039	4115 4132 (2) 4143	1239, 1651 1225, 1651	
4161	9061 1674	6195 6196		9054	4143 (6)	1820, 1651	
\$ 4418 \$ 4423	1639, 1680 1710	6197		9044 9061	4156 4968	1225, 1651 1684	
5431 5434	1873	6210		1163	4265 4266	1684	
\$ 5639-5649	1163 1062 2596	9215 9216	123	2085 9, 1625	4269 4364	1684 1684	
5643 5644 5645	2596 1859, 2219	8369 8376	200	2207	4427. par. 6	150 1626	
5646	1856 1856, 9216	8383 8384	138	1382	5110	1826 2281	
5647 5648	1000, 2207	8388		1382	5142 5191	1062	
5649 5650	916, 1856	8396 8397		1411	5240 5241	1163 488	
5651	1856 1856					488, 2292, 2380, 2395	
5682 5683	1856 488, 2218		Codes 1899.		5242 5242 a	1330, 1668,	
5658 5659	2207	8888 a 5472, par. 2	1290), 1820 2354	5949 nan d	1009, 1413	
5663 5664	2201 2201	7985		1851	5942, par. 6 5243	916, 2216	
5669	1828 1710	Sess	ion Laws.		5244 5245	1971, 1684, 1703	
5671 5675		897, c. 110, § 8	3, par. 24	95	5250 5251	2201, 2207, 2373 2201	
\$ 5677 -5679 5680	1382		34 35	2137 1684	5263 5265	1710	
5682 5685	912, 1387 1	899, c. 175	36	1664 9207	5271	1411 803	
5690 123		901, c. 145	1925,	1651,	5274	1382 1382	
5691	1681 1	993, c. 98		1676	5275 5278	808	

1869, 2219 1998 1869, 2219 1869, 2219 2002 1869, 2219 2002 1869 219 2002 1869 1869, 2109 2187 1869, 2109 2861 1869, 2708 2281 1228 2284 1813 2841 2841 2841 2841 2841 2841 2841 2841	9006, 99 40 9006, 99 40 90 90 90 90 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	11	9044 9041 1163, 1906 9085 9085 1309, 1411 1309, 1411 1309, 1411 1411 1411 1411 1411 1411 1872 1309, 1411 1873 1295, 1461 1295, 1461
1800, 2219 1906 1800 2219 1800 2219 2000 1800 2100 1800 2100 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 1800 1700 180	29 43 20 20 20 20 20 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10		1880, 1000 1900 1800, 1411 28007 1411 1802 1809, 1411, 1681 1411 1872 1800, 1411 1873 1681 1220, 1651 2050
1000 2167 1000 2167 1000 2308 1000, 1700 3034 1000, 1706 3034 1000, 1706 3156 2951 3542 1413 3542 400, 9007 3544 400, 9007 3544 1413 4167 1303 4167 1307, 1412 4208 1310 4211 1411 4212 1881 4212	200 100 200 200 101 101 101 101 101 101	1	1880, 1000 1900 1800, 1411 28007 1411 1802 1809, 1411, 1681 1411 1872 1800, 1411 1873 1681 1220, 1651 2050
1000 2167 1000 2167 1000 2308 1000, 1700 3034 1000, 1706 3034 1000, 1706 3156 2951 3542 1413 3542 400, 9007 3544 400, 9007 3544 1413 4167 1303 4167 1307, 1412 4208 1310 4211 1411 4212 1881 4212	### ### ### ### ### ### ### ### #### ####	11 6020 14 5205 15 5207 11 5207 11 5344 10 5351 11 5361 11 5365 15 5366 16 5302 10 5371 10 5371	1880, 1000 1900 1800, 1411 28007 1411 1802 1809, 1411, 1681 1411 1872 1800, 1411 1873 1681 1220, 1651 2050
1706, 2100 2881 1680, 1706 3034 1680, 1706 3076 1680, 1706, 2131 1000, 1706, 2131 1281 3844 1413 3844 1413 4165 2085 3847 1413 4167 3387, 1412 4900 1310 4211 1411 4912 1881 4213	### ### ### ### ### ### ### ### #### ####	11	188, 1411 2807 1411 1389, 1411, 1681 1411 1411 1389, 1411 1380, 1411 1873 1873 1873 1881 1293, 1851 2050
1706, 2100 2881 1680, 1706 3034 1680, 1706 3076 1680, 1706, 2131 1000, 1706, 2131 1281 3844 1413 3844 1413 4165 2085 3847 1413 4167 3387, 1412 4900 1310 4211 1411 4912 1881 4213	998 106 381 381 381 380 380 1644, 184 173 300 117 114 48 48, 221	11	1307 1411 1389 1309, 1411, 1651 1411 1411 1872 1300, 1411 1873 1661 1225, 1651 2050
13281 3-3844 1413 4-3848 2065 3847 1413 4-165 1383 4-167 1387, 1412 4900 1310 4-4911 1411 4919 1881 4-418	1644, 188 906 1644, 188 177 904 187 114 48 48 48, 221	5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	1389, 1411, 1681 1411 1411 1382 1380, 1411 1873 1681 1225, 1651 2050
13281 3-3844 1413 4-3848 2065 3847 1413 4-165 1383 4-167 1387, 1412 4900 1310 4-4911 1411 4919 1881 4-418	1644, 188 906 1644, 188 177 904 187 114 48 48 48, 221	5 5300 5 5300 0 5302 0 5371 0 5375 3 5466 7 2130 3 6170 8 2185	1389, 1411, 1681 1411 1411 1882 1380, 1411 1873 1681 1225, 1681 2050
13281 3-3844 1413 4-3848 2065 3847 1413 4-165 1383 4-167 1387, 1412 4900 1310 4-4911 1411 4919 1881 4-418	1644, 186 1644, 186 177 200 187 116 48 48 488, 221	8 8360 8 8362 00 8 8371 0 8 8378 3 8130 3 6170 8 188	1411 1411 1382 1380, 1411 1873 1681 1328, 1651 2080
1413 3548 408, 9067 3844 9065 3847 1413 4165 1363 4167 1307, 1412 4910 1310 4211 1411 4212 1881 4213	100 177 200 187 114 48 48, 221	0 8371 0 8378 3 8486 3 2130 3 6170 8 2188	1382 1389, 1411 1873 1681 1225, 1651 2050
406, 9067 3544 9065 3547 1413 4167 1363 4167 1367, 1412 4900 1304 4210 1310 4211 1411 4212 1881 4413	171 200 107 114 48 48 48, 221	0 4 8378 3 4 8484 7 2130 3 6170 9 2185	1389, 1411 1873 1681 1225, 1651 2050
1363 4167 1367, 1412 4909 1304 4210 1310 4211 1411 4212 1881 4212	201 187 114 48 48, 221	3 8484 3 9130 3 6170 6 9185	1225, 1651 2050
1363 4167 1367, 1412 4909 1304 4210 1310 4211 1411 4212 1881 4212	11% 48 48, 221	3 4 6170 9 9 9185	2050
1304 4210 1310 4211 1411 4212 1881 4213	488, 231	8	
1310 4211 1411 4212 1881 4213	488, 221		2061
1681 9 4213	4A		latutes 1905.
1411 4 4010	48		
	230	8574	221R 196
1326 4228	220) 220)		
	1821	Session	Laws.
1710 4236	1411		966, 987
1837 4240	3692	1 1895 o A1 E s	1851, 2281
2360 4248	1382	17	1851 488
, 966, 967 4947	808	c. 42	1275, 1660
272, 2261 4260	1411	1000, 100, 100	1225, 1651, 1676, 1681
382, 1411 4258	2596 1850 9910	c. 23, § 14	1644
Q041 # 4040	1859, 2319		AOW.
1639 4261	1681		
1873 6 4962	1225, 1651, 1680		ion 1859.
9 4257	1680		1828 1828
283 6 4269		[611	1397, 2191
1326 4970	16	124	2252 2039
4272	1683 1710		
§ 4273	1939	Į.	ral Laws 1892.
6 4278	1239 1680		1873
	2167	§ 201	1163 1800
80, 2395 4278	1225, 1639.		2567 1062
	1651, 2373	\$ 591	1859, 2219
1680 4282	1383	4 682	20\34 657
1326 4378	1387, 1412, 1681	688	1480
10, 1320 4382	1326	690	1455 2113
1326 6 4556	1062	691	1230 , 1269
52, 2106 4836	1681	time A	1195 1225
1681 4876	1397	§ 699	2023
2095 4890			1430, 1455, 1480
5, 1681 5 5067	1396 !	par. o	1 '87, 1413
1, 2207 5058	2360		2016 689, 1938
1681 5204	1873	par. 11	1480
9, 1680 5205		4 708 par. 13	1480 2162
1665 5206 1665 5207	488	710	488, 966, 987, 1823
	1411 4919 1066 11966 11966 12966 14219 1210 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14219 14210 1421	1411 4219 22N7 1308 22N7 1411 1510 1611 1621 1621 1621 1621 1621 1621 16	1411

OHIO — PENNSYLVANIA.

§ 711	Borti-	m 6 1361		Berties			ertia
\$719 par. 4	41	1300		400	Deeds 110		160
\$ 713	488, 236	0 1345		480	117	1996,	168
718 786	160		***	8, 9878 486	168	1995,	165
5 796	169	0 4 1370	831	9071 9040 9041 9547 1396 1396	178	1984.	165
787	1971, 170	0 4 1272		9041	Desertion 3 Evidence 1		481
780 781	166 168	1 1874		8547	4	1860,	1387 9911
788 748	914	R # 1800		1396	7		121
744	1680, 168 1651, 168	1800 1601		802	10	1461	1451
745	1041	* \$ 100%		1887	12	1651, 1651, 1878,	1680
746 747 756 750	166 148	6 1893		1396 1396 9976	18	1978,	1651
786	1807, 1003	1 1000		9976	16 17	1225.	1651
700	1906, 1907, 1906	1686		1396 1780	18 19		1451
761	1200, 1200, 1200	1010		1000	20	1926,	1661
1 700	1290, 1300, 1302, 1304, 1310, 1390 701	1890 1994	1690	1710	81-94		168) 1680 92 18
1 702 700	701 2016	9291 3093 3098	1630.	1680	25	1996,	9 218 1651
765	2017	2003		1676	26	1990,	1680
767	1488, 1519, 1639	E 2025	1220	1651	97		1275
789	1519 11 6 3	3007 3000		1651	30	1690, 1 1226, 1	3773 1000
4 776, par. \$4	95	1 0 20 45		1239	31	1000,	1939 1680 1275
par. 35 par. 35	95 2529	\$ 3063		1681	38	1	275
4 778	9089, 9042, 9063				96 97 20 30 31 32 33 34 35 36 36 36 40 41 42 43	1	19/19 1975
780 792	2051	Seesid	n Laws.		35	i	1480 1680 1684 1680
795	7411 9901 page	1889, Pab. 94 4		1000	36	1690 1	680
806	1411, 2201, 2207 1710	1891, Feb. 8, Feb. 20,	3 1410,	1661	88	1690, 1 1293, 1	680
610 811	1710	1898, p. 81	4 150,		38		710
814	1411, 1856	p. 134	488,	150	41		710
817	1382	D. 152	100,	1651	48		680
891 822	1382	1899, p. 99 p. 100, § 8		1851	43	1	644
823	1362 1362	1901, p. 22		1855 2201	45	1213, 16	678
824	803	D. 135		2201		1680-1	684
827 828	1389, 1411, 1856	1903, p. 17	1925,	1851	46		674
830	1837				48	10	644 651
881	1837	PENNSY	LVANIA.		49 50	1644, 16 1675, 16	680
835 636	781, 1908 770, 775	Constitut	ia 1001	- 1	51	1078, 10	189
83 6 837	734	Am I fo	ion 1874.		53	10	581
838	773, 914, 1890 900, 905, 907	Art. I. § 9 III. § 32 VIII, § 10	1307, 8191,	1 03100	Fires 4 Interpreters 4		326
839	19677. 1960R I	VIII, § 10	2261,		luries 83	11	874 163
840	1896, 1896 923, 967, 1270, 1985				ust. Peace 25	11	163
	1270, 1985	Digest of I	Aws 1836.	ľ	34		189
841 842	1028, 1963	Atlorney-General		680 h	ledicine ap	16	181
843	64, 1104	Banking Cos. 9			Vitnesses 1		180
845	1861, 1883	Contested Election Court Records 3		281	2		88
84 6 847	9901	18		275 680	3	4	88
•••	285, 987, 2210, 2223, 2252, 2270	Crimes 62 599	2056, 2	281	5	22	88
848 856	781, 2210	Decedents' Estale	. K3 0	061 048	6	1263, 133	M),
857	1002	237,810		681	7	1387, 14	13
860	2067 1383		60 1	681	8	13:	88 88
862 901	1001			710	9	41	88
861		Deeds 68		710 851	10 11		88
865	1913, 1681	76	1225, 16 1225, 16	881	18	48	88 88
867 869	1828	77 79	1225, 16 1225, 16	351	14	48	88
869	1828	80-82	1225, 16	351	15 16	48 48	
870	1828 1828	84 88	16	IRO i	16 18	48	18
1257 1260	2860	92	1225, 16 1225, 1651, 21	11	21 22	488, 91 488, 227	16
	1851	106	-2001 2031) 81	60	40	488, 227 228	2

Pan	HSTLVAHIA (co	ontinued).	1 '		Sect	ion t		
	Session .		c. 244, c. 253,	§ 47	1859, 29	19 5 2492		#ection
		Section	c. 253,	38	16	80		1304, 1310, 1820, 1511
1834	, Pub. L. 383,	6 158 116	3 - 000	18		39 5 2494		1681
		159 116	c. 981,	16	20	39 \$ 2495 61 \$ 2827		1681
1851	Pub. L. 661,	160 180	c. 981, c. 983, c. 987,	12	20	51 2868		1828
1852	Pub. L. 661, Pub. L. 645, Pub. L. 158,	4 914	c. 237,	§ 17	13	26 3 2869		1411 1882
1887,	Pub. L. 158,	10 225		_		\$ 2870		1411
	271	184	3	Session	Laws.	9871		1411
1890,	Pub. L. 69,	1 2010 2 2010	1902, c	998	13	\$ 2877 82 \$ 2878		1411
		2 2016 3 2016	1	. 1109	18			1382, 1411 1382, 1411
		3 2016 4 2016		1110		1000 1 00		1290
•	195, 279, 387, Pub. L. 82, 6 Pub. L. 41,	1 2380				\$ 2885		1290
	279,	1 1389		SOUTH C.	AROLINA.	2890		1271, 1684, 1703
1007	D. 1 887, 9	1 1432, 2061 1 1223, 1519		Countlevel	1000	\$ 2892 \$ 2895		1681
1899.	Pub. L. 41 A	1 1223, 1519		Constituti	on 100z.	2896		1225, 1651
1000,		8 488		§ 12	41	18 6 289R		1225, 1651 1290, 1318
	Pub. L. 271, 349, 404,	19 1644		§ 18	1397, 228	2 9 2899		1290, 1318,
1901,	Pub. L. 271,	1 2162	i	a				1651, 1676
	349,	4 1683		Constituti	on 1895.	§ 2900 § 2901		1910, 1918
1903	No. 32	15 987, 2281	Art. I,	17	225	2 5 2902		1519
		488		18	1397, 219	1		1693
	n		1	22	203	9	Criminal Co	d. 1000
	RHODE IS	LAND.	_ n				Crimenut Cu	
	Constitution	1842		evised Stat	utes 1893.	\$ 24 \$ 40 0 \$ 63 0 \$ 64 0 \$ 178 0 \$ 712		1326
A-4 7			\$ 513 \$ 829		168	0 6 63		1850
Art. I	, § 3 § 10	1828			168	0 6 64		580 488, 2281
	§ 10 § 13	1397, 2191 2252	2262 2263	ŧ	168	0 \$ 178		2281
	3 20	2202	2332		168	0 \$ 712		1326
	General Law	1806	6 2333		141 138	A j		
- 40			\$ 2334		141		Session I	Tws.
c. 48,	6 3 6 15	1710	6 2335		141	1 1 21 0.	it Rents, § 3	0 122", 1651
c. 49,	K A	1640	\$ 2341 \$ 2340		141	1 397, c.	22, p. 457	2044
c. 62, c. 82,	11	1710 1639	2345		1792, 141	.898, No	22, p. 457 0. 463, § 1	1676
c. 82,	17	2220	2352		1411 1680	1001 37	§ 2	1676
c. 100, c. 102,	5 16	1644, 1680	2355		1686	1 4001, AT	J. 000	1680
c. 102, c. 152,	11	1678, 1680	2356		1690	1000 37	575, § 3	1680 2281
c. 176,	15	1678 1680	2357		1680	N	ואתי	1676
c. 202,	\$ 15	1710	\$ 2410		1163	1903, No	. 61	1698
c. 208,	15	2281	0.1.					
c. 210,	§ 14	797		Civil Pr	ocedure 1893.		SOUTH DA	KOTA.
	§ 15 § 16	1310	\$ 181		1466			
c. 212,	33	1213 1681	\$ 312, pa	r. 5	2281		Constitution	1889.
c. 213,	12	1710	386		1082	Art. III,	5 32	2281
c. 220,	§ 19	1215, 1681	\$ 390-39	8	1859, 2219 1856	Art. III, VI,	57	2191
c. 228,	§ 33	1681	3 281		2218		7 86	1828
c. 242, c. 244,	\$ 1 1	1710	399		488		90 92	1397
C. 222,	8	1163	§ 400		488, 2218		108	2252 2039
	16	2201 1674						2009
	17	1674		Code 19	02.		Statutes 18	89 9 .
	20	1411	§ 389		1859, 2219	6 770		1680
	\$ 21 \$ 24	1382	§§ 390–39	8	1856	\$ 770 \$ 771		1680
	25	1382	391		488, 2218	9 884		1680
ì	27	1869	396 397		488	9 967		1680
	28	1382	398		488	\$ 993		1326
-	32	1883, 1412	399		488 488	§ 1569 § 1588		1680
•	33	1383	400		488, 2218	3072		1680, 1684 150, 1680
\$	35	488	419		1197, 1212,	6 3452		150, 1680 1644, 1680
2	37 38	488			1213	\$ 3455		1644, 1680
3	40	1411 488, 987	891 992		1392	\$ 3463		1644, 1680
ě	41	488, 2272	992 1670		1382	\$ 3491		2067
- 6	42	488	2334		1675 1411	\$ 3567 \$ 2573		2054
•	48	488 1290	2335		1411	3819		1674 1680
1	44	2016	2345		1382	4499		203
1	45 46	1223, 1683	2453		1710	6 4514		2051
	10	1684, 1703	2491		304, 1310, 1320	\$ 5007		1674
				3662				

PENNSYLVANIA — TEXAS.

4, 1310, 20, 1511 1681 1828 1411 1382 1411 1411 1411 1411 1290 14, 1703 1681 5, 1651 0, 1318 7

§ 5257	Section 1680, 1710		Section		Section
\$ 595 8	163		180		1681
5965	1710		208 1389, 162		1683 1639
6254	187	3 ⊈ 8806	290	7 5584	1639
6 6369	116		1389	5585	1680, 1684 1684
6 6479-6475	1651 1069	8816 8823	1389, 1411	5 5586	2573
6481	2596		1382	5567	1680
6482	1859, 2219	\$ 8897	1389, 1411 1326	5 5588 5 5590	1680 1680
6483 6484	1856			5592	1680
6485	1856, 2218 1856, 2207		901.	5593	935, 1826
6486	1856	§ 6306	2354	5594	1909
6487	916, 1856			\$ 5595	486
6488 6489	1856	Session L	3108.	5596 5597	488, 2336
6490	916, 1856	1899, Feb. 21	1884		488 488
6491	1856 488, 2218	1901, c. 105	488	5599	1837
5 6496	2207	1903, c. 79, § 10	1680	5 5600	488
6497	2201	c. 122	488	\$ 5601 5608	488, 1869, 2272
6506 6507	2201			5624	2201
6512	1828	TENNESS	EE.		1411, 1412, 2206, 2371
6514	1710 1411	Constitution	1970	§ 5625 § 5626	1411, 2206
6518	803			1	1411, 1415,
6520 6521	1382	I, 9	97, 2191, 2252	§ 5627	2206
6 6522	1382			5 5628	1382, 2206 2206, 2371
6524	803 1387	Annotated Coo	le 1896.	5 5631	1411
6527	1411	§ 265		5 5632	1382
6533	1271, 1684, 1703	§ 347	1880 1674	\$ 5637 \$ 5640-5647	801
6 6534 6 6535	1881	§ 1045	1674, 1680	\$ 5657	1382
6536	1710	§ 1856	1163	\$ 5671	803 1383, 1387
6537	1681 1681	§ 2033 § 2065	1672	\$ 5672	1383, 1387
6538	1676	\$ 3203-3206	1680	§ 5676 § 5682	1412
6539	1225, 1651	9 3018	1675 2054	§ 5684-5693	1387, 1412
§ 6540 § 6541	1639	6 3689	1102	5694	1856, 1859 1197
6542	1639 1680, 1681	§ 3704 § 3711	1225, 1651 1225, 1651	5 5695	1197
6543	2531	3748	1225, 1651	5696	1197
§ 6544	2292, 2375, 2380, 2395	\$ 3761	1225, 1651 2143	\$ 5785 \$ 6665	2292
6 6545	2380, 2395	§ 3778	1225	6859	488
6546	2292, 2380 , 2395 1909, 1910	§ 3786	1225	7017	488 1326
§ 6547	1828	§ 3793 § 3896	1225	§ 7020	1837
6549	1383	8899	2051 2050	§ 7021 § 7043	1326
§ 6552	1387, 1389, 1412, 1681	§ 3900	2050	\$ 7046	2360
§ 6570 a	1412, 1681	§ 3904	1290, 1304,	7046 7047	2281 2281
6899	1304	\$ 3911	1310	§ 7048	2281
6903	1304, 1310, 1320	3913	1267	§ 7054 § 7057	1851
6904 6918	1326, 1413	3915	1681 1681	§ 7281	1851
§ 7539	2106	3920	1681	7343	2203 1710
7624	2281 488	3924 3929	1681	7355	1397
7660	2281	3930	1881	§ 7356 \$ 7367	1382, 1411
7763	2281	3931	1681 1881	7367 7574	1680, 1884
5 7856 5 7960	2281	3932	1681	7575	1411 1411
6 8241	2281 2281	4608 5363	1859	7575 7576 7581	1411
\$ 8285	1397	5364	1678	7581	488
§ 8287	2252	5561	1678	_	
\$ 8301	1326	5852	1828 1828		n Laws.
\$ 8419 \$ 8442	1326	5553	1828	1784, c. 10, § 6 1789, c. 23, § 1 1809, c. 14, § 6 1819, c. 27, §§ 1-	1658
8482	1851 § 2360 §	5554 8800	1828	789, c. 23, § 1	1313
8483	2360	5562 5563	1519	1809, c. 14, 6 6	1225
5 8495	1851 6	8564	1519 1 1519 1	1819, c. 27, §§ 1- 1887, c. 79	4 1197
§ 8639 § 8648	1873 8	8565	1519		1869
§ 8649	488	5569	1223	P	
§ 8650	488, 2172	5573 5574	1651, 1680	Tg	XAS.
8653	2056	5675	1680	Constitu	tion 1876.
§ 8654 § 8655	2056 2044	5578	1225 1678 A		
\$ 8666	2061	8879	1681	Art. I, § 5 10 22	1397 9191 9040
4	1168 \$	5580	1881	22	1397, 2191, 2252 2039
		3663			2009

TEXAS (continu		6 775	Section		Section
Revised Civ	al Statutes 1896.	\$ 778 777	46	8 5 887	1633 , 1639, 1686 1636
4 445	Bection		190 937	9 1 888	1.000
645 646 1998	1680 1678	§ 781	205	6 6 890	1639, 1680 1674, 1680 1680
	1878	102	48 903	8 891 9 892	1680
§ 1900	1804, 1810, 1320, 1411, 1710, 9061	§ 786	204	2 6 898	1680 1680
§ 1901	9059		1430, 144	5 894	1680
\$ 1903 \$ 1905	9050	789 790	831, 851, 65	2 896	1630, 1680
1907	1278, 9059 1396	791	311	3 § 897	1275
1908	1613, 1681	\$ 798 \$ 794	130 201		1275
\$ 1960 \$ 2257	1678 2525	5 795	900, 90 1382, 1389, 141	5 905	1660 1680, 1681
§ 2271	2216	1 700	1382, 1389, 141 138	1 4 906	1002, 1000,
9273 § 9274-9278	1411	E one	138		1681 1680
§ 2277	1382 1383, 1387	\$ 808	138	2 4 906	1684
2285 2288	811	6 612 6 813	141 141	1 6 914	1851, 1854
2290	1389 1411	814	137 i41:	8 \$ 1076	488, 516
§ 2292-2298	1856	\$ 817, par. 8	235- 1320	1079 1750	488
\$ 2293 \$ 2300	916, 2216 488, 516	€ 1028	1320		2162 488, 516
\$ 2301	488	₫ 1049	1396	3 \$ 2140	488
\$ 2302 \$ 2302	488	Donal	Code 1895.	\$ 2165 \$ 2225	516 1680
\$ 2304	488, 1828 1684			2229	1880
9305 9306		§ 91 § 348	. 2082 . 2082	4114	1680
2307	1680, 1681 1665, 1680	359	2088	4290	1680 1641
\$ 2308	1680 1680, 1681 1648, 1680 1678, 1680 1678, 1680 1629, 1680 1225, 1651 1235, 1851, 1676	\$ 391 \$ 770	2281	4291	1641
\$ 2309 \$ 2310	1675, 1680	713	946, 947	4999	1641
\$ 2311	1925, 1681	778	246, 247 2292	4550	1641 1641
\$ 2312	1225, 1851, 1676	\$ 776 \$ 983	1828		1641
\$ 2318 \$ 2314 .	1705 1215, 1681	988 c	1626 1626	£ 4909	1641 2374
§ 2315	1680			4908	2201
\$ 2316 \$ 2316	1674	Sess	ion Laws.	5 4920 5 5351	1856
2319	2596 1275	1897, c. 49	488, 2067	5392	2061 438, 516
§ 2320	1975	c. 108 1901, c. 35	1705 1705	§ 5465	1641
\$ 2321 \$ 2979	1678 2067	2002, 0. 00	1100		sion Laws.
44 4585-4593 4	1975	Unite	D STATES.		
4594-4601 4667	1680	Consti		1790, July 30,	c. 29, § 6 1641 1680, 1681,
4930	1 22 5, 1651, 1676 150		ution 1787.		2163
5 5260-5263	1848	Art. III, 5 3	2039	1804, Mar. 27	1680
5 5264 5 5266	1665 1925	IV, § 1 Amend. V	1881 22 52	1872. June 7.	1856 2. 322, § 58 1641
5339	2060	VI.	1397, 2191	1874, June 20,	c. 333, 4 2 1684
01.401.		Ranicad	Statutes 1878.	June 99	c. 391, 5 1684
Code of Crimina	l Procedure 1895.			, and 55,	6 488
9 283	1326	\$ 103 \$ 161	987 2375	1877, Mar. 2,	c. 92, § 4 1684
286 291	1326	3 12T	6	1877, Mar. 2, 1878, Mar. 16, 1883, Mar. 3, 1887, Feb. 1, c Mar. 3,	c. 37 488, 2272 c. 116, § 6 488
391	9901 9056	\$ 794 \$ 725	1859, 2219	1887, Feb. 1, c	. 104, 59 2281
404	9056 2360	6 858	1836 6, 438, 516	Mar. 3,	a. 359, § 6 488 a. 397, § 1 488
432 [41 3] 699	1851 1837	859 860	9981	1890, May 2	
700	1837	861	852, 2281 1411, 1856 803, 1381, 1411, 1856	1891, Feb. 10,	c. 198 2281
701 702	1837	863	803, 1381,	1892, Mar. 9, May 5, c	c. 14 1381, 1417 . 60, § 3 2540
709	1837 488	& SAS	1411, 1856		6 488, 516,
710	488	\$ 865 \$ 866	1281 1383	1009 Fab 11	c. 83 2281
768 769	488 2061		1411, 1412, 1417	Nov. 3,	c. 14, § 2 516, 2066 10 1633
770 771	488	867 870	1383, 1387, 1412 2201, 2207	1695, c. 177, §	10 1633
771	488	\$ 882	1680	1897, Mar. 3.	c. 245 2380 c. 391, 6 5 1657
772 773	784 488	§ 883 § 884	1680	Nov. 3, 1695, c. 177, § 1896, May 25, 1897, Mar. 3, 6 1898, June 13,	c. 448, 6 6 2184
774	488	885	1874, 1680 1680		13 2184 14 2184
			664		3 74 2104

TEXAS - VERMONT.

1996 Tul- 1 - 544	Beetle		Section	1	
1898, July 1, c. 541	7 221 7 a 221		1906, 1907, 1908	§ 4861	Section 2044
	§ 41 220		2125	4862	2056
1001 16	000		1302 1300	§ 4869 § 4870	1800
1901, Mar. 8, c. 866 1902, Mar. 6, c. 140, Apr. 12, c. 500	, § 81 228		1455, 1519, 1639	4917	1163
Apr. 12. c. 500	9 903 7 216		1676	\$ 5011	1411 488
C. 1323	139	7 4 3410	1225, 1651 1208, 1230, 1680	\$ 5013	1387, 1389,
1903, Feb. 5, c. 487,	§ 7 48	8 par. 4	1225, 1651	6 5014	1413, 1669
Feb. 14, c. 56: Feb. 19, c. 706	228 228		1269	5015	488, 2272, 2276
200. 20, 0. 100	440	8419	400 000 1000	5016	488
Rules of the Sup	reme Court.	§ 8418	488, 923, 1828 488	5022 5031	2207
No. 13	138	\$ 3414	488, 2292,	5037	1382 1389, 1411
No. 68	185		2375, 2380, 2395	5042	1382
Equity R		\$ 3419	1909, 1910 2201	§ 5051	1411
		\$ 3491	2207	Session	T
No. 67 No. 68	138		1411		Luws,
. 70	138 138		967, 1270, 2210, 2223, 2252	1899, c. 14, § 12 c. 16	1680
Nu 71	1399	3432	761, 2210	c. 36	1680, 1684 1705
No. 91	1826	§ 3438 § 3439	1828	c. 57	1387, 1411
UTAR		3440	1828 1828		
UIA		\$ 3441	1828	Vermo	ONT.
Constitution	1895.	8449	1710		
irt. I, § 4	1628	5 8448 6 8444	1710	Constitutio	n 1798.
§ 12	488, 1397,	3450	1680 1382	c. I, Art. 8	1828, 2252
§ 19	2191, 2252 2039		1389, 1411	9	2192
,	2008	\$ 3455 \$ 3456	1411	10	1 397 , 2191
Revised Statut	es 1898.	3467	1382, 1411	α	
39		\$ 3458	1382	Statutes	1894.
156	1680 1225, 1651	§ 3459	912, 1382	§ 28 § 31	7
319 .	1680	\$ 3460	1387, 1389	§ 31 § 76	1350
320 696	1680	\$ 3461	1382	153	1640 1382
725	1835, 1837 16 6 9	\$\$ 3467 -3469 \$ 8471	1383	155	1382
919	2281	\$ 8478	1387, 1389, 1412 2596	218 268	1680
1229 1500	1326	\$ 8474	1859	287	1680 1680
1501	1680, 1710 1680	\$ 3478	1387, 1389,	40°	1680
1502	1680	§ 8477	1413, 1669	92a 1028	2281
1503 1504	1680	\$ 3479	1837 9 2567 9	1053	1669 1681
1670	1680 1675	\$ 8719	2598		1468
2425	1674, 1680	\$ 3792 \$ 3793		1234 1235	1163
2699	2154	\$ 3810	1326, 1413 9 2052 9	1236	1837
2700 2747	9154	4035	1710 \$	1237	488, 966 488, 1519
2750	2050 2051	§ 4060	2281 5	1238	488
2988	. 1848	§ 4187	987, 2281 § 2281 §	1239 1240	488, 1519
313 3 813 4	2595	4265	2281 \$	1241	488 488
3147	2595 1873	\$ 4513	1397, 1405,	1242	488
3152	1163	4 4515	1411, 1413 § 488, 2251 §	1243 1244	488
3217 329 9, par. 3	1062	4523	1326 6	1245	935, 1828 488, 987
329 2, par. 3 3374	2354 2162	4528		1246	488, 916, 2218
1379	1684	4668 4669	1837 §	1247	905
1380	1680	4670	1837 § 1326 §	1249 1250	2281
3381 338 4	1971, 1703	4694	1851 8	1252	1639 1680 2201
3385	1681 1681	4791	2360 §	1254	2201
386	2158	\$ 4725 \$ 4748	1851 \$	1957	1411
1387 1388	1680	4771	1851 6	1264 1265	1382
1389	1651, 1680	5 4779	1851	1271	1382 803
390	1639 1661	4845 4851	1873 8	1979	1387
391	1661	4852	488 §	1975	1383
3 93 395	1680	4854	2039	1279	1383 1681
398	1639 1239	4857 4858	1839, 1625	1274 1275 1279 1367 1861	2281
400	1597, 1693	1 48KO	2061 6 1625, 1684 6	1861	1397
	TAGE 4 1190 .	4 400A			488, 2272

VERMONT (conf	Section		Section 1163		SHINGTON.
5 1924 5 1982	1889		1800		litution 1889.
2216	1837 1225, 1681		1859		Section 2005.
2222	1225, 1651	1 3327	1674	Art. I, § 6	18:
2810	1678	4 3328	1684 1684	59	22
\$ 2333 \$ 2843	1681	3329	1684	11 22	189
2362	1411 1304	3330	1684	,	488, 139 1851, 219
2363	1310, 1320,	3331	1680, 1684	§ 27	2001, 411
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	1511	8383	1998 1981		
§ 2367 § 2640	1681	8334	1225, 1851 1674, 1680	Annotated (Codes and Statutes
2679	1644, 1680		1674, 1680, 1681, 2162		1817.
\$ 2715	2067 2281	\$ 3385 \$ 3342	1680, 1681, 2182	\$ 153	168
\$ 2716	2281	3343	1681 1680	160	168
\$ 2898 \$ 2929	1680	§ 8344	1676, 1680, 1681	180 250	1672, 168 1675, 168
2985	1225, 1680	\$ 3345	2218	352	1675, 168
\$ 3007	1680 1275	\$ 8350 \$ 8351	2218	421	168 168
3008	1680	\$ 3353	916, 2218	492	166
3025	1680	4 3354	2200, 2201	532 864	182
3094 3107	1680	3355	9900	1299	168
3785	1680	\$ 3359	1856, 2167, 2218	1622	168
8957	1680 1680	3360 3362	1856, 2167, 2218 1856, 2167 1382, 1387	\$ 2658	1674, 48.
3992	1672	3383	1382, 1387	\$ 3111	1639, 158
\$ 4084 \$ 4089	1074	\$ 3365	1382 1411	3122 3156	193
4136	488	3367	1089	3439	1680
4186	1680 1674, 1889	3369	1383	4364	150, 1686 215-
4219	1680	\$ 3370 \$ 3371 ,	1856	4365	215-
4329	1672	3372	1859, 2219 1856, 1859	4366	2154
4387 4476	1680	\$ 3373	2531	4532 4605	1225 , 1651
4510	238	3376	1225, 1651	4798	2050
4529	488 1820	3377 3658	1196, 2141	4926	1873 2281
4541	2281	3679	2039	4998	1163
4715	1326	3692	2061 2281	5001	1800 , 1910
5080 5092	2085	3897	2272, 2278	5990 5991	488
5273	2281 2292	3899 3901	2281	5992	488, 966 488, 987
		3942	852	5993	488
Session	7	3967	1326 1887	5994	488, 2292, 2375,
	Laws.	3968	1826	5995	2380, 2395
896, No. 30 898, No. 61	2395	3984	1851	5996	2201, 2207 2373
902, No. 44	1680	4091	2201	6003	1411
No. 123	1646 488			6008	916, 1856, 2218
No. 162	1668, 1680	Code Su	plement 1898.	§ 6009-6011 8012	1856
		3345	488	6013	916, 1856 1856
	1 5	3346	488	6017	1411
Virgin	IIA.	3346 a 3347	488	6019	1382
Constitution	1900	3848	488	6020 6024	1382, 2207
	1.6	3349	488 2 488 2	6025	1382
rt. I, § 10 rt. V, § 14	1397, 2252	3742	488	6027	803 1389
v, y 14	1828	3896	488	6028	1411
	1	3897 3898	488	6029 6030	1387
Constitution	1902.	3899	100 1	6035	1387
rt. I, § 8	2191, 2252	3900	488	6038	1383 1887, 1412, 1681
	6	4187	488	6040	1681
Code 18	87		9	6043	1680
207		Seesi		6045 6046	1684
113	1680			*047	1225, 1651
241	1411, 2371 1	78, Bill of Rig	thte Aut 10 Dogs E.	6048	1859, 2219 2596
358	1045 16	107-0, c. 15, 6	4048 1163 5	6055	1828
435	1378	197-8, p. 758,	1 488 5	8056	1828
53 6 537	1681		2 400 6	8057	1828
548	1411 18	99–1900, c. 11		5058 6063 -607 0	1828
619	1911			3101	1660 1411
849	1378 1675 19	01 0	\$ 3 1263	3108	1310, 1320
850	1675	01-2, p. 799, A	900 90	104	13 10, 1320
				3105	1326

VERMONT - WISCONSIN.

	1 0 190 5 00	Section		Section
	6. 100, 9 38		2642	1710
141	1 22	1710	2852	1163
205	i ii	2167		2281
	35	1380	3037	1710
	36		2799	1828
1000	37			1304, 1310, 1320
1896 1889 1411	39	1282		1519
9901	A 148 E 14	2531	4057	2207 2201
916, 1856, 2213	c. 159, 4 17	2281	4058	2201
916	8 18	488	4068	488, 916
	19			488
1411	20		2070 4071	488
3360	c. 155, 4		4079	488, 2272
1411	110 2 18	1837 6	4073	488, 978, 1270
488, 516,	c. 157, 5 2	1326 5	4074	2395
2880, 2395	c. 159. 4 1		4075	2380
488, 2272, 2276	c. 182, 1	9901	4076	2292
831, 2071			1077	2223
1163	Code 1	900.	1070	2281
1990	c. 195, & 22	18.4	1081	1076
1880 9085	c. 130, 5 33	1898 2	082	1828 1828
488, 516	443	1000 8	1088	1828
100, 010	•		084	1828
an Taux	Session 1	Laws.	085	488.
	1670 9 - 104	1975 9107		1382, 1411
1680	1882, c. 130, 6 22	613 64		803, 1411
1674	1890, c. 16		095	1387
, par. 13 1680	1895, c. 15	1275 6 4		1411
196	1001 - 02	488, 9380		916, 1382, 9207, 2218
	1902 . 5	488 66	4096-4098	1856
VIRGINIA.	2000 0. 0	1680 9 4	093	916
	Wessen		100	2207
ition 1872.	** IBCON	II.	109	1411
2039	Constitution	1848.	105	1382
2252	A- 1 6 2	1 6 47		803 1411
1397, 2191	Art. 1, 9 /	1897, 2191 4	13	1411
1828	10		14	1382
	£ 19	1000 41	15	1382
1891.	•	1030 9 41	18	1383
0001	Statutes 1	808	25	1387, 1412, 1681
1884		6 41	28	1383
564, 1971, 1684	40	6 5 41	29	1383 1412
1703, 2573	198	1889 5 41	31	1383
1382		987, 2281 6 41	34	1387, 1412, 1681
488				1684
1411	582	9371 6 41		1684
1681	585			1684 1271, 1703
1044, 1680	681 a-661 o			1271, 1703
1975	9 681 d-681 o			1271 1681
1389, 1411	601 g	1705 6 414	11	1669
2281	771	1705 6 414		1681
1163, 1903	830	1685 6 414		1681
1800	925 (18)			1681
	925 (47)			1681
	959 (38)			1681
100g 10g1	1096	1680 6 414		1681
1674 1690		1680 5 414		1680, 1681, 2162
1681 9189				1681
1674 8	2216 Å			1239
1674, 1680, 1631	2276 a			1939, 1690
1681 6	2292	2050 6 415		1939 1674
				1220, 1001, 10/0
	2318	1651 6 416		1644
	8348 9840	2046 6 416	1	1839 163 9, 1640
	ED49	1851 \$ 474	3	1678
	1554			1674, 1710
2200, 2201 6	2555	2360 \$ 4160 2360 \$ 4160		1239 1678
	168 168 168 168 168 168 168 168 168 168	1411 2360 1851 1411 488, 516, 2372, 2276 2380, 2395 488, 2272, 2276 1850, 2085 1860, 2085 488, 516 1860	1681 1681 332 1710 333 2167 344 2167 345 1389	1881 1881 1882 2900 2842 2882

WINCOMNEN (contin		1 `	Section	a I	Section
	Section	1901, c. 360, § 1	164		2207
\$ 4167	1678	1902, c. 23	186	2509	2201
4168	1678	1903, c. 119	1869		1710
4170	1878	c. 151	182		1411
\$ 4171	1678	c. 189	164		803
4179	1644	c. 347	1686		1382
4178	1710	c. 362	1674		1882
∮ 4173 a	1651, 1710			4 2623	803
§ 4174	1710	***		9626	1387
§ 4175	1710	WY	oming.	2629	1411
§ 4176	1680			\$ 9636	2596
§ 4181	1680	Cons	litution.	4 2637	1859, 2219
§ 4181 a	1683, 1710	A-4 T # 10	4000 040	1 0000	1859, 2219
§ 4182	1682	Art. I, § 10	1397, 2191	4 9630	1950 0010
§ 4189 a	1223, 1683,		9259	1 0040	1859, 2219
	1859, 2205	18	1824	2 0049	1859, 2219
§ 4183	1859, 2219	§ 26	2039	2824	1858
4184	2596			3062	9281
§ 4185	1678	Ranisad S	tatutes 1887.	\$ 3069	1413
4186	1519	21001000	.u.u.u. 400/.	8071	1383
§ 4187	1519	6 20	1225, 1851, 1878	A soir	1387, 1389,
§ 4168	1519	47	1710		1412, 1681
4189	1519, 1530	6 49	1680		1837
4189 a	2018	502	1680	8288	2360
4 4189 5	1223, 1519	6 511	1680		488, 2272
4192	2596	525	1680	\$ 8292	2201 , 2207
4909	1680	602	1680	\$ 3292	1411
4474	1680	859	1680	\$ 3295	488
4534	2281	933	1625	\$ 3296	2061
4581	2061	974	1339	\$ 3297	2058
4581 g	1820	6 978	2281	\$ 3300	1873
4581 Å	9281	Luga		\$ 8803	1183
4696	1839	1556	2085	3397	25 95
4627	1710	1597	1644, 1680	3418	1828
4649	1851	1617	2067	§ 3834	1639, 1880
4694		1667	1880		
4713 a	1163	1765	1675	Session	m Laws.
4766	1225	1848	1669		
4788	1674	6 1882	1651	1890, c. 73, § 15 c. 78, § 3	1 150
4783	1837	1891	1896	c. 78, § 3	1239
4790	1835		1665	1891, c. 2, § 2	1828
4818	1326	1904	1681	c. 24, § 8	1669
	1396	1984	1680	c. 59, § 2	1851
4879	1326	2004	1681	53	1851
	1	2055	1672	c. 70, ch.]	III, § 3 1304.
Session I	aws.	9943	1681		1310, 1320
001 - 000		2340	1828		5 4 1413
891, c. 288	2143	2529	1062	ch. I	V, 62 2052
899, c. 87, § 1	1839	2553	1878	c. 95, § 9	1680
c. 258, 5 1 c. 288, 5 4	1680	2554	1163	1895, c 68	900, 905, 907
c. 288, 4	1665	2688	488	c. 96, § 2	1382
c. 351, \$ 47	1680	2589	488, 2292,	1, 1, 1	1382
c. 357, § 4	2281	3.7	2380, 2395	65	1413
901, c. 28	1578	2590	488, 1519	c. 123, § 2	1851
c. 85	2281	2591	488, 1856, 2218	0, 120, 12	1851
c. 181	488	2592	1271, 1684, 1703	1899, c. 81	488
c. 244	1856	2593	1680	1903, c. 29	1669

TABLE OF CASES



TABLE OF CASES

[In the following Table, all titles of criminal cases in England are entered under "R. v.", even though commonly known as "Anderson's Trial" or "Case" or the like; except in those earlier reports in which it does not plainly appear whether the case was a criminal one. In the United States, similarly, criminal trials, by whatever name known, are entered under "U. S. v.", "Com. v.", "State v.", etc., according to the local term of the jnrishated, the entry is here made by that title, e. g., "Anderson v. U. S.", "Smith's Case." Accordingly a criminal case not found in this Table under one of these titles may be discovered under the other.]

A			Martin		
	Section	Acklen's Ex'r v.]	Hick.		Section
-, ex parte	497	man	785, 745	Adams v. Porter	2257
- v. Leadbetter	1161		747, 754		1388
Aaron v. State	832		750 760 760	v. Russeii	1389
Abat v. Rion 120	2, 1206, 1339	Ackley v. Sexton	759, 762, 763		1582, 1588,
Abbey v. Lill	2152	Ackiin v. McCalm	1225		1592, 1665,
Abbey H. Ass'n v,	Wii-	Co.		0.	2144
iard	1876	Acme Brewing C	1873		
Abbot v. Heath	688, 1721	Central R. & B.		11 Ark.	1216
r. Plumbe	1288, 1800,	Anna Mer Co	Co. 581	28 Fia.	580, 792,
	1802, 1308	Acme Mfg. Co. v. Ada Dairy Ass'n	Reed 2593		794, 1890
Abbott, re	2218	Mears Mears		93 Ga.	1157
v. Abbott	2210	Adae v. Zange	2410	156 Ind.	905
41 Mich.	1302, 1304		736, 758, 754	84 Tex. Cr.	821
4 8w. & Tr.	1644	Adair v. Adair	1404, 1668	v. Swansea	1586
v. Cojeman	2011, 2016	Adam v. Kerr	1306, 1312,	v. Swift	278
	07, 108, 569,	A.J	1513	v. Thief River F	alis 1158
v. com.		Adams v. Arnold	896, 907	v. Thornton	1966
v. Mitchell	1988, 2276	v. Bankart	1898	v. Turner	2463
v. Muir	529	v. Betz	2555	v. Wadielgh	18
	1084	v. Bleakley	2336	v. Watkins	2442
v. People 24	6, 852, 1963	v. Board	749, 1230	v. Way	1681, 2164
v. Stribien	1911	v. Brownson	1300	v. Weaver	
Abeei v. Van Gelder	378, 1778	v. Buhier	1225, 1651	v. Wheeler	1416
Abei v. Fitch	664	v. Canon	727, 728,	r. Wordley	905
v. Kennedy	2349, 2354		1364, 2032		2444
v. Light	1206, 1404	v. Carlisie	65	Adams Express	1635, 1675
r. Potts	1706	v. Coulliard	736, 747, 754	Co. v. Schlessinger	714 1040
Abend v. Mneiler	84, 85, 451	v. Davidson	1086	Adama Panas Ca	716, 1943
Abercrombie v. Aller	1072	v. Dickson	2139	Adams Paper Co. v. Cassard	
Abernathy v. State	1350	v. Eames	2119		2536
Abernethy v. Com.	106, 1117	v. Eiseffer	64	Adamthwaite v. Syng	
Abigny v. Ciifton	1674	v. Eiwood	19	Addams r. Seitzinger	1457,
Abington v. Duxbury	2063	v. Ferguson	1873	A 3.31	1460, 1466
v. N. Bridgewate	r 1587	v. Field	2016	Addington v. Wilson	229, 762
Ablard v. R. Co.	1078	v. French		Addis v. Graham	1225
Abie v. Shieids	1031	v. Harroid	1082	Addison v. People	290, 357
Abney v. Kingeland	335, 1779,	v. 1lickox	772	Adger v. Ackerman	2505, 2527
	1871	v. Ins. Co.	1640	Adkins v. Com.	2595
Abraham r. R. Co.	2463	v. Jackson	876, 1985	v. Hershy	2117
Abrahams v. Bunn	529		2535	v. Williams	406
Abrama v. R. Co.	455	v. Jones	2409	Adie v. Sherwood	2109
Abrath v. Northeast-	400	v. Kelly	1237	Adier v. State	2582
ern R. Co.	2494, 2539	v. Lawson	78, 76, 216	Adrevens v. Mutual	
Atshire v. Mather	928	v. Lisher	1681	R. F. L. Ass'n	2388
v. State	1225	v. Lioyd	1859, 2219,	Advocate-General v.	
Academy of M. Co. v.	1225		2271	Hancock	1270
Davidson		v. Lumber Co.	2154	Adweii v. Com.	580
Acerro v. Petroni	1729	v. McBeath		Ætna Ins. Co. r. Eastr	nan 1129
Ackland v. Pearce	777	v. M'Millan	1065	Ætna L. Ins. Co. v. Nex	sen 1944
	1206	v. Morrison	1624	Aflaio v. Fourdrinier	1208
		3671			2200

	Rection	' i	Bootle	n i	- Continu
African Co. v. Parish	2250		466, 90		Vatt 2304
Agassis v. Tramway	Co. 1754	v. Twohig	135	1 Alleman v. Stepp	964
Agnew v. Jobson	2265	Alberti v. R. Co.	792, 2815, 238	Allen v. Allen	100
v. U. S.	2496, 2611	Alberty v. U. B.	27	Prob.	014 1024
Agricultural Bank v.		Albion v. Herrick	196		916, 1076
Bark Jane	1062	v. Maple Lake		6 2 Overt.	1904 1915
Agulino v. R. Co. 41 Ah Doon v. Smith	6, 487, 461	Albricht v. Htate	-	A	1304, 1317
Ah Doon v. Smlth	1800	Albright v. Corley	60	v. Blunt	1864
Ah Tong v. Fruit Co.	984	v. Jones	214		95
Ahern v. McCarthy	2487	Albrittin v. Ilunte	ville 257		1074
Aicardi v. Strang	1878	Albro v. Ins. Co.	245		1777
Alken v. Gale	2886	Alcock v. Ass. Co.	96, 748, 78		1490, 2063
v. Kennison	877	Alcorn v. Powell	40		15
v. Klibnrne		Alden v. Goddard	281		2817
27 Me.	527, 2310	Alderman v. Finley	267		1304, 2411
v. Martin	2200, 2211	v. French	74, 106		529
v. Oll Co.	112	v. l'eople	2304, 232		569
v. People	988	Alderson v. Clay	1074		770, 2907
Aineworth v. Barry	616	Aldone v. Olverson			1070, 1862
v. Lakin	660	Aldrich r. Aldrich	2066	v. Kingsbury v. McDonald	2463
v. Wilding	2812, 2819	v. Chubb	1677	w. McDonald	18
Alrey v. Stapleton	2144	v. Earle	1086		2427
Alscough, ex p.	2220	v. Griffith	2148		2502
Alscough, ex p. Aitken v. McMeckan	1901	v. Pelham	468		2452
v. Mendenhall	1890	v. R. Co.	100		1202, 1312
Altkin, re	2297	67 N. H.	282		
Akerley v. Haines	75	80 Or.	2068		2432
Akers v. Kirke	1062	v. Wetmore	1166	v. Murray	1012
Akin ». St. Croix L. Ce	. 1976	Aldridge v. R. Co.	456	v. Parish	1189, 1256,
Akine e. R. & B. Co.	456, 736	Alexander v. Alexa	nder 1966	TH. L	1676, 2143
Alabama F. Co. v.	300, 100	v. Beadle	917	v. Pink	2429
Reynolds	1966	r. Byron	1877	v. Potter	2447
Alabama G. S. R. Co.		r. Campbell	2182, 2150	v. R. Co.	1951, 1976
v. Clark	454	v. Coniter	1205, 1209	v. Rand	803
v. Collier	467	v. Foreman	1216, 1267	v. Read	1678
v. Hall 1	951, 1977	r. Gibson		v. Root	2312
v. Hawk	1750	v. Gonld	897 1086	v. Rostain	1624, 1800
e. Hill	2220	r. Grand Lodge		v. Seyfried	788
v. Johnston	455, 949	v. llandby		v. Smith	1664
v. Linn	1976	v. linmber	1967	v. State	
v. Taylor	2491	r. Kaiser	2356	60 Ala.	492 , 932
Alabama Midland R. C	-	v. Mahon	1021	72 Ala.	1781
v. Guilford	1067	v. Smoot	1083	78 Ala.	1781
Alabama Mineral R. Co	100,	v. State	1556	111 Ala.	2497
v. Jones	1951	v. Steel Co.	581	38 Fla.	246
v. Marcus	2498		2509	21 Ga.	1196, 2585
Alabama Nat'l Bank v.	2400		2854	74 Ga.	2060
Chattanooga D. & S.			0, 2294, 2298	8 Hnmph.	705, 709
Co.	2165	v. Vye 2	78, 697, 1006,	62 Miss.	1840
Alabama State L. Co.	2100	or White	1185, 2016	10 Oh. St.	680 , 967,
	213, 2182	v. White	1302		2056
Alabama & F. R. Co.	, 2103	Alexandria A. & F.		v. Thaxter	2164
r. Burkett	1943	R. Co. v. Johnson	2573	v. Trimble 78	16, 747, 1304
Alabama & V. R. Co.		Alfonso v. U. S. 71		v. U. S.	
v. Beardsley	2506	Alfred v. Anthony	1326	28 Ct. Cl.	1384
v. Inc. Co.	455 450	Alger v. Andrews	1083	115 Fed.	987
v. Sol Fried Co.	455, 456 754	v. Castie	1021	150 U. S.	21
Alam v. Jonrdan		v. Turner	2818	164 U. S.	276, 278,
Alameda M. Co. v. Wil-	2047	Alivon v. Furnival	1219, 1233,		2511
liams		A 11 1	1271	v. Vincennes	1651, 1676
Alban v. Pritchett		Allaln v. Whitaker	1675	v. Voje	569
	2282	Allaire v. Allaire	1511	v. Watson	1684
Albany C. S. Bank v.	OFO.	Allan r. McTavish	2143	Allen's Appeal	568
McCarty	2534	v. Morrison	2523, 2533	Allend v. R. Co.	2124
Albany C. S. Inst. v.	0440	v. Tap	1858	Allensworth v. Colen	
Burdick		Allard v. R. Co.	456		1971
Albaugh v. James	613	Allay v. Hutchings	906	Allesbrook v. Roach	1904, 2002
Albers Commission Co.	_ A	Allbright v. Governo		Allgood v. Blake	2470
	18	v. Hannah	1640, 2386	A 115	
v. Sessel		o. mannan	1010, 2000	Alibusen v. Labonchi	ere 910.
Albert v. Ins. Co.		Allegheny v. Nelson	1458, 1466	Allhusen v. Labonch	ere 916, 2268

TABLE OF CASES.

	Section	1	Section	1	
Allin v. Hiscock v. Millison	1216		Co. r.	Anchor Milling Co	Section .
v. Whittemore	321	Lankford		Walsh	1858, 1560
Allie v. Day	1098		616	Anderson v. U. S.	246, 248,
Allieon v. Barrow	715, 1944	2 Ind. T.	1078		1976
v. Com.	2/36		616	Anderson v. Ackers	man 1186,
v. 1lorning	1460	A THE PERSON OF REAL WINES.			1677, 2110
v. Little	1005 1011		64	v. Albertetamn	082
v. Asterna	1226, 1311,		266	v. Ames	1560
v. Matthieu	2148		7. M.	v. Anderson	1000
v. Parkinson	891 715	Co. v. Wood	2448	141 Ind.	2579
v. People	2354	American Life Inc		9 Kan.	2841
v. Robinson	1681	v. Rosenagle	418, 564,	23 Tex.	2573
v. U. S.	111 047		1195, 1213,	v. Bank	20,0
Allison's Dev. v. All	111, 947	16	44, 2109, 2167	L. R. 2 Ch	. D. 2291,
son's Huirs	2106	American M. Co.	. 1iiii 2534		2817, 2819,
Allison's Estate	1812	American Mge. C	O. v.		2880, 2394
Aliman v. Owen	1696	Mouse River L.	S. Co. 1225	6 N. D.	1892, 1943
Alimendinger z. Mo	11le 1846	American Oak Ext		v. Beeman	1548
Alimendinger v. Mc Aliport v. Meek	1994	Co. r. Ryan	715, 2496	r. Cecil	2579
Alired v. Elliott	1312	American Steamsh		v. Com.	276, 2575
Almon v. Law	907	Co. r. Landreth	1961	v. Cuthbert	1651, 2520
Almy v. Church	2145	American Surety C	0.	v. 1)uckworth	282
v. Reed	1199	v. Pauly	331, 1580,	r. Dudiey	1216
Ainer v. George	2432	Ames v. 1loy	2553	v. English	748, 749
Alpaugh's Will	1811	Ames v. 110y	1267	v. Flok	1651
Alpin v. Morton	406	r. McCamber	1703	v. Friend	614, 615
Alsabrooks v. State	398	v. R. Co.	1862	v. Green	2856
Aleager v. St. Kather	rine's	Ames' Succession	1850	v. Hamilton	2375
Dock Co.	2477	Ames' Will, re	2237	v. lrwin 29	1, 1267, 2106
Alsever v. Minneapo	lis &	Ames Ironworks v.	Dullan 682	r. Jarrett	2465, 2466
8. L. R. Co.	1750	Co,	Luney 14.70	v. Leverette	1651
Alsop v. Bowtrell	1645, 1674,	Ames M. Co. v. Kin	1078	v. Life Ass'n	1074
	1917	8. 8. Co.		v. Long	64, 78, 75 1198, 1817 1066, 1779
Alston v. Alston	1487, 1492,	Ames & Frost Co. P	1964	r. Maberry	1198, 1817
	1606	churski	2496	v. McPike	1066, 1779
v. State		Amey v. Long	2193, 2194,	v. May	1206, 1234
109 Ala.	2271		2200, 2211	v. Mining Co.	879
41 Tex.	852, 1829	Amherst v. Hollis	2276	v. Mowatt	1164
v. Taylor	1456, 2164	Amherst Bank v. Re	pot 1316,	v. R. Co.	****
Alt r. Fig Syrup Co.	715, 1944		1510	107 Ga. 109 la.	1109
Altham v. Anglesea	1174, 1404,	Amick v. Young	1779	87 Wla.	1951
	1406	Amidon v. Hosley	928, 1618	v. Reid	283
Altham's Case	2426	Amis v. Marks	1219, 1677,	v. Robson	1668
Althouse v. Jamestov			1680		1195
Aitoona r. Bowman	2534	Ammone v. Dwyer	1677	v. Sanderson	3, 1861, 2125
Alvarez v. State	2079	r. State	833	v. Snyder	2232
Alverson v. Bell	18	Amor v. Stoeckele	749	v. State	613
Alves v. Bunbury	1681	Amory v. Fellowes	527, 787,	79 Ala.	3450
r. Hodgson	1271		1185, 1810,	89 Ala.	1364, 1389,
Alvord v. Alvord	1938, 2212		1824	00 Min.	1898
v. Baker	2518	v. Meirose	463, 561,	104 Ala.	1966
v. Collin	736, 747		714, 718	34 Ark.	987
Alward v. Oaks	958, 1042	Amos v. State		72 Ga.	2071
Amberson's Estate	2477	96 Ala.	246	117 Ga.	1451
Ambier v. Whippie	2494	123 Ala.	1786, 2120	26 Ind.	852
American Accident		Amoskeag Co. v. He	ad 443.	104 Ind.	62, 923
Co. v. Fidier	008, 1988		463, 1864	147 Ind.	276, 1157
American Bible Socie		Amperse v. Fleckens	Itein 1807	v. Taft	458
v. Pratt	2403	Amsby v. Dickhouse	2349.	v. Tribble	2570
v. Price	1938		2354	v. Vohner	665
American Bonding & Co. v. Takahashi		Ametein v. Gardner	1951	v. Walker	1225
		Amstell v. Alexande		v. Weston	2520
American Exchange		Amundson v. Wilson		r. Whalley	745, 748
Bank v. First Bank			2568	v. White	1086
DADE	1381	Anaconda C. M. Co.	v. 1	Inderson Bridge Co.	v.
v. N. Y. B. & P. C	o. 2495	District Court	1002	Applegate	1198
American Express Co Haggard		r. Henze	1878 A	inderson T. Co. v. Fi	uller 1898
	93	Anchor Line v. Dates	2415	Inderton v. Magawle	y 1670
		3673			_0.0

	Bortic	o i	Bection	1	Banklan
Andre v. State	20	6 Anon.			Section
Andrew v. Fleming	177			Answer of the Judg	
v. Keenan	177	1 Buletr.	57		rd .
	122	3 C. 4 P. 4 C. 4 P.	3330	2 Co. Inet.	3082, 2250 581, 661,
v. Ledeam	225	0 4 C. 4 P.	860		461 #41
Andrews v. Andrews	306	7 & C. & P.	848		001, 001,
v. Askey	166, 210				TONE, THESE,
			1164		2458, 2557,
	1028, 106		1658		2569
v. Black	130	5 Cox Cr.	196		
v. Com.	175		- 0000	Anthony v. Chapma	
v. Davison				v. Grand	64
	1226, 166			R. Co.	1640
v. Fryn	227	4 29 8	1211	v. State	
v. llaydan's Ada	n'r 201	6 East	1431		1000 0000
v. Hoxie	257			# IB., 02 70.	1877, 2066,
			2122		2073
v. Jones	794	Godb.	575, 1864,	1da., 66 Pac	
v. Marshail	2167		1406		
v. Mining Co.	1078				1398
v. Paimar			78, 74, 518,	v. Stephens	78, 74
	1409		28, 957, 987,	P. Stinson	1554
v. l'eopie	1852, 2071	1115	, 1840, 1842,	Apache Co. v. Barth	
v. R. Co.					
99 Aia.	461		1985	Apei r. Keissy	1651
			1193	Apgar's Case	2528
14 Ind.	2807		2036	Apolion, The	2575
96 Wia.	846, 461	1 Leach Cr	. L. 1821		
v. Simma	846, 461 2304	1 Tann		Apperson v. lngram	1678
			1165	Appiabea, re	2475
v. Solomon	2300	I Low. Cr.	C. 101 700	Applyby v. Brock v. Secord	689, 1938
v. State		11	822 774	w Menned	
134 Ala.	247	Lib. Ass.		Amulanatoru	1244
118 Ga.			675	Applegate v. Appleg	ata 2060
I to Uit.	18, 20,	Lofft	1045	v. Lexington & (C.
	198, 987	1 Ld Raym	. 291, 1177, 1256, 1658	v. Lexington & C. M. Co.	0100 0141
v. Youmans	1164		1050 1050	C. M. Co.	
Andrus v. Biazzard	2444	l se alse	1200, 1009	Appleton v. Boyd	2222
		M. & M.	1258	r. Braybrook 6	1677 1681
v. Foster	2414	McNaily	1981	v. People	9510
Aneals v. Stata	953	8 Mass.	2408		2512
Angeli v. Angell	1882			v. Stata	1755
The bar	1002	87 Miss.	133, 200,	Apthorp r. Eyres	1417
v. Duka	2425, 2442 224, 655,		662, 967	Arbon v. Fusseii	2011, 2016
v. Rosenbury	224, 655.	58 Miss.	2245		2011, 2010
•	1254, 1623			Arbuckle v. Templet	
America u Decelo		l Mod.	1199		1488, 2308
Angelo r. l'eople	2272	8 Mod.	2007	Arcange Thomp	on 2152
Angier v. Ash	821, 834	3 Mod.	2529	Archar, re	
Anglesay v. Hatharto	n 380.	6 Mod.			2363
	1596	o Mod.	2148	v. llaitheock	2083, 2085
A 11		9 Mod.	1681, 2168	v. Hooper	1253
Angling v. State	821, 853	11 Mod.	612	v. R. Co.	702, 794
Angus v. Smith	1029	12 Mod. 845	2165		
Anheuser-Busch B. A.	ee'm			v. U. S.	2006, 2020
v. Hutmachar		001	1313	Arcia v. State	521
v. mutuaenar	1286,	4 Mo. L. Ma	g. 1268	Arderry r. Com.	1388
	1890	Pa. Coi. Cas	. 58 2220	Anderso Oli Co . Ol	leen Eds
Ankersmit v. Tuch	1878	Pi. Abr.	1000	Ardesco Oii Co. v. Gi	
Annapolis & E. R. Co	2010		1837		571
Transporte to Es. It. C		Rolie's Abr.	1373	Arenta v. R. Co.	1605, 1960
v. Gantt	455, 456	2 Saik. 566	1684	Argabright v. State	1874
Annesley r. Anglesea	166, 272,	" 665	1165		
	278, 280,	" 691		Arkadaiphia Lumber	
1009, 1013, 1180, 1	1154 1941	091	1415	r. Arkadeiphia	1684
1000, 1010, 1100,	1109, 1001,	3 Saik.	1845	Arkansas M. R. Co.	
1862, 1364, 1431, 1	1487, 1605,	8kin. 174	1215, 1275	r. Griffith	1698, 1944
2214, 2290, 2291, 3	2294, 2208.	" 404	9900 990*		1090, 1944
, , ,	2310	101	2290, 2297,	Arkansas River P. Co	0.
Annie u Passis		2.2	2306, 2394	r. llobbs	1158, 2220
Annis v. People	1111	24 Soi. J.	2372	Arkansas Tel. Co. v.	
Annieton C. L. Co. F.		1 Stra.	2232	Dattana	0.500
Edmondson	2105			Ratteree	2509
		1 Vern. 60	2250, 2257	Armagost v. Rising	344
Annieton National Bar		" 263	1816	Armendaiz r. Stillman	n 68i
v. Committee	2495	2 Ves. & B.	986, 1982	Armii r. R. Co.	
Anon.		12 Vin. Abr.			1750
85 Ala.	2220	TA VIII. AOP.		Armington v. Stelle	2436
		5 West, L. J.		Armitage v. State	1205
89 Ala.	2220	1 P. Wms.		Armory r. Deiamirie	285, 291
1 Ambi.	735, 787	v. Anon.	2063		
2 And,	818		60 01	Armour v. Ross	719
		v. Moor	73, 74	Armstrong v. Ackiey	252, 1719
5 B. & Ald.	2043	Ansley v. Maikie	1680, 1681	v. Advance T. Co.	2153
Brooka's Abr.	2086	Anson r. Dwight	1948		
1 Brownl.	2227.	v. Evans		r. Armstrong	2067
	235, 2230		283	v. Burrows	787
		v. People	318	v. Canada A. R. C	Co. 1750
2 Browni.	2250	Ansonia v. Cooper	1389		2408, 2464
		3674	2000	v. Grante Co.	4400, 240 1
		3074			

3, 1944

Armstrong v Hamite	Section 0140
Armstrong v. Hewitt v. Huffstutler v. Lewis v. Propie v. R. Co. 8	2189 1089
v. Lowie	2128
v. People	3062
v. R. Co. 8	71, 1961
P. State	
80 Fla. 198	8, 2501,
A1 O1 A1	2530
21 Oh. St.	1677
83 Tex. Cr. v. U. S. 60	1018
Armetrong's Lessess v.	34, 1084
	26, 1195
Arn r. Matthews	609
Arnd r. Amiing	1820
Arnegaard v. Arnegaard	1085
Arnett v. Com.	2836
r. Griffin	747
Arnoid r. Arnold	2433
v. Arnoid's Estate	1817,
Dall	1818
r. Beii v. Caldweli	1779
r. Chesebrough's Ex	1066
r. Fruit Co.	461
r. Gorr	2141
	1271
v. Higgina v. McNvii	520
r. Norton	251
r. Nvo	987
r. Pawtuxet V. W. Co v. Smith r. State	. 1859
v. Smith	1244
r. State 53 Ga.	
55 UA.	2085
5 Wyo.	906
v. The Bishop v. White	1689
Arnot v. People	1938
Arringion * Flaming	461
Arrott v. Pratt	1869
Arrowood v. R. Co.	791
Arthur r. Arthur	701
r. Broadnax	2088
v. Gayle r. Weils	1083
r. Weiis	2117
Artope r. Goodail Artrip v. Rasnake	1985
Artz r. R. Co. 15, 91	2500
1900	1, 914. , 1893
Aryman r. Marshall-	, 1090
town	1719
Ash v. Ash v. Patton	2350
v. Patton	1561
r. Prunier	1730
r. State	2000
Ashcraft v. Chapman	2165
r. Com,	
Ky., 60 S. W.	987
Ky., 68 S. W.	987 280, 1018 1621,
r. De Armond 233,	1691
200,	1958
Asha u Da Dasast	.000
5 Jones	786
8 Jones	18
6 Jones 8 Jones Asher v. Terr. 1270.	2277
Ashford v. Thornton Ashiand v. Mariborough	9
Asmand v. Mariborough	568,
	1722 A

	TABLE (F CASE	3.
			lettle
	Ashley v. Ashle		106
1	r. West	944	108
ı	Ashley Wire Co. Steel Co.	. v. 111.	94
Į	Ashmead v. Coll Ashmore v. 11ar	by dy 1266,	152
1	Ashton v. Ashto	ny 1200,	130
۱	1 Vern. 11 S. D.		2210
ĺ	Ashworth r. Kitt	redge	1086 1000
İ	v. Roberts		1700 3312
l	Aske v. R. Co.	4470	2220 2236
1	Aske v. R. Co. Askes v. State Askew r. People	9058, 1021, 1066,	2236 852
I	Danualda	4404	1977
1	v. Reynolds	1066,	1779 1801
1	Asianian r. Dost	umian	2586
l	v. Steiner Asianian v. Dost Aspinwail, re, v. Chisholm Aspv v. Rotkins	200	1779 1801 2686 2319 1244
l	Trob's mostrine	22720, 2	384,
l	Assignees of S. v. Astiey v. Astiey Astor v. Ins. Co. Atcheson v. Ever Atchison v. King Atchison R. Co., Atchison, T. & S. Co. v. Biackshire	2220, 2 Boucher	1474
	Astor v. Ins. Co.		238 1147
	Atcheson v. Ever	itt	1818
	Atchison R. Co.	v. U. S.	1969 668
	Atchison, T. & S	F. R.	
	v. Biackshire	yes	2854 2572
	r. Campbell v. Cattle Co.		456
	v. Feehan	1087. 1	1263
	v. Frazier	688, 1	729
	v. Huitt		714
	v. Logan v. Osborn		750
	58 Kan.	456,	747,
	64 Kan		404
	v. Phipps v. Potter	1	878 063
	r. Ketford		283
	r. Ryan r. Thui	1	698 220
I			
1	Atchion & N. R. Harper Atherfoid r. Bear Atherfoid r. Defre Athore Peerage Atkins r. Anderso v. Hatton r. Humphrey	ð 2	463 373
4	Atherton r. Defre	U20 2	113
I	theson r. Lay	2	644 580
A	Atkins r. Anderso	n 1	SHR I
	v. Humphreys	1	139 388
		2	109 20 8
	v. Paimer	1	B11
	v. Paimer v. Seeley v. State	1	547
	AO AL	100 1	910
	16 Ark.	109, 111, 9 396, 761, 10	47, 21
	69 Ga.	109, 111, 2 396, 761, 10 1329, 10	367
A	tkine' Examinati	ion 13	98 i 395 i
	3475		1 3

8	Atkinson r. Atkinson	Section
ě	v. Burt, v. Morris v. Nash	916 1552 1736
3	v. Morris	1736
5	v. R. Co.	1414 463
1	v. R. Co. v. Smith Atlanta C. S. R. Co. v.	1890
1	Atlanta C. S. R. Co. v. Bagwell 4	
3		61, 568 99, 283
	Atlanta Journal v. May.	
1	Atlanta K. & N. R. Co. v.	2408
1	Strickiand	1129
1	Atlanta R. & P. Co. v. Monk	
	Atianta St. R. Co. v.	1008
	Waiker 56	8, 1719
	Atianta & C. A. R. Co. v. Gravitt	
		1404
ı	Icandall	1405
ı	Atlanta & W. P. R. Co.	
1	40 Ga.	1387
ı	67 Ga. Atlantio Ave. R. Co. v.	1888
ı	Atlantic Ave. R. Co. v. Van Dyke	1961
ı	Atlantio C, R. Co. P.	
I	Goodin Atlantic & B. R. Co. v.	2505
l	Havnoide	1616
İ	Atiantic & D. R. Co. v.	
ı	Atiantic & D. R. Co. v. Rieger Atiantic & G. W. R. Co.	1897
	v. Campball	1948
ı	Atterberry v. Knox Attlia, The	2208
i.	Attix v. Minnesota S. Co.	1951 792
ŀ	Attorney-General v. — v. Barstow	2250
l	v. Bond	1351 1040
l	v. Bradlaugh	1817
l	v. Briant 2374	. 2894
ı	v. Brown v. Buipit	2268 1842
l	v. Cast Plate Glass	•
		, 2569
	v. Chambers v. Coventry	1863 1858
	n' manifott	1373
	v. Dean & Canons v. Drohan	291 1351
	v. Drummond	2470
	r. Emerson v. Gaskiji	1859
	v. Green	185 6 1163
	v. Hitchcock 194, 497	, 963,
	v. Hitchcock 194, 497 962, 979, 1005, 1020,	1163 , 953, 1002, 1022,
		1864
	v. Joy v. Köhler 1501,	1350
	v. Köhler 1501, v. Le Merchant 4,	1 3
	1180,	1199.
	v. Lucas 1208,	1209
	v. McQuade	2256 2215
	v. Mico	2250
	r. Nethercote	787

•			_		
Attorney-General v.	Section New-	Anstin v. State	Section	Backus v. Ames	Section 641
castle upon		101 Tent	2580	v. Barber	561 1806
Co.	1859		2580	Bacon v. Charlton	1718, 1722
v. Parnther	1938	v. Thomson	2125	v. Fristie	2321
v. Pearson	2467	v. Willes	528, 1302	v. Harrington	1141
v. Radloff	64, 2257,	Austin & N. W.	R. Co. v.	v. State	2056
	2269, 2871	Cluck	2220	v. Towne 75, 2	58, 259, 1416
v. Rice	1350, 2592	Austine v. People	886, 852,	v. U. S.	321, 2188
v. Shore	2402, 2467	1	1267	v. Williams	2020
v. Theakstone	1684	Austrian v. Spring		Bacot v. Lumber Co	
v. Tomkine	1219	Autry v. Floyd	581	Badder v. Keefer	282
v. Warwick	1661	Avan v. Frey	1195	Badgeley v. Bender	1665
Attwell v. Lynch	1225		1960	Badger v. Badger	1602, 1603
Attwood v. Small Atwater v. Cardwell	1856, 2047 2429	Avery v. Adams	1239	v. Mills	2054
v. Schenck	2575	v. Burrall	451 1779	Badlsche A. & S. F.	v.
Atwell v. State	1029, 1781	v. R. Co.	1948	Klipsteln	1271
Atwood v. Cornwall	570, 1969,	v. State	1842	v. Levinsteln	2484
227.1002 01 00111 11 411	2012	v. Woodruff	1406	Baeder v. Jennings	157, 2139,
v. Fricot	1239	Avery's Ex're v. A		Baer v. State	2143 1873
v. Impson	922, 928		1536	Bageard v. Consol.	
v. Marshall	1890	Aveson v. Kinnair	M 1714 1718	Baggs v. Martin	1158
v. Scott	89		1714, 1718, 1747, 1754,	Bagley v. Eaton	1196, 1198,
v. Welton 1022	, 1817, 1820		1795, 2283	angley of autou	1709
Atwood's Estate	2475	Awdley v. Awdley	2122	v. Kennedy	1651
Auberle v. McKeespo	rt 1951	Axford v. Meeks	2465	v. McMlckle	1192, 1198
Auhuchon v. Murphy	1651	Axson v. Belt	2016	v. Mason 285	, 1719, 1721,
Auburn Seminary v.		Ayer v. Ahlborn	1352		1974, 2220
Calhoun	1802, 1804,	v. Mfg. Co.	2442	Bagwell v. R. Co.	2194, 2220
	2049	Ayers v. Harris	797	Baikle v. Chandless	1650
Auditor v. Haycraft	1350	v. Hewitt	1291, 1676	Balley v. Barclay	1777
Auge v. Variol	· 2124	v. Ins. Co.	1066	v. Bldwell	1292 , 2164
Augur, re	2528	v. Watson		v. Centreville	
Augur S. A. & G. Co.		182 U. S.	1031	108 Ia. '	437, 438,
Whittier	1201	187 U. S.	1567		1974
Augusta v. Hafers	458	Ayleshury v. Harr Aylesford Peerage	vey 1177	115 Ia.	458
Augusta Factory v. Barnes	1750	Aylestord Peerage	Case 2068	v. Chesley	1141
Augusta & S. R. Co.	1750	Aylett v. Jewel	2352	v. Hammoud	2531
Dorsey	460, 1385,	Ayres v. Ayres	1511	r. Hyde	74
Dorsey	1951, 1978	v. Duprey	923, 928,1028, 1985	v. Kerr v. M'Dowell	2 579
v. McDade	2509	v. Stewart	1678	v. N. H. & N. Co	. 1684 . 461
v. Randall	199, 1750,	Ayrey v. Davenpo		v. Palmer	1267
	1896, 2206	adject to bureapo	2100	v. Seattle & R. I	
Auld v. Walton	745			v. State	. Co. 514
Aulger v. Smith	1267, 2115	В.		107 Ala.	1966
Aulis v. Young	1704			56 Ga.	2059
Ault v. Zehering	1681	Bv. I	78	36 Nehr.	2085
Aultman v. Ritter	2311	B. v. B.	2220	40 Tex. Cr.	821
v. Timm	2529	B. & Y. T. R. Co.	. Leon-	42 Tex. Cr.	2081
Aultman Co. v. Fergu	son 681	hardt	1951	v. Trumbull	458
v. Moeloeki	571	Baalam v. State	397	v. Trustees	1684
Aumick v. Mitchell	2008, 2016	Bahh v. Clemson	1085, 1293,	r. Woods	1373, 1386
Aurora v. Brown	458	D.L. L. D.L.	1779	Baillie v. Assur. Co.	714
v. Cohb	928, 1615,	Babcock v. Babcoc		Bain v. Case	1706
v. Hillman	1890 600	v. Bank	660	v. Cushman	1944
Ausland v. Parker	987	v. Booth	2341	v. Hargrave	2223, 2254
Austin v. Anstin	391, 397	v. People	111, 105, 904,	v. Mason	1644
v. Chambers	1856	v. R. Co.	905, 907, 1042	v. Whitehaven &	
v. Com.	1442	v. Smlth	1258	R. Co.	5, 18, 1074 , 1845
v. Hanchet	78	Baber v. Rickart	451	Balnbridge v. State	341
v. Hilliers	1152	Baccio v. People	1135, 1186	Balnes v. Higgins	1195
v. King	1640	, a copie	1135, 1136, 1138	Baird v. Baled	2433, 2437
v. Rumsey	1812	Bach v. Parmely	2232, 2239	: Cochran	529, 2192,
v. Sawyer	1083	r. R. Co.	451		2222, 2223
v. State		Bachelder v. Nuttin	g 1188, 1196	r. Daly 23	3, 458, 1951
14 Ark.	88, 863,	Bachmeyer v. M. I	R.	v. Gleckler	1896
	894, 1890	F. L. Assoc.	2500	v. Rellly	1521
		3676			

ATT

TABLE OF CASES.

	Section	,	Markl.		
Baird v. Rice	DEC! 10E	Baldwin v. Soule	Section	Dalalman & W. m. v	Section
10 Call	1962	e. State	406	Baltimore & Y. T. F	
68 Pa. 150	8, 166 · 2169	Fia., 25 So.	049	State	458
Baird Lumber Co. v.	Day.		847	Bamfield v. Massey	75, 76,
lin	754	12 Mc	1988		210, 1106
Baiz, re		v. Went worth	1008	Banbury Peerage Ca	se 68, 269,
v. Maio	25//3		1693		1065, 1388,
	3372		1678, 1681		1490, 1605,
	22, 92. 324	r. Fresho C. & I	. Co. 2463		1670, 2086,
D 1 4 3	, 1111, 1985	Balguy v. Froadhure			2063, 2494,
Baker v. Adams	1189, 1820	Balkum v. State	59		2527
v. Arnold	2817	Ball, re	1736	Bancroft v. Wentwo	rth 2281
v. Baker		v. Gates	1544	Bane v. Gwinn	2008, 2016
16 Abb.	1729	v. Hardesty	1976	Banfill v. Leigh	1252
13 Cal.	2067, 2068,	v. Loomis	1086	Bangess v. Partee	6
	2069, 2527 233, 1417,	v. U. S.	457	Banghart v. 11yde	302
202 III.	233, 1417,	Ballard v. Ballard	745, 748	Bank v. Brown	658, 1202,
	1808, 2000	v. State	,	1905	7, 2094, 2105
v. Blount 1808	, 1312, 1316	31 Fla.	580	v. Clark	1777
v. Borello	67	19 Nebr.	682, 1852,	v. Cowan	1777
v. Com.			1853	v. Dandridge	786, 747 2451, 2535
Ky., 17 S. V	V. 276	Ballenger v. Barnes	2098		2401, 2000
106 Ky.	987, 1434,	Ballentine r. White	620, 2027	v. Fordyce	1890
	1442, 2277	Ballew v. U. S.	020, 2021	v. Gifford	1404
v. Dobyns	9051 2052		821	v. Henry	2260 , 2279
v. Fairfax	2051, 2052 1409	Ballinger v. Davis	1312	v. Hull	529
v. Gas Co.	2507	Balllot v. Bowman	529	v. Jacobs	2005, 2008
v. Gausin		Ballou v. Black	1350	v. Keeler	1985
	1754	Ballowe v. Com.	194	v. Kennedy	581, 1777
v. Hagey	451	Baltimore v. War	208, 2105	v. M' Williams	1210
v. Haines	2016	Baltimore Clty P. R.		v. Mumford	2444
v. Hancock	461	Co. v. Coone	y 460, 1976	v. Plannett	1539
v. Humphrey	1082	v. Knee	1129	v. Salina	2280, 2282
v. Irish	97	v. Tanner	681, 1003,	v. Slemmons	987
v. Jamlson	1879		1750, 1976	v. Stryker	924
v. Joseph	953, 1029	Baltimore Consol. R.			35, 745, 749,
v. Kelly	1784	Co. r. State	1387		50 750 741
v. Lyman	1406	Baltimore Elev. Co. t		Bank of British Colu	58, 759, 761
r. Madison	568, 1951	Neal 199, 25	0, 571, 1951	bia v. Trapp	
v. Massengale	1299	Baltimore P. & C. R.	0, 011, 1001	Bank of British N. A	1856
v. Miles	2355	Co. v. Stoner	1948		
r. Mygatt	2579	Baltimore R. Co. v. Jo	hneon 1049	ica v. Delafi	
v. Palne	1062, 2417	Baltimore Traction (10.00	v. McElroy	1911
v. People	359			Bank of Columbia	
	1225, 1651	Appel Rultimore Turniles	2507	Magruder	585
v. Pritchard	2268	Baltimore Turnpike		Bank of Guntersville	
e. R. Co.	2319	State Palalmana & T. M. C.	1976	Webb	2416
v. Sherman		Baltimore & L. T. C		Bank of Middlebury	
r. State	1976, 1978	Cassell 56	3, 571, 1951	Rutland	1623
122 Ala.	1000	Baltimore & O. R. C		Bank of Montreal v.	
	1969	v. Camp	250	Snyder	1205
4 Ark.	868	v. Colvin	65	Bank of N. Liberties	
Miss., 33 So.	62, 278	v. Glenn 1271	1703, 2573	v. Davis	905, 907
v. Thompson	1909	v. Hellenthal	460, 1976	Bank of Newbury v.	R.
v. Towles	1248	v. Henthorne	96, 249	Co.	2572
v. Trotter	1270, 1966	v. Kreager	1354	Bank of New Zealand	1 "
Balbec v. Donaldson	2529	v. Polly	1164	Simpson	2465
Balbo r. People	828, 851		0, 568, 987,	Bank of Nova Scotia	2100
Balcettl v. Serain	318		1270, 1719	Robinson	877
Balding v. Andrews	1018, 1750,	v. State		Bank of Rochester v.	011
	1756, 1976	v. Thompson	571, 681,	Gray	1875 0185
Baldney v. Ritchie	1200			Bank of Galles a Us	1675, 2165
Baldridge v. Penland	1549, 1558	Baltimore & O. S. W.	R '20	Bank of Salina v. He	nry 2282
Baldwin v. Bricker	1700	Co. v. Tripp	454	Bank of State of N. Y	
v. Burt	1195	Baltimore & P. R. C	202	Southern N. Bank	224
v. Gregg	1066, 1067	Landeigen	U. V.	Bank of the Metropo	ile v.
v. Hale	1216, 2555	Landrigan	2510	Jones	529
v. McKay	1246	Baltimore & S. P. Co.	v.	Bank of U. S. v. Dand	
v. Parker	2337	Hackett	1951	v. Dunn	529
v. R. Co.	2001	Baltimore & S. R. Co.		v. Sill	1198
4 00 3-	1001 1001	Woodruff	15, 456	v. White	1678
4 Gray 65,	1621, 1984	Baltimore & Y. T. R.		Bank of Utica v. Hills	urd 529,
68 Ia.	1415, 1951	Leonhardt	458		1858, 2200
		3677			

Bank of Utica v. Me	erse-	Barker " Bushnel	Bection 106		Section
reau	229	v. Coleman	568, 1722		000
	2298, 281	5,	197	83 Ala. 117 Ga.	2061
	2321 232	8 v. Com.	101	v. Wilson	2239
Bank of Washingto	n v.		. W. 183	Demonally Manage	1256
Kurtz	190	6 Ky., 50 S.	1620		1 1802, 1310,
Bank of Wilmingto	n and	v. Comina	1936	_	2452
B. v. Wollaston	168	v. Dixie	0000 0040	Barney v. State	1853, 2497
Bankhead v. State	175		2228, 2249 750, 1550	Barney's Will	1739, 2503
Banking House v. D	arr 749		700, 1000	, Barnhart v. Riddle	2465
3 220 200 0: 25	1060, 1640		1555, 1558		2465
			2327		
Banks v. Bnrnam	1677, 1686	v. McFerran	1511		2115
v. Darden	2571		2282	2 42 Md.	1492, 1603
	210	B. CO.	437	Barnwell v. Merion	2578
v. Farquharson	1812		1354	Baron " Reading Is	on Co. 283
v. Jacobs	2016	v. Perry	792, 795,	Barough v. White	1084
v. State	200		1157, 1158	Barr v. Armstrong	1206, 1234
84 Ala.	838, 857 2506	v. Pope 6	89, 1621, 1938	v. Gratz	
96 Ala.	2506	v. Ray	21, 291, 1471,		2141
Bannen v. State	398, 1186		1476	v. Graybill	1511
Banning v. Banning	2155	v. Sterne			74, 988
v. Marleau	1085, 1086		2419		406
v. R. Co.	1164				2 270
Banta v. Banta	2066		1664		93
Bantley v. Finney	2427			v. State	1819
Barabasz v. Kabat			1126, 1128,	Barranger v. Baum	2569
Baren a Deadles Too	2496		1874	Barrara v. State	2060
Baran v. Reading Iro	n Co. 2509	Barkman v. Hopkin	s 1271, 1684	Barrenberg v. Bosto	
Barataria & L. C. Co.	v. Field 461	v. State	363, 389,	Barrett v. Featherst	one 1067
Barbar v. Martin	321		390, 987, 1157	e. Flah	
Barbat v. Allen	604, 619	Barley v. Byrd	1525, 1651	v. French	2183
Barber v. Anderson	2117	Barley's Case	1193	o. French	1080, 1082,
v. Bennett	1548, 1777	Barlow v. State	2354	. 77	1086
v. Glngell	877, 1391	v. Vowell	583	v. Hammond	458
v. Goddard	619	v. Waters		v. Kelly	1565 , 1956
v. Holmes	1641, 2529		1738	v. Long	404, 406
v. International	1011, 2020	Barlow B. Co. v. Pa		v. Murphy	791
Co.	800 1070	Barmby v. Plumme	r 1203	v. R. Co.	1042
	690, 1676,	Barnwell v. Hanneg	an 1112	Barrickman v. Mario	n Oil
	1677, 1680,	Barnard v. Crosby	1225	Co.	451
Mallan	2104, 2165	v. Gantz	2503	Barrie v. Smlth	2434
v. McKay	1681	v. Kellogg	2440	Barringer v. Barringe	er 2239
v. Manchester	561, 1951	v. State	905, 1037	v. Ryder	2536
v. Merriam	688, 1719	Barnes v. Barnes	2505	Barron v. Daniel	
v. People 21,	2281, 2242	v. Com.		v. Grillard	1681
v. R. Co.	2463	101 Ky.	318, 1249		2232
Barber's Appeal 22	9, 681, 682, 1548, 1576,	110 Ky.	1442	v. Mason	2539
•	1548 1576	Ky., 70 S. V	1992	v. People	276
	2182, 2500	v. District		Barrow v. State	416
Barber Co. v. Ullman		v. District	2535	Barrows v. Downs	564, 1271,
Barbour v. Archer	1415 1703	v. Harris	2300, 2302		1684
v. Duncanson		v. Ingalls	879, 571	v. White	1456
v. Watta	1085	v. Kelly	2117	Barrus v. Phaneuf	2203
	1280, 1651	v. Lynch	1210	Barry v. Alexander	1858
Barbre v. Goodale	2438	v. Martin	613	v. Babbington	1472, 1476
Barcello v. Hapgood	1677, 1680	v. Mawson	378	r. Barry	2067
Barclay v. Com.	2239	v. Rumford	1750	v. Bennett	
Bardin v. Stevenson	1248, 2132	v. Simmons	1862, 1521	v. Butlin	1876
Bardsley v. Sternberg	1672	v. State	1002, 1021		2502 , 2503
Barelli v. Lytle	382		19 900 1041	v. Colville	2437
Barfield v. Britt	1432		08, 898, 1841	v. Crowley	2165
	1812, 1320	111 Ala.	2497	v. Hoffman	1302, 1651,
Barhight v. Tammany	2539	36 Tex. 8	26, 833, 855	-	1676
Barhyte v. Summers		v. Trompowsky	702, 1288,	v. People	1005
	1908		1311, 1312,	v. Rhea	1678
Baring v. Reeder	530, 607,		1313, 1320	v. Ryan	1299
" Chi-	2234, 2235	v. Trust Co.	2104	v. Snowden	2573
v. Shippen	529	Barnes' Case	2287	v. Sturdivant	620
Bark Havre, The	1841	Barnet v. Woodbury			
		Barnet's Lessee v. Di	ay 1490	Barrymore v. Taylor Bartelott v. Internation	2104
		Despec U. Di	-y 1300	Darwick U. Internatio	
	2115, 2120	Rarnett n Rarnett	9044	D 1	
	2115, 2120	Barnett v. Barnett	2046	Bank	2494
Barker v. Barker 16 N. H. 14 Wis. v. Bell	2115, 2120 1204 911	Barnett v. Barnett v. People v. Stanton	2046 1898	Bank Bartels v. Brain Barth v. State	2494 2465 821 , 851

BEA			
		Bection	n
Bartholomew v. E	Bank	258	0
v. Edwards	1189	, 1196	5
v. Paople	ORS	102	
v. Stephens	•0	1214	1
Bartlett v. Boyd		1852	
v. Clongb		608)
v. Decreet		253	3
v. Deiprat	21, 1085	1790	
e Falk	1002	5 100 <i>1</i> 591	
v. Gale		2129	1
v. Gijiard		2122	
v. Hoyt	10	3, 772,	
	1062	, 2550	1
v. Lewis	2251,	2268,	
m Patton		2272	
		2004	
v. Smith	1872	2550	
v. Tarbox		1062	
v. Wheeler		1280	
v. Wilbur		1048	L
Bartley v. People	825	, 862,	ſ
n State		2071	ı
	1990	9407	1
00 11001.	1200,	2511	1
55 Nebr.			
Barto v. Morris		1195	l
Barton v. Bruley	62, 75	, 212,	ı
	357,	1021	ı
v. Com.	1595	1550	ı
v. Kana	489 770	1904	ı
v. Morphes	979, 987	. 988	h
v. Murrain	1225,	1289	li
v. Osborn		2232	1
v. State			
104 Ind.	276,	1003	١.
n Thompson		801	1
Bartow v. Branda		408	1
Barwell v. Adking		406	f
Bas v. Steele		1859	
Bascom v. Bascom	2067,	2069	E
Basilam v. Com.		276	I
Bashot a Univ. of	W Com	2873	Ľ
bridge	Cam-	1404	ľ
Baskin v. Vernon		1652	Ť
		1547	Ē
v. Sevier		2138	
v. State			I
37 Ala.		2060	F
29 Ark.		1667	Į
196 Trad	728	398	į
v. U. S.	700,	581	Ė
Bass Furnace Co. v	Glass.	001	Ť
cock		728	Ī
Bassell v. Elmore		406	E
Bassett v. Glass		944	E
v. Marshall		1352	
v. Shares	1700	461	
e. Spouord	1639,	1549	E
Parala C.	014	2209	İ
Dassinam v. State			
	v. Emerson v. Falk v. Gale v. Giliard v. Hoyt v. Giliard v. Hoyt v. Lewis v. Patton v. Remington v. Smith v. Tarbox v. Wheeler v. Wilbur Bartley v. People v. State 53 Nebr. 55 Nebr. Barto v. Morris Barton v. Bruley v. Com. v. Dundas v. Kane v. Morphes v. Murrain v. Osborn v. State 154 Ind. 18 Oh. v. Thompson Bartow v. Brands Bas v. Steele Bascom v. Bascom Basiam v. Com. Bashford v. Barsto Baskin v. Vernon Bass v. Gobert v. Sevier	v. Emerson v. Falk v. Gale v. Giiard v. Hoyt 1062 v. Lewis 2251, v. Patton v. Remington v. Smith v. Tarbox v. Wheeler v. Wilbur Bartley v. People 825 v. State 63 Nebr. 55 Nebr. Barton v. Morris Barton v. Bruley 562, v. Com. v. Com. v. Com. v. Worphes v. Murrain v. Morris v. Murrain v. Oaborn v. State 154 Ind. 18 Oh. v. Thompson Bartow v. Brands Barwell v. Adkins Bas v. Steele Bascom v. Bascom Bashford v. Barstow Bashin v. Com. Bashin v. Vernon Bass v. Gobert v. Sevier	v. Giliard v. Hoyt 18, 772 1062, 2550 v. Lewis 2251, 2268, 2272 v. Patton v. Remington v. Smith v. Remington v. Smith v. Tarbox v. Wheeler v. Wilbur 1048 Bartley v. People 825, 862, 2071 v. State 63 Nebr. 1230, 2497, 2551 55 Nebr. Barto v. Morris Barton v. Bruley 825, 76, 212, 857, 1021 v. Com, v. Dundas v. State 154 Ind. 18 Oh. v. Thompson Bartow v. Brands Barwell v. Adkins Bas v. Steele Bascom v. Bascom Basiam v. Com. Bashford v. Barstow Basiam v. Com. Bassiam v. Com.

	INDEE OF CASE	ο.
3	1	lection
	Bastrop State Bank v. Levy 289	1691
		, 247,
	826, 934, 968	, 988,
	1442, 1807,	2326
	Batchelder v. Batchelder	1021.
	1028	1788
	r. Sanborn r. Taylor	1548 1919
	Batchelor v. Honeywood	702,
	Bate v. Hill 210, 986,	704 1106
	v. Kinsey 1204, 1207,	2307,
	2000.	2500
i	v. Bateman 1189.	1225
ļ	v. Philips v. Rntiand	1858
i	Bates v. Ableman 1082,	457 1086
ı	Bates v. Ableman 1082, v. Barber 691,	1111,
İ	v. Bates	1985 1738
l	v. Cain's Estate	2518
I	v. Ciliev	616
ı	v. Coe 1161, v. McCully 1681,	1856
ĺ	a Mannia	
l	v. Preble 736, 745 v. R. Co.	754
۱	v. Ryland	585
ı	v. Sabin 616,	754,
ı	v. Sharon 1249,	1835
ı	v. State	987
Ì	Bateson v. Hartsink	2307
	Bath and Mountague's	
	Case 1991 1	992,
	Bathrick v. Detroit Post 73, 692,	892.
	692,	2097
	Batre v. Simpson Batt & Co.'s Reg. Trade-	1530
	marks	1666
	Batte v. Stone	1651
	Batter v. State Battersbee v. Calkins 291,	276 2516
	Batthews v. Galindo	2230
		1240
1	Danies v. Holley	3144
,	v. Landenslager Battnrs v. Seliers	64
]		1066 2232
	Baucum v. George 1215 1	651
1	Baudin v. Pollock Bauer v. Indianapolis Baner's Estate	186 458
1	Baner's Estate	312
		076
Į	Banghan v. Graham 1	684
	Banghman v. Baughman	
	29 Kan. 2	988
1	Baulec v. R. Co. 199,	250
1	Baulec v. R. Co. 199, Baum v. Lynn 2 Banman v. Tynat Co. 2	488
]	Banmann v. Trust Co. 2	770
	3679	

n	-	Section
1	Baumer v. French Banmier v. Antiau	1352
,	Bannen v. State	783 770
١,	Hanakatt u Kaish	111
l,	Baustian v. Young	790, 792
	Baxendale v. Bennett Baxter v. Abbott	905 790, 792 2420 232, 569,
3		1511, 1938
3	v. Baxter	2069
	v. Camp v. Cedar Rapids	1124, 2535 2390
	v. Doe	442, 457
3	v. Hamilton	442, 457 2016
3	v. Knowles v. Knox	1133 682
	v. McDonnell	2580
	v. Pritchard	2450
1	v. R. Co. 48	38, 571, 792
ij	Ray State Ison Co	1898
	Goodall	2268
		2529
	Bayley v. Bates v. Wylie Baylis v. Atta Con'l	1670 1215, 2111
		9479
	Bayliss v. Cockcroft	581
	Bayne v. Stone	1668 1245
1	Bayliss v. Cockcroft Baylor v. Smithers Bayne v. Stone Bayonne K. Co. v. Ut	n-
1	Dennauer	2165
	Days v. Herring	1908
	Bays v. Herring v. Hunt Beach v. Brown v. Catiin	1908 1780
ı	v. Catiin	1080, 1082
ı	v. Fnlton Bank	1898
l	v. O'Riley	1537, 1549 2025
I	v. Mills v. O'Riley v. U. S. v. Wise	2272
۱	v. Wise v. Workman	1083
ı	Beachcroft v. Beacher	2166 oft 2463
ı	Beachcroft v. Beachcr Beachinall v. Beachin Beacon L. v. F. Ass. C	ali 2426
1	Beadles v. Alexander	o. 2462
ı	Descries v. Wickendel	1511, 1736, 1738
1	Beakes v. Da Cunha	QK.
	Beal v. Nichols	915, 1888,
ı	v. Robeson	1890 64
ľ	Beale v. Rird	1858
l	v. Boston	463, 1948
l	v. Boston v. Brown v. Posey 273	607
ľ	Beall v. Barclay	1212
ı	v. Bealls	1662
ı	v. Cunningham v. Dearing	1081 1 21 3, 1225,
ı		0140
	v. Dick	1220. 1001
	v. Ledlow	1779 1248
1	Beam v. Link	2363
1	Beamer v. Darling	2813
1	Beamish v. Beamish	2082
F	v. Ledlow v. Poole Beam v. Link Beamer v. Darling Beamlsh v. Beamish Beam v. Evans	1842 2115
١	o. Otecn	2386
,	v. Quimby	803, 2300
-	Beard v. Boylan	2485

	Section	.1	Section	NI.	
Beard v. Kirk	717, 1943		1228		Section
v. Ryan	1225, 2141	v. Parker	380, 1592	1	1040
Beard's Lessee r. T	albot 1564	**********	1670		1842
Beardslee v. Colum	hla Tp. 437.	Beebees, ex p.	2204, 2205		90, 1036
	792, 1951	Beech v. Haynes	2123	124 Ala. 11 91 Ga.	09, 2498
Beardsley, re	2195	r. Jones	735, 753		2582
v. Bridgman	406	Beeche Dene, The	2508		1072
v. Foot	1820	Beecher v. Dennist			09, 1807
v. Wildman	1022	Beeching v. Gower	on 291 , 677		1442
Beardstown v. Clark	k 1951	Beedle v. People	1013		2277
v. Virginia		Beekman v. Hamli	n 1640		.852
76 III.	1712, 2421	Beeler v. Young	1090		1876
81 111.	1678, 1712	Beemer v. Kerr	1889		88, 2527
Bearss v. Copley	571, 1088	Beer v. Ward	1046		283
Beasley v. Clarke	1239	Room a Aulamonth	1645, 2323		1257
Beason v. State	1821	Beers v. Aylsworth	1082		1021
Beatson v. Skene	2375, 2376	v. Hawley	1082	o. Young 882, 119	4, 1195,
Beattle v. Browne	2445	Beery v. U. S.	822, 836, 855,	D.W. C. 45	2105
Beatty v. Gilmore	1951	Decree Decree	858, 865	Bell's Case, 1 Browne	987
Beaty v. Knowler	2572	Beeson r. Beeson	2303, 2313	Bellamy v. Hawkins	2110
Beauhien v. Cicotte		v. Green	2442	Bellamy's Case 122	28, 1252
Desauten v. Cicotte	689, 761, 957, 1041,	r. Moore	1817	Belle of N. D. Co. v.	
1160	1700 1000	Beets v. State	786, 749, 753, 1450	Riggs	2220
1100	, 1788, 1920,	D		Bellefontaine & I. R.	
Beanchamp v. Perry	1984, 1938	Beever v. Hanson	283	Co. v. Bailey 67	6 , 1951
v. State		Belay v. Wheeler	802	Beller v. Jones 68	9, 1938
Beaufort v. Smith	1126	Beggarly v. State	830, 834, 852,	Bellerophon, The	2375
Beaumont v. Fell	1591	D 0.	855	Bellet, ex p.	2220
v. Fleid	2477	Beggs v. State	1644	Belleville Stone Co. v.	
	2478	Beglin v. Ins. Co.	2387, 2890	Comben	461
v. Mountain	2572	Behn v. Young	2164	Bellinger v. People	1263.
v. Perkins	1993	Behrens v. Behrens	1786	166	7, 2260
Beauvais v. Wall Beavan v. M'Donnell	1239	Behrman v. Terry	1842	Bellows v. Todd	1219
Deavan v. M. Donnell		Belderbecke r. Tra	nsp. Co. 93	Belmont v. Morrill	2572
Beaver v. Slear	2442		93	v. Vinalhaven	1784
v. Taylor	1777	Beltman v. Hopkins	2336	Belote v. State	858
Benvers r. State	792	Belair v. R. Co.	1951		21, 991
Bebee v. Tinker	1893	Belcher r. Fox	2148	v. State 105	1, 1186
Beberstein v. Terr.	347	v. Magnay	586	Belt E. L. Co. v. Allen	2220
Beck v. Hood	960	Belden r. Allen	1874	Belton v. Briggs	1196
v. State	2512	v. Carter	2408	Beltran v. Gauthreaux	613
Becker v. Cain	1040	Belk v. Meagher	1269	Beltzhoover v. Blackstock	2294
v. Koch 90	5, 907, 1008	Belknap r. Stewart	778	Bemls v. Bishop	1976
v. Quigg 1384, v. R. Co.	, 1635, 1709	Bell v. Ansley	1081	r. Charles	1208
		v. Bank	95, 786, 747		1, 1951
131 N. Y.	1943	r. Bell		v. Temple 444, 4	
177 Pa.	463	34 N. Br.	1817, 2066	Ben v. Peete 1225, 165	1 9141
Beckett v. Ald Ass'n	457, 561	12 Pa. St.	1911	r. State	1434
Beckham v. State	824, 838	r. Bowdoin	1681		9, 1840
Beckman r. Souther	258	v. Brewster	2008, 2145	Bender v. Montgomery	93
Becknell v. Hosler	2389	v. Chambers	1891	v. Pitzer 1567	, 1568,
Beckwith v. Benner	2813	v. Chandler	1203	100,	1584
v. Butler	2123	v. Chaytor	1297	v. State	1350
v. R. Co.	2220	v. Clarion .	19	Benedict v. Boulton	1911
v. Sydebotham	672, 1917	v. Davidson	2118		8, 2016
v. Talbot	1640	v. Denson	1248	v. Fond du Lac	1951
Bedard v. Hall	1850, 2577	v. Farwell	2165	v. Helneberg	
v. Berkey	792, 798	v. Hearne	1207	v. Matthews	1677
r. Chase	581	v. Ingestre	2409		2016
v. R. Co.	720	r. McCawley	1676, 2141	v. Nichola 1326, 1667	
Bedford Case	1712	v. Parke	74		3, 2300
Bedgood v. McLain	2525	v. Porter	1573	v. Union Agricultural	401
v. State	200, 898,	v. Prewitt		Soc'y	461
	987, 2282	v. R. Co.		Benefiel v. Anghe	1651
Bedtkey v. Bedtkey	1890	64 Ia.	455, 1204	Bener v. Edgington	1086
Bee Puh. Co. v. Shield		86 Mo.		Benglesdorf v. Hanaway	891
r. World Pub. Co		v. Radford	618	Benham v. Cary	334
3 2	1978	v. Rinker	392	v. Dunbar	463
Beebe v. De Baum	1974	v. Rinner	75, 210	v. Richardson	133
v. Knapp	987		984	Benjamin, re	2531
	901	r. Spokane	487	v. Coventry	2328
		3680			

BEA

ection

Deniemin v Vether	Section way 2223	Booksalah But G	Section	12	Section
Benjamin v. Hathar v. R. Co.	WAY 2223		461	Bethea v. Byrd	1564, 1566
v. Wheeler	1415, 1961 1021	Berckmane v. Berckman Berd v. Loveiace	ne 460 2290	Bethei v. Moore	1306, 1312
Benje v. Creagh	1587		1195	Bettis v. Logan Betts v. Badger	1275, 1677
Bennet v. Paine	1679		1698	v. Betts	1298
v. Robinson	1300, 1316	v. Spink	717	113 Ia.	1958
Bennett v. Adams	2098	Bergen v. Bergen	2067	1 John.	2067, 2069
v. Bennett	2526	v. People 1	105, 2071	v. Davenport	1778
v. Eddy	944	Bergen Co. T. Co. v. Bli	se 1978	v. Grand T. R.	Co. 2319
v. Fail	568, 675	Berger v. Booth	1897	v. Jackson	1196, 1787,
v. Griffithe v. Hyde	1862 73	Bergere v. U. S. 1:	736, 2520	30	2523
v. Inc. Co.	10	Berges v. Daverede	2054 987	v. Menzies	2319
48 Minn.	1040	Bergstrand v. Townsend Berkeley Peerage Case	1023.	v. R. Co. v. State	1951
107 Tenn.	2047	1124, 1260, 13		v. Stevens	278 1554
v. Jones	1387, 1666	1124, 1260, 13 1877, 1481, 14	82, 1488.	v. Venning	2447, 2556
v. McDonaid	844	1484, 1486, 14	87, 1495,	Bettys v. Denver T	p. 1976
v. Marion	2577	1500, 1588, 18		Betzer v. Coleman	2054
v. Mathewes	709, 1991, 2008, 2016	Berkey v. Judd	581	Bevan v. M'Mahon	1898
v. Needham	2008, 2016	Berles v. Adsit	2240	v. Waters	2309
v. O'Byrne	1976, 1978 1029	Berlin v. Berlin	2245	Beveiot v. Lestrade	608
v. People	1781	v. Cantrell Bermon v. Woodbridge	620 2121	Bever v. Bever	2437
v. Runyon	2141	Bernard v. Lewis	2167		29, 233, 1974
v. State		v. R. Co.	2509	Beveridge v. Minter Beveriey v. Waiden	2237 1938
52 Aia.	664, 1976	Bernasconi v. Atkin-	2000	Beveriy v. Burke	1225, 1651,
62 Ark.	1899	son 24	74, 2477	20,000	2141
8 Ind.	2854	v. Fairbrother	905	v. Wiiliams	728, 1977
Mart. & Y.	2167, 2576	Berneker v. State	1983	Bewicke v. Graham	1859
1 Swan	1817	Bernett v. Taylor Berney v. Dinsmore	1316	Bey's Succession	2500
32 Tex. Cr. 57 Wis.		Berney v. Dinsmore	291	Beyer v. Hermann	1873
v. Stont	681 1085	v. Mitcheil 1	404,1406	Beyerline v. State	2337
v. Tillmon	2444	Bernhard v. State Bernhardt v. Brown	2060	Bias v. R. Co.	460, 1168
v. Walker .	2105, 2192	Bernstein v. Humes	1298 2141	Bibh v. Thomas Biccard v. Shepherd	1737 1641
v. Whitehouse	1862	Berry v. Clark	1665	Bickenstaff v. Perri	
Bennifield v. Hypres	618	v. Com.	2100	Bickley v. Bank	1204
Benning v. Neison	334	v. Hull	1712	Bickneil v. Mellett	1081, 1230
Bennison v. Walhan		v. Jourdan 759, 7	60, 1195	Biddis v. James	1684
Benoist v. Darby	253	v. R. Co.	1350	Biddie v. Shippen	1665
Benoit v. R. Co. Benson v. Bellasis	2494 2426	v. Raddin 21	44, 2145	Bidinger v. Bishop	581
v. Files	1960	v. Safe D. & T. Co. 2	99 1059	Blelschofsky v. Peo	ple 321
v. Lnndy	1086	v. State	32, 1958	Bierbach v. Ruhber	Co. 1976
v. McFadden	660	63 Ark.	1447	Bigcraft v. People	me 2109 357
v. Morgan	2242	10 Ga. 18	06, 1263	Bigelow v. Bear	1784
v. Oiive			08, 2016	v. Biake	1678
Bunh.	2138, 2189	Berryman v. Wise	2535		759, 761, 763
2 Str.	1417	Bersch v. State	318, 987,	v. Maynard	2358
v. R. Co. 98 Cal.	2580	D 41 351 1.0 35	1022	v. Sickles	2237, 2336
23 R. I.	2580 461	Bertha Minerai Co. v. M	OP-	v. Young	1188, 1878,
v. Shotwell	1404	riil Bertha Zinc Co. v. Mar-	1060	Dissing a Danahana	1898
v. State	1402		77, 1951	Biggins v. Brockman	
79 Miss.	1985	Bertholf v. Quinlan	2854	Biggs v Stueier Bigham v. Coieman	1073 1186
Tex. Cr., 69	8. W. 2266	Berthon v. Longhman	1947	Blgier v. Reyher	2327
v. U. S.	580, 586	Bertie v. Beanmont 21	39, 2145	Biles v. Holmes	1714, 1718
Bent v. Allot	2227	Bertoii v. Smlth	951	Biliin v. Henkei	1195
v. Baker	529, 583	Bertrand v. Heaman 10	86, 1456	Billing v. Flight	2257
Bentley v. Cooke	2227, 2231,	Bessein v. Stern 10	72, 2061	Bililnge v. Billinge	2067, 2069
v. Fleming	2239	Bessemer L. & I. Co.	1000	v. Ins. Co.	1031, 1263
v. O'Bryan	2855 1085	v. Dubose Bessette v. State	1003	v. State	216, 396,
v. Ward	1558	Best v. Best	987	Billingslee . C-ish	1037
Benton v. Craig	1245, 1248	Povnter	2046	Billingslea v. Smith Bills v. Keesler	748 1651
v. Martin	2410	Poynter 22 Wash.	521	v. Ottumwa	1951
v. Starr	1141, 1476	Bestor v. Roberts	2016	Bindley v. Martin	291, 2504
v. State	1164, 1803	Bethany Hospital Co. v.		Bines v. State	2071
Benton's Estate	1669	Hale	2527	Binfield v. Lambert	1304
VOL. 1V 32		3681			

	Bection	. 1			
Binfield v. State	183	Birmingham Union	P Co	Diaght	Section
Binford v. Dement	586		ler 487, 458	Blackburn v. Ins.	
v. Young	106		923		928
Bingel v. Vois	247			71 Ala.	1010
Bingham v. Bernar			2536	28 Oh. St	1816
v. Foster	235		1605		
v. Rogers	716, 1948		1644, 2084,	Blackett v. Ins. Co	894, 2071
v. Walk	2817, 2828		6, 2088, 2529	Blackington v. Jol	nson 1890
Binney v. Russell	1218		1404	v. Rockland	1256
Binns v. State		Birum v. Johnson	1623	Blackman v. Collie	461, 1976
46 Ind.	1447	Bischof v. Mikels	1871	v. Dowling	1273
67 1nd.	890		1248	r. Johnson	568, 1974
66 Ind.	41, 1244		1890	v. Riley	1665
Linyon v. U. S.	367, 1852	v. Clay Ins. Co	. 1954	v. State	1000
Binz v. Weber	1850	v. Cone	2584	36 Ala.	68
Birch t. Depeyster	2465		2477	78 Ga.	288
v. Ridgway	2016	v. People	347	80 Ga.	1878
v. Rogers	2529	v. Splning	681	v. Stogner	1290
Birchall v. Bullough				v. West Jerse	7 & S. R.
Birchard v. Booth	815, 1066		2016	Co.	1078, 1807
Birchett r. Bank	2016		580	Blackwell v. Bull	2463
Birchfield r. Bonhai			2849, 2354	v. Glass	1271, 1681
Bird v. Butler v. Com. 208	1304	55 Md.	818	v. State	-,
	6, 2088, 2573	v. Tucker	1387	67 Ga.	2265
v. Davis	619	v. Williamson	2349	11 Ind.	1821
v. Halay	987, 1391	Blaliop of London v		Tex. Cr.,	3 S. W. 2349
v. Hardwicke	2250	Fytche	2257	Blackwell D. T. C	0. v.
v. Hueston v. Milier	619, 1471	Blaliops, Case of the		McElwee	1072
v. Smith	2008, 2019	Seven; see R. :	. Seven	Blackwood v. Dam	er 2452
v. State	1225, 2105	Bishops.		Blade v. Noland	1198
36 Ala.	2060	Bissell v. Beckwith	1576	Bladen v. Cockey	1564, 2349
50 Ga.		v. Cornell	1908	Blagrave v. Blagra	
00 Ga.	1842, 1851, 2272	v. Starr v. Wert	987	Blague v. Gold	2477
104 Ind.	222, 1168	Bitner v. Boone	1943	Blair v. Bank	1379
v. U. S.	202, 1100	Bittick v. State	608	v. Brown	1195, 1779
180 U. S.	106		1874	r. Caldwell	1681
187 U.S.	1854	Bixby v. Bent v. Bridge Co.	1239	v. Charleston	1948
v. Velth	1841	v. Carskaddon	1393	v. Hopkins	1476
Bird's Case	564	55 Ia.	1225, 2168	v. Madison Co.	
Birdsall n. Carter	1202	63 Ia.	1086	v. Pelham v. R. Co.	792
v. Dunn	616, 2232	v. Ins. Co.	1641, 1647		0000
v. Patterson	605	v. R. Co.	1951	89 Mo. 20 Wls.	2388
Birdsell v. Johnson	2065	Blzer v. Bizer	1974		1976
Birdsong v. Brooks	1852, 1353,	Blabon r. Glichrist	2240, 2245	v. Seaver	44, 1646, 2109
	1662	Black v. Bachelder	2465		1817
v. State	293, 1732	v. Bank	1890, 2445	or present	46, 968, 1750,
Birkel v. Chandler	715	v. Baylees	1028	Blaine Co. v. Heard	1873 1 1360
Birmingham v. McPe	oland 750,	v. Besse	1842	Blaisdell v. Bickum	
	770	v. Black	787, 1391	v. Davis	1213
v. Pettit	1672		, 1877, 1681	Blake v. Assurance	
v. Starr	458	v Crozier	2222	Tranc of Transferre	216, 302,
Birmingham M. R. C		v. Dale	2027		304, 321
Harris	2509	v. Fizer	1540	v. Damon	394, 948, 950
v. Smlth	1840		, 1712, 2216	v. Everett	1082, 1133
v. Wilmer	223, 1698	v. R. Co.	2416	v. Fash	1198
Birmingham Nat'l Be	ank	v. R. M. B. Tel.	Co. 1951.	v. Graves	604, 1086,
v. Bradley			2854		1779, 2242
108 Ala.	1808, 2012	v. State		v. Howard	334
116 Ala.	570	1 Tex. Apr.	1398	v. Page	1364
Ala., 30 So.	571, 1404	59 Wis.	2056	v. People	728, 1890
Birmingham R. & E.		v. Woodrow	2098	v. Pllfold	2375
Co. v. Ellard		Black's Estate	2383		7, 1889, 1890
v. Franscomb	1974	Blackburn v. Blackbi	rn 1269	v. Rourke	689
v. Jackson	1961	v. Crawfords	18, 1213,	v. Russ	2125
v. Mason	1818		1244, 1491,	v. Stoddard	1028, 1044
v. Wildman	2324		, 1646, 2314	v. White	1082, 1086
Birmingham Souther		v. Com. 90	5, 907, 2069	Blake's Case	2455
Co. v. Cuzzart	223	v. Hargreaves	9901	Blakemore, re	9990
our or outside	=== ,	P. Margine ves	#4VI :	MANAGEMENTS, 15	2220

3. R. 278, 1807 271, 1681

W. 2349

2388
1976
46, 2109
1817
38, 1750,
1873
1350
1605
1213
4, 10,
16, 302,
304, 321
948, 960
32, 1133
1198
4, 1086,
79, 2242
334
1384
28, 1890
2375
19, 1690
689
2455
28, 1044
29, 1046
22456
2220

	Section	. 1	
Blakeslee v. Hughes	71		
Blakesley v. Whelldor Blakey v. Porter Blakey's Hsirs v. Bla- key's Ex'r	1862	l v. Kideout	
Blakey v. Porter	1858		
Blakey o Hors v. Bla-	884 1007	Bloom v. State	
26y • 13X 1	664, 1007 1021, 1025	Bloomer v. State	
Blalock v. Miland	1083		g 252
v. Randall	818		451 913,
v. State	826		1696,
Blanchard v. Bank	1951	Bloor v. Delafield	1000,
v. Blanchard	953, 1968,	Blossom v. Barrett	
v. De Graff	2503	_ v. Dodd	
	1267	Blough v. Parry	905
v. Moors	2505, 2506 2240	Blount v. Burrow	1021,
v. Pratt	1012	B. Kimpton	2811,
v. Steamboat Co.	468	v. Kimpton v. Layard v. Riley	2011,
v. Young	1225	v. Riley	
Bland v. Armagh	787	DIOW U. MAYNARD	
v. R. Co. v. State	1976	I Blower # Holica	
	1750 466, 1561	Bloxam v. Elsle	
Blandy-Jenkine v. Dun		Bluck v. Gompertz Blue v. R. Co.	
raven	157, 2145	Blum v. Jones	787
Blanton v. Miller	1196	v. State	1280,
v. Ray Blasini v. Blasini Blatch v. Archer	1226 2083 285	Bluman v. State	2236,
Blasini v. Blasini	2083	Blume v. State 228,	1988,
Blate a Pohebech	285	Blumenthal v. Craig	
Blazo v. Rohrbach Blazo v. Cochrane	2582 2051	v. Meat Co.	463,
Bleckley v. White	1960	v. R. Co. v. Ralls	
Bleecker v. Johnson	289, 290	Biumer. er n	
Blessing v. Dodds	289, 290 1072	Biumer, ex p. Blundell v. Gladstone	
v. Galveston	1350	v. Howard	
Blethen v. Bonner	2536	Blunt v. Strong	
Blevins v. Pope 770, Blewett v. Bash	774, 1212 676, 2525	Blurton v. Toon Blyth v. L'Estrange	528,
v. Gaynor	1877	Blathe . L'Estrange	
r. Tregonning	15, 1896	Blythe v. Houston v. State	
v. Tregonning Blewitt v. Boorum	2410	Boak, re	
Blight v. Ashley 13	768, 2119	Boais v. Shlelds	
v. Schenck 2	768, 2119 408, 2420 201, 2202	Board v. Chambers	
Bliss v. Brainard 2: v. Franklin	201, 2202	v. Coler	1
v. rimaniii	2330	v. Dillard	
v. Johnson 89, 2 v. Long	253, 1623 2098	v. Estrella	2
v. Nichols	1066	v. Harlev v. 11eenan	
v. Shuman	770	v. Hendricks	- 1
v. State	1750	v. Hernandez	1677, 1
v. Stevens	1195	v. Laa	2
v. Wareham v. Winston	1951	v. May v. Mengher	1275, 1
Blitz v. U. S.	1778	v. Meagher	1
Blizzard v. Applegate	944 770	v. Meisenhelmer	701, 2
Block v. Hicks	1073	v. Merchant v. Moore	1
v. Jacksonville	1684	Ky., 66 S. W.	A15 1
v. R. Co.	688	17 Minn.	1
Blocker v. Burness	1817	v. Nelms	463, 1
Blodget v. Jordan Blodgett Paper Co. v.	1681	v. Nicirola	1
Farmer	E91 F01	v. O'Conner	1
Bloede Co. v. Bancroft	671, 581	v. Pearson	
Co.	1859	v. People	1
Blogg v. Kent	1858	v. Reinhart v. Smlth	1
Blois v. State	2059	v. State	2
Blomgren v. Anderson	892	v. Verbarg	1
Blomquist v. R. Co.	571	v. Vickers	î
Blondeau v. Sheridan Blondei v. R. Co.	1195	Boardman v. Ins. Co.	1
Dionaer v. R. Co.	661	v. Jackson	2
		36 83	

Section		Section
57 177	1 Boardman r. Reed	Section 1888
195		2053
101	8 117	4, 1509, 1933
112	7	1934 1988
2, 288	Boatman v. Curry	2083
2, 288 51, 45 3, 189 3, 170	Boarman v. Curry Boatner v. Scott Boatright v. Porter Dob v. State	1680
, 170	Bob v. State	84, 1394 886, 1072
40.	Bobo v. Bryson	2294
041	Bobo v. Bryson Bock v. Internation	al Nav.
5 097	Co. Boddle v. l'ardee	1990
2500	v. State	1239 2061
241 5, 987 , 2500 212	Boddy v. Boddy	308
, 232	Bodine e. State	987
1640 1084	Tract Society	AD OLTO
1257	Bodwell & Swan	78 200 406
2110	Body v. Jewson	382
1256	Body v. Jewson Boecker v. Napervil	lle 468
1859 561	Doenin a Goods	2421
7. 808	Boehtlinck v. Schne Boelter v. Ross Lun	ider 1271
7, 808 , 2 264	Co.	2220
, 2242	Rossialn w Bank	10
, 2272 1951		2201
2581	Boettger v. Iron Co.	2355 1984
2552	Bogan v. McCutcher	1195
1956		2016
1727 2468	Church Church	
220	407	378, 382, , 1232, 1587,
1392 1991 2256	101	1598
1991	Bogart v. Brown	1210
1230	v. Green Bogert v. Bogert	1256
1239 1803	Dogert v. Dogert	913, 1890, 2317
2005	v. Phelps	1082, 1086
1873	Bogie v. Nolan	1416
715 1350	Boggs v. Ass'n	2451
463	v. Harper v. Thompson	2531 1890
2573	Boggus v. State	2016
1867	Boggus v. State Bogle v. Kreltzer v. Sullivant	1985
1850 1948	Bogue u Bleele	1511
1680	Bohan v. Avoca	2529 1890
2203	Bohan v. Avoca Bolianan v. Slielton	1225
1641	Bohannon v. Com. Bohlman v. Coffin	246, 247
1195 2008		1185
2008 1854	Boice v. Palmer Boics v. McAllister Boileau v. Putlin	2239 966
	Boies v. McAllister	568, 1620
1802	Boileau v. Rutlin	1000, 1000,
1202 , 714	Poit a Malland	1019
1721	Boit v. McKenzie Bolan v. Bolan	135 2 166 4
1108	Boid v. Ravner	2463
283	Bolden v. R. Co.	2354
1850 1244	Bolden v. R. Co. Boldon v. Thompson Boldron v. Widdows Boidt v. State	951
2159	Boidt v. State	461 367
2575	Bole v. State	855
1062	Bolen v. People	1862, 1878,
1129 1164	Polon w Carte	1862, 1878, 2269, 2270
2122	Boles v. State Boling v. Boling	923, 987 2411
	Towns or Donnis	2911

Bolling w. Faunia 234, 1345 Booth v. Lenox v. State 1105, 1460, 2512 Bolling w. Faunia 1234, 1325 Booth v. Lenox v. Bolton v. Canmings 1224, 1235 Booth v. Lenox v. Cannie 1304, 1205 Booth v. Canne 1400, 2512 Booth v. Canne 1507, 1205 Booth v. Can		*	
Bolto s. Navarre 194 195 196			Bection
Bolto s. Navarre 194 195 196		Booth v. Lenox 1065	Boniden v. State 1195, 1441,
Bolto s. Navarre 194 195 196	v. State 288, 238, 1142	v. Swessy 1083	1450, 2512
Bollon v. Narware Bollon v. Liverpool Bollon v. Camine Bollon v. Cammings v. Liverpool Bollon v. Camine Bollon v. Robinson Bollon v. Robinson Bollon v. Robinson Bollon v. Robinson Bollon v. Robinson Bollon v. Robinson Bollon v. Bollon v. Bollon Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Caming Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Bollon v. Jordan v. Bollon v. Bollon v. Bollon v.	Bolinger v. Gallagher 1963	Boothby v. Lacasse 1978	Bonidin v. Massle's
Bolton v. Cammings 1244, 1325 Bootle v. Blandell 1008, 1007 Boulter v. Peplow 1255, 12256 Boms v. Plankett 2016 Boms v. Plankett 2016 Boms v. Rosser 15, 221 Bomford v. Wilme 1817 Bomgardner v. Andrews 682 Borland v. Mayo 150 Bould v. R. Co. 1870 Bourd v. R. Co. 1870 Bound v.	Bolio v. Navarro 1082	Boothe v. Dorsey 1188	Heira 93, 728, 1195
Botton Case 1867, 3294 Boots or, Casine 1006, 1017 Bouldon v. Robinson 2947 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Reverberg 287 Bordson v. Casine 1048 Bordson v. Co. v. Vette 1049 Bordson v. Vette 1049	Bolton v. Commings 1224, 1225	Bootle v. Binndell 1802, 1804	Boulter v. Penlow 1255 1256
Boms - Plenkett Sone Borden v. Keverberg Soma - Rosser Sone Bomd v. Gesterg v. Bornerg v. Horsey Sone Sone v. Co. v. Vetes Sone parte v. Thayer Sone v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Vetes Sone v	v. Liverpool 1857, 2294	Boots v. Canine 1066, 1047	
Boms - Plenkett Sone Borden v. Keverberg Soma - Rosser Sone Bomd v. Gesterg v. Bornerg v. Horsey Sone Sone v. Co. v. Vetes Sone parte v. Thayer Sone v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Central Bank v. Dougias v. Co. v. Vetes Sone v. Vetes Sone v	Bolton Case 2287	Boorer v Teague 1778	
Boma	Boms . 2. Plunkett 2016	Borden v. Kaverbare 977	Bannds a Bannds 1996 1770
Bongardner v. Andrews 687, 1616 Bond v. Central Bank v. Douglas v. Douglas v. Douglas v. Douglas v. Montague 1661 v. State v. Enjet 1662 1079, 207 1841 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 1842 2105 Bondor v. Text v. Enjpt 1608 21 Fla. 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 1842 2106 Bond Part v. Whitfield Bond Debt Cases 1366 Bones v. State 1368 Bones	Rome Rosser 15 991		
Bongardner v. Andrews 687, 1616 Bond v. Central Bank v. Douglas v. Douglas v. Douglas v. Douglas v. Montague 1661 v. State v. Enjet 1662 1079, 207 1841 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 1842 2105 Bondor v. Text v. Enjpt 1608 21 Fla. 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 1842 2106 Bond Part v. Whitfield Bond Debt Cases 1366 Bones v. State 1368 Bones	Romford w Wilme 1917		
Bonaparte v. Thayer Bond and contrail Bank 1246 v. Douglas 1246 v. Walrah 736, 747, 200 Bovard v. Wallace 1064 v. Whitfield 2106 Bord Debt Cases Bondurant v. Bank Bone e. State 1356 Boste v. Boste v. Boste v. Bone e. State 1951 Boneili's Goods, re 1963 Bones v. State 1965 Bone v. State 1965 Bones v. State 1965 Bones v. State 1965 Bone v. State 1968 Bone v. State 1976 Boneili's Goods, re 1971 Bonneli v. Bowell v. Blade 1971 Bonneli v. Bowell v. Boston v. Coon 13 Ail. 1066 107 Ails. 2407 Bonner v. Ins. Co. 1213 Boston Massacre Trial Boston w. State 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 Bonner v. Bowell v. Blade 107 Ails. 2407 1082 1072 1230		Dorgess Inv. Co. s. Vette 1949,	
Bond v. Central Bank v. Douglas v. Douglas v. Douglas v. Montague v. Fitspatrick v. Montague v. Mont	Department of Thomas 007 1616	Donland Marra	
## Douglas 466 Firstpatrick 1084 1084 1085 1084 1085 121 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 1246, 1800 Ease 1842 1842 1844	Bond Control Park 901, 1010	Borland v. Mayo 1779	
v. Fitzpatrick v. Nontague 1661 v. State 161 v. State 21Fa. 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 s. Whitfield 2105 Bond Debt Cases 1360 Bondurant v. Bank 1842 Boner v. State 1842 Boner v. State 1842 Boner v. State 1961 Boneili's Goods, re 1961 Boneili's Goods, re 1965 Bones v. State 21967 Bonsete v. Lynde 219, 2220 v. Suilivan 1677 Bonefed v. Stwell 368 Bones v. State 21967 Bonneil's Common v. Good v. James v. State 21967 Boneil's Goods, re 1961 Boneil's Goods, re 1965 Bones v. State 21967 Bones v. State 21967 Bones v. State 21967 Bones v. State 21967 Bones v. State 21967 Bone v. Stwell 368 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bonneil's Goods, re 21967 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bones v. State 369 Bones v. Ins. Co. 2407 Bon	Dond v. Central Bank 1248		
v. Montague 21 Fla. 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 Boske r. Comingore 2375 v. Whitfield 2105 Bonde Pob Cases Bonder r. Camban Bone v. State Bone v. State Bone v. State Boneil's Goods, re Bone v. State Boneil's Goods, re OBone v. State Bones v. State Bones v. State Bones v. State Bone v. State Bone v. State Bones v. State			
## 1079, 2512 20 Tex. App. 1841 20 Tex. Whitfield 20 16 Booke r. Comingore 2376 20 Tex. App. 1841 20 Tex. Whitfield 2106 Bond Debt Cases 1350 Bonder v. Com. 1561 Boneil v. State 1842 Bonebrake v. Board 1951 Boneil v. State 1608 Bones v. State 2407 Bonestei v. Lynde 2219, 2220 v. Sullivan 1668 Bonee v. State 2407 Bonestei v. Lynde 2119, 2220 v. Sullivan 1668 Bonee v. State 2407 Bonestei v. Lynde 2119, 2220 v. Sullivan 1668 Bonee v. State 2407 Bonestei v. Lynde 2119, 2220 v. Sullivan 1667 Bonefel v. State 3407 Bonnell v. Mawha 1688 Bonnen v. Ins. Co. 1213 v. Phillips v. State 1078, 1833 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 1673, 1633 v. Clark Ins. Co. 2268 Booge v. Parsons 1226, 2106, 2166 Booge v. Parsons 2226 Booke v. Combingore 2377 Bonet d. Swith v. Good 1046 Bonal Debt Cases 1600, 2544 Bootlow T. Cocon 1684 v. Hewitt 1976 v. Richardson 1684 v. Hewitt 1976 v. Reinerdson 1684 v. Hewitt 1976 v. Reinerdson 1684 v. Hewitt 1976 v. Reinerdson 1684 v. Hewitt 1976 v. Reymonth 303, 2145 v. State 203, 579 v. Weymonth 303, 2146 Booton W. R. Co. v. 1667, 1673, 1673 Boston W. R. Co. v. 1667, 1673, 1673 Boston W. R. Co. v. 267, 1673, 1673 v. O. C. & F. R. C. 463 Boston W. R. Co. v. 267, 1674, 1779, 2231 v. Van Winkle 1186, 1225 Boston W. R. Co. v. 467 v. Van Winkle 1186, 1225 booker v. Booker 11254 Boowort v. Bower v. Bower 229, 231, 231, 231, 231, 231, 231, 231, 231		Borrego v. Terr. 944, 987,	
21 Fla. 111, 246, 247 20 Tex. App. 1841 Bonde Debt Cases Bond Debt Cases Bonderant r. Bank Bone r. State Bone r. State Boner r. Com. 1668 Bones v. State Bones v. Bank Bones v. State Bones v. State Bones v. State Bones v. Bank Bones v.		1079, 2512	1085, 1213,
20 Tex. App. 1841 Bond Debt Cases Bondurant r. Bank Bone r. State Bone r. State Boneli's Goods, re Bone r. Com. 1668 Bones v. State Boneste r. Lynde Boneste r. Lynde Boneste r. Lynde Roneste r.	v. State_	Borst v. Enipie 1668	1269, 1938
Bond Debt Cases 1360 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2349 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosiey v. Ins. Co. 2440 Bosies v. State	21 Fia. 111, 246, 247	Borum v. Fonts 2297	
Bond Book Case Book	20 Tex. App. 1841	Boske r. Comingore 2375	
Bond Debt Cases Bondurant r. Bank Total Boutain r. Separator Co. 96 Bowton r. Co. 404, 405, 497 2477	v. Whitfield 2105	Bosiev v. Ins. Co. 2849	
Bondurant P. Bank Page Boston P. Coon 1684 Bonein P. State Boston P. Coon 1684 Bonein P. State P. Coon 1685 Bonein P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. State P. Coon P. State P. Coon P. Richardson P. State P. Coon P. Coon P. Coon P. Richardson P. State P. Coon	Bond Debt Cases 1350		Bowdie n. R. Co. 494 495 497
Bonder v. State Sonder v. Coon 1684 v. Hewitt 1975 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. 455, 561 v. R. Co. 455, 561 v. Huntington (81, 82, 1976 v. Jones (2016 v. R. Co. v. Earl v. State (2016 v. R. Co. v. Earl v. State (2016 v. R. Co. v. Earl v. State (2016 v. R. Co. v. Earl v. State (2016 v. R. Co. v. Earl v. State (2016 v. R. Co. v. Earl		Bostein # Separator Co 95	Rowan a Ailen 9477
Boneili's Goods, re		Boston # Coon 1484	
Bonner v. Com. 1636 Sones v. State 2497 Bonsetee v. Lynde 2219, 2220 v. Statilvan 1057 Bonnet v. Stowell Bonnem vt. of ill 1041 Bonnemi v. Mawha 1568 Bonnem vt. of ill 1041 Bonner v. Ins. Co. 1213 v. Phillips 1078 213 v. Phillips 1078 213 v. Phillips 1078 2105 Mass. 1567 155 Ala. 825, 860, 861 1017 Aia. 2407 Bonnet v. Devebangh 1062, 1065, 1573, 1833 v. Glattfeldt 785, 749, 760, 1890, 1898 Bonomi v. State 1800, 2354 Boowel v. Blackman 1615 Boowel v. Blackman 1616 Boowel v. Blackman 1616 Boowel v. Blackman 1616 Boowel v. Bryan 1225 Boower v. Bryan 1226 Bowel v. Bryan 1226 Bowel v. Bryan 1226 Bowlev v. Bowles Booher v. Lane Boon v. Weathered 987, 1613, 1614, 1615, 1996 Boone v. Dyke 2447 v. Oakiand T. Co.			. Hundrichen 401 400 1074
Bonse v. Com. 1608 2497 Bonseteel v. Lynde 2219, 2220 v. Sullivan Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Stowell Bonset v. Mawha Bonnem v. v. Gill Bonset v. Brillips 1678 v. Weymonth 393, 2145 v. State 2100 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1123 Boston Massacre Trial 1124 Too. v. Weymonth 393, 2145 V. Earl 2290, 2312 2312 V. State 2310, 2311, 2321 2311, 2321	Roneill's Goods as 600		v. riuntington 001, 002, 1976
Bonesteei v. Lynde 2407 Bonesteei v. Lynde 2219, 2220 v. Suilivan 1077 Bonet v. Stowell Bonese v. Stowell Bonese v. Stowell Bonese v. Stowell Bonese v. Stowell Bonese v. Gill 1971 Bonneil v. Mawha 1658 Bonese v. Ins. Co. 1213 v. Phillips v. State 1040, 1042 Bones v. Ins. Co. 1213 v. Phillips v. State 1065, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 1065, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 1065, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 1069, 1890, 1890 Bonesi v. State 1800, 2354 Boody's Estate 1225, 2105, 1600, 1800	Poner Com		
Bonesteel v. Lynde v. Suillyan 1677 1677 1144, 1750 1144, 1750 1083, 2382 1086, 23			
Page Page	Dones v. State 249/		v. Rutherford 1624
Bonet v. Stowell 607 Bonfield v. Smith 1971 Bonneil v. Mawha 1658 Boston Massacre Trial 1123 Boston Water P. Co. v. 1668 Boston Water P. Co. v. 1678 v. State 2100 Bowers v. Briggs 2312 v. State 2210 Bowers v. Briggs 2312 v. State 2210 Bowers v. Briggs 2312 v. State 2210 Bowers v. Briggs 2312 v. State 2210 Bowers v. Briggs 2312 v. State 220 Oh. St. 2006, 401, 1072, 1230, 1072, 1	Bonesteel v. Lynde 2219, 2220	v. State 293, 579,	Bower v. Bower 229, 233,
Bonfield v. Smith 1971 Bonneil v. Mawha 1658 Boston Water P. Co. v. 1213 Boston Water P. Co. v. 1678 1678 1074 1082 v. Phillips 1678 1678 1074 1082 v. State 55 Ala. 825, 860, 861 1074 Ala. 2497 Bonnet v. Devebangh 1082, 1086, 1673, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 760, 1890, 1898 Boston & W. R. Co. v. 2311, 2321 231		\ 1144, 1750	1938, 2382
Bonneil v. Mawha 1658 Boston Water P. Co. v. Hanlon 1667, 1673, 1673 1686 So. v. Phillips 1678 v. State 107 Aia. 2407 Bonnet v. Devebangh 1085, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 1085, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, Bosweil v. Blackman 1616 Bosweil v. Blackman		v. Weymonth 393, 2145	v. Earl 1778
Bonnell v. Mawha 1648 Bontom vt. Cash 1040, 1040, 1040 1040, 1040, 1040 1040,		Boston Massacre Trial 1123	v. State 2100
Bonnem rr v. Gill 200, 1042 Bonner v. Ins. Co. 200		Boston Water P. Co. v.	Bowers v. Briggs 2312
Bonner v. Ins. Co. 1213 v. Phillips 1678 v. State 55 Ala. 825, 860, 861 107 Aia. 2497 Bonnet v. Devebangh 1082, 1085, 1573, 1633 v. Glattfeldt 786, 749, 760, 1890, 1898 Boston & W. R. Co. v. 2349, 2354 v. O. C. & F. R. C. 240, 2415 Bowersock v. Adams 1219 Estate 1280 Estate 1	Bonnemort v. Gill 1040, 1042		
v. Phillips v. State b. State		1586	
Dana			
1072, 1230, 2349, 2345 2349, 23			
107 Aia. 2497 1082, 1085, 1573, 1633 1086, 1573, 1633, 1633 1086, 1573, 1633, 1634		1079 1990	Oto4
Bonnet v. Devebangh 1082 1085, 1573, 1633 1085, 1574, 1635,		9040 9064	Wan Winkle 1100 1the
No. 1085, 1573, 1633 1635 No. 1636			
Bonsail v. State 347 80 80 80 80 80 80 80 8		D. U. U. & F. R. U. 405	Dowersock v. Adams 1219
Bonsail v. State State Boworth v. Bryan 1225 Boody v. State 1800, 2354 Boody's Eatate 2626 Booge v. Parsons 1225, 2105, 2159 Boogher v. Necco 1225 Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Boomer v. Lane 1615, 1985 Bothomly v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 V. State 2467 Bowies v. Bingham 2003 Boomer v. Lane 2456 Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bothom v. Skilver C. Bank 2530 Bothom v. Ushorne 2440 V. Goldsmith 1196 Bottomley v. Forbee 2440 V. U. S. 194, 302, 334, 234, 2349 Bottoms v. Kent 52, 63, 64, 194, 1983 Bottoms v. Kent 52, 63, 64, 194, 1983 Bottoms v. Wood 291, 1083 Bottoms v. Wood 291, 1083 Bottoms v. Cassady Bothomly v. Usborne 2308, 2308 Bottoms v. Cassady Bothomly v. Usborne 2309, 2308 Bothomly v. Usborne 2308, 2311 Botkin v. Cassady Bowise v. Bingham 2003 V. State 276 Bowise v. State 276 Bow	1000, 1073, 1033		
Bonsail v. State	v. Glattleidt /80, /49,		
Booby v. State 1800, 2354 Boody's Estate 2626 Boode v. Ailington 2256 Boode v. Parsons 1225, 2105, 2105, 2169 Boogher v. Nece 1225 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Bothomly v. Usborne 2307, 2308, 2311 Botkin v. Cassady 934 Botham v. S. Bank v. Silver C. Bank 2530 Boome v. Langworthy 1298, 1300 t. Langworthy 1298, 1300 v. Langworthy 1298, 1300 t. Langworth	700, 1890, 1898		
Boody's Estate 2525 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1257 Botham v. Swingier 1257 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Bowker v. Burdekin 2437 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Edy 1271 Bowler v. Dyke 2447 v. Oakiand T. Co. 1750 v. Galdsmith 1196 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bowling v. State 1063 1074	Bonsail v. State 347	Bosworth v. Bryan 1226	
Boody's Estate 2525 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1255 Botham v. Swingier 1257 Botham v. Swingier 1257 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Botham v. Swingier 1258 Bowker v. Burdekin 2437 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Bowler v. Washington 1862 Edy 1271 Bowler v. Dyke 2447 v. Oakiand T. Co. 1750 v. Galdsmith 1196 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bottomley v. Forbee 2440 Bowling v. State 1063 1074	Booby v. State 1800, 2354	v. Clark 1212	v. State 246, 248
Boogher v. Neece 1225 Bothomly v. Usborne 2307, 2308, 2311 Bothin v. Cassady 934 Bothin v. Cassady P. Eddy 1291 P. Langworthy 1298, 1300 P. State 276 Bowlin v. Pollock 1678	Boody's Estate 2526	Boteler v. Ailington 2256	Bowker v. Burdekin 2408
Boogher v. Neece 1225 Bothomly v. Usborne 2307, 2308, 2311 Bothin v. Cassady 934 Bothin v. Cassady P. Eddy 1291 P. Langworthy 1298, 1300 P. State 276 Bowlin v. Pollock 1678	Booge v. Parsons 1225, 2105,	Botham v. Swingier 1258	v. Johnson 2437
Booker v. Neoce 1225 Booker v. Booker v. Booker v. Booker v. Bowles 1302, 1309 Botana V. S. Bank v. Silver 2450 Boome v. Lane 2450 Boon v. Weathered 922, 923, 987, 1612, 1614, 1616, 1985 Boone v. Dyke 1616, 1985 v. Goldsmith 1196 v. U. S. 194, 302, 384, 2447 v. Oakiand T. Co. 1750 v. People 2252 v. Purnell 1603, 2083, 2085 v. Purnell 1603, 2083, 2085 bottoms v. Kent 52, 63, 64, v. Com. 2069	2159	Bothomly v. Usborne 2307.	
Booker v. Booker v. Bowles 1302, 1309 Botna v. S. Bank v. Silver Botna v. S. Bank v. Silver Lane 2450 Botna v. S. Bank v. Silver C. Bank 2530 Botna v. S. Bank v. Silver C. Bank 2530 Portion v. College Portion v.	Boogher v. Neece 1225		
Booner v. Lane 2450 Botna V. S. Bank v. Silver C. Bank 2530 E. Boutsord v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Botsford v. Chase 406 Bottomley v. Forbec 2440 v. Com. 2060 Bowlin v. Pollock 1978 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. State 2089			
Boomer v. Lane 2450 Boton v. Weathered 922, 923, 987, 1612, 1614, 1615, 1985 Boone v. Dyke 2447 v. Oakiand T. Co. 1750 v. People 2252 v. Purnell 1603, 2083, 2085 v. Purnell 1603, 2083, 2085 v. Reitef Ass. 1083, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 Boone v. Davidson Boone v. Davidson Booth v. Beckley 1294 Boudereau v. Mont-gomery 1388, 1483 v. Heart 1295 1304 v. Sate 276 Bowlin v. Pollock 1678 Bowlin v.			
Boon v. Weathered 922, 923, 987, 1612, 1614, 1614, 1614, 1615, 1614, 1616,			
987, 1612, 1614, 1615, 1985 Boone v. Dyke 2447 v. Oakiand T. Co. 1750 v. People 2252 v. Purnell 1603, 2083, 2085 Boone Co. Bank v. Waliace 1083, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reitief Ass. 689 Boorn's Case 867, 2081 Boone v. Davidson 1234 Booth v. Beckley 1890 v. Cook 1225 v. Fire-Engine Co. 1074 v. Hebel 1911 Bottoms v. Forbes 2440 v. U. S. 194, 302, 334, 341, 2439 bottoms v. Kent 52, 63, 64, v. Com. 2059 v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Hax 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowling v. Bowling v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339 v. Helm 1339			
1616, 1985 v. Goldsmith 1196 1196 1198			
Boone v. Dyke 2447 v. U. S. 194, 302, 334, 2489 v. Com. 1938 v. People 2252 v. Purnell 1603, 2083, 2085 2085 Boone Co, Bank v. Waliace 1063, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reiticf Ass. 689 Boone Co, Bank v. Waliace 1063, 1779 Boorn's Case 867, 2081 Bouchaud v. Dias 2159 Bowins v. State 2089 Bowins v. State	1815 1095		
v. Perpet 2232 v. Purnell 1603, 2083, 2085 Boone Co. Bank v. Waliace 1083, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 Boorn's Case 867, 2081 Boosey v. Davidson 1234 Booth v. Beckley 1890 v. Cook 1225 v. Fire-Engine Co. 1074 v. Hart 1141 Boulder v. Hebel 1911 Bottoms v. Kent 52, 33, 64, v. Com. 2089 v. Hart 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Hart 111, 246, 248, 1983 v. Helm 1339 v. Helm 1	Boone w Duke	" TT Q TO TOO COA	
v. Perpet 2232 v. Purnell 1603, 2083, 2085 Boone Co. Bank v. Waliace 1083, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 Boorn's Case 867, 2081 Boosey v. Davidson 1234 Booth v. Beckley 1890 v. Cook 1225 v. Fire-Engine Co. 1074 v. Hart 1141 Boulder v. Hebel 1911 Bottoms v. Kent 52, 33, 64, v. Com. 2089 v. Hart 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Hart 111, 246, 248, 1983 v. Helm 1339 v. Helm 1		v. U. D. 194, 302, 884,	
v. Perpet 2232 v. Purnell 1603, 2083, 2085 Boone Co. Bank v. Waliace 1083, 1779 Boorman v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 Boorn's Case 867, 2081 Boosey v. Davidson 1234 Booth v. Beckley 1890 v. Cook 1225 v. Fire-Engine Co. 1074 v. Hart 1141 Boulder v. Hebel 1911 Bottoms v. Kent 52, 33, 64, v. Com. 2089 v. Hart 1299, 1301 v. Helm 1339 v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 111, 246, 248, 1983 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Bowins v. State 2089 v. Hart 111, 246, 248, 1983 v. Helm 1339 v. Helm 1		841, 2489	
Boone Co. Bank v. Wal. 2085 Botts v. Wood 201, 1083 v. Helm 1339		Bottoms v. Ment 52, 63, 64,	
Boone Co, Bank v. Wal- iace 1063, 1779 Bouchaud v. Dias Dias Dia		194, 1983	v. Hax 1299, 1301
Bouchaud v. Dias 2159 v. State 2089 Bournan v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 Eocher v. Co. 1890 v. Robeson Mills 437 Bouchaud v. Dias 2169 Bowius v. State 2081 Bournan v. Express Co. 2537 v. Reitef Ass. 689 v. Robeson Mills 437 Bouchaud v. Fox 1244 Bouchaud v. Fox 1244 Eocher v. Bowman v. Bartlett 1273, 1812 Eocher v. Bowman v. Bartlett 1273, 1812 Eocher v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Bowman v. Dewing 1640 v. Bowman v. Dewing 1640 v. Montcalm Circuit Jndge 2374 Eocher v. Hart 1141 Eocher v. Hebel 1911 v. Patrick 2339 Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Eocher v. Eocher v. Cook 1286 Eocher v. Eoc			
Boorman v. Express Co. 2537 v. Relief Ass. Co. 1890 v. Robeson Mills 437 ds. Bowman v. Bartlett 2248, 1983 ds. Boorn's Case 867, 2081 ds. Boucicault v. Fox 1244 v. Bowman v. Bartlett 1273, 1812 v. Bowman v. Bartlett </td <td>Boone Co, Bank v. Wal-</td> <td>Bouchaud v. Dias 2159</td> <td>v. State 2089</td>	Boone Co, Bank v. Wal-	Bouchaud v. Dias 2159	v. State 2089
Boorman v. Express Co. 2537 v. Relief Ass. Co. 1890 v. Robeson Mills 437 ds. Bowman v. Bartlett 2248, 1983 ds. Boorn's Case 867, 2081 ds. Boucicault v. Fox 1244 v. Bowman v. Bartlett 1273, 1812 v. Bowman v. Bartlett </td <td>iace 1083, 1779</td> <td>Boncher v. Ciark Publ.</td> <td>Bowius v. State 111, 246.</td>	iace 1083, 1779	Boncher v. Ciark Publ.	Bowius v. State 111, 246.
v. Reiief Ass. 689 v. Robeson Mills 437 Bowman v. Bartlett 1273, 1812 Boorer's Case 867, 2081 Boucicault v. Fox 1244 Boucicault v. Fox 1244 v. Bowman v. Bartlett 1273, 1812 v. Bowman v. Bartlett 1274, 1832 v. Bowman v. Bartlett 1274, 1832 v. Bowman v. Bartlett 1274, 1832 v. Bowman v. Bartlett 127	Boorman v. Express Co. 2537	Co. 1890	248, 1983
Boorn's Case 867, 2081 Boucicault v. Fox 1244 v. Bowman 917, 1933	v. Reiief Ass. 689		Bowman v. Bartlett 1273, 1812
Boosey v. Davidson 1234 Boudereau v. Mont Booth v. Beckley 1890 1388, 1483 v. Montcalm Circuit Judge 2374 v. Fire-Engine Co. v. Hart 1141 Bouder v. Hebel 1911 v. Patrick 2339 v. Montcalm Circuit Judge 2374 v. Montcalm Circuit Judg			
Booth v. Beckley 1890 gomery 1388, 1483 v. Montcalm Circuit 2374 v. Fire-Engine Ca v. Hart 1901 gomery 1388, 1483 v. Montcalm Circuit 2374 Jndge 2374 v. Norton 2301, 2328 v. Hart 1911 v. Patrick 2339	Boosey v. Davidson 1234		" Dewing 1810
v. Cook 1225 Boudinot v. Winter 2118 Jndge 2374 v. Fire-Engine Co. 1074 Bouker v. People 2079 v. Norton 2301, 2328 v. Hart 1141 Boulden v. Hebel 1911 v. Patrick 2339			
v. Fire-Engine Co. 1074 Bouker v. People 2079 v. Norton 2301, 2328 v. Hart 1141 Boulden v. Hebel 1911 v. Patrick 2339		Roudinat w Winter 0110	
v. Hart 1141 Boulden v. Hebel 1911 v. Patrick 2339			
Territoria de la compania del la compania del la compania del la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la compania de la c		Boulder v. Fenpie 2079	v. Norton 2301, 2325
3684	v. mit 1141		v. Patrick 2339
		3684	

05, 401, 11, 2321 7. 987, 2194, 66, 1225 1219 1350 1414 1409 17, 2098 146, 248 2408 2408 1271 2201 188, 1306 276 1681 1074, 1938 2039 1, 1304 1, 1308 2, 1308 2, 1308 2, 1308 2, 1308 2, 1308 1, 1308 2, 1308

Barrer Contain	694, 702 1680, 2008 2016 8, 1207, 1296
Bowman v. Sanborn	1680, 2008
	2016
v. Wettig 870 v. Woods Bowser v. Cravener v. Warren	8, 1207, 1226 1696 1573, 2141 1225 1826 1827, 1651
Bowser v. Cravener	1573 2141
e. Warren	1225 1820
Banes a Channes	1921, 1651
v. Foster	286 22.19
v. Mooney	1226
Boyce v. Chapman v. Foster v. Mooney v. People v. R. Co.	2062
42 N. H.	450
42 N. H. 48 N. H.	468
r. Stage Co.	2354
v. Stambaugh Boyd v. Bank	2167 1128, 1668 318
v. Boyd	318
v. Com.	2158
v. Jones v. Ladson	2158 1779 1548
v. M'Lean	2054
v. Ladson v. M'Lean v. Petrle v. State	1869
v. Petrie v. State 2 Hnmph. 14 Lea 1 94 Tenn.	836
14 Lea 1	43, 144, 457 1270
14 Lea 1 94 Tenn. 88 Tex. Cr.	1270
v. U. S.	2289
116 U. S.	1859, 2188, 2264
149 11 0	2264 523
Boyden v. Moore	1779
142 U. S. Boyden v. Moore Boydston v. Morris Boyens' Will Boyer v. Norris v. St. Louis S. F. T. R. Co. v. Sweet 1538, v. Teagne	1225, 1661
Boyens' Will	1505
v. St. Louis S. F.	£ 1520
T. R. Co.	1058, 1640
v. Sweet 1538,	1539, 1552
o. reafine	1712, 1757, 2196, 2215
v. Weimer	1086
Boyett v. State Boykin v. Boykin	1665 2068
v. People 273	, 274, 1852,
	2497
v. Smith	1651 2158
v. State v. Wright 1225,	2138, 2143 271, 1083, 1505, 1514, 1736, 1738
Boylan v. Meeker	271, 1083,
	1505, 1514,
Boyle v. Boyle	2523
Boyle v. Boyle v. Columbian F. (co. 1576
v. Mananov Caty	2552 2386
v. Relief Assoc. v. Saginaw	252
v. omitnman	2264, 2272
v. State 97 Ind. 246	040 1442
105 Ind.	1445, 1447
	3, 248, 1445 1445, 1447, 2276, 2277
	1/00
v. Wleeman	1213, 1228
1872,	397, 1976 1213, 1228, 2268, 2272
Boyles v. M'Eowen Boynton v. Boynton	2282 2200
20) Hall C. HOYHON	2200

۱			Bestia
•	Boynton v. Kellogg v. Miller v. Pierce v. Trumbull		52, 7 108 244 235
1	n Piercu		944
1	v. Trumbull		245
1	Bozeman v. Browning	2	121
I	Brabbite v. R. Co.		197
1	Bozeman v. Browning Brabbits v. R. Co. Brabo v. Martin	_	198
1	Bracegirdle v. Balley	7.	3, 201
1	Bracken v. State	200	, 189 119
1	v. Wells	200	165
1	Brackett v. Edgerton		71
i	v. 11oltt		245
1	v. Norton		257
1	v. People v. Weeks		168
ı	Brackney v. Fords		102
ı	Brackney v. Fogle Bradburn v. U. S.	97	238 6, 90°
ı	Bradbury v. Dwlght		89
1	Bradbury v. Dwlght Braddee v. Brownfield	đ	899 1106 1109
l		1106,	1109
ł	D- 1 20 m	1514	, 166
ı	Braden v. McCleary	d 1108, 1514	969
ł	Bradford v. Barclay		1006
I	e. Cooper		1966 728
l	v. Bush v. Cooper v. Cunard S. S. C	n.	2570
I			0. 451
ı	v. People	2012,	2016
Į		2018,	2276
l	v. Russell		1681
ı	v. S. S. Co. Bradford's Case		1588
ı	Bradford Glycerine Co		1199
İ	v. Klzer	5A1	2509
l	Bradford S. Co. v. Joo	ıt i	2442
ı	PSPR/IIAW to Author		1084
	v. Bank v. Bradley 4 Dall. 11 Me.	1675,	1684
l	v. Bradley		0020
ı	11 Me.		2352 2067
ı		2271,	2281
	v. Clark v. Crackenthorp v. Cramer v. Dinneen	,	1406
	v. Cramer		400
	v. Dinneen		1871
	o. Geranel		2120
	v. Gelselman v. Glbson		1415
	v. Goodyear		73, 74 1549
	v. Lightcap		2143
	v. McIntosh	2374,	2376
	v. Morris	·	529
	v. Myrick		1371
	v. Obear v. R. Co. v. Ricardo 89 v. Slubee		321
	n Ricardo 90	7, 907	451 , 908
	n. Sllahee	1, 801	1239
	v. Spofford		1779
	v. Spofford v. State		232
	v. Steam Packet (o. :	2462.
	77	2465,	2470
	v. Veazie r. West		2210
1	Readley T. Co., White		1350
1	Bradley T. Co. v White Bradebaw v. Atkine	,	1186 714
•	v. Bennett	1297,	2434
	v. Comba	,	774
	v. Hedge		1675
	v. Murpby		2259
	3685		

000	la	1	Bection
76	Bradshaw v. People Bradston's Case	2250	2628
15	Bradstreet v. Haldwl	n	2256 1883
54 18	Bradt v. Rommel		2854
18 76	Brady v. Brady v. Caseldy v. McArdie		716
14	v. McArdie		2400
0,18	v. Nally	18	2592
15 16	v. Parker v. Shirley	1140	1785
51	v. State	1163	1696 2304
17	e. U. S.		861
50 13	Bragg v. Colwell	0000	1850
31	Manala		2021 1777 2452
21	Bragge v. Dyer Brailsford v. William		2452
6	Braileford v. William	10	95
7			
В,	Brainard v. Brainard v. Buck	2001,	1072
0,	v. R. Co.		714
9	v. Buck v. R. Co. Braintree v. Battles	1195,	1225 1383
5	v. 1lingham Brakefield v. State Brakehill v. Leonard		1440
8	Brakehlll v. Leonard		1680
8		1969,	2097
i	Braly v. Henry Bram v. U. S. 142, 82	1.823	1890
3,	865,	1976,	2266
6	Bramlett v. Flick		1976
1 8	Bramweil v. Lucas Branch, ex p.	2206,	2296 2207
9	v. Llbbey		458
9	Branch Bank v. Black	2	2128
2	v. Klusey v. Parker	253,	1871 1623
4	Brandao r. Barnett	200,	2580
4	Brandao v. Barnett Brander v. Ferriday Brandon v. Cabiness		253
,	Brandon v. Cabiness		1856 1389
2 7 1 3 3 1 0	v. Mullenix v. People Brandt v. Klein Brannin v. Force's Ad	987, 1257, mr's	2276
1	Brandt v. Klein	1257,	2309
3	Brannin v. Force's Ad	mr's	1689
1	Brannon v. Hnrsell Brannum v. O'Connor		905 1067
)	Brant v. Gallup		1963
5	v. Lyons		1951
	Brantly v. State Brard v. Ackerman		457 2309
3	Brashear v. Barton	1291,	1290
	Drasilears o. Orme	1988,	2500
il	Bratt v. Lee Braun v. Campbell		1196 1109
	Brawdy v. Brawdy	2047,	2054
	Braxton v. Hllyard		2287
	Bray v. Flickinger v. State Braydon v. Goulman Brayley v. Kelly v. Ross		1188 1138
	Braydon v. Goulman		1879
1	Brayley v. Kelly		2596
	Brayton a Chase	2104,	2120 2300
	Brayton v. Chase Brazier v. Fortnne		2312
	Brazil v. State		56
	Breadalbane v. Chand Breadalbane Case	06	1697
	PICACAIDADE CESC	2083,	602, 2505
	Breck v. Blanchard		2355
	Bredlau v. York Bredon v. Gill		1719 1364
1	Predon o. Gm		1003

	Section	1	Continu		
Breed v. Gove	2246	Briesenmelster v. 8	Section	Brocas v. Mayor	Bootles
r. Nagle	1288	Brome Lodge	2388, 2384	Brock, re	1186, 1219
Breeden v. Fe	1388	Briggs v. Alneworth	1873	Brock v. Brock	1511
Breedon v. Gi.t	2(08)	n. Reistan		116 Pa.	2336, 2341
Breen v. Richardson		80 Cal.	1388	92 Va.	1085
Breese v. U. S.	759		2384	v. Cottingham	1195, 1196
Breinig v. Metzler	1558		1678	v. Ins. Co.	1208
Breitenwischer v. Ck	ougia 1668	A. Trougal BAtt	1651, 2143	v. Kent	1070
Brembridge v. Osbor	ne 2518	v. McBride	285	v. Milligan	1817
Bremer v. Freeman	1271, 1697,	v. Morgan	2220	v. Saxton	1290, 1651
Brennan v People	1953, 1984	v. Murdock	1633	v. State	,
Brenner v. Luth	1913, 1979	". Partridge	2400, 2488	26 Ala.	354, 1042
Bressier v. People	2079, 2368	v. Rafferty	7:36	123 Aia.	288, 2273
Breton v. Cope	1245, 1256	v. Stafford	530	Tex. Cr., 7:	
arcton v. cope	1268, 1291	v. Taylor 104	2, 1219, 2080	8. W.	2242
Brett v. Beales	1502, 1662,	Brigham v. Clark	2572	Brockbank r. Ander	
	2139		1040	Brockett v. Bartholo	
r. Brett	2048	v. Fayerweathe v. Palmer	1900 1901		2442,
v. Rigdon	2413, 2471	Bright r. Pennywit	1209, 1801 1225	Daniel bank mi	2465
Bretto r. Levine	2480, 2454	v. Tel. Co.	581	Brocklebank v. Tho	
Bretton v. Prettiman	575	v. White	1681, 1684	Brocklebank's Wiii	2522
Brevaido v. State	898	r. Woodward	1912	Broder v. Sailiard	2500
Brewer v. Bowersox	18	Bright's Ex're v. Sw	nebroad 617	Broderick v. Higgins	451
r. Ferguson	2336	Brighthope R. Co. v	Rogers 456	moderick v. niggin	
r. Hantingdon	1350	Brili v. Car Co.	290	Brodhead v. Wittee	2282 1693, 1694
r. Knapp	2518	v. Christy	1678, 2152	Brodnax v. Groom	1350
r. Paimer	2447	v. Flagier	663, 1948	Brody v. Chittenden	2463
e. Porch	905	Brind v. Hambshire	2409	Brogan v. Savage	1226, 1051
r. R. Co.	892	Brindie v. M'livaine	988, 1610,	Brogy's Case	1135, 1186,
v. State	2086		1621		1862
Brewers' Co. v. Benso		Bringioe v. Goodson	1296, 1297	Broiley v. Lapham	907
Brewster v. Sewall	1180,	Brink v. Ins. Co.	1947	Bromago v. Price	1994
Theman	1194, 1228	r. Stratton	894, 935,	Bromiey v. Waliace	211
r. Thompson Brewton r. Giass	2354		951, 953	Brookbank v. State	1226
Brice v. Bauer	2442	Brinx's Express Co. :		Brookbard v. Woodl	ey 1992,
v. Miller	282, 1063 1830	Kinnare	1976		1993,
r. Smith	1512	Brinton v. Seevers	1685		2002
Briceiand r. Com	136	Brisbane v. Pratt	1068	Brooke v. Berry	1938
Briceland r. Com. Bricheno r. Thorp	2323	Briscoe v. Bailije Ha		v. Brooke	600
Brick v. Brick	2487	v. Lomax	2421	v. Jordan	1195
Brickeii v. Huise	1075		3, 867, 2097	v. People 150	, 1877, 2513
Bricker v. Lightner's		Bristoi v. Cox	2819	v. R. Co.	458
Ex'r	689, 1938	v. Dann	1083	v. Townshend v. Winters	689, 1938
Bride r. Ciark	1684	v. Warner	2113, 2115	Brookes v. Tichborne	89, 437
Bridge v. Eggieston	336, 1080,	Bristoi Co. Bank v.	a.10, a.110	Brookfield v. Warren	
	1082, 1085,	Keavy	714	Brooking v. Dearmon	1784
	1086, 2855	Bristor v. Bristor	1124	Brooks v. Acton	1225 438 059
r. M'Carthy	2447	Bristow v. Cormican	157, 378	THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERS	438, 952, 1022
v. Oshkosh	564, 1719	v. Sequevilic	5, 687, 690	v. Brooks	898
v. Weilington	585	British Empire S. S.		v. Cannon	1387
Bridger r. R. Co.		Co. v. Somes	2212	v. Ciay	1225, 1501
25 S. C. 27 S. C. 25	1951	Britt v. State	352	v. Com.	106
	2, 458, 461	Brittain v. Ailen	406	v. Crosby	1873
Bridges v. Branan v. McClendon	2164	Britton v. Lorenz	2294, 2812	v. Daniels	1186
	794	v. R. Co.	1807	v. Duggan	1777
r. n. co. 2	494, 2552,	v. State		v. Francis	2841
v. State	2570	54 Ind.	1186	v. Hali	1719
103 Ga.	392	115 Ind.	1890	v. Hazen	657
	1672, 2118	Broach v. Kelly	1407	v. Hoiden	1576, 2329
Bridgewater v. Piymor	nth 2349	v. Sing	2050	v. Jenkins	1225
v. Roxbury	1521	Broad v. Pitt	2291, 2294,	v. Lowenstein	1779
	FOO	Danada an D. C.	2297	v. Marbury	1225
v. State		Broadman v. R. Co.	2583	v. McMeekin	1195
	4100	Broadrup v. Woodma		v. R. Co.	1041
		Recordenall - MacCitta	4040		
Bridgewater Case	2287	Broadweii v. McClish		v. Sionx City	1951
	2287 2856	Broadweii v. McClish v. Stiles Brobston v. Cahill	1813 1198 2006, 2016	v. Sionx City v. Somerville v. State	1951 2494 1142, 2513

BRE

Section 3, 1219 1511

, 1042 , 2278

1

TABLE OF CASES.

Brooks v. Weeks	905, 906	Brown v. Jewett	flection	B	Section
v. Wilcox	1873	v. Jones	1066, 2309	Brown v. State	1000
Brooks, Estate of	1938	v. Kennedy	788 2525	76 Ga. 71 Ind.	1330
Broom v. Broom	2230	r. Kenyon	1777		1829 1, 782, 928,
Broquet v. Tripp	669, 1975	v. Kimball	1513, 2529	18 M.C. V4	1028, 1807
Broquet v. Tripp Brotherline v. Hamn	nond 2629	v. King	2515	82 Miss.	826, 1445
Brotherton v. Living	eton 1651	v. Kingsley	987	05	2071
v. Mart	1200	r. Kohout	1164	72 Miss. 98	62
v. People	1447	v. Leach	430	73 Miss. 997	201
Brott v. State	177	v. Livingstone	2529	78 Miss.	1072
Brough v. Perkins	1698	r. Luchrs	736, 749		1270, 2512
Broughton v. Harpus		v. Lutz	2677	18 Oh. St.	584
Brouillette v. R. Co.	97	v. Maliler	1083	26 Oh. St.	868
Brounker v. Atkyns Broussard v. Mallet	1598, 2169	v. Markland	2465	1 Tex. App.	2081
	1335	v. Marshall		8 Tex. App.	1840
Brown, ex p. 97 Cal.	2215	120 Ind.	1878	42 Tex. Cr.	900
72 Mo.	2200, 2287	47 Mich.	1873	v. Thornton	
re	2220	v. Matthews	2303	6 A. & E.	
Brown v. Anderson		v. Mendonca	1297	1 Myl. & Cr.	2121
v. Bellows	897, 907	v. Metz	2529	r. Tourtelotte	136, 907,
v. Benson	455	v. Mitchell	1000	m t	2498
v. Booth	1206	87 Tex. 88 Tex.	1988	r. Tucker	1196
v. Brown	1200	oo lex.	667, 1738,	v. U. S.	
38 Ala.	2067	v. Mooers	1958	160 U. S.	21, 1079
8 E. & B.	1267, 2528	v. Moders	1108, 1109	164 U. S.	1616
v. Burnham	2540	v. Mt. Holly v. Nash	1719	r. Upton	2009
	, 1890, 1896	v. Norton	1850	r. Walker	255, 2258,
v. Butler	1576, 2294	v. Oattla	620, 2245	117	2281
v. Byam	1380	v. Oidham	1213	v. Warner	1589, 1540
v. Byrne	2425, 2431,	v. Owen	2522	r. White	1387
23.20	2440, 2462	v. Payson	1021	r. Wightman	1560
v. Cady 1225	, 1226, 1651	v. People	2908, 2813	r. Wiley	2444
v. Castellan	2530	S Colo.	1001	r. Wood	1004
r. Chenoweth	2015	17 Mich.	1196 10070	17 Mags.	1304
v. Chicago M. &		36 Mich.	1126, 2079	121 Mass.	2836
R. Co.	2220	v. Perez	1186 928	19 Mo.	907, 1213
v. Cockerell	264	v. Perkins	15	6 Rich, Eq. 1	1312, 2141
v. Cole	2349	v. Piper	2580	v. Woodman v. Woodward	1268
v. Coiline	1676	v. R. Co.	2000	v. Wren	2015
v. Com.		5 Gray	1640	v. Wright	382 2586
14 Bush	1922, 1938	94 Ia.	1977	r. Zachary	1388
102 Ky.	200	Kv. 53 8 1	V. 1750	Brown's Case	2100
2 Leigh	2056	Ky., 53 S. V 66 Mo.	1012, 2382	Browne v. Crashaw	519
73 Pa.	1398, 1483,	32 N. Y.	1719	v. Hickie	681
	2098	22 O. B. D.	65, 461	v. Moore	001
76 Pa.	414, 660	22 Q. B. D. 12 R. I.	714, 1948	8 Bligh	1862
v. Corey	1948	v. Reed	2419	82 Mich.	716
v. Crandall	1624	v. Richmond	1267	v. Phila. Bank	2165
v. Dean	1018	v. Road Co.	1961	v. State	142
r. Doubleday	1978	v. Schinppacasse	e 2468	v. Steck	1878
v. Doyle	2468	v. Schock	4, 38, 289	Brownell v. Black	1700
v. Drake	2495	v. Scott	1677	v. Briggs	884
r. Driggers	1239	v. Selwin	2475	v. Curtie	2268
v. Eaton	2110	v. Sheppard	1690, 1700	v. McEwen	2851
v. Edson	1651, 1680	v. Shields	1062		194, 246,
v. Farley	1210	v. Simpson	2143	247. 1	974, 1976
v. Foster		v. Smith	390	r. R. Co. 1	482, 1747,
1 H. & N.	2306, 2808	r. Stanton	1272		1756
118 Mass.	1160	v. Swanton	1951	Brownfield v. R. Co.	1976
v. Frat. A. Assoc		v. Swineford	1159, 1806	Browning v. Aylwin	1858
v. Giles	1876	v. State	,	r. Flanagin 1:	244, 1267,
v. Greenly	1409	46 Ala.	1618	1847 1	621, 1689,
v. Griffith	1225, 1239	62 Ala.	2086	1884 9	107, 2450
	1651, 2105	124 Ala.	861	v. Gosnell	2015
v. Hooper	2260	Fla., 27 So.	2056	r. Hanford	1664
r. Huffard	675	Fla., 35 So.	18, 1029		238, 1876,
v. lns. Co. 68	8, 792, 2384	28 Ga.	761, 1893,		890, 2168
v. Isbell					

Brownsword v. Edwards	2260	Buard v. Buard	1816
Broyles r. Prisock 116	9264 4, 171V,	Bubeter v. State	2000
	1840	politan Board 19	00, 1912,
v. State 107 Brubaker v. Taylor 910	2, 1349	24	49, 3868
	6, 1028, 1061	Cook	3097
Bruce v. Beall 561, 79	8, 1961 8, 2167	v. Grocery Co.	1878 1802
v. Nicolopulo 121	8, 2167	r. Moore	1362
II. DEALE	1300	v. Rucker 12	71, 1681,
Brucker v. State Bruckman v. Taussig Bruendi's Will Bruker v. Kelsey	200 1040		2163
Bruendi's Will	2082	66 Ala.	2066
Bruker v. Kelsey	1088		02, 2277
Bruley v. Garvin Brundred v. Del Hoyo	2803	Husbar v. Torrett	76, 1841
r. Paterson M. Co.	1684 1959	Bucher v. Jarratt 12 Buchman v. Ntate 22	01 2203
v. Paterson M. Co. Bruner v. Wade	2015	Buck r. Appleton	49, 1647 01, 2203 829
Bruni's Case	2372	Buck r. Appleton v. Ashbrook v. Boston	618
Brunnell v. 11. S. M. Co. Bruns v. Clase	377 1195	v. Boston	461
Brunson r. Lynde	78	v. Gage v. Grimes	1225 1681
v. State	118	v. Maddock	1051
Brunswick & A. R. Co. v.		Buckholts v. Buckholts	2067
McLaren Brunt v. Thompson	1948 2675	Buckingham v. llarris	1878
Brusberg v. R. Co. 4	54, 456	v. Roar 22 Buckinghamshire v.	35, 2341
Brusen v. R. Co.	1719	Drucy	1625
Brush v. Cook	3168	Buckley v. Buckley v. Express Co.	1890
v. Gibbon v. Smith	1858	r. Express Co.	201
v. Taggart	567 1239	p Papatth	1316
Brush E. L. & P. Co. v.	1200	e. Thomas	1917 2250
Wella	1018	Bucklin v. State 92	3, 1008,
Bruton v. State Bryan v. Duff	2059		1985
Bryan v. Duff	2445	Buckmaster v. Job	2167
v. Farnsworth v. Forsyth 1672	1681 2, 1684	Buckminster v. Perry Buckner v. Armour	1938 1839
v. Malloy	1388	v. Finlay	1675
v. Moring 78	36, 754	Budd v. R. Co. Buel v. New York	561
v. O'Connor	1388	Buel v. New York	
v. Smith v. State	1256	Steamer	1877
41 Fla.	961	v. State 1 987, 200	40, 983,
Fla., 34 So.	906,	Buell v. Cook	1256
	1036	r Warner	9579
v. Wagstaff v. Walton	1208	Buffalo Co. v. Van Sickle	1013
14 Ga. 1036	, 1195,	Buffalo Co. v. Van Sickle Buffalo L. T. & S. D. Co. v. Knights T. & M. M.	
3143	. 2030	A. Ass'n	2390
20 Ga. 167,	1005,	Buffum v. Harris 57	1. 1923.
1873	1922		1961
v. Wear 1680 Bryant v. Foot	2167 2522	v. R. Co. v. York Mfg. Co.	1943
v. Ingrahe	803	Buford v. Bostick	2120 1678
v. Kelton 1271, 1677	, 1680	v. M'Luny 70.	78, 209
v. Owen 1273	, 2426	v. M'Luny 70,	78, 209 2580
v. Plerce	1738	Bule v. Carver	2098
v. R. Co. 6 v. Ritterbush	5, 461	Bulgers' Co. v. Cox 107	8, 1124
	2497,	Bulkeley v. Bntler Bulkeley v. Landon Bull v. Com.	2502 0, 2529
2511	2513	Bulkley v. Landon	1076
o Stilwall	1182	Bull v. Com.	2349
Bryce n R Co	418	n. moverand 218	3, 2211,
Bryant's Estate Bryce v. R. Co. Bryden v. Taylor Bryne v. Van Tienhoven Bryniolfeen v. Flow Co.	458 1624	222	2, 2223
Bryne v. Van Tienhoven	2410	Bullard v. Billings 108	5, 1779 2484
		C. STORES	#TU2
Brynjolfson o. Elev. Co. Bryson v. Hamilton	1290 2098	v. Bullard	1051

Bootles		908, 1022 1971, 198 79, 900, 904
1516	Bullard v. Lambert	1001 1022
2000	v. Pearsall 7	79 900 904
, 1912,	V. 1 VIII III I	906 80
), 1912, 0, 2868 2097	v. R. Co.	905, 90 290, 180
2097		100
1878 1802 1362	v. Smith v. Thomas	1186, 1216
1802		215
1302	v. Wilson	736, 748 21, 1198 1304, 1464 1472, 1692
, 1681,	Bullen v. Michel	21, 1195
2163		1304, 1464
2066		1472, 1502 2189, 214
9977	Bulley v. Bulley	108
8, 1841 9, 1647	Bulley v. Bulley Bulliner v. Ps ple	1842, 1859
0, 1647	Bullinger e. Marshall	1127, 118
1, 2203	Bullinger v. Marshall Bullions v. Loring Bullis v. Easton	131:
529	Bullis v. Easton	702, 121: 1082, 108:
618	v. Montgomery	1082, 1083
463 1225	v. R. Co. Bullitt v. Overfield	1800
1681		1280
1061	v. llunter	760
2067	. D. Knox	25:27
2067 1878	v. Lake Drumme C. & W. Co.	ond
5, 2341	C. & W. Co.	
	v. Richardson	2257
1625	v. State 1	94, 822, NSS
1890	v. Wilson	861, 1006
1316	Bulstrod v. Letchmer	2168
1917	LIMING U. AND CHILLE	re 22% 2308
2250	Bumgardner r. R. C.	o. 1750
, 1008,	Bunberry v. Brett	106
1985	Bumgardner v. R. Co Bunberry v. Brett Bunbary v. Banbary	2317
2167	v. Matthews Bunce v. McMahon	2168
1988	Bunce v. McMahon	1018, 2354
1839 1675	Bunch v. Hurst Bunckley v. Jones	1213 289
561	v. State	2272
-	Bundy v. 11yde	16, 18, 785.
1877		16, 18, 785, 2406
0, 983,	Bunel v. O'Day	9507
, 2497	Bunker v. Shed Bunker Hill Co. v. Sc	736
1256 2572	Bunker Hill Co. v. Bo	chmel-
1013	ling Dunn Brown	791
1010	Bunn v. Bnnn Bunnell v. Butler	2260 1908
	v. Studebaker	1779
2390	Buns v. Cornellus	1066
1923,	Bunzel v. Maas	996, 1003,
1961		2103
1943	Burbank v. Dennis	736
2120	Burch v. Stovall	2050
1678	Burchfield v. State Burden v. Taylor	664
8, 209 2580	Burdette v. Burdette	2450
2098	v. Com.	2239, 2245 987, 1270,
, 1124		2277
2502	Burdge v. State	861
2529	Burdick v. Hunt	694, 1021, 2008, 2383
1076		2006, 2383
2349	Burditt v. Howe Burdon v. Rickets Burford v. McCue	2429
2211, 2228	Burford v. Rickets	1186
1779	Burg v. R. Co.	2529
2484	Dail 6. W. CO.	460 , 1385 1693
1061	Burge v. Hamilton	1736, 2052.
778		2452

2, 1892, 89, 2148 1063 42, 1862 27, 11:11 1:112

ıl-

TABLE OF CASES.

Section			Section
17, 720	Burlington & M. R. C	λ.,	
0.57	Behiunts		1940
	Humaha a Battle	10.0	2206
8. 1776	Burnand u Nanot	1213	
762	Burnan v. Sharpateen		2529 1900
1226	Burnell v. Weid		1681
1141	llurnet v. Brnsh		1228
	Burnett v. Lynch	1207	, 1298
	v. Me luey		1244
			8 , 660
	F. R. Co. 682	903	1021
1000	" Simpline	1028	, 1124
6, 2389	v. State		78
2586	87 Ga.		2008
	32 Tay Ca		398
	r. Thompson	1225	
	v. Wlim. N. & N.		•
3141		1131	, 1122
2420 1510	Burney r. Allen		1976
1949	P. State		0050
7	100 Ga		2050
1216	r. Torrey		2497 1938
	Burnham v. Aver 60	4 70	2 798
1004	e. Brennan	-,	1086
	r. Cornwell		1770
	r. Hatfield		2303
507		233	1938
9 404	V. MOTTISSEY		2211
	v. Roberts	2311,	2312
	wood		2572
76	Burns v. Barenfield		1218 672
1808	p. Burns		012
1208			2085
	68 N. H.		398
	4 S. & R.		2051
	v. Campbell 1	073,	1681,
			1966
			1539
			2260 1062
228			2854
1085			461
	v. State		
	48 Ala.		111
	49 Ala.		2100
1956	61 Ga.		1750
			1124
	r Which	200	2195
	Burns' Will	000,	229
2520	Burne & S. L. Co. v. D.	nvla	2400
4.	Burnside v. Terry	0,10	2311
	Burpee v. Carviil		1219
318	Burr v. Com.		216
1074	v. liarper 1	993,	1999,
	2	2002,	2007
4120			2105
1248			1850
1210	n Wilson	994	1778
1203	Burr's Trial : see II &	441,	1023
-	v. oner.		
1086	Burraston v. Bunk		2296
1086	Burraston v. Bank Burrell v. Ball v. North		2296 603
	17, 724 966 3077 76, 1777 1238 1141 2067 2162 2362 2362 1044 2115 2144 2426 2, 1612 1442 2426 2, 1612 1442 2426 2, 1612 1442 2426 2, 1612 1442 1948 1968	17, 720 950 961 18, 1779 762 1226 1141 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2068 2352 1046 6, 2386 2352 1046 2115 2141 2141 2115 2141 2141 2115 2141 2162 2152 2352 1046 2115 2141 2141 2141 2141 2141 2141 2426 2152 2352 2536 2536 32 Tex. Cr.	17, 720 960 9671 18, 1779 1702 1225 1141 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2067 2067

Burrit e, Com're 1356 1000 1061 1225 1207, 1294 68, 866 662, 963, 1021, 1028, 1124 75			
See	D C.	·	Section
See	1945	Burrell v. State	1108, 1806
See	2206	Burridge r. Susse.	1876
See	1213, 1644	Burris v. State	276, 27
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	2029 teen 1960	Burrit v. Com're	1350
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	1681	Burrowes e. Lock	1900 1900
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	1228		1804
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	1207, 1298	Burrows v. Lake Cr	retal 202
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	68, 666	Burras a Kale	458
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	682, 953, 1021,	Burson v. Edwards	170
2008 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 1076 2050 2407 1938 604, 702, 728 1066 1770 2303 223, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 308 2085 308 2085 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1111 2100 1750 1124 2115 2117 2117 2118 2117 2118 2118 2118 2286 2286 2286 2286 2286	1028, 1124	r. iluntington	2098, 1420
C. Palmer 1070 R. 1225, 1306 N. 1131, 1122 1976 2407 1988 604, 702, 728 1086 1770 2303 223, 1938 2241 2311, 2312 2572 1213 1672 2085 308 308 308 308 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 401 111 2100 1750 1124 2100 1750 211 2100 1750 2002 2007 2005 2007 2105 2007 2105 2007 2105 224, 1623 225, 2007 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 225, 2007 226, 2007 226, 2007 227, 2006 228, 2007 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 224, 1623 225, 2007 226, 2007 226, 2007 227, 2007 228, 200	15	Burt v. Burt	
7. 398 1225, 1306 N. 1131, 1122 2050 2497 2497 2905 2007 2497 2903 233, 1938 233, 1938 233, 1938 231, 2312 2572 1213 3672 2055 308 2051 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 210 2100 2175 2100 2175 2175 2005 2007 2007 2007 2007 2007 2007 20	2008	C. Palmer	1070
1131, 1122 1976 2060 2497 1988 604, 702, 728 1086 1770 2303 233, 1938 233, 1938 231, 2312 2572 1213 1 672 2085 308 2061 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1124 211 2100 1750 1124 217 218 111 2190 2260 2364 2461 27 2866, 1976 287 2986 2987 2987 2988 2988 2988 2988 2988 2988	P. 398	r. Place	1416
1131, 1122 1976 2060 2497 1988 604, 702, 728 1086 1770 2303 233, 1938 233, 1938 231, 2312 2572 1213 1 672 2085 308 2061 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1124 211 2100 1750 1124 217 218 111 2190 2260 2364 2461 27 2866, 1976 287 2986 2987 2987 2988 2988 2988 2988 2988 2988	1225, 1306	v. R. Co. 1350	0, 2154, 2577
1976 2050 2497 1988 2497 1988 2498 2241 2311, 2312 2572 1218 2572 1218 2065 2572 1218 2065 2			
2050 2407 1988 604, 702, 728 1066 1770 2303 233, 1938 231, 2312 2311, 2312 2572 1213 1 672 2085 308 2061 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1121 2100 1750 211 211 211 2100 1750 2284 2051 2051 2061 2062 2052 2054 2061 2062 2055 2061 2062 2055 2061 2062 2055 2061 2062 2055 2061 2062 2055 2062 2055 2063 2064 2065 2065 2066 207 207 207 207 207 207 207 208 224, 1623 225, 2260 2268, 2272 2268, 22	1976	25 On. 8t.	
2407 1988 694, 702, 728 1086 1770 2303 23, 1988 2311, 2312 2311, 2312 2572 1213 1 672 2085 308 2061 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1214 2115 2100 1750 2286 2087 2087 2088 2088 2089 2089 2089 2089 2089 2089		38 Tex. Cr.	821, 1873
1988 c. B. S. C. Co. 1944, 1965 c. Com. 1441 1965 1770 1893 18, 1213, 1230 2311, 2312 2572 1218 1 672 2565 398 2061 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 124 2195 660, 1976 229 c. Doyle 2400 211 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 221 121 1219 pt. Doyle 2400 251 121 1219 pt. Doyle 2400 251 121 1219 pt. Doyle 2400 251 121 1219 pt. Doyle 2400 251 121 1219 pt. Doyle 2400 pt. Doyle 2400 251 121 1219 pt. Doyle 2400	2059	r. Walker	1813
1086 1770 29303 233, 1938 2241 2311, 2312 2572 1218 672 2055 308 2051 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 116 205	1988	PRECCO	1044 1055
1770 1662 2553 2241 2311, 2312 2572 1213 672 2085 308 2085 208	694, 702, 728	C. Com.	1441
233, 1938 2231, 2312 2311, 2312 2572 2572 2572 2572 2572 2572 2572 25	1086	v. Driggs 18	1213, 1230,
2311, 2312, 2312, 2312, 2313, 2312, 2313, 2312, 2313,	1770	m Colffish a	1832
2311, 2312, 2312, 2312, 2313, 2312, 2313, 2312, 2313,	233, 1938	r. March	2003
2085 308 2061 1073, 1681. 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1124 217 218 2195 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 2311 2196 2311 2197 224, 1623 224, 1623 224, 1623 284 285 284 284 287 284 287 284 287 284 287 284 288 288 288 288 288 288 288 288 288	2211	v. Miile	
2085 308 2061 1073, 1681. 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1124 217 218 2195 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 2311 2196 2311 2197 224, 1623 224, 1623 224, 1623 284 285 284 284 287 284 287 284 287 284 287 284 288 288 288 288 288 288 288 288 288	2311, 2312	r. Payne	1200
2085 308 2061 1073, 1681. 1966 1539 2260 1062 2354 461 111 2100 1750 1124 217 218 2195 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 231 231 2196 660, 1976 229 2311 2196 2311 2197 224, 1623 224, 1623 224, 1623 284 285 284 284 287 284 287 284 287 284 287 284 288 288 288 288 288 288 288 288 288	1218	v. l'ettibone	1677, 2166
2051 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 218 Ala. 1013, 1404, 1406, 1974 118 Ala. 1013, 1404, 1913 118 Ala. 1750 2268, 2272 226	1 672	v. Railway	1411
2051 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 218 Ala. 1013, 1404, 1406, 1974 118 Ala. 1013, 1404, 1913 118 Ala. 1750 2268, 2272 226		v. Scott	1938
2051 1073, 1681, 1966 1539 2260 1062 2354 461 218 Ala. 1013, 1404, 1406, 1974 118 Ala. 1013, 1404, 1913 118 Ala. 1750 2268, 2272 226		v. State	04 204 044
11539 2260 1062 2354 401 111 2100 1750 1124 2176 2195 20 Doyle 2400 2311 1219 2311 1219 2400 2507 2249 2407 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2508 2508 2508 2508 2508 2508 2508	2051	IVI AND I	04, 791, 841, 1 941 1167
11539 2260 1062 2354 401 111 2100 1750 1124 2176 2195 20 Doyle 2400 2311 1219 2311 1219 2400 2507 2249 2407 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2509 2508 2508 2508 2508 2508 2508 2508 2508	1073, 1681,	1404	. 1405, 1974
2354 461 Burweli v. Corbin v. Sneed 791, 1665, 1960 1750 1750 1760 1760 1760 1760 1760 1760 1760 176	1900	115 Ala. 10	06, 664, 791,
2354 461 Burweli v. Corbin v. Sneed 791, 1665, 1960 1750 1750 1760 1760 1760 1760 1760 1760 1760 176	2260	118 Ale	, 1404, 1913
111 2100 v. Bush v. Barnett 1058, 2509, 2098 1738 2098 v. Delano 1738, 2508, 2509 v. Doyle 2400 229 v. Jackson 457 v. Ja	1062	v. Young	2257, 2260
111 2100 v. Bush v. Barnett 1058, 2509, 2098 1738 2098 v. Delano 1738, 2508, 2509 v. Doyle 2400 229 v. Jackson 457 v. Ja	2854	-	2268, 2272
111 2100 v. Bush v. Barnett 1058, 2509, 2098 1738 2098 v. Delano 1738, 2508, 2509 v. Doyle 2400 229 v. Jackson 457 v. Ja	461	Burweli v. Corbin	2049
1750 r. Com. 1828, 2098 1738, 2509, 2509, 2509, 2600, 2199 r. Doyle 2400 r. Hicks 2417 r. Jackson 457 r. Livingston 2123 r. Proser 406 1993, 1999, 2002, 2007 2105 1350 Busheli r. Barrett 520 1778 Bushneli r. Colony r. Simpson 1560 1778 Bushneli r. Colony r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Simpson 1560 1888 r. Vellano 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2098 1738, 2008 1	111	Bush v. Rarnett	1050, 1960
1760 v. Com. 1828, 2098 1738, 2502, 2195 660, 1976 v. Delano 1738, 2502, 229 v. Doyle 2400 2311 219 216 1993, 1999, 2002, 2007 2106 1350 1778 224, 1623 S. Bussey v. Whitaker 1513 1	2100	v. Bush	
2195 660, 1976 229 v. Doyle 2400 2311 1219 2216 1298, 1990, 2002, 2007 2105 1380 2202, 2007 2105 1380 224, 1623 Busheli v. Colony v. Simpson v.		r. Com.	1828, 2098
660, 1976 229 v. Doyle 2400 2311 1219 2311 1219 v. Prosser 406 1993, 1990. 2002, 2007 2105 1380 1778 Busheli v. Barrett 520 1778 Busheli v. Colony v. Simpson 1860 1778 Busheli v. Colony v. Simpson v. Simpson 1860 1860 1860 1860 1860 1860 1860 1860			1738, 2502,
216 1993, 1997. 2002, 2007 2106 1350 1778 224, 1623 S. 1998, 1999. 24, 1623 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 1560 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 Bushekett, ex p. Bussey v. Whitaker 1513	660, 1976	r. Hleks	
216 1993, 1997. 2002, 2007 2106 1350 1778 224, 1623 S. 1998, 1999. 24, 1623 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 1560 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 Bushekett, ex p. Bussey v. Whitaker 1513	229	r. Jackson	457
216 1993, 1997. 2002, 2007 2106 1350 1778 224, 1623 S. 1998, 1999. 24, 1623 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 1560 Busheli v. Colony v. Simpson 1560 Bushekett, ex p. Bussey v. Whitaker 1513	0. Doyle 2400	". Livingston	
216 v. Stanley 1267	1219	v. Roberts	
2002, 2007 2105 1350 1350 1778 224, 1623 S	918	er Mitamian	1000
2105 Bush & M. Co. v. Helbing 1086 1350 Busheli v. Barrett 520 1778 Bushneli v. Colony 1208 v. Simpson 1560 Buskett, ex p. 2261, 2282 Bussey v. Whitaker 1513	1993, 1999,	v. State	1434, 1451
S. Bussey v. Whitaker 1513	2105	Bush & M Co He	1651
S. Bussey v. Whitaker 1513	1850	Busheli v. Barrett	1000 TOO
S. Bussey v. Whitaker 1513	1778	Bushneli v. Colony	1208
Bussey v. Whitaker 1513	224 1823	H Nimmann	1540
2296 Bustin v. Rogers 1549 603 Bustros v. White 2319 1182 Buswell r. Davis 1777	. 0.	Buskett, ex p.	2261, 2282
603 Bustros v. White 2819 1182 Buswell r. Davis 1777	2296	Bustin v. Rogers	1019
1182 Buswell v. Davis 1777	603	Bustros v. White	2819
	1162	Buswell r. Davis	1777

3689

	Section	1	Section		Bection
Buswell v. Fuller	2508	Byrne v. Fagan	1239	Calkins v. Lee	2286
Buswell T. Co. v. Ca	892	v. Harvey	208	v. State 1999	, 2000, 2002,
Butcher v. Bank of					2008
Brownsvlile	2573	_		Calkins' Estate v. Ca	
v. Coats	2205	C.		Call v. Dunning	1288, 1801
v. R. Co.	455, 456			Callaghan v. Chipma	n 1350
Butcher's Company	U,	Cabanné v. Walker	1856	v. Myern	871
Jones	1258	Cabell v. Holloway Cable v. R. Co.	1195	v. S. P. C. A. Callaghan's Estate	461
Butler v. Boyles	784	Cable v. R. Co.	2495	Callagnan's Estate	2475 .1971
v. Butler	707	Cable Co. v. Parantha	1068	Cailahan v. Ingram	1978
3 Day	585	Caddell v. State	104 1000	Callan v. Buil	2016
5 Harringt.	2106	129 Ala.	106, 1988 890	v. Gaylord Callanan v. Hurley	1854
v. Carver	1221, 1258 1225, 1651	Ala., 34 So. Caddy v. Barlow	2188	v. Shaw 94	
v. Dunagan v. Durham	1677	Cade v. Hatcher	770, 773	A DIMEN AND	3, 1018, 1029, 1 26 8, 2 034
v. Estrella R. V		Cadge's Goods	2525	Callary v. Transit C	o. 916
v. Fayerweather		Cadieux v. Beauchemin		Cailaway v. Fash	1685,
v. rayer weather	2814, 2326	Cady v. Shepherd	1078	Cananay v. Lani	1651, 1684
v. Ford	2585	v. State	885	v. McMillian	1548
v. Ins. Co.	681, 1639,	r. Walker	2312	Callen v. Rose	1062
	1672, 1988	Caffey v. State	2501	Callihan v. W. W. I	ower
v. 1ron Co.	1521	Cagie v. State	2062	Co.	1129
v. Klng	1944	Caha v. U. S.	2572	Callison v. Smlth	1890, 1893
v. Moore	2192, 2894 1182, 1481,	Cahlll v. Cahill	2515	Cailoway v. Cossart	1573
v. Mountgarret	1182, 1481,	Cahn v. Ladd	1013	r. Gibblns	1225
	1482, 1483	Cahoon v. Marshall	1086	r. Henderson	2465
r. Owen	1681	v. West	944	Callsen v. Hope	2573
r. R. Co.		Cahow v. R. Co.	1961	Calverley v. William	2463
87 Ia.	1984	Caln v. Caln	2854	Calvert v. Fitzgerald	1 786, 1778
85 Mich.	1651	v. State	860, 861	v. Flower	1199, 2125
130 N. C.	1700	v. Uitiman	571	Calvin's Case	516
143 N. Y.	1755	Caln Bros. Co. r. Walla	ce 2354	Cambers v. Lowry	2464
v. State	000 1000	Caine v. llorsfall	2463	Camden v. Belgrade	
34 Ark,	962, 1008,	Calro & F. R. Co. v. Par		G1	2105
0.7.3	1963	Calahan's Will	2052	v. Cowley	1954
97 Ind.	. 1908 . 821		319, 2325	v. Doremus	18, 586
Miss., 24 So		Calder v. Bull	1961	Camden & A. R. Co	1081, 1698
7 Tex. App.	586	Calderon v. O'Donahue Caldwell v. Davis	2297	Camden & S. R. Co.	1001, 1000
v. Warren	1196	v. Drummond	1067	Stetson	6, 2220
v. Watkins	321	v. McDermit	1551	Camerlin v. Palmer	Co. 668
Butt v. Tuthill	2349	v. Mc Vlcar	1001	Cameron v. Blackma	n 759 760
Butte & B. C. M. Co.		9 Ark.	1378	r. Cameron	n 759, 760 583, 1378
Montana O. P. Co.	2466	12 Ark.	529	r. Estabrooks	2416
Butterfield v. Gilchri		v. Meltveldt	2311	v. Forsyth	1911
Butterworth v. Balle			718, 1719	v. Kersey	1195
Butts v. Eaton Rapid		v. Perkins	2484	v. Lightfoot	2158
v. Newton	616	v. Pollak 13	312, 1651	v. Peck	1274, 1275
v. State	1842	v. State		v. State	2086
v. Swartwood	1817	17 Conn.	78, 204,	Cameron Lumber Co	
Buxton v. Cornish	2447		928, 1620	Somerville	1521
v. S. P. Works	1951	43 Fla.	2582	Camfleid v. Bird	406
Buzard v. McAnulty	797, 1065,	63 Ind.	1182	Camp v. Hall	196i
	1066	v. Stuart	2237	v. Randle	1672, 2566
Byars v. Mt. Vernon	1684	v. Ward	1850	v. Ristine	1944
Byers v. Orenseteln v. R. Co.	2103	v. Williams	1086	v. State	62
v. n. co.	460, 1385 1700	Caledonian F. I. Co. v. Traub	1062	Camp's Estate Campau v. Dewey	2052, 2106
v. State	1700	Calhoon v. Belden	1247	Cumben or Danel	1871, 1888, 1889, 1890,
106 Ala.	390, 923	v. Com.	925		1893
87 Tex.	1362	Calhoun v. Akeley	1944	v. Dubols	1062
v. Wallace	1484, 1502	r. Calhoun 1	188, 1218	v. Moran	392
Byerts v. Robinson	1519, 2065	e. Hays	2103	v. North	2383
Bylngton v. Oaks	1225	v. Thompson 11	95, 2271,	Campbell v. Ayres	2!10
Bynon v. State	2085		2279	r. Bank	2535
					73, 209,
Byrd v. Hudson	1131	Callvada C. Co. v. Hays	6	v. Bannister	
Byrd v. Hudson v. State	1131 2245	Callvada C. Co. v. Haya Calkins v. Ann Arbor R	B.	v. Bannister	406, 987
Byrd v. Hudson v. State Byrket v. Monokon	1131 2245 66	Calkins v. Ann Arbor R Co.	923	v. Bannister v. Brown	406 , 987 1873
Byrd v. Hudson	1131 2245	Calkins v. Ann Arbor R	B.		406, 987

BUS

TABLE OF CASES.

	Section
Campbell v. Butte	406
v. Campbell 8 Head	18
DA Wie	78
v. Carruth v. Chace v. Com.	2520
v. Com	2880 2000
v. Coon	1083, 1085
v. Dearborn	2437
v. Fideiity & C.	Co. 1974
v. Garven v. Giibert	1304
57 Ala.	571, 1978
5 Ail.	1263 2436 1086
v. Hodgson v. Holland v. Kalamazoe	1094
v. Kalamazoe	252, 438
v. Kalamazoe v. Mayor v. Miller v. Moore	1951
v. Miller	2354
v. Bioore	2447
v. Peopie 16 Iii.	111
169 Iil.	2056, 2071,
" P Co	208i
v. Rusch	455, 456 1955
r. Russell	561
v. R. Co. v. Rusch v. Russell v. Skidmore v. State	2349
v. State 23 Ala.	78 908 A03
20 2118.	791, 794, 905,
90	87, 994, 1044,
EE Ala	276, 298, 493, 791, 794, 905, 87, 994, 1044, 1977, 2529 1072, 1163
55 Ala. 188 Ala.	1750, 2236
88 Ark.	248
11 Ga.	1397, 1398,
	1431, 1438,
100 Ga.	1442 2497
150 Ind.	2513
3 Kans. 42 Tex. Cr.	1009, 1014
r. Twemlow	857 2230
v. Wailace	1681, 2529
r. White	613
v. Wilson v. Wood	1481
v. Woodstock Is	2572 con Co. 702
r. York	1698
Campbeil Co. v. Mar	der 1847
v. Woodstock Ii v. York Campbell Co. v. Mar Canada C. R. Co. v. McLaren	456, 1524,
	2319
Canale v. People	1271
Cancemi v. Peopie Canfleid v. Jackson	21, 55 438
	1225
Cannady v. Lynch	1911
Cannady v. Lynch	492, 494,
	492, 494, 195, 496, 497 1947
Cannell r. Ins. Co. Cannon v. Cannon	166
r. lows City	1874, 1948
v. State	2854
Cantey v. Platt Cantling v. R. Co.	704, 1991 1943
Canton v. Bentley	2063, 2235
Canty v. Sumter	529

1	Bection
Canweil v. Curtie	263
Capehart v. 11nev	A16
Capen v. Stoughton Capital Nat'l Bank v. Williams	235
Williams	901
Capital & Counties	2010
	2556, 255
Carbone # Cotton	100
Card v. Foot	1999 1778
r. State	818
Carbone v. Cotton Card v. Foot v. State carden v. McConnell Cardigan Case Carey v. Adkins v. Hubbardston	125
Cardigan Case	1849
Carey v. Adkins	2232
r. Hubbardston	792, 794 702, 704 1993, 2020
v. Pitt	102, 119
u State	
r. State v. Wiiiiams	2081 1074, 1188
Cargije r. Wood	2083
Cargiie r. Wood Cargiii v. Atwood	1549 1554
v. Com.	1549, 1554 200
v. Com. v. Thompson	1955
Carnari v Clark	9147
Carico e. Com.	247
Carico v. Com. Carkhuff v. Anderson	1225
	1818, 1051
Carl r. State	2073 m 1207
Cariand v. Cunningha Carie v. People	m 1207
Carle v. Leopie	246, 918, 2079
Carisie v. Eady	1259
r. Ilunley	1029 2079
v. State	2079
v. Hunley v. State Carios v. Brook	
Carlson v. Benton v. Hoim v. Winterson 691 Carlton v. Carey	795
v. Hoim	778, 2115
Carlton v Consu	1, 923, 1985
v. Carlton	1080
v. llescox	493, 689 460
r. Litton	1212
r. Peopie	140, 2081
Carlyle v. Piumer	770
Carmack v. Drum	770 2446
v. Ilescox v. Litton v. Peopie Carlyle v. Piumer Carmack v. Drum Carmait v. l'ost 65 Carman v. Dunham Carmei N. G. & I. Co. Smali Carmichael. re	8, 728, 787
Carman v. Dunham	1549
Carmei N. G. & I. Co.	F. 0400
Carmichael, re	689, 1938
Carmody r. Gastight	Co. 2509
Carnahan v. Wood	1085
	1085, 1086, 1778
Companyon w Williahal.	1584 2273 1468, 1778
Carne v. Litchfield	2273
v. Nicoli	1458, 1778
Carnell v. State	321
Carne v. Litchfield v. Nicoli Carneii v. State Carnes v. Crandall Carney v. Gleissner	1603, 1606
v. State	2245
	1974 613
Carnie v. Murphy Caroline, Trial of Que	019
see Ulicen's Case	
Carnentes u Ambassa	n 771 1938, 1963 561, 1976
v. Calvert	1938, 1963
v. Calvert v. Corinth 451, v. Dame 610,	561, 1976 934, 1268
v. Dame 610,	934, 1268
v. Dexter	1001
v. Dexter v. Groff r. Hatch	1404
r. Hatch	561, 1988

Carpenter v. Hollie	Section ter 1082,
_	1257
v. Laswell v. Leonard	454 258
r. Lingenfeiter	21, 1003
v. Moore v. Nixon	607
r. Peopie	987 205
r. Sawyer 5	90, 1275, 1852
v. Snow r. State	2475 1028
v. Tranan. Co.	1951
	571 310, 953, 1028
	1001
v. Willey	905, 1081
Carpenter's Appeal Carpenter's Estate Carpmaei v. Powis	680
Carpmaei v. Powis	2294, 2297,
Carr v. Burdies	2317 1297
Carr v. Burdies v. Carr v. Coke	1232
v. Cornell	1850, 2592 619
v. Dooley	2442
v. Gale v. Griffin	586 852
v. 1liiton	1072
v. Miner	1196
v. Moore v. Seilers	463, 901 1543, 1549
v. Smitir	
58 Ga. 129 N. C.	1203 1022
v. State	
43 Ark.	987, 1079, 1750
Fla., 84 So. 96 Ga.	276
96 Ga. 135 1nd.	2354 59
Carr Land & L. S. (
U. S.	1239
Carradine v. Hotchi	ties 1877, 2125
Carrail v. State Carre's Case	2497
Carre's Case Carren v. Breed	1991 2201
Carrick v. Armstron	9110
Carrick v. Armstron Carrico v. Neal v. R. Co.	728, 1304 1158, 1330,
	1898
Carrier v. Hampton	698
Carrington v. Corno v. Eastman	ck 1415 1290
v. Hoiabird	1911
v. Payne	1304, 1312 2388
v. Ward	728
Carroll v. C. B. & N.	R. Co. 2509 1282, 1256
v. Nodine	2415
v. Norwood	1651, 2141
r. Stato	2811
v. Faatman v. Hoiabird v. Payne v. St. Louis v. Ward Carroll v. C. B. & N. v. Peake v. Nodine v. Norwood v. Sprague v. Stato 23 Ala.	111, 247,
45 Ark.	824, 889 2060 246, 1725
3 Humph.	
74 Mise.	1620

	Section	1	Section	il .	Section
Carroll v. State	*** ***	Cartmell v. Walton	1800	Cathcart v. Rogers 716	8, 1876
5 Nebr. 58 Nebr.	580, 1808 1858			Catherina Maria, The	1639
8 Ter Ann	2056		690		2065
3 Tex. App 32 Tex. Cr	921, 928,		2282, 2260 2468	Cathey v. Shoemaker Catlett v. Inc. Co.	1006
02 102 01	987	Caruthers v. Eldridge			, 1681,
Carrollton R. Co. v.	Mu-	Carver v. Carver	1676, 2489		2164
nleipaiity	1065		107, 108	1 Wend.	1680
Carruth v. Bayley	1021		1000, 1002,	v. R. Co.	2494
Carakadden v. Poori			1919, 1979	Catin v. R. Co.	1018
Carson v. Canning	1503 249		1, 1662, 1676		2525
v. Hawiey	2200		818 1199		1738 1871
v. Smith	2573		2212		2098
v. State	1842		2115, 2117		, 2118
Carson's Appeal	693, 1290,	v. U. S.	21, 1032,	Cattell v. Dispatch	,
G	2048	1088,	1439, 1442,	Pub. Co.	2856
Carstens v. Hauselm Carte v. Dennis		Committee of Street	1448, 1446		1730
Carter, ex p.	415, 1388 2282	Carville v. Stont v. Westford	912, 1035 1028		73
v. Bailey	2165	Carwile v. House	1186	Caufman v. Cong. of C. S.	1195, 1564
	3, 1856, 2271	Cary v. Cary	2109	Caujolie v. Ferrié	1436
v. Bennett	1068	v. Hotaling	321		, 1558
	7, 1918, 1947	r. White	2326	Caulkins v. Whisler	2419
v. Bnchannon	1072, 1777	Casat v. State	105	Causey v. Wiley	1911
v. Carter 152 Ili.	440	Case v. Burrows	749, 1040	Cavallaro v. R. Co.	2536
79 Ind.	1126, 1127	v. Case	2085	Cavan v. Stewart	168i
44 Mo.	1466	v. Lyman v. McGee	1695, 2105 1681	Cavanah v. State 1263, Cavanangh v. Noble	, 1807 406
v. Cavenaugh	62, 75, 922,	v. Mobile	2572		, 1839
92	3, 987, 1985	v. Perew	1698	Caven v. Bodweil G. Co.	1978
v. Chambers	287	v. Potter	1549	Cavender v. Guild	2573
v. Ciark	1587, 1960	Case Plough Works		r. State	392
v. Com.	1618	N. & S. Co.	2434	Cavendlah v. Troy	1976
v. Davidson v. Doe	1651 2141	Casey v. Leggett	770, 1073 7 1487	Cavin v. Smith	1086
v. Edwards	1195	v. O'Shanghnesey v. State	580, 609,	Caviness v. State	1842 246
v. Gregory	1788	v. State	2059	Cawiey v. State Cayford's Case 1339,	
v. Hill	617	Cash v. Cash	1070	Cay1014 5 Case 1000,	2086
v. Hornback	1219, 1346,	v. Taylor	877	Caykendoil, ex p.	2349
	2427	Casley v. Mitchell	1644, 2088,	Caykendoil, ex p. Cazenove v. Vaughan	137i
v. Jackson	2008, 2016,	0	2506	Cazier v. Hinchey	1225
v. McDowell	2020 406	Case v. R. Co.	461	Cecil v. Henderson	963
v. Montgomery	1501, 1605	Cassady v. Oid Colon St. R. Co.	2509	Cecil Bank v. Snlvely Cedar Rapids N. Bank v.	1245
v. People	987, 1108	v. Trustees	1404	Lavery	2232
v. Pryke	377	Cassem v. Galvin	770	Central B. Co. v. Loweil	2593
r. Robinett	1651	v. Heustle	614	Central Bank v. Copeland	530
v. Sannders	1082	Cassilly v. Cassilly	2432	v. Veasey	1681
v. Seattle		Castellano v. Pelilon	521, 1270	Central Branch U. P. R.	
. 19 Wash. 21 Wash.	65 283	Castello v. Castelio	2239 283	Co. v. Andrews	1911
v. State	203	v. Landwehr Castle v. Bullard	321, 338	v. Bntman v. Nichols	1062 715
63 Ala.	1821	v. Fox	2467	v. Walters	1234
106 Ga.	1079		507, 987	Central City Ins. Co. v.	AMUT
2 Ind.	391, 687,	Castleberry v. State Castles v. McMath	1675	Oates	677
	1700	Castner v. Sliker	259, 571,	Centrai Coal & C. Co.	
23 Tex. App	. 821		1754, 1755,	v. Good	2446
Tex. Cr., 76 S. W.	267 007	Caston v. Davidant	1974, 1976	v. Henry Shoe Co.	657
v. Tinicnm Fish-	367, 987	Castor v. Bavington	1890	Central El. Co. v. Sprague	1012
ing Co.	2522	Castro v. Giil Caswell v. R. Co.	2355 461	Ei. Co. Central Grain & S. Exch.	1213
v. Troy Lumber (Cates v. Hardacre	2200	v. Board of Trade	286
v. West	2297	v. Keilogg	1062	Central M. T. R. Co.	
v. Wiison	2555	v. Loftus	2529	v. Rockafellow 1817,	1820
	2008	v. McKinney	1770	Central Pacific R. Co.	
Cartery's Estate	2000				
Cartery's Estate Carthage Thrnpike		v. Winter	1177, 1208	v. Pearson 463,	
Cartery's Estate	689, 1722, 1976		1177, 1208 59 1196	v. Pearson 463,	, 720 1350 438

Central R. Co. v. Mitchell 60	6 Chambers v. Prince 1784 C	,
v. Phillips 184	1 v. State 2100	1
v. Richards 169	8 v. Thompson 2260	
v. Skellie 712, 718, 71	9 v. Watson 2472	
v. Whitehead 124	6 Chamblee v. State 276	
r. Wolff 71		2
Central R. & B. Co. v. Kelly 196	Chamness v. Chamness 715 C	į
v. Murray 140	4 Champ v. Com. 457, 681, 0 905, 907, 0	4
Central Railroad v. Moore 167	1 1021	•
Central Stock & G. Ex-	Champaign v. Patterson 461	•
change v. Board of	Champion a Atkinson 880	
Transle 99°	3 Champneys v. Peck 1523, 1526 Chan Sing v. Portland 1951 C	,
Central Vt. R. Co.	Chan Sing r. Portland 1951 C	;
v. Ruggles 65, 199, 24	FICHANCE P. Gravel R. Co. 928. U	;
r. Soper Central of G. R. Co.		j
	2016	
v. Bond 771, 1680, 197 v. Duffey 189	7 v. Hine 585 Chancellor v. Milly 167, 1154,	•
e Joseph	11 1405	•
v. Trammeli 456, 104	1 Chandler v. Allison 1888, 1889,	
	21 18901	
Chaddock v. Chaddock Chadron v. Glover 238	6 r. Beal 1890	
Chadron v. Glover 222	0 r. Brainard 803	
r. Harris 208 Chadsey v. Greene 107		j
Chadwick v. Bowman 231 231	8, v. J. P. Aqueduct 714, C	ě
v. Bunning 216	9 v. Le Barron 2016, 2018	
" Chadwlok 996	A Maron 500	
v. Fonner 1 12, 106	3 v. Moulton 529 C	1
Chaffe v. Cnpp 1510, 151	3 v. Spear 1352	ĺ
Chaffee v. Baptist M. C. 151	v. Thompson 1951	
v. Taylor 70	Chanoine v. Fowler 564, 1271, 1684	į
v. U. S. 291, 1362, 153 Chahoon v. Cone 2327, 232	Chancine v. Fowler 564, 1271, C	į
Challis v. Lake 461, 98	Chanter & Honkins 2812	w
105	Chanter v. Hopkins 2434 Changeon v. Electric Co. 2509	i
Chalmers v. Mfg. Co. 283, 68	3 v. Spear 1352 v. Thompson 1961 Chanoine v. Fowler 564, 1271, 0 6 Chant v. Brown 2312 Chanter v. Hopkins 2434 Chaperon v. Electric Co. 2509 Chapin v. Dobson 2434 v. Lapham 764 v. Mariborough 1722	,
688, 100	8 v. Lapham 764	ľ
Chamberlain, ex p. 220	v. Marlborough 1722	
re 211		
v. Chamberiain 206	8 v. Siger 1028	
v. Enfield 68, 20	l Chaplain v. Briscoe	
v. Gorham 119 v. Lesley 244	6 Sm. & M. 1212, 1225, 2200	
v. Lesley 244 v. Maitland 210	2200 11 Sm. & M. 1292	
v. People 2068, 224	9 11 Sm. & M. 1292 L Chaplin v. Hartshorne 1141	
2336 234	Chaplin v. Hartshorne 1141 Chapman, re 2195	
e Pierson 14	0 Donnott 1004	
v. Sands 736, 74 748, 90 v. Torrance 1514, 214 Chamberlaine v. Turner 247 Chamberlin v. Ball 166	2 r. Bennett 1664 v. Callis 2443	
748, 90	5 Chapman 1862, 1481,	
v. Torrance 1514, 214 Chamberlaine v. Turner 247 Chamberlin v. Rell	7, Callle 2443 Chapman 1862, 1481, 1483, 1484, 1486, 1487	
Chamberlaine v. Turner 247	1486, 1487	
Chamberlin v. Ball 168	1 v. Coffin 950	,
v. Ossipee 74 v. Vance 40	v. Cooley 921, 1028, C	
v. Vance 40 Chambers v. Bernasconl 107	8 1108, 1109, 1985 C	d
152		w
v. Dickson 208		1
	v. James 1884	1
v. Haney 122	5 v. Ordway 78, 209 C	,
r. Hill 664, 209	v. Ordway 78, 209 C	
v. Handley 130 v. Haney 122 r. Hill 664, 200 v. Hunt 18, 770, 1244, 124 v. Oehler 219	v. Polnton 2202	
v. Uehler 219	9 r. R. Co. 55 N. Y. 250	1
v. reopie	00 N. Y. 200	
5 Ill. 216		
106 III. 2276, 227		

Chanman n Taylor	Section 2530
Chapman v. Taylor v. Tiffany v. Twitchell	715
v. Twitchell	1066, 1070,
v. Walton	1587 1946, 1947
Chappell v. Smlth	1911
Chappell's Goods Charbonnel v. Seahur	2474
Charles v. R. Co.	y 581 613
v. State	1042
Charles, Trial of King	1177,
Charles L. Jeffrey, Tl Charles Morgan, The Charleston v. Hunt	ne 2507
Charles Morgan, The	905, 1263
Charleston v. Hunt Charlesworth v. Tink	
v. Williams	1684
Charley v. Potthof Charlotte v. Chonteau	1729
21 Mo.	1651, 1654,
	1677
25 Mo.	1271, 2558, 2578
88 Mo.	1671, 1699,
Observator O. S. F. Co.	1671, 1699, 1703, 2558
Charlotte O. & F. Co.	1076
Charlton v. Barret	406
v. Coombe v. Unis	2298 1002, 1003,
e. Oms	1007, 1018
Charnock v. Dewings	1841
v. Lumley v. Merchant	1858
Charter v. Charter	986, 2276 2474, 2477
Chartered Bank v. Rich	
Chartlers & R. T. Co.	2319
Chartlers & R. T. Co. McNamara	6
Chase v. Blodgett	522 , 987, 1117
v. Blodgett Millir	g Co. 461
v. Caryl	1225.
v. Chase	1226, 1652 1784
v. Lincoln v. Lowell	1933, 1938
v. Lowell v. Maine Central	252, 266
R. Co.	2570
m Dismon	617
v. R. Co. v. Smith	1074 1468
	246
D. OULTV	95 1669
v. Vandegrift v. Winans Chastang v. State	1938
Chastang v. State Chatfield v. Bunnell	2188, 2264
v. Lathron	2097 585
Chatsworth v. Rowe	1976
Co. v. Owen	R. 2570
Chauncey v. Tahourd	en 2256
Chaurand v. Angerste	ln 1271,
Cheatham v. Hatcher	1947 1802.
	1802, 1938, 2049
v. Riddle	1207, 2132 1278
Cheek v. James	1270

	Bectio	n 1	Section	1	Marale
Cheek v. Lisle	242				Section
v. State	88	v. Peck	1960	v. Becker 17	50, 1754
v. Wheatly	1029, 103		o. 1662	Chicago & Aiton R. Co.	.,
Cheever v. Congdor Chelsea Water Wor	66		252	Or seems Design political	
v. Cowper	1311	Chicago B & O B Co	1018		7 49 , 750
or compe.	2188, 214	Chicago B. & Q. R. Co	2441	v. Buttolf	1012
Chenall v. Palmer B		v. Hyatt	2678		1159 792
Co.	2500	v. Jones	854, 1680	v. Davis	2415
Chenanit v. Walker		v. Kenogg	1839	v. Eaton	283
Chenery v. Goodrick			239, 2169		681
Cheney v. Watkins Chenie v. Watson	1225, 1651 1168		688	** ************************************	
Cheme b. Watson	1181		1062		05, 2163
Chenowith v. Chami	berlin 1688	Chicago City R. Co.	714		2581
Cheny v. State	847	v. Aiien	00A, 1018	v. Pearson	57, 1976 65
Cherokee v. Land C		v. Carroll 17.	150, 949,	v. R. Co. 1921, 194	18 1960
Observation Co Dis-	714, 720		877, 2509	v. Shannon	252
Cherokee Co. v. Dic		v. McMahon	278, 28	v. Sullivan	96, 249
8011	249, 1078, 1984	v. Taylor	461	Chicago & E. I. R. Co.	
v. Boyd 1862	2, 1585, 1587	r. Tuohy v. Van Vieck	1053 568	v. Beaver	2570
v. Siade	1727, 1768	Chicago D. D. Co. v. C.		v. Bivans v. Chancellor	715
v. State		D. Co.	371	v. Donworth	1726 1721
68 Ala.	1481, 1493,	Cirlcago Great W. R. C	o.	v. Grimm	1951
M:- 00 0-	1508	v. Price	1976	v. Randoiph	1974
Miss., 20 So Cherry Point Fish C		Chicago K. & N. R. Co.		v. Wallace	18, 682
Nelson	1698	v. Elija	2386	Chicago & E. R. Co.	
Chesapeake Club v.		v. Stewart Chicago K. & W. R. Co	463	v. Biake	714
	2276	r. Anderson	618	v. Holland v. Thomas	2220
Chesapeake Ins. Co.		v. Farsons 1	168, 2570	Chicago & N. W. R. Co.	949
Starke	2553	Chicago Lumbering	,	v. Calumet Stock Far	m 716
Chesapeake & O. C.		Co. v. Hewitt	750, 751,	v. De Clow	1041
v. B. & O. R. Co.	2578	China 36 4 01 7 7	1530	v. Hart	460
Chesapeake & O. R.	2354	Chicago M. & St. P. R.	1000	v. Ingersoll 119	5, 1951
v. Riddle	96	Co. v. Artery	1028, 040, 1263	v. Moranda	1951
v. Smith	1078	v. McArthur	1653	v. Simon	2537
Cheseidine v. Brewer	2083	v. Minnesota	1354	Chleago & R. I. R. Co. v. N. Ili. C. & I. Co. Chleago & W. C. Co. v.	1890
Chesley v. Chesley		v. O'Suliivan	1976	Chicago & W. C. Co. v.	1000
54 Mo.	2240	v. Staff	1671	ryddell	736
10 N. H. v. Murdock	66, 406 2065	Chicago P. & M. R. Co. v. Mitchell	2040	Chicago & W. I. R. Co. v.	
Chesmer v. Noyes	1675	Chicago R. Co. v Adler	1948	Maroney	463
Chesnnt v. People	150	Chicago is. Co. o Muler	749, 760	Chick v. Robinson Chicot Co. v. Davies	1074
Chess v. Chess		v. Provine	667	Child v. Grace	1350 1072
1 Pa. St.	233	Chicago R. I. & P. R. C	0.	v. Kingsbury	1566
17 S. & R.	786, 1409,	v. Buei	714, 791	Childers v. State	2059
Chester v. Bowen	2008	v. Clark	65, 461	Chiidress v. Allin	1267
v. Wiihelm	1841 907	v. Collier v. Farwell	1910	v. Cutter 1644	, 1672,
v. Wortley	2256, 2268	v. Hoimes	1168 1951	" P Co	1677
Chesterfield v. Ratliff	2558	v. Langston	2220	v. R. Co. v. State 1807	1951
Chetwind v. Marnell	1858	v. Moffitt	1921	Childs v. Merrill	7, 2060 2279
Chetwynd v. Lindon	2257	v. Young	2509	v. Muckler	1974
Chew v. O'Hara	581	Chicago St. L. & P. R. C	Co.	v. O'Leary	571
Cheyney's Case	2426, 2470,	v. Champion	442, 451 88, 1719	v. State	1614
Chicago v. Babcock	2472 2435	v. Spiiker 6	88, 1719	Chiles v. Drake	2083
v. Baker	1803	v. Woicott Chicago St. P. M. & O. F	1230	Chillicothe F. R. & B.	2004
v. Dermody	2354	Co. v. Gilbert	455	Co. v. Jameson	2304
v. Drexel	1777	v. Myers 14	04, 2008	Chilton v. State 1124 Chin Bak Kan v. U. S.	1977 1354
v. English	1674	Chicago St. P. & K.	-2, 2000	Chipman v. Peabody	2573
v. Greer	720, 1961	C. R. Co. v. Chambers		v. People	367
	468	Chicago Teiephone Co. 1		v. R. Co. 571, 1076	
v. Jackson					
v. Jackson v. Le Moyne	791	Northwestern T. Co.	1350	v. Tucker	2409
v. Jackson		Northwestern T. Co. Chicago Terminal T. R.	1350		2409 788 2313

TABLE OF CASES.

' Section	Section	Section
Chisholm v. Ben 1267,	Cilley v. Bartlett 1257, 1778	Clark v. Brown 78, 406
1511, 2090	v. Cilley 689	v. Butts 1185
v. Machine Co. 1530 v. Sheidon 1297	v. Van Patten 1267	v. Carter 2849, 2354
Chism v. State 906	Cincinnati C. I. & St. L. R. Co. v. Lntes 1890	v. Clark 168 Mass. 1988
Chittenden v. Evans 1012, 1013	Cincinnati L. St. L. &	1 Mo. & Rob. 2294
Chitty v. Dendy 2578	C. R. Co. v. Grames 2507	65 N. C. 1021, 1022
Choctaw O. & G. R. Co.	Cincinnati N. O. & T. P.	v. Cochran 5
v. Deparade 716	R. Co. v. Disbrow 1288	v. Com.
v. McDade 283	Cincinnati & F. M. Ins.	Ky., 32 S. W. 276
Choice v. State 688, 689, 1621,	Co. v. May 681, 1618,	111 Ky. 359, 1621,
1873, 1 922 , 1938, 1974	Cincinnati & G. R. Co. v.	90 Va. 910, 2079
Cholmondeiey v. Clinton	Mims 1948	90 Va. 910, 2079 v. Dncheneau 2437
19 Ves. Jr. 2328	Cincinnati & Z. R. Co. v.	v. Ellsworth 715, 1944
2 Jac. & W. 2463	Smlth 1951	v. Field 2368, 2375
Chotean v. Raitt 1201, 1204	Cire v. Rightor 2855	v. Fisher 229
Chontean v. Chevaller 1219,	Citizens' Bank v. Fromholz 783	v. Fletcher 89, 2125
1651	v. Rhntasel 1389,	v. Freeman 702
E Bearcy 657 Choutean L. & L. Co. v.	Citizens' Gaslight Co. v.	v. Fry 1676 v. G. T. R. Co. 1062
Chrisman 987	O'Brien 660	v. G. T. R. Co. 1062 v. Hall 1680
	Citizens' R. T. Co. v. Dew 68,	v. Harmer 1391
Chowning v. State 150 Christ v. Webster City 2849	1706	v. Hedden 2054
Christ's College v. Wid-	Citizens' S. R. Co. v.	v. Hills 1582, 1587,
drington 2047	Burke 1800	1588
Christensen v. U. T. Line 199,	v. Willoeby 1158	v. Holmes 749
Christenson's Fetate 1099	City Bank v. Bateman 2222,	v. Hornbeck 1195, 1196,
Christensen's Estate 1938 Christianson v. Furniture	v. Kent 1841, 1871	1198
Co. 1750	v. Young 1041	v. Honghton 2105 v. Huffaker 1133
Christie, re 497	Clty Fire Ins. Co. v.	v. Hull 1665
. T Innetion 0050	Carrnoi 811 2206	v. Irwin 689
Christman v. Pearson 12	City National Bank v.	v. Krause 2242, 2245
Christopher v. Covington	Bridgers 1779	v. Locomotive
Christy v. Badger v. Cav. igh	City of Washington, The 1951	Works 1961, 1965
v. Cav. igh 4 v. Kavanagh	Claffin v. Dodson 908 v. R. Co. 2522	v. Longworth 1212
v. Minor 1004	v. R. Co. 2522 Claffin's Wili 87, 1511	v. Lowe 2465 v. Lumber Co. 1672
Chubb v. Salomone 2375	Ciaffin Co. v. Rodenberg 2498	v. Manchester 2354
v. Westley 406	Clagett v. Easterday 571	v. Mix 1225
Chnmasero v. Gilbert 2573	v. Philips 94	v. Morrison 2578
Chung Sing v. U. S. 59	Ciague v. Hodgson 5%, 1	v. North American Co. 76
Chunot v. Larson 616	Ciaiborne v. R. Co. 258	v. Owens 2141
Church, ex p. 1676 v. Bnrghardt 1778	Clancy's Case 2872	v. Patterson 2526
v. Case 2406	Clanton v. Jones 1684 Clapp v. Fullerton 1988	v. People 605 v. Perdne 1651
v. Cherryfield 2509	v. Norton 791	v. Perdne 1651 v. Read 2355
v. Drammond 64	v. Peck 907	v. Reese 987, 2277
v. Hnbbart 1271, 1674,	v. State 2276	v. Rhodes 2008, 2016
1677, 1680, 1681	v. Wilson 952, 1044,	v. Sanderson 1812, 1513
". Milwaukee 792, 1948	1261, 1263	v. Sawyer 1664
v. Sheiton 1065	Clapton, re 2446	v. Slidell 1256
Chnrch of Jesus Christ v. Watson 1082	Clara, The 2572	v. Smith
Churchili v. Corker 1225, 1658,	Clardy v. Richardson 1312,	10 Conn. 2115 72 Vt. 376
1911	1320, 1652 Ciaremont v. Cariton 1778	72 Vt. 376 v. Spence 716, 1943
v. Fulliam 1532	Claridge v. Hoare 2257, 2260	v. State
v. Smith 2282	Clark v. Arnold 1082	105 Ala. 1442
v. Snter 529	v. Bailey 923	117 Ga 1108
v. White 1061	v. Baird 1924, 1948	4 1nd. 786
Churchwell v. State 1013	v. Bank 748	47 N. J. L. 367
Chnte v. State 738, 758,	v. Beach 1082	12 Oh. 568, 1938
Chytrans v. Chlcago 1878	v. Bigelow 658, 726 v. Board 2464	v. Stevenson 2856
Cicely v. State 276	v. Bond 2404	v. Trinity Church 1640, 1644, 1646
Cicero v. State 852, 1329	v. Boyd 1812, 1320,	v. Troy 1651
Cicero & P. S. R. Co.	1505, 1518	v. Turner 1738
v. Priest 1719	r. Bradstreet 166, 167, 1154	v. Van Riemsdyk 2047
	3695	

CHE

714 2220 949

1890

736

	Bection			٠.	
Clark v. Vorce	736, 2096		Co. 45		2250, 2250
v. Water Powe	r	Cleavland v. Burt	on 210		
Co.	451, 1948	Clegg v. Fielde v. Levy Clegborn v. R. Co	1956, 196	8	1976
v. Willett	461	v. Levy	127	1 v. Taylor	1858
v. Wilmot	1464	Clegborn r. R. Co	. 80, 9	6 Clifton v. Granger	
v. Wright	1267	Cleiand v. Thornte	on 43	8 v. Lilley	1195, 1218
v. Wyatt 70	2, 2007, 2017	Clem v. State	1100	8 v. U. S.	285, 291
Clark, Estate of Clark's Lessee v. Ha	1010, 1018 11 522				2278
Clark's Petition	2208		1270, 218		ing 2444
Clark Co. v. Kersta	n 2203		987 1966		2854
Clarke, ex p.	2282		68, 950, 1042		\ 1938 1898
Clarke, ex p. v. Bank	1684	v. Packer	1567, 1587	Clinton v. Estes	
v. Bartlett	1290, 1312,	Clement, The	681	v. Hooper	233, 1079 2475
	2051	Clementi v. Goldin			261, 1976, 1978
v. Clarke	1890	Clementine v. Stat		v. McKenzie	1873, 1874.
v. Courtney	1308, 1320,		1028	3	1890
	2141	Clements v. Benja	min 1390	v. State 18	316, 1817, 1828
v. Dunnavant	1802, 1511,	v. Kyles	378, 1566	Cliver v. Hell	2442
Mammdan	1512, 2049	v. McGlnn	492, 493, 497	Cliquot's Champai	rne 719, 1704
v. Magruder v. Mead	1518, 1521	v. Marston	2336		22 79
v. Periam	1854, 2584 194, 195, 202	r. Moore	2128		1154, 1168
v. Robinson	1181	Clemmone a Clem	794		
v. Saffery	770, 774	Clemmons v. Clem v. State	mons 1842 1484		
v. Slice	526	Clemone v. State	1201	v. Little	751, 1555
v. State	020	4 Lea	858		760, 852, 914,
78 Ala.	106, 276	92 Tenn.	1869		1890 2220
87 Als.	2273, 2276	Clendenning w. Ro	1871		613
117 Ala.	2239	Clennell v. Lewthw	hlte 2475		2260, 2270
v. Walte	1080, 1082,	Clergue v. McKay	2311		105, 1807
	1086	Clergy Society, Th	9477	Cluett w Resemble	1 2183
v. Warwick C. h		Clerk v. Wright Clermont v. Tullide	2068	Cluggage v. Swan	
Clarkson v. Woodhou	157,	Clermont v. Tnllide	re 1993, 2026	Cluggage v. Swan Clukey v. Electric	Co. 1700
Olam Olam	2138, 2139	Cleveland v. During	MI 1200	Clum v. Smith	2854
Clary v. Clary 689	9, 1919, 1983,	v. Spillman v. Worrell	2477	Clune v. U. S.	1079
r. Grimes	1934, 1938	v. Worrell	1195		291
v. Hardeeville	1082	R. Co. v. Newell		Clutch v. Clutch	2067
Brick Co.	905, 1891	I. Co. v. Mawell	488, 1721,	Clute v. Small	736, 747, 1198
v. O'Sbea	1203	Cleveland C. C. & S	1722		1725, 1729
Clason v, Morris	2123	R. Co. v. C	Fray 568	Clyde v. Clyde Clymer v. Cameron	529 n 1186
Clauser v. Stone	18	v. Hornsby	2509		772
Clavey v. Lord	1881	v. Jenkins	2580		Poss 1884
Clawson v. State	2501	v. Monaghan		Coale v. Harringto	
Clay v. Alderson's A		v. Patton	792, 79 <u>4</u> 1157	Coan v. Flagg	1674
	2016	r. Prewitt	1719	Coates v. Chapman	1003
v. Holbert	1292	v. Walter	461	v. Early	2415
v. Langslow	1076	Cleveland C. & C. 1	R. Co.	v. R. Co.	288, 1698
v. Robinson	2005, 2006,	v. Mara	1750	v. Semper	2315
	2008, 2016,	Cleveland Paper Co). P.	v. Sulan	
	2017	Banks	1807	21 Kan.	923
v. State	2276	Cleveland R. Co. v.	Wynant 461	46 Kan.	928, 1612
v. Tyson v. Williams	2312	Cleveland Ref. Co.		v. Wilkes	916
Clayes v. Ferris	2297 1873	ning	2410	Coats v. Elliott	1067
Clayton v. Gregson	2464	Cleveland T. & V.		v. Gregory	1878, 2104
v. Nugent	2467	v. Marsh	654	v. Lynch	770
v. Rhem	1240, 1273	Cleveland & P. R. (1948	Cobb v. Boston	786, 747, 754
v. State	2592	Cleveland & T. R.		v. Haynes v. Makee	2529
v. Wardell	2083, 2086,	v. Perkins	719, 1232,	v. Makee	1641 2211
	2505	A CIELLIO	1704	Cobban v. Hecklen	1890
Clayton Co. v. R. Co.		Cleverly v. McCullo	ugh 735	Cobbe v. Garston	2067
	1086	Clevinger v. Hill	1256	Cobbett v. Hudson	1842, 1911
Claytor r. Anthony			4000	C I I I I I I I I I I I I I I I I I I I	
Claytor v. Anthony Claxton's Adm'r v. R		Clewser v. Samuel	1777	Cobden v. Bolton	
Claytor v. Anthony Claxton's Adm'r v. R Co.	1961, 1978	Clewser v. Samuel Clifford v. Brooke	1777 2032	Cobden v. Bolton v. Kenrick	1214 2310
Claytor v. Anthony Claxton's Adm'r v. R Co. Clealand v. Huie	1951, 1978 1888, 2098		1777 2032 2282	v. Kenrick	2310
Claytor v. Anthony Claxton's Adm'r v. R	1961, 1978	Clifford v. Brooke v. Burton	1777 2032 2282 786, 749, 760 1893	v. Kenrick Coble v. Coble v. State	

	Section	1
Coburn v. Storer Cochran v. Cochran	1079	
Cochran v. Cochran	1196	Buggie
v. Linville I. Co. v. State	1651	Cole v. An v. Ch v. Ch
118 Ga. 5	79 770 940	v. Ch
7 Humph.	79, 770, 949 2349	v. Cla
v. Street	2349	w. Col
Cochrane v. Com. v. McEntee	714	1
v. McEntee	2065 892	8
Cockerel n. Wwn	1678	v. Col
v. W. D. Co. Cockerol v. Wynn Cockerham v. Nixon	251	v. Co. v. Dia v. Fal
Cockrill v. Cox	1938	C
Cockerham v. Nixon Cockeill v. Cox v. Hall Cocks v. Nash v. Purday Coddington v. Jenner Codman v. Caldwell Cody v. Conly Coey v. Darknell Cofer v. Scroggins Coffee v. Neely Coffine v. Anderson	1938 987 1858, 2325	
Cocks v. Nasn	1858, 2325	v. Glb v. Gra
Coldington v Jenner	1271 1267, 2106	v. Ha
Codman v. Caldwell	1542	v. Ha
Cody v. Conly	701	
Coey v. Darknell	392, 1890 1186, 1219 1681, 2110	v. R.
Cofer v. Scroggins	1186, 1219	8
Coffin v. Anderson	1081, 2110	9
v. Bradbury	1124, 1126 1051	1
v. Bucknam	1466	v. Ray
v. Collins	1074	v. Sta
v. Jones		10
13 Mlch. 14 Pick.	607	51
Dismonth	803 1062	6
	23/2 1 1	v. Var
v. Vincent 7	48, 759, 760 2465, 2466 2856	v. Var Cole's Les Colee v. S
Coffrin v. Cole	2465, 2466	Colee v. St
Cogan v. Ebden	2855	0.1
Cordell n R Co	1651	Coleman a
Cogdell v. R. Co. 129 N. C. 130 N. C. 182 N. C.	2494	v. Con
180 N. C.	1951	
182 N. C.	1976, 2490, 2510	v. Dav
	2510	v. Fra v. lns.
Coggswell v. Davis v. Dolliver	1549 1551	v. Ins.
Coghill v. Kennedy	1548, 1551 1738, 2503	v. Peo
Coghlan v. William-		5.200
son	1312, 1513	v. Per
Coglan v. Beard	1351	v. Slad
Cohen, ex p.	2281, 2282 2856	v. Sou
v. Goldberg v. Templar Cohn v. Kingsley v. Mulford v. Saidel 88, Coit v. Millikin	344	v. Sou v. Stat 79 28
v. Templar	2807	28
Cohn v. Kingsley	1360	91
v. Mulford	1086	11
Coit v. Millikin	1079, 2539 1681	58 44
CORE D. FORDERIN	1888	v. Wie
Cokeley v. State Coker v. Ferguson	1021	Coleman's
Coker v. Ferguson	1299, 1651	Coleman's
v. Guy v. Hayes 770.	2470	Coleman &
v. Merritt	1898, 2349 1164	Rice Coler r. Tr
v. State	111, 247	Co
Colburn v. Groton	111, 247 1061, 1062	Coles v. B
v. Spitz	987 1188, 1267, 1269, 1314 1651, 2141	Coles v. Br
Colby v. Kenniston	1188, 1287,	Coley v. St Colf v. R. Coll v. Tra
Colchester v. Culver	1851 914	Coll v. R.
Colchester Sav. Bank	1001, 2141	Collagan v
v. Brown	1651	Calladas
Colclough v. Rhodus	1878	Collett v. I
VOL. IV 83		

	dian	
Coldwater N. Bank v.		Coll
Buggie Cole v. Andrews v. Chevenda v. Cheshire v. Clarke	779	
Cole v. Andrews v. Cheovenda 1206, 2	1200	'
v. Cheshire	784	
v. Clarke	948	
P. COLE		
	231	
v. Com.	849	Coll
	649	004
v. Fall Brook C.		Coll
Co. 682, 1	976,	
v. Glbeon 1177, 1	220 252	
v. Gray 2	227	
v. Hadley 1	075	
	379	
v. Jessup 786,	747	
81 Mleh.	280	11 5
v. Hall v. Jessup 786, v. R. Co. 81 Mlch. 96 Mlch. 1012, 1 105 Mlch. 19 Ont. Pr.	963	
105 Mlch.	655	-
	288	
v. Rawlinson 2 v. State	470	
	442	
59 Ark. 1	329	
6 Baxt. 898, 10	28,	- 6
1029, 1	037 083	
Cole's Lesses » Cole	600	
Colee v. State 689, 19	22.	
1	938	
Coleman v. Applegarth 2	410	
v. Breaud 1 v. Com.	225	
v. Davis	499 225	
v. Dobblns 1850 2	577	
v. Frazier	476	
v. ins. Ass n	540	
v. People 15, 216, 2	823 78	
v. People 15, 216, 2 301, 3 v. Perry 19 v. Slade 2	326	
v. Perry	961	1
		1
v. Southwick 1174, 13 v. State	902	1
	300	
28 Ga. 2	349	Colli
94 Ga. 111 Ind. 288, 2	987	
111 Ind. 288, 2 55 N. Y. 44 Tex. 2	272	Colo
44 Tex. 20	194 059	Colo
v. Wise	529	L
Coleman's Case 492, 494,	195	Colo
Coleman's Will 2:	315	R.
Coleman & Burden Co. v. Rice 2	530	Colo
Coler r. Tacoma R. & P.	100	166
Co. 2	536	Colp
Coles v. Brown 905,	907	Colq
	26	
Colf v. R. Co.	073 461	Colq 61
Coll v. Transit Co.	161 755	84
Collagan v. Burns 271, 1	787 l	Cols
Colledge v. Horn 10 Collett v. Lord Kelth 850, 20	063	Colt
	1880	Colte
3697		

	Section
Collier v. Collier v. Corbett v. Dick v. Hicks v. Jeffreys v. Notee v. Poe v. Pimpson v. State	9250
v. Dick	2106 1072 1834 1889
v. Hicks	1834
v. Jeffreys	1061, 1861
v. Poe	1777
v. Elmpson	690, 1690
v. State Colling v. Trewee	609, 1450 k 1206, 1206,
	1264
Collins v. Bane	2120
v. Bayntun v. Bennett	1298 2508
v. Blantern v. Com.	2414
v. Com. v. Dorchester	1404, 1447 458, 1672
v. Elllott	1304, 1518,
	1736
v. Godefroy v. Grantham	1488, 1503
v. Hoshle	905 2503
v. Kilroy	2503
v. Kilroy v. Lemasters v. Lynch v. Mack	747 2518
v. Lynch v. Mack	619, 620, 1028, 1051, 2888
n Matham	1051, 2888
v. Mathew v. Maule v. Nalleau v. Paople	2555 1224, 1650
v. Nalleau	1225
v. People 98 Ill.	590 9058
194 111.	580, 2066 568, 1440
v. R. Co.	454, 456, 1978
v. Richart v. Shaw	1879 1541
v. State	
187 Ala.	1079, 1750
94 Ga. 98 Ill.	2570 580
46 Nebr.	1442, 1750, 1896, 2497
115 Wls.	1896, 2497 1062
v. Stephensor	1022, 1780
v. Stephensor v. Todd v. Valleau	2120
	1275 2505
v. Waters v. Wilson	1722
v. Wilson	607
Collis v. Bowen Colman v. Truem	an 2319
Colorado C. C. M.	Co. v.
Turck Colorado Electric	Co 2494
Lubbers	29.3
Colorado F. & I.	Co. v.
R. Co. Colorado M. & I.	13412
Rees	252, 437,
7-1 0-1	252, 437, 1976
Colpoys v. Colpoy Colquit v. State	1671, 1732,
	2115
Colquitt v. State 61 Ala.	9001
24 Tor	2081 1750
Colson v. Bonzey	1352
Colt v. McConnell Colter v. Calloway	2312, 2437 1064
Julia v. Callumaj	1008

Columbia v. Ha	Prison 786, 76
	0.4
Columbia, Dist. District of Co Columbia Bank Columbia B	lumbia.
Coldmon W. Co	. V. SIRW-
thorne Columbia & P. :	R. R. Co. 28
Columbia & P. v. Hawthorne Columbian Inc.	249
rence	21
Columbus v. Da v. Ogletree	1668 916
v. Sime Columbus & R. F	1690
v. Christian Columbus & W.	250, 1984
Colvill v. R. Co. Colvin v. McCorr	1900 1948
Combe v. State	1240, 1268
Coman v. State Combe v. Londor 1 Y. & C. 4 Y. & C.	2294 1846
Combs v. Breathi	itt Co. 1218
v. Com. 97 Ky. 90 Va.	1615
90 Va. v. Doweli	700
v. Hodge	1650 1660 1066 111, 890, 1807
v. State v. Wincheste	1090 1091
	11,000
Comer v. Comer v. Hart	1188
v. Way Comfort v. People	2558 1781, 2100
Comfort v. People Com'ngore, re Cone v. Comine	1781, 2100 2376 1778
Commander v. Sta	te 106, 890,
Commercial Bank Barkedale	v. 396, 1910
Barkedale	1685 581, 1947
v. Ins. Co. v. Sparrow v. Union Bank	1350
	1392 /
Commercial & F. B	ank
Commercil v. Poys	1684 1ton 2211
v. De Rosset	1350, 2592
Commercial v. Poyr Commissioners v. (v. De Rosset v. Higginboths v. Snugges	m 1860
Commissioners of h	IRLION
Commons v. Walte	2494 78, 74
Commonwealth v	Aaron 660 141, 142, 897, 1782
w Aston	1782
v. Acton v. Alburger	1598, 1665.
v. Allen	276, 2188 1598, 1665, 2159 951, 2018
v. Allen v. Alley	1725, 2248
v. Andrews	951, 2018 1725, 2248 196, 232, 1621, 1862 861
v. Antaya	861

4	Section
Commonwealth :	. Anthes 2557
v. Armstron	
v. Arnold v. Bachelder	1817, 1820,
A. Decretical	1817, 1820, 2214
v. Barry	2215
v. Bell	
109 Mas	a. 2513
146 Pa. 166 Pa.	2271, 2281
v. Bentley	308
	2130, 2529 2501
v. Berchine v. Berry	899
w. Reet	382 1344 233
v. Besek	233
v. Biddle	863, 1876
v. Bigelow	818, 1248
v. Bigelow v. Billings v. Birriols	907 1448
v. Birriola v. Bishop	55, 1442, 1451,
v. Blair 123 Mass 126 Mass	
123 Mass	. 289
v. Blanchette	1878
v. Blood	2515
11 Gray	1182
141 Mass.	216, 321
r. Bolkom	216, 821 2450
v. Bond	851, 861 890, 987, 2276
v. Borner v. Borden	890, 987, 2276
r. Bosworth	26, 1807 2056, 2059
v. Bowers	289
v. Boynton	2060
v. Bradford	216, 354
r. Brailey	1073
v. Braley	1160 1938
v. Brayman	1159, 2183
v. Brennan	1159, 2183 2277
v. Brewer	1442, 1451
v. Brigge	2282
r. Brailey v. Brailey v. Brayman v. Breisford v. Brennan v. Brewer v. Briggs v. Brogy v. Brooke 9 Gray	1898, 1404
v. Brooke	
100 Mass.	2056 415
v. Brothers	163
v. Brown	100
121 Mass.	221, 1072,
	1696
193 Pa. 90 Va.	089
v. Brownell	1842 2278
v. Buccieri	689
v. Borke	400
12 All. 16 Mass.	1157
16 Mass.	985, 2241 762
114 Mass.	762
v. Burroughs v. Burrou v. Burrell	861
v. Buzzell	759, 760 985, 1003,
	1004, 1007,
40.0	1004, 1007, 1818
v. Byrnes v. Byron	2183
v. Byron	960
v. Call	266, 1072
v. Campbell 7 All.	863
	803
3698	

7	Commonwealth 155 Mac	Comphell
5	155 Ma	LA CHIPDELL
		2100
,	v. Cardone	78
1	v. Care; 12 Cuel 2 Pick.	
5	12 Cuel	1396
		705
ı	v. Carney	882
╢	v. Casey	1445
ı	v. Castles	261, 1291
	v. Certain I	
	Liquors	2183
Ш	v. Certain Lo Tickets	ttery
ı	v. Chabbook	2183
ı	v. Chance	400 1164
L	1.	476, 1774, 1775,
1	•	836, 1476 499, 1164, 476, 1774, 1775, 2100, 2363
ı	v. Chaney	770
ı	w. Chase	110
ı	6 Cush.	1680
L	147 Mag	l 106, 2060
ļ	v. Choate	88, 216, 238,
۱		1978
Ĺ	v. Churchill v. Clancy	923
l	v. Clancy	736
ı	v. Clark	
	14 Gray 180 Pa.	286
	n Cleans	852, 865
	v. Cleary 152 Mass 172 Mass	2886
	172 Mass	1135, 1186,
		. 1135, 1186, 1138
	148 Pa.	1398
	v. Clemmer	824
	v. Clifford	238
	v. Clune v. Coe	1010, 2056
	v. Coe	1010, 2056 32 1, 2020
	v. Cole	1141
	v. Collier	150, 415 792, 794
	v. Connors v. Cooley v. Cooper v. Corkery 1 v. Corkin	792, 794
	v. Cooley	664, 1976 984, 1441 06, 1275, 1680 216, 859
	v. Cooper	08 1975 1990
	v. Corkin	918 950
	v. Costello	410, 000
	119 Mass.	290
	120 Mass.	418, 2591
	v. Coatley	2497
	v. Cotton	104 047
	v. County Con	a're 1351
	v. Crane	2572
	v. Creesinger	841, 1938
	v. Crossmire	1976
	v. Crowe v. Crowley	107, 108, 266
	v. Crowley 165 Mass. 167 Mass. 168 Mass.	1732
	167 Mass.	1977
	168 Mass.	1842
	v. Cuffee	824, 851, 855
	v. Culien	855
	v. Cniver	860 861
	v. Curtis	396, 832, 835
	v. Dally	278
	v. Dam v. Dame v. Damon	1873
	v. Dame	520
	v. Damon	
	128 Mass. 186 Mass.	1336
	100 MIASS.	406

2183 36, 1476 99, 1164, 74, 1775, 90, 2963 770

1335 406

	Section
Commonwealth v.	Dana 2185
v. Davidson	3120
v. Dearborn v. Dedham	882
v. Dedham	1846
A: THAIRBEROLE	1476
v. Desmond	
5 Gray	2060, 2588
108 Mass.	2678
v. Devaney	154, 278, 851
v. Dill	2068, 2245
v. Dillon	
v. Donahoe	822, 835
v. Dorsey	906, 1022
n Donall	508
v. Dowdlean v. Downey	660, 1978
v. Downey	280
v. Downing	2000, 2164
v. Drake	
16 Mass.	840, 2394
124 Mass.	2059, 2060
v. Dunan	840, 2394 2059, 2060 1005
v. Eagan	861
v. Easland	800
v. Eastman	321 1072
1876	821, 1078, , 1890, 2016,
.010	2019, 2020
v. Edda	
	367
v. Elliot 2066	818, 1078 , 2059, 2000
T. Proces	, 2009, 2000
v. Emery 2 Gray	1004 400-
a uray	1224, 1225,
400.00	1318
107 Mass.	2252, 2282
v. Epps v. Fairbanks v. Fairfield	861
v. Fairbanke	1938 !
v. Fairfield	580, 1254,
	1514, 1672
v. Farrar	1022
v. Farrell 10	7, 569, 961,
	1977
v. Feich 143.	1503, 1796
v. renno	17191
v. Ferrigan 6	8. 216 246
	8, 216, 246, 800
	949
# Kinnast v 186	367
v. Fitzgerald	, 889, 2629
v. Flaherty	988, 1008
r. Flood	2514
e Plane	889, 841 668, 1976
v. Flynn	008, 1976
v. Foliansbee	1839
v. Ford	
14 Gray	1677
130 Mass.	748, 749,
	760, 768
v. Foster v. Fox v. Funal	987
v. Fox	762, 768
v. Funal	1072
v. Galavan	704
v. Gallagher	950 1114
	70 004
v. Gannett	
v. Gannett v. Gearbardt	78, 204
v. Gannett v. Gearbardt	1938
v. Gearhardt v. Gillon	1938 280
v. Gannett v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman	1938 280 439
v. Gannett v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman v. Goodwin	439
v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman	106, 281.
v. Gannett v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman v. Goodwin 14 Gray	439 108, 281, 1133
v. Gannett v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman v. Goodwin 14 Gray 122 Mass.	106, 281, 1133 2447
v. Gannett v. Gearhardt v. Gillon v. Goodman v. Goodwin 14 Gray 122 Mass. 186 Pa.	439 108, 281, 1133

v. Gray Ky., 30 S.	Gorman 23 W. 800, 896	3
120 Mass.	1720 66	3
17 Mass.	522, 586,	
126 Pa. 2 Pick.	1270 2364 2614	ш
v. Griffin v. Hackett v. Haley	2339 1756	
v. 1141	762	
4 All. 164 Mass.	278, 318 561, 696, 1885	1
v. Haney v. Hanley v. Hardy v. Harman	1441, 1460	1
v. Hardy v. Harman	56, 58, 194 26, 882, 852, 2081	
	62, 200	
v. Harris v. Harrold v. Hart 98 Ky.	1671	
v. Harvey	1036, 1899 1072	
v. Haskell v. Hawkins	1098 1049	
v. Hayden	2511 1683, 1644, , 2088, 2246	
v. Hayes		
140 Mass. 145 Mass. v. Heffron	2059 2886 1640	
v. Henderson v. Hersey 23 v. Hershell v. Higgins	0100	
, HIII	8, 298, 1840 664 2203	
11 Cush.	2363 811	
. Hilliard	2514	
. Hills . Hobbs . Hollis 222 . Hollister	987, 1821	
. Hollister . Holliston	2060 791	
Holliston Holmes 127 Mass. 167 Mass.	2069	
15? Mass.	108, 896, 897	
Holt Homer Hopkins Horner	2085, 2086	
rioskins	203, 1620 2278 63, 247	
Hourigan 1008,	1021, 1618	
Howe 9 Gray	235, 499,	
18 Gray Hadson 906,	235, 499, 933, 2071 2270 913, 1890 1005	
Hunt Hunton	1005 862, 1079	

ommon wealth	v. Hurier
ommonwealth 14 Gra 158 Ma	y 208
v. Hutchine v. ingraham	
v. Jackson	1100
5 Bush 11 Bus	1860
182 Ma	1850 h 2080 196. 194, 216 301, 318, 821
v. James 99 Mac	
1 Plek	1124 2069 2896 12 29 05 200
v. Jardine v. Jeffrica	2936 12, 38, 36, 302, 762, 763, 1073
v. Jenkina	1128 1100 1100
v. Jennings v. Jongrass	951, 952 1819
v. Jongrass v. Julius v. Kane v. Keenan v. Keller v. Kelley v. Kendrick v. Kennedy 97 Mass	581 2535
v. Keenan v. Keller	2183 792, 2079 960, 1268
v. Kelley v. Kendrick	960, 1268 415, 439
v. Kennedy 97 Mass	120
170 Mas	863, 457,
v. Kenney	863, 457, 665, 728, 1878, 1977, 2166 1071, 1072, 2089
v. Keyes 2	1732 1094, 2118, 2115
V. ALIMBOAII	
7 Gray 24 Pick. v. King	2260, 2270
8 Gray 100 Mass	852 2580
r. Kinison v. Knapp	0070
. Kneeland	824, 834, 861, 1168, 1850 2682
v. Lahey	898
v. Lanman v. Larrabee	762, 852, 2276 2066, 2069
Lenousky	92, 1614, 1935 21, 1898
Little	246, 247 1750
p. Lanman p. Larrabee p. Lawler p. Lenousky p. Lenox p. Little p. Littlejohn p. Locke	1646, 2085, 2088
145 Mass. 14 Pick.	280
	1850 821 1821
. Lynes . Lynes . McBean . McCabe	1091
	285, 287, 290, 1072
McCann McCarthy McCanl McCne	2071 354
McCne	285 <u>4</u> 272
McDonald	1072 200, 987
McGuire McHugh	524 280

Commonwealth	Section
Commonwealth Kenna v. McMurra v. McNamed v. M'Pike	V. MC-
v. McMurra	7 2502
v. McName	208
v. M'Pike	218, 1766
A 1 DISTRICTOR	106, 106, 390
r. Magee v. Major	2496
v. Maloney	163
v. Manson	609
v. Marsh	580 !
v. Martin	1860
v. Marzynsk v. Mason	
v. Matthews	1442, 1447
v. Mead	246, 2860,
••	246, 2360, 2362, 2363
v. Meaney	18/8
v. Merriam v. Meserve	398 2354
v. Messinger	
	1206
v. Mika	1442, 2512
v. Miliard	1177, 1202, 1206 1442, 2512 153
v. Miller 8 Cush. 189 I'a.	
189 1'a.	318, 415, 2591
v. Minor	524
v. Minor r. Mitchell	832, 871
v. Moffat	2085, 2086
v. Montgomer	
v. Moore	1041
2 1)ana	203
8 Pick.	203
8 Pick. v. Morey v. Morgan 107 Mass 150 Mass	822, 830, 832
v. Morgan	1000 0000
150 Mass	. 1890, 2276 225, 792
v. Morreil	861 1885
v. Morris	268, 1645 i
v. Morrissey	2071
v. Mosler v. Moulton	861 1878 363
v. Mudgett	1878
v. Mulien	22761
v. Mulien r. Mullins	506, 507, 680, 1821, 1825
	1821, 1825
v. minney	154
v. Murphy 4 Aii.	612
14 Mass	000
v. Murtagh	923 2066 822, 856 561, 2529 896, 2276 1644, 2068
r. Myers	322, 856
v. Nefus v. Nichois v. Norcross v. Nott	001, 2020
v. Norcross	1644, 2088
v. Norcross v. Nott v. O'Brien	832, 838
v. O'Brien	
12 All.	2069
119 Muss.	194, 988, 1983
134 Mass.	1963
179 Mass.	104, 1072
v. O'Connor	188
v. Parker	2042
v. Payne v. Pease	923
v. Peckham	2570, 2582
	2010, 2004

Commonwealth :	Pheips 761,
	1850
v. Phillips 162 Mas	o. 067
170 Mass	1646
10 Pick.	1061, 2164 306, 2276
v. Piper	ATA ACT TORA
v. Pitelnger v. Place	2100
v. Pollard	406 2042
v. Pomeroy v. Pope	218
v. Porter	1181, 1977 2559
v. Powers	487
v. Preece	2276 851
v. Price	818, 90 56
v. Quin v. Quinn	987, 1270 106, 106
v. Quinn v. Ramage	007, 1832
v. Randall v. Regan	200, 963, 987
v. Reyburg	457
v. Reynolds v. Rich	862 569
v. Richards	1396, 1896,
v. Richardson	9098 1674, 1677,
	2159
v. Ricketson v. Roark	1987 0107
v. Robbins	1267, 2107 280
v. Roberts	1488, 1440, 1441, 1442
v. Robertson	792
v. Robertson v. Robinson 1 Grav	400
146 Mass.	216, 304, 863, 2550 606, 507, 851, 1770, 1821, 1832
165 Mass.	863, 2550
100 Mines.	861, 1770,
Mhashan O	
Thacher C	218, 1485,
	1445
r. Rogers 136 Mass.	601, 1613
101 Plass.	1079
7 Metc. v. Rowe	1918
14 Gray	1864
v. Russeil	1781 2100
v. Ryan	1
184 Mass.	86, 280, 376, 1667, 1908 2183, 2215
157 Mass.	2183, 2216
v. Sacket	280, 962,
v. Salyarde	1618 1808
v. Sanders	1076
v. Maniahury	, 2837, 2341 352
v. Savory 987	7, 2056, 2059 216, 218, 489, 987
v. Schaffner	216, 218, 489, 987
v. Scott 216, 351	, 1156, 1824, 8, 20 69, 22 72
206	5, 2069, 2272
3700	

1	
	Bastle
Commonwealth	v. Sego 830, M
v. Selfridge	167
r. Shaw	987, 227
v. Sheehan	
-	
v. Shepard v. Shepherd v. Shepherd	216, 88
w. Shenhend	206
v. Sherman	300
v. Shew	144
v. Diew	86
v. Bileox	144
v. Smlth	
2 Gray 119 Ma	1820, 221 18. 882, 861
119 Ma	16. 83 2, 861
	207
163 Ma	M. 1042, 2278
	227
100 Ma	u. 1854 918
12 Mete	
68.41	. 701, 1991
00.01	. 101, 1991
v. Snelling	1995
A. CHAITING	66, 78
v. Snow	3061
v. operes	2064 228
v. Starkweat	her 905, 907
	her 908, 907 1017, 1018
	13290
v. Stearne	818 667, 1335 1600, 1620, 1362
v. Steveneou	AA7 1996
P. Stewart	600 1690 1900
v. Stewart :	1000, 1020, 1302
4 Meto.	
Thacker.	821
Thacher	Cr. C. 1381,
A	Cr. C. 1381, 1883 396, 837 , 1810
v. Storti v. Straesser v. Stricker	396, 837, 1810 246, 248 2068 2064
v. Straesser	246, 248
v. Stricker	2068, 2064 2068
v. Stump	2048
v. Sturtivant	418 414 550
	889 1808
	418, 414, 559, 568, 1696, 1924, 1977
r. Snillvan	1029, 1977
100 37	
123 Mass 160 Mass 156 Mass 161 Mass	416
100 M 800	2276
106 Mase	. 278
161 Mass	. 1270
v. Dwitzer	791
v. Talbot	
v. Tarr	153
	158
r. Tate	2071
r. Tate	163 2071 1978
r. Tate	2071 1978
v. Tate v. Taylor 5 Cnah	2071 1978 836
v. Tate v. Taylor 5 Cnah	2071 1978 836 153
v. Tate v. Taylor 5 Cush. 14 Gray	2071 1978 836 153
v. Tate v. Taylor 5 Cush. 14 Gray	2071 1978 836 153
v. Tate v. Taylor 5 Cush. 14 Gray	2071 1978 836 153
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 182 kase v. Thompson 8 Dana	2071 1978 836 153 2188 1959
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 182 kase v. Thompson 8 Dana	2071 1978 836 153 2188 1959
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 182 kase v. Thompson 8 Dana	2071 1978 836 153 2188 1969 1432, 1839 398, 770
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 182 kase v. Thompson 8 Dana	2071 1978 836 153 2188 1969 1432, 1839 398, 770 1028
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts	2071 1978 836 153 2183 1969 1432, 1839 308, 770 1028 2183
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 896 153 2183 1959 1432, 1839 398, 770 1028 2183 176, 321, 2276,
v. Tate v. Taylor 6 Cush. 14 Gray 132 Kase v. Thompson 8 Dana 169 Mass. v. Thrasher v. Thyng v. Tibbetts v. Tolliver	2071 1978 836 153 2183 1969 1432, 1839 308, 770 1028 2183 176, 321, 2276, 2529 13, 143, 266, 278, 1072

2, 2183 2, 2183 3	1003, 3221 1760, 1808 896 897 2113: 608, 1810 888 278 1072 1336 1354 1850
1671 FF, 2270	1003, 3221 1760, 1808 896 897 2113: 608, 1810 888 278 1072 1336 1354 1850
826	2231 1750, 1808 896 2113 608, 1810 586 278 1079 1334 1354 1850
216, 231	906 367 2113 668, 1810 585 278 1073 1836 1854 1854 1864
216, 881	967 2113 668, 1910 585 278 1073 1335 1354 1850 1867, 2943
3088	9113 668, 1810 585 278 1073 1835 1854 1850
861 1442 0. 2214 0. 2214 0. 2214 18 All. 163 Mase. 2071 0. Walker 18 All. 163 Mase. 18 All. 163 Mase. Walton 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 18 All. 19 Walton 276 4 2188 580 188, 14 278, 14 278, 14 290, 1188, 14 278, 14 29027, 2009 2215 6, 907, 134 Mase. 103 Mase. 104 Mase. 1302 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass. 110 Mass.	1073 1334 1354 1850 1867 2943
1442 v. Wallace v. Walker 18, 214 82, 851, 2071 18 Al1. 163 Mase. v. Wallace 2376 2376 2376 24, 2183 2580 188, 14 1993 278, 14 1993 993, 1163, 2027, 2059 2245 4, 907, 1018, 11302 1183 4 Gray 110 Mase. V. Welch 4 Gray 110 Mase. V. Welase 4 Gray 110 Mase. V. Welase 4 Gray 110 Mase. V. Welase 4 Gray 110 Mase. V. Welase	1073 1336 1354 1850 1867 2243
9. Walker 18 Ail. 163 Mass. 2071 9. Wallace 1, 2373, 2276 9. Wallace 2276 9. Weber 20, 4, 2188 580 188, 14 1993 993, 1163, 66, 73 2027, 2059 2245 8, 907, 1018, 1330 11302 1188 4 Gray 110 Mass. 10, 1348 188 4 Gray 110 Mass. 10, 1348 188 4 Gray 110 Mass. 10, 1348 110 Mass.	1072 1334 1354 1850
2071	1884 1854 1850
2071	1854 1850 1867, 9943
3, 2373, 2276 2276 4, 2183 580 188, 14 1991, 1993 903, 1163, 903, 1163, 907, 1018, 1302 318 4 Gray 110 Mass. 7, 1335 1, 1303 7, Welton 290, Welton 290, 1	1867 2243
2, 2183	1867, 9949
905, 1103, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2	50 57 100
905, 1103, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2	9, 266, 278
905, 1103, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2026, 2027, 2	3, 400, 708,
2236 v. Welch 8, 907, 134 Mass. 1, 1018, 163 Mass. 1302 v. Welch 218 4 Gray 7, 1336 110 Mass. 1, 1336 v. West.	1983, 2026,
2236 v. Welch 5, 907, 7, 1018, 1302 v. Welch 318 4 Gray 7, 1336 110 Mass. 7, 1336 p. 1309 v. Wents	2278, 2467
7, 1018, 103 Mass. 1302 v. Welsh 318 4 Gray 110 Mass. 110 Mass. 1.	
1302 v. Weish 318 4 Gray 7, 1335 110 Mass. D. 1302 v. Wests	1181
318 4 Gray 7, 1835 110 Mass. 0, 1809 v. Wents	278, 2183
D. 1302 v. Wents	906
v. Westey	2183
5. V. 5516.)	2068
821 140 Mass.	852
138], 100 Mass.	1266
1883 v. Wheeler 7, 1810 v. White	2575
, 1810 v. White 6, 248 145 Mass.	818
, 2064 147 Mass.	2354
2088 162 Mass.	21
i, 550, v. Whitney 1696, v. Willard	2222, 2223 C
, 1977 v. Williams	, C
2 Cush.	238, 851
416 6 Gray 2276 105 Mass,	418, 561, C
278	418, 661, C
1270 171 Mass.	882, 851, C
791 168 v. Wilson	2061
2071 2 Cush.	238
1978 1 Gray 111,	228, 1129,
836	101, 1700,
163 Ky., 82 S. W.	1938
163 Ky., 22 S. W. 2188 152 Mass. 2	056, 2059
186 Pa. 308, 1959 v. Wirebach	990, 1931
1839 v. Wood	1988 C
, 770 11 Gray 1	010, 2060
1028 III Mass.	1041
2183 v. Worcester 2276, v. Wright	9595
2529 r. Wyman	2585 1820 Ce
266, v. Yerkes	321, 392
1072, 1715, 7 L. Rep. Mass	
1715, 7 L. Rep. Mass 2100 9 Metc.	246 Co
2276 v. Zorambo	2013
824. Commonwealth's Inc. C.	1079
, 838 v. Monninger , 987 Comparet v. Jernegan	1072
onnheter of natuedari	1079

	O'RIGERG,
Compton v. Arnold	Section 1967
Compton v. Arnold v. Fleming v. Randolph v. State Conglesk v. Carnley v. Hadlyme v. Kerwin	1967 1061
v. State	1706 2299
v. Hadlyme	1218 1786
v. Keewin v. Smith	1681
23 Me.	18
	14, 844, 468, 665, 719 2625
26 Mich. Conant v. Bank	2525 2434
v. Conent v. Leelie	2067 406
Contain a Mailett	1968
P. Clouch	290, 1807
Greely 48	
Condit v. Blackwell Conely v. MoDonald Cones v. Binford	1, 468, 1948 1633, 2578 657
Cones v. Binford	1071
Confederation L. Ase's O'Donneil	
18 Can. Sup.	2408 1464 2066
2 Russ. & C. Cougar v. R. Co.	2065
m Monto Co	1194, 1814
Congregation v. Miles Congregational 11. M. v. Van Aradae	461 2450
Congregation v. Miles Congregational 11. M.	Soc. 1309
v. Van Arsdale Conkey v. Carpenter	2477 1614
Conkey v. Carpenter v. People v. Post	857
Conkill v. Stamler	1042, 1105 1554, 1560
Conklin v. Stamler Conley v. Finn v. Meeker 987, 1 v. State	2520 1005, 1117 884, 836 1587 2153
v. State Conn v. Penn	884, 836
Conn v. Penn Connectiont v. Bradish Connecticut M. L. Inc.	2163
	2500
v. Ellis v. Hillmon 1	1700 075, 1079,
v. Lathron 566 1	081, 1725 919, 1988
P. OCHAPIET	
	187, 1503, 1530 (
v. Union Trust Co. Connell v. Connell	1530 6, 2880 2098
v. McLongillin v. McNett v. O'Neil	2011
v. O'Neil	289, 681 1669
v. Smith v. State	248, 851
onnelly v. Bowie v. Edgerton	1651
v. Woolen Co. conner v. Carpenter	1978 C
v. Gron	2498
v. R. Co. v. State	1954
25 Ga. 28 Tex. App.	811 1404
as tex. App.	1404

t	Common State	Rootion
	Conner v. State 84 Tex.	2100
Ì	Connersyllia w Wadlatan	2100
	Connoily v. Murrell	1878 2340
1	Connor v. Corson	2122 1990
3	v. Winton Connerville v. Wadleigh Connolly v. Murrell Connop v. Ilayward Connor v. Corson Consors v. Morton v. People v. State So	
	v. People 987 v. State 85	1.862
	Conoly v. Gayle Conover v. Beil	1786
	a Californ	436
3	v. Griffey 11 Pow. 1126 16 How. 1028	1132
	16 liow. 1028, v. State	1031
	11 Pow. 1126 16 How. 1028, v. State Conran v. Lowe 2083, Conroe v. Conroe Consaul v. Sheldon 940 1022, Consequa v. Willings Considine v. Ins. Co.	2084,
	Conroe v. Conroe Consaul v. Sheldon 940	3066
	Consaul v. Sheldon 940	960,
	Consequa v. Willings Considine v. Ins. Co. v. U. S. 702.	1271
ľ	p. II. S 700	2452 2518
ľ	Consolidated Coal Co	2100
i	v. Peers v. Seniger 208,	901.
I	Consolidated I. M. Co.	1674
İ	Consolidated I. M. Co. v. Trenton II. 1. Co. Consolidated Inc. Co. v. Cashow	2854
l	Cashow	690
ı	v. Bnrnham	2503
ı	Consolidated Tank L. Co.	
	Consolidated Traction Co.	1065
	v. Lambertson Constance v. Brain	688 1841
	Constitutional Prohibitory	
	Consumers' Ice Co. v. Jen-	1860
	nings	2505
	Continental Inc. Co. v. D. pench 238, 391,	1976
	v. Horton v. Ins. Co.	716 841
•	v. Ins. Co. v. Pruitt Continental Nat'l Bank	1195
	v. First Nat'l Rank 64 1:	074,
(Converse v. Allen	630 112
	p. Mover 1990 9	100
(Conway v. Clinton 581	705 987
	v. Fitzgerald v. John	571 260
	v. State 580, 682,	905,
	v. Viasard 1018, 1	V1.
(v. Viazard Conyers v. P. F. C. Co. 1 Coogler v. Rhodes Cook v. Bank 1 v. Barr 1	229 236 769
(Cook v. Bank 1	352
	v. Bartlett 2	066 558
	v. Biair 1	414
	v. Brown 953, 9 1026, 1028, 2	108

Charles Charles	1976, 295	• [Gard.	1	
Cook v. Castner	1976, 296	4 Cooper v. Ord	61	Compli - Con-	Booties
v. Com're	40	8 v. Phinns			
v. Corn	232	v. Phipps v. Potts	9054 946	Toz. Cr.,	
v. Floid	40	D. R. Co.	3064, 346 702, 175	6. W.	1008
v. Puesa	47	7 Bandatt	161 717 104	106 Wie.	061
v. Grange	1986, 2337, 234	I w Mandela	161, 717, 194	v. Vanartedale	a 610, 2287,
A. CIMILEIS	254	P. State	188		2006, 2841
v. Hearn	120	63 Ale	1994 100	v. Woolley	1304
v. lienry	237, 2836, 254	86 Ala.	1774, 178		ann 1366,
v. 114n4	923, 1195, 1986		2365, 227		2047, 2007
r. Hunter	199/	40 M	200		1388 1976
v. Inc. Co.	1974	00 th	73	Corning v. Corning	75, 987
v. Knowles	1082, 1267 268, 302 108, 334	20 10Z.	412, 1918 1988, 197	Corning v. Corning Cornish v. Abington	n 2413
v. Mason	253, 201	Cooper's Case		P. Inc. Co.	1947
v. Moore	109, 834	Cuoper-King v. Coo	136		607
v. Netheroote	1842	King		Cornville r. Brighte	on 1784
v. Parkham	18, 249	Cope v. Cope	164	Cornwall v. Hichard	600 000
v. Porry	891	v. Pearce	1646, 2000	v. State	892, 841,
v. R. Co.	402	Copeland v. Collins	2081		2354, 2518
v. State		v. R. Co.	1684		1079
11 Ga.	21, 2065, 2066	v. State	891	Corps v. Robinson	1079 0004
110 Ala.	1699	A1 St.	00 000-	Corrigan v. Rockefe	Her ZEAR
110 Ala. 111 La.		41 Fig. 7 Humph.	68, 2277	r. Trenton D. F.	.Co. 2456
81 Mias.	194, 988 1205	v. Watte	63, 111	Corse v Patterson	607
24 N. J. 1	1976	Conenhaves Cone	2311, 2307	v. Sanford	1188
v. Stout	1408, 1415	Copenhaver v. State		Corsen v. Dubois	2211, 2307
v. Swan	1082	Cones . 100.		Corser v. Pani	1066, 1068,
v. Sypher	2349, 2354	Copes v. Pearce	1492, 1495		1079
v. Totton	2141	Copland v. Toulmin Copp v. Henniker	1856	Cortland Co. v. Herk	lmer
v. Wood	2450	Tobaniker	1864	Co.	681
Cooke v. Booth	2465	v. Upham Copperman v. People	1085, 2228	Cory v. Bretton	1062
v. Curtia	1127 1121	Coppin v. State		v. Silcox	1700
v. Lalance G.	M. Co. 1862	coppin s. State	18, 288,	Coogrove v. Pitman	96, 1621
r. Lloyd	1644	Coppock v. Lampkin	2278	Cosselmon v. Dunfee	282
v. Maxwell	521, 2375	Corbett r. Clongh	2016	Cossens, ex p.	2200, 2276
r. Tanewell	1295, 1298,	v. Corbett	1067	Cossey v. R. Co. Costello v. Costello	2319
	1868	v. Gibeon	1406, 2111		2218
v. Wilson	808, 2575	r. Glibert	1219, 2878	v. Crowell	
r. Woodrow	1812	v. Kilmineter	2312	133 Mass. 3	92, 786, 747.
Cookes v. Hallier	901	v. Nutt	2016, 2018		754, 2020
Cookson v. R. Co.	1961	v. State	1196, 1276	139 Mass.	83, 221.
Cool v. Roche	1890	Corbin v. Jackson	2100		233, 1548,
Cooley v. Cooley	2240	Corbishley's Trusts	1257, 1300	.	2020
v. Foltz 23	705 40009, ZAZEN I	Corbieys v. Ripley	2581 1566	v. State	1254
o. Morton	960, 1078 I	Corcoran v. Detroit	959 450	Coster v. Mercet	2354
Coolidge v. Inc. Co.	1047, 1080	v. Peakskill	252, 458 283	e. Symone	1064
Coombs r. Coether	157, 1592	Cordray v. Mordecai	2104	Costigan v. Lunt	2008
Coon v. People	770, 778	Corey r. Jones	2098	Costill r. Costill	2046
v. State	5:00	Corneld v. Parsons	2529	Coetley v. State	63
v. Swan	2294, 2302,	Corinna v. Exeter	581	Cotterill v. Hobby	1246, 2447
Commen to the	2009	Cormier v. Richard	2318	Cottrell v. State	1350
Cooney v. Packing	~~ alte.	Cornneil v. Buckley	1320	Cottrill v. Myrick	
Commed : M. 11	2100	Cornelleson r. Foushe	2578	8 Fairf. 12 Me.	2168
Coone v. Madden	1245, 1254	Cornelison v. Browning			1976
Coons v. Renick	1210' 12191		1678	Cotton v. Jones	1878
Cooper v. Brockett	2525	Cornelissen v. Ort	1066	v. Luttrell	607
v. Central R. Co). 1961, (Cornelius v. Com.	1000	v. State	0000 00
r. Cooper	1976	15 B. Monr.	111, 247,	87 Ala.	2273, 2276,
r. Dawson	2046		1022	31 Mies.	2326
v. Gibbons	1872, 2020	8 Metc. Ky.		Conch v. Couch	246
r. Granberry	291	v. Cornelius	2067		1788
n Haymand	1199	v. Kessel	1678	v. Gentry v. R. Co.	229
v. llayward	1036	v. State 952, 1	362, 1420,	v. Steele	1951
v. Hopkina	1002, 1008,	1714. 1	728, 1732,	Coughlin v. Hanessler	770
v. Marsden	1006		1968	v. People	
r. Morrel	1312, 1521 C	Cornell v. Barnes	18	Conillard v. Duncan	664
r. Nelson	1000	v. Dean	715	Coulam v. Doull	1021
r. O'Brien	2169	v. Green	736, 1918,	Coulson r. Disborough	2475
O Dilett	1804		924, 2008	overson (. Discorough	784,
		3702	, 5000		910, 2484

- Bortion	- Gortion	- Bestion
Coulter v. Express Co. 906, 907	Cayle v. Gossler 96	Crane v. Thaver nes car
v. Stewart 2042 Coulter Mfg. Co. v. Grocery	Coyne v. Souther 24/0	v. Waldron 1354
Co. 2463	v. Weaver 1006	Crate Co. v. Columbus
Co. 2463 Counselman, re 2288	Comene v. Higgine 792 v. Holt 882	
v. llitehoock 2362, 2361,	Crabb v. Orth 1240	
2201	Crabtree v. Dunn 618	Charles To be
v. Reichart 581	v. Hagenbaugh 691, 1011, 1018, 1014, 1612, 1986	Crary v. Sprague 918, 1068,
Countryman v. Bunker 1648	1018, 1014,	1086, 1404,
County Com're v. Wise 791 Coursamp v. Weber 2825	1612, 1986	1406
Courser v. Kirkbride 1951	v. Kile 601, 928, 1612,	
Courteen v. Touse 777, 779	Craddock v. Craddock 18	Craufurd v. State 1661, 2460
Courrelsier v. Raymond 682	v. Merrill 1661	Craven v. Russell 1078 v. Walker 406
Cousins v. Partridge 1878	Crafton v. Metropolitan	Cravens v. Carter-Crume
Covanhovan v. Hart 892	R. Co.	Co. 877
Coveney v. Tannahili 2298, 2806, 2807,	Craft v. Com.	Craw v. Abrams 2158
2306, 2309, 2311	80 Ky. 960, 1028, 1022	Crawford v. Branch Bank 1223
COVERTY CASE 2287	v. State 928, 967, 2066	v. Christian 987.
Covert v. Herizog 1481	Crafts v. Clark 1271	v. Crawford 1968
v. Sobern 2477	Cragin v. Lamkin 1703	r. Duckworth 2579
Covey v. Campbell 1944	Craig v. Brown 1684	v. Hodge 1204, 1206
Covington v. Geyler 618 v. State 821	v. Burris 1064	v. McKissack 2308
Cowan v. Abrahams 1249	v. Craig 906, 1124,	v. People 1079
v. Musgrave 1877	v. Dimock 1126, 1129 2184	v. State 44 Ala. 1781
v. State 821		
Coward v. Clanton 1066, 1067	v. Miller 608 v. R. Co. 661	112 Ala. 4, 142, 288, 928, 987, 1002,
Cowden v. Reynolds 906	v. Kohrer 1017	1003, 1157.
Cowdery v. McCheeney 715 Cowen v. Truefitt 2477	v. Sauce 1651 v. Southard 223	1896, 1986
Cowles v. Merchants 1988	v. Southard 238 v. State 928, 1985	113 Ala. 2497
v. R. Co. 2349	Craig, dem. Annesley	12 Ga. 141 155 Ind. 2576
Cowley v. People 223, 225, 682, 790, 792, 811	v. Anglesea; see	98 Wie. 2239
790, 792, 811	Annesivy v. Angle-	2 Yerg. 2349, 2368,
Cox v. Allingham 1288	ees.	2854
v. Beaufort C. L. Co. 1273 v. Brower 2517	Crake v. Crake 1684 Cram v. Cram 819	v. Williama 1603, 1694
r. Com. 2056, 2059	v. Ingaile 1800, 1820, 1831,	v. Wolf 1978 v. Word 1887
v. Couveless 2447	1513, 1651	v. Word 1887 Crawford and Lindsay
v. Davis 1316, 1820	v. Spear 1513, 1651 1587, 1549	Peerage Cases 570, 1279
v. Eayres 905 v. Hill 9993	Cramer r. Durington 203, 1871	Crayton v. Munger 1225
v. Hill 2223 v. Jones 1681, 2184	v. Cullinane 1890 v. Hurt 812 2885	Creamer v. McIlvain 2494
v. McDonald 1225	v. Hurt 612, 2886,	v. State 2242, 2243
v. Montague 2286	v. Reford 619	Crease v. Barrett 21, 1458, 1591
v. Pearce 1878	v. Shriner 1245	Credit v. Brown 2117
v. People 851	v. Truitt 1186, 2594	Creevy v. Carr 1898
v. Prater 905 v. Prultt 64	Crandall v. Lynch 2529	Creighton v. Hoppis 1774, 1779
v. R. Co.	v. R. Co. 2578	r. Johnson 1812
170 Mass. 250	Crandall's Appeal 229 Crandell v. White 581	Crenshaw v. Gardner 1842
126 N. C. 460	Crane v. Ayre 1313	v. Johnson 770 Crescent C. L. Co. v.
r. Robinson 1684	v. Barkdoll 2297	Ermann 291
r. Royal Tribe 1078, 1671	v. Buchanan 618	Cresswell v. Jackson
v. State 64 Ga. 1745, 2115	v. Crane	2 F. & F. 2016
64 Ga. 1745, 2115 41 Tex. 1586	81 Ill. 612 88 Vt. 1998	4 F. & F. 905, 2016,
v. Strickland 66, 74	88 Vt. 1938 v. Dameron, 1267	P. State 2024
r. Troy 2409	v. Ellis 1867, 1872	v. State 1840 Craswick's Case 575
v. Whalley 2218, 2222	v. Horton 797	Crete v. Hendricks 1158
v. Williams 529, 1911 Coxe v. Deringer 377	v. Marshall 1082, 2188	Crew v. Saunders 1858
v. England 1278, 2105	v. Morris 1257, 151	Crewe v. Crewe 2067
v. Milbrath 788	v. Northfield 1943, 1951	Crick v. McClintic 1389
Coxwell v. State 247	v. People 398, 2540	Criddle v. Criddle 1183, 1779 Crippen v. Des Moines 1719
Coyle v. Baum 1948	v. Reeder 1502	v. People 950
v. Coyle 1856		Crisier r. Garland 2304
	8708	

	Sect	lon I			
Crispeu v. Haut	IAVAU	Cross v. Wilkins	Bectio		Bection
50 Mo.	1225, 16	1, v. Williams	46 1189	- I - monoritation of the	cCullough 834
	21	41	120		7 1208
72 Mo.	1225, 1226, 127	5. Cross L. L. Co. v	Joyce 175		85, 1541, 1556
	21	43 Crossgrove v. 111	nmelrich 139		2575
Crispin v. Dogli		VZ Crossmau v. Cros	man 262	Doorle	
Crissou v. State	20	08 Crouch v. Drury	151		276
Crist v. State	20	0 v. Eveleth	148		463
Criswell v. Alter	nue 12	7 v. Hooner	140		986
Critchlow v. Par	Ty 100	66 Croughton v. Blal	213		
Crittenden v. Co	m. 1021, 196	M I Cronse a Dosseld	1819		
v. Rogers	736, 747, 78	v. Holman	720, 1945	Cumping a Sees	
Croasdale v. Tar Crocker v. Agen	tum 230	- a present 14	98, 1514, 1567	Cuuulngham r. E	1849, 1667 Bank 698, 699,
Clocket of While	proud 90	D. I D. R. Co.	1696		701, 702, 2529
v. Clements	907, 91	6 Crow v. Jordon	166, 1154		9071
v. Chase's E	212 state 178		617	v. Cunnlughe	101
v. Lowentha	1 119		2071	Coun., 5	2 Atl. 1225
v. McGregor	46	- Compact	1196	2 Dow	1603, 2083
v. State	236		1393, 1938	101 N C	1404
v. Turnstall	220		18, 728, 1969	v. Davis	1311, 1400,
Crockett v. Crock	kett 1804		18, 728, 1969 917, 1902,		9141
	1312, 131	R	1012, 1310.	v. Fonblangu	1954
v. Davla	689, 192	Crowley r. Crowle	1506, 1511	v. Freeborn	681
v. State	98			v. Fuller	1082
Croff r. Ballinger	177		1037	v. R. Co.	
Croft v. Arthur	52	f Inshield	2500	72 Coun.	
v. Pawlet	151:	Crowson r. Crowso	n 1738	61 Mo.	492, 1807
Crofter v. R. Co.	458	Crowther v. Honwo	od 520		2107
Crofton v. Croftor		Crosler v. Gano	2083	88 Tex.	199, 208, 250,
Cromack v. Heatl		v. People	205	v. Smithson	995, 1896
Cromer v. Peuston			821	v. State	1710
Crompton v. Butle	er 2048	v. Thornley	229	73 Ala.	0000
Cromwell v. Grun v. Tate's Ex'i			2854	97 Ga.	2062
Cronin v. R. Co.			ah 2124	66 lud.	1842
Cronk v. Frith	1720, 1729	Crummey v. Bentle	7 1651	v. Stelu	987 462
Cronkrite v. Trex	131		1022	v. Tracy	1225, 1651
Crook v. Rindskor			2042	v. Underwood	207, 1613
Crookham v. State	681 140, 142,	Crusoe v. Butler	1804	Curby v. Terr.	9041
	1482, 1750	r. Clark	468	Curlewis v. Corfle	d 901
Crooks v. Bunu	1124, 1126,	Cubbisou v. M'Crea		Curling v. Perring	2319
	1181, 1188	Cudde a Farmer	1820	Curme v. Rauh	1108
Croom v. State	246, 248	Cuddy v. Foreman Cuduey v. Cudney	1779, 1890	Curran r. Stange	Co. 1719.
v. Sugg	87, 2008	Culbertson v. Colem	1738		2408
Cropsey v. Averill	1969	v. llill		v. Witter	1560
Crosble v. Macdon	d 2452	v. R. Co.	106	Curren r. Counery	1896, 1829
Crosby v. Berger	2817	Culbertson & B.	65	v. Crawford	1650
v. Percy	1318	1'. Co. v. Chicago	463, 1168	Currey v. State	121 5 , 2576
Crose v. Rutledge	64, 75	Cull v. 1lerwig	2240	Currie v. Child	1816
Cross v. Bell	291, 1199	Cullen v. Com.	2252, 2260,	v. Donald	528
v. Cross			2276, 2282	v. Southern P.	Co. 1850
Ky., 41 S. 55 Mleh.	W. 1379	v. Hanlsch		Currier v. Gale	1501, 2083
00 Mich.		Culmer v. Clift	18	9 All.	0010
108 N. Y.	906	Culp v. Wilson	2526	4 Gray	2515
3 Palge Ci		Culver v. Caldwell	1672	- Olay	1456, 1458,
v. Garrett v. Ilaskina	1067	v. Lumber Co.	759, 1500	v. R. Co.	1409, 1778 2268, 2282
v. Johnson	1244	v. Marks	1521	v. Silloway	1063, 1066
v. Kaye	1273	r. R. Co.	1525, 1951	Curry v. Charles W	arner
v. Martin	2535	r. State	1561	Co.	1230
v. People	2529	Culverwell r. Birney	1841	v. Colburn	2408
47 III.	2056	Cumberland T. & T.		v. Raymoud	1225
192 III.	1197, 1852	v. Duoley	1976	v. State	860, 1976
r. Pinckneyville	1101, 1002	Cumming v. French	1002	Curtin v. R. Co.	463
M. Co.	1678	Cummings v. Armstr	oug 1669 (Curtis v. Aarcnaou	1567, 1587
r. R. Co.	1951	v. Brown	1084	r. Belknap	1291
v. Illggins	2304	v. Com.	2670	v. Bradley	748, 754, 763
v. State	1806, 1807	v. Fullam v. Furnace Co.	1588	v. Cochran	523, 980
	-0001 1001 1		2509	v. Gano	1961
		3704			

RI

Curtie v. Hunting	Section 123		Section		Bectle
v. Parker	188		280 1841		kner 63, 24
r. R. Co.	1976, 197		urn 1890		154
v. State			1966		
118 Ala.	2000		2429		2349
36 Ark.	1104	Dalrymple v. Dal-		Darby a Huffman	
v. Wilcox	1380	rymple	1697, 2406	r. Ouseley	935, 1048
Curties v. Strong	1816, 1818		2358	Castrey	1244, 1266
Curson v. De la Zor	1820 uch 2208		e 288		96, 1699, 2214
Cnehing v. Billings	1878, 1906		rth 291, 1267	J'EFCY'S Intente	9048
v. Cushing	1876			Dare Valley R. Co	., re 1912.
v. Friendship	681		1168		2366
v. Hederman	406		2088		rane 1878
v. R. Co.	1634, 1684		18, 1730, 2282 2232		2498
Cushman v. Colema	n 2125	v. Poplar Bluf	T 2406	i a. man h mette	1779
v. Loker	521	v. R. Co.	190	v. Thompson	907
v. Wooster	803	Dalton's Appeal	1196	r. Westmorela	
Cushman P. B. M.		Daly v. Byrne	404 408 404		216, 444,
Goddard	2580	r. Klmball Co.	717	Darrak v. Watson	445, 458, 461 1681
Cusick v. Whiteomi		v. Maguire	797	Darrett v. Donnelly	1081
Cussons v. Skinner	1292	v. Milwaukee	1951	Darrier v. Darrier	7 1779 2245, 2386
Cutbush v. Glibert Cutcher v. Crawford	1456	v. Multnomah	Co. 2203	Darrigan v. R. Co.	17:21
Cutler v. Carpenter		v. Webster	1688, 1639	Dartmouth v. 1lold	worth 2319
v. Cutler	1969 2608	Dalzell v. Davenpo	rt 1943	v. Roberts	1065, 1080,
v. Skeels	21, 1807	v. State	2081		1082, 1215,
v. State	2205	Dambmann v. Schu			1216, 2529
v. Thomas	1249	Dame r. Kenney	74, 76,	Dartnell v. Howard	1185, 2158
Cuta v. Pickering	2304	Damon's Case	1611	Dasher v. Ellie	1188
Cutter v. Terr.	1399	Dampman v. R. Co	1644, 2085 1018	Dashlell v. Griffith	669
v. Waddingham	1678	Damport r. Sympe	on 2040	Daspit v. Ehringer	2239
Cuyler v. McCartney		Dan v. Brown	1076, 1081.	Daubney v. Cooper	1884
Cyr v. Sanfacon	2164		1195, 1304,	Daugherty v. 1leck: Dauvillier v. Myers	ard 770
Czerecki v. R. & N. C Czerewska v. R. Co.	o. 492, 561		1786, 1782	Dave v. State	1859
Czesewska v. R. Co.	1951	Dana v. Boyd	1204	- are to brain	692, 1614, 1985
		v. Fiedler	463	Davenbagh v. M'Kl	nnie 1858
D.		v. Kemble	95, 1201, 1280	Davenport v. Cumn	nings 2849
υ.		v. Tucker	2354	v. Freeman	529
Dabney v. Mitchell	1058, 1909	v. Underwood	1889	v. McKee	762, 1181
v. State	857	Dandridge v. Corde	n 2276	v. Ogg	1842
Daburgaveny's Case	2371	Dane Co. v. Reinda Danforth v. Reynol	lil 2577	v. Russell	62, 75
Dacey v. R. Co.	283	v. State		v. Ryan	614
Dacoeta 1. Jones	2180	Daniel v. Braswell	1271 1678	v. State	248, 923
v. l'ym	698, 1994	r. Daniel	1958, 2306,	Davey v. Janesville	2572
Dade v. Inc. Co.	95, 1905,		2314	v. Prendergass	2455
	1208	v. Gny	167, 1154	David Adler & S. C Hellman	. Co. v.
Dagg v. Penkevon	1211, 1252	v. Jolinson	1245	Davidson r. Arsense	2312
Daggett v. Shaw v. Tolman	1567	v. Pitt	1070	v. Cornell	on 905 688, 1719
v. Willey	950, 1031	v. State	i	v. Davldson	000, 1119
Dagge r. Inc. Co.	1582, 1587	63 Ga.	2071	10 B. Monr.	1215
D'Aghe c. Fryer	7, 1854 1644	65 Ga.	1476	Nebr., 96 N	
Daigneault ». Woone	ocket 463	103 Ga.	246, 896, 950	v. Kahn	234
Dailey v. Coons	1082	114 Ga.	1186	v. Klmpton	2528
v. Frey	1645	v. Wilkin	1591, 1634,	v. King	1871
v. Linnehan		Daniele v. Conrad	1065	v. Murphy	1267
v. State		v. Hamilton	1021, 1040	v. Peck	1245
28 Ind.	968, 1126	r. Inc. Co.	382	v. l'eople	111, 246
Tex. Cr., 55	8. W. 78	v. McGinnle	1947 1080	r. Peticolas	2579
Dully v. R. Co.	1432	v. Moslier	1961	v. R. Co. 45	6, 571, 1976
v. Warren	1085	v. Stone	1225	v. Shnler's Helra	
Daines v. Hartley	1971	v. Wooneocket	1082	v. Slocomb	1273, 2450
Dainese v. Hale	2573	Danlelson v. Dyckm	an 1873		00.00
Daintrey, re	1002	Danks v. Rodeheave	r 20	83 Ala. 104 Ga.	2000
Dakota v. O'Hare	081, 2010.	Danley v. Danley	2242	135 Ind.	2513 852, 1157,
Dale v. Johnson	2132	v. State	1503	- 50 and	1976
o. southboll	2237	Dann v. Cudney	1890	89 Tex.	1821
		8705			-001

Davidson v. Wa	llingford 1661	Davis v. Improv	Section Section	Davis v. Supreme	Lodge 23
Davidson L. Co.	v. Jones 1196	Co.	1651, 252	v. Tarver	16
Davie v. Brigge	2531	v. Inc. Co.		v. Taylor	21
v. Jones	291, 760	59 Kan	. 68		- îi
v. Terrill	786, 747	89 U. C	. Q. B. 191		**
Davies, re	2196	v. Jenny	1168, 252		25
v. Davies	1261	v. Jones	2410	165 U. S.	16
r. Flewellen		v. Keyes	102		8
v. Humphre	ys 1465	v. Kimball	103		21
v. Lowndes	1489	v. Kneale	87		21
v. Morgan	1468	v. Lees	116	y. Weaver	92
v. Pettit	1267	v. Lloyd	1476, 1644	Davis' Sons ». Rw	ceney 4
v. Pierce	1476, 1778	v. Lyon	876	Davis' Trusts, re	21
v. Ridge	1081	v. McEnane	2578	Davison v. Bloome	er 1809, 18
n. Saiter v. Waters	2581	v. Marvine	581	v. Cruse	Q
C. WATER	2306	v. Mason	1968	D'Avry v. World	News.
Avignon v. Joi		v. Melson	1082	paper Co.	22
v. Alston	759	v. Mille	571	paper Co. Dawbeny v. Davie	22
a. wateou	291, 1290,	v. Monroe	580	Dawby's Case	12
	1301	v. Morgan		Dawkins v. Rokeb	y 28
v. American		1 C. & J	. 1584	v. Smithwick	25
T. Co.	1164	19 Mont	. 2303	Dawley v. State	20.
v. Bank of F		v. Neligh	1890	Dawson v. Barhan	12
v. Batty	586	v. Padncah R	L& L. Co. 2509	v. Callaway	728, 18
v. Brown	1873	v. People	246	v. Dawson	120, 20
	1000	v. Power Co.	791	18 Mich.	200
98 Ky. 94 U. S.	1807	v. Printing C	o. 2 508	Rice Eq.	1321, 15
v. Bnchanan	529, 531 905, 1085	v. R. Co.		v. Graves	124
v. Byrd	1000, 1000	11 Gush.	463	v. Parham	12
	1842	75 Ga.	285, 288	v. Peterson	168
v. Cal. Powde	Works 987,	20 Mich.	249, 250	v. Pittsburgh	104
v. Calvert	995, 1003	70 Minn.	2307	v. Smith	188
o. Catvers	40, 229, 233,	v. Randall	2444	v. State	35
v. Campbell	1871	v. Reid	2279	Day v. Backus	126
v. Ciements	1778	v. Reynolds	1247	v. Caton	241
v. Cobiens	1672	v. Rhodes	1225, 1226	v. Cooley	90
12 D. C.	App. 944	v. Richardson	6	v. Crawford	100
174 U. S.		v. Robinson	2153	v. Day	
v. Com.		v. Roby	1021, 1022	Eng.	16
95 Ky.	1476	r. Rogers	112	56 N. H.	182
99 Va.	2239	v. Rnggles v. Salisbury	1661	v. Donohue	96
r. Cook	771	v. Salisbury	1141	v. Lumber Co.	28
v. Cotey	468	v. Sanford	1549	v. Moore	118
v. Council	1131	v. Sigourney	1267, 2106	v. Ross 6	4, 1614, 198
v. Curry	25, 2491	v. Simma	1890	v. State	
v. Dale	1894, 2200	v. Smith	2099	63 Ga.	226
v. Davis	1002, 2200	v. Spooner	1082	13 Mo. 92	3, 1111, 198
2 Add. E	cel. 1267	v. Sparling	2122	v. Buckney 96	0, 1022, 1026
90 Fed.	2207, 2211	v. State	100= 100=	171	4, 1780, 2 096
123 Mass.	293	17 Ala, 181 Ala.	1387, 2098	v. U. S.	1385
v. Dinwoody	603, 2229		1072, 2265	Day Land & C. Co.	
v. Emmons	2591	63 Ark.	1186	State	1850
	745, 747, 748,	Fla., 32 8 105 Ga.		Dayreil v. Glascock	
	749, 753, 754		56, 2071	D	1512
v. Franke	953, 964, 988,	114 III.	246	Dazcy v. Mills	1076
	1028, 1614	85 Ind.	569, 682, 684	Deacon v. Shreve	1166, 2354
v. Fredericka	2008	88 Md.	580, 662, 682,	Deadman v. Ewen	2211
v. Freeland	1680		1108, 1109,	Deal v. State	38, 660
v. Fniler	1466	91 N-L-	1700, 1976	Dean v. Blackwell	1010
v. Gaines	1850	81 Nebr.	496, 1821	v. Border	1205
v. Grav	1678	51 Nebr.	21, 86, 460,	v. Carnahan	1190
v. Hamilton	284, 1971		786, 944, 953, 969, 1018,	v. Chapin	1681
v. Hardy	1018		900, 1018,	v. Com.	73, 279, 413
v. Hare	1245	EA M.	1873, 2497	v. Dean	1804, 1512
v. Herndon	165i	54 Nebr.	347, 2514	v. Fulier	1938
v. Hopkins	18	68 Nebr.	818	v. McLean	1951
r. Howard	1347, 2066	2 Tex. Ap	p. 2056, 2060	v. Sharon	487, 195i
v. Hnber Mfg.	Co. 2349	6 Tex. Ap	p. 1840	v. State	
		v. otronim	1267	89 Ala.	2591

2390 1530 2855 1198	
2501 1696 821 2155 2166 2337 451 2165 9, 1816 928	
2270 2250 1364 2875 2581 2056 1219 1, 1890	
2067 1, 1511 1249 1239 1684 1040 1888 351 1268 2414 905 1009	
166 1821 969 283 1186 1983	
2265 1985 1026, 2008 1385	
1850 1892, 1612 1076 2354 2211 , 660 1010 1205 11190 1081 413 1512 1938 1961	

Dean r. State 1072, 1966 48 Ga. 1865 1964 1964 3. L. C. C. 1072 1965 1964 3. L. C. C. 1072 1965 1964 1964 3. L. C. C. 1072 1965 1964 1964 1964 1964 1964 1965 1964 1965		-				
Dears v. Packwood 1964 1965 1965 384 1965 386 1966 1966 384 1966 1966 386 1967 1966	Dean v. State	Section		Bectic		
Dearn & Fackwood 1961 1964 1965 1966 1967 1967 1968 19	106 Ala. 107	2, 1966	Diebold S. & T. C	n 7.	Denning v. Butcher	229, 232,
Paramon Packer	48 Ga.			R. Co.	'	
Dear N. Kalght Dear Nord	». Swoop		v. Ashley	1760	. Roome	
Dearmond Dearmond	Deane v. Packwood			1948		
Dearwood v. Neamith 165				2495, 2552	v. Brewster	
Layton L	Dearmond v. Dearmond	1900	Delement Survey Co	80, 688, 1721		
Destridge v. State State	De Armond v. Nesamith		Lauton). V.		
Destarridge v. State 234, 835 Desaver v. Rice 1213 De Baker v. R. Co. 2575 De Bode'e Case 600, 1275 Delegal v. Highley 1266, 1607 1466, 160		1623		hoet 20/8		
Dealer v. Rice 1213 De Baker v. R. Co. 2075 De Bode's Case 600, 1271, 1465, 1607, 14	Deathridge v. State 82	4, 833,	Co. v. Starrs		Pawline	
De Baker v. R. Co. 2575 De Bode's Case 600, 2171 1468, 1607 1468, 1607 1965 De Cambra v. Ropers 1860 De Cambra v. Rogers 1860 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 De Cambra v. Rogers 1860 2210 Decker v. Policier 1022 Decker v. Policier 1022 Decker v. Johnsoon 2810 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Policier 1022 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Policier 1022 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Policier 1022 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Policier 1022 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Policier 1022 Decker v. Golmano v. Page 20083 Decker v. Polici			Delegall v. Highlay	400	v. Slyfield	9469
De Bode's Case 600, 1271, 1468, 1687, 1985 1985 1986 19			De Lisie Peerage Ca	1670		2100
De Bow v. People 1903 Delmare v. Robello 2006 Delmare v. Robello Delmare v. Robel	De Rode's Case 600	2075	I Jelk v. State	1476	118 Ala.	2497
De Bow v. People 1865 1860 Delogny v. Restout 2677 2678 2778 2779 27	1458	1607	Touler Touler	1009		1807
De Cair W. Manistez & G. R. R. Co. Delogry v. Rentoul v. Smith Section v. Archibald 2196 Delogry v. Policir Demart v. Mille v. Delogry v. Policir Demart v. Mille v. Delogry v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demart v. Policir Demort v. Poli	-100,	1963	Delmare " Robello			
R. R. Co. De Cambra v. Rogers De Camp v. Archibad 2196, v. Vandagrift Decatur v. Fisher Decatur v. Condon v. Footon De Manneville v. De Demars v. Mfg. Co. Demars v. Mg. Co. Demars v. Mfg. Co. Demars v. Mg. Co. Demars v.	De Bow v. People		Delogny v. Rentoul		Dennison v. Page	
De Cambra v. Rogers 1347 Delphi v. Lowery 252, 468 2165 Delphi v. Lowery 252, 468 Delphi v. Cowery 252, 468 Delphi v. Cowery 252, 468 Delphi v. Delphi v. Savet 252, 468 Delphi v.	De Cair v. Manietee & G.		v. Smith		v. Dana	
De Camp v. Archibald 2106 De Lucenay v. State De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay v. De Lucenay			Delony v. Delony		v. Pinney	
De Camp v. Nandagrift 1536 Delugillo v. Barney 2586 Decart v. Fisher 1628 Delvanthai v. Jenes	De Campra v. Rogers		Delphi v. Lowery		v. Sayward	
Decatur v. Fisher 1028 Delevanthal v. Jones Desatur v. Fisher 1028 Delevanthal v. Jones Desatur v. Fisher 1028 Delevanthal v. Jones Desatur v. Fisher Decatur v. Fisher Decatur v. Fisher Decatur v. Fisher Delevanthal v. Jones Delevanthal v. Jones Delevanthal v. Jones Delevanthal v. Jones Delevanthal v. Anderson 78, Decatur v. Forler 2352 Demars v. Meta v. Roberts Demars v. Mfg. Co. 960 Demars v. Meta v. Roberts Demars v. Mfg. Co. 960 Demars v. Co. Demartin v. Anderson 78, Delevantha v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delevantha v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delevantha v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson 78, Delemant v. Anderson	De Camp v. Arcitibald		De Lucenay v. State			
Decary v. Politer Decard Pocatur v. Fisher Decard Pocatur v. Fisher Decard Pocatur v. Fisher Decard Pocatur v. Fisher Decard Pocatur v. Fisher Decard Pocatur v. Pisher Decard V. Politic v. Poli	v. Vandagrift		Delugilo a Barner			584
Decatur v. Fisher Decatur v. Fisher Decatur v. Mehaffley Decker v. Johnson 2362 Decker v. Decker 2474, 2477 Decker v. Decker 2474, 2477 Dec Cordova v. Korte 2403 Dederiche v. Salt Lake 792 Dedric v. Hopson 2146 Deering v. Carlon 1010, 1013 Deering v. Cunningham 00			Delventhal n Jones		Denslow r. Fowler	
Deck v. Johnson 2322 Deck v. P. Deck v. Johnson 2323 Deck v. P. Deck v. Johnson 2323 Deck v. P. Deck v. Johnson 2324 Deck v. Deck v. Sait Lake 2463 Dederichs v. Sait Lake 2463 Dederichs v. Sait Lake 2463 Dederichs v. Sait Lake 2463 Dederichs v. Sait Lake 2464 Dederichs v. Sait Lake 2465 Deep River Nat'l Bank, re 2468 Deep River Nat'l Bank, re 2469 Deem River Nat'l Bank, re 2469 Deem River Nat'l Bank, re 2460 D	Decatur v. Fisher		De Manneville v. De	10		
Deck v. Johnson 2482 Demars v. Mfg. Co. 960 Demars v. Mfg. Co. 1961 Demars v. Mfg. Co. 1962 Demars v. Mfg. Co. 1962 Demars v. Mfg. Co. 1963 Demars v. Mfg. Co. 1963 Demars v. Mfg. Co. 1964 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v. Mfg. Co. 1965 Demars v	Decatnr C. W. & M. Co.		Manneville	2289		
Decker v. Decker 2474, 2477 Decker v. Decker 2474, 2477 Decker v. Korte 2403 Dederick v. Salt Lake 2403 Dederick v. Salt Lake 2414 Deerifeld Tv. v. Harper 1486 Deep River Nat'l Bank, re 2149 Deering v. Cunningham 2149 Deering v. Cray 1010, 1018 v. Sawtel 527 Deering v. Cray 1573 Defarges v. Ryland 168 Deep River v. State 231 Demorate v. State 2326 Demorate v. State	r. Mehaffey		Demars v. Mfg. Co.	969		
Decordova v. Korte Decordova v. Korte Decordova v. Korte Decordova v. Korte Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Hopson 214 Dedric v. Harper 1480 Dedric v. McConnell Dedric v. McConnell Dedric v. McConnell Dedric v. State Demorat P. Co. v. Lewis 1884 Demorat P. Co.			Demartinl v. Anderse	on 78,		
Dedrick v. Salt Lake 792 Dedric v. Hopson De Medina v. Owen 2014 Dedrete v. Giles Lee Medina v. Owen 2014 Demontra v. State 1211 Demontra v. State 1210 Demontra v. Okaste 1807 Demontra v. Oka	De Cordova u Kosta	2477	Da Wan D.1 .		Denton v. Foute	
Decirc v. Hopson 1480 Decirc v. Giles 1480 Decirc v. Giles 1480 Depa River Nat'l Bank, re Deereing v. Cunningham 1010, 1013 v. Sawtel 1010, 1013 v. Sawtel 1673 Dement v. State 1841 Dement v	Dederichs v. Salt Lake		De Medina a Ones			1898
Deep River Nat' Bank, re 2149 Deerment 2289 Deerment 2149 Deerment 2289 Deerming v. Cunningham 2527, v. Sawtel 529 v. Shampik 2157 Deep v. Cray 1673 Defarges v. Ryland Deep v. Painter 784 De Forest v. State 247 V. State 247 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark 248 Deep v. Clark			De Mail e De Mail			
Deerfield Tp. v. Harper 1919 Deering v. Cunningham v. Metcalf 1010, 1013 v. Metcalf 527, 1010, 1013 v. Sawtel 1010, 1013 v. Sawtel 1010, 1013 v. Sawtel 1010, 1013 v. Sawtel 1010, 1013 v. Shmmpik 1673 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Deming v. Carrington 1082, 1257 Demombreuu v. Walker 1291 Demover T. Co. v. Owens 2304, v. Demombreuu v. Walker 1291 Demover & R. G. R. Co. v. Clark 1071 v. Downam v. Emove & R. G. R. Co. v. Glasscott 379 v. Mayfield v. Pickett 1212, 1203, v. R. Y. & v. Mayfield 1312 v. Pickett 1779 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1779 De Graw v. Emory 1969 v. Virght 1964 Demover & R. G. R. Co. v. Glasscott 379 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1779 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1779 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1779 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 1894 v. Vancleve 496, 506, Degraffenreid v. Thomas 1873 Demover v. Mayfield 189	Decdes v. Giles		To men or The Wiell	200, 807,		
Deering v. Cunningham v. Metcalf	Deep River Nat'l Bank, re		Demelman v. Burton			
1010, 1018 529 v. Shnmpik 2155 Deminger v. McConnell Democrat P. Co. v. Lewls 1848 Democrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat	Deerneld Tp. v. Harper	1219	Dement, ex p.			1100
1010, 1018 529 v. Shnmpik 2155 Deminger v. McConnell Democrat P. Co. v. Lewls 1848 Democrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1671 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat P. Co. v. Clark 1775 Depocrat	Deering v. Cunningham	907	Dement v. State		r. Moynahan	
v. Sawtel v. Shmmpik Deery v. Cray Defry v. Cray Defry v. Cray Defry v. Cray Defry v. Cray Defress v. Ryland Democrat P. Co. v. Lewis Democrat P. Co. v. Clark V. Delth Co. v. Since V. Bellewis Deplete V. Seaso Deplete V. Roler Deplete V. Sac V. Dev. V. Delth Co. v. Since V. Septembre V. N. Spencer Deplete V. Sac V. Dev.					v. Wilson	1951
Deminger v. McConnell 1889 Demver T. & F. W. R. Co. v. Ditch Co. v. Dit	v. Sawtel	590	Dominan Camina	782, 2008	Denver T. Co. c. Owe	ne 2304,
Defarges v. Ryland G13 Defort v. Palnter 784 Demombreun v. Walker 1394 Denor & R. Co. To. Palnter 1394 Denor v. State Den v. Allen 1304 Denor & R. G. Co. To. Palnter v. State Den v. Allen 1304 Denor & R. G. Co. To. Palnter v. State Den v. Allen 1304 Denor & R. G. R. Co. To. Downam 98 v. M'Allister 1212, 1203, 1276 Denor v. State 1394 Denor & R. G. R. Co. To. Palnter v. State 1394 Denor & R. G. R. Co. To. Palnter v. State Denor & R. G. R. Co. To. Palnter v. To. Palnter		2155	Deminger v. McConne	1002, 1207	D	2326
De Ford v. Painter 784 Den v. Allen 1304 Denver & R. G. R. Co. 379 De Freese v. Lake 247 v. State 247 v. State 247 v. State 247 v. State 247 v. State 247 v. State 247 v. State 321 Defries v. Davis 406 Degraffenreid v. Thomas 1779 De Graw v. Emory 1969 De Gray v. N. Y. & v. Vreelandt v. Vree	Deery v. Cray		Democrat P. Co. v. Le			
De Forde v. Painter 784 Den v. Allen 1304 v. Clark 1671 v. Clark 1671 v. Clark 1671 v. State 2471 v. State 2471 v. State 2471 v. State 2471 v. State 321 Defries v. Davis 406 Degraffenreid v. Thomas 1779 De Graw v. Emory 1960 De Gray v. N. Y. & v. Vreelandt v. Vreelandt v. Vright 1683, 1605 De Haas v. Galbreath 1373 De Haas v. Galbreath 1255 Dennet v. State 1621 Dennes v. Wright Dench v. Dench 1683, 1605 Desininger v. McConnel 1255 Densiton v. Hoagland Denmead v. Maack Dennet v. Dench v. Fairle 1687 Densiton v. Hoagland Denmead v. Maack Dennet v. Cocker v. Pond 2508 Dennet v. Crocker v. Dow 2608 Dennet v. Crocker v. Dow Denkon v. Stout Densiton v. Dench 1687 Densiton v. Cook 1364 Dennet v. Crocker v. Dow Densiton v. Moreland 1040 Desingle v. Cook 1364 Dennet v. Crocker v. Dow Densiton v. Moreland 1040 Desingle v. Cook 1364 Dennet v. Crocker v. Dow Densiton v. Moreland 1040 Desingle v. Cook 1364 Dennet v. Williams 1006 Desingle v. McDonald 1201 Densitor v. McDonald	Defarges v. Ryland	613	Demombreun v. Walk			
De Forge v. R. Co. 795 v. Dowmam 98 v. M'Allister 1212, 1203, 1205 v. Roller 682, 702, 1976 v. State 2471 v. State 321 v. Mayfield 1812	De Ford v. Painter	784	Den v. Allen			011
De France v. Stricker 1239 v. M'Allister 1212, 1203,	The Forces v. State				v. Glasscott	
De Freese v. Lake 2471 v. State 321 v. Mayfield 1812 v. Pickett 1775 177	De France a Stricken		9.00		v. Roller	
v. State Defries v. Davis Defries v. Davis Degraffenreid v. Thomas 1779 De Graw v. Emory 1969 N. J. Tel. Co. 1168, 2570 De Haas v. Galbreath Dehas v. Galbreath Dehas v. McConnel 1483, 1606 Deinlnger v. McConnel 1225, 1234 v. Pariah Delancy v. Little v. Pariah Delancy v. Little v. Pariah Delancy v. Little v. Philadelphia 2373 Delancy v. Cook Delanger v. Cook Del			v. m'Amster	1212, 1203,		1976
Defries v. Davis 1986 1779 1969 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 18 Gray v. N. Y. & 1969 19 Gray v. N. Y. & 1969 19 Gray v. N. Y. & 1969 19 Gray v. N. Y. & 1969 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. N. Y. & 19 Gray v. Du Pont 1248 19 Gray v. Derby v	v. State		n Mavfield			
Degrate v. Emory 1969 v. Vancleve 496, 605, 1738, 1820 Depue v. Place 2016, 2020 Degrave v. N. Y. & v. Vreelandt v. Wright 2169 Depue v. Place 2016, 2020 Degrave v. Sams 2465 Degrave v. Sams 2465 Degrav	Defries v. Davis		v. Pickett		De Phue a State	
Declaration 1988 1989						
V. Vreelandt V. V	De Graw v. Emory	1969				
De Hass v. Galbreath 1373 Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Dench Denbo v. Wright Denbo v. Dench v. Dench v. Dench v. Dench v. Dench v. Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Dench v. Dench v. Dench v. Dench v. Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Goods 2478, 2474 Denrow v. Greenwalt 2048 Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Denrow v. Little v. Wright Denbo v. Mright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Greenwalt 2048 Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Denrow v. Mebater v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Greenwalt 2048 Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Densovalt v. Wright Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Densovalt v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Wright Denbo v. Greenwalt 2048 Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Densovalt v. Wright Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Derry Bank v. Webster 2406 Densovalt v. Wright Derrick v. Sams 2465 Derrick v. Sams 2465 Derry Bank v. Webster 2406 Derry Bank v. Webster 2406 Derry Bank v. Webster 2406 Desborough v. Rawlins 2312 Densovalt v. Morgan 1040 Desborough v. Rawlins 2312 Desborough v. Rawlins 2312 Desborough v. Rawlins 2312 Desborough v. Rawlins 2312 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Derrick v. Sams 2406 Derry Bank v. Webster 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Desborough v. Rawlins 2406 Des	N J Tel Co 1140	1570	v. Vreelandt	2169	Derby v. Derby	
De Haven r. De Haven 778, 1483, 1605 1483, 1605 1225. Delninger v. McConnel 1225. Delnison's Appeal 1788 1285. Delnison's Appeal 1788 178			v. Wright		De Remer v. Parker	
1463, 1605 Denins v. State 1404 Derr v. Greenwalt 2048 Denison's Appeal 1788 Derr v. Greenwalt Derr v. Green	De Haven r. De Haven		lench v. Wright			
1225. Denison's Appeal 1788 Derlick v. Sams 2465	1483. 1	605 T	Jenine » State		De Rosaz' Goods 2	478, 2474
Delancy v. Little v. Errickson v. Goodwin Delance v. Cook Delanie v. Cook Delanie v. Cook Delaware, The 2432 Delanow v. Smith 923, 1620 Dennmead v. Maack Denn v. Maack Denn v. Maack Denn v. Maack Denn v. Maack Denn v. Holford v. Pond 1681 1681	Deinlager v. McConnel 1:	225, I	Denison's Anneal	1788	Darrich a Same	
Delafield v. Hand 2164 Denn v. Falron 2 1040 Denn v. Falron 2 1040 Denn v. Falron 2 1040 Denn v. Falron 2 1040 Denn v. Falron 2 1040 Desailly v. Morgan 1 1040 D	9	2106 T	Deniston v. Hoagland	A10	g Whitman A Co	2900 1857
Delanted v. Hand 2164 v. Parish 1988, 2500, 2608 v. Pond 2608 v. White Delancy v. Little v. Errickson 1225, 1234 v. Philadelphia 2232 Delano v. Goodwin Delancy v. Goodwin Delancy v. Cook 1354 Delancy v. Cook 1354 Delancy v. Cook 1354 Delancy v. Stout Delancy v. Stout Delancy v. Cook 1364 Delancy v. Stout Delancy v. Stout Delancy v. Williams 1066 Desnoyer v. McDonald 1201	De Kalb Co. v. Smlth 923, 1	1020 1	enmead v. Maack		Derry Bank v. Webster	2408
Delancy v. Little 2508 v. White 2232 Desborough v. Rawlins 2312 v. Errickson 1225, 1234 Dennety v. O'Connell Dennett v. Crocker 1245 v. Philadelphia 2873 Delano v. Goodwin 581, 1971 Delaplaine v. Cook 1354 Dennety v. Stout Dennety v. Stout Dennety v. Stout Dennety v. Stout Dennety v. Williams 1066 Desnoyer v. McDonald 1201		164 I		1681	De Rutzen v. Farr	
Delancy v. Little v. Errickson v. Errickson v. Goodwin Delano v. Goodwin Delaplaine v. Cook Delaware, The 2008	0. I armii 1988, 2	1502		1665	De Sailly v. Morgan	
v. Errickson 1225, 1224	Delancy v. Little			2232	Desborough v. Rawlins	2312
v. Philadelphia Delano v. Goodwin Delaplaine v. Cook Delaware, The 2873 v. Dow 905, 917 v. Kneeland Denney v. Stout Denney v. Stout Denney v. Williams 1036 Des Moines v. Casady 1248 Des Moines v. Casady 1248 Des Moines v. Casady 1013 Colfax H. Co. 1877 Desnoyer v. McDonald 1201	v. Errickson 1225, 1		ennett # Crosban	902	Desbrack v. State	
Delano v. Goodwin Delaplaine v. Cook Delaware, The v. Kneeland Denney v. Stout Denney v. Stout Denney v. Williams v. Kneeland Den Moines S. Bank v. Colfax H. Co. 1877 Desnoyer v. McDonald 1201	v. Philadelphia 2	378				
Delaplaine v. Cook 1354 Denney v. Stout 1013 Colfax H. Co. 1877 Delaware, The 2432 Dennie v. Williams 1066 Desnoyer v. McDonald 1201	Delano v. Goodwin 581, 1	971				1248
2432 Dennie v. Williams 1066 Desnoyer v. McDonald 1201	Delaplaine v. Cook 1	354 I	enney v. Stout		Colfax H. Co.	1877
	Drinware, The 2	432 D	ennie v. Williams		Desnoyer v. McDonald	
0101			3707			

	Bection	1 5		- 1	
Desnoyers Shoe Co.	v.	Dickerson v. State	278, 855		Section
First Nat'l Bank	216	v. Talbot	1105 1919	Dimmick P. Co. v. V	Vood 1966
De Sobry v. De Laist			1195, 1212 25, 1226, 1651	Dinan v. Supreme C	
	1018, 216		2141, 2190	Dinges v. Branson	283
De Sonora v. Banken	8'	Dickey v. Grice	2446	Dingle v. Bowman	1225, 1318
M. C. Co.	690, 1697	v. Malechi	2052, 2106	Dinamore v. State	770
Deepan v. Swindler	2578	v. State	987, 2277		d 2i41
Destrehan v. Lumber	Co. 2140		1787, 1788	Dismuses v. Musgro	ove .
De Thoren v. Attorn	ev-	Dickinson v. Barbe	er 1988	8 Mart.	1518
General	1602, 2508	v. Breeden	1189, 1225		1085, 1813,
Detroit v. Brennan Detroit C. R. Co. v. 1	1960	v. Clarke	1212	v. State	2108
Detroit C. R. Co. v. 1	Mills 1906		1000		1745, 1747
Detroit Post Co. v. l	do-	v. Dickinson	1000	Di Sora v. Phillippe	1560
Arthur	406		29, 1061, 1062	Disque v. State	1271, 1953
Detroit & M. R. Co.	v.	61 Pa.	1938	D'Israeli v. Jowett	1890
Van Steinburg	199, 571,	v. Dustin	987, 1270		1641
	655, 1888,	r. M'Craw	1215, 1681		1236, 2154
	1390	v. Shee	911, 915		406
Detwelier r. Groff	571, 1976	Dickson v. Bamber	gur 655	v. Armes	
Detzur v. Brewing Co	. 681. 1951	v. Lodge	1525	v. Armes	458, 402,
Deupree v. Deupree Devenbagh v. Deven-	1512	v. M'Farlane	1188		93, 494, 495,
Devenbagh v. Deven-		v. Mfg. Co.	2442		496, 497
bagh	1697, 1700,	v. Pinch	1890	v. Haller	2219
	2067, 2220	v. State	1842	v. Woodbary	568 , 1951
Dever v. State	1079	v. Waldron	500	Dittman . Distilla	18
Deverenx's Estate	2517	v. Wilton	2375	Dittman v. Distilling Dittrich v. Detroit	Co. 2536
Devine r. Rand	364	v. Zlzinla	2430	Divers v. Fulton	2384
Deviln r. Crocker	1878	Diebold S. & L. Co.	v. Holt 716	Dix v. Atkins	1208
Devling v. Williamson	661,	Diehi v. Rogers	523	Dixon v. Barclay	120i, 1203
	2158, 2878	v. State	1969, 2115	v. Doe	1248
Devonshire v. Nelll	1588, 1594	Dlener v. Diener	1810	v. Ins. Co.	122 5, 1651
v. Peters	1874	v. Schley	1218	v. Monroe	2437
Devoli v. Brownell	2222, 22:23	Diere v. Mallon	2554	v. Niccoils	1573
Devoto v. Com.	826	Dietrich v. Dietrich	64	v. Orr	2581
Devries v. Phillips	289, 1779	Diffenderfer v. Scot	t 917	v. Parmelee	1351, 2215
De Waid v. Ingle	1944	Diffin v. Dow	481	v. People	2294
De Warren v. State	2595	Digby v. People	1862	v. Plans	2203
Dewdney v. Palmer	586		35, 748, 1518	v. R. Co.	2354, 2509
Dewees v. Colorado C	o. 2576	Diggins v. Hartshor	ne 2575	v. State	1576
v. Ins. Co.	2434	Diggins' Estate, re	694, 695,	18 Fla.	100 1440
Dewey v. Algire	1671		1548	86 Ga.	106, 1440
v. Dewey	1802	Diggs v. Downing	1062	118 Ga.	905
v. Hotchkies	2118	v. Kurts	2465	46 Nebr.	888, 2059 890
v. Williams	437, 463,	Dighton v. Holt	2250	v. Thatcher	
	1021, 1168	Dike v. Polhlil	1658	v. Vale	1651, 1684
De Whelpdale v. Mil-	1	Dikes v. Miller	1219	Dixon-Woods Co. v.	2276
bnrn	1082	Dill v. State		Co.	2442
Dewit v. Greenfield	66, 78,	106 Ga.	1157, 1750	Doak v. Johnson	
	66, 78, 74, 209	1 Tex. App.	2069, 2286	Doan v. State	1086 2273, 2513
Dewitt v. Barley		Dillard v. Samuels	1890	Doane v. Farrow	1257
13 Barb.	1931	v. Scruggs	1777	v. Glenn	18
9 N. Y.	568, 689,		7, 568, 1160,	Dobbin v. Cordiner	2419
4.0	1934, 1938		1896, 1977	Dobbs v. Justices	1186, 2167
v. Berry	2434	Dilleber v. Ins. Co.	266	Dobeon v. Crew	2190
De Wolf v. Strader	2297	Dillin v. People	280, 203	v. Finley	1582
Deybel's Case	2575	Dillon, re	280, 293 2191, 2872	v. Graham	2212
Dexter v. Booth 1	554, 2287,	v. Anderson	681	v. Laval	1675
	2336, 2841	v. Beli	1020	v. Southern R. C	
_ v. Haii	681	v. Crawly	1300	v. Whisenhant	
Diament r. Colloty	1555	v. Dillon	2239	Dock v. Com.	791, 1665 246
Dibbie v. Morrie	168i	v. Harris	2452	Doctor Jack v. Terr.	1913
v. Nash	341	v. Mattox	1678		75 , 76, 210,
Dick v. Balch	1225	v. Pinch	906		1106, 2257
v. State	2056	Dillon's Case	2372	v. State	367
Dicken v. Johnson	1938	Diman v. R. Co.	2415, 2417	Dodge v. Bache	728
Dickens v. Winter	1523	Dimenstein r. Richar	rdson 2220	v. Carroll	2354
Dickerman v. Graves	610. 2237	Dimmick v. Collins	392	v. Freedman's 8.	♣ T.
1) ickenson v. Fitchburg	655,672		82, 200, 571.	Co.	1082
Dickerson v. Barke	1807		923, 987		1084, 1257
		3708			2001, 2201
		9700			

DES
Rection 1966 1487 283 25, 1318 770 2141
1512 5, 1813, 2108 15, 1747 1560 1, 1953 1890 1641 16, 2154 406
58, 492, 44, 496, 96, 497, 2219 8, 1951 2536 2384 1, 1208 1, 1208 5, 1651 2437 1573 2581 1, 2215 2214 2203 4, 2509 4, 2509 1, 2506
3, 1440 905 3, 2059 390 1, 1684 2276
2442 1086 3, 2513 1257 18 2419 , 2167 2190 1582 2212 1675 246 1913 3, 210, 2257 728 2354

Dadas a Washall	Section		Section		Section
Dodge v. Haskell	818	Doe v. Galloway	2477	Doe v. Phelps	2141, 2144
v. Hollinshead	1347	v. Gatacre	1644	v. Phillips	2130
v. State 24 N. J. L.	0040		1, 1958, 2500	v. Pitt	2465
100 Wis.	2048	v. Green	1778	v. Pulman	157, 1232, 2139
Doe v. Adams	667	v. Grey	1204, 1208	v. Randall	1484, 1486, 1489
v. Allen	1415 2472	v. Griffin 149	5, 1601, 2531	v. Reagan	1028, 1988
v. Andrews	2315	v. Gwlllim	2459	v. Reynolds	1244
v. Arkwright	4010	v. Harris	0004 000=	v. Richards	1063
2 A. & E.	1634, 1640	8 C. & P.	2294, 2297,	v. Rickarby	1456, 1458
5 C. & P.	1778	7 C. & P.	2298	r. Rideout	1651
v. Askew	157	v. Harvey	1106, 1514	v. Ridgway	1088, 1862
v. Auldjo	1487	1 Moo. & 8	1044	v. Ries	1207
r. Austin	1082	1 Ry. & Mo		v. Roberts	
v. Barnes	2535	v. Hemming	1297	2 Chitty 13 M. &	20
v. Barton	1492	v. Henry	2141	13 31. 6	
v. Benjamin	2465	v. Hertford	2311, 2329		1223, 1224,
v. Benson	2470	v. Hindson	582, 1304	v. Robson	1653, 1665
v. Benyon	2145	v. Hiscocks	2474	v. Roe	1471, 1476
v. Bevies 17	, 1465, 1472	v. Hodgson	1210	9 Camp	700
v. Biggere 1194,	1195, 1213,	v. Holmes	1225	2 Camp 1 E. & 1	783
	1257, 1268	v. Holtom	2470	13 Fla.	3. 1858, 1859
v. Blggs v. Bird	1072	v. Hubbard	2467, 2471	16 Ga.	1684 2016
	2593	v. Huthwalte	2477	31 Ga.	2141
r. Blanche	1256	v. Jack	2105	1 John.	2067
v. Bray	1633, 1646	v. Jersey	2468	v. Ross	2001
v. Brown	1378	v. Jesson	2531	5 All.	1065
v. Burdett 1292	, 1311, 2145	v. Johnson		7 M. & 1	W. 1180, 1268,
v. Burt v. Burton	2465	3 III.	1818		2807
	1471	18 N. J. L.	2234, 2235	v. Samples	2139
v. Calvert v. Campbell	1072	v. Joinville	2473	v. Savoy	1681, 2500
v. Cartwright	2144	v. Jones 1080), 1458, 1476	v. Seaton 1	082, 1640, 2211,
8 B. & Ald.	2429	v. Neeling	2189		2307
Ry. & M.		v. Kelly	2200	v. Servos	1481, 1490
v. Catomore	1465, 1640 2525	v. Kemp	378	r. Sisson	380
v. Chichester	2463, 2470	v. Kennedy	1225	v. Spltty	1208
v. Clifford	1194, 1212,	v. Kilner v. King	1224	v. Stacey	1472
	1650, 2211	v. Knight	1677, 1678	v. Stevens	186, 287,
v. Cockell	1210	v. Langdon	2408 2211, 2307	0411-	1651, 1676 2105, 2148
v. Cole. 1082.	1214, 1268	v. Langfield 21	, 1458, 1471	v. Stiles	2105, 2148
v. Connoly	1878	v. Lyford	2462	v. Strong	2081
v. Cooke	2522	v. M'Caleb	1195, 1239	v. Suckermon	re 604, 695,
v. Cox	1842	v. McLean	1651	10	702, 704, 709, 998, 1994, 1997,
v. Daulel	2525	v. McWilliams	1645	1	009 1000 0000
v. Date	2211, 2222	v. Martin	2470	9	998, 1999, 2000, 002, 2006, 2007,
v. Davies 704,	1484, 2006,	v. Mason	379	5	012, 2017, 2026
	2550	v. Mew	1238	v. Sybourn	1065
v. Deakin		v. Minge	1854	v. Tarver	704, 1998, 2006
4 B. & Ald.	2531	v. Moore	1085	v. Taylor	2463
8 C. & P.	1297, 1811,	v. Morris		v. Thomas	-200
Danker	2188, 2145	3 A. & E.	1202, 1203	9 B. & C	2307
v. Derby v. Dring	1888	12 East	1246, 2447	14 East	1587
v. Durnford	2462	v. Murray		v. Thynne	1472, 2144
	1248	1 Ail.	1666	v. Todd	1257
v. Egremont v. Eslava	2196	8 Kerr	1567, 1802	v. Turford 1	518, 1523, 1526
	157, 1219,	v. Needs	2472	v. Tnrnbull 1	311, 2143, 2145
v. Evans	2139, 2141	v. Nevers	1301	v. Twigg 12	292, 1306, 1309,
1 Blackf.	1480	v. Newton	1994, 2001,	-	1813, 1316
	1009 1400	v Data see	2015, 2017	v. Tyler	
v. Fleming	1062, 1406 2083	v. Palmer 112	1736, 2525	6 Bing.	21
v. Ford	2000	v. Passingham	1311, 1388,	4 Moo. &	P. 1465
8 A. & E.	2456	Dance	2141, 2145	v. Vowles	1464
8 U. C. Q. B.	667, 1498	v. Pearce	2139	v. Walnwrigh	it
v. Forster	1072	v. Pearson	1246, 2447	1 Nev. &	P. 1233, 1278,
		v. Pembroke	1078		1297
v. Foster					
v. France	1887	v. Perkes	1787	3 Nev. &	
-	1632, 1646 1082	v. Perkes v. Perkins 73 v. Pettett	1787 35, 749, 760 1080, 1778	3 Nev. & v Walker v. Waliaston	P. 1076 1514 1644

	2296, 2306		ty 949		Bentio 58
	231:	2 Donnell v. Jones	770	Doud v. Gnthrie	116
v. Webster	246	Donnelley v. Terr.	1821	Dongan v. Champi	ain
v. Westlake	247	2 Donnelly v. Donne	lley's	Co.	283, 45
v. Whitefoot	23	i lieirs	2063	Donge v. Pearce	200
v. Wilkins	129		1961	Dongherty v. Milli	
v. Wilkinson	1081, 108	v. R. Co.	1976, 1921	v. Posegate	211
v. Williams	1778		607		127
v. Wilson	1994, 2011		2, 1481, 1485,	Doughton v. Tillay	2158, 216
v. Wlnn 1196	, 1224, 1226	143	9, 1442, 1448,	Donglas v. Bank	185
	123	7	1445, 1890		104
v. Witteomb	1464			v. Leighton	167
v. Wollaston	1646	5 28 Cal.	2854	Donglas Peerage C	ase 166, 143
r. Wolley	1311, 213		1289	Donglass v. Eyre	164
v. Wombwell	107:	2 v. State	657	v. Hart	1654, 156
v. Wood	1514		803	v. K. & M. R.	Co. 256
v. Young	253			v. Mitchell	4:
Doe d. Latham v. W	right 228	Donohue v. McNnl	ty 1664		170
_	1804	Donovan v. Driscol	581	v. Tousey	73, die
Doggett v. Simms	987, 1270			Douston v. State	1800, 180
	2110		2509	Douthitt v. Terr.	2513
Doheny v. Lacy	2312, 2508	158 Mass.	1530		201
Doherty v. Gilmore	1738	v. Richmond	1807	87 Ark.	343
v. filli	2465		2578	8 Heisk.	1938, 208
v. O'Callaghan	2814	Donovan's Estate	1738	Dover v. Harrell	230
v. Thayer	1680	Don Yook v. Millin	g Co. 2433	v. Maestaer	623 , 1246
Dohmen Co. v. Ins. (Co. 1012	Dooley v. Baynes	1460	v. Winchester	68, 142, 20]
	1580, 2498	Dooley v. Baynes v. Van Hohens	teln 1351	Dow r. Beldelman	1850
Doker v. Hasle	2841	Doollttle v. State	397, 2338	v. Julien	
Dolan v. M. R. F. L.		v. Stone	1557, 2118	v. Sawyer	1899 1505
Ass'n	792, 2529	Doon v. Donaher	1210	v. Tuttle	1523, 1525
v. State	,	v. Ravey	1062	v. Weare	2444
81 Ala.	925	Door v. Geary	2477	Dowagiac M. Co. v.	458
40 Ark.	1404		ne 1938	Dowden v. Wilson	Watson 95
Dolder v. Lord Hunti	ng.	v. Mullen	770, 778	71 III.	1,300
field	2574	v. Shaw	2349, 2354		1225
Dole v. Allen	1674			108 1il.	1195
	, 687, 1691,	Dorff v. Schmunk	987	Dowdy v. Watson	585, 587
	1696		1578 2463	Dowle v. Driscoll	21, 1738
v. Wooldredge	1896, 2115			Dowle's Estate	2321
Dollarhide v. Parks	1225	Dormen v. Ames	451, 1678	Dowley v. Winfield	2531
Dollner v. Lintz	1618	v. State		Dowling v. Dowling	00
Dominges v. State	1398	Dormer v. Thuriand	2579	10 lr. C. L	
Dominici v. U. S.	2572	Dormoy's Goods	1302	116 Mich.	2240
Dominick v. Randolpi	588 880	Dorough v. Equitab	1674	v. Feeley	2111
	1988, 1958	Co.		v. State	194, 363
Domechke v. R. Co.	1839	Dorr v. Fenno	2581	Down v. Ellis	2065
Domville v. Ferguson	1066 1398	Don v. Feuno	2849, 2354,	v. Murphey	1985
Don v. Lippman	5	n School Diese	2856	Downer v. Baxter	2354
Donahue v. Coleman	382	v. School District Dorset v. Girdler		v. Button	1062
v. Donahue	2526	Dorsey v. Clapp	1396, 1417 258	v. Dana 1020	3, 1027, 1028,
v. Johnston	2819	Dorsey v. Curpp			1031
Donald v. Mitchell	2308	v. Dorsey	1082	v. Morrison	1558
Donaldson v. Boston	252	v. Habersack	792	v. Rowell	736, 2098
v. Com.	2079	v. State		Downes v. Mooremi	
v. Jude		107 Ala.	1157		1223
	2051 1873, 1874	110 Ala.	293	v. Society	581
Doncaster v. Day	795 1990	108 Ga.	59	Downey v. Dil' on	66, 406
	735, 1330	34 Tex.	246, 247	v. Murphy 98	7, 1985, 2421
Donegan v. Wade v. Wood	1195, 1219	v. U. S.	831	v. Sawyer	283
	1633, 2165	v. Warfield	1938	v. State	57
Donehoo v. Johnson	2477	Dosch v. Diem	1867	Downing v. Bntcher	258
Donellan v. Donellan	2046	Dossett v. Miller	1126, 1128	v Gallegher	1257
v. Hardy	1278, 1684	Dost Aly Khan, Goo	ds	v. Pickering	157, 1267
Onelson v. Taylor	586	of	690	v. Plate	291
Don Francisco, The	2212	Doster v. Brown	715	Downing's Will	2314
Donk Bros. C. & C. C.	0. v.	Dotson v. Moss	1225, 2143	Downs v. Belden	1083
N/American	1951	Dotton v. Albion		v. Downs	1312, 1320
Stroff					
Donkle v. Kohn Donlan v. Clark	1820 2608	50 Mich. 57 Mich.	252	v. Lyman	1082, 1778

DOE
586 1164
283, 468 2007 1951 2119 1271 8, 2164 1850 1044 1072 36, 1431 1641 44, 1561 2566 41 172 2566 41 173 174 175 175 175 175 175 175 175 175
347 8, 2085 2307 3, 1245 42, 201 1350 1951 2, 1525 2444 458 on 95
1225 1195 85, 587 1, 1738 2321 2531
89 2240 2111 94, 383 2005 1985 2354 1002 , 1028, 1031 1558 6, 208 1177 258 1257 , 1267 291 2314 1083 11778 11820 11778 11778

Day Sect Part Part Sect Part Part Sect Part Part Sect Part Part Sect Part Part Part Part Sect Part P				,,
Downsole v. Rawlings 1066 Doxson v. Haigh 2323 Doyle v. Bradford v. B. 2323 Duling v. Johnson 1438 1438 1439	Domin Sula 6	Section	1	Section
Downselot v. Rawlings Downselot v. Haigh Saper v. Doyle v. Bradford 9679 v. Doyle v. Bradford 9679 v. R. Co.	Dow's Ex'r o. Spenny	8	Dukes v. State	
Doyle v. Bradford v. Doyle 1864 v. Misner 1860 v. R. Co. 42 Minn. 458, 461 128 N. Y. 451, 462 v. State 969, 2061 v. Wiley 195, 1887 Dotier v. Joyce 1007 v. McWhorter 1779 v. State 2200, 2294, Dumbach v. Bishop 2235 Dumbach v. Bishop 2245 Dummer v. Chippenham 2257 Dummer v. Chippenham 2257 Dummer v. Chippenham 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbar v. McGill 1777 Dubé v. C. Co. v. State 2260, 2294, 2027 v. Ferrand 2260, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2260, 2012, 2016, 2024, 2027 Dubois v. Baker 2360, 2012, 2016, 2024, 2027 Dubois v. Baker 2376 Duncan v. Beard 1311, 2141, 2652 Dubois v. State 120 Ala. 1200, 1088, 1060 Dudoiy v. Scheeppel 1639, 1649 Ducommnn v. Hysinger 1860 Dudoiy v. Beck 2260 Dudoiy v. Beck 2276 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1879 Duncombe v. Daniel 1879 Duncombe v. Daniel 1879 1870			II Ind.	68, 246
Doyle v. Bradford v. Doyle 1864 v. Misner 1860 v. R. Co. 42 Minn. 458, 461 128 N. Y. 451, 462 v. State 969, 2061 v. Wiley 195, 1887 Dotier v. Joyce 1007 v. McWhorter 1779 v. State 2200, 2294, Dumbach v. Bishop 2235 Dumbach v. Bishop 2245 Dummer v. Chippenham 2257 Dummer v. Chippenham 2257 Dummer v. Chippenham 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbach v. Bishop 2350 Dumbar v. McGill 1777 Dubé v. C. Co. v. State 2260, 2294, 2027 v. Ferrand 2260, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2260, 2012, 2016, 2024, 2027 Dubois v. Baker 2360, 2012, 2016, 2024, 2027 Dubois v. Baker 2376 Duncan v. Beard 1311, 2141, 2652 Dubois v. State 120 Ala. 1200, 1088, 1060 Dudoiy v. Scheeppel 1639, 1649 Ducommnn v. Hysinger 1860 Dudoiy v. Beck 2260 Dudoiy v. Beck 2276 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1878 Duncombe v. Daniel 1879 Duncombe v. Daniel 1879 Duncombe v. Daniel 1879 1870	Dozon e. Haigh	1000		1887, 1898
b. Misner b. Misner b. Misner b. Misner b. Misner b. Misner c. R. Co. d. 22 Minn. d. 458, 461 d. 128 N. Y. d. 451, 462 b. Sleeper b. Sleeper b. Wiley b. Wiley b. Wiley b. State d. 900, 2051 b. Wiley b. State d. 900, 2051 b. Wiley b. State d. 900, 2051 b. Wiley b. State d. 900, 2051 b. Wiley b. State d. 900, 2051 b. Wiley b. State d. 2204 b. Wiley b. State d. 2204 b. State d. 2204 b. State d. 2205 b. State d. 2207 b. State d. 2207 b. Ferrand d. 2208 b. People d. 2208 b. People d. 2209 b. People d. 2209 b. People d. 2209 b. People d. State d. 2009 d. State d. State d. 2009 d. State d. McCullongh d. State d. G. Ga. d. State d. State d. W. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. State d. McCullongh d. State d. G. Ga. d. State d. State d. W. State d. G. Ga. d. Sta	Dovle v. Bradford		Duning v. Johnson	
## State 1000 ## State 2001 ## Wiley 1195, 1887 ## Doubler v. Joyce 1007 ## Wiley 1195, 1887 ## Doubler v. Joyce 1007 ## Wiley 1195, 1887 ## Doubler v. Joyce 1007 ## Wiley 1195, 1887 ## Doubler v. Livette 2200, 2294 ## Dumar v. Cessnam 2204 ## Dumar v. Cessnam 2001 ## Dumar v. McGill 1777 ## Dubér v. R. 2500 ## Dubin Election Case 2287 ## Dubin electio	p. Dovie		Dumas a Hunten	1904
## C. Co.	v. Mizner	1680	g. State	1200
## 198 N. Y. 451, 462 ## 8. State 969, 2061 ## 960 y 2062 ## 960 y 2061 ## 960 y 2062	v. R. Co.			1449 1451
128 N. Y. 451, 462 248	42 Minn.	458, 461	63 Ga.	821
## State	128 N. Y.	451, 462	14 Tex. App	2086.
Dunafon v. Barber 1061	v. Sleeper	14 1945		2241
Dunafon v. Barber 1061	v. State	960, 2061	Dumbach v. Bishop	2336
v. McWhorter v. State Drumm v. Cessennm Dublin v. Cessennm Dublin v. Cessennm Dublin Election Case Statery Dublin Election Case Statery State 2287 Dublin Election Case Statery State 2287 Dublin Election Case 2381 Dunan, re 1350, 257 Duncan 1297, 2121 Dublin Election P. Park S 1207 Duncan Park S 1207 Duncan 1207 Duncan 1207 Dunca	Docien n. Towns	1190, 1887	Dummer v. Chippenh	am 2267
Drumm v. Cessnmm	" MaWharten	1770	Dunkton v. Barber	1051
Dumbar v. Cessnam 1081 Dumbar v. McGill v. Madden 1308, 1312 v. Madden 1308, 1312 v. Macdden 1203, 1236 v. Meck 2357 Dubin, etc. R. Co. v. Slattery 295, 2552 Dubois v. Baker 293, 570, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2232 v. People 321 Dubois' Case 1407, 2372 Dubois' Case 1407, 2372 Dubois' Case 1407, 2372 Dubose v. State 120 Ala. 1442 18 Tex. App. 1840 Du Boet v. Beresford 206, 1715 Duckham v. Wallis 1080, 1083, 1084 Ducoign v. Schreppel 1539, 1649 Ducommnn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. State 2376 v. Seeley 762 v. Se				
Du Barré v. Livette 2290, 2294, 2250	Denmm u Cassman	1401		
Dubé r. R. 2509 Dublin Election Case 2287 Dubin Election Case 2287 Dubin Election Case 2287 Dubin Election Case 2287 Dubin Election Case 2287 Dubin Election Case 2495, 2562 Dubois v. Baker 93, 670, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2024, 2027 v. Ferrand 2024, 2027 v. People 321 Dubois Case 1407, 2372 Dubois Case 1407, 2372 Dubois Case 1407, 2372 Dubois v. State 120 Ala. 1442 18 Tex. App. 1840 Du Boet v. Beresford 265, 1715 Duckham v. Wallis 1080, 1084, Ducoign v. Schreppel 1639, 1649 Ducommun v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Sacie 97 Ga. 1011 Duckham v. Wallis 1080, 1084, v. State 97 Ga. 1011 Duchkin v. Miliwaukee 07 Ga. 1011 Duchkin v. Miliwaukee 07 Ga. 1011 Duchkin v. Miliwaukee 07 Ga. 1011 Duchkin v. Miliwaukee 07 Ga. 1011 Duchkin v. Miliwaukee 07 Ga. 1011 Duchkin v. People 1812, 1316 v. Prindle 1850, 1649 Dudleys v. Dudleys 2049 v. Rackliff 65, 249 Dudleys v. Dudleys 2049 v. Rackliff 65, 249 Dufferin and Claney boye Peerage 1644 Duffey v. Preobyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley 1651 v. Morris' Ex'r 228, 1738, 2600 Dufferin and Claney boye 1988, 2600 Dufferin env Velice 692, 1046, 1985 Durham's Appeal 1878 1986 Durham's v. Watson 1986 Durham's v. Watson 1986 Durham's v. Watson 254 2578 Durham v. Adams 256 2578 Durham v. Adams 2578 2578 Durham v. Adams 2584 2578	Du Barré v. Livette 2	290, 2294	" Madden	1909 1910
Dublin Election Case 2287 Dublin, etc. R. Co. v. Slattery 2495, 2552 Dubois v. Baker 93, 670, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2282 v. People 321 Duncan v. Beard 1311, 2141, 2141, 2141 13 Tex. App. 1840 Du Bost v. Bereeford 265, 1715 Duckham v. Wallis 1060, 1083, 1084 Ducoign v. Schreppel 1539, 1540 Ducommnn v. Hysinger 1681 Dudoign v. Beck 2298 v. Boilee 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. State 2377 v. State 2378 v. Sta		2317		00K 018
Dublin, etc. R. Co. v. Slattery 2495, 2552 Dubois v. Baker 93, 570, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2282 v. People 321 Dubois' Case 1407, 2372 Dubose v. State 120 Ala. 1242 13 Tex. App. 1840 Du Bost v. Bereeford 206, 1715 Duckham v. Wallis 1080, 1083, Ducoign v. Schreppel 1539, 1549 Ducommn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Boilee 1126, 1127 v. Chiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2876 v. Prindle 1860, 1662 v. Prindle 1860, 1662 v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2106 Dufferin and Claneyboye Peerage 1644 Duff v. Presbyterian Congregation 1777 Duffeid v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 228, 1738, 1968 Dumlam v. People v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 1988, 2500 Duffersne v. Weise 692, 1046, 1988 Dumlam v. State 1876 Duffersne v. Weise 692, 1046, 1988 Dumlam v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 Dumlaga v. State 1887, 1398 Dumlaga v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 Dumlaga v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 Dumlaga v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 Dumlaga v. State 1887, 1398 v. U. S. 96, 2511 v. U. S. 96, 2511 v. U. S. 96, 2511 v. U. S. 96, 2511 v. U. S. 96, 2511 v. U. S. 96, 2511 p. U. S. 907, 905 v. Aasett 901, 905 v. Aasett	Dubé v. R.	2509		1910
Salatery 2495, 2652 Dubois v. Baker 93, 570, 2012, 2016, 2024, 2027 v. Ferrand 2282 v. People 321 Dubois' Case 1407, 2372 Dubois' Case 1407, 2372 Dubose v. State 120 Ala. 1442 18 Tex. App. 1840 Ducoign v. Schreppel 1639, 1649 Ducoign v. Schreppel 1639, 1649 Ducommn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Boilee 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. State 2376 v. State 2376 v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2106 Dudley v. Dudleys 2049 Dudley v. Dudleys 2049 Dudley v. Dudleys 2049 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye Peerage 1644 Duff v. Propie 797, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duff v. People 059, 1066, 1067 1988, 2600 Duffn v. People 797, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duff v. People 059, 1046, 1988 2500 Duffn v. People 059, 1046, 1988 2500 Duffn v. People 059, 1046, 1988 2040 Dunloy v. Berry 1276 v. Richardson 2294 v. State 1887, 1398 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988 2500 Duffn v. People 059, 1046, 1988 2040 Dunloy v. Berry 1276 v. Richardson 2294, 2297 Duff v. People 059, 1046, 1988 2040 Dunloy v. Berry 1276 v. Hopkins 747, 754 v. Hopkins	Dublin Election Case			1203, 1236
Dubois v. Baker 2305, 2507 2012, 2016, 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2024, 2027 2022, 2028 2022, 2028 2022, 2028 2022, 2028 2028	Dublin, etc. R. Co. v.			1256, 2133
2012, 2016, 2024, 2027 2012, 2016, 2024, 2027 2012, 2016, 2024, 2027 2012, 2016, 2024, 2027 2010 2022 2028 20 20 20 20 20	Slattery	2495, 2552	Danbarton v. Frankli	p 7
2024, 2027 2522 2.5 2.	Dubois v. Baker	93, 570,	Duncan oc	1350, 2577
v. People 321 Dubois' Case 1407, 2372 Dubose v. State 120 Ala. 1442 13 Tex. App. 1840 Du Bost v. Bereeford 260, 1715 Duckham v. Wallis 1060, 1063, 1064 Ducoign v. Schreppel 1539, 1549 Ducommnn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Boiles 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. Summer 1812, 1816 v. Wardner 1807, 2106 Dudleys v. Dudleys 2040 Dudiy's Case 1644 Duer v. Alien 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claneyboye Peerage 1644 Duff v. Freebyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988 Unflav People 294, 2297 Duffy v. People 1988, 2600 Duffin v. People 294, 2297 Duffy v. People 294, 2297 Duffy v. People 294, 2297 Duffy v. People 366 Dufferene v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. Canghman 2498		012, 2016,	Duncan v. Beard	1311, 2141,
v. People 321 Dubois' Case 1407, 2372 Dubose v. State 120 Ala. 1442 13 Tex. App. 1840 Du Bost v. Bereeford 260, 1715 Duckham v. Wallis 1060, 1063, 1064 Ducoign v. Schreppel 1539, 1549 Ducommnn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Boiles 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. Summer 1812, 1816 v. Wardner 1807, 2106 Dudleys v. Dudleys 2040 Dudiy's Case 1644 Duer v. Alien 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claneyboye Peerage 1644 Duff v. Freebyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988 Unflav People 294, 2297 Duffy v. People 1988, 2600 Duffin v. People 294, 2297 Duffy v. People 294, 2297 Duffy v. People 294, 2297 Duffy v. People 366 Dufferene v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. Canghman 2498	u Formand	0424		2522
Dubois	" People		6. DINIL	1289, 1276
Decompose State 120 Ala. 1442 18 Tex. App. 1840 Du Boet v. Beresford 265, 1715 Duckham v. Wallis 1080, 1083, 1084 Ducommn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Boilee 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. Sumner 1812, 1816 v. Wardner 1267, 2106 Dudley v. Dudleys 2049 Dudly's Case 1644 Duer v. Alien 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye 1644 Duff v. Preobyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988, 2500 Duffresne v. Welse 692, 1046, Duggan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. Taylor 2578 Dum v. Adams 2166 2490 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901, 905 Dukhart v. Canghman 2498 V. Aslett 901,			v. Duncan	1000
187 Ala. 1442 v. Glibbe 1297, 2121 187 Ala.		301, 2012	1 WALLA	
18 Tex. App. 1840 Du Bost v. Berseford 266, 1715 Duckham v. Wallis 1000, 1063, 1084 Ducogn v. Schreppel 1639, 1549 Ducommnn v. Hysinger 1681 Dudley v. Beck 2298 v. Schitton Co. 1640 v. State 2298 v. McCluer 64 v. State 2376 v. Prindle 1850, 1662 v. Prindle	190 Ala	1449		
Ducoign v. Schreppel 1639, 1549 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1680	18 Tex. App.	1840	n. Landia	9999
Ducoign v. Schreppel 1639, 1549 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1680	Du Bost v. Beresford	266, 1715	n. McCulloneh	1979
Ducoign v. Schreppel 1639, 1549 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1681 1680	Duckham v. Wallis 10	080, 1083,	r. Scott	
Ducommon v. Hysinger 1681 2298 v. Boilee 1126, 1127 v. Chiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. McCluer 64 v. State 2376 v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2105 Dudleys v. Dudleys 2040 Dudleys v. Dudleys 2040 Dudleys v. Dudleys 2040 Duffer and Claneyboye Reerage 1644 Duffer and Claneyboye 1661 v. Morris' Ex'r 228, 1738, 1988, 2500 Duffin v. People 797, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 856 Duffer and v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 560, 833, 861, v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. State 1678 Duggan v. Cangbman 2498 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 902, 901, 905 v. Aslett 901, 902, 901, 902, 901, 902, 901, 902, 901, 9		1004	v. Seciey	
Dadley v. Boilee 1126, 1127 v. Chiiton Co. 1640 v. Grayson 1680 v. Prindle 1850, 1662 v. Prindle 1850,	Ducoign v. Schreppel 1	539 , 1549	v. State	
v. Chiiton Co. v. Grayson v. McCluer v. State v. State v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2106 Dudieys v. Dudieys Dudiy's Case 1644 Duer v. Alien Duff' v. Duff Dufferin and Claney boye Peerage Dufferin and Claney boye Peerage Congregation Congregation Congregation Congregation V. Morris' Ex'r Duffield v. Brindley v. Simmons 1838, 2500 Duffin v. People v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People Dufresne v. Welse Duffersne v. Welse Dugan v. Com. 569, 883, 861, v. Mahoney V. Mahoney V. State V. Griffith V. Waldo V. Griffith V. Watdo V. Hearn V. Hopkins V. Hopkins V. Richardson V. State V. Waldo V. Richardson V. Higgins V. Watdo V. Higgins V. Watdo V. Higgins V. Watson V. Waldo V. Higgins V. Watson V. Watson V. Watson V. Watson V. Higgins V. Patterson V. Patterson V. L. S. V. Servas V. L. S. V. U. S. V. State V. U. S. V. State V. Higgins V. Patterson V. Patterson V. L. S. V. U. S. V. Servas V. L. S. V. U. S. V. State V. L. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. V. S. V. V. S. V. V. V. S. V. V. V. S. V. V. V. S. V. V. V. S. V. V. S. V. V. V. S. V. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. S. V. V. V. S. V. V. V. S. V. V	Ducomman v. Hysinger	1681	97 Ga.	1011
v. Chilton Co. v. Grayson v. Grayson v. McCluer v. McCluer v. State v. State v. Sumner 1812, 1816 v. Wardner 1267, 2106 Dudieys v. Dudieys 2049 Dudiy's Case 1644 Duer v. Alien 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye Peerage Duffey v. Preebyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley v. Morris' Ex'r 1888, 2500 Duffin v. Peopie v. Smith 2294, 2297 Duffy v. Peopie Duff v. Peopie v. Smith 2294, 2297 Duffy v. Peopie Duffrene v. Welse Dugan v. Com. 569, 833, 861, v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State Dunday v. Watson Dunlop v. Berry v. Higgins v. Higgins v. Patterson v. Higgins v. Patterson v. U. S. v. Higgins v. Patterson v. U. S. v. Higgins v. Patterson v. U. S. v. Higgins v. Patterson v. U. S. v. Higgins v. Patterson v. U. S. v. V. U. S. v. V. U. S. v. V. U. S. v. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V.	Dudley v. Beck	2298	40 Tex. Cr.	398
v. Nater v. State 2876 v. State 2876 v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2106 Dudieys v. Dudieys 2049 Dudiy's Case 1644 Duer v. Alien 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye Peerage 1644 Duffey v. Presbyterian Congregation 1777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988, 2500 Duffin v. Peopie 797, 1229 v. Smith 2294, 2997 Duffy v. Peopie 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. Conline 1661 v. Ogleeby 1195 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498	v. Bolles 1	126, 1127	Dunck v. Mliwaukee	Co. 1873
v. McCluer v. State v. State v. Sumner 1312, 1316 v. Wardner 1267, 2106 Dudieys v. Dudieys 2040 Dudiy's Case 1644 Duer v. Aiien Dufferin and Claneyboye Peerage Peerage 1644 Dufferin and Claneyboye 1661 v. Morris' Ex'r 1988, 2500 Duffin v. People v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People Duffresne v. Welse Dugan v. Com. 569, 833, 861, v. Mahoney V. Mahoney V. Mahoney V. Mahoney V. State V. Simmons V. Simmons V. State V. Simmons V. State V. Simmons V. State V. Simmons V. State V. State V. Simmons V. State V. State V. State V. Goodnongh Dunlap v. Berry V. Griffith V. Hearn V. Hearn V. Hopkins V. Richardson V. State V. Waldo V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V. Waldo V. State V	v. Ciniton Co.	1040	Duncombe v. Daniell	15, 1807
v. State v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Sumner v. Chicago v. Rackliff ob. 249 v. Simmons v. State v. Simmons v. State v. Simmons v. State v. Simmons v. State v. Simmons v. State v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. State v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. Simmons v. Sumnor v. State v. Simmons v. Sumnor v. State v. State v. Simmons v. Sumnor v. State v. Simmons v. Sumnor v. State v. State v. Goodnongh v. Hearn v. Hearn v. Hearn v. Hopkins v. Hearn v. Hopkins v. State v. State v. State v. State v. Waldo v. State v. Waldo v. State v. Waldo v. State v. Waldo v. State v. Waldo v. State v. Waldo v. State v. Watson v. Higgins v. Patterson v. V. S. v. Servas v. L. S. v. U. S. v. Servas v. U. S. v. U. S. v. State v. U. S. v. Sate v. U. S. v. State v. U. S. v. Sate v. V. S. v. V. V. S. v. Sate v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. State v. V. V. S. v. V. V. V. S. v. V. V. S. v. V. V. V. S. v. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V.	v. McCiner		v. Prindle	1860, 1662
v. Sumner 1812, 1816 v. Wardner 1267, 2106 Dudieys v. Dudieys 2049 Dudiy's Case 1644 Duer v. Aiten 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye Peerage 1644 Duffey v. Presbyterian Congregation 1.777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988, 2500 Duffin v. People v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People Duffesne v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggar v. Collins 1651 v. Ogleeby 1195 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498	v. State		Dundas v. Lansing	202, 408,
D. Wardner 1267, 2105 Dudieys v. Dudieys 2049 Dudiy's Case 1644 Duer v. Aiten 1961 Duff v. Duff 1066 Dufferin and Claney boye Peerage 1644 Duffey v. Presbyterian Congregation 1.777 Duffield v. Brindley 1661 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988, 2600 Duffin v. People 767, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 859 Dufresne v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 560, 883, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Dugger v. Collins 1661 v. Ogleeby 1195 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498	v. Sumper 1	819 1816	Dunham u Amaill	
Dudieys v. Dudieys 2049 v. Rackliff 65, 249 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. Simmons 1948 v. State 1878 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1961 Dunham's Appeal 394, 679 1988 1987 v. Hearn 619, 1980 v. Hearn 619, 1980 v. Hearn 619, 1980 v. State 1887, 1398 v. State 1878 1	v. waruner 1	267, 2106		
Dudity's Case 1644 v. Simmons 1948 2046 79. State 1836 2046 2	Dudieys v. Dudieys	2049		
Duff v. Duff 1066 Dunham's Appeal 394, 679, 1988, 1961 Dunham's Appeal 1988, 1961 Dunham's Ex'r 228, 1738, 1988, 2500 Duffin v. People 797, 1229 v. Martin 2294, 2297 Duffy v. People 859 Duffesne v. Welse 692, 1046, Dunham's Extra 2294, 2297 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1887 Duggan v. State 1988 2578 Duggan v. State 1988 2578 Duggan v. State 25	Dudiy's Case	1644		1048
Duffey v. Presbyterian Congregation 1777	Duer v. Ailen	1951		
Duffey v. Presbyterian Congregation 1777	Duff v. Duff	1066	Dunham's Appeal	394, 679.
Dunlay v. Presbyterian 1777 Congregation 1777 Dunlay v. Berry 1276 1651 v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1988, 2500 2294, 2997 Duffy v. People 659 1046, 1988 2001 v. State 1887, 1398 v. State 1887, 1398 v. State 1887, 1398 v. State 1887, 1398 v. State 1874, 2164 Dunlay v. Watson 2014 Dunlay v. Watson 2015 Dunlay v. Watson 2016 V. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. State 1878 Duggan v. Conline 1651 Dunlay v. Watson 2016 v. Servas 1807 Dunlay v. Mamos 2106 Dunlay v. Mamos 2308 v. Aslett 901, 905 000	Dullerin and Claney bo	ye		1938, 1961
Congregation 1,777 Duffield v. Brindley 1651 v. Morris' Ex'r 228, 1738, 1988, 2500 Duffin v. People 797, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 692, 1046, Dugan v. Com. 560, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 Dugan v. State 1878 V. U. S. State 1807 Dugan v. Taylor 2678 Dun v. Adams 2166 v. Amos 2303 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. Aslett 901, 905 Dugan v. State 901, 905 Dugan v. Aslett 90	Peerage	1644	Dunkies v. Goodbong!	2441
Duffield v. Brindley 1651 v. Morris' Ex'r 228, 1738, 1938, 2500 Duffin v. People v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 859 Dufresne v. Welse 692, 1046, 1968 Dugan v. Com. 569, 833, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Dugger v. Collins 1651 v. Ogleeby 1195 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 905 v. Aslett 901, 905	Congression		Dunian v. Berry	12/0
v. Morris' Ex'r 223, 1738, 1938, 2600 Duffin v. People 797, 1229 v. Smith 2294, 2297 Duffy v. People 859 Dufresne v. Welse 692, 1046, 1988 Dugan v. Com. 569, 883, 861, 201 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Dugger v. Collins 1651 v. Ogleeby 1195 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498 v. Hopkins 747, 754 v. Richardson 906 v. Richardson 1674, 2164 Duniavey v. Watson 758, 759, 769, 769 v. Higgins 95 v. Patterson 527, 1010, 1016 v. U. S. 96, 2511 Dnmmore v. State 1807 Dunnor v. Adams 2166 v. Amos 2303 v. Aslett 901, 905	Duffield a Principal		v. Griffith	1779
Duffin v. People v. Smith 797, 1229 v. Smith v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 lof	n Moreis, Esta	1001	v. Hearn	619, 1960
Duffin v. People v. Smith 797, 1229 v. Smith v. State 1887, 1398 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 v. Waldo 1674, 2164 lof7, 2254 lof		988 9800	v. Hopkins	747, 764
v. Smith 2294, 2297 859 Dufreene v. Welse 692, 1046, 1968 Dugan v. Com. 5609, 883, 861, 2071 v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State Dugger v. Collins v. State 0. V. Collesby 1195 Duke v. Taylor Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 1674, 2164 Dnniavey v. Watson 2354 Duniavey v. Watson 758, 769, 760 v. Higgins 95 v. Patterson 527, 1010, 1016 v. Servas 1401 Dnnmore v. State 1401 Dnnmore v. State 2166 v. Adams 2308 v. Amos 2308 v. Aslett 901, 905	Duffin v. People	707 1490	v. Richardson	200
Dufresne v. Welse S69 1046, 1088 198	v. Smith 2	26M 9907	v. otate	1887, 1898
Dufresne v. Welse 692, 1046, 1983 Dunlop v. Berry 758, 759, 760 Dugan v. Com. 569, 883, 861, 2071 v. Higgins 760 v. Mahoney 736, 747, 754 v. Patterson 527, 1010, 1015 Duggan v. State 1878 v. U. S. 96, 2511 Dugger v. Collins v. Ogleeby 1196 Dunn v. Adams 2166 Duke v. Taylor 2578 v. Amoe 2303 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 995	Duffy v. People	850	Danisses a Wetsen	10/4, 2104
v. Mahoney 736, 747, 754 v. Patterson 527, 1010, 1015 Duggan v. State 1878 v. U. S. 95, 2511 Dugger v. Collins 1651 v. U. S. 95, 2511 Duke v. Taylor 2578 v. Adams 2165 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905	Dufreene v. Welse	92 1046	Dunlon " Rosse	759 750
v. Mahoney 736, 747, 754 v. Patterson 527, 1010, 1015 Duggan v. State 1878 v. U. S. 95, 2511 Dugger v. Collins 1651 v. U. S. 95, 2511 Duke v. Taylor 2578 v. Adams 2165 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905		1988	- amob or petty	780
v. Mahoney 736, 747, 754 Duggan v. State 1878 Dugger v. Collins 1651 v. U. S. Servas 1401 v. U. S. 95, 2511 Dnmore v. State 1807 Duke v. Taylor 2578 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905	Dugan v. Com. 569.	883, 861.	v. Higgina	
v. Mahoney 736, 747, 754 v. Servas 1491 Duggar v. State 1878 v. U. S. 96, 2511 Dugger v. Collins 1651 Dunnore v. State 1807 v. Ogleeby 1195 Dunn v. Adams 2165 Duke v. Taylor 2578 v. Amos 2303 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905		20/11	v. Patterson 527	1010, 1015
Dugger v. Collins 1651 v. U. S. 95, 2511 Dugger v. Collins 1651 Dunmore v. State 1807 v. Oglesby 1195 Dunn v. Adams 2166 Duke v. Taylor 2578 v. Amos 2303 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 995	v. Mahoney 736,	747, 754	v. Servas	1401
Duke v. Taylor 1651 Dunmore v. State 1807 Duke v. Adams 2166 2166 v. Adoes Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905	Juggan v. State	1878	v. U. S.	
0. Ogiesby 1195 Dunn v. Adams 2166 Duke v. Taylor 2578 v. Amos 2303 Dukehart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905		1651	Dunmore v. State	1807
Dukenart v. Canghman 2498 v. Aslett 901, 905	Duke a Tagler	1195	Dunn v. Adams	2165
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	Dukehart w Canahara	2078	v. Amos	
8711		2196		901, 905

		Section
3	Dunn v. Choate v. Dunn v. Dunnaker v. Eaton v. Hall	1196
3	v. Dunnaker	1038, 1415
3	v. Eaton	906 1778, 2522
•	v. Hall	2354
3	v. Hall v. People 40 lil.	000
l	172 lil. 78	867 84, 1083, 1450
l	29 N. Y.	527, 1010,
i		527, 1010, 1015, 2056,
3		2000 1808
7	v. Pipes v. Price	9448
	v. State	
5	99 Ga.	0, 1829, 1442 2269
1	Ind., 67 N. 58 Nebr. 45 Oh. St.	E. 20
1	58 Nebr.	2061
1	118 Wis.	1135, 1138 2272
1	v. Weish	5
1	v. Whitney	1587, 1538,
1		1541
-1	Dunnaway v. State	1879 2849
1	Dunne » Perk Com	Ton ORE
1	Dunning v. R. Co.	455, 2591
1	v. Rankin v. West	1229
1	Dnnraven v. Llewel	lyn 1587
ı	Duntley v. 1nman	571 579
ı	Dunwoody v. State	579
1	Dupee v. Chleago H	1684
ı	Dnnraven v. Llewel Duntley v. 1nman Dunwoody v. State Dupays v. Shepherd Dupee v. Chicago II Co.	1195
1	Dupey v. Ashby	1248
ı	Dnpey v. Ashby Duplessis v. Attorne General	y- 2256
-	v. Kennedy v. Miller	1835
ı	v. Miller	1651
ı	Du Pont v. Davis Dapont v. Downing	1502, 1503 1215
l	Dapré v. Desmaret	663
ı	v. Prescott	668
I	Dupree r. State	194, 247, 692, 1404
ı	Dnrden v. Cleveland Duren v. Kee	1065
I		
l	r. Sinclair Durfee v. Abbott	1186 1644, 1646,
١	Duries b. Abbott	1644, 1646, 2529
l	v. State	2512
ĺ	Dargin v. Danvilie	
l	v. Somers	2220 1062
ı	Durham v. Beaumon	t 1088,
ı	Ol	1100
ı	v. Shannon v. Smith	1777, 1779 2500
	v. State	081
	Duringer v. Moechine	0 1207,
1	Durkee v. Leland	
1	DUNE OF V. LICIADU	2219, 2294, 2307, 2308, 2309
		2309
	v. R. Co. 69 Cal. 29 Vt.	
	29 Vt.	1750 1236
1	Durkin v. Cobleigh	2442

_			1	Banklan	1	A
	urnell v. Sowden	9008, 2016	Driver v. Lanier	Section 2529	Earl v. Lotter	791
I	burnford v. Clark	1888, 1890	Drohn v. Brewer	1890		2139
	burning v. Hastings	2500				222
D	Urphy v. Nelson	1664			v. Tupper	1722, 2008
D	urrell v. Bederiey	1917, 1990,	Friends	1382, 2110	v. Tupper v. Vace	2875
_		1947	Drowne v. Stimpeon	1141	Earle v. Earle	416
D	urrence v. Norther		Druce v. Denison	2468	v. Grout	2294, 2303
-	Nat'l Bank	661, 1676		462	v. Picken	1256, 2094
	uret v. Masters	799	Drum v. Harrison	1867	v. Rice	2400
	useuberry r. Abbo ushane v. Beuedlet		Drumm v. Cessuun	1275	Earll v. People	2056
	utch Flat W. Co.		Drummond v. Hend	erson 75	Earle' Trial Earle' Truet, re	1700, 1842
	Mooney	2580	v. Leslie	9364 2364 1071	Earle' Trust, re	2165
D	utcher v. lloward	15	Drumright v. State	1071	Early's Case	880, 855
D	utchese Co. Bank	e.	Drury v. Hervey v. Midland R. C	107 2 30. 157 8 ,	Earnshaw v. Tomlis v. U. S.	
	1bbotson	2427	J. 22101000 26. C	1587, 1502	Earp v. Edgington	2553 1736
D	utillet v. Blanchar	d 1064	v. Terr.	906, 1061	Easier v. R. Co.	1130
D	uttenhofer v. State	9397	Druse v. Wheeler	396, 2585	59 S. C.	675, 1951
1)	utton r. Woodman	1078	Dwelly v. Dwelly	2239	00 S. C.	2220
130	uval v. Davey	2336	Dwight v. Brown	1456, 1472	Easley v. Com.	1141
D	u Vaii v. Augusta	2582	v. Co. Com're	1943	v. R. Co.	2351
D	uvail v. Ellie	1681	v. Macklam	2287	Easou v. Chapman	1985, 1986
-	v. Griffith	406	Dwineil v. Larrabee	1907	East v. Chapman	2276
	uvali's Ex'r v. Darl		Dwyer v. Colline	1202, 1204,	v. Pace	1254
	u Vivier v. Phlilipe			2800	East Dubuque r. B	arhyte 1003
	rabbie v. Donner	1208	v. Dunbar	1218	East India Co. v. A	tkins 2256,
	rach v. Kamberg	1911	Dyas v. Southern P.			2275
	raggoo v. Graham rake v. Drake	1681	Due Vanna	458, 1951	v. Campbell	2257, 2258,
D	4 Dev. L.	1662	Dye v. Young	1738	27	2200
	8 H. L. C.	3474	Dyer v. Dyer 230 v. Flint	3, 1757, 1968	v. Kynastou	1862, 2221
	v. Ilenly	529	v. Fred ricks	2165 1288	Fast Kingston v. Ta	2257
	v. Klusell	1267, 1278	v. Hudson	1275	East Kiugston r. To East Line & R. R. (wie 08, 201
	v. Ramey	1195	v. Lowell	1216	Scott	250
	v. State		v. Morris	1842	East Omaha St. R.	
	74 Ga.	2264	v. Rosenthal	720	Godola	2538
	110 Ala.	106, 2115	v. Smith	1249, 1271,	East Pa. R. Co. v. H	
	akeford v. Adams	2498		2678		1948
Dr	aper v. Clemens	1269	v. State	1878, 1879	v. Hottenstine	1943
	v. Crofts	1078	v. Union R. Co.	21, 199	East Teun. V. & G.	R. Co.
	v. Draper	505, 1821	Dymoke's Case	575	v. Culler	285
	v. llatfield	1062, 1225	Dysart v. Furrow	1554	v. Daulel	1005
	v. llortou	1062	Dysart Peerage Case		v. Hall	2509
D-	v. Vauhorn	2442	D	1424, 1483	v. Hesters	456 , 2509
	aughn v. State avo v. Fabel	836	Dysou v. R. Co.	437, 792	r. Kane	97, 290
		6, 906, 916 2529	v. Wood	2450	r. Maloy	1432
De	aycott v. Talbot ayton r. Wells	1862, 1408			r. Smith	1719
Dr	eher v. Fitchburg	20	E.		v. Watson	791
Dr	eunen v. Lindsey	916, 1028	Ei.		r. Wright	1951
Dr	esbrack v. State	221	Eade v. Jacobe	1856	East Teun. & Tel. Co	
	esch v. State	221 2089	v. Lingwood	1864, 1878,	East & W. 1. R. Co.	1078
Dr	esden v. Bridge	2427	or analysis out	1888	Miller	1168
	esier v. Hard	2025	Eads v. Woodbridge	2585	Eastabrooks v. Pren	
Dr	ew r. New River C	o. 1949	Eady v. Shivey	1648, 1651	Eastham v. Riedeil	461
	v. Sutton	1722	Eagau v. Conneily	1684	Eastle v. Montgomer	
	v. Tarbell	2336	Eagle & P. Mfg. Co.		Eastland v. Caldwell	7:3
	v. Wadleigh	1291	v. Browne	715	v. Jordan	1649, 1651
	v. Wood	950	v. Welch	1404	Eastman r. Amoskes	
	syspring v. Loeb	787	Eagleton v. Coventry		Mfg. Co.	1062
Dri	ukwater v. Porter	1584, 1588,	v. Kingstou	694, 695,	v. Bennett	1777
		1596		728, 1991,	v. Martin	1496
Dr	scoll v. Fall River	249		2002	v. Moulton	1544, 1549,
	v. People	987, 1005,	Eagon v. Eagon	376, 2336		1551
		1021, 1117,	Eakin v. Hawkins	2500	v. R. Co.	1750
D	ah u Dan		Eamer v. Merle	74	Eastwood v. People	1163, 1166
Dn	sh v. Davenport		Eames v. Eames	882, 787	Eatou r. Campbell	1224, 1225,
		1362	v. Kaiser	944		1818, 1651
D	ver v. Driver	1730, 2840	v. Whittaker	1021	v. Farmer	1856, 2271

TABLE OF CASES.

Pater is Transcer	Section	l	Section		Bootion
Eaton v. Freeman v. Gladwell	1651	Edmonston v. Hu	ghes 1311,	Elam v. Commercial	Bank 235
v. Hall	2464		1511, 1513,	v. State	257, 895
v. Knowles	1367, 2110		1676, 2141	Elberfeldt v. Waite	1660
v. New England	2240			Elbin F. Wilson	728, 2360
Co.	1072	Edrington v. Has	per 2437	Eld v. Gorham	1931
v. Rico	2097	Education, etc., o	t the Royal	Eld v. Gorham	1350
v. Tallmadge	1490	Family Edwards v. Carr	1598		1934
v. Tel. Co.	377	v. Evans		Elder v. Coal Co.	1951
	2436, 2441	v. Foote	21		
Eberhart v. State		v. Gimbel	749 1667 1600		1600
40 Ga.	860	v. lianna	749, 1667, 1688		1490
47 Ga. 21,	1867, 1878	v. Hener	1689		1750
Eberie v. Board	1665	v. James	1651	Eldred v. Eldred	2576, 2578
Eborn v. Zimpelmann	797, 2016		1351, 1871, 1712	Eldridge v. Hargree	2065 708 1065
Ebos v. State	689	v. Mattingly	2111	v. Knott	2522
Eby v. Winters	1225, 1415	v. Noyes	1278, 2105		1644
Eccles v. Shackelford	406	v. Pitts	2235		1641
Echols r. Staunton	1389	v. Publishing	Soc. 2582	Electric Light Co. v.	Grant 1021
Eck v. Hatcher	2218	v. Rives	267, 1957, 2105	Electric Lighting Co	. V.
Eckert v. State	821	v. Pitate		Rust	1391
v. Triplett Eckford v. Berry	1061	39 Fla.	568	Electric R. Co. v. Ca	rson 1750
v. Eckford	2437 2477	2 Wash.	580, 2056	Elfelt v. Smith	717
Eckles v. Bates		r. Sullivan	953, 1028,	Elias v. Lancaster	283
Eckstein's Petition	888, 1722 2268		1312, 2098	Ellot v. Eliot	1511
	2200	v. Three Rive		v. Skypp Elkins r. Hamilton	2355
Sheridan	682	96 Mich.	1158	Elkins r. Hamilton	1777
Eddings v. Boner	1051	v. Tipton	. 252, 438, 664	v. McKean	1750
	183, 166,	r. Tracy	1664 1257	v. State	1244
	1141, 1977	v. Vasey	1684	Elkinton v. Brick	1511
v. Wilson	1176	r. Williams	1072	Elledge v. Todd	2354
Ede v. Johnson	2164	v. Worcester	98, 1951, 1974	Elien r. Ellen 16 S. C.	1770
Edsien v. Gongh	894	Edwards, Case	2250	18 S. C.	1778 1133
Edeihoff v. State	331	Edwin I. Morrison	n, The 2533	Elier v. Church	2495
Edeistein v. Schuler	2580	Eeibank v. Burt	1779	v. Roberts	2205
Eden v. Blake	1425, 2442	Eel River D. Ass'	n v. Topp	Ellershaw v. Robinso	n 73
v. Chalkill	1650		2572	Elierson v. State	1290, 1291
Edgar v. Brown v. Richardson	1290	Egan v. Bowker	278	Ellicott v. Pearl	,
	1256 1086, 2237	v. Gordan	204, 1620	l McLean	1126, 1138
v. Francis	1730	v. Horrigan	1225, 1651,	10 Pet. 1124,	1126, 1129,
Edger v. Board	1350	Paham . Paham	2520	1363,	1481, 1585,
Edgeworth v. Wood	2515	Egbers v. Egbers Egbert v. Greenw	1081, 2500		1587, 1665
Edgington v. Fitzmanr	ice 661	Egg v. Barnett		Ellingboe v. Brakken	1651
v. Nixon	1858	Eggart v. State	156 1700	Eilingwood v. Bragg	
Edie v. East India Co.	1954,	Eggers v. Eggers	680	Elijot v. Shnita	913
	2580	v. Fox	712, 2215, 2276	Elliott v. Boyles	406, 781
Edinburgh A. L. M. Co). v.	Eggett v. Allen	1666	v. Dycke	983, 987
Peoples	1847	Eggler v. Peopie	248, 1976	v. Hayden	1521 1065, 1066
Edington v. Ætna L.		Eggleston v. Boar	dman 463	v. McCielland	1681
	381, 2382,	Egganielles » Noc	kies 1870	v. Milis	2349
n M T Inc C	383, 2384	Ehrensperger v. A	nderson 1258	v. Moreland	2445
v. M. L. Ins. Co.	ave, avec,	Bullium a. Howkin	2474	v. Peirsoi	18, 1347,
20	383, 2384,	Ehrmann v. Ehrm	ann 2210		1483
20	386, 2387,	Ehream v. Brown	2434	v. R. Co.	2494
Edison Ei. L. Co. v. N.	2388	Eichenlanb v. St.		v. Russeil	681
El. L. Co.		Eicke v. Nokes	2301, 2311	v. Stocka	1213
	195 9274	Eidt v. Cntter	33, 451, 660,	v. Van Bnren	656, 1268,
Ediato Phos. Co. v.	125, 2374	Willams w. Toutle	1160	T0111	1286, 1339
Stanford	1278	Eifert v. Lytle	2529	Ellis v. Abell	2434
Edmister v. Garrison		Eighmie v. Taylor Eiland v. State	2434	v. Aiford	620
Edmiston v. Schwartz			63, 248, 2100	v. Baldwin	1248
Edmords v. Rowe	1818	Eisenhart v. Slayn		v. Buzzell	2498
v. State		Eisenlord v. Cinm	1481 1482	v. Ellis	
v. Walter	970		1481, 1482, 1503	11 Mass.	1645, 2085,
Edmondson v. Lovell 1	318, 1651	Eisfield v. Dill	2012	es Minn	2088
Edinonion v. R. Co.	1415	Ela v. Edwards	1312, 1512	55 Minn. v. Houstonn	1681
VOL. IV 34		871		c. Houstoun	2463
		8/1)		

DUR

	Bestina
Ellie v. Howard v. Huff v. Leonard v. Lindley v. Mille	1083, 1086
v. Huff	1195 2570
v. Leonard v. Lindley	400
v. Mills v. Newell	1186
v, Newell	1777 2377 2372
v. Reddin v. Saltan	2372
v. Short	21, 84, 220
v. Smith 1195 v. State	, 1300, 1301
105 Ala.	1966
120 Ala.	364
152 Ind. 11 v. Thayer	1, 987, 1117
v. Thompson 3 M. & W.	
3 M. & W.	2442
37 N. Y. Sn v. Watking Esta	pp. 1770 to 1065
Ellis' Appeal	1661
Elligga V. Bennanta	770
r. Branstrator v. Cookson	1673, 2169 2475
v. Gray	2435
Ellmaker v. Backley	915, 1885
Ellmore v. Mille	1890, 1893 1880, 1681
	2529
Ellsworth v. Fairbary	
r. Potter	951, 953
Elmer v. Fessenden	1007, 1022 1714, 1729
Elmore v. Overton	1714, 1729 763, 2104
Elmondorff v. Car- michael	1188, 1304,
	1655, 1862
Elrod v. Ashton v. Cochran	1521
n Cochran	1013 1194, 1254
Elsam v. Faucett	211
Elener v. Sapreme L	odge 222,
Elster v. Seattle	1974 252, 458
Winter w Wanningto	736
Elswick r. Com.	2537 1066
Elswick r. Com. Elting v. Scott Elton v. Larkins 5 C. & P. 1041 1 Mo. & Roan	1000
5 C. & P. 104	1, 1946, 1947
1 Mo. & Rob.	2593 1239
Elvins v. Delaware & T. Co.	714
Elwell r. Mersick	1194, 1196
v. Russell v. Walker	321 2105
Winned w Delforden	586
v. Saterlie Ely v. Ely v. James v. R. Co.	1779 2525
v. James	1684
v. R. Co.	283
v. Stewart Elyton Land Co. v. I	1885, 2138
miyeon Land Co. v. 1	· 2105
Embry v. Millar	1188
Emaner a Rigids	718
v. Diongen	2232 1062
v. Blonden v. Boynton v. Fisk r. Gaslight Co.	291, 1206 569

B	Beetlen
Emerson v. Lebanon v. Lewell Gasligh	428 4 Co. 442,
	457
v. Stevens v. White	1041 1461, 1484,
	1490
Emerson Co. v. Nimo: Emery v. Atlanta R. I Exchange	E.
Exchange	1962 1971, 1684
v. Berry v. Fowler	2096
w Haven	2471
v. State 92 Wis.	861, 1045,
101 Wis. 46	861, 1045, 2008, 2497 0, 968, 967, 2269, 2276, 2497, 2511 1312
101 11 11 10	2269, 2276,
- Tromble	2497, 2511
v. Twombly Emig v. Diehl Emmert v. Hayes	.400
Emmert v. Hayes Emmett v. Penoyer	2477
Emmons v. Barton	1066, 2237,
- Emmone	2341 2046, 2067
v. R. Co.	1045
Emory v. Smith Empire Mfg. Co. v. S Emporia v. Schmidlin	289
Emporia v. Schmidlin	g 283
Emporia v. Schmidlin Emrich v. Union Stoc Co.	kyard 18
Empio - Gilbort	1244
Endally v. State	216, 847
Endally v. State Enders v. Sternbergh, 2 Abb. App. 40 N. Y. Endick r. Endick	2141
40 N. Y.	1198, 2141 2067, 2069
Engowment Kark P. A	Allen 858
Enfield v. Ellington	1640, 1878, 2145
Engelthaler v. Engel- thaler	
thaler Facility of Hatch	2473 1651, 2143
Engles v. Bruington	693, 1312
English r. Cropper	2337 1350
v. Sprague	1678
v. State	3060 2507
theler England c. Hatch Engles v. Bruington English r. Cropper v. Oliver v. Sprague v. State Engrer c. R. Co. Enlow v. Hall Enlow v. State	1342, 1249
Enlow v. State 20 Ennis v. Little	1342, 1249 33, 247, 248 561, 1951
v. Smith	1371, 1004
Eno v. Allen	1862 1018
Ence v. Ence v. Tattle	406
v. Tattle	1774, 1775 1951
Enright v. R. Co. Ensley v. R. Co. Enthoven v. Cobh	1750
Enthoven v. Cobh	2325 2264
Entwistle v. Meikle	1417, 2500
Ephraims v. Mnrdock	2098 1215, 1450
Entick v. Carrington Entwittle v. Meikle Ephraims v. Mardock Epperson v. State Eppinger v. Scott	95
William of Grand	784
19 Ga. 102 Ind. 439, 457	
	1896
8714	

	200
	Section
Equitable Acc. Ins. Co. v. Blout Equitable L. A. Soc. v. Clark Equitable Secur. Co. v. Talbert Erb v. Poprits Erd v. R. Co. Erhart v. Dietrich Erickson v. R. Co. v. Schmill	1930
Equitable L. A. Soc. v.	1900
Clark	1859
Talbert	3432
Reb v. Poprits 65, 6	87, 1978
Erhart v. Dietrich	728 2518
Erickson v. R. Co.	1698
v. Schmill 1: v. Sophy Eric Preserving Co. v.	1960
Eric Preserving Co. v.	
Miller Erie R. Co. v. Decker r. Kane Erie & Pac. Despatch v. Stanley	760 456
r. Kane	288
Stanley	1890
Ernest v. Napier	1215
Stanley Ernest v. Napier Erriseman v. Erriseman Erskine v. Davis v. State	1879 82, 2505
	2089
Erwin v. Bailey 2	59, 1605 1802
r. Bnlia v. English 16-	14, 1645
614	7 8600
v. State	905
Eschbach v. Hartt	17, 18
Eskridge v. State 49	99, 2100 58, 1293
v. Porter v. State Escabach v. Hartt Eskridge v. State Esquimalt & N. R. Co. v. New Vanconver Coal	,
	1862
Essex' Case	2220
Essex' Marder 18	37, 1838 2276
Estell v. State 13	62, 1750
Esten v. State	1842
Esterbrooks v. Towse Estes v. Bridgforth	157 1909
v. Farnham v. Jackson	1269
Estev v. Birmbanm	1549
Estey v. Birmbanm v. Fuller I. Co.	2242
Estofte v. Vaughan	1211 1842
v. Fuller I. Co. Estofte v. Vanghan Etheridge v. Hobbs Ethier v. Homier Etna r. Brewer Etting v. Bank Eshanka w. Harris	2298
Etna r. Brewer	1784
	2141,
Eure v. Pittman 119	45, 2447 2, 1202,
	1207
Eureka F. Co. v. Baltimo C. S. & R. Co. Enreka Ins. Co. v. Robins	2556
Enreka Ins. Co. v. Robins	10B 98
Evens of	2498
v. Arnold v. Birch	1304 93
v. Blood	1933
v. Blood v. Browne v. Chamberlain v. Eaton	1350 2494
v. Eaton	585,
90	86, 1040
v. Evans 41 Cal.	2046
1 Hagg, Cons.	2081 20, 2232
195 PE. 6	-U, 2202

H.L.

TABLE OF CASES.

Note 180	Washing Daniel	Beeties		Section	1	Section
19 Sm. & M. 1500 1501 1502 1503 1504	Evans r. Evans	1 004	Ewer v. Ambrose		Fairly v. Pairly	901, 907,
9. Gast Ca. 1351 9. Geory 1990 9. Gray 569 10. Hettich 489, 493 10. Ia. Co. 865, 571 10. Lee 2166 9. Lipromb 946 9. Morphy Tydfil 9079, 1506, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606, 1605 9. Morphy Tydfil 1079, 1606				897, 905		
s. Gesting s. Gesting s. Gesting s. Gesting s. Gesting s. Hestich s. Hestich s. Hestich s. Hestich s. Hestich s. Hestich s. Lipscomb s. Moreyn s. Morgan s.						457
Coray Set Co. Set Set Co. Set Set Co. Set Set Co. Set Set Co. Set Set Co. Set Se				pasi , 1210	Palma Wappoo Mills	8440
N. Gray 492, 493 v. Duncana 1305 1316 v. Witham 600 1416 v. Duncana 1306 1416 v. Duncana 1307 1416 v. Merthyr Tydal 1075, 1504, 1645, 1645,	v. Getting	1590	I. Co.	9549	Valence v. Mongereche	
N. Hottlich 468, 571 N. Lee 3166 N. Lipecomb 946 N. Keith 1136 N. Lipecomb 946 N. Keith 1136 N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N. Keith N	v. Gray	500				
Second S	v. Hottich		v. Duncan			
## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##	v. Inc. Co.	865, 571				
## State Sta				1126	v. Earle	
Second S	w. Lapacomo	940	***************************************		Fall v. Overseers	
v. Morgan v. Murphy v. O'Conuce v. People 506, 508 507 v. People 506, 508 508 508 v. Reed 1109 v. Rees 1109 1109 1109 1109 1109 1109 1109 110	v. merenyr 1 ydi	1644 1445				
Second S	v. Morean	1500, 1003	Prosision Co.	1665		
s. O'Conuce	v. Murphy		Excelsion W. A. And	et 2509	Fall Brook C. Co. v.	
Second 1218, 19 1235 1236 1	v. O'Conner					
Part				2004	Fallon v. Dougherty	
Rees 1594 Syco 1605 Syco 1606		1218, 191-	Owens.		Falls V. Building Co.	1684
Semith 1037 Smith 1038 Smith 1039 Smi		1409		9910	Palls Tand & C.	1800, 2554
## Nothachild		1594	Boyce		Chlahoim	
## Smath	v. Rothschild				Falmonth w Mose	
Sprage 1851 Eyler v. State 2335 Eyler v. State 2354 100 Ala 1974 58 Ark 1442 76 Ga 2305 106 Ga 2304 44 Miss 247 61 Miss 247 61 Miss 247 76 Ga 2306 25 Ga					v. Roberts	
## State 2335 Eyler v. State 396 100 Ala. 457, 966 130 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1974 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala. 1975 150 Ala.	v. Sprague		Eyerman v. Sheehan		Fancher v. De Montes	
109 Ala. 1974 53 Ark. 1442 76 Ga. 2099 106 Ga. 2094 2945 44 Miss. 247 61 Miss. 380 35 Tex. 521 7 Tex. Cr., 78 52		2235				
130 Ala			Eyman v. People	2534	Fane'v. Fane	
See Ark 1448 76 Ga 2009 106 Ga 2244 44 Miss 247 61 Miss 380 35 Tex 521 Tex Cr. 78 S. W. 261 v. Watt 267 v. Tarnpike Co 1223 t. Watt 275 v. Tarnpike Co 1223 t. Watt 275 v. Wat					Fanning v. State	
76 Ga. 2059 106 Ga. 2264 44 Miss. 247 61 Miss. 380 35 Tex. 521 Tex. Cr., 78 E. W. 221 v. Trenton 1807 v. Tampike Co. 231 Evansich v. R. Co. 967, 1890 Evansville R. Co. v. Fitzpatrick 182 Evansville T. & C. G. R. 1634, 1639 Evansville T. & C. G. R. 1664 Evansville T. & C. G. R. 17 v. Tothill 250 Evars v. Middiebury v. Tothill 250 Evars v. Middiebury v. Young 1566 Evening Journal Ase'u v. McDermott 406 Evenency v. State 1907 Everett v. Deal v. Ethermott 406 Evening Journal Ase'u v. McDermott 406 Evening Journal Ase'u v. M					Pant v. McDaniei	
106 Ga			v. roung	2046	v. Miller	5, 18, 763,
61 Miss. 35 Tex. Cr., 78 S. W. 281 v. Trenton 1807 v. Tarnpike Co. v. Wast Evansich v. R. Co. 1623 Evansich v. R. Co. 1634, 1639 Evansviile R. Co. v. Crist v. Tothill 256 Evars v. Middlebury v. Young Evansville & T. H. R. Co. v. Crist v. Young Evansy Bournal Ase'u v. McDermott Eversige v. State 245 v. Racco. v. State 256 Everse v. Deal 257 Fachigas v. Moetyn 256, 259, 666, 1362, 1789, 1981 Farly v. Russell 237 Fachigar v. Russell 237 Fachigar v. Russell 237 Fachigar v. Fuller v. Hayes Fach v. Cathama 132 Farly v. Co. Lumber Co. 461 Fager v. State 22 Nebr. 47 Farley v. C. B. & V. V. Parley 1505, 1514 Farley v. C. B. & V. V. Parley v. Tillar v. Racco v. Trist v. Goodwin 2354 v. Hayes Fair v. Hayes 406 Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes V. State V. State V. Show V. State V. Show V. Saling V. Whitehili 1841 v. R. Co. v. State V. Denuisou v. Bascomb 233, 549, 549 v. Bromson 1654, 658, 1634 v. Woods V. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1651 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1651 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1654 V. Bromson 1655 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1657 V. Bromson 1658 V. Bromson 1867 V. Bromson 1868 V. Whitehili 1868 V. Whitehili 1868 V. Bramer' & M. Bank v. V. Woods 187 V. Farriery V. Co. B. & V. V. Whitehili V. Hashings 1938, 1956, 1976 V. Bromson 1651 Fair v. V. State V. Voods 187 V. Woodeli Fair v. V. State V. Young 187 V. Young 187 V. Bromson 1816 Facter v. Chatman 1812 V. Traleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farley V. Bale V. Peelies V. Farley V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Whitehili V. Whitehili V. Undernative v. Ely V. Whitehili V. Whitehili V. Underna						766, 1379,
61 Miss. 35 Tex. Cr., 78 S. W. 281 v. Trenton 1807 v. Tarnpike Co. v. Wast Evansich v. R. Co. 1623 Evansich v. R. Co. 1634, 1639 Evansviile R. Co. v. Crist v. Tothill 256 Evars v. Middlebury v. Young Evansville & T. H. R. Co. v. Crist v. Young Evansy Bournal Ase'u v. McDermott Eversige v. State 245 v. Racco. v. State 256 Everse v. Deal 257 Fachigas v. Moetyn 256, 259, 666, 1362, 1789, 1981 Farly v. Russell 237 Fachigar v. Russell 237 Fachigar v. Russell 237 Fachigar v. Fuller v. Hayes Fach v. Cathama 132 Farly v. Co. Lumber Co. 461 Fager v. State 22 Nebr. 47 Farley v. C. B. & V. V. Parley 1505, 1514 Farley v. C. B. & V. V. Parley v. Tillar v. Racco v. Trist v. Goodwin 2354 v. Hayes Fair v. Hayes 406 Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes Fair v. Hayes V. State V. State V. Show V. State V. Show V. Saling V. Whitehili 1841 v. R. Co. v. State V. Denuisou v. Bascomb 233, 549, 549 v. Bromson 1654, 658, 1634 v. Woods V. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1651 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1651 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1654 V. Bromson 1655 Fair v. State V. Denuisou v. State V. Bromson 1657 V. Bromson 1658 V. Bromson 1867 V. Bromson 1868 V. Whitehili 1868 V. Whitehili 1868 V. Bramer' & M. Bank v. V. Woods 187 V. Farriery V. Co. B. & V. V. Whitehili V. Hashings 1938, 1956, 1976 V. Bromson 1651 Fair v. V. State V. Voods 187 V. Woodeli Fair v. V. State V. Young 187 V. Young 187 V. Bromson 1816 Facter v. Chatman 1812 V. Traleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farleigh v. Kelley V. Farley V. Bale V. Peelies V. Farley V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Tillar V. Peelies V. Whitehili V. Whitehili V. Undernative v. Ely V. Whitehili V. Whitehili V. Underna			100		22	1898, 2123
Tex. Cr., 78 S. W. 261	61 Mina.					3052
Tex. Cr., 78 S. W. 24 v. Trentom 1807 v. Tampike Co. 1223 v. Watt 2065 v. Watt 2065 v. Watt 2065 v. Watt 2065 v. Watt 2065 v. Hillerdom 2553 v. Earne' Estate 2341 v. Hillerdom 2553 v. Earne' Estate 2341 v. Co. v. Charman 1634, 1639 v. Co. v. Cochran 1664 v. Co. v. Cochran 1666 v. Co. v. Cochran 1666 v. Co. v. Cochran 1666 v. Co. v. Cochran 1666 v. Co. v. Cochran 1666 v. Co. v. Cochran 1666 v. V. Cochran 1667 v. V. Cochran 1668 v. V. Cochran 1668 v. V. Cochran 1668 v. V. Cochran 1668 v. V. Cochran 1668 v. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V.	35 Tex.		Fabricas v. Mostvo	986 989	Parhan a State	
Part	Tex. Cr., 78			666, 1369		
v. Turnpike Co. v. Watt v. Wat		281				
## Parents	v. Trenton		Fabyan v. Russell		- minga t. Keney	
Evansich v. R. Co. 967, 1890	v. Turnpike Co.		Facey v. Fuller		Fariev v. C. B. A V.	1000, 1514
Evansich v. R. Co. 967, 1890 Evanstou v. Gunn 1633, 1634, 1639 Evansviile R. Co. v. Pitzpatrick 1943 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 2 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 2 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 3 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 4 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 5 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 6 1166 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1666 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1661 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 2246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612 Evansviile T. & C. G. R. Co. v. State 246, 1612	P. Wate		v. Hurdom	2553		983
Evansviile R. Co. v. Fitspatrick Evansville T. & C. G. R. Co. v. Cochran V. Tothill V. Tothill V. Young Eversive v. Middlebury V. Young Eversive v. State 1965 Eversive v. State 1977 Eversive v. State 1977 Eversive v. Deal V. State 1978 Eversive v. Deal V. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive v. State 1978 Eversive Life Ase'n V. State 1974 Eversive v. Life Ase'n V. State 1975 Eversive v. Life Ase'n V. State 1976 Eversive v. Life Ase'n V. State 1977 Eversive v. Life Ase'n V. State 1978 Eversive v. Life Ase'n V. State 1979 Eversive v. Life Ase'n V. State 1974 Eversive v. Life Ase'n V. State 1975 Eversive v. Life Ase'n V. State 1976 Even v. Life Ase'n V. State 1977 Eversive v. Life Ase'n V. State 1978 Eversive v. Life Ase'n V. State 1978 Eversive v. Life Ase'n V. State 1979 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Eversive v. Life Ase'n V. State 1970 Fairifield Co. Turupike Co. Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairifield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairi					v. Farley	1511
Evanavilie R. Co. v. Fitzpatrick Evanaville T. & C. G. R. Co. v. Cochran Loc. v. Crist v. Tothill Evaning Journal Ass'u v. McDermott Evaning Journal Ass'u v. McDermott V. Rood Everage v. State Everett v. Deal v. Lowdham v. R. Co. v. State 33 Fla. 33 Fla. 33 Fla. 52 Ga. v. Tidball V. R. Co. v. Tidball 1841 Everingham v. Roundell 1845 Everingham v. Roundell 1845 Everingham v. Roundell 1845 Everingham v. Roundell 1847 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1848 Evansiile R. Co. v. Fairov v. State 182 Nebr. 1848 1849 1840 1840 1841 1841 1841 1841 1841 1841					v. Graham	
Pitspatrick	A TAMES OF CHANGE			h 461		
Pitspatrick 1943 49 Nebr. 1653 1654 1654 1654 1654 1655 165	Evanaville R. Co. m.	1004, 1003	en Nohn			
Evansville T. & C. G. R. Co. v. Cochran 1166 Evansville & T. H. R. Co. v. Crist v. Tothill 250 Evarts v. Middlebury v. Young 1566 Evening Journal Ass'u v. McDermott 406 Everage v. State 1072 Everett v. Deal v. Lowdham v. R. Co. v. State 33 Fla. 2451 v. R. Co. v. State 33 Fla. 2451 v. Tidball 1415 Everiugham v. Ronudell 1274, v. Tidball 1415 Everiugham v. Ronudell 1274, v. State v. Life Ass'n v. State 1275 Evers v. Life Ass'n v. State 1276 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Evening Journal Ass'u v. McDermott 406 Fair v. Edwards 57 v. Goodwiu 2354 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2354 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 2354 Fairbank v. Hughson 2355 Fairbank v. Hughson 2350 Fairbank v. Hughson 250 Fairbank v. Hughson 250 Fairbank v. Hughson 250 Fairbank v. Hughson 250 Fair	Fitzpatrick	1943			v. State 923	, 967, 1270
Topic Co. v. Cochran Co. v. Crist Co. v. Cr	Evansville T. & C. G.	R.				
v. Crist v. Tothill 250 Evarts v. Middiebury 1951 v. Young 1566 Evening Journal Ass'u v. McDermott 406 Everage v. State 1072 Everett v. Deal 2451 v. Lowdham 1641 v. R. Co. 1906 v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everingham v. Roundell 1274, 1275 Evers v. Life Ass'n v. Edwards 57 v. Bascomb 233, 569, 661, 1024 v. Bascomb 233, 569, 661, 905, 932, 1738, 1938, 1956, 1976 v. Tidball 1415 Everingham v. Roundell 1274, 1275 Evers v. Life Ass'n v. Edwards 57 v. Bascomb 233, 569, 661, 1024 v. Bascomb 233, 569, 661, 905, 932, 1738, 1938, 1956, 1976 v. Denuison 1556 v. Bascomb 233, 569, 661, 1026 v. Basco	Co. v. Cochran	1166	Faher v. Crotty		Farmer v. Brown	
v. Crist v. Tothill 250 Evarts v. Middiebury v. Young v. Young v. Young Evening Journal Ass'u v. McDermott V. Base v. Kuhn McDermott V. Base v. Base v. Saling V. Whitehill No. & R. 728, 2016 No. v. Basir V. Whitehill No. & R. 728, 2016 No. v. Basir V. Whitehill No. & R. 728, 2016 No. v. Basir V. Wooks No. V. Bornson No. Basir V. Bronson No. Honeyan No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woods No. V. Woodeli V. Whitehili No. & R. 728, 2016 No. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V.	Evansville & T. H. R.	Co.	Fahnestock v. State	946. 1619	Farmers' Bank a Cal-	1066
Evarts v. Middlebury 1951 v. Young 1951 v. Young 1956 Evening Journal Ass'u v. McDermott 406 Everage v. State 1072 Everett v. Deal 2451 v. Lowdham 1841 v. R. Co. 1906 v. State 33 Fla. 2455 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Roundell 1274, 1275 v. State 245 v. Tidball 1415 Everiugham v. Roundell 1274, 1275 Evers v. Life Ass'a v. State 1286 Evers v. Life Ass'a v. Tidball 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1685 Evers v. Life Ass'a 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1685 Evers v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1685 Evers v. Life Ass'a 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1685 Evers v. Life Ass'a 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1685 Evers v. Life Ass'a 246 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1685 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1685 Everson v. Carpeuter 1685		1977		406	a Gilson	
P. Goodwiu 2354 Fairbank v. Hughson 2354 Fairbank v. Kuha 1257 Fairbank v. Kuha			Fain v. Edwards			
Evening Journal Ase'u v. McDermott 406 Everage v. State 1072 Everett v. Deal 2451 v. Lowdham 1841 v. R. Co. 1908 v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everingham v. Ronudell 1274, 1175 Everingham v. Ronudell 1274, 1275 Evers v. Life Ase'a v. State 2 v. State	Evarts v. Middlebury			2354	v. Whitehili	000, 1024
McDermott McDe			Fairbank v. Ilughson	2550		798. 9016
Everage v. State 1072 Everett v. Deal 2451 v. Lowdham 1841 v. R. Co. 1908 v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Roundell 1274, 1275 Evers v. Life Ase'a v. State 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1685 Evers v. Life Ase'a v. Hasting 1058, 1978 Evers v. Life Ase'a v. Hasting 1058, 1978 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1685 Evers v. Life Ase'a v. Hasting 1058, 1978 Evers v. Life Ase'a v. Hasting 1058, 1978 Evers v. Life Ase'a v. Hasting 1058, 1978 Evers v. Life Ase'a 1684 Everson v. Carpeuter 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1684 Evers v. State 1684 Evers v. Life Ase'a 1684 Evers					16 8. 4 R.	
Everett v. Deal v. Lowdham 1841 1841 1841 1841 1841 1841 1841 184				2423	Farmers' Mnt. F. Ins.	
v. Lowdham 1841 v. R. Co. 1908 v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Ronudell 1274, Fairfiex v. State 2 v. State	Everett v. Deal			2203	Co. v. Bair	749, 779
v. R. Co. 1908 v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Roundell 1274, Evers v. Life Ase'a 246 Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Everson v. Carpeuter Fairfield Co. Turnpike Co. Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairlied P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairlied P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairlied V. Smith 718, 719, 1704 Fairlie v. Deuton 1076 Farnsworth v. Briggs 1236, 784 V. Woods 203 V. Young 1873 Farnsworth v. Briggs 1236, 784 V. Woods 303 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 1202 Farnsworth v. Briggs 1236, 784 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Sharp 1202 Farnsworth v. Briggs 1236, 784 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Sharp 784 V. Bronson 1651 V. Israel 2115 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 784 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 784 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 784 V. Woods 303 V. Young 1873 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 79 V. Sharp 79 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 79 V. Sharp 79 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 79 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Sharp 700 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 570 V. Woodeli 561, 571 V. Woodeli 570 V.				3, 569, 661,	Farmers' & M. Bank v.	
v. State 33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Rouudell 1274, 1275 Evers v. Life Ase'a v. State 246 Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1684 Ewell v. State 1685 Evers v. Life Ase'a v. Hastings 1058, 1956, 1976 v. Brohson 1676 v. Brohson 1687 v. Israel 1215 v. Brohson 1687 v. Israel 1215 v. Lonergan 1207 v. Woods 803 v. Young 1873 Fairfield Co. Turnpike Co. Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairley v. Smith 718, 719, 1276 Farnsworth v. Briggs 1236, 1288, 1320 v. Sharp 1302 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352 Farnsmorth Co. v. Rand 1352			905,	932, 1738,		736, 754
33 Fla. 2245 62 Ga. 107, 1976 v. Tidball 1415 Everiugham v. Ronudell 1274, 1275 Evers v. Life Ase'n 2. State 2.			v. Dannison			
62 Ga. 107, 1976 Faircioth v. Jordan 1859 v. Woods 903 Everingham v. Roundell 1415 Faire v. State 396 v. Young 1873 Evers v. Life Ase'n 2. State 246 Fairfield Co. Turnpike Co. v. Thorp 1076 Fairfield Co. Turnpike Co. v. Thorp 1076 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Everson v. Carpeuter Eveninks v. Ashley 1684 Ewell v. State 1420, 1605, 2085 1420, 1605, 2085 V. Hastings 1058, 1078 Everson v. Carpeuter 1684 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Eveninks v. Ashley 1684 1704 Fairnworth Co. v. Rand 1552 Farnsworth v. Briggs 1236, 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236,	33 Fla.	2245				
Eversugham v. Roundell 1415 Eversugham v. Roundell 1274, 1275 Evers v. Life Ase'n v. State v. State v. State v. Thorp v. State v. Thorp v. Thorp v. Thorp 1076 Fairfield Co. Turnpike Co. v. Thorp 1076 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairmsworth v. Briggs 1286, 1320 Farnsworth v. Briggs 1288, 1320 Farnsworth v. Sharp 1684 Ewell v. State 1420, 1665, 2085 Fairfield P. v. Ins. Co. 1288, 1320 Farnsworth Co. v. Rand 1704 Farnsworth Co. v. Rand 1704 Farnsworth Co. v. Rand 1705 Farnsworth Co. v. Ra			Faircioth v. Jordan		v. Lonergan	
Eversugham v. Roundell 1274, 1275 12		1415	Faire v. State		v. Woods	902
Evers v. Life Ase'n v. State v. State v. State v. Thorp 1076 Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. Fairfield P. v. Ins. Co. 1236, 1320 1236, 718, 719, 1704 Farnsworth v. Briggs 1236, 718, 719, 1704 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 718, 719, 1704 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1236, 720 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 1288, 1320 Farnsworth v. Briggs 1256, 721 Farnsworth v. Briggs Farnsworth v. Br	Everingham v. Round	ell 1274,	Fairfax v. Fairfax	1245	Farmers' & T N Da-1	1873
v. State Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1026 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairley v. Smith 718, 719, 719, 719, 719, 719, 719, 719, 719	F 714	1275	Fairfield Co. Turnpike	CO.	v. Woodali	561 521
Everson v. Carpeuter Ewbanks v. Ashley Ewell v. State 1026 Fairfield P. v. Ins. Co. 963, 2520 Fairley v. Smith 718, 719, 1704 Fairley v. Smith 1128, 1320 r. Sharp 1288, 1320 r. Sharp 1288, 1320 r. Sharp 1388 Farnsworth Co. v. Rand 1352 Farnnm v. Farnum 7058, 1078 v. H. Co. 2463		913	v. Thorp	1076	Farnsworth v. Brisse	
Ewbanks v. Ashley 1684 Ewell v. State 1695, 2065 v. Hastings v. Hastings 1718, 719, r. Sharp 1302 Farnsworth Co. v. Rand 1532 Farnsm v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. R. Co. 2463		246	Fairfield P. v. Ins. Co.	200, 2020		
Ewell v. State 1420, Fairlie v. Deuton 1073 Farnsworth Co. v. Rand 1552 Farnsm v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. Farnum v. R. Co. 2463	Everson v. Carpenter	1026	Fairley v. Smith	718, 719,	r. Sharp	1202
1605, 2065 v. Hastings 1058, 1078 v. R. Co. 2463			Defalls To	1704	Farnsworth Co. v. Ran	
2463	The second secon			1073	Farnum v. Farnum	
				1058, 1078	v. R. Co.	2463

	Bootles	d.	Section		
Farr v. Holl	616	Fellowes v. William	eon 1729		Booties
v. Rouillard	1066	Fellows v. Fellows		v. Mettler	[508, 253]
v. Swan	1680, 1956,	37 N. 11.	1002, 1957	v. Miller	1135
	2100	66 N. II.	112		1001
r. Thompson	1108, 1109	r. Smith	1779		613
Farrand v. R. Co.	1676, 1943	Felska v. R. Co.	1755, 1974	Ficilor v. Darrin	âni
Farrar v. Feesenden	1225,	Felt v. Amidon	1750		1677
	1651, 1655		905	e. Clark	1950
Farrell v. Boston	776		1314	v. Harrison	2004
v. Letiwoll	613, 619	Feitz v. Walker	2433	r. Maleter	2572
v. Leighton	1710		2034	r. R. Co.	485, 486
v. People v. U. S.	2272		2218	v. Tenney	654
	1960	Fenner v. Lewis	2117, 2232	v. Thompson	754, 1540,
v. Weltz [6	16, 792, 794,	v. R. Co.	2319		1560
4	1461, 1476	Fennersteln'e Champ	agne 1521,	Field'e Appeal	1304
Farmil'e Adm'r v. Br			1522.	Fielder v. Collier	1530
nan's Adm'x	689, 1213,		1528, 1704	v. Ray	3447, 2456
	1998, 1958	Fenno v. Weston	1073	Fields v. Copeland	1969
Farrer v. State	313, 363,	Fenstermaker v. Put	. Co. 949.	v. State	
	2354		1005, 1021	47 Ala.	63
Farrington v. Sinciais	338	Fenton v. linghee	901	121 Ala.	2277
Farria v. Com.	2511	v. Reed	2063	Fla., 35 So.	111, 950,
v. People	216	Fenton's Wili	689	,	1732, 1890,
v. State	390	Fenwick v. Bell	1921, 1949		1974, 2115
Farrow v. Blomfield	1256, 1263	r. Reed	2327	134 Ind.	63, 246
r. R. Co.	1225	v. State	581	39 Tex. Cr.	987
Farweil r. Cramer	2513	Ferguson v. Brown	1842	Fife v. Com.	824, 841,
Fash v. Blake	728, 1320	r. Clifford	483, 1219		661, 862
Fasset v. Brown	1292	1	1632, 1677	Fifth Mnt. B. Soc. v.	401, 002
Fassin e. linbbard	654		2159, 2167	lloit	1549, 1978
Fatheree v. Lawrence	1511	v. Davis Co.	1719, 1975	Figg r. Wedderburne	1503
Faucett v. Nichola	354	v. Hemingway	1203	Fightmaster v. Fight-	1909
Faulder v. Slik	1671	v. Hiroch	784	nineter	2239
Faulk v. lowa Co.	252, 438	v. IInbbell	1923, 1951	File v. Springel	1244
Faulkner r. Bring	905	r. Miles	1204	Flier v. R. Co.	663
v. Fauikner	1675	v. Moore	2061	v. Smith	2554
v. Gilbert	928	v. Peden	2167	Filipowski v. Merry	2007
v. liendy	2203	v. Kntherford	1890	weather	1349
r. Torr.	851, 2501	r. Stafford	714, 720,	Filley v. Angell	666
Fabuce v. Gray 84	2, 843, 852,		1943, 1944	r. Register	344
	1540, 2183	v. State		r. Register Plison v. Te	2089
Faust v. R. Co.	2509	49 Ind.	1807	Finch, re	2065
v. U. S.	1898	71 Miss.	581, 2062	v. Barclay	760
Fawcus' Goods	5	31 Tex. App	. 821	v. Finch	2250, 2260
Faxon v. Hollis	1537, 1558	Fernandez, ex p.	2192, 2271,	v. Garrett	2475, 2526
v. Jones	581	•	2371	v. Kent	2504
Fay v. Davidson	1246	Ferner v. State	376	v. State	238
v. Guynon	2336	Fero r. Roscoo	406	Finch'e Case	2463, 2477
v. Harlan	1719	Ferrand r. Milligan	18	Fincher v. Peopis	862
Fayerweather v. Ritch		Ferreil v. State	852, 1186,	v. State	93
Fayette v. Chesterville			1877, 2505	Findlay v. Pruitt	63
	1938	Ferrers v. Bosel	2165	Findlay Brewing Co.	
Fazakerley v. Wiltshir	re 2575	v. Shirley	699, 1065,	r. Baner	451
Fearing v. Clark v. Kimbali	2420		1991	Findley c. Means	2410
r. Kimbali	1073	Ferriday v. Selser	1086	Findley r. Meane Fink v. Denny	603
Fearn v. Taylor	1300	Ferrill v. Simpson	2349	Finley v. Widner	66, 73,
Feary v. O'Neill	905	Ferris r. Bank	2573, 2578		2498
p. R. Co.	2594	v. Boxell	1456	r. Woodruff	1239
Featherstone r. People	784, 1821	v. Commercial N		Finn v. Caseidy	1951
	2008, 2016,	Bank	2165	v. Com.	318, 1398,
	2027	v. Saxton	529		1404
Feemster v. Ringo	2580	v. Thaw	728	Finnegan v. Dugan	166, 1154
Feeney v. R. Co.	2383	Ferry v. Legras	2054	r. Gas Works Co.	687
Feeter v. Heath	736	v. Taylor	1062	Finnerty v. Tipper	209, 406
Feibeiman v. Assnr. Co	905, 987.	Fertig v. State	2097	Finney & College	1195
	1062	Fetherly v. Waggore	2141	Finney v. College v. State	2231
Feilder v. Studley	2426	Fetherly v. Waggone: Fetkenhauer r. State	2089	Fiott v. Com.	1651
				. ion v. Com.	1031
Fell v. R. Co.	2098	Ficken v. Atlanta	1890	First Congress Channel	
Fell v. R. Co. v. Young	2098 1442	Ficken v. Atlanta v. State	1890 1018	First Congreg. Church v. Ins. Co.	h 1947

AR

	Section	ıL	Section		Berties
First Meth. Ep. Chur		Fisher v. Fisher	2278	Fitswalter Peorage (
r. Fadden	7	v. (Ireene	1213		1993
First Nat'l Bank v.		v. Hall	2408	Pitawater's Case	2352
Allen	2018		905	Flack v. (lreen	25, 736, 747
v. Bows v. Booth	2442		1003, 1021	a. Neill	2294
r. Brigge	1971	v. Kanfman	2534	Fladong v Winter	82
v. Broadway Ban	k 2536		2098 2450	Flagg v. Mann v. Mason	504
v. Carson	2016		1521, 1523	v. People	1567 838
v. Chaffin	1556	v. Owen	2969	r. Willington	334
v. Cody	1651	v. l'atterson	78 70,	Flaherty v. l'owers	451, 458,
v. Com. Assur.			9 19, 406		876
Co,	853, 1107,	v. People	1 17	In in tee	581
v. Fire Ass'n	1106, 2496	v. Price	2307	ph aming us n v. Bouc	
v. Foote	1974	v. Porter	18 (1)	Transpare to the	276, 506,
v. Harris	2444 2518	v. Rona ls	264 42,	1	605, 1072,
v. Holland	617, 1458		108_, 109	Planting of Looks	1821, 2058
v. Kidd	1856, 1880	p, Willand		'Flanders e Lac is L'Etanders e L'Alswoi	1511 rth 1978
r. Linn Co. Bank	1078	Flahmonger 2. v		Postan Cuggen	1978
v. Lippman	1676	Roberton	1100		283
v. Lowrey	2504	Fick, e. v. 6,	1" 1 14.16	Linningan o. State	675, 688
v. Marshail	1076	P. Ci	551	Flannery r. Com.	1391
v. Minneapolls &		r. Hopping	9167	Plantery e Flattery	2046
N. E. Co.	1014, 1389,	P. J. INDIA	189	ir heet v. Murton	379, 2436
r. Priest	2101	Fiske r. Gowing	1969	inchman v. Toplit	
v. Robert	1243 2016, 2016	r. Ins. Co.	1947	Fie ning r. Clark	2450
v. Smlth	1890		1155, 1102	n. Fleming	2063
v. Wirebach's Ex	r 233.	v. Chapman v. Hill	1(c2, 14)6 2235	v. R. Co.	1362
	561, 682,	v. Ilydo	1373	v. Springfield	2509 1719
	1392, 1936	v. Mason C. & C.		v. St. John	2366
v. Wisdom's Ex're	316,	T. Co.	1951	v. State	2200
*** ***	2019	v. Murray	256, 1416	5 Humph.	235, 933
r. Wolff	1674	v. H. Co.	456	11 Ind.	1163
First Nat'l Bank of B.		v. Smalbrook	521	r. Thomas	2131
v. First Nat'l Bank of N.		Fitchburg R. Co. v. Eastern R. Co.		Flemister v. State	1614, 1985
First Nat'l Bank of D.	1242, 2506	Fitler r. Morris	1168	Flemming v. Lawless	
v. First Nat'l Bank		v. Shotwell	1675 1651	Fletcher v. Hradyll	2152
of W.	736, 762	Fitts r. R. Co.	1951	v. Crosbie v. Fletcher	1891 1035
First Nat'l Bank of	,	v. State	396	r. Faller	1640
Hoopeston v. R. Co.	456	Fits r. Rabbits	1198	r. Henley	1031
First Nat'l Bank of		Fitscox r. State	527, 2056	v. Horne	1318
Nashville r. R. Co.	2463	Fitzgerald v. Clark	2349	v. Jackson	1195
First Nat'l Bank of		v. E. E. Iilum. Co.		v. Peck	1350
Omaha v. Goodman Fire Ass'n v. Flem-	2496	r. Elsee	1303	v. Perry	1299
	1911, 2917	v. English v. F. & M. C. Co.	2596 2538	v. R. Co.	1021
Firebrass's Case	2250	v. Hayward	1944	v. State 90 Ga.	
Fireman's Ius. Co. v.	2300	r. McCarty	1558	49 Ind.	821 59, 290,
Mohlmann	1921, 1978	r. R. Co.	2494	77 21141	890, 923,
Firkin v. Edwards	1208	v. Williams			2477
Firking v. R. Co.	1719, 1750	24 Ga.	1268	v. Wakefie' 1	1779
Firmeis v. State	2888	148 Mass.	1003	Fleury v. Campbell	2218
Fischer r. Bergson	1779	Fitzgibbon's Adm'r v.		Flick v. Gold Hill &	
r. State Fish, re	561 2463	Kinney	736	S. M. M. Co.	1225
v. Dodge	663	Fitzherbert r. Fitzher- bert	204 1910	Flight v. Robinson	2291, 2294
r. llubbard	2465	Fitzhugh v. Croghan	1304, 1312	Flindt v. Atklns Flinn v. M'Gonigle	1256, 1681
v. Smith	1074, 1633	r. Love	1213	v. Prairie Co.	1188, 1194 2203
Fishburne v. Fergu-	,	Fitzjames v. Moys	1910	v. R. Co.	456
HOR'S Heirs	1938	Fitzpatrick v. Brigman		Flint v. Clark	406
Fishel v. Ireland	1014	v. Fitzpatrick	2477	v. Flint	1640
Fisher v. Betts	1244, 1272	r. Hoffman	2433	Flint's Estate	754, 2391
v. Clark	1938	v. U. S.	2276	Flood v. McClure	2354
v. Conwsy	616, 938,	v. Williams	1681	v. Mitchell	736, 738,
v. Donovan	1818, 1908	Fitzsimons & Convell	1	71	754, 2099
A. 2.050 ABR	2536	Co. c. Brann	451	v. Russell	1461, 1736

Flora v. Anderson	Section		Section 2354	Banana W.	Bertion
67 Fed.	2463	Folsom v. Mancheste v. R. Co.	461, 1976	Foresman v. Marsh	1225, 1651
75 Fed.	1487, 1492,	v. Scott	1195	Forester v. Guard Forgey v. Bank	2008, 2012
	1605, 1671	Foltz v. State	93, 667	Formby v. Wood	497
Florence L. M. & M.	Co.	Folwell v. Journal C		Fornes r. Wright	2494
v. Warren	1225, 1246	Fonda v. R. Co.		Fornette v. Carmich	ael 1335
Florey's Ex'rs v. Flo	rey 689,	71 Minn.	65, 287	Forney v. Hallacher	2066
Florida C. & P. R. C.	1938	77 Minn. Fong Yue Ting v. U.	1976	v. Hallagher Fornshili v. Mnrray	1373, 1404
Seymour	1680	roug res ring s. C.	. S. 516, 1354	Forrest v. Kiesam	2083 1890, 1438
Flournoy v. Newton	1256	Fong Yuk, re	1620	v. State	1750
v. State	521	Fonnereau v. Poynts	2470	r. Trammell	2132
r. Warden Flower v. Brumbach	2135, 2529	Fonseca v. Cunard S.			583
v. MacGinniss	1963 1856	Fonsick v. Agar Fontaine v. Beers	1404 1779	Forsaith v. Clark	1195, 1219,
v. R. Co.	1168	Fonts v. State	832	Forshaw v. Lewis	5, 1267, 1651 2313
r. Young	1647	Foot v. Bentley	1234	Forshee v. Ahrams	2354
Flowers v. Fletcher	702	v. Buchanan	2282	Forsyth r. Charleboi	
v. Haralson	1605	v. Hankina	1021	v. Clark	1010
Floyd v. Bovard	913, 915,	v. Silliman	1225	v. Cothran	1807
v. Miller	1887, 1890 2336	v. Tracy Foote v. Beecher	70, 73, 209 1083	v. Doolittle	672, 680,
v. Mintsey	1195, 1664	v. Cohb	1312, 1779	v. Kreakbanm	1082, 1083
v. R. Co.	1750	v. Hayne	2313	v. Vehmeyer	1273
v. Rice v. Ricks	803	v. Richmond	1877	Foreyth Boulevard :	
v. State	2167	v. Woodworth	437	Forsyth	463
82 Ala.	1263	Foote & D. Co. v. Ma Forbes v. Caruthers	lony 1944 1917, 1956	Forsythe v. Norcross Fort v. Clarke	1558 1573
7 Tex.	2260, 2281	v. Howard	716	r. State	2059
v. Wallace	950	v. Morse	266	Fort Smith Oil Co. e	2009
Flynn v. B. E. L. Co.	1978	v. Myers	406	Slover	1078, 1750
v. State v. Sullivan	1760, 1755	v. Snyder	1389	Fort Wayne v. Coom	
Flynt v. Bodenhamer	1651, 2520 561	v. Wale v. Wall	1309, 2138 2141	Ford Words & D. C.	561, 571
Fiynt B. & C. Co. v. I		v. Waller	581	Fort Worth & D. C.	n. Co. 1976
Fockler v. Simpson	1709	Force v. Martin	133, 905	Fortescne & Coake's	
Foerst v. Kelso	2509	Forcheimer v. Stewar			1364
Foorteeh v. Commulian	1614	Ford v. Beech	2435	Foodahl v. State	194, 367
Foertsch v. Germuller Fogarty v. Finley	619 1635	v. Cunningham v. Ford	1234, 1280	Foskett & B. Co. v.	0.00
Fogel v. R. Co.	1951	4 Ala.	2086	Swayna Foss v. Haynes	2495 2257
Fogg v. Dennis	693, 2015	7 Hamph.	1503, 1605,	Fomett v. State	1618
v. Hill	463		1611, 1985	Fossler v. Schriber	2329
Fogleman v. State	1021, 1022	11 Humph,	1415, 1893	Fossum v. R. Co.	714
Fok Yang Yo v. U. S. Folck v. Williams	1354 2466	v. Grey	1080, 1082, 1257, 1573	Foster v. Beals v. Bowman	1083
Folger v. Boyinton	1067	v. Hale	1321	v. Brooks	1195 1 621 , 1938
Folk v. Schaeffer	1053	v. Haskell	1776	v. Collner	2008, 2016
Folkes v. Chadd	442, 451,	v. Nesmith	2164	v. Crawford	2540
Foley v. Platt	728, 1917	v. R. Co.	1561	v. F. & C. Co.	675, 1770
v. Royal Arcanna	715 a 2388	v. Savage v. State	2433	v. Foster v. Globe Venture	2106
v. State	2000	71 Ala.	15, 106,	Synd.	2566, 2569
59 N. J. L.	205		689, 1938	v. Gray	7
Wyo., 72 Pac	. 1434,	34 Ark.	351	v. Hall	
Polan Wadamanth Ca	1445, 2098	92 Ga.	987	12 Pick.	334, 1082,
Foley-Wadsworth Co. Solomon	2525	73 Miss. 75 Miss.	2501 832, 852	7 C A D	, 2294, 2295
Follain v. Dupré	530	101 Tenn.	136, 279	7 S. & R.	2169 2444
v. Lefevre	2168, 2578	v. Teal	1347	v. McDonald	2205
Follansbee v. Walker	1911,	v. Tennant	2317, 2319	v. Mackay	1195, 1196,
Follatt w Jaffarman	2351	v. Tirrell	2464		2550
Follett v. Jefferyes Folly v. Smith	2298	v. Whitaker v. Wiley	1249	v. Mackinnon	2415, 2416,
	1022, 2349,	Forde's Case	1020, 1037	v. Magill	2419 1249
	2356	Fordham v. Gonverne		v. Mansfield	2408
v. Creesey	2450	v. Smith	1006	v. Montgomery	1674
v. Log-driving Co		Fordyce v. Godman	1350	v. Newhrough	1985
	760, 761	v. Lowman	1951	v. Nowlin	1133, 1779
		8718			

mili42774556433802239,1334470770,2233 38839 081 61,47

	Bection		Section		Section
Foster v. People		Fox v. Stevens	282	Fraser v. James	1352
18 Mich.	348,	v. Vanderbeck	2097	v. Jennison	1304, 1502,
	2270, 2276	v. Whitney	529		1503, 1908,
63 N. Y.	1157	v. Wundsrlich	2349		1938, 2384,
v. Plerce	2276	Foxley's Case	276		2391
v. Pointer	1208	Foxworth v. Brown	1254, 1318,	v. Pigott	2463
v. Shaw 1128	, 1666, 1676		1651	v. Sntherland	2311
v. Sinkler	1554, 1561	Fralm v. Ins. Co.	571	v. Tupper	1951
v. State		Frain v. State	1062	Fratini v. Caslani	1730, 2159,
88 Ala.	1195	Fralick v. Presley	1083, 1884,	t	2233
45 Ark.	580		1890	Frazee v. State	1182, 2281
70 Miss.	1803	Framingham Mfg. Co	D. W.	Frazer v. Linton	1124
63 N. Y.	414	Barnard	1469	Frazier v. Basset	1651
39 Tex. Cr.	521	France v. Lncy	1208	v. Drayton	1542
v. Trull	1269	Francis v. Edwards	1072	v. Langhlin v. McCloskey	1680, 2218
v. Wallace	1250, 1293,	v. Francis	2531	v. McCloskey	406
	1779	v. Haselrig	1065	v. Moore	1312
v. Ward	716	v. Ins. Co.	1195	v. R. Co.	250, 1984
v. Woodfin	1779	v. Mayor	1678	v. State	450, 1111
v. Worthing	1040, 1042	v. Roades	615	42 Ark.	1029, 2100
	1267, 1736	v. Rosa	770, 1018	135 Ind.	351, 2273
Foster's Appeal Foster's Will	797, 2016	v. Wilklason	1085, 1738	Frear v. 1)rinker	1911
Fonché v. Bank	2109	Franco v. Bolton	986	v. Evertson	1085
Fonke v. Donglass	1350	Frank v. Bank	795	Fred r. Fred	2408
v. Ray	1215	v. Lilienfeld	604	Fred M. Lanrence,	
Foulk v. Colburn	1267	v. Longstreet	1206, 1213	Fredericks v. Jndah	1388
v. Eckert	1985	v. Morley's Estat		Frederickson v. John	
		r. Pennle	1543	Fredericton Boom C	
Foulkes v. Sellway	77, 206, 692				
Worlde Cons	1339	v. Renter	1225	v. McPherson	1890
Foulke's Case		v. State	204 200	Fredin v. Richards	1770
Fountain v. Boodle	1984	39 Miss.	824, 833	Fredrick v. State	857
v. Brown	229, 568,	94 Wis.	2497	Free v. Buckingham	
	1938, 1974	Frank Waterhouse C			944, 1817,
v. Lynn	1652	Rock Island A. M.			1820, 2214
v. Young	2302	Frankenthal r. Solom		v. Hawkins	2444
Fourth Nat'l Bank v.		Frankford & B. T. C		Freel v. R. Co.	2382
Albangh	1076, 1083,	v. R. Co.	461	Freeland r. Heron	1073
	1890	Frankfort & K. R. R.		Freeman v. Arkell	1194, 1195,
Fonte v. State	318	v. Windsor	1943	2	2363
Fowkes v. Ins. Co.	1021	Frankhouser v. Neall		v. Brewster	
v. Pascoe	2065	Frankland v. Johnso		93 Ga.	1076, 1464,
Fowler v. Fowler		Franklin v. Com.	949, 1041,		2148, 2296,
111 Mich.	770, 1944		1072, 1124,		2317
118 Mich.	73		1975	94 Ga.	830
v. Hoffman	1275	v. Creyon	1215, 1658	v. Brittin	529
v. Ins. Co.	64	v. Franklin	85, 318,	v. Fogg	285
v. Lewis	1690		934, 1021,	v. Freeman	612
v. Middlesex	714		2016	v. Ins. Co.	1951
v. More	1267	v. Mayor	726	v. Phillipps	1483, 1588
v. Pierce	1350	v. State		v. Price	74
r Sergeant	285	28 Ala.	851	v. State	
v. Simpson	1484	29 Ala.	194, 246	112 Ga.	1445
v. State	804	69 Ga.	792, 2264	40 Tex. Cr.	
r. Strawberry Hil		Franklin Bank v. Na	vig.	v. Walker	1058
Fox v. B. & O. R. Co.		Co.	905, 907,	Freeny v. Freeny	507
v. Barrett	1062	J.,	1028, 1078	Freleigh v. State	1878
v. Lambson	167, 1195,	Franklin Fire Ins. C		Fremont B. & E. Co	
	1225, 1239,	v. Gruver	1946, 1947	Peters	1037, 1044
	1651, 2454	v. Martin	2425, 2434	Fremont E. & M. V.	1007, 1011
v. Lead Works	949	Franklin Syndicate,		R. Co. v. M	arley 1225,
v. Mining Co.	439, 2524,	Franklin's Adm'r's		10. 00. 0. 11	1943
v. ariaing Co.	2580	Franks r. Gress Lum		v. Whalen	1943
v. Pedigo	1188		1938		2573
Parinenta W.		Frary v. Gusha		Fremoult v. Dedire	
v. Peninsular Wo		Fraser v. Berkeley	1768, 1789	French v. Day	2498
v. People	318, 1249,	v. Black	2098	v. Fitch	463
- D C	1256	v. Charleston	1661, 2451	v. Hall	1911
v. R. Co.	2413	v. Drew	2349	v. Merrill	1126, 1129
v. Reil	1287, 1300	v. Fraser	745	v. Millard 92	3, 1612, 1985
v. State	2569	v. Hopkins	1647, 1650	v. Piper	463
		8719			

v. Spinning v. State v. Ware v. Wilkinson	891, 923, 1111, 1612, 1614, 1615, 1985 461 233	Fuller v. Rice v. State 117 Ala.	1390 794, 851,	Gage v. Caraher v. Eddy	Section 135-
v. State v. Ware	1615, 1985 461	v. State		v. Eddy	
v. State v. Ware	461		794, 851,		1000 100
v. State v. Ware					1267, 1270
v. Ware	233		1442, 1974	179 III.	1082, 252
	8007 00-0		21, 828, 2238	v. Meyers	451, 120
A. AA ITK IIIWOU	2237, 2337	v. Valiquette	15	v. Parmelee	291
Freyman v. Kneck	437, 1154		2471		1165, 1802
Fretwell v. State	16 437 882	Fullerton v. Fordyce			456, 1168
Frick v. Barbonr	201	Enllington a William	2220, 2484	Gagnon v. Dana	2495
r. Reynolds	1084	Fullington v. William Fulmer v. Com.	ms 1350 392		2086
Fricker v. Moore	803	Fulmore v. R. Co.	199	v. R. Co.	65, 249, 376
Friedberg v. Peopi		Fulsome v. Concord	1977	Gainer v. Cotton	1984, 2507
Friedlander v. Ass	nr. Co. 907	Fulton v. Bayne	1225	Gatuer & Cotton	1239, 1513
Friel v. Wood	2231	v. Central Bank		Gaines v. Catron	1651, 2141 1651
Friend v. Bnrleigh	1749, 1750				950, 1022
v. Hanrill	259, 367, 1789			J. 001111	1028, 1873
v. Ingersoll	1698	v. McCracken		v. Green P. I. M	. Co. 1645
		v. Northern Ill. (College 2538	v. Horrigan	1350
		v. State	105	v. Relf 8	94, 923, 987,
rnes v. Brugier	987, 1021,	Fulion Bank v. Bene	dict 1985		1612, 1632,
		v. Stafford	901, 913,	1644	, 1645, 1730,
Frink a Prink	2268, 2270	E. L. O. D	1885, 1890	1985	, 2008, 2086
		Filton Co. v. Phillip	2349	v. State	
		Fulton works v. Kin			505, 507
		r diton s Estate			1750
		Falmond's Con-			2354
			2239		
		Fundanham a State			2509
Frizell v. Cole		Funderberg v. State			285
Froman v. Com.		Funk w Davis		Calbraigh a Calbraigh	r 2294
Frome v. Dennis		r. Eggleston			
Frontino v. Frost		r. Elv			1133
Frost v. Brown	1267, 1573	v. Mohr			612, 2334
v. Rosecrans				Galbreath n Eichelbe	1388, 1409 erger 9,
v. Shapleigh	2450		2232	CHOLORING OF THE HOLDE	9, 987
v. Wolf	1213	Finaston v. R. Co.	1951	v. Knoxviiia	1230
Fruit Dispatch Co.		Fnqna v. Begard	1085		581
Murray		v. Com.	1435, 1445	v. Lincoln	1072
	406		705, 2024	r. People	987, 1808,
		Furbash v. Maryland			2268, 2276
		C. Co.	1976	v. R. Co.	950
	928	Firling v. Carraher		v. Salas	50
a. Drowels	1072, 1082,	102 Ia.		v. Shillock	18
a Wrood				Galena & C. U. R.	
				Co. v. Fay 461,	1029, 1748,
					1750, 1757
Incate a Pierre		Farrow v. Chapla		Galena & S. W. R. Co	. v.
Inbright " Persy	Co. 2500	Furst a P. Co			1943
				Gallagher v. Assur. C	
			284, 660	D.	1313
	1481	Lyson v. Kemp	12/9		1513
and the state of the					2593
Fullam v. Rose		a			1247
fuller v. Dean		u.			571
v. Fletcher		Gable v. Ranch 87	1302, 1913	J. M. Co. 1397,	1690, 1693,
v. Fox			1951	n. Williamson	1698, 1699 2311
v. Fuller		Gaddis v. Lord			2511 851
17 Cal.	1828, 2086	Gadshy v. Dver	907		1779
108 Ga.					2529
177 Mass.					2166
v. Hampton			1199		1749
v. Hollander	1858	v. State		Galveston H. & S. A	
	1955	122 Ala,	390		208, 250,
v. Jackson	252, 437	125 Ala.	1034	O Davis	1984
			1271, 1703	v. Matnla	1908
v. Prentice	2202	v. Campbell			1680, 2168
	v. Hanrill v. Ingersoll v. R. Co. Friendly v. Lee Fries v. Brugler Frink v. Frink v. Phelps v. Potter Frith v. Frith v. Sprague Fritz v. Tel. Co. Frizell v. Cole Froman v. Com. Frome v. Dennis Frontino v. Frost Frost v. Brown v. Rosecrans v. Shaplelgh v. Wolf Fruit Dispatch Co. Murray Fry v. Bennett v. State v. Stave v. Stave v. Stave v. Stave per v. Pierce nlbright v. Perry vnlcher v. Stave fuller v. Dennis v. Holm v. Howe vlicton v. Holm v. Howe vlicton v. Fox v. Fuller v. Fox v. Fuller v. Fox v. Fuller v. Hollander	v. Hanrill v. Ingersoll v. R. Co. Friendly v. Lee Fries v. Brugler Fries v. Brugler Frink v. Frink v. Phelps v. Sprague Fritt v. Frith v. Sprague Frizell v. Cole Froman v. Com. Frome v. Dennis Frome v. Dennis Frome v. Dennis Frontino v. Frost Frost v. Braplelgh v. Shaplelgh v. Shaplelgh v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 1072, 1082, 1588 v. Wood 1404, 1406 Fry v. Bank Fruit Dispaten v. Perce Folibright v. Perry Co. Solibright v. Perry Co. S	v. Hanrill v. R. Co. Friendly v. Lee Friendly v. Lee Fries v. Brugler Friendly v. Lee Frink v. Frink v. Phelps v. Potter Frith v. Frith v. Potter Fritz v. Tel. Co. Fromen v. Com. Fromen v. Com. Frome v. Dennis Frome v. Brown v. Rosecrans v. Rosecrans v. Shapelegh v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 27 Ind. 96 Tenn. v. State 1674 Fright v. Firlliard Frithensh v. Maryland C. Co. Fripher v. Holmes 1698 v. McCracken v. State Fullon Bank v. Bene v. State Fullon Co. v. Phillip Fulton Works v. Kin Fullor Norks v. Kin Fullor Norks v. Kin Funderberg v. State Funderhark v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v. Phillip v. State Fullon Co. v	v. Hanrill v. Ingersoil v. R. Co. Fries v. Brugler 1026, 1028, 2268, 2270 Frink v. Frink v. Phelps v. Potter Frith v. Frink v. Sprague Fritu. Tel. Co. 481, 1951, Frizell v. Cole Frome v. Dennis Frome v. Dennis r. Rose v. Woff v. Shaplelgh v. Rose v. State 2215 Frit v. Frish v. Shaplelgh v. Rose v. State 2268, 2270 Frink v. Frish v. Sprague 1271 Frizell v. Cole Frome v. Dennis v. Rose v. State 1277 Front v. Dennis v. Rose v. Woff 1267, 1573 v. Rosecrans v. State 227 Ind. 96 Tenn. 228 v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Eggleston v. Com. Frint Dispatch Co. v. Murray 1976 Fry v. Bennett v. State v. State v. State v. Com. 1664 Fry v. Bennett v. State v. State v. Com. 1674 96 Tenn. 928 v. State v. Com. 1674 96 Tenn. 928 v. State v. Com. 1675 print Dispatch Co. v. Murray 1976 Frint Dispatch Co. v. Murray 1976 Fry v. Bennett v. State v. Com. 1976 Frint Dispatch Co. v. Murray 1976 Fry v. Bank 1688 v. Wood 1404, 1406 fry v. Bank 1689 v. Mood 1404, 1406 fry v. Bank 1689 v. State v. State v. State v. Eggleston v. Com. 1674 96 Tenn. 923 1987 v. Kate 1072 Fullom Bank v. Benedict 1985 Fulton Co. v. Phillips 2349 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 1542 Fullom Sestate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Co. v. Phillips 1542 Fullom Vorks v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton's Estate 59, 1109 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 283 Fulton Works v. Kimball 284 Fulton Works v. Kimball 284 Fulton Works v. Kimball 285 Fulton Works v. Ki	## Co. Fries v. Brugler 1749, 1750 v. Hughes 1034 v. McCracken 728 v. State 728

FRE

lection 1354

, 1270 , 2522 , 1201 , 291 , 1802 , 1168 , 2495 , 376, , 2507 , 1513, , 2141 , 1621 , 1673 , 1645 , 1350 , 987, , 1632, , 1730, , 2086

TABLE OF CASES.

Section	n.t	G. Alex		
Galvin v. R. Co. 243		Section 21, 987	Contribe	Section
p. State 924		21, 301	Garteide v. Ontran	2212
Gamble v. Mfg. Co. 246		950	Garvey v. Illbbert	
Gambrill v. Schooley 406, 460	90 Ga.	1963	1 Jac. & W. 19 Ves. Jr.	2166
581, 1270		1908	Garvin v. Carroll	2477
201	Tex. Cr. S		Gatvin v. Carroll	1215, 1216,
Ganahl v. Shore 1539, 154	8. W.	1072	r. State	2529
Canaway v. Dramatic	v. Vidal	2016	v. Wells	1154, 2016 2572
Am'n 1758			Garwood v. Dennis	1133, 1311,
Gandolfo v. Palmer 1614		341, 987 se 688, 760,	wood or stemms	1420, 1573,
r. State 63, 246		1230, 1490,		1680, 1778,
Canan v Tada Tada 1983, 1986	5	1662, 1700,		2141
Ganer v. Lady Lanes- borough 564, 1271		1722, 2380	v. Hastings	1225, 1651
Carra Carra Carra		rd 581	v. R. Co.	1698
		2113, 2115	Gary v. Terrill	1779
v. State 2339 v. Stevens 770, 775, 2099			Gaskill r. King	2237, 2336
Ganong v. Green 334		1225	v. Skene	1073
Gant v. Carmichael 1230		Park 1100	Gass v. Stinson 5	86, 986, 1377,
Ganther v. Jenks 1074				1391, 1985
Gantling v. State	v. Scott	2184	Gassenheimer v. Sta	
40 Fla. 568, 826	Garnan v. Fox	2294	Comment N	770, 1974
1012, 2497	Garnean v. Mill Co.	2426 1654	Gassert v. Noyes	581
41 Fla. 2073, 2081		1085	Gassett v. Glazier	2556
Ganton v. Size 1464	v. State	1000	Gaston v. Merriam	392, 1225,
Gantt. v. Cox 916		111, 246,	v. State	1352
Garber v. Blatchley 285		247, 248	Gate City Abstract	Go 364
v. State 1732	31 Fla.	246, 247, 248	Post	93
Garbutt L. Co. v. Gress	5 Lea	18, 2110	Gates v. Bennett	1267
L. Co. 1189, 1651	76 Miss.	1021	W74 4 4	681, 683, 1951
v. People 1700 Garcia v. State 1802	v. Taylor	1777	** *	54, 841, 1125,
0 .	Garnet v. Ball	1070		1128, 1852
0 1 01 11	Garnett, re	2065	v. R. Co.	2552
Garden City v. Heller 754 Garden City S. Co. v.	v. Ferrand	1834	v. Winslow	1678
Miller 1681	Garnett's Goods	2452	Gathercole v. Mlall	1194, 1195,
Gardenhire v. Parks 1514.	Garnett-Botfield v. Ga Botfield			2150
1985	Garnier r. Berry	2421	Gattis v. Kilgo	1064
Gardere r. Fisk 1212	Garnsey v. Rhodes	1651	Gatzmeyer v. Peters	on 133, 282,
v. Ins. Co. 2164	Garr v. Craney	950 561	Canda a D. Ca	2060
Gardiner v. Gray 2434	Garrard v. Frankel	2418	Gandy v. R. Co. Gaunt v. Harkness	456
v. People 1157	v. State	822, 836,	v. State	2015 166, 1150,
Gardner v. Barney 1350	,	858, 861	V. 150000	1154
v. Bartholomew 987, 1116	Garrells v. Alexander	694, 728,	Ganntlett v. Whitwo	orth 1940
v. Brookline 463		1993, 2005	Gavan v. Ellsworth	1387
v. Connelly 907	Garrett v. Ferguson	2444	Gavisk v. R. Co.	1951
v. Eberhart 2575 v. Frieze 1738	v. Hanshue	1288, 1299,	Gavit v. Swowhill	1681
v. Frieze 1738 v. Gardner		1300	Gay v. Lloyd	1256, 1681
23 Nev. 397	v. Heflin	2503	v. Rogers	1186
177 Pa. 112	v. Mannheimer	581	v. State	2081
104 Tenn. 2239	v. Southern R. Co		Gayle v. Bishop	1877
v. Grannis 1311, 1651,	v. Sparks	905, 907,	Gazett, re	1280
2138, 2140, 2141	v. State	916	Gearhart v. Dixon	1661
v. Heyer 2463	v. Tel. Co.	1028	Geary v. People	1022
v. Irvin 2311	v. Weinberg	1969	v. Stevenson	64, 258, 1078
v. Kellogg 1135	54 S. C.	1330	Gebhart v. Burket	64, 66
v. Ladne 1658	59 8. C.		v. Shindle Gee v. Ward	499
v. Lewis 1271, 1703	Garretty v. Brazell			1483, 1484
v. Madeira 398	Garrigues v. Marris	1186, 1205,	Geer v. Durham W. v. Gondy	
v. M. C. R. Co. 2552	7, 2, 3, 2, 10	1871, 2105,	v. M. L. & M. C	2341
v. Meeker 377, 1066,			Geery v. Hopkins	
1404	Garrison v. Blanton	689, 1935,	order of Hopkins	1177, 1223, 2211
v. Minea 2354			Gehrke v. State	1938
v. Monit	v. Owens		Geiger v. State	2339
v. People 1750, 1652	v. People		Gelsendorff v. Eagle	
v. Port Blakely M.	Garrott v. Johnson	2098	Geist v. Rapp	791
Co. i6.6	Gartrell v. Stafford	2158	Selott v. Goodspeed	
321	Garteide v. Ins. Co.	2384		1320
	3721			

Geiston - Heyt Genera - Baraee Gestry - McGinsis George - McGinsis Gestry - McGinsis	44	etion	1	Section	n I	Section
Gesteit n. Hayre Genera n. Blarnest 157, 1151, 1196, 1	Geipcke v. Dubuque		Gests v. Fitchburg	R. Co. 267	Gilbert v. Nat'l C. R.	
Gener v. State 1998, 2501 George v. Filcher 1106, 1708, 1708 George v. Filcher 1106, 1708, 1708, 1708 v. Raefford 1106, 1708, 1708, 1708 v. Raefford 1107, 1708, 1708, 1708 v. Raefford 1107, 1708, 1708, 1708 v. Raefford 1107, 1708, 1708, 1708 v. Raefford 1107, 1708 v. Raefford 1107, 1708 v. Raefford 1107, 1708 v. Raefford 1108, 1708, 1708 v. Raefford 1108, 1708, 1708 v. Raefford 1108, 1708 v. Raefford 1108, 1708 v. Raefford 1108, 1708 v. Raefford 1108, 1708 v. Raefford 1108, 1708 v. Raefford 110		1644		1000, 1017		
Compart Comp			110			657, 1960
1986, 2501 1986, 2501 2164 21			Gerrale v. Balki	1290, 1320	r. Palmer	
George v. Pilcher 1106, 1106 11			Ad Mine	405		1058
Secondary 1106, 1106	Goohaman v. Eckles		M Minn			
## State 1677			Gethin v. Walker	1906 1995		
## State 1677			Gettefman F. Acone	Co. 2487		
## State 1897 Getty Manufact 1898		461	Getto r. Biskest	2444	Gilbanish v. Statis	
Same Same		877	Getty, v. Hamilia		Gilbreath #. State	
16 Nebr 16 N					Guchine & Ass'n	
## State						
## 1545 ## 154		120				
## Surrey			CHARLED D. P. P. P. P. P. W.		0 1 mg 8800	
## 1082			Gibblehouse v. Stone			1464
Corregie Pond 72, 2276, 2277 Exeptent Pond 72, 2276, 2277 Exeptent Pond 73, 2276, 2277 Exeptent Pond 74, 2276 Pond				1082 1257	Giles v. Hodge	
Georgia F. L. Luc. Co. v. Campbell 946 v. Wartes 1978 1				1457	v. Powell	
Campbell 946 187 Pa. 1605 1606 1		277	Giberson v. Mills Co		v. Vandiver	
Campbell 946 v. Warten 1076 Goorgia Med. Co. v. Hyman & Co. Co.	Geometri II Ture Co. n	071	174 Pa.		Gill v. Caldwell	1818
Comparison 1078 Georgia P. R. Co. v. Strick-land 1958 Georgia R. & B. Co. 1958 Georgia R. & B. Co. 1958 Georgia R. & B. Co. 1958 1958 v. Linsley 1051 1052 v. Linsley 1125 1265 1651 1676 v. Watson 986 1651 1676 v. Watson 1276 v.		0.48		1404		
Georgia Med. Co. v. Hyman & Co. v. Strick-land & Co. v. Homer 2415 195 2259 v. Powell 1208 v. Powell 1208 v. Powell						2215
Georgia P. R. Co. v. Strick- land Georgia R. Co. v. Memer Georgia R. & B. Co. v. Fitzgerald 1061, 1451 v. Fitzgerald 1061, 1451 v. Linsley v. Lybrend 280, 9276 v. Smith 1053 Georgia S. & F. R. Co. v. Cartledge 283 Gerald v. State 1145 Gerdes r. Iron & F. Co. 283 Gerald v. State 1145 German P. Georgia S. & F. R. Co. 1166 German v. Lumber Co. 2437 German R. Co. v. Bartlett Bank German Bank v. Cltizens' Bank German Ins. Co. v. Bartlett Bank German N. Bank v. Kerlin Leonard German Sav. Bank v. Kerlin Honor German Sav. Bank v. Kerlin German Theol. School v. Dubuque German American Bank v. Kerlin German Theol. School v. Dubuque German American Bank v. Stickler 393 German American Bank v. Stickler 397 German American Bank v. Stickler 393 German American Bank v. Kerlin German Sov. Bank v. Kerlin German German German Sov. Bank v. Kerlin German German German Sov. Bank v. Kerlin German German German Sov. Bank v. German Sov. Bank v. Kerlin German German German German German Sov. Bank v. German German German Sov. German		0,0				1108
Georgia R. Co. v. Memor 967 Goorgia R. Co. v. Memor 967 Georgia R. Co. v. Memor 967 Georgia R. Co. v. Memor 967 Georgia R. Co. v. Memor 967 Georgia R. Co. v. Memor 967 Georgia R. Co. v. Memor 967 Gibbs v. Cook 1312 v. Hicks 1976 v. Lybrend 280, 959, 2276 v. Smith 1976 Georgia S. & F. R. Co. v. Cartledge 283 Gerald v. State 1447 Geralopalo v. Wieler 1240, 1288, 1456 Geralopalo v. Wieler 1240, 1288, 1456 Gerdanser v. Ins. Co. 2455 Gerdanser v. Ins. Co. 2455 Gerhanser v. Ins. Co. 1415 Gerhanser v. Ins. Co. 2437, German v. Lumber Co. 2437, German v. Lumber Co. 2437, German M. Bank v. Cltizens Bank v. Comman Sav. Bank v. Kerlin German Sav. Bank v. Kerlin German Theol. School v. Dubnque German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Robinson 1073 Gifford v. Lowiston 1074 Gifford v. Ford 2016 v. People 1852, 1985 Gifford v. Lowiston 1075 Gifford v. Ford 2016 v. Rose-Lewin 569, 1671 Germainder v. Machinery M. I. Ass'n 967 Germalope 1680, 1684 Gerrish r. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerrish r. Gerrish v. Georgia r. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerrish r. Gerrish v. Geoderham v. Gerris		115				
Secorgia R. Co. v. Homer 987 Georgia R. & B. Co. v. Homer 987 Georgia R. & B. Co. v. Linabury v. L			v. Poweli		The same of the sa	
Georgia R. & B. Co. v. Faces 1987 v. Fitzgerald 1981, 1961 v. Hicks 1975 v. Liphend 280, 959, 2276 v. Smith 1065 v. Liphend 280, 959, 2276 v. Smith 1065 Georgia S. & F. R. Co. v. 285 Gerald v. State 1447 Geralopulo v. Wieler 1240, 1288, 456 Gerdes v. Iron & F. Co. 2555 Gerdes v. Iron & F. Co. 2555 Gere v. Ins. Co. 1415 Gerhause v. Uns. Co. 1415 Gerhause v. Uns. Co. 1415 German v. Lumber Co. 2437, 2440 German v. Cerman 2356 v. Peebles 1466 Gillesple v. Bardeon 1777, 1778 2495 Gillesple v. Bardeon 1777, 1778 2495 Gillesple v. Abbott 1295 v. Hunter 38, 318, 377, 2495 Gillesple v. Abbott 1295 v. Peebles 1466 Gillesple v. Abbott 1295 v. Hunter 38, 318, 377, 2495 Gillesple v. Abbott 1295 v. Peebles 1466 Gillesple v. Abbott 1295 v. Hunter 38, 318, 377, 2495 Gillesple v. Abbott 1295 v. Peebles 1466 Gillesple v. Abbott 1295 v. Hunter 2495 Gillesple v. Abbott 1295 v. Peebles 1466 Gillesple v. Abbott 1295 v. Robinson 2110 v. State 1492 Gillimor's Will 1302 1511 Gillmore v. Fitzgerald 2105 Gillone v. Fitzgerald 2105 Gil				455, 456		1779
## Hicks 1976 Pike 296		87		1312	v. Watson	
## Hicks 1976 Pike 296			e. Linabury		Giffiam r. Sigman	2115
v. Lybrend v. Smith 1035 Georgia S. & F. R. Co. v. Cartledge 283 Gerald v. State 1447 Geralopulo v. Wieier 1240, 1288, 1455 Gerdes v. Iron & F. Co. 2553 Gerde v. Isa. Co. 716 Gerhauser v. Ins. Co. 716 Gerhauser v. Ins. Co. 1415 German v. Lumber Co. 2437, 2440 German v. German 2356 German Bank v. Cltizens' Bank ov. Gibe 2437 German Ins. Co. v. Bartlett 1460 v. Gibe 2437 German N. Rank v. Lumber Co. 2437 German N. Rank v. Cltizens' Bank ov. German N. Rank v. Cltizens' Cerman Theol. School v. Thornton 1899 German Theol. School v. Thornton 1899 German Theol. School v. Thornton 1899 German American Bank v. Stickler ov. Lewiston 283 German American Bank v. Stickler v. People 383 German American Bank v. Stickler v. Stickler v. Alboth ov. Albert 216 German Ins. Co. v. Bartlett 1460 v. Poor 2139, 2145 Gidlings v. Smith Gillinor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor's Will Gillimor v. Fitzgerald 2105 German Theol. School v. Thornton 1899 German-American Bank v. Stickler 2939 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Gross 13 N. Br. 1995 German St. State 1442 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilbert v. Boyd 1207, 2556 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilman v. Gross 2408 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilman v. Gross 2008, 2504 Gilmor v. Paper Co. 1078 v. Swieter 2008, 2504 Gilmor v. Gilven v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven v. Swieter 2008, 2504 Gross 2408 German Sav. Bank v. Ketika v. Gilbert 664, 1738 German Gross 2408 V. People Gillim v. Com. 183, 2256 Gilmor v. Com. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven distant v. Gilven v. S	v. Fitzgeraid 1961, 14	201	v. Linsley		Gillard r. Bates	
Cartledge		26		1066	Gilicorana, ex p.	
Cartledge 283 Gerald v. State 1447 Geralopulo v. Wieler 1240, 1288, 1456 Gerdes v. Iron & F. Co. 2553 Geree v. Iron & F. Co. 716 Gerhauser v. Iras. Co. 716 Gerhauser v. Iras. Co. 716 German v. Lumber Co. 2437, 2440 V. Poore 2437 V. Peebles 1466 v. Poor 2139, 2145 v. State 923, 1965 German Iras. Co. v. Bartlett 1460 v. State 1442		35	Gibson r. Com.		Gilleland . Martin	
Cartledge 283 24 Mo. 1738 9 Yerg 689 1938 1958				1010, 1001		
Gerald v. State 1447 Geralopulo v. Wieler 1240, 1288, 1455 Gerdes v. Iron & F. Co. 2553 Gere v. Iron & F. Co. 716 Gerhauser v. Ins. Co. 716 Gerhauser v. Ins. Co. 716 Germain v. Lumber Co. 2437, 2446 German v. German 2336 v. Peebles 1466 v. People 2319, 2145 German v. German 2336 v. Robinson 2310 v. State 2449 v. Robinson 2310 German Ins. Co. v. Bartlett 1460 v. Gibe 2437 German N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German Theol. School v. Dubuque 792 German American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-American Bank v. Ross-Lewin 569, 1671 German L. Ins. Co. v. People 1852, 1985 Gillmore v. Paper Co. 1078 v. State 149		83	24 Mo.	1738		
Geralopulo v. Wieler 1240, 1285, 1456 Gerdes v. Iron & F. Co. 2553 Gere v. Ins. Co. 716 Gerhanser v. Ins. Co. 1415 German v. Lumber Co. 2437, 2440 German v. German 2336 German v. Cltizens' Bank v. Cltizens' Bank 669 German Ins. Co. v. Bartlett 1460 v. Gibe 2437 German N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German Sav. Bank v. Kerlin 1877 German Theol. School v. Jumphone 792 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 393 German-American Bank v. Stickier 1514 Germania L. Ins. Co. v. Ross-Lewin 569, 1671 Germinder v. Machinery M. I. Ass'n 987 Geron v. Feider 1680, 1684 Gerrish v. Gerrish 770 v. Pike 1003 v. McGinnis 2425, 2440 v. McGinnis 2425, 2440 v. Gillorin v. Poltz 1947 Germand 1073, 1684 Gerrish v. Gerrish 770 v. Pike 1003 v. Gooderham 1023, 1041 v. Giling v. Com. 133, 2276			9 Yerg: 689			
Gerdes v. Iron & F. Co. 2553 Gere v. Ins. Co. 716 Corhamser v. Ins. Co. 716 Corhamser v. Ins. Co. 716 Corhamser v. Ins. Co. 2437, 2440 v. Peebles 1466 v. Poor 2139, 2143 v. Robinson 2110 v. State 270, 2069 Gillien v. State 2106 Gillien v. State 2106 Gillien v. State 2395 Gillien v. State 2395 Gillien v. State 2395 Gillien v. Cokport Gillien v. Cokpo			v. Goldthwaite	1391	v. People	
Gere v. Ins. Co. 716 Gerhanser v. Ins. Co. 1415 v. Ins. Co. 2495 Germain v. Lumber Co. 2437 v. Poebles 1466 German v. German 2336 v. Robinson 2110 v. State 270, 2059 Gillian v. State 2035 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2319 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105 Gillian v. State 2105					Gillet v. Pheips	1082
German v. Lumber Co. 2437			v. rinnter		Gillett v. Abbott	
German v. Lumber Co. 2437, 2440 v. Poor 2139, 2143 2356 v. Poor 2139, 2143 2356 v. Robinson 2110 2356 v. Robinson 2110 v. State 2395 2395 231			et Ine Co			
Comman v. German 2446 v. Poor 2189, 2143 Comman 2386 v. Robinson 2110 Comman 2386 v. Robinson 2110 Comman 2386 v. Robinson 2110 Comman 2386 v. Robinson 2110 Comman 2386 v. State 2487 v. State 2487 v. Thornton 1189 Comman 2487						
German v. German Bank v. Cltizens' Bank Bank v. Cltizens' Bank Bank v. Cltizens' Bank Bank v. Cltizens' Bank Bank v. Cltizens' Bank v. State 1442 v. State 1069 v. State 1073, 1330 cerman N. Bank v. Leonard 1073, 1330 cerman Sav. Bank v. Leonard 1073, 1330 cerman Sav. Bank v. Kerlin 1877 cerman Theol. School v. Dubuque 792 cerman-American Bank v. Giffen v. Lewiston Gifford v. Ford 2016 v. People 1852, 1985 cerman-American Bank v. Gilloen v. Albert 2105 v. Steigte 1074 cermania L. Ins. Co. v. Paul 714, 2337 v. Steigte 1874 cermania L. Ins. Co. v. Ross-Lewin 569, 1671 cerminder v. Machinery M. I. Ass'n 987 ceron v. Feider 1680, 1684 cerish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Machinel v. Machinel v. Machinel v. Machinel v. Giliden v. Giliden v. Com. 133, 2276 cermania L. Ins. Co. v. Com. Comid v. Giliden v. Giliden v. Giliden v. Com. 1257 cermania L. Ins. Co. v. Com. Com. 1244, 1254 cermania L. Ins. Co. v. Com. Com. 1244, 1254 cermania L. Com. V. Com. 1244, 1254 cermania L. Co		40				
Bank Bank Coltizens Bank Coltizens Bank Coltizens		36	v. Robinson		Gillis v. Gillis	
Comman Ins. Co. v. Bartlett 1460 v. Gibe v. Gibe 2437 German N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German Sav. Bank v. Kerlin 1877 German Theol. School v. Giber v. Lewiston 283 Gillore v. Co. 249 v. R				1442		
v. Gibe 2437 German N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German Sav. Bank v. Kerlin 1877 German Theol. School v. Dubnque 792 German-American Bank v. Stickier 393 German-Amer. Ins. Co. v. Paul 714, 2337 v. Steige 1947 Germania L. Ins. Co. v. Ross-Lewin 569, 1671 Germania L. Ins. Co. v. Ross-Lewin 569, 1671 German v. Gerish 770 v. Pike 1003 v. Gooderham 1023, 1041 v. Gillirie v. Lockport 458 Gillirie v. Lockport 2410 v. R. Co. 249 v. R. Co.					Gillmore v. Fitzgerald	2105
Comman N. Bank v. Leonard 1073, 1330 German Sav. Bank v. Giddings v. Smith 2145 Giddings v. Smith 2145 V. R. Co. 249 V. Riopelle 380, 661, 1680 V. Rerian Theol. School v. Giffen v. Lewiston 283 Giffen v. Lewiston 283 Giffen v. Ford 2016 V. Stickler 393 German-American Bank v. Stickler 393 German-Amer. Ins. Co. v. Paul 714, 2337 V. Steige 1947 Germania L. Ins. Co. v. Ross Lewin 569, 1671 Germinder v. Machinery M. I. Ass'n 987 Geron v. Feider 1680, 1684 Geron v. Feider 1680, 1684 Geriah v. Geriah 770 v. Gooderham 1023, 1041 v. Gimid v. Gimid v. Gimich v. Foltz 1257 v. McGinnis 2425, 2440 Gimpric v. Gom. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 1237 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 133, 2276 Comm. 1237 Comm. 133, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 2276 Comm. 134, 22					Gillooley v. State	2395
Leonard 1073, 1330 German Sav. Bank v. Kerlin 1877 Giddings v. Logan 1779 v. Riopelle 380, 661, 1680 v. Poople 1852, 1985 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmen v. Albert 2216 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmen v. Albert 2216 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 2210 Gilmen v. Albert 1890 Gilmen v. Albert 1890 Gilmen v. Albert 1890 Gilmen v. Albert 1890 Gilmen v. Commendation v. Machinery v. Comm. Ky., 51 S. W. 580 Gilmen v. Gilm		31			Gilirie v. Lockport	
German Sav. Bank v. Kerlin 1877 German Theol. School v. Top 1877 German Theol. School v. Top 1877 German Theol. School v. Top 1878 Giffert v. Lewiston 283 v. Sheets 2529 v. Stackier 2916 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmanton v. Ham 166, 1154 Gilmanton v.		30			n R Co	
Serian Theol. School v. The property of th			Gidney v. Logan			
German Theol. School v. Dubuque Top	Kerlin 18	77 K	diffen v. Lewiston			
Description Color	German Theol. School v.		Gifford v. Ford			
Gibon v. Albert Stickler v. Atlanta Stickler v. Paul T14, 2337 v. Steige T1547 T27			v. People		Gilmanton v. Ham	
German-Amer. Ins. Co. v. Paul 714, 2337 1 Hann. N. Br. 1073 v. Steige 1947 13 N. Br. 1899 v. Com. 1873 13 N. Br. 1899 v. Com. 1873 13 N. Br. 1899 v. Com. 1873 1874 1975 1875 1			Gihon v. Albert	2210	Glimer v. Atlanta	458
v. Paul 714, 2337 v. Steige 1547 13 N. Br. 1073 v. State 2008, 2504 13 N. Br. 1890 v. Com. Ross-Lewin 569, 1671 Germinder v. Machinery M. I. Ass'n 987 Geron v. Felder 1680, 1684 Gerrish v. Gerrish v. Gerrish 770 v. Pike 1003 v. Gooderham 1023, 1041 v. Gillebre 1062 v. Gooderham 1023, 1041 v. Gillebre 1062 v. Kennedy 463, 1246, 1976 Gilngrich v. Ginger 2006 Gingrich v. Foltz 1257 v. McGinnis 2425, 2440 Giln v. Com. 133, 2276		93		1207, 2535	v. Higley	
v. Steige 1547 Germania L. Ins. Co. v. Ross-Lewin 569, 1671 Germinder v. Machinery M. I. Ass'n 987 Geron v. Feider 1680, 1684 Gerrish v. Gerrish 770 v. Pike 1003 v. Sweetser 1062 v. McGinnis 2425, 2440 v. Swisher Gilpins v. Consequa Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath v. Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath v. Gilrath v. Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath v. Gilrath v. Gilrath Gilson v. Gilrath Gilrath v. Gil		97		D. 3000	Gimore v. Paper Co.	
Commaniar L. Ins. Co. v. V. Com. Ky., 51 S. W. Section Section v. Consequence Section v. Commaniar v. Machinery M. I. Ass'n 987 Geron v. Feider 1680, 1684 v. Gilbert 664, 1738 v. Gooderham 1023, 1041 v. Gilbert v. Gilbert v. Golderham 1023, 1041 v. Gilbert v. Golderham 1023, 1041 v. Gilbert v. Golderham 1023, 1041	v. Steine 10					
Ross-Lewin 569, 1671 Ky., 51 S. W. 580 Gil'nth v. Gilruth 1951 11 Ky. 1842, 2071 Gilson v. G	Germania L. Ins. Co. v.	-		1090		
Germinder v. Machinery 111 Ky. 1842, 2071 Gilson v. Gilson	Ross-Lewin 569, 16'	71		V. 580	Gilrnth v. Gilrnth	
M. I. Ass'n 987 v. Dnncan 1244, 1254 Gimbei v. Hafford v. Gilbert 664, 1738 Gerrish v. Gerrish v. Gerrish v. Guid 1951 v. Guid 1951 v. Guid v. Sweetser 1062 v. Whitfield 455 v. McGinnis 2425, 2440 Gim v. Com. 1220 1220 1220 12257	Germinder v. Machinery		111 Ky.			
Gerrish v. Gerrish v. Gooderham 1023, 1041 v. Gilbert 664, 1738 v. Salomen 1195 v. Pike 1003 v. Gooderham 1023, 1041 v. Goingar v. Ginger v. Ginger v. Ginger v. Ginger v. Ginger v. Whitfield 455 v. McGinnis 2425, 2440 Ginn v. Com. 133, 2276			v. Dnncan	1244, 1254		
v. Pike 1003 v. Gnild 1951 Ginger v. Ginger v. Sweetser 1062 v. Kennedy 463, 1246, 1976 Gingrich v. Foltz 1257 v. Whitfield 455 v. McGinnis 2425, 2440 Ginn v. Com. 133, 2276				664, 1738	v. Salomon	1195
v. Sweetser 1062 r. Kennedy 463, 1246, 1976 Gingrich v. Foltz 1257 v. Whitfield 455 v. McGinnis 2425, 2440 Ginn v. Com. 133, 2276	White .					
v. Whitfield 455 v. McGinnis 2425, 2440 Ginn v. Com. 133, 2276						
100, 2210			n McGinnia	9495 9440		
	4			2420, 2440	ощи v. com.	133, 2279

GEL

Ginu v. State	Section 852		Section	1	Section
Ginterman v. Steamship	D 002	Godfrey v. Norris v. Macauley	1316 255	Goodman v. James v. Kennedy	1681
Co.	1951	v. State	1438, 1445	v. State	1969
Glordano v. Brandywin Granite Co.	206.	Godkin v. Monahan	2442	141 Ind.	326
	616, 1900	Goels v. Goels Goess v. State	2341	Meigs	2595
Girard v. Kalamanoo	1722	Goersen v. Com.	1781 363	Goodrich v. Conrad v. Hanson	1678 1386
Girdner v. Walker	1195	Goeschel v. Fisher Goesel v. Dairs	770	v. Senate	2427
Gist v. McJunkin Gitt v. Watson	1254	Goesel v. Dairs	616	r. Stone	406
Gittings v. Hall	856, 2589 225, 12 3 6,	Goins v. Moberly	987	v. Tracy	2232
18	82, 1651,	v. State Gold v. Eddy	1842, 1898 1409	v. Weston	1234, 1268,
1778, 2	138, 2141	Golden v. State	1403	Goodright v. Moss	1275 1377, 1386
Givens r. Bundley	76	19 Ark.	1781, 1840.	Gooding no b. Mades	1484, 1492,
v. State Glasgow v. Ridgeley	1079	0.0	1842		1495, 2063
Glaspell v. R. Co.	18, 1299 2349	v. Vyse	276	r. Sanl	1492
Glass v. Beach	736	Colden Reward M. C	1777	Goodsell v. Leonard	2337
r. Bennett 1126, 11	27, 1128,	v. Buxton M. Co.	439, 460,	v. Taylor	1681 1951
v. Gilbert	129, 1730	0.11	1978	Goodson v. Brothers	1247, 1587
v. Hulbert	2529 2417	Golder v. Bressler	1195, 1678,	v. U. S.	2580
Glassock v. Com'r	1651	r. Lund 24	2535 6, 569, 1983	Goodtitle v. Braham	84, 1993,
Glassell v. Mason	1192	Goldie v. McDonald	2534	v. Clark	2026 1802
Glanton Mfg. Co. v. Vol		Goldsberry v. State	326	v. Clayton	528
Glase v. Whitley	785	Goldsboro v. R. Co.	792, 2552	v. Milbaru	2520
Glazier v. Hebron	108, 1109 792	Goldsborongh v. Pidd		r. Southern	2477
	64, 1466,	Goldsby v. U. S.	791 389, 1854,	Goodwin v. Assur. So	
	1471		1873	v. Goodwin	2536 2432
Gleason v. Kinney 1	539, 1548	Goldschmidt v. Marry	at 1858,	v. Harrison	1718
V. Knapp	617		2219	v. Nicklin	619
Glenister v. Harding 16 Glenn v. Carson	1029	Goldsmith v. Friedlas v. Plcard		v. Scott	561
	63, 1890	v. Sawyer	76 2580	v. Spray v. State	1592, 1670
v. Hnnt 13	382, 1684	v. State	246	102 Ala.	851
v. Philadelphia &	1000	Goldstein v. Black	2012	95 Ind.	682, 689,
W. C. T. Co. r. Rogers 1194, 12	1890	v. People	2514		1671, 1938
r. State	351	Goldstone v. Davidson Goldthorp v. Goldtho	n 2110 rp 1938	114 Wis. 77	0, 821, 987,
v. Stewart	1873	Goldthorp's Estate	1738	v. West	2194, 2239 2199, 2201
Glidewell v. Martin	1350	Golson v. Ebert Goltra v. Wolcott	1704	Goodwin G. S. & M.	2133, 2201
Globe Accident Ins. Co.	10 1750	Goltra v. Wolcott	2303	Co.'s Appeal	2297, 2312
v. Gerisch 41, 17 Globe Printing Co. v. Sta	hi 9155	Good v. Knox	2061	Goodwyn v. Goodwyn	
Globe Savings Bank v. Nat'l Bank	2100	v. Zook	905, 916 2503	20 Ga. 72 25 Ga.	8, 934, 1922
	1557	Goodall v. Goodall	1291	Goon Bow v. People	1213, 1681 987, 1142,
Glos v. Cary 12	25, 1859	v. Little	2317, 2319	acous acoustic copie	1842
v. Hallowell	1705 2515	v. State	1443	Goon Gan v. Richards	000 2437
v. Huey Glossop v. Pole	1670	Goodbar v. Lidikay Goode v. Riley	1738 2417, 2418,	Gorder v. Canuing Co	
Glover v. Hnnnewell	736	Library V. Liney	2462, 2463	Gordon v. Bucknell v. Burris	1672 112, 1738,
v. Patten	2329	v. State 987,	1126, 1132		2477, 2500
v. People v. Scotten	216, 352	Goodell v. Labadie	157	v. Clapp	1777
v. State	461 851	Goodell's Ex'rs v. Gibbons	0405 0500	v. Com.	2361, 2363
Gloystine c. Com.	1730	Goodenongh v. Alway	2485, 2538 1388	v. Funkhouser v. Gordon	905, 1029
Glubb v. Edwards	1312	Goodfellow's Exr's v	1300	Prob.	2527
Glyn v. Caulfield 23	17, 2319	Meegan	93	1 Swanst.	803, 2111
Glyan v. Bank of Eng- land 1409, 14	66 1610	Goodhand v. Benton	17, 995,	v. Irvine	784
v. Houston 22	57, 2260	Goodhay v. Hendry	1005	v. Kitrell	2477
Goblet v. Beechy	2467	Goodier v. Lake	1258 1177, 1189	v. Little v. Miller	1389, 1416
Godard v. Gray	1864	Gooding v. Morgan	2575	r. Montgomery	1312 2572
Goddard v. Gardner	2311	Goodinge v. Goodinge	2462,	v. Parmelee	1066
r. Groninger r. Parker	704 1275	Carollana ar ar	2470	v. Payne	1315
		Goodlett v. Keliy	1398	v. l'eople	279
v. Pratt	1024	Lecovillate as Marilan	1050		
Godding v. Orcatt	1624 1543	Goodliff v. Fuller Goodman v. Goodman	1858 2083	v. Price v. R. Co.	701 461

	Bectics	1	Rection	1	Section
Gordon v. Searing	1213, 1225		1635, 1674		2450
6	1867	Gowen v. Bush	1072, 1750	v. Warrington	2296, 2363
v. Secretan v. State	1298		456	Grangers' Ins. Co. v.	
68 Ga.	2265	Gower v. Emery Grabowsky v. Baum	2313	Drown	2221
3 la.	59, 988		gart 392 2415		67
v. Trevarthan	2354		2054	Grant v. Coal Co. v. Cole	2109 1536
r. Tweedy		v. R. Co.	1951	v. Dreyfus	748
71 Ala.	2336	Gracie v. Morris	1267	v. Grant	146
74 Ala. v. Waterous	1213		1078	34 Beav."	2065
Gordon's Will	2434 1736		1296	L. R. 5 C. 1	
Gore v. Bowser	2312		2442	10.10	2467, 2479
	75, 200, 212		318, 1512 2454	1 Sang. Ch.	1267, 1736,
v. Elwell	1267, 2450		ore 1624	v. Jackson	2106 1056
v. People	1852, 2071	v. Woodward	15	v. Lewis	1086
Goree v. Wadsworth	1675	Gragg v. Learned	1318, 1648,	v. Maddox	2463
Gorgas v. Ilertz	1194		1651	v. Pendery	2103
Gorham v. Canton v. Carroll 529.	1784	Graham, matter of	2260	v. State	1842
v. Carron 529,	2222, 2223	r. Anderson	2578	v. Thompson	233, 1938
Gorham Mig. Co. v. E	728	v. British C. L. d		v. Varney	1951
R. T. D. Co.	2212	v. Campbell	2058 1194, 1651	Grant's Succession	1651, 2109,
Gorkow's Estate	654, 2477	v. Chrystal	928, 2105	Grantham v. State	2167 93
Gorman v. Montgomer	ry 1540	v. Com.	2501	Grattan v. Life Ins. (
v. Park	716	v. Dyster	1259, 1884	80 N. Y.	2382, 2384,
v. R. Co.	1698, 1877	v. Gordon	1254		2387
Gormley v. Uthe	1239	v. Henry	1225	92 N. Y. 2116	, 2384, 2389
Gorn v. Dyson	1297	v. Larimer	1890	Gratz v. Land & R. I.	
Gona v. Southern R. C.	o. 1718, 1750, 1951	v. Law	2083	Co.	2143, 2520
Goshen v. England	283	v. Lockhart v. McReynolds	747, 1250	v. Wilson	2535
r. Richmond	7, 1354	88 Tenn.	996, 1384	Gravely v. State Graves v. Aisap	2512
Gosford v. Robb	256, 1257,	90 Tenn.	784, 1126	v. Battie Creek	1350 1158, 2220
1300,	1311, 2141	v. Martin	1770	v. Bruen	1239, 1651
Goss v. Ellison	2432	v. Nowlin	251	v. Colwell	2491, 2529
v. Lord Nagent v. Tarner	2441, 2455	v. O'Bryan	2538	v. Davenport	908
v. Watlington	1867, 1873 1474	v. O'Falion		v. Graves	
Goss P. P. Co. v. Scott	2211	3 Mo. 4 Mo. 1304.	1267, 1304	70 Ark.	2237
Gosse v. Tracy	1409	v. Oldis	2052, 2314 1208	45 N. H. v. Harris	581
Gossett v. Tolen	1651	v. Pennsylvania (v. Kennedy	2235 1944
Gossler v. Refinery	561		1926, 1951	v. Key	2432
Gotlieb v. Danvers	206, 1234	v. State	1072	v. People	390, 1440
Gotloff v. Henry	1029	Gran v. Houston	1976, 2354	v. People v. U. S. 274	, 286, 2243
Gottlieb v. Hartman Gonge v. Roberts	682, 1013	Granby v. Ménard	2494	Gravett v. State	2275
Gongh v. McBride	463 2143	Grand Gnif R. & B. C		Gravlee v. Lamkin	2432
v. St. John	64, 2117	Grand Island Banking	1320	Gray v. Brooklyn H.	
Gould v. Crawford	499, 2098	v. Shoemaker	2016	v. Com.	568
. v. Excelsior Co.	2442	Grand Isle v. Kinney	2406	v. Com.	2071, 2073, 2081
v. Gould	2067	Grand Lodge v. Barter		v. Davis	1186
v. Gonld Co.	2169	v. Randolph	457	v. Fielder	1211
v. Jones v. Lakes 112, 1	702, 704	v. Wieting 682,	689, 1671,	v. Fox	2308
v. Leavitt	736, 2452	Count Day C C	1938, 2500	v. Gray	2069
v. Norfolk Lead Co	2446	Grand Pass S. C. v. Crosby	1004	v. Haig	291
		Grand Rapids v. Benn	1684 ett 1960	v. Hardman	1862
	034, 2045,	v. Ilastings	1651	v. Harrison v. Kanfman D. &	1779
	2050	v. R. Co.	1943	Co.	1073
v. Schermer	1978	Grand Rapids & I. R.	Co.	v. Macalinm	1820
v. Trowhridge	1195	v. Ellison	1951		1718, 1722
Gondon v. Wainwright			689, 1718,	v. Pentland	1207, 1212,
Gourdin v. Staggers Gourley v. Hankins	1215	. 35	1721, 1722		2371, 2374
Gove v. Cather	2535 1635	v. Martin	2388		2056, 2059
Government v. Aloian	987	Grand Trunk R. Co. v. Richardson 45	B ARC ICT	v. R. Co.	1896
v. Hering 1		Graney v. kt. Co.	5, 456, 461	v. Rollinsford v. Rumrill	1062 2500
Governor v. Barkley	1196	Granger, re	1350	v. Schneider	1859
		3724	1000	TI DOLLOWS	-000
		0122			

Section 5, 2363

Gray v. St. John S55, 1906 154 Ind. 142, 1035, 1442, 1749, 1750, 1975 Grayso v. Tarapika Co. 1074 Grayro v. Akkinson 1511, 1912 v. Bannon v. Waller Co. 220, 2875 v. Lynch S68, 665 Graysock v. Barnhart 2525 Graysock	Seatia		Bortice
## State		Green v. State	
1442, 1749, 1750, 1978 1362 1362 1362 1362 1362 1363 1362 1364 1			
Grays J. Arinpike Co. 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Grayson J. Akkinson 1074 Gray J. Trans. 1075 Gray J. Trans. 1075 Gray J. Trans. 1075 Gray J. Gray J		1442, 1749	
Grayston v. Atkinson 1311, 1312 v. Waller 130, 2577 130, 2577 v. Com. 247 v. Lynch 568, 665 c. Graystock v. Barnhart 2325 Gressons v. Davis 1271, 1981, 1684 Green v. Chapman 1984 Co. v. Tucker 2212 Great Western Colliery 2212 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 Great Western Turn 666 V. Choicker 701 Grebhin v. Davis 210, 2928 v. Darfee 186, 1678 v. Harriman 1491 v. Chickering v. Chickering v. Larim 1683 v. Green v. Hansar 2349 v. Marin 1684 v. Green v. Hansar 2349 v. Marin 1684 v. Green v. Hansar 2354 v. Statio 670 v. Com. 2354 v. Statio 718 Green v. Raylor 2360, 2377 v. Caulk 719, 738, 745, 747, 748, 749, 748, 749, 748, 749, 748, 749, 748, 749, 748, 749, 749, 749, 749, 749, 749, 749, 749	43 Fla. 66		Manning 1362
Second S	Grays v. Thrapike Co. 107	97 Tenn. 1079	Greswold v. Kemp 1684
Bannon	Grayson v. Atkinson 1304	, v. Waller 2164	
## 1. Com. 1.	1311, 131	v. Water Co. 283, 673	Greville v. Chapman 1984
F. Com. 968, 665 Graystock v. Barnhart 2525 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 1271, 1681, 1684 Gressions v. Davis 128	v. Bannon 78		Grey v. Hesketh 225g
Graystock v. Barnhart 2525 Greatewater v. McCompagnater 1971 1984 1971 1984 1971 1984 1971 1984 1971 1984 1971 1984 1985 1986	v. Com. 24		Gribble r. Pioneer Press Co.
Gresoft Western Colliery Co. v. Tacker Gresoft Western R. Co. v. Hanks Gresoft Western Turn- pike Co. v. Loomis 210, 2268 Gresoft Western Turn- pike Co. v. Loomis 2210, 2268 Gresoft Western Turn- pike Co. v. Loomis 2210, 2268 Gresoft Western Turn- pike Co. v. Loomis 210, 2268 Gresoft Western Turn- pike Co. v. L	v. Lynch 568, 66	v. Wilkle 2415	1' 34 Minn. 404, 406
Great Western Colliery Co Tacker Co Tacker Co Tacker Co Tacker Great Western R. Co Hanks Great Western Turn- pike Co Loomis 2210, 2368 Greaves r. Hinster Offeehin s. Davis C. Quimby 1346, 2454 C. Stilson C. Stils	Graystock v. Barnhart 252		87 Minn. 1971
Creat Western Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Tacker Colliery Co. v. Loomis Colliery Coll			Gridley v. Bingham 1086
Great Western R. Co. v. Calchard Flanks of Great Western Turn-pike Co. v. Loomis 2210, 2268 Greaves r. Hanter 701 Grehin e. Davis 2110 Grehin e. Davis 2110 Grehin e. Davis 2110 Greeley v. Mansur 2310 greene v. S. Co. v. Calchard t. C. v. Stilson Greene v. S. Co. v. Gedhardt 714 Green v. Barker 2531 v. Caulk 719, 758, 745, 7448, 749, 753, 1362 v. Caulk 719, 758, 745, 7448, 749, 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 1587, 2140, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 1587, 2141 v. Chelsea 158	168-		v. Boggs 1890
Creat Western R. Co. v. Hanks Green w. Almand Co. hickering Creat Western Turn-pike Co. v. Loomis 2210, 2265 Creaves r. Jinnter 701 Grebhin v. Davis 2110 Greeley v. Mansur 2349 v. Quimby 1346, 2455 v. Stiston 718 Green Co. v. Beleson 718 G		Greenbanm v. Bornhofen 2008,	Grieve v. R. Co. 1669
Hanks Green Hanks Hank			Griffen v. Manice 2509
Creat Western Turn-pike Co. v. Loomis 2210, 2268 Creaves v. Hunter 701 Grebhin v. Davis 2110 Greeley v. Mansur 2349 v. Birriman 1063 v. Inarciman 2354 v. Stison 718 Green Co. v. Bledsoo 1378 v. Green Co. v. Bledsoo 1378 v. Green Co. v. Bledsoo 1378 v. Harriman 2354 v. Stison 718 v. Ford 1975, 3, 1362 v. Canlk 719, 738, 745, 748, 749, 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 747, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 748, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 749, 755, 1362 v. Chelsea 754, 754, 754, 754, 754, 754, 754, 754,			Griffeth v. Griffeth 2337, 2341,
Section Common			
France Co. B. Floorins 2210, 2208 Frank 2210 Greeley x. Hanser 2319 Evenification 2319 Evenifica	Great Western Turn-	v. Durfee 1186, 1678	
Treeling Tree Tre			
Greeley Co. v. Gehhardt 2349 v. People 273, 586 v. State 273, 1465 v. State 2339, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2329, 2380, 2481 v. Chicago 714, 720, 1943, 2463 v. Greenlee v. McDowell 2594 v. Compagnia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Greenlee v. McDowell 2290, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291, 2292, 2291			r. Griffin 2312
Compagnia 136, 2434 136,			v. Harriman 2354
Provide Columbrate Columb	Greeley v. Mansur 2349		v. Henderson 20
Treeler Co. v Gehhardt Tile Green v Barker 2534 v Brown 2531 v Caulk 719 738 745 747 748 749 748 749 753 1362 v Canthorn 753 1362 v Canthorn 753 1362 v Chelsea 1587 2140 2141 v Chicago 714 720 1943 v Com. 365 v Com. 365 v Compagnia 1383 v Capo 1576 2328 v Capo			e. Ing 1938, 1958
Green v. Barker 2534 v. Brown 2531 v. Caulk 719, 738, 745 v. Canthorn 753, 1362 v. Canthorn 751 v. Chelsea 1587, 2140, 2141 v. Chicago 714, 720, 1943, 2570 v. Com. 363 v. Compaguia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Ford 1898 v. Gould 770, 1554 v. Graves 1898 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v.			v. Maronardt 581
## Cream b. Barker 2534 v. Caulk 719, 738, 745, 747, 748, 749, 753, 1362 v. Canthorn 753, 1362 v. Chelsea 1587, 2140, v. Chelsea 1587, 2140, v. Chicago 714, 720, 1943, v. Com. 2570 v. Com. 363 v. Compagnia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Grapo 1576, 2328 v. Grapo 1576, 2328 v. Graves 1350 v. Graves 1350 v. Graves 1350 v. Graves 1350 v. Graves 1350 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2125 v. Har		v. People 273, 568	v. Sheffield 1205
## Brown		v. State 273, 1476	2 44
Provide Prov			
747, 748, 749, 753, 1362 v. Canthorn 753, 1362 v. Chelsea 1587, 2140, 2141 v. Chelsea 1587, 2140, 2141 v. Chicago 714, 720, 1943, 270 v. Com. 2570 v. Com. 363 v. Compaguia 2570 v. Com. 363 v. Cappo 1576, 3238 v. Fall River 463 v. Ford 1998 v. Gould 770, 1554 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2123 v. Hart 2125 v. Ha		Greenlaw v. King 2286, 2303,	
V. Canthorn 751 v. Chelsea 1587, 2140, 2141 v. Chicago 714, 720, 1943, 2570 2570 v. Com. 363 v. Compaguia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Greenlee v. McDowell 2594 290, 905, 29	747, 748, 749,	2329, 2380,	1100,
## C. Chelsea 1587, 2140, 2141 21		2394	
Chelsea 1887, 2140, 2141 v. Chicago 714, 720, 1943, 2570 v. Com. 363 v. Compagnia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Fall River 463 v. Ford 1895 v. Greenough v. Eccles 900, 905, v. Willow 1951 v. Willow v. Willow		Greenleaf v. R. Co. 18, 1481.	
## Chicago 714, 720, 1945,	v. Chelsea 1587, 2140,	1503	
v. Chicago 714, 720, 1943, 2576 v. Com. 363 v. Compagnia 1383 v. Crapo 1576, 2328 v. Fall River 463 v. Ford 1998 v. Gould 770, 1554 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1186 v. Lancaster Co. 2451 v. Proude 2143 v. Proude 2143 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. State 59 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 232, 233, 238 c. Skogyist 142 v. State 59 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 234, 64 Ark. 232, 2		Greenlee v. McDoweli 2594	
December Compagnia Compa	v. Chicago 714, 720, 1943,	Greenman c. O'Connor 1392	
v. Com, 363 v. Compagnia 1383 v. Crapo 1576, 3228 v. Fall River 463 v. Ford 1898 v. Gould 770, 1554 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1886 v. Lancaster Co. 2451 v. Nebagamain 2389 v. Pacific L. Co. 1719 v. Proude 2143 v. R. Co. 1222 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 3 W. Va. 1839, 1842 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 388 112 Ga. 69 Ala. 112 Ga. 66 Ed. or of Greinell v. R. Co. 66 Greenell v. R. Co. 66 Greenell v. R. Co. 67 Jane 1031, 1263 v. Greenough 1513, 2319 v. Greenough 1513, 2319 v. Greenough 1513, 2319 v. Heritage 2529 v. Howard 263 v. Heritage 2529 v. Howard 263 v. Nebagamain 2899 v. Pacific L. Co. 1719 v. Proude 2143 v. R. Co. 1719 v. State 581, 288 v. State 581, 288 v. Skogvist 142 v. State 581, 288 v. State 106 Ala. 836, 857 v. Cheatham 1031, 1263 v. Keene 1054 la. 1225, 1684 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. Keene 1062 v. Kimbail 1212 v. Malculm 1084 v. Taibot 1234 v. Taibot 1234 v. Taibot 1246 v. Taibot 1247 ferimes D. G. c. Malculm 1086 v. Taibot 1247 ferimes D. G. c. Malculm 1086 v. Taibot 1247 ferimes D. G. c. Malculm 1086 v. Taibot 1248 v. Taibot 1238 v. Taibot 1238 v. Taibot 1238 v. Taibot 1238 v. Taibot 1248 v. Taibot 269 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 269 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 1248 v. Taibot 269 v. Taibot 1248 v	2570		
v. Compagnia v. Crapo v. Fall River v. Ford v. Ford v. Graves v. Huston v. Histon v. Huston v. Histon v. H	v. Com. 363		Griffin's Divorce 1866
v. Crapo 1576, 2328 2294, 2295, 2306, v. Fall River 463 2311, 2315, 2319 v. Green 1898 v. Gould 770, 1554 v. Graves 1350 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1186 v. Lancaster Co. 2451 v. MeLsod 2365 v. Nebagamain 2389 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 12 Ga. Ga. Ga. Ga. 45 S. E. 1873 1086 Grienell v. R. Co. 1086 Grienell v. R. Co. 1086 1303 2520 0. Table v. Howard 1056, 1062 v. Maleut 1311, 1263 v. Maleut 1321, 1263 v. Marphy 1778 1788 1842 v. Loose 1078 1084 10	v. Compaguia 1383		
v. Fall River 463 v. Ford 1898 v. Gould 770, 1554 v. Graves 1350 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1186 v. Lancaster Co. 2451 v. Nebagamain 2389 v. Proude 2143 v. R. Co. 1719 v. Proude 2143 v. State 380 v. State 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. State 103 3 Ark. 1398 59 Ark. 232 69 Ala. 111, 247 3 Ark. 1398 59 Ark. 232 245 Fla. <t< td=""><td>v. Crapo 1576, 2328</td><td></td><td></td></t<>	v. Crapo 1576, 2328		
v. Ford 1898 v. Gould 770, 1554 v. Graves 1350 v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1186 v. Lancaster Co. 2451 v. McLeod 2065 v. Nebagamain 2399 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 238 569, 1938 21 Fla. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 v. Greenough 1208, 1212 v. Reichmond 1676 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. Rive 791 v. State 1398 Greenwoll v. Crow 728, 1951 Greenwood v. Spiller 1678 v. Walliams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Mailett 1131, 1877 v. State 581, 968 Gregov v. Bangh 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. McPherson 1239, 1275 v. State 1239 v. Taverner 762, 763 rime v. Ketchum 2116 v. Richmond 1676 v. Rive 791 v. Rive 791 v. State 37 Ark. 1028, 1029, 1031, 1349 140 Ind. 194, 195, 987, 988 v. Williams 1993, 1994 criffiths v. Montandon 2554 v. R. Co. 67iffits v. Ivery 2015 v. Payne 88 Grignsly v. Water Co. 1976 Grim v. Murphy 1778 Grimes v. Cannell 1890 v. Kimbail 1212 v. Martin 1842 v. Meherson 1239, 1275 v. Payker 2223 v. Taverner 762, 763 v. Talbot 1247 Malcolm 1066 Grimshaw v. Kent 1938, 2297	v. Fall River 463		
v. Graves v. Graves v. Green 1225 v. Hart 2123 v. Heritage v. Howard 1265 v. Lancaster Co. v. Pacific L. Co. 1719 v. Proude v. Proude v. Proude v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogyist v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 238, 238, 659, 1938 21 Fla. 2008 21 Fla. 2		v. Greenough 1511	,
v. Graves v. Graves v. Green v. Green v. Green v. Hart v. Heritage v. Howard v. Lancaster Co. v. Nebagamain v. Pacific L. Co. v. Proude v. Proude v. Proude v. Proude v. R. Co. 122 Cal. 1719 v. Pratt v. State 069 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 233, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 6569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 1873 Greenshieids r. Crawford 1513, 2529 Greenshieids r. Crawford 1513, 2529 Greenslade v. Dare Greenwill v. Crow 728, 1951 Greenwood v. Spiller v. State 1678 v. State 1398 Greenwood v. Spiller v. State 1398 Greer v. Fergerson v. Higgins v. State 1003, 1037 v. Mailett 1131, 1877 v. State 1004 1131, 1877 v. State 103, 1037 v. Mailett 1131, 1877 v. State 104 Greenwood v. Spiller v. Williams 1993, 1994 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2554 v. R. Co. 2573 Greenwood v. Spiller v. State 1031 v. State 1031 v. Richmond v. Richmond v. Richmond v. Richmond v. Richmond v. Rive v. State 37 Ark. 1028, 1029, 1040 Griffiths v. Montandon 2654 v. Williams 1993, 1994 v. R. Co. 267 Griffiths v. Montandon v. Richmond v. State 37 Ark. 1028, 1029, 1031, 1349 v. Williams 1993, 1994 v. R. Co. 267 Griffiths v. Montandon v. Richmond 1676 v. State 37 Ark. 1028, 1029, 1031, 1349 v. Williams 1931, 1349 v. R. Co. 267 Griffiths v. Montandon v. Richmond 104, 194, 195, 1967 Griffiths v. Montandon v. Richmond 104, 104, 194, 195, 1967 Griffiths v. Montandon v. Richmond 104, 194, 195, 1967 v. Williams 1931, 1349 v. R. Co. 267 Griffiths v. Montandon v. Richmond 104, 104, 194, 195, 1967 v. Williams 1932, 1994 v. Williams 1933, 1994 v. William			
v. Hart 2123 v. Heritage 2529 v. Howard 2433 v. Indianapolis 1186 v. Lancaster Co. 2451 v. McLeod 2065 v. Nebagamain 2399 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 238 59 Ark. 238 59 Ark. 238 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2985 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. Greenly v. Reale Greenly v. Reale Greenly v. N	v. Graves 1350	Greenshields r. Crawford 1513.	***
v. Hart 2122 v. Heritage 2529 v. Howard 2463 v. Indianapolis 1166 v. Lancaster Co. 2451 v. McLeod 2065 v. Nebagamain 2389 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 243 64 Ark. 232, 233, 644 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2005 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 12 Ga. Ga. Ga. Ga. 45 S. E. 1873 Greenwill v. Crow 728, 1951 Greenwood v. Spiller 1678 v. State 1398 v. State 1678 Greenwood v. Spiller 1678 v. Higgins 1031 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. Williams 1993, 1994 Griffiths v. Montandon 2354 v. Williams 1993, 1994 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Wontandon 2354 v. Mailett 1131, 1877 v. Mailett 1131, 1877 v. State 37 Ark. 1028, 1029 p. 478, 1951 Greenwood v. Spiller 1678 v. Williams 1993, 1994 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2354 v. R. Co. 2361 v. R. C		2529	12.1
v. Heritage v. Howard v. Indianapolis v. Indianapolis v. Lancaster Co. v. Nebagamain v. Pacific L. Co. v. Proude v. Proude v. Proude v. Proude v. Proude v. State v. State v. State v. State v. State v. Higgins v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Jamison v. Mailett v. State		Greenslade v. Dare 253, 959	
v. Howard v. Lancaster Co. v. Lancaster Co. v. McLood v. Dancaster Co. v. State v. Nebagamain v. Pratt v. Pratt v. Pratt v. Pratt v. Proude v. Proude v. State 122 Cal. 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 239 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. Ga., 45 S. E. Evans S. B. Co. 2573 Greenwell v. Crow 728, 1931 167 0 v. State 1678 v. State 1398 Greer v. Fergerson 1678 v. Higgins v. Higgins v. Higgins v. Higgins v. Higgins v. Higgins v. Higgins v. Mailett 1131, 1877 v. State 106 Ala. 38 W. Va. 1639, 1842 r. Cheatham 1031, 1349 140 Ind. 194, 195, 987, 988 v. Williams 1993, 1994 Griffits v. Montandon 2554 v. R. Co. 2391 v. R. Co. 2391 v. R. Co. 2391 v. R. Co. 2391 v. Narphy 1778 Grim v. Marphy 1778 Grim v. Marphy Grimes v. Cannell 1890 v. Kimbail 1212 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 v. State 105 Ala. 1821 m. Howard v. Simbson College v. State 105 Ala. 1824 v. Taverner v. State 105 Ala. 1824 v. Taverner v. State 105 Ala. 1824 v. Talbot 1931, 1349 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Reco. 67 Fifts v. Montandon v. R. Co. 67 Fill v. Narch v. R. Co. 67 Fill v. Higgins v. Water Co. 67 Fill v. Higgins v. Water Co. 67 Fill v. Higgins v. R. Co. 67 Fill v. Higgins v. R. Co. 67 Fill v. Higgins v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. V. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. V. Welliams 1993, 1994 v. V. Welliams 1993, 1994 v. V. Welliams 1993, 1994 v. V. Reco. 67 Fill v. Loose v. Kanch v. R. Co. 67 Fill v. Higgins v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993, 1994 v. Welliams 1993,		Greenville N. Bank v.	
v. Indianapolis v. Lancaster Co. 2451 v. McLeod 2065 v. Nebagamain 2399 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 243 Feb. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. Ga., 45 S. E. 1873 Greenwood v. Spiller v. State Greenwood v. Spiller v. State 1581, 968 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. Williams 1993, 1994 v. R. Co. 2361 Griffiths v. Montandon 2384 v. Williams 1993, 1994 v. R. Co. 2361 v. R. Co. 23		Evans S. B. Co. 2573	
v. Lancaster Co. v. McLood v. Nebagamain v. Pacific L. Co. v. Proude v. Proude v. Proude v. Proude v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogyist v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 235, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 40 Fla. 851a. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. Greenwood v. Spiller v. State Greer v. Fergerson 1678 v. Higgins 1031 1031 1031 1031 1031 1031 1031 103			
v. McLeod 2055 v. Nebagamain 2389 v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. Ga. Ga. 45 S. E. 1873 102 Service v. Fergerson 1678 v. Higgins 1031 v. State 581, 968 r. Payne 88 reer v. Fergerson 1678 v. Higgins 1031 v. State 581, 968 r. Payne 88 regry v. Damph 1003, 1037 v. State 106 Ala. 836, 837 v. Va. 1839, 1842 v. Cheatham 167 v. Cheatham 1031, 1263 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. McPherson 1078 v. Marphy 1778 rimes v. Cannell 1890 v. Kimbail 1212 v. Simpson College 1195 v. State 105 Ala. 1821 v. Simpson College 1195 v. State 105 Ala. 1821 v. Simpson College 1195 v. State 105 Ala. 1821 v. Taverner 2223 v. Taverner 2223 v. Taverner 2223 v. Taverner 2223 v. Taverner 2233 hill 2 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873		Greenwood v. Spiller 1678	
r. Nebagamain v. Pacific L. Co. v. Pratt v. Pratt v. Proude v. Proude v. Proude v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 6569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 Griffiths v. Montandon v. R. Co. 2381 v. R. Co. 1078 v. Railett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Cheatham 1031, 1031 v. Pall 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1131, 1877 v. Marlett 1031, 1263 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. Keene 1052, 168 v. Kimbail 1212 v. Martin v. Simpsou College v. State 105 Ala. 1821 v. Talbot 105 Ala. 1821 v. Talbot 105 Ala. 1732 v. Talbot 106 Grimshaw v. Kent 1938, 2297		v. State 1398	v. Williams 1992 1994
v. Pacific L. Co. 1719 v. Pratt 1540 v. Proude 2143 v. R. Co. 2143 v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 669, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1076 Ga., 45 S. E. 1873	r. Nebagamain 2389	0 -	0 100.1
v. Pratt v. Proude v. Prou	v. Pacific L. Co. 1719		
v. Proude v. R. Co. 122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 106 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 233, 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2008 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 12 Ga. Ga. 45 S. E. 1873 Grenell v. R. Co. 1276 v. Proude v. Frank 1225, 1684 v. Jamison 1003, 1037 v. Mailett 1131, 1877 v. Mailett 1131, 1877 v. Mater Co. 1976 Grim v. Marphy 1778 Grime v. Cannell 1890 v. Cheatham 1031, 1263 v. Howard 1031, 1263 v. Howard 1031, 1263 v. Howard 1056, 1062 v. Loose 1078 v. McPherson 1239, 1275 v. State 105 Ala. 1821 68 Ind. 1732 v. Taverner 2233 v. Talbot 1247 Grimshaw v. Kent 1938, 2297	v. Pratt 1540	0.00	Griffita r Ivery
v. R. Co. 122 Cal. 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist v. State 69 Ala. 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 235, 235 21 Fla. 2085 40 Fla. 38 Ga. 35 Grigsby r. Water Co. 1976 Grim v. Murphy 1778 Grim v. Murphy 1778 Grim v. Murphy 178 Grim v. Murphy 179 v. Cheatham 1031, 1263 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. Keene 1062 v. Kobatham 1075 v. Kimbail 1212 v. Kimbail 1212 v. Simpson College 1195 v. State v. Howard 1056, 1062 v. Loose 1073 v. Murphy 178 Grim v. Murphy 178 Grim v. Murphy 178 Grim v. Murphy 179 Grim v. Murphy 189 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. Keene 1062 v. Kimbail 1212 v. Simpson College 1195 v. State v. State v. Talbot 68 Ind. 1732 v. Talbot 106 Grimshaw v. Kent 1938, 2297	v. Proude 2143	10	n. Pryna
122 Cal. 1029 171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 106 Ala. 836, 857 3 W. Va. 1839, 1842 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 1029 v. Mailett v. Marphy 1778 Grim v. Marphy	v. R. Co.	1	Grieshy z Water Co
171 N. Y. 2381, 2383 v. Skogvist 142 v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233, 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. Greenell v. R. Co. 69 Ala. 106 Ala. 836, 857 3 W. Va. 1839, 1842 0 (Cheatham 1031, 1263 v. Howard 1056, 1062 v. Loose 1078 v. Martin 1212 v. Martin 1242 v. Martin 1242 v. State 106 Ala. 1821 v. Keene 105 Ala. 1821 v. Martin 105 Ala. 1821 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 2233 v. Talbot 1247 Malcolm Grimshaw v. Kent 1938, 2297	122 Cal. 1029		Grim v. Magnher 1976
v. Skogvist v. State v. State 69 Ala. 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 203 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 232, 233, 64 Ark. 235, 233, 64 Ark. 236, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 106 Ala. 836, 857 1839, 1842 1067, 1839, 1842 1071, 1839, 1834 1071, 1839, 1832 1071, 1839, 1832 1071, 1839, 1832 1071, 1839, 1832 1071, 1839, 1832 1071, 1839, 1832 1071, 183	171 N. Y. 2381, 2383		
v. State 69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 85 Ga. 1440, 1667 88 Ga. 1076 8 Ga., 45 S. E. 1873 8 W. Va. 1839, 1842 v. Hilliary 1192, 2498, 2518 v. Hodge 180 v. Howard 1056, 1062 v. Loose 1078 v. Howard 1056, 1062 v. Loose 1078 v. McPherson 1239, 1278 v. Simpson College 1195 v. State 105 Ala. 1821 68 Ind. 1732 v. Tabort 1247 68 Ind. 1732 v. Tabort 1247 68 Ind. 1732 v. Tabot 1247 68 Ind. 1732 v. Tabot 1247 68 Ind. 1732 v. Tabot 1066 67 Ind. 1732 v. Tabot 1086 67 Ind. 1086	v. Skogvist 142		
69 Ala. 111, 247 38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233,		- 220	
38 Ark. 1398 59 Ark. 233 64 Ark. 232, 233, 6569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 20 Cheatham 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Cheatham 1031, 1263 v. Kimbail 1212 v. Kimbail 1212 v. Kimbail 1212 v. Martin 1842 v. Simpsou College 1195 v. State v. State 105 Ala. 1821 v. Talbot 1247 Grimes D. G. Co Malcolm Grimshaw v. Kent 1938, 2297	69 Ala. 111, 247		Weens 1192, 2498, 2518
59 Ark. 233			Kimball 1062
64 Ark. 232, 233, 569, 1938 v. Howard 1056, 1062 v. Simpson College 1195 21 Fla. 2085 v. McPherson 1239, 1275 v. State 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Greiller v. Neale Ga., 45 S. E. 1873 v. Thomas Greiller v. R. Co. 655 68 Ark. 232, 233, v. Howard 1056, 1062 v. Simpson College 1195 v. State 1078 v. State 105 Ala. 1821 v. Taverner 2232 v. Taverner 2232 v. Taverner 258 Ind. 1732 v. Talbot 1247 v. Talbot 1247 v. Malcolm Grimshaw v. Kent 1938, 2297		**	Mostin 1212
569, 1938 21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 838 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873 569, 1938 v. Loose 1075 v. McPherson 1239, 1275 v. Parker 2232 v. Taverner 762, 763 v. Thomas 1303, 2520 Grillier v. Neale Grenell v. R. Co. 655 1303, 2520 Grimshaw v. Kent 1938, 2237			Simpson College
21 Fla. 2085 40 Fla. 851, 852 43 Fla. 1440, 1667 88 Ga. 888 112 Ga. 1076 Ga., 45 S. E. 1873			State College 1195
40 Fla. 851, 852 v. Parker 2232 68 Ind. 1732 v. Taverner 762, 763 v. Thomas 258 112 Ga. 1076 Greiller v. Neale Ga., 45 S. E. 1873 Greell v. R. Co. 655 Grimshaw v. Kent 1938, 2297			
43 Fla. 1440, 1667 v. Taverner 762, 763 v. Talbot 1247 88 Ga. 838 v. Thomas 258 Grimes D. G. Co Malculm 1086 Ga., 45 S. E. 1873 Grenell v. R. Co. 655 Grimshaw v. Kent 1938, 2297			
88 Ga. 838 v. Thomas 258 Grimes D. G. Co v. Malculm 1086 Ga., 45 S. E. 1873 Grenell v. R. Co. 655 Grimshaw v. Kent 1938, 2297			FFI 44
112 Ga. 1076 Greilier v. Neale 1303, 2520 Malculm 1086 Gra, 45 S. E. 1873 Grenell v. R. Co. 655 Grimshaw v. Kent 1938, 2297		1 100	Chimas El C. C.
Ga., 45 S. E. 1873 Grenell v. R. Co. 655 Grimshaw v. Kent 1938, 2297			
000 Gilliana V. Rent 1938, 2297			
	1010	3725	Grinishaw v. Kent 1938, 2297

Out-of-on-	Sertio		Section	n 1	Bertion
Grimsinger v. State	832, 852		Co.	Hackett v. Martin	1085
Grimston v. Cunning	132		283, 461	l, linckley v. Hastie	2354
Grindall v. Grindall			682, 195	l Hackney v. Raymon	d
Orindan v. Orindan	1861		46	B. C. Co.	561, 770
Grinnell v. Phillips	231		46	1 v. State	579, 2278,
v. R. Co.	2352, 2355 1951				2277
Grisler v. McKennon	1676	1 00 1 000	98		1064
Griswold v. Pitcaira	2161, 2165		250		1779
v. R. Co.			p. 45		1492, 1603,
v. State	665		38		2063
Gritten v. Dickerson	2100 3066, 2498		222		1471
Grob v. Cushman	2577		250		h 529
Groenvelt v. Burrell	1858		2507, 250		1269,
Groff v. Ramsey	1189, 1677		46		1598, 1881
Groh's Sons v. Groh	18		231		892 , 1108,
Groll v. Tower	2388, 2391		1018		1612, 1614,
Grooms v. State	797	Gully v. Exeter	1194		1985
Gross v. Brodrecht	49 75	Gums v. Glegling Gundlach v. Schott	2400		1225
Grand to Drontecat	62, 75, 200, 986	Gundach v. Schott	1951		1714, 1729,
v. Disney	2538		1881		1749
v. Feehan	770		1164		1391
v. Scheel	1557		1400		1568
v. Smith	1779	annual or sable	2575		613, 2240
Groundwater v. Wash	ine.	Gunter v. Earnest	616		1213
ton	2221			v. Moore	1943
Grove v. Elliot	2250	85 Ala.	1263		791
v. Ware			111, 1966		1248
Grover v. Grover	1206	Watson Watson	770, 779	v. Merchants' lui	. Co. 2525
30 Mo.	1881	Gnpton v. Hawkins	1486		232
63 N. J. Eq.	2048	Guptill v. Verback	2385		1518
Groves v. Groves	2040	Gurley v. MacLennas			1719
9 L. T. R.	2528	e. Park	2314, 2384		1442
57 Mins.	803	Gurney v. Howe	1639		1074
65 Oh. St.	2433	v. Langiande	2026	v. Shindler	2311
Grubb v. State	684, 889	r. Morrison	2444	Hagerman r. Wigent	2338
Grubbe v. Grubbe	1576	Gurno v. Janis	1878	Haggenmacher's l'ate	ints,
Grubbe v. Pickett	1339	Gutgeeell v. State	2363	re	1003
Gruder v. Bowles	1779	Gutherless v. Ripiey	1551	Haggerty v. R. Co.	675, 1951
Grundy v. Janesvilie	1872	Guthrie v. Shaffer	492	Haggett v	1267
Grusenmeyer v. Logan		Gutridge v. R. Co.	1951	Haggitt v. Iniff Hahn v. Bettingen	2165
port . Zogan	1954	Gutsch v. McIlhargey		Hahn v. Bettingen	401, 1013
Guard v. Whitehouse	2435	Gutterson v. Morse	949, 987	v. Penney	1623
Guardhouse v. Blackbu	rn 2406.	Gutseil v. Pennie	2169	Haig v. Newton	
		Guy v. Hall	529, 1049,	1 McCord	529
Gude v. Mankato	2421, 2452 252		1080, 1082	1 Mills Const.	735, 754
	1408, 2420	v. Manuel	1072	Haigh v. Beicher	1871
Goelph C. Co. v. White	3520	v. Mead v. State	736, 747	Haight v. Kimbark	716
Guelph C. Co. v. White	2319	Omeste a Peles	238, 2278	v. Turner	2349
Gnouther's Case	2372	Guyette v. Bolton	728, 2518	Haile v. Hill	1684
Gaspuntte v. Young	1953	UWHILDEY V. L'POVIGED		v. Palmer	1213, 1658
Carrin v. Hunt	1195	S. L. Assur. Co.	2415	Haines, re	2199
Guertin v. Hudson	85	Gwin v. Gwin	1738	r. Cadwell	760
Guardorf v. Glasson	1661	Gwynn v. Francer	1851	v. Christie	1554
Gratier w State		Gyfford v. Woodgate		v. Dennett	529
Gameraheiman P. Co.	682	2 Camp.	1347, 1864	v. Gibson	2580
Gustig v. Htmto Guggenheim v. R. Co. Gugins v. Van Gorder	571	11 East	1664	v. Gnthrie	1503
Games V. Valle Gurder	1198	Gyles v. Hill	1279	v. Hayden	233, 1738
	75, 2378	Gym v. Kirby	2313	v. Ins. Co. 463.	781, 1261,
Gains v. Thornton	1159				1263
Chaire D. Lineraton	1312			w. State	1329, 1667
Guidery v. Green 3	433, 2441	H.		«: Trust Co.	2494
Guidry v. Onivot	1006			Hainworth v. State	238, 1974
Guild v. Hall	1738	Haak v. Breidenbach	3351	Haish v. Paynon	463
Guillians z. Hulio	1837	Haas r. Chouseard	1943	Halanica v. Cutzhamsen	2569
Guinan's Appeal	1777	Habershon v. Troby	2219, 3358	Halbertov. Resembalm	1839
Guinn v. State	68	Hach v. Rolling	2239	Hallymak - Grass	2085
Guiterman v. Steambig	Co. 681	Hacher v. Foung	3647	Haldsoner - Torr	968, 2079
Cale Con a Con To To To		Manufacture . The Co		** * * * * * * * * * * * * * * * * * * *	
Gulf C. & S. F. R. Co. t	2220	Hackett v. Ponnell v. King	1450 Z450	Hale v. Cashing	1352

1085 Hale v. Darter v. Gibbe 13			HAN	OMI
181, 770 108, 14 108, 16 108, 1770 108, 1877 1084 1779 1084 1779 1084 1779 1084 1087, 1087 1084 1087, 1087 1087, 1087 1087, 1087		flootic 116	Hale v. Darter	
100	80	186	v. Gibbs	2354
2277 v. McGettigan 13	19	Co. 108 14	v. Guidden	581, 770
1084 v. N. J. S. N. Co. 254	25	171		9, 2276,
1779	50	in 136	v. McGettige	2277
2, 1607, 2063 2, 206	7.	. Co. 256	v. M. J. S. M	1779
1471 1299 1299 1299 1299 1299 1299 1299 12	15 I	1	v. Philbrick	2, 1603,
1269 v. Rich 7 v. Ross 16 1268 v. Ross 16 v. Ross 16 v. Ross 16 v. Ross 16 v. Ross 17 v. State 17 v. State 1985 v. State 1225 v. Taylor State 1225 v. Taylor Hale's Ex'rs v. Ard's Ex'rs 1749 Hale's Ex'rs v. Ard's Ex'rs 1568 Haliburton v. Fletcher 125 v. State 1005, 16 Haliburton v. Fletcher 125 v. Ross 1605, 16 Haliburton v. Fletcher 125 v. Ross 1605, 16 Haliburton v. Fletcher 125 v. Ross 1605, 16 Halifax Banking Co. v. Smith 258, 116 1911, 201 1911, 20	3,		v. Rawallie	
12-99		79	v. Rich	529
1225	14	168	v. Ross	1269,
1225	76	177	7. Silloway	76, 1681 2. 1108
1225	13	251	199 Ala.	, 1614,
1749		207	72 Miss.	20.00
1749		od'a Region 154	Hala's Ex'rs v. A.	1325
1568	71	57	Haley v. Flaccus	1749
3, 2240 1213 1943 1943 1991 1248 Halifax Union v. Wright 241 2525 Hall v. Acc. Ass'n 171 v. Acklen 122 1518 v. Atkin 1719 v. Anstin 170, Anstin 170, Benson 180 180 180 180 180 180 180 180 180 180	1		r. State	
1213 Smith 258, 116 1911, 201 2791 248 Halifax Union v. Wright 244 2525 232 v. Acklen 122 232 v. Acklen 122 232 v. Acklen 122 232 v. Acklen 122 231 244 244 v. Benson 195 231 2336 v. Brown 166, 1213, 1273 2331 2336 v. Brown 1640, 253 2336 v. Brown 15003 v. Cardell 1225, 149 1267 v. Cazenova 241 225, 149 1267 v. Cazenova 241 252 252 252 v. Coolins 166 1623 v. Coolins 166 1623 v. Coolins 166 1623 v. Coolins 166 1623 v. Coolins 166 1623 v. Coolins 166 167	6	tcher 1954	Halifas Banking	3, 2240
1913 1911, 2011 1911, 2011 1911, 2011 191	3.	258, 1165	Smith	1213
1248	6,]	1911, 2016		
2925		Weight 211	Halifay Union	
2322 v. Acklen 122 1518 v. Aitkin 127 1719 v. Anstin 290, 437, 197 1442 v. Benson 195 2311 166, 1213, 127 2311 1660, 253 v. Brown v. Bynnm 1640, 253 1003 v. Cardell 1225, 149 1267 v. Cazenova 241 1267 v. Cazenova 241 1267 v. Codine 166 1623 v. Colline 166 1623 v. Costello 690, 127 529 v. Goodson 461, 195 5, 754 v. Hall 130 1871 v. Harris 240 1871 v. Harris 240 1871 v. Harris 240 1884 v. Hase 201 1684 v. Ins. Co. 79 1684 v. Ins. Co. 79 1685 v. Manchester 215 2199 v. Manson 905, 913, 222 2580 v. Manchester 215 1534 v. Mardock 170 1554 v. Mardock 170 1559 v. Mardock 170 1503 v. Pegram 189 1503 1503 v. Pegram 189 1261, 1263 4. Peptps 1288, 130 1974 v. Pelps 1288, 130 1974 v. Pelps 1288, 130 1974 v. Pankin	9	1719	Hall v. Acc. Ass'r	
1719 1442 1718 1442 1718 1442 1718 1442 1718 1714 1718 1714 1718 1719 1719 1714 1719 1714 1719 1719 1719	5	122	v. Acklen	
1074 v. Bishop 1166, 1213, 127 2311 2336 v. Brown 1640, 253 v. Brown 151 1003 v. Cardell 1225, 149 v. Cazenova 241 1267 v. Codar R. & M. C. R. Co. 172 165 v. Colline 166 v. Costello 690, 127 v. Costello 690, 127 v. Costello 690, 127 v. Costello 690, 127 v. Costello 690, 127 v. Hall 130 v. Hall 130 v. Hall 2349 v. Hall 240 v. Huse 201 v. Huse 201 v. Huse 201 v. Manchester 215 v. Manchester 215 v. Manchester 215 v. Mayo 1566, 156 v. Mayo 1566, 156 v. Mayo 1566, 156 v. Naylor 32 2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 v. Petps 1288, 130 v. Pelps 1288, 130	5	122	v. Aitkin	
1074	4	1954	v. Benson	
2336 2336 v. Brown v. Bynnm 131 1003 v. Cardell 1225, 149 1267 v. Casenova 241 241 241 241 241 241 241 241 241 241	3, []	166, 1213, 1273	v. Bishop 11	
7, 1951 1267 2165 2165 2165 Co. 172 2165 Co. 173 v. Collins 1623 v. Collins 1666 v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Hall 130 v. Hall 130 v. Harris 240 v. Harris 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 251 v. Manchester 215 v. Manchester 215 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1566 v. Mayo 1566 157 v. Naylor 32 2580 v. Obder 134 1573 v. Pegram 189 1261 1263 v. People 21 Mich. 1263 1264 v. Perry 188 1974 v. Phelps 1288, 130 v. Rankin	5	1640, 2535		
7, 1951 1267 2165 2165 2165 Co. 172 2165 Co. 173 v. Collins 1623 v. Collins 1666 v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Hall 130 v. Hall 130 v. Harris 240 v. Harris 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 251 v. Manchester 215 v. Manchester 215 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1566 v. Mayo 1566 157 v. Naylor 32 2580 v. Obder 134 1573 v. Pegram 189 1261 1263 v. People 21 Mich. 1263 1264 v. Perry 188 1974 v. Phelps 1288, 130 v. Rankin	6	1816	v. Bynnm	2000
7, 1951 1267 2165 2165 2165 Co. 172 2165 Co. 173 v. Collins 1623 v. Collins 1666 v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Costello v. Hall 130 v. Hall 130 v. Harris 240 v. Harris 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 240 v. Huse 251 v. Manchester 215 v. Manchester 215 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1568 v. Mayo 1566 v. Mayo 1566 157 v. Naylor 32 2580 v. Obder 134 1573 v. Pegram 189 1261 1263 v. People 21 Mich. 1263 1264 v. Perry 188 1974 v. Phelps 1288, 130 v. Rankin	6 1	1225, 1496	v. Cardell	1003
2165 Co. 172	0 1	W C P 2410	v. Cazenova	1951
, 1013 1623 v. Colline 1623 v. Costello v. Costello v. Costello v. Goodson 461, 195 v. Hall 130 v. Harris 240 v. Houghton 90 v. Huse 2349 v. Huse 240 v. Huse 251 1684 v. Ins. Co. 79 v. Manchester 215 2199 v. Manson 905, 913, 222 v. Mayo 1566, 156 529 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 1538 v. Pegram 189 1503 v. Pegram 1738 v. People 1261, 1263 47 Mich. 1263 1974 v. Phelps 1288, 130 1974 v. Rankin				2165
1623 v. Cose. 19 v. Costello 690, 127 v. Goodson 461, 195 5, 754 v. Hall 130 1871 v. Harris 240 716 v. Houghton 90 2349 v. Huse 201 1684 v. Ins. Co. 79 1685 v. Manchester 215 2199 v. Manson 905, 913, 222 760 v. Mayo 1566, 156 1554 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 529 v. Mardock 170 529 v. Naylor 32 2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1503 v. Pegram 189 1504 v. People 21 Mich. 215 47 Mich. 215 47 Mich. 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. Rankin 80 1874 v. Rankin 180 1875 1876 1876 1876 1876 1876 1876 1876 1876 1877 1877 1876 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877 1877				, 1013
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	5	196	v. Com.	1623
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	Ш	461, 1951	v. Goodson	529
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	2	1302	v. Hall	5, 754
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	3	2408	v. Harris	
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90		2016	v. Huan	
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	i	794	v. lna. Co.	
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	1	2159	v. Manchester	
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	11	1566, 1567	v. Mayo	
2580 v. Obder 134 1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 130 1974 v. R. Co. 90	o i	1700	v. Mnrdock	1554
1503 v. Pegram 189 1738 v. People 1261, 21 Mich. 215: 1263 47 Mich. 1667 v. Perry 689, 195: 1974 v. R. Co. 1904 v. R. Co. 1904 v. Rankin 1974 v. Rankin 1974 v. Rankin 1974 v. Rankin 1974 v. Rankin 1975 1	١.	321	v. Naylor	
1738 v. People 1261, 21 Mich. 215: 1263 47 Mich. 39: 1667 v. Perry 689, 195: 2494 v. Phelps 1288, 130: 1974 v. R. Co. 90: 2483 v. Rankin 90:		1898	v. Pegram	
1263 47 Mich. 2151 1263 47 Mich. 39 1667 v. Perry 689, 195 2494 v. Phelps 1288, 1300 1974 v. R. Co. 90	1 .		v. People	1738
1253 47 Mich. 1253 1263 127 127 127 127 127 127 127 127 127 127	E	2159	21 Mich.	1261,
2494 v. Phelps 1288, 1300 1974 v. R. Co. 90; 463 v. Rankin 2569 r. Ray 736, 753, 76;	١.	689 1956	v. Perry	1667
1974 v. R. Co. 903 463 v. Rankin 6: 2569 r. Ray 736, 753, 765	i	1288, 1300	v. Phelps	
2569 v. Rankin 6:	i	905	v. R. Co.	
- 1 tony 100, 130, 160		736 759 769	v. Rankin	
1839 v. Redson 1651		1651	v. Redson	
2085 v. Ren/ro 1911		1651 1911	v. Reniro	2085
2079 v. Rixey 2311	Н	2312 1040		2079 1359
		10/0		

Hall v. State	Section
40 Ala.	952, 1036 1754
51 Ala. 130 Ala.	952, 1030 1754
194 Ala	1754 2071, 2364 1841, 1842
137 Ala. 64 Ark. 46 Ga.	1841, 1842
46 Ga.	1750
40 132, 17.	925
v. Steele v. Taylor v. The Emily Bo v. Warren	1350 775
v. The Emily B	anning 1048
v. Warren v. Williams v. Woojen Co.	1671 2555
v. Wooien Co.	1541, 1544
v. Young Hall's Case	2200 2070
	461
Hallenbeck v. Garst Hallenbeck v. Garst Halleran v. Moon Hallett v. Cousens v. Walker Halley v. Webster Halley v. Hess	2355 2065
Hallett r. Cousens	
r. Walker	779 907, 1075 987, 967 2472 736, 1523
Hallidy v. Hess	957, 957
r. Walker Haliey v. Webster Hallidy r. Hess v. Martinet v. McDougall	736, 1523 255, 1624,
v. McDougall	255, 1624, 1635, 1675
v. Sweeting	1123
Hallock v. Ins. Co. v. Smith	2410
Halloway v. People	• 1898 967, 2277
Halloway v. People Hallowell v. Dickerso	n 1951
Halium v. Dickinson Halsey v. Adams	
v. Sinsebangh	2464 735, 736, 45, 749, 754 1566
Halstead v. Mullen	45, 749, 754 1566
	2516 1681
v. Rice v. State	1067
ilalvorsen v. Moon & L. Co. Halwerson v. Cola Ham v. Ham	K.
L. Co.	1461
Ham v. Ham	2053 2575
v. Salem	463
v. State Ham's Case	1842 2086, 2086
Hambel v. Davis	2575
Hamberg v. Ins. Co. Hamblett v. Hamblett	1976 19, 1062
Hambrook v. Smith	2256
Hamburg v. Wood	581, 1086
Hamblett v. Hamblett Hambrook v. Smith Hamburg v. Wood Hamburg-Bremen F. Co. v. Pelzer Mfg. Hamburger v. Rinkel Hamby v. State Hamelyn v. Wbite Hamer v. Bank	ins. Co. 2355
Hamburger v. Rinkel	233, 1021
Hamby v. State Hamelyn v. White	9994 9311
Hamer v. Bank	1963
v. McFarlin	73
Hamersiy v. Lambert Hamill v. Woods	1877 2463
Hamilton v. Billingsle	y 93
v. Crowe v. Galloway	2523 1676
v. Gray v. Hastings	1073
v. Hastings	1001 1000
v. L. L. & G. Ins.	Co. 2556
v. Holder v. L. L. & G. Ins. v. Love	1316, 1511
6/7/	

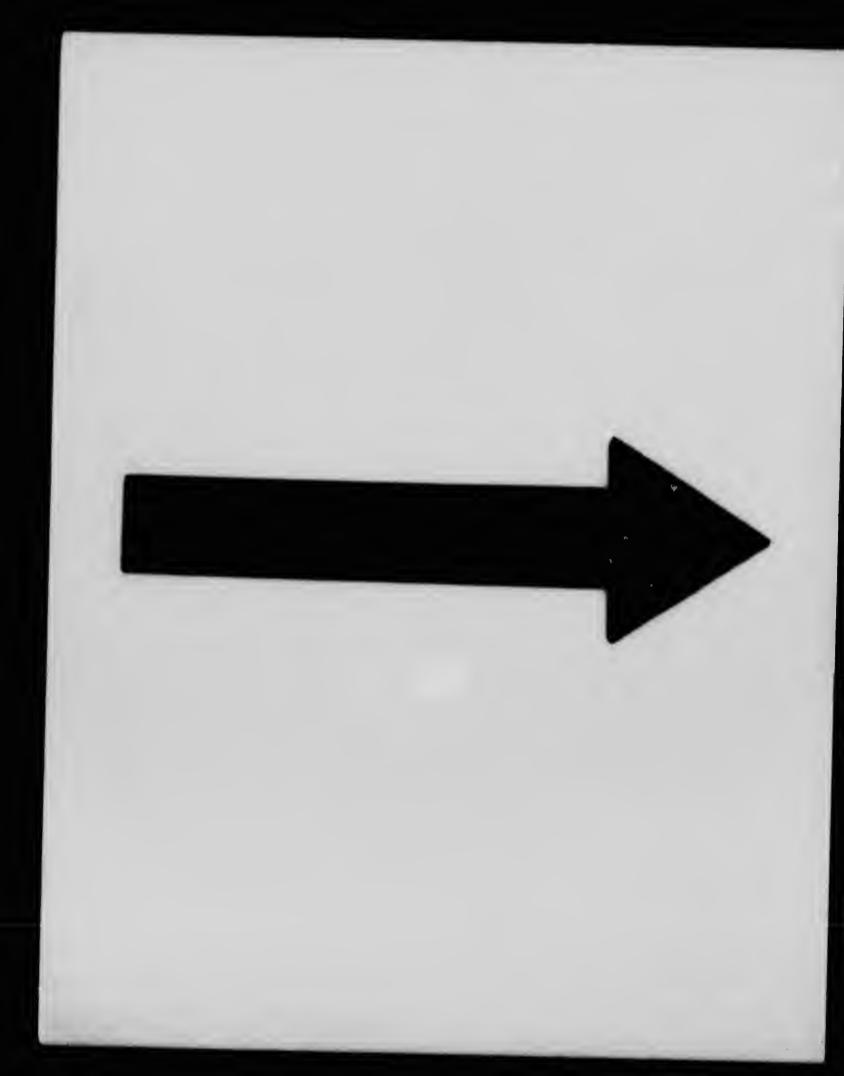
Hamilton v. Me	redon	feetien 1316, 10, 1513
	C. A. M.	0, 1513
v. Mendota Co.	0.00	15, 461
v. Manor v. Nickerso	n 660, 72	1564 6, 1954
v. Peopla 29 Mic	h. 56, 76	35. 92 3.
	928, 90	37, 968,
	h. 56, 76 928, 96 994, 1022 1390, 1696 1986, 205	, 1985,
46 Mic	h. 96	7. 1005
v. R. Co. v. Rice	461, 192	1021
v. Rice v. Shoaff	736, 76	2, 1951 2, 1205 2108
v. Smith	704, 1033	. 1082.
v. State	107	3, 2143
v. State 36 Ind. 77 Mis 34 Oh. 41 Tex v. Wright Hamilton B. S. Milliken	. 8	1732 30, 832
84 Oh. 41 Tex	St. 9:	26, 987 564
v. Wright	Co	2164
		9, 2103
Hamilton Bngg Iowa B. Co. Hamilton W. Co.	y Co. v.	1876
Hamiiton W. Co	v. Good-	1040
Hamit v. Lawre	nce	1195
HAMILYN P. NOSD	31	861 1065
Hammack v. Sta Hammargren v. Hammatt v. Em	St. Panl	2059 283
		1677,
Hammick v. Joh Hammock v. Mc Hammon v. Sex Hammond v. Bl	nson	2083 1415
Hammon v. Sex	ton	1246
r. Bradstree v. Dike v. Freeman	ne 1225 t	1591
v. Dike v. Freeman	229	9, 1035 1254
v. Inloes v. Johnston		2572 1225
v. Noble		, 1503
v. Plank v. State		1206 2061
v. Varian v. Woodmar	1	4, 700 571
Hammond's Case Hamner v. Eddin	9	700 1680
Hampshire v. Pk	erce 2470	1316
Hampton v. Garl v. M'Connel	and a	1216
v. M. Girnis	437, 79	1269 0, 792
v. Ray	1204 rle 1664	0, 792 , 1254 , 2110
v. M'Connel v. M'Girnis v. R. Co v. Ray v. Speckenas v. Speckenas v. Speckenas v. State		2122
45 Tex.		2242
5 Tex. A Hamrick v. Ham	rick 1938	1781 , 1958
Hamsher v. Kline Hanawalt v. Stat	1511 e 166	, 1513 1154, 1168
		1168

	Section	1	Section		Beetles
Hancock v. Blackwel	1 967	Hanoverian Consul's			1267
v. Byrne	1295	Case	2372	Hargett v. Forsyth	830, 1847
v. Cook v. Hintrager	1460, 1466	Hanrick v. Andrews	1684	Harkless v. Smith	1185, 2303
r. Kelly	1556, 1558	Hane v. State	367	Harksess v. State	247
Many	747, 1948 1539, 1560	Hansard v. Robinson Hansberg v. People	1197	Harkrader v. Carroli	
v. Parker	524, 2191	Hanshrough v. Neal	2582 2440	Harlan v. Howard	2139, 2140,
v. Sppreme Coun-	ell	v. Stinnett	406	v. Moore	2141
N. J. Eq., 55	Atl. 667		1028,	Harland v. Eastman	2337 1481,
87 N. J. L.	1644, 1685		1029, 1035		1406, 1490
v. Tram Lumber			2048	Harless v. Harless	2304
Hancock Co. v. Legge Hancock Nat'l Bank :	et 1719		2239	Harioe v. Lamble	1200
Ellia	2558	v. Doyle	1204	Harlow v. Boswell	2444
Hand v. Ballon	1354	Hansen v. Ins. Co. v. Miller	1195 1890	Harm v. Wilson	86
n. Brookline	682	Hansley v. Hansley	2067, 2069	Harman v. Harman 16 Ill.	-
v. Elvira	1018	Hanson v. Armstrong		70 Fed.	2065, 2068 576, 2442
v. Howell	1073	v. Bean	2311	v. McLeland	2067
v. Ryan Drug Co.		r. Chiatovich	382	v. Stearns	1495, 2537
v. Socieletti Handleigh v. Leigh	780	r. Crawley	2115	v. Vanhattan	1062
Handley v. Fitzhugh	2354 1215	v. Eustace v. Parker	291	Harmon v. Decker	1195, 1549
v. R. Co.	1974	v. Red Rock	1078	v. Harmon	406
Handlong r. Barnes	819	v. South Scituate	1641,	v. James v. State	1225, 1257
Hands v. James	1512		1662, 1874.	v. Terr.	248 1135 1136
Handy v. Canning	1041		1878	Harness v. Harness	1085
v. Ins. Co.	2349	Hanye v. State	2497	v. State	1871
v. State Hanes v. State	1620	Happel v. Brethaner	2592	Harnett, re	2065
Haney v. Clark	907, 914 1938	Haralson v. Campbell	1943	v. Garvey	682
	928, 1012.	Harbers v. Tribby Harbison v. Shook	1674	Harnsbarger v. Klnn Harp v. Harp	ey 2349
	1478, 2385	Hard v. Ashley	406 581		
Hankinson v. Lombard	1379	v. Brown	1823, 1959	c. Latt. 399	1738, 2500
v. R. Co.	2110	v. Moring	5309	Harper v. Burrow	1384, 2223
v. Vantine	2448	Hardage v. Coffman	2535	v. Lamping	1890
Hanks v. Phillips	1651	Hardeman v. English	1869	v. R. Co.	1021
v. Van Garder	1890 2337	Harden v. Hays	905, 1033,	v. Rowe	1664
Hanley v. Barks	1406	Hardiman v. Brown	1505, 1514	v. Scott	1195, 1196
v. Donoghne	2573	Hardin v. Blackshear	589, 687 1186	v. State	
v. Gandy	2008, 2016	v. Cheek	1654	109 Ala. 101 Ind.	1214
v. Hantington	2552	v. Forsythe	1225	79 Miss.	1076 1439, 1440
Hanlon v. Doherty	2297, 2312	v. Ho-yo-po-nubhy	1676,	Mins., 3" 30.	278
v. R. Co. Hanlon's Will	2464		1680, 2025	v. Tapley	1651
Hann v. Wilson	1511 78	v. Kretsinger	1205	v. Wilson	1304
Hanna v. His Creditors	1681	r. State 86 Ark.		Harraway v. Harrawa	
v. Palmer	2473	107 Ga.	832 1375	Harrel r. State	1920
Hannahan v. State	2059	Harding v. American	10/0	v. Ward 1304,	1312, 1313,
Hannan v. Greenfield	1290	Glucose Co.	289, 2210	Harrell v. Enterprise	1513
Hanners v. McClelland		v. Brooks	66, 76	Bank	1195.
	406, 928,	v. Craigie	1293		1268, 2105
	987, 988,	v. Harding	1510	Harriman v. Brown	1564, 1566,
Hannibal & St. J. R.	06 :515	v. R. Co.	987	1588,	1582, 1587
Co. v. Clark	1779	Hardisty v. Glenn	318, 851 1778	v. Jones	2313
Hannon v. Hannah	1257	Hardtke v. State	1911	v. Pullman P. C. v. R. Co.	
v. State	135, 1136	llardwick S. B. & T. (O P.	v. State	288, 1018 1852
Hannum v. Belcher-		Drenan	451		1747, 2383
town 2	349, 2354	Hardy v. Alexander	73	Harrington v. Fry	2153
v. Hill v. Meltae	437		918, 1919,		1022, 1061,
	2288		1933, 1934	·	1062, 1106
	987, 2±76, 2≥77	v. Moore	1938, 1977	v. MacMorris	1064
Hanover F. I. Co. v. Sto	d- 2211	v. U. S.	334, 1779	v. Mining Co.	1890
dard	1062	3 D. C. App.	832, 861,	v. R. Co. v. Sedalia	1166, 2349
Hanover R. Co. v. Coyle	1750	o z. o. sapp.		Harris v. Aldrit	613
Hanover Water Co. v.		186 U. S.	852	v. Anderson	1858 1678, 2110
Iron Co.	714, 1640	Harford v. Morris	1271	v. Ansonia	792, 1661
		8728			

Harris v. Brooks	Section 2444	H
v. Clinton	1961	H
v. Colline	1249	H
v. Daugherty	2512 1273, 2166	-
v. Harris		
136 Cal. 26 N. Y.	2312 1267, 2052	
v. Hill	2211, 2307	
v. Knight	2211, 2307 1267, 1512, 1738, 2106	
v. Leavitt	1736, 2106	
v. Lumber Co	19, 561 1391	
v. Miller v. Murphy v. Patten v. Powell	1391	
v. Patten	2441 1513	
	1564 792	
v. Quincy v. R. Co.	792 568	
v. R. Co. v. Rickett	2425	
v. Smith	1944	
v. Rickett v. Smith v. State 34 Ala. 73 Ala. 76 Ala. 34 Ark.	111	
73 Ala.	1375, 1404	
76 Ala.	2276	
34 Ark. 61 Ga.	247 784	
109 Ga.	106	
30 Ind.	1108	
48 Miss. 24 Nobr.	248, 247 2349, 2354	
v. Tippett	1005, 1022	
v. Tisereau	1311	
v. Traction Co	567 567	
v. Zanone	406	
v. Zanone Harris' Trial	1911	Ha
ifarrisbnrg Bank : Harrison v. Beving	v. Forster 529 ton 2097	Ha
v. Blades	1456	Ha
v. Burgess	1456 610	
v. Chariton v. Com.	2098	Ha
w Constantil	586	Ha
v. Doyle	1558	_(
v. Garrett v. Glover	13, 1811 719, 1704	Ha
v. Gordon	1022	Ha
v. Gordy	1350	F
v. Harrison v. Howe	2067 2442	Ha
v. Kiser v. Langston		Ha
v. Langston	1040	G
v. Lincoln v. McCawiey	2506 2054	Ha.
v. McKim	2445	Ha
v. Middleton	736, 748, 749,	
v. Powers	753, 754, 760 2272	
v. R. Co.		Ha
116 Cal.	2382, 2391	Ha
o, Rowan	1943	Hai
18		Ha
	1938 (Ha
v. Simons v. Southcote	1676, 2165	Hai
v. Southcote v. Tate v. Williams		Hai
v. Williams		Ha
VOL. 17. — 25		

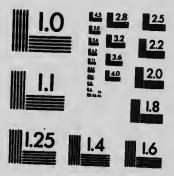
TABLE OF	CASES.
andon's Will	Section 2500
arrison s Will	
arrop v. Fisher	2409
art v. Alexander	95, 255 963
v. Bridge Co.	1029, 1951
v. Coram	1029, 1951 1808, 1312
V. LANGUAGE	1871 1651
v. Gage v. Hicks v. Livingston v. McElroy v. Newman v. Powell v. Pratt v. R. Co. v. Randolph v. Robinett	1079
v. Livingston	1541 1350
v. Newman	1079
v. Powell	1747, 1748
v. R. Co.	1051 283
v. Randolph v. Robinett	1082, 1085 1205, 2535
v. Robinett	1205, 2535
v. Ross 57 Ala.	1878, 2165
	1851
v. State	7
40 Ala. 36 Fla.	948
85 Ind. 15 Tex. App	2582 1157,
	1188
v. Sticknoy	1493, 1503
v. Ten Evek	1195
v. U. S.	2122, 2123 1677
r Vinsant	1248
v. W. S. R. Co.	438, 1523 2552 736, 747
v. Strode v. Strode v. Ten Eyck v. U. S. r. Vinsant v. Walker v. W. S. R. Co. v. Wilson v. Yunt v. Yunt	
rt'e Appeal	2105 1066
art'e Appeal arter v. Harter	2421
artford v. Palmer	494, 495,
v. Power	
rtford Bank v. Bar	ry 529
v. Stedman artford Bridge Co. v	1061, 1062
Granger artford Deposit Co.	1061, 1062
ertford Deposit Co. : Sollitt	461
rtford F. Ins Co w	
Reynolds	2311, 2550
Reynolde rtford I. M. Co. v. Cambria M. Co.	2458, 2463
resort L. M. Co. V.	
iray stiay S. Rank - M.	1313, 2415
Corkell	1877
rtman v. Diller	1086
v. Ins. Co. 1728.	1946, 1947
v. Rogers	950, 1963
rtman Steel Co. v.]	Hoag 2115
v. Evans v. Ins. Co. 1728, v. Rogers rtman Steel Co. v. I rtness v. Boyd v. Brown rtnett v. McMahan	2311, 2319
rtnett v. McMahan	1755
rtranft's Appeal	1062 2369, 2371,]
v. Brown rtnett v. McMahan rtney v. Ins. Co. rtranft's Appeal	2375
rtrich v. Hawes	1873
rtrich v. Hawes rtseil v. Masterson rtshorne v. Wilkins	93 I 2532 I
3720	3332

Har	twig r. Schiefe	F 2477
Har	twig v. Schiefe ty v. Malloy tz v. Com.	1141
Har	tang v. Hubbar	d 1564
Har	tung v. Hubbar vard v Stiles	770
Har	vester Co. v. M	lilier 2015 u 1219, 1280
	v. Clayton	2297
	v. Commings v. Harvey	1273, 1680
	v. Mitchell	1901
	v. Morgan v. Osborn	1208 392
	v. n. Co	1873
	r. Smith	2419
	40 Ind.	761, 1700
	Miss., 20 i	80. 835
	v. Terr. v. Thomas v. Thorpe	2062, 2528 1188
**	v. Thomas v. Thorpe	1268, 1352
Har	vy v. Board wich Case	2581 2215, 2287
Har	wood v. Lee	575
	v. Mulry v. People	751, 1555 204
	v. Sims	1565, 1588
	v. State v. Wentworth	1405 1350
Har	wood's Adm'x bronck v. Bake	e. R. Co. 460 r 1257
Has	bronck v. Bake v. Vandervoor	r 1257
Hase	eltine v. R. Co.	454
Has	kell v. Becket v. Mitchell	2354
Heek	canu a I amada	1948 m 74
Hasi	kins v. Com. v. Ins. Co. v. Lumsden v. People	1842
	v. Lumsden	716 73
	v. People	2059
Haal	v. Warren	321, 1954 ii 1389
Hase	ard v. Mnnicip	ality 2572
Hase	am v. Campbe ard v. Municip sier v. King lings v. B. H. T	. Co. 1352
	v. Devlin	1674
1	v. Hopkinson	1249 1043
1	v. Palmer	10-0
1	v. Devlin v. Hopkinson v. Livermore v. Palmer v. Rider	569, 1938 73, 280
Heat	ings Trial as	R. v.
Ha	istings. h v. Dennis v. Fowler	
PINTE	b. Fowler	1083, 1084 1247
	p. Fuiler p. Lewis	1718, 1721
-	p. Lewis p. Pryor	2349 2447
Hate	her v. Bowen	1062
1	Ia., 66 N.	W. 1698
	102 la.	656
t	Rocheleen	1197
Hate	v. Rochelean hett v. Connor	1881, 2529 1651, 2167
	. Gibeon	461
Hatfi	iy v. Pike eid v. R. Co.	2445 1156, 2220
Hath	eid v. R. Co. away v. Addiso	n 1352, 2158



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





IPPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA (716) 482 - 0300 - Phone

(716) 288 - 5989 - Fax

Section	1	Section	1	Section
Hathaway v. Brown	Hay v. Hay	2237	Haywood v. Rogers	1947
18 Minn. 581, 1967	v. Miller	1938	Hazard v. Ins. Co.	2466
22 Minn. 1963, 1976 v. Clark 2534	v. Peterson	1539, 1548,	v. R.Co.	1031, 1382
v. Clark 2534 v. Crocker 944, 987, 1021,	Harle Annual 197	2524	Hazell v. Dyas	1195
1037	Hay's Appeal 137 Haycock v. Grenp	9, 1390, 1409 2008, 2016	Hazen v. Pierson Hazer v. Streich	1195
v. Hemingway 1873, 1874	Hayden v. Goodnow	2525	Hazer v. Servich	616, 748, 1541
v. Power 2477	v. Mitchell	1189, 1225,	Hazleton v. Union B.	
v. Spooner 1314, 1318, 1651		1651		2016, 2017
v. Tinkham 2113	v. Palmer	18	Hazzard v. Vickery	2008
Hathaway's Adm'r v.	v. Rice	1245	Heacock v. Lnbnke	
Ins. Co. 569, 682,	v. Stone		107 Ill.	1705
1722, 1938, 2500	112 Mass.	1042	108 III.	2529
Hathaway's Will 613 Hathorn v. King 1938	v. Williams	1133	v. Stoddard	803
Hathorne v. Hodges 321	Haydon v. Moore	1074 1225	Head v. Bridges	2570
Hatt v. Nay 199, 208	Haye's Will	2052	v. Hargrave v. State	1920, 2570 923, 987,
Hatton v. Robinson 2291, 2294,	Hayes v. Banks	1292, 1299,	V, LJ4040	1126
2297		2165	Heady v. Turnpike C	
Haneustein v. Gillespie 1230	v. Berwick	2167	Heald v. R. Co.	1807
Haug v. Riley 1273	v. Caudee	1958	v. Thing	688, 1362
Haughton v. Ewbank 1249	v. Cheatham	1126, 1128,	Healey v. R. Co. v. Thatcher	1040
Hank v. State 1726, 2497	7	1129	v. Thatcher	1062
Hanlenbeck v. Cronkright 1943 Haun v. Wilson 2354	v. Frey	2165	Heane v. Rogers	1058
Haupt v. Henninger 1387	v. Mut. Prot. As		Heap v. Parrish	581
Hausenfluck v. Com. 775, 2061	v. People	616 2086	Heard v. McKee v. Russell	1188, 1391 2123
Hauser v. Leviness 1539	v. Pitts-Kimball		v. State	18
Hansskrecht v. Claypool 6	*** = ***** = *************************	1576, 2097	v. Tappan	2525
Hants Rongh 1312	v. R. Co.	,	Hearn v. Ins. Co.	2464
Haver 6. Foster 1271	54 Ill.	1943	v. Smith	1651
v. Mo. R. Co. 2495	17 Utah	460, 1951	Hearne v. De Young	
v. Wendell 736, 747, 754	v. Smith	1005, 1807,	119 Cal. 406,	1078, 1971,
Haver v. R. Co. 949	Canada	1984	100 0-1	2498
v. Tenney 1955 Haverhill L. & F. Ass'n v.	v. State Teun.	1950	132 Cal. Heaston v. R. Co.	74
Cronin 1984	112 Wis.	1350 1385	Heath, re	2572 2260
Hawes v. Dingley 321	v. Wells	728, 1623,	Heath v. Com.	363
v. Ins. Co. 1946, 1947		1831, 1959	v. Glisau	1951
v. State 1644, 1680, 1683,	v. West	1304, 1738	v. Keyes	609
1684, 2167, 2302	Haymond v. Sancer	64, 288	v. Page	334
Hawhe v. R. Co. 2475	Haynes v. Brown	1074	v. Stato	
Hawkesworth v. Showler 609	v. Burlington	451	Fla., 20 S. E	
Hawkins v. Craig 1267	v. Gas Co.	2509	7 Tex. App.	2059
v. Grimes 2008, 2027 v. Hanson 1564	v. Heller	1350	v. Waters	1390
v. Howard 2200, 2211,	v. Hillsdale v. Ledvard	438 1890	v. West Heaton v. Bank	1621 1347
2307	v. McRae	287	v. Dennis	1841
v. Puhlishing Co. 2354	v. State	10, 111	v. Findlay	2304, 2311
v. Rice 1212	v. Trenton	2220	Heaton's Estate	
v. Ross 1296, 1300, 1318	Hays v. Bouthalier	1681		1495, 1605
v. State	v. Briggs	463	139 Cal.	1492
25 Ga. 111, 247	v. Harden	1033, 1505,	Heavy v. Odell	1873
7 Mo. 832, 861		1511, 1513	Hebbard v. Hanghian	
v. Sumter 2211 v. Warre 2184	v. Hays v. Millar	2245	Heberd v. Myers	1271
Hawks v. Baker 1819	v. State	65, 1984	Hebert's Succession	1644, 2159
v. Charlemont 451	110 Ala.	1104	Heckert v. Haine	1291, 1293 1750
v. Chester 1722	40 Md.	1104 391	Heckle v. R. Co. Hecla P. Co. v. Signa	
v. Patton 1971	v. Tacoma R. & I		Co.	1684
Hawksland v. Gatchel 2405	v. Terr.		Hecox v. State	826
Hawley v. Robinson 1206	Hayslep v. Gymer	1072	Hector v. State	833
Hawley DD. F. Co. v.	Hayward v. Barron		Hedden v. Overton	1275, 2105
Hooper 2442	v. Knapp 22 Minn.		Heddle v. R. Co.	1012, 1721
Haws v. Hand 1409	22 Minn.	1802	Heddles v. R. Co.	1018
Hawthorne v. Hoboken 1674,	23 Minn.		Hedge v. Clapp	1026, 1027,
Hawver v. Hawver 406, 614, 615	Hayward Ruhber Co. Duncklee		Hadman w Hanton	1025
Hay v. Coventry 2459	T) (III) (III)	1083, 1086, 1213, 2104	Hedger v. Horton v. Ward	1080, 1084 1651, 2141
		, 2101	V. TY MALL	

8ection 031, 1382 616, 748, k 1389, 016, 2017

75, 2105 112, 1721 26, 1027, 80, 1084 51, 2141

TABLE OF CASES.

Heldim v. Holy Terror Min. Co. 948 Hedrick v. Gohhle 1778 12 Tex. 2089 Helder v. Barnes 1802 12 Tex. 2089 Helder v. Barnes 1802	Becti	on I and	t t
Main. Co. 948 12 Tex. 63, 246 14 Tex. 2008 14 Tex. 2008 14 Tex. 2008 14 Tex. 2008 1502 2414 1503 1502 2414 1503	Hedlam v. Holy Terror		
Hedrick v. Gohhle 1778 14 %	Min. Co.		Hephnrn v. Cassel 529
Heffishower v. Dietrick 1938 19		100,	46 Hepler v. Bank 2098
Heffrou v. Brown 1802, 2343 Hei v. Heller 2334 Hei v. Heller 2334 Hei v. Heller 2334 Hei w. Heller 2434 Height v. People 2434 Helman Milling Co. v. Hottaling 1802 Helman W. Holdridge 1804 Helman V. Heller 1805 Helman V. Heller 1805 Helman V. Heller 1805 Helman V. Heller 1805 Helman V. Heller 1805 Helman V. Allen 1806 Helland v. Allen 1806 Helland v. Allen 1806 Helland v. Allen 1806 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Helland v. Hellman 1805 Hellen v. People 988, 1976 Hell v. V. People 988, 1976 Hell v. V. Rotarrell 1805 V. Willen v. Cantrell 1805 V. Wash 1806 Hellen v. Rotarrell 1805 V. Wash 1806 Helman v. Heller 1806 Helman v. Hellman 1805 Hellen v. People 988, 1976 Helman v. Hellman 1805 Hellen v. People 988, 1976 Helman v. Hellman 1805 Hellen v. People 988, 1976 Helman v. Hellman 1805 Hellen v. People 988, 1976 Helman v. Hellman 1805 Hellen v. Cantrell 2907 v. Dacayet 2005 W. Wash 1806 Helman v. Hellen 1806 Helman		m 2000	
## 1802, 2349, 234	Haddahaman District	277	11 Herbert v. Berrier 1319
Bernstein 1902		A AAAAAA	82 v. R. Co. 2559
Hei v. Heller 2433 Height v. People 1038 Height v. People 1038 Height v. People 1048 Height v. Heller v. Heller v. Heller v. Heller v. Heller v. Heller v. Heller v. Heller v. State Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hendricks v. Hend			82 v. Tuckal 1503
Height P. People 1028 Height N. People Heig			
Height v. People 1088 Heiman willing Co. v. Gimber 1284 Heiman w. Holdridge 12856 Heiman v. Thayer 1651, 1677 Heinze v. Diartict Court 1862 1684 Hendricks v. State 1684 Hendricks v. State 1684 Hendricks v. State 1684 Hendricks v. State 1684 Hendricks v. State 1684 Hendricks v. State 1685 Hendricks v. Hendricks v. State 1685 Hendricks v. State 1685 Hendricks v. State 1685 Hendricks v. State 1685 Hendricks v. Sta		4 McGrath 24	14 Herbet v. Aslatic Prince 1971
Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman P. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co. p. Hotaling Heliman Milling Co		3 Hendon v. Morris 24	
Hotaling Co. v. Gimber Heldrick's Case Hendrick's Case Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1842 Hendrick's v. State 1843 Hendrick's v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1843 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendry v. State 1844 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Herward v. Rohinson 1878, 1899 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hermann v. State 222, 261 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262 Hermann v. State 222, 262	rieight v. People 102	8 v. White 19	OK Hand Godi
Hein B. Co. v. Glimber 1651, 1677 Heinse to District Court 1652 Hendricks v. State 1654 Hendricks v. State 1655 Hendricks v. State 1656 Hendricks v. State 1657 Heinse to District Court 1658 Hendricks v. State 1658 Hendricks v. Hendrick	Hellman Milling Co. v.	Hendrick v. R. Co.	61 Hand 1 0
Heln B. Co. v. Gimber Heln r. Holdridge Heln r. Choldridge Hell	Hotaling 123		10 70, 2034
Heints v. Thayer 1651, 1677 Heinse v. District Court 1862 Heisler v. State 1770 Heisler v. Davis 2996 Helland v. Allen 2996 Helland v. Allen 2996 Helland v. State 384 Helfenstein v. Medart 461, 561, 1814 Helman v. Helman v. Helman v. State 1815, 1826 Henderson v. Hacker 2240 Helman v. Mellon v. Asher 1889 Helman v. Mellon v. Asher 1889 Helman v. Mellon v. Melman v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mellon v. Mell	Helm B. Co. v. Gimber 253	a Handricks St	
Heinse v. District Court 1862 Heisser v. Davis 1843 Heisser v. Davis 2296 Heisser v. Davis 2296 Heisser v. Davis 2296 Heisser v. Davis 2296 Heisser v. Davis 2296 Heisser v. Davis 2437 Heidre v. State 2437 Heidre v. State 2437 Heidre v. State 2437 Heidre v. People 2839, 390, 823, 497, 2811, 496 Herman v. Mason 1878, 1899 Hendry v. State 348 Herman v. Mason 1878, 1899 Hendry v. State 348 Herman v. Mason 1878, 1899 Hendry v. State 2497 Hensisa v. Freedman 1818 Henisa v. Freedman 1818 Henisa v. Freedman 1818 Henisa v. Green 2967 Hensel v. Davis 1819 Hennes v. Green 1938 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Green 1896 Hennes v. Hennes v. Helice v. Asher 1896 Hennes v. Green 1896 Henne		4 Hendrickson v. Com	12 Herendeen Mig. Co. v.
Heisler v. State 1543 1545 1546 1547 1546 1547 1546 1547 1546 1547 1546 1547 1546 15	Heintz v. Thayer 1651, 167		2155
Heisler v. State 170 Heisler v. Davis 2296 Helland v. Allen 96 Helbrey v. Schmann v. Bason 1878, 1899 1874 1875 1	Heinze v. District Court 186	77. Be C 1999	53 Heriock's Adm'r v. Riser 1543
Hellater v. Davis 2906 Helladar v. Allen 966 Helbreg v. Schmann 2437 Heldre v. State 966 Helbreg v. Schmann 2437 Heldre v. State 1615 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendron v. Rohinson 1878, 1899 Hendron v. State 1154, 1335 Hermann v. State 122, 261 Hermann v. State 122, 261 Hermann v. State 125, 1154, 1335 Hermon v. Black 1750 Hensisa v. Freedman 2287 Hensisa v. Freedman 2287 Hensisa v. Freedman 2287 Hensisa v. Freedman 2287 Hensisa v. Freedman 2287 Hensisa v. Green 2007 Hellar v. Cantrell 2007 Hensisa v. Green 1476 Hens v. Green 1476 Hens v. Green 1476 Hens v. Green 1881, 195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, Hellon v. Asher 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, Hennell v. Lyon 1215, 1218, Hennenway v. Smith 1896 Henneman v. Maller v. Hellzer 1898 Hennenway v. Smith 2324 Henningway v. Garch 1603 Hennems v. Bentley 1603 Hennems v. Bentley 1603 Hennems v. Towner 2063 Hen		1 14	OO Literman v. Meson 1646
Helland v. Allen Helbrag v. Schmmnn Helld v. State Helbrag v. Schmmnn Hellfrich L. & M. Co. v. Hellran v. Hellman Hellran v. Hellman Hellran v. Hellman Hellman v. Hellwan Hellman v. Hellman Hellman v. He	77-7	,	3, r. State 363, 2497, 2511
Heldrey v. State Hendry v. State State Hendry v. State State Hendry v. State Hendry v. State State Hendry v. State State Hendry v. State Hendry v. State Herman v. State State Hendry v. State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State Herman v. State H	77-11- 7 A 11		2519
Heldi v. State	77-11	Robinson 1878, 18	
Helfrich L. & M. Co. v. State Hennish w. Freedman Hennish w. Freedman Hennish w. Freedman Hennish w. Freedman Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1181 1181 Hennish w. Freedman 1195, 1258 1195, 1258 1195, 1125	17.13. 0.	mendry v. State 3.	,,
Helfrich L. & M. Co. v. Helion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 461 Henion v. R. Co. 462 Henion v. Co. v. Casiano 1239, 1651 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1215, 1218 Henion v. Castell v. Monro 1388 Henion v. Castell v. Lyon 1216, 1257 Henion v. Castell v. Lyon 1216, 1257 Henion v. Castell v. Lyon 1216, 1257 Henion v. Castell v. Lyon 1216, 1257 Henion v. Castell v. Lyon 1216, 1257 Henion v. Castell v. Lyon 1218 Henion v. Castell v. Lyon 1218 Heriov v. Adversion 1388 Herne v. Rown 1689 Herne v. Hacker v. Monro 1388 Herne v. Rown 1689 Herne v. Waterloo 2332 Herne v. Waterloo 2332 Herne v. Rown 1689 Herne v. Castell v. Waterloo 2332 Herne v. Rown 1689 Herne v. Castell v. Waterloo 2332 Herne v. Rown 1689 Herne v. Row	TT.10	10	78 Hermes v. R. Co. 1750
Helifrich L. & M. Co. v. Bland Helion v. R. Co. 46 Henislaw v. Freedman 2987 Henisley v. Phillips 4, 1311, 1312 Henislaw v. Green 2907 v. Droayet 2907 v. Droayet 2907 v. Droayet 2907 v. Droayet 2907 v. Droayet 2907 helims v. Green 3916 Helion v. Asher 1890 Helion v. Asher 1890 Helion v. Asher 1890 Helion v. Asher 1890 Helion v. Lascowski 987, 1005 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Helmingway v. Gasrch 2908 Hemingway v. Garch 2908 Hemingway v. G			
Heinfert L. & M. Co. v. Heinslaw v. Freedman 2987	Half-iah T. C. 25 C. 571	Henion v. R. Co.	The state of the s
Heller v. People 1025 Henly v. Hellings 1311, 1312 1312 1318 Henly v. Phillips 1291, 1301 1312 1318 Henne v. People 968, 1976 Henne v. Cantrell v. Shackleford v. Shackleford v. Shackleford v. Shackleford v. Shackleford v. State 1476 Helms v. Green 916 v. U. S. 111, 968 Helser v. McGrath 1890 Helton v. Asher 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 967, 1005, Helwig v. Lascowski 967, 1005, Helwig v. Lascowski 967, 1005, Helmings v. Garth 1890 Hemmings v. Garth 1890 Hemmings v. Garth 1890 Hemmings v. Garth 1890 Hemmings v. Gasson v. Bemmings v. Gasson v. Bemmings v. Gasson v. Simith 1895 Hemmings v. Simith 18	Hellrich L. & M. Co. v.	Henislaw v. Freedman 991	7 " Cinona 1101
Hellman v. Hellman 1851 Helly v. People 968, 1976 Helm v. Cantrell 20054 v. Dackyet v. Dackyet v. Dackyet v. State 1476 Helms v. Green 916 v. U. S. Helser v. McGrath 1890 Helvon v. Asher 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, Heminway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 1890 Heminway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 46minway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 1603 Heminway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 1603 Heminway v. Miller 1603 Heminway v. Smith 2364 Hemingway v. Garth 1606 Heminway v. Towner 2008 Heminwa		Henley v. Phillips 4 1211 121	0 0 1200
Hellyer v. People 968, 1976 Helm v. Cantrell 2097 v. Dracayet 2097 v. Dracayet 2098 v. Shackleford 2098 v. State 1476 v. Monro 1215, 1218, 2236 v. State 1476 v. Monro 1388, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, Helwig v. Lascowski 987, 1005, Helwig v. Lascowski 987, 1005, Helmenway v. Smith 2008 Hemmenway v. Smith 2008 Hemmenway v. Smith 2008 Hemmenway v. Smith 2008 Hemmenway v. Miller Hemingway v. Garch 1609 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmenway v. Towner 2008 Hemmen v. Henderson v. Asalerson 2008 Hemmen v. Henderson v. Henderson v. Henderson v. Leeg 758, 759, 763 V. Leeg 758, 759, 763 V. Leeg 758, 759, 763 Herrica v. Asamr. (Co. 1890 Henry v. Adey 1681, 2163, 2164 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Momero 2291, v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 1890, 2008 Herrica v. Womley 1669, 189		Henly v. Hemming 1001 100	
Hellyer v. Cantrell 2097 v. Ducayet v. Shackleford v. Shackleford v. Shackleford v. State 1476 Helme v. Green 916 1681 v. Whomro 1215, 1218, 1218 Hennen v. Hacker v. Monro 1286 1388 Hennen v. Hacker v. Monro 1388 Hennen v. Hacker v. Monro 1388 Hennen v. Hacker v. Monro 1388 Hennen v. Asher 1118, 1135 Helwig v. Lascowski 987, 1005, 1270 Helzer v. Helzer 1209 Hennatite M. Co. v. R. Co. 748 Hennenway v. Smith 2081 1603 Hennenway v. Garth Hennen v. Hennen v. Hennen v. Hennen v. Adey 1681, 2163, 1163 Hennenway v. Garth Hennen v. Bentley 1896 Hennenway v. Towner 1603 Hennenway v. Towner 2063 Henning v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempston v. State 2533 W. Com. 1678 Hennel v. Mass 1500 Call 454, 455, 456 V. Haynes 987, 1615, 1184 P. W. Co. 1124, 1125, 1126, 1126, 1126 Hennel v. Com. 1270 Hennel v. Mass 1280 Hennel v. Ma	Hellman v. Hellman 1651		
Helm v. Cantrell v. Shackleford v. Shackleford v. Shackleford v. State v.	Hellyer v. People 968, 1976		5 Herren v. People 925, 2277
v. Dincayet v. Shackleford v. State v. State v. State v. State v. State v. Monro liennequin r. Naylor letnequin r. Naylor letnedin r. Naylor letnequin r. Naylor letne		77 1200, 1200, 120	0 v. Strong 1651
v. Shackleford v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Monro 1388 Helmen v. Green 1916 v. U. S. Helmer v. McGrath 1890 Hellser v. McGrath 1891 Helwig v. Lascowski 1987, 1005, Helwig v. Lascowski 1987, 1005, Hemaitte M. Co. r. R. Co. 74 Conn. 1207 Helzer v. Helzer Hemingway v. Smith 1924 Hemingway v. Smith 1934 Hemingway v. Smith 1934 Hemingway v. Smith 1934 Hemingway v. Miller 1936 Hemmens v. Bentley 1936 v. Wright 2375, 2376 Henries v. Waterloo 1414 v. Wright 2375, 2376 Henries v. Waterloo 1681, 2163, 2375, 2376 Henry v. Adey 1681, 2163, 2375, 2376 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163 Henry v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 V. Bank of Salina 2222, 2221 V. Bank of Salina 2222, 2221 V. Bank of Salina 2222, 2221 V. Herries v. Waterloo Herriug v. Clobery 2294, 1512 V. Rogers 1297 V. Rogers 1297 V. S. Skaggs V. Salas 1297 V. Herries v. Waterloo Herriug v. Clobery 2294, 1512 V. Leev 1513 V. Rogers 1297 V. Salas 173, 181. 1736 Herries v. Waterloo 1669, 1890, 1870 V. Leev 1514 V. Wright 2375, 2376 Henries v. Waterloo 1681, 2161, 2375 V. Rogers 1297 V. Rogers V. Skaggs V. Salas 1997 V. Hall 1736 Herries v. Waterloo 1681, 2163, 2375 V. Rogers 1297 V. Rogers V. Shaggs V. Herriey v. Baltering v. Clobery V. Rogers V. Shaggs V. Herriey v. Herries v. Waterloo 1681, 2163, 2316 V. Leev V. Shaggs V. Rogers V. Shaggs V. Herriey v. Clobery V. Rogers V. Shaggs V. Herries v. Waterloo 1684, 2163, 2375 V. Rogers V. Shaggs V. Leev V. Shaggs V. Herries v. Waterloo V. Leev V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shaggs V. Herries v. Waterloo V. Leev V. Leev V. Shagas V. Rogers V. Shaggs V. Herries v. Marchoo V. Leev V. Shagas V. Shagas V. Lee V. Shaggs V. Herries v. Waterloo V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Rogers V. Herries v. Marchoo V. Leev V. Shagas V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Herries v. Waterloo V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Leev V. Shagas V. Leev V. S		1213, 121	Herrick v. Ammerman 1681
v. State Helms v. Green v. U. S. Helser v. McGrath Helnessy v. Ins. Co. Helton v. Asher 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 197, 1005, Helvig v. Lascowski 1980 Helmingway v. Smith Henningway v. Garth Henningway v. Garth Henningway v. Garth Henningway v. Garth Hemingway v. Garth Hemingway v. Garth Hemingway v. Garth Hemingway v. Towner Hemingway v. Towner Hemingway v. Assen. Co. Hemminger v. Assen. Co. Hemmings v. Gasson U. Lee V. Diviney Hemlingway v. Henningway v. Towner Hennings v. Gasson U. Lee V. Diviney V. Hall V. Hell V. Diviney V. Hall V. Hell V. Diviney V. Hall V. Hell V. Hell V. Diviney V. Hall V. Hell V. Hell V. Diviney V. Hall V. Hell V. Hell V. Hell V. Hell V. Hell V. Diviney V. Hersom v. Henderson V. Hertine v. Waterloo V. Levy V. Skaggs V. Swaml V. Levy V. Skaggs V. Skaggs V. Swaml V. Levy V. Skaggs V. Swags V. Skaggs V. Swaml V. Levy V. Skaggs V. Skaggs V. Swags V. Skaggs V. Swaml V. Levy V. Skaggs V. Skaggs V. Swags V. Swaml V. Levy V. Skaggs V. Skaggs V. Skaggs V. Skaggs V. Skaggs V. Skaggs V. Lev V. Skaggs V. Lev V. Skaggs V. Lev V. Skaggs V. Lev V. Skaggs V. Lev V. Skaggs V.	v. Shackleford 1691	2130, 232	9 v. Odell 2336
Helms v. Green 916 v. U. S. 11, 968 Helser v. McGrath 1890 Helton v. Asher 188, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Helwig v. Lascowski 987, 1005 Hematite M. Co. v. R. Co. 748 Hemingway v. Garth 905 Heminway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 905 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmenway v. Towner 2663 Hemmenway v. Towner 2663 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemmens v. Bentley 1896 Hemselway v. Hall 1736 Herstine v. R. Co. 283, 2509 Hemminger v. Assur. Co. 1890 V. Lee 758, 759, 763 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Henderson v. Anderson 529 v. Cargill 2083 v. Cam, Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2083 v. Salina Bank 2260 Hescar v. Degant Hensel v. Maas 2336 v. Cargill 1084 Herstor v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hensel v. Hensel v. Maas 2530 Hensel v. Com. 2220 v. Com. 2220 v. Cargill 124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State v. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 2220 v. State v. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 263 Hensel v. Com. 264 Henson v. State v. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 263 Hertrick v. Hessick v.			
Helser v. McGrath 111, 968 Helser v. McGrath 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 188, 1195 Helwig v. Lascowski 1987, 1005, 1270 Helzer v. Helzer 1209 Hematite M. Co. v. R. Co. 748 Hemenway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 2324 Hemingway v. Garth 2324 Hemingway v. Garth 2324 Hemingway v. Garth 2324 Hemingway v. Garth 2324 Hemingway v. Towner 2063 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmings v. Gasson 406 V. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 233, 773, 159, 2354 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 V. Cargill 2083 v. Com. K. Y., 72 S. W. 1678 v. Hart 1086 v. Hart	77-1	130	
Helser v. McGrath 1890 Helton v. Asher 1188, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, 1270 Helzer v. Helzer 1270 Hemanite M. Co. v. R. Co. 748 Hemenway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 905 Hemlnway v. Towner 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Rentley 1896 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemminger v. Gasson 406 v. Smith 2065, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 233, 773, 1599 Hemdershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Henderson v. Anderson 529 v. Cargill 2083 v. Com. 2513 v. Galloway 1664 v. Hakt 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1617 v. Tarpey 1195 v. Tarpey 1219 Hensold v. Petersburg 1350, 1684 Henson v. State 273, 774 Hensold v. Petersburg 1350, 1684 Henson v. Davis 1549 Hensold v. Petersburg 1350, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State v. Vastch 113, 1737 Hensold v. Petersburg 1350, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. Veatch 73, 74 Hensold v. Davis 1549 Henricut v. Kirkpatrick, 561 Henry v. Adey 1681, 2183, 2163 v. Leey v. Rogers 1297 v. Rogers 1297 v. Rogers v. Skala, 773, 74, 1982 v. Hart 1063 Herson v. Hall 1736 Herson v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. U. S. 1854 Herson v. U. S. 1854 Herson v. U. S. 1854 Herson v. Leey v. Sala, 777, 7912, 1872 Herson v. Henderson 1072 Herson v. Henderson 1072 Herson v. Henderson 1073 Herson v. Henderson 1072 Herson v. Henderson 1074 Herson v. U. S. 1854 Herson v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Lee v. Herster v. Herster v. Herster v. Lee v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Lee v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Herster v. Lee v. Lee v. Herst			
Helton v. Asher 118s, 1195 Helwig v. Lascowski 987, 1005, 1270 Helzer v. Helzer 1270 Hemanite M. Co. v. R. Co. 748 Heminyawy v. Smith 2324 Heminyawy v. Garth 905 Heminway v. Miller 1603 Hemmen v. Bentley 1896 W. Bishop 1290, 1292 v. Brown 64 v. Diviney 1195 Herson v. Assar. Co. 1890 Hemmings v. Gasson 406 v. Lee 758, 759, 763 Herson v. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Herson v. Herster v. He	Welson w W-C	Hennessy v. Ins. Co.	77
Helwig v. Lascowski 987, 1005, 1005, 1270 Helzer v. Helzer 1270 Hematite M. Co. v. R. Co. 748 Hemingway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 905 Hemmens v. Bentley 1633 Hemmens v. Bentley 1636 Hemmens v. Bentley 1636 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Henderson v. Assur. Co. 1890 Hemmings v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Tel. Co. 2382 v. Diviney 1157, 1807, 2497 Henderson v. Anderson 529 v. Cargill 2083 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, v. Tarpey 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, v. Tarpey 1219 v. V. State 1124, 1125, 1126, v. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V. V.	Heiser v. McGrath 1890	74 Conn. 1261, 253	
Part	Helton v. Asher 1188, 1195		
Helzer v. Helzer 1270 1209 Hennicht v. Kirkpatrick 561 Henry v. Adey 1681, 2163, 2163, 2164 Henry v. Smith 2034 Hemingway v. Smith 2034 Hemingway v. Smith 2034 Hemingway v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 W. Brown 64 V. Diviney 1195 W. Hall 1736 W. Hall 1736 W. Ins. Co. 1858 Herser v. Rever v. Herster v. Rever v. Smith 2065, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Tel. Co. 2382 Hempstead v. Tel. Co. 2382 Hempstead v. Tel. Co. 2382 Hempstead v. Tel. Co. 2382 Hempstead v. Tel. Co. 2382 W. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615 1985 v. Haynes 987, 1615 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Hennicht v. Kirkpatrick 561 Henry v. Adey 1684 1684 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1350, 1680 t. Petersburg 1360, 1680 t	fielwig v. Lascowski 987, 1005,		
Hemratite M. Co. v. R. Co. 748 Hemenway v. Smith 2324 Hemingway v. Garth 905 Hemingway v. Garth 905 Hemingway v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmenway v. Towner 2063 Hemmings v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hempton v. State 2573 Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 173, Hendershot v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co	1270	Hennichtt n Kirknatzick	v. Rogers 1297
Hemaite M. Co. v. R. Co. 748 Hemenway v. Smith 2024 2024 2222, 2282 v. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 W. Bishop 1290, 1292 v. Hitchins 285 W. Bishop 1195 W. Hitchins 285 W. Hi	Helzer v. Helzer 1909		v. Skaggs
Hemenway v. Smith Hemingway v. Garth 905 Hemlnway v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Towner 2063 Hemmings v. Gasson 406 v. Diviney 1195 v. Hall 1736 Herster v. Henderson 1003, 1612 v. Leigh 1244, 1639 v. Norwood 73, 209 v. People 105, 216, 968, 1157, 1807, 2497 v. People 105, 216, 968, 1157, 1807, 2497 v. R. Co. 2382 Henderson v. Anderson 529 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 V. Salina Bank 2260 v. Sneed v. Slack v. State v. Hart 1086 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Tarpey 1219 hensoldt v. Petersburg 1350, v. Veatch 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. Veatch 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281	Hematite M. Co. v. R. Co. 748		
Hemingway v. Garth 905 Hemingway v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Towner 2063 Hemminger v. Assur. Co. 283, 2509 Hemminger v. Assur. Co. 1890 Hemmings v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempstead v. Reed 233, 773 Hempstead v. Tel. Co. 2382 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Henderson v. Anderson 529 v. Com. 2083 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hart 1086 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1126, v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 1063 2141, 2573 2373, 23736 2273 2287 v. R. Co. 2509 v. Hendershor v. Assur. Co. 2873 v. Brown 1290, 1292 v. Henderson 1003, 1644 v. Hertig v. Herster v. Herster 233, 1738 Herstine v. R. Co. 2509 v. People 105, 216, 968, 1157, 1807, 2497 v. R. Co. 50 Cal. 454, 455, 456 v. State 2336 v. State 2336 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. Taylor 1960 Henry Coxon, The Hensel v. Mass 2530 Hensel v. Mass 2530 Hensel v. V. Messick 1127, 1131 v. R. Co. 1127, 1131 v. V. Veatch 73, 74 Hensler v. Com. 390, 1124, 1125, 1126, 1126, 1126, v. V. Veatch 73, 74 Hensler v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 1237, 2336 1241, 2573 2346 v. Hensler v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 1633 v. Hertig v.	Hemenway v. Smith 9394	" Park of Cally Cons 216	
Heminway v. Miller 1603 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Towner 2063 Hemmings v. Co. 283, 2509 Hemmings v. Asanr. Co. 1890 v. Ins. Co. 1855 Herster v. He	Hemingway v. Garth 905		nersey v. Barton 1072
Hemmens v. Bentley 1896 Hemmens v. Towner 2063 Hemming v. Towner 2063 Hemming v. Assur. Co. 1890 Hemmings v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hemptead v. Reed 2573 Hempton v. State 233, 773, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 234, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. Thempton v. State 114, 1639, Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v. Thempton v.	Heminway n. Miller 1600		v. Hntchins 285
Hemmenway v. Towner 2063 Hemmings v. Co. 2263 Hemmings v. Assur. Co. 1890 Hemmings v. Gasson 406 v. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. State 233, 773, Hempton v. Anderson 529 v. People 105, 216, 968, 1157, 1807, 2497 V. R. Co. 50 Cal. 454, 455, 456 V. Salina Bank 2260 v. Sneed 2338 v. Com. 406 v. Salina Bank 2260 v. Sneed 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. State 2338 v. Taylor 1664 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 1127, 1131 v. V. Veatch 73, 74 denthorn v. Doe 1680, 237, 2336 2341 v. Herster v. Herster v. Herster v. R. Co. 2509 v. Herston v. R. Co. 233, 1738 levertine v. R. Co. 2165, 2167 v. Hertich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Herstine v. R. Co. 233, 1738 levertine v. R. Co. 2165, 2167 v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 236, 2346 levertine v. R. Co. 236, 236, 2341 levertine v. Hertich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hertrich v. Hersice v. Cos. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levertine v. R. Co. 2336, 2341 levert	Hemmens n Bentley		Hersom v. Henderson 1003
V. Lee 758, 759, 763 Hertfordshire mnrder 9	Hemmenway n Towns	v. Diviney 119	
V. Lee 758, 759, 763 Hertfordshire mnrder 9	Hammin D Co		
V. Lee Total Lee Total Lee Total Lee Total Lee Total Lee L	Hemmin . 16. Co. 283, 2509		
V. Smith 2085, 2529 Hempstead v. Reed 2573 Hempton v. State 233, 773 Hempton v. State 233, 773 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Henderson v. Anderson 529 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615 1985 v. Tarpey 1290 Hensel v. Mass 2530 Hensel v. Mass 1244, 1633 V. R. Co. 2382 v. Salina Bank 2260 v. Sa	Hamminger v. Assur. Co. 1890	v. Lee 758, 759 765	
Hempstead v. Reed 2573 Hempton v. State 233, 773, 1157, 1807, 2497 Hendershot v. Tel. Co. 2382 Henderson v. Anderson 2983 v. Com. 2083 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, v. Haynes 987, 1615, v. Haynes 987, 1615, v. Taylor 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 1678 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 1678 v. Haynes 124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v. V. Com. 2850 v.			
Nemptead v. Reed 2573 V. People 105, 216, 968, 1157, 1807, 2497 Hendershot v. Tel. Co. 2382 V. R. Co. 2382 V. Cargill 2083 V. Cargill 2083 V. Salina Bank 2260 V. Salina Bank 2260 V. Salina Bank 2260 V. Salina Bank 2260 V. Salina Bank 2260 V. State 293 V. Taylor 1960 Henry Coxon, The Henry Coxon, The Henry Coxon, The Hensel v. Maas 2530 Henry Coxon, The Hensel v. Mass 1549 V. R. Co. 2220 V. State V. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 987 V. Tarpey 1219 Hensel v. Cox. 2850 Henry Coxon, The Hensel v. Cox. 2509 V. State 1124, 1125, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1126, 1127, 1131 V. R. Co. 454, 455, 456 Henson v. State 111, 1037 Hensel v. Cox. 2850 Henry v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 237, 2336 1874, 2573 V. Hester v. Cox. 390, 1124, 1127, 1131 V. Hester follos, 1938, 1157, 1807, 2497 Hertrich v. Hert			Hamber Ty A
Hempton v. State 233, 773, 1157, 1807, 2497 1164 1081, 1938, 2336, 2341 1164 1168 1938, 2336, 2341 1168	nempstead v. Reed 2573		Hartrich a Houte's 1854
Hendershot v. Tel. Co. 2382 Henderson v. Anderson 529 v. Cargill 2083 v. Com. 2083 v. Com. 2513 v. Galloway 1664 v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. R. Co. 2382 tv. R. Co. 2382 v. R. Co. 2454 tv. R. Co. 2851 tv. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 1680, 1680, 2937, 2336, 2341 thesder's Will 1033, 1129 Hessler v. Degant 466 Heslop v. Heslop v. Heslop 280 Hess v. Griggs 1291 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. State 2338 v. Lastle 2338 v. Lastle 2338 v. Lastle 2338 v. Lastle 2338 v. Lastle 2338 v. Lastle 2338 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. R. Co. 2220 v. State 703, 1339 v. Wilcox 1873, 2115 Heser's V. Besick 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573	nempton v. State 233, 773.	1157 1907 9405	1081, 1938,
Hendershot v. Tel. Co. 2382 50 Cal. 454, 455, 456 2 Ia. 1943 1945 280 280 2983 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Taylor 1960 2513 v. Taylor 1960 2513 v. Taylor 1960 2514 v. Taylor 1960 2514 v. Taylor 1960 2515 v. Taylor 1960 40 kmas 2510 v. Taylor 1960 40 kmas 2510 v. Taylor 1960 40 kmas 2510 v. Taylor 1960 40 kmas 2510 v. Taylor 1960 40 kmas 2510 40 km	i. 9. 2354	v. R. Co.	[Yandani avris
## denderson v. Anderson v. Cargill 2083 v. Cargill 2083 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Haxt 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. Calloway 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1665 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 thenshav v. Does 1680 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Davis 1664 thenshav v. Com. 287 thenshav v. Com. 287 thenshav v. Com. 288 thenson v. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 thenshor v. Doe 1680 thenshav v. Hessick v. Hess	mendershot v. Tel. Co. 9389		Heeler 7 1033, 1129
v. Cargill 2083 v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Ilackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. Salina Bank 2260 v. Sneed 2338 v. Salina Bank 2260 v. Sneed 2338 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Coregon G. B. Co. 2554 v. R. Co. 2220 v. State 703, 1339 v. Wilcox 1873, 2115 Hensoldt v. Petersburg 1356, v. Wilcox 1873, 2115 Henson v. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680 v. Sneed 2338 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Coregon G. B. Co. 2554 v. R. Co. 2554 v. R. Co. 2554 v. State 703, 1339 v. Wilcox 1873, 2115 Hesse v. C. S. & H. R. Co. 285 Hesse v. C. S. & H. R. Co. 285 v. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 1680, 237, 2336	Henderson v. Anderson 520	0 T	Henier v. Degant 406
v. Com. Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. Sama Bank 2226 v. Sama Bank 2226 v. Sama Bank 2226 v. Sama Bank 2226 v. Sama Bank 2226 v. Sama Bank 2226 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Lowrey 940, 1700, 2220 v. Oregon G. B. Co. 2554 v. R. Co. 2220 v. State 703, 1339 v. Wilcox 1873, 2115 Hesse v. C. S. & H. R. Co. 2509 v. St. John R. Co. 285 Henson v. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester 610, 2327, 2336	v. Cargill 2083	C ** ** *	Heslop v. Heslop 280
Ky., 72 S. W. 1447 98 Va. 2513 v. State 293 v. Taylor 1964 v. Hackney 1664 v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Taylor 1985 v. Taylor 2530 v. Com. 2530 v. R. Co. 2530 v. R. Co. 2530 v. Wilcox 1873, 2115 v. Tarpey 1219 v. Tarpey 1219 v. Tarpey 1219 v. Tarpey 1219 v. Tarpey 1219 v. State 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. V. Com. 285 v. V. Com.	v. Com.		Hess v. Griggs 1291
98 Va. 2513 v. Galloway 1664 v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 v. Taylor 1964 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 Henry Coxon, The 1644 V. R. Co. 2554 v. R. Co. 2509 v. State 703, 1339 v. Wilcox 1873, 2115 Hessee v. C. S. & H. R. Co. 2509 v. St. John R. Co. 285 Henry Coxon, The 1644		2000	v. Lowrey 940, 1700
v. Galloway v. Hart 1086 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Henry Coxon, The 1644 Henry	98 Ve	m •	2220
v. Hackney 1678 v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Hensel v. Mass 2530 Hensel v. Mass 2530 Hensel v. Com. 987 v. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. V. Com. 1127, 1131 v. V. Weatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680 1680 1684 Hessel v. Co. 2250 v. St. John R. Co. 285 Hessel v. Co. 4250 v. V. St. John R. Co. 285 Hessel v. V. Hessick 2526 Hessel v. V. Hessick 2526 Hessel v. V. Hessick v. Hessick 2526 Hessel v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131	- C-11.		v. Oregon G. B. Co. 9554
v. Hart 1086 v. Haynes 987, 1615, 1986 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Hensel v. Maas 2530 Hensel w. Maas 2530 t. Mars 1086 V. Com. 987 v. Tarpey 1219 Hensel v. Com. 987 v. Tarpey 1219 Hensel v. Petersburg 1350, 1684 t. Co. 2509 v. State 0. C. S. & H. R. Co. 285 Henser v. Rowley 1633 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131	u Hackney 1664	Henry Coxon, The 1641	D 8
v. Haynes 987, 1615, 1986 v. Haynes 987, 1615, 1985 v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Henshaw v. Davis 1549 Henselw v. Com. 987 v. Wilcox 1873, 2115 Hesse v. C. S. & H. R. Co. 2559 Henson v. State 111, 1037 v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 22526 Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 390, 1124, 2573		Hensel v. Maas 2530	
v. Jones 1124, 1125, 1126, 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 Henseley v. Com. 73, 74 Henshor v. Doe 1680, 2141, 2573 v. Hesser v. C. S. & H. R. Co. 2509 v. St. John R. Co. 285 Herer v. Rowley 1633 Henseley v. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573 v. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester v. Com. 390, 1124, 127, 1336	U. Hart 1086	Henshaw v. Davis 1540	700, 1009
v. R. Co. 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 111, 1037 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 110, 100 11680, 2141, 2573	v. Haynes 987, 1615,	Hensley v. Com.	Hosso v C S & H D
v. R. Co. 1127, 1131 v. R. Co. 454, 455, 456 v. State 111, 1037 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 110, 100 11680, 2141, 2573		v. Tarney	
v. R. Co. 454, 455, 456 U. State 70 Ala. 580, 1781 95 Ga. 852, 2281 U. State 111, 1037 U. Veatch 73, 74 Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573 U. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 U. Henthorn v. Doe 1680, 2141, 2573 U. Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 U. Hester v. Com. 390, 1124, 1127		Hensoldt n. Petersham	Co. 2509
v. R. Co. 454, 455, 456	1127, 1131		
v. State 70 Ala. 95 Ga. 852, 2281 Vestor 111, 1037 Hessick v. Hessick 2526 v. Veatch 73, 74 Hester v. Com. 390, 1124, 1127, 1131 v. Hester file 2323, 2336	v. R. Co. 454, 455, 488		Hearer v. Rowlev 1633
70 Ala. 580, 1781 Henthorn v. Doe 1680, 1127, 1131 2141, 2573 v. Hester 610, 2237, 2336			Hessick v. Hessick 2526
95 Ga. 852, 2281 Henthorn v. Doe 1680, 1127, 1131 2141, 2573 v. Hester 610, 2237, 2336			Hester v. Com. 390, 1194
2141, 2573 v. Hester 610, 2237, 2336	200, 1101	Henthorn v. Doe 1680,	1127, 1131
3731	652, 2281	2141, 2573	
		3731	,, 2000

	Section	n I	Section	-1	
Hester v. Lumpkin	103		247		Section
Hetch v. Eherke	164		liedon's		1320
Heth v. Young	138	Devisees	223	v. Hill's Ad 9 Ala.	
Hetherington v. Ke	mp 9:				1602 1645 0006
Hengh v. Garrett	221:	Ala., 29 So.	197	v. Home In	1603, 1645, 2086
Heuston v. Simpson	238-	Tex Cr., 20 S. W.	16		
Hewatson v. Tookey		Higgins » Andrews	. 0		665 ar & S. W
Hewes v. Fruit Co.	1078	v. Cal. P. & A.	Co. 246		1074
v. Glos	2515	r. Carlton	1029, 1244		10/4
v. Wiswell	1314		193	50 Kan	1876, 2503
Hewett r. Hnrley	1958	1 2 2 2 2 2 2	195	7 La. A	
llewitt v. Bank v. Clark 77	1684		56		
	1, 1969, 2097		1938, 2500	v. Nall	1308
v. Eisenbart	6, 1128, 1129			v. Nisbet	1651, 2140, 2146
v. Pigott	1719		730	v. Norris	1676
7 Bing.	1858	58 N. Y.	1133		416
5 C. & P.	2104		1267, 1269		1271, 1279
v. Praine	2383		1062		1850, 1852, 1853
v. State	1244	v. Senior v. Spahr	2438		1073
Hewlett v. Wood	1390	v. State	1086 343	11210000	613, 1566, 1568
r. Henderson	1233	v. Watson			
v. Cock	2141	Higginson v. Clowes	1195, 1196 2442		461, 1951
v. Wood	1958	Higgs v. Dixon	1290		461
Hey's Case	1842	r. Shehee	1536		G
Heylor v. Hall	2352	High v. Pancake	1566, 1569,		
Heyn's Case	2239		1778		605, 1438
Heyward, re	1909	Higham v. Ridgway	1465, 1476,	91 Ga.	2355
v. Hazard	689, 1938		1584	4 Ind.	2354 133, 987
Heywood v. Reed	64, 253,	v. Vanosdol	17, 1730	5 Lea	784
Title and on the state	1109	Highfield v. Peake	1215, 2158	64 Mise.	1443
Hibbard v. Russell	581, 1969	v. Phelps	1651	42 Nebr.	
Hibberd v. Knight	2308	Highland Avenue &	B. R.	91 Tenn	
History Con	1647	Co. v. Sampson	571		2277
Hice r. Cox	905, 907	Highland Turnpike (Co. v.	22 Tex.	App. 1842
Hickey v. Campion v. Fitzgerald	2061	McKean	1074	17 Wis.	759
v. Morrissey	364, 986	Highlander v. Flnke	1086	v. Sturgeon	1951, 2103
v. R. Co.	1646 461	Highley r. Bank	907	v. Taylor	1225, 2143
Hickinbotham v. Lea		Highsmith v. State	1219, 1672	v. Townsend	1209, 1298
Hickman v. Gillnm	1215	Hight v. Wilson	1290	v. Whidden	2433
v. State	1938	Hightower v. Ogletre v. Williams		v. Wiggett	2426
Hickory v. U. S.		Higley v. Bidwell	2132	v. Wilson	2065
	, 907, 1028,	Higlister v. French	1587	v. Winston	1404, 1405
	2016, 2018	Higman v. Camody	216 2508	Hill's Case	1749
160 U. S.	276	Hihn v. Peck	1664	Hill Estate Co. v.	
Hicks v. Bradner	619	Hilbert v. Com.	2336	Hill Men Co D	2580
v. Choutean	2135	Hilborn v. Alford	1300, 2132	Hill Mfg. Co. v. P S. Co.	
v. Coleman	1225, 2132	Hildebrand v. Carroll	2508	Ilillian v. State	461
v. Cram	1624	Hildeburn v. Cnrrap	1020, 1021	Hilliard r. Beattie	2060
v. Hinde	2444, 2445	Hilders v. McCartney	461	v. Enders	220, 1908 1275
v. Ivey	2463	Hildreth v. Martin	1072	v. Wylie	923, 1985
v. Person	709, 2008	Hildyard v. Smith	1858	Hills v. Barnes	2525
v. R. Co.		Hiler v. People	2085, 2086	v. Farmington	2434
S. C., 38 S. 1		Hilker v. Hilker	64	v. Ins. Co.	1946, 1947
63 S. C. v. Stone	1984	Hill v. Aland	1858	v. Jacobs	1208
v. Thomas	1021	v. Amer. Surety (Co. 1947	v. Lndwig	1085
v. Williams	1062	v. Anltman	1195	v. State	2239 , 2395
Hicks' Estate v. Blanc	1960	v. Bacon	1352, 2582	v. Union L. &	S. Co. 1862
ard	2325	v. Bahrns	1738	Hilton v. Gnyot	1697
Hieronymns v. Glass	2437	v. Bellows	1678	v. Masc.:	1960
Hiers v. Risher	1587	v. Bigge	2368	v. Roylance	1699, 2569
Hiersche v. Scott	75, 770	v. Canfield	18	v. S. ste	166
Highee v. Dresser	2298	v. Com. 910,	2079, 2080	Hilts v. Colvin	1270
v. McMillan	608, 2235	v. Crook v. Eldredge	2463	v. R. Co.	96, 249
Higbie v. Ins. Co.	658, 1947	v. Goode	667	Hilyard v. Harrison	n 1185, 1861
Higdon v. Heard	2260, 2275,	v. Gust	905, 1028	Himmelman v. 110	
	2282	t Helton		Himmed Cil.	2167
		0200	204	Himrod v. Gilman	2008

Section

1645, 2086 561

W. 665

1876, 2503 1878 1011

271, 1279 852, 1853 1073

566, 1568

461, 1951

2426

04, 1405 1749

lesey 2580

Y. 461

20, 1908 1275

23, 1985 2525

46, 1947

39, 2395

. 2434

96, 249 **5,** 1861

1680,

87, 1117, 2277

Winshalise IV	Section
Hincheliff v. Hluman	1318, 1651
Hinckley v. Somerset	252
v. Thatcher Hinde v. Vatlier	2467
1 McLean	1011
5 Pet.	1311 1684
Hinde's Case	2250
Hindman v. Van Dyke	233
Hinds v. Barton	154, 455 1225
v. Harbon	571
v. Kelth 25	3, 1966
v. Evans v. Harbon v. Kelth v. Kersey v. State	1304
Hindson v. Kersey	391 2049
Hine, re	771
v. Pomeroy 24 Vt.	
30 Vt.	93 379
p. R. Co. 48	1, 1729
Elizes v. Itreenies	1239
v. Johnston 127: v. Miller v. Potts	2, 1273
v. Potts	2582 2538
v. Soule 1080	. 1082
1083, 1085	5, 1257
v. Thorn v. Wilcox	1225
Hinkle v. R. Co.	2442 987
v. State	
94 Ga. 857, 1841 157 Ind. 1003	, 2264
Hinkley v. Davis	, 2062
Hinshaw v. State 41, 278	1474
Hinshaw v. State 41, 276, 390, 1126,	1330,
Hinton v. Locke	249/
Hipsley v. R. Co. 283	2463 I
43	8, 458
Hirsch, re 1219	8, 437, 1 8, 458 , 2375
r. State	1213 2281
Hirschfeld v. Williamson	1086
Hirschman v. People	968,
Hirst's Case	1983
Hiserick v. McPherson	1328
Hiserick v. McPherson Hitch v. Wells	1811 E
Hitchcock v. Burgett 132 1021,	, 675, I
v. Clendinen	1755 H
v. Grant	1141 H
Hitchcox v. Hitchcox	2341 H
	2069, H 2085 H
Hitchins v. Eardley llitchon v. Best	1492 H
llitchon v. Best	2152
lite v. Com. v. Shrader	852
Ditters Annes!	1573 2336
With v. Sterling-Goold Mfg.	
CO.	2237
Hittner v. State Hittson v. Davenport 1267, Hitz v. Algreen	276
Hittson v. Davenport 1267, Hitz v. Algreen Hix v. Drury 406, 1064, 5	2531
Hix v. Drury 406, 1064, 2	349,
	2354

3,	Hoadley v. Hemmon	Secti	on	Section
il	Hoadley v. Hammon v. Northern Trai	d 190	60 Hogan v. Rohlnso	n 1086
	v. Seward & S. (asp. Co.	J. v. Rocha's He	irs 1938
2 7	o. Deward & B. (0. 45	l, v. State	1620
1	Hoag v. Wright Hoard v. State Hoare v. Allen	001 001	Hoge v. Fisher v. Turner	689
ı	Hoard v. State 20	0 500 110	r. Thrner	617
	Hoard v. State 29 Hoare v. Allen	170	Hoghton v. Hoght Hogins v. Brashes	on 1062
5	v. Graham	179 244	Homes P. Brashes	rs 1676
3	r. Silverlock	258		1195, 1778
1	Hobart v. Ilobart	1303, 151		463
ı		151	l, Holtt v. Moulton	694, 726, 923, 933, 987, 43, 1969, 1985
1	Hobbs v. Batory	243	8	923, 933, 987,
	v. Beard 1189.	1269, 165	l Hoke's Exr's v. Fl	43, 1969, 1985
	v. Dun	139	9 Holbrook v. Debo	eming 1126 1587
1	v. Massasoit W. (Co. 241	3 v. Dow	987, 2277
Ш	v. Norton	204	7 v. Gay	1561
1	v. State		v. Holbrook	
L	75 Ala.	187	8 113 Mass.	1086
Ι,	133 lnd	1126, 113	2 30 Vt.	1021
P	Hobhy v. Alford	129	8 v. Jackson	18 260
L	Hobhy v. Alford v. Dana r. Wisconsin Ban	194	7 v. Murray	18, 260 1777
Ĺ	r. Wisconsin Ban	k 610	v. Nichol 16	51, 1677, 2105
l:	Hobdy v. Jones Hobe v. Swift	2083	v. 1 rustees	1195
ŀ	nobe v. Swift	1249	Holcomb v. Holcon	ah
H	Hobbonse v. Hamilton Hobson v. Ogden	1650	28 Coun.	493, 932,
ľ	Tomon v. Ogden	1066	5	1899
1	v. Porter łock v. Hock	1188, 1195	95 N. Y.	1934, 1938
Ť	Joskanhana a Castal	2048	v. Mosner	1195
ľ	lockenbury v. Carlisle		v. State	689, 1938
ı	lockett v. Alston	2158, 2159	v. Tift	1681
i	locking, re	2573 2528	Holcombe v. Hewso	
Ī	lockmoth v. Des Gran			1248
-	Champs	105	Holcroft v. Smith	1409, 1650
В	locks v. Sprangers	1956 282, 1067	Holden v. Ins. Co.	2388
I	Iodgdon v. Shannon	1778	v. Jenkins	1295
_	v. Wright	2518	v. Mig. Co.	1976
H	lodge v. Palma – 1	240, 2141	Troller v. State	987
H	lodges v. Bales	126, 1127	Holdfort w Domling	1842
	t. Bearse	458	Holdress w Western	1304
	v. Bennett v. Drakeford	2061		1014
	v. Drakeford	2434	Holladay . Littlene	P 905
	v. Eastman	1300	Holland re	ge 1476 2454
	v. Hodges 2 Cnsh.		v. Barnes	923
	2 Cnsh.	1278	v. Carter v. Holland v. Huston v. Kindregan v. Reeves	1651
	106 N. C.	1483	v. Holland	2067
	v. Percival	283	v. Hnston	571
	v. Windham	211	r. Kindregan	2494
ij	odgkins v. State	1614	v. Reeves	1884
н	odgkinson v. Willis	1215, 2526	v. State 8	26, 861, 862,
				2071, 2073
H	odgson, re	2065	v. Zollner	689
	odnett J. Forman	1312 27* 1218	Holleman v. De Nyse	9164
91	De v. Nathorn 1			ng 1300
В	Dener V. Noch	1951	v. Todd	9997
5	pener v. Koch pes v. Van Alstyne off v. Fisher	1271	Hollenbeck v. Mario	1 1978
1	on v. Fisher	1417	r. Ristine	2517
110	offman v. Crerar	2311	v. Rowley	792
	v. Harrington v. Kemerer	1871	v. Stanberry	1234, 1245
	v. North Milwankee	75, 210	noner v. State	111
	v. Pack	1990	Holleran v. Meisel	1956
	v. R. Co.,	1230	Holley v. Bnrgess v. Coffee	74
	40 Minn. 657,	726 754	v. Confee	1672
	143 Pa.	51 1160	v. State	***
	v. Smith	51, 1168 2121	105 Ala.	609, 1108
	v. State	2121	39 Tex. Cr.	106, 396, 2277
	93 Md.	992	n Vanna	2277
	97 Wis.	9497	v. Yonng Holliman v. Cabanne	2593, 2594
	3733	**** I		1984
	0100			

	Section	
Holliugham v. Head	377	ı
Hollingsworth v. State 53 Ark.	993 953	ı
Wy	969, 987, 1022, 1112	ı
TO Co.	1022, 1112	l
79 Ga. 111 Iud.	907 1230	ı
v. Walker	2530	ĺ
v. Waruock Holliugsworth's Will	111	ľ
Hollingsworth's Will Hollingworth v. Lucy	1738 575	
Hollis v. Dashiell	2141	ľ
v. Sales	1458	
v. State Hollister v. Cordero	1974 1671	
Hollister v. Cordero v. McCord v. Young	1684	l
v. Young	1593, 1778	ı
Holloway v. Rakes Holly v. Bass	1778 1681	
v. Beunett	1684	
v. Com.	949	
v. State 111, Hollywood v. Reed	247, 2550 1807, 1908	
Holmau v. Austin	2210	ı
v. Bachus	2337	Į
v. Bauk 1031, 1 v. Kimball	1035, 1388 2300	l
v. R. Co.	461, 682	ľ
v. Riddle	2349	
v. Whitaker Holman's Heirs v. Ban	2465	
Norfolk	2593	
Holmberg v. Johusou	2016	
Holmes v. Anderson v. Baddeley	1651 2294	
v. Boydston	1388	1
21. Rec. :	406	
v. Coryell 2141, 5 v. Deppert v. Foud du Lac	2143, 2146 2105	ľ
v. Foud du Lac	613	
22 Lioldsmith	377, 698, 2016, 2026	
v. Hiukle	1873	
v. Hoiloman	310, 1316	
. Trabusa	1317, 2222	
v. Holmes v. Hnnt	2083	
v. Jones	1064	
v. Marsdeu v. Matthews	750, 1532	ı
v. Pontiu	2437 1312	
v. Roper	1085	
v. Sawtelle v. State	1779	
88 Ala. 692.	988, 1983	
108 Ala. 136 Ala.	1239	į
	1966	
v. Stateler v. W. R. E. Co.	928, 1117 1058	ŀ
v. W. R. E. Co. Holmesly v. Hogue Holseubake v. State	334	1
Holsenbake v. State	2071 2466	
Holsten v. Jumpson Holston v. R. Co.	1013	
Holt v. Collyer v. Miers	2464	
v. Miers v. State	1208	
9 Tex. App.	1840	
	979 947	п
1	1079, 2279	l

Holt v. Walker Holteu v. Board Holteu v. Lloyd Holtz v. Dlck Holtzman v. Hoy V. Wagner Holy Cross G. M. & M. Co. v. O'Sullivan Home Fire Ins. Co. v. Berg Home v. Beatinere W. Co. v. Clark Home Fire Ins. Co. v. Berg Housewood v. Selwin Housewood v. Goog V. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. Hoopes v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Me- Cain La Selvin La Saltivation La Selvin Housewood v. Selvin Housewood v. Berg Hower v. Gehr 1548, 1558, 1561 V. M'Chesuey V. Pattou V. More La Saltivation V. Megunir Housewood v. Selvin Housewood v. Berg Hower v. Gehr 1548, 1558, 1561 V. M'Chesuey V. Pattou V. More La Saltivation La Saltivation La Saltivation Housewood v. Berg Hower v. Gehr 1548, 1558, 1561 V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. Pattou V. Co. Hower v. Gehr 1548, 1558, 1561 V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. M'Chesuey V. M'Chesuey		
Holtzman v. Hoy . Wagner Holy Crose G. M. & M. Co. v. O'Sullivan Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home Protection of N. A. v. Whiddeu Home Protection of N. A. v. Whiddeu Homer v. Cilley Li38, 2141 v. Everett v. Inter-Mountain A. Co. v. Wallis Li312, 1320, 1994, 2016 Housewood v. Selwin Honselman v. People Housewan v. Campbell Holt v. French v. Mathers v. Maxwell v. R. Co. Howaxwell v. Reeve Hoodless v. Jernigau Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hoope's Chism v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li26 v. Hoopes v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Me Cain Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1569 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1938 35 Tex. Cr. Hope v. Hnrt Li36 Hookins v. Albertsou v. Chung Wa v. People v. Chung Wa v. Com. Li36 V. Grimshaw v. Hopkins Li54, 1807 v. Millard Li56, 2334 v. Hopkins Li54, 1807 v. Megguire v. Millard Li57 v. Millard	Holt w Walker	Section
Holtzman v. Hoy . Wagner Holy Crose G. M. & M. Co. v. O'Sullivan Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home Protection of N. A. v. Whiddeu Home Protection of N. A. v. Whiddeu Homer v. Cilley Li38, 2141 v. Everett v. Inter-Mountain A. Co. v. Wallis Li312, 1320, 1994, 2016 Housewood v. Selwin Honselman v. People Housewan v. Campbell Holt v. French v. Mathers v. Maxwell v. R. Co. Howaxwell v. Reeve Hoodless v. Jernigau Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hoope's Chism v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li26 v. Hoopes v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Me Cain Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1569 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1938 35 Tex. Cr. Hope v. Hnrt Li36 Hookins v. Albertsou v. Chung Wa v. People v. Chung Wa v. Com. Li36 V. Grimshaw v. Hopkins Li54, 1807 v. Millard Li56, 2334 v. Hopkins Li54, 1807 v. Megguire v. Millard Li57 v. Millard	Holten v. Board	1623, 1943
Holtzman v. Hoy . Wagner Holy Crose G. M. & M. Co. v. O'Sullivan Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home v. Beutinek Home Protection of N. A. v. Whiddeu Home Protection of N. A. v. Whiddeu Homer v. Cilley Li38, 2141 v. Everett v. Inter-Mountain A. Co. v. Wallis Li312, 1320, 1994, 2016 Housewood v. Selwin Honselman v. People Housewan v. Campbell Holt v. French v. Mathers v. Maxwell v. R. Co. Howaxwell v. Reeve Hoodless v. Jernigau Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hoope's Chism v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li25 v. Harcourt v. Hall Li26 v. Hoopes v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Me Cain Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1569 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1938 35 Tex. Cr. Hope v. Hnrt Li36 Hookins v. Albertsou v. Chung Wa v. People v. Chung Wa v. Com. Li36 V. Grimshaw v. Hopkins Li54, 1807 v. Millard Li56, 2334 v. Hopkins Li54, 1807 v. Megguire v. Millard Li57 v. Millard	Holton v. Lloyd	2145
. Wagner Holy Crose G. M. & M. Co. v. O'Sullivan Homans v. Corning Home V. Bentinek Home Fire Ins. Co. v. Berg Home Ins. Co. v. Baltimore W. Co. v. Clark Home Protection of N. A. v. Whiddeu Homer v. Cilley List, 12138, 2141 v. Everett v. Inter-Mountain A. Co. v. Wallis List, 1312, 1320, 1994, 2016 Houseywood v. Selwin Honselman v. People Hoselman v. People Hoselman v. Campbell V. French v. Mathers V. Maxwell v. Maxwell v. R. Co. v. Reeve Hoodless v. Jernigau Hook v. Geor; 2 v. Payee Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooper " Chism V. Hall V. Hall V. Harcourt V. Harcourt V. Harcourt V. Moore Joues V. Payee Jornal Hooser Stoue Co. v. McCain Hoover v. Gehr Hoose v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. McCain Hoover v. Gehr Hooper v. Chus V. Pattou V. Pattou V. Pattou V. Pattou V. State Ind., 68 N. E. 48 Nebr. 35 Tex. Cr. Hope v. Hnrt V. People V. Phorel Lind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 35 Tex. Cr. Hope v. Hnrt V. People V. Chus V. Com. V. Com. V. De Graffenreid Liod, 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 V. Grimshaw V. Hopkins V. Millard Lict V. Millard Lict V. Millard Lict V. Millard Lict V. Millard V. R. Co. V. Com. V. De Graffenreid Lict V. Millard V. Millard Lict V. Millard V. Millard V. Millard Lict V. Millard V. Millard V. Millard Lict V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard V. Millard	Holtz v. Dlck	2337, 2341
## Distribution 1951	Holtzman v. Hoy	1621
## Distribution 1951	Wagner Waln Court C. M. S.	M Co 619
Homans v. Corning	n O'Sullivan	1951
Home v. Beutinek 2375 2304	Homans v. Cornlug	
Home Fire Ins. Co. v. Berg 2304 Home Ins. Co. v. Baltimore	Home n Rentinek	2375
v. Clark v. Whiddeu 1202, 1206 Homer v. Cilley 1225, 1651, 2138, 2141 v. Everett v. Inter-Mountaiu A. Co. v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houseywood v. Selwin Honselman v. People Houyman v. Campbell 401 401 4090 Hood v. Bloch v. French v. French v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell v. R. Co. v. Wallis 1312, 320, 1994, 2016 Houseywood v. Selwin Houselman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 161 v. French v. French v. French v. Maxwell v. R. Co. v. Wawwell v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 131 Hooper w. Chism 1278, 2105 v. Gumm v. Hall 1225 v. Harcourt v. Hoore 3 Joues 5 Joues 5 Joues 5 Joues 6 Joues 757 v. R. Co. 1387 Hooper v. Chism 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain Hoose v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey v. Pattou v. State Ind., 68 N. E. 48 Nebr. 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins v. Hopkins v. Millard 1154, 1807 728 v. Millard 1678	Home Fire Ins. Cc.	v. Berg 2304
v. Clark v. Whiddeu 1202, 1206 Homer v. Cilley 1225, 1651, 2138, 2141 v. Everett v. Inter-Mountaiu A. Co. v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houseywood v. Selwin Honselman v. People Houyman v. Campbell 401 401 4090 Hood v. Bloch v. French v. French v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell v. R. Co. v. Wallis 1312, 320, 1994, 2016 Houseywood v. Selwin Houselman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 161 v. French v. French v. French v. Maxwell v. R. Co. v. Wawwell v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 131 Hooper w. Chism 1278, 2105 v. Gumm v. Hall 1225 v. Harcourt v. Hoore 3 Joues 5 Joues 5 Joues 5 Joues 6 Joues 757 v. R. Co. 1387 Hooper v. Chism 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain Hoose v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey v. Pattou v. State Ind., 68 N. E. 48 Nebr. 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins v. Hopkins v. Millard 1154, 1807 728 v. Millard 1678	Home Ins. Co. v. Ba	ltimore
Home Protection of N. A. v. Whiddeu 1202, 1206 Homer v. Cilley 1225, 1651, 2138, 2141 v. Everett 281 v. Inter-Mountaiu A. Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1894, 2016 Houselman v. People 1135, 2056 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hooke v. Geor, 9 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks n. Houstou 131 Hooper v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 20 v. State 1104, 68 N. E. 15 48 Nebr. 35 Tex. Cr. 2242 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 1066 v. People 351, 414 v. P	W. Co.	1002
v. Whiddeu 1202, 1206 Homer v. Cilley 1225, 1651, 2138, 2141 v. Everett 281 v. Inter-Mountain A. Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houeywood v. Selwin 2256 Houeywood v. Selwin 2256 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor, 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks v. Houstou 131 Hooper v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. McCain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey v. Pattou 20 v. State 1nd., 68 N. E. 15 48 Nebr. 335 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Home Protection of	N A IIIU
v. Everett 281 v. Inter-Mountaiu A. Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houeywood v. Selwin 2256 Houselman v. People 1135, 2056 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hooper's Chism 1278, 2105 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 20 v. State 1104, 68 N. E. 15 48 Nebr. 335 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Whidden	1202, 1206
v. Everett 281 v. Inter-Mountaiu A. Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houeywood v. Selwin 2256 Houselman v. People 1135, 2056 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hooper's Chism 1278, 2105 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 20 v. State 1104, 68 N. E. 15 48 Nebr. 335 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Homer v. Cilley	1225, 1651,
v. Inter-Mountaiu A. Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houeywood v. Selwin Honselman v. People 1135, 2056 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch v. French v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 2 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 6 Joues v. Moore 1877 v. Hall 1925 v. Harcourt v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues v. Moore 1877 v. Hall 1925 v. Harcourt v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues v. Moore 1337 v. R. Co. 1387 Hooper's Chism 1278 2573 v. R. Co. 1387 Hooper's Trac Cr. 148 Nebr. 355 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertson v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Millard 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard		2138, 2141
Co. 2354 v. Wallis 1312, 1320, 1894, 2016 Houseywood v. Selwin Honselman v. People 1135, 4056 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks n. Houstou 131 Hooper n. Chism 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 20 v. State 168, 8 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1548		
v. Wallis 1312, 1320, 1994, 2016 Houeywood v. Selwin 2256 Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor, 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoope v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. McCain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 11d., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2990 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678		
1994, 2016 2256 2		
Housewood v. Selwin Honselman v. People Honselman v. Campbell Hold v. Bloch V. French v. Mathers V. Mathers V. Mathers V. Maxwell V. R. Co. V. Reeve Hoodless v. Jernigau Hook v. Geory V. Payee Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooker v. R. Co. Hooper Journal V. Hall 1278, 2105 V. Gumm V. Hall 1278, 2105 V. Gumm V. Harcourt V. Harcourt V. Harcourt V. Harcourt V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Harcourt V. Moore Journal V. Harcourt V. Hoopes v. De Vaughu Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain Hoover v. Gehr John St. L. John St. L. John St. L. John St. L. John St. L. John John St. L. John John St. L. John John John John John John John John		1994 9016
Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 v. R. Co. 1387 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 168 Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. Grimshaw 154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Houeywood v. Selwi	n 2256
Houyman v. Campbell 401 2090 Hood v. Bloch 1161 v. French 1777 v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 v. R. Co. 1387 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 168 Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. Grimshaw 154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Honselman v. People	1135, 2056
v. French v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geory 2 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks v. Houstou 131 Hooper v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 168 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Houyman v. Campbe	ell 401 2090
v. Mathers 1225, 1651, 1658 v. Maxwell 716 v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geor; 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks v. Houstou 131 Hooper v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 164, 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678		
v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geory 9 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks v. Houstou 131 Hooper v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 1nd., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. French	E 1651 1659
v. R. Co. 340 v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geory 2 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooks n. Houstou 131 Hooper n. Chism 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 164, 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	n Maxwell	716
v. Reeve 1070 Hoodless v. Jernigau 1660 Hook v. Geory 2 1040 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 168 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hart 1681 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. R. Co.	
Hook v. Geor, 9 v. Payee 167, 1151, 1154 Hooker v. R. Co. Hooks n. Houstou 131 Hooper n. Chism 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 164, 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. P. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Reeve	1070
v. Payee 167, 1151, 1154		1 1660
Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. R. Co. 1750 Hooker v. Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 1548, N. E. 15 48 Nebr. 335 Tex. Cr. 2242 v. State 1104, 68 N. E. 15 48 Nebr. 335 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hook v. Georg 3	1040
Hooks v. Houstou 131 Hooper v Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hooken u B Co	
Hooper " Chism 1278, 2105 v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hooks v. Houston	
v. Gumm 2317 v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State 1548, N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hooper " Chism	
v. Hall 1225 v. Harcourt 2306 v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc-Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Gumm	2317
v. Moore 3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Hall	
3 Joues 953, 1028, 1985 5 Joues 2573 v. R. Co. 1387 Hoopes v. De Vaughu 1404 Hoosier Stoue Co. v. Mc- Cain 2509 Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 148 v. People 351, 148 v. People 3112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	w Massa	
Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. picore	2 1098 1085
Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	5 Jones	2573
Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. R. Co.	1387
Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hoopes v. De Vaugl	hu 1404
Hoover v. Gehr 1548, 1558, 1561 v. M'Chesuey 2264 v. Pattou 20 v. State Ind., 68 N. E. 15 48 Nebr. 1938 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hoosier Stone Co. v	. Мс-
v. Pattou v. State Ind., 68 N. E. 48 Nebr. 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt v. People v. Co. Hope's Appeal Hopkins v. Albertsou v. Chung Wa v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins v. Millard 1678	CHILL	2309
v. Pattou v. State Ind., 68 N. E. 48 Nebr. 35 Tex. Cr. 2242 Hope v. Hnrt v. People v. Co. Hope's Appeal Hopkins v. Albertsou v. Chung Wa v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw v. Hopkins v. Millard 1678	v. M'Chesnev	2264
v. State	v. Patton	
## 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. State	
## 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Ind., 68 N.	E. 15
## 1681 v. People 351, 414 v. R. Co. 2390 Hope's Appeal 112, 1203 Hopkins v. Albertsou 1304, 1306 v. Chuug Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	48 Nebr.	1938
v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hope Un-t	2242
v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. People	351, 414
v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. R. Co.	2390
v. Chung Wa 2527 v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Hope's Appeal	112, 1203
v. Com. 106 v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	Tiopkins v. Albertson	1304, 1306
v. De Graffenreid 1304, 1306, 1321, 1513, 1664 v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Chung Wa	2527
v. Grimshaw 1306, 1321, 1513, 1664 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Com.	
v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. De Granenre	1306 1391
v. Grimshaw 2334 v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678		1513, 1664
v. Hopkins 1154, 1807 v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Grimshaw	2334
v. Megguire 728 v. Millard 1678	v. Hopkins	1154, 1807
	v. Megguire	728
8734		1678

1083		
LUOD	Hopklus v. R. Co.	195
1943	Hopklus v. R. Co. v. Simmons	200
2145	v. Smlth	
2341	11 John.	2117
1621	1 Ont. L. R.	2260
619	v. State	145
	v. Stump Hopkins' Will	138
1951	Hopkins' Will	2020
581	Hopkinson v. Barghley	2280
2375	v. Kuapp Co.	2570
2304		1890
	Hopkinson's Adm'r v. Steel	770
1062	Hopkiutou v. Waite	1870
1710	Hoppe v. Byers 112,	1730
	Hopkinson's Adm'r v. Steel Hopkinton v. Waite Hoppe v. Byers 112, r. R. Co. 574,	
206	HODDER W. ABILIEV	694
651,	v. Beck	760
1141	v. Beck v. Com. 660, 770, v. Dunsmulr	1842
281	v. Dunsmulr	1856
	Hopps v. People Hopsou v. Caswell Hopt v. Utah 7, 824	248
2354	Hopsou v. Caswell	248
320,	Hopt v. Utah 7, 824 865, 866,	, 860
2016	500, 500,	197
256	HOPAH V. MHUX 1908.	1200
056	Horau v. Byrnes	1042
9090	Horbach v. State 246	, 24
161	Horau v. Byrnes Horbach v. State Hord v. Colbert v. Dishmau 1225,	, 580
1777	v. Dishmau 1225,	165
1658	Horford v. Wilson Horkan v. Benning	2
716	Horkan v. Benuing	1070
340	Horn v. Noel	1249
1070	v. Ross v. State	125
1660 1040	v. State	364
1154	102 Ala. Wyo., 73 Pac. 141	980
750	866, 905,	1001
131	1974,	940
2105	Hornbeck v. State	1138
2317	Hornberger v. State	251
225	Horne v. Mackeuzie 74	
2306	w. Mahler	257
	v. Smith	
1985	v. Williams	2220
2573	v. Williams	2220
	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud.	2220
2573	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud.	2220 1842 2098 2463
2573 1387 1404	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Ind. Horner, re	2226 1842 2098 2463 953
2573 1387 1404 2509	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau	2226 1842 2098 2463 953 1681
2573 1387 1404 2509 1561	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730,	2226 1842 2098 2463 953 1681
2573 1387 1404 2509 1561 2264	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People	2226 1842 2098 2463 958 1681 2338 2501
2573 1387 1404 2509 1561	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker	2226 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People	2220 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter	2226 1842 2098 2463 958 1681 2338 2501 2256 1195 1269
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter	2226 1842 2098 2463 958 1681 2338 2501 2256 1195 1269
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662,	2226 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195 1269 1358
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State	2226 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195 1269 1352 1973
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala.	2226 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195 1269 1358 1978
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga.	2226 1842 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195 1269 1358 1978
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 11 Ala. v. U. S. 682, 944.	2226 1843 2098 2463 953 1681 2338 2501 2256 1195 1263 1353 1973 1398 396 1938
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosark v. Rogars	2226 1842 2098 2463 953 2501 2256 1195 1263 1398 396 1938 603
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306 2527	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosark v. Rogars	2226 1842 2098 2463 953 1688 2333 2256 1195 1263 1395 396 1938 603 1466
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306 2527 106	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. 682, 944, Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer	2226 1842 2098 2463 955 1688 2333 2256 1195 1265 1355 1398 390 1466 1738
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306 2527 106 304,	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Horsburg v. Baker Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hoeack v. Rogers Hoeford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co.	2226 , 1842 2099 2466 953 1688 2333 2250 1225 1195 1269 1352 396 1938 1938 461 1733 461
2573 1387 1404 1561 12264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306 52527 106 304,321,	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co. Hosklus v. Miller	2226 1842 2099 2466 953 1688 2338 2350 2256 1195 1268 1359 1978 1998 603 1461 1731 461 1238
2573 1387 1404 1561 1561 12264 20 15 1938 2242 1681 414 2390 1203 1306 1203 1306 1304 3321, 1664	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co. Hosklus v. Miller	2226 , 1842 2098 2466 953 250 1256 1195 1265 , 1975 1398 396 1461 1738 464 1233 2484
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 2481 414 2390 1203 1306 2527 106 321, 6664 2334	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co. Hosklus v. Miller	222c , 1842 2098 2463 955 1688 2338 2500 2256 1195 1266 1398 398 398 466 1738 461 1238 463 1238 463 1248 463 1248 1468
2573 1387 1404 2509 1561 22264 20 15 1938 22462 1414 2390 1203 1306 2527 106 304, 304, 1807	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Horsburg v. Baker Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. 682, 944, Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co. Hosklus v. Miller v. State 318, Hoskiusou v. Adkins Hoskiusou v. R. Co.	222c 1842 2098 2463 955 1688 2338 2500 2256 1195 1266 1352 1973 466 1733 466 1733 466 1238 466 1238 466 1248 467 468 14
2573 1387 1404 2509 1561 2264 20 15 1938 2242 2481 414 2390 1203 1306 2527 106 321, 6664 2334	v. Williams 12 Ind. 786, 23 Iud. Horner, re v. Com. v. Spelmau v. Yance 1730, Hornish v. People Horsburg v. Baker Horsemau v. Todhuuter Horsley v. Garth Horton v. Green 569, 662, v. State 18 Ala. 110 Ga. v. U. S. Hosack v. Rogers Hosford v. Rowe Hoshauer v. Hoshauer Hosic v. R. Co. Hosklus v. Miller	222c , 1842 2098 2463 955 1688 2338 2500 2256 1195 1266 1398 398 398 466 1738 461 1238 463 1238 463 1248 463 1248 1468

HUD

Section	TO	Section
1951	Hottle v. Weaver Houck v. Wright	1671 H
2005	Hondack v. Wright	2435
2117	Honghtaling " Vilde-k	1962
2260	Hondeck v. Ins. Co. Honghtaling v. Kilderh v. R. Co.	716
1451	Houghton v. Jones	1890
1387	v. Koenlg	1300
2026	v. Page v. Paine	529
2286	v. Paine	1249
2570	Houk v. Allen	2354
1890	Houlditch v. Donegall	1347
Steel 770	Houlton v. Mantenffel	67, 1498,
1876	Honet w Warre	503, 1646
112, 1736 571, 1977	Honpt v. Honpt House v. Beak	2085
694	110000 0. 15001 13	519, 1538, 552, 1555
760	v. Camp	913
770, 1842	v. Fort	571
1856	v. House	2311
59, 228	v. Metcalf	461
2485	v. Robertson	2525
, 824, 860,	Household F. & C. A. In	Ø.
, 866, 1977 1938, 1958	Co. v. Grant	2410
1938, 1938	Houseman v. Roberts Houser v. State	1208
1042	86 Ind.	100
246, 247 18, 586	93 Ind.	133
1225, 1651	93 Ind. Housh v. People Houstman v. Thornton Houston v. Blythe	347
21	Houstman v. Thornton	2531
1076	Houston v. Blythe 7	7, 1239.
1249		1408
1257	v. Brush	1951
	v. Gran	104
364	v. McCluney	1085
141, 363,	v. Perry 3 Tex.	1000
905, 1021, 1974, 2497	5 Tex. 12	1239 39, 2159
1138	v. Spruance	1684
2512	v. State	1004
	114 Ale	1305
745, 749 2572	13 Ark. Houston E. & W. T. R. (2570
2220	Houston E. & W. T. R. (Co.
	v. Campbell	1078
786, 1842	v. Campbell v. De Walt Houston & T. C. R. Co.	1067
2098 2463	v. Burke	Ho
953	v. Cowser	557, 760 Ho
1681		461 House, 1984
1730, 2338	v. Smith	1951
2501	Houston & T. R. Co. v.	
2256	Udnm	1350
er 1195,	Honze v. Houze 118	6, 1681
1269	ALIVORSULI D. NOKET	613.1
1352	H vey v. Chase 672, 6	80, 728
, 662, 1975		
1398	v. Hovey v. Long	1075 Hov
396	n. Sawvar	1387 Hov
, 944, 1938	v. Sawyer Hovill v. Stephenson 58	1977 3, 1316
603	120W n. 17877 . 150	2, 1205
1461	Howard v. Bell	575
1738	v. Bralthwaite	528
461	v. Brower	620
1238	v. Canfield 7	35, 753
318, 2484	v. Com.	
1651	Ky., 61 S. W.	987,
	* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *	
455	Kr. 40 C T 107	9, 2059 How
	Ky., 69 S. W.	9, 2059 How 2354 How 1681

	TABLE OF	CAS	ES.
20	1		Section
1	Howard v. Gt. Wee	tern (o. 66
5	v. Howard v. Illinois T. &	S Re	107:
6		16	44, 164
60099471,65	v. Ins. Co. 4 Deu. 3		
ŏ	10 10	23, 17	7, 1021 70, 194
9	109 Mass.		246
4	v. Johnson v. McCall v. McDonald		77(235(
7	v. McDonald	_	
6	v. McDonongh	748 7	36, 745
5	v. Moot v. Newsom	135	4, 1398
5	v. Newsom v. Patrick		2115
	38 Mich.	101	8, 1404.
ı	43 Mlch.	140	8, 1404, 6, 1408
	m Doomle	102	9, 2013
١,	27 Colo.	78, 20	4, 1620
١	185 III. 193 III.	68	2, 1726 2515
ı	v. Providence	56	2515 51, 714, 1943
1	v. Quattlebanm		1943 1275
	v. Quattlebrum v. R. Co.		747
	v. R. Co. v. Russell 104 Ga.		
ı	75 Tex.	27	1309 0, 797.
ı		148	0, 797, 7, 2019
ı	v. Sexton v. Sheward		406 94
ı	v. Sheward v. Shields		1351
ı	v. Smith v. Snelling	1085	1256 1513
۱	v. State		
ı	108 Ala. 73 Ga.	2494	, 1497
l	109 Ga.		2570 1079
	32 Ind.		905
ı	v. Tenney v. Thompson v. Tremaine Howard Co., Division Howard H. I. Co., ex Howe v. Fleming v. Howe v. McBride v. McKernan v. Medaria		615 2374
١,	v. Tremaine		1371
H	Howard H. I Co. er	of	1350 1350
j	Howe v. Fleming	μ.	1195
	v. Howe		1739
l	v. McKernan		1955 2212
ı	v. Medaris		200
	v. Reed v. Taylor		334 1195
١,	v. Taylor v. Thayer Howe M. Co. v. Stiles	376	1908
i	Iowel'e Case 987	1896	
L	lowell v. Barden	, 1030	1738
	v. Cheatham v. House	1100	406
		1188, 2521,	2522
	v. Howell v. Hnyck v. Lock		1779
	v. Lock	1204,	1205 586
	v. Reynolds	1029,	1031
	st State		715
E	lowell's Lessee v. Ti]	den	1564
E	lowes v. Colburn	682,	233,
		002,	1021

Howland v. Crock	Bection 138
v. Jacobs	234
v. R. Co. 110 Cal. 115 Cal.	571, 195
v. Westport	199 71-
v. Westport Howley v. Whippl Howser v. Com.	6 1236, 215- 655, 1375 1395, 1639
	1395, 1639
v. Pepper	1351
v. Pepper v. R. Co. Hoxle v. State	2509 2230
Hoxe v. Lumber Hoy v. Morris v. State Hoyatt v. Phifer Hoye v. State Hoyle v. State	Co. 719 2326
v. State	1038
Hoye v. State	1082 111, 2354
Hoyt v. Beach	2059 2531
Hoye v. State Hoyle v. State Hoyle v. Deach v. Des Moines v. Hoyt v. Jeffers v. People v. R. Co.	438, 458 2382, 2388
v. Jeffers	454, 455, 461
v. R. Co.	2056
57 N. Y. 118 N. Y.	571 458
v. Shipherd Hronek v. People	1684
Hubbard v. Briggs	1820, 1828 1032
v. Dewey v. Greeley	1352, 1676 2420
v. Hubbard	1842 1244, 1678
v. Greeley v. Hubbard v. Kelley v. Lees v. Moore v. R. Co. Hubbell v. Bisse'l v. Grant v. Osborn v. Ream	1496
v. R. Co.	1640 458
v. Grant	1938 2242
v. Osborn v. Ream	1908 1839, 1873
Hubert v. Bartlett	1239
	1225
Huckins v. Ins. Co.	770, 777, 2125
v. State Huddle v. Mattle	2201 1012, 1018
Huddleston v. Coyle	701, 2008,
Hudgins v. Bloodwor	2201 1012, 1018 701, 2008, 2016 rth 1021
v. State v. Wrights	247 167, 1154,
Hudnutt v. Comstock	1000
Hudson v. Appleton v. Daily	1384
v. Green H. & S.	1681
Co. v. Hnlbert	1680, 1684 529
v. Hulbert v. Puett	1291
v. R. Co. 59 Ia.	283, 458
92 Ia. v. Revett 2408	283, 458 463, 719 3, 2410, 2419 1351
v. Solomon v. State	1351
61 Ala.	396, 714 2115
137 Ala.	2115

Hudson v. State	Bection	
3 Coldw.	1432	H
101 Ga.	376	H
9 Yerg. Hndson's Case	2349, 2354	-
Hndson's Case	528, 689, 1302,	
11. 1 0	2049	H
Hndspeth v. State Hnebener v. Chil Hnet v. Le Mesur	1985	H
Hnet n La Mann	ds 1556, 1576	
Hney v. Hney	1644 1876	
Hney v. Hney Huff v. Benuett	736, 758, 759,	H
	736, 758, 759, 760, 2098	24.
v. Campbell	1000	
v. Hall	714, 1195, 1280	
v. Nlms	2016, 2018	
v. State 104 Ga.	1044 1070	
104 03.	1044, 1270, 1877	H
106 Ga.	1040	H
Huffman v. Canb	le 784	H
v. Click	1690, 1700	
v. State	832, 861	
Huggins v. Drury	2500	
Hughes, re	1836	Hu
r. Biddulph v. Bndd	2294	Hu
v. Dudd	1208 1081	Hu
r. Clark	1388	
v. Canal Co. v. Clark v. Coal Co. v. Com. v. Easten	1890	
v. Com.	1750	
v. Easten	1201	
o. remou	1350	
v. Garnous	2294	
v. General Ele		
& P. Co.	451	
v. Hugbes	1206	
v. Hnghes' Ev	'r 1798	
v. Listner v. Muscatine (2349	
v. Muscatine (Co. 1976	
v. Peopie	2354	
v. Muscatine (v. People v. R. Co. Ky., 48 S. 65 Mich.	W	
Ky., 48 S.	. W. 1750	
OO MICH	505, 506, 508, 509, 1820 1994, 2021	
v. Rogers	1994, 2021	
D. SERIA	, 2021	
70 Ark. 109 Wis.	1908	
109 Wis.	1442	
v. Ward v. Wilson	1028	
Hnghey a State	2529	¥
Huguet, ex p.		Iur Iuv
Huguley v. Holstein		Iur
Huidekoner n. Cott	on 1416 9969	-41
Hnizega v. Lumber Hulet v. Barnett Hulett v. Carey v. Hulett Hulin v. Powell	Co. 1951	
Hulet v. Barnett	2354	
Hulett v. Carey	1073	
Walin a Domett	581	
Hull " Horner	1388	
Hull v. Horner v. Lyou v. Miller	1193 2312	
v. Miller	1350	
v. State	904, 905	
Hnii's Will 66	99, 1073, 1511	
Huis v. Buntin v. Kimball	1239	
V. Kimbali	1195, 1272	
Hamble v. Hanter v. Shoemaker	2438	
o onocmire.	905	

Hame v. Hopkins	Section 1194
v. Scott	923. 987
Hnmes v. Bernsteln v. O'Bryan	791, 794 253, 255, 457, 1463
1415, 1	457, 1463
Hammel v. Kistuer Humpbrey v. Archibald	2311
v. Humphrey	2374 64
v. State	33, 1005,
. 1	876, 1896
numpareys v. Bievins	2047
v. Boyce v. Collier	2232 1244
P. N. N. & M. V. C.	0. 461
v. Peusam v. Spear	1388
Humphries v. Parker	1538 728
Humphries v. Parker v. Taylor D. Co.	1056
Hunley v. State Hunnicutt v. Higiuboths v. Kirkpatrick v. Peyton 20, 12 v. State	1877
nunnicutt v. Higinbothi	m 1960 714
v. Peyton 20, 1	67, 1568
v. State	2079
iduscom v. riduscom	1817
luut v. Biackburn	
v. Boston	55, 1720
v. Chosen Friends	2327 355, 1720 1643, 1644
v. Coe	1644 916
v. Coe v. Collins	2524
v. Duhuqne v. Eaton 22 v. Grav	437, 458
v. Eaton 22 v. Gray	40, 2336 2525
n Hawitt 10	57, 1859
v. Hort	2473
v. Johnson 1304, 16	51, 2141
v. Johnson 1304, 16 v. Kile v. Lowell Gaslight	1931
Co. 4	42, 457,
v. Massey	81, 1378 2520
v. Owings	1651
v. Rousmanier	2417
v. Royiauce 113 v. Selleck 123	3, 1249
v. State	25, 1651
135 Ala.	833
22 Tex. Cr. App	1350
v. Van Alstyne v. Weiner	1350 1347
unt's Case	2250 1
uut's Heirs v. Hnnt 66	9, 1938
v. Biount	2221 2169
v. Cobb	0184
v. Grand Trunk R. Co	o. 2319
v. Hunter v. Leathley v. N. Y. O. & W. R. Co. 256 v. Randall	2006
v. N. Y. O. & W. R.	2211
_ Co. 256	8, 2580
v. Randall	2363 I
v. State 112 Ala.	1079
112 Ala. 74 Miss.	826 F
40 N. J. L. 1714	, 1725,
v. Trustees	5, 2236 H
v. Turnpike Co.	1257 H
3736	

200	1	Sectio
4417	Hunter, The	29
7	Hnntlngdon v. Mildmay	121
4	Hantlagton v. Attrill	46
3	Huntington v. Attrill v. Cast Huntington B. T. M. R.	257
3	Huntington B. T. M. R.	
ï	Co. v. Decker	9
444,67241888670	Co. v. Decker Huntley v. Cage v. Terr. v. Whittier	225
1	U. TOPP.	104
2	Huntly v. Competock	9
7	Honton w Heat & U Co.	164- 220
9	Huuton v. Hertz & H. Co. Huntress v. R. Co.	957
7	Hunteman v. Nichola	2576 371
ĭ	Huntsmau v. Nichols Huntsville R. Co. v. Cor-	97
В	pening .	189
В	Huot v. Wise	9090
В	Hupfer v. Nat'l Distilling 114 Wis. Wis., 96 N. W. 794	Co.
6	114 Wis.	79
7	Wis., 96 N. W. 794	1, 1750
0	Hupp v. Boriug Hurd v. Haggerty	1908
4	Hurd v. Haggerty	1900
3	v. People 390	, 2079
1		2080
1	v. R. Co. v. West	458
9	v. West	1083
7	Hurlburt v. Bellows 90	3, 905
)	v. Dusenbery	2410
	v. Harlbart	
1	128 N. Y. 63 Vt. v. Wheeler 1082, 1133	2312
ı	Wheeler 1000 1100	905
	v. Wheeler 1082, 1133	, 1257
ı	Huriburt's Estate 1481	, 1605
	Hurlbut v. Leper Hurlbutt v. Butenop	1013
ł	Hurley v. Osier 1082	1225
ı	Hurley v. Osier 1082 v. State	, 1086
1	90 Aph	1404
1	29 Ark. 46 Oh. St. 761	905
ı		, 905, 907
ł	v. West St. Pani Hurpnrshad v. Sbeo Dyal Hurricane Tel. Co. v. Mohler	1195
ı	Hurparshad v. Sheo Dyal	1805
l	Hurricane Tel. Co. v.	
ı	Mohler	1856
ı	RIUGHL D. ISBACH	2475
1	v. Dippo 1196,	1672
1	v. Larpin v. Parker	803
I	v. Parker	2538
I	v. R. Co.	
1	49 Ia.	682
	163 Mo.	1951
1	v. State	821
1	n Evans	1249
1	Hurt v. Davis v. Evans v. R. Co. Hussey v. Elrod v. Roquemore v. State	1564
1	Hussey e Elect	1944 2232
ľ	" Roomemore	1225
	v. State	1223
	77 Ala.	619
	77 Ala. 86 Ala. 205,	1620
	87 Ala. 63, 195,	1614
	23, 100,	1983
1	77 Ala. 86 Ala. 205, 87 Ala. 63, 195, Huston_v. Council Bluffs	1639
ĺ	v. Plato	1872
	v. Plato v. Schindler 2008, Intchason v. State 619	2016
I	Intchason v. State 619,	620.
		620, 2245
I	Hutcheon v. Mannington	2165
I	intenings v. Castle	1086
	v. Cavalier	923

HUD

61, 905, i 1805

TABLE OF CASES.

IIntchings a Conse	Section 1990	n	Section	=1	Section
Ilutchings v. Corgs	m 1330, 138	Riinois C. R. Co.			mection
Hutchins v. Denzile	16 204		257	0 27 Ala.	2576
v. Hutchins	1082, 243	v. Hyatt	222		203
v. Kimmell	1644, 208		26		988
v. Van Vechter	1066		177: 247:		2098
Hutchinson v. Cous		v. McCieiland	455, 456		406
Coal Co. r. Glover	2349	v. Manion	106		2237
r. Gordon	2319 1189, 2125		1943	72 Ga.	1851 1850
v. Hutchinson	2538		688, 1721		1871
v. Kelly	1653, 1664		1729	v. Mims	1271
v. Peyton	1249		612 458, 1808		
v. R. Co.	1943	v. Van Horn	1941		104, 1725
v. Sandt v. Tatham	2356		1350, 2577		2144
v. Wheeler	2431, 2438	v. Wyatt	98.0		x'r 1539 1951
Hutchinson Coopers	1022			Insurance Co. v. I	De Wolf 1010
Co. v. Snider	1951	Bouner	1201,	v. Eshelman	1947
Ilutchison v. Bowker	r 2556	Illinois Masonic Or	1273		2573
v. Partick	1681	Home v. Gracy	1303	v. Gotthelf	770
llntchison Mfg. Co.	v.	Imboden v. Mining	Co. 1195	v. Higginboth	
Pluch	2442	Imhoff v. McArthur	916	v. Mosley	1714, 1747,
Ilutmacher v. R. G. E. Co.	-	b. Richards	754	v. Newton	1775
Iluttman, re	1034	Imlay v. Rogers	2363	v. Rodel	1073, 2120 1938
liutton v. Mansell	2375 1770	Imperial Gas Co. v.	Clarke 1858	v. Smith	1374
v. Warren	2440	Imperial Loan Co. v	Stone 2413	v. Tobin	443, 458,
IInxtable, re	2465	Independence v. Por Independence, The,			1951, 1976
Iluyett v. R. Co.	456	Independence Boule	ward 6	v. Weide	
Hyam v. Edwards	1644, 1651,	re	9575	9 Wali. 11 Wall.	736, 749, 754
Hyde v. Buckner	1709	Independent School	Dist.	v. Weides	38, 379, 461 735, 736,
v. Gannett	905	v. Hewitt	1225	o. Worden	747, 754
v. Stone	2334 1062	Indiana C. Co. v. Pa	rker 1158	International & G.	N. R.
v. Swanton	794, 952	Indiana R. Co. v. Ma	aurer 1719	Co. v. And	ierson 1750
v. Terr.	1270, 2277	Indianapolis v. Huffe	er 1976	v. Dalwigh	770, 772
v. Woolfolk	1923, 2020,	v. Kingsbury v. McAvoy	1967, 2413 1956	v. Dyer	933, 1029
Water Production	2021	v. Scott	571, 1168	v. Gordon v. Klans	2354
Hyde Park v. Canton		Indianapolis D. & S.	R.	v. Underwood	1951
v. Dunham Hygeia D. W. Co. v. I	1943	Co. v. Pugh	1943	Interstate Commor	2220
I. Co.	561	Indianapolis P. & C.	R.	v. Brimson	2195
Hygienic P. I. M. Co.	v. R.	Co. v. Anthony	923, 928,	Ionides v. Pender	1946.
Co.		Indianapolis St. R. C	1985	I W O. D	1947
122 N. C.	2509	Whitaker	1750	Iowa V. S. Bank v.	Sigstad 2445
126 N. C.	456	Indianapolis & C. R.	Co. 1130	Iowa & M. R. Co. v	
Hyland v. Miller	1871	v. Caldwell	2572	Ireland v. Com.	2451
Hylton v. Hylton Hylton's Lessee v. Bro	1296	v. Jewett	1203,	v. R. Co.	149 456, 1890
Hyman v. Eames	OWD 1859	Indiananoliu e c	1268	v. Stiff	1263
Hynes v. McDermott	700, 797,	Indianapolis & St. L.		Irish v. Smith	233, 1738,
		Co. v. Stont Ingalls v. State	1388	1-1-1 0 1 =	1938
	2011, 2536		83, 85, 987,	Irish Society v. Bish	op of
		Inge v. Murphy	1270, 2056	Derry	29, 1632.
_		Ingersol v. McWillie		Irlbeck v. Bierl	3, 1634, 1639
I.		v. Van Gilder		Irnham v. Child	1078 2425
Iasigi v. Brown	1050	Ingersoll v. English	907	Iron Mountain Bank	2920
Igiehart v. Jernegan	1859 760, 761,	v. Hopkins	2475	Murdock	377, 1003,
	763, 2098	Ingham v. Primrose Ingilby v. Shafto	2419		1013
Ihniger v. State		Ingle v. Jones	1856	Ironton Land Co. v.	
li Estate v. Judd		inglebright v. Ilamm	ond 1624	Butchart	1944
liderton v. Ilderton	1347	ngiis v. Usherwood		Iroquois F. Co. v. M Irvin v. State	cCrea 792
Iles v. Wetson	1150	ingoldshy v. Juan	2120	19 Fla.	0054
Illinois C. R. Co.		ingraham v. Bockius	751, 1555,	l Tex. App.	2354 2060
v. Clark	1668, 1977 2220	(1)	1558	rvine, ex p. 227	1, 2280, 2282
v. Davidson		v. Chapman	100	v. Buckloe	377
	1901 1	ngram v. Music Hou	99 2434]	rving v. Brownell	1225
		3737			

v. Motly v. Shethar Is v. Bear v. Lever v. Lever v. Reed v. State Isaack v. Clark Isabelia v. Peot Isenhour v. State Isherwood v. Lnmber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 1srael v. Brooks v. State 2192, 220	08, 1109 500, 934	100 K 96 Va 98 Va v. Cooley Crilly Criacy Cullum Davis	1313, 252 1257, 1275, 167- att. 144 17 S. W. 961 17 S. W. 238, 390 5 591, 164	Jackson v. Packer v. People v. Perkins v. Phillips v. Rice v. Robinson v. Russey v. Russell v. Shearman v. Sill	8ection 527 1644, 2088 2205 2000, 2002, 2008, 2016 1225, 1290 1236 1194, 1315 583 95, 1335, 1573 2257
v. Motly v. Shethar Is v. Bear v. Lever v. Lever v. Reed v. State Isaack v. Clark Isabelia v. Peot Isenhour v. State Isherwood v. Lnmber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 1srael v. Brooks v. State 2192, 220	321 16, 1978 1095 1200 1409 247 2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974	v. Cody v. Cole v. Com. 19 Gri Ky., 3 100 K 96 Va 98 V. Cooley v. Crilly v. Criasey Cullum Davis	1313, 252 1257, 1275, 167. att. 144 17 S. W. 961 175, y. 238, 390 591, 184 1487, 1600 1377. 1386	v. People v. Perkins v. Phillips v. Rice v. Robinson v. Rout v. Rusself v. Rusself v. Shearman v. Sill	1644, 2088 2005 2000, 2002, 2008, 2016 1225, 1290 1238 1194, 1315 583 95, 1335, 1573 2257
Irwin v. Bear v. Lever r. Reed r. State Isaac v. U. S. Isaack v. Clark Isabelia v. Pocot Isaholia v. Pocot Isahom v. State Isham v. Cooper v. Post Ishewood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 1srael v. Brooks v. State 2192, 220	1085 1200 1409 247 2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	v. Cole v. Com. 19 Gr Ky., 3 100 K 96 Va 98 Va v. Cooley v. Crilly v. Crinsey Cullum Davis	1257, 1275, 167- nst. 144- 17 S. W. 961 175- y. 238, 396 591, 184- 1487, 1600 137- 1384	v. Phillips v. Rice v. Robinson v. Rout v. Russey v. Rusself v. Shearman v. Sill	2000, 2002, 2000, 2002, 2008, 2016 1225, 1290 1236 1194, 1315 583 95, 1336, 1573 2257
r. Lever r. Reed r. State Isaac v. U. S. Isaack v. Clark Isabelia v. Pecot Isenhour v. State Isham v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Pewey 71 N. C. 75 N. C. Israel v. Brooks v. State 2192, 220	1200 1409 247 2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	v. Com. 19 Gr Ky., 3 100 K 96 Va 96 Va v. Cooley v. Crilly v. Crinsey Cullum Davis	ntt. 144(17 S. W. 961 175(y. 238, 396) 581, 184(1487, 1600) 1374	v. Phillips v. Rice v. Robinson v. Rout v. Russey v. Rusself v. Shearman v. Sill	9000, 2002, 9008, 2016 1225, 1290 1238 1194, 1315 583 95, 1336, 1573 2257
r. Reed r. State Issac v. U. S. Issack v. Clark Issack v. Clark Issach v. Clark Issach v. Cooper Issach v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Newey 71 N. C. 75 N. C. Israel v. Brooks v. State 2192, 220	1409 247 2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	Ky., 3 100 K 96 Va 98 Va 9 Cooley Crilly Criancy Cullum Davis	17 S. W. 961 1750 y. 238, 390 591, 1841 244 1487, 1600 137- 1386	v. Rice v. Robinson v. Rout v. Russey v. Rusself v. Shearman v. Sill	2008, 2016 1225, 1290 1236 1194, 1315 583 95, 1335, 1573 2257
r. State Isaac v. U. S. Isaack v. Clark Isabelia v. Pecot Isabelia v. Pecot Isabelia v. Pocot Isabelia v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	247 2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	100 K 96 Va 98 Va v. Cooley Crilly Criacy Cullum Davis	756 y. 238, 396 581, 184 246 1487, 1606 1374	v. Robinson v. Root v. Russey v. Russel 11 v. Shearman v. Sill	1225, 1290 1236 1194, 1315 583 95, 1335, 1573 2257
Isaac v. U. S. Isaack v. Clark Isabelia v. Pecot Isenhour v. State Isham v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	2497 2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	96 Va 98 Va v. Cooley v. Crilly v. Crissey v. Cullum Davis	y. 238, 399 581, 1841 246 1487, 1600 1374 1386	v. Root v. Russey v. Rusself 11 v. Shearman v. Sill	1194, 1315 583 95, 1335, 1573 2257
Isaack v. Clark Isabelia v. Pecot Isenhour v. State Isham v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Newey 71 N. C. 75 N. C. Israel v. Brooks v. State 2192, 220	2549 1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	96 Va 98 Va v. Cooley v. Crilly v. Crissey v. Cullum Davis	581, 184) 246 1487, 1600 1374 1386	v. Rumsey v. Rusself 11 v. Shearman v. Sill	95, 1335, 1573 2257
Isabelia v. Pecot Isabelia v. Pecot Isaban v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Pewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	1271 569, 687 2406 461 1974 08, 1109 500, 934	98 Va v. Cooley v. Crilly v. Crissey r. Cullum Davis	1487, 160: 1374 1386	v. Rusself 11 v. Shearman v. Sill	95, 1335, 1573 2257
Isham v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	2406 461 1974 08, 1109 500, 934	v. Cooley v. Crilly v. Criasey v. Cullum Davis	1487, 160: 1374 1386	v. Shearman v. Sill	1257
Isham v. Cooper v. Post Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	2406 461 1974 08, 1109 500, 934	v. Crilly v. Crissey c. Cullum Davis	1374 1386	v. 8111	
Isherwood v. Lumber Co. Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	1974 08, 1109 500, 934	". Cullum Davis	1386	-, 10.000	2471
Isler v. Dewey 71 N. C. 110 75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	08, 1109 500, 934	, Davis	1945		377
75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	600, 934			v. Son	914, 916, 1890
75 N. C. 5 Israel v. Brooks v. State 2192, 220	600, 934		2141	v. State	
Israel v. Brooks v. State 2192, 220		v. Denison v. Dickens	1232, 1257, 2307		2245
v. State 2192, 220	2539	v. Dillon	on 2355 1225	7 7 4 8 4 4 9 4	287, 1111
	1, 2203	e. Ely	2432	10 45 100	86, 1612, 1983
Ithta, The	2566	v. Evans	1538, 1552, 1555,		276, 2497
Ivat v. Finch 1080, 108	3, 1476		1556		1350
Ivelchester Case	1712	v. Etz	1124, 1125, 1126,	56 Ga.	246, 247 1451
Iveralle v. Spaulding Ives v. Ellis	1335		1502, 1605	Ga., 45 S.	E. 1876, 2183
v. Hamlin	1969	v. Feather	H. W. Co. 1312,	14 Ind.	1842
v. Kimball	1651	a Pila	1890	56 Mins.	652
	1, 2027	v. Filteau v. French	1896	59 Miss.	643
v. Medcalfe	1065	v. Frier	1199 1194 1196	75 Miss.	1270
Ivey v. State 101:	2, 1013	v. Gagor	1192, 1194, 1196	35 Oh. St.	652, 855
	2, 2363	v. G. 1	3465, 2529		P. 2089
		v. Gratley	1817, 1620		
		v. Ilai :	2463	61 Wis.	1397, 1398,
J.		v. llea.h	2235	, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,, ,	2098
Jaccard v. Anderson	1207	r. Hoay	2054	v. Stetson	406, 1064
1884	1387. 5, 2098	v. Irvin	382	v. Tallmadge	1877
Jack v. Klernan	1681	v. Jackson 5 Cowe		v. Thomason	
v. Mntual R. F.		5 Cowe		1 B. 4 S.	905, 917,
	, 1750,	47 Ga.	2337, 2341 1195	. 7	1040
	1754	80 Md.	1492, 1603	8 Jur. N. s. v. Thompson	958
v. Naber	2349	62 Md.	564, 1612	v. Timmerman	744, 1311 334
v. Russey v. Woods	2237	4 Mo.	2106	v. Tollette	1949
Jackman's Will	1408	v. Johnson	16:7, 1880	v. U. S.	626, 841
Jacks v. Adamson	1736 2450	v. Jones	1858	v. Vall	1257, 1314
Jackson v. Alsop	2471	v. Kniffen	1367, 1432, 1738	b. Van Dusen	610, 693,
v. Bailey 1373, 1368,	2098	v. Klng v. Klngslev	1644, 2579		2008, 2016
v. Bard 610, 1082	, 1257	or semilaral.	1297, 1296, 1314	v. Van Slyck	1207
v. Barron	2237	v. Lamb	1198, 2141	v. Variek 9	01, 913, 1890
v. Belknap 1257	, 1674	v. Lambert	1956	v. Victory 130	4, 1306, 1513
v. Benson	2105	v. Laroway	2141, 2145	Vredenburgh	1257 1432, 1445,
v. Betts v. Blanshan 1195.	1736	v. Lawson	1388	· renoment Ru	1432, 1445,
	1311,	v. Leek	900, 907	v. Waldron	1320, 1321,
v. Boneham 1501.	1502,	v. Leggett	1219		1513
1501,	1644	v. Legrange	1304, 1306,	v. Warford	1021, 1023
v. Boone	687	v. Lewis	1513	v. Willia mson	2356
v. Bowley	1295	v. Litch	923, 987, 1292	v. Witler	1665
v. Bradt	2141	v. Livingston	1890 1257, 1267	Jackson Co. n. 4 mo	1195, 1199
v. Brooks	704	v. Lucett	1238, 1267, 1268	Jackson Co. v. Arnol Jacksonville T. & K.	ld 2577
v. Browner 1487,	1490	v. Luquere	1304, 1306,	R. Co. v. Lo	٠ <u>٠</u> .
v. Burleigh	2158		1513, 2141	weod	950
v. Burnham v. Burtis	682	v. M'Call	1082	v. P. L. T. & M. (Co. 456,
TO .	2307	v. M'Vey	291, 1257, 2105,		714, 1873
v. Cary	1313	w 36:11.	2309	Jacob v. Bob	2067
v. Chamberlain 1313,		v. Miller	257, 1587, 1633	r. Lee	1208
v. Christman 1302.	1309.	v. Myers v. Neely	1195 1990		35, 748, 754,
1311, 2141,	2529	v. Osborn	1195, 1299		1253
		373		v. U. S.	2535

583 1335, 1573

397, 1398, 2098 406, 1064 1877

905, 917, 1040 958

744, 1311 334

1949 626, 841 1257, 1314 610, 693, 1008, 2016 1207 913, 1890 1306, 1513 1257

432, 1445, 1778 120, 1321,

748, 754, 1253 2535

1949

:257 2471

377 , 916, 1890

TABLE OF CASES.

283, 461

2294, 2319 616 1257 2250

561, 715, 1936, 2570 2210

ton 1083 1313, 1320 1273 1194, 1195 1304, 2049 1664 1896 166, 792, 1154

95 1083

1351 1858

912

1312

	Sec	tion	1	
Jacob Tome Instit	Die: see		Jefferson, re	
Tome Institute.			v. Burhana	
Jacobi v. Alabami v. State	14	104	v. Chapman	
ii otate	1404, 14	05,	" C naway	
Jacobs v. Callagha		25 78	Total 1: 10	_
v. Cater		63	Jefferson ne. Co.	v. Co-
v. Davis		5	Jaffersonville M.	L T 10
v. Farrell	2117, 21		Co. v. Bowen	1. 46.
v. Hesler	23	36	Joffery v. Walton	
P. Laybourn	565, 566, 5	87	Jeffries r. Harris	
v. State 6	11, 1109, 18	41	Jolks v. Barrett	
Jacob's Case	1714, 178	30	Jenkin r. Ins. Co.	172
Jacobsen v. Metage	13: r 344, 189	27	Jenkins r. Biddnip	h
P. Biddal	200	18	Co. v. Bowen Jeffery v. Walton Jeffere v. Harrie Jelks v. Barrett Jenkin v. Ins. Co. Jenkins v. Biddnlp v. Bisbee v. Blizard v. Irrigation C v. Lewis v. N. C. O. De	
Jacock v. Gilliams	164	4	e Irrigation C	
Jacques v. Horton	1267, 126	6	r. Lawis	0. 2
r. Sax	26		v. N. C. O. Dr	easing
Jaffray v. Dennis	127		Co.	- out may
Jahnke v. State	122	5	v. R. Co.	
Jakway r. Jenison	363, 231 165	2	v. State	
James, ex p.	223	:	82 Ala.	
r. Biou	29		Ala., 17 Sc	
v. Crockett	249	4	35 Fla.	852
r. Hodsden	571	ı	78 Ind.	
v. Kirk	1219, 1686 1573 2509	0	41 Miss.	
v. Letaler	1573	3	v. Tobin	
v. Mills	2309	9 J	onkins' Will	
v. Parnell v. R. Co.	1313	1 3	enkinson v. Andre	WS
v. State	1778	, 1	enks, ex p. enkyns v. Bushby enne v. Piper	
115 Ala.	1124, 2512	, ,	enkyns v. Bushby	2294
Al Aub	2535	ij	enner v. Joliffe	
v. Turnpike Co. James' Estate	1166	1.3	anner's Case	
James' Estate	987, 1481,	, FJ	enness r. Jones	
James D & W C.	1495, 1719		v. State	
James R. & K. Co. v. Littlejohn		J	enney Electric Co.	v.
Jameson v. Drinkald	2596		Branham	561
r. Weld	795 1159	17	mala	1936,
Jamieson », R. Co	795, 1158 . 463	1"	ennings, ex p. v. Albion	
Jamison v. People 1	3, 276, 1938.		v. Blocker	
	2110, 3497		v. Machine Co.	946
r. R. Co.	1021	ı	r. People	-
Jammison v. R. Co. Janes v. Williams	1078		v. R. Co.	
Janney e. Howard	1304		r. Rooney	254
Janney v. Howard Jansen v. People J'Anson v. Store	1669 357	1	P. Stuwiewene	
J'Anson v. Stuart	71. 73 195	1.	v. Webb	
J'Anson v. Stuart Janasen's Case	71, 73, 195 2372	J	rmain " Dennister	
Janvin C. Fogg	15, 1058 2269, 2271	Je	rmain v. Denniston rman v. Hndson	1919
r. Scammon	2269, 2271	Je	rnigan r. Carter	1313,
Jaques r. Horton	738, 2052,	_	v. State	1194,
Jardine v. Sheridan	738, 2052, 2106 1062 689, 1938 2517 2573	Je	sse v. Parker	1304,
Jarrett v. Jarrett	1062		v. Preston	
Jarvis r. Albro	9517	Tar	v. State	
v. Robinson	2573	961	v. Cook	8, 792,
v. State	1450, 1652		1 Halst.	
v. Vanderford	704		6 N. J. L.	
Jasper Co. v. Osborn Jaspers v. Lano	1951		v. Usceola Co.	
Jastrzembohi 35	1044	Jes	ter v. Steiner	:
Jastrzemboki v. Marx- hausen		Jes	us College v. Gibb	, i
Jeans v. Wheadon				1
Jeans v. Wheedon Jefferds v. Alvard	1777	Jev	vens v. Harridge vell v. Center v. Chamberlain	1
r. People	499, 933	961	t Chambarlain	
	100,0001		CHAILDENAIN	1
			3 73 9	

ing,		
Section	• [Section
223		Jewell 1466
179		
120	Jewett v. Brooks	v. Kirk 45
998	v. Draper	202
1947	Jewison v. 1)yson Jinkins v. Noel Jinwright v. Nels Joannes v. Benne	2446
	Jinkins v. Noel	386 187
3447	Jinwright v. Nels	on 1651, 2168
67	Job w. Tahhatta	
2105	Jodreil, re	1318, 2109 2462, 2463
2510 1650	John v. Bridgman	925
2063 255	. John	9904
255	John Hancock M. Co. v. Dick	L. Ins.
613	Johnican v. State	1073
	Johnsen v. State Johns v. Johns	1841 2069
1807 1164		9
	Johnsen v. Oaklan & II. E. R. Co. Johnson v. Allen v. Andarson	d B. L. 571
1974	Johnson v. Allen	2349
1669	v. Andarson	1960
2363	v. Arnwine	1194 1108
2110	v. Ashland L. v. Baker	Co. 1225, 1269
2071	v. Baker	2408
1302	v. Blackman v. Boice	1076 613
2320	v. Bolton v. Boorman	1276, 1677
2319	v. Boyles	1168
616	v. Brown	112, 692, 923,
257	926, 90	37, 1037, 1618, 38, 1908, 1985
062	v. Browning	38, 1908, 1985
880	v. Burden	1416 1352
715,	v. Chambers	2573
570	v. Chapman v. Clinton	2063 1876
210	v. Com.	1010
283 083	29 Gratt.	2061
987	115 Pa.	W. 987, 1750 2265
986	v. Culver	
156 944	v. Davenport	689, 736, 1938, 1943 2354, 2355
304	v. Daverne	701, 2317
95	v. Daverne v. Donaldson	2257
83	v. Fry v. Gilson	2048 2104
20	v. Griswold	2454
95	v. Galick	321
49	v. Gwinn v. Haight	761 1206, 1234
64	v. Harder	392
96 54	v. Hocker v. Holliday	1874
	v. L. pand	1072 2354
73	v. Johnson	
49 37	187 III.	2491, 2500
08	44 S. C. 14 Wend.	528 168, 2386
12		1779
88	v. Kershaw v. Kinsey	1230
2	v. Lawson	1028, 1031 1487
2	v. Kinsey v. Lawson v. Leggett	905

	Section	1	Section
Johnson v. Levy	291	Johnson r. State	J
v. Lewellin	1296	17 Oh.	1135, 1136,
" MaDaffee	1000	07 Ton	1138
w McGahaa		27 Tex.	2346
v. McGregor	1680 817	10 Tex.	рр. 1375, 1396 Арр. 1841
y. McGnire	1876, 2156	28 Tex.	App. 2242
v. McKee v. Marble Co	1718, 1938	Tex. Cr.	App. 2242 , 62 S. W. 568 , 71 B. W. 857
v. Marble Co	1249	Tex. Cr.	, 71 B. W. 857
v. Mariborou			1150, 2010
v. Mason v. Mays	1299	v. Stevens	2500
v. Melville	1878 606	v. Sullivan	2294, 2297
v. Morgan	415, 1937	w. Thompson	2513 1944
v. l'arrotte	2354	v. Timmons	2141, 2144
v. Patterson		v. Van Veisor	1347
2 Hawks		v. Terr. v. Thompson v. Timmons v. Van Veiso v. Ward v. Watson	1075, 1674
13 Lea	2311	v. Watson	2235
v. People 3 Hill	009 1005	V. TV INU Y	800, 1022, 1890
197 Ill.	923, 1985 621, 866, 2071	v. Wilson v. Winship M	1062
202 lil.	778	Johnson's Will	1736, 2052,
v. Portwood	2446		2106
v. Powell	1195	Johnson Steel Rai	Co. v.
v. Powers		N. B. S. R. Co. Johnston r. Cox	2194, 2212
65 Cal.	1067	Johnston r. Cox	1225
40 Vt.	2098, 2100	v. Darrah	2450
v. R. Co.	1549	v. Ewing Form	ale Uni-
111 ML	714	v. Ilaines	1877 1651
47 Minn. 56 Vt. 91 Wis.	714 688, 1722	v. Ins. Co.	463, 728, 761,
56 Vt.	1976	V. 2227 CO.	1839
91 Wis.	2570	v. Jones	944, 987, 1873,
v. Rannels	1680		1890
v. Richardson v. Russell		v. R. Co.	1696, 2507
v. Sargent 14	1063, 1066	v. Slater	601
v. Shaw	2144	v. Spencer v. Todd	1021, 1041
v. Skipworth	1272, 1273	Johnston Harveste	781, 804
	736	v. Bartley	1195
v. State		V. CIMIA	720, 1943
17 Ala.	273, 276, 363,	Joice v. Branson	613
			1698
35 Ala.	770 705	Joilet A. & N. R. (Velie	O. V.
47 Ala.	619	Joliet S. R. Co. v.	2495, 2496 Caul 2220
50 Ala.	1432	Jolley v. Taylor, 1	Camp.
59 Ala.	826, 2071	143	1205
73 Ala.	1684	Jolly v. State Jones v. Arterburn	63, 246
102 Ala.	1439, 1966	Jones v. Arterburn	1290, 1302,
14 Ga.	10, 664, 1839,		1304, 1306,
46 Ga.	1842 1270	10	1310, 1312, 1
	06, 987, 1821,	v. Blonnt	16, 1513, 2048 1320
18	28, 1832, 2231	v. Botsford	1073
65 Ga.	1750	v. Boyce	1949
76 Ga.	1821	v. Brewer	1300, 1315
92 Ga.	2059	v. Brine	1354
4 G. Green		v. Brinkley	1311, 1513
2 Ind.	705, 1841,	r. Brooke	529
21 Ind.	2024, 2056 1109	v. Call	1254
65 Ind.	2056	v. Carrington v. Casler	1633
80 Ind.	1267	v. Chilee	2052, 2106 658
54 Mins.	111, 247	r. Collins 2	33, 1938, 1958
63 Miss.	2243 !	v. Com.	
Miss., 27 S	30. 247	Ky., 46 S.	W. 1018,
53 Nebr.	2497		1442, 1447
59 N. J. L.	1157	86 Va.	1142
		3740	

ones v. Cooprider	131
W. I Marine	61
	98
v. Edwards	120
r. Edia	37
v. Edwards v. Edie v. Failes v. Finch	126
v. Finch	705, 202
v. Fiint	106
r. Fort	1390, 187
r. Forall	1061, 106
v. Fuller	1922, 194
r. Galbraith r. Gale	1873, 193
v. Gale	216
r. Giidewell	1351, 190
r. Grantham	211
v. Grogan v. Guano Co.	1738, 195
v. Guano Co.	167
r. Hagler v. llarrell	1166, 122
v. llarrell v. llarris v. llatchett	107
v. Harris	1613
v. llatchett	1951
v. Henry	1296, 1300
v. Hoey	1456, 2132
v. Hoey v. Hollopeter	2055
v. Howard	1678
v. Howard	1066, 1250
r. Howland	2116
v. iinnter	581 1603
r. liutchinson	1350
v. Inge	1573
v. Ins. Co.	379, 461, 944
r. Jones	,, 401, 544
38 Cal.	1 203
1 Cox	
1 Cox	1406
1 Cox 2 Hen. & M	1406 2118
1 Cox 2 Hen. & M	1406 2118 2516
1 Cox	1406 2118 2516 1513, 2313,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M, & W.	1406 2118 2516 1513, 2313,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M, & W.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126,
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich.	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View P. Lanier	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Lanier	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Lanier	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223 1770 1862
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223 1770 1862 1186, 1273
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Loney	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770 1862 1186, 1273
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Laviev v. Levi v. Loney v. Loney	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1013 , 1550, 1555
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Long v. Long v. Long v. Love	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1013 1186, 1273 1015 1186, 1273 1015 1186, 1273 1015 1015 1015 1015 1015 1015 1015 101
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Loney v. Loney v. Love v. Love v. Love v. Love v. Love	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1645 1643 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2085, 2500 1350 1510, 1513 923 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1013, 1555, 1555 1378
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Loney v. Long v. Lovel v. Lovell v. Lovell v. Luwell v. Lowell	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1013 , 1550, 1555 1378 1174, 1312
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Loney v. Loney v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. Lowel v. McMulien	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1013 , 1550, 1555 1378 1174, 1312 461 2144
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Lavi v. Long v. Long v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. McMulien v. Maffet	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2057 2057 223 2572 2223 1770 1862, 1273 1876 1186, 1273 1378 1174, 1312 461 2144
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Long v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. McMulien v. Maffet v. Maffet	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1378 1174, 1312 461 2144 461 2286
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Leyvi v. Long v. Lovel v. Long v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. McMulien v. Maffet v. Marks	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 923 2572 2223 1770 2223 1770 186, 1273 1013 1550, 1555 1378 1174, 1312 461 2144 1684 1684 2286 1651
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Leyvi v. Long v. Lovel v. Long v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. McMulien v. Maffet v. Marks	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2057 223 2572 2223 1770 1862, 1273 1876 1186, 1273 1378 1174, 1312 461 2144 1684 2286 1651 1316
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Love v. Love v. Love v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Memulien v. Maffet v. Mason v. Melindy	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1350 1510, 1513 2572 2223 1770 1862 1186, 1273 1378 1174, 1312 461 2144 1684 2286 1651 1316 1269
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Levi v. Long v. Love v. Love v. Love v. Lovel v. Lovel v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. Lowell v. McMullen v. Maffet v. Marchester v. Marks v. Mason v. Melindy	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 2572 2223 1770 2223 1770 186, 1273 1013 1550, 1555 1378 1174, 1312 461 461 1684 1684 1681 1681 1681 1681 1
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Layman v. Lee v. Leoye v. Long v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. McMulien v. Marks v. Mason v. Melindy v. Morgan	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1645 1643 1643 1028, 1126, 1129, 1131 2572 2572 273 1770 1862 2223 1770 1864, 1273 1013, 1555, 1555 1510, 1513 461 2144 684 2286 1651 1316 1269 1651, 2138, 2141, 2143
1 Cox 2 Hen. & M 102 Ky. 9 M. & W. 45 Md. 48 Md. 18 Me. 80 N. C. 17 N. J. Eq. 137 N. Y. 12 Pa. 12 Rich. 13 Tex. v. Lake View v. Lanier v. Layman v. Lee v. Love v. Love v. Love v. Lovel v. Lovel v. Lovel v. Memulien v. Maffet v. Mason v. Melindy	1406 2118 2516 1513, 2313, 2529 166, 1154, 1496 1603 1645 1028, 1126, 1129, 1131 2067 1085, 2500 1510, 1513 2572 2223 1770 2223 1770 186, 1273 1013 1550, 1555 1378 1174, 1312 461 461 1684 1684 1681 1681 1681 1681 1

351, 2138, 141, 2143

Jones v. Morse	Sect 16		Bei	tion	Sect
v. Musphy	94		C- 100	Joyce v. Inc. Co.	19
v. Murray v. N. Y. L. I	2/	32 Tex. 32 Tex.	Cr. 108	222 v. R. Co.	16
v. N. Y. L. I	ma. Co. 25	20 v. Stevens	Cr. 135	DEL JOYDOP V. Roberts	
A. TARM HINTED	24	72 36 Nebr.		Joynes P. Ntathan	
v. Orton	15	56 11 Price	44 70 70	A DE LA BREEFE D. HORSES WAY	d 1126, 11:
r. Overstreet	25	82	66, 70, 73,	19,	21
r. P. B. L. A	Mar. Co. 23	84 v. Strond	207,	209 v. Fargo	4
r. Packet Co		21 v. Swayze	745,	v. Gibba	858 10
v. Parker		r. Tariton		106 Judevine v. Weak	
97 N. C. 20 N. H.	23	v. The Phoeni		114 Judge of Probate.	n Daines as
20 N. H.	25	29 v. Thompson		THEMOL O	I the : see
v. Temberton	18:	6 v. Tucker		Auswer, etc	e.
v. People	25	01 v. Turberville		Resolutions o	fthe
r. Perry	251, 26	62 v. U. N.		7 C. A.P.	1040 10
e. Phelps	131	6 v. Waiker	1225, 12		1.01
v. Pitcher	164				rd 11
r. Portland	17:	11 v. Ward	736, 20	A. CHRIST LOWG	ier Co. 250
v. Pugh	229	6 v. White	700, 20		247
v. R. Co.		II Humn	h. a	75 Julius K. Ontical	905, 109
107 Ala.	99	1 Stra.	16		Co.
43 Minu. 80 Minu.	68	v. Williams		AT L. TLOWE	120
		5 v. Wood	19		143, 14
3 Sawyer	141		rkine 19		460, 116
v. Randail 19	116, 1219, 242	a nonew, Mill	130		201
v. Risley	230	7 Joost v. Crair	16		cSpedou 136
v. Roberts	244	2 John v. Johnston	1004 14		rown 73
r. Robinson	131	Jopin Waterworks	Co. v.	Implete Tit	1539, 154
v. Ross	1200	John	1 41	Juniata Bldg. Ase's	u v.
v. Shattuck	1674		ok 528, 52		561, 204
v. Simpson	276	9 1	136	9. Junkiu v. Davis	216
v. State	1086		166		56, 43
61 Ark.		v. Bradsiaw	166		79
76 Aia.	2497	v. Cameron	2141, 214	Justice v. Com. v. Eistob	227
96 Ala.	248, 951		79	A . T .1	120
107 Aia.	925	AL A SELECTORIE	129	a. montifel 1.	94, 1196, 121:
113 Ala.	1126	as worked	65		1449
115 Ala.	1290, 1651		225		the
116 Ala.	907, 911	r. Jordan	80		1350
120 Ala.	247	v. Lewis	218		1350
137 Ala.	652, 986		204	ountil Succession	1644, 1646
52 Ark.	652, 1750	1	21, 334, 197	8	
59 Ark.	1445	. State	, ,,		
Fla., 32 So.	276	81 Ala.	29:	K.	
1 Ga.		142 Ind.	2245, 233		
63 Ga.	580	32 Miss.	No.		1711
65 Ga.	413	29 Tex. Ap	p. 2275		1326, 1404,
105 Ga.	1072	v. Thomas	1661		1416
106 Ga.	2513	v. Warner	1230		
11 Ind.	222, 1154	v. Wiikins	2125		2525
60 Ind.	2024	Jordan's Case	1748	Kahu v. Kahu	1673
an Ind	2008, 2016,	Jory v. Orchard	1234		2433
64 Iud.	2021	Joseph v. Morrow	1898	A TIME NO TO SEE	erg
71 Ind 440	1044, 1476 , 1441, 1750,	r. National Rank	0014		283, 1976,
71 IMG. 400	, 1441, 1750,	Joseph B. Thomas, T	he 285.		2509
69 Ind.	1756		2509	Kaime v. Omro Kain v. Larkin	613
118 Ind.	2354	Joseph Hargreaves,		v. Old	1086
65 Minn.	16	Limited, re	2374, 2376		2425, 2434
65 Miss.	1029	Josephi v. Furnish	1051, 1072,	Kairson v. Packhaber	
67 Miss.	2327		1085	Kaiser v. Alexander	1540
79 Miss.	1021, 1022	Josephine v. State	852	Kalankoa v. Henry	1890
51 Oh. St.	*440' 1451	JOSEV V. R. Co	2169	Kaler v. Inc. Co.	1021
54 Oh. St.	1164	Joske r. Irvine	2494	Kalk v. Fielding	1263
13 Tex.	140	Joslin v. Giese	2432	Kalmes v. Gerrish	1291
.0 101.	1133, 2056,	v. Stata	3440	Kamm v. Bank	1066
8 Tex. App.	2071, 2100	Josseiyu v. McAiliatas	396	Kane v. Ins. Co.	2047
3 Tex. App.	150 1840	oy e. Hopkins	1943	v. N. C. R. Co.	9559
Ter Ann es	OLO MODA	tt. State	1029	v. N. Y. El. R. C.	0. 462
- ov. whb.' 21	S.W. 278	Joyce v. Hamilton	1085	Kankakee & S. R. Co. v. Horan	
					791

40000 Au	Section
Kannon v. Galloway	795, 2006, 2016
Kansas Cent. R. Co. v.	
Allen	1948
Kansas City F. S. & M Co. v. Becker	. R.
w. Murray	2540 2583
v. Murray v. Perry v. Stouer Kanasa City M & R F	2494
v. Stoner	1721
Kansas City M. & B. F.	8. Co.
v. Smlth	792
v. Speucer	1951
v. Weeks	1976
Kansas Clty Star Co. v. Carlisle	406, 1781
Kausas Clty & S. W. I	2
Kausas Clty & S. W. I Co. v. Baird	714, 720,
Phase	1166
v. Ehret Kansas City & T. R. C	714, 720
v. Splitlog	463
Kansas City & T. R. C v. Splitlog v. Vickroy	463
Kansas M. O. M. Ins. C v. Rammelsberg Kansas Pac. R. Co.	2498
Kanasa Pac. R. Co.	2490
v. Miller 283	. 709 784 I
1182, 1	492, 1496,
v. Peavey	1644, 1873 1951
v. Watson	1503
v. Watson Kansas S. Y. Co. v. Co. Kansas & T. Coal Co. v	1503 nch 437
Kansas & T. Coal Co.	
Galloway Kanter re	1416 2264
Kanter, re Kaoru Yamataya v. Fis	her 1354
Kapohaku v. Koa	2354
Karr v. Jackson v. State v. Stivers 1521, 1 Kassing v. Walter	1680 246 1538, 1547 062, 1867, 2349 783, 987
v. State v. Stivers 1521. 1	538, 1547
Kassing v. Walter 1	062, 1867,
	2349
	783, 987 969, 1853
Katzer v. Milwaukee	2580
	334
Kanfiman v. Shellworth	1225
v. Swar Kaufman v. Canghman	86, 334 568, 1
1	568, 1 414, 1738 1
Wandman's Estate	1738 I
Kant v. Kessler Kay v. Brookman v. Fredrigal v. R. Co.	2312 1
v. Fredrigal	312, 1513 1028
v. R. Co.	1943
Kean v. Com.	1668
v. Davis v. M'Laughlin	2444
n Rica 1	406 681, 1684
Kearney v. Farrell	1730
Kearney v. Farrell v. King v. London B. & S. 6	2575
v. London B. & S. (C. R. 1
Co. v. State	2509
101 Ga. 784. 1	243, 1447
58 Miss.	682
68 Miss. v. Themanson	194, 988 748
Kearns v. Kearns 1:	267, 2052
	.,

Kannley v Dhilles	Section	K
Kearsley v. Philips Keash v. Santa Ysabel	1859	D
G. M. Co.	1400	
Westing a Posice C W	1698	
Keating v. Pacific S. W.		1
n Papple 8	2441	i
v. People 5	70, 1157,	ì
	497, 2513	K
v. State Keaton v. Greenwood	107 2235	
Kaaton v. Greenwood v. Jones v. Mayo Keator v. People Kee v. State Keefer v. Pacific M. L. Ins. Co. v. Zimmerman	2432	K
n Marc		K
Wester w Poorle	1062	U
Wester b. Feople	928, 1985	
Master w Deside M T	56, 59	K
Reefer v. Facilic M. L.	1980	
ans. Co.	1750	
v. Zimmerman 1:	320, 1513	
Keeling v. Ball	314, 1321	
Keen v. Keen	112, 1736	2
v. Priest	1073	K
Keenan v. Hayden	251	
Keene v. Acc. Ass'n	2510	K
v. Meade	2432	
Keener v. State 38,	111, 246, 616, 1852	
247, 10	516, 1852	
Keenholts v. Becker	406	
Keesier v. State	278, 949	
Keesling v. Powell	1460	
Keffer v. State 20, 3	390, 1874 986, 2287	
Kehoe v. Com. 580, 19	986, 2287	
Keist v. R. Co.	61, 1722	
Keister v. Myers	2416	
Kelth v. Klhbe	1540	
Keesing v. Powell Keffer v. State 20, 3 Kehoe v. Com. 580, 19 Keist v. R. Co. Keister v. Myers Kelth v. Kilhbe v. Lothrop v. Marcus v. N. H. & N. Co.	597, 2014	
v. Marcus	1072	
v. N. H. & N. Co.	208, 221,	
	1154	
v. State		
157 Ind. 1	40, 1977	
Tex. Cr., 56 S. W.		
S. W.	2061	
r. Taylor	318	
v. Tilford 4 v. Wilson	15, 1943	
v. Wilson	1842	
Keithler v. State Keithley v. Stafford Keithley's Estate Keithsburg & E. R. Co.	2056	
Keithley v. Stafford	1958	
Kelthley's Estate 6	89, 1938	
Keithsburg & E. R. Co.		
v. Henry Kelch v. State	1943	
Kelch v. State	2501	
Aeii e. Charmer	9467	
Kellenberger v. Sturteva Keller v. Donnelly	nt 1256	
Keller v. Donnelly	398	
v. Gilman 1719, 17	21.1974	
v. Holderman	2414	Ke
v. Holderman v. Ins. Co.	2414 2388	
n. Moore	1651	Ke
v. State		Ke
102 Ga. 205, 77	0 1841	
.02 08. 200,77	2060	
123 Ind.	2079	
v. Vernon		Ke
Kelly v. Andrews		Ke
v. Comba	1062	Ke
v. Crawford	1525	Ke
n Dillon	74	Ke
v. Dillon v. Fond dn Lac		Ke
" Kalley	1951	ve
v. Kelley 161 Mass.	2536	Ke
161 Mass. 20 Wis.	1000	n.e
20 W.B.	1082	
3742		

0		Section
9	Kelly v. People v. Proctor 6	1072, 1079
	v. Proctor 6	01, 619, 692, 1615, 1985
8		1615, 1985
1	v. Richardson	556, 715,
1		1919
	v. Riggs v. Schupp	1267
4	" Schnon	377
7	Kelliher v. Sntton	
3		334
2	Kellington v. Trinkty	
2 2 5 9	College	1670
4	Kello v. Maget 736,	1267, 1269,
1	Kellogg, re v. Clyne v. Kranser	2105, 2158
9	Kellogg, re	285
	v. Clyne v. Kranser v. McCabe v. Northrup	334
D	v. Kranser	1083, 1943
3	v. McCabe	987
	v. Northrup	2437
1 5	v. Schenerman	1330
3	Kellogg Co. v. Holm	016
	Kellum's Will	916
	Kelluli a Will	1511
0	Kelly, re	2282
2	v. Alderson v. Brooks	68
,	v. Brooks	1890
2	v. Craig 1192 v. Cunningham	, 1195, 1281
6	v. Cunningham	2425
)	v. Drew	2231
0	g. Elevator Co	1235
	v. Drew v. Elevator Co. v. French v. Goodbread	788
	v. Goodbread	1878
П	v. Oliver	
		2410
	v. People	2060
	v. Perrault	682, 689
H	v. R. Co.	
H	28 Minu.	283, 438,
		458, 461
П	60 Wis.	1856
1	60 Wis. v. Sharp S. Co. v. Small	1299, 1302
	v. Small	2232
ł	v. Smith	1876
1	v. State	
	60 Ala	928
Н	60 Ala. 72 Ala.	859
1	75 Ala.	1506, 1821 133, 166,
Н	133 Ala.	100, 1021
H	100 2116.	100, 100,
	39 Fla.	1194
1		2354
1	19 Ga.	784
1	82 Ga.	1476
1	Ga., 45 S. E. 51 Nebr.	1841
1	51 Nebr.	
1	v. Thney	2525
Ł	v. U. S.	569
L	v. U. S. v. West Bend	1951
ı	Kelly's Helrs v. McG:	nire 689.
1		
I	Kelsea v. Fletcher	463 754
1	Kelsey v Bush	9115
1	Kelsey v. Bush v. Hanmer 1188,	1104 1105
ı.	v. manifer 1100,	
Ł	a Tan Co Os	1225, 1651
1	v. Ins. Co. 944	. 995, 1719
	Kelton v. Hill	1554
1	Kelway v. Kelway	2290
1	Kemerer v. Bournes	1878
	Kemp v. King	2211
	Kemper v. Pryor	1312, 1314
	Kemp v. King Kemp v. King Kemper v. Pryor Kempsey v. McGinnis 683,	672, 681.
	683	1938, 1958
1	Kendall v. Field	1548
1	v. Limberg	1951
•		1.01

Section 1072, 1079 , 619, 692, 1615, 1985 556, 715, 1919 1267 377 334

283, 438, 456, 461 1856 299, 1302 2232 1876

55 Miss. 111, 24 Kenerson v. Henry 164 Kenlston v. Rowe 16 Kennard v. Burton v. Carter 118 v. Kennard 170 Kennedy, re v. Com. 14 Bush 276, 995		
## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##		Section
Collier Kendrick v. Com. v. Dellinger v. Kemp v. State 10 Humph. 1330, 1396 209 55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard v. Extra v. Hensely v. Dear 14 Bush 276, 995 1021, 1040 257 v. Dear 1244, 2164 v. Divine v. Dodson v. Dodson v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Feople 118, 382, 390 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 208 208 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel Kenniff v. Canifield Kennon v. Gilmer Kennek v. Kenrick Kensington v. Linglis Kent v. Garvin v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kendall v. May	492, 49
Collier Kendrick v. Com. v. Dellinger v. Kemp v. State 10 Humph. 1330, 1396 209 55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard v. Extra v. Hensely v. Dear 14 Bush 276, 995 1021, 1040 257 v. Dear 1244, 2164 v. Divine v. Dodson v. Dodson v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Feople 118, 382, 390 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 208 208 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel Kenniff v. Canifield Kennon v. Gilmer Kennek v. Kenrick Kensington v. Linglis Kent v. Garvin v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874		496, 7
Collier 656, 696, 72 2255, 227 2255, 227 2255, 227 2255, 227 2255, 227 2255, 227 2255, 227 2255, 227 225	V. Powers	245
Tollinger Variable	Collies	### ene no
v. Dellinger v. Kemp v. State 10 Humph. 1330, 1392 209 55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard v. Wannard v. Com. 14 Bush 78 Ky. 2577 v. Dear v. Com. 14 Bush 276, 995 1021, 1040 78 Ky. 2577 v. Dear 1244, 2166 v. Divine v. Dodson 1858 v. Doyle 1523, 1527 1643, 1644 v. Towke v. Gifford v. Hensley 391, 397 v. Kennedy v. Epell v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle v. Engle v. Fickel Renniff v. Caulfield Kennon v. Gillmer Kenny v. Clarkson 554, 1271, 2125 1891, 1850, 1874, 400 2574 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 19 Tex. App. 1840 v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Spring v. Caulfield Kennon v. Gillmer Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel Renniff v. Caulfield Kennon v. Gillmer Kennsha Stove Co. v. Shedd Kensington v. Inglis Kent v. Garvin 75, 1874 1858, 1751, 1858, 1874		000, 090, 70
v. Hemp v. State 10 Humph. 55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard v. Burton v. Com. 14 Bush 276, 995 1021, 1044 78 Ky. v. Dear v. Dole v. Dodson v. Doyle v. Dodson v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Lubold v. Lubold v. Lyell v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Fickel v. Clarkson v. Fickel v. Walker Kensington v. Luglis Kenrick v. Kenrick Kensington v. Luglis v. Gary v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874		2200, 227
v. Kemp v. State 10 Humph. 55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard Kennedy re v. Com. 14 Bush 276, 995 1021, 1044 78 Ky. 257 v. Dear v. Dodson v. Doyle 1523, 1527, 1643, 1644 v. Towke v. Gifford v. Hensley 391, 397, 1730 v. Kennedy v. Linbold v. Lyell v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will Kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel Kennedy's Will 1001, 1736 1736, 1738, 2008, 2016 175, 720 174, 400 1756 1757 1757 1757 1757 1757 1757 1757	v. Dellinger	907 959
10 Humph	v. Kemp	73, 74, 40
10 Humph	v. State	
55 Miss. Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard Kennedy, re v. Com. 14 Bush 78 Ky. 276, 995 1021, 1046 257; v. Dear 1244, 2164 v. Divine v. Doyle 1523, 1527, 1643, 1644 v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Lupli v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy v. Will Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Chambers v. Engle v. Fickel 715, 720 Renniff v. Cauldeld Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 1891, 1268 751, 1530, 1558 v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	10 Humph	. 1330, 1396
Kenerson v. Henry Kenlston v. Rowe Kennard v. Burton v. Carter v. Kennard v. Kennard v. Com. 14 Bush 276, 995 1021, 1046 78 Ky. 257e v. Dear 1244, 2166 v. Divine v. Dodson v. Dodson v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Lyell v. Lubold v. Labold v. Lyell v. Feople 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barh. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upahaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy v. Clarkson v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Clarkson v. Gilmer Kennon v. Gilmer Kennon v. Gilmer Kennon v. Gilmer Kennon v. Gilmer Kennon v. Glimer Kenniff v. Canldeld Kennon v. Glimer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Rennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Rennon v. Gilmer Kennett v. Chamber v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Rennon v. Gilmer Kennett v. Chamber v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Rennon v. Gilmer Kennett v. Chamber v. Fickel 715, 720 Renniff v. Canldeld Rennon v. Gilmer Renver v. Fickel 715, 720 Renver Renv		209
## Carter 118	55 Miss.	111, 24
## Carter 118	Keniston v. Henry	164
## Carter 118	Kennard a Raston	
v. Kennard Kennedy, re v. Com. 14 Bush 78 Ky. 276, 995 1021, 1044 257, v. Dear v. Dodson v. Dodson v. Dodson v. Dodson v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Lyell v. Feople v. Lyell v. People v. Lyell v. People v. Spring v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will kennor v. Gilmer kenny v. Clarkson Kenniff v. Caulfield Kennon v. Gilmer kenny v. Clarkson Kensigton v. Inglis Kent v. Garvin V. Lincoln V. Sp. 124, 216 1043, 1644 1231 2319 2354 231, 397 2354 235, 2046 236 246 256 261, 1271, 2125 238, 2046 268 268, 1751, 1850, 1	v. Carter	1718
Rennedy, re v. Com. 14 Bush 276, 995 1021, 1046 257; v. Dear 1244, 2164 v. Divine 1086 v. Dodson 1856 v. Doyle 1523, 1527, 1643, 1644 v. Towke 1202 v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397 1730 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring v. Spring v. Spring v. State 101 Ga. 293 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Rennedy's Will 1081, 1736 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Rennedy's Will 1081, 1736 17	v. Kannard	170
78 Ky. 257; v. Dear 1244, 2166 v. Divine 1066 v. Dodson 1856 v. Doyle 1523, 1527, 1643, 1644 v. Towke 1202 v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397, v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle 2008, 2016 Kennon v. Gilmer Kennett v. Chambers v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kenniff v. Caulfield 1194, 2105 Kennett v. Charkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1991 Kenosha Stove Co. v. Shedd Kent v. Garvin 551, 1530, 2045 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1555, 1558, 1551, 1553, 1874	Kennedy, re	901
78 Ky. 2577 v. Dear 1244, 2164 v. Divine 1006 v. Dodson 1856 v. Doyle 1523, 1527 1643, 1644 v. Towke 1202 v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel 715, 720 Kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kennov v. Gilmer 1005 v. Fickel 1194, 2105 kennov v. Gilmer 201 kennif v. Cauffeld 1194, 2105 kennow v. Gilmer 201 kennif v. Cauffeld 1194, 2105 kennet v. Charkon 564, 1271, 2125 v. Walker 201 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kenniff v. Cauffeld 1194, 2105 kent v. Garvin 564, 1271, 2125 v. Walker 1891 kent v. Garvin 564, 1271, 2125 list 1831, 1830, 2046 kent v. Garvin 575, 1850, 1851, 1853, 1874	v. Com.	•
v. Dear 1244, 2166 v. Divine 1086 v. Dodson 1855 v. Doyle 1523, 1527. 1643, 1644 v. Towke 1202 v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397, 1730 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle 2008, 2016 Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1991 Kenosha Stove Co. v. Shedd Kensington v. Inglis 1195, 1198, 1268 Kent v. Garvin 75, 1558, 1751, 1550, v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1553, 1874	14 Bush	276, 995
v. Dear 1244, 2166 v. Divine 1086 v. Dodson 1855 v. Doyle 1523, 1527. 1643, 1644 v. Towke 1202 v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397, 1730 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle 2008, 2016 Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1991 Kenosha Stove Co. v. Shedd Kensington v. Inglis 1195, 1198, 1268 Kent v. Garvin 75, 1558, 1751, 1550, v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1553, 1874		1021, 1040
v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Kennedy v. Labold v. Labold v. Lyell v. People v. Feople v. Feople v. Form v. Rountree v. Spring v. Rountree v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. Hensley v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Hensley v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennon v. Gilmer kennet v. Charkson v. Gilmer kenny v. Clarkson v. Gilmer kenny v. Clarkson kensington v. Inglis kent v. Garvin v. Lincoln v. Gray v. Lincoln v. 458, 1751, 1873, 1874	_ 78 Ky.	2578
v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Kennedy v. Labold v. Labold v. Lyell v. People v. Feople v. Feople v. Form v. Rountree v. Spring v. Rountree v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. Hensley v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Hensley v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennon v. Gilmer kennet v. Charkson v. Gilmer kenny v. Clarkson v. Gilmer kenny v. Clarkson kensington v. Inglis kent v. Garvin v. Lincoln v. Gray v. Lincoln v. 458, 1751, 1873, 1874	v. Dear	1244, 2166
v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Kennedy v. Labold v. Labold v. Lyell v. People v. Feople v. Feople v. Form v. Rountree v. Spring v. Rountree v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. Hensley v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Hensley v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennon v. Gilmer kennet v. Charkson v. Gilmer kenny v. Clarkson v. Gilmer kenny v. Clarkson kensington v. Inglis kent v. Garvin v. Lincoln v. Gray v. Lincoln v. 458, 1751, 1873, 1874	v. Divine	
v. Towke v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Kennedy v. Labold v. Labold v. Lyell v. People v. Feople v. Feople v. Form v. Rountree v. Spring v. Rountree v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. State v. Spring v. Hensley v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Upshaw 64 Tex. v. Hensley v. Fickel v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennet v. Chambers v. Engle v. Fickel v. Fickel kennedy's Will kennon v. Gilmer kennet v. Charkson v. Gilmer kenny v. Clarkson v. Gilmer kenny v. Clarkson kensington v. Inglis kent v. Garvin v. Lincoln v. Gray v. Lincoln v. 458, 1751, 1873, 1874	v. Doule	1856
v. Gifford 74, 406 v. Hensley 391, 397, 1730 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers 2566 v. Fickel 7194, 2105 Kenniff v. Caulfield Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 2018 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1295 Kent v. Gary 7 v. Lincoln 458, 1751, 1550, 1558, v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	v. Doyle	1523, 1527
v. Gifford v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Hensley v. Lendold v. Lubold v. Lubold v. Lyell v. Lyell v. People v. Feople v. Feople v. Form v. Rountree v. Spring v. State v. State v. State v. Spring v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Spring v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. Spring v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. State v. S	v. Towke	1043, 1044
v. Hensley 391, 397, 1730 v. Kennedy 2354 v. Lubold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 67 Tex. 2008, 2016 68 Tex. 2008, 2016 69 Tex. 2008, 2016 61 Tex. 2008, 2016 62 Tex. 2008, 2016 63 Tex. 2008, 2016 64 Tex. 2008, 2016 65 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 67 Tex. 2008, 2016 67 Tex. 2008, 2016 68 Tex. 2008, 2016 69 Tex. 2008, 2016 60 Tex. 2008, 2016 60 Tex. 2008, 2016 60 Tex. 2008, 2016 60 Tex. 2008, 2016 60 Tex. 2008, 2016 61 Tex. 2008, 2016 62 Tex. 2008, 2016 63 Tex. 2008, 2016 64 Tex. 2008, 2016 65 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 67 Tex. 455, 1751, 1550, 15	v. Gifford	74 406
v. Labold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 V. Walker 201 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 V. Walker 201 V. Walker	v. Hensley	391, 397
v. Labold 1567 v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 293 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 V. Walker 201 Kennett v. Chambers 2566 Kennett v. Chambers 2566 V. Jingle 1005 V. Fickel 715, 720 V. Walker 201 V. Walker		1730
v. Lyell 2319 v. People 118, 382, 390, 1975, 1977 v. R. Co. 67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 208 v. State 101 Ga. 193 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2006, 2016 66 Tex. 2006, 2016 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennliff v. Canlfeld Rennon v. Gilmer 201 Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 201 Kenneds Stove Co. v. Shedd Kensington v. Inglis 1285 Kent v. Garvin 751, 1850, 1850, 1850, 1751, 1850, 1751, 1858, 1751, 1858, 1751, 1858, 1751, 1858, 1751, 1858, 1874, 1874	v. Kennedy	2354
v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will v. Engle v. Fickel v. Engle v. Fickel Kennedv's Chambers v. Engle v. Fickel Kennendy's Calfeld Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson Kennek v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin V. Lincoln 458, 1751, 1558 v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1573, 1874	v. Labold	1567
v. R. Co. 67 Barb. 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 2008, 2016 66 Tex. Kennedy's Will v. Engle v. Fickel v. Engle v. Fickel Kennedv's Chambers v. Engle v. Fickel Kennendy's Calfeld Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson Kennek v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin V. Lincoln 458, 1751, 1558 v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1573, 1874	v. Lyell	2310
67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 206 v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 Kennedy's Will 1061, 1736 Kennett v. Chambers 2566 v. Fickel 715, 720 Kenniff v. Cauffeld Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 201 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1295 Kent v. Garvin 75, 1558, 1751, 1550, v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1853, 1874	v. People 1	18, 382, 390,
67 Barb. 783 130 N. Y. 1719, 1750 v. Rountree 2184 v. Spring 206 v. State 101 Ga. 19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 66 Tex. 2008, 2016 Kennedy's Will 1061, 1736 Kennett v. Chambers 2566 v. Fickel 715, 720 Kenniff v. Cauffeld Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 201 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1295 Kent v. Garvin 75, 1558, 1751, 1550, v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1558, 1751, 1853, 1874	. P C-	1975, 1977
## Spring	67 Bank	
## Spring	150 N V	783
19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 2566 v. Engle 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 7194, 2103 kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1891 Kenosha Stove Co. v. Shedd 1225 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1268 Kent v. Garvin 751, 1850, 1268 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1558	v. Rountree	9184
19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 2566 v. Engle 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 7194, 2103 kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1891 Kenosha Stove Co. v. Shedd 1225 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1268 Kent v. Garvin 751, 1850, 1268 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1558	v. Spring	
19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2006, 2016 66 Tex. 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 715, 720 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennedy's Will 2566 v. Engle 2566 v. Engle 1005 v. Fickel 7194, 2103 kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 1891 Kenosha Stove Co. v. Shedd 1225 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1268 Kent v. Garvin 751, 1850, 1268 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1558	v. State	200
19 Tex. App. 1840 v. Upshaw 64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 923 Kennedy's Will 1081, 1736 Kennett v. Chambers v. Engle v. Erickel 715, 720 Kenniff v. Cauldeld 1194, 2105 Kennon v. Gilmer Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker 203 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin 1195, 1196, 1266 Kent v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1530, 1558	IVI UIL	293
64 Tex. 1736, 1738, 2008, 2016 66 Tex. 923 Kennedy's Will 1081, 1736, 1738, 2008, 2016 Kennett v. Chambers v. Engle 1005 v. Fickel 1005 Kennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson 564, 1271, 2125 v. Walker Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin 1195, 1196, 1268 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	19 Tex. Apr	. 1840
2008, 2016 923 8266 925 92	v. Upanaw	
Sennedy's Will 1081, 1736 1736 1081, 1736 1736 1081, 1736	64 Tex.	1736, 1738,
Sennedy's Will 1081, 1736 1736 1081, 1736 1736 1081, 1736	ee m	2008, 2016
Kennett v. Chambers v. Engle v. Fickel Rennon v. Gilmer Kenny v. Clarkson V. Walker Kennick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin V. Gray V. Lincoln 2566 1005 7015, 720 1194, 2105 264, 1271, 2125 238, 2046 1195, 1198, 1268 751, 1530, 1558 V. Gray 7 V. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kannada'a Will	923
V. Walker 2125 V. Walker 1891 Kenocha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick 238, 2046 Kensington v. Inglis 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kennett z. Chambana	
V. Walker 2125 V. Walker 1891 Kenocha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick 238, 2046 Kensington v. Inglis 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	v. Engle	
V. Walker 2125 V. Walker 1891 Kenocha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick 238, 2046 Kensington v. Inglis 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	v. Fickel	715 790
V. Walker 2125 V. Walker 1891 Kenocha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick 238, 2046 Kensington v. Inglis 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kenniff v. Caulfield	1194, 2105
V. Walker 2125 V. Walker 1891 Kenocha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick 238, 2046 Kensington v. Inglis 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kennon v. Gilmer	201
v. Walker Kenosha Stove Co. v. Shedd Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin v. Gray v. Lincoln 2125 238, 2046 751, 1530, 1556 77 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kenny v. Clarkson	564, 1271,
Kenosha Stove Co. v. Shedd 1225 Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin v. Gray v. Lincoln 1891 238, 2046 1195, 1195, 1268 751, 1530, 1558 v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874		2125
Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis Kent v. Garvin 23, 2046 1195, 1196, 1268 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	V. Walker	1801
Kenrick v. Kenrick Kensington v. Inglis 1195, 1268 751, 1530, 1558 v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	MOHIUME STOYS CO. V.	
Kent v. Garvin 1195, 1196, 1268 Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kenrick v. Kanalak	1225
Kent v. Garvin 751, 1530, 1558 v. Gray 7 v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kensington v. Inclin	200, 2046
v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	or regres	1198 1966
v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	Kent v. Garvin	751, 1530
v. Gray v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874		1558
v. Lincoln 458, 1751, 1873, 1874	v. Gray	7
. 1873. 1874	v. Lincoln	458, 1751,
v. Lowen 1080, 1084	1. Y.	1873. 1874
	v. Lowen	1080, 1084

		CAGES.
9	1	Bectic
	Kent v. State 64 Ark.	
)	42 Oh.	950, 1018
i		1021, 102
1	v. Walton v. Weld Kent Co. v. Ransom Kentncky C. R. Co. v. Barrow v. Smith	108
ł	Kent Co. v. Ransom	1225, 165 71
1	Kentncky C. R. Co.	/1
İ	v. Barrow	45
ı		116
ı	v. Lawrence	946
Į	ACRUCKY Lnmber (o. v.
ı	Abney Kenworthy v. William	1839, 184 ms 689
l		1998 950
١	Kenyon v. Ashbridge	208
l	r. Mondovi r. People	238
l	to the land of the land	2069 4, 205, 162
	Kerber, re	220
ĺ	Kerber, re Kerfoot v. Chicago Kerker v. Carter Kerkow v. Baner Kermott v. Ayer Kern v. Bridwell	961
	Kerkow r. Baner	189 258
ı	Kermott v. Ayer	565, 127
ŀ	Kern v. Bridwell v. Ins. Co. v. Kern	20, 222
l	v. rus. Co.	1947 231
1	Kernin v. Hill	2016
1	Kerns v. Perry	2580
1	Kernin v. Hill Kerns v. Perry v. R. Co. Kerr v. Com'rs v. Gibson	571
•	v. Gibson	463 1388
	v. Lnnsford 68	1, 682, 689,
1	v. Linsford 68 v. Linsford 68 1669, Kerrains v. People Kerrans v. Brown	1738, 1938
i	Kerrans v. Brown Kerrigan v. Conelly v. R. Co.	364, 581
1	Kerrigan r. Conelly	2477
1	v. R. Co. Kershane v. Collins	1698
Ī	Corsher v. Kersher	1678 680
1	Kersher v. Kersher Kesse v. R. Co.	
3	Lessier v. Best	2372
H	Kessler v. Best v. M'Conachy Ketchingman v. State	1550
	923	398, 779, 3, 987, 1028
K	etchnm v. Brennan etland v. Blesett	1232
R	ettering v. Blasett	110 1910
K	ettering v. Jacksonvj etterman v. R. Co.	lle 1710 2494, 2495
K	etterman v. R. Co. ey v. Thomson 21	, 221, 681,
K	Leyes v. Cedar Falls	1133, 1871
	y Octain I mile	1719, 1750
	v. Mooney	1681
K	State 792	925, 2277
K	eyser v. Pickrell	1879 2008, 2016
K	eystone Axle Co. v.	
	v. Mooney e. State 792, e. Sta	2054 379
•	v. Adama	940
	v. Johnson	1086
K	lbbe v. Bancroft	1525
K	ibler v. McIl:-	085, 2086
•	v. Com.	1890 2513
K	ruu v. Alexander	1676
	v. Henderson	321
	3743	

Kida - W	Section
Kidd v. Manly v. State	168 189
Aidder v. Bacon	171
v. Blaisdell v. Dunstable	257: 45:
v. Sunta	45: 39:
Kidwell v. Com.	584
v. State Klerstead v. Brown	. 2075 1062, 1075 1976
Miesel v. ins. Office	1062, 1073
Mictil v. Well	1088
Kilbee v. Sneyd	1065, 1518
Kilbourn v. Fnry	2116 1223
v. Thompson Klibourne v. Jennin	
38 Ia.	gs 571
40 Ia.	9109
Kilbride v. Carbon 1	
Kilburn v. Bennett	451 1784, 2530
v. Mnllen v. Ritchie	923, 2088
Kilgore v. Bulkley	2440 9565
Kilgore v. Bulkley v. Cross	2440, 2567 1938
v. Hanley	608, 620
v. Magee	2349 1350
v. Jordan v. Magee v. State Killen v. Side	59, 279
Killian v. Side	664
Rilling or State	64, 9 87, 1270 36 3
Kilmer v. Smith Kilpatrick v. Com. Kilpatrick Co. v. Bo	2416
Kilpatrick Co. v. Ro.	1442, 2578
Kilrow v. Com.	x 1067 967, 2056.
Kilvert's Trusts	967, 2056, 2059
Kimball v. Bellows	2462 1064
v. Borden	455, 456, 2509
v. Carter	2509
v. Carter v. Davis	1699 1513, 2529
	1104, 2046
v. Lagg	1778 1189
v. People	2167
v. Saguin	1877, 1878
v. Ladd v. Morrill v. People v. Saguln Klmberley's Appeal Klmbrongh v. Mitche	1938 1208
Klmbrongh v. Mitche	11 2336,
Kimmarle v. R. Co.	2341
Klmmarle v. R. Co. Kimmel v. Kimmel	1651 52, 692,
	52, 692, 979, 1985
Kimpton v. Glover Kinchelow v. State	1382 106, 2056
Kindel v. Le Bert	2578
Kine v. Beanmont	1206, 1234
v. Badelev	1890 2473
v. Barrett	2327
v. Bolling	1206
v. Cole	1195 1256
v. Badeley v. Barrett v. Bolling v. Carpenter v. Cole v. Dale v. Donahne v. Faber v. Fowler	1680
v. Donahne	2018
v. Fowler	736 2531
	2002

	Section	.1	Bootlan		
King v. Frost	1779		Section 64, 96, 987	Klenk v. Knoble	flection 613
v. Hall	1225		1898	Klepsch v. Donald	1164
v. Hersey	928			Kline v. Baker	1271, 2558,
v. Hopkins	575, 1354,		1314, 1513,		2573
	2494		2132	v. R. Co.	1976
v. Ins. Co.	1223, 1683		2165	Kling v. Tnnstall	747
v. Jordan	791, 1339	Kinnard v. Wilimore	2098	Klingemann's Good	1674
v. Kenny v. Kent's Adm'r	1186		233, 689	Klinkner v. Schmids	
v. Kersey	2575 1770		1064	Kloke v. Martin	2526
v. King	1770			Kloman v. Kloman	2067
28 Ala.	2067	Kinney v. Berran v. Farnsworth	1404 1587	Klotz v. James Klng v. State	1028 1035
49 Ga.	2349		1300, 1316,	Knapp v. Fuller	406
Ky., 42 S. V			2008, 2529	v. Haskall	1873
2 Roh. Eccl			1684, 2098	v. Schneider	1086, 1890
4 Tannt.	1858	Kinsman v. Crooke	1408	v. Smith	1960
90 Va.	2517	Kipp v. Silverman	763, 1126,	v. Wing	1871
v. Little	2144		1890	Knapp Case	219, 444
v. McCarthy	1404, 1725	Kirby v. Com.	1750	Knard v. Hill	1624
v. Maddux	2118	v. Gibe	1650	Kneass' Case	2215
v. Mims	1225, 1651	v. Ins. Co.	1947	Kneeland v. State	2282
v. Mittalberger v. R. Co.	770	v. Masten	1779	Knickerbocker v. W	
34 Ia.	463, 1164	v. State v. Tallmadge	18	Kniffen v. McConne	11 1623
72 N. Y.	437, 1154,	v. U. S.	285, 289 1388	Knight v. Barber	2425
72 11. 1.	1977, 1978	Kircher v. Larchwood		v. Danler	1193
v. Raines	1658	Kirchner v. Collins	946	v. Epsom v. Fisher	2354 2349, 2354
v. Randlett	1195, 2447	Kirk v. Carr	1505, 1511	r. Goodyear Mf	g. Co. 461
v. Root	73, 74, 209,		2363, 2554	v. House	1985
	406, 1974	v. Mowry	1668	v. Knight	
v. Ruckman	923, 1985	v. Nowell	1064	178 III. 25	4, 1778, 1960
v. Schener	1225	v. State	1304	12 La. An.	1225
v. Sears	2141	v. Terr.	861	v. Lawrence	1653, 1676
v. Shepard	2593	Kirkendall v. Omaha	463	v. Martin	1200, 1203,
v. State		Kirkham v. People	928, 968,		1205, 1297
40 Ala.	832, 841	Windsham I Wink	1442, 1852	v. Overman W.	
100 Ala. 17 Fla.	2190, 2220 78	Kirkland v. Nisbet	1955	v. Packard	529 , 531
65 Miss.	246, 248	v. Smith v. Trott	1681	v. Rothschild 7	16, 905, 1075
74 Miss.	1873, 2512	Kirkman v. Oxley	1799 73	v. Rushwood	575
91 Tenn.	1450, 2501	Kirkpatrick v. Clark	1246	v. Smythe v. State	568, 1974
13 Tex. App		r. Jenkins	1738	v. U. S.	290 2272
v. U. S.	2374	v. Love	2122	v. Waterford	2212
v. Westbrooks	770	v. Pope Mfg. Co.		2 Y. & C.	2294
v. Wicks	1025, 1028	v. Snyder	1943	4 Y. & C.	1205, 1465
v. Wilkins	1083	Kirksey v. Kirksey	2015, 2016	v. Whitmore	1187
v. Worthington		Kirschner v. State	987, 1270,	Knights v. Piella	2508
73 Ill.	1234,		1681, 2271	v. State	354
104 TT 6	1705, 2105	Kirsher v. Kirsher	2530	Knobell v. Fuller	73, 209
104 U. S.	1177 0050	Kirwan v. Cockbnrn	1684, 2535	Knoil v. State	1700, 1977
King Charles' Trial King of the Two Sici	1177, 2250	Kissam v. Forrest Kissel v. Lewis	1390	Knopke v. Ins. Co.	392, 2498
lies v. Wilcox	2258, 2259,	Kiskimmins v. Shaver	1620	Knowles v. Crampton	1159
NOS V. TILOVA	2276	Kitcheli v. Beach	2260 1738	v. People	1010, 2228,
King's Lynn Case	1712	Kitchen v. Rohhins	1053	v. Scribner	2243, 2273
King's Proctor v. Dai		v. Tyson	1985	v. State	2498
Kingery v. Berry	1351	v. Union Tp.	1951	80 Ala.	457
Kinghorne v. Tel. Co.	1236	Kitchens v. Kitchens	2052	Tex. Cr., 72	
Kingman v. Cowles	1681, 2164	Kittanning Ins. Co.		Knowlton v. McMahe	on 2349,
v. Lynn & B. R.	Co. 451	v. O'Neill	1770		2354
Kingshury v. Davidso	n 2515	Kitteringham v. R. Co.		v. R. Co.	2580
v. Moses	463, 658,	Kittredge v. Elliott v. Russell	251	Knox v. Clark	1963
101 f 1 TT .	2097	v. Russell	2097	v. Johnson	1017
Kingsford v. Hood	1777	Klanowski v. R. Co.	460	v. Knox	1738
Kingsley v. Kingsley	1703	Klatt v. Lumber Co.		v. Rossi	6, 2184
Kingston v. Horner v. Lesley	1267	92 Wis.	2525	v. Silloway	1225, 1314,
	1196, 1219,	97 Wis.	949	n Canto	1651, 1676
v. Phelps	1672, 1709 1056	Kieeberg v. Schrader Kleiman v. Geiselman	1213 1194	v. State	286, 579
o, r norba	1000	3744	1134	v. Vinsant	1350
		0177			

KIN

78, 1960 1225 53, 1676 90, 1203, 905, 1297 1976 529, 531 905, 1075 575 68, 1974 290 2272

TABLE OF CASES.

	Section	wa t			
Knox Co. v. Davis	185		Section		Bection
Knoxville Nursery	Ca. w.	Krippuer v. Biebi	10/1 100	7 Lafayette v. Wea	VAP 900
Com.	127	6 Krise v. Neason	1951, 1970	D Lafavette R & M	. R. Co.
Knudson v. Grand	Coun-		1188, 1195	v. Wiusiow	1943
cil	248	4 Kritzer v. Smlth	79, 2052, 213	LAMAN D. U. S.	1,000
Koch v. State	1913, 249		1410		uoi
Koechl v. U. S.	169		1078	Puip Co.	1058
Koehier v. Hill	1350, 185	2 Krueger v. Sylvest	1651, 1676	Laflin v. R. Co.	1049
v. Koehler	37	Kruse v. S. & W.	er 1000, 1006		d
Koenig v. Arcadia	250	ber Co.		I islands Co.	9210
v. Bauer	1874	Kuon a Ilmmin	581,778		uthern
v. Union D. R. (Co. 949, 1756	Kuenster v. Woodl	1968, 1984	Underwriters' A	ss'n 2261.
LOSPES v. Milwauk	ee 116	- denoter v. Woods			2271, 2282
Koerner v. State	39	Kugadt v. State	1006		2354
Koul v. Frederick	2463	Kngiar e Gamen	2081		2494
v. State	21, 905, 914	Kuhi v. Kuaner	258 2083	Laing v. Barclay	2307
Kohier v. Lindeume	yr 1074	Kuhlman v. Brown		v. Kaine	1296
v. R. Co.	770			v. R. & C. Co.	463
v. Weiis Fargo	&	Kul 18 v. Gates	571, 811	Laird v. Ass'n Co.	106
Co.	1878	R. Co.	1779	v. Campbeii	1556
Kohiey's Estate	1803, 1304		1500	v. Kiibourne	1225
Kohn v. Marsh	2590	70 Ia.	1706		286
Koiuer v. Rankiu	2349		1951		1354
Kokes v. State	2577	S. Co.		v. Brown	1651
Koib v. R. Co.	211, 987	Kumier v. Fergusor	1951	v. Giichrist	2124
Kollock v. Parcher	1280	Kupfer v. Bank		v. Peopie	672, 681
Kolsti v. R. Co. 46	31, 571, 1951	Kurtz v. Hibner	1195	Lake's Case	1510
Komp v. Raymond	2432	v. Kurtz	2476, 2477	Lake Erie & W. R.	. Co. v.
Kouold v. R. Co.	199, 451	n P Co	2067	Craig	376
Koous v. R. Co.	461, 1951	r. R. Co. Kusch v. Kusch	1085	v. Middlecoff	456
v. State	994, 2088	Kusier v. Crofoot	613	v. Mugg	442, 451, 461
Kooutz v. O. R. & N.	,	Kutcher v. Love	2110	v. Nooker	2594
Co.	455, 456	Kux v. Bank	1062	_ v. Wiison	792
Kopke v. People	1271	Kvammen v. Mili C	2025	Lake Lighting Co.	v.
Kopian v. Gasiight C	o. 451, 949	Kwong Loo Wai	0. 392	Lewis	099
Kornegay v. Kornega	v 2012	Kwong Lee Wai v. (Lake Merced W. C	0.
LOSSEKOWSKI V. Peop	e 2497	Kyburg v. Perkins	905	v. Cowles	9570
Kost v. Bender	719	Kyle v. Craig 1	1633	Lake Shore R. Co.	v.
Kostelecky v. Scherh	ert 1988	Tyle v. Craig 1	12, 581, 770,	Herrick	1714, 1795
Kostelecky v. Scherhi Koster v. Merritt	5	n Wananant	804, 1725	Lake Shore & M. S	j.
v. Reed	1339, 2531	v. Kavanagh v. Kyie	2466	R. Co. v. Taylor	1671
Kota v. Peopie	1852	Kypeston w Feet In	779	Lake Street Eiev. H	l. Co.
Kotwitz v. Wright	1549	Kynaston v. East Iu-	1000 0001	v. Burgess	791
Kotz v. Belz	1705, 1778	.	1862, 2221	v. Shaw	1710
Kowring v. Mauly	2026			Lalance & G. M. Co	D. D.
Krager v. Pierce	1890	L.		Haberman M. Co.	. 2319
Kraimer v. State	000	Labaree v. Wood		Laiiberté v. R.	200, 986,
Kramer v. Com.		Labore v. Wood	607	_	2196
v. Goodiauder		Labarre v. Hopkius	1876	Lallande v. Brown	1072
v. Kister		Labarthe v. Gerbeau	1299	Laily v. Rossman	1680
v. Messner	442, 451	La Beau v. Peopie	987	Laione v. U. S.	2498
v. State	1750	La Bourgogne	2256	Laior v. Lalor	1457, 1466
v. Weluert		Lacus v. R. Co.	1722	Lamaiere v. Caze	1021
Krebaum v. Cordell	615	Lacey v. Davis 1186	, 1289, 1676	Lamance v. Byrnes	1873
Kreckeberg v. Lealie	1082	7. Hill	278	Lamar v. Ailen	1605
Kreckeberg v. Leslie Kreider v. Wiscousiu		v. Marnan	1944 1870	v. Pearre 657	, 1065, 1066,
R. P. & P. Co. 28	3, 458, 916	v. Newport Laciede F. B. M. Co.	1225		1458, 1678
Kreiter v. Bomberger	1051	Laciede F. B. M. Co.		v. Raysor	1851
Kreitz v. Behreusmeye		Hartford Co.	2494]	La Master v. Dickso	u 2232
1	497, 1712,	Lacon v. Higgins	12(1, 1004,]	Lamb v. Lippincott	1804, 1938
	1784		1097, 1953	v. Littman	1616
Kretzschmar v. Meelia	u 2575	Lacy v. Kossuth Co.	208, 221,	v. Lynch	1938
Kreuger v. Waiker	1225		657, 1674,	v. Moberly	1204, 1242,
Kreuzberger v. Wiugh	eld 1960	. 0	1984		1247
Kreuziger v. R. Co.	681, 1696	v. State 1185,	1136, 1761	v. People	2079
Krewsou v. Purdom		v. ougarman	1249	v. State	2010
Kribs v. People		add v. Blunt	1216	66 Md.	359
Krider v. Philadelphia	881	r. Ladd	463	40 Nebr.	2056
Krieger, ex p. 2	1041	v. Wiison	2349	Nebr., 95 N.	W. 792.
VOL. IV 36	100, 2210 1	aduier v. Ladnier	2472	344, 00 11.	1079, 2272
. 020 11 00		3745			

v. Com. 232, 857, 858, 1984 see v. Tribune Co. 460 nv. R. Co. 1850 v. Sherburne 1972 v. Ean Clair First Nat'l Bank 2572 v. St. Anthony & 1275 v. Syndics 1272, 1676, 2165, 2168 es v. State 2165, 2168 ev. Chatterton 529 v. James 2477 r v. State 1842 v. Chatterton 1278, 2165 nv. Latham 238, 1879 for t. Latham 238, 1879 for t. Atkinson Bramhall 19 mitchell 1208 r v. Elgin 1703 Sovereign Camp 770 v. Eamer 1670 s Estate 2602
858 1984 1986 1987 1987 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988 1988
ee v. Tribune Co. ov. R. Co. v. Sherburne v. Ean Clair First Nat'l Bank e. St. Anthony & Co. 1067 v. Van Hook ygas v. Lari- 's Syndics v. State v. Chatterton g. v. James v. James v. James v. James v. State v. Chatterton g. v. James v. Latham sv. Blackwell 1189, 1196, 1278, 2105 a. v. Latham Smitb Combe p. a. Atkinson Bramhall m. James v. Elgin Sovereign Camp v. Elgin Sovereign Camp v. Essate see Co. 1018 238, 1879 2477 770 2581 278, 2105 6214 7881 7891 7891 7891 7891 7891 7891 7892 7891 7892 7892 7892 7892 7892 7892 7892 7892
on v. R. Co. v. Sherburne v. Sherburne v. Ean Clair Flist Nat'l Bank e v. St. Anthony & C. Co. r v. Van Hook ygas v. Lari- 's Syndics 1272, 1676, 2165, 2168 es v. State ev. Chatterton g v. James 2477 r v. State 1842 e v. R. Co. hance Co. v. ev. Latham 238, 1879 Smith 6, 2184 r v. Latham 238, 1879 Smith 6, 2184 r v. Latham 19 Mitchell 1908 r v. Flgin Sovereign Camp v. Eamer 1670 s Estate 2652
v. Sherburne 1072 v. Ean Clair First Nat'l Bank v. St. Anthony & 2572 v. Van Hook 1275, 1676, 2165, 2168 es v. State v. Chatterton 529 v. James 2477 r v. State 2 1842 e v. R. Co. 1627 hance Co. v. v. Blackwell 1189, 1196, 1278, 2105 n v. Latham 238, 1879 Smith 6, 2184 r v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin Sovereign Camp v. Eamer 2502
v. Ean Clair 1908
First Nat'l Bank v. St. Anthony & . Co. 1067 r. v. Van Hook ygas v. Lari- 's Syndics 1272, 1676, 2165, 2168 es v. State 2477 r. v. State 1842 e. v. Chatterton q. v. James 2477 r. v. State 1842 e. v. R. Co. 1527 hance Co. v. 1018 v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2105 a. v. Latham 238, 1879 Smith 6, 2184 Fombs 2631 p. v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r. v. Elgin Sovereign Camp v. Eamer 1670 s. Estate 2502
e v. St. Anthony &
Co. 1067 1070 1
r v. Van Hook ygas v. Lari- 'e Syndics 1272, 1676, 2165, 2168 es v. State 2165, 2168 v. Chatterton g v. James 2477 r v. State 1842 e v. R. Co. 1527 hance Co. v. 1018 v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2105 a v. Latham 238, 1879 Smitb 6, 2184 l Tombs 2631 p v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin 770 s Estate 2652
ygas v. Lari- 's Syndles 1272, 1676, 2168, 2166, 2168 es v. State v. Chatterton 529 g v. James 24477 r v. State e v. R. Co. 1627 hance Co. v. 1018 v. Blackwell 1189, 1199, 11278, 2106 n v. Latham 238, 1879 Smitb 6, 2184 l'ombs 2581 l'ombs 2631 r v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Fligin 1703 Sovereign Camp v. Eamer 1670 s Estate 2662
* Syndics 1272, 1676, 2168 es v. State v. Chatterton g v. James 2477 r v. State 1842 e v. R. Co. 1627 hance Co. v. * 1018 v. Blackwell 1189, 1196, 1278, 2105 en v. Latham 238, 1879 Smitb 10mbs 2581 p v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Figin Sovereign Camp v. Eamer 1670 s Estate 2652
es v. State v. Chatterton z v. James 2477 r v. State e v. R. Co. lance Co. v. lance Co. v. v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2106 a v. Latham 238, 1879 6, 2184 r v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell r v. Elgin Sovereign Camp v. Eamer s Estate 2477 2472 2477 2477 2477 2477 2477 247
v. Chatterton (v. James 2477 v. James 2477 v. State 1842 e v. R. Co. 1527 hance Co. v. 1018 v. Blackwell 1189, 1196, 1278, 2105 m. v. Latham Smith 6, 2184 Fombs 2531 p v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin Sovereign Camp v. Elgin 1703 September 18 Estate 2470 2502
g v. James 2477 r v. State 1842 e v. R. Co. 1627 hance Co. v. 1018 v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2105 a v. Latham 238, 1879 c Eather 2681 p v. Atkinson 1668 Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin 1703 Sovereign Camp v. Eamer 1670 s Estate 2672
r v. State e v. R. Co. hance Co. v. v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2106 a v. Latham 238, 1879 Smith 6, 2184 Fombs 2631 p v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin 770 s Estate 2502
e v. R. Co. hance Co. v. e 1018 v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2106 n v. Latham 238, 1879 Smitb 6, 2184 l'ombe 2631 p v. Atkinson 1668 Bramhall 1208 r v. Elgin 1703 Sovereign Camp 70 s Estate 2502
hance Co. v. v. Blackwell 1189, 1195, 1278, 2105 av. Latham 238, 1879 bv. Edino 2651 bv. Atkinson 1668 Bramhall 19 Mitchell 1208 cv. Elgin 1703 Sovereign Camp v. Eamer 1670 s Estate 2502
v. Blackweil 1189, 1195, 1278, 2106 av. Latham 238, 1879 Smitb 6, 2184 2631 av. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r.v. Elgin Sovereign Camp v. Eamer 1670 2502
v. Blackwell 1189, 1196, 1278, 2106 or v. Latham 238, 1879 Smltb 6, 2184 Fombs 2631 p v. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin 1703 Sovereign Camp v v. Eamer 1670 s Estate 2502
1278, 2106 238, 1879 Smitb 6, 2184 Fombe 2531 p. Atkinson 1668 Bramhall 19 Mitchell 1208 r. v. Elgin 1703 Sovereign Camp 770 v. Eamer 1670 s. Estate 2502
nv. Latham 238, 1879 Smitb 6, 2184 Fombe 2631 pv. Atkinson 1668 Bramhall 19 Mitchell 1208 rv. Elgin 1703 Sovereign Camp vv. Eamer 1670 s Estate 2502
Smith 6, 2184 Tombs 2681 tr. Atkinson Bramhall 19 Mitchell 1208 r v. Elgin 1703 sv. Eamer 1670 s Estate 2502
Tombs 2581
p. v. Atkinson 1668 Bramhall 19 Mitchell 1208 r. v. Fligin 1703 Sovereign Camp 770 v. Eamer 1670 s Estate 2602
Bramhall 19 1208 1703 1703 1809 1704 1809
Mitchell 1208 r v. Elgin 1703 Sovereign Camp 770 v. Eamer 1670 s Estate 2502
r v. Elgin 1703 Sovereign Camp 770 v. Eamer 1670 s Estate 2502
v. Eamer 1670 s Estate 2502
v. Eamer 1670 s Estate 2502
s Estate 2502
v. Snasex 2250
rett v. Cook 1271, 1681,
2110
Fletcher 1951
. Estes 1712
v. Traction Co. 199, 2125
in v. Com.
13 Bush 7
Ky., 37 S. W. 855, 2081 Eaton 2086
Harvey 1158 R. Co.
62 Mich. 195i
80 Mich. 1721
State 1188, 1842
an v. Kelly 2042
oehoe Sugar Co.
lder S. S. Co. 1951
ce v. Laurence 1730
ion v. State 531
v. Lanning 1676
Vaughn 720, 1943
ach v. Netzo 1890
v. People 2572
urg v. Harper 1015
e v. Elkins 1239
v. Lee 1126
LeFevre 1854
Intual Ald Soc'y 1646
v. Holcomb 1250,
1291, 1292
Fairfield 1018
ferrills 1879, 2094
cott 2875
Voodruff 291
v. Henderson 1890
awder 770

Bectlon 132, 857, 58, 1984 406 1860 1072 1908 2572 1067 1275
1067 1275
2, 1676, 55, 2168 818 529 2477 1842 1527
1018 9, 1198 8, 2106 88, 2106 88, 1879 6, 2184 2531 1668 1708 770 1670 2502 2250 1, 1681, 2110 1951 1712
7
9, 2125 7 5, 2081 2086 1158
1951 1721 8, 1842 2042 1951 1730 531
1961 1730 581 1676 0, 1943 1890 2572 1015 1239 1126 1864 1250, 1, 1292 1018 0, 2094 2375 291
710

Lawes v. Reed	758, 759, 761 ter 1556	Leach v. Prebete		tion	Section
Lawhorn v. Car	ter 1556	v. Shelby		938 Lee's Case	100
Lawless v. Grog	gun 2466	# Simpson	4 1996 16	245 Lee Gon Yung	II O TOP
r. Guelbret			4, 1326, 18 1349, 1	MAN THE OTHER NEED N	11 50 000
v. Queale v. Stamp	1200, 1256	v. State		OOG DEGRIOTH D. E. N.	& C. Co. 844
LAWIOT v. Wolff	1004, 2079	v. Swallow		Total of Cook	1207
Lawrence er n	1976	Leach's Goods	1	221 v. Debuys 302 v. Ins. Co.	2054
Lawrence, ex p. Lawrence v. Bar	2286			v. Lancashir	1076
	736, 900, 905, 907,	Leader v. Barry	1644, 20	188 Leek v. Chesley	
	1021	Leahy v. R. Co. v. State	17	49 Lees v. U. S.	716
v. Boston	561, 677	Tanks w W.	. 18	Leese v. Clark	2257 291
v. Boswell	2355	Leake v. Westme Leaphart v. Leap	ath 21	IV Leeson v. Holt	OFF
v. Burris	1225	Learned v. Hall	nart 22	30 Leete v. State Re	nk 616 0040
v. Campbell		v. Tillotson		Lefebure v. Word	on 1610 1501
v. Ciark	1208, 1244	Learoyd v. Halifs	v.T.S.D. IU	13 Lefever v. Johnson	n 784
v. Dana	871, 1230	I Co.	99	Lenerts v. State	1339
v. Dodwell v. Dubols	2426	Leary v. Fitchbur	g R. Co. 25		600
v. Fniton	613	_ v. R. Co.			tt 1539
v. Gront	1225	Leath v. State			1635
v. Haynes	1680	Leathers v. Wrech	rine Co R	Legard v. Foot Legare v. Ashe	2290
v. Hudson	1568	messen wolfly 1. 9	S. W.	Legatt v. Toilerve	1267
v. Ins. Co.	1858, 2121	R. Co. v. Paul	10.	Legg v. Annapoil	2188
v. Kimball	1469	Leavitt v. Barthol	omew 2	v. Drake	1850
v. Lanning	1001	v. Cutier	1064, 106	37	915, 916, 1700, 1890
v. Mt. Vernot	n 65	v. Kennicott	246		1271
v. State		v. Simes Leazure v. Hillega	120	D Leggate v. Ciark	1671
v. Tennant	186sk	Treature of Tilliegr		L. Legge v. Edmonde	AS 260
v. Van Horne	Contail .	Le Baron v. Cromi	2159, 216	9	68, 269, 2063
Lawrence Co. v. S	CITIES COLOR	Le Barron v. Le B	bie 141		607, 1481
hansen	***************************************	Leber v. K. Co.	arron 222 194		1660
Lawrence & W. R	. 00.	Le Blanc v. Nolan	187		
v. Ross	112, 120	v. Sweet	950	or Ca.	1326
Lawson, re	720	le Brun v. Le Bru	n 204		1781
Lawson v. Conawa	2525 1 568	Leckey v. Bioser	64, 1770	Co.	
v. Glass	745, 760		1974	Legore v. State	1225
		v. Cunningham			357, 1185,
	1959 I	e Cointe v. U. S.	664		1898 1835
v. R. Co.		ederman v. R. Co.		Lehigh V. C. Co. v	. 1000
v. State		v. Blandy	2378	Unicago	463, 1948
20 Ala.	1072	v. Gansell	1225, 1657	Lehigh V. R. Co. v	,
32 Ark.	928	v. Getty	521 1239	McKeen	456
v. Swirney	398, 399	v. Hamilton	2119		0404
Lawton v. Chance v. Chase	1268	v. Heath	1064		1779
	463, 716	v. Henley	2426		1681
Lawyer v. Smith	0, 1086, 1285	v. Hill	1416		498, 714, 720, 1943
Laybourn v. Crisp	1511, 1787	v. Huson	406		720, 1943
Layer v. Wagetaff	1594 759	v. Kilburn	253	Leiber v. Com.	1960 1404
Layman v. Brown	1675	v. Lee	2046	Leicester v. Haydon	1862, 1434 1662
Layman'a Wiil	2829	v. Meecock	2450	v. Waiter	73, 74
Layson v. Cooper	613	v. Missouri P. R		Leidiein v. Meyer	487, 792,
Layton v. Chaylon	564	v. Murphy v. Pain	2529	_	1164
v. Hastings	1513	v. R. Co.	2463, 2477	Leigh v. Evans	2538
v. Kirkendall	1898	v. Read	1066	v. Leigh	2467
Lazarus v. Lewis	1302, 1320	v. State	2260, 2275	Leigh's Case	9950
Lazier v. Com.	580	66 Ark.	987, 1138	Leighton v Leighton	1670
v. Westcott	1681	102 Ga.	82i	v. Manson	1561
ea v. Henderson	210, 987,	51 Miss.	580	v. People	1873
v. State	2260	21 Ob. St.	0.97	v. Sargent	1984, 2349
v. Wheatley	1618	Tex. Cr., 64	S. W. 498	Leinkanf v. Brinker Leiper v. Erwin	64
ea's Case	2290	v. Tapscott	1239, 1651	Leitch v. Ins. Co.	93
each v. Burr	2405 2500		39, 877, 770	Leland v Cameron	1947
v. Hall	2495, 2500 2506	v. Water Co.	39, 877, 770 1948	- Cometon	1195, 1521,
r. Hill	1067	v. w neeler	892	v. Wilklason	1523, 2107 1678, 2572
v. Money		v. Wisner e's Adm'x v. Lee	1818, 1677	Lemann v Rongell	2106
	maux 1360		2110	Le Mere v. McHaie	2203
		3747			

	Section	1	Section	1	Section
Lemmon v. Hartsook		Letton v. Young	406, 1010		
Lem Moon Sing v. U	. 8. 1354	Lever v. Lever	1816	91 Ga.	1040, 1911
Lemon v. Dean	1308	Levers v. Van Buski	rk 2318	4 Kan.	298, 326,
v. Johnson	1213	Levi v. Gardner	1082		847, 1087
Lemons v. State		r. Mylne	2559	v. Sutliff	1681
97 Tenn.	1442	Levin v. El. R. Co.	463	v. Terr.	2276
4 W. Va.	928, 1614	Levine v. Ins. Co.	1351, 1558	v. Turniey	2442
Lench v. Lench	89, 2054	Levison v. State	18, 142, 273,	Lewy v. Fischl	1129
Lendrum v. Deazley	880	27	6, 278, 826,	Lexington v. Long	. 468
Le Niemen	1641		855, 1475	Lexington & E. R. (30. v.
Lenert v. State	2497	Leviston v. French	1387	Lyons	377
Lenney v. Finley	747	Levy v. Buriey	1674	Ley v. Ballard	1302
Lennig v. Raiston	2418	v. Chicago N. Be	ınk 2540	v. Barlow	1868, 2211
Lenning v. Lenning	2498	v. Pope	2813	v. Huber	1943
Lenoir Car Co. v. Sm		v. State	2572	Ley's Case	1933
Lenox v. Fuiler	1612, 1614	v. Superior Cour	t 2257	Leyfield's Case	1179, 1193,
Lent v. Shear 1086,	1862, 1864	Levy & Cohn M. Co.	v.		1211, 1681
Lentz v. Dallas	1951	Kauffman	2444	Leyman v. Levy	610
v. Martin	1186	Lewin v. Dille	1196	Lezinsky v. Superlor	
Leo v. State	784, 1270	v. Simpson	487	Court	2195
Leominster Case	1712	Lewis v. Adams	1188	Li Sing v. U. S.	516, 2066
Leon v. Boulliet	2232	v. Alexander	2538	Libby v. Brown	1455, 1460
Leonard v. Bolton	1141	v. Alkire	1879	v. Clark	2437
v. Huntington	1647	v. Barker 14	2, 840, 1021	v. Land Co.	2446
v. Kingsley	1028, 1263	v. Beatty	1218, 1225	v. Scherman	458
v. Leonard	2351	v. Bell	568	Lichfield v. Bond	2257
v. Mixon	747	v. Bergess	1484, 1487	Lichtenberg v. Mair	1890
v. R. Co.	442, 451	v. Brown	668, 2097	Liddle v. Bank	1041
v. State		v. Bullard	2110	Liddon v. Hodnett	1239
115 Ala.	154	v. Burns	1774, 1777	Lide v. State	1807
60 N. J. L.	851	v. Com.	967	Llebman v. Pooley	1272 , 1275
v. Young	1232	v. Dunne	488	Liebrandt v. Sorg	1770
Leonard's Succession	701, 2008,	v. Emery	1984	Life & Fire Ins. Co.	v.
Toomald Wen Wish	2016	v. Fermor	461	Ins. Co.	291, 1199
Leopold v. Van Kirk		v. Freeman	728	Liggett v. Glenn	10/4, 2310,
Lament v. Madd	1977	v. Fullerton	871, 1280		2325
Leport v. Todd	1778, 2515	v. Gaslight Co.	199, 1040	Lightfoot v. Com.	247
Leppla v. Tribune Co. Lerch v. Times Co.	2000, 2041	v. Gibson	2115	v. People 351	1, 1263 , 1329,
Lerch v. Times Co.	2442	v. Glenn	1074	-	1667 , 2103
Leroux v. Brown Leroy & W. R. Co. v. R	5, 2454	v. Harris	2575	v. State	2081
Leslie, re	oss 1943 2282	v. Hartley	1181, 1210	Lightner v. Wike	736, 2008
v. Com.	987	v. Havens	2154	Ligon v. Ford	75, 923
v. Hanson	1530	v. Hodgdon v. Hudmon	1010	Line v. Line	2241
v. Hervey	2287		1254	Liles v. State	278
v. R. Co.	355, 1951	v. Ins. Co.	F10 +000	Lillbridge v. McCan	
v. Sims	586	10 Gray	719, 1390	Lillstrom v. R. Co.	2507
v. State 266, 285		71 Ia.	1943	Lilly v. Larkin	1525
Lessee v. Hoge	2580	v. Kramer 78	6, 748, 751	Limburg v. Glenwoo	
Lesser v. New Hampel		v. Londesborough		L. Co.	288, 1951
F. Co.	987	v. McCinre	2580	Lime Rock Bank v.	0000
Lesser Cotton Co. v. R.	Co. 455	v. McGrath	2503	Hewett	2098
Lester, re	2373	v. McMullin	2349	Limerick Nat'l Bank	
v. Ins. Co.	2102	v. Maris	1290, 2048	Adams .	377
r. Jenkins	2450	v. Marshall	1644	Linch v. Linch	1738
v. People 1859.	2219, 2579	v. Morris	1862	Lincoln v. Barre	561
v. Pittsford 458,	1938, 1961	v. Norton v. Payn	1518		1, 1275, 1832
v. State	1000, 1001		1282	v. Chrisman	73, 406
32 Ark.	499, 988	v. Post 1028, v. R. Co.	1029, 1037	v. Claflin	821
	1440, 1441,		2415	v. Com.	714
1/49	1446 9977	v. Ringo	1297	v. Detroit	2883
106 Ga.	1446, 2277 2518	v. San Antonio	1239, 1268,	v. Fltch	529
v. Thompson	1560	m Canta	269	v. Haugan	1350
Le Targe v. De Tuyll	2437	v. Sapio	696	v. Mfg. Co.	451, 655
Letcher v. Morrison	2355	v. Sr th	458	v. Power	2566
Le Texier v. Auspach	2232	v. Stammers	1658	v. R. Co.	663, 1920
Lethulier's Case	2462	v. State	1000 1044	v. Wright	1647
L'Etaile		35 Ala.	1022, 1044,	Lincoln Ave. & N. C.	G.
Lett v. State	1641 1404	62 Ark.	1106, 1108 2497	R. Co. v. Madaus	608, 619, 2235
	1202	DZ ATK	2437		2235
		3748	-101		2200

LEM

291, 1199
74, 2310,
2325
247
263, 1329,
367, 2103
2081
736, 2098
75, 923
2241
278
2570
2507
1525

08, 619,

to the same of the	etio
Lincoln Mill Co. v. Wissler	215
Lincoln R. Co. v. Cox Lincoln V. P. & P. B. Co.	50
v. Buckner	98
v. Buckner Lincoln & B. H. R. Co. v.	~
Sutherland	714
Lind v. Lind Lindauer v. Ins. Co	580
v. Teeter 2	580 900 356 716
Linde v. Gaffke	710
Ti-1 Desporough	V2 6
Tommingte from D. FIR (CI)	:::P
12 Danderverg v. mining Co. 10	78, 750
	174
Lindle v. Com.	290
v. Smith	198
Linder v. Ins. Co. 1066, 10	85
Lindo e Halisario	64
Lindsay v. Chleago 16	80
v Cormack 18	04
Lindsay & P. Co. v. 607, 6	13
Mullen 16	72
Lindsey v. Attorney-	
General 25	76
Lindslev v. R. Co. 10	18 51 71 81
Lindsley v. R. Co. 19 Line v. Mack 1684, 12 v. Taylor 110	71
v. Taylor 11	8ī
118 Ala. 100, 78 120 Ala. 196 Lines v. Alaska C. Co. 73	19
Lines v. Alaska C. Co. 71 Linfield v. O. C. R. Co. 138 Lingapolelon v. Simon	6
Linfield v. O. C. R. Co. 138 Lingenfelser v. Simon 124 Lingle v. Chicago 124 Lingo v. State 111 24	9
Tingle v. Chicagon 124	4
Lingo v. State 111 24	8
284	31
Lingo v. State 111, 24 Link v. R. Co. 234 Link v. R. Co. 681 171	7
71	01
Links v. State 34 Linn v. Sigsbee 194	7
	2
Lineday v. People 273, 487, 451 568, 580 1975, 206	
908, 580 1976, 906	2
Linsee v. State 1203	
Linsley v. Lovely 1890, 197; Linthicum v. Remington 2297 Linton v. Reken	16
Linton v. Remington 229 Linton v. Baker 168	!
v. Com. 1911 v. Cooper 1677 v. Wilson 1186	
v. Wilson 1186	ı I
Lipe v. Eisenlerd 987	
Lipes v. State 660, 1385, 2265 Lipecomb v. Lyon 736, 754,	1
1800	
v. R. Co. 1951	1
v. R. Co. 1961 v. State 18, 21, 1398, 1442, 1445, 1447, 2497, 2560 Lipshitz, re 2006 Lisbon v. Bath	
1442, 1445, 1447, 9407 BEED	
Lipshitz, re 2000	
Lisbon v. Bath 20	
Liscomb v. Eldredge 2529	L
v. R. Co. 2515 Lisman v. Early 1878	
Lisman v. Early 1878	1

	1		Bect
9	Lissak v. Crocker	Est. C	o. 178
	Lister v. Porryma		23 25
3	Litchfield v. Merri	ts	6
		1	16
Ô	Liter's Estate		
ŏ	v. Birdwell		201 234
6	v. Chauvin		101
5	r. Com.		236
2	v. Downing	122	7, 214
4006672	v. Gibson		218 108
9	v. Head & D. (Co. 45	1, 197
	v. Indianapolis v. Johnston		119
ł	v. Keon		119 191
	v. Knox		250 285
	v. Larrabee		285
П	v. Marsh v. R. Co.		29
1	N. H., 55 A 88 Wis.	Atl.	107
1	88 Wis.		101
ı	v. nogera		2020
ŀ	ARLUE BOOK C. CA		1559
			2110
ŀ	Little Rock Granito	Co.	
h	Little Rock J. R. C.		1521
1	v. Dalias Co. Little Rock J. R. Co Woodruff	J. U.	463
1	Little Rock M. R. &	T. R.	
h	Little Rock M. R. & Co. v. Haynes Little Rock R. Co. v		1944
	Leverett	1747.	1750,
ļ,			1757
1	little Rock T. & E. v. Nelson	Co.	1000
I	icela Dank a va co		1951
	Co. v. Alister	_	719
1	Co. v. Alister little Rock & M. R. v. Harrell	Co.	***
I	little Rock & S. F. 1	R.	199
_	Co. v. Payne		1354
T	ittlefield v. Rice	612	, 751,
L	ittlehale v. Dix		1538 2569
L	ittlejohn v. Fowler	2447.	
	v. Shaw ittler v. Franklin	2447, 1921,	1951
ĩ	Ittleton v. Clayton	1909	1195
		1921, 1921, 1203, 1208, 1975.	2484
*	v. State	1975, 581,	1976
L	itton v. Com. ivingston v. Arnoux	581,	1168
			1460, 1523
	v. Com. v. Cox		1880
	a Hamis	9950	1666
	v. Heck	2256, 987, 9	2268
	v. Heck v. Ins. Co. v. Kettelie v. Kiersted v. M'Donald v. Rogers v. Stevens		1271
	v. Kettelie	1635,	2168
	v. M'Donald		492 1225
	v. Rogers		1198
	v. Stevens		877
	v. Twier		2256 1530
	v. Wagner	1021,	2812
	3749		

le	m į		Section
5	D, Livingston's Appeal		108
М	Ulvingstone v. Colpi	ltte,	107
İ	O Livermore F. & M	Co	230
7	4 v. Union S. & C. (o. 792	2, 100
1	Liverpool Ins. Co. v.	Mc-	104
4	0 Time		102
1:	v. Ins. Co.		257
	v. Southern Pag C	ina. Co). 4".
5	Llanover v. Homfray	70. 7	
32 7 (i Liewellyn v. Wink-	orth	877
H	v. Lloyd		1246 2220
ì	v. McClure v. McGarr		2349
11	v. McGarr		2427
T.		1204,	1208, 2325
)1	v. Passingham	1644.	2269.
2			2272
õ	I O' DHIIOUS		18 1268
0	n Willen		1070
0	Locklibo, The Lock v. Mayne Lockard v. Com.	908 1649, 925, 792, 1951, 2059,	, 907
0	Lockard n Com	1649,	1676
	Locke v. R. Co.	792	794
1		1951,	2466
3	Lockett v. State Lockhart v. Camfield	2059,	2276
		2048	
Ĺ	v. Harrell	,	334
	v. Harrell v. Luker Lockhead v. Berkeley Springs W. & I. Co.		619
Ī	Springs W. & I. Co.		1679.
Į			2578
ì	Locklayer v. Locklaye	1500	269,
1	Lockwood v. Crawford	1502,	1605 2567
	Lockwood v. Crawford v. Lockwood	1730,	
1	LOCK VET 9. LOCK VON	0014	898
1	Loder v. Whelpley Lodge v. Phipher	2814,	2391 2008
ı	v. State		949
I	Loeb v. Hnddleston Loennecker's Will		1201
ı	Loftin v. Nally		1788 1226
l	Lorts v. Hndson		062
l	Logan v. Com.		821
l	v. McGinnis v. R. Co. 2257, 2 v. Steele v. U. S. 6, 522,	2250 2	938 264
ı	v. Steele	142.	808
ł	v. U. S. 6, 522,	523, 1	079,
l	m Wass		854 658
l	Logansport v. McMille	n 1	943
1	Logansport v. McMille Logansport & P. G. T. v. Heil	Co.	
Ŀ	Logg v. People		126 852
1	Logg v. People Lohman v. People	950	987
	Loid v. State	950, 2	
1	Loloff v. Sterling		529 468
1	Loid v. State Loker v. Haynes Loloff v. Sterling Lombar v. East Tawas	2	52.
		283,	158
1	Lombard v. Johnson v. Mayberry	15	280 276
	v. Oliver	2	270 581

	Bootso	-1	Mantle		
Lombard R. Co. v.	Christian 560	Lord v. Bigelow 124 Mass.	Bection		Bection
Lombardo v. Fergi	mon 1200	124 Mass	1069	Louisville N. A. & C.	K.
Londegan v. Hamn	ner 2530	8 Vt.	1257		928
London v. Lynn	1074, 1661	v. Colvin	762	A 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	
v. Perkins	141/	v. Ins. Co.	1777		1, 675, 681, 1219, 2535
London Gaslight C	0.	r. Mobile	987	v. Snyder	688
r. Chelses	2319, 1859	v. Moore	1527, 1580	v. Spain	1951
London G. O. Co.		v. State		v. Wallace	463
Laveii	1168		2239		, 675, 678,
Londonderry v. An Londonderry Case	dover 1508		1854	682,	688, 1158,
Londoner v. Stewar	1646 rt 1195,		1068		1168, 1974
	1218			v. Wright	458, 461,
Lonergan v. Assur.	Co. 2203		2155		1062
v. Buford	2465		2578 2311	Louisville & C. P. Co.	v.
v. Whitehead	1541, 1544			Samueis	1750
Long v. Bailie	583		454 2531	Louisville & N. R. Co.	v.
v. Barrett	406	Lorton v. Kingaton	21, 1075	Alumbaugh v. Banks	1044
v. Booe 9	44, 949, 1780		1804	v. Barker	1951
v. Brougher	74	Loses v. Loses	928, 1033,	v. Berry	1899 791
r. Colton	1567, 1587		1505, 1514	r. Binion	1978
v. Davidson	1955	Losnoaugh v. Birdsell	1960	v. Bizzeli	987
r. Davis 138	7, 1388, 1404	Lothrop v. Blake v. Clapp	1681	v. Bowen	1951
v. Dollarnide	1086	v. Clapp	2282	v. Brinckerhoff	2566
v. Dow	1141	v. Koberta	2270	v. Brown	18
v. Drew	2125	Lott v. Buck	1195	v. Carothers	1755
v. Hitchcock	1087	v. Burrel	2222	v. Carter	806
v. Ins. Co.	1975	v. King	772	v. Cassibry	747
v. Lamkin	834, 950	Loucks v. R. Co.	680, 715	v. Com.	2250
v. McDow	2141, 2529	Loud v. Merrill	95	v. Eilis' Adm'r	1078
v. McKissick	1240	Louden v. Blythe	222	v. Fox	438
v. Martin	616, 2836	Londermilk ". Louder-		v. Frazee	1706
v. Morrison	987	milk	2444	v. Hail	1626
v. Perine	2442	Lougee v. Bray	1388	v. Henry	488
v. Pierce Co.	1062	Louis You, rs	2066	v. Hili	200
v. R. Co.	1951	Louis v. Easton	578	114 Ala.	460
v. Regen	786	Louis Cook M. Co. v.	0,0		949, 1078,
v. State		Randall	1195	210 11111. 00,,	2827, 2498
86 Ala. 891	, 2237, 2841	Louisiana Elections	2287	v. Hurt	905
11 Fia.	1985	Louisiana State Lottery	7	v. Jones	882
la., 32 So	2511	Co. v. Richoux	1850 l	r. Kelly	1698
22 Ga.	2100	Louisiana & N. W. R. C.	0.	v. Kice	1706
56 Ind.	2272	_ v. Pheips	2573	v. M'Clish	1109
96 Ind.	2354	Louisviiie v. Muldoon	1415	v. Malone 21.	283, 456,
52 Miss.	238	Louisville Banking Co.	υ.		2509
Tex. Cr., 47		Asher	1078	v. Marbury L. Co.	2509
v. Steiger	778	Louisville Bridge Co. v.		v. Miller	21, 456
Long-Beil Co. v. Tho	mas 1770	R. Co.	1280	v. Milliken	1951
Longabaugh v. R. Co	455, 466	Louisville Inc. Co. v.		v. Pearson	1158
Longenecker v. Hyde		Monarch	80, 1873,	v. R. Co.	1955
Longman v. Winches	1455	T t 111 - T - C - C	1898	v. Ray	789
Longstreth v. Korb	ter 371	Louisville J. C. Co. v.		v. Reagan	1951
Lonsdaie v. Curwen		Lischkoff	716, 1008	v. Samuels	455
Lonzer v. R. Co.	1862	Louisville R. Co. v. Hart		v. Sandlin	561, 571
Look v. Maya	2496	lege	2220	v. Shaw	1750
Loomis v. Bedel	1275 1225, 1651	Louisville Water Co. v.		v. Simpson	1755
v. Day		Upton 14	104, 1668	v. Stewart	
v. Ins. Co.	2416	v. Wein	461	Ala., 29 80.	571
v. Kellogg		Louisville N. A. & C. R.		56 Fed.	1078
r. R. Co.	1316	Co. v. Buck	1757	v. Sullivan	287
v. Wadhams	1063 1256	v. Falvey 18,	675, 678,	v. Summers	376
Looper v. Bell	1722	682,	684, 688, 992, 1974	v. Tegnor	949, 1951
Loos v. Wilkinson		991, 9	92, 1974	v. Webb	1021
Lopes v. De Tastet	1083, 1086	o. rrawiey []	109, 1109	v. Williams	2586
Lopez v. Bergel		v. Howell	1700	v. York	1838
v. State	2054 2059	v. Jones	1977	Louisviile & N. T. Co. v.	
Loranger v. Jardine		v. Lucas	663	Jacobs	1626
-oranger o. outding	1206	v. Milier	1719	Loury v. Cady	2450
Lord n Rosel					
Lord v. Beard	934 [v. Patchen	108411	Lovat Peerage Case	413

675, 681, 219, 2535 675, 678, 88, 1158, 168, 1974 458, 461,

TABLE OF CASES.

	Booti	-
Love v. Bentley v. Harbin v. Masoner v. People v. Peyton Loveden v. Loveden	Section 16	71
v. Harbin	16	δi
v. Masoner	906 210 0	87
v. People	5	01 01
v. Peyton	19	10
Loveden v Loveden	10	13
Loveden v. Loveden Lovejoy v. Howe	20	911
Lovelly Brian	658, 126 334, 83	ĬΪ
Lovell v. Brigge	834, 8	58
v. Hammond Co	. 19	58
V. State		18
Loveridge v. Bothan	a 100	88
Loving v. Com.	102	1
	216	
Low v. Atwater	180	
Low v. Atwater v. Burrows v. Mitchell 6	168	ĭ
v. Mitchell 6	4, 987, 227	Н
	2, 001, 221	v
45 N. H. 46 N. H.	1040 100	
AR N U	1943, 197	4
w State	197	
v. State	107	
Low's Case	286	
v. State Low's Case Lowden v. Blakey Lowe v. Dorsets v. Firkins v. Joliiffa	2294, 229	7
Lowe v. Dorsett	200	4
v. Firkine	990	7 I
v. Jolliffe	528, 907	٠,
	1809 1909	٠,
	528, 907 1802, 1303 1933, 2084	2
v. Lehrman	1933, 2084	1
v. Lowe	240	ы
e Steen	770, 778	3
v. State		П
86 Ala. 88 Ala. 97 Ga.	1404	П
88 Ala.	857	П
97 Ga.	1045, 1135	П
Wis., 96 N. V	V. 569	
	V. 569, 784, 1041	П
v. Vaughn	1404	1
v. Vaughn v. Waller	1404 2414	П
Lowell v. Com'rs	400 501	Ш
Lowenfeld a Custin	463, 561 2435	H
Lowenstein w Tombou	3430	li
Lowenfeld v. Curtis Lowenstein v. Lombar Lower v. Winters	d 377	P
Lower v. Winters	1111	i.
Lowery v. People	605, 2086	1
v. State		1
98 Ala.	1404 2060	П
79 (16	2060	Н
Lowman v. State	1951	h
Lowrance v. State	2089	ľ
Lowry v. Cady	1664	I
v. Coster	2083	
Lowman v. State Lowrance v. State Lowry v. Cady v. Coster v. Downey	2442	I
v. Harris	04F 10F1	١.
w M'Durmett	245, 1651	I
o. M. Durmott	2110	_
v. M'Durmott v. Moss v. Pinson v. Saginaw v. State	2110 1456	L
v. Finson	384, 1254	I
v. Saginaw	95	
v. State	1476	L
	2110	
Loyd v. Freshneid	2110 735, 758, 754, 2286	T
	754, 2286	L
v. R. Co.	2220	-
Tube O	1445	
Lucas v. Brooks 23 La. An. 18 Wall.	1440	
OQ T - A-	00.	L
23 La. An.	291	
To Wall.	619	L
v. Evans	2256	ľ
v. Flina	958	
v. Nichola	406	
v. Novosilieski	406 93	
v. Parsons	1062	

INDLE OF CASES	
Lucas v. State	ction
96 Ala.	1404
28 Conn. 619, v. U. S.	624)
v. Williams 1178	1461
v. Inc. Co.	082 947
Luck v. State Lucker v. Liske	166 786
v. Phonix Assurance	
Luckett v. Anderson	869 247 797
	797
v. Sumter 1 Ludlam's Will 1233, 1268, 2 Ludtke v. Hertzog 1005, 1	873
Ludtke v. Hertzog 1005, 1	148 280
Luuwig v. Biackshore 1	067
	890 354 960
Luhrs v. Kelly Luke v. Calhonn Co. 792, Lum v. Kelso Lumbert v. Woodard	794
Lum v. Kelso 1: Lumbert v. Woodard 1:	275
Lumley's Case 1364, 20	138
Lnnay v. Vantyne Lund v. Rice 1275, 16	059 316
Lunay v. Vantyne Lund v. Rice 1275, 16 v. Tyngaborongh 18 1363, 1774, 19	351
1368, 1774, 19	61
Lundy v. Lundy	13 81
1 Chand en 100 10	76
2 Pinn	93
Lunnies v. Row 12 Luneford c. Smith 12 Lupton v. Lupton Lurton v. Gilliam 1662, 16 Lush v. Druse 7	58 1 15
Lupton v. Lupton 24 Lurton v. Gilliam 1662, 16	
	19
Title	09
v. Skeen 74, 90	
v. State 10	41
Lutterell v. Reynell 112 1864, 146 Luttrell v. State 280, 116	8, 36 3
Luttrell v. State 280, 110 Lycoming Co. M. I. Co. v.)6
	OA
Lycoming F. I. Co. v. Wright 1240, 255	8 N
yell v. Kennedy 1524, 1850 2301, 2319, 232 yford v. Thurston 664, 1220	2
	1 1
ygon v. Stuart 213 yle v. Ellwood 1602, 1603	9
208	8
v. Richards 255 yies v. Lyles 112	8
v. Richards 255 yies v. Lyles 112 v. U. S. 113 yman v. Boston 463, 714, 719 v. Cain 119	5 M B M
v. Cain 1190	5 M
v. Cain 1190 v. Clty 1980 v. Iliio Tribune P. Co. 980 v. Ins. Co. 1947 v. Philadelphia 1614, 2520	
v. Ins. Co. 1947 v. Philadelphia 1614, 2529	M
3751	

Lyngh v. Benton	Section
v. Clementa	1871 1738
v. Clerke 119	8, 1199, 1224,
127	0, 2121, 2137
v. Coffin	278, 281
v. Doran	1548
v. Lively	1988 1640
v. M'Hugo	1549
v. Moore	660
v. O'Hara 125	6, 2308, 2309
v. Peabody	289
v. Postletliwalte	
Lynch's Adm'r v. 1	etrie 1549
Lynde r. Judd	1212, 1279,
	2807
v. McGregor	334
Lynds v. Plymouth	458, 1021
Lynn v. Cumberland v. Lyerie	
Lyon v. Assur. Co.	2312 2158
	389, 390, 949
v. Lyman 728	. 1999, 2000.
200:	2, 2016, 2026
v. Lyon	1780, 2067
v. McCadden v. Marriott	1672
	2124 5, 1651, 1676
v. Prouty	2336
v. R. Co.	2220
v. Ricker	1458, 1478
r. State r. U. S.	1476, 1477
v. Washburn	2580
Lyons v. Holmes	1195
v. Marcher	1513 1388
v. Red Wing	438
v. Van Gorder	1219
v. Ward	1064
Lytle v. Bank v. Bond	377
A. Dottd	15

Mc.

3	McAdam v. Spice Co.	1207
3	v. Walker	232
	McAdame v. Stilwell	1878
)	McAdory v. State	273, 288,
		, 825, 1807
ı	McAfferty v. Hale	2184
۱	McAleer v. Horsey	1100 1100
ı	Dictiteet b. Horsey	1120, 1127,
I	v. McMurray	1181
ķ	McAllister v. McAllis	41
Į	MCALINET V. MCAIII	
i	146. 0	2017
1	v. Mfg. Co.	1681
ı	v. People	1186
ı	v. State	
į	17 Ala.	1938
I	112 Wle.	357
l	M'Almont v. M'Clellar	nd 406
I	Macalpine v. Calder	1862
I	McAipine v. State	860, 952,
l		969, 1985
ĺ	McAnaily v. State	896
ľ	McArdle r. Bnliock	2103
ı	v. McArdle	087

Soction	a Beetle	
McArthur v. Morrison 214		
u. Rears 90		McCray R. & C. S. Co. s.
Macarty v. Bond 220	206	1 10 0
PAGE 1001 C. DICHLINE 140	8 M'Clure v. Tennessee 181	1000
MoAulay v. Earnbart 119	6 McClurg v. Torry 941	McCreaty v. Sexton 1854
Macaulay v. Shackell 1380	, McCoggle v. State 1800	
1862, 226	7 McCoggle v. State 1800 7 McCollister v. Yard 1920	McCreary v. Grundy 75, 986
McDean v. State 254	McColloh r. State 851	1300
McBee v. Bowman 6	McCollum v. Boughton 2444	McCrery v. State 18, 1961
McBeth v. McBeth 271, 173	v. Seward 681, 688	
McBlain v. Edgar 106	McComas v. Ilaas 1196	Co. 2500
MoBride v. Bryan 62	MeComb v. 1)illo 607	
v. Com. 140, 172		v. Inc. Co. 1021
Macbride v. Macbride 980	McComb v. Chandler 2355	v. Judd 1078
McBride r. Macon T. P.	v. State 62, 200, 308,	v. State
Co. 189	1188, 2020	11 Ind. 1360
v. Thompson 1776	McConeghy v. Kirk 2529	48 Ind. 2081
v. U. S. 1890 v. Wallace 774		35 Tex. Cr. 2340
v. Wallace 774 v. Watta 1078		McCullough v. Davis 1267
	Tool Tool	v. Dobson 1972
McCabe, re 1807, 1938 McCabe v. Com. 499		v. R. Co. 1065
v. Platter 66, 73, 76	v. Lewis 439 v. Martin 612	Maccullum v. Turton 2200
McCabe's Will 288	v. Martin 618	M'Cully v. Barr 1888
McCague v. Miller 2336	1	McCully v. Malcom 1889, 1664,
McCamant v. Roberts 1668	v. State 664 v. Wildes 1988	\$i10
McCampbeil v. Mc-	McConnells v. Ins. Co. 2498	McCurdy v. Neall 1611
Campbell 987, 2067	McCooe v. R. Co. 1896, 2321,	McCurry v. llooper 689, 1988
McCandless v. MoWha 235.	2822	McCurtain v. Grady 1082
1960	McCool v. Grand Rapids 458	McCutchen r. Loggins 923 McCutchen's Adm'rs v.
McCann v. Beach 1195, 1709	M'Cord v. Johnson 1812	
r. Gould 1230	McCord v. State 1126, 1128	
v. State 2100	McCorkle v. Binns 2002, 2016,	McDaneld v. Logi 1404, 1985
v. Ullman 569	2024	McDaniel v. Logi 1869 McDaniel v. Baca 1021
McCarragher r. Rogers 451	McCormack v. McBride 1225	v. State
McCarrick v. Kealy 1750	McCormick v. Cleal 763	58 Ga. 905
McCarthy r. Boston	p. Evane 1651	100 Ga. 108
Duck Co. 675, 1951	v. Grundy Co. 1196	M'Daniel's Will 1988
v. R. Co. 1951 v. Whitcomb 1807	v. Holbrook 1878	McDeed v. McDeed 1271, 1497,
McCartney v. McCartney 2406	v. 11use 2465 v. Irwin 1378	1708
v. State 318	1010	McDermott v. Barnum 1681
McCarty v. Leary 96, 1106	v. Joseph 1966 v. R. Co. 786, 749, 754,	v. Jackson 95, 770
v. People 194	759, 760	v. McCormick 1512
McCarver v. Herzberg 2578	McCormick Co. v. Faulk-	v. Malioney 581 v. Mitchell 1066
McCaskill v. Elliot 251	ner 2409	
McCausland v. Raiston 786	v. Seemau 1013	,,
M'Caw v. Blewit 2123	McCormick H. M. Co. v.	McDevitt's Estate 1738
McChesney v. Chlcago 2463	Davis 715	McDill v. McDill 1676
v. Cook Co. Collector 1248	v. Gray	McDonald v. Ashland 660
McClain v. Com. 839	v. Gray 100 Ind. 461	v. Bowman 1086
v. Esham 702	114 Ind. 1196	r. Carnes 1591 1530
M'Clain v. Gregg 1299	v. Hiatt 581	M'Donald v. Carson 907
McClain v. R. Co. 663	McCormicks v. Fuller 1085,	McDonald v. Com. 2277
McClaskey v. Barr 1888	1086	v. Conniff 1354
McClean v. Hertzog 1205 Maclean v. Scripps 797	M'Corquodale v. Bell 2319	r. Cutter 1388
	McCourry v. Suydam 2520 McCoy v. Curtice 2535	v. Franchere 1974
McClellan v. Dunlap 1225 v. F. W. & B. I. R.	McCoy v. Curtice 2535	v. Glibert 2153
Co. 1041	v. Julien 20	v. Jacoba 658 1898
v. R. Co. 1021	v. People 18	Macdonald v. Longbottom 2465
v. State 691, 1839	v. 15110ues 2128	McDonald v. McDonald
M'Clelland r. Lindsay 1066	v. Watson v. World's Columbiau	142 Ind. 678, 944.
McCieneghan v. Reid 1867		1736, 2008, 2015,
McClenkan v. McMillan 1072	20 0	2303, 2310, 2322
		67 Mich. 1021
McCleskey v Loadhattan 91		M'Donald v. M'Donald 1818
1257, 1367, 1391	McCray v. R. Co. 93, 1951	McDonald v. McDougall 2143
1267, 1367, 1391 2189, 2141,	v. Stewart 2364	v. McKinnon 2065
,,	9720	v. Moore 1878

蒋

McGuff v. State 505, 506, 1159 1821, 1841, 2194, 2220 McGuire v. Kenefick 988

2110

1168 2180

2237, 2

948, 948, 1022, 1441, 1446 282, 1029

923 1188, 1196, 1299, 1651

4 ^ 3, 1021, 1028 2581

Co. 1900 1651 1647 1225, 1651 2346, 2854, 2570

1783 65, 1961 706, 791, 2020 95

1511, 1512

1521 1651

1698, 1722

1311, 2138, 2145

1698 1189 1350

2416, 2417

564

1730, 2326

2298

580

30

1079

2048, 2309, 2315, 2819, 2827

1380 2268 2837

291 2008

2497

v. Koune v. Moloney

v. People v. Sayward v. State

McHugh v. Brown v. McHugh v. State

Mclivain v. State M'livoy v. Kennedy Mcinerny v. irvin McIntire v. Funk

M'Intyre v. Layward v. Mancius

v. Manclus
McIntyre v. Meldrim
v. Mining Co.
v. R. Co.
v. White
v. Young
McIntosh v. Lee

McIntoen v. Lee
v. State
McIssac v. Lighting Co.
McIver v. Clay
M'Iver r. llumble
v. Robertson
M'Kain v. Love
234

Mackay v. Easton McKay v. Johnson v. Lasher

v. Myers

McKee, ex p.
v. Bidwell
M'Kee v. Gilchrist

McKee v. Jones M'Kee v. Nelson v. People McKee v. State v. White

McKeen v. Bank M'Keen v. Delancy

M'Kenire v. Fraser

McKenna v. Gee Co. v. McMichael

McKennon v. Cotner Mackenzie v. Conison

McKenzie v. Gordon

McKenzie v. State

24 Ark. 32 Tex. Cr.

Mackenzie v. Yeo

McKenzie'e Case

v. Lautenschlager

MacKenzie v. Mackenzie

McKelgue v. Janesville

			_
	9	45	,
		80 40	
М,	3		
-		4	ы
7(B	
	L	10	8

1082 923

5, 944, 2015, , 2322 1021 1318 2143 2065 1878

McDonald v. Murray	Sect.
	26
Macdonaid v. Putme	10
McDonald v. R. Co.	10
v. People Macdonald v. Putma McDonald v. R. Co. v. Savoy v. Smith v. Stark v. State	100
v. Stark	18: 11:
v. State	
118 Ala. 89 Tenn.	77
80 Wie.	138
McDonel v. State	988, 115
	222
McDonnall r. l'eople Macdonnell r. Evans	1179
	1244, 1256 1269, 1260
McDonough's Success	28
	lon 2008 2010
McDongald r. Lane	101
v. McLean M'Dowell v. Hall v. Ins. Co.	689, 1936
v. Ins. Co.	95, 1206
v. Preston v. Rissell	1205, 193 1205, 131; 95, 1206 235, 934 1066
MCDume v. Greenway	608
McElhannon v. State	141, 1891
McEiheny v. Bridge Co	D. 714
McEirath v. Haley	1072 1062
McElheny v. Bridge Co McElmarray v. Turner McElrath v. Haley McElrae v. Darlington McElroy v. Phink	2259
	68, 1786, 2523
McElven v. State	
M'Elveney v. Connellar M'Elwee v. Sutton	2376 34, 1088,
	1811
McEntire v. Levi C. M.	1078
McEwan v. Milne	2503
v. Bigelow v. Springfield	561
McFadden v. Ellmaker	1082,
v. Fritz	1108 1082, 1257 1267
v. Fritz v. Mitchell	1890
v. R. Co. M'Fadden v. Murdock	1890 379,
10	28, 1976
McFaddin v. Preston McFadin v. Catron	1651
120 Mo.	2387
138 Mo. McFadzen v. Liverpool	2502
PACE BUILD IV. MEATA	2268 2060
McFarlan v. Roit McFarland v. Accid. Ass	2000 2819 n 1415
v. Dey	1709
v. Lewis v. Pico 194	1777
v. Shaw	10, 1680 12, 1486
	2520]
v. Martin v. R.	1842 1
	011

			TA	BLE	OF	CA	SES.	
et	ion	1					Sec	tion
Į.	18, 194	Me		10B y.			11	794,
Įį	107 104 106	Mo	Gaha	m v. C	Tawi	lord		002 815
ť	08	Me	\$67 \$ / F		I man m	11	95, 2	535
	65 78		v. B	. Ade			700 7	200
i	116		v. W	Vorste	d Mil	lla.	11	166 161
7	70	M'C	JEPEL	v. Llo	Mags	sire	12	160
7	84		r. N	utions	AP	. w.	21	105
6	50 71	Met	Garra	Mille han r	B (70		83
l d	7, 21	Me(3arri	ty e. 1	Bylog	ton	25 7:	1962
24	16		r. R.	Co.			18, 2	30
ŀ,	9, 8,	Me(lean	p. R (Co.	4	63, 19	48
0	0,			e. R.	ULL		19 25	76
ž.	0		v. Be	umga ate	rtnes	1 2	207, 9	06
01	3,	Mc(chec	p. He	maell		19	51
1	11		v. **	iikina			1.0	
3	8					218	18, 214	41
0	8	MCG	I D Do	ne v. A	W. (C1)	bbon.	81, 80	51
8	-	McG	ili v.	Rowle	und		61	2.
0	B	McG	lnn r	. Platt	3		6, 194	3 1
91	i	DI	inges Strict	o v. Sc	hool			1
K		McG	anie	v. Cor	m.		121 167	1 1
Ž		8	Gra	te			96	9
8		•	3	I Ga.			78	
d A	١.		4	Wwo			120 58	
4		teG) feG)	nniss Reson	v. Sa	wyer		127	В
3,	10	I Gle	mer	P 10. K	die		2018 1010	
	N	leGo	idrie)	v. St	ate	85	5, 858	M
83		gen					1538	
1	M	le Go	nigle	v. Ka	ne	1002	, 1688 1961	M
8	M	leGo	ugh i	v. Ho	lingt	on	1779	M
7		v,	Smit	h	pe		2220	M
)			73 V:	Vt.	Let.	28	3, 305 , 987,	M
1	w	oGa.		. McI		1270,	1404	1
ı	762	COU	ald	· MCT	Jon-		1074,	M
1		19.	McT.	anghli			1078	M
ı		υ.	R. C	0.			1513 1873	Me
				eme C	ourt	001	266.	M
1	Me	Grat	th v.	Cox	i	1061, 1284,	1237	Me
1	Me	Gra	n v.	See			2120 2450	
1	Mo	Gre	TOP V	Keill thur	or		1524	Ma
		<i>D.</i> 1	Walt		1	204,	1. 75 1297	Me 2
l a	97.0	(5) ID (v v. E	. State			2079	8
1	Mc	Guer	ty v.	Hale	2	283, 1	916 961,	Ma
1				3753		1	1984	Mc
				4100				

	Section
McKeon v. R. Co.	681
McKeone v. Barne v. People McKeown v. Harv McKern v. Calvert	2020
r. People	2277
McKeown v. Harv	ey 772, 1196
McKern v. Calvert	ey 772, 1196 64, 75, 1021 man 967, 1270
22.23	1021
McKeeson v. Sheri	man 987,
	1270
M'Kewan v. Thorn McKillop v. R. Co. McKim v. Foley	eton 1006
McKillop v. R. Co.	1974
McKim v. Foley	200
McKinder v. Little McKinley v. Bank v. Irvine	john 1821
McKinley v. Bank	2355
v. levine	1816
McKenney v. Ding v. Neil v. People v. R. Co.	lev 821
w. Neil	ley 821 1028, 1031
e Paople	1862
v. R. Co.	1852 2389
v. State	861
McKinnon c. Bliss	
mercinnon c. Dine	1673, 1682,
	1587, 1501, 1508, 1662
v. Norcrose McKinstry v. Clark	1756 1225 286, 682, 1646
McKinstry v. Clark	1226
v. Coilins	286, 682,
McKivitt v. Cone	786, 753, 762
McKnight v. U. S.	
97 Fed,	290, 951, 963
115 Fed.	290, 961, 963 2278, 2496
M'Knight v. U. S.	1200 1890
McKonkey v. Gayle	oed 707
McKonkey v. Gayle McKormick v. Wee	t Bay
City	1721
City McKown v. Hunter McLain v. Com.	581
McLain v. Com.	662, 1374, 1406
	1406
v. Winchester	1209, 1681
McLamb v. R. Co.	715
McLanahan v. Blac	
	kwell 1660, 1680
M'Lanahan u Ina f	C. 91 1047
M'Lanahan v. Ins. (McLanathan v. Pati McLane v. State McLaren v. Birdson	c). 21, 1947 ten 1083
Molana . State	1407
Malane P. State	1407 443
MCLARIEN V. DIPUSON	1011
v. Gillespie	1911
McLaughlin v. Cow	ley 209
v. Mencke	987, 1270
McLean v. Clark	000
81 Fed. 47 Ga.	908
_ 47 Ga.	1014, 2304
v. Lewiston	770
v. Lewiston v. McDonell	1219
	1898
v. State 23	13, 568, 1481, 1, 1445, 1448,
1442	, 1445, 1448,
	1839, 2115
v. Webster	1220
McLear v. Hunsicke	r 2124
McLeary v. Normen McLellan v. Longfel	t 1938 low 2298
McLellan v. Longfel	low 2298
v. Kichardson	2363
McLellan's Estate	2502
McLenon v. R. Co.	1206
McLeod v. Bullard	1126, 1127,
Jane V. Dunaru	1182, 2008
m Caraha	2158
v. Crosby v. Ginther's Ada	n's 1747
v. Gilliner & Adi	n'r 1747
r. Lee	1873, 1876

INDUS OF	CHIPES,	
McLood v. Rogers	Section 1996, 1816	-
v. Hate Macleod v. Wakley	808	ı
		ı
McLeod'e Estate McLeroy s. State Mactin v. Wlison McLophlin v. Bank M'Lughan v. Bovard McMahan v. McGrad M'Mahon v. Burchel McMahon v. Davida	1079	
Maciin v. Wilson	2206	l
McLoghlin v. Bank	377 1 1066	ı
McMahan v. McGrad	ly 1814	İ
M'Mahon v. Burchel	1 1866	
,	on 1346, 1391	
v. Dubuque	1978	
v. Dubuque v. Harrison v. Mellale	908 461, 664	P
M'Mahon v. Spangle	e 1075.	
	1389	
McMahon v. State v. Waterworks (Co. 782	1
v. Waterworks (McMakin v. Weston	1212	Г
M'Managil v. Rose	1141	H
McManus v. Com.	890	1
McMakin v. Weston M'Managii v. Rose M'Mannus v. State McManus v. Com. v. Commow	1195, 1290	ľ
v. Finan v. Mason	1878 1878	1
v. State	196	ı
v. Weils	1086	F
McMaster v. Inc. Co.	2675	F
v. Morse v. Scriven	2315	t
v. State	838, 855 1257	L
v. Stewart McMasters v. State		
McMasters v. State 81 Miss.	967 862, 2096 961, 1761,	1
Miss., 35 So. McMath v. State	862, 2098	1
	1821	
McMechen v. McMec	chen 681,	1
McMicken v. Ontario	1788	
Renk	244/	1
McMillan v. Baxley v. Berthold	1200, 1254	A
v. Bissell	1196 2487	D
v. Bissell v. Davis	1621	
v. Larned	1818 2110	
v. Lovejoy v. State	1841	A
McMillen v. Andrews	1909	
v. State McMinn v. O'Connor	111 1226,	3
1226,	1312, 1820, 1821, 1651 1812, 1320,	
v. Whelan	1821, 1651	
v. white	1321	M
M'Morine v. Storey	1387	3
M'Mullen v. Brown	1225 1404	B
McMurrin v. Rigby	460, 1136,	N
McMurrin v. Rigby 1138, McMurry v. Frank	1719, 1761	MAN
McMartry v. Frank McNall v. Ziegler McNalr v. Com.	614	N
McNair v. Com.	694, 2007, 2008	N
	2008	MM
v. Stewart McNamara v. People	1961 2512	
v. State	1375, 1398, 1405	
2754	1405	
2754		

		Section
8	M'Names w Hunt	9666
ĭ	Market St.	2144
Ţ	M'Namee v. Hunt MoNamee v. U. S. MuNeal v. R. Co. M'Neale v. Clarke McNealey v. State McNealey v. State	2166
۵	McNeal v. R. Co.	1800
×	2000	1000
9	M'Neale v. Clarke	2108
967646118841998	McMaslley v State	9054 9050
	McNeely v. Duff v. McNeely	3000, 3000
6	McNeely v. Duff	758
Ŧ	37 - March	
4	A. WCMASTA	2527
8	v. Pearson	1267, 2106,
7	VI 2 0 44 0 44	
9	İ	2110
8	r. Rucker	1196, 1347,
ď		*****
М		1651
1	McNeil v. Holbrook M'Neil v. Perchard McNeill v. Arnoid 17 Ark.	
	PACTION IN COUNTY	
8	M'Neil v. Perchard	1279
8	McNelll a Amold	
7	sections 4. Million	
•	17 APR.	1226, 1271, 1661, 1676
		1851 1474
2		1001 1010
9	23 Ark.	1628
4	v. Elam	1530
2	McNerney v. Reading	904,
4		1055
1		1965
l	McNichole v. Wilson	1225,
4	BECAME OF ALTEROIS	\$ 44U,
		1873
•	M'Night v. Biesecker	1770
4	as villie a' missacres	1770
и	McNish v. State	862
	McNish v. State McNutt v. McNutt	1104 1077
4	Manatt P. Michael	1196, 1877
П	v. State M'Nutt v. Young McPeake v. Hutchine McPeek v. Tel. Co.	499
3	34/30-14	-
2	M Nutt v. Loung	71, 78
1	McPeake w Hatchine	on 1133
4	M. D. J. C.	71.00
и	MCP cek v. Tel. Co.	1219
t I	McPeters v Des	715
4	MCA evers v. May	110
я	McPhail v. State	1781
T.	Ma Dhamin . Tanning	140
Ш	McPeters v. Ray McPhail v. State McPherrin v. Jenning	142,
ш		461
-		
- 1	v. Jones McPherson v. R. Co.	1013
	McDhaman u D Ca	
	Sect nerson v. r. Co.	571
H	v. Rathbone	1206, 2307
- 1	M'Dhaman w Dathha	1001
1	M'Pherson v. Rathbo	ne 1321,
ı		1518, 1624
1	Mattheway . Darken	-11
П	McPherson v. Rockwe	DH 770
Ti	n Ruan	1770
1	0. 207	
ı	v. Ryan v. State	247
1	M'Phorson u State	1033
н	Se T nations & Diffe	
ш	McUnade v. Hatch	2088
П	Moffman v Famou	
ı	M'Pherson v. State McQnade v. Hatch McQneen v. Farrow v. Fletcher	1681
1	v. Fletcher	1196
1	m State	
П	v. State	1440
П	v. Wilson	2508
ı	McQuigan v. R. Co.	
	McQuigan v. R. Co.	2220
1	McQuillan v. El. Ligh	18
1	Co.	Outs
1	CO	969
1	McQuirk v. State	2. 200. 398
1	Malles w Fills	-,, ,,,,
1	DICION V. LAILY	04
1	McQuirk v. State McRea v. Lilly v. Malloy v. Morrieon	1738, 1938
1	w Marriage	700
1	e. Morrison	128
1	McReynolds v. McCou	rd 291,
ı		
1		2132
1	McShane v. McShane	2046
1	M.O	2010
1	MCOWYRY V. R. Co.	2220
Ī	McTaggert a Thomas	on 233
ı	McSwyny v. R. Co. McTaggert v. Thompe McTague v. Finnegan McTavish v. R. Co. McTeers v. Perkine McTyler v. State	0440
H	Mc l'ague v. Finnegan	2442
Ĭ	McTavish - P Co	2509
I	DECEMBER V. IS. CO.	2000
1	McTeers v. Perkine	391
П	McTwles w State	0044
1	me I yier v. Diate	2354
1	Macubbin v. Lowell	2016
I		
	Ma Van m Gana	
U	McVay v. State	1976
I	McVey v. State McVey v. R. Co.	P
	McVey v. State McVey v. R. Co.	P
	McVay v. State McVey v. R. Co. v. State	P
	McVay v. State McVey v. R. Co. v. State	P
	McVay v. State McVey v. R. Co. v. State 55 Nebr.	P
	Mc Vay v. State Mc Vey v. R. Co. v. State 55 Nebr. 57 Nebr.	P
	Mc Vay v. State Mc Vey v. R. Co. v. State 55 Nebr. 57 Nebr.	P

Mok	MAR	
Social So		Bestion
2166 1800	McVicker v. Conkie	1201,
2168 2066, 2069	Mc Whorter v. State	1201, 1513, 5, 3000 1842
758 2527		
267, 2106, 2110	M.	
196, 1347, 1681	Maac v. Bloch Maace v. Phillips Mabe v. Mabe Mabry v. Cheadle Macclesfield v. Davis 1862 Mace v. Cadell	, 2817 1671
1279	Mabry v. Cheadle	1387 877
226, 1271,	Macclesfield v. Davis 1862 Mace v. Cadell	3221 2086
661, 1676	Mace v. Cadell v. Reed Macey v. Titcombe Machette v. Wanlese Mack v. Handy 2067, v. Porter v. R. Co. v. State 390, 527, Mackel v. Rochester Mackin v. People Mackin v. People Mackin v. Boott 709, 9 Macon D. & S. R. Co. v.	2086 935 2572 2297 2009 1725 199
1628 1530	Machette v. Wanlese	2297
904, 1966	Mack v. Handy 2067, v. Porter	2009
1225,	v. R. Co.	199
1873 1770	Mackel v. Rochester	1010
852	Mackin v. People	2042
196, 1877 499	Macomber v. Scott 700,	1807
71, 78 1133	Macon D. & S. R. Co. v.	2016
1219 715	Macon & W. R. Co. v.	
1781	Johnson Mannager	658
142, 461	Macy v. Goodwin Madden v. Burrie	658 1225 1290
1013	v. Farmer v. Koester	911
571 206, 2307	v. State 907,	967 A
1321, 518 , 1624	Maddison v. Alderson	165, A
770	Maddox v. Maddox 229,	1290 1 1911 3 987 3 967 8 968, A 454 3 230, M
1770 247		
1033 2088	Maden v. Catanach 1820, 18	214
1681	Medican a March	319
1195 1440		062 513
2503	Whitesel	M
2220	Madison I. & P. R. Co. r.	228 M
200, 398	Whitesel 12 Madox v. Dawson 23	168 M
64	Magee v. Magee	165 M 166 M 168 M
738, 1938 728	v. Maignel 10 v. Mark 20	63 Ma 68 Ma
291,	u (Da - 3 (51)	28
2132 2046	r. Scott	
2220 n 233	9 Cush. 25 32 Pa. 16	81 M.
2442	Magilla Kangana 68, 20	01
2509 391	Magnay r. Kulght 24	04 Ma 47 Ma
2354	Nagness v. State 90 v. Walker 619, 220	50
2016 1976	MARQUIPE V. Tel. Co. 105	14
571	Maguire, ex p. 227	1 Ma 9 Ma
276	Mahaffey v. Byers 255	Ma 4 E
353, 2011	Maguire, ex p. 222 v. R. Co. 19 Mahaffey v. Byers 265 Mahanke v. Cleland 987, 227 227	1. Mar

	1	TABI	E	OF	CAS	ES	Ļ
ın	Mahe	aha 4	~	2		Rec	H
1,3,0	Mahe Mahe Mahu Mahu Maier		. P.	inge	146	6, 1	4
2	Mahe	rr. F	cop!		147	0, 2	į
	Mahu	Mac	donr	oll	v Co.	1	0
,	Maier	v. 13	neg	Yes	n		6
	Main	r. Au	kam		118	5, 1	l
	Mahu Maier Mallie Maln	12	D. C	App	þ.	1:	Ţ
I	Malan	New	erty			1	l
	Maine Mair r Maitia				90	16	₹
ı	PARIEIR	nd v.	Ban	k .	1127	, 113 13	ı
ı	Majest Majest Major P. P. Majora	Pape:	Co.			19	0
ı	Majost	Zangi le, Ti	10			19	0
ľ	or jor	r. Ba Collin	rker			22	1
1	Majora	State v. St	ato		2166,	25	
	Majors 20 A Miss. Iakin N. S.	rk. , 35 S	0.		928	196	N
1	N. S.	v. Ati	'y-G	en'i c	f	86	
н			rarea .			200 186	G
A	falcom faldan	son v	O'E	len l	157,	106 262	Ţ,
M	falcoin falcom falcom falcom falcor, falcor, fallory fallory fallow fall	Robe v. Yo	ets ung			127 178	1
M	lallone lallory	e s. 1	oin w	al!		112 214	7
M	allow	v. Wa	lker			50 149	2
	v. B	ell ough	ertv			164 180	1
	e. H.	ough awley Eatra	nge	1/		25:	2
M	D. P.	8 0			1	846	1
M	eloney v. Pr	Irilen Nos	hlt				
di	alton ralynak an r. R	v. St	Ate		672,	681	I
fe	r. W	ard	Hon		529,	580	I
ſ	matt r.	Scot	ŧ		228, 2	29,	I
	nby r.			181	529, 1 228, 2 82, 1 11, 14	56,	l
	nchest	er v.	Mano			519	
i	ndersc	hld »	Dat		19	266	
	ndevill	9 v. 1	Reyn	olds	7:	83 36,	
	v. Sto	clease	134	74 8, 21(7, 12.)7. 24	57, 150	
	v. Sto ngold a nhattar leard nhattar and	Oft	C-		21 18	10 42	
B	eard	M. 4	· CO.	r.	23	41	-
la	and	D1. (. o. v.	5 wel	12	25	1
		697	78.2				

7	Manigault v. Hampton	Section 1306,
	Manietee N. Bank v. Sey.	1313
7	Mania v. Malony Mankato v. Meagher	1062 2854
1300	Manley v. Minneapolie	1661
d	Paint Co.	282 2681
0	Mann v. Cavanaugh	1910
é	Paint Co. v. Patterson v. Haw Mann v. Cavanaugh v. Forein v. Mann v. Maxwell	1491 2132
040505	v. Maxwell	2463 1141 2432
,	v. Maxwell Mann B. C. Co. v. Dupre Diauners v. l'oetan	2432 1288,
		1291
	Manney v. Crowell Manning v. Carberry v. Fifth Parish	1278
1	v. Hogan	2451 1681
I	v. Inc. Co. v. Lechmere	41 1476
	v. Lowell 714,	0043
I	v. R. Co. 166 Mass.	
l	172 Mass	2570 463
I	v. Wheatland Manning's Case Manogue v. Herrell	529 575
ı	Manague r. Herrell	1788
l	Manacher, Clements 1921,	1967 2294
ı	Manague v. Ilerrell Mansell v. Clements 1921, Manaccu v. Dix Mansfield's Case Mansfield C. & C. Co. v. McEntery	2250
	Manefield C. & C. Co. v. McEnery Maneon C. Wilcox Mantel v. R. Co.	458 1195
	Mantonya v. Rellie	951
	Bonnes A. I. Co.	011
1	Manufacturing Co. v. Plate	681 762
	v. Kremer Furn. Co.	410
1	Many v. Jagger	085
20.00	Marande v. R. Co. 285, 1	85 6 750
ì	Carbury v. Madison 2371, 2	68 875
	v. Davidson	875 578 257
	1198 1109 11	25,
	v. Ludlum 22 v. P. & C. R. Co.	94
M	archall's Estate	94 63 96
	754, 7	19, 80
yı Yı	arcom v. Adams 64, 988, 24 arcott v. R. Co. 884, 10	83
1	archal's Estate (arcly v. Shults 756, 738, 74 (arcom v. Adams 64, 988, 24 (arcott v. R. Co. 664, 19 (arcy v. Barnes v. Pierce (b. V. Stone 144)	97
	v. Stone	30
I	arder v. Leary 21 ardie v. Shackelford 132	33 0.
		11
	159	8
	arr. das 120mas, The 163	T .

Marianski v. Cairns 228, 1066		Bection	
Marianski v. Cairns 228, 1066 Marine Investment Co. v.	Marston v. Dingley	437, 561,	Marvin v. New Bedford 458, 461
Haviside 2184	v. Downes	1951	v. Richmond 1062
Mariner v. Saunders 1194, 1195,	v. Downes	2196, 2211,	v. Sager 527
1269, 1812	Martin v. Anderson	2308, 2312 1678, 2318	r. State 2042
Marion v. Lambert 928	v. Barnes	10/0, 2010	
v. State 660, 792	v. Bonsack	963, 961, 964 1778	v. Hanthorn 1354 v. Hart 1327
Mark v. Buffalo 2208	r. Bowie	1513, 2139	
Markel v. Moudy 1087			v. Hilsendegen 987
Market & F. N. Bank v.	v. Cole	1213, 1352 2445	v. McGlynn 1738
Sargent 2494	v. Com.	2110	Mary v. State 1876
Markey v. Angell 64		390	Mary, Trial of Queen; see Queen Mary's Trial.
Mar'sham v. O'Connor 1072		818, 705	Mary or Alexandra, The 2271
v. Russell 406	v. Cope	2098	Mary or Alexandra, The 2271 Mask v. State
Markley v. Swartzlander 1890	v. Courtney	1984	32 Miss. 1887, 1890
Marks v. Beyfus 2374	v. Eagle D. Co.	2582	36 Miss. 1618
v. Lahee 1464, 1471	v. Ehrenfels	2354	Mason v. Buckmaster 1859
v. Orth 1684	r. Elden	944, 1871	v. Bull 1267
v. Pell 1257	v. Elliot	2221	v. Cattley 2812
Marler v. R. Co. 1750	v. Farnham 100		v. District 1245
v. State	v. Fyffe	1538	v. Ditchbourne 783
67 Ala. 1408, 2059	v. Good	735, 747	v. Libbey 1198
68 Ala. 890, 2059	v. Hall	1219, 1275,	v. Mason 74, 406
Marlow v. Marlow 1195		1677, 1680	v. Phelps 736, 754, 1984
Marmet Co. v. Archibald 2463	v. Hardesty	258, 1779	v. Poulson 1018
Marr v. Gilliam 2110	v. Hughes	1567	v. R. Co. 1893
v. Wetzel 1392	v. Hurlburt	616	v. Russell 2854
Marr's Heirs v. Gilliam 2522	v. Ingham	2869	r. State 351
Marriage v. Lawrence 1074,	v. Ins. Co.		r. Vestal 1125, 1126, 1128
1661	1 F. & F.	905	Mason's Case 2372
Marriner v. Dennison 1225, 1254	42 N. J. L.	1947	Meson F J. Co. v. Palne 2529
Marriot v. Pascal 2569	v. Jennings	16	Masonic M. B. Aus.
Marriott v. Chamberlain 1856	v. Martin		v. Beck 2361, 2384,
Marsden v. Panshall 1862	22 Ala.	2086	2891
Marsee v. Middlesborough	25 Ala.	928, 1985	Masonic M. B. Soc'y v.
T. L. Co. 2166	174 III.	1779	Lackland 1230
Marsh v. Case 1554, 1556	51 Me.	2575	Masons v. Fnller 569, 1503, 1923
v. Collnett 1221, 1311, 2138	v. Mayer	1290	Masons' F. A. A.
v. Gold 1062	v. Orndorff	1807	v. Riley 1476, 1662
v. Hammond 1021	v. Payno	1271, 1684	Massé v. Robillard 2395
v. Hand 18, 1234	v. People	1012, 1013	Massey, re 2215
v. Jones 786, 2098	v. Perkins	1302	v. Allen 1464, 1624
v. Kelth 2317	v. Reeves	1086	v. Farmers' Bank 1253,
v. March 2257	v. Richmond F. &		1254, 1985,
v. Pugh 616 Marshall v. Adams 2098	R. Co.	1896	2015
	v. Root	1075	v. Huntington 1738
v. Brown 687, 1700 v. Cliff 1063	v. Rutt	2232	v. State 106
	v. Sherwood	1719	v. Walker 1917, 1959
v. Fire Ins. Co. 1943 v. Gougler 1802	v. Simpson	1778	v. Young 344
	v. Smith	321	Massure v. Noble 1957
v. 1lancock 1388 v. Hanby 2502	v. State	074 000	Mast v. Matthews 2596
v. Ins. Co. 1947	28 Ala.	276, 280,	Masters v. Marsh 21, 747, 2211
v. J. Grosse C. Co. 2495	10K A1a	354, 2059	v. Masters 2024, 2025
	125 Ala.	949, 2081	v. Varner 1664
v. Lynn 2455 v. May 1086	63 Mlss.	1806	Matchett v. R. Co. 2580
v. Mitchell 64	82 Tex. Cr.	1781	Matchin v. Matchin 2067
v. Morris 1225	33 Tex. Cr.	1476	Mather v. Clark 1053
v. Peck 615	v. S. T. & T. Co.		v. Goddard 1248
	v. Towle	288	Matherly v. Com. 1440
	v. Williams	0000	Mathes v. Robinson 1544, 1548,
v. Riley 2279	18 Ala.	2200	1651, 1555
v. Sheridan 1056 v. State	42 Miss.	1267	Mathlas v. O'Neill 92, 736, 747
	Martin Brown Co. v.		Mathie v. Buford 772
	Martinez v. Planel	458	v. State
5 Tex. App. 1871	Martinstein v. Credite	ore 1536	31 Fla. 1350
v. Westrope 2416	Marts v. State	63, 246,	Fla., 34 So. 782
Marehman v. Conklin 619 Mareke v. Willard 2473	Manten a Court	1984	Mathews v. Boland 30
AVANA SEC. U. VV IIIETO 24/3	Martyn v. Curtis	1564	v. Cedar Rapids 458
Marston v. Allen 2409, 2420	v. Hind	77	v. Colburn 1388

11, 2384,

03, 1923

Matheway, Heyward	1890
	2067
r. Mattrass Co.	2438
r. n. co. 2009,	2580
v. State 1136, :	617
Mathewson v. Sergeant's	•
Est.	610
v. Spencer	2146 2016
Matlock v. Glover Matossy v. Frosh Matson v. Buck	1187
Matson v. Buck	406
v. Noyes 1236,	1085
Matteson v. Hartmann v. Noyes 1236, 5 v. R. Co. 688, 1719, 1	721
Matthai v. Matthai	046
Matthews v. Castleberry 2	141,
	2146
v. Dare 520 i	031
v. Detroit J. Co.	398
v. Hoagland 2298, 2 v. Huntly 64	308
	960
v. Port 1364, 1380, 1	670
v. Poythress v. R. Co.	664
81 Minn. 1	725
142 Mo. 455, 1	856
r. State 1072 9	071
Matthews' Estate 2	385 527
Matthewson v. Burr 1612, 1	614
Matthie v. State 10 Mattice v. Allen 914, 10	029
Mattice v. Allen 914, 10 Mattison v. State	890 42
Mattison v. State Mattocks v. Bellamy 1215, 10	877
v. Lyman 16 Vt. 736, 1071, 10	
v. Stearns 1189, 1;	208
v. Wheaton 2195, 21	99,
Mattox v. U. S.	201
146 U.S. 1488, 1442, 15 1448, 1452, 2349, 2	45,
1448, 1452, 2349, 23 156 U. S. 1028, 1032, 13	354
	98 1 14 1
17	84
Mauch v. Ilartford 795, 13 Maugham v. Ifnbbard 735, 7	47
MAUK V. Brundage	19
Maupin v. Scottish U. & N.	- 1
	34 12
v. Whiting 21	23
Mauran v. Lamb 2218, 222	22,
Mauri v. Heffernan 1257, 167	23 N 6, N
16	
Maurin v. Lyon 24	64
Maus v. Bome 17	79
Mawby v. Barber	13 N
Mawman v. Tegg 371, 116	1,
19	20
Mawson v. Hartsink 692, 198	2,
100	

0	Maxfield v. State Section 249	
17	Maxham v. Place 166	
ŏ	Maxeon r. R. Co. 1078 Maxted r. Fowler 1263, 2096	
7	Maxwell r. Bolles 944, 1896	
7	r. Chamberlin 2449	
0	v. Durkin 18 v. Hardy 114	
6	e. Hill 1811, 1789	
6	r. Kennedy 75	3
8	v. Light 1225, 1651 r. Maxwell 2088	
5	v. R. Co. 1330	3
5 4 1	v. State 108	
B	v. Warner 2007 v. Willingham 2434	
3	Maxwell's Ex'rs v.	
3	Wilkinson 736, 745, 761	
i	Maxwell Land-Grant Co. v. Dawson 254	H
3	May v. Baskin 1665	
3	r. Bradles 933 569 1029	11
	v. Brown 42, 986, 1982	
)	r. Dorsett 570, 2012	
Н	v. Gentry 1082	
	v. 11ill 1195 v. Jameson 1684	١,
	v. Jones 1774	1
1	v. Little 2232	ı
	v. Little 2232 v. Logie 1481 v. May	I
ı	1 Port 1945	I D
ı	2 Stra. 1644, 1646	1
ı	v. People 2071 v. State	١.
l	55 Ala. 1489	N
l	90 Ga. 111 1941	N
ŀ	94 Ga. 1841	P
l	Mayberry r. Johnson 2426 Mayer, re 2235	
Γ	Mayer, re 2285 v. Brensinger 1869 r. Building Co. 458	N
l	r. Building Co. 458	
l	r. People 320, 321, 1041, 1983	N
L	12. H. Co. 987	M
	Mayes v. State 2079	M
li	Mayhew v. Mining Co. 443,	M
Ι.	461, 1951	M
١,	v. Taylor 950	M
ľ	Maynard v. Buck 461 v. Interstate B. & L.	
	Assoc. 1223	M
	v. Maynard 2408	
	v. Render 2465 v. State 1781	M
	# Vinton 9941 0:00	
A	v. Vinton 2341, 2502 Mayne v. Hawkey 2211	
1	Maynes v. Dolan 1665	M
	Mayo v. Mayo 1043, 2269, 2276 v. Mazeaux 1225, 1651	M
A	layor v. American Cahle	M
	R. Co. 1657 v. Brown 1163	M
	r. Caldwell 497 v. Craven 2140	M
		M
		M
	3757	

on	1	Section
97		1062
64 70	v. l'entz 29, 19	18, 1919
78 98	v. Second Ave. R.	948, 1976
90	Co.	786 750
42		786, 750, 751, 1580 1951
15	v. Wood	1951
11		r 89
89 73		
51	Ainsley	2257
38	v. Levy Mays v. Deaver	2257 2100
30	v. Johnson	1678
)5	v. Johnson v. Mays	1302
77	v. Pryce v. Shields	1347
34	v. Shields	2420
31	Mayson v. Beazley v. Atlanta	2105
•	Maywood Co. " Maywo	1244 od 1168
i 4	Meacham e. Pell	788
15	v. State	668
8,	Mead v. Danbigny	406
	Maywood Co. v. Maywo Meacham v. Pell v. State Mead v. Danbigny v. Degolyer v. McGraw	1062
2		100, 120
2	v. Harris v. Randall 16	497 44, 1645
5	v. Randolph	2054
4	Meage v. Black	1778
8	v. Gilfoyle	RIA
2	P. Smith 00	54, 2355 2580
1	Meaderhouser v. State Meadowcroft r. People	2580
5	Meadows v. Frost	1854
6	v. lns. Co. 1876, 18	1580 80, 2495
1		821. 839
	Meagoe v. Simmons 7 Mealer r. State Mears r. R. Co. Meath v. Winchester 8 Bing. N. C. 10 10 Bligh Mechanics' Rank v.	59, 1021
9	Mealer r. State	247
1	Meath w Windson	85, 1639
ß	8 Bing N C 10	53, 2139
5	10 Bligh	53, 2139 2294
3		2202
3	Woodward 13	87, 1405
3	mechanics & F. Bank	
	v. Smith	934
	Medill v. Snyder Medilcot v. Joyner 119	682 93, 1280
5	Medway v. U. S. 136	9 9001
-1	200	93, 1280 2, 2001, 98, 2016
	THE PARTY	1818
1	Meek v. Pierce	616
1	v. Spencer	1195
ı	Meeker v. Meeker 75 Ill. 74 Ia.	00.)
1	74 Ia. as	232 2, 1938
	Meeks v. State	2, 1000
1	51 Ga. 32 Tex. Cr.	1830
	32 Tex. Cr.	2042
	U. VV IIIA PO	2556
	Meers v. Stoughton Meguire v. Corwine	1825
	Mehlin v. Mutual R. F. L	1073
п	A56'N	2409
1	Meier v. Meier 1082 177	8, 1779
	11 Monaton	1908
1	Meighen v. Bank	93
1	Meighen v. Bank Meinaka v. State Meixsell v. Williamson	832
li	Melby v. Osborne	1012
	y v. Onvolue	2153

	Becti	O III
Malahan w Flandana	180	M
Meienden Generaline	10	2
Melen v. Andrews Melendy v. Spanlding Melhuish v. Collier 76	198	NO Q
904, 90	5. 90	7.
Melhuish v. Collier 76 904, 90	100	15
Mellish v. Arnoid	235	2
v. Rawdon Meilor v. Union	255 195	
v. R. Co.	289	'n
Meloin v. Marshall	156	7
Melton v. State 216	3. 865	3,
Meivin v. Bnllard	207	1
Meivin v. Bullard v. Easiy v. Hodges v. Lyons v. Whiting 7 Pick 1887	145 , 170	'n
v. Hodges	201	ŏ
v. Lyons	168	1
v. Whiting 7 Pick. 1387.	900	
7 Pick. 1387, 10 Pick.	252	2
Memphis & C. P. Co. v.		1
Buckner	1164	1
Memphis & C. R. Co. v. Womack	1071	J
Memphis & O. R. P. Co. v.	1671	1
McCooi	928	1
Menage v. Rosenthal 2440, Menard v. R. Co. 283,	2468	
Menard v. R. Co. 283,	1168	
Mendenhail v. Cassells Mendenhall's Will 1512,	2500	
mendum v. Com.	589	
Mank a Stainfant	616	
Menomenie R. S. & D. Co. v. R. Co. 456, : Meracie v. Down Mercer v. Keiso's Adm'r v. Mackin v. Patterson 2336, : v. Sayre		I
Co. v. R. Co. 456,	2487 1960	ł
Mercer v. Keiso's Adm'r	1850 1988	
v. Mackin	1736	L
v. Patterson 2836,	2341	1
v. Sayre v. State	1877	ŀ
40 Fla. 928, 1079, 1	108	ı
2245, 2332, 2	2339	Ŀ
41 Fla.	905	١.
17 Ga.	2349	1
v. Wright 1010 9	715 2056	lı
Mercer's Adm'r v. Mackin I Merchants' Bank v. Moffatt 2	457	ľ
Merchants' Bank v. Moffatt 2	819	
v. Rawis Merchants' Exch. Bank v.	907	Į
McGraw	578	
Merchants' Life Ass'n v.	0,0	ī
Yoskum 1	890	ì
Merchants National Bank		
v. Giendon Co. 2 Merchants' Nav. Co. v.	585	
Amsden 1	647	
Mercier v. Harnan 2	109	1
Meredith v. Footner 2	232	
	908	M
Merkie v. Beidieman 1	575 083	b
v. Bennington		-
58 Mich. 1722, 1	749	
68 Mich.	951	
v. State 1693, 16 Merle v. Moore 2 C. & P. 2:	894	3
2 C. & P. 25	321	
Ry. & Mo. 2	327	

io M	4	Merriam . Field	Becti	
7	2	Merriam v. Field v. Ins. Co. v. R. Co. 6	24: 19:	447
0	8	v. R. Co. 6 Merrick v. Wakley 163	19, 110	14
000		Merrick v. Wakley 163	2, 168 169	4,
0	6	Merricourt n Normalk	106	98
5		F. Ins. Co. 354, 9 Merrifleid v. Robbins	144, 98	
5		Merrifleid v. Robbins Merrill v. Berkshire	108	
9		v. J. & O. R. Co.	189 1 <i>5</i> 6	
6	7	v. Perkins	96	7
7	П	v. R. Co. 736, 7 v. Sypert	45, 74	8
5	B	Merriiis v. Swift	185 240	8
0(Merriman v. State 9:	240 23, 987 198	7,
14 31		Merrician's Appeal	198	5
	1	Merrili v. Bonden		5
96		v. Hepenstal	2	1
2	1	v. Hinton 185 r. Merritt	1, 164	0
Y	ı	20 Iii. 93 45 Iil.	4, 127	ı
1	-	45 Iil.	127	1
1	1	v. R. Co.	28	
8		v. State	8, 196 104	
8	1	v. Stehhins	108	2
87	1	Mershon v. State Mertz v. Detweiler 6	227	
0		Merwin v. Ward	7, 1960 29	
9		Merwin v. Ward Meserve v. Folsom Messenger v. Bridgetown	1886)
6	li	Messenger v. Bridgetown	1111	
7	Į i	Messer v. Reginniter Messimer v. McCray Metcaif v. Mnnson	660 7, 1400	
)	1	Metcaif v. Mnnson	258	3
3	i .	v. Van Benthnysen Metcalfe v. Carr	2108	
ĺ	ľ	v. Deane	2165 2353	
1	1	Methodist Ep. Church v.	2001	T.
		Jaques v. Wood	2117	
1	1	Metler's Adm'r v. Metler	2123 613,	L
1			2245	i
ł	A	fetropolitan Asylum Dist. v. Hill 44	0 451	H
ı	3	detropolitan Life Ins.	3, 451	ľ
		Co. v. Anderson	1646	1
ĺ		v. Howie fetropolitan Nat'i Bank v.	2380	1
ı	_	Com. St. Bank	1078	1
1		v. Jansen	529	-
	D	fetropolitan R. Co. v. Collins	1728	
l		v. Jackson	1755 2552	
l		v. Snashali	2580	
ı			463	
ı	M	v. Wright letropolitan Sav. Bank v.	2552	
1		Manion	1960	M
-	M	letropolitan S. O. Co. v.	1050	
1	M	Hawkins letropolitan St. R. Co. v.	1859	M
	ı	Gumhy	1387	M M M
1		v. Jacohl v. Johnson	2390	M
1	м	etropolitan W. S. & E. R.	461	M
	ı	Co. v. Dickinson	451,	M
		v. Fortin 208	463	
•		v. r orun 208 3758	249	
		9100		

2	lar	Bectio
	Metz v. Butte v. Metz v. State	195
ı	v. State	177 227
,	Metzgar v. R. Co. Metzgar v. Assnr. Co. Mener v. R. Co. Meunier, re v. Couet Mewes v. Pipe-Line Co. Mexican C. R. Co. v. Giover	46
	Metzger v. Assnr. Co.	72 253
,	Meunier, re	205
	v. Couet	60
	Mewes v. Pipe-Line Co. 7	14, 72
	Giover	253
i	v. Lauricelia Mexican N. R. Co. v.	250
	Mexican N. R. Co. v. Siater 127	
	Mexican & S. A. Co. 76	1, 2550 227
	Mexican & S. A. Co., 7e Meyer v. Barker v. Berlandi	119
	v. Berlandi	1354
	v. Bohlfing v. Brown	406 1530
	v. Everth 243	4, 2439
	v. Kranter	2580
ľ	v. Mitcheil v. Munro	1898
ľ	" Pagnia's Dailman C.	1086 0. 770
Į	v. Rothe	18, 811
	v. Sefton v. State	18, 811 1230 367
ļ	Manage Manage are	
١	v. State 1374 v. U. S. Meyncke r. State 987 Miaml & M. T. Co. v. Baily Michael v. Foil	1, 1442 1778
l	V. U. S.	1778
l	Meyncke r. State 987 Miaml & M. T. Co. v. Baliv	, 1612 2220
ı	Michael v. Foil	2312
l	vi Cay	2201
l	v. Marshall Michaud v. Grace H. L. Co	2503
	Michener v. Lloyd	. 720 2450
	Michigan B. & P. Co. v.	
	Coll Michigan C. R. Co. v.	2235
	Gilbert 96, 19	9. 250
	Mickey v. Ins. Co. Micklethwart's Case	1972
	Micklethwart's Case	2360
	Middeke v. Balder Middieditch v. Wiiliams	2532 1738
1	Neal Middlesex Case	1651
1	Middlesex B. Co. v. Smlth	1712 782
1	Middlesex B. Co. v. Smlth Middleton v. Barned	1876
	v. Croft	2067
	v. Janverin v. Mass	1271 214i
	v. Melton 1466.	1471.
	1474.	1476
	v. Middleton v. Sandford	1777 2529
	v. State	2059
ı	difflin Bridge Co. v. Juniata	
	Co	1640
١	fighell v. Sultan of Johore filam v. State 1750,	2566 1873
١	filbourne Port Case	1712
	fiihurn v. Ph.ilips	1081
į	filenovich's Estate	1818 1195
V	liles v. Dawson	2211
	v. Loomis 1999, 2000, 2	,8008
	2011, 2012,	2016

MEL

2536 2509

2235

Miles v. O'Hara	Section	DB	d Co. Section
4 Hinn 70	6, 1215, 166	Miller v. Road v. Russel	d Co. 1249
	191 2086, 223 66, 7 2462, 246	1 v. 8. 8. C	1406
v. U. S. v. Vanhorn v. Wilson v. Wingate	2086, 223	1 v. Salomo	o. 88 ons 1817, 1818
v. Vanhorn	66, 7 2462, 246	6 v. Shaw	1705
v. Wilson			751, 1555,
v. Wingate	211	0	I DOM I LASK
v. Woodward Milford v. Worcester	106		077, 720, 944,
Mllich v. Packing Co	n 164 o. 244	0	1040, 1943
Millar v. Babcock	126	v. State	l- 64-
v. Helnrick	127		
Millard v. Hall	191/		a. 619
Millaudon v. McDone	ough 1680		la. 1974, 1978 la. 1198, 2257
		130 A	ia. SAS
Filer v. Bingham v. Boykin	1084	40 Ar	k 1.007
v. Boykin	1209, 1635,	97 Ga	. 1042 1044
	1098	109 G	a. 1821
v. Busick	1867	3 Oh.	St. 1350
v. Carothers 2048	2110 2150	37 Te	x. Cr. 2289 s. 1398
v. Childress	2054	25 W1	
n Com			
13 Bush 78 Ky.	367	v. Stem	1000 1010
78 Ky.	2059, 2060	v. Thatche	1009, 1013
	905	v. Thatche	2054 2471, 2474 1248
r. Cravon	987		1248
v. Cnrtis 75, 19	2, 200, 202, 2, 340, 963	v. Weeks	2313
209, 21	2, 340, 963	v. Wells	1195, 1651
v. Denman	11153	r. White	
v. Dill 273, 28 v. Dumon	2, 393, 987 795	10 Car	. Sup. 1040
v. Electric Co	9424	80 III.	2000
v. Feenane	1082 1778	v. Wilson Miller's Case	2536
v. Dumon v. Electric Co. v. Feenane v. Foster	2189	Miller's Estate	728, 785
v. Goodwln	1275, 1850	Millette v. Lltle	1002 1
v. Gow	2122	Millikan v. Boo	th 1391
v. Goodwin v. Gow v. Hackley 9 v. Hale 1186, v. Herrington v. Heck v. Holt v. Johnston v. Jones v. Kerr v. Lamb	5, 736, 747	Millikan v. Boo Milliken v. Barr	1245
v. Hale 1186,	2132, 2158	v. Long	1614
v. Herrington	1186	Milling v. Hiller	nbrand 1086
v. Heck	1072	Miliman r. Tuc	ker 988 9979
v. Johnston	1001	Miliner's Estate	2028
v. Jones	2109	Mills v. Catiln	1698
v. Kerr	408	v. Com. v. Dunlap	2062
v. Lamb v. Llvingston v. McKinnon v. Mariner's Churc	892	v. Duryee	1010 0555
v. Livingston	1677	v. Griswold	1216, 2555 2286
v. McKinnon	1213 h 1258	v. Hallock	1954
v. Mariner's Churc	h 1258	v. May	1300
o. Martinems	2072	v. Oddy	2211, 2307
v. Mayer	1960	v. R. Co.	2220 1
v. Meers v. Metzger	1085	v. Spencer	
v. Miller	2550	Holt N.	P. 73 1
187 Pa.	928	81 Va.	
S. C., 21 S. E.	2168	v. State v. Twist	1821 N
v. Miller's Adın'r	1890	e. I wist	0000 0000 0000 3
v. Morrow		v. U. S. v. Winter Mills' Estate	2088, 2228, 2239 N
8 Coldw.	6	Milla Estate	20, 1978 2063 2527
5 Heisk.	6	Milne v. Leisler	10. 1755 1757
n Nicodemne	1067	v. Winter Mills' Estate Milne v. Leisler	1768, 2102
v. People v. R. Co.			
v. R. Co. 93 Gs.	1100	Miltimore v. Milt Milton v. Edgwo v. Hunter	imore 1267
93 Ga. 128 Ind.	1109	Milton v. Edgwo	rth 2441
89 1a.	192	v. Hunter	2235
62 Minn	461 688	v. Kowiand	568, 784, 1378
62 Minn. 71 N. Y.	1960	v. State 134 Ala.	1440
v. Reinhart	1678	40 Fla.	363 1900
	-0.0		363, 1893
		375	y

m ID	1	Section
8	Milton's Case Milward v. Hibbert	204
18	v. lngram	879 245
8	v. lngram v. Temple	151
5	Dillwaukee B. Co.	v.
8 5 5, 8	Duncan Milwaukee R. Co	. v. 2434
3	Kellogg	1947
3	Kellogg Milwaukee & M. R.	
0	v. Eble Milwaukee & S. P.	D 1943
9	Co. v. Smith	1271
8	Co. v. Smlth Mima Queen v. Her	pburn 1863
3	Mimms v. State Mims v. Sturtevant	106, 1003
	23 Ala.	1777
	23 Ala. 86 Ala.	754, 1404
	v. Swartz	9579
	Mine & Smelter S. c. Parke & L. Co.	18, 1890
	Miner v. 1'hillips	581, 758,
		581, 758, 759, 1029, 1086
	v. State	1086 2236
	Mineral Point R. Co), v.
ı	Кеер	788.754
	Mineral R. & M. Co. Auten Minet v. Gibeon v. Morgan	1 2 4 4
	Minet v. Gibson v. Morgan Minich v. People Mink v. State Minkler v. Minkler Minkley v. Springwe Minneapolis Mill Co	1564 2443
ł.	v. Morgan	2290, 2294
I	Minich v. People	1852
Ш	Minkler v. Minkler	1267, 2106
11	Minkley v. Springwe	lls 1896
1	Minneapolis Mill Co v. R. Co.	
1	w. R. Co. Mingapolls Thresh	1870, 1404
	In. La. Co. v. McDo Minneapolle Times C	nald 716
1	Minneapolle Times (Co.
	v. Nimocks	1268 1672
i	Minnie, The, v. R. Minor v. Tlllotson	1194, 1195,
		1289
)	Minters v. People	2261
1	dinton v. State	1908 507, 832
M	Minters v. People Minthon v. Lewis Minton v. State fintzner v. Hogg Mish v. Wood	507, 832 1164
D	fish v. Wood	677, 716, 1948
N	lishler v. Baumgardr	1011
M	Ilskimmins v. Shaver	2271, 2276, 2282 747, 1669
	Haman Dani!	2276, 2282
M	lisner v. Darling lississippl Co. v. Vow lississippl & T. R. Co	747, 1669 vels 1778
M	ississippl & T. R. Co). v.
	Ayres	1385
M	iesouri K. & T. R. Co Colburn	o. v. 2572
	v. Dilworth	1218
	v. Elliott	
	102 Fed. 2 Ind. T.	291
	2 Ind. T. v. Johnson	1207, 1404
	v. Johnson 92 Tex. 95 Tex.	65, 199
	95 Tex.	1721
	v. Merriil v. Moore	1961 792
	v. Moore v. St. Clair	949
	v. Simonson	1854

	Bection		Section		Section
Missonri P. R. Co. v.		Mix v. Woodward	408	Monongahela Water	Co. v.
Baier	1749, 1750	Mixer v. Bennett	2004	Stewartson	1890
v. Collier	1755	Moak v. Moak	2046	Monroe v. Ins. Co.	2494
v. Finley	569	Moale v. Baltimore	463	v. Lattin	1951
v. Fox		Moats v. Rymer	961, 1911,	v. State	
56 Nebr.	1976		2211, 2318	5 Ga. 11	1, 246, 247,
60 Nebr. 561,	1890, 1961	Moberly v. Brooks	2047		1782
v. Hall	571, 677	v. Preston	74	71 Miss.	2061
v. Heldenhelmer	2155	Mobile Life Ins. Co. v		v. Twistleton	2237
v. Hennessey	283	Morris	1081	Monson v. Palmer	1784
v. Johnson		v. Walker	1415, 1976	Montague v. Dougan	1552, 1560
59 Kan.	571	Mobile & B. R. Co. v.		v. Perkins	2419
72 Tex.	2220	Ladd	15	Montague's Case	2250
v. Lovelace	2482	Mobile & G. R. Co. v.		Montana Co. v. St. L.	ouls
v. Mackey	571, 1961	Williams	1109	M. & M. Co.	1862
v. Moffatt		Mobile & M. R. Co. v.		Montana R. Co. v. Wa	
56 Kan.	460	Ashcraft	458, 461,		712, 1948
60 Kan.	98	1729,	1748, 1755	Montelair R. Co. v. Be	n-
v. Palmer	715, 1235	v. Blakely	571	son	463
v. White	1807	v. Yeates	2818	Monteeth v. Caldwell	18
Missourl & K. Tel. Co).	Mobile & O. R. Co. v.		Montefiore v. Montefi	ore 2106
v. Vandevort	1068, 1951	Postal T. C. (Co. 2580	Monterey v. Jacks	250
Mist v. Kaplolani Esta	te 1578	v. Steamer New Sc	onth 991	Montgomery v. Com.	227
v. Kawelo	1867	v. Stinson	1750	v. Deeley	2573
Mlstovski v. Mandlebe	erg 2212	Mobiey v. Bilberry	1779	v. Dickey	1582
Mitcheli v. Allison	1944		1269, 1960	v. Dorlon 1312	, 1814, 1651
v. Bridger	1225	e. Hamit	923, 1985	v. Ins. Co.	1890
v. Com.		v. Kittleberger	1750	v. Koester	282
78 Ky.	928	v. State	288, 2085	v. Lipscomb	1568
Ky., 14 S. W	. 987		1267, 1278	v. McLeod	1644
Kv., 64 S. W	. 1270	Mock v. Keily	715	v. Page	2445
v. Henry	2462, 2463	Mockabee v. Com.	1445	v. Pickering	2327
v. Ins. Co.	1947	Modawell v. Holmes	2580	v. Ronth	1213
v. Jacobs	1213	Moddie v. Brelland	2525	v. Scott	568, 569,
v. McDougall	615	Mode v. Beasley	2529	l c. Seott	1951, 1976
v. Mitchell	•••	Modern Woodmen v.	2020	r. Snodgrass	1378
11 G. & J.	586	Kozak	1073, 2500	v. State	*010
	1888, 1651	Modisett v. Governor	2158	40 Ala.	1842, 2059
3 Stew. & P.	1195 1225.	Moeckel v. Heim	2838	80 Ind.	1432
0 2.0	1651	Moehn v. Moehn	1461	v. Taylor	1976
80 Tex.	2336	Moellering v. Evans	1899	Montgomery B. B. W	
11 Vt.	2085		1010, 1013	Gaston	1350
v. R. Co.		Moffatt v. Tenney	907	Montgomery & W. P	
87 Cal.	461	Moffit v. Hereford	716	Co. v. Varne	r 1943
85 III.	1168	v. State	609	v. Webb	382
68 N. H.	288	v. Witherspoon	1072, 1482	Montrenil v. Pierre	1239, 1680
100 Tenn.	2509	Mohawk Bank v. Atw		Monte v. Stephen	1219, 1677
v. Ryan	2408	Mohon r. Harkreader	1835	Moody v. Pender	1416
v. Savings Inst.	1268	Moises v. Thornton		v. Rowell 77	0, 773, 774,
v. Sawyer	908		2169	777, 778	, 915, 1888,
v. Sellman	15	Moldenhaur v. R. Co.	461	1890	2002, 2008,
v. State		Molina v. U. S.	564		2020, 2026
58 Ala.	569	Molineux v. Molineux		v. State .	1350
94 Ala.	928, 925	Moller v. Moller	2066	Mooers v. Bunker	1481, 2529
	1157, 1404,	v. U. S.	805	Moog v. Randolph	1350
1405	1605, 2497	Molm v. Barton	1195		378, 1779
48 Fla.	1807			Moon v. Hawks v. State	791
Fla., 33 So	2071	Molyneaux v. Collier	1202, 1224		
71 Ga.	285, 1668,	Broty neadx v. Conter		Moon's Adm'r v. Cro	9019 9018
, i Ga.	200, 1000,	Mamanaa Stone C	1195	Mooney a Davis	2012, 2016 289
Miss., 24 So.	838	Momence Stone Co. v.	001 1000	Mooney v. Davis	2572
36 Tex. Cr.	2354	Groves Monahan v. Worcester	291, 1263 249	v. Kennett v. Olsen	1738
v. Terr.	1781				2203
r. Welch	1890	Moncrief v. State	2518	Moor's Case	600
v. Work		Monk v. Farlinger	2144	Moor's Case	
Mitchell's Case	75, 212	v. Jenkins	1676	Moore v. Andrews	152i
	2307	Monkton v. Attorney-	400 4404	v. Arm	1681
Mitchinson v. Cross Mitching v. State	619	General	1493, 1484,	v. Bank	1675
	1745, 1747,	1486,	1491, 1496,	6 Mo.	
	1750, 1806		1501	13 Pet.	18

MIS

660,

TABLE OF CASES.

	Section	La company	Section	1	Section
Moore v. Beale	749		1218	Morris v. Hammerle	
v. Beattle v. Bray	1196		665	v. Hanser	1208
v. Brown	226, 2310		v.	v. Henderson 1	3, 1064, 1676
v. Burlingto	n 1416 n 252		1208	v. Hubbard	2586
v. Com.	- 202	Morehouse v. Mathe	ws 1943	v. Hurst	2118
2 Leigh	852	186 Cal.	0010	v. Ins. Co.	1951
9 Leigh		70 Conn.	2219	v. Jamleson	2120
v. Craven	2212	v. Potter	1896 1225	v. Lessees	1397, 1598, 2084, 2085,
v. Davis	892	Moreland v. Lawren	ce 923	v. Miller 1174	2084, 2085,
v. Gilliam	1248	v. Mitchell Co.	1976	v. Morris	2086, 2088
v. Gwyn	1777	Morell v. Morell	1576, 2500	20 Ala.	0000
v. Heineke	1770, 2085,	Morelock v. State	1083	119 Ind.	2083
	2498, 2506	Morely v. Dunbar	1010	v. Patchin	2384, 2391 1681
v. Holmes	2596	Moreton v. Horton	1199	v. Pugh	2450
v. Jones		Morewood v. Wood	1587, 1605,	v. R. Co.	2400
18 Ala.	1021, 1029, 1857		2006, 2017	116 N. Y.	1005
108 111.	1021	Morey v. Hoyt	1256	148 N. Y.	2890
v. Jonesboro		Morgan v. Barnhill	64	v. Sargent 73	6, 747, 2016
v. Kalamazo v. Moore	o 252	v. Bealle	1651	v. State	-, ,
9. 5100re 89 Ia.	mna .	v. Brydges	1893, 1894	124 Ala.	1977
51 Mo.	736	v. Burrow	2581	38 Tex.	78. 987
67 Mo.	2245	v. Com.	140	v. Stokes	728, 1072
102 Ten:	689, 1938 n. 2506	v. Grlffith	2442	v. Swaney 1278	, 12/9, 2048
v. Oastler	73, 209	v. Halberstadt	2270	v. vanderen	1066, 1080
v. Palmer	89, 1409, 1416,	v. Halverson v. Jones	1415	1082,	1196, 1200,
.,	2008, 2016	v. Livingston	1195, 1225	1257,	1267, 1275,
v. Pearson	2098	v. Minor	406, 1971 1249	1578,	1008, 1672,
v. People	-000	v. Nicholl	1388	337 - 3 43	1674, 2286
26 Colo.	106	v. People	1236	v. Wadsworth	1651
108 Itl.	1018	r. Purnell	1483	Morris and Clayton's	Case 2297
v. R. Co.		v. Roberts	1911	Morrissey v. Ferry C v. Ingliam	0. 2529
65 Ia.	1976	v. S. M. L. V. C	o. 2442	v. Ingham	688, 951,
59 Mlss.	905	v. Seaward	1862	v. People	962, 1722 609
v. Smead	2410	v. State		v. Wiggins Ferry	Co. 1644
v. Smith	1071, 1072	11 Ala.	2086	Morrison v. Arnold	1406, 1417
v. Steele	1290, 2048	88 Ala.	15, 59, 194	v. Chapin 78	8, 745, 748,
v. State	1000 - 100	81 Ind.	1362, 1431,		1082
12 Ala.	1033, 1452		1439, 1442	v. Cond	. 1219
68 Ala.	¹ 87	117 Ind.	1854	r. Com.	247
51 Ark. 79 Ga.	2164	51 Nebr.	2497	v. Grand T. R. C	o. 1856
2 Oh. St.	1821	56 Nebr.	321	r. Hinton	1680
17 Oh. S		86 Tenn.	524	v. Lennard	498, 811 2552
96 Tenn.		v. Stevens	2050	v. Madison	2552
	385, 1441, 1618	Morgan Co. Bank v. I	eople 1078	v. Moat	2212
81 Tex.	Cr. 364	Moriarty v. Moriart.	2500	v. Myers	1263
	75 S. W. 2230,		278	r. l'eople	2167
	2248	Moritz v. Brough	46, 247, 248 1362, 1738	r. Porter 1651,	1998, 2000,
v. Stone	2498	Morley v. Green	2211	ta D. Co	2008, 2016
v. Terrell	2294	Morly's Case 1374	1405, 1406	v. R. Co. v. State	1164, 1168
v. Townsend	1951	Morrell v. Lumber C	o. 2155	42 Fla.	1450
r. Triplett	1378	v. State	246	40 Tex. Cr.	1450 144, 1722
v. U. S.		Morrill v. Hershfield	682	v. Welty	1202
91 U. S.	2308 2016	v. State		Morrow v. Campbell	2498
150 U. S.	, ,	v. Tegarden	682	v. Canadian P. R	Co 2507
v. Westervelt	1951	v. Tltcomb	1567, 1778	v. Com.	1206
v. Wingate	2384	v. Whitebead	1552	v. Ostrander	788
v. Wright	289, 1196	Morris v. Bethall	377	v. Parkman	1911
Moorhouse v. De		r. Briggs	750, 1555	v. R. Co.	208
Moots v. State	786, 754	v. Callanan	1573	v. Saunders	1858
Morales a State	. 821, 1483	v. Creel	2374	v. State	2079
Morales v. State Moran v. McLarty	2277	v. Davidson	2573	v. Waterous	1951
v. People		v. Davles		Morse v. Blanchard	1152
Moran Bros Co	1013	1 Moo. & R.	1646	v. Brnce's Est.	1978
Moran Bros. Co. 1 qualmie F. P. C	o. 791,	3 C. & P.	2527	v. Crawford	1938
4 aminto E. I. C	1161, 1385	v. East Haven	65, 199	v. Hewett	1651
VOI. IV AN	1101, 1000		3, 905, 918	v. Pineo	923
VOL. IV. — 37		3761			

	Section	1	Section	1	Section
Morse v. Potter	1556	Mow v. People	794		64, 2008,
v. R. Co.	283, 438		15		2016
v. Royal v. State	1076 1974		1878	v. State	206
Morse v. Morse 1006	1910 1912	Moxle Nerve Food Co. a Beach	2212	Mnnkwitz v. R. Co. Mnnn v. Baker	1168
v. Palmer 92	8, 983, 1105,	Moye v. Herndon	2027	v. Baidwin	255 95
	1614		414	v. Godbold	1233
v. Salisbury	1778	v. Moyer	78	Munro v. Callahan	1415
Mortimer v. M'Callai		Moyle v. Congreg. Soc.	1078,	v. Meech	2450
	1215, 1218,		2442	v. Stowe	716, 783
Manatanan	1219, 1223		47, 2069	Munroe v. Godkin	64
v. Mortimer	2067		1647	v. Philips	2111
Mortiock v. Wlilliams Morton v. Barrett	1208 1674	Mudd v. Dilion	2472	Munchower v. State	1040, 1041,
v, Edwin	1852	Mndgett v. Horrell Mndsiii M. Co. v. Watro	1074 ne 821		1476, 1698,
v. Fairbanks	2555		314, 615,	Munson v. Hastings	1704 1125, 1126,
	, 1570, 1587		1, 1873,	Premont of truckings	1127, 1129
v. Heidorn	1302, 2502	-	1908	Mnnyon v. State	680, 2235,
v. M'Glaughlin	1085, 1456	Mnetze v. Tuteur	209	7	2236 , 2239
v. State	1800	Mngge v. Adams	1195	Munx v. R. Co.	2381
Mose v. State	1404	Muir v. Mliier	1738	Murchie v. Peck	2444
35 Ala. 36 Ala.	1484	Mulatto Lucy v. Slade	1676	Murdock v. Hnnter	1513
OU AIR.	836, 855, 1157, 1616,	Mulcahey v. R. Co.	1417	v. Mfg. Co.	1244
	1985, 2071	Mnlcairne v. Janesville	1698, 1951	v. State	882, 413
Moseley v. Dayles	1584, 1588	Muldowney v. R. Co.	1961	v. Sumner 1800	700
v. Eakin	2068, 2836	Mulford v. Mueller	2311	Murieta v. Wolfhage Murphey r. State	n 702 1896
v. Hanford	2444	v. Tennis	581	Murphree v. Senn	233, 689
Moseley's Adm'r v. M		Mnihado v. R. Co.	1158	Murphy v. Backer	21, 877,
	2582	Mnihali v. Faiion	1960	The party of manager	1021
Moseiy v. Carr	2062	Mulicolland v. Harman	2148	v. Carter	603, 607
v. Mosely	803	Muikey v. Long	2525	v. Com. 1003	, 2285, 2336
v. Wingo	2110	Mullaney v. Duffy	1587	v. Ganey	604
Moses v. Cromweii v. Inc. Co.	2354 1947	Mullanphy S. Bank v.	****	v. Hagermann	1993
v. State	2068	Schott Mulian n Inc Co 10	1195	v. Hendricks	25:0
Mochier v. Knox Coli		Mulien v. Ins. Co. 10: v. M'Kelvy	12, 1807 2048	v. Jack v. Loyd	2155 1573
Mosley v. Com.	905	v. McKlm	1028	v. Lyone	1195
v. Ins. Co.	1109	v. Morris	1684	v. Manning	461
Moss v. Anderson	1318, 1651,	v. Pryor	2530	v. Mulgrew	1086
	2143	v. Sackett	2580	v. Marphy	
v. Atkinson	1651	v. Union C. L. Inc. Co		74 Conn.	1890
v. Dearing	1083	v. U. S.	290	Ky., 65 S. W 1 S. D.	7. 234 1
v. State Moetyn v. Fabrigas	580	Mullenback v. Bats	1195	1 8. D.	
brosty ii v. Paurigas	1271, 1380, 2368	Muller v. Hospital Assoc. v. Muller	987 1736	r. Olberding	1198, 1960
(see Fabrigas v. M		Mullery v. Hamilton	2529	v. Orr	2580
v. Mostyn	2468	Mulligan v R. Co	1067	v. People 87 111.	1442
v. Spencer	803	v. Thompson	2068	68 N. Y.	390, 851
Motes v. Bates	923	Mulliken v. Boyce	1195	v. Prudential Inc.	Co. 1947
v. U. S.	21, 1405	v. Corunna	1164	v. State	
Mott v. Dongbty	1518	Mnilin's Estate 678, 281	5, 2390	63 Ala.	830, 857
v. Hicks v. R. Co.	585	Mniilns v. Com.	1018	108 Ala.	194, 1270
Mongbon v. State	571, 1721	Mullia Combon	437	118 Aia.	1957
Monlin v. Daliison	2354 380	Muliis v. Cavins	1676	48 Nebr.	1839
Moulton v. McOwen	571	Muiry v. Ins. Co. Mnlvilie v. Ins. Co.	1947	27 Oh. St.	1072
v. Mason	1210	Mamford v. Gething	2465	41 Tex. Cr. 108 Wis.	1130 987
v. State	194, 988,	v. Sewall	1850	v. Waterhouse	2312, 2498
	1614, 1983	v. Thomas		Murray v. Bethune	1971
Monnee v. Kurtz	2432	v. Tolman	2444	v. Board	1951
Monnt v. Bogert	1062	Mnmma v. McKee	1378	v. Bogue	371
Monnt Adams & E. P.	I.R.	Mnncey v. Sun Ins.		v. Bncbanan	1188, 1195
Co. v. Lowery	2494	Office	1086	v. Cone	1779
Monnt Steriling Bank	1185	Mandy r. Foster	2498	v. Coeter	1062
Mountain v. Fisher		v. Mandy	1511	v. Dublin	1876
Mt. Terry M. Co. v. W	hite 754	Munford v. Green's Adm'r	2487	v. Dnff v. Elston	1681 2200, 2219
			470/		
Mousier v. Harding	613	v. Wilson	1210	v. Gregory	1256

MOR
#ection 4, 2008, 2016 205 1168 255 95 1233
1415 2450 16, 783 64 2111
0, 1041, 6, 1698, 1704 5, 1126, 7, 1129 0, 2235, 6, 2239
2381 2381 2444 1513 1244 82, 413 19, 2570 702 1896 33, 689
21, 877.
1021 03, 607 6, 2336 604 1993 256 o 2155 1573 1195 461 1086 1890 2341 2355 8, 1960 2530 1442 20, 851 1947
1890 2341 2355 8, 1960 2580
1442 90, 851 1947
80, 857 4, 1270 1957 1839 1072 1130 987 4, 2498 1971 1951 371 1, 1195 1779 1662 1876
1, 2498 1971 1951 371
1, 1195 1779 1062 1876 1681 1, 2219 1256

Murray v. Hennes	Section 25		Section		Section
v. Hoboken L	20	00 Mygatt r. Tarbell	30		A.
I. Co.	18	Mynatt v. Hudson Mynd v. Francis Myrhers v. Beltim	928, 111	Ass'n v. 1	Burr 9
v. Milner 14	192, 1495, 200		225		175
v. R. Co.		L. M. & R. Co	222	National Provincia v. Jackson	il Bank
N. H., 54 64 S. C.	Ati. 176	00		National Trust Co	245
16 Utah	246 56	-		Uleason	£04
v. State	207	N.		National Ulster Co	. Bank
v. Supreme Lo	vige 164		1871 1877	v. Madden	786, 738
_	164	6	1671, 1677 2166	Notes Tre	784
v. Toland Mnrrell v. State	107		762		
Murtey v. Allen	27	0 Nachman, re	2289	Naugher v. State	1239
Mushrow v. Grahau	257 m 140		1411	Nauman v. Zoerble	246, 1038 out 786
Musick v. Barney	167		283	Nanmberg v. Youn	g 2431, 2434
v. Ray	912, 138	Nalle v. Fenwick	718 1312	Nave v. Baird	2812
Maskegon v. Lamb	er	Names v. Inc. Co	780	AL PROPERTY.	458
Co. Mussel v. Tama Co	124	Nance v. Callender	1554		682, 1770
Musser v. Hyde		Nancy v. Snell	1947	CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	87 1805 1074
v. State	1359 1079		Co. 1350	Navlor v. Semmes	67, 1605, 197 <u>4</u> 2228
v. Stauffer	2536	Nash v. Classen	1704,	Near v. Erving	1249
Mutter v. Lime Co.	1000		2556	v. Neal	2015
Mutual Ben. Life I	ns. Co.	v. Hoxie	89, 1938		2495
v. Brown	2008,	v. Hunt	1099		1062
v. Hlgginbothar	2016,	v. Minn. T. I. A.	Т.	Neale v. McKinstry Neali v. U. S.	
v. Martin	n 2120 2531	Co.	581	Neally v. Greenoug	b 1000 1106
v. Robinson	1800 9501		1389	and or dicentug	1205, 1190,
Mutual Life Inc. Co		Nashna Savings Ban	k v.		1205, 1207, 1267
v. Boyle	1725	Anglo-American L.	1004	Nealy v. Brown	2534
v. Bratt	1698	Nashville C. & St. L.	R 1684	Nebonne v. R. Co.	
v. Hillmon	1714, 1725,	LO. P. LARWICH	1100	67 N. H. 68 N. H.	1078
v. Jonah	1726	Nashville & C. R. Co	. v.	Nebraska Expos. A	1158, 1921
v. Lenbrie	568, 1988	Carroll	TAPE	v. Lowniev	9498
v. Logan	1459	Nason v. Jordan Nass v. Vanswearing	1278	Nebraska Nat'l Ran	k 2300
v. Selby 266	L 1001 0000	A des c. Vanswearing	en 2222,	v. Johnson	2498
v. Suiter	2018	Nathan v. Brand	2223 463	Needham v. Ide	1988
v. Thomson	1877	v. Jacob	1284	v. Smith Neel v. Potter	586
v. Wisweii Myatt v. Walker	2540	v. Sands	908	Neely v. Carter	1738
Myers v. Baker	2540 2094	Nation v. People	OPA-	v. Shenard	2105 1958
v. Beals	1196	National Acc. Soc'y	. Spiro	Negus v. Keynal	1100
v. Bernstein	1779	78 Fed.	2008,	Nehring v. McMurri	an 270.
v. Browneil	1852	94 Fed.	2016, 2153 1688, 1681		2488 9531
v. Com.	2512	National B. & L. Co. 1	1000, 1001	Nehrling v. Herold (.o. 749
v. Currie v. Kinzie	78	Dnnn	451	Neil v. Childs v. Miller	905, 913
v. Ladd	1086	National Bank		v. Thorn	2180
v. Litte	2476 608	v. Armstrong	2007	Neill v. Devonshire	1890 878, 1593
v. Mnrphy	18	v. Delano	2010	v. Kees	2054
v. People	18	v. Emmitt v. Galiand	2516	Neilson v. Crawford	1074
v. Sarf	2462, 2463	v. National Rank	1674 2287	v. Ina. Co.	1668
v. State 62 Ala.		National Bank of C. n	. 401	v. R. Co.	
	WE!	New Bedlord	1704	67 Conn. 58 Wis.	1415
Fla., 81 So.	770, 1021,	National Bank of Mon	ti-	OO 17 18.	992, 1168, 1943
97 Ga. 969.	1021	Cello v. Hrvant	2579	Nelius v. Brickell	1316, 1513
51 Nebr.	987	National Cash-Register		Nelms v. State	1038, 1448,
7 Tex. App.	2059, 2060	v. Navy C. R. Co.	0, 1960		2354
oo lex.	247	Mational Express & T	1657	v. Steiner 2	9, 288, 334,
v. Taylor v. Toscan	2446	Co. v. Morris	1074	344	1, 944, 2498
v. Weger	2016	National German A.		Nelthrop v. Johnson Selson v. Bank	2109
yers' Estate	730	Bank v. Lawrence 2	238, 2240.		463, 1078, 1335, 1530,
lyerstown Bank v. Roessler	987, 1244	. 9	949 9949		1675
Roessler	944, 2442	National Granite Bank v. Whicher		v. Becker	2312
			1576	v. Blakey	1275, 1680
		3763			

New Jones of the Content of the Co				_		
**A W. Co. 2566 1871, 1807 187	Nelson v. Branford	Bootles L		Section	Nambald a Tamb	
New Hampshire T. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1			ham	05 1799		1008, 1511
Second Co. 116 136			New Hampshire F 1	vo, 1102		
New Hampshire T. Co. v. State 1445 1070 110 Ia. 2384, 2390 171 N. Y. 174 18. 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 177 24 Ala. 644, 1029, 102	v. Evans			2968	Memberry of Carpe	
No. 10 10 10 10 10 10 10 1	liaywood Co.	1860			w. State	
10 10 10 10 17 18 17 18 17 18 18 18	v. Ins. Co					
Mitchell	110 Ia.	2384, 2890				
17 Aia.		661		36, 747,	Newby v. Security	Co. 2447
Mar. Godwin 1564, 1620 1045, 1775 1060 dowlin 1564, 1651 1775 1876 dowlin 1564, 1651 1775 1876 dowlin 1564, 1651 1776 1876 dowlin 1564, 1651 1677 1776 dowlin 1777 dowlin 1777					Newcastle v. Broxto	we 1588.
1046, 1778 New Jersey Case New Jersey Case New Jersey Express Co. v. 766 New Jersey Express Co.			New Haven & H. Co. v.			
## Wester Case 1712 New Jornson 1713 New Jornson 1715 New Jornson 1716 New Jornson 1717 New Jornson 1717 New Jornson 1718 New	24 Ala.				v. Haywood	2515
v. Onelda	Tand Co	1040, 1778	New Jersey Case		Newcomb Drum	
v. Pierce v. Potter v. Potter v. Potter v. Potter v. Potter v. Potter v. Potter v. R. Co. v. B. Saban v. B. Co		1180	New Jersey Express Co.	v.		981, 987,
v. Potter v. R. Co. 38 Ia. 1029 104 Mich. 1066 v. Southern P. Co. 401 v. State 130 Ala., 32 So. 135 Ark. 1329 10 Humph. 2 Swen 1035, 1124, 1750, 1889 104 Humph. 2 Swen 105, 1124, 1750, 1889 105, 1124, 1750, 1889 107, 1889 108 Tex. Cr., 58 S. W. 1732 v. Terr. 1629 v. Wilch 1810 v. Whitfield				780	100	
New Jersey Traction Co. 1022, 1732 1032 104 Mich. 1066 1050 104 Mich. 1066 1050						1244
Second S		1000	Co. v. Suydam 100		v. State	111, 247, 963,
104 Mich. 1666 v. State v		1020	New Jersey Treation Co.		Wamaambla Walaa	1022, 1732
New Jersey Zino & I 124 130 Ais., 28 So. 1750 1324 1329 10 Humph. 2349 1750, 1839.						
Co.v. L. Z. & I. Co. 651, 1284 32 Ark. 1329 10 Humph. 2349 2 Swea 1035, 1134, 1750, 1839, 1840 Tex. Cr., 58 S. W. 1732 v. Terr. 1639 v. U. S. 1941 v. Welch 1907 v. Whitfield 1973 v. People 2351, 3535 Nesbitv. Crosley 1975 v. People 1850, 2893 v. State 3443 Nesbitv. Crosley 1975 v. People 1850, 2893 v. State 3443 Nesbitv. Turner Nector Whether 1975 New York v. R. Co. 1951 New York C. & H. R. R. Co. v. U. S. Radidur Co. 1951 New York C. State Northcut 1975 New York Whork H. & N. R. Co. v. Hunf 1974 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Wille v. Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Hork Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Hork Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1174 New Hork Info Mine v. Newman 1818 New York Northcut 1175 New York I. & W. York I. Co. v. Humf 1921, 1961 New England Bank v. Lewis 1923, 1976 New England Glass Co. v. Johnson 1923, 1976 New England Glass Co. v. Johnson 2516 New England Glass Co. v. Johnson 2516 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New England Glass Co. v. Denedict 1922 New Hork I.						
180 Ais., 33 So. 1760 82 Ark. 1529 10 Humph. 2449 2 Swen 1035, 1134, 1750, 1889, 1750, 188			Con L. Z. & I Co. 84	1 1984	n Deenond	
New London Cred. Syndicate v. Newler 1700 120		So. 1750	169	0 1896		
10 Humph 2349 1750 1889 1805 1144 1750 1889 1805 1145 1807 1807 1808 180	82 Ark.		100			
2 Swen		2849	New London Cred. Syn-	2100		
1750, 1886, 1846 1847 1848 18		1035, 1124,		2444		
Tex. Cr., 58 S. W. 1732 v. Terr. v. U. S. 1590 v. U. S. 1391 v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wolch v. Wood 571 Neison's Etate New Orleans J. & G. N. R. 659 v. Wood 671 Neison's Etate New Orleans J. & G. N. R. 659 New Porland v. Kingfield 1022, 1025		1750, 1889,	New Milford v. Sherman			
v. Terr. v. U. S. v. Welch v. Welch v. Whitfield v. Hold v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Hold v. Hold v. Hold v. Hold v. Wwise v. Lark Newline v. Lark v. Wewline v. Lark v. Newline v. Lark v. Wellord v. Wolson v. Newline v. Hold v. Wolson v. Newline v. Hold v. Wolson v. Hannum v. R.Co. v. Hunf						6 1977 2748
v. U. S. 1397 v. Welch 1807 v. Whitfield 2. Whitfield 2. Whitfield 2. Whitfield 2. Who are shown in the property of the proper	Tex. Cr., 58	S. W. 1732	New Orleans v. Locke		Newgold v. A. E. N.	A.
v. Welch v. Welch v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whitfield v. Whod 871 New Rood 871 New River Mineral Co. v. Roanoke C. & C. C. C. Roanoke C. & C. C. C. Roanoke C. & C. C. C. Roanoke C. & C. C. Row York, The C. Row York, The C. Row York, The C. Row York C. & H. R. Roanoke C. & C. C. Row York C. & H. R. Roanoke C. C. C. C. Row York Dry Dock V. Waston D. 103 Row York C. & H. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. C. C. C. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. A. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. A. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. A. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. A. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. Roanoke C. Roanoke C. Row York R. R. Roanoke C. Roanoke C. C. R	v. Terr.	1620	New Orleans J. & G. N. 1	R.		
v. Whitfield v. Wood v	v. U. S.	1391				
## 1026, 1028, 2536 ## Whittail			New Portland v. Kingfleid	d 1022,		
v. Whotall v. Wood			1020	6, 1028,		
New Nord S71 New River Mineral Co. v. New Nork v. S73 New Nork v. S74 New York v. R. Co. v. S73 New York v. R. Co. v. Lark S74 New York v. R. Co. v. S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark S75 New York v. R. Co. v. Lark v. R. Co. v. Lark v.					Newham v. Raithby	1644
New York V. R. Co. New York V. R. Co. 1945		571				613
New York v. R. Co. 1225		2814, 2884				1177, 2094
Hannum		1789	New York, The			1712
Nepan v. Knight New York Central Ins. V. People 1850, 2882 v. State 1443 Neabit v. Turner 1658 New York Dry Dock V. Watson 1073 New York Dry Dock V. Mackin 923 1671, 1674 New York Dry Dock V. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Hill Nevil v. Johnson 1888 Nevilie v. Northcutt 1654 New York Iron Mine v. Negaunce Bank 1888, 1890 New Malbany & V. P. R. Co. v. Stalicup 1064 New Boston v. Dunbarton 1267, 2522 New England Bank v. Lewis 1207, 2522 New England Bank v. Lewis 1207, 2522 New England Glass Co. v. Loveii 1923, 1976 New York New Albany & V. People 2270 New York New Albany & V. People V		1005	New York v. R. Co.	1225	r. Reeves	
New York Central Ins. Co. v. U. S. Radiator Co. v. U. S. Radia			New York C. & H. R. R.		Newlin v. Lyon	
v. People v. State 1443 Neablit v. Turner 2525 Netter v. Brett 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 Neubrandt v. State 1658 New York Dry Dock v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. v. Newman 1818 New York Machin 923 New Work Ins. Co. 720 Newmark v. Ins. Co. 720 Newmark v. Ins. Co. 720 Newmort News & M. V. Newmort News & M. V. Newmort News & M. V. Newmort News & M. V. Newmort News & M. V. Newport Sase 1238 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & L. Tel. V. Jones 665, 2496 V. Laddiard 1058 New York N. H. & Delate 1651, 1677 New State 1818 New York N. H. & N. R. New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 Newport Sase 1225 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & Delate 1651, 1677 New State 1818 New Hork Ins. 675, 1651 New York N. H. & N. R. New York L. & W. R. New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 New York N. H. & L. Tel. V. Delate 1651, 1677 New State 1651 New York N. H. & H. R. New York N. H. & H. R.		1077		0, 2494	Newman v. Bradley	
Meshit v. Turner 1443 Meshit v. Turner 1658 Meter v. Brett 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. State 1658 Neutrandt v. Covell 1654 New York El. Eq. Co. v. Blair 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1951 New York I. State 188, 675, 1921, 1921,						
New Fork 1084 1085 1086 108		1443		1051		1722
Neuter v. Brett 1658 New York Dry Dock v. Hicks 1651, 1677 New York El. Eq. Co. Neuwan v. R. Co. 2220 Neuvai v. Cowell 1323 New York El. Eq. Co. 1921, 1951 New York El. Eq. Co. 1921, 1951 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1661 New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Find Floor New Find Floor New York El. Eq. Co. New Hilletts 1681 New York El. Eq. Co. New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor New Find Floor N			" Watson		v. 1906	
NeuFrandt v. State S51 NeuFrandt v. State S51 NeuFrandt v. State 1085 New York El. Eq. Co. 18, 675, Neu York El. Eq. Co. 1921, 1951 New York H. & N. R. 1921, 1951 New York H. & N. R. 1187 New Johnson 1888 Neviling v. Com. 111, 247 New Albany & S. R. Co. v. Hunf 1048 New York Iron Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New York Iron Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New York Iron Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New York Iron Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New York Iron Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New Albany & V. P. R. Co. v. Stalicup 1048 New York Life Ins. Co. V. Altkin 2477 v. Johnson 2341 v. Johnson 2341 v. Johnson 2341 v. Johnson 2465 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict New York N. H. & H. R. Co. v. Hariand New York N. H. & H. R. Co. v. Hariand New York N. H. & H. R. Co. v. Hariand New York N. H. & H. R. Co. v. Hariand New Yor		1658	New York Dry Dock	1010	a Machin	
New Hork 1085 New York El. Eq. Co. U. Blair 18, 675, 1921, 1951 New York 1921, 1951 New York 1921, 1951 New York 1888 New Hill Nevil v. Johnson 1888 Nevilie v. Northeutt 1854 New Hork Inon Mine v. New Albany & S. R. Co. v. Hunt 1187 New York Inon Mine v. Negaunee Bank 1888, 1890 New Albany & V. P. R. Co. v. Stailcup 1064 New Boston v. Dunbarton 1267, 2522 New England Bank v. Lewis New York Life Inc. Co. v. Aitkin 2477 v. Johnson 2341 v. Johnson 2341 v. Johnson 2341 V. Lewis New York Life Inc. Co. v. Belcher 1058 New York New York Life Inc. Co. v. Stailcup New York New Ingland L. & T. Co. v. Johnson 2465 New York L. Tel. Co. v. Stailcup V. Stailcup New York L. Tel. Co. v. Stailcup V. Stailcup New York L. Tel. Co. v. Stailcup V. Stailcup New York L. Tel. Co. V. Tengland Co. Tengland Co. Teng			v. Hicks 185	1. 1677		
Neuman v. R. Co. 2220 v. Blair 18, 675, 1921, 1951 1922, 1925 1921, 1921 1923, 1921 1922, 1925 1921, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923, 1921 1923,		1085		.,		
New York 1921, 1951 New Willetts 1681 New York 1888 Nevilie v. Northcutt 1888 Nevilie v. Northcutt 1554 New York 1684 New York 1888, 1889, 1889, 1889, 1889, 1889, New Albany & S. R. Co. v. Huff 1488 New Hork L. & W. R. Co. v. Stalicup 1064 New York Life Ins. Co. v. Stalicup 1064 New Boston v. Dunbarton 157, 1267, 2522 New England Bank v. Lewis 1267, 2522 New England D. M. & W. Co. v. Standard W. Standard W. S	Neuman v. R. Co.	2220		18. 675.	v. V. T. C. S. A	I Co 2110
Nevil v. Johnson 1878, 1414 New York H. & N. R. Co. v. Hunt 1878, New York Iron Mine v. R. Co. v. Carroll 1158 New Holing v. Com. 111, 247 New Albany & S. R. Co. v. Hunt 1048 New York Iron Mine v. Newport New & M. V. R. Co. v. Carroll 1158 New Albany & V. P. R. Co. v. Stalicup 1054 New Boston v. Dunbarton 157, 1267, 2522 New England Bank v. Lewis 1267, 2522 New England D. M. & W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard V. Loveii 1923, 1976 New York N. H. & H. R. Co. v. Denedict 1923, 1976 New England Glass Co. v. Loveii 1923, 1976 New England L. & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Moore New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. State 1807 New England 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & W. R. Co. v. State 1807 New State 1807 New State 1807 New New Pork S. & W. R. Co. v. State 1807 New State 1807 Newport New & M. V. Newport New & M. V. R. Co. v. Lavier 1258 Newsonv v. Lavier 1258 Newsonv v. Holesapple 1215 Newsonv v. Holesapple 1215 Newsonv v. Holesapple 1215 Newsonv v. Holesapple v. Jackson 1226, 320, 1226 New York N. H. & H. R. R. Co. v. State 1288 Newsonv v. Lavier 1225, 320, 1226 New York N. H. & H. R. R. Co. v. State 1288 Newsonv v. Holesapple v. Jackson 1246 v. Lavier 1225, 320, 1226 Newsonv v. Holesapple v. Lavier 1225, 320, 1226 Newsonv v. Holesapple v. Lavier 1225, 320, 1226 Newsonv v. Holesapple v. Lavier 1225, 320, 1226 Newsonv v. Holesapple v. Lavie	Neuvai v. Cowell	9132		1. 1951	v. Willetta	
New Horse 1888 1889 1888 1889 1888 1889 1890 1890 1215 12		1878, 1414		,		
Neville v. Northcutt 1654 New York Iron Mine v. Nevaling v. Com. 111, 247 New Albany & S. R. Co. v. Huff 1948 New Albany & V. P. R. Co. v. Stalicup 1064 New Boston v. Dunbarton 1267, 2522 New England Bank v. Lewis 2128 New England D. M. & W. Co. v. Standard W. Vork, Newf. & L. Tel. Co. v. Jones		1888	Co. v. Hunt	1187	Newport News & M	V.
New Albany & S. R. Co. v. Huff 1943 1944 New Albany & V. P. R. Co. v. Stailcup 1064 New Fork L. & W. R. Co. v. Stailcup 1064 New Boston v. Dunbarton 157, 1267, 2522 New England Bank v. Lewis 2128 New England D. M. & W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Standard V. Co. v. Co.			New York Iron Mine v.			
Dev Albany & V. P. R. Co. v. Stalicup 1044 New Boston v. Dunbarton 127, 2522 New England Bank v. Lewis 2128 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard W. Co. v. Standard Worsted Co. 2465 New York N. H. & L. Tel. Co. v. Robinson 1923, 1976 New England L. & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Rower k. E. L. & P. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe 1416 New York h. R. Co. v. Rowe New York h. R. Co. v. Rowe New York h. R. Co. v. Rowe New York h. R. Co. v. Rowe New York h. R. Co. v. Rowe v. Liddiard 1058 N		_ 111, 247	Negaunee Bank 188	8, 1890	Newport's Case	1238
1945 1946 1947			New York L. & W. R.		Newsam v. Carr	78, 258
New Albany & V. F. R.			Co.'s Petition 259	2, 2598	Newsom v. Holesapp	le 1215
New Boston v. Dunbarton 157, 1267, 2522 v. People 2270 v. People 2270 New York N. H. & H. R. Lewis 2123 New York N. H. & H. R. R. Co. v. Benedict 2143 v. People 2270 New tongland D. M. & V. Selcher 1658 New York N. H. & L. Tel. v. Chaplin 2211, 2307 V. Fay 2437 V. Foot 809 V. Loveli 1923, 1976 v. Thomas 456 v. Ins. Co. 1750 V. Moore 2465 v. Thomas 456 v. Ins. Co. 1750 V. Jackson 1160 V. Moore 1058					v. Jackson	1246
1267, 2522 v. People 2270 Newstrom v. R. Co. 2838, 2341					v. Luster	
New England Bank v. Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis New England D. M. & R. Co. v. Benedict Lewis L. Tel. R. Co. v. Standard New York, Newf. & L. Tel. Lewis V. Chaplin 2211, 2307 v. Fay 2437 v. Fay 2437 v. Fay 2437 v. Foot Row York D. & N. R. Co. V. Jones 665, 2496 v. Harland 2202 v. Thomas 456 v. Thomas 456 v. Thomas New York S. & W. R. Co. v. Jackson 1163 V. Moore New York S. & W. R. Co. v. Liddiard 1058 New York S. & P. R. Co. v. Rowe 1416 V. Rowe 1416 V. Rowe 1416 V. Rowe New York S. & V. Rowe 1416 V. Rowe New York S. & V. Rowe N	New Boston v. Dunbs					
Lewis Lewis Lewis Lewis Lewis New England D. M. & New York, Newf. & L. Tel.	Now Frederic Deak		v. People	2270	Newstrom r. R. Co.	
New England D. M. & New York, Newf. & L. Tel. V. Chaplin 2211, 2307						
W. Co. v. Standard Worsted Co. New England Glass Co. v. Loveii 1923, 1976 New England L. & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Moore 794 New Tra Ass'n v. Mactarish 1947 V. Ruddy 2509 V. Fay 2437 v. Foot 809 v. Hariand 2202 v. Ins. Co. 1750 v. Jones 456 v. Moore 794 v. Liddiard 1058 v. Rowe 1416 v. Ruddy 2509 v. State 1807				2143		
Worsted Co. 2465 New York P. & N. R. Co. v. G65, 2496 v. Harland 2202 v. Lovell 1923, 1976 New England L. & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Robinson New Era Ass'n v. Mactarish 1947 v. Ruddy 2509 v. State 1807	W. Co. n Standard					2211, 2307
New England Glass Co. v. Jones 665, 2496 v. Harland 2202 v. Loveli 1923, 1976 v. Thomas 456 v. Ins. Co. 1750 New England L. & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Moore 794 v. Liddiard 1058 New Era Ass'n v. Maotavish 1947 v. Ruddy 2509 v. State 1807	Worsted Co			2281		
v. Loveli 1923, 1976 v. Thomas 456 v. Ins. Co. 1750 New England L. & T. Str. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Jackson 1160 New Era Ass'n v. Mactarish V. Moore 794 v. Liddiard 1058 Newark E. L. & P. R. Co. v. Rowe 1416 v. Ruddy 2509 v. State 1807			Jones Jones	E 9400		
New England L & T. Co. v. Robinson 2516 New York S. & W. R. Co. v. Moore v. Jackson 1160 New Era Ass'n v. Mactarish 2516 New Ark E. L. & P. R. Co. v. Ruddy v. Jackson 1160 V. Moore V. Rowerk E. L. & P. R. Co. v. Ruddy v. Rowe 1416 V. Ruddy 2509 v. State 1807		1923 1974	" Thomas			
Co. v. Robinson New Era Ass'n v. Macter v. Moore 794 v. Liddiard 1058 New Era Ass'n v. Macter 1947 v. Ruddy v. Rowe 1416 v. Rowe 1807 v. State 1807		1920, 1910	New York & A W D Ca	400		
New Era Ass'n v. Mactarish 1947 Newark E. L. & P. R. Co. v. Rowe 1416 v. Ruddy 2509 v. State 1807			n Moore			
tarish 1947 v. Ruddy 2509 v. State 1807						
			3764	_500	V. Comto	1001

MEL

Beetlen
08, 1511
3477
2231,
3264
1442
1670
9 2083
2447
1586,
1694
2515
1267
81, 987,
33, 1270
47, 953,
22, 1732

31021	
	Sect
Newton v. Tolles Ney v. Mnmme	94 13
Niagara F, Inc. C	13
e. Greene	10
v. Whittaker	12 22
Nias v. R. Co.	90
Nicoolis v. Foster Nicewander v. Ni	23 cewander 12
Nichoi v. Ridiey	
Nichoias v. Austi	n 6
v. Com.	n 68, 238, 36 689, 196 256 28
v. Kershner v. Lansdaie	689, 19
Nicholi v. Jones	201
Nicholls v. Dowd	ne 770.77
	77 107 1585, 158
v. Downes	107
v. Parker v. Roiand v. Webb	1585, 158
v. Webb	250 1862, 151
15	21. 1528. 159
	167
Nichols v. Alsop v. Bardweil L	218
o, Dardwell L	odge 256 256
v. Boston	262
v. Goldsmith	262 162 156 52 108
v. Haynes	156
v. Holgate v. Hotchkiss	52
u Uama	
v. Jones	128 106
r. Kingdom C	o. 127
v. Jones v. Kingdom C v. Nichois 147 Mo. 2 Phillim.	
147 MO.	284
v. Ore Co.	241
v. Ore Co. v. R. Co. v. Ridiey	197 689 166
v. Ridiey	166
v. Kosenieid	2410
v. Stewart	g. Co. 2854
v. Snncook Mf Nichols & S. Co. v.	Char-
iebola	120/
Nichoison v. Burki	120/ holder 2529 1391, 1890
v. Desobry v. Horton	1391, 1890
v. Horton v. Snyder 58	1281
	1852
v. State 117 Aia. 88 Md.	-
117 Aia.	2407
no Ma.	826, 882 1205
v. Tarpey v. Withers	735, 758 1511 89, 377
Nickerson v. Buck	1511
v. Gould v. Morin	89, 377 1557 1236
v. Morin	1557
v. Spindeii Nickle v. Beidwin	1541 1544
Nickle v. Baidwin Nicks v. Rector	1541, 1544 1812, 2166
Nickson v. Thomas	527
Nicks v. Rector Nickson v. Thomas Nicolay v. Mailery v. Unger Nieman v. Schnitke Nies v. Broadhead	1079
V. Unger	1960
Nies v. Broadhead	r 229, 233 792, 794
Nightingale v. Scan	neli 18
Nightingale v. Scan	784
Miland v. Mallan	2245
Nile v. State	1800

		Jan 250.
let	1	Section
1	Niles v. Brackett	Secti 51
8(F. ESDPEO	100
6	v. Hancock v. Patch	134
O	v. Sprague	1975 140
94		1275, 149 1644, 200
45	Nilier v. Johnson Nims v. Johnson	1644, 20t 200
18	Nims v. Johnson	211
86	Nininger v. Knox	162 250
18		
33 88	Most of Twandsh	116
19	Nichimura Ekiu v. I Nix v. Giimer	J. S. 185
9	v. Hodden	169
2,	Nixon v. Beard	169 189
3		208 581, 98
2	v. McKinney	581, 98 230
88	v. Mayoh	230
В,	" State	, 1003, 418
ĭ,	v. McKinney v. McKinney v. Mayoh v. Porter 1511 v. State Nosii v. Angie Noble v. Epperiy v. Kennoway v. Martina	84 194
5	Noble v. Epperiy	244
4	v. Kennoway	879
5,	v. Martins	879 140
8,823	v. Martins v. People v. R. Co. Nobles v. State	181
9	Nobles a State	28
õ	Nobiesville & E. G. I	85
092	27. (1180	EAG
2	Nobiitt v. Durbin Nodin v. Murray Nodie v. Hawthorne	1779
6	Nodin v. Murray	1284
6	Nodie v. Hawthorne	1779
8	Noel v. Dickey	1779 1284 1779 922, 923
0	Nodie v. Murray Nodie v. Hawthorne Noel v. Dickey Noel, Motion of Nokes v. Milward Nolan v. Pelham v. R. Co. Noland v. R. Co. Noland v. Harden	
1	Noisn & Polham	1644 1196
	v. R. Co.	987
	Noiand v. R. Co.	455
1	Noien v. Harden	2285, 2336,
3		2341
1	v. State	821
1	Nolin v. Parmer Nolley v. Holmes	660, 791
	Noonan r. lisiey	660, 791 1586 716, 1943
	v. Mining Co.	18
	v. State	
)	1 Qm & M	1776
	Norberg v. Plummer Nordon v. Defries Norfleet v. Com. Norflet v. Nelson Norfolk v. Gaylord	1976
ł	Norden a Defrice	1078
	Norfleet v. Com	2319 1750
H	Norflet v. Neison	1225, 1651
	Norfolk v. Gaylord	2276, 2279
1	v. Germanie	209
1	Norfolk's Divorce Suit	932, 1982
1	Norfoik R. & L. Co. v	
1	Corietto Norfolk & C. R. Co. v. Lnmber Co. Norfolk & W. R. Co.	1976
ı	Lumber Co. Norfoik & W. R. Co.	1078 1951
ı	Norfoik & W. R. Co.	1010, 1001
1	v. Hoover	249, 250
	v. Prindie	613
1	v. Reeves	719
1	Norma, The 750 Norman v. Beamont	, 751, 1530
1	Wentucks Beamont	2352
	v. Kentucky Boar	d 1850, 2592
	v. Morreil	9094 9097
1	v. Norman	2444
	Ama-	

8(Norman v. Weils Norman's Will Normansiaw v. Norm shaw	Section 668, 194	k
V V	Norman's Will Normansiaw v. Norm	689, 198	Ä
71	shaw Norris v. Cargill		
2 34 14	r. Clinkscales	189 16, 1194	
H	n Crandell	940	į
13	v. Crandali v. Hall	714, 102 157	
1	v. Haverhill	172	ī
4	v. Le Neve v. Monen	1670 1880	U
0	v. Haverhill v. Le Neve v. Monen v. Russell v. Spofford	188 1195, 121	9
9	v. State	89	
8	16 Aia. 689, 87 Ala.	1934, 1988	3
77178	8 11umph.	2849, 2854	1
7	North v. Drayton	1196, 1266)
8	North v. Drayton v. Mailory North American Acc. Ass'n v. Woodson North Austr. T. Co. v. Goldsbeensk	18	5
2 9	Ass'n v. Woodson	682, 1750)
9 7	Goldsborongh	1263	3
7	North Bank v. Abbot	1521	,
1	North Brookfield v.	1531	
9	Warren	496, 1503	ļ
9	North Chesinire & M. B	1921	
9	r. Monka	o. 1696	
3	North Chicago St. R. C	o.	
)	v. Anderson v. Dudgeon v. Kaspers v. Louis	961 966	
5	v. Kaspers	481	
5	v. Louis	2507 2203	
i	North Durham Case	2215	
ı	v. Louis v. Zeiger North Dnrham Case North Pacific L. Co. v. S. M. L. & M. Co. North Pennsylvania R. v. Bank	W. 1078	
	North Penusylvania R. v. Bank	Co.	
П	North Stonington v. Sto	2494	
1	ington	1777	
	Northampton Co. v. Inn Northeastern Nebr. R. Co. v. Frazier Northern Line P. Co. v. Shearer	es 2203	
	Co. v. Frazier	714, 1943	
1	Shearer	614	
1	Northern Mo. R. Co. v. Akers		
1	Northern Pac. R. Co	1961	
ı			
ı	v. Hayes v. Keyes 1280, 18 v. Peterson	21, 000 530, 2208	
I	v. Peterson	2552	
l	v. Rogers v. Uriin 770, 17	456 719, 1951	
П	n Hiltman	0444	
	Northfield v. Plymouth	2444 19, 2159	
	27. V OPENIPO	2083 1807	
1	Northington v. State Northrop v. Haie	1409	
	v. Hatch 9	87, 2223,	
1	v. Knowles 166	87, 2223, 256, 2279 08, 1645, 59, 2167	
I	2083, 21	59, 2167	

	Section	m i			
Northrop a. Wright	1311, 182		0.	Odlama w William	Sertion
161	8, 2187, 214	i	- Secti	Odiorne v. Winkle	y 686, 991
ATOPURTUD P. MACKAD	1 196	7 Oakes v. Finley	18		
Northnmberland Co		p. Hiii	16		1900
v. Clament	195	v. U. 8.	16		82, 1871, 1890 1576
Northwestern M. L.	I. Co.	- WE	190	offutt a. Expos. Co	. 1076). 2494
v. Sun Inc. Office	1164, 116		RS.	O'Oara v. Eisenich	2083
Northwestern R. Co		Oakland P. Co.	r. Hilton 186	Ogdan v. Dodge Co	. 1085, 1778
Northwood r. Keati	1021	UNKNOY U. DIALO	119		2201
Norton v. Moore	ng 2526 1938, 1978		96, 126	8 v. Illinois	660, 1977
v. Parsons 77	9, 1969, 2007	Oatis v. Brown	1086, 285		1966
v. Pettibona	1082	Oats v. U. S.	96		1819
v. Warner	63, 78	C APPER OF STREET	nder 235		1804
v. Willie	468	I can or Caraott	187	1 v. Pelaski	886
Norwall v. Onry	1889	Court of Diegit	153	9 O'llagan v. Dillon	655, 777
Norwalk v. Ireland	747		ing Co. v.	O'liagan's Will	1512
Norway, Tha Norwegian Plow Co.	803		215		1350
Norwegian Plow Co.		Obernalta v. Ed			682
v. Hanthorn	1044	O'Blenie v. State	gar 77		
v. Munger	2158	O'Boyia v. Com.	897 1449 179	o onio e. minenman	1681,
Norwood v. Oreen	1651	v. State	206	Ohio Inc. Co. v. Nu	2678
v. Kenfield	1712	O'Brian v. Com.	187	5 machar	
v. Marrow 233	, 1740, 1938	O'Brien, re	224		1245 Etch
Norwood & B. Co.		O'Brien v. Com.	36	B barn	
a. Andrewa	928	v. Flynn	2054		1951
Nossaman v. Nossam		v. Keefe	1270, 1871		2494
Nostman w Hallidan	2505	v. La Crosse	2220	v. Heaton	688
Nostrum v. Halilday	1280	v. Look	1961	v. Stein	700
Nourie v. Theobald Nourse v. Finch	1951	v. O'Brien	2118	Ohlo, etc. R. Co. v. 1	Ridge 2672
v. Nourse	2475	v. Peopla	1936	Ohlsen v. Terrero	770, 774
v. State	1777	v. Spalding	2303, 2314,	O'Keeie v. U. S.	1684
Noverre v. Noverre	2059 2067		2816	Uknu v. Kajaikawah	9497
Novotny v. Danforth	1890	v. Stambach	786		
Nowack v. R. Co.	280	v. State		Robinson Co.	463
Nowell v. Chipman	1078	125 Ind.	2265		1881
v. Wright	1951	Nebr. 96	N. W. 1079	Oldenburg v. Oregon Sngar Co.	
Nowian's Case	1712	O'Bryan v. Allen		Sngar Co.	1008
Nowlin v. Burwall	2141	96 Mo. 108 Mo.	1842	Oldenburg's Goods Oldham v. Com.	1674
Noyes v. Belding	1890		7 Paul 7	Oldham v. Com.	1873
v. Brown	1628, 1959	Ocean S. S. Co. v. Ins. Co.		Olds v. Congor	1195
r. Oardner	252	v. Wilder	2463	v. Powell	1777
v. Mareton	2887	Och v. R. Co.	2110 2509		283
v. Morrill	1082	Ochsenreiter v. El		Oleson v. State	1135, 1186,
v. State	580	O'Connell v. Cox	ev. Co. 571 1565, 1777	n Talfand	1188, 2061
v. Tootle	1013	v. Dow	582, 987, 1304,	Oliphant a Forman	1961, 1976
Nueva Anna, The	2566	13	352, 1890, 2421	Oliphant v. Ferrant	1219, 1680
Nagent v. State 13	3, 923, 987	p. Walker	1875	v. Liversedge	2066
Nunes v. Perry	702	O'Conner v. Inc. C	o. 616	o. Taggart Olive v. Adams	1312
Nurse v. Bnnn	3122	Connor, re	2475	v. Gwin	1208, 2218
Nussbanm v. R. Co. Nusscar v. Arnold	1018	O'Connor v. Amer	ican	v. Olive	1681, 2164 1876
Nutail v. Brannin	0.5	I. M. Co.	1389		
Nuta v. Nute 728.	1195, 1258	v. Dunn 18	24, 1567, 1665	192, 19	6, 290, 783, 949, 988
126, 1	037, 1040, 1041, 1043 061, 1133,	v. Madison	689, 1988	Oliver v. Oray	2117
Nutter v. O'Donneii 1	1041, 1043	v. Malone	1644	a. Haywood	2257
Traves t. O Donnell	1079 1074	v. Marjoriban	ks 2228,	v. Morawetz	377
v. Rallroad	1010, 1014		2232, 2287	v. Pate	258, 988,
v. Ricketta	571	v. Traction Co). 9500 i		2296, 2327
Nutzmann v. Ins. Co.	1163	O'Connor's Estate	1067	v. Persons	1188, 1651,
Nye v. Daniels	2375	O'Connor M. & M.	. Co. v.		1676
v. Dibley	- 4 4 -	Dickson	2498	v.R. Co.	
v. Oribble	1225	Odeil v. Culbert	1561	Ky., 32 S. W 170 Mass.	1888
v. Lowry	1648	v. Koppee	935, 1817,	170 Mass.	681, 682
v. Merriam		Iden a State	1818, 1820	65 S. C.	1387, 1719
v. Otia	2097	Oden v. State	247, 1807	v. State	
v. Spencer	1064	v. Stubblefield	261, 1778,	17 Ala.	293, 1442
v. Thompson		Idioena u Bass-	1779	38 Fia.	363
	1414	Odiorne v. Bacon	782, 1186	106 Ga.	98
		3766			

> 1245 1951

463 1681

1003 1674 1873 11196 1777 283 5, 1136, 18, 2001 11, 1976 9, 1680 2006 1312 8, 2218 1, 2164 1876 0, 783, 49, 988 2117 2257 377 58, 988, 6, 2327 1, 1676

1888 81, 682 7, 1719

TABLE OF CASES.

	Berties	1	Section		
Olleman a. Kilgore	1220	Ordway a. Haynes	791, 794		Bection
Olmstead v. Miller	2007		170	Osterhout v. Shoeme	ker 1671,
v. Webb	1873, 2812	Oregon Pottery Co.	a Kern 716		2341
	9314		90		
a. Wineted Bank	900, 907	Oregon 8. 8. Co. v.	Otle 96		1205
Olmeted v. Gere	509, 081,		1986 1991	v. Leigh	2517
	1961	Orient Inc. Co. v. D O'Riley v. Clampet Orland v. Farrell	1200, 1201	Otay v. Hoyt	
Oleen v. Andrews	199, 221	O'Riley n Clampet	1066 1969	2 Jones L.	461, 570
v. Lantalum	208 9554	O'Riley v. Clampet Orland v. Farrell	0100	3 Jonas L.	2008, 2016
v. N. P. Lumber (o. 1163		2108 2281	Oria a obsuces.	614, 615
v. R. Co.	1976	Ormond v. Hutching	840)	Ottawa v. Gillland	2220
v. Rogers	878			v. Perkine	1850
	1002, 2061		2122 1956	A THE PERSON NAMED AND POST OFFICE AND PARTY OF THE PERSON NAMED A	P.
v. R. Co.	1976	O'Rourke v. O'Rous	1900	-m a mi comi 484	451, 1943
v. Swanson	1779		ke 1010	01 01 00 01 11	. R.
Olson Co. v. Brady	2579	Orr v. Cox	1442 2936		1943
Omaha z. Jansen	1404	v. F. A. W. & C	2000		lason 715
Omaha Bridge Cases	1876	V. Z. A. W. & C		Otto v. Trump	1213,
Omaha L. & T. Co. v.	2010	v. Iladley	748		1269, 1273
	561, 1263	v. Lacey	1873, 1888		2440
Omaha Nat'l Bank v.	001, 1000	v. Morice	529	Ouidas v. Stata	890
Thompson	944		1297, 1208	Outlaw v. Hurdle	2016
Omaha Sonth. R. Co. v	0.23	B. R. Co.	728	Ontram v. Morewood	1585
Beeson	792, 796	a. State		Onverson v. Grafton	1961, 2507
Omaha St. R. Co. a.	100, 100	107 Ala.	1021	Ovenston v. Wilson	702.
Elkine	1404	117 Ala.	1951, 1974		1994, 2153
". Emmineer	1168	Orser v. Orser	1302	Over v. Schiffling	17, 581
v. Emminger Omaha & R. V. R. Co.	1 100	v. Vernon .	1311	Ovarall r. Overall	1904
Krayanbuhl	1018	Ort v. Fowlar	2012, 2016	Ovarend v. Superior C	ourt 2271
v. Walker		Orthwain v. Thomas	2527		2276
O'Mara v. Com.	1168	Ortez v. Jawett	1021	Overstreet r. State	1620
O'Malley v. Com.	1976	Ortiz v. Stata	852, 702,	Overton v. State	2239
Ombons a TY O Mark	655		794	v. Tyler	2443
Omberg v. U. S. Mut.	1000	Orton v. McCord	2303	Ovarton's lielrs v. Day	ria.
	1722	Orton's Trial; see R	. 0.	son	378
O'Mellia v. R. Co.	1698	Castro.		Overtooin v. R. Co.	736,
Omlchund v. Barkar	29, 1174,	Osborn v. Bell	1387		1013, 1327,
1193, 1268, 13	06, 1809,	v. Black	603		1329, 1977
1481, 1645, 16	74, 1676,	v. Gny's Hospita	2414	Owen v. Barkedale	1664
1817, 1818, 18	82, 2138	r. Harron	1911		
Onbie's Case	2290	v. London Dock	Co. 2:88.	v. 207 to	1271, 1678,
Ondardonk's Trial	. 2082		2271	v. Brockschmidt	1684
O'Neal v. McKinna	1196	v. Robbins	581	v. llenderson	613
	66, 2088	v. Simerson	451	v. Mining Co.	2463
O'Neale v. Walton	745, 748,	v. Vickers	2220	v. Owen	797, 2024
OD	759	Osborne, re	2568		2067
O'Nail v. Attorney-Gene	rai 6	v. Beli	461	o. remont	1404, 1668,
v. Hanscom	1974	v. Detroit 28	8, 438, 457,	v. State	2594
v. Mining Co.	882		1156, 1158,	v. Thomas	2336, 2841
a. R. Co.	1961	200,	1160, 1824		1195, 2105
v. Vanderburg	1085	v. Hargreaves	986	Warburton	2852, 2353
v. Weet Branch	252	v. O'Reilly	1896	Owane v. Dawson	1065
O'Nelli v. Lowell	950	v. State	1339	v. Frank	2286
r. Read	1053	v. Tunis	9141 9144	v. Gentry	1890
Onondaga Co. Bank v.		Osbourna v. Hosiar	2141, 2144	v. Lancaster	1960
Bates	1635	Osbarn a. Stalay	2018 1350	v. Owans	
Outcolt v. Lndlow		Occanyon a Arms Co	1000	81 Md.	2364
Opinion of the Justices	1350	Oscanyon v. Arms Co		14 W. Va.	678
Oppenhalmer v. R. Co.		Osgood v. Chicago	2594	v. R. Co.	2220
Orange Belt R. Co. v.	1100		487, 1164	v. Stata	
Craver	714	v. Contes	1257, 1778	67 Md.	747, 748
Orange Co. F. E. v.	/17	v. Dewey	2010, 2024	68 Miss.	1398, 1404
Hubbell	944	v. Manhattan Co.	1081,	Miss., 83 So.	967
Orchard v. Collier		Olehan II. D. G	1086	Owings v. Hull	225, 2578
Orentt v. Cook		O'Shea v. R. Co.	2446	v. Low	736, 747, 1536, 2222
Ord v. McKee	616	v. Wood	1859, 2294,	1	536, 2222
v. Nash 18	1225		2311	v. opeed	074, 1661
v. Ord		Oskamp v. Gadedan	669	v. Ulery	1275
Ordinary v. Thatcher	1085	Osmun v. Winters		v. Wyant	1244
Ordway v. Cores	2420	25 Or.	1770	Owaley # Greenwood	0104
Craway of Cope :	1681	30 Or. 401,	2008, 2016	Oxford Co. v. Spradley	1966

	0				
Oxior v. U. S.	979, 967	Paine v. Track 122	5. 1218, 1667	Parker v. G. P. R.	Co. feetien
	2614	v. Woode	791	2. Goldsmith	1779
Ozshoor v. Watt	1224	Painter v. Ilali	1640, 1677	v. Haworth	1995
Oyler v. Dantoff	746		1188	v. Hookine	1818
		v. People	106, 216, 307,	v. Lovejey	820
P		Paieley v. Balpes	400, 1157 1290		1084
	•	Palermo, The	2819		1600
Pabet Brewing C	0.	Palethorp v. Furnie		gnidelde	Co. 468
v. Lueders	1075	Palmer v. Ayleebur	1406, 2111	P. tate	
Pace v. Dutton	1000	v. Crowle	2264	P. tate 77 Ala.	2086
Pace v. Com.	2277, 2606 2319		2476	1 ao 1mg.	106, 987, 1750
Paceg v. R. Co. Pacheco v. Mfg.	Co. 199	v. Dann v. Glibert	2054 2118	67 Md.	1842
Pacific Coast B.	Co. w.	v. llartford D.		61 N. J. 40 Tex. C	2372, 2612
Dugger	2446	** ************************************	1124	v. Steamboat	
Pacific Coast 8. (Co. v.	v. Inc. Co.	2416	v. Thornton	2355
Bancroft-White	ey Co. 748		1196	v. U. S.	162, 1839
Pacido Express C		v. Love	1674	v. Walden	1062
Pacific Gold Co. :	1706		1871	v. Way	2063
lleorn	1018, 1014	v. McDonald	1141	v. Waycross &	
Pacifio R. Co.	1010, 1011	v. McLear v. Palmer	762	v. W. William	2146
v. Governor	1850	22 N. J. Eq	. 2046	Parkerson v. Burke	1842 2169
v. Selfert	1850	162 N. Y.	2606	Parkburst v. Berde	11 2836
Pack v. Barton	1350	v. R. Co.	987	v. Hosford	1938
Packard v. Dunen		.v. State .	2854	v. Ketchum	78, 209, 928
v. HIII	1684, 2110,	v. Stevens	1652	v. Lowten	2255, 2311
v. Richardson	2164 529, 1625	v. Trower	1006	v. Masteiler	1978
Packer v. Gonsalu		Palmore v. State	A9 946 947	Parkin v. Moon	778, 774
v. U. S.	841, 1078	Pancoast v. Graham	63, 246, 247 1738	Parkins v. Hawkeh	AW 1063,
Packet Co. P. Clot	ngh 6	Pangborn v. Ins. Co.	1199	Parkinson v. Atkir	1518, 280d
Paddock v. Forres		v. Young	1860	v. Francis	1644
v. Salisbnry	73	Pannell v. Com.	678	e Peorla	857
Padgett v. Lawren Paducah v. Allen	1082	Panton v. Williams	2554	Pathleon : 1 arkie	
	463 04, 1736, 206 2 ,	Pape r. Wright	928	Parks v. Boston	1168, 1800,
	2528	Papendick r. Bridge	1478, 1476	v. Caudle	2670
v. Beach	1968	Papet v. R. Co.	1652	v. Hazeirigg	2098 2456
v. Burnetine	6	Paquete Habana, Th	0 1007	v. Johnson	2281
v. Homane	1997, 2004,	Paradise v. Ins. Co.	1965	v. State	
. Kanhan	2015, 2026	Parcell v. McReynol	de 2237	105 Ga.	1442
v. Kankey v. Knighte & l	1890, 1893 Ladies 1223	Pardee v. Lindley	1196, 1226	20 Nebr.	1868
v. Mann	1518	Pardoe v. Merriti Parent v. Nashua Mi	2536	50 N. J. L	. 367
v. Page		v. Walmsly's Ad	m're 2572	Parlin & Orendorff Hutson	
51 Mich.	2220	Parish v. Baird	1976	Parmelee v. Thom	530 , 1352
15 Pick.	1192	r. Fite	1878, 1880	Parnell v. Wood	1223
v. Parker	571, 769, 772	v. Gates	2812	Parneil Commission	
v. State v. Stephens	681	v. Pearsons	1681	Proceedings 664, 787, 9	788, 780, 782,
v. Wiseeler	291 2349	Park v. Cochran v. R. Co. 20	1225	787, 9	06, 991, 1079,
Paget v. Birkbeck	1078	Park Bros. & Co. v.	6, 249, 1616	121	4, 1 26 0, 1368, 0, 17 5 7, 1807,
Pagett v. Curtis	2579	Blodgett & C. Co.	2417	108	U, 1797, 1807, 1 1994 1017
Paige v. Cagwin	1090, 1083	Parke v. Blackiston	66, 78, 76	209	1, 1884, 1917, 4 9094 2000
v. Carter	745, 748, 761	v. Smith	529	211	4, 2094 , 20 09, 9, 2125 , 22 86,
v. Keliey	1943	v. State	2100		2374
r. Loring	1243	v. Williams	1680	Parr v. Gibbone	1195
v. O'Neal v. Willet	1086 2590	Parker v. Bond	1078	v. Seames	2352
Pain r. Beeston	1087	v. Brown v. Carter 2294.	770	Parret v. Craig	1777
r. Farson	614	v. Chambers	, 22 97, 28 17	Parrish v. Thurston	581
Paine v. Aidrich	1934, 1938	v. Cleaveland	1651, 1678	Parrot 8. & C. Co.	1862
v. Boston	463, 1971	v. Coburn	392	Parrott v. Com.	1157
v. R. Co.	1684	v. Com.	987, 1842	v. Thacher	2058, 2349
v. Schenectady		v. Donaldson	1556	Parry v. Libbey	1779
v. Tilden	2573	v. Dndiey	18	v. May	1200
v. Tituen	1106, 1108	v. Englow	2220	v. Walser	1196, 1273
		3768			

1862 1157 2349 1779 1200 1273	, 782, 1079, 1368, 1807, 1917, 2009, 2286, 2374 1196 2352 1777 581	1352 1662 1223	1442 1858 367	2146 1842 2100 2336 1938 9, 928 9, 928 9, 928 1063, 2306 2203 1644 257 2050 2670 2098 2466 2281	2006 , 1760 1842 , 2612 867 1974 2366 , 1839 1062 2063	Section 770 1779 1936 1313 629 1044 2483 1600 458	oxi
		ı	ı				

		* ALDINE UP	CABES,		
l'arcone v. Copelai	nd 100		Beetle	•1	Section
v. Huff	ud 100		reon 22		1890
36 Me.	770, 774, 77	7 v. St. Clair	140	Poak v. State	1440
41 Me.	770, 774, 77	Patteson v. R. Co. Pattilio v. Alexan Pattison v. Norris	194, 98 484, 250 der 288	Peake v. Stout	1966
v. Ins. Co.	786, 747, 197	6 Pattillo v. Alexan	der 260	Pearce v. Foster	2319, 2823
v. Parsone		Patticon v. Norris	106	B II Manne	1829
06 Ia.	1788, 197	a i a mersa a. Molabiolo	ok 241		1200
48 Mo. 1 Vec. Jr.	138	Patton v. Allison	178	V. UPBOLY	21 406
v. People	246		1640, 171	v. Whale	2626
v. Phippe	607, 61	v. Dyke v. Goldsborou	1771	Pearcy v. Dicker	1312, 2698
v. Purcell	125		gh 1085, 113	5 I l'eari v. Allan	1312, 2608
v. State	206	v. llamilton	1890 1554		1001
Parsone City v. Li	ndeay 195				1698
Parsons Water Co.	0.	v. State	418, 660		1828
Knapp	194	B	1167	Pearson v. Fletche	2291, 2294
Partee v. Silliman	521		2:136		97 2307 818
Parton v. Cole	244	Patton's Adm'rs ".	Ash 1521	v. Lemaltra	400
Partridge v. Coates v. Fors, th	1200 2068 2669	Paty v. Martin	663, 728		709
v. Strange	2007	Patzwald v. U. S.	2497	v. Spartanbur	g Co. 458
v. Strange Paschal v. Fores	1280 1061	Paul v. Leavitt	2240	v. Wheelar	654
	1289, 1061 2169, 2167	v. Paul	1266	W. Wightman	785, 747
Pasley v. Richardso	38 164H 177H	v. State	987 2071	12	202, 1306, 1511
Paserie Co. v. Stev	eneon 1350,	Paulette v. Brown	1010	Peart v. Taylor	1256, 2105
	2502	Paulk v. State	166, 1184		1860
Pr: more v. Paseme	ore's	Paulsen r. Hall	616		2106
Estate	1978, 2827	Paulson v. State	104, 868, 792,	A. Catalita	290, 1010, 1013
Patch v. Boston v. White	463		987, 1270,	Pease Piano Co. v.	Cam.
Patchin v. Ins. Co.	2471, 2477		2081, 2115	eron	763
A WICEIM V. 148. CO.	1029, 1040, 1041			Peasiee r. R. Co.	291
Pate v. Joe	1611		1072, 1086	v. Robbina	233
v. McConnell	1961		2008	Peary v. Stata	579
v. Peopla	702, 2008.	Pawashick, Tha	1220, 1001	Peay v. Cappe	2141
	2016, 2027		1225, 1651 1684, 1697, 1708, 2578	v. Picket	1194, 1196,
Patek v. Waples	2449	Pawiing c. U. S.	3408	Penzier v. Stata	1224, 1226
Patent Type Found Co. r. Lloyd	lng	Paxton v. Douglas	2260, 2268,	Peck v. Abba	2497
Co. r. Lloyd	1862		2269	v. Brewer	1544 2854
Patillo v. Alexander		r. Dye	1108	v. Calinghan	2016
Patman v. State Paton v. Ormerod	951	v. Price	1578	v. Clark	1867
l'atrick v. Crowe	1062, 1078	v. State	1066	v. Farrington	1289
v. Gibbs	1681	Paxton's Case Payne v. Com.	2264	v. Hutchinson	1693
v. Graham	18	v. lbbotson	246	v. Lake	762
v. Jack	1552	e Long	754, 763 1378	v. Parchen 12	63, 1682, 1668
v. Nance	1680	v. Long v. McCormick I	Tan. 10/0	v. Fiarce	1539, 1555
Patriotic Bank r. Co	ote 1245	veeting M	Co. 2581	v. R. Co. v. Ritchey	1976
l'atten v. Cillay	2500	v. McKinnay	1651	v. Ryan	1018, 1037 1072, 1078
v. Farguson	1362, 1773	v. Ormond	2141	v. fimall	1978
v. Glover v. Inc. Ace'n	2308	v. Stata		v. State	1910
v. Moor	2384	60 Ala.	247, 1087	2 Humph.	318
v. People	2317 1021	66 Ark. 57 Miss.	1667	86 Taun.	1476, 2277
r. Poulton	1786	07 Miss.	1781	v. Tingley	1960
v. Rambo	287	61 Miss. v. Treadwell	1435, 1447	v. Valentine	750, 753, 754
v. U. S.	658	v. Tresevant	2572 529	Pecker v. Sawyer	529
Patterson v. Cole	2882	Paynes v. Coles	2123	Peckham v. Potter	1084
v. Colebrook	1976	Payson v. Everett	1690, 1698,	Peddy v. State	1405
v. Collier	2143, 2584		1704 9010	Pedigo v. Com. v. Grimes	177
v. Com.	2071	v. Good	1049, 1058,	Pedier v. Palge	2215 1913
v. Dallas v. Fagan	1180, 1226		1082	Pedier v. Paige Pediay v. Wellesley	2280, 2 4 2
v. Gaines	1888, 1884	Peabody r. Denton	1010	Peek v. Boone	200.
v. Hansel	7 1851	v. Hawett	1082	Peele v. Ins. Co.	1072
v. Hickey	7, 16£1 1736, 1737	e. Norfolk	3212	Peeples v. State	. 692
v. Jones	1651	Peace v. Head	1220	Peer v. Ryan	568
v. Linder	1205	Peaceable v. Watson Peacock v. Cooper	1300, 11101	recriess. The	576, 1709
v. Mining Co.	2447	Peacock's Case	456 785	Peerless Mfg. Co. v.	444
		a769	100	Gates	1969
		aroy			

-	Section	1
Peery v. Peery	1788	Pennsylva
Peet v. Dougherty	530	Murphy
Pefferling v. State	1135, 1136,	Pennsylvs v. Boo v. Brt v. Cor
Pegg v. Warford	1188 13, 18	v. Boo
Pegram e lashell	1605	r. Dri
Pegram v. Isabell Peiffer v. Lytie Peirce v. Kile	2386	v. He
Peirce v. Kile	2509	V. Ale
Pelamonrges v. Clark	772 1389	v. Lye
3	1988, 1958.	r. Pag
	1988, 1958, 1963	r. Str
Pelican Ins. Co. v. Wi	il-	Pennsylva
kerson	1339	Pennsylva Co. v. B
Peli v. Daubeny	2201, 2202	Penny v. I
Pelletreau v. Jackson		Pennypaci Penobscot
D	1321	
Pelton r. Schmldt	1062	Lamson
Peitz v. Clarke	1225, 1651	Penobecot
Pelzer v. Cranston Pelzer Mfg. Co. v. Ha	1542	Bartlett
hung Unomen T	m•	Penrice v.
burg-Bremen I Co.	2855	Penrose v.
r. Sun Fire Office	e 1947	Penruddoc Pensacola
Pember v. Mathers	2047	Schaffer
Pemberton v. Pember		Pentecost
Pombostonia Coso	1790	1 Girecost
Penarth Harbour D. &	kR.	Pentz v. In
Co. v. Cardiff W. Co	. 1859	People r.
Pence v. Com.	389	People r. Abb
v. Dozier	987	
Penarth Harbour D. & Co. v. Cardiff W. Co Pence v. Com. v. Dozier v. Waugh Pandleton W. Wood	1041, 2315	
Pendleton v. Weed Pendock v. Mackinde Pendrell v. Pendrell	2118	v. Abb
Pendock v. Mackinder	r 520	v. Ada
l'endrell r. Pendrell	68, 1026,	18
Bonow a Cilliand	2068	. 17
Peney v. Gilliland Penn v. Hartman Penn M. L. Ins. Co. v. M. S. B. & T. Co	2373 2159	v. Alı
Penn M I Inc Co	2109	v. Ah
" M S R & T C	. 302,	v. Alı
1. 11. 5. 1. W 1. C	821, 1946,	v. Ah v. Ah
	1947 2537	v. Ah
v. Wiler 1719,	1947, 2537 2384, 2390,	v. Ah
	2391	v. Ah
Penn Tobacco Co. v.		v. Ah v. Ah
Leman	2468	53
Pennei v. Weyant	1512, 1680,	56
Pennell v. Meyer	2111	60
Penniman v. Hill	1840, 1841	v. Alde
v. Jones	1856	v. Aliv
Pennington r. Com. v. Schwartz	987	v. Aiie
Popparis a Berry	1226	v. Altr
Addle 1 5	2000	v. Aito
Pennsylvania v. M'Ke Addls. 1, 5 Addis. 35	2066 1994	
v. Robertson	246	v. Am
	2237, 2239	v. Ama
Pennsylvania Coal Co		v. Ame
Pennsylvania Coal Co	791	v. And
Pennsylvania Co.	437	26
v. Boylan	664	89
v. Bridge Co.	1078	10
v. Conlan	1010	v. Ang
v. Files	1721	v. Ang
v. McCaffrey	1530	111
v. McCann	2509	v. Arm
v. Marion	2388	v. Arne
v. Newmeyer	944, 2220	15
v. Conlan v. Files v. McCaffrey v. McCann v. Marion v. Newmeyer v. R. Co. v. Watson	818	11
v. Watson	454, 456	43

nsylvania Ins. Co. r.	Section	People v. Arrighini	950 1938
lurphy	2596	reopte o. rerigina	2251, 2276
navivania R Co		v. Ashmead	276, 821
v. Books v. Bruner v. Conneli	96		2497
v. Bruner	1943	v. Atkinson	- 2311
v. Conneli	1955	v. Austin	958 1022
v. Henderson 2	83, 1948, 1976		1028, 1029 2849, 2354
	19/0	v. Azoff	2849, 2354
v. Lyons	1750 456	v. Badgley	2071
r. l'age	400	v. Baker	
v. Stranahan nsylvania & N. Y. R	455, 456		2354
o. c. Bunneil	1943	112 Mich. 96 N. Y.	1858, 2079 581
ny v. Pindell	1195	v. Baldwin	507 1076
nypacker v. Ins. Co.	95	v. Barberl 8	507, 1976 90, 782, 1908
nypacker v. Ins. Co. obscot B. Co. v.		v. Barker	00, 102, 1000
anison	2125	114 Cal.	2059
obscot & K. R. Co. v		56 Iii. 60 Mich.	2304
artlett	1703	60 Mich.	1890, 1898
rice v. Parker	2250		2802
rose v. Griffith	1257	153 N. Y.	2497
ruddock v. Hammon	d 2294	v. Barney v. Barone	5 68
acola R. Co. v.	10 1004	v. Barone	18
chaffer 12	13, 1236 21, 1196, 2427	v. Barrie v. Barthleman	832, 2060
tecost v. State 82	9407	v. Bartnieman	897 , 689 2 501
z v. Ins. Co. 10	R1 1069	v. Beck	2001
ple r. Abell	81, 1062 1808	v. Beckwith	2277 2081
v. Abbot 62, 2	200, 398,	v. Beech	507
884. 9	23 928	v. Beil	21, 100
987, 19	85, 2268	v. Bemmerly	250
664, 9 987, 19 v. Abbott 62, 200,	359, 398	v. Benc	900
v. Adanis		v. Benham	390, 397 569, 2073 2072, 2981 62, 200 506, 1821
137 Cal. 2	46, 1614		569, 2073
176 N. Y. 21	83, 2264	v. Bennett	2072, 2081
	276	v. Benson	62, 200
v. Ali Fat 110	06, 1108 70, 1072	v. Bernal v. Bernor	506 , 1821
v. Alı Fook 7' v. Ah Fung v. Ah Kl	70, 1072	v. Bernor	
v. An rung	118	v. Beverly	1440, 1912 331
r. All Ki	1750	v. Bidleman	
v. Ah Lee v. Ah Len 180	118 858 1750 06, 1807 71, 2100	v. Beverly v. Bidleman v. Bill v. Bird	580
v. Ah Wee 5	71 2100	124 Cal.	919 050
v. Ah Wee 5'v. Ah Yute	11, 2100	132 Cal.	318, 950 1898
53 Cal.	1072 51, 1810 779 2188	v. Blshop	1042, 1890
56 Cal. 76	51, 1810	v. Blake	1082, 1257
60 Cal.	779	v. Blakeley	928, 987,
v. Alden	2188		928, 987, 1432, 1461
v. Alivtre	111	v. Bodine 290	0, 2260, 2270
v. Aiiender	2501	v. Boggs	0, 2260, 227 0 1354
v. Altmeyer	1890	v. Bonney	1803
r. Aiton	807	v. Boo Doo Hon	g 2486
v. Alviso 200	27 1100	v. Borgetto	134334
v. Amanacus 96 v. Amaya 106	111 2501 1890 867 31, 2230 37, 1106 38, 1072 2059 36, 821	v. Boscovitch	1842
v. Ames	2050	v. Bosquet v. Bowen	1029 357
. Ammerman	36 891	v. Bowers v. Braun v. Brennan	784, 1807
		n Reann	987
26 Cal. 206	33, 2280	r. Brennan	1398
89 Cal.	246	v. Brewer 200	1618, 2528
105 Cal.	950	v. Brooks	960, 953
r. Angsbury	246 950 682	v. Brotherton	66, 401
114 Cai.	2009	v. Proughton	1021, 1644,
111.	994		2529
v. Armstrong	i	t Brown	
Arnold		63 Cal.	2272
15 Cal. 10, 110, 1	11,247	130 C	390
110 Cal. 22	0, 22//	53 Macia.	1761
43 Mich.	278	58 N. Y.	987
3770			

Bection 59, 1938, 251, 2276 276, 821, 2497 2311 58, 1022, 28, 1029 49, 2354 2071

2059 2304 90, 1898, 2802 2497 515 32, 2060 897, 680, 2501 2277 2081 507 21, 1003 2501 200 390, 307, 69, 2073 772, 2981 62, 200 06, 1821 1136 40, 1912

580

TABLE OF CASES.

People v. Brown	Bectio
People v. Brown 72 N. Y.	987, 227
r. Buchanan	15, S e, 1896
r. Buddensied	
u Danah	9 (1.00
D	21, 5 38, 695, 1989
v. Burns 121 Cal.	088
67 Mich.	1830 1350
v. Burwell v. Bush	93, 257, 1853
05 Cal. 1]	108, 1168, 1803
71 Cal. r. Bushton	905, 1040
v. Bussey v. Butler	2276 414
r. Butler St. F Co.	. & I.
» Cadv	2281 1398
v. Caldwell v. Caliaghan	276, 367, 774 1445
v. Campbell v. Cannon v. Carey	1350 1354
r. Carey	792
r. Carlton r. Carolan	111 987
v. Carr v. Carrier	1669 398
v. Case 5	321, 905, 1398
v. Casey 58 Cal.	50, 1983
124 Mich. 72 N. Y.	907, 2276
v. Cassels v. Castro v. Chapleau v. Chaves v. Chee Kee r. Chegaray v. Chip. Happe	2195 860
v. Chapleau	852 397
v. Chee Kee	1698
v. Chin Hane	2239 278, 660, 789,
102	2239 278, 660, 789, 28, 969, 967, 8, 1398, 1977 ow 1003, 1005, 2277
v. Chin Mook S	ow 1003,
v. Ching Hing (1005, 2277 Chang 1006,
v. Chrisman	1263, 1963 59, 852
v. Christie v. Christman v. Chnng Ah Ch	987 2498
v. Chnng Ah Ch v. Cicott 1851	ne 1398 , 1712, 2215,
	9464
r. Clark 33 Mich. 2	05, 898, 401,
	1076 987
r. Clarke 180 Cal.	
105 Mich.	987, 1977 889, 1219
v. Clausen v. Cleveland	278
49 Cal. 107 Mich.	2059 2529
v. Cline	2278
v. Clingan	1195, 2427

TABLE ()	CASES.
Paople u Cleana	Section
eople v. Cloonar	2059
v. Coffman r. Colburn	1267 1078
5. 7 crite	
113 134	
v. Collar.	1390
v. Columbia (1040
l'ieas	2356
v. Comissio	ners
7 Colo. 54 N. Y.	1712
v. Compton	1850
v. Compton 123 Cal. 132 Cal.	1079, 2059
132 Cal.	1032
v. Conklin v. Conkling	21, 1440, 1725
v. Conkling	1802
v. Conroy 97 N. Y.	1000
153 N. Y.	1938
r. Considine	21, 2277 736, 1029, 69, 1839, 2070
16	69, 1839, 2070
v. Constantino	0/1, 1102
r. Coomba	
v. Coombs v. Copsey	2259 935
r. Corbin	318
v. Corbin v. Corey 148 N. Y.	
148 N. Y.	220, 694, 2016, 2182
127 17 17	2016, 2182
157 N. Y. r. Costello	1090, 1000
r. Coughlin	2056
65 Mich. 13 Utah	1912
13 Utalı	863
v. Court 83 N. Y.	04.5
83 N. Y. 101 N. Y.	915, 987 1166 1438
v. Craft	1438
v. Craig	
111 Cal.	106, 216, 863, 507
110 10: 1	863, 507
116 Mich.	183
v. Crandall v. Crapo v. Creegan 31	792, 987 987
v. Creegan 31	8, 2050, 2060
v. Creepi	905
r. Cronin	108
v. Cumpingham	38, 239, 2272
r. Curiale	216, 347 2239
v. Curlee	2060
v. Curus	1329, 1849
r. Daily	507
v. Daniels v. Davis	2100
56 N. Y.	1482 1750
15 Wend.	1482, 1750 1010, 2204,
21 Wend.	1614, 1985,
v. Deacons	2056 568, 2071
v. Decker	106
v. Deegan	2354
v. De France	1021, 2382
v. Deacons v. Decker v. Deegan v. De France v. Deitz v. Dennis	2079
v. Dennis 89 Cal.	1000 0000
4 Mich.	1890, 2276 1267
0 DATE 1	1207

People v. Derbe	Section
F. Detroit &	rt 987 S. P. R.
Co.	1951
v. Devine 44 Cal.	1021, 1029,
1	VUU. 1010. 120A
46 Cal.	1329, 1667 1404
v. Devlin v. De Wolf	1350
v. De Wolf	1404 1350 1350 2595
v. Dice	1048, 2100
v. Dillwood	1048, 2100 967, 1044, 1263, 1270
v. Dimlek	021
v. Dobbins	1018, 1442, 23 54
v. Doggett	50
v. Dolring v. Dole Cai., 51	1909, 1910
Cai., 51 122 Cal.	Pac. 287, 2276
v. Donald	1072 330
v. 1)onovan	1041, 1263
v. Doody v. Dorthy	842, 2043
r. Doty	987 826
v. Douglass	
100 Cal. 4 Cow.	1398 1010
v. Dowd	868, 1074
v. Doveii	254, 326 1126, 1128
v. Doyle v. Driscoll	13
	63, 198, 770
v. Dubois v. Duncan	351
v. Dunn	1136, 1761 1350
	DOMA
v. 1)urrant	781 780 709
a Dealer	2276 118, 451, 682, 781, 789, 792, 905, 2286 799, 2200, 2219 194, 1003
v. Dye	799, 2200, 2219 194, 1003 285, 2056, 2050 Co. 2134
v. Dyle	285, 2056,
v. E. L. & Y.	Co. 2134
v. Eastwood v. Ebanks	1974
117 Cal.	216 414 699
	216, 414, 688, 1144
v. Ecarius	2578 2276
v. Eckert	2056
v. Edwards 41 Cal.	246
Cal., 73 P.	nc. 398
v. Egnor v. Elco	222, 398, 918
v. Elliott	aa2, 000, 810
119 Cal. 106 N V	860
119 Cal. 106 N. Y. 163 N. Y. 172 N. Y.	2059 988
v. Elyea	1398
v. Eppinger 60 v. Estrado	1398 736, 754 34, 1244, 1706 1072
v. Estrado v. Etting	
Latting	2575

v. Everhardt v. Ezzo v. Fair v. Farley v. Farrell 30 Cal. 31 Cal. 16, 3 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Ferguson v. Ferguson v. Fielding v. Fileding v. Filed v. Fine	288 10, 2066, 2060 1185, 2069 1185, 2069 11976 18, 2060 283, 681 2675 347 81, 1351 187 187 197 24, 1135 689 1129 2, 1488, 14, 1480 16, 1975	v. Glennon v. Glover 17v v. Goldberg v. Goldenson 22v v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	774, 905 1037, 2210 98, 1446, 1450 204, 268, 909 61, 2265, 2882 2079 681, 770, 951, 36, 2849, 2854 882 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2389	v. Higgins v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hosgland v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	821, 925 2277 2135, 1136, 1142, 1761 260, 987 682, 680, 1673, 1976 400, 794 1021 1329 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1206 1351
## 40 N. Y. 101 ## Everhardt ## Ezgo ## Ezgo ## Falrey ## Farley ## Farley ## Farley ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##	963, 1853 10, 2066, 2060, 118, 2059 1185, 57, 59 1976 18, 2060 223, 581 2677 81, 1351 21 183, 1351 21 193, 1351 21 193, 1351 21,	v. Glesson v. Glenn v. Glennon v. Glover 17 v. Goldberg v. Goldenson v. Gonzales v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. v. Gotshall v. Governor	290 98, 1446, 1450 204, 268, 969 61, 2265, 2382 2079 681, 770, 951, 36, 2849, 2364 832 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2339	v. Hicks 79 Mich. 98 Mich. 1138 v. Higgins v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoeh v. Hodgdon v. Holdgoon v. Holden	2276 1135, 1136, 3, 1142, 1761 260, 987 682, 680, 1873, 1976 460, 794 1929 1929 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
v. Everhardt v. Ezzo v. Falr v. Farley v. Farrell 30 Cal. 31 Cal. 16, 3 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Ferguson v. Ferguson v. Ferguson v. Fielding v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	10, 2066, 2060 118, 2069 118, 2069 11975 1185, 57, 59 11976 118, 2060 223, 681 2675 347, 1351 21 121 121 121 122 141, 1135 689 1129 2, 1488, 44, 1480 16, 1976	v. Glenn v. Glennon v. Glover v. Goldberg v. Goldenson v. Gonzales v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. v. Gotshall v. Governor	98, 1446, 1450 204, 268, 909 61, 2265, 2382 2079 681, 770, 951, 365, 2849, 2854 882 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2339	79 Mlch. 98 Mlch. 1138 v. Higglns v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	1135, 1136 3, 1142, 1761 200, 987 682, 689, 1873, 1976 400, 794 1021 1329 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
v. Everhardt v. Ezzo v. Falr v. Falrey v. Farrell 30 Cal. 31 Cal. v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Ferguson v. Frending v. Flelding v. Figueroa v. Fine v. Fine v. Fines v. Fines v. Fines v. Fines v. Fine fus. Co. 148 v. Flsh 792, 133	2060 118, 2060 1185 57, 59 1976 18, 2060 283, 681 2675 347 81, 1351 1 1807 94, 1135 6898 1129 2, 1488, 1449 94, 1480	v. Glennon v. Glover 17: v. Goldberg v. Goldenson 22: v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 2 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	204, 268, 969 61, 2266, 2382 2079 681, 770, 951, 68, 2849, 2864 882 59, 668, 1157, 2130 1398 1998 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2339	98 Mich. 1138 v. Higgins v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch v. Hodgdon v. Holdrook v. Holden	1135, 1136 3, 1142, 1761 200, 987 682, 689, 1873, 1976 400, 794 1021 1329 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
v. Ezzo v. Falr v. Farley v. Farrell 30 Cal. 8 31 Cal. 16, 3 v. Faust v. Ferguson 50 v. Fernandez v. Flelding v. Figueroa 75 v. Fine v. Fine y v. Finegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Flsh 792, 133	118, 2069 1185 57, 59 1976 18, 2060 223, 581 2675 347 181, 1351 291 193 193 193 193 193 193 193 1	v. Glover 17. v. Goldberg v. Goldenson 22. v. Gonzalez 5. v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 20 Cotshall 4 v. Governor	61, 2266, 2382 2079 681, 770, 951, 36, 2849, 2364 59, 568, 1157, 2130 1396 1396 1396 1396 285, 950, 2079 2241 160, 987, 1977 2339	v. Higglns v. Higglns v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoel v. Hodgdon v. Holdrook v. Holden	, 1142, 1761 260, 987 682, 689, 1873, 1976 460, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1206
v. Ezzo v. Fair v. Farley v. Farrell 30 Cal. 8 31 Cal. 16, 3 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Fernandez v. Fledding v. Figueroa v. Fine v. Finey v. Fines v. Fine 148 v. Fish 792, 136	1185 57, 59 1976 18, 2060 2233, 581 2675 347 81, 1851 21 1807 94, 1135 689 1129 2, 1488, 94 4, 1480 96, 1975	v. Goldberg v. Goldenson 220 v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 20 Cotshall v. Governor	2079 681, 770, 951, 36, 2849, 2364 832 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2389	v. Higgins v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hosgland v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	, 1142, 1761 260, 987 682, 689, 1873, 1976 460, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1206
v. Falr v. Farley v. Farrell 30 Cal. 31 Cal. v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Fernandeg v. Fleiding v. Flueroa v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	57, 59 1976 18, 2060 283, 681 2575 347 81, 1351 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 96, 1975	v. Goldenson 220 v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	681, 770, 951, 365, 2849, 2854, 832, 59, 568, 1157, 2130, 1396, 1195, 285, 950, 2079, 2241, 60, 987, 1977, 2339	v. Higgins v. Hill 116 Cal. 123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hosgland v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	260, 987 682, 680, 1873, 1976 460, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1206
v. Farley v. Farrell 30 Cal. 81 Cal. 16, 2 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Fernandez v. Flelding v. Figueroa v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	1976 18, 2060 283, 581 2575 347 81, 1351 21 1807 94, 1135 689 1988 1129 2, 1488, 44, 1489 96, 1975	v. Gonzalez v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	36, 2849, 2364 832 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hill 116 Cal. 128 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	1873, 1976 400, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
v. Farrell 30 Cal. 8 31 Cal. 16, 2 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Ferguson v. Fledding v. Flueroa v. Fine v. Finey v. Fines v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	18, 2080 283, 581 2575 347 81, 1351 21 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Gonzales v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 2 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	832 59, 568, 1157, 2130 1398 1195 285, 960, 2079 2241 60, 987, 1977 2339	123 Cal. v. Hillhouse v. Hinchman v. Hosgland v. Hoch v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	1873, 1976 400, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
80 Cal. 8 81 Cal. 16, 3 v. Faust v. Februshach v. Ferguson v. Fernandez v. Fleiding v. Figueroa 75 v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine v. Fish 792, 136	283, 681 2575 347 81, 1351 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Goodrode v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	1398 1398 1398 1398 1195 285, 950, 2079 2241 160, 987, 1977 2369	v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch v. Hodgdon r. Holbrook v. Holden	460, 794 1021 1829 2059 1, 233, 2272, 2382 1440 1205
81 Cal. 16, 2 v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguon v. Fernandez v. Flelding v. Figueroa v. Fine v. Fine v. Fine v. Fine, 51 v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 130	283, 681 2575 347 81, 1351 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Goodrode v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	2130 1398 1398 1195 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hillhouse v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch v. Hodgdon r. Holbrook v. Holden	1021 1829 2059 2, 238, 2272, 2382 1440 1206
v. Faust v. Fehrenbach v. Ferguson v. Fernandez v. Flelding v. Fligueroa v. Fine v. Flnley v. Flnley v. Finegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Flsh 792, 133	2575 347 81, 1351 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489	v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	1398 1398 1195 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hinchman v. Hoagland v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	1829 2059 2, 238, 2272, 2382 1440 1206
v. Fehrenbach v. Ferguson v. Fernandez v. Flelding v. Figueroa v. Fine v. Fine v. Finley v. Finnegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Flsh 792, 133	347 81, 1351 21 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Gordon 99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	1398 1195 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hoagland v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	2059 2059 2272, 2382 1440 1205
v. Ferguson v. Fernandez v. Flelding v. Flgueroa v. Fine v. Fine v. Fines v. Fine fins. Co. 148 v. Fish 792, 136	81, 1351 21 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	99 Cal. 39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	1195 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hoch 21 v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	238, 2272, 2382 1440 1206
v. Fernandeg v. Flelding v. Flgueroa 78 v. Fine v. Fine v. Flnegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	21 1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 94, 1489	39 Mich. 40 Mich. 100 Mich. v. Gotshall v. Governor	1195 285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	v. Hodgdon v. Holbrook v. Holden	2382 1440 1205
v. Flelding v. Figueroa 75 v. Fine v. Fine v. Flnley v. Flnnegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Flsh 792, 133	1807 94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 94, 1489 95, 1975	40 Mich. 2 100 Mich. v. Gotshall 4 v. Governor	285, 950, 2079 2241 60, 987, 1977 2369	r. Holbrook v. Holden	1440 1205
v. Figueroa 78 v. Fine v. Finley v. Finlegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 136	94, 1135 689 1938 1129 2, 1488, 94, 1489 95, 1975	v. Gotehall 4 v. Governor	60, 987, 1977 2369	r. Holbrook v. Holden	1205
v. Fine v. Finley v. Finnegan v. Fire Ins. Co. 148 v. Fish 792, 130	689 1938 1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Gotshall 4 v. Governor	60, 987, 1977 2369	v. Holden	
v. Finley v. Finnegan v. Fire Ins. Co. 148 148 v. Fish 792, 130	1938 1129 2 , 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Governor	2369		1351
v. Finnegan v. Fire Ins. Co. 148 148 v. Fish 792, 130	1129 2, 1488, 34, 1489 95, 1975				
v. Fire Ins. Co. 148 148 v. Flsh 792, 130	2, 1488, 34, 1489 95, 1975	v. Granam 10	1105 1100	v. Holmes	
v. Flsh 792, 139	34, 1489 95, 1975		9, 1135, 1136,	111 Mlch.	105, 457,
v. Flsh 792, 139	95. 1975	v. Grant	1138		1621, 1984
e Fitzgonald 9	0, 1010	v. Gray	2079	166 N. Y.	1257
	K4 990		0 1440 0054	v. Hong Ah Duc	k 108,
o. I megerate	54, 889, 2272	66 Cal.	0, 1442, 2854	568,	1263, 1841
v. Fltzpatrick 61	2, 2079	25 Wend.	331	v. Hong Tong	2059
	8, 1185		2450	v. Hooghkerk	2059, 2060
v. Flannelly	276	v. Green 53 Cal.	2000	v. Hope	153, 451,
v. Fleming	2061		1802		1167, 1160
v. Flynn	2849	1 Denio	2239	v. Hopson	364
	2, 1722	1 Park	1078	v. Horton 1887,	1888, 1890
v. Foley	682	v. Greenwall	194, 1005,	v. Hospital	494, 497
v. Fong Ah Sing	1484		1983	v. Hovey	2243
v. Foo	936	v. Gress	118, 890	v. Howard	
v. Foote 98	7, 2276	v. Griffin	288	112 Cal.	246
r. Forbes 2260, 2271	9974	v. Griner	246	73 Mlch.	2276
** Forbes 2200, 2211	2282	v. Gross	106	v. Howes	1853
v. Foster 139	8, 1639	v. Grossman	326	v. Hoy Yen	836, 858
	2, 2235	v. Grundell v. Haas	2059	v. Hubert	2497
v. Fox	861		367	v. Hughes	
	04, 318	v. Hagar 1219 v. Hall	9, 1225, 1352	29 Cal.	2349
v. Freeland	1862	94 Cal.		116 Mich.	2079
v. Fresliour	2276	48 Mich.	1476	11 Utah	581
	2, 1445		682, 1690,	v. Hughson	1913
	57 069	" Hamble	0, 1839, 1853	v. Hulbut	2363, 2364
v. Gage 1136	57, 952 6, 1761	v. Hamblin	987	v. Hull	1802 , 1803
v. Gaimari	198	v. Hammond	1852, 2154,	v. Hnlse 1106,	1108 , 1109
r. Gallagher	100	17	2272	v. Humphrey	2086
100 Cal.	2276	v. Hare	1975, 1976	v. Hurley	343
75 Mlch.	2827	v. Harlan 77	0, 987, 1850	v. Hurst	12 23
	2, 1808	v. Harris	040	v. Hust	1205
	9 111	95 Mlch.	248	v. Hyde	1807
v. Garbutt 56, 59, 63 228, 282, 24	9, 111,	186 N. Y.	390, 2385	v. Imes	1645, 2 239
v. Gardner	10, 221	v. Harrison	987	v. Irving 95 N. Y.	
98 Cal.	1898	v. Hart	2513	95 N. Y.	987
		v. Hatch	1850	1 Wend.	2222
	, 2265	v. Hawes	487, 1157	r. Isham 1645.	2086, 2239
v. Garnett 1021	, 2059	v. Hawkins		v. Jacks	2089
46 Cal.	7-	106 Mlch.	881	v. Jackson	
	77	109 N. Y.	238	111 N. Y.	792, 794
13 Wend.	2895	v. Hawley	1416	8 Park. Cr.	62, 200,
v. Gay 987	, 1106 , 2100	v. Hayes	2840		, 979, 980,
v. Gelabert 571	, 2100	v. Henderson	248		1028, 1041
v. Genung 93	4, 808	v. Hennessey	2071	v. Jacobe	905
v. Germaine	2079	v. Henry	351	v. Jachne	2071
v. Gibbons	852	v. Henshaw	2079	v. Jamleson	398
v. Gibbe	864	v. Henssler		v. Jenness	898, 935,
v. Giblin	987	v. Herr	216, 321 2588		1828, 2056
v. Gibson	568	v. Herrick 52	1, 987, 1270	v. Jocelyn	1852

21,		2	5,
	2	37	ß

5, 1186, 12, 1761 260, 987

82, 689, 73, 1976 100, 794 1021 1329 2059 8, 2272, 2382 1440 1205 1351

05, 457, 11, 1984 1257 108, 3, 1841 2059 9, 2060 53, 451, 7, 1160 364 8, 1890 94, 497 2243

2, 794 2, 200, 9, 980, 1, 1041 905 2071 398 3, 935, 2056 1852

People v. John	Section 1810	People v. Lauder	Section
v. Johnson	2010	r Lavelle	852 P
41 Cal.	835	v. Lavelle v. Lawrence	689 1033
57 Cal.	2277	v. Lee	1000
106 Cal.	62, 923, 952	119 Cal.	1185
110 N. Y.	1166, 1802	128 Cal.	1664
140 N. Y.	791	v. Lee Ah Chuc	ek 950
v. Johr	2168	v. Lee Dick Lu	nø 104 978
v. Jones	*** ***	v. Lee Fat 75	1, 1669, 1810
31 Cal. 123 Cal.	516, 987, 2071	v. Lehr	1960
124 Mich.	2072	v. Lem Deo	1442
99 N. Y.	1978	r. Lem You	1387, 1669
v. Josepha	364	v. Levison	327
v. Josselyn -	56, 59 2062	v. Levy v. Life Ins. Co.	689
v. Joy	2513	v. Lilly	1608
v. Joy v. Kahler	987	v. Loewenthal	111, 247
v. Keep	276	v. Lombard	1850
v. Kehoe	205	v. Long	246, 247
v. Keith		v. Lonsdale	2079 1442
50 Cal.	1036, 1899,	v. Lon Yeck	1013
	2100	v. Lopez	1010
136 Cal.	1890	26 Cal.	1852
v. Kelley	852	59 Cal.	347
r. Kelly		v. Lovejoy	617
24 N. Y.	2252, 2282	v. Lovren	1977
v. Kemmler	779, 905	r. Luchettl	1013, 2513
	2265, 2382	v. Luders	1853
v. Kennedy 105 Mich.	1040	v. Lynch	
32 N V	1040	22 Cal.	194
32 N. Y. 159 N. Y.	106, 854	29 Mich.	1135, 1761
164 N. Y.	832, 851 1072	v. Lyons v. McArron	762
v. Kenyon	2079	e. McArron	983, 987,
v. Kern	397	v. McCarthy	1853
v. Kerrigan	1835	115 Cal.	000
v. Kessler	1072, 1750	102 N. Y.	689 463
v. Klndra	1390, 2079	v. McCarty	1839
v. Kinney	1159	v. McConnell	2578
v. Knapp 28 Mlch.		v. McCormick	987
20 Mich.	863, 1445	v. McCoy	2265
42 Mich.	205, 987, 2282	v. McCrea	1072, 1142
v. Koerner 21	2282	v. McCullough	2079
1509	, 569, 1072, , 1873, 1938,	v. McCurdy	1157
1002,	2382, 2501	v. McDonald	1270
v. Krist	689	v. McElvaine 6	72, 673, 681
v. Kruger	905, 1268	v. McGee	751, 761
v. Kuches	62, 200	v. Modee	498, 811,
v. Kunz	2059	v. McGllver	1138, 1825 351
v. Lagrille	1249	v. McGlade	318
v. Lake	681	v. McGloln	824, 839,
v. Lamb	246		851, 852
v. Lambert		v. McGungill	1890, 2272
120 Cal.	352, 1044,	v. McHenry	1511
1185,	1136, 1263	v. McKane	2155
5 Mlch.	1136, 1263 564, 1271,	v. McKeller	1022
	1045, 2086	v. McKinney	1275, 2105
v. Lander v. Lane	2252	v. McLaughlin	
	8 921 990E	44 Cal. •	1452
49 Mich.	6, 231, 2385 2071	150 N. Y. 19	2, 216, 377,
v. Lange	1198		738, 1963
	, 2234, 2236	v. McLean	00-0
v. Lansing	363	84 Cal.	2059
v. Lapique	89	71 Mich.	62, 200,
			398, 987
v. Larned	418, 1157	v. McMahan 200	950 0000
v. Larned v. Larsen	418, 1157 2277	v. McMahon 828	, 852, 2266
v. Larned		v. McMahon 828 v. McNair v. McNamara	, 852, 2266 1821 1896

People # MaO	Bection
People v. McQua v. Macard	ld 690, 1684 216
E. Machen	847, 1889, 1858
v. Mahaney v. Mahon	1350
v. Maln	2298 2059
v. Malaspina	239 270
v. Mallon v. Malsch	1071 2239
v. Manke	1978
v. Manning v. Marble	987, 1270
v. Marion	884
v. Markham v. Marrs v. Nisson	923, 1616
v. Marrs v. Mason v. Mather	1136 278
	770, 772, 774,
11	770, 772, 774, 775, 987, 1111, 112, 1898, 1983, 955, 2960, 2971
	265, 2260, 2271
v. Mathews (Edwards) 1808
v. Matteson v. Mausaunau	987, 1270
v. Mayes	987, 1270 988, 2277, 2567, 2569, 2581
v. Mayhew	2569, 2581
v. Mayne	736, 1481, 1503
v. Mead	56, 416, 2265
v. Melvane v. Merceln	2059 2239
n Mathwin	1985
v. Meyer 75 Cal.	1890, 2276,
	2277
N. Y., 56	N. E. 851, 861
v. Millard v. Miller	228 1690, 1700
v. Miller	
121 Cal. 122 Cal.	363 821
135 Cal. 195 Ill.	851
2 Park. C	r. 1681 r. 1909
v. Milla 9	
v. Milner	87, 1853, 2273 1168, 1802, 1976, 2512
v. Mitchell	1976, 2512
94 Cal. 100 Cal.	905
v. Molineux &	142
	363, 852, 1722, 2016, 2018,
n Mondon	2020, 2200
v. Montelth v. Montgomery 13 Abh. P	571
v. Montgomery	
N. Y., 68 1	N. E. 390
C. MOUNEY	2010
9	59, 996, 1026,
u More-	1126, 1326
v. Morgan	1853 889
v. Morine	811
v. Moran v. Morine v. Morine v. Morrigan	460, 1142, 1976
	1072, 2059
v. Most	985

Bection 1079, 2042 1270

216 851 728, 2059, 2529

987 1890, 2276 1890, 2272 2059

280

Donnle M		Rection		ection 1	
People v. M		People v. I			Beetle
82	Hnn 78	0, 796	210,	821, People v. Ro	dley 1079, 204
96	N. I.		iman soro	1079 v. Rodri	20 107
v. Mulli		1000		2088 r. Rodri	guez 189
				1350 v. Roem	
v. Mnrr	hw 2030			216! r. Roman	er 100
	~ -	v. Phel		792 71 0	١.
20	Car. 1998,	2098, v. Phill	on	1072 18 N	
***		2282 p. Phili	•		. Y. 85
101	N. Y. 688.	, 2385 v. Pico	800	2394 r. Rolfe	728, 2059, 252
185	N. Y. 854.	2015, v. Pigge	689, 1		98
	,			218 v. Rozelle	1890, 2276
v. Mnrrs	LW			2110 v. Russel	
10 (- ·	v. Pinke	erton g	276 v. Rylan	
		v. Piper			
85 (2049 v. Pitch		276 v. Safford	900, 905, 906
94 (2854 r. Place	-		907
92 V	lich.	21 v. Piath		863 v. Salshni	ry 280
89 1	lich.	1000		062 v. Sam L	ing 1041
v. Myere		o. A tyel	1384, 1	669 r. Samon	set 1983
v. Naire		0000		r Sanche	1400
v. Newm		2100 121	Cal. 580, 10	014 v. Sander	
v. Niles		1404 126	Cal.	669	
		, 987 v. Pone		070	2272, 2511
v. Nino	233.	, 770 v. Porter	1390, 2		1443, 1963
v. Noelke	987		41	071 v. Sansom	e 153 10 <i>a</i>
v. Northe				238 v. Savant	
v. Oaklar	d Water-			48 P. Sayton	2010
Fron		v. Prathe	925, 9 23	059 v. Schmid	581
v. O'Brien	t Co.	2566 v. Pratt	29	NOS . Schmid	
		v. Price			689, 1124, 2530
66 C		276 m Priori			
96 Ca	ıl. 1890. 2	2276 v. Purdy		v. Schuyle	P 2381 9990
130 C	al.	62 v. Postol	13	00 v. Schweit	
176 N			RA 7	WZ 1 11 Southerin	
v. O'Farre	**		n 987, 14	07 v. Scott	
v. O'Hare		059 v. Quanst	rom 22		238, 390
		v. Quick			359
v. Oiler	1		ich EQ1 oc	v. Searcy	79i
v. Oldham	1010, 1079, 2	515 58 M			2277
v. Oliver	2	079 r. Onimb	-01		2289
v. Ollveria			y 30	88 v. Sehorn	040 1004
v. Olmstea	d 580 000 1		180	v. Session	246, 1974
m O'T ound	d 568, 689, 1	445 v. Qurise	139		359, 680,
v. O'Lough	hiin 1730, 18	339, v. Rader	78		682, 1976
0.100	10	Mil n Damina	z 499, 851, 198		852
v. O'Neil	527, 20	059 r Rando	,, 100		
v. O'Nelli	905. 23		254, 32	70 53 Mic	h. 664, 1198
v. Onondag			38	MS I 107 N	Y 57 104 000
v. Osmond				63 1	Y. 57, 194, 286, 812, 329, 343,
v. Ostrande		390 v. Ratz			012, 329, 343,
v. O'Sulliv		v. Rector	247, 928 976	a Channe	
o. O cutti	an 357, 11:	85, J	987 904 1104	v. Shattuck	
'	11	136	1100 1100 1110	6 Abb.	N. C. 2364
v. Overseer		63	247, 928, 979 987, 994, 1100 1108, 1109, 1112	5 109 Ca	940, 1722
v. Owens		187	1120, 1120, 1514	v. Shaver	1044
v. Packenii	am 19		198	5 v. Shaw	909 1099 1449
v. Page		V. 4000U	1960, 227	7 m Shoe	298, 1036, 1447
v. Palmer	1072, 20	01 v. Reeder	206		
		v. Reggel	286		247
96 Mic	-	11 r. Reinham	2004		
105 Mi	ch. 1	11 89 Cal		147 N.	Y. 57, 216, 363,
109 N.	Y. 2072, 20	0.		7	367
v. Paquin	133		821	n Shulman	200 001
v. Parent	1900 00		968, 2079	v. Sickles	320 , 321
v. Parker	1828, 20		1874	v. Sientes	196
v. I arker	201		2013	. Olerb	1398, 1810
v. Parmelee	987, 227	77 103 M	ich con proc	v. Silva	925, 987
v. Parsons	82	26 150 N			2232
v. Parton	821, 949, 180	v. Ritchle		v. Simonsen	2072
v. Patterson	398, 200		2854	v. Simpson	
v. Payne	,		770	i ampanti	1142, 1442,
v. Pease	90	a. reoperts	2512		1450
		v. Robinson	-512	4. 0.000	398
8 Johns,	. 52	8 10 Cal	500	v. Slater	1496
27 N. Y.		6 Iltah		v. Sligh	1395, 1667
	1864, 2196	v. Robles	2079	v. Sliney	2382
	2215, 242	. T4401C8		v. Sniller	
v. Peck			1329		682
	1004	0	1042		
V. I CCE	188	9 34 Cal.	347, 967	v. Smlth 31 Cal.	232

32

	Section
People v. Smith	
People v. Smith 106 Ca 104 N. 121 N. 162 N.	d. 363
121 N.	Y. 1451 Y. 792
162 N.	Y. 1124
172 N.	1. 10/2, 10/3,
v. Suellie	1484, 1974
v. Soap	987 728
r. Solomou	2059
v. Southern	1452
v. Spiegel	2264 1010, 1018, 1841
v. Squires	205
v. Stackhou	60 1041
v. Stanley	21, 276, 1950
v. Sternberg	2059, 2060,
v. Stevens	2281
52 Cal.	1861
47 Mich	. 784, 1466
v. Stewart	
28 Cal. 97 Cal.	56, 59 1130
v. Stock	246
v. Stokes	
71 Cal.	1644, 2085
103 Cal. v. Storke	
v. Stout	2016 194, 216, 804,
	890
v. Strait 148 N. Y	
120 N. 1	281, 688, 1938
154 N. Y	21, 1873
v. Streuber	2273
v. Streuber v. Strong 30 Cal.	001 4040
46 Cal.	821, 1018 276
r. Stubeuvoll	2497
v. Sullivau	1167
v. Supervisor	1850
v. Sutherland 104 Mich	. 987, 1158,
	2277
154 N. Y.	106, 390
v. Suttou	106, 390 684, 1890
v. Swafford v. Swartz	1000
v. Swetland	2497 1205, 1225,
	2079
v. Swist	507, 1135
v. Symonds v. Taing v. Taylor	1852
v. Taylor	247
59 Cal. 8	52, 1434, 1440
180 Cal.	414
93 Mich. 138 N. Y.	826
v. Teixelra	233, 1938 864
v. Teixeira v. Thacker	363 580
v. Thiede	412, 568, 811, 4, 1850, 1852,
94	1800, 1852,
v. Thomas	1899, 1910
110 Cal.	196
9 Mich.	579
v. Thompsou	9056
60 Cal.	2059

People v. Thompson	Sectio
84 Cal.	83
122 Mich.	199, 451
	199, 451 457, 236
41 N. Y. v. Thoms	96: 318, 82:
v. Thomsou v. Thorn	950
v. Thorn	1804 2071
v. Thrali	2071
v. Tice v. Tiley	987, 2276 987, 1008
v. Illimau	247
v. Tohev	247 1680
v. Tobey v. Tomlinsou v. Tracy	216
v. Tomlinsou v. Tracy v. Travis v. Treadwell	1450 111, 247 1013
r. Treadwell	1013
v. Truck	1938, 2016, 2265, 2339
v. Tucker	2205, 2339
r. Tuczkewitz	348 2498
	1043
v. Turney v. Tyler 579, v. Un Dong	987, 1983 1985, 2272
v. Tyler 579, v. Un Dong	1986, 2272 987
v. Vail	1858
v. Valliere 123 Cal. 127 Cal.	
123 Cal.	390, 1976
v. v eu 1/EU1	1807 56
v. Vauderhoof	682, 1696,
v. Vane 290. 1	1700
v. Vane 290, 1 1126, 1	124, 1125, 127, 1128,
	1131
v. Van Emau v. Van Horu	968
	131 762
A SU SIAGE	1951
v. Vau Tassel	342, 1007, 1010
v. Van Wormer	580, 2265
v. Vasalo	1208
v. Vedder	9660
v. Vermilyea v. Vermou	2595 450, 1750 276
P. Videl	276
v. Wada 1000 1	983, 2061 321
v. Wakely v. Walker	321
140 Cal.	851, 2276
	5 07
v. Waliace v. Walters	905
v. Ward	216, 363
184 Cal.	987, 2073
	838
v. Warner 117 Cal. 104 Mich.	2334
104 Mich.	851
122 Mich.	987 2495
D. WARVAR	1440
v. Weaver v. Webb	1008
v. Webb v. Webster 68 Hun	700
139 N. Y.	792 984
987, 10	792, 984, 05, 2276
3775	

People " Wal-	Section
People v. Weige	987, 1806
v. Wells v. Wennerlie v. Weutz	987, 1806 olm 1075
v. Wennerlie v. Weutz v. Westlake	839
124 Cal. 134 Cal.	944
v. West	
v. Wheatley	2385 196
v. Wheeler	1690, 1693,
****	1690, 1693, 1700
v. Whipple	521, 580
118 Cal	1104 0400
53 Mich	1164, 2497
v. Whipple v. White 116 Cal. 53 Mich 176 N. Y	. 166, 960 841, 861, 2071
	94171
14 Wend	1. 57, 194, 202, 1326, 1327 1. 57, 290, 1329, 1667
24 Wend	1326, 1327
22 116110	1890 1867
v. Whitemau	318
v. Whitson	987
v. Whitson v. Wilder v. Willett	1010
v. Willett v. Williams	1072
v. Williams 18 Cal. 64 Cal. 133 Cal. 19 Weud	140, 1040
64 Cal.	1219, 2577
133 Cal.	1072
19 Weud	. 580
v. Wilnot	62, 1136
v. Wilmot v. Wilson 117 Cal. 135 Cal. 55 Mich.	216, 864
135 Cal.	2513
65 Mich.	1873
o Park. I	r. 2081
v. Wiuters 29 Cal.	150
125 Cal.	1079, 2512 216, 276, 1157,
v. Winthrop	216, 276, 1157.
	2511
v. Wirth v. Witty	1042 1035, 1405
v. Witty v. Wolcott	1042 1035, 1405 273, 822, 830, 36, 1005, 2079 2611 100w 276
8	36, 1005, 2079
v. Wolf	2511
v. Wolf v. Woug Ah N v. Wong Chue	gow 276
v. wong Chue	y 960, 1022, 1434
v. Wood	1203
126 N. Y.	231, 233, 2340 r. 216, 863
2 P C	2340
3 Park. Ci	216, 863
v. Worden	Wo 460 1976
v. Wreden	657, 1938
v. Woon Tuck v. Worden v. Wreden v. Wright	
90 Mich. 136 N. Y.	2079
v. Wyman	852 2849
v. Yeager	1885
v. Wyman v. Yeager v. Yee Fook D	in 413
v. Yokum	1442
v. Yee Fook Di v. Yokum v. Young 81 Cal. 108 Cal.	2363
108 Cal.	811 1072
v. Youngs v. Yslas	010, 1988
v. Yslas	923
v. Zigouras	861, 952

	Becti	i me	- Carta	- 1	
People's Bank v. Brown	221		Section 177		Section
	23:		129		2525
Peopie's Building L. & S	3.	v. Lovejov	1730, 208	Peverly v. Boston Peycke v. Shinn	458
Ass'n v. Backus	258	8 v. Machine Co.	45	Peyroux v. Howard	2153
Peopie's Nat'l Bank		v. Mays	215	Peyton v. Hailett	2575
v. Geistinardt	215	8 v. People		v. Morgan Park	1206, 1248
v. Muikey	138	7 14 Iil.	1859	3 . Diorgan 1 ark	2584
Peopie's P. R. Co. v. Gre			1270		186, 2512
Peoples v. Com. 148	34, 144		581		2513
Possile A & D D C	206		2572	Pfefferkorn v. Seeffel	d 916
Peoria A. & D. R. Co. v.		v. Randall 233		l Pfefferle v. State	616
Sawyer Poorie D & F D Co.	116		1188	l'feifer v. Ins. Co.	2485
Peoria, D. & E. R. Co. v. Rice		r. Ruby	618	Phal v. Vanbatenbers	156, 2130
Peoria, G. & C. Co. v.	222			Plister v. Wade	1067
	29 110	v. Smlth	1086	Praeger v. State	689, 167i,
Peoria & F. R. Co. v.	¹³ , 116				1988, 1958
Barnum	116	87 Aia.	1404		1665
Pepoon v. Jenkins	168		1434, 1445,	Phares r. Barber	1669
Pepper v. Barnett	69		1446		1195
Peppercorn v. Biack	US.		1976		1339
	6, 235	113 Ga.	2575	- marane or monthly	1267
Peppinger v. Low	1770			v. Slattery	2473
Percival v. llickey	1392		2089		2270, 2272
	5, 1466		1909	Pheips v. Abbott	2444
	1471		1062 1852		1988, 250i
Perdue v. C. C. C. Co.	1877		1408 1899		377
Pergason v. Etcherson	1842		1644, 1697	v. Foot	1225
Perham v. Raynal	1077		h.	v. Hunt	15
Perigai v. Nicholson 58	6, 1460	gate	1414, 1417	v. Mankato	288, 4 58
Perit v. Coilen	1890	Petch v. Lvon	1083	v. Mayer v. Prew 1212.	20
Perkins v. Adams 944, 95	0, 2103	v. State	833, 855	0. 1 rew 1212,	2183, 2196,
v. Augusta Co.	1523	v. Thickstun	994, 1704	v. R. Co.	2211
v. Bank	2271		1943	v. Riley	458
v. Bioo'l	1778	Peterborough v. More	daunt 1278		583 1681, 2110
v. Brinkley	1778	v. Norfolk	1388	v. Town	565
v. Concord R. Co.	1062		1225, 1651	Phene's Trusts	2531
v. Guy	1807	Peters v. Fogarty	2354, 2855	Phenlx v. Baidwln	1415
v. Hayward	15	v. Irish	2276	Phenix Fire Ins. Co. v	
v. Hersey	2414	v. Reichenbach	2105	Philip	1943
v. Humes v. 1ns. Co. 78	89	v. U. S.	770, 907	Phenix Ins. Co. v. Har	t 747
v. Kniseiy	36, 747	Petersfield Case	1712	v. Sullivan	748
v. Perkins	1013	Peterson, ex p.	2578	Phettiplace r. Sayles	913, 1898
v. R. Co.	2067 1718	v. Aibach	1882	Phlfer v. Erwin	581
v. Railroad	682	v. Ankrom 1481,		v. R. Co.	1951
v. Roberge	1003	v. Gresham	1244	Philadeiphia v. Gowan	1640
v. Scott	1354	v. Johnson-Went-		v. Milier	2529
v. Spaulling 258, 331	1416	worth Co.	1951	v. Reeder	950
v. State 959, 1126	2363	v. Morgen v. R. Co.	78, 74	v. Rnie	290
v. Stickney	561	v. State	663, 682	Philadelphia C. P. R. C	
v. Towie	1458		1821, 1969	v. Henrice	4i
Perkins' Est.	1738	50 Ga.		Philadeiphia W. & B.	
Perley v. Periev	2520		1028, 1029	v. Howard	1388
Peristein v. Express Co.	93	63 Nebr.		v. Lehman	2581
Perret v. Perret	1738	v. Taylor	1352	Philadelphia & N. Y. R	
Perriil v. Nichois	1873	Peterson Co. v. Steine	r 2504	Co. v. Bunneil	714
Perrin v. Welis	1406	Petit v. Teai	1543	Philadelphia & R. R. C	0.
Perrine v. Striker 2256,	2282	Petite v. People	2272	v. Hendrickson v. Spearen	454
Perry v. Archard	1202	Petrick v. Ashcroft	2245	v. Schultz	2098
v. Bailey 2349, 2358,		Petrie v. Rose	261	v. Yeager	456
v. Bank 9	5, 770	Pettibone v. Derringer		Philadelphia & T. R. Co.	2494
v. Block	1835	v. Phelps	1082	v. Stimpson	15, 1007,
v. Breed	1042	v. Smith	451	1770 19	356, 1867,
r. Burton 657,	2105	Pettigru v. Sanders	1257	187A 1	885, 1890
v. Ciift	2148	Pettit v. State		Philamalee v. State	968
v. Com. 1620,	1828		2581	Philbin v. Patrick	738
			2000	730 111	
v. Dicken	1911	Petty v. Anderson	2262	Philips v. Com.	247
v. Gibson	1894	v. Grisard	1847	Philips v. Com. v. Fowler	247 2352

PEO
2625 458 2183 2675 06, 1248 11, 1263, 2524 36, 2613 916 616 2465 56, 2130 1067 1195 1195 1195 12473 10, 2272 2473 10, 2272 2473 10, 2272 2473 10, 2272 1125 1688, 458 20 3, 2196, 2211 458 583 1, 2110 565 2531 1415
1943 747 748 3, 1898 581 1951 1640 2529 950 290
41
1388 2581
714
454 2098 456 2494
1007, 1867, 1890 968 738 247 2352

	Section	300 s	
Philips v. Stewart	23/	4 Pickering a 13	Witon 9495 9494
Philipson v. Bates v. Chase	1661, 211 1206, 128		1205
v. Chase	1206, 123	2. v. Noyes	1888
Phillips v. Cole	1094 145		1100
v. Crawly	1811, 181	7 Pickert v. Hoin	
v. Eamer	189	8 Pickett " Bond	1063
v. Gregg v. Hoyle	664, 127	8 Pickett v. Boyd 1 Pickton v. Fars	1681
v. Hoyle		7 Pickup v. Tham	o 1681 1850 es Ins. Co. 2538 1887
v. Keliy v. Kingfleid 92	171	B Pico v. Cuyan	1997
v. Aingneid 93	28, 987, 1111 1920, 1982 1985, 1984	Trooperer Tought	v. Nelson 377,
			2442 233, 1938
v. Lindsey 119	4, 1207, 120	Pidgeon v. Willi Piedmont Bank	ams 749
a. Manan	1400	Pledmont Bank	v. Hatcher 334
v. Marblehead	1021, 1040 2846, 2868		
v. Meagher	2846, 2868	Pierce v. Boston	468, 677, 1021
v. Meily	2047 0421	v. Bradford	616
v. Phlilips	2047, 2431 2520	v. Brennan	1 i66 9254
v. Poindexter	1240, 1675	v. Carieton v. Chase	1248
	1680	v. Chase	585
v. Robbins	1680		949, 950, 951,
v. Scott	95		953, 1028
v. Smith	1064	v. Goidsberr	1225
v. Starr	1951	v. Insdeth	
v. State		v. Kimbail	1271 2572
62 Ark. 29 Ga.	107	v. Myrick	63, 1983
88 Ga.	1072, 2081	v. Newton	923
9 Humph.	1195 1190	v. Northey	2015, 2016
o zrampu.	1125, 1188, 1362	v. Myrick v. Newton v. Northey v. R. Co.	749, 760
22 Tex. App	2079	o. recuruss	1910
v. Stewart	9940	n IT Q	
v. U. S. Benef. S.	oc'y 1062,	Waliana	851
	1213	v. U. S. v. Waliace v. Woodward	1195, 1225 2349
v. U. S. Benevo-		Fiers v. Piers	1645, 2505
lent Soc'y	1213, 1288	Pierson v. Doe	1225
v. Willow	443, 458 1827	v. Hutchinson	1107
v. Wimburn Philps v. Trueman	1827	v. People	216, 390, 2385
Phipps v. Martin	1085	. It. CU.	682
v. Parker	620	r. Steortz	₽296 1
Phonix v. Dov	1308 1086	v. Waiiace	1044
Phonix Assur. Co. v.	1000	Pigg v. Carroii v. State	615 1
MCAPIDUP	907 1106	145 Ind.	
Phonix Ins. Co. v. Am	1220-	43 Tex.	1896
ment Co.	754 1058	Piggot v. R. Co.	21, 675 I
v. Gray	1058	L'IGOT'S C'eso	455
v. Moog 779,	1263, 1898	Pigott v. Hoiloway Piipiliani v. Hough Pike v. Badmering	786 747
v. a mup	379	Piipiiiani v. Hough	italing 1890 I
v. Shoemaker Phenix Nat'i Bank v.	2336	Pike v. Badmering	907
Taylor			
Pichler v. Reese	2018	v. Chicago 7 v. Crehore 3	14, 1164, 1948
Pick v. Rubicon H. Co	1960	v. Creliore 3	47, 1476, 1677 P
Pickard v. Bailey	564, 1194, 195, 1970		2116
1	195 1970	v. Hayes	1458, 2336 P
1676.	195, 1279, 2164, 2558	v. State	149, 153
v. Bryant	907, 1037	Pike's Will	2445
Pickens v. Davis	1787, 1782	v. Street Pike's Will Pile v. State	1736
		Piliow v. Impr Co.	1842 P
115 Aia.	2497, 2512	Piliow v. Impr. Co. v. Roberts	1954 9450 D
61 Miss. 52,	691, 1111,	Pillsbury v. Looks	1354, 2456 P
Pickers! Fire 1612, 1	1618, 1614	Pim v. Cureil	748, 1558 Pi
Pickens' Estate	1489]	Pinch v. Willard	1598 PI
Pickering, re	1859 1	Pincas v. Reynoids	844
v. Barkiey 1	304, 1947	Pine Tree L. Co. v.	Fargo 2584 Pl
v. Cambridge	1784 []	v. Roberts Pillsbury v. Locke Pim v. Cureil Pinch v. Willard Pinchs v. Reynoids Pinc Tree L. Co. v. Pingery v. R. Co. 3777	720, 1947
VOL. IV. — 38		3777	

Pingers v. Johnson	Section
Pingree v. Johnson Pingry v. Washburn Pinkard v. State Pinkham v. Bantan	616, 747 1878
	293 754, 1560
v. Cockeli Pinney v. Andrus v. Cahili v. Jones v. Pinney Pinney's Wili 233	702 745, 761
v. Cahiii	457, 1,70
v. Pinney	457, 1790 1778 2047
Plaschower " Hanks	1938, 1958
Romanowicz	0. r. 2416
Piper v. Spokane Pipestone Co. Bank r	950
Ward	916
	1244, 1278, 1406
Pipkin v. Bond Plrie v. Anderson v. Wyid Pitcairn v. 1liss Co. p. Ogbourne Pitcher v. King Pitman v. Maddox v. State	953, 1028 1647, 1650
v. Wyid	1062
p. Ogbourne	2400 2423
Pitman v. Maddox	1681 1518
v. State Pitt v. Emmons	111, 247 1208 111, 1404
Pitt v. Emmons v. State Pitton v. Waiter Pitts v. State e. Wilder Pitts v. Care	
Pitta v. State	1670 2071, 2073
Pittsburg v. O'Neiil	1257 571
v. Wilder Pittsburg v. O'Neill Pittsburg C. C. & St. I Co. v. Indiana	. R.
Co.	456
v. McGrath 1	905 1874, 1671
v. Martin v. Noei v. Noftsger	20 1873
v. Noftsger v. Sheppard 1	1777 706, 1976
Withore Coal Co. v.	
ittsburg F. W. & C. E	
Co. v. Ruby	65, 199, 249, 250
Co v. Rose v. Vance	
	463, 1943 463, 720, 728, 1943
ittsburg W. & K. R.	
ittsburg & C R Co	1074
ittehung & V	29, 1040
ttsburg & W. R. Co. "	714
ittsburg & W. R. Co. v Patterson	
ttsburg & W. R. Co. v Patterson v. Thompson 18,	492, 497, 9500
ttsburg & W. R. Co. v Patterson v. Thompson 18, 4 ttsfleid & F. P. R. Co. v. Harrison	492, 497, 2509
itsburg & W. R. Co. v Patterson v. Thompson 18, 4 ttsfleid & F. P. R. Co. v. Harrison ttsflord v. Chistonday	492, 497, 2509 7, 1354 2527
ttsburg & W. R. Co. v Patterson v. Thompson 18, 4 ttsfield & F. P. R. Co. v. Harrison ttsford v. Chittenden zarro, The ace v. Alicock	7, 1354 2527 291 379
ttsfield & F. P. R. Co. v. Harrison v. Thompson 18, 4 ttsfield & F. P. R. Co. v. Harrison ttsford v. Chittenden zarro, The ace v. Alicock v. Baugher v. Minster	492, 497, 2509 7, 1354 2527 291
ttsburg & W. R. Co. v Patterson v. Thompson 18, 4 ttsfleid & F. P. R. Co. v. Harrison ttsford v. Chittenden zarro, The zare, The ace v. Alicock v. Baugher	492, 497, 2509 7, 1354 2527 291 379 1565

TABLE OF CASES.

	flection !	Sectio
Planing-Machine Co. v.	Pollne n R Co. 791	Porter v. Hawkins 710
Kelth 1800	Polini v. Grav 1487, 1034,	
Plank v. Grimm 581, 661	1527, 1662, 1670 Polite v. Jefferson 1267	v. Mfg. Co. 571, 1961 v. Rich 682
Plank-Road Co. v. Thomas 1910	2 01100 0. 00000	v. Seiler 64
Plano Mfg. Co. v. Frawley 2304	Polk v. Butterfield 2573	v. State
Kautenberger 1909, 1974	v. State	55 Ala. 279, 830, 850
Plant v. McEwen 1076	62 Ala. 247	185 Ala. 681 76 Ga. 2068
p. Taylor 1484, 1491	36 Ark. 681, 2060	1000
Planters' Bank v. Bass 2535	40 Ark. 75 205, 987,	2 Ind. 276, 1889, 1849 1 Tex. App. 2076
r. George 2228	Poll :: Hicks 2536	v. Throop 888, 1806
v. Massey 2098	T UII VI TAILUM	v. Waring 257
Planters' Mut. Ins. Co. v. Rowland 1947	Pollak v. Harmon 288	" Warner 1500
	2 Gratt. 1225, 1651,	v. Wilson 697, 706, 707
Planters' & M. Bank v. Borland 1245, 1966	9169	1188, 1192, 119
Plase v. Plase 1029	4 Gratt. 182,1225, 2529 v. Meloin 1225, 1651 v. People 1010, 1013	Portland v. Kamm 194
Plaster v. Rigney 2148	v. Meloln 1226, 1651	Total mane comment and
Platner v. Platner 2115	v. People 1010, 1018 v. Wybourn 1922	Portwood v. Com. 200 Posey v. Buckner 168
Plato v. Reynolds 1021	1000	v. Hanson 1068, 1487
Platt v. Buck 2819	Polleys v. Ins. Co. Pollock v. Glassell 1802, 1304,	2341, 258
	1511, 2049,	Post v. Kenerson 154
Platz v. McKean 252	2408, 2456	v. R. Co. 185
Plaxton v. Dare 1471, 1592	v. Morrison 581	v. Rich 167
Pleasant v. State	v. Pollock 898, 907	v. School District 119 v. Schooner Lady Jane 164
18 Ark. 964, 987	v. Wilcox 1198, 1258	v. Supervisors 1850, 168
15 Ark. 62, 200, 898,	Polson v. State 1136, 2887	Postal Tel. Cable Co. v.
928, 987, 1185,	Pomeroy v. Baddeley 1841 v. Benton 291, 1416	Brantley 1078, 165
1186, 1188, 1611,	Pomfrey v. Saratoga	177
1842, 1985, 2282 Pleasanton v Nutt 2235	Springs 458	v. Hulsey 94
Pleasanton v. Nutt 2235 Pleasants v. Heard 2354	Ponca v. Crawford 1248, 1862	v. Le Noir 107
v. Meng 1854	Ponce v. McElvy 1067	Postel v. Palmer 119 Posten v. Ressette 210
Pemberton 529	Poncin v. Farth 696	Posten v. Rassette 210 Postlethwaite v. Rickman 229
Pledger v. R. Co. 1750	Pond v. Lockwood 1196	Poston v. Jones 251
Pllcone v. La Branche 1064,	Tollees of Children	Poteste v. State 148
2008, 2016 Plimaton v. Chamberiain 1459	Pontius v. People 89, 224 Pool v. Bridges 1757	Potler v. Barclay 122
1054	v. Devens 664, 1084	Potter v. Baldwin 28
v. Somerset Plnmb v. Cnrtis 94, 392, 1560	v. White 1669	v. Bank
Plummer v. Com. 276	Poole P. Dean 1921, 1988, 1958	
v. Currier 1062		
" Marcantlle Co. 1558.	v. Fleeger 20	400 4/
1877	1000	v. Ware 19
v. Ossipee 199, 438, 785,	0. 22.00.00	9.77
963, 1718, 1908	" Perritt 2260, 2271	r. Webb
	v. Richardson 1988, 1938	Potts v. Cogdell
v. State Plunket v. Bowman 1513	v. State 1782	v. Coleman 1100, 21
Plunkett v. Cobbett 406, 2375	v. Warren 1298	v. House 689, 1292, 19
" Dillon 1248, 1256	Pooler v. State 1875	
v. Hauschka 2184	Poor v. Robinson 1021	
Plympton v. Preston 1206		Poultney v. Fairhaven 20
Poague v. Spriggs 2100	200 -00 0000	I SS. SCROOL LU
		Pound v. State 111, 246, 24
v. Hendricks 93, 736, 747 v. Lincoln 2465	r. Filley 571	896, 20
v. Thornicroft 223	b. Hanke 08	
Poconoket, The 244	v. State 1896	Povall, ex p. 1658, 1681, 21
Poff v. N. E. Tel. & Teleg.	Ponkin r. Ponkin 160	TOMEL OF CIOCALCE
Co. 258		1 I Owen to mineral
Poignand v. Smith 1225, 1238	2066, 206 Porell v Cavanangh 202	Edmunda 24
1269, 170	1 Dieti o. Curamaga	- Ford 694. 6
Poindexter's Case 36	1 2016	n Harper 66, 73, 14
Pointer v. U. S. 11	1000 000	p. Hendrick 1818, 100
Poler v. Poler Polhill v. Brown 166	v. Ferguson 118	1600
Polin v. State 45	2/19	
I dilli b. State	8778	

8ectio 711 167b 571, 1951 682 64	3
9, 630, 681 2068 1889, 1842 2079 388, 1808 2572 1566 7, 706, 707, 1192, 1195 1948 1948 1058, 1487, 2341, 2681 1648 1856 1677 12 1957 1959 1950, 1684	Po
1078, 1651, 1778 949 1078 1196 2105 kman 2298 2518 1433 1226 233 6 2506 2431 252, 447, 461 1911 1573	Poy
04 1267 1188, 2105 9, 1292, 1938 1195, 1651 2063 2337 en 2063 1540 111, 246, 248, 396, 2098 905 8, 1681, 2163 1304 2434 694, 696 66, 73, 1476 1813, 1651, 1674 2947	Poy 1 4 Pra Pra B Pra Pra Pra

## State ## 19 Ala. 111, 247, 1029, 1036 ## 25 Ala. 396, 1038 ## 63 Ala. 247 ## 58 Ala. 248, 821, 1614, 1722 ## 61 Miss. 23 So. 852, 1349 ## 13 Tex. App. 1841 ## 2005 ## water 2005 ## water 2005 ## water 1468 ## water 1066 ## Water 1066 ##			- TELLE OF	
L. R. I. P. D. 1782 v. State 19 Ala. 111, 247, 1020, 1020 25 Ala. 366, 1038 62 Ala. 366, 1038 62 Ala. 248, 821, 101 Ga. 248, 101 Ga. 248, 101 Ga. 248, 101 Ga. 248, 101 Ga. 24		Section	a	Bootlon
L. R. I. P. D. 1782 v. State 19 Ala. 111, 247, 1020, 1020 25 Ala. 366, 1038 62 Ala. 366, 1038 62 Ala. 248, 821, 101 Ga.	Powell v. Cide	112, 177	7 Pratte v. Coffman	2854
L. R. I. P. D. 1782 v. State 19 Ala. 111, 247, 1020, 1020 25 Ala. 366, 1038 62 Ala. 366, 1038 62 Ala. 248, 821, 101 Ga.	v. Pearistine	121	O Presper v. R.	5A1 687
L. R. I. P. D. 1782 v. State 19 Ala. 111, 247, 1020, 1020 25 Ala. 366, 1038 62 Ala. 366, 1038 62 Ala. 248, 821, 101 Ga.	r. Powell		Preferred Acc. In	. Co.
25 Ala. 396, 1938 52 Ala. 248, 821, 1614, 1792 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Waters 629 v. Wathen 1458 v. Water 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. 1603 v. Com. 1604 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach 62, 1002, 1003 v. Com. 1813, 1513 v. McKenzie 561, 1902, 2016 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. R. Co. 2016 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 60 Ind. 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 726 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Palmer 282 v. Prichard 736 v. Wilkina 1236 Prestort v. Board 1550 v. Ward 967, 1021 Prescott Hank v. Caverly 2444 Prescott Hank v. Caverly 2445 Prescott Jane v. Callworth 1196 Prescott Jane v. Callworth 2006 President, etc. of Mendota v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2689 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort V. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestore v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856 v. Robinson 1651, 1655 v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1996 v. Harli	T P 1 P P	61	v. Gray	949
25 Ala. 396, 1938 52 Ala. 248, 821, 1614, 1792 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Waters 629 v. Wathen 1458 v. Water 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. 1603 v. Com. 1604 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach 62, 1002, 1003 v. Com. 1813, 1513 v. McKenzie 561, 1902, 2016 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. R. Co. 2016 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 60 Ind. 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 726 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Palmer 282 v. Prichard 736 v. Wilkina 1236 Prestort v. Board 1550 v. Ward 967, 1021 Prescott Hank v. Caverly 2444 Prescott Hank v. Caverly 2445 Prescott Jane v. Callworth 1196 Prescott Jane v. Callworth 2006 President, etc. of Mendota v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2689 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort V. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestore v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856 v. Robinson 1651, 1655 v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1996 v. Harli	B. C. I.P. D.	178	2 Prell v. McDonald	2572
25 Ala. 396, 1938 52 Ala. 248, 821, 1614, 1792 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Waters 629 v. Wathen 1458 v. Water 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. 1603 v. Com. 1604 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach 62, 1002, 1003 v. Com. 1813, 1513 v. McKenzie 561, 1902, 2016 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. R. Co. 2016 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 60 Ind. 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 726 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Palmer 282 v. Prichard 736 v. Wilkina 1236 Prestort v. Board 1550 v. Ward 967, 1021 Prescott Hank v. Caverly 2444 Prescott Hank v. Caverly 2445 Prescott Jane v. Callworth 1196 Prescott Jane v. Callworth 2006 President, etc. of Mendota v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2689 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort V. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestore v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856 v. Robinson 1651, 1655 v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1996 v. Harli		1020	Prentis v. Bates	
25 Ala. 396, 1938 52 Ala. 248, 821, 1614, 1792 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Waters 629 v. Wathen 1458 v. Water 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. 1603 v. Com. 1604 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach 62, 1002, 1003 v. Com. 1813, 1513 v. McKenzie 561, 1902, 2016 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. R. Co. 2016 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 60 Ind. 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 726 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Palmer 282 v. Prichard 736 v. Wilkina 1236 Prestort v. Board 1550 v. Ward 967, 1021 Prescott Hank v. Caverly 2444 Prescott Hank v. Caverly 2445 Prescott Jane v. Callworth 1196 Prescott Jane v. Callworth 2006 President, etc. of Mendota v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2689 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort V. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestore v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856 v. Robinson 1651, 1655 v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1996 v. Harli	10 Ale 111	048	38 Mich.	2500
25 Ala. 396, 1938 52 Ala. 248, 821, 1614, 1792 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Waters 629 v. Wathen 1458 v. Water 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. 1603 v. Com. 1604 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 61 S. W. 1005 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach 62, 1002, 1003 v. Com. 1813, 1513 v. McKenzie 561, 1902, 2016 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. Presgroves 73, 74, 691, 1612, 1615 v. R. Co. 2016 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 60 Ind. 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 726 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Pacific G. & S. M. Co. 765 Prater v. State 106, 928 Pratter v. Accident Asa'n 2844 Praius v. Palmer 282 v. Prichard 736 v. Wilkina 1236 Prestort v. Board 1550 v. Ward 967, 1021 Prescott Hank v. Caverly 2444 Prescott Hank v. Caverly 2445 Prescott Jane v. Callworth 1196 Prescott Jane v. Callworth 2006 President, etc. of Mendota v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2689 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort V. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestort v. Board 1850 v. Thompson 2589 Prestore v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856, 1856 v. State 1109 v. Carr 1846, 1856 v. Robinson 1651, 1655 v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1998 v. Carr 1996 v. Carr 1996 v. Restore v. State 1109 v. Mischall 1996 v. Harli	10 All. 111,	247, 1029	, 98 Mich.	1938, 2500
88 Ala. 248, 821, 1614, 1722 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Wathen 1468 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmebury 1603 v. Com. Ky., 61 S. W. 1005, Ky., 70 S. W. 2463 v. Mitchell 682, 1002, 2016 v. Mitchell 682, 1076 v. Mitchell 682, 1076 v. R. Co. 48 S. W. 1612 v. Watter 1045 v. Ward 967, 1021 Prescott v. Board 1850 Prescott larig. Co. v. Lafferts 2580 President, etc. of Mendota v. Thompson 181 Prese Publishing Co. v. Lefferts 2322 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 V. Carr 1845, 1856, 2290, 2294,	OK Ale	100	Prentiss r. Roberts	1105
88 Ala. 248, 821, 1614, 1722 61 Miss. 23 So. 852, 1849 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Wathen 1468 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2368 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmebury 1603 v. Com. Ky., 61 S. W. 1005, Ky., 70 S. W. 2463 v. Mitchell 682, 1002, 2016 v. Mitchell 682, 1076 v. Mitchell 682, 1076 v. R. Co. 48 S. W. 1612 v. Watter 1045 v. Ward 967, 1021 Prescott v. Board 1850 Prescott larig. Co. v. Lafferts 2580 President, etc. of Mendota v. Thompson 181 Prese Publishing Co. v. Lefferts 2322 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 Presser v. State 1109 V. Carr 1845, 1856, 2290, 2294,	59 Ale	000, 1000	Presbrey v. R. Co.	468
61 Miss. Miss., 23 80. 852, 1349 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Watters 529 v. Watters 529 v. Watter 1668 v. Watts 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2268 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. Ky., 61 8. W. 1005 Ky., 70 8. W. 2463 v. Leach 62, 1002 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1812 v. R. Co. 437 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 80 Ind. 2595 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Palmer 284 Pratter v. Palmer 287 Pratter v. Palmer 287 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratt v. Andrews 64, 65, 75, 76 v. Barker 1888 v. Bastics 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Wolfer 12115 v. Wolfer 12115 v. Wolfer 12116 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2115 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2138, 2141	AS Ala	247	Presbytarian Chur	ch v.
61 Miss. Miss., 23 80. 852, 1349 13 Tex. App. 1841 v. Wark 2005 v. Watters 529 v. Watters 529 v. Watter 1668 v. Watts 1066 v. Young 1681 Power v. Ellis 2258, 2268 v. Frick 702 v. Kitching 1850 Powers v. Armstrong 64 v. Charmsbury 1603 v. Com. Ky., 61 8. W. 1005 Ky., 70 8. W. 2463 v. Leach 62, 1002 v. Mitchell 682, 1976 v. Presgroves 73, 74, 691, 1812 v. R. Co. 437 v. Russell 1818 v. Slisby 1566, 1567, 1568 v. State 80 Ind. 2595 74 Miss. 1447, 2497 Poyner v. State 106, 928 Pratter v. Palmer 284 Pratter v. Palmer 287 Pratter v. Palmer 287 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratter v. Palmer 2884 Pratt v. Andrews 64, 65, 75, 76 v. Barker 1888 v. Bastics 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Wolfer 12115 v. Wolfer 12115 v. Wolfer 12116 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2115 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2118, 22117 v. Wolfer 12147 Pridgen v. Green 2138, 2141	101 Ge	040 001	Enterson	1519
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	101 Ga.	410, 031	Prescott v. Board	1850
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	61 Miss	1165	v. Ward	987, 1021
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	Miss. 28 80	959 1940	Prescott Bank v. C	averly 2445
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	18 Tex. App	1941	Freecott Irrig. Co.	v.
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	" Wark	1031	Pintners	2580
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	r. Waters	500	Fresident, etc. of h	dendota
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Wathen	1459	b. I nompoon	2535
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Watts	1000	Proceed v. Stallword	th 1196
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Young	1881	Press Publishing	18
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	Power v. Ellia 2	258 2249	Frees Publishing C	0. v.
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Frick	700	Decease of Co.	2322
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Kitching	1860	Pression . State	1109
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	Powers v. Armstrong	84	Preston a Barren	857
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Charmsbury	1603	Corn	1780
Ky., 63 S. W. 1079 Ky., 70 S. W. 2463 v. Leach	v. Com.	20.0	o. Carr	1840, 1856,
v. Bastles 786, 1225, 1651	Kv., 61 S. W.	1005		2290, 2294,
v. Bastles 786, 1225, 1651	.,	1079	w Coden Be-14	2318
v. Bastles 786, 1225, 1651	Kv., 68 S. W.	1005	" Dilla	a 1908
v. Bastles 786, 1225, 1651	Ky., 70 S. W.	2468	N Mercoon	949
v. Bastles 786, 1225, 1651	v. Leach	52, 1002,	r Robbneon	2442
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	10	18, 198 ₀	# State	1001, 1000
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. M'Ferran 13	318, 1513	Prestwood w Water	967
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. McKenzie 5	61, 1908.	Transfer of the state of	2500 0500
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p		2016		2000, 2093,
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. Mitchell	382, 1976	Prettyman w Water	2009
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. Presgroves 73,	74, 691.	Prowltt v. Martin	1045 1049
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	16	12, 1615	Pribble v. Hall	1040, 1200
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. R. Co.	487	Price v. Garland	1521 1540
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. Russell	1818	v. Harrison	1868 1860
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. Sileby 1666, 16	67, 1568	v. Hndson	2408
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	v. State		v. Hunt	1940
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	80 Ind.	2595	v. Jenkina	1877 1890
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	74 Miss. 14	47, 2497	v. Littlewood	1661
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Poyner v. State		v. Lord Torring	ton 1518
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Tex. Cr., 48 S. W.	59	v. Lyon	1210
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	40 Tex. Cr.	1141	v. M'Gee	1919
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Prader v. Accident Ass'r	2884	v. M'Ilvain	2354
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Praius v. Pacific G. & S.		v. Mazange	253 1628 1
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	m. Co.	785	v. Page	2478
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Prater v. State	106, 928	v. Powell	1951
v. Bastles 786, 1225, 1651 18 Ob. St. 824, 841 v. U. S. 1168, 1803, v. Toucey 1672 v. Fowler 2115 v. Wolfer 1247 Pridgen v. Green 2138, 2141 p. 244 p. 245 p	Prather v. Palmer	882	v. Price	2530 1
v. Bastles 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 v. Wolfer 2138, 2141 Pridgen v. Green 2138, 2141	v. Pritchard	736	v. R. Co.	1250
v. Bastles 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 v. Wolfer 2138, 2141 Pridgen v. Green 2138, 2141	v. Wlikina	1236	v. Standard L. &	A. 1
v. Bastles 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 v. Wolfer 2138, 2141 Pridgen v. Green 2138, 2141	Prett v. Andrews 64	, 66, 75,	Inc. Co.	1530, 2384
v. Bastles 786, 1225, 1651 v. Delavan 2237 v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 v. Wolfer 2138, 2141 Pridgen v. Green 2138, 2141	P 1	76	v. State	I
v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 v. Wolfer 2188, 2141 Pridgen v. Green 2188, 2141	r. Darker	1888	114 Ga.	851.861
v. Ducey 1672 v. Fowler 2115 v. King 1681 Pridgen v. Green 2138, 2141		60, 1001	18 Ob. St.	824, 841 H
v. Fowler 2115 v. Wolfer 21347 v. King 1681 Pridgen v. Green 2138, 2141 P	C. TAGARATI	2237	v. U. S.	1168, 1803
r. King 1681 Pridgen v. Green 2188, 2141 I	v. I/ucey	1672		
v. Rawson 1409 v. Rawson 1537, 1549, 1551 v. Wickham 1681 Pridgen v. Green 2138, 2141 Priest v. State 1828, 2071 182	v. Fowler	2115	v. Wolfer	1247
v. Rawson 1874 v. White 1587, 1649, Priest v. State 1828, 2071 I v. Union Canal Co. 1873 I v. Way 1416 I 1561 v. Wickham 1270 Primm v. Eastwood 1508, 1605 I 2770	e. Aing	1681	Pridgen v. Green	2138, 2141 F
v. White 1587, 1649, 1561 Prime v. Eastwood 1508, 1606 Prime v. Stewart 1508, 1606 Pri	o. Patterson	1409	Priest v. State	1828, 2071
v. Wickham 1551 Prime v. Eastwood 1410 F v. Wickham 1270 Primm v. Stewart 1503, 1605 F	v. Itawson	1874	v. Union Canal C	o. 1873 F
v. Wickham 1270 Prime v. Eastwood 406 1270 Primm v. Stewart 1508, 1605 F	v. white 153	7, 1549,	v. Way	1416 P
1270 Primm v. Stewart 1508, 1805 F	u Wieller	1551	Prime v. Eastwood	406
9770	v. WICEBAM	1270	Primm v. Stewart	1508, 1605 P
			3779	, , , , , , , ,

4	Primrose v. Browing	Section 1247
7	Primrose v. Browing Prince v. Blackburn v. Samo	1247 1812
9	r. Smith	1847 1812 45, 2118 40, 1648 1858 1860
)	r. Swett Prince's Case, The Princess of Wales v. Lor	1858 1850
	Livernool Vales v. Lor	d D
	Princie v. Glover Princ v. State	1858 239 111
)	Pringle v. Miller 100 v. Pringle 607, 108	37, 1807 6, 1086
		90, 2228
	v. Drucker	1388
)	Prints v. Cheeney 220 v. People Prior v. Powers	716 716
	Prior v. Powers v. State v. Whita Prion v. Adams	2352 987
	Prion v. Adams Pritchard v. Austin 28	1082
i		33, 79 2 , 794
ľ		5, 1256, 2105
I		8, 1911, 1988
İ	Pritchett v. Davis v. Munroe	2450 2124
l	v. Smart v. State 2	1858 46, 247
	Fritt v. Fairclongh 1518	, 1661, 1616
	Probasco v. Cook Probet v. Bravenlich	276 2349
	Procter v. Lamson Proctor v. Bigelow v. De Camp	1389 2083
	v. De Camp v. Houghtaling 73, 7	1007
ı		406 457
ı	v. lrvin Profile & F. H. Co. v. Bickford	
	Proper v. State 287 90	8, 770
	Proprietor v. Kelth 1364 Proprietors v. Bullard	1082,
	Propsom v. Leatham	252
		1362, 1633
j	Prosser v. Wapello Co. Protection Ins Co. v.	1943
1	rotection L. I. Co. v.	, 1947
1	Dill Protector, The, v. Lord	1195
1	Lumley Prothro v. Minden Sem-	2250
1	inary Providence G. M. Co. v.	1195 12
1	Providence Tool Co	17
1	Mig. Co.	1937
l	Provost v. Brueck Pruden v. Alden 1267, Prudential Assnrance Co. v. Edmonds	TAPO
Ē	rudential Assnrance	
E	ruitt v. Cox	2531 1109

•		
Pruitt v. State Sect	O4 Queen's (Caroline)	R. v. Anetruther 2006
Prussel v. Kn vies 2854, 28		v. Antrobus 1586
28	56 1096 1048 1046	v. Appleby 1079
Pruyn v. Young 2	1269, 1260, 1261,	v. Apuna 1040
Pryor v. Portsmouth C. Co. 1	1909, 1968, 1816,	v. Aram 266
	1818, 1819, 1820,	v. Armitage 2061
Psyche v. l'aradol 18	78 1880, 1861, 1884,	v. Arnold
	1917, 1968, 2094,	8 C. & P. 887, 848,
Puckley v. Bridges 13		1875
Puett r. Beard 10		16 How. St. Tr. 1983
Puffer v. Smith 24		v. Arundel
Pugh v. McRae 14 Pugsiey v. Ring 25		4 Cox Cr. 580
Pulseton v. Warburton 16		Hob. 109 291, 1850 1 How. St. Tr. 1864
Pulford's Appeal 2811, 28	19 2282, 2336	l How. St. Tr. 1864 v. Ashton & Thorne-
Puilen v. Hutchinson 129	1, Quesenberry v. State 246	In 1488 1440
21		ley 1488, 1440 v. Atkin 1821
	v. Quick 1786, 1788	n. Atterbary 560 009
v. Puilen 10	to Utilities p. Joseph 1194, 1196	1864, 1826, 1981
Pulley v. Hiiton 21	05 Quliter v. Jores 1194, 1196 19 Qulmby v. Ayere 657, 1460	1364, 1826, 1981, 1991,1992, 2015,
Pulliam v. Cantrell 967, 96	8, v. Buzzell 1302	2026, 2183, 2281,
11	08 v. Morrill 581	2375
Puliman P. C. Co. v.	v. N. A. C. & T. Co. 1196	v. Attwood 837
Harkine 19		v. Atwood & Robbins 2056
Purceli v. M'Namara 896, 11		v. Audley 516,
v. Purcell 200	6 v. Sexton 2444	1864, 2227
v. R. Co. 28		v. Ansten 1404
Purdee v. State 949, 10	6 v. Gnase 1 1750	v. Avery 2298, 2312
Purdy v. Hail 12		v. Aylmer 2059
v. People	v. Utica 468	v. Azir 2239
4 Hiii N. Y. 13 40 IIL 374, 946, 10	O Quinn v. Champagne 2575 8 v. Com. 106	v. Babington 819, 1364
Purnell v. R. Co. 664, 24	8 v. Com. 106 v. Eagleston 1777, 2188	v. Backler 1244
Purnell v. R. Co. 664, 24 Purvis v. Robinson 1224, 122		v. Bacon 2032
16	v. Higgins 132, 681, 682,	v. Bailey 308, 863 v. Baillie 744, 968, 2812,
Puryear v. Reese 193	1951	2327
v. State	v. Moss 2434	v. Baker 1433
63 Ga. 201	8 v. People 2272	v. Baldry 822, 824, 832,
28 Tex. App. 200	1 v. State 906	887, 843, 865,
Pusch v. Brady 124		966 , 867
Pnth v. Zimbleman 173		v. Ball
Putnam v. Goodall 1246, 150	0 967, 1618	1 Camp. 88, 318
v. U. S. 774, 70 v. Wadley 701, 2008, 201	1 Quint v. Merrill 1684	8 C. & P. 774, 906, 907
v. Wadley 701, 2008, 201	6 Quintal v. Chalmers 1674	1 Moo. Cr. C. 818
Tye v. Disterned 2303, 220	o Quintana v. State 521, 22/6	R. & R. 21, 818
Pyke v. Crouch 130		v. Balis 330
Pyle v. Clark 250 v. Oustatt 61		v. Baitimore 782
v. Oustatt 61 v. Piercy 98	7	v. Barber 704, 2006
v. Pyie 609, 681, 167	i P.	v. Barker 62, 986, 1022, 1209
Pym v. Campbell 241		v. Barley 2079
v. Pym. 106		v. Barnard
Pyroieum Appliance Co.	R. v. Ablagton 1864, 2036	1 C. & P. 986
v. W. H. & S. Co. 200	4 v. Abraham 1781	19 How. St. Tr. 293.
Pytt v. Griffith 131		852, 1981
	v. Acton 1981	v. Barnet 761, 1262
	v. Adey 2270	v. Bartlett
Q.	v. Addis 2059	7 C. & P. 848, 1072
	v. Ah Har 1393	1 Cox Cr. 609
Quackenbush v. R. Co. 169	3 v. Aickles 1632, 1639	v. Basingstoke
Quaife v. R. Co. 688, 1719, 172	1 v. Akers 2374	19 L. J. M. C. 1257
Qualey v. Terr. 31		14 Q. B. 1256
Quaries v. Waldron 191		v. Bastwick 1177
Queen v. State 90 Queen Mary's Trial 186		v. Bate 832, 855
Queen Mary's Trial 186		v. Bathwick 2145, 2234,
Queen's (Caroline) Case, The 4, 280, 76	v. Anderson 1864, 1806	2235
Case, The 4, 280, 76, 782, 952, 953	v. Andrews 2056 v. Angleses 1982	v. Bayard 2364
960, 962, 96		v. Baytis 1821 r. Baynton 2250
500, 502, 50		r. Baynton 2250
	8780	

R.

PRU
8000 1586 1079 1040 266 2061
887, 848, 1875 Pr. 1983
291, 1860 1864
1488, 1440 1821 560, 992, 2015, 1981, 1992, 2015, 1883, 2281, 2875 837 bine 2056 516, 1264, 2227 1404 2298, 2312 2059 819, 1864 1244 2032 308, 863
963, 2812, 2327 1433 , 824, 882, , 843, 865, 866, 867
88, 318 4, 905, 907 818 21, 818 330 782 704, 2006 986, 1022, 1209 2079
986 7r. 293, 852, 1981 761, 1262
848, 1072 609
1257 1256 1177 832, 855 1145, 2234, 2236 2364 1821 2250

	Beetlen
R. v. Board	1807 2063
v. Bedel	2063
v. Bedfordshire	1682, 1683, 1686, 1687 1576, 1766 1875, 1387
v. Bedingfield	1576, 1766
v. Beeston v. Beesley v. Bell	1875, 1387 2079
v. Bell	2019
SC. &P. McNally	848, 1328
McNally	865 1933
v. Beilingham v. Bembridge	1610, 1981,
	2269
v. Bennet v. Benson	747, 1676
v. Bentley	1849
v. Berger	1587
v. Berigan v. Bernadotti	884, 855
v. Rornard	1441 782, 1078 848, 858
v. Berriman v. Berwick v. Bickley	848, 858
v. Bickley	818, 847 1670
V. INITAGE	2059
v. Birkett & Bra	dy 2059 10, 1457,
v. Birmingham	1458, 1465,
	1469
v. Blepham v. Blttle	1982, 1985
v. Blackburn	
v. Blandy v. Bleasdale v. Blies	744, 835 238, 960 216, 847 1584, 1585
v. Bliss	216, 847 1584, 1585
r. Blunt	819
v. Bodkin	847
r. Bodle v. Bond	918, 2079
4 Cox Cr.	848, 855
27 How. St.	Tr. 285,
v. Bonner	986, 1982 1441
r. Boulter	2042
v. Bourdon v. Bowes	1674 2239
v. Bowler	2209
Annual Reg	
Phillippe' E	2056, 2258,
	2271, 2280
v. Boyle	
l Lew. Cr. C 1 Moo. & Ro	b. 1842
v. Braddon	4444 4004
	1821, 2201, 2202
v. Bradshaw	1933
v. Braintree	1196
v. Braithwaite v. Bramley	2063, 2230
v. Brandreth	1079, 1836
v. Brannan	664, 1244
v. Brasler East Pl. Cr.	1760,
	1821, 1825
Leach Cr. L	EOE
v. Brecknock	506, 508 195
v. Brett	827

v. Brewar 6 C. & P.	Bection
6 C. & P.	2817
9 Cox Cr. r. Brice	12 0 2 1911
v. Bridgeman	1856
v. Briggs	861
r. Britton	
17 Cox Cr.	1666
1 F. & F. 1 Moo. & F	2529 R. 843, 850
v. Bromwich	1864
v. Brooke	1894
v. Broughton	2040
v. Brown	1000
10 Cox Cr. 8 Haw.	949, 2056
McNally	54
21 U. C. Q	B. 1002,
	1006, 1008
1 Ventr.	2239
v. Brunt v. Bryan	1886 855
v. Bryan v. Buckley	1528, 1725
# Ruckworth	1000, 1120
2 Keb.	1364, 2236
I Sid.	1154
v. Budge v. Bull	657
	2079
9 C. & P. 12 Cox Cr.	1406
r. Bullivant	2298, 2319
v. Burdett 4,	41, 285, 437, 1, 2491, 2494
v. Burke	1, 2491, 2494
2 Cox Cr.	744
8 Cox Cr.	811, 1005
v. Burley	834
v. Burt	58
v. Burton 15	32, 153, 2070, 2081, 2513
v. Busby	1364
v. Bushel 657	, 1168, 1864,
	1800, 1864 657, 922
v. Bushnell	657, 922
v. Butler	856 1981
v. Byrne	1901
	. Tr. 1981
28 How. St	. Tr. 1981 D, 1440, 1450
v. Byron 1430 v. Cain	0, 1440, 1450
v. Calder	839, 858 868
v. Caldwell	2015
v. Caldwell v. Callaghan	1430
v. Campbell v. Campion	1005
v. Campion	157, 260
v. Candy	2374
v. Canning 785, 991	25, 285, 527, , 1044, 1123,
1259, 1364	1718, 1837
1864, 1981	, 1718, 1837, 1982, 2098,
	2152, 2849
v. Canterbury	1177
v. Carew v. Carpenter	1991, 2250 918, 2079
v. Carpenter	818
v. Castell Careir	
	1270
~ .	
v. Carter 3781	826

2	v. Carty 866	Section , 1982
	v. Casev	2066
	v. Casa #9	5. A3A
	v. Caseldy 918, 2079	, 2060
	w. Castlemaine 59	8. OHO
	1002, 1847,	1246 8, 900, 2036,
	2088	2036, 2260 1228
	v. Castro 87, 188 276	278
	418, 660, 79	2, 982,
	983, 986, 1154	1887,
	v. Castleton 1212 v. Castro 87, 158, 27 413, 660, 79 983, 986, 1154 1736, 1977, 2298 v. Cator 1993	, 2026
	v. Colliar	735
	r. Chadwick	962
	v. Chambers v. Champnay	867 2042
	v. Chapman 774, 918	
	n ('hannal	1667
	v. Chappell	1278 2281
	v. Chappell v. Charlesworth v. Charnock 526, 586	0, 667,
	1177,	1864,
	v. Chasson	1837 1732
	v. Cheverton 888, 847	, 855,
		2081
	v. Child	1666
	v. Christopher 1826	1349 520
	v. Child v. Christopher v. Clancey v. Clapham v. Clare v. Clarendon	1646
	r. Clare	1128
	v. Clark	2372 860
	U. CHAPKO DZ. 218	.885
	1106, 1117,	1760,
	e. Clay	1982
	n Clament	1996
	v. Clement v. Clewes v. Cliviger 390, 855 v. Cliviger 607, 2234	2100
	v. Cliviger 607,	2228,
	v. Coppett	, 2200
	29 How. St. Tr. 2 State Tr. N. S.	1981
	2 State Tr. N. S.	367, 1981
	v. Cobden	218
	v. Cockburn	1408
	v. Cockburn v. Cockcroft v. Cockin	0, 398 2513
	v. Cole v. Coleman	1364
	v. Coleman	
	6 Cox Cr. 7 How. St. Tr.	2026 575,
		1991
	v. Coley	838
	v. Colledge 575, 896 1005, 1364,	, 950,
	1000, 1003,	2088
	v. Colley	1842
	v. Collier 838	3, 855 1981
	· Caltan	1500
	v. Coningsmark 761 782, 811 v. Cook 986, 1732, 1837, v. Cooke 1872, v. Cooley	774, 1326
	782, 811	1926
	v. Cooke 1872.	
	v. Cooley	2201 2248

R. v. Cooper	Section
	836, 865
8 Cox Ci	7. 301, 352 850
v. Coote v. Cope v. Coppuli	1528
	1944 2272
v. Corder v. Cornelius	679
v. Cornish	1834, 1909,
v. Cornwallie	1874, 1909, 2061, 2096 575
w Cananan	1165
v. Courtenay	824, 832, 848
v. Courtenay	940
v. Coveney 7 C. & P. 8 C. & P.	1327, 1849
8 C. & P.	1262, 1827,
v. Cowper	1327, 1849 1362, 1827, 1849 143, 144, 891, 157, 460, 1016, 0, 1697, 1780, 1782, 1961 ilton 2908
100	167, 460, 1018, 10, 1007, 1780.
v. Cox and Ra	1782, 1981
v. Cranburne	ilton 2298 986
v. Craven v. Creamer	1440 2080
v. Crickmer	363
v. Crockett v. Crook	368 1440 2250
v. Crosby 12 How. S	
	t. Tr. 523, 980, 986
12 Mod. v. Crossfleid	275, 821, 896
v. Crouch	1000 1000
1 Cox Cr.	1696, 1697, 1700
4 Cox Cr.	701 1781
v. Crowhurst v. Croydon v. Cuffey	829, 838
v. Currey v. Cuipepper	1189, 1193,
	1991
v. Daimas v. Dammaree	2529 1732
v. Dane	2043
v. Dane v. D'Aouet v. Davideon	2276 1982
v. Davis 6 C. & P. 5 Mod.	826, 850
5 Mod.	520 I
v. Davison v. Daviln	56, 195, 1981 1362
v. Dawber	2056
v. Day v. Dean	1398 1003
v. Dean of St. As	aph's 1981,
v. Depennam	1661, 1683
v. De Berenger Gurney	719, 1073
_ 4 M. & S.	2574
v. Deer v. Deiamere	986, 1864,
v. De la Motte 1982	1991, 1992

IADLE OF	CABES,
v. Denew v. Denio v. Denie	1081 1196, 1196
SF. & F. S Lew. Co v. Denslow	r. C. 1006 600
v. Dent v. Derby v. Derrington	864
v. Despard v. Deviin	841, 2183 1980, 2066, 2069, 2060 847
v. Dewhnrst 1 Lew. Cr 1 State Tr	
v. Dilion v. Diimore	1182, 1343
v. Dingler v. Dinon 8 Burr.	1887 1430
11 Con Cr	. 2307 1782 57 832
v. Doneilan v. Donneily	2230 26, 87
v. Dosset	1981 1981 215, 301, 354
v. Dougiae 11 Man. 18 Q. B. v. Dover	6, 850 1824
v. Dowling	2008
8 Cox Cr. 7 St. Tr. w. v. Downer	a. 1981 1078, 2825 785
v. Downes r. Doyie 1 Cr. & D. 12 Ont. 8	847 22, 868, 9183
v. Drege v. Drain v. Drake	826 1072 2629
v. Draper v. Dredge v. Drew	56, 1981 2081, 2513 825, 837
v. Drummond v. Duffy 8	1431, 1445 67, 461, 986, 3, 1981, 1982
v. Dunn 4 C. & P. 1 Moo. Cr. (829
v. Dunne v. Durham & Cr v. Dyer	9058
1 Cox Cr. 6 Mod. v. Dyke	579 1698 2059
v. Dytche v. East Farleigh v. Eaton	142, 907 1196 2102
. Edgar	2070 1182, 1214 760, 2097
Edmonds Edwards 8 C. & P. 3 Cox Cr.	761, 1262 2079
8782	23.0

	Bootie
R. v. Edwards	
12 Cog C	r. 178
4 T. R.	906, 197 85
v. Egerton v. Eldridge	86
v. Eldridge	207
v. Eilleombe	190
v. Eijie	
5 B. & C. 1 M. & S.	84
Ry. & Mo	10. 84i
v. Riwee	104
v. Elworthy	90. 840 126- 1199, 1206
or som or my	
v. Emden	194- 136:
v. Enoch v. Entrehman v. Erdheim	826, 83
v. Entrehman	
v. Erdheim 8	150, 1349, 2200 1364, 1374 75, 1377, 1408 1482, 1486 1501, 1503 1875, 1440
v. Eriewell	1364, 1874
187	6, 1877, 1408
	1482, 1486
v. Erith	1501, 1508
v. Errington	1875, 1440
v. Elseux	
v. Errington v. Essex 1 How. St	. Tr. 1864
a mi dilla	1091
v. Evans	1781
v. Ezali 1.	62, 1781, 2513
v. Exeter v. Eyre	1465 1188, 1760
v. Eyre	1188, 1760
r. Fagent v. Fagg	1445
Tales	848
A. T. will be	882, 451
v. Falkner v. Fanshaw	2070
v. Farler	2067, 2069
n. Karlav	2007, 2009
v. Farr	8600
v. Farr 4 F. & F. 8 C. & P.	1182, 1196
8 C. 4 P.	905
v. Farreil	400
v. Farreil 8 Cox Cr.	2079
12 COX Cr.	1406
v. Farrington	1811, 2138 194, 575, 986, 7, 1274, 1275 1329
v. Fauiconer	194, 575, 986,
117	7, 1274, 1275
v. Fearshire	1320
v. Feiiding	985 1182
	1044, 1992
v. Feiton	2250
v. Fennell	826, 832 1364, 1395, 7, 1909, 1991, 2096, 2228,
v. Fenwick	1364, 1895,
1887	, 1909, 1991,
	7, 1909, 1991, 2096, 2228,
w Frances	2001/
v. Ferguson v. Ferniey 523	1781
v. Ferniey 023	, 1177, 1830, 1708, 1981
v. Ferrers 1	1708, 1981
AQ1	05, 232, 672,
167	, 1480, 1621, 1, 1983, 2239
v. Ferryfrystone	1, 1983, 2239 1364,
	1875
v. Flennes	575, 1864
v. Fisher	1836
v. Fitzgerald	1641
v. Fitzharris	896
v. Fitzpatrick	1864, 2250
v. Flaherty	2070
v. Flannagan	863, 890

1783 1906, 1270 2070 1306 347 380 848 1304 99, 1205, 1344 1352 826, 832 1818 140, 2260 34, 1374, 77, 1406, 84, 1374, 1406, 11, 1506 01, 1506 75, 1440

32, 1196 906

2079 1406 11, 2136 76, 986, 4, 1275 1329 5, 1182, 256, 832, 1, 1896, 1781 1, 1890, 1781 1, 1890, 1, 1891, 1, 1894, 1, 18

TABLE OF CASES.

R

	Sertion
R. v. Fletcher 4 C. 4 P.	2100
18 How. 84	7.
v. Folson v. Forbes	500 798
v. Forbes	
7 C. A P.	818, 1266 1876, 1898
Holt N. P. v. Ford 5 Cox Cr. 7 2 Salk.	1070, 1000
5 Cox Cr. 7	61, 764, 1262 620, 523
v. Forderingbrid v. Forester	lge 272
v. Forester v. Forester	1442 318
v. Forevth	2151
v. Forsythe v. Foster	150, 1404
7 C. 4 P.	1667, 1676,
1 Lew.	1747 1828
v. Fowke	932, 1961
v. Fox v. Francia 8	18. RRA 066
1078	18, 884, 986, , 1177, 1806, 1782, 2264
v. Francis	1782, 2264
8 Esp. L. R. 2 C. (76
	R. 802, 821, 1181
v. Frederick v. Freind 78	009
v. Freina 78	5, 985, 1128, 1782, 1981.
Thata	1782, 1981, 2088, 2214
v. Frith v. Froet	1983
4 St. Tr. n.	867,
1898	1079, 1854, , 1981, 2572
1806 22 How. St.	Tr. 1968
v. Fuldge v. Fuller v. Furley	821 158
v. Furley	
1 Cox Cr. 3 State Tr.	837 r. s. 1842
v. Fursey 414	# # PAR
n Francii	, 786, 1182, , 1268, 1280 1981 2036 580
v. Gahagan	2036
v. Gahagan v. Gallagher v. Gandfield	894, 1142
v. Garbett 82	3, 850, 856, 2271, 2276
v. Gardiner	2040
v. Gardner v. Garner	1684
1 Den. Cr. C	824,
2 F. A F.	829, 832
v. Garnet	363 2250, 2394
v. Gascolyne r. Gavin	1864
15 Cox Cr.	844, 847
7 How. St. 7	F. 9
v. Gaynor v. Gazard	1450 786, 2043
v. Gazard v. Geering	4014
v. George	216, 368 580
v. Glbbons	829

v. Gibney	82 10, 847
Car. & M L. R. 18 (2. B. D. 21.
v. Gilee v. Gilham	1756 1881 840, 847, 848, 2394
v. Gillio	2394 824, 884, 850 1258
v. Gla' arn v. Gleed v. Ginster 14	2235
v. Goldshede v. Goode	850 1160, 1983
v. Goodere (1160, 1441, 1722 850 1160, 1743 819, 848, 1399, 1933, 1961 818
v. Goodwin v. Gordon 11 How, 8 21 How, 8	3t. Tr. 818
18	st. Tr. 1182, 1219, 1782, 51, 2214, 2585
v. Gould v. Grahme v. Gray	858 867, 1991 354
v. Granatelli v. Grant	2183, 2250 892
F. Green 5 C. & P. 6 C. & P.	848, 865 835
7 How. St	. Tr. 298, 1826
14 11ow. 8	t. Tr. 517, 1838, 2032, 2072, 2081
v. Greenwich v. Greepe v. Grey	1508 523
v. Griffithe	1864, 2286
v. Griffin v. Griggs v. Grimwood	2394 2231, 2239 1639
v. Gunnell v. Guthrie	266 2148
v. Guttridge v. Gwyn v. Hadwen	1186, 1188 1219 916 1988
v. Hadfield v. Hagan	1988
v. Guttridge v. Gwyn v. Hadwen v. Hadfeld v. Hagan 8 C. & P. 12 Cox Cr. 1 Jebb Cr.	1405 106 C. 1390
v. Hailey v. Haines	1676 1238 24, 1215, 1218
v. Hake v. Hale	1393 2024
v. Hales v. Hali 1 Cox Cr.	89, 1992 2513
1 Cox Cr. 12 Cox Cr. 2 Lesch Cr	1195
v. Haiiiday Bell Cr. C. 8 Cox Cr.	2235 2236
v. Hamilton 4 How. St.	Tr. 575, 1605 1387
8783	1001

v. Hamp	Bestion 1906
n Hammdon	. T. 1050
8 How. 8 9 How. 8	Tr. 1850
v. Hankine	1009, 1364 1208, 2307
v. Hanson	1732
v. llarcourt	1005 829
r. Hardwick v. Hardwicke	1074 1070
v. Hardy	1076, 1079 9, 89, 753, 762, 773, 780, 896, 48, 1079, 1510,
10	40, 101V, 101V,
17	32, 1961, 2106, 2374
e. Hargrave	2000
r. Harringwor	1406 th 1286,
	1209, 1302
v. Harris 5 B. & Al	
1 Cox Cr. 4 Cox Cr. 8 Cox Cr. 4 F. A F	887
4 Cox Cr 8 Cox Cr	. 1406 2518
Mood. Cr.	
5 How. 8 12 How. 8 660, 9	. Tr. 1991
12 110W, 8	st. Tr. 194, 36, 1364, 1374,
	1400, 2200
v. Hart v. Harvey	1666, 2372
r. Harwood	826
C. SIMBORIL	2085 847
r. Ilastings 784, 8	8, 10, 28, 43,
183	8, 10, 28, 43, 96, 905, 1043, 99, 1867, 1871, 1873, 1880, 2082, 2056 9, 266, 321, 1731, 1917 194, 575,
	1873, 1880,
v. Hathaway	9, 266, 321,
. Hawkins	1731, 1917
	1004
r. Haworth	349, 850, 1205, 1206, 1278
v. Hayes v. Hayman	1991, 1992 1827
r. Hayward	9909
v. Hazy v. llearn	276, 2069 832
	2100
v. Heath	2100 278, 667, 994, 1018, 1605,
	1910, 1917
v. Hedge v. Heesom	59, 768, 1981 863, 1406
v. Heleliilii	1877
v. Hensey	1982 1991
v. Heseltine	
v. Hewett v. Higgins	832, 855 2100 1938
v. Higginson	1938
5 C. & P	1878
12 Cox Cr.	2838

R. v. Hill 2 Den. & P. C. C. 492, R. v. Hunter 2 Den. & P. C. C. 492, S. C. & P. 2211 v. Kildy v. Killen 1981	Section	Section	Section
2 Den. & P. C. C. 4992, 4965, 4965, 1823 2 Mind St. Tr. 2286 2 Hind arsh 1432 2 Hindmarsh 261, 686 2 Hinds 326, 1183, 198 3 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 4 Hodgy 326, 1183, 198 5 Hodgson 1 Lew. Cr. C. 1013, 2235, 2233 4 Lew. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. Cl. 346 6 Holden 1292, 2079 6 Holden 1292, 2079 7 Holingshead 1072, 1327 8 Holmes 388, 1023 2 F. 4 F G. 1005 8 Holden 1283, 1035 2 F. 4 F G. 1005 8 Holden 1283, 1035 1 C. 5 K. 624, 837 6 Horer 2081 8 Hood 609 9 Hooper 1296 9 Holden 1818, 198 7 B. & C. 1246 Settl Cas. 1603 9 Hoope 1276 8 Hoope 2081 9 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Horer 2081 1 Hood 609 9 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Hoppe 1276 8 Horer 2081 1 Den. Cr. C. R. 1045 1 Den. Cr. C. R. 1045 1 Denlson Cr. C. 1440 3 State Tr. N. s. 364, 1040 9 Howwe 1067 7 Howwel 1667 8 Howwe 1067 7 Howwel 1667 8 Howwe 1067 8 Howwe 1067 8 Howwe 1067 8 Howwe 1067 8 Howwe 1067 8 Howwe 1067 9 Houths 1831 1 C. & K. 204, 837, 355 9 Horton 782 9 Hostmen 1853 9 Howwe 1067 1 Denlson Cr. C. 1440 3 State Tr. N. s. 364, 102, 2075 9 Howwe 1067 1 Denlson Cr. C. 1440 3 State Tr. N. s. 364, 1198, 1994,	R. v. Hill		R. v. Kiddy 1819
## 1822			v. Killen 1981
## Hindmarsh	495, 496,		v. Kimber 848
v. Hindmarsh 2081 v. Hinds 521, 580 v. Hings 781, 1167 v. Ireland 935, 1364, 1991 v. Ireland 935, 1364	1822	v. Hnrly 2529	
Hindmarsh 2061 P. Hinks 521, 860 P. Hinks 521, 860 P. Holdgkiss P. Hodgson P. Holdgkiss P. Jackson P			5 C. & P. 664
P. Hinks S21, 890 P. Holigkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 985 P. Hodgkiss 1224, 2235, 2235 P. Hodge P. Holden 1262, 2079 P. Holimad 1850, 1855 P. Hollinghearty 1850, 2079 P. Holimad 1850, 1855 P. Hollinghearty 1850, 2079 P. Holimad 1850, 1855 P. Hollinghearty 1850, 2079 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072 P. Holimad 1072, 1927 P. Holimad 1072 P. H		v. Hyde 1890	1 Q. B. 581
0. Hodgkiss 0. Hodgkiss 0. Hodgkiss 1 Law. Cr. C. 1 Mood. Cr. C. 1 Mood. Cr. C. 1 Mood. Cr. C. 1 Holland 1 1202, 200 906 0. Holden 1 1202, 1207 0. Holland 1 1202, 1208 0. Holland 1 1202, 1208 0. Hol	Winter 501 600	v. ings 781, 1107	
Description Description	" Hinley 996 1199 1106	v. Ireland 950, 1309, 1991	v. Kingiake 2270, 2280
1 Lew. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 1 Mood. Cr. C. 318 6 Cox Cr. 580 2009, 2313, 2388 2009, 2313, 2388 780, 1001 780,	n Hodekies 088	1500 1650 9007	V. Aingston
1 Mood. CF. CJ. 200, 986 P. Holden 1262, 2079 P. Hollinah 1860, 1858 P. Hollingherey 1860, 2079 P. Janes 10. C. R. C. R. 1005 P. Jankowski 1072 P. Jarvie 2060, 2239 P. Jankowski	v. Hodgen	1000, 1000, 2221, 9998, 9999	
1 Mood. CF. CJ. 200, 986 P. Holden 1262, 2079 P. Hollinah 1860, 1858 P. Hollingherey 1860, 2079 P. Janes 10. C. R. C. R. 1005 P. Jankowski 1072 P. Jarvie 2060, 2239 P. Jankowski	1 Lew. Cr. C. 818		780 1487 998A
R. & R. 62, 200, 966 b. Holden 1222, 2079 b. Holiand 1850, 1855 b. Hollingberry 1850, 2079 b. Holiand 1850, 1855 b. Hollingberry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2079 b. Holimperry 1850, 2073 b. Holimperry 2850, 2073 b. Holimperry 2850, 2073 b. Holimperry 2850, 2073 b. Holimperry 2850 b. Holimperry 2850, 2073 b. Holimperr	I Mood, Cr. C.) 840		9900 9818 9800
P. Holland 1222, 2979 P. Hollinghery 1860, 1808 25 110v 8t. Tr. 2903 P. Hollingheed 1072, 1327 P. Holmes 9Br. C. 1861 1 C. & K. 624, 837 1 C. & K. 624, 837 1 C. & F. 1821 1 C. & F. 1822 1 C. & F. 1823 1 C. & F. 1824 1 C. & F. 1823 1 C. & F. 1824 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C. & F. 1 C	R. & R. 62, 200, 986		
P. Hollingsheed 1072 1327 1328 1 C. & K. 624 837 1 C. & Cx. C. 62, 200, 306, 1000, 1022 2 F. & F. 1821 L. R. 1 C. C. R. 1005 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. C. R. 1005 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. C. R. 1332, 2266 L. Jehkin 10 Cox C. 838, 318 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 20 Langeron	v. Holden 1262, 2079		v. Kirkwood 318
P. Hollingsheed 1072 1327 1328 1 C. & K. 624 837 1 C. & Cx. C. 62, 200, 306, 1000, 1022 2 F. & F. 1821 L. R. 1 C. C. R. 1005 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. C. R. 1005 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. & R. 1634 L. R. 1 C. C. R. 1332, 2266 L. Jehkin 10 Cox C. 838, 318 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 833, 32266 L. Jehkin 10 Cox C. 20 Langeron	v. Holland 1850, 1858	25 How. St. Tr. 2036	v. Kitson 1205, 1208
P. Hollingshead 1072, 1327 v. Holmee 9 Br. C. 1851 1 C. & K. 834, 837 12 Cox Cr. 62, 200, 389, 1005, 1023 2 F. & F. 62, 1005 v. Hole 1 C. & R. 1005 v. Hole 1 C. & R. 1005 v. Hole 1 C. & R. 1005 v. Hole 1 C. & R. 1005 v. Hole 1 C. & R. 1005 v. Hole 1 Cox Cr. 238, 318 of T. R. 1684 v. Holy Trinity 7 B. & C. 1246 Settl. Cas. 1503 v. Hone 1 Cox Cr. 238, 318 of Cox Cr. 832, 3206 v. Jankins 2060, 2289 v. Jankins 2060, 22	v. Hollingberry 1860, 2079	Ridgeway's Rep. 1117,	v. Knightley 575, 2250
9 Br. C. 1851 1 C. & K. 84, 837 12 Cox Cr. 62, 200, 2 F. & F. 1821 L. R. 1 C. C. R. 1005 v. Holt Sect. Cr. 821 6 T. R. 1684 v. Holy Trinity 7 B. & C. 1246 Sett. Cas. 1508 v. Hone 461 v. Hood 609 v. Hooper 2061 v. Hope 1278 v. Hopes 1067 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 v. Hopes 1067 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 v. Hopes 1067 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 v. Honer 835, 855 v. Honer 835, 855 v. Honer 835, 855 v. Honer 835, 855 v. Honer 1858 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howe 1067 r. Howell 1298 v. Hower 1667 v. Howell 2108 v. Howes 835 v. Homes 835 v. Howe 1067 v. Howell 1499 v. Hober 1278 v. Howes 835 v. Howes 1667 v. Howell 1490 v. Hombert 2218 v. Johnson 843, 844, 845, 845 v. Johnson 843, 844, 845, 845 v. Johnson 843, 844, 845, 845 v. Howes 835 v. Howes 1461 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hudson 1857 v. Huggins 1961 v. Hunt 1 105, 1128, 1328, 2349 v. Lanbews 2250 v. Lanper 2260 v. Lanper 2660 v. Lanper 2660 v. Lanper 2660 v. Lanper 2660 v. Lanper 2660 v. Lanper 2660		2106	v. Knill 2043
1 C. & R. 824, 837 12 Cox Cr. 62, 200, 202 2 F. & F. 1821 1821 L. R. 1 C. C. R. 1005 1 Show. 2183 1 L. R. 1 C. C. R. 1006 v. Holt 8 Cox Cr. 321 6 T. R. 1684 v. Holy Trinity 7 B. & C. 1246 Settl. Cas. 1508 v. Jenkes 2260 v. Jellyman 2000, 2289 v. Jenkes 2260 v. Jellyman 2000, 2289 v. Jenkes 2000 v. Jenkin 986			v. Knowles 2872
Sect. C. R. 1821 180w. 2188 1072 17 cox Cr. 238, 318 10 Cox Cr. 248 128, 164 1441	9 Br. C. 1851		v. Knox 785, 1128, 1329,
Sect. C. R. 1821 180w. 2188 1072 17 cox Cr. 238, 318 10 Cox Cr. 248 128, 164 1441	1 C. & K. 824, 887	1 C. & P. 986	
Sect. C. R. 1821 180w. 2188 1072 17 cox Cr. 238, 318 10 Cox Cr. 248 128, 164 1441	12 Cox Cr. 62, 200,	4 Cox Cr. 2181	
L. R. 1 C. C. R. 1005 v. Holt 8 Cox Cr. 221 6 T. R. 1684 v. Holy Trinity 7 18. & C. 1246 Settl. Cas. 1603 v. Hone 461 v. Hood 609 v. Hooper 2081 v. Hope 1276 v. Hopes 1067 v. Hopes 1676 v. Hopes 1676 v. Hopes 1676 v. Horborok 824, 837, 865 v. Horner 835, 855 v. Horner 835, 855 v. Horner 1888 v. Home 1888 v. Home 1888 v. Home 1888 v. Home 1888 v. Howe 1867 v. Howe 1867 v. Howel 1667 v. Linghor 2260 v. Lambert 2119 v. Langhor 2260 v. Lambert 2119 v. Langhor 267 v. Langhor 27 v. Langhor 27 v. Langhor 27 v. Langhor 27 v. Langhor 267 v.	896, 1006, 1028	6 How. St. Tr. 575	1672
8 Cox Cr. 321 6 T. R. 1684 v. Holy Trinity 7 B. & C. 1246 Settl. Cas. 1603 v. Hone 461 v. Hood 609 v. Hoope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Hope 1278 v. Horbrook 824, 837, 855 v. Horner 835, 856 v. Horner 835, 856 v. Horner 835, 856 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howe 1667 v. Howel 1667 v. Howe	I P 1 C C P 1005	1 800W. 2108	v. Lafone 580
S Cox Cr. 321 6 T. R. 1684 10 Cox Cr. 288, 318 10 Cox Cr. 288, 2266 2500			
10 Car Cr. 232 226		7. Con Con 000 010	
P. Holy Trinity 7 B. & C. 1246 Settl. Cas. 1508 v. Hone 461 v. Hood 609 v. Hooper 2061 v. Hope 1276 v. Hopes 1667 v. Hopkins 8 C. & P. 2061 10 Cax Cr. 248 v. Horner 835, 855 v. Horner 835, 855 v. Horner 835, 855 v. Horton 782 v. Hoogh 318 v. Howe 1667 v. Howel 1067 v. Howel 1067 v. Howes 855 v. Johnson 2299 v. Leary 560, 970, 1177, 1364, 2229 v. Leary 1827, 1328, 1981, 1982, 1			2 Leach Cr. 1. 847,
Settl. Cas. 1508 v. Hone 461 v. Hood 609 v. Hooper 2081 v. Hopes 1278 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Horner 2081 v. Johns 2239 v. Langhorn 985, 995, 1018, 2018 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 979, 1177, 1384, 2025 v. Langhorn 580, 2018 v. Langhorn 580, 2018 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 583, 985, 1084 v. Langhorn 583, 985, 1018, 2026 v. Langhorn 583, 985, 1084 v. Langhorn 582, 2046 v. Langhorn 583, 985, 1084 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 1018, 2026 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 1084 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 985, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn 583, 2025 v. Langhorn		n Jailyman 9000 9990	Danka N D 090, 000
Settl. Cas. 1508 v. Hone 461 v. Hond 009 v. Jenkin 1 Cox Cr. 2059 v. Hooper 2031 v. Hope 1278 v. Hopes 1667 v. Hopkins 8 C. & P. 2061 10 Cox Cr. 248 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Horton 762 v. Johns 2239 v. Johns 2239 v. Langton 748 2250 v. Langton 748	7 B. & C. 1246	" Jankes 2950	n Lambart 9110
v. Hood 099 v. Hooper 2081 v. Hope 1278 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Hopes 1667 v. Horner 835, 855 v. Horner 835, 855 v. Horton 782 v. Hostmen 1858 v. Homgh 318 v. Howel 1667 v. Leapr 569, 979, 1177, 1364, 2020 v. Leapr 1840, 1647, 2250 v. Langton 748 v			# Langhorn 985 995 1018
v. Hood 099 v. Hooper 2081 v. Hope 1278 v. Hopes 1607 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 10 Cox Cr. 248 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Horton 782 v. Hostmen 1858 v. Howard 2168 v. Hower 1667 v. Howel 1667 v. Leargure 580, 979, 1177, 1384, 2250 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Langton 748 v. Land 575, 1177, 1384, 2250 v. Layer 580, 979, 1177, 1384, 1684 v. Layer 580, 979, 1177, 1384, 1852 v. Layer 580, 979, 1177, 1844 v. Leary 1228 v. Leetham 1212, 2226 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1838 v. Lee 1837 v. Lee 1837 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1837 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838 v. Lee 1838			1849 1667 2250
v. Hopes 1278 v. Hopes 1067 v. Hopes 1067 v. Hopes 1067 v. Hopes 1067 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 10 Cox Cr. 248 v. Horton 782 v. Horton 782 v. Horton 782 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howel 1667 v. Howel 1067 v. Howel 1067 v. Howel 1067 v. Howel 1667 v. Leary 1614 v			v. Langmend 2512
v. Hopes 1667 v. Hopkins 8 C. & P. 2081 10 Cox Cr. 248 v. Hornbrook 824, 837, 856 v. Horner 835, 856 v. Horner 1858 v. Howard 2168 v. Howard 2168 v. Howel 1667 v. Howel 1 1067 v. Howel 2 168 v. Howe 865 v. Howes 855 v. Homes 855 v. Homes 855 v. Homes 855 v. Homes 856 v. Horbord 1439 v. Howes 856 v. Horbord 1439 v. Howes 856 v. Hombard 1439 v. Hudson 1837 v. Huggins 1961 v. Hughes 1461 v. Hughes 1461 v. Hughes 127 1 Cr. & R. 2043, 2363 14 Cox Cr. 2513 1 Cr. & R. 2043, 2363 14 Cox Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Hult 576, 660, 1476, 2070 v. Hult 1 State Tr. x. s. 867, 986, 1040, 1079, 1182, 1243, 1263, 2207 v. Kerre 1847 v. Kerne 1835 v. Kerne 1835 v. Land 576, 1177, 1394, 2250 v. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Langher 832 v. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1324, 1275 t. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981 v. Lander 575, 1324, 1994, v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Lee 1837 v. Layer 580, 979, 1177, 1279, 1279, 1279 t. Layer 580, 979, 1177, 1279 t. Layer 580, 979, 1177, 1279 t. Layer 580, 979, 1177, 1279 t. Layer 580, 979, 1177, 1279 t. Layer 580, 979, 1174 t. Lay	v. Hooper 2081		
v. Hopkins 8 C. & P. 2081 R. & R. 868 v. Langher 82250 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Johns 2239 v. Layer 580, 979, 1177, 1327, 1328, 1981, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1991, 2018, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1981, 1982, 1981, 1981, 1981, 1982, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981, 1981,	v. Hope 1278	1440, 1441	v. Land 575, 1177, 1864.
F. John Section Color	v. Hopes 1667	R. & R. 858	2250
8 C. & P. 2081 10 Cox Cr. 248 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Hornbrook 824, 837, 855 v. Horton 782 v. Hostmen 1858 v. Howard 2168 v. Howe 1667 v. Howel 1 Denison Cr. C. 1440 3 State Tr. x. s. 354, 2073 v. Hukas 1451 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Haghes 1 Cr. & L 1339 v. Hughes 281 v. Kanakawa 2830 v. Kearney 1981 v. Keenean 1981 v. Keenedy 782 v. Kerne 248 v. Lover 580, 979, 1177, 1828, 1981, 1982, 1991, 2018 11982, 1991, 2018 11982, 1991, 2018 11982, 1991, 2018 11982, 1994, 2019 11982, 1994, 2019 11982, 1994, 2019 v. Leary 1014 v. Leacham 1212, 2282 v. Lee 1887 v. Lee 18		r. John	
v. Horner 835, 855 v. Johnson 21, 1182 1982, 1991, 2018 2288 v. Leary 2168 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham	8 C. & P. 2081	7 C. & P. 1075	v. Layer 580, 979, 1177.
v. Horner 835, 855 v. Johnson 21, 1182 1982, 1991, 2018 2288 v. Leary 2168 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham	10 Cox Cr. 248		1327, 1328, 1981,
b. Horbor 35, 505 v. Horbon 782 1195, 1198, 1994, 2148, 2152 v. Leary 1614 v. Leary 1614 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1218, 1876 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham v. Leatham	v. Hornbrook 824, 837, 855		1982, 1991, 2018,
v. Hongh 318 v. Johnston 343, 344, 345, 348 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1238, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham 1298, 1288 v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leat	v. morner 550, 500	v. Johnson 21, 1182,	2286
v. Hongh 318 v. Johnston 343, 344, 345, 348 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1212, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1213, 2282 v. Leatham 1228, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham 1298, 2282 v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leatham v. Leat		1195, 1198, 1994,	
v. Howel 1667 v. Howel 2008 v. Lev 2009 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v. Levy 2529 v. Lev 300 v.		2146, 2152 [
v. Howel 1667 v. Howel 2 Camp. 2066, 2676 3 State Tr. N. s. 354, 2073 v. Howes 855 v. Hobert 967 v. Hucks 1451 v. Hudaon 1837 v. Huggins 1981 v. Hagens 1981 v. Kahalewai 2846, 2349 v. Kamakaua 830 14 Cox Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hunte 1 State Tr. N. s. 367, 986, 1040, 1079, 1182, 1243, 1963, 2097 v. Kerre 967 v. Kerre 847 v. Locker 609		v. Johnston 848, 844, 845,	v. Ledbetter 1887
No. Howell 1 Denison Cr. C. 1440 3 State Tr. N. s. 354 2 C & P. 2100 1 Den. Cr. 2298 5 How. St. Tr. 1961 1981 1982 1981 1981 1981 1981 1981 1981 1981 1981 1981 1981 1081		840, 847, 848	v. Lee 1887
1 Denison Cr. C. 1440 3 State Tr. x. s. 354, 2078 v. Howes 855 v. Howes 855 v. Hubbard 1499 v. Hnbbard 1499 v. Hucks 1451 v. Hudson 1837 v. Huggins 1961 v. Huggins 1961 v. Kahalewai 2846, 2349 v. Kaalewai 2846, 2349 v. Keenan 1981 v. Lillyman 1135, 1136,			v. Lenehan 1208
2 C. & P. 2100 2298 3 C. & P. 2100 5 C. & P. 349 349 5 C. & P. 298 5 C. & P. 298 5 C. & P. 298 5 C. & P. 208 5 C. & P. 208 5 C. & P. 208 7 C. & P. 208 208 7 C. & P. 208 208 7 C. & P. 208 7 C. & P. 208 2		v. Jones	v. Leverson 2325
v. Howes 855 v. Hnbbard 1499 v. Hnbert 967 v. Hucks 1451 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Hughes 1 Cr. & Zo13 1 Cr. & E. 2043, 2363 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keennedy 1981 v. Kelsey 2069 v. Lindasy 1065 v. Liale 1816 v. Liale 905 v. Li		2 Camp. 2000, 20/0	v. Levy 2529
v. Howes 855 v. Hnbbard 1439 v. Hnbbard 1439 v. Hnbbard 1439 v. Hnbbard 1439 v. Hnbbard 1451 v. Hucks 1451 v. Hudaon 1837 v. Huggins 1981 v. Kahalewai 2846, 2349 v. Lillyman 1135, 1136, 1760 v. Lincoln 519, 785, 1141, 1177, 1364, 2032 v. Lindaay 1665 v. Little 905		1 Dan Cu 9900	
v. Hnbbard 1439 v. Hnbert 967 v. Hucks 1451 v. Hudon 1837 v. Huggins 1961 v. Huggins 1961 v. Kahalewai 2846, 2349 t. C. & K. 2043, 2363 t. Cr. & D. 847, 1279 t. Leach Cr. L. 1339 v. Helet 575, 660, 1476, 2070 v. Hult t. Hunt 2881 t. State Tr. x. a. 367, 966, 1040, 1079, 1182, 1242 t. Kennedy 782 t. State Tr. x. a. 367, 1963, 2097 t. Kennedy 782 t. C. & P. 1432 t. C. & P. 357 t.			0 C. & F. 099, 000,
v. Hnbert 867 v. Hucks 1451 v. Hudson 1887 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Huggins 1981 v. Hanghes 2260, 2251 v. Hughes 2576, 1304 1 Cox Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Keaney 1981 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keenney 1981 v. Keenney 1981 v. Lilburne 575, 1304, 2260 v. Lillyman 1135, 1136, 1760 v. Lindsay 1605 v. Lindsay 1605 v. Lidle 1816 v. Liale 1816 v. Liale 905 v. Liale 905 v. Little 905 v. Liale 1816 v. Liale 1816 v. Liale 905 v. Liale 905 v. Liale 905 v. Liale 1816 v. Liale 905 v. Liale 90			
v. Hucks 1451 v. Hudaon 1837 v. Huggins 1981 v. Hughes 1 C. & K. 2043, 2363 1 C. & K. 2043, 2363 1 C. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hunt 1 State Tr. w. s. 367, 966, 1040, 1079, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1182, 1243, 1260, 1274 2 Cox Cr. 1442 Peake N. P. 2098 R. & R. 8 80 v. Liburne 575, 1364, 2083, 2260, 2251 v. Lilyman 1135, 1136, 11			
v. Hudson 1837 v. Huggins 1961 v. Huggins 1961 v. Huggins 2043, 2363 1 C. & K. 2043, 2363 1 C. & Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Hearney 1961 v. Hulte 575, 660, 1476, 2070 v. Hulte 575, 660, 1476, 2070 v. Hunt 2281 v. Kenlworth 1941 v. Kelsey 2069 v. Lindsay 1605 v. Lindsay 1605 v. Little 905 v. Lictle 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little 905 v. Little		Peake N. P. 2008	" Lilburne 575 1964
v. Huggins v. Huggins 1 v. Hughes 1 C. & K. 2043, 2363 1 4 Cox Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Kamakaua 830 v. Kamakaua 830 v. Kea 2063 1 Leach Cr. L. 1339 v. Kea 1981 v. Keenan 1981 v. Lincoln 519, 785, 1141, 1177, 1864, 2032 v. Keenan 1981 v. Lindsay 1866 v. Little 905 v.			1684, 1884, 2088
v. Hnghes 1 C. & K. 2043, 2363 14 Cox Cr. 2513 1 Cr. & D. 847, 1279 1 Leach Cr. L. 1339 v. Kalabeen 2063 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hunt 2281 v. Kelsey 2069 v. Hunt 281 v. Kelsey 2069 v. Kelsey 2069 v. Kelsey 2069 v. Kelsey 2069 v. Lisie 1816 v. Lisie 1816 v. Lisie 1816 v. Lisie 1906 v. Listie 906 v. Little 906 v. Little 906 v. Little 906 v. Little 1906 v. Little 575, 660, 1040, 1079, 1182, 1243, 12			2250 2251
v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keenan 1981 v. Lisie 1816 v. Hunt v. Kelsey 2069 v. Keenlworth 1194, 1195, 1182, 1243, 1182, 1243, 1242 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 835 7 C. & P. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609			v. Lillyman 1135, 1136.
v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keenan 1981 v. Lisie 1816 v. Hunt v. Kelsey 2069 v. Keenlworth 1194, 1195, 1182, 1243, 1182, 1243, 1242 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 835 7 C. & P. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	1 C. & K. 2043, 2368		1188, 1760
v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keenan 1981 v. Lisie 1816 v. Hunt v. Kelsey 2069 v. Keenlworth 1194, 1195, 1182, 1243, 1182, 1243, 1242 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 835 7 C. & P. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	14 Cox Cr. 2513	v. Kamakaua 830	v. Lincoln 519, 786, 1141.
v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Keenan 1981 v. Lisie 1816 v. Hunt v. Kelsey 2069 v. Keenlworth 1194, 1195, 1182, 1243, 1182, 1243, 1242 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 835 7 C. & P. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	1 Cr. & D. 847, 1279	v. Kea 2063	1177, 1864, 2032
v. Hulet 575, 660, 1476, 2070 v. Hnlme 2281 v. Kelsey 2069 v. Kelsey 2069 v. Listle 905 v. Little 905 v. Lictle 90	1 Leach Cr. L. 1339	v. Kearney 1981	v. Lindsay 1605
v. Hunt 1 State Tr. m. s. 867, 986, 1040, 1079, 1182, 1243, 1963, 2097 2 Cox Cr. 1442 v. Kenllworth 1194, 1195, 1196 v. Lioyd v. Lloyd 4 C. & P. 1432 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 357 2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	v. Hulet 575, 660, 1476, 2070		v. Lisie 1816
v. Hunt 1 State Tr. m. s. 867, 986, 1040, 1079, 1182, 1243, 1963, 2097 2 Cox Cr. 1442 v. Kenllworth 1194, 1195, 1196 v. Lioyd v. Lloyd 4 C. & P. 1432 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 7 C. & P. 357 2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	v. Hnlme 2281		
986, 1040, 1070, 1182, 1243, 1963, 2097 v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 1963, 2097 v. Kerr 847 7 C. & P. 357 2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	v. Hunt		
1182, 1248, v. Kerne 1838 6 C. & P. 839 1963, 2097 v. Kerr 847 7 C. & P. 357 2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609			
2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	986, 1040, 1079,		4 C. & P. 1432
2 Cox Cr. 1442 v. Kidd 59, 351, 1864 v. Locker 609	1182, 1248,		6 C. & P. 839
			7 C. & P. 357
. 3784	2 Cox Cr. 14421		v. Locker 609
		. 3784	

R.

R. v. Lockhart v. Londonderry v. Long 6 C. & P. Old Bailey v. Long Buckby v. Louie 144	Section 859
v. Londonderry	1938
v. Long	0.45
Old Bailey	221, 1964
v. Long Buckby	160
v. Louie 144: v. Lovat 25, 58	2, 1445, 1448 35, 986, 1882
v. Love	2086
v. Lovett	1981, 2520
v. Lowick v. Luce	195, 1981 2264
v. Luckhurst	829, 836
8 East 8 T. R.	2063 612
v. Dundy	1142, 1750
v. Lydeard St. I rence	AW-
v. Lvone	680
v. McBerny v. McCafferty	847
25 N. Br.	886, 858
10 Cox Cr.	2038
v. M'Douall v. McDonnell	995 852
v. M Jonough	1982
v. Macfariane v. McGovern v. M'Guire	1981
v. M'Guire	1827
2 East Pl. C 1 Leach Cr.	r. 2024
v. Macguire	L. 1839 575, 702,
819	1864, 1991
v. McHngh v. McIntosh	860
v. Mackay	1981 1442
v. McKenna	952, 1005
v. Maclane	2574 850
v. McLean v. M'Naghten v. M'Nanghton	672 1933
v. M'Nanghton	1933
	1850, 1864, 1825, 1877,
1982,	2400. 2201. I
v. Magill	2269, 2281 848
v. Maguire v. Maillonx	998
v. Maillonx v. Malings	867, 1029
v. Mallory	4, 1070
v. Maloney	1262
v. Mansfield 14 Cox Cr.	822, 886
10 R	2063
v. Marshall	1408
v. Martin 2 Camp.	1684, 1661
VU. C. I.	200, 986
12 Cox Cr. 1 Lew. Cr. C.	1103, 1802
2 M. & Rob.	986
6 State Tr. n	. s. 1827, 2119
v. Maskall 664.	986, 1612
March	986, 1612, 1782, 1981
4 Cor Ce	1989
15 How. St. 7	Fr. 1991

TABLE	OF CASES.
w Mawhan	Section
v. Mawbey	167 84
v. May v. Mayhew r. Mead	204
r. Mead	-01
2 B. &	C. 143
1 Burr	. 228
2 Ld. 1	Raym. 225
v. megson	1136, 1136 176 4, 877, 672, 735 1078, 1219, 1362 2222
v. Melville	4 877 A79 795
	1078, 1219, 1862
	222
v. Merceron	854
v. Merceron v. Merthyr v. Metherin v. Mick	Tldvll 1246 gham 1193 847, 848
v. Metherin	gham 1193
v. Middlese:	847, 848
v. Middlese.	x 1350 y 1208
v. Mili	825, 889
v. Miliard	818
v. Miiihonse	579
v. Middlese v. Middlezo v. Mili v. Miliard v. Milihonse v. Millen v. Millen	820
v. Milier	1001
v. Miliis v. Milis	2082, 2088
v. Miline	1666
v. Milton	1911 1582, 1592, 1684 1480 302, 867, 818
v. Minton	1480
v. Mitchel	302, 867, 818
v. Mitchell	,,
6 Cox	Jr. 794
17 Cox	Cr. 1072, 1890, 1445
v. Mobbs	1440
v. Mockford v. Moders v. Mogg	368 2081
v. Moders	575, 1864
v. Mogg v. Mohnn v. Moir	363
v. Mchnn	811, 896, 1480
v. Moir v. Mompesso	1262
o. mrombeast	on 2250 838
v. Moody	1440, 1442
2 C. & F	216, 318 Cr. C. 825, 829, 832, 837
2 Den. (Cr. C. 825 820
	832, 837
v. Moores	832, 837 2059 1864
v. Morant	1911, 2250
v. Moores v. Mordant v. More v. Morgan 14 Cox 1 Leach 1 Moo. &	1011, 2200
14 Cox	Cr. 1442
1 Leach	Cr. L. 1442 Cr. L. 1818
1 Moo. 8	k Rob. 1994,
361	1999
v. Morley v. Morris	1364, 1667
4 How.	St. Tr. 1177
1 Leach	2529
v. Morne	
v. Morton	
4 M. & S	5. 1194, 1195, 1196 k Rob. 837 858, 859 ll 1846, 1661 2040 761, 969, 2054
0.32	1196
2 Moo. 6	Kob. 837
v. Mothered	1244 1661
v. Mndie	2010, 1001
v. Mniiins	761, 969, 2056.
	2060
v. Murlis	858, 859 1 1846, 1661 2040 761, 969, 2066, 2060 1894

R. Murphy A. M. & O.	Section
A. M. & O.	2015
8 C. & P.	2015 4, 440, 770, 4, 786, 1249, 1258, 1259, 1280, 1889
	1258, 1259,
19 How. St.	1280, 1889 Tr. 195,
v. Mnscot	1106, 1981
n Nan-o-quia-a-l	2032, 2040 ta 605
	854 2250
a Naci	2050
v. Netherthong v. Neville v. Newman v. Newton 1 C. & K. Dyer	1894, 2145 882, 1066
v. Newman	1271, 1839
1 C. & K.	2168
Dyer 15 L. T.	2032
Z MOO. & IV	1262 ob. 2086
v. Niciolas	1760, 1821
2 C. & K. 6 Cox Cr.	1442
v. Nichols v. Nichoison	1982 1873
v. Noakes	2059
v. Nobie v. Noei	986, 1117
v. Norfolk 1 How. St.	
I now. or.	Fr. 516, 575, 819,
Jardine's Cr	575, 819, 1864, 2250 Tr. 1818, 1837, 2082
	1837, 2082
v. Norwood	2084, 2085,
v. Nnndocomar	1837, 2083 2084, 2085, 2086, 2088 960, 1223, 1837, 2198, 2265, 2875 2032, 2040
2212	, 2265, 2875
v. Nnnez	
v. Nntley v. Oakhampton	600
v. Oates 1864,	518, 527, 1405, 1838, 1909, 2250 157, 367, , 1841, 2374
	1909, 2250
v. O'Brien 461	, 1841, 2374
	986
1079,	1182, 1868,
1669, 2150.	7, 461, 789, 1182, 1868, 2097, 2119, 2874, 2529
v. O'Connor	, 2020
27 How. St.	1000 1000
4 St. Tr. n. s	. 157, 867, 1981
v. Oddy	194, 326
v. O'Doherty	1600, 1982 157, 867, 1981 194, 326 867, 667, 1846, 2494 580, 1981
v. O'Donnell	000, 1001
v. Offord v. Oldroyd	1988 905
v. Oilis v. Onbie	821
v. Osborne	986 1760
v. Osman v. Overton	1440, 1441 1005
Over1011	1000

-	Section	1
R. v. Owen	850	
v. Oxford 23	2, 681, 1933	v. Pritchard
v. Paakaula	852, 860 2447	v. Proud
v. Padstow v. Page 4 B. & Ad. 2 Cox Cr.	2447	v. Proud v. Pruntey v. Purnell v. Quelch
v. rage	010	v. Purnell
2 Cox Cr.	318	v. Quelch
n Pah Mah Can	200	v. Quin v. Radford
e Pain	1818	
v. Pain v. Palne 1864, v. Palmer	1375, 2100	v. Raleigh 575, 1
v. Palmer	10.0, 2100	u Damidan
Annual Regi	ter 457,	v. Ramsden v. Rankin
	1159	v. Destrick
6 C. & P.	1899	v. Rastrick v. Randultz
v. Parker	1000	v. Rawden
Car. & M. 1 Cox Cr. 8 Cox Cr.	2040, 2042	2 A. & E.
1 Cox Cr.	986	8 B. & C.
8 Cox Cr.	829	w. Read
3 Dongl.	1124	v. Reading 7 C. & P. 7 How. St. Tr.
Leigh & C.	832	7.C. 4.P
v. Parmenter	2339	7 How. St Te
v. Parratt	886	7
v. Parris	607	1
v. Partridge		
v. Patch	886 26	Lee t. Hardw.
v. Payne	580	
v. Peacock	803	v. Reaney
v. Pearce	867	v. Reardon 216,
v. Pedley	728	_ 1 857,
v. Peel	1440	v. Reason
v. Pegler	2:260	12 Cox Cr.
v. Peltier	1875, 1442	16 How. St. Tr
v. Pembroke 1	1875, 1449 364, 1480,	15
	1718	1829, 1
v. Penn and Mead	2250	v. Redman
v. Perkins	508, 1440,	v. Redmond
	1443, 1821	n Read
v. Perry 2 Cox Cr.		v. Rees v. Reeve v. Regan
2 Cox Cr.	859	v. Reeve
14 How. St. T		v. Regan
	2061	4 COX Cr.
v. Petcherini	1732, 1850 195, 811	16 Cox Cr. 1
v. Peters	196, 811	v. Regicides; see Regicides' Tris
v. remerion	THARL	Regicides' Tris
v. Petrie 1803, 1	909, 1910	v. Renwick v. Rhodes
v. Pettit	848	v. Rhodes
v. Philips	2514	I Leach Cr. L.
v. Phillips	818, 1021	1 Q. B.
v. Philpotts	740, 748	v. Richards
v. Picton 660, 1	818, 1021 745, 748 157, 1271,	5 C. & P. 886,
I.	113, TOA!	_ 1 Moo. & R. 1
Dianam	961, 1982	v. Richardson
v. Piercy v. Pike	166	2 Cox Cr.
OCAD 1	400 1440	2 F. & F. 3 F. & F.
8 C. & P. 1 1 K. B.	489, 1448 850, 2281 849, 1667	3 F. & F.
v. Pikesley 1	940 1807	a. ricumond
e Pinney	9110	v. Rigg
v. Pinney v. Pitcher	2119	v. Riley 62,
v. Plumer 1	986	v. Rivers
v. Plunket 8	08 1177	v. Koberts
or a remarket	078, 2152 196, 1177, 364, 2250	v. Roberts 2 C. & K.
v. Pook	1794	t Camp.
n. Pountne	1726 829	v. Robins 2
v. Pountney v. Povey v. Powell v. Pressley		v. Robinson
" Powell	690	Annual Registe
v. I owell	2380	5 Cox Cr.
v. Preston	1828	
n. T Leafolf	1825	L. R. 1 Cr. C. F
v. Priddle	520, 1270	v. Robotham

eit 326 chard 1100 ud 331 ntey 1406, 1828 nell 2259, 2264 sich 1684	Section
elt 326	R. v. Roden 36 v. Roebnek 32
chard 1160	v. Roebuck 82
ud 881	v. Rogan 98
ntey 1406, 1828 nell 2259, 2264	v. Rogers 208
olch 1684	v. Roobnek 82 v. Rogan 98 v. Rogers 208 v. Romp 88 v. Rook 612, 206 v. Rookwood 523, 973
n 761	v. Rook 619, 206
ford 840 9904	v. Rookwood 528, 979 986, 1177
algh 575 1864 1490	900, 1177
1837, 2036	198:
n 761 Iford 840, 2394 elgli 575, 1364, 1430, 1837, 2036 nsden 762, 2135 kin 367	v. Rooney 216, 41 v. Rorke 102 v. Rosewell 367, 769, 1732 1887, 1962, 226 v. Rosser 257
kin 367	v. Rosewell 867, 769 1789
trick 1195	1887, 1982, 225
dnits 1684	v. Rosser 2570
den _	v. Row 821 v. Rowan 285, 986, 1965 v. Rowland 680
A. & E. 1195, 1196	v. Rowan 285, 986, 198
D. G. U. 2447	v. Rowland 580
d 2061	v. Rowley 2096
ding C. & P. 1667	v. Rowton 55, 57, 58, 59
C. & P. 1667	v. Rowley 2090 v. Rowton 55, 57, 58, 59 194, 195, 216, 1609 1614, 1981, 1982
How. St. Tr. 528,	1614, 1981, 1982
575, 986,	1988, 1986, 1986
1910, 2260,	v. Rndd
a t. Hardw 807 819	1 Cowp. 2066
How. St. Tr. 523, 575, 986, 1910, 2250, 2280 te t. Hardw. 607, 612, 2063, 2239 ney 1441	1 Cowp. 2006 1 Leach Cr. C. 818, 819 844 1 Leach Cr. L. 2236 v. Rudge 1003, 1982 v. Russell 367, 1364, 1732 9032, 2094, 2378 v. Ruston 498, 811, 1818 v. Rvan
ney 1441	1 Feesh Ch. 7
don 216, 831, 347, 857, 363, 1185	v. Rndge 1008, 1982
857 363 1185	v. Russell 367, 1864, 1732
on	9099 9004 9075
Cox Cr. 824, 839	r. Ruston 408 811 1919
How. St. Tr. 1157.	v. Ruston 498, 811, 1816 v. Ryan 62 v. Ryle 1709 v. Ryton 2188
1326, 1827,	v. Ryle 1700
1829, 1430, 1450	v. Ryle 1709 v. Ryton 2188
nan 1163	v. Sadler 2199
Cox Cr. 824, 839 How. St. Tr. 1157, 1826, 1827, 1829, 1430, 1450 man 1163 nond 1961 1352 848, 1667	v. Saffron Hill 1195, 1196
1352	v. Salisbury 218
848, 1667	v. Salmon 457
	v. Sandva 850
in a	v. Sansome 848, 855 v. Saunders 821, 2153
Cox Cr. 354	v. Saunders 821, 2153
Cox Cr. 1236, 2154	v. Savage 1406 v. Scaife
cides; see gicides' Trial.	v. Scalle
rick 818	5 Cox Cr. 1405 1 Moo. & Rob. 1452
	1 M100. 6 M0D. 1402
each Cr. L. 1641	v. Scammonden 2483 v. Schlesinger 728
. B. 821, 2272	v. Scot
urds	5 How. St. Tr. 1991
each Cr. L. 1641 2. B. 821, 2272 ards 3. 4 P. 886, 847, 855 100. 4 R. 1278, 1667 present	v. Scott
loo. & R. 1278, 1667	1 D. & B. 829 849
	843, 846, 849
ox Cr. 416	850, 852, 2260,
. & F. 216 331 I	860, 852, 2260, 2266, 2270 v. Scroop 785, 1991, 2250
	v. Scroop 735, 1991, 2250
nond 1177	v. Searie 081
1874	v. Semple 818
62, 200, 898 848, 849	v. Serjeant 2239
ts 020, 029	v. Serva 1817
& K. 2042	v. Seven Bishops 778, 1364,
mm 900 901	v. Sewel 1991, 1992 v. Sewel 529
s 200, 1022	v. Sewel 529 v. Sexton 804, 839
501	# Shaftashney 1840 6960
	v. Sexton 804, 839 v. Shafteebury 1840, 2360 v. Sharpe 867
ox Cr. 1206.	v. Shaw
	6 C. & P. 829, 839,
R. 1 Cr. C. R. 850 ham 1350	2286
ham 1350	10 Cox Cr. 2042
8786	

R. v. Shaw

16 Cox Cr. 950, 1022
1 Lew. Cr. C. 660
v. Shearea 1981, 1991, 2036
v. Sheehan
v. Shellard
v. Shepherd
7 C. & P. 838
1 Cox Cr. 1993, 1994, 1994, 2007

v. Sherfield

v. Shrewsbury v. Shrimpton

v. Sheridan v. Sheriff of Chester v. Sherman v. Sherrington v. Shimmin

v. Shrewsbury 2190
v. Shrimpton 55, 58, 193, 196
v. Sidney 1807, 1837, 1991, 1992, 2033, 2004
v. Silverlock 2012
v. Simmonds 2079
s. Simmonds 2079

838 1993, 1994, 2007, 2026 1177, 1364, 2032 1179

	00
223, 423, 41 223, 41 216, 1 216, 1 22, 2 2 58, 1 58, 1 58, 1 58, 1	nar
	88
9. 9	068
28. 1	979
8, 11	177
1	982
216,	414
1	021
), 17	32
2, 2	260
2	570
	8229
6, 1	902
20	50
90,	Dυ,
7 10	OS.
	DOA DOA
0, 1	DOO
2	060
2: 18, 8 2: 8, 1: 1, 17 4, 2: 1, 1:	19
., {	384
2	236
8, 19	982
1, 17	32,
4, 2	375
1, 18	318
	62
17	709
21	709 188 199 196 218
21	199
5, 11	196
2	:18
4	107

9, 839, 2286 **20**42

	v. Silverlock	2012
2056	v. Simmonds	2079
, 819,	v. Simpson	
884	1 Lew. Cr. C.	1440
2236	1 Moody Cr. C.	829
1982		886, 838
1732,	v. Simmonsto	2086
2375	r. Simons	
1818	6 C. & P.	2339
62	19 How. St. Tr.	2855
1709	v. Skeen	2000
2188	Bell Cr. C.	850
2199	8 Cox Cr.	2281
1196		03, 2261
218	v. Slanghter	829
457	v. Sleeman 829, 8	240 847
850	v. Silngeby	1177
855	v. Sloggett 828, 86	9990
2153	v. Smith	N, 2200
1406		1, 2273
2300	2 C. & K.	1781
1405	2 C. & P.	818
1452	4 C. & P.	
2483	10 Cox Cr.	318
728	16 Cox Cr.	1442 1442
140	Holt N. P.	
1991	Mood. Cr. C.	1875
1931	Old Bailey	609
842,		7 1900
849.		7, 1393
260,		0, 1349
270	Williams	1442
250	v. Smith & Davis	1130
681	v. Somerest #10 010	2056
318	v. Somerset 519, 819	, 1804
	v. Sourton	848
239	r. Southey	2063
817	v. Southwood	689
364,	v. Sparkes	347
992 590	v. Sparzes	2394

v. Sparkes
v. Spencer
1 C. & P.
7 C. & P.
v. Spilsbury

v. Spoilen v. Squires v. St. George

P. 1676 P. 829 499, 1349, 1489, 1442 811, 1812, 2079 1128

L. v. St. Glies	1814, 1821 1814, 7821 18 785, 747, 749, 753, 754, 762 2063 394, 960, 986
v. St. Martin'	a 785, 747, 749
v. St. Peter	753, 754, 762
v. Stafford	394, 960, 986
11	77, 1899, 1667,
10	394, 960, 986, 77, 1399, 1667, 109, 1982, 2036, 2038, 2260 9, 105, 818
v. Standsfield v. Stannard	9, 105, 818
v. Stapleton	55 960 575, 785
v. Stayley v. Steel	575, 785
18 Just. H	848
1 Leach (Cr. C. 1160
M Stenson	1900, 1440
v. Stephens 16 Cox Ci	
	7. N. s. 1182
v. Stephenson	1406
v. Stimpson	2100 1873
v. Stockdale	2094
v. Stoke-upon-	Trent 2440
v. Stephenson v. Steptoe v. Stimpson v. Stockdale v. Stockland v. Stoke-upon- v. Stokes	761
v. Stone	2089 Tr. 4, 1079, 1174, 1339 1196, 1196
25 How. St	Tr. 4, 1079,
r. Stourbridge	1174, 1839
v. Strafford 57	1174, 1339 1195, 1196 5, 1177, 1364, 00, 2032, 2376
v. Streater	0, 2032, 2375 1850
v. Streater v. Stripp	848
r. Stroner v. Stroud	918, 2079 2250
v. Stubbs	2056, 2059
v. Sullivan v. Sunderland	2070 318
v. Sutton 1663	2, 1800, 2570
v. Swatkins v. Swendsen	1177 1981 /
	1177, 1981, 2289, 2250
v. Tarbot	3, 1991, 1992
U. Larrant	986 1328
v. Taverner v. Tawell v. Taylor	818 892
v. Tawell v. Taylor	
1 C. & P. 8 C. & P.	2079 825, 820
	825, 820, 1259, 1829
5 Cox Cr. 6 Cox Cr.	854 1994
13 Cox Cr.	1829, 1691,
McNally	1696, 1700 1982
Peake N. P.	1820
Pelham Skinner	579 1364, 1384
7. Teal	
2 Camp. 9 East	986 527
11 East 21, Telicote	1010, 1015
. Thanet	1328 1963
. Thelwall	1986
8787	

R. v. Thistlewood	Feetion 526, 1886
v. Thomas	526, 1886, 1982, 2427
2 Leach C	r. L. 848,
6 C. & P. 7 C. & P.	1328 888
7 C. & P. Dyer	824, 2286 1864
v. Thompson	
12 Cox Cr 13 Cox Cr	. 1406, 2079
1 Leach C	r. L. 888,
2 Q. B.	825, 826, 832,
v. Thornton v. Throckmorto	888, 847, 860 838, 847
	n '575, 1864, 2250
v. Tldd v. Tinkler v. Tippet	2059
v. Tippet	21 2070
v. Tissington	2070 62, 200, 216, 1982, 2529
v. Tolson	790
v. Tong 523, 5	26, 575, 580, 1076, 1477.
v. Tooke 59, 19	2032, 2036
1782	, 1796, 1871,
v. Toole	1963, 2130 367, 825, 847
v. Tower	790 26, 575, 580, 1076, 1477, 2032, 2036 5, 728, 1073, 1795, 1871, 1963, 2130 167, 325, 847 1263, 1641, 2016, 2056 4, 2042
v. Towey	
v. Townshend v. Trant v. Travers	1851 1480
v. Travers v. Treble	1821
v. Travers v. Treble v. Triganzie v. Troop v. Truman v. Tubby	21 194, 196 1827 2086
v. Truman	1827 2086
v. Tncket	48, 849, 850 232
v. Tucket v. Tuffs v. Turberfield	2070
v. Turner	258
2 C. & K. 6 How. St. T	2158 r. 575,
	1028, 1616,
32 How. St.	1982 Tr. 59,
1 Lew. Cr. C 1 Mood. Cr.	1836, 1981 1477
1 Mood. Cr. (C. 1388 1177
v. Tntchin v. Twelve Bishop v. Twyn v. Tyler v. Tylney v. Udall 575, 1	1177 2250 1991, 2250 829, 855 2298 1364, 2217.
v. Tyler	1991, 2250 829, 855
v. Tylney	2298
	2250
v. Ulmer v. United Kingdon El. T. Co.	14416
El. T. Co.	792 2070
v. Unkles v. Upchurch	829. 886
v. Upper Boddings	on 2211, 2308
v. Upton	2086

Bection	Section	Section
R. v. Upton St. Leonards 1880 v. Van Bntchell 1441	R. v. Wealand 1828	R. v. Winslow 863
v. Van Bntchell 1441 v. Vandercomb 851	v. Weaver 1219, 1646, 2529	v. Winsor 580
v. Vane 785, 1219, 1991	v. Webb	v. Wintonn 811, 1864
v. Vanghan	4 C. & P. 849 6 C. & P. 2059	v. Witches 445
13 How. St. Tr. 351,	11 Cox Cr. 524	v. Withers 2821 v. Wobnrn 2218, 2223
499, 986, 1177,	1 Moo. & Rob. 457,	v. Wood
1006, 1839, 2032,	2212	14 Cox Cr. 1188, 1760
2088, 2265	3 Stark. 1842	Dears. & B. 2089
Salk. 367	v. Webster 2042	1 F. & F. 254
v. Verelst 2168	v. Weeks 216, 318	5 Jur. 988
v. Vernon 829, 889 v. Vlce-Chancellor 1351,	v. Welghtman 1981 v. Weller 1849	Romilly 867
2215		v. Woodbarne 818, 847
v. Vlckery 2222	v. Wellings 1406 v. Wells 2059	v. Woodcock 1364, 1438,
v. Vincent	v. Welton 1406	v. Woodfall 2356
119 C. & P. 1780	v. Westbeer 1364	r. Woodhead 918, 2079
8 State Tr. n. s. 2079	v. Weston 570, 1364	v. Woodley 2200
v. Virrler 2040	v. Whalley 1163, 1802	v. Woods
v. Voke 364	v. Wheater 846, 849, 85°	5 Br. C. 21, 1442
v. Walnwright 1726	v. Wheatland 2048	1 Cr. & Dlx 1044
v. Wakefield 2082, 2239 v. Wakeman 1018, 1329,	v. Wheeley 848, 849, 850	v. Worsenham 1858, 2259
v. Wakeman 1018, 1329, 1667	v. Wheeling 2070 v. Whelan 1046	v. Worth 1461, 1464,
v. Walker	v. Whelan 1046 v. Whitbread 2079	1524
6 C. & P. 850	v. White	v. Wo Sow 2056 v. Wrangle 2429
28 How. St. Tr. 499,	2 Cox Cr. 1021	v. Wrangle 2429 v. Wright
938, 1164,	17 How. St. Tr. 819.	1 Lew. Cr. C. 839, 848
1782, 2210	848, 1981	17 N. Br. 1066, 1677
1 Leach Cr. L. 1818	Leach Cr. C. 492, 1816.	R. & R. 681, 1921
2 Moo. & Rob. 1136,	1817	v. Wylie 818
1138, 1760	R. & R. 2070	v. Wyse 2061
v. Walkley 838, 2100 v. Walkling 579	v. Whitebread 518, 935, 986, 1002, 1177,	v. Yates 2042
v. Wall	1001 0096 9050	v. Yewin 986
28 How. St. Tr. 1983,	1981, 2036, 2250 v. Whitehead	v. Yore 2239 v. Yonng 2230
1981, 1982	3 C. & K. 221, 1984	v. Yonng 2230 v. Zelgert 223
Russell 1374	1 C. & P. 254, 821	v. Zulneta 260
v. Wallace 1684	L. R. 1 C. C. R. 497,	R. Co. v. Yelser 456
v. Walter 1349	811, 1819, 1822	v. Yerger 456
v. Ward 1981	v. Whyley 216, 305	v. Yerger 456 Rabeke v. Baer 2063, 2527
v. Warden of the Fleet 980,	v. Widdup 850	Rachal v. Rachal 1513
v. Warickshall 819, 822,	v. Wiggins 761 v. Wilbaln 2004	Rachfield v. Careless 2475
823, 825, 834,		Rackemann v. Impr. Co. 2442
858, 659	v. Wild 833, 840, 847 v. Wilkes	Radam v. Microbe Destroyer Co. 1978
v. Waring 73, 76	7 C. & P. 2056, 2059	Radeliff v. Ins. Co. 1684
v. Warringham 829, 838,	19 How. St. Tr. 2264	Radcliffe v. Fursman 2294
860]	v. Wilkins 1789	Radford v. McDonald 2065
v. Warner 2016	v. Wilklason 1327	v. R. Co. 1387
v. Warwick 523	v. Williams	v. Rice 1021, 1040
v. Wason 6	7 C. & P. 1821	v. State 1438
v. Watkins 1667	8 C. & P. 2025, 2236 1 Cox Cr. 579	Raefle v. Moore 2309
v. Watkinson 2318	8 Cox Cr. 760, 761,	Rafe v. State 832
v. Watson	905	Rafferty v. State 321 Raffles v. Wichelhaus 2466
1 Camp. 2152		Ragan v. Smlth 2153
3 C. & K. 761, 1828		Ragland v. Green 1304
32 How, St. Tr.	o. 44 11118 010' 800' 1891 i	v. State 679
and 2 Stark. 4, 260,	v. Willshire 2506	v. Wickware 2210
882, 786,	v. Wilson	Ragsdale v. State 247
882, 786, 791, 979, 986, 1078, 1079, 1284, 1385, 1270, 1280,	Ber. N. Br. 2189	Raiford v. State 2060
1986 1970 1990	8 Cox Cr. 1408 2 F. & F. 152, 1781	Ralling v. Com. 1362, 1431,
1836, 1854, 1963		Pailmad v. Athina 1432
1381, 1982, 2272	Holt N. P. 848, 849	Railroad v. Atkins 1408 v. J. M. 1141
1836, 1854, 1963, 1361, 1982, 2272, 2360, 2374, 2375		Railroad Bank v. Evans 1681
2 T. 16. 1199		Railroad Co. v. Ayres 1694,
v. Watt 2269	v. Wlnkworth 352	1698
	3788	

81, 1442 88, 2250 1, 1464,

TABLE OF CASES.

Pailmed Co w Pin	Section		Section	1	Section
Railroad Co. v. Bix	by 719 7 86		tern 438, 1236	Rawline v. State	896, 791 138, 923
v. Foreman	1943		928, 988	Rawles v. Ford	138, 923
v. Kenney	2507	v. Van Renssell	20, 500 5	v. State	928, 1618
r. Schultz	1922, 1926,	v. Venable	1881	v. State	133, 923 928, 1618
	1951	v. Wadsworth	1909	Rawle v. Inc. Co.	1061, 1947
v. Tax Case	1850	Randegger v. Ehrha	rdt 1083,	Ravenscroft v. Glb	oney 1267
Raiiroad & Tei. Cos			1085	Rawson v. Curtiss	1240
v. Board	2580		2257	v. Haigh	1788
Railway v. Pool	782	v. Chesapeake &	D. C.	v. Ins. Co.	266, 1081
Raiiway Co. v. Amo	618	Co.	787, 2125	Rawstone v. Presto	n Co. 2819
v. Crowder v. Jones		Randie v. Biackburn	2117	Ray v. Beli	1037
r. Richardson	455, 456	Randoif v. Bloomfiel		v. Camp	288
Railway P. & F. C.	455	Randoiph v. Adams	1956	v. Castle	1520
r. Robinson	1770	v. Doss	1247	v. Coffin	1141
Raines v. Perryman	1247	v. Easton	2527, 2540 704, 2139 2016	v. Com.	2236
v. Philip	1320	v. Gordon	704, 2139	v. State,	
v. State	897	v. Loughiin v. McCain	2010	50 Ala.	1144, 1966
Raines Adm'r v. Ra		v. Woodstock	1841	1 Greene 1	la. 1850,
Cred're	1463, 1464	Rands c. Thomas	18, 20, 1263 527	95 Th- C	2056, 2059
Rainey v. Hines	2110	Rank v. Shewey	1250	35 Tex. Ci Rayburn v. Lumbe	7354
v. Potter	770	Rankin v. Crow	2105	Raymond v. Cump	
Rainale v. St. John	C. R.	v. Fidelity Ins. 7	C. & S	v. Day	392
Co.	1750	D. Co.	2556	v. Lowell	1951
Rains v. State		v. McKenzie	2065	v. R. Co.	2381, 2383
88 Aia.	2276	v. Maxweli	1065	Rayner v. Ritson	1858
152 Ind.	1976	Rankine r. Clarke	406	Raynes v. Bennett	2836
7 Tex. App.	2089	Ranney v. Donovan	1248	r. Towgood	2257
Rainwater v. Elmore		v. R. Co.	461, 1872	Raynham v. Canton	1271, 1684
Raisler v. Springer	1974	Ransbottom r. State	1873	Raynor v. Lee	1651
Raleigh Hosiery Co. R. Co.	V.	Ransome v. Christian		v. Norton	786, 753,
Raieigh & G. R. Co.	2500	Raper v. R. Co.	458, 461		1298, 1814
Bradshaw	0.	Raphael v. Bank of	0000	v. R. Co.	235, 1951
Ralph v. Brn	1218, 2	Engiand	2356	Razor v. Razor	1078
impiro. Di	2222, 2.	Rapiey v. Klugii	791	Rea v. Missouri	944, 1890
	2:	Rapp v. Le Blanc Rarden v. Cunningha	905, 907	Rea's Assignment	1225
v. Hensler	1067	Raridan v. R. Co.	m 571	Read v. Bailey	2124
v. R. Co.	664	Rasit v. Purnel	718, 1067	v. Barker v. Bertrand	1976
Raiston v. Lothain	7	1085,	917, 1018, 1806	v. Brookman	1414
v. Miller	1586	1000,	1387, .	v. Com.	1193 2349
Raiston's Case	818	v. State	Bur	v. Gamble	1205
Raiya v. Atkins	2468	Rash's Estate	2506	r. Hide	1179, 1224,
Ramadge v. Ryan	1984, 2349	Rass v. Sebastian	2027	***************************************	1650, 2094
Rambert v. Cohen	735	Rastetter v. Reynolds		v. Passer	2000, 2002
Rambier v. Tryon	288, 1738,	Ratcliff v. Courier-Jo	urnal 73,	1 Esp.	1208, 1644
D	1917, 1988		207	Peake N. I	2083
Rambousek v. Su-		v. Ratcliffe	1644	v. Randel	2125
preme Council	2525	v. Trimble	1638	v. Rice	1088
Ramey v. State	898	v. Waies	610, 2063,	v. Staton	1267
Ramsay's Estate Ramsbottom v. Bnck	1676		2386, 2841	v. Sutton	2450
hurst		Ratcliffe v. Bleasey	1868	v. Vailey L. &	
v. Phelps	2450	Ratigan v. Judge	1988	Reading v. Metcalf	1299
v. z neipe	1081, 1082,	Ratliff v. Ratilff	697, 1082,	v. Muilen	1225
v. Tunbridge	1084	D	1225, 2016	v. Weston	1778
Ramsdell v. Clark	2429 2432, 2518	Ratteree v. Chapman		Reading & C. R. Co	
Ramsey v. Smith	1620	v. Neison	1225	Latshaw	456
Rencliffe v. Parkyna	1811.	Raub v. Biairstown (Readman v. Conv.	283
	2141, 2145	Ass'n	2169	Real v. People	987, 1270
Rand v. Dodge	1291, 1458	v. Carpenter v. Nisbett	1988	v. State	784
v. Huff	1778	v. Van Horn	1078 1859	Ream v. State	1873 1476
Randaii v. Atkinson	1890	Rauch v. Scholl	392	Reavis v. State Reber v. Herring	682
v. Chase	792, 1578	Rauh, re	2210	Record v. Saratoga S	
v. Glover	2849	Raulhac v. White	1718	Rector v. Bernaschin	
v. Hoisenbake	78, 74, 209,	Rawley v. Brown	2515	v. Rector	
	406	v. Doe 1239.	1278, 1651	b. Incom	291, 894, 938, 2105
v. News Ass.		Rawlins v. Rickards	1523	v. Welch	1680
		3780		71 11 51611	2000

Red v. State	987, 1088, 1196		Section	Renard v. Levinstei	Bection
	1782	Nebr., 92	N. W. 1116	Renaud v. Bay City	n 2212 2180
Redd v. State		15 Ob.	318, 1218		1788
63 Ark.			1249, 1626	Renfro v. State	1108, 1618
66 Ark.		v. Tacoma As	e'n 2463	Reniger v. Fogossa	2032
68 Ala.	1410		1938		2380, 2381,
O JEIM.	106, 107, 106, 851	v. Thompson v. Williams	2354		2384
69 Ala.	826, 832, 838,	v. Wilson	75, 210, 987 2581	Rennell v. Kimball Renner v. Bank	1100 1070
	855, 861			v. Thornburg	1198, 1278 2020
99 Ga.	1446	Reel v. Reel	1786, 1788	Rennick v. Chice	1680
Redden v. Spruce		Rees v. Bowen 10) 68, 1215, 2158	Reno M. & L. Co. v.	2000
Reddick v. State Reddin v. Gates		V. LAW 1949 1U	00, 1299, 100 <u>1</u>	Westerneid	1909
Redding v. Reddi	770, 792 ing's Est. 318,	v. Walters v. Williams	2139		
	702, 2018	Reese v. Hershey	1816 461	Renach v. Cold Stor-	
Redding's Lesses	. v.	v. Mining Co.	661	age Co. Renshaw v. First	1078
M'Cubbln	1564	v. Rosse	697	National Bank	695
Redfern v. Redfe		v. State	263	Repass v. Richmond	377, 1124
v. Smith	1163	v. Strickland	2483	Reppard v. Warren	1677, 2163
Redfield v. R. Co Redfield's Estate		Reeside, Tite	2440	Republic v. Ah Won	g 507
Redford v. Birley	250 867 658	Reeve v. Dennett v. Wood	442, 448, 457	v. Edwards	2056
1079.	729, 1730, 1978	Reeves v. Brayton	2239 529	v. Hang Cheong v. Kahakanila	
v. R. Co.	1669	v. Herr	610, 2886	v. Kuhla	2236 2085
Redford's Adm'r		v. Reeves	1267	v. Lnning	987
Peggy	2007, 2048	v. State	1219, 1398		, 2060, 2269
Redgrave v. Red	grave 2083	Reffell v. Reffell	2410	v. Tokuji	987, 2071
Redington v. Cab Redlich v. Baueri		Reformed Church	. Ten	v. Toyotaro v. Tsunikiohi	754
Redman v. Gouid		Eyck Reformed Presb. C	1033	v. Tsunikiohi	218, 1841
Redmond v. Com		v. McMillan	2467	v. Walpa 398	, 1644, 2085
Reece v. Trye	2294	Regan v. McCormie		v. Yamane Republican Publ. Co.	218, 1893
Reed v. Anderson		Regicides' Trial	367, 1909,	Miner	1971
v. Brashers	1871		2036, 2038	Republican Val. R. (
v. Clark	987, 1770, 2494	Regier v. Sbreck	1195	Arnold	1943
v. Com. v. Décre	1873, 1912	Regnier v. Cabot	1028, 1612	Resolutions of the Ju-	
	2447, 2456 451, 1747, 1978	Rehden v. Wesley Reld v. Batte	1377 2447	D	1849
v. Dickey	1082	v. Colcock	1911	Respublica v. Gibbs	987, 2255,
v. Dodson	1651	v. Diamond P.	G. Co. 2442	v. M'Carty	2256 2088
v. Gold	1387	v. Dodson	1269	Retan v. R. Co.	458
v. Haskins	1141	v. Ins. Co.	1975	Reusens v. Lawson	878, 1082,
v. Inc. Co.	0100	v. Ladue	841		1267 , 1566.
117 Ga. 95 U. S.	2108 2465	v. Langlois	2317		2105, 2427 2188, 2141,
v. Jackson	1593	v. Linck v. Margison	252 1279	Reuter v. Stuckart	2188, 2141,
v. James	1894, 2211	v. Reid	1219	Revel v. Fox	2144 2083
v. King	905	17 N. J. Ec	. 692, 1618	v. State	276
v. Lamb		21 N. J. Ed	2046	Reyburn v. Belotti	703
6 H. & N		v. Warner	1058, 2020	Reynell v. Sprye	2298, 2312
6 Jur. n.		Reifenider v. R. Co.		Reynolds, ex p.	2261 , 2271
v. McCord	916 1058	Reilly v. Fitzgerald	1488, 1484	v. Adame	288, 1738
v. Madison	1750, 1755	v. Reilly's Succ Reily v. Loudon	ession 610 2220	v. Boston Rubber	
v. Moseley	2505	Reiner v. Crawford	2410	v. Burgess S. F. (v. Dechaums	Co. 1862
v. New	716	Reinbard v. Keenba	rtz 885	v. Fltzpatrick	1974 1404
v. Peck	616	Reinhart v. Miller	1802	v. Greenbaum	1010
v. R. Co.	000 400	Reininghaus v. Men		v. Hinriche	2154
45 N. Y. 71 Wis.	283, 488, 1719	L. Ass'n	1974	v. Ins. Co.	379, 1871
v. Rice	1678 1456	Reinoehl v. State	357, 851	v. Kingebury	1635
v. Smith	2808	Reins v. People Reitan v. Goebel	2854 406	v. Manning	1062
v. Spaulding	1126, 1128,	Reitz v. State	166, 1154	v. Powers v. Quattlebum	1404, 1668
	1129, 2016	Rema v. State	2089	o. Americanum	1187, 1196, 1204
v. State		Rembert v. Brown	1938, 1978	v. R. Co.	1106, 1204
147 Ind.	1885	Remick v. Rumery	1547	v. Reynolds	2048
62 Miss.	569, 688, 689,	Remsen v. Brinckerl		v. Robinson	681
	1988	Remy v. Olds	457	v. Rowley	2322

Bection	
Reynolds v. Shanks 1951	
v. State	ı
68 Ala. 1484, 1485	1
01 Ind. 1240	1
1196, 2896, 2407	8
1 Kelly 111, 247	ı
58 Nehr. 1244, 2506	ı
v. Tompkins 2349	ı
Revons v State 9070	ı
Rhea v. Deaver 1028, 1084	ı
	-
100 Ala. 923	1
10 Yerg. 1476	ı
Rhinehart v. Whitehead 1076	
Rhoades v. Fuller 288, 1671	1
v. Seiln 1204, 1297, 1298.	I
1892, 1417,	Į
2105, 2307	١
Rhode v. Ganl 1538, 1556	1
n McLeen 1108 9108	-
Rhode Island H. T. Co.	1
v. Thorndike 1644, 2088,	I
2506	١
Rhodes v. Bunch 64	1
V. Com.	I
48 Pa. 1791	I
v. Riggs 1812	ı
v. U. S. 664	ı
Riodes Furn. Co. v.	ı
Weedon 944	l
Ricard v. Williams 1778, 2522	l
AT Co 95001	ı
	ı
v. Com.	ı
100 Pa. 2061	ı
100 1 0 200 2019	
v. Coolidge 2042	
v. Conningnam 1028, 2109,	ı
v. Gunn 1807	
v. Howard 906	
v. Keitb 619	
v. Mfg. Co. 2415	
v. Oatfield 896, 907, 1802	
V. Mich	
47 N. J. Eq. 2220	
N. J. Eq., 25 Atl. 1278,	
1279	
v. State	
80 Fla. 62, 200	
7 Yumph 1844	
v. Waddill 18 9389	1
v. Ward 787	•
v. Withers 2113	1
Rice's Succession 1680	Ì
Kich v. Eldredge 657, 1589	
To almost	1
	Reynolds v. Shanks v. State 68 Ala. 1434, 1435 61 Ind. 1240, 2336, 2497 1 Kelly 111, 247 58 Nebr. 1244, 2506 v. Stille 1651 v. Tompkins 2349 v. Whelan 2443 Reyons v. State 2079 Rhea v. Deaver 1028, 1034 v. State 100 Ala. 10 Yerg. 1476 Rheinhart v. State 1873, 1877 Rhind v. Wilkinson 1208 Rhinehart v. Whitehead 1976 Rhoades v. Fuller 233, 1671 v. Selln 1204, 1297, 1298, 1392, 1417, 2105, 2307 Rhoade v. Ganl 1538, 1555 Rhode v. Louthain 728 v. McLean 1195, 2105 Rhode laland H. T. Co. v. Thorndike 1644, 2088, 1556 Rhode v. Bunch 64 v. Com. Ky., 54 S. W. 1807 48 Pa. 1781 v. U. S. 664 Ricard v. Williams 1778, 2522 Ricards v. Safe Deposit 4. T. Co. 100 Pa. 2628 Rice, re v. Com. 102 Pa. 265, 2079 v. Coolidge 2042 v. Cunningham 1028, 2109, 2159 v. Gunn 1697 v. Howard 906 v. Keith 906 v. Keith 907 v. Howard 906 v. Keith 907 v. Howard 906 v. Keith 907 v. Howard 906 v. Keith 907 v. Howard 906 v. Keith 908 v. Rice 50 Mich. 1988 104 Mich. 2230 47 N. J. Eq., 25 Atl. 1278, 1279

	TABLE OF CASES.	
51	Rich v. Flanders 7	1_
70	7. Pilinneapolis 1066	F
0	v. Trimble 1812, 2016 Richard v. Breim 2083	
8,	v. State 1442	
7	Richards v. Bassett 1688 v. Burden 2246 v. Foulke 1416 c. Geilatly 1082, 1078 v. Hicks 1080	H
7	v. Foulke 1416 v. Geilatly 1062, 1078	B
9		
9	v. Jackson 2294 v. Lewis 1195	F
4	v. Lewis 1195 v. Morgan 1075 v. Pearl 2110 v. Richards 74 v. Rich	R
3	v. Richards 74	
7		
78613,77	v. State 91 Tenn. 580. 1841 82 Wis. 905, 911	
ĭ	82 Wis. 905, 911 v. Stewart 1212	
۶, ۱.	Richards Co. v. Hilteheltel 2440 Richards Iron Works v.	R
7		R
68	Richardson, re 2065 v. Alian 907, 917 v. Anderson 564, 1271, 1684 r. Babcock 1014	R
5	v. Anderson 564, 1271, 1684 r. Babcock 1014	R
ļ,	r. Bank 2465	R
4	v. Bly 2500 v. Debuys 1876	R
7	v. Disborow 2032	
1	v. Dormen's Ex'x 1547 v. Emery 1548, 1549	R
2	v. Foster 2445	R
•	v. Green 2008	
2		R
3	tery Co. 1062	RRR
)	v. Learned 607	A
ı	v. Aleccoldrick 715	
		R
	v. Newcomb 2016 v. Richardson	Ri
1	50 Tre 0007 0000	R
1	v. Robbins 112	Ri
1	v. Roberts 28 Ga. 1012, 1605	Ri Ri
1	195 Ill. 2184 v. State	
1	90 Md. 460, 1005 34 Tex. 398	Ri
ł	84 Tex. 398 44 Tex. Cr. 2248	Ri
	v. Stewart 1877	
	v. Stringfellow 693 v. Turnpike Co. 38	
	v. W. & R. T. Co. 283	
	" White-anth 1104	
	Boston M. Ins. Co. 1079	
	Richeieu & O. N. Co. v. Boston M. Ins. Co. 1078 Richerson v. Sternburg 1777 Richley v. Farrell 1225, 1705 Richman v. State 2261, 2271 Richman v. State 2261, 2271	_
	Richiey v. Farrell 1225, 1705 Richman v. State 2261, 2271	Ri Ri
-	Richmond v. Patterson 1188, 1644	
1	3701	

n	1	1	Section
7	Richmond v. Richmo	nd	918
6	v. State	1028	, 1109 1141
3	v. Sundburg		1028
3	v. Thomaston		1784
8	Richmond's Appeal		2503
5	v. Sundburg v. Thomaston Richmond's Appeal Richmond L. & M. W. v. Ford	7. 40	1 501
B	Richmond P. & P. Ce). U.	1, 561
9	Racks		460
5	Richmond U. P. R. (Co. v.	
5	Rlehmond & D. R. C	•	1540
)	v. Chiidreas	٠.	2220
	r. Garner r. Hammond v. Hissong		1098
3	r. Hammond		1750
1	v. Jones	1296,	2464
1		1301	1300, 1861
	v. Vance		1036
1	Richmond & O. R. Co Powers	o. v.	OFFO
1	Rickards v. Murdock		2552 1947
1	Rickerson v. Ins. Co.	2464,	2466
۱	r. State		1048
ı	Rickerstricker v. Stat	ie .	605 2556
	Ricketts v. Rogers Ricketts v. Rogers Rickey v. Zeppenfeld Rickman v. Carstairs Riddie v. Germanton v. Hudgins	t	1951
1	Rickman v. Carstairs		2459
	Riddie v. Germanton		791
I	Ridenhour v. R. Co	506	2432 . 507
ı	Ridenhour v. R. Co. Rideout v. Newton	000	1062
١	Rideout's Trusts		2068
ı	Rider v. Milier	OF A	1988
ı	v. People Ridgeway v. Darwin	214	968 2122
1	Ridgeway v. Darwin Ridgway v. Phllip Ridier v. Ridier Pldler v. Code	783.	1058
ı	Ridier v. Ridier		1951
1			1700
l	9 Bing. 1 M. & Rob.		1788 1262
İ	v. R. Co.		1640
ı	Rie v. Rie		2067
İ	Rieger's Specession		1407 1391
I	v. R. Co. Rie v. Rie Riegel v. Wilson Rieger's Succession Riehl v. Evansvilie Fodry Ass'n Rigby v. Logan Rigden v. Wolcott Rigg v. Cook v. Curgenven v. Wilton Riggine v. Brown	un-	1001
İ	dry Ass'n		1086 1532
ı	Rigby v. Logan	1521,	1532
İ	Rigg v. Cook	1777,	406 1778
l	v. Cargenven	,	2086
ı	v. Wiiton	1304, 1668,	1417
l	Riggins v. Brown Riggs v. Com.	1668,	2098 390
ı	v. Myers		9477
l	v. Powell 693,	797, 1	725,
I			2008
1	v. State v. Tayioe		1750
	2 Cr. C. C.		1196
	l Pet.		2105
	9 Wheat.	728, 1 1198,	195,
1	v. Weise	748,	1200
1	Rigney v. Piaster		2143
]	Rigney v. Piaster Riley v. Bank		2487
	v. Boehm v. Com.	1548, 1	1556
	r. Com.		246

	Bootion		
Riley v. Hall	2016	Robb's Appe Robh's Estat Robbins v. B v. Fletch v. R. Co. 165	al
v. Iowa Falls v. Johnston	488 1911	Robbins B	-10
v. State		n. Pletch	
v. State 88 Ala.	1841, 1898	v. R. Co.	
182 AM.	1841, 1898 406 1898 2165	105	Mag
Rindskopf, re v. Malone Riney v. Vanlanding	1898	100	SALES COME
Riney v. Vanlanding	ham 1127	v. Robbie v. Smith	10.0
Ring v. Grout	2535	v. Spence	25
Ring v. Grout v. Lawless	1958	v. Spence 121	lud.
Ringgold v. Galloway	1195, 1846, 2427	140	Ind.
v. Ringgold	2123	v. State	
	200 701	v. Willim	enc ar
Ringhouse v. Keener	529, 581 1005	v. Towns v. William v. Windo	Yer
Ringhouse v. Keener Rio Grande W. R. Co. v. Utab N. Co. Rio Grande & E. P. H. Co. v. Bank		reoperson v. 5	state
Rio Grande & E. P. B	20, 770	40 Fla.	210
Co. v. Bank	1215	Tex. Cr., 40	2 0
THIS COURT OF CHEERING	PULL LAUVE		٠.
	TONO' MORE	Roberts, re	
Rios v. State	2016 2286	v. Allatt	
Ripley v. Hebron	2530	v. Austin v. Bank	
Ripley v. Hebron v. Warren	2578	v. Boston	
Ripon v. Blttel 18,	252, 1698, 1700	v. Boston v. Bradsh v. Brown	₩.
n Dawles	1700	v. Brown	Co.
r. Davies Ripon College v. Brov	2312	v. Com. Ky.,	90 6
anpon Conege o. Dio	n 1674, 2465	94 K	20 C
Rippe v. R. Co.	794	v. Dixon	,.
Rippetoe v. People	987	v. Dover	
Rippetoe v. People Ripple v. Ripple Rippy v. State	2110	v. Doxon	
Righton v. Nesbitt	1501, 1502	v. Edding	ton
Rieb v. State	140 1184	v. Garen v. Haskell v. Hughes	
K. see a Ine Co	1339 498 2354 1230	v. Hugher	
Ritchey v. People Ritche v. Holbrooke v. Kinney v. Richards	498	v. Jonnsoi	3
v. Kinney	1230	Ky., 68 N.	14 8
v. Richards	1850	v. Machin	C
p. Stenina	0074	v. Medber	
Rither's Case	2250 1124 715	v. Miles	•
Rittenbouse v. R. Co.	715	v. Phillips	
Ritter v. Daniels v. People	1018	v. Port Bl Mill (TO T
v. State	218, 1230 682	e Poster	J U .
Rivard v. Rivard	682	v. R. Co	
River Steamer Co., re Rivereau v. St. Ament Rivers' Case	1001, 1002	29 Ht	ın
Rivers' Case	2090	v. Rice	. т.
Rivers v. State Rives v. Lamar	9938	v. Roberta	
Rives v. Lamar	1729	v. Simpson	1
n. Parmley	1676	v. Spencer	•
Rixford v Miller	948, 987 2530	v. Stantou v. State	
Rixey v. Bayse Rixford v. Miller Roach v. Martin	1651	68 Al	
D. State		VO 11.	
4 Tex. App.	2000	122 A	
4 Tex. App. 41 Tex. Roanoke v. Shull	1840 . 1961	56 Ga	•
Roark v. Greeno	682	94 Ga 44 Te:	
Roark v. Greeno Rohards v. McLean	1213	v. Tennell	
Robh v. Hackley 1	24, 1125,		
		v. Trawick	:
v. Hewitt	128, 1181 2061	18 Ala 17 Ala	١.
v. Starkey	1200	v. Unger	l.
	-200	o. Orfat.	792
		0	102

Dabb's Assess	Section
Robb's Appeal Robb's Estate 1	2237, 2336 191, 2463, 2527
Robbins v. Bntler	1066
v. Fletcher	406
v. R. Co. 165 Mass 180 Mass	1000
100 Mass	. 1866, 2218
v. Robbins	2046
v. Smith	1141
v. Spencer 121 Iud.	
121 Iud. 140 Ind.	1111
m State	1085 1898
v. Townsend	1678 1678 1948 2349, 2554
v. Willmar v. Windover Roberson v. State	1948
v. Transcover	2349, 2554
Roberson v. State 40 Fla. 216,	
	218, 278, 987, 1977, 2513
Tex. Cr., 49 S. V	1. 011, 1100,
Poheste es	1107
Roberts, re v. Allatt	1350 2279
v. Austin	2445
r. Bank	2169
v. Boston	1021
v. Bradshaw v. Brown Co.	1206 1948
v. Com.	
Ky., 20 8. 94 Ky.	W. 958, 987
94 Ky.	1184 (
v. Dixon v. Dover	877, 1195 451, 1245
1)	1244
v. Eddington	1672
v. Garen v. Haskell	2210
v. Hughes	1225 2855
v. Johnson	2000
Ky., 64 8. 68 N. Y.	W. 987
58 N. Y.	687
v. Machine Co. v. Medberry	1006 1770
v. Miles v. Phillips v. Port Blakels Mill Co. v. Porter	908
v. Phillips	1512
v. Port Blakele	y
v. Porter	1750 620
v. R. Co 29 Hun	-
29 Hun	2220
128 N. Y. v. Rice	463, 1943
v. Roberts	1523 1131
v. Roberts v. Simpson	2211
v. Spencer	1203
v. Stantou v. State	2141
68 Ala	63, 111, 246,
	247, 1329
122 Ala.	1841
55 Ga. 94 Ga.	2059 2201
44 Tex.	2059, 2060
v. Tennell	1291, 1295,
a. Tournstale	2059, 2060 1291, 1295, 1801, 2121
v. Trawick	
18 Ala. 17 Ala.	1938 1738
v. Unger	1225
8792	

1-	Section
Roberts' Case Roberts' Will	2002
Robertson v Allen	1271 1258, 1816
v. Archer	2118
v. Archer v. Baldwin v. Blair v. Brost	1898 1062
v. Blair	1062
r. Com.	615 1021
v. Knapp	714, 1943
v. Lucas	1195 1275
v. Lynch v. People	1350, 1354
r. Rowell	2400
v. Showler v. Stark	2556 1948, 2026
r. State	1010, 2020
42 Ala.	2230
180 Ala. Robichaux v. Bouil	1850 let 2232
Rohln n King	9998 9994
Robinett v. Preston	1664
Robinett v. Preston Robinius v. State Robins v. Wolseley	222, 1168 1874, 1487
Robinson v. Adams	933 1039
Robinson v. Adams v. B. & W. R. (v. Blakely	Co. 1391 1018, 1362,
v. Biazely	1018, 1862, 1487
v. Blen	1072
v. Burton	75, 210, 987,
v. Cahalan 166	1 1690 9160
v. Clifford	1271
v. Craig 218 v. Cutter	8, 2141, 2144
v. Cutter	2116 497
v. Dana v. Davis	11º"
v. Devone	1775
v. Dewhurst	1566, 1567, 1568, 1586
v. Dibble's Adm	n'e 1881
v. F. & W. R. C	o. 65, 199
v. Ferry v. Fire Co.	2119 568
v. Gilman	•••
43 N. H.	1408
7 Shepl. v. Gillman	2163 1 577 , 2109
v. Hoyt r. Hutchinson	1861
r. Hutchinson	000 1000
26 Vt. 31 Vt.	283, 1788 1085, 1041
v. Markis	1404
v. Johnson	1675
v. May v. Morino	2375 1976
v. N. B. R. Co.	456, 461
v. N. Y. El. R. (2222, 2223
v. N. B. R. Co. v. N. Y. El. R. C v. Neal v. Philadelphia	£ R.
In Cu,	2212
v. Prescott	1681
v. R. Co. v. Reynolds	1867, 1976 907
v. Kobinson	
22 Ia. 16 Micb.	1458
203 Pa.	2067 1081, 1738
22 R. L.	2340 , 2341
1 Sw. & Tr.	2045, 2067

RIL

2230 1850 2232 235, 2386 1664 222, 1168 874, 1487 133, 1938 1391 18, 1362, 1487 1072 210, 987, 1985 80, 2169 2116 417, 1167 417 1177, 86, 1567, 68, 1568 1561 65, 199 2119 568

TABLE OF CASES.

Robinson r. Scotney	9 2125 1566		Section 879	Rollins v. Board 1	Section 230, 1674
v. State	2000	v. Jones	1084 1404	! v. stenry 1267, 1	051, 1664
16 Fla.	928, 1111.	v. Philippi	1678	v. mumparey	2020
	928, 1111 1618, 1966	v. Rawlings	1476, 1994.	Roliofson v. Nash Roman v. Smith	1779
68 Ga.	1329, 1876	20	1476, 1994, 06, 2017, 2187	Romans v. 1lay	1289 2337
114 Ga.	890, 1476	V. 3500/20	2522	Romberg v. 11ughes	2803
66 Ind.	318	r. Strong	1598	Romer v. Conter	1676
84 Ind. 1 Lea	.7	v. Taylor	229, 1738		261, 1263
58 Md.	17	Bros & MCDOMORS.		Ronan v. Dugan	138
57 Md.	891 1730	Doe & Irwin	1195, 1267,	Roney v. Moss	1651
12 Mo.	2071	Dachkan Andrews	2105	Ronkendorff v. Taylor	1219,
	8. W. 2079	Roebke v. Andrews Roebuck v. Curry	1777, 1779	1	640, 2585
v. Talmadge	610		1247	Roof v. Pulley Co.	2446
	2058	r. Porteous	1195 2536	Rook v. Wlleon	2477
v. U. S. v. Vaughton	1849	Roelker, re	2208	Rooks v. State	1842
". Woodford	285, 288	Roesel v. State	837, 862	Rooney v. S. & D. C. C. Roop v. Clark	0. 461
Robison v. Robison	619	Roesner v. Darrah	1730, 2235	v. State	1681
Robson e. Alexander		Rogero v. Zippel	1684	93	867, 987
v. Doyle	2257, 2281	Rogers, re	2210, 2271	Roosevelt liospital v.	719, 1722
v. Hamilton	1082	Rogers v. Allen	157	R. Co.	792, 794
v. Kemp		v. Barnett	1275, 1389	Root v. Boston El. R. C	o. 1010
4 Esp. 178	8, 1795, 2309 2306, 2309,	v. Brent	1871	v. Ilamilton	2277
5 Esp.	2300, 2300,	v. Burton	786, 749, 753 2575		406, 987,
r. Rocke	2812, 2315	v. Cady	2575		1684
v. Worswick	1993	v. Crain	1722	v. Lowndes	405, 406
Roby v. Title Co.	2819 1215	v. Custance	1208	v. Wood	1029
Rocco v. Parczyk	1003	r. Dare	2317	v. Wright 22	04, 2207,
v. State	2364	v. De Bardelebe v. Dlamond			2312
Roclie v. Coleman	821	v. Dibble	1802 586		1684
v. R. Co.	1719	v. Ins. Co.	1725	Roper v. State	2812
v. Ware	1554 1560	v. Lamb	64	r. Terr.	21, 868
Rochester v. Chester	1918, 1941.	v. Lewis	928	Ropes v. Kemps Rosamond v. M'Ilwain	1680
	1948	v. Moore	1104, 1106,	Rose v. Allen	1225
Rocky's Estate	2008, 2016		1108, 1109	v. Blakemore	1802
Rockford v. 1111debra	and 2150	v. Old	1540	v. Brown	2272 618
v. Russell	792	v. Pell	2584	v. Bryant	1466
Rockford C. R. Co. r. Blake		v. People	284	r. First Nat'l Bank	2008,
Rock Island & E. I.	487	v. Raborg	1404, 1406		2015
R. Co. v. Gordon	9570	v. Ritter 70	1, 2008, 2016	v. Illmely	2566
Rock Island & P. R.	Co 2570	v. Rogers	613	v. Lewis	1205
v. Brewing C	%. 11 68	v. State 60 Ark.	****	v. Mitchell 898, 17	30, 2340
v. Potter	2155	99 Ind.	1909	P. Otis	1051
Rockland a Rasnews	mth 1000	89 Md.	1230 851	v. Rose	1062
Rockville & W. Turn	pike	40 Tex. Cr.	398	v. St. Lonis	438
Co. v. Van Ness	1074	44 Tex. Cr.	2273	v. State	2056
Rockwell v. Taylor	1756	v. Stevenson	1352, 1677	v. Supreme Court v. Williams	2384
Rockwood v. Poundst		v. Stokes	64	Roseboom v. Billington	2444 1466
n 11 -	907	v. Tillman	1186	Rosecrance v. Rosecrane	e 2046
Roddy v. Finnegan	581, 2276	v. Tyley v. Venis	2008, 2016	Rosekrans v. Antwerp	2569
Rode v. Phelps	1350		2579	Rosenbaum r. Shoffner	437
Roden v. Brown v. State	1244	v. Walker	1671		8, 1797,
Rodgers v. Crook	2512	v. Wood	1594		2594
v. Rodgers	1198, 1254	Rogers, Trial of	520	Rosenberg v. Jett	2525
v. State	1671, 2580 2578	Rohr v. Alexander	2520	Rosendale v. McNnlty	2271
Rodimon v. Reding	1141	Rohrer r. Morningst	N 529	Rosendorf v. Hirschberg	1192
Rodriguez v. State	2276	Roland v. District Roles v. Mintzer	2401	Rosenthal v. Bilger	774
v. Tadmire	258	Rolf v. Dart	377	v. Blshop	89
Rodriguex' Estate	1233	Rolfe v. Hampden	857 1909	v. Ehrlicher	1669
Roe v. Bank	2444	v. mampaen	657, 1292,	v. Walker	95, 1201
v. Davis	1256	v. Rolfe		Rosevelt v. Gardner	529
v. Day	2120	v. Rumford	1072, 2115	Rosine v. Bonnabel 127	1, 1272,
v. Ferrara	1053	Roller r. Bachmen		Rocken a Dala C	1680
	1204, 1210,	v. Kling 1029	, 1081, 2500	Roskee v. Pulp Co. Ross, re 198	451
	2219, 2264	Rollings v. State	1977	v. Anstill	34, 1938
VOL. IV 89		9700	2011	V. ALMOULI	2578

VOL. IV. -- 89

Rose s. Bank 1760 Boc. 2008 Brass 1770 Brass 1970 Boc. 2008 Brass 1970 Boc. 2008 Brass 1970 Brass 1970 Boc. 2008 Brass 1970 Boc. 2008 Brass 1970 Boc. 2008 Brass 2008 Bra		Section	1	Bottle	.1	Booties
8. Brausi	Ross v. Bank	175	Rowe v. Hibernie	S.A.L.		A 0100
Brussie 1770 Bubler 1909 Campbell 1976 Clare 1601 2141 C. Com. 1601 2141 Demose 1911 Eapy 212, 345 Glöbe 213, 345 Glöbe 3139, 1667 Clare 1601 2144 C. Com. 10041 Eapy 214, 345 Glöbe 314, 1746 Com. Miler 139, 1667 E. Laphamp 11, 179, 1899 F. Kalphamp 11, 179, 1899 F. Kalphamp 17, 1899 F. Loomis 1481, 2106 M. Guiston 233, 1461, 1746 Miner 233, 1461, 1746 Miner 323, 1461, 1746 Miner 323, 1461, 1746 Miner 323, 1461, 1746 Miner 324, 1899 F. R. Co. 1604 M. Reddick 267 F. R. Co. 1604 M. Reddick 267 F. Rose 607 F. State 1894 M. Reddick 267 F. Rose 607 F. State 1894 M. Harbard 1994 M. Walker 1718, 2001 H. Campbell 1895 F. March 2004 M. Reddick 267 F. Rose 607 F. State 1894 M. Harbard 1994 M. Harbard 1995 M. Walker 1718, 2001 H. Reddick 267 F. Rose 607 F. State 1895 F. March 2004 M. Reddick 267 F. Rose 607 F. State 1895 F. Walker 1718, 2001 H. Reddick 267 F. Rose 1995 F. Walker 1718, 2001 H. Reddick 267 F. Rose 1995 F. Walker 2005 F. Rose 1995 F. Walker 2005 F. Rose 1995 F. Walker 2005 F. Rose 1995 F. Walker 2005 F. Rose 1995 F. Walker 2005 F. Rose 1995 F. Walker 2006 F. Gatton 1898, 1899 F. Walker 2006 F. Gatton 1898, 1899 F. Walker 2006 F. Gatton 1898, 1899 F. Walker 2006 F. Walker 2006 F. Gatton 1898, 1899 F. Walker 2006 F. Gatton 1898, 1899 F. Walker 2006 F. Walker 2			Soc.		Rudoinh v Lene	
## Politinghorne 1900 7. Buthler 1900 7. Campbell 1970			r. Howden	186	B. R. Co.	
S. Smith 1886 188		1770	v. Polklagho			
r. Clare r. Com. r. Com. r. Demoes r. Com. r. Demoes r. Com. r. Demoes r. Com. r. Demoes r. Com. r. Demoes r. Com. r. Demoes r			v. Smith	188	i description of the gorne	1005
Com. 1041 201 3346 2016 3346 2016 3396 3396 2016 3396 2016 3396 2016 3396 2016 3396 2016 2						896 860 H61
## Demons 1911 770 809 7846					Rufus v. State	946
Democe					Ruggles v. Buckner	
B. Godwin 1339, 1839 1858					P. Coffin	
C. Good win 1390, 1687 S. Blakeley 1340 S	v. Espy	2448	v. Lowell	688		
9. Holow 11, 1770, 1806 9. Knight 9. Hayne 911, 1770, 1806 9. Knight 9. Knig		2812, 2819	Rowland v. Ashb	7 1849		960
## N. Kalght 1088 F. Korraumpf 1985 F. Miller 1985 F. Mill		1239, 1587	v. Blakeley	2118	Ruis v. Dow	
## Section 1.00	v. Hayne	911, 1779, 1899	v. M'Gee	2100	v. Terr.	
8. Lapham 1481, 2105 2. McQuiston 229, 232, 2. States 2. R. Co. 333, 1461, 1740 2. Miner 2. R. Co. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 6. All. 74 Ala. 270, 2000 116 Ind. 6. Bigslow 8. W. 617 8. W. 618 62 Ala. 270, 2000 116 Ind. 6. All. 74 Ala. 270, 2000 116 Ind. 6. All. 75 R. W. 8. W. 8. W. 900 116 Ind. 6. All. 76 Ala. 270, 2000 116 Ind. 681 78 Wyo. 1970, 2079 8. White 1977 9. Whitiamson 1970, 2079 9. White 1977 9. Whitiamson Rose' Ex'r v. Kiger Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Adm'r v. Kile's Roseeue, r.e Roseeue, r.e Roseeue, r.e Roseeue, r.e Roseeue, r.e Roseignol v. Tricke				2680	Rule v. State	
8. Lapinal			v. Plummer	619, 2245,	Ruioff v. People	
9. N. Co. 232, 324, 282, 282, 282, 282, 282, 282, 282, 2				2327	18 N. Y.	2061
## Walker 1718 1722 1732 1734 1746		1481, 3100		1576, 1722	45 N. Y. 41	8, 799, 2972
8. Miner 201, 140, 140, 140, 140, 140, 140, 140, 1					i rumpei v. R. Co.	199
v. R. Co. 6 Ail. 644, 465 63 Ga. 1974 v. Reddick 2576 v. Rose 607 v. State 50 Ala. 270, 2060 116 Ind. 270, 2060 116 Ind. 270, 2060 116 Ind. 270, 2060 116 Ind. 270, 2060 116 Ind. 270, 2060 18 Wyo. 1976, 2079 v. White 1777 v. Williamson Sos' Ex'r v. Kiger Rosseau v. Bleau 2311 Rossec, r. R. Co. 2580 Rossignol v. Tricke Rossign	a Mines	200, 1401, 1740			Rumrill v. Ash	900
8 Ga. 1974 v. Reddick 2876 v. Rose 607 v. Rose 607 v. State 62 Ala. 276, 2060 116 Ind. 276, 2060 116 Ind. 681 Tex. Cr., 45 S. W. 905 8 Wyo. 1976, 2079 v. White 1777 v. Williamson 2106 Rose' Er's. Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rr. Royal v. Chandler 2008, 2008, 2016, 2017 Roses, rr. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rr. Royal v. Chandler 79 Me. 2008, 2007, 2007 Rose' Er's. Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. State 180, 1809 Rose' Er's. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. State 180, 1809 Rose' Er's. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. Royal v. Chandler 79 Me. 1667 Rosete v. Rose 180, 1609 Rose v. R. Co. 1504 Rose v. R. Co. 1504 Rose v. Rose 1809 Rose v. R. Co. 1508 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Perkinson 1604 Rothwel v. King 2008 Rouch v. R. Co. 1604 v. Perkinson 1604 Rothwel v. King 2008 Rouch v. R. Co. 1785 Rose v. R. Co. 1105, 1651 Rose v. Rose 1809 Rose v. R. Co. 1106, 1608 v. Perkinson 1604 Rose v. Rose Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Ro		921			Rumeey r. R. Co.	1850
8 Ga. 1974 v. Reddick 2876 v. Rose 607 v. Rose 607 v. State 62 Ala. 276, 2060 116 Ind. 276, 2060 116 Ind. 681 Tex. Cr., 45 S. W. 905 8 Wyo. 1976, 2079 v. White 1777 v. Williamson 2106 Rose' Er's. Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rr. Royal v. Chandler 2008, 2008, 2016, 2017 Roses, rr. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rr. Royal v. Chandler 79 Me. 2008, 2007, 2007 Rose' Er's. Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. State 180, 1809 Rose' Er's. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. State 180, 1809 Rose' Er's. & Kiges 2477 Rosesau v. Bleau Roses, rv. Royal v. Chandler 79 Me. 1667 Rosete v. Rose 180, 1609 Rose v. R. Co. 1504 Rose v. R. Co. 1504 Rose v. Rose 1809 Rose v. R. Co. 1508 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Perkinson 1604 Rothwel v. King 2008 Rouch v. R. Co. 1604 v. Perkinson 1604 Rothwel v. King 2008 Rouch v. R. Co. 1785 Rose v. R. Co. 1105, 1651 Rose v. Rose 1809 Rose v. R. Co. 1106, 1608 v. Perkinson 1604 Rose v. Rose Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Rose v. Rose 1809 v. Ro		404 400			v. Telephone Co	. 1550
v. Roddick v. Rose v. Porto v. Hurne v. State v. Horne v. State v. Hurne v. Case v. Hurne v. Hurne v. Case v. Hurne v.		104, 100				1558, 1560
v. Rose					Rundle r. Beaumont	1868
v. State 63 Ala. 74 Ala. 276, 2060 116 Ind. Tex. Cr., 45 S. W. 905 S. W. 905 White 1777 v. Williamson Rose' Er' v. Kige's Roseignol v. Tricke Roseignol v. Tricke Roseignol v. Tricke Roseignol v. Tricke Roseignol v. State Roseignol v. Tricke Rosei				255	v. Foster	
Column		907	v. Hughes	1777	Runkle v. Burnham	
Tex. Cr., 45 S. W. 905		994			v. Gates	
116 Ind. 681 Tex. Cr., 45 S. W. 90			v. K. Co.			
Tex. Cr., 46 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 905 S. W. 906 S. W. 1777 90 White 1777 90 White 1777 90 S. W. 1777 90 S. W. 1777 90 S. W. 1777 90 S. W. 1777 90 S. W. 1778 9006, 2016, 2017 9006, 2016			99 41- A 1 1	1928	Runyan v. Price	
S. W. 905 8 Wyo. 1976, 2079 v. White 1777 v. Williams 2105 Rose Ext v. Kiger 2477 Rosesau v. Bleau 2311 Rosec, re 2282 Rossignol v. Tricke 2004 Rosted v. R. Co. 2580 Rotu v. State 248 Rothrock v. Gallagher 1028, 8 Me. 1088 Rothwell v. Jamisou 1688 Rothwell v. Jamisou 1688 Rothwell v. Jamisou 1688 Rouch v. R. Co. 1688 Rounds v. State 2306 Rouel v. R. Co. 1688 Rounds v. State 3736, 754, 770, 786, 1390, 1669 Rouel v. Whited 2115 Rousel v. Whited 2116 Rousel v. Whited 2116 Rousel v. Whited 2116 Rousel v. Parks 1651 Rousel v. Parks 1652 Rousel v. Rouling		45 001		ile's		
8 Wyo. 1976, 2079 v. White v. Whitemson Rosei Ext's v. Kiger Roseau v. Bleau Rosei V. Tricke Roseid v. R. Co. 2590 Rotel v. Roseid v. R. Co. 2590 Rothwell v. Jamisou 1466 Rothwell v. Jamisou 1466 Rothwell v. King Rower, v. Gallagher 1684 Rothwell v. King Roueh v. R. Co. 1166, 1894 Rothwell v. King Roueh v. R. Co. 1280 Roueh v. R. Co. 1283 v. Zehring 228, 688, 1938 Roueh v. R. Co. 1380, 1698 Roueh v. R. Co. 1380, 1698 Roueh v. R. Co. 1166, 2354 V. Smith 1879, 786, 1830, 1698 Roueh v. R. Co. 1166, 1894 Roues v. Whited Rouel v. Haws Rousel v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Rousel v. Parks Rouse v. Whited Roueh v. Roueh Roueh Roueh v. Roueh Roueh Roueh Roueh v. Roueh Roueh Roueh Roueh R	g w	20			Rupert v. Penner	1225, 2529
v. White 1777 v. Williamson 2105 Roy v. Goings 2008, 2016, 2017 Roy v. Williamson 2106 Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Goings Roy v. Chandler 79 Me. 1133 Rosseau v. Bleau 2211 Rosseau v. Bleau 2211 Rosseau v. Tricke 2004 Rosted v. R. Co. 2560 Roteu v. State 2466 Roth v. Smith 1330, 1668 Rothweil v. Jamisou 1466 Rothweil v. Jamisou 1466 Rothweil v. Jamisou 1466 Rothweil v. King 206 Rouch v. R. Co. 1106, 2354 Royal Soc'y of Good Fellows v. McDouald 1664 Royal Royal Nov. R. & W. T. Co. 1106, 2354 Royal v. R. Co. 1106, 2354 Roy			Unimer	08, 142	Rupp v. Howard	1719
Nove Exir v. Kiger 2477 Roy v. Goings Royal v. Chandler Royal Royal v. Chandler Royal Royal v. Chandler Royal Royal v. Chandler Royal Royal v. Chandler Royal Royal v. Chandler Royal Royal Royal Royal v. Chandler Royal Roya	w White		r reign 398,	000, 702, 2002,	Ruppe v. Steinbach	285
Rose' Ex'r v. Kiger Rose Rose' Ex'r v. Kiger Rose			Roma Column	ve, 2016, 2017	Ruschenberg v. So. I	Cieo-
Rossequary Ros	Ross' Ev'e n Kiges	9477		2304	Trio Co.	1750
Rosser, re 2282 Rossignol v. Tricke 2064 Rotted v. R. Co. 2580 Roteu v. State 2460 Rotteu v. State 2460 Roth v. Smith 1330, 1668 Rothweil v. Jamisou 1468 Rothweil v. Jamisou 1468 Rothweil v. King Roueh v. R. Co. 1195, 1661 Royee v. Gazan 1648 Rouse v. King 2296 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. R. Co. 1785 Roueh v. Roueh 1770 Roueh v. Roueh 1878 Rouse v. Whited 2115 Rouse v. Whited 2115 Rouse v. Whited 2115 Rouse v. Whited 2115 Rouse v. Roueh 1878 Rouse v. Roueh 1878 Rouek v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1879 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1879 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1878 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. Ro. Co. 1885 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Hallett Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Roueh 1884 Roueh v. R. Co. 1885 Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Roueh v. Roueh 1885 Roueh v. Ro	Rossesu v. Bleau		70 Ma	4400	Rush v. French	18, 20, 773,
Rosted v. R. Co. Roteu v. State Roth v. Smith Royal Ins. Co. v. Duffus Roth v. Smith Royal Ins. Co. v. Duffus Roth v. Smith Royal Ins. Co. v. Duffus Roth v. Smith Royal Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Royal Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Royal Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Royal Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Royal Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. Duffus Ins. Co. v. R. & W. T. Co. Ins. Royal Societ Rushor v. State Rushor v. State Rushor v. State Rushor v. State Rushor v. State Rushov v. V. Rushov v. V. Rushov v. N. Co. v. Sowerwine Rushov v. Hale't Rushor v. State Rushor v. R. & V. Hale't Rushor v. State Rushor v. State Rushov v. V. Van Valkenburg Rush v. Hill Rushor v. State Rushor v. R. & V. T. Rushworth v. Pemuroke Rush v. Hale't Rushor v. R. & V. Hale't Rushor v. State Rushov v. Van Valkenburg Rush v. Hale't Rushworth v. Pemuroke Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. Hale't Rush v. V. Co. V. Sowerwine Rush v. V. Co. V. Sowerwine Rush v.	Rosser re				915,	1195 1884
Roth v. Smith 1830, 1668 Rothweil v. Jamisou 1496 Rothrock v. Gallagher 1028, 1406 v. Perkinson 1406 Rothweil v. King 2296 Rouch v. R. Co. 1783 v. Zehring 228, 688, 1938 Rounds v. State 770, 786, 1830, 1669, 2008 Roupell v. Haws 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 700, 779, 786, 1830, 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Parks 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 754 Rouse v. Heleu 527 Roveua, The 1641 Rowan v. Chenowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255, 2282 v. Barnes 1661 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 1651 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Common v. R. & W. T. Co. 1196, 1804 Rusher v. State 2188, 2264 Rushlog v. Rushing v. Rushing v. Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Readings 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Hallett 2477 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Rushing v. Ru					1886	, 1889, 1890
Roth v. Smith 1830, 1668 Rothweil v. Jamisou 1496 Rothrock v. Gallagher 1028, 1406 v. Perkinson 1406 Rothweil v. King 2296 Rouch v. R. Co. 1783 v. Zehring 228, 688, 1938 Rounds v. State 770, 786, 1830, 1669, 2008 Roupell v. Haws 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 700, 779, 786, 1830, 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Parks 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 754 Rouse v. Heleu 527 Roveua, The 1641 Rowan v. Chenowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255, 2282 v. Barnes 1661 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 1651 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Common v. R. & W. T. Co. 1196, 1804 Rusher v. State 2188, 2264 Rushlog v. Rushing v. Rushing v. Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Readings 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Hallett 2477 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Rushing v. Ru				1007	v. Landers	2047, 2573
Roth v. Smith 1830, 1668 Rothweil v. Jamisou 1496 Rothrock v. Gallagher 1028, 1406 v. Perkinson 1406 Rothweil v. King 2296 Rouch v. R. Co. 1783 v. Zehring 228, 688, 1938 Rounds v. State 770, 786, 1830, 1669, 2008 Roupell v. Haws 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 700, 779, 786, 1830, 1669, 2008 Rouse v. Whited Rouse v. Parks 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 754 Rouse v. Heleu 527 Roveua, The 1641 Rowan v. Chenowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255, 2282 v. Barnes 1661 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island 786, 754, 1651 v. Reddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225, 1651 Rouse v. Common v. R. & W. T. Co. 1196, 1804 Rusher v. State 2188, 2264 Rushlog v. Rushing v. Rushing v. Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Hill 770 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Readings 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Hallett 2477 Rushworth v. Pemuroke 1388 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 Rushov v. Van Valkenburg 1195 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. R. Co. 682 v. Rushing v. Ru			Dorai Garin of Ca	Junus 17	v. Mageo	681, 1938
Rothweil v. Gallagher No Perkinson Rothwell v. King Rouch v. R. Co. No Zehring V. Zehr			lows a McDonel	104 PO-	V. 16. CO.	1100, 2804
Rothrock v. Gallagher v. Perkinson Rothwell v. King Rothwell v. King Rothwell v. King Rouse v. Rot. v. Zehring Rounds v. State Rouse v. Whited Ruseling v. Raushing Ruselv v. Hallett V. Sowerwine Ruselv v. Hallett V. Ruselv V. Rusell v. Ruseling V. Rusell v. Rusell		1494	IOMB 6. BICTORE			1894
## Co. 1195, 1651 1654 1664 Royee v. Gazan 1395 Rouch v. R. Co. 1788 v. Zehring 228, 688, 1938 Rounds v. State 736, 754, 770, 786, 1839, 1669 2096 Roupell v. Haws 1878 Rouse v. Whited 2115 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 1878 Rouse v. Whited 1878 Rouse v. Whited 1878 Rouse v. Whited 2115 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Bank 1219, 1676, 1680 v. Beaty 928, 1041 v. Bolles 661 v. Eddings 1867, 1877 v. M'Neely 1212, 1225 v. M'Neely 1212, 1225 v. M'Neely 1212, 1225 v. Buckley 95 Rouse v. State 1661 v. Roush v. Roush 1674, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1644, 1873 v. Renfrow 1712 Rouse v. Renfrow 1712 R		her 1028	Royalton . D A W	1040	Rusher v. State	2183, 2264
## Rothwell v. King Rouch v. R. Co. v. Zehring Rounds v. State 1783 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1785 1885		1408			Rushing v. Rushing	
Rouse	v. Perkinson			1190, 1001	Rushtou v. Hallets	2477
Rouch v. R. Co. v. Zehring 228, 688, 1938 Rounds v. State 736, 754, 770, 779, 786, 1830, 1669, 2098 Rouse v. Whited 2116 Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited 2116 Rouch v. Rock 1651 Rouch v. Rock 1651 Rouch v. Rock 1651 Rouch v. Bank 1219, 1676, 1680 v. Heleu 527 v. Meleu 527 v. Meleu 1641 Rowan v. Chenowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, \$2255 v. Barnes 1681 v. Beath 1	Rothwell v. King				Rush worth v. Pemuro	
v. Zehring Rounds v. State 736, 754, 770, 779, 786, 1830, 1669, 2098 Roupell v. Haws Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Hale Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Roush Rouse v. Whited Rouse v. Roush Rouse v. Roush Rouse v. Roush V. Beaty V. B	Rouch v. R. Co.				Remark of Hill	
Rounds v. State 786, 784, 770, 779, 786, 1330, 1669, 2096 Roupell v. Haws 818 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Roush 1878 Rouse v. Whited 2116 Roush v. Heieu 523 Roveua, The 1641 Rowan v. Chenoweth 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255 v. Barnes 1681 v. Reid 1889 v. Reid 1889 v. Reid 1889 v. Reid 1889 v. Buckley 95 v. Burlington 1943 v. Buckley 066 Rucks v. Renfrow 1712 Rudd v. Dewey 1062 v. Frauk 2303 v. Rounds 1770 v. Cowles 1770 v. Cowles 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Crutteuden 963 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Roudock co. v. Johnson 1067 v. Frisble 1777 v. Hayden 712, 720	v. Zehring	28, 688, 1938	p. Porry		Duelle Cowerwine	
Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Baptist Theol. Uulon Rock v. Burlington V. Burlington V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Comin Rock V. Rock Island V. Baptist Theol. V. Bouckey V. Burlington V. Comin Rock V.	Rounds v. State	786, 754, 770	Rubino w Stoots	900	semental a semeting	
Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Whited Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Rock Island Rouse v. Baptist Theol. Uulon Rock v. Burlington V. Burlington V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Rock Island V. Rock V. Burlington V. Comin Rock V. Rock Island V. Baptist Theol. V. Bouckey V. Burlington V. Comin Rock V.	7	79, 786, 1830.	Ruble v. McDoneld	9354		682
Rouse v. Whited 2116 Roush v. Rouse h 1878 Rucker, ex p. 2196 Rucker, ex p. 2196 v. Beaky 928, 1041 v. Bellee 661 v. Heieu 627 Roveua, The 1041 Rowan v. Chemowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255 v. Barnee 1061 v. Breuton 8 B. & C. 380, 1224, 1674, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1464, 1873 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 2516 Rucker, ex p. 2196 v. Beaky 928, 1041 v. Bollee 661 v. Bellee 661 v. Bellee 7061 v. Bellee 966 Rucker, ex p. 967, 1278 v. Buckley 95 v. Burlington 1943 v. Reld 1889 v. Reld 1889 v. Reld 1889 v. State 966 Rucker, ex p. 966 Rucker, ex p. 1661 v. Beaty 928, 1041 v. Bollee 61 v. Beutley 95 v. Buckley 95 v. Burlington 1943 v. Coffin 736, 1106, 1109, 1109, 1109 v. Cowles 1770 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Frauk 2908 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Frauk 2908 v. Russell, re 1100 v. Baptist Theol. Uulon 2066 v. Beaty 96 v. Buckley 95 v. Burlington 1943 v. Coffin 736, 1106, 1109, 1109 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Canney 96 v. Rounds 1730 v. Robinson 1074 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Frisble 1777 v. Hayden 717, 720		1009, 2098	Ruby v. Van Valke	mbure 1108		
Rouse v. Whited 2116 2016 Rouse v. Roush 2116 2008 Ruseell, re 1160 v. Baptist Theol. 2242 1160 v. Baptist Theol. 2006 2006 v. Baptist Theol. 2006 v. Baptist Theol. 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006 2006	Roupell v. Haws	818	Ruch v. Rock Islan	d 786 754	refite	004, 2241,
Rousen v. Rousen large Rucker, ex p. 2196 v. Baussin v. Parks 1651 Routh v. Bank 1219, 1676, 1680 v. Heleu 623 Roveua, The 1641 Rowan v. Chemowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255, 2282 v. Barnes 1681 v. Reid 1889 v. State 966 Ruckman v. Lumber Co. 561 Ruck v. Renfrow 1712 Rudd v. Dewey 1662 v. Cowley 1862 v. Cowley 1802 v. Rounds 1730 v. Robinson 1074 v. Haslaud 188, 2881 v. Henderson 2854 v. Haslaud 188, 2881 v. Henderson 1889 v. Bollosc v. Bentington 1943 v. Robinson 1712 v. Cowles 1770 v. Cowley 1802 v. Frauk 2903 v. Robinson 1074 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Frisble 1777 v. Hayden 717, 720	Rouse v. Whited	2116			Presell	
Route P. Farks 1680 v. Heleu 627 Roveua, The 1641 Rowan v. Chenowsth 1549, 2118 Rowe, exp. 967, 2255 v. Barnee 1661 v. Breuton 8 B. & C. 380, 1224, 1674, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1464, 1873 v. Canney 2354 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 1680 v. Beaky 928, 1041 v. Bedlings 1667, 1877 v. MNeely 1212, 1225, 1661 v. Reld 1389 v. Reld 1389 v. Reld 1389 v. Reld 1389 v. State 966 Ruckman v. Lumber Co. 561 Rucks v. Renfrow 1712 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Frauk 2363 v. Robinson 1074 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Fraser 1194 v. Frasble 1777 Ruddock Co. v. Johnson 1067 v. Hayden 717, 720		1878	Rucker, ex p.		n Bantles Thank	1100
Routh v. Bank 1219, 1676, 1680 v. Belies v. Beli		1651	v. Beaty		I mlen	0000
Roveua, The 1641 Rowan v. Chenowath 1549, 2118 Rowe, ex p. 967, 2255 v. Barnes 1661 v. Breuton 8 B. & C. 880, 1224, 1574, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1464, 1873 v. Frauk 2593 v. Rounds 1720 v. Rounds 1730 v. State 966 Rucks v. Renfrow 1712 Rudd v. Dewey 1062 v. Frauk 2593 v. Robinsou 1074 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 2573 Ruddock ex p. 1673 Ruddock co. v. Johnson 1067 v. Hayden 717, 720	Routh v. Bank 121	9, 1676, 1680				
Roven The 1641 v. M'Neely 1212, 1226, v. Burlington 1943 v. Coffin 736, 1106, 1108, 1109, 1202, 1304 v. State 966 v. S		529	v. Eddings		n Buckley	
Rowan v. Chenoweth 1549, 2118 v. Reld 1880 v. Coffin 736, 1106, 1108	Roveus, The	1641	v. M'Neely	1212 1225		
## Nowe, exp. 967, \$255, v. Reid 1889 v. State 968 1106, 1109, 1802, 1304 1802,	Rowan v. Chenowst	h 1549, 2118				706 1100
v. Barnes 1681 v. Breuton 8 B. & C. 880, 1224, 1574, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1464, 1878 v. Canney 2354 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 2578 v. Rodonson 1074 v. Hasland 158, 2581 v. Henderson 2678 v. State 966 Ruckman v. Lumber Co. 561 Rucks v. Renfrow 1712 Rudd v. Dewey 1062 v. Frauk 2303 v. Frauk 2303 v. Robinson 1074 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Fraisble 1777 v. Hayden 717, 720	Rowe, ex p.	987, 2255,	v. Reld			100, 1100,
v. Breuton Rucks v. Renfrow 1712 8 B. & C. 880, 1224, 1574, 2111, 2139 Rudd v. Dewey 1062 3 M. & Ry. 1464, 1878 v. Canney 2354 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 2573 Ruddock, ex p. Rouddock Co. v. Johnson 1067 V. Gowley 1862 v. Cowley 1862 v. Cowley 1862 v. Frauk 2903 v. Robinsou 1074 v. Farrell 406 v. Fraser 1194 v. Fraser 1194 v. Frasble 1777 v. Hayden 717, 720				966		1900 1904
Breuton 8 B. & C. 880, 1224, 1574, 2111, 2139 3 M. & Ry. 1464, 1873 v. Canney 2354 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson Rucks v. Renfrow 1712 Rudd v. Dewey 1062 v. Frauk 2903 v. Robinsou 1074 v. Rounds 1074 v. Rounds 1780 v. Fraver 1194 v. Fraser 1194 v. Fraser 1194 v. Fraser 1777 Ruddock, ex p. 1673 v. Henderson 1067			Ruckman v. Lumbe		v. Cowles	1270
8 B. & C. 380, 1224, 1674, 2111, 2139			Rucks v. Renfrow			
1674, 2111, 2139 v. Frauk 2803 v. Edwards 1681 v. Canney 2354 v. Rounds 1730 v. Haslaud 158, 2581 v. Henderson 2573 Ruddock Co. v. Johnson 1067 v. Hayden 717, 720	- 8 B. & C.	3290, 12224, 11	Rudd v. Dewey		n. Cruttenden	
3 M. & Ry. 1464, 1873 v. Robinsou 1074 v. Farrell 406 v. Canney 2354 v. Rounds 1730 v. Frarell 406 v. Haslaud 158, 2581 Ruddock, ex p. 1673 v. Fraser 1194 v. Henderson 2573 Ruddock Co. v. Johnson 1067 v. Frisbie 1777 v. Hayden 717, 720	167	4, 2111, 2139	v. Frauk		v. Edwards	
v. Haslaud 158, 2581 Ruddock, ex p. 1676 v. Fraser 1194 v. Henderson 2578 Ruddock Co. v. Johnson 1087 v. Hayden 717, 720	3 M. & Ry.	1464, 1873			v. Karrell	
v. Hasiaud 158, 2581 Ruddock, ex p. 1676 v. Frisbie 1777 v. Henderson 2578 Ruddock Co. v. Johnson 1087 v. Hayden 717, 720		2854	v. Rounds			
2078 Ruddock Co. v. Johnson 1067 v. Hayden 717, 720		158, 2581 1	Ruddock, ex n.	1676		
	v. Henderson	2573 1	Ruddock Co. v. John	neen 1087		
					, 456	111, 120

ROS
8ection 2122 1196 1164 922, 1985 160, 861 2168 1878 19, 1562 262 251 11396 2110
2061 2, 2272 1990 1850 1850 1850 1868 2209 291 1718 862 , 1038, 1008 1719 285
1750 0, 773, 1884, 1, 1890 2573, 1938, 1938, 1894 1894 5200 2477 1388 770 1195 1738 682
2241, 2242 1160
2066 1278 95 1948 1106, 1109, 1304 1770 1862 963 1681 406 1194 1777 , 720

Russell v. Jackson	2285, 2296,	Ryerson v. Abington	Beetle n 905, 102
. 202	9, 2380, 2394		1028, 1066
A. MINEGALI	1706	v. Orover	196 736, 74
v. R. v. R. Co.	6	Ryman v. Crawford	198
v. R. Co.			100
4 Gray	714, 720 786, 788, 745, 747, 754		
17 N. Y. 7	86, 788, 745,	8.	
101.	747, 754	4	
A. MINAL	1901	Dahine 11, Mirone	140
v. Russell v. Southard	986		18
v. State	2437	Saccharin Co. v. Che	micale
58 Miss.	680	& D. Co.	221
62 Nebr.	1977	Sachra v. Manilla	1976
	1977, 2596	Sackman v. Thomas Sackridar r. Superv.	238
Nebr., 92 N	. W. 1977.	Sacridar v. Superv.	leors 1350
	2264	Sacrider r. Brown Safe Deposit & T. C	168
v. Stocking v. Tunnn v. Walker	1588	Berry	HR9 100
v. Tunnn	1588 1518	Berry v. Turner 286 Saffold v. 11orne 62	1074 190
v. Walker	1220, 1300	Saffold v. 11orne 62	0 2245 283
Russian Steam-Nav.			, ===0, ±00
T. Co. v. Sliva	2464	v. People	20
Russian Steam-Nav. T. Co. v. Silva Rnet v. B. M. Co. v. Manefield Rustell v. Macquieter Ruth v. Ford Putherford v. Com.	2146	v. People Safter v. 11, 8, Sagar v. liogmire Sage v. Ins. Co.	58: 20: 367, 100:
v. Mansfield	1086	Sagar v. liogmire	1936
Rustell v. Macquieter	406	Sage v. Ins. Co.	1858
Ruth v. Ford	607	v. State	
manather of Cont.	21, 1000	91 Ind.	689, 1938
v. Foster	2512	Sallor v. Hertzogg	3, 1616, 1807
v. Morris Ruthven v. Clarke	1738, 1938	Sallor v. Hertzogg	1002, 1778
Rntland v. llathorn	1212 2349		
Rutland's Case	2426	Saint r. Taylor	2110
Rutland & B. R. Co.	2120	Saint r. Taylor Salazar v. Taylor Sale v. Elchberg Salem v. Lynn	570, 696
n Lincoln	46117	Sale v. Eichberg	1700
v. Thrall	1195 1906	Salem v. Lynn	1784
V. 2111411	1195, 1206, 1248 1867	v. Webstar Salem Bank v. Gloud	65, 1719
Rntiedge v. Evane Rutter v. Baldwin v. Chapman	1867	ter Bank Salem 1. R. Co. v. Ac Salem L. & T. Co. v. Ac Salem S. & L. Co. v. Griffin	.00-
Rutter v. Baldwin	2232	Selem 1 R Co m A	2010
v. Chapman	2596	Salem L. A.T. Co. v.	Anson 1990
v. Collins	2000	Salem S. A. L. Co. v.	ливоц 1200
96 Mich.	1806	Griffin	458
108 Mich.	1807	Salisbury v. Com. Salisday v. Dodgevil Salies v. St. Louis Salies v. R. Co.	1839, 1841
v. Hebden	1864	Salladay v. Dodgevil	le 2552
Rutsen v. Farr Ryali v. Hannum Ryan v. Bindley v. Brietol v. Cooka	21	Sallee v. St. Louis	1948
Ryall v. Hannum	2468	Salley v. R. Co.	1416
Kyan v. Bindley	6	Daily o. Capps	1250
v. Bristoi	1901	v. Gnnter	1215
v. Cooka v. Couch	2485 1840, 1841	v. Gnnter Salmer v. Lathrop Salmon v. Clagett v. Rance	1388, 2465
n Lynch	1050, 1051	Salmon v. Clagett	2268
v. Lynch v. Miller	1850 2063		*****
e People	2003	Salmon's Estate	2475
v. People 21 Colo.	1031, 1378,	Salt Lake City v. Sm	ith 18
2. 0010.	1000	Salte v. Thomas	1240, 1689
79 N. Y. 27	6, 967, 987	Salter v. Ely v. Turner Saltern v. Melhnish Saltmarsh v. Bower v. Tuthili	2502
v. State	9, 551, 561	Saltern w Malhulah	1210, 2029
	2071, 2078,	Saltmarsh a Roman	1100, 1109
	2081	v. Tuthlli Salvo v. Duncan	529
60 N. J. L.	XIN I	Salvo v Duncan	1976
97 Tenn.	987, 1800	Sam v. State	1910
Ryberg v. Smith	9051	1 Swan	1800
nyuer v. Alton	1352	XX Miss	9071 BATA
v. Bateman	1859	Sammle v. Wightman	2573
v. Fash	1651, 2141	Sammle v. Wightman Samonset v. Mesnage	r 1195
v. Fletcher	aava	Sampla v. Consol. L.	& R.
v. Fletcher v. Jacobs v. State v. Wombwell	1907	Co.	1750
T. STEIN	IUM GEAT	as Phone	0000 0000
w Womb11	0404 2001	v. Prost	2000, Z00Z
v. Wombwell	1921, 2501 2494, 2553	v. Frost v. Wynn 3795	2300, 2302 66, 73

1,	1	1	lortion
l, L	Sampson v. Grimes v. Mary	1005	1200
1	i v. 140016	1330	1664
9	v. Overton		1647 1633
•	v. Sampson	26, 85	1779
	v. White	1306.	2048
	Sams A. C. Co. v. Lea	gue	341/0
0	v. Sampson v. State v. White Sams A. C. Co. v. Lea Samson v. Yardly Samuel v. Borrowscal	a	1864 1225,
3			1226.
	e Pecole	1318,	1651
3	v. l'eople v. Withare	2270,	2276 1856
8	Samuels r. Griffith	1020,	1035,
5 5 5 5	San Antonio & A. P.	1873,	1879
8	R. Co. v. Gray		1750
3	R. Co. v. Gray San Diego Land Co. s	·.	
3	Neale San Fernando C. M. A	l D	714
	San Fernando C. M. 4 Co. r. Hnmphrey San Joaquin Co. r. B San Pedro L. Co. r. Beynolds	- 56.	1859
1	San Joaquin Co. v. B	udd	2578
	Raynolds Sanborn v. Gerald v. Inc. Co. v. Nellson v. School District	1074,	1990
3	Sanborn v. Gerald	2013,	2498
d	v. Inc. Co.	1001	1581
	v. School District	1061,	1062 2159
	Sanchar's Case		2250
	Sanchez v. People 30	0,681	, 728,
	Sandage v. Mfg. Co. Sandberg v. State 7, Sandell v. Sherman		2438
1	Sandberg v. State 7,	1644,	2529
1	Sandberg v. State 7, Sandell v. Sherman Sanders v. Johnson v. Karnell v. Leigh v. Minson	18 7	944
	v. Karnell	18, 7	1256
J	v. Leigh		1019
1	A. A. CHINERIER		2405 282
	v. Palmer v. Pepoon		2554
П	v. Pepoon v. Pottlitzer B. F.	Ca	1676
	v. Releter	Cu.	2425
	v. State		
I	105 Ala.	1124, 1 2 0,	1949
1	181 Ala. 118 Ga.	,	276
١	118 Ga.	841,	2188
		1037, 1	761
ı			1802
	v. Osgood Sandford v. Remington	. 6	2018
Е			909, 2815
	Sandilands, re		2456
	Sandringham, The Sanda v. Hammel	1089,	1641 1521
	Sands v. Hsmmel v. R. Co. v. Robinson Sandwich v. State	1	1890
l.	v. Robinson	2360,	2363
	Sandwich Mfg. Co. v.	2	281
1	Nicholaon		571
1	Sanford v. Rowley Sanger v. Merritt Sanitary District v. Cu	66, 1	612
1	Sanitary District v. Cu	d- 2	2141
	10).000	2	854
1	Sankey v. Cook Sanson v. Rumsey	2	020 291
			#01

	Cortico	1	Section		Section
Santissima Trinidad	The 1001,	Bawyer v. Cox	2160	Schell v. Stephens	1481
	1000	v. Elfert	74, 209	Schenck v. Inc. Co.	1947
March Ashi	1018, 1840	r. Garorion	1196, 1913	r. Hebenck	206
Saph v. Atkinson Sappenfield v. R. Co.	709, 1998	v. Miller	1049	v. Stevenson	
Sarbach v. Jones	400	P. R. Co.	1549 2554 1088, 2067	Schenley v. Com. Schettler v. Jones	1003
Sargeant v. Sargeant	1070	v. Bawyer	202, 1961	Schieffelia r. Schief-	1581, 1560
Bargent v	2340, 2854 2472	v. State	381, 939	felia	905, 1788
v. Adams	2479	v. Steele	261, 202 2605	Schlerbaum v. Schen	nme 1001.
v. Burton	1988 2304	v. Stepheneon	2354		1788
v. llampden	2304	Sax v. Davis	1414	Schillenger v. McCar	on 586
v. Johns	2308	Bay & Beul's Case	2800	Hehillinger v. Verons	
Sarie v. Arnold	561	Bayer r. Glossop	606, 1212,	Schinta v. People	216
Sartell v. Scott Sartin v. State	1567 158		1214, 1219, 1248, 2529	Schlaff v. R. Co.	468
Bartorious v. State	1842	v. Kitchen	2125	Schlater v. Winpenny	
Sass v. Thomas	2678	" Wagstaff	786, 808	Schlee v. Guckenheis	1040 ner 2536
Sasseer v. Farmers' l		Sayles v. Bradley &		Schlei r. Struck	1005
	2581	Co.	1218		1890, 1896,
	, 1802, 1803	v. Briggs 126	7, 1848, 2450		1938
Bassenberg v. Husem		v. Fitsgerald Saylor v. Com.	1117	Schley v. Lyon 1248	
Basser v. Herring	1664, 1666,	Saylor v. Com.		Schlicht v. State	2582
v. Basser	1592 1062	Ky., 30 S. W. 36	8, 987, 1485,	Schloss v. Inman	1664
Sater v. R. Co.	1943	K- 00 0 W 144	1, 1450, 2377 1048	Behlotter v. State	1807
Sather v. Rogers	1676	Ky., 88 8. W. Ky., 87 8. W.	276	Schlottman r. 11offm Schmerts r. 11ammon	an 2472
Satterlee v. Bliss	2318	Sayre v. 1)urwood	18, 770	Schmick v. Noel	1416, 1963
Satterwhite v. Ilicks	1062	v. Moiney	1067	Schmidt, ex p.	2868
Saults v. Eaket	2484	v. Pollard	1850	v. Dunham	907, 908
Saunders v. Bates	2516	Sayres v. Allen	1890	v. 1ns. Co.	
v. Baxter	406, 1807	v. Com.	397	1 Gray	1800, 2570
r. Blythe	2410	Scagel v. H. Co.	1696	41 111.	1947
v. Duval v. Ferrill	2125 1816	Scaggs v. R. Co.	1961	r. Packard	877
r. Fuller	2349	v. State Scalfe v. Land Co.	1749	v. Wambacker	748
r. Gallagher	892	Scales v. Desha	1566, 2598 657	Schmied r. Frank Schmisseur v. Beatrie	2336
r. Ilarris 1225,	1661, 1662	v. Kelley	2300, 2317	Schulissant or Dartile	1065, 2506
e. McCarthy	1063	v. Key	2530	Schmitt v. R. Co.	1010
r. People	987	v. Shackieford	1002	Schmits v. R. Co.	1416
v. R. Co.	2	Scalf v. Collin Co.	1921, 1988	Schmuck v. 1iiii	561
6 S. D.	2509	Scammon v. Scamme		Schnable v. Doughty	1890
90 Tenn.	1021, 1041,	Scanlan v. Childs	1625	Schnee v. Schnee	1736
Saunderson v. Judge	1389 96	v. 11odges	1195	Schneider v. Bray	2215
v. Piper	2478, 2477	v. R. Co. v. Wright	2580 1225	r. Cochrane	1675
Sauntry v. U. S.	285, 1890	Scanion v. Walshe	2627	v. Manning Schneider Br. Co. v.	681 , 1958
Saurin v. Starr	1368	Scannell v. R. Co.	987	A. 1. M. Co.	677
Saussy v. R. Co.	65, 1109	Scarborough r. Bask		Schnek v. Hagar	64
Sauter v. R. Co.	1698	v. Scarborough	2067	Schnell v. Tooner	286
Sauvé v. Dawson	701, 1991,	v. 8mith	1263	Schoeffler v. State	609, 852
1993,	2008, 2016	Scarf v. l'atterson	1225	Schoep v. Ins Co.	928, 1078
Savage v. Blanchard v. D'Wolf	1391 1300	Scarlet's Case	2300	Schoepflin v. Coffey	2494
v. State	1890	Scates v. lignderson	2477	Schofield, ex p.	2260, 2271
Savannah F. & W. R.		Scattergood v. Wood Schaefer v. Gildea	1961 1896	r. Anderson	1890
v. Gray	285	v. Kienzel	2166	v. Schiffer Schoneman v. Fegley	321 93
v. Holland	1750		, 1391, 1530	Schoolcraft r. l'eople	106, 140
v. McConnell	2509	v. State	2059, 2071	Schoonmaker v. Wil-	100, 140
r. Quo	1910	Schafer v. Schafer	1666	braham	458
v. Walnwright	1719, 2220	Schaidler v. R. Co. Scharff v. Keener	682	Schoonover v. Myers	1667
v. Wideman	1985		1481, 1573	v. Rowe	406
Savary v. State	20, 1157	Schaser v. State	21, 847.	Schott's Goods	2421
Saveland v. Green	1236	Sabattana - Water	1896	Schradsky v. Stimson	463
Savery v. Spaulding Savilie v. Farnham	1086 2355	Schattgen v. Holnback		Schreyer v. Mills Co.	291
Sawrey v. Murrell	905, 911,	Schaub v. Griffin Schauler v. Porter	2581, 2532 2854	Schrimper v. Heilman v. R. Co.	
~~ · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1888, 1890	Schearer v. Harber	751, 1810	Schroeder v. R. Co.	2433 2220
Sawyer v. Birchmore	2317	Scheerer v. Agee		Schubert Lodge r.	2220
r. Boston		Scholl v. Plumb	1041, 1698	Schubert Verein	1278, 2159

1481 1947 408 2856 51, 1860 06, 1738 1750 1750 1750 216 458 1021, 1040 2836 1021, 1040 2836 1096, 1896

8, 2159

TABLE OF CASES.

	Seekle		Garata		
Schubkagel v. Diere	stein 200	Scott v. Ratiffe	finities 1606		Section
Schuchardt v. Aller	ne Q	v. Rivers	1213	Security Co. v. Gr	aybeal 1549
Mahmanka u Pina ti	liver 48	v. Sampson	70 79 74	Sedgwick v. Tuck	or 501,
Schuler v. Board	194		70, 73, 74, 907, 204		618, 2336
Schuites v. Hodgeon	n 3050, 236	v. Scott	301, 209	v. Waterman	1199
Schults v. Bower	116		1770	r. Watkins	7530
v. Catlin	284	17 Jnd.	1777		1166
v. Lindell	284 196	17 Md.	1244, 2067	Bookel v. Norman	1870
v. R. Co. 9	60, 900, 102	v. State	2578		P Co. 1387
v. Schultz	172	40 Ata	1100 1100	Seely v. Blair	1980, 1986
v. Torr.	1018, 261	48 Ala.	1186, 1186	r. Cole 4	06, 1208, 2694
Schulz v. Modisett	081	118 Ala.	960, 2183	v. Welle	1680
Scumenher v. Pime	Co. 1230	49 Ark.	1270		1064, 1186
Schwalbe, The	1780		2060	Beibert v. McManu	451
Schwartz v. Baird	1916		1022	v. Ragedale	1284
v. Oethmer	1267			Seibles v. Blackhes	d 1917, 1922.
v. State	2000		1181	7	1076
v. Wilmer	1968		1003	Seldenspinner v. M	etrop.
v. Yearly			200, 1294	L. Ins. Co.	1072
	782, 1808		1416	Selfert v. State	1432, 1484,
Schwarzbach v. Prot tive Union	1001 104	Scottish U. & N. L.			1725, 2886
Schmele fronth W. C.	1061, 1947	Brubbe	437	Seifred v. Pa. R. C	0. 1961
Schweinfurth v. R. C.	0. 400, 1103		288	Seller v. Bank	2487
Schwerdtle v. Placer	Co. 2575	Scoville v. R. Co.	2098	Seip r. Deshler	406
Schwerin v. De Graf		Scranton v. Danenb	aum 2572	Seisel v. Register	1195
Sciple v. Northeutt	2111	v. Stewart	2312	Seitz v. Refrig. Co.	2434
Scoffeld v. Parlin &	O. Co. 2153	Scribner v. Crane	1511	v. Belts	1406, 2386,
Scoggin v. Dalrympl		v. M'Laughlin	586, 1878		2889
Contraction Contraction	1505	Scrippe v. Foster	2388	Seltz Brewing Co.	Ayres 2498
Scotla, The	2578	P. Reilly	406, 1808	Selby v. Clarke	1812
Scotland Co. v. Hill	17	Scroggin v. McClell	and 2536	v. Crew	
Scott, re	2282	Scrugge v. State	2340	v. Ilarrie	2267
v. Baber	808	Soullin v. 1larper	1243	Selden v. State	1681
v. Balley 93	, 1208, 1556	Scudder v. Union N	at'l	Self v. State	2807, 2880
v. Bank	1777	Bank	2451	Selfe v. Isaacson	837
v. Bassett		Scurr v. Bnrrell	2250	Seliger v. Bastian	1841
174 III.	1225	Seaborn v. State	862	Seliar v. Clelland	1951
196 1H.	1225, 1676	Scale v. Chamblise	944, 1788	Beliars v. Sellars	1198, 1877
194 111.	1225	Seals r. Edmondson	1976	Seileck r. Janesvill	1041, 1511
v. Blanchard	1681	v. State	62		
v. Clare	1256	Sealy v. State	460, 1026,	104 Wis.	78, 789, 1885
v. Com.	2339		1028, 1087		792
v. Crouch	1257	Searcy v. Milier	985, 1817,	Seilen v. Normen	98, 2517
v. D. Y. M. Socie	ty 2535	Delicy of Stiller	1820, 2214	Seiler v. Jenkine	1014, 1019,
v. Delany	2135	Searle v. Lord Barri	ngton 1460		1020, 1021,
v. Donovan	1141, 1154	v. Price	2067	Galleron D	1088, 1040
v. Fletcher	64	v. R. Co.	463, 1948	Seliman v. Bowen	2063
v. Harrie	2311, 2829	v. Richardson		v. Cobb	1207
v. Hartley	2440	Sears v. Dillingham	1866	v. Wheeler	1721, 1963
v. Hawk		v. Hoys	1304, 1316	Selle v. Haggard	1414
105 Ia.	1513, 1786	Seaton v. Kendali	1778	Selma R. & D. R. C	
107 Ia.	1811	Seattle v. Doran	603	Kelth	657
v. Hooper	1817	Seattle & M. R. Co.	1885	Selover v. Bryant	905
v. Hyde	2529	m Gilebriet	400 2040	v. Rexford's Ex	
v. Jones	1249	v. Gilchrist	463, 1943	Selph v. State	910, 952
v. London & St. 1	K 1000	v. Roeder	714, 1168	207	9, 2080, 2484
Docks Co.	2500	Seaver v. Dingley	321	Belvidge v. State	857
v. Lloyd	529	P. R. Co.	1976	Selwood v. Mildmay	2474
v. Loomie		Seavy v. Dearborn	736, 745,	Selwyn's Case	803
v. Lord Oxford	1267	7-	47. 907. 944.	Seiz v. Belden	681
v. McCann	406		1019, 1028	Semple v. Callery	2550
v. McKee	1390	Seawell v. R. Co.	1755	Senlor, ex p. 2259	2, 2271, 2276
v. McKinnish	1938	Sebree v. Dorr	1187	v. State	1391
v. Maddox	73, 406	v. Smlth	1062, 191	Bentney v. Overton	1812
w Mostelan	2062, 2523	Seckinger v. Mfg. Co	o. 566	Sergeant v. Biddle	1417
v. Mortelnger	406	Second Nat'l Bank v.		v. George	1064
v. New Orleans	458, 792	Herman	5, 2586	Sergeson v. Sealey	283, 1671
v. O'Nell	1040	v. Smith		Series v. Series	2494
v. People	1852	Secrist v. Green	1651	Sessions v. Little	1777
v. R. Co.	665, 1230,	Securities Co. v. Ric	hard-	v. Reynolds	1289, 1676,
	1689, 1700	son	1061	210) 110100	2167
		ATTOT			2101

	Section	a t	Section	4.	
Bessions v. Trevitt			omma-	Shaw v. State	Section
Setchei v. Keigwin		l gere	54	79 Miss.	1840
Seton v. Inc. Co.	127	1 Shamp v. White	112	82 Tex. C	r. 782
Settle v. Allison	1311, 1312	Shane v. Charles	town 194	7. Spn Prairie	989
Seurer v. 11orst	1013, 108	1 Shank v. Groff	248	7 v. Van Rensee	aer 2220
Seven Blehope' Tri	1513, 168 463, 72 al 773, 1364	Shanklin v. McC		7 Shawneetown v. M	REOD SAR
corea Biolope 111	1991, 199		101	3 Shawver v. Chamb	orlain 9188
Seventh D. A. P. A	A.	Sinular's Appea	214	I Shea v. Giendale E	. F. Co. 457
v. Fisher	155	Shanley's Appea Shannon v. The (i 198		716
Sever v. Lyon	2578		. 68	v. Leiny	2435
Severance v. Carr	581, 770, 777	Shano r. Bridge	Co. 116		1956
v. Illiton G	6, 73, 76, 1898	Shantz r. Stoll	61		1085
v. Severance	2502	Shapter v. Pillar	195		2508 1778
Severin v. Zack	1938		ton 199		206, 218
Severn v. Oilve Sewall v. Evans	2203	Sharland v. Ins. (Co. 1073, 172	5 v. Collins	78, 74, 209,
v. Robbine	2529 998			1	987
Seward v. Wilming	ton 1164	CHARLET P. TAR LINE			2217
Seweii v. Cohoes	283		987, 231		751
v. Gardner	906		226		252 1719
v. Moore	1674		102		1205
v. R. Co.	714		1970 1033		
v. Stubbe	1256		164		847, 987,
v. Vincent	276	v. McIntire	171		1963 1960
Sexamith v. Jones	1269	v. Petit	1658		1268, 1269
Sexton v. Appleyard v. Brock	1248	v. Scoging	979, 986, 1989	Sheehan v. Davis	1483 1186, 2169
v. 11ollia		v. Sharp	2271		1554
v. Lamb	1564, 1587	v. State	579	r. Kearney	1738, 1938,
v. McGili	379, 571	v. Treece	784		2600, 2502
r. Perrigo	1225, 1318 1525, 1675	v. Wickliffe	1651		18
v. Pickering	1676, 2168	Sharpe v. Hail v. Lamb	1966		2421
Seymour v. Alkire	2498	v. Orme	2182		1676
r. Beach	1674	n. State	1651, 1658 2513		
v. Fellows	Ls	Sharpless v. Know	ies 1651		2069
r. Merrills	73, 209	Shattuck v. Myers	75, 210,		
v. Oshorne	1161, 1856		987		2470
v. Wilson	581	v. People	2168		1651 415
Seymonr's Case	1198, 1199,	r. State	2364	Sheidon v. Benham	1521, 1685,
Shaak's Estate	1267 2231	v. Stoneham I			2025
Shackelford v. R. Co	1954	Chaman Ata. A	1948	v. Bigelow	1037, 1971
v. State	1829, 1405	Shaner v. Alterton Shanfeiter v. Baltis		v. Booth	571
Shackieford v. Hoon	er 1664	Shauginessey v. F	more 2572	v. Coates	1219
Shad v. Llvingston	2437	Shaul v. Brown	ogg 2813 1888, 1856	v. Frink	1200
Shaddock v. Clifton	1068 9999	Shaver v. Ehie	1300	v. Perkins	2349, 2354
Shadwell v. Shadwei	1 1859	v. McCarthy	1938	v. R. Co. Shellabarger v. Nafu	455
Shaeffer v. State	689, 1938	Shaw r. Boom Co.	571	Shelling v. Farmer	
Shafer r. Ean Claire	252, 1270,	v. Broom	1084	Sheip r. U. S.	2212 986, 1854
v. Hausman	2884, 2569	v. Charlestown	720	Sheiton v. Eilie	2416
v. Lacock	1969	v. Emery	928	v. Hampton	907
Shaffer v. Ciark	1078, 2509	v. Fisk	2354	v. Reynoids	1249
v. Gaynor	2027 1587	v. Lindsey	787	v. State	1976
v. McCrackin	1245, 1549,	v. Markham	1206	Shenkenberger v. St	te 1447
	1556	v. Mason v. Moore	1218	Shepard v. Ashley	89
v. State	78, 1620	v. Pershing	1817	v. Giddings	1213
Shaffner v. Com.	192, 368	or reraiting.	1196, 1311,	v. Parker	987
Shafter v. Evans	1951	v. R. Co.	2141, 2148 250	v. Potter	1876
Shaftesbury Case Shahan v. Swan	526, 1712	v. Roberts	15, 2592	v. Pratt v. R. Co.	1969
Shahan v. Swan	1867	v. Schoonover	608, 1778	85 Mo.	2220
Shailer r. Bumstead	228, 238,	v. State	555, 2116	117 N. Y.	463
	1076. IO81. I	60 Ga.	106, 868, 397	r. State	821
Shakespeers Dr	1738, 1790	83 Ga.	792	Shephard, re	2194
Shakespeare v. Bangi	900	102 Ga.	106, 890, 821,	v. Carrlei	1635
	392 2117, 2188,	9	67, 987, 1889,	Shepherd r. Brenton	2354
	all, 2165.		1841	v. Camden	1168, 2354
	9141 9148	EA T >			TIOC TOUR
	2141, 2145	56 Ind. 3798	2582	v. Currie	2518

SES

Shanhani G	ion
Shepherd v. Goas 1304, 13 v. Hamilton Co. 15	112
# Sportaneas	05
v. I nompson 1566, 15	87
Sheppard v. Yocum 1029 110	86
01 11	09
Sherhorne n Names an	82
Simplify of Rodman &	83 81
Sherer v. Piper 10	62
Sherman v. Barrett 99	63 no
v. Blodgett 19	59
Sherourne v. Rodman Sherourne v. Rodman Sherlock v. R. Co. 4	54
v. R. Co. 720, 194 v. Sherman 236	13
v. Sherman 238	30
v. Story 124	
v. Transp. Co. 1312, 132	10
p. Wilder 36	7
Sherrard v. Cndney 166 Sherrill v. State 281, 46	0
	4
Shervior . Hughes 1415, 189 Sherwior . Bughee 124 Sherwood v. Adderle, 125	4
Sherwood v. Adderle, 125	7
v. Houston 657, 168 v. Sherwood 247 v. Sioux Falls 115	
v. Sioux Falls 115	
n. Other 184	2
Shields v. Baucher 1484 150	8 1
r. Buchanan 166	5
v. Cunningham 102 v. Lewis 1198, 120	
v. McGrath 191	1 5
v. Miliet 1890 v. State)
104 Ala. 2183, 2264	1 8
149 Ind. 992, 1076	
32 Tex. Cr. 2497	-
Shifflet v. Morelle 1651, 2105	. 8
Shifflet's Case 894 899 899	١,
Shilling a Ing Co	
Shilling v. Ins. Co. 1768 Shillinger v. Shillinger 2067	8
Shimer v. R. Co. 720	
Shinglemeyer v. Wright 2374 Shinkle v. Crock 693, 2048	8
Shinners v. Merrimack	20200
Locks 283 Shipley P. Ressoner 1064 1067	8
Shipley v. Reasoner 1064, 1067 v. Todhunter 95, 2152	8
Shipman v. Seymour 321	S
Shipply v. People 321	S
Shirley v. Fearue 1304, 2110	S
v. Todd 1084 Shirwin v. People 62, 200, 398	
Shisser v. Burlington 1404	S
v. Todd 1084 Shirwin v. People 62, 200, 398 Shisser v. Burlington 1404 Shitler v. Bremer 702, 728 Shiver v. Johnson 1290, 1513	
Shiverick v. Gunning Co. 2580	81
Shobe v. Bell . 2349	SI

	Shock a M'Channe		lection
	Shock v. M'Chesney Shockey v. Mills Shockley v. Morgan Shockney v. State	58	44 1 7
	Shockley v. Morgan	1	190
	Shoemaker State		114
	Shoemaker v. State Shoemaker v. Bryan S. M. Co. Shoenberger v. Hac Shook v. Pate Shorh v. Kluzie 80 Ind.	It In &	96
	Shoenberger v. flac	kman	124
į	Shook v. Pate	kman 790,	158
į	80 Ind.	9000	OAG
ŀ	100 7 1	2008, 2016,	201
I	Shore v. Bedford		231
l	shore v. Redford v. Wilson Shores Lumber Co. v Shorey v. Ilnssey Short v. Currie v. Kingsmill v. Lee	Seine	246 246
ł	Shorey v. Ilnssey	· OHLL	91
I	Short r. Currie		167
l	v. Kingsmill	1464	127
l	147	1, 1472,	216
ĺ	v. Mercler	1464, 1, 1472, 2260,	227
l	v. State 4 llarr.		226
	69 11		115
	r. Tineley		234
	v. Tineley v. Yelverton Short Mountain Coa	l Co	39:
	v. executy		1960
	Shorten v. Judd	166,	792
	Shorter v. Sheppard	1188, 1	1977 99 5
		1267,	2105
	Shortz v. Unangst		1198
1	Shortz v. Unaugst Shotter v. Friend Shotwell v. Harrison	1	651,
		1681, 2	088,
8	Shouler v. Bonander	1195	2573
•	shove v. Martine	1100, 2	2312
	Shouler v. Bonander Shove v. Martine v. Wiley 73	5, 736,	747,
٤	Showman v. Lee 79 Mich.	9, 700, 1	360
	79 Mich. 86 Mich.		463
ç	hassa a Cli		247
	hrewsbnry's Case	2250, 2	384 286.
		2	371
0	hrewsbury l'eerage (ase 14	89,
		1662, 1	670
	hriedley v. State hrimpton v. Brice		326
	r. Netzorg	1	728
	hrimpton Co. v. Bric	e is	326 728 198 978 951 189 76
3	hrowdern a Harman	19	951
3	hroyer v. Miller	73.	76
3	hnck v. Vandervente	r 17	74
•	nuicidt r. Shnfeldt hular v. Stute	1168, 18	198
3	huldham's Thiroma	20	67
,	hulte v. Hennessey	5	71
,	hults v. State	689, 193 19	38,
1	human v. Shuman	20	63
	v. Supreme Lodge	234	11, 91
1	urtleff v. l'arker	10	91 I
	p. Willard		84
l	inster v. State	9	28
	30700		

6 0	Dante v. Mfg. Co	Section 451
	Suntesbury v. Hadley	1219
9	Shotte v. Thompson	, 1677
	Slas v. Consol. Light-	
8	I IIIg Co. 91	3, 795
7	Siberry v. State 133 Ind.	2079
ı	149 Ind. Sible v. State	2115
3	Sibley v. Smith	1476
3	r. Waffle	2501
	Sibley v. Smith v. Waffle Sichel v. Lambert Sickles v. Pallas C. Bank	1645
1	e. niminer	1538.
- 1	1544, 1554	1547,
	Sinebottom v. Atkins	2971
ı	Sidekum v. R. Co. 438, Sidelinger v. Bncklin 923,	2220 1124,
	1108	1141
	Sideways v. Dyson 1259, Sidgreaves v. Wyatt	1884
I		
١	Siebert v. People 111, 143 569, 946, 2183,	274,
l	2183,	2264
ı	Siefert v. Siefert Siegbert v. Stiles 463,	****
l	Siegler v. Mellinger Siemsen v. Electric R. Co.	2581 1951
l	Sieusen v. Electric R. Co. Sievers v. P. B. & L. Co.	2354
	497	283, 1951
	Carrion 11. Co.	
I		1669 2498
ŀ	Sigling R Co. 728,	2135
1	Sigsworth v. Coulter	283 1028
	Pierre T- C	2463
	v. Greene	1074 1074
		1518
8	r. Paine 571, Sill v. Reese 704,	195 I 1 239
2	Illiman v. Whitmer	1477
		374, 949
S	silva v. Low	009
	r. Rankin	129
8	ilver Lake Bank v. Hard-	
S	ilverman r. Blake 1	681 31 2
S	iiverstein v. O'Brien	164,
S	lverthorn v. Fowle 1041, 1	456 955
S	m v. Knasell 229,	232
0	minons c. Carrier	716
	v. Havens v. Holster 73, 74, 2 v. Leonard 13	59,
	v. Leonard	260
		302 232
	v. Parsons v. R. Co.	29
	v. Radall 2)43 525
	v. Simmone 2045, 20	46,
	20	56

	Section		disable		
Simmons - Sauce		et-t n	Section		Section
Simmons v. Spratt	1665	Sinks v. Reese	1240	Sloan v. R. Co. 1018	
v. State		Sinnott v. Colombet	1700, 2582	_	1029, 2384
129 Ala.	1388	v. Mullin	1951, 1963	v. Somers	2098
32 Fla.	1263	Sinton v. Butler	456	v. Wolfafeld	1681
115 Ga.	1072	Sioux City & P. R. C	o. v.	Sloan S. M. & L. Co.	v.
v. Steamboat Co.	1951	Finlayson	571,	Gnttheall	1896
v. Threshour	2450		1693, 2220	Slocovich v. Inc. Co.	561, 665,
v. Trumbo	2680	Sirk v. Emery	463		7, 720, 1706
v. Wood	1676	Sirrine v. Briggs	719, 1247	Slocum v. Bracy	1195
Simms v. Express Co		Sisier v. Shaffer	15		
Diministration of	2573			v. Knosby	2276
Simon v. Brown		Sisson v. R. Co. 67	1, 719, 1704	v. Newby	1911
	1664		1491, 1493,	Sloman v. Herne	1077, 2294
v. Home Ins. Co.	762	1644	, 1646, 2529	v. Keily	2256
v. State		Sitteriee v. State	1781	Slone v. Thomas	1188
108 Ala.	1976	Sivell v. Hogan	770	Slossen v. R. Co.	456
31 Tex. Cr.	2063	Sivewright v. Sivewright Av. R. Co. v. E	ght 1841	Sluby v. Champlin	156, 1513
Simonds v. Clapp	1777	Sixth Av. R. Co. v. E	I	Siy v. Siy	1461
Simous v. Cook	1681	R. Co.	1906, 1943	Small r. Belyea	1750
v. People	390, 1442	Sizer v. Burt	1908, 2105		
v. Simons	2046, 2067,		1900, 2100	v. Champney	233, 1671
VI DIMONS	2086	Skaggs v. State		v. Prentice	95
a Wales C.		108 Ind. 57	1, 811, 1399	v. R. Co.	2098
v. Vulcan Co.	321	31 Tex. Cr.	246, 248	v. Reeves	1371
Simonson v. R. Co.	726	Skeggs v. Horton	1267, 2052,	v. Rose	1466
Simpkins v. Rogers	1086		2106	v. Siocumb	2184
Simpson, ex p.	2065	Skeilie v. James	1911	v. Williams	1072
v. Dall	1195	Skeilinger r. Howell	900, 907	Smailcombe v. Bruge	
v. Dinamore	2529	Skeiton v. R. Co.	678		
v. Norton	1194	Skilding v. Warren	529	Smalley r. Appleton	568
v. Robinson				v. Hale	344
v. Smith	406, 1072	Skinker v. Flohr	1225	v. Morris	2354, 2356
		Skinner v. Brigham	1293, 2132	Smalls v. State	
1 Stark. Evid		v. Conant	1540	99 Ga.	238
27 Kan.	2268	v. Denning	1350	102 Ga.	195
v. State		v. Henderson	1196	Smart v. Prujean	2452
111 Ala.	177, 391	v. Judson	2216, 2266,	v. Williams	1224, 1275,
6 Baxt.	2054	01 d dagos	2260, 2279	o. vv minates	
78 Ga.	949	u Tamba			1306, 1518,
31 Ind.	506	v. Lewis	1511		1650
		v. R. Co.	2319	Smartle v. Williams;	see
v. Stewart	2529	v. Shew	1729	Smart.	
v. Thornton	1280	v. Skinner	2245, 2515	Smethnrst v. Barton	Sa.
v. Union Stockyan	ds	Skipp v. Hooke	2576	Church	20
Co.	1350	Skipper v. State	907, 1011,	Smets v. Plunket	64
v. Waldby	1249		1013	Smick v. Beswick	2312
v. Westenberger	64	Slack v. Bnchanan	1062		
Sims v. De Graffenreid	1306,			Smiley v. Cockrell	1186
District of Grandensen		v. Harris	1951	v. Dewey	1244, 1558
- C	1513, 2141	v. Moss	629	v. Gambill	1736
v. Gray	1225	Sladden v. Sergeant	1263	Smith, ex p.	1160
v. Handley	6	Slade v. Tucker	2300	re	
v. Jones	1890	Slane Peerage Case	1279	7 Ch. D.	2287
v. Kitchen	.1208	Slaney v. Wade	1483, 1573	2 D. & Ch.	2260
v. Meacham	1573	Slater v. D. S. & H. C	o. 1971	li2 Fed.	2282
v. Sims		v. Hodgson	2139		
2 Mill	1195	Slatterie v. Pooley		v. Andrews	1640
75 N. Y. 522	987 1116	Samuelle v. Fooley	1180, 1256,	v. Asbell	1033, 2491
Sinclair v. Baggaley	, 501, 1110		1256, 1257,	v. Assnr. Co.	911
Sinciair o. Daggarey	2520		1260	v. Axtell 1195	, 1266, 1280
v. Roush	1943, 2356	Slattery v. Slattery	586	v. Bauk	
v. Stevenson	762, 1200,	Siaughter v. Birdwell	2205	171 Mass.	1254
	1661, 2447	Slavens v. R. Co.	266	45 Nehr.	716
v. Wood	1188, 1624	Slayback v. Witt	2503	32 Vt.	2408, 2420
Singer v. Bennett	1240	Siedge v. Scott	1966		
Singer Mfg. Co. v Cres	mer 1013	Sieen n Unmann	1200	v. Barger	2201
Singer Mfg. Co. v. Uras v. McFarland	2016	Sleeper v. Heymann Sleeper v. Van Middle	2165	v. Battens	2520
Singer & T & Co II.	zuio I	oresper s. van Middle		v. Beadnall	850
Singer & T. S. Co. v. H		worth	928	v. Beattie	736
inson	762	Slinghoff v. Bruner	1304.	v. Benef. Soc.	143, 1081
Singleton v. Barrett	2432		2102, 2500	v. Betty	1085
v. Bremer	2149	Sloan v. Ault	1549	v. Biggs	1893
v. State	1037	v. Cohurn	1086	v. Blagge	1681
Sinking Fund Com'rs	v.	v. Courtenay			
Bank	2109		1696		1457, 1458,
Sinkler v. Siljan		v. Pelser	760		1465, 1524
	1029	v. Petris	406	v. Bonsall	1658

Smith v. Bradford	Section		Section	
v. Brannan		Smith v. Hickenbotton	£ 568, 681,	8mi
v. Brockett	1314		1938	
v. Brown	1681, 2464	v. Hine 928,	1613, 1669	
151 Mass.	1194, 1234,	v. moinroog	1202	
	1275	v. Holden v. Holebrook	1782	
2 Mich.	521	v. Hollings	1212	
v. Brownlow	1592	v. Hughes	1800	
v. Bnrnham	1367, 1856	v. Hnnt	2413	
v. Bye	1867	v. Hntchings	2117	
v. Caldwell	2297	v. Ins. Co.	770	
v. Capital Ban		v. Jackson	1878 763	
v. Carolin	1300	v. Jeffryes	2465, 2466	
v. Castles	987	v. Johns	736, 747	
v. Chapman	1566, 1569	v. Jones	100, 141	
v. Cheetham	2352, 2353	15 John. Ch.	2117	
v. Clark	93	6 Rand.	1312, 2049	
v. Cleveland	1354		1306, 1312,	1
v. Coffin	1828		1388, 1513	-
v. Coker	1225	v. Klmball	2463, 2477	
v. Com.	0000 0001	v. King	2018, 2220	1
21 Gratt.	2072, 2081	v. Lane	736	
Ky., 60 S. Ky., 67 S. 90 Va.	W. 398	v. Large	1250	1
90 Va	W. 1439	v. l.aw	1555	1
v. Cook	580 2341	v. Lawrence	1665	
v. Cox	1253	v. Lindsey	2105	
v. Cramer	1783	v. Long v. Lowe	615, 2297	t
v. Crane	852, 2269,	v. Lyon	2098	t
	2271, 2282	v. McClain	1076	
v. Culbertson	2349, 2354	v. McDonald	2442	t
v. Cashman	1225, 1651	v. Mc Waters	2219	t
v. Dall	2105	v. Madison	1226 2143	e
v. Dawley	905, 1750	v. Martin	2140	
v. De Wrultz	1084		080, 1082,	
v. Doe 246	2, 2465, 2470		1459	
v. Doherty	615	2 Overt.	1225	
v. Dreer	15	v. Mayer	1873	
v. Dudley	1267	v. Mayfield	1058	
v. Duncan	1072	v. Merrill	2336	
v. Eames	2349	v. Merwin	2195	
v. Earl Ferrers	270, 986,	v. Meyers	620	
v. East India Co	1807	v. Millidge 1	318, 1651	
v. Easton		v. Montgomery	1725	
v. Ehanert	1236, 2154	v. Morgan 2 Moo. & R.		
v. Fell	907	2 Moo. & R.	761	
v. Felts	2319 1384	38 Me.	1124	
v. Fenner	1738, 2005.	v. Morrow	1062	
	2016	v. Mosler	1778	
v. First Nat'l Ba	nk 1244	v. Monnts	1239	
v. Forrest	1566, 1567,	v. Nat'l Ben. Ac'y	1300 340	v.
	1568, 1570	v. Neilson		v.
v. Fuge	1647, 2529		2110	
r. Garden	1651	v. New Orleans C. B. Co. 2	016, 2145	
v. Gardner	2518	v. Nowells	1587	
v. Garris	1195	v. Olsen	2594	
v. Gerow	18	v. Panl	2355	
v. Glbbon	1513	v. Paul Boyton Co.	1066,	
v. Glfford	1058		1677	
v. Gillett	20	v. Palmer	1256	
v. Glenn	1567	v. People		
v. Griffith v. Hall	1591, 1624	74 JH.	1852	
v. Haul	77, 401	2 Mich. 10	28, 1029,	
v. Hawley			1037	
8 S. D.	1388	v. Phila. Traction C		
v. Henderson	758		1890	
v. Henry	2529	v. Powers 10	082, 1564	
seems J	335, 1021	v. Potter 15	271, 1684	
		3801	, 1001	

ith v. Prowit	Section
Dulan	1587 905
v. Proctor 2 v. Putnam v. R. Co. 137 Mam	235, 2236, 2237
v. Putnam	1778
137 Mam	. 1040
44 N. H. 63 N. H.	619
70 N H	455
68 N. C. 10 R. I.	719
10 R. I. 6 Sm. &	252, 455
v. Rankin	M. 1195 1311, 2141
v. Read	2256
v. Redden v. Reed	1680
v. Rentz	1202 1537, 1539
v. Rich	1674
v. Richardson v. Royalton	19
v. Rnckecker	73, 74
v. Russell v. Sainsbury	270
v. Sanford	701 750, 1555, 1558
v. Sendder	2232
v. Senlly v. Shakopee	749 2572
v. Sherwood	252, 461
v. Shinn v. Shinmway	1502
v. Sleap	73 1192
n Comità	
3 Bing. N 10 Ir. R. 1	. C. 1081
10 Ir. R. 1 119 Cal.	Eq. 1196 2046
100 Ua.	1189
2 Greenl. 77 Ind.	803 2245, 2336
157 Mass. 167 Mass.	1938, 1958
167 Mass. 125 Mlch.	770
120 Mich.	916 1270
43 N. H. 50 N. H.	9351
163 N. Y.	1538, 1552,
116 N. C.	1555 2260
116 N. C. 117 N. C.	1958
2 Pen. Rice	2374 1195, 1664
1 Tex.	1195, 1664 1644
. Sparrow	586
State 9 Ala. 1	42, 273, 1476 03, 257, 1921, 1978
55 Ala. 2	03, 257, 1921,
59 Ala.	1978
	2059 2276
79 Ala. 88 Ala. 2	46, 363, 1985
103 Ala.	1781 205
103 Ala. 118 Ala. 129 Ala.	987
133 Ala.	2073, 2513
136 Ala. 137 Ala.	1442
	2276
59 Ark. 25 Fla.	2354
23 Ga.	247 1012, 1700
28 Ga.	1568

	Section	n f	Section	-1	
Smith v. State		Smithwick v. An	darson 52		Section .
63 Ga.	27	6 v. Evans	923, 196		. 1971
72 Ga.	137	5 Smitson v. S. P.	Co. 66:	2 v. R. Co.	1943
77 Ga.	2008, 213	1 Smock v. Pierson	923, 928		1056
106 Ga.	251	1	161	v. State	9060
109 Ga.	1013			Solomon R. Co. v. Je	ones
110 Ga.	145		1670	5 30 Kan.	1066
116 Ga.	145		s. R. Co. 214	34 Kan. 7	36, 748, 754,
4 G. Gre	ene 185		Co. v.		1668, 2098
9 Hnmpl			1951		2509
10 Ind.	830		2008, 2016	Solver v. Romanet	2575
143 Ind. 4 Les	941		lyne 2063	Somers v. Somers	1085
64 Me.	1842			v. State	1350
64 Md.	987				1540
56 Mlas.	1270 923				380
75 Miss.	2:3		1834		
17 Nebr.	2071		1247		
42 Nebr.	1669		2083		952, 2115
2 Oh. St.	460		1403		2413
41 Tex.	1825	v. Eckerson	278, 613		233, 338,
42 Tex.	273, 1167,		1549		1738
	1168		907		en-
Tex. Cr	50 S. W. 987,		232, 1621, 1639 ly 1193		1225, 1254
	1106				18, 389, 390
Tex. Cr	73 S. W. 398		188	Songster v. Payzant	2143
	74 S. W. 398		1309, 1310, 320, 1513, 2016	Sonneborn v. Bern-	400 1111
10 Wyo.	2056	v. State	626, 1938, 2501	acein.	406, 1111,
v. Stevens	1705		2059	Sonoma Co. v. Stofen	1125, 1126
v. Strong	791	Snodgrass v. Bran			460
v. Taggart	1797	v. Chicago	714	Soper v. McClout	2361 463
v. Taggart v. Tebbitt	1495	Snow v. Batchelde	r 1062		2066
v. Terr.	792, 1750	v. Benton	232, 233	Soquet v. State	687, 1691
v. Thomas	1712	v. Carr	1213	Sorenson v. Sorenson	93, 2215
v. Townsend	1239	v. Gonld	2310, 2314	Sorg a Congregation	561, 1976
v. U. S.		v. Grace	928, 1985	Sorg v. Congregation Sornberger v. R. Co.	1158
Ariz., 45] 161 U. S.	Pac. 1680	v. Moore	1040	Sorrelle v. Craig	692, 923,
161 U. S.	246, 987,	v. Paine	581	- Comme	987, 1612,
	1616	v. Phillips	1065		1871, 1985
v. Utesch	- 907		921, 1942, 1943	Soto v. Kroder	1239
v. Valentine	1339	v. State	1476	Sonlard v. Allen	1677, 1678
v. Veysey	1186	Snow Hardware C	0. v.	Soule v. Bruce	64
v. Walton	694, 696, 704,	Loveman	751, 1541	Sonle's Case	2239
	04, 2006, 2007		icke 1076	Sonth v. Deaton	378
v. Whittier 2	08, 252, 1768,	Snowden v. Coal C		v. State	1404
********	1789, 2594	v. U. S.	1761	South Bend v. Hardy	62, 75,
v. Wilkins v. Wilson	377	Snowdon v. Smith	73		200, 210,
	0.00	Snyder v. Albion	436	987,	2270, 2277
3 B. & Ad. 1 Dev. & I		v. Bonbright	1354	v. Tnrner	2220
v. Wilton		v. Bowman	2159	South Branch R. Co.	v.
v. Winter	2132	v. Com.	63, 1042, 1616	Long's Adm'r South Chleago B. Co.	1074
v. Wyman	1859	v. Electr. Co.	2509	South Chicago B. Co.	v.
v. Yaryan	73, 209, 400	v. Holt Mfg. C	o. 1951	Taylor	2105
v. York	210, 967	v. Iowa City	2203	South Covington & C.	S.
v. Young	1820	v. Natione	81I, 1828	R. Co. v. Bea	
Smith's Case	1243, 1248	v. R. Co.	1943	v. Stroh	2220
12 Co.	575	v. Snyder 6 Binn.	000 000	South Omaha v. Fenne	
10 Gratt.	824, 830,	50 lnd.	607, 770	v. Wrzensinski	1078,
	861, 865	v. Wise	803	S	1456
Smith's Ex'r v. Smi	th 96	Sociadada Palis Th	1681	South School District	
Smith Charities v. (ion.	Sociedade Feliz, The		Blakeslee	1587
nolly		Soffersteln v. McGee	987	South Sea Co. v. Bnm	
Smitha v. Flournoy'	1020	Soffersteln v. Berte		stead	2275
Adm'r	2575	Solander v. People	1079, 1750,	v. Dolliffe	2297
Smithee t. Campbell		Solari v. Snow	2056, 2273	South Staff. T. Co. v. 1	
v. Garth		Solary v. Webster	1066	Smith	1859
Smithles v. Harrison	209	Solita v. Yarrow	2465 1994	Sonth & N. Ala. R. Co	
Smiths v. Shoemake	r 1257, 2520	Solly n. Hind		McLendon Southall v. —	1974
	,		2171	Continuit b. —	2256
		3802			

SMI

TABLE OF CASES.

	Section	m.I			
Southampton v. G	raves 185		Co		Bectio
Southampton Cas	a 596 171	2 v. Papot		Spenceley v. Schi	ulen-
Southard v. Curle		8 Southwick v. So	nth.	Dargh	2312, 231
v. Rexford	987, 226	vick	2245, 23	v. Wilmot	377, 1003, 100
Conthada a 14	227		415 10		1949
Southerin v. Meuc	1000		ennett o	v. Boardman v. Com.	120
Southern Ball Tal	165	1 Sovereign Camp	v.	v. Curtls	310
Southern Bell Tel	epn. Co.	Granden	1672, 238	4. v. Klunard	2579
Southern Bell T.	670 G		921		1911
v. Mayo	900	Sowden v. Quart	z Mining	v. Peterson	1681 661
v. Watts	199	/ Co.	56	1 v. Robbins	987
Southern Car & F.	Co # 193		130	4 v. State	301
Jennings	1404	Sowers v. Dukes		20 Ala.	1072
Southern Express	Co. v.		206		233
Thornton	702	Spalding v. Hedg			907
v. Womack	1199		58		v. John-
Southern Georgia &	F. R.	Spanagel v. Dalli	249	1 son	770
Co. v. Ayres	1195	Parager v. Dani			h oosn
Southern I. C. Line	v.	Spangler r. Jacob	210		Estate 1390
R. Co.	665	v. State			tt 1388
Southern Ins. Co. t	Estes 6	Sparf v. U. S.	905, 236	o plars v. State	2089
v. White	1270	Spargo v. Brown	851, 255 145		851, 2265
Southern Iron Wor	ks v.	Sparhawk v. Bull	ard 157.		987, 1270
Central of G. R.	Co. 1567	v. Sparkawk	582, 151		371
Southern Kansas R	. Co.	Sparke v. Middlet	on 2290, 230		2276
v. Michaels	688, 2220	Sparks v. Com.	11	copie	105, 238, 691,
v. Painter	1040, 1051	v. Rawls	133		23, 1079, 1157,
v. Robhins	65. 199 461	v. Sparks	2297, 231		985, 2276, 2354
Southern L. & T. C.	0. v.	v. State	2291, 231	Topigener r. State	2364
Benbow	2098	59 Ala.	784, 248	Spiro v. Nitkin	987
Southern Life Ins.	Co.	111 Ga.	2513		497
v. Wilklason	657, 1503,	Sparr v. Wellman	1053		2239, 2336
0 41 40 5	1975	Sparrow v. Hovey	254	TOROTO . COM DICEOT	720
Southern M. I. Co. 1	. Hud.	Sparta v. Lewis	2496		2336
#OD	1947	Spaulding v. Lithe	oranh		1347
Southern Pacific Co		Spaulding v. Lithe M. Co.	458	v. State	
v. Arnett	1951	v. Merrimack	1003	- A 75 1691	254, 1781
v. Hall 2	EJ, 791, 1976	r. R. Co.	15, 905, 1405		246
v. Hunteman	792		1407		2268
Southern Pac. R. Co		v. Sherman	252		les 1263
Tomlinson	2507	v. Vincent	1681, 1684		6
Southern R. Co. v. Br		Spaunhorst v. Link	1029		r 1234, 2019
v. Bush	2257	Spear v. Coate	1564, 1566	Spraggins v. State	
v. Covenia	2566	r. Coon	1387, 1415	Spragins v. White	396
r. Crowder	961	v. Drainage Co	om'rs 1943		2556
v. Hagan v. Hubbard	2580	v. Richardson		v. Kneeland	64
v. naooard	2124	34 N. H.	1974	v. Sea	1086
v. Kinchen v. McLellan	1078	37 N. H.	681, 682,	Spratt v. Spratt	1944
v. Mausy	461		770, 772	Sprigg v. Beaman	229
v. Posev	461, 1951	v. State	1841	Sprigge v. Sprigge	1911 2523
v. Posey v. White	458	r. Sweeney	995	Spring v. Ins. Co.	
v. Williams	2325	r. Tilson	1267	Spring City G. Co. t	1518 P. Co. 714
r. Wilson	1029, 1037	Spearhracker v. La	rrabee 252	Spring Garden Mut.	R. Co. 714
Southern R. N. Co. v		Spears v. C. B. & Q.	R. Co. 2552	v. Riley	
Russell		v. Forrest	923	Spring Valley v. Ca	745 vin 1023
Southern St. R. Adv.	2279	v. Ins. Co.	64	Springbok, The	367
" Mfg Co		v. R. Co.	2509	Springer v. Byram	1072, 2381
v. Mfg. Co. Southey v. Nash	2406	peck v. Gray	617	v. Chicago	1158, 1162,
Southwark v. Ins. Co.	1840	Speer v. Athens	1350		1164, 1168
Southwark Bank v. Co.		v. P. R. Co.	1350	v. Ford	2509
Southwark & V. W.		v. Speer	1198		8, 2016, 2018
Co. v. Quick	9910 9910	pegail v. Perklus	1681, 2165	v. State	2060
Southwest School	2016, 2019	pellings v. Parks	75	Springfield v. Coe	1951
District v. Williams		pence v. Mitchell	18, 139;	v. Dalhy	1896
		r. Repass	586	v. Schmook	463
Southwest Va. M. L.	1583, 1586	v. Sanders 154	7, 1554, 1561	Springfield C. R. Co.	700
Co. v. Chase	9094 0059	v. omith	1778	loeffner	1719, 2570
	2034, 2053	v. State	833	v. Puntenney	1750, 1951
		8803			,

	Section	II.	Section		Section
Springfield C. R. Co. v. Welsch		St. Louis M. & M.	Co. v.	Stamper v. Griffin	Bootion
r. Welsch	770, 1750,	Montana Co.	186	12 Ga.	1035, 1108,
Such whole A S D G	1951		. R.		1263, 1983
Springfield & S. R. C	0.	Co. v. Fowier	463, 1081	, 20 Ga.	1293, 2130
Springs v. R. Co.	720, 1943		1640	v. Walker	1035
Sprouse v. Com.	736 2265			Stamphill v. Bulien	1290, 1651
Sprowl v. Lawrence	2581		1213, 1244		ens 1166
Spruil v. Cooper	2042, 2054	v. llomer	2436	Standage v. Creight	ion 1063
Spurck v. Crook	2354, 2358	St. Lonis S. W. R. Dobbins		Standard Elevstor	
Spurr v. Trimble	1275	St. Louis V. & T. H	2220		1657
	1109, 1618	Co. v. Haller	463	Standard L. & A. In	
Squier v. Evans	2433	St. Louis & C. R. R		standard Oil Co. v.	1404
Squire v. State	2086, 2506	Eakins	1248	Standback v. Thorn	Bretz 1240
Squires v. Abbots	736, 738	St. Louis & I. M. R.	Co.	Standen v. Bains	ton 1320 1587
v. State	1270,	v. Silver	770, 1890.	v. Edwards	290
	2277		1893		1476, 1603
St. Andrews v. St. Bri	des 2063	St. Louis & S. F. R.	Co.	Standish v. Washbu	rn 35, 442,
St. Bernard Coal Co.		v. Brown	671		451
Southard F. Clair v. T. C.	1389	v. Burrowa	1722, 2509	Stanford v. Bates	1062
St. Clair v. U. S.	770, 794,	v. Kilpatrick	1254	v. Murphy	2337
St. Cross v. Walden	905, 1647	v. McLelland	1078	v. Pruet	1684, 1703
St. Denis v. Grenier	2462	v. Mathews	1354		1993, 2018
St. Devereux v. Much	1898	v. Ritz	1951	Stanglein v. State	1644, 2086,
Church	2088	v. Weaver	283, 905	a	2166
St. George v. Biddefor		St. Louis & S. W. R		Stanhilber v. Graves	1677, 1873,
an decibe of Diductor	233	v. Elgin C. M. Co.	571		2309
St. John v. Kidd	1239	St. Louis & Tem. R Co. v. McPeters	. P.	Stanley r. Addison	2054
v. Lofland	678		1624	v. Anderson	1195
v. McConneil	529	St. Martin v. Desnoy St. Paul F. & M. Ins	er 2354	v. Green	1082
v. Redmond	1676	v. Brunswick G.		v. Ins. Co.	987
St. John Gaslight Co.		v. Gottheif	1560	v. Stanley	
Clerke	1706	St. Paul & M. Trust	Co = 1500	112 Ind.	761, 2336
St. Joseph & D. C. R.	-1100	Harrison	2464	v. State	1730
Co. r. Chase	283, 456	St. Paul & S. C. R. (O H	26 Ala.	
St. Katherine's Hospita	d 1598	Murphy	1943	88 Ala.	257
St. Legar v. Adams	1658	St. Peter's Church v.		39 Tex. Cr.	1219
St. Louis v. Foster	1877	St. Regis Lumber Co	0. 2.	v. Sutherland	
v. R.	291	Hotch kiss	1576	v. White	1249, 2354
v. Ranken	1943	Staats r. Bergen	619	14 East	378, 1080,
v. State	390	Stace v. Griffith	2376		1476, 1778
St. Louis A. & T. H. R		Stack v. R. Co.	2220	160 Ill.	2408, 2410
Co. v. Bauer	951, 2447	Stackhonse v. Horton	1938	v. Wilkerson	1530
St. Lonis Bridge Co. v.		Stackus v. R. Co.	2552	Stanley P. Co. v. The	omson 907
Miller	2220	Stacy v. Graham 953	3, 959, 1031,	Stansbury v. Marks	2214
St. Louis Iron M. & S. I			1106, 1108,	Stanton v. Embery	463
v. Ayres v. Cady	1943	7	1985	v. Parker	987, 1985
v. Cantrell	2575	v. Publishing Co.	. 1974	v. State	2354
***	2349	Stadacona Ins. Co. v.		v. Wilison	610
v. Faisst	941, 1943 1261	Rainsford	1074	Stanwood v. McLella	
	233, 1750	Stafford v. Fargo	913, 1887,	Stapleton v. Crofts	601, 619,
». Hall	1948	m Tonount A.	1890		2333
v. Harper	410	v. Jonrnal Ass.	76	r. Monroe	15
v. Henderson	1521	v. Rice	629	v. Stapleton	604
v. Jacobs		v. State	106	Star Kidney P. Co. v	
v. Lawrence		Stagg v. Pomeray Stahl v. Duluth	1392	Greenwood	2 212
r. Magness	2575	Stable v. Spohu	738	Star Mining & M. Co	
		Stainer v. Droitwich	1040	White Co.	1862
v. Strond	199		1364, 1644,	Starace v. Rossi	2582
v. Sweet		Staines v. Stewart	1670, 1703	Starchman v. State	1157, 2183,
v. Waren		Stalker v. State	1736	Ctanin E7-11-	2264
St. Louis K. & A. R. Co	. D.	Stali v. State	318	Starin v. Kelly	581
Chapman		Stallings v. Hallum	949 2297	Stark v. Boswell	1083
St. Lonis K. & N. W. R.		v. State	257	Starke v. Wolf	1913
Co. v. Clark	463	Stambangh v. Smith	438, 1978	Starkey v. People	1362, 1438
St. Louis M. Life Ins. C		Stambro, re	703, 839	Starks v. People	894, 950,
r. Graves		Stammers v. Dixon	2556	v. Sikes	1108, 1109
			2000	VI GIAGE	950
		3804			

SPR .	STA	
Section		lection
1100	Starksboro v. Hlneshurgh	lection 1415
5, 1108, 3, 1983 3, 2130	Starkweather v. Converse	1066,
3, 2130	v. Maginnie	1073
1035	v. Martin	2432 2105
0, 1651	Starr v. People v. State	
1166 1063	v. State .	106
1000	H TPACE	2222
1657	v. U. S. 21 Staser v. Hogan 233, 1021,	, 276
	State r. Aaron	2071
1404	State r. Aaron v. Abatto 390	904
1240 1320	v. Abbey 1684, 1703.	2535
1587	v. Abie	2098
290	v. Ahley v. Abbott	987
, 1603	85 Kan	007
, 442,	59 Nebr. 8 W. Va. 111,	987 1350
451	8 W. Va. 111.	247,
1062 2337		1732
1703	v. Abrahams	1852
, 1703 , 2018	v. Ahrams v. Accola	2277
2086,	v. Adams	2354
2166		1669
1873,		238
2309 2054	1803.	2056
1195	22 DAU. 457	1853
1082	14 La, An,	1963
987	76 Mo. 107,	108
	49 S. C. 916, v. Adamson	987
2336	v. Adler	2511
1730	v. Ah Lee 1443,	803
257	v. Ah Lee 1443, i v. Ah Lol v. Aiken	749
219	v. Aiken	079
521	v. Albert	
354		833
		247
080,	v. Alcorn	461
1778 2410	w. Alexander	
1530		838
907	00 Mto. 111, 247, 2	354
214	v. Alford 396, 1	875
163	v. Algood 1 v. Allen	350
985 354	47 Conn	266
610	1 Hawks 656, 858, 7 704, 705, 2	02,
749	704, 705, 9	006
619,	3/ III. 9	059
333	37 La. An. 957, 1	111
15	107 N. C. 1890 90	76
604	56 S. C. 318, 11	232
212		
	r. Ames 343, 581, 9	68,
862	v. Anderson	79
582	Ide 50 Pec	
183,	Ida., 59 Pac. 20 98 Mo. 824, 8	61
264	10 Or. 682, 10	48. I
581 083	1726, 1852, 19	76
913	v. Andre 90	62
438	v. Andrews	
150		02
950,		
950, 1109 950		52

State w. Annul.	Section
State v. Angelo	1028
v. Anuice v. Analinger	526, 2085 59
r. Authony	39
6 Ida.	987
1 McC.	609
v. Antonio	318
v. Apple	949
v. Araah v. Archer	2062
v. Archer 73 Ia.	1100
54 N. H.	1108, 1109
v. Ardoln	1938 2512
# A Pm In orton	
v. Armstrong	
4 Minn.	2086, 2239
MO., 66 E	. W. 832
v. Arnold	200
12 Ia.	988
13 Ired. 55 Mo.	222, 1154
47 S. C.	2232 1442, 1750
v. Arthur	1442, 1750 278
v. Asbell	143, 457, 1975
v. Asbnry	580
v. Ashworth	1441, 1445,
4.55	1447, 1448
v. Atkins	1398
v. Atklns v. Atklnson 33 S. C.	
40 S. C.	784
40 B. C.	2183, 2264, 2265
v. Aughtry	2349, 2497
v. Aughtry v. Auguste	832
v. Austin	-
104 La.	1951
113 Mo.	1674
v. Avery 113 Mo.	
D T c	994, 1890 363, 1026, 2008
v. Ayer v. Azoff v. B. & M. Rai v. Babcock v. Bable	003, 1020, 2008
v. Azoff	2354
v. B. & M. Rai	lroad 97, 378
v. Babeock v. Bable v. Bach Liquor	987, 2278
v. Bable	
v. Bach Liquor	Co. 2282
v. Dacon	
13 Or. 14 S. D.	987
v. Baden	1350 2060
v. Badger	1750
v. Bailey	1750
54 Îa.	2272
Wash., 71	Pac. 507
v. Bailly	987
v. Bailor v. Baird	2062
	1680
106 Ta	2062
106 Ia. 110 Mo. 136 Mo.	2514
136 Mo.	1018
58 N. C.	828
33 W. Va.	2264
v. Baldoser	2062, 2272
v. Baldwlu	
38 Kan.	273, 394, 687, 36, 738, 1041,
1600	36, 738, 1041, 0, 1700, 1730,
196	3, 1974, 1977
2005	0, 1014, 1311

State v. Baldwin	Section
15 Wash.	1398, 1445, 1446
v. Ballon	1446 1873
v. Ballon v. Banka	
40 La. A1 106 La. 111 La.	1404, 1669
111 La.	1398, 1404
78 Me. 73 Mo.	2272 581
v. Baptiste	
28 La. An 105 La. A	681, 1841
v. Barneld	n. 278
v. Barker	
46 La. An 68 N. J. L	· 246 987
20 Un. St.	1432
v. Barnes v. Barrett 19	78, 2079, 2080
v. Barringer	2512
v. Barrett 19 v. Barringer v. Barron v. Barrows v. Barrows	142, 278
v. Barrows	1226, 1681
52 Conn.	2298, 2321,
76 Me.	2327 580
v. Barry v. Bartlett	1938
v. Bartlett	2450
47 Me. 55 Me.	414, 2272
v. Bartmess 2	47. 905 1090
v. Despect	9, 2278, 2277 1378
v. Bates	
10 Conn. 38 La. An.	194 2349
38 La. An. 48 La. An. 22 Utah	347
22 Utah 25 Utah	2579 825
# Ratson	2016
v. Battle v. Banerkemper	391
	770, 2062, 2528
v. Baxter v. Bayonne v. Bazile	142, 2079
v. Bazile	2056 2497
r. Beabont	1908
v. Beach v. Beal	1354 923, 2277
v. Bean	944
v. Beard v. Beatty	398
r. Beaty	278, 2354 57
v. Beancleigh	1890, 2277
	21, 140 1135
v. Beck 48 La. An. 25 Nev. v. Bedard	
48 LA. An. 25 Nev.	246 1350
v. Bedard v. Beebe	1136
v. Beebe 115 Ia.	
17 Minn.	78 2364
v. Behrman	1398, 1645,
v. Beird	2167 198, 248
v. Belcher	1362, 1442,
	1750, 2245

200	Section	1			
State v. Belding	1852	State v. Boswell	floction		Bection
v. Bell			691, 222, 923,	State v. Brooks	
42 Ia.	2062	v. Boughner	1285 1852	23 Mont.	195
138 Mo.	2501	v. Bowe	852, 1064	v. Brookshire	1841, 1842
v. Bellard	1755	v. Bowen	2572	v. Broughton	921, 852,
r. Belton	1821	v. Howman	683	v. Brown	2360, 2363
r. Henjamla v. Benner	944	v. Bowser	398, 667	l Pen. Del	
a. Dennet	10, 278, 770,	n. Boyd		20 Fla.	
	778, 774, 1021, 2383	SO La. An	. 905, 1106,	48 Ia.	1350
v. Bennett	2063		1100		9, 1274, 2062
31 la.	2232	Mo., 76 8.	W. 987, 988,	25 IA	2395
75 N. C.	133	m Pauland and	1285	22 Kan.	111, 247
40 S. C.	2349	v. Boyland and Curty		55 Kan.	200, 1615
v. Berger v. Berkley	351	v. Brabham	357	111 La.	390, 1036,
v. Berkley	2595	w Readfood	1126		1442, 2276
v. Berlin	2252	v. Bradiev	830	64 Mo.	111, 1750
v. Bernard	949	6 La An.	111, 143	73 Mo.	836
v. Berning	1890	v. Bradiey 6 La. An. 2 Rich.	609, 2236	188 Mo.	273
v. Bernstein	660	84 Vt.	107, 106	171 Mo.	2556
v. Berry v. Bertin	499, 851		107, 728, 851,	N. J. L., 48 76 N. C.	Atl. 2061
v. Bertoch	1803		1978	125 N. C.	278
v. Best	2232	v. Bradneck	1750	28 Or.	1138
106 N. C.	1400	v. Brady			953, 1028,
111 N. C.	383, 2349	95 Ia.	754	3 Strobh.	, 1974, 2363
v. Beste	2349	100 Ia.	321, 1230	v. Brownies	2058, 2 059 2060
v. Beswick	1354, 2582	Ia., 91 N. V 87 Mo.	V. 2513	v. Bruce	278, 923
v. Betsall	2056, 2057	r. Branch		r. Brundige	1960, 2513
v. Benerman	689, 1938	v. Brandenburg	907	v. Brunell	78
v. Bickle	293	v. Brant am	1614	v. Bruner	580
v. Biggerstaff	1755	O. APT COMP. BALL	852, 1326,	v. Brunetto	1382, 1398.
v. Bilansky	949, 987	v. Branunm	1328, 1329 1890		1438
v. Billings	2072	v. Branstetter	2354	v. Brunson	2016
v. Birchard	1135	v. Brant	894	v. Bryan	205
v. Bird v. Birdwell	2349	v. Brantley	1010	v. Bryant	
A. DILIMBII	105, 246, 247,	v. Braskamp	2577	55 Mo. 93 Mo.	246, 783
v. Bishop	396	v. Bransfield	205, 2062	v. Buchier	1938
v. Black	142, 1476	v. Breanx	580, 1978	v. Buck	1974
143 Mo.	580, 2058	v. Breckenridge	318, 1249	120 Mo.	1004
15 Mont.	987, 1270,	v. Breeden	923, 950	74 Vt.	1354
	1853	v. Brent v. Brette	1270	v. Buckley	20
121 N. C.	969	v. Brewer	2355	54 Ala.	1350
v. Blackburn	1127, 1446	v. Brick	1131	40 Conn.	78
v. Blake	2260	v. Bridgman	825, 857	v. Buckman	286
v. Blakesley	1003		216, 398,	v. Buffington	2241, 2339
v. Blanchard	1750	v. Brien	9, 402, 2235	v. Buie	2042
v. Bliss	2513	v. Brieriy	248, 580 838	v. Buila 1890,	2277, 2513
v. Blitz v. Biize	987	v. Briggs 68 la.	000	v. Bullard 19. v. Buralli	, 987, 988
v. Blodget	205, 2042	68 la.	398, 852	v. Burke	1976
- The .	1182	9 R. I.	2234, 2235	v. Burks	1878
v. Bloor	9, 923, 2277	v. Brin	2059	v. Burlingame	905, 2349
v. Bine	905	v. Brink	2061		2232
136 Mo.	2497	v. Brinyea	1938	v. Burnett	1 236, 22 39 1447
17 Utah	36	v. Briscoe	1983	v. Burnham	
v. Blythe	507	v. Britt	133, 188	v. Burus	1157
- D 11	1, 247 1021	v. Brittain			778, 811
v. Bodly	1312	89 N. C.	2354	Ia , 78 N. W.	2062
v. Bogue v. Bohan	580	v. Britton	833, 2338	119 Ja	770, 1807
v. Bohan	1433	v. Broadbeat	2086	30 La. An	63, 246
v. Boise	1350		821	19 Wash.	154
v. Bokien 321,	1807, 1853	v. Bronstine	6, 830, 838	v. Burrell 2	278, 2282
A. THURSEN	1079	v. Brooks	1938	v. Burt	2239
v. Bonsor	357	39 La An.	247	v. Burton	
v. Boomer 1209	1855, 1959	00.00		63 Kan. 248,	247, 248
v. Borden u Bostwick	607		841, 1385, 834, 1862,	2 Mary. (Del.)	987
" DOBLAICE	836		1890, 2277	v. Burwell	2349
		8806	-,, 1	v. Butler 2268, 2	270, 2271
		0.00			

87
Boctic
19 641, 184 821, 652 360, 236
1051 1350 934 974, 2062 2395 111, 247 00, 1615 90, 1036, 42, 2276
836 873 2556 2061 278 1138 8, 1028, 4, 2363 6, 2059 2060 78, 923 0, 2513 78 580 1, 1398,
1438 2016
16, 783 1938 1974 1854 20
1354 20
1350 78 286 , 2339 2042 , 2513 7, 988 1976 1878 , 2349 2239 2447 1157
, 811 2062 1807 , 246 154 2282 2239

State v. Buits v. Byers	Rootic 175
v. Byers v. Byrd	139
	63, 111, 24(247, 2 51
v. Byrne v. Cadotte v. Caddy v. Cadwell v. Cady	113
v. Caddy	621, 213 112
v. Cadwell	1230
v. Cam	1126, 1126
106 La. 9 W. V.	1263
20 W. V	78. 9079
v. Cake v. Calder	1677, 1680 1853, 2059
v. Caidwell	
3 La. A ₁ 50 La. A	2355
v. Calkins	n. 830 2016
v. Calkins v. Call v. Callaghan v. Callahan	321
r. Callahan	1445 21, 1126,
v. Callaway	21, 1126, 2059, 2060
v. Callegari	390, 397, 1730 1263
v. Callian	967 579, 2272
v. Callaway v. Callegari v. Callian v. Cameron v. Campbell 7 N. D.	
7 N. D. 1 Rlch. I	149, 1013 1362, 1367,
	1374
v. Candler v. Cannon	16, 570, 705
v. Cannon 49 S. C. 52 S. C.	862
v. Cardinas	1239, 1273,
v. Cardoza	1651
	758, 759, 761, 762, 1007 851, 2100
v. Carlisie	851, 2100
v. Carlisie v. Carnagy v. Carpenter v. Carr	396, 652, 1003
v. Carr 25 La. An	
25 La. An 5 N. H.	705, 1680, 2163
28 Or	8060
37 Vt.	832, 834, 855 824, 830 661, 1129, 1144, 1445, 1447, 1450
v. Carrick v. Carrington	824, 830 661 1199
	1144, 1445,
v. Carroll	1447, 1450 852
v. Carroll v. Carron v. Carson	205
	987, 2277
1 Houst. C Ia., 96 N. V 45 La. An. 51 La. An.	r. C. 4, 25
45 La. An.	V. 987
51 La. An.	1124, 1893
107 La.	1072, 1448
8 Wash.	1034
v. Cartweight	1014 2354
v. Cartwright v. Case v. Casey	1614
v. Cali	925, 987 2439
v. Cassidy	2062

IADLE	OF CASES.
State v. Cater	Section
v. Cather	457 56, 1974
v. Cather v. Caudle	1004
v. Cavana	ugh
96 IA	1910
v. Cavener	
v. Cazean	1985 1028
v. Center	2339
v. Chamn	111
v. Chambe	rlain 291, 1690,
n Chamle	0070
v. Chambe 87 Ia.	179
45 La	An. 2239
v. Champie	DD 1678
v. Chandle	
3 Haw 5 La.	ks 522
v. Chaney	An. 246
v. Chaney v. Channte	1186
v. Chapman	n 00
66 Ia.	2062
6 Nev.	2059
v. Chase v. Chanvet	390
	2059
v. Chee Go	63, 246
r. Cheek	570, 705, 762
v. Cherry	62, 200, 894, 987,
v. Chicago !	63, 246 ng 728, 770, 1803 570, 705, 762 62, 200, 894, 987, 1104, 1871
v. Chicago ! P. R. C	0. 1354
v. Chingren v. Chittende v. Chretien v. Christian v. Christma v. Chrochi v. Chyo Chi	987, 2567
v. Chittende	n 928
v. Christian	2354
v. Christma	246, 1985 232, 1621
v. Church	1852, 2582
v. Chyo Chia	1852, 2582 gk 580, 2056,
m Olmalana	
v. Cincinnat Co.	
v. Clancy	7, 1665 2497
v. Clare	1350
v. Clariesa	833
v. Clark	
12 Ired. 69 Ia.	662, 1976
100 To	1136, 1138 1037
34 Kan.	2349, 2354
60 Kan.	520, 521
34 Kan. 60 Kan. 54 N. H. 15 S. C.	2088
v. Clanda	678
v. Cleaves	246 2272
v. Cleavland	2535
v. Clemens	2059
v. Clements	1230, 2059
v. Clande v. Cleaves v. Cleavland v. Clemens v. Clements v. Clifford v. Clifton	852
	923, 987, 9005
	923, 987, 2005, 2006, 2008, 2016, 2277
.	2016, 2277
v. Clough	2168
v. Clyhnrn v. Coates 1	1873
. Coates 1	95, 1021, 1126, 1985, 2056
3807	, 2030

State v. Coatney	Section
r. Conta	925
v. Cobba	905, 2071 2349
v. Cochran	2013
O Ilan	1623
147 Mo.	106
3 Wash.	
3 Wash. 6 Wash.	1041
v. Coffee	
v. Coffee r. Coggins r. Cohen	2363, 2364 1159
r. Cohen	1975 9497
v. Cohn v. Colbert	1243, 2277
v. Colbert	1677
v. Colby	396, 526, 1644.
	1645, 2060, 2109, 2167
v. Coie	2109, 2167
O II	
63 Ia. 38 Ia. A 94 N. C. 19 Wis.	1. 2576 569
38 I.a. A	n. 1842
94 N. C.	561, 683
19 Wis.	1249
v. Coleman v. Coley v. Collett	1876, 1938
v. Coley	691, 1621
v. Collett	2059
v. Collins 3 Dev.	
90 Ia	290
20 Ia. 32 Ia.	246 947 1000
10	35, 1263, 1398
68 N. H.	246, 247, 1029, 035, 1263, 1398 1219, 1273,
	2257, 2498
121 N. C.	2100
15 S. C.	759, 762
v. Colston v. Colwell	382 736
v. Comer	0944
v. Compagnet	111, 246, 247
A. COIMBROCK	2062
· Commence	2056
v. Coneriy v. Conkle	1021
v. Conkle	949, 967
v. Connelly	2061
v. Conness	1712
v. Conkle v. Connelly v. Conness v. Conway v. Cook	1407
75 Conn.	792
92 Ia.	9062
17 Kan.	569
30 Kan.	1853
92 Ia. 17 Kan. 30 Kan. 15 Rich. L.	851
v. Coolidge v. Cooper 32 La. An. 71 Mo. 83 Mo. 85 Mo. 103 Mo.	1696
32 La An	047 000
71 Mo.	247, 396 1108, 2277
83 Mo.	100, 2277
85 Mo.	2354
103 Mo.	2085, 2086
101 N. C.	2579
Tenn. Ch.,	53
s. w.	1239, 1680, 2105, 2167
v. Corcoran	2105, 2167
7 Ida.	905
SR La An	1755
v. Cornhauser v. Cosgrove v. Coss	330
v. Cosgrove	246, 247
v. Coss	825

State v. Costello	Section 499, 933		Rection		Section
v. Costner	2273	State v. D'Angelo	141, 246, 396	State v. Dilley	1874
v. Condler	1405	31 La. An	2442	v. Dillon	501
v. Condotts	273, 2059	49 La. An.	1441	v. Diskin	1072
v. Congut	1493	v. Darnell	830, 841	v. Divine	1354
r. County Com	mie	v. Dart	1362, 1722	v. Dixon	
alonem	1871		2, 1842, 1974,	47 La. An 131 N. C.	687
v. Coupenhaver	2354	301	2, 2079, 2534	v. Dockstader	1447, 2150
v. Couper	2494	v. Davidson	-,	v. Dodson	290
v. Constright	2042	77 N. C.	2239	4 Oz.	
v. Covington	267, 288	9 S. D.	1021, 1041		247 09, 2100, 2245
	2100	60 Vt.	1716, 2078,	r. Doherty	682
	626, 832, 652, 7, 1475, 2071,	4. 20 ml	2081	v. Dolan	1974
09	2100	v. Davis		r. Dollar	2203
v. Cowell	351	3 Brov.	2239	v. Dominique	1750
v. Cox	2277	6 Ida. 110 Ia.	106, 851	v. Donehey	1350
v. Crab	2056	117 Ind.	1839	v. Donelon 1	94, 968, 2100
v. Cracker	507, 1821	77 Ired.	1225 140	v. 1 tonnelly	967, 2056
v. Craemer	218	34 La. An.	860	v. Donovan	
v. Craine	1441, 1446	29 Mo.	1098	61 Ia.	2097
e, Cram	2100	141 Mo.	2061	v. Doon	2259
v. Crawford		63 N. C.	862	v. Dooria	2354, 2355
35 Ark. 99 Mo.	1350	77 N. C.	142	v. Donette	2167
39 8. C.	103, 140	67 N. C.	1021	v. Donglas	736
Wash., 71 I	326	109 N. C.	1645	53 Kan.	506
v. Credle	nc. 246	125 N. C.	838	53 Kan. 26 Nev.	2060
v. Creson	57	69 N. H. 1	06, 108, 216,	v. Douglass	2000
	, 1566, 1651	44 Q C	564	34 J.a. An.	1404
r. Crofford	359	55 S. C. 104 Tenn.	1974, 1977	81 Mo.	1890
v. Cronin	1442	v. Dawson	1732	20 W, Va.	2183, 2306
v. Crook	1029	v. Deal	2056	v. Dove 925	3, 1125, 1126
v. Cross		24 Fla.	1350	v. Dowd	1853
72 Conn.	862, 1936	41 Ore.	1037, 1051,	v. Downs	
68 Ia.	1271, 1976,		1076, 1890	148 Ind.	2577
4. ***	1983	v. Debolt	2497	50 La. An. v. Drake	5.85
44 W. Va.	2183	v. Dee	949		99 047
v. Cronse	784	v. Deering	1974	113 N. C.	133, 855, 657
v. Crow	1021	v. Degonia	265	v. Drawdy	835, 855 6 09
v. Crowder	1275 2535		2008, 2012	v. Dreany	1205
v. Crowley	2000	v. De Hart 20	0, 396, 2056	v. Driscoll	1142, 1750
13 Afa.	396	r. Delanenville v. Delaney 13	1028	v. Dnbols	
33 La. An.	390	v. De Maio	36, 160, 451	54 Ia.	2071
v. Cruise	1129	v. Demareste	1909	49 Mo.	153
v. Cnellar	564, 1678	v. Denis	505 160e	v. Dudley	2235
v. Cnmmins	905, 2259	v. Dennin	505, 1696	v. Dindoussat 98	
v. Cunningham		r. Dennis	273, 1442		38, 390, 770
31 Me.	2056	v. Depass	111	v. Duffey 62	, 923, 10 10,
72 N. C.	232	v. Deputy	953	v. Duffy	1014, 1839
v. Cnrran	2062	v. Derrick	862, 1876	57 Conn.	044 1000
	1270, 2277	v. Desforges	1109	15 Ia.	944, 1909
v. Cushenberry v. Cushing	728, 1615	v. Desmond	276, 357	124 Mo.	2261, 2271 1157
29 Me.		v. Desroches 351,	1755 0007	v. Dufour	276, 1144
14 Wash.	1010	a. The Molt SII'	1104, 1124,		3, 111, 246,
TY TY MOU.	111, 247,	1135,	1136, 1136,		247, 580
17 Wash. 86	1157, 1615	7	1195	v. Duncan	##1, aco
	157, 1398,	v. Dexter 195,	321, 1072,	6 Ired. 10	9, 140, 142,
	1977, 2497	v. Dickey	2530		1476
v. Dale	,	T11	1072	64 Mo.	861
109 Ia.	1855	or Spickingon	396, 1432,	116 Mo.	1476, 1755
141 Mo.	728	v. Dickson	1725	142 Mo.	2497
v. Daley	1781	6 Kan.	1853	8 Rob. La.	1896
v. Dalton			276, 2071	7 Wash.	2276
	1013, 1028	v. Dietz	2059	r. Dunn	
27 Mo. 59,	,	D. 471014			
20 R. 1.	1441			109 Ia.	416
20 R. 1.		v. Dildy v. Dill	833 246, 988	109 Ia, 116 Ia. 80 Mo.	416 1855 2354

STA	STA
Section	
1674	State v. Dunweil 2578
561	
1072 1354	v. Durham 321, 1212, 2233
1004	V. 17070am 343, 2060 [
687	v. Dusenberry 2061 v. Dwire 1010
67, 2150	v. Dyer 1010
290	59 Ma. 2230
247	139 Mo. 923, 967, 2277
00, 2245	v. Earnest 1969 v. Easterlin 2044
682	*. Eastwood 363, 2265
1974 2203	v. Eaton
1750	3 Harringt. 1349
1350	3 Harringt. 1349 75 Mo. 111, 2079, 2080 v. Ean 2050
6, 2100	v. Eddon 63, 1442
7, 2056	v. Edwards
2097	34 La An 100
2259	106 I.a. 651, 862
4, 2355	19 70. 1270, 2569
2167	79 N. C. 1621 112 N. C. 1974
736	2 Nott & McC. 2260,
506	9971
2060	51 W. Va. 2183, 2264
	v. muer 2277
1404	v. Egan 923, 1985 v. Ehinger 1960
1890	v. Eisenhonr 1877
5, 23 06 5, 1126	v. Ekanger 967, 2270
1853	5. Eikins 111, 246, 247,
	v. Ellington 1013
2577	v. Elliott 949
585	15 Ia. 2100, 2115
5, 857	49 18. 111, 247, 804, 1
5, 855	935, 1442, 1443
609	er. Ellie
1205	v. Ellsworth 950 953 1090
, 1750	v. Eliwood 194, 789, 792,
2071	995, 1270
153	v. Eimer 2273, 2276 v. Emery 363
2235	v. Emory 363
1, 1129 0, 770	v. En 278
1010	v. England 131
1839	v. English 1652 v. English 239
	v. Enke 2062
1909	v. Enochs 2261, 2282
2271 1157	v. Epstein 1072, 1750, 1810
1144	v. mrn 1939
, 246,	v. Erving 1195 v. Estonp 1072, 1750
7, 580	v. Estonp • 1072, 1750 v. Evans
	6 Hamph. 2576
142,	55 Mo. 1476
1476 861	124 Mo. 1439, 1440,
1755	136 Mo. 276, 2239
2497	166 Mo. 1671
1896	33 W. Va. 111, 246.
2276	247, 581, 1626
416	v. Everitt 1852
1855	v. Fahey 2042 v. Falle 111
2354	v. Fairfax 2595
	VOL. 17. — 40
	av av

VOL. 17. -- 40

TABLE U	r Cases.
State w Walnut	Section
State v. Pairlami v. Pannon	2273 1842
v. Farmer	13, 967, 2277
v. Farrington	726, 1855,
v. Fasset	1690, 2016
v. Faulkner	1842 13, 967, 2277 726, 1855, 1690, 2016 2354, 2363 21, 2042, 2270,
	2296
v. Favre	2296 2276, 2354
v. Fay v. Feister	2276 689
v. Feiker	111, 246
v. Feiter 25 Ia.	000 000 000
40 18.	232, 233, 675, 661
32 Ia.	1584
v. Feltes	495, 499, 821, 933, 2071
v. Ferguson	933, 2071
v. Ferguson 71 Conn.	195, 967
2 Hui 8.	C. 1431
9 Nev. v. Fenerhaker	923
v. Field	2059
14 Me.	246
v. Fiester	1350
w. Flach	9450 716
v. Findley v. Finley	1230, 2535
	61, 1382, 1442
33 La. A1 162 Mo.	. 111, 247
162 Mo.	949, 2276
v. Fitzgerald	343
63 Ia.	1396, 2062,
130 Mo.	106, 143, 1607, 1896 286, 2306 1072, 1433
_ 68 Vt.	1717, 1896
v. Fitzhugh v. Fitzsimmon	1072, 1433
v. Fitzsimmon	1023, 1039,
v. Fitzsimon	1842 200, 1761
v. Flanagan v. Flanders	2081
v. Flanders	
118 Mo. 36 N. H.	1205
	656, 726, 1969
v. Flemming v. Fletcher	651, 2497
v. Fletcher	651, 2497 140, 457, 1442, 1476 61, 460, 1126, 1128, 1129
v. Flint 2	61. 460. 1126.
301 - 1	1128, 1129
v. Fioyd v. Fiynn	63
124 Mo.	326
26 N 11	2183, 2264
v. Foley	
144 Mo.	258 118, 1072
15 Nev.	522, 523
v. Foley 130 Mo. 144 Mo. 15 Nev. 45 N. H. v. Folwell 21	1620
v. r ontenot	16, 414, 1977
46 La. An.	363, 390,
50 To Ac	363, 390, 692, 770
50 La. An. v. Fooks	248, 1976 1898, 2595
3809	2000, 2000
-	

2	Section
State r. Foot You v. Foote	1447
v. Foota	
r. Forbes	675
	247, 784, 1839, 1841 830, 836, 855
	1839, 1841
v. Force	830, 836, 855
v. Ford	
37 La. An	91 944
	21, 246,
3 Strobh.	247, 1841 21, 216, 290, 349, 1965
o Seroon.	21, 210, 290,
	349, 1965
v. Forschner	62, 200, 396, 923, 926, 1616 1051
	923, 926, 1616
v. Forsythe	1051
v. Fortner	836, 631, 654
v. Foster	990, 931, 934
or a contact	•
30 Kan. 23 N. IL	2044
23 N. IL	2276
v. Fonik	2513
v. Fonntain	2062
v. Fonruler	143, 923, 967,
	140, 920, 907,
P!	143, 923, 967, 1722, 2100
u. Fowier	276
v. Fox	
79 Md.	2580
79 Ma	0040
25 N. J. L.	2349
v. Francis	655, 793
o. Francis	1350
v. Frank	
60 Nebr.	1350
61 Nehr. 109 La.	1350
109 La.	952
v. Franks v. Frannburg v. Frazler	
w Personal	,,
v. Francourg	1445
v. Frazier	
o Baxt.	655
109 La	508
v. Frederic	276
v. Frederic v. Freeman	2/0
& Con-	
5 Conn.	2354
4 Jones L.	354
100 N. C.	1131
43 S. C	1051
v. French v. Frew v. Frey	
tt. From	2062
o Pose	1836
o. Frey	2239
v. Frierion	247
v. Fritz	2016
D. Frommeh	2252
v. Fragé	2234
	0040
28 La. An. 44 La. An.	2349
44 La. An.	1106
v. Farbeck	1164
v. Fargerson	278
v. Fnrbeck v. Fnrgerson v. Gabriel v. Galler	1755
r. Gailor	
m Calla	238
v. Galla v. Gallagher v. Gallehugh	1890
v. Gallagher	2086
v. Gallehugh	1750
v. Gannon	1807, 2559
v. Gardiner	1000
v. Gardner	1938
v. Gardier	
1 Root	2235
88 Minn	2270
m Claria	63, 246
v. Garland v. Garrand 396, v. Garrett	987 1044
n Garrand sas	987, 1044
o. Carrand 340,	1434, 1442
o. Garrett	
Dance	987, 2272
71 N. C.	2265

State v. Garring v. Garrison	ton 149, 2272 276, 1442,
v. Garth v. Garvey	1430
25 La.	An. 652, 860 An. 866, 860
v. Gates	461
130 Mo. 28 Was	1978 h. 106, 2061
v. Ganbert v. Gay	1877 2954
v. Gaylord v. Geddes	1890, 2278 890, 818, 2059
v. Geddie v. Gedicke v. Geer	1792
v. Genmill	2241 1195
8 Ire.	1126, 1131, 1132
v. German	. 1875, 1395 9071
v. Geseil v. Gigher	987, 1842
v. Gilbert v. Gilerease	1072, 1075 2100
v. Gile v. Gilliek v. Gilman	1447
v. Gin Pon v. Giroux	821, 843, 852 1818 1985
v. Givens v. Gines	2006, 2018
5 Or. 50 Wis.	1978 852, 2278
v. Glave v. Gleim v. Glenn	934, 957, 2497
v. Glynden	1350 821
v. Giynn v. Goddard v. Goets	948, 953, 1029 1154, 9018 847
v. Goff v. Goforth	105, 237, 918 2236, 2497
v. Gola v. Gonce	2514 2085, 2086
v. Gonsonlin v. Goodbier	953, 1036,
v. Goode	1087, 1046
v. Goodrich v. Goodwin	1807 111, 247, 953 394, 894, 728
v. Goodwin v. Gore v. Gorham 60 Me. 57 Vt. v. Gorev	1842
57 Vt. v. Gosey	851, 862
v. Gottfreedson	2079, 2296 832, 861, 2100 a 847
v. Goyette v. Grady v. Graff	2582 2354
v. Graham	2059
v. Graham 45 Mo. 74 N. C. 131 N. C.	354 359, 2265 354
23 Utah	360

State p. Grant 32 Me.	Section 850
70 Me.	106, 109, 391, 18, 1194, 1191, 1963
v. Granville v. Grate	907 1406
v. Graton v. Graves	2555 1890, 2278,
n Grear 20 Minn.	499, 933
29 Minn. v. Grobe v. Groen	499, 933 9071, 9073 154, 285
35 Conn.	390, 397 238
46 La. An. 92 N. C. 48 S. C.	946, 247 118, 238 820, 770,
v. Greenburg v. Greenleaf	820, 770, 2054, 2100 982, 957 1807, 1854,
v. Greenwade	851
v. Gregory 5 Jones L.	855
v. Griffin	962, 1963
48 La. An. 87 Mo. v. Grimmell v. Griwold	1852 2365
87 Conn.	2183, 2264, 2277
73 Conn. v. Grover v. Groves	3273 360, 862, 867 2436
v. Grubb r. Gruff	1974 861
v. Guild 149 Mo. 10 N. J. L.	728, 2513 275, 836,
a Gamer	855, 2071 2062
v. Gny 106 La. 107 La.	923 1034
v. Haab	06, 111, 247 987 12, 960, 957,
v. Haddonfield & Turnpike Co	1478
v. Hagan 45 La. An. 54 Mo.	1839, 1842
164 Ma	835 832, 852 1850
v. Hagood v. Hahn v. Haines v. Hairston	1706 592 52, 1496
v. Hairston v. Hale v. Halford v. Hall	967, 1072 1136
9 Nev. N. C., 44 S. 1 8810	E. 581

_		
	State v. Hall 14 S. D.	-
1,	14 S. D. S. D., 91	700
i,	5.5.,51	1638
11,1857	v. Hallock v. Halstead	384
×	". Hamilton	1994, 1995
Д	v. Hancock v. Hand	1163
Š,	v. Hand	1620 2054
	w. Hanley	882
3	v. Hanna v. Hannett	150, 218, 2001
q	v. Hardin	2066
2	v. Harding v. Hargrave	847 1362
7	v. Hargroves v. Harkins	784
7	v. Harkins v. Harian	2064, 2069 106, 2079
•	v. Harman v. Harpor 101 N. C.	105, 2079 632, 1349
2	v. Harper 101 N. C.	
7	35 Oh. St.	2355 1432
	v. Harras	791
i	v. Harrington	2059 561
ı		
	100 Ia. 5 Ired.	\$70, 705
1	45 La. An.	111, 347
	48 La An. 51 La An.	274 280
	89 Mo, 78 Mo, 180 Mo,	348, 347
1	78 Mo.	247 1079
:	63 N. C.	1975
	v. Harrison 111 La.	
	44 Vt.	918, 2079
	" J arold	918, 2079 2349, 2354 153, 194,
ı		218, 326
	v. Hartley v. Harvey	1803
	112 10.	166, 1154
ı	28 La. An. 131 Mo.	166, 1154 1398, 1405 693, 728, 994, 2512
П	101 140.	993, 728, 994, 2512
L	v. Haerall v. Haekins	2049, 2004
L	v. Hastings	2535
ı	v. Hastings 24 Minn. 53 N. H.	1350
l		701, 2008, 2016, 2020
ı	v. Hasty v. Hatcher	2016, 2020 1855, 2273 852, 1667,
	v. Hatcher	852, 1667, 2243
ı	v. Hatfield	
	3 Head 72 Mo.	2281 2205
	72 Mo. 45 W. Va.	905, 1890
	v. Hathaway v. Hathorn v. Hawkins	716 1890
	v. Hawkins	2116
	v. Haworth v. Hayden	861, 1037
	45 Ia.	1867, 1669,
	51 VL	2060
	DI AF	681, 1936

State v. Hayes ied Ia. i4 Utah v. Haynes 71 N. C.

142, 1476, 1873 1008, 1003

STA	
Besties	
700 1000, 1000	
9355 1432 791 9059 581	
335 570, 705 111, 247 276 280 248, 247 347 1079 1975	
111 918, 2079 949, 2354 153, 194, 210, 326 1803	
64, 1154 196, 1405 693, 728, 94, 2512 49, 2354 2535	
1350 P1, 2006, 18, 2020 55, 2273 52, 1667, 2243	

7, 1669, 2060 31, 1938

	1798, 179
v. Hasan	MeC. 204
w. Hancock	3066, 223 52, 102
v. Head	119
v. Healey	25
v. Heatherte	
v. Height	2252, 2264
	2265, 238
v. Heldenbri	and
v. Heim v. Henderson	100
84 Ia.	2060
	1028
52 S. C. 29 W. Y	
v. Hendricks	
172 Mo. 15 Mont	1126, 1750
v. Hennessy	76, 1620 2059
v. Henry	
107 Ala.	
5 Jones 51 W. V	
v. Henson	
v. Herbert	987, 1066 660, 1911,
••	2304, 2319
v. Hernia v. Herron	851
v. Hersom	2513
v. Heas	722 818
v. Hice	56
v. Hicks	
27 Mo. 6 S. D.	248
v. Higdon	2059 205
v. Higgina	1354
v. Hilberg	82, 398,
v. Hildreth	1616, 2060
v. Hill	1732
2 Hill 8. (C. 1375, 1402
46 La. At	
91 Mo.	2061
184 Mo. 65 N. J. I	1072
2 Speer	4 851, 2130 1225
2 Speer 48 W. Va	2056
52 W. Va	983, 987,
	1270, 2196
v. Hilmantel v. Hinkle	1712, 2215
6 Ia.	39, 238, 390,
	569, 2273
33 Or.	1079
v. Hilton	2086

TABLE U	F CASES,
State v. Hobbs	Section
v. Hocker	1350, 2577
v. Hockett v. Hodge	1978
v. Hodge	318, 2513
v. Hodgekim	2005, 2006
v. Hoffman v. Hogan	3912
67 Cons	9.4
115 Ia. 120 In t	987
v. Hogard	4031
a. trokas	011
v. Holden	79 7 744 j
v. Holland	79 * 794 2054
v. Hollin	200, 39s l
v. Halla	19 1 247 1038
D. Philippe	1
65 Mirn,	331 2272
v. Hooker	1 63 a 1
v. Hooks	2988
v. Hooks v. Hooper v. Hopkine	70n, 709
50 Vt.	915, 1216.
18	41, 1871, 1890, 2154
56 Vt.	760, 1878
13 Wash.	831 859
v. Hopkirk	660. 798 I
v. Hopper v. Hoppies	111, 276
r. Horn 90	18, 2167, 2569
v. Horne	1897 18, 2167, 2569 85, 106, 1014, 1028, 2276 1755
v. Horton	1754
v. Hossack	792, 968, 2130
v. Houghton	2130
v. Houser	1374, 1397,
v. Houston	1374, 1397, 1398, 1404
v. Houston 78 Ala.	1974
1 Bail.	313, 318
r. Houx	997
v. Howard 19 Kan.	521
4 McC.	9040
91 Me.	1219, 2109,
118 Mo.	2464 498, 811
9 N. H.	923, 1111,
17 N. H.	1818, 1983 2354
82 N. C.	268, 1732
17 N. H. 82 N. C. Or., 72 Pac 35 S. C.	1044
35 S. C. 32 Vt.	1714 1795
	1044 1884, 1890 1714, 1725, 2059 95, 2520
v. Howell v. Hoyt	95, 2520
46 Conn.	1700
47 Conn. 1	(6, 232, 238,
13 Minn	1621, 2339
123 Mo.	1029 2534
v. Huckins	1853
3811	

State v. Hadeon	Bertie
State v. Hudson 50 Ja.	278, 500
v. Hudson C tric Co.	0. Elec-
v. Hudspeth	9571
150 Mo.	396, 1890,
159 Mo.	9973 692, 1730
in! Mo.	200
v fing an	207, 2277
50 to 10.	2232
	n. 326, 2062
	1018, 1021, 1841
e. Haji	1029
26 In.	1349, 2059 78, 2272, 2273
18 lc. I. 45 W. V ". Humason	a. 1951 326, 1404
". Hunderer	a. 1951 326, 1404 1029, 1875
c. ii int	1802
112 Ia. 128 N. C. v. Hunter	105 791, 1136, 1164
v. Hantly	1732
v. Hurd v. Hurst	398, 2239 689
v. Hussey Busbee	2239
7 la.	1141 394, 1718,
	2062
v. Huxford v. Hyde	1974 580
v. Hyer 20	056, 2057, 2060 106
v. Hymer v. Ice v. Imlay v. Irwin 1 Hayw. Ida., 71 Pr v. Isaacson	2272
v. Irwin	1135, 1138
Ida., 71 Pa	1327 Ic. 987
v. Isaacson v. Isaacson	106, 457, 1859 1645, 1798,
v. Isham	1878
v. Jackson	1273, 2555
19 La. Au. 83 La. Au. 87 La. Au.	248, 396 246, 247
44 La. An	246, 247 248 247, 923, 987 1046
111 T.a	
17 Mo. 95 Mo.	1382 63, 246, 247
106 Mo.	2273, 2278 580, 2058,
112 Mo.	2059 321
9 Mont. 65 N. J. L.	1045 398
9 Or.	506, 507
v. Jacobs 5 Jones	2265
6 Jones 107 N. C.	571, 1978 1131

State v. Jacobs	and store	0	Rection		Section
28 S. C.	1044, 1873	State v. Jones		State v. Kingsley	
21 R. I.	2071	50 N. H.	228, 233, 1938	39 la.	2062
v. Jaeger	1061	00 N. C.	1977	108 Mo.	1354
v. Jaggers		29 S. C.	736, 1040,	v. Kinley	56, 59, 1029
v. James	1440	11	08, 1109, 1329,	v. Kinney	1138, 1761
45 Ia.	874	18	374, 1667, 2098	v. Kirby	1100, 1/01
31 8. C.	276	o wash.	1350	62 Kan.	104 001 401
v. Jamison	1974	v. Jordan		1 Strobb	194, 231, 581 824, 832, 1475
74 Ia.	201	87 Ia.	835	v. Kirkman	953, 1021, 1028
110 Ia.	321	34 La. A:	1. 1404	v. Kirkpatrick	200, 1021, 1028
v. Janvier	341	v. Josev	279	32 Ark.	
v. Jarvis	246, 247	v. Judd	2511	63 Ia.	1331
v. Jay	2060	v. Jnnean	507	v. Kissock	923, 2277
v. Jeandell	835	v. Justus	442, 457	v. Kline	1842, 2062
v. Jefferson	466, 777	v. K.	2276	54 Ia.	
8 Ired.	40 000	v. Kabrich	58, 57, 290	109 La.	390
0 1104.	62, 200,	v. Kaiser	1755	v. Klinger	1398, 1404
125 N. C.	398, 1062	v. Kane	1963	v. Klitzke	689, 1938
v. Jeffries	,	v. Kartz	1354		2276
v. Jenkins	334	v. Kean	2088	100s 1	200, 220, 398,
5 Vt.	***	v. Keenan	1614, 2201	v. Knight	35, 1136, 1164
	833, 857	v. Keeler	2081	43 Me.	***
v. Jerome	2086	v. Keene			662, 790, 791,
	78, 1983	50 Mo.	246, 247	190,	900, 901, 907,
v. Jersey City	2144	100 N. C.	683	Wile OF N	1978, 2363
v. Jeswell v. Jim 10	1398	v. Kellar	2060	Wis., 95 N	
	09, 1013, 1015	v. Kellerman	9040	v. Knighten v. Knock	2061
v. Johnson		r. Kelley 50 La. An.		v. Knowles	1076
29 La. An		50 La. An.	2513	o. Knowles	821, 2071
30 La. An		57 N. II.	233	v. Knntson v. Kodat	2062
	834, 860	46 S. C.	792, 1037	v. Koontz	2237, 2341
41 La. An.		65 Vt.	347		2008, 2016
47 La. An.		v. Kelly	1853	v. Koplan	2056
10:	28, 1037, 1131	v. Kemp	398, 1072	v. Kornstett	832
48 La. An.		v. Kenilworth	2044	v. Konhns	2060, 2061
50 La. An.		r. Kennade		v. Kraft	2196, 2215
40 Kan.	987, 1985	v. Kennedy	246, 2278	v. Krause	1672
12 Minn.	7, 905, 1018,	154 Mo.	2511	v. Kremling	761
208	5, 2086, 2231	177 Mo.	1079, 2383	v. Knhlman	2060
	2582	v. Kent	10/9, 2063	v. Labnzan	247, 780
76 Mo.	107	4 N. D.	967, 1070	v. La Grange	2513
118 Mo.	1442, 1448	5 N. D.		v. Lallyer	2071, 2073
33 N. H.	334		218, 276, , 1807, 1853,	v. Lamb	
12 Nev.	1398	190	0.007, 1000,	28 Mo. 8	52, 867, 2071
67 N. C.	2265	v. Kenyon	0, 2270, 2276	141 Mo.	1908
43 S. C.	770, 905	v. Kervin	1618	v. Landry	2272
66 S. C.	1976	v. Kessler	246	v. Lang	1116
28 Vt.	62, 133,	v. Ketchey	1447	v. Langford	
	200, 987	v. Kidd	1938	Busbee	397
Winston	1618	v. Klesewetter	2298, 2311	45 La. An.	1138
v. Jones		v. Kilbara	1350	v. Lanier	928
3 Dev. & B.	1781	v. Kilgore	681, 1079	v. Lapage 12,	57, 193, 216,
33 Ia.	821	v. Kimball	1018, 2079	•	302, 357
64 Ia.	104, 233	v. Kindle	2081	v. Larkin 3	90, 923, 987
89 Ia.	1157	v. King	1398	v. Larkins	106, 689,
115 Ia.	2059				1890, 2276
41 Kan.	1976, 1978	117 Ia. 39	8, 505, 506,	v. La Rose	1066
· 38 La. An.	1442	T- 00 N 111	7, 508, 1828	v. Lattin	664
47 La. An.	851, 1842,	Ia., 96 N. W		v. Landerbeck	9349
	2119	47 La. An.	111, 247	v. Lantenschlage	r 681
51 La. An.	1877	88 Minn. 95	4, 987, 2354	v. La Vigne	2008.
51 Me.	580	/8 MQ,	58, 276	-0	2016, 2020
	26, 841, 855	79 Mo.	987	v. Lavin	1062
61 Mo.	1135 1194	83 Mo.	59, 1985	v. Lawhorn 2099	9976 9977
	1135, 1136,	84 N. C.	1873	v. Lawlor	390, 1022,
64 Mo. 911.	1138 , 1867, 2058	86 N. C.	581		
153 Mo.	1807 8005	9 S D. 1618	, 1853, 2062	v. Lawrence	2059, 2060
171 Mo.	1807, 2285	24 Utah	1405	57 Me.	2272
TIT MEU.	354, 851,	v. Kingsbury	149, 1021,	70 Vt.	1873
	852, 861		1041	v. Lawson	
		8812		200	1347

STA

State v. Laxton	56, 194, 357,
	56, 194, 357, 131, 1611, 1618
V. AMBYCUCK	1877
v. Leabo	1700 0011
84 Mo. 89 Mo.	1730, 2511 1385
v. Leblanc	507
v. Ledford v. Lee	18
r. Lee 65 Conn.	100
69 Conn.	272, 2501, 2512
95 Ia,	988
22 Minn.	52, 55, 1614,
13 Mont.	1983, 1986 1398
80 N. C. 121 N. C.	784, 1898
121 N. C. 58 S. C.	949
v. Lee Doon 1	1447
v. Lehman	2270
v. Lehman v. Lenihan	1620, 2062
v. Lentz	2354
v. Letonrnean v. Levers v. Levy v. Lewenthall v. Lewis	321
v. Levy	2059 506, 507
v. Lewenthall	1230
v. Lewis	
45 Ia. 96 Ia.	233, 2072
56 Kan,	352 2276
80 Mo.	1270
136 Mo.	2501
20 Nev	233, 689, 1935, 1938
N. C., 45 8	E. 963
31 Week	1853
v. Libby	2086
v. Lightfoot	1350
v. Lindoen	106, 383
v. Libby v. Liedtke v. Lightfoot v. Lindoen v. Lingle	1807, ±570
м. типпел	1873
v. Lipscomb v. Litchfield	2056, 2057,
	2056, 2057, 2287
v. Lockerby	1620
v. Lockett	784, 1750
v. Lockwood 5 Blackf.	1000
	1208 1841
v. Lodge	1033
v. Lodge v. Loehr v. Long 1 Hayw.	987
1 Havw.	995 9071
21 Mont.	825, 2071 1350
v. Lopez	1902
v. Lord v. Lowhorne	2534
v. Lucas	836, 855
57 Ta.	660, 728
194 N C	1893
v. Lucey 11:	8, 276, 1974
v. Lucey 11: v. Ludwlg v. Lull	143
	59, 770, 786
48 Vt.	246
v. Lurch v. Luy	1890
v. Lynde	1351 754, 1273
	4, 14/0 [

Bection
736, 748, 749
Pac. 276
An. 1874 105, 658, 660
r 290, 318, 1871 i
2332, 2336, 2341
1350
354
Pac. 950, 1750 1. 1079
987 1207, 1235
667
851 1117
2062
2349 1350
2241
1531, 2354
1755
1136, 1270
792, 1951
833, 1072
62
665, 851, 905, 2183
988, 2056 1330
2086
1029 200, 1938
200, 1938
78, 1620
821, 1976 950
1807, 2079
194, 988 1890
2088
2062 246, 247, 1853
2242
1890
78, 204 609
2529 2277
63, 198
2060
2060
861
1005
1853
1131
1890 1434, 1974
,

Gais - 20	Section
State v. McLain	DARG
v. McLanghlin 44 Ia.	
44 Ia.	1029, 2062
76 Mo. 149 Mo.	1890
149 Mo.	993 409 000
	293, 692, 988, 1615, 1976
126 N. C.	1013, 1976
" Molelland	2098
w Maland	1350
v. McLelland v. McLeod	1415, 2354
e. alchenen	1239
	524 106, 108, 111 2355 246, 396
v. McNally v. McNamara v. McNoely m McNoely	106, 108, 111
v. McNamara	2355
v. McNeely	246, 396 1374, 1398 1391, 1884
v. McNeil v. McNinch	1374, 1398
27. McChinch	1301 1884
v. McO'Blenis	1905 1907
	1000, 1007,
v. McPherson	1374, 1398 1391, 1884 1395, 1397, 1398 2363
v. M. & L. Rail	2363
v. M. C. L. RELLI	road 65, 97,
v. Mace 105	249, 376,
o. made 100, a	249, 376, 363, 907, 949, 1442, 1447
v. Mack v. Maddox v. Madison 47 La. An. 50 La. An. 49 W. Va. v. Ma Foo	1442, 1447
v. Mack	524
v. Maddox	1750
v. Madison	
47 La. An.	2097
50 La. An	1404
49 W. Va	246
v. Ma Foo	240
v. Magers	2514
o. magers	
35 Or.	2568
36 Or.	762
v. Magone	8, 580, 1079
v. Magoon 50 Vt.	
50 Vt.	918, 1873,
	2079
68 Vt.	1072
v. Mahon	2100
v. Mahon v. Maier v. Main 561	877 1000
v. Main 541	677, 1938 , 571, 1699, , 2567, 2580
9461	05.67 0000,
v. Mairs	, 2307, 2580
r Mallass	923
a Maller	2264
v. Mation	276
v. Maloy 1	276 11, 247, 749 2497, 2513
v. Mandich	2497, 2513
v. Manley	2168, 2535 1399
v. Mannion	1399
v. Mallett v. Mallon v. Maloy v. Mandich v. Mandich v. Mannion v. Marceanx	347, 1974,
	2272
v. March	007
v. Marchbanks	987
	770
	135, 2056,
v. Marion Co. Cou	2061
o. Marion Co. Con	
m Mante	2577
v. Markins v. Marks 923, 1	398, 399
v. marks 923, 1	398, 399 612, 1618,
	1985
v. Marler	1029, 1036
v. Marsh	,
1 Jones	2258
70 Vt. 143.	144 1007
	144, 1207,
r. Marshall 8 Ala. 9	974, 2570
R Ala	
ION T	294, 2297
105 Ia.	2497
36 Mo.	2276

1976

153, 1698, 2581 2349 390, 571, 1367, 1385

1442, 1750

62, 923, 987 150 1072, 1725, 1803, 2595 858

1028, 1042,

2551 824, 858 258, 458, 1048 1157

1131 316

1703 961

218 821, 851

890, 967, 2277 1157

1898, 1750 1985 851, 1072 21, 1010, 1164, 1974

293 1959 457, 655, 832, 851, 1365

1185, 1136 166, 396 612

326 1876

246

State v. Morphy v. Morris

47 Conn.

41 La. An. 84 N. C.

v. Morrison 64 Kan. 49 W. Va.

o. Morse 67 Me. 35 Or.

v. Mortensen

v. Mortimer v. Morton 107 N. C.

8 Wis.
9. Moses
v. Motley
v. Movry
v. Moxley
v. Moy Looke
v. Mulholland
16 Le. An

v. Mnikern
v. Mullen
v. Mullen
v. Mullins
v. Munco
v. Munco
v. Munco
v. Murphy
45 La. An.

116 Mo. 84 N. C. 9 Nev. 16 R. L. 48 S. C. v. Murray v. Musgrave

v. Musick v. Myers v. Nagle

v. Napoleon
v. Nash
7 Ia.
10 Ia.
8 Ired.
45 La. An.
v. Nat
v. Neal
21 Utah
23 Utah
v. Neill
v. Neiloon
56 Ia.
59 Kan.
3 La. An.
132 Mo.
19 R. L.
13 Wash.

16 La. An. 115 Ia.

	Section	at .	
State v. Marshal	1	State v. Miller	Bootles
137 Mo		71 Ma	923, 1963
TH. 2111	1503, 2081 1135, 1138	100 Mo	987, 1270
Phillips v. Martin	1135, 1138		149
2 Ired.		156 Mo.	928, 1690
89 Me.	2079	47 Win.	354
74 Mo.	1878		2349
124 Mo.	863	v. Millmeler	105, 1977, 2081
104 1120,	987, 1970, 1750	v. Milla	
47 S. C.	2081	88 Mo.	1890
v. Marvin	896, 2088,	91 N. C.	1028
	2235	v. Mims 26 Minn	
v. Mason		36 Or.	
36 La. A	n. 580, 2056	30 Ur.	248, 664, 907,
155 Mo.	2576	v. Minard	1951
v. Mathers	2183	v. Miner	276
v. Mathews	2273	v. Minnick	2513 2577
v. Mathia	1230	v. Minor	580, 2056
v. Matlock v. Matthews	1398, 1644	v. Minot	1157
44 Kan.		v. Minton	318 603 9014
88 Mo.	2419	v. Misenbeim	er 2086
69 N. C.	1263	v. Missio	1672, 2535
2. Manltube	934	v. Mitchell	,
Of Manage	1131	68 Ia.	1136, 2082
v. Maxwell	1750 1963	119 N. C.	1398, 2540
v. May	1303	Phillips	824, 839
4 Dev.	139, 142, 1362,	49 S. C.	2100
	1476	56 S. C.	2277
142 Mo.	928 1070	v. Moelchen	57, 396, 968,
v. Mayberry	1202, 1205	A. Prosection	57, 396, 968,
v. Maynes	1984	v. Moffitt	1911, 3100
v. Mayor	1680	v. Molier	1350
v. Mead	1350	v. Moliese	2042
v. Meares	2061	v. Montgomery 8 Kan. 28 Mo.	1750
v. Medbury	2086	8 Kan.	1750
v. Medlicott	672, 1362,	28 Mo.	949
v. Mellor	1440, 1853	v. Moody v. Moon	1434, 1913
v. Melton	1354	v. Moon	2089
S7 T.a. An	1250 1000	v. Moore	
37 La. An. 120 N. C.	1750, 1963	25 Ia.	894, 2059
	852, 1644, 2086, 2231	61 Ia.	2061
v. Melvern	2276	86 La. An.	1755
v. Melville	1671	52 La. An.	2026
w. Menard	736	61 Mo.	2529
v. Merkley	364	117 Mo. 156 Mo.	851, 2513
v. Marrill	57	160 Mo.	1397, 1732
v. Merriman	852, 2277	37 Nebr.	833
to Madaulf	2079	104 N. C.	1350
v. Mewherter	2310	129 N. C.	1808
v. Meyer		32 Oz.	104 1070
64 N. J. L.	1432		194, 1079, 1807, 2276
65 N. J. L.	1432	v. Moothart	359
v. Meyers		v. Moran	000
99 Mo. 46 Nebr.	682	84 Ia.	2059
v. Meysenburg	496, 1138	15 Or.	1803, 2363
v. Michael	463	v. Mordecai	1157
A. WILCHMOI	506, 508,	v. More	398
v. Middleham	1821	v. Morea	1820
v. Middleton	2079, 2336	v. Morea v. Morey 25 Or. 2 Wia	
v. Mikesell	276 2059	25 Or.	246
v. Mikeeell v. Milam	1388		2089
v. Miles	1985	v. Morgan	
v. Milier	1900	40 Coan.	78
65 Ia.	2061	9 V. C.	1976
67 Mo.	2595	13. N. C. 22 Utah	2270, 2281
			276, 390
		3814	

TA

TABLE OF CASES.

State v. Nestava	Section 1 969	G
State v. Nestava v. Nett v. Nettlebus	246	State :
v. Nettlebus	h 1447, 1448	
W. New Orle	ane Water	
works (o. 1388, 1408	v.
v. Newlin	1938	v.
v. Newman v. Newton	988 1	
a. Nichols	1346, 2427 2058, 2061, 2276 1135, 1136 20, 784, 1976	
v. Niles	1135, 1136	
v. Nichols v. Nices v. Nockes v. Nocton v. Noc v. Nordan v. Nordstron v. Norris 1 Havw.	20, 784, 1976	
w. Nocson	1442	₩.
v. Nolan	2008 933	v,
v. Nordstron	2264, 2265	
v. Norris		
1 Hayw. 27 Wash	905	
v. Northrup	56, 290	
v. Norton v. Novak	56, 290 105, 111 821, 622, 839, 2100, 2497	
v. Novak	821, 622, 839,	
v. Nowell	2381, 2282	v. 1
v. Nagent v. Namenholi v. Nye v. Ober v. O'Brien	216, 397, 1852	v.]
v. Numenhol	967	v. 1
v. Nye	1350	v. 1
v. O'Brien	2273, 2276	
61 Ja.	967, 2098, 2277	
16 Mont.	859 1969 i	
7 R. L. v. O'Day	1690 1852	
v. Odell 2	056, 2059, 2060	
v. O'Donnell	414	
v. Ogden	200, 770,	
v. O'Hara	949, 968 2276	
v. Olda	1398	v. P
v. Olin	1712, 2196,	
v. Oliver	2215, 2270	
9 Homet	1395	v. P
55 Kan. 39 La. Ai	1416	v. P
39 I.a. At	1755	
78 Miss. v. O'Neal		
v. O'Neale	57, 290, 1807 691, 928, 1612, 1985	v. P
A 400 m	1612, 1985	v. P
v. O'Neil v. O'Reilly	1100, 1001	r. P
v. Osborne	792 1182	v. 14
v. Osborne	1102	v. P
28 Ia. 96 Ia.	2069	v. Pe
	987	v. Pe
v. Ostrander	34, 1446, 1447 1035, 1669	
v. Owen	1000	
73 Mo.	2027	v. Pe
76 Mo. v. Owens	2277	
109 Ta	1106, 1106	
22 Minn.	2060	v. Pe
v. Owsley	2518	
v. Oxford v. Page	2364 862	v. Pe
v. Pageia	232, 1279.	U. F.
	1674, 1652 105, 620, 988	
e. Pain	105, 620, 988	v. Pa

State v. Painter	Section 2062	
v. Palmer		4
88 Mo. 161 Mo.	2377 1958	
p. Pancoast	967	
v. Parham v. Parish	1445	
Busbee	561, 1327	
Busbee 22 Ia. 79 N. C.	1855 [
	1124, 1129, 1131	
83 N. C. v. Park	133, 1021	
n. Parker	967	
33 Ind. 7 La. An	1673	
/ La. Al	. 59, 195, 923, 967, 1374, 1671, 1985	
00.35	1671, 1985	
96 Mo.	1029, 1974	
172 Mo.	988, 1434	
132 N. C	. 852 691, 1612, 1965	
v. Parrotty	2235	
v. Paterno	248	
89 Mo. 96 Mo. 172 Mo. 132 N. C v. Parks v. Parrotty v. Paterno v. Patrick v. Paterson 2 Ired	3001	
2 Ired.	204, 605, 953, 987, 1022,	
	1028, 1362	
52 Kan. 73 Mo.		
10 260.	824, 832, 1852, 2071 205, 1890, 2062	
88 Mo. 2 68 N. C.	005, 1890, 2062	
74 N. C.	1091	
v. Pates	1446, 2511	
v. Payne	364	
6 Wash. 10 Wash.	967, 1270	
v. Peace	2079 1013, 1014	
v. Pearce	2518	
56 Minn	1432, 2279	
15 Nev.	59, 246, 1614, 1983	
v. Peel	1614, 1983 682, 688, 689	
v. Peffera	2276	
r. Penney v. Pennington	1877, 2575	
z. Panny	1225	
v. Pepper v. Peres 3:	2059 98, 1135, 2060	
v. Perkins		
3 Hawks 66 N. C.	1071	
	923, 1111, 1612	
v. Perry Bushes	2079	
136 Mo.	214	
v. Petersen 7	1163, 1802 70, 861, 1135	
	1186, 1157,	
v. Peterson	70, 861, 1135, 1186, 1157, 1693, 1976	
JO Minne.	1350	
129 N. C. v. Patach	2105 1434	
8815	1404.1	

State : Pettaway	Bestion 2063
State v. Pettaway v. Pettis	1781
v. Pettit v. Pfefferle	246 098 1818
	457, 987, 1270, 2277 664, 1523
v. Phair v. Phelps	664, 1523
74 Mo.	824, 841
5 S. D. 2 Tyler	2059
11 Vt.	2237 626, 836
22 Wesh	1853
v. Phillips 118 Ia.	1449 1451
24 Mo.	1442, 1451 276, 1045
v. Pierce 90 Ia.	106
90 Ia. 85 Minn.	861
91 N. C. v. Pike	738
65 Me.	363, 678, 2354
65 Me. 20 N. H. 49 N. H.	2340
1	571, 656, 1927, 934, 1938, 1941
v. Pippin v. Place v. Plant v. Platt	398
v. Plant	360 1820
v. Platt v. Plum	1350, 2492
v. Plunkett	2349 367
v. Plym v. Polhemus	2506
v. Pollard	1985 923, 1750
21. Poleom	1398
v. Pomeroy 25 Kan.	1750
130 Mo.	2183, 2264 2613
o. Porter	
34 In. 75	18, 1750, 1938, 1976
105 10	1976 1662
75 Mo.	1890
32 Or. 56	, 218, 247, 821
18 Conn.	826, 830,
Ida, 57 Pag	839. ASS
Ida., 57 Pad 18 Kan. 42 Vt.	246
42 Vt. 52 Vt.	2056, 2059 4, 396, 1644,
207	z. 2073. 2081.
v. Potts	0, 2167, 2168
78 Ia.	926
v. Powell	1938
61 Kan.	2513
7 N. J. L. v. Power	672, 2346 1442, 1725
v. Powers	1442, 1725
v. Powers 25 Conn.	2575
130 Mo. 72 Vt.	1977 2116
w. Prater og	7, 1079, 2198
v. Prather v. Pratt 98 Mo.	507
	1896
121 Mo.	987, 1270

	Section	t	
State v. Prendible	781, 987	State v. Revella	Sention .
v. Price	2855	Revnolde	838; 5841
v. Prine		v. Reynolds	2845
113 Ja.	318	311 N. (
117 Ia.	318, 928	44 8. C.	100
v. Privitt	681	v. Rien	933
v. Probasco 98	7, 1270, 2277	7 140	549 0000
v. Prudhomme	500, 2056,	49 8. C.	568, 2079 1079, 1108,
of Donnath	2265	25 101 191	2450
e. Pruett 11	1, 247, 1873	v. Richards	2450
Fuces	2194	28 la.	1195, 1196
v. Paga v. Pugaley v. Pulley	1750	72 %.	2062
. Fugsley	987	v. Richie	1821
v. Punchon	1045	v. Richmond	2854
124 Mo.		v. Ricks	246
1204 2/10.	148, 144 1726, 1730	v. Riddle	246
133 Mo.	1726, 1730	v. Rider	200
ing Mo.	571, 852,	20 Mo.	63, 111, 928,
v. Quarter 2252	571, 852, 950, 1045		2277
v. Quinlan v. Quinn v. R. Co.	2282	95 Mo.	238, 2277
e Carina	2060	v. Ridgely	522
v. R. Co	905	U. 2512223	
v. Raby	1350	39 Conn.	396, 406
v. Rachman	398, 2237	130 La.	2354
22 Railmond	2056	v. Riley	1755
12-1 1	92	v. Riney v. Ripley	580
	660, 1976, 2236	v. Ripley	987, 1750
v. Ramsey 48 La. An.	2200	v. Rivers	321
48 La. An.	1750, 1755	v. Roach	6979
82 Mo.	1974	v. Robbins	
v. Rand	276	109 la.	232, 1966
v. Randolph 922,	987, 1985	6 Ired.	2088
v. Hankin	949	v. Roberts	
v. Raper	364	l Dev.	826, 837
v. Rash	397, 1878	15 Mo. 62 N. H.	680
v. Rathburn	118	v. Robertson	2535
e. Rawle	735, 1072	41 Kan.	
v. Raymond		90 To A	1350
20 12	342, 2042	30 La. An. 111 La.	246, 247
_ 55 N. J. L.	354	121 N. C.	851, 1877
v. Keader	2059	121 11. 0.	398, 2097,
v. Reashy	2265	26 S. C.	2100
v. Reavis 347,	967, 2056	v. Robinson	1807, 2277
o. reed	821, 2277	51 La. An.	1000
a. Mondies	908, 675	52 La. An.	1072 63, 852,
v. Reddington	006, 1828,		905, 1270,
v. Read	1852		1750, 2100
3 Ida.		117 Mo. 56	88, 832, 2272
	1808	20 Nebr.	1350
40 To A-	1439	16 N. J. L.	216, 318,
49 La. An. 50 La. An.	101#		406
60 Mo. 16	890, 580	32 Or. 39	8, 852, 1899,
48 Ma 070 10	18, 1043		1974
98 Me. 278, 16 89 Ma, 10 137 Ma. 9	44, 1126 89, 1036 47, 1445	90 W. Vz.	2354
137 Mg	23, 1036	12 Wash.	984
89 Vt.	47, 1445	. Robison	1850
	62, 200 1853	v. Rockett	1270
v. Regan		v. Rodman	276, 285
v. Reidel 13	1006	s. Ros	1108
v. Reinhart 278. 35	98, 1675 31, 1280	v. Rogers	
e. Reinheimer 162	0, 1669,	64 Kan.	1079
102	74, 2062	113 M. C.	852, 1700
0. MM14Z 371 RI	50, 1977	HA W. C.	1398, 2497,
v. renero	2189	90 0-	2540
v. Renes	0.001.4	22 Or.	1350
w Dansant. E.	-	v. Rolla	2079
v. Renton 1	04 040 1	v. Roller s. Rollins 246	2060
	, 00/		, 933, 1005
		3816	

1	
State v. Rome	Heotion
v. Roscur	
v. Ross	901
38 L	76 S. W. 1876
Мо.,	76 S. W. 1808
v. Rosene	rans 2513
#. Mosier	288
v. Ross	505
TO MANUEL TO SE	
	280
v. Rowe v. Roy	1131
v. Royal	1662
v. Rozum	2349
v. Rugan	278, 967, 2277
v: Ruhl	287, 1276, 2277
	1021, 1029, 1036, 1896, 1099
v. Rush v. Russell 90 Ia. 33 La.	2354
v. Russell	
90 Ia. 33 La. 13 Mo 83 Wi	2059
33 Lat.	An. 2056
13 Mo	nt. 1442, 2079
88 Wi	3. 2302
	ord 1908
v. Ratten	994
v. Ryan 70 Ia.	- 3-6
30 La.	2272
00 126.	An. 113, 247,
v. Sadler	1072, 1439, 1442,
	1750
v. Snidell	166, 1045, 1154,
	1614
v. Sale	248, 1447, 1476
r. Salge	1842
v. Salverson	1230
v. Samnel	2230
v. Sanders	
68 Mo. 76 Mo.	1166, 1802
	363
200 20 6	
to Santonia	1003
v. Sannerod	2513 2529
v. Sargent	2029
39 Ma	15. 1090
32 Or.	1135, 1138
v. Sater	15, 1020 1135, 1138 923, 987
v. Satterfield	2494
v. Sattley	2494
v. Sauer 38 Minn.	
38 Minn.	2497
	987, 2277
v. Sannders	010 10.0
68 Ia. 37 La. A	318, 1249
14 Or.	n. 246
13	194, 987, 98, 1435, 1447, 152, 1890, 9977
14	52, 1890, 2277
v. Savage	347, 580
	347, 580. 987, 1684, 2059 16, 507, 2183
v. Sawtelle	16, 507, 2183
A. FIGHTER	1890
C. COURTAGE	855
v. Schaefer	2349
v. Schaffer r. Schlagel	391
v. Schmidt	2059, 2060
v. Schneider	1750
	1779

STA

State v. Schnepel v. Schooley	Section 1653, 2277
v. Schooley	1267
V. GCDPOVAP	009
v. Schweltzer	2008, 2167
v. Beett	
1 Hawks	200
4 Ired.	347
24 Kan.	111, 246, 247
12 La. A	n. 1440
24 La. A	n. 1897
48 La. A	n. 1021
49 La. A	n. 2501
39 Mo. 45 Mo.	9071
45 Mo.	2009, 2016
172 Mo.	225, 357
81 N. C.	1021
	2059
v. Seals	2066
v. Seawell v. Secrest	1605
	560, 561
v. Seevers	133, 280, 923
e. Seller	2061
v. Seller v. Seller v. Senn v. Severson	852, 2349
Severson	811, 1821
# Dextoll	
147 Mo.	1451, 1750
10 S. 1).	1012, 1696
v. Seymore	276, 390, 394, 728, 1976
v. Seymour	394, 728, 1976
	1911
v. Shackelford v. Shadwell	851
22 Mont.	046 040
as mont.	246, 248,
98 Mont	246, 248, 987, 1983 111, 248
v. Shafer	111, 248
	j.
22 Mont. 26 Mont.	246, 1614
v. Shaffer	363
2. CHETTAL	1033, 1439,
v. Shannehan	20001
as QL makes . L	1034, 1035
v. Shaw	2536
58 N. H	93, 367, 376
v. Shaw 58 N. H. 73 Vt. 2	76 987 1019
v. Shea	76, 987, 1913
v. Shea v. Shean	2512
	205, 1620, 1878, 2062
v. Sheets	569
v. Shelton	203
64 Ia.	399 1074
2 Jones L.	389, 1974 1362, 1442
16 Wash.	995, 2512
v. Shepherd	105
v. Sheppard	266, 390,
	396, 1003
v. Sheridan	2264
v. Sherman	2572
v. Sherwood	2085, 2506
v. Shettleworth	2085, 2505 1135, 1136
v. Shields	100, 1100
45 Conn.	62 900
	62, 200, 923, 987
112 Ia.	2184
13 Mo.	923
13 Mo. 13 S. D.	1157
v. Shinnorn	413, 750
v. Shinnorn	413, 750, 2011, 2016

State v. Shonha	Section
state v. Shonha v. Shores	1912
v. Shreve	1852
v. Shuff	669, 2501
v. Shnford	
v. Shifterd v. Sibley Mo., 31 131 Mo	
Mo., 31 131 Mo	S. W. 967, 1135
v. Simas	
v. Simms	858
v. Slms	580, 1876, 2100
v. Simon	905
v. Simonla	569, 675
v. Simons	291
v. Simpson 91 Me.	
91 Me.	2575
N. C., 4:	5 S. E. 852
Co.	Drewing Of on
v. Skldmore	2582
v. Slack	105, 111 15, 905, 918, 987, 1270, 2079
	987, 1270, 2079
v. Slamon	288, 2183, 2264
v. Sloan	
55 Ia. 47 Mo.	2239
22 Mont.	111, 247
v. Slatz	56, 107 580
	106, 354
n. Smalls	
v. Smallwood 75 N. C. 78 N. C.	
75 N. C.	285, 2079
v. Smarr	
v. Smith	142
49 Conn.	104 451 1795
	104, 451, 1725, 1890, 2044
o Day	301 319
54 Ia.	100, 1134, 2062 !
74 Ia.	1398, 2259
84 Ia. 99 Ia. 7	2062
102 Ia 3	36, 2060, 2385 163, 1388, 2060
106 Ia.	104, 2059
102 Ia. 3 106 Ia. 48 La. An	1442
106 Ta	1938
32 Me. 56 Minn.	1976
56 Minn. 78 Minn.	1157
70 Minn.	460, 2079
72 Miss. 80 Mo.	830, 835 1877
114 Mo.	909
125 Mo.	923, 987, 2277
137 Mo.	923, 987, 2277 1852 111, 247, 1908
164 Mo.	111, 247, 1908
	794
75 N. C. 86 N. C.	1807
44 OL OL	580
Phillips	1350 1974
	246, 247
8 S. D. 7 Vt.	580, 949
7 Vt.	580, 949 923
26 Wash. Snider	1142
Shover	1135
63 N. J. T.	59, 1646
64 N. J. L.	398, 399
63 N. J. L. 64 N. J. L. 65 N. J. L.	398
3817	

1	Section
State P. Show	257
v. Snowde	
v. Soper In., 9 16 M	
Ia. 9	1 N. W. 32
16 M	0. 237
148 h	Lo 900 400 1000
140 11	202, 000, 1/00
	1890, 1698
	1699, 1938, 2511 852, 905, 1853
v. Sorter	852, 905, 1853
v. Sonth I	ingston 2580
v. Sonthal	
27 Sonthan	321
v. Sometier	n 944, 967, 2277
v. Spangle	246 P
v. Spania	ng 238, 1219, 1639
v. Speight v. Spell	691, 1614
v. Spell	051, 1014
at Emanas	
v. Spence	700
o. Spencer	
v. Spencer 45 La. 73 Min 21 N., 15 Uta	An. 1874
73 Mii	nn. 1141
21 N.	J. L. 232, 233
15 Tite	h 0000
v. Spendlov	th 2059
	03, 111
v. Spengler	1078
v. Spiers	784
D. Shillare	821, 2100
v. Spotted	Hawk see
C) TREA 11	Yellow Halr.
v. Sprague	. TOMOW MINIT.
149 Mc	
C4 37 1	2056
04 14. 9	L. 1003, 1618
v. Spray v. Squires v. Stade	351
v. Squires	2264, 2307
v. Stade	1684
v. Stair	696, 1157, 1168
v. Stalev	050, 1151, 1160
14 Arian	
14 Milli	n. 824, 832, 834,
	1021, 1028, 1042
45 W.	Va. 1108, 1874
P. Stallings	000
	Oil Co. 2257
v. Standley v. Stanley	2062
v. Stanley	2002
v. Staples	2059
	280, 987, 1408
v. Starnes	287, 1117
v. Starr	1028
v. Staton	761, 1131
v. Stearns	2577
v. Stebbins v. Steeves	2056
U. Steeves	905, 1263, 1349
es Stamman	,,
v. Stegman	2016
v. Steifel	580, 1852
v. Stein	960, 1263
v. Steinborn	2421
P. Sterrott	-741
68 To	1000 0000
68 Ia. 71 Ia.	1983, 2326
11 Cta-11 III.	194, 968, 988
v. Stevens	
67 Ia.	2272
67 Ia. 56 Kan.	357
8. D., 92	N. W. 952,
,	1959
v. Stevenson	
v. Stewart	2059
o. Downer	
51 Ia.	580
9 Ired.	2079

State v. Stewart 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 6 Kan. 7 Katalom 7 Katalom 8 Kan. 7 Katalom 8 Kan. 18 Kan. 18		Besties		- Continu		
45 La. An. 346 45 La. An. 346 58 Steckley 58 Steckley 69 Steckley 60 Steckley 60 Steckley 60 Steckley 60 Steckley 60 Steckley 60 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 61 Steckley 62 Steckley 63 Steckley 63 Steckley 64 Steckley 65 Steckley	State v. Steway	rt.	State . Testamen	240 000	G	Bootles
145 La. Au. 146 680 1. 136 Mo. 156 1. 142 Mo. 1576, 2 m. Tanken 2 m. Stickley 689 1. Stockley 689 2. Stockly 1279 2. Stockly 1294 2. Stockly 1294 2. Storong 239 2. Stroope 1293 2. Stroope 12					State v. Tulley	2059, 2061
143 Mo. 280	45 1 0	4. 210		363, 2265	v. Turley	•
9. Stickley 9. Sloan 1750 9. Sloans 1750 9. Stoffela 2264, 2278 9. Stockely 9. Storons 851, 861, 862 9. Storons 9. Storon	40 1.4	Au. 346	v. Thaden	2271	142 Mo.	321
9. Stickley 9. Sloans 9. Stockley 9. Sloans 9. Stockley 9. Storms 9. Stockley 9. Storms 9. Stockley 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 111. La. An. 947 9. Theres 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 9. Storms 1111. La. An. 947 9. Storms	143 M	lo. 680	v. Thawley	246, 1446		
v. Stickley v. Storms v. Thiodesux v. St. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Storms v. Thiodesux v. Storms v. Storms v. Storms v. T	v. Stice	360				2210, 2381
9. Slooffela 2764, 2275 9. Stooffela 2765 9. Stooffela 2764, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765 9. Stooffela 2764, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765, 2275 9. Stooffela 2765 9. Stooffela 2765, 2275	v. Stickley					
## Skofels 2364, 2272 58 kokely 2369 58 koa. 1890, 1890 58 koa. 2982 5982				2100		2071
## Stockey Sto					76 Mo.	194, 1890
9. Slovers			47 Conu.	78, 1354	110 Mo.	1890
1. Storms 2002 1. Storms			111 Ind.	1842, 1908		1079
2. Storong 2.33 2. Stroops 2.35 2. Stroops 2.35 2. Stroops 2.35 2. Stroops 2.35 2. Stroops 2.35 2. Stroops 2.35 2. Stackey 1033, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446 2. Stackey 1034, 1446		851, 861, 862				
## Stroops 235 ## Stroops 235 ## Stroops 235 ## Stroops 2355 ## Stroop	v. Stowell		SO To Am	200		346
1807, 1908 1807, 1908 1807, 1908 1807, 1908 1809, 1908 1909 1908, 1908 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1908, 1909 1909, 190			20 La. Au	. 900	36 B. C.	69 2, 935, 1612,
P. Steckey 1083, 1448 v. Suddath 1133 v. Sallivan 1145 d 1 Ia. 1450 d 1 Ia. 1450 d 1 Ia. 1450 d 1 Ia. 1450 v. Summer 1874 v. Summer 1874 v. Sumpter 1842 v. Surry 69 v. Swelt 200 v. Tall 200 v. Tall 2			30 La. An			1807, 1985,
Second S				n. 247		2277
v. Suddath 61 Ia. 1450 43 S. C. 1977 v. Summar 923, 928, 968, 1890 s. Summer 1874 v. Sumpter 1842 v. Surry 69 v. Swafford 2303 a. Swaysa 1890, 1896 v. Swift 206 v. Swift 206 v. Swift 100 Ia. 1908 130 Ia. 2513 10 Nov. 1350 v. Tallor 1750 v. Talbort 987, 1041, 1045, 174 Mo. 59, 987 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 335 v. Taylor 164, 018, 119 se Mo. 23, 987, 2277 118 Mo. 997, 2277 64 Mo. 1852 v. Tallor 987, 1041, 1045, 119 se Mo. 23, 987, 2277 118 Mo. 1852 v. Tallor 987, 1041, 1045, 119 se Mo. 1852 v. Tallor 1750 v. Tallor 1750 v. Tallor 1750 v. Tallor 1852 v. Tallor 247 v. Tate 111 v. Tasby 247 v. Tate 2513 d. La. An. 1671 196 Mo. 1852 v. Tallor 987, 2277 d. A. Swafford 111 se Mo. 197, 1270 134 Mo. 278, 988, 1008, 1088 v. Tippe 1144 v. Tippe 1153 d. S. C. 106, 354 v. Valley 23, 287, 287 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 127 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v. Van Winkle 1 Dutch 228, 128 v		1033, 1448	88 Mo.	2595	Wright	1671
8. Sallivan 6 I Ia. 1450 4 3 S. C. 1450 9 S. Warmar 923, 928, 958 9 Summer 1874 9 Summer 1874 9 Sumpter 1874 9 Sumpter 1874 9 Swafford 2303 a. Sways 1890, 1896 9 S. Sweit 200 9 Sweit 200 130 Ia. 2513 10 Nov. 1350 9 Symmes 1157 9 T. Tackett 65 9 T. Talbort 967, 1041, 1045, 7 T. Tabot 967, 1041, 1045, 7 T. Tarer 111 9 T. Tabot 987, 1041, 1045, 156 Mo. 1852 9 T. Tarer 111 9 T. Tabot 987, 1041, 1045, 156 Mo. 1852 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 111 156 Mo. 1852 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tallor 1855 9 T. Tarer 111 9 T. Tarer 1		1135	99 Mo.		o Tunnin de	
61 fa. 1450 43 S. C. 1977 9. Summar 923, 928, 968, 1890 9. Sumpter 1874 9. Unich 2231, 22 9. Unich 2231, 22 9. Unich 2231, 22 9. Unich 2231, 22 9. Unich 2231, 22 9. Valendry 23, 821, 82 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 9. Valendry 23, 821, 82 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 9. Valendry 23, 821, 82 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 375, 81 9. Valendry 23, 821, 82 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 9. Valendry 23, 821, 82 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 V. C. 106, 354 14 Wash. 357, 81 97 V. Tarter 1874 174 Mo. 59, 987 9. Van Buskirk 2396, 33 9	v. Snllivan				o Turpiu 63	
43 S. C. 1977 v. Summar 923, 928, 968, 969, 98 wintor 1874 v. Summer 1874 v. Sumpter 1874 v. Ulrich 2231, 21 v. Ulrich 2231, 22 v. Underwood v. Underw	61 Ia.	1450				1807
W. Summar 923, 928, 928, 928, 928, 928, 928, 928, 928					v. Tweedy	1450
Summer 1874 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1842 Sumpter 1844 Sumpt			3 Strobh.		v. Twitty 1	94, 318, 1198
1870 1874	v. ouminar	,,,	v. Thomason	1125, 1128,		
## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1842 ## Sumpter 1844 ## Sumpter 1					er Tilelah	
## Sumpter	v. Summer	1874	w. Thompson	,		
9. Surry 69 9. Swafford 2303 a. Swayze 1896, 1898 p. Sweet 206 p. Swift 206 p. Swift 206 p. Swift 206 p. Swift 206 p. Swift 206 p. Tallo Ia. 2513 p. Talbert 63 p. Talbert 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Tabbut 987, 1041, 1045, p. Thornsim 26 Ia. 2059 p. Tall 905, 2327 p. Tarter 111 p. Tasby 247 p. Tate 835 p. Taylor 156 Mo. 1852 p. Taylor 166 Mo. 1852 p. Taylor 166 Mo. 1852 p. Tighman 1398 p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tighman 1398, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750, 1974, p. Tilly 63, 1750			eo Com	1000		481
8. Swafford 2303 a. Swayse 1396, 1896 v. Swift 57 Conn. 1908 190 Ia. 2513 10 Nev. 1350 v. Talbert 1750 v. Talb					v. Umble	1442, 2060
3. Swayse 1890, 1896 v. Swett 206 v. Swett 206 v. Swift 206 v. Valewing 233, 850, 856, 857, 81 v. Valewing 236, 856, 857, 81 v. Valewing 236, 856, 857, 81 v. Valewing 236, 206 v. Valewing 236, 206 v. Valewing 236, 206 v. Valewing 236, 206 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 236, 207 v. Valewing 246, 21 v. Valewi				1195	v. Underwood	2354
Sweet 208 70	v. ownhord		87 Ia.	2059	v. Unham	290
Sweet Swif	a. Swayze	1890, 1896	106 La.	1807	e Unton	
130 Ia. 2513 132 Mo. 1750, 2016 130 Ia. 2513 100 Nev. 1350 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 v. Tackett 63 v. Talbort 987, 1041, 1045, 2260 v. Talbort 987, 1041, 1045, 2260 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tatro 156 Mo. 1671 156 Mo. 1685 v. Tatro 835 v. Taylor 156 Mo. 1685 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Tatro 158 v. Timberlake 105 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle 100 v. Van Vinkle v	v. Swett	206			V. Opeou	2059
132 Mo. 1750, 2016 134 Mo. 7, 1750, 1819 180 Nov. 1350 1750, 2016 141 Mo. 7, 1750, 1819 77 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 174 Mo. 357, 811 174 Mo. 7, 188. 185 174 Mo. 188. 188	v. Swift		00 220. 00		v. Ussery	988
120 Ia. 2313 141 Mo. 7, 1750, 1819 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 15 v. Tackett 63 v. Talbert 1750 v. Tarkett 63 v. Talbert 174 Mo. 59, 967 174 Mo. 78 S. W. 960 v. Tall 905, 2327 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tate 156 Mo. 1852 v. Tatro 156 Mo. 1852 v. Tatro 156 Mo. 1852 v. Tatro 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 1671 156 Mo. 1852 v. Tilly 63, 1750 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 997, 2277 118 Mo. 997, 2277 118 Mo. 997, 2277 118 Mo. 997, 2277 118 Mo. 927, 9277 118 Mo. 927, 9277 134 Mo. 278, 968, 1009, 1408 88 N. C 905 s. 1402 v. Tobie 2058 v		n 1000	100.00	2020	v. Vaigneur	293, 821, 822,
10 Nev. 1350 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 97 N. C. 106, 354 14 Wash. 357, 811 170 m. 170				1750, 2016		843, 850, 859,
97 N. C. 106, 354 v. Tackett 63 v. Talbert 1750 v. Tackett 63 v. Talbott 987, 1041, 1045, 2260 v. Tall 905, 2327 v. Tarter 111 v. Tarby 247 v. Tate 156 Mo. 1852 v. Talvor 835 v. Taylor Ida., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 927, 2277 118 Mo. 927, 2277 118 Mo. 927, 928, 2255 134 Mo. 278, 968, 1003, 1136 Mo. 278, 968, 1003, 1136 Mo. 278, 968, 1003, 1136 Mo. 140 38 N. C 905 3 Or. 1963 5 K. C. 821 5 6 S. C. 787, 1032, 565 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2003 v. Teinseedre 1833 v. Tennebom 720 v. Terrine 1810 v. Taylor 1270 v. Timberlake 1405 s K. C. 821 s Take 1270 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1405 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1405 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1281 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Timberlake 1280 v. Van Murkle 1 Dutch. 80 v. Van Murkle 1 Dutch. 80 v. Van Cant v. Van Winkle 1 Dutch. 80 v. Van Cant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Zant v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutch. 20 v. Van Winkle 1 Dutc			141 Mo.	7, 1750, 1819		
v. Tarkett 63 v. Talbert 987, 1041, 1045, 2260 v. Tallott 987, 1041, 1045, 2260 v. Tall 905, 2337 v. Tarter 111 v. Tabby 247 v. Tate 1156 Mo. 1852 v. Taylor 164, 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 933, 987, 2277 118 Mo. 923, 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 38 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1033, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 170 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2003 v. Teine 1833 v. Tennebom 720 v. Terrine 1833 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1474 v. Thornshill 174 Mo. 59, 960 v. Thornshill 168 Mo. 59, 960 v. Thornston 925, 1512 v. Vallety 246, 21 v. Vallety 246, 22 v. Van Buskirk 2296, 23 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 177 v. Van Gospa, 2008 v. Van Mouten 180 v. Van Gospa, 2008 v. Van Van Pasel 2205, 227 v. Van Gospa, 2008 v. Van Mouten 180 v. Van Houten 180 v. Van Houten 180 v. Van Houten 180 v. Van Houten 180 v. Van Houten 180 v. Van Houten 190 v. Van Houten 117 v. Van Gospa, 2008 v. Van Van Pasel 2208, 201 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa, 2008 v. Van Houten 190 v. Van Gospa	10 Nev	. 1350	97 N. C.			
v. Tackett v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Talbort v. Tall v. Tarter v. Tarter v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tarto Sv. Tarto Sv. Tarylor 164 Mo. 1852 v. Tighe Schill v. Tighe Schill v. Thornson v. Tarter v. Tice Ssy, Tarylor 164 Mo. 1852 v. Tighe Schill v. Tighe Schill v. Thornson v. Vallery v. Vallery v. Van Buskirk v. Van Duyn v. Van Duyn v. Van Houten v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Duyn v. Van Houten v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Tasel v. Van Unyn	v. Symmes	1157	14 Wash	957 911	- W-1- Man-	2071
v. Talbett 1750 v. Talbott 987, 1041, 1045, 2260 v. Tall 905, 2327 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tate 50 La. An. 1671 155 Mo. 1852 v. Taylor 1da., 61 Pac. 363 38 Kan. 1835 45 La. Au. 628, 923, 2277 64 Mo. 278, 968, 1003, 1118 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 997, 1270 118 Mo. 997, 1270 118 Mo. 997, 1270 118 Mo. 97, 1270 118 Mo. 97, 1270 124 Mo. 105 3 Reserved as 1835 45 La. Au. 628, 923, 1750 3 Reserved as 1835 45 La. Au. 628, 923, 1750 3 Reserved as 1835 45 La. Au. 628, 923, 1750 118 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 97, 1033, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1968 5 C. 787, 1033, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1968 5 R. C. 82, 1618, 1974, 170 70 Vt. 278, 2635 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 248, 1476 v. Thornhill 174 Mo. 59, 987 v. Van Buskirk 2296, 23 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Cant 170 v. Van Cant 170 v. Van Cant 171 v. Vance 321a, 247 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Van More 171 v. Vance 32 La. An. 946, 92 v. Vance 32 La. An	v. Tackett			001, 011		1686
Talbott 987, 1041, 1045, 2260				222, 1104	v. v aleutine	1376, 1410.
## Page 1						1887
v. Tall 905, 2337 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tarro 835 v. Taylor 1da., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 111 98 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 787, 1033, 126 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2855 v. Teeter 242, 2277 v. Teired 1835 v. Todad 1821 v. Todd 1821 v. Vaniver 244, 36 v. Vicknair 826, 205 v. V	v. 1 august		174 Mo.	59, 987	v. Vallery	
v. Tall 905, 2327 v. Tarter 111 v. Tasby 247 v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Taylor Ida., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 987, 2277 118 Mo. 923, 967, 2277 118 Mo. 97, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 55 S. C. 787, 1033, 126 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2635 v. Teeter 242, 2277 v. Teyrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Teyrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Teyrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 1348, 9259 v. Van Houten 2 9v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 2 9v. Van Winkle 10ut. No. Van Winkle 10ut. No. Van Winkle 10ut. No. Van Winkle 10ut. No. 1100 v. Van Winkle 10ut. No. 1200 v. Van Winkle 10ut. No. 1200 v. Van Van Houten 3 v. Van Houten 1232, 825, 192 v. Van Winkle 10ut. No. 1200 v. Van Van Van Houten 2 v. Van Winkle 10ut. No. 1200 v. Van Van Van Van Van Van Van Van Van Van		2260	Mo., 78 S.	W. 960	w Van Buchink	200, 2100
v. Tarter v. Tasby v. Tate v. Tasby v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 835 v. Taylor Ida., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 111 98 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1033, 1266 70 Vt. 278, 2555 v. Testeer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 242, 2277 v. Teiseer 257, 290 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 3 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Houten 1 s. Van Houten 1 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Houten 1 v. Van Garia 1 v. Van Carl 2 v. Van Jas, 10 v. Van Carl 2 v. Van Jas, 2 v. Van Jas, 2 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Garia 1 v. Van Carl 2 v. Van Garia 1 v. Van Carl 2 v. Van Carl 2 v. Van Carl 2 v. Van Garia 1 v. Van Carl 2 v. Van Garia 1 v	v. Tall	905, 2327			Wan Durant	
v. Tasby v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 835 v. Taylor Ida., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. An. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 987, 2277 64 Mo. 987, 2277 118 Mo. 987, 2277 118 Mo. 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 55 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974 v. Tompkins 2008, 2016, 1978 70 Vt. 278, 2555 v. Teeter 242, 2277 v. Townsend v. Tompkins 2008, 2016, v. Townsend v. Vann Tassel 232, 852, 235 v. Van Tassel v. Van T	v. Tarter			0080	v. van Duyn	1350
v. Tate 50 La. An. 1671 156 Mo. 1852 v. Tatro 835 v. Taylor Ida., 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 987, 2277 64 Mo. 111 98 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1033, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2555 v. Teeter 342, 2277 v. Teinebom 720 v. Taylor 1898 v. Townsend 1908 v. Townsend 1909 v. Van Tassel 232, 853, 94 v. Van Winkle 1 Dutch. 16 80 Ia. 276, 847, 200 v. Van Zant 177 v. Vance 32 La. An. 246, 24 v. Van Vandier 190 v. Van Zant 190 v. Van					v. Van Houten	318
Tarro		34/		2485, 2512	v. Van Tassel	232, 852, 960,
156 Mo. 1852 v. Tighe 861, 1750, 1974, 2008 v. Tighe 861, 1750, 1974, 2008 v. Tighe 861, 1750, 1974, 2008 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1998 v. Tigheman 1141 98 Mo. 923, 967, 2277 v. Tigheman 1141 v. Tig			v. Thurtell	347		
156 Mo.	50 La.,	An. 1671	v. Tice 89:	3. 1079. 9008	. Van Winkle	2100, 2701
v. Tatro v. Taylor Jda, 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 45 La. Au. 628, 923, 967, 2277 64 Mo. 111 98 Mo. 923, 967, 2277 118 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 995 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 1978 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Teeter 1853 v. Tennebom 720 v. Taylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Taylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Vance 32 La. An. 246, 24 v. Vance 32 La. An. 2	156 Mo	1859				
v. Taylor 363 v. Tilghman 1398 v. Tilghman 1398 v. Tilghman 1398 v. Tilly 63, 1750 v. Van Zant 175 v. Van Zant 175 v. Van Zant 175 v. Van Zant 175 v. Van Zant 175 v. Van Zant<	z. Tatro		v. 2.520 001			1681
Ida, 61 Pac. 363 38 Kan. 1853 5. Tighman 1988 5. Tighman 1988 5. Tighman 235, 32 La. An. 246, 24		993	met 1		80 Ia. 2	76, 847, 2059
Second Second	V. Taylor	n	v. Tilghman	1398	v. Van Zant	1732
45 La. Au. 628, 923, 987, 2277	Ida., 61	Pac. 363	v. Tilly	63, 1750	v. Vance	
45 La. Au. 628, 923, 987, 2277	38 Kan,	1853	v. Timberlake			040 047
Section Sect	45 La.					
98 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 556 S. C. 787, 1033, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974 70 Vt. 278, 2535 v. Teetper 242, 2277 v. Townsend 2005 v. Townsend 2005 v. Townsend 2005 v. Townsend 2005 v. Townsend 2005 v. Teissedre 1853 v. Tensebom 720 v. Toxylor 925, 2277 v. Traveler's Ins. Co. 2578 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Travely 925, 2277 v. Travely 981 v. Townsend 2005 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traveler's Ins. Co. 2578 v. Wagner 1436, 1747 v. Townsend 2005 v. Traveler's Ins. Co. 2578 v. Wagner 1436, 1747 v. Wandiver v. Va					17 18.	2119
98 Mo. 923, 987, 2277 118 Mo. 987, 1270 134 Mo. 278, 988, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1033, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 1853 v. Teinsedre 1853 v. Terrell 569, 687, 1433, 1284 v. Trarsty v. Tisdale 2582 v. Tobie 2058 v. Vandiver 9 v. Vandiver 233, 862, 173 v. Vanghan 152 Mo. 133 v. Vincent 24 Ia. 923, 1125, 1126 1129, 1157 11	as Ma				v. Vandergraff	1144
18 Mo. 923, 987, 1270 v. Tisdale 2582 v. Tobie 2058 v. Tobie 2058 v. Toby 1144 v. Todd 1821 v. Tisdale 2582 v. Toby 1144 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Todd 1821 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1398, 1404 v. Tomblin 1807 v. Tosuey 981 v. Tosuey 981 v. Tosuey 981 v. Tosuey 1978 v. Tosuey 1807 v. Tosuey 1978 v. Tosuey 1981 v. Townsend v. Vous sachs v. Vous sachs v. Vous sachs v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner v. Wagner			v. Tippet	194	v. Vandiver	987
118 Mo. 278, 968, 1003, 126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1033, 1978 70 Vt. 278, 2585 v. Tosuey 981 v. Tosuey v. Vouex 981 v. Tosuey v. Vouex 981 v. Tos		923, 987, 2277	v. Tipton	1141	v. Vann 2	
134 Mo. 278, 968, 1003, 1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905			v. Tindale	9589		-0, 000, 1102
1126, 1128, 1131 136 Mo. 140 88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Toinsedre 1853 v. Teinsedre 1853 v. Tennebom 720 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747	134 Mo.	278, 968, 1003				
136 Mo.		1196 1198 1191				1335
88 N. C 905 3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Tough 588 v. Vickensis 247, 90 v. Vickensis 24, 90 v. Vickensis 247, 90 v. Vickensis 247, 90 v. Vickensis 24, 90 v. Vickensis 247 v. Vickensis 247, 90 v. Vickensis 247 v. Vickensis 247 v. Vickensis 24	194 Ma					246, 363
3 Or. 1263 54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2555 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203 n. Teissedre 1853 v. Tennebom 720 v. Towned 1910 v. Towned 1907 v. Vittum 252 v. Vou Sachs 89 v. Wackernagel 1907 v. Wagner 1436, 1744 v. Wagner 1436, 1744					v. Vickers	247, 905
54 S. C. 821 55 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2535 v. Teetper 242, 2277 v. Teipuer 1853 v. Teinebom 720 v. Townsend 7. Teinebom 720 v. Townsend 7. Terrell 569, 667, 1433, 7. Trarty 1438, 1438 v. Trarty 1438, 1438 v. Trarty 1438, 1438 v. Trarty 154 S. D. 1851 v. Vincent 24 Ia. 923, 1125, 1129, 1157, 11		905	v. Toland	2579	v. Vicknair	896 9056
54 S. C. 821 56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2555 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203 v. Teipuer 2203 v. Tennebom 720 v. Towneend 19 Or. 2059 v. Terkine 1853 v. Terkine 1860 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. W	3 Or.	1263	v. Tomblin	1398 1404	w Vincent	020, 2000
56 S. C. 787, 1032, 1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203 r. Teipsedre 1853 v. Tennebom 720 v. Tozier 57, 290 v. Terrell 569, 667, 1433, 1436 v. Trays 1438 v. Trays 851 v. Terry 1438	54 S. C.	891		9000 9014		
1442, 1840 57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 1853 v. Teinebom 720 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747			o. Tompanis	2000, 2010,	24 18. 923	, 1125, 1126,
57 S. C. 82, 1618, 1974, 1978 70 Vt. 278, 2635 v. Toeter 242, 2277 v. Teipuer 1853 v. Tennebom 720 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747	00 0. 0.					1127, 1128,
70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203 v. Teinebom 720 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1438, v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747			v. Toombs	1807		1129, 1157.
70 Vt. 278, 2535 v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203 v. Tennebom 720 v. Terline 1810 v. Trover 57, 290 v. Terrell 569, 687, 1433, 27 Terrell 569, 687, 1433, 28 Terrell 569, 687, 1435,	57 S. C.	82, 1618, 1974,	v. Tosuey	981		
70 Vt. 278, 2535 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Tough 581 v. Vines 34 La. Au. 21 93 N. C. 196 v. Tough 582 v. Tough 582 v. Vittum 252 v. Vittum 252 v. Tough 583 v. Tough 583 v. Tough 583 v. Wackernagel v. Wagner 1436, 1747 v. Trarry 851		1978		149. 1476	S D OIN	27 961
v. Teeter 242, 2277 v. Teipuer 2203	70 Vt.				Wince	. 301
v. Teipuer 2203 19 Or. 2059 n. Teissedre 1853 7 Wash. 1852 v. Tennebom 720 v. Terline 1810 v. Traylor 925, 2277 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747				361		
v. Teinsedre 1853 7 Wash. 1852 v. Vittum 252 v. Tennebom 720 v. Tozier 57, 290 v. Vou Sachs 83 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 v. Terrell 1438 v. Trasty 851 v. Terrell 1438 v. Trasty 851					34 La. Au.	218
n. Teassedre 1853 7 Wash. 1852 v. Vittum 252 v. Ternine 720 v. Tozier 57, 290 v. Vou Sachs 83 v. Terrine 1843 v. Traylor 925, 2277 v. Wackernagel v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 851 v. Wagner 1436, 1747	v. Terpuer				93 N. C.	1963
v. Tennecom 720 v. Tozier 57, 290 v. Vou Sachs 83 v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 227 v. Wagner 1436, 1747 v. Traylor 851			7 Wash.	1852	v. Vittum	2529
v. Terline 1810 v. Traveler's Ins. Co. 2578 v. Wackernagel v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747 1748		720	v. Tozier		W Von Seche	
v. Terrell 569, 687, 1433, v. Traylor 925, 2277 v. Wagner 1436, 1747	v. Terline			Co 9579	w Washamar 4	
1438 v. Trasty 851	n. Terrall		Transcret & 1118.		o. Wackernagel	347
9 Tappy 551 174	2. 201104	1400,	o. Traylor		v. Wagner	1436, 1747,
	- T-		v. Trusty			1748
1330 9, Waldron 190	D. Terry	1076	v. Tufly	1350	v. Waldron	1398
3818						1070

TA

State of West.	Section
State v. Walker 77 Me.	1732
77 Me. 78 Mo. 98 Mo. 50 La.	1750, 1788
98 Mo.	580, 2058, 2059
34 VL	An. 1696
v. Wallace	894, 832
9 N. H	. 398, 1644,
	9590
v. Wallis v. Wallman	142
v. Wallman	2410 2349
v. Walsh	2043
44 La.	An. 111, 2278
5 Nev. v. Walters	106
45 Ia.	387
7 Wash	2513
v. Walton	321
v. Waltz v. Ward	254
49 Con	155 007
45 0044	1. 155, 967, 1104, 1106
103 N. (C. 1131
39 Vt.	560
61 Vs.	177, 354, 451,
v. Warner	728, 1841, 1974
13 Les	2281
74 Mo.	1135
e. Warren 194 N. C	100 000
41 Or.	952, 1651
v. Wart	9050 (
v. Washingto	on .
49 La. A 104 La.	n. 1817, 1826
v. Waters	1135 1781
v. Waters v. Watkins	10, 40, 390
v. Watson	
81 Ia	778, 2062
102 Ia. 65 Me.	987, 1118, 1951,
VV 225,	1978, 2277
31 Mo.	2056
36 La. A1	1. 248, 1842
v. Watt v. Way	833
5 Naha	398
0 VL	2061, 2068
V. Wayman	1198
v. Wayne	238
v. Wehb	105, 880, 2273
6 Ida.	968
18 Utah	861, 1873,
v. Weber	2026
or Wahatan	728, 1873 238
W. Wandan	923
o. weich	
26 Me. 22 Mont.	2234, 2235
33 Or	9234, 2235 390, 1196 949, 1029
	499, 496, 571
v. Weldon	
v. Weldon v. Welle	400, 400, 3/1
v. Weldon v. Wells 46 Ia. 48 Ia.	1013

TABLE OF	CASES.
tate v. Wells	Section
11 Oh.	1872, 1874,
ı N. J. L	1677 . 86, 63, 1349
v. Welsor v. Wentworth	1275, 9109 878, 1441
65 Me,	2951, 2270,
37 N. H.	131, 220, 835, 1766, 2531
v. West 1 Houst.	Cr. 1180
45 La. An 46 La. An 95 Mo.	. 1478 . 76
116 Win.	1890, 2277 2235, 2236
v. Westfall v. Wetherell v. Whalen 96 Ia.	396 2025
96 Ja. 148 Mo.	2349, 2354
	94, 1398, 1406
116 Ia. 94 Mo. 108 Mo.	1136
v. Whelehon	2061 1131, 1668,
v. Whit	1669 1807
v. White 19 Kan. 46 La. An.	2394, 2327
68 N. C.	1405 142, 1476
70 Vt. 38	142, 1476 1029, 1051 7, 1219, 2464
v. Whiteacre 7:	91, 794, 1385 62, 200
v. Whitfield	828, 839
70 N. C. 92 N. C. v. Whiton	1131, 1132 1908
v. Whitson v. Whitt	1450, 2511
v. Whittier v. Whitworth	506 1841
v. Wickliff v. Wievers	133, 772 1157
v. Wievers v. Wiggin v. Wiggins 2	1219 47, 968, 987, 1003, 1031
v. Wilcox 2	1003, 1031 93, 561, 791, 1976, 2497
v. Wilkerson v. Wilkins	1205, 1254 1135
v. Williams 20 Ia.	2088
120 Ia. 2 Jones I.	2513 1010, 1015
7 Jones L. 40 La. An.	2081 111, 246
46 La. An. 111 La. 50	5, 524, 780,
54 Mo. 136 Mo.	1826, 1978 276 343
152 Mo. 65 N. C.	2520 1807
3819	1901

State v. Williams	Section
67 N. C.	1362, 1436
97 N. C.	144 145
190 N C	1100
97 Vt. 49 W. V	978
v. Williamson	a. 1819, 1875
42 Conn. 87 Mo.	2058, 2059
106 Mo. 65 S. C.	669, 1938
65 S. C.	967, 1270, 9276
v. Willinghan	949, 1691,
v. Willia	1963
71 Conn.	815, 622, 623
	815, 622, 623, 855, 889, 1048
9 Ia. 119 Mo.	2009
v. Wilmbusee	2245 1852
v. Wilson	1004
22 Ja.	2088
10 Ired. 24 Kan.	2063
23 La. An	1375, 1387
23 La. An 43 La. An	. 1433 . 247
109 La.	507
72 Minn.	321 2513
137 Mo. 143 Mo.	501
31 N. J. L. 15 R. I.	2235
15 R. L.	1354, 1608
v. Wiltsey v. Windahl	2191 105, 792
P. Windsor	1041
v. Wines v. Wing v. Wingo	9970
V. VV 10 P	1398, 1405
	2058
20:	1044, 1045, 84, 2085, 2088
	2081
v. Winston v. Winter v. Wintzingeror	838, 857
v. Winter v. Wintzingerod v. Wisdom 119 Mo. 8 Port.	1694, 1938 ie 218, 414
v. Wisdom	
8 Port.	9, 275, 852
v. Wiseman	347, 1781 2235
v. Witham	15, 133, 142,
w Walanta	16, 398, 2277
v. Wolcott v. Wolf	2056
112 fa.	56
116 Ia.	1136
v. Wolff v. Wong Gee	318, 326
v. Wong Quong	218 2089
w. Wood	2000
49 Conn. 17 Ia.	328
124 Mo.	2042
53 N. H.	2354 687, 1700,
	687, 1700, 1726, 2868
53 Vt.	1986, 1431
v. Woodruff	1015 166, 660, 1154, 2016
893,	1154, 2016 1874, 1898
v. Woods	1874, 1896

	Bostic	-1	Section	•1	
State v. Woodelde	191	1 Steadman v. Arden	185		600tion 0. 1698.
v. Woodson v. Woodward	111, 24	7 Steagald v. State	1398 140		1899
r. Woolard	24		r Co. v.	Steinburg v. Meany	1890
v. Workman 6	205		714	Steiner r. Snow	1653
v. Worthing	AA' 613' 310			v. Trainum	1291, 1960
r. Worthingham	60 206		1960		2056
v. Worthington	1144			Steinhofel v. R. Co.	1750
	1701, 210	Steamboat Neptune	1977		1633
v. Wrand	210	Steamboat Thames	The (Constitute of 11 157	1736
v. Wright		Erskine	2164	Steinkeiler v. Newton	
112 Ia.	226, 1447		in =		
	1676, 1938	Young	1104	Steinmetz r. Versaili O. Tnrnpike Co.	
40 La. An.	581	Steamboat Co. w. Br	ockett 1076		2575
48 La. An.	1069	Steamship Ville du	Havre 265	Steketee v. Kimm	1858 1244, 1729
134 Mo.	676, 2501	Stearman v. R. Co.	905		1567
141 Mo. 41 N. J. L.	106	I managed at managed	905, 907		APO
75 N. C.	2522		406		1978
10 14. 6.	953, 1028,	v. Doe	150, 1214,	Stennett v. Ins. Co.	1947
14 Oz.	1042 1350		1335, 1874	Stennil v. Brown	1881, 2164
2 Pen. Del.	905	A. 1010	662	Stephan v. Metzger	750, 1198,
v. Wylde	2086		581		1539
v. Wyse	247, 987,	v. Hendersass	1469		1456
	1003, 2277	v. Vincent	1890	r. State	832, 1135,
v. Yandle	2513		2529		1138
v. Yans	1750	Stebbins v. Anthony		Stephens, re	797
v. Yellow Hair	776, 987,	o. Duncan	1268, 1306,	v. Bernays	8
1674	, 2059, 2512	v. Miller	1320, 1513	v. Com.	1003
V. I erger	153	r. Sackett	585, 1258	v. Cotterell	2237
v. Yoknm		Stecher Lith. Co. v.	nman 1079	v. Foster	1884
11 8. D.	246, 2512	Steel v. Pope	1877	v. McCloy v. Mattox	1778
14 8. D.	248	v. Williams	1195		2513
v. York	625, 632	Steele v. Dart	803	o. I topie	3, 396, 747,
v. I oung		v. Helm	1938	301,	1005, 1028, 1873, 1874
v. Young 39 N. H.	580	v. Logan	2354	v. State	609
104 18.	1442	v. Lord	1198	v. Vroman	1053
52 La. An. 107 La.	833	v. Peopie	56, 318	v. Westwood	1680
99 Mo.	1476	v. Price 271	, 1736, 2106	v. Williams	1779
119 Mo.	1051, 1263	v. Queen v. R. Co.	1681	Stephenson v. Baumie	
153 Mo.	852 580		2509	w. Cook	2245
87 N. J. L.	651, 861	v. Schricker	1335	v. Doe	1239, 1651
9 N. D.	2497	v. State		v. Kiipatrick	254
67 VL	418	83 Ala. 83 Fla.	194	v. State	1188
v. Zdanowicz	488, 2252,	76 Miaa.	11, 246, 247	v. Stephenson	1738
	2276	v. Stewart	852	Stepp v. State	2155
v. Zaigler	2512	Steele-Smith G. Co. v	2317	Steptoe v. Flood	2349
v. Zellers 111,	247, 1329,	Potthast	2363	Sterling v. Detroit v. Potts	792
	1888, 1839,	Steen, ex p.	2159	Stanting T Co Sale	1195
	18001	v. Santa Clara V		Sterling L. Co. v. Stir Stern v. Loewenthal	son 1073
into Bank v. Brower	736, 1913	M. & I. Co.	987	v. People	406
g. Drown	1521	Steene v. Aviesworth	944	v. Stanton	1668
v. Carr	770	Steenerson v. R. Co.	1700, 2566	Sternan r. Marx	782
v. Duttum	1002	Steeple v. Downing	1651	Sternberg v. Callanan	1966
v. English	1280	Steeples v. Newton	987	Sternheim v. Bnrcky	1275 1705
v. Hutekimeen	1768,	Steer r. Little 76	0, 770, 771,		1516, 1521,
100	2007, 2339		772	Decision V. 2011	1537
v. Rhanis National Bank a	529	Steffen v. Baner	613	Steamer: Cullivan	1275, 1651
Butler		Stegail v. Stegall's Ad	m'r 1402	Statum: v. Guiliver Statum: v. Will	2591
	2415		1605 9063	Stattman v White	751
inthon . P.	613, 2123	Stein v. Ashby	3065	Stevelie v. Lowry	2158
tatham u. Ferguson				04	944, 1003,
v. Stan	770	v. Bowman	1483, 1487,	Stevenser, Basch	
v. Stans v. Stans inneffer v. Young	770 38, 89,		2205, 2006	Stevenser, Banch	1007
v. Standing v. Toung	770 38, 89, 1, 344, 392	v. Fogarty			1007
testham v. Hergeson v. Stan- imaffer v. Young 220 taunchfield v. Jutter	770 38, 89, 1, 344, 392	v. Fogarty v. Leoper	2205, 2006	o. Henrikhy	1007 392
tentham v. Herguson v. Stans tenuffer v. Young taunchfield v. Jutter tayner v. Droitwich 1	770 38, 89, 1, 344, 392 2536 364, 1644,	v. Fogarty v. Leopur v. Stein	2005, 2006 2044 1350 1385, 1674	v. Gom.	1007
tautham v. Herguson v. Sum tauffer v. Young taunchfield v. Jutter tayner v. Droitwich	770 38, 89, 1, 344, 392 2536 364, 1644,	v. Fogarty v. Leoper	2005, 2006 2644 1350	o. Henrikhy	1007 392 2059 , 2497

Stevens v. Irwin	Boctic	
v. Leonard v. Miles v. Miller v. Montgomer v. Montgomer v. Montgomer v. Pinney 3 B. & A	1312, 196 1041, 151	1
v. Miles	177	
v. Miller	107	
v. Montgomer	ry 286 156	
v. Pinney	100	
3 B. & A 2 J. B. M 8 Taunt.	id. 244	
2 J. B. M	00re 244	
v. R. Co.	2447, 248 162	
v. Reed	208	
v. State	***	
Ala., 38 8 3 Ark. 78 Ga. 50 Kan. 19 Nehr.	o. 851, 197- 257	4
78 Ga.	223	
50 Kan.	118	
19 Nehr.	185	3
v. Stevens 150 Mass.	861	
56 N. J. E	0808	81
v. Vancieve	233, 1735 1738	
v. Wehh	1738	
v. Wenn	1956, 1963	41
v. West v. Whiteomh Stevenson v. Com.	2222	
Stevenson v. Com.	1043	
v. Dunlap	1298,	
v. Ebervale Cor	1300 al Co. 861	
v. Ganning's E	state 1106.	l
	1108, 1109,	1
n How	al Co. 861 state 1106, 1108, 1109, 2027 377, 1268	1
v. Hoy v. McReary	2083	
v. Moody	1166, 1677.	Г
v. Morris	1681, 2373	13
v. Stewart v. U. S. Stevison v. Earnest Steward v. Section	2336 38, 39, 392	1 2
v. U. S.	106	ı.
Stevison v. Earnest	1188, 2183	8
Steward v. Scott Stewart v. Allison	1239 530, 1352,	8
TO THE OF STATISTICS	1632, 1635	1
v. Anderson		
111 Ia. 59 Ind.	418, 1974	
v. Bank	2409 1871	8
v. Bank v. Blease v. Bntier	2132	
v. Bntier	1257	_
v. Cheatham v. Conrad'a Adm	1777	S
v. Equit. M. L.	Ass'n 1693	
v. Everta	1721	
v. Hood 90	1, 913, 1389	_
v. Lispenard v. Massengale	229 1254, 2222	S
v. Morris v. Mnishead	8, 747, 754	S
v. Mnirhead	1062	S
v. People	38, 1126,	0
v. Nashville	1194, 1195 2507	S
v. R. Co.	2001	Si
11 Ia.	2354	
141 Ind. 78 Minn.		St
v. Redditt	689, 1988	St
v. Redditt v. Rossiter v. Sherman		St
v. Sherman	2119	

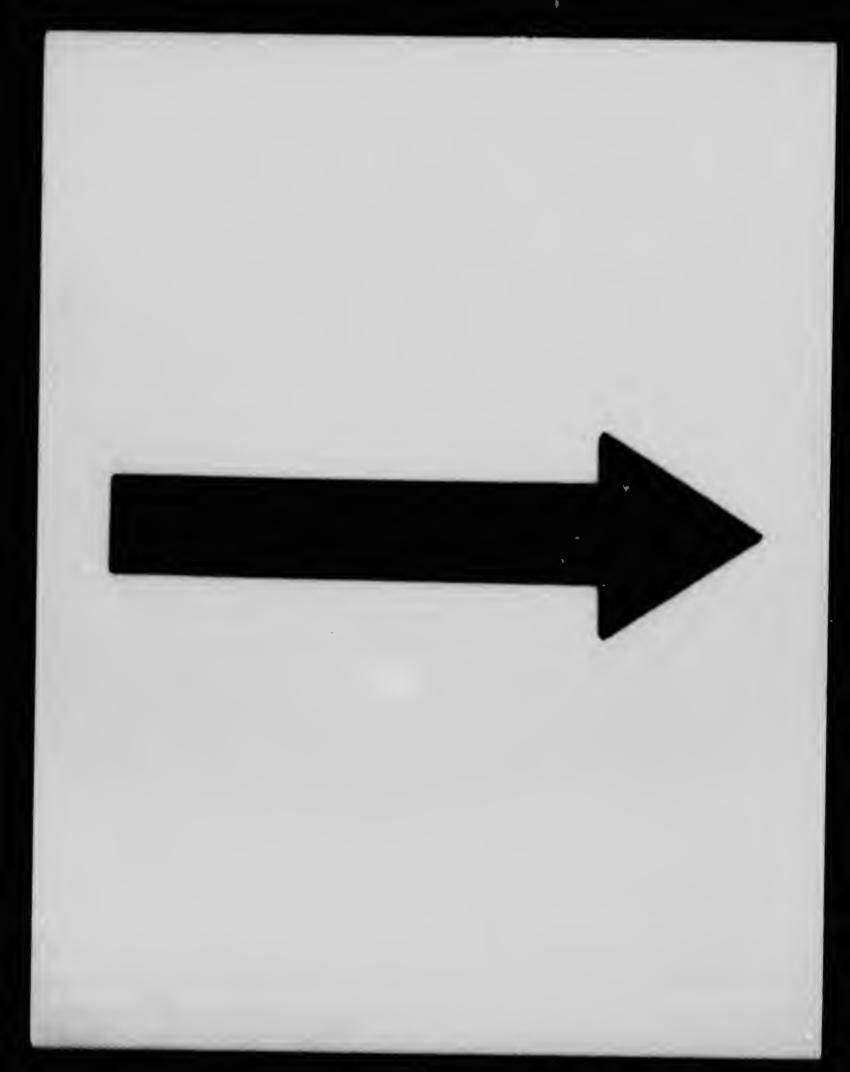
	THE OF	CABES.	
	Stomant Sauldan	Booti	
	Stowart v. Spedden v. State	183	
,	42 Fla. 58 Ga.	100	
	19 Oh. 11	227 1, 776, 195	
		197	
	Tex. Cr., 67	8. W. 111	
	v. Stewart 177 Mass. 41 Wis.	173	
	41 Wis.	60	
ľ	v. Swanzy	1271, 167	
ĺ	v. Trenier	1861, 188 216	
i	v. Trenier v. Valley R. Co.	107	4
I	Steyner v. Droitwich Stice, ex p.	1179, 159	į
ļ		880, 2288 227	
l	Stickney v. Stickney Stier v. Oskaloosa Stiles v. Eastman	2340, 234	1
l	Stiles v. Festman	257	
l		152	
	Still v. Hoste v. Hntto	2474	
ı	Stille v. Lynch	2531	
ı	Stilling v. Thorp	829 1696	
	Stillingfleet v. Parker	1278	
	Stille v. Lynch Stilling v. Thorp Stilling fleet v. Parker Stilliwater Turnpike (Coover	o. v.	
	Stiliweil Mfg. Co. v.	1951	
	Pheips	881, 660	
	Stinehouse v. State Stinson v. R. Co	1890 463	
	Stinson v. R. Co. v. Russeil Stipp v. Claman Stirling v. Sterling v. Wagner	2188	
i	Stipp v. Claman	1878	
۰	v. Wagner	1818 1174	
		2437	
i	Stittgen v. Rundie Stobart v. Dryden	2572	
۱	boome v. Dryden	1033, 1431, 1432, 1505	
į	Stober v. McCarter	1432, 1505 610, 2237,	
٤	Stockhridge v. Quicke	2330, 2337	
		1844, 1645	
	v. W. Stockhridge	1267,	
ँ	stockbridge Iron Co.	2139, 2141	
	v. Cone Iron Work	8 1682	ł
	v. Hadson Iron Co	. 2417,	ļ
3	tockdale v. Bushby	2498 2474	
	v. Escant	1212	I
	v. Hansard v. Young 1188, 1	2375	ļ
		189, 1195, 2522	
	tocken v. Collin	2152	l
	tocker v. Foster	1576	
,	tockfleth v. De Tastet	815, 850	
	tocken v. Collin tocker v. Foster tockett v. Watkins tockfieth v. De Tastet	2183	
		1996, 3081	
ì	tockiey v. Cissus tockman v. Hampton	1573	
		1959	
1	tocks r. Ellis tockslager v. M. L. & f	983	
	THREIGHOR	2594	
1	tockton v. Demuth	965, 907,	
		1042	á

~		
Booti	on I	Section
18	Stockton v. Williams Stockton C. H. & A. W Ins. Co.	1586
10	Ins. Co.	451
76, 195	10 CENCEWOIL & Higman	1002
197	6 v. Silloway	1225
W. 111	II I STUDIUMPU 27. PIAM	2413
178	v. Mix v. Winchester	1195 661
71, 167	Broddard Mfg. Co. v.	
61, 188	Stodder v. Hoffman	2466 608
216 107	4 Stoover w Whiteman	222. 2223
79, 159	8	23, 1257, 644, 1883
30, 228 227	5, Stoffer v. State	1009
40, 234	1 8. R. Co.	. 437
257 114	2 Stokes r. Carne	1647
152	1 0. Dawes 15	73, 1605,
247		106, 110,
253 829	111,	247, 389,
1696 1273	o Chara	
7.	8 Baxt. 18 Ga. o	2265
1951	18 Ga. 9 Stokoe v. R. Co. 23	07, 2309
81, 660	Stoll v. Daly Min. Co.	99, 249,
1890	Stoip v. Blair 377, 115	2265 23, 1985 07, 2309 199, 249, 50, 1984 25, 1128, 28, 1131
465 2188	Stolze v. Term. Co.	28, 1131
1878		871
1818	Stone v. Blackbarn v. Boscawen Mills	
2437	v. Carter	1876 1876
2572 3. 1431.	v. Com.	1066
2, 1505	v. Coveil v. Fitts v. Goss	714, 718 1851
), 2237, 6. 2337	v. Goss	2212
1844,	v. Huffine	2025 950
1645	v. Ins. Co. 88 Ia.	
2572 3, 1431, 2, 1505 3, 2237, 6, 2337 1844, 1645 1267, 9, 2141	71 Mich.	64
1682		1, 1244
3911	v. Nash	1719 1662
2498 2474	v. Pendieton 2	01, 481
1010	o. reopie	1835
2375 1195, 2522 2152	v. R. Co. N. H., 55 Atl. 86 Wis. v. Sanborn 119	93, 199
1195, 2522	v. Sanborn 119	1721 8, 2104
2152 1576	o. Dente	
1083	105 A13. 8. Ga., 4 8. E. 84	41, 861
5, 850, 2183	Ga., 4 7 S. E. 34 1871 2053	, 2042,
, 2081	4 Hnmph. 36	3, 2060 53 300
1573	v. Tnpper v. Vance v. Varney 68, 68, 68	53, 390 715
1211, 1252	v. Vance	529 73, 74
983	". Watson 868	, 17 22
2526	Stoner v. Ellis Stones v. Byron	, 1678
		1911 1163
1043	Stoops v. Smith	2465

4777 7 7 7 7 7	Section	1	Contin		
Stoppert v. Nierle	64, 133, 1010	Stratton v. Hawke	122	Gendahahan Men G	Bootlon
	1013, 114	v. Henderson			G. 16.
Storer's Will	44		1611		1195
Storey v. Bank	2000	v. Oregon City			2014
v. Planagen	1651, 214		920		
v. Lord Lounes	1856		1860		1001
4. 2014 Manage			2118		2354
v. State	2216, 2511			Stumm v. Hummel	166
Storm v. Green	241		1199		1651
v. U. S.	1946		2346 1856	Stump v. Hughes	1812, 1513
	944, 1886		1856	v. Napier	529
Storms v. Storms	3237		1949		liu 2505
Storr v. Scott	1000		1290		225, 2491
Storrie v. Grand Tr	Tak	v. Sawyer	785		
El. Co.	1951	Stroppone v. Lenno	u 2465	Sturge v. Buchanan	2455
Storrs v. Wetmore	2222		2054		1200, 2119,
Story v. De Armond	2359	Strickland v. Hude	m 1384	Sturges v. Hart	2153
v. Gammeli	2419	Strickler v. Todd	16	Sturgie v. Baker	1195
v. R. Co.	288, 1807	Strimpfler v. Rober	to 89, 1219,	v. Robbins	2120
v. Saunders	105, 912, 913,				15, 944
	1028, 1126,	Stringer v. Marshal	1249, 1680	v. Work	2477
	1502, 1673		15	Sturla v. Freccia	1466, 1632,
v. State		Stringfellow v. Stat		1635	, 1634, 1661,
99 Ind.	413, 1157	Semable a Non- Att	2071	197	0, 1672, 1674
68 Miss.	390, 1263	Stroble v. New Albe		Sturm v. Ins. Co.	18, 1390
Stondenmire v. Brow	70, 1265	Strode v. Chnrchill	1681	v. Joffree	1208
v. Williameon	1691, 1993,	v. Russell	2426, 2470	Sturtevant v. Robins	on 1267,
A A MINISTER		v. Washer	7		2107
v. Wilson	1694, 1997	Strohauer v. Voltz	2433	v. Wallack	1073
Stoneh a Onder	944, 1770	Strohm v. R. Co.	663	Styles v. Decatur	438
Stough v. Ogden Stout v. Rassel	2525	Strom r. R. Co.	2219	v. Gray Suddeth v. State	1225
	687	Strong r. Brewer	893, 1779	Suddeth v. State	821
v. Rigney	1225	v. Dodda	2304	Suddith v. Boone	568
v. Slattery	2165	v. Runnels	1681	Sudlow v. Warshing	1051 0004
v. Wood	586	v. State	321	Suffolk v. Green	
Stovel v. Coles	1859	r. Stevens Point	813	v. Greenvill	2257
Stover v. Boswell	2063	v. Stewart	1062	Succes C. C. M. Co.	1176, 1199
v. People	2273	Strosser v. Ft. Way	1956	Sugar C. C. M. Co. a Peterson	
Stow v. Converse	65, 64, 66,	Strother v. Barr	4, 1174,	Spens Wes D . T	451
	65, 64, 66, 73, 1983	Descript of Polity		Sugar Pine D. & L.	
v. Grand Rapids	1350	v. Christy	1246, 2091	Garrett	1201
v. People	1195		1651	Sugden v. St. Leonar	
v. People Stowe v. Bishop	1951	4. Ducas 2000	, 2006, 2016,		1129, 1287,
v. Querner	1189	- Channe	2573		1362, 1420,
Stowell v. Flagg	529	v. State	2512		1576, 1714,
v. Hazelets	1063	v. Willan	1647		1735, 1736,
Strachan, re	1856, 2319	Stroud v. Com.	1755		2052, 2106
v. Jones		v. Springfield	1564, 1570,	Suggett v. Kitchell	1290, 2048
Strahan, re	1842	Owner & Division of	1587, 2141	Suggett v. Kitchell Sullivan v. Collins	
Strain v. Fitzgerald	2281	Strond Election Case		20 Colo,	2464
Manual V. Fiergerald	2105	Struckmeyer v. Lam		107 Wis.	1890
v. Marpby	1225	Strudgeon v. Sand B	each 252,	v. Com.	457
Strait v. State	857		1721, 2220	v. D. & H. Canal	Co. 458
Straker v. Graham	2352, 2353,	Strudwick v. Brodnas	907, 913,	v. Foley	1938
Games 2	2354		918, 1389	v. Goldman	2515
Stranahan v. East Ha		Strunk v. Ochiltree	1029		
dam	`062	Strutbers r. R. Co.	714	3/5,	1225, 1651, 2580
Strang v. People	700. 246.	Strutton r. Com.	1807	n Karbandall	
391,93		Stuart v. Allen	2195	v. Knykeudall	95, 668, 669
1005.	1135, 2079	v. Fitzgerald	1267		1943
v. State	318	v. Havens	2220	v. Nicoulin	1882, 2183
v. Wilson	529	v. Lovell		v. Norris 913,	1124, 1389
Strange v. Crowley	2105	v. People	406	v. O'Leary	406, 987
v. Donobue	1777		138	v. Oshkosh	252
Stranham v. Cullingto		S. Swansy	1681	v. R. Co.	2510
Strata Mercella's Case		Stubbings v. Curtis	1890	v. Richardson	1239, 2145
Abbot of		stubbe v. Houston	229, 1938	v. Salt Laky	199
	1152, 1154,	tubly v. Beachboard	321	v. State	
Stratford v. Ames		Stuckey v. Beilah	689, 1958	66 Ala.	1612, 1807
	1244, 1391 8	tuckslager v. Neel	1549, 1560	102 Ala.	1447
v. Sanford	774 2	studdy v. Sanders	2313, 2529	88 Ark.	830
Straton v. Rastall	9439 1	Studebaker B. M. Co.		101 Ga.	1750
Stratton v. Dole 206,	213, 1623	v. Endom	1960	58 Nebr.	1750, 2071
		8822		40 7,4001	1,00, 2011

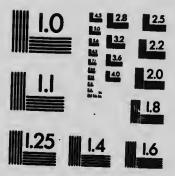
STO	
Section	
1196	
1196 3004 1001	
3854 166	
2, 1513 529	
2505 5, 3491	
, 2119, 2153	
1195 2120	
2477 , 1632,	
, 1661, 1, 1674 1, 1390	
1208 1267,	
2107 1073	
1225	
568 , 2026 2257	
, 1199	
451 1201	
1, 271, 1267, 1420,	
1420, 1714, 1736.	
2106 2048	
2464 1890	
457 458	
2515 1651,	ı
2580 , 669	
2183 1389	
987 252 9510	
2145 199	
1807 1447	
830 1750 2071	
2071	

Sullivan v. State	Bootle	•	floati		· Gastle
8 Tex. A	DD. 1294	Sutton v. Griebel	24	Swing v. Sparks Swink v. French	184
	1404, 140	TO THE OWNER OF THE OWNER	11	4 Swink v. Franch	
v. Sullivan	1400, 140	v. Lumber Co.		IN I DESIGNATION IN TAXABLE	4 918
92 Me.		v. McLoud	1195, 119	TI OWNEDOY II, MODER	71
114 Mich.	191		199	5 v. Patterson	32
Sulphur Mines Co.	v.	v. People v. R. Co.	251	4 OWILL D. ISSUE	151
Thompson	1778, 196	v. Sadler	906, 257	Wisher's Case	144
Summer v. Crawfo	109	m Snehamlah	200	0 Switzer v. Boulton	140
Summerbell v. Sur	amerball soss	v. Walters	183	5 v. Knapp	210
Dummerhill v. Dar	row 1809	Suttrell v. Dry	187	/ I OWUDS W. I Jonastie	11:
Summerliu v. R. C	o. 586, 1976	Swain v. Chency	92, 463, 1541	Swygert v. Taylor Sybray v. White	214
Summerour v. Fell		The state of the s	1640 166	, Gybray v. White	1070
Summers v. Im. Co	. 1947	v. Comstock	1548, 156 257;	8 Sydleman v. Beckwith	1918
v. M'Kim	787, 805	v. Lawie	100	1 0	1994
v. Moseley 18	24, 2120, 2200	SWAMSCOS M. Co. P.	Walker 37	Outes 20	2440
s State	3306	SWEET P. COM.	35		1218, 1244
Summersett v. Ada	mson 1254		1951		1272, 1870
Summerville v. Sus	Imer-	v. Middlesex	581, 714	Sylvester v. Care-	1730
	2003, 2005	10	40, 1942, 1945	v. Crapo	265
	4, 1382, 1086,	A. LAODIS	1013, 1014	v. Paper Co.	1064
	1395, 1397,	v. Polk	3027		3441
Sumner v. Blair	1398, 2096	v. State	150		276, 1374
v. Cooke	36, 1690	v. Thompson	207	Fla., 35 So.	396, 770,
m Rober	819, 2336 1644, 2159	v. Thurman	1830	905	961, 1807,
v. State	1000, 2100	Swancey v. Parrich	1390, 1312	,	2099
11 Fla.	2058	Swank v. Philips	15	42 Tex.	78
Fla., 83 80.	1012	Swann v. Buck	1350	Sylvius v. Kosek	2047
Sun Ina. Co. v. Rarl	1901	Swanson v. Mellen	661	Symes, ex p.	2257
Sun Mut. Ins. Co. v.	Barrel	Swarts v. Chickering	745, 1898	Symmons v. Blake	406
Co.	977	Swearengen v. Gulic Sweat v. Rogers Sweeney v. Hjui Sweene v. State	k 1195	Symonds v. Carter	406
Sun Printing & P. A.	n'n	Sweeper w Bini	1893	v. Lloyd	2465
v. Kdwards	2442, 2465	Sweenie u State	1877		
v. Schenck	74	Sweet v. Gilmore 9	1653	_	
Sunberg v. Babcock	1244	v. Sherman	57, 987, 1985 1108	T.	
Sundary & E. R. Co	υ,	v. Spencer	1779	T P O. L	
Cooper	1850	v. Spencer v. Tuttle	1960	T. F. Oakes, The	457
Supples v. Hall Supples v. Lewis	2298	v. Wright	1963	Tabb v. Cabell	1066
Supples v. Lawis	1244	Sweetland v. Porter	2529	Tabor v. Judd	018, 1918
Supreme Council v. I		Sweetser v. Bates	253, 392	v. Van Tassel v. Ward	1006
v. Conklin	1671	v. Lowell	2012	Tacey v. Noyee	7
Represent Lodge v. 201.	1496	Sweigart v. Richards	704	Tacket n May	1141
Sapreme Lodge v. Fle	cner 1671	Swansen v. Bender	682	Tacoma R. & P. Co. v. I	Z233
v. Jaggers Supreme Tent v. Ste	1384	Swerdferger v. Hopk	ns 1458,	Taft v. Com.	1943
land	1070 0500		1968		064, 1067
Surber v. State	1073, 2537	Swett v. Shumway	451, 860,	v. Simpson	2184
Surtees v. Hubbard	1072	Ondered - To .	1022	Taggart v. Bosch	1890
Dimons as as as as as	1202, 1206, 1234	Swicard v. Hooks	2529	Tagiasco v. Molinari	1513
Susewind v. Lever	738	Swift v. Dean	586	Tague v. Caplice Co.	1066
ussex v. Tempie	1062, 1257	v. Dickerman	404, 406	Tait v. Hall	358, 1777
Sussex Peerage Case	564, 1271,	v. Fitzhugh	1195, 1213, [Takamori v. Kanai	2327
	1476, 1528,	n Tra Co 1925,	1651, 2109	Talbot v. Bradford 13	78, 2194
1576	, 1697, 1953	v. Ins. Co. v. M'Tiernan	266, 1715	v. Clark	18, 588
putch's Estate 1890	, 2054, 2431	v. Madden	1640	v. Cusack 735,	745, 747,
Succisio v. Iowa	,	v. Perry	1037, 1263	746,	749, 750
S. F. M. Ann'n	1081, 1750	v. Rutkowski	1911	v. Jansen 16	76, 1680
Suter v. Page	916	v. Short	905, 907	v. Marshfield	2312
inther v. State	905 9049	v. Stevens	1198	v. Peoples	1271
intherland v. Hankin	2245	v. Swift	11196	v. Seeman 18	84, 2573
v. 1ns. Co.	2510	4 Hage, Eccl	2252	Mar .	1329
v. Williame	689	9 La. An.	382	Talcott v. Goodwin 12 v. Harris	25, 1651
v. Young	1644	v. Tyson		Taliaferro v. Ives	1073
ntor v. McLean	1404	v. Wiley	1304	Tall n Reltimon S D C	1539
v. Wood	1003	v. Withers		Tall v. Baltimore S. P. C. Tallassee F. M. Co. v. R. C	U. 1951
utter v. Rose	1058 8	wigart v. State		Talley v. Moore	
ntton r. Devenport	291 8	windell v. Harper	406	Fallman v. Dutcher	1302
v. Gregory	1518	v. Warden		Fally v. Butterworth	586 2050



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA (716) 482 - 0300 - Phone

(716) 288 - 5989 - Fax

	Section	l	Section		Section
Tally v. Cross	2027	Taylor v. Com.		Taylor v. Terr.	2513
Talmadge v. Baker	207	3 Bush	987	v. Tncker	1547, 4815
v. Nortbrop	2352, 2354	Ky., 34 8. W.	2273	v. U. S.	
Taney v. Kemp	2223	Ky., 42 S. W. 109 Pa.	833	7 D. C. App	. 228, 689,
Tankard v. Railroad	791	109 Pa.	1938	**	1938
Tanner v. Taylor	735, 749,	90 Va.	1160, 2354	89 Fed.	451, 1160
	760	v. Cook	704	v. Webb	1086
Tanner & D. E. Co.		v. Cox	2141	v. Willans 20	1, 289, 1063
v. Hall	1195	v. Davis	1555	v. Witham	1464
Taplin v. Atty	1208	v. D'Egville	2452	v. Wood	2269, 2270
Tappen r. Davidson	1511	v. Felsing	1010, 2498	v. Youngs	1651
Tarbell v. Forbes	392, 2106	v. Fomby	1587	Taylor's Trustees	2528
v. Tarbell	2356	v. Forster	2301	Taylor's Will	797
Tarbox v. State	321	r. Garnett	2354	Taylor, B. & H. R. C	
Tarkio v. Cook	1684	r. Glger 2349,	354, 2355	Warner	225, 792
Tarpley v. Blabey	406		1566, 1568	Taylorville v. Staffor	d 283, 458
v. Poage	2083	v. Greeley	2354	Taylor-Woolfenden (Co.
Tarr Co. v. Kimbron	gb 1078	v. Henry	2451	v. Atkinson	1555
Tarrant v. Ware	1302, 1304,	v. Holcomb	1352	Tays v. Carr	2325
	2049	v. Horsey	349	Teacbout v. People	845, 846,
Tarsney v. Turner	908	v. Hnut	2435		852, 1719
Tate v. Fratt	1976	v. Jeffries	1678	Teagle v. Deboy	406
v. Humphrey	406	v. Jones	1650	Teague v. Williams	406, 2097
v. Penne	1195, 2063	v. Lawson	1839	Teasley v. Bradley	1062
v. R. Co.	1943	v. Lewis	1664	Teass v. St. Albans	2515
v. Southard	1587	v. Lumbering Co.	1951	Tebbetts v. Haskins	1943
v. Tate	2067	v. Lusk	1779	Tebbs v. White	1225, 1651
v. Tate's Ex'r	1461, 2327	v. Lnther	529	Tebo v. Angusta 67	9 699 1701
Tatbam v. Wright	1304	v. McGonlgle	1592	Tedens v. Schumers	59, 923,
Tatnm r. Gofortb	1347		195, 1709,	Todals v. Debumors	1109
v. Lofton	2222	1	2260	Tedrowe v. Esher	1086
v. Mehr	368, 1312	v. McKee	1681	Teed v. Martin	
v. ate	000, 1012	v. Mallory	1406	Teegarden v. Lewis	1275, 1647 2503
€3 Ala.	257	v. Massey	749		
131 Ala.	141, 279	v. Meekly	1300	Teele v. Boston	463,714
" Young	1651, 1680	v. Meyers	1320	Teese v. Huntington	691, 923,
v. Young Taulman v. State	2239		458, 1923,	Toft " Wilson Sal	928, 1985
Tannton Bank v. Ric		v. Midalog 400,	1951	Tefft v. Wilcox 681 Teil v. Roberts	
son	1196	v. Peck	246, 1256		1203, 1219
Taunton Case	2287		738, 2315,	Telegraph Co. v. Coo Telford v. Rusklu	
Taussig's Ex'rs v. Glo			500, 2530	Telts v. Foster	2212 2083
	2529	v. People	1963	Tempel v. Hnuter	2536
Taylos v. Riggs	1180, 1196,	v. Preston	1669		
14,100 0. 14,865	2105	v. R. Co.	1003	Temperance Hall Ass Giles	
Taylor, ex p.	1644	80 Ia.	754, 1521		458
re	1014	Ky., 41 S. W.		Temperley v. Scott	2103
60 Kan.	1350	48 N. H.	283, 456	Temple v. Com.	2271, 2276,
9 Paige	1603, 2083	46 M. H.	687, 1718,	Manual at 1 1	2280, 2282
v. Adams	1186	a Dohinson	1974	Templeton v. Luckett	
v. Archbishop of		v. Robinson 2 All.	994 1000	v. People	390
			334, 1086	Tenant v. Rumfield	1651
v. Anditor	1678	29 Me.	2083	Tenbroke v. Johnson	1540
v. Bank	3004	v. Roulstone	2312	Ten Eyck v. Runk	1257
5 Leigh	1684	v. Security M. F. I		v. Whitbeck	2503
7 T. B. M.	1206, 1681,	Co.	1947	Tennant v. Dudley	1062
	1684	v. Sbemwell	2083	v. Hamilton	451, 464,
v. Barclay	2566, 2569	v. Sbnfford	1587		1061
v. Batten	1859	v. Smith	1614	Tennessee C. I. & R.	
r. Beatty	1064	v. Star Coal Co.	461, 684,	v. Haley	949, 1117
v. Beck	529, 531		1951	v. Hansford	664
v. Beckham	1350, 1351	v. State		v. Linn	254
v. Blacklow	2290	42 Ala.	1781	Tennessee & C. R. Co	. v.
v. Brewer	2414	110 Ga. 398, 1		Danfortb	1521
v. Briggs	2463	Miss., 30 So.	1842	Teuney v. Evans	2222, 2354
v. Burnsides	1658	37 Nebr.	821	v. Rapld City	1124, 1944
v. Buttrick	2500	v. Steamer Robert		v. Tuttle	65
v. Cayce	1877	Campbell	2154	Tenney's Case	1836
v. Clark	1195	v. Slater	2578	Tennis v. R. Co.	1750
v. Cole	1065	v. Swett	2083	Terpening v. Holton	1189
v. Colvin	1195	v. Taylor		Terre Haute v. Hudn	
		2904			

TAL	THO
Section	Section
2513	Terre H. & I. R. Co.
547, 4815	v. Brunker 2220 v. Clem 283 v. Stockwell 1236
*** ***	v. Clem 283
228, 689,	v. Stockwell 1236 v. Voelker 2552
1938	v. Voelker 2552 Terrell v. Allen 218 Terrill v. Beecher 1537, 1541
451, 1160	Terrell v. Allen 218
1086	Terrill v. Beecher 1537, 1541
289, 1063	Territory v. Chavez
1464	6 N. M. 150
269, 2270	8 N. M. 967, 983, 987
1651	v. De Gntman 505, 506, 508, 923, 987, 2277
2528 797	508, 923,
	987, 2277
V.	t. Egan 1977
225, 792	p. Evana 1398, 1401
283, 458	v. Godfrey 1852
1000	v. Hall 247
1555	v. Hanna 2079
2325	v. Hart 689
845, 846,	v. Lermo 2497
852, 1719	v. Lncero 2511
406	v. McClin 833, 2071
406, 2097	v. McGinnis 216
1062	v. McKern 658
2515	v. Maldonado 1138
1943	v. O'Connor 1350
225, 1651 682, 1721	
682, 1721	v. O'Hare 987, 2277 v. Padilla 1938, 2497
59, 923,	v. Pino 200
1109	Theat
1086	v. Rehberg 1890
275, 1647	v. Roberts 108, 689, 1938
2503	v. Williams 2042
463,714	Territt v. Woodruff 1684, 1703
691, 923, 928, 1985 944, 1951 203, 1219	v. Rehberg 1890 v. Roberts 108, 689, 1938 v. Williams 2042 Territt v. Woodruff 1684, 1703 Terry v. Belcher 603
928, 1985	v. Birmingham N.
944, 1951	Bank 1074, 1521
203, 1219	v. Rodahan 1049, 1314
r 1951	v. Sickles 1073
2212	v. State
2083	118 Ala. 988, 1977
2536	120 Ala. 1974
ν.	13 Ind. 1010
458	Terryberry v. Woods 2518
2103	Terryberry v. Woods 2518 Terwit v. Gresham 1388
71, 2276, 280, 2282	Tesney v. State 396, 664, 988
280, 2282	Tessman v. United
977, 2139	Friends 1644, 1678
390	
1651	
1540	
1257	Tetrault v. O'Connor 1960
2503	Tewkshury v. Howard 2472
1062	v. Schulenberg 1210
451, 464,	v. Tewkshury 2 Dane'e Ahr. 2069
1061	2 Dane'e Ahr. 2069
	4 110W. M188. 2007
949, 1117	Texas Land Co. v. Wil-
664	liams 1299, 1651
254	Texas & P. R. Co.
207	v. Donovan 718, 719
1521	v. Johnson
222, 2354	89 Tex. 249 90 Tex. 1018
	90 Tex. 1018
124, 1944	v. Phillips 1003
65 1836	r. Raney 1109
	v. Reed 379, 657
1750	v. Reid 1822
1189	v. Reid 1822 v. Robertson 1750 v. Volk 2507
571	v. Volk 2507
	VOL. IV. —41

VOL. IV. -41

	٠.
	lection
Texas & P. R. Co. v. Watson U. S., 23 Snp. 455	SOCIOU.
v. Watson	
U. S., 23 Snp. 455	, 456, 1951
004,	1951
112 Fed. v. Wilder Texas & St. L. R. Co. v. Eddy v. Kirby Thacher v. Phinney 581,	1415
Texas & St. L. R. Co.	1417
v. Eddy	1640
v. Kirby	1943
Thacher v. Phinney 581,	1225,
	1001
0117	1890.
Thalheimer v. Crow	2148 1681
Thallheimer v. Brinckerhoff	95
Thams v. Sharp	1651
Thalheimer v. Crow Thallheimer v. Brinckerhof Thams v. Sharp Thanet v. Foster Tharpe v. Pearce v. State 318	1670
v. State 318,	1681 2098
Thatcher v. Kautcher	719
v. Ulmstead 1385.	1705.
2132.	2596
v. K. Co.	455
v. Stickney v. Waller 1364	1879
Thayer v. Barney 1195.	1404
v. Boyle 64, 92	
v. Crossman	529
v. Davis	398
v. Deen 1547,	1549
v. Gallup 1040 v. Ins. Co.	1415
V. 108. CO.	1100
10 Pick. 291, 70 Me.	1199 1947
v. Lomhard	1432
v. Street v. Thayer 216	1075
v. Thayer 216	. 398,
Theaker's Case	9, 437
Theakston " Marson	2220 2048
Theakston v. Marson Theisen v. Dayton Theodore Körner, The	2304
Theodore Körner, The	2319
	1661
Thibanlt v. Sessions 73 Thiede v. Utah 84, 397 1852	3, 406
Thiede v. Utah 84, 397	, 987,
Thiel v. Kennedy	451
Thiele " Newman	905
Thielmann v. Burg	2576
Thielmann v. Burg Third G. W. Turnpike Co.	
v. Loomis 985 Third Nat. Bank v. Coshy	3, 987
I DIRU NEC. DENK V. COSNY	565 747
v. Owen v. Robinson	1126
Thistlewaite v. Thistle-	••••
weita	1777
Thoen v. Roche Thom v. Wilson	1587
Thom v. Wilson	1213
Thomas v. Ansley	1249 1651
v. Bank 1225, 1226, v. Carey	1062
v. Com. 2577, 2578, v. Connell	2582
v. Connell	1783
v. Croswell	406
v. Dakin	1350
v. David 949, 1005, v. Degraffenreid 664,	1779
v. Denning	1085
v. Dunu	1858
3825	

•	
m	Bection
Thomas v. Dyott	1547 1073
v. Glendinning	2538
v. Glendinning v. Grand Lodge	1081
v. Graves	2053
v. Hamilton	1944
v. Harding	1256
v. Hargrave v. Herrall	2232
v. Herrall v. Isett v. Jenkins	1718 1978
v. Jenkins	1587
v. Kean	1878
v. Kean v. Kinsey v. Lawson v. Loose 1890 v. McCormack v. McDaneld	1391
E. Lawson	1651
v. McCormack	2054, 2431 2437
v. McDaneld	916
v. McDonaid	1083, 1086
v. Mallinckrodt	714, 1943
v. Miller	994, 2103
v. Morgan v. Newton	1062
n. People	2270
59 III. 39 Mich.	367
39 Mich.	2079
67 N. Y.	63, 246, 1616, 2511
248,	1616, 2511
v. Porter v. Price	751
v. R. Co.	749 456
v. R. Co. v. Ribble v. Sentt	2106
v. Sentt	2437
v. Sellman	613
v. Springville	252, 461
v. State	1000 0000
100 Ala.	1899, 2273 2497
106 Ala. 107 Ala.	88
117 Ala.	905
	1841, 1874
59 Ga.	2016
103 Ind. 31	8, 367, 702, 2015, 2276
40 Tex.	689, 1938
43 Tex.	2059
v. Stevens	2463
v. Steward v. Tanner v. Thomas	2477
v. Tanner	1677, 1681
v. 1 nomas	1072
2 Camp. 2 La.	1188, 1192
2 La. 6 T. R.	2474
v. Turnley	1195
v. Wallace v. Wheeler Thomas' Goods	1304, 1306
v. Wheeler	1779
Thomas Fanit Co u	1512 Start 1160
Thomas Fruit Co. v. S. Thomas Iron Co. v. A	llen-
town M. Co. Thomason v. Insnrance	1862
Thomason v. Insnrance	e Co. 716
Thomasson v. Uriskel	1 2166
r. State	1896
Thommon v. Kalbach Thompson, re	1074, 2118 463
v. Anderson	1654
v. Bennett	.007
22 U. C. C. I	697,
10.71	2017, 2139
194 Ili.	2500

	Section				
Thompson v. Bertr.			Hectic	•1	Section
v. Blackwell	2098	respective of THO T		Throckmorton v. Ch	AD-
v. Blanchard		anthine	164	man	985, 289
v. Boston .	905, 907			v. Com.	104
v. Bowle	463, 464		1, 1198, 2105	. v. Holt 67	, 1735, 1736,
	96		2524, 259		1797 1790,
v. Boyle	719, 720		R. 201		1737, 1738,
v. Brannon	9141	9 Pa. St.	165		1873
v. Bryant	2433	v. Trevanlon	612, 1364	Themston Clark	
v. Bullock	2141		1714, 1747		2257
v. Cashman	2312				ski 2212
v. Chnrch	64	v. Updegraff	1749		2447
v. Clendening	75, 210	v. Utah	1738, 1789		2250
v. Clubley	2444		9220	A TOTAL OF	1161
v. Cody		v. Watson	2054	v. Cameron	2167
v. Com.	2433	v. Wilson	1313		, 967, 1985,
8 Gratt.		v. Woelf	1490		2201
V. of C	2354	Thompson's Case		Thurmond v. Tramm	ell 2098
Ky., 26 S.	W. 580	20 Gratt.	833, 855, 860	Thursby v. Myers	14"0 2141
1 Metc. Ky	609	JUD. Att Y-Gen'l	1350	Thurston v. Cavenor	1658, 2141
v. Davitte	289	Thompson Co. v. Gu	nder.	Compliant of Cavenor	1770
v. Didion	1072	son	2354	v. Cornell	581
v. Ewing	2215	Thomson v. Ansten			2141
v. Exum	377	- normout t. Milletell	1061, 1062,		1770
v. F. W. & R. G	. R.	v. Gaillard	2094		1352
Co.	2592		1973, 1662	Tibbet v. Sne	1072
v. Fry	1257	v. Hines	1651	Tibbetts v. Flandern	656, 2098
v. Gaffey		Thomson-Houston E	l.	v. Sterberg	753, 762
v. Gregor	463	Co. v. Palmer	1213, 2567	v. Samper	377
w Maletan	1035	Thorington v. Smlth	2463	Tice v. Bay City	252
v. Halstead	1511	Thorn v. Kemp	1195, 1842	Tichborne v. Lushing	202
v. Ish	1984, 2391	v. Knapp	406	Tremound of Dustring	
v. Ives	1225	v. Moore	907		1023,
v. Kilborne	2303	Thornburgh v. Hand	1890	Tichham C	2220, 9298
v. Lambe	2122	v. R. Co.		Tichborne Case, see	
v. Libby	2434		1185, 1230	R. v. Castro.	
v. McCready	406	v. Savage M. Co		Tickel v. Short	1073
v. Mapp	1247	Thomasall 36	2221	Tickner v. Roberts	5, 2165
v. Mawhinney	1779	Thorndell v. Morrison		Ticknor v. Calhonn	1225
v. Miles		7	2086	Tiffany v. McCumber	1194
v. Missouri	2132	Thorndike v. Boston	1784	Tift v. Jones	1841
34 1	7	Thorne v. Mason	1249	Tiget v. State	579
v. Mosely 6	7, 341, 2211	v. Rolff	2039	Tigner v McCahen	
v. Nye	210, 211	Thornton v. Adkins	2268	Tigner v. McGehee Tile Co. v. Snyder	1678
v. Owen	917, 1303,	v. Britton	1406	Tiles a Continue	282
	1511	v. Hook	1890	Tiley v. Cowling	607
v. Patton	2437	v. Lane		Tilghman v. Fisher	1196
v. Porter 1554.	1555, 1561	v. State	1662	Tilk v. Parsons	1729
v. R. Co.				Tillard v. Shebbeare	1275
110 Ky.	2141	113 Ala. 14	9, 728, 1974	Tiller v. State	1005
91 Mich.	283	107 Ga.	198, 1750	Tillett v. R. Co.	1951, 9552
22 N. J. Eq.		117 Wis.	2265	Tilley's Case	1409
Bishands	2371, 2375	v. Stephen	2104	Tillinghast v. Walton	
v. Richards	1947, 1890	v. Thornton	1304, 1736,	Tillotson v. Warner	803
v. Rnis	1548		1647		1267
v. Schnyler	2168	Thornton's Ex'rs v. T	horn.	THIRDI V. DOWLEY	987, 1141,
v. Smith	2465	ton's Heirs		Tille Tre-	2276
v. State	7	Thoroughgood's Case	311	Tilly v. Fisher	1205
99 Ala.	748, 905	Chorp v. Craig	2405	Tilson v. Terwilliger	1086
100 Ala.	988, 1270,	Contract	1675	Tilton v. American Bib	le
	1899, 2276	v. Goewey	2304		462, 2472
106 Ala. 1	404 1405 7	v. Leibrecht	907		783, 949,
	404, 1405, 7	Thorpe v. Gisbnrne	702		073, 1243,
18 Tod	1408, 2098	v. Macauley	2260	1960 1	960 1600
15 Ind.	1040 7	hrall v. Todd	1194, 1195	1772 1	368, 1699,
38 Ind.	1136, 1138 T	hrasher v. Ballard	1681	1775, 11	907, 1671,
37 Tex.	1819	v. Ingram	1681	1897, 19	911, 2094,
30 Tex. App.	2079 1			2102, 2113, 2	226, 2242
33 Tex. Cr.	1138.	03,	451, 1157,	V. MILLER	451
		hrelfall v. Webster	1618	Timberake v. Tuayer	1842
Tex. Cr., 74 S.	W. 821, T	Threshop w. Webster	19091	limmings v. Timmings	2067,
		hresher v. Bank	199, 1911		2069
v. Stewart	'823 T	hreshers' Trials, The	660, 7	limmons v. Timmons	1725
3 Conn.			1089		
5 Litt.	9164 T	hrockmerton v. Tracy	1252,		399, 451,
o Titt	1777		2462 7	l'indle v. Nichols	1693
		3826	1	-mary or Taleffolk	2363
		0020			

32, 2472 83, 949, 3, 1243, 8, 1699, 7, 1671, 1, 2094, 451 1842 2067, 2069 1725 12, 451, 1693 2363

Timele TT 43	Bection 98
Tingle v. U. S.	613, 66
Tingle v. U. S. Tingley v. Cowgill S. Land Co. v. Providence	1530
v. Providence	1943
Tinklepaugh v. Rou Tinkler v. Walpole	nds 1040 1647
	1650
Tineley v. Carey	1316
Tinpin v. Price Tineley v. Carey Tloga v. South Creek Tippter v. Com.	2063, 2064
Tipper v. Com.	1781
v. State	1350 2100
Tischler v. Apple	1890
Tipton, ex p. v. State Tischler v. Apple Tisdale v. Ins. Co. 28 Ia.	1877
	1064, 1067
Tisman v. District Titford v. Knott	1016 703, 2016
Title P. Gravatt	529, 2222
Titley v. Foxall Titlow v. Titlow	1211 1736, 1938
Tittle v. State	150
Titus v. Ash 953	, 1022, 1026, 1028, 1111
v. Gage 25	1028, 1111 18, 232 , 1899
v. Gage 25 v. Gunu v. Kimbro	747
v. State	1239
117 Ala.	967, 1441, 2497
7 Baxt.	2497
/ Death	52, 200, 987, 1035, 1263, 1329
9	1329
v. Sumner Tla-koo-yel-lee v. U. i	406 S. 987
Tobin, re v. Brimfield	1303
	. Co. 1389
v. Portland F. M v. Seay	1215, 1664
v. Shaw 261	1215, 1664 1, 291, 1198, 1963, 2105
v. Shea	900
Todd, ex p.	1658, 2110
in re v. Keene	1955 379
v. Keene v. Mnnsou	2311
v. Neal	1633
v. Mnnsou v. Neal v. Ockerman v. Howley v. Stafford	1267, 1674 201
v. Stafford v. Weed	529
Toland v. Paine F. Co	1778 D. 437.
	841 0010
Toledo St. L. & K. C. Co. v. Bailey Toledo W. & W. R. C	R. 1777
Co. v. Bailey	65
Chew	20. v. 1275
Toledo & A. A. R. Co	. v.
Johnson	1651
Toler v. State Toll v. Lee	279 1256
D. NERLA	367
Tolleson v. Posey Tolman v. Emerson	1640 2139, 2141.
	2139, 2141, 2144
v. Johnstone Tolson v. Coasting Co	1003. 1116

TABLE OF	CASES.
Tomb v. Sherwood	Section 1062
Tombler v. Reits Tome v. R. Co.	2406
	797, 2008, 2016
Tom. Institute v. Da.	
Tomer v. Densmore Tomkies v. Reynold Tomlinson v. Croke	1777
	1364 458, 461, 655
v. Earnshaw	451 2581
Tompkins v. Crane	1085
v. Saltmarsh v. Wiley Toms v. Beebe v. Whitmore	1142 1405
v. Whitmore	2311 1086
v. Wattmore Toohey v. Plnmmer Tooker v. Beanfort Toole v. Nichol v. Toole Tooley v. Becom	1263, 1669 1670
Toole v. Nichol	1890, 1893
Tooley v. Bacon	2067, 2336 18
Toomer v. Gadsdeu Toomes v. Etheringt	1548 on 1671
Toomer v. Gadsdeu Toomes v. Etheringt Toomes' Estate	569, 1938,
	2395 777, 1956
Toomey v. Kay v. R. Co. Tootle v. Kent	2494
Topeka v. Martinean	1168
Tootle v. Kent Topeka v. Martiuean v. Sherwood Topeka Water Co. v. Whiting Topham v. McGrago	458, 1951
Topham v. McGrego	461 r 785, 748
	r 735, 748, 749, 750 18, 1263
Toplitz v. Hedden Torbert v. Wilson Toronto G. R. Co. v. 7	18, 1253
Toronto G. R. Co. v. 7 Torque v. Carrillo	2355
Torque v. Carrillo Torre v. Summers Torrey v. Burney	211, 987
	748, 1254, 1958
Torris v. People	112 852
v. Nixou Torris v. People Totmar. v. Forsaith Totteu v. James v. U. S. Touchard v. Keyes	1141 1225
v. U. S.	2375
Toulmin v. Austin	1651 1676
Tousley v. Barry Towdy v. Ellis	1083 1247
Toulmin v. Austin Toulsley v. Barry Towdy v. Ellis Tower v. Whip v. Wilson	2008
Towers v. Moor Towle v. Blake v. Pacific Imp. Cov. Sherer	1206, 1268 2426
Towle v. Blake v. Pacific Imp. C.	1721, 1722 o. 65
v. Sherer	715
Town v. Needham Town Conneil v. Owe Towne v. Towne	586 ns 2268
Fowner v. Towne Fowner v. Lucas	266 2435, 2439
Towns v. Alford	770, 774
Towne v. Towne Towner v. Lucas Fowns v. Alford v. Riddle v. State Fownsend v. Atwater v. Briggs	1877 1108, 2512
v. Brigge	1213
v. Briggs Cal., 32 Pac. 99 Cal.	1890
	223, 1698 529, 531 1290
v. Covington 3827	1290
9021	

n	Townsend v. Downer	Section
В	Townsend v. Downer 27 Vt.	1651
5	32 Vt. 1651	2143, 2522
5	v. Graves v. Hargreaves v. Ives	04, 184, 341
7	v. Ivea	2454 1304
,	v. Johnson v. Lawrence	1082 1856, 1859
	v. Lawrence v. Phillips v. Pepperell v. State	1670
	v. State	1621, 1938
	Townseud's Succession	
1	Townsend Mfg. Co. v	1391, 1672
1	L'outes	
1	Townshend v. Etangr Townsley v. Simrell Towson v. Moore Traber v. Hicks Trabing v. N. & I. Co.	1675
1	Traber v. Hicks	1738 1234
1		1021
	Trabue v. Com. v. Sayre	987 95
1	Traction Co. v. Lambe	rtson 688,
	Tracy v. Eggleston	1721 1566
	v. Jeuks	1352
1	v. McManns v. People	1971 396, 1438,
ł	Tracy Peerage Case	1443
ı	Trader v. McKee Traders' Ins. Co. v. Ca	285, 2024 1681
I	Traders' Ins. Co. v. Ca.	tlin 1947
I	Trainor v. German A. S. L. & B. Ass'n	751
١	Trambly v. Ricard Trammell v. Hemphil	2415 2098
ı	v. Hudmou	1456
l	v. Hudmou v. McDade v. Roberts v. Thurmond	770 1290, 1513
I	v. Thurmond	1290, 1518 1925, 1651, 2143
l	Transportation Line	
l	Hope Transue v. Brown	1951 1513
۱	Tranum v. Wilkinson	. 1651
l	Tranum v. Wilkinson Trapp v. Druecker Trask v. People	1951 1852, 2183,
L		2264
	v. Sheppard 64	728, 770, 792, 1481, 1747, 1750,
	771,	792, 1481,
L		1747, 1750, 1770, 1840
	Ass'n " West	1750
ľ	Travers v. McMurray	911
•	Travers v. McMurray v. U. S. Travis v. Barkhurst	862 1779
	v. Brown	040, 2005,
	2007, 2020,	040, 2005, 2008, 2016, 2026, 2027
	v. Ins. Co.	2307, 2309
	v. Ins. Co. v. Jannary v. Stevens Freadwell v. Wells Freager v. Mining Co.	987, 2239
	Freadwell v. Wells Freager v. Mining Co.	736 1078
	Treasurer v. Moore	2373
í	Preasurers v. Witsall	1221, 1677

	Section	1	Bection	1	Section
Treat v. Browning	73, 74, 1040.		406		nal
u Manch and Ti	1620, 2196		377	B. & T. Co.	751
v. Merchants' Li Ass'n	1960	v. True	9067		1841
Trees v. Eakin	1878		2413		
Tregany v. Fletcher	2578	Trulock v. State	38, 377	Turnbuli v. Com.	1350
Treleaven v. Dixon	608	Ark., 69 S. W.	657, 660	v. O'Hara	2259 1126
Tremain v. Barrett	2203	1 Ia.	2595	v. Payson	1074, 1681
v. Edwards	1544	Truman v. Lore	530, 1347	v. Richardson	682, 715
Trembiay v. Harnder v. M. R. C. Co.	n 393, 451	Trusiove v. Burton	2148		1133, 1779
v. M. R. C. Co.	1976	Trustees v. Hogg	2116	v. Cates	1314
Trentham v. Blnthen v. Waidrop		v. Jessnp	2465	v. Child	2118
Trenton B. Co. v. Wo	1674	Trustees Canandaro	us.	v. Coe	2232
Trenton Pass. R. Co.	9.	Academy v. McK Trusty v. Com.	echnie 2169 2277	v. Com. 216, 27	9, 390, 1144
Cooper	770, 1750,	Tahbs v. Garrison	716, 1943	v. Crisp v. Fish	1466
	2509	Tuberson v. State	2056	v. Grand Rapids	2580 1890
Trenton Potteries Co		Tucker v. Barrow	850	v. Hardin	1086
v. Title G. & T. Co.		v. Constable	- 261	v. Hearst	283
Treon v. Brown	529	v. Finch	2304	v. Jenkine	2115
Trepp v. Barker	616	v. Honniker	1807	v. Johnson	1300
Treuch v. Ottenharg Trevor v. Colgate	2504 2165	v. Hood	1142	v. Keller	581
Trewhitt v. Lambert	1243	v. Hya**	697, 2008,	v. King	928, 1489
Tribette v. R. Co.	456	v. Kellogg	2015, 2016 704, 2016	v. McFee	728
Trim v. State	507	v. McDonald	1690	v. Moore 1225, v. Newhurgh	1306, 1513
Trimbie v. Am. Snga	r	v. McMahon	2065	v. Overall	663 612
Ref. Co.	1858	v. People		v. Pearte	586
v. Shaffer	1247	117 III.	1644, 2086	v. Poston	2132
r. State	1853, 2089	122 Ill. +	1398, 1644,	v. R. Co.	
v. Tantlinger v. Terr. 1012.	664	D. O.	1878, 2086	158 Mass.	438, 792
v. Trimbie	, 1135, 2060 2085	v. R. Co.	561, 1943	15 Wash.	1944
Trimhy v. Vignier	1271	v. Seaman's A	2, 2463, 2476	v. Reynolds	1890
Trimlestown v. Kemn		v. Smith	1564, 1566,	v. Sealock v. State	1484, 1487
	1053, 1085,		1568	124 Ala.	154, 1109
	1256, 2105	v. Sonth Kingst	on 2349	114 Ga.	2513
Trimmer v. Trimmer	2098	v. State		102 Ind.	218
Trinity Co. Lumber C		71 Ala.	612	4 Lea	1807
Trinity House v. Burg	966 re 2279	89 Md.	1953, 2512	60 Miss.	2241
Triplett v. Gill	1633	v. Tucker 11 Jnr.	00.00	89 Tenn.	1157
Tripp v. Garey	1352	74 Miss.	2067 923, 987	39 Tex. Cr. v. Strip	150
Trischet v. Ins. Co.	2120		6, 1032, 1247	v. Turner	1290, 1651
Trist v. Johnson	1208	v. Whitehead	1737	v. Tyson	1304, 1312 1458, 2141
Trogdon v. Trogdon	2437	v. Wilamonicz	599	v. U. S.	794
Trogdon's Case	4, 321	Tnckwood r. Hanthe	orm 1640	v. Warren	2306
Troop v. Union Ins. Co.		Tudor v. Com.	111, 1156	v. Water Co.	2354
v. Skidmore	1976 1512	v. Tndor	1299	v. Yates	1072, 1213
Trotter v. Maclean	95, 1524	Tndor Iron Works Weber 78		Turner's Appeal	1042, 1958,
v. Trotter	1271	Tufts v. Du Bignon	39, 944, 1158 1062	Turner's Estate	2296
v. Watson	1086	v. Hatheway	289	Turner F. L. Co. v. Bn	2304 rus 1566,
Troughton v. Getiey	2218	Tug R. C. & S. Co.	,.	- HI HOL 2 . 12. CO. U. DII.	1567
Troup v. Sherwood	923, 986,	Brigel	2410	Turuey v. Barr	2355
Tront D Co	1985	Tugwell v. Hooper	2312	Turuey v. Barr v. Turuey	2066
Tront v. R. Co. Trowhridge v. Addom:	2495	Tulley v. Alexander	2237	v. State	770, 771
Trownings o. Addom	1676, 2184	Tullidge v. Wade Tullis v. Kidd 56	19	Turnipseed v. Goodwin	1536
v. Sickler	1391	v. Rankin	675 1984	v. Hawkins	1225
v. Spinning	2573	v. State	675, 1976	Turnley v. Hanna Turnpike Co. v. Hearn	1388
v. State		Tulloch v. Hartley	5	v. McNamara	2184
Trowel v. Castle	2110	Tuliock v. Cunningh	am 1911	Turnnre v. Turnnre	1511
Troxdale v. State	1011	Tnlios v. Lane	2215	Turpin v. Brannon	1778
Troyer v. State		Tully v. Canfield	1925, 1226	v. State	111, 247
Trnax v. Slater	1083	v. R. Co.	1168	Turquand v. Guardian	1862
Trnby v. Byers v. Seybert 1048,		Tunks v. Vincent	93, 2215	v. Knight	2296
True v. Builard	2445	Innstall v. Cohh Tupling v. Ward	2008, 2016	Inrrell v. Morgan	2134, 2596
	9110		2268	Turrentine v. Grigaby	1060
		3828			

TABLE OF CASES.

v. Beavers 2195 2207 2281, 2282
2207 2281, 2285
2281, 2282
1674
2349
neyer 923
1268, 2108
318
2282, 2364
238, 318, 2582
367, 2038, 2260
2271, 2371, 2374
2375, 2376
1854
on 1381
1239
2363
2573
Hoy 2540
133, 166
ge 2364 2371, 2375
317, 987, 1732
1781 11 406
276, 71, 987,
1040, 1144, 1530,
1635, 1639, 1969,
1974, 2265
1854
nd 2008
949
oines N. & R.
1350
son 769, 772, 773,
774, 923, 1021,
1027, 1028
r 14, 318, 977,
1198, 1200, 1205,
2104
1854
1674
1236
ls 2286
en rreis 952
zton 2364
er 688
ing 291, 2273
1042
1371
367, 852, 1909,
2038, 2354 2 2495
2495 867, 1286, 1641,
2079, 2081 are 1684
824, 843, 845,
849, 851, 852,
1182
1620
398, 2081
eck 398
106, 232, 682,
987, 1041, 1160,
1976, 1984, 2214,
2337, 2372
2572
7 1854

TRE Section

751
1841
986
1350
2239
1350
4, 1681
82, 715
3, 1779
1314
2218
2232
0, 1144
1466
2580
1890
1086
283
2115
1300
581
3, 1489
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18
7, 18

	Section	1	Section		
United States v. Ha	eris	United States v.	One Case	United States Ex	Bection
D. C.	682	of Hair	Pencils 18, 586	v. Henderson	2259
5 Utah	2086	v. Ortiz	704, 797	v. Hatchins	1013, 1014
v. Hoimes			2016, 2017	United States Fide	olity &
1 Cliff.	58, 228, 232,	v. Pagiiano	790	G. Co. v. Dan	pekib-
Zi	33, 568, 1028, 1040, 1041,	v. l'almer	2163, 2566	aktieseiskabet	Habil 1263
	11040, 1041,	v. Peay	398		Co. v.
l Wall. Jr.	1124, 1845 1836	v. Perchema		Wright	321
v. Holtsciaw	570, 705	r. Porter	1680		
r. Horn	2059	v. Randall	1212		1073,
v. Howe	2203	v. Reed	278 457		1671
v. Hnnter	2200, 2287	v. Reid	6, 580, 2354		1381, 1387
v. Hntchings	2566	v. Reyhnrn	1212, 1269		1073, 1671
v. Hntton	1859	v. Reynes	2573		571
v. Insurgents	1854	v. Reynoids	1395, 1398,		nel Acc
v. James	2255, 2281		1405		ing 2442
v. Johns 167	7, 1680, 1684	v. Rio Grand		United States Nat	1 Rank
v. Jones		Co.	2580	v. Venner	2529
10 Fed.	2016	v. Ross	41	United States Sng	ar Refin.
2 Wheeler	523	v. Rondenhu		v. Aliis Co.	290
v. Jonrdine	1620	v. Sacrament	0 2595		hardson 1684
v. Kershaw	2059, 2060	v. Saline Bar		University of Illine	ois v.
v. Kessier v. Kimball	2056	v. Schindier	285, 953,	Spalding	2000, 2016,
v. King	852, 2270		1022		2018
v. Kirkwood 84	1747	v. Schneider	1441	Unsell v. State	947 051
v. Klein	2, 002, 2363	v. Schow	2086	Unthank v. Thrap	ike Co. 1248
v. Lambell	1354	v. Seufert B.		Upson v. Raiford	1779
v. Larned	1195, 1267	v. Shriver	2286	Upetone v. People	232, 235, 1938
v. Lead Co.	2005 2264	A. OHHIDROH	2086	Upton v. Hnme	406
v. Lee	2313		f Ground 2375	v. Winchester	
v. Lee Hnen	936, 2273,	v. Smith		Ury v. Houston	1225
V. Doe sines	2498	4 Day	787, 2275, 2279	Usener v. State	1350
v. Lee Seick	2066	5 Utah	398	Ushers v. Pride	1674, 2167
v. Leffler	529	v. Smith and		Uthermohlen v. Bo	ggs
v. Lew Poy Dew	1674 1678	v. Snyder	2371	R. M. & M. Co.	507
v. Lodge	1195	r. Stevens	321	Uxhridge v. Stavel	and 2256
v. Long	1212	v. Stewart	78 1854		
v. Lynn	1212	v. Stone	824, 830, 861,	77	
v. Lyon	1909	v. Otolio	865	V.	
v. McCann	1944	v. Sutter	1239	Vacher v. Cocks	
v. McCarthy	2271, 2282	v. Tilden	2211	Vall v. Nickerson	253
v. McGlue	672	v. Troax	2056	v. Rice	1818 2053
v. McMasters	18	v. Trumbali	2372, 2566	r. Rinehart	2110
v. McMillan	2008	v. Twenty-Ei	ght	v. Smith	1216
v. McRae	2256, 2258	Packages	2257	v. Strong	1071, 1072
	1362, 1375,	v. Vansickle	923, 987, 1985	Vaillant v. Dodeme	ad 1885,
1398,	2098, 2105	v. Venabie C.	Co. 1530		2297
v. Marks	1674	v. Warner	1620	Vairin v. Ins. Co.	1339
v. Mathias	2008	v. Wary	1195	Vaise v. Delaval	2352
v. Miles	2086	v. Watkins	747	Vale r. Oppert	1859
v. Mitchell		v. Whitaker	988	Valentine v. Piper	1290, 1312,
2 Dall.	194	v. White	923, 1985, 2098		1320, 2522
2 Wash. C. C	1641,	v. Wiggins 1	239, 1677, 1680	v. State	832
9 Wrest O C	1674, 2125	v. Williame	2071, 2072,	Valentine's Will	608, 1736
3 Wash. C. C			2081	Vallance v. Dewar	2440
Whatest Co	1674	v. Winchester	4, 1202	Valiandigham v. Ca	mpbell 1712
Wharton's St	. 1P. 2038	v. Wood		Valley r. R. Co.	461
	318, 2374	14 Pet.	342, 2043	Valley L. Co. v. Sm	ith 392
v. Mullaney	2018, 2194,	3 Wash.		Valiev R. Co. v. Ke	egan 252
v. Muivaney	2276	v. Woods	1270	Valley T. & G. R. (Co.
v. Musser	2071	v. Zn.ker	1398	Lyons	1164
v. National Lead	398	United States Ban		Vallier v. Drakke	2215
Co.	1959	Burson	1549	Van Aistine v. Kan	iecki 1081
	, 987, 1127	United States Brev		Van Alstine's Estate	2336, 2337
		Co. v. Rnddy	278, 907	Van Alstyne v. Erw	ine 1354
r. Old Settlers	1350	United States Exp Co. v. Donohoe		Van Amringe v. Mo	rton 2419
	1000			Vananken, matter o	f 1938
		8830			

UNI

3, 1014

1073, 16, 1387 3, 1671

TABLE OF CASES.

Secti	lon		Section 1	Beeting
Vananken v. Hornbeck 115		Van Skike v. Potter	1693	Vernon v. Kirk 1511
Van Bokkelen v. Berdell 9	87	Van Straaten v. l'eople	2513	v. Tucker 1106, 1109, 1612
	33	Van Syckel v. Dalrymple	2425,	Vernon Irrig Co.
	84		2435	v. Los Angeles 1587
Vance r. Campbell	6	Van Syoc v. State	2089	v. Los Angeles 1587 Verson S. R. Co. r.
n. Com. 25		Van Velsor v. Ilnghson	2143	Savannair 1640
v. Kohlberg 1219, 122		Van Volkenbarg v. Bank		Verran v. Baird 451, 792
v. Reardon 1664, 216		of B. N. A.	2319	Verry v. Watkins 210
v. Reardon 1664, 210 v. Schnyler 210		Van Winkle v. Crowell	2434	Verzan v. McGregor 2135
v. Smith 10		v. R. Co. Van Worden r. Winslow	688 1951	Viberg r. State 987 Vicaro r. Com. 1878
v. State	00	Van Wyck v. McIntosh	1005.	Vicaro r. Com. 1878 Vicary v. Farthing 1644, 2352
56 Ark. 18-	41	2015	, 2016	Vick c. Whitfield 73, 209
70 Ark. 519, 12		Van Wycklen v. Brooklyn	1918.	Vickers r. People 1612, 1842
v. Vance			1978	Vickery r. Benson 1655
8 Greenl. 200		Van Zandt v. Ins. Co.	1976	Vickroy v. McKnight 1225,
2 Metc. 1108, 110		Vardon v. Vardon	1061	1226, 1651
Vancleave v. State 987, 227		Varicas v. Frencii	1404	r. Skelley 704, 1678,
Van Cleef r. Fleet 16:			, 1257	1991
Van Cort v. Van Cort 22:		v. Jackson	901	Vickshurg & M. R. Co.
Van Cortlandt v. Tozer 122		Varnedoe v. State	784	r. O'Brien 736, 738,
Vanderberg's Petitlon 13		Varner v. Johnston Vass' Case 1442, 1445	1273	747, 1078, 1749,
	16		, 1208	2. Putnani 1698, 2551
Vander Donckt v. Thelus-		Vastbinder v. Metcalf	736	v. Putnam 1698, 2551 Vidal v. Duplantier 1239
	64	Vates r. Cornelius	569	Viellesse v. Green Bay 438, 1158
Vandergriff v. Piercy 119		Vanghan v. McCarthy	2429	Vietti r. Nesbitt 439
12:	25		5, 759	Vigns r. O'Bannou 1174
Vanderhoven v. Romaine 243	37	v. f'arker	2110	Vigns r. O'Bannon 1174 Vilas v. Downas 463
Vanderpoel v. Gorman 25:		v. Phehe	1605	v. Reynolds 791
	63	v. R. Co.		Viles v. Moulton
Van Derveer v. Sntphin 74, 40		3 H. & N.	456	11 Vt. 1195
	85	63 N. C.	93	13 Vt. 1709
Van Dervort v. North- western F. Co. 16:	61	v. State	1404	r. Waltham 1714, 1727
Vandervoort v. Thompson 168		58 Ark. 16, 1398 1405, 2059		Ville de Varsovie, The 520 Villere v. Armstrong 1312
Vanderwerken v. Glenn 103		3 Sm. & M.	457	Villiers v. Villiers 1193, 1233,
Van Deusen v. Newcomer 6:	75	v. Worrall	586	1268
v. Thrner 150		Vanghan's Case	838	Vinal v. Burrill 1235
Vandeventer v. State 249		Vanghn v. Clarkson	928	v. Gilman 736, 754
Vandewall v. Tyrrell 163			, 1684	v. Green 1521, 1561
Vandine v. Burpee 571, 19		v. Perrine	987	Vincent v. Cole 1179, 2447
Van Duyne v. Thayre 123		v. State		r. Dixon 406
Vandyke v. R. Co. 155			, 2155	r. State 1821
v. Thompson 15: Van Dyne v. Thayre 13:		88 Ga.	111	Vincent'e Appeal 2086
Vane v. Evanston 1164, 116		Vanghtou r. R. Co. Vanlx v. Merriwether	4, 285 1195	Viney r. Barss 318 Vining r. Baker 2515
Vane's Case 22:	39	Vausant v. Rnnyon	2442	Vinton v. Peck 2005, 2008, 2012,
Van Etten v. Howell 944			, 1674	2016, 2024, 2027
Van Eyck v. People 10		Vawter v. Hnltz 6	4, 581	Violet r. Rose 702
Van Gnnden v. V. C. &		Veck v. Holt	1213	Violette r. Rice 2463
I. Co. 214		Vedder v. Wilklns	1196	Virden r. Dwyer 2235
Van Horn v. Smith 21:		Veerhasen v. R. Co.	1951	Virginia C. C. Co. v.
Van Huss v. Rainbolt 188		Vega S. S. Co. v. Consol.		Kirven 1072
Wankanahaat n Dariasa 199		Elev. Co.	1354	Virginia Coal & I. Co. v.
Vankoughnet v. Denison 158			, 2118	Keystone C. & 1. Co. 2105
Van Lehn v. Morse 243		Velott v. Lewis Velten v. Carmack	1408 2433	Virginia & T. R. Co. v. Henry 1640
Van Meter v. People 25		Venable v. R. Co.	1625	Henry 1640 Vischer r. R. Co. 2109
Vann v. Edwards 25		Venafra v. Johnson	1349	Viser i. Bertrand 2067, 2069
Van Ness v. Bank of U. S. 16:		Vent v. Pacey	2294	Visher v. Webster
v. Hadsell 119	99	Venzke v. Venzke	2046	8 Cal. 1082
Van Nostrand v. Board 24		Verdier v. Verdier	747	13 Cal. 1086
Van Omeron v. Dowick 16		Verdin v. Wray	398	Vivian's Appeal 1710
Van Sandan v. Turner 25		Vergin v. Saginaw	290	Vizard v. Moody 1244
	81	Verholf v. Van Honwen-	1011	Voelkel r. Supreme Tent 1073
v. Gibson 14: v. People 20:		lengen	1644	Vogel v. Gruaz 2296, 2374
v. People 20: Vansickle v. Shenk 64, 10:		Vermillion Co. v. Ver- million 18, 57	1 600	Vogely v. Bloom 1460
Tambiento V. Duoun 94, 10	Ų	9091	1, 002	Togery C. Dioont 1400

	Voght v. State	Section		Section	l	Section
		1354 1051		Com're 1881		2110
	Vogt v. Bakiwin Volant v. Soyer	2307, 2322	4. 04100417	1079		2549
	Volker e. llank	1521		2027		783
	Volusia Co. Bank r.	1021	v. Supreme Low Wagoner v. Ruply	dge 1244 2008, 2018		1362, 1729
	Bigelow 7	49, 753, 944,	v. Terr.	1442, 1445		1609, 1614
		1556, 1779,	Wagntaff r. Wilson	1063		1225 1750
		1858		2117	v. Optario	1154
	Von Mumm v, Vitte	mann 2580	Wain v. Warlters	2454		1194
	Von Pollnitz v. State	1750	Wait r. Krewson	1541	104 Mieh.	1969, 1977
	Von Sachs v. Kretz	1083, 1230		2419	71 N. H.	1807
	Von Storch v. Griffin	77	Waite v. Iligh 10	78, 1195, 1213	v. Rogers	681
	Von Tobel v. Stetsor		v. Teeters	1415		
	M. Co.	912		er 73, 74	v. Sawyer	587
	Voorhies v. llenness	y 2437		586	v. State	
	Vosburg v. Putney 78 Wis.	***	Wakefield : Day	1188, 1287,	49 Ala.	278
	86 Wis.	888	-	2105	52 Ala.	1382, 1439
		1976		1817	58 Ala.	1977
	Vose v. Mandy	1538, 1552 2158	Wakefield's Case	2199, 2202	97 Ala.	492, 495
	Voss v. Bender		Wakelin v. London	*	107 Ala.	1509
	Vowles r. Young	1911	S. W. R. Co.	2507, 2510	117 Ala. 78	59, 2448, 2497
	owies to Louis	278, 1481,	v. Walthal	2047	134 Ala.	507
		1486, 1489,	Wakemau v. Marqu		Aia., 35 8c	
	Vrooman v. King	1495, 2235 1082, 1085	Cantal	2118	39 Ark.	1445
	Vye v. Alexander	278, 897,	v. Smith	2250	6 Blackf.	64, 133, 923,
	· yo or anoximizer	1185, 2016	Walbridge v. Kenni v. Knipper	son 1062 1409	94 121.	27, 987, 1417
	Vyn v. Keppel	1085	Walhurn v. Terr.	198	34 Fla.	820
	Ja v. Lepper	10011	Walcott v. Gibbs	2167	116 Ga. 102 Ind.	2276
			v. Heath	1560	138 Ind.	1821
	W.		v. Keith	1779	7 Tex. Ap	851 D. 2265
	•••		v. Klmball	1064	r. Steele	2008
1	Wabash R Co. r. Def	fance 1908	Waldele v. P. Co.	1362, 1431,	v. Stilson	719
	v. Harris	2415		1749	v. Walker	119
	v. linghes	1350	Walden v. Canfield	2576	34 Ala.	18, 1958
9	Waberley v. Cockerel	2426	r. Fineh	1020, 1028,	6 Coldw.	1225, 1226
,	Wachstetter r. State	923, 988		1031	14 Ga.	1874, 1898,
	Waco Tap R. Co. v. Sl	hirley 1944	v. Grant	1351, 1878		1938
0	Waddell's Case	2287	v. Sherburne	1078, 2118	3 111.	1303
,	Waddingham r. Hule	tt 928,	Waldheim v. Miller	::485	117 Ia.	1869
		1815	Waldo v. Russell	1239, 1312	67 Pa.	2141
	Waddington v. Consid		r. Spencer	1664	18 S. & R.	1388
	Waddle r. Owen	2445	Waldron v. Priest	1539, 1556	". Westfield	458
,	Wade v. Bronghton	702, 1991,	r. Tarpin	2185	v. Wildman	2294, 2296,
	The WETTER	1993	v. Tuttle			2317
	v. De Witt	1700	3 N. H.	2534	v. Wilsher	1061, 1062
	i'. Foss	2184	4 N. H.	1481, 1484,	r. Wingfield	1219, 1487,
	v. King	1388	177	8, 2138, 2141		1642
	v. Ordway	1800, 2349, 2354	v. Waldron	21	v. Witter	2555
	v. R. Co.	93, 376	v. Ward 191	1, 2290, 2327	Walker's Case	218, 347
	v. Ridley	2291, 2303	Waldrop v. State Wales v. Wales	2086	Walkert u. Erdma	
	r. State	2291, 2000	Walker v. Bank	398	Walkley v. Clarke	1779, 2103
	50 Ala.	506, 1821	v. Barron	1875	Walkup v. Com. v. Pratt	1408
	7 Baxt.	1329, 2098	v. Bayers	92, 379 2139	Wall a Dood	1081, 1502
	v. Thaver	1873	v. Beauchamp	1483	Wall v. Beedy v. Dimitt	1779
V	Vadeer v. East India	Co. 2375	v. Boston 7			1758
V	Vadley v. Com.	719, 950	r. Brantner	14, 720, 1943 1461	v. Dovey v. Williams	1540
V	Vadsworth r. Dunnar	n 907.	v. Broadstock			18
		1159	v. Com.	1458, 1458 1839	Wallace v. Collins v. Cook	1267 1641
	v. Hamshaw	2294	r. Copley	2207	v. Finch	714
	v. R. Co.	2509	r. Curtis	1230, 1525	r. Goodall	.71
V	Vagener v. Mars	907	v. Dnnspangh	770, 1257		
V	Vager I. Co. c. Sulliv		v. Ebert	2408, 2415	v. Harris	6, 1127, 1131 285
	L. Co.	748, 1978	v. Fields	716	v. Oil Co.	663, 681
V	Vagers r. Dickey	2098	r. Fletcher	1862		9, 1040, 1896
V	Vaggeman v. Peters	1538	r. Forbes	1271	v. Schanb	720
V	Vaggoner o. Gray	2118	v. Griffith	350	v. Small	1062
V	Vagner v. Aiton	2141	r. Hunter	1304, 1 149	v. Souther	1051
			3832			
			0002			

8, 1958 25, 1226 4, 1898, 1938 1303 1669 2141 1388 458 4, 2296, 2317 11, 1062

Wallace r. State 352, 987, 227	in I
2276, 227	7
v. Tamlia 119	14
v. U. S. 247, 58 v. Whitman 198 r. Wren 45	
r. Wren 45	57
Wallace M. & Co. v. Leber 138 Wallbridge v. Jones 259	
Waller v. Cralle 1213, 168	1
v. School District 119.	ŧ,
r. State 210	
Walling v. Com. 172 v. Morgan Co. 153	5
Walling v. Com. 172 v. Morgan Co. 153 v. State 184	0
v. State Wallingford v. Tel. Co. 138 Wallingford & Oxford v. Abbott Walkelin 183 Wallis v. Beanchamp 118 v. Delancey 1309, 1312	2
Wallingford & Oxford v.	
Abbott Walkelin 183	
v. Delancey 1309, 1312	2
101	3
v. Littell 241:	
v. Mease 40 v. Murray 185	
v. Portland 225	7
v. White 69 Wallop, ex p. 222	
Walls v. Atcheson 187	
r. Isalley 246.	4
Walmsley v. Read 1658, 2044 Walmsley v. Robinson 1776	
walpole v. Cholmondeley 2474	
v. Ewer 1271	
Walrond v. Webster Co. 68 Walrond v. Van Moses 1676	
0141	5
Walser v. Wear 1067, 1566 Walsh v. Agnew 18, 774 v. Ins. Co. 1951, 1976	
v. Ins. Co. 1951, 1976	
v. namenonrgn 1680)
v. People 232, 238, 1157 v. R. Co. 664	
v. Rogers 1384	H
v. Sayre 2220)
v. Wheelwright 1458 Walsham v. Stainton 2319	
Walsingham v. Goodricke 2294	
Walson v. Moore 2104 Walston v. Com. 1362, 1398,	
1431	1
Walt v. Walsh Walter v. Bollman 1547, 1550	1.
v. Brown 1547, 1550	
Walterhouse v. Walter-	1
house 1388	
Walters v. People 363 Walthall v. Walthall 7 Walther v. Ins. Co. 1073	,
Walther v. Ins. Co. 1073	
Walthol v. Johnson 1082 Walton v. Conlson 1320, 1513	
v. Green 1730	1
v. Hale 1257, 1664	П
v. Shelly 529 v. State	
Ark., 75 S. W. 205,	
2511	1.
41 Tex. Cr. 150, 2277 Wambangh v Schenck 2032	1
Wambangh v Schenck 2032 Wambold v. Vick 1267	1

	Wandleys v Come	Section	
1	Wandless r. Cawt Wanamaker r. Mc Wanek r. Wiuons	horne 1258 graw 18	
	Wanek r. Wiuons	2220	
Į	Wangner v. 3rim Wanner r 7 a dis Wantlan v te Waples v. Hv., n	m 1085	
ł	Wanner: 'a die	2416	
1	Wantian v te	1354	i
ij		73, 209 285, 291, 1858	
1	c, mens	1234	Ì
	e. THE PAOOU		
	r. Hrown v. Cheney	68, 528 2525	
-	v. Colyhan	613	
	v. Colyhan v. Dlek	406	
	v. Dickson 19	960, 2241, 2245	ı
	v. Edge v. i niler	1778	-
	7 Gray 15 Pick.	2020 1225, 1651	l
	v. Garnons	1705	l
-	u Hannu		İ
1	r. Herndon	64, 256, 1623	l
-	v. Herndon v. Klipatrick v. Leiteb	571, 1951	-
ŀ			ļ
	v. Moorey v. Odell Mfg.	Co. 2552	١
ı	r. reonie	2270	ı
1	r. Pomfret	1476	l
l	v R. Co. 19 S. C.	19 1	
l	53 S. C.	1944	l
	r. Revnolds	664, 716, 720	ŀ
		1951	
l	r. Saunders r. Sharp	1085, 2450	
	e. Sharp e. Shirley	2222, 2223 1960	
	v. State	1300	I
	28 Ala. 50 Ala.	923, 1985	
	50 Ala. 70 Ark.	836	l
	8 Blackf.	2539 1448, 2098,	l
	o macki.	2349	
	112 Ga.	1877	
	2 Mo.	2261, 2271	
	v. Stont r. Sykes	2444	
	v. Thompson	1404 2349	
	e. ward	1013	
	v. Wells	1312	
	v. Wilcox	1304, 2525	
1	v. Wilcox r. Young Ward's Estate	905	,
1	Varde v. Warde	1541 2317	
1	r. Young Ward's Estate Warde v. Warde Wardell v. Fermour Warden v. R. Co. Warden v. Fisher	1290, 1313	
1	Warden v. R. Co. Varder v. Fisher Vardlaw v. Hamme	461	
	Vardlaw v. Hamm		
	Ware v. Allen	2410	١
	v. Brookhouse	1567, 1779	
	v. Morgan	1213, 1245	١
	v. State	1000	١
	96 Ga. 35 N. J. L.	1072 2235	1
	P Ware CR	0 1001 1006	
	102	9, 1021, 1026, 8, 1041, 1124, 1690, 1938	١
9"	Vana Casala C	1690, 1938	
*	Vare Cattle Co. v.	Ander-	1
1	Varener v. Kingsm	ill 1681	1
	3883		
	0000		

n	1	Section
8	Warfield v. R. Co. Warfield's Will Warfing v. Bowles v. Tel. Co.	1106
	Warfield's Will	1267
0	Waring v. Howles	1313
5	v. Tel. Co. v. Warren 1083, 11 Wark v. Willard Warlick v. Peterson v. White 167, 11	1073
1	Wash w William 1083, 11	33, 1779
,	Washak a Patamon	1676
1	v. White 167, 11	1615
1	Warner e. Blarret	91, 1194
	v. Beern	2032 1350
3	r. Campbell	1208
5	e. Com. 4, 1680, 200	3800 18
ļ	2088, 25	05 2573
3	v. Dyett	603
5	e. Hardy 15, 16:	51, 1676,
П		1871
. 1	v. R. Co. 44 N. Y.	
1	44 N. Y.	65 96
ı	31 Oh. St. 129	
ı		1651
ı	r. State	1821
1	r. Warner	64, 1104
1	r. Warner v. Willey Warren r. Anderson 6	1141
1	e. Com.	94, 2529 987
ı	r. Flagg	1681
1	et finheial	916
	v. Greenville	1476
Į	n I vnoh	2456
l	v. McDonald	1240
I	c, merry	529
ļ	v. Nichola 1362, 136 v. Spencer Water Co	88, 2098
1	v. Spencer Water Co	. 2349
-	v. State	833, 857
Ì	v. Warren	95, 2152
I	v. Water Co.	561
۱	v. Water Co. v. Wbeeler v. Wright	463 83, 1722
l	Vous get	33, 1722
L	Warrings v Giles 164	1381
	Warwick & Foulkes	1000
ı	v. Wright v. Younger Warriner v. Giles Warwick v. Warwick Warwick Warwick	607
l		
1	Wasey v. Ins. Co. 105.	3, 1073,
1		1671
1.	Wash v. Cary	1078
	Wash v. Cary Washburn v. Cuddihy	1700
ĺ	v. l'eople	506
	r. R. Co. 463, 1168	8, 1800,
	v. Washburn 6	2570
,	v. Washburn 6 Washington v. Bank v. Bedford v. Cole v. State	
	n Radford	1503 2336
	e. Cole	938
	v. State	200
	63 Ala. 102	1, 1045
	17 Tex. Ann	9949
I	Washington Bank v. Pres-	
	cott	1591
1	Washington C. & A. T.	
	n Cose or	83, 437
1	Washington Co. v. R. Co.	1678
1	vasnington Fire Ins.	
1	Washington Co. v. R. Co. Washington Fire Ins. Co. v. Davison 1120	6, 1127
1	washington ice co, c,	
	Bradley v. Webster 170-	1873
-	Washington & G. R. Co.	4, 1943
ľ	v. Harmon's Adm'r 250	7. 9559
		, 2002

	lection	t	Section	Beetion
Washington & G. R. Co. v.		Watson v. Simpson	1727	Wehh e. Smith
McLane	1750	v. St. P. C. R. C.		4 Bing. N. C. 343, 406 1 C. & P. 2286
Wason v. Bnrnham v. Walter	1062	r. State	1195, 1206	1 C. & P. 2286
v. Walter	2375	v. Tindal	1651	v. St. Lawrence 1312
Wass v. Stephens	2554	r. Twombly	963, 1005	v. State
Wassels v. State	2595	v. Waiker 74	3, 749, 1271.	100 Ala. 1841, 2100
Wastl v. R. Co. Waterbury v. Sturtevant	949 1068	v. Watson	2163 1347	Ala., 34 So. 1254 73 Mlss. 390, 2497
v. Waterbury T. Co. 28		Watt v. Jones	2572	29 Oh. St. 967, 1106,
Waterford v. Hensley	2054	v. Kilburn	1320, 1513	1108, 1873
Waterhouse r. Schlitz B. Co		v. l'eople	1977	r. Wilcher 1306, 2141
Waterman r. Davis	1206	Wattles v. Conner	1513	Webber r. Hastern
v. Raymond v. Whitney 228, 233,	1680		, 1234, 2150	R. Co. 1947
v. Whitney 228, 233,	1736,	r. Howard	1523	r. Davis 2529, 2535
1782	1790	r. Lawson	1062	v. llanke 923, 928, 1612,
Waters v. Bellamy	2061	v. Owens	1573, 2063	1985
v. Jones	73	r. People	2513	r. Jackson 906
v. Waters 699, 754		r. Sawyer	754, 763	Weber v. Com. 2281
1669, 1936, 1951, v. State		v. Smith	529, 2222	r. Kansas City C. R. Co. 2496
	2575 1379	Waugh v. Fielding Wau-kon-chaw-neek-l	1971	e, St. P. C. R. Co. 1722
Waterson v. Seat	1377	v. U. S.	1021	Weber Wagon Co. v. Keil 283
Watertown v. Cady	1350	Wax's Estate	889, 1938,	Webster v. Barke 2054
Waterville v. Hughan	1212		2315	r. Calden 1666
Watkins v. Holman 1872,		Way v. Butterworth	2363	v. Clark 738, 745, 747, 746
r. Nash	2408	г. Стова	1556	v. Harris 1651, 2143
v. l'aine	1234	v. Harriman	608	v. Hastings 1350
v. Rist	1673	Waybright c. State	276	v. Lee 1890, 2222
v. Smith	1573	Wayland r. Ware	1335, 1641.	v. Little Rock 1350
v. State	928		1676	v. Lumber Co. 1552
v. U. S. 1387, 1396,		Waymau v. Hilliard	1062	v. Mann 1410
v. Wallace	561	Waymire r. State	1219	v. Panl 1456
Watmore v. 1)lcklnson Watriss v. Trendall 581,	1962	Wendock v. Kennedy	1890 1351	v. Rees 1684 v. Smith 1779
Watrous r. Conningham	1344	Weakley v. Wolf Weatherford M. W.		v. Vickers 529
65 Cal.	1521	N. R. Co. r. Dunca		v. Yorty 229, 230, 1302,
	1552	Weatherhead r. Sewe		1303
r. McGrew 1573,			1215, 1656	Webster Mfg. Co. v. Mnl-
Watry v. Ferber 62, 75, 200		Weatherby v. Brown	1387	vanny 571
Watson r. Adams	2531	Weathers r. Barkdale		Wedgwood's Case 1644, 2529
v. Anderson		Weaver v. B. & O. R.		Weed v. People 106, 216
11 Ala.	770	r. Broniley	735	r. Weed 2450
13 Ala.	1938	v. Cone	561	Wecks, re 2375
v. Billings	1676	v. Cryer	2063	v. Argent 2312, 2321 v. Hnll 1111
v. Bissell v. Brewster 1493,	1779	v. Leiman v. Meath	1498, 1644 2280	v. Hnll 1111 v. Lyndon 416, 457, 1951
v. Cheshire	581	r. Pratt	1640	v. McBeth 1737
v. Com.	2276	r. R. Co.	481	v. McNulty 289, 2098
v. Coulson	2141	r. Robinett	1339	v. Maillardet 2410
v. Cowles	969	v. State		v. 8mlth 1350
v. Cresap	570	77 Ala.	1072	v. Sparke 1584, 1587, 1591,
v. Eugland	2531	43 Tex. Cr.	273, 1072	1623
v. Gilday 1388,		r. Traylor	953	Weems v. Weems 1938
v. Jns. Co.	913	v. Whilden	2005, 2008	Weems' Lessee v. Disney 1564
v. King 3 C. B.	1000	Wehb v. Atkinson	253, 1072	Wegnelin v. Weguelin 1414,
	1063	v. Danforth r. Den	529 1354	Wehrkamp v. Willet 987, 1985
	2531	v. Drake	1729	Wehrkamp v. Willet 987, 1985 Weidler v. Farmers'
v. Little	1666	r. Dye	1302, 1511	Bank 38, 40, 1871
v. Lyons	613	r. East	2268	Weldman r. Kohr 1082
r. Miller	760	v. Feathers' Est.	770	r. Symes 2018
v. Mining Co.	1963	r. Holt	1676	Weldner v. Phillips 392
	, 406	v. Kelsey	2378	Weigand v. Refining Co. 2494
v. R. Co.		v. Page	2203	Welgel v. Welgel 2067
53 Miun.	1976	v. Petts	1364	Weigel's Succession 2067
76 Minn. 1387,		v. Plummer	2.130	Weightnovel v. State 278, 1072,
	1943	v. Powers	371	1722, 1725
v. Richardson 95, 1492,	1605	v. R. Co.	456	Weil c. Silverstone 913, 1389
v. Roode	1202		1502, 1778	Weller v. Monroe Co. 1188
		3934		

WAS		
Section		
343, 400 2280 131:	8	
841, 2100 125)	
390, 249; 987, 1106 108, 187; 306, 214;	3	
1945 529, 2533 928, 1612 1986 906 2281	5	
249	8	
172: oil 28: 205- 1666	3 8	
651, 214	3	
1356 890, 222	2	
168- 177:	2 5 6 4 9	
529 230, 1302	9	
130: nl-		
57: 644, 252: 106, 21: 245:	6	
237. 312, 232	i I	
1111 457, 195	l	
289, 209	3	
)	
387, 1591 1623 1938	j	
ey 156- 1414	•	
141. 987, 198	5	
108	2	
2018 393 0. 249-	2	
206 206 278, 1072 722, 172		
913, 1389 1189	3	

		TABLE OF	- 14-5234
Weiil r. Kenfield Weinhurg r. Somps Weinkie r. R. Co. Weinrich r. Porter Weir v. Hale r. Mctiee Weis r. Tierna. Weisbral r. H. Co. Weiseham r. Hocker Weisenberg r. Appletot Weiser r. Heintzman Weitman r. Thiot Welch r. Abba r. Com. Ky., 60 S. W.	Bectio	n į	Beet
Weill r. Kenneid	135	Wells e. Stevens	24
Wainkin B C	2/35	t. Tryon	16
Wainnish w M. Co.	175	r. Tucker	22
Weir w Hele	177	P. Walker	12
n Motles	119	r. Wells	17
Weis a Tierre	031, 103	v. Wilson	1225, 16
Wainband u 11 Co	127	Welman, re	13
Weiseham r Houken	1186	Wolchach I. G. L.	Co. r.
Weisenhore e Analetos	39-11	New Sunlight I.	Co. 22
Weiser c. Reinteman	4 23	Welsh r. Argyle	250
Weitman r. Thint	0141	". Barrett	1518, 152
Welch v. Abbut	1006		1522, 163
r. Com.	102	Pi Pitate	
Ky., 60 S. W. Ky., 63 S. W. e. Greene	947	96 Ala.	147
Av., 63 S. W.	047		
v. Greene v. Ins. Co. v. R. Co.	760	Wendell r. Abbott	tla
v. Ins. Co. 19 v. R. Co. 178 Mass.	913, 1978	Tremitett 1. 2411100ff	1325, 165
v. R. Co.		P. Safford	171
178 Mass.	1976	Wendt v R Co	208
182 Mass.	1605	Wenegur c. Rollanh	183 183
v. Ricker 377,	393, 1058	Wenner r. Thorne	men 100
r. Sackett	2408	Wenning r. Teenle	980
r. State		v. Safford Wendt v. R. Co. Wenegur v. Bollenb Wenner v. Thorntor Wenning v. Teeple Wentworth v. Craw v. Lloyd v. Read Werbiskie v. McMa	ford 180
104 Ind. 2	76, 1021,	r. Lloyd	1014 105
m - 0	1041	r. Read	9.17
Tex. Cr., 46 S. V	V. 1038	Werbiskie c. McMa	nna 1960
Tex. Cr., 60 S.	W. 150		155
v. Stipe 7	70, 1938	Werely r. Persons	171
r. Welch		Werner v. R. Co.	882 197
18 Ala. 9 Rich.	2067	Wertheim v. Contin	
Welcome u Beteleties	1302	R. & T. Co.	220
Weld a Roston	736	Wertz v. May	603, 1108
P. Renaka	1784	120	138
Weiden r. Buck	1993	Wescutt r. Wescutt	1130
Welcome v. Batcheider Weld v. Boston v. Brooks Weider v. Buck Welder v. Carroll Weldon v. Burch	585 1570	Wentworth r. Craw r. Llovd r. Read Werbiskie r. McMa Werely v. Persons Werner v. H. Co. Wertheim v. Contin R. & T. Co. Wertz v. May Wescott v. Wescott Weslay r. State 52 Ala. 78 37 Miss. 58, West v. Bank r. Beck v. Druff F. Llynch	
Weldon v. Burch	9970	52 Ala. 78	2, 1750, 175
v. State 113	2279 5, 1138, 38, 1821 1640	37 01105. 58,	63, 246, 247
11:	18 1891	West v. Bank	1623
Welland v. Middieton	1640	r- mecg	2526
		e. Drug	202
Hathaway	1257	r. Lynch r. Price	904
Wellar r. People 918, 20	9, 2080	r. R. Co.	1778
Wellcome, re	2498	r. Smith	1062, 2556
Wellford v. Eakin 131	2, 1320	r. Smith r. State	1002, 2330
Weilington r. R. Co.	1672	76 Ala.	1476
Weliman v. Jones	748	42 Fla.	0.00
Hathaway Wellar r. People 918, 20; Wellcome, re Wellford v. Eakin 131 Weilington r. R. Co. Wellman v. Jonee Weils, re v. Adams v. Burbank	1302	22 N. J. L.	4. 1244,
v. Adams v. Burbank v. Compton	1195		9000 9000
v. Burbank	302		2016. 2529
v. Compton	1066	1 Wis. 2086,	2084, 2085.
v. Davis	875	2086.	2191, 2192,
v. Flatinan	1951		2201, 2205
v. Flatelan	2341	v. U. S.	832
" Green and	2230	West Chester & P. R.	
# Hatch 1841 184	0, 2369	Co. v. McElwee	283
r. Ins. Co. 310	2, 1548	West Chester & W. P.	. R.
r. Iron Co	2, 1409	Co. v. Chester Co.	1640
v. Jackson I M Co	170	West Chicago St. R. (Co.
916	1209	v. Carr	1719, 1722
v. Davis v. Eastman v. Fisher v. Fletcher v. Fletcher v. Gress v. Hatch 1541, 154 v. Ins. Co. 140 v. Iron Co. v. Jackson I. M. Co. 216 v. McMaster v. Martin v. Mfg. Co. v. Miller v. State	1995	v. Dongherty	966
r. Martin	1104	r. Fishman	684, 1974
v. Mfg. Co.	1300	r. Kennedy Cahil	437, 438
v. Miller	1195	r. Liennelly	458, 1719
v. State		West Felicians P. C.	1011, 2498
191 Al-		A CHICKETTE TO' CO'	
	-01	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	1275
22 Ind.	1219 1	West Jarsey T Co	
22 Ind.	1219	v. Thornton West Jersey T. Co., re 3835	2169

ios		Section
56	West Jersey Traction	
5	Co. r. Board 16	77, 1680
9.5	West Pub Ca	714
30	O. 1. 1. 1. 1. 1.	171 440
51		371, 460, 1230
50		1750
	TV PRETIPENCIES 21 Minutes	59
18 07	Westerfield's Estate	406
1,	Westerneld's Estate	1890
75	Westerman r. Foster	1651
	Western Assur. Co.	7, 2245
6	v. Mohlman Co.	1693,
0,		1698
35 1,	western Coai & M. Co.	763
io	v. Berberich 199	
3.3	Western Gas C. Co.	11, 1951
Ю	v. Danner	791
7	Weslern Home Ins. Co. P.	
0	rvicharuson	10.49
10	Western Loan & S. Co. r.	
2	Waisman Western Mfg. Co. v. Roger Western Maryland R. Co. v. Mauro	1347
5	Western Maryland P Co.	2435
9,	v. Mauro	1462
2	Western R. of Alabama v.	1402
9		1951
4	Western Stone Co. v. Whalen	
0	Western Twine Co. v.	249
Ĭ.	Wright 9:	1000
0		5, 1236, 2154
3	Western Union T. Co. v. A	tl.
. 1	& Pac. S. T. Co.	1674
7	v. Bates	1236
3	v. Biance v. Fatman	1236
8	v. Hopkins	1236 1236
3	v. Morria	676
	Western & A. R. Co.	
3	v. Beason	1750
	v. Bussey 140;	, 1415
1	v. Calhoun v. Cox 1698	463
	P. Denmead	3, 1807 2206
1	r. llyer	2566
1	v. Morrison	288
	v. Roberson	2573
	v. Stafford 68 Westfelt r. Adams 1568	8, 791
	Westfield v. Warren 1382,	1588
1		1420, 1503
'	Westfield Cigar Co. v.	1000
1	Ins. Co. das.	1246
Е	Westinghouse Co. v. Tilden	
1	Westmacott v. Westmacott	1234
1 7	Prestmore v Sheffield	1645 1938
1	Vestmoreland r. State	2100
	r. westmoreland	2525
1	Veston v. Harnicon	1729
	r. Fuster	1951
1	v. Penniman Vestover v. Ins. Co. 2329,	1647
		2387, 2391
1	Vestphal v. R. Co.	905
	r. Westphal	2046

	Section
Wetherbee v. Dunn	1890, 2167, V
u Frablal	2168 V 2313
v. Ezeklel v. Norris	654, 691
Wetherbee's Ex'rs v.	
Wetherbee's Heirs	672, 678,
Watherell Wallister	688 V
Wetherell v. Hollister	rton 1298
Wetherston v. Edging Wetmore v. Mell Weyand v. Stover v. Tipton	1750, 1770
Weyand v. Stover	1350
v. Tipton	1664
Veyman r. People Weymonth Case	321 1712
Whaley v. State	276
Whaley v. State Whann v. Hall	1320
Wharam v. Rontledge	2125 V
Wharram v. Wharran Wharton v. State	n 1267 3570 V
Wharton Pagrage Car	1662
Wharton Peerage Cas Wheat v. Ragsdale	1240
v. Smith	1351
Wheatley v. State v. Williams	2260
Wheelden v. Wilson	2308 V 581 V
Wheeler v. Ahlers	93, 318
v. Bnck	392
v. Campbell	617, 1777,
1971	, 2336, 2433
v. Hatch r. Hill	736, 747
v. Jenison	1013, 1404
v. Le Marchant	2311, 2313 1013, 1404 2286, 2319, 2380, 2394
W 0 14	2380, 2394
v. McCorristen v. McFerron	1086 1404
v. Moody	1239
v. Packer	392
v. R. Co.	1722
v. Smith	1389, 1878
v. Standley v. State	2141
112 Ga.	1442
158 Ind.	106, 2381
34 Oh. St.	233, 1671
v. Styles v. Thomas	1066 905
v. U. S. 5	05, 506, 507
v. U. S. 5 v. West v. Wheeler's Est Wheeler & W. M. Co	1067
v. Wheeler's Est	ate 607
v. Barrett	1890
v. Bnckhont v. Tinsley Wheeling v. Trowhri Wheelis v. State	616
Wheeling v. Trowhri	dge 613
Wheelis v. State	689, 2390
Wheelock v. Godfrey Wheelton v. Hardist Wheelwright v. Dyal Wheian v. Lynch	2494
Wheelwright v. Dyal	2464
Wheless v. Rhodes	
Wheless v. Rhodes	1966
Whereatt v. Ellis Whetston v. State	1856 149
Whetstone v. Bank	1966
Whetstone v. Bank Whicher v. Whicher	000
Whigenant v. State Whilden r. Bank Whilder v. Whisler	1966, 1977
Whisler v. Bank	1213, 1236 1557
Whiskey Cases	2280
. all and a comment	

Whinn State	Section 2239
Whipp v. State Whipple v. Presce	1890
	1041
v. Stevens v. Walpole v. Whipple Whitacre v. M'Ilhane, Whitaker v. Arnold	18
v. Walpole	463, 716
r. Whipple	1943 1275
White to a Amold	1387
Whitaker v. Arnold	1083
v. Brown v. Campbell	1951
v. Hamilton	1938
v. Marsh	1408
v. Salishury 89	8, 899, 907, 1302
r. State	
v. Wheeler	1086, 1779
Whitbread v. Guruey	142, 276 1086, 1779 2294, 2319
Milaskan u Dania	2319 2218
Whitcher v. Davis	1644
v. McLaughlin v. Morey v. R. Co.	2098
v. R. Co.	458
v. Shattnck Whitcomh v. Whitlng	253
Whitcomh v. Whiting	1077 2195
Whitcomh's Case White, re	2528
p. Allen	762
v. Bailey	1890, 1958
v. Ballon v. Beal & F. G. C	1951
v. pear & r. G. C	321, 1640
v. Bird	2306
v. Bisblng	1373
v. Brown	1195
v. Burney v. Chonteau	1195 1461
v. Clay	2110
v. Clements	1213
v. Collector	167
v. Collins	1051
v. Com. 80 Ky. 14	2, 194, 195,
00 12,7	460, 1618
96 Ky. v. Concord R.	460, 1618 506, 1828
v. Concord R.	463
v. Corlies v. Creamer	2410 1066
v. Creamer v. Dowling	1075
v. Dwinel	1651
v. Englehard	1675
v. Dowling v. Dwinel v. Englehard v. Everest	2222
v. Farris	2141 95
v. Fox	2089
v. Fnssell	986
v. Graves	233
v. Harlow v. Helmes	2011
v. Helmes v. Hermann	463
v. Herrman	1233
v. Hinton	1350
v. Holladay v. Hntchings	1299, 1301
m. Kaarnay	1225, 2143
2 La. An.	1680
9 Roh.	1219
v. Lisle	1592
v. McLean v. McPherson	1010
3836	501
0000	

White a McOncer	Section 2554
White v. McQueen v. Merrill m. Mawland	1060
v. Murtland v. Old Dominion	75, 133, 210
v. Old Dominion	8. 8.
Co. v. Pease	1062 2553
v. Perry 610), 2235, 2336
v. R. Co.	
142 Ind.	1012, 1013
61 Wis. v. Rosenthal	2220 321
	1730
v. Ross v. Sayward	406
v. Smita v. Smith	1778
A. M. & O.	1898
A. M. & O. 46 N. Y.	1064
v. State	1074
103 Ala. 111 Ala.	1974 276, 293,
	988, 1618
114 Ala.	923
133 Ala.	561, 851
Ala., 34 So. 70 Ark.	568, 1821 836
56 Ga.	784
	3, 1447, 1873
3 Heisk.	858
31 Ind. 53 Ind.	279 581
52 Miss.	
	497, 1840, 2056, 2270
32 Tex. Cr.	499 1481
v. Strother v. Suffolk & C.	
Co.	2552
v. Terr.	105, 111, 247
v. Tolliver v. Tripp	704, 2153 93
	581
v. U. S. v. Wansey v. Wheaton	1633, 1639
v. Wansey	6 1086
e White	1000
82 Cal. 45 N. II.	770
45 N. II.	2067
5 Rawle v. Whitney	2354 1560
v. Whitney v. Wilkinson 7	50, 751, 1530
v. Wilson	2454
v. Wood	1304
v. Woodruff White Deer Creek I	1086 Impe
CO. C. Gassanian	1 240
White Memorial He	
White S. M. Co. v. G	585 ordon 2008,
W hite S. M. Co. V. C	2015
Whiteacres r. Thur	land 2250
Whiteford v. Bnrcks	nyer 1005,
	1028, 1272, 1675
Whitehall v. Smith	
Whitehead v. Scott Whitehead v. Scott	1249, 1770
Whitehonse v. Bicki	ford 1633,
Williams Cima	2109, 2139 1938
Whiteley v. Sims Whiteley v. China	1300
v. King	1736
-	

8ection 2554 1060 133, 210 S.
1062 2553 235, 2336
012, 1013 2220 321 1730 406 1778
1898 1064
1974 276, 293, 988, 1618 923 561, 851 568, 1821 836 784 447, 1873 858 279 581 97, 1840, 056, 2270 499 1481
2552 , 111, 247 704, 2153 93 581 633, 1639 6
770 2067 2354 1560 751, 1530 2454 1304 1086
r. 1943
585
on 2008, 2015
2250 r 1005,
1028, 272, 1675
1195 249, 1770
1633, 1109, 2139
1938 201, 1943 1736

WET

20	Bection
Whitelocke v. Baker	1482, 1486
v. Musgrove	1482, 1486 1513, 2529
v. Musgrove Whiteman v. Whiten Whitesell v. Crane Whiteside v. Hosking	an 2477
Whiteside v. Crane	716, 1943
w niceside v. 1106kini	1245
r. Lowney v. Watkins	2591
Whitfield v. Aland	1195
" Fances	761 1177, 1189
v. Fausset v. Whitfield	1177, 1109
40 Miss.	1943
40 Miss. 44 Miss. Whitford v. Tntin Whiting v. Barney v. Nicholl	2336
Whitford v. Thtin	1201, 1212
Whiting v. Barney	2295, 2312
v. Nicholl	2531
Whitiey v. State	
38 Ga. 1438	, 1445, 1447
78 Miss.	855
Whitiey Grocery Co.	v.
Roach	1530
Whitman v. Freese v. Heneberry	1969
v. Heneberry	2138
v. Morey 90	05, 917, 918,
	1045, 2115
v. R. Co. v. Shaw	1951
r. State	1573, 2139
69 Ind.	133
80 Md.	2577
Whitmire v. Nanier	1257
Whitmire v. Napier Whitmore v. Ainswor	th 1969
v. Ball	1800
v. Bowman	1943
v. Johnson	2110
Whitnash v. George	1077
Whitner v. Beiknap Whitney v. Bacon v. Bailey	2575
Whitney v. Bacon	1567
v. Bailey	285
v. Boston	714, 1005
v. Bunneli	2008
v. Boston v. Bunneli v. Com. v. Fox	855, 857
U. FOX	6
v. Gross	97, 199
v. Houghton 125 Mass.	
125 Mass.	416
127 Mass.	1072
v. Pierce	2201 1976
v. R 'o. v. Splatt v. State	2572
v. State	2512
10 Ind.	1182
154 Ind. 956	0. 987. 1005
53 Nebr.	2073, 2497
r. Sterling	1624
v. Thatcher v. U. S.	719
v. U. S.	2566
v. wagener	1779
v. W Deeler	1737
v. Whitman	2349
Whiton v. Ins. Cos.	1597, 1662,
	1684
Whitrong v. Blaney Whitsett v. R. Co.	1664
W nitsett v. R. Co.	1976
W nittaker v. Com.	2060
Whittit v. Miller	1644
Whittelsey v. Kellogg	1956
Whittemore v. Brooks	
v. Farrington	1316
A E WILLIAM TOD	2417

1	Section
Whittier v. Franklin	68, 201,
v. Varney	621, 1977
Whittingham v. Bloxh	334 am 1873
Whittingham v. Bloxhiv. Burgoyne Whittle v. State	2257
Whittle v. State	
79 Miss.	2042
Whitton w Whitton	2018
Whittnek v. Waters	1644 1644
Whitweil v. Johnson	2153
v. Winslow	1737
Whittle v. State 79 Miss. 43 Tex. Cr. Whitton v. Whitton Whittnck v. Waters Whitweil v. Johnson v. Winslow v. Wyor Whizenant v. State Whorley v. Tennessee C. Expos. Co. Whyman v. Garth	2115
Whoriev v. Tennessee	966, 1977
C. Expos. Co.	463
Whyman v. Garth 12	288, 1299,
Wibons II S	1301
Wiborg v. U. S. Wichita v. Stallings	1079 2354
Wichita & W. R. Co. v.	2054
Kuhn	616, 1943
Wick v. Baldwin	1106
Wickenkamp v. Wickenkamp 15, 1 Wicktorwitz v. Ins. Co. Wickliffe v. Hii)	108 1000
Wickenkamp 15, 11 Wicktorwitz v. Ins. Co.	195, 1896 1078
	2167
Wicks v. Dean	2306
v. Smalbroke	501
Widdifield v. Widdifield	1249, 1257
Widdows' Trust, re	2528
Widdows' Trust, re Wiedemann v. Walpole	1071,
10	73, 2061
Wiehl v. Robertson Wiggin v. Day	1079 321
v. Plumer	89 994
Wiggins v. Fieishel 12	89, 224 99, 1301,
	1651
v. Guier v. Henson	1678 1977
v. Holley	2105
v. McLean	2159
v. McLean v. Pryor	1245
r. Utah	111
Wigginton v. Com.	2071 n 2440
Wigglesworth v. Daliison Wight v. Rindskopf	580
Wight v. Kindskopt Wightman v. Providence Wigley v. Solicitor Wihen v. Law Wike v. Lightner Wilher v. Board Wilher v. Eichaltz	1807
Wigiey v. Solicitor	1644
Wike a Lightney	1646
Wikel v. Board	1985 2566
Wilber v. Eicholtz	2016
Wilber v. Eicholtz v. Goodrich	1681
Wilberding v. Dabuque	252
Wilher Flood	2532
v. R. Co.	87, 1270 1674
	21, 2098
v. Strickland	1086
v. Wilbur Wilburn v. Hail	1190
v. State	1681 1194
Wiicocks v. Phillips'	1194
Ex'rs 7	28, 1271
Wilcox v. Cate	2434
v. Forbes v. Hunt	792
3837	9
909/	

Wilcox v. Jackson	Section 1239, 2166
v. Leake v. Lucas	1944
v. Lucas	2418
v. Ray	1678
v. Smith v. State	2535
v. Wilcox	799 794
Wild's Case	792, 794 2462
Wildberger v. Cheek	18
Ex'rs	2477
Wilder v. Armsby	2525 1955
Wilder v. 1/8 Cou v. St. Panl	1651, 1665
v. State	2354
Wilds v. R. Co. Wiley v. Bean v. Givens	461
Wiley v. Bean	1312
Wiifong v. Johnson	1257
Wilbelmi v. Leonard	1045 1890
Wilbelmi v. Leonard Wilhite v. Barr	1678
Wilherson v. Ailen v. Eilers v. State Wilker v. Heaten	2105
v. Eilers	1045
Wilkes v. Heaton	1434, 2339
v. Market Co	1877 1949
Wilkie v. Chadwick	9105 9100
Wilkins v. Babbersha	1026,
	1028
v. Bent	2349
v. Earle v. Fiint	382, 1013 290
r. Jones	2473
v. Malone	2252, 2282
v. Metcalf	416, 1730, 1974
v. Missonri Valle	1974
v. Moore	y 1722 2327
u State	1404
v. Stidger	1075, 2593
v. Wilmington	1719
Wilkinson v. Adam	2463 1674
v. Jett v. Moseley 46	161 568 681
	1, 568, 681, 1722
v. Pearson	233, 1738, 1938, 1958
	1938, 1958
v. State v. Wilkinson	791, 1874 1392
Wilkinson's Est.	2518
Wilkinson's Est. Will v. Mendon 438 Willamette F. C. & L. Co. v. Gordon	, 1722, 1974
Willamette F. C. &	
L. Co. v. Gordon Willard v. Darrah	1275
Willard v. Darrah v. Fralick v. Goodenongh	2474
v. Goodenongh	2097 928, 1111,
	1985
v. Harvey	1216, 2450
27 MAILOP	1704
r. Pettitt	1874 821
2 Sullivan	995
Willanme r. Gorges	89
Wilicox v. Gottfrey Wilieford v. Bailey	2061
Willeford v. Bailey	18, 1406
Willett v. Goetz	68
Wiliet v. Goetz Wiliett v. Andrews v. St. Albans Willey v. Portsmonth	1195, 1267 457, 714
Willey v. Portsmonth	457, 714 252, 657,
	771, 1219

William v. Gwyn	Section 1167	Williams r. Miles	2106, 252	Williams v. Thorp	Section 106
v. State	2100	v. Miller v. Miner	52	v. Turner	1028, 102
William Jarvis, The	6	v. Miner	40	5	1391, 221
William & Mary College v. Powell		v. Montgomer	y 2354		
rege of Lowers	603, 610, 2237	v. Mndie	229		507, 182
Williams v. Allen	1876	v. Nally	1158, 1700		
v. Ashton	2525	v. People 54 Ill.	111	Ind. T., 69	
v. Averitt	1878	101 III.	111 2071	168 U. S.	154, 161
v. Baldwin	2235, 2237,	166 Ill.	216, 347, 249		75
	2336	196 111.	2513	v. Walker	52 91
v. Bass	1225, 1651,	v. Phlilips	2337		1212, 209
	2105, 2141	v. Poppleton	261, 1951		126
v. Benton	1202	v. Price	1062	v. Wetherbee	1225, 1318
v. Blnmenthal	2313	v. Putnam	1675		1651, 167
v. Broadhead	1388	v. Quebroda R	. L. & C.	v. Wilcox	1
v. Brooklyn El. 1		Co.	2298		1681, 216
v. Brown	682,	v. R. Co.		v. Williams	•
n Brickell	720, 1944	103 Ky.	571	3 Beav.	195
v. Brickell v. Brummel	1236, 1256	68 Minn.	1719, 1722	1 Hagg. Co	ns.
v. Callender	1267 73	155 N. Y.	2495		238, 866
v. Cannon	1966	v. Rawlins v. Rilev	803	100 7	2067, 208
v. Carpenter	1674	v. Robbins	2245	108 Ia.	119
v. Case	1195	v. Koboins v. Sills	334 1295	Ky., 71 S.	
v. Casebeer	258	v. Smith	1675	L. R. 1 P.	
v. Chapman 1026		v. Sonthern P.		142 Mass.	205
v. Cheney	1065, 1387	v. Sontter	657	47 Md. 67 Mo.	193
v. Com.		v. Spencer	689	102 Wis.	610
Ky., 50 S. W Ky., 68 S. W 29 Pa.	7. 987	v. State	000	v. Young	89
Ky., 68 S. W	. 580, 2042	44 Ala.	2086, 2231	Williamson v. Fisch	2319
29 Pa.	153, 852	52 Ala.	1076	v. Mosley	er 791, 794 214]
91 Pa.	2042	54 Ala.	2086	v. Nebers	1738
v. Conger	2006, 2016	61 Aia.	2016, 2018	v. People	1034
v. Culver	1003, 1076	74 Ala.	246	v. R. Co.	1756
v. Dewitt	1969, 2442	81 Ala.	1072	v. State	2089
v. Donaldson	2119	98 Ala.	2265, 2276	Willies v. Farley	1779
v. East India Co.	,,	109 Ala.	506, 1821	Williford v. State	2079
****	2089, 2534	123 Ala.	1966	Willingham v. State	
v. Eikenberry	1086	63 Ark.	824, 862	104 Ala.	1219
v. Eldridge	770	69 Ark.	855, 2100	130 Ala.	247
v. Ensign v. Fambro	1778	32 Fla.	1890	Willink v. Miles	2168
v. Farrington	63	40 Fla.	2513	Willis v. Bailey	1858
v. Fitch	2268, 2279 2294	42 Fla.	580	v. Bernard	13, 1730
v. Floyd	1300	Fla., 34 So. 19 Ga.		v. Gammill	2334
v. Gilman	15	57 Ga.	1398 2071	v. Jernegan	1073
v. Goodall	2450	69 Ga.	1329, 2071,	v. Londerback	2110
v. Greaves	1464	or cra.	2236	v. Peckham	2203
v. Hart	1086	100 Ga.	2183, 2264	v. Quimby v. Singer	270, 785 704
v. Harter	1082	3 Heisk.	63, 111, 246,	v. State	704
v. Hathaway	714	0 220.021	247	134 Ala.	1230
v. Hayes	1877	8 Hamph.	357	67 Ark.	1079
v. Heath	1225	16 Ind.	1205	93 Ga.	838
v. Herrick	1603	6 Lea	1350	43 Nehr.	933
v. Hill	1225	12 Lea	499	v. Ward	613
v. Hillegas	2141	64 Md.	437, 1976	v. West	1911
v. Hollingsworth	75	72 Miss.	833	Willman v. Worrall	694
v. Innes	1070	73 Miss.	1020, 1021,	Willman v. Worrall Willock v. Wilson	1681
v. Ins. Co.	1206		1038	Willonghby v. Dewey	
	1269, 2158	79 Miss.	1124	v. R. Co.	1890
v. Johnson		35 Tex.	1840	Willoughby's Case	2220
112 Ind.	2384, 2389	42 Tex.	2060	Wills v. Lance	2570
1 Stra.	2235	v. Stonghton	1234	v. M'Dole	1201, 1281
v. Jndy	1064	v. Snffolk Ins. C		v. Russell	1890
v. Kelsey 730	6, 745, 747,	v. Tannton	655, 660	v. State	
- V	2103	v. Taylor	1350	73 Ala.	2595
v. Kerr v. McKee	1273	v. Tel. Co.	1078	74 Ala.	1263
A. MICUOS	1908	v. Thomas	1061, 1062	Wills Point Bank v. Be	tes 2349

WIL

Section 3, 1029, 1, 2210

TABLE OF CASES.

Section				
Willson v. Betts 704, 1311,	Wilson v. State	Section	****	Section
1320, 1321, 2130	43 Tex.	0001	Winne v. Lloyd	1281
2137, 2141	45 Tex.	2081	v. Nickerson	1557, 1558
Wilmer v. Israel 1543	12 Tex. App.	2089	Winnepesankee C.	M.
Wilmington v. Burlington 1501	39 Tex. Cr.	2089 2272	Ass'n v. Gordon	2451
Wilmot v. Maccabe 1862 v. Vanwart 1921	41 Tex. Cr.	2272	Winner v. Bauman	1543, 1557,
v. Vanwart 1921	3 Wis.		3277	1560
Wilson, ex p. 2264	v. Stevens	1985	Winnipiscogee Lak	
v. Barnett 86	v. Terry	2477	Co. v. Young	2572, 2575
v. Banman 565	v. Thornhary	1784	Winona v. Burke	2572
v. Beanchamp 2008, 2016	v. Thorpe	1859 2529	v. Huff	1198, 1208,
v. Berryman 2354	v. Tronp		****	1225, 1287
v. Boerem 1362, 1432	v. U. S.	2298	Winona & S. P. R.	
v. Bowie 2125	149 U. S.	0070	v. Denman	1943
v. Brownlee 1487, 1503		2272	Winsett v. State	2079
v. Calvert 2100		792, 821,	Winship v. Clenden	ning 1225
v. Carson 726, 1271		851, 852, 861, 2513	v. Neale	963
v. Coleman 669	n Van Lass coa		Winslow v. Morrill	1166
v. Com.	v. Van Leer 694,	1890 1890	v. Newlan	1029
Ky., 54 S. W. 763	tersville S. Di	1690	v. State 125	4, 2071, 2072,
Ky., 60 S. W. 1439	i lson	st. 1661	TT7:	2073, 2081
Ky., 64 S. W. 1270		20 1840	Winsmore v. Green	back 2239
v. Conine 2110	r Armista 13	39, 1546,	Winsor v. Dilloway	1549
v. Derr 907	26 Or.	1549	v. Regina	580
v. Granhy 458, 1719	Prob.	2444	Winston v. Gwathm	ey 2141,
v. Harris 1078	v. Woodruff	564 1779		2164
v. Hays' Ex'r 1873	v. Woodside	1141	v. Moseley	901, 905, 907
v. Hodges 2531	v. Wright	1225	v. Prevost	1225
z. Hoffman 1680	v. Young	1246	Winter v. Bandel	1640
v. Irish 2016	Wilt v. Bird		v. Burt	716
v. Kirkland 2008	v. Cntler 1651, 168	1062	v. Butt	905
v. McClure 2427	o. Chaer 1051, 160		v. Jndkins	1301
v. M'Veagh 1664	v. Vickers	2159	v. Mixer	1842
v. Markley 1350	Wilton v. Hnmphreys	1976	v. Montgomery	716
v. Mitchell 2086	v. Railroads	112, 917	v. R. Co.	1719
v. Noonan .72, 73, 209,	r. Webster	1858	Winters v. Earl	2437
581, 1668	P971 1	1730	v. Laird	1225
v. Owens 2573	Wimberly v. State	83, 1951	v. State	2501
v. Patrick 1133, 1779	Wims v. State	2071	v. Winters 1	8, 23 29, 2391
v. People 1852	VIII	394	winterton v. R. Co.	1873
v. Potter 2537	v. R. Co.	15. ^10	Winthrop v. Grimes	1186
v. Powers 2410		15.	v. Ins. Co.	1955, 2463
v. R. Co.	Winchell v. Edwards	12, 2020	Wintle, in re	1646
31 Minn. 1236		280	Winton v. Saidler	529, 531
18 R. L. 1951	v. Winchell	96, 2115	Wisconsin Central I	R. Co.
52 S. C. 784	Winchelsea v. Wanchope	1873	v. Cornell Univ.	2569
v. Rastall 2288, 2290, 2294,	Winchester " Charter	1304	Wisconsin River L.	Co.
2303, 2317, 2321,	Winchester v. Charter	89, 334,	v. Walker	907, 1213
2380, 2394	v. Fonrnier	82, 1086	Wisconsin Trust Co.	. v.
v. Rohinson 406	Winehesten E Inc Co	2290	Wisconsin M. & F	. Co.
v. Rowe 1567	Winchester F. Ins. Co. v. Foster		Bank	2531
v. Royston 1312, 1320, 1876		2334	Wisdom v. People	2056
v. Runyon 923, 1985	Winchester & P. M. Co. v		v. Reeves	1382, 2140,
	Creary	1086		2148
v. Sax v. School District 1674.	Windom v. Brown	1195	v. State 852	2, 2089, 2363
	Windsor Case	1712	Wise v. Ackerman	458
v. Seattle 1335	Wineland v. Coonce	1681	v. Bigger	1350
2	Winemiller v. Thrash	2110	v. Foote 61	5, 770, 1938
	Winfield v. State	857	v. Schloesser	276
	Wing v. Ahbott 119	5, 1267	v. State	246
	r. Angrave	2532	v. Wakefield 1	8, 900, 1985
v. Sonthern R. Co. 720	v. Earle	2462	v. Wynn 1490	, 1491, 1501
v. Spring 1876, 2110 v. State	Wingo v. Caldwell	1778	Wiseman v. Green	2477
	Winklemans v. R. Co.	782	r. Risinger	1186
52 Ala. 1839, 1840, 1842	Winkles v. Guenther	2525	Wisener v. Manpin	1838, 1841
73 Ala. 205, 1966, 2062	Winkley v. Kaime	2477	Wishart v. Downey	291, 1293
110 Ala. 105, 852	Winn v. Patterson 119:		Wisner v. Wirth	1681
30 Fla. 110, 111	127	5, 1311,	Wiswall r. Ross	1871
16 Ind. 62, 200, 987	165	1, 2143	Witcher v. Richmond	406
41 Tex. 568, 2081	v. Swayne	2250	Withers v. Fiscus	2349
	3839			8010

	Section	0 1	Section	. 1	-747
Withers v. Gillespy	1391, 211		986, 1933	Wasdan & SEE Iss	Section
	212	5 v. Harrell	1275		lesey 64, 1086
v. Moore	244	0 v. Hickok	2053		571
Withington v. Warre	n 235	v. Knapp	1678		219, 1680, 2109
Withneel v. Gartman	246		2239		1213
Withnell v. Gartham	158		1697		9 2219
Witlow v. State	223	v. Muckinson	1893	o. Gevecke	
Witmark v. R. Co.	463, 197	v. Maguire	2183		89, 224
Wittenberg v. Molyn	eanx 140		1985		2098
v. Onsgard Witter v. Cazaletts	662, 222		928	v. Milier	1842
Witter v. Casaletts	185		1978		2267
v. Latham	1194, 119		228, 657		1672
Witz v. Fite	2442, 254		440, 001		62, 200, 398
Wixom v. Goodcell	189		923	v. Pindall	1198
Wobnrn v. Heushaw	239	99 Ind	247, 1871	v. Polbemus	1347
Woeckner v. Motor C	0. 199.195	58 Miss. 56	8 690 1000	v. R. Co.	571
Woey Ho v. U. S.	1107, 206		1935, 1938		
Wogan v. Small	770, 195		396	76 Ala.	2059, 2236
Wohlford v. People	58			101 Ga.	1225
Wolcott v. Heath	730		4, 1205	63 Ind.	1329
v. Hall	73, 74	V. 2.1111	1388	26 Tex. A	pp. 521
Wolf v. Carothers	108			t. Woods	
v. Frank	211		216, 341 1154	2 Curt. Ecc	d. 1336, 1832,
v. Goddard	1665	The Particular		. **	2086, 2088
v. Perryman	75, 209	v. Welder	12, 843, 852	4 Hare	2294
v. Williame	1960	v. Wiliard	1651	Woodside v. State	1397, 1398
v. Wolf	2268		794	Woodstock Iron Co	
v. Wyetb	2098			v. Roberts	1239, 1587,
Wolf's Case	- 851	0, 1,	1565, 1566,	1171 . 1	1680
Wolfe v. Hanver	907	v. Wood	1567, 1568	Woodward v. Blue	269, 1492
v. R. Co.	2155	v. Zibble	2067	v. Bncbanan	377
v. Underwood	1246	Wood River Bank v.	1081	v. Goulstone	1576, 1736
v. Wasbbnrn	2450	Kelley	1000 1000	v. Heist	1669
Wolferman v. Ball	2525	Woodard v. Bellamy	1028, 1029	v. Leavitt	89, 224, 2349,
Wolff v. Smith	74	v. Cntler	77, 206		2354
v. Wolff	2046	v. Eastman	18	v. Republic	205
Wolffe v. Minnis	1807	v. Spiller	1021	v. State 6	57, 728, 1977
Wolford v. Farnham	1001	Woodbeck v. Keller	2016	v. Sullivan	233
44 Minn.	604, 2240	Woodbridge . Anati-	2042	Woodworth v. Bark	er 1196
47 Minn.	1230	Woodbridge v. Austin		v. Gorsline	1387
Wolfson v. Allen B. Co	. 1623	Woodbarn r. Sterling	2444	v. Thompson	1064, 1067,
v. U. S.	216, 331,	Woodbury v. Anoka	1777		1969
	580	v. District	1166	v. Woodworth	2046
Wolgrave v. Coe	2250		1890	Woolacott v. Case	2536
Wollaston v. Hakewill	1256.	v. Woodbnry's	2, 681, 683	Wooldridge v. Wilki	ns 1239
	1300	Estate		Woolery v. Woolery	1085, 1777
Wolters v. King	2442	Woodcock v. Bennet	1558	Woolfolk v. State	
v. Rossi	1388	v. Houldsworth	2123	81 Ga.	852, 2264
Wolverbampton N. W.	1000		95, 2152	85 Ga.	2100
Co. v. Hawksford	1256	v. Joodson 112	, 229, 1938	v. Woolfork	2067
Wolverton v. Com.	18, 1267	v. Worthington	1858	Woolley v. R. Co.	2319
v. State	2086	Woodcraft v. Kinaston		v. State	
Wolverton Mortgaged	2000	Woodford v. McClenah		Tex. Cr., 56	S. W. 2277
Estates, re	2472	Woodford Co.	702	Tex. Cr., 64	S. W. 2273,
Womack v. Dearman		Wordford's Case	959		9363
	2164	Woodhead r. Foulds	1347	Woolner v. Devereux	1858
o. mgaes 1	649, 1650,	Woodhull v. Holmes	529	v. Spalding	682
v. White	1651	Woodin v. People	1976	Woole v. Walley	2256
Wood v. Allen	1275	Woodman v. Coolbroth	18,	Woolsey v. Bohn v. Williams	1549, 1558
	2464	-	770, 1225	v. Williams	1502. 2529
	658, 1951	v. Dana 700,	109, 2004,	Woolverton v. Van Sy	ckel 2235
v. Broadiey	613	2005, 2	1008, 2016	Woolway v. Rowe	1049.
v. Carpenter	1081	v. Segar 1309, i Woodnoth v. Lord	313, 1320		1080, 1082
v. Chetwood v. Cole	2336	Woodnoth v. Lord		Wooster v. Bntler	1587, 1665
	803	Cobham	1516	v. State	78, 1620
		Woodse . O.	1900 3		
v. Cullen	1213	Woodruff v. Garner	1389 1	WOODEN D. INELL	9124
v. Cullen v. Drury	1316	v. Handley 1	512, 2131	Wooten v. Nall v. Wilkins	2125
v. Cullen v. Drury v. Finson	1316 377	v. Hundley 1 v. Ins. Co.	512, 2131 714 V	v. Wilkins	1432, 1436
v. Cullen v. Drury v. Finson v. Fitz	1316 377 2158	v. Hundley 1 v. Ins. Co.	512, 2131 714 219, 1230,	v. Wilkins Worcester v. North- borough 665	1432, 1436
v. Cullen v. Drury v. Finson	1316 377	v. Hnndley 1 v. Ins. Co. v. State 736, 19	512, 2131 714 219, 1230,	v. Wilkins Worcester v. Nortb-	

WIT
Bection 4, 1086 571 0, 2109 1213 2219 2098 1842 2287 1672 20, 398 1198 1347 571
1225 1329 521
, 2236 1225 1329 521 , 1832, , 2088 2294 , 1398
1587, 1680, 1492, 377, 1736, 1669, 2349, 2354, 205, 1977, 233, 1196, 1387, 1067, 1969, 2046, 2536, 1239, 1777, 2264, 2100, 2067, 2319
2264 2100 2067 2319
2277 2273, 2363 1858 682 2256 1558 2529 2235 049, 1082 1665 1620

Worcester National Bank	ion
D. Cheney	77
Word v. McKinney 1239, 21	59
	98
Wormeley's Case 748, 10	20 98
Wormley v. Hamnurg	7
Wormsdorf v. R. Co. 2	51
Worrall v. Jones 22 Worrell, re 22	18
Worsham v. Warsham 20	48
worth v. Gilling 201, 2	51
v. McConnell 20 v. Norton 1205, 120 v. R. Co. 105, 11 Worthen v. Badgett 13: Worthington v. Mencer 492, 49	05
v. R. Co. 105, 1	10
Worthen v. Badgett 13: Worthington v. Mencer 492, 49	50
v. State 1432, 144	3,
C. SCPIDDAP 00'	• •
v. State 1432, 144 1445, 209 Wottrich v. Freeman Wray v. Carpenter 233	0,
Wottrich v. Freeman 564, 61	7
Wray v. Carpenter 234	9
v. Doe 166	0
Wren, ex p. 135 v. R. Co. 90	
v. Bales	6 1
v. Barnard 167 v. Beckett 899, 900, 900	2
008 00	7
v. Boston 178 v. Bragg 210 v. Bundy 530, 167	4 [
v. Bragg 210	2 1
v. Bundy 530, 167 v. Bunyard 120	8 1
v. Bundy 530, 167 v. Bunyard 120 v. Carillo 213 v. Carpenter 116 v. Collier 167 v. Com. 1500	2 1
v. Carpenter 116	
v. Com. 150	
v. Crawfordsville 75, 85, 203	, 1
# Cumputy 1002 1006 1006	<u> </u>
v. Cumpety 1003, 1006, 1388 v. Deklyne 1126, 1127	V
v. Express Co. 492, 493	V
2494	V
v. Fort Howard 770 v. Gaff 1890	
v. Hardy 681, 1951	
v. riawkins 2572, 2575	
v. Hessey 2016 v. Hicks 1029, 1031	W
v. Holdgate 2063	M
v. Howard 568	
v. Kelly 1350 v. Littler 1018, 1026, 1033,	
1431	
v. McKee 64	X
v. Mayer 2290, 2294 v. Morse 1062	
# People ces	
v. Sharp	_
1 Browne 1544 1 Salk. 20	Y
v. Sherrard 2137	Y:
v. Southern Pac. Co. 561,	
v. State 1951	Ya Ya
136 Ala. 1960	11
Ala., 34 So. 318	Ya
VOL. IV. —42	

TABLE	OF CAS	ES.
Wright v. Sta	te	Section
88 M	d.	118
50 M	iss. 132	8, 175 6, 132
43 Te	x.	134 205
9 Yer v. Tatham	g. 24 10, 21, 28	6, 147 29, 260
1362	ex. 10, 21, 28, 267, 1306 1, 1370, 1388 1, 1714, 1730 1774, 191 ph Co.	, 1309 3, 1511
1583	1714, 1730	7 192
v. Telegra	ph Co.	2349
v. Terr.	200	251
v. Vernou v. William v. Wilkln	s' Estate	231 56
W. WY COOLING	te	770 400
v. Wright 58 Ka	n. 736 75	
Wrigley n Com	n. 736, 754 nelius Burke	208
Wrigley v. Con Wrisley Co. v. Wroe v. State	Burke	961
Diase	1070 144	, 1033 '. 1618
Wrye v. State Wunderlich v. J Vyatt v. Gore	Ins. Co.	2231
v. State	1243	, 2375
Wrye v. State Wunderlich v. 1 Vyatt v. Gore v. State Wyckoff v. Wy Wyland v. Griff	ckoff 1198	, 1267
Wyland v. Griff	ith 2052	2312 1067
Wyland v. Griff Wyles v. Berry Wylie v. Wanss Wylly v. Gazan Wyman v. Goul v. R. Co. v. Wilcox Wymark's Case	ıu	1067 1976
Wylly v. Gazan Wyman v. Goul	d	1955 1938
v. R. Co.	463	1943
Wymark's Case	1185,	1554 1215, 1224
Wyndham v. Ch		1224 582
v. Wycombo Wynehamer v. I	People	211 1354
wynn v. Harma	n 1664,	2168 1249
v. Glidewell		1085
v. State	457, 1157,	1223 1978
v. Anhni v. Glidewell v. Middletor v. State v. Tyrwhitt Wyse v. Wyse Vytheville B. & Teeger	1472,	2145 1938
Teeger	I. Co. v.	1379
X		
Cenos v. Wickha	ım	2408
Y		
aeger v. R. Co. ahn v. Ottumwa akima Nat'l Ba Knipe ale v. Comstock anke v. State		18
akima Nat'l Ba Knipe	nk v. 2525, 1	
ale v. Comstock	2020, 2	388
		938, 277
ankee v. Thomp 384	mon 1188, 1 1	651

023	Yarboro	ugh r. H	and	Section 1392
2,	v. D	1088	.000	1058
7.	Yarbrou	tate gh v. An	nold 16	414 84 1770
19	v. S	LACE		
6		105 Ala.	128, 11	23, 928, 32, 1938
0, 5,		115 Ala.	,	2497
l,	Yardley	70 Miss.	1	2272 586
3,	Yates v.	v. Arnole Carnsew Imsted		2104
9,	v. P	eople		2294 437
2	v. P			2440
9	v. St	ate		1058
0		47 Ark. Fla., 29 S	80	357, 858
6	v. T	ho.mson		521 5
0	v. Y	ates	57	0, 2008.
5 2	Yeager :	. Spirit I	ake	2, 2016 252
1	v. W	eaver right	•	252 319, 620 1677
. 1	Year Boo	ok		10//
3	23 Ass.	30		657 2405
;	20 Edw	r. I, 258		2426
	20 & 21			2426 1177
	33 & 35	" 331	547	2426
	14	Edw. II	I, 80 25	1177
	41 47	"	10, 6	2426
	4 Edw.	IV, 8, 9	3, 5	2405 2405
	40	28.	l	2190
	8 "	, 41, 5 6, 8		2569 2190
	9 " 7 H. V,	9.1		2190
	9	5, 3 15, 3		1177 2405
	i H. VI	. 1. 31		2426
	9 "	26, 15 16, 8		2426 1917
	9 "	59, 8 25		2405
	11 "	43, 46	575	2475 , 2190
	18 "	17, 8 11		2426
	20 "	20, 16		1650 657
	28 "	6, 1 34, 36	1364	2190 2426
	14 H. V	11, 29, 4		1364
		11, 21 [II, 17, 6,	and 7	1364 2405,
				2426
	97 "	25, 7 2, 6	575	2405 2190
Y	earsley's	Anneal	0.0,	1550 2063
Y	eates v. F	haas		2063 1621
	v. Wat	igh		2027
	v. Dem	DSev	ad	1722 2195
Y	BOLOW OF E		1389,	1681
Y	eats v. Pin	er R. Co.	v.	2430
	Harris		1674,	2167

	Bection	1	Section	1 %.	
Yerkes v. Northern	Pacific	Young v. Hollows	y 2319		Section
R. Co.	581	v. Holmes	291, 1196	Zabriskie v. State	205, 2061
Yetman v. Dey	619	v. Honner	2015		2451
Yewin'e Case	1022	v. Hurst	2336	Zane v. Fink	613, 2240
Yoch v. Inc. Co.	770, 2415	v. Johnson	138, 1106, 1976	v. Onativia	377
Yocum v. Barnes	1320	v. Jones	1549	Zang v. Wyant	1557
Yoder v. Reynolds	16	v. Makepeace	166, 569, 1154	Zanone v. State	987
You v. People	1700, 1807	v. Miller	2500	Zebley v. Storey	1021
Yoss v. State	1013	v. Montgomes	y 913		2210
Yoki v. First State	Bank 1066	v. Perkine	1466		
Yolo Co. v. Colgan	1350	v. Power	1777		805
Yordan v. Hess	2304	v. R. Co.	2551		392
York v. Gregg	1651	v. Richards	607		1126, 1871
v. Pease	391, 770,	v. Ringo	1651		
	1873	v. Shalenberg		Zerbe v. Miller	334
York Co. v. Central	R. Co. 16		2531		1800
v. Toronto G. I		v. Slaughterfo			
Co.	1062	v. State		Zibble v. Zibble	1738
York & M. R. Co. v.	Winana 2576	68 Ala.	624, 626,		
Yorks v. Mooberg	561		833, 661		
Yost v. Conroy	1921, 1942,	114 Ga.	1445		568
	1943, 1960	90 Md.	851		
Yoter v. Sanno	2374	36 Or.	1494, 1502		561
Youmans v. Carney		v. Stockdale	1306		1271
Young r. Bank	1684	v. Thaver	1682		
	3, 1877, 2115	v. Webb City	252		581
	8, 1041, 1673	w. Wood	907, 913, 1869		1254
v. Chandler	1681	v. Wright,	1063		
v. Clapp	95	v. Young	1842		2434
v. Ciark	460	Young Men's Ch.		Zipp v. Colchester R	
p. Com.		Rawlings	967		1938, 2477
4 Binn.	1680	Young Women's		Zitske v. Goldberg	1666, 1668
6 Bush	247, 923, 926,	Home v. French	2532		68, 210,
	987, 1965	Younge v. Guilbea		200201 0. 2001201	1983
6 Bnsh		Younger v. State		Zoldoske v. State	363, 2081
	W. 111				
v. Dearborn	2096	Yonnie v. Walrod	2434		2413
v. Doherty	340, 2517		2163		1951
v. Foster		Yrisarri v. Clemen			782
v. Gilman	607		1461		
v. Gregorie	1269	Yundt v. Hartrum			2408
v. Grote		Yung's Estate	1644		2400
v. 0.000	-419	- and a reserve	1044		

YER

. 1205 38, 2477 66, 1668 68, 210,



A.		Accomplice (continued).
Abortion, procuring of, as evi-	Section	confession of crime by, as hear-
dence of paternity	282	say 1476, 1477
other offences, as evidence of	282	corroboration required 2050
intent	359	restoring credit by consistent
motive for	891	statements
dying declarations of woman in	1489	as affected by judgment of con-
eye-witness of marriage in .	2085 2086	viction of principal 1386
who is accomplice in	2060	see also Co-indicter.
marital privilege in	2239	Account, voluminous, proved by
Absence of entry or record, how	2200	summary 1230, 1244
proved	1280, 1244	assented to, as an admission 1070
	1678, 1957.	rendered, as an admission 1073 see also BILL OF ACCOUNT.
	1978	Account-books; see Books of
of maker of regular entries .		ACCOUNT.
of deponent	1404	Accused; see Defendant.
of declarant of facts against		Aoknowledgment of deed of
interest	1456	married woman; see Wife.
interest	1481	of deeds in general, whether
presumption of death from .	2531	certificate is conclusive 1847, 1352
Absent Witness, expected tes-		whether admissible 1676
timony of, received to avoid		Aconite; see Poison.
postponement	807, 1898	Act, of the Legislature; see
impeached like others	888, 1034	STATUTE; LEGISLATIVE JOUR-
testimony at a former trial;		NAL; RECITAL.
see FORMER TESTIMONY.		Adjournment of Court, for a
effect of admission of affidavit		view 1808
of	2595	as affecting publicity of trial 1835
Abstract of Title-Deeds, pro-		Administrator, admissions of . 1076, 1081
duction of original	1223	see also Will; Executor.
as hearsay	1705	Admiralty, rules of evidence ap-
as giving substance of deed .	2105	plicable in 6
whether preferred to oral tes-		seal of foreign court of, pre-
timony	1278	sumed genuine 1681, 2164
Acceptance; see Bill of Ex-		Admissibility, general theory of 9
CHANGE.		multiple, of the same fact for
Accomplice.		different purposes 18
Acoident; see Negligence; In-		conditional, of a fact not yet
TENT; HIGHWAY; MACHINE;		appearing relevant 14, 40
PREMISES; CORPORAL INJURY;		objection to, time and form of 18
Res Gestæ.		judge to determine
Accomplice, as disqualified by		Admissions of a Party
his guilt	. 526	1. Whether admissible
as disqualified by interest .	580	general theory 1048-1058
as impeached	967	death not necessary 1049
	384	

Admissions of a Party (continued). Seeti	
prior question not necessary 100	I Of Expension of recorded deed 166
personal knowledge; infants 100	Whole must be record occur occur
made to third persons 108	M 1
not conclusive 1068, 258	8 may be proved 2115, 211
not conclusive 1058, 258 putting in the whole 1058, 206	7 by express stipulation; see
limpiled admissions . 987 104	A Transport A
offer of compromise 100	1 Adultery, character of third per-
offer of compromise 100 in pisadings 100	3 son as evidence 6
of teratanos to w mind berson 103	O intercourse with third newsons
by night, concealment, etc 273_28	4 as avidancing paternity 100 to
by silence 107	1 venereal disease, as evidence
by silence	2 of 168
in a third person's document 107	3 plan, as evidence of oge ope
corporation books 107	9 Other Offenses as aridanes of
depositions used 107	intent or motive 940 gas
husband or wife	2 privilege of husband on wife
other parties to the cause 107	in
injured person, co-defendant,	against seif-crimination in 9937
etc	proof beyond a reasonable
privies in obligation 1077-1070	donbt
joint promisor 107	who is accomplice in 2060
agent, partner, attorney,	confession of respondent in . 2067, 2074
WHE, etc 1076	Advancement to child
co-conspirator 1076	shows by mandy accompany
privies in title	transfer 1777
decedent, insured, etc 1081	paroi evidence to rebut pre-
grantor, indorser, etc 1082-1087	sumed intent 2475
broducing me original of # doc-	Adverse possession : see Dos.
ument admitted correct 1285, 1255	SESSION.
made during possession of	Advertisement, in newspaper,
land 1778, 1779	as evidencing knowledge 255
2. Whether sufficient	see also Norman
loss of a document	Affection; see CRIMINAL CON-
	VERSATION; ALIENATION OF
dispensing with the attesting	AFFECTIONS; MENTAL CON-
dispensing with the attesting witness	DITION, STATEMENTS OF.
Specimens of mandwriting . 2018, 2021	Affidavit, in interiocutory pro-
divorce charge 2067	ceedings
accused in general 816, 2070	whether lex fori is applicable
blgamy, adultery, etc 2086	to the taking of
execution of a document 2132, 2596	excluded at common law 1884, 1708
3. Sundries	exceptions 1709
before grand jury, not privi-	admissible by statute 1710
leged 2363	of a third person, as an admis-
interpreter as agent to make 668	sion 1075
of gennineness of a writing, as	of common source of title 1385
qualifying a witness 700	of attesting witness to will 1312
by plea of guilty, admissible in	of party, to loss of document 1196
a civil case 815	filed original required 1216
distinguished from confessions 816	jurat as evidence of
from judicial admissions 2588	of juror impeaching verdict 2348
of agent, as res gestæ 1797	of absent witness' testimony
of a third person, as to facts	admltted
against Interest 1458	of denial of document's gen-
in a party's books of account 1557	uineness

. flortien . 1653 97, 2098, 2099 115, 2119

: 66 188, 184

. 168 238, 239

360, 308

35, 2289 . 2257

. 2498 . 2060 37, 2074

. 1777 . 2475

255

1708 1709 1710

Affidavit (continued).		Section	Agent (continued).	
presumed gennine, in official	1		admissions by, as res gesta 176 notice to produce to	2
files		2158	notice to produce to	ø
from identity of name		2529	Words accompanying acts as	31
Affirmation; see OATH.			words accompanying acts as 177 privileged communications of 2301, 231	Ę
Against Interest, statements of			parol agreement to hold only as 2438, 244	¥
facts,			se also Agency.	18
exception to the Hearsay rule		1455	Agreemen. sollaterai, shown by	
proprietary interest		1458	Daroi . Minterni, agown by	
landlord and tenant		1473	paroi	۶
pecuniary interest		1460	see elso Contract: Assent;	
1BGODSements, receipts	1.440	1400	DOCUMENT.	
sundry interests	1461	1463	Alibi, mode of evidencing 18	0
penal interest; confession of	1401	4100	fellure to prove, as evidence of	
crime		1470	gullt	9
no motive to misrepresent .		1104	burden of proof of	2
separate entries		1109	Alien, disqualification as e wit-	
time of statement	1400	1400	ness	6
mode of proof			necessity of interpreter 81	1
deeth or absence of declarant	1468,		qualifications of interpreter	1
Are as effecting on infants the		1456	credibility impeached by his	Ī
Age, as affecting an infant's dis-			race	R
qualification			conclusiveness of immigration.	
as evidenced by appearance .	. 222,		inspector's certificate 1354	4
	660,	1154,	edequacy of cross-examination	•
		1168	in foreign language 1393	
of a witness, as impeaching			see also RACE; INTERPRETER;	•
him	. 934,	1005	OATH.	
of a person incapable of child-			Alienation of affections, ex-	
bearing	:	2528	pressions of husband or wife	
of a document; see Execu-			showing faulture	
TION OF DOCUMENTS.				
as excusing absence of attest-			marital privilege in)
ing witness		1315	see also CRIMINAL CONVER-	
of deponent		1406	Allegan and American	
statement of age, as hearsey;	• •	1 100	Allegans euam turpitudinem,	
see FAMILY HISTORY.		i	as excluding testimony 525)
testimony to one's own		667	Almaneo, used in evidence 1608)
Agency, course of business in,	• •	001	judicially noticed	
as evidence of a transaction	04	970	Alteration, of entries, fraudulent	
- C. Madado of a transaction			intent in; see FRAUD.	
proof of, without producing in-	877,	019	expert witness to 570, 2027	
broom or a serious broductiff Ille			shown by parol	
strument		249	liability on altered document 2419	
opinion testimony to	1	960	time of, presumed	
proof of authority to execute			Ambiguity in a document 2472	
ancient deed	2	144	Ambassador, deposition of . 1884, 1407	
presumption of continuance of .	. 2	530	privilege of	
see also AGENT.			Ancestors, insanity of, as evi-	
Agent, frand by, as evidence of			dence 233	
party's guilt		280	declarations of, as evidence;	
disqualification of opponent as			see Family History; AD-	
witness to a transaction with			MISSIONS.	
• deceased		578	Anoient Document, as evidence	
wife or husband testifying to				
acts as agent		616	calling the attesting witness to	
offer of compromise by		061	calling the attesting witness to 1311	
admissions by, in general		078	proof of genuineness; see Exe-	
A' am Donorat	. 1	010	CUTION OF DOCUMENTS.	

Amteura de la Bortica		Booth
Animal, character of, as evidence . 68, 201		
trespans of another, as evidence 142	li tion of onlyle of	122
brands on, as evidence 150, 1647, 2152	of officer, presumed	258
conduct of, as evidence of own.	Argument, distinguished from	
erahip or crime 177	evidence	
as evidence of the animai's	improper statements by coun-	• •
disposition	subtober acatements by conti-	
symptoms of injury, etc., as	sei in	1800
evidence of cause	offering evidence after argu-	
fright of, as evidence of dan-	ment begun	1878
manner all land	Arbitration, distinguished from	
proof of owner's knowledge of	an admission	1056
minimum and	Arbitrator, former testimony be-	
injuries to, as evidencing a	fore, whether admissible .	1873
highway defect	award in another cause, as rep.	
highway defect 458	utation	1594
condition at other times, as	as a witness	1912
evidence 437	not to impeach award	2358
produced before the jury 1154, 1161	Arrest, beilef of officer as to	
disposition or pedigree of, evi-	probabie cause	258
denced by reputation 1621	conduct under, as evidence of	200
printed stock-book, to prove	guiit	070 1000
pedigree 1706	guiit	273, 1072
value of ; see VALUE.	guit .	
Anonymous crimes, as evidence		276
of intent	submission to, as evidence of	
Answer of Witness, to a lead-	innocence	293
ing question	confession made under	851
non-responsive	impeachment of a witness by	982
prepared beforehand in a depo-	siience under, as an admission	1072
	Arsenio; see Poison.	
	Arson, threats as evidence of .	105-109
reference to other testimony 787	materials and tools, as evi-	
see also QUESTION; EXAMINA-	dence of	149, 238
TION; OBJECTION.	other offences, as evidence of	,
Answer in Chancery, as a	intent	. 854
party's admission 1065, 1076	motive for, as shown by cir-	. 002
original'e production not re-	cumstances	801 800
quired 1215, 1216	as shown by conduct	. 896
giving discovery, scope of; see	proof beyond reasonable doubt,	. 680
Discovery.		0400
proof of bill and answer to-	in insurance	. 2498
gether	Assault; see elso Rape; Inde-	
responsive parts are evidence 9191	CENT ASSAULT . MAPE; INDE-	
presumed genuine, in official	CENT ASSAULT; HOMICIDE.	
files	Assent, shown by paroi evi-	
from identity of name	dence; see PAROL EVIDENCE	
Apparatus, possession of, as evi-	RULE.	
donos of a sulmir	see also Contract.	
defects of, as evidence of negii-	Assessment, privilege against	
derects of, as evidence of negli-	disclosure of	. 2374
gence	Assessor's books, production	
Appeal, evidence excluded be-	of original	. 1240
cause not transmissible on 1168	admissible as official records or	
Appearance, as evidence of age 212, 257,	as admissions	. 1640
1154	copy of whole required	
as evidence of health	Assignment, of patent of inven-	. 2109
as evidence of competence 1154	vention	1000
384	A	. 1226
901	•	

. 1226 . 2585

. 1806 . 1878 . 1056 . 1873

. 1594 . 1912 . 2358

. 258 73, 1072 . 276

. 293 . 851 . 982 . 1072

105-109 149, 238 . 854

191, 392 . 396

. 2498

2374 1240

1640 2109

record of Assignee is bankruptey; see Bankruptey; see Correct Strict sates also profo of maker's signature size alto sates supported using the depositions given at prelimitary probate at tester may be impeached or satester see Stoot String filed by confession of falsehood by propents feet of . 2500 S. Sundries depositions given at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate or satester and be depositions given at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate or satester see Governey see Cerrity filed of satester may be impeached or satester see Governey see Governey at great prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary probate at prelimitary prob	Amignment (continued).	tion i Attention trees.
BARRIEF. Assigner, admissions of, against assignee see also Verdor. Assumptit; see Contract; Bill. of Excanon; Loan; Note. Asplem; see Sarity. Athelesis, see Religious Belley. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; see Withers, like depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness; supported. Attendance as witness. 1290 the depositions given at priming facing effect of 2500 supported. Attendance as witness. 1290 the deposition given at priming facing effect of 2500 supported. 1290 supported. 1291 supported. 1291 supported. 1291 supported. 1291 suppor	record of	The state of the s
assigner, admissions of, against assignes see also Vendor. Assumpett; see Contract; Bill. of Excuance; Loan; Note. Aprism; see Samity. Atheism; see Samity. Attendance as witness; see Wither Corr. Attested Copy; see Certified Corr. Attesting Witness 1. Rule requiring attesting witness (1990) who is an attesting witness (1990) does ment used for other purposes excustion not disputable because of estoppel, admission, etc. attester preferred to maker (1990) to opponent's testimony of opponent's testimony of attester deuring or not recoil lecting other witnesses not excluded 1302, 1303 number of attesters required for do to estided 1304, 2049 number of signature dispensed with (1990) proof of signature dispensed with (1990) excuses for not calling the attester. (1906) failed admissions (1906) failed admissions (1906) failed admissions (1906) failed (1906) fail	BANKRUPT.	WHO IS AD Attester 1500 1510
see also Vendor. Assumpet; see Contract; Bill. of Exchange; Loan; Note. Asylum; see Samity. Attendance as witness; see Wit. Mass, ix. Attendance as witness; see Wit. Mass, ix. Attesting Witness 1. Rule requiring attesting wit. ness to be called history of the rule history of the rule cause of estoppel; admission, etc. cause of estoppel; admission, etc. attester preferred to maker to opponent's testimony attester deuring or not recol. lecting of attesters of attesters required to be called sumber of signature dispensed with to calling the attester excess for not calling the attester death death 1301, 2138 absence from jurisdiction 1311, 2138 absence from jurisdiction 13	Assignor, admissions of against	tion 1811 1810
Assumpst; see CONTRACT; BILL OF EXCHANGS; see SARITY. Atheism; see Religious Belief. Attendance as witness; see Wither Mass, ix. Attesting Witness 1. Rule requiring attesting witness in 1207 kind of document 1200 who is an attesting witness 1200 downest see caised 1200 comment used for other purposes execution not disputable because of estoppel, admission, etc. 1204-1208 attester preferred to maker 1209 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester design or attesters required of attesters required of attesters required for be caised 1304, 2049 aumber of signature dispensed with 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1311 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	assignee	And I would be seen a see that the paint the seen
Assumpett; see CONTRACT; BILL OF EXCHANGE; LOAN; NOTE. Asylum; see SANITY. Atheism; see Raliforde Belley. Attendance as witness; see Wit. Mass, ix. Attested Copy; see Certified Corv. Attested Copy; see Certified history of the rule lizer history of the rule lizer history of the rule lizer document lizer document used for other purposes execution not disputable because of estoppel; admission, etc. attester preferred to maker lizer to admissions etc. lecting lizer witness and excluded lizer witness and excluded lizer witness and excluded lizer proved of attesters required to be called lizer in admission of attesters required to be called lizer in an attest of attesters lizer proved of attesters of attesters required to be called lizer lize	SCO AMO VENDOR	I would may be impeached or
Asylems, see Sarty. Attendance as witness; see Wir. Mass, iz. Attested Copy; see Certified Copy; see Certified history of the rule insets to be called history of the rule poses in the cause of estoppel; admission, etc. attester preferred to maker to admission to copponent's testimony in the collecting of attesters required to be called to be called to be called to distesters required to attesters required to fattesters required for distesters of asylence of asylence of asylence from jurisdiction in 1311, 2138 absence from jurisdiction in 1311, anoient document in 1311, 2138 absence from jurisdiction in 1311 anoient document in 1311, 2138 absence from jurisdiction in 1312 inability to find in ame unknown in prisonment in 1316 incompetence by interest, etc. in 1316 incompetence by interes	Assumpeit: see Contract. Dec.	supported
Attesten; see Religious Believ. Attendance as witness; see Witt- Mass, ix. Attested Copy; see Certified Cov. Attesting Witness I. Rule requiring attesting wit- ness to be called history of the rule history of the rule comment used for other pur- poses execution not dispatable be- cause of estoppei, admission, etc. lecting other witnesses not excluded number of attesters required to be called of attesters of attesters feurying or not recoi. lecting other witnesses not excluded of attesters of at	OF MECHANOR! LOAM. NOTE	WALLE AND GODDINGON SIVER AT
Attestance as witnese; see With Attested Copy; see Certified Copy. Attesting Witnese 1. Rule requiring attesting witness to be called history of the rule history of the rule cause of county witness and testing witness at the season of exception not dispitable because of extoppel, admission, etc. 1294–1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester deuying or not recoilecting 1302 other witnesses not excluded 1302, 1303 number of attesters required to be called with 1304, 2049 aumber of signature dispensed with 1304 component occurrent 1311, 2185 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1 1315, 2185 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1 1315 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify under the death 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	ANYIUM : 800 MANITY.	Preliminary probate
Attested Copy; see Certified Cov. Attesting Witness 1. Rule requiring attesting witness to be called history of the rule history of the rule history of the rule comment used for other purposes execution not dispatable because of estoppei, admission, etc. 2294—1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recollecting 1302, 1303 number of attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters required of attesters not excluded 1302, 1303 number of signature dispensed with 1311 anolent document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	Atheiem; see RELIGIOUS BELLES	Primite Jucie ellect of . Otoo
Attested Copy; see Certified Cory. Attesting Witness 1. Rule requiring attesting witness to be called history of the rule history of the rule 200 who is an attesting witness 1292 document used for other purposes 1293 execution not dispatable because of estoppel, admission, etc. 1294–1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester deuying or not recollecting 1302, 1303 number of attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters 1306 of maker 1304, 2049 aubbr of signatures to be proved with 1311 anoient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1311 allness, loss of memory, imprisonment 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 copy of recorded document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 copy of recorded document 1316, Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	Attendance as witness; see Wir.	*** Switteries
1. Rule requiring attesting witness nase to be called history of the rule 1287 kind of document 1290 who is an attesting witness 1292 doenment used for other purposes 1293 execution not disputable because of estoppel, admission, etc. 1294-1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters required to be cailed 1304, 2049 1302 proof of signature dispensed with 1321 ancient document 1311, 2188 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1311 name unknown 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 Rule permitting attestation to be evidence 2297 eximal transaction 1202 conveyancing 2297 eximal transaction 2297 eximal transacti	# # # 1 X .	disqualified by confession of
1. Rule requiring attesting witness nase to be called history of the rule 1287 kind of document 1290 who is an attesting witness 1292 doenment used for other purposes 1293 execution not disputable because of estoppel, admission, etc. 1294-1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters required to be cailed 1304, 2049 1302 proof of signature dispensed with 1321 ancient document 1311, 2188 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1311 name unknown 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 Rule permitting attestation to be evidence 2297 eximal transaction 1202 conveyancing 2297 eximal transaction 2297 eximal transacti	Attested Copy; see CERTIFIED	Inisehood 528
1. Rule requiring attesting witness nase to be called history of the rule 1287 kind of document 1290 who is an attesting witness 1292 doenment used for other purposes 1293 execution not disputable because of estoppel, admission, etc. 1294-1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters required to be cailed 1304, 2049 1302 proof of signature dispensed with 1321 ancient document 1311, 2188 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1311 name unknown 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 Rule permitting attestation to be evidence 2297 eximal transaction 1202 consultation to the Hearsay rnie 1505 15	COPY.	oy interest
history of the rule history of to to anity hy defice of attorney, as attester 2315, 2329 parolavidence to explain signa- ture of attestation as a required for. mailty hattorney, testimony to value of services of attestation as a required for. mailty historney, testimony to value of services of services of improper consultation with witness before trial new offers of compromise by pleading draf 1 by, as an ad- mission by, in general judicial admissions 2294 admissionis by, in general judicial admissions 2390 catestation as a required for. mailty Attorney, testimony to value of services of attestation as a required for. nailty Attorney, testimony 1062 proving draf 1 by, as an ad- mission by, in general judicial admissions 2294 admissionis by, in general judicial province offers of compromise by pleading draf 1 by, as an ad- mission on to quitien to admissions admissionis province of compromise by pleading dra	Attesting Witness	
history of the rule history of position to sanity hipsician hippiritiege of attorney, as attester hippirities of physician hippirities of approvician hippirities of approvician history est cause of explain signa- ture of hetester on a treatment of attestation as a required for. hattester of attestation as a required for. history estation as a r	1. Rule requiring attesting wit-	may be impeached by nro.
history of the rule kind of document lized who is an attesting witness who is an attesting witness who is an attesting witness lized document used for other purposes execution not disputable because of estoppel, admission, etc. lized	ness to be called	ponent
who is an attesting witness does ment used for other purposes execution not disputable because of estoppei, admission, etc. attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester deuying or not recoillecting 1802, 1303 number of attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters required of attesters 1306 of maker 1309 proof of signature dispensed with 1301 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 refusal to testify 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	history of the rule	of sair-contribution
doenment used for other purposes execution not disputable because of estoppei, admission, etc. 1294-1298 attester preferred to maker to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoillecting 1302, 1303 number of attesters required to be called of attesters 1304, 2049 aumber of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1309 proof of signature dispensed with 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1311 illness, loss of memory, imprisonment 1311 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1299 attester denying or not recoillection 1294 1298 Attorney, testimony to value of services of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1062 improper consultation with witness before trial 788 offer of compromise by 1061 improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper consultation with sequesters of improper of compromise by 1062 admissions 1062, 1078 judicial admissions	wind of document	obminit to manify
execution not dispntable because of estoppei, admission, etc. 1294-1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1300 attester deuying or not recoillecting 1301 other witnesses not excluded attesters required to be called 1302, 1303 number of attesters required of attesters 1306 of maker 1306 of maker 1307 proof of signatures to be proved of attesters 1308 proved 1309 attesters 1300 attesters 1	who is an attesting witness	
execution not dispntable because of estoppei, admission, etc. attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters 1306 of maker 1300 proof of signature dispensed with 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown prisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify copy of recorded document 1316 refusal to testify copy of recorded document 1318 refusal to testify copy of re	doenment used for other pur-	or physician
cause of estoppsi, admission, etc. 1294–1298 attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 attester deurying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters required to be cailed 1304, 2049 aumber of signatures to be proved of maker 1320 of maker 1306 offer of compromise by 1061 offer of compromise by 1061 offer of compromise by 1061 offer of compromise by 1061 offer of compromise by 1062 offer of compromise by 1062 offer	P0000	Parotavirence to explain alona.
attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's testimony 1301 attester deuying or not recoilecting 1302, 1303 number of attesters required to be called 1304, 2049 aumber of signatures to be proved 1304, 2049 of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excases for not calling the attester 1308, 1319 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1300 attester 2199 tattorney, testimony to value of services of 1715 services of 1715 timproper consultation with witness before triai 788 offer of compromise by 1061 pieading draf 1 by, as an admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissionint with witness of testimony to value of improver consultation with witness before triai 788 offer of compromise by 1061 pieading draf 1 by, as an admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissionint by interest 1311 notes of testimony to value of improver consultation with witness before triai 788 offer of compromise by 1061 pieading draf 1 by, as an admission with sequestered witness 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions at the sequestered witness 2504 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 4 admissions of testimony to field present a sequestered witness 2504 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 4 2594 admissions by, in general 1062, 1078 judicial admissions 4 2504 attester 4 1311, 2138 admissibility as a witness 2 1041 ancient document 1311, 2	vaccution not disputable be-	The same of the sa
attester preferred to maker 1299 to admissions 1300 to opponent's teetimony 1301 attester deuying or not recoilecting 1802, 1303 number of attesters required to be cailed 1304, 2049 number of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excuses for not calling the attester 1308, 1319 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, e	cause of estoppei, admission,	malit-
to admissions to opponent's testimony attester denying or not recoillecting other witnesses not excluded number of attesters required to be called 1302, 1303 number of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excesses for not calling the attester 1308, 1319 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 20 recorded document 1318 refusal to testify 20 recorded document 1318 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 1318 refusal to testify 131	1004 100	8 Attorner tosti
to opponent's testimony 1301 attester denying or not recoillecting 1302, 1303 other witnesses not excluded 1302, 1303 number of attesters required to be called 1304, 2049 aumber of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excess for not calling the attester 1308, 1319 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence by interest etc. 1316 incompetence of attesters required admissions admissions by, in general 1062, 1078 identify as a witness 19911 notes of testimony taken by 1660 witness exclusion from court white a witness exclusion from court white a witness 2594 witness exclusion from court white a witness 2578 power of; see Agency. privileged communications of; see ATTORNEY AND CLIENT see also Counsell. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege statutes 2290, 2291 incompetence of itigation 2294 non legal purposes 2296 procecuting attorneys 2296 conveyancing communication offer of compromise by 1061 admission admissions admissions admissions of semission admissions of semission admissions of semission admissions of semission admissions of semission admissions of semission admissions of semissions admissions of semission admissions of semissions admissions of semissions admissions o	accepted preserved to maker 100	
attester deuying or not recoi. lecting other witnesses not excluded number of attesters required to be called number of signatures to be proved of attesters	to admissions	improper assertion 715
lecting 1302 other witnesses not excluded to be called to be called 1304, 2049 number of attesters required to be called 1304, 2049 number of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 of maker 1320 excesses for not calling the attester 1308, 1319 death 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 incompetence by interest 1316 inc	to oppopent's testimo	Witness before total
number of attesters required to be called 1304, 2049 aumber of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excesse for not calling the attester 1308, 1319 death 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	beating or not recoi.	offer of compromise by
number of attesters required to be called 1304, 2049 aumber of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excesse for not calling the attester 1308, 1319 death 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	other with	2 Dieading draft 1 has a service 1061
to be called		3 mission
aumber of signatures to be proved of attesters 1306 of maker 1320 proof of signature dispensed with 1321 excuses for not calling the attester 1308, 1319 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	number of attesters required	admissions by in 1003
proved of attesters of maker proof of signature dispensed with excesses for not calling the attester death ancient document ancient document ancient document ilabelity to find anne unknown prisonment ilness, ioss of memory, imprisonment incompetence by interest, etc. 28 Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1806 1820 admissibility as a witness 1911 notes of testiruony taken by 1669 consultation with sequestered witness 1840 exclusion from court while a witness 1841 office of, judicially noticed 2578 power of; see Agency. privileged communications of; see Attorney and Client, see also Counsel. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege statutes irrespective of litigation 2290 conveyancing 2504 exclusion from court while a witness 1840 exclusion from court while a witness office of, judicially noticed 2578 power of; see Agency. privileged communications of; see Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege lege 2290, 2291 statutes 2290, 2291 anon-legal purposes 2296 prosecuting attorneys 2296 conveyancing 2297 criminal transaction	1304, 204	TOTAL TOTAL
of attesters of maker of maker of maker proof of signature dispensed with excuses for not calling the attester death ancient document ancient document ilall ancient document ilall ancient document ilall ancient document ilall ancient document ilall inability to find illness, ioss of memory, imprisonment ilcompetence by interest, etc. incompetence by interest, etc. incompetence by interest, etc. incompetence by interest, etc. ilall refusal to testify copy of recorded document 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1306 1320 consultation with sequestered witness exciusion from court while a witness 1841 office of, judicially noticed 2578 power of; see Agency. privileged communications of; see Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege lege 2290, 2291 statutes irrespective of litigation 2294 non legal purposes 2296 prosecuting attorneys 2296 consultation with sequestered witness exclusion from court while a witness 4 TTORNEY AND CLIENT see also Counsell. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege lege 2290, 2291 statutes irrespective of litigation 22997 consultation with sequestered witness exclusion from court while a witness Attorney AND CLIENT see also Counsell. Attorney and Client, Communications of; see Attorney and Client, Communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications of; see Agency privileged communications see also Counsell Attorney and Client, Communications and client, Communications privileged communications of; see Agency privileged communications see also Counsell Attorney and Client, Communications and client, Communications privileged communications see also Counsell Attorney and Cli	author of signatures to be	admissibility on a min
proof of signature dispensed with 1320 excess for not calling the attester 1308, 1319 death 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505 witness 120 witness 2exclusion from court while a witness 3 1840 witness 2exclusion from court while a witness 3 1840 witness 2exclusion from court while a witness 3 1840 witness 3 1840 exclusion from court while a witness 3 1840 witness 3 1840 exclusion from court while a witness 3 1840 exclusion from court while a witness 3 1840 witness 3 1840 exclusion from court while a witness 3 1840 witness 4 1841 Attorney AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3 see also Counsel. Attorney and Client, Communications of; see ATTORNEY AND CLIENT 3		notes of testimous taken by
proof of signature dispensed with	of maken	consuitation with sequestered
with 1321 excesse for not calling the attester 1308, 1319 death 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505		witness .
excess for not calling the attester. death 1308, 1319 death 1311 ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, loss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	Prove of six Ballate Clanensed	1840
tester	eveneer for any 1221	witness .
death	tester for not calling the at-	office of, judicially roticed
ancient document 1311, 2138 absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	death 1808, 1819	power of; see Agency
absence from jurisdiction 1312 inability to find 1313 name unknown 1314 illness, ioss of memory, imprisonment 1316 incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505	ancient document	privileged communications of
inability to find	and the state of t	
name unknown illness, ioss of memory, imprisonment incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505 Attorney and Client, Communications between, history and policy of the privilege 2290, 2291 statutes 2290, 2291 respective of litigation 2291 non-legal purposes 2296 prosecuting attorneys 2296 conveyancing 2297	inability to 4-1	
illness, ioss of memory, imprisonment	name unknown	
prisonment	illness ions of many	munications between
incompetence by interest, etc. 1316 refusal to testify 1317 copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505 eriminal transaction 2290 conveyancing 2290 conveyancing 2290 conveyancing 2297 criminal transaction 2297	nrisonment	history and policy of the privi-
refusal to testify	incompetence believe	lege
copy of recorded document 1318 2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505 1318	refused to tostify	- amputes
2. Rule permitting attestation to be evidence exception to the Hearsay rnie 1505 eriminal transaction consequence conveyancing 2297	copy of recorded desired	irrespective of litigation
be evidence prosecuting attorneys	2. Rule permitting attention	non legal purposes
exception to the Hearsay rule . 1505 criminal transaction . 2297	Permitting attestation to	
attester must be deceased, etc. 1506 criminal transaction		conveyancing
persons not attorneys	attester must be deserved 1505	criminal transaction
	1506	persons not attorneys

Attorney and Client (continued). Section	Bank-note, forgery of, as evi-
attorneys' clerks and agents 230	1 3
client's bellef 230	
attorney as a friend 230	0
time of cousultation 230	person whose name is forged,
communications, not conduct 230	
documents	
relevancy of communication 2310	
confidential nature	
third rerson present	100
joint attorney; oppouent's	1 The state of the
presence	communications to, not privi-
identity of client 2318	11
purpose of suit	Bankrupt, admissions of 1081, 1082
execution of will or deed 2314	1 2002
attorney as attesting witness 2315	1000
communications by third per-	privilege of husband or wife of
sons	against self-crimination by . 2257, 2260
client's agents	2201, 2200
client's documents	2202
attorney's communications 2320	
privilege is the client's 2321	Bastardy, third person's char-
who may claim 2321	I maken as suid.
inference from claim	third person's intercourse as
termination of client's relation 2323	
indirect disclosure by attorney 2325	resemblance of child, as evi-
third person overhearing 2326	J
waiver by testifying 2327	delice of paternity 166, 1154
by agent or assignee 2328	procurement of abortion, as evidence of paternity 282
by deceased client's repre-	prior intercourse, as evidence
sentative	of motive
Authentication of a document;	of motive
see Execution.	1
Authority as agent; see AGENCY.	
person in, obtaining a confes.	
sion; see Confession.	
of officer, presumed	proof beyond a reasonable
judicially noticed 2576	
Autoptio Proference; see REAL	
EVIDENCE.	presumption of legitimacy in 2527 Battery; see Homicide; School-
Award; see Arbitrator.	MASTER.
	Beer, meaning of, judicially no-
B,	Belief, testifying to one's own
	haliad an i A
sailee, loss by, presumed negli-	bellef as distinguished from
gent	knowledge
sallot, production of original 1240	knowledge 658
disclosure of, privileged 2215	testifying to another person's
mistake shown by parol 2421	belief or intent
must be in writing	belief in genuineness of hand-
ank, books of, original required 1223	writing 698
attested copy admitted 1683, 1710	belief or impression as showing
incorporation of, proved by re-	sufficient memory 726
pute 1625	conduct and circumstances as
see also Books of Account.	evidence of; see Known-
THE POOR OF MCCOUNT.	EDGE.

. **8**18 570, 705 . 1839

. 1854

, 1082, 8, 1783 7, 2260,

Belladonna; see Poison.	
Beneficiary of insurance; see	
Insurance.	production of original.
Best Evidence, history and	ORIGINAL DOCUMENT
meaning 1173-1173	indorsement on, as statement
100	against interest 1460, 1466
rule for producing originals;	delivery in escrow, shown by
see URIGINAL DOCUMENT	parol
rule for attesting witness: see	and a street and a
ATTESTING WITNESS.	parol
rule against hearsay: soo	signed by mistake
MEARSAY RULE.	parol acceptance . 2451 presumption of title from pos-
official documents as best evi-	session of
dence	session of
mpeaching one's own wit-	protest of, as evidence; see
ness by proof of	
mode of evidencing, in general 049 046	Bill of Lading, assent presumed
GIAUUUSIIID. AMDIOVMONE OLO	charman in the contract of the
expressions and conduct 050 1790	
Country Of 14 GRBLL61	
prenumary inquiry	SCE RISO L'ONTRA CO
contradiction by other wit.	Dill Cr Legislature: Sep Star
restoring analis h 1005, 1022	UTE; LEGISLATIVE JOURNAL
courting credit by consistent	buth, register of ; see Register
statements	OF MARRIAGE, BIRTH, AND
see also Interest; Corruption. Bible, as evidence of pedigree;	DEATH.
see Family History.	date of; see Age.
Bigamy other offer	declaration of, by deceased per-
Bigamy, other offences, as evidence of intent or motive . 360, 398	Soll; see FAMILY HISTORY
disqualifying the wife as wit-	reputation of 1605
ness	SEE BISO KACE
ness	Birthmark, as evidence of events
(1111 Port	in pregnancy 159 Black; see RACE.
admissions of defendant suf-	Blackmell other off
ficient.	Blackmail, other offences as evidence of intent 352
proof by husband or wife, privi-	Blank, delivery of document hav-
reged	ing a
value marriage presumed	ing a
Bill in Chancery, as a party's	interpretation of a
adniission	Blindness, as disqualifying a
must be read with the answer	Withess
800 also Chancery.	as excusing production of at-
Bill of Discovery; see Dis-	testing witness
COVERY.	Dy Delligarent ovi
Bill of Exceptions, must exhibit	dence of intent to evade.
grounds of objection	Blood, Witness' experience with
	as qualifying him
Bill of Exchange, evidence of	Opinion testimony to 1075 1077
forgery of; see Forgery.	Dioducuna; see Animal.
authority to accept, other trans-	Blotter-press copies, as orig.
actions as evidence of	inais
impeaching one's own instru-	Lighty injury; see Corporat.
ment.	INJURY.
admissions of parties to 1084	Body, inspection of 2194, 2220,
9851	noa z

Month Fides; see KNOWLEDGE; Section	Boundaries (continued).
MOTIVE; INTENT.	of county or town, judicially
Bond, proof of execution of; see	1 Mariana
EXECUTION OF DOCUMENT.	
as impeaching the obligor-wit-	Brands on animals, as evidence
ness	of ownership 150, 215
production of original; see	register of
ORIGINAL DOCUMENT.	Breach of Promise of marriage,
as part of the sount 41	Character of plaintiff as in issue
as part of the court files 1215	On maide made 1
indorsement on, as statement	este of probability
against interest 1460, 1466	acts of nnchastity, as excusing
Bookkeeper, entries of: see	or mitigating 206, 21
REGULAR ENTRIES.	prior relations, as evidence
aiding recollection by entries;	defendant's wealth, proveble
see RECOLLECTION.	by rep
Books of science, used in evi-	plaintiff act, as res gestæ 1770
dence	uncorroborated complainant in . 206
	circumstantial evidence suffi-
of history, used in evidence 1597,	l siané
1690	cient 2090
see also DOCUMENT; BOOKS OF	Bribery, by a party, as evidence
ACCOUNT: PRINTED MATTER	of guilt
Books of Account, wife of party	other offences, as evidencing
as witness to	Intent
used to aid recollection; see	used to impeach one's own
RECOLLECTION.	
of a hank original	attempt to as immediate
of a bank, original required 1223	attempt to, as impeaching a
of parties or deceased persons,	witness
as hearsay; see REGULAR	contradiction as to, not col-
ENTRIES.	lateral 1005, 1022
of a corporation or partner-	Bridge, defective; see Highway.
ship, as admissions . 1074	Brief of Evidence, to prove
nroduction of animinal	TOPMOR togtimen
inspection of, before trial; see	Tormer testimony 1668
DISCOVERY.	Building; see PREMISES.
notting in the	Burden of Proof, and Pre-
putting in the whole 2118 making evidence by inspection 2125	sumptions
mixing evidence by inspection 2125	1. General Principles
privileged from production 2193, 2205,	production of evidence by the
9000	nawtrae
BOTTOWING: see LOAN. DERTOR	evidence cought built
Boundaries, evidenced by pos-	evidence sought by the judge
#AGGIOD	ex mero motu; questions to
surveyor's testimony not re-	witnesses by the judge 2484
	ourden of proof; first mean-
deceased 1339	ing: risk of non-persuasion 2485
deceased persons' declarations	test for this burden; nega-
exception to Hearsay rule 1563, 1564	tive and affirmative alle-
deadl of declarant	entions forth alle
110 lilterest to misrepresent	gations; facts peculiarly
declarations on the land	within a party's knowl-
declarant's knowledge 1568	edge 2486
	second meaning: duty of
Opinion testimony to	producing evidence 2487
ancient doed	Tout for this hand.
manufaction at a state of	Chitting the Land -
reputation about	effect on inference from failure
kind of reputation 1583-1591	to call witness from failure
form of reputation 1500 1505	to call witness 291
official surveys, to prove 1665	presumptions; legal effect of
	a presumption
. 3852	

. 2575

150, 2152 . 1647

. 75, 77

206, 213 . 398

. 1623 . 1770 . 2061

. 1668

. 2483

· 2484 · 2485

Burden of Proof (continued).	Down to
presumptions of law and	
presumptions of fact 94	execution and contents of door-
conclusive presumptions:	mout letters and telegrams 0514
rebuttable presumptions 24	execution of deeds (delivery
conflicting presumptions;	date, seal)
COllinson managements	ancient documents
prima facie evidence; suffi-	lost grant or other document associated
cient evidence for the jury;	lost Will (contents and revo.
SCINCILLO OF	(Cation)
direction of a verdict, mo-	apoliation of documents 9504
tion for a nonsuit, and	alteration of documents
demurrer to evidence, dis-	gifts (wife's separate estate
ftiiehod	child's advancement)
waive of motion by sub.	legitimacy
sequent introduction of	chastity; child-bearing
evidence introduction of	identity of person (from name
evidence	etc.)
measure of persuasion: proof	continuity; in general.
beyond a reasonable doubt;	
rule for criminal cases 249	
proof by preponderance of evi-	
dence; rule for civil cases 249	regularity; performance of
2. Burdens and Presumptions	official duty and regularity
in Specific Issues	Of proceedings
sanity: testamentary and other	appointment and authority
civil causes; suicide 2500	of officers
Criminal Causes	
undue infinence and fraud : tos.	OZOD
tamentary causes	contracts
conndential relations of	
grantee or beneficiary 0700	malicious prosecution
iraudulent conveyances	and a spreament to
against creditors . 9504	writing 2447
marriage: consent, from co-	Confessions
habitation or ceremony 9505	qualifications of witness 484, 497,
capacity, as affected by in-	508, 560,
tervening death, divorce,	KQ4 4 - 4
	Burglary, tools, etc., as evidence of 149, 153,
negligence and accident: con-	999
fribatour monit	possession of stolen goods, as
IOSE DV Dation	evideuce of
defective machines, vehicles,	other crimes as evidence of
	intent
	motive for
crimes: innocence, malice,	evidence of identity
quilt ata	Business, course of, as evidence
guilt, etc	
octi-derence, alibi	amount of, as evidence of nui-
possession of stolen goods	sance volue etc
capacity (infancy, intoxica.	stock of goods in, as evidence
tion, coverture)	of amount of
ownership: possession of land	loss of patronage of, as evi-
and personalty 1770 9515	dence of injury
possession of negotiable in-	dence of injury
strument	RECEIVED ENGINE OI; See
payment: lapse of time . 9517	REGULAR ENTRIES.
possession of instrument 2518	Bystander, exclamations of, dur-
38	ing res gestie 1755
900	VU

	Certificate (continued).
Calendar, used in evidence 1698	private persons
Calling a Witness	
out of the usual order; see	deed-acknowledgment; oath 1852
EXAMINATION, III.	
as preventing impeachment;	certified copy 1677-1683
see Impeachment;	
Canada, conflict of laws of Em-	authenticated by seal or signa-
nire Dominion and Day	ture
pire, Dominion, and Provinces 6 Capacity, physical, as evidence	
of an act done	whether conclusive for
of an act done 83-85	married woman's acknowl-
instances of human conduct,	Adornant a acanowi-
to evidence	edgment 1847
of a weapon, machine, etc., as	election
sbown by its effects 441-461	oath or acknowledgment
presumption of, in marriage	of land-grant; see DEED.
in restainentary cases	of entry of land-title; see
in Criminal cases	
montal, of a party: see Saurry.	of location of land-patent;
UNDUE INFLUENCE: TRATATOR	see Dekd.
costimonial, of a witness : man	of marriage
WITNESS, I. Qualifications	constitutionality of, as evi-
Ouplied of a State or country	dence
noticed .	made evidence by party's
, sec A EHICLE.	Possession
Carefulness, presumption of 9507 0510	admissible as a public docu-
Jan James Hard Maller III Buver	ment
edge to determine	not required in bigamy etc. Ocea
opinion as to .	presumed genuine, from one.
TOU ALSO NEGITARNON . Comme	rody
WALLEY, SOO VEHICLE	Oer cited Copy
Carrier, wife of piaintiff, as wit-	1. Public Documents
UCSS SORINGE	Scope of authority to south
AUSS DV. Dresnmed nealthing	time and manner of certi-
see also Bill of Lading.	Lying
Case closed, calling a witness	certificate of effect or non-
after; see Examination.	GXISIENCA
Cash, regular entry to prove	
payment of	kinds of documents thus prov-
payment of	Abie.
A CALCIONICE	sundry public records 1680
See also Animals.	judicial records
Cattleguard; see Height; Sur-	probate of wills
anne of an itt	probate of wills
Cause of an iliness, injury, ex-	iost deeds
plosion, accident, etc., as	attested by seel
evidenced by its effects 437-461	whether preferred to sworn
Post opidion as to	PICTOTIES DO SWOLD
	Copy 1273
Tarriciants nuticed	excusing from production of
	attesting witness
Sumou validi .	- I rivuis Documents
	bank-books, corporation rec-
admissible when made by au-	ords, parish registers, etc 1664
thority	see also Copy.
	ance rules in, distin-
3864	gui rom ruies at law 4
	-

** 1674 . 1675 . 1852, 1676 1677-1683 . 1684

· 2162 · 2584

Chancery (continued).		4	
trials in Federal Courts of	Section	Character (continued).	
special rule for depositions	6	mode of evidencing by renu-	O
for cross-examining to char-	• . • 1417	witton; see infra. 9	
acter	200	Character as to sanity akill	
for one witness to a bill		CIC. : See IMPRACHMENT	
bill or answer in, as an admis-	2047	accessing witness	
sion .	***	Wilness Supported	4
proving the whole of a decree	. 1065	good character, in general	
of bill, answer, and deposition	• • 2110	woodlijp withose	-
responsive parts of answer as	• • 2111	2. Mode of evidencing by Con-	4
evidence		44 WCE	
history of suhpœna in		of an accused in a criminal	
discovery from opponent in	2190		
opposess in .	1800, 1857,		
Character, distinguished from	2218, 2219	privilege not to disclose	3
reputation		Crimes	
1. As evidence or in issue .	. 52, 1608	of a deceased in homicida	
Accused's character as rele-	• • 52	of a negligent party in a	5
vant to show an act done		CIVII CASE	
or not done		of a complement in and	
good character always ad-	55		
missible for him		UI & Darty to show about	
presumption of			
bad character not admis-	. 290	of a party, to mitigate dam-	
sible against him.			
sible against him	. 57	of a witness, in impeach-	
prosecution may rebut . kind of character .	. 58	ment	
time and place of all	. 59	hy other witnesses 979	
time and place of character	. 60	DV conviction of mine	
accused as witness	. 61	by cross-examination to	
failure to prove, as evidence		misconduct .	
of bad character	. 290	privilege for disgracing 981	
Animal	. 68	Anaware	
Complainant in rape and sim-		privilege for crimes	
ilar crimes	. 62		
for chastity, presumption of	. 2528	controdiction by other	
Deceased in homicide, to evi-		Withouse	
dence aggression	. 63	of a witness, in support	
arel cases in gen-		COOL Character	
eral	. 64	impeaching the impeach-	
in negligence in defamation	. 65	Inc witness	
in malpractice	. 66	explaining away had re-	
Plaintiff in missions:	. 67	nuta	
Plaintiff, in mitigation of dear-			
ages	. 70–76	Consistant statement	
THE POST OF SUITARY DISPOSES	. 77–80	3. Mode of evidencing by Repu-	
Third persons in general	. 68	tation	
one's ampeached		general principle of repu-	
one's own witness	900		
actual character	920	extent and place of repu-	
kind of character .	922		
other traits than veracity	924	time of reputation	
ume of character	927	kind of character that may	
place of character	930	be thus proved	
mode of evidencing hy con-		chastity, common offender,	
duct; see infra, 2.		etc.	
	3855	etc 1620	

Character (continued). Best	In I Chattel (and)
sanity, temperance, etc. 16	O1 Immedia
animals	a production of
antitudes 10	10 0101 262
SUBCITY LACES . 1804 10	
limitation of number of wit-	
Detter	common cheat
qualifications of a witness	to evidence intent
In Pennte	500 also FALSE REPRESENTATIONS
4. Mode of evidencing by Per-	Check, evidence of forgery of;
sonal Opinion	see Forgery.
defendant's man to	
defendant's moral character 1981, 198	instrument 1255, 1248
witness' moral character;	1200, 1240
belief on oath 1982, 198	5 see also BILL OF EXCHANGE;
talli, care, competence	PAYMENT; DOCUMENT.
one to Jury, right of judge	DOCUMENT.
to give 2495, 2557	Derience as quelified at 1
955	
party offering evidence after 187	opinion testimony to 1976
Charge and Discharge state.	Chief, case in; see Examination,
ments taken together	
Character of complain.	See Direct
ant in rape, etc., to show con-	EXAMINATION.
sent	Child, resemblance of, to show
character of the woman in se-	paternity 188 1184
duction, etc., as mitigating	appearance of to evidence and one time
damagea on in In	Labacity to tentity
conduct, to evidence rape-com-	to take the oath 1820, 1821,
Distinguite character for	1998
mitigation of damages, as af-	to testify, though not capable
fected by lack of	of perjury 1990
fected by lack of	corroboration required as wit-
acts of unchastism	1 11000
acts of uncliastity 204-206	presumption of advancement 2066
provable by reputation 1620	
presumption of	
of a witness, in impeachment;	see also Advancement; Age; Infant.
see IMPEACHMENT.	
Chattel, possession of stolen;	Chinese as witness; see RACE.
see STOLEN GOODS.	Chose in action administration
failure to produce, as evi-	Chose in action, admissions of
dence	assignor 1082
value, as evidence of price	Church, register of; see REGIS-
agreed	TER OF MARRIAGE, BIRTH,
marks, as evidence of identity 150 419	AND DEATH.
sales of other goods, as evi-	iaw of; see Ecclesiastical
dence of value.	LAW.
condition or quality of, as	Circumstantial evidence, de-
	nned
qualifications of a witness to	relative value of
value; see VALUE.	general theory of
whether production in court is	Classification of
Deceasary	may be proved by the same
necessary 1181, 1182	Kind
words accompanying delivery	criminal's identity as evi-
inspection of her	General by tanger
inspection of, before trial 1862	
obtained by illegal search	DMOOF DOVON d management 1 1 1 1 1
385	6 Proof beyond reasonable doubt 2497
	•

Q

194, 2221, 2264

. 203 . 321 омя.

65, 1245, 2443 ;

. 568 . 1975

36, 1154 12, 1154 505–509 0, 1821, 1825

1082

City charter, ordinance, bound-	
Arv. etc. indialally wetter t	
ordinance proved by printed	Co-obligee, admissions of
CORV	Co-congor, admissions of
Civil cases, parties in, character	- I - Pasty, autilianions of
Of .	OCC MINO CO-DEFENDANT : COLUMNICA
CIRIN OF THEIR ASSOCIATION	PARTY.
Clearification of the part of res gester 177	8 Co-promisee, admissions of
Classification of the rules of	Co-promisor, admissions of
evidence	Unitationary administra
of the rules of admissibility 1	Cohabitation, as evidence of
of circumstantial evidence	
of the rules of relevancy	as evidence of adultery, etc.;
of prospectant evidence 5	ace Adultery; incest;
Clergyman, confession to, not	MARRIAGE.
excluded	nresumption of
privileged communications to 2904	
entries of; see REOULAR EN-	
TRIES; REGISTER.	see Counterfeiting.
Clerk using an entry to aid recol-	expert wituess to genuineness
lection; see RECOLLECTION.	of
entries of a deceased; see	Collateral evidence, admitted to
REOULAR ENTRIES.	rebut other collateral evi-
of public officer or conrt; see	dence
CERTIFIED COPY.	inadmissible when irrelevant
of an attenues al. ! !	of crimes, to show intent
signature presumed 1063	etc
signature presumed genuine 2164	contradiction of witness by;
communications to, not privi-	SEC CONTRADICTION; SELF.
leged	CONTRADICTION.
2317	privilege of a witness against
Client; see ATTORNEY; PARTIES.	disgrace by
privileged communications of;	contents of a document col-
see Attorney and Client.	laterally in issue
Close of Case, evidence offered	attesting witness to a docu-
after; see Examination, III.	ment collaterally in issue 1001
Clothing, as evidence of identity 418 880	Collision, other instances, as avi-
testimony to value of; see	dencing a defeat
VALUE.	see also Negligence
exhibition to in-	Color, as impeaching a witness
Co-conspirator, admissions of,	or evidencing race; see RACE.
in managed	Color of Title, deed admitted as 1653, 1655,
as part of res gester	1770 0100
as part of res gestæ 1797	Commerce, facts of, judicially
Co-defendant, impeached 967, 968	noticed
admissions of 1076	Commercial Agency, commu-
husband or wife of, privileged . 2236	migations to mat
accused's failure to call	Commercial Lists used in evi-
see also Defendant; Co-indictee.	dence dence used in eyr-
Co-indictee, disqualification as	dence
witness	Commission, mode of taking tes-
wife of, disqualification as a	timony on; see DEPOSITION.
witness	former testimony before,
impeachable when called by	whether admissible 1378
co-party	certificate of; see CERTIFICATE.
impeached by his situation	Commitment to an insane asy-
	lum; see Sanity.
see also Accomplice.	Common Carrier, loss by, pre-
	sumed negligent
385	

Common Carrier (continued).	I Complement
bill of lading by, burden of	
proof for	of judiciai notice
Common law, trials at, in Fad.	of judiciai admission
STAT COMPANY	of ordinary admission 10
see also Cuavanna	distinguished from parol avi-
Common Offender, other acts to	dence rule
	Condition, of a human being as
prior conviction, to increase	to health, etc.; see HEALTH:
sentence.	DANITY.
provable by reputation	of a highway, machine, play 3,
Communications, privilege for;	Weapon, etc., as evidenced
see Privilege, II.	by effects, etc.
Comparison of Towns	Condition Precedent, shown by
Comparison of Hands; see Handwriting.	
Composer of 11	burden of proof of perform-
Competence, of evidence; see	STAR OF
ADMISSIBILITY.	Conditional admissibility
of employee; see EMPLOYEE.	Conduct, as evidence; see Char-
of physiciau; see Physician.	ACTER; CONSCIOUSNESS OF
of persons in general; see	Guilt, of Innouence; In-
SEILL; NEGL'GENCE.	TEXT: DESCRIPTION IN-
of witnesses in general; see	TENT; DESIGN; IDENTITY;
WITNESS, I. Qualifications	KNOWLEDGE; SANITY; MAR-
Complaint, of rape : see RAPE	RIAGE; DENEANOR.
admissions in pleading.	Confession of Crime, rules of,
Tallure to make, as an admission 004	applicable to accused per-
Compromise, offer to, as an ad-	sons only 818
mission	distory of the rules
Compulsory Process. 1061	where is a confession
to obtain witnesses	principles of exclusion
history	person in suthority
constitutional manage	nature of the inducement
	nnder arrest or on examination
exemptions from; see Privi-	by magistrate
LEGE.	time and ending of the induce-
to compel answers; see PRIVI.	confirmation by subsequent
to commel 1 - 311	
to compel bodi'y exposure 2194, 2216,	DDFGAD OF TWOOF
2220, 2265	judge and jury
confession obtained by; see	
CONFESSION.	
Compurgation; see WAGER OF	of perjury, as impeaching a
LAW.	witness witness
Concealment, as evidence of	witness
guilt	of judgment, as an admission . 1061
of a document	of principal or co-conspirator . 1079
1100	report of prior testimony used
Conclusiveness, of official cer-	as
tificates or records 1345-1352	of Crime by a third person as
of magistrate's report of testi-	nearsay 1470
mony	whether alone sufficient to con-
	vict
of certificate of election	respondent in divorce 2067
constitutionality of state	accused in general
constitutionality of statutes de-	bigamy, etc 2086
claring	whole must be proved 2097, 2099
of presumption	may be proved
3858	2115, 2119

2567 2590 1058

. 2453

437-492 408, 2420

. 2537 . 14, 40

. 815 817-820 . 821 822-826 827-830 831-841 842-852 853-855

. 860 861, 862 . 863 . 866

959 1061 1079

> 1328 1476

distinguished from self-crimination distinguished from self-crimination 2206 to a priest, privilege for 2804 Considential Communication, confession not privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged construction of other machines, buildings, etc., as svidence of danger, etc. 437, 451 dense applicable, in general 5 between U. S. and State laws of evidence in Canada 6 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada dan laws of evidence in Canada dan laws of evidence in Canada dan laws of evidence in Canada dan laws of evidence in Canada dan laws of evidence of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Knowledge of 2375 see also Contract; Bill of 2433 presumption of . 2500 as each contract; Bill of 2433 presumption of . 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2433 presumption of . 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2433 presumption of . 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2433 presumption of . 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness; see Witness, III. of 2500 consistent statements by a witness of consistent statements by a witness of consistent statements by a witness of consistent stateme		
nation to a priest, privilege for 2304 Confidential Communication, confession not privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 Confidential Relations of grantee, presuming fraud from 2503 Confide of Lawa, rule of evidence applicable, in general of examped documents and certified copies 1680, 1681, 16	Confession of Crime (continued). Section	Constitutional Rules (continued)
confidential Communication, confession not privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged as 823, 841 pri	distinguished from self-criml-	validity of admission of absent
Consideratial Communication, confession not privileged as serior confession not privileged as privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privilege of Confideration for ther machines, buildings, see, as a vidence of danger, etc. 437, 451 of a document; see Privilege of danger, etc. 437, 451 of a document; see Privilege of consumption of a document; see Privilege of consum		Witness' testimony
confession not privileged as privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privileged kinds; see Privilege kinds; see Witters for See See See See See Privilege kinds; see Witter	to a priest, privilege for	effect of welver by to the test
confession not privileged as 823, 841 privileged kinds; see Privileged is described in the presuming fraud from 2503 Confidential Relations of grante, the presuming fraud from 2503 Confider of Laws, rule of evidence applicable, in general 5 between U. S. and State laws of evidence . 6 stamped documents and certified copies . 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada 5 between Imperial and Canadian laws of evidence . 6 Confict of Presumptions . 2493 Confrontation, right of; see Hears and the provincial laws of evidence . 6 Consciousness of guilt, as evidence of . 265-293 see also Legislatory . 173 conduct, as evidence of . 265-293 see also KONDEDGE. Consciousness of innocence, as evidence of . 265-293 see also CONTRACT; BILL OF LADING. Consideration, words as res gesta, to show . 1777 recital of, varied by paroi . 2483 presumption of . 2590 Consistent statements by a witness; see Witness, III. conspirator; see Co-Conspirator. Constitutional Rules, in general . 7 affecting legislative power to alter the law of evidence . 7 forbidding expost facto isws . 7 requiring formalities for enacting a bill . 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive . 1353 sanctioning right of confrontation . 1397 requiring full faith and credit to State records . 1681 for compulsory process . 2591 for compulsory process . 2591	Confidential Communication,	
Divivinged kinds; see Priviters. Confidential Relations of grantees, presuming froud from 2503 Confident of Laws, rule of evidence applicable, in general between U. S. and State laws of evidence 6 stamped documents and certificate copies 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence 6 Confict of Presumptions 2498 Confict of Presumptions 2498 Confict of Presumptions 2498 Confict of Presumptions 2498 Consciousness of guilt, as evidence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 consciousness of guilt, as evidence of 265-293 consciousness of guilt, as evidence, as evidence of 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2500 consideration, words as res geste, to show 1777 recitial of, varied by paroi 2483 presumption of 2520 Consistent statements by a witness cee Witness, in general respectively about the law of evidence 7 forbidding ex post facto iaws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1350 sanctioning right of confrontation 1 1367 requiring full faith and credit to State records 1681 for compulsory process 2191	confession not privileged as 822 841	Construction of the
Confidential Relations of grantee, presuming fraud from 2503 Conflict of Laws, rule of evidence applicable, in general 5 between Examped documents and certified copies 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada 5 between Imperial and Canada 6 conflict of Presumptions 2498 Confrontation, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of see also Knowledge. Consciousness of guilt, as evidence of 174, 293 consent, presumption of, to marriage . 2505 see also Knowledge. 2505 see also Contract; Bill Office see Witness, 11. Consideration, words as res gesta, to show . 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2500 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general reas see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general reas see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general reas see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general reas conspiration of the law of evidence . 7 forbidding ex post facto laws . 7 forbidding ex post facto iaws . 7 forbidding formalities for enacting a bill . 1350, 2592 whether testimony may be deciared conclusive . 1353 sanctioning right of confrontation . 1397 requiring full faith and credit to State records . 2191 for compulsory process . 2191	privileged kinds; see Privi-	
Conflict of Laws, rule of evidence applicable, in general between U. S. and State laws of evidence. Stamped documents and certified copies 1680, 1661, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canada dian laws of evidence of Conflict of Presumptions 2498 Confrontation, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of 265–293 see also Legislature. Consoiousness of guilt, as evidence of general theory 173 conduct, as evidence of 265–293 see also KNOWLEDGE. Consciousness of innocesnoe, as evidence of 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2500 Consideration, words as res geste, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2500 Consistent statements by a witness; see WITEMS, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 7 robidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1 and 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1 and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1652 constitutions and 1		buildings, etc., as svidence
Conflict of Laws, rule of evidence applicable, in general between U. S. and State laws of evidence. Stamped documents and certified copies 1680, 1661, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canada dian laws of evidence of Conflict of Presumptions 2498 Confrontation, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of 265–293 see also Legislature. Consoiousness of guilt, as evidence of general theory 173 conduct, as evidence of 265–293 see also KNOWLEDGE. Consciousness of innocesnoe, as evidence of 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2500 Consideration, words as res geste, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2500 Consistent statements by a witness; see WITEMS, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 7 robidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1 and 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1 and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1651 constitutions and 1652 constitutions and 1	Confidential Relations of gran	of danger, etc 487, 451
Conflict of Laws, rule of evidence applicable, in general between U. S. and State laws of evidence . 6 stamped documents and certified copies . 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence . 6 Conflict of Fresumptions . 2498 Confrontation, right of; see Hearray Rule, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consolousness of guilt, as evidence of . 265-293 see also Knowledge. Consolousness of innocence, as evidence . 174, 293 Consent, presumption of, to marriage . 2505 see also Contract; Bill of Ladding. Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2520 Consideration, words as res gester, to show . 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of . 2505 as affecting legislative power to alter the law of evidence . 7 forbidding ex post facto laws . 7 requiring formalities for enacting a bill . 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive . 1353 sanctioning right of confrontation . 1397 requiring full faith and credit to State records . 1681 for compulsory process . 2191	too programming form 1 form	AR
dence applicable, in general 5 between U. S. and State laws of evidence	Conflict of Laws rule of and	of a document; see PAROL
between U. S. and State laws of evidence of estamped documents and certified copies 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence of Conflict of Presumptions 2498 Comfrontation, right of; see Hearnax Rule, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consolousness of guilt, as evidence of consolousness of guilt, as evidence of minocenoe, as evidence of innocenoe, as evidence of minocenoe, as evidence of laws of evidence of laws of evidence of gestar, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2520 Consideration, words as res gestes, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general alter the law of evidence of alter the law of evidence of clared conclusive of consistent statements by a wither testimony may be declared conclusive 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1357 requiring full faith and credit to State records 1681 for compulsory process 2980 Consult, privilege of certificate of Contempt, for not obeying compulsory process 2200 Consistent to disclose Irrelevant matter 2210 excuse of witness 2220 consistent vitess 2220 Contents, of a document; see Will, DOCUMENT. Continuance, absent witness 2500 Contract; presumption of 2550 of physical or external condition 2250, 487 Contraction of a witness, to impeach him one is own witness 967 condict as evidence of 1774, 293 presumption of 2500 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 Consistent vitess 2220 consistent vitess 2220 cons	dence emilechia la maria	EVIDENCE RULE D
of evidence	between It S and Santal 5	Consul, privilege of
stamped documents and certified copies 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence 6 Conflict of Fresumptions 2498 Conflict attor, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of see also Kouslature. Consolousness of guilt, as evidence, general theory 173 conduct, as evidence of 265–293 see also Knowledge. Consolousness of innocence, as evidence of 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2505 see also Contract; Bill of Laddic, varied by parol 2483 presumption of 2505 consideration, words as res gestee, to show 1777 recital of, varied by parol 2483 presumption of 2500 consistent statements by a witness; see Witnies, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 7 forbidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1397 requiring full faith and credit to State records 1681 for compulsory process 2191	of only	certificate of
tified copies . 1680, 1681, 2184 between Dominion and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence . 6 Conflict of Fresumptions . 2498 Confrontation, right of; see Hearay Rule, I. Congress, privilege of member of . 2375	or evidence.	Contempt, for not obeying com-
between Dominlon and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence of Confict of Fresumptions 2498 Confrontation, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consolousness of guilt, as evidence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consolousness of innocence, as evidence 174, 293 consent, preenmption of, to marriage 2500 consideration, words as res gestex, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 7 forbidding expost facto laws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 5 consensity fails and credit to State records 1353 sanctioning right of confrontation 5 compulsory process 2191	stamped documents and cer-	pulsory process
between Dominlon and Provincial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadia laws of evidence of Conflict of Fresumptions 2493 Confrontation, right of; see Hearsay Rule, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consoiousness of guilt, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence of 174, 293 censent, presumption of, to marriage 2500 see also Contract; Bill of Lading. Consideration, words as res gestæ, to show 1777 recital of, varied by paroi 2433 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 7 forbidding ex post facto iaws 7 requiring formalities for enacting a bill 1830, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1835 sanctioning right of confrontation 1837 requiring full faith and credit to State records 1831 for compulsory process 29408 Confict of Fresumptions 2493 contraction of executive from process 2930 process 2930 process 2930 contents, of a document; see WILL; Document; contents, of a document; see WILL; Document; Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; see WILL; Document Contents, of a document; se	tined copies 1680, 1681,	Dower of officer summonly
refusal to disclose Irrelevant matter. cial laws of evidence in Canada between Imperial and Canadian laws of evidence	2184	
cial laws of evidence in Canada dian laws of evidence of Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Conflict of Presumptions 2498 Consideration, right of; see HEARRAY RULE, I. Consciousness of guilt, as evidence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consolusness of innocence, as evidence 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2505 see also Contract; Bill of LADING. Consideration, words as res gesta, to show 1777 recital of, varied by parol 2433 presumption of 2250 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general 7 affecting legislative power to after the law of evidence 7 forbidding ex post facto laws 7 forbidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bili 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1353 sanctioning right of confrontation 1397 requiring full faith and credit to State records 1681 for compulsory process 2498 Contract, or decument; see Will, Document, See Will, Document, see Will, Document, see Will, Document, See Will, Document, See Will, Document, See Will, Document, See Wi	between Dominlon and Provin-	refused to display but
between Imperial and Canadian laws of evidence	oial laws of avidence in C.	retusat to disclose irrelevant
dian laws of evidence	between Imperial and Cana-	matter
Conflot of Fresumptions Confrontation, right of; see HEARSAY RULE, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consoiousness of guilt, as evidence of general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also KNOWLEDGE. Consciousness of innocence, as evidence 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2550 See also Contract; Bill of LADING. Consideration, words as rcs gestax, to show 1777 recital of, varied by parol 2433 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see WITNESS, III. Conspirator; see Co-conspirators. Constitutional Rules, in general after the law of evidence 7 requiring formalities for enacting a bill 18350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1835 sanctioning right of confrontation 18367 requiring full faith and credit to State records 18361 for compulsory process 2191	dian laws of evidence	exemption of executive from
Congress, privilege of member of see also Legislature. Consolousness of guilt, as evidence, general theory	Conflict of Presumptions	process
HEARSAY RULE, I. Congress, privilege of member of see also Legislature. Consolousness of guilt, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2550 LADING. Consideration, words as res gestæ, to show 1777 recital of, varied by paroi 2483 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirators. Constitutional Rules, in general afterting legislative power to alter the law of evidence 176 for bidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bili 1850, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1839 sanctioning right of confrontation 1840 facto factors of business as evidence of 18397 requiring full faith and credit to State records 1831 for compulsory process 2191	Confrontation wight of	proof beyond a reasonable doubt 2408
Consciousness of guilt, as evidence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence of 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2500 see also Contract; Bill of LADING. Consideration, words as res gestæ, to show 1777 recital of, varied by paroi 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence of alter the law of evidence 176 or contractioning right of confrontation 187 contractioning right of confrontation 197 country in the set of	HEADOLS Down T	Contents, of a document; see
see also Legislature 2575 dence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2505 see also Contract; Bill of Lading. Consideration, words as res geste, to show 1777 recital of, varied by paroi 2433 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general affecting legislative power to alter the law of evidence 176 for compulsory process 1839 requiring full faith and credit to State records 1631 for compulsory process 2191 Consideration, was evidence of 1631 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of 2550 continuity, presumption of a witness, to impeach him one's own witness 907 contradiction of a witness, to impeach him one's own witness 907 coliateral facts excluded 1001 material facts excluded 1001 material facts excluded 1004 facts of bias, skill, etc. 1005 supporting the witness 1007 of an explanatory statement 952, 1046 falsus in uno, as a rule for rejecting testimony 1008 falsity must be wiiful and material 1000 contraction of a witness, to impeach him one's own witness 907 coliateral facts excluded 1001 material facts excluded 1001 material facts excluded 1001 facts of bias, skill, etc. 1005 falsus in uno, as a rule for rejecting testimony 1008 falsity must be wiiful and material 1000 consistent statement 952, 1046 facts of bias, skill, etc. 1005 falsus in uno, as a rule for rejecting testimony 1008 falsity must be wiiful and material 1000 consistent statement 952, 1046 facts of bias	Concrete minutes 1.	WILL; DOCUMENT.
Consolousness of guilt, as evidence, general theory	congress, privilege of member of . 2375	Continuance, absent witness'
dence, general theory 173 conduct, as evidence of 265-293 see also KNOWLEDGE. Consciousness of innocence, as evidence 174, 293 Consent, presumption of, to marriage 2500 consideration, words as res gestæ, to show 1777 recital of, varied by parol 2433 presumption of 2520 Consistent statements by a witness; see WITNESS, III. Conspirator; see Co-conspirators. Constitutional Rules, in general 7 affecting legislative power to alter the law of evidence 7 forbidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bill 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1350, 2592 whether testimony may be declared conclusive 1350, 2592 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to State records 1681 to 0. 265-293 to for physical or external condition	See also LEGISLATURE.	testimony admitted to avoid osos
conduct, as evidence of 265-293 see also Knowledge. Consciousness of innocence, as evidence	Consciousness of guilt, as evi-	Continuity management
see also KNOWLEDGE. Consciousness of innocence, as evidence of price agreed in 392 utterances of, as res gestæ 1770 meaning of, by opinion evidence 1969, 1971	dence, general theory 173	of physical or external condi
Consciousness of innocence, as evidence	conduct, as evidence of 265-293	tion
as evidence	see also Knowledge.	Contradiction of a mitman 4
Consent, presemption of, to marriage	Consciousness of innocence.	impeach him
consent, presemption of, to marriage	as evidence	timpeach nim
see also Contract; Bill of LADING. Consideration, words as res gesta, to show	Consent, presumption of to	one s own witness 907
LADING. Consideration, words as res geste, to show	marriage	general theory 1000
Consideration, words as res gestæ, to show	see also Course on Days	conateral facts excluded 1001
Consideration, words as rcs gestax, to show		material facts 1004
gestae, to show		lacts of bias, skill, etc. 1005
recital of, varied by parol	gester to show	cross-examination 1008
presumption of	yesite, to show	supporting the witness 1007
Consistent statements by a witness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirator. Constitutional Rules, in general . 7 affecting legislative power to alter the law of evidence	recital of, varied by parol 2483	of an explanatory statement . 959 1048
ness; see Witness, III. Conspirator; see Co-conspirators. Constitutional Rules, in general . 7 affecting legislative power to alter the law of evidence 7 forbidding ex post facto laws 7 requiring formalities for enacting a bili	presumption of	falsus in uno. as a rule for re-
Conspirator; see Co-conspirators. Constitutional Rules, in general . 7 affecting legislative power to alter the law of evidence	Consistent statements by a wit-	jecting testimony
Constitutional Rules, in general . 7 affecting legislative power to alter the law of evidence	ness; see Witness, III.	falsity must be wiiful and me
affecting legislative power to alter the law of evidence. 7 forbidding ex post facto laws. 7 requiring formalities for enacting a bili	Conspirator; see Co-conspirator.	A
affecting legislative power to alter the law of evidence. forbidding ex post facto laws. requiring formalities for enacting a bili	Constitutional Rules, in general 7	Contributors Wastern 1018, 1014
alter the law of evidence	affecting legislative power to	
requiring formalities for enacting a bili	alter the law of evidence 7	presumed
requiring formalities for enacting a bili	forbidding ex post facto isws	See also NEGLIGENCE.
acting a bili	requiring formalities for an	Contract, course of business as
whether testimony may be declared conclusive		evidence of 94, 372
clared conclusive	whether testiment and 1300, 2592	intention as evidence of
sanctioning right of confronta- tlon	clared consisting may be de-	belief as evidence of
tlon	chared conclusive 1353	other transactions, as evidence
requiring full faith and credit to State records	sauctioning right of confronta-	of terms of
requiring full faith and credit to State records	tion 1397	value of goods or services as
to State records	requiring full faith and credit	evidence of price arread in 200
for compulsory process 2191 meaning of, by opinion evidence 1969, 1971	to State records 1681	utterances of as res costs
9 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1 -1	for compulsory process	meaning of by opinion and the state of
		o printed evidence 1909, 1971

of warranty, shown by parol 2408, 2410, 2420 of warranty, shown by parol 2408 burden of proof in 2536 jury or judge to interpret 2556 jury or judge to interpret 2556 oalling the attesting witness: see ATRANING WITNESS. Production of original; see ORIGINAL DOCUMENT. interpretation of; see Parol. Evidence Rule, D. Conversation, by an interpreter, testimony to 668 by telephone, testimony to 668 by telephone, testimony to 668 by telephone, testimony to 669 whole must be proved 2115, 2119 Conversion; see Trovers 1999 whole must be proved 2115, 2119 Conversion; see Trovers 1777 Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 pi-vilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Convexance 1290 jndgment controls 522 removal of disqualification by parduo, etc 523 statutory changes 524 proving by crose-examination without copy 1270 whole of the record 2110 Impeachment by general principle 822 proving by crose-examination without copy 1270 whole of the record 1106, 1117 identifying by name 2529 Sundries of witness, excusing absence of a deponent 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1310, 1500 of a declarant of facts 1400 of a control of a control of	Contract (continued).	Section	Conviction of Orime (continued)	. Bost
discharge by parol	putting in the whole	2105, 2115	of principal, used against ac-	
of warranty, shown by parol 2420 of warranty, shown by parol 2435 burden of proof in 2536 jury or judge to interprete 2566 oalling the attesting witness; see Attrating Witness. production of original; see ORIGINAL DOCUMENT. interpretation of; see Parol. Evidence Rule, D. Conversation, by an interpreter, teetimony to 668 by telephone, testimony to 669 meaning of, proved by opinion evidence 1969 whole must be proved 2116, 2119 Conversion; see Trover. words accompanying the taking, as res gestes 1777 Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 pi-vilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 pi-vilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 pi-vilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Conveyance, of property as evidence of a weak case 282 pi-vilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Conveyance of winces, excusing absence of a deponent 1980, 1270 whole of the record 2110 Impeachment by 260, 1270 restoring credit after 1106, 1116, 1117 identifying by name 2529 Sundries of wincess, excusing absence of a deponent 1906 a a attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts	discharge by parol	2441, 2455	cessory ,	10
of warranty, shown by paroi 2435 burden of proof in				
of warranty, shown by parol 2439 burden of proof in	parol , ,	2408, 2410,	accused	1
burden of proof in			of accused, to increase sentence	1
jury or judge to interpret . 2556 calling the attesting witness; see Attrating Witness. production of original; see Original Document. interpretation of; see Parol Evidence Rule, D. Conversation, by an interpreter, testimony to				
oalling the attesting witness; see ATTRATING WITNESS. production of original; see ORIGINAL DOCUMENT. interpretation of; see PAROL EVIDENCE RULE, D. Conversation, by an interpreter, testimony to				
see Attertine Withese. production of original; see Original Document. interpretation of; see Parol. Evidence Rule, D. Conversation, by an interpreter, testimony to 668 by telephone, testimony to 669 meaning of, proved by opinion evidence. 1909 whole must be proved 2007, 2009 may be proved 2007, 2009 may be proved 2115, 2119 Conversion; see Trover. 2115, 2119 Conversion; see Trover. 2115, 2119 Conversion; see Recorded Converting, as res gestæ 1777 Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 pivilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Convernance diction of crime 500 pingment controls 521 conviction in another jurisdiction by pardon, etc. 523 statutory changes 524 proving by cross-examination by general principle 980, 987 asking on cross-examination 980, 1270 whole of the record 11270 restoring credit after 1106, 1116, 1116 identifying by name 2229 Sundries of witness, excusing absence of a deponent 1100 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts at the conviction of demand before trial; see Discovery. authentication by seal or signa.				•
production of original; see ORIGINAL DOCUMENT. interpretation of; see PAROL EVIDENCE RULE, D. Conversation, by an interpreter, testimony to				
ORIGINAL DOCUMENT. interpretation of; see Parol. Evidence Rule, D. Conversation, by an interpreter, teetimony to 668 by telephone, testimony to 669 meaning of, proved by opinion evidence 1909 whole must be proved 2115, 2119 Conversion; see Trover. words accompanying the taking, as res gestæ 1777 Conveyance, of property, as evidence of a weak case 282 privilege for advice in drafting 2297 record of; see Recorded Convextance. Conviction of Crime Disqualification by 519 general principles 519 gindyment controls 522 removal of disqualification by pardon, etc 523 statutory changes 524 proving by cross-examination 522 removal of the record 2110 Impeachment by general principle 980, 987 asking on cross-examination 522 restoring credit after 1106, 1116, 1117 identifying by name 2529 Sundries 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1316, 1506 of a declarant of facts 1409 of an attesting witness 1206 of expretationny 12copy referred to recoilection of 12copy raty admission 12copy referred to recoilection of 12copy raty admission 12copy foreign stamtes of copy-testimasion 12copy foreign stamtes of least 12copy foreign stamtes of copy-dealinesion 12copy foreign stamtes of copy-dealinesion 12copy foreign stamtes of copy-dealinesion 12copy foreign stamtes of copy-dealinesion 12copy foreign stamtes of copy-dealinesion 12copy foreign stamtes of copy-decision 12copy foreign stamtes of copy-decision 12copy foreord occupants 12copy of a copy of a copy 12copy of a co				
interpretation of; see PAROL Conversation, by an interpreter, testimony to				
Conversation, by an interpreter, teetimony to				
Conversation, by an interpreter, teetimony to				12
testimony to				1000 10
by telephone, testimony to meaning of, proved by opinion evidence				
meaning of, proved by opinion evidence	by telephone testimony to	005		
evidence				
Conversion; see Trovers. words accompanying the taking, as res gestæ	meaning or, proved by opinion	1040		
Conversion; see Trovers. words accompanying the taking, as res gestæ	Thele must be marred	0007 0000		
Conversion; see Trover. words accompanying the taking, as res gester. Conveyance, of property, as evidence of a weak case. pivilege for advice in drafting. 2297 record of; see Recorded Conveyance. Conviction of Crime Disqualification by . 519 general principles . 529 indigment controls . 521 conviction in another jurisdiction . 522 removal of disqualification by pardon, etc. 523 statutory changes . 524 proving by cross-examination whole of the record . 2110 Impeachment by general principle . 980, 987 asking on cross-examination 980, 1270 producing a record-copy . 1270 restoring credit after . 1106, 1116, 1117 identifying by name . 2529 Sundries of a deponent	may be proved	0115 0110		
kinds of recollection-witings, as res geste: Conveyance, of property, as evidence of a weak case		2110, 2119		
ing, as res gestæ				12
Conveyance, of property, as evidence of a weak case		1777		10
dence of a weak case			examined and exam conice	10
privilege for advice in drafting . 2297 record of; see Recorded Converyance. Conviction of Grime Disqualification by			constant and enough copies	19
record of; see RECORDED CON- VEYANCE. Conviction of Crime Disqualification by			nersonal knowledge of cor-	
Conviction of Grime Disqualification by		2201		
Conviction of Grime Disqualification by			erosa-reading	
photographic copies			press-conies etc.	1980. 20
general principles	D'	519	photographic copies	797. 20
kind of crime			calling the convist	. 12
indigment controls conviction in another juris- diction	kind of crime	520		
conviction in another jurisdiction 522 removal of disqualification by pardon, etc. 523 statutory changes 524 proving by cross-examination 524 proving by cross-examination 525 whole of the record 5210 Impeachment by 5210 general principle 5210 producing a record-copy 5210 restoring credit after 5106, 1116, 1117 identifying by name 52529 Sundries of witness, excusing absence of a deponent 5210 of a declarant of facts 522 roty of printed matter, as a sampie to identify 524 of paper used to aid recollection 524 of paper used to aid recollection 529, 749, 7 of lost document judicially 621 established 521 of printed decisions and 621 of printed decisions and 621 of printed decisions and 621 of printed decisions and 622 of printed decisio	indement controle	521		
diction	conviction in another juris-			
removal of disqualification by pardon, etc	diction	522		12
by pardon, etc	removal of disqualification			
statutory changes			copy of printed matter, as a	
proving by cross-examination without copy				4
tion without copy				
whole of the record		1270		749, 7
Impeachment by general principle		2110		
asking on cross-examination 980, 1270 producing a record-copy 1270 restoring credit after 1106, 1116,	Impeachment by		established	13
asking on cross-examination 980, 1270 producing a record-copy 1270 restoring credit after 1106, 1116,			of lost ancient deed	21
producing a record-copy	asking on cross-examination	980, 1270	of printed decisions and	
restoring credit after	producing a record-copy .	1270		
identifying by name				
Sundries of witness, excusing absence of a deponent				
of witness, excusing absence of a deponent	identifying by name	2529	lost documents	2105-21
of witness, excusing absence judicial records	Sundries		public records	2108, 21
of a deponent			judicial records	21
of an attesting witness . 1316, 1506 trial; see Discovery.	of a deponent	1409		
of a declarant of facts authentication by seal or signa- against interest	of an attesting witness .	1316, 1506		
against interest 1456 ture	of a declarant of facts		authentication by seal or signa-	
	against interest	1456	ture	21

1079

142 196

. . 1264 1268-1271

. . 1255 . . 1259 . . 1269 . . 1270

. . 1272 . . 1278 . . 1274

. . 1278 . . 1279 1280, 2019 797, 2019 . . 1281

1273

749, 760
. . 1347
. . 2143

2105-2107 2108, 2109 . . 2110

. . 2162

Corporation (continued).
poration, proved by certi-
fled copy 1680
proved by reputation 162
seal, presumed genuine
privilege against self-crimina-
tion
officer iiabie to subposna duces
lecum
discovery from
negotiable instrument signed
by officer of
Corpus delicti, as negatived by
survival of the alleged de-
censed 186
proof required, to corroborate
confession 2070
direct testimony required 2081
Correspondence, acquaintance
with, as qualifying a witness
to handwriting
putting in the whole 2104, 2120
reply-letter presumed genuine . 2153 Corroboration of a Witness
1. Modes of supporting an
Impeached Witness:
Impeached Witness: 800 WITNESS, III, RESTORA-
TION OF CREDIT.
2. Kinds of witnesses required
to be Corroborated though
unimpeached
treason 2036
perjury 2040
sundry crimes 2044
divorce 2046
chancery 2047
wiiis 2048–2052
nsage or custom 2053
sundry civil cases 2054
accomplice
prosecutrix in rape, bas-
tardy, etc 2061
parent bastardizing issue 2062
surviving ciaimant 2065
children, Chinese, etc 2006
confessions
divorce respondent 2067
accused 2070
confession, corroborated by
subsequent facts 856
utterances identifying a time
or piace 416
Corruption of a witness, as im-
peaching him 956-964
of one's own witness 901
61

Corruption (continued).	Section	Oreditor, of partnership, reput		
willingness or offer to testify		as evidence of knowledge of		25
falcely	957-958	of an insolvent, transfers as		20
contession of tales testimony	. 950	evidence of intent to defraud		88
attempt at subornation	960, 962	debtor's admissions used		- 04
receipt of meney	. 961	against	1061	1000
sundry corrupt conduct	. 963		1001,	
preliminary inquiry to witness .	. 964	indorsement of paymen oy, as		108
contradiction by other wit-		statement against interest .		
nesses 10	005, 1022	utterances showing to whom	1460,	140
Counsel, comment of, on failure		credit was given		
to produce evidence	285-201	induseror's utterances, used		177
cross-examination by more		against	•	100
than one	. 783	presumptions applicable to sale	• •	177
statements by, as admissions . 10	W3. 1000	in fraud of		000
notes of testimony taken by	. 1880	Crime, by a third person, as ex-		250
reading scientific books to jury .	. 1700	Operating an accused	***	
stating facts in argument	. 1806	onerating an accused evidence admissible, though it	. 109	-14
in offering evidence or ques-		ingoines		
tioning witness	. 1808	involves	• •	21
taking the stand as witness	. 1911	tent, knowledge, or design		-
claiming privilege for witness .	. 2270	constitutionality of statute de	. 800-	-307
authority to make judiciai ad-		constitutionality of statute de-		
missions	. 2504 ¹	fining privilege not to disclose; see	• •	1354
See also ATTORNEY AND CLIEN	T:	Ser Courses and Courses		
ATTORNEY.		SELF-CRIMINATION.		
Counter-claim, agreement of,		confession of, by a third person	• • 1	1476
shown by parol	. 2436	see also Conviction of Ca	IME;	
Counterfeiting, possession of		CRIMINAL TRIAL; INT DEPENDANT.	ENT;	
	153, 238	Criminal Conversation, charac-		
other crimes, as evidence of	,	tor of ministries as minimal		
intent	. 809	ter of piaiutiff as mitigating		
Counterpart, as equivalent to		damages	75	, 70
original .	. 1232	conduct of piaintiff as mitigat-		
County ordinance, boundary,		ing damages	• •	210
etc., judicial notice of	2575	conduct of defendant at other		
Course of business, as evidence		times, to show motive	• • •	398
of an act done	92	expressions of husband or wife		
Court, record of; see Judicial		showing feelings	1	730
RECORD.		eye-witness of marriage re-		
adjournment of, as affecting		quired	2	085
publicity	1835	maritai privilege in	2239, 2	338
exclusion of witnesses from	1837	Criminal Intent; see INTENT.		
seal of, presumed genuine	2164	Criminal Trial, rules of evi-		
officers and rules of, judicially	-101	dence in, the same as in civil		
noticed	2578	trial	• •	4
see also VIEW; TRIAL; JUDGE.	20,0	in Federai courts, rules appli-		
Coverture, presumption of coer-		cabie in	• •	8
cion during	2514	injured person's admissions in	10	076
see also Marriage,	2014	exhibition of weapons or		
Credibility of a witness; see		wounds to jury	11	157
IMPEACHMENT; WEIGHT;		history of rnie for original		
WITNESS, III.		documents in	. 11	77
Credit, knowledge of falsity of		notice to produce original in	. 12	:05
representations as to, evi-		right of confrontation in	. 18	197
denced by repute	OFO	list of witnesses to the accused		
of sobase	256	in	. 18	50

. . 888

i081, 1002, 1086

1400, 1466
. . . 1777
. . . 1779
. . . 2504
. 139–142
. . . 215
. . . 300–367
. . . 1354

. 1476 MR; NT;

. 75, 76 . 210 . 398 . 1730 . 2085 239, 2338

. 1076

. 1157

. 1177 . 1205 . 1397

. 1850

1.0
Gross-examination (continued). Best
use of a memorandum of recoi-
lection on
7
use of a deposition to refresh
recollection
maining questions on
misicarling questions on
intimidating and annoying
questions on
repetition of questions on
multiple cross-examiners . 7
length of
non-responsive answers on
improper offer of evidence
on
111. Order of Topics and Wit-
nesses (Cross und Direct)
order and time of examina-
tion 180
Postponement and waiver 146
Offering documents 100
putting in one's own case . 1885–189
who may be cross-examined;
nee supra, 1.
stating the purpose of a ques-
tion on
tion on
re-cross-examination 189
recall for re-cross-examination 189
1V MALL EXAMINATION.
1V. Methods of Using for Im.
peachment
to impeach rape-complainant
as to chastity 20
to impeach a witness
general theory 87
one's own witness
broadness of scope
bias or quarrels oz:
conviction of crime
other misconduct
rumors of misconduct 988
testing a witness' grounds
of knowledge
testing a witness' recollec-
Ainm
manner of questioning
repetition of questions 782
collateral facts 1006
self-contradictions 1023
DV Dreilminary warning 1005
by preliminary warning 1025
expert witness, to value 463
to handwriting
expert witness, to value 463

Croasing of railway; see Highway; Neclidence; Repairs. Cross-reading of a document copied	
to impeach a party as witness accused	MOC120
to impeach a party as witness accused	25
accused 889, 2277 civil opponent 916 account-books 1554 V. Sundries to contents of a document 1255, 1259 prior deposition 1262 Crossing of railway; see HIGH-WAY; NRGLIGENCE; REPAIRS. Cross-reading of a document copied 1279 Crueity, other persons conduct, as a standard of by husband to wife; see HOM-ICIDE. Cumulative witnesses excluded 1907 Customias certified copy; see CERTIFIED COPY. Customias evidence of doing an act of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see REPUTATION. Proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also HABIT; USAGE. Customs Dues; see IMPORTA-TION. Damages, character of plaintiff in mitigation of 70-76 conduct, to prove character in mitigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2334 amount of, as evidenced by see content of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by, as statement of payment by a check where the part of the payment by, as statement of payment by a check where the part of the payment by, as statement of payment by a check where the part of the payment by, as statement of payment by a check where the part of the payment by, as the tensor of the payment by, as the tensor of the payment by, as the tensor of the payment by, as the tensor of the payment by, as the tensor of the payment by, as the payment by, as the tensor of the payment by the tensor of the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by the payment by	
civil opponent account-books 1554 V. Sundries to contents of a document 1255, 1259 prior deposition 1262 Crossing of railway; see High-way; Negligence; Repairs. Cross-reading of a document copied 1279 Cruelty, other persons' conduct, as a standard of by husband to wife; see Homicide Curative admissibility 150 Castodian's certified copy; see Cer	51-461
Account-books V. Sundries to contents of a document prior deposition Crossing of railway; see High- way; Negligence; Repairs. Crossreading of a document copied Cruelty, other persons conduct, as a standard of by husband to wife; see Hom- ICIDE. Cumulative witnesses excluded Curative admissibility Custodian's certified copy; see Certified	
to contents of a document 1255, 1250 prior deposition 1262 Croasing of railway; see High-way; Negligence; Repairs. Cross-reading of a document copied 1279 Cruelty, other persons' conduct, as a standard of by husband to wife; see Homicone Curactive admissibility 15 Custodian's certified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see Cratified copy; see other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of tenor on other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see Reputation of register of; see Register of; see Register of see also Habit; Usage 2580 see also Habit; Usage 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2227, patient's privilege 2237, pinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by defect of the contents of the content of time or place of; see Family History reputation of register of; see Register of see Registe	
Daybook of regular entries 1548 Crosaing of railway; see High way; Negligence; Repairs. Crosa-reading of a document copied Cruelty, other persons' conduct, as a standard of by husband to wife; see Homicide. Cumulative witnesses excluded 1907 Curative admissibility 15 Custodian's certified copy; see Certified copy; see Certified copy; see other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see REPUTATION. proved by opinion proved by opinion proved by opinion see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2257 Customs Dues; see IMPORTATION. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of 200–213 opinion testimony to initigation of 200–213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by	
Crossing of railway; see High- way; Negligence; Repairs. Cross-reading of a document copied Cruelty, other persons conduct, as a standard of by husband to wife; see Hom- icide. Cumulative witnesses excluded Cruetty admissibility 15 Custodian's certified copy; see Certified Copy. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. witness' experience in dence of safety, etc. witness' experience in proved by opinion proved by opinion proved by opinion proved by opinion proved by opinion proved by opinion see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged Customs Dues; see Importa- TION. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of mitigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character impeachinent of Death, as evidenced by lack of news. of opponent, not necessary for using admissions of attesting witness of declarant of facts against interest. of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regular entries of pedigree-declarant of maker of regul	\
interpreter's qualifications necessity of interpreter impeachment of copied. Cruelty, other persons' conduct, as a standard of by husband to wife; see Homicipe. Cumulative witnesses excluded 1907 Curative admissibility 15 Custodian's certified copy; see Certified copy; see Certified copy; see other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see Refutation. 1954 by one witness 2053 judicially noticed see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged Customers, names of, as privileged Customers, names of, as privileged 2227 Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of 2009-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by corrors against interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications necessity of interpreter's qualifications of opponent, not necessary for using admissions of attesting witness of declarant of facts against interest. of pedigree-declarant of maker of regular entries 1621, and pedigree register of; see Regulatement of maker of regular entries 1621, and pedigree register of; see Regulatement of maker of regular entries 1621, and pedigree register of; see Regulatement of maker of regular entries 1621, and	, 1558
Cross-reading of a document copied	498
Cruelty, other persons conduct, as a standard of by husband to wife; see Homicide. Cumulative witnesses excluded 1907 Curative admissibility 15 Custodian's certified copy; see Certified Copy. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in concerning land-rights; see Reputation of concerning land-rights; see Reputation of see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2580 see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2212 Customs Dues; see Imfortation. Damages, character of plaintiff in mitigation of 2009-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by impeachment of Death, as evidenced by lack of news of opponent, not necessary for using admissions of attesting witness of declarant of facts against interest. of pedigree-declarant of facts against interest of pedigree-declarant of maker of regular entries 1521, statement of time or place of; see Family History reputation of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of register of; see Register of; see Register of; see Register of regular entries 2521, see Family History reputation of reg	571
Cruelty, other persons' conduct, as a standard of by husband to wife; see Hom- ICIDE. Cumulative witnesses excluded 1907 Curative admissibility 15 Custodian's certified copy; see CERTIFIED Copy. Custom, as evidence of doing an act 97 other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see REPUTATION. Proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also HABIT; USAGE. Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2213 conduct, to prove character in mitigation of 2019–213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2334 amount of, as evidenced by 2019 Death, as evidenced by as evidenced by as evidenced by as statement of increase of opponent, not necessary for using admissions of attesting witness of attesting winners of	811
as a standard of by husband to wife; see Hom- ICIDE. Cumulative witnesses excluded 1907 Curative admissibility 15 Custodian's certified copy; see Certified Copy; see	934
by husband to wife; see Hom- ICIDE. Cumulative witnesses excluded Curative admissibility Custodian's certified copy; see CERTIFIED COPY. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. witness' experience in	150
Cumulative witnesses excluded Curative admissibility Custodian's certified copy; see Certified Copy. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. dence of safety, etc. witness' experience in. proved by opinion proved by opinion proved by opinion see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of of tenor. In mitigation of of tenor. Debte, prior indebtedness, as evidence of safety etc. Customs of attesting witness. of declarant of facts against interest. of pedigree-declarant. of maker of regular entries . 1521, statement of time or place of; see Family History. reputation of register of; see Register of see Register of see Register of; see Pamily History. reputation of register of; see Register of Marriade, as excusing lack of cross-examination as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 2337, presumed, to validate a marriage. negligence presumed from absence raises presumption of. Debt., prior indebtedness, as evidence of motive see also Payment; Contract; Creditor. Debtor, indorsement of payment by, as statement against interest.	158
Cumulative witnesses excluded Curative admissibility Custodian's certified copy; see Certified Copy Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor in other factories, etc., as evidence of safety, etc. witness' experience in proved by opinion proved by opinion proved by opinion proved by opinion see also Harit; Usage. Customers, names of, as privileged Customers, names of, as privileged Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of conduct determined by average client's privilege c	1049
Curative admissibility Custodian's certified copy; see CERTIFIED COPY. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. witness' experience in	1311
Custodian's certified copy; see Certified Copy. Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see Reputation. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2212 Customers, names of, as privileged 2227 conduct, to prove character in initigation of 2014 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2334 amount of, as evidenced by	
Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see Reputation. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2212 Customers pues; see Importation. Damages, character of plaintiff in mitigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by 2580 other transactions are videnced by 2580 of tenor of time or place of; see Family History. 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of regular entries 1521, of maker of time or place of; see Family History. reputation of register of; see Register of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. reputation of . Tegister of; see Family History. Teputation of . Tegister of; see Family History. Teputation of . Tegister of; see Family History. Teputation of . Tegister of; see Family History. Teputation of . Tegister of; see Family History. Teputation of . Tegister of; see Family History of	1458
Custom, as evidence of doing an act other instances, as evidence of tenor. 376, 379 in other factories, etc., as evidence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see RRPUTATION. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also HABIT; USAGE. Customers, names of, as privileged 2212 Customs Dues; see IMPORTATION. Damages, character of plaintiff in mitigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by other transactions. 376, 379 in other factories, as evidence of time or place of; see FAMILY HISTORY. reputation of 105 MARRIAGE, BIRTH, AND DEATH. as excusing lack of cross-examination as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 23387, cl	1491
other instances, as evidence of tenor. other factories, etc., as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. witness' experience in	1561
other instances, as evidence of tenor. in other factories, etc., as evidence of safety, etc. dence of safety, etc. witness' experience in. concerning land-rights; see REPUTATION. proved by opinion by one witness guidicially noticed see also HABIT; USAGE. Customers, names of, as privileged. Customs Dues; see IMFORTA- TION. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of conduct, to prove character in initigation of opinion testimony to impeaching a verdict determined by average amount of, as evidenced by amount of, as evidenced by are putation of register of; see REGISTER OF MARRIAGE, BIRTH, AND DEATH. as excusing lack of cross-examination as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 2337, client's privilege 2337, presumed, to validate a marriage negligence presumed from absence raises presumption of Debene ease; see Deposition. Debt, prior indebtedness, as evidence as evidence of motive see also PAYMENT; Contract; CREDITOR. Debtor, indorsement of payment by, as statement against in-	
in other factories, etc. as evidence of safety, etc. dence of safety, etc. dence of safety, etc. dence of safety, etc. witness' experience in. concerning land-rights; see REPUTATION. proved by opinion by one witness judicially noticed see also HABIT; Usage. Customers, names of, as privileged. Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of opinion testimony to impeaching a verdict determined by average amount of, as evidenced by amount of, as evidenced by aregister of; see Register of; see Ann Deatin. as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2337, patient's privilege 2337, patient's privilege 2337, see lient's privilege 2337, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege 2327, see lient's privilege	
dence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see REPUTATION. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also HABIT; USAGE. Customers, names of, as privileged 2212 Customs Dues; see IMFORTA- TION. Damages, character of plaintiff in mitigation of 70-76 conduct, to prove character in initigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by	1605
dence of safety, etc. 461 witness' experience in 565 concerning land-rights; see REPUTATION. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also HABIT; USAGE. Customers, names of, as privileged 2237, leged 2212 Customs Dues; see IMPORTA- TION. Damages, character of plaintiff in mitigation of 70-76 conduct, to prove character in initigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by	
concerning landrights; see REPUTATION. proved by opinion 1954 by one witness 2053 judicially noticed 2580 see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged 2237, leged 2212 Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of 209-213 opinion testimony to 1942 impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by as excusing lack of cross-examination as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 2387, client's privilege 2323, presumed, to validate a marriage negligence presumed from absence raises presumption of . Debene esse; see Deposition. Debt, prior indebtedness, as evidence of motive see also Payment; Contract; Creditor. Debtor, indorsement of payment by, as statement against interest	
Customers, names of, as privileged	
REPUTATION. proved by opinion by one witness judicially noticed see also HABIT; Usage. Customers, names of, as privileged leged 2212 Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of opinion testimony to impeaching a verdict determined by average amount of, as evidenced by as allowing use of deposition provable by coroner's inquisition. 2237, patient's privilege 2237, patient's privilege 2337, pat	
by one witness judicially noticed see also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of opinion testimony to impeaching a verdict determined by average amount of, as evidenced by provable by coroner's inquisition as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 2337, patient's privilege 2	1390
judicially noticed 2580 judicially noticed 2580 see also HABIT; Usage. Customers, names of, as privileged 2212 Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of 209-213 opinion testimony to impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by tion as affecting marital privilege 2237, patient's privilege 2337, patient's pr	1403
See also Habit; Usage. Customers, names of, as privileged Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of conduct, to prove character in initigation of copinion testimony to impeaching a verdict determined by average amount of, as evidenced by amount of, as evidenced by as anecting marital privilege 2387, patient's privilege 2387, 2328, presumed, to validate a marriage negligence presumed from absence raises presumption of Debne esse; see Deposition. Debt, prior indebtedness, as evidence as evidence of motive see also Payment; Contract; Creditor. Debtor, indorsement of payment by, as statement against interest	1 Awa
Customers, names of, as privileged 2387, 2212 Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of 209-213 opinion testimony to impeaching a verdict determined by average 2354 amount of, as evidenced by other transportation.	1671
Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of	2041
Customs Dues; see Importation. D. Damages, character of plaintiff in mitigation of	9990
Damages, character of plaintiff in mitigation of	4040
Damages, character of plaintiff in mitigation of	2506
Damages, character of plaintiff in mitigation of	2510
Damages, character of plaintiff in mitigation of	
in mitigation of	2531
conduct, to prove character in initigation of	
conduct, to prove character in initigation of	
opinion testimony to	382
impeaching a verdict determined by average	392
impeaching a verdict determined by average	
amount of, as evidenced by 2354 by, as statement against interest	
amount of, as evidenced by terest	
Other transactions of 1480 1	
other transactions; see Con-	466
TRACTS; VALUE.	
	779
Decement Declarate	
TION. ING DECLARATION.	
3864	

51-461

92

Descript by many and a			
Deceased by Homicide, char-	- Arction	Deed, execution or delivery of,	
acter of, to evidence self-		as evidenced by possession	ectic
defence	63, 246	of it	
threats of, to evidence self-d		trivile of proving forgery of;	15
fence	110, 247	ee Forgery.	
aurvival of, to negative corpus		i apeaching one's own	
delicti	139	possession under, as evidence	528
suicidal plans of, to evidence		of hondaries	
an accused's innocence	. 143	of boundaries	378
acts of violence by, to evidence		original must be produced;	
self-defence	108 948	see Original Document.	
Deceased Person in General,	200, 210	calling the attesting witness;	
disqualification of surviving		see ATTESTING WITNESS.	
opponent as witness		recitals in, as admissible; see	
discussification of mile of	. 578	RECITALS.	
admissions of .	. 610	land-grant of government . 1225, 1	239
character of to	. 1081	certincate of acknowledgment	
character of, to prove negli-		of, whether conclusive 1340 19	359
gence	. 65	registration of, whether con-	JU2
use of account-books for or		clusive	352
against	. 1554	contents of lost deed, recited	,02
hearsay statements of, admis-		in another	573
sible		as showing reputation of	110
dying declaration; see Dy-	j	Doniidary .	.00
ING DECLARATION.	- 1	execution of, proved by cer-	592
facts against interest; see			
AGAINST INTEREST.	1	WORDS SOOMERS	76
pedigree; see FAMILY HIS-		location of description in, by	47
TORY.	i	Onlinion	
attesting witness; see AT-	1		
TESTING WITNESS.		thirty years old, presumed gen-	05
regular entries; see REGU-	Í	nine	
LAR ENTRIES.	1	uine	46
private boundaries; see		filed in official records, pre-	
BOUNDARIES.	1	sumed genuine 21	59
ancient deed-recitals; see	- 1	privilege for title-deeds	11
RECITALS.	1	recital of consideration in,	
disinterested persons in gen-	- 1	varied by parol 248	33
eral		condition precedent, shown by	
	1576	parol 2400	8.
see also DEATH.		949	0
Deceased Witness, former tes-		absolute in form, shown by	
mony of; see FORMER TESTI-		parol to be security only 243	7
MONY.	1	interpretation of	-
Decision; see Judicial Drci-		burden of proof of capacity of	
810N.	1	grantor	٥
Declaration, of intent, used to		presumption from confiden-	•
interpret a document	0471	tial relations	2
of deceased person; see DE-	2471	presumption of delivery, date,	•
CEASED PERSON.		seal, etc	
Dedication	- 1	of lost grant	
Words socomposition		of alteration before execu-	•
words accompanying, as res		tion	
gestæ	1777	of identity of grantor or	,
opinion evidence of intent			
of	1967	see also DOCUMENT; EXECUTION;	
Dedimus Potestatem; see		HANDWRITING; RECORDED CON-	
DEPOSITION.	0	VEYANCE.	
	3865		

De facto officer, document made	otion Defendant (co	
by		nlinued).
	505 testifying to	itness
appointment presumed	and and the form	his own intent
the state of the s	OUTTOBOTONS O	; see Confessions.
till, to evidence innocence	66 SIONS.	of; see Admis-
character of plaintiff, to mlti.		121
gate damages	-74 nesses	like other wit-
acts of plaintiff, to justify or to	1.2	when called for
mitigate damages 200	209 when celled	
other acts, to evidence intent		for the opponent
other utterances, to evidence	THE PARTY LAND THE	a co-defendant
matice	06 statements -	hen found with
other persons libels, as a stand-	A AMERICAN MA	nen round with
ard of criticism	61 silence of as	1777, 17
meaning of, by opinion evi-	prejudice to	an admission 10 by exhibition of
dence	71 Projunce to,	by exhibition of
whole of an utterance to be	magistrate's re	11
proved 2097,	5. tion of	port of examina-
		1326, 13
proof of charge beyond reason-	right to he pro	intent or motive 17
able doubt	98 Opinion testime	sent at a view 186
testimony before grand inry.	confession of	ony to capacity of 198 accused, suffi-
not privileged .	63 ciencer of	accused, sum-
omciai reports, privileged	75 examination of	207
Delect; see NEGLIGENCE.	magistroto	f accused before
presumption of, from accident	FORMER TE	see Deposition;
Defendant	Drivilere eccin	STIMONY.
character of accused, as evi-	Privilege again	st self-crimination . 227
dence	7 Definition of and	O CO-INDICTEE.
time of character .	Definition, of evi	idence
kind of character	Degree of prob	ative value re-
accused as witness	quired for re	levancy 3
character of a civil defendant 64	7 of evidence; s	ee BEST EVI-
threats of accused, to prove	DENCE; COP	Y.
crime	Delay, in complain	ining or suing,
mode of evidencing character	as evidence .	
by conduct	Denvery by ma	il, express, or
of accused 192-	g telegraph .	
Of Civil party negligent	or a deed, as evi	denced by nos-
of deceased in homicide	session of it	157
of character in issue	or a document,	proved without
of character to mitigate dam-	production .	1948
ages	OI a deed, show	vn conditional
mode of evidencing skill or	by parol evide	ence 2408 9490
strength	Demand for a d.	ocument · see
sanity	NOTICE TO PRO	DUCE.
mental capacity	Demeanor, of ac	eneed on out
knowledge or belief; see		
KNOWLEDGE.	under the rigi	it 273, 274
consciousness of guilt; see	tation	
CONSCIOUSNESS OF GUILT.	of a witness, as a	1395, 1399
history of accused's disqualifi-	ibility	meesing cied-
cation as witness	Demurrer to evide	946
statutory abolition of the same	to claim beaut	nce 2495, 2589
co-defendants as witnesses	to claim barred	by statute of
	municamons .	

609 581

1777, 1781 . . 1071

1326, 1349 . 1732 . 1803 1958

. 2070

. 2276

273, 274 25, 1399 . 946 25, 2589 . 2538

· 1

Dentist, privileged communica-	n I Deposition (continue)
tion to 238	Continued).
Deposition	magistrate's report of exami-
I. Right of Cross-examination	nation preferred 1326, 1346
of Deponent	written deposition required to
notice required 1377–138	be used
prurat debositions . 1994	1376, 1880
100 UC BILL DATLIES THE Rame 1000 1000	1401
either party may use	
DOM: CONTROL NO MARCHARA	1405
THE PINK INCELLORS TOURS 1906	
II. Right of Confrontation of	cordined copy of; see CERTI-
Deponent	FIED COPY.
constitutional guarantee 1397	liability of deponent for perjury 1832
excuses for non-attendance	I CLOSS-WITS MELS GXCIffGed
(death, illness, non-residence,	when direct answers are 1893
imprisonment, etc.) 1402-1413	when taker does not offer 1909
DITTO I THE STANCE	non-taker using may not im-
	peach
Opponent's deposition	putting in the whole 2103, 2111,
deposition used to impeach	9116
deponent	power of officer to compel an-
deponent	swer
TATE	persons privileged to testify by 9905 9906
cuancery depositions	attendance from a distance not
probate and bastardy examina-	required
tions 1417	see also Discovery; Examina-
chancery and dedimus potes-	TION.
talem	Deputy Officer, document made
1412. 1417	I DV
	Description, in deed, interpre-
objection to, time of making 18, 486	tation of an B
used to aid recollection	tation of; see Parol Evi- DENCE RULE, D.
mode of interrogation in; see	Design or ording to the
QUESTION.	Design, as evidence of an act done 102-113
prepared beforehand to sug-	conduct, preparation, etc., as
gest answers	evidence of 237-240
omcer taking, not to be party's	other crimes, as evidence of . 300-367
agent or kinsman	statements of 1725, 1735
transcription of answers to be	Destruction of evidence, as in-
literal	dicating guilt 278
reading over and signing	of document, as evidence of
used to retresh the recollection	contents 291
of one's own witness 904	as excusing production
used by opponent, as prevent-	of other property, as evidence
ing impeachment 912, 913	of a nuisance
discrediting its mode of prep-	Detective, impeached by his in-
eretion	terest or bias 949, 969
Impeachment by self-contradic-	contession made to; see Con-
tion	FESSION.
annexing a copy of a docu-	De ventre inspiciendo, writ of 2220
ment to	Devisee, admissions of . 1081
ment to	see also WILL: EXPORTOR
Cross-evamination on 1215	Diagram, as a mode of testifying 700
cross-examination ou a prior	Dictionaries, used in evidence 1800
deposition 1262	Judicially noticed
taking an attesting witness'	Dimoulty, of work, etc., as
deposition	shown by instances 460
398	7

Diligence in search for lost docu-	Discovery (continued).
ment	from opponent in chancery at
in search for attesting wit-	the trial
ness 1313	nnder statutes
Diplomatic Officer; see AM-	under client's privilege 2318
BASSADOR; CONSUL.	Discretion of the trial Court:
Direct Evidence, defined 25	see Judicial Discretion.
Direct Examination	Disgracing Answers, privilege
specifying grounds of knowl-	against
edge on 655	2216, 2255
specifying grounds of recol-	Disease; see ILLNESS.
lection on	Disinheritance, as evidence of
leading questions on; see Ques-	testator's insanity
TION.	parol evidence of intent 2475
contradicting answers made on 1007	Disorderly house; see House
struck out, if cross-examina-	OF ILL-FAME.
tion is not had 1390	Distance, of a weapon, as shown
order of topics on	by effects 457
putting in documents on 1883	or a person, sound, sight, etc.,
irrelevant matters, condition-	as shown by instances 460
ally received on 1871	as excusing absence of an at-
what constitutes calling a wit-	testing witness 1312
ness on	of a deponent 1407
cross-examination to facts	opinion testimony to 1977
asked for on 1885-1891	of witness' residence exempt.
see also Examination; Cross-	ing from attendance 2207
EXAMINATION.	judicially noticed 2581
Directing a verdict 2495	Divorce, as qualifying wife as
Disbarment, proof beyond rea-	witness 610
sonable doubt 2498	as affecting marital privi-
Discharge of contract, shown by	lege 2237, 2841
parol 2441, 2454	one witness to a charge 2046
charge and discharge entries 2117	corroboration required 2066
Discovery	confession of respondent 2067
general principle as to discovery	eye-witness of marriage 2085, 2086
common law 1845	inspection of party, on charge
chancery 1846	of impotency
policy of the rule 1847	presumed, to validate a later
exceptions to the rule	marriage
list of witnesses in criminal	Docket, original's production
cases 1850-1855	required 1215, 1217 certified copy allowed 1681
discovery in chancery 1856	conclusive
statutory interrogatories to	conclusive
opponent 1856	
names of witnesses in civil	dence of payment 156 execution or delivery, as evi-
cases 1856	Jan 2011
documents inspected before	possession of, as evidence of
trial 1857-1860	In
shown on cross-examina-	failure to produce, as evidence
tion 1861	
inspection makes evidence 1861	marks on, as evidence of
exclusion for failure to	identity 415
allow inspection 1210	
premises, chattels, and body.	execution of, witness' personal
inspected before trial 1862	A Programme A C
386	observation of 666

984, 987, 16, 2255

. 229 . 2475

. 1312 . 1407 . 1977

Document (continued).	
proof of genuineness by hand-	- CONTROLLES
writing; see Handwriting.	privilege for title-deeds, trade-
of predecessor, as qualifying	secrets
a witness to handwrit-	production by opponent at trial 9910
i	Dy Witness
third person, as party's ad-	under self-crimination privi-
Wateriam	lege
used to aid recollection; see	under client's privilege . 2307 2319
RECOLLECTION.	parol evidence to vary terms:
	see PAROL EVIDENCE RULE.
showing to opponent before cross-examination 1861	possession of, as presuming
to witness on cross-examina-	payment 2518
4in-	sponstion of, as creating a pre-
tion	sumption
Once The Produced; see	execution of, presumed
Original Document.	delivery, date, seal, consider-
dying declaration reduced to	ation; signature presumed
writing 1445, 1450	alteration of, presumption as to 2525
kinds of copy allowed or pre-	interpretation of
ferred; see COPY; CERTI.	for the Court
	by expert testimony to tech-
execution proved by attesting	nical words 1955, 1956
witness; see ATTESTING	by parol evidence: see
WITNESS.	PAROL EVIDENCE RULE,
by other methods, see Exa-	D.
CUTION.	see also Contract; DEED; EXECUTION;
putting in on direct or cross	JUDICIAL RECORD; PUBLIC DOCU-
examination 1883, 1884	MENT; RECORDED CONVEYANCE.
impeachment of witness who	Dog, character of, as evidence
proves 1893	conduct of, in tracing an ac-
discovery of, before trial; see	cused 177
DISCOVERY.	as evidencing disposition 201
taken to jnry-room 1913	see also Animals.
expert testimony to	Domain, inquisition of 1670
ink, paper, spelling 2024	Domicil, declarations of
decipherment 2025	by a voter
imitations, forgeries 2026	by other persons 1727, 1784
erasures, alterations, date 2027	presumed to continue
putting in the whole	Doubt, proof beyond a reason-
sundry instances 2102, 2116	able
depositions 2103, 2111,	Dramatio expression by a witness 789
2115	Drawee, parol agreement collat-
separate documents 2104, 2120	eral to instrument
lost deeds, etc.; abstracts 9105	see also BILL OF EXCHANGE.
lost Wills	Drawing, used to illustrate testi-
public records 9107	mony 790
Judicial records	Drinking; see Intoxication;
bill and answer in chancery	INTEMPERANCE; LIQUOR; LIQ-
account-books	UOR-SELLING.
chancery answer, responsive	Driving a vehicle; see Vehicle;
parts	NEOLIOENCE.
answers to interrogatories	Drug; see Poison; Pharma-
document inspected by op-	CIST; OPIUM.
ponent	Drunkenness; see Intoxica-
obtained by illegal search 2183	TION; INTEMPERANCE; LIQ-
lacking revenue-stamp 2184	uon; Liquor-selling.
398	

_company of the compa	
Duces tecum, see Subpana.	tion Employee, character of to
Duplicate original document	
production of	delice negligence
making acts voidable . 9	James acces of all allecting am-
see also Confession	projet a naplille
Dying Declaration	intemperance of, as constitut-
constitutionality of admitting 13	ing incompetence 96
Bistory and principle	inglikence, to evidence
restricted to certain criminal	100 000
Cases	evidence enibloyer's
death must be declarant's	anowiedle
and jour of deciaration 1494 14	Tourities, original ato
consciousness of speedy and	tondade of
certain death . 1400 14	as a biassed witness 949, 969
ancological Dellei	i wppoutance of as indicating
reconstitution, leading questions.	1154
erc.	Presumption of negligant in
amponentificit 1000 144	2509
744	WA.
the original 144	n addition of the avi-
142	1041
Judge and Jury	Enrolment, of a statute, whether
accused may use) Conclusive
	of a deed; see RECORDED
	CONVEYANCE.
E.	of a judiciai proceeding; see
	JUDICIAL RECORD.
Ecclesiastical Courts, rules of	Enticement for prostitution,
evidence in 2032, 2045,	character of complainant to
Oner core	suow consent
or a machine, piece	other offences as evidence of
weapon, experiment atc as	Intent
evidencing the cause or ori-	Jacky, ill a DOOK, to aid recol.
8111	lection; see RECOLLECTION
Total the DEED; TITLE:	made by a public officer . asa
FOSSESSION,	PUBLIC DOCUMENT
Election, offences against, other	in docket or minntes; see Ju-
acts evidencing intent	DICIAL RECORD.
certificate of consinsive	as a statement of facts against
DOOKS OI, as evidence	interest; see AGAINST IN-
results of, judicially noticed . 0577	TEREST.
800 also VOTE: RATTOR	made in the conrse of business;
Encouric Wires: see NEGIL	see REGULAR ENTRIES.
GENCE; MACHINE; HIGH-	Equivocation in a document
WAY.	Equity, rebutted by deciarations
Elevator, defective; see NEGLI-	OI Intent
GENCE; OWNER: MACHINE	procedure in : sea Cua vonce
Eimbezslement, possession of	Erasure evnew testiment
IRODOV, as evidence of	Erasure, exper' testimony to 2027
other embezziements, as avi.	witness .
nence of intent	see Contradiction.
motive for	of ruling, as ground for new
Empracery: see Bringer	triai
Eminent Domain, view by jury	ABOURDS, as evidence of guilt
in 1168	refusal to, as evidence of inno-
387	cence
007	

. 461 949, 96**9**

. 1154 . 2509

> 1641 1350

62 9, 360

2472 2475 2027

21 276

Escrew, shown by parel swideness	Section	Examination of Witness (continued).	
Estoppel distinguished for	2408 2400	II. Right of Cross-examina-	ectio
The distribution of the second		non; see CROSS-EXAMINA.	
ordinary admission	1056, 1058	I IION, I.	
		III. Order of Examination at	
" " WHOLLER ALTERANA by		trial Court's discretion con-	
the Legislature	7	trois .	1867
distinguished from argument	1	iength of time immateriai putting in the case at large	1864
admissible for one purpose but		case of proponent in chief	
not for another	• • 13	order of topics	
admissible conditionally on		DALLA LARLITATION COMA	870
other facts being shown inadmissible, when received, is	• • 14		870
not to justify other inadmis-		reading documents 1	871
sible evidence		case of opponent in reply	883
offer of and objection to, mode	• 15		872
of making		case in surrebuttai	573
of making . ruling upon an objection to .	17, 18	IRIAP stages	-
circumstantial and testimoniai,	. 19	after case closed	375
distinguished .		one case closed	PT 4
fabrication of, as indicating	. 25	both cases ciosed	376
guilt.	000	argument begun .	377
failure to produce, as indicat-	. 278	CHAIRC KIVEH	MA
ing a weak case	98# 901	July rothed	SO.
	0070	Total leftderett .	
prima facie	. 2494	oxumination of a witness on the	
admerate for like	0404	Original coll	
preponderance of	2498	direct examination 186	83
deminiter to	2495	Publing in documents 100	00
Judge's right to determine and		cross-examination	34
nciency and admissibility	. 2550	postponement	24
order of topics of, in trials.		onering documents 100	24
SEE EXAMINATION.		Public It. One's Own case 1867 190)1
primary; see BEST EVIDENCE;		see also CROSS-EXAMINA-	
ORIGINAL DOCUMENT.		whose is the witness 180	
conclusive; see Conclusive-		re-direct examination 189	2
NESS.		TA-CMER-Gyamination	•
Examination of Premises, chat-		18 for ofe mon	-
tels, etc.; see DISCOVERY;		recall 189	7
PARTY'S PRIVILEGE; REAL EVIDENCE.		for re-direct examination 1896	
Examination of Witness		for re-gross own	_
I. Before a Magistrate	1	IV. Sundries 1899	,
magistrate's report of former		effect of death or iliness pre-	
testimon, whether re-		venting cross-examination 1900	
Quired 100		refusal to answer on cross	'
quired	6, 1349	examination	
former testimony before,	1667	non-responsive answer . 1200	
Without cross-examination	1000	or opponent or witness before	
dying deciaration under oath	1375	triai; see Discovery	
esemiony proved by magic		at a former trial used to aid	
trate's report	1000	recollection; see RECOLLEC-	
trate's report by stenographer's notes	1667	TION.	
see also DEPOSITION.	1669	mode of putting questions on; see Question.	

Examination of Witness (continued). Seeti	
specific topies on direct exami-	
nation; see DIRECT EXAMI-	statutory regulation
NATION.	BOBI OI STATE
specific topics on cross-exami-	seal of court or cierk 014
nation; see Cross-EXAMI-	near of notary
NATION.	Dundry Olucial seals
confession mule under oath	Omerat signatures
on; see Confession.	Omerat title
of a party as witness; see	sorporate seai
WITNESS.	by other modes
	by handwriting; see HAND-
admissibility of prior exami-	WRITING.
nation; see Deposition; Former Testimony.	by possession
Francisco Committee Commit	by parties' beilef
Examined Copy; see Copy.	by opponent's admission 2132, 2596
Exception to a ruling upon evi-	spoilation 2132
dence, mode of taking 20	by sundry circumstantial
bili of, as evidence of testimony 1668	evidence
Exclamations of pain or suffer-	by presumption
ing 1719	by attesting witness; see
as res gestæ of violent lnjury 1745	ATTESTING WITNESS.
Execution of Document	by certificate of acknowledg
general principle 2129-2139	ment; see CERTIFICATE.
proof not needed when exace.	by certified record-copy; see
tion admitted	CERTIFIED COPY; RE-
Whether signature or contents	CORDED CONVEYANCE.
is involved .	CORDED CONVEYANCE.
rule of presimption . 919g	of a will, by testator's be-
I. Modes of proving execution	lief 271
by age	by testator's expressions 1784
thirty years old 2138	by record of probate 1658, 1681
natural custody	II. Sundry rules
	production required, even
Possession of the land 2141, 2142	though execution is pre-
recorded deeds and old copies 2143	sumed
AULIUITII V KO AVOONTA	execution must be proved.
kinds of documents	though original is lost . 1199
presumption; statutory de-	order of proof as between exe-
	cution and loss
attesting witness dispensed	execution provable, without
with	producing original 1949
with 1311 by contents	calling the attesting witness:
	see ATTESTING WITNESS.
in general	writer not a preferred wit-
illiterate's letter; typewrit-	ness
printed matter	written statements against in-
printed matter	torest
postmark; brand 2152	
of the state of th	showing document to opponent
reply-telegram 9154	Detare anomination
repry-telephone 9155	Execution of Judgment; see
identity of name	Judicial Record; Sheriff.
by official custody	Executive
judiciai records and files 2158	
sundry official records 2159	acts of, proved by certified copy 1680
by seat	by printed copy
general principle 2161	privilege of, in substantive law 2368
	as witness
387	2

ed). Section 2162 2163 2164

. 2165

· 2166 · 2167 · 2168 · 2169

· 2131 · 2135

· 271 · 1784 58, 1681

1187118811891248

1839

1472 1496

1861

The section of the se	on Ewnert Witness (
and the second of the second o	
reducting intention of gift to	- Jestiona Unestiona to
waiver of client's privilege by 990	TO THE TICAL QUES.
of patielit's privilege by	Tion.
EX parte proceedings, rules in	destinous by quotation of
Giathoniahad	scientific books 170
NOT ALSO AFFIDAVIT: I) STATEON	rested on cross-examina-
Expediente : see Demb.	tion
Expenses of witness tender of	Inspection of injured person
# monnt of	a loy
	initiation of number of
Experiment, as evidence of pian-	amount of fee demandable
DIDE Stime	by
of the quality or condition of a	Bee also Opinion Reven
thing	Explanation, logical principle of
thing	OI night as evidence of quilt 077 000
to test a witness' knowledge	Ex post facto law, prohibition
or skill	of, as affecting rules of evi.
as allowable in court 1154, 1160	Clebica .
Expert Witness	Express package, delivery of, as
1. Qualifications	evidenced by course of busi-
general requirements 555-561	ness
stating the grounds of opinion 562, 655	Extortion, other offences as evi-
Toreign 18W	
	dence of intent
	Extrinsio Tertimony, rule for,
matters (sanity	as disti mished from cross-
Diood, etc.)	examination 878
handwriting and paper	prove blas of a witness
money 570, 693	to prove crimes or other mis.
1991–2027	conduct of a witness
All neight formion of AssA!	to prove errors
mode of securing unbiassed	to prove self-contradiction 1000
ATTACK.	Lye-withess, called by the State
see also Knowledge. 562	may be impeached
2. Impeachment	of a crime, required to be called . 2077
hy another execut	2011
by another expert 562, 1984	
by cross-examination to in.	F.
stancee of unskiifuluese 991	
by contradiction on particu-	Fabrication of evidence, as indi-
lar facts 1005, 1022	cating guilt
by reputation 1621	
see also Impeachment.	
3. Sundries	Pactory; see Employer; Neg-
failure to call, as evidence	LIGENCE; PREMICES; MA.
of a weak case 290	CHINE.
cross-examination to other	
sales as evidence of value	Factum probandum, distiu-
improbabilities in scientific	guished from factum probans 2
testimony	Failure to prosecute or compiain . 284
proving voluminous records	to produce evidence
Day and the same	to object to evidence
testimony to forgery of bank-	to speak or claim, as a self.
Tiota	contradiction 1049
ez parte investigations out of	as an admission . 1071
	to reply to a letter, as an ad.
YOL. IV 44	mission 1078
387	3

Section	Federal Law, conflict between feets
Falsa demonstratio non nocet 2470	State law and
False Arrest; see ARF ST.	indication and
False Claim, of cause of action,	judicially noticed
mode of evidencing intent 340	requiring full faith and credit 166
as impeaching a witness 963	Foolings, expressions of 1740 the
Palse Pretences; see FALSE	see also Bras.
REPRESENTATIONS.	Fees of witness, tender in advance 220
Poles Bennesentations	amount of
False Representations, repute	CEDARE Witness 800
as evidence of knowledge 256	Fallow servers
other false representations as	Fellow-servant; see EMPLOYEE.
evidence of intent 320	Felony, as disqualifying or lm-
Falsehood, as evidence of guilt 278	peaching a witness; see Cox-
as impeaching a witness 963, 1008	VICTION OF CRIME.
Felsity, as impeaching a wit-	Files; see Judicial Records;
ness; see Contradiction;	Public Documents.
PATERIA AND THE PROPERTY OF THE PATERIA AND TH	Fire; see Arson; SPARKS;
FALSUS IN UNO; PERJURY;	PREMISES.
SELF-CONTRADICTION.	
Falsus in uno, general principle 1008	Fire Insurance; see Insurance.
falsity must be wilful and ma-	Flight, as evidence of guilt 276, 281
terial 1013, 1014	Flowage of water, other in-
Family, insanity of, as evidence 232	stances as evidence
Family History, statements about	Food, effect of, as indicating
exception to the Heaven mile	ineture or question
exception to the Hearsay rule 1480	nature or quantity 457, 460
death of declarant 1481	Footprint, as evidence of identity 413
ante litem motam 1483	compelling defendant to make 2265
declarations by non-relatives 1487	Foreign Language; see Inter-
by neighborhood-reputation 1488	PRETER; ALIEN.
by different sorts of relatives 1489	
proof of relationship 1490, 1491	Foreign Law, when applicable
	in its rules of evidence 5
own age	proved by expert witness 564, 690,
own age	1953
Identification by 270, 413,	proved by treatises 1697
1494	statute proved without copy 1271
form of declaration (Bible,	proved by official printed
will, etc.) 1495	
will, etc.)	
place of birth or death, etc 1500	crime by, not privileged
issue of pedigree	similarity of, presumed 2536
age, other modes of proving;	judge or jury to determine 2558
see Agr.	not judicially noticed 2578
	Foreign C.Acer, document made
ancient deed's recital of pedi-	by 1633
gree 1573	Foreman, entries of, to aid recol-
Pamily Relationship, as bias-	lection; see RECOLLECTION.
sing a witness 949	character and conduct of, as
as raising presumption of gra-	empleyees on Francisco
tuity	employee; see EMPLOYEE.
ather, reputation of, as miti-	Forfeiture, privilege not to dis-
	_ close
gating damages in seduction . 75, 210	Forgery, of a will, character of a
presumed instead of son, from	third person as evidence of 68
identity of name	skill in handwriting, as evi-
statements of, to evidence ped-	dence of 87
igree; see Family History.	possession of materials, as evi-
testimony to bastardy 2063	dense of materials, as evi-
see also Bastardy; Legitimacy;	dence of
MOTHER.	of evidence, as indicating
	guilt 278
387	4

.

. 6 . 2578 . 1681 /18, 1780

. 2202 . 2208

276, 281 . 451

157, 460 . 413 . 2265

1633

Porgery (continued).	
other forgeries, as evidence of	OF FRAUDS. STATUTE Section
evidence of a motive for	On Fraudulent Transfers, other
of identity .	transactions as evidence of
document producing	admissions of debtor or orad
notice to produce original doc-	TUDY
ument	Opinion evidence of intent
resultationly of Derson whose name	presumptions applicable to
18 IOI god, not required	- ** OI HOTSES, as swidenes of
proved by repute	dangerous object 461
BIRDSVII Of house all	
expert testimony to handwrit-	0 G.
ing of	
Former Testimony offered in	- Control of the second second second
impeachment, as a self-con-	intent,
tradiction 1090 1000	conclusive evidence of under
Gentli, absence, etc., as allowing	statute
the use of	Was, see NUISANCE : EXPERT
ADOM SEE STITLE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEE STATE OF THE SEC STATE O	WITNESS.
**************************************	1 Indied by Immile
1000 and parties the same	hearsny; see Family 1118-
mode of brovilla	TORY
judge's notes 1666	proved by reputation of com-
magistrate's report 1330, 1349,	munity: see Repression
1000	General Character; see CHAR-
Dill of exceptions too	ACTER.
stellographer's notes	General Interest, matters of;
juror's or attorney's notes 1669 printed report 1703	see REPUTATION.
printed report	Genuineness, of a document;
memorandum to aid recolleg.	Gestation, intercourse within
tion; see RECOLLECTION	the time of in board
whole must be proved	the time of, in bastardy
may be proved	sion for a witness
- OTHER ADDITIONS	Gift, plans, as evidence of
CRIMINAL CONVERSATION;	Words accompanying
PROSTITUTION.	words accompanying
Poundation, laying a, for im-	presumption of
peaching by self-contradic-	Girl; see Child; RAPE; SEDUC-
tion; see IMPEACHMENT.	TION.
for using a copy of a document;	Good Faith, see KNOWLEDGE;
see Original Document.	MOTIVE; INTENT.
Fraud, by a party, as evidence of	Goods; see CHATTELS; Busi-
a weak case	NESS; VALUE.
as evidence of intent	Government, land-grant of; see
confession obtained by 841	DEED.
as impeaching a witness	records of; see Public Doc-
privilege against seif-crimina-	UMENT.
tion in	privilege for communications to 2374
under the parol evidence mula 2423	Grand Jury, Witnesses before
degree of proof of	ludorsed on indictment
presumed from grantee's con-	11gut to compei answers
Diantial polations	testifying before, as a waiver
2008 1	OI privilege
387	5

privilege for vote and opinion 2390 for witness' testimony 2382 not to impeach indictment 2394 each also Drand; Grantors; Grantors; Grantors; Grantors, Gran	Grand Jury (continued).	Section	Handwriting (continued).	
for witness' testimony 9362 mot to impeach indictment 2364 Grant, presumption of lost 2362 see also Drady Grantors: Grantee, from an insoivent, innatic, thief, etc., repute as evidencing knowledge of 253-255 grantor's admissions, used against 1082 producing original deed of 1224 utterances in possession, used against creditor 1770 deed delivered in secrow to 2408, 2420 presuming fraud from confidential relations of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 1082 opinion testimony to capacity of 1082 Grantor, admissions of 1082 opinion testimony to capacity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guitt, see Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Defermant; Consciouances or Guilt. Guit, see of Consciouances or Guilt. Guit, see of Consciouances or Guil	privilege for vote and opinion	2360	by seeing the person write	Bootle 804 80
Grant, presumption of lost	for witness' testimony	2862	number of times	
Grant presumption of lost	not to impeach indictment .			
after-acquired knowledge 600 impression or bellef 690 impression or bel	Grant, presumption of lost	2522	quantity of writing	
GRANTER. Grantee, from an insolvent, innatic, thief, etc., repute as evidencing knowledge of 253-255 grantor's admissions, used against 1082 producing original deed of 1224 utterances in possession, used against creditor 1770 deed delivered in escrow to 2408, 2420 presuming fraud from confidential relations of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 2500 presuming identity from name 2520 demands of 2500 protestion of a color of a color of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1082 other instances, to evidence a habit of other persons, as evidence of care as a source of aiding recollection of a witness 266 other instances, to evidence a habit of care as a source of aiding recollection of as increasing sentence 196 Habitations, forgers 2025 as evidence of care 2500 sea as of Ction as increasing sentence 196 Habitations, forgers 2025 as evidence of care 2500 of the persons, as evidence of care 2500 of	see also Dand; Granton;		after-acquired knowledge	
by seeing known genuine documents the hief, stor. repute as evidence of care of care as a source of aiding recoliection of a witness a source of aiding recoliection of a witness as increasing sentence aship of a document ship of a document signs as a seridence of response or implied admissions (1982) and the document (1982) correspondence seen (1982) correspondence seen (1982) correspondence seen (1983) acting on the document (1984) correspondence seen (1984) correspondence s	GRANTER.		impression or helief	
denoing knowledge of 253-255 grantor's admissions, used against 1082 producing original deed of 1224 utterances in possession, used against creditor 1770 deed delivered in escrow to 2408, 2420 presuming fraud from confidential relations of 2500 presuming identity from name 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 presuming fraud from confi- dential relations of 2500 pre	Grantee, from an insoivent, inna-		by seeing known genuine docu-	
against	tic, thier, etc., repute as evi-		ments	. 699-70
against 1082 producing original deed of 1224 utterances in possession, used against creditor 1770 deed delivered in escrow to 2408, 2420 presuming fraud from confidential relations of 2500 presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 1082 opinion testimony to capacity of 1958 burden of proof of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Defendant; Consciousness of Guilt. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Defendant; Consciousness of Guilt. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Vearon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 292 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 2026 Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 292 In Style of, to evidence authorship of a document 292 In Style of, to evidence authorship of a document 292 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of, to evidence authorship of a document 293 In Style of the total ment of specimens 293 In Style o	dencing knowledge of	. 253-255		
utterances in possession, used against creditor	grantor's admissions, used		sions	76., 70
cierks seeing accounts, etc. against creditor deed delivered in escrow to 2408, 2420 presuming fraud from condidential relations of 2500 presuming identity from name 2520 presuming identity from name 2520 opinion testimony to capacity of 1953 burden of proof of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Defendant; Consciousness of Guilt. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Weapon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Eabit, as evidence of doing an act 220 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recoliection of a witness 2747 see also Ct 12M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Eandwriting 1. Style of, to evidence authorship of a document cierks seeing accounts, etc. 700 custodian seeing records, etc. 700 bank-notes and paper money 700 number and time of specimens yeared time of specimens 2000 history 1991–1999 iay witness excluded 1907, 2001 exception for act of writing seem 2000 exception for ancient documents 2000 exception for act of writing seem 2000 exception for ac	mandualing anial and days and	1082	acting on the document .	70:
against creditor	ntterances in possession was l	1224	correspondence seen	70
deed delivered in escrow to 2408, 2420 presuming fraud from confidential relations of 2500 presuming identity from name 2520 Grantor, admissions of 1082 opinion tastimony to capacity of 1958 burden of proof of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Defendant; Consciousness of Guilt. Guir, see Weapon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 2500 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 see also Ct 10M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting 1. Style of, to evidence authorship of a document Sundry topics in it mittating, as evidence of forgery 877 see rasures alterations, etc. 2027 defeudant's skill in imitating, as evidence of forgery 877 see also Ct 10M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting 1. Style of, to evidence authorship of a document	against eneditor	1000	cierks seeing accounts, etc.	70
presuming fraud from confidential relations of	deed delivered in essent to	0400 0400	custodian seeing records, etc.	70
dential relations of	presuming fraud from conf.	2100, 2120	bank-notes and paper money	700
Presuming identity from name 2529 Grantor, admissions of 1082 opinion testimony to capacity of 1958 burden of proof of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guilt, see Defendant; Consciousness of Guilt. Guar, see Weapon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 92 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recoliection of a witness 2026 Bandwriting I. Style of, to evidence authorship of a document Sy expert comparison of hands general principle . 706 history 1091-1994 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1091-194 history 1	dential relations of	0500	number and time of speci-	
opinion testimony to capacity of	presuming identity from name	0500	mens seen	707
opinion testimony to capacity of	Grantor, admissions of	1000	by expert comparison of hands	
burden of proof of sanity of 2500 see also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guit. see Defendant; Consciousness of Guilt. Gun; see Weapon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act sevidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwritting 1. Style of, to evidence authorship of a document 1975.	opinion testimony to conscity	1002	general principle	700
See also Granter. Guardian, admissions of 1076 Guit. see Defendant; Consciousness of Guit. Sciousness of Guilt. Gun; see Weapon H. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act	of	1059	in witness and to to	1991-1994
Guardian, admissions of 1076 Guitt, see Defrendant; Consciousness of Guilt. Guit, see Weapon H. Sciousness of Guilt. Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 92 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recoliection of a witness 747 as ea aioc Ct 12M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwritting I. Style of, to evidence authorship of a document ing seen 2008 exception for ancient documents 2006 refreshing the memory 2007 expert testimony, whether admissible 2006 selection of specimens 2006 photographic copies 797, 2010 kind of skiii required 2012 mode of proving specimens giving the grounds of belief 2014 testing on cross-examination 2015 III. Sundry topics ink, paper, speiling, etc. 2024 deciphering lilegible writing 2025 imitations, forgeries 2026 erasures, alterations, etc. 2027 defeudant's skiii in imitating, as evidence of forgery 72 reference to, in aid of recollection; see Recollection.	burden of proof of sanity of	9800		1997, 200
Guardian, admissions of		2000		000
documents 2000 sciousness of Guilt. Gun; see Wearon H. Sepert testimony, whether admissible 2008 selection of specimens 2000 photographic copies 797, 2010 studying the specimens 2013 studying the specimens 2013 studying the specimens 2013 mode of proving specimens 2013 giving the grounds of belief 2014 testing on cross-examination 2015 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 see also Ct IM. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 2005	Guardian, admissions of	1078	ing seen	2000
Gun; see Weapon H. Province of Guilty. Habeas Corpus ad testificandum 2190 Habit, as evidence of doing an act 292 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 Babitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwritting I. Style of, to evidence authorship of a document 2007 Trefreshing the memory 2007 expert testimony, whether admissible 2006 selection of specimens 2006 selection of specimens 2006 photographic copies 797, 2010 studying the specimens 2011 kind of skiil required 2012 giving the grounds of belief 2014 testing on cross-examination 2015 ink, paper, speiling, etc. 2024 deciphering illegible writing 2025 imitations, forgenes 2026 erasures, alterations, etc. 2027 defeudant's skiil in imitating, as evidence of forgery 87 reference to, in aid of recollection; see RECOLLECTION.	Guilt. see DEFENDANT: COM-	1010	documents	2000
Gun; see Weapon III. Rabeas Corpus ad testificandum 2199 Rabit, as evidence of doing an act 92 giving the grounds of belief 2014 testing on cross-examination 2015 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 see also Ct 20M. Rabitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Randwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 2006 Expert testimony, whether admissible 2006 selection of specimens 2006 selection of specimens 2001 studying the specimens 2011 kind of skiii required 2012 mode of proving specimens 2013 giving the grounds of belief 2014 testing on cross-examination 2015 ink, paper, speiling, etc. 2024 deciphering illegible writing 2025 imitations, forgenes 2026 reference to, in aid of recollection; see Recollection. Style of, to evidence authorship of a document 2007	SCIOUSNESS OF GUILT.		refraching the man	
Admissible			arnest testiment whather	2007
Habeas Corpus ad testificandum 2190 Habit, as evidence of doing an act			admissible	0000
Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 92 giving the grounds of belief 2014 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 160 of other persons, as evidence of care 170 of care 170 of care 170 of a witness 170			selection of appairmans	
Habeas Corpus ad testificandum 2199 Habit, as evidence of doing an act 92 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recollection of a witness 747 see also Ct 30M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 199 Habitual criminal prior denotes 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 199 Habitual criminal prior denotes 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 1990 Habitual criminal prior denotes 196 Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document 1990 Habitual criminal prior denotes 1990 Habitual crimi	III.		photographic copies	707 0010
Habit, as evidence of doing an act			studying the enesimons	191, 2010
Habit, as evidence of doing an act	Habeas Corpus ad testificandum	2199	kind of skill required	
act 92 as evidence of marriage 268 other instances, to evidence a habit 376 of other persons, as evidence of care 461 as a source of aiding recoliection of a witness 747 see aiso Ct 70M. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence 196 Handwriting 1. Style of, to evidence authorship of a document 268 giving the grounds of belief 2014 belief 2014 testing on cross-examination 2015 imit, paper, speiling, etc. 2024 deciphering illegible writing 2025 imitations, forgenes 2026 erasures, alterations, etc. 2027 defeudant's skiii in imitating, as evidence of forgery 87 reference to, in aid of recollection; see RECOLLECTION.	Habit, as evidence of doing an		mode of proving engineer	
as evidence of marriage other instances, to evidence a habit of other persons, as evidence of care as a source of aiding recoliection of a witness see aiso Ct DM. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence I. Style of, to evidence authorship of a document belief testing on cross-examination 2015 testing on cross-examination ink, paper, speiling, etc. 2026 deciphering illegible writing 2025 imitations, forgenes 2026 erasures, alterations, etc. 2027 defeudant's skiii in imitating, as evidence of forgery reference to, in aid of recollection; see RECOLLECTION. effect of proving attesting with	act	92		2010
other instances, to evidence a habit	as evidence of marriage	268		901.6
of other persons, as evidence of care	other instances, to evidence a		testing on cross-examina	2014
of other persons, as evidence of care	habit	376		201 5
of care	of other persons, as evidence			2010
deciphering lilegible writing	of care	461	ink, paper, speiling, etc.	9094
see also Ct TOM. Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence	as a source of aiding recollec-		deciphering lilegible writing	
Habitual criminal, prior convictions as increasing sentence		747	imitations, forgeries	
Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document I. Style of a document			erasures, alterations, etc.	
Handwriting I. Style of, to evidence authorship of a document as evidence of forgery. reference to, in aid of recollection; see RECOLLECTION. effect of proving attenting with	Habitual criminal, prior convic-		defeudant's skiji in imitating	
I. Style of, to evidence author- ship of a document reference to, in aid of recollection; see Recollection.	tions as increasing sentence .	196	as evidence of forgery	87
ship of a document tion; see Recollection.			reference to, in aid of recollec-	•
snip of a document effect of proving attesting with			tion; see RECOLLECTION.	
			effect of proving attesting wit-	
general theory 99, 383 ness, or maker's hand . see	general theory	. 90, 383	ness, or maker's hand; see	
Jury a perusal of specimens ATTESTING WITNESS.	jury's perusal of specimens		ATTESTING WITNESS.	
kinds of documents 2016-2018 Health, as evidenced by appear-	kinds of documents		Health, as evidenced by appear-	
press-copies	press-copies	2019	ance	228
prior condition of 225	photographic reproductions		prior condition of	
witness' experience as qualify-	TT Out of proving genuine .	2020, 2021	witness' experience as qualify-	
ing him 568	11. Qualifications of Wilness to		ing him	568
by experience, in general 570 Hearing a sound, instances of 469	ely experience, in general	· · 570 l	Hearing a sound, instances of ,	469

76., 701 . 702 . 702 . 704 . 705 . 707 . 700 . 707 . 700 . 701 . 709 . 707

. 2005

. 2006 . 2007

. 2008 . 2009 97, 2010

. 2011 . 2012 . 2013

. 2014 . 2015

. 2024 . 2025 . 2026 . 2027

87

Mearsay, as the basis of a wit	- Banelan	Western Bule (
MANN WHOMISONS	. 657, 688	Hearsay Rule (continued).	Se the
	1361	attesting witness; see ATTEST	
Mearuay Rule		ING WITHERS.	
I. General principle	1981 1989	entries in the course of busi-	
history		mens; see REGULAR EN-	
cross-examination, right of	1364	TRIES	
theory and ast	1000	rivate boundaries; see Boun-	
theory and art opportunity, equivalent to	1807, 1868	DARIES.	
actual onces ename to		ancient deed-recitals; see Rr-	
actual cross-examination	1371	CITALA.	
sundry tribunals	1373	deceased persons in general;	
coroner	1374	see DECEARED PERSONS.	
committing magistrate	1875	reputation; see REPUTATION.	
deposition	1376-138/1	public documents, official state-	
HOFICE	1974	menta; see l'unic Docu-	
piurai taking	1970	MENTS.	
acacilten	1380-1383		
windwit.	1944	scientific books; see LEARNED	
ex parte investigations, etc.	1:195	TREATISES,	
issues and parties the same	1386_1388	price-lists, directories, etc.; see	
either party may use deno-		COMMERCIAL LISTA.	
altion	1:190	affidavits; see AFFIDAVIT.	
insufficiency of cross-exam-	1.108	voter's statements; see VOTER.	
Ination	1900 1000	meutal condition, physical	
		pain; see MENTAL CONDI-	
witness' refusal or party's	1390	TION,	
default		res gester; see RES GESTÆ.	
default	1391	III. Rule not applicable (Res	
non-responsive answer	1392	Gestre)	1700 1700
sundries	1393	words a part of the issue	1768-1797
confrontation, right of		contract libel etc	4.000
absent witness' testimony, in		words a verbal part of an act .	1770
general	. 1395	general principle	1772-1786
Committutional requirement	1907	payment, sale, loan, gift,	1772-1776
witness unavailable in court	1401-1418	entry ate	
Gecessed	1403	entry, etc.	1777
ont of jurisdiction	. 1404	possession, in prescriptive	
not found	. 1405	title .	1778
111	. 1406	possession, in presumption of	
Imprisoned	1407	ownership	1779
privileged	1407	accused found with stolen	
beyond statutory distance .	. 1407	goods	. 1781
11199116	1408	testator revoking a will	. 1738
disqualined	1400	bankrupt evading creditors	. 1782
statutes	410 1419	domicii .	. 1784
proving the excuse	1414	accused's Intent	. 1785
witness present in court	1418	words used as circumstantial evi-	
rule not applicable	1410	dence	788-1792
exceptions to the inle	1410	in proving search for lost	
Il. Exceptions to the Rule, gen-	. 1417	document	. 1196
eral principle of 1	400 1400	third person's knowledge.	
dying declarations; see Dying	420-1426	good faith, reasonableness.	
DECLARATIONS.		etc.	. 1789
facts against interest; see		obcoured a state of milit	1790
AGAINST INTEREST.	,	identifying a time, place, or	
pedigree statements; see FAM-		person	. 1701
ILY HISTORY.		impeaching a withess by self.	
alisiuri.	1	contradiction 10	118 1702

Hearsay Rule (continued).	Section	History (continued).	
res gestæ	1795-1797		Bestion
history and meaning of the		of manifest the state of the	2380
term	1795	of parol evidence rule	2894
agent's and conspirator's ad-		Lance of recorded 1 416	0400
missions	1797	Varying the terms	2400
IV. Rule applied to Court Offi-		varying the terms interpretation	0400 0470
cers: see Junon; Jungu:		History, Books of, used in evi-	2402, 2470
Counsel; Interpreter.		dence	,
Height, as evidenced by other		as representing reputation .	1307
conditions or effects	488, 451,	as scientific treatises	1693, 1699
	461	judicially noticed	2580
Heir, admissions used against .	1081	Homicide, character of deceased	2000
Heredity of illness, as evidence	223	in, to evidence self-defence	. 63, 246
of insanity	232	accused's threats, as evidence	. 00, 220
Highway, evidencing owner's		of	. 102-105
knowledge of danger of .	252	deceased's threats, as evidence	. 104-100
repairs, as evidence of negli-		of aggression	. 110, 247
gence	283	survival of alleged deceased, as	
condition at another time or		negativing corpus delicti .	138
place, as evidence of de-		threats of a third person, as evi-	
fect	437	dencing innocence of the	
injuries of other persons, as evi-		accused	140
dence of defect	. 458	suicidal plans of deceased, as	
similar precautions, as evi-		evidencing innocence of the	
dence of safety	. 461	sccused	148
see also DEDICATION.		possession of booty or tools, as	
History of the rules of evidence		evidence of	. 154, 238
in general	. 8	traces of blood, etc., as evi-	,
of interest as a disqualifica-		dence of	149
of rule for confessions	. 575	acts of violence, on an issue of	
of rule for producing docu-	817, 805	self-defence	. 198, 248
mentary originals	4 4	conduct as evidence of ac-	
mentary originals of attesting-witness rule	. 1177	cused's sanity	228
of hearest rule	. 1287	other acts of violence, to show	
of hearsay rule	1364	defendant's intent	363
of statements against interest .	. 1430	circumstances showing a mo-	
of statements of pedigree	. 1476	tive	890
of regular entries	. 1480	conduct as evidence of malice	. 396, 397
of statements about boundaries .	. 1518	weapon, clothing, etc., as evi-	
of use of record-copy of deed .	. 1563	dence of identity	418
of res gestæ phrase	. 1650 . 1795	dying declarations in	
of the oath	1915	marital privilege ln	2239
of separation of witnesses of opinion rule	1997	burden of proof of self-defence	
of opinion rule	1017	in	2512
OI HAUGWEIGHT LEAGINGTON	12002 - 1000 - 1	Horse, character of, as evidence	
of rules of number	2032	of behavior	68
of rules of number	2100	fright of, as evidence of dan-	
of party opponent's privilege .	2917	gerous object	461
of marital privilege 2	227, 2333	Bons : see Pressure : Pro-	
of privilege against self-crimi-	,	House; see Premises; Prop-	
nation	. 2250		
of confidential communica-	. 2200	House of Ill-fame, character of character of inmates of	
tions	2285	other sets as spidering at	. 78
of client's privilege	2290	other acts, as evidencing char-	004
		acter	204

. 2380 . 2394

· 2405 · 2426 162, 2470

. 1397 393, 1699 . 2580

63, 246 102–105 110, 247 . 138

. 140

. 148
154, 288
. 149
198, 248
. 228
. 363
. 390
396, 397

41314322239

. 2512 . 68 . 461

> 78 78

House of Ill-fame (continued). Section	Idiot; see SANITY; INTER-
other acts, as evidencing intent 367	PRETER; WITNESS; OATH.
provable by reputation 1620	Illegality in obtaining evidence,
Eusband; see also CRIMINAL	not to exclude it
CONVERSATION; HOMICIDE.	Illegible document, production
testimony of, as disqualified or	of original 1990
privileged; see MARITAL	expert testimony to
RELATIONSHIP.	Hiegitimacy, character of third
notice to, as evidence of wife's	person as evidence
knowledge	adultery, as evidence of
admissions of, against wife . 1078, 1086	non-access, as evidence of
statements of, to evidence ped-	as evidenced by family hear-
igree; see Family His-	say; see Family History.
expressions of affection or dis-	by neighborhood-reputation 1605
1:L.	800 also LEGITIMACY : RASTARDY
communications by or to, as	or, see House
privileged; see MARITAL	OF ILL-FAME.
RELATIONSHIP.	Illiterate, signature by mark,
presumption of coercion by 2514	whether identifiable 693
Hypothetical Question	as attesting witness
general theory 672	Illness, as evidenced by appear-
when allowed or required 674-680	ance
form and scope 681–683	prior and subsequent condition
on cross-examination 684	of
	insured's knowledge of, as evi-
ı.	denced by declarations 266 symptoms, as indicating cause
Ice, as a highway defect; see	witness' experience in, as
HIGHWAY; NEGLIGENCE.	qualifying him 568, 687
Identity, mistaken, as evidence 142	as impeaching a witness 934, 1005
of accused or other party, as	as excusing absence of attest-
evidenced by traces 148, 149	ing witness 1315
by other crimes 218, 414	of deponent
by family history or hearsay 270, 1494	of declarant of facts against
by voice, stature, etc 660	interest 1456
by witness' former racog-	of maker of regular entries 1521
nition	of witness summoned 2205
by photograph 790, 1154,	as excusing lack of cross-ex-
1156	amination 1390
of voice, as shown by utter-	expressions of suffering in 1718
ance	privilege for communications
of person, place, chattel, etc., in general 410-416	to physician 2380
of brand or mark on stock or	see also Physician; Poison;
A2	HEALTH.
	Imbecile; see lDior.
of a time or place, as shown	Immateriality of evidence,
	cured by other immaterial
amining Assating and Assating	evidence 15
of document, shown by ink,	see also IRRELEVANCY.
paper, etc 2024	Impeaching one's own instru-
paper, etc 2024 original required 1244	ment, forbidden 529
presumption of, from identity	Impeachment of a Witness
of name 2529	general principles 875-881
from traces, tools, etc	persons impeachable 884-918
	bearsay witnesses (dying
41C	10

Impeachment of a Witness (cont'd). Section	1 Towns at the second
deciarant, atteating.wit.	
ness, etc.) 884-888	interest, in criminal cases . 067 oce
144R 1E1	7 rewards, employment etc. occ
accused as witness	- AIGENCEG DA
impeaching an impeaching	077 000
witness	general principles . 077 070
one's own witness	extrinsic testimony
general principles 896-899	lecord of conviction
by moral character 900	cross-examination
by bias, interest, or cor-	privilege against disgracing
ruption 901	answers
by prior self-contradiction 902-906	rumors, on cross-examina.
by contradiction with	1 1011
other witnesses 907, 908	by reputation
who is one's own witness 000 019	by personal opinion 1000
necessary witness	belief on oath . 1095
using opponent's deposi-	skill, memory, knowledge, as
tion	tested on cross-examination oon one
book of regular entries by	expert to handwriting
clerk or party 1531, 1557	contradiction by other witnesses 1000 1018
expert witness and scientific	collateral matters 1000_1007
books 1700	blas, corruption, skill
moral character in general . 920-940	knowledge, memory 1005
general principles 000 001	Jalsus in uno 1008_1015
kind of character 922-926	of an explanatory statement 1046
time of character	ey-contradiction 1017_1048
place of character	general principles 1017
trusantiv. etc.	collateral matters 1000_1008
insanity	Dias, corruption, skill, knowl-
Intoxication	edge 1099
disease, age, etc	preliminary warning neces-
religious belief	8877 100K 1090
race	what is a self-contradiction 1040_1048
experience 938	opinion
bias, interest, and corruption,	silence, omission to claim or
modes of evidencing . 943-969	speak 1042 1048
	explaining the contradiction . 1044
among among a st	putting in the whole . 1045 2002
demonstra	joining issue
bias from circumstances and	anowing the writing to the
annilu at	Witness 1250_1262
	distinguished from admis-
preliminary inquiry to wit-	slons 1051
2000	party's admissions; see AD-
Opinion on to an all the	MISSIONS.
demands and	testimony before grand jury,
willingness or offer to	not privileged 2368
willingness or offer to swear	sundry modes
falsely 957, 958	by annoying questions
confession of false testimony 959	by repetition of questions 700
attempt at subornation 960, 962	implied admissions 1080
receipt of money	Self-contradictions 1040
sundry corrupt conduct	Importation, other transactions
remaining andmit to Mile	as evidence of frand ln
ness	Impression, as distinguished
interest, in civil cases 966	from knowledge 658
388	0

Bectlon 967, 968

977-988 77, 978 0, 1270 81-983 8-1621

90-996 9-1015 9-1007

-1039 -1043

Impression (continued).	
as sufficient for a hand-writing	on Industry, facts of, judicially no-
witness	
- squicton in nonzof memoria	Infamy, disqualifying a witness
as opinion testimony 196	privileged from disclosure 984, 2216,
Imprisonment, as excusing ab-	00
solice of an attesting witness	5 Infant diam's Conviction of Crime.
or a debouent.	5 Infant, disqualification as a wit-
	7 ness admissions of 505
endutation evidence, as insti	admissions of
July Other inschmissible	dying declarations of
dence	Presumpuon of incapacity for
outer offences, as and	0214
dence of intent or motive	Bee also AGE: CHILD
water is accomplice in .	SO AMP
	Testure to Droding Ani
	dende
ADMISSIBILITY; IRRELE-	
VANCY.	amormation, list of witne
employee; see EMPLOYEE.	dorsed on .
Poysician; see Physician	by a person:
persons in general; see Serry	MANOWLEDGE.
NEGLIGENCE.	Informer, privilege for commu-
Inconsistency, as impeaching s	I micarions DV
witness; see SELF-CONTRADIC-	Sement; see COPYRIGHT.
TION.	ALENT.
Indecency, of exhibition to jury 1159	Inheritance, proof of; see FAM-
as kronnd for exclusion	I ILI DISTORY.
Autocont Assenit plaintim.	Injury, repairs after, as evidence
character, as mitigating dam-	or negativence .
	WO MISO CORPORAL INJING
See also Rapp	ILLNESS; NEGLIGENOF.
Indecent Exposure, other of-	HIGHWAY; MACHINE;
10008, as evidence of intent	TREMISES.
Indemnity against self-crimina-	Ink, expert witness to nature
Lion .	01.
Indians, as witnesses; see	Identification of document be
RACE.	Autocence, conscionances of
Indiotment, as disqualifying a	ovidence .
CO-Indictos	
as impeaching a witness . 949, 980, 982,	
the state of the s	See also Defendamen
list of witnesses indorsed on	TEGERATION.
Drivilege for grounds of	of domain, by the bomage 1670
for assent of grand jurors	of escheat, by the crown
10	of title, by the sheriff
Indorsement, of witnesses on 2364	or pedigree, by the haralda
LDG Indictment	Of lunacy, by commission
of bill of exchange; see Bill.	or destill by the coroner
OF EXCHANGE,	
Indorser, parol agreement col-	Lurope, history of
INCOME TO INSTRUMENTAL	Insanity.
and also Burn on To	see Sanity.
see also Bill of Exchange. Inducement to a confession; see	Insolvency, as evidence of non-
Confession, see	navment
Inductive form of inference	purchaser's knowledge of, evi-
30	Genoad by paneta
388	1 523

Insolvency (continued).	Section	Insurance (continued).	Section
as a motive for crime or frand		proof of arson beyond reason-	
debtor's admissions	1081, 1082,	able doubt	2498
	1086	presumption of accident, from	
opinion testimony to	1959	death	2510
prima facie evidence of bank-		see also Arson.	
er's knowledge of	1354	Intemperance, as evidence of	
as evidenced by reputation .	1621	misconduct	. 96, 205
see also FRAUDULENT TRANS	SFERS.	as impeaching a witness	984
Inspection, of memorandum		proved by reputation	1621
used to aid recollection .	. 753, 762	see also Intoxication; Li	QUOR-
of corporal injury, by jury or		SELLING; NEGLIGENCE	s.
witness	2194, 2220,	Intent, criminal, general theory	
	2265	of	. 242, 802
of document of opponent, as		other crimes, as evidence of .	. 309-367
making it evidence	2125	forgery and counterfeiting	309
at trial, not privileged	2193, 2219,	false pretences	320
	2264	possession of stolen goods .	324
of chattels or premises, not		embezzlement	329
privileged		fraudnlent transfers	833
	2264	sundry frauds	340
trial by	2555	larceny and kidnapping .	
of document, premises, chat-		robbery, burglary, and extor-	
tels, as permissible; see		tion	351
REAL EVIDENCE.		arson	854
of documents, premises, chat-		rape, abortion, incest, etc	857
tels of opponent before trial;		homicide and assault	
see DISCOVERY.		miscellaneous offences	
Instruction to the jury, where a		civil cases	870
fact is in part inadmissible	18	declarations, as hearsay evi-	
directing a verdict	2495	dence of; see MENTAL CON-	
Instrument; see DOCUMENT.		DITION, DECLARATIONS OF.	
Insurance		testifying to one's own intent	581, 1965
inspred's declarations, to show		testifying to another person's	
knowledge of illness	266	intent	661, 1964
as evidence of motive for neg-		presumption of, in criminal	
ligence		cases	2511
	. 949, 969	jnry to determine, in libel .	2557
other frandulent acts as evi-		of party to a document; see	
dence of intent	340	PAROL EVIDENCE RULE.	
proofs of loss in, as an admis-		proof of, by parol evidence;	
sion	. 1078	see PAROL EVIDENCE RULE.	
as res gestæ	1770	information or notice, as evi-	
as coroner's official state-		dence of; see KNOWLEDGE.	
ment	1671	see also Motive.	
admissions of inspred against	1001	Intention, see DESIGN; INTENT;	
beneficiary	1081	MOTIVE.	
inspection of policy before trial	. 1858	Intercourse; see BASTARDY;	
materiality of risk or represen-	1040 1045	RAPE; SEDUCTION; INCEST.	
	1946, 1947	Interest	
privilege for communications	0000 0000	as disqualifying a witness	
to physician	2389, 2390	history	575
application signed by mistake	2415	general principle	576
bnrden of proof of conditions	0.50	civil parties	577
in policy of	2537	survivors	578
policy in a single document	. 2452	accused	579

. 2498 . 2510

96, 203 . 984 . 1621 or-

242, 802 309-867 . 309 . 320 . 324 . 329 . 333 . 340

81, 1965 61, 1964

. 2511 . 2557

Interest (continued).	Section Interpreter (continued).
co-indictees	AND I musel he amount
testimony to one's own in-	
tent	581 Interrogation, mode of; see
attesting witness of a will	582 Question; Examination.
voir dire	583 Interrogatory, mode of framing;
mode of proving Interest	A FOR INCHEST INCHEST
time of interest	COLOTION.
husband and wife; see MARI-	to opponent before trial; see Discovery.
TAL RELATIONSHIP.	
husband or wife of co-defend-	notice of deposition; see DEPO-
ant	8ITION.
dying declarant	order or copies; see URDER OF
as impeaching a witness	SAMINATION.
one's own witness	901 non-responsive answer to 785, 1392
parties and others ln civil	1300
Cases	Intimidation of witness, as evi-
accomplices and co-indictees	Torred Of Ruits
accused	on cross-examination, toroid-
bonds, rewards, employ-	968 den
ment, etc.	Intoxication, as evidence of an
restoring credit by consist-	act done
ant statement.	other instances, as evidencing
as excusing absence of an attest-	1128 a common drunkard 203
in a smile out	conduct, as evidence of
	prior condition, as evidence
Of a deceased declare	1400 of
Interest, statements against	as disqualifying a witness 400
pariu's admissione	qualifications of witness testi-
party's admissions, e ADMIS-	fying to
	confession made during 841
hearsay exception; see Against Interest.	of a witness, in impeachment . 933, 993,
	1005
Interlocutory proceedings, rules	as shown by appc ice 1154
in, distinguished	· 4 presumption of incapacity for
International affairs, privileged	crime during
against disclosure	see also Intemperance; Liquor;
not judicially noticed	2574 Liquor-selling; Negligence.
Interpretation	Invalidating one's own Instru-
judge's function	ZOOK mant fambildi
opinion rule	Invention, privilege against dis-
expert Interpretation of tech-	Airenna of
nleal words 1	see also PATENT; TRADE SECRET.
location of deed-descriptions 1	1956 Irrelevancy of evidence, cured
by parol evidence; see PAROL	by offering other irrelevant
EVIDENCE, RULE D.	avidence
Interpreter, qualifications of	distinguished from multifari-
testimony to conversation	A11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-11-
With	
proof of former testimony	Issue, facts not in, distinguished
given through .	751 from facts not admissible 2
necessity for	and the state of t
adequacy of cross-examination	
without	on the same
admissions of, as agent	or podigice, so admit family
sworn translation of deposi-	1000
tion	proving character in; see
	710 CHARACTER.

J.	Judicial Admission (continued).	Book
Gantle-	distinguished from other ad.	
Jail; see Conviction of Crime;	missions 1057,	2580
IMPRISONMENT.		258
Joint defendant, etc.; see Co-	of contents of a document	125
DEFENDANT, ETC.	of execution of a document . 2182	, 250
Journal; see Books of Ac-	effect as conclusive upon the	
COUNT; LEGISLATIVE JOUE-	party making	250
MAL; NEWSPAPER.	exclusive of evidence by the	
Judge to determine qualifica-	party benefiting	259
tions of witness 487, 497,	validity as a waiver of nnconsti-	
to determine administrative a	tutionality or other illegality	259
to determine admissibility of	effect on subsequent trials	250
a confession	form and tenor of the admis-	
questions to a witness by a	sion; who is authorized	259
jndge 784	testimony of an absent witness,	
witness called by, may be im-	admitted to avold a continu-	
peached	ance	2590
decree in another cause, as	Judicial Decision	
reputation 1594	report of, mode of proof	
testimony by a 1805, 1909	by official printed copy	1684
privilege for	by private printed conv	1708
notes of testimony taken by 1666	Judicially noticed	2579
evidence offered after charge	Judicial Discretion, scope of	16
given by 1879	ruling upon objections	18
power to determine privilege.	admitting experiments, etc	444
claim	determining a witness' quali-	
2876	fications 496,	507.
admissibility of evidence 2550	561	. 660
negligence	allowing leading questions 770	776
reasonableness	admitting a confession	862
mallcious prosecution 2554	controlling the scope of cross-	
construction of documents 2556	examination 944	. 983
criminal intent	search for a lost document	1194
foreign law	admitting testimony after the	
nul tiel record	proper time	1867
may seek evidence 2484, 2569	umiting the number of wit-	
may not use private knowledge 2569	nesses	1908
may take judicial notice; see	relieving from stipulation	2598
JUDICIAL NOTICE.	A RESIDENT TA OZI CO	
see also Judicial Discretion;	general theory	2565
MAGISTRATE.	auomaious meanings	2588
Judgment of conviction of crime,	mode of proceeding	2569
as affecting a witness; see	specific facts noticed	
CONVICTION OF CRIME.	domestic and foreign law . 2572, 2	2578
offer to confess, as an admis-	international affairs; seal of	
sion 1061	State -	2574
theory of conclusiveness 1847	official and judicial seals . 2161-2	180
of conviction of crime, used	boundaries, capitals, conn-	
against accessory 1889	ties, etc	2575
sheriff's recital of contents 1664	official authority and Identity 2	578
proving the whole 2110	elections, census, etc.	577
see also Judicial Record.	officers and rules of court 2	579
udicial Admission, as affecting	judicial proceedings	570
Inference from failure to	commerce, industry, history,	019
produce evidence 291		580
		UOU

7, 2588, . 1257 12, 2595

8, 507, 31, 660 70, 776

Judicial Notice (continued).	1. Tomas de la la
times, distances	
Judicial Record, what consti-	Fecelyed at
tntee	
original admissible instead of	general rules for
or great admissible instead of	evidence not to be offered to,
a copy	de de de onered to
custouy presnmes genuineness 3150	
William Heed Bot De Broduced 1918 1046	1881
nest record, periury . 1018 ozas	
copy of, preferred to recollec-	must be sworn
tion	I AMALIANE SPECIALISMS OF MANAGEM
tion 1267, 1268	privilege for communicating 2001, 2016
certified copy	privilege for communications
copy of a copy	
sealed attestation of conv	between
odiciusive proof of the facts	
adjudged 1346, 1347,	right to determine law
2450	
of contents of iost document	or deter mille lifelit
re-established 1275, 1347,	
	reasonableness 2553
answer in chancery; see	admissibility of avidence 2003
Assessed the chancery; see	admissibility of evidence 861, 1451,
Answer.	right to use general 2550
provable by certified copy 1681 by inspection	right to use general knowledge 2570
by inspection	WE ALSO DRIBERY; GRAND JURY:
whole must be proved . 2110 2118	. Ithora
	Justice of the Peace, docket
see also CERTIFICATE OF OATH;	OI, Original required 101s 101s
PUBLIC DOCUMENT; NOTARY.	
Jurisdiction, conviction of crime	TOTAL MOU DIESUITED DANNING
in another section of crime	examination of accused or wit-
in another; see Conviction	ness; see Examination.
OF CRIME.	record consineins
absence from, as presuming	record conclusive
Geath	ONEO UNEO
document out of	see also Public Officer; Judge.
	K.
Jury, frand in packing, evidence	
of intent	Kidnapping, other offences as
of intent	evidence of intent
wood millianion of withese anal-	King testimony of
ifications 497, 587,	King testimony of, admitted
110**	without calling 1384, 1674
memorandum of recollection	without being sworn . 100*
shown to	P11/110KO UI
	THE TOTAL PORT OF THE PROPERTY
of confession	Knowledge, or Belief
of dying deciaration	Circumstances or Reputation as
withdrawal declaration 1451	evidence of
widdiawai Qnring argiimente	of accused, as to deceased's
of admissibility	accession of necessed a
***PIVPE ##IDDING OF HOUSE by 1100	aggression
vertice admitted as reputation	of employer, as to employee's
In another cause	incompetence
ace to be impeatement by times and a	or owner, as to animal's
notes of former testimony	Vice
taken by	or owner, as to delect of place
taken by 1669	
2002	or machine 252

Enowledge, or Belief (continued).	
of purchaser, as to seller's	witen Land (continued).
insoivency	parties' admissions of state and
of possessor, as to stoleu	see ADMISSIONS.
	testimony to value of
of creditor or debtor, as to	VALUE.
partnership	see also Property . Parses
of maker of representations,	255 Land-grant of government; see
III II) Talaitu	DEED; LAND-OFFICE
of iiquor-seiler, as to buyer's	256 Landlord, tenant disputing title
condition	1 01
of prosecutor or arrester, as	DESIGNATE: MO HOUNDANING
to probable come	Land-once, producing original
to probable cause	UI GOCHWANTA in
of utterer, as to forged	COncidentance of walls
paper .	Incords of in dename
of possessor, as to contents	register of, to prove a deed's
of sundry persons	ATACHTION
information or reputation, as	certificates of
res gestæ	89 certificates of
Conduct, as evidence of	89 reports of title
of sundry facts known or	copy of whole required
believed 266, 2	67 Language: 22 Tourist 2100
or consciousness of onit 979 o	Usinguage; see Interpreter; Interpretation.
of cousciousness of innocence	93 Tappe of There
prima facie evidence defined by	Lapse of Time, as presuming
statute	loss of document
areciarumons, as evidence of . see	as presuming payment
MENTAL CONDITION, DEC-	Laroeny, possession of stolen
LARATIONS OF	goods as evidence of 152, 2518
Other crimes, evidence of	Possopsiuli OI Inonev. as assi
general theory	dence of
sundry crimes (forgery, en-	other crimes as evidence of in-
pezziement, etc.)	tent
I estimony to a tairi person's	1 440410101.
qualifications of a witness as to	The state of the s
see WITNESS, I. Qualifica-	o de a complaint after
tions.	accused 5 explanations after
Impeachment of a witness as to;	notice to produce original docu-
see IMPEACHMENT.	ment in
	proof of, without producing
	document stolen . 1040
L.	words accompanying the tak-
	Ing, as res geste 1777 1791
and, words during possession	testimony of owner to non-
OF ANIPY OF MAR	consent
public divisions of, judicially	presumption from possession
TOTIONA	OI goods
possession of, as evidenced in	Latent Ambiguity in a door-
various ways; see Posses-	ment
SION.	Jakw, distinguished from fact 1 0540
contracts or customs concern-	loreign statute proved with.
ing; see Contracts; Cus-	out copy
TOM.	by expert
declarations or reputation	1070
about boundaries of; see	prima facie evidence of, under
Boundaries.	Statute
	proved by official printed copy . 1684
Δ.	1084

. 1478

. 1651 4, 1678 . 1672 . 1665 . 2109

2, 2518

Law (continued).	1.9
proved by private printed	(CONSTRUCT)
оору	valid marriage presumed, to
by trustians	MASIAL .
presumption of	breamment of '
Judicially noticed	BOO BISO BASTARDY; ILLEGITIMACY :
judge or jury to determine . 2549, 2558	MARRIAGE
ORE	WILLIAM WILLIAM BERMING
Laws, conflict of; see CONFLICT	TOTAL TOTAL
OF LAWS.	U & HYDOLDSLICAL Guestion
Lawsuit; see Litigation.	of a trial
Leading Questions	Lessee, declarations of, made
allowable only in discretion 770, 770	during possession 1778
minds of questions that are	
leading .	Letter, delivery of, as evidenced
exceptions to the rule	by mailing
on cross-examination	third person's, as evidence of
impeaching one's own witness ota	sanity
Lourned Treatises, used in evi-	receipt of, as qualifying a wit-
dence 1690–1700	ness to handwriting 702
Liveso, course of business as avi-	i amin's so repry to, as an admin-
dencing terms of 94, 372,	of husband or wife, showing
977	
ancient, to show seisin	putting in other letters in
production required, in prov-	
ing tenancy 1246	received by mail in reply, as
see also DEED; Possession.	
Ledger, as a book of regular	see also Document.
entries 1548, 1558	Letter-press copies, as origi-
Legatee, admissions of 1981	IIBIS
Legislative Journal, whether	Lex fori, rule of evidence in,
original's production is re-	applicable.
quired	Liability, facts of civil liability
throw envolvent of A.A.	as privileged
admissible to prove facts re-	Or communal mapping 9950
	Libel; see DEFAMATION
	License to sell liquor, as evi-
Illiant national	dence of saie
Legislature, power of, to alter	refusal to produce, as evidence
Filles of avidence	of non-possession
power to compel answer from	to practise medicine, as quali-
Witness Otor coro	lying a witness
privilege of member of	to marry; see Marriage.
see also STATUTE; LEGISLATIVE JOUR-	Lie; see Falsehood; Periury.
NAL; CONSTITUTIONAL RULES.	Lien, privilege for documents
Legitimacy	heid under
birth during marriage, as evi-	Life, presumption of continu-
dence of	ance of
resembiance of chiid, as evi-	OI SULLIVORSUID . 9539
dence of	Life Insurance; see Insurance.
as evidenced by parents' con-	Life Table, used in evidence 1698
duct	judicially noticed
by parents' statements; see	Light, distance or quality of, as
FAMILY HISTORY.	shown by instances
by reputation 1605	Limitations; see STATUTE OF
1000	LIMITATIONS.

Lime of survey; see Bounda- Seetle	Loss of a document; see Onigi-
Liquor, effect of, as indicating	NAL DOCUMENT.
Darma	of a ship, as evidenced by lack
SAMPLE OF SE Indication	Of news
improperly used as sample by	ogo
Invare	not to excuse from proof of
selling to a minor; see Agr.	
meaning of terms, judicially	Lottery, other acts as evidence
	of intent
see also Intoxication; Liquor-	Lunacy, inquisition of
SELLING.	see also LUNATIC: SANITY.
Liquor-selling, possession of	Lunatic, knowledge of purchaser
lianon on onida	from, as evidenced by re-
other sales as evidence of com-	pnte
Then colify a	unequalification of opponent as
as evidenced by license or tax-	Withess
Dawmani	I mentional Off
to minor or intemperate, evi-	capacity to take the oath . 1890
denote of knowledge of	to be a witness
other sales, as evidence of	see also SANITY.
intent	
other keeping, as evidence of	nt.
continuous base is	
	Machine, evidencing owner's
privilege not to produce license	knowledge of danger of . 950
for the second s	repairs of, as evidence of neg-
inference from refusal to pro-	ligence
/IIIAA	condition at another time or
presumption from possession	piace, as evidence
	other instances of operation, as
see also Intexication; Liquer.	evidence of condition of
Idea of militarian but a second	similar injuries, as evidence of
Litigation, fact of, as biassing a	delect in
witness	similar precautions, as avi-
witness	dence of safety of
sions	negligence presumed from ec-
sions	cident at
Toon words seems nearsay 1503	BOO MISO EMPLOYEE; NEGLIGENCE
Loan, words accompanying, as	Magistrate, confession made to 940 eso
res gestæ 1777	examination of accused or wit-
fact of, shown by possession of	ness; see Examination.
money 89, 224	see also Public Officer.
lack of money, as evidence of	Magnifying-lens, used by wit-
motive for	ness or jury
see also Contract; CREDITOR;	Mail, conrse of, as evidence of an
PAYMENT.	addressed latters 1 11
Locomotive; see MACHINE;	of a reply-letter's genuine-
SPARES; SPEED.	
Log, marks on, as evidence of	frand in, other acts as evi-
Ownership	densing intent
register of 1847	proof of loss of letters sent
JOE-DOOK OF Ship, as a book of	by 1901 1903
regular entries . 1500	
as an official register . 1641	Maker, paroi agreement collat-
ogical theory of relevancy 30	eral to instrument
001	see also BILL OF EXCHANGE; NOTE.

	eusud's threats 106	marital Relationship (continued). Secti
.0.75	as evidenced by other assaults.	and the second of the sections
158, 2531	eta	against the other
. 2522	as evidenced by hostile autres.	masory stirt policy
	sions or conduct	paramour, biganist, disputed
1196	as impeaching a witness; see	1
	Blas.	agent's admissions
. 867	presumption of, in criminai	production of documents
. 1671	06806	what testimony is prohibited
•	800 also Malicious Mischief: Ma.	husband or wife not a
	LICIOUS PROSECUTION; INTENT;	party
	MOTIVE.	berson deceased an N
. 258	Malicious Mischief, evidence of	person deceased or divorced 223
	intent in	exceptions by necessity
. 578	Malicious Prosecution, char-	by statute
. 1053	actor of plaintiff as mitigat-	whose is the privilege
. 1822	ing damages	waiver
. 492	avidence of prosecutor's be-	inference from claiming it
	ilef	statutory abolition
	conduct as showing malice	III. Privilege for communications
	former testimony in	history and policy 2332, 2333
	testimony before grand jury,	statutes
	not privileged	scope of the privilege 2836-2838
. 252	burden of proof in	third persons
	judge or jury to determine	who may claim; waiver 2840
. 288	probable cause	death and divorce
	maipraotice, character of de-	see also HUSBAND; WIFE; MAR-
. 487	fendant in	RIAGE; DIVORCE; LEGITIMACY.
	other persons' conduct, as	Mark, Illiterate's signature by;
. 451	standard of care, etc 461	see Illiterate.
	party's skili proved by reputa-	on logs, as evidence 150
458	tion 1621	register of 1647
	by particular instances of its	Market Reports, admissible in
461	exercise 208	evidence 1704
	by opinion 1984	Market Value; see VALUE.
2509	privilege for communications	Marksman; see ILLITERATE.
z.	to physician 2385, 2389	Marriage, breach of promise of;
42-852	see also Negligence; Abortion;	see BREACH OF PROMISE.
	HOMICIDE.	birth during, as evidence of
	Map, used to iliustrate testi-	legitlmacy 164
	mony 790	prior coverture, as evidence
	as an official survey 1665	certificate of, as evidence 268, 1645
5, 1152	as a declaration of boundary . 1570	habit and repute, as evidence . 268, 2083
7 1104	as reputation of boundary 1592	reputation, as evidence 1602, 2083
0.5	see also Boundaries; Survey.	utterances of the parties as rea
95	Marital Relationship	gestæ 1770
0510	I. Disqualification of husband	proof of marriage in fact 2082
, 2519	or wife as witness for the other	admissions 2086
041	history and general principle . 600-604	register of, as evidence; see
841		REGISTER OF MARRIAGE,
1000	on whose behalf excluded . 606-610	BIRTH, AND DEATH.
, 1203	exceptions to the rule 612-617	contracted in jest 2414
	statutory abolition 619, 620	statement concerning, as hear-
2448	impeachment of witness by 949	say; see Family History.
THE.	bastardizing the issue	presumption of consent 2505
	VOI. IV _ AL	of capacity
	388	9

Marriage (continued).	i Wantal Co. and
presumption of legitimacy	The state of the s
	Intent is domicii
The state of the s	" I INVEST IN DESERVANCE . 1800
nasoand or wife privileged	anouty of fulliph
by; see MARITAL RELA-	(Tank to the tree to the tree
TIONSHIP.	The state of the s
privileged communications in ;	person's statementa 1790
see MARITAL RELATION-	a votator
onip.	ante-testamentary state.
see also FOREIGN LAW; LEGITIMACY;	ments of intent
	post-testamentary state
MARTING WOMAN : see MARITAY	ments of contents etc
RELATIONSHIP; WIFE; BAS-	I IUVOIL IO PRIVORA
TARDY; MARRIAGE.	1790
Master; see Everoven.	I PUVULLEDGE OF SANIES 1900 1910
SCHOOLMASTER: CARTALL	1700
Materiality, distinguished from	see also Knowledge : 1 vrava
#GIRIMERDHILE	MALICE: MOTIVE: SANTON
Mayhem, accertained by inspec-	anicroscope, used by witness or
Martin A. A	Jury
Meaning; see Interpretation.	Midwifs as a witness; see Ex-
Means of action, as evidence of	PERT WITNESS; OPINION RULE.
an act done	MILLERY PROOPER on said-
Measures, false, other acts evi-	privilege against disclosure of
Gencing intent	Increte
Medical Books, used in evi-	Mill; see Machine; Sparks.
dence 1690-1700	Mine; see PREMISES.
Medical Matters, witness' ex-	Minister Windows
perience or knowledge as	Minister Plenipotentiary; see
qualifying him	AMBASSADOR.
see also Physician; Expert Witnese;	Minister of Religion; see
OPINION RULE.	PRIMAT.
Medical Treatment; see MAL-	Minor; see CHILD; LIQUOR-
PRACTICE; PHYSICIAN; SKILL.	BELLINO; AGE.
Memorandum to aid recollec-	Minutes of cierk of court; see
tion; see RECOLLECTION.	JUDICIAL RECORD.
Memory, modes of refreshing or	Misoarriage; see ABORTION;
	FERSONAL INJURY.
	Misconduct of a juror
discrediting a witness by his his lack of; see IMPEACH-	Mistake, proof of, by paroi avi.
MENT,	dence; see PAROL EVI.
Sental Capacity	DENCE RULE.
on Comments	by circumstantial evidence;
see SANITY; WILL.	SCO INTENT.
Ree Samery, Town	Mistress; see PARAMOUR.
	Mob, violence by, other acts as
Inntal Condition To	evidencing intent
tions of	Model, used to iliustrate testi-
exception to the IZ-	mony
exception to the Hearsay rule 1714 Pain and Suffering	Koney, possession of, as evi-
to a physician and	dence of loan or pay-
to a physician or layman 1719	ment 89, 224
before itigation	
past events	IBCE Of SE Avidance of It
Design, Intent, Motive, etc.	evidence of counterfeiting; see
design or plan to act 1725	Counterpriting.

. 1727 . 1728 . 1729 . 1730 . 1731 . 1732

. 1785

. 1736 . 1787 . 1738 39, 1740 . 1790

5, 1152

1641 2875

2854

1790 790

224 154 892

Money (continued). Seetle	Motive (continued).	
testimony to gennineness of :	malice in defamation	Bestle
MO PAPER MONEY; HAND-	4. Sundries	. 103-10
WRITING.	third person's motive, to evi-	
receipt of, as impeaching a wit-	dence accused's innocence.	
ness; see Connuption.	testifying to another person's	• • 141
payment of, mode of proving;	motive	
SOO PAYMENT.	to one's own motive .	
see also VALUE.	proof by opinion testimony	1000
Morphine, use of, as disquaify-	by declarations; see MER-	1962
ing a witness 499, 500	TAL CONDITION, DECLA-	
as impeaching a witness	RATIONS OF.	
Mortality Table, used in evi-	by reputation or informa-	
dence	tion; see Knowlenge.	
judicially noticed	Multiple admissibility	18
Mortgage, other transactions as	Municipal Corporation:	10
evidence of debtor's intent;	CORPORATION; PUBLIC DOC-	
see FRAUD, FRAUDULENT	UMENT.	
TRANSFERS, FALSE REPRE-	ordinance or charter of, judi-	
SENTATIONS.	cially noticed	2572
agreement to hold deed as,	ALGEGEF; see HOMICIDE.	
shown by parol	Mutnal Mistake, under name	
admissions of mortgagor or	evidence rule	2417
mortgagee 1082, 1779	clear proof of	2498
production of original; see		2190
ORIGINAL DOCUMENT.		
see also DEED; SALE.	N.	
Mother, statements of, to evi-		
dence pedigree; see FAM-	Name, as evidence of identity .	. 270, 413
ineanity of an anis-	use of false, as evidence of	. 510, 210
testimony to besterd	guit	276
testimony to bastardy 2063	testimony to knowledge of	667
see also LEGITIMACY; BASTARDY.	identity of, as raising pre-	•
Motion, for a nonsult or verdict 2495 to exclude all evidence 2495	sumption	. 2529
to produce documents, on trial;	Mationality, as evidenced by	
see Oaiginal Document.	corporai traits	. 167
before trial; see Discovery.	as disqualifying a witness	. 516
see also Objection.	Naval register, as evidence	. 1641
Motive in several and its	Mecessity, opinion testimony to	1960
Motive, in general, as evidence of an act	Negative instances, as evidence	
1. Circumstances creating a	ing cause or condition .	. 448
molive creating a	observation, as showing that a	
general principle	thing did not occur.	. 664
	Negligence, character for to	
motive for other acts and	evidence an act	. 65
Crimes	character for, as in issue	. 80
pecuniary circumstances as a 391	Dabit Of, as evidence	. 93, 97
motive	particular acts, as evi 'ce of	
regal liability as a motive	cnaracter	199, 208
2. Conduct exhibiting a moting	emproyees acts and repute.	
in general	as evidencing employer's	
o. Prior and subsequent motive	Enowledge	249, 250
nostility	order manufices as evidence of	
sexual passion	habit of	. 876
	other spark-emissions, as evi-	

Megligence (continued). Section	In Mohama (acutions h
dence of a defective iocomo-	The state of the s
tive	power to compei testimony 219
other persons' conduct, as evi-	Note, Promissory, forgery of;
dencing a standard	see Forgery.
constitutionality of statute	
making liable without	payment of; see PAYMENT.
negligence	agent's anthority to make; see
making prima facie evidence	
of negligence 135	impeaching one's own
proved by opinion evidence	
of conduct 194	session of
of character 198	
presumption of 2507–251	or wastkilde in
judge or jury to determine 255	
jury may use general knowi-	Transfer of Original Son
edge to determine 2570	ORIGINAL DOCUMENT.
see also Repairs.	- I manufactor of the state of
Negotiable Instrument; see	against interest 1460, 1466
BILL OF EXCHANGE; NOTE;	protest of, as evidence 1678
PAYMENT.	signed by mistake
Negro; see RACE.	delivery in escrow, shown by
Newspaper, notice in, as evi-	paroi 2409, 2420
denoine language 1.	collateral agreement, shown by
quotations of prices, as evi-	paroi
	Note or memorandum, of testi-
affiderit of publication 719, 1704	mony; see Former Testi-
affidavit of publication of	MONY.
notice in	and the state of t
communications to, not privi-	recoilection; see RECOLLEC-
ieged	TION.
see also PRINTED MATTER.	Notice (a state of mind); see
New trial, motion for, as con-	KNOWLEDGE.
firming an exception 20	Notice (a communication)
error of ruling as ground for 21	to produce a document
validity on, of former judicial	as permitting use of copy
admission	notice to opponent 1202
Wight, evidence of power of	when not necessary 1203
vision at 460	wben sufficient 1204-1206
Noise; see Sound.	exceptions to the rule 1207
Non-access, as evidence of ille-	procedure of giving notice . 1208
gitimacy 137	notion to think
parent's testimony to 2063	as compelling opponent's pro-
see also Bastardy.	dustion of salut. 1
Nonsuit, motion for a 2493	as obtaining discovery before
Notary, using an entry to aid	t trial
recollection; see RECOLLEC-	to fix liability for dishonor of bill,
TION.	evidenced by mailing
record of protest, producing	to quit, as an admission of ten-
the original of	and an art artificator of fell-
Whether conclusive . 1950	ancy 1072
regular entries of transactions	notice to produce a 1206
by; see REGULAR ENTRIES.	to take deposition 1378
personal knowledge required . 1835	
certificate of protest	publication of, proved by affi-
of deed-acknowledgment 1878	davit
seal presumed genuine 2165	giving of, as res design 1770 1780
	Novation, shown by paroi 2441
38	92

. 2195

. 529

7, 2518

0, 1466 0, 2420 8-2445

Muisance, provable by other in-	The state of the s
stances	/98
provable by reputation 162	Offence; see Crime.
Wul Tiel Record, original re-	Offender, habitual; see HABIT-
quired in	UAL CRIMINAL: COMMON OF-
wamber of witnesses; see W1T-	FENDER.
NESSES, VII.	Offer of evidence, form and tenor 17
Nunoupative Will, proved by	improper statements of coun-
	sei in 1806
Nurse, as a witness; see Expert	to compromise, as an admission 1061
WITNESS; OPINION RULE.	Office
CIMION ANDER.	production of original ap-
	pointment to 1228
0.	presumption of title to 2168, 2534
Oath .	of duty performed in
1. At Common Law	Office Copy; see CERTIFIED
history 1815	Copy
theory	UMORY Diblies see Dwarte On
kind of belief 1817	FIC IR.
form of oath	of a corporation, testifying on
tlme of administration and of	the faith of records 665
objection 1810	see also Conporation.
capacity	Official; see Public Officer.
mode of ascertaining 1820	Official Gazette, as evidence of
infants 1822	a iaw
iunatics, ldiots 1821	Official Record; see Public
distinguished from testimo-	RECORD.
nial capacity 1823	Omission, to speak or claim, as
persons subjected to	a seif-contradiction 1042
interpreters, peers, etc 1824	as an admission 1072
whether a witness merely	of child by testator intention-
sworn is impeachable 1893	aiiy 2475
2. Under Statutes	Opinion
abolition or dispensation 1827	of value, as based on other
form, capacity, proof, etc 1829	sales 463
3. Sundries	stating the grounds of, by an
history of, in parties' disquai-	expert
ification 575	knowiedge, as distinguished
confession made on examina-	from 658
tion under 842	as sufficient in point of memory 726
statement ont of court under	hypothetical question; see
oath, excluded 1362, 1364	11 YPOTHETICAL QUESTION.
belief on, by witness to char-	as evidence of handwriting; see
acter	HANDWRITING.
Objection to evidence, time and	impeachment by inconsistent 1041
form of	statements of political views 1732
to witness' qualifications 486, 586	religious, privilege for
by party, ciaiming privilege for	political, privilege for
witness	jndiciai; see Judicial Deci-
	810N.
Obligor impeaching his own ob- ligation	see also Expert Testimony;
	Opinion Rule.
admissions of co-obligor 1077 Obscenity of pictures, standard	Opinion Rule
of 461	distinguished from rule for ex-
201	pert qualifications 557

history	Section	Opium, use of, as disqualifying Section
history	. 1917	a witness
machinal to the second	918-1922	as impeaching a witness 934, 100
		Opponent, called as witness,
ny potnetical questions	672-684	whether he may be im-
rule applied to specific topics		1 neached
insanity	933-1938	destruction of a document by 1198, 1199,
value and damages	1041	
insurance risk	946-1947	deposition of, when absent 1416
care, salety, prudence, duty.		taking but not using a wit-
skill, or propriety of human		ness, denosition with
conduct or a place, machine.		ness' deposition 1389
or apparatus 19	49-1951	see also Admissions; Defend-
IAW	1001	ANT; PARTIES.
foreign law	. 1953	Opportunity in general, as evi-
trade usage	1954	dence of a crime or other
technical words in doen-	LUUI	act 131–134
ments	. 1955	Oral admission of a party; see
location of deed-descriptions .	1956	Admissions,
contents of a lost document .	. 1957	Order of topics of testimony;
testator's or grantor's ca-	. 1891	see Examination, III.
nacity	1050	Ordinance, judicial notice of 2572
accused's capacity	1958	certified copy of
solvency	1958	printed copy of 1684
possession, ownership, neces-	1959	Arightan Document
sity authority at-		history of the rule requiring
sity, authority, etc	1960	production
		general principle
intent, motive, purpose, in		
general	1963	uninscribed chattels 1191
another person's intention	1964	Inscribed chattels 1100
one's own intention 1965	5, 1966	all kinds of writings 1183
intent in dedication, voting,		books of account or regular
etc	1967	entry 1532, 1558
meaning of a conversation,		production required
etc.	1969	what is production 1185
impression or understanding 1970	-1971	original always usable
sundry topics		proving execution also 1187, 1188
corporal appearances	1974	order of proof
medical and sprgical matters.	1075	copy also offered
propability and possibility	1076	excuses for not producing
capacity and tendency	107R	loss or destruction
cause and effect	1078	loss or destruction 1193-1198 detention by opponent; no-
distance, time, speed, size	1977	tice to produce
weight, direction, form, iden-		tice to produce 1199-1210
tity	1977	possession by third person . 1211-1213
miscellaneous topics	1978	irremovable documents 1214
naracter		judicial records (pleadings,
moral of a defendant 1981,	1083	willa, etc.) 1215–1217
OI a Witness	1085	Other Omelai documents 1919 1999
care, competence, or skill	1084	DOOKS Of banks, abstracts.
andwriting; see HANDWRITING.	1903	of regular entry
ule enforced for dying deciara.		or regular entry 1532, 1558
tions	1447	ACCUIUGU CUIIVEVANCAR 1994 1994
tions . for books of regular entry .	1500	appointments to office 1000
for deciarations about bound-	1033	illegible documents 1229
aries		illegible documents
aries		absence of entries . 1320
	3804	. 1040

Original Document (continued). Sect	In Original Beaumant /
what is the original	
duplicates and counterparts 19	proof of lost will 205
printed matter 1984 19	or rost success deed
copy acted ou as original 19	TO SHOW OUT I. CREATERING LINES
telegraphic dispatches 12	I TO THE WASHING BUT ON INCIDENT.
wills, etc	TOMICIDE:
land-grauts, etc	
tax-lists, ballots, etc 12	
records, accounts, etc 12	The state of the s
memorandum to aid recollec-	I as a small store brace of life.
tion 749, 70	chine, mode of evidencing
handwriting shown by pho-	
	admissions by; see ADMis-
ledger and day book	
not applicable where contents are	plantie by, after roppery or
not in issue	larceny
doormont 1 1 1 .	declarations of, about bound-
identity or effect of a docu-	anion, boo Dourbanies.
ment	testimouy iu larceny required 2089
payment, receipts	Winerahip by adverse posses.
payment, receipts 124	siou; see Possession.
ownership, tenancy, sale,	as evidenced by prior ownership 328
gift 1246, 124	admissions of; see ADMIS-
execution, delivery, publica-	810NS.
tion 124	
conversion, forgery, larceny,	fact of
agenc, etc 124	
miscellaueous instances 125	presumption of from posses.
dying declarations 144	sion
pedigree statements 140	
exceptions to the rule	
collateral facts 1252-1254	A ANTIGORNA
opponent's admission of con-	see also Title.
tents 1082	Oyer and Profert
1255-1256	When evened
deed-recitals, disclaimer of	as a means of inspection be-
title 1257	fore trial 1858, 1859
witness' admissiou on voir-	1000, 1009
dire 1258	
witness' admission on cross-	
examination	P.
self-coutradictory docu-	Pain, expressions of 1718
ment 1259	Paper to aid recollection; see
record of convictiou 1970	RECOLLECTION.
foreign statute 1271	
rules for proof of copy	Paper Money, expert qualifica-
copy preferred to recollection . 1988	tions of witness
preferable kinds of recollec-	tions of witnes 570, 705
tion 1272	Paramour, as furnishing a mo-
preference for examined or	tive; see MOTIVE.
sworn copy 1273	as qualified to testify 605, 2230
CODY OF B CODY	Pardon, promise of, as exclud-
personal knowledge of cor-	ing a confession 834
want-man-	as restoring a witness' credit 1116
	a witness' competency 523
	as removing privilege against
whole must be copied 2105	self-crimination

Parentage; see Legitimacy; Section Paternity; Family His-	Parol Evidence Rule (continued). Section
TORY.	(b) signing a document hav-
Parish Register; see REGISTER	ing blanks or capable of
OF MARRIAGE, BIRTH, AND	alteration; writing one's name not as a signature
DEATH.	delivery of a document; es-
Parol Evidence Rule	crow; deeds or negotiable
Introduction	instruments delivered to
not a rule of evidence 2400	bona fide holders, contrary
lex for not applicable to	
rules defining the constitu-	nnllateral acts; foregoing
tion of legal acts 2401	principles applied to wills
A. Creation of Legal Acts	and ballots
general principle; intent and	8. Voidable acts
expression; subject, tenor,	motive as making an act
and delivery 2404	voldable; mistake, fraud,
history of the principle 2405	durete, infancy, and in-
1. Subject, tenor, delivery, in	sanlty
general	B. Integration of Legal Acts
transactions of jest, friend-	(varying the terms of an in-
ship, charity, and pre-	strument).
tence	general theory of the rule
terms must be definite; doc-	against varying the terms
ument void for uncer-	of an Instrument 2425
act must be final; delivery,	history of the rule 2426
es applied to door	1. Unilateral Acts
as applied to deeds; con-	official documents (surveys,
ditions precedent; escrows 2408 delivery as applied to nego-	appointments, asses-
tiable inchuser	ments, etc.) 2427
delivery, as applied to con-	2. Bilateral Acts
tracts in general; co-ul-	no integration at all; casual
tions precedent and sub.	memoranda 2429
sequent; assent of third	partial integration; general
nemones blanks, 1	test for applying the rules;
publication as applied to	"collateral agreements" 2480
will.	incorrect tests; fraud, in
2. Intent and mistake	Pennsylvania 2431
intention and mistake in	receipts and releases; blll
general; test of reasonable	of lading 2432
consequences	recital of consideration in a
intent not to be bound at	deed 2433
all 2414	warranty in a sale; insur-
terms of an act; (a) signing	ance warranties 2484
a completed document:	agreements not to sue, or
individual mistake, not	not to enforce, or to hold
known to or induced by	conditional only 2435 agreements of counterclaim,
the second party	set-off renewel or wal-
individual mistake known to	set-off, renewal, or mode
or induced by the second	of payment 2486 agreement to hold a deed
party	absolute as conditional
mutual mistake; general	
principle	only; agreement to hold in trust
mutual mistake as affect-	agreement to hold as agent
ing bona fide holders for	on annual
value 2418	The same
3806	4000

. 2419

. 2420

. 2421

Parol Evidence Rule (continued).	Section	Parol Evidence Rule (continued)	. Sectio
trade usage and custom novation, alteration, and	2440	usage of trade or locality, when to apply	
waiver; subsequent agree-		parties' materal and and a	246
ments	2441	parties' mntual understand-	
miscellaneous applications of		ing; identifylng a descrip-	0.44
the rule to admit or ex-		individual party's meaning;	2468
elnde "collateral" agree-		deeds and contracts	0404
ments	2442	wills .	2466
rule applied to negotiable		2. Sources of Interpretation	2467
instruments; general prin-		general principle: all extrin-	
cipie	2443	sle circumstances may be	
agreements affecting the ex-		considered	0.4=0
press terms of the docu-		exception for declarations	2470
ment	2444	of lutention	0.471
agreements affecting the im-		exception for equivocation	. 2471
plied terms	2445	or latent ambiguity	. 2472
rule binding npon the par-		blanks and patent ambigui-	. 2212
ties to the document only	2446	ties	. 2473
burden of proof; who must		exception for erroneous de-	
produce the document	2447	scription	. 2474
8. Writing Required by Law		exception for rebutting an	
at common law: judicial		equity (legacies and ad-	
records	2450	vancements)	. 2475
corporate acts and records;		falsa demonstratio non nocet:	. 2310
negotiable instruments	2451	general principle	. 2476
under statutes; wills; bal-		application to deeds and wills .	. 2477
lots; insurance policies	2452	sundry rules; interpretation	
conclusive certificates, dis-		of statutes	. 2478
tinguished	2153	Particular Instances, of conduct	. 2110
C. Solemnization of Lega, Acts		as evidencing human char-	
writing as a formality; stat-		acter, etc.; see CHARACTER;	
nte of frands	2454	STRENGTH; HEALTH; NEG-	
discharge and aiteration of		LIGENCE.	
specialties, etc.	2455	of injury, work, speed, etc., as	
other formalities than writ-		evidencing cause or condi-	
ing; signature, seal, at-	i	tion of a Abia.	447-461
testation, registration,		Parties	
stamp .	2456	character of	
D. Interpretation of Legal Acts		to prove an act	
general nature of interpreta-	1	in criminal cases	. 55-61
tion; standard and sources		in civil cases	. 64-67
of interpretation	2458	in issue	. 70-80
"Intention" and "Mean-		to mitigate damages	. 70-76
ing," distinguished	2459	conduct of, to evidence char-	
1. Standard of Interpretation		acter	192-213
general principle; four		to evidence consciousness of	
standards, — popular, lo-		weak case	277-291
cal, mutnal, Individual	2461	failure to testify or produce	
rule against "disturbing a		evidence	285-289
plain meaning," or, forbid-		common law disqualification as	
ding explanation except		witnesses	. 577
of ambiguities; history		testifying to their own in-	
and general principle 2	2462	tent	. 581
application of the rule to		admissions by; see Admis-	
wills, deeds, etc.	2463	SIONS	

Parties (continued).	Beetles	Patent of Taxontion (south a	
books of account of; see Books of Account.	manufacture.	Patent of Invention (continued). infringement of, privilege for	rtéc
agent or kinsman of, not to		rade secret	37
take deposition	. 803	LAND-OFFICE.	
impeachment of their own wit-		Paternity, other intercourse as	
ness; see Imprachment.		evidance of	18
whether impeachable, when tes-		child's resembiance, as evi-	
tifying for themseives	. 890	dence of	154
when called by the opponent .	. 916	see also Bastardy; Non-access.	
exhibiting injuries to jury	. 1158	Patient, physician's testimouy	
affidavit of, to lost document 11		to iliness of	388
former testimony of same	1709	expressions of pain by 17	718
books of account kept by; see	. 1388	privilege for communications	
REGULAR ENTRIES.		to physician	380
exclusion from court during		Payes, paroi agreement of, coi-	
testimony	. 1841	lateral to instrument	43
disclosure of documents or tes-	. 1041	see also Bill of Exchange; Note.	
timony before trial; see Dis-		Payment, possession of money,	
COVERY.			0.4
testifying first on their own		possession of instrument, as	25.
side	. 1869	I the second second	56
answer to interrogatories as		offer of, as an admission 10	_
evidence	. 2124	production of receipt for 1245, 12	NA.
claiming privilege for witness 219	06, 2270	indorsements of, as statements	72
privileged not to testify	. 2217	against interest 1461, 14	RR
discovery; statutes	. 2218	books of account as evidence	U
production of documents	. 2219	of 1539, 15	40
premises, chattels, bodily ex-		words accompanying, as res	
poenre	0, 2221	gestæ 17	77
paroi evidence rule, restricted		agreement as to mode of,	
to	. 2446	shown by parol 2436, 244	44
understanding of, to affect a		presumption of 2517, 251	18
document; see PAROL EVI-		see also Contract; Money.	
DENCE RULE.		Pedigree, hearsay statements of;	
burden of proof upon; see		see Family History.	
Burden of Proof.		of an animal, proved by reputa-	
Partner, admissions of	1077	tion	21
Partnership, knowledge of, as	054	by registry 170	8
evidenced by repute	254	inquisition of, by the heralds 167	0
proof of, without producing	1074	Peer, whether required to be	
instrument 104	1057	sworn	25
instrument		Penalty, privilege not to disclose 225	7
Passengers, behavior of, as evi-	1624	Penitent, privilege for commu-	
dence of danger	461	nications to priest	4
Pastor; see CLERGYMAN.	401	Perambulations as evidence of	
Patent Ambiguity in a docu-		boundary 156	3
ment	2472	Performance of official duty,	
Patent of Invention, producing	2112	presumed	
original of assignment	1226	of contract, burden of proof of 253 Perjury, other falsities, as evi-	1
execution of assignment of,	1540	denoing intent in	63
proved by record	1657	dencing intent in 34 confession of, as disqualifying	Z
inspection of machine before	200.		7
trial 1161	. 1862	as impeaching a witness	
	,		2

212, 2374

. 183 166, 1154 kss.

. 688 . 1718

. 2380

. 2443 ;

89, 224

. 156 . 1061 45, 1254

61, 1466 39, 1549 . 1777

6, 2444 17, 2518

. 1621 . 1706 . 1670

1825 2257

527 959

Perjury (continued).	1
producing original of chancery	Plaintiff, character of, as svi-
	dence
penalty for, as a requirement 1	CONTRACTOR OF SECURE OF THE
two-witness rule	
testimony before grand jury,	I mode of evidencing character
	by conduct 192-21
see also Falsrhoop.	TO AND LARTIES.
Perpetuam memoriam; see	Plan, used to illustrate testi-
DEPOSITION.	mony 790
Personal Injury; see Corporal	see also DESIGN; SURVEY.
Injuny.	Plat, used to illustrate a witness'
Pharmacist, privileged commu-	testimony 790
	382 Platform: see Province
Photograph, of a person, as used	
ėn identifu bi	Plea of truth as evidence of
used by a witness to illustrate	- DEFARATION.
testimony	Pleading, distinguished from
	Criterios
Physician, character of, as de-	from judicial admission 2580
fendant in malpractice	as a party's admission 1064
conduct, as evidencing negli-	67 original in court records not
	produced 1215
· ·	and the distriction beds
mode of treatment by another,	igree 1495
an a shandand	see also Judicial Recoad.
qualified to be an expert wit-	61 Pledge; see Mortgage.
ness 569, 6	Poison, evidence to show knowl-
hypothetical question to; see	
HYPOTHETICAL QUESTION.	possession of, as indicating
Witness to walks of a	criminal design
patient's expressions of pain	nature of, as shown by samples . 430
to expressions of pain	symptoms, as indicating nature
to	10 Of
amount of fee demandable as	witness' experience as qualify-
ernert of the demandable as	ing him
expert	see also Homicide
imamostica aft to the contract of the contract	Poles, telegraph or telephone:
privilege for patient's commu-	see NEGLIGENCE: HIGHWAY
	Police-officer obtaining a con-
mications to	Total I soo Compagation.
see also MALPRACTICE; OPINION	Policy of insurance; see Insur-
RULE; Poison. Pioture, of a person or place, to	ANCE.
illustrate testimon	Poli-book; see Election.
illustrate testimony	
Piracr: and Donners Commen	census 1671
Piracy; see ROBBERY; COPYRIGHT. Pistol; see WEAPON.	judicially noticed
Place	Possession of tools, as evidence
	of a crime 88, 238
value at another, as evidence	of money, as evidence of loan
of value	3 or payment 89, 224
character of a witness at an-	as evidence of larceny 154
other	as evidence of motive for
of birth, death, etc., as evi-	crime, etc
denced by family hearsay 150	of a document, as evidence of
jndicially noticed 2575, 258	knowledge 260
see also Premises.	as an admission 1073

Possession (continued).	ates I Borner wheelest as att
of a document, by opponent,	Power, physical, as evidence of Section
as excusing non-produc-	an act
	instances of physical, as evi-
or receipts, etc., as evidence of	
payment	Power of Attorney; see AGENCY.
of land, as evidenced by a lease	
OF deed	rules of evidence
uuder ancient document, as	or semented the Tries
and day al	OITAL. Pregnancy events in as only
of forged documents, as evi-	The state of the s
	denced by birthmark 167
of stoien goods, as evidence of	DASTARDI.
larceny, etc 152, 1	Premises 52
	The state of the state of the state of
Contraction 1	- I Discussed by pilot contribution
	20 11 10 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11
possessor's deciarations of facts	Lucial an extraction of Hebits
Amain at last and	gence
assessment-books as evidence	and the state of t
of 16	place, as evidence 437, 438
statements about boundary, by	- Condition of diff.
a possessor; see Bounda-	ity, as evidence 451
RIES.	marks on, as evidence of iden-
reputation about 15	tity 416
opinion testimony to 19	. I arrest er les séel de flainfaille OI
by grantor, raising presump-	400
tion of fraud in sale 250	similar precantions, as evi-
presumption of ownership from 25	action of Barrety
of payment from 820	Lucas Bembit ori an illimitet and Ma-
of continuance of	190
Adverse Possession	
ancient documents, as evi-	trial 1162, 2194,
dence of	7 before trial 1162, 1862
knowledge of claim, as evi-	before trial 1162, 1862
denced by repute 25	presumption of defect, from
possession of part, as evi-	201
dencing possession of	Preparation, as evidence of
whole	crime
oral admissions of title 125	
statements made during, as	or erain, by possess
res gestæ 177	sion; see Possassion.
as affecting presumption	- I - Projectant an Diliticken
of ownership 177	President, privilege of 2368-2372
ossibility of doing or happen-	
ing, as evidenced by instances . 446-46	Presumption; see Burden or
oating in the mail; see MAIL;	
POSTMARK.	conclusive; see Conclusive-
on a wall or fence, original not	NK56.
required 1214	Presumptive evidence, as mean-
ostmark, as evidence	and outcommentation of the title
presuming genuineness of 2152	
verty, as evidence of non-	
payment 89	Price; see Sales; Value.
as evidence of motive for a	derroad, me demilying I
crime or transaction 392	witness to value
	toon as admissible in evidence 1704

2194,

-2372

Pricet, confession to 840	Privilege (centinued). theological opinions
privilege for communications	
to 2394	poiitical votes
see also MARRIAGE.	disgracing facts 984, 985
Prima Pacie Bvidence, stat-	2216, 2256
	bodily exposure
	party interested
sufficient to go to jury 2494	opponent compeliable 2218
Primary Evidence; see Brat	production of documents
EVIDENCE: ORIGINAL DOCU-	bodiiy exposure 2220
MENT; COPY.	premises and chattels 2221
Principal, admissions of, against	interested witness
surety 1077	civil itability ln general 2223
agent's admissions against 1078	hasband and wife; see
nndisclosed, shown by parol 2438	MARITAL RELATIONSHIP.
see also AGENT.	
Printed Copy of public document	self-crimination; see SELF-
sundry documents 1684	CRIMINATION.
reports of decisions 1684, 1703	privileged communications
statutes 1684	in general
see also Cory.	clerks, bankers, trustees,
Printed Matter, as a dupilcate	newspapers, etc
original took took	telegrams
original 1234, 1287	attorney and client; see AT-
sample copies as evidence 440	TORNEY AND CLIENT.
proving gennineness of	husband and wife; see
newspapers	MARITAL RELATIONSHIP.
official statutes and reports 2151	petit jurors
see also Book; MAIL; NEWSPAPER.	communications 2346
Prior and Subsequant; see Time.	impeaching a verdict . 2348-2356
Prison, escape from, as evidence	arbitrators
of guilt	grand inrors
Private statute, judicial notice	
of	vote and opinion
Privies in Interest, admissions	witness' testimony 2362
of ; see Admissions.	grounds for indictment 2364
Privilege	number of votes
I. From Attending	official communications . 2868-2376
and a substitute of the substi	government and informer 2374
	physician and patient 2380-2391
	priest and penitent 2394-2396
efficient of management 2006	offer of compromise 1061
officers of government 2206, 2371	III. Sundry Rules
distance from place of trial 2207	as permitting proof by copy,
enbpœua 2199	for privileged document 1212
expenses	as excusing production of at-
II. From Testifying	testing witness 1317
no privilege in general 2192-2194	as allowing use of deposi-
officers having compulsory	tion 1407
power	ciaim of, on cross-examina-
privilege personal to witness 2196	tion, as excluding the
party may not object 2196	
privileged topics	Probable course for procession
Irrelevent metters	Probable cause for prosecution
documents of title, etc	or arrest, evidence of belief
	of
customers' names	in malicious prosecution, bnr-
customers' names	den of proof of 2539
official secrets	judge or jury to determine 2554
' gov	11

Probate; see WILL; JUDICIAL RECORD; CERTIFIED COPY;	Prostitution, entirement for, feetle character of complainant
ATTESTING WITHESS.	as evidence
Proceedings, presumption of regularity of	house of; see House or ILL-
Process; see Compulsory Pro-	PAME,
CESS : JUDICIAL RECORDS.	other offences as evidence of
Production of evidence in gen-	intent to entice for 849, 860
eral, failure to make, as	Protest; see Notary.
shaming a mark array	Prudence, opinion as to 1946
of document or chattel	Public Corporation; see Con-
	PORATION.
	Public Document
by witness	1. Admissible to prove the facte
enbpoena duces tecum	stated therein
	general principle 1681
privilege against self-crimi-	whether conclusive, or pre-
nation	ferred to other testimony . 1835, 2427,
of attorney and client . 2307, 2318	2453
of government officiais 2373	official duty of maker 1632
before trial, on discovery 1855, 1859	dsputies, de facte officers, etc 1633
proof by copy; see ORIGINAL DOCUMENT.	publicity of document 1684
	officer's personal knowledge 1635
Profert, required in proving a	constitutionality of using as
document	evidence 1308
see also Production of Documents.	registers and records
Profits, amount of receipt of;	eundry kinds 1639
See CONTRACTS; SALES;	assessment and electoral reg-
	isters 1640
Promise as excluding a confes-	mliitary and naval registers 1641
sion; see Confussion.	registers of marriage, birth,
Proof, distinguished from admis-	death 1642-1646
slbillty	certificates of marriage 1645
distinguished from relevancy 29	registers of title (ships, stock-
Proofs of loss, in insurance, as	brands, timber-marks) 1647
an admission 1073	registers of conveyances
privilege waived by sending	deeds and mortgages 1648–1656
physician's certificate 2390	assignments of invention-
Property, conveyance of, as evi-	patent 1657
dence of a weak case	wills 1658
sales of other, as evidence of	government land-grants 1659
valne	judicial records 1600
qualifications of a witness to	corporation records 1661
value	legislative records 1662
presumption of ownership	executive proclamations 1662
from possession of	returns and reports
see also Possession; Custom; Con-	sundry kinds 1664
TRACT; PREMISES; OWNERSHIP.	sheriff's returns and recitals 1664
Prosecution, may show ac-	surveyor's returns 1665
cused's bad character ln	former testimony reported
rebuttal only	jndges' notes 1666
malicious; see Malicious	magistrates' reports 1667
PROSECUTION.	bills of exceptions 1668
failure to institute, as evidence 284	stenographers notes, etc 1669
may impeach eye-witnesses	inquisitions and reports
called by it	domain, escheat, and title 1670
list of witnesses of, before trial 1850	pedigree in heralds' books 1670

. 1949

. 1631 5, 2427,

Public Document (continued). Section	
lunacy 1671	Publication (continued).
announced by the state of the s	of libei or slander; see DEFA-
census of population 1671	MATION.
	proving the fact of, without
certificates	producing document 1946
	ampayit of
miscellaneous kinds 1674	of testimony in nawspaper, for-
notary's protest	Didden
deed-acknowledgments; oaths . 1676	see also PRINTED MATTER; NOTICE;
certified copies 1677-1683	Boor.
printed copies 1684	Publicity of trial, as a security
2. Proving Contents and Execu-	for truth 1834
tion of Public Documents	exceptions to the rule 1835
whether removable for use in	Publisher; see Publication;
evidence 1186, 2182,	PRINTED MATTER; COPY-
2183	RIGHT.
production of original not re-	Pupil; see SCHOOLMASTER.
Quired 1218-1222	Purchaser; see GRANTEE;
provable by examined or	CREDITOR; SALES.
sworn copy 1273	Putting in the Case; see Ex-
by certified or office copy . 1677-1683	AMINARIAN III
certified cony preferred to	AMINATION, III.
others 1273	
by printed copy 1684	
any copy preferred to recol.	Q.
* - A*	
see also Copy; Centified Copy.	Qualifications of a witness; see
whether the whole must be	WITNESS, I, Qualifications.
proved	Quality of a chattel, place,
	weapon, etc., as evidenced
iost or destroyed record 2107	by its affects, etc 487-461
record accessible	as evidenced by sales or rentals 462
sundry public records 2109	Quarrala; see MOTIVE; IN-
judicial record	TENT; BIAS.
gennineness, how proved by seai	Question to a Witness, in hypo-
Dy sea:	theticai form 672-684
by official custody 2158, 2159	in leading form
by certificate of attestation 1077, 2102	allowable only in discretion . 770, 776
privileged as State secrets . 2368-2372	
see also CERTIFICATE; EXECUTION;	
JUDICIAL RECORD; RECORDED	put to one's own witness
CONVEYANCE; NOTARY; PAROL	in misicading form
EVIDENCE RULE.	in misicading form 780
Public Interest, matters of; see	with intimidating or annoy-
REPUTATION.	ing manner 781
Public Officer, impeaching his	repetition of 782
own certificate 529	multiple examiners
baving power to compei testi-	by the judge
mony	topics of, for impeachment or
privileged from testifying . 2368-2372	other purposes; see Direct
regularity of proceedings pre-	Examination; Cross-Ex-
rogularity of proceedings pre-	AMINATION.
sumed	witness' prior knowledge of 788
jndicially noticed	continuons narration by wit-
see also Judicial Record; Public	ness without 785
DOCUMENT.	ness without
Publication, in newspaper, as	as a foundation for impeach-
evidencing knowledge 255	ment

Question to a Witness (cont'd). Section by expressions of bias or sor-	Re-Direct Examination; see South
ruption 953, 964	Examination.
by self-contradiction 1025	Reading a prepared paper, by
	witness 785
	a deposition to deponent before
impeaching a witness sworn	
but not questioned 1893	skiii of a witness in, impeach-
	Real Byidence (or Autoptie
	Proference)
R.	defined 2
	general principle and instances 1150-1153
Race, evidenced by corporal	color, recemblance, appearance,
traits 167, 1154	etc., to show age, paternity,
disqualifying a witness 516	etc 115
impeaching a witness 936	etc
evidenced	leged 115
by reputation 1605	weapons, clothes, etc., in crim-
by family hearsay 1502	inal cases 115
corroboration required for	corporai injuries, in civii cases 116
	indecent exhibition 115
Chinese 2066	experiments, insanity, etc 116
Railroad; see Negligence;	physical inconvenience of pro-
EMPLOYEE; PREMISES; HIGH-	
WAY; SPARKS; MACHINE;	view by jury 1162-116
CARRIER; RATES.	jury's view as evidence 116
Rape, character of complainant	whether an inscribed chattel
as evidence 62	must be produced 118
of plaintiff in indecent assault . 75	of premises, chattels, etc., dis-
other persons' intercourse as	covery before trial 186
evidence of paternity 183	not privileged
acts of unchastity, to show	226
complainant's consent 199	Reason for an act, hearsay state-
other intercourse, as evidenc-	ment of 172
ing defendant's intent or	Reasonable Doubt, proof beyond . 249
motive	Reasonableness
infant or imbecile witness in . 498, 508	other persons' conduct, as evi-
conduct of complainant, to im-	dence of 46
peach credibility 987	information received, as evi-
	dence of 178
	judge or jury to determine 255
complainant's outery or in-	see also Knowledge; Negligence.
formation, received 1134	
details of complaint, admis-	Rebuttal, of irrelevant evidence, by other irrelevant evidence 1
sible 1760	
who is accomplice in 2060	
uncorroborated complainant in . 2061	scope of testimony in 1869, 187
marital privilege in	Recall of a witness by opponent,
Rates of charge by railroad, con-	whether it prevents impeach-
clusiveness of official schedule 1854	ment
Ratification; see AGENCY.	to ask as to a self-contradiction 103
Rationality of the rules of evi-	see also Examination.
dence 9	Receipt, of land-office receiver,
Re-Cross-Examination; see	original required 128
CROSS-EXAMINATION; EXAM-	production of original, in prov-
CRUSSIANIANIUN, DAME	ing payment 124

. . 787

. . 901

1150-1152

. . 1154

. . 1157 . . 1168 . . 1159 . . 1160

. . 1161 1162-1167 . . 1168

. . 1862 2 30, 2221, 2264

. . 1729 . 2497

. . 461

. . 1789 . . 2553

. . 15 . . 58 1869, 1873

911-918 1. 1036

. . 1239

Receipt (continued). admissible as statement against	Section	Recollection (continued). self-contradiction by failure of	Section 1097 1045
interest	1456	preference of copy of a docu-	1001, 1050
varied by paroi	2482	ment, to recollection of con-	
presumption of payment	2518	tenta; see Copy.	
Receiver of stolen goods, knowl-		failure of recollection of attest-	
edge as evidenced by repute	254	ing witness	1900
as evidenced by other pomes-		ing witness	1302, 1816
sion	324	refreshing recell att an by re-	
Recital in a deed, of another		port of print testimony	1326
deed's contents	1257	by seeing specim as of write	
in a statute, whether concinsive	1352	ings	. 1007
whether admissible	. 1662	books of account has J as men.	
in a sheriff's deed, whether	1003	orania of ,	1 111
concinsion dead, whatther	1004	Record of stock-i and, as ave	
concinsive	1354	deno	14
whether admissible	1664	of business not having, mark horsed s	
in an ancient deed, of boundary		having necknowledge	646
or lost deed	1573	of a predecement, as qualifying	
of pedigree	1578	8 Woods to hands aring	704
in a will, as evidence of pedi-	100	of recollection of a witness;	
gree; see FAMILY HISTORY.		see RECOLLECTION	
of consideration, varied by paro	1 . 2433	of conviction of crime, to im-	
Recollection		peach a whiteen, one Con-	
general principles	725-730	VICTION OF CRIME.	
"impression," "beilef," etc.	727-729	judicial; see Judicial RECORD	
examining to grounds of rec-	100 100	official, in general; see Public	•
ollection	730	DOCUMENT.	
record of past recollection	734-754		
history and general prin-	. 117-101	of conveyance; see RECORDED	
ainles	. 734-739	CONVRYANCE.	
must be written		voluntinous, proved by sum-	
contemporaneous	744	mary	1230, 1244
contemporations	745	absence of an entry in, how	
accuracy sworn to	. 740, 747	proved	1280, 1244,
witness not the writer	. 748	1678,	1957, 1978
original	749, 750	Recorded Conveyance	
transactions by several per-		record-book admissible, instead	
sona (book-keeper and		of copy of it 1	186, 1655,
salesman, etc.)	751, 752		2373
showing to opponent	. 758	conveyance on file in public	
handing to jury	. 754	office .	. 1219
present recollection refreshed	758-764	production of original deed	
general principle	758	not required	1994_1997
witness not the writer	. 759	preference for certified copy	1979
original	. 760	copy of a copy	1974
contemporaneous	. 761	mode of proving copy	1077
depositions used	. 761	production of attesting witness	. 12//
showing to opponent	762	broaderiou of stresting Alfiless	000 1010
handing to jury	763	excused	1290, 1318
use by cross-examiner	700	record admissible to prove	
sundry rules	. 764	contents and execution	
		deeds, etc., lawfully recorded	1648-1651
refreshing the memory of one's		record in another jurisdic-	
own witness by his prior self-		tion	. 1652
contradiction		unauthorized record	. 1658
cross-examination to test	. 995	proof of other matters re-	
contradicting by showing fail-		corded	. 1654
ure of 1	005, 1022	certified and sworn copies	. 1655
VOL. IV. — 46	390	5	. 24/4

Recorded Conveyance (cont'd).		Regular Entries	Booti
whole of record must be		exception to the Hearsay rule	15
copled	2109	history and statutes	
kinds of certified copies ad-		as an ald to recollection; see	
missible	1677-1693	RECOLLECTION.	
certificate of acknowledgment,		I. Regular Entries in general	1021-100
as evidence	1676	death, absence, etc., of entrant	152
assignment of invention-patent		kind of business	. 100
will	1658	dnty to superior	102
government land-grant	1659	regularity	102
copy of ancient deed recorded		contemporaneousness no motive to misrepresent .	102
presumption of delivery, no-		no motive to misrepresent .	100
tice, seal, etc		oral reports	10
Referee as witness		personal knowledge	100
Refreshment of Memory; see		salesman and bookkeeper act-	121
RECOLLECTION.		ing jointly	100
Refusal, to submit to a test, as		form of entry	150
evidence of guilt	275	impeaching credit	100
to escape, as evidence of inno-		production of original	10
cence	. 276, 298	II. Parties' Account-Books	100
to produce witness or docu-		no clerk	1500 15
ment, as evidence of a weak		cash payments	1009, 10
case	. 285-291	goods delivered to third person	18
Register, official, ln general; see		special contracts kind of business	1840 18
Public Document.		Kind of Dusiness	1042, 10
Register of Deeds; see RE-		of book	1849 15
CORDED CONVEYANCE.		of item	1040, 10
Register of Land-Office; see		contemporaneousness	10
LAND-OFFICE.		regularity	10
Register of Marriage, Birth, or		honest appearance	10
Death		reputation for correctness .	
production of original required		suppletory oath; cross-exam-	15
preferred as proof of birth .		lnation	15
admissible as a deceased per-		use by or against surviving	16
son's regular entry	1523	party	15
as an omcial record	1042, 1040	personal knowledge	15
certified copy of, by custodian		party and salesman jointly	15
sworn copy of, by custodian .	1710	acting	
not required in bigamy copy of whole required	2088	form of entry	
copy of whole required	2109	Impeaching the book	
presumed genuine, from official		nsing the entries as admissions	
custody	2159	production of original; ledger	
identity shown by name	2529	and day-book	10
kept ln a family, as evidence;		effect of statutes	
see FAMILY HISTORY.		books of deceased clerk	
Register of Ship, whether con-	4454	Regularity of official proceed-	
clusive	1352	lngs presumed	
wherher admissible	1021, 1021	Regulations, of department, ju-	
Registration of Title or Deed,		dicial notice of	
proved by copy whether conclusive	1239	Relationship, hearsay state-	
whether conclusive	1352	ments, as evidence of; see	
whether admissible	1647	FAMILY HISTORY.	64
as a required formallty	2456	Release, varied by parol	
as presnming delivery of deed	. 2520	see also Document.	
no notice of prior deed	2520	Relevancy, distinguished from	
see also RECORDED CONVEY	ANCE.	admissibility	• •

feetien . . 1517 1518, 1519

1521-1588 . . 1521

. 1528 . 1524 . 1525 . 1526

. . 1527 . . 1528 . . 1530

. . 1580 . . 1581 . . 1581 . . 1582

. . 1538 1539, 1549 . . 1540

1542, 1547 1542, 1547 1548, 1558 1548, 1549 . . 1550 . . 1547

. . 1551 . . 1552 . . 1554

. . 1554 . . 1555

. . . 1555 . . . 1556 . . 1557 . . 1557 . . 1558 . . 1560 . . 1561 . . 2534 . . 2572

. 2432

12

Relevancy (continued).	Reputation (continued).
general cousiderations affect-	ancestry, legitimacy, hirth,
ing the rules of	death, etc
distinguished from weight or	4. Moral Character of Party or
	Wilness
logical theory of	reputation distinguished from
of facts admitted condition-	character 52, 920
ally on further evidence 14, 40,	see also Character.
1871	as mitigating damages in defa-
no privilege for irrelevant mat-	mation 200
ters	of deceased in homicide, to
Religious Belief, as disqualify-	Attidosses a company to the
ing a witness 516, 518	of employee, to evidence em-
as introducing a confession 840	Dionor's land 1
as impeaching a witness	of lunatic, insolvent, or part-
as requisite for an oath 1817	ner to evidence much t
disclosure of, privileged	ner, to evidence purchaser's
Menewal, agreement for shown	knowledge
by parol	of arrested person, as evidenc-
Repairs, of a machine or place,	ing probable cause
to evidence negligence 283	qualifications of a witness to . 691, 692
Repetition, of questions to a	witness to, cross-examined as
witness 782	to rumors 988, 1111
of defamatory utterances; see	prima facie evidence of crime,
DEFAMATION.	under statute
Reply to letter hy mail, as gen-	constitutionality of using, as
uine	evidence
uine	of honesty, required for a par-
and also I	ty's account-book
See also LETTER.	place and extent of reputation 1608-1616
Report, of an official 1664-1672	time of reputation 1617-1619
of a judicial decision	kind of character reputed
by officially printed copy 1684	(chastity, sanity, temper-
hy private printed copy 1703	ance, etc.) 1620, 1621
of testimony, kinds of; see	witness' or party's charac-
FORMER TESTIMONY.	ter; see also CHARACTER.
prohibition of publication of 1836	5. Sundry Facts provable by
of a clerk or bookkeeper; see	Reputation
REGULAR ENTRIES.	solvency, wealth 1628
see also Public Document.	partnership 1624
Representations, knowledge of	incompanies
falsity of, as evidenced hy	
repute	miscellaneous facts 1626
as evidenced by other false	party's knowledge of a fact
representations 320	reputed 1789
Reputation	see also Knowledge.
1. Land-boundaries and Land-	Res Gests, other crimes ad-
customs	mitted when a part of 218
matter must be ancient	complaint in rape, as part
bind of an at at	of 1134, 1760
	in robbery or larceny 1142, 1762
2. Events of General History	declarations about private
- Actions of Ceneral Halory	Doundary
ancient metters of comment	statements of 1
ancient matters of general in-	statements of mental of physi-
ancient matters of general in-	statements of mental or physical condition 1715-1740
ancient matters of general interest	
ancient matters of general in-	cal condition 1715-1740

Res Geste (continued).	Section	s.	
charge made in travail by bas-			Section
tard's mother	1764	Safety of machine, premises,	
statements about boundary .	1764	etc., as evidenced by other	
declarations by an accused .	1782, 1765	instances	. 451, 461
		opinion as to	. 1949
sundry applications		Sales, course of business in, as	
utterances a part of the issue or		evidence of a transaction	. 94, 372,
verbal acts; see HEARSAY			877, 879
RULE, III.		of liquor; see Liquor-sell-	
general theory of dectrine .	1745, 1768,	ING.	
	1796	of other property, as evidence	
bistory of phrase		of value	463
Res ipsa loquitur		as qualifying a witness to	
Resemblance of child, as evi-		value	714
dence of paternity	166, 1154	as evidence of intent; see	
see also IDENTITY.		FRAUD; FALSE REPRE-	
Residence, evidenced by prior		SENTATIONS; FRAUDU-	
residence		LENT TRANSFERS.	
presumed to continue	2530	price, etc., as evidence of a	
see also Domicit.		motive	392
Resistance, as evidence of guiit	276	decrease of, as evidence of	
Return		nuisance, etc	462
of sheriff	1664, 1670	production of instrument, in	
of surveyor	1665	proof of fact of	1247
of snndry officers	1672	bnyer's utterances, used	
Revocation, testator's ntter-		against seller's creditor	1779
ances as evidence	1784, 1782	intent of debtor in	. 1967
Reward, as impeaching a wit-	000	presumption of fraud applica-	
ness		ble to	. 2504
as excinding a confession		books of account, as evidence	
Riot, other acts, as evidencing		of; see REGULAR ENTRIES.	0101
intent	867	warranty in, shown by paroi .	2434
see also Mos.		statute of frauds applied to	. 2454
Road; see Highway.		see also Grantor.	
Robbery, possession of goods or	189 184	Salesman, using entry to aid	
money, as evidence of		recollection; see RECOLLEC-	
other crimes, as evidencing in-	2513	TION; REGULAR ENTRIES.	
	351	Sample, as evidence of an entire	400
motive for		lot	. 139
owner's complaint after, as res	092	Sanity (or Insanity), conduct as	000 005
gestæ	1142, 1762	evidence of	228–235 232
proof of identity in; see IDEN-	1172, 1102	hereditary, as evidence of capacity of insane person to	. 202
TITY.			492-497
Roentgen-ray photograph	795	testify	402-181
Roman Catholio as a witness;		knowledge of	568, 688
see Religious Belief.		witness' insanity, in impeach-	000, 000
Rules of Court, judicially no-		ment	. 932
ticed	2578	inspection of insane person by	. 502
Ruling upon objections	19	tribnnal	. 1160
error of, as ground for new trial		insanity excusing absence of	. 1100
Rumors, on cross-examination of		an attesting witness	. 1816
a witness to reputation	988, 1111	of a deponent	. 1408
distinguished from reputation,	,	of a declarant of facts	. 1100
to prove character	1611	against interest	. 1456
	39		. 2400

372,

-235

Sanity (continued).	Section	Sedition (continued).	
of a maker of regular entries	1521, 1561	putting in the whole of an	Section
insanity disqualifying dying		national in the whole of an	0000 0115
declarant	1445	utterance	
provable by reputation	. 1891	see also Danisas in	2119
by inquisition of lunacy by declarations of testator hy opinion testimony .	1871	see also DEFAMATION; TR	EASON.
by declarations of testator	1739_1740	Seduction, character of the	
by opinion testimony	1000-1720	woman as ln issue or nuti-	
by inspection	1000-1000	gating damages	
burden of proof of	2500 0501	3.4.	77, 79
presumed to continue	2000, 2001	Interconrse of third person, as	
hypothetical question as to;	2000	evidence of paternity	183
see Hypothetical Question		acts of unchastity, as defeat-	
see also Lunatic.	on.	ing prosecution or mitigat-	
Schoolmaster, evidence of		ing damages	. 205, 210
standard of dissipling of	400	other intercourse, as evidenc-	
standard of discipline of	461	ing lntent or motive	. 360, 398
Science, men of, as witnesses;		who is accomplice in	2060
see EXPERT WITNESS.		uncorroborated complainant.	9061
instruments and tahulated data		marital privilege in	2280
of, used hy a witness	. 665, 795	proof beyond a reasonable	
books of, physician's testi-		doubt	2498
mony based on	688	Self-contradiction, as impeach-	2100
used in evidence	1690-1700	lng a witness	
judicially noticed.	9588	one's own witness	. 902-906
Scinula of evidence	2494	general theory	1017
Scrip, of land grant; see DEED.		collateral facts excluded	1017
Seal, official, as authenticating a			
document		bias, knowledge, skill, etc.	1021
general principle	2161, 2162	preliminary question to wit-	1022
seal of State	2162	brounding diestion to Air-	1005 1000
of court or clerk	2164	ness	1025-1089
of notary	9165	what is a self-contradiction .	1040-1043
of sundry officers	2188	opinion	1041
official signatures	9187	silence, omission to claim or	
title to office	0100	speak	1042
attested copy under seal 1679,	1890 1891	explaining away the incon-	
corporate seals	0100	sistency	1044
history of, as making docn-	. 2109	joining issue on the explana-	
ments indisputable	0400	tion	1046
form of		putting in the whole	1045
form of	. 2456	distinguished from a party's	
judicial notice of foreign	. 2566	admissions or confessions	. 821, 1051
Search, evidence obtained by		Self-Crimination, privilege again	nat
illegal	. 2183	history	9950
for lost document		policy	2251
for attesting witness	. 1313	application to grand inry, leg-	
Seaworthiness, presumption of .	. 2533	islature, etc.	2252
Secret of trade, as privileged . 2	212, 2374	constitutional sanction	2252
of State	. 2375	distinguished from confession-	
of friendship	. 2285	rule	898 850
see also Privilege.			2266
Security, agreement to hold deed		kinds of facts protected	2200
as, shown by parol	. 2437	civil liability	0054
Sedition, other acts as evidenc-		irdamy ,	. 2254
ing intent	. 367	forfaiture	. 2250
other persons' utterances, as a		forfeiture	. 2256
standard of loyalty	. 461	penalty	. 2257
The state of the s	101	foreign crime	. 2258

Self-Crimination (continued).		
third person's crime	Section 2250	
factor tending to criminate .	2266	price of other, as evidence of
facts furnishing a clue	2261	
form of disclosure protected	2201	The second one of a witness to
testimony	2263	726ao
documents and chattels .	2964	Servicude, as disqualifying
bodily exposure	2265	withheat
confessions.	802 950	agreement for shown by
	2266	parof
opponent's proof of docu-		Settlement, offer of, as an ad-
ment by copy	1907 1000	mission
mode and effect of making	, , , , , ,	Sower; see Highway.
claim		Sex as disqualifying a witness
cross-examination to char-		Shorif, debtor's admissions used
acter	2268	deed of, conclusiveness 18
lade a warning	9980	return of process
claim by party or counsel	9970	conclusioner es
judge determines claim .	9971	admissibition 18
inferences from claim	2272, 2273	admissibility 1664, 16
waiver of privilege		Ship; see VESSEE
by contract	2275	Ship, log-book of; see Log-Book.
by voluntary testimony .	2276-2278	Shipping-Register; see Regis-
criminality removed		TER.
by acquittal or lapse of time	2279	Shooting, as a crime; see Hom-
Dy pardon	0000	ICIDE.
by statutory amnesty	9981	Shopbooks, parties'; see REG-
testimony not to be need	9999	ULAR ENTRIES.
Self-Defence, burden of proof of	2512	Shorthand; see STENOGRAPHER.
800 also Homicide.		Showers at a view by a jury . 1167, 180
Sentence, increase of, by prior		Sidewalk; see HIGHWAY.
convictions .	196	Sign, dying declaration by mak-
of conviction of crime, as		ing 144
affecting a witness; see Con-	ľ	testimony by making; see
VICTION OF CRIME.		DEAF MUTE.
Separate Estate, wife as wit-		Signature
ness to	614	modes of evidencing genuine-
presumption of gift to or from	. 2526	ness; see Hamdwriting.
Separation of Witnesses		forgery of ; see Forgery.
history, statutes	. 1887	of deponent to deposition 80
demandable as of right	1888	of attesting witness or maker
mode of procedure	1839	of document 1820, 1511
persons to be included	. 1840	1515
disqualification for disobedi-	. 1841	proof of, not always necessary 2184
ence .	1010	as a formality monired
party testifying first on his	. 1842	by illiterate's mark; see ILLIT-
own side	1000	RRATE.
Servant; see Employee; Ser-	. 1869	of official, as presuming genn-
VICES.		1000css
Service of writ, proof of, with-		time of
out production	1040	whitehou, as all inconsistency im-
ervices Rendered, value as	. 1249	peaching a witness 1041
evidence of price agreed	900	as an admission by a party . 1071, 1079
capacity or quality, as shown	. 392	as impeaching complainant in
by effects	400	rape
•	460	in robbery 1142

. 468 67,711 6,2445 . 1061

Similar Instances, of human feeting	m Spolistion (continued).
conduct; see NEGLIGENCE;	of execution
CHARACTER.	as creating a presumption 2524
of effects of a machine, weapon,	Spouse; see Marital Rela-
place, etc., to evidence cause,	TIONSHIP; HUSBAND; WIFE.
condition, or quality 441-46	1 Spy, as impeached by his in-
Similar Statements by a wit-	terest
ness; see Witness, III.	whether corroboration is needed 2060
Skill, as evidence of an act done 83, 8	
instances of, as evidence 199, 22:	I, Stamp, law requiring, whether
46	l lex fori is applicable 5, 6
of a witness; see Expert	exclusion of documents lacking 2184
WITHESS.	required formality of 2456
opinion as to another person's 194	
Slander; see DEFAMATION.	HANDWRITING.
Slave, as a witness 51	i manufacture and manufacture depositions
ancestry of, as evidenced by	ble 6
color 16	7 seal of, presumed genuine 2163
see also RACE.	secrets of, privileged 2213, 2375
Smoke; see Muisance.	judicial notice of foreign 2566
Soow, as a highway defect; see	conducting a prosecution; see
HIGHWAY.	PROSECUTION; DEFENDANT.
as a kind of weather; see	see also Foreign Law.
WEATHER.	State of Mind; see Belief;
Sociomy, other offences, as evi-	INTENT; MOTIVE; KNOWL.
dencing intent	EDGE; MENTAL CONDITION.
Solvenoy, as evidence of pay-	Statute, Federal or State, appli-
ment'	
false statements as to; see	mode of proof
PALSE REFRESENTATIONS.	by official printed copy 1684
as evidenced by prior condi-	by private printed copy 1708
tion	
by reputation 1628	
by opinion 1950	enrolment, conclusiveness of 1350
see also DERTOR; BANKRUPT;	interpretation of
INSOLVENCY; PAYMENT.	judicial notice of 2572
sound, distance or quality of,	constitutionality of; see Con-
as shown by instances 460	
Sovereign; see King; Execu-	recital in; see RECITAL.
TIVE.	see also LAW; FOREIGN LAW.
Space; see Distance.	Statutes, cited in this book
Sparks from a locomotive, as	on witness' qualifications 488, 524,
evidence of negligence or	576, 577,
cause 452	
presumption of negligence	619
from	
Specialty, discharged by parol 2426, 2455	on a witness' examination in
Specimen of handwriting; see	writing 1326
HANDWRITING.	on attesting witnesses 1290, 1310,
Speed, expert qualifications of	1820
witness to 571	7 2 200
opinion testimony to 1977	
Spoliation of evidence in gen-	interest 1455
eral, as indicating guilt 278	on statements of pedigree 1480
of documents, as evidence of	on regular entries
contents 291	on oaths 1828

Statutes (continued).	And the second second
OD companyal P 1.	
on marital privilege 2240, 2245	The state of the s
	defence
on privilege against self-crimi-	expert qualifications of witness
nation	Strychnia; see Poison.
on privilege for communica.	Subornation as suidence
tions to attorney	Subornation, as evidence of
to physician	
to priest	other crimes as evidencing in-
specific statutes; see the Tante	beautin
OF STATUTES CITED, ante,	as impesching a witness 960-96
p. 3033.	Subpone, history of
Statute of Frauds, whether lex	officers having power to issue . 219
fori is applicable	general practice
provisions requiring numbers	220
OI WITHERAPA . DOLO DOLO	necessary for proving third
general policy of 2019, 2000	
requiring formality of writing	document 121
Statute of Limitations, other	cross-examination of wit-
defamatory utterances barred	ness under 189
	expenses
indorsement of payment, as	Bubscribing Witness; see AT-
	TESTING WITNESS.
annula privilega aminut 1460, 1466	Sue, agreement not to, shown by
annuls privilege against self-	parol 2406, 2485
crimination	2444
burden of proof of	Suffering, expressions of 1716
see also Time.	Sufficiency of highway, cattle-
Stenographer, notes of testi-	guard, machine, etc., as
mony taken by 1669	Shown by offerde
see also RECOLLECTION.	of a search; see SEARCH.
Stipulation; see Judicial AD-	of evidence, judge to deter-
MISSION.	mine to deter-
Stock; see Animals; Busi-	mine
NESS; CORPORATION: VALUE	Suggestion to a witness, by lead-
Stockholder, books of corners.	ing questions 769-779
tion used against 1074	by other improper modes
admissions of	Suicide, deceased's intention of,
Stolen Goods, possession of, as	as evidencing innocence of
evidence of larceny, etc 152, 153	an accused 143
knowledge of receiver or pos.	111001V8 IOF
sessor of, as evidenced by	presumption of insanity from . 2500
Wannie	presumed instead of accident
as evidenced by possession	from taking morphine 2540
	summary of voluminous records
accused's explanation of pos-	or accounts 1990 1044
session or businession of bos-	Superstitious tests of guilt
session 1143, 1777,	suppletory Oath for books of
1781	account
presumption from possession	Supporting a witness' credit;
of	see WITNESS, III.
see also LARCENY.	Suppression of evidence, as in-
treet, defective; see High-	dicating quilt
WAY.	Surety, principal's admissions
trength, as evidence of an act	tiend against
done 84, 225	using principal debtor's state-
instances of conduct, to prove 220	ment against
391	ment against 1474
OPI	

85,

ŏ1

Surety (continued). parol agreement to hold only	Section	Tally-book of voters; see ELEC-	Section
	0400 0440	TION.	
Surgeon; see Physician.	2488, 2448	Tax, payment of, as evidence of	
Surrebuttal, scope of testimony		liquor-selling	238
in	1874	fraud in, other acts as evi-	
Surrender to arrest, as evidence	10/4	dencing lutent	341
of innocence	293	books of assessment or collec-	
Survey, as evidence of adverse	200	tion of; see AssESSOR'S	
possession of a whole tract	378	Books.	
as illustrating testimony	791	privilege against disclosure of	2874
not to be impeached	. 1346	Tax-Collector, conclusiveness	
whether conclusive	2427	of deed of	
as containing declaration or	2741	admissibility of recitals of	1664
reputation of boundary; see		Tax-List, production of original Teacher; see Schoolmaster.	1240
Boundaries.		Telegram, delivery of, as evi-	
as an official document	1665	denced by dispatch of orig-	
judicially noticed	2575	inal	0=
Surveyor, records of a predeces.		production of original	1000 1000
sor, as qualifying a witness		received in reply, as genuine.	1220, 1200
to handwriting	704	not privileged	2154
official, not required in proving		Telephone, testimony to conver-	2287
boundaries	794	sations by	669
testimony not required	1339	anthenticating a conversation	009
opinion testimony to bound-		by	2155
ary; see Boundaries.		Tenancy, production of lease, in	2100
declarations about boundaries;		proof of	1246
see Boundaries.		disputing landlord's title	. 1472
official return of	1665	declarations made during pos-	1412
as regular entry; see REGU-			1778, 1779
LAR ENTRIES.		Tendency, of a machine,	2110, 2110
Survivor disqualified as a wit-		weapon, place, etc., as evi-	
ness	578	denced by its effects, etc	. 437_461
use of account-books by or		Tender of witness' expenses .	2201
against	1554	Test, see Experiment.	
testimony must be corrobo-		Testator, conduct as evidence of	
rated	2065	sanity	229
Survivorship, presumption of	. 2532	belief, as evidence of will's	
Sustaining an objection	. 18	execution	271
a witness' credit; see WITNESS,		statements of execution, con-	
III.		tents, revocation, undue in-	
Swearing; see OATH.		finence, etc.	1784-1740
Switch; see PREMISES.		opinion testimony to legal ca-	
sworn Copy; see Copy.		pacity of	. 1958
System, of evidence, analyzed .	. 3	intent or mistake of; see	
of conduct, as evidencing a		PAROL EVIDENCE RULE, D.	
crime	. 804	burden of proof of ineanity	. 2500
		of undue influence	2502
780		presumption of advancement	
T.		by	. 2526
Table of weights, etc., used in		see also WILL; SANITY.	
evidence	200 1004	Testimonial evidence, defined	
evidence 16		relative value of	. 26
of mortality used in out	1706	general theory of	. 475
of mortality, used in evidence 1 of interest, used in evidence	000, 2000	rules for admissibility of ; see	
or inscreas, maca in eathence	. 1672	WITNESS.	

Testimonio; see DEED. Section	Time (continued).	Section
Testimony; see WITNESS; EVI-	of other spark-emissions	450
DENCE; EXPERT WITHES;	of values	468
FORMER TESTIMONY; Exam-	of qualifications of witness .	. 488, 493
INATION; QUESTIONS.		588
Theological belief; see Religious Belief.	of objection to a witness' qual-	400 800
Thing; see CHATTEL; PREM-	ification	. 486, 586
1888; HIOHWAY; ANIMALS;	of seeing specimens of hand-	40m mom
WEAPON; MACHINE.	writing	. 697, 707
Think; see BELIEF.	of memoraudnm in aid of rec-	W45 W01
Third person, crime of, as evi-	oliection	. 740, 701
dencing accused's innocence 139	length of, for a witness' exam-	Mos
character of, as evidence of	ination	
his act 68		928
threats of 140	of condition of an object	1109
letter of, as evidencing tes-	as presuming loss of document	
tator's sanity	of notice to produce an original	. 1208
flight of, as evidence of guit 276	of plural depositions	1879
fraud of, as evidence of a weak	of birth, death, etc., proved by	1701
case 280	family hearsay	1501
admissions of; see Admissions.	of certifying a copy	1077
Threatening Letters; see Ex-	of recording a deed	1049
TORTION.	of hearsay expressions of pain	
Threats of an accused, as evi-	of res gestæ utterances	1750, 1776
dence of doing the act 105	identified by a person's utter-	4000
of a deceased, as evidence of	ances	1791
self-defence		1977
as excluding a confession; see	of putting in testimony	1901-1900
CONFESSION.	of execution of ancient docu-	0100
of a third person, as evidencing	ment.	2137
	of execution of deed, proved	0440
Timber, marks on, as evidence	by parol	2410
of ownership 150, 2152		2517
register of, as evidence 1647	of execution of document .	2520
Time of possession of money, as	of alteration of document, pre-	
evidence of payment 89	sumed	2525
	of death, not presumed	
	of survival, not presumed	2532
	what is a reasonable, judge or	
	jury to determine	2553
	judicially noticed	2581
of maity	Title, by adverse possession; see	
of intoxication	Possession.	
of defect in highway 252	documents of ; see DOCUMENT;	
of possession, coverture, debt,	REGORDED CONVEYANCE;	
etc	DEED.	
of intercourse in sexual affences 398	registration of ; see REGISTRA-	
of other defaustory utterances . 403-406	TION OF TITLE.	
of utterances, as evidencing	in ejectment, affidavit denying	
identity 416	common source of	. 1385
of other injuries or effects, as	disclaimer of, as a fact against	
evidencing cause	interest	
of other weather-conditions 438		. 1587
of work done, or things seen	amessment-books as evidence	
ormeard, as shown by other	of	. 1641
instances	afficial register of	- 1647

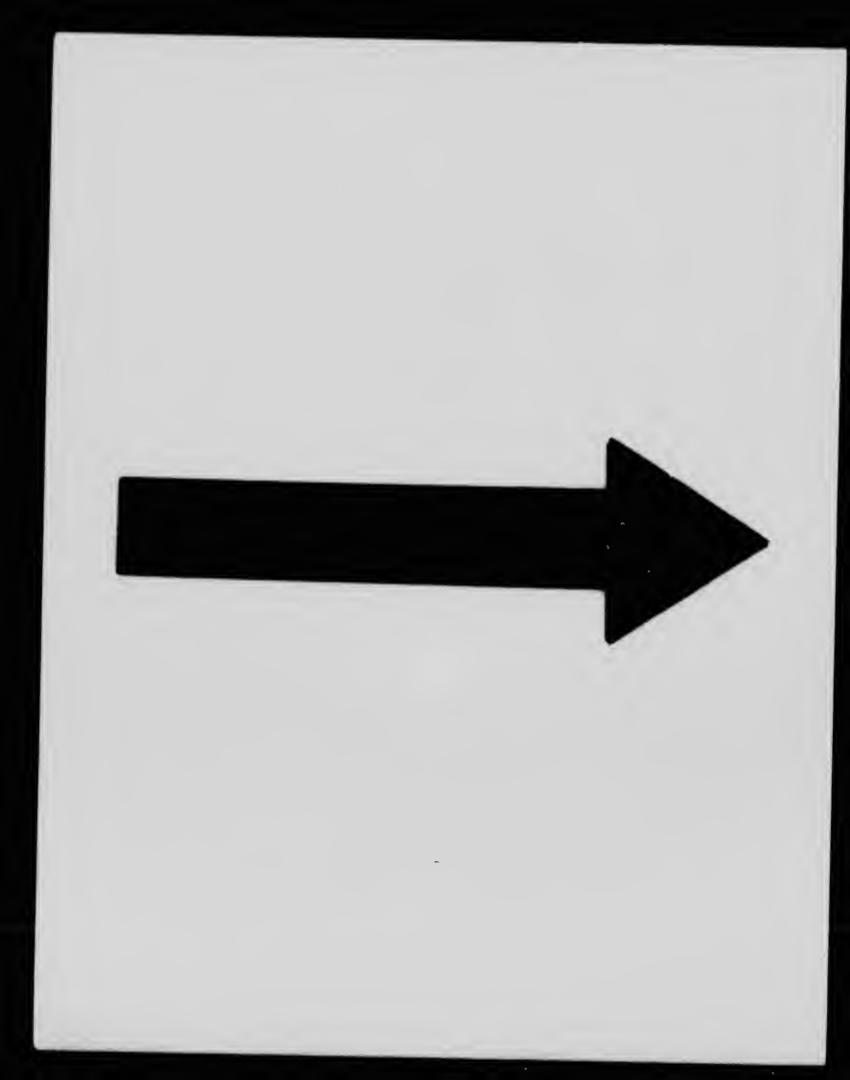
, 586 , 707 , 761

Title (centinued).	Section	Trial (continued).	
inquisition of, by the sheriff	. 1670	new trial, motion for, to con-	Bootles
abstract of; see ABSTRACT.		firm an exception	20
deeds of, privilege for	. 2211	material error of ruling, as	20
presumption of, from posses-		ground for	01
sion	. 2515	demeanor during, as evidence	21
from lost grant	. 2522	of mulit	
to office, presumption of	. 2535	of guit	274
admissions of; see ADMIS-		truth	1004
SIONS; see also OWNERSHIP.			1834
Tombetone, as evidence of pedi-		exclusion of spectators	1835
gree; see FAMILY HISTORY.		prohibition of printed re-	****
Tools, possession of, as evidence		ports	1836
of a crime	238 318	separation of witnesses during	1837
see also Machine.	200, 010	by inspection	2555
Traces as evidence of criminal's		see also Inspection; Withese;	
1.1. 414	148, 149	PLEADING.	
Tracks; see FOOTPRINTS; PREM-	110, 110	Trover, notice to produce docu-	
IARS.		ment converted	1205
Trade, secret of, as privileged . 22	12, 2374	proof of conversion, without	
see also Custom; Usage.	19, 2012	producing original	1249
Trade Journal; see NEWSPAPER.		Trust, agreement to hold prop-	
Transcript of stenographic notes		erty in, shown by paroi	2437
of testimony; see FORMER		Trust-Combination, proved by	
TESTIMONY.		repute	1626
Transfers, in fraud of creditors,		Trustee, admissions of	1076
mode of evidencing intent	. 833	communications to, not priv-	
admissions of debtor or cred-	. 900	ileged	2286
itor	1000	Truth of defamatory words; see	
Translation, required for alien's	. 1082	DEFAMATION.	
testimony	611	Turntable; see Premises.	
see also Interpreter.	. 811	Typewriting, manifold copies	
Travail, compiaint in, by bas-		by, as originals	1284
	1141	proving genuineness of	2149
Traveller; see Highway.	. 1141		
Treason, other acts of, as evi-			
densing intent	0.09	<u></u>	
dencing intent	. 367	U.	
confession of, as dispensing	010		
with two witnesses	. 818	Unchastity; see CHASTITY.	
accused's expressions of loyalty . list of witnesses before trial	. 1732	Understanding, testimony to a	
two witnesses to overt act	. 1850	witness'; see Belief; OPIN-	
	. 2036	ION.	
Treatise, scientific, used in evi-		as varying a document; see	
dence 169		PAROL EVIDENCE RULE.	
Treaty, judicial notice of	. 2573	Undervaluation; see Importa-	
proof by copy; see Public		TION.	
DOCUMENT.		Undisclosed Principal, shown	
Tree, family, as evidence of pedi-		by parol	2438
gree; see FAMILY HISTORY.		Undue Infinence, testator's	
Trespass, by battery, evidence of	201	statements of	1738
intent in	. 364	burden of proof of	2502
to property, evidence of intent	-	see also Will.	
in	. 367	United States, conflict between	
evidence of mailce in	. 397	State iaw and U. S. iaw	6
Trial, at common law in Federal		Unseaworthiness, presumption	
court, rules for	. 6		2533
	391	.5	

Deage, among conveyancers, proved by repute 1625 as proved by opinion 1954 by one witness 2008 varying the terms of an agreement 2402, 2404 interpreting a document 2402, 2404 see also Cuttons; Habit. Use of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. as evidence of safety of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as evidence of safety of, oustom of other owners, as elso SAIMAL. View by Jury suffered of safety of safety of safety of, oustom of other owners,	Unakilfulness; see SKILL; NEG-	Venereal disease, as evidence of Restin
proved by repate 1925 as proved by opinion 1954 by one witness 2008 varying the terms of an agreement 2402, 2404 interpreting a document 2402, 2404 see also Cuttons; Harit. Use of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. 461 Usury, impeaching an instrument for 529 shown by parol evidence 2414 terms of a contract of; see Contract. Utterance of other forged documents; see Forgety of ilibil or lander; see Defamation, as identifying a time or place as identifying a time or place 416 see also Hizarsay Rule, III. Vaouum-ray photograph 705 Value, of an article sold, as evidence of price agreed 392 of property taken, as evidenced by other alse witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to 567. 711-721 impeached by inconsistencies 1040 provable by jury's view 1165 by books of assessors 1641 by opinion testimony 1940-1943 jury may use general knowledge of a deceased of a document; see Arroll Evidence of a highway defect 2570 of evidence; see Weighter Contract of driver of; see Nigoliagners. Nacional Act; see Hizarsay Verification 1860 and the separation 1860 incot to be impeached by jurors 2240 direction of a. 2400 interestion of a leave the part of contract of see also Juricial Record. Versual Act; see Hizarsay Reuls, 1860 and the separation 1860 incot to be impeached by jurors 2240 direction of a leave the part of see also Juricial Record. Versual Act; see Hizarsay Reuls, 1860 and the propagation of the contract of see also Juricial Act; and the repatation of the other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of other ownsafety of, custom of a safety of, cust		adultery 161
as proved by opinion 1904 by one witness 2088 varying the terms of an agreement 2462, 2464 see also Curron; Hant. Use of machinery, premises, etc., as evidence of afety, etc. 461 Usury, impeaching an instrument for 529 ahown by parol evidence 2414 terms of a contract of; see CONTRACT. Utterance of other forged document; see FORGEY. of libel or alander; see DEFA-MATION. as identifying a time or place 416 see also HEARSAY RULE, III. V. Vaouum-ray photograph 705 Value, of an article sold, as evidence of price agreed 59 of property taken, as evidence 49 of property taken, as evidence 49 of property taken, as evidence 50 of property taken, as evidence 69 of property taken, as evidence 69 of property taken, as evidence 69 of property taken, as evidence 69 of property taken, as evidence 60 of price agreed 711-721 impeached by inconsistencies 1040 provable by jury's view 1168 by books of assessors 1641 by opinion testimony 1940-1943 jury may use general knowledge of . 2570 of evidence; see WEGHT. see also SALES; DAMAGES. Varying the terms of a document; see Araco Evidence of a highway defect . 458 character of driver of; see NNGLIGENCE. **STATIONAL** **STATIONAL** **STATIONAL** **TIT-721* **TIT-721* **Impeached by jurors 2846 **Gon of unetweeting to the presented by inconsistencies 1040 **Provable of apreed 392 **STATIONAL** **TIT-721* **Impeached by inconsistencies 1040 **Provable by jury's view 1168 **TIT-721* **Impeached by inconsistencies 1040 **Provable by jury's view 1168 **Toto of evidence of show a 1168 **Toto Dire, for ascertaining a witness' qualifications 485, 497, 506, 600, 900, 900, 900, 900, 900, 900, 9	proved by repute 1625	
by one witness varying the terms of an agreement. 2462, 2464 see also Custom: Habit. Tose of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. 461 Usury, imposching an instrument for 529 shown by parol evidence 2414 terms of a contract of; see Contract. Utterance of other forged doesments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Deparaments; see Forgery of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see Object of libel or lainder; see of libel or lainder; see of libel of libel or lainder; see of libel or lainder; see of libel or lainder libel of libel or lainder; see of libel or lainder libel or libel or lainder libe	as proved by opinion 1954	
varying the terms of an agreement . 2440 interpreting a document . 2462, 2464 see also Custom; Habit. Use of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc 461 Usury, impasshing an instrument for . 529 abown by parol evidence . 2414 terms of a contract of; see Contract. Uterman of of contract of see Contract. Uterman of of contract of see Contract. Ontract. Iterman of other forged documents; see Forgery . 2465 see also Hearsay Rule, III. V. Vacuum-ray photograph . 705 Value, of an article sold, as evidence of price agreed . 392 of property taken, as evidenced by other sales	by one witness 2082	RULE, III.
interpreting a document 2402, 2404 see also Custom; Habit. Use of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. 461 Usury, impeaching an instrument for	varying the terms of an agree-	
see also CUSTON; HABIT. Toe of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. 461 Usury, imposching an instrument for 529 shown by parol evidence 2414 terms of a contract of; see CONTRACT. Utberance of other forged documents; see FORGERY. of libel or alander; see DEPAMATION. as identifying a time or place 416 see also HEARSAY RULE, III. V. Vacuum-ray photograph 795 Value, of an article sold, as evidence of price agreed by other sales 690 by other sales 690 witness experience or knowledge as qualifying him to testify to 711-721 imposched by inconsistencies 1040 provable by jury's view 1168 by books of assessors 1641 by opinion testimony 1940-1943 jury may use general knowledge of 1977 void, parol evidence to show a transaction 2406, 2423 void, parol evidence to show a transaction 2406, 2423 void, parol evidence to show a transaction 1884, 2550 examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious belief on examining into religious concerning, by a voter 1712 disclosure of, privileged elector 2215 direction of a evidence of, as evidence of one examine in on examining into religious belief on examination concerning, by a voter 1712 disclosure of, privileged elector 2216 direction of a evidence of a document's concerning, by a voter 1712 member of Legislature 2376	ment	reputation
Use of machinery, premises, etc., as evidence of safety, etc. Usury, imposehing an instrument for	interpreting a document 2462, 2464	not to be impeached by jurors 2348
Usury, impeaching an instrument for	Use of machinery promises	direction of a
Deuty, impeaching an instrument for	etc. as evidence of safety etc.	see also Judicial Record.
ment for	Usury, impeaching an instru-	Vessel, loss of, as evidenced by
anown by parol evidence	ment for	and of news 158, 2531
Terrance of a contract of; see CONTRACT. Utterance of other forged documents; see Forgery. of libel or slander; see Defanation. as identifying a time or place	shown by parol evidence 2414	entery or, custom of outler own-
Teterance of other forged documents; see Forgery. of libel or alander; see Defamation. as identifying a time or place 416 see also Hearsay Rules, III. Vacuum-ray photograph 795 Value, of an article sold, as evidence of price agreed 463 witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to 567, 711-721 impesched by inconsistencies 1040 provable by jury's view 1168 by books of assessors 1041 by opinion testimony 1940-1943 jury may use general knowledge of 2570 of evidence; see Weight see also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence of a highway defect 468 character of driver of; see Negligence, etc 461 Vendor; see Grantor.	terms of a contract of; see	presumption of preserventhi
mente; see FORGERY. of libel or slander; see DEPA- MATION. as identifying a time or place . 416 see also HEARSAY RULE, III. V. Vacuum-ray photograph . 795 Value, of an article sold, as evidence of price agreed . 392 of property taken, as evidenced by other sales		ness of
Vacuum-ray photograph Value, of an article sold, as evidence of oprice agreed of property taken, as evidenced by other sales witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to		log-book of ; see Log-noog.
MATION. as identifying a time or place see also HEARBAY RULE, III. V. Vacuum-ray photograph V. Vacuum-ray photograph Value, of an article sold, as evidence of price agreed sylventers of property taken, as evidenced by other sales		Viciousness, of an animal, evi-
see also ARIMAL View by Jury, general principle 1162 allowable on any issue 1166 by character of driver of; see Negligence of a highway defect of		dence of owner's knowledge of 251
V. Vaouum-ray photograph		see also Animal,
Vaouum-ray photograph . 795 Value, of an article sold, as evidence of price agreed . 392 of property taken, as evidenced by other sales	see also HEADRAY Rove 111	View by Jury, general principle 1162
Vacuum-ray photograph	THE MINE THE PARTY IN THE PARTY	allowable on any issue
Vacuum-ray photograph Value, of an article sold, as evidence of price agreed dence of price agreed Showers of property taken, as evidenced by other sales Witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to Total Trill-721 impeached by inconsistencies Cies Total Trill-721 impeached by inconsistencies Total Dy opinion testimony Tot		trial Court's discretion 1164
Vacuum-ray photograph . 795 Value, of an article sold, as evidence of price agreed . 392 of property taken, as evidenced by other sales . 463 witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to	v.	upanthorized view
Value, of an article sold, as evidence of price agreed		thousand them
dence of price agreed	Vaouum-ray photograph 795	View as evidence
defendant's presence at	Value, of an article sold, as evi-	evidence not to be taken at 1809
by other sales. witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to testify to testify to testify to 711-721 impeached by inconsistencies 1040 provable by jury's view 1168 by opinion testimony 1940-1943 jury may use general knowledge of of evidence; see Weight. see also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect of a highway defect Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc. 461 Violone, as identified by utterance 222 as identifying a person 660 by opinion testimony 1977 Void, parol evidence to show a transaction Voir Dire, for ascertaining a witness' qualifications 485, 497, 506, 560, 568 admissions of a document's contents on right of cross-examination on 1384, 2550 examining into religious belief on Vote, refusing to receive, evidence of intent in declarations concerning, by a voter disclosure of, privileged elector juror 2346, 2361 member of Legislature 228 2406, 2423 Voide, as identified by utterance 229 as identifying a person 660 by opinion testimony 1977 Void, parol evidence to show a transaction 2406, 2423 Admissions of a document's contents on right of cross-examination on 1384, 2550 examining into religious belief on 1820 Vote, refusing to receive, evidence of intent in declarations concerning, by a voter 2215 impeached by inconsistencies 1040 voir Dire, for ascertaining a witness' qualifications 1258 688 admissions of a document's contents on 1384, 2550 examining into religious belief on 1820 Vote, refusing to receive, evidence of intent in declarations concerning, by a voter 2215 impeached by inconsistency 2406, 2423 Vote, parol evidence of intent in 367 fraudulently casting, evidence of intent in 267 268 278 289 290 290 290 290 290 290 29	dence of price agreed 892	defendant's presence at
witness' experience or knowledge as qualifying him to testify to	or property taken, as evidenced	Violence of deceased; see Homicipr 248
as identifying a person by opinion testimony		Voice, as identified by utterance 222
testify to		as identifying a person 660
impeached by inconsistencies . 1040 provable by jury's view . 1168 by books of assessors . 1641 by opinion testimony . 1940–1943 jury may use general knowledge of . 2570 of evidence; see Weight. see also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect . 458 character of driver of; see Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc 461 Vendor; see Grantors. Tanasaction . 2406, 2423 transaction . 2406, 2423 transaction 2406, 2423 transaction	testify to Koz	by opinion testimony 1977
impeached by inconsistencies . 1040 provable by jury's view . 1168 by books of assessors . 1641 by opinion testimony . 1940–1943 jury may use general knowledge of		Void, parol evidence to show a
ries 1040 provable by jury's view 1168 by books of assessors 1641 by opinion testimony 1940–1943 jury may use general knowledge of 2570 of evidence; see Weight. see also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect 4. 458 character of driver of; see Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc. 461 Vendor; see Grantor.		transaction
by books of assessors 1641 by opinion testimony 1940–1943 jury may use general knowledge of 2570 of evidence; see Weight. see also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect 450 character of driver of; see Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc. 461 Vendor; see Grantor. 1168 508, 560, 563, 560, 563, 560, 563, 560, 568 admissions of a document's contents on right of cross-examination on axamining into religious belief on 1820 Vote, refusing to receive, evidence of intent in 567 fraudulently casting, evidence of intent in 367 declarations concerning, by a voter 1712 disclosure of, privileged elector 2215 juror 2346, 2361 member of Legislature 2375	cies 1040	witness' enclifications a
by books of assessors	provable by jury's view 1168	
by opinion testimony . 1940–1943 jury may use general knowledge of	by books of assessors 1641	
edge of		admissions of a document's
right of cross-examination on examining into religious belief on		contents on
Sace also Sales; Damages. Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect		right of cross-examination on 1384, 2550
Varying the terms of a document; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect		examining into religious belief
ment; see Parol Evidence Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect	Varying the towns of a day.	on 1820
Rule. Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect	ment: see Paper Evineyon	Vote, refusing to receive, evi-
Vehicle, injuries to, as evidence of a highway defect	RULE.	dence of intent in
of a highway defect		
character of driver of; see Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc. Vendor; see Grantor. voter	of a highway defect	
Negligence. standard of conduct as passengers, employees, etc	character of driver of; see	
standard of conduct as passengers, employees, etc	Negligence.	
gers, employees, etc	standard of conduct as passen-	
wendor; see Grantor. member of Legislature 2375	gers, employees, etc	juror
Vendee; see Grantee. see also Ballot.	Vendor; see Grantor.	member of Legislature 2375
	Vendee; see Grantes.	see also BALLOT.

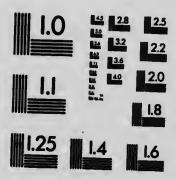
197, 560,

w.		Whole of an Utterance (cont'd). Serties
	Section	former testimony 2006
Wager of law, in the history of		all parts required
rules of evidence	575	conversations, etc 2000
Wagon; see VEHICLE.		confessions
Waiver of inadmissibility, by		whole of a writing required
offering other inadmissible		depositions, etc 2103
evidence	15	separate writings 2104
of objection	18	lost deed or contract
of right of confronting accusers		abstract of title 2106
	2592	lost will 2106
of privilege, not to teetify		public records
against husband or wife	2242, 2340	indiciai records
against self-crimination .	2275	biii and answer in chancery 2111
of attorney and client	2327	II. Optional Completeness
of physician and patient .	2388	remainder may be put in 2113
of motion to direct verdict .	2496	conversations, admissions,
of proof; see Judicial Ad-		confessions, etc 2115
MISSION.		enudry writings 2116
of right to absent witness'		charge and charge state-
testimony	2505	ments
Warrant of land-entry, original		account-books
required		separate utterances 2119
see also Judicial Recor	RD;	letters of a correspondence 2120
LAND OFFICE.		answer in chancery made
Warranty, dietinguished from		evidence 2121-2124
an admission	1056	opponent'e inspection mak-
ehown by paroi	2484	ing the whole admissible 2125
Water, other instances of effect		self-contradiction 1045, 2008
of, as evidence	451	dying deciaration 1448
Weaith, provable by reputation	1623	Widow, as a witness; see MARI-
by assessors' books	1640	TAL RELATIONSHIP.
Weapon, deceased's carrying of		Wife, notice to, as evidencing
a, as evidencing self-defence		husband's knowledge 261
as evidence of identity	418	testimony of, as disqualified or
other instances of its effects, as		privileged; eee MARITAL
evidence	431	RELATIONSHIP.
exhibition to the jnry	• . 1157	communications by or to, as
Weather, as shown by condi-		privileged; see MARITAL
tions at other times or piaces	438	RELATIONSHIP.
record of conditions of	1523, 1639	admissions of, against hus-
Weight, of evidence, distin-		band 1078, 1086,
guished from relevancy .	12, 29	2282
of eironmetantial evidence	26	acknowledgment of execution
of confessione	. 801, 866	of deed, conclusive 1847
of testimony wilfully false .	1008	statements of, to evidence ped-
no rules of law for	2034	igree; see Family History.
Weights, frandulent, other acts		expressions of feelings towards
evidencing intent	341	husband 1730
Whisky, judicially noticed	2582	presumption of gift by or to 2526
Whole of an Utterance, put in evidence		of accomplice, to corroborate him 2059
general principie	2094	presumption of coercion by
I. Compulsory Completeness		husband 2514
precise words required		see also CRIMINAL CONVERSATION;
conversations, etc	2097	HUSBAND; MARRIAGE.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





PPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street Rochester, New York 14609 USA (716) 482 - 0300 - Phone

(716) 288 - 5989 - Fox

Will, attestation of, whether lex Section	Witness
fori is applicable to	I. Qualifications and Disqualifications.
Will, forgery of, character of	general theory
third person as evidence	time
skill in drafting, as evidence	burden of proof
of authorship 87	mode of proof
testamentary plans, as evi-	tlme of objection
dence of execution or con-	tlme of objection
tents	ETSTUPART ANALYMANA
execution of, as evidenced by	Federal rules
testator's belief	insanity, etc
spoliation of, as evidence of	deaf-mutes
contents	
production of original; see	disease of
ORIGINAL DOCUMENT.	blinduess
kinds of copy admissible; see	
COPY; CERTIFIED COPY.	alienace was solon
calling the attesting witness;	alienage, race, color 510
see ATTESTING WITNESS.	sex 517 religion
undue influence evidenced by	the closical helief
other instances	theological belief; see OATH.
using testimony given at pre-	infamy (conviction of crime)
liminary probate	as a disqualification 519-524
record of probate, to prove	kind of crime
execution	judgment of crime 521, 522
certified copy of	pardon, reversal, etc 528
testator's statements of con-	statutory changes
tenta, execution, revocation,	turpitude self-confessed, as a
nndne influence, etc 1734-1740,	disqualification 525-531
1782	accomplice 526
recital in, as evidence of ped-	perjurer 527
igree; see Family History.	attesting-witness
interpretation of; see PAROL	repudiating one's own in-
EVIDENCE RULE, D.	strument 530
proof of, by two witnesses	experience as a qualification
maman alder	(expert capacity) 555-571
	general principles 555-562
nuncnpative wills	foreign law 564-566
holographic wills	VALUE
revestions elterations at	medical and chemical toples . 568, 569
revocations, alterations, etc 2051	sanity
contents of lost will 2052, 2106 testimonial evidence re-	handwriting and paper money . 570
onined evidence le-	sundry topics of expert
quired 2090	testimony
made in a single document 2452	opinion in general; see
proof of, by age of document 2137-2146	UPINION.
publication of	interest as a disqualification 575-587
reading over to testator	history
intent or mistake of testator;	
see PAROL EVIDENCE RULE, D.	civil parties 577
lost will, clear proof of 2498	survivor against deceased
burden of proof of 2500, 2502	lunatic, etc
presumption of revocation of	accused 579
see also TESTATOR; DOCUMENT;	co-indictees and co-defend-
EXECUTION; SANITY.	ants 580
7ires; see Negligence; Prem-	testimony to one's own in-
18ES; HIGHWAY; MACHINE.	tent 581
3918	

Bection ### 475

9-524

5-562 4-566 8, 569

Witness (continued).	Section	Witness (continued).	Section
attesting witness of a will	. 582	by seeing genuiue docu-	Bection
time of interest; voir dire	. 583	ments	. 699-708
burden of proof	. 584	by expert comparison	708
mode of proof	. 585	value	711_791
time of objection	. 586	value	711-71
jndge determines	. 587	land	714
marital relationship as a dis-		services	718
qualification	600-620	personalty	716
history	. 600	sundry rules	717-721
policy; statutes	601, 602	dying declarant	1448
general principles		keeper of books of ac-	
mistress, bigamous marriage .	. 605	count	1530, 1558
for whom is the spouse dis-		officer making public docu-	,
qualified	606-610	ment	. 168
exceptions based on neces-			. 1635
aity	. 612	recollection; see RECOLLEC-	
exceptions based on statutes .	613-617	TION,	
statutory abolition	619, 620	II. Examination	
knowledge as a qualification	650-721	mode of interrogation in	
knowledge as requiring ob-		general	768-788
servation	. 650	leading questions	769-779
distinction between experi-		misleading questions	. 780
ence and knowledge	558, 651	annoying questions	. 781
knowledge of a class of		repetition of questions	
things	. 653	multiple examiners	
burden of proof of knowl-		length of examination	
edge	. 654	jndge's questions	
witness specifying grounds		narration without questions	. 785
of knowledge	. 655	non-responsive answers	
personal observation required	. 656	improper suggestions	. 786
knowledge amounting to a		prepared deposition	
belief or impression	. 658	answering by reference	. 788
knowledge based on insuf-		prior conference with at-	
ficient data	. 659	torney	. 788
identity, age, etc	. 660	non-verbal testimony	789-797
state of mind	. 661	gestnre, etc	. 789
scientific improbabilities	. 662	models, maps, diagrams	. 791
speculative injuries	. 663	photographs	
that a thing would have		written testimony	
been observed	. 664	snndry modes	799-801
scientific instruments or tables	. 665	depositions	
subordinates' records or scien-		see also Depositions.	
tific books	. 665	absent witness' testimony .	. 807
one's own age	. 667	see also Judicial Admis-	
another person's name	. 667	SIONS.	
interpreted conversations	. 668	interpreted testimony	811. 812
telephone conversations	. 669	aliens, deaf-mutes, per-	
hypothetical questions	672-684	sons ill or inandible, in-	
party's admissions	. 1053	terpreters, translations .	. 811
medical matters (sanity, dis-		confessions; see Confessions.	
ease, etc.)	687-690	testimony under duress	
foreign law	. 690	direct examination; see Ex-	
reputation	691, 692	AMINATION, III.	
haudwriting	693-709	cross-examination, in general;	
by seeing the act of writing	694-698	see Cross-examination.	

Witness (continued).	Section I	Witness (continued).		Section
of one's own witness; see		experts		1908
IMPEACHMENT.		character witnesses		1908
to show bias or corruption;		other witnesses		1908
see IMPEACHMENT.		required number		
to contents of a document:	i	treason		2036
see ORIGINAL DOCUMENT.		perjury		2040
to one's own case; see Ex-		anndry crimes		2044
AMINATION, III.				2046
refusal to answer on; see		chancery bill		
PRIVILEGE.		will of personalty		
III. Impeachment and Discredit;		of realty		2649
see Impeachment.		nuncupative will		
IV. Restoring Credit		holographic will		
general principles	1100	revocation, alteration, etc.		2051
good character in support	1104-1110	contents of lost will		2052
discrediting the impeaching	1104-1110	usage or custom		2053
	1111	miscellaneous civil cases .		2054
witness		single witness need not be be-		2001
explaining away a self-con-	1044 0118	.		2034
tradiction		lieved		2079
a contradiction	1007	corpus delicti		2081
explaining away the bad rep-	1110			2001
utation	1112	VIII. Kinds of Qualified Wit-		
explaining away the miscon-		nesses excluded or required to		
duct	1116	be corroborated for special		
explaining away the bias,		reasons		1000
etc.	1119	judge		1909
corroboration by similar con-		jnror		1910
sistent statements		counsel or attorney		1911
witnesses in general		referee, arbitrator, sheriff .		1912
contradiction of	1005	opinion witness; see OPINION		
party's admissions	1133	RULE.		
rape complainant	1134-1140	accomplice		2056
bastard's mother in travail	1141	prosecutrix in rape, bastardy,		
owner of goods robbed .	1142	etc		2061
possessor of stolen goods	1143	parents bastardizing issue .		2063
accused in general	1144	surviving claimant against de-		
utterances identifying a time		ceased		2065
or place		children		2066
supporting a contradicted		Chinese		2066
witness	1007	confessions		
witness	1514	respondent in divorce		2067
V. Witnesses required to be called		accused		2070
before others		corpus delicti	2072	, 2081
attesting witness; see ATTEST-		marriage in fact		2082
ING WITNESS.		bigamy		2085
magistrate's report of testimony	1896 1340	admissions		2086
aundry witnesses	1020, 1010	owner in larceny		2089
maker of document, sur-		wills, contracts, etc		
veyor, etc	1339	statute of frauds		
official certificates	1845_1859	IX. Securing Attendance and		_,,,,
VI. Separation of Witnesses; see	1010-1000	Testimony		
		compulsory process		
SEPARATION OF WITNESSES	•	history		2100
VII. Number of Witnesses		constitutional guarantee .	•	2101
excessive number may be re-				2192
jected	1	day to Bite continual		

. 1909 . 1910 . 1911 . 1912

. 2056
. 2061
. 2063
. 2065
. 2066
. 2066
. 2067
. 2070
072, 2081
. 2082
. 2085
. 2086
. 2089
. 2090

. 2190 . 2191 . 2192

Witness (continued).	Section	Witness (continued).	
production of documents . inspection of premises, chat-	2193	mitted to avoid postpone-	Section
tala hoder		ment	. 815
tels, body officers having power to compel	2194	duress c', as not excluding tes-	
persons around from the compet	2195	timony	. 815
persons exempt from process liability to suit or arrest		to contents of a document; see	
notice and summons	2195	ORIGINAL DOCUMENT.	
nubrous dues to	2199	to a copy of a document; see	
subpoena duces tecum	2200	COPY.	
tender of expenses	2201, 2202	discovery of names of wit-	
expert's fees ability to attend	2203	nesses; see Discovery.	
		list of witnesses before trial	1850
illness	2205	indorsement of witnesses'	
		names on indictment	1850
sex and occupation	2206	to execution, showing docn-	
officials	2206, 2371	rient to opponent	. 1861
distance from Arial	2378	Women qualified as witnesses	517
distance from trial	2204	exempt from attendance	. 2206
process upon the Executive .	2368-2372	Words, interpretation of; see	
X. Privileged Testimony; see		PAROL EVIDENCE RULE, D.	
XI. Sundry Topics		meaning of judicially noticed .	. 2582
rules for witnesses in Federal		as verbal acts; see HEARSAY	
courts	4	RULE, III.	
	6	defamatory; see DEFAMATION.	
testimonial evidence, defined	25, 26, 475	Work, capacity of, as evidenced	
accused as witness	61	by instances	460
intimidation of, as evidence of		see also Services.	
guilt of party	278	Workman; see Employer.	
failure to produce, as evidence		Wound; see Corporal In-	
	. 285–292	JURY; WEAPON.	
subornation of, other attempts		Writ, proof of service of, with-	
as evidence of intent	842	out production	1249
testimony of another, as a		see also Judicial Record.	
basis; see HYPOTHETICAL		Writing; see HANDWRITING;	
QUESTION		DOCUMENT.	
attesting witness; see ATTEST-		~	
ING WITNESS.		X.	
absent witness' testimony ad-	807	X-ray photograph	795

